Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch

REUNION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 13/02/26
PROCES-VERBAL

Le treize février deux mille vingt-six, à dix heures, le conseil de communauté dûment convoqué le trente-et-un janvier deux mille vingt-six, s'est réuni en session ordinaire à la salle des fêtes de Laragne-Montéglin (commune de Laragne-Montéglin), sous la présidence de M. Gérard TENOUX, Premier Vice-Président de la Communauté de Communes du Sisteronais Buëch, par suppléance, pour le Président empêché.

Membres du Conseil Communautaire :
Nombre de membres en exercice : 89
Nombre de présents : 57 du point n° 1 au point n° 08, 56 au point n° 09 au point n° 12, 55 du point n° 13 au point n° 23, 54 du point n° 24 au point n° 25, 55 du point n° 26 au point n° 27, 52 du point n° 28 au point n° 30, 50 du point n° 31 au point n° 32
Nombre de votants : voir détails dans le corps du procès-verbal
Secrétaire de séance : Mme Cécile LIOTARD

Présents ou représentés :

- Pour la commune d'Authon : M. Alain RAHON
- Pour la commune de Barret sur Méouge : Mme Annick ARMAND
- Pour la commune de Bellaffaire : M. Bernard CAVEING
- Pour la commune de Clamensane : Mme Emilie VAUTRIN
- Pour la commune d'Etoile St Cyrice : Mme Frédérique FONFREYDE représentée par sa suppléante, Mme Christiane DESAILLOUD
- Pour la commune de Garde-Colombe : M. Damien DURANCEAU représenté par M. Jean-Marc DUPRAT à qui il a donné procuration en l'absence de son suppléant, M. Daniel NUSSAS (à partir du point n° 28)
- Pour la commune de Gigors : M. Gérard MAGAUD représenté par son suppléant, M. Daniel TERRIER
- Pour la commune de La Bâtie Montsaléon : M. Alain D'HEILLY
- Pour la commune de La Motte du Caire : M. Jérôme FRANCOU représenté par M. Gérôme GARCIN à qui il a donné procuration en l'absence de sa suppléante, Mme Florence RECROSIO ENTRESSANGLE
- Pour la commune de La Piarre : Mme Elisabeth DEPEYRE représentée par M. Jean DEPEYRE à qui elle a donné procuration en l'absence de son suppléant, M. Olivier REYNAUD (à partir du point n° 31)
- Pour la commune de Laborel : Mme Renée MAOUI
- Pour la commune de Lachau : M. Philippe MAGNUS
- Pour la commune de Laragne-Montéglin :
    - M. Jean-Marc DUPRAT
    - Mme Martine GARCIN
    - M. Michel JOANNET
    - Mme Michèle MAFFREN
    - M. Pierre SEINTURIER
    - Mme Isabelle LAMONTRE-MOULIN
    - M. Maurice BRUN représenté par Mme Annick ARMAND à qui il a donné procuration (à partir du point n° 09)
    - Mme Anne TRUPHEME représentée par Mme Béatrice ALLIROL à qui elle a donné procuration (à partir du point n° 13)
- Pour la commune de Lazer : M. André GUIEU représenté par Mme Renée MAOUI à qui il a donné procuration en l'absence de son suppléant, M. Jean-Paul COUDOURET
- Pour la commune du Bersac : M. Dominique DROUILLARD représenté par M. Alain D'HEILLY à qui il a donné procuration en l'absence de son suppléant, M. Thierry NEDELEC
- Pour la commune du Caire : M. Jean-Michel MAGNAN
- Pour la commune du Poët : M. Georges PAPEGAY représenté par son suppléant, M. Alain MONTAY

- Pour la commune de l'Epine : M. Luc DELAUP
- Pour la commune de Melve : M. Jean-Christian BORCHI représenté par M. Jean-Michel MAGNAN à qui il a donné procuration en l'absence de son suppléant, M. Marc GARLET
- Pour la commune de Méreuil : Mme Annick REYNAUD-FREY
- Pour la commune de Mison :
    - Mme Marilyne RICHAUD représentée par Mme Martine GARCIN à qui elle a donné procuration
- Pour la commune de Monêtier Allemont : Mme Ghislaine OLIVE
- Pour la commune de Montclus : Mme Catherine DESREUMAUX représentée par Mme Véronique ARLAUD à qui elle a donné procuration en l'absence de son suppléant, M. Serge ARLAUD
- Pour la commune de Montrond : M. Alain ROUMIEU
- Pour la commune d'Orpierre : M. Gilles CREMILLIEUX
- Pour la commune de Ribeyret : Mme Christiane REYNAUD-DELAUP représentée par M. Luc DELAUP à qui elle a donné procuration en l'absence de sa suppléante, Mme Jeannie DENIEAULT
- Pour la commune de Rosans : M. Lionel TARDY
- Pour la commune de Saint André de Rosans : Mme Cécile LIOTARD
- Pour la commune de Sainte Colombe : M. Jean-Pierre ROUX représenté par Mme Annick REYNAUD-FREY à qui il a donné procuration en l'absence de son suppléant, M. Bernard COSSU
- Pour la commune de Saint Geniez : M. Olivier CHABRAND représenté par M. Bernard CAVEING à qui il a donné procuration en l'absence de son suppléant, M. Maxime FONFERRIER (à partir du point n° 28)
- Pour la commune de Saint Pierre Avez : M. Florent ARMAND représenté par M. Eric DEGUILLAME à qui il a donné procuration en l'absence de son suppléant, M. Robert ARMAND
- Pour la commune de Saléon : M. Pascal LOMBARD
- Pour la commune de Salérans : M. Éric DEGUILLAME
- Pour la commune de Savournon : M. Michel ROLLAND
- Pour la commune de Serres :
    - M. Daniel ROUIT
    - Mme Véronique ARLAUD
    - Mme Arlette MAYER
- Pour la commune de Sigottier : M. Jean DEPEYRE
- Pour la commune de Sigoyer : M. Michel HERNANDEZ
- Pour la commune de Sisteron :
    - M. Jean-Pierre TEMPLIER
    - Mme Christine REYNIER
    - M. Franck PERARD représenté par M. Jean-Pierre TEMPLIER à qui il a donné procuration
    - Mme Nicole PELOUX
    - M. Bernard CODOUL
    - Mme Christiane GHERBI représentée par M. Bernard CODOUL à qui elle a donné procuration
    - M. Nicolas LAUGIER représenté par Mme Françoise GARCIN à qui il a donné procuration
    - Mme Christiane TOUCHE
    - Mme Françoise GARCIN
    - Mme Emilie SCHMALTZ représentée par Mme Christine REYNIER à qui elle a donné procuration
    - M. Sylvain JAFFRE
    - Mme Stéphanie SEBANI représentée par M. Sylvain JAFFRE à qui elle a donné procuration
    - M. Patrick CLARES
    - M. Jean-Louis CLEMENT
    - M. Jean-Pierre BOY représenté par M. Jean-Louis CLEMENT à qui il a donné procuration
- Pour la commune de Sorbiers : M. Yves RABASSE représenté par sa suppléante, Mme Patricia SOUGEY LARDIN qui a, elle-même, donné procuration à M. Lionel TARDY (à partir du point n° 24)
- Pour la commune de Thèze : M. Gérôme GARCIN
- Pour la commune de Trescléoux : M. Jean SCHÜLER
- Pour la commune de Turriers : M. Jean-Yves SIGAUD
- Pour la commune d'Upaix : M. Florent MARTIN représenté par M. Juan MORENO à qui il a donné procuration en l'absence de sa suppléante, Mme Géraldine COULAUD (à partir du point n° 28)
- Pour la commune de Val Buëch Méouge :
    - M. Gérard NICOLAS
    - Mme Béatrice ALLIROL
    - M. Grégory MOULLET représenté par M. Gérard NICOLAS à qui il a donné procuration
- Pour la commune de Valavoire : M. Hervé MIRAN
- Pour la commune de Valdoule : M. Gérard TENOUX
- Pour la commune de Vaumeilh : Mme Elisabeth COLLOMBON (absente non représentée à partir du point n° 31)
- Pour la commune de Ventavon : M. Juan MORENO représenté par M. Florent MARTIN à qui il a donné procuration en l'absence de son suppléant, M. Christian CHAUVIN (du point n° 1 au point n° 25)

- Pour la commune de Villebois les Pins : Marianne ROUX

<u>Absents non représentés</u> :

- Pour la commune de Bayons : M. Régis RIOTON
- Pour la commune de Chanousse : M. Alain MATHIEU
- Pour la commune de Châteaufort : Mme Geneviève DEMONTIS
- Pour la commune d'Entrepierres : Mme Florence CHEILAN
- Pour la commune d'Eourres : Mme Caroline YAFFEE
- Pour la commune de Faucon du Caire : M. Robert ZUNINO
- Pour la commune de Mison : M. Robert GAY
- Pour la commune de Montjay : M. Gilles MOSTACHETTI
- Pour la commune de Moydans : Mme Marie-José DUFOUR
- Pour la commune de Nibles : M. Jean-Jacques LACHAMP
- Pour la commune de Nossage et Bénévent : M. Martial ESPITALLIER
- Pour la commune de Sisteron :
    - M. Daniel SPAGNOU
    - Mme Cécilia LOUVION
    - M. Cyril DERDICHE
- Pour la commune de Valernes : M. Jean-Christophe PIK

ଔ

<u>Ordre du jour</u> :

Finances :

- Compte financier unique principal 2025
- Affectation du résultat 2025 au budget général 2026
- Compte financier unique annexe 2025 des déchets ménagers
- Affectation du résultat 2025 au budget des déchets ménagers 2026
- Compte financier unique annexe 2025 du SPANC
- Compte financier unique annexe 2025 du parc d'activités du Val de Durance
- Compte financier unique annexe 2025 de l'Ecopôle Laragne
- Compte financier unique annexe 2025 du parc d'activités du Poët
- Budget principal 2026
    - Taux d'imposition 2026
    - Taxe GEMAPI / Définition du produit attendu pour 2026
    - Détermination du montant du reversement du produit de la TEIT-LD aux communes membres
    - Neutralisation des amortissements des subventions d'équipements versées
    - Autorisations de Programme et Crédits de Paiement
    - Fonds de concours urgence, solidarité et logements communaux / Enveloppe 2026
    - Attribution d'un fonds de concours d'urgence et de solidarité à la commune de Barret-sur-Méouge
- Budget annexe 2026 des déchets ménagers
    - Taux de TEOM 2026
    - Autorisations de Programme et Crédits de Paiement
- Budget annexe 2026 du SPANC
- Budget annexe 2026 du parc d'activité du Val de Durance
- Budget annexe 2026 de l'Ecopôle Laragne
- Budget annexe 2026 du parc d'activités du Poët

Ressources Humaines :

- Modification du tableau des effectifs du budget général / Transformation et créations d'emplois permanents
- Modification du tableau des effectifs du budget annexe des déchets ménagers / Création d'un emploi permanent

- Création d'un emploi non permanent d'agent d'entretien pour accroissement temporaire d'activité
- Création d'emplois saisonniers / Printemps été 2026

SCOT :
- Approbation du Schéma de Cohérence Territoriale du Sisteronais Buëch
- Approbation du règlement intérieur du Comité de Gestion et de Suivi du SCoT

Gestion des déchets :
- Marché de collecte de déchets en substitution des tournées assurées par la régie de la CCSB

Action sociale :
- Acquisition d'un nouveau véhicule pour le service de portage de repas

Aménagement de l'espace :
- Avenant n° 2 au Contrat Départemental de Solidarité Territoriale 2024-2026 avec le Département des Alpes de Haute-Provence

Questions diverses

ꕥ

Lecture est faite par le premier vice-président du compte rendu de la réunion du conseil communautaire du 26 janvier 2026.
Le PV est adopté et signé par le président et la secrétaire de séance.

ꕥ

Le premier vice-président rappelle que le relevé des décisions qu'il a prises sur la période du 20 janvier 2026 au 11 février 2026, pour le président empêché, en application des délégations données par l'assemblée délibérante (délibérations n° 74.20 du 29 juillet 2020, n° 109.21 du 10 juin 2021, n° 174.21 du 20 décembre 2021, n° 02.23 du 26 janvier 2023, n° 67.23 du 11 avril 2023, n° 114.23 du 19 juin 2023, n° 22.24 du 12 février 2024, n° 132.25 du 09 septembre 2025 et n° 19.26 du 26 janvier 2026), a été transmis pour information à l'ensemble des élus communautaires.

Annick REYNAUD FREY souhaite avoir des précisions sur la décision DG n°01-2026 concernant une convention de prestations juridiques et honoraires avec le cabinet TGA Avocats pour la représentation de la CCSB en défense à une action devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille.

A la demande du Premier Vice-Président, Claudine PEYRON, Directrice Générale des Services, rappelle qu'une enseignante de l'école de musique avait déposé des recours contre plusieurs actes pris par le conseil communautaire et le président de la CCSB.
Fin 2025, la CCSB a gagné 5 de ces recours en première instance. L'enseignante a fait appel du jugement du Tribunal Administratif. La CCSB a donc sollicité le cabinet TGA Avocats pour sa défense en appel.

ꕥ

En application des dispositions de l'article L.5211-12-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, un état global des indemnités de toutes natures perçues par les élus de la CCSB au titre de leurs fonctions a été transmis à tous les conseillers communautaires.

Le premier vice-président rappelle que cet état constitue une mesure d'information et ne doit pas être débattu.

ꕥ

En introduction de la séance, Gérard TENOUX souligne qu'il s'agit de la dernière réunion du conseil communautaire pour la mandature 2020-2026. Il a une pensée pour Daniel SPAGNOU, actuellement convalescent.
Gérard TENOUX rappelle que la CCSB a été créée le 1er janvier 2017 par la fusion de 7 communautés de communes, sur 3 départements et 2 régions. Le territoire est vaste (1500 km2) et les élus communautaires nombreux (89). Malgré le défi que représentait cette fusion, la CCSB fonctionne. Depuis 2017, les délibérations sont toutes votées quasiment à l'unanimité en conseil communautaire.
La communauté de communes s'est progressivement structurée au fil des ans et a intégré de nouvelles compétences, notamment en absorbant d'anciens syndicats et associations (Syndicat de la randonnée du Buëch, Pays Sisteronais Buëch, Syndicat d'enseignement de la musique, etc).
La CCSB est un établissement public habitué au changement et à l'innovation. Les élus ont la volonté de travailler autrement, en entraînant tous ses partenaires dans cette dynamique. La CCSB compte des équipes d'agents motivés et capables de s'adapter aux évolutions des politiques publiques et son image est très positive.
Le début de la mandature 2020-2026 a été marquée par une crise sanitaire sans précédent. Le Sisteronais Buëch a su y faire face.
Plusieurs temps forts et actions ont ensuite marqué la mandature : la réalisation du SCoT, les investissements sur les zones d'activités (le parc d'activités du Val de Durance compte aujourd'hui 1700 emplois), les équipements touristiques et l'aménagement de l'espace intercommunal, la structuration et le développement des services (notamment les Espaces France Service qui ont reçu 28 000 visites en 2025), le soutien aux communes sur la base du principe de solidarité.
C'est dans un contexte national et international tendu que s'achève ce mandat mais des orientations et une feuille de route ont été votées au travers du projet de territoire et du SCoT : de nouvelles politiques publiques pourront être développées pour répondre aux enjeux forts du territoire (habitat, mobilité, aménagement de l'espace). La nouvelle équipe qui sera installée en avril ne partira pas de rien et pourra s'appuyer sur une structure solide et sur des équipes performantes et mobilisées.
Les moyens sont là : il faut maintenant avoir l'ambition de faire.

ꕥ

1. Compte financier unique principal 2025

Votants : 73 (17 procurations) – Suffrages exprimés : 72 (72 pour et 1 abstention)
Gérard TENOUX, premier vice-président par suppléance pour le Président empêché, n'a pas participé au vote du CFU

Annick REYNAUD FREY s'étonne que la CCSB soit autorisée à voter le CFU compte tenu du problème rencontré à l'échelle nationale sur l'application DDFIP Helios, empêchant l'édition des CFU 2025.

A la demande du Vice-Président délégué aux finances, Claudine PEYRON, Directrice Générale des Services, explique que la Préfecture des Alpes de Haute-Provence a donné un avis favorable à ce vote considérant le caractère contraint de la période (échéances électorales). Par ailleurs, le Service de Gestion Comptable de Sisteron a produit un document attestant que les CFU de la CCSB étaient au stade de la validation définitive et concordants, compte-tenu de l'absence d'anomalies constatée avant l'indisponibilité de l'applicatif.

Le Compte Financier Unique (CFU) est un document comptable conjoint qui fusionne le compte administratif de l'ordonnateur et le compte de gestion du comptable public en reprenant les informations essentielles de ces comptes pour constituer un document de synthèse. Il est devenu, depuis l'exercice 2024, la nouvelle présentation des comptes locaux.

La mise en place du CFU vise plusieurs objectifs :
- ✓ Favoriser la transparence et la lisibilité de l'information financière ;
- ✓ Améliorer la qualité des comptes ;

- ✓ Simplifier les processus administratifs entre l'ordonnateur et le comptable public, sans remettre en cause leurs prérogatives respectives.

Le conseil communautaire délibérant sur le compte financier unique principal de l'exercice 2025 de la Communauté de Communes du Sisteronais Buëch, dressé par son premier vice-président, par suppléance pour le président empêché, après s'être fait présenter les mouvements réels et d'ordre intervenus sur le budget général en 2025 :

1. Lui donne acte de la présentation faite du compte financier unique principal, lequel peut se résumer ainsi :

Récapitulatif / section de fonctionnement :

	mandats et titres émis	**résultat reporté N-1**	**cumul section (col 1+2)**
Dépenses	20 897 627,80 €	- €	20 897 627,80 €
Recettes	22 277 763,56 €	3 818 447,24 €	26 096 210,80 €

Récapitulatif / section d'investissement :

	mandats et titres émis	**résultat reporté N-1**	**cumul section (col 1+2)**
Dépenses	5 044 175,32 €	1 121 104,76 €	6 165 280,08 €
Recettes	4 135 747,69 €	- €	4 135 747,69 €

Récapitulatif / réalisations 2025 et reports 2024 :

TOTAL PAR SECTION	**dépenses**	**recettes**	**solde**
Section de fonctionnement	20 897 627,80 €	26 096 210,80 €	5 198 583,00 €
Section d'investissement	6 165 280,08 €	4 135 747,69 €	-2 029 532,39 €
			3 169 050,61 €

Restes à réaliser à reporter en 2026 :

TOTAL PAR SECTION	**dépenses**	**recettes**	**solde**
Section d'investissement	639 959,62 €	1 219 922,81 €	579 963,19 €

Résultat cumulé : réalisations 2025 + reports 2024 + restes à réaliser pour 2026 :

TOTAL PAR SECTION	**dépenses**	**recettes**	**solde**
Section de fonctionnement	20 897 627,80 €	26 096 210,80 €	5 198 583,00 €
Section d'investissement	6 805 239,70 €	5 355 670,50 €	-1 449 569 ,20 €
			3 749 013,80 €

2. Reconnaît la sincérité des restes à réaliser ;

3. Arrête les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus ;

4. Autorise le Président ou son représentant à signer l'ensemble des documents constituant le CFU général 2025.

2. Affectation du résultat 2025 au budget général 2026

Votants : 74 (17 procurations) – Suffrages exprimés : 74 (74 pour)

Au vu du compte financier unique du budget principal 2025, il est proposé d'affecter 1 449 569,20 € au compte 1068 du budget principal 2026 de la CCSB, afin d'absorber le déficit d'investissement.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire approuve l'affectation de résultat au compte 1068 du budget principal 2026.

3. Compte financier unique annexe 2025 des déchets ménagers

Votants : 73 (17 procurations) – Suffrages exprimés : 73 (72 pour et 1 contre)
Gérard TENOUX, premier vice-président par suppléance pour le Président empêché, n'a pas participé au vote du CFU

Le Compte Financier Unique (CFU) est un document comptable conjoint qui fusionne le compte administratif de l'ordonnateur et le compte de gestion du comptable public en reprenant les informations essentielles de ces comptes pour constituer un document de synthèse. Il est devenu, depuis l'exercice 2024, la nouvelle présentation des comptes locaux.

La mise en place du CFU vise plusieurs objectifs :
- ✓ Favoriser la transparence et la lisibilité de l'information financière ;
- ✓ Améliorer la qualité des comptes ;
- ✓ Simplifier les processus administratifs entre l'ordonnateur et le comptable public, sans remettre en cause leurs prérogatives respectives.

Le conseil communautaire délibérant sur le compte financier unique annexe des déchets ménagers de l'exercice 2025 de la Communauté de Communes du Sisteronais Buëch, dressé par son premier vice-président, par suppléance pour le président empêché, après s'être fait présenter les mouvements réels et d'ordre intervenus sur le budget annexe des déchets ménagers en 2025 :

1. Lui donne acte de la présentation faite du compte financier unique annexe 2025 des déchets ménagers, lequel peut se résumer ainsi :

Récapitulatif / section de fonctionnement :

	mandats et titres émis	**résultat reporté N-1**	**cumul section (col 1+2)**
Dépenses	6 635 965,72 €	- €	6 635 965,72 €
Recettes	6 306 613,11 €	2 601 896,77 €	8 908 509,88 €

Récapitulatif / section d'investissement :

	mandats et titres émis	**résultat reporté N-1**	**cumul section (col 1+2)**
Dépenses	2 602 392,05 €	- €	2 602 392,05 €
Recettes	1 704 271,57 €	504 437,82 €	2 208 709,39 €

Récapitulatif / réalisations 2025 et reports 2024 :

TOTAL PAR SECTION	**dépenses**	**recettes**	**solde**
Section de fonctionnement	6 635 965,72 €	8 908 509,88 €	2 272 544,16 €
Section d'investissement	2 602 392,05 €	2 208 709,39 €	-393 682,66 €
			1 878 861,50 €

Restes à réaliser à reporter en 2026 :

TOTAL PAR SECTION	dépenses	recettes	solde
Section d'investissement	880 768,94 €	141 212,09 €	-739 556,85 €

Résultat cumulé : réalisations 2025 + reports 2024 + restes à réaliser pour 2026:

TOTAL PAR SECTION	dépenses	recettes	solde
Section de fonctionnement	6 635 965,72 €	8 908 509,88 €	2 272 544..,6 €
Section d'investissement	3 483 160,99 €	2 349 921,48 €	-1 133 239,51 €
			1 139 304,65 €

2. Reconnaît la sincérité des restes à réaliser ;

3. Arrête les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus ;

4. Autorise le Président ou son représentant à signer l'ensemble des documents constituant le CFU annexe 2025 des déchets ménagers.

4. Affectation du résultat 2025 au budget des déchets ménagers 2026

Votants : 74 (17 procurations) – Suffrages exprimés : 74 (73 pour et 1 contre)

Au vu du compte financier unique du budget annexe des déchets ménagers 2025, il est proposé d'affecter 1 133 239,51 € au compte 1068 du budget annexe des déchets ménagers 2026 de la CCSB, afin d'absorber le déficit d'investissement.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire approuve l'affectation de résultat au compte 1068 du budget annexe des déchets ménagers 2026.

5. Compte financier unique annexe 2025 du SPANC

Votants : 73 (17 procurations) – Suffrages exprimés : 71 (70 pour, 1 contre et 2 abstentions)

Gérard TENOUX, premier vice-président par suppléance pour le Président empêché, n'a pas participé au vote du CFU

Le Compte Financier Unique (CFU) est un document comptable conjoint qui fusionne le compte administratif de l'ordonnateur et le compte de gestion du comptable public en reprenant les informations essentielles de ces comptes pour constituer un document de synthèse. Il est devenu, depuis l'exercice 2024, la nouvelle présentation des comptes locaux.

La mise en place du CFU vise plusieurs objectifs :
- ✓ Favoriser la transparence et la lisibilité de l'information financière ;
- ✓ Améliorer la qualité des comptes ;
- ✓ Simplifier les processus administratifs entre l'ordonnateur et le comptable public, sans remettre en cause leurs prérogatives respectives.

Le conseil communautaire délibérant sur le compte financier unique annexe du SPANC de l'exercice 2025 de la Communauté de Communes du Sisteronais Buëch, dressé par son premier vice-président, par suppléance pour le président empêché, après s'être fait présenter les mouvements réels et d'ordre intervenus sur le budget annexe du SPANC en 2025 :

1. Lui donne acte de la présentation faite du compte financier unique annexe 2025 du SPANC, lequel peut se résumer ainsi :

Récapitulatif / section de fonctionnement :

	mandats et titres émis	résultat reporté N-1	cumul section (col 1+2)
Dépenses	81 978,21 €	- €	81 978,21 €
Recettes	72 665,07 €	10 783,10 €	83 448,17 €

Récapitulatif / section d'investissement :

	mandats et titres émis	résultat reporté N-1	cumul section (col 1+2)
Dépenses	1 682,92 €	- €	1 682,92 €
Recettes	2 324,38 €	2 200,58 €	4 524,96 €

Récapitulatif / réalisations 2025 + reports 2024 :

TOTAL PAR SECTION	dépenses	recettes	solde
Section de fonctionnement	81 978,21 €	83 448,17 €	1 469,96 €
Section d'investissement	1 682,92 €	4 524,96 €	2 842,04 €
			4 312,00 €

Restes à réaliser à reporter en 2026 : Néant

Résultat cumulé : réalisations 2025 + reports 2024 + restes à réaliser pour 2026 :

TOTAL PAR SECTION	dépenses	recettes	solde
Section de fonctionnement	81 978,21 €	83 448,17 €	1 469,96 €
Section d'investissement	1 682,92 €	4 524,96 €	2 842,04 €
			4 312,00 €

2. Reconnaît la sincérité des restes à réaliser ;

3. Arrête les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus ;

4. Autorise le Président ou son représentant à signer l'ensemble des documents constituant le CFU annexe 2025 du SPANC.

6. Compte financier unique annexe 2025 du parc d'activités du Val de Durance

Votants : 73 (17 procurations) – Suffrages exprimés : 72 (72 pour et 1 abstention)

Gérard TENOUX, premier vice-président par suppléance pour le Président empêché, n'a pas participé au vote du CFU

Le Compte Financier Unique (CFU) est un document comptable conjoint qui fusionne le compte administratif de l'ordonnateur et le compte de gestion du comptable public en reprenant les informations essentielles de ces comptes pour constituer un document de synthèse. Il est devenu, depuis l'exercice 2024, la nouvelle présentation des comptes locaux.

La mise en place du CFU vise plusieurs objectifs :

- ✓ Favoriser la transparence et la lisibilité de l'information financière ;
- ✓ Améliorer la qualité des comptes ;
- ✓ Simplifier les processus administratifs entre l'ordonnateur et le comptable public, sans remettre en cause leurs prérogatives respectives.

Le conseil communautaire délibérant sur le compte financier unique annexe du parc d'activités du Val de Durance de l'exercice 2025 de la Communauté de Communes du Sisteronais Buëch, dressé par son premier vice-président, par suppléance pour le président empêché, par suppléance pour le président empêché, après s'être fait présenter les mouvements réels et d'ordre intervenus sur le budget annexe du parc d'activités du Val de Durance en 2025 :

1. Lui donne acte de la présentation faite du compte financier unique annexe 2025 du parc d'activités du Val de Durance, lequel peut se résumer ainsi :

Récapitulatif / section de fonctionnement :

	mandats et titres émis	**résultat reporté N-1**	**cumul section (col 1+2)**
Dépenses	509 302,95 €	- €	509 302,95 €
Recettes	562 316,44 €	688 025,07 €	1 250 341,51 €

Récapitulatif / section d'investissement :

	mandats et titres émis	**résultat reporté N-1**	**cumul section (col 1+2)**
Dépenses	252 069,25 €	- €	252 069,25 €
Recettes	635 601,09 €	0,78 €	635 601,87 €

Résultat cumulé : réalisations 2025 + reports 2024 :

TOTAL PAR SECTION	**dépenses**	**recettes**	**solde**
Section de fonctionnement	509 302,95 €	1 250 341,51 €	741 038,56 €
Section d'investissement	252 069,25 €	635 601,87 €	383 532,62 €
			1 124 571,18 €

2. Arrête les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus ;

3. Autorise le Président ou son représentant à signer l'ensemble des documents constituant le CFU annexe 2025 du parc d'activités du Val de Durance.

7. Compte financier unique annexe 2025 de l'Ecopôle Laragne

Votants : 73 (17 procurations) – Suffrages exprimés : 72 (72 pour et 1 abstention)

Gérard TENOUX, premier vice-président par suppléance pour le Président empêché, n'a pas participé au vote du CFU

Le Compte Financier Unique (CFU) est un document comptable conjoint qui fusionne le compte administratif de l'ordonnateur et le compte de gestion du comptable public en reprenant les informations essentielles de ces comptes pour constituer un document de synthèse. Il est devenu, depuis l'exercice 2024, la nouvelle présentation des comptes locaux.

La mise en place du CFU vise plusieurs objectifs :

- ✓ Favoriser la transparence et la lisibilité de l'information financière ;
- ✓ Améliorer la qualité des comptes ;
- ✓ Simplifier les processus administratifs entre l'ordonnateur et le comptable public, sans remettre en cause leurs prérogatives respectives.

Le conseil communautaire délibérant sur le compte financier unique annexe de l'Ecopôle Laragne de l'exercice 2025 de la Communauté de Communes du Sisteronais Buëch, dressé par son premier vice-président, par suppléance pour le président empêché, après s'être fait présenter les mouvements réels et d'ordre intervenus sur le budget annexe de l'Ecopôle Laragne en 2025 :

1. Lui donne acte de la présentation faite du compte financier unique annexe 2025 de l'Ecopôle Laragne, lequel peut se résumer ainsi :

Récapitulatif / section de fonctionnement :

	mandats et titres émis	**résultat reporté N-1**	**cumul section (col 1+2)**
Dépenses	337 987,38 €	- €	337 987,38 €
Recettes	338 174,07 €	532,76 €	338 706,83 €

Récapitulatif / section d'investissement :

	mandats et titres émis	**résultat reporté N-1**	**cumul section (col 1+2)**
Dépenses	221 003,52 €	- €	221 003,52 €
Recettes	301 738,85 €	106 079,28 €	407 818,13 €

Résultat cumulé : réalisations 2025 + reports 2024 :

TOTAL PAR SECTION	**dépenses**	**recettes**	**solde**
Section de fonctionnement	337 987,38 €	338 706,83 €	719,45 €
Section d'investissement	221 003,52 €	407 818,13 €	186 814,61 €
			187 534,06 €

2. Arrête les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus ;

3. Autorise le Président ou son représentant à signer l'ensemble des documents constituant le CFU annexe 2025 de l'Ecopôle Laragne.

8. Compte financier unique annexe 2025 du parc d'activités du Poët

Votants : 73 (17 procurations) – Suffrages exprimés : 72 (72 pour et 1 abstention)

Gérard TENOUX, premier vice-président par suppléance pour le Président empêché, n'a pas participé au vote du CFU

Le Compte Financier Unique (CFU) est un document comptable conjoint qui fusionne le compte administratif de l'ordonnateur et le compte de gestion du comptable public en reprenant les informations essentielles de ces comptes pour constituer un document de synthèse. Il est devenu, depuis l'exercice 2024, la nouvelle présentation des comptes locaux.

La mise en place du CFU vise plusieurs objectifs :

- ✓ Favoriser la transparence et la lisibilité de l'information financière ;
- ✓ Améliorer la qualité des comptes ;
- ✓ Simplifier les processus administratifs entre l'ordonnateur et le comptable public, sans remettre en cause leurs prérogatives respectives.

Le conseil communautaire délibérant sur le compte financier unique annexe du parc d'activités du Poët de l'exercice 2025 de la Communauté de Communes du Sisteronais Buëch, dressé par son premier vice-président, par suppléance pour le président empêché, après s'être fait présenter les mouvements réels et d'ordre intervenus sur le budget annexe du parc d'activités du Poët en 2025 :

1. Lui donne acte de la présentation faite du compte financier unique annexe 2025 du parc d'activités du Poët, lequel peut se résumer ainsi :

Récapitulatif / section de fonctionnement :

	mandats et titres émis	**résultat reporté N-1**	**cumul section (col 1+2)**
Dépenses	165 857,03 €	- €	165 857,03 €
Recettes	280 820,79 €	95 728,69 €	376 549,48 €

Récapitulatif / section d'investissement :

	mandats et titres émis	**résultat reporté N-1**	**cumul section (col 1+2)**
Dépenses	71 679,03 €	- €	71 679,03 €
Recettes	143 264,24 €	9 795,04 €	153 059,28 €

Résultat cumulé : réalisations 2025 + reports 2024 :

TOTAL PAR SECTION	**dépenses**	**recettes**	**solde**
Section de fonctionnement	165 857,03 €	376 549,48 €	210 692,45 €
Section d'investissement	71 679,03 €	153 059,28 €	81 380,25 €
			292 072,70 €

2. Arrête les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus ;

3. Autorise le Président ou son représentant à signer l'ensemble des documents constituant le CFU annexe 2025 du parc d'activités du Poët.

9. Budget principal 2026

Votants : 74 (18 procurations) – Suffrages exprimés : 74 (73 pour et 1 contre)

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 1612-2 et suivants,

Vu les propositions formulées par la commission des finances de la CCSB qui s'est réunie le 27 janvier 2026,

Vu le projet de budget principal pour l'exercice 2026 présenté par le premier vice-président par suppléance pour le président empêché, et joint au procès-verbal de séance,

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire adopte le budget primitif principal 2026 de la CCSB qui s'équilibre comme suit :

- En section de fonctionnement : total de dépenses et de recettes de 25 679 631 € ;
- En section d'investissement : total de dépenses et de recettes de 9 167 049 €.

et autorise les virements de chapitre à chapitre à hauteur de 7,5 % des dépenses réelles de la section.

Jean Pierre TEMPLIER salue la gestion budgétaire de Daniel SPAGNOU et remercie le conseil communautaire pour la confiance qui lui a été manifestée au travers du vote du budget.

Gérard TENOUX indique que le diaporama de présentation du budget sera envoyé à tous les conseillers communautaires.
Il insiste sur la partie « habitat » et relève que la CCSB est une des seules intercommunalités des Alpes du Sud à consacrer un budget aussi conséquent à cette politique.

10. Taux d'imposition 2026

Votants : 74 (18 procurations) – Suffrages exprimés : 74 (74 pour)

Par délibération n° 125.17 du 10 avril 2017, le conseil communautaire a voté l'uniformisation progressive des taux de taxe ménage (TH, TFB, TFNB) et du taux de CFE sur 12 ans.

Pour 2026, il est proposé de conserver les mêmes taux de fiscalité qu'en 2025, à savoir :

Imposition	Taux proposé
Taxe d'Habitation	7,94 %
Taxe sur le Foncier Bâti	3,34 %
Taxe sur le Foncier Non Bâti	11,63 %
Cotisation Foncière des Entreprises	26,43 %

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire adopte les taux d'imposition pour 2026.

11. Taxe GEMAPI / Définition du produit attendu pour 2026

Votants : 74 (18 procurations) – Suffrages exprimés : 73 (73 pour et 1 abstention)

Depuis le 1er janvier 2018, la CCSB dispose de la compétence obligatoire « Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations » (GeMAPI) regroupant quatre missions issues de l'article L. 211-7 du Code de l'Environnement (CE) visant :

- ✓ l'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique ;
- ✓ l'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ces espaces aquatiques ;
- ✓ la défense contre les inondations ;
- ✓ la protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.

Pour financer l'exercice de cette compétence, par délibération n° 10-18 du 25 janvier 2018, la CCSB a instauré la taxe GeMAPI dont le produit doit être voté dans la limite d'un plafond fixé à 40 € par habitant.
Pour mémoire, le produit est réparti entre toutes les personnes physiques ou morales assujetties aux taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties, à la taxe d'habitation et à la cotisation foncière des entreprises (CFE), proportionnellement aux recettes que chacune de ces taxes a procurées l'année précédente. La répartition est fixée par les services fiscaux.

Annick REYNAUD FREY souhaite savoir si la CCSB connaît le coût moyen que représente la taxe GEMAPI pour un habitant de la CCSB.

Gérard TENOUX indique que c'est la DDFIP qui réparti entre les contribuables le produit voté par le conseil communautaire. On ne connaît pas le coût moyen que payent les foyers du territoire.

Jean-Pierre TEMPLIER redit qu'il existe un plafond de 40 € par habitant.

Le montant des charges liées à l'exercice de la compétence GeMAPI est estimé à 800 000 € pour 2026.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire fixe à 800 000 € le montant de produit attendu pour les impositions dues au titre de la taxe GeMAPI pour l'année 2026.

12. Détermination du montant du reversement du produit de la TEIT-LD aux communes membres

Votants : 74 (18 procurations) – Suffrages exprimés : 72 (71 pour, 1 contre et 2 abstentions)

La Taxe sur l'Exploitation des Infrastructures de Transport de Longue Distance (TEIT-LD) a été introduite par la loi de finances de 2024. Cette taxe est allouée aux communes, aux intercommunalités, aux départements, et à d'autres collectivités territoriales comme la ville de Paris ou la collectivité de Corse, qui ont la compétence en matière de voirie.
Le décret n° 2025-964 du 12 septembre 2025 définit les modalités de répartition et de reversement de cette taxe entre ces différentes entités, pour financer l'entretien et la gestion des routes.
Il précise que les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale à fiscalité propre, auxquels les communes n'ont pas transféré la totalité de la compétence voirie (ce qui est le cas de la CCSB), reversent à leurs communes membres une partie du produit qu'ils ont perçu.
Dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'arrêté fixant le montant total de la TEIT-LD, l'assemblée délibérante de l'EPCI doit se prononcer à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés, afin de déterminer le montant du reversement ainsi que la part affectée à chaque commune membre en tenant compte de la répartition de l'exercice de la compétence et de la longueur de voirie sur laquelle la commune exerce la compétence.
Cette dotation de reversement constitue une dépense obligatoire de l'EPCI.

Le produit de TEIT-LD correspondant au territoire Sisteronais Buëch tel qu'arrêté le 16 décembre 2025 s'élève à 44 035 €.

La CCSB exerce très partiellement la compétence voirie puisque cette dernière se limite aux voiries des zones d'activité et à l'accès au site d'envol de Chabre. Il est donc proposé de reverser l'intégralité du produit aux communes membres, proportionnellement à la longueur de leur voirie telle qu'elle ressort des données de l'Observatoire des Finances et de la Gestion publique locale.

Annick REYNAUD FREY demande si le produit de cette taxe remplace la part de DGF que les communes ont l'habitude de percevoir en fonction de leur linéaire de voirie.

Jean-Pierre TEMPLIER répond par la négative : il s'agit d'une recette nouvelle.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire :

- approuve le reversement intégral du produit de TEID-LD au profit des communes membres de la CCSB, soit un montant total de 44 035 € ;
- approuve la répartition de ce produit entre les communes membres en fonction de la longueur de voirie dont elles conservent la charge, établie comme suit :

Communes	Département	Longueur de voirie (en mètres)	Montant de TEID-LD à reverser (en €)
Authon	04	4.083	206
Barret sur Méouge	05	6.907	349
Bâtie Montsaléon (La)	05	12.170	615
Bayons	04	18.804	950
Bellaffaire	04	3.817	193
Bersac (Le)	05	7.737	391
Caire (Le)	04	2.050	104
Chanousse	05	2.732	138
Châteaufort	04	5.001	253
Clamensane	04	5.543	280
Entrepierres	04	22.043	1.113
Eourres	05	1.268	64
Epine (L')	05	10.736	542
Etoile-Saint-Cyrice	05	2.940	149
Faucon du Caire	04	681	34
Garde-Colombe	05	28.583	1.444
Gigors	04	1.209	61
Laborel	26	5.802	293
Lachau	26	6.883	348
Laragne-Montéglin	05	43.720	2.208
Lazer	05	16.673	842
Melve	04	7.799	394
Méreuil	05	7.287	368
Mison	04	53.944	2.725
Monêtier-Allemont	05	13.126	663
Montclus	05	1.790	90
Montjay	05	3.300	167
Montrond	05	5.795	293
Motte du Caire (La)	04	16.964	857
Moydans	05	3.483	176
Nibles	04	6.031	305
Nossage-et-Bénévent	05	4.236	214
Orpierre	05	16.721	845
Piarre (La)	05	5.373	271
Poët (Le)	05	37.935	1.916
Ribeyret	05	10.869	549
Rosans	05	15.933	805
Saint-André-de-Rosans	05	11.096	560
Saint Geniez	04	5.524	279
Saint-Pierre-Avez	05	1.758	89
Sainte Colombe	05	3.561	180
Saléon	05	5.542	280
Salérans	05	3.659	185
Savournon	05	8.333	421
Serres	05	24.752	1.250
Sigottier	05	8.426	426
Sigoyer	04	8.528	431
Sisteron	04	111.199	5.617
Sorbiers	05	2.443	123
Thèze	04	16.521	834
Trescléoux	05	11.045	558

Turriers	04	9.235	466
Upaix	05	43.316	2.188
Val-Buëch-Méouge	05	61.151	3.089
Valavoire	04	5.512	278
Valdoule	05	15.594	788
Valernes	04	19.696	995
Vaumeilh	04	26.237	1.325
Ventavon	05	48.118	2.431
Villebois-les-Pins	26	571	29
TOTAL		**871.785**	**44.035**

13. Neutralisation des amortissements des subventions d'équipements versées

Votants : 74 (18 procurations) – Suffrages exprimés : 71 (70 pour, 1 contre et 3 abstentions)

L'article L. 2321-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) prévoit que les dotations aux amortissements des immobilisations constituent des dépenses obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus, ainsi que les regroupements de communes dont la population totale est égale ou supérieure à ce seuil, ce qui est le cas de la CCSB.
L'amortissement constitue une opération d'ordre budgétaire qui ne donne pas lieu à décaissement. Il s'assimile ainsi à un prélèvement minimum sur la section de fonctionnement au profit de la section d'investissement.
Les biens amortissables sont définis à l'article R. 2321-3 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Parmi les biens amortissables, par délibération n° 175.22 du 12 décembre 2022, le conseil communautaire a fixé à 5 ans la durée d'amortissement des subventions d'équipement versées. Or, le décret n° 2015-1846 du 29 décembre 2015 prévoit la possibilité de neutraliser l'impact budgétaire de l'amortissement de ces subventions. Ce dispositif de neutralisation vise à garantir lors du vote annuel du budget, le libre choix par la collectivité de son niveau d'épargne.

La neutralisation peut être totale, partielle ou nulle.
Elle est réalisée budgétairement, ce qui signifie que la collectivité doit constater ses amortissements pour ensuite les neutraliser par un jeu d'écritures comptables. Ce choix doit être opéré chaque année par l'assemblée délibérante.

Pour mémoire, en 2025 la CCSB a versé 681 405 € de subventions d'équipement, représentant 476 905 € d'amortissement.
La plupart des subventions d'équipement versées par la CCSB ne donneront pas lieu à un renouvellement. De ce fait, leur amortissement n'a aucune utilité comptable. C'est pourquoi, il paraît opportun de neutraliser à nouveau les subventions d'équipement versées, exceptées celles attribuées au Syndicat Mixte de Gestion Intercommunautaire du Buëch et de ses Affluents (SMIGIBA) car elles correspondent à la mise en œuvre de la compétence GeMAPI.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire accepte de neutraliser sur l'exercice 2026 les subventions d'équipement versées, excepté celles versées au SMIGIBA.

14. Budget principal 2026 /Autorisations de Programme et Crédits de Paiement

Votants : 74 (19 procurations) – Suffrages exprimés : 71 (70 pour, 1 contre et 3 abstentions)

La nomenclature budgétaire et comptable M57 implique de recourir à la procédure de gestion par autorisation de programme pour les dépenses d'investissement.
Cette modalité de gestion permet à la collectivité de ne pas faire supporter à son budget annuel l'intégralité d'une dépense pluriannuelle, mais les seules dépenses à régler au cours de l'exercice.

Les Autorisations de Programme (AP) constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour l'exécution des investissements. Elles demeurent valables, sans limitation de durée jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation. Elles peuvent être révisées.

Les Crédits de Paiement (CP) correspondent à la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des AP correspondantes.

Selon l'article R. 2311-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, les AP et leurs révisions éventuelles sont votées par le conseil communautaire, par délibération distincte, lors de l'adoption du budget de l'exercice ou des décisions modificatives. Seul le montant global de l'AP fait l'objet d'un vote.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire approuve la création et la révision des AP/CP sur le budget principal 2026, conformément au document joint en annexe au procès-verbal de séance.

15. Fonds de concours urgence, solidarité et logements communaux / Enveloppe 2026

Votants : 74 (19 procurations) – Suffrages exprimés : 74 (74 pour)

Par délibération n° 46.21 du 29 mars 2021 modifiée par délibérations n° 144.23 du 14 novembre 2023 et n° 75.24 du 25 juin 2024, le conseil communautaire a approuvé la mise en place d'un fonds de concours d'urgence et de solidarité pour aider les communes confrontées à une situation imprévue, nécessitant la réalisation de dépenses d'investissement exceptionnelles.
Par délibération n° 114-25 du 09 septembre 2025, le conseil communautaire a approuvé la création d'un autre fonds de concours, dédié à l'aide à la rénovation des logements communaux.

Les critères d'attribution de ces fonds de concours sont précisés dans le règlement budgétaire et financier de la communauté de communes, mis à jour par délibération n° 143.25 du 06 novembre 2025.

Ces fonds de concours sont attribués dans la limite des crédits inscrits annuellement au budget général de la CCSB.

Pour l'année 2026 et dans l'attente des décisions de la nouvelle assemblée délibérante qui sera installée à l'issue des prochaines élections municipales, il est proposé de fixer à 400 000 € l'enveloppe mobilisable de dépense pour ces fonds de concours.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire approuve le montant de cette enveloppe et inscrit les crédits correspondants au budget principal 2026 de la CCSB.

16. Attribution d'un fonds de concours d'urgence et de solidarité à la commune de Barret-sur-Méouge

Votants : 74 (19 procurations) – Suffrages exprimés : 73 (73 pour et 1 abstention)

Par courrier en date du 21 février 2024, M. le Maire de Barret sur Méouge a sollicité la CCSB pour l'attribution d'un fonds de concours d'urgence et de solidarité afin de réaliser des travaux d'urgence pour la remise en service du réseau de chaleur communal.

Lors de sa réunion du 12 mars 2024, le bureau communautaire a donné un avis favorable de principe à l'attribution de ce fonds de concours.

Par délibération n° 2026.03 du 06 février 2026, le conseil municipal de Barret sur Méouge a sollicité le versement de ce fonds de concours à hauteur de 1 180,92 €.

Le dossier de demande est complet.
Le coût total des dépenses acquittées par la commune de Barret-sur-Méouge pour la réalisation des travaux s'élève à 4 724,64 € HT.
La commune de Barret-sur-Méouge a obtenu une subvention du Département des Hautes-Alpes pour un montant de 2 362,79 € HT.
Le montant du fonds de concours d'urgence demandé n'excède pas la part du financement assurée par la commune.
Toutes les règles permettant l'attribution du fonds de concours d'urgence sont donc respectées.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire :
- approuve l'attribution d'un fonds de concours de 1 180,92 € à la commune de Barret-sur-Méouge en vue de la réparation du réseau de chaleur communal ;
- autorise le président à signer tous les documents relatifs au versement de ce fonds de concours.

17. Budget annexe 2026 des déchets ménagers

Votants : 74 (19 procurations) – Suffrages exprimés : 74 (71 pour et 3 contre)

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 1612-2 et suivants,

Vu les propositions formulées par la commission des finances de la CCSB qui s'est réunie le 27 janvier 2026

Vu le projet de budget annexe des déchets ménagers pour l'exercice 2026 présenté par le premier vice-président par suppléance pour le président empêché, et joint au procès-verbal de séance,

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire adopte le budget primitif annexe 2026 des déchets ménagers de la CCSB qui s'équilibre comme suit :

- En section de fonctionnement : total de dépenses et de recettes de 7 361 712 € ;
- En section d'investissement : total de dépenses et de recettes de 4 070 274 € ;

et autorise les virements de chapitre à chapitre à hauteur de 7,5 % des dépenses réelles de la section.

Damien DURANCEAU indique que l'évolution du tri des déchets sur la période 2019-2025 est significative avec une baisse du tonnage des ordures ménagères collectées. Le déploiement des colonnes à déchets sur le territoire de la Motte Turriers et plus récemment à Mison et Laragne, porte ses fruits. Les perspectives d'évolution sont aussi encourageantes considérant que le déploiement reste à mettre en oeuvre sur la commune de Sisteron. Il rappelle que le taux de TEOM de la CCSB est stable depuis plusieurs années alors que les intercommunalités voisines (notamment la communauté d'agglomération de Gap Tallard Durance) ont été contraintes d'augmenter le leur.

Florent MARTIN estime que la CSB pourra encore réduite de 350 tonnes le volume des ordures ménagères, en continuant sur cette lancée.

Gérard TENOUX conclut que le « faire autrement » paye.

18. Taux de TEOM 2026

Votants : 74 (19 procurations) – Suffrages exprimés : 71 (69 pour, 2 contre et 3 abstentions)

Par délibération n° 272-17 du 10 octobre 2017, le conseil communautaire a voté le principe d'instauration de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM) au 1er janvier 2018 pour le financement des déchets ménagers du territoire de la CCSB.

Le bureau communautaire propose de maintenir à 13,5 % le taux de TEOM pour l'année 2026 (taux inchangé depuis 2021).

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire fixe le taux de TEOM à 13,5 % pour l'année 2026.

19. Budget annexe 2026 des déchets ménagers : Autorisations de Programme et Crédits de Paiement

Votants : 74 (19 procurations) – Suffrages exprimés : 72 (71 pour, 1 contre et 2 abstentions)

La nomenclature budgétaire et comptable M57 implique de recourir à la procédure de gestion par autorisation de programme pour les dépenses d'investissement.
Cette modalité de gestion permet à la collectivité de ne pas faire supporter à son budget annuel l'intégralité d'une dépense pluriannuelle, mais les seules dépenses à régler au cours de l'exercice.

Les Autorisations de Programme (AP) constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour l'exécution des investissements. Elles demeurent valables, sans limitation de durée jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation. Elles peuvent être révisées.

Les Crédits de Paiement (CP) correspondent à la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des AP correspondantes.

Selon l'article R. 2311-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, les AP et leurs révisions éventuelles sont votées par le conseil communautaire, par délibération distincte, lors de l'adoption du budget de l'exercice ou des décisions modificatives. Seul le montant global de l'AP fait l'objet d'un vote.

Les créations et révisions d'AP/CP proposées au titre de l'année 2026 sur le budget annexe des déchets ménagers sont annexés à la présente délibération.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire approuve la création et la révision des AP/CP sur le budget annexe 2026 des déchets ménagers, conformément au document joint en annexe au procès-verbal de séance.

20. Budget annexe 2026 du SPANC

Votants : 74 (19 procurations) – Suffrages exprimés : 73 (71 pour, 2 contre et 1 abstention)

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 1612-2 et suivants,

Vu les propositions formulées par la commission des finances de la CCSB qui s'est réunie le 27 janvier 2026

Vu le projet de budget annexe du SPANC pour l'exercice 2026 présenté par le premier vice-président, Monsieur Gérard TENOUX, par suppléance pour le président empêché et joint au procès-verbal de séance,

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire adopte le budget primitif annexe 2026 du SPANC de la CCSB qui s'équilibre comme suit :

- En section de fonctionnement : total de dépenses et de recettes de 91 438 € ;
- En section d'investissement : total de dépenses et de recettes de 6 242 €.

21. Budget annexe 2026 du parc d'activités du Val de Durance

Votants : 74 (19 procurations) – Suffrages exprimés : 73 (73 pour et 1 abstention)

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 1612-2 et suivants,

Vu les propositions formulées par la commission des finances de la CCSB qui s'est réunie le 27 janvier 2026,

Vu le projet de budget annexe du parc d'activités Val de Durance pour l'exercice 2026 présenté par le premier vice-président par suppléance pour le président empêché, et joint au procès-verbal de séance,

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire adopte le budget primitif annexe 2026 du parc d'activités Val de Durance de la CCSB comme suit :

- En section de fonctionnement : total de dépenses de 1 196 658,97 € et de recettes de 1 658 217,99 €, soit un sur-équilibre de fonctionnement de 461 559,02 € ;

- En section d'investissement : total de dépenses de 993 791,64 € et de recettes de 993 901,94 €, soit un sur-équilibre d'investissement de 110,30 € ;

et autorise les virements de chapitre à chapitre à hauteur de 7,5 % des dépenses réelles de la section.

22. Budget annexe 2026 de l'Ecopôle Laragne

Votants : 74 (19 procurations) – Suffrages exprimés : 73 (72 pour, 1 contre et 1 abstention)

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 1612-2 et suivants,

Vu les propositions formulées par la commission des finances de la CCSB qui s'est réunie le 27 janvier 2026,

Vu le projet de budget annexe de l'Ecopôle Laragne pour l'exercice 2026 présenté par le premier vice-président par suppléance pour le président empêché, et joint au procès-verbal de séance,

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire adopte le budget primitif annexe 2026 de l'Ecopôle Laragne de la CCSB comme suit :

- En section de fonctionnement : total de dépenses de 40 300,84 € et de recettes de 41 852,92 €, soit un sur-équilibre de fonctionnement de 1 552,08 € ;

- En section d'investissement : total de dépenses de 120 896 € et de recettes de 186 814,61 €, soit un sur-équilibre d'investissement de 65 918,61 € ;

et autorise les virements de chapitre à chapitre à hauteur de 7,5 % des dépenses réelles de la section.

23. Budget annexe 2026 du parc d'activités du Poët

Votants : 74 (19 procurations) – Suffrages exprimés : 74 (73 pour et 1 contre)

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 1612-2 et suivants,

Vu les propositions formulées par la commission des finances de la CCSB qui s'est réunie le 27 janvier 2026,

Vu le projet de budget annexe du parc d'activités du Poët pour l'exercice 2026 présenté par le premier vice-président par suppléance pour le président empêché, et joint au procès-verbal de séance,

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire adopte le budget primitif annexe 2026 du parc d'activités du Poët de la CCSB comme suit :

- En section de fonctionnement : total de dépenses de 105 586,66 € et de recettes de 339 184,45 €, soit un sur-équilibre de fonctionnement de 233 597,79 € ;

- En section d'investissement : total de dépenses de 46 200 € et de recettes de 137 256,91 €, soit un sur-équilibre d'investissement de 91 056,91 € ;

et autorise les virements de chapitre à chapitre à hauteur de 7,5 % des dépenses réelles de la section.

Jean-Pierre TEMPLIER remercie le service des finances de la CCSB d'avoir réussi à travailler sur les budgets de la CCSB dans des délais très contraints.

24. Modification du tableau des effectifs du budget général / Transformation et créations d'emplois permanents

Votants : 74 (20 procurations) – Suffrages exprimés : 72 (72 pour et 2 abstentions)

Afin de répondre aux besoins des services, les modifications suivantes sont proposées sur le tableau des effectifs :

✓ Pour les Espaces France Service :

Pour permettre une meilleure organisation de l'Espace France Services de la Motte du Caire, à compter du 1er mars 2026, il est proposé d'augmenter d'une demi-heure la durée hebdomadaire de travail de la conseillère principalement affectée sur ce service.

Cette transformation de poste implique :
- la création d'un emploi permanent d'adjoint administratif à temps non complet (24h30 hebdomadaires) ;
- la suppression d'un emploi permanent d'adjoint administratif à temps non complet (24h00 hebdomadaires).

L'avis du Comité Social Territorial n'est pas requis dans ce cas de figure.

✓ Pour le service d'aide aux communes :

2 agents exerçant les missions de secrétaire de mairie ont réussi un examen professionnel leur permettant de monter en grade.

Afin de permettre leur promotion, considérant les missions qui leur sont confiées et les conditions réglementaires d'avancement, il est proposé :

- La création d'un emploi permanent de rédacteur principal de 2ème classe à temps complet à compter du 15 mars 2026 ;
- La création d'un emploi permanent d'adjoint administratif principal de 2ème classe à temps non complet (28h00 hebdomadaires) à compter du 1er août 2026.

Jean SCHULER souligne que la délibération proposée est légèrement différente de la note de synthèse transmise aux conseillers communautaires en raison d'une réorganisation du travail ne nécessitant plus la modification, initialement prévue, d'un emploi de la filière technique.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire :
- approuve la transformation et les créations d'emplois permanents, telles que proposées ci-avant ;
- modifie en conséquence le tableau des effectifs du budget général.

25. Modification du tableau des effectifs du budget annexe des déchets ménagers / Création d'un emploi permanent

Votants : 74 (20 procurations) – Suffrages exprimés : 73 (73 pour et 1 abstention)

Afin d'exercer des missions d'assistant de direction au pôle environnement à la suite de la mutation de l'agent qui occupait le poste, il est proposé de créer un emploi permanent à temps complet d'adjoint administratif, à compter du 16 mars 2026.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire :
- approuve la création de l'emploi permanent tel que proposé ci-avant ;
- modifie en conséquence le tableau des effectifs du budget annexe des déchets ménagers.

26. Création d'un emploi non permanent d'agent d'entretien pour accroissement temporaire d'activité

Votants : 74 (19 procurations) – Suffrages exprimés : 74 (74 pour)

La CCSB a engagé une réflexion sur l'organisation du nettoyage de l'ensemble des locaux intercommunaux.
Dans l'attente des propositions d'optimisation qui pourront être faites et afin de répondre aux besoins, il est proposé de créer un emploi non permanent d'agent d'entretien à temps non complet (5 heures hebdomadaires), pour accroissement temporaire d'activité.
Cet emploi serait créé du 16 février 2026 au 15 février 2027.

La rémunération sera fixée par le président, selon l'expérience et le profil du candidat retenu, sur la base de la grille indiciaire du grade d'adjoint technique territorial (catégorie C) dans la limite du dernier échelon du grade.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire :
- approuve la création d'un emploi non permanent d'agent d'entretien, telle que proposée ci-avant ;
- modifie en conséquence le tableau des effectifs du budget général.

27. Création d'emplois saisonniers / Printemps été 2026

Votants : 74 (19 procurations) – Suffrages exprimés : 73 (71 pour, 2 contre et 1 abstention)

Comme chaque année, afin de répondre à l'accroissement d'activité pendant les périodes printanières et estivales et de renforcer les services-support et les déchetteries en période de congés, plusieurs créations d'emplois non permanents sont proposées :

- Pour les déchetteries :

- Deux emplois saisonniers d'agent de déchetterie à temps complet (35 heures hebdomadaires), sur la période du 1er avril au 30 septembre 2026 inclus.
La rémunération des agents sera fixée par le président, selon leur expérience et leur profil, sur la base de la grille indiciaire du grade d'adjoint technique territorial (catégorie C) dans la limite du dernier échelon du grade.

- Pour les services techniques intercommunaux :

- Deux emplois saisonniers d'agent technique polyvalent à temps complet (35h hebdomadaires), chargés de l'entretien des sites intercommunaux ainsi que de l'aide à installation du matériel de festivités, sur la période du 1er avril au 30 septembre 2026 inclus. La rémunération des agents sera fixée par le président, selon leur expérience et leur profil, sur la base de la grille indiciaire du grade d'adjoint technique territorial (catégorie C) dans la limite du dernier échelon du grade.

- Pour le service aux communes :

- Un emploi saisonnier d'agent technique polyvalent à temps complet (35h hebdomadaires), chargé des interventions techniques dans les communes, sur la période du 1er avril au 30 septembre 2026 inclus. La rémunération sera fixée par le président, selon l'expérience et le profil du candidat retenu, sur la base de la grille indiciaire du grade d'adjoint technique territorial (catégorie C) dans la limite du dernier échelon du grade.

- Pour la base de loisirs de la Germanette :

Un emploi de coordinateur à temps complet (35h hebdomadaires) pour assurer la préparation de la saison estivale, la promotion, l'animation et la coordination de la base de loisirs, du 04 mai au 1er septembre 2026 inclus. La rémunération sera fixée par le président, selon l'expérience et le profil du candidat retenu, sur la base de la grille indiciaire du grade de rédacteur (catégorie B) dans la limite du dernier échelon du grade.

- Un emploi de coordinateur adjoint à temps complet (35h hebdomadaires) pour assurer la promotion, l'animation et la coordination de la base de loisirs, du 1er juillet au 31 août 2026 inclus. La rémunération sera fixée par le président, selon l'expérience et le profil du candidat retenu, sur la base de la grille indiciaire du grade d'adjoint administratif (catégorie C) dans la limite du dernier échelon du grade.

- Deux emplois d'agent d'accueil polyvalent à temps complet (35h hebdomadaires), du 1er juillet au 31 août 2026 inclus. La rémunération des agents sera fixée par le président, selon leur expérience et leur profil, sur la base de la grille indiciaire du grade d'adjoint administratif (catégorie C) dans la limite du 5ème échelon.

- Deux emplois d'agent d'accueil polyvalent à temps complet (35h hebdomadaires), du 26 juin au 31 août 2026 inclus. La rémunération des agents sera fixée par le président, selon leur expérience et leur profil, sur la base de la grille indiciaire du grade d'adjoint administratif (catégorie C) dans la limite du 8ème échelon.

- Un emploi de maître-nageur sauveteur à temps non-complet (7h par jour) pour assurer la surveillance de baignade les 13, 14, 20, 21, 27, 28, 29 et 30 juin 2026. La rémunération de cet agent sera fixée par le président sur la base de la grille indiciaire du grade d'éducateur des activités physiques et sportives principal de 1ère classe (catégorie B) dans la limite du dernier échelon du grade.

- Un emploi de maître-nageur sauveteur à temps complet (35 heures hebdomadaires) pour assurer les fonctions de chef de bassin, du 1er juillet au 31 août 2026 inclus. La rémunération sera fixée par le président, selon l'expérience et le profil du candidat retenu, sur la base de la grille indiciaire du grade d'éducateur des activités physiques et sportives principal de 1ère classe (catégorie B) dans la limite du dernier échelon du grade.

- Quatre emplois de surveillant de baignade à temps complet (35 heures hebdomadaires), du 1er juillet au 31 août 2026 inclus. La rémunération des agents sera fixée par le président, selon leur expérience et leur profil, sur la base de la grille indiciaire du grade d'éducateur des activités physiques et sportives (catégorie B) dans la limite du 9ème échelon du grade.

- Deux emplois de surveillant de baignade à temps complet (35 heures hebdomadaires), du 26 juin au 31 août 2026 inclus. La rémunération des agents sera fixée par le président, selon leur expérience et leur profil, sur la base de la grille indiciaire du grade d'éducateur des activités physiques et sportives (catégorie B) dans la limite du 9ème échelon du grade.

- Pour les via ferrata :

- Un emploi d'agent d'accueil à temps complet (35h hebdomadaires), du 1er avril au 30 septembre 2026 inclus. La rémunération sera fixée par le président, selon l'expérience et le profil du candidat retenu, sur la base de la grille indiciaire du grade d'adjoint administratif (catégorie C) dans la limite du 8ème échelon.

- Pour la navette de la Méouge :

- Deux emplois de caissier à temps complet (35h00 hebdomadaire), du 10 juillet au 23 août 2026 inclus. La rémunération des agents sera fixée par le président, selon leur expérience et leur profil, sur la base de la grille indiciaire du grade d'adjoint administratif (catégorie C) dans la limite du 8ème échelon.

- Pour les sites touristiques intercommunaux :

- Un emploi d'agent d'accueil polyvalent à temps complet (35h hebdomadaires) qui fera une rotation sur l'ensemble des sites (via ferrata, Germanette et Méouge), du 26 juin au 31 août 2026 inclus. La rémunération sera fixée par le président, selon l'expérience et le profil du candidat retenu, sur la base de la grille indiciaire du grade d'adjoint administratif (catégorie C) dans la limite du 8ème échelon du grade.

- Un emploi de médiateur pastoral à temps complet (35h hebdomadaires), du 04 mai au 30 septembre 2026 inclus. La rémunération sera fixée par le président, selon l'expérience et le profil du candidat retenu, sur la base de la grille indiciaire du grade d'adjoint technique (catégorie C) dans la limite du dernier échelon du grade.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire :
- approuve la création des emplois non permanents pour accroissement saisonnier d'activité, mentionnés ci-avant ;
- modifie en conséquence le tableau des effectifs correspondant au budget général et au budget annexe des déchets ménagers ;
- autorise le président à signer les contrats de travail des agents qui seront recrutés.

Jean SCHULER remercie le service des ressources humaines de la CCSB pour l'ensemble du travail réalisé au cours de la mandature. Il souligne que les réunions du Comité Social Territorial se sont toujours bien passées.

28. Approbation du Schéma de Cohérence Territoriale du Sisteronais Buëch

Votants : 74 (22 procurations) – Suffrages exprimés : 72 (70 pour, 2 contre et 2 abstentions)

VU le code général des collectivités territoriales ;
VU le code de l'urbanisme, notamment les articles L. 103-2, L.143-17 et suivants et R. 143-2 et suivants ;
VU le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires Provence-Alpes-Côte d'Azur dans sa version rendue exécutoire par arrêté préfectoral du 15 octobre 2019 et la modification n°1 approuvée en conseil régional le 23 avril 2025 ;
VU le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires Auvergne-Rhône-Alpes dans sa version rendue exécutoire par arrêté préfectoral du 10 avril 2020 ;
VU la délibération n°76.19 en date du 11 avril 2019 par laquelle le conseil communautaire du Sisteronais-Buëch (CCSB) a prescrit l'élaboration du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) et fixé les modalités de concertation mise en œuvre à l'occasion de cette procédure ;
VU les délibérations du conseil communautaire n° 136.23 du 10 octobre 2023 et n°137.24 du 12 novembre 2024 actant du débat sur les orientations générales du projet d'aménagement stratégique ;
VU la concertation qui s'est déroulée durant l'élaboration du projet de SCoT ;
VU la délibération du conseil communautaire n° 68.25 du 15 mai 2025 ayant arrêté le projet de SCoT et tiré le bilan de la concertation ;
VU le dossier du SCoT tel qu'annexé au procès-verbal de séance ;
VU les avis des personnes publiques associées ;
VU l'avis n°2025-79 de l'autorité environnementale, adopté lors de la séance du 11 septembre 2025 ;
VU le rapport et les conclusions de la commissaire enquêtrice datés respectivement du 29 novembre et du 5 décembre 2025 ;
VU le tableau retraçant les modifications apportées au projet de SCOT, annexé au procès-verbal de séance ;

I- CONTEXTE

En tant qu'établissement public compétent en matière de SCoT, c'est à la CCSB qu'il revient d'élaborer le SCoT du territoire, en application de l'article L.143-16 du Code de l'urbanisme.

Par délibération n° 196-17 du 17 juillet 2017, le conseil communautaire s'est prononcé en faveur d'un périmètre de SCoT à l'échelle du territoire de la Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch (CCSB). Cette proposition a été entérinée par arrêté inter-préfectoral n° 2018-292004 en date du 19 octobre 2018.

La procédure d'élaboration a été prescrite par délibération n° 76.19 en date du 11 avril 2019. La phase de diagnostic s'est achevée en décembre 2022 et le diagnostic a été présenté en conférence des maires le 19 décembre 2022.

La phase de projet d'aménagement stratégique (PAS), démarrée en 2023 a été clôturée au moment du débat en conseil communautaire le 10 octobre 2023. Afin d'intégrer certaines modifications (notamment celles liées à l'armature territoriale) et des objectifs de réduction de la consommation, un nouveau débat a eu lieu en conseil communautaire le 12 novembre 2024.

Le document d'orientations et d'objectifs (DOO), élaboré entre novembre 2023 et mai 2025, a été validé en comité de pilotage élargi à l'ensemble des maires et des conseillers communautaires le 28 avril 2025, et le bureau communautaire a donné un avis favorable de principe le 6 mai 2025.

Enfin, le SCoT a été arrêté par délibération du conseil communautaire n° 68.25 du 15 mai 2025 et a été soumis pour avis aux personnes publiques associées et à enquête publique.

II- COMPOSITION DU SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE

Le SCoT est « intégrateur », cela signifie qu'il a vocation à regrouper l'ensemble des règles applicables aux documents d'urbanisme locaux. Par ailleurs, il prévoit les objectifs et orientations concernant la CCSB pour les 20 ans à venir.

Ce schéma de cohérence a été construit avec deux objectifs principaux :
- Garantir une concertation et une co-construction avec toutes les communes, les habitants, les acteurs économiques, la société civile et les personnes publiques associées ;
- Mettre en œuvre la solidarité territoriale.

1. Le Projet d'Aménagement Stratégique (PAS)

Le PAS est un projet stratégique de territoire qui est défini en se projetant dans les 20 ans à venir.

Il s'assure du respect des équilibres locaux et de la mise en valeur de l'ensemble du territoire par une complémentarité entre développement de l'urbanisation, système de mobilités et espaces à préserver.

Le but de ce document est de :
- Définir des objectifs de développement et d'aménagement du territoire ;
- Rapprocher les politiques publiques par une approche transversale.

Le PAS se compose de 4 axes et de 12 orientations :
- Axe n°1 : Affirmer une identité rurale dynamique

Orientation 1.1 : Adapter les formes bâties et formes urbaines aux besoins actuels et à venir ;
Orientation 1.2 : Maintenir et préserver les paysages et espaces naturels, agricoles et forestiers de la Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch ;
Orientation 1.3 : Poursuivre la revitalisation des centres-villes et centres-villages et la valorisation du patrimoine bâti ;

- Axe n°2 : Soutenir une économie responsable

Orientation 2.1 : Consolider les pôles économiques existants ;
Orientation 2.2 : Faciliter l'activité économique dans les centres-villages et centres-villes ;
Orientation 2.3 : Développer une stratégie touristique à l'échelle de la CCSB ;

- Axe n°3 : Renforcer la solidarité territoriale

Orientation 3.1 : Affirmer le rôle de chaque commune au sein de l'armature territoriale et renforcer les liens entre les communes ;
Orientation 3.2 : Mettre en réseau les services et équipements ;
Orientation 3.3 : Renforcer les liens sur le territoire ;

- Axe n°4 : Engager une transition sobre

Orientation 4.1 : Améliorer la qualité environnementale et écologique des aménagements et des constructions ;
Orientation 4.2 : Affirmer le rôle de l'agriculture et de la sylviculture dans la transition du territoire ;
Orientation 4.3 : Préserver, valoriser et optimiser les ressources du territoire.

2. Le Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO) comprenant le Document d'Aménagement Artisanal, Commercial et Logistique (DAACL)

Le DOO définit toute orientation nécessaire à la traduction du PAS et en détermine les conditions d'application sous forme de :
- Prescriptions, règles d'urbanisme de portée juridique qui s'imposent aux documents d'urbanisme dans un rapport de compatibilité ;
- Recommandations, dispositions favorables à l'atteinte des objectifs et orientations du SCoT sans portée juridique.

Le DOO comprend également le Document d'Aménagement Artisanal Commercial et Logistique (DAACL) dont les orientations et prescriptions identifiées dans le DOO s'imposent dans un rapport de compatibilité, aux documents d'urbanisme locaux, à certaines opérations d'aménagement et aux autorisations d'exploitation commerciale.

Les principaux enjeux du contenu du SCoT sont les suivants :

- La définition d'une armature territoriale à 4 niveaux comprenant la ville centre de Sisteron, les centralités secondaires, les communes-relais et les communes rurales. Le DOO s'appuie sur cette armature pour garantir un développement cohérent du territoire où chaque commune a un rôle à jouer. L'armature vise également à renforcer les liens entre les communes et à mailler le territoire, notamment pour l'accès aux équipements et aux services ;
- La poursuite des objectifs de réduction de la consommation des espaces naturels agricoles et forestiers, en réponse à la loi Climat et Résilience notamment. Entre 2021 et 2045, la CCSB prévoit une consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers maximum de 185,3 hectares pour l'habitat, l'économie, les infrastructures et services ;
- La réhabilitation du bâti ancien, la densification, la reconquête des friches et des terrains anthropisés, afin de limiter la consommation du foncier et de valoriser le patrimoine bâti tout en renforçant l'attractivité des centres-villages ;
- La préservation du cadre de vie des habitants tout au long de la vie pour permettre l'accueil de nouveaux ménages, répondre aux besoins des jeunes et des personnes vieillissantes ;
- Le développement des énergies renouvelables ;
- L'augmentation de la population avec un taux de croissance annuel moyen de 0,66 % et une production de logements suffisante et adaptée pour répondre au phénomène de desserrement des ménages et accueillir de nouvelles familles ;
- Le soutien d'une économie responsable et durable correspondant aux besoins des habitants, en favorisant le maintien et le développement de l'offre commerciale et artisanale dans les centres-bourg et en confortant les dynamiques des zones d'activités économiques pour l'ensemble des filières ;
- Le développement des mobilités durables répondant aux besoins des populations permanentes et saisonnières ;
- L'amélioration de la qualité environnementale des aménagements et constructions, comprenant l'augmentation des performances énergétiques du parc bâti, la réduction des expositions aux risques naturels et technologiques ;
- La préservation des paysages et espaces naturels, agricoles et forestiers ainsi que des ressources dans une logique d'optimisation de la gestion des déchets, de réemploi, de préservation et reconstruction des continuités écologiques et d'intégration de la trame verte et bleue localement ;
- L'affirmation du rôle de l'agriculture, de la sylviculture et de la filière bois dans le développement du territoire.

3. Les Annexes

Le SCOT est complété par des annexes comprenant les documents suivants :

- Annexe 1.0 _ Diagnostic - Introduction
- Annexe 1.1 _ Diagnostic – Carnet 1
- Annexe 1.2 _ Diagnostic – Carnet 2
- Annexe 1.3 _ Diagnostic – Carnet 3
- Annexe 2 _ Justification des choix
- Annexe 3 _ Evaluation environnementale
- Annexe 4 _ Résumé non technique
- Annexe 5 _ Atlas – Trame Verte et Bleue
- Annexe 6 _ Indicateurs de suivi
- Annexe 7 _ Programme d'Actions

III. PROCÉDURE DEPUIS L'ARRÊT DU PROJET DE SCOT

Le dossier arrêté a été soumis à l'avis des Personnes Publiques Associées et à l'Autorité Environnementale. Le dossier assorti de ces avis a été soumis à une enquête publique qui s'est déroulée du 29 septembre au 31 octobre 2025.

Le rapport et les conclusions de la commissaire enquêtrice, datés respectivement du 29 novembre et du 5 décembre 2025, ont été remis à la CCSB le 16 décembre 2025.

L'avis de la commissaire enquêtrice est favorable et mentionne cinq recommandations relatives :

- Au suivi et l'adaptation du scénario démographique ;
- A la mise en cohérence des taux de croissance entre le PAS et le DOO ;
- A l'éclaircissement, voire la justification de l'enveloppe de consommation maximale pour la période 2021-2045 ;
- A la vérification de la compatibilité avec le Schéma Régional des Carrières PACA ;
- A la vérification des coûts estimatifs annoncés dans le programme d'actions du SCoT.

Les différents avis et observations recueillis à l'occasion de la consultation des PPA, dans le cadre de l'enquête publique et du rapport de la commissaire enquêtrice, justifient que des adaptations et corrections mineures soient apportées au projet de SCoT. Celles-ci sont exposées dans le document recensant les modifications apportées qui est annexé au procès-verbal de séance.

Ces modifications ont été présentées aux personnes publiques associées le 7 janvier 2026 et au Bureau communautaire, qui a donné un avis favorable de principe le 19 janvier 2026.

Les modifications apportées au projet de SCoT ne remettent pas en cause son économie générale.

Les conseillers communautaires ont été informés de l'ensemble des modifications envisagées au projet de SCOT, le tableau retraçant les modifications à apporter au SCOT à la suite de l'enquête publique et à la consultation des personnes publiques associées leur ayant été adressés avec la convocation au conseil communautaire.

Les principales modifications sont les suivantes et tiennent compte des recommandations de la commissaire enquêtrice dans son rapport :

- La définition des paysages emblématiques du SCoT ;
- La clarification et l'harmonisation du scénario démographique à 0,66 % : celui-ci sera réétudié au moment du bilan de SCoT ;
- La révision et la clarification des objectifs de sobriété ;
- L'intégration de la notion de « logements abordables » ;
- L'augmentation de la densité pour tous les niveaux de l'armature ;
- L'actualisation du volet carrières afin d'être compatible avec le SRC ;
- L'accentuation des prescriptions relatives à la préservation de la ressource en eau ;
- Le report des objectifs de productions d'énergies renouvelables du PCAET ;
- La mise à jour et la modification du programme, notamment concernant les coûts estimatifs pour les prestations extérieures ;
- La réorganisation des prescriptions du DOO pour le rendre plus lisible, enlever les doublons et corriger d'autres erreurs non substantielles.

Annick REYNAUD FREY demande ce qu'il se passera avec le SCoT pour la commune de Méreuil qui est au Règlement National d'Urbanisme (RNU). Est-ce que le SCoT sera intégré sur Géoportail ?

A la demande du vice-président délégué au SCoT, Coralie DE MORTIER (cheffe du service planification et habitat) rappelle que pour les communes au RNU, ce sont les grands projets d'aménagement qui doivent être compatibles avec le SCoT. Concernant le Géoportail de l'urbanisme,

il s'agit d'une plateforme en ligne qui regroupe tous les documents d'urbanisme dont le SCoT.

Annick REYNAUD FREY souhaite savoir ce qu'il en est de Géomas.

Coralie DE MORTIER indique que l'approbation du SCoT ne change rien à Géomas.

Juan MORENO s'interroge sur l'impact du SCoT sur le développement des carrières.

Philippe MAGNUS répond que le SCoT doit respecter le Schéma Régional des Carrières (SRC). Il ne le modifie pas : le SRC s'impose à lui.

Juan MORENO demande si le document impacte la pérennité des carrières.

Coralie DE MORTIER rappelle que le SRC prévoit notamment les carrières d'intérêt national et régional. Le SCoT doit respecter ces orientations. Par ailleurs, le SCoT du Sisteronais Buëch prévoit de privilégier l'existant.

Philippe MAGNUS rappelle que la CCSB n'a pas de pouvoir en matière de carrières. C'est l'Etat qui est compétent pour en autoriser l'ouverture. Le SCoT de la CCSB intègre ce qui était prévu dans le SRC et rien d'autre.

Juan MORENO constate qu'on n'arrive pas à faire bouger les lignes pour les carriers mais pas pour les agriculteurs.

Elisabeth COLLOMBON demande ce qu'il en est du projet de carrière au Poët.

Philippe MAGNUS indique que le SCoT ne mentionne rien de particulier sur ce projet.

Elisabeth COLLOMBON souligne que le territoire de la CCSB est excédentaire en matière de carrières dans le SRC.

Philippe MAGNUS rappelle qu'en fonction des gisements, certaines régions excédentaires alimentent celles qui sont déficitaires. On ne peut pas se limiter à ce dont on a besoin puisque le SRC demande d'appliquer une logique de solidarité. Il redit que la question des carrières dépasse le SCoT. La CCSB a consulté la DREAL pour confirmer certains chiffres. Le SCoT répond à la fois au SRC et à la recommandation de la commissaire enquêtrice.

Jean-Marc DUPRAT remercie le vice-président délégué, les élus et les agents qui ont participé au travail d'élaboration du SCoT qui a durée 4 années.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire approuve le Schéma de Cohérence Territoriale de la communauté de communes du Sisteronais-Buëch, tel qu'il est annexé au procès-verbal de séance.

Conformément aux dispositions du code de l'urbanisme et du code général des collectivités territoriales, la délibération portant approbation du SCoT fera l'objet :

- d'un affichage pendant un mois au siège de la CCSB et dans les mairies des communes membres. La mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans chaque département (article R. 143-14 et R. 143-15 du code de l'urbanisme) ;
- d'une publication sur le portail national de l'urbanisme (article R. 143-16 du code de l'urbanisme) ;
- d'une publication sous forme électronique sur le site internet de la CCSB pendant un délai minimum de deux mois (article L. 2131-1 du code général des collectivités territoriales) ;
- d'une transmission au contrôle de légalité (article L. 143-24 du code de l'urbanisme).

Le SCoT approuvé sera :

- consultable au siège de la CCSB (article R. 143-15 du code de l'urbanisme) ;
- publié sur le portail national de l'urbanisme (article R. 143-16 du code de l'urbanisme).

Le schéma entrera en vigueur deux mois après la transmission au contrôle de légalité.

29. Approbation du règlement intérieur du Comité de Gestion et de Suivi du SCoT

Votants : 74 (22 procurations) – Suffrages exprimés : 74 (72 pour et 2 contre)

Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) est un projet de territoire à horizon de vingt ans. Il définit la stratégie d'aménagement et de développement du territoire en intégrant les politiques publiques nationales et régionales.

Le cadre législatif et réglementaire du SCoT fixe notamment un objectif de réduction de 50 % de la consommation foncière à l'horizon 2031.

Le SCoT du Sisteronais Buëch a été élaboré dans le cadre d'une importante concertation associant les habitants, les acteurs du territoire et les décideurs locaux, afin de répondre aux enjeux de développement économique et social, ainsi qu'aux objectifs de préservation et d'amélioration du cadre et de la qualité de vie.

Afin de concilier ces différents objectifs tout en garantissant un développement harmonieux et solidaire du territoire, le SCoT s'appuie sur une armature territoriale structurée en quatre niveaux et sur une répartition des droits à construire organisée en quatre enveloppes : habitat, économie, équipement/infrastructure et solidarité.

Ce dispositif a été conçu pour offrir une gestion souple, permettant la réalisation des projets et la fongibilité entre les enveloppes.

Sa mise en œuvre nécessite un suivi rigoureux ainsi qu'une gouvernance adaptée et représentative de la diversité du territoire.

Le comité de gestion et de suivi du SCoT, prévu par la fiche 2.1 du programme d'actions du SCoT, constitue un outil essentiel de cette gouvernance, ce qui a d'ailleurs été rappelé par les services de l'Etat, la Région et la commissaire enquêtrice.

Afin de préparer la mise en place du comité de gestion et de suivi du SCoT, il est proposé d'établir un règlement intérieur. Ce document vise à définir le rôle du comité, sa composition, son champ d'intervention ainsi que ses modalités de fonctionnement et de vote.

Annick REYNAUD FREY demande si le Comité de Gestion et de Suivi du SCoT sera amené à donner un avis sur les demandes de permis de construire.

Philippe MAGNUS répond que non : il faudra en revanche que le maire (ou la DDT si elle instruit les demandes de permis) s'assure que les dispositions du SCoT sont respectées.

Après en avoir délibéré, le conseil approuve le règlement intérieur du Comité de Gestion et de Suivi du SCoT tel qu'annexé au procès-verbal de séance.

30. Marché de collecte de déchets en substitution des tournées assurées par la régie de la CCSB

Votants : 74 (22 procurations) – Suffrages exprimés : 70 (69 pour, 1 contre et 4 abstentions)

Afin d'avoir la possibilité de renforcer ponctuellement le service de collecte des déchets notamment en cas de panne de véhicule ou lors des périodes d'accroissement d'activité liées au déploiement des nouvelles colonnes et de nettoyage des conteneurs, il est proposé de lancer un marché de prestations de collecte de déchets en substitution de tournées assurées par la régie de la CCSB.

Ce marché serait alloti de la manière suivante :

- Lot n° 1 : collecte des emballages ménagers sur une partie du territoire de la CCSB (en colonnes aériennes et semi-enterrées, 4 jours par semaine), pour un montant estimé à 300 000 € HT, soit 360 000 € TTC ;

- Lot n° 2 : collecte du papier et du verre sur l'ensemble du territoire de la CCSB (en colonnes aériennes et semi-enterrées, 1 jour par semaine), pour un montant estimé à 25 000 € HT, soit 30 000 € TTC.

Le marché serait établi du 1er juillet 2026 au 31 décembre 2026.
Son montant étant estimé à 325 000 € HT, il serait lancé en procédure formalisée.

Gilles CREMILLIEUX demande s'il s'agit d'externaliser une tournée qui était faite par les agents de la CCSB.

Alain D'HEILLY explique qu'il ne s'agit pas de cela : l'objectif du marché est de pouvoir disposer d'une solution de remplacement en cas de panne ou d'accroissement temporaire d'activité.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire :
- approuve le lancement du marché de collecte de déchets en substitution des tournées assurées par la régie de la CCSB, tel que décrit précédemment ;
- autorise le président ou son représentant à signer les marchés correspondants à chacun des lots et à les notifier à la ou les entreprises retenues par la commission d'appel d'offres, ainsi que tous documents nécessaires à leur exécution.

31. Acquisition d'un nouveau véhicule pour le service de portage de repas

Votants : 73 (23 procurations) – Suffrages exprimés : 69 (66 pour, 3 contre et 4 abstentions)

Pour rappel, Dans le cadre de sa compétence optionnelle « action sociale d'intérêt communautaire », la CCSB gère un service de portage de repas en zone rurale pour la population des communes de moins de 1500 habitants, dans les secteurs où il y a défaillance de l'initiative privée.
Ce service concerne ainsi les personnes âgées ou en perte d'autonomie à partir de 65 ans, habitant dans les communes du Serrois, de l'Orpierrois et du Rosanais.
Le nombre de bénéficiaires est passé de 36 personnes en 2024 à 46 personnes actuellement.

Le fonctionnement du service, qui repose sur la livraison de repas à domicile en liaison froide, nécessite l'utilisation de véhicules équipés d'un système réfrigéré.
L'un des véhicules étant devenu obsolète, il est proposé d'en acquérir un nouveau.

Le montant de cette acquisition est estimé à 50 000 € HT (soit 60 000 € TTC) : la consultation serait donc faite en procédure adaptée.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire :

- approuve l'acquisition d'un nouveau véhicule pour le service de portage de repas, tel que décrite précédemment ;
- autorise le président ou son représentant à attribuer le marché à la ou les entreprises ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse en application des critères énoncés dans le règlement de la consultation ;
- autorise le président ou son représentant à le signer et le notifier à la ou les entreprises, ainsi que tous documents nécessaires à son exécution.

32. Avenant n° 2 au Contrat Départemental de Solidarité Territoriale 2024-2026 avec le Département des Alpes de Haute-Provence

Votants : 73 (23 procurations) – Suffrages exprimés : 69 (65 pour, 4 contre et 4 abstentions)

Par délibération n° 37.24 du 21 mars 2024, le conseil communautaire a approuvé le Contrat Départemental de Solidarité Territoriale (CDST) 2024-2026 avec le Département des Alpes de Haute-Provence.

Pour rappel, ce contrat traduit la volonté du Conseil départemental 04 de répondre de manière transparente aux besoins des territoires en développant un partenariat actif avec les intercommunalités et communes concernées, de renforcer la cohérence et la lisibilité de l'action départementale et d'assurer l'équité entre les territoires dont l'enveloppe financière respecte les critères de représentativité territoriale, de moyens financiers et de dynamique démographique.

Dans ce cadre, une enveloppe de 686 337 € de subventions départementales est dédiée au territoire 04 de la CCSB pour la période 2024-2026.
Les opérations inscrites au contrat font l'objet d'une clause de revoyure annuelle, permettant d'ajuster le contenu du contrat en fonction de l'avancement et de la maturité des projets.

Un premier avenant a été approuvé par délibération du conseil communautaire n° 87.25 du 26 juin 2025 afin d'intégrer de nouveaux projets portés par les communes de La Motte-du-Caire, Vaumeilh, Mison, Sisteron ainsi que par la CCSB.

À l'issue de la réunion de revoyure organisée le 08 octobre 2025, et au regard de l'examen des dossiers déposés, il est proposé d'approuver un deuxième avenant afin d'intégrer deux nouvelles opérations, jugées matures et conformes au cadre d'intervention du CDST 2024-2026 :

- Pour la commune de Sisteron : réhabilitation et rénovation du gymnase du complexe sportif, touristique et culturel des Marres, pour un coût prévisionnel de 176 093 € HT, avec un montant plafond d'aide départementale de 88 050 € ;

- Pour la CCSB : étude et création d'une passerelle sur un sentier inscrit au Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée, sur la commune d'Entrepierres, pour un coût prévisionnel de 45 000 € HT, avec un montant plafond d'aide départementale de 22 500 €.

Le montant total des aides départementales mobilisées au titre de cet avenant s'élève à 110 550 €, ce qui porte le solde de l'enveloppe de subventions pour le territoire à 114 747 €.

Conformément aux dispositions du contrat, l'inscription de ces opérations à l'avenant n° 2 ne vaut pas attribution de subvention. Les porteurs d'opération devront déposer un dossier de demande de subvention auprès des services du Département, et les aides ne seront attribuées qu'après instruction et décision favorable de la Commission permanente.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire :

- approuve l'avenant n° 2 au CDST 2024-2026 avec le Département des Alpes de Haute-Provence ;
- autorise le président à le signer.

ANNEXES

Annexe au point n° 1 : Compte Financier Unique principal 2025

Annexe au point n° 3 : Compte Financier Unique annexe 2025 des déchets ménagers

Annexe au point n° 5 : Compte Financier Unique annexe 2025 du SPANC

Annexe au point n° 6 : Compte Financier Unique annexe 2025 du parc d'activités du Val de Durance

Annexe au point n° 7 : Compte Financier Unique annexe 2025 de l'Ecopôle Laragne

Annexe au point n° 8 : Compte Financier Unique annexe 2025 du parc d'activité du Poët

Annexe au point n° 9 : Budget principal 2026

Annexe au point n° 14 : Budget principal 2026 : Autorisation de Programme et Crédits de Paiements

Annexe au point n° 17 : Budget annexe 2026 des déchets ménagers

Annexe au point n° 19 : Budget annexe des déchets ménagers 2026 : Autorisation de Programme et Crédits de Paiements

Annexe au point n° 20 : Budget annexe 2026 du SPANC

Annexe au point n° 21 : Budget annexe 2026 du parc d'activités du Val de Durance

Annexe au point n° 22 : Budget annexe 2026 de l'Ecopôle Laragne

Annexe au point n° 23 : Budget annexe 2026 du parc d'activité du Poët

Annexe au point n° 28 : Approbation du Schéma de Cohérence Territoriale du Sisteronais Büech

Annexe au point n° 29 : Approbation du règlement intérieur du Comité de Gestion et de Suivi du SCoT

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

CC DU SISTERONAIS-BUECH

Numéro SIRET : 20006876500011

POSTE COMPTABLE : 004024 SGC SISTERON

Compte financier unique (M57)

Voté par Nature
BUDGET PRINCIPAL

ANNEE 2025

Sommaire

Le Compte Financier Unique

Arrêté et signatures
ECCF

		Origine des données	Page
	I. Informations générales et synthétiques		
A	Informations statistiques, fiscales et financières	Ordonnateur	5
B1	Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble	Ordonnateur	6
B2	Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés	Comptable	7
B3.1	Liste des organismes de regroupement	Ordonnateur	9
B3.2	Liste des établissements publics créés	Ordonnateur	10
B3.3	Liste des services individualisés dans un budget annexe	Ordonnateur	11
C1	Détail des restes à réaliser - Dépenses	Ordonnateur	12
C2	Détail des restes à réaliser - Recettes	Ordonnateur	13
D	Bilan synthétique	Comptable	14
E	Compte de résultat synthétique	Comptable	15
F	Taux des contributions et produits afférents en N	Ordonnateur	17
	II. Exécution budgétaire		
A	Modalités de vote du budget	Ordonnateur	18
	Vue d'ensemble		
A1.1	Dépenses d'investissement	Ordonnateur	19
A1.2	Recettes d'investissement	Ordonnateur	20
A2.1	Dépenses de fonctionnement	Ordonnateur	21
A2.2	Recettes de fonctionnement	Ordonnateur	23
	Vue détaillée		
B1	Dépenses d'investissement	Comptable	24
B2	Recettes d'investissement	Comptable	28
C1	Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	Ordonnateur	32
D1	Dépenses de fonctionnement	Comptable	33
D2	Recettes de fonctionnement	Comptable	39
	III. États financiers		
A	Bilan	Comptable	43
B	Compte de résultat	Comptable	47
C	Annexe (uniquement pour les collectivités certifiables)	Ordonnateur / Comptable - Pièce jointe	49
D	Balance des comptes	Comptable	50
	IV. États annexés		

		Origine des données	Page
	A. Présentation croisée et agrégée		
A1	Présentation croisée, section d’investissement – vue d’ensemble	Ordonnateur	
A2	Présentation croisée, section de fonctionnement – vue d’ensemble	Ordonnateur	
A3	Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	Ordonnateur	
	B. États annexés patrimoniaux		
B1.1	État de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Ordonnateur	
B1.2	État de la dette - Répartition par nature de dette	Ordonnateur	
B1.3	État de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	Ordonnateur	
B1.4	État de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Ordonnateur	
B1.5	État de la dette - Détail des opérations de couverture	Ordonnateur	
B1.6	État de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	Ordonnateur	
B1.7	État de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	Ordonnateur	
B1.8	État de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Ordonnateur	
B1.9	État de la dette - Autres dettes	Ordonnateur	
B2	Méthodes utilisées pour les amortissements	Ordonnateur	
B3	État des provisions	Ordonnateur	
B4	État des charges transférées	Ordonnateur	
B5	Détail des opérations pour le compte de tiers	Ordonnateur	
B6	Prêts	Ordonnateur	
B7.1	État synthétique des engagements donnés	Ordonnateur	
B7.2	État synthétique des engagements reçus	Ordonnateur	
B7.3	État des emprunts garantis	Ordonnateur	
B7.4	Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Ordonnateur	
B7.5	État des contrats de crédit-bail	Ordonnateur	
B7.6	État des marchés de partenariat	Ordonnateur	
B7.7	État des recettes grevées d’une affectation spéciale	Ordonnateur	
B7.8	Autres engagements donnés	Ordonnateur	
B7.9	Autres engagements reçus	Ordonnateur	
B8	Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions	Ordonnateur	
B9	État du personnel	Ordonnateur	

		Origine des données	Page
B10	Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Ordonnateur	
B11.1	État de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement	Ordonnateur	
B11.2	État de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement	Ordonnateur	
	C. États annexés budgétaires		
C1.1	Équilibre budgétaire	Ordonnateur	
C1.2	Équilibre budgétaire - dépenses	Ordonnateur	
C1.3	Équilibre budgétaire - recettes	Ordonnateur	
C2.1	Situation des autorisations de programme	Ordonnateur	
C2.2	Situation des autorisations d'engagement	Ordonnateur	
C3.1	Impact du budget pour la transition écologique – répartition par nature	Ordonnateur	
C3.2	Impact du budget pour la transition écologique – répartition par fonction	Ordonnateur	
	D. Autres éléments d'information		
D1	Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Ordonnateur	
D2	Gestion des fonds européens	Ordonnateur	
D3	Actions de formation des élus	Ordonnateur	
D4	État relatif aux ressources et dépenses de la formation professionnelle des jeunes	Ordonnateur	
D5	Identification des flux croisés	Ordonnateur	
D6.1	États de la répartition de la TEOM – investissement	Ordonnateur	
D6.2	États de la répartition de la TEOM – fonctionnement	Ordonnateur	
D7.1	États des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement	Ordonnateur	
D7.2	États des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement	Ordonnateur	
D8.1	Suivi des opérations au titre du NPNRU – État de synthèse	Ordonnateur	
D8.2	Suivi des opérations au titre du NPNRU – Détail	Ordonnateur	
	V. Arrêté et signatures		
A	Arrêté et signatures	Ordonnateur / Comptable	86

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES — I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	25 912

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	478,14

	Ratios de niveau	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	735,95
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	835,19
3	Dépenses d'équipement brut / population	127,55
4	Encours de dette / population (2)(3)	106,41
5	DGF / population	45,33
	Ratios de structure et d'analyse financière	**Valeurs**
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement	27,98 %
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	89,72 %
8	Taux d'épargne brute (Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement) (2) (4)	11,88 %
9	Taux d'épargne nette ((Epargne brute – remboursement annuel de la dette en capital) / recettes réelles de fonctionnement)	10,28 %
10	Ratio d'endettement (Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement) (2) (3) (4)	12,74 %
11	Capacité de désendettement (encours de dette / épargne brute) (2) (3) (4)	1,07

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 31 décembre N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts.

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES — I

PRESENTATION GENERALE DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE — B1

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N

			Investissement	Fonctionnement	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	9 043 258,00	21 912 074,76	30 955 332,76
	Recettes réalisées (1)	B	4 135 747,69	22 277 763,56	26 413 511,25
	Restes à réaliser	C	1 219 922,81	0,00	1 219 922,81
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	7 922 153,24	25 730 522,00	33 652 675,24
	Dépenses réalisées (1)	E	5 044 175,32	20 897 627,80	25 941 803,12
	Restes à réaliser	F	639 959,62	0,00	639 959,62
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B – E	-908 427,63	1 380 135,76	471 708,13
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	-1 121 104,76	3 818 447,24	2 697 342,48
Solde (investissement) ou résultat de clôture (fonctionnement)	Excédent /déficit	G + H	-2 029 532,39	5 198 583,00	3 169 050,61
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C - F	579 963,19	0,00	579 963,19
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	-1 449 569,20	5 198 583,00	3 749 013,80

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés — B2

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Part affectée à l'investissement : exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
I - Budget principal					
Investissement	-1 121 104,76		-908 427,63		-2 029 532,39
Fonctionnement	4 820 263,06	1 001 815,82	1 380 135,76		5 198 583,00
TOTAL I	**3 699 158,30**	**1 001 815,82**	**471 708,13**		**3 169 050,61**
II - Budgets des services à caractère administratif					
70001-OM CC SISTERONAIS-BUECH					
Investissement	504 437,82		-898 120,48		-393 682,66
Fonctionnement	2 601 896,77		-329 352,61		2 272 544,16
Sous-Total	3 106 334,59		-1 227 473,09		1 878 861,50
80101-ZA ECOPOLE DE LARAGNE - CCSB					
Investissement	106 079,28		80 735,33		186 814,61
Fonctionnement	532,76		186,69		719,45
Sous-Total	106 612,04		80 922,02		187 534,06
80201-ZA PARC ACTIVITES DU POET-CCSB					
Investissement	9 795,04		71 585,21		81 380,25
Fonctionnement	95 728,69		114 964,23		210 692,92
Sous-Total	105 523,73		186 549,44		292 073,17
80401-ZA VAL DE DURANCE CCSB					
Investissement	0,78		383 531,84		383 532,62
Fonctionnement	688 025,07		53 013,29		741 038,36
Sous-Total	688 025,85		436 545,13		1 124 570,98
TOTAL II	**4 006 496,21**		**-523 456,50**		**3 483 039,71**
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
80001-SPANC CC SISTERONAIS-BUECH					

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés	**B2**

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Part affectée à l'investissement : exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
Investissement	2 200,58		641,46		2 842,04
Fonctionnement	10 783,10		-9 313,14		1 469,96
Sous-Total	12 983,68		-8 671,68		4 312,00
TOTAL III	**12 983,68**		**-8 671,68**		**4 312,00**
TOTAL I + II + III	**7 718 638,19**	**1 001 815,82**	**-60 420,05**		**6 656 402,32**

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES

LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHÈRE LA COLLÉCTIVITE

I

B3.1

Désignation des organismes	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
EPCI			
Autres organismes de regroupement			
SM AMENAGEMENT DE LA VALLEE DE LA DURANCE	01/01/2017	SFP	18 453,69
SM DE GESTION INTERCOMMUNAUTAIRE DU BUECH ET SES AFFLUENTS	01/01/2017	FAD	287 656,95
SM BARONNIES PROVENCALES	01/01/2017	SFP	26 308,00
SM DES MONGES	01/01/2017	SFP	2 400,00
SM DE L'EYGUES AYGUES	01/01/2020	SFP	18 937,41

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS CRÉÉS	B3.2

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISÉS DANS UN BUDGET ANNEXE	B3.3

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR DEPENSES	C1

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) **639 959,62**
018	**RSA**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement (3)**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
18	**Cpte de liaison : affectation (BA,régie)**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**99 758,00**
204	**Subventions d'équipement versées (3) (5)**	**176 369,40**
21	**Immobilisations corporelles (3)**	**341 010,22**
22	**Immobilisations reçues en affectation (3)**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)**	**17 800,00**
26	**Participations et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières (3)**	**0,00**
45	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers**	**5 022,00**
4581 3	OPERATION DEVELOPPEMENT DU PHOTOVOLTAIQUE EN TOITURE ET OMBRIERE	5 022,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II) **0,00**
011	**Charges à caractère général (4)**	**0,00**
012	**Charges de personnel et frais assimilés (4)**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
016	**APA**	**0,00**
017	**RSA / Régularisations de RMI**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante (4)**	**0,00**
6586	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**
67	**Charges spécifiques (4)**	**0,00**

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR RECETTES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I II) **1 219 922,81**
018	**RSA**	**0,00**
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (3)**	**1 155 130,81**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
18	**Cpte de liaison : affectation (BA,régie)**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (3) (5)**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (3)**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation (3)**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)**	**0,00**
26	**Participations et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières (3)**	**0,00**
45	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers**	**64 792,00**
4582 3	OPERATION DEVELOPPEMENT DU PHOTOVOLTAIQUE EN TOITURE ET OMBRIERE	64 792,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(I V) **0,00**
70	**Prod. services, domaine, ventes diverses**	**0,00**
73	**Impôts et taxes**	**0,00**
731	**Fiscalité locale**	**0,00**
74	**Dotations et participations (4)**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante (4)**	**0,00**
013	**Atténuations de charges (4)**	**0,00**
016	**APA**	**0,00**
017	**RSA / Régularisations de RMI**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits spécifiques (4)**	**0,00**

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Bilan synthétique (en milliers d'euros)	D

ACTIF NET (1)	Total	FONDS PROPRES ET PASSIF	Total
ACTIF IMMOBILISÉ		**FONDS PROPRES**	
Immobilisations incorporelles (nettes)		Apports et subventions d'investissement	22 689,61
Subventions d'investissement versées	2 654,99	Neutralisations et régularisations	-17 524,80
Autres immobilisations incorporelles	534,78	Réserves	10 468,51
Immobilisations corporelles (nettes)		Report à nouveau	3 818,45
Terrains	2 151,98	Résultat de l'exercice	1 380,14
Constructions	6 459,54	Droits du concédant, de l'affermant, de l'affectant et du remettant	5 220,08
Réseaux et installations de voirie	2 851,88	**TOTAL FONDS PROPRES (I)**	**26 051,98**
Réseaux divers	797,40	**PASSIF**	
Installations techniques, agencements et matériel	487,91	**TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)**	**605,08**
Immobilisations mises en concessions ou affermées	1 494,17	**DETTES FINANCIÈRES**	
Autres	748,90	Emprunts obligataires	
Immobilisations corporelles en cours	**2 431,15**	Emprunts souscrits auprès des établissements de crédit	2 290,22
Droits de retour relatifs aux biens mis à disposition ou affectés	**2 202,67**	Dettes financières et autres emprunts	128,82
Immobilisations financières (nettes)	**2 413,41**	**TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)**	**2 419,04**
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	**25 228,78**	**DETTES NON FINANCIÈRES**	
ACTIF CIRCULANT		Dettes fournisseurs et comptes rattachés	250,43
Stocks		Autres dettes non financières	1 358,20
Créances	587,25	Produits constatés d'avance	
Charges constatées d'avance	6,12	**TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)**	**1 608,63**
Trésorerie	4 891,30	**TOTAL TRÉSORERIE (4)**	
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	**5 484,67**	**TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)**	**4 632,75**
Comptes de régularisation (III)	0,26	Comptes de régularisation (III)	28,99
Écarts de conversion actif (IV)		Écarts de conversion passif (IV)	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**30 713,71**	**TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)**	**30 713,71**

[1] Déduction faite des amortissements et des dépréciations

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	**E**

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)		
Dotations de l'état	1 331,24	1 165,27
Participations	678,93	1 140,49
Compensations, autres attributions et autres participations	3 529,57	3 459,66
Dons et legs		
Impôts et taxes	4 297,82	4 032,03
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE		
Ventes de biens ou prestations de services	1 170,54	1 048,68
Produits des cessions d'actifs	2,40	104,83
Autres produits de gestion	192,97	228,46
Production stockée et immobilisée	11,12	32,11
AUTRES PRODUITS		
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges	1,98	
Reprises du financement rattaché à un actif	172,65	106,11
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions	452,33	394,76
Neutralisation des moins-values de cession	0,15	2,39
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT(I)	**11 841,70**	**11 714,80**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Achats et charges externes	1 639,39	1 717,00
Charges de personnel	4 913,44	4 702,22
Indemnités des élus (et membres du CESR)	256,73	256,15
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)	296,36	243,77
Impôts et taxes	166,33	155,85
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions	1 919,37	1 851,27
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés	1,35	81,85
Neutralisation des dépréciations et provisions		
Neutralisation des plus-values de cession	1,20	25,37
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)	**9 194,19**	**9 033,49**

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	**E**

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
CHARGES D'INTERVENTION		
Dispositifs d'intervention pour compte propre	1 224,78	1 161,35
Autres charges		
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)	**1 224,78**	**1 161,35**
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)	**1 422,73**	**1 519,97**
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)	**5,96**	**7,52**
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)	**48,56**	**86,95**
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)	**-42,60**	**-79,43**
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)	**1 380,14**	**1 440,54**

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES | I

TAUX DES CONTRIBUTIONS ET PRODUITS AFFERENTS EN N | F

Libellés		Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit N	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources					
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources					
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources					
TFPB		3,34	0,00	1 455 505,00	2,25
TFPNB		11,63	0,00	142 468,00	2,25
CFE		26,43	0,00	5 026 986,00	-0,06
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		7,94	0,00	637 264,00	-1,65
TOTAL				**7 262 223,00**	**0,29**

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

I – L'assemblée délibérante a voté le budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II –En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement, et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :

- Fonctionnement : 7.50%
- Investissement : 7.50%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(3) Au maximum dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du ...

II – EXECUTION BUDGETAIRE

DEPENSES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE

II

A1.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (mandats émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	393 753,00	206 463,92	52,43	99 758,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	1 387 736,00	681 405,02	49,10	176 369,40
21	Immobilisations corporelles	2 765 543,00	1 191 221,73	43,07	341 010,22
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	2 083 857,00	1 763 286,43	84,62	17 800,00
	Total des opérations d'équipement (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**6 630 889,00**	**3 842 377,10**	**57,95**	**634 937,62**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	31 527,74	31 526,51	100,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	346 603,00	346 602,57	100,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	54 424,00	54 423,90	100,00	0,00
Total des dépenses financières		**432 554,74**	**432 552,98**	**100,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	142 430,50	132 988,50	93,37	5 022,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**7 205 874,24**	**4 407 918,58**	**61,17**	**639 959,62**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*636 989,00*	*636 256,74*	*99,89*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (5)*	*79 290,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre en investissement		**716 279,00**	**636 256,74**	**88,83**	**0,00**
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**7 922 153,24**	**5 044 175,32**	**63,67**	**639 959,62**
001 Solde d'exécution négatif reporté		**1 121 104,76**			
Total des dépenses de la section d'investissement		**9 043 258,00**	**5 044 175,32**		**639 959,62**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Voir l'état II-C1.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) *DI 041 = RI 041*

(6) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324.

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (titres émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	2 615 868,00	967 032,88	36,97	1 155 130,81
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	6 500,01	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées(8)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	1 507 941,00	1 127 158,36	74,75	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	209 813,00	215 070,43	102,51	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	1 200,00			
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	84 130,00	3 536,00	4,20	64 792,00
Total des recettes réelles d'investissement		**4 418 952,00**	**2 319 297,68**	**52,49**	**1 219 922,81**
021	*Virement de la section de fonctionnement (3)*	*2 731 038,00*			
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*1 813 978,00*	*1 816 450,01*	*100,14*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*79 290,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre en investissement		**4 624 306,00**	**1 816 450,01**	**39,28**	**0,00**
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**9 043 258,00**	**4 135 747,69**	**45,73**	**1 219 922,81**
001 Solde d'exécution positif reporté		**0,00**			
Total des recettes de la section d'investissement		**9 043 258,00**	**4 135 747,69**		**1 219 922,81**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation).

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) *DI 041 = RI 041*

(8) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324

II – EXECUTION BUDGETAIRE

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

II

A2.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
011	Charges à caractère général (3)	2 097 671,00	1 521 108,55	62 855,16	1 583 963,71	75,51	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	5 338 546,00	5 334 929,82	537,41	5 335 467,23	99,94	0,00
014	Atténuations de produits	10 285 689,00	10 229 838,52	0,00	10 229 838,52	99,46	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	3 278 114,00	1 717 823,01	48 018,00	1 765 841,01	53,87	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**21 000 020,00**	**18 803 699,90**	**111 410,57**	**18 915 110,47**	**90,07**	**0,00**
66	Charges financières	67 291,00	48 558,49	0,00	48 558,49	72,16	0,00
67	Charges spécifiques	12 716,00	12 029,83	0,00	12 029,83	94,60	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires)	105 479,00	105 479,00	0,00	105 479,00	100,00	0,00
Total des dépenses réelles et mixtes		**21 185 506,00**	**18 969 767,22**	**111 410,57**	**19 081 177,79**	**90,07**	**0,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*2 731 038,00*					
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*1 813 978,00*	*1 816 450,01*	*0,00*	*1 816 450,01*	*100,14*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement (3)		**4 545 016,00**	**1 816 450,01**	**0,00**	**1 816 450,01**	**39,97**	**0,00**
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**25 730 522,00**	**20 786 217,23**	**111 410,57**	**20 897 627,80**	**81,22**	**0,00**
002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		**0,00**					
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**25 730 522,00**	**20 786 217,23**	**111 410,57**	**20 897 627,80**		**0,00**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) DF 042 = RI 040 ; DF 043 = RF 043

II – EXECUTION BUDGETAIRE

RECETTES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

II

A2.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (1)
013	Atténuations de charges	106 400,76	148 319,48	51 945,50	200 264,98	188,22	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 200 012,00	1 135 157,86	35 377,54	1 170 535,40	97,54	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	4 523 731,00	4 532 748,00	0,00	4 532 748,00	100,20	0,00
731	Fiscalité locale	9 769 840,00	9 952 980,90	41 930,60	9 994 911,50	102,30	0,00
74	Dotations et participations	5 532 989,00	5 525 434,95	14 307,29	5 539 742,24	100,12	0,00
75	Autres produits de gestion courante	126 665,00	172 595,43	13 583,58	186 179,01	146,99	0,00
Total des recettes de gestion des services		**21 259 637,76**	**21 467 236,62**	**157 144,51**	**21 624 381,13**	**101,72**	**0,00**
76	Produits financiers	5 961,00	5 960,77	0,00	5 960,77	100,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	9 189,68	0,00	9 189,68	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires)	9 487,00	1 975,24	0,00	1 975,24	20,82	0,00
Total des recettes réelles et mixtes		**21 275 085,76**	**21 484 362,31**	**157 144,51**	**21 641 506,82**	**101,72**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*636 989,00*	*636 256,74*	*0,00*	*636 256,74*	*99,89*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre (3)		**636 989,00**	**636 256,74**	**0,00**	**636 256,74**	**99,89**	**0,00**
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**21 912 074,76**	**22 120 619,05**	**157 144,51**	**22 277 763,56**	**101,67**	**0,00**
002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		**3 818 447,24**					
Total des recettes de la section de fonctionnement		**25 730 522,00**	**22 120 619,05**	**157 144,51**	**22 277 763,56**		**0,00**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) *RF 042 = DI 040*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA					
202	Frais d'études, d'élaboration, de modifications et de révisions des documents d'urbanisme		67 191,00		67 191,00	
2031	Frais d'études		111 878,44		111 878,44	
2033	Frais d'insertion		5 022,00		5 022,00	
2088	Autres immobilisations incorporelles		23 050,00	677,52	22 372,48	
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	393 753,00	207 141,44	677,52	206 463,92	187 289,08
204131	Biens mobiliers, matériel et études		2 534,32		2 534,32	
2041412	Bâtiments et installations		186 813,48		186 813,48	
2041581	Biens mobiliers, matériel et études		162 733,88		162 733,88	
20422	Bâtiments et installations		67 726,34		67 726,34	
2046	Attributions de compensation d'investissement		261 597,00		261 597,00	
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	1 387 736,00	681 405,02		681 405,02	706 330,98
2111	Terrains nus		5 220,34		5 220,34	
2115	Terrains bâtis		303 886,38		303 886,38	
2128	Autres agencements et aménagements		56 684,55		56 684,55	
21318	Autres bâtiments publics		352 010,65		352 010,65	
21351	Bâtiments publics		62 959,82		62 959,82	
2138	Autres constructions		2 285,00		2 285,00	
2152	Installations de voirie		105 571,85		105 571,85	
21534	Réseaux d'électrification		2 080,00		2 080,00	
21538	Autres réseaux		12 412,96		12 412,96	
2158	Autres installations, matériel et outillage techniques		173 596,08	364,99	173 231,09	
21735	Installations générales, agencements, aménagements des constructions		3 369,60		3 369,60	
21828	Autres matériels de transport		56 335,30		56 335,30	
21838	Autre matériel informatique		16 992,94		16 992,94	

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	**B1**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers		19 288,34		19 288,34	
2185	Matériel de téléphonie		1 257,64		1 257,64	
2188	Autres		17 635,27		17 635,27	
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	2 765 543,00	1 191 586,72	364,99	1 191 221,73	1 574 321,27
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation					
2313	Constructions		56 016,04		56 016,04	
2315	Installations, matériel et outillage techniques		2 371,00		2 371,00	
2317	Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition		1 745 325,68	68 376,54	1 676 949,14	
238	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles		27 950,25		27 950,25	
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	2 083 857,00	1 831 662,97	68 376,54	1 763 286,43	320 570,57
Total des dépenses d'équipement		**6 630 889,00**	**3 911 796,15**	**69 419,05**	**3 842 377,10**	**2 788 511,90**
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves					
1311	État et établissements nationaux		31 526,51		31 526,51	
total chapitre 13	Subventions d'investissement	31 527,74	31 526,51		31 526,51	1,23
1641	Emprunts en euros		302 851,96		302 851,96	
16441	Opérations afférentes à l'emprunt		11 255,39		11 255,39	
165	Dépôts et cautionnements reçus		2 550,00		2 550,00	
168741	Communes membres du GFP		29 945,22		29 945,22	
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	346 603,00	346 602,57		346 602,57	0,43
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)					
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations					
271	Titres immobilisés (droits de propriété)		2 000,00		2 000,00	
27638	Autres établissements publics		52 423,90		52 423,90	

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	**B1**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	54 424,00	54 423,90		54 423,90	0,10
Total des dépenses financières		**432 554,74**	**432 552,98**		**432 552,98**	**1,76**
45811	Opération pour compte tiers n° 45811	56 264,50	56 264,50		56 264,50	
45813	Opération pour compte tiers n° 45813	81 746,00	76 724,00		76 724,00	5 022,00
45814	Opération pour compte tiers n° 45814	4 420,00				4 420,00
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	142 430,50	132 988,50		132 988,50	9 442,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**7 205 874,24**	**4 477 337,63**	**69 419,05**	**4 407 918,58**	**2 797 955,66**
13911	*État et établissements nationaux*		*24 301,51*		*24 301,51*	
13912	*Régions*		*39 028,10*		*39 028,10*	
13913	*Départements*		*56 257,49*		*56 257,49*	
139141	*Communes membres du GFP*		*821,58*		*821,58*	
139178	*Autres fonds européens*		*2 167,48*		*2 167,48*	
13918	*Autres*		*5 916,01*		*5 916,01*	
139361	*Dotation d'équipement des territoires ruraux*		*23 571,94*		*23 571,94*	
13938	*Autres*		*20 590,56*		*20 590,56*	
192	*Plus ou moins-values sur cessions d'immobilisations*		*153,16*		*153,16*	
198	*Neutralisation des amortissements*		*452 333,00*		*452 333,00*	
21351	*Bâtiments publics*		*11 115,91*		*11 115,91*	
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*637 142,16*	*636 256,74*		*636 256,74*	*885,42*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*79 290,00*				*79 290,00*
Total des dépenses d'ordre en investissement		***716 432,16***	***636 256,74***		***636 256,74***	***80 175,42***
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**7 922 306,40**	**5 113 594,37**	**69 419,05**	**5 044 175,32**	**2 878 131,08**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		1 121 104,76				
Total des dépenses de la section d'investissement		9 043 411,16	5 113 594,37	69 419,05	5 044 175,32	3 999 235,84

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA					
1311	État et établissements nationaux		444 615,00		444 615,00	
1312	Régions		36 409,00		36 409,00	
1313	Départements		122 721,87		122 721,87	
13158	Autres groupements		337 528,21		337 528,21	
13173	FEADER		12 614,00		12 614,00	
1318	Autres		11 536,50		11 536,50	
13361	Dotation d'équipement des territoires ruraux		1 608,30		1 608,30	
total chapitre 13	Subventions d'investissement	2 615 868,00	967 032,88		967 032,88	1 648 835,12
165	Dépôts et cautionnements reçus		6 500,00		6 500,00	
168758	Autres groupements		0,01		0,01	
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées		6 500,01		6 500,01	-6 500,01
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)					
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées					
total chapitre 21	Immobilisations corporelles					
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation					
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)					
10222	F.C.T.V.A.		125 342,54		125 342,54	
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés		1 001 815,82		1 001 815,82	
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	1 507 941,00	1 127 158,36		1 127 158,36	380 782,64
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)					
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations					
2748	Autres prêts		5 256,37		5 256,37	
276341	Communes membres du GFP		42 087,58		42 087,58	
276351	GFP de rattachement		151 238,98		151 238,98	

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
276358	Autres groupements		16 487,50		16 487,50	
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	209 813,00	215 070,43		215 070,43	-5 257,43
total chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	-1 201,00				
45823	Opération pour compte tiers n° 45823	79 710,00				79 710,00
45824	Opération pour compte tiers n° 45824	4 420,00	3 536,00		3 536,00	884,00
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	84 130,00	3 536,00		3 536,00	80 594,00
Total des recettes réelles d'investissement		**4 416 551,00**	**2 319 297,68**		**2 319 297,68**	**2 097 253,32**
total chapitre 021	*Virement de la section de fonctionnement*	*2 731 038,00*				
192	*Plus ou moins-values sur cessions d'immobilisations*		*1 200,00*		*1 200,00*	
21828	*Autres matériels de transport*		*1 354,16*		*1 354,16*	
2802	*Frais d'études, d'élaboration, de modifications et de révisions des documents d'urbanisme*		*32 977,31*		*32 977,31*	
28031	*Frais d'études*		*10 344,00*		*10 344,00*	
28033	*Frais d'insertion*		*172,80*		*172,80*	
2804131	*Biens mobiliers, matériel et études*		*3 701,48*		*3 701,48*	
28041411	*Biens mobiliers, matériel et études*		*600,00*		*600,00*	
28041412	*Bâtiments et installations*		*140 079,01*		*140 079,01*	
28041511	*Biens mobiliers, matériel et études*		*1 291,70*		*1 291,70*	
28041581	*Biens mobiliers, matériel et études*		*61 756,38*		*61 756,38*	
2804181	*Biens mobiliers, matériel et études*		*1 006,84*		*1 006,84*	
2804182	*Bâtiments et installations*		*696,00*		*696,00*	
280421	*Biens mobiliers, matériel et études*		*214,73*		*214,73*	
280422	*Bâtiments et installations*		*139 178,93*		*139 178,93*	
28046	*Attributions de compensation d'investissement*		*191 839,82*		*191 839,82*	
2805	*Concessions, brevets, licences, droits et valeurs similaires*		*12 543,56*		*12 543,56*	
28088	*Autres immobilisations incorporelles*		*360,00*		*360,00*	

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*		*354,36*		*354,36*	
28128	*Autres agencements et aménagements*		*83 148,91*		*83 148,91*	
281311	*Bâtiments administratifs*		*21 128,00*		*21 128,00*	
281318	*Autres bâtiments publics*		*68 540,95*		*68 540,95*	
281321	*Immeubles de rapport*		*882,28*		*882,28*	
281351	*Bâtiments publics*		*17 332,39*		*17 332,39*	
28138	*Autres constructions*		*302 083,75*		*302 083,75*	
28141	*Constructions sur sol d'autrui - Bâtiments publics*		*685,52*		*685,52*	
28148	*Constructions sur sol d'autrui - Autres constructions*		*41 281,72*		*41 281,72*	
28151	*Réseaux de voirie*		*1 510,80*		*1 510,80*	
28152	*Installations de voirie*		*53 451,30*		*53 451,30*	
281533	*Réseaux câblés*		*528,00*		*528,00*	
281534	*Réseaux d'électrification*		*1 440,00*		*1 440,00*	
281538	*Autres réseaux*		*41 419,46*		*41 419,46*	
2815731	*Matériel roulant*		*113,02*		*113,02*	
2815738	*Autre matériel et outillage de voirie*		*1 660,00*		*1 660,00*	
28158	*Autres installations, matériel et outillage techniques*		*66 767,50*		*66 767,50*	
281721	*Plantations d'arbres et arbustes*		*174,00*		*174,00*	
281728	*Autres agencements et aménagements*		*4 488,00*		*4 488,00*	
2817311	*Bâtiments administratifs*		*9 721,00*		*9 721,00*	
281735	*Installations générales, agencements, aménagements des constructions*		*305 115,00*		*305 115,00*	
281751	*Réseaux de voirie*		*95,00*		*95,00*	
281752	*Installations de voirie*		*18 400,00*		*18 400,00*	
2817534	*Réseaux d'électrification*		*1 308,00*		*1 308,00*	
281758	*Autres installations, matériel et outillage techniques*		*1 261,01*		*1 261,01*	
2817848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*		*903,00*		*903,00*	

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
281788	*Autres*		*59,00*		*59,00*	
28181	*Installations générales, agencements et aménagements divers*		*13 701,78*		*13 701,78*	
281828	*Autres matériels de transport*		*49 763,77*		*49 763,77*	
281838	*Autre matériel informatique*		*25 186,81*		*25 186,81*	
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*		*27 650,36*		*27 650,36*	
28185	*Matériel de téléphonie*		*2 529,33*		*2 529,33*	
28188	*Autres*		*54 449,27*		*54 449,27*	
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*1 816 532,16*	*1 816 450,01*		*1 816 450,01*	*82,15*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*79 290,00*				*79 290,00*
Total des recettes d'ordre en investissement		***4 626 860,16***	***1 816 450,01***		***1 816 450,01***	***2 810 410,15***
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**9 043 411,16**	**4 135 747,69**		**4 135 747,69**	**4 907 663,47**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté						
Total des recettes de la section d'investissement		**9 043 411,16**	**4 135 747,69**		**4 135 747,69**	**4 907 663,47**

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

Cet état ne contient pas d'information.

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6042	Achats de prestations de services (autres que terrains à aménager)		72 585,37		72 585,37	
60611	Eau et assainissement		19 686,71		19 686,71	
60612	Énergie - Électricité		82 594,04	857,35	81 736,69	
60621	Combustibles		28 358,38	1 815,16	26 543,22	
60622	Carburants		40 269,50	189,00	40 080,50	
60623	Alimentation		11 955,58		11 955,58	
60624	Produits de traitement		2 407,19		2 407,19	
60628	Autres fournitures non stockées		939,49		939,49	
60631	Fournitures d'entretien		10 927,28		10 927,28	
60632	Fournitures de petit équipement		38 544,02	1 550,73	36 993,29	
60636	Habillement et Vêtements de travail		21 526,04	1 237,90	20 288,14	
6064	Fournitures administratives		11 372,54	322,20	11 050,34	
6068	Autres matières et fournitures.		352,29	50,00	302,29	
611	Contrats de prestations de services		169 243,17	8 186,40	161 056,77	
6132	Locations immobilières		44 723,74		44 723,74	
61351	Matériel roulant		62 478,85	2 111,32	60 367,53	
61358	Autres		6 916,51		6 916,51	
614	Charges locatives et de copropriété		5 222,62	805,33	4 417,29	
61521	Terrains		13 268,00		13 268,00	
615221	Bâtiments publics		20 582,45	2 223,47	18 358,98	
615228	Autres bâtiments		5 452,50		5 452,50	
615231	Voiries		8 777,15		8 777,15	
615232	Réseaux		9 245,34		9 245,34	
61551	Matériel roulant		51 786,16		51 786,16	
61558	Autres biens mobiliers		7 970,18	1 792,00	6 178,18	
6156	Maintenance		93 509,96	2 776,46	90 733,50	

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée — D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6161	Multirisques		74 199,72	427,20	73 772,52	
617	Études et recherches		54 342,00	54 342,00		
6182	Documentation générale et technique		11 090,57	1 926,21	9 164,36	
6184	Versements à des organismes de formation		44 334,99		44 334,99	
6188	Autres frais divers		754,01		754,01	
6225	Indemnités au comptable et aux régisseurs		918,27		918,27	
62268	Autres honoraires, conseils...		35 805,60	6 480,00	29 325,60	
6227	Frais d'actes et de contentieux		1 054,65		1 054,65	
6228	Divers		2 028,00		2 028,00	
6231	Annonces et insertions		16 603,08		16 603,08	
6232	Fêtes et cérémonies		14 144,13	526,18	13 617,95	
6236	Catalogues et imprimés		25 968,32	9 576,00	16 392,32	
6237	Publications		1 125,92	1 125,92		
6238	Divers		22 056,73		22 056,73	
6247	Transports collectifs du personnel		80 097,07		80 097,07	
6251	Voyages, déplacements et missions		16 488,58		16 488,58	
6261	Frais d'affranchissement		20 623,38	4 354,42	16 268,96	
6262	Frais de télécommunications		20 975,11		20 975,11	
627	Services bancaires et assimilés.		1 377,92		1 377,92	
6281	Concours divers (cotisations...)		74 759,28		74 759,28	
6283	Frais de nettoyage des locaux		15 942,35		15 942,35	
628722	dotés de la personnalité morale		5 541,90	2 671,57	2 870,33	
62875	Aux communes membres du GFP		35 168,42		35 168,42	
62878	A des tiers		185 695,02		185 695,02	
6288	Autres		75 291,62		75 291,62	
63512	Taxes foncières		15 790,54	5 142,00	10 648,54	

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6354	Droits d'enregistrement et de timbre		570,76		570,76	
6358	Autres droits		789,53		789,53	
6378	Autres impôts, taxes et versements assimilés		220,00		220,00	
total chapitre 011	Charges à caractère général	2 097 671,00	1 694 452,53	110 488,82	1 583 963,71	513 707,29
62121	non dotés de la personnalité morale		2 671,57		2 671,57	
6215	Personnel affecté par la commune membre du GFP		39 984,56		39 984,56	
6218	Autre personnel extérieur		25 227,31	230,62	24 996,69	
6331	Versement mobilité		2 274,77		2 274,77	
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.		15 094,53		15 094,53	
6336	Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction publique territoriale		127 919,63		127 919,63	
6338	Autres impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations		8 815,78		8 815,78	
64111	Rémunération principale		1 599 746,68		1 599 746,68	
64112	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence		18 431,40		18 431,40	
64113	NBI		28 176,57		28 176,57	
64118	Autres indemnités.		403 609,48		403 609,48	
64131	Rémunérations		1 162 716,14		1 162 716,14	
64132	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence		2 598,58		2 598,58	
64138	Primes et autres indemnités		175 579,59		175 579,59	
64168	Autres emplois aidés		5 379,76		5 379,76	
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.		656 026,38		656 026,38	
6453	Cotisations aux caisses de retraite		631 259,89		631 259,89	
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C		53 207,75		53 207,75	
6455	Cotisations pour assurance du personnel		223 232,49		223 232,49	
6458	Cotisations aux autres organismes sociaux.		7 128,73		7 128,73	

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6474	Versements aux oeuvres sociales		41 522,00	1 078,00	40 444,00	
6475	Médecine du travail, pharmacie		12 716,26		12 716,26	
6478	Autres charges sociales diverses		93 456,00		93 456,00	
total chapitre 012	Charges de personnel et frais assimilés	5 338 546,00	5 336 775,85	1 308,62	5 335 467,23	3 078,77
7391118	Autres restitutions au titre des dégrèvements sur contributions directes		6 517,00		6 517,00	
739118	Autres reversements et restitutions sur contributions directes		1 696,17		1 696,17	
73918	Autres reversements et restitutions sur fiscalité locale		245 674,79		245 674,79	
739211	Attribution de compensation		8 477 010,56		8 477 010,56	
739221	FNGIR		1 258 251,00		1 258 251,00	
7392221	Fonds de péréquation des ressources communales et intercommunales		240 689,00		240 689,00	
total chapitre 014	Atténuations de produits	10 285 689,00	10 229 838,52		10 229 838,52	55 850,48
total chapitre 016	APA					
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI					
65311	Indemnités de fonction		221 339,76		221 339,76	
65312	Frais de mission et de déplacement		5 151,82		5 151,82	
65313	Cotisations de retraite		11 385,35		11 385,35	
65314	Cotisations de sécurité sociale - part patronale		18 426,28		18 426,28	
653172	Cotisations au fonds de financement de l'allocation de fin de mandat		430,10		430,10	
6541	Créances admises en non-valeur		80,49		80,49	
6561	Organismes de regroupement		353 756,05		353 756,05	
65733	Départements		4 721,12		4 721,12	
657358	Autres groupements		94 353,00	46 335,00	48 018,00	
65736211	non dotés de la personnalité morale		43 680,10		43 680,10	
65741	Ménages		4 600,00		4 600,00	

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	**D1**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
65742	Entreprises		16 194,50		16 194,50	
65748	Autres personnes de droit privé		753 807,02		753 807,02	
65811	Droits d'utilisation - informatique en nuage		89 249,57	825,00	88 424,57	
6584	Amendes fiscales et pénales		68,00		68,00	
65883	Déficits sur opérations de gestion		73,28		73,28	
65888	Autres		195 684,57		195 684,57	
total chapitre 65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	3 278 114,00	1 813 001,01	47 160,00	1 765 841,01	1 512 272,99
total chapitre 6586	Frais de fonctionnement des groupes d'élus (1)					
Total des dépenses de gestion des services		**21 000 020,00**	**19 074 067,91**	**158 957,44**	**18 915 110,47**	**2 084 909,53**
66111	Intérêts réglés à l'échéance		73 901,92		73 901,92	
66112	Intérêts - rattachement des ICNE			28 784,96	-28 784,96	
661131	aux communes membres du GFP		3 441,53		3 441,53	
total chapitre 66	Charges financières	67 291,00	77 343,45	28 784,96	48 558,49	18 732,51
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)		12 029,83		12 029,83	
total chapitre 67	Charges spécifiques	12 716,00	12 029,83		12 029,83	686,17
6815	Dotations aux provisions pour risques et charges de fonctionnement		104 000,00		104 000,00	
6817	Dotations aux dépréciations des actifs circulants		1 479,00		1 479,00	
total chapitre 68	Dotations aux provisions	105 479,00	105 479,00		105 479,00	
Total des dépenses réelles et mixtes		**21 185 506,00**	**19 268 920,19**	**187 742,40**	**19 081 177,79**	**2 104 328,21**
total chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*2 731 038,00*				
675	*Valeurs comptables des immobilisations cédées*		*1 354,16*		*1 354,16*	
6761	*Différences sur réalisations (positives) transférées en investissement*		*1 200,00*		*1 200,00*	
6811	*Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles*		*1 813 895,85*		*1 813 895,85*	
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*1 816 532,16*	*1 816 450,01*		*1 816 450,01*	*82,15*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	**D1**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*					
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***4 547 570,16***	***1 816 450,01***		***1 816 450,01***	***2 731 120,15***
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**25 733 076,16**	**21 085 370,20**	**187 742,40**	**20 897 627,80**	**4 835 448,36**
002 Résultat de fonctionnement reporté						
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**25 733 076,16**	**21 085 370,20**	**187 742,40**	**20 897 627,80**	**4 835 448,36**

(1) Collectivités de plus de 100 000 habitants

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6419	Remboursements sur rémunérations du personnel		154 045,98		154 045,98	
6479	Remboursements sur autres charges sociales		46 219,00		46 219,00	
total chapitre 013	Atténuations de charges	106 400,76	200 264,98		200 264,98	-93 864,22
total chapitre 016	APA					
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI					
70321	Droits de stationnement et de location sur la voie publique		5 081,93		5 081,93	
70323	Redevance d'occupation du domaine public		1 100,00		1 100,00	
7034	Droits de péage, droits de passage, droits de pesage, mesurage et jaugeage		5 592,27		5 592,27	
70388	Autres redevances et recettes diverses		3 186,50		3 186,50	
7062	Redevances et droits des services à caractère culturel		96 362,16	14 971,01	81 391,15	
70632	A caractère de loisirs		186 477,66		186 477,66	
7066	Redevances et droits des services à caractère social		85 010,97		85 010,97	
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)		6 327,00	100,00	6 227,00	
70841	à la collectivité de rattachement		167 305,34		167 305,34	
70845	aux communes membres du GFP		335 622,33		335 622,33	
70848	aux autres organismes		25 114,60		25 114,60	
708722	dotés de la personnalité morale		31 836,34		31 836,34	
70875	par les communes membres du GFP		207 610,57	32 370,00	175 240,57	
70878	par des tiers		61 348,74		61 348,74	
total chapitre 70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	1 200 012,00	1 217 976,41	47 441,01	1 170 535,40	29 476,60
732221	Fonds de péréquation des ressources communales et intercommunales		224 384,00		224 384,00	
7351	Fraction compensatoire de la TFPB et de la taxe d'habitation sur les résidences principales		2 768 652,00		2 768 652,00	
7352	Fraction compensatoire de la CVAE		1 539 712,00		1 539 712,00	

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 73	Impôts et taxes (sauf 731)	4 523 731,00	4 532 748,00		4 532 748,00	-9 017,00
73111	Impôts directs locaux		7 405 750,00		7 405 750,00	
73113	Taxe sur les surfaces commerciales		369 011,00		369 011,00	
73114	Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux		1 072 282,00		1 072 282,00	
73136	Taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations		802 214,00		802 214,00	
73158	Autres taxes liées aux transports, aux véhicules et aux droits de stationnement		44 035,00		44 035,00	
731721	Taxe de séjour		387 526,96	85 907,46	301 619,50	
total chapitre 731	Fiscalité locale	9 769 840,00	10 080 818,96	85 907,46	9 994 911,50	-225 071,50
741124	Dotation d'intercommunalité des EPCI		490 451,00		490 451,00	
741126	Dotation de compensation des EPCI		684 193,00		684 193,00	
744	FCTVA		116 594,48		116 594,48	
74611	DGD		40 000,00		40 000,00	
74718	Autres		376 460,45	17 646,00	358 814,45	
7472	Régions		86 136,27	81 336,28	4 799,99	
7473	Départements		92 430,00	9 750,00	82 680,00	
74758	Autres groupements		15 788,36		15 788,36	
74771	Fonds social européen		13 749,63	13 749,63		
74773	FEADER		295 917,90	191 192,66	104 725,24	
747888	Autres		265 847,53	153 722,95	112 124,58	
748312	D.C.R.T.P.		23 006,00		23 006,00	
74832	État - Compensation au titre de la Contribution Économique Territoriale (CVAE et CFE)		3 135 764,00		3 135 764,00	
74833	État - Compensation au titre des exonérations de taxes foncières		281 741,00		281 741,00	
74836	Attribution du fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle		6 460,14		6 460,14	
74888	Autres		82 600,00		82 600,00	

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 74	Dotations et participations	5 532 989,00	6 007 139,76	467 397,52	5 539 742,24	-6 753,24
752	Revenus des immeubles		117 302,70		117 302,70	
755	Dédits et pénalités perçus		21,19		21,19	
7584	Recouvrement sur créances admises en non valeur		0,01		0,01	
75883	Excédents sur opérations de gestion		82,08		82,08	
75888	Autres		68 773,03		68 773,03	
total chapitre 75	Autres produits de gestion courante	126 665,00	186 179,01		186 179,01	-59 514,01
Total des recettes de gestion des services		**21 259 637,76**	**22 225 127,12**	**600 745,99**	**21 624 381,13**	**-364 743,37**
76231	par les communes membres du GFP		5 960,77		5 960,77	
total chapitre 76	Produits financiers	5 961,00	5 960,77		5 960,77	0,23
773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs) ou atteints par la déchéance quadriennale		6 788,68		6 788,68	
775	Produits des cessions d'immobilisations		2 401,00		2 401,00	
total chapitre 77	Produits spécifiques	2 401,00	9 189,68		9 189,68	-6 788,68
7815	Reprises sur provisions pour risques et charges de fonctionnement courant		1 975,24		1 975,24	
total chapitre 78	Reprises sur provisions	9 487,00	1 975,24		1 975,24	7 511,76
Total des recettes réelles et mixtes		**21 277 486,76**	**22 242 252,81**	**600 745,99**	**21 641 506,82**	**-364 020,06**
722	*Immobilisations corporelles*		*11 115,91*		*11 115,91*	
7761	*Différences sur réalisations (négatives) reprises au compte de résultat*		*153,16*		*153,16*	
77681	*Neutralisation des amortissements*		*452 333,00*		*452 333,00*	
777	*Recettes et quote-part des subventions d'investissement transférées au compte de résultat*		*172 654,67*		*172 654,67*	
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*637 142,16*	*636 256,74*		*636 256,74*	*885,42*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*					

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***637 142,16***	***636 256,74***		***636 256,74***	***885,42***
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**21 914 628,92**	**22 878 509,55**	**600 745,99**	**22 277 763,56**	**-363 134,64**
002 Résultat de fonctionnement reporté		**3 818 447,24**				
Total des recettes de la section de fonctionnement		**25 733 076,16**	**22 878 509,55**	**600 745,99**	**22 277 763,56**	**3 455 312,60**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ					
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Subventions d'investissement versées		4 476 970,21	1 821 980,74	2 654 989,47	2 513 949,34
Autres immobilisations incorporelles		976 078,08	441 299,38	534 778,70	384 712,45
Immobilisations incorporelles en cours					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Terrains		3 237 580,37	1 085 599,07	2 151 981,30	1 874 355,30
Constructions		16 052 273,40	9 592 736,68	6 459 536,72	6 794 566,35
Réseaux et installations de voirie		2 983 813,97	131 932,03	2 851 881,94	2 819 767,19
Réseaux divers		7 417 825,67	6 620 424,60	797 401,07	827 603,57
Installations techniques, agencements et matériel		2 169 721,95	1 681 813,20	487 908,75	384 479,19
Immobilisations mises en concessions ou affermées		1 494 171,87		1 494 171,87	1 494 171,87
Autres		2 996 893,83	2 247 992,70	748 901,13	845 571,70
Immobilisations corporelles en cours		2 431 154,23		2 431 154,23	667 867,80
DROITS DE RETOUR RELATIFS AUX BIENS MIS A DISPOSITION OU AFFECTÉS		2 202 669,21		2 202 669,21	2 202 669,21
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES		2 413 408,38		2 413 408,38	2 574 054,91
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)		**48 852 561,17**	**23 623 778,40**	**25 228 782,77**	**23 383 768,88**
ACTIF CIRCULANT					
STOCKS					
CRÉANCES					
Créances sur des entités publiques, des organismes internationaux et la Commission européenne		312 009,24		312 009,24	421 926,55
Créances sur les redevables et comptes rattachés		199 726,76		199 726,76	530 644,81
Avances et acomptes versés par la collectivité					
Créances correspondant à des opérations pour compte de tiers		76 724,00		76 724,00	64 347,00
Créances sur budgets annexes					
Créances sur les autres débiteurs		2 678,52	3 884,54	-1 206,02	2 677,50
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE		6 119,75		6 119,75	6 756,87

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRÉSORERIE) (II)		**597 258,27**	**3 884,54**	**593 373,73**	**1 026 352,73**
TRÉSORERIE					
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT					
DISPONIBILITÉS		4 891 300,92		4 891 300,92	4 738 807,33
AUTRES					
TOTAL TRÉSORERIE (III)		**4 891 300,92**		**4 891 300,92**	**4 738 807,33**
COMPTES DE REGULARISATION (dont primes de remboursement des obligations) (IV)		257,52		257,52	104,24
ÉCARTS DE CONVERSION ACTIF (V)					
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)		**54 341 377,88**	**23 627 662,94**	**30 713 714,94**	**29 149 033,18**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES			
APPORTS NON RATTACHÉS A UN ACTIF DÉTERMINÉ			
Dotations		5 757 781,77	5 757 781,77
Fonds globalisés		5 737 348,11	5 612 005,57
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT			
Rattachées à un actif amortissable		2 145 042,34	1 405 062,14
Rattachées à un actif non amortissable		9 049 438,12	9 049 438,12
NEUTRALISATIONS ET RÉGULARISATIONS		-17 524 802,10	-17 063 804,86
RÉSERVES		10 468 506,30	9 466 690,48
REPORT A NOUVEAU		3 818 447,24	3 379 726,94
RÉSULTAT DE L'EXERCICE		1 380 135,76	1 440 536,12
DROITS DU CONCÉDANT ET DE L'AFFERMANT			
DROITS DE L'AFFECTANT ET DU REMETTANT		5 220 080,53	5 220 080,53
TOTAL FONDS PROPRES (I)		**26 051 978,07**	**24 267 516,81**
PASSIF			
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			
PROVISIONS POUR RISQUES		590 381,00	486 381,00
PROVISIONS POUR CHARGES		14 698,76	16 674,00
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)		**605 079,76**	**503 055,00**
DETTES FINANCIÈRES			
EMPRUNTS OBLIGATAIRES			
EMPRUNTS SOUSCRITS AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT		2 290 224,72	2 633 117,03
DETTES FINANCIÈRES ET AUTRES EMPRUNTS		128 818,59	154 813,80
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)		**2 419 043,31**	**2 787 930,83**
DETTES NON FINANCIÈRES			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		250 426,13	262 767,39
Dettes fiscales et sociales		23 593,96	17 787,33
Avances et acomptes reçus			
Dettes correspondant à des opérations pour compte de tiers		3 536,00	120 611,50

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
Fonds gérés par la collectivité			
Dettes sur budgets annexes		1 279 188,80	912 309,06
Autres dettes non financières		51 883,42	104 698,46
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE			
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)		**1 608 628,31**	**1 418 173,74**
TRÉSORERIE			
AUTRES ÉLÉMENTS DE TRÉSORERIE PASSIVE			
TOTAL TRÉSORERIE (4)			
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)		**4 632 751,38**	**4 709 159,57**
COMPTES DE RÉGULARISATION (III)		28 985,49	172 356,80
ÉCARTS DE CONVERSION PASSIF (IV)			
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV)		**30 713 714,94**	**29 149 033,18**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT				
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)				
Dotations de l'état		1 331 238,48	1 165 274,78	165 963,70
Participations		678 932,62	1 140 491,85	-461 559,23
Compensations, autres attributions et autres participations		3 529 571,14	3 459 660,75	69 910,39
Dons et legs				
Impôts et taxes		4 297 820,98	4 032 025,43	265 795,55
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE				
Ventes de biens ou prestations de services		1 170 535,40	1 048 680,80	121 854,60
Produits des cessions d'actifs		2 401,00	104 831,68	-102 430,68
Autres produits de gestion		192 967,69	228 464,57	-35 496,88
Production stockée et immobilisée		11 115,91	32 114,76	-20 998,85
AUTRES PRODUITS				
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges		1 975,24		1 975,24
Reprises du financement rattaché à un actif		172 654,67	106 113,58	66 541,09
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions		452 333,00	394 759,00	57 574,00
Neutralisation des moins-values de cession		153,16	2 386,59	-2 233,43
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT (I)		**11 841 699,29**	**11 714 803,79**	**126 895,50**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Achats et charges externes		1 639 387,70	1 716 999,72	-77 612,02
Charges de personnel		4 913 444,72	4 702 220,45	211 224,27
Dont salaires, traitements et rémunérations diverses		*3 242 192,22*	*3 141 351,54*	*100 840,68*
Dont charges sociales		*1 671 252,50*	*1 560 868,91*	*110 383,59*
Indemnités des élus (et membres du CESR)		256 733,31	256 154,94	578,37
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)		296 360,74	243 774,94	52 585,80
Impôts et taxes		166 333,54	155 845,92	10 487,62
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions		1 919 374,85	1 851 274,12	68 100,73
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés		1 354,16	81 853,27	-80 499,11
Neutralisation des dépréciations et provisions				

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
Neutralisation des plus-values de cession		1 200,00	25 365,00	-24 165,00
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)		**9 194 189,02**	**9 033 488,36**	**160 700,66**
CHARGES D'INTERVENTION				
Dispositifs d'intervention pour compte propre		1 224 776,79	1 161 345,69	63 431,10
Dont ménages		*4 600,00*	*12 200,00*	*-7 600,00*
Dont personnes morales de droit privé		*770 001,52*	*776 165,77*	*-6 164,25*
Dont collectivités territoriales		*4 721,12*	*4 607,88*	*113,24*
Dont autres organismes publics		*445 454,15*	*368 372,04*	*77 082,11*
Dont établissements d'enseignement				
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de la collectivité				
Autres charges				
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)		**1 224 776,79**	**1 161 345,69**	**63 431,10**
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)		**1 422 733,48**	**1 519 969,74**	**-97 236,26**
PRODUITS FINANCIERS				
Produits des participations et des prêts				
Produits des valeurs mobilières de placement				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Autres produits financiers		5 960,77	7 519,69	-1 558,92
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions financières et transferts de charges				
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)		**5 960,77**	**7 519,69**	**-1 558,92**
CHARGES FINANCIERES				
Charges d'intérêts		48 558,49	86 953,31	-38 394,82
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Autres charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions financières				
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)		**48 558,49**	**86 953,31**	**-38 394,82**
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)		**-42 597,72**	**-79 433,62**	**36 835,90**
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)		**1 380 135,76**	**1 440 536,12**	**-60 400,36**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Annexe	**C**

L’annexe est une pièce jointe au compte financier unique pour les collectivités ayant recours à la certification des comptes.

Pour les autres collectivités, cet état est SANS OBJET.

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1021	Dotations		5 757 781,77						5 757 781,77		5 757 781,77
10222	F.C.T.V.A.		5 392 497,12				125 342,54		5 517 839,66		5 517 839,66
10228	Autres fonds d'investissement		219 508,45						219 508,45		219 508,45
	Sous Total compte 1022		**5 612 005,57**				**125 342,54**		**5 737 348,11**		**5 737 348,11**
1027	Mise à disposition (chez le bénéficiaire		4 640 105,88						4 640 105,88		4 640 105,88
	Sous Total compte 102		**16 009 893,22**				**125 342,54**		**16 135 235,76**		**16 135 235,76**
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés		9 466 690,48				1 001 815,82		10 468 506,30		10 468 506,30
	Sous Total compte 106		**9 466 690,48**				**1 001 815,82**		**10 468 506,30**		**10 468 506,30**
	Sous Total compte 10		**25 476 583,70**				**1 127 158,36**		**26 603 742,06**		**26 603 742,06**
110	Report à nouveau (solde créditeur)		3 379 726,94	1 001 815,82	1 440 536,12			1 001 815,82	4 820 263,06		3 818 447,24
	Sous Total compte 11		**3 379 726,94**	**1 001 815,82**	**1 440 536,12**			**1 001 815,82**	**4 820 263,06**		**3 818 447,24**
12	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (Excédentaire ou		1 440 536,12	1 440 536,12				1 440 536,12	1 440 536,12		
	Sous Total compte 12		**1 440 536,12**	**1 440 536,12**				**1 440 536,12**	**1 440 536,12**		
1311	État et établissements nationaux		366 604,58	19 000,00		31 526,51	444 615,00	50 526,51	811 219,58		760 693,07
1312	Régions		393 225,00	3 871,50			36 409,00	3 871,50	429 634,00		425 762,50
1313	Départements		407 322,49				122 721,87		530 044,36		530 044,36
13141	Communes membres du GFP		8 215,85						8 215,85		8 215,85
	Sous Total compte 1314		**8 215,85**						**8 215,85**		**8 215,85**
13158	Autres groupements						337 528,21		337 528,21		337 528,21
	Sous Total compte 1315						**337 528,21**		**337 528,21**		**337 528,21**
13173	FEADER						12 614,00		12 614,00		12 614,00
13178	Autres fonds européens		50 563,23						50 563,23		50 563,23

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 1317		**50 563,23**				**12 614,00**		**63 177,23**		**63 177,23**
1318	Autres		170 277,12				11 536,50		181 813,62		181 813,62
	Sous Total compte 131		**1 396 208,27**	**22 871,50**		**31 526,51**	**965 424,58**	**54 398,01**	**2 361 632,85**		**2 307 234,84**
1321	État et établissements nationaux		1 362 904,01						1 362 904,01		1 362 904,01
1322	Régions		1 974 802,45						1 974 802,45		1 974 802,45
1323	Départements		1 683 593,70						1 683 593,70		1 683 593,70
13241	Communes membres du GFP		301 351,97						301 351,97		301 351,97
13248	Autres communes		152 449,02						152 449,02		152 449,02
	Sous Total compte 1324		**453 800,99**						**453 800,99**		**453 800,99**
13258	Autres groupements		183 959,41						183 959,41		183 959,41
	Sous Total compte 1325		**183 959,41**						**183 959,41**		**183 959,41**
1326	Autres établissements publics locaux		126 637,42						126 637,42		126 637,42
13278	Autres fonds européens		604 259,05						604 259,05		604 259,05
	Sous Total compte 1327		**604 259,05**						**604 259,05**		**604 259,05**
1328	Autres		648 518,33						648 518,33		648 518,33
	Sous Total compte 132		**7 038 475,36**						**7 038 475,36**		**7 038 475,36**
13361	Dotation d'équipement des territoires ru		321 030,07				1 608,30		322 638,37		322 638,37
	Sous Total compte 1336		**321 030,07**				**1 608,30**		**322 638,37**		**322 638,37**
1338	Autres		102 952,79						102 952,79		102 952,79
	Sous Total compte 133		**423 982,86**				**1 608,30**		**425 591,16**		**425 591,16**
1345	Amendes de radars automatiques et amende		7 966,00						7 966,00		7 966,00
13461	Dotation d'équipement des territoires ru		282 018,06						282 018,06		282 018,06

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 1346		**282 018,06**						**282 018,06**		**282 018,06**
1348	Autres		33 571,32						33 571,32		33 571,32
	Sous Total compte 134		**323 555,38**						**323 555,38**		**323 555,38**
1381	État et établissements nationaux		299 759,14						299 759,14		299 759,14
1382	Régions		103 987,54						103 987,54		103 987,54
1383	Départements		963 616,92						963 616,92		963 616,92
1384	Communes		40 709,09						40 709,09		40 709,09
1385	Groupements de collectivités et collecti		54,48						54,48		54,48
13878	Autres fonds européens		33 973,98						33 973,98		33 973,98
	Sous Total compte 1387		**33 973,98**						**33 973,98**		**33 973,98**
1388	Autres		245 306,23						245 306,23		245 306,23
	Sous Total compte 138		**1 687 407,38**						**1 687 407,38**		**1 687 407,38**
13911	État et établissements nationaux	53 013,40				24 301,51		77 314,91		77 314,91	
13912	Régions	149 331,38				39 028,10		188 359,48		188 359,48	
13913	Départements	100 786,23				56 257,49		157 043,72		157 043,72	
139141	Communes membres du GFP	3 387,27				821,58		4 208,85		4 208,85	
	Sous Total compte 13914	**3 387,27**				**821,58**		**4 208,85**		**4 208,85**	
139178	Autres fonds européens	8 394,48				2 167,48		10 561,96		10 561,96	
	Sous Total compte 13917	**8 394,48**				**2 167,48**		**10 561,96**		**10 561,96**	
13918	Autres	25 253,60				5 916,01		31 169,61		31 169,61	
	Sous Total compte 1391	**340 166,36**				**128 492,17**		**468 658,53**		**468 658,53**	
139361	Dotation d'équipement des territoires ru	46 162,63				23 571,94		69 734,57		69 734,57	

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 13936	**46 162,63**				**23 571,94**		**69 734,57**		**69 734,57**	
13938	Autres	28 800,00				20 590,56		49 390,56		49 390,56	
	Sous Total compte 1393	**74 962,63**				**44 162,50**		**119 125,13**		**119 125,13**	
	Sous Total compte 139	**415 128,99**				**172 654,67**		**587 783,66**		**587 783,66**	
	Sous Total compte 13	**415 128,99**	**10 869 629,25**	**22 871,50**		**204 181,18**	**967 032,88**	**642 181,67**	**11 836 662,13**		**11 194 480,46**
15111	Provisions pour litiges et contentieux (		286 381,00	205 000,00	4 000,00			205 000,00	290 381,00		85 381,00
	Sous Total compte 1511		**286 381,00**	**205 000,00**	**4 000,00**			**205 000,00**	**290 381,00**		**85 381,00**
15181	Autres provisions pour risques (non budg		200 000,00		305 000,00				505 000,00		505 000,00
	Sous Total compte 1518		**200 000,00**		**305 000,00**				**505 000,00**		**505 000,00**
	Sous Total compte 151		**486 381,00**	**205 000,00**	**309 000,00**			**205 000,00**	**795 381,00**		**590 381,00**
1581	Autres provisions pour charges (non budg		16 674,00	1 975,24				1 975,24	16 674,00		14 698,76
	Sous Total compte 158		**16 674,00**	**1 975,24**				**1 975,24**	**16 674,00**		**14 698,76**
	Sous Total compte 15		**503 055,00**	**206 975,24**	**309 000,00**			**206 975,24**	**812 055,00**		**605 079,76**
1641	Emprunts en euros		2 514 593,00			302 851,96		302 851,96	2 514 593,00		2 211 741,04
16441	Opérations afférentes à l'emprunt		89 739,07			11 255,39		11 255,39	89 739,07		78 483,68
	Sous Total compte 1644		**89 739,07**			**11 255,39**		**11 255,39**	**89 739,07**		**78 483,68**
	Sous Total compte 164		**2 604 332,07**			**314 107,35**		**314 107,35**	**2 604 332,07**		**2 290 224,72**
165	Dépôts et cautionnements reçus		3 345,04			2 550,00	6 500,00	2 550,00	9 845,04		7 295,04
168741	Communes membres du GFP		148 498,85			29 945,22		29 945,22	148 498,85		118 553,63
	Sous Total compte 16874		**148 498,85**			**29 945,22**		**29 945,22**	**148 498,85**		**118 553,63**
168758	Autres groupements		2 969,91				0,01		2 969,92		2 969,92
	Sous Total compte 16875		**2 969,91**				**0,01**		**2 969,92**		**2 969,92**

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 1687		**151 468,76**			**29 945,22**	**0,01**	**29 945,22**	**151 468,77**		**121 523,55**
16884	Intérêts courus sur emprunts auprès des		28 784,96	28 784,96				28 784,96	28 784,96		
	Sous Total compte 1688		**28 784,96**	**28 784,96**				**28 784,96**	**28 784,96**		
	Sous Total compte 168		**180 253,72**	**28 784,96**		**29 945,22**	**0,01**	**58 730,18**	**180 253,73**		**121 523,55**
	Sous Total compte 16		**2 787 930,83**	**28 784,96**		**346 602,57**	**6 500,01**	**375 387,53**	**2 794 430,84**		**2 419 043,31**
181	Compte de liaison : affectation à... (bu	704 733,37						704 733,37		704 733,37	
	Sous Total compte 18	**704 733,37**						**704 733,37**		**704 733,37**	
192	Plus ou moins-values sur cessions d'immo	1 518 535,81				153,16	1 200,00	1 518 688,97	1 200,00	1 517 488,97	
193	Autres neutralisations et régularisation	14 572 725,40		32 582,58	22 871,50			14 605 307,98	22 871,50	14 582 436,48	
198	Neutralisation des amortissements	972 543,65				452 333,00		1 424 876,65		1 424 876,65	
	Sous Total compte 19	**17 063 804,86**		**32 582,58**	**22 871,50**	**452 486,16**	**1 200,00**	**17 548 873,60**	**24 071,50**	**17 524 802,10**	
	Total classe 1	**18 183 667,22**	**44 457 461,84**	**2 733 566,22**	**1 772 407,62**	**1 003 269,91**	**2 101 891,25**	**21 920 503,35**	**48 331 760,71**	**18 817 319,13**	**45 228 576,49**
202	Frais d'études, d'élaboration, de modifi	295 401,06				67 191,00		362 592,06		362 592,06	
2031	Frais d'études	201 236,00				111 878,44		313 114,44		313 114,44	
2033	Frais d'insertion	4 032,00				5 022,00		9 054,00		9 054,00	
	Sous Total compte 203	**205 268,00**				**116 900,44**		**322 168,44**		**322 168,44**	
204131	Biens mobiliers, matériel et études	20 148,22				2 534,32		22 682,54		22 682,54	
	Sous Total compte 20413	**20 148,22**				**2 534,32**		**22 682,54**		**22 682,54**	
2041411	Biens mobiliers, matériel et études	9 000,00						9 000,00		9 000,00	
2041412	Bâtiments et installations	1 306 668,11			312 461,87	186 813,48		1 493 481,59	312 461,87	1 181 019,72	
	Sous Total compte 204141	**1 315 668,11**			**312 461,87**	**186 813,48**		**1 502 481,59**	**312 461,87**	**1 190 019,72**	

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 20414	**1 315 668,11**			**312 461,87**	**186 813,48**		**1 502 481,59**	**312 461,87**	**1 190 019,72**	
2041511	Biens mobiliers, matériel et études	19 372,37			495,00			19 372,37	495,00	18 877,37	
	Sous Total compte 204151	**19 372,37**			**495,00**			**19 372,37**	**495,00**	**18 877,37**	
2041581	Biens mobiliers, matériel et études	322 511,69			26 876,19	162 733,88		485 245,57	26 876,19	458 369,38	
	Sous Total compte 204158	**322 511,69**			**26 876,19**	**162 733,88**		**485 245,57**	**26 876,19**	**458 369,38**	
	Sous Total compte 20415	**341 884,06**			**27 371,19**	**162 733,88**		**504 617,94**	**27 371,19**	**477 246,75**	
204181	Biens mobiliers, matériel et études	15 111,22						15 111,22		15 111,22	
204182	Bâtiments et installations	10 382,00			4 774,00			10 382,00	4 774,00	5 608,00	
	Sous Total compte 20418	**25 493,22**			**4 774,00**			**25 493,22**	**4 774,00**	**20 719,22**	
	Sous Total compte 2041	**1 703 193,61**			**344 607,06**	**352 081,68**		**2 055 275,29**	**344 607,06**	**1 710 668,23**	
20421	Biens mobiliers, matériel et études	3 132,00			1 761,00			3 132,00	1 761,00	1 371,00	
20422	Bâtiments et installations	679 782,64			75 354,00	67 726,34		747 508,98	75 354,00	672 154,98	
	Sous Total compte 2042	**682 914,64**			**77 115,00**	**67 726,34**		**750 640,98**	**77 115,00**	**673 525,98**	
2046	Attributions de compensation d'investiss	1 831 179,00				261 597,00		2 092 776,00		2 092 776,00	
	Sous Total compte 204	**4 217 287,25**			**421 722,06**	**681 405,02**		**4 898 692,27**	**421 722,06**	**4 476 970,21**	
2051	Concessions et droits similaires	263 269,51			43 260,09			263 269,51	43 260,09	220 009,42	
	Sous Total compte 205	**263 269,51**			**43 260,09**			**263 269,51**	**43 260,09**	**220 009,42**	
2088	Autres immobilisations incorporelles	48 935,68				23 050,00	677,52	71 985,68	677,52	71 308,16	
	Sous Total compte 208	**48 935,68**				**23 050,00**	**677,52**	**71 985,68**	**677,52**	**71 308,16**	
	Sous Total compte 20	**5 030 161,50**			**464 982,15**	**888 546,46**	**677,52**	**5 918 707,96**	**465 659,67**	**5 453 048,29**	
2111	Terrains nus	242 137,18				5 220,34		247 357,52		247 357,52	

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2112	Terrains de voirie	6 149,60						6 149,60		6 149,60	
2113	Terrains aménagés autres que voirie	385 709,72						385 709,72		385 709,72	
2115	Terrains bâtis	175 300,52				303 886,38		479 186,90		479 186,90	
2118	Autres terrains	857,26						857,26		857,26	
	Sous Total compte 211	**810 154,28**				**309 106,72**		**1 119 261,00**		**1 119 261,00**	
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	48 768,65						48 768,65		48 768,65	
2128	Autres agencements et aménagements	1 368 440,15				56 684,55		1 425 124,70		1 425 124,70	
	Sous Total compte 212	**1 417 208,80**				**56 684,55**		**1 473 893,35**		**1 473 893,35**	
21311	Bâtiments administratifs	687 993,28						687 993,28		687 993,28	
21318	Autres bâtiments publics	1 539 866,45				352 010,65		1 891 877,10		1 891 877,10	
	Sous Total compte 2131	**2 227 859,73**				**352 010,65**		**2 579 870,38**		**2 579 870,38**	
21321	Immeubles de rapport	17 565,36						17 565,36		17 565,36	
	Sous Total compte 2132	**17 565,36**						**17 565,36**		**17 565,36**	
21351	Bâtiments publics	492 957,13				74 075,73		567 032,86		567 032,86	
	Sous Total compte 2135	**492 957,13**				**74 075,73**		**567 032,86**		**567 032,86**	
2138	Autres constructions	6 780 501,30				2 285,00		6 782 786,30		6 782 786,30	
	Sous Total compte 213	**9 518 883,52**				**428 371,38**		**9 947 254,90**		**9 947 254,90**	
2141	Constructions sur sol d'autrui - Bâtimen	13 718,16						13 718,16		13 718,16	
2148	Constructions sur sol d'autrui - Autres	1 228 228,96						1 228 228,96		1 228 228,96	
	Sous Total compte 214	**1 241 947,12**						**1 241 947,12**		**1 241 947,12**	
2151	Réseaux de voirie	2 172 941,84						2 172 941,84		2 172 941,84	
2152	Installations de voirie	427 877,62				105 571,85		533 449,47		533 449,47	

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
21531	Réseaux d'adduction d'eau	3 129 382,96						3 129 382,96		3 129 382,96	
21533	Réseaux câblés	128 980,64						128 980,64		128 980,64	
21534	Réseaux d'électrification	10 468,04				2 080,00		12 548,04		12 548,04	
21538	Autres réseaux	4 114 884,34				12 412,96		4 127 297,30		4 127 297,30	
	Sous Total compte 2153	**7 383 715,98**				**14 492,96**		**7 398 208,94**		**7 398 208,94**	
21561	Matériel roulant	1 807,37						1 807,37		1 807,37	
21568	Autre matériel et outillage d'incendie e	3 333,87						3 333,87		3 333,87	
	Sous Total compte 2156	**5 141,24**						**5 141,24**		**5 141,24**	
215731	Matériel roulant	117 798,98			11 595,51			117 798,98	11 595,51	106 203,47	
215738	Autre matériel et outillage de voirie	23 219,42						23 219,42		23 219,42	
	Sous Total compte 21573	**141 018,40**			**11 595,51**			**141 018,40**	**11 595,51**	**129 422,89**	
	Sous Total compte 2157	**141 018,40**			**11 595,51**			**141 018,40**	**11 595,51**	**129 422,89**	
2158	Autres installations, matériel et outill	1 842 001,86				173 596,08	364,99	2 015 597,94	364,99	2 015 232,95	
	Sous Total compte 215	**11 972 696,94**			**11 595,51**	**293 660,89**	**364,99**	**12 266 357,83**	**11 960,50**	**12 254 397,33**	
21621	Biens sous-jacents	29 076,90						29 076,90		29 076,90	
	Sous Total compte 2162	**29 076,90**						**29 076,90**		**29 076,90**	
	Sous Total compte 216	**29 076,90**						**29 076,90**		**29 076,90**	
21721	Plantations d'arbres et arbustes	2 603,44						2 603,44		2 603,44	
21728	Autres agencements et aménagements	641 822,58						641 822,58		641 822,58	
	Sous Total compte 2172	**644 426,02**						**644 426,02**		**644 426,02**	
217311	Bâtiments administratifs	235 021,79						235 021,79		235 021,79	
217318	Autres bâtiments publics	28 939,23						28 939,23		28 939,23	

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 21731	**263 961,02**						**263 961,02**		**263 961,02**	
21735	Installations générales, agencements, am	4 595 740,76				3 369,60		4 599 110,36		4 599 110,36	
	Sous Total compte 2173	**4 859 701,78**				**3 369,60**		**4 863 071,38**		**4 863 071,38**	
21751	Réseaux de voirie	1 423,26						1 423,26		1 423,26	
21752	Installations de voirie	275 999,40						275 999,40		275 999,40	
217534	Réseaux d'électrification	19 616,73						19 616,73		19 616,73	
	Sous Total compte 21753	**19 616,73**						**19 616,73**		**19 616,73**	
21758	Autres installations, matériel et outill	19 924,87						19 924,87		19 924,87	
	Sous Total compte 2175	**316 964,26**						**316 964,26**		**316 964,26**	
217838	Autre matériel informatique	1 838,75						1 838,75		1 838,75	
	Sous Total compte 21783	**1 838,75**						**1 838,75**		**1 838,75**	
217848	Autres matériels de bureau et mobiliers	13 553,43						13 553,43		13 553,43	
	Sous Total compte 21784	**13 553,43**						**13 553,43**		**13 553,43**	
21788	Autres	588,85						588,85		588,85	
	Sous Total compte 2178	**15 981,03**						**15 981,03**		**15 981,03**	
	Sous Total compte 217	**5 837 073,09**				**3 369,60**		**5 840 442,69**		**5 840 442,69**	
2181	Installations générales, agencements et	268 617,67						268 617,67		268 617,67	
21828	Autres matériels de transport	738 968,06			812,49	56 335,30	1 354,16	795 303,36	2 166,65	793 136,71	
	Sous Total compte 2182	**738 968,06**			**812,49**	**56 335,30**	**1 354,16**	**795 303,36**	**2 166,65**	**793 136,71**	
21838	Autre matériel informatique	716 716,54		102 447,29	654 838,94	16 992,94		836 156,77	654 838,94	181 317,83	
	Sous Total compte 2183	**716 716,54**		**102 447,29**	**654 838,94**	**16 992,94**		**836 156,77**	**654 838,94**	**181 317,83**	
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	510 344,82		645,60	35 531,15	19 288,34		530 278,76	35 531,15	494 747,61	

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 2184	**510 344,82**		**645,60**	**35 531,15**	**19 288,34**		**530 278,76**	**35 531,15**	**494 747,61**	
2185	Matériel de téléphonie	24 528,51		5 501,93	18 559,54	1 257,64		31 288,08	18 559,54	12 728,54	
2188	Autres	1 183 652,27				17 635,27		1 201 287,54		1 201 287,54	
	Sous Total compte 218	**3 442 827,87**		**108 594,82**	**709 742,12**	**111 509,49**	**1 354,16**	**3 662 932,18**	**711 096,28**	**2 951 835,90**	
	Sous Total compte 21	**34 269 868,52**		**108 594,82**	**721 337,63**	**1 202 702,63**	**1 719,15**	**35 581 165,97**	**723 056,78**	**34 858 109,19**	
2313	Constructions	112 500,03				56 016,04		168 516,07		168 516,07	
2315	Installations, matériel et outillage tec					2 371,00		2 371,00		2 371,00	
2317	Immobilisations reçues au titre d'une mi	555 367,77				1 745 325,68	68 376,54	2 300 693,45	68 376,54	2 232 316,91	
	Sous Total compte 231	**667 867,80**				**1 803 712,72**	**68 376,54**	**2 471 580,52**	**68 376,54**	**2 403 203,98**	
238	Avances versées sur commandes d'immobili					27 950,25		27 950,25		27 950,25	
	Sous Total compte 23	**667 867,80**				**1 831 662,97**	**68 376,54**	**2 499 530,77**	**68 376,54**	**2 431 154,23**	
2418	Autres mises en concession	1 494 171,87						1 494 171,87		1 494 171,87	
	Sous Total compte 241	**1 494 171,87**						**1 494 171,87**		**1 494 171,87**	
2421	de la collectivité territoriale	1 224 974,87						1 224 974,87		1 224 974,87	
2424	des services départementaux d'incendie e	156 205,00						156 205,00		156 205,00	
	Sous Total compte 242	**1 381 179,87**						**1 381 179,87**		**1 381 179,87**	
246	Mises en affectation à un établissement	116 755,97						116 755,97		116 755,97	
2492	Mises à disposition dans le cadre du tra		579 974,65						579 974,65		579 974,65
	Sous Total compte 249		**579 974,65**						**579 974,65**		**579 974,65**
	Sous Total compte 24	**2 992 107,71**	**579 974,65**					**2 992 107,71**	**579 974,65**	**2 412 133,06**	
261	Titres de participation	71 803,95						71 803,95		71 803,95	

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 26	**71 803,95**						**71 803,95**		**71 803,95**	
271	Titres immobilisés (droits de propriété)	152,45				2 000,00		2 152,45		2 152,45	
2748	Autres prêts	13 009,37					5 256,37	13 009,37	5 256,37	7 753,00	
	Sous Total compte 274	**13 009,37**					**5 256,37**	**13 009,37**	**5 256,37**	**7 753,00**	
275	Dépôts et cautionnements versés	4 931,00						4 931,00		4 931,00	
276341	Communes membres du GFP	204 935,43					42 087,58	204 935,43	42 087,58	162 847,85	
	Sous Total compte 27634	**204 935,43**					**42 087,58**	**204 935,43**	**42 087,58**	**162 847,85**	
276351	GFP de rattachement	411 238,98					151 238,98	411 238,98	151 238,98	260 000,00	
276358	Autres groupements	16 487,50					16 487,50	16 487,50	16 487,50		
	Sous Total compte 27635	**427 726,48**					**167 726,48**	**427 726,48**	**167 726,48**	**260 000,00**	
27638	Autres établissements publics	1 851 496,23				52 423,90		1 903 920,13		1 903 920,13	
	Sous Total compte 2763	**2 484 158,14**				**52 423,90**	**209 814,06**	**2 536 582,04**	**209 814,06**	**2 326 767,98**	
	Sous Total compte 276	**2 484 158,14**				**52 423,90**	**209 814,06**	**2 536 582,04**	**209 814,06**	**2 326 767,98**	
	Sous Total compte 27	**2 502 250,96**				**54 423,90**	**215 070,43**	**2 556 674,86**	**215 070,43**	**2 341 604,43**	
2802	Frais d'études, d'élaboration, de modifi		135 239,29				32 977,31		168 216,60		168 216,60
28031	Frais d'études						10 344,00		10 344,00		10 344,00
28033	Frais d'insertion		518,40				172,80		691,20		691,20
	Sous Total compte 2803		**518,40**				**10 516,80**		**11 035,20**		**11 035,20**
2804131	Biens mobiliers, matériel et études		8 439,05				3 701,48		12 140,53		12 140,53
	Sous Total compte 280413		**8 439,05**				**3 701,48**		**12 140,53**		**12 140,53**
28041411	Biens mobiliers, matériel et études		6 000,00				600,00		6 600,00		6 600,00
28041412	Bâtiments et installations		898 277,96	312 461,87			140 079,01	312 461,87	1 038 356,97		725 895,10

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 2804141		**904 277,96**	**312 461,87**			**140 679,01**	**312 461,87**	**1 044 956,97**		**732 495,10**
	Sous Total compte 280414		**904 277,96**	**312 461,87**			**140 679,01**	**312 461,87**	**1 044 956,97**		**732 495,10**
28041511	Biens mobiliers, matériel et études		14 733,30	495,00			1 291,70	495,00	16 025,00		15 530,00
	Sous Total compte 2804151		**14 733,30**	**495,00**			**1 291,70**	**495,00**	**16 025,00**		**15 530,00**
28041581	Biens mobiliers, matériel et études		107 383,94	26 876,19			61 756,38	26 876,19	169 140,32		142 264,13
	Sous Total compte 2804158		**107 383,94**	**26 876,19**			**61 756,38**	**26 876,19**	**169 140,32**		**142 264,13**
	Sous Total compte 280415		**122 117,24**	**27 371,19**			**63 048,08**	**27 371,19**	**185 165,32**		**157 794,13**
2804181	Biens mobiliers, matériel et études		9 823,79				1 006,84		10 830,63		10 830,63
2804182	Bâtiments et installations		9 305,00	4 774,00			696,00	4 774,00	10 001,00		5 227,00
	Sous Total compte 280418		**19 128,79**	**4 774,00**			**1 702,84**	**4 774,00**	**20 831,63**		**16 057,63**
	Sous Total compte 28041		**1 053 963,04**	**344 607,06**			**209 131,41**	**344 607,06**	**1 263 094,45**		**918 487,39**
280421	Biens mobiliers, matériel et études		2 814,92	1 761,00			214,73	1 761,00	3 029,65		1 268,65
280422	Bâtiments et installations		332 653,58	75 354,00			139 178,93	75 354,00	471 832,51		396 478,51
	Sous Total compte 28042		**335 468,50**	**77 115,00**			**139 393,66**	**77 115,00**	**474 862,16**		**397 747,16**
28046	Attributions de compensation d'investiss		313 906,37				191 839,82		505 746,19		505 746,19
	Sous Total compte 2804		**1 703 337,91**	**421 722,06**			**540 364,89**	**421 722,06**	**2 243 702,80**		**1 821 980,74**
2805	Concessions, brevets, licences, droits e		244 548,43	43 260,09			12 543,56	43 260,09	257 091,99		213 831,90
28088	Autres immobilisations incorporelles		47 855,68				360,00		48 215,68		48 215,68
	Sous Total compte 2808		**47 855,68**				**360,00**		**48 215,68**		**48 215,68**
	Sous Total compte 280		**2 131 499,71**	**464 982,15**			**596 762,56**	**464 982,15**	**2 728 262,27**		**2 263 280,12**
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes		44 161,95				354,36		44 516,31		44 516,31

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
28128	Autres agencements et aménagements		355 509,27				83 148,91		438 658,18		438 658,18
	Sous Total compte 2812		**399 671,22**				**83 503,27**		**483 174,49**		**483 174,49**
281311	Bâtiments administratifs		30 622,28				21 128,00		51 750,28		51 750,28
281318	Autres bâtiments publics		1 060 014,92				68 540,95		1 128 555,87		1 128 555,87
	Sous Total compte 28131		**1 090 637,20**				**89 668,95**		**1 180 306,15**		**1 180 306,15**
281321	Immeubles de rapport		16 683,08				882,28		17 565,36		17 565,36
	Sous Total compte 28132		**16 683,08**				**882,28**		**17 565,36**		**17 565,36**
281351	Bâtiments publics		115 058,77				17 332,39		132 391,16		132 391,16
	Sous Total compte 28135		**115 058,77**				**17 332,39**		**132 391,16**		**132 391,16**
28138	Autres constructions		5 600 688,44				302 083,75		5 902 772,19		5 902 772,19
	Sous Total compte 2813		**6 823 067,49**				**409 967,37**		**7 233 034,86**		**7 233 034,86**
28141	Constructions sur sol d'autrui - Bâtimen		13 032,64				685,52		13 718,16		13 718,16
28148	Constructions sur sol d'autrui - Autres		493 014,36				41 281,72		534 296,08		534 296,08
	Sous Total compte 2814		**506 047,00**				**41 967,24**		**548 014,24**		**548 014,24**
28151	Réseaux de voirie		3 021,60				1 510,80		4 532,40		4 532,40
28152	Installations de voirie		54 978,33				53 451,30		108 429,63		108 429,63
281531	Réseaux d'adduction d'eau		3 117 713,96						3 117 713,96		3 117 713,96
281533	Réseaux câblés		126 868,64				528,00		127 396,64		127 396,64
281534	Réseaux d'électrification		1 431,00				1 440,00		2 871,00		2 871,00
281538	Autres réseaux		3 323 175,54				41 419,46		3 364 595,00		3 364 595,00
	Sous Total compte 28153		**6 569 189,14**				**43 387,46**		**6 612 576,60**		**6 612 576,60**
281561	Matériel roulant		1 807,37						1 807,37		1 807,37

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
281568	Autre matériel et outillage d'incendie e		3 333,87						3 333,87		3 333,87
	Sous Total compte 28156		**5 141,24**						**5 141,24**		**5 141,24**
2815731	Matériel roulant		117 685,96	11 595,51			113,02	11 595,51	117 798,98		106 203,47
2815738	Autre matériel et outillage de voirie		19 894,99				1 660,00		21 554,99		21 554,99
	Sous Total compte 281573		**137 580,95**	**11 595,51**			**1 773,02**	**11 595,51**	**139 353,97**		**127 758,46**
	Sous Total compte 28157		**137 580,95**	**11 595,51**			**1 773,02**	**11 595,51**	**139 353,97**		**127 758,46**
28158	Autres installations, matériel et outill		1 474 933,27				66 767,50		1 541 700,77		1 541 700,77
	Sous Total compte 2815		**8 244 844,53**	**11 595,51**			**166 890,08**	**11 595,51**	**8 411 734,61**		**8 400 139,10**
281721	Plantations d'arbres et arbustes		1 913,00				174,00		2 087,00		2 087,00
281728	Autres agencements et aménagements		595 849,58				4 488,00		600 337,58		600 337,58
	Sous Total compte 28172		**597 762,58**				**4 662,00**		**602 424,58**		**602 424,58**
2817311	Bâtiments administratifs		184 247,70				9 721,00		193 968,70		193 968,70
2817318	Autres bâtiments publics		28 939,23						28 939,23		28 939,23
	Sous Total compte 281731		**213 186,93**				**9 721,00**		**222 907,93**		**222 907,93**
281735	Installations générales, agencements, am		1 283 664,65				305 115,00		1 588 779,65		1 588 779,65
	Sous Total compte 28173		**1 496 851,58**				**314 836,00**		**1 811 687,58**		**1 811 687,58**
281751	Réseaux de voirie		475,00				95,00		570,00		570,00
281752	Installations de voirie						18 400,00		18 400,00		18 400,00
2817534	Réseaux d'électrification		6 540,00				1 308,00		7 848,00		7 848,00
	Sous Total compte 281753		**6 540,00**				**1 308,00**		**7 848,00**		**7 848,00**
281758	Autres installations, matériel et outill		5 951,72				1 261,01		7 212,73		7 212,73

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 28175		**12 966,72**				**21 064,01**		**34 030,73**		**34 030,73**
2817838	Autre matériel informatique		1 838,75						1 838,75		1 838,75
	Sous Total compte 281783		**1 838,75**						**1 838,75**		**1 838,75**
2817848	Autres matériels de bureau et mobiliers		7 238,00				903,00		8 141,00		8 141,00
	Sous Total compte 281784		**7 238,00**				**903,00**		**8 141,00**		**8 141,00**
281788	Autres		411,89				59,00		470,89		470,89
	Sous Total compte 28178		**9 488,64**				**962,00**		**10 450,64**		**10 450,64**
	Sous Total compte 2817		**2 117 069,52**				**341 524,01**		**2 458 593,53**		**2 458 593,53**
28181	Installations générales, agencements et		214 365,13				13 701,78		228 066,91		228 066,91
281828	Autres matériels de transport		482 303,40	812,49			49 763,77	812,49	532 067,17		531 254,68
	Sous Total compte 28182		**482 303,40**	**812,49**			**49 763,77**	**812,49**	**532 067,17**		**531 254,68**
281838	Autre matériel informatique		628 912,88	622 256,36	102 447,29		25 186,81	622 256,36	756 546,98		134 290,62
	Sous Total compte 28183		**628 912,88**	**622 256,36**	**102 447,29**		**25 186,81**	**622 256,36**	**756 546,98**		**134 290,62**
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers		392 167,80	35 531,15	645,60		27 650,36	35 531,15	420 463,76		384 932,61
	Sous Total compte 28184		**392 167,80**	**35 531,15**	**645,60**		**27 650,36**	**35 531,15**	**420 463,76**		**384 932,61**
28185	Matériel de téléphonie		21 772,38	18 559,54	5 501,93		2 529,33	18 559,54	29 803,64		11 244,10
28188	Autres		893 303,87				54 449,27		947 753,14		947 753,14
	Sous Total compte 2818		**2 632 825,46**	**677 159,54**	**108 594,82**		**173 281,32**	**677 159,54**	**2 914 701,60**		**2 237 542,06**
	Sous Total compte 281		**20 723 525,22**	**688 755,05**	**108 594,82**		**1 217 133,29**	**688 755,05**	**22 049 253,33**		**21 360 498,28**
	Sous Total compte 28		**22 855 024,93**	**1 153 737,20**	**108 594,82**		**1 813 895,85**	**1 153 737,20**	**24 777 515,60**		**23 623 778,40**
	Total classe 2	**45 534 060,44**	**23 434 999,58**	**1 262 332,02**	**1 294 914,60**	**3 977 335,96**	**2 099 739,49**	**50 773 728,42**	**26 829 653,67**	**48 147 827,80**	**24 203 753,05**
4011	Fournisseurs		99 302,89	1 678 638,93	1 659 969,58			1 678 638,93	1 759 272,47		80 633,54

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
40171	Fournisseurs - Retenues de garantie		63,52	63,52	179,63			63,52	243,15		179,63
	Sous Total compte 4017		**63,52**	**63,52**	**179,63**			**63,52**	**243,15**		**179,63**
	Sous Total compte 401		**99 366,41**	**1 678 702,45**	**1 660 149,21**			**1 678 702,45**	**1 759 515,62**		**80 813,17**
4041	Fournisseurs d'immobilisations			3 781 228,76	3 781 230,26			3 781 228,76	3 781 230,26		1,50
40471	Fournisseurs d'immobilisations - Retenue		28 661,19	473,37	30 550,48			473,37	59 211,67		58 738,30
40472	Fournisseurs d'immobilisations - Cession			34 466,54	34 466,54			34 466,54	34 466,54		
	Sous Total compte 4047		**28 661,19**	**34 939,91**	**65 017,02**			**34 939,91**	**93 678,21**		**58 738,30**
	Sous Total compte 404		**28 661,19**	**3 816 168,67**	**3 846 247,28**			**3 816 168,67**	**3 874 908,47**		**58 739,80**
408	Fournisseurs - Factures non parvenues		134 739,79	134 739,79	110 873,16			134 739,79	245 612,95		110 873,16
	Sous Total compte 40		**262 767,39**	**5 629 610,91**	**5 617 269,65**			**5 629 610,91**	**5 880 037,04**		**250 426,13**
411	Redevables	38 764,36		385 062,05	383 234,54			423 826,41	383 234,54	40 591,87	
414	Locataires-acquéreurs et locataires	39 641,42		122 311,01	161 952,43			161 952,43	161 952,43		
4161	Créances douteuses	1 397,93		4 657,26	4 064,81			6 055,19	4 064,81	1 990,38	
	Sous Total compte 416	**1 397,93**		**4 657,26**	**4 064,81**			**6 055,19**	**4 064,81**	**1 990,38**	
4181	Redevables - Produits non encore facturé	450 841,10		157 144,51	450 841,10			607 985,61	450 841,10	157 144,51	
	Sous Total compte 418	**450 841,10**		**157 144,51**	**450 841,10**			**607 985,61**	**450 841,10**	**157 144,51**	
	Sous Total compte 41	**530 644,81**		**669 174,83**	**1 000 092,88**			**1 199 819,64**	**1 000 092,88**	**199 726,76**	
421	Personnel - Rémunérations dues			2 768 024,64	2 768 024,64			2 768 024,64	2 768 024,64		
427	Personnel - Oppositions			1 731,93	1 731,93			1 731,93	1 731,93		
	Sous Total compte 42			**2 769 756,57**	**2 769 756,57**			**2 769 756,57**	**2 769 756,57**		
431	Sécurité sociale			1 126 049,04	1 126 049,04			1 126 049,04	1 126 049,04		

III – ÉTATS FINANCIERS

Balance des comptes

III

D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
437	Autres organismes sociaux		4 842,65	1 441 462,60	1 436 619,95			1 441 462,60	1 441 462,60		
	Sous Total compte 43		**4 842,65**	**2 567 511,64**	**2 562 668,99**			**2 567 511,64**	**2 567 511,64**		
4411	Subventions à recevoir - Amiable			359 772,44	359 772,44			359 772,44	359 772,44		
	Sous Total compte 441			**359 772,44**	**359 772,44**			**359 772,44**	**359 772,44**		
4421	Prélèvement à la source - Impôt sur le r			55 233,99	55 233,99			55 233,99	55 233,99		
	Sous Total compte 442			**55 233,99**	**55 233,99**			**55 233,99**	**55 233,99**		
44311	Dépenses			1 458 448,68	1 458 448,68			1 458 448,68	1 458 448,68		
44312	Recettes - Amiable			13 945 941,00	13 945 941,00			13 945 941,00	13 945 941,00		
	Sous Total compte 4431			**15 404 389,68**	**15 404 389,68**			**15 404 389,68**	**15 404 389,68**		
44322	Recettes - Amiable			18 271,06	18 271,06			18 271,06	18 271,06		
	Sous Total compte 4432			**18 271,06**	**18 271,06**			**18 271,06**	**18 271,06**		
44331	Dépenses			50 935,54	50 935,54			50 935,54	50 935,54		
	Sous Total compte 4433			**50 935,54**	**50 935,54**			**50 935,54**	**50 935,54**		
44341	Dépenses		22 287,89	7 455 482,63	7 433 194,74			7 455 482,63	7 455 482,63		
44342	Recettes - Amiable	74 650,07		580 414,49	575 186,05			655 064,56	575 186,05	79 878,51	
	Sous Total compte 4434	**74 650,07**	**22 287,89**	**8 035 897,12**	**8 008 380,79**			**8 110 547,19**	**8 030 668,68**	**79 878,51**	
44351	Dépenses			302 403,94	302 403,94			302 403,94	302 403,94		
44352	Recettes - Amiable	29 421,27		183 514,85	212 936,12			212 936,12	212 936,12		
	Sous Total compte 4435	**29 421,27**		**485 918,79**	**515 340,06**			**515 340,06**	**515 340,06**		
44381	Dépenses		38 375,10	2 301 972,01	2 285 406,72			2 301 972,01	2 323 781,82		21 809,81
44382	Recettes - Amiable	166 984,59		227 278,46	189 957,51			394 263,05	189 957,51	204 305,54	
	Sous Total compte 4438	**166 984,59**	**38 375,10**	**2 529 250,47**	**2 475 364,23**			**2 696 235,06**	**2 513 739,33**	**182 495,73**	
	Sous Total compte 443	**271 055,93**	**60 662,99**	**26 524 662,66**	**26 472 681,36**			**26 795 718,59**	**26 533 344,35**	**262 374,24**	

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
44551	T.V.A. à décaisser		8 151,00	15 339,00	7 188,00			15 339,00	15 339,00		
	Sous Total compte 4455		**8 151,00**	**15 339,00**	**7 188,00**			**15 339,00**	**15 339,00**		
44562	T.V.A. sur immobilisations			381 415,83	381 415,83			381 415,83	381 415,83		
44566	T.V.A. sur autres biens et services	409,99		40 306,99	40 716,98			40 716,98	40 716,98		
44567	Crédit de T.V.A. à reporter			380 179,00	379 259,00			380 179,00	379 259,00	920,00	
	Sous Total compte 4456	**409,99**		**801 901,82**	**801 391,81**			**802 311,81**	**801 391,81**	**920,00**	
44571	T.V.A. collectée			33 543,29	33 543,29			33 543,29	33 543,29		
	Sous Total compte 4457			**33 543,29**	**33 543,29**			**33 543,29**	**33 543,29**		
44583	Remboursement de taxes sur le chiffre d'	44 550,00		378 588,00	404 488,00			423 138,00	404 488,00	18 650,00	
44585	TVA à régulariser - Retenue de garantie	3 297,42		4 957,77				8 255,19		8 255,19	
	Sous Total compte 4458	**47 847,42**		**383 545,77**	**404 488,00**			**431 393,19**	**404 488,00**	**26 905,19**	
	Sous Total compte 445	**48 257,41**	**8 151,00**	**1 234 329,88**	**1 246 611,10**			**1 282 587,29**	**1 254 762,10**	**27 825,19**	
447	Autres impôts, taxes et versements assim		4 793,68	59 421,20	77 684,07			59 421,20	82 477,75		23 056,55
4486	Autres charges à payer				537,41				537,41		537,41
4487	Produits à recevoir	102 613,21			102 613,21			102 613,21	102 613,21		
	Sous Total compte 448	**102 613,21**			**103 150,62**			**102 613,21**	**103 150,62**		**537,41**
	Sous Total compte 44	**421 926,55**	**73 607,67**	**28 233 420,17**	**28 315 133,58**			**28 655 346,72**	**28 388 741,25**	**266 605,47**	
4511	Compte de rattachement avec... (à subdiv		694 186,53	756 382,42	808 663,46			756 382,42	1 502 849,99		746 467,57
4512	Compte de rattachement avec... (à subdiv		108 986,70	226 080,63	344 709,99			226 080,63	453 696,69		227 616,06
4514	Compte de rattachement avec... (à subdiv		109 135,83	116 225,05	312 194,39			116 225,05	421 330,22		305 105,17
	Sous Total compte 451		**912 309,06**	**1 098 688,10**	**1 465 567,84**			**1 098 688,10**	**2 377 876,90**		**1 279 188,80**

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
45811	Dépenses (à subdiviser par mandat)	64 347,00			120 611,50	56 264,50		120 611,50	120 611,50		
45813	Dépenses (à subdiviser par mandat)					76 724,00		76 724,00		76 724,00	
	Sous Total compte 4581	**64 347,00**			**120 611,50**	**132 988,50**		**197 335,50**	**120 611,50**	**76 724,00**	
45821	Recettes (à subdiviser par mandat)		120 611,50	120 611,50				120 611,50	120 611,50		
45824	Recettes (à subdiviser par mandat)						3 536,00		3 536,00		3 536,00
	Sous Total compte 4582		**120 611,50**	**120 611,50**			**3 536,00**	**120 611,50**	**124 147,50**		**3 536,00**
	Sous Total compte 458	**64 347,00**	**120 611,50**	**120 611,50**	**120 611,50**	**132 988,50**	**3 536,00**	**317 947,00**	**244 759,00**	**73 188,00**	
	Sous Total compte 45	**64 347,00**	**1 032 920,56**	**1 219 299,60**	**1 586 179,34**	**132 988,50**	**3 536,00**	**1 416 635,10**	**2 622 635,90**		**1 206 000,80**
4621	Créances sur cessions d'immobilisations			2 401,00	2 401,00			2 401,00	2 401,00		
	Sous Total compte 462			**2 401,00**	**2 401,00**			**2 401,00**	**2 401,00**		
4632	Intérêts à payer			774,21	774,21			774,21	774,21		
	Sous Total compte 463			**774,21**	**774,21**			**774,21**	**774,21**		
466	Excédents de versement		220,00	10 640,58	10 725,16			10 640,58	10 945,16		304,58
46711	Autres comptes créditeurs		43 815,47	1 091 328,33	1 077 281,89			1 091 328,33	1 121 097,36		29 769,03
46717	Autres comptes créditeurs - Cessions, op			46,31	46,31			46,31	46,31		
	Sous Total compte 4671		**43 815,47**	**1 091 374,64**	**1 077 328,20**			**1 091 374,64**	**1 121 143,67**		**29 769,03**
46721	Débiteurs divers - Amiable	5 083,04		343 266,70	345 671,22			348 349,74	345 671,22	2 678,52	
46726	Débiteurs divers - Contentieux			30,00	30,00			30,00	30,00		
	Sous Total compte 4672	**5 083,04**		**343 296,70**	**345 701,22**			**348 379,74**	**345 701,22**	**2 678,52**	
46752	Mandataire - Opérations déléguées - Rece			1 648,34	1 648,34			1 648,34	1 648,34		
	Sous Total compte 4675			**1 648,34**	**1 648,34**			**1 648,34**	**1 648,34**		

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 467	**5 083,04**	**43 815,47**	**1 436 319,68**	**1 424 677,76**			**1 441 402,72**	**1 468 493,23**		**27 090,51**
	Sous Total compte 46	**5 083,04**	**44 035,47**	**1 450 135,47**	**1 438 578,13**			**1 455 218,51**	**1 482 613,60**		**27 395,09**
4711	Versements des régisseurs			416 708,40	416 708,40			416 708,40	416 708,40		
4712	Virements réimputés			5 840,13	5 840,13			5 840,13	5 840,13		
47131	Versements sur contributions directes			12 465 176,83	12 465 176,83			12 465 176,83	12 465 176,83		
47132	Versements sur dotation globale de fonct			1 412 777,63	1 412 777,63			1 412 777,63	1 412 777,63		
47134	Subventions			1 492 300,31	1 515 139,11			1 492 300,31	1 515 139,11		22 838,80
47138	Autres		171 854,75	4 689 902,27	4 524 134,21			4 689 902,27	4 695 988,96		6 086,69
	Sous Total compte 4713		**171 854,75**	**20 060 157,04**	**19 917 227,78**			**20 060 157,04**	**20 089 082,53**		**28 925,49**
471411	Excédent à réimputer - Personnes physiqu			785,52	785,52			785,52	785,52		
471412	Excédent à réimputer - Personnes morales			23 869,47	23 869,47			23 869,47	23 869,47		
	Sous Total compte 47141			**24 654,99**	**24 654,99**			**24 654,99**	**24 654,99**		
47143	Flux d'encaissements à réimputer			1 414,43	1 414,43			1 414,43	1 414,43		
	Sous Total compte 4714			**26 069,42**	**26 069,42**			**26 069,42**	**26 069,42**		
4718	Autres recettes à régulariser		502,00	230 844,36	230 402,36			230 844,36	230 904,36		60,00
	Sous Total compte 471		**172 356,75**	**20 739 619,35**	**20 596 248,09**			**20 739 619,35**	**20 768 604,84**		**28 985,49**
47211	Remboursement d'annuités d'emprunt			359 689,52	359 432,00			359 689,52	359 432,00	257,52	
47218	Autres dépenses	104,24		91 456,47	91 560,71			91 560,71	91 560,71		
	Sous Total compte 4721	**104,24**		**451 145,99**	**450 992,71**			**451 250,23**	**450 992,71**	**257,52**	
4722	Commissions bancaires en instance de man			32,99	32,99			32,99	32,99		
4728	Autres dépenses à régulariser			2 750 085,13	2 750 085,13			2 750 085,13	2 750 085,13		

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 472	**104,24**		**3 201 264,11**	**3 201 110,83**			**3 201 368,35**	**3 201 110,83**	**257,52**	
4751	Redevables sur rôle			79 963,02	79 963,02			79 963,02	79 963,02		
4757	Produits sur rôle			79 963,02	79 963,02			79 963,02	79 963,02		
	Sous Total compte 475			**159 926,04**	**159 926,04**			**159 926,04**	**159 926,04**		
4784	Arrondis sur déclaration de TVA		0,05	5,04	4,99			5,04	5,04		
	Sous Total compte 478		**0,05**	**5,04**	**4,99**			**5,04**	**5,04**		
	Sous Total compte 47	**104,24**	**172 356,80**	**24 100 814,54**	**23 957 289,95**			**24 100 918,78**	**24 129 646,75**		**28 727,97**
486	Charges constatées d'avance	6 756,87		6 119,75	6 756,87			12 876,62	6 756,87	6 119,75	
	Sous Total compte 48	**6 756,87**		**6 119,75**	**6 756,87**			**12 876,62**	**6 756,87**	**6 119,75**	
4961	Dépréciations des comptes de débiteurs d		2 405,54		1 479,00				3 884,54		3 884,54
	Sous Total compte 496		**2 405,54**		**1 479,00**				**3 884,54**		**3 884,54**
	Sous Total compte 49		**2 405,54**		**1 479,00**				**3 884,54**		**3 884,54**
	Total classe 4	**1 028 862,51**	**1 592 936,08**	**66 645 843,48**	**67 255 204,96**	**132 988,50**	**3 536,00**	**67 807 694,49**	**68 851 677,04**	**597 515,79**	**1 641 498,34**
5113	Titres spéciaux de paiement	46,00						46,00		46,00	
5115	Cartes bancaires à l'encaissement			7 917,00	7 917,00			7 917,00	7 917,00		
51178	Autres valeurs impayées			1 414,43	1 414,43			1 414,43	1 414,43		
	Sous Total compte 5117			**1 414,43**	**1 414,43**			**1 414,43**	**1 414,43**		
5118	Autres valeurs à l'encaissement			127 292,73	127 188,98			127 292,73	127 188,98	103,75	
	Sous Total compte 511	**46,00**		**136 624,16**	**136 520,41**			**136 670,16**	**136 520,41**	**149,75**	
515	Compte au Trésor	4 736 313,61		23 954 617,50	23 804 281,04			28 690 931,11	23 804 281,04	4 886 650,07	
	Sous Total compte 51	**4 736 359,61**		**24 091 241,66**	**23 940 801,45**			**28 827 601,27**	**23 940 801,45**	**4 886 799,82**	
5411	Régisseurs d'avances (avances)	1 933,72		11 681,85	9 628,47			13 615,57	9 628,47	3 987,10	

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
5412	Régisseurs de recettes (fonds de caisse)	514,00		2 880,00	2 880,00			3 394,00	2 880,00	514,00	
	Sous Total compte 541	**2 447,72**		**14 561,85**	**12 508,47**			**17 009,57**	**12 508,47**	**4 501,10**	
	Sous Total compte 54	**2 447,72**		**14 561,85**	**12 508,47**			**17 009,57**	**12 508,47**	**4 501,10**	
580	Opérations d'ordre budgétaires			2 452 706,75	2 452 706,75			2 452 706,75	2 452 706,75		
584	Encaissement par lecture optique			33 196,08	33 196,08			33 196,08	33 196,08		
586	Opérations financières entre le budget p			43 680,10	43 680,10			43 680,10	43 680,10		
5872	Compte pivot - Admission en non valeur e			80,49	80,49			80,49	80,49		
	Sous Total compte 587			**80,49**	**80,49**			**80,49**	**80,49**		
588	Autres virements internes			34,76	34,76			34,76	34,76		
	Sous Total compte 58			**2 529 698,18**	**2 529 698,18**			**2 529 698,18**	**2 529 698,18**		
	Total classe 5	**4 738 807,33**		**26 635 501,69**	**26 483 008,10**			**31 374 309,02**	**26 483 008,10**	**4 891 300,92**	
6042	Achats de prestations de services (autre					72 585,37		72 585,37		72 585,37	
	Sous Total compte 604					**72 585,37**		**72 585,37**		**72 585,37**	
60611	Eau et assainissement					19 686,71		19 686,71		19 686,71	
60612	Énergie - Électricité					82 594,04	857,35	82 594,04	857,35	81 736,69	
	Sous Total compte 6061					**102 280,75**	**857,35**	**102 280,75**	**857,35**	**101 423,40**	
60621	Combustibles					28 358,38	1 815,16	28 358,38	1 815,16	26 543,22	
60622	Carburants					40 269,50	189,00	40 269,50	189,00	40 080,50	
60623	Alimentation					11 955,58		11 955,58		11 955,58	
60624	Produits de traitement					2 407,19		2 407,19		2 407,19	
60628	Autres fournitures non stockées					939,49		939,49		939,49	
	Sous Total compte 6062					**83 930,14**	**2 004,16**	**83 930,14**	**2 004,16**	**81 925,98**	

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
60631	Fournitures d'entretien					10 927,28		10 927,28		10 927,28	
60632	Fournitures de petit équipement					38 544,02	1 550,73	38 544,02	1 550,73	36 993,29	
60636	Habillement et Vêtements de travail					21 526,04	1 237,90	21 526,04	1 237,90	20 288,14	
	Sous Total compte 6063					**70 997,34**	**2 788,63**	**70 997,34**	**2 788,63**	**68 208,71**	
6064	Fournitures administratives					11 372,54	322,20	11 372,54	322,20	11 050,34	
6068	Autres matières et fournitures.					352,29	50,00	352,29	50,00	302,29	
	Sous Total compte 606					**268 933,06**	**6 022,34**	**268 933,06**	**6 022,34**	**262 910,72**	
	Sous Total compte 60					**341 518,43**	**6 022,34**	**341 518,43**	**6 022,34**	**335 496,09**	
611	Contrats de prestations de services					169 243,17	8 186,40	169 243,17	8 186,40	161 056,77	
6132	Locations immobilières					44 723,74		44 723,74		44 723,74	
61351	Matériel roulant					62 478,85	2 111,32	62 478,85	2 111,32	60 367,53	
61358	Autres					6 916,51		6 916,51		6 916,51	
	Sous Total compte 6135					**69 395,36**	**2 111,32**	**69 395,36**	**2 111,32**	**67 284,04**	
	Sous Total compte 613					**114 119,10**	**2 111,32**	**114 119,10**	**2 111,32**	**112 007,78**	
614	Charges locatives et de copropriété					5 222,62	805,33	5 222,62	805,33	4 417,29	
61521	Terrains					13 268,00		13 268,00		13 268,00	
615221	Bâtiments publics					20 582,45	2 223,47	20 582,45	2 223,47	18 358,98	
615228	Autres bâtiments					5 452,50		5 452,50		5 452,50	
	Sous Total compte 61522					**26 034,95**	**2 223,47**	**26 034,95**	**2 223,47**	**23 811,48**	
615231	Voiries					8 777,15		8 777,15		8 777,15	
615232	Réseaux					9 245,34		9 245,34		9 245,34	
	Sous Total compte 61523					**18 022,49**		**18 022,49**		**18 022,49**	

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 6152					**57 325,44**	**2 223,47**	**57 325,44**	**2 223,47**	**55 101,97**	
61551	Matériel roulant					51 786,16		51 786,16		51 786,16	
61558	Autres biens mobiliers					7 970,18	1 792,00	7 970,18	1 792,00	6 178,18	
	Sous Total compte 6155					**59 756,34**	**1 792,00**	**59 756,34**	**1 792,00**	**57 964,34**	
6156	Maintenance					93 509,96	2 776,46	93 509,96	2 776,46	90 733,50	
	Sous Total compte 615					**210 591,74**	**6 791,93**	**210 591,74**	**6 791,93**	**203 799,81**	
6161	Multirisques					74 199,72	427,20	74 199,72	427,20	73 772,52	
	Sous Total compte 616					**74 199,72**	**427,20**	**74 199,72**	**427,20**	**73 772,52**	
617	Études et recherches					54 342,00	54 342,00	54 342,00	54 342,00		
6182	Documentation générale et technique					11 090,57	1 926,21	11 090,57	1 926,21	9 164,36	
6184	Versements à des organismes de formation					44 334,99		44 334,99		44 334,99	
6188	Autres frais divers					754,01		754,01		754,01	
	Sous Total compte 618					**56 179,57**	**1 926,21**	**56 179,57**	**1 926,21**	**54 253,36**	
	Sous Total compte 61					**683 897,92**	**74 590,39**	**683 897,92**	**74 590,39**	**609 307,53**	
62121	non dotés de la personnalité morale					2 671,57		2 671,57		2 671,57	
	Sous Total compte 6212					**2 671,57**		**2 671,57**		**2 671,57**	
6215	Personnel affecté par la collectivité me					39 984,56		39 984,56		39 984,56	
6218	Autre personnel extérieur					25 227,31	230,62	25 227,31	230,62	24 996,69	
	Sous Total compte 621					**67 883,44**	**230,62**	**67 883,44**	**230,62**	**67 652,82**	
6225	Indemnités au comptable et aux régisseur					918,27		918,27		918,27	
62268	Autres honoraires, conseils...					35 805,60	6 480,00	35 805,60	6 480,00	29 325,60	
	Sous Total compte 6226					**35 805,60**	**6 480,00**	**35 805,60**	**6 480,00**	**29 325,60**	

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6227	Frais d'actes et de contentieux					1 054,65		1 054,65		1 054,65	
6228	Divers					2 028,00		2 028,00		2 028,00	
	Sous Total compte 622					**39 806,52**	**6 480,00**	**39 806,52**	**6 480,00**	**33 326,52**	
6231	Annonces et insertions					16 603,08		16 603,08		16 603,08	
6232	Fêtes et cérémonies					14 144,13	526,18	14 144,13	526,18	13 617,95	
6236	Catalogues et imprimés					25 968,32	9 576,00	25 968,32	9 576,00	16 392,32	
6237	Publications					1 125,92	1 125,92	1 125,92	1 125,92		
6238	Divers					22 056,73		22 056,73		22 056,73	
	Sous Total compte 623					**79 898,18**	**11 228,10**	**79 898,18**	**11 228,10**	**68 670,08**	
6247	Transports collectifs du personnel					80 097,07		80 097,07		80 097,07	
	Sous Total compte 624					**80 097,07**		**80 097,07**		**80 097,07**	
6251	Voyages, déplacements et missions					16 488,58		16 488,58		16 488,58	
	Sous Total compte 625					**16 488,58**		**16 488,58**		**16 488,58**	
6261	Frais d'affranchissement					20 623,38	4 354,42	20 623,38	4 354,42	16 268,96	
6262	Frais de télécommunications					20 975,11		20 975,11		20 975,11	
	Sous Total compte 626					**41 598,49**	**4 354,42**	**41 598,49**	**4 354,42**	**37 244,07**	
627	Services bancaires et assimilés.					1 377,92		1 377,92		1 377,92	
6281	Concours divers (cotisations...)					74 759,28		74 759,28		74 759,28	
6283	Frais de nettoyage des locaux					15 942,35		15 942,35		15 942,35	
628722	dotés de la personnalité morale					5 541,90	2 671,57	5 541,90	2 671,57	2 870,33	
	Sous Total compte 62872					**5 541,90**	**2 671,57**	**5 541,90**	**2 671,57**	**2 870,33**	
62875	Aux communes membres du GFP					35 168,42		35 168,42		35 168,42	

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
62878	A des tiers					185 695,02		185 695,02		185 695,02	
	Sous Total compte 6287					**226 405,34**	**2 671,57**	**226 405,34**	**2 671,57**	**223 733,77**	
6288	Autres					75 291,62		75 291,62		75 291,62	
	Sous Total compte 628					**392 398,59**	**2 671,57**	**392 398,59**	**2 671,57**	**389 727,02**	
	Sous Total compte 62					**719 548,79**	**24 964,71**	**719 548,79**	**24 964,71**	**694 584,08**	
6331	Versement mobilité					2 274,77		2 274,77		2 274,77	
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.					15 094,53		15 094,53		15 094,53	
6336	Cotisations au CNFPT et au centre de ges					127 919,63		127 919,63		127 919,63	
6338	Autres impôts, taxes et versements assim					8 815,78		8 815,78		8 815,78	
	Sous Total compte 633					**154 104,71**		**154 104,71**		**154 104,71**	
63512	Taxes foncières					15 790,54	5 142,00	15 790,54	5 142,00	10 648,54	
	Sous Total compte 6351					**15 790,54**	**5 142,00**	**15 790,54**	**5 142,00**	**10 648,54**	
6354	Droits d'enregistrement et de timbre					570,76		570,76		570,76	
6358	Autres droits					789,53		789,53		789,53	
	Sous Total compte 635					**17 150,83**	**5 142,00**	**17 150,83**	**5 142,00**	**12 008,83**	
6378	Autres impôts, taxes et versements assim					220,00		220,00		220,00	
	Sous Total compte 637					**220,00**		**220,00**		**220,00**	
	Sous Total compte 63					**171 475,54**	**5 142,00**	**171 475,54**	**5 142,00**	**166 333,54**	
64111	Rémunération principale					1 599 746,68		1 599 746,68		1 599 746,68	
64112	Supplément familial de traitement et ind					18 431,40		18 431,40		18 431,40	
64113	NBI					28 176,57		28 176,57		28 176,57	
64118	Autres indemnités.					403 609,48		403 609,48		403 609,48	

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 6411					**2 049 964,13**		**2 049 964,13**		**2 049 964,13**	
64131	Rémunérations					1 162 716,14		1 162 716,14		1 162 716,14	
64132	Supplément familial de traitement et ind					2 598,58		2 598,58		2 598,58	
64138	Primes et autres indemnités					175 579,59		175 579,59		175 579,59	
	Sous Total compte 6413					**1 340 894,31**		**1 340 894,31**		**1 340 894,31**	
64168	Autres emplois aidés					5 379,76		5 379,76		5 379,76	
	Sous Total compte 6416					**5 379,76**		**5 379,76**		**5 379,76**	
6419	Remboursements sur rémunérations du pers						154 045,98		154 045,98		154 045,98
	Sous Total compte 641					**3 396 238,20**	**154 045,98**	**3 396 238,20**	**154 045,98**	**3 242 192,22**	
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.					656 026,38		656 026,38		656 026,38	
6453	Cotisations aux caisses de retraite					631 259,89		631 259,89		631 259,89	
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C					53 207,75		53 207,75		53 207,75	
6455	Cotisations pour assurance du personnel					223 232,49		223 232,49		223 232,49	
6458	Cotisations aux autres organismes sociau					7 128,73		7 128,73		7 128,73	
	Sous Total compte 645					**1 570 855,24**		**1 570 855,24**		**1 570 855,24**	
6474	Versements aux oeuvres sociales					41 522,00	1 078,00	41 522,00	1 078,00	40 444,00	
6475	Médecine du travail, pharmacie					12 716,26		12 716,26		12 716,26	
6478	Autres charges sociales diverses					93 456,00		93 456,00		93 456,00	
6479	Remboursements sur autres charges social						46 219,00		46 219,00		46 219,00
	Sous Total compte 647					**147 694,26**	**47 297,00**	**147 694,26**	**47 297,00**	**100 397,26**	
	Sous Total compte 64					**5 114 787,70**	**201 342,98**	**5 114 787,70**	**201 342,98**	**4 913 444,72**	

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
65311	Indemnités de fonction					221 339,76		221 339,76		221 339,76	
65312	Frais de mission et de déplacement					5 151,82		5 151,82		5 151,82	
65313	Cotisations de retraite					11 385,35		11 385,35		11 385,35	
65314	Cotisations de sécurité sociale - part p					18 426,28		18 426,28		18 426,28	
653172	Cotisations au fonds de financement de l					430,10		430,10		430,10	
	Sous Total compte 65317					**430,10**		**430,10**		**430,10**	
	Sous Total compte 6531					**256 733,31**		**256 733,31**		**256 733,31**	
	Sous Total compte 653					**256 733,31**		**256 733,31**		**256 733,31**	
6541	Créances admises en non-valeur					80,49		80,49		80,49	
	Sous Total compte 654					**80,49**		**80,49**		**80,49**	
6561	Organismes de regroupement					353 756,05		353 756,05		353 756,05	
	Sous Total compte 656					**353 756,05**		**353 756,05**		**353 756,05**	
65733	Départements					4 721,12		4 721,12		4 721,12	
657358	Autres groupements					94 353,00	46 335,00	94 353,00	46 335,00	48 018,00	
	Sous Total compte 65735					**94 353,00**	**46 335,00**	**94 353,00**	**46 335,00**	**48 018,00**	
65736211	non dotés de la personnalité morale					43 680,10		43 680,10		43 680,10	
	Sous Total compte 6573621					**43 680,10**		**43 680,10**		**43 680,10**	
	Sous Total compte 657362					**43 680,10**		**43 680,10**		**43 680,10**	
	Sous Total compte 65736					**43 680,10**		**43 680,10**		**43 680,10**	
	Sous Total compte 6573					**142 754,22**	**46 335,00**	**142 754,22**	**46 335,00**	**96 419,22**	
65741	Ménages					4 600,00		4 600,00		4 600,00	
65742	Entreprises					16 194,50		16 194,50		16 194,50	

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
65748	Autres personnes de droit privé					753 807,02		753 807,02		753 807,02	
	Sous Total compte 6574					**774 601,52**		**774 601,52**		**774 601,52**	
	Sous Total compte 657					**917 355,74**	**46 335,00**	**917 355,74**	**46 335,00**	**871 020,74**	
65811	Droits d'utilisation - informatique en n					89 249,57	825,00	89 249,57	825,00	88 424,57	
	Sous Total compte 6581					**89 249,57**	**825,00**	**89 249,57**	**825,00**	**88 424,57**	
6584	Amendes fiscales et pénales					68,00		68,00		68,00	
65883	Déficits sur opérations de gestion					73,28		73,28		73,28	
65888	Autres					195 684,57		195 684,57		195 684,57	
	Sous Total compte 6588					**195 757,85**		**195 757,85**		**195 757,85**	
	Sous Total compte 658					**285 075,42**	**825,00**	**285 075,42**	**825,00**	**284 250,42**	
	Sous Total compte 65					**1 813 001,01**	**47 160,00**	**1 813 001,01**	**47 160,00**	**1 765 841,01**	
66111	Intérêts réglés à l'échéance					73 901,92		73 901,92		73 901,92	
66112	Intérêts - rattachement des ICNE						28 784,96		28 784,96		28 784,96
661131	aux communes membres du GFP					3 441,53		3 441,53		3 441,53	
	Sous Total compte 66113					**3 441,53**		**3 441,53**		**3 441,53**	
	Sous Total compte 6611					**77 343,45**	**28 784,96**	**77 343,45**	**28 784,96**	**48 558,49**	
	Sous Total compte 661					**77 343,45**	**28 784,96**	**77 343,45**	**28 784,96**	**48 558,49**	
	Sous Total compte 66					**77 343,45**	**28 784,96**	**77 343,45**	**28 784,96**	**48 558,49**	
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs					12 029,83		12 029,83		12 029,83	
675	Valeurs comptables des immobilisations c					1 354,16		1 354,16		1 354,16	
6761	Différences sur réalisations (positives)					1 200,00		1 200,00		1 200,00	
	Sous Total compte 676					**1 200,00**		**1 200,00**		**1 200,00**	

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 67					**14 583,99**		**14 583,99**		**14 583,99**	
6811	Dotations aux amortissements des immobil					1 813 895,85		1 813 895,85		1 813 895,85	
6815	Dotations aux provisions pour risques et					104 000,00		104 000,00		104 000,00	
6817	Dotations aux dépréciations des actifs c					1 479,00		1 479,00		1 479,00	
	Sous Total compte 681					**1 919 374,85**		**1 919 374,85**		**1 919 374,85**	
	Sous Total compte 68					**1 919 374,85**		**1 919 374,85**		**1 919 374,85**	
	Total classe 6					**10 855 531,68**	**388 007,38**	**10 855 531,68**	**388 007,38**	**10 696 574,24**	**229 049,94**
70321	Droits de stationnement et de location s						5 081,93		5 081,93		5 081,93
70323	Redevance d'occupation du domaine public						1 100,00		1 100,00		1 100,00
	Sous Total compte 7032						**6 181,93**		**6 181,93**		**6 181,93**
7034	Droits de péage, droits de passage, droi						5 592,27		5 592,27		5 592,27
70388	Autres redevances et recettes diverses						3 186,50		3 186,50		3 186,50
	Sous Total compte 7038						**3 186,50**		**3 186,50**		**3 186,50**
	Sous Total compte 703						**14 960,70**		**14 960,70**		**14 960,70**
7062	Redevances et droits des services à cara					14 971,01	96 362,16	14 971,01	96 362,16		81 391,15
70632	A caractère de loisirs						186 477,66		186 477,66		186 477,66
	Sous Total compte 7063						**186 477,66**		**186 477,66**		**186 477,66**
7066	Redevances et droits des services à cara						85 010,97		85 010,97		85 010,97
	Sous Total compte 706					**14 971,01**	**367 850,79**	**14 971,01**	**367 850,79**		**352 879,78**
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)					100,00	6 327,00	100,00	6 327,00		6 227,00
70841	à la collectivité de rattachement						167 305,34		167 305,34		167 305,34

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
70845	aux communes membres du GFP						335 622,33		335 622,33		335 622,33
70848	aux autres organismes						25 114,60		25 114,60		25 114,60
	Sous Total compte 7084						**528 042,27**		**528 042,27**		**528 042,27**
708722	dotés de la personnalité morale						31 836,34		31 836,34		31 836,34
	Sous Total compte 70872						**31 836,34**		**31 836,34**		**31 836,34**
70875	par les communes membres du GFP					32 370,00	207 610,57	32 370,00	207 610,57		175 240,57
70878	par des tiers						61 348,74		61 348,74		61 348,74
	Sous Total compte 7087					**32 370,00**	**300 795,65**	**32 370,00**	**300 795,65**		**268 425,65**
	Sous Total compte 708					**32 470,00**	**835 164,92**	**32 470,00**	**835 164,92**		**802 694,92**
	Sous Total compte 70					**47 441,01**	**1 217 976,41**	**47 441,01**	**1 217 976,41**		**1 170 535,40**
722	Immobilisations corporelles						11 115,91		11 115,91		11 115,91
	Sous Total compte 72						**11 115,91**		**11 115,91**		**11 115,91**
73111	Impôts directs locaux						7 405 750,00		7 405 750,00		7 405 750,00
73113	Taxe sur les surfaces commerciales						369 011,00		369 011,00		369 011,00
73114	Imposition forfaitaire sur les entrepris						1 072 282,00		1 072 282,00		1 072 282,00
	Sous Total compte 7311						**8 847 043,00**		**8 847 043,00**		**8 847 043,00**
73136	Taxe pour la gestion des milieux aquatiq						802 214,00		802 214,00		802 214,00
	Sous Total compte 7313						**802 214,00**		**802 214,00**		**802 214,00**
73158	Autres taxes liées aux transports, aux v						44 035,00		44 035,00		44 035,00
	Sous Total compte 7315						**44 035,00**		**44 035,00**		**44 035,00**
731721	Taxe de séjour					85 907,46	387 526,96	85 907,46	387 526,96		301 619,50

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 73172					**85 907,46**	**387 526,96**	**85 907,46**	**387 526,96**		**301 619,50**
	Sous Total compte 7317					**85 907,46**	**387 526,96**	**85 907,46**	**387 526,96**		**301 619,50**
	Sous Total compte 731					**85 907,46**	**10 080 818,96**	**85 907,46**	**10 080 818,96**		**9 994 911,50**
732221	Fonds de péréquation des ressources comm						224 384,00		224 384,00		224 384,00
	Sous Total compte 73222						**224 384,00**		**224 384,00**		**224 384,00**
	Sous Total compte 7322						**224 384,00**		**224 384,00**		**224 384,00**
	Sous Total compte 732						**224 384,00**		**224 384,00**		**224 384,00**
7351	Fraction compensatoire de la TFPB et de						2 768 652,00		2 768 652,00		2 768 652,00
7352	Fraction compensatoire de la CVAE						1 539 712,00		1 539 712,00		1 539 712,00
	Sous Total compte 735						**4 308 364,00**		**4 308 364,00**		**4 308 364,00**
7391118	Autres restitutions au titre des dégrève					6 517,00		6 517,00		6 517,00	
	Sous Total compte 739111					**6 517,00**		**6 517,00**		**6 517,00**	
739118	Autres reversements et restitutions sur					1 696,17		1 696,17		1 696,17	
	Sous Total compte 73911					**8 213,17**		**8 213,17**		**8 213,17**	
73918	Autres reversements et restitutions sur					245 674,79		245 674,79		245 674,79	
	Sous Total compte 7391					**253 887,96**		**253 887,96**		**253 887,96**	
739211	Attribution de compensation					8 477 010,56		8 477 010,56		8 477 010,56	
	Sous Total compte 73921					**8 477 010,56**		**8 477 010,56**		**8 477 010,56**	
739221	FNGIR					1 258 251,00		1 258 251,00		1 258 251,00	
7392221	Fonds de péréquation des ressources comm					240 689,00		240 689,00		240 689,00	
	Sous Total compte 739222					**240 689,00**		**240 689,00**		**240 689,00**	

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 73922					**1 498 940,00**		**1 498 940,00**		**1 498 940,00**	
	Sous Total compte 7392					**9 975 950,56**		**9 975 950,56**		**9 975 950,56**	
	Sous Total compte 739					**10 229 838,52**		**10 229 838,52**		**10 229 838,52**	
	Sous Total compte 73					**10 315 745,98**	**14 613 566,96**	**10 315 745,98**	**14 613 566,96**		**4 297 820,98**
741124	Dotation d'intercommunalité des EPCI						490 451,00		490 451,00		490 451,00
741126	Dotation de compensation des EPCI						684 193,00		684 193,00		684 193,00
	Sous Total compte 74112						**1 174 644,00**		**1 174 644,00**		**1 174 644,00**
	Sous Total compte 7411						**1 174 644,00**		**1 174 644,00**		**1 174 644,00**
	Sous Total compte 741						**1 174 644,00**		**1 174 644,00**		**1 174 644,00**
744	FCTVA						116 594,48		116 594,48		116 594,48
74611	DGD						40 000,00		40 000,00		40 000,00
	Sous Total compte 7461						**40 000,00**		**40 000,00**		**40 000,00**
	Sous Total compte 746						**40 000,00**		**40 000,00**		**40 000,00**
74718	Autres					17 646,00	376 460,45	17 646,00	376 460,45		358 814,45
	Sous Total compte 7471					**17 646,00**	**376 460,45**	**17 646,00**	**376 460,45**		**358 814,45**
7472	Régions					81 336,28	86 136,27	81 336,28	86 136,27		4 799,99
7473	Départements					9 750,00	92 430,00	9 750,00	92 430,00		82 680,00
74758	Autres groupements						15 788,36		15 788,36		15 788,36
	Sous Total compte 7475						**15 788,36**		**15 788,36**		**15 788,36**
74771	Fonds social européen					13 749,63	13 749,63	13 749,63	13 749,63		
74773	FEADER					191 192,66	295 917,90	191 192,66	295 917,90		104 725,24
	Sous Total compte 7477					**204 942,29**	**309 667,53**	**204 942,29**	**309 667,53**		**104 725,24**

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
747888	Autres					153 722,95	265 847,53	153 722,95	265 847,53		112 124,58
	Sous Total compte 74788					**153 722,95**	**265 847,53**	**153 722,95**	**265 847,53**		**112 124,58**
	Sous Total compte 7478					**153 722,95**	**265 847,53**	**153 722,95**	**265 847,53**		**112 124,58**
	Sous Total compte 747					**467 397,52**	**1 146 330,14**	**467 397,52**	**1 146 330,14**		**678 932,62**
748312	D.C.R.T.P.						23 006,00		23 006,00		23 006,00
	Sous Total compte 74831						**23 006,00**		**23 006,00**		**23 006,00**
74832	État - Compensation au titre de la Contr						3 135 764,00		3 135 764,00		3 135 764,00
74833	État - Compensation au titre des exonéra						281 741,00		281 741,00		281 741,00
74836	Attribution du fonds départemental de pé						6 460,14		6 460,14		6 460,14
	Sous Total compte 7483						**3 446 971,14**		**3 446 971,14**		**3 446 971,14**
74888	Autres						82 600,00		82 600,00		82 600,00
	Sous Total compte 7488						**82 600,00**		**82 600,00**		**82 600,00**
	Sous Total compte 748						**3 529 571,14**		**3 529 571,14**		**3 529 571,14**
	Sous Total compte 74					**467 397,52**	**6 007 139,76**	**467 397,52**	**6 007 139,76**		**5 539 742,24**
752	Revenus des immeubles						117 302,70		117 302,70		117 302,70
755	Dédits et pénalités perçus						21,19		21,19		21,19
7584	Recouvrement sur créances admises en non						0,01		0,01		0,01
75883	Excédents sur opérations de gestion						82,08		82,08		82,08
75888	Autres						68 773,03		68 773,03		68 773,03
	Sous Total compte 7588						**68 855,11**		**68 855,11**		**68 855,11**
	Sous Total compte 758						**68 855,12**		**68 855,12**		**68 855,12**
	Sous Total compte 75						**186 179,01**		**186 179,01**		**186 179,01**

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
76231	par les communes membres du GFP						5 960,77		5 960,77		5 960,77
	Sous Total compte 7623						**5 960,77**		**5 960,77**		**5 960,77**
	Sous Total compte 762						**5 960,77**		**5 960,77**		**5 960,77**
	Sous Total compte 76						**5 960,77**		**5 960,77**		**5 960,77**
773	Mandats annulés (sur exercices antérieur						6 788,68		6 788,68		6 788,68
775	Produits des cessions d'immobilisations						2 401,00		2 401,00		2 401,00
7761	Différences sur réalisations (négatives)						153,16		153,16		153,16
77681	Neutralisation des amortissements						452 333,00		452 333,00		452 333,00
	Sous Total compte 7768						**452 333,00**		**452 333,00**		**452 333,00**
	Sous Total compte 776						**452 486,16**		**452 486,16**		**452 486,16**
777	Recettes et quote-part des subventions d						172 654,67		172 654,67		172 654,67
	Sous Total compte 77						**634 330,51**		**634 330,51**		**634 330,51**
7815	Reprises sur provisions pour risques et						1 975,24		1 975,24		1 975,24
	Sous Total compte 781						**1 975,24**		**1 975,24**		**1 975,24**
	Sous Total compte 78						**1 975,24**		**1 975,24**		**1 975,24**
	Total classe 7					**10 830 584,51**	**22 678 244,57**	**10 830 584,51**	**22 678 244,57**	**10 229 838,52**	**22 077 498,58**
	Total général	**69 485 397,50**	**69 485 397,50**	**97 277 243,41**	**96 805 535,28**	**26 799 710,56**	**27 271 418,69**	**193 562 351,47**	**193 562 351,47**	**93 380 376,40**	**93 380 376,40**

État des Contrôles du Compte Financier

L’état des contrôles du compte financier ne fait pas apparaître d’anomalie sur le périmètre des contrôles effectués portant sur la cohérence des états patrimoniaux et la concordance de l’exécution budgétaire.

V – ARRETE ET SIGNATURES | V

ARRETE ET SIGNATURES | A

Date d'édition : 27/02/2026

Comptable(s)		Ayant exercé au cours de la gestion	
Mme Barbara JOUVE	du 01/01/2025	au	27/02/2026

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

ZARAGOZA Anne (1018421905-0), Inspecteur des Finances Publiques **A DDFiP DES ALPES-DE-HAUTE-PRO..., le 02/03/2026**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

JOUVE Barbara (1006183473-0), Inspecteur divisionnaire FiP classe normale **A SISTERON, le 03/03/2026**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte a été voté le 13/02/2026 par l'organe délibérant.

TENOUX GERARD (gtenoux2-xt), Vice Président **A VALDOULE, le 04/03/2026**

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**239 359,71**	**637 805,90**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**897 607,23**	**2 117,75**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	239 359,71	104 690,30	0,00	0,00	0,00	0,01	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	972,00	0,00	0,00	0,00	77 370,92	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	448 410,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	31 309,22	0,00	0,00	0,00	797 530,92	2 117,75	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 705,38	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	52 423,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**1 001 815,83**	**366 954,81**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**103 523,04**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	1 001 815,82	125 342,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	92 465,71	0,00	0,00	0,00	100 023,04	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,01	0,00	0,00	0,00	0,00	3 500,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	149 146,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRESENTATION CROISEE , SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**2 104 086,31**	**123 807,40**	**403 134,28**	**0,00**		**4 407 918,58**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	31 526,51	0,00	0,00	0,00		31 526,51
16	Emprunts et dettes assimilées	2 552,55	0,00	0,00	0,00		346 602,57
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	81 365,00	3 000,00	43 756,00	0,00		206 463,92
204	Subventions d'équipement versées	2 534,32	67 726,34	162 733,88	0,00		681 405,02
21	Immobilisations corporelles	309 158,79	51 081,06	23,99	0,00		1 191 221,73
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	1 676 949,14	0,00	63 631,91	0,00		1 763 286,43
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	2 000,00	0,00	0,00		54 423,90
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	132 988,50	0,00		132 988,50
RECETTES		**815 818,53**	**27 649,47**	**3 536,00**	**0,00**		**2 319 297,68**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		1 127 158,36
13	Subventions d'investissement	752 151,03	22 393,10	0,00	0,00		967 032,88
16	Emprunts et dettes assimilées	3 000,00	0,00	0,00	0,00		6 500,01
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	60 667,50	5 256,37	0,00	0,00		215 070,43
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	3 536,00	0,00		3 536,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**16 704,18**	**13 465 559,63**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 203 211,90**	**387 722,42**	**0,00**
011	Charges à caractère général	-25 608,51	522 971,09	0,00	0,00	0,00	223 978,69	120 395,07	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	537,41	2 236 539,25	0,00	0,00	0,00	974 035,22	64 034,35	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	9 977 646,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	2 379,01	713 761,34	0,00	0,00	0,00	4 896,85	203 293,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	39 396,27	9 162,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	301,14	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	5 479,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**-396 309,80**	**19 090 135,32**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**326 132,24**	**87 125,72**	**0,00**
013	Atténuations de charges	51 945,50	91 863,64	0,00	0,00	0,00	36 262,47	2 114,75	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	-11 586,81	573 693,35	0,00	0,00	0,00	212 282,69	85 010,97	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	4 532 748,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	-10 911,47	9 057 520,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	-439 340,60	4 739 209,62	0,00	0,00	0,00	70 500,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	13 583,58	78 799,10	0,00	0,00	0,00	7 087,08	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	5 960,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	8 364,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	1 975,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**1 124 186,31**	**2 101 569,93**	**745 351,45**	**36 871,97**		**19 081 177,79**
011	Charges à caractère général	0,00	302 745,97	288 625,66	115 559,48	35 296,26		1 583 963,71
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	706 600,28	881 639,00	470 506,01	1 575,71		5 335 467,23
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	245 674,79	6 517,00	0,00		10 229 838,52
65	Autres charges de gestion courante	0,00	114 840,06	673 901,79	52 768,96	0,00		1 765 841,01
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		48 558,49
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	11 728,69	0,00	0,00		12 029,83
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00		105 479,00
RECETTES		**0,00**	**463 202,26**	**1 247 875,81**	**823 345,27**	**0,00**		**21 641 506,82**
013	Atténuations de charges	0,00	27,00	18 051,62	0,00	0,00		200 264,98
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	196 544,67	114 590,53	0,00	0,00		1 170 535,40
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		4 532 748,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	146 088,05	802 214,00	0,00		9 994 911,50
74	Dotations et participations	0,00	183 102,78	967 905,17	18 365,27	0,00		5 539 742,24
75	Autres produits de gestion courante	0,00	82 702,81	1 240,44	2 766,00	0,00		186 179,01
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		5 960,77
77	Produits spécifiques	0,00	825,00	0,00	0,00	0,00		9 189,68
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		1 975,24

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRÉSENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES — A3

1 – BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	9 043 258,00	6 165 280,08	639 959,62	2 238 018,30
RECETTES	9 043 258,00	4 135 747,69	1 219 922,81	3 687 587,50
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	25 730 522,00	20 897 627,80	0,00	4 832 894,20
RECETTES	25 730 522,00	26 096 210,80	0,00	-365 688,80

(1) Y compris les rattachements.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget)

BUDGET BA OM 70001/ N°SIRET : 20006876500029

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	3 954 729,00	2 602 392,05	880 768,94	471 568,01
RECETTES	3 954 729,00	2 208 709,39	141 212,09	1 604 807,52
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	8 880 570,00	6 635 965,72	0,00	2 244 604,28
RECETTES	8 880 570,00	8 908 509,88	0,00	-27 939,88

BUDGET BA SPANC 80001/ N°SIRET : 20006876500037

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	4 907,00	1 682,92	0,00	3 224,08
RECETTES	4 907,00	4 524,96	0,00	382,04
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	83 504,00	81 978,21	0,00	1 525,79
RECETTES	83 504,00	83 448,17	0,00	55,83

BUDGET BA ZA ECO POLE LM 80101/ N°SIRET : 20006876500045

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	221 293,98	221 003,52	0,00	290,46
RECETTES	407 818,14	407 818,13	0,00	0,01
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	338 997,86	337 987,38	0,00	1 010,48
RECETTES	338 997,86	338 706,83	0,00	291,03

BUDGET BA ZA PARC ACTIVITE LE POET 80201/ N°SIRET : 20006876500086				
SECTION	**Prévisions**	**Réalisations – mandats ou titres (1)**	**Restes à réaliser au 31/12**	**Crédits sans emploi**
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	80 454,50	71 679,03	0,00	8 775,47
RECETTES	203 939,06	153 059,28	0,00	50 879,78
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	217 436,02	165 857,03	0,00	51 578,99
RECETTES	387 863,06	376 549,95	0,00	11 313,11

BUDGET BA ZA VAL DURANCE 80401/ N°SIRET : 20006876500078				
SECTION	**Prévisions**	**Réalisations – mandats ou titres (1)**	**Restes à réaliser au 31/12**	**Crédits sans emploi**
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	649 404,40	252 069,25	0,00	397 335,15
RECETTES	649 404,40	635 601,87	0,00	13 802,53
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	997 296,12	509 303,15	0,00	487 992,97
RECETTES	1 665 489,21	1 250 341,51	0,00	415 147,70

(1) Y compris les rattachements.

3 – PRESENTATION AGREGEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	13 954 046,88	9 314 106,85	1 520 728,56	3 119 211,47

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
RECETTES	14 264 055,60	7 545 461,32	1 361 134,90	5 357 459,38
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	36 248 326,00	28 628 719,29	0,00	7 619 606,71
RECETTES	37 086 946,13	37 053 767,14	0,00	33 178,99

(1) Y compris les rattachements.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
PRÉSENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	A3

4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES (cf. liste des principales opérations en annexe de l'instruction budgétaire et comptable) (1)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative.

(2) Y compris les rattachements.

5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (après la neutralisation des flux réciproques) (1)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	13 954 046,88	9 314 106,85	1 520 728,56	3 119 211,47
RECETTES	14 264 055,60	7 545 461,32	1 361 134,90	5 357 459,38
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	36 248 326,00	28 628 719,29	0,00	7 619 606,71
RECETTES	37 086 946,13	37 053 767,14	0,00	33 178,99
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	**50 202 372,88**	**37 942 826,14**	**1 520 728,56**	**10 738 818,18**
TOTAL GENERAL DES RECETTES	**51 351 001,73**	**44 599 228,46**	**1 361 134,90**	**5 390 638,37**

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.

(2) Y compris les rattachements.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE — B1.1

DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article M. 4221-5 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE — B1.2

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour- sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour- sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**4 583 250,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					4 383 250,00									
00600678595	CRÉDIT AGRICOLE PROVENCE COTE D'	10/11/2012	10/08/2016	10/08/2016	200 000,00	F		2,270	2,399		T	X Echéance constante		A-1
00601188109	CRÉDIT AGRICOLE PROVENCE COTE D'	15/06/2016	22/06/2017	22/06/2017	250 000,00	F		1,900	1,900		A	X Echéance constante		A-1
00601847971	CRÉDIT AGRICOLE PROVENCE COTE D'	09/10/2018	20/10/2018	20/01/2019	500 000,00	F		1,350	1,612		T	X Echéance constante		A-1
00602637507	CRÉDIT AGRICOLE PROVENCE COTE D'	01/08/2020	01/12/2020	03/12/2020	48 000,00	F		0,610	0,645		T	X Echéance constante		A-1
00602637509	CRÉDIT AGRICOLE PROVENCE COTE D'	01/08/2020	01/12/2020	03/12/2020	68 000,00	F		0,610	0,645		T	X Echéance constante		A-1
05988965	SA BANQUE POPULAIRE AUVERGNE RHONE ALPES	28/10/2021	05/11/2021	05/02/2022	75 000,00	F		0,180	0,180		T	X Echéance constante		A-1
05988966	SA BANQUE POPULAIRE AUVERGNE RHONE ALPES	28/10/2021	05/11/2021	05/02/2022	18 500,00	F		0,460	0,462		T	X Echéance constante		A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
								Taux initial						
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Niveau de taux (5)	Taux actuariel	Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
06024064	SA BANQUE POPULAIRE AUVERGNE RHONE ALPES	01/07/2022	08/07/2022	08/10/2022	378 000,00	F		1,360	1,360		T	C		A-1
06024065	SA BANQUE POPULAIRE AUVERGNE RHONE ALPES	01/07/2022	08/07/2022	08/10/2022	160 000,00	F		1,730	1,730		T	C		A-1
1226809	CAISSE DES DEPOTS	16/07/2012	31/12/2012	30/04/2013	400 000,00	F		4,790	4,790		A	X Echéance constante		A-1
5144053	CAISSE DES DEPOTS	21/06/2016	01/06/2017	01/08/2017	900 000,00	F		1,750	3,365		A	X Echéance constante		A-1
A29120ZO	Caisse d' Epargne Provence Alpes	21/12/2012	14/02/2013	25/01/2014	123 000,00	F		4,630	4,630		A	X Echéance constante		A-1
C3HJ3NO17PR	CRÉDIT AGRICOLE PROVENCE COTE D'	13/08/2013	11/09/2013	10/03/2015	330 000,00	F		4,140	4,140		A	X Echéance constante		A-1
I20F12000X10677	CIC LYON	03/12/2012	01/03/2013	04/03/2013	300 000,00	F		5,100	5,100		T	X Echéance constante		A-1
MON513155EUR	SA LA BANQUE POSTALE	26/07/2016	26/08/2016	01/03/2017	110 000,00	F		1,610	1,610		T	X Echéance constante		A-1
MON513511EUR	DEXIA COLLECTIVITES	19/07/2010	05/10/2010	01/02/2011	72 750,00	F		2,080	2,080		T	X Echéance constante		A-1
MON530414EUR	SA LA BANQUE POSTALE	10/07/2019	21/08/2019	01/12/2019	210 000,00	F		0,600	0,615		T	C		A-1
MONRE6091EUR	SA LA BANQUE POSTALE	06/12/2023	29/12/2023	01/04/2024	240 000,00	F		4,090	4,215		T	C		A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					200 000,00									
A2910116	Caisse d' Epargne Provence Alpes	28/04/2011	28/04/2011	25/06/2012	200 000,00	F		4,310	4,310		A	X Echéance constante		A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
								Taux initial						
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Niveau de taux (5)	Taux actuariel	Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
165-2025-CAUTION BL		01/01/2002	01/01/2002		0,00	F		0,000	0,000		X	X X	O	A-1
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1675 Dettes afférentes aux marchés de travaux et de partenariat (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**371 103,45**									
1681 Autres emprunts (total)(9)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					371 103,45									
900790710411	COMMUNE de SISTERON	01/01/2017	01/06/2017	01/06/2017	153 836,38	F		4,560	5,600		A	X Echéance constante		A-1
900790760111	COMMUNE de SISTERON	01/01/2017	01/12/2017	01/12/2017	211 743,05	F		1,190	1,375		A	C		A-1
QP-CA2015-SIPCCRJ	CC JABRON LURE VANCON DURANCE	01/01/2015	17/05/2015	17/05/2021	2 224,01	F		1,110	0,523		A	X Echéance constante		A-1
QP-DPT2013-SIPCCRJ	CC JABRON LURE VANCON DURANCE	17/07/2013	01/07/2021	01/07/2021	1 466,67	F		0,000	0,000		A	X Echéance constante		A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
QP-DPT2015-SIPCCRJ	CC JABRON LURE VANCON DURANCE	13/11/2015	01/11/2020	01/11/2021	1 833,34	F		0,000	0,000		A	X Echéance constante		A-1
Total général					**4 954 353,45**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle, B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

IV – ANNEXES — IV

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE — B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**2 291 599,72**					**314 102,99**	**73 901,92**	**0,00**	**26 961,17**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		2 213 116,04					302 847,60	70 034,17	0,00	25 213,47
00600678595		0,00	A-1	34 252,93	1,92	F		2,399	16 553,54	1 013,06	0,00	110,15
00601188109		0,00	A-1	108 535,83	5,50	F		1,900	16 927,31	2 383,80	0,00	1 082,64
00601847971		0,00	A-1	279 206,51	7,83	F		1,612	32 831,43	4 046,77	0,00	743,39
00602637507		0,00	A-1	23 164,88	4,75	F		0,645	4 791,97	159,59	0,00	10,99
00602637509		0,00	A-1	32 817,09	4,75	F		0,645	6 788,59	226,09	0,00	15,57
05988965		0,00	A-1	15 054,12	0,92	F		0,180	15 026,94	44,02	0,00	4,21
05988966		0,00	A-1	11 201,97	5,92	F		0,462	1 837,11	56,81	0,00	8,01
06024064		0,00	A-1	255 150,00	6,58	F		1,360	37 800,00	3 791,34	0,00	800,04
06024065		0,00	A-1	134 000,00	16,58	F		1,730	8 000,00	2 404,70	0,00	534,47
1226809		0,00	A-1	70 853,12	1,67	F		4,790	33 016,49	4 975,35	0,00	1 414,11
5144053		0,00	A-1	630 000,00	20,67	R		3,648	30 000,00	26 400,00	0,00	10 500,00
A29120ZO		0,00	A-1	31 688,20	2,08	F		4,630	9 642,00	1 913,59	0,00	1 369,35
C3HJ3NO17PR		0,00	A-1	181 629,29	8,25	F		4,140	16 386,11	8 197,84	0,00	6 078,22
I20F12000X10677		0,00	A-1	54 312,10	2,00	F		5,100	25 160,26	3 576,98	0,00	207,74
MON513155EUR		0,00	A-1	60 500,00	10,75	F		1,610	5 500,00	1 007,26	0,00	79,33
MON513511EUR		0,00	A-1	0,00	0,00	F		2,080	5 585,85	72,51	0,00	0,00
MON530414EUR		0,00	A-1	78 750,00	3,75	F		0,618	21 000,00	558,78	0,00	39,38
MONRE6091EUR		0,00	A-1	212 000,00	13,08	F		4,215	16 000,00	9 205,68	0,00	2 215,87
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		78 483,68					11 255,39	3 867,75	0,00	1 747,70
A2910116		0,00	A-1	78 483,68	5,50	F		4,238	11 255,39	3 867,75	0,00	1 747,70

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165-2025-CAUTION BL		0,00	A-1	0,00	0,00	F		0,000	0,00	0,00	0,00	0,00
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**120 877,41**					**30 591,33**	**3 454,15**	**0,00**	**990,49**
1681 Autres emprunts (total)(10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		120 877,41					30 591,33	3 454,15	0,00	990,49
900790710411		0,00	A-1	33 856,36	1,50	F		7,179	15 829,02	2 265,65	0,00	900,58
900790760111		0,00	A-1	84 697,25	6,00	F		1,375	14 116,20	1 175,88	0,00	83,99
QP-CA2015-SIPCCRJ		0,00	A-1	857,09	2,42	F		0,523	279,45	12,62	0,00	5,92
QP-DPT2013-SIPCCRJ		0,00	A-1	550,02	2,58	F		0,000	183,33	0,00	0,00	0,00
QP-DPT2015-SIPCCRJ		0,00	A-1	916,69	4,92	F		0,000	183,33	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**2 412 477,13**					**344 694,32**	**77 356,07**	**0,00**	**27 951,66**

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX — B1.3

REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS — B1.4

TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure / Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	25	0	0	0	0	
	% de l'encours	99,98	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	2 412 477,13	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE — B1.5

DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture								Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT — B1.6

REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1)

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinance-ment	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résidu-elle	Pério-dicité des rem-bour-se-ments (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)					**0,00**	**0,00**							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)					**0,00**	**0,00**								**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.

(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.

(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.

(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.

(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).

(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.

(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.

(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.

(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.

(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N — B1.7

EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N (1)

N° du contrat d'emprunt	Date de souscription du contrat initial	Date de renégociation	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/N	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
						Contrat initial			Contrat renégocié										
				Contrat initial	Contrat renégocié	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital
Total												0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Inscrire les emprunts renégociés au cours de l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).

(5) Nominal à la date de renégociation.

(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres.
- Pour la périodicité de remboursement, indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME — B1.8

DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 31/12/N	Annuité payée au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la collectivité.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.9

AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

LIBELLES	Montant initial de la dette	Dépenses de l'exercice	Dette restante

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 1000.00 €		12-12-2022
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
L	Attributions de compensation	30	11/04/2019
L	Agencement et aménagement de terrains	15	12/12/2022
L	Autres immobilisations	10	12/12/2022
L	Autres immobilisations incorporelles	5	12/12/2022
L	Constructions	30	12/12/2022
L	Documents d'urbanisme	10	12/12/2022
L	Etudes	5	12/12/2022
L	Immobilisations corporelles reçues au titre d'une mise à disposi	15	12/12/2022
L	Installations générales, agencement et aménagements divers	20	12/12/2022
L	Installations, matériel et outillage technique	8	12/12/2022
L	Logiciels	2	12/12/2022
L	Matériel de bureau et matériel informatique	5	12/12/2022
L	Matériel de téléphonie	2	12/12/2022
L	Matériel de transport	8	12/12/2022
L	Mobilier	8	12/12/2022
L	Subventions d'équipement versées	5	12/12/2022
L	Matériel de transport - VAE	5	16/12/2024

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES — B3

PROVISIONS CONSTITUEES AU 31/12/N

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions de l'exercice (1) B	Montant des reprises de l'exercice C	Montant des provisions constituées au 31/12/N D = A + B - C
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		**505 460,54**	**105 479,00**	**1 975,24**	**608 964,30**
Provisions pour litiges		**68 300,00**	**0,00**	**0,00**	**68 300,00**
LITIGE AERODROME LA BATIE-MONTSALEON	13/09/2021	68 300,00	0,00	0,00	68 300,00
Provisions pour pertes de change		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour garanties d'emprunt		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres provisions pour risques		**437 160,54**	**105 479,00**	**1 975,24**	**540 664,30**
Travaux d'urgence GEMAPI	29/03/2021	405 000,00	100 000,00	0,00	505 000,00
IMPAYES DE PLUS DE 2ANS	20/12/2021	2 405,54	1 479,00	0,00	3 884,54
Contentieux avec le personnel	11/04/2023	9 000,00	0,00	0,00	9 000,00
Factures téléphonies impayées	19/04/2024	7 187,00	0,00	0,00	7 187,00
Sinistre non pris en charge par l'assurance	19/04/2024	4 081,00	0,00	0,00	4 081,00
CET AGENTS	06/05/2024	9 487,00	0,00	1 975,24	7 511,76
Franchise en cas d'accident de voiture	27/03/2025	0,00	4 000,00	0,00	4 000,00
Dépréciations (3)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des immobilisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des stocks et encours		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes financiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des provisions semi-budgétaires		**505 460,54**	**105 479,00**	**1 975,24**	**608 964,30**
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour litiges		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour pertes de change		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour garanties d'emprunt		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions de l'exercice (1) B	Montant des reprises de l'exercice C	Montant des provisions constituées au 31/12/N D = A + B - C
Autres provisions pour risques		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions budgétaires		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS		505 460,54	105 479,00	1 975,24	608 964,30

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	B4

ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS — B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

N° opération : 4581 — **Intitulé de l'opération : OPERATION SEQUOIA** — **Date de la délibération : 05/04/2022**

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**64 347,00**	**56 264,50**	**56 264,50**	**0,00**	**0,00**	**120 611,50**
45811 Dépenses nouvelles (2)	64 347,00	38 374,50	0,00	0,00	38 374,50	64 347,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45811 Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	17 890,00	56 264,50	0,00	-38 374,50	56 264,50
Dépenses nettes (a – c)	**64 347,00**	**38 374,50**	**0,00**	**0,00**	**38 374,50**	**64 347,00**
RECETTES (b)	**120 611,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**120 611,50**
45821 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	120 611,50	0,00	0,00	0,00	0,00	120 611,50
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**120 611,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**120 611,50**

N° opération : 4582 — **Intitulé de l'opération : OPERATION PIG HABITER MIEUX** — **Date de la délibération : 05/04/2022**

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45812 Dépenses nouvelles (2)	0,00	16 916,00	0,00	0,00	16 916,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45812 Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	-16 916,00	0,00	0,00	-16 916,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**16 916,00**	**0,00**	**0,00**	**16 916,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

N° opération : 4582	Intitulé de l'opération : OPERATION PIG HABITER MIEUX				Date de la délibération : 05/04/2022
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice			Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 4583	Intitulé de l'opération : OPERATION DEVELOPPEMENT DU PHOTOVOLTAIQUE EN TOITURE ET OMBRIERES				Date de la délibération : 10/04/2024
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice			Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**0,00**	**81 746,00**	**76 724,00**	**5 022,00**	**0,00**	**76 724,00**
45813 Dépenses nouvelles (2)	0,00	19 974,00	0,00	5 022,00	14 952,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45813 Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	61 772,00	76 724,00	0,00	-14 952,00	76 724,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**19 974,00**	**0,00**	**5 022,00**	**14 952,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**79 710,00**	**0,00**	**64 792,00**	**14 918,00**	**0,00**
45823 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	49 205,00	0,00	64 792,00	-15 587,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45823 Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	30 505,00	0,00	0,00	30 505,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**49 205,00**	**0,00**	**64 792,00**	**-15 587,00**	**0,00**

N° opération : 4584	Intitulé de l'opération : ACTEE - CHENE EFFICACITE ENERGETIQUE				Date de la délibération : 25/06/2024
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice			Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**0,00**	**4 420,00**	**0,00**	**0,00**	**4 420,00**	**0,00**
45814 Dépenses nouvelles (2)	0,00	4 420,00	0,00	0,00	4 420,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**4 420,00**	**0,00**	**0,00**	**4 420,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**4 420,00**	**3 536,00**	**0,00**	**884,00**	**3 536,00**
45824 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	4 420,00	3 536,00	0,00	884,00	3 536,00

N° opération : 4584	Intitulé de l'opération : ACTEE - CHENE EFFICACITE ENERGETIQUE				Date de la délibération : 25/06/2024
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice			Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**4 420,00**	**3 536,00**	**0,00**	**884,00**	**3 536,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(4) Indiquer le chapitre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES PRETS	B6

Prêts (compte 274)

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 31/12/N	Montant de l'annuité recouvré		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
Assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00	0,00	0,00
Non assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00		

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.1

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS DONNES

Article		Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
8015	**Emprunts garantis (1)**	0,00	0,00	0,00
8016	**Contrats de crédit-bail (2)**	0,00	0,00	0,00
8017	**Subvention à verser en annuité (3)**	0,00	0,00	0,00
8018	**Autres engagements donnés**			
	Marchés de partenariat (4)		0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics (3)	0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (3)	0,00	0,00	0,00
	Dans le cadre d'une délégation de service public (3)	0,00	0,00	0,00
	Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00

(1) A compléter depuis l'état des emprunts garantis.

(2) A compléter depuis l'état des contrats de crédit-bail.

(3) A compléter depuis l'état des autres engagements données.

(4) A compléter depuis l'état des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.2

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS RECUS (1)

Article		Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
8026	**Redevance de crédit-bail à recevoir (crédit-bail immobilier)**	0,00	0,00	0,00
8027	**Subvention à recevoir par annuité**	0,00	0,00	0,00
8028	**Autres engagements reçus**			
	Recette grevée d'affectation spéciale (2)		109 316,49	-109 316,49
	Engagements reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00

(1) A remplir depuis l'état relatif aux autres engagements reçus.

(2) A remplir depuis l'état relatif aux recettes grevées d'affectation spéciale. Le montant de la créance en capital au 31/12/N correspond au reste à employer au 31/12/N, l'annuité reçue au cours de l'exercice correspond au solde entre les restes à employer au 01/01/N et les restes à employer au 31/12/N.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.3

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00											0,00	0,00
TOTAL GENERAL					0,00	0,00											0,00	0,00

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; B : bimestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.4

CALCUL DES RATIOS D'ENDETTEMENT RELATIFS AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio (1)	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	415 442,88
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A + B + C - D**	**415 442,88**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**21 641 506,82**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)	**I / II**	**1,92**

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-4 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.5

ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL RESTANT A COURIR (MOBILIER ET IMMOBILIER)

Type et nature du bien ayant fait l'objet du contrat	Exer- cice d'ori- gine du con- trat	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat (en mois)	Montant de la redevance de l'exercice	Montant de la redevance sur la totalité du contrat	Montant des redevances restant à courir					
						N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant (exercice N+5 et suivants)	Total (1)
Crédits-bails mobiliers					0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits-bails immobiliers				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + cumul restant.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.6

ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT

Libellé du contrat	Année de signature du marché	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le marché	Durée du marché (en mois)	Date fin de marché	Date mise en service équipement	Montant total prévu au titre du marché (TTC)	Annuité versée sur l'exercice	Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (3)				
									Part investissement		Part fonctionnement II	Part financement III	TOTAL I + II + III
									Part totale (4)	Dont part nette (5) I			
Marchés de partenariat (1)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchés globaux de performance énergétiques avec tiers de financement (2)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Article L. 1112-1 du Code de la commande publique

(2) Article 1er de la loi n° 2023-222 du 30 mars 2023

(3) Montant de la rémunération restant à verser au 31/12/N

(4) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 31/12/N

(5) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.7

ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale

Libellé (1)	Restes à employer au 01/01/N	Montant recettes	Montant dépenses	Restes à employer au 31/12/N
TAXE DE SEJOUR	109 316,49	301 619,50	369 942,77	40 993,22
Total	**109 316,49**	**301 619,50**	**369 942,77**	**40 993,22**

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : TAXE DE SEJOUR

Reste à employer au 01/01/N	**109 316,49**

Recettes

Article	Libellé article	Montant
731721	Taxe de séjour	301 619,50
	Total	**301 619,50**

Dépenses

Article	Libellé article	Montant
611	Contrats de prestations de services	17 782,86
6238	Publicité, publications, relations publiques - Divers	10 695,81
6247	Transports collectifs du personnel	78 815,07
65811	Droits d'utilisation - Informatique en nuage	16 974,24
73918	Autres reversements et restitutions sur fiscalité locale	245 674,79
	Total	**369 942,77**
	Reste à employer au 31/12/N (3)	**40 993,22**

(1) Par exemple, taxe d'aménagement, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles la collectivité souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.

(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.

(3) Reste à employer au 31/12/N = reste à employer au 01/01/N + total recettes de l'exercice – total dépenses de l'exercice.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.8

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des délégations de service public					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital au 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.9

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)					0,00	0,00	0,00
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B –ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS — B8

LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
TOTAL GENERAL	**1 242 060,76**	
Personnes de droit privé	**841 577,86**	
Associations	**580 784,02**	
ALPES PROVENCE TOURS EVENTS (A.P.T.E)	1 500,00	
APACS	20 707,86	
ARPAGE ASSOCIATION	800,00	
ASSOCIATION CESAR	13 500,00	
ATHENA SPORT SANTE	1 000,00	
AUTO SPORT DU LARAGNAIS	12 500,00	
BOUTIQUES DU ROCHER	347,41	
CHABRE CLUB	2 000,00	
CHABRE VOL LIBRE	1 500,00	
CIVAM PACA	1 000,00	
CRREA SUD	1 500,00	
FRUITS ANCIENS ORPIERROIS	2 000,00	
FRUITS DE LA PASSION	24 962,00	
INITIATIVE ALPES PROVENCE	18 440,00	
JAZZ DU BOUT DU MONDE	1 000,00	
LE CHATEAU	1 500,00	
LE LUMINAÏRE	1 000,00	
LES ENSEIGNES DU LARAGNAIS	1 468,75	
LIGUE PACA DE COURSE D'ORIENTATION	2 000,00	
OTI SISTERONAIS-BUECH	450 000,00	
PETITE BOULE LARAGNAISE	1 000,00	
SOLIHA ALPES DU SUD	7 000,00	
SOLIHA ALPES DU SUD	2 058,00	
TENDS LES TOILES	1 500,00	
TRACS	500,00	
UNION CYCLISTE PAYS DES LAVANDES 04	1 500,00	
UNIVERSITE DU TEMPS LIBRE BUECH	5 000,00	
VIE LA JOIE	3 500,00	
Entreprises	**197 525,50**	
AUBERGE DE LAGRAND ILLY SONIA	1 000,00	
BICYCOOL SISTERON	750,00	
CLAVEL ANNE - LA MAISON D'ANNA	975,00	
DONA VICTORIA	698,00	
GUYOT PAULINE - LA PIZZALINE	360,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
HARMONIE - OULD AMMAR Myriam	738,00	
KA'S BOUTIQUE	442,80	
L'ILE AUX ENFANTS	178 331,00	
L'INDUS	750,00	
LA P'TITE CAVE - DEROZIERES SIDONIE	1 000,00	
LE CHANT DE LAIT	351,00	
LISA NAILS	300,00	
MADEMOISELLE JEANNE - DABOVAL JEANNE	960,00	
NC NAILS	450,00	
PCHB VAPE - HAPPESMOKE	1 000,00	
PEREZ CLAIRE - CHEZ ENZO	390,00	
RESEAU ENTREPRENDRE ALPES DU SUD	3 000,00	
RHL CYCLES	336,00	
SARL ALIO MODO	808,50	
SARL COFFEE CHOC	750,00	
SARL L'ORCHIDEE PAR MANON	750,00	
SARL LUNE DE MIEL	960,00	
SAS AGOSTINO	975,00	
SAS AUTO'SERRES	500,00	
SAS LA ROSANAISE	675,00	
SO COMME A LA MAISON	275,20	
Personnes physiques	**63 268,34**	
BENAIZE Gilles	200,00	
BEQUET Sandrine	200,00	
BICHARD Stephanie	200,00	
BLANC Albert	682,00	
BOUCHET Marie-Claude	200,00	
BRUNACHE Quentin	7 000,00	
CARBO Francois	2 282,00	
CASTE Carole	200,00	
CLAUDON Bernard	200,00	
DELEUZE Olivier	200,00	
ESTORNEL Sandrine	200,00	
FANTOZZI Liliane	912,00	
GARDEISEN Mahina	8 488,00	
ISNARD Christian	200,00	
JACOB JEAN-LOUIS	200,00	
LAGARDE Odette	2 249,00	
LASSAUZE Daniele	240,00	
MARTIN Nicole	200,00	
MARTINEZ Bernard	10 779,00	
MATHIEU ALAIN	200,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
MONNET Marie-Claire	200,00	
MORANDINI Dino	200,00	
MORARD Roland	200,00	
MOULIN Albert	6 795,34	
MOURRE Robert	7 000,00	
PONSON Valentin	12 241,00	
POURCHI Geraldine	200,00	
RABASSE ROLAND	400,00	
ROSSETTO Jean Paul	200,00	
ROUSSEAU Michel	200,00	
SAPEY-TRIOMPHE Florian	200,00	
SOCQUET JUGLARD Mina	200,00	
SOCQUET Jean	200,00	
Autres	**0,00**	
Personnes de droit public	**400 482,90**	
Etat	**26 415,50**	
SERVICE DE GESTION COMPTABLE	-45 357,74	
SERVICE DE GESTION COMPTABLE	43 680,10	
SMAVD	28 093,14	
Régions	**0,00**	
Départements	**7 255,44**	
CONSEIL DEPARTEMENTAL 04	4 721,12	
DEPARTEMENT 05	2 534,32	
Communes	**186 813,48**	
COMMUNE DE SAINT-PIERRE-AVEZ	3 743,05	
COMMUNE de CLAMENSANE	38 220,35	
COMMUNE de CLAMENSANE	18 553,76	
COMMUNE de LABOREL	3 676,50	
COMMUNE de LAZER	5 040,00	
COMMUNE de MISON	2 579,15	
COMMUNE de MONETIER-ALLEMONT	11 005,56	
COMMUNE de MONTJAY	21 955,29	
COMMUNE de SAINT-GENIEZ	8 410,50	
COMMUNE de SAVOURNON	52 000,00	
COMMUNE de SORBIERS	21 629,32	
Etablissements publics (EPCI, EPA, EPIC,...)	**179 998,48**	
EPIC COMMUNAUTE DE COMMUNES BUECH DEVOLUY	45 357,74	
SMIGIBA	134 640,74	
Autres	**0,00**	

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	B9

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**57,30**	**8,78**	**66,08**	**43,27**	**12,86**	**56,13**
Adjoint adm ppal 1° cl	C	0,00	0,00	0,00	0,00	1,00	1,00
Adjoint adm ppal 2° cl	C	0,00	0,00	0,00	0,00	1,00	1,00
Adjoint administratif	C	12,00	3,20	15,20	11,49	1,86	13,35
Adjoint administratif ppal 1° cl	C	12,00	0,81	12,81	10,51	0,00	10,51
Adjoint administratif ppal 2° cl	C	5,90	1,79	7,69	5,79	0,00	5,79
Attaché	A	12,70	0,93	13,63	5,73	7,00	12,73
Attaché hors classe	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Attaché principal	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Rédacteur	B	5,80	0,00	5,80	0,80	1,00	1,80
Rédacteur principal 1° cl	B	1,00	0,50	1,50	1,50	0,00	1,50
Rédacteur principal 2°	B	0,00	0,00	0,00	0,00	1,00	1,00
Rédacteur principal 2° cl	B	5,90	1,55	7,45	5,45	0,00	5,45
FILIERE TECHNIQUE (c)		**27,00**	**2,39**	**29,39**	**18,64**	**6,75**	**25,39**
Adjoint tech ppal 2° cl	C	0,00	0,00	0,00	0,00	2,00	2,00
Adjoint technique	C	12,00	1,48	13,48	8,73	1,75	10,48
Adjoint technique ppal 1° cl	C	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Adjoint technique ppal 2° cl	C	4,00	0,00	4,00	2,00	0,00	2,00
Agent de maîtrise	C	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Agent de maîtrise principal	C	3,00	0,91	3,91	3,91	0,00	3,91
Ingénieur	A	2,00	0,00	2,00	1,00	1,00	2,00
Ingénieur principal	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Technicien	B	2,00	0,00	2,00	0,00	1,00	1,00
Technicien ppal 1° cl	B	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Technicien principal 1° cl	B	0,00	0,00	0,00	0,00	1,00	1,00

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**5,80**	**5,28**	**11,08**	**6,15**	**3,68**	**9,83**
Ass. Enseig. Artist.	B	1,00	3,90	4,90	1,00	2,65	3,65
Ass. Enseig. Artist. ppal 1° cl	B	0,00	0,00	0,00	0,00	0,35	0,35
Ass. Enseig. Artist. ppal 1°cl	B	2,80	0,35	3,15	2,80	0,00	2,80
Ass. Enseig. Artist. ppal 2° cl	B	0,00	0,00	0,00	0,00	0,68	0,68
Ass. Enseig. Artist. ppal 2°cl	B	1,00	1,03	2,03	1,35	0,00	1,35
Prof d'Enseig Artist Cl Normal	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		**90,10**	**16,45**	**106,55**	**68,06**	**23,29**	**91,35**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	B9

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**0,00**		
Adjoint adm ppal 1° cl	C	ADM	388	0,00	A L332-8	CDD
Adjoint adm ppal 2° cl	C	ADM	415	0,00	A L332-8	CDD
Adjoint administratif	C	ADM	367	0,00	A L332-8	CDD
Adjoint administratif	C	ADM	371	0,00	A L332-8	CDD
Adjoint tech ppal 2° cl	C	TECH	368	0,00	A L332-14	CDD
Adjoint tech ppal 2° cl	C	TECH	430	0,00	A L332-8	CDD
Adjoint technique	C	TECH	368	0,00	A L332-14	CDD
Adjoint technique	C	TECH	367	0,00	A L332-8	CDD
Ass. Enseig. Artist.	B	CULT	478	0,00	A L332-4	CDI
Ass. Enseig. Artist.	B	CULT	401	0,00	A L332-8	CDD
Ass. Enseig. Artist.	B	CULT	538	0,00	A L332-8	CDD
Ass. Enseig. Artist.	B	CULT	452	0,00	A L332-4	CDI
Ass. Enseig. Artist.	B	CULT	395	0,00	A L332-8	CDD
Ass. Enseig. Artist.	B	CULT	452	0,00	A L332-4	CDI
Ass. Enseig. Artist. ppal 1° cl	B	CULT	573	0,00	A L332-8	CDD
Ass. Enseig. Artist. ppal 2° cl	B	CULT	415	0,00	A L332-8	CDD
Attaché	A	ADM	469	0,00	A L332-8	CDD
Attaché	A	ADM	693	0,00	A L332-4	CDI
Attaché	A	ADM	469	0,00	A L332-8	CDD
Attaché	A	ADM	567	0,00	A L332-8	CDD
Attaché	A	ADM	732	0,00	A L332-8	CDD
Attaché	A	ADM	499	0,00	A L332-4	CDI
Attaché	A	ADM	499	0,00	A L332-4	CDI
Ingénieur	A	TECH	697	0,00	A L332-8	CDD
Rédacteur	B	ADM	415	0,00	A L332-8	CDD
Rédacteur principal 2°	B	ADM	528	0,00	A L332-4	CDI
Technicien	B	TECH	538	0,00	A L332-4	CDI
Technicien principal 1° cl	B	TECH	513	0,00	A L332-4	CDI
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**0,00**		
Adjoint administratif	C	ADM	368	0,00	A L332-24	CDD
Adjoint administratif	C	ADM	371	0,00	A L332-24	CDD
Adjoint administratif	C	ADM	371	0,00	A L332-24	CDD
Adjoint administratif	C	ADM	367	0,00	A L332-23	CDD
Adjoint technique	C	TECH	367	0,00	A L332-23	CDD
Ass. Enseig. Artist.	B	CULT	415	0,00	A L332-23	CDD

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Ass. Enseig. Artist.	B	CULT	452	0,00	A L332-23	CDD
Ass. Enseig. Artist.	B	CULT	452	0,00	A L332-23	CDD
Ass. Enseig. Artist.	B	CULT	389	0,00	A L332-23	CDD
Attaché	A	ADM	499	0,00	A L332-24	CDD
Attaché	A	ADM	469	0,00	A L332-24	CDD
Attaché	A	ADM	469	0,00	A L332-24	CDD
Attaché	A	ADM	469	0,00	A L332-24	CDD
Attaché	A	ADM	469	0,00	A L332-24	CDD
Ingénieur	A	TECH	484	0,00	A L332-24	CDD
Ingénieur	A	TECH	518	0,00	A L332-24	CDD
Rédacteur	B	ADM	500	0,00	A L332-24	CDD
TOTAL GENERAL				**0,00**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX
LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER — B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1).
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3) (4)				
Détention d'une part du capital				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
02/07/2010 - Caution	SEM de Sisteron	SEM de Sisteron	Société Française	140 000,00
02/07/2010 -	SEM de Sisteron	SEM de Sisteron	Société Française	140 000,00
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée…).

(4) Les délégations pour lesquels un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements donnés.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION DE FONCTIONNEMENT	B11.1

B11.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	**Libellé (1)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**
012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**0,00**
016	**APA**	**0,00**
017	**RSA / Régularisations de RMI**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	Charges financières	**0,00**
67	**Charges spécifiques**	**0,00**
68	**Dotations aux provisions, dépréciations**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
Total des dépenses réelles		0,00
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION D'INVESTISSEMENT	B11.2

B11.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	**Libellé (1)**	**Montant**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
018	RSA	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		0,00
040	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-1 121 104,76**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**119 288,94**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-1 001 815,82**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	**1 001 815,82**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-1 001 815,82**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Crédits ouverts/reportés (2)	Réalisations (3)	Restes à réaliser au 31/12/N (4)	Total
		(a)	(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(1)	**519 259,00**	**516 707,24**	**639 959,62**	**1 156 666,86**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(1)	**5 262 154,18**	**2 154 308,82**	**1 219 922,81**	**3 374 231,63**
Solde des opérations de l'exercice (Solde III = E - D)	**4 742 895,18**	**1 637 601,58**	**579 963,19**	**2 217 564,77**
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-1 121 104,76**			**-1 121 104,76**
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	**1 001 815,82**	**1 001 815,82**		**1 001 815,82**
Solde des opérations liées à l'exercice N-1 (Solde IV = A + C)	**-119 288,94**			**-119 288,94**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde V = Solde III + Solde IV) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte				**2 098 275,83**

(1) BP+BS+DM + RAR N-1.Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Mandats et titres émis

(4) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES — C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**519 259,00**	**I 516 707,24**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**346 603,00**	**344 052,57**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	304 754,00	302 851,96
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	11 256,00	11 255,39
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	30 593,00	29 945,22
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**172 656,00**	**172 654,67**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*172 656,00*	*172 654,67*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES — C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**5 262 154,18**	**III**	**2 154 308,82**
Ressources propres externes de l'année (a)		**715 938,18**		**340 412,97**
10222	FCTVA	506 125,18		125 342,54
10226	Taxe d'aménagement (2)	0,00		0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00		0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00		0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00		0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
2748	Autres prêts	0,00		5 256,37
276341	Créance Communes membres du GFP	42 088,00		42 087,58
276351	Créance GFP de rattachement	0,00		151 238,98
276358	Créance Autres groupements	0,00		16 487,50
27638	Créance Autres établissements publics	167 725,00		0,00
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**4 546 216,00**		**1 813 895,85**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
2802	*Frais liés à la réalisation de document*	*32 978,00*		*32 977,31*
28031	*Frais d'études*	*10 344,00*		*10 344,00*
28033	*Frais d'insertion*	*173,00*		*172,80*
2804131	*Subv. Dpt : Bien mobilier, matériel*	*3 702,00*		*3 701,48*
28041411	*Subv.Cne GFP : Bien mobilier, matériel*	*600,00*		*600,00*
28041412	*Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations*	*140 080,00*		*140 079,01*
28041511	*Subv. Grpt : Bien mobilier, matériel*	*1 292,00*		*1 291,70*

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
28041581	*Autres grpts-Biens mob., mat. et études*	*61 757,00*	*61 756,38*
2804181	*Autres org pub - Biens mob, mat, études*	*1 007,00*	*1 006,84*
2804182	*Autres org pub - Bât. et installations*	*696,00*	*696,00*
280421	*Privé - Biens mob., matériel et études*	*215,00*	*214,73*
280422	*Privé - Bâtiments et installations*	*139 179,00*	*139 178,93*
28046	*Attributions compensation investissement*	*191 840,00*	*191 839,82*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*12 544,00*	*12 543,56*
28088	*Autres immobilisations incorporelles*	*360,00*	*360,00*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*354,00*	*354,36*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*83 149,00*	*83 148,91*
281311	*Bâtiments administratifs*	*21 128,00*	*21 128,00*
281318	*Autres bâtiments publics*	*68 541,00*	*68 540,95*
281321	*Immeubles de rapport*	*882,00*	*882,28*
281351	*Bâtiments publics*	*17 332,00*	*17 332,39*
28138	*Autres constructions*	*302 084,00*	*302 083,75*
28141	*Construct° sol autrui - Bâtiments public*	*686,00*	*685,52*
28148	*Construct° sol autrui - Autres construct*	*41 282,00*	*41 281,72*
28151	*Réseaux de voirie*	*1 510,00*	*1 510,80*
28152	*Installations de voirie*	*53 530,00*	*53 451,30*
281533	*Réseaux câblés*	*528,00*	*528,00*
281534	*Réseaux d'électrification*	*1 440,00*	*1 440,00*
281538	*Autres réseaux*	*41 420,00*	*41 419,46*
2815731	*Matériel roulant*	*113,00*	*113,02*
2815738	*Autre matériel et outillage de voirie*	*1 660,00*	*1 660,00*
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*66 768,00*	*66 767,50*
281721	*Plant. arbres, arbustes (mise à dispo)*	*174,00*	*174,00*
281728	*Autres agencements (m. à dispo)*	*4 488,00*	*4 488,00*
2817311	*Bâtiments administratifs (m. à dispo)*	*9 721,00*	*9 721,00*
281735	*Installations générales (m. à dispo)*	*305 115,00*	*305 115,00*
281751	*Réseaux de voirie (m. à dispo)*	*95,00*	*95,00*
281752	*Installations de voirie (m. à dispo)*	*18 399,00*	*18 400,00*
2817534	*Réseaux d'électrification (mise à dispo)*	*1 308,00*	*1 308,00*
281758	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*1 261,00*	*1 261,01*
2817848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*903,00*	*903,00*
281788	*Autres immo. corporelles (m. à dispo)*	*59,00*	*59,00*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*13 702,00*	*13 701,78*
281828	*Autres matériels de transport*	*49 763,00*	*49 763,77*
281838	*Autre matériel informatique*	*25 187,00*	*25 186,81*

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*27 651,00*	*27 650,36*
28185	*Matériel de téléphonie*	*2 529,00*	*2 529,33*
28188	*Autres immo. corporelles*	*54 449,00*	*54 449,27*
29…	*Dépréciations des immobilisations*		
31…	*Matières premières (et fournitures) (4)*		
33…	*En-cours de production de biens (4)*		
35…	*Stocks de produits (4)*		
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*		
59…	*Dépréciation des comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	1 200,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*2 731 038,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – AUTORISATIONS DE PROGRAMME — C2.1

SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION DE PROGRAMME *		Chapitre (s)	Stocks AP votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AP affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
Numéro	Libellé									
06	AIRE D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE	23	1 717 406,00	1 673 350,00	0,00	1 717 406,00	0,00	1 717 406,00	1 673 349,14	44 056,86
07	AMENAGEMENT BATIMENT ENEDIS DE SISTERON	20	1 003 240,00	0,00	0,00	1 003 240,00	0,00	1 003 240,00	0,00	1 003 240,00
01	ELABORATION DU SCOT	20	87 009,00	67 191,00	0,00	87 009,00	0,00	87 009,00	67 191,00	19 818,00
05	MODERNISATION ECOLOGIQUE DE LA BASE DE LOISIRS DE LA GERMANETTE	20, 23, 21	1 626 210,00	138 183,00	0,00	1 626 210,00	0,00	1 626 210,00	99 218,22	1 526 991,78
03	PIG HABITER MIEUX	45812, 204	128 234,00	67 727,00	0,00	128 234,00	0,00	128 234,00	67 726,34	60 507,66
02	RENOVATION ENERGETIQUE DES BATIMENTS	20, 23	1 193 024,00	62 335,00	0,00	1 193 024,00	0,00	1 193 024,00	64 927,91	1 128 096,09
04	TRAVAUX GEMAPI	204	346 372,00	162 734,00	0,00	346 372,00	0,00	346 372,00	162 733,88	183 638,12
TOTAL			**6 101 495,00**	**2 171 520,00**	**0,00**	**6 101 495,00**	**0,00**	**6 101 495,00**	**2 135 146,49**	**3 966 348,51**

* Le détail par programme n'est à renseigner qu'à compter des AP votées en 2005.

(1) Il s'agit des AP affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AP votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(6) Il s'agit des AP non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

	N-3	N-2	N-1	N
Ratio de couverture des AP affectées (6) / (5)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT — C2.2

SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION D'ENGAGEMENT *		Chapitre (s)	Stocks AE votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AE votées dans l'année	AE affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AE affectées dans l'année (2)	AE affectées annulées (3)	Stock d'AE affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AE affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
Numéro	Libellé									
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

* Le détail par engagement n'est à renseigner qu'à compter des AE votées en 2005.

(1) Il s'agit des AE affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AE votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(6) Il s'agit des AE non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

	N-3	N-2	N-1	N
Ratio de couverture des AE affectées (6) / (5)	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR NATURE	C3.1

Présentation agrégée par nature

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	419 808,02	84 584,66	0,00	2 579,15	332 644,21	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	206 463,92	168 123,44	0,00	2 942,00	35 398,48	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	365 791,27	4 708,00	0,00	18 498,40	342 584,87	0,00
A125	Constructions	420 625,07	3 369,60	0,00	6 146,72	411 108,75	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	105 571,85	10 712,76	0,00	0,00	94 859,09	0,00
A135	Réseaux divers	14 492,96	0,00	0,00	0,00	14 492,96	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	173 231,09	21 360,94	0,00	184,88	151 685,27	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	111 509,49	12 362,80	0,00	66 248,78	32 897,91	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	1 763 286,43	1 759 686,43	0,00	3 600,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	54 423,90	0,00	0,00	54 423,90	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**3 635 204,00**	**2 064 908,63**	**0,00**	**154 623,83**	**1 415 671,54**	**0,00**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	419 808,02	62 955,34	2 579,15	354 273,53	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	206 463,92	143 182,46	2 942,00	60 339,46	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	365 791,27	0,00	1 500,00	364 291,27	0,00
A125	Constructions	420 625,07	3 369,60	6 146,72	411 108,75	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	105 571,85	10 712,76	0,00	94 859,09	0,00
A135	Réseaux divers	14 492,96	0,00	0,00	14 492,96	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	173 231,09	21 360,94	184,88	151 685,27	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	111 509,49	12 362,80	66 248,78	32 897,91	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	1 763 286,43	1 757 710,43	3 600,00	1 976,00	0,00
A165	Immobilisations financières	54 423,90	0,00	54 423,90	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**3 635 204,00**	**2 011 654,33**	**137 625,43**	**1 485 924,24**	**0,00**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	**419 808,02**	0,00	0,00	0,00	419 808,02
A110	Autres immobilisations incorporelles	**206 463,92**	0,00	0,00	0,00	206 463,92
A115	Immobilisations incorporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	**365 791,27**	0,00	0,00	0,00	365 791,27
A125	Constructions	**420 625,07**	0,00	0,00	0,00	420 625,07
A130	Réseaux et installations de voirie	**105 571,85**	0,00	0,00	0,00	105 571,85
A135	Réseaux divers	**14 492,96**	0,00	0,00	0,00	14 492,96
A140	Installations techniques, agencements et matériel	**173 231,09**	0,00	0,00	0,00	173 231,09
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	**111 509,49**	0,00	0,00	0,00	111 509,49
A155	Immobilisations corporelles en cours	**1 763 286,43**	0,00	0,00	0,00	1 763 286,43
A165	Immobilisations financières	**54 423,90**	0,00	0,00	0,00	54 423,90
A225	Opérations pour compte de tiers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**3 635 204,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 635 204,00**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	419 808,02	0,00	0,00	0,00	419 808,02
A110	Autres immobilisations incorporelles	206 463,92	0,00	0,00	0,00	206 463,92
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	365 791,27	0,00	0,00	0,00	365 791,27
A125	Constructions	420 625,07	0,00	0,00	0,00	420 625,07
A130	Réseaux et installations de voirie	105 571,85	0,00	0,00	0,00	105 571,85
A135	Réseaux divers	14 492,96	0,00	0,00	0,00	14 492,96
A140	Installations techniques, agencements et matériel	173 231,09	0,00	0,00	0,00	173 231,09
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	111 509,49	0,00	0,00	0,00	111 509,49
A155	Immobilisations corporelles en cours	1 763 286,43	0,00	0,00	0,00	1 763 286,43
A165	Immobilisations financières	54 423,90	0,00	0,00	0,00	54 423,90
A225	Opérations pour compte de tiers	54 423,90	0,00	0,00	0,00	54 423,90
	TOTAL	**3 635 204,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 635 204,00**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	419 808,02	0,00	0,00	0,00	419 808,02
A110	Autres immobilisations incorporelles	206 463,92	0,00	0,00	0,00	206 463,92
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	365 791,27	0,00	0,00	0,00	365 791,27
A125	Constructions	420 625,07	0,00	0,00	0,00	420 625,07
A130	Réseaux et installations de voirie	105 571,85	0,00	0,00	0,00	105 571,85
A135	Réseaux divers	14 492,96	0,00	0,00	0,00	14 492,96
A140	Installations techniques, agencements et matériel	173 231,09	0,00	0,00	0,00	173 231,09
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	111 509,49	0,00	0,00	0,00	111 509,49
A155	Immobilisations corporelles en cours	1 763 286,43	0,00	0,00	0,00	1 763 286,43
A165	Immobilisations financières	54 423,90	0,00	0,00	0,00	54 423,90
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**3 635 204,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 635 204,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	419 808,02	0,00	0,00	0,00	419 808,02
A110	Autres immobilisations incorporelles	206 463,92	0,00	0,00	0,00	206 463,92
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	365 791,27	0,00	0,00	0,00	365 791,27
A125	Constructions	420 625,07	0,00	0,00	0,00	420 625,07
A130	Réseaux et installations de voirie	105 571,85	0,00	0,00	0,00	105 571,85
A135	Réseaux divers	14 492,96	0,00	0,00	0,00	14 492,96
A140	Installations techniques, agencements et matériel	173 231,09	0,00	0,00	0,00	173 231,09
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	111 509,49	0,00	0,00	0,00	111 509,49
A155	Immobilisations corporelles en cours	1 763 286,43	0,00	0,00	0,00	1 763 286,43
A165	Immobilisations financières	54 423,90	0,00	0,00	0,00	54 423,90
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**3 635 204,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 635 204,00**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	419 808,02	21 629,32	2 579,15	395 599,55	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	206 463,92	24 940,98	0,00	181 522,94	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	365 791,27	4 708,00	16 998,40	344 084,87	0,00
A125	Constructions	420 625,07	0,00	0,00	420 625,07	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	105 571,85	0,00	0,00	105 571,85	0,00
A135	Réseaux divers	14 492,96	0,00	0,00	14 492,96	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	173 231,09	0,00	0,00	173 231,09	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	111 509,49	774,50	0,00	110 734,99	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	1 763 286,43	1 976,00	0,00	1 761 310,43	0,00
A165	Immobilisations financières	54 423,90	0,00	0,00	54 423,90	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**3 635 204,00**	**54 028,80**	**19 577,55**	**3 561 597,65**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :
Axe 1° atténuation du changement climatique ;
Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;
Axe 3° gestion des ressources en eau ;
Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;
Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;
Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».
La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR FONCTION — C3.2

Présentation agrégée par fonction

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	533 115,60	26 823,85	0,00	67 809,00	438 482,75	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sport et loisirs	897 607,22	91 899,53	0,00	24 132,84	781 574,85	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI	2 117,75	0,00	0,00	906,46	1 211,29	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisation des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	2 101 533,76	1 792 643,31	0,00	54 782,56	254 107,89	0,00
6	Action économique	123 807,40	77 680,54	0,00	6 968,98	39 157,88	0,00
7	Environnement	403 134,28	240 376,41	0,00	23,99	162 733,88	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**4 061 316,01**	**2 229 423,64**	**0,00**	**154 623,83**	**1 677 268,54**	**0,00**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	533 115,60	5 194,53	67 809,00	460 112,07	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	897 607,22	60 274,55	7 134,44	830 198,23	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	2 117,75	0,00	906,46	1 211,29	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	2 101 533,76	1 792 643,31	54 782,56	254 107,89	0,00
6	Action économique	123 807,40	77 680,54	6 968,98	39 157,88	0,00
7	Environnement	403 134,28	240 376,41	23,99	162 733,88	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**4 061 316,01**	**2 176 169,34**	**137 625,43**	**1 747 521,24**	**0,00**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	533 115,60	0,00	0,00	0,00	533 115,60
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	897 607,22	0,00	0,00	0,00	897 607,22
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	2 117,75	0,00	0,00	0,00	2 117,75
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	2 101 533,76	0,00	0,00	0,00	2 101 533,76
6	Action économique	123 807,40	0,00	0,00	0,00	123 807,40
7	Environnement	403 134,28	0,00	0,00	0,00	403 134,28
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**4 061 316,01**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 061 316,01**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	533 115,60	0,00	0,00	0,00	533 115,60
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	897 607,22	0,00	0,00	0,00	897 607,22
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	2 117,75	0,00	0,00	0,00	2 117,75
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	2 101 533,76	0,00	0,00	0,00	2 101 533,76
6	Action économique	123 807,40	0,00	0,00	0,00	123 807,40
7	Environnement	403 134,28	0,00	0,00	0,00	403 134,28
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**4 061 316,01**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 061 316,01**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	533 115,60	0,00	0,00	0,00	533 115,60
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	897 607,22	0,00	0,00	0,00	897 607,22
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	2 117,75	0,00	0,00	0,00	2 117,75
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	2 101 533,76	0,00	0,00	0,00	2 101 533,76
6	Action économique	123 807,40	0,00	0,00	0,00	123 807,40
7	Environnement	403 134,28	0,00	0,00	0,00	403 134,28
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**4 061 316,01**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 061 316,01**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	533 115,60	0,00	0,00	0,00	533 115,60
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	897 607,22	0,00	0,00	0,00	897 607,22
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	2 117,75	0,00	0,00	0,00	2 117,75
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	2 101 533,76	0,00	0,00	0,00	2 101 533,76
6	Action économique	123 807,40	0,00	0,00	0,00	123 807,40
7	Environnement	403 134,28	0,00	0,00	0,00	403 134,28
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**4 061 316,01**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 061 316,01**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	533 115,60	21 629,32	2 579,15	508 907,13	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	897 607,22	32 399,48	16 998,40	848 209,34	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	2 117,75	0,00	0,00	2 117,75	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	2 101 533,76	0,00	0,00	2 101 533,76	0,00
6	Action économique	123 807,40	0,00	0,00	123 807,40	0,00
7	Environnement	403 134,28	0,00	0,00	403 134,28	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**4 061 316,01**	**54 028,80**	**19 577,55**	**3 987 709,66**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :
Axe 1° atténuation du changement climatique ;
Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;
Axe 3° gestion des ressources en eau ;
Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;
Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;
Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».
La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	D1

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)
SERVICE	AIRE ACCUEIL GENS DU VOYAGE	01/01/2017		
SERVICE	BASE DE LOISIRS	01/01/2017		
SERVICE	NAVETTE	28/06/2019		
SERVICE	VAE	14/06/2022		
SERVICE	VIA FERRATA	01/01/2024		

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – GESTION DES FONDS EUROPEENS	D2

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N	D3

ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N

ELUS BENEFICIAIRES DES ACTIONS DE FORMATION	NOM DE L'ORGANISME DE FORMATION	COÛT DE LA FORMATION	DATE ET LIEU DE LA FORMATION	ACTIONS DE FORMATION FINANCEES PAR LA COLLECTIVITE OU L'ETABLISSEMENT

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT RELATIF AUX RESSOURCES ET DEPENSES DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES JEUNES – Annexe à l'article D. 4312-7 — D4

Evolution des dépenses associées à la formation professionnelle des jeunes

	APPRENTISSAGE			ENS PRO ss statut scolaire			FORMATIONS CONTINUES en alternance			TOTAL		
	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%
Montant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Etat des ressources de l'apprentissage

RESSOURCES	MONTANT		
	Année n	Année n-1	%
1ère section FNDMA	0,00	0,00	0,00
2ème section FNDMA	0,00	0,00	0,00
Dotations décentralisation (1)	0,00	0,00	0,00
Dotation indemnité comp. forfaitaire	0,00	0,00	0,00
Contribution additionnelle (2)	0,00	0,00	0,00
FSE	0,00	0,00	0,00
FEDER	0,00	0,00	0,00
FEOGA	0,00	0,00	0,00
Reversement excédent de ressources CFA (3)	0,00	0,00	0,00
Autres ressources	0,00	0,00	0,00
Total ressources externes	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Effort propre de la collectivité	0,00	0,00	0,00
Total ressources	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Dotations au titre des lois du 7 janvier 1983 et du 23 juillet 1987.
(2) Article 37 de la loi de finances initiale pour 2005.
(3) Article R. 116-17 du code du travail.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – IDENTIFICATION DES FLUX CROISES (1)	D5

1 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET LES COMMUNES (cf. la liste des opérations en annexe de l'instruction budgétaire et comptable)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Solde Prévisions / réalisations
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00

2 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET DES COMMUNES (après neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Solde Prévisions / réalisations
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Cet état doit être rempli uniquement par les groupements à fiscalité propre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION – ÉTATS DE RÉPARTITION DE LA TEOM – INVESTISSEMENT	D6.1

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Acquisitions d'immobilisations		**0,00**
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		**0,00**
Autres dépenses éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
Total des dépenses réelles		**0,00**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Souscription d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Dotations et subventions reçues		**0,00**
Autres recettes éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
Total des recettes réelles		**0,00**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Compléter par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » dans la mesure où il faut établir un état par

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION – ÉTATS DE RÉPARTITION DE LA TEOM - FONCTIONNEMENT	D6.2

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		0,00
042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Recettes issues de la TEOM		0,00
Dotations et participations reçues		0,00
Autres recettes de fonctionnement éventuelles		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Total des recettes réelles		**0,00**
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Compléter par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » dans la mesure où il faut établir un état par service.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
ELEMENTS DU BILAN **ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION DE FONCTIONNEMENT**	**D7.1**

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
ELEMENTS DU BILAN **ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT**	**D7.2**

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SUIVI DES OPERATIONS AU TITRE DU NPNRU	D8.1

ETAT DE SYNTHESE PAR CONVENTION

NOMENCLATURE :

14-Etudes et conduite de projet
15-Relogement des ménages avec minoration de loyer
21-Démolition de logements locatifs sociaux
22-Recyclage de copropriétés dégradées
23-Recyclage de l'habitat ancien dégradé
24-Aménagement d'ensemble
31-Reconstitution de l'offre de logements locatifs sociaux
32-Production d'une offre de relogement temporaire
33-Requalification de logements locatifs sociaux
34-Résidentialisation de logements
35-Actions de portage massif en copropriétés dégradées
36-Accession à la propriété
37-Equipement public de proximité
38-Immobilier à vocation économique
39-Autres investissements
41-Quartiers Fertiles-Opérations d'ingénierie et dépenses de personnel
42-Quartiers Fertiles-Opérations d'investissement

(1) Ensemble des AP et AE ouverts sur l'opération, tous exercices confondus
(2) Ensemble des AP et AE engagés sur l'opération, sur l'exercice courant
(3) Ensemble des crédits décaissés ou encaissés pour l'opération, tous exercices cumulés
(4) Ensemble des crédits décaissés ou encaissés sur l'exercice budgétaire N pour la mise en œuvre de l'opération

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SUIVI DES OPERATIONS AU TITRE DU NPNRU	D8.2

Cet état ne contient pas d'information.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

OM CC SISTERONAIS-BUECH

RELATIF AU BUDGET PRINCIPAL DE CC DU SISTERONAIS-BUECH

Numéro SIRET : 20006876500029

POSTE COMPTABLE : 004024 SGC SISTERON

Compte financier unique (M57)

Voté par Nature
BUDGET ANNEXE

ANNEE 2025

Sommaire

Le Compte Financier Unique

Arrêté et signatures
ECCF

		Origine des données	Page
	I. Informations générales et synthétiques		
A	Informations statistiques, fiscales et financières	Ordonnateur	5
B1	Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble	Ordonnateur	6
B2	Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés	Comptable	7
B3.1	Liste des organismes de regroupement	Ordonnateur	8
B3.2	Liste des établissements publics créés	Ordonnateur	9
B3.3	Liste des services individualisés dans un budget annexe	Ordonnateur	10
C1	Détail des restes à réaliser - Dépenses	Ordonnateur	11
C2	Détail des restes à réaliser - Recettes	Ordonnateur	12
D	Bilan synthétique	Comptable	13
E	Compte de résultat synthétique	Comptable	14
F	Taux des contributions et produits afférents en N	Ordonnateur	16
	II. Exécution budgétaire		
A	Modalités de vote du budget	Ordonnateur	17
	Vue d'ensemble		
A1.1	Dépenses d'investissement	Ordonnateur	18
A1.2	Recettes d'investissement	Ordonnateur	19
A2.1	Dépenses de fonctionnement	Ordonnateur	20
A2.2	Recettes de fonctionnement	Ordonnateur	22
	Vue détaillée		
B1	Dépenses d'investissement	Comptable	23
B2	Recettes d'investissement	Comptable	25
C1	Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	Ordonnateur	28
D1	Dépenses de fonctionnement	Comptable	29
D2	Recettes de fonctionnement	Comptable	33
	III. États financiers		
A	Bilan	Comptable	35
B	Compte de résultat	Comptable	39
C	Annexe (uniquement pour les collectivités certifiables)	Ordonnateur / Comptable - Pièce jointe	41
D	Balance des comptes	Comptable	42
	IV. États annexés		

		Origine des données	Page
	A. Présentation croisée et agrégée		
A1	Présentation croisée, section d’investissement – vue d’ensemble	Ordonnateur	
A2	Présentation croisée, section de fonctionnement – vue d’ensemble	Ordonnateur	
A3	Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	Ordonnateur	
	B. États annexés patrimoniaux		
B1.1	État de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Ordonnateur	
B1.2	État de la dette - Répartition par nature de dette	Ordonnateur	
B1.3	État de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	Ordonnateur	
B1.4	État de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Ordonnateur	
B1.5	État de la dette - Détail des opérations de couverture	Ordonnateur	
B1.6	État de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	Ordonnateur	
B1.7	État de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	Ordonnateur	
B1.8	État de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Ordonnateur	
B1.9	État de la dette - Autres dettes	Ordonnateur	
B2	Méthodes utilisées pour les amortissements	Ordonnateur	
B3	État des provisions	Ordonnateur	
B4	État des charges transférées	Ordonnateur	
B5	Détail des opérations pour le compte de tiers	Ordonnateur	
B6	Prêts	Ordonnateur	
B7.1	État synthétique des engagements donnés	Ordonnateur	
B7.2	État synthétique des engagements reçus	Ordonnateur	
B7.3	État des emprunts garantis	Ordonnateur	
B7.4	Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Ordonnateur	
B7.5	État des contrats de crédit-bail	Ordonnateur	
B7.6	État des marchés de partenariat	Ordonnateur	
B7.7	État des recettes grevées d’une affectation spéciale	Ordonnateur	
B7.8	Autres engagements donnés	Ordonnateur	
B7.9	Autres engagements reçus	Ordonnateur	
B8	Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions	Ordonnateur	
B9	État du personnel	Ordonnateur	

		Origine des données	Page
B10	Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Ordonnateur	
B11.1	État de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement	Ordonnateur	
B11.2	État de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement	Ordonnateur	
	C. États annexés budgétaires		
C1.1	Équilibre budgétaire	Ordonnateur	
C1.2	Équilibre budgétaire - dépenses	Ordonnateur	
C1.3	Équilibre budgétaire - recettes	Ordonnateur	
C2.1	Situation des autorisations de programme	Ordonnateur	
C2.2	Situation des autorisations d'engagement	Ordonnateur	
C3.1	Impact du budget pour la transition écologique – répartition par nature	Ordonnateur	
C3.2	Impact du budget pour la transition écologique – répartition par fonction	Ordonnateur	
	D. Autres éléments d'information		
D1	Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Ordonnateur	
D2	Gestion des fonds européens	Ordonnateur	
D3	Actions de formation des élus	Ordonnateur	
D4	État relatif aux ressources et dépenses de la formation professionnelle des jeunes	Ordonnateur	
D5	Identification des flux croisés	Ordonnateur	
D6.1	États de la répartition de la TEOM – investissement	Ordonnateur	
D6.2	États de la répartition de la TEOM – fonctionnement	Ordonnateur	
D7.1	États des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement	Ordonnateur	
D7.2	États des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement	Ordonnateur	
D8.1	Suivi des opérations au titre du NPNRU – État de synthèse	Ordonnateur	
D8.2	Suivi des opérations au titre du NPNRU – Détail	Ordonnateur	
	V. Arrêté et signatures		
A	Arrêté et signatures	Ordonnateur / Comptable	64

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES — I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	25 912

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	478,14

	Ratios de niveau	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	225,05
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	235,41
3	Dépenses d'équipement brut / population	74,47
4	Encours de dette / population (2)(3)	132,91
5	DGF / population	0,00
	Ratios de structure et d'analyse financière	**Valeurs**
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement	30,05 %
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	103,24 %
8	Taux d'épargne brute (Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement) (2) (4)	4,40 %
9	Taux d'épargne nette ((Epargne brute – remboursement annuel de la dette en capital) / recettes réelles de fonctionnement)	-3,24 %
10	Ratio d'endettement (Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement) (2) (3) (4)	56,46 %
11	Capacité de désendettement (encours de dette / épargne brute) (2) (3) (4)	12,83

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 31 décembre N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts.

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES — I

PRESENTATION GENERALE DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE — B1

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N

			Investissement	Fonctionnement	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	3 450 291,18	6 278 673,23	9 728 964,41
	Recettes réalisées (1)	B	1 704 271,57	6 306 613,11	8 010 884,68
	Restes à réaliser	C	141 212,09	0,00	141 212,09
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	3 954 729,00	8 880 570,00	12 835 299,00
	Dépenses réalisées (1)	E	2 602 392,05	6 635 965,72	9 238 357,77
	Restes à réaliser	F	880 768,94	0,00	880 768,94
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B – E	-898 120,48	-329 352,61	-1 227 473,09
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	504 437,82	2 601 896,77	3 106 334,59
Solde (investissement) ou résultat de clôture (fonctionnement)	Excédent /déficit	G + H	-393 682,66	2 272 544,16	1 878 861,50
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C - F	-739 556,85	0,00	-739 556,85
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	-1 133 239,51	2 272 544,16	1 139 304,65

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES

I

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

B2

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Part affectée à l'investissement : exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
I - Budget principal					
Investissement					
Fonctionnement					
TOTAL I					
II - Budgets des services à caractère administratif					
OM CC SISTERONAIS-BUECH					
Investissement	504 437,82		-898 120,48		-393 682,66
Fonctionnement	2 601 896,77		-329 352,61		2 272 544,16
Sous-Total	3 106 334,59		-1 227 473,09		1 878 861,50
TOTAL II	**3 106 334,59**		**-1 227 473,09**		**1 878 861,50**
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
TOTAL III					
TOTAL I + II + III	**3 106 334,59**		**-1 227 473,09**		**1 878 861,50**

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES

I

LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHÈRE LA COLLÉCTIVITE

B3.1

Désignation des organismes	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
EPCI			
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS CRÉÉS	B3.2

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISÉS DANS UN BUDGET ANNEXE	B3.3

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR DEPENSES	C1

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	880 768,94
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		880 768,94
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR RECETTES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(II) 141 212,09
018	RSA	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	141 212,09
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(V) 0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
731	Fiscalité locale	0,00
74	Dotations et participations (4)	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	0,00
013	Atténuations de charges (4)	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Bilan synthétique (en milliers d'euros)	D

ACTIF NET (1)	Total	FONDS PROPRES ET PASSIF	Total
ACTIF IMMOBILISÉ		**FONDS PROPRES**	
Immobilisations incorporelles (nettes)		Apports et subventions d'investissement	6 341,46
Subventions d'investissement versées		Neutralisations et régularisations	-849,20
Autres immobilisations incorporelles	445,30	Réserves	1 359,66
Immobilisations corporelles (nettes)		Report à nouveau	2 601,90
Terrains	725,13	Résultat de l'exercice	-329,35
Constructions	2 032,52	Droits du concédant, de l'affermant, de l'affectant et du remettant	2 322,48
Réseaux et installations de voirie		**TOTAL FONDS PROPRES (I)**	**11 446,94**
Réseaux divers	1 737,64	**PASSIF**	
Installations techniques, agencements et matériel	3 429,02	**TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)**	**216,00**
Immobilisations mises en concessions ou affermées		**DETTES FINANCIÈRES**	
Autres	2 115,96	Emprunts obligataires	
Immobilisations corporelles en cours	**605,80**	Emprunts souscrits auprès des établissements de crédit	2 967,19
Droits de retour relatifs aux biens mis à disposition ou affectés	**1 454,56**	Dettes financières et autres emprunts	10,67
Immobilisations financières (nettes)		**TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)**	**2 977,85**
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	**12 545,94**	**DETTES NON FINANCIÈRES**	
ACTIF CIRCULANT		Dettes fournisseurs et comptes rattachés	403,70
Stocks		Autres dettes non financières	196,98
Créances	439,07	Produits constatés d'avance	
Charges constatées d'avance		**TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)**	**600,68**
Trésorerie	2 256,47	**TOTAL TRÉSORERIE (4)**	
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	**2 695,54**	**TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)**	**3 794,53**
Comptes de régularisation (III)		Comptes de régularisation (III)	
Écarts de conversion actif (IV)		Écarts de conversion passif (IV)	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**15 241,48**	**TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)**	**15 241,48**

[1] Déduction faite des amortissements et des dépréciations

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	E

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)		
Dotations de l'état	3,32	2,01
Participations	112,99	243,34
Compensations, autres attributions et autres participations		
Dons et legs		
Impôts et taxes	4 784,45	4 612,17
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE		
Ventes de biens ou prestations de services	1 057,78	541,75
Produits des cessions d'actifs		8,11
Autres produits de gestion	41,92	670,20
Production stockée et immobilisée		1,04
AUTRES PRODUITS		
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges		
Reprises du financement rattaché à un actif	206,57	177,65
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions		
Neutralisation des moins-values de cession		
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT(I)	**6 207,02**	**6 256,28**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Achats et charges externes	4 018,45	3 833,84
Charges de personnel	1 397,80	1 371,71
Indemnités des élus (et membres du CESR)		
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)	107,05	21,02
Impôts et taxes	31,90	32,42
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions	904,71	755,55
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés		
Neutralisation des dépréciations et provisions		
Neutralisation des plus-values de cession		8,11
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)	**6 459,92**	**6 022,65**

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	**E**

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
CHARGES D'INTERVENTION		
Dispositifs d'intervention pour compte propre	16,53	9,76
Autres charges		
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)	**16,53**	**9,76**
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)	**-269,43**	**223,87**
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)		
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)	**59,92**	**80,11**
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)	**-59,92**	**-80,11**
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)	**-329,35**	**143,76**

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

TAUX DES CONTRIBUTIONS ET PRODUITS AFFERENTS EN N — F

Libellés		Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit N	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources					
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources					
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources					
TFPB		0,00	0,00	0,00	0,00
TFPNB		0,00	0,00	0,00	0,00
CFE		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL				**0,00**	**0,00**

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

I – L'assemblée délibérante a voté le budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II –En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement, et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :

- Fonctionnement : 7.50%
- Investissement : 7.50%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(3) Au maximum dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du ...

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

DEPENSES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (mandats émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	455 439,00	417 356,06	91,64	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	2 052 444,00	1 104 086,59	53,79	880 768,94
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	769 582,00	408 228,48	53,05	0,00
	Total des opérations d'équipement (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**3 277 465,00**	**1 929 671,13**	**58,88**	**880 768,94**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	470 697,00	466 154,39	99,03	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**470 697,00**	**466 154,39**	**99,03**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**3 748 162,00**	**2 395 825,52**	**63,92**	**880 768,94**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*206 567,00*	*206 566,53*	*100,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (5)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre en investissement		**206 567,00**	**206 566,53**	**100,00**	**0,00**
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**3 954 729,00**	**2 602 392,05**	**65,80**	**880 768,94**
001 Solde d'exécution négatif reporté		**0,00**			
Total des dépenses de la section d'investissement		**3 954 729,00**	**2 602 392,05**		**880 768,94**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Voir l'état II-C1.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) *DI 041 = RI 041*

(6) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324.

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (titres émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	1 349 215,00	623 590,43	46,22	141 212,09
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées(8)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	15 701,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	300 004,18	260 542,30	86,85	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	20 000,00			
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**1 669 219,18**	**899 833,73**	**53,91**	**141 212,09**
021	*Virement de la section de fonctionnement (3)*	*962 866,00*			
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*818 206,00*	*804 437,84*	*98,32*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre en investissement		**1 781 072,00**	**804 437,84**	**45,17**	**0,00**
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**3 450 291,18**	**1 704 271,57**	**49,40**	**141 212,09**
001 Solde d'exécution positif reporté		**504 437,82**			
Total des recettes de la section d'investissement		**3 954 729,00**	**1 704 271,57**		**141 212,09**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation).

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) *DI 041 = RI 041*

(8) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324

II – EXECUTION BUDGETAIRE

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

II

A2.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
011	Charges à caractère général (3)	4 482 610,00	3 736 151,66	59 130,34	3 795 282,00	84,67	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	1 900 687,00	1 752 466,23	0,00	1 752 466,23	92,20	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	539 445,00	120 697,70	0,00	120 697,70	22,37	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**6 922 742,00**	**5 609 315,59**	**59 130,34**	**5 668 445,93**	**81,88**	**0,00**
66	Charges financières	69 309,00	59 923,27	0,00	59 923,27	86,46	0,00
67	Charges spécifiques	7 174,00	2 885,90	0,00	2 885,90	40,23	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires)	100 273,00	100 272,78	0,00	100 272,78	100,00	0,00
Total des dépenses réelles et mixtes		**7 099 498,00**	**5 772 397,54**	**59 130,34**	**5 831 527,88**	**82,14**	**0,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*962 866,00*					
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*818 206,00*	*804 437,84*	*0,00*	*804 437,84*	*98,32*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement (3)		**1 781 072,00**	**804 437,84**	**0,00**	**804 437,84**	**45,17**	**0,00**
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**8 880 570,00**	**6 576 835,38**	**59 130,34**	**6 635 965,72**	**74,72**	**0,00**
002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		**0,00**					
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**8 880 570,00**	**6 576 835,38**	**59 130,34**	**6 635 965,72**		**0,00**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) DF 042 = RI 040 ; DF 043 = RF 043

II – EXECUTION BUDGETAIRE

RECETTES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

II

A2.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (1)
013	Atténuations de charges	69 399,23	71 648,44	27 945,24	99 593,68	143,51	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 123 116,00	979 979,04	77 800,00	1 057 779,04	94,18	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	4 691 437,00	4 784 450,00	0,00	4 784 450,00	101,98	0,00
74	Dotations et participations	177 981,00	116 302,84	0,00	116 302,84	65,35	0,00
75	Autres produits de gestion courante	173,00	41 921,02	0,00	41 921,02	24 231,80	0,00
Total des recettes de gestion des services		**6 062 106,23**	**5 994 301,34**	**105 745,24**	**6 100 046,58**	**100,63**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires)	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles et mixtes		**6 072 106,23**	**5 994 301,34**	**105 745,24**	**6 100 046,58**	**100,46**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*206 567,00*	*206 566,53*	*0,00*	*206 566,53*	*100,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre (3)		**206 567,00**	**206 566,53**	**0,00**	**206 566,53**	**100,00**	**0,00**
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**6 278 673,23**	**6 200 867,87**	**105 745,24**	**6 306 613,11**	**100,44**	**0,00**
002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		**2 601 896,77**					
Total des recettes de la section de fonctionnement		**8 880 570,00**	**6 200 867,87**	**105 745,24**	**6 306 613,11**		**0,00**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) *RF 042 = DI 040*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA					
2031	Frais d'études		412 856,06		412 856,06	
2033	Frais d'insertion		2 700,00		2 700,00	
2051	Concessions et droits similaires		1 800,00		1 800,00	
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	455 439,00	417 356,06		417 356,06	38 082,94
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées					
2111	Terrains nus		3 700,00		3 700,00	
21351	Bâtiments publics		78 248,66		78 248,66	
2138	Autres constructions		11 898,57		11 898,57	
2158	Autres installations, matériel et outillage techniques		994 589,57	10 999,58	983 589,99	
21838	Autre matériel informatique		2 273,98		2 273,98	
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers		2 611,80		2 611,80	
2185	Matériel de téléphonie		202,68		202,68	
2188	Autres		21 835,71	274,80	21 560,91	
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	2 052 444,00	1 115 360,97	11 274,38	1 104 086,59	948 357,41
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation					
2313	Constructions		194 544,58		194 544,58	
2315	Installations, matériel et outillage techniques		213 683,90		213 683,90	
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	769 582,00	408 228,48		408 228,48	361 353,52
Total des dépenses d'équipement		**3 277 465,00**	**1 940 945,51**	**11 274,38**	**1 929 671,13**	**1 347 793,87**
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves					
total chapitre 13	Subventions d'investissement					
1641	Emprunts en euros		463 487,73		463 487,73	
16873	Départements		2 666,66		2 666,66	
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	470 697,00	466 154,39		466 154,39	4 542,61

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	**B1**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)					
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations					
total chapitre 27	Autres immobilisations financières					
Total des dépenses financières		**470 697,00**	**466 154,39**		**466 154,39**	**4 542,61**
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers					
Total des dépenses réelles d'investissement		**3 748 162,00**	**2 407 099,90**	**11 274,38**	**2 395 825,52**	**1 352 336,48**
13911	*État et établissements nationaux*		*33 021,83*		*33 021,83*	
13912	*Régions*		*26 566,09*		*26 566,09*	
13913	*Départements*		*36 184,06*		*36 184,06*	
139151	*GFP de rattachement*		*1 986,49*		*1 986,49*	
139178	*Autres fonds européens*		*1 302,00*		*1 302,00*	
13918	*Autres*		*15 195,20*		*15 195,20*	
139361	*Dotation d'équipement des territoires ruraux*		*92 310,86*		*92 310,86*	
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*206 567,00*	*206 566,53*		*206 566,53*	*0,47*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*					
Total des dépenses d'ordre en investissement		***206 567,00***	***206 566,53***		***206 566,53***	***0,47***
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**3 954 729,00**	**2 613 666,43**	**11 274,38**	**2 602 392,05**	**1 352 336,95**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté						
Total des dépenses de la section d'investissement		**3 954 729,00**	**2 613 666,43**	**11 274,38**	**2 602 392,05**	**1 352 336,95**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA					
1311	État et établissements nationaux		9 520,00		9 520,00	
1312	Régions		203 157,59		203 157,59	
1318	Autres		78 300,00		78 300,00	
13258	Autres groupements		14 742,40		14 742,40	
13361	Dotation d'équipement des territoires ruraux		317 870,44		317 870,44	
total chapitre 13	Subventions d'investissement	1 349 215,00	623 590,43		623 590,43	725 624,57
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées					
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)					
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées					
2158	Autres installations, matériel et outillage techniques		15 701,00		15 701,00	
total chapitre 21	Immobilisations corporelles		15 701,00		15 701,00	-15 701,00
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation					
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)					
10222	F.C.T.V.A.		260 542,30		260 542,30	
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	300 004,18	260 542,30		260 542,30	39 461,88
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)					
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations					
total chapitre 27	Autres immobilisations financières					
total chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	20 000,00				
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers					
Total des recettes réelles d'investissement		**1 669 219,18**	**899 833,73**		**899 833,73**	**769 385,45**
total chapitre 021	*Virement de la section de fonctionnement*	*962 866,00*				
2802	*Frais d'études, d'élaboration, de modifications et de révisions des documents d'urbanisme*		*252,00*		*252,00*	

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
28031	*Frais d'études*		*6 315,60*		*6 315,60*	
28033	*Frais d'insertion*		*1 756,80*		*1 756,80*	
2805	*Concessions, brevets, licences, droits et valeurs similaires*		*503,00*		*503,00*	
28128	*Autres agencements et aménagements*		*16 442,40*		*16 442,40*	
281318	*Autres bâtiments publics*		*36 484,00*		*36 484,00*	
281351	*Bâtiments publics*		*26 429,89*		*26 429,89*	
28138	*Autres constructions*		*9 552,04*		*9 552,04*	
28148	*Constructions sur sol d'autrui - Autres constructions*		*13 345,20*		*13 345,20*	
281534	*Réseaux d'électrification*		*1 935,00*		*1 935,00*	
281538	*Autres réseaux*		*4 662,00*		*4 662,00*	
2815738	*Autre matériel et outillage de voirie*		*19 477,00*		*19 477,00*	
28158	*Autres installations, matériel et outillage techniques*		*222 006,48*	*395,00*	*221 611,48*	
2817538	*Autres réseaux*		*48 677,00*		*48 677,00*	
28181	*Installations générales, agencements et aménagements divers*		*4 201,40*		*4 201,40*	
281828	*Autres matériels de transport*		*235 931,88*		*235 931,88*	
281838	*Autre matériel informatique*		*6 336,97*	*166,56*	*6 170,41*	
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*		*1 573,94*		*1 573,94*	
28185	*Matériel de téléphonie*		*324,72*		*324,72*	
28188	*Autres*		*148 792,08*		*148 792,08*	
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*818 206,00*	*804 999,40*	*561,56*	*804 437,84*	*13 768,16*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*					
Total des recettes d'ordre en investissement		***1 781 072,00***	***804 999,40***	***561,56***	***804 437,84***	***976 634,16***
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**3 450 291,18**	**1 704 833,13**	**561,56**	**1 704 271,57**	**1 746 019,61**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		504 437,82				
Total des recettes de la section d'investissement		3 954 729,00	1 704 833,13	561,56	1 704 271,57	2 250 457,43

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D’EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

Cet état ne contient pas d'information.

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
60611	Eau et assainissement		3 756,53	583,95	3 172,58	
60612	Énergie - Électricité		22 506,24		22 506,24	
60621	Combustibles		1 797,85		1 797,85	
60622	Carburants		225 600,33	176,19	225 424,14	
60623	Alimentation		829,96	29,80	800,16	
60624	Produits de traitement		2 634,74		2 634,74	
60628	Autres fournitures non stockées		11 162,51		11 162,51	
60631	Fournitures d'entretien		5 041,34		5 041,34	
60632	Fournitures de petit équipement		26 376,78	625,43	25 751,35	
60636	Habillement et Vêtements de travail		27 849,33	726,91	27 122,42	
6064	Fournitures administratives		892,74		892,74	
611	Contrats de prestations de services		2 938 259,03	44 052,96	2 894 206,07	
61351	Matériel roulant		125 100,27		125 100,27	
61358	Autres		1 675,32		1 675,32	
615221	Bâtiments publics		7 232,23	3 635,81	3 596,42	
615231	Voiries		13 103,82	4 176,90	8 926,92	
615232	Réseaux		11 466,44		11 466,44	
61551	Matériel roulant		231 393,12	5 498,44	225 894,68	
61558	Autres biens mobiliers		15 656,29		15 656,29	
6156	Maintenance		32 876,68	735,90	32 140,78	
6161	Multirisques		24 994,89		24 994,89	
617	Études et recherches		60 202,87	23 655,00	36 547,87	
6182	Documentation générale et technique		433,93		433,93	
6184	Versements à des organismes de formation		16 165,00	6 650,00	9 515,00	
6188	Autres frais divers		263,00		263,00	
62268	Autres honoraires, conseils...		16 390,78		16 390,78	

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6231	Annonces et insertions		7 058,62		7 058,62	
6232	Fêtes et cérémonies		1 866,84	180,00	1 686,84	
6236	Catalogues et imprimés		6 510,24		6 510,24	
6238	Divers		3 930,59		3 930,59	
6247	Transports collectifs du personnel		2 553,00		2 553,00	
6251	Voyages, déplacements et missions		3 028,04		3 028,04	
6262	Frais de télécommunications		6 217,33		6 217,33	
627	Services bancaires et assimilés.		33,10		33,10	
6281	Concours divers (cotisations...)		1 260,65		1 260,65	
6283	Frais de nettoyage des locaux		1 389,60		1 389,60	
628722	dotés de la personnalité morale		25 947,86		25 947,86	
62875	Aux communes membres du GFP		516,40		516,40	
63512	Taxes foncières		295,00		295,00	
6355	Taxes et impôts sur les véhicules		1 740,00		1 740,00	
total chapitre 011	Charges à caractère général	4 482 610,00	3 886 009,29	90 727,29	3 795 282,00	687 328,00
6215	Personnel affecté par la commune membre du GFP		161 201,62		161 201,62	
6218	Autre personnel extérieur		63 999,42		63 999,42	
6331	Versement mobilité		660,06		660,06	
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.		4 494,13		4 494,13	
6336	Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction publique territoriale		22 016,34		22 016,34	
6338	Autres impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations		2 696,98		2 696,98	
64111	Rémunération principale		522 689,75		522 689,75	
64112	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence		8 849,43		8 849,43	
64113	NBI		5 863,46		5 863,46	
64118	Autres indemnités.		142 426,72		142 426,72	

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
64131	Rémunérations		320 604,21		320 604,21	
64132	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence		1 423,45		1 423,45	
64138	Primes et autres indemnités		64 498,16		64 498,16	
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.		195 620,38		195 620,38	
6453	Cotisations aux caisses de retraite		195 656,54		195 656,54	
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C		16 116,79		16 116,79	
6458	Cotisations aux autres organismes sociaux.		1 529,00		1 529,00	
6474	Versements aux oeuvres sociales		198,00	198,00		
6475	Médecine du travail, pharmacie		4 593,79		4 593,79	
6478	Autres charges sociales diverses		17 526,00		17 526,00	
total chapitre 012	Charges de personnel et frais assimilés	1 900 687,00	1 752 664,23	198,00	1 752 466,23	148 220,77
total chapitre 014	Atténuations de produits					
total chapitre 016	APA					
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI					
6541	Créances admises en non-valeur		95,00		95,00	
6542	Créances éteintes		1 364,80		1 364,80	
6561	Organismes de regroupement		9 251,00		9 251,00	
657358	Autres groupements		5 280,00		5 280,00	
65748	Autres personnes de droit privé		2 000,00		2 000,00	
65811	Droits d'utilisation - informatique en nuage		9 367,74		9 367,74	
65888	Autres		93 339,16		93 339,16	
total chapitre 65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	539 445,00	120 697,70		120 697,70	418 747,30
total chapitre 6586	Frais de fonctionnement des groupes d'élus (1)					
Total des dépenses de gestion des services		**6 922 742,00**	**5 759 371,22**	**90 925,29**	**5 668 445,93**	**1 254 296,07**
66111	Intérêts réglés à l'échéance		67 332,19		67 332,19	

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	**D1**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
66112	Intérêts - rattachement des ICNE			9 372,93	-9 372,93	
6688	Autres		1 964,01		1 964,01	
total chapitre 66	Charges financières	69 309,00	69 296,20	9 372,93	59 923,27	9 385,73
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)		2 885,90		2 885,90	
total chapitre 67	Charges spécifiques	7 174,00	2 885,90		2 885,90	4 288,10
6815	Dotations aux provisions pour risques et charges de fonctionnement		100 000,00		100 000,00	
6817	Dotations aux dépréciations des actifs circulants		272,78		272,78	
total chapitre 68	Dotations aux provisions	100 273,00	100 272,78		100 272,78	0,22
Total des dépenses réelles et mixtes		**7 099 498,00**	**5 931 826,10**	**100 298,22**	**5 831 527,88**	**1 267 970,12**
total chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*962 866,00*				
6811	*Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles*		*804 999,40*	*561,56*	*804 437,84*	
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*818 206,00*	*804 999,40*	*561,56*	*804 437,84*	*13 768,16*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*					
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***1 781 072,00***	***804 999,40***	***561,56***	***804 437,84***	***976 634,16***
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**8 880 570,00**	**6 736 825,50**	**100 859,78**	**6 635 965,72**	**2 244 604,28**
002 Résultat de fonctionnement reporté						
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**8 880 570,00**	**6 736 825,50**	**100 859,78**	**6 635 965,72**	**2 244 604,28**

(1) Collectivités de plus de 100 000 habitants

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6419	Remboursements sur rémunérations du personnel		118 823,63	27 980,95	90 842,68	
6479	Remboursements sur autres charges sociales		8 751,00		8 751,00	
total chapitre 013	Atténuations de charges	69 399,23	127 574,63	27 980,95	99 593,68	-30 194,45
total chapitre 016	APA					
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI					
70612	Redevance spéciale d'enlèvement des ordures		546 116,60		546 116,60	
70613	Abonnement ou redevance pour enlèvement des déchets industriels et commerciaux		67 019,93	65,50	66 954,43	
7078	Autres marchandises		441 837,68		441 837,68	
708722	dotés de la personnalité morale		2 870,33		2 870,33	
total chapitre 70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	1 123 116,00	1 057 844,54	65,50	1 057 779,04	65 336,96
total chapitre 73	Impôts et taxes (sauf 731)					
73133	Taxe d'enlèvement des ordures ménagères et assimilées		4 784 450,00		4 784 450,00	
total chapitre 731	Fiscalité locale	4 691 437,00	4 784 450,00		4 784 450,00	-93 013,00
744	FCTVA		3 316,00		3 316,00	
7472	Régions		162 938,44	83 710,40	79 228,04	
74758	Autres groupements		17 445,66		17 445,66	
74773	FEADER		43 065,60	43 065,60		
747888	Autres		32 004,17	15 691,03	16 313,14	
total chapitre 74	Dotations et participations	177 981,00	258 769,87	142 467,03	116 302,84	61 678,16
7584	Recouvrement sur créances admises en non valeur		266,71		266,71	
75888	Autres		142 084,31	100 430,00	41 654,31	
total chapitre 75	Autres produits de gestion courante	173,00	142 351,02	100 430,00	41 921,02	-41 748,02
Total des recettes de gestion des services		**6 062 106,23**	**6 370 990,06**	**270 943,48**	**6 100 046,58**	**-37 940,35**
total chapitre 76	Produits financiers					

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 77	Produits spécifiques					
total chapitre 78	Reprises sur provisions	10 000,00				10 000,00
Total des recettes réelles et mixtes		**6 072 106,23**	**6 370 990,06**	**270 943,48**	**6 100 046,58**	**-27 940,35**
777	*Recettes et quote-part des subventions d'investissement transférées au compte de résultat*		*206 566,53*		*206 566,53*	
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*206 567,00*	*206 566,53*		*206 566,53*	*0,47*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*					
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***206 567,00***	***206 566,53***		***206 566,53***	***0,47***
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**6 278 673,23**	**6 577 556,59**	**270 943,48**	**6 306 613,11**	**-27 939,88**
002 Résultat de fonctionnement reporté		**2 601 896,77**				
Total des recettes de la section de fonctionnement		**8 880 570,00**	**6 577 556,59**	**270 943,48**	**6 306 613,11**	**2 573 956,89**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ					
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Subventions d'investissement versées					
Autres immobilisations incorporelles		502 683,93	57 386,85	445 297,08	36 768,42
Immobilisations incorporelles en cours					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Terrains		876 575,33	151 442,08	725 133,25	737 875,65
Constructions		4 150 154,03	2 117 635,40	2 032 518,63	1 817 095,95
Réseaux et installations de voirie					
Réseaux divers		3 452 148,62	1 714 508,11	1 737 640,51	906 522,71
Installations techniques, agencements et matériel		4 209 019,37	779 995,05	3 429 024,32	2 536 705,71
Immobilisations mises en concessions ou affermées					
Autres		5 209 514,26	3 093 558,08	2 115 956,18	2 487 344,24
Immobilisations corporelles en cours		605 804,39		605 804,39	1 458 739,39
DROITS DE RETOUR RELATIFS AUX BIENS MIS A DISPOSITION OU AFFECTÉS		1 454 561,29		1 454 561,29	1 454 561,29
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES					
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)		**20 460 461,22**	**7 914 525,57**	**12 545 935,65**	**11 435 613,36**
ACTIF CIRCULANT					
STOCKS					
CRÉANCES					
Créances sur des entités publiques, des organismes internationaux et la Commission européenne		66 895,79		66 895,79	22 915,59
Créances sur les redevables et comptes rattachés		379 281,55	8 402,56	370 878,99	422 723,00
Avances et acomptes versés par la collectivité					
Créances correspondant à des opérations pour compte de tiers					
Créances sur budgets annexes					
Créances sur les autres débiteurs		1 299,92		1 299,92	102 329,92
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE					

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRÉSORERIE) (II)		**447 477,26**	**8 402,56**	**439 074,70**	**547 968,51**
TRÉSORERIE					
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT					
DISPONIBILITÉS		2 256 465,81		2 256 465,81	3 082 405,41
AUTRES					
TOTAL TRÉSORERIE (III)		**2 256 465,81**		**2 256 465,81**	**3 082 405,41**
COMPTES DE REGULARISATION (dont primes de remboursement des obligations) (IV)					99,46
ÉCARTS DE CONVERSION ACTIF (V)					
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)		**23 164 404,29**	**7 922 928,13**	**15 241 476,16**	**15 066 086,74**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES			
APPORTS NON RATTACHÉS A UN ACTIF DÉTERMINÉ			
Dotations		616 392,24	616 392,24
Fonds globalisés		1 409 395,70	1 148 853,40
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT			
Rattachées à un actif amortissable		4 211 504,18	3 809 222,68
Rattachées à un actif non amortissable		104 172,86	89 430,46
NEUTRALISATIONS ET RÉGULARISATIONS		-849 201,06	-849 201,06
RÉSERVES		1 359 657,43	1 358 867,43
REPORT A NOUVEAU		2 601 896,77	2 458 140,16
RÉSULTAT DE L'EXERCICE		-329 352,61	143 756,61
DROITS DU CONCÉDANT ET DE L'AFFERMANT			
DROITS DE L'AFFECTANT ET DU REMETTANT		2 322 478,42	2 322 478,42
TOTAL FONDS PROPRES (I)		**11 446 943,93**	**11 097 940,34**
PASSIF			
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			
PROVISIONS POUR RISQUES		216 000,00	116 000,00
PROVISIONS POUR CHARGES			
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)		**216 000,00**	**116 000,00**
DETTES FINANCIÈRES			
EMPRUNTS OBLIGATAIRES			
EMPRUNTS SOUSCRITS AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT		2 967 186,48	3 440 047,14
DETTES FINANCIÈRES ET AUTRES EMPRUNTS		10 666,74	13 333,40
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)		**2 977 853,22**	**3 453 380,54**
DETTES NON FINANCIÈRES			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		403 703,08	417 177,71
Dettes fiscales et sociales			
Avances et acomptes reçus			
Dettes correspondant à des opérations pour compte de tiers			

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
Fonds gérés par la collectivité			
Dettes sur budgets annexes			
Autres dettes non financières		196 975,93	181 508,91
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE			
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)		**600 679,01**	**598 686,62**
TRÉSORERIE			
AUTRES ÉLÉMENTS DE TRÉSORERIE PASSIVE			
TOTAL TRÉSORERIE (4)			
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)		**3 794 532,23**	**4 168 067,16**
COMPTES DE RÉGULARISATION (III)			-199 920,76
ÉCARTS DE CONVERSION PASSIF (IV)			
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV)		**15 241 476,16**	**15 066 086,74**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT				
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)				
Dotations de l'état		3 316,00	2 009,17	1 306,83
Participations		112 986,84	243 343,96	-130 357,12
Compensations, autres attributions et autres participations				
Dons et legs				
Impôts et taxes		4 784 450,00	4 612 174,00	172 276,00
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE				
Ventes de biens ou prestations de services		1 057 779,04	541 752,56	516 026,48
Produits des cessions d'actifs			8 112,00	-8 112,00
Autres produits de gestion		41 921,02	670 203,09	-628 282,07
Production stockée et immobilisée			1 038,92	-1 038,92
AUTRES PRODUITS				
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges				
Reprises du financement rattaché à un actif		206 566,53	177 646,36	28 920,17
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions				
Neutralisation des moins-values de cession				
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT (I)		**6 207 019,43**	**6 256 280,06**	**-49 260,63**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Achats et charges externes		4 018 448,04	3 833 841,24	184 606,80
Charges de personnel		1 397 804,00	1 371 713,57	26 090,43
Dont salaires, traitements et rémunérations diverses		*975 512,50*	*957 256,93*	*18 255,57*
Dont charges sociales		*422 291,50*	*414 456,64*	*7 834,86*
Indemnités des élus (et membres du CESR)				
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)		107 052,60	21 015,92	86 036,68
Impôts et taxes		31 902,51	32 421,66	-519,15
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions		904 710,62	755 546,18	149 164,44
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés				
Neutralisation des dépréciations et provisions				

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
Neutralisation des plus-values de cession			8 112,00	-8 112,00
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)		**6 459 917,77**	**6 022 650,57**	**437 267,20**
CHARGES D'INTERVENTION				
Dispositifs d'intervention pour compte propre		16 531,00	9 760,00	6 771,00
Dont ménages				
Dont personnes morales de droit privé		*2 000,00*		*2 000,00*
Dont collectivités territoriales				
Dont autres organismes publics		*14 531,00*	*9 760,00*	*4 771,00*
Dont établissements d'enseignement				
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de la collectivité				
Autres charges				
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)		**16 531,00**	**9 760,00**	**6 771,00**
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)		**-269 429,34**	**223 869,49**	**-493 298,83**
PRODUITS FINANCIERS				
Produits des participations et des prêts				
Produits des valeurs mobilières de placement				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Autres produits financiers				
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions financières et transferts de charges				
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)				
CHARGES FINANCIERES				
Charges d'intérêts		57 959,26	78 141,56	-20 182,30
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Autres charges financières		1 964,01	1 971,32	-7,31
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions financières				
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)		**59 923,27**	**80 112,88**	**-20 189,61**
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)		**-59 923,27**	**-80 112,88**	**20 189,61**
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)		**-329 352,61**	**143 756,61**	**-473 109,22**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Annexe	**C**

L’annexe est une pièce jointe au compte financier unique pour les collectivités ayant recours à la certification des comptes.

Pour les autres collectivités, cet état est SANS OBJET.

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1021	Dotations		616 392,24						616 392,24		616 392,24
10222	F.C.T.V.A.		1 148 853,40				260 542,30		1 409 395,70		1 409 395,70
	Sous Total compte 1022		**1 148 853,40**				**260 542,30**		**1 409 395,70**		**1 409 395,70**
1027	Mise à disposition (chez le bénéficiaire		251 895,19						251 895,19		251 895,19
	Sous Total compte 102		**2 017 140,83**				**260 542,30**		**2 277 683,13**		**2 277 683,13**
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés		1 358 867,43		790,00				1 359 657,43		1 359 657,43
	Sous Total compte 106		**1 358 867,43**		**790,00**				**1 359 657,43**		**1 359 657,43**
	Sous Total compte 10		**3 376 008,26**		**790,00**		**260 542,30**		**3 637 340,56**		**3 637 340,56**
110	Report à nouveau (solde créditeur)		2 458 140,16		143 756,61				2 601 896,77		2 601 896,77
	Sous Total compte 11		**2 458 140,16**		**143 756,61**				**2 601 896,77**		**2 601 896,77**
12	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (Excédentaire ou		143 756,61	143 756,61				143 756,61	143 756,61		
	Sous Total compte 12		**143 756,61**	**143 756,61**				**143 756,61**	**143 756,61**		
1311	État et établissements nationaux		1 163 782,45				9 520,00		1 173 302,45		1 173 302,45
1312	Régions		812 676,33				203 157,59		1 015 833,92		1 015 833,92
1313	Départements		1 660 090,94						1 660 090,94		1 660 090,94
13151	GFP de rattachement		59 594,58						59 594,58		59 594,58
	Sous Total compte 1315		**59 594,58**						**59 594,58**		**59 594,58**
13178	Autres fonds européens		104 440,28						104 440,28		104 440,28
	Sous Total compte 1317		**104 440,28**						**104 440,28**		**104 440,28**
1318	Autres		293 714,55				78 300,00		372 014,55		372 014,55
	Sous Total compte 131		**4 094 299,13**				**290 977,59**		**4 385 276,72**		**4 385 276,72**
13241	Communes membres du GFP		4 690,82						4 690,82		4 690,82

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 1324		**4 690,82**						**4 690,82**		**4 690,82**
13258	Autres groupements		26 031,44				14 742,40		40 773,84		40 773,84
	Sous Total compte 1325		**26 031,44**				**14 742,40**		**40 773,84**		**40 773,84**
	Sous Total compte 132		**30 722,26**				**14 742,40**		**45 464,66**		**45 464,66**
13361	Dotation d'équipement des territoires ru		1 025 681,81				317 870,44		1 343 552,25		1 343 552,25
	Sous Total compte 1336		**1 025 681,81**				**317 870,44**		**1 343 552,25**		**1 343 552,25**
	Sous Total compte 133		**1 025 681,81**				**317 870,44**		**1 343 552,25**		**1 343 552,25**
13461	Dotation d'équipement des territoires ru		58 708,20						58 708,20		58 708,20
	Sous Total compte 1346		**58 708,20**						**58 708,20**		**58 708,20**
	Sous Total compte 134		**58 708,20**						**58 708,20**		**58 708,20**
13911	État et établissements nationaux	310 044,66				33 021,83		343 066,49		343 066,49	
13912	Régions	222 969,24				26 566,09		249 535,33		249 535,33	
13913	Départements	436 777,32				36 184,06		472 961,38		472 961,38	
139151	GFP de rattachement	25 824,37				1 986,49		27 810,86		27 810,86	
	Sous Total compte 13915	**25 824,37**				**1 986,49**		**27 810,86**		**27 810,86**	
139178	Autres fonds européens	18 126,00				1 302,00		19 428,00		19 428,00	
	Sous Total compte 13917	**18 126,00**				**1 302,00**		**19 428,00**		**19 428,00**	
13918	Autres	88 918,10				15 195,20		104 113,30		104 113,30	
	Sous Total compte 1391	**1 102 659,69**				**114 255,67**		**1 216 915,36**		**1 216 915,36**	
139361	Dotation d'équipement des territoires ru	208 098,57				92 310,86		300 409,43		300 409,43	
	Sous Total compte 13936	**208 098,57**				**92 310,86**		**300 409,43**		**300 409,43**	
	Sous Total compte 1393	**208 098,57**				**92 310,86**		**300 409,43**		**300 409,43**	

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 139	**1 310 758,26**				**206 566,53**		**1 517 324,79**		**1 517 324,79**	
	Sous Total compte 13	**1 310 758,26**	**5 209 411,40**			**206 566,53**	**623 590,43**	**1 517 324,79**	**5 833 001,83**		**4 315 677,04**
15111	Provisions pour litiges et contentieux (		100 000,00		100 000,00				200 000,00		200 000,00
	Sous Total compte 1511		**100 000,00**		**100 000,00**				**200 000,00**		**200 000,00**
15181	Autres provisions pour risques (non budg		16 000,00						16 000,00		16 000,00
	Sous Total compte 1518		**16 000,00**						**16 000,00**		**16 000,00**
	Sous Total compte 151		**116 000,00**		**100 000,00**				**216 000,00**		**216 000,00**
	Sous Total compte 15		**116 000,00**		**100 000,00**				**216 000,00**		**216 000,00**
1641	Emprunts en euros		3 430 674,21			463 487,73		463 487,73	3 430 674,21		2 967 186,48
	Sous Total compte 164		**3 430 674,21**			**463 487,73**		**463 487,73**	**3 430 674,21**		**2 967 186,48**
16873	Départements		13 333,40			2 666,66		2 666,66	13 333,40		10 666,74
	Sous Total compte 1687		**13 333,40**			**2 666,66**		**2 666,66**	**13 333,40**		**10 666,74**
16884	Intérêts courus sur emprunts auprès des		9 372,93	9 372,93				9 372,93	9 372,93		
	Sous Total compte 1688		**9 372,93**	**9 372,93**				**9 372,93**	**9 372,93**		
	Sous Total compte 168		**22 706,33**	**9 372,93**		**2 666,66**		**12 039,59**	**22 706,33**		**10 666,74**
	Sous Total compte 16		**3 453 380,54**	**9 372,93**		**466 154,39**		**475 527,32**	**3 453 380,54**		**2 977 853,22**
181	Compte de liaison : affectation à... (bu		703 911,72						703 911,72		703 911,72
	Sous Total compte 18		**703 911,72**						**703 911,72**		**703 911,72**
192	Plus ou moins-values sur cessions d'immo		2 312,00						2 312,00		2 312,00
193	Autres neutralisations et régularisation	851 513,06						851 513,06		851 513,06	
	Sous Total compte 19	**851 513,06**	**2 312,00**					**851 513,06**	**2 312,00**	**849 201,06**	

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Total classe 1	**2 162 271,32**	**15 462 920,69**	**153 129,54**	**244 546,61**	**672 720,92**	**884 132,73**	**2 988 121,78**	**16 591 600,03**	**2 368 837,85**	**15 972 316,10**
202	Frais d'études, d'élaboration, de modifi	1 260,00						1 260,00		1 260,00	
2031	Frais d'études	42 180,00				412 856,06		455 036,06		455 036,06	
2033	Frais d'insertion	13 752,02			2 700,00	2 700,00		16 452,02	2 700,00	13 752,02	
	Sous Total compte 203	**55 932,02**			**2 700,00**	**415 556,06**		**471 488,08**	**2 700,00**	**468 788,08**	
2051	Concessions et droits similaires	5 012,97			3 974,41	1 800,00		6 812,97	3 974,41	2 838,56	
	Sous Total compte 205	**5 012,97**			**3 974,41**	**1 800,00**		**6 812,97**	**3 974,41**	**2 838,56**	
2088	Autres immobilisations incorporelles	29 797,29						29 797,29		29 797,29	
	Sous Total compte 208	**29 797,29**						**29 797,29**		**29 797,29**	
	Sous Total compte 20	**92 002,28**			**6 674,41**	**417 356,06**		**509 358,34**	**6 674,41**	**502 683,93**	
2111	Terrains nus	83 166,65				3 700,00		86 866,65		86 866,65	
2115	Terrains bâtis	497,00						497,00		497,00	
2118	Autres terrains	120 359,45						120 359,45		120 359,45	
	Sous Total compte 211	**204 023,10**				**3 700,00**		**207 723,10**		**207 723,10**	
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	4 724,20						4 724,20		4 724,20	
2128	Autres agencements et aménagements	654 687,83						654 687,83		654 687,83	
	Sous Total compte 212	**659 412,03**						**659 412,03**		**659 412,03**	
21318	Autres bâtiments publics	1 824 224,30		26 712,00				1 850 936,30		1 850 936,30	
	Sous Total compte 2131	**1 824 224,30**		**26 712,00**				**1 850 936,30**		**1 850 936,30**	
21351	Bâtiments publics	1 054 894,33		152 478,23		78 248,66		1 285 621,22		1 285 621,22	
	Sous Total compte 2135	**1 054 894,33**		**152 478,23**		**78 248,66**		**1 285 621,22**		**1 285 621,22**	
2138	Autres constructions	704 419,28		31 896,35		11 898,57		748 214,20		748 214,20	

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 213	**3 583 537,91**		**211 086,58**		**90 147,23**		**3 884 771,72**		**3 884 771,72**	
2145	Constructions sur sol d'autrui - Install	131 961,59						131 961,59		131 961,59	
2148	Constructions sur sol d'autrui - Autres	133 420,72						133 420,72		133 420,72	
	Sous Total compte 214	**265 382,31**						**265 382,31**		**265 382,31**	
21533	Réseaux câblés	998 970,89		1 416,36				1 000 387,25		1 000 387,25	
21534	Réseaux d'électrification	4 572,84						4 572,84		4 572,84	
21538	Autres réseaux	101 931,80		884 975,44				986 907,24		986 907,24	
	Sous Total compte 2153	**1 105 475,53**		**886 391,80**				**1 991 867,33**		**1 991 867,33**	
215738	Autre matériel et outillage de voirie	238 222,35						238 222,35		238 222,35	
	Sous Total compte 21573	**238 222,35**						**238 222,35**		**238 222,35**	
	Sous Total compte 2157	**238 222,35**						**238 222,35**		**238 222,35**	
2158	Autres installations, matériel et outill	2 839 222,93		170 879,82	7 194,72	994 589,57	26 700,58	4 004 692,32	33 895,30	3 970 797,02	
	Sous Total compte 215	**4 182 920,81**		**1 057 271,62**	**7 194,72**	**994 589,57**	**26 700,58**	**6 234 782,00**	**33 895,30**	**6 200 886,70**	
21728	Autres agencements et aménagements	9 440,20						9 440,20		9 440,20	
	Sous Total compte 2172	**9 440,20**						**9 440,20**		**9 440,20**	
217538	Autres réseaux	1 460 281,29						1 460 281,29		1 460 281,29	
	Sous Total compte 21753	**1 460 281,29**						**1 460 281,29**		**1 460 281,29**	
	Sous Total compte 2175	**1 460 281,29**						**1 460 281,29**		**1 460 281,29**	
217828	Autres matériels de transport	72 058,09						72 058,09		72 058,09	
	Sous Total compte 21782	**72 058,09**						**72 058,09**		**72 058,09**	
21788	Autres	22 571,41						22 571,41		22 571,41	
	Sous Total compte 2178	**94 629,50**						**94 629,50**		**94 629,50**	

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 217	**1 564 350,99**						**1 564 350,99**		**1 564 350,99**	
2181	Installations générales, agencements et	47 669,36						47 669,36		47 669,36	
21828	Autres matériels de transport	2 548 253,05						2 548 253,05		2 548 253,05	
	Sous Total compte 2182	**2 548 253,05**						**2 548 253,05**		**2 548 253,05**	
21838	Autre matériel informatique	50 002,68			6 888,16	2 273,98		52 276,66	6 888,16	45 388,50	
	Sous Total compte 2183	**50 002,68**			**6 888,16**	**2 273,98**		**52 276,66**	**6 888,16**	**45 388,50**	
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	26 932,45				2 611,80		29 544,25		29 544,25	
	Sous Total compte 2184	**26 932,45**				**2 611,80**		**29 544,25**		**29 544,25**	
2185	Matériel de téléphonie	1 540,50				202,68		1 743,18		1 743,18	
2188	Autres	2 420 725,51				21 835,71	274,80	2 442 561,22	274,80	2 442 286,42	
	Sous Total compte 218	**5 095 123,55**			**6 888,16**	**26 924,17**	**274,80**	**5 122 047,72**	**7 162,96**	**5 114 884,76**	
	Sous Total compte 21	**15 554 750,70**		**1 268 358,20**	**14 082,88**	**1 115 360,97**	**26 975,38**	**17 938 469,87**	**41 058,26**	**17 897 411,61**	
2313	Constructions	420 177,34			195 773,86	194 544,58		614 721,92	195 773,86	418 948,06	
2315	Installations, matériel et outillage tec	1 038 562,05			1 065 389,62	213 683,90		1 252 245,95	1 065 389,62	186 856,33	
	Sous Total compte 231	**1 458 739,39**			**1 261 163,48**	**408 228,48**		**1 866 967,87**	**1 261 163,48**	**605 804,39**	
	Sous Total compte 23	**1 458 739,39**			**1 261 163,48**	**408 228,48**		**1 866 967,87**	**1 261 163,48**	**605 804,39**	
248	Autres mises en affectation	1 454 561,29						1 454 561,29		1 454 561,29	
2498	Autres mises en affectation		1 366 671,51						1 366 671,51		1 366 671,51
	Sous Total compte 249		**1 366 671,51**						**1 366 671,51**		**1 366 671,51**
	Sous Total compte 24	**1 454 561,29**	**1 366 671,51**					**1 454 561,29**	**1 366 671,51**	**87 889,78**	
2802	Frais d'études, d'élaboration, de modifi		756,00				252,00		1 008,00		1 008,00
28031	Frais d'études		14 346,80				6 315,60		20 662,40		20 662,40

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
28033	Frais d'insertion		5 320,80	2 700,00			1 756,80	2 700,00	7 077,60		4 377,60
	Sous Total compte 2803		**19 667,60**	**2 700,00**			**8 072,40**	**2 700,00**	**27 740,00**		**25 040,00**
2805	Concessions, brevets, licences, droits e		5 012,97	3 974,41			503,00	3 974,41	5 515,97		1 541,56
28088	Autres immobilisations incorporelles		29 797,29						29 797,29		29 797,29
	Sous Total compte 2808		**29 797,29**						**29 797,29**		**29 797,29**
	Sous Total compte 280		**55 233,86**	**6 674,41**			**8 827,40**	**6 674,41**	**64 061,26**		**57 386,85**
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes		4 724,20						4 724,20		4 724,20
28128	Autres agencements et aménagements		120 835,28				16 442,40		137 277,68		137 277,68
	Sous Total compte 2812		**125 559,48**				**16 442,40**		**142 001,88**		**142 001,88**
281318	Autres bâtiments publics		604 393,51				36 484,00		640 877,51		640 877,51
	Sous Total compte 28131		**604 393,51**				**36 484,00**		**640 877,51**		**640 877,51**
281351	Bâtiments publics		729 472,25				26 429,89		755 902,14		755 902,14
	Sous Total compte 28135		**729 472,25**				**26 429,89**		**755 902,14**		**755 902,14**
28138	Autres constructions		600 207,62				9 552,04		609 759,66		609 759,66
	Sous Total compte 2813		**1 934 073,38**				**72 465,93**		**2 006 539,31**		**2 006 539,31**
28148	Constructions sur sol d'autrui - Autres		97 750,89				13 345,20		111 096,09		111 096,09
	Sous Total compte 2814		**97 750,89**				**13 345,20**		**111 096,09**		**111 096,09**
281533	Réseaux câblés		974 599,58		13 296,00				987 895,58		987 895,58
281534	Réseaux d'électrification		578,64				1 935,00		2 513,64		2 513,64
281538	Autres réseaux		51 653,83	13 296,00			4 662,00	13 296,00	56 315,83		43 019,83
	Sous Total compte 28153		**1 026 832,05**	**13 296,00**	**13 296,00**		**6 597,00**	**13 296,00**	**1 046 725,05**		**1 033 429,05**
2815738	Autre matériel et outillage de voirie		160 312,68				19 477,00		179 789,68		179 789,68

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 281573		**160 312,68**				**19 477,00**		**179 789,68**		**179 789,68**
	Sous Total compte 28157		**160 312,68**				**19 477,00**		**179 789,68**		**179 789,68**
28158	Autres installations, matériel et outill		380 426,89	1 833,00		395,00	222 006,48	2 228,00	602 433,37		600 205,37
	Sous Total compte 2815		**1 567 571,62**	**15 129,00**	**13 296,00**	**395,00**	**248 080,48**	**15 524,00**	**1 828 948,10**		**1 813 424,10**
281728	Autres agencements et aménagements		9 440,20						9 440,20		9 440,20
	Sous Total compte 28172		**9 440,20**						**9 440,20**		**9 440,20**
2817538	Autres réseaux		632 402,06				48 677,00		681 079,06		681 079,06
	Sous Total compte 281753		**632 402,06**				**48 677,00**		**681 079,06**		**681 079,06**
	Sous Total compte 28175		**632 402,06**				**48 677,00**		**681 079,06**		**681 079,06**
2817828	Autres matériels de transport		72 058,09						72 058,09		72 058,09
	Sous Total compte 281782		**72 058,09**						**72 058,09**		**72 058,09**
281788	Autres		22 571,41						22 571,41		22 571,41
	Sous Total compte 28178		**94 629,50**						**94 629,50**		**94 629,50**
	Sous Total compte 2817		**736 471,76**				**48 677,00**		**785 148,76**		**785 148,76**
28181	Installations générales, agencements et		16 369,92				4 201,40		20 571,32		20 571,32
281828	Autres matériels de transport		1 226 586,71				235 931,88		1 462 518,59		1 462 518,59
	Sous Total compte 28182		**1 226 586,71**				**235 931,88**		**1 462 518,59**		**1 462 518,59**
281838	Autre matériel informatique		35 001,24	6 888,16		166,56	6 336,97	7 054,72	41 338,21		34 283,49
	Sous Total compte 28183		**35 001,24**	**6 888,16**		**166,56**	**6 336,97**	**7 054,72**	**41 338,21**		**34 283,49**
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers		18 474,19				1 573,94		20 048,13		20 048,13
	Sous Total compte 28184		**18 474,19**				**1 573,94**		**20 048,13**		**20 048,13**
28185	Matériel de téléphonie		1 058,22				324,72		1 382,94		1 382,94

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
28188	Autres		1 310 289,03		1 043,00		148 792,08		1 460 124,11		1 460 124,11
	Sous Total compte 2818		**2 607 779,31**	**6 888,16**	**1 043,00**	**166,56**	**397 160,99**	**7 054,72**	**3 005 983,30**		**2 998 928,58**
	Sous Total compte 281		**7 069 206,44**	**22 017,16**	**14 339,00**	**561,56**	**796 172,00**	**22 578,72**	**7 879 717,44**		**7 857 138,72**
	Sous Total compte 28		**7 124 440,30**	**28 691,57**	**14 339,00**	**561,56**	**804 999,40**	**29 253,13**	**7 943 778,70**		**7 914 525,57**
	Total classe 2	**18 560 053,66**	**8 491 111,81**	**1 297 049,77**	**1 296 259,77**	**1 941 507,07**	**831 974,78**	**21 798 610,50**	**10 619 346,36**	**20 460 461,22**	**9 281 197,08**
4011	Fournisseurs		306 481,91	3 841 004,07	3 865 484,11			3 841 004,07	4 171 966,02		330 961,95
40171	Fournisseurs - Retenues de garantie				317,64				317,64		317,64
40173	Fournisseurs - Pénalités sur marchés		5 341,50						5 341,50		5 341,50
	Sous Total compte 4017		**5 341,50**		**317,64**				**5 659,14**		**5 659,14**
	Sous Total compte 401		**311 823,41**	**3 841 004,07**	**3 865 801,75**			**3 841 004,07**	**4 177 625,16**		**336 621,09**
4041	Fournisseurs d'immobilisations			2 057 620,28	2 057 620,28			2 057 620,28	2 057 620,28		
40471	Fournisseurs d'immobilisations - Retenue		14 627,01	22 469,92	15 794,56			22 469,92	30 421,57		7 951,65
40472	Fournisseurs d'immobilisations - Cession			97 467,86	97 467,86			97 467,86	97 467,86		
	Sous Total compte 4047		**14 627,01**	**119 937,78**	**113 262,42**			**119 937,78**	**127 889,43**		**7 951,65**
	Sous Total compte 404		**14 627,01**	**2 177 558,06**	**2 170 882,70**			**2 177 558,06**	**2 185 509,71**		**7 951,65**
408	Fournisseurs - Factures non parvenues		90 727,29	90 727,29	59 130,34			90 727,29	149 857,63		59 130,34
	Sous Total compte 40		**417 177,71**	**6 109 289,42**	**6 095 814,79**			**6 109 289,42**	**6 512 992,50**		**403 703,08**
411	Redevables	228 773,73		840 287,25	810 550,53			1 069 060,98	810 550,53	258 510,45	
414	Locataires-acquéreurs et locataires	1 173,50			1 173,50			1 173,50	1 173,50		
4161	Créances douteuses	31 148,77		43 305,24	59 428,15			74 454,01	59 428,15	15 025,86	
	Sous Total compte 416	**31 148,77**		**43 305,24**	**59 428,15**			**74 454,01**	**59 428,15**	**15 025,86**	

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4181	Redevables - Produits non encore facturé	169 756,78		105 745,24	169 756,78			275 502,02	169 756,78	105 745,24	
	Sous Total compte 418	**169 756,78**		**105 745,24**	**169 756,78**			**275 502,02**	**169 756,78**	**105 745,24**	
	Sous Total compte 41	**430 852,78**		**989 337,73**	**1 040 908,96**			**1 420 190,51**	**1 040 908,96**	**379 281,55**	
421	Personnel - Rémunérations dues			762 237,48	762 237,48			762 237,48	762 237,48		
427	Personnel - Oppositions			2 501,87	2 501,87			2 501,87	2 501,87		
	Sous Total compte 42			**764 739,35**	**764 739,35**			**764 739,35**	**764 739,35**		
431	Sécurité sociale			358 277,07	358 277,07			358 277,07	358 277,07		
437	Autres organismes sociaux			320 501,25	320 501,25			320 501,25	320 501,25		
	Sous Total compte 43			**678 778,32**	**678 778,32**			**678 778,32**	**678 778,32**		
4411	Subventions à recevoir - Amiable			57 808,00	57 808,00			57 808,00	57 808,00		
	Sous Total compte 441			**57 808,00**	**57 808,00**			**57 808,00**	**57 808,00**		
4421	Prélèvement à la source - Impôt sur le r			78 922,10	78 922,10			78 922,10	78 922,10		
	Sous Total compte 442			**78 922,10**	**78 922,10**			**78 922,10**	**78 922,10**		
44312	Recettes - Amiable			4 440 362,46	4 388 442,00			4 440 362,46	4 388 442,00	51 920,46	
	Sous Total compte 4431			**4 440 362,46**	**4 388 442,00**			**4 440 362,46**	**4 388 442,00**	**51 920,46**	
44322	Recettes - Amiable			46 362,30	46 362,30			46 362,30	46 362,30		
	Sous Total compte 4432			**46 362,30**	**46 362,30**			**46 362,30**	**46 362,30**		
44331	Dépenses			1 333,33	1 333,33			1 333,33	1 333,33		
	Sous Total compte 4433			**1 333,33**	**1 333,33**			**1 333,33**	**1 333,33**		
44341	Dépenses			357,20	516,40			357,20	516,40		159,20
	Sous Total compte 4434			**357,20**	**516,40**			**357,20**	**516,40**		**159,20**
44351	Dépenses			8 981,00	8 981,00			8 981,00	8 981,00		

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
44352	Recettes - Amiable	978,75		17 445,66	18 424,41			18 424,41	18 424,41		
	Sous Total compte 4435	**978,75**		**26 426,66**	**27 405,41**			**27 405,41**	**27 405,41**		
44381	Dépenses		179 303,28	202 276,74	215 672,94			202 276,74	394 976,22		192 699,48
44382	Recettes - Amiable			2 870,33				2 870,33		2 870,33	
	Sous Total compte 4438		**179 303,28**	**205 147,07**	**215 672,94**			**205 147,07**	**394 976,22**		**189 829,15**
	Sous Total compte 443	**978,75**	**179 303,28**	**4 719 989,02**	**4 679 732,38**			**4 720 967,77**	**4 859 035,66**		**138 067,89**
4452	TVA due intracommunautaire			4 204,00	4 204,00			4 204,00	4 204,00		
44562	T.V.A. sur immobilisations			5 944,00	5 944,00			5 944,00	5 944,00		
44566	T.V.A. sur autres biens et services			37 921,44	37 921,44			37 921,44	37 921,44		
44567	Crédit de T.V.A. à reporter			41 763,00	41 763,00			41 763,00	41 763,00		
	Sous Total compte 4456			**85 628,44**	**85 628,44**			**85 628,44**	**85 628,44**		
44571	T.V.A. collectée			2 102,00	2 102,00			2 102,00	2 102,00		
	Sous Total compte 4457			**2 102,00**	**2 102,00**			**2 102,00**	**2 102,00**		
44583	Remboursement de taxes sur le chiffre d'	19 499,00		43 865,00	51 259,00			63 364,00	51 259,00	12 105,00	
44585	TVA à régulariser - Retenue de garantie	2 437,84			2 437,84			2 437,84	2 437,84		
	Sous Total compte 4458	**21 936,84**		**43 865,00**	**53 696,84**			**65 801,84**	**53 696,84**	**12 105,00**	
	Sous Total compte 445	**21 936,84**		**135 799,44**	**145 631,28**			**157 736,28**	**145 631,28**	**12 105,00**	
447	Autres impôts, taxes et versements assim			2 849,19	2 849,19			2 849,19	2 849,19		
	Sous Total compte 44	**22 915,59**	**179 303,28**	**4 995 367,75**	**4 964 942,95**			**5 018 283,34**	**5 144 246,23**		**125 962,89**
466	Excédents de versement		1 531,50	6 205,75	5 218,87			6 205,75	6 750,37		544,62
46711	Autres comptes créditeurs		674,13	102 278,74	105 177,24			102 278,74	105 851,37		3 572,63
	Sous Total compte 4671		**674,13**	**102 278,74**	**105 177,24**			**102 278,74**	**105 851,37**		**3 572,63**

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
46721	Débiteurs divers - Amiable	1 899,92		56 790,94	57 390,94			58 690,86	57 390,94	1 299,92	
	Sous Total compte 4672	**1 899,92**		**56 790,94**	**57 390,94**			**58 690,86**	**57 390,94**	**1 299,92**	
	Sous Total compte 467	**1 899,92**	**674,13**	**159 069,68**	**162 568,18**			**160 969,60**	**163 242,31**		**2 272,71**
4687	Produits à recevoir	100 430,00			100 430,00			100 430,00	100 430,00		
	Sous Total compte 468	**100 430,00**			**100 430,00**			**100 430,00**	**100 430,00**		
	Sous Total compte 46	**102 329,92**	**2 205,63**	**165 275,43**	**268 217,05**			**267 605,35**	**270 422,68**		**2 817,33**
4712	Virements réimputés			700,00	700,00			700,00	700,00		
47131	Versements sur contributions directes			4 784 450,00	4 784 450,00			4 784 450,00	4 784 450,00		
47134	Subventions			606 932,03	606 932,03			606 932,03	606 932,03		
47138	Autres	200 926,60		754 091,39	955 017,99			955 017,99	955 017,99		
	Sous Total compte 4713	**200 926,60**		**6 145 473,42**	**6 346 400,02**			**6 346 400,02**	**6 346 400,02**		
471411	Excédent à réimputer - Personnes physiqu			146,00	146,00			146,00	146,00		
471412	Excédent à réimputer - Personnes morales		1 005,84	5 185,75	4 179,91			5 185,75	5 185,75		
	Sous Total compte 47141		**1 005,84**	**5 331,75**	**4 325,91**			**5 331,75**	**5 331,75**		
	Sous Total compte 4714		**1 005,84**	**5 331,75**	**4 325,91**			**5 331,75**	**5 331,75**		
4718	Autres recettes à régulariser			13 342,63	13 342,63			13 342,63	13 342,63		
	Sous Total compte 471	**200 926,60**	**1 005,84**	**6 164 847,80**	**6 364 768,56**			**6 365 774,40**	**6 365 774,40**		
47211	Remboursement d'annuités d'emprunt			501 664,00	501 664,00			501 664,00	501 664,00		
47218	Autres dépenses	98,06		54 951,44	55 049,50			55 049,50	55 049,50		
	Sous Total compte 4721	**98,06**		**556 615,44**	**556 713,50**			**556 713,50**	**556 713,50**		
4722	Commissions bancaires en instance de man			33,10	33,10			33,10	33,10		
4728	Autres dépenses à régulariser			1 800,75	1 800,75			1 800,75	1 800,75		

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 472	**98,06**		**558 449,29**	**558 547,35**			**558 547,35**	**558 547,35**		
4751	Redevables sur rôle			613 136,53	613 136,53			613 136,53	613 136,53		
4757	Produits sur rôle			613 136,53	613 136,53			613 136,53	613 136,53		
	Sous Total compte 475			**1 226 273,06**	**1 226 273,06**			**1 226 273,06**	**1 226 273,06**		
4784	Arrondis sur déclaration de TVA	1,40		0,49	1,89			1,89	1,89		
	Sous Total compte 478	**1,40**		**0,49**	**1,89**			**1,89**	**1,89**		
	Sous Total compte 47	**201 026,06**	**1 005,84**	**7 949 570,64**	**8 149 590,86**			**8 150 596,70**	**8 150 596,70**		
4911	Dépréciations des comptes de redevables		8 129,78		272,78				8 402,56		8 402,56
	Sous Total compte 491		**8 129,78**		**272,78**				**8 402,56**		**8 402,56**
	Sous Total compte 49		**8 129,78**		**272,78**				**8 402,56**		**8 402,56**
	Total classe 4	**757 124,35**	**607 822,24**	**21 652 358,64**	**21 963 265,06**			**22 409 482,99**	**22 571 087,30**	**447 477,26**	**609 081,57**
5115	Cartes bancaires à l'encaissement			8 770,00	8 770,00			8 770,00	8 770,00		
5118	Autres valeurs à l'encaissement			14 983,00	14 983,00			14 983,00	14 983,00		
	Sous Total compte 511			**23 753,00**	**23 753,00**			**23 753,00**	**23 753,00**		
515	Compte au Trésor	3 082 405,41		7 242 532,82	8 068 472,42			10 324 938,23	8 068 472,42	2 256 465,81	
	Sous Total compte 51	**3 082 405,41**		**7 266 285,82**	**8 092 225,42**			**10 348 691,23**	**8 092 225,42**	**2 256 465,81**	
580	Opérations d'ordre budgétaires			1 012 127,49	1 012 127,49			1 012 127,49	1 012 127,49		
584	Encaissement par lecture optique			79 747,64	79 747,64			79 747,64	79 747,64		
5872	Compte pivot - Admission en non valeur e			1 459,80	1 459,80			1 459,80	1 459,80		
	Sous Total compte 587			**1 459,80**	**1 459,80**			**1 459,80**	**1 459,80**		
588	Autres virements internes			1,00	1,00			1,00	1,00		
	Sous Total compte 58			**1 093 335,93**	**1 093 335,93**			**1 093 335,93**	**1 093 335,93**		

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Total classe 5	**3 082 405,41**		**8 359 621,75**	**9 185 561,35**			**11 442 027,16**	**9 185 561,35**	**2 256 465,81**	
60611	Eau et assainissement					3 756,53	583,95	3 756,53	583,95	3 172,58	
60612	Énergie - Électricité					22 506,24		22 506,24		22 506,24	
	Sous Total compte 6061					**26 262,77**	**583,95**	**26 262,77**	**583,95**	**25 678,82**	
60621	Combustibles					1 797,85		1 797,85		1 797,85	
60622	Carburants					225 600,33	176,19	225 600,33	176,19	225 424,14	
60623	Alimentation					829,96	29,80	829,96	29,80	800,16	
60624	Produits de traitement					2 634,74		2 634,74		2 634,74	
60628	Autres fournitures non stockées					11 162,51		11 162,51		11 162,51	
	Sous Total compte 6062					**242 025,39**	**205,99**	**242 025,39**	**205,99**	**241 819,40**	
60631	Fournitures d'entretien					5 041,34		5 041,34		5 041,34	
60632	Fournitures de petit équipement					26 376,78	625,43	26 376,78	625,43	25 751,35	
60636	Habillement et Vêtements de travail					27 849,33	726,91	27 849,33	726,91	27 122,42	
	Sous Total compte 6063					**59 267,45**	**1 352,34**	**59 267,45**	**1 352,34**	**57 915,11**	
6064	Fournitures administratives					892,74		892,74		892,74	
	Sous Total compte 606					**328 448,35**	**2 142,28**	**328 448,35**	**2 142,28**	**326 306,07**	
	Sous Total compte 60					**328 448,35**	**2 142,28**	**328 448,35**	**2 142,28**	**326 306,07**	
611	Contrats de prestations de services					2 938 259,03	44 052,96	2 938 259,03	44 052,96	2 894 206,07	
61351	Matériel roulant					125 100,27		125 100,27		125 100,27	
61358	Autres					1 675,32		1 675,32		1 675,32	
	Sous Total compte 6135					**126 775,59**		**126 775,59**		**126 775,59**	
	Sous Total compte 613					**126 775,59**		**126 775,59**		**126 775,59**	

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
615221	Bâtiments publics					7 232,23	3 635,81	7 232,23	3 635,81	3 596,42	
	Sous Total compte 61522					**7 232,23**	**3 635,81**	**7 232,23**	**3 635,81**	**3 596,42**	
615231	Voiries					13 103,82	4 176,90	13 103,82	4 176,90	8 926,92	
615232	Réseaux					11 466,44		11 466,44		11 466,44	
	Sous Total compte 61523					**24 570,26**	**4 176,90**	**24 570,26**	**4 176,90**	**20 393,36**	
	Sous Total compte 6152					**31 802,49**	**7 812,71**	**31 802,49**	**7 812,71**	**23 989,78**	
61551	Matériel roulant					231 393,12	5 498,44	231 393,12	5 498,44	225 894,68	
61558	Autres biens mobiliers					15 656,29		15 656,29		15 656,29	
	Sous Total compte 6155					**247 049,41**	**5 498,44**	**247 049,41**	**5 498,44**	**241 550,97**	
6156	Maintenance					32 876,68	735,90	32 876,68	735,90	32 140,78	
	Sous Total compte 615					**311 728,58**	**14 047,05**	**311 728,58**	**14 047,05**	**297 681,53**	
6161	Multirisques					24 994,89		24 994,89		24 994,89	
	Sous Total compte 616					**24 994,89**		**24 994,89**		**24 994,89**	
617	Études et recherches					60 202,87	23 655,00	60 202,87	23 655,00	36 547,87	
6182	Documentation générale et technique					433,93		433,93		433,93	
6184	Versements à des organismes de formation					16 165,00	6 650,00	16 165,00	6 650,00	9 515,00	
6188	Autres frais divers					263,00		263,00		263,00	
	Sous Total compte 618					**16 861,93**	**6 650,00**	**16 861,93**	**6 650,00**	**10 211,93**	
	Sous Total compte 61					**3 478 822,89**	**88 405,01**	**3 478 822,89**	**88 405,01**	**3 390 417,88**	
6215	Personnel affecté par la collectivité me					161 201,62		161 201,62		161 201,62	
6218	Autre personnel extérieur					63 999,42		63 999,42		63 999,42	
	Sous Total compte 621					**225 201,04**		**225 201,04**		**225 201,04**	

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
62268	Autres honoraires, conseils...					16 390,78		16 390,78		16 390,78	
	Sous Total compte 6226					**16 390,78**		**16 390,78**		**16 390,78**	
	Sous Total compte 622					**16 390,78**		**16 390,78**		**16 390,78**	
6231	Annonces et insertions					7 058,62		7 058,62		7 058,62	
6232	Fêtes et cérémonies					1 866,84	180,00	1 866,84	180,00	1 686,84	
6236	Catalogues et imprimés					6 510,24		6 510,24		6 510,24	
6238	Divers					3 930,59		3 930,59		3 930,59	
	Sous Total compte 623					**19 366,29**	**180,00**	**19 366,29**	**180,00**	**19 186,29**	
6247	Transports collectifs du personnel					2 553,00		2 553,00		2 553,00	
	Sous Total compte 624					**2 553,00**		**2 553,00**		**2 553,00**	
6251	Voyages, déplacements et missions					3 028,04		3 028,04		3 028,04	
	Sous Total compte 625					**3 028,04**		**3 028,04**		**3 028,04**	
6262	Frais de télécommunications					6 217,33		6 217,33		6 217,33	
	Sous Total compte 626					**6 217,33**		**6 217,33**		**6 217,33**	
627	Services bancaires et assimilés.					33,10		33,10		33,10	
6281	Concours divers (cotisations...)					1 260,65		1 260,65		1 260,65	
6283	Frais de nettoyage des locaux					1 389,60		1 389,60		1 389,60	
628722	dotés de la personnalité morale					25 947,86		25 947,86		25 947,86	
	Sous Total compte 62872					**25 947,86**		**25 947,86**		**25 947,86**	
62875	Aux communes membres du GFP					516,40		516,40		516,40	
	Sous Total compte 6287					**26 464,26**		**26 464,26**		**26 464,26**	
	Sous Total compte 628					**29 114,51**		**29 114,51**		**29 114,51**	

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 62					**301 904,09**	**180,00**	**301 904,09**	**180,00**	**301 724,09**	
6331	Versement mobilité					660,06		660,06		660,06	
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.					4 494,13		4 494,13		4 494,13	
6336	Cotisations au CNFPT et au centre de ges					22 016,34		22 016,34		22 016,34	
6338	Autres impôts, taxes et versements assim					2 696,98		2 696,98		2 696,98	
	Sous Total compte 633					**29 867,51**		**29 867,51**		**29 867,51**	
63512	Taxes foncières					295,00		295,00		295,00	
	Sous Total compte 6351					**295,00**		**295,00**		**295,00**	
6355	Taxes et impôts sur les véhicules					1 740,00		1 740,00		1 740,00	
	Sous Total compte 635					**2 035,00**		**2 035,00**		**2 035,00**	
	Sous Total compte 63					**31 902,51**		**31 902,51**		**31 902,51**	
64111	Rémunération principale					522 689,75		522 689,75		522 689,75	
64112	Supplément familial de traitement et ind					8 849,43		8 849,43		8 849,43	
64113	NBI					5 863,46		5 863,46		5 863,46	
64118	Autres indemnités.					142 426,72		142 426,72		142 426,72	
	Sous Total compte 6411					**679 829,36**		**679 829,36**		**679 829,36**	
64131	Rémunérations					320 604,21		320 604,21		320 604,21	
64132	Supplément familial de traitement et ind					1 423,45		1 423,45		1 423,45	
64138	Primes et autres indemnités					64 498,16		64 498,16		64 498,16	
	Sous Total compte 6413					**386 525,82**		**386 525,82**		**386 525,82**	
6419	Remboursements sur rémunérations du pers					27 980,95	118 823,63	27 980,95	118 823,63		90 842,68
	Sous Total compte 641					**1 094 336,13**	**118 823,63**	**1 094 336,13**	**118 823,63**	**975 512,50**	

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.					195 620,38		195 620,38		195 620,38	
6453	Cotisations aux caisses de retraite					195 656,54		195 656,54		195 656,54	
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C					16 116,79		16 116,79		16 116,79	
6458	Cotisations aux autres organismes sociau					1 529,00		1 529,00		1 529,00	
	Sous Total compte 645					**408 922,71**		**408 922,71**		**408 922,71**	
6474	Versements aux oeuvres sociales					198,00	198,00	198,00	198,00		
6475	Médecine du travail, pharmacie					4 593,79		4 593,79		4 593,79	
6478	Autres charges sociales diverses					17 526,00		17 526,00		17 526,00	
6479	Remboursements sur autres charges social						8 751,00		8 751,00		8 751,00
	Sous Total compte 647					**22 317,79**	**8 949,00**	**22 317,79**	**8 949,00**	**13 368,79**	
	Sous Total compte 64					**1 525 576,63**	**127 772,63**	**1 525 576,63**	**127 772,63**	**1 397 804,00**	
6541	Créances admises en non-valeur					95,00		95,00		95,00	
6542	Créances éteintes					1 364,80		1 364,80		1 364,80	
	Sous Total compte 654					**1 459,80**		**1 459,80**		**1 459,80**	
6561	Organismes de regroupement					9 251,00		9 251,00		9 251,00	
	Sous Total compte 656					**9 251,00**		**9 251,00**		**9 251,00**	
657358	Autres groupements					5 280,00		5 280,00		5 280,00	
	Sous Total compte 65735					**5 280,00**		**5 280,00**		**5 280,00**	
	Sous Total compte 6573					**5 280,00**		**5 280,00**		**5 280,00**	
65748	Autres personnes de droit privé					2 000,00		2 000,00		2 000,00	
	Sous Total compte 6574					**2 000,00**		**2 000,00**		**2 000,00**	
	Sous Total compte 657					**7 280,00**		**7 280,00**		**7 280,00**	

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
65811	Droits d'utilisation - informatique en n					9 367,74		9 367,74		9 367,74	
	Sous Total compte 6581					**9 367,74**		**9 367,74**		**9 367,74**	
65888	Autres					93 339,16		93 339,16		93 339,16	
	Sous Total compte 6588					**93 339,16**		**93 339,16**		**93 339,16**	
	Sous Total compte 658					**102 706,90**		**102 706,90**		**102 706,90**	
	Sous Total compte 65					**120 697,70**		**120 697,70**		**120 697,70**	
66111	Intérêts réglés à l'échéance					67 332,19		67 332,19		67 332,19	
66112	Intérêts - rattachement des ICNE						9 372,93		9 372,93		9 372,93
	Sous Total compte 6611					**67 332,19**	**9 372,93**	**67 332,19**	**9 372,93**	**57 959,26**	
	Sous Total compte 661					**67 332,19**	**9 372,93**	**67 332,19**	**9 372,93**	**57 959,26**	
6688	Autres					1 964,01		1 964,01		1 964,01	
	Sous Total compte 668					**1 964,01**		**1 964,01**		**1 964,01**	
	Sous Total compte 66					**69 296,20**	**9 372,93**	**69 296,20**	**9 372,93**	**59 923,27**	
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs					2 885,90		2 885,90		2 885,90	
	Sous Total compte 67					**2 885,90**		**2 885,90**		**2 885,90**	
6811	Dotations aux amortissements des immobil					804 999,40	561,56	804 999,40	561,56	804 437,84	
6815	Dotations aux provisions pour risques et					100 000,00		100 000,00		100 000,00	
6817	Dotations aux dépréciations des actifs c					272,78		272,78		272,78	
	Sous Total compte 681					**905 272,18**	**561,56**	**905 272,18**	**561,56**	**904 710,62**	
	Sous Total compte 68					**905 272,18**	**561,56**	**905 272,18**	**561,56**	**904 710,62**	
	Total classe 6					**6 764 806,45**	**228 434,41**	**6 764 806,45**	**228 434,41**	**6 645 338,65**	**108 966,61**

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
70612	Redevance spéciale d'enlèvement des ordu						546 116,60		546 116,60		546 116,60
70613	Abonnement ou redevance pour enlèvement					65,50	67 019,93	65,50	67 019,93		66 954,43
	Sous Total compte 7061					**65,50**	**613 136,53**	**65,50**	**613 136,53**		**613 071,03**
	Sous Total compte 706					**65,50**	**613 136,53**	**65,50**	**613 136,53**		**613 071,03**
7078	Autres marchandises						441 837,68		441 837,68		441 837,68
	Sous Total compte 707						**441 837,68**		**441 837,68**		**441 837,68**
708722	dotés de la personnalité morale						2 870,33		2 870,33		2 870,33
	Sous Total compte 70872						**2 870,33**		**2 870,33**		**2 870,33**
	Sous Total compte 7087						**2 870,33**		**2 870,33**		**2 870,33**
	Sous Total compte 708						**2 870,33**		**2 870,33**		**2 870,33**
	Sous Total compte 70					**65,50**	**1 057 844,54**	**65,50**	**1 057 844,54**		**1 057 779,04**
73133	Taxe d'enlèvement des ordures ménagères						4 784 450,00		4 784 450,00		4 784 450,00
	Sous Total compte 7313						**4 784 450,00**		**4 784 450,00**		**4 784 450,00**
	Sous Total compte 731						**4 784 450,00**		**4 784 450,00**		**4 784 450,00**
	Sous Total compte 73						**4 784 450,00**		**4 784 450,00**		**4 784 450,00**
744	FCTVA						3 316,00		3 316,00		3 316,00
7472	Régions					83 710,40	162 938,44	83 710,40	162 938,44		79 228,04
74758	Autres groupements						17 445,66		17 445,66		17 445,66
	Sous Total compte 7475						**17 445,66**		**17 445,66**		**17 445,66**
74773	FEADER					43 065,60	43 065,60	43 065,60	43 065,60		
	Sous Total compte 7477					**43 065,60**	**43 065,60**	**43 065,60**	**43 065,60**		
747888	Autres					15 691,03	32 004,17	15 691,03	32 004,17		16 313,14

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 74788					**15 691,03**	**32 004,17**	**15 691,03**	**32 004,17**		**16 313,14**
	Sous Total compte 7478					**15 691,03**	**32 004,17**	**15 691,03**	**32 004,17**		**16 313,14**
	Sous Total compte 747					**142 467,03**	**255 453,87**	**142 467,03**	**255 453,87**		**112 986,84**
	Sous Total compte 74					**142 467,03**	**258 769,87**	**142 467,03**	**258 769,87**		**116 302,84**
7584	Recouvrement sur créances admises en non						266,71		266,71		266,71
75888	Autres					100 430,00	142 084,31	100 430,00	142 084,31		41 654,31
	Sous Total compte 7588					**100 430,00**	**142 084,31**	**100 430,00**	**142 084,31**		**41 654,31**
	Sous Total compte 758					**100 430,00**	**142 351,02**	**100 430,00**	**142 351,02**		**41 921,02**
	Sous Total compte 75					**100 430,00**	**142 351,02**	**100 430,00**	**142 351,02**		**41 921,02**
777	Recettes et quote-part des subventions d						206 566,53		206 566,53		206 566,53
	Sous Total compte 77						**206 566,53**		**206 566,53**		**206 566,53**
	Total classe 7					**242 962,53**	**6 449 981,96**	**242 962,53**	**6 449 981,96**		**6 207 019,43**
	Total général	**24 561 854,74**	**24 561 854,74**	**31 462 159,70**	**32 689 632,79**	**9 621 996,97**	**8 394 523,88**	**65 646 011,41**	**65 646 011,41**	**32 178 580,79**	**32 178 580,79**

État des Contrôles du Compte Financier

L’état des contrôles du compte financier ne fait pas apparaître d’anomalie sur le périmètre des contrôles effectués portant sur la cohérence des états patrimoniaux et la concordance de l’exécution budgétaire.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Date d'édition : 05/02/2026

Comptable(s)		Ayant exercé au cours de la gestion	
Mme Barbara JOUVE	du 01/01/2025	au 05/02/2026	

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

ZARAGOZA Anne (1018421905-0), Inspecteur des Finances Publiques **A DDFiP DES ALPES-DE-HAUTE-PRO..., le 25/02/2026**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

JOUVE Barbara (1006183473-0), Inspecteur divisionnaire FiP classe normale **A SISTERON, le 02/03/2026**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte a été voté le 13/02/2026 par l'organe délibérant.

TENOUX GERARD (gtenoux2-xt), Vice Président **A VALDOULE, le 04/03/2026**

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**466 154,39**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	466 154,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRESENTATION CROISEE , SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**1 929 671,13**	**0,00**		**2 395 825,52**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		466 154,39
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	417 356,06	0,00		417 356,06
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	1 104 086,59	0,00		1 104 086,59
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	408 228,48	0,00		408 228,48
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**899 833,73**	**0,00**		**899 833,73**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	260 542,30	0,00		260 542,30
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	623 590,43	0,00		623 590,43
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	15 701,00	0,00		15 701,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**124 138,70**	**299 497,18**	**0,00**	**0,00**	**67,20**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	Charges à caractère général	-24 657,50	28 671,58	0,00	0,00	67,20	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	169 091,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	90 836,94	1 461,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	57 959,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	100 272,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**-66 665,15**	**4 796 111,18**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges	2 064,53	8 751,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	77 800,00	2 870,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	4 784 450,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	-53 039,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	-93 490,55	39,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 407 824,80**	**0,00**		**5 831 527,88**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	3 791 200,72	0,00		3 795 282,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	1 583 374,61	0,00		1 752 466,23
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	28 399,56	0,00		120 697,70
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	1 964,01	0,00		59 923,27
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	2 885,90	0,00		2 885,90
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		100 272,78
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 370 600,55**	**0,00**		**6 100 046,58**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	88 778,15	0,00		99 593,68
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	977 108,71	0,00		1 057 779,04
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		4 784 450,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	169 341,97	0,00		116 302,84
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	135 371,72	0,00		41 921,02
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRÉSENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES — A3

1 – BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	9 043 258,00	6 165 280,08	1 124 361,45	1 753 616,47
RECETTES	9 043 258,00	4 135 747,69	1 219 922,81	3 687 587,50
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	25 730 522,00	20 897 463,47	0,00	4 833 058,53
RECETTES	25 730 522,00	26 096 210,80	0,00	-365 688,80

(1) Y compris les rattachements.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget)

BUDGET BA OM 70001/ N°SIRET : 20006876500029

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	3 954 729,00	2 602 392,05	880 768,94	471 568,01
RECETTES	3 954 729,00	2 208 709,39	141 212,09	1 604 807,52
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	8 880 570,00	6 635 965,72	0,00	2 244 604,28
RECETTES	8 880 570,00	8 908 509,88	0,00	-27 939,88

BUDGET BA SPANC 80001/ N°SIRET : 20006876500037

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	4 907,00	1 682,92	0,00	3 224,08
RECETTES	4 907,00	4 524,96	0,00	382,04
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	83 504,00	81 978,21	0,00	1 525,79
RECETTES	83 504,00	83 448,17	0,00	55,83

BUDGET BA ZA ECO POLE LM 80101/ N°SIRET : 20006876500045

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	221 293,98	221 003,52	0,00	290,46
RECETTES	407 818,14	407 818,13	0,00	0,01
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	338 997,86	337 987,38	0,00	1 010,48
RECETTES	338 997,86	338 706,83	0,00	291,03

BUDGET BA ZA PARC ACTIVITE LE POET 80201/ N°SIRET : 20006876500086				
SECTION	**Prévisions**	**Réalisations – mandats ou titres (1)**	**Restes à réaliser au 31/12**	**Crédits sans emploi**
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	80 454,50	71 679,03	0,00	8 775,47
RECETTES	203 939,06	153 059,28	0,00	50 879,78
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	217 436,02	165 857,03	0,00	51 578,99
RECETTES	387 863,06	376 549,95	0,00	11 313,11

BUDGET BA ZA VAL DURANCE 80401/ N°SIRET : 20006876500078				
SECTION	**Prévisions**	**Réalisations – mandats ou titres (1)**	**Restes à réaliser au 31/12**	**Crédits sans emploi**
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	649 404,40	252 069,25	0,00	397 335,15
RECETTES	649 404,40	635 601,87	0,00	13 802,53
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	997 296,12	509 303,15	0,00	487 992,97
RECETTES	1 665 489,21	1 250 341,51	0,00	415 147,70

(1) Y compris les rattachements.

3 – PRESENTATION AGREGEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	13 954 046,88	9 314 106,85	2 005 130,39	2 634 809,64

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
RECETTES	14 264 055,60	7 545 461,32	1 361 134,90	5 357 459,38
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	36 248 326,00	28 628 554,96	0,00	7 619 771,04
RECETTES	37 086 946,13	37 053 767,14	0,00	33 178,99

(1) Y compris les rattachements.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
PRÉSENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	A3

4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES (cf. liste des principales opérations en annexe de l'instruction budgétaire et comptable) (1)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative.

(2) Y compris les rattachements.

5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (après la neutralisation des flux réciproques) (1)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	13 954 046,88	9 314 106,85	2 005 130,39	2 634 809,64
RECETTES	14 264 055,60	7 545 461,32	1 361 134,90	5 357 459,38
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	36 248 326,00	28 628 554,96	0,00	7 619 771,04
RECETTES	37 086 946,13	37 053 767,14	0,00	33 178,99
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	**50 202 372,88**	**37 942 661,81**	**2 005 130,39**	**10 254 580,68**
TOTAL GENERAL DES RECETTES	**51 351 001,73**	**44 599 228,46**	**1 361 134,90**	**5 390 638,37**

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.

(2) Y compris les rattachements.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE — B1.1

DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article M. 4221-5 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE — B1.2

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour- sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour- sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**5 395 500,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					5 395 500,00									
00601847972	CRÉDIT AGRICOLE PROVENCE COTE D'	09/10/2018		20/10/2018	850 000,00	F		1,350	1,368		T	X Echéance constante		A-1
00602637511	CRÉDIT AGRICOLE PROVENCE COTE D'	01/08/2020		03/12/2020	220 000,00	F		0,610	0,612		T	X Echéance constante	O	A-1
00602637512	CRÉDIT AGRICOLE PROVENCE COTE D'	01/08/2020		03/12/2020	362 000,00	F		0,610	0,612		T	X Echéance constante	O	A-1
00602637513	CRÉDIT AGRICOLE PROVENCE COTE D'	01/08/2020		03/12/2020	71 500,00	F		1,010	1,010		T	X Echéance constante	O	A-1
06024062	SA BANQUE POPULAIRE AUVERGNE RHONE ALPES	01/07/2022		08/10/2022	659 000,00	F		1,360	1,360		T	C	O	A-1
06024063	SA BANQUE POPULAIRE AUVERGNE RHONE ALPES	01/07/2022		08/10/2022	141 000,00	F		1,590	1,590		T	C		A-1
06070104	SA BANQUE POPULAIRE AUVERGNE RHONE ALPES	04/12/2023		08/03/2024	210 000,00	F		4,160	4,160		T	C	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
								Taux initial						
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour- sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Niveau de taux (5)	Taux actuariel	Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour- sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
06070105	SA BANQUE POPULAIRE AUVERGNE RHONE ALPES	04/12/2023		08/03/2024	585 000,00	F		4,090	4,165		T	C	O	A-1
5105872	CAISSE DES DEPOTS	27/11/2015		01/06/2016	400 000,00	V		1,750	2,492		S	X Echéance constante		A-1
5988967	SA BANQUE POPULAIRE AUVERGNE RHONE ALPES	19/10/2021		05/02/2022	457 000,00	F		0,350	0,351		T	X Echéance constante	O	A-1
5988968	SA BANQUE POPULAIRE AUVERGNE RHONE ALPES	28/10/2021		05/02/2022	183 000,00	F		0,350	0,351		T	X Echéance constante		A-1
5988969	SA BANQUE POPULAIRE AUVERGNE RHONE ALPES	28/10/2021		05/02/2022	35 000,00	F		0,460	0,462		T	X Echéance constante		A-1
5988970	SA BANQUE POPULAIRE AUVERGNE RHONE ALPES	28/10/2021		05/02/2022	60 000,00	F		0,460	0,462		T	X Echéance constante		A-1
5988971	SA BANQUE POPULAIRE AUVERGNE RHONE ALPES	28/10/2021		05/02/2022	127 000,00	F		0,460	0,462		T	X Echéance constante		A-1
A291517P	Caisse d' Epargne Provence Alpes	13/10/2015		13/02/2016	210 000,00	F		2,470	2,470		T	X Echéance constante		A-1
A291621Q	Caisse d' Epargne Provence Alpes	30/12/2016		19/04/2017	430 000,00	F		1,090	1,090		T	X Echéance constante		A-1
MON513156	SA LA BANQUE POSTALE	14/12/2015		01/05/2016	180 000,00	F		2,440	2,440		T	X Echéance constante		A-1
MON546092EUR	SA LA BANQUE POSTALE	06/12/2023		01/04/2024	215 000,00	F		4,090	4,253		T	C		A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour- sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour- sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1675 Dettes afférentes aux marchés de travaux et de partenariat (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**40 000,00**									
1681 Autres emprunts (total)(9)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour- sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour- sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1687 Autres dettes (total)					40 000,00									
	CONSEIL DEPARTEMENTAL 04	04/07/2012		01/08/2013	20 000,00	F		0,000	0,000		A	X Echéance constante		A-1
	CONSEIL DEPARTEMENTAL 04	06/01/2016		01/02/2017	20 000,00	F		0,000	0,000		A	X Echéance constante		A-1
Total général					**5 435 500,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle, B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

IV – ANNEXES — IV

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE — B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**2 967 186,48**					**463 487,73**	**67 332,19**	**0,00**	**8 205,04**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		2 967 186,48					463 487,73	67 332,19	0,00	8 205,04
00601847972		0,00	A-1	474 651,20	7,83	F		1,368	55 813,41	6 879,51	0,00	1 263,76
00602637511		0,00	A-1	106 172,70	4,75	F		0,612	21 963,14	731,46	0,00	50,37
00602637512		0,00	A-1	174 702,39	4,75	F		0,612	36 139,35	1 203,57	0,00	82,89
00602637513		0,00	A-1	60 496,62	24,75	F		1,010	2 141,06	624,54	0,00	47,52
06024062		0,00	A-1	444 825,00	6,58	F		1,360	65 900,00	6 609,78	0,00	1 394,78
06024063		0,00	A-1	110 450,00	11,58	F		1,590	9 400,00	1 849,56	0,00	404,89
06070104		0,00	A-1	168 000,00	8,00	F		4,160	21 000,00	7 534,80	0,00	446,51
06070105		0,00	A-1	438 750,00	6,00	F		4,165	73 125,00	19 814,13	0,00	1 146,48
5105872		0,00	A-1	200 000,00	10,00	V		2,492	20 000,00	7 897,02	0,00	561,93
5988967		0,00	A-1	230 098,74	3,92	F		0,351	57 023,34	930,14	0,00	125,28
5988968		0,00	A-1	92 140,16	3,92	F		0,351	22 834,31	372,45	0,00	50,16
5988969		0,00	A-1	21 192,83	5,92	F		0,462	3 475,64	107,48	0,00	15,16
5988970		0,00	A-1	36 330,42	5,92	F		0,462	5 958,26	184,26	0,00	26,00
5988971		0,00	A-1	76 899,53	5,92	F		0,462	12 611,62	390,02	0,00	55,02
A291517P		0,00	A-1	39 446,19	1,92	F		2,470	19 006,38	1 268,62	0,00	129,91
A291621Q		0,00	A-1	0,00	0,00	F		1,090	14 011,94	38,24	0,00	0,00
MON513156		0,00	A-1	103 114,01	10,17	F		2,440	8 750,96	2 649,84	0,00	419,33
MON546092EUR		0,00	A-1	189 916,69	13,08	F		4,253	14 333,32	8 246,77	0,00	1 985,05
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**10 666,74**					**2 666,66**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)(10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		10 666,74					2 666,66	0,00	0,00	0,00
		0,00	A-1	2 666,71	1,67	F		0,000	1 333,33	0,00	0,00	0,00
		0,00	A-1	8 000,03	5,17	F		0,000	1 333,33	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**2 977 853,22**					**466 154,39**	**67 332,19**	**0,00**	**8 205,04**

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX — B1.3

REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS — B1.4

TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure / Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	20	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	2 977 853,22	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE — B1.5

DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture								Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT — B1.6

REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1)

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinance-ment	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résidu-elle	Pério-dicité des rem-bour-se-ments (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)					**0,00**	**0,00**							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)					**0,00**	**0,00**								**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.

(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.

(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.

(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.

(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).

(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.

(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.

(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.

(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.

(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N — B1.7

EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N (1)

N° du contrat d'emprunt	Date de souscription du contrat initial	Date de renégociation	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/N	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
						Contrat initial			Contrat renégocié										
				Contrat initial	Contrat renégocié	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital
Total												0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Inscrire les emprunts renégociés au cours de l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).

(5) Nominal à la date de renégociation.

(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres.
- Pour la périodicité de remboursement, indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME — B1.8

DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 31/12/N	Annuité payée au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la collectivité.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.9

AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

LIBELLES	Montant initial de la dette	Dépenses de l'exercice	Dette restante

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 1000.00 €		12-12-2022
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
L	Autres agencements et aménagements	15	12/12/2022
L	Autres constructions	30	12/12/2022
L	Autres immobilisations corporelles	10	12/12/2022
L	Autres installations, matériel et outillages tech.	8	12/12/2022
L	Autres matériels de bureau et mobiliers	8	12/12/2022
L	Concessions et droits similaires	2	12/12/2022
L	Documents d'urbanisme	10	12/12/2022
L	Etudes	5	12/12/2022
L	Frais d'insertion	5	12/12/2022
L	Immobilisations corporelles reçues au titre d'une mise à dispo	15	12/12/2022
L	Installations générales, agencements et aménagement bât. publics	30	12/12/2022
L	Installations générales, agencements et aménagements divers	20	12/12/2022
L	Matériel de bureau et informatique	5	12/12/2022
L	Matériel de téléphonie	2	12/12/2022
L	Matériel de transport	8	12/12/2022
L	Réseaux d'électrification	8	12/12/2022

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES — B3

PROVISIONS CONSTITUEES AU 31/12/N

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions de l'exercice (1) B	Montant des reprises de l'exercice C	Montant des provisions constituées au 31/12/N D = A + B - C
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		**124 129,78**	**100 272,78**	**0,00**	**224 402,56**
Provisions pour litiges		**100 000,00**	**100 000,00**	**0,00**	**200 000,00**
Litige Sorbiers SAPN	26/04/2022	100 000,00	100 000,00	0,00	200 000,00
Provisions pour pertes de change		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour garanties d'emprunt		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres provisions pour risques		**24 129,78**	**272,78**	**0,00**	**24 402,56**
Provisions pour impayés	08/11/2022	6 582,41	272,78	0,00	6 855,19
Contentieux personnels 2023	15/05/2023	6 000,00	0,00	0,00	6 000,00
Compte épargne temps	17/12/2024	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
Impayés OM 2024	17/12/2024	1 547,37	0,00	0,00	1 547,37
Dépréciations (3)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des immobilisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des stocks et encours		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes financiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des provisions semi-budgétaires		**124 129,78**	**100 272,78**	**0,00**	**224 402,56**
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour litiges		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour pertes de change		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour garanties d'emprunt		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres provisions pour risques		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (3)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions de l'exercice (1) B	Montant des reprises de l'exercice C	Montant des provisions constituées au 31/12/N D = A + B - C
- des immobilisations		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions budgétaires		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS		124 129,78	100 272,78	0,00	224 402,56

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	B4

ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(4) Indiquer le chapitre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES PRETS	B6

Prêts (compte 274)

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 31/12/N	Montant de l'annuité recouvré		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
Assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00	0,00	0,00
Non assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00		

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.1

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS DONNES

Article		Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
8015	**Emprunts garantis (1)**	0,00	0,00	0,00
8016	**Contrats de crédit-bail (2)**	0,00	0,00	0,00
8017	**Subvention à verser en annuité (3)**	0,00	0,00	0,00
8018	**Autres engagements donnés**			
	Marchés de partenariat (4)		0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics (3)	0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (3)	0,00	0,00	0,00
	Dans le cadre d'une délégation de service public (3)	0,00	0,00	0,00
	Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00

(1) A compléter depuis l'état des emprunts garantis.

(2) A compléter depuis l'état des contrats de crédit-bail.

(3) A compléter depuis l'état des autres engagements données.

(4) A compléter depuis l'état des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.2

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS RECUS (1)

Article		Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
8026	**Redevance de crédit-bail à recevoir (crédit-bail immobilier)**	0,00	0,00	0,00
8027	**Subvention à recevoir par annuité**	0,00	0,00	0,00
8028	**Autres engagements reçus**			
	Recette grevée d'affectation spéciale (2)		0,00	0,00
	Engagements reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00

(1) A remplir depuis l'état relatif aux autres engagements reçus.

(2) A remplir depuis l'état relatif aux recettes grevées d'affectation spéciale. Le montant de la créance en capital au 31/12/N correspond au reste à employer au 31/12/N, l'annuité reçue au cours de l'exercice correspond au solde entre les restes à employer au 01/01/N et les restes à employer au 31/12/N.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.3

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00											0,00	0,00
TOTAL GENERAL					0,00	0,00											0,00	0,00

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; B : bimestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.4

CALCUL DES RATIOS D'ENDETTEMENT RELATIFS AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio (1)	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	534 105,24
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A + B + C - D**	**534 105,24**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**6 100 046,58**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)	**I / II**	**8,76**

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-4 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.5

ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL RESTANT A COURIR (MOBILIER ET IMMOBILIER)

Type et nature du bien ayant fait l'objet du contrat	Exer- cice d'ori- gine du con- trat	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat (en mois)	Montant de la redevance de l'exercice	Montant de la redevance sur la totalité du contrat	Montant des redevances restant à courir					
						N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant (exercice N+5 et suivants)	Total (1)
Crédits-bails mobiliers					0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits-bails immobiliers				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + cumul restant.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.6

ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT

Libellé du contrat	Année de signature du marché	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le marché	Durée du marché (en mois)	Date fin de marché	Date mise en service équipement	Montant total prévu au titre du marché (TTC)	Annuité versée sur l'exercice	Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (3)				
									Part investissement		Part fonctionnement II	Part financement III	TOTAL I + II + III
									Part totale (4)	Dont part nette (5) I			
Marchés de partenariat (1)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchés globaux de performance énergétiques avec tiers de financement (2)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Article L. 1112-1 du Code de la commande publique

(2) Article 1er de la loi n° 2023-222 du 30 mars 2023

(3) Montant de la rémunération restant à verser au 31/12/N

(4) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 31/12/N

(5) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.7

ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale

Libellé (1)	Restes à employer au 01/01/N	Montant recettes	Montant dépenses	Restes à employer au 31/12/N
Total	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Par exemple, taxe d'aménagement, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles la collectivité souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.

(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.

(3) Reste à employer au 31/12/N = reste à employer au 01/01/N + total recettes de l'exercice – total dépenses de l'exercice.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.8

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des délégations de service public					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital au 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.9

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)					0,00	0,00	0,00
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B –ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS	B8

LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
TOTAL GENERAL	**7 280,00**	
Personnes de droit privé	**2 000,00**	
Associations	**2 000,00**	
L'ENVOLEE	2 000,00	
Entreprises	**0,00**	
Personnes physiques	**0,00**	
Autres	**0,00**	
Personnes de droit public	**5 280,00**	
Etat	**0,00**	
Régions	**0,00**	
Départements	**0,00**	
Communes	**0,00**	
Etablissements publics (EPCI, EPA, EPIC,...)	**5 280,00**	
COMMUNAUTE DE COMMUNES SERRE PON	5 280,00	
Autres	**0,00**	

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N — B9

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**2,00**	**1,82**	**3,82**	**0,91**	**1,91**	**2,82**
Adjoint administratif ppal 2° cl	C	0,00	0,91	0,91	0,91	0,00	0,91
Attaché Territorial	A	2,00	0,91	2,91	0,00	0,00	0,00
Attaché territorial	A	0,00	0,00	0,00	0,00	1,91	1,91
FILIERE TECHNIQUE (c)		**28,90**	**1,50**	**30,40**	**22,14**	**2,00**	**24,14**
Adjoint technique	C	19,00	0,00	19,00	15,00	0,00	15,00
Adjoint technique ppal 1° cl	C	5,00	0,64	5,64	3,64	0,00	3,64
Adjoint technique ppal 2° cl	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Adjoint technique principal 1ère cl	C	0,00	0,00	0,00	0,00	1,00	1,00
Agent de maîtrise	C	1,90	0,86	2,76	1,50	0,00	1,50
Agent de maîtrise principal	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Technicien	B	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		**30,90**	**3,32**	**34,22**	**23,05**	**3,91**	**26,96**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	B9

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**0,00**		
Adjoint technique principal 1ère cl	C	TECH	460	0,00	A L332-4 code FPT	CDI
Attaché territorial	A	ADM	525	0,00	A L332-4 code FPT	CDI
Attaché territorial	A	ADM	611	0,00	A L332-4 code FPT	CDI
Technicien	B	TECH	478	0,00	A L332-8	CDD
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**0,00**		
Adjoint administratif	C	ADM	367	0,00	A L332-23	CDD
Adjoint technique	C	TECH	367	0,00	A L332-23	CDD
Adjoint technique	C	TECH	368	0,00	A L332-24	CDD
Adjoint technique	C	TECH	367	0,00	A L332-23	CDD
Adjoint technique	C	TECH	367	0,00	A L332-23 code FP	CDD
Adjointe technique	C	TECH	367	0,00	A L332-24	CDD
Attaché territorial	A	ADM	499	0,00	A L332-8	CDD
Rédacteur	B	ADM	452	0,00	A L332-24	CDD
TOTAL GENERAL				**0,00**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1).
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3) (4)				
Détention d'une part du capital				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée…).

(4) Les délégations pour lesquels un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements donnés.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION DE FONCTIONNEMENT	B11.1

B11.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	**Libellé (1)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**
012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**0,00**
016	**APA**	**0,00**
017	**RSA / Régularisations de RMI**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	Charges financières	**0,00**
67	**Charges spécifiques**	**0,00**
68	**Dotations aux provisions, dépréciations**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
Total des dépenses réelles		0,00
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION D'INVESTISSEMENT	B11.2

B11.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	**Libellé (1)**	**Montant**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
018	RSA	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		0,00
040	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**504 437,82**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**119 299,51**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**623 737,33**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**623 737,33**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**623 737,33**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Crédits ouverts/reportés (2)	Réalisations (3)	Restes à réaliser au 31/12/N (4)	Total
		(a)	(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(1)	**677 264,00**	**672 720,92**	**880 768,94**	**1 553 489,86**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(1)	**2 101 076,18**	**1 064 980,14**	**141 212,09**	**1 206 192,23**
Solde des opérations de l'exercice (Solde III = E - D)	**1 423 812,18**	**392 259,22**	**-739 556,85**	**-347 297,63**
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**504 437,82**			**504 437,82**
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	**0,00**	**0,00**		**0,00**
Solde des opérations liées à l'exercice N-1 (Solde IV = A + C)	**504 437,82**			**504 437,82**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde V = Solde III + Solde IV) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte				**157 140,19**

(1) BP+BS+DM + RAR N-1.Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Mandats et titres émis

(4) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**677 264,00**	**I 672 720,92**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**470 697,00**	**466 154,39**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	463 488,00	463 487,73
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	7 209,00	2 666,66
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**206 567,00**	**206 566,53**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*206 567,00*	*206 566,53*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES — C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**2 101 076,18**	**III** **1 064 980,14**
Ressources propres externes de l'année (a)		**300 004,18**	**260 542,30**
10222	FCTVA	300 004,18	260 542,30
10226	Taxe d'aménagement (2)	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**1 801 072,00**	**804 437,84**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
2802	*Frais liés à la réalisation de document*	*252,00*	*252,00*
28031	*Frais d'études*	*6 316,00*	*6 315,60*
28033	*Frais d'insertion*	*1 757,00*	*1 756,80*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*503,00*	*503,00*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*16 443,00*	*16 442,40*
281318	*Autres bâtiments publics*	*36 484,00*	*36 484,00*
281351	*Bâtiments publics*	*28 705,00*	*26 429,89*
28138	*Autres constructions*	*9 553,00*	*9 552,04*
28148	*Construct° sol autrui - Autres construct*	*13 346,00*	*13 345,20*
281533	*Réseaux câblés*	*65,00*	*0,00*
281534	*Réseaux d'électrification*	*1 935,00*	*1 935,00*
281538	*Autres réseaux*	*4 662,00*	*4 662,00*

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
2815738	*Autre matériel et outillage de voirie*	*19 477,00*	*19 477,00*
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*231 741,00*	*220 568,48*
2817538	*Autres réseaux (mise à dispo)*	*48 677,00*	*48 677,00*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*4 202,00*	*4 201,40*
281828	*Autres matériels de transport*	*235 932,00*	*235 931,88*
281838	*Autre matériel informatique*	*6 421,00*	*6 170,41*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*1 574,00*	*1 573,94*
28185	*Matériel de téléphonie*	*325,00*	*324,72*
28188	*Autres immo. corporelles*	*149 836,00*	*149 835,08*
29…	*Dépréciations des immobilisations*		
31…	*Matières premières (et fournitures) (4)*		
33…	*En-cours de production de biens (4)*		
35…	*Stocks de produits (4)*		
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*		
59…	*Dépréciation des comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	20 000,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*962 866,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – AUTORISATIONS DE PROGRAMME — C2.1

SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION DE PROGRAMME *		Chapitre (s)	Stocks AP votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs) (1)	AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (2)	Flux d'AP affectées dans l'année (3)	AP affectées annulées	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AP affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
Numéro	**Libellé**									
2025-01	ACQUISITION MATERIEL DE PRE COLLECTE	20, 21	2 445 752,00	864,00	0,00	2 445 752,00	0,00	2 445 752,00	864,00	2 444 888,00
2024-01	CONSTRUCTION GARAGE REGIE COLLECTE	20, 21	4 968 578,00	414 045,00	0,00	4 968 578,00	0,00	4 968 578,00	414 044,06	4 554 533,94
2024-02	CONTROLE D'ACCES ET TELESURVEILLANCE EN DECHETTERIES	20, 23, 21	779 894,00	601 245,00	0,00	779 894,00	0,00	779 894,00	346 213,45	433 680,55
2025-02	MISE EN CONFORMITE DES DECHETTERIES	20, 21	5 328 660,00	0,00	0,00	5 328 660,00	0,00	5 328 660,00	0,00	5 328 660,00
TOTAL			**13 522 884,00**	**1 016 154,00**	**0,00**	**13 522 884,00**	**0,00**	**13 522 884,00**	**761 121,51**	**12 761 762,49**

* Le détail par programme n'est à renseigner qu'à compter des AP votées en 2005.

(1) Il s'agit des AP affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AP votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(6) Il s'agit des AP non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

	N-3	N-2	N-1	N
Ratio de couverture des AP affectées (6) / (5)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT — C2.2

SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION D'ENGAGEMENT *		Chapitre (s)	Stocks AE votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AE votées dans l'année	AE affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AE affectées dans l'année (2)	AE affectées annulées (3)	Stock d'AE affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AE affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
Numéro	Libellé									
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

* Le détail par engagement n'est à renseigner qu'à compter des AE votées en 2005.

(1) Il s'agit des AE affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AE votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(6) Il s'agit des AE non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

	N-3	N-2	N-1	N
Ratio de couverture des AE affectées (6) / (5)	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR NATURE	C3.1

Présentation agrégée par nature

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	417 356,06	2 988,00	0,00	414 044,06	324,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	3 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 700,00
A125	Constructions	90 147,23	0,00	0,00	4 448,09	85 699,14	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	983 589,99	802 807,19	0,00	1 513,83	179 268,97	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	26 649,37	21 041,82	0,00	1 843,06	3 764,49	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	408 228,48	2 901,54	0,00	16 579,57	388 747,37	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**1 929 671,13**	**829 738,55**	**0,00**	**438 428,61**	**657 803,97**	**3 700,00**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	417 356,06	2 988,00	414 044,06	324,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	3 700,00	0,00	0,00	0,00	3 700,00
A125	Constructions	90 147,23	0,00	4 448,09	85 699,14	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	983 589,99	802 807,19	1 513,83	179 268,97	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	26 649,37	21 041,82	1 843,06	3 764,49	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	408 228,48	2 901,54	16 579,57	388 747,37	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**1 929 671,13**	**829 738,55**	**438 428,61**	**657 803,97**	**3 700,00**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	**417 356,06**	0,00	0,00	0,00	417 356,06
A115	Immobilisations incorporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	**3 700,00**	0,00	0,00	0,00	3 700,00
A125	Constructions	**90 147,23**	0,00	0,00	0,00	90 147,23
A130	Réseaux et installations de voirie	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	**983 589,99**	0,00	0,00	0,00	983 589,99
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	**26 649,37**	0,00	0,00	0,00	26 649,37
A155	Immobilisations corporelles en cours	**408 228,48**	0,00	0,00	0,00	408 228,48
A165	Immobilisations financières	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**1 929 671,13**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 929 671,13**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	417 356,06	0,00	0,00	0,00	417 356,06
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	3 700,00	0,00	0,00	0,00	3 700,00
A125	Constructions	90 147,23	0,00	0,00	0,00	90 147,23
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	983 589,99	0,00	0,00	0,00	983 589,99
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	26 649,37	0,00	0,00	0,00	26 649,37
A155	Immobilisations corporelles en cours	408 228,48	0,00	0,00	0,00	408 228,48
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**1 929 671,13**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 929 671,13**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	417 356,06	0,00	0,00	0,00	417 356,06
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	3 700,00	0,00	0,00	0,00	3 700,00
A125	Constructions	90 147,23	0,00	0,00	0,00	90 147,23
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	983 589,99	0,00	0,00	0,00	983 589,99
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	26 649,37	0,00	0,00	0,00	26 649,37
A155	Immobilisations corporelles en cours	408 228,48	0,00	0,00	0,00	408 228,48
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**1 929 671,13**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 929 671,13**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	417 356,06	0,00	0,00	0,00	417 356,06
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	3 700,00	0,00	0,00	0,00	3 700,00
A125	Constructions	90 147,23	0,00	0,00	0,00	90 147,23
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	983 589,99	0,00	0,00	0,00	983 589,99
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	26 649,37	0,00	0,00	0,00	26 649,37
A155	Immobilisations corporelles en cours	408 228,48	0,00	0,00	0,00	408 228,48
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**1 929 671,13**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 929 671,13**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	417 356,06	0,00	414 044,06	2 448,00	864,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	3 700,00	0,00	0,00	0,00	3 700,00
A125	Constructions	90 147,23	0,00	0,00	90 147,23	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	983 589,99	0,00	0,00	963 426,40	20 163,59
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	26 649,37	0,00	0,00	26 649,37	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	408 228,48	0,00	0,00	408 228,48	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**1 929 671,13**	**0,00**	**414 044,06**	**1 490 899,48**	**24 727,59**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :
Axe 1° atténuation du changement climatique ;
Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;
Axe 3° gestion des ressources en eau ;
Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;
Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;
Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».
La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR FONCTION	C3.2

Présentation agrégée par fonction

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sport et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisation des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	1 929 671,13	829 738,55	0,00	438 428,61	657 803,97	3 700,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**1 929 671,13**	**829 738,55**	**0,00**	**438 428,61**	**657 803,97**	**3 700,00**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	1 929 671,13	829 738,55	438 428,61	657 803,97	3 700,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**1 929 671,13**	**829 738,55**	**438 428,61**	**657 803,97**	**3 700,00**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	1 929 671,13	0,00	0,00	0,00	1 929 671,13
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**1 929 671,13**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 929 671,13**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	1 929 671,13	0,00	0,00	0,00	1 929 671,13
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**1 929 671,13**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 929 671,13**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	1 929 671,13	0,00	0,00	0,00	1 929 671,13
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**1 929 671,13**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 929 671,13**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	1 929 671,13	0,00	0,00	0,00	1 929 671,13
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**1 929 671,13**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 929 671,13**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	1 929 671,13	0,00	414 044,06	1 490 899,48	24 727,59
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**1 929 671,13**	**0,00**	**414 044,06**	**1 490 899,48**	**24 727,59**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :
Axe 1° atténuation du changement climatique ;
Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;
Axe 3° gestion des ressources en eau ;
Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;
Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;
Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».
La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	D1

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)
Service	Centre d'enfouissement des déchets ultimes	01/01/2017		SPIC

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – GESTION DES FONDS EUROPEENS	D2

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N	D3

ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N

ELUS BENEFICIAIRES DES ACTIONS DE FORMATION	NOM DE L'ORGANISME DE FORMATION	COÛT DE LA FORMATION	DATE ET LIEU DE LA FORMATION	ACTIONS DE FORMATION FINANCEES PAR LA COLLECTIVITE OU L'ETABLISSEMENT

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT RELATIF AUX RESSOURCES ET DEPENSES DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES JEUNES – Annexe à l'article D. 4312-7 — D4

Evolution des dépenses associées à la formation professionnelle des jeunes

	APPRENTISSAGE			ENS PRO ss statut scolaire			FORMATIONS CONTINUES en alternance			TOTAL		
	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%
Montant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Etat des ressources de l'apprentissage

RESSOURCES	MONTANT		
	Année n	Année n-1	%
1ère section FNDMA	0,00	0,00	0,00
2ème section FNDMA	0,00	0,00	0,00
Dotations décentralisation (1)	0,00	0,00	0,00
Dotation indemnité comp. forfaitaire	0,00	0,00	0,00
Contribution additionnelle (2)	0,00	0,00	0,00
FSE	0,00	0,00	0,00
FEDER	0,00	0,00	0,00
FEOGA	0,00	0,00	0,00
Reversement excédent de ressources CFA (3)	0,00	0,00	0,00
Autres ressources	0,00	0,00	0,00
Total ressources externes	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Effort propre de la collectivité	0,00	0,00	0,00
Total ressources	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Dotations au titre des lois du 7 janvier 1983 et du 23 juillet 1987.
(2) Article 37 de la loi de finances initiale pour 2005.
(3) Article R. 116-17 du code du travail.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – IDENTIFICATION DES FLUX CROISES (1)	D5

1 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET LES COMMUNES (cf. la liste des opérations en annexe de l'instruction budgétaire et comptable)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Solde Prévisions / réalisations
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00

2 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET DES COMMUNES (après neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Solde Prévisions / réalisations
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Cet état doit être rempli uniquement par les groupements à fiscalité propre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION – ÉTATS DE RÉPARTITION DE LA TEOM – INVESTISSEMENT	D6.1

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Acquisitions d'immobilisations		**0,00**
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		**0,00**
Autres dépenses éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
Total des dépenses réelles		**0,00**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Souscription d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Dotations et subventions reçues		**0,00**
Autres recettes éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
Total des recettes réelles		**0,00**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Compléter par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » dans la mesure où il faut établir un état par

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION – ÉTATS DE RÉPARTITION DE LA TEOM - FONCTIONNEMENT	D6.2

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**
012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**
67	**Charges spécifiques**	**0,00**
68	**Dotations aux provisions, dépréciations (3)**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**0,00**
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Recettes issues de la TEOM		**4 784 450,00**
73133	Taxe d'enlèvement des ordures ménagères et assimilées	4 784 450,00
Dotations et participations reçues		**0,00**
Autres recettes de fonctionnement éventuelles		**0,00**
70	**Prod. services, domaine, ventes diverses**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits spécifiques**	**0,00**
78	**Reprises amort., dépréciations, prov. (3)**	**0,00**

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
Total des recettes réelles		**4 784 450,00**
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**4 784 450,00**

(1) Compléter par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » dans la mesure où il faut établir un état par service.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
ELEMENTS DU BILAN **ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION DE FONCTIONNEMENT**	**D7.1**

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
ELEMENTS DU BILAN **ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT**	**D7.2**

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SUIVI DES OPERATIONS AU TITRE DU NPNRU	D8.1

ETAT DE SYNTHESE PAR CONVENTION

NOMENCLATURE :

14-Etudes et conduite de projet
15-Relogement des ménages avec minoration de loyer
21-Démolition de logements locatifs sociaux
22-Recyclage de copropriétés dégradées
23-Recyclage de l'habitat ancien dégradé
24-Aménagement d'ensemble
31-Reconstitution de l'offre de logements locatifs sociaux
32-Production d'une offre de relogement temporaire
33-Requalification de logements locatifs sociaux
34-Résidentialisation de logements
35-Actions de portage massif en copropriétés dégradées
36-Accession à la propriété
37-Equipement public de proximité
38-Immobilier à vocation économique
39-Autres investissements
41-Quartiers Fertiles-Opérations d'ingénierie et dépenses de personnel
42-Quartiers Fertiles-Opérations d'investissement

(1) Ensemble des AP et AE ouverts sur l'opération, tous exercices confondus
(2) Ensemble des AP et AE engagés sur l'opération, sur l'exercice courant
(3) Ensemble des crédits décaissés ou encaissés pour l'opération, tous exercices cumulés
(4) Ensemble des crédits décaissés ou encaissés sur l'exercice budgétaire N pour la mise en œuvre de l'opération

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SUIVI DES OPERATIONS AU TITRE DU NPNRU	D8.2

Cet état ne contient pas d'information.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

SPANC CC SISTERONAIS-BUECH

RELATIF AU BUDGET PRINCIPAL DE CC DU SISTERONAIS-BUECH

Numéro SIRET : 20006876500037

POSTE COMPTABLE : 004024 SGC SISTERON

Compte financier unique (M49)

Service public local

BUDGET ANNEXE

ANNEE 2025

Sommaire

Le Compte Financier Unique

Arrêté et signatures
ECCF

		Origine des données	Page
	I. Informations générales et synthétiques		
A	Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble	Ordonnateur	5
B	Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés	Comptable	6
C	Liste des services individualisés dans un budget annexe	Ordonnateur	7
D1	Détail des restes à réaliser - Dépenses	Ordonnateur	8
D2	Détail des restes à réaliser - Recettes	Ordonnateur	9
E	Bilan synthétique	Comptable	10
F	Compte de résultat synthétique	Comptable	11
	II. Exécution budgétaire		
A	Modalités de vote du budget	Ordonnateur	12
	Vue d'ensemble		
A1.1	Dépenses d'exploitation	Ordonnateur	13
A1.2	Recettes d'exploitation	Ordonnateur	14
A2.1	Dépenses d'investissement	Ordonnateur	15
A2.2	Recettes d'investissement	Ordonnateur	16
	Vue détaillée		
B1	Dépenses d'exploitation	Comptable	17
B2	Recettes d'exploitation	Comptable	19
C1	Dépenses d'investissement	Comptable	21
C2	Recettes d'investissement	Comptable	23
D1	Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	Ordonnateur	25
	III. États financiers		
A	Bilan	Comptable	26
B	Compte de résultat	Comptable	31
C	Balance des comptes	Comptable	34
	IV. États annexés		
A	Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	Ordonnateur	
	B. États annexés patrimoniaux		
B1.1	État de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Ordonnateur	
B1.2	État de la dette - Répartition par nature de dette	Ordonnateur	

		Origine des données	Page
B1.3	État de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	Ordonnateur	
B1.4	État de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Ordonnateur	
B1.5	État de la dette - Détail des opérations de couverture	Ordonnateur	
B1.6	État de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	Ordonnateur	
B1.7	État de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	Ordonnateur	
B1.8	État de la dette - Autres dettes	Ordonnateur	
B2	Méthodes utilisées pour les amortissements	Ordonnateur	
B3	État des provisions et des dépréciations	Ordonnateur	
B4	État des charges transférées	Ordonnateur	
B5	Détail des opérations pour le compte de tiers	Ordonnateur	
B6.1	État des emprunts garantis	Ordonnateur	
B6.2	Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Ordonnateur	
B7.1	Subventions versées dans le cadre du vote du budget	Ordonnateur	
B8.1	État des contrats de crédit-bail	Ordonnateur	
B8.2	État des marchés de partenariat	Ordonnateur	
B8.3	État des autres engagements donnés	Ordonnateur	
B8.4	État des engagements reçus	Ordonnateur	
B9.1	État du personnel	Ordonnateur	
B9.2	État du personnel de la collectivité ou de l’établissement de rattachement employé par la régie	Ordonnateur	
B10	Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier	Ordonnateur	
	C. États annexés budgétaires		
C1.1	Équilibre budgétaire	Ordonnateur	
C1.2	Équilibre budgétaire - Dépenses	Ordonnateur	
C1.3	Équilibre budgétaire - Recettes	Ordonnateur	
C2.1	Situation des autorisations de programme	Ordonnateur	
C2.2	Situation des autorisations d’engagement	Ordonnateur	
C3	Impact du budget pour la transition écologique – répartition par nature	Ordonnateur	
	D. Autres éléments d’information		
D1.1.1	État de ventilation des dépenses et recettes des services d’eau et d’assainissement - Exploitation	Ordonnateur	
D1.1.2	État de ventilation des dépenses et recettes des services d’eau et d’assainissement - Investissement	Ordonnateur	

		Origine des données	Page
D1.2.1	État de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation	Ordonnateur	
D1.2.2	État de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement	Ordonnateur	
	V. Arrêté et signatures		
A	Arrêté et signatures	Ordonnateur / Comptable	43

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

PRÉSENTATION GÉNÉRALES DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE — A

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N					
			Investissement	**Exploitation**	**Total cumulé**
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	**2 706,42**	**72 720,90**	**75 427,32**
	Recettes réalisées (1)	B	**2 324,38**	**72 665,07**	**74 989,45**
	Restes à réaliser	C	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	**4 907,00**	**83 504,00**	**88 411,00**
	Dépenses réalisées (1)	E	**1 682,92**	**81 978,21**	**83 661,13**
	Restes à réaliser	F	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B - E	**641,46**	**-9 313,14**	**-8 671,68**
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	**2 200,58**	**10 783,10**	**12 983,68**
Solde (investissement) ou résultat de clôture (exploitation)	Excédent /déficit	G + H	**2 842,04**	**1 469,96**	**4 312,00**
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C – F	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	**2 842,04**	**1 469,96**	**4 312,00**

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés — B

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Part affectée à l'investissement : exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
I - Budget principal					
Investissement					
Fonctionnement					
TOTAL I					
II - Budgets des services à caractère administratif					
TOTAL II					
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
SPANC CC SISTERONAIS-BUECH					
Investissement	2 200,58		641,46		2 842,04
Fonctionnement	10 783,10		-9 313,14		1 469,96
Sous-Total	12 983,68		-8 671,68		4 312,00
TOTAL III	**12 983,68**		**-8 671,68**		**4 312,00**
TOTAL I + II + III	**12 983,68**		**-8 671,68**		**4 312,00**

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE (1)	C

(1) Seulement valable pour les régies dotées de l'autonomie financière et de la personnalité morale.
(2) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
DETAIL DES RESTES A REALISER – RAR DEPENSES	D1

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) 0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION D'EXPLOITATION – TOTAL		(II) 0,00
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
DETAIL DES RESTES A REALISER - RAR RECETTES	D2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III) 0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION D'EXPLOITATION – TOTAL		(IV) 0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00
73	Produits issus de la fiscalité	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Bilan synthétique (en milliers d'euros)	E

ACTIF NET (1)	Total	PASSIF	Total
Immobilisations incorporelles (nettes)	**0,00**	Dotations	0,00
Terrains	0,00	Fonds globalisés	0,68
Constructions	0,00	Réserves	3,85
Réseaux et installations de voirie et réseaux divers	0,00	Différences sur réalisation d'immobilisations	0,00
Immobilisations corporelles en cours	0,00	Report à nouveau (1)	10,78
Immobilisations mises en concession, affermage ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1) (2)	-9,31
Autres immobilisations corporelles	5,42	Subventions transférables	2,91
Total immobilisations corporelles (nettes)	**5,42**	Subventions non transférables	0,00
Immobilisations financières	**0,00**	Droits de l'affectant, du concédant, de l'affermant et du remettant	0,82
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	**5,42**	Provisions réglementées	0,00
Stocks	0,00	**TOTAL FONDS PROPRES**	**9,73**
Créances	34,61	**PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES**	**111,07**
Valeurs mobilières de placement	0,00	**Dettes financières à long terme**	**0,00**
Disponibilités	92,86	Fournisseurs (2)	5,97
Autres actifs circulant	0,00	Autres dettes à court terme	6,22
TOTAL ACTIF CIRCULANT	**127,47**	**Total des dettes à court terme**	**12,19**
Comptes de régularisation	**0,14**	**TOTAL DETTES**	**12,19**
		Comptes de régularisation	**0,03**
TOTAL ACTIF	**133,03**	**TOTAL PASSIF**	**133,03**

(1)Déduction faite des amortissements et dépréciations
(2) Y compris mandats émis pendant la journée complémentaire et réglés sur l'exercice N+1

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	**F**

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
Impôts et taxes perçus		
Dotations et subventions reçues		
Produits des services	69,47	65,21
Autres produits	0,01	0,97
Transferts de charges		
Produits courants non financiers	69,48	66,18
Traitements, salaires, charges sociales	60,74	58,21
Achats et charges externes	15,85	16,78
Participations et interventions	0,37	
Dotations aux amortissements et provisions	3,09	2,03
Autres charges	1,24	1,18
Charges courantes non financières	81,29	78,20
RESULTAT COURANT NON FINANCIER	**-11,81**	**-12,02**
Produits courants financiers		
Charges courantes financières		
RESULTAT COURANT FINANCIER		
RESULTAT COURANT	**-11,81**	**-12,02**
Produits exceptionnels	2,49	13,26
Charges exceptionnelles		
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**2,49**	**13,26**
RESULTAT DE L'EXERCICE	**-9,31**	**1,25**

II – EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget :
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'exploitation ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état D1.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires .

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires ;
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
DÉPENSES D'EXPLOITATION – VUE D'ENSEMBLE	A1.1

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 011	Charges à caractère général	10 022,00	9 742,11	0,00	9 742,11	97,21	0,00
Chapitre 012	Charges de personnel, frais assimilés	69 492,00	68 777,40	0,00	68 777,40	98,97	0,00
Chapitre 014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 65	Autres charges de gestion courante	367,00	366,10	0,00	366,10	99,75	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**79 881,00**	**78 885,61**	**0,00**	**78 885,61**	**98,75**	**0,00**
Chapitre 66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 67	Charges exceptionnelles	150,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 68	Dotations aux provisions et dépréciat°	885,00	885,00	0,00	885,00	100,00	0,00
Chapitre 69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 022	Dépenses imprévues	0,00					
Total des dépenses réelles d'exploitation		**80 916,00**	**79 770,61**	**0,00**	**79 770,61**	***98,58***	**0,00**
Chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*380,00*					
Chapitre 042	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	*2 208,00*	*2 207,60*	*0,00*	*2 207,60*	*99,98*	*0,00*
Chapitre 043	*Opérat° ordre intérieur de la section (3)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***2 588,00***	***2 207,60***	***0,00***	***2 207,60***	***85,30***	***0,00***
Total des dépenses d'exploitation de l' exercice		**83 504,00**	**81 978,21**	**0,00**	**81 978,21**	**98,17**	**0,00**
002 Résultat d'exploitation reporté		**0,00**					
Total des dépenses de la section d' exploitation		**83 504,00**	**81 978,21**	**0,00**	**81 978,21**		**0,00**

(1) dépenses engagées non mandatées

(2) ce chapitre n'existe pas en M49

(3) DE 042 = RI 040 ; DE 043 = RE 043

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

RECETTES D'EXPLOITATION – VUE D'ENSEMBLE — A1.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 013	Atténuations de charges	600,00	693,00	0,00	693,00	115,50	0,00
Chapitre 70	Ventes produits fabriqués, prestations	64 000,00	66 671,57	2 800,00	69 471,57	108,55	0,00
Chapitre 73	Produits issus de la fiscalité(2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 75	Autres produits de gestion courante	10,90	8,50	0,00	8,50	77,98	0,00
Total des recettes de gestion courante		**64 610,90**	**67 373,07**	**2 800,00**	**70 173,07**	**108,61**	**0,00**
Chapitre 76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 77	Produits exceptionnels	0,00	21,00	0,00	21,00	0,00	0,00
Chapitre 78	Reprises sur provisions et dépréciations	7 139,00	1 500,00	0,00	1 500,00	21,01	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**71 749,90**	**68 894,07**	**2 800,00**	**71 694,07**	**99,92**	**0,00**
Chapitre 042	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	*971,00*	*971,00*	*0,00*	*971,00*	*100,00*	*0,00*
Chapitre 043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***971,00***	***971,00***	***0,00***	***971,00***	***100,00***	***0,00***
Total des recettes d'exploitation de l' exercice		**72 720,90**	**69 865,07**	**2 800,00**	**72 665,07**	**99,92**	**0,00**
002 Résultat d'exploitation reporté		**10 783,10**					
Total des recettes de la section d' exploitation		**83 504,00**	**69 865,07**	**2 800,00**	**72 665,07**		**0,00**

(1) recettes justifiées non titrées

(2) ce chapitre existe uniquement en M4, M41 et M43

(3) RE 042 = DI 040

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

DÉPENSESD'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 20	Immobilisations incorporelles	3 000,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 21	Immobilisations corporelles	936,00	711,92	76,06	0,00
Chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**3 936,00**	**711,92**	**18,09**	**0,00**
Chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 020	Dépenses imprévues	0,00			
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**3 936,00**	**711,92**	**18,09**	**0,00**
Chapitre *040*	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*971,00*	*971,00*	*100,00*	*0,00*
Chapitre *041*	*Opérations patrimoniales (6)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***971,00***	***971,00***	***100,00***	***0,00***
TOTAL DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE		**4 907,00**	**1 682,92**	**34,30**	**0,00**
001 Solde d'exécution de la section d' investissement reporté		**0,00**			
TOTAL DES DÉPENSES DE LA SECTION D' INVESTISSEMENT		**4 907,00**	**1 682,92**		**0,00**

(1) dépenses engagées non mandatées
(2) voir l'état II-D1 pour le détail des opérations d'équipement
(3) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.
(4) voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers
(5) DI 040 = RE 042
(6) DI 041 = RI 041

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b /a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	118,42	116,78	98,62	0,00
Chapitre 18	Compte de liaison : affectat° (BA, régie)(2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d' investissement		**118,42**	**116,78**	**98,62**	**0,00**
Chapitre 021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*380,00*			
Chapitre 040	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*2 208,00*	*2 207,60*	*99,98*	*0,00*
Chapitre 041	*Opérations patrimoniales (6)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d' investissement		***2 588,00***	***2 207,60***	***85,30***	***0,00***
TOTAL DES RECETTES D' INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE		**2 706,42**	**2 324,38**	**85,88**	**0,00**
001 Solde d'exécution de la section d' investissement reporté		**2 200,58**			
TOTAL DES RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		**4 907,00**	**2 324,38**		**0,00**

(1) recettes justifiées non titrées
(2) A servir uniquement, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.
(3) voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers
(4) pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation)
(5) DI 040 = RE 042
(6) DI 041 = RI 041

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'exploitation - Vue détaillée	**B1**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6063	Autres fournitures d'entretien et de petit équipement		22,80		22,80	
6066	Carburants		1 064,67		1 064,67	
6068	Autres matières et fournitures		9,93		9,93	
61551	Matériel roulant		1 057,05		1 057,05	
6161	Multirisques		548,00		548,00	
6251	Voyages et déplacements		46,72		46,72	
6261	Frais d'affranchissement		1 030,10		1 030,10	
6262	Frais de télécommunications		33,12		33,12	
627	Services bancaires et assimilés		41,24		41,24	
62871	à la collectivité de rattachement		5 888,48		5 888,48	
total chapitre 011	Charges à caractère général	10 022,00	9 742,11		9 742,11	279,89
6215	Personnel affecté par la collectivité de rattachement		6 103,72		6 103,72	
6331	Versement mobilité		29,32		29,32	
6332	Cotisations versées au FNAL		185,85		185,85	
6336	Cotisations au Centre National et aux Centres de Gestion de la Fonction Publique Territoriale		911,83		911,83	
6338	Autres impôts taxes et versements assimilés sur rémunérations		111,45		111,45	
6411	Salaires, appointements, commissions de base		34 821,44		34 821,44	
6413	Primes et gratifications		8 162,00		8 162,00	
6451	Cotisations à l'URSSAF		7 584,56		7 584,56	
6453	Cotisations aux caisses de retraite		8 617,42		8 617,42	
6454	Cotisations au Pôle Emploi		423,36		423,36	
6458	Cotisations aux autres organismes sociaux		264,00		264,00	
6474	Versements aux autres oeuvres sociales		44,00	44,00		
6475	Médecine du travail pharmacie		129,06		129,06	
6478	Autres charges sociales diverses		1 433,39		1 433,39	

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'exploitation - Vue détaillée	**B1**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 012	Charges de personnel et frais assimilés	69 492,00	68 821,40	44,00	68 777,40	714,60
total chapitre 014	Atténuations de produits					
6512	Droits d'utilisation - Informatique en nuage		366,07		366,07	
6588	Autres charges diverses de gestion courante		0,03		0,03	
total chapitre 65	Autres charges de gestion courante	367,00	366,10		366,10	0,90
Total des dépenses de gestion courante		**79 881,00**	**78 929,61**	**44,00**	**78 885,61**	**995,39**
total chapitre 66	Charges financières					
total chapitre 67	Charges exceptionnelles	150,00				150,00
6817	Dotations aux dépréciations des actifs circulants		885,00		885,00	
total chapitre 68	Dotations aux provisions et aux dépréciations (semi-budgétaires)	885,00	885,00		885,00	
total chapitre 69	Impôts sur les bénéfices et assimilés					
total chapitre 022	Dépenses imprévues					
Total des dépenses réelles d'exploitation		**80 916,00**	**79 814,61**	**44,00**	**79 770,61**	**1 145,39**
total chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*380,00*				
6811	*Dotations aux Amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles*		*2 207,60*		*2 207,60*	
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*2 208,00*	*2 207,60*		*2 207,60*	*0,40*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'exploitation*					
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***2 588,00***	***2 207,60***		***2 207,60***	***380,40***
Total des dépenses d'exploitation de l'exercice		**83 504,00**	**82 022,21**	**44,00**	**81 978,21**	**1 525,79**
002 Résultat d'exploitation reporté						
Total des dépenses de la section d'exploitation		**83 504,00**	**82 022,21**	**44,00**	**81 978,21**	**1 525,79**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'exploitation - Vue détaillée	**B2**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6459	Remboursement sur charges de sécurite sociale et de prévoyance		693,00		693,00	
total chapitre 013	Atténuations de charges	600,00	693,00		693,00	-93,00
7062	Redevances d'assainissement non collectif		66 800,00		66 800,00	
70871	par la collectivité de rattachement		2 671,57		2 671,57	
total chapitre 70	Ventes de produits fabriqués, prestations de services, marchandises	64 000,00	69 471,57		69 471,57	-5 471,57
total chapitre 73	Produits issus de la fiscalité					
total chapitre 74	Subventions d'exploitation					
7581	FCTVA		6,99		6,99	
7588	Autres		1,51		1,51	
total chapitre 75	Autres produits de gestion courante	10,90	8,50		8,50	2,40
Total des recettes de gestion courante		**64 610,90**	**70 173,07**		**70 173,07**	**-5 562,17**
total chapitre 76	Produits financiers					
778	Autres produits exceptionnels		21,00		21,00	
total chapitre 77	Produits exceptionnels		21,00		21,00	-21,00
7875	Reprises sur provisions pour risques et charges exceptionnels		1 500,00		1 500,00	
total chapitre 78	Reprises sur provisions et dépréciations (semi-budgétaires)	7 139,00	1 500,00		1 500,00	5 639,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**71 749,90**	**71 694,07**		**71 694,07**	**55,83**
777	*Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice*		*971,00*		*971,00*	
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*971,00*	*971,00*		*971,00*	
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'exploitation*					
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***971,00***	***971,00***		***971,00***	

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d’exploitation - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des recettes d'exploitation de l'exercice		72 720,90	72 665,07		72 665,07	55,83
002 Résultat d'exploitation reporté		10 783,10				
Total des recettes de la section d'exploitation		83 504,00	72 665,07		72 665,07	10 838,93

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	**C1**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles	3 000,00				3 000,00
2183	Matériel de bureau et matériel informatique		711,92		711,92	
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	936,00	711,92		711,92	224,08
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation ou en concession					
total chapitre 23	Immobilisations en cours					
Total des dépenses d'équipement		**3 936,00**	**711,92**		**711,92**	**3 224,08**
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves					
total chapitre 13	Subventions d'investissement					
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées					
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes, régies non personnalisées)					
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations					
total chapitre 27	Autres immobilisations financières					
total chapitre 020	Dépenses imprévues					
Total des dépenses financières						
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers					
Total des dépenses réelles d'investissement		**3 936,00**	**711,92**		**711,92**	**3 224,08**
139118	*Autres*		*971,00*		*971,00*	
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*971,00*	*971,00*		*971,00*	
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*					
Total des dépenses d'ordre en investissement		***971,00***	***971,00***		***971,00***	
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**4 907,00**	**1 682,92**		**1 682,92**	**3 224,08**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	C1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté						
Total des dépenses de la section d'investissement		4 907,00	1 682,92		1 682,92	3 224,08

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	C2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 13	Subventions d'investissement					
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées					
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles					
total chapitre 21	Immobilisations corporelles					
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation ou en concession					
total chapitre 23	Immobilisations en cours					
10222	Fonds compensation taxe valeur ajoutee (FCTVA)		116,78		116,78	
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	118,42	116,78		116,78	1,64
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes, régies non personnalisées)					
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations					
total chapitre 27	Autres immobilisations financières					
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers					
Total des recettes réelles d'investissement		**118,42**	**116,78**		**116,78**	**1,64**
total chapitre 021	*Virement de la section d'exploitation*	*380,00*				
28182	*Matériel de transport*		*1 646,00*		*1 646,00*	
28183	*Matériel de bureau et matériel informatique*		*561,60*		*561,60*	
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*2 208,00*	*2 207,60*		*2 207,60*	*0,40*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*					
Total des recettes d'ordre en investissement		***2 588,00***	***2 207,60***		***2 207,60***	***380,40***
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**2 706,42**	**2 324,38**		**2 324,38**	**382,04**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**2 200,58**				

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	C2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des recettes de la section d'investissement		**4 907,00**	**2 324,38**		**2 324,38**	**2 582,62**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT - DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	D

Cet état ne contient pas d'information.

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais d'études, de R et D				
Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Immobilisations corporelles				
1) En toute propriété				
Terrains				
Constructions				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations, matériels et outillage techniques	1 167,60	1 167,60		
Oeuvres d'art				
Autres immobilisations corporelles	17 512,07	12 094,19	5 417,88	6 913,56
Immobilisations corporelles en cours				
Immobilisations affectées à un service non personnalisé				
Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées				
2) Reçues au titre d'une mise à disposition				
Terrains				
Constructions				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations, matériels et outillage techniques				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations en cours				
3) Reçues en affectation ou en concession				

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
Terrains				
Constructions				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations, matériels et outillage technique				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres créances				
TOTAL I	**18 679,67**	**13 261,79**	**5 417,88**	**6 913,56**
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances				
Créances				
Créances d'exploitation				
Clients et comptes rattachés	35 761,85	1 270,00	34 491,85	19 430,12
Créances irrécouvrables admises en non valeur				
Autres				
Créances diverses				
Créances sur l'état et les collectivités publiques	116,78		116,78	
Créances sur les budgets annexes ou le budget principal				

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
Opérations pour le compte de tiers (créances)				
Autres créances				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	**92 859,91**		**92 859,91**	**119 732,83**
Avances de trésorerie				
Charges constatées d'avance				
TOTAL II	**128 738,54**	**1 270,00**	**127 468,54**	**139 162,95**
COMPTES DE RÉGULARISATION				
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des obligations				
Dépenses à classer et à régulariser	140,00		140,00	0,03
Écarts de conversion - Actif				
TOTAL III	**140,00**		**140,00**	**0,03**
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	**147 558,21**	**14 531,79**	**133 026,42**	**146 076,54**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		
Fonds internes		
Dotations		
Mise à disposition (chez le bénéficiaire)		
Affectation (par la collectivité de rattachement)	821,65	821,65
Écarts de réévaluation		
Réserves	3 845,42	3 845,42
Report à nouveau (1)	10 783,10	9 536,38
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1) (2)	-9 313,14	1 246,72
Subventions d'investissement	2 911,49	3 882,49
Provisions réglementées		
Autres fonds		
Fonds globalisés	681,36	564,58
Droits de l'affectant		
TOTAL I	**9 729,88**	**19 897,24**
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	111 074,00	112 574,00
Provisions pour charges		
TOTAL II	**111 074,00**	**112 574,00**
DETTES		
Dettes financières		
Emprunts obligataires		
Emprunts auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
Crédits et lignes de trésorerie		
Avances		
Dettes d'exploitation		
Fournisseurs et comptes rattachés	5 970,35	4 684,54

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
Dettes fiscales et sociales		
Autres		
Dettes diverses		
Fournisseurs d'immobilisations		
Dettes envers l'État et les collectivités publiques	6 103,72	8 919,25
Dettes envers les budgets annexes ou le budget principal		
Opérations pour le compte de tiers (dettes)		
Autres dettes	118,47	1,51
Produits constatés d'avance		
TOTAL III	**12 192,54**	**13 605,30**
COMPTES DE RÉGULARISATION		
Recettes à classer ou à régulariser	30,00	
Écart de conversion - Passif		
TOTAL IV	**30,00**	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**133 026,42**	**146 076,54**

(1) Précédé du signe moins en cas de déficit
(2) Égal au résultat de l'exercice apparaissant en section d'exploitation (tableau I-B)

III – ÉTATS FINANCIERS

Compte de résultat (en euros)

III

B

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de marchandises		
Production vendue		
Prestations de services	*66 800,00*	*65 210,00*
Divers	*2 671,57*	
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation		
Reprises sur dépréciations et provisions		
Transferts de charges		
Autres produits	8,50	970,00
TOTAL I	**69 480,07**	**66 180,00**
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Achat de matières premières et autres approvisionnements		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	15 845,83	16 775,96
Impôts, taxes, et versements assimilés		
Sur rémunérations	*1 238,45*	*1 175,85*
Autres		
Salaires et traitements	42 983,44	41 217,76
Charges sociales	17 758,79	16 995,32
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Dotations aux amortissements sur immobilisations	*2 207,60*	*1 646,00*
Dotations aux dépréciations des immobilisations		
Dotations aux dépréciations des actifs circulants	*885,00*	*385,00*
Dotations aux provisions pour risques et charges		

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Compte de résultat (en euros) | B

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
Autres charges	366,10	
TOTAL II	**81 285,21**	**78 195,89**
A - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	**-11 805,14**	**-12 015,89**
PRODUITS FINANCIERS		
Valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur dépréciations et provisions		
Transferts de charges		
Gains de change		
Produits net sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III		
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Pertes de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV		
B - RÉSULTAT FINANCIER (III-IV)		
A + B - RÉSULTAT COURANT	**-11 805,14**	**-12 015,89**
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		
Subventions exceptionnelles		
Autres opérations		
Sur opérations en capital		
Produits des cessions d'immobilisations		
Autres opérations	*992,00*	*1 088,61*
Reprises sur dépréciations et provisions	1 500,00	12 174,00
Transferts de charges		

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Compte de résultat (en euros)

B

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
TOTAL V	**2 492,00**	**13 262,61**
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		
Subventions exceptionnelles		
Autres opérations		
Sur opérations en capital		
Valeur comptable des immobilisations cédées		
Autres opérations		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL VI		
C - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	**2 492,00**	**13 262,61**
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	**71 972,07**	**79 442,61**
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII)	**81 285,21**	**78 195,89**
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	**-9 313,14**	**1 246,72**

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
10222	FCTVA		564,58				116,78		681,36		681,36
	Sous Total compte 1022		**564,58**				**116,78**		**681,36**		**681,36**
	Sous Total compte 102		**564,58**				**116,78**		**681,36**		**681,36**
1068	Autres réserves		3 845,42						3 845,42		3 845,42
	Sous Total compte 106		**3 845,42**						**3 845,42**		**3 845,42**
	Sous Total compte 10		**4 410,00**				**116,78**		**4 526,78**		**4 526,78**
110	Report à nouveau solde créditeur		9 536,38		1 246,72				10 783,10		10 783,10
	Sous Total compte 11		**9 536,38**		**1 246,72**				**10 783,10**		**10 783,10**
12	Résultat exercice bénef ou perte		1 246,72	1 246,72				1 246,72	1 246,72		
	Sous Total compte 12		**1 246,72**	**1 246,72**				**1 246,72**	**1 246,72**		
13118	Autres		7 764,93						7 764,93		7 764,93
	Sous Total compte 1311		**7 764,93**						**7 764,93**		**7 764,93**
	Sous Total compte 131		**7 764,93**						**7 764,93**		**7 764,93**
139118	Autres	3 882,44				971,00		4 853,44		4 853,44	
	Sous Total compte 13911	**3 882,44**				**971,00**		**4 853,44**		**4 853,44**	
	Sous Total compte 1391	**3 882,44**				**971,00**		**4 853,44**		**4 853,44**	
	Sous Total compte 139	**3 882,44**				**971,00**		**4 853,44**		**4 853,44**	
	Sous Total compte 13	**3 882,44**	**7 764,93**			**971,00**		**4 853,44**	**7 764,93**		**2 911,49**
15111	Prov litiges et contentieux (nb)		112 574,00	1 500,00				1 500,00	112 574,00		111 074,00
	Sous Total compte 1511		**112 574,00**	**1 500,00**				**1 500,00**	**112 574,00**		**111 074,00**
	Sous Total compte 151		**112 574,00**	**1 500,00**				**1 500,00**	**112 574,00**		**111 074,00**
	Sous Total compte 15		**112 574,00**	**1 500,00**				**1 500,00**	**112 574,00**		**111 074,00**
181	Cpte liaison : affectation		821,65						821,65		821,65

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 18		**821,65**						**821,65**		**821,65**
	Total classe 1	**3 882,44**	**136 353,68**	**2 746,72**	**1 246,72**	**971,00**	**116,78**	**7 600,16**	**137 717,18**	**4 853,44**	**134 970,46**
2051	Concessions et droits assimilés	17,64			17,64			17,64	17,64		
	Sous Total compte 205	**17,64**			**17,64**			**17,64**	**17,64**		
	Sous Total compte 20	**17,64**			**17,64**			**17,64**	**17,64**		
21562	Service d'assainisSEMent	1 167,60						1 167,60		1 167,60	
	Sous Total compte 2156	**1 167,60**						**1 167,60**		**1 167,60**	
	Sous Total compte 215	**1 167,60**						**1 167,60**		**1 167,60**	
2182	Mat de transport	13 173,96						13 173,96		13 173,96	
2183	Mat bureau mat informatique	2 940,44				711,92		3 652,36		3 652,36	
2184	Mobilier	685,75						685,75		685,75	
	Sous Total compte 218	**16 800,15**				**711,92**		**17 512,07**		**17 512,07**	
	Sous Total compte 21	**17 967,75**				**711,92**		**18 679,67**		**18 679,67**	
2805	Concessions, brevets, licences, marques,		17,64	17,64				17,64	17,64		
	Sous Total compte 280		**17,64**	**17,64**				**17,64**	**17,64**		
28156	Mat spécif exploit		1 167,60						1 167,60		1 167,60
	Sous Total compte 2815		**1 167,60**						**1 167,60**		**1 167,60**
28182	Mat de transport		6 822,00				1 646,00		8 468,00		8 468,00
28183	Mat bureau mat informatique		2 378,84				561,60		2 940,44		2 940,44
28184	Mobilier		685,75						685,75		685,75
	Sous Total compte 2818		**9 886,59**				**2 207,60**		**12 094,19**		**12 094,19**
	Sous Total compte 281		**11 054,19**				**2 207,60**		**13 261,79**		**13 261,79**
	Sous Total compte 28		**11 071,83**	**17,64**			**2 207,60**	**17,64**	**13 279,43**		**13 261,79**

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Total classe 2	**17 985,39**	**11 071,83**	**17,64**	**17,64**	**711,92**	**2 207,60**	**18 714,95**	**13 297,07**	**18 679,67**	**13 261,79**
4011	Fournisseurs		4 684,54	8 734,41	10 020,22			8 734,41	14 704,76		5 970,35
	Sous Total compte 401		**4 684,54**	**8 734,41**	**10 020,22**			**8 734,41**	**14 704,76**		**5 970,35**
4041	Fournis immob			711,92	711,92			711,92	711,92		
	Sous Total compte 404			**711,92**	**711,92**			**711,92**	**711,92**		
	Sous Total compte 40		**4 684,54**	**9 446,33**	**10 732,14**			**9 446,33**	**15 416,68**		**5 970,35**
411	Clients	19 690,12		66 692,57	54 763,83			86 382,69	54 763,83	31 618,86	
4161	Créances douteuses	125,00		6 490,00	5 272,01			6 615,00	5 272,01	1 342,99	
	Sous Total compte 416	**125,00**		**6 490,00**	**5 272,01**			**6 615,00**	**5 272,01**	**1 342,99**	
418	Clients - produits non encore facturés			2 800,00				2 800,00		2 800,00	
	Sous Total compte 41	**19 815,12**		**75 982,57**	**60 035,84**			**95 797,69**	**60 035,84**	**35 761,85**	
421	Personnel - rémunérations dues			33 933,80	33 933,80			33 933,80	33 933,80		
	Sous Total compte 42			**33 933,80**	**33 933,80**			**33 933,80**	**33 933,80**		
431	Sécurite sociale			13 396,24	13 396,24			13 396,24	13 396,24		
437	Autres organismes sociaux			15 108,38	15 108,38			15 108,38	15 108,38		
	Sous Total compte 43			**28 504,62**	**28 504,62**			**28 504,62**	**28 504,62**		
4431	Opér particul avec Etat dépenses		8 919,25	8 919,25	6 103,72			8 919,25	15 022,97		6 103,72
4432	Opér particul avec Etat rec amiable			116,78				116,78		116,78	
	Sous Total compte 443		**8 919,25**	**9 036,03**	**6 103,72**			**9 036,03**	**15 022,97**		**5 986,94**
447	Autres impôts taxes verSEMents assimilés			102,81	102,81			102,81	102,81		
	Sous Total compte 44		**8 919,25**	**9 138,84**	**6 206,53**			**9 138,84**	**15 125,78**		**5 986,94**
466	Excédt de verSEMent		1,51	53,25	170,21			53,25	171,72		118,47

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
46711	Autres comptes créditeurs			223,17	223,17			223,17	223,17		
	Sous Total compte 4671			**223,17**	**223,17**			**223,17**	**223,17**		
46721	Débiteurs divers - amiable			781,00	781,00			781,00	781,00		
	Sous Total compte 4672			**781,00**	**781,00**			**781,00**	**781,00**		
	Sous Total compte 467			**1 004,17**	**1 004,17**			**1 004,17**	**1 004,17**		
	Sous Total compte 46		**1,51**	**1 057,42**	**1 174,38**			**1 057,42**	**1 175,89**		**118,47**
4713	Recettes percues avant émission titres			202,62	232,62			202,62	232,62		30,00
471411	Excédent à réimputer - pers physiques			170,21	170,21			170,21	170,21		
	Sous Total compte 47141			**170,21**	**170,21**			**170,21**	**170,21**		
	Sous Total compte 4714			**170,21**	**170,21**			**170,21**	**170,21**		
	Sous Total compte 471			**372,83**	**402,83**			**372,83**	**402,83**		**30,00**
4721	Dép sans mandatement préalable			1,26	1,26			1,26	1,26		
4722	DACR commission carte bancaire			39,98	39,98			39,98	39,98		
	Sous Total compte 472			**41,24**	**41,24**			**41,24**	**41,24**		
4784	Arrondis sur déclaration de TVA	0,03			0,03			0,03	0,03		
	Sous Total compte 478	**0,03**			**0,03**			**0,03**	**0,03**		
	Sous Total compte 47	**0,03**		**414,07**	**444,10**			**414,10**	**444,10**		**30,00**
491	Dépréciat comptes de clients		385,00		885,00				1 270,00		1 270,00
	Sous Total compte 49		**385,00**		**885,00**				**1 270,00**		**1 270,00**
	Total classe 4	**19 815,15**	**13 990,30**	**158 477,65**	**141 916,41**			**178 292,80**	**155 906,71**	**35 878,63**	**13 492,54**
5115	Cartes bancaires à l'encaisSEMent			9 950,00	9 950,00			9 950,00	9 950,00		
5118	Autres valeurs à l'encaisSEMent			1 460,00	1 460,00			1 460,00	1 460,00		

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 511			**11 410,00**	**11 410,00**			**11 410,00**	**11 410,00**		
515	Compte au trésor	119 732,83		53 613,04	80 485,96			173 345,87	80 485,96	92 859,91	
	Sous Total compte 51	**119 732,83**		**65 023,04**	**91 895,96**			**184 755,87**	**91 895,96**	**92 859,91**	
580	Opérations d'ordre budgétaires			3 178,60	3 178,60			3 178,60	3 178,60		
584	Encaissements chèques par lecture opt			26 344,06	26 204,06			26 344,06	26 204,06	140,00	
588	Autres virements internes			1,51	1,51			1,51	1,51		
	Sous Total compte 58			**29 524,17**	**29 384,17**			**29 524,17**	**29 384,17**	**140,00**	
	Total classe 5	**119 732,83**		**94 547,21**	**121 280,13**			**214 280,04**	**121 280,13**	**92 999,91**	
6063	Autres fournit entretien et petit équipt					22,80		22,80		22,80	
6066	Carburants					1 064,67		1 064,67		1 064,67	
6068	Autres matières et fournitures					9,93		9,93		9,93	
	Sous Total compte 606					**1 097,40**		**1 097,40**		**1 097,40**	
	Sous Total compte 60					**1 097,40**		**1 097,40**		**1 097,40**	
61551	Mat roulant					1 057,05		1 057,05		1 057,05	
	Sous Total compte 6155					**1 057,05**		**1 057,05**		**1 057,05**	
	Sous Total compte 615					**1 057,05**		**1 057,05**		**1 057,05**	
6161	Multirisques					548,00		548,00		548,00	
	Sous Total compte 616					**548,00**		**548,00**		**548,00**	
	Sous Total compte 61					**1 605,05**		**1 605,05**		**1 605,05**	
6215	Persel affecté par collectivité rattacht					6 103,72		6 103,72		6 103,72	
	Sous Total compte 621					**6 103,72**		**6 103,72**		**6 103,72**	
6251	Voyages et déplacements					46,72		46,72		46,72	

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 625					**46,72**		**46,72**		**46,72**	
6261	Frais d'affranchissement					1 030,10		1 030,10		1 030,10	
6262	Frais de télécommunications					33,12		33,12		33,12	
	Sous Total compte 626					**1 063,22**		**1 063,22**		**1 063,22**	
627	Services bancaires et assimilés					41,24		41,24		41,24	
62871	à la collectivité de rattachement					5 888,48		5 888,48		5 888,48	
	Sous Total compte 6287					**5 888,48**		**5 888,48**		**5 888,48**	
	Sous Total compte 628					**5 888,48**		**5 888,48**		**5 888,48**	
	Sous Total compte 62					**13 143,38**		**13 143,38**		**13 143,38**	
6331	Versement mobilité					29,32		29,32		29,32	
6332	Cotisations versées au FNAL					185,85		185,85		185,85	
6336	Cotisations au Centre National et CGFPT					911,83		911,83		911,83	
6338	Autres impôts taxes et verst assimil					111,45		111,45		111,45	
	Sous Total compte 633					**1 238,45**		**1 238,45**		**1 238,45**	
	Sous Total compte 63					**1 238,45**		**1 238,45**		**1 238,45**	
6411	Salaires,appointements, commissions base					34 821,44		34 821,44		34 821,44	
6413	Primes et gratifications					8 162,00		8 162,00		8 162,00	
	Sous Total compte 641					**42 983,44**		**42 983,44**		**42 983,44**	
6451	Cotisations à l'URSSAF					7 584,56		7 584,56		7 584,56	
6453	Cotisations aux caisses de retraite					8 617,42		8 617,42		8 617,42	
6454	Cotisations au Pôle Emploi					423,36		423,36		423,36	
6458	Cotisat autres organismes sociaux					264,00		264,00		264,00	

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6459	Rembst charges sécu sociale prévoyance						693,00		693,00		693,00
	Sous Total compte 645					**16 889,34**	**693,00**	**16 889,34**	**693,00**	**16 196,34**	
6474	Verst aux oeuvres sociales					44,00	44,00	44,00	44,00		
6475	Médecine du travail pharmacie					129,06		129,06		129,06	
6478	Autres charges sociales diverses					1 433,39		1 433,39		1 433,39	
	Sous Total compte 647					**1 606,45**	**44,00**	**1 606,45**	**44,00**	**1 562,45**	
	Sous Total compte 64					**61 479,23**	**737,00**	**61 479,23**	**737,00**	**60 742,23**	
6512	Droits d'utilisation - Informatique en n					366,07		366,07		366,07	
	Sous Total compte 651					**366,07**		**366,07**		**366,07**	
6588	Autres charges diverses de gestion coura					0,03		0,03		0,03	
	Sous Total compte 658					**0,03**		**0,03**		**0,03**	
	Sous Total compte 65					**366,10**		**366,10**		**366,10**	
6811	DA - immob corpo et incorpo					2 207,60		2 207,60		2 207,60	
6817	Dot dépréciat actifs circulants					885,00		885,00		885,00	
	Sous Total compte 681					**3 092,60**		**3 092,60**		**3 092,60**	
	Sous Total compte 68					**3 092,60**		**3 092,60**		**3 092,60**	
	Total classe 6					**82 022,21**	**737,00**	**82 022,21**	**737,00**	**81 978,21**	**693,00**
7062	Redevance d'assainisSEMent non collectif						66 800,00		66 800,00		66 800,00
	Sous Total compte 706						**66 800,00**		**66 800,00**		**66 800,00**
70871	par la collectivité de rattachement						2 671,57		2 671,57		2 671,57
	Sous Total compte 7087						**2 671,57**		**2 671,57**		**2 671,57**
	Sous Total compte 708						**2 671,57**		**2 671,57**		**2 671,57**

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 70						**69 471,57**		**69 471,57**		**69 471,57**
7581	FCTVA						6,99		6,99		6,99
7588	Autres						1,51		1,51		1,51
	Sous Total compte 758						**8,50**		**8,50**		**8,50**
	Sous Total compte 75						**8,50**		**8,50**		**8,50**
777	Quote part subv invest virée au résult						971,00		971,00		971,00
778	Autres produits exceptionnels						21,00		21,00		21,00
	Sous Total compte 77						**992,00**		**992,00**		**992,00**
7875	Rep prov risques charg except						1 500,00		1 500,00		1 500,00
	Sous Total compte 787						**1 500,00**		**1 500,00**		**1 500,00**
	Sous Total compte 78						**1 500,00**		**1 500,00**		**1 500,00**
	Total classe 7						**71 972,07**		**71 972,07**		**71 972,07**
	Total général	**161 415,81**	**161 415,81**	**255 789,22**	**264 460,90**	**83 705,13**	**75 033,45**	**500 910,16**	**500 910,16**	**234 389,86**	**234 389,86**

État des Contrôles du Compte Financier

L'état des contrôles du compte financier ne fait pas apparaître d'anomalie sur le périmètre des contrôles effectués portant sur la cohérence des états patrimoniaux et la concordance de l'exécution budgétaire.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Date d'édition : 05/02/2026

Comptable(s)		Ayant exercé au cours de la gestion	
Mme Barbara JOUVE	du 01/01/2025	au 05/02/2026	

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

ZARAGOZA Anne (1018421905-0), Inspecteur des Finances Publiques **A DDFiP DES ALPES-DE-HAUTE-PRO..., le 25/02/2026**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

JOUVE Barbara (1006183473-0), Inspecteur divisionnaire FiP classe normale **A SISTERON, le 02/03/2026**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte a été voté le 13/02/2026 par l'organe délibérant.

TENOUX GERARD (gtenoux2-xt), Vice Président **A VALDOULE, le 04/03/2026**

IV – ANNEXES — IV

PRÉSENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES — A

1 – BUDGET PRINCIPAL DU SPIC

SECTION	Crédits ouverts (1)	Réalisations	Restes à réaliser	Total (2)
EXPLOITATION				
DEPENSES	25 730 522,00	20 897 463,47	0,00	20 897 463,47
RECETTES	25 730 522,00	26 096 210,80	0,00	26 096 210,80
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	9 043 258,00	6 165 280,08	1 124 361,45	7 289 641,53
RECETTES	9 043 258,00	4 135 747,69	1 219 922,81	5 355 670,50

(1) Cumul du BP, BS et DM.

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget) (1)

BUDGET BA OM 70001 / Numéro SIRET : 20006876500029

SECTION	Crédits ouverts (1)	Réalisations	Restes à réaliser	Total (2)
EXPLOITATION				
DEPENSES	8 880 570,00	6 635 965,72	0,00	6 635 965,72
RECETTES	8 880 570,00	8 908 509,88	0,00	8 908 509,88
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	3 954 729,00	2 602 392,05	880 768,94	3 483 160,99
RECETTES	3 954 729,00	2 208 709,39	141 212,09	2 349 921,48

BUDGET BA SPANC 80001 / Numéro SIRET : 20006876500037

SECTION	Crédits ouverts (1)	Réalisations	Restes à réaliser	Total (2)
EXPLOITATION				
DEPENSES	83 504,00	81 978,21	0,00	81 978,21
RECETTES	83 504,00	83 448,17	0,00	83 448,17
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	4 907,00	1 682,92	0,00	1 682,92
RECETTES	4 907,00	4 524,96	0,00	4 524,96

BUDGET BA ZA ECO POLE LM 80101 / Numéro SIRET : 20006876500045

SECTION	Crédits ouverts (1)	Réalisations	Restes à réaliser	Total (2)
EXPLOITATION				
DEPENSES	338 997,86	337 987,38	0,00	337 987,38
RECETTES	338 997,86	338 706,83	0,00	338 706,83
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	221 293,98	221 003,52	0,00	221 003,52
RECETTES	407 818,14	407 818,13	0,00	407 818,13

BUDGET BA ZA PARC ACTIVITE LE POET 80201 / Numéro SIRET : 20006876500086

SECTION	Crédits ouverts (1)	Réalisations	Restes à réaliser	Total (2)
EXPLOITATION				
DEPENSES	217 436,02	165 857,03	0,00	165 857,03
RECETTES	387 863,06	376 549,95	0,00	376 549,95
INVESTISSEMENT				

BUDGET BA ZA PARC ACTIVITE LE POET 80201 / Numéro SIRET : 20006876500086				
SECTION	**Crédits ouverts (1)**	**Réalisations**	**Restes à réaliser**	**Total (2)**
DEPENSES	80 454,50	71 679,03	0,00	71 679,03
RECETTES	203 939,06	153 059,28	0,00	153 059,28

BUDGET BA ZA VAL DURANCE 80401 / Numéro SIRET : 20006876500078				
SECTION	**Crédits ouverts (1)**	**Réalisations**	**Restes à réaliser**	**Total (2)**
EXPLOITATION				
DEPENSES	997 296,12	509 303,15	0,00	509 303,15
RECETTES	1 665 489,21	1 250 341,51	0,00	1 250 341,51
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	649 404,40	252 069,25	0,00	252 069,25
RECETTES	649 404,40	635 601,87	0,00	635 601,87

(1) Cumul du BP, BS et DM.

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser.

3 – PRESENTATION AGRÉGÉE

SECTION	**Crédits ouverts (1)**	**Réalisations**	**Restes à réaliser**	**Total (2)**
EXPLOITATION				
DEPENSES	36 248 326,00	28 628 554,96	0,00	28 628 554,96
RECETTES	37 086 946,13	37 053 767,14	0,00	37 053 767,14
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	13 954 046,88	9 314 106,85	2 005 130,39	11 319 237,24
RECETTES	14 264 055,60	7 545 461,32	1 361 134,90	8 906 596,22
TOTAL AGREGE DES DEPENSES	50 202 372,88	37 942 661,81	2 005 130,39	39 947 792,20
TOTAL AGREGE DES RECETTES	51 351 001,73	44 599 228,46	1 361 134,90	45 960 363,36

(1) Cumul du BP, BS et DM.

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – DÉTAIL DES CRÉDITS DE TRÉSORERIE — B1.1

DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
51921 Avances de la collectivité de rattachement						
51928 Autres avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – RÉPARTITION PAR NATURE DE DETTE — B1.2

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**0,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					0,00									
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					**0,00**									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					**0,00**									
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**0,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – RÉPARTITION PAR NATURE DE DETTE — B1.2

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00	-	0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – RÉPARTITION PAR STRUCTURE DE TAUX — B1.3

REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA RÉPARTITION DE L'ENCOURS (1) — B1.4

Structure / Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – DÉTAIL DES OPÉRATIONS DE COUVERTURE (1) — B1.5

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture								Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – DÉTAIL DES OPÉRATIONS DE COUVERTURE (1) (suite) — B1.5

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPÉ D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1)

B1.6

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinance-ment	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résidu-elle	Pério-dicité des rem-bour-se-ments (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)					0,00	0,00							0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)					0,00	0,00								0,00	0,00	0,00

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.

(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.

(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.

(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.

(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).

(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.

(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.

(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.

(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.

(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – EMPRUNTS RENÉGOCIES AU COURS DE L'ANNÉE N (1) — B1.7

N° du contrat d'emprunt	Date de souscription du contrat initial	Date de renégociation	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/N	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
						Contrat initial			Contrat renégocié										
				Contrat initial	Contrat renégocié	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital
Total												0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Inscrire les emprunts renégociés au cours de l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).

(5) Nominal à la date de renégociation.

(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres.
- Pour la périodicité de remboursement, indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.8

AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

LIBELLES	Montant initial de la dette	Dépenses de l'exercice	Dette restante

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – MÉTHODES UTILISÉES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 1000.00 €		12-12-2022
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
L	Agencement et aménagement de terrains	15	12/12/2022
L	Autres immobilisations	10	12/12/2022
L	Autres immobilisations incorporelles	5	12/12/2022
L	Constructions	30	12/12/2022
L	Etudes	5	12/12/2022
L	Frais d'insertion	5	12/12/2022
L	Immobilisations corporelles recues au titre d'une mise à disposi	15	12/12/2022
L	Installations générales, agencement et aménagements divers	20	12/12/2022
L	Installations, materiel et outillage technique	8	12/12/2022
L	Logiciels	2	12/12/2022
L	Matériel de bureau et matériel informatique	5	12/12/2022
L	Matériel de transport	8	12/12/2022
L	Mobilier	8	12/12/2022

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS — B3

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant des prov. et dépréciations constituées au 01/01/N	Montant total des prov. et dépréciations constituées	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES						
Provisions réglementées et amortissements dérogatoires	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour risques et charges (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL BUDGETAIRES	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions. pour risques et charges (2)	**885,00**		**112 959,00**	**113 844,00**	**1 500,00**	**112 344,00**
Contentieux Clos du Jay	0,00	29/03/2021	112 574,00	112 574,00	1 500,00	111 074,00
Impayés spanc 2024	885,00	06/05/2024	385,00	1 270,00	0,00	1 270,00
Dépréciations (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL SEMI-BUDGETAIRES	**885,00**		**112 959,00**	**113 844,00**	**1 500,00**	**112 344,00**

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès … ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement …).

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DES CHARGES TRANSFÉRÉES — B4

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – DÉTAIL DES OPÉRATIONS POUR COMPTE DE TIERS (1) — B5

N° opération : 45812 | **Intitulé de l'opération : Opération pour compte de tiers** | **Date de la délibération : 10/04/2018**

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**17 938,25**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**17 938,25**
458112 Dépenses nouvelles (2)	17 938,25	0,00	0,00	0,00	0,00	17 938,25
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**17 938,25**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**17 938,25**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par d'autres tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le service (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 4582 | **Intitulé de l'opération : Opération pour compte de tiers** | **Date de la délibération : 24/04/2018**

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**27 104,42**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**27 104,42**
45812 Dépenses nouvelles (2)	18 271,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 271,00
45812 (2)	8 833,42	0,00	0,00	0,00	0,00	8 833,42
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**27 104,42**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**27 104,42**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 4582	Intitulé de l'opération : Opération pour compte de tiers					Date de la délibération : 24/04/2018
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
Financement par le tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par d'autres tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le service (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 458201	Intitulé de l'opération : Opération pour compte de tiers					Date de la délibération : 26/02/2018
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**41 137,16**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**41 137,16**
4582201 Financement par le tiers (4)	6 238,26	0,00	0,00	0,00	0,00	6 238,26
Financement par d'autres tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le service (contrepartie 6742)*	34 898,90	0,00	0,00	0,00	0,00	34 898,90
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**41 137,16**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**41 137,16**

N° opération : 45821	Intitulé de l'opération : Opération pour compte de tiers					Date de la délibération : 10/04/2018
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 45821	Intitulé de l'opération : Opération pour compte de tiers					Date de la délibération : 10/04/2018
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**10 770,45**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 770,45**
Financement par le tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par d'autres tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le service (contrepartie 6742)*	10 770,45	0,00	0,00	0,00	0,00	10 770,45
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**10 770,45**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 770,45**

N° opération : 45822	Intitulé de l'opération : Opération pour compte de tiers					Date de la délibération : 10/04/2018
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**7 200,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 200,00**
Financement par le tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par d'autres tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le service (contrepartie 6742)*	7 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 200,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**7 200,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 200,00**

N° opération : 45831	Intitulé de l'opération : Opération pour compte de tiers	Date de la délibération : 10/04/2018

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**36 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**36 000,00**
Financement par le tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par d'autres tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le service (contrepartie 6742)*	36 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36 000,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**36 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**36 000,00**

N° opération : 45832 — **Intitulé de l'opération : Opération pour compte de tiers** — **Date de la délibération : 10/04/2018**

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**30 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**30 000,00**
Financement par le tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par d'autres tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le service (contrepartie 6742)*	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00

N° opération : 45832	Intitulé de l'opération : Opération pour compte de tiers					Date de la délibération : 10/04/2018
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**30 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**30 000,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(4) Indiquer le chapitre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DES EMPRUNTS GARANTIS

B6.1

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA REGIE

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00											0,00	0,00
TOTAL GENERAL					0,00	0,00											0,00	0,00

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX EMPRUNTS GARANTIS	**B6.2**

Calcul du ratio de l'article L. 2252-1 du CGCT	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties échues dans l'exercice (1)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A+ B + C - D**	**0,00**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**71 694,07**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)	**I / II**	**0,00**

(1) Hors opérations visées par l'article L. 2252-2 du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – SUBVENTIONS VERSÉES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET	B7.1

B7.1 – SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versé la subvention.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DES CONTRATS DE CRÉDIT-BAIL — B8.1

Exercice d'origine du contrat	Nature du bien ayant fait l'objet du contrat (1)	Montant de la redevance de l'exercice	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat	Montant des redevances restant à courir					
					N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant	Total (2)

(1) Indiquer l'objet du bien mobilier ou immobilier.

(2) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + restant cumul.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT — B8.2

ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT

Libellé du contrat	Année de signature du marché	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le marché	Durée du marché (en mois)	Date fin de marché	Date mise en service équipement	Montant total prévu au titre du marché (TTC)	Annuité versée sur l'exercice	Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (3)				
									Part investissement		Part fonctionnement II	Part financement III	TOTAL I + II + III
									Part totale (4)	Dont part nette (5) I			
Marchés de partenariat (1)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchés globaux de performance énergétiques avec tiers de financement (2)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Article L. 1112-1 du Code de la commande publique

(2) Article 1er de la loi n° 2023-222 du 30 mars 2023

(3) Montant de la rémunération restant à verser au 31/12/N

(4) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 31/12/N

(5) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNÉS — B8.3

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
8017 Subventions à verser en annuités					**0,00**	**0,00**	**0,00**
8018 Autres engagements donnés					**0,00**	**0,00**	**0,00**
Au profit d'organismes publics					**0,00**	**0,00**	**0,00**
Au profit d'organismes privés (1)					**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL					**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital 31/12/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 31/12/N ;
- la colonne « Annuité versée au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DES ENGAGEMENTS REÇUS — B8.4

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
TOTAL					0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DU PERSONNEL — B9.1

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**0,00**	**0,50**	**0,50**	**0,50**	**0,00**	**0,50**
Adjoint administratif principal de 1ère classe	C	0,00	0,50	0,50	0,50	0,00	0,50
FILIERE TECHNIQUE (c)		**2,00**	**0,00**	**2,00**	**1,00**	**0,00**	**1,00**
Adjoint technique	C	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Adjoint technique principal de 2ème classe	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		**2,00**	**0,50**	**2,50**	**1,50**	**0,00**	**1,50**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

IV – ANNEXES	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DU PERSONNEL	B9

ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE	B9.2

(1)

AGENTS TITULAIRES OU NON	CATEGORIES	EFFECTIFS	MONTANT PREVU A L'ARTICLE 6215
TOTAL GENERAL		0	0,00

(1) Cette annexe est servie s'il s'agit d'un budget annexé au budget d'une collectivité locale ou d'un établissement public local et si la collectivité de rattachement a mis à disposition du personnel en vue de l'exploitation du service.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	B10

(articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1). Toute personne a le droit de demander communication.

La nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3)				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Autres				

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat, etc… et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif) .

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée, …).

IV – ANNEXES	IV
C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – ÉQUILIBRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS
Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**2 200,58**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**2 200,58**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Affectation au 106 (C)	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**2 200,58**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**2 200,58**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Crédits ouverts/reportés (2)	Réalisations (3)	Restes à réaliser au 31/12/N (4)	Total
		(a)	(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(1)	**971,00**	**971,00**	**0,00**	**971,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(1)	**2 706,42**	**2 324,38**	**0,00**	**2 324,38**
Solde des opérations de l'exercice (Solde III = E - D)	**1 735,42**	**1 353,38**	**0,00**	**1 353,38**
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**2 200,58**			**2 200,58**
Affectation au 106 (C)	**0,00**	**0,00**		**0,00**
Solde des opérations liées à l'exercice N-1 (Solde IV = A + C)	**2 200,58**			**2 200,58**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde V = Solde III + Solde IV) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte				**3 553,96**

(1) BP+BS+DM + RAR N-1.Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Mandats et titres émis

(4) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – ÉQUILIBRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES – DÉPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations	
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**971,00**	**I**	**971,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**		**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	0,00		0,00
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	0,00		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**971,00**		**971,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*971,00*		*971,00*
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – ÉQUILIBRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**2 706,42**	**III 2 324,38**
Ressources propres externes de l'année (a)		**118,42**	**116,78**
10222	FCTVA	118,42	116,78
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		**2 588,00**	**2 207,60**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
28182	*Matériel de transport*	*1 646,00*	*1 646,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*562,00*	*561,60*
29…	*Dépréciation des immobilisations*		
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*		
021	*Virement de la section d'exploitation*	*380,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME	C2.1

C2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AP	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer au-delà de l'exercice N (3)	CP réalisés durant l'exercice N

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT	C2.2

C2.2 – SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AE	Montant des AE			Montant des CP			
	Pour mémoire AE votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer au-delà de l'exercice N (3)	CP réalisés durant l'exercice N

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR NATURE	C3

Présentation agrégée par nature

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	711,92	0,00	0,00	711,92	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**711,92**	**0,00**	**0,00**	**711,92**	**0,00**	**0,00**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	711,92	0,00	711,92	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**711,92**	**0,00**	**711,92**	**0,00**	**0,00**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	**711,92**	0,00	0,00	0,00	711,92
A165	Participations et créances rattachées à des participations	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**711,92**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**711,92**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	711,92	0,00	0,00	0,00	711,92
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**711,92**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**711,92**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	711,92	0,00	0,00	0,00	711,92
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**711,92**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**711,92**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	711,92	0,00	0,00	0,00	711,92
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**711,92**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**711,92**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	711,92	0,00	0,00	711,92	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**711,92**	**0,00**	**0,00**	**711,92**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :

Axe 1° atténuation du changement climatique ;

Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;

Axe 3° gestion des ressources en eau ;

Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;

Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;

Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION - ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'EXPLOITATION	D1.1.1

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION - ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT	D1.1.2

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION - ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF – SECTION D'EXPLOITATION	D1.2.1

Assainissement non collectif (1)
(en application de l'article L. 2224-6 du CGCT)

D1.2.1 – SECTION D'EXPLOITATION – DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant (3)**
011	Charges à caractère généralI	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00
	Total des dépenses réelles	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
043	Opérat° ordre intérieur de la section	*0,00*
023	Virement à la section d'investissement	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre	*0,00*
	D 002 (5)	**0,00**
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES	0,00

D1.2.1 – SECTION D'EXPLOITATION – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant (3)**
013	Atténuations de charges	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00
	Total des recettes réelles	**0,00**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*
	Total des recettes d'ordre	*0,00*
	R 002 (5)	**10 783,10**
	TOTAL GENERAL DES RECETTES	**10 783,10**

(1) Compléter soit par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » s'il s'agit d'un budget unique pour l'eau et l'assainissement autorisé par l'article L. 2224-6 du CGCT pour les communes et les groupements de communes de moins de 3 000 habitants soit par : « Service d'assainissement collectif » ou « Service d'assainissement non collectif » ce budget unique retrace des activités d'assainissement collectif et d'assainissement non collectif. Il convient d'établir un état par service.
(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes M. 49.
(3) Le montant des dépenses et recettes correspond aux RAR + crédits votés au titre de l'exercice.
(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires ainsi que pour les dotations et les reprises sur dépréciations des immobilisations ou des stocks.
(5) Inscrire en cas de reprise les résultats de l'exercice précédent participant au service (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION – ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF – SECTION D'INVESTISSEMENT	D1.2.2

Assainissement non collectif(1)
(en application de l'article L. 2224-6 du CGCT)

D1.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant (3)
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations.)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
D 001 (4)		0,00
TOTAL GENERAL DE DEPENSES		0,00

D1.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
106	Réserves	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des recettes réelles		0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
021	*Virement de la section d'exploitation*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		*0,00*

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
R 001 (4)		**2 200,58**
TOTAL GENERAL DES RECETTES		**2 200,58**

(1) Compléter soit par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » s'il s'agit d'un budget unique pour l'eau et l'assainissement autorisé par l'article L. 2224-6 du CGCT pour les communes et les groupements de communes de moins de 3 000 habitants soit par : « Service d'assainissement collectif » ou « Service d'assainissement non collectif » ce budget unique retrace des activités d'assainissement collectif et d'assainissement non collectif. Il convient d'établir un état par service.
(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes M. 49.
(3) Le montant des dépenses et recettes correspond aux RAR + crédits votés au titre de l'exercice.
(4) Inscrire en cas de reprise les résultats de l'exercice précédent participant au service (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ZA VAL DE DURANCE CCSB

RELATIF AU BUDGET PRINCIPAL DE CC DU SISTERONAIS-BUECH

Numéro SIRET : 20006876500078

POSTE COMPTABLE : 004024 SGC SISTERON

Compte financier unique (M57)

Voté par Nature
BUDGET ANNEXE

ANNEE 2025

Sommaire

Le Compte Financier Unique

Arrêté et signatures
ECCF

		Origine des données	Page
	I. Informations générales et synthétiques		
A	Informations statistiques, fiscales et financières	Ordonnateur	5
B1	Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble	Ordonnateur	6
B2	Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés	Comptable	7
B3.1	Liste des organismes de regroupement	Ordonnateur	8
B3.2	Liste des établissements publics créés	Ordonnateur	9
B3.3	Liste des services individualisés dans un budget annexe	Ordonnateur	10
C1	Détail des restes à réaliser - Dépenses	Ordonnateur	11
C2	Détail des restes à réaliser - Recettes	Ordonnateur	12
D	Bilan synthétique	Comptable	13
E	Compte de résultat synthétique	Comptable	14
F	Taux des contributions et produits afférents en N	Ordonnateur	16
	II. Exécution budgétaire		
A	Modalités de vote du budget	Ordonnateur	17
	Vue d'ensemble		
A1.1	Dépenses d'investissement	Ordonnateur	18
A1.2	Recettes d'investissement	Ordonnateur	19
A2.1	Dépenses de fonctionnement	Ordonnateur	20
A2.2	Recettes de fonctionnement	Ordonnateur	22
	Vue détaillée		
B1	Dépenses d'investissement	Comptable	23
B2	Recettes d'investissement	Comptable	25
C1	Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	Ordonnateur	27
D1	Dépenses de fonctionnement	Comptable	28
D2	Recettes de fonctionnement	Comptable	30
	III. États financiers		
A	Bilan	Comptable	32
B	Compte de résultat	Comptable	36
C	Annexe (uniquement pour les collectivités certifiables)	Ordonnateur / Comptable - Pièce jointe	38
D	Balance des comptes	Comptable	39
	IV. États annexés		

		Origine des données	Page
	A. Présentation croisée et agrégée		
A1	Présentation croisée, section d'investissement – vue d'ensemble	Ordonnateur	
A2	Présentation croisée, section de fonctionnement – vue d'ensemble	Ordonnateur	
A3	Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	Ordonnateur	
	B. États annexés patrimoniaux		
B1.1	État de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Ordonnateur	
B1.2	État de la dette - Répartition par nature de dette	Ordonnateur	
B1.3	État de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	Ordonnateur	
B1.4	État de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Ordonnateur	
B1.5	État de la dette - Détail des opérations de couverture	Ordonnateur	
B1.6	État de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	Ordonnateur	
B1.7	État de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	Ordonnateur	
B1.8	État de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Ordonnateur	
B1.9	État de la dette - Autres dettes	Ordonnateur	
B2	Méthodes utilisées pour les amortissements	Ordonnateur	
B3	État des provisions	Ordonnateur	
B4	État des charges transférées	Ordonnateur	
B5	Détail des opérations pour le compte de tiers	Ordonnateur	
B6	Prêts	Ordonnateur	
B7.1	État synthétique des engagements donnés	Ordonnateur	
B7.2	État synthétique des engagements reçus	Ordonnateur	
B7.3	État des emprunts garantis	Ordonnateur	
B7.4	Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Ordonnateur	
B7.5	État des contrats de crédit-bail	Ordonnateur	
B7.6	État des marchés de partenariat	Ordonnateur	
B7.7	État des recettes grevées d'une affectation spéciale	Ordonnateur	
B7.8	Autres engagements donnés	Ordonnateur	
B7.9	Autres engagements reçus	Ordonnateur	
B8	Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions	Ordonnateur	
B9	État du personnel	Ordonnateur	

		Origine des données	Page
B10	Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Ordonnateur	
B11.1	État de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement	Ordonnateur	
B11.2	État de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement	Ordonnateur	
	C. États annexés budgétaires		
C1.1	Équilibre budgétaire	Ordonnateur	
C1.2	Équilibre budgétaire - dépenses	Ordonnateur	
C1.3	Équilibre budgétaire - recettes	Ordonnateur	
C2.1	Situation des autorisations de programme	Ordonnateur	
C2.2	Situation des autorisations d'engagement	Ordonnateur	
C3.1	Impact du budget pour la transition écologique – répartition par nature	Ordonnateur	
C3.2	Impact du budget pour la transition écologique – répartition par fonction	Ordonnateur	
	D. Autres éléments d'information		
D1	Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Ordonnateur	
D2	Gestion des fonds européens	Ordonnateur	
D3	Actions de formation des élus	Ordonnateur	
D4	État relatif aux ressources et dépenses de la formation professionnelle des jeunes	Ordonnateur	
D5	Identification des flux croisés	Ordonnateur	
D6.1	États de la répartition de la TEOM – investissement	Ordonnateur	
D6.2	États de la répartition de la TEOM – fonctionnement	Ordonnateur	
D7.1	États des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement	Ordonnateur	
D7.2	États des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement	Ordonnateur	
D8.1	Suivi des opérations au titre du NPNRU – État de synthèse	Ordonnateur	
D8.2	Suivi des opérations au titre du NPNRU – Détail	Ordonnateur	
	V. Arrêté et signatures		
A	Arrêté et signatures	Ordonnateur / Comptable	45

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES — I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	25 912

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	0,00

	Ratios de niveau	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	4,82
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	17,30
3	Dépenses d'équipement brut / population	0,00
4	Encours de dette / population (2)(3)	51,40
5	DGF / population	0,00
	Ratios de structure et d'analyse financière	**Valeurs**
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement	0,00 %
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	67,86 %
8	Taux d'épargne brute (Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement) (2) (4)	72,16 %
9	Taux d'épargne nette ((Epargne brute – remboursement annuel de la dette en capital) / recettes réelles de fonctionnement)	32,14 %
10	Ratio d'endettement (Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement) (2) (3) (4)	297,05 %
11	Capacité de désendettement (encours de dette / épargne brute) (2) (3) (4)	4,12

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 31 décembre N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts.

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES — I

PRESENTATION GENERALE DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE — B1

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N

			Investissement	Fonctionnement	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	649 403,62	977 464,14	1 626 867,76
	Recettes réalisées (1)	B	635 601,09	562 316,44	1 197 917,53
	Restes à réaliser	C	0,00	0,00	0,00
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	649 404,40	997 296,12	1 646 700,52
	Dépenses réalisées (1)	E	252 069,25	509 303,15	761 372,40
	Restes à réaliser	F	0,00	0,00	0,00
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B – E	383 531,84	53 013,29	436 545,13
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	0,78	688 025,07	688 025,85
Solde (investissement) ou résultat de clôture (fonctionnement)	Excédent /déficit	G + H	383 532,62	741 038,36	1 124 570,98
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C - F	0,00	0,00	0,00
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	383 532,62	741 038,36	1 124 570,98

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés — B2

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Part affectée à l'investissement : exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
I - Budget principal					
Investissement					
Fonctionnement					
TOTAL I					
II - Budgets des services à caractère administratif					
ZA VAL DE DURANCE CCSB					
Investissement	0,78		383 531,84		383 532,62
Fonctionnement	688 025,07		53 013,29		741 038,36
Sous-Total	688 025,85		436 545,13		1 124 570,98
TOTAL II	**688 025,85**		**436 545,13**		**1 124 570,98**
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
TOTAL III					
TOTAL I + II + III	**688 025,85**		**436 545,13**		**1 124 570,98**

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES

LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHÈRE LA COLLÉCTIVITE

I

B3.1

Désignation des organismes	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
EPCI			
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS CRÉÉS	B3.2

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISÉS DANS UN BUDGET ANNEXE	B3.3

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR DEPENSES	C1

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	0,00
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR RECETTES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I II) 0,00
018	RSA	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(I V) 0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
731	Fiscalité locale	0,00
74	Dotations et participations (4)	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	0,00
013	Atténuations de charges (4)	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Bilan synthétique (en milliers d'euros)	D

ACTIF NET (1)	Total	FONDS PROPRES ET PASSIF	Total
ACTIF IMMOBILISÉ		**FONDS PROPRES**	
Immobilisations incorporelles (nettes)		Apports et subventions d'investissement	
Subventions d'investissement versées		Neutralisations et régularisations	-7,92
Autres immobilisations incorporelles		Réserves	
Immobilisations corporelles (nettes)		Report à nouveau	688,03
Terrains		Résultat de l'exercice	53,01
Constructions		Droits du concédant, de l'affermant, de l'affectant et du remettant	
Réseaux et installations de voirie		**TOTAL FONDS PROPRES (I)**	**733,12**
Réseaux divers		**PASSIF**	
Installations techniques, agencements et matériel		**TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)**	
Immobilisations mises en concessions ou affermées		**DETTES FINANCIÈRES**	
Autres		Emprunts obligataires	
Immobilisations corporelles en cours		Emprunts souscrits auprès des établissements de crédit	1 392,43
Droits de retour relatifs aux biens mis à disposition ou affectés		Dettes financières et autres emprunts	1 270,88
Immobilisations financières (nettes)		**TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)**	**2 663,31**
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)		**DETTES NON FINANCIÈRES**	
ACTIF CIRCULANT		Dettes fournisseurs et comptes rattachés	
Stocks	2 271,86	Autres dettes non financières	0,07
Créances	1 124,64	Produits constatés d'avance	
Charges constatées d'avance		**TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)**	**0,07**
Trésorerie		**TOTAL TRÉSORERIE (4)**	
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	**3 396,50**	**TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)**	**2 663,37**
Comptes de régularisation (III)		Comptes de régularisation (III)	
Écarts de conversion actif (IV)		Écarts de conversion passif (IV)	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**3 396,50**	**TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)**	**3 396,50**

[1] Déduction faite des amortissements et des dépréciations

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	E

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)		
Dotations de l'état		
Participations	51,48	
Compensations, autres attributions et autres participations		14,04
Dons et legs		
Impôts et taxes		
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE		
Ventes de biens ou prestations de services	383,73	24,07
Produits des cessions d'actifs		
Autres produits de gestion	13,15	1,27
Production stockée et immobilisée	-270,55	61,34
AUTRES PRODUITS		
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges		
Reprises du financement rattaché à un actif		
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions		
Neutralisation des moins-values de cession		
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT(I)	**177,82**	**100,72**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Achats et charges externes	132,32	103,54
Charges de personnel		
Indemnités des élus (et membres du CESR)		
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)		
Impôts et taxes	2,82	2,94
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions		
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés		
Neutralisation des dépréciations et provisions		
Neutralisation des plus-values de cession		
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)	**135,15**	**106,48**

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	**E**

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
CHARGES D'INTERVENTION		
Dispositifs d'intervention pour compte propre Autres charges		
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)		
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)	**42,67**	**-5,76**
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)	**41,32**	**51,89**
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)	**30,98**	**51,01**
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)	**10,34**	**0,87**
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)	**53,01**	**-4,89**

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES | I

TAUX DES CONTRIBUTIONS ET PRODUITS AFFERENTS EN N | F

Libellés		Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit N	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources					
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources					
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources					
TFPB		0,00	0,00	0,00	0,00
TFPNB		0,00	0,00	0,00	0,00
CFE		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL				**0,00**	**0,00**

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

I – L'assemblée délibérante a voté le budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II –En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement, et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :

- Fonctionnement : 7.50%
- Investissement : 7.50%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(3) Au maximum dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du ...

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

DEPENSES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (mandats émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	179 441,00	179 439,98	100,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**179 441,00**	**179 439,98**	**100,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**179 441,00**	**179 439,98**	**100,00**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*469 963,40*	*72 629,27*	*15,45*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (5)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre en investissement		**469 963,40**	**72 629,27**	**15,45**	**0,00**
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**649 404,40**	**252 069,25**	**38,82**	**0,00**
001 Solde d'exécution négatif reporté		**0,00**			
Total des dépenses de la section d'investissement		**649 404,40**	**252 069,25**		**0,00**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Voir l'état II-C1.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) *DI 041 = RI 041*

(6) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324.

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (titres émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	292 423,90	292 423,90	100,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées(8)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00			
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**292 423,90**	**292 423,90**	**100,00**	**0,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement (3)*	*0,00*			
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*356 979,72*	*343 177,19*	*96,13*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre en investissement		**356 979,72**	**343 177,19**	**96,13**	**0,00**
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**649 403,62**	**635 601,09**	**97,87**	**0,00**
001 Solde d'exécution positif reporté		**0,78**			
Total des recettes de la section d'investissement		**649 404,40**	**635 601,09**		**0,00**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation).

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) *DI 041 = RI 041*

(8) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324

II – EXECUTION BUDGETAIRE

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

II

A2.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
011	Charges à caractère général (3)	559 333,40	93 824,50	0,00	93 824,50	16,77	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	5,00	1,48	0,00	1,48	29,60	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**559 338,40**	**93 825,98**	**0,00**	**93 825,98**	**16,77**	**0,00**
66	Charges financières	39 657,00	30 978,98	0,00	30 978,98	78,12	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles et mixtes		**598 995,40**	**124 804,96**	**0,00**	**124 804,96**	**20,84**	**0,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*					
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*356 979,72*	*343 177,19*	*0,00*	*343 177,19*	*96,13*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*41 321,00*	*41 321,00*	*0,00*	*41 321,00*	*100,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement (3)		**398 300,72**	**384 498,19**	**0,00**	**384 498,19**	**96,53**	**0,00**
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**997 296,12**	**509 303,15**	**0,00**	**509 303,15**	**51,07**	**0,00**
002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		**0,00**					
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**997 296,12**	**509 303,15**	**0,00**	**509 303,15**		**0,00**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) DF 042 = RI 040 ; DF 043 = RF 043

II – EXECUTION BUDGETAIRE

RECETTES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

II

A2.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (1)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	382 899,00	383 734,00	0,00	383 734,00	100,22	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	83 086,74	51 484,76	0,00	51 484,76	61,97	0,00
75	Autres produits de gestion courante	194,00	13 147,41	0,00	13 147,41	6 777,02	0,00
Total des recettes de gestion des services		**466 179,74**	**448 366,17**	**0,00**	**448 366,17**	**96,18**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles et mixtes		**466 179,74**	**448 366,17**	**0,00**	**448 366,17**	**96,18**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*469 963,40*	*72 629,27*	*0,00*	*72 629,27*	*15,45*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*41 321,00*	*41 321,00*	*0,00*	*41 321,00*	*100,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre (3)		**511 284,40**	**113 950,27**	**0,00**	**113 950,27**	**22,29**	**0,00**
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**977 464,14**	**562 316,44**	**0,00**	**562 316,44**	**57,53**	**0,00**
002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		**688 025,07**					
Total des recettes de la section de fonctionnement		**1 665 489,21**	**562 316,44**	**0,00**	**562 316,44**		**0,00**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) *RF 042 = DI 040*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	**B1**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA					
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)					
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées					
total chapitre 21	Immobilisations corporelles					
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation					
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)					
Total des dépenses d'équipement						
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves					
total chapitre 13	Subventions d'investissement					
1641	Emprunts en euros		179 439,98		179 439,98	
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	179 441,00	179 439,98		179 439,98	1,02
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)					
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations					
total chapitre 27	Autres immobilisations financières					
Total des dépenses financières		**179 441,00**	**179 439,98**		**179 439,98**	**1,02**
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers					
Total des dépenses réelles d'investissement		**179 441,00**	**179 439,98**		**179 439,98**	**1,02**
3351	*Terrains*		*2 589,50*		*2 589,50*	
3555	*Terrains aménagés*		*70 039,77*		*70 039,77*	
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*469 963,40*	*72 629,27*		*72 629,27*	*397 334,13*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*					
Total des dépenses d'ordre en investissement		***469 963,40***	***72 629,27***		***72 629,27***	***397 334,13***

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**649 404,40**	**252 069,25**		**252 069,25**	**397 335,15**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté						
Total des dépenses de la section d'investissement		**649 404,40**	**252 069,25**		**252 069,25**	**397 335,15**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA					
total chapitre 13	Subventions d'investissement					
1641	Emprunts en euros		240 000,00		240 000,00	
168751	GFP de rattachement		52 423,90		52 423,90	
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	292 423,90	292 423,90		292 423,90	
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)					
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées					
total chapitre 21	Immobilisations corporelles					
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation					
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)					
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves					
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)					
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations					
total chapitre 27	Autres immobilisations financières					
total chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations					
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers					
Total des recettes réelles d'investissement		**292 423,90**	**292 423,90**		**292 423,90**	
total chapitre 021	*Virement de la section de fonctionnement*					
3555	*Terrains aménagés*		*343 177,19*		*343 177,19*	
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*356 979,72*	*343 177,19*		*343 177,19*	*13 802,53*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*					
Total des recettes d'ordre en investissement		***356 979,72***	***343 177,19***		***343 177,19***	***13 802,53***
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**649 403,62**	**635 601,09**		**635 601,09**	**13 802,53**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		0,78				
Total des recettes de la section d'investissement		649 404,40	635 601,09		635 601,09	13 803,31

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D’EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

Cet état ne contient pas d'information.

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	**D1**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6015	Terrains à aménager		304 331,25	304 254,25	77,00	
6045	Achats d'études et de prestations de services (terrains à aménager)		1 530,00		1 530,00	
605	Achats de matériel, équipements et travaux		83 503,64		83 503,64	
608	Frais accessoires sur terrains en cours d'aménagement		5 651,40		5 651,40	
627	Services bancaires et assimilés.		240,00		240,00	
63512	Taxes foncières		2 822,46		2 822,46	
total chapitre 011	Charges à caractère général	559 333,40	398 078,75	304 254,25	93 824,50	465 508,90
total chapitre 012	Charges de personnel et frais assimilés					
total chapitre 014	Atténuations de produits					
total chapitre 016	APA					
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI					
65888	Autres		1,48		1,48	
total chapitre 65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	5,00	1,48		1,48	3,52
total chapitre 6586	Frais de fonctionnement des groupes d'élus (1)					
Total des dépenses de gestion des services		**559 338,40**	**398 080,23**	**304 254,25**	**93 825,98**	**465 512,42**
66111	Intérêts réglés à l'échéance		38 257,94		38 257,94	
66112	Intérêts - rattachement des ICNE			7 278,96	-7 278,96	
total chapitre 66	Charges financières	39 657,00	38 257,94	7 278,96	30 978,98	8 678,02
total chapitre 67	Charges spécifiques					
total chapitre 68	Dotations aux provisions					
Total des dépenses réelles et mixtes		**598 995,40**	**436 338,17**	**311 533,21**	**124 804,96**	**474 190,44**
total chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*					
71355	*Variation des stocks de terrains aménagés*		*343 177,19*		*343 177,19*	
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*356 979,72*	*343 177,19*		*343 177,19*	*13 802,53*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
608	*Frais accessoires sur terrains en cours d'aménagement*		*41 321,00*		*41 321,00*	
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*	*41 321,00*	*41 321,00*		*41 321,00*	
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***398 300,72***	***384 498,19***		***384 498,19***	***13 802,53***
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**997 296,12**	**820 836,36**	**311 533,21**	**509 303,15**	**487 992,97**
002 Résultat de fonctionnement reporté						
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**997 296,12**	**820 836,36**	**311 533,21**	**509 303,15**	**487 992,97**

(1) Collectivités de plus de 100 000 habitants

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 013	Atténuations de charges					
total chapitre 016	APA					
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI					
7015	Ventes de terrains aménagés		383 734,00		383 734,00	
total chapitre 70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	382 899,00	383 734,00		383 734,00	-835,00
total chapitre 73	Impôts et taxes (sauf 731)					
total chapitre 731	Fiscalité locale					
74718	Autres		51 484,76		51 484,76	
total chapitre 74	Dotations et participations	83 086,74	51 484,76		51 484,76	31 601,98
75888	Autres		13 147,41		13 147,41	
total chapitre 75	Autres produits de gestion courante	194,00	13 147,41		13 147,41	-12 953,41
Total des recettes de gestion des services		**466 179,74**	**448 366,17**		**448 366,17**	**17 813,57**
total chapitre 76	Produits financiers					
total chapitre 77	Produits spécifiques					
total chapitre 78	Reprises sur provisions					
Total des recettes réelles et mixtes		**466 179,74**	**448 366,17**		**448 366,17**	**17 813,57**
7133	*Variation des en-cours de production de biens.*		*2 589,50*		*2 589,50*	
71355	*Variation des stocks de terrains aménagés*		*70 039,77*		*70 039,77*	
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*469 963,40*	*72 629,27*		*72 629,27*	*397 334,13*
796	*Transferts de charges financières*		*41 321,00*		*41 321,00*	
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*	*41 321,00*	*41 321,00*		*41 321,00*	
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***511 284,40***	***113 950,27***		***113 950,27***	***397 334,13***
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**977 464,14**	**562 316,44**		**562 316,44**	**415 147,70**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
002 Résultat de fonctionnement reporté		688 025,07				
Total des recettes de la section de fonctionnement		1 665 489,21	562 316,44		562 316,44	1 103 172,77

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ					
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Subventions d'investissement versées					
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en cours					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Terrains					
Constructions					
Réseaux et installations de voirie					
Réseaux divers					
Installations techniques, agencements et matériel					
Immobilisations mises en concessions ou affermées					
Autres					
Immobilisations corporelles en cours					
DROITS DE RETOUR RELATIFS AUX BIENS MIS A DISPOSITION OU AFFECTÉS					
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES					
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)					
ACTIF CIRCULANT					
STOCKS		2 271 860,24		2 271 860,24	2 542 408,16
CRÉANCES					
Créances sur des entités publiques, des organismes internationaux et la Commission européenne					1 117,00
Créances sur les redevables et comptes rattachés		13 147,41		13 147,41	
Avances et acomptes versés par la collectivité					
Créances correspondant à des opérations pour compte de tiers					
Créances sur budgets annexes		746 467,57		746 467,57	694 186,53
Créances sur les autres débiteurs		365 023,00		365 023,00	
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE					

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRÉSORERIE) (II)		**3 396 498,22**		**3 396 498,22**	**3 237 711,69**
TRÉSORERIE					
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT					
DISPONIBILITÉS					
AUTRES					
TOTAL TRÉSORERIE (III)					
COMPTES DE REGULARISATION (dont primes de remboursement des obligations) (IV)					1,28
ÉCARTS DE CONVERSION ACTIF (V)					
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)		**3 396 498,22**		**3 396 498,22**	**3 237 712,97**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES			
APPORTS NON RATTACHÉS A UN ACTIF DÉTERMINÉ			
Dotations			
Fonds globalisés			
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT			
Rattachées à un actif amortissable			
Rattachées à un actif non amortissable			
NEUTRALISATIONS ET RÉGULARISATIONS		-7 915,00	-7 915,00
RÉSERVES			
REPORT A NOUVEAU		688 025,07	692 911,05
RÉSULTAT DE L'EXERCICE		53 013,29	-4 885,98
DROITS DU CONCÉDANT ET DE L'AFFERMANT			
DROITS DE L'AFFECTANT ET DU REMETTANT			
TOTAL FONDS PROPRES (I)		**733 123,36**	**680 110,07**
PASSIF			
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			
PROVISIONS POUR RISQUES			
PROVISIONS POUR CHARGES			
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)			
DETTES FINANCIÈRES			
EMPRUNTS OBLIGATAIRES			
EMPRUNTS SOUSCRITS AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT		1 392 430,73	1 339 149,67
DETTES FINANCIÈRES ET AUTRES EMPRUNTS		1 270 877,13	1 218 453,23
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)		**2 663 307,86**	**2 557 602,90**
DETTES NON FINANCIÈRES			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			
Dettes fiscales et sociales		67,00	
Avances et acomptes reçus			
Dettes correspondant à des opérations pour compte de tiers			

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
Fonds gérés par la collectivité			
Dettes sur budgets annexes			
Autres dettes non financières			
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE			
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)		**67,00**	
TRÉSORERIE			
AUTRES ÉLÉMENTS DE TRÉSORERIE PASSIVE			
TOTAL TRÉSORERIE (4)			
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)		**2 663 374,86**	**2 557 602,90**
COMPTES DE RÉGULARISATION (III)			
ÉCARTS DE CONVERSION PASSIF (IV)			
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV)		**3 396 498,22**	**3 237 712,97**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT				
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)				
Dotations de l'état				
Participations		51 484,76		51 484,76
Compensations, autres attributions et autres participations			14 040,00	-14 040,00
Dons et legs				
Impôts et taxes				
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE				
Ventes de biens ou prestations de services		383 734,00	24 068,00	359 666,00
Produits des cessions d'actifs				
Autres produits de gestion		13 147,41	1 274,29	11 873,12
Production stockée et immobilisée		-270 547,92	61 342,19	-331 890,11
AUTRES PRODUITS				
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges				
Reprises du financement rattaché à un actif				
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions				
Neutralisation des moins-values de cession				
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT (I)		**177 818,25**	**100 724,48**	**77 093,77**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Achats et charges externes		132 323,04	103 543,88	28 779,16
Charges de personnel				
Dont salaires, traitements et rémunérations diverses				
Dont charges sociales				
Indemnités des élus (et membres du CESR)				
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)		1,48		1,48
Impôts et taxes		2 822,46	2 940,47	-118,01
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions				
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés				
Neutralisation des dépréciations et provisions				

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
Neutralisation des plus-values de cession				
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)		**135 146,98**	**106 484,35**	**28 662,63**
CHARGES D'INTERVENTION				
Dispositifs d'intervention pour compte propre				
Dont ménages				
Dont personnes morales de droit privé				
Dont collectivités territoriales				
Dont autres organismes publics				
Dont établissements d'enseignement				
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de la collectivité				
Autres charges				
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)				
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)		**42 671,27**	**-5 759,87**	**48 431,14**
PRODUITS FINANCIERS				
Produits des participations et des prêts				
Produits des valeurs mobilières de placement				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Autres produits financiers				
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions financières et transferts de charges		41 321,00	51 886,26	-10 565,26
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)		**41 321,00**	**51 886,26**	**-10 565,26**
CHARGES FINANCIERES				
Charges d'intérêts		30 978,98	51 012,37	-20 033,39
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Autres charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions financières				
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)		**30 978,98**	**51 012,37**	**-20 033,39**
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)		**10 342,02**	**873,89**	**9 468,13**
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)		**53 013,29**	**-4 885,98**	**57 899,27**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Annexe	**C**

L’annexe est une pièce jointe au compte financier unique pour les collectivités ayant recours à la certification des comptes.

Pour les autres collectivités, cet état est SANS OBJET.

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
110	Report à nouveau (solde créditeur)		692 911,05	4 885,98				4 885,98	692 911,05		688 025,07
	Sous Total compte 11		**692 911,05**	**4 885,98**				**4 885,98**	**692 911,05**		**688 025,07**
12	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (Excédentaire ou	4 885,98			4 885,98			4 885,98	4 885,98		
	Sous Total compte 12	**4 885,98**			**4 885,98**			**4 885,98**	**4 885,98**		
1641	Emprunts en euros		1 331 870,71			179 439,98	240 000,00	179 439,98	1 571 870,71		1 392 430,73
	Sous Total compte 164		**1 331 870,71**			**179 439,98**	**240 000,00**	**179 439,98**	**1 571 870,71**		**1 392 430,73**
168751	GFP de rattachement		1 218 453,23				52 423,90		1 270 877,13		1 270 877,13
	Sous Total compte 16875		**1 218 453,23**				**52 423,90**		**1 270 877,13**		**1 270 877,13**
	Sous Total compte 1687		**1 218 453,23**				**52 423,90**		**1 270 877,13**		**1 270 877,13**
16884	Intérêts courus sur emprunts auprès des		7 278,96	7 278,96				7 278,96	7 278,96		
	Sous Total compte 1688		**7 278,96**	**7 278,96**				**7 278,96**	**7 278,96**		
	Sous Total compte 168		**1 225 732,19**	**7 278,96**			**52 423,90**	**7 278,96**	**1 278 156,09**		**1 270 877,13**
	Sous Total compte 16		**2 557 602,90**	**7 278,96**		**179 439,98**	**292 423,90**	**186 718,94**	**2 850 026,80**		**2 663 307,86**
193	Autres neutralisations et régularisation	7 915,00						7 915,00		7 915,00	
	Sous Total compte 19	**7 915,00**						**7 915,00**		**7 915,00**	
	Total classe 1	**12 800,98**	**3 250 513,95**	**12 164,94**	**4 885,98**	**179 439,98**	**292 423,90**	**204 405,90**	**3 547 823,83**	**7 915,00**	**3 351 332,93**
3351	Terrains	199 097,11				2 589,50		201 686,61		201 686,61	
	Sous Total compte 335	**199 097,11**				**2 589,50**		**201 686,61**		**201 686,61**	
	Sous Total compte 33	**199 097,11**				**2 589,50**		**201 686,61**		**201 686,61**	
3555	Terrains aménagés	2 343 311,05				70 039,77	343 177,19	2 413 350,82	343 177,19	2 070 173,63	
	Sous Total compte 355	**2 343 311,05**				**70 039,77**	**343 177,19**	**2 413 350,82**	**343 177,19**	**2 070 173,63**	
	Sous Total compte 35	**2 343 311,05**				**70 039,77**	**343 177,19**	**2 413 350,82**	**343 177,19**	**2 070 173,63**	

III – ÉTATS FINANCIERS

Balance des comptes

III

D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Total classe 3	**2 542 408,16**				**72 629,27**	**343 177,19**	**2 615 037,43**	**343 177,19**	**2 271 860,24**	
4011	Fournisseurs			473 922,04	473 922,04			473 922,04	473 922,04		
	Sous Total compte 401			**473 922,04**	**473 922,04**			**473 922,04**	**473 922,04**		
	Sous Total compte 40			**473 922,04**	**473 922,04**			**473 922,04**	**473 922,04**		
411	Redevables			13 147,41				13 147,41		13 147,41	
	Sous Total compte 41			**13 147,41**				**13 147,41**		**13 147,41**	
44312	Recettes - Amiable			51 484,76	51 484,76			51 484,76	51 484,76		
	Sous Total compte 4431			**51 484,76**	**51 484,76**			**51 484,76**	**51 484,76**		
44352	Recettes - Amiable			52 423,90	52 423,90			52 423,90	52 423,90		
	Sous Total compte 4435			**52 423,90**	**52 423,90**			**52 423,90**	**52 423,90**		
	Sous Total compte 443			**103 908,66**	**103 908,66**			**103 908,66**	**103 908,66**		
44551	T.V.A. à décaisser			61 700,00	61 767,00			61 700,00	61 767,00		67,00
	Sous Total compte 4455			**61 700,00**	**61 767,00**			**61 700,00**	**61 767,00**		**67,00**
44566	T.V.A. sur autres biens et services			78 905,99	78 905,99			78 905,99	78 905,99		
44567	Crédit de T.V.A. à reporter			14 538,00	14 538,00			14 538,00	14 538,00		
	Sous Total compte 4456			**93 443,99**	**93 443,99**			**93 443,99**	**93 443,99**		
44571	T.V.A. collectée			65 672,00	65 672,00			65 672,00	65 672,00		
	Sous Total compte 4457			**65 672,00**	**65 672,00**			**65 672,00**	**65 672,00**		
44583	Remboursement de taxes sur le chiffre d'	1 117,00		14 232,00	15 349,00			15 349,00	15 349,00		
	Sous Total compte 4458	**1 117,00**		**14 232,00**	**15 349,00**			**15 349,00**	**15 349,00**		
	Sous Total compte 445	**1 117,00**		**235 047,99**	**236 231,99**			**236 164,99**	**236 231,99**		**67,00**
447	Autres impôts, taxes et versements assim			2 822,46	2 822,46			2 822,46	2 822,46		

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 44	**1 117,00**		**341 779,11**	**342 963,11**			**342 896,11**	**342 963,11**		**67,00**
4511	Compte de rattachement avec... (à subdiv	694 186,53		808 663,46	756 382,42			1 502 849,99	756 382,42	746 467,57	
	Sous Total compte 451	**694 186,53**		**808 663,46**	**756 382,42**			**1 502 849,99**	**756 382,42**	**746 467,57**	
	Sous Total compte 45	**694 186,53**		**808 663,46**	**756 382,42**			**1 502 849,99**	**756 382,42**	**746 467,57**	
46721	Débiteurs divers - Amiable			730 046,00	365 023,00			730 046,00	365 023,00	365 023,00	
	Sous Total compte 4672			**730 046,00**	**365 023,00**			**730 046,00**	**365 023,00**	**365 023,00**	
	Sous Total compte 467			**730 046,00**	**365 023,00**			**730 046,00**	**365 023,00**	**365 023,00**	
	Sous Total compte 46			**730 046,00**	**365 023,00**			**730 046,00**	**365 023,00**	**365 023,00**	
47133	Fonds d'emprunt			480 000,00	480 000,00			480 000,00	480 000,00		
	Sous Total compte 4713			**480 000,00**	**480 000,00**			**480 000,00**	**480 000,00**		
4718	Autres recettes à régulariser			449 405,80	449 405,80			449 405,80	449 405,80		
	Sous Total compte 471			**929 405,80**	**929 405,80**			**929 405,80**	**929 405,80**		
47211	Remboursement d'annuités d'emprunt			217 697,92	217 697,92			217 697,92	217 697,92		
47218	Autres dépenses			240,00	240,00			240,00	240,00		
	Sous Total compte 4721			**217 937,92**	**217 937,92**			**217 937,92**	**217 937,92**		
	Sous Total compte 472			**217 937,92**	**217 937,92**			**217 937,92**	**217 937,92**		
4784	Arrondis sur déclaration de TVA	1,28		0,24	1,52			1,52	1,52		
	Sous Total compte 478	**1,28**		**0,24**	**1,52**			**1,52**	**1,52**		
	Sous Total compte 47	**1,28**		**1 147 343,96**	**1 147 345,24**			**1 147 345,24**	**1 147 345,24**		
	Total classe 4	**695 304,81**		**3 514 901,98**	**3 085 635,81**			**4 210 206,79**	**3 085 635,81**	**1 124 637,98**	**67,00**
580	Opérations d'ordre budgétaires			457 127,46	457 127,46			457 127,46	457 127,46		
	Sous Total compte 58			**457 127,46**	**457 127,46**			**457 127,46**	**457 127,46**		

III – ÉTATS FINANCIERS

Balance des comptes

III

D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Total classe 5			**457 127,46**	**457 127,46**			**457 127,46**	**457 127,46**		
6015	Terrains à aménager					304 331,25	304 254,25	304 331,25	304 254,25	77,00	
	Sous Total compte 601					**304 331,25**	**304 254,25**	**304 331,25**	**304 254,25**	**77,00**	
6045	Achats d'études et de prestations de ser					1 530,00		1 530,00		1 530,00	
	Sous Total compte 604					**1 530,00**		**1 530,00**		**1 530,00**	
605	Achats de matériel, équipements et trava					83 503,64		83 503,64		83 503,64	
608	Frais accessoires sur terrains en cours					46 972,40		46 972,40		46 972,40	
	Sous Total compte 60					**436 337,29**	**304 254,25**	**436 337,29**	**304 254,25**	**132 083,04**	
627	Services bancaires et assimilés.					240,00		240,00		240,00	
	Sous Total compte 62					**240,00**		**240,00**		**240,00**	
63512	Taxes foncières					2 822,46		2 822,46		2 822,46	
	Sous Total compte 6351					**2 822,46**		**2 822,46**		**2 822,46**	
	Sous Total compte 635					**2 822,46**		**2 822,46**		**2 822,46**	
	Sous Total compte 63					**2 822,46**		**2 822,46**		**2 822,46**	
65888	Autres					1,48		1,48		1,48	
	Sous Total compte 6588					**1,48**		**1,48**		**1,48**	
	Sous Total compte 658					**1,48**		**1,48**		**1,48**	
	Sous Total compte 65					**1,48**		**1,48**		**1,48**	
66111	Intérêts réglés à l'échéance					38 257,94		38 257,94		38 257,94	
66112	Intérêts - rattachement des ICNE						7 278,96		7 278,96		7 278,96
	Sous Total compte 6611					**38 257,94**	**7 278,96**	**38 257,94**	**7 278,96**	**30 978,98**	
	Sous Total compte 661					**38 257,94**	**7 278,96**	**38 257,94**	**7 278,96**	**30 978,98**	

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 66					**38 257,94**	**7 278,96**	**38 257,94**	**7 278,96**	**30 978,98**	
	Total classe 6					**477 659,17**	**311 533,21**	**477 659,17**	**311 533,21**	**173 404,92**	**7 278,96**
7015	Ventes de terrains aménagés						383 734,00		383 734,00		383 734,00
	Sous Total compte 701						**383 734,00**		**383 734,00**		**383 734,00**
	Sous Total compte 70						**383 734,00**		**383 734,00**		**383 734,00**
7133	Variation des en-cours de production de						2 589,50		2 589,50		2 589,50
71355	Variation des stocks de terrains aménagé					343 177,19	70 039,77	343 177,19	70 039,77	273 137,42	
	Sous Total compte 7135					**343 177,19**	**70 039,77**	**343 177,19**	**70 039,77**	**273 137,42**	
	Sous Total compte 713					**343 177,19**	**72 629,27**	**343 177,19**	**72 629,27**	**270 547,92**	
	Sous Total compte 71					**343 177,19**	**72 629,27**	**343 177,19**	**72 629,27**	**270 547,92**	
74718	Autres						51 484,76		51 484,76		51 484,76
	Sous Total compte 7471						**51 484,76**		**51 484,76**		**51 484,76**
	Sous Total compte 747						**51 484,76**		**51 484,76**		**51 484,76**
	Sous Total compte 74						**51 484,76**		**51 484,76**		**51 484,76**
75888	Autres						13 147,41		13 147,41		13 147,41
	Sous Total compte 7588						**13 147,41**		**13 147,41**		**13 147,41**
	Sous Total compte 758						**13 147,41**		**13 147,41**		**13 147,41**
	Sous Total compte 75						**13 147,41**		**13 147,41**		**13 147,41**
796	Transferts de charges financières						41 321,00		41 321,00		41 321,00
	Sous Total compte 79						**41 321,00**		**41 321,00**		**41 321,00**
	Total classe 7					**343 177,19**	**562 316,44**	**343 177,19**	**562 316,44**	**273 137,42**	**492 276,67**
	Total général	**3 250 513,95**	**3 250 513,95**	**3 984 194,38**	**3 547 649,25**	**1 072 905,61**	**1 509 450,74**	**8 307 613,94**	**8 307 613,94**	**3 850 955,56**	**3 850 955,56**

État des Contrôles du Compte Financier

L’état des contrôles du compte financier ne fait pas apparaître d’anomalie sur le périmètre des contrôles effectués portant sur la cohérence des états patrimoniaux et la concordance de l’exécution budgétaire.

V – ARRETE ET SIGNATURES | V

ARRETE ET SIGNATURES | A

Date d'édition : 05/02/2026

Comptable(s)		Ayant exercé au cours de la gestion	
Mme Barbara JOUVE	du 01/01/2025	au	05/02/2026

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

ZARAGOZA Anne (1018421905-0), Inspecteur des Finances Publiques **A DDFiP DES ALPES-DE-HAUTE-PRO..., le 25/02/2026**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

JOUVE Barbara (1006183473-0), Inspecteur divisionnaire FiP classe normale **A SISTERON, le 02/03/2026**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte a été voté le 13/02/2026 par l'organe délibérant.

TENOUX GERARD (gtenoux2-xt), Vice Président **A VALDOULE, le 04/03/2026**

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**41 429,70**	**126 462,54**	**0,00**	**0,00**	**11 547,74**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	41 429,70	126 462,54	0,00	0,00	11 547,74	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**240 000,00**	**52 423,90**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	240 000,00	52 423,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRESENTATION CROISEE , SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**179 439,98**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		179 439,98
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**292 423,90**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		292 423,90
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**36 657,74**	**85 557,72**	**0,00**	**0,00**	**2 589,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	Charges à caractère général	10 252,44	83 572,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	1,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	26 405,30	1 984,18	0,00	0,00	2 589,50	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**383 734,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	383 734,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**124 804,96**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		93 824,50
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		1,48
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		30 978,98
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**64 632,17**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**448 366,17**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		383 734,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00	51 484,76	0,00	0,00	0,00		51 484,76
75	Autres produits de gestion courante	0,00	13 147,41	0,00	0,00	0,00		13 147,41
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRÉSENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES — A3

1 – BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	9 043 258,00	6 165 280,08	1 124 361,45	1 753 616,47
RECETTES	9 043 258,00	4 135 747,69	1 219 922,81	3 687 587,50
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	25 730 522,00	20 897 463,47	0,00	4 833 058,53
RECETTES	25 730 522,00	26 096 210,80	0,00	-365 688,80

(1) Y compris les rattachements.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget)

BUDGET BA OM 70001/ N°SIRET : 20006876500029

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	3 954 729,00	2 602 392,05	880 768,94	471 568,01
RECETTES	3 954 729,00	2 208 709,39	141 212,09	1 604 807,52
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	8 880 570,00	6 635 965,72	0,00	2 244 604,28
RECETTES	8 880 570,00	8 908 509,88	0,00	-27 939,88

BUDGET BA SPANC 80001/ N°SIRET : 20006876500037

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	4 907,00	1 682,92	0,00	3 224,08
RECETTES	4 907,00	4 524,96	0,00	382,04
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	83 504,00	81 978,21	0,00	1 525,79
RECETTES	83 504,00	83 448,17	0,00	55,83

BUDGET BA ZA ECO POLE LM 80101/ N°SIRET : 20006876500045

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	221 293,98	221 003,52	0,00	290,46
RECETTES	407 818,14	407 818,13	0,00	0,01
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	338 997,86	337 987,38	0,00	1 010,48
RECETTES	338 997,86	338 706,83	0,00	291,03

BUDGET BA ZA PARC ACTIVITE LE POET 80201/ N°SIRET : 20006876500086

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	80 454,50	71 679,03	0,00	8 775,47
RECETTES	203 939,06	153 059,28	0,00	50 879,78
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	217 436,02	165 857,03	0,00	51 578,99
RECETTES	387 863,06	376 549,95	0,00	11 313,11

BUDGET BA ZA VAL DURANCE 80401/ N°SIRET : 20006876500078

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	649 404,40	252 069,25	0,00	397 335,15
RECETTES	649 404,40	635 601,87	0,00	13 802,53
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	997 296,12	509 303,15	0,00	487 992,97
RECETTES	1 665 489,21	1 250 341,51	0,00	415 147,70

(1) Y compris les rattachements.

3 – PRESENTATION AGREGEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	13 954 046,88	9 314 106,85	2 005 130,39	2 634 809,64

COM COM SISTERONAIS BUECH - BA ZA VAL DURANCE 80401 - CFU - 2025

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
RECETTES	14 264 055,60	7 545 461,32	1 361 134,90	5 357 459,38
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	36 248 326,00	28 628 554,96	0,00	7 619 771,04
RECETTES	37 086 946,13	37 053 767,14	0,00	33 178,99

(1) Y compris les rattachements.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
PRÉSENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	A3

4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES (cf. liste des principales opérations en annexe de l'instruction budgétaire et comptable) (1)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative.

(2) Y compris les rattachements.

5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (après la neutralisation des flux réciproques) (1)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	13 954 046,88	9 314 106,85	2 005 130,39	2 634 809,64
RECETTES	14 264 055,60	7 545 461,32	1 361 134,90	5 357 459,38
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	36 248 326,00	28 628 554,96	0,00	7 619 771,04
RECETTES	37 086 946,13	37 053 767,14	0,00	33 178,99
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	**50 202 372,88**	**37 942 661,81**	**2 005 130,39**	**10 254 580,68**
TOTAL GENERAL DES RECETTES	**51 351 001,73**	**44 599 228,46**	**1 361 134,90**	**5 390 638,37**

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.

(2) Y compris les rattachements.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE — B1.1

DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article M. 4221-5 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE — B1.2

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**3 736 000,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					3 736 000,00									
00601018422 (A)	CRÉDIT AGRICOLE PROVENCE COTE D'	08/04/2015	16/04/2015	16/01/2019	1 900 000,00	V	EURIBOR	1,138	0,974		T	X Echéance constante		A-1
00602159488	CRÉDIT AGRICOLE PROVENCE COTE D'	10/07/2019	10/07/2019	10/10/2019	350 000,00	F		1,410	1,417		T	X Echéance constante		A-1
00602159496	CRÉDIT AGRICOLE PROVENCE COTE D'	10/07/2019	10/07/2019	10/10/2019	246 000,00	F		1,420	1,417		T	X Echéance constante		A-1
06129688	SA BANQUE POPULAIRE AUVERGNE RHONE ALPES	16/12/2025	19/12/2025	19/03/2026	240 000,00	F		2,820	2,706		T	X Echéance constante		A-1
5059632	CAISSE DES DEPOTS	03/09/2014	01/08/2015	01/10/2015	1 000 000,00	F		2,000	2,582		A	X Echéance constante		A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour- sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour- sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1675 Dettes afférentes aux marchés de travaux et de partenariat (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)(9)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour- sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour- sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**3 736 000,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle, B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

IV – ANNEXES — IV

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE — B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**1 392 430,73**					**179 435,76**	**38 257,94**	**0,00**	**6 475,37**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		1 392 430,73					179 435,76	38 257,94	0,00	6 475,37
00601018422 (A)		0,00	A-1	0,00	0,00	V	EURIBOR	1,051	126 458,32	1 984,18	0,00	0,00
00602159488		0,00	A-1	251 007,97	13,58	F		1,417	16 429,70	3 684,26	0,00	796,32
00602159496		0,00	A-1	176 422,76	13,58	F		1,417	11 547,74	2 589,50	0,00	559,70
06129688		0,00	A-1	240 000,00	4,25	F		2,706	0,00	0,00	0,00	225,60
5059632		0,00	A-1	725 000,00	28,83	R		3,048	25 000,00	30 000,00	0,00	4 893,75
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)(10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**1 392 430,73**					**179 435,76**	**38 257,94**	**0,00**	**6 475,37**

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX — B1.3

REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS — B1.4

TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	5	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,01	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	1 392 430,73	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE — B1.5

DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
												Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE — B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT — B1.6

REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1)

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinance-ment	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résidu-elle	Pério-dicité des rem-bour-se-ments (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)					**0,00**	**0,00**							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)					**0,00**	**0,00**								**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.

(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.

(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.

(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.

(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).

(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.

(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.

(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.

(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.

(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N — B1.7

EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N (1)

N° du contrat d'emprunt	Date de souscription du contrat initial	Date de renégociation	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/N	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
						Contrat initial			Contrat renégocié										
				Contrat initial	Contrat renégocié	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital
Total												0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Inscrire les emprunts renégociés au cours de l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).

(5) Nominal à la date de renégociation.

(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres.
- Pour la périodicité de remboursement, indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME — B1.8

DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 31/12/N	Annuité payée au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la collectivité.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.9

AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

LIBELLES	Montant initial de la dette	Dépenses de l'exercice	Dette restante

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : €		
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
		0	01/01/2000

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES — B3

PROVISIONS CONSTITUEES AU 31/12/N

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions de l'exercice (1) B	Montant des reprises de l'exercice C	Montant des provisions constituées au 31/12/N D = A + B - C
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions semi-budgétaires		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers		0,00	0,00	0,00	0,00

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions de l'exercice (1) B	Montant des reprises de l'exercice C	Montant des provisions constituées au 31/12/N D = A + B - C
Total des provisions budgétaires		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL PROVISIONS		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	B4

ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(4) Indiquer le chapitre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES PRETS	B6

Prêts (compte 274)

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 31/12/N	Montant de l'annuité recouvré		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
Assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00	0,00	0,00
Non assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00		

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.1

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS DONNES

Article		Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
8015	**Emprunts garantis (1)**	0,00	0,00	0,00
8016	**Contrats de crédit-bail (2)**	0,00	0,00	0,00
8017	**Subvention à verser en annuité (3)**	0,00	0,00	0,00
8018	**Autres engagements donnés**			
	Marchés de partenariat (4)		0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics (3)	0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (3)	0,00	0,00	0,00
	Dans le cadre d'une délégation de service public (3)	0,00	0,00	0,00
	Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00

(1) A compléter depuis l'état des emprunts garantis.

(2) A compléter depuis l'état des contrats de crédit-bail.

(3) A compléter depuis l'état des autres engagements données.

(4) A compléter depuis l'état des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.2

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS RECUS (1)

Article		Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
8026	**Redevance de crédit-bail à recevoir (crédit-bail immobilier)**	0,00	0,00	0,00
8027	**Subvention à recevoir par annuité**	0,00	0,00	0,00
8028	**Autres engagements reçus**			
	Recette grevée d'affectation spéciale (2)		0,00	0,00
	Engagements reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00

(1) A remplir depuis l'état relatif aux autres engagements reçus.

(2) A remplir depuis l'état relatif aux recettes grevées d'affectation spéciale. Le montant de la créance en capital au 31/12/N correspond au reste à employer au 31/12/N, l'annuité reçue au cours de l'exercice correspond au solde entre les restes à employer au 01/01/N et les restes à employer au 31/12/N.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.3

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00											0,00	0,00
TOTAL GENERAL					0,00	0,00											0,00	0,00

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; B : bimestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.4

CALCUL DES RATIOS D'ENDETTEMENT RELATIFS AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio (1)	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	217 764,26
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A + B + C - D**	**217 764,26**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**448 366,17**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)	**I / II**	**48,57**

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-4 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.5

ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL RESTANT A COURIR (MOBILIER ET IMMOBILIER)

Type et nature du bien ayant fait l'objet du contrat	Exer- cice d'ori- gine du con- trat	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat (en mois)	Montant de la redevance de l'exercice	Montant de la redevance sur la totalité du contrat	Montant des redevances restant à courir					
						N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant (exercice N+5 et suivants)	Total (1)
Crédits-bails mobiliers					0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits-bails immobiliers				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + cumul restant.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.6

ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT

Libellé du contrat	Année de signature du marché	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le marché	Durée du marché (en mois)	Date fin de marché	Date mise en service équipement	Montant total prévu au titre du marché (TTC)	Annuité versée sur l'exercice	Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (3)				
									Part investissement		Part fonctionnement II	Part financement III	TOTAL I + II + III
									Part totale (4)	Dont part nette (5) I			
Marchés de partenariat (1)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchés globaux de performance énergétiques avec tiers de financement (2)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Article L. 1112-1 du Code de la commande publique

(2) Article 1er de la loi n° 2023-222 du 30 mars 2023

(3) Montant de la rémunération restant à verser au 31/12/N

(4) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 31/12/N

(5) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.7

ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale

Libellé (1)	Restes à employer au 01/01/N	Montant recettes	Montant dépenses	Restes à employer au 31/12/N
Total	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Par exemple, taxe d'aménagement, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles la collectivité souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.

(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.

(3) Reste à employer au 31/12/N = reste à employer au 01/01/N + total recettes de l'exercice – total dépenses de l'exercice.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.8

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des délégations de service public					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital au 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.9

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)					0,00	0,00	0,00
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B –ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS	B8

LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
TOTAL GENERAL	0,00	
Personnes de droit privé	0,00	
Associations	0,00	
Entreprises	0,00	
Personnes physiques	0,00	
Autres	0,00	
Personnes de droit public	0,00	
Etat	0,00	
Régions	0,00	
Départements	0,00	
Communes	0,00	
Etablissements publics (EPCI, EPA, EPIC,...)	0,00	
Autres	0,00	

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	B9

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE TECHNIQUE (c)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	B9

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1).
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3) (4)				
Détention d'une part du capital				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée…).

(4) Les délégations pour lesquels un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements donnés.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION DE FONCTIONNEMENT	B11.1

B11.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	**Libellé (1)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**
012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**0,00**
016	**APA**	**0,00**
017	**RSA / Régularisations de RMI**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	Charges financières	**0,00**
67	**Charges spécifiques**	**0,00**
68	**Dotations aux provisions, dépréciations**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
Total des dépenses réelles		0,00
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION D'INVESTISSEMENT	B11.2

B11.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	**Libellé (1)**	**Montant**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
018	RSA	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		0,00
040	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**0,78**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,78**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,78**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,78**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Crédits ouverts/reportés (2)	Réalisations (3)	Restes à réaliser au 31/12/N (4)	Total
		(a)	(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(1)	**179 441,00**	**179 439,98**	**0,00**	**179 439,98**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(1)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde des opérations de l'exercice (Solde III = E - D)	**-179 441,00**	**-179 439,98**	**0,00**	**-179 439,98**
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**0,78**			**0,78**
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	**0,00**	**0,00**		**0,00**
Solde des opérations liées à l'exercice N-1 (Solde IV = A + C)	**0,78**			**0,78**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde V = Solde III + Solde IV) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte				**-179 439,20**

(1) BP+BS+DM + RAR N-1.Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Mandats et titres émis

(4) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES — C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**179 441,00**	**I**	**179 439,98**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**179 441,00**		**179 439,98**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	179 441,00		179 439,98
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00		0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	0,00		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**		**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*		*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES — C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**0,00**	**III** **0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (2)	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**0,00**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
29…	*Dépréciations des immobilisations*		
31…	*Matières premières (et fournitures) (4)*		
33…	*En-cours de production de biens (4)*		
35…	*Stocks de produits (4)*		
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*		
59…	*Dépréciation des comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – AUTORISATIONS DE PROGRAMME — C2.1

SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION DE PROGRAMME *		Chapitre (s)	Stocks AP votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AP affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
Numéro	Libellé									
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

* Le détail par programme n'est à renseigner qu'à compter des AP votées en 2005.

(1) Il s'agit des AP affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AP votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(6) Il s'agit des AP non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

	N-3	N-2	N-1	N
Ratio de couverture des AP affectées (6) / (5)	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT — C2.2

SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION D'ENGAGEMENT *		Chapitre (s)	Stocks AE votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AE votées dans l'année	AE affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AE affectées dans l'année (2)	AE affectées annulées (3)	Stock d'AE affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AE affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
Numéro	Libellé									
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

* Le détail par engagement n'est à renseigner qu'à compter des AE votées en 2005.

(1) Il s'agit des AE affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AE votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(6) Il s'agit des AE non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

	N-3	N-2	N-1	N
Ratio de couverture des AE affectées (6) / (5)	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR NATURE	C3.1

Présentation agrégée par nature

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :
Axe 1° atténuation du changement climatique ;
Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;
Axe 3° gestion des ressources en eau ;
Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;
Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;
Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».
La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR FONCTION	C3.2

Présentation agrégée par fonction

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sport et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisation des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :
Axe 1° atténuation du changement climatique ;
Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;
Axe 3° gestion des ressources en eau ;
Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;
Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;
Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».
La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	D1

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – GESTION DES FONDS EUROPEENS	D2

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N	D3

ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N

ELUS BENEFICIAIRES DES ACTIONS DE FORMATION	NOM DE L'ORGANISME DE FORMATION	COÛT DE LA FORMATION	DATE ET LIEU DE LA FORMATION	ACTIONS DE FORMATION FINANCEES PAR LA COLLECTIVITE OU L'ETABLISSEMENT

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT RELATIF AUX RESSOURCES ET DEPENSES DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES JEUNES – Annexe à l'article D. 4312-7 — D4

Evolution des dépenses associées à la formation professionnelle des jeunes

	APPRENTISSAGE			ENS PRO ss statut scolaire			FORMATIONS CONTINUES en alternance			TOTAL		
	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%
Montant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Etat des ressources de l'apprentissage

RESSOURCES	MONTANT		
	Année n	Année n-1	%
1ère section FNDMA	0,00	0,00	0,00
2ème section FNDMA	0,00	0,00	0,00
Dotations décentralisation (1)	0,00	0,00	0,00
Dotation indemnité comp. forfaitaire	0,00	0,00	0,00
Contribution additionnelle (2)	0,00	0,00	0,00
FSE	0,00	0,00	0,00
FEDER	0,00	0,00	0,00
FEOGA	0,00	0,00	0,00
Reversement excédent de ressources CFA (3)	0,00	0,00	0,00
Autres ressources	0,00	0,00	0,00
Total ressources externes	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Effort propre de la collectivité	0,00	0,00	0,00
Total ressources	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Dotations au titre des lois du 7 janvier 1983 et du 23 juillet 1987.
(2) Article 37 de la loi de finances initiale pour 2005.
(3) Article R. 116-17 du code du travail.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – IDENTIFICATION DES FLUX CROISES (1)	D5

1 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET LES COMMUNES (cf. la liste des opérations en annexe de l'instruction budgétaire et comptable)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Solde Prévisions / réalisations
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00

2 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET DES COMMUNES (après neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Solde Prévisions / réalisations
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Cet état doit être rempli uniquement par les groupements à fiscalité propre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION – ÉTATS DE RÉPARTITION DE LA TEOM – INVESTISSEMENT	D6.1

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Acquisitions d'immobilisations		**0,00**
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		**0,00**
Autres dépenses éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
Total des dépenses réelles		**0,00**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Souscription d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Dotations et subventions reçues		**0,00**
Autres recettes éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
Total des recettes réelles		**0,00**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Compléter par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » dans la mesure où il faut établir un état par

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION – ÉTATS DE RÉPARTITION DE LA TEOM - FONCTIONNEMENT	D6.2

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		0,00
042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Recettes issues de la TEOM		0,00
Dotations et participations reçues		0,00
Autres recettes de fonctionnement éventuelles		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Total des recettes réelles		**0,00**
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Compléter par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » dans la mesure où il faut établir un état par service.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
ELEMENTS DU BILAN **ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION DE FONCTIONNEMENT**	**D7.1**

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
ELEMENTS DU BILAN **ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT**	**D7.2**

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SUIVI DES OPERATIONS AU TITRE DU NPNRU	D8.1

ETAT DE SYNTHESE PAR CONVENTION

NOMENCLATURE :

14-Etudes et conduite de projet
15-Relogement des ménages avec minoration de loyer
21-Démolition de logements locatifs sociaux
22-Recyclage de copropriétés dégradées
23-Recyclage de l'habitat ancien dégradé
24-Aménagement d'ensemble
31-Reconstitution de l'offre de logements locatifs sociaux
32-Production d'une offre de relogement temporaire
33-Requalification de logements locatifs sociaux
34-Résidentialisation de logements
35-Actions de portage massif en copropriétés dégradées
36-Accession à la propriété
37-Equipement public de proximité
38-Immobilier à vocation économique
39-Autres investissements
41-Quartiers Fertiles-Opérations d'ingénierie et dépenses de personnel
42-Quartiers Fertiles-Opérations d'investissement

(1) Ensemble des AP et AE ouverts sur l'opération, tous exercices confondus
(2) Ensemble des AP et AE engagés sur l'opération, sur l'exercice courant
(3) Ensemble des crédits décaissés ou encaissés pour l'opération, tous exercices cumulés
(4) Ensemble des crédits décaissés ou encaissés sur l'exercice budgétaire N pour la mise en œuvre de l'opération

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SUIVI DES OPERATIONS AU TITRE DU NPNRU	D8.2

Cet état ne contient pas d'information.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ZA ECOPOLE DE LARAGNE - CCSB

RELATIF AU BUDGET PRINCIPAL DE CC DU SISTERONAIS-BUECH

Numéro SIRET : 20006876500045

POSTE COMPTABLE : 004024 SGC SISTERON

Compte financier unique (M57)

Voté par Nature
BUDGET ANNEXE

ANNEE 2025

Sommaire

Le Compte Financier Unique

Arrêté et signatures
ECCF

		Origine des données	Page
	I. Informations générales et synthétiques		
A	Informations statistiques, fiscales et financières	Ordonnateur	5
B1	Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble	Ordonnateur	6
B2	Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés	Comptable	7
B3.1	Liste des organismes de regroupement	Ordonnateur	8
B3.2	Liste des établissements publics créés	Ordonnateur	9
B3.3	Liste des services individualisés dans un budget annexe	Ordonnateur	10
C1	Détail des restes à réaliser - Dépenses	Ordonnateur	11
C2	Détail des restes à réaliser - Recettes	Ordonnateur	12
D	Bilan synthétique	Comptable	13
E	Compte de résultat synthétique	Comptable	14
F	Taux des contributions et produits afférents en N	Ordonnateur	16
	II. Exécution budgétaire		
A	Modalités de vote du budget	Ordonnateur	17
	Vue d'ensemble		
A1.1	Dépenses d'investissement	Ordonnateur	18
A1.2	Recettes d'investissement	Ordonnateur	19
A2.1	Dépenses de fonctionnement	Ordonnateur	20
A2.2	Recettes de fonctionnement	Ordonnateur	22
	Vue détaillée		
B1	Dépenses d'investissement	Comptable	23
B2	Recettes d'investissement	Comptable	25
C1	Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	Ordonnateur	27
D1	Dépenses de fonctionnement	Comptable	28
D2	Recettes de fonctionnement	Comptable	30
	III. États financiers		
A	Bilan	Comptable	32
B	Compte de résultat	Comptable	36
C	Annexe (uniquement pour les collectivités certifiables)	Ordonnateur / Comptable - Pièce jointe	38
D	Balance des comptes	Comptable	39
	IV. États annexés		

		Origine des données	Page
	A. Présentation croisée et agrégée		
A1	Présentation croisée, section d’investissement – vue d’ensemble	Ordonnateur	
A2	Présentation croisée, section de fonctionnement – vue d’ensemble	Ordonnateur	
A3	Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	Ordonnateur	
	B. États annexés patrimoniaux		
B1.1	État de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Ordonnateur	
B1.2	État de la dette - Répartition par nature de dette	Ordonnateur	
B1.3	État de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	Ordonnateur	
B1.4	État de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Ordonnateur	
B1.5	État de la dette - Détail des opérations de couverture	Ordonnateur	
B1.6	État de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	Ordonnateur	
B1.7	État de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	Ordonnateur	
B1.8	État de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Ordonnateur	
B1.9	État de la dette - Autres dettes	Ordonnateur	
B2	Méthodes utilisées pour les amortissements	Ordonnateur	
B3	État des provisions	Ordonnateur	
B4	État des charges transférées	Ordonnateur	
B5	Détail des opérations pour le compte de tiers	Ordonnateur	
B6	Prêts	Ordonnateur	
B7.1	État synthétique des engagements donnés	Ordonnateur	
B7.2	État synthétique des engagements reçus	Ordonnateur	
B7.3	État des emprunts garantis	Ordonnateur	
B7.4	Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Ordonnateur	
B7.5	État des contrats de crédit-bail	Ordonnateur	
B7.6	État des marchés de partenariat	Ordonnateur	
B7.7	État des recettes grevées d’une affectation spéciale	Ordonnateur	
B7.8	Autres engagements donnés	Ordonnateur	
B7.9	Autres engagements reçus	Ordonnateur	
B8	Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions	Ordonnateur	
B9	État du personnel	Ordonnateur	

		Origine des données	Page
B10	Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Ordonnateur	
B11.1	État de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement	Ordonnateur	
B11.2	État de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement	Ordonnateur	
	C. États annexés budgétaires		
C1.1	Équilibre budgétaire	Ordonnateur	
C1.2	Équilibre budgétaire - dépenses	Ordonnateur	
C1.3	Équilibre budgétaire - recettes	Ordonnateur	
C2.1	Situation des autorisations de programme	Ordonnateur	
C2.2	Situation des autorisations d'engagement	Ordonnateur	
C3.1	Impact du budget pour la transition écologique – répartition par nature	Ordonnateur	
C3.2	Impact du budget pour la transition écologique – répartition par fonction	Ordonnateur	
	D. Autres éléments d'information		
D1	Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Ordonnateur	
D2	Gestion des fonds européens	Ordonnateur	
D3	Actions de formation des élus	Ordonnateur	
D4	État relatif aux ressources et dépenses de la formation professionnelle des jeunes	Ordonnateur	
D5	Identification des flux croisés	Ordonnateur	
D6.1	États de la répartition de la TEOM – investissement	Ordonnateur	
D6.2	États de la répartition de la TEOM – fonctionnement	Ordonnateur	
D7.1	États des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement	Ordonnateur	
D7.2	États des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement	Ordonnateur	
D8.1	Suivi des opérations au titre du NPNRU – État de synthèse	Ordonnateur	
D8.2	Suivi des opérations au titre du NPNRU – Détail	Ordonnateur	
	V. Arrêté et signatures		
A	Arrêté et signatures	Ordonnateur / Comptable	44

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES — I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	25 912

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	0,00

	Ratios de niveau	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	1,04
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	11,61
3	Dépenses d'équipement brut / population	0,00
4	Encours de dette / population (2)(3)	12,35
5	DGF / population	0,00
	Ratios de structure et d'analyse financière	**Valeurs**
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement	0,00 %
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	73,11 %
8	Taux d'épargne brute (Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement) (2) (4)	91,08 %
9	Taux d'épargne nette ((Epargne brute – remboursement annuel de la dette en capital) / recettes réelles de fonctionnement)	26,89 %
10	Ratio d'endettement (Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement) (2) (3) (4)	106,33 %
11	Capacité de désendettement (encours de dette / épargne brute) (2) (3) (4)	1,17

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 31 décembre N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts.

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES — I

PRESENTATION GENERALE DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE — B1

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N

			Investissement	Fonctionnement	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	301 738,86	338 465,10	640 203,96
	Recettes réalisées (1)	B	301 738,85	338 174,07	639 912,92
	Restes à réaliser	C	0,00	0,00	0,00
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	221 293,98	338 997,86	560 291,84
	Dépenses réalisées (1)	E	221 003,52	337 987,38	558 990,90
	Restes à réaliser	F	0,00	0,00	0,00
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B – E	80 735,33	186,69	80 922,02
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	106 079,28	532,76	106 612,04
Solde (investissement) ou résultat de clôture (fonctionnement)	Excédent /déficit	G + H	186 814,61	719,45	187 534,06
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C - F	0,00	0,00	0,00
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	186 814,61	719,45	187 534,06

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés — B2

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Part affectée à l'investissement : exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
I - Budget principal					
Investissement					
Fonctionnement					
TOTAL I					
II - Budgets des services à caractère administratif					
ZA ECOPOLE DE LARAGNE - CCSB					
Investissement	106 079,28		80 735,33		186 814,61
Fonctionnement	532,76		186,69		719,45
Sous-Total	106 612,04		80 922,02		187 534,06
TOTAL II	**106 612,04**		**80 922,02**		**187 534,06**
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
TOTAL III					
TOTAL I + II + III	**106 612,04**		**80 922,02**		**187 534,06**

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES

LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHÈRE LA COLLÉCTIVITE

I

B3.1

Désignation des organismes	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
EPCI			
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS CRÉÉS	B3.2

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISÉS DANS UN BUDGET ANNEXE	B3.3

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR DEPENSES	C1

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	0,00
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR RECETTES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(II) 0,00
018	RSA	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(V) 0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
731	Fiscalité locale	0,00
74	Dotations et participations (4)	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	0,00
013	Atténuations de charges (4)	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Bilan synthétique (en milliers d'euros)	D

ACTIF NET (1)	Total	FONDS PROPRES ET PASSIF	Total
ACTIF IMMOBILISÉ		**FONDS PROPRES**	
Immobilisations incorporelles (nettes)		Apports et subventions d'investissement	
Subventions d'investissement versées		Neutralisations et régularisations	
Autres immobilisations incorporelles		Réserves	
Immobilisations corporelles (nettes)		Report à nouveau	0,53
Terrains		Résultat de l'exercice	0,19
Constructions		Droits du concédant, de l'affermant, de l'affectant et du remettant	
Réseaux et installations de voirie		**TOTAL FONDS PROPRES (I)**	**0,72**
Réseaux divers		**PASSIF**	
Installations techniques, agencements et matériel		**TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)**	
Immobilisations mises en concessions ou affermées		**DETTES FINANCIÈRES**	
Autres		Emprunts obligataires	
Immobilisations corporelles en cours		Emprunts souscrits auprès des établissements de crédit	233,89
Droits de retour relatifs aux biens mis à disposition ou affectés		Dettes financières et autres emprunts	160,00
Immobilisations financières (nettes)		**TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)**	**393,89**
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)		**DETTES NON FINANCIÈRES**	
ACTIF CIRCULANT		Dettes fournisseurs et comptes rattachés	
Stocks	207,08	Autres dettes non financières	40,08
Créances	227,62	Produits constatés d'avance	
Charges constatées d'avance		**TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)**	**40,08**
Trésorerie		**TOTAL TRÉSORERIE (4)**	
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	**434,69**	**TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)**	**433,97**
Comptes de régularisation (III)		Comptes de régularisation (III)	
Écarts de conversion actif (IV)		Écarts de conversion passif (IV)	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**434,69**	**TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)**	**434,69**

[1] Déduction faite des amortissements et des dépréciations

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	E

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)		
Dotations de l'état		
Participations		
Compensations, autres attributions et autres participations		
Dons et legs		
Impôts et taxes		
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE		
Ventes de biens ou prestations de services	257,26	
Produits des cessions d'actifs		
Autres produits de gestion	43,68	0,39
Production stockée et immobilisée	-273,90	29,90
AUTRES PRODUITS		
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges		
Reprises du financement rattaché à un actif		
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions		
Neutralisation des moins-values de cession		
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT(I)	**27,04**	**30,28**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Achats et charges externes	27,84	31,87
Charges de personnel		
Indemnités des élus (et membres du CESR)		
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)		
Impôts et taxes	4,22	3,88
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions		
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés		
Neutralisation des dépréciations et provisions		
Neutralisation des plus-values de cession		
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)	**32,06**	**35,75**

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	**E**

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
CHARGES D'INTERVENTION		
Dispositifs d'intervention pour compte propre Autres charges		
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)		
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)	**-5,02**	**-5,46**
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)	**9,40**	**10,59**
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)	**4,19**	**6,45**
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)	**5,20**	**4,14**
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)	**0,19**	**-1,32**

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES | I

TAUX DES CONTRIBUTIONS ET PRODUITS AFFERENTS EN N | F

Libellés		Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit N	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources					
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources					
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources					
TFPB		0,00	0,00	0,00	0,00
TFPNB		0,00	0,00	0,00	0,00
CFE		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL				**0,00**	**0,00**

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

I – L'assemblée délibérante a voté le budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II –En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement, et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :

- Fonctionnement : 7.50%
- Investissement : 7.50%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(3) Au maximum dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du ...

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

DEPENSES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (mandats émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	193 165,98	193 165,64	100,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**193 165,98**	**193 165,64**	**100,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**193 165,98**	**193 165,64**	**100,00**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*28 128,00*	*27 837,88*	*98,97*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (5)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre en investissement		**28 128,00**	**27 837,88**	**98,97**	**0,00**
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**221 293,98**	**221 003,52**	**99,87**	**0,00**
001 Solde d'exécution négatif reporté		**0,00**			
Total des dépenses de la section d'investissement		**221 293,98**	**221 003,52**		**0,00**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Voir l'état II-C1.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) *DI 041 = RI 041*

(6) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324.

II – EXECUTION BUDGETAIRE

RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE

II

A1.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (titres émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées(8)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00			
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement (3)*	*0,00*			
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*301 738,86*	*301 738,85*	*100,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre en investissement		**301 738,86**	**301 738,85**	**100,00**	**0,00**
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**301 738,86**	**301 738,85**	**100,00**	**0,00**
001 Solde d'exécution positif reporté		**106 079,28**			
Total des recettes de la section d'investissement		**407 818,14**	**301 738,85**		**0,00**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation).

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) *DI 041 = RI 041*

(8) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324

II – EXECUTION BUDGETAIRE

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

II

A2.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
011	Charges à caractère général (3)	22 950,00	22 659,79	0,00	22 659,79	98,74	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	1,00	0,72	0,00	0,72	72,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**22 951,00**	**22 660,51**	**0,00**	**22 660,51**	**98,73**	**0,00**
66	Charges financières	4 911,00	4 191,93	0,00	4 191,93	85,36	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles et mixtes		**27 862,00**	**26 852,44**	**0,00**	**26 852,44**	**96,38**	**0,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*					
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*301 738,86*	*301 738,85*	*0,00*	*301 738,85*	*100,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*9 397,00*	*9 396,09*	*0,00*	*9 396,09*	*99,99*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement (3)		**311 135,86**	**311 134,94**	**0,00**	**311 134,94**	**100,00**	**0,00**
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**338 997,86**	**337 987,38**	**0,00**	**337 987,38**	**99,70**	**0,00**
002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		**0,00**					
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**338 997,86**	**337 987,38**	**0,00**	**337 987,38**		**0,00**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) DF 042 = RI 040 ; DF 043 = RF 043

II – EXECUTION BUDGETAIRE

RECETTES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

II

A2.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (1)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	257 260,00	257 260,00	0,00	257 260,00	100,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	43 680,10	43 680,10	0,00	43 680,10	100,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**300 940,10**	**300 940,10**	**0,00**	**300 940,10**	**100,00**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles et mixtes		**300 940,10**	**300 940,10**	**0,00**	**300 940,10**	**100,00**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*28 128,00*	*27 837,88*	*0,00*	*27 837,88*	*98,97*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*9 397,00*	*9 396,09*	*0,00*	*9 396,09*	*99,99*	*0,00*
Total des recettes d'ordre (3)		**37 525,00**	**37 233,97**	**0,00**	**37 233,97**	**99,22**	**0,00**
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**338 465,10**	**338 174,07**	**0,00**	**338 174,07**	**99,91**	**0,00**
002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		**532,76**					
Total des recettes de la section de fonctionnement		**338 997,86**	**338 174,07**	**0,00**	**338 174,07**		**0,00**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) *RF 042 = DI 040*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	**B1**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA					
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)					
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées					
total chapitre 21	Immobilisations corporelles					
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation					
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)					
Total des dépenses d'équipement						
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves					
total chapitre 13	Subventions d'investissement					
1641	Emprunts en euros		86 106,66		86 106,66	
168751	GFP de rattachement		107 058,98		107 058,98	
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	193 165,98	193 165,64		193 165,64	0,34
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)					
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations					
total chapitre 27	Autres immobilisations financières					
Total des dépenses financières		**193 165,98**	**193 165,64**		**193 165,64**	**0,34**
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers					
Total des dépenses réelles d'investissement		**193 165,98**	**193 165,64**		**193 165,64**	**0,34**
3555	*Terrains aménagés*		*27 837,88*		*27 837,88*	
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*28 128,00*	*27 837,88*		*27 837,88*	*290,12*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*					
Total des dépenses d'ordre en investissement		***28 128,00***	***27 837,88***		***27 837,88***	***290,12***

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**221 293,98**	**221 003,52**		**221 003,52**	**290,46**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté						
Total des dépenses de la section d'investissement		**221 293,98**	**221 003,52**		**221 003,52**	**290,46**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA					
total chapitre 13	Subventions d'investissement					
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées					
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)					
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées					
total chapitre 21	Immobilisations corporelles					
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation					
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)					
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves					
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)					
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations					
total chapitre 27	Autres immobilisations financières					
total chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations					
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers					
Total des recettes réelles d'investissement						
total chapitre 021	*Virement de la section de fonctionnement*					
3555	*Terrains aménagés*		*301 738,85*		*301 738,85*	
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*301 738,86*	*301 738,85*		*301 738,85*	*0,01*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*					
Total des recettes d'ordre en investissement		***301 738,86***	***301 738,85***		***301 738,85***	***0,01***
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**301 738,86**	**301 738,85**		**301 738,85**	**0,01**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**106 079,28**				

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des recettes de la section d'investissement		**407 818,14**	**301 738,85**		**301 738,85**	**106 079,29**

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D’EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

Cet état ne contient pas d'information.

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	**D1**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
605	Achats de matériel, équipements et travaux		18 441,79		18 441,79	
63512	Taxes foncières		4 218,00		4 218,00	
total chapitre 011	Charges à caractère général	22 950,00	22 659,79		22 659,79	290,21
total chapitre 012	Charges de personnel et frais assimilés					
total chapitre 014	Atténuations de produits					
total chapitre 016	APA					
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI					
65888	Autres		0,72		0,72	
total chapitre 65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	1,00	0,72		0,72	0,28
total chapitre 6586	Frais de fonctionnement des groupes d'élus (1)					
Total des dépenses de gestion des services		**22 951,00**	**22 660,51**		**22 660,51**	**290,49**
66111	Intérêts réglés à l'échéance		5 177,84		5 177,84	
66112	Intérêts - rattachement des ICNE			985,91	-985,91	
total chapitre 66	Charges financières	4 911,00	5 177,84	985,91	4 191,93	719,07
total chapitre 67	Charges spécifiques					
total chapitre 68	Dotations aux provisions					
Total des dépenses réelles et mixtes		**27 862,00**	**27 838,35**	**985,91**	**26 852,44**	**1 009,56**
total chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*					
71355	*Variation des stocks de terrains aménagés*		*301 738,85*		*301 738,85*	
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*301 738,86*	*301 738,85*		*301 738,85*	*0,01*
608	*Frais accessoires sur terrains en cours d'aménagement*		*9 396,09*		*9 396,09*	
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*	*9 397,00*	*9 396,09*		*9 396,09*	*0,91*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***311 135,86***	***311 134,94***		***311 134,94***	***0,92***

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**338 997,86**	**338 973,29**	**985,91**	**337 987,38**	**1 010,48**
002 Résultat de fonctionnement reporté						
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**338 997,86**	**338 973,29**	**985,91**	**337 987,38**	**1 010,48**

(1) Collectivités de plus de 100 000 habitants

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 013	Atténuations de charges					
total chapitre 016	APA					
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI					
7015	Ventes de terrains aménagés		257 260,00		257 260,00	
total chapitre 70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	257 260,00	257 260,00		257 260,00	
total chapitre 73	Impôts et taxes (sauf 731)					
total chapitre 731	Fiscalité locale					
total chapitre 74	Dotations et participations					
757361	Collectivité de rattachement		43 680,10		43 680,10	
total chapitre 75	Autres produits de gestion courante	43 680,10	43 680,10		43 680,10	
Total des recettes de gestion des services		**300 940,10**	**300 940,10**		**300 940,10**	
total chapitre 76	Produits financiers					
total chapitre 77	Produits spécifiques					
total chapitre 78	Reprises sur provisions					
Total des recettes réelles et mixtes		**300 940,10**	**300 940,10**		**300 940,10**	
71355	*Variation des stocks de terrains aménagés*		*27 837,88*		*27 837,88*	
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*28 128,00*	*27 837,88*		*27 837,88*	*290,12*
796	*Transferts de charges financières*		*9 396,09*		*9 396,09*	
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*	*9 397,00*	*9 396,09*		*9 396,09*	*0,91*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***37 525,00***	***37 233,97***		***37 233,97***	***291,03***
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**338 465,10**	**338 174,07**		**338 174,07**	**291,03**
002 Résultat de fonctionnement reporté		**532,76**				

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des recettes de la section de fonctionnement		**338 997,86**	**338 174,07**		**338 174,07**	**823,79**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ					
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Subventions d'investissement versées					
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en cours					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Terrains					
Constructions					
Réseaux et installations de voirie					
Réseaux divers					
Installations techniques, agencements et matériel					
Immobilisations mises en concessions ou affermées					
Autres					
Immobilisations corporelles en cours					
DROITS DE RETOUR RELATIFS AUX BIENS MIS A DISPOSITION OU AFFECTÉS					
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES					
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)					
ACTIF CIRCULANT					
STOCKS		207 076,55		207 076,55	480 977,52
CRÉANCES					
Créances sur des entités publiques, des organismes internationaux et la Commission européenne					
Créances sur les redevables et comptes rattachés					
Avances et acomptes versés par la collectivité					
Créances correspondant à des opérations pour compte de tiers					
Créances sur budgets annexes		227 616,06		227 616,06	108 986,70
Créances sur les autres débiteurs					
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE					

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRÉSORERIE) (II)		**434 692,61**		**434 692,61**	**589 964,22**
TRÉSORERIE					
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT					
DISPONIBILITÉS					
AUTRES					
TOTAL TRÉSORERIE (III)					
COMPTES DE REGULARISATION (dont primes de remboursement des obligations) (IV)					0,25
ÉCARTS DE CONVERSION ACTIF (V)					
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)		**434 692,61**		**434 692,61**	**589 964,47**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES			
APPORTS NON RATTACHÉS A UN ACTIF DÉTERMINÉ			
Dotations			
Fonds globalisés			
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT			
Rattachées à un actif amortissable			
Rattachées à un actif non amortissable			
NEUTRALISATIONS ET RÉGULARISATIONS			
RÉSERVES			
REPORT A NOUVEAU		532,76	1 853,27
RÉSULTAT DE L'EXERCICE		186,69	-1 320,51
DROITS DU CONCÉDANT ET DE L'AFFERMANT			
DROITS DE L'AFFECTANT ET DU REMETTANT			
TOTAL FONDS PROPRES (I)		**719,45**	**532,76**
PASSIF			
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			
PROVISIONS POUR RISQUES			
PROVISIONS POUR CHARGES			
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)			
DETTES FINANCIÈRES			
EMPRUNTS OBLIGATAIRES			
EMPRUNTS SOUSCRITS AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT		233 891,16	320 983,73
DETTES FINANCIÈRES ET AUTRES EMPRUNTS		160 000,00	267 058,98
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)		**393 891,16**	**588 042,71**
DETTES NON FINANCIÈRES			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			
Dettes fiscales et sociales		40 082,00	1 389,00
Avances et acomptes reçus			
Dettes correspondant à des opérations pour compte de tiers			

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
Fonds gérés par la collectivité			
Dettes sur budgets annexes			
Autres dettes non financières			
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE			
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)		**40 082,00**	**1 389,00**
TRÉSORERIE			
AUTRES ÉLÉMENTS DE TRÉSORERIE PASSIVE			
TOTAL TRÉSORERIE (4)			
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)		**433 973,16**	**589 431,71**
COMPTES DE RÉGULARISATION (III)			
ÉCARTS DE CONVERSION PASSIF (IV)			
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV)		**434 692,61**	**589 964,47**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT				
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)				
Dotations de l'état				
Participations				
Compensations, autres attributions et autres participations				
Dons et legs				
Impôts et taxes				
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE				
Ventes de biens ou prestations de services		257 260,00		257 260,00
Produits des cessions d'actifs				
Autres produits de gestion		43 680,10	386,00	43 294,10
Production stockée et immobilisée		-273 900,97	29 898,75	-303 799,72
AUTRES PRODUITS				
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges				
Reprises du financement rattaché à un actif				
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions				
Neutralisation des moins-values de cession				
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT (I)		**27 039,13**	**30 284,75**	**-3 245,62**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Achats et charges externes		27 837,88	31 867,19	-4 029,31
Charges de personnel				
Dont salaires, traitements et rémunérations diverses				
Dont charges sociales				
Indemnités des élus (et membres du CESR)				
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)		0,72		0,72
Impôts et taxes		4 218,00	3 878,00	340,00
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions				
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés				
Neutralisation des dépréciations et provisions				

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
Neutralisation des plus-values de cession				
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)		**32 056,60**	**35 745,19**	**-3 688,59**
CHARGES D'INTERVENTION				
Dispositifs d'intervention pour compte propre				
Dont ménages				
Dont personnes morales de droit privé				
Dont collectivités territoriales				
Dont autres organismes publics				
Dont établissements d'enseignement				
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de la collectivité				
Autres charges				
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)				
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)		**-5 017,47**	**-5 460,44**	**442,97**
PRODUITS FINANCIERS				
Produits des participations et des prêts				
Produits des valeurs mobilières de placement				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Autres produits financiers				
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions financières et transferts de charges		9 396,09	10 591,43	-1 195,34
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)		**9 396,09**	**10 591,43**	**-1 195,34**
CHARGES FINANCIERES				
Charges d'intérêts		4 191,93	6 451,50	-2 259,57
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Autres charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions financières				
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)		**4 191,93**	**6 451,50**	**-2 259,57**
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)		**5 204,16**	**4 139,93**	**1 064,23**
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)		**186,69**	**-1 320,51**	**1 507,20**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Annexe	**C**

L’annexe est une pièce jointe au compte financier unique pour les collectivités ayant recours à la certification des comptes.

Pour les autres collectivités, cet état est SANS OBJET.

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
110	Report à nouveau (solde créditeur)		1 853,27	1 320,51				1 320,51	1 853,27		532,76
	Sous Total compte 11		**1 853,27**	**1 320,51**				**1 320,51**	**1 853,27**		**532,76**
12	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (Excédentaire ou	1 320,51			1 320,51			1 320,51	1 320,51		
	Sous Total compte 12	**1 320,51**			**1 320,51**			**1 320,51**	**1 320,51**		
1641	Emprunts en euros		319 997,82			86 106,66		86 106,66	319 997,82		233 891,16
	Sous Total compte 164		**319 997,82**			**86 106,66**		**86 106,66**	**319 997,82**		**233 891,16**
168751	GFP de rattachement		267 058,98			107 058,98		107 058,98	267 058,98		160 000,00
	Sous Total compte 16875		**267 058,98**			**107 058,98**		**107 058,98**	**267 058,98**		**160 000,00**
	Sous Total compte 1687		**267 058,98**			**107 058,98**		**107 058,98**	**267 058,98**		**160 000,00**
16884	Intérêts courus sur emprunts auprès des		985,91	985,91				985,91	985,91		
	Sous Total compte 1688		**985,91**	**985,91**				**985,91**	**985,91**		
	Sous Total compte 168		**268 044,89**	**985,91**		**107 058,98**		**108 044,89**	**268 044,89**		**160 000,00**
	Sous Total compte 16		**588 042,71**	**985,91**		**193 165,64**		**194 151,55**	**588 042,71**		**393 891,16**
	Total classe 1	**1 320,51**	**589 895,98**	**2 306,42**	**1 320,51**	**193 165,64**		**196 792,57**	**591 216,49**		**394 423,92**
3555	Terrains aménagés	480 977,52				27 837,88	301 738,85	508 815,40	301 738,85	207 076,55	
	Sous Total compte 355	**480 977,52**				**27 837,88**	**301 738,85**	**508 815,40**	**301 738,85**	**207 076,55**	
	Sous Total compte 35	**480 977,52**				**27 837,88**	**301 738,85**	**508 815,40**	**301 738,85**	**207 076,55**	
	Total classe 3	**480 977,52**				**27 837,88**	**301 738,85**	**508 815,40**	**301 738,85**	**207 076,55**	
4011	Fournisseurs			22 130,15	22 130,15			22 130,15	22 130,15		
	Sous Total compte 401			**22 130,15**	**22 130,15**			**22 130,15**	**22 130,15**		
	Sous Total compte 40			**22 130,15**	**22 130,15**			**22 130,15**	**22 130,15**		
44332	Recettes - Amiable			43 680,10	43 680,10			43 680,10	43 680,10		

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 4433			**43 680,10**	**43 680,10**			**43 680,10**	**43 680,10**		
44351	Dépenses			107 058,98	107 058,98			107 058,98	107 058,98		
	Sous Total compte 4435			**107 058,98**	**107 058,98**			**107 058,98**	**107 058,98**		
	Sous Total compte 443			**150 739,08**	**150 739,08**			**150 739,08**	**150 739,08**		
44551	T.V.A. à décaisser		1 389,00	1 389,00	40 082,00			1 389,00	41 471,00		40 082,00
	Sous Total compte 4455		**1 389,00**	**1 389,00**	**40 082,00**			**1 389,00**	**41 471,00**		**40 082,00**
44566	T.V.A. sur autres biens et services			3 688,36	3 688,36			3 688,36	3 688,36		
44567	Crédit de T.V.A. à reporter			4 396,00	4 396,00			4 396,00	4 396,00		
	Sous Total compte 4456			**8 084,36**	**8 084,36**			**8 084,36**	**8 084,36**		
44571	T.V.A. collectée			40 790,00	40 790,00			40 790,00	40 790,00		
	Sous Total compte 4457			**40 790,00**	**40 790,00**			**40 790,00**	**40 790,00**		
44583	Remboursement de taxes sur le chiffre d'			2 980,00	2 980,00			2 980,00	2 980,00		
	Sous Total compte 4458			**2 980,00**	**2 980,00**			**2 980,00**	**2 980,00**		
	Sous Total compte 445		**1 389,00**	**53 243,36**	**91 936,36**			**53 243,36**	**93 325,36**		**40 082,00**
447	Autres impôts, taxes et versements assim			4 218,00	4 218,00			4 218,00	4 218,00		
	Sous Total compte 44		**1 389,00**	**208 200,44**	**246 893,44**			**208 200,44**	**248 282,44**		**40 082,00**
4512	Compte de rattachement avec... (à subdiv	108 986,70		344 709,99	226 080,63			453 696,69	226 080,63	227 616,06	
	Sous Total compte 451	**108 986,70**		**344 709,99**	**226 080,63**			**453 696,69**	**226 080,63**	**227 616,06**	
	Sous Total compte 45	**108 986,70**		**344 709,99**	**226 080,63**			**453 696,69**	**226 080,63**	**227 616,06**	
4718	Autres recettes à régulariser			298 049,89	298 049,89			298 049,89	298 049,89		
	Sous Total compte 471			**298 049,89**	**298 049,89**			**298 049,89**	**298 049,89**		
47211	Remboursement d'annuités d'emprunt			91 284,50	91 284,50			91 284,50	91 284,50		

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 4721			**91 284,50**	**91 284,50**			**91 284,50**	**91 284,50**		
	Sous Total compte 472			**91 284,50**	**91 284,50**			**91 284,50**	**91 284,50**		
4784	Arrondis sur déclaration de TVA	0,25		0,47	0,72			0,72	0,72		
	Sous Total compte 478	**0,25**		**0,47**	**0,72**			**0,72**	**0,72**		
	Sous Total compte 47	**0,25**		**389 334,86**	**389 335,11**			**389 335,11**	**389 335,11**		
	Total classe 4	**108 986,95**	**1 389,00**	**964 375,44**	**884 439,33**			**1 073 362,39**	**885 828,33**	**227 616,06**	**40 082,00**
580	Opérations d'ordre budgétaires			338 972,82	338 972,82			338 972,82	338 972,82		
	Sous Total compte 58			**338 972,82**	**338 972,82**			**338 972,82**	**338 972,82**		
	Total classe 5			**338 972,82**	**338 972,82**			**338 972,82**	**338 972,82**		
605	Achats de matériel, équipements et trava					18 441,79		18 441,79		18 441,79	
608	Frais accessoires sur terrains en cours					9 396,09		9 396,09		9 396,09	
	Sous Total compte 60					**27 837,88**		**27 837,88**		**27 837,88**	
63512	Taxes foncières					4 218,00		4 218,00		4 218,00	
	Sous Total compte 6351					**4 218,00**		**4 218,00**		**4 218,00**	
	Sous Total compte 635					**4 218,00**		**4 218,00**		**4 218,00**	
	Sous Total compte 63					**4 218,00**		**4 218,00**		**4 218,00**	
65888	Autres					0,72		0,72		0,72	
	Sous Total compte 6588					**0,72**		**0,72**		**0,72**	
	Sous Total compte 658					**0,72**		**0,72**		**0,72**	
	Sous Total compte 65					**0,72**		**0,72**		**0,72**	
66111	Intérêts réglés à l'échéance					5 177,84		5 177,84		5 177,84	
66112	Intérêts - rattachement des ICNE						985,91		985,91		985,91

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 6611					**5 177,84**	**985,91**	**5 177,84**	**985,91**	**4 191,93**	
	Sous Total compte 661					**5 177,84**	**985,91**	**5 177,84**	**985,91**	**4 191,93**	
	Sous Total compte 66					**5 177,84**	**985,91**	**5 177,84**	**985,91**	**4 191,93**	
	Total classe 6					**37 234,44**	**985,91**	**37 234,44**	**985,91**	**37 234,44**	**985,91**
7015	Ventes de terrains aménagés						257 260,00		257 260,00		257 260,00
	Sous Total compte 701						**257 260,00**		**257 260,00**		**257 260,00**
	Sous Total compte 70						**257 260,00**		**257 260,00**		**257 260,00**
71355	Variation des stocks de terrains aménagé					301 738,85	27 837,88	301 738,85	27 837,88	273 900,97	
	Sous Total compte 7135					**301 738,85**	**27 837,88**	**301 738,85**	**27 837,88**	**273 900,97**	
	Sous Total compte 713					**301 738,85**	**27 837,88**	**301 738,85**	**27 837,88**	**273 900,97**	
	Sous Total compte 71					**301 738,85**	**27 837,88**	**301 738,85**	**27 837,88**	**273 900,97**	
757361	Collectivité de rattachement						43 680,10		43 680,10		43 680,10
	Sous Total compte 75736						**43 680,10**		**43 680,10**		**43 680,10**
	Sous Total compte 7573						**43 680,10**		**43 680,10**		**43 680,10**
	Sous Total compte 757						**43 680,10**		**43 680,10**		**43 680,10**
	Sous Total compte 75						**43 680,10**		**43 680,10**		**43 680,10**
796	Transferts de charges financières						9 396,09		9 396,09		9 396,09
	Sous Total compte 79						**9 396,09**		**9 396,09**		**9 396,09**
	Total classe 7					**301 738,85**	**338 174,07**	**301 738,85**	**338 174,07**	**273 900,97**	**310 336,19**
	Total général	**591 284,98**	**591 284,98**	**1 305 654,68**	**1 224 732,66**	**559 976,81**	**640 898,83**	**2 456 916,47**	**2 456 916,47**	**745 828,02**	**745 828,02**

État des Contrôles du Compte Financier

L'état des contrôles du compte financier ne fait pas apparaître d'anomalie sur le périmètre des contrôles effectués portant sur la cohérence des états patrimoniaux et la concordance de l'exécution budgétaire.

V – ARRETE ET SIGNATURES | V

ARRETE ET SIGNATURES | A

Date d'édition : 05/02/2026

Comptable(s)		Ayant exercé au cours de la gestion	
Mme Barbara JOUVE	du 01/01/2025	au 05/02/2026	

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

ZARAGOZA Anne (1018421905-0), Inspecteur des Finances Publiques **A DDFiP DES ALPES-DE-HAUTE-PRO..., le 25/02/2026**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

JOUVE Barbara (1006183473-0), Inspecteur divisionnaire FiP classe normale **A SISTERON, le 02/03/2026**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte a été voté le 13/02/2026 par l'organe délibérant.

TENOUX GERARD (gtenoux2-xt), Vice Président **A VALDOULE, le 04/03/2026**

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**86 106,66**	**107 058,98**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	86 106,66	107 058,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRESENTATION CROISEE , SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**193 165,64**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		193 165,64
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**7 733,72**	**19 118,72**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	Charges à caractère général	3 541,79	19 118,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	4 191,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**300 940,10**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	257 260,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	43 680,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**26 852,44**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		22 659,79
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,72
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		4 191,93
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**300 940,10**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		257 260,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		43 680,10
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

PRÉSENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES

A3

1 – BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	9 043 258,00	6 165 280,08	1 124 361,45	1 753 616,47
RECETTES	9 043 258,00	4 135 747,69	1 219 922,81	3 687 587,50
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	25 730 522,00	20 897 463,47	0,00	4 833 058,53
RECETTES	25 730 522,00	26 096 210,80	0,00	-365 688,80

(1) Y compris les rattachements.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget)

BUDGET BA OM 70001/ N°SIRET : 20006876500029

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	3 954 729,00	2 602 392,05	880 768,94	471 568,01
RECETTES	3 954 729,00	2 208 709,39	141 212,09	1 604 807,52
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	8 880 570,00	6 635 965,72	0,00	2 244 604,28
RECETTES	8 880 570,00	8 908 509,88	0,00	-27 939,88

BUDGET BA SPANC 80001/ N°SIRET : 20006876500037

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	4 907,00	1 682,92	0,00	3 224,08
RECETTES	4 907,00	4 524,96	0,00	382,04
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	83 504,00	81 978,21	0,00	1 525,79
RECETTES	83 504,00	83 448,17	0,00	55,83

BUDGET BA ZA ECO POLE LM 80101/ N°SIRET : 20006876500045

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	221 293,98	221 003,52	0,00	290,46
RECETTES	407 818,14	407 818,13	0,00	0,01
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	338 997,86	337 987,38	0,00	1 010,48
RECETTES	338 997,86	338 706,83	0,00	291,03

BUDGET BA ZA PARC ACTIVITE LE POET 80201/ N°SIRET : 20006876500086				
SECTION	**Prévisions**	**Réalisations – mandats ou titres (1)**	**Restes à réaliser au 31/12**	**Crédits sans emploi**
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	80 454,50	71 679,03	0,00	8 775,47
RECETTES	203 939,06	153 059,28	0,00	50 879,78
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	217 436,02	165 857,03	0,00	51 578,99
RECETTES	387 863,06	376 549,95	0,00	11 313,11

BUDGET BA ZA VAL DURANCE 80401/ N°SIRET : 20006876500078				
SECTION	**Prévisions**	**Réalisations – mandats ou titres (1)**	**Restes à réaliser au 31/12**	**Crédits sans emploi**
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	649 404,40	252 069,25	0,00	397 335,15
RECETTES	649 404,40	635 601,87	0,00	13 802,53
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	997 296,12	509 303,15	0,00	487 992,97
RECETTES	1 665 489,21	1 250 341,51	0,00	415 147,70

(1) Y compris les rattachements.

3 – PRESENTATION AGREGEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	13 954 046,88	9 314 106,85	2 005 130,39	2 634 809,64

COM COM SISTERONAIS BUECH - BA ZA ECO POLE LM 80101 - CFU - 2025

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
RECETTES	14 264 055,60	7 545 461,32	1 361 134,90	5 357 459,38
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	36 248 326,00	28 628 554,96	0,00	7 619 771,04
RECETTES	37 086 946,13	37 053 767,14	0,00	33 178,99

(1) Y compris les rattachements.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
PRÉSENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	A3

4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES (cf. liste des principales opérations en annexe de l'instruction budgétaire et comptable) (1)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative.

(2) Y compris les rattachements.

5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (après la neutralisation des flux réciproques) (1)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	13 954 046,88	9 314 106,85	2 005 130,39	2 634 809,64
RECETTES	14 264 055,60	7 545 461,32	1 361 134,90	5 357 459,38
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	36 248 326,00	28 628 554,96	0,00	7 619 771,04
RECETTES	37 086 946,13	37 053 767,14	0,00	33 178,99
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	**50 202 372,88**	**37 942 661,81**	**2 005 130,39**	**10 254 580,68**
TOTAL GENERAL DES RECETTES	**51 351 001,73**	**44 599 228,46**	**1 361 134,90**	**5 390 638,37**

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.

(2) Y compris les rattachements.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE — B1.1

DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article M. 4221-5 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE — B1.2

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**946 540,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					946 540,00									
A29151S6	Caisse d' Epargne Provence Alpes	15/01/2016	20/01/2016	20/04/2016	346 540,00	F		2,170	2,170		T	X Echéance constante		A-1
A29161CW	Caisse d' Epargne Provence Alpes	05/09/2016	12/09/2016	12/12/2016	400 000,00	F		1,530	1,530		T	X Echéance constante		A-1
A291812L	Caisse d' Epargne Provence Alpes	17/07/2018	12/09/2018	12/09/2018	200 000,00	F		1,720	1,778		S	X Echéance constante		A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour- sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour- sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1675 Dettes afférentes aux marchés de travaux et de partenariat (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)(9)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**946 540,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle, B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

IV – ANNEXES — IV

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE — B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**233 891,16**					**86 106,66**	**5 177,84**	**0,00**	**718,92**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		233 891,16					86 106,66	5 177,84	0,00	718,92
A29151S6		0,00	A-1	72 010,58	2,08	F		2,170	30 896,32	1 982,80	0,00	308,19
A29161CW		0,00	A-1	98 244,76	2,75	F		1,530	34 714,71	1 835,73	0,00	79,33
A291812L		0,00	A-1	63 635,82	2,75	F		1,778	20 495,63	1 359,31	0,00	331,40
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)(10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**233 891,16**					**86 106,66**	**5 177,84**	**0,00**	**718,92**

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX — B1.3

REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS — B1.4

TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure / Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	3	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	233 891,16	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE — B1.5

DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture								Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE — B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT — B1.6

REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1)

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinance-ment	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résidu-elle	Pério-dicité des rem-bour-se-ments (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)					**0,00**	**0,00**							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)					**0,00**	**0,00**								**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.

(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.

(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.

(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.

(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).

(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.

(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.

(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.

(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.

(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N — B1.7

EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N (1)

N° du contrat d'emprunt	Date de souscription du contrat initial	Date de renégociation	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/N	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
						Contrat initial			Contrat renégocié										
				Contrat initial	Contrat renégocié	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital
Total												0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Inscrire les emprunts renégociés au cours de l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).

(5) Nominal à la date de renégociation.

(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres.
- Pour la périodicité de remboursement, indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME — B1.8

DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 31/12/N	Annuité payée au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la collectivité.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.9

AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

LIBELLES	Montant initial de la dette	Dépenses de l'exercice	Dette restante

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : €		
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
		0	01/01/2000

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES — B3

PROVISIONS CONSTITUEES AU 31/12/N

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions de l'exercice (1) B	Montant des reprises de l'exercice C	Montant des provisions constituées au 31/12/N D = A + B - C
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions semi-budgétaires		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers		0,00	0,00	0,00	0,00

COM COM SISTERONAIS BUECH - BA ZA ECO POLE LM 80101 - CFU - 2025

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions de l'exercice (1) B	Montant des reprises de l'exercice C	Montant des provisions constituées au 31/12/N D = A + B - C
Total des provisions budgétaires		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL PROVISIONS		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	B4

ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(4) Indiquer le chapitre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES PRETS	B6

Prêts (compte 274)

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 31/12/N	Montant de l'annuité recouvré		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
Assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00	0,00	0,00
Non assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00		

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.1

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS DONNES

Article		Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
8015	**Emprunts garantis (1)**	0,00	0,00	0,00
8016	**Contrats de crédit-bail (2)**	0,00	0,00	0,00
8017	**Subvention à verser en annuité (3)**	0,00	0,00	0,00
8018	**Autres engagements donnés**			
	Marchés de partenariat (4)		0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics (3)	0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (3)	0,00	0,00	0,00
	Dans le cadre d'une délégation de service public (3)	0,00	0,00	0,00
	Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00

(1) A compléter depuis l'état des emprunts garantis.

(2) A compléter depuis l'état des contrats de crédit-bail.

(3) A compléter depuis l'état des autres engagements données.

(4) A compléter depuis l'état des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.2

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS RECUS (1)

Article		Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
8026	**Redevance de crédit-bail à recevoir (crédit-bail immobilier)**	0,00	0,00	0,00
8027	**Subvention à recevoir par annuité**	0,00	0,00	0,00
8028	**Autres engagements reçus**			
	Recette grevée d'affectation spéciale (2)		0,00	0,00
	Engagements reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00

(1) A remplir depuis l'état relatif aux autres engagements reçus.

(2) A remplir depuis l'état relatif aux recettes grevées d'affectation spéciale. Le montant de la créance en capital au 31/12/N correspond au reste à employer au 31/12/N, l'annuité reçue au cours de l'exercice correspond au solde entre les restes à employer au 01/01/N et les restes à employer au 31/12/N.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.3

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00											0,00	0,00
TOTAL GENERAL					0,00	0,00											0,00	0,00

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; B : bimestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.4

CALCUL DES RATIOS D'ENDETTEMENT RELATIFS AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio (1)	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	91 284,50
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A + B + C - D**	**91 284,50**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**300 940,10**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)	**I / II**	**30,33**

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-4 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.5

ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL RESTANT A COURIR (MOBILIER ET IMMOBILIER)

Type et nature du bien ayant fait l'objet du contrat	Exer- cice d'ori- gine du con- trat	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat (en mois)	Montant de la redevance de l'exercice	Montant de la redevance sur la totalité du contrat	Montant des redevances restant à courir					
						N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant (exercice N+5 et suivants)	Total (1)
Crédits-bails mobiliers					0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits-bails immobiliers				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + cumul restant.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.6

ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT

Libellé du contrat	Année de signature du marché	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le marché	Durée du marché (en mois)	Date fin de marché	Date mise en service équipement	Montant total prévu au titre du marché (TTC)	Annuité versée sur l'exercice	Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (3)				
									Part investissement		Part fonctionnement II	Part financement III	TOTAL I + II + III
									Part totale (4)	Dont part nette (5) I			
Marchés de partenariat (1)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchés globaux de performance énergétiques avec tiers de financement (2)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Article L. 1112-1 du Code de la commande publique

(2) Article 1er de la loi n° 2023-222 du 30 mars 2023

(3) Montant de la rémunération restant à verser au 31/12/N

(4) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 31/12/N

(5) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.7

ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale

Libellé (1)	Restes à employer au 01/01/N	Montant recettes	Montant dépenses	Restes à employer au 31/12/N
Total	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Par exemple, taxe d'aménagement, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles la collectivité souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.

(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.

(3) Reste à employer au 31/12/N = reste à employer au 01/01/N + total recettes de l'exercice – total dépenses de l'exercice.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.8

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des délégations de service public					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital au 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.9

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)					0,00	0,00	0,00
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B –ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS	B8

LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
TOTAL GENERAL	0,00	
Personnes de droit privé	0,00	
Associations	0,00	
Entreprises	0,00	
Personnes physiques	0,00	
Autres	0,00	
Personnes de droit public	0,00	
Etat	0,00	
Régions	0,00	
Départements	0,00	
Communes	0,00	
Etablissements publics (EPCI, EPA, EPIC,...)	0,00	
Autres	0,00	

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	B9

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE TECHNIQUE (c)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	B9

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1).
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3) (4)				
Détention d'une part du capital				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée…).

(4) Les délégations pour lesquels un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements donnés.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION DE FONCTIONNEMENT	B11.1

B11.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	**Libellé (1)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**
012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**0,00**
016	**APA**	**0,00**
017	**RSA / Régularisations de RMI**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	Charges financières	**0,00**
67	**Charges spécifiques**	**0,00**
68	**Dotations aux provisions, dépréciations**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
Total des dépenses réelles		0,00
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION D'INVESTISSEMENT	B11.2

B11.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	**Libellé (1)**	**Montant**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
018	RSA	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		0,00
040	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**106 079,28**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**106 079,28**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**106 079,28**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**106 079,28**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Crédits ouverts/reportés (2)	Réalisations (3)	Restes à réaliser au 31/12/N (4)	Total
		(a)	(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(1)	**193 165,98**	**193 165,64**	**0,00**	**193 165,64**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(1)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde des opérations de l'exercice (Solde III = E - D)	**-193 165,98**	**-193 165,64**	**0,00**	**-193 165,64**
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**106 079,28**			**106 079,28**
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	**0,00**	**0,00**		**0,00**
Solde des opérations liées à l'exercice N-1 (Solde IV = A + C)	**106 079,28**			**106 079,28**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde V = Solde III + Solde IV) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte				**-87 086,36**

(1) BP+BS+DM + RAR N-1.Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Mandats et titres émis

(4) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES — C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**193 165,98**	I	**193 165,64**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**193 165,98**		**193 165,64**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	86 107,00		86 106,66
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00		0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	107 058,98		107 058,98
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**		**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*		*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES — C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**0,00**	**III** **0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (2)	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**0,00**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
29…	*Dépréciations des immobilisations*		
31…	*Matières premières (et fournitures) (4)*		
33…	*En-cours de production de biens (4)*		
35…	*Stocks de produits (4)*		
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*		
59…	*Dépréciation des comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – AUTORISATIONS DE PROGRAMME — C2.1

SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION DE PROGRAMME *		Chapitre (s)	Stocks AP votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AP affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
Numéro	Libellé									
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

* Le détail par programme n'est à renseigner qu'à compter des AP votées en 2005.

(1) Il s'agit des AP affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AP votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(6) Il s'agit des AP non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

	N-3	N-2	N-1	N
Ratio de couverture des AP affectées (6) / (5)	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT — C2.2

SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION D'ENGAGEMENT *		Chapitre (s)	Stocks AE votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AE votées dans l'année	AE affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AE affectées dans l'année (2)	AE affectées annulées (3)	Stock d'AE affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AE affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
Numéro	Libellé									
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

* Le détail par engagement n'est à renseigner qu'à compter des AE votées en 2005.

(1) Il s'agit des AE affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AE votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(6) Il s'agit des AE non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

	N-3	N-2	N-1	N
Ratio de couverture des AE affectées (6) / (5)	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR NATURE	C3.1

Présentation agrégée par nature

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :
Axe 1° atténuation du changement climatique ;
Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;
Axe 3° gestion des ressources en eau ;
Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;
Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;
Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».
La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR FONCTION	C3.2

Présentation agrégée par fonction

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sport et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisation des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :

Axe 1° atténuation du changement climatique ;

Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;

Axe 3° gestion des ressources en eau ;

Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;

Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;

Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.

La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».

La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	D1

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – GESTION DES FONDS EUROPEENS	D2

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N	D3

ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N

ELUS BENEFICIAIRES DES ACTIONS DE FORMATION	NOM DE L'ORGANISME DE FORMATION	COÛT DE LA FORMATION	DATE ET LIEU DE LA FORMATION	ACTIONS DE FORMATION FINANCEES PAR LA COLLECTIVITE OU L'ETABLISSEMENT

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT RELATIF AUX RESSOURCES ET DEPENSES DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES JEUNES – Annexe à l'article D. 4312-7 — D4

Evolution des dépenses associées à la formation professionnelle des jeunes

	APPRENTISSAGE			ENS PRO ss statut scolaire			FORMATIONS CONTINUES en alternance			TOTAL		
	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%
Montant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Etat des ressources de l'apprentissage

RESSOURCES	MONTANT		
	Année n	Année n-1	%
1ère section FNDMA	0,00	0,00	0,00
2ème section FNDMA	0,00	0,00	0,00
Dotations décentralisation (1)	0,00	0,00	0,00
Dotation indemnité comp. forfaitaire	0,00	0,00	0,00
Contribution additionnelle (2)	0,00	0,00	0,00
FSE	0,00	0,00	0,00
FEDER	0,00	0,00	0,00
FEOGA	0,00	0,00	0,00
Reversement excédent de ressources CFA (3)	0,00	0,00	0,00
Autres ressources	0,00	0,00	0,00
Total ressources externes	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Effort propre de la collectivité	0,00	0,00	0,00
Total ressources	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Dotations au titre des lois du 7 janvier 1983 et du 23 juillet 1987.
(2) Article 37 de la loi de finances initiale pour 2005.
(3) Article R. 116-17 du code du travail.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – IDENTIFICATION DES FLUX CROISES (1)	D5

1 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET LES COMMUNES (cf. la liste des opérations en annexe de l'instruction budgétaire et comptable)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Solde Prévisions / réalisations
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00

2 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET DES COMMUNES (après neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Solde Prévisions / réalisations
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Cet état doit être rempli uniquement par les groupements à fiscalité propre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION – ÉTATS DE RÉPARTITION DE LA TEOM – INVESTISSEMENT	D6.1

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Acquisitions d'immobilisations		**0,00**
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		**0,00**
Autres dépenses éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
Total des dépenses réelles		**0,00**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Souscription d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Dotations et subventions reçues		**0,00**
Autres recettes éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
Total des recettes réelles		**0,00**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Compléter par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » dans la mesure où il faut établir un état par

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION – ÉTATS DE RÉPARTITION DE LA TEOM - FONCTIONNEMENT	D6.2

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		0,00
042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Recettes issues de la TEOM		0,00
Dotations et participations reçues		0,00
Autres recettes de fonctionnement éventuelles		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Total des recettes réelles		**0,00**
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Compléter par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » dans la mesure où il faut établir un état par service.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
ELEMENTS DU BILAN **ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION DE FONCTIONNEMENT**	**D7.1**

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
ELEMENTS DU BILAN **ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT**	**D7.2**

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SUIVI DES OPERATIONS AU TITRE DU NPNRU	D8.1

ETAT DE SYNTHESE PAR CONVENTION

NOMENCLATURE :

14-Etudes et conduite de projet
15-Relogement des ménages avec minoration de loyer
21-Démolition de logements locatifs sociaux
22-Recyclage de copropriétés dégradées
23-Recyclage de l'habitat ancien dégradé
24-Aménagement d'ensemble
31-Reconstitution de l'offre de logements locatifs sociaux
32-Production d'une offre de relogement temporaire
33-Requalification de logements locatifs sociaux
34-Résidentialisation de logements
35-Actions de portage massif en copropriétés dégradées
36-Accession à la propriété
37-Equipement public de proximité
38-Immobilier à vocation économique
39-Autres investissements
41-Quartiers Fertiles-Opérations d'ingénierie et dépenses de personnel
42-Quartiers Fertiles-Opérations d'investissement

(1) Ensemble des AP et AE ouverts sur l'opération, tous exercices confondus
(2) Ensemble des AP et AE engagés sur l'opération, sur l'exercice courant
(3) Ensemble des crédits décaissés ou encaissés pour l'opération, tous exercices cumulés
(4) Ensemble des crédits décaissés ou encaissés sur l'exercice budgétaire N pour la mise en œuvre de l'opération

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SUIVI DES OPERATIONS AU TITRE DU NPNRU	D8.2

Cet état ne contient pas d'information.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ZA PARC ACTIVITES DU POET-CCSB

RELATIF AU BUDGET PRINCIPAL DE CC DU SISTERONAIS-BUECH

Numéro SIRET : 20006876500086

POSTE COMPTABLE : 004024 SGC SISTERON

Compte financier unique (M57)

Voté par Nature
BUDGET ANNEXE

ANNEE 2025

Sommaire

Le Compte Financier Unique

Arrêté et signatures
ECCF

		Origine des données	Page
	I. Informations générales et synthétiques		
A	Informations statistiques, fiscales et financières	Ordonnateur	5
B1	Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble	Ordonnateur	6
B2	Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés	Comptable	7
B3.1	Liste des organismes de regroupement	Ordonnateur	8
B3.2	Liste des établissements publics créés	Ordonnateur	9
B3.3	Liste des services individualisés dans un budget annexe	Ordonnateur	10
C1	Détail des restes à réaliser - Dépenses	Ordonnateur	11
C2	Détail des restes à réaliser - Recettes	Ordonnateur	12
D	Bilan synthétique	Comptable	13
E	Compte de résultat synthétique	Comptable	14
F	Taux des contributions et produits afférents en N	Ordonnateur	16
	II. Exécution budgétaire		
A	Modalités de vote du budget	Ordonnateur	17
	Vue d'ensemble		
A1.1	Dépenses d'investissement	Ordonnateur	18
A1.2	Recettes d'investissement	Ordonnateur	19
A2.1	Dépenses de fonctionnement	Ordonnateur	20
A2.2	Recettes de fonctionnement	Ordonnateur	22
	Vue détaillée		
B1	Dépenses d'investissement	Comptable	23
B2	Recettes d'investissement	Comptable	25
C1	Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	Ordonnateur	27
D1	Dépenses de fonctionnement	Comptable	28
D2	Recettes de fonctionnement	Comptable	30
	III. États financiers		
A	Bilan	Comptable	32
B	Compte de résultat	Comptable	36
C	Annexe (uniquement pour les collectivités certifiables)	Ordonnateur / Comptable - Pièce jointe	38
D	Balance des comptes	Comptable	39
	IV. États annexés		

		Origine des données	Page
	A. Présentation croisée et agrégée		
A1	Présentation croisée, section d’investissement – vue d’ensemble	Ordonnateur	
A2	Présentation croisée, section de fonctionnement – vue d’ensemble	Ordonnateur	
A3	Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	Ordonnateur	
	B. États annexés patrimoniaux		
B1.1	État de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Ordonnateur	
B1.2	État de la dette - Répartition par nature de dette	Ordonnateur	
B1.3	État de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	Ordonnateur	
B1.4	État de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Ordonnateur	
B1.5	État de la dette - Détail des opérations de couverture	Ordonnateur	
B1.6	État de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	Ordonnateur	
B1.7	État de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	Ordonnateur	
B1.8	État de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Ordonnateur	
B1.9	État de la dette - Autres dettes	Ordonnateur	
B2	Méthodes utilisées pour les amortissements	Ordonnateur	
B3	État des provisions	Ordonnateur	
B4	État des charges transférées	Ordonnateur	
B5	Détail des opérations pour le compte de tiers	Ordonnateur	
B6	Prêts	Ordonnateur	
B7.1	État synthétique des engagements donnés	Ordonnateur	
B7.2	État synthétique des engagements reçus	Ordonnateur	
B7.3	État des emprunts garantis	Ordonnateur	
B7.4	Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Ordonnateur	
B7.5	État des contrats de crédit-bail	Ordonnateur	
B7.6	État des marchés de partenariat	Ordonnateur	
B7.7	État des recettes grevées d’une affectation spéciale	Ordonnateur	
B7.8	Autres engagements donnés	Ordonnateur	
B7.9	Autres engagements reçus	Ordonnateur	
B8	Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions	Ordonnateur	
B9	État du personnel	Ordonnateur	

		Origine des données	Page
B10	Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Ordonnateur	
B11.1	État de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement	Ordonnateur	
B11.2	État de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement	Ordonnateur	
	C. États annexés budgétaires		
C1.1	Équilibre budgétaire	Ordonnateur	
C1.2	Équilibre budgétaire - dépenses	Ordonnateur	
C1.3	Équilibre budgétaire - recettes	Ordonnateur	
C2.1	Situation des autorisations de programme	Ordonnateur	
C2.2	Situation des autorisations d'engagement	Ordonnateur	
C3.1	Impact du budget pour la transition écologique – répartition par nature	Ordonnateur	
C3.2	Impact du budget pour la transition écologique – répartition par fonction	Ordonnateur	
	D. Autres éléments d'information		
D1	Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Ordonnateur	
D2	Gestion des fonds européens	Ordonnateur	
D3	Actions de formation des élus	Ordonnateur	
D4	État relatif aux ressources et dépenses de la formation professionnelle des jeunes	Ordonnateur	
D5	Identification des flux croisés	Ordonnateur	
D6.1	États de la répartition de la TEOM – investissement	Ordonnateur	
D6.2	États de la répartition de la TEOM – fonctionnement	Ordonnateur	
D7.1	États des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement	Ordonnateur	
D7.2	États des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement	Ordonnateur	
D8.1	Suivi des opérations au titre du NPNRU – État de synthèse	Ordonnateur	
D8.2	Suivi des opérations au titre du NPNRU – Détail	Ordonnateur	
	V. Arrêté et signatures		
A	Arrêté et signatures	Ordonnateur / Comptable	44

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES — I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	25 912

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	0,00

	Ratios de niveau	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	0,74
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	10,28
3	Dépenses d'équipement brut / population	0,00
4	Encours de dette / population (2)(3)	0,00
5	DGF / population	0,00
	Ratios de structure et d'analyse financière	**Valeurs**
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement	0,00 %
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	29,95 %
8	Taux d'épargne brute (Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement) (2) (4)	92,82 %
9	Taux d'épargne nette ((Epargne brute – remboursement annuel de la dette en capital) / recettes réelles de fonctionnement)	70,05 %
10	Ratio d'endettement (Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement) (2) (3) (4)	0,00 %
11	Capacité de désendettement (encours de dette / épargne brute) (2) (3) (4)	0,00

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 31 décembre N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts.

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES — I

PRESENTATION GENERALE DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE — B1

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N

			Investissement	Fonctionnement	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	194 144,02	292 134,37	486 278,39
	Recettes réalisées (1)	B	143 264,24	280 821,26	424 085,50
	Restes à réaliser	C	0,00	0,00	0,00
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	80 454,50	217 436,02	297 890,52
	Dépenses réalisées (1)	E	71 679,03	165 857,03	237 536,06
	Restes à réaliser	F	0,00	0,00	0,00
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B – E	71 585,21	114 964,23	186 549,44
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	9 795,04	95 728,69	105 523,73
Solde (investissement) ou résultat de clôture (fonctionnement)	Excédent /déficit	G + H	81 380,25	210 692,92	292 073,17
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C - F	0,00	0,00	0,00
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	81 380,25	210 692,92	292 073,17

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés — B2

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Part affectée à l'investissement : exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
I - Budget principal					
Investissement					
Fonctionnement					
TOTAL I					
II - Budgets des services à caractère administratif					
ZA PARC ACTIVITES DU POET-CCSB					
Investissement	9 795,04		71 585,21		81 380,25
Fonctionnement	95 728,69		114 964,23		210 692,92
Sous-Total	105 523,73		186 549,44		292 073,17
TOTAL II	**105 523,73**		**186 549,44**		**292 073,17**
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
TOTAL III					
TOTAL I + II + III	**105 523,73**		**186 549,44**		**292 073,17**

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES

LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHÈRE LA COLLÉCTIVITE

I

B3.1

Désignation des organismes	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
EPCI			
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS CRÉÉS	B3.2

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISÉS DANS UN BUDGET ANNEXE	B3.3

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR DEPENSES	C1

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	0,00
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR RECETTES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(II) 0,00
018	RSA	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(V) 0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
731	Fiscalité locale	0,00
74	Dotations et participations (4)	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	0,00
013	Atténuations de charges (4)	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Bilan synthétique (en milliers d'euros)	D

ACTIF NET (1)	Total	FONDS PROPRES ET PASSIF	Total
ACTIF IMMOBILISÉ		**FONDS PROPRES**	
Immobilisations incorporelles (nettes)		Apports et subventions d'investissement	
Subventions d'investissement versées		Neutralisations et régularisations	
Autres immobilisations incorporelles		Réserves	
Immobilisations corporelles (nettes)		Report à nouveau	95,73
Terrains		Résultat de l'exercice	114,96
Constructions		Droits du concédant, de l'affermant, de l'affectant et du remettant	
Réseaux et installations de voirie		**TOTAL FONDS PROPRES (I)**	**210,69**
Réseaux divers		**PASSIF**	
Installations techniques, agencements et matériel		**TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)**	
Immobilisations mises en concessions ou affermées		**DETTES FINANCIÈRES**	
Autres		Emprunts obligataires	
Immobilisations corporelles en cours		Emprunts souscrits auprès des établissements de crédit	
Droits de retour relatifs aux biens mis à disposition ou affectés		Dettes financières et autres emprunts	733,04
Immobilisations financières (nettes)		**TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)**	**733,04**
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)		**DETTES NON FINANCIÈRES**	
ACTIF CIRCULANT		Dettes fournisseurs et comptes rattachés	
Stocks	651,66	Autres dettes non financières	13,03
Créances	305,11	Produits constatés d'avance	
Charges constatées d'avance		**TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)**	**13,03**
Trésorerie		**TOTAL TRÉSORERIE (4)**	
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	**956,77**	**TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)**	**746,08**
Comptes de régularisation (III)		Comptes de régularisation (III)	
Écarts de conversion actif (IV)		Écarts de conversion passif (IV)	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**956,77**	**TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)**	**956,77**

[1] Déduction faite des amortissements et des dépréciations

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	E

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)		
Dotations de l'état		
Participations	2,34	2,35
Compensations, autres attributions et autres participations	5,70	
Dons et legs		
Impôts et taxes		
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE		
Ventes de biens ou prestations de services	258,23	48,58
Produits des cessions d'actifs		
Autres produits de gestion	0,06	
Production stockée et immobilisée	-132,25	0,89
AUTRES PRODUITS		
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges		
Reprises du financement rattaché à un actif		
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions		
Neutralisation des moins-values de cession		
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT(I)	**134,08**	**51,82**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Achats et charges externes	19,11	41,84
Charges de personnel		
Indemnités des élus (et membres du CESR)		
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)		
Impôts et taxes	3,48	3,61
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions		
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés		
Neutralisation des dépréciations et provisions		
Neutralisation des plus-values de cession		
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)	**22,59**	**45,45**

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	**E**

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
CHARGES D'INTERVENTION		
Dispositifs d'intervention pour compte propre Autres charges		
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)		
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)	**111,48**	**6,37**
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)	**3,48**	**3,61**
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)		
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)	**3,48**	**3,61**
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)	**114,96**	**9,98**

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

TAUX DES CONTRIBUTIONS ET PRODUITS AFFERENTS EN N — F

Libellés		Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit N	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources					
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources					
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources					
TFPB		0,00	0,00	0,00	0,00
TFPNB		0,00	0,00	0,00	0,00
CFE		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL				**0,00**	**0,00**

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

I – L'assemblée délibérante a voté le budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II –En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement, et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :

- Fonctionnement : 7.50%
- Investissement : 7.50%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(3) Au maximum dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du ...

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

DEPENSES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (mandats émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	60 667,50	60 667,50	100,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**60 667,50**	**60 667,50**	**100,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**60 667,50**	**60 667,50**	**100,00**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*19 787,00*	*11 011,53*	*55,65*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (5)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre en investissement		**19 787,00**	**11 011,53**	**55,65**	**0,00**
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**80 454,50**	**71 679,03**	**89,09**	**0,00**
001 Solde d'exécution négatif reporté		**0,00**			
Total des dépenses de la section d'investissement		**80 454,50**	**71 679,03**		**0,00**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Voir l'état II-C1.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) *DI 041 = RI 041*

(6) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324.

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (titres émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées(8)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00			
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement (3)*	*0,00*			
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*194 144,02*	*143 264,24*	*73,79*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre en investissement		**194 144,02**	**143 264,24**	**73,79**	**0,00**
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**194 144,02**	**143 264,24**	**73,79**	**0,00**
001 Solde d'exécution positif reporté		**9 795,04**			
Total des recettes de la section d'investissement		**203 939,06**	**143 264,24**		**0,00**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation).

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) *DI 041 = RI 041*

(8) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324

II – EXECUTION BUDGETAIRE

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

II

A2.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
011	Charges à caractère général (3)	19 787,00	19 110,79	0,00	19 110,79	96,58	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	5,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**19 792,00**	**19 110,79**	**0,00**	**19 110,79**	**96,56**	**0,00**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles et mixtes		**19 792,00**	**19 110,79**	**0,00**	**19 110,79**	**96,56**	**0,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*					
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*194 144,02*	*143 264,24*	*0,00*	*143 264,24*	*73,79*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*3 500,00*	*3 482,00*	*0,00*	*3 482,00*	*99,49*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement (3)		**197 644,02**	**146 746,24**	**0,00**	**146 746,24**	**74,25**	**0,00**
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**217 436,02**	**165 857,03**	**0,00**	**165 857,03**	**76,28**	**0,00**
002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		**0,00**					
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**217 436,02**	**165 857,03**	**0,00**	**165 857,03**		**0,00**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) DF 042 = RI 040 ; DF 043 = RF 043

II – EXECUTION BUDGETAIRE

RECETTES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

II

A2.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (1)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	258 228,00	258 228,00	0,00	258 228,00	100,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	10 497,37	8 041,50	0,00	8 041,50	76,60	0,00
75	Autres produits de gestion courante	122,00	58,23	0,00	58,23	47,73	0,00
Total des recettes de gestion des services		**268 847,37**	**266 327,73**	**0,00**	**266 327,73**	**99,06**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles et mixtes		**268 847,37**	**266 327,73**	**0,00**	**266 327,73**	**99,06**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*19 787,00*	*11 011,53*	*0,00*	*11 011,53*	*55,65*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*3 500,00*	*3 482,00*	*0,00*	*3 482,00*	*99,49*	*0,00*
Total des recettes d'ordre (3)		**23 287,00**	**14 493,53**	**0,00**	**14 493,53**	**62,24**	**0,00**
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**292 134,37**	**280 821,26**	**0,00**	**280 821,26**	**96,13**	**0,00**
002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		**95 728,69**					
Total des recettes de la section de fonctionnement		**387 863,06**	**280 821,26**	**0,00**	**280 821,26**		**0,00**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) *RF 042 = DI 040*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA					
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)					
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées					
total chapitre 21	Immobilisations corporelles					
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation					
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)					
Total des dépenses d'équipement						
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves					
total chapitre 13	Subventions d'investissement					
168751	GFP de rattachement		44 180,00		44 180,00	
168758	Autres groupements		16 487,50		16 487,50	
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	60 667,50	60 667,50		60 667,50	
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)					
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations					
total chapitre 27	Autres immobilisations financières					
Total des dépenses financières		**60 667,50**	**60 667,50**		**60 667,50**	
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers					
Total des dépenses réelles d'investissement		**60 667,50**	**60 667,50**		**60 667,50**	
3555	*Terrains aménagés*		*11 011,53*		*11 011,53*	
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*19 787,00*	*11 011,53*		*11 011,53*	*8 775,47*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*					
Total des dépenses d'ordre en investissement		***19 787,00***	***11 011,53***		***11 011,53***	***8 775,47***

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**80 454,50**	**71 679,03**		**71 679,03**	**8 775,47**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté						
Total des dépenses de la section d'investissement		**80 454,50**	**71 679,03**		**71 679,03**	**8 775,47**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA					
total chapitre 13	Subventions d'investissement					
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées					
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)					
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées					
total chapitre 21	Immobilisations corporelles					
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation					
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)					
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves					
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)					
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations					
total chapitre 27	Autres immobilisations financières					
total chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations					
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers					
Total des recettes réelles d'investissement						
total chapitre 021	*Virement de la section de fonctionnement*					
3555	*Terrains aménagés*		*143 264,24*		*143 264,24*	
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*194 144,02*	*143 264,24*		*143 264,24*	*50 879,78*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*					
Total des recettes d'ordre en investissement		***194 144,02***	***143 264,24***		***143 264,24***	***50 879,78***
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**194 144,02**	**143 264,24**		**143 264,24**	**50 879,78**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**9 795,04**				

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des recettes de la section d'investissement		**203 939,06**	**143 264,24**		**143 264,24**	**60 674,82**

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

Cet état ne contient pas d'information.

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	**D1**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
605	Achats de matériel, équipements et travaux		8 341,79		8 341,79	
608	Frais accessoires sur terrains en cours d'aménagement		7 287,00		7 287,00	
63512	Taxes foncières		3 482,00		3 482,00	
total chapitre 011	Charges à caractère général	19 787,00	19 110,79		19 110,79	676,21
total chapitre 012	Charges de personnel et frais assimilés					
total chapitre 014	Atténuations de produits					
total chapitre 016	APA					
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI					
total chapitre 65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	5,00				5,00
total chapitre 6586	Frais de fonctionnement des groupes d'élus (1)					
Total des dépenses de gestion des services		**19 792,00**	**19 110,79**		**19 110,79**	**681,21**
total chapitre 66	Charges financières					
total chapitre 67	Charges spécifiques					
total chapitre 68	Dotations aux provisions					
Total des dépenses réelles et mixtes		**19 792,00**	**19 110,79**		**19 110,79**	**681,21**
total chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*					
71355	*Variation des stocks de terrains aménagés*		*143 264,24*		*143 264,24*	
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*194 144,02*	*143 264,24*		*143 264,24*	*50 879,78*
608	*Frais accessoires sur terrains en cours d'aménagement*		*3 482,00*		*3 482,00*	
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*	*3 500,00*	*3 482,00*		*3 482,00*	*18,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***197 644,02***	***146 746,24***		***146 746,24***	***50 897,78***
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**217 436,02**	**165 857,03**		**165 857,03**	**51 578,99**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
002 Résultat de fonctionnement reporté						
Total des dépenses de la section de fonctionnement		217 436,02	165 857,03		165 857,03	51 578,99

(1) Collectivités de plus de 100 000 habitants

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 013	Atténuations de charges					
total chapitre 016	APA					
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI					
7015	Ventes de terrains aménagés		258 228,00		258 228,00	
total chapitre 70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	258 228,00	258 228,00		258 228,00	
total chapitre 73	Impôts et taxes (sauf 731)					
total chapitre 731	Fiscalité locale					
7473	Départements		2 339,34		2 339,34	
748371	Dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR)		5 702,16		5 702,16	
total chapitre 74	Dotations et participations	10 497,37	8 041,50		8 041,50	2 455,87
75888	Autres		58,23		58,23	
total chapitre 75	Autres produits de gestion courante	122,00	58,23		58,23	63,77
Total des recettes de gestion des services		**268 847,37**	**266 327,73**		**266 327,73**	**2 519,64**
total chapitre 76	Produits financiers					
total chapitre 77	Produits spécifiques					
total chapitre 78	Reprises sur provisions					
Total des recettes réelles et mixtes		**268 847,37**	**266 327,73**		**266 327,73**	**2 519,64**
71355	*Variation des stocks de terrains aménagés*		*11 011,53*		*11 011,53*	
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*19 787,00*	*11 011,53*		*11 011,53*	*8 775,47*
796	*Transferts de charges financières*		*3 482,00*		*3 482,00*	
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*	*3 500,00*	*3 482,00*		*3 482,00*	*18,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***23 287,00***	***14 493,53***		***14 493,53***	***8 793,47***
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**292 134,37**	**280 821,26**		**280 821,26**	**11 313,11**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
002 Résultat de fonctionnement reporté		95 728,69				
Total des recettes de la section de fonctionnement		387 863,06	280 821,26		280 821,26	107 041,80

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ					
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Subventions d'investissement versées					
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en cours					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Terrains					
Constructions					
Réseaux et installations de voirie					
Réseaux divers					
Installations techniques, agencements et matériel					
Immobilisations mises en concessions ou affermées					
Autres					
Immobilisations corporelles en cours					
DROITS DE RETOUR RELATIFS AUX BIENS MIS A DISPOSITION OU AFFECTÉS					
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES					
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)					
ACTIF CIRCULANT					
STOCKS		651 662,75		651 662,75	783 915,46
CRÉANCES					
Créances sur des entités publiques, des organismes internationaux et la Commission européenne					
Créances sur les redevables et comptes rattachés					
Avances et acomptes versés par la collectivité					
Créances correspondant à des opérations pour compte de tiers					
Créances sur budgets annexes		305 105,17		305 105,17	109 135,83
Créances sur les autres débiteurs					
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE					

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRÉSORERIE) (II)		**956 767,92**		**956 767,92**	**893 051,29**
TRÉSORERIE					
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT					
DISPONIBILITÉS					
AUTRES					
TOTAL TRÉSORERIE (III)					
COMPTES DE REGULARISATION (dont primes de remboursement des obligations) (IV)					
ÉCARTS DE CONVERSION ACTIF (V)					
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)		**956 767,92**		**956 767,92**	**893 051,29**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES			
APPORTS NON RATTACHÉS A UN ACTIF DÉTERMINÉ			
Dotations			
Fonds globalisés			
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT			
Rattachées à un actif amortissable			
Rattachées à un actif non amortissable			
NEUTRALISATIONS ET RÉGULARISATIONS			
RÉSERVES			
REPORT A NOUVEAU		95 728,69	85 749,97
RÉSULTAT DE L'EXERCICE		114 964,23	9 978,72
DROITS DU CONCÉDANT ET DE L'AFFERMANT			
DROITS DE L'AFFECTANT ET DU REMETTANT			
TOTAL FONDS PROPRES (I)		**210 692,92**	**95 728,69**
PASSIF			
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			
PROVISIONS POUR RISQUES			
PROVISIONS POUR CHARGES			
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)			
DETTES FINANCIÈRES			
EMPRUNTS OBLIGATAIRES			
EMPRUNTS SOUSCRITS AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT			
DETTES FINANCIÈRES ET AUTRES EMPRUNTS		733 043,00	793 710,50
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)		**733 043,00**	**793 710,50**
DETTES NON FINANCIÈRES			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			
Dettes fiscales et sociales		13 032,00	3 612,00
Avances et acomptes reçus			
Dettes correspondant à des opérations pour compte de tiers			

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
Fonds gérés par la collectivité			
Dettes sur budgets annexes			
Autres dettes non financières			
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE			
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)		**13 032,00**	**3 612,00**
TRÉSORERIE			
AUTRES ÉLÉMENTS DE TRÉSORERIE PASSIVE			
TOTAL TRÉSORERIE (4)			
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)		**746 075,00**	**797 322,50**
COMPTES DE RÉGULARISATION (III)			0,10
ÉCARTS DE CONVERSION PASSIF (IV)			
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV)		**956 767,92**	**893 051,29**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT				
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)				
Dotations de l'état				
Participations		2 339,34	2 354,55	-15,21
Compensations, autres attributions et autres participations		5 702,16		5 702,16
Dons et legs				
Impôts et taxes				
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE				
Ventes de biens ou prestations de services		258 228,00	48 580,00	209 648,00
Produits des cessions d'actifs				
Autres produits de gestion		58,23		58,23
Production stockée et immobilisée		-132 252,71	888,21	-133 140,92
AUTRES PRODUITS				
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges				
Reprises du financement rattaché à un actif				
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions				
Neutralisation des moins-values de cession				
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT (I)		**134 075,02**	**51 822,76**	**82 252,26**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Achats et charges externes		19 110,79	41 844,04	-22 733,25
Charges de personnel				
Dont salaires, traitements et rémunérations diverses				
Dont charges sociales				
Indemnités des élus (et membres du CESR)				
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)				
Impôts et taxes		3 482,00	3 610,00	-128,00
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions				
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés				
Neutralisation des dépréciations et provisions				

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
Neutralisation des plus-values de cession				
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)		**22 592,79**	**45 454,04**	**-22 861,25**
CHARGES D'INTERVENTION				
Dispositifs d'intervention pour compte propre				
Dont ménages				
Dont personnes morales de droit privé				
Dont collectivités territoriales				
Dont autres organismes publics				
Dont établissements d'enseignement				
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de la collectivité				
Autres charges				
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)				
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)		**111 482,23**	**6 368,72**	**105 113,51**
PRODUITS FINANCIERS				
Produits des participations et des prêts				
Produits des valeurs mobilières de placement				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Autres produits financiers				
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions financières et transferts de charges		3 482,00	3 610,00	-128,00
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)		**3 482,00**	**3 610,00**	**-128,00**
CHARGES FINANCIERES				
Charges d'intérêts				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Autres charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions financières				
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)				
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)		**3 482,00**	**3 610,00**	**-128,00**
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)		**114 964,23**	**9 978,72**	**104 985,51**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Annexe	**C**

L’annexe est une pièce jointe au compte financier unique pour les collectivités ayant recours à la certification des comptes.

Pour les autres collectivités, cet état est SANS OBJET.

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
110	Report à nouveau (solde créditeur)		85 749,97		9 978,72				95 728,69		95 728,69
	Sous Total compte 11		**85 749,97**		**9 978,72**				**95 728,69**		**95 728,69**
12	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (Excédentaire ou		9 978,72	9 978,72				9 978,72	9 978,72		
	Sous Total compte 12		**9 978,72**	**9 978,72**				**9 978,72**	**9 978,72**		
168751	GFP de rattachement		777 223,00			44 180,00		44 180,00	777 223,00		733 043,00
168758	Autres groupements		16 487,50			16 487,50		16 487,50	16 487,50		
	Sous Total compte 16875		**793 710,50**			**60 667,50**		**60 667,50**	**793 710,50**		**733 043,00**
	Sous Total compte 1687		**793 710,50**			**60 667,50**		**60 667,50**	**793 710,50**		**733 043,00**
	Sous Total compte 168		**793 710,50**			**60 667,50**		**60 667,50**	**793 710,50**		**733 043,00**
	Sous Total compte 16		**793 710,50**			**60 667,50**		**60 667,50**	**793 710,50**		**733 043,00**
	Total classe 1		**889 439,19**	**9 978,72**	**9 978,72**	**60 667,50**		**70 646,22**	**899 417,91**		**828 771,69**
3555	Terrains aménagés	783 915,46				11 011,53	143 264,24	794 926,99	143 264,24	651 662,75	
	Sous Total compte 355	**783 915,46**				**11 011,53**	**143 264,24**	**794 926,99**	**143 264,24**	**651 662,75**	
	Sous Total compte 35	**783 915,46**				**11 011,53**	**143 264,24**	**794 926,99**	**143 264,24**	**651 662,75**	
	Total classe 3	**783 915,46**				**11 011,53**	**143 264,24**	**794 926,99**	**143 264,24**	**651 662,75**	
4011	Fournisseurs			18 754,55	18 754,55			18 754,55	18 754,55		
	Sous Total compte 401			**18 754,55**	**18 754,55**			**18 754,55**	**18 754,55**		
	Sous Total compte 40			**18 754,55**	**18 754,55**			**18 754,55**	**18 754,55**		
411	Redevables			57,66	57,66			57,66	57,66		
412	Acquéreurs de terrains aménagés stockés			164 758,67	164 758,67			164 758,67	164 758,67		
	Sous Total compte 41			**164 816,33**	**164 816,33**			**164 816,33**	**164 816,33**		
44312	Recettes - Amiable			5 702,16	5 702,16			5 702,16	5 702,16		

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 4431			**5 702,16**	**5 702,16**			**5 702,16**	**5 702,16**		
44351	Dépenses			60 667,50	60 667,50			60 667,50	60 667,50		
	Sous Total compte 4435			**60 667,50**	**60 667,50**			**60 667,50**	**60 667,50**		
	Sous Total compte 443			**66 369,66**	**66 369,66**			**66 369,66**	**66 369,66**		
44551	T.V.A. à décaisser		3 612,00	33 321,00	42 741,00			33 321,00	46 353,00		13 032,00
	Sous Total compte 4455		**3 612,00**	**33 321,00**	**42 741,00**			**33 321,00**	**46 353,00**		**13 032,00**
44566	T.V.A. sur autres biens et services			3 126,00	3 126,00			3 126,00	3 126,00		
44567	Crédit de T.V.A. à reporter			2 166,00	2 166,00			2 166,00	2 166,00		
	Sous Total compte 4456			**5 292,00**	**5 292,00**			**5 292,00**	**5 292,00**		
44571	T.V.A. collectée			43 701,56	43 701,56			43 701,56	43 701,56		
	Sous Total compte 4457			**43 701,56**	**43 701,56**			**43 701,56**	**43 701,56**		
44583	Remboursement de taxes sur le chiffre d'			2 166,00	2 166,00			2 166,00	2 166,00		
	Sous Total compte 4458			**2 166,00**	**2 166,00**			**2 166,00**	**2 166,00**		
	Sous Total compte 445		**3 612,00**	**84 480,56**	**93 900,56**			**84 480,56**	**97 512,56**		**13 032,00**
447	Autres impôts, taxes et versements assim			3 482,00	3 482,00			3 482,00	3 482,00		
	Sous Total compte 44		**3 612,00**	**154 332,22**	**163 752,22**			**154 332,22**	**167 364,22**		**13 032,00**
4514	Compte de rattachement avec... (à subdiv	109 135,83		312 194,39	116 225,05			421 330,22	116 225,05	305 105,17	
	Sous Total compte 451	**109 135,83**		**312 194,39**	**116 225,05**			**421 330,22**	**116 225,05**	**305 105,17**	
	Sous Total compte 45	**109 135,83**		**312 194,39**	**116 225,05**			**421 330,22**	**116 225,05**	**305 105,17**	
47138	Autres			167 098,01	167 098,01			167 098,01	167 098,01		
	Sous Total compte 4713			**167 098,01**	**167 098,01**			**167 098,01**	**167 098,01**		
4718	Autres recettes à régulariser			137 170,56	137 170,56			137 170,56	137 170,56		

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 471			**304 268,57**	**304 268,57**			**304 268,57**	**304 268,57**		
4784	Arrondis sur déclaration de TVA		0,10	0,90	0,80			0,90	0,90		
	Sous Total compte 478		**0,10**	**0,90**	**0,80**			**0,90**	**0,90**		
	Sous Total compte 47		**0,10**	**304 269,47**	**304 269,37**			**304 269,47**	**304 269,47**		
	Total classe 4	**109 135,83**	**3 612,10**	**954 366,96**	**767 817,52**			**1 063 502,79**	**771 429,62**	**305 105,17**	**13 032,00**
580	Opérations d'ordre budgétaires			157 757,77	157 757,77			157 757,77	157 757,77		
	Sous Total compte 58			**157 757,77**	**157 757,77**			**157 757,77**	**157 757,77**		
	Total classe 5			**157 757,77**	**157 757,77**			**157 757,77**	**157 757,77**		
605	Achats de matériel, équipements et trava					8 341,79		8 341,79		8 341,79	
608	Frais accessoires sur terrains en cours					10 769,00		10 769,00		10 769,00	
	Sous Total compte 60					**19 110,79**		**19 110,79**		**19 110,79**	
63512	Taxes foncières					3 482,00		3 482,00		3 482,00	
	Sous Total compte 6351					**3 482,00**		**3 482,00**		**3 482,00**	
	Sous Total compte 635					**3 482,00**		**3 482,00**		**3 482,00**	
	Sous Total compte 63					**3 482,00**		**3 482,00**		**3 482,00**	
	Total classe 6					**22 592,79**		**22 592,79**		**22 592,79**	
7015	Ventes de terrains aménagés						258 228,00		258 228,00		258 228,00
	Sous Total compte 701						**258 228,00**		**258 228,00**		**258 228,00**
	Sous Total compte 70						**258 228,00**		**258 228,00**		**258 228,00**
71355	Variation des stocks de terrains aménagé					143 264,24	11 011,53	143 264,24	11 011,53	132 252,71	
	Sous Total compte 7135					**143 264,24**	**11 011,53**	**143 264,24**	**11 011,53**	**132 252,71**	
	Sous Total compte 713					**143 264,24**	**11 011,53**	**143 264,24**	**11 011,53**	**132 252,71**	

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 71					**143 264,24**	**11 011,53**	**143 264,24**	**11 011,53**	**132 252,71**	
7473	Départements						2 339,34		2 339,34		2 339,34
	Sous Total compte 747						**2 339,34**		**2 339,34**		**2 339,34**
748371	Dotation d'équipement des territoires ru						5 702,16		5 702,16		5 702,16
	Sous Total compte 74837						**5 702,16**		**5 702,16**		**5 702,16**
	Sous Total compte 7483						**5 702,16**		**5 702,16**		**5 702,16**
	Sous Total compte 748						**5 702,16**		**5 702,16**		**5 702,16**
	Sous Total compte 74						**8 041,50**		**8 041,50**		**8 041,50**
75888	Autres						58,23		58,23		58,23
	Sous Total compte 7588						**58,23**		**58,23**		**58,23**
	Sous Total compte 758						**58,23**		**58,23**		**58,23**
	Sous Total compte 75						**58,23**		**58,23**		**58,23**
796	Transferts de charges financières						3 482,00		3 482,00		3 482,00
	Sous Total compte 79						**3 482,00**		**3 482,00**		**3 482,00**
	Total classe 7					**143 264,24**	**280 821,26**	**143 264,24**	**280 821,26**	**132 252,71**	**269 809,73**
	Total général	**893 051,29**	**893 051,29**	**1 122 103,45**	**935 554,01**	**237 536,06**	**424 085,50**	**2 252 690,80**	**2 252 690,80**	**1 111 613,42**	**1 111 613,42**

État des Contrôles du Compte Financier

L’état des contrôles du compte financier ne fait pas apparaître d’anomalie sur le périmètre des contrôles effectués portant sur la cohérence des états patrimoniaux et la concordance de l’exécution budgétaire.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Date d'édition : 05/02/2026

Comptable(s)		Ayant exercé au cours de la gestion	
Mme Barbara JOUVE	du 01/01/2025	au	05/02/2026

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

ZARAGOZA Anne (1018421905-0), Inspecteur des Finances Publiques **A DDFiP DES ALPES-DE-HAUTE-PRO..., le 25/02/2026**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

JOUVE Barbara (1006183473-0), Inspecteur divisionnaire FiP classe normale **A SISTERON, le 02/03/2026**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte a été voté le 13/02/2026 par l'organe délibérant.

TENOUX GERARD (gtenoux2-xt), Vice Président **A VALDOULE, le 04/03/2026**

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**0,00**	**60 667,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	60 667,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRESENTATION CROISEE , SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**60 667,50**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		60 667,50
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**3 541,79**	**15 569,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	Charges à caractère général	3 541,79	15 569,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**258 286,23**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	258 228,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	58,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**19 110,79**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		19 110,79
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**8 041,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**266 327,73**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		258 228,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00	8 041,50	0,00	0,00	0,00		8 041,50
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		58,23
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRÉSENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES — A3

1 – BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	9 043 258,00	6 165 280,08	1 124 361,45	1 753 616,47
RECETTES	9 043 258,00	4 135 747,69	1 219 922,81	3 687 587,50
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	25 730 522,00	20 897 463,47	0,00	4 833 058,53
RECETTES	25 730 522,00	26 096 210,80	0,00	-365 688,80

(1) Y compris les rattachements.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget)

BUDGET BA OM 70001/ N°SIRET : 20006876500029

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	3 954 729,00	2 602 392,05	880 768,94	471 568,01
RECETTES	3 954 729,00	2 208 709,39	141 212,09	1 604 807,52
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	8 880 570,00	6 635 965,72	0,00	2 244 604,28
RECETTES	8 880 570,00	8 908 509,88	0,00	-27 939,88

BUDGET BA SPANC 80001/ N°SIRET : 20006876500037

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	4 907,00	1 682,92	0,00	3 224,08
RECETTES	4 907,00	4 524,96	0,00	382,04
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	83 504,00	81 978,21	0,00	1 525,79
RECETTES	83 504,00	83 448,17	0,00	55,83

BUDGET BA ZA ECO POLE LM 80101/ N°SIRET : 20006876500045

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi

SECTION	Prévisions	(1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	221 293,98	221 003,52	0,00	290,46
RECETTES	407 818,14	407 818,13	0,00	0,01
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	338 997,86	337 987,38	0,00	1 010,48
RECETTES	338 997,86	338 706,83	0,00	291,03

BUDGET BA ZA PARC ACTIVITE LE POET 80201/ N°SIRET : 20006876500086				
SECTION	**Prévisions**	**Réalisations – mandats ou titres (1)**	**Restes à réaliser au 31/12**	**Crédits sans emploi**
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	80 454,50	71 679,03	0,00	8 775,47
RECETTES	203 939,06	153 059,28	0,00	50 879,78
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	217 436,02	165 857,03	0,00	51 578,99
RECETTES	387 863,06	376 549,95	0,00	11 313,11

BUDGET BA ZA VAL DURANCE 80401/ N°SIRET : 20006876500078				
SECTION	**Prévisions**	**Réalisations – mandats ou titres (1)**	**Restes à réaliser au 31/12**	**Crédits sans emploi**
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	649 404,40	252 069,25	0,00	397 335,15
RECETTES	649 404,40	635 601,87	0,00	13 802,53
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	997 296,12	509 303,15	0,00	487 992,97
RECETTES	1 665 489,21	1 250 341,51	0,00	415 147,70

(1) Y compris les rattachements.

3 – PRESENTATION AGREGEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	13 954 046,88	9 314 106,85	2 005 130,39	2 634 809,64

COM COM SISTERONAIS BUECH - BA ZA PARC ACTIVITE LE POET 80201 - CFU - 2025

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
RECETTES	14 264 055,60	7 545 461,32	1 361 134,90	5 357 459,38
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	36 248 326,00	28 628 554,96	0,00	7 619 771,04
RECETTES	37 086 946,13	37 053 767,14	0,00	33 178,99

(1) Y compris les rattachements.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
PRÉSENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	A3

4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES (cf. liste des principales opérations en annexe de l'instruction budgétaire et comptable) (1)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative.

(2) Y compris les rattachements.

5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (après la neutralisation des flux réciproques) (1)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	13 954 046,88	9 314 106,85	2 005 130,39	2 634 809,64
RECETTES	14 264 055,60	7 545 461,32	1 361 134,90	5 357 459,38
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	36 248 326,00	28 628 554,96	0,00	7 619 771,04
RECETTES	37 086 946,13	37 053 767,14	0,00	33 178,99
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	**50 202 372,88**	**37 942 661,81**	**2 005 130,39**	**10 254 580,68**
TOTAL GENERAL DES RECETTES	**51 351 001,73**	**44 599 228,46**	**1 361 134,90**	**5 390 638,37**

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.

(2) Y compris les rattachements.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE — B1.1

DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article M. 4221-5 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE — B1.2

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour- sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour- sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**0,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					0,00									
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour- sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour- sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1675 Dettes afférentes aux marchés de travaux et de partenariat (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)(9)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**0,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle, B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

IV – ANNEXES — IV

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE — B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)(10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX — B1.3

REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS — B1.4

TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure / Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE — B1.5

DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture								Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT — B1.6

REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1)

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinance-ment	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résidu-elle	Pério-dicité des rem-bour-se-ments (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)					**0,00**	**0,00**							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)					**0,00**	**0,00**								**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.

(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.

(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.

(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.

(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).

(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.

(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.

(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.

(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.

(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N — B1.7

EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N (1)

N° du contrat d'emprunt	Date de souscription du contrat initial	Date de renégociation	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/N	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
						Contrat initial			Contrat renégocié										
				Contrat initial	Contrat renégocié	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital
Total												0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Inscrire les emprunts renégociés au cours de l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).

(5) Nominal à la date de renégociation.

(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres.
- Pour la périodicité de remboursement, indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME — B1.8

DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 31/12/N	Annuité payée au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la collectivité.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.9

AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

LIBELLES	Montant initial de la dette	Dépenses de l'exercice	Dette restante

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : €		
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
		0	01/01/2000

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES — B3

PROVISIONS CONSTITUEES AU 31/12/N

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions de l'exercice (1) B	Montant des reprises de l'exercice C	Montant des provisions constituées au 31/12/N D = A + B - C
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions semi-budgétaires		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers		0,00	0,00	0,00	0,00

COM COM SISTERONAIS BUECH - BA ZA PARC ACTIVITE LE POET 80201 - CFU - 2025

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions de l'exercice (1) B	Montant des reprises de l'exercice C	Montant des provisions constituées au 31/12/N D = A + B - C
Total des provisions budgétaires		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL PROVISIONS		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	B4

ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(4) Indiquer le chapitre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES PRETS	B6

Prêts (compte 274)

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 31/12/N	Montant de l'annuité recouvré		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
Assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00	0,00	0,00
Non assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00		

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.1

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS DONNES

Article		Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
8015	**Emprunts garantis (1)**	0,00	0,00	0,00
8016	**Contrats de crédit-bail (2)**	0,00	0,00	0,00
8017	**Subvention à verser en annuité (3)**	0,00	0,00	0,00
8018	**Autres engagements donnés**			
	Marchés de partenariat (4)		0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics (3)	0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (3)	0,00	0,00	0,00
	Dans le cadre d'une délégation de service public (3)	0,00	0,00	0,00
	Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00

(1) A compléter depuis l'état des emprunts garantis.

(2) A compléter depuis l'état des contrats de crédit-bail.

(3) A compléter depuis l'état des autres engagements données.

(4) A compléter depuis l'état des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.2

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS RECUS (1)

Article		Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
8026	**Redevance de crédit-bail à recevoir (crédit-bail immobilier)**	0,00	0,00	0,00
8027	**Subvention à recevoir par annuité**	0,00	0,00	0,00
8028	**Autres engagements reçus**			
	Recette grevée d'affectation spéciale (2)		0,00	0,00
	Engagements reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00

(1) A remplir depuis l'état relatif aux autres engagements reçus.

(2) A remplir depuis l'état relatif aux recettes grevées d'affectation spéciale. Le montant de la créance en capital au 31/12/N correspond au reste à employer au 31/12/N, l'annuité reçue au cours de l'exercice correspond au solde entre les restes à employer au 01/01/N et les restes à employer au 31/12/N.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.3

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00											0,00	0,00
TOTAL GENERAL					0,00	0,00											0,00	0,00

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; B : bimestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.4

CALCUL DES RATIOS D'ENDETTEMENT RELATIFS AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio (1)	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A + B + C - D**	**0,00**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**266 327,73**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)	**I / II**	**0,00**

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-4 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.5

ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL RESTANT A COURIR (MOBILIER ET IMMOBILIER)

Type et nature du bien ayant fait l'objet du contrat	Exer- cice d'ori- gine du con- trat	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat (en mois)	Montant de la redevance de l'exercice	Montant de la redevance sur la totalité du contrat	Montant des redevances restant à courir					
						N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant (exercice N+5 et suivants)	Total (1)
Crédits-bails mobiliers					0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits-bails immobiliers				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + cumul restant.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.6

ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT

Libellé du contrat	Année de signature du marché	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le marché	Durée du marché (en mois)	Date fin de marché	Date mise en service équipement	Montant total prévu au titre du marché (TTC)	Annuité versée sur l'exercice	Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (3)				
									Part investissement		Part fonctionnement II	Part financement III	TOTAL I + II + III
									Part totale (4)	Dont part nette (5) I			
Marchés de partenariat (1)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchés globaux de performance énergétiques avec tiers de financement (2)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Article L. 1112-1 du Code de la commande publique

(2) Article 1er de la loi n° 2023-222 du 30 mars 2023

(3) Montant de la rémunération restant à verser au 31/12/N

(4) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 31/12/N

(5) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.7

ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale

Libellé (1)	Restes à employer au 01/01/N	Montant recettes	Montant dépenses	Restes à employer au 31/12/N
Total	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Par exemple, taxe d'aménagement, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles la collectivité souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.

(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.

(3) Reste à employer au 31/12/N = reste à employer au 01/01/N + total recettes de l'exercice – total dépenses de l'exercice.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.8

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des délégations de service public					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital au 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.9

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)					0,00	0,00	0,00
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B –ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS	B8

LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
TOTAL GENERAL	0,00	
Personnes de droit privé	0,00	
Associations	0,00	
Entreprises	0,00	
Personnes physiques	0,00	
Autres	0,00	
Personnes de droit public	0,00	
Etat	0,00	
Régions	0,00	
Départements	0,00	
Communes	0,00	
Etablissements publics (EPCI, EPA, EPIC,...)	0,00	
Autres	0,00	

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	B9

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE TECHNIQUE (c)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	B9

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1).
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3) (4)				
Détention d'une part du capital				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée…).

(4) Les délégations pour lesquels un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements donnés.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION DE FONCTIONNEMENT	B11.1

B11.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	**Libellé (1)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**
012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**0,00**
016	**APA**	**0,00**
017	**RSA / Régularisations de RMI**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	Charges financières	**0,00**
67	**Charges spécifiques**	**0,00**
68	**Dotations aux provisions, dépréciations**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
Total des dépenses réelles		0,00
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION D'INVESTISSEMENT	B11.2

B11.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	**Libellé (1)**	**Montant**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
018	RSA	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		0,00
040	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**9 795,04**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**9 795,04**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**9 795,04**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**9 795,04**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Crédits ouverts/reportés (2)	Réalisations (3)	Restes à réaliser au 31/12/N (4)	Total
		(a)	(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(1)	**60 667,50**	**60 667,50**	**0,00**	**60 667,50**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(1)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde des opérations de l'exercice (Solde III = E - D)	**-60 667,50**	**-60 667,50**	**0,00**	**-60 667,50**
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**9 795,04**			**9 795,04**
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	**0,00**	**0,00**		**0,00**
Solde des opérations liées à l'exercice N-1 (Solde IV = A + C)	**9 795,04**			**9 795,04**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde V = Solde III + Solde IV) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte				**-50 872,46**

(1) BP+BS+DM + RAR N-1.Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Mandats et titres émis

(4) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations	
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**60 667,50**	I	**60 667,50**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**60 667,50**		**60 667,50**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	0,00		0,00
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00		0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	60 667,50		60 667,50
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**		**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*		*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**0,00**	**III** **0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (2)	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**0,00**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
29…	*Dépréciations des immobilisations*		
31…	*Matières premières (et fournitures) (4)*		
33…	*En-cours de production de biens (4)*		
35…	*Stocks de produits (4)*		
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*		
59…	*Dépréciation des comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – AUTORISATIONS DE PROGRAMME — C2.1

SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION DE PROGRAMME *		Chapitre (s)	Stocks AP votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AP affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
Numéro	Libellé									
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

* Le détail par programme n'est à renseigner qu'à compter des AP votées en 2005.

(1) Il s'agit des AP affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AP votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(6) Il s'agit des AP non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

	N-3	N-2	N-1	N
Ratio de couverture des AP affectées (6) / (5)	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT — C2.2

SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION D'ENGAGEMENT *		Chapitre (s)	Stocks AE votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AE votées dans l'année	AE affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AE affectées dans l'année (2)	AE affectées annulées (3)	Stock d'AE affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AE affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
Numéro	Libellé									
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

* Le détail par engagement n'est à renseigner qu'à compter des AE votées en 2005.

(1) Il s'agit des AE affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AE votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(6) Il s'agit des AE non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

	N-3	N-2	N-1	N
Ratio de couverture des AE affectées (6) / (5)	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR NATURE	C3.1

Présentation agrégée par nature

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :
Axe 1° atténuation du changement climatique ;
Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;
Axe 3° gestion des ressources en eau ;
Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;
Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;
Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».
La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR FONCTION — C3.2

Présentation agrégée par fonction

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sport et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisation des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :

Axe 1° atténuation du changement climatique ;

Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;

Axe 3° gestion des ressources en eau ;

Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;

Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;

Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.

La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».

La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	D1

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – GESTION DES FONDS EUROPEENS	D2

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N	D3

ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N

ELUS BENEFICIAIRES DES ACTIONS DE FORMATION	NOM DE L'ORGANISME DE FORMATION	COÛT DE LA FORMATION	DATE ET LIEU DE LA FORMATION	ACTIONS DE FORMATION FINANCEES PAR LA COLLECTIVITE OU L'ETABLISSEMENT

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT RELATIF AUX RESSOURCES ET DEPENSES DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES JEUNES – Annexe à l'article D. 4312-7 — D4

Evolution des dépenses associées à la formation professionnelle des jeunes

	APPRENTISSAGE			ENS PRO ss statut scolaire			FORMATIONS CONTINUES en alternance			TOTAL		
	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%
Montant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Etat des ressources de l'apprentissage

RESSOURCES	MONTANT		
	Année n	Année n-1	%
1ère section FNDMA	0,00	0,00	0,00
2ème section FNDMA	0,00	0,00	0,00
Dotations décentralisation (1)	0,00	0,00	0,00
Dotation indemnité comp. forfaitaire	0,00	0,00	0,00
Contribution additionnelle (2)	0,00	0,00	0,00
FSE	0,00	0,00	0,00
FEDER	0,00	0,00	0,00
FEOGA	0,00	0,00	0,00
Reversement excédent de ressources CFA (3)	0,00	0,00	0,00
Autres ressources	0,00	0,00	0,00
Total ressources externes	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Effort propre de la collectivité	0,00	0,00	0,00
Total ressources	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Dotations au titre des lois du 7 janvier 1983 et du 23 juillet 1987.
(2) Article 37 de la loi de finances initiale pour 2005.
(3) Article R. 116-17 du code du travail.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – IDENTIFICATION DES FLUX CROISES (1)	D5

1 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET LES COMMUNES (cf. la liste des opérations en annexe de l'instruction budgétaire et comptable)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Solde Prévisions / réalisations
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00

2 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET DES COMMUNES (après neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Solde Prévisions / réalisations
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Cet état doit être rempli uniquement par les groupements à fiscalité propre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION – ÉTATS DE RÉPARTITION DE LA TEOM – INVESTISSEMENT	D6.1

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Acquisitions d'immobilisations		**0,00**
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		**0,00**
Autres dépenses éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
Total des dépenses réelles		**0,00**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Souscription d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Dotations et subventions reçues		**0,00**
Autres recettes éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
Total des recettes réelles		**0,00**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Compléter par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » dans la mesure où il faut établir un état par

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION – ÉTATS DE RÉPARTITION DE LA TEOM - FONCTIONNEMENT	D6.2

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		0,00
042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Recettes issues de la TEOM		0,00
Dotations et participations reçues		0,00
Autres recettes de fonctionnement éventuelles		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Total des recettes réelles		**0,00**
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Compléter par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » dans la mesure où il faut établir un état par service.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
ELEMENTS DU BILAN **ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION DE FONCTIONNEMENT**	**D7.1**

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
ELEMENTS DU BILAN **ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT**	**D7.2**

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SUIVI DES OPERATIONS AU TITRE DU NPNRU	D8.1

ETAT DE SYNTHESE PAR CONVENTION

NOMENCLATURE :

14-Etudes et conduite de projet
15-Relogement des ménages avec minoration de loyer
21-Démolition de logements locatifs sociaux
22-Recyclage de copropriétés dégradées
23-Recyclage de l'habitat ancien dégradé
24-Aménagement d'ensemble
31-Reconstitution de l'offre de logements locatifs sociaux
32-Production d'une offre de relogement temporaire
33-Requalification de logements locatifs sociaux
34-Résidentialisation de logements
35-Actions de portage massif en copropriétés dégradées
36-Accession à la propriété
37-Equipement public de proximité
38-Immobilier à vocation économique
39-Autres investissements
41-Quartiers Fertiles-Opérations d'ingénierie et dépenses de personnel
42-Quartiers Fertiles-Opérations d'investissement

(1) Ensemble des AP et AE ouverts sur l'opération, tous exercices confondus
(2) Ensemble des AP et AE engagés sur l'opération, sur l'exercice courant
(3) Ensemble des crédits décaissés ou encaissés pour l'opération, tous exercices cumulés
(4) Ensemble des crédits décaissés ou encaissés sur l'exercice budgétaire N pour la mise en œuvre de l'opération

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SUIVI DES OPERATIONS AU TITRE DU NPNRU	D8.2

Cet état ne contient pas d'information.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COM COM SISTERONAIS BUECH
Communauté de commune à FPU

Numéro SIRET : 20006876500011
Poste comptable : SERVICE DE GESTION COMPTABLE

Budget primitif
relatif à l'exercice 2026
voté par Nature

Budget principal

Instruction budgétaire et comptable M. 57
applicable aux collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats 6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses 7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes 8

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports 9
B1 - Présentation des AP votées 10
B2 - Présentation des AE votées 11
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement 12
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement 15
D1 - Balance générale - Dépenses 17
D2 - Balance générale - Recettes 19

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 21
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 25
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 29
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 30
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 31
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 32
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 35
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 38
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 44

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble 47
A1.01 - Opérations non ventilables 50
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux 51
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 54
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité 55
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 56
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 59
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) 62
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA 65
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 66
A1.906 - Fonction 6 - Action économique 69
A1.907 - Fonction 7 - Environnement 71
A1.908 - Fonction 8 - Transports 74
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 78
A2.01 - Opérations non ventilables 80
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux 81
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 87
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité 88
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 89
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 92
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) 95
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA 98
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI 99
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 100
A2.936 - Fonction 6 - Action économique 103
A2.937 - Fonction 7 - Environnement 105
A2.938 - Fonction 8 - Transports 108

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 112
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 113
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux 119
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 121

B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 122
B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme 124
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes 125
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 126
B3.1 - Etat des provisions constituées 127
B3.2 - Etalement des provisions 129
B4 - Etat des charges transférées 130
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers 131
B6 - Prêts 134
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés 135
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus 136
B7.3 - Etat des emprunts garantis 137
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis 138
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail 139
B7.6 - Etat des marchés de partenariat 140
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale 141
B7.8 - Autres engagements donnés 142
B7.9 - Autres engagements reçus 143
B8 - Subventions versées 144
B9 - Etat du personnel 145
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier 150
B11.1 - Liste des organismes de regroupement 151
B11.2 - Liste des établissements publics créés 152
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe 153

C - Annexes budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire 154
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses 155
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes 156

D - Autres éléments d'information

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe 158
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget 159
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation 160
D3 - Décisions en matière de taux 162
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement 163
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement 165
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) 167
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) 168

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures 169

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES — I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	25 638

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	508,93

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	797,11
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	828,31
3	Dépenses d'équipement brut / population	174,48
4	Encours de dette / population (2) (3)	94,10
5	DGF / population	45,82
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	29,01 %
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	97,97 %
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	21,06 %
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	11,36 %
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	3,77 %

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante décide de voter le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 1612-28 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : 7.50 %
- Investissement : 7.50%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires Délibération n° 143 du 06/11/2025 00:00:00 (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget primitif (5) de l'exercice précédent.

VII – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du …

(5) Indiquer « primitif » ou « cumulé ». Budget cumulé = BP + BS + DM.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

I – INFORMATIONS GENERALES — I

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1) — C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1					
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté		Résultat ou solde (A) (2)	
TOTAL DU BUDGET	25 941 803,12	26 413 511,25	2 697 342,48	A1	3 169 050,61
Investissement	5 044 175,32	4 135 747,69	(3) -1 121 104,76	A2	-2 029 532,39
Fonctionnement	20 897 627,80	22 277 763,56	(4) 3 818 447,24	A3	5 198 583,00

	RESTES A REALISER N-1					
	Dépenses		Recettes		Solde (B)	
TOTAL des RAR	I + II	639 959,62	III + IV	1 219 922,81	B1	579 963,19
Investissement	I	639 959,62	III	1 219 922,81	B2	579 963,19
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3	0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)
TOTAL	**A1 + B1**	3 749 013,80
Investissement	**A2 + B2**	-1 449 569,20
Fonctionnement	**A3 + B3**	5 198 583,00

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats anticipés ou définitifs de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001de l'exercice N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 de l'exercice N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	**639 959,62**
018	**RSA**		**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**		**0,00**
13	**Subventions d'investissement (3)**		**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**		**0,00**
18	**Cpte de liaison : affectation (BA,régie)**		**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)**		**99 758,00**
204	**Subventions d'équipement versées (3) (5)**		**176 369,40**
21	**Immobilisations corporelles (3)**		**341 010,22**
22	**Immobilisations reçues en affectation (3)**		**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)**		**17 800,00**
26	**Participations et créances rattachées**		**0,00**
27	**Autres immobilisations financières (3)**		**0,00**
45	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers**		**5 022,00**
45813	OPERATION DEVELOPPEMENT DU PHOTOVOLTAIQUE EN TOITURE ET OMBRIERE		5 022,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	**0,00**
011	**Charges à caractère général (4)**		**0,00**
012	**Charges de personnel et frais assimilés (4)**		**0,00**
014	**Atténuations de produits**		**0,00**
016	**APA**		**0,00**
017	**RSA / Régularisations de RMI**		**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante (4)**		**0,00**
6586	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**		**0,00**
66	**Charges financières**		**0,00**
67	**Charges spécifiques (4)**		**0,00**

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A imputer uniquement en cas de reprise des résultats anticipés ou définitifs de l'exercice précédent.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III) **1 219 922,81**
018	**RSA**	**0,00**
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (3)**	**1 155 130,81**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
18	**Cpte de liaison : affectation (BA,régie)**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (3) (5)**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (3)**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation (3)**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)**	**0,00**
26	**Participations et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières (3)**	**0,00**
45	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers**	**64 792,00**
45823	OPERATION DEVELOPPEMENT DU PHOTOVOLTAIQUE EN TOITURE ET OMBRIERE	64 792,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV) **0,00**
70	**Prod. services, domaine, ventes diverses**	**0,00**
73	**Impôts et taxes**	**0,00**
731	**Fiscalité locale**	**0,00**
74	**Dotations et participations (4)**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante (4)**	**0,00**
013	**Atténuations de charges (4)**	**0,00**
016	**APA**	**0,00**
017	**RSA / Régularisations de RMI**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits spécifiques (4)**	**0,00**

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A imputer uniquement en cas de reprise des résultats anticipés ou définitifs de l'exercice précédent.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VOTE ET REPORTS — A

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	6 497 556,99	7 947 126,19
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	639 959,62	1 219 922,81
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 2 029 532,39	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (2)	9 167 049,00	9 167 049,00

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	25 679 631,00	21 930 617,20
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 3 749 013,80
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (3)	25 679 631,00	25 679 631,00

TOTAL DU BUDGET (4)	34 846 680,00	34 846 680,00

(1) A imputer uniquement en cas de reprise des résultats anticipés ou définitifs de l'exercice précédent.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

PRESENTATION DES AP VOTEES — B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
2024-02	AIRE D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE	23	2 240 892,00
2025-01	AMENAGEMENT BATIMENT ENEDIS SISTERON	20, 23	1 003 240,00
01	ELABORATION DU SCOT	20	172 629,00
2024-01	MODERNISATION ECOLOGIQUE DE LA BASE DE LOISIRS DE LA GERMANETTE	20, 23, 21	1 706 632,00
03	PIG HABITER MIEUX	204, 45812	218 916,00
02	RENOVATION ENERGETIQUE DES BATIMENTS	20, 23	1 209 220,00
04	TRAVAUX GEMAPI	204	555 624,00
TOTAL			**7 107 153,00**

« AP de dépenses imprévues » (2)	020	0,00

TOTAL GENERAL	**7 107 153,00**

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

II

PRESENTATION DES AE VOTEES

B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			**0,00**

« AE de dépenses imprévues » (2)	022	0,00

TOTAL GENERAL	**0,00**

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (y compris opérations) (3)	954 651,00	99 758,00	208 586,00	208 586,00	308 344,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (3) (8)	1 517 477,00	176 369,40	1 109 176,60	1 109 176,60	1 285 546,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (3)	2 860 492,00	341 010,22	1 962 633,39	1 962 633,39	2 303 643,61
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (3) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (3)	3 221 542,00	17 800,00	1 809 582,00	1 809 582,00	1 827 382,00
Total des dépenses d'équipement		**8 554 162,00**	**634 937,62**	**5 089 977,99**	**5 089 977,99**	**5 724 915,61**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	31 527,74	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	344 697,00	0,00	368 238,00	368 238,00	368 238,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	1 838,00	0,00	328 000,00	328 000,00	328 000,00
Total des dépenses financières		**378 062,74**	**0,00**	**696 238,00**	**696 238,00**	**696 238,00**
45…	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	134 952,50	5 022,00	16 916,00	16 916,00	21 938,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**9 067 177,24**	**639 959,62**	**5 803 131,99**	**5 803 131,99**	**6 443 091,61**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*636 989,00*		*694 425,00*	*694 425,00*	*694 425,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*79 290,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***716 279,00***		***694 425,00***	***694 425,00***	***694 425,00***

TOTAL	**9 783 456,24**	**639 959,62**	**6 497 556,99**	**6 497 556,99**	**7 137 516,61**
					+
				D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**2 029 532,39**
					=
				TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**9 167 049,00**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(8) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138) (3)	2 867 868,00	1 155 130,81	556 465,19	556 465,19	1 711 596,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**2 867 868,00**	**1 155 130,81**	**556 465,19**	**556 465,19**	**1 711 596,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	804 218,18	0,00	627 228,80	627 228,80	627 228,80
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (6)	1 001 815,82	0,00	1 449 569,20	1 449 569,20	1 449 569,20
138	Autres subventions invest. non transf. (3) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	22 000,00	22 000,00	22 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	58 575,00	0,00	43 718,00	43 718,00	43 718,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**1 864 609,00**	**0,00**	**2 142 516,00**	**2 142 516,00**	**2 142 516,00**
45…	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	79 710,00	64 792,00	16 916,00	16 916,00	81 708,00
Total des recettes réelles d'investissement		**4 812 187,00**	**1 219 922,81**	**2 715 897,19**	**2 715 897,19**	**3 935 820,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*4 232 272,00*		*3 363 351,00*	*3 363 351,00*	*3 363 351,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*1 780 812,00*		*1 867 878,00*	*1 867 878,00*	*1 867 878,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*79 290,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***6 092 374,00***		***5 231 229,00***	***5 231 229,00***	***5 231 229,00***
TOTAL		**10 904 561,00**	**1 219 922,81**	**7 947 126,19**	**7 947 126,19**	**9 167 049,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**9 167 049,00**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	**4 536 804,00**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(7) Le compte 138 n'est pas un chapitre mais une subdivision du chapitre 13.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général (3)	1 993 331,00	0,00	2 279 613,00	2 279 613,00	2 279 613,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	5 335 846,00	0,00	5 929 276,00	5 929 276,00	5 929 276,00
014	Atténuations de produits	10 285 689,00	0,00	10 207 686,00	10 207 686,00	10 207 686,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	1 948 566,00	0,00	1 853 494,00	1 853 494,00	1 853 494,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**19 563 432,00**	**0,00**	**20 270 069,00**	**20 270 069,00**	**20 270 069,00**
66	Charges financières	67 291,00	0,00	64 233,00	64 233,00	64 233,00
67	Charges spécifiques (3)	2 319,00	0,00	10 000,00	10 000,00	10 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	105 479,00		104 100,00	104 100,00	104 100,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**19 738 521,00**	**0,00**	**20 448 402,00**	**20 448 402,00**	**20 448 402,00**
023	*Virement à la section d'investissement (4)*	*4 232 272,00*		*3 363 351,00*	*3 363 351,00*	*3 363 351,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*1 780 812,00*		*1 867 878,00*	*1 867 878,00*	*1 867 878,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***6 013 084,00***		***5 231 229,00***	***5 231 229,00***	***5 231 229,00***
TOTAL		**25 751 605,00**	**0,00**	**25 679 631,00**	**25 679 631,00**	**25 679 631,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**25 679 631,00**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges (3)	106 400,76	0,00	75 759,00	75 759,00	75 759,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 184 562,00	0,00	1 234 943,00	1 234 943,00	1 234 943,00
73	Impôts et taxes (sauf le 731)	4 523 731,00	0,00	4 532 748,00	4 532 748,00	4 532 748,00
731	Fiscalité locale	9 819 840,00	0,00	9 952 078,00	9 952 078,00	9 952 078,00
74	Dotations et participations (3)	5 532 809,00	0,00	5 315 689,20	5 315 689,20	5 315 689,20
75	Autres produits de gestion courante (3)	121 665,00	0,00	119 440,00	119 440,00	119 440,00
Total des recettes de gestion courante		**21 289 007,76**	**0,00**	**21 230 657,20**	**21 230 657,20**	**21 230 657,20**
76	Produits financiers	5 961,00	0,00	4 331,00	4 331,00	4 331,00
77	Produits spécifiques (3)	1 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		1 204,00	1 204,00	1 204,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**21 296 168,76**	**0,00**	**21 236 192,20**	**21 236 192,20**	**21 236 192,20**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*636 989,00*		*694 425,00*	*694 425,00*	*694 425,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***636 989,00***		***694 425,00***	***694 425,00***	***694 425,00***
TOTAL		**21 933 157,76**	**0,00**	**21 930 617,20**	**21 930 617,20**	**21 930 617,20**
						+
					R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**3 749 013,80**
						=
					TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**25 679 631,00**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	**4 536 804,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – DEPENSES — D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	*145 401,00*	145 401,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	368 238,00	*0,00*	368 238,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)	308 344,00	*0,00*	308 344,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)	1 285 546,00	*0,00*	*1 285 546,00*
21	Immobilisations corporelles (3) (5)	2 303 643,61	*12 000,00*	2 315 643,61
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)	1 827 382,00	*0,00*	*1 827 382,00*
018	RSA	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	328 000,00	*0,00*	328 000,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
198	*Neutralisation des amortissements*		*537 024,00*	537 024,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	21 938,00	*0,00*	21 938,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**6 443 091,61**	***694 425,00***	**7 137 516,61**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**2 029 532,39**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**9 167 049,00**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	2 279 613,00		2 279 613,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	5 929 276,00		5 929 276,00
014	Atténuations de produits	10 207 686,00		10 207 686,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	1 853 494,00	*0,00*	1 853 494,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	64 233,00	*0,00*	64 233,00
67	Charges spécifiques (9)	10 000,00	*0,00*	10 000,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	104 100,00	*1 867 878,00*	1 971 978,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*3 363 351,00*	3 363 351,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**20 448 402,00**	***5 231 229,00***	**25 679 631,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**25 679 631,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – RECETTES — D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	627 228,80	*0,00*	627 228,80
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	1 711 596,00	*0,00*	1 711 596,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	22 000,00	*0,00*	22 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)	0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324) (3)	0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	43 718,00	*0,00*	43 718,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*1 867 878,00*	1 867 878,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	81 708,00	*0,00*	81 708,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*		*3 363 351,00*	3 363 351,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
	Recettes d'investissement – Total	**2 486 250,80**	***5 231 229,00***	**7 717 479,80**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	**1 449 569,20**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**9 167 049,00**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	75 759,00		75 759,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 234 943,00		1 234 943,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*12 000,00*	12 000,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	4 532 748,00		4 532 748,00
731	Fiscalité locale	9 952 078,00		9 952 078,00
74	Dotations et participations (8)	5 315 689,20		5 315 689,20
75	Autres produits de gestion courante (8)	119 440,00	*0,00*	119 440,00
76	Produits financiers	4 331,00	*0,00*	4 331,00
77	Produits spécifiques (8)	0,00	*682 425,00*	682 425,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	1 204,00	*0,00*	1 204,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes de fonctionnement – Total	**21 236 192,20**	***694 425,00***	**21 930 617,20**

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
			+
		R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	3 749 013,80
			=
		TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	25 679 631,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — A

DEPENSES

Chapitre		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**9 783 456,24**	**639 959,62**	**7 107 153,00**	**6 497 556,99**	**6 497 556,99**	**2 499 883,00**	**3 997 673,99**	**7 137 516,61**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	954 651,00	99 758,00	420 101,00	208 586,00	208 586,00	99 214,00	109 372,00	308 344,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	1 517 477,00	176 369,40	757 624,00	1 109 176,60	1 109 176,60	257 892,00	851 284,60	1 285 546,00
21	Immobilisations corporelles	2 860 492,00	341 010,22	706 889,00	1 962 633,39	1 962 633,39	645 695,00	1 316 938,39	2 303 643,61
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	3 221 542,00	17 800,00	5 205 623,00	1 809 582,00	1 809 582,00	1 497 082,00	312 500,00	1 827 382,00
	Total des opérations d'équipement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**8 554 162,00**	**634 937,62**	**7 090 237,00**	**5 089 977,99**	**5 089 977,99**	**2 499 883,00**	**2 590 094,99**	**5 724 915,61**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	31 527,74	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	344 697,00	0,00		368 238,00	368 238,00		368 238,00	368 238,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	1 838,00	0,00	0,00	328 000,00	328 000,00	0,00	328 000,00	328 000,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**378 062,74**	**0,00**	**0,00**	**696 238,00**	**696 238,00**	**0,00**	**696 238,00**	**696 238,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	134 952,50	5 022,00	16 916,00	16 916,00	16 916,00	0,00	16 916,00	21 938,00
Total des dépenses réelles		**9 067 177,24**	**639 959,62**	**7 107 153,00**	**5 803 131,99**	**5 803 131,99**	**2 499 883,00**	**3 303 248,99**	**6 443 091,61**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*636 989,00*			*694 425,00*	*694 425,00*		*694 425,00*	*694 425,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*79 290,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**716 279,00**			**694 425,00**	**694 425,00**		**694 425,00**	**694 425,00**

D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (8)	**2 029 532,39**

Total des dépenses d'investissement cumulées	**9 167 049,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(3) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(4) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(5) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats définitifs ou anticipés de l'exercice précédent.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — A

RECETTES

Chapitre		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**9 902 745,18**	**1 219 922,81**	**6 497 556,99**	**6 497 556,99**	**7 717 479,80**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	2 867 868,00	1 155 130,81	556 465,19	556 465,19	1 711 596,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**2 867 868,00**	**1 155 130,81**	**556 465,19**	**556 465,19**	**1 711 596,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	804 218,18	0,00	627 228,80	627 228,80	627 228,80
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	22 000,00	22 000,00	22 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	58 575,00	0,00	43 718,00	43 718,00	43 718,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**862 793,18**	**0,00**	**692 946,80**	**692 946,80**	**692 946,80**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	79 710,00	64 792,00	16 916,00	16 916,00	81 708,00
Total des recettes réelles		**3 810 371,18**	**1 219 922,81**	**1 266 327,99**	**1 266 327,99**	**2 486 250,80**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*4 232 272,00*		*3 363 351,00*	*3 363 351,00*	*3 363 351,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)*	*1 780 812,00*		*1 867 878,00*	*1 867 878,00*	*1 867 878,00*
041	*Opérations patrimoniales (6)*	*79 290,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***6 092 374,00***		***5 231 229,00***	***5 231 229,00***	***5 231 229,00***

R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (7)	**0,00**

Affectation au compte 1068 (8)	**1 449 569,20**

Chapitre	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II

Total des recettes d'investissement cumulées	**9 167 049,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*). Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats définitifs ou anticipés de l'exercice précédent.

(7) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats définitifs ou anticipés de l'exercice précédent.

(8) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE — A1

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**9 783 456,24**	**639 959,62**	**7 107 153,00**	**6 497 556,99**	**6 497 556,99**	**2 499 883,00**	**3 997 673,99**	**7 137 516,61**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	954 651,00	99 758,00	420 101,00	208 586,00	208 586,00	99 214,00	109 372,00	308 344,00
202	Frais réalisation documents urbanisme	87 009,00	0,00		34 680,00	34 680,00	34 680,00	0,00	34 680,00
2031	Frais d'études	809 606,00	59 658,00		163 680,00	163 680,00	60 430,00	103 250,00	223 338,00
2033	Frais d'insertion	14 058,00	0,00		4 104,00	4 104,00	4 104,00	0,00	4 104,00
2051	Concessions, droits similaires	43 978,00	40 100,00		6 122,00	6 122,00	0,00	6 122,00	46 222,00
2088	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	1 517 477,00	176 369,40	757 624,00	1 109 176,60	1 109 176,60	257 892,00	851 284,60	1 285 546,00
204131	Subv. Dpt : Bien mobilier, matériel	2 535,00	0,00		2 500,00	2 500,00	0,00	2 500,00	2 500,00
2041412	Subv. Cne GFP : Bâtiments, installations	817 739,00	176 369,40		541 287,60	541 287,60	0,00	541 287,60	717 657,00
2041581	Autres grpts-Biens mob., mat. et études	260 637,00	0,00		224 301,00	224 301,00	214 301,00	10 000,00	224 301,00
2041583	Autres grpts-Proj infrastruct Int nation	63 651,00	0,00		35 900,00	35 900,00	0,00	35 900,00	35 900,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	111 318,00	0,00		43 591,00	43 591,00	43 591,00	0,00	43 591,00
2046	Attributions compensation investissement	261 597,00	0,00		261 597,00	261 597,00	0,00	261 597,00	261 597,00
21	Immobilisations corporelles	2 860 492,00	341 010,22	706 889,00	1 962 633,39	1 962 633,39	645 695,00	1 316 938,39	2 303 643,61
2111	Terrains nus	57 190,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2115	Terrains bâtis	305 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	217,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	520 584,00	18 530,00		628 695,00	628 695,00	620 695,00	8 000,00	647 225,00
21318	Autres bâtiments publics	0,00	88 003,35		11 996,65	11 996,65	0,00	11 996,65	100 000,00
21351	Bâtiments publics	167 117,00	0,00		295 096,00	295 096,00	0,00	295 096,00	295 096,00
2138	Autres constructions	2 200,00	0,00		4 000,00	4 000,00	0,00	4 000,00	4 000,00
2152	Installations de voirie	570 632,00	0,00		387 540,00	387 540,00	0,00	387 540,00	387 540,00

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
21534	Réseaux d'électrification	4 659,00	4 659,00		10 883,40	10 883,40	0,00	10 883,40	15 542,40
21538	Autres réseaux	0,00	0,00		48 000,00	48 000,00	0,00	48 000,00	48 000,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	440 901,00	31 360,51		287 440,49	287 440,49	25 000,00	262 440,49	318 801,00
21728	Autres agencements (mise à dispo)	421 598,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21735	Installations générales (mise à dispo)	54 370,00	36 523,73		0,27	0,27	0,00	0,27	36 524,00
2181	Install. générales, agencements	15 000,00	0,00		17 000,00	17 000,00	0,00	17 000,00	17 000,00
21828	Autres matériels de transport	116 297,00	0,00		147 300,00	147 300,00	0,00	147 300,00	147 300,00
21838	Autre matériel informatique	23 686,00	507,60		12 668,00	12 668,00	0,00	12 668,00	13 175,60
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	46 813,00	0,00		75 926,00	75 926,00	0,00	75 926,00	75 926,00
2185	Matériel de téléphonie	3 372,00	0,00		10 420,00	10 420,00	0,00	10 420,00	10 420,00
2188	Autres immobilisations corporelles	110 856,00	161 426,03		25 667,58	25 667,58	0,00	25 667,58	187 093,61
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	3 221 542,00	17 800,00	5 205 623,00	1 809 582,00	1 809 582,00	1 497 082,00	312 500,00	1 827 382,00
2313	Constructions	832 636,00	0,00		633 026,00	633 026,00	633 026,00	0,00	633 026,00
2315	Install., matériel et outill. technique	756 100,00	0,00		820 000,00	820 000,00	820 000,00	0,00	820 000,00
2317	Immo. corporelles reçues mise à dispo.	1 632 806,00	17 800,00		356 556,00	356 556,00	44 056,00	312 500,00	374 356,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**8 554 162,00**	**634 937,62**	**7 090 237,00**	**5 089 977,99**	**5 089 977,99**	**2 499 883,00**	**2 590 094,99**	**5 724 915,61**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	31 527,74	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	31 527,74	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	344 697,00	0,00		368 238,00	368 238,00		368 238,00	368 238,00
1641	Emprunts en euros	302 848,00	0,00		302 529,00	302 529,00		302 529,00	302 529,00

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	11 256,00	0,00		11 741,00	11 741,00		11 741,00	11 741,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00		22 000,00	22 000,00		22 000,00	22 000,00
168741	Dettes - Communes membres du GFP	29 946,00	0,00		30 668,00	30 668,00		30 668,00	30 668,00
168758	Dettes - Autres groupements	647,00	0,00		1 300,00	1 300,00		1 300,00	1 300,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	1 838,00	0,00	0,00	328 000,00	328 000,00	0,00	328 000,00	328 000,00
271	Titres immobilisés (droits de propriété)	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27638	Créance Autres établissements publics	1 838,00	0,00		328 000,00	328 000,00	0,00	328 000,00	328 000,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**378 062,74**	**0,00**	**0,00**	**696 238,00**	**696 238,00**	**0,00**	**696 238,00**	**696 238,00**
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	134 952,50	5 022,00	16 916,00	16 916,00	16 916,00	0,00	16 916,00	21 938,00
45811	OPERATION SEQUOIA	**56 264,50**	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45812	OPERATION PIG HABITER MIEUX	**16 916,00**	0,00		16 916,00	16 916,00	0,00	16 916,00	16 916,00
45813	OPERATION DEVELOPPEMENT DU PHOTOVOLTAIQUE EN TOITURE ET OMBRIERE	**61 772,00**	5 022,00		0,00	0,00	0,00	0,00	5 022,00
Total des dépenses réelles		**9 067 177,24**	**639 959,62**	**7 107 153,00**	**5 803 131,99**	**5 803 131,99**	**2 499 883,00**	**3 303 248,99**	**6 443 091,61**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6)*	*636 989,00*			*694 425,00*	*694 425,00*		*694 425,00*	*694 425,00*
	Reprise sur autofinancement antérieur	*624 989,00*			*682 425,00*	*682 425,00*		*682 425,00*	*682 425,00*
13911	*Subv. transf. Etat et établ. nationaux*	*24 302,00*			*57 717,00*	*57 717,00*		*57 717,00*	*57 717,00*
13912	*Subv. transf. Régions*	*39 029,00*			*18 596,00*	*18 596,00*		*18 596,00*	*18 596,00*
13913	*Subv. transf. Départements*	*56 257,00*			*11 701,00*	*11 701,00*		*11 701,00*	*11 701,00*
139141	*Subv. transf. Communes membres du GFP*	*822,00*			*822,00*	*822,00*		*822,00*	*822,00*

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
139171	*Subv. transf. Fonds social européen*	*0,00*			*8 647,00*	*8 647,00*		*8 647,00*	*8 647,00*
139173	*Subv. transf. FEADER*	*0,00*			*3 581,00*	*3 581,00*		*3 581,00*	*3 581,00*
139178	*Autres fonds européens*	*2 167,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
13918	*Autres subventions d'équipement transf.*	*5 916,00*			*7 070,00*	*7 070,00*		*7 070,00*	*7 070,00*
139361	*Dotation équip.territoires ruraux transf*	*23 572,00*			*23 876,00*	*23 876,00*		*23 876,00*	*23 876,00*
13938	*Autres fonds équip. transférables*	*20 591,00*			*13 391,00*	*13 391,00*		*13 391,00*	*13 391,00*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
198	*Neutralisation des amortissements*	*452 333,00*			*537 024,00*	*537 024,00*		*537 024,00*	*537 024,00*
	Charges transférées (7)	*12 000,00*			*12 000,00*	*12 000,00*		*12 000,00*	*12 000,00*
21351	*Bâtiments publics*	*12 000,00*			*12 000,00*	*12 000,00*		*12 000,00*	*12 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*79 290,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
21848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*79 290,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**716 279,00**			**694 425,00**	**694 425,00**		**694 425,00**	**694 425,00**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — A3

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**9 902 745,18**	**1 219 922,81**	**6 497 556,99**	**6 497 556,99**	**7 717 479,80**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	2 867 868,00	1 155 130,81	556 465,19	556 465,19	1 711 596,00
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	720 613,00	199 236,90	40 878,10	40 878,10	240 115,00
1312	Subv. transf. Régions	307 802,00	134 661,35	0,65	0,65	134 662,00
1313	Subv. transf. Départements	369 467,00	73 958,30	243 585,70	243 585,70	317 544,00
13141	Subv. transf. Communes membres du GFP	0,00	0,00	45 000,00	45 000,00	45 000,00
13158	Subv. transf. Autres groupements	474 631,00	0,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00
13173	Subv. transf. FEADER	13 544,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	11 537,00	0,00	10 000,00	10 000,00	10 000,00
13361	Dotation équip.territoires ruraux transf	840 337,00	647 323,00	117 000,00	117 000,00	764 323,00
13362	Dotation de soutien à l'invest local	129 937,00	99 951,26	0,74	0,74	99 952,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
168758	Dettes - Autres groupements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**2 867 868,00**	**1 155 130,81**	**556 465,19**	**556 465,19**	**1 711 596,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	804 218,18	0,00	627 228,80	627 228,80	627 228,80
10222	FCTVA	804 218,18	0,00	627 228,80	627 228,80	627 228,80
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	22 000,00	22 000,00	22 000,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	22 000,00	22 000,00	22 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	58 575,00	0,00	43 718,00	43 718,00	43 718,00
2748	Autres prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
276341	Créance Communes membres du GFP	42 088,00	0,00	43 718,00	43 718,00	43 718,00
276351	Créance GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
276358	Créance Autres groupements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
27638	Créance Autres établissements publics	16 487,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**862 793,18**	**0,00**	**692 946,80**	**692 946,80**	**692 946,80**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	79 710,00	64 792,00	16 916,00	16 916,00	81 708,00
Total des recettes réelles		**3 810 371,18**	**1 219 922,81**	**1 266 327,99**	**1 266 327,99**	**2 486 250,80**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*4 232 272,00*		*3 363 351,00*	*3 363 351,00*	*3 363 351,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)*	*1 780 812,00*		*1 867 878,00*	*1 867 878,00*	*1 867 878,00*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
21828	*Autres matériels de transport*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2802	*Frais liés à la réalisation de document*	*32 975,00*		*39 697,00*	*39 697,00*	*39 697,00*
28031	*Frais d'études*	*0,00*		*10 345,00*	*10 345,00*	*10 345,00*
28033	*Frais d'insertion*	*2 620,00*		*173,00*	*173,00*	*173,00*
2804131	*Subv. Dpt : Bien mobilier, matériel*	*3 700,00*		*4 212,00*	*4 212,00*	*4 212,00*
28041411	*Subv.Cne GFP : Bien mobilier, matériel*	*600,00*		*600,00*	*600,00*	*600,00*
28041412	*Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations*	*139 523,00*		*150 803,00*	*150 803,00*	*150 803,00*
28041511	*Subv. Grpt : Bien mobilier, matériel*	*1 517,00*		*1 258,00*	*1 258,00*	*1 258,00*
28041581	*Autres grpts-Biens mob., mat. et études*	*61 299,00*		*89 641,00*	*89 641,00*	*89 641,00*
2804181	*Autres org pub - Biens mob, mat, études*	*1 006,00*		*1 007,00*	*1 007,00*	*1 007,00*
2804182	*Autres org pub - Bât. et installations*	*695,00*		*381,00*	*381,00*	*381,00*
280421	*Privé - Biens mob., matériel et études*	*213,00*		*96,00*	*96,00*	*96,00*
280422	*Privé - Bâtiments et installations*	*114 968,00*		*135 898,00*	*135 898,00*	*135 898,00*
28046	*Attributions compensation investissement*	*191 812,00*		*244 157,00*	*244 157,00*	*244 157,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*12 544,00*		*6 178,00*	*6 178,00*	*6 178,00*
28088	*Autres immobilisations incorporelles*	*360,00*		*612,00*	*612,00*	*612,00*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*354,00*		*354,00*	*354,00*	*354,00*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*81 505,00*		*85 296,00*	*85 296,00*	*85 296,00*
281311	*Bâtiments administratifs*	*21 126,00*		*21 127,00*	*21 127,00*	*21 127,00*
281318	*Autres bâtiments publics*	*68 535,00*		*80 268,00*	*80 268,00*	*80 268,00*
281321	*Immeubles de rapport*	*882,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281351	*Bâtiments publics*	*19 228,00*		*23 200,00*	*23 200,00*	*23 200,00*
28138	*Autres constructions*	*302 204,00*		*152 386,00*	*152 386,00*	*152 386,00*
28141	*Construct° sol autrui - Bâtiments public*	*686,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28148	*Construct° sol autrui - Autres construct*	*41 275,00*		*41 293,00*	*41 293,00*	*41 293,00*
28151	*Réseaux de voirie*	*1 510,00*		*1 511,00*	*1 511,00*	*1 511,00*
28152	*Installations de voirie*	*50 646,00*		*129 959,00*	*129 959,00*	*129 959,00*
281531	*Réseaux d'adduction d'eau*	*4 070,00*		*4 070,00*	*4 070,00*	*4 070,00*
281533	*Réseaux câblés*	*528,00*		*528,00*	*528,00*	*528,00*
281534	*Réseaux d'électrification*	*1 306,00*		*1 569,00*	*1 569,00*	*1 569,00*
281538	*Autres réseaux*	*40 480,00*		*44 753,00*	*44 753,00*	*44 753,00*
2815731	*Matériel roulant*	*113,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
2815738	*Autre matériel et outillage de voirie*	*1 660,00*		*1 664,00*	*1 664,00*	*1 664,00*
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*64 994,00*		*82 944,00*	*82 944,00*	*82 944,00*
281721	*Plant. arbres, arbustes (mise à dispo)*	*173,00*		*174,00*	*174,00*	*174,00*
281728	*Autres agencements (m. à dispo)*	*5 986,00*		*5 103,00*	*5 103,00*	*5 103,00*
2817311	*Bâtiments administratifs (m. à dispo)*	*9 716,00*		*9 720,00*	*9 720,00*	*9 720,00*
281735	*Installations générales (m. à dispo)*	*305 109,00*		*305 339,00*	*305 339,00*	*305 339,00*
281751	*Réseaux de voirie (m. à dispo)*	*94,00*		*95,00*	*95,00*	*95,00*
281752	*Installations de voirie (m. à dispo)*	*18 399,00*		*18 400,00*	*18 400,00*	*18 400,00*
2817534	*Réseaux d'électrification (mise à dispo)*	*1 307,00*		*1 308,00*	*1 308,00*	*1 308,00*
281758	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*1 261,00*		*1 160,00*	*1 160,00*	*1 160,00*
2817848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*903,00*		*904,00*	*904,00*	*904,00*
281788	*Autres immo. corporelles (m. à dispo)*	*58,00*		*59,00*	*59,00*	*59,00*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*13 691,00*		*9 354,00*	*9 354,00*	*9 354,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*51 479,00*		*52 587,00*	*52 587,00*	*52 587,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*23 901,00*		*19 034,00*	*19 034,00*	*19 034,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*27 458,00*		*35 672,00*	*35 672,00*	*35 672,00*
28185	*Matériel de téléphonie*	*2 529,00*		*1 484,00*	*1 484,00*	*1 484,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*53 814,00*		*51 505,00*	*51 505,00*	*51 505,00*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*79 290,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2031	*Frais d'études*	*79 290,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***6 092 374,00***		***5 231 229,00***	***5 231 229,00***	***5 231 229,00***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(5) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(7) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — B

DEPENSES

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**25 751 605,00**	**0,00**	**0,00**	**25 679 631,00**	**25 679 631,00**	**0,00**	**25 679 631,00**	**25 679 631,00**
011	Charges à caractère général (3)	1 993 331,00	0,00	0,00	2 279 613,00	2 279 613,00	0,00	2 279 613,00	2 279 613,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	5 335 846,00	0,00		5 929 276,00	5 929 276,00		5 929 276,00	5 929 276,00
014	Atténuations de produits	10 285 689,00	0,00		10 207 686,00	10 207 686,00		10 207 686,00	10 207 686,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	1 948 566,00	0,00	0,00	1 853 494,00	1 853 494,00	0,00	1 853 494,00	1 853 494,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**19 563 432,00**	**0,00**	**0,00**	**20 270 069,00**	**20 270 069,00**	**0,00**	**20 270 069,00**	**20 270 069,00**
66	Charges financières	67 291,00	0,00		64 233,00	64 233,00		64 233,00	64 233,00
67	Charges spécifiques (3)	2 319,00	0,00		10 000,00	10 000,00		10 000,00	10 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	105 479,00			104 100,00	104 100,00		104 100,00	104 100,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		**175 089,00**	**0,00**	**0,00**	**178 333,00**	**178 333,00**		**178 333,00**	**178 333,00**
Total des dépenses réelles		**19 738 521,00**	**0,00**	**0,00**	**20 448 402,00**	**20 448 402,00**	**0,00**	**20 448 402,00**	**20 448 402,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*4 232 272,00*			*3 363 351,00*	*3 363 351,00*		*3 363 351,00*	*3 363 351,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*1 780 812,00*			*1 867 878,00*	*1 867 878,00*		*1 867 878,00*	*1 867 878,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**6 013 084,00**			**5 231 229,00**	**5 231 229,00**		**5 231 229,00**	**5 231 229,00**

D002 Résultat reporté ou anticipé (5)	**0,00**

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	**25 679 631,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Inscrire en cas de reprise des résultats définitifs ou anticipés de l'exercice précédent.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — B

RECETTES

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**21 933 157,76**	**0,00**	**21 930 617,20**	**21 930 617,20**	**21 930 617,20**
013	Atténuations de charges (2)	106 400,76	0,00	75 759,00	75 759,00	75 759,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 184 562,00	0,00	1 234 943,00	1 234 943,00	1 234 943,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	4 523 731,00	0,00	4 532 748,00	4 532 748,00	4 532 748,00
731	Fiscalité locale	9 819 840,00	0,00	9 952 078,00	9 952 078,00	9 952 078,00
74	Dotations et participations (2)	5 532 809,00	0,00	5 315 689,20	5 315 689,20	5 315 689,20
75	Autres produits de gestion courante (2)	121 665,00	0,00	119 440,00	119 440,00	119 440,00
Total des recettes de gestion des services		**21 289 007,76**	**0,00**	**21 230 657,20**	**21 230 657,20**	**21 230 657,20**
76	Produits financiers	5 961,00	0,00	4 331,00	4 331,00	4 331,00
77	Produits spécifiques (2)	1 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (2)	0,00		1 204,00	1 204,00	1 204,00
Total des recettes financières		**7 161,00**	**0,00**	**5 535,00**	**5 535,00**	**5 535,00**
Total des recettes réelles		**21 296 168,76**	**0,00**	**21 236 192,20**	**21 236 192,20**	**21 236 192,20**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)*	*636 989,00*		*694 425,00*	*694 425,00*	*694 425,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**636 989,00**		**694 425,00**	**694 425,00**	**694 425,00**

R002 Résultat reporté ou anticipé (7)	**3 749 013,80**

Total des recettes de fonctionnement cumulées	**25 679 631,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(4) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(7) Inscrire en cas de reprise des résultats définitifs ou anticipés de l'exercice précédent.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE — B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**25 751 605,00**	**0,00**	**0,00**	**25 679 631,00**	**25 679 631,00**	**0,00**	**25 679 631,00**	**25 679 631,00**
011	Charges à caractère général (4)	1 993 331,00	0,00	0,00	2 279 613,00	2 279 613,00	0,00	2 279 613,00	2 279 613,00
6042	Achats de prestations de services	57 540,00	0,00		79 000,00	79 000,00	0,00	79 000,00	79 000,00
605	Achats de matériel, équip. et travaux	0,00	0,00		10 700,00	10 700,00	0,00	10 700,00	10 700,00
60611	Eau et assainissement	31 960,00	0,00		19 030,00	19 030,00	0,00	19 030,00	19 030,00
60612	Energie - Electricité	110 040,00	0,00		82 700,00	82 700,00	0,00	82 700,00	82 700,00
60621	Combustibles	38 500,00	0,00		25 040,00	25 040,00	0,00	25 040,00	25 040,00
60622	Carburants	40 000,00	0,00		48 000,00	48 000,00	0,00	48 000,00	48 000,00
60623	Alimentation	13 995,00	0,00		18 138,00	18 138,00	0,00	18 138,00	18 138,00
60624	Produits de traitement	3 000,00	0,00		730,00	730,00	0,00	730,00	730,00
60628	Autres fournitures non stockées	1 350,00	0,00		1 355,00	1 355,00	0,00	1 355,00	1 355,00
60631	Fournitures d'entretien	9 500,00	0,00		13 260,00	13 260,00	0,00	13 260,00	13 260,00
60632	Fournitures de petit équipement	27 394,00	0,00		34 040,00	34 040,00	0,00	34 040,00	34 040,00
60636	Habillement et vêtements de travail	10 275,00	0,00		23 850,00	23 850,00	0,00	23 850,00	23 850,00
6064	Fournitures administratives	10 316,00	0,00		14 940,00	14 940,00	0,00	14 940,00	14 940,00
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	20,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	550,00	0,00		300,00	300,00	0,00	300,00	300,00
611	Contrats de prestations de services	241 500,00	0,00		251 562,00	251 562,00	0,00	251 562,00	251 562,00
6132	Locations immobilières	44 318,00	0,00		41 810,00	41 810,00	0,00	41 810,00	41 810,00
61351	Matériel roulant	66 700,00	0,00		66 800,00	66 800,00	0,00	66 800,00	66 800,00
61358	Autres	14 597,00	0,00		8 467,00	8 467,00	0,00	8 467,00	8 467,00
614	Charges locatives et de copropriété	4 050,00	0,00		3 350,00	3 350,00	0,00	3 350,00	3 350,00
61521	Entretien terrains	58 600,00	0,00		25 400,00	25 400,00	0,00	25 400,00	25 400,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	54 900,00	0,00		62 100,00	62 100,00	0,00	62 100,00	62 100,00
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615231	Entretien, réparations voiries	14 500,00	0,00		13 500,00	13 500,00	0,00	13 500,00	13 500,00
615232	Entretien, réparations réseaux	7 700,00	0,00		6 770,00	6 770,00	0,00	6 770,00	6 770,00
61551	Entretien matériel roulant	50 100,00	0,00		42 500,00	42 500,00	0,00	42 500,00	42 500,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	7 722,00	0,00		10 170,00	10 170,00	0,00	10 170,00	10 170,00
6156	Maintenance	127 648,00	0,00		197 940,00	197 940,00	0,00	197 940,00	197 940,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
6161	Multirisques	67 470,00	0,00		87 595,00	87 595,00	0,00	87 595,00	87 595,00
617	Etudes et recherches	90 000,00	0,00		352 772,00	352 772,00	0,00	352 772,00	352 772,00
6182	Documentation générale et technique	4 500,00	0,00		11 689,00	11 689,00	0,00	11 689,00	11 689,00
6184	Versements à des organismes de formation	63 454,00	0,00		63 103,00	63 103,00	0,00	63 103,00	63 103,00
6188	Autres frais divers	740,00	0,00		300,00	300,00	0,00	300,00	300,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	771,00	0,00		950,00	950,00	0,00	950,00	950,00
62268	Autres honoraires, conseils	78 900,00	0,00		44 880,00	44 880,00	0,00	44 880,00	44 880,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	4 050,00	0,00		1 700,00	1 700,00	0,00	1 700,00	1 700,00
6228	Divers	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	25 256,00	0,00		9 560,00	9 560,00	0,00	9 560,00	9 560,00
6232	Fêtes et cérémonies	15 901,00	0,00		64 347,00	64 347,00	0,00	64 347,00	64 347,00
6236	Catalogues et imprimés	31 950,00	0,00		32 179,00	32 179,00	0,00	32 179,00	32 179,00
6237	Publications	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	27 082,00	0,00		30 351,00	30 351,00	0,00	30 351,00	30 351,00
6247	Transports collectifs	86 500,00	0,00		81 240,00	81 240,00	0,00	81 240,00	81 240,00
6251	Voyages, déplacements et missions	17 682,00	0,00		15 000,00	15 000,00	0,00	15 000,00	15 000,00
6261	Frais d'affranchissement	15 359,00	0,00		15 000,00	15 000,00	0,00	15 000,00	15 000,00
6262	Frais de télécommunications	23 020,00	0,00		20 118,00	20 118,00	0,00	20 118,00	20 118,00
627	Services bancaires et assimilés	1 022,00	0,00		2 310,00	2 310,00	0,00	2 310,00	2 310,00
6281	Concours divers (cotisations)	98 475,00	0,00		100 725,00	100 725,00	0,00	100 725,00	100 725,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	26 389,00	0,00		13 500,00	13 500,00	0,00	13 500,00	13 500,00
628722	Remb. frais aux régies avec ps.morale	1 000,00	0,00		3 000,00	3 000,00	0,00	3 000,00	3 000,00
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	37 950,00	0,00		40 600,00	40 600,00	0,00	40 600,00	40 600,00
62878	Remb. frais à des tiers	143 301,00	0,00		88 000,00	88 000,00	0,00	88 000,00	88 000,00
6288	Autres services extérieurs	68 000,00	0,00		76 500,00	76 500,00	0,00	76 500,00	76 500,00
63512	Taxes foncières	15 000,00	0,00		21 002,00	21 002,00	0,00	21 002,00	21 002,00
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	1 750,00	0,00		1 500,00	1 500,00	0,00	1 500,00	1 500,00
6358	Autres droits	790,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6378	Autres impôts taxes et versements assim.	244,00	0,00		240,00	240,00	0,00	240,00	240,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4) (5)	5 335 846,00	0,00		5 929 276,00	5 929 276,00		5 929 276,00	5 929 276,00
62121	Personnel aff. BA/régies sans ps.morale	0,00	0,00		500,00	500,00		500,00	500,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
6215	Personnel affecté par la commune du GFP	76 632,00	0,00		90 400,00	90 400,00		90 400,00	90 400,00
6218	Autre personnel extérieur	20 000,00	0,00		10 800,00	10 800,00		10 800,00	10 800,00
6331	Versement mobilité	0,00	0,00		4 788,00	4 788,00		4 788,00	4 788,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	14 785,00	0,00		16 755,00	16 755,00		16 755,00	16 755,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	126 042,00	0,00		141 991,00	141 991,00		141 991,00	141 991,00
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	8 629,00	0,00		9 786,00	9 786,00		9 786,00	9 786,00
64111	Rémunération principale titulaires	1 599 381,00	0,00		1 775 719,00	1 775 719,00		1 775 719,00	1 775 719,00
64112	SFT, indemnité de résidence	19 027,00	0,00		20 459,00	20 459,00		20 459,00	20 459,00
64113	NBI	27 428,00	0,00		31 276,00	31 276,00		31 276,00	31 276,00
64118	Autres indemnités	409 466,00	0,00		448 007,00	448 007,00		448 007,00	448 007,00
64131	Rémunérations	1 066 900,00	0,00		1 290 615,00	1 290 615,00		1 290 615,00	1 290 615,00
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00		2 885,00	2 885,00		2 885,00	2 885,00
64138	Primes et autres indemnités	192 021,00	0,00		194 894,00	194 894,00		194 894,00	194 894,00
64168	Autres emplois aidés	0,00	0,00		5 972,00	5 972,00		5 972,00	5 972,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	644 096,00	0,00		728 190,00	728 190,00		728 190,00	728 190,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	713 689,00	0,00		700 699,00	700 699,00		700 699,00	700 699,00
6454	Cotisations à l'assurance chômage	51 524,00	0,00		59 061,00	59 061,00		59 061,00	59 061,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	223 300,00	0,00		230 535,00	230 535,00		230 535,00	230 535,00
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	2 400,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00		10 944,00	10 944,00		10 944,00	10 944,00
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	37 776,00	0,00		40 000,00	40 000,00		40 000,00	40 000,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	15 150,00	0,00		15 000,00	15 000,00		15 000,00	15 000,00
6478	Autres charges sociales diverses	87 600,00	0,00		100 000,00	100 000,00		100 000,00	100 000,00
014	Atténuations de produits	10 285 689,00	0,00		10 207 686,00	10 207 686,00		10 207 686,00	10 207 686,00
7391118	Autres restit. dégrèv./contrib. directes	0,00	0,00		5 000,00	5 000,00		5 000,00	5 000,00
739118	Autres revers, restit. contrib. directes	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
73918	Autres revers. et restit. / fisc. locale	250 920,00	0,00		226 735,00	226 735,00		226 735,00	226 735,00
739211	Attribution de compensation	8 477 011,00	0,00		8 477 011,00	8 477 011,00		8 477 011,00	8 477 011,00
739221	FNGIR	1 258 251,00	0,00		1 258 251,00	1 258 251,00		1 258 251,00	1 258 251,00
7392221	Fonds péréquation ress. com. et intercom	263 507,00	0,00		240 689,00	240 689,00		240 689,00	240 689,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
73951	Fraction compensatoire TFPB et THRP	24 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
73952	Fraction compensatoire de la CVAE	12 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (4)	1 948 566,00	0,00	0,00	1 853 494,00	1 853 494,00	0,00	1 853 494,00	1 853 494,00
65311	Indemnités de fonction	221 340,00	0,00		200 924,00	200 924,00	0,00	200 924,00	200 924,00
65312	Frais de mission et de déplacement	5 500,00	0,00		6 000,00	6 000,00	0,00	6 000,00	6 000,00
65313	Cotisations de retraite	11 392,00	0,00		10 593,00	10 593,00	0,00	10 593,00	10 593,00
65314	Cotis. sécurité sociale - part patronale	18 988,00	0,00		16 742,00	16 742,00	0,00	16 742,00	16 742,00
65315	Formation	32 118,00	0,00		20 000,00	20 000,00	0,00	20 000,00	20 000,00
653172	Cotis.fonds financ.allocation fin mandat	100,00	0,00		500,00	500,00	0,00	500,00	500,00
6541	Créances admises en non-valeur	81,00	0,00		2 466,00	2 466,00	0,00	2 466,00	2 466,00
6561	Organismes de regroupement	358 894,00	0,00		421 270,00	421 270,00	0,00	421 270,00	421 270,00
65733	Subv. fonct. départements	0,00	0,00		86 421,00	86 421,00	0,00	86 421,00	86 421,00
657358	Subv. fonct. autres groupements	45 358,00	0,00		46 608,00	46 608,00	0,00	46 608,00	46 608,00
65736211	Subv. BA/régie admin. sans ps.morale	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65741	Subv. de fonctionnement aux ménages	10 000,00	0,00		7 000,00	7 000,00	0,00	7 000,00	7 000,00
65742	Subv. de fonctionnement aux entreprises	18 000,00	0,00		18 000,00	18 000,00	0,00	18 000,00	18 000,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	788 293,00	0,00		805 945,00	805 945,00	0,00	805 945,00	805 945,00
65811	Droits d''utilisat° - informatique nuage	90 771,00	0,00		20 071,00	20 071,00	0,00	20 071,00	20 071,00
65818	Autres	0,00	0,00		51 002,00	51 002,00	0,00	51 002,00	51 002,00
6584	Amendes fiscales et pénales	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65883	Déficits sur opérations de gestion	0,00	0,00		70,00	70,00	0,00	70,00	70,00
65888	Autres	347 731,00	0,00		139 882,00	139 882,00	0,00	139 882,00	139 882,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**19 563 432,00**	**0,00**	**0,00**	**20 270 069,00**	**20 270 069,00**	**0,00**	**20 270 069,00**	**20 270 069,00**
66	Charges financières	67 291,00	0,00		64 233,00	64 233,00		64 233,00	64 233,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	67 295,00	0,00		65 340,00	65 340,00		65 340,00	65 340,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	-3 459,00	0,00		-3 679,00	-3 679,00		-3 679,00	-3 679,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
661131	Remb. int. emprunt transf. Cnes du GFP	3 442,00	0,00		2 552,00	2 552,00		2 552,00	2 552,00
661138	Remb. int. emprunt transf. Autres tiers	13,00	0,00		20,00	20,00		20,00	20,00
67	Charges spécifiques (4)	2 319,00	0,00		10 000,00	10 000,00		10 000,00	10 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	2 319,00	0,00		10 000,00	10 000,00		10 000,00	10 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	105 479,00			104 100,00	104 100,00		104 100,00	104 100,00
6815	Dot. prov. pour risques fonct. courant	104 000,00			104 100,00	104 100,00		104 100,00	104 100,00
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	1 479,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		**175 089,00**	**0,00**	**0,00**	**178 333,00**	**178 333,00**		**178 333,00**	**178 333,00**
Total des dépenses réelles		**19 738 521,00**	**0,00**	**0,00**	**20 448 402,00**	**20 448 402,00**	**0,00**	**20 448 402,00**	**20 448 402,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*4 232 272,00*			*3 363 351,00*	*3 363 351,00*		*3 363 351,00*	*3 363 351,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)*	*1 780 812,00*			*1 867 878,00*	*1 867 878,00*		*1 867 878,00*	*1 867 878,00*
675	*Valeurs comptables immobilisations cédée*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
6761	*Différences sur réalisations (positives)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
6811	*Dot. amort. immos incorporelles*	*1 780 812,00*			*1 867 878,00*	*1 867 878,00*		*1 867 878,00*	*1 867 878,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7) (9)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**6 013 084,00**			**5 231 229,00**	**5 231 229,00**		**5 231 229,00**	**5 231 229,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	-3 679,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — B2

Chap / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**21 933 157,76**	**0,00**	**21 930 617,20**	**21 930 617,20**	**21 930 617,20**
013	Atténuations de charges (3)	106 400,76	0,00	75 759,00	75 759,00	75 759,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	65 000,76	0,00	75 759,00	75 759,00	75 759,00
6479	Rembourst sur autres charges sociales	41 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 184 562,00	0,00	1 234 943,00	1 234 943,00	1 234 943,00
70321	Stationnement et location voie publique	14 500,00	0,00	29 500,00	29 500,00	29 500,00
70323	Red. occupation dom. public	650,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7034	Péage, droits passage, pesage, mesurage	5 756,00	0,00	5 000,00	5 000,00	5 000,00
70388	Autres redevances et recettes diverses	2 980,00	0,00	3 413,00	3 413,00	3 413,00
7062	Redevances services à caractère culturel	100 000,00	0,00	80 000,00	80 000,00	80 000,00
70632	Redevances services à caractère loisir	191 500,00	0,00	269 800,00	269 800,00	269 800,00
7066	Redevances services à caractère social	67 000,00	0,00	82 000,00	82 000,00	82 000,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	6 500,00	0,00	6 500,00	6 500,00	6 500,00
70841	Mise à dispo personnel CL de rattach.	166 277,00	0,00	146 440,00	146 440,00	146 440,00
70845	Mise à dispo personnel communes du GFP	332 000,00	0,00	352 000,00	352 000,00	352 000,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	22 800,00	0,00	25 000,00	25 000,00	25 000,00
708722	Remb. frais par régie avec ps.morale	33 006,00	0,00	26 290,00	26 290,00	26 290,00
70875	Remb. frais par les communes du GFP	184 058,00	0,00	152 000,00	152 000,00	152 000,00
70878	Remb. frais par des tiers	55 260,00	0,00	57 000,00	57 000,00	57 000,00
7088	Produits activités annexes (abonnements)	2 275,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	4 523 731,00	0,00	4 532 748,00	4 532 748,00	4 532 748,00
73221	FNGIR	225 827,00	0,00	0,00	0,00	0,00
732221	Fonds péréquation ress. com. et intercom	0,00	0,00	224 384,00	224 384,00	224 384,00
7351	Fract° compens. TFPB, taxe rés. princi.	2 761 257,00	0,00	2 768 652,00	2 768 652,00	2 768 652,00
7352	Fraction compensatoire de la CVAE	1 536 647,00	0,00	1 539 712,00	1 539 712,00	1 539 712,00
731	Fiscalité locale	9 819 840,00	0,00	9 952 078,00	9 952 078,00	9 952 078,00
73111	Impôts directs locaux	7 324 310,00	0,00	7 405 750,00	7 405 750,00	7 405 750,00
73113	Taxe sur les surfaces commerciales	372 245,00	0,00	369 011,00	369 011,00	369 011,00
73114	Imposition forf. sur entrep. réseaux	1 016 605,00	0,00	1 072 282,00	1 072 282,00	1 072 282,00
73136	Taxe gest° milieux aqua, prévent° inond	800 000,00	0,00	800 000,00	800 000,00	800 000,00

Chap / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
73158	Autres taxes transp,véhic,droits station	0,00	0,00	44 035,00	44 035,00	44 035,00
731721	Taxe de séjour	306 680,00	0,00	261 000,00	261 000,00	261 000,00
74	Dotations et participations (3)	5 532 809,00	0,00	5 315 689,20	5 315 689,20	5 315 689,20
741124	Dotation d'intercommunalité des EPCI	484 737,00	0,00	490 451,00	490 451,00	490 451,00
741126	Dotation de compensation des EPCI	684 193,00	0,00	684 193,00	684 193,00	684 193,00
744	FCTVA	9 000,00	0,00	14 636,20	14 636,20	14 636,20
74611	DGD des communes et EPCI	28 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	230 889,00	0,00	210 000,00	210 000,00	210 000,00
7472	Participation régions	53 747,00	0,00	3 000,00	3 000,00	3 000,00
7473	Participation départements	78 000,00	0,00	77 500,00	77 500,00	77 500,00
74758	Participation autres groupements	14 800,00	0,00	85 000,00	85 000,00	85 000,00
74773	Participation FEADER	167 798,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7478211	Participation Etat	34 214,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747888	Autres	294 950,00	0,00	304 000,00	304 000,00	304 000,00
748312	D.C.R.T.P.	26 038,00	0,00	23 006,00	23 006,00	23 006,00
74832	Etat - Compensation CET (CVAE et CFE)	3 135 764,00	0,00	3 135 764,00	3 135 764,00	3 135 764,00
74833	Etat-Compens.exonération taxes foncières	281 679,00	0,00	281 679,00	281 679,00	281 679,00
74836	Attrib. fonds départ. péréquat. de la TP	9 000,00	0,00	6 460,00	6 460,00	6 460,00
74888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	121 665,00	0,00	119 440,00	119 440,00	119 440,00
752	Revenus des immeubles	118 165,00	0,00	114 900,00	114 900,00	114 900,00
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7584	Recouvr./créances admises en non valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75883	Excédents sur opérations de gestion	0,00	0,00	40,00	40,00	40,00
75888	Autres	3 500,00	0,00	4 500,00	4 500,00	4 500,00
Total des recettes de gestion des services		**21 289 007,76**	**0,00**	**21 230 657,20**	**21 230 657,20**	**21 230 657,20**
76	Produits financiers	5 961,00	0,00	4 331,00	4 331,00	4 331,00
76231	Remb. intérêts emprunts communes du GFP	5 961,00	0,00	4 331,00	4 331,00	4 331,00
77	Produits spécifiques (3)	1 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	1 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		1 204,00	1 204,00	1 204,00
7815	Rep. prov. charges fonctionnt courant	0,00		0,00	0,00	0,00
7817	Rep. prov. dépréc. actifs circulants	0,00		1 204,00	1 204,00	1 204,00
Total des recettes réelles		**21 296 168,76**	**0,00**	**21 236 192,20**	**21 236 192,20**	**21 236 192,20**

Chap / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*636 989,00*		*694 425,00*	*694 425,00*	*694 425,00*
722	*Immobilisations corporelles*	*12 000,00*		*12 000,00*	*12 000,00*	*12 000,00*
7761	*Différences sur réalisations (négatives)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
77681	*Neutralisation des amortissements*	*452 333,00*		*537 024,00*	*537 024,00*	*537 024,00*
777	*Rec... subv inv transférées cpte résult*	*172 656,00*		*145 401,00*	*145 401,00*	*145 401,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4) (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**636 989,00**		**694 425,00**	**694 425,00**	**694 425,00**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (8)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (9)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043).*

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(9) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE

IV

A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**0,00**	**5 803 131,99**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	368 238,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	208 586,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	1 109 176,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	1 962 633,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	1 809 582,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	328 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	16 916,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**2 715 897,19**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	2 076 798,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	556 465,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	22 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	43 718,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	16 916,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**5 803 131,99**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		368 238,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		208 586,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		1 109 176,60
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		1 962 633,39
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		1 809 582,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		328 000,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		16 916,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**2 715 897,19**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		2 076 798,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		556 465,19
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		22 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		43 718,00

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		16 916,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		0,00
RECETTES		0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.900

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		**5 803 131,99**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164	Emprunts auprès des éts financiers	314 270,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	22 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
168	Autres emprunts et dettes assimilées	31 968,00	0,00	0,00	0,00	0,00
202	Frais réalisation documents urbanisme	34 680,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	167 784,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	1 109 176,60	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	6 122,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	628 695,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	311 092,65	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	733 863,89	0,00	0,00	0,00	0,00
217	Immobilisations reçues mises à dispo.	0,27	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	288 981,58	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	1 809 582,00	0,00	0,00	0,00	0,00
276	Autres créances immobilisées	328 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	16 916,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**2 715 897,19**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
102	Dotations et fonds d'investissement	627 228,80	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves	1 449 569,20	0,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	439 464,45	0,00	0,00	0,00	0,00
133	Fonds affectés à l'équipement amort.	117 000,74	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	22 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
276	Autres créances immobilisées	43 718,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	16 916,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164	Emprunts auprès des éts financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
168	Autres emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
202	Frais réalisation documents urbanisme	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
217	Immobilisations reçues mises à dispo.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
276	Autres créances immobilisées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
102	Dotations et fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
133	Fonds affectés à l'équipement amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
276	Autres créances immobilisées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé			04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.			TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 803 131,99**
164	Emprunts auprès des éts financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	314 270,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 000,00
168	Autres emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 968,00
202	Frais réalisation documents urbanisme	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	34 680,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	167 784,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 109 176,60
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 122,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	628 695,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	311 092,65
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	733 863,89
217	Immobilisations reçues mises à dispo.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,27
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	288 981,58
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 809 582,00
276	Autres créances immobilisées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	328 000,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 916,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 715 897,19**
102	Dotations et fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	627 228,80
106	Réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 449 569,20
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	439 464,45
133	Fonds affectés à l'équipement amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	117 000,74
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 000,00
276	Autres créances immobilisées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	43 718,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 916,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.901

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904-4

FONCTION 4-4 – RSA

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles				
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Marchés alimentaires	6318 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.907

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.908

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	848 Parkings	849 Sécurité routière
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**0,00**	**20 448 402,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	2 279 613,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	5 929 276,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	10 207 686,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	1 853 494,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	64 233,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	104 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**21 236 192,20**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	75 759,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	1 234 943,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	4 532 748,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	9 952 078,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	5 315 689,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	119 440,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	4 331,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	1 204,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**20 448 402,00**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		2 279 613,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		5 929 276,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		10 207 686,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		1 853 494,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		64 233,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		10 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		104 100,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**21 236 192,20**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		75 759,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		1 234 943,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		4 532 748,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		9 952 078,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		5 315 689,20
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		119 440,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		4 331,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		1 204,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		0,00
RECETTES		0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.930

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		**20 448 402,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	79 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
605	Achats de matériel, équip. et travaux	10 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	281 383,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	251 562,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	117 077,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	3 350,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	358 380,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	87 595,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	352 772,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	75 092,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	101 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	47 530,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	136 437,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	81 240,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	35 118,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	2 310,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	322 325,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	173 320,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	22 502,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	240,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	3 769 827,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	1 729 429,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	155 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	254 759,00	0,00	0,00	0,00	0,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	2 466,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	421 270,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	963 974,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
658	Charges diverses de gestion courante	211 025,00	0,00	0,00	0,00	0,00
661	Charges d'intérêts	64 233,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
681	Dot. amort. et prov. Charges de fonct.	104 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	10 207 686,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**21 236 192,20**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
641	Rémunérations du personnel	75 759,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	37 913,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	431 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	765 230,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	9 952 078,00	0,00	0,00	0,00	0,00
732	Fiscalité reversée	224 384,00	0,00	0,00	0,00	0,00
735	Fraction de TVA	4 308 364,00	0,00	0,00	0,00	0,00
741	D.G.F.	1 174 644,00	0,00	0,00	0,00	0,00
744	FCTVA	14 636,20	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	679 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	3 446 909,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	114 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	4 540,00	0,00	0,00	0,00	0,00
762	Produits autres immo. financières	4 331,00	0,00	0,00	0,00	0,00
781	Rep. amort. et prov. produits fonct. cou	1 204,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
605	Achats de matériel, équip. et travaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
654	Pertes sur créances irrécouvrables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
661	Charges d'intérêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
681	Dot. amort. et prov. Charges de fonct.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
732	Fiscalité reversée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
735	Fraction de TVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
741	D.G.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
744	FCTVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
762	Produits autres immo. financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
781	Rep. amort. et prov. produits fonct. cou	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**20 448 402,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	79 000,00
605	Achats de matériel, équip. et travaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 700,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	281 383,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	251 562,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	117 077,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 350,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	358 380,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	87 595,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	352 772,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	75 092,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	101 700,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	47 530,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	136 437,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	81 240,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 118,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 310,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	322 325,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	173 320,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 502,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	240,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 769 827,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 729 429,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	155 000,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	254 759,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 466,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	421 270,00

Article / compte nature (1)	Libellé		04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	963 974,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	211 025,00
661	Charges d'intérêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	64 233,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
681	Dot. amort. et prov. Charges de fonct.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	104 100,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 207 686,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**21 236 192,20**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	75 759,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 913,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	431 800,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	765 230,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 952 078,00
732	Fiscalité reversée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	224 384,00
735	Fraction de TVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 308 364,00
741	D.G.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 174 644,00
744	FCTVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 636,20
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	679 500,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 446 909,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	114 900,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 540,00
762	Produits autres immo. financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 331,00
781	Rep. amort. et prov. produits fonct. cou	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 204,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.931

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-3

FONCTION 4-3 – APA

Article / compte nature (1)	Libellé	430 Services communs	431 APA à domicile	432 APA versée aux bénéf. en établissement	433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-4

FONCTION 4-4 – RSA / Régularisation de RMI

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.936

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles				
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Marchés alimentaires	6318 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.936

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.937

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.938

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	848 Parkings	849 Sécurité routière
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	B1.1

B1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant.

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.

IV – ANNEXES

IV

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**4 510 500,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					4 310 500,00									
00600678595	CRÉDIT AGRICOLE PROVENCE COTE D'	10/11/2012	10/08/2016	10/08/2016	200 000,00	F		2,270	2,399		T	X Echéance constante		A-1
00601188109	CRÉDIT AGRICOLE PROVENCE COTE D'	15/06/2016	22/06/2017	22/06/2017	250 000,00	F		1,900	1,900		A	X Echéance constante		A-1
00601847971	CRÉDIT AGRICOLE PROVENCE COTE D'	09/10/2018	20/10/2018	20/01/2019	500 000,00	F		1,350	1,612		T	X Echéance constante		A-1
00602637507	CRÉDIT AGRICOLE PROVENCE COTE D'	01/08/2020	01/12/2020	03/12/2020	48 000,00	F		0,610	0,645		T	X Echéance constante		A-1
00602637509	CRÉDIT AGRICOLE PROVENCE COTE D'	01/08/2020	01/12/2020	03/12/2020	68 000,00	F		0,610	0,645		T	X Echéance constante		A-1
05988965	SA BANQUE POPULAIRE AUVERGNE RHONE ALPES	28/10/2021	05/11/2021	05/02/2022	75 000,00	F		0,180	0,180		T	X Echéance constante		A-1
05988966	SA BANQUE POPULAIRE AUVERGNE RHONE ALPES	28/10/2021	05/11/2021	05/02/2022	18 500,00	F		0,460	0,462		T	X Echéance constante		A-1
06024064	SA BANQUE POPULAIRE AUVERGNE RHONE ALPES	01/07/2022	08/07/2022	08/10/2022	378 000,00	F		1,360	1,360		T	C		A-1
06024065	SA BANQUE POPULAIRE AUVERGNE RHONE ALPES	01/07/2022	08/07/2022	08/10/2022	160 000,00	F		1,730	1,730		T	C		A-1
1226809	CAISSE DES DEPOTS	16/07/2012	31/12/2012	30/04/2013	400 000,00	F		4,790	4,790		A	X Echéance constante		A-1
5144053	CAISSE DES DEPOTS	21/06/2016	01/06/2017	01/08/2017	900 000,00	F		1,750	3,365		A	X Echéance constante		A-1
A29120ZO	Caisse d' Epargne Provence Alpes	21/12/2012	14/02/2013	25/01/2014	123 000,00	F		4,630	4,630		A	X Echéance constante		A-1
C3HJ3NO17PR	CRÉDIT AGRICOLE PROVENCE COTE D'	13/08/2013	11/09/2013	10/03/2015	330 000,00	F		4,140	4,140		A	X Echéance constante		A-1
I20F12000X10677	CIC LYON	03/12/2012	01/03/2013	04/03/2013	300 000,00	F		5,100	5,100		T	X Echéance constante		A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
MON513155EUR	SA LA BANQUE POSTALE	26/07/2016	26/08/2016	01/03/2017	110 000,00	F		1,610	1,610		T	X Echéance constante		A-1
MON530414EUR	SA LA BANQUE POSTALE	10/07/2019	21/08/2019	01/12/2019	210 000,00	F		0,600	0,615		T	C		A-1
MONRE6091EUR	SA LA BANQUE POSTALE	06/12/2023	29/12/2023	01/04/2024	240 000,00	F		4,090	4,215		T	C		A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					200 000,00									
A2910116	Caisse d' Epargne Provence Alpes	28/04/2011	28/04/2011	25/06/2012	200 000,00	F		4,310	4,310		A	X Echéance constante		A-1
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
165-2025-CAUTION BL		01/01/2002	01/01/2002		0,00	F		0,000	0,000		X	X X	O	A-1
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes afférentes aux marchés publics de travaux et aux marchés de partenariat (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**371 103,45**									
1681 Autres emprunts (total) (9)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1687 Autres dettes (total)					371 103,45									
900790710411	COMMUNE de SISTERON	01/01/2017	01/06/2017	01/06/2017	153 836,38	F		4,560	5,600		A	X Echéance constante		A-1
900790760111	COMMUNE de SISTERON	01/01/2017	01/12/2017	01/12/2017	211 743,05	F		1,190	1,375		A	C		A-1
QP-CA2015-SIPCCRJ	CC JABRON LURE VANCON DURANCE	01/01/2015	17/05/2015	17/05/2021	2 224,01	F		1,110	0,523		A	X Echéance constante		A-1
QP-DPT2013-SIPCCRJ	CC JABRON LURE VANCON DURANCE	17/07/2013	01/07/2021	01/07/2021	1 466,67	F		0,000	0,000		A	X Echéance constante		A-1
QP-DPT2015-SIPCCRJ	CC JABRON LURE VANCON DURANCE	13/11/2015	01/11/2020	01/11/2021	1 833,34	F		0,000	0,000		A	X Echéance constante		A-1
Total général					**4 881 603,45**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle , B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**2 291 599,72**					**314 268,97**	**65 339,54**	**0,00**	**23 739,31**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		2 213 116,04					302 528,48	61 956,89	0,00	22 253,05
00600678595		0,00	A-1	34 252,93	1,83	F		2,399	16 932,51	634,09	0,00	55,70
00601188109		0,00	A-1	108 535,83	5,42	F		1,900	17 248,93	2 062,18	0,00	910,59
00601847971		0,00	A-1	279 206,51	7,75	F		1,612	33 276,90	3 601,30	0,00	654,79
00602637507		0,00	A-1	23 164,88	4,67	F		0,645	4 821,26	130,30	0,00	8,70
00602637509		0,00	A-1	32 817,09	4,67	F		0,645	6 830,09	184,59	0,00	12,33
05988965		0,00	A-1	15 054,12	0,83	F		0,180	15 054,12	16,84	0,00	0,00
05988966		0,00	A-1	11 201,97	5,83	F		0,462	1 845,58	48,34	0,00	6,70
06024064		0,00	A-1	255 150,00	6,50	F		1,360	37 800,00	3 277,26	0,00	681,51
06024065		0,00	A-1	134 000,00	16,50	F		1,730	8 000,00	2 266,30	0,00	502,57
1226809		0,00	A-1	70 853,12	1,58	F		4,790	34 597,98	3 393,86	0,00	723,63
5144053		0,00	A-1	630 000,00	20,58	R		3,648	30 000,00	25 200,00	0,00	10 000,00
A29120ZO		0,00	A-1	31 688,20	2,00	F		4,630	10 088,43	1 467,16	0,00	933,40
C3HJ3NO17PR		0,00	A-1	181 629,29	8,17	F		4,140	17 064,50	7 519,45	0,00	5 507,16
I20F12000X10677		0,00	A-1	54 312,10	1,92	F		5,100	26 468,18	2 269,06	0,00	106,50
MON513155EUR		0,00	A-1	60 500,00	10,67	F		1,610	5 500,00	918,71	0,00	71,95
MON530414EUR		0,00	A-1	78 750,00	3,67	F		0,618	21 000,00	425,26	0,00	28,88
MONRE6091EUR		0,00	A-1	212 000,00	13,00	F		4,215	16 000,00	8 542,19	0,00	2 048,64
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		78 483,68					11 740,49	3 382,65	0,00	1 486,26
A2910116		0,00	A-1	78 483,68	5,42	F		4,238	11 740,49	3 382,65	0,00	1 486,26

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165-2025-CAUTION BL		0,00	A-1	0,00	0,00	F		0,000	0,00	0,00	0,00	0,00
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes afférentes aux marchés publics de travaux et de partenariat (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**120 877,41**					**31 316,24**	**2 561,26**	**0,00**	**534,29**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		120 877,41					31 316,24	2 561,26	0,00	534,29
900790710411		0,00	A-1	33 856,36	1,42	F		7,179	16 550,82	1 543,85	0,00	460,33
900790760111		0,00	A-1	84 697,25	5,92	F		1,375	14 116,20	1 007,90	0,00	69,99
QP-CA2015-SIPCCRJ		0,00	A-1	857,09	2,33	F		0,523	282,56	9,51	0,00	3,97
QP-DPT2013-SIPCCRJ		0,00	A-1	550,02	2,50	F		0,000	183,33	0,00	0,00	0,00
QP-DPT2015-SIPCCRJ		0,00	A-1	916,69	4,83	F		0,000	183,33	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**2 412 477,13**					**345 585,21**	**67 900,80**	**0,00**	**24 273,60**

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

IV

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

B1.3

B1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	B1.4

B1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	24	0	0	0	0	
	% de l'encours	99,98	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	2 412 477,13	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE

IV

B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes éventuelles	
												Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME	B1.6

B1.6 – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 01/01/N	Annuité à payer au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la collectivité.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.7

B1.7 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

LIBELLES	Montant initial de la dette	Dépenses de l'exercice	Dette restante

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 1000.00 €		12-12-2022
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
L	Attributions de compensation	30	11/04/2019
L	Agencement et aménagement de terrains	15	12/12/2022
L	Autres immobilisations	10	12/12/2022
L	Autres immobilisations incorporelles	5	12/12/2022
L	Constructions	30	12/12/2022
L	Documents d'urbanisme	10	12/12/2022
L	Etudes	5	12/12/2022
L	Immobilisations corporelles reçues au titre d'une mise à disposi	15	12/12/2022
L	Installations générales, agencement et aménagements divers	20	12/12/2022
L	Installations, matériel et outillage technique	8	12/12/2022
L	Logiciels	2	12/12/2022
L	Matériel de bureau et matériel informatique	5	12/12/2022
L	Matériel de téléphonie	2	12/12/2022
L	Matériel de transport	8	12/12/2022
L	Mobilier	8	12/12/2022
L	Subventions d'équipement versées	5	12/12/2022
L	Matériel de transport - VAE	5	16/12/2024

IV – ANNEXES

IV

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N

B3.1

PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	**104 100,00**		**608 964,30**	**713 064,30**	**0,00**	**713 064,30**
Provisions pour litiges	**0,00**		**68 300,00**	**68 300,00**	**0,00**	**68 300,00**
LITIGE AERODROME LA BATIE-MONTSALEON	0,00	13/09/2021	68 300,00	68 300,00	0,00	68 300,00
Provisions pour pertes de change	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour garanties d'emprunt	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres provisions pour risques	**104 100,00**		**540 664,30**	**644 764,30**	**0,00**	**644 764,30**
Travaux d'urgence GEMAPI	100 000,00	29/03/2021	505 000,00	605 000,00	0,00	605 000,00
IMPAYES DE PLUS DE 2ANS	0,00	20/12/2021	3 884,54	3 884,54	0,00	3 884,54
Contentieux avec le personnel	0,00	11/04/2023	9 000,00	9 000,00	0,00	9 000,00
Factures téléphonies impayées	0,00	19/04/2024	7 187,00	7 187,00	0,00	7 187,00
Sinistre non pris en charge par l'assurance	0,00	19/04/2024	4 081,00	4 081,00	0,00	4 081,00
CET AGENTS	0,00	06/05/2024	7 511,76	7 511,76	0,00	7 511,76
Franchise en cas d'accident de voiture	4 100,00	27/03/2025	4 000,00	8 100,00	0,00	8 100,00
Dépréciations (3)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des immobilisations	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des stocks et encours	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes de tiers	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes financiers	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des provisions semi-budgétaires	**104 100,00**		**608 964,30**	**713 064,30**	**0,00**	**713 064,30**
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour litiges	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour pertes de change	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour garanties d'emprunt	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
Autres provisions pour risques	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (3)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des immobilisations	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des stocks et encours	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes de tiers	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes financiers	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des provisions budgétaires	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL PROVISIONS	**104 100,00**		**608 964,30**	**713 064,30**	**0,00**	**713 064,30**

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETALEMENT DES PROVISIONS	B3.2

B3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS (1)

Nature de la provision	Objet	Montant total de la provision à constituer	Durée	Montant des provisions constituées au 01/01/N	Provision constituée au titre de l'exercice	Montant restant à provisionner

(1) Il s'agit des provisions figurant dans le tableau précédent « Etat des provisions » qui font l'objet d'un étalement, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	B4

ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

N° opération : 4581 — **Intitulé de l'opération : OPERATION SEQUOIA** — **Date de la délibération : 05/04/2022**

	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**120 611,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45811 Dépenses nouvelles (5)	64 347,00	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
45811 Annulations sur dépenses (c) (6)	56 264,50	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**64 347,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**120 611,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45821 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	120 611,50	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**120 611,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 4582 — **Intitulé de l'opération : OPERATION PIG HABITER MIEUX** — **Date de la délibération : 05/04/2022**

	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**0,00**	**0,00**	**16 916,00**	**16 916,00**
45812 Dépenses nouvelles (5)	0,00	0,00	16 916,00	16 916,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**0,00**	**16 916,00**	**16 916,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**16 916,00**	**16 916,00**
45822 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	16 916,00	16 916,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00

N° opération : 4582	Intitulé de l'opération : OPERATION PIG HABITER MIEUX			Date de la délibération : 05/04/2022
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**16 916,00**	**16 916,00**

N° opération : 4583	Intitulé de l'opération : OPERATION DEVELOPPEMENT DU PHOTOVOLTAIQUE EN TOITURE ET OMBRIERES			Date de la délibération : 10/04/2024
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**76 724,00**	**5 022,00**	**0,00**	**5 022,00**
45813 Dépenses nouvelles (5)	0,00	5 022,00	0,00	5 022,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
45813 Annulations sur dépenses (c) (6)	76 724,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**5 022,00**	**0,00**	**5 022,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**64 792,00**	**0,00**	**64 792,00**
45823 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	64 792,00	0,00	64 792,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**64 792,00**	**0,00**	**64 792,00**

N° opération : 4584	Intitulé de l'opération : ACTEE - CHENE EFFICACITE ENERGETIQUE			Date de la délibération : 25/06/2024
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**3 536,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45824 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	3 536,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00

N° opération : 4584	Intitulé de l'opération : ACTEE - CHENE EFFICACITE ENERGETIQUE			Date de la délibération : 25/06/2024
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**3 536,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats anticipés ou définitifs de l'exercice précédent.

(4) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.

(5) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(6) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(7) Indiquer le chapitre.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PRETS	B6

Prêts (compte 274)

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 01/01/N	Montant de l'annuité à recouvrer		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
Assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00	0,00	0,00
Non assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00		

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.1

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS DONNES

Article		Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 01/01/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
8015	**Emprunts garantis (1)**	0,00	0,00	
8016	**Contrats de crédit-bail (2)**	0,00	0,00	0,00
8017	**Subvention à verser en annuité (3)**	0,00	0,00	0,00
8018	**Autres engagements donnés**			
	Marchés de partenariat (4)		0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics (3)	0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (3)	0,00	0,00	0,00
	Dans le cadre d'une délégation de service public (3)	0,00	0,00	0,00
	Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00

(1) A compléter depuis l'état des emprunts garantis.

(2) A compléter depuis l'état des contrats de crédit-bail.

(3) A compléter depuis l'état des autres engagements données.

(4) A compléter depuis l'état des marchés de partenariat.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.2

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS RECUS (1)

Article		Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 01/01/N	Annuité à recevoir au cours de l'exercice
8026	**Redevance de crédit-bail à recevoir (crédit-bail immobilier)**	0,00	0,00	0,00
8027	**Subvention à recevoir par annuité**	0,00	0,00	0,00
8028	**Autres engagements reçus**			
	Recette grevée d'affectation spéciale (2)		40 993,22	
	Engagements reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00

(1) A remplir depuis l'état relatif aux autres engagements reçus.

(2) A remplir depuis l'état relatif aux recettes grevées d'affectation spéciale. Le montant de la créance en capital au 01/01/N correspond au reste à employer au 01/01/N, l'annuité à recevoir au cours de l'exercice correspond au solde entre les restes à employer au 01/01/N et les restes à employer au 31/12/N.

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN

IV

B7.3

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00											0,00	0,00
TOTAL GENERAL					0,00	0,00											0,00	0,00

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; B : bimestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.4

CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio (1)	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	413 486,01
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A + B + C - D**	**413 486,01**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**21 236 192,20**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)	**I / II**	**1,95**

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-1 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.5

ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL RESTANT A COURIR (MOBILIER ET IMMOBILIER)

Type et nature du bien ayant fait l'objet du contrat	Exercice d'origine du contrat	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat (en mois)	Montant de la redevance de l'exercice	Montant de la redevance sur la totalité du contrat	Montant des redevances restant à courir					
						N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant (exercice N+5 et suivants)	Total (1)
Crédits-bails mobiliers					0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits-bails immobiliers				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + cumul restant.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.6

ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT

Libellé du contrat	Année de signature du marché	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le marché	Durée du marché (en mois)	Date fin de marché	Date mise en service équipement	Montant total prévu au titre du marché (TTC)	Annuité versée sur l'exercice	Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (3)				
									Part investissement		Part fonctionnement II	Part financement III	TOTAL I + II + III
									Part totale (4)	Dont part nette (5) I			
Marchés de partenariat (1)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchés globaux de performance énergétiques avec tiers de financement (2)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Article L. 1112-1 du Code de la commande publique

(2) Article 1er de la loi n° 2023-222 du 30 mars 2023

(3) Montant de la rémunération restant à verser au 01/01/N

(4) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 01/01/N

(5) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.7

ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale

Libellé (1)	Restes à employer au 01/01/N	Montant recettes	Montant dépenses	Restes à employer au 31/12/N
TAXE DE SEJOUR	40 993,22	261 000,00	260 000,00	41 993,22
Total	**40 993,22**	**261 000,00**	**260 000,00**	**41 993,22**

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : TAXE DE SEJOUR

Reste à employer au 01/01/N	**40 993,22**

Recettes

Article	Libellé article	Montant
731721	Taxe de séjour	261 000,00
	Total	**261 000,00**

Dépenses

Article	Libellé article	Montant
6247	Transports collectifs du personnel	60 000,00
73918	Autres reversements et restitutions sur fiscalité locale	200 000,00
	Total	**260 000,00**
	Reste à employer au 31/12/N (3)	**41 993,22**

(1) Par exemple, taxe d'aménagement, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles la collectivité souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.

(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.

(3) Reste à employer au 31/12/N = reste à employer au 01/01/N + total recettes de l'exercice – total dépenses de l'exercice.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.8

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 1/1/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des délégations de service public					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital au 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.9

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 01/01/N	Annuité à recevoir au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)					0,00	0,00	0,00
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – SUBVENTIONS VERSEES	B8

SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
INVESTISSEMENT (total)					**0,00**
FONCTIONNEMENT (total)					**830 945,00**
65741	2	SUBVENTION - AIDES ACHAT VAE	CCSB	Etablissement de droit public	7 000,00
65748	50	SUBVENTION CRECHE	L'ILE AUX ENFANTS	Entreprise	174 497,00
65748	3	SUBVENTIONS ASSOCIATIONS	CCSB	Etablissement de droit public	124 448,00
65748	8	SUBVENTION	OTI SISTERONAIS-BUECH	Association	450 000,00
65748	53	SUBVENTION RAM	FRUITS DE LA PASSION	Association	24 500,00
65748	11	COMMERCANTS - AIDES AUX LOYERS	CCSB	Etablissement de droit public	18 000,00
65748	12	ASSOCIATION DES COMMERCANTS - AIDES FISAC	CCSB	Etablissement de droit public	32 500,00

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versée la subvention.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 412-5 du CGFP et du décret n° 2022-48 du 21 janvier 2022		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**55,73**	**7,92**	**63,65**	**42,52**	**12,86**	**55,38**
Adjoint administratif	C	11,00	2,34	13,34	11,49	1,86	13,35
Adjoint administratif ppal 1° cl	C	12,00	0,81	12,81	10,51	0,00	10,51
Adjoint administratif ppal 2° cl	C	5,00	1,79	6,79	5,79	0,00	5,79
Attaché	A	12,73	0,93	13,66	5,73	7,00	12,73
Attaché hors classe	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Attaché principal	A	1,00	0,00	1,00	0,90	0,00	0,90
Rédacteur	B	6,00	0,00	6,00	0,80	3,00	3,80
Rédacteur principal 1° cl	B	1,00	0,50	1,50	1,50	0,00	1,50
Rédacteur principal 2° cl	B	0,00	0,00	0,00	0,00	1,00	1,00
Rédacteur principal 2° cl.	B	6,00	1,55	7,55	4,80	0,00	4,80
FILIERE TECHNIQUE (c)		**25,00**	**2,39**	**27,39**	**19,64**	**5,75**	**25,39**
Adjoint tech ppal 2° cl	C	0,00	0,00	0,00	0,00	1,00	1,00
Adjoint technique	C	10,00	1,48	11,48	9,73	1,75	11,48
Adjoint technique ppal 1° cl	C	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Adjoint technique ppal 2° cl	C	4,00	0,00	4,00	2,00	0,00	2,00
Agent de maîtrise	C	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00

Agent de maîtrise principal	C	3,00	0,91	3,91	3,91	0,00	3,91
Ingénieur	A	2,00	0,00	2,00	1,00	1,00	2,00
Ingénieur principal	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Technicien	B	2,00	0,00	2,00	0,00	1,00	1,00
Technicien ppal 1° cl	B	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Technicien principal 1° cl	B	0,00	0,00	0,00	0,00	1,00	1,00
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**6,00**	**5,28**	**11,28**	**6,15**	**3,93**	**10,08**
Ass. Enseig. Artist.	B	1,00	3,90	4,90	1,00	2,90	3,90
Ass. Enseig. Artist. ppal 1° cl	B	0,00	0,00	0,00	0,00	0,35	0,35
Ass. Enseig. Artist. ppal 1°cl	B	3,00	0,35	3,35	2,80	0,00	2,80
Ass. Enseig. Artist. ppal 2° cl	B	0,00	0,00	0,00	0,00	0,68	0,68
Ass. Enseig. Artist. ppal 2°cl	B	1,00	1,03	2,03	1,35	0,00	1,35
Prof d'Enseig Artist Cl Normal	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		**86,73**	**15,59**	**102,32**	**68,31**	**22,54**	**90,85**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément aux cadres d'emploi applicables à la fonction publique territoriale. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année : ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**0,00**		
Adjoint administratif	C	ADM	367	0,00	A L.332-8	CDD
Adjoint administratif	C	ADM	371	0,00	A L.332-8	CDD
Adjoint tech ppal 2° cl	C	TECH	430	0,00	A L.332-8	CDD
Adjoint technique	C	TECH	368	0,00	A L.332-14	CDD
Adjoint technique	C	TECH	367	0,00	A L.332-8	CDD
Ass. Enseig. Artist.	B	CULT	478	0,00	A L.332-4	CDI
Ass. Enseig. Artist.	B	CULT	401	0,00	A L.332-8	CDD
Ass. Enseig. Artist.	B	CULT	538	0,00	A L.332-8	CDD
Ass. Enseig. Artist.	B	CULT	452	0,00	A L.332-4	CDI
Ass. Enseig. Artist.	B	CULT	395	0,00	A L.332-8	CDD
Ass. Enseig. Artist.	B	CULT	452	0,00	A L.332-4	CDI
Ass. Enseig. Artist.	B	CULT	373	0,00	A L.332-8	CDD
Ass. Enseig. Artist. ppal 1° cl	B	CULT	573	0,00	A L.332-8	CDD
Ass. Enseig. Artist. ppal 2° cl	B	CULT	415	0,00	A L.332-8	CDD
Attaché	A	ADM	469	0,00	A L.332-8	CDD
Attaché	A	ADM	693	0,00	A L.332-4	CDI
Attaché	A	ADM	469	0,00	A L.332-8	CDD
Attaché	A	ADM	567	0,00	A L.332-8	CDD
Attaché	A	ADM	732	0,00	A L.332-8	CDD
Attaché	A	ADM	499	0,00	A L.332-4	CDI
Attaché	A	ADM	499	0,00	A L.332-4	CDI
Ingénieur	A	TECH	697	0,00	A L.332-8	CDD
Rédacteur	B	ADM	415	0,00	A L.332-8	CDD
Rédacteur	B	ADM	386	0,00	A	CDD
Rédacteur	B	ADM	377	0,00	A L.332-8	CDD
Rédacteur principal 2° cl	B	ADM	528	0,00	A L.332-4	CDI
Technicien	B	TECH	538	0,00	A L.332-4	CDI
Technicien principal 1° cl	B	TECH	513	0,00	A L.332-4	CDI

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**0,00**		
Adjoint administratif	C	ADM	368	0,00	A L.332-24	CDD
Adjoint administratif	C	ADM	371	0,00	A L.332-24	CDD
Adjoint administratif	C	ADM	371	0,00	A L.332-24	CDD
Adjoint administratif	C	ADM	367	0,00	A L.332-23	CDD
Adjoint technique	C	TECH	367	0,00	A L.332-23	CDD
Ass. Enseig. Artist.	B	CULT	415	0,00	A L.332-23	CDD
Ass. Enseig. Artist.	B	CULT	452	0,00	A L.332-23	CDD
Ass. Enseig. Artist.	B	CULT	452	0,00	A L.332-23	CDD
Ass. Enseig. Artist.	B	CULT	389	0,00	A L.332-23	CDD
Attaché	A	ADM	499	0,00	A L.332-24	CDD
Attaché	A	ADM	469	0,00	A L.332-24	CDD
Attaché	A	ADM	469	0,00	A L.332-24	CDD
Attaché	A	ADM	469	0,00	A L.332-24	CDD
Ingénieur	A	TECH	484	0,00	A L.332-24	CDD
Ingénieur	A	TECH	518	0,00	A L.332-24	CDD
Rédacteur	B	ADM	500	0,00	A L.332-24	CDD
TOTAL GENERAL				**0,00**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1).
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3) (4)				
Détention d'une part du capital				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
02/07/2010 - Caution	SEM de Sisteron	SEM de Sisteron	Société Française	140 000,00
02/07/2010 -	SEM de Sisteron	SEM de Sisteron	Société Française	140 000,00
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée…).

(4) Les délégations pour lesquelles un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements donnés.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT	B11.1

LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COLLECTIVITE

DESIGNATION DES ORGANISMES	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
EPCI			
Autres organismes de regroupement			
SM AMENAGEMENT DE LA VALLEE DE LA DURANCE	01/01/2017	SFP	19 000,00
SM DE GESTION INTERCOMMUNAUTAIRE DU BUECH ET SES AFFLUENTS	01/01/2017	FAD	350 212,00
SM BARONNIES PROVENCALES	01/01/2017	SFP	26 308,00
SM DES MONGES	01/01/2017	SFP	2 400,00
SM DE L'EYGUES AYGUES	01/01/2020	SFP	23 350,00

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES	B11.2

LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES

Catégorie d'établissement (1)	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE	B11.3

LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services (1)	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-2 029 532,39**	**-2 029 532,39**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**579 963,19**	**579 963,19**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-1 449 569,20**	**-1 449 569,20**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Affectation au 1068 (C)	**1 449 569,20**	**1 449 569,20**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-1 449 569,20**	**-1 449 569,20**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**	**0,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Propositions nouvelles	Vote
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	**491 639,00**	**491 639,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	**5 902 175,80**	**5 902 175,80**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**5 410 536,80**	**5 410 536,80**

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Les RAR étant intégrés au calcul des ressources propres provenant des exercices antérieurs, seuls les crédits de l'exercice sont à inscrire. Le détail des crédits est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**491 639,00**	**I**	**491 639,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**346 238,00**		**346 238,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	302 529,00		302 529,00
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	11 741,00		11 741,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00		0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	31 968,00		31 968,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**145 401,00**		**145 401,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*145 401,00*		*145 401,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**5 902 175,80**	**III**	**5 902 175,80**
Ressources propres externes de l'année (a)		**670 946,80**		**670 946,80**
10222	FCTVA	627 228,80		627 228,80
10226	Taxe d'aménagement (3)	0,00		0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00		0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00		0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00		0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
2748	Autres prêts	0,00		0,00
276341	Créance Communes membres du GFP	43 718,00		43 718,00
276351	Créance GFP de rattachement	0,00		0,00
276358	Créance Autres groupements	0,00		0,00
27638	Créance Autres établissements publics	0,00		0,00
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		**5 231 229,00**		**5 231 229,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
2802	*Frais liés à la réalisation de document*	*39 697,00*		*39 697,00*
28031	*Frais d'études*	*10 345,00*		*10 345,00*
28033	*Frais d'insertion*	*173,00*		*173,00*
2804131	*Subv. Dpt : Bien mobilier, matériel*	*4 212,00*		*4 212,00*
28041411	*Subv.Cne GFP : Bien mobilier, matériel*	*600,00*		*600,00*
28041412	*Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations*	*150 803,00*		*150 803,00*
28041511	*Subv. Grpt : Bien mobilier, matériel*	*1 258,00*		*1 258,00*
28041581	*Autres grpts-Biens mob., mat. et études*	*89 641,00*		*89 641,00*
2804181	*Autres org pub - Biens mob, mat, études*	*1 007,00*		*1 007,00*
2804182	*Autres org pub - Bât. et installations*	*381,00*		*381,00*
280421	*Privé - Biens mob., matériel et études*	*96,00*		*96,00*
280422	*Privé - Bâtiments et installations*	*135 898,00*		*135 898,00*
28046	*Attributions compensation investissement*	*244 157,00*		*244 157,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*6 178,00*		*6 178,00*
28088	*Autres immobilisations incorporelles*	*612,00*		*612,00*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*354,00*		*354,00*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*85 296,00*		*85 296,00*
281311	*Bâtiments administratifs*	*21 127,00*		*21 127,00*
281318	*Autres bâtiments publics*	*80 268,00*		*80 268,00*
281321	*Immeubles de rapport*	*0,00*		*0,00*
281351	*Bâtiments publics*	*23 200,00*		*23 200,00*
28138	*Autres constructions*	*152 386,00*		*152 386,00*
28141	*Construct° sol autrui - Bâtiments public*	*0,00*		*0,00*
28148	*Construct° sol autrui - Autres construct*	*41 293,00*		*41 293,00*
28151	*Réseaux de voirie*	*1 511,00*		*1 511,00*
28152	*Installations de voirie*	*129 959,00*		*129 959,00*

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
281531	*Réseaux d'adduction d'eau*	*4 070,00*	*4 070,00*
281533	*Réseaux câblés*	*528,00*	*528,00*
281534	*Réseaux d'électrification*	*1 569,00*	*1 569,00*
281538	*Autres réseaux*	*44 753,00*	*44 753,00*
2815731	*Matériel roulant*	*0,00*	*0,00*
2815738	*Autre matériel et outillage de voirie*	*1 664,00*	*1 664,00*
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*82 944,00*	*82 944,00*
281721	*Plant. arbres, arbustes (mise à dispo)*	*174,00*	*174,00*
281728	*Autres agencements (m. à dispo)*	*5 103,00*	*5 103,00*
2817311	*Bâtiments administratifs (m. à dispo)*	*9 720,00*	*9 720,00*
281735	*Installations générales (m. à dispo)*	*305 339,00*	*305 339,00*
281751	*Réseaux de voirie (m. à dispo)*	*95,00*	*95,00*
281752	*Installations de voirie (m. à dispo)*	*18 400,00*	*18 400,00*
2817534	*Réseaux d'électrification (mise à dispo)*	*1 308,00*	*1 308,00*
281758	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*1 160,00*	*1 160,00*
2817848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*904,00*	*904,00*
281788	*Autres immo. corporelles (m. à dispo)*	*59,00*	*59,00*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*9 354,00*	*9 354,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*52 587,00*	*52 587,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*19 034,00*	*19 034,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*35 672,00*	*35 672,00*
28185	*Matériel de téléphonie*	*1 484,00*	*1 484,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*51 505,00*	*51 505,00*
29…	*Dépréciations des immobilisations*		
31…	*Matières premières (et fournitures) (5)*		
33…	*En-cours de production de biens (5)*		
35…	*Stocks de produits (5)*		
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*		
59…	*Dépréciation des comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*3 363 351,00*	*3 363 351,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	D1

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)
SERVICE	AIRE ACCUEIL GENS DU VOYAGE	01/01/2017		
SERVICE	BASE DE LOISIRS	01/01/2017		
SERVICE	NAVETTE	28/06/2019		
SERVICE	VAE	14/06/2022		
SERVICE	VIA FERRATA	01/01/2024		

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION SERVICES FERROVIAIRES REGIONAUX DE VOYAGEURS – VOLET 1 : BUDGET	D2.1

VOLET 1 – BUDGETAIRE (circulaire n° LBL/B/03/10082/C du 11 décembre 2003)

DEPENSES			RECETTES		
FONCTIONNEMENT	**Chapitre**	**Montant**	**FONCTIONNEMENT**	**Chapitre**	**Montant**
Contribution régionale d'équilibre d'exploitation TTC		0,00	Compensation financière versée par l'Etat au titre de l'exploitation		0,00
Autres		0,00	Compensation financière au titre des tarifs sociaux fixés par l'Etat		0,00
			Matériel		0,00
Sous-total Fonctionnement		**0,00**	**Sous-total Fonctionnement**	(B)	**0,00**

INVESTISSEMENT	Chapitre	Montant			
Matériel		0,00			
Autres		0,00			
Sous-total Investissement		**0,00**	**Effort propre de la Région (A – B)**	(C)	**0,00**

TOTAL DEPENSES	(A)	0,00	TOTAL RECETTES (B + C)	0,00

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION SERVICES FERROVIAIRES REGIONAUX DE VOYAGEURS – VOLET 2 : COMPTE D'EXPLOITATION	D2.2

Volet 2 – Compte TER SNCF (1) par la collectivité (circulaire n°LBL/B/03/10082/C du 11 décembre 2003)

Produits d'exploitation courante :	
Produits du trafic	0,00
Produits annexes au trafic	0,00
Compensations des réductions tarifaires	0,00
Travaux pour Tiers	0,00
Produits hors trafic	0,00
Total chiffre d'affaires	**0,00**
Versements des Collectivités	0,00
Production immobilisée et stockée	0,00
Total produits d'exploitation courante	**0,00**

Charges d'exploitation courante :	
Personnel – Masse salariale	0,00
Consommations intermédiaires	0,00
Péage RFF	0,00
Impôts, taxes et versements assimilés	0,00
Total charges d'exploitation courante	**0,00**

Facturations majeures :	
Achats stockés	0,00
Impôts et taxes hors FAP	0,00
Maintenance matériel roulant	0,00
Traction trains, conduite et logistique	0,00
Echange de locomotives entre Activités	0,00
Energie de traction électrique	0,00
Energie de traction diesel	0,00
Entretien/maintenance des installations fixes	0,00
Prestations télécoms	0,00
Echange de matériel roulant entre Activités	0,00
Prestations trains	0,00
Contribution de service Activité Gare	0,00
Transport en service	0,00
Total facturations majeures	**0,00**
Prestations de main d'œuvre inter-domaines :	0,00
- Dont Etablissements autres que EEX	0,00
- Dont Etablissements EEX	0,00
Autres facturations	0,00

Total facturations internes	**0,00**
TOTAL CHARGES (2)	**0,00**

Contributions aux ECE	0,00

EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (3)	**0,00**

Dotations aux amortissements	0,00
Reprise de subvention et écart de réévaluation	0,00
Variation des provisions/transfert de charges	0,00
Autres produits et charges de gestion courante	0,00
Total dotations, reprises, transferts et autres	**0,00**

RESULTAT D'EXPLOITATION (4)	**0,00**

Résultat financier	0,00

RESULTAT COURANT (5)	**0,00**

Résultat spécifique	0,00

RESULTAT NET (6)	**0,00**

(1) A compléter par « approuvé » ou « non approuvé ».

(2) Total charges = total charges d'exploitation courante + total facturations majeures + total facturations internes.

(3) Excédent brut d'exploitation = total produits d'exploitation courante – total charges.

(4) Résultat d'exploitation = excédent brut d'exploitation – contribution aux ECE - total dotations, reprises, transferts et autres.

(5) Résultat courant = résultat d'exploitation + résultat financier.

(6) Résultat net = résultat courant + résultat spécifique.

Cette annexe correspond au modèle de présentation du compte d'exploitation figurant dans la convention SNCF, elle est donc susceptible de subir des modifications à l'initiative de la SNCF.

IV – ANNEXES — IV

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DES CONTRIBUTIONS — D3

Libellés		Base notifiée (si connue à la date de vote)	Variation de la base / (N-1) (%)	Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources							
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources							
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources							
TFPB		0,00	0,80	3,34	0,00	1 500 000,00	3,06
TFPNB		0,00	0,80	11,63	0,00	150 000,00	5,29
CFE		0,00	0,80	26,43	0,00	5 105 750,00	1,57
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		0,00	0,80	7,94	0,00	650 000,00	2,00
TOTAL		**0,00**	**-100,00**			**7 405 750,00**	**1,98**

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM	D4.1

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Acquisitions d'immobilisations		**0,00**
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		**0,00**
Autres dépenses éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
Total des dépenses réelles		**0,00**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Souscription d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Dotations et subventions reçues		**0,00**
Autres recettes éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**
Total des recettes réelles		**0,00**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
021	***Virement de la section de fonctionnement (3)***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la collectivité ou l'établissement.

(3) Montant des recettes de fonctionnement transféré en investissement pour le financement des dépenses d'investissement afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM	D4.2

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
	Total des dépenses réelles	0,00
042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
023	*Virement à la section d'investissement (4)*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre	*0,00*
	TOTAL GENERAL	0,00

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Recettes issues de la TEOM		0,00
Dotations et participations reçues		0,00
Autres recettes de fonctionnement éventuelles		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (3)	0,00

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
Total des recettes réelles		**0,00**
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la collectivité ou l'établissement.

(3) Si la collectivité ou l'établissement applique les provisions semi-budgétaires.

(4) Montant des recettes de fonctionnement transféré en investissement pour le financement des dépenses d'investissement afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN **ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION DE FONCTIONNEMENT**	**D5.1**

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT	D5.2

Cet état ne contient pas d'information.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 89
Nombre de membres présents : 57
Nombre de suffrages exprimés : 74
VOTES :
Pour : 73
Contre : 1
Abstentions : 0

Date de convocation : 31/01/2026

Présenté par Le Président (1),
A Sisteron, le 13/02/2026

Délibéré par l'assemblée le Conseil Communautaire(2), réunie en session Ordinaire
A Sisteron, le 13/02/2026
Les membres de l'assemblée délibérante le Conseil Communautaire (2),(3).

.

AUTHON - RAHON Alain	
BARRET SUR MEOUGE - ARMAND Annick	
BAYONS - RIOTON Régis	
BELLAFAIRE - CAVEING Bernard	
CHANOUSSE - MATHIEU Alain	
CHÂTEAUFORT - DEMONTIS Geneviève	
CLAMENSANE - VAUTRIN Emilie	
ENTREPIERRES - CHEILAN Florence	
EOURRES - YAFFEE Caroline	
ETOILE ST CYRICE - FONFREYDE Frédérique	
FAUCON DU CAIRE - ZUNINO Robert	
GARDE COLOMBE - DURANCEAU Damien	
GIGORS - MAGAUD Gérard	
L'EPINE - DELAUP Luc	
LA BATIE MONTSALEON - D'HEILLY Alain	
LA MOTTE DU CAIRE - FRANCOU Jérôme procuration à G. GARCIN	
LA PIARRE - DEPEYRE Elisabeth	
LABOREL - MAOUI Renée	
LACHAU - MAGNUS Philippe	

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

LARAGNE MONTEGLIN - BRUN Maurice	
LARAGNE MONTEGLIN - DUPRAT Jean-Marc	
LARAGNE MONTEGLIN - GARCIN Martine	
LARAGNE MONTEGLIN - JOANNET Michel	
LARAGNE MONTEGLIN - LAMONTRE-MOULIN I.	
LARAGNE MONTEGLIN - MAFFREN M.	
LARAGNE MONTEGLIN - SEINTURIER Pierre	
LARAGNE MONTEGLIN - TRUPHEME Anne	
LAZER - GUIEU André procuration à R. MAOUI	
LE BERSAC - DROUILLARD Dominique procuration à A. D'HEILLY	
LE CAIRE - MAGNAN Jean-Michel	
LE POET - PAPEGAY Georges	
MELVE - BORCHI Jean-Christian procuration à JM. MAGNAN	
MEREUIL - REYNAUD-FREY Annick	
MISON - GAY Robert	
MISON - RICHAUD Maryline	
MONETIER ALLEMONT - OLIVE Ghislaine	
MONTCLUS - DESREUMAUX Catherine procuration à V. ARLAUD	
MONTJAY - MOSTACHETTI Gilles	
MONTROND - ROUMIEU Alain	
MOYDANS - DUFOUR Marie-José	
NIBLES - LACHAMP Jean-Jacques	
NOSSAGE ET BENEVENT - ESPITALLIER Martial	
ORPIERRE - CREMILLIEUX Gilles	
RIBEYRET - REYNAUD-DELAUP Christiane procuration à L. DELAUP	
ROSANS - TARDY Lionel	
SAINT ANDRE DE ROSANS - LIOTARD Cécile	
SAINT GENIEZ - CHABRAND Olivier	
SAINT PIERRE AVEZ - ARMAND Florent procuration à E. DEGUILLAME	

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

SAINTE COLOMBE - ROUX Jean-Pierre procuration à A. REYNAUD-FREY	
SALEON - LOMBARD Pascal	
SALERANS - DEGUILLAME Eric	
SAVOURNON - ROLLAND Michel	
SERRES - ARLAUD Véronique	
SERRES - MAYER Arlette	
SERRES - ROUIT Daniel	
SIGOTTIER - DEPEYRE Jean	
SIGOYER - HERNANDEZ Michel	
SISTERON - BOY Jean-Pierre procuration à JL. CLEMENT	
SISTERON - CLARES Patrick procuration à N. PELOUX	
SISTERON - CLEMENT Jean-Louis	
SISTERON - CODOUL Bernard	
SISTERON - DERDICHE Cyril	
SISTERON - GARCIN Françoise	
SISTERON - GHERBI Christiane procuration à B. CODOUL	
SISTERON - JAFFRE Sylvain	
SISTERON - LAUGIER Nicolas procuration à F. GARCIN	
SISTERON - LOUVION Cécilia	
SISTERON - PELOUX Nicole	
SISTERON - PERARD Franck procuration à JP. TEMPLIER	
SISTERON - REYNIER Christine	
SISTERON - SCHMALTZ Emilie procuration à C. REYNIER	
SISTERON - SEBANI Stéphanie procuration à S. JAFFRE	
SISTERON - SPAGNOU Daniel	
SISTERON - TEMPLIER Jean-Pierre	
SISTERON - TOUCHE Christiane	
SORBIERS - RABASSE Yves	
THEZE - GARCIN Gérôme	

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

TRESCLEOUX - SCHÜLER Jean	
TURRIERS - SIGAUD Jean-Yves	
UPAIX - MARTIN Florent	
VAL BUËCH MEOUGE - ALLIROL Béatrice	
VAL BUËCH MEOUGE - MOULLET Grégory procuration à G. NICOLAS	
VAL BUËCH MEOUGE - NICOLAS Gérard	
VALAVOIRE - MIRAN Hervé	
VALDOULE - TENOUX Gérard	
VALERNES - PIK Jean-Christophe	
VAUMEILH - COLLOMBON Elisabeth	
VENTAVON - MORENO Juan procuration à F. MARTIN	
VILLEBOIS-LES-PINS - ROUX Marianne	

Certifié exécutoire par Le Président (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le 26/02/2026, et de la publication le 26/02/2026

A Sisteron, le 26/02/2026

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de …, de la Collectivité territoriale unique de …, de la métropole de …, du Conseil syndical de …

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-D33-26-DE
Date de télétransmission : 26/02/2026
Date de réception préfecture : 26/02/2026

Annexe à la délibération D33.26

BUDGET PRINCIPAL - Révisions des AP/CP votées en conseil communautaire du 17/12/2025

Nom de l'opération	Montant de l'AP	Numéro d'AP	Comptes	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Elaboration du SCoT	157 767 €	1	202	42 630 €	28 128 €	67 191 €	19 818 €	- €	- €
Rénovation énergétique des bâtiments	1 209 220 €	2	2033	899 €	- €	1 296 €	756 €	- €	- €
			2313	- €	15 297 €	61 039 €	1 129 933 €	- €	- €
PIG Habiter Mieux	218 916 €	3	20422	4 717 €	85 965 €	67 727 €	43 591 €	- €	- €
			45812	- €	- €	- €	16 916 €	- €	- €
Travaux GEMAPI	524 981 €	4	2041581	132 335 €	46 254 €	162 734 €	183 658 €	- €	- €
Modernisation écologique de la base de loisirs de la Germanette	1 706 632 €	2024-01	2033	- €	- €	2 430 €	- €	- €	- €
			2031	- €	41 565 €	51 748 €	74 432 €	- €	- €
			2315	- €	- €	61 668 €	694 432 €	- €	- €
			2128	- €	31 920 €	22 337 €	716 963 €	- €	- €
			21538	- €	- €	- €	- €	- €	- €
			2152	- €	2 462 €	- €	- €	- €	- €
			21351	- €	1 155 €	- €	- €	- €	- €
			2158	- €	3 320 €	- €	- €	- €	- €
			2138	- €	- €	- €	2 200 €	- €	- €
Aire d'accueil des gens du voyage	2 240 892 €	2024-02	2317	- €	523 486 €	1 673 350 €	44 056 €	- €	- €
Aménagement du bâtiment ENEDIS de Sisteron	1 003 240 €	2025-01	2033	- €	- €	- €	3 240 €	- €	- €
			2031	- €	- €	- €	85 000 €	- €	- €
			2313	- €	- €	- €	500 000 €	415 000 €	- €
TOTAL	**7 061 647 €**			**180 581 €**	**779 552 €**	**2 171 520 €**	**3 514 995 €**	**415 000 €**	**- €**

BUDGET PRINCIPAL - Révisions des AP/CP 2026 votées en conseil communautaire du 13/02/2026

Nom de l'opération	Montant de l'AP	Numéro d'AP	Comptes	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Elaboration du SCoT	172 629 €	1	202	42 630 €	28 128 €	67 191 €	34 680 €	- €	- €
Rénovation énergétique des bâtiments	1 209 220 €	2	2033	899 €	- €	1 296 €	- €	- €	- €
			2313	- €	15 297 €	63 632 €	633 026 €	495 070 €	- €
PIG Habiter Mieux	218 916 €	3	20422	4 717 €	85 965 €	67 727 €	43 591 €	- €	- €
			45812	- €	- €	- €	16 916 €	- €	- €
Travaux GEMAPI	555 624 €	4	2041581	132 335 €	46 254 €	162 734 €	214 301 €	- €	- €
Modernisation écologique de la base de loisirs de la Germanette	1 706 632 €	2024-01	2033	- €	- €	2 430 €	864 €	- €	- €
			2031	- €	41 565 €	51 748 €	60 430 €	- €	- €
			2315	- €	- €	22 706 €	820 000 €	- €	- €
			2128	- €	31 920 €	22 337 €	620 695 €	- €	- €
			21538	- €	- €	- €	- €	- €	- €
			2152	- €	2 462 €	- €	- €	- €	- €
			21351	- €	1 155 €	- €	- €	- €	- €
			2158	- €	3 320 €	- €	25 000 €	- €	- €
			2138	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Aire d'accueil des gens du voyage	2 240 892 €	2024-02	2317	- €	523 486 €	1 673 350 €	44 056 €	- €	- €
Aménagement du bâtiment ENEDIS de Sisteron	1 003 240 €	2025-01	2033	- €	- €	- €	3 240 €	- €	- €
			2031	- €	- €	- €		85 000 €	- €
			2313	- €	- €	- €		829 136 €	85 864 €
TOTAL	**7 107 153 €**			**180 581 €**	**779 552 €**	**2 135 151 €**	**2 516 799 €**	**1 409 206 €**	**85 864 €**

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COM COM SISTERONAIS BUECH
Communauté de commune à FPU

Numéro SIRET : 20006876500029
Poste comptable : SERVICE DE GESTION COMPTABLE

Budget primitif
relatif à l'exercice 2026
voté par Nature

Budget annexe : BA OM 70001

Instruction budgétaire et comptable M. 57
applicable aux collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats 6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses 7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes 8

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports 9
B1 - Présentation des AP votées 10
B2 - Présentation des AE votées 11
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement 12
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement 15
D1 - Balance générale - Dépenses 17
D2 - Balance générale - Recettes 19

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 21
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 25
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 28
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 29
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 30
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 31
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 33
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 36
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 40

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble 42
A1.01 - Opérations non ventilables 45
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux 46
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 49
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité 50
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 51
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 54
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) 57
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA 60
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 61
A1.906 - Fonction 6 - Action économique 64
A1.907 - Fonction 7 - Environnement 66
A1.908 - Fonction 8 - Transports 69
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 73
A2.01 - Opérations non ventilables 75
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux 76
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 79
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité 80
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 81
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 84
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) 87
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA 90
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI 91
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 92
A2.936 - Fonction 6 - Action économique 95
A2.937 - Fonction 7 - Environnement 97
A2.938 - Fonction 8 - Transports 103

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 107
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 108
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux 113
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 115

B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 116
B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme 118
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes 119
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 120
B3.1 - Etat des provisions constituées 121
B3.2 - Etalement des provisions 123
B4 - Etat des charges transférées 124
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers 125
B6 - Prêts 126
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés 127
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus 128
B7.3 - Etat des emprunts garantis 129
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis 130
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail 131
B7.6 - Etat des marchés de partenariat 132
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale 133
B7.8 - Autres engagements donnés 134
B7.9 - Autres engagements reçus 135
B8 - Subventions versées 136
B9 - Etat du personnel 137
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier 141
B11.1 - Liste des organismes de regroupement 142
B11.2 - Liste des établissements publics créés 143
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe 144

C - Annexes budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire 145
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses 146
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes 147

D - Autres éléments d'information

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe 149
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget 150
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation 151
D3 - Décisions en matière de taux 153
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement 154
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement 156
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) 158
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) 159

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures 160

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES — I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	25 638

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	0,00

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	252,44
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	232,57
3	Dépenses d'équipement brut / population	115,55
4	Encours de dette / population (2) (3)	0,00
5	DGF / population	0,00
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	28,44 %
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	116,16 %
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	49,68 %
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	0,00 %
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	-8,54 %

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante décide de voter le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 1612-28 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : 7.50 %
- Investissement : 7.50%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget primitif (5) de l'exercice précédent.

VII – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du …

(5) Indiquer « primitif » ou « cumulé ». Budget cumulé = BP + BS + DM.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

I – INFORMATIONS GENERALES — I

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1) — C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1				
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté		Résultat ou solde (A) (2)
TOTAL DU BUDGET	9 238 357,77	8 010 884,68	3 106 334,59	A1	1 878 861,50
Investissement	2 602 392,05	1 704 271,57	(3) 504 437,82	A2	-393 682,66
Fonctionnement	6 635 965,72	6 306 613,11	(4) 2 601 896,77	A3	2 272 544,16

	RESTES A REALISER N-1				
	Dépenses		Recettes		Solde (B)
TOTAL des RAR	I + II	880 768,94	III + IV	141 212,09	B1 -739 556,85
Investissement	I	880 768,94	III	141 212,09	B2 -739 556,85
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3 0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)
TOTAL	**A1 + B1**	1 139 304,65
Investissement	**A2 + B2**	-1 133 239,51
Fonctionnement	**A3 + B3**	2 272 544,16

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats anticipés ou définitifs de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001de l'exercice N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 de l'exercice N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	880 768,94
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		880 768,94
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A imputer uniquement en cas de reprise des résultats anticipés ou définitifs de l'exercice précédent.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	141 212,09
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		141 212,09
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A imputer uniquement en cas de reprise des résultats anticipés ou définitifs de l'exercice précédent.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VOTE ET REPORTS — A

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	2 795 822,40	3 929 061,91
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	880 768,94	141 212,09
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 393 682,66	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (2)	4 070 274,00	4 070 274,00

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	7 361 712,00	6 222 407,35
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 1 139 304,65
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (3)	7 361 712,00	7 361 712,00

TOTAL DU BUDGET (4)	11 431 986,00	11 431 986,00

(1) A imputer uniquement en cas de reprise des résultats anticipés ou définitifs de l'exercice précédent.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

PRESENTATION DES AP VOTEES — B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
2025-01	ACQUISITION DE MATERIEL DE PRE-COLLECTE	20, 21	2 445 752,00
2024-01	CONSTRUCTION GARAGE REGIE COLLECTE	20, 23, 21	4 973 828,00
2024-02	CONTROLE D'ACCES ET TELESURVEILLANCE EN DECHETTERIES	20, 21, 23	762 946,00
2025-02	MISE EN CONFORMITE DES DECHETTERIES	20, 21, 23	2 870 456,00
TOTAL			**11 052 982,00**

« AP de dépenses imprévues » (2)	020	0,00

TOTAL GENERAL	**11 052 982,00**

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

PRESENTATION DES AE VOTEES

II

B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			**0,00**

« AE de dépenses imprévues » (2)	022	0,00

TOTAL GENERAL	**0,00**

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (y compris opérations) (3)	611 658,00	0,00	207 406,00	207 406,00	207 406,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (3) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (3)	2 064 708,00	880 768,94	1 215 551,06	1 215 551,06	2 096 320,00
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (3) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (3)	812 569,00	0,00	658 685,34	658 685,34	658 685,34
Total des dépenses d'équipement		**3 488 935,00**	**880 768,94**	**2 081 642,40**	**2 081 642,40**	**2 962 411,34**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	466 155,00	0,00	454 348,00	454 348,00	454 348,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**466 155,00**	**0,00**	**454 348,00**	**454 348,00**	**454 348,00**
45…	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**3 955 090,00**	**880 768,94**	**2 535 990,40**	**2 535 990,40**	**3 416 759,34**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*206 567,00*		*259 832,00*	*259 832,00*	*259 832,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***206 567,00***		***259 832,00***	***259 832,00***	***259 832,00***

TOTAL	**4 161 657,00**	**880 768,94**	**2 795 822,40**	**2 795 822,40**	**3 676 591,34**
					+
D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE					**393 682,66**
					=
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES					**4 070 274,00**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(8) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138) (3)	1 274 473,00	141 212,09	508 000,91	508 000,91	649 213,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	1 000 000,00	1 000 000,00	1 000 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**1 274 473,00**	**141 212,09**	**1 508 000,91**	**1 508 000,91**	**1 649 213,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	200 004,18	0,00	398 164,49	398 164,49	398 164,49
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (6)	0,00	0,00	1 133 239,51	1 133 239,51	1 133 239,51
138	Autres subventions invest. non transf. (3) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**200 004,18**	**0,00**	**1 531 404,00**	**1 531 404,00**	**1 531 404,00**
45…	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**1 474 477,18**	**141 212,09**	**3 039 404,91**	**3 039 404,91**	**3 180 617,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*1 430 118,00*		*10 000,00*	*10 000,00*	*10 000,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*752 624,00*		*879 657,00*	*879 657,00*	*879 657,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***2 182 742,00***		***889 657,00***	***889 657,00***	***889 657,00***
TOTAL		**3 657 219,18**	**141 212,09**	**3 929 061,91**	**3 929 061,91**	**4 070 274,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**4 070 274,00**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	**629 825,00**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(7) Le compte 138 n'est pas un chapitre mais une subdivision du chapitre 13.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général (3)	4 547 296,00	0,00	4 503 192,00	4 503 192,00	4 503 192,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	1 890 687,00	0,00	1 840 643,00	1 840 643,00	1 840 643,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	128 521,00	0,00	53 777,00	53 777,00	53 777,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**6 566 504,00**	**0,00**	**6 397 612,00**	**6 397 612,00**	**6 397 612,00**
66	Charges financières	68 301,00	0,00	60 923,00	60 923,00	60 923,00
67	Charges spécifiques (3)	7 174,00	0,00	7 000,00	7 000,00	7 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	100 273,00		6 520,00	6 520,00	6 520,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**6 742 252,00**	**0,00**	**6 472 055,00**	**6 472 055,00**	**6 472 055,00**
023	*Virement à la section d'investissement (4)*	*1 430 118,00*		*10 000,00*	*10 000,00*	*10 000,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*752 624,00*		*879 657,00*	*879 657,00*	*879 657,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***2 182 742,00***		***889 657,00***	***889 657,00***	***889 657,00***
TOTAL		**8 924 994,00**	**0,00**	**7 361 712,00**	**7 361 712,00**	**7 361 712,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**7 361 712,00**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges (3)	69 399,23	0,00	30 000,00	30 000,00	30 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	542 000,00	0,00	1 068 600,00	1 068 600,00	1 068 600,00
73	Impôts et taxes (sauf le 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	4 787 150,00	0,00	4 800 000,00	4 800 000,00	4 800 000,00
74	Dotations et participations (3)	177 981,00	0,00	63 966,00	63 966,00	63 966,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	510 000,00	0,00	9,35	9,35	9,35
Total des recettes de gestion courante		**6 086 530,23**	**0,00**	**5 962 575,35**	**5 962 575,35**	**5 962 575,35**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	10 000,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**6 116 530,23**	**0,00**	**5 962 575,35**	**5 962 575,35**	**5 962 575,35**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*206 567,00*		*259 832,00*	*259 832,00*	*259 832,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***206 567,00***		***259 832,00***	***259 832,00***	***259 832,00***
TOTAL		**6 323 097,23**	**0,00**	**6 222 407,35**	**6 222 407,35**	**6 222 407,35**
						+
					R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**1 139 304,65**
						=
					TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**7 361 712,00**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	**629 825,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – DEPENSES — D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00	*259 832,00*	259 832,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		454 348,00	*0,00*	454 348,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement		0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)		207 406,00	*0,00*	207 406,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3) (5)		2 096 320,00	*0,00*	2 096 320,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)		658 685,34	*0,00*	*658 685,34*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*0,00*	0,00
198	*Neutralisation des amortissements*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total		**3 416 759,34**	***259 832,00***	**3 676 591,34**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**393 682,66**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**4 070 274,00**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	4 503 192,00		4 503 192,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	1 840 643,00		1 840 643,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	53 777,00	*0,00*	53 777,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	60 923,00	*0,00*	60 923,00
67	Charges spécifiques (9)	7 000,00	*0,00*	7 000,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	6 520,00	*879 657,00*	886 177,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*10 000,00*	10 000,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**6 472 055,00**	***889 657,00***	**7 361 712,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**7 361 712,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – RECETTES — D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	398 164,49	*0,00*	398 164,49
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	649 213,00	*0,00*	649 213,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	1 000 000,00	*0,00*	1 000 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)	0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324) (3)	0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*879 657,00*	879 657,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*		*10 000,00*	10 000,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
	Recettes d'investissement – Total	**2 047 377,49**	***889 657,00***	**2 937 034,49**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	**1 133 239,51**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**4 070 274,00**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	30 000,00		30 000,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 068 600,00		1 068 600,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	4 800 000,00		4 800 000,00
74	Dotations et participations (8)	63 966,00		63 966,00
75	Autres produits de gestion courante (8)	9,35	*0,00*	9,35
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques (8)	0,00	*259 832,00*	259 832,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes de fonctionnement – Total	**5 962 575,35**	***259 832,00***	**6 222 407,35**

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
			+
		R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	1 139 304,65
			=
		TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	7 361 712,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — A

DEPENSES

Chapitre		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**4 161 657,00**	**880 768,94**	**11 052 982,00**	**2 795 822,40**	**2 795 822,40**	**1 161 788,00**	**1 634 034,40**	**3 676 591,34**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	611 658,00	0,00	1 127 017,00	207 406,00	207 406,00	185 078,00	22 328,00	207 406,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	2 064 708,00	880 768,94	3 093 302,00	1 215 551,06	1 215 551,06	693 567,00	521 984,06	2 096 320,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	812 569,00	0,00	6 832 663,00	658 685,34	658 685,34	283 143,00	375 542,34	658 685,34
	Total des opérations d'équipement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**3 488 935,00**	**880 768,94**	**11 052 982,00**	**2 081 642,40**	**2 081 642,40**	**1 161 788,00**	**919 854,40**	**2 962 411,34**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	466 155,00	0,00		454 348,00	454 348,00		454 348,00	454 348,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**466 155,00**	**0,00**	**0,00**	**454 348,00**	**454 348,00**	**0,00**	**454 348,00**	**454 348,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**3 955 090,00**	**880 768,94**	**11 052 982,00**	**2 535 990,40**	**2 535 990,40**	**1 161 788,00**	**1 374 202,40**	**3 416 759,34**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*206 567,00*			*259 832,00*	*259 832,00*		*259 832,00*	*259 832,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**206 567,00**			**259 832,00**	**259 832,00**		**259 832,00**	**259 832,00**

D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (8)	**393 682,66**

Total des dépenses d'investissement cumulées	**4 070 274,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(3) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(4) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(5) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats définitifs ou anticipés de l'exercice précédent.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — A

RECETTES

Chapitre		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**3 657 219,18**	**141 212,09**	**2 795 822,40**	**2 795 822,40**	**2 937 034,49**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	1 274 473,00	141 212,09	508 000,91	508 000,91	649 213,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	1 000 000,00	1 000 000,00	1 000 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**1 274 473,00**	**141 212,09**	**1 508 000,91**	**1 508 000,91**	**1 649 213,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	200 004,18	0,00	398 164,49	398 164,49	398 164,49
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**200 004,18**	**0,00**	**398 164,49**	**398 164,49**	**398 164,49**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**1 474 477,18**	**141 212,09**	**1 906 165,40**	**1 906 165,40**	**2 047 377,49**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*1 430 118,00*		*10 000,00*	*10 000,00*	*10 000,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)*	*752 624,00*		*879 657,00*	*879 657,00*	*879 657,00*
041	*Opérations patrimoniales (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***2 182 742,00***		***889 657,00***	***889 657,00***	***889 657,00***

R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (7)	**0,00**

Affectation au compte 1068 (8)	**1 133 239,51**

Chapitre	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
		I		II	III = I + II

Total des recettes d'investissement cumulées	**4 070 274,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*). Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats définitifs ou anticipés de l'exercice précédent.

(7) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats définitifs ou anticipés de l'exercice précédent.

(8) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE — A1

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**4 161 657,00**	**880 768,94**	**11 052 982,00**	**2 795 822,40**	**2 795 822,40**	**1 161 788,00**	**1 634 034,40**	**3 676 591,34**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	611 658,00	0,00	1 127 017,00	207 406,00	207 406,00	185 078,00	22 328,00	207 406,00
2031	Frais d'études	501 844,00	0,00		137 000,00	137 000,00	137 000,00	0,00	137 000,00
2033	Frais d'insertion	31 214,00	0,00		28 100,00	28 100,00	6 372,00	21 728,00	28 100,00
2051	Concessions, droits similaires	78 600,00	0,00		42 306,00	42 306,00	41 706,00	600,00	42 306,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	2 064 708,00	880 768,94	3 093 302,00	1 215 551,06	1 215 551,06	693 567,00	521 984,06	2 096 320,00
2111	Terrains nus	91 340,00	0,00		72 250,00	72 250,00	72 250,00	0,00	72 250,00
21351	Bâtiments publics	107 183,00	7 064,90		0,10	0,10	0,00	0,10	7 065,00
2138	Autres constructions	23 728,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	0,00	0,00		40 000,00	40 000,00	0,00	40 000,00	40 000,00
21561	Matériel roulant	0,00	0,00		800,00	800,00	0,00	800,00	800,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	1 370 417,00	0,00		894 692,00	894 692,00	617 117,00	277 575,00	894 692,00
21828	Autres matériels de transport	431 876,00	873 704,04		194 900,96	194 900,96	0,00	194 900,96	1 068 605,00
21838	Autre matériel informatique	7 356,00	0,00		10 288,00	10 288,00	4 200,00	6 088,00	10 288,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	3 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2185	Matériel de téléphonie	1 500,00	0,00		1 670,00	1 670,00	0,00	1 670,00	1 670,00
2188	Autres immobilisations corporelles	28 308,00	0,00		950,00	950,00	0,00	950,00	950,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	812 569,00	0,00	6 832 663,00	658 685,34	658 685,34	283 143,00	375 542,34	658 685,34
2313	Constructions	750 989,00	0,00		115 000,00	115 000,00	0,00	115 000,00	115 000,00
2315	Install., matériel et outill. technique	61 580,00	0,00		543 685,34	543 685,34	283 143,00	260 542,34	543 685,34
	Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**3 488 935,00**	**880 768,94**	**11 052 982,00**	**2 081 642,40**	**2 081 642,40**	**1 161 788,00**	**919 854,40**	**2 962 411,34**

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	466 155,00	0,00		454 348,00	454 348,00		454 348,00	454 348,00
1641	Emprunts en euros	463 488,00	0,00		451 681,00	451 681,00		451 681,00	451 681,00
16873	Dettes - Départements	2 667,00	0,00		2 667,00	2 667,00		2 667,00	2 667,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**466 155,00**	**0,00**	**0,00**	**454 348,00**	**454 348,00**	**0,00**	**454 348,00**	**454 348,00**
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**3 955 090,00**	**880 768,94**	**11 052 982,00**	**2 535 990,40**	**2 535 990,40**	**1 161 788,00**	**1 374 202,40**	**3 416 759,34**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6)*	*206 567,00*			*259 832,00*	*259 832,00*		*259 832,00*	*259 832,00*
	Reprise sur autofinancement antérieur	*206 567,00*			*259 832,00*	*259 832,00*		*259 832,00*	*259 832,00*
13911	*Subv. transf. Etat et établ. nationaux*	*33 022,00*			*33 022,00*	*33 022,00*		*33 022,00*	*33 022,00*
13912	*Subv. transf. Régions*	*26 566,00*			*47 534,00*	*47 534,00*		*47 534,00*	*47 534,00*
13913	*Subv. transf. Départements*	*36 184,00*			*36 184,00*	*36 184,00*		*36 184,00*	*36 184,00*
139151	*Subv. transf. GFP de rattachement*	*1 987,00*			*1 987,00*	*1 987,00*		*1 987,00*	*1 987,00*
139178	*Autres fonds européens*	*1 302,00*			*1 302,00*	*1 302,00*		*1 302,00*	*1 302,00*
13918	*Autres subventions d'équipement transf.*	*15 195,00*			*23 117,00*	*23 117,00*		*23 117,00*	*23 117,00*
139361	*Dotation équip.territoires ruraux transf*	*92 311,00*			*116 686,00*	*116 686,00*		*116 686,00*	*116 686,00*
	Charges transférées (7)	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*

Chap. / art. (1)	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
Total des dépenses d'ordre	**206 567,00**			**259 832,00**	**259 832,00**		**259 832,00**	**259 832,00**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — A3

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**3 657 219,18**	**141 212,09**	**2 795 822,40**	**2 795 822,40**	**2 937 034,49**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	1 274 473,00	141 212,09	508 000,91	508 000,91	649 213,00
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	31 733,00	22 213,00	0,00	0,00	22 213,00
1312	Subv. transf. Régions	565 543,00	0,00	154 000,00	154 000,00	154 000,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	54 220,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13258	Subv. non transf. Autres groupements	0,00	0,00	14 000,00	14 000,00	14 000,00
13361	Dotation équip.territoires ruraux transf	622 977,00	118 999,09	340 000,91	340 000,91	459 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (3)	0,00	0,00	1 000 000,00	1 000 000,00	1 000 000,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	1 000 000,00	1 000 000,00	1 000 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**1 274 473,00**	**141 212,09**	**1 508 000,91**	**1 508 000,91**	**1 649 213,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	200 004,18	0,00	398 164,49	398 164,49	398 164,49
10222	FCTVA	200 004,18	0,00	398 164,49	398 164,49	398 164,49
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**200 004,18**	**0,00**	**398 164,49**	**398 164,49**	**398 164,49**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**1 474 477,18**	**141 212,09**	**1 906 165,40**	**1 906 165,40**	**2 047 377,49**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*1 430 118,00*		*10 000,00*	*10 000,00*	*10 000,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)*	*752 624,00*		*879 657,00*	*879 657,00*	*879 657,00*
2802	*Frais liés à la réalisation de document*	*252,00*		*252,00*	*252,00*	*252,00*

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
28031	*Frais d'études*	*8 434,00*		*8 166,00*	*8 166,00*	*8 166,00*
28033	*Frais d'insertion*	*4 820,00*		*3 741,00*	*3 741,00*	*3 741,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*0,00*		*900,00*	*900,00*	*900,00*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*16 438,00*		*16 438,00*	*16 438,00*	*16 438,00*
281318	*Autres bâtiments publics*	*36 483,00*		*37 083,00*	*37 083,00*	*37 083,00*
281351	*Bâtiments publics*	*25 894,00*		*31 992,00*	*31 992,00*	*31 992,00*
28138	*Autres constructions*	*9 538,00*		*10 506,00*	*10 506,00*	*10 506,00*
28148	*Construct° sol autrui - Autres construct*	*13 341,00*		*12 840,00*	*12 840,00*	*12 840,00*
281533	*Réseaux câblés*	*4 661,00*		*4 837,00*	*4 837,00*	*4 837,00*
281534	*Réseaux d'électrification*	*1 935,00*		*294,00*	*294,00*	*294,00*
281538	*Autres réseaux*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2815738	*Autre matériel et outillage de voirie*	*19 477,00*		*19 477,00*	*19 477,00*	*19 477,00*
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*162 462,00*		*297 168,00*	*297 168,00*	*297 168,00*
2817538	*Autres réseaux (mise à dispo)*	*48 674,00*		*48 674,00*	*48 674,00*	*48 674,00*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*4 197,00*		*4 197,00*	*4 197,00*	*4 197,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*235 923,00*		*235 923,00*	*235 923,00*	*235 923,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*6 169,00*		*5 879,00*	*5 879,00*	*5 879,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*1 571,00*		*1 619,00*	*1 619,00*	*1 619,00*
28185	*Matériel de téléphonie*	*324,00*		*360,00*	*360,00*	*360,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*152 031,00*		*139 311,00*	*139 311,00*	*139 311,00*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***2 182 742,00***		***889 657,00***	***889 657,00***	***889 657,00***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(5) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(7) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — B

DEPENSES

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**8 924 994,00**	**0,00**	**0,00**	**7 361 712,00**	**7 361 712,00**	**0,00**	**7 361 712,00**	**7 361 712,00**
011	Charges à caractère général (3)	4 547 296,00	0,00	0,00	4 503 192,00	4 503 192,00	0,00	4 503 192,00	4 503 192,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	1 890 687,00	0,00		1 840 643,00	1 840 643,00		1 840 643,00	1 840 643,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	128 521,00	0,00	0,00	53 777,00	53 777,00	0,00	53 777,00	53 777,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**6 566 504,00**	**0,00**	**0,00**	**6 397 612,00**	**6 397 612,00**	**0,00**	**6 397 612,00**	**6 397 612,00**
66	Charges financières	68 301,00	0,00		60 923,00	60 923,00		60 923,00	60 923,00
67	Charges spécifiques (3)	7 174,00	0,00		7 000,00	7 000,00		7 000,00	7 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	100 273,00			6 520,00	6 520,00		6 520,00	6 520,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		**175 748,00**	**0,00**	**0,00**	**74 443,00**	**74 443,00**		**74 443,00**	**74 443,00**
Total des dépenses réelles		**6 742 252,00**	**0,00**	**0,00**	**6 472 055,00**	**6 472 055,00**	**0,00**	**6 472 055,00**	**6 472 055,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*1 430 118,00*			*10 000,00*	*10 000,00*		*10 000,00*	*10 000,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*752 624,00*			*879 657,00*	*879 657,00*		*879 657,00*	*879 657,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**2 182 742,00**			**889 657,00**	**889 657,00**		**889 657,00**	**889 657,00**

D002 Résultat reporté ou anticipé (5)	**0,00**

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	**7 361 712,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Inscrire en cas de reprise des résultats définitifs ou anticipés de l'exercice précédent.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — B

RECETTES

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**6 323 097,23**	**0,00**	**6 222 407,35**	**6 222 407,35**	**6 222 407,35**
013	Atténuations de charges (2)	69 399,23	0,00	30 000,00	30 000,00	30 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	542 000,00	0,00	1 068 600,00	1 068 600,00	1 068 600,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	4 787 150,00	0,00	4 800 000,00	4 800 000,00	4 800 000,00
74	Dotations et participations (2)	177 981,00	0,00	63 966,00	63 966,00	63 966,00
75	Autres produits de gestion courante (2)	510 000,00	0,00	9,35	9,35	9,35
Total des recettes de gestion des services		**6 086 530,23**	**0,00**	**5 962 575,35**	**5 962 575,35**	**5 962 575,35**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (2)	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (2)	10 000,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**30 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles		**6 116 530,23**	**0,00**	**5 962 575,35**	**5 962 575,35**	**5 962 575,35**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)*	*206 567,00*		*259 832,00*	*259 832,00*	*259 832,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**206 567,00**		**259 832,00**	**259 832,00**	**259 832,00**

R002 Résultat reporté ou anticipé (7)	**1 139 304,65**

Total des recettes de fonctionnement cumulées	**7 361 712,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(4) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(7) Inscrire en cas de reprise des résultats définitifs ou anticipés de l'exercice précédent.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE — B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**8 924 994,00**	**0,00**	**0,00**	**7 361 712,00**	**7 361 712,00**	**0,00**	**7 361 712,00**	**7 361 712,00**
011	Charges à caractère général (4)	4 547 296,00	0,00	0,00	4 503 192,00	4 503 192,00	0,00	4 503 192,00	4 503 192,00
60611	Eau et assainissement	3 300,00	0,00		3 500,00	3 500,00	0,00	3 500,00	3 500,00
60612	Energie - Electricité	23 000,00	0,00		20 000,00	20 000,00	0,00	20 000,00	20 000,00
60621	Combustibles	2 400,00	0,00		4 600,00	4 600,00	0,00	4 600,00	4 600,00
60622	Carburants	301 000,00	0,00		260 500,00	260 500,00	0,00	260 500,00	260 500,00
60623	Alimentation	2 510,00	0,00		2 450,00	2 450,00	0,00	2 450,00	2 450,00
60624	Produits de traitement	2 400,00	0,00		500,00	500,00	0,00	500,00	500,00
60628	Autres fournitures non stockées	35 400,00	0,00		18 650,00	18 650,00	0,00	18 650,00	18 650,00
60631	Fournitures d'entretien	3 300,00	0,00		8 550,00	8 550,00	0,00	8 550,00	8 550,00
60632	Fournitures de petit équipement	28 323,00	0,00		12 600,00	12 600,00	0,00	12 600,00	12 600,00
60636	Habillement et vêtements de travail	9 200,00	0,00		37 800,00	37 800,00	0,00	37 800,00	37 800,00
6064	Fournitures administratives	3 400,00	0,00		2 000,00	2 000,00	0,00	2 000,00	2 000,00
611	Contrats de prestations de services	3 413 000,00	0,00		3 189 808,00	3 189 808,00	0,00	3 189 808,00	3 189 808,00
61351	Matériel roulant	133 800,00	0,00		310 700,00	310 700,00	0,00	310 700,00	310 700,00
61358	Autres	1 700,00	0,00		1 700,00	1 700,00	0,00	1 700,00	1 700,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	13 000,00	0,00		11 900,00	11 900,00	0,00	11 900,00	11 900,00
615231	Entretien, réparations voiries	3 600,00	0,00		10 000,00	10 000,00	0,00	10 000,00	10 000,00
615232	Entretien, réparations réseaux	17 250,00	0,00		10 000,00	10 000,00	0,00	10 000,00	10 000,00
61551	Entretien matériel roulant	238 100,00	0,00		258 700,00	258 700,00	0,00	258 700,00	258 700,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	8 300,00	0,00		22 000,00	22 000,00	0,00	22 000,00	22 000,00
6156	Maintenance	58 094,00	0,00		103 981,00	103 981,00	0,00	103 981,00	103 981,00
6161	Multirisques	25 489,00	0,00		32 036,00	32 036,00	0,00	32 036,00	32 036,00
617	Etudes et recherches	69 450,00	0,00		60 500,00	60 500,00	0,00	60 500,00	60 500,00
6182	Documentation générale et technique	270,00	0,00		276,00	276,00	0,00	276,00	276,00
6184	Versements à des organismes de formation	25 530,00	0,00		15 155,00	15 155,00	0,00	15 155,00	15 155,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00		300,00	300,00	0,00	300,00	300,00
62268	Autres honoraires, conseils	54 224,00	0,00		31 532,00	31 532,00	0,00	31 532,00	31 532,00
6231	Annonces et insertions	5 958,00	0,00		3 780,00	3 780,00	0,00	3 780,00	3 780,00
6232	Fêtes et cérémonies	2 600,00	0,00		3 160,00	3 160,00	0,00	3 160,00	3 160,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
6236	Catalogues et imprimés	15 000,00	0,00		7 150,00	7 150,00	0,00	7 150,00	7 150,00
6238	Divers	0,00	0,00		4 000,00	4 000,00	0,00	4 000,00	4 000,00
6247	Transports collectifs	2 800,00	0,00		2 800,00	2 800,00	0,00	2 800,00	2 800,00
6251	Voyages, déplacements et missions	2 200,00	0,00		3 500,00	3 500,00	0,00	3 500,00	3 500,00
6261	Frais d'affranchissement	3 200,00	0,00		15 000,00	15 000,00	0,00	15 000,00	15 000,00
6262	Frais de télécommunications	6 758,00	0,00		5 880,00	5 880,00	0,00	5 880,00	5 880,00
627	Services bancaires et assimilés	35,00	0,00		1 040,00	1 040,00	0,00	1 040,00	1 040,00
6281	Concours divers (cotisations)	850,00	0,00		850,00	850,00	0,00	850,00	850,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	1 510,00	0,00		1 800,00	1 800,00	0,00	1 800,00	1 800,00
628722	Remb. frais aux régies avec ps.morale	27 500,00	0,00		21 000,00	21 000,00	0,00	21 000,00	21 000,00
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	200,00	0,00		700,00	700,00	0,00	700,00	700,00
63512	Taxes foncières	295,00	0,00		330,00	330,00	0,00	330,00	330,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	2 350,00	0,00		2 464,00	2 464,00	0,00	2 464,00	2 464,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4) (5)	1 890 687,00	0,00		1 840 643,00	1 840 643,00		1 840 643,00	1 840 643,00
6215	Personnel affecté par la commune du GFP	160 000,00	0,00		141 240,00	141 240,00		141 240,00	141 240,00
6218	Autre personnel extérieur	65 000,00	0,00		5 000,00	5 000,00		5 000,00	5 000,00
6331	Versement mobilité	0,00	0,00		1 560,00	1 560,00		1 560,00	1 560,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	4 351,00	0,00		4 989,00	4 989,00		4 989,00	4 989,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	20 541,00	0,00		24 439,00	24 439,00		24 439,00	24 439,00
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	2 605,00	0,00		2 994,00	2 994,00		2 994,00	2 994,00
64111	Rémunération principale titulaires	543 964,00	0,00		580 186,00	580 186,00		580 186,00	580 186,00
64112	SFT, indemnité de résidence	6 587,00	0,00		9 823,00	9 823,00		9 823,00	9 823,00
64113	NBI	6 143,00	0,00		6 509,00	6 509,00		6 509,00	6 509,00
64118	Autres indemnités	120 653,00	0,00		158 094,00	158 094,00		158 094,00	158 094,00
64131	Rémunérations	470 588,00	0,00		355 871,00	355 871,00		355 871,00	355 871,00
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00		1 581,00	1 581,00		1 581,00	1 581,00
64138	Primes et autres indemnités	58 348,00	0,00		64 499,00	64 499,00		64 499,00	64 499,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	190 974,00	0,00		217 139,00	217 139,00		217 139,00	217 139,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	216 286,00	0,00		217 179,00	217 179,00		217 179,00	217 179,00
6454	Cotisations à l'assurance chômage	4 209,00	0,00		17 890,00	17 890,00		17 890,00	17 890,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	1 188,00	0,00		2 500,00	2 500,00		2 500,00	2 500,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	450,00	0,00		4 150,00	4 150,00		4 150,00	4 150,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
6478	Autres charges sociales diverses	18 800,00	0,00		25 000,00	25 000,00		25 000,00	25 000,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (4)	128 521,00	0,00	0,00	53 777,00	53 777,00	0,00	53 777,00	53 777,00
6541	Créances admises en non-valeur	95,00	0,00		918,00	918,00	0,00	918,00	918,00
6542	Créances éteintes	601,00	0,00		359,00	359,00	0,00	359,00	359,00
6561	Organismes de regroupement	5 900,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657358	Subv. fonct. autres groupements	7 292,00	0,00		8 000,00	8 000,00	0,00	8 000,00	8 000,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65811	Droits d''utilisat° - informatique nuage	9 053,00	0,00		6 550,00	6 550,00	0,00	6 550,00	6 550,00
65818	Autres	0,00	0,00		2 475,00	2 475,00	0,00	2 475,00	2 475,00
65888	Autres	105 580,00	0,00		35 475,00	35 475,00	0,00	35 475,00	35 475,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**6 566 504,00**	**0,00**	**0,00**	**6 397 612,00**	**6 397 612,00**	**0,00**	**6 397 612,00**	**6 397 612,00**
66	Charges financières	68 301,00	0,00		60 923,00	60 923,00		60 923,00	60 923,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	68 451,00	0,00		60 000,00	60 000,00		60 000,00	60 000,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	-2 114,00	0,00		-1 034,00	-1 034,00		-1 034,00	-1 034,00
6688	Autres	1 964,00	0,00		1 957,00	1 957,00		1 957,00	1 957,00
67	Charges spécifiques (4)	7 174,00	0,00		7 000,00	7 000,00		7 000,00	7 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	7 174,00	0,00		7 000,00	7 000,00		7 000,00	7 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	100 273,00			6 520,00	6 520,00		6 520,00	6 520,00
6815	Dot. prov. pour risques fonct. courant	100 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	273,00			6 520,00	6 520,00		6 520,00	6 520,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		**175 748,00**	**0,00**	**0,00**	**74 443,00**	**74 443,00**		**74 443,00**	**74 443,00**
Total des dépenses réelles		**6 742 252,00**	**0,00**	**0,00**	**6 472 055,00**	**6 472 055,00**	**0,00**	**6 472 055,00**	**6 472 055,00**

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
023	*Virement à la section d'investissement*	*1 430 118,00*			*10 000,00*	*10 000,00*		*10 000,00*	*10 000,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)*	*752 624,00*			*879 657,00*	*879 657,00*		*879 657,00*	*879 657,00*
6811	*Dot. amort. immos incorporelles*	*752 624,00*			*879 657,00*	*879 657,00*		*879 657,00*	*879 657,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7) (9)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**2 182 742,00**			**889 657,00**	**889 657,00**		**889 657,00**	**889 657,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	-1 034,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE	B2

Chap / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**6 323 097,23**	**0,00**	**6 222 407,35**	**6 222 407,35**	**6 222 407,35**
013	Atténuations de charges (3)	69 399,23	0,00	30 000,00	30 000,00	30 000,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	60 000,00	0,00	20 000,00	20 000,00	20 000,00
6479	Rembourst sur autres charges sociales	9 399,23	0,00	10 000,00	10 000,00	10 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	542 000,00	0,00	1 068 600,00	1 068 600,00	1 068 600,00
70612	Redevance spéciale enlèvement ordures	500 000,00	0,00	550 400,00	550 400,00	550 400,00
70613	Redevance enlèvement déchets industriels	40 000,00	0,00	66 000,00	66 000,00	66 000,00
7078	Autres marchandises	1 000,00	0,00	449 200,00	449 200,00	449 200,00
708722	Remb. frais par régie avec ps.morale	1 000,00	0,00	3 000,00	3 000,00	3 000,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	4 787 150,00	0,00	4 800 000,00	4 800 000,00	4 800 000,00
73133	Taxe enlèvement ordures ménagères et ass	4 787 150,00	0,00	4 800 000,00	4 800 000,00	4 800 000,00
74	Dotations et participations (3)	177 981,00	0,00	63 966,00	63 966,00	63 966,00
744	FCTVA	2 000,00	0,00	2 128,00	2 128,00	2 128,00
7472	Participation régions	110 720,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74758	Participation autres groupements	17 445,00	0,00	15 000,00	15 000,00	15 000,00
74773	Participation FEADER	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747888	Autres	47 816,00	0,00	46 838,00	46 838,00	46 838,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	510 000,00	0,00	9,35	9,35	9,35
7584	Recouvr./créances admises en non valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	510 000,00	0,00	9,35	9,35	9,35
Total des recettes de gestion des services		**6 086 530,23**	**0,00**	**5 962 575,35**	**5 962 575,35**	**5 962 575,35**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	10 000,00		0,00	0,00	0,00
7815	Rep. prov. charges fonctionnt courant	10 000,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**6 116 530,23**	**0,00**	**5 962 575,35**	**5 962 575,35**	**5 962 575,35**

Chap / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*206 567,00*		*259 832,00*	*259 832,00*	*259 832,00*
777	*Rec... subv inv transférées cpte résult*	*206 567,00*		*259 832,00*	*259 832,00*	*259 832,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4) (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**206 567,00**		**259 832,00**	**259 832,00**	**259 832,00**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (8)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (9)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043).*

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(9) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**0,00**	**504 900,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	504 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**382 295,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	382 295,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**2 031 090,40**	**0,00**		**2 535 990,40**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	454 348,00	0,00		454 348,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	207 406,00	0,00		207 406,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	710 651,06	0,00		1 215 551,06
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	658 685,34	0,00		658 685,34
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**2 657 109,91**	**0,00**		**3 039 404,91**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	1 531 404,00	0,00		1 531 404,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	125 705,91	0,00		508 000,91
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	1 000 000,00	0,00		1 000 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		0,00
RECETTES		0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.900

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		**504 900,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	310 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	194 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**382 295,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	154 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
133	Fonds affectés à l'équipement amort.	228 295,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
133	Fonds affectés à l'équipement amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé			04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.			TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**504 900,00**
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	310 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	194 900,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**382 295,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	154 000,00
133	Fonds affectés à l'équipement amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	228 295,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.901

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904-4

FONCTION 4-4 – RSA

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.906

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles				
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Marchés alimentaires	6318 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.907

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**800,96**	**1 037 619,00**	**992 670,44**	**0,00**	**0,00**
164	Emprunts auprès des éts financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	451 681,00	0,00	0,00	0,00
168	Autres emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	2 667,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	21 188,00	143 912,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	600,00	41 706,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	72 250,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,10	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	800,00	553 575,00	71 117,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,96	7 908,00	5 000,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	658 685,34	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 643 109,91**	**14 000,00**	**0,00**	**0,00**
102	Dotations et fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	398 164,49	0,00	0,00	0,00
106	Réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	1 133 239,51	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 000,00	0,00	0,00
133	Fonds affectés à l'équipement amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	111 705,91	0,00	0,00	0,00
164	Emprunts auprès des éts financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164	Emprunts auprès des éts financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
168	Autres emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
102	Dotations et fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
133	Fonds affectés à l'équipement amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
164	Emprunts auprès des éts financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 031 090,40**
164	Emprunts auprès des éts financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	451 681,00
168	Autres emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 667,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	165 100,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	42 306,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	72 250,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,10
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	625 492,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 908,96
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	658 685,34
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 657 109,91**
102	Dotations et fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	398 164,49
106	Réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 133 239,51
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 000,00
133	Fonds affectés à l'équipement amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	111 705,91
164	Emprunts auprès des éts financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.908

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	848 Parkings	849 Sécurité routière
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**0,00**	**2 475,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	2 475,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 469 580,00**	**0,00**		**6 472 055,00**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	4 503 192,00	0,00		4 503 192,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	1 840 643,00	0,00		1 840 643,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	51 302,00	0,00		53 777,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	60 923,00	0,00		60 923,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	7 000,00	0,00		7 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	6 520,00	0,00		6 520,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 962 575,35**	**0,00**		**5 962 575,35**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00		30 000,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	1 068 600,00	0,00		1 068 600,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	4 800 000,00	0,00		4 800 000,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	63 966,00	0,00		63 966,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	9,35	0,00		9,35
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		0,00
RECETTES		0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.930

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		**2 475,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
658	Charges diverses de gestion courante	2 475,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 475,00**
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 475,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.931

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-3

FONCTION 4-3 – APA

Article / compte nature (1)	Libellé	430 Services communs	431 APA à domicile	432 APA versée aux bénéf. en établissement	433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.934-4

FONCTION 4-4 – RSA / Régularisation de RMI

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.936

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles				
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Marchés alimentaires	6318 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.936

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.937

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**39 081,00**	**5 068 884,00**	**1 361 615,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	6 800,00	357 350,00	7 000,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	2 010 000,00	1 179 808,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	1 700,00	310 600,00	100,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	344 581,00	72 000,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	32 036,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 500,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	15 431,00	300,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	146 240,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	14 532,00	17 000,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	11 000,00	7 090,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	2 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	3 500,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	5 880,00	15 000,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	1 040,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	850,00	23 300,00	200,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	33 982,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	2 794,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	1 176 563,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	454 708,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	29 150,00	0,00	0,00	0,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	0,00	0,00	0,00	0,00	1 277,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	500,00	41 475,00	50,00	0,00	0,00
661	Charges d'intérêts	0,00	0,00	0,00	0,00	58 966,00	0,00	0,00	0,00
668	Autres charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 957,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
681	Dot. amort. et prov. Charges de fonct.	0,00	0,00	0,00	0,00	6 520,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**200,00**	**5 746 375,35**	**216 000,00**	**0,00**	**0,00**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	550 400,00	66 000,00	0,00	0,00
707	Ventes de marchandises	0,00	0,00	0,00	200,00	299 000,00	150 000,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	4 800 000,00	0,00	0,00	0,00
744	FCTVA	0,00	0,00	0,00	0,00	2 128,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	61 838,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	9,35	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
661	Charges d'intérêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
668	Autres charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
681	Dot. amort. et prov. Charges de fonct.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
707	Ventes de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
744	FCTVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 469 580,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	371 150,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 189 808,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	312 400,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	416 581,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 036,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 500,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 731,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	146 240,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 532,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 090,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 800,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 500,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 880,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 040,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 350,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 982,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 794,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 176 563,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	454 708,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 150,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 277,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	42 025,00
661	Charges d'intérêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	58 966,00
668	Autres charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 957,00

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00
681	Dot. amort. et prov. Charges de fonct.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 520,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 962 575,35**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	616 400,00
707	Ventes de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	449 200,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 800 000,00
744	FCTVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 128,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	61 838,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9,35

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.938

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	848 Parkings	849 Sécurité routière
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	B1.1

B1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant.

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.

IV – ANNEXES — IV

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE — B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**4 965 500,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					4 965 500,00									
00601847972	CRÉDIT AGRICOLE PROVENCE COTE D'	09/10/2018	09/10/2018	20/10/2018	850 000,00	F		1,350	1,368		T	X Echéance constante		A-1
00602637511	CRÉDIT AGRICOLE PROVENCE COTE D'	01/08/2020	01/09/2020	03/12/2020	220 000,00	F		0,610	0,612		T	X Echéance constante	O	A-1
00602637512	CRÉDIT AGRICOLE PROVENCE COTE D'	01/08/2020	01/09/2020	03/12/2020	362 000,00	F		0,610	0,612		T	X Echéance constante	O	A-1
00602637513	CRÉDIT AGRICOLE PROVENCE COTE D'	01/08/2020	01/09/2020	03/12/2020	71 500,00	F		1,010	1,010		T	X Echéance constante	O	A-1
06024062	SA BANQUE POPULAIRE AUVERGNE RHONE ALPES	01/07/2022	08/07/2022	08/10/2022	659 000,00	F		1,360	1,360		T	C	O	A-1
06024063	SA BANQUE POPULAIRE AUVERGNE RHONE ALPES	01/07/2022	08/07/2022	08/10/2022	141 000,00	F		1,590	1,590		T	C		A-1
06070104	SA BANQUE POPULAIRE AUVERGNE RHONE ALPES	04/12/2023	08/12/2023	08/03/2024	210 000,00	F		4,160	4,160		T	C	O	A-1
06070105	SA BANQUE POPULAIRE AUVERGNE RHONE ALPES	04/12/2023	11/12/2023	08/03/2024	585 000,00	F		4,090	4,165		T	C	O	A-1
5105872	CAISSE DES DEPOTS	27/11/2015	01/04/2016	01/06/2016	400 000,00	V		1,750	2,337		S	X Echéance constante		A-1
5988967	SA BANQUE POPULAIRE AUVERGNE RHONE ALPES	19/10/2021	05/11/2021	05/02/2022	457 000,00	F		0,350	0,351		T	X Echéance constante	O	A-1
5988968	SA BANQUE POPULAIRE AUVERGNE RHONE ALPES	28/10/2021	05/11/2021	05/02/2022	183 000,00	F		0,350	0,351		T	X Echéance constante		A-1
5988969	SA BANQUE POPULAIRE AUVERGNE RHONE ALPES	28/10/2021	05/11/2021	05/02/2022	35 000,00	F		0,460	0,462		T	X Echéance constante		A-1
5988970	SA BANQUE POPULAIRE AUVERGNE RHONE ALPES	28/10/2021	05/11/2021	05/02/2022	60 000,00	F		0,460	0,462		T	X Echéance constante		A-1
5988971	SA BANQUE POPULAIRE AUVERGNE RHONE ALPES	28/10/2021	05/11/2021	05/02/2022	127 000,00	F		0,460	0,462		T	X Echéance constante		A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat														
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
A291517P	Caisse d' Epargne Provence Alpes	13/10/2015	13/11/2015	13/02/2016	210 000,00	F		2,470	2,470		T	X Echéance constante		A-1
MON513156	SA LA BANQUE POSTALE	14/12/2015	01/05/2016	01/05/2016	180 000,00	F		2,440	2,440		T	X Echéance constante		A-1
MON546092EUR	SA LA BANQUE POSTALE	06/12/2023	17/01/2024	01/04/2024	215 000,00	F		4,090	4,253		T	C		A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes afférentes aux marchés publics de travaux et aux marchés de partenariat (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**40 000,00**									
1681 Autres emprunts (total) (9)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1687 Autres dettes (total)					40 000,00									
	CONSEIL DEPARTEMENTAL 04	04/07/2012	01/08/2013	01/08/2013	20 000,00	F		0,000	0,000		A	X Echéance constante		A-1
	CONSEIL DEPARTEMENTAL 04	06/01/2016	01/02/2017	01/02/2017	20 000,00	F		0,000	0,000		A	X Echéance constante		A-1
Total général					**5 005 500,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle , B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

IV – ANNEXES

IV

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**2 967 186,48**					**451 680,77**	**58 262,05**	**0,00**	**7 170,92**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		2 967 186,48					451 680,77	58 262,05	0,00	7 170,92
00601847972		0,00	A-1	474 651,20	7,75	F		1,368	56 570,71	6 122,21	0,00	1 113,14
00602637511		0,00	A-1	106 172,70	4,67	F		0,612	22 097,43	597,17	0,00	39,89
00602637512		0,00	A-1	174 702,39	4,67	F		0,612	36 360,30	982,62	0,00	65,64
00602637513		0,00	A-1	60 496,62	24,67	F		1,010	2 162,77	602,83	0,00	45,82
06024062		0,00	A-1	444 825,00	6,50	F		1,360	65 900,00	5 713,54	0,00	1 188,15
06024063		0,00	A-1	110 450,00	11,50	F		1,590	9 400,00	1 700,12	0,00	370,43
06070104		0,00	A-1	168 000,00	7,92	F		4,160	21 000,00	6 661,20	0,00	390,69
06070105		0,00	A-1	438 750,00	5,92	F		4,165	73 125,00	16 823,32	0,00	955,40
5105872		0,00	A-1	200 000,00	9,92	V		2,492	20 000,00	6 574,58	0,00	505,74
5988967		0,00	A-1	230 098,74	3,83	F		0,351	57 223,18	730,30	0,00	94,12
5988968		0,00	A-1	92 140,16	3,83	F		0,351	22 914,32	292,44	0,00	37,69
5988969		0,00	A-1	21 192,83	5,83	F		0,462	3 491,65	91,47	0,00	12,67
5988970		0,00	A-1	36 330,42	5,83	F		0,462	5 985,72	156,80	0,00	21,72
5988971		0,00	A-1	76 899,53	5,83	F		0,462	12 669,74	331,90	0,00	45,96
A291517P		0,00	A-1	39 446,19	1,83	F		2,470	19 480,19	794,81	0,00	65,75
MON513156		0,00	A-1	103 114,01	10,08	F		2,440	8 966,44	2 434,36	0,00	382,87
MON546092EUR		0,00	A-1	189 916,69	13,00	F		4,253	14 333,32	7 652,38	0,00	1 835,24
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes afférentes aux marchés publics de travaux et de partenariat (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**10 666,74**					**2 666,66**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		10 666,74					2 666,66	0,00	0,00	0,00
		0,00	A-1	2 666,71	1,58	F		0,000	1 333,33	0,00	0,00	0,00
		0,00	A-1	8 000,03	5,08	F		0,000	1 333,33	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**2 977 853,22**					**454 347,43**	**58 262,05**	**0,00**	**7 170,92**

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX	B1.3

B1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	B1.4

B1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	19	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	2 977 853,22	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
												Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME	B1.6

B1.6 – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 01/01/N	Annuité à payer au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la collectivité.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.7

B1.7 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

LIBELLES	Montant initial de la dette	Dépenses de l'exercice	Dette restante

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 1000.00 €		12-12-2022
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
L	Autres agencements et aménagements	15	12/12/2022
L	Autres constructions	30	12/12/2022
L	Autres immobilisations corporelles	10	12/12/2022
L	Autres installations, matériel et outillages tech.	8	12/12/2022
L	Autres matériels de bureau et mobiliers	8	12/12/2022
L	Concessions et droits similaires	2	12/12/2022
L	Documents d'urbanisme	10	12/12/2022
L	Etudes	5	12/12/2022
L	Frais d'insertion	5	12/12/2022
L	Immobilisations corporelles reçues au titre d'une mise à dispo	15	12/12/2022
L	Installations générales, agencements et aménagement bât. publics	30	12/12/2022
L	Installations générales, agencements et aménagements divers	20	12/12/2022
L	Matériel de bureau et informatique	5	12/12/2022
L	Matériel de téléphonie	2	12/12/2022
L	Matériel de transport	8	12/12/2022
L	Réseaux d'électrification	8	12/12/2022

IV – ANNEXES

IV

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N

B3.1

PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour litiges	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour pertes de change	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour garanties d'emprunt	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres provisions pour risques	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (3)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des immobilisations	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des stocks et encours	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes de tiers	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes financiers	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des provisions semi-budgétaires	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	**0,00**		**224 402,56**	**224 402,56**	**0,00**	**224 402,56**
Provisions pour litiges	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour pertes de change	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour garanties d'emprunt	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres provisions pour risques	**0,00**		**224 402,56**	**224 402,56**	**0,00**	**224 402,56**
Litige Sorbiers SAPN	0,00	26/04/2022	200 000,00	200 000,00	0,00	200 000,00
Provisions pour impayés	0,00	08/11/2022	6 855,19	6 855,19	0,00	6 855,19
Contentieux personnels 2023	0,00	15/05/2023	6 000,00	6 000,00	0,00	6 000,00
Compte épargne temps	0,00	17/12/2024	10 000,00	10 000,00	0,00	10 000,00
Impayés OM 2024	0,00	17/12/2024	1 547,37	1 547,37	0,00	1 547,37
Dépréciations (3)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
- des immobilisations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions budgétaires	0,00		224 402,56	224 402,56	0,00	224 402,56
TOTAL PROVISIONS	0,00		224 402,56	224 402,56	0,00	224 402,56

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETALEMENT DES PROVISIONS	B3.2

B3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS (1)

Nature de la provision	Objet	Montant total de la provision à constituer	Durée	Montant des provisions constituées au 01/01/N	Provision constituée au titre de l'exercice	Montant restant à provisionner

(1) Il s'agit des provisions figurant dans le tableau précédent « Etat des provisions » qui font l'objet d'un étalement, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	B4

ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats anticipés ou définitifs de l'exercice précédent.

(4) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.

(5) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(6) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(7) Indiquer le chapitre.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PRETS	B6

Prêts (compte 274)

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 01/01/N	Montant de l'annuité à recouvrer		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
Assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00	0,00	0,00
Non assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00		

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.1

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS DONNES

Article		Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 01/01/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
8015	**Emprunts garantis (1)**	0,00	0,00	
8016	**Contrats de crédit-bail (2)**	0,00	0,00	0,00
8017	**Subvention à verser en annuité (3)**	0,00	0,00	0,00
8018	**Autres engagements donnés**			
	Marchés de partenariat (4)		0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics (3)	0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (3)	0,00	0,00	0,00
	Dans le cadre d'une délégation de service public (3)	0,00	0,00	0,00
	Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00

(1) A compléter depuis l'état des emprunts garantis.

(2) A compléter depuis l'état des contrats de crédit-bail.

(3) A compléter depuis l'état des autres engagements données.

(4) A compléter depuis l'état des marchés de partenariat.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.2

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS RECUS (1)

Article		Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 01/01/N	Annuité à recevoir au cours de l'exercice
8026	**Redevance de crédit-bail à recevoir (crédit-bail immobilier)**	0,00	0,00	0,00
8027	**Subvention à recevoir par annuité**	0,00	0,00	0,00
8028	**Autres engagements reçus**			
	Recette grevée d'affectation spéciale (2)		0,00	
	Engagements reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00

(1) A remplir depuis l'état relatif aux autres engagements reçus.

(2) A remplir depuis l'état relatif aux recettes grevées d'affectation spéciale. Le montant de la créance en capital au 01/01/N correspond au reste à employer au 01/01/N, l'annuité à recevoir au cours de l'exercice correspond au solde entre les restes à employer au 01/01/N et les restes à employer au 31/12/N.

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN

IV

B7.3

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00											0,00	0,00
TOTAL GENERAL					0,00	0,00											0,00	0,00

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; B : bimestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.4

CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio (1)	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A + B + C - D**	**0,00**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**5 962 575,35**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)	**I / II**	**0,00**

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-1 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.5

ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL RESTANT A COURIR (MOBILIER ET IMMOBILIER)

Type et nature du bien ayant fait l'objet du contrat	Exercice d'origine du contrat	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat (en mois)	Montant de la redevance de l'exercice	Montant de la redevance sur la totalité du contrat	Montant des redevances restant à courir					
						N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant (exercice N+5 et suivants)	Total (1)
Crédits-bails mobiliers					0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits-bails immobiliers				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + cumul restant.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.6

ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT

Libellé du contrat	Année de signature du marché	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le marché	Durée du marché (en mois)	Date fin de marché	Date mise en service équipement	Montant total prévu au titre du marché (TTC)	Annuité versée sur l'exercice	Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (3)				
									Part investissement		Part fonctionnement II	Part financement III	TOTAL I + II + III
									Part totale (4)	Dont part nette (5) I			
Marchés de partenariat (1)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchés globaux de performance énergétiques avec tiers de financement (2)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Article L. 1112-1 du Code de la commande publique

(2) Article 1er de la loi n° 2023-222 du 30 mars 2023

(3) Montant de la rémunération restant à verser au 01/01/N

(4) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 01/01/N

(5) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.7

ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale

Libellé (1)	Restes à employer au 01/01/N	Montant recettes	Montant dépenses	Restes à employer au 31/12/N
Total	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Par exemple, taxe d'aménagement, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles la collectivité souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.

(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.

(3) Reste à employer au 31/12/N = reste à employer au 01/01/N + total recettes de l'exercice – total dépenses de l'exercice.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.8

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 1/1/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des délégations de service public					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital au 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.9

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 01/01/N	Annuité à recevoir au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)					0,00	0,00	0,00
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – SUBVENTIONS VERSEES	B8

SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
INVESTISSEMENT (total)					0,00
FONCTIONNEMENT (total)					0,00

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versée la subvention.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 412-5 du CGFP et du décret n° 2022-48 du 21 janvier 2022		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**2,00**	**1,82**	**3,82**	**0,91**	**2,91**	**3,82**
Adjoint administratif ppal 2° cl	C	0,00	0,91	0,91	0,91	0,00	0,91
Attaché Territorial	A	2,00	0,91	2,91	0,00	0,00	0,00
Attaché territorial	A	0,00	0,00	0,00	0,00	2,91	2,91
FILIERE TECHNIQUE (c)		**28,90**	**1,50**	**30,40**	**22,14**	**2,00**	**24,14**
Adjoint technique	C	19,00	0,00	19,00	15,00	0,00	15,00
Adjoint technique ppal 1° cl	C	5,00	0,64	5,64	3,64	0,00	3,64
Adjoint technique ppal 2° cl	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Adjoint technique principal 1ère cl	C	0,00	0,00	0,00	0,00	1,00	1,00
Agent de maîtrise	C	1,90	0,86	2,76	1,50	0,00	1,50
Agent de maîtrise principal	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Technicien	B	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		**30,90**	**3,32**	**34,22**	**23,05**	**4,91**	**27,96**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément aux cadres d'emploi applicables à la fonction publique territoriale. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année : ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**0,00**		
Adjoint technique principal 1ère cl	C	TECH	460	0,00	A L332-4 code FPT	CDI
Attaché territorial	A	ADM	525	0,00	A L332-4 code FPT	CDI
Attaché territorial	A	ADM	611	0,00	A L332-4 code FPT	CDI
Attaché territorial	A	ADM	499	0,00	A L332-8	CDD
Technicien	B	TECH	478	0,00	A L332-8	CDD
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**0,00**		
Adjoint administratif	C	ADM	367	0,00	A L332-23	CDD
Adjoint technique	C	TECH	368	0,00	A L332-24	CDD
Adjoint technique	C	TECH	367	0,00	A L332-24	CDD
Adjoint technique	C	TECH	367	0,00	A L332-23	CDD
Adjoint technique	C	TECH	367	0,00	A L332-23	CDD
Adjoint technique	C	TECH	367	0,00	A L332-23	CDD
Rédacteur	B	ADM	452	0,00	A L332-24	CDD
TOTAL GENERAL				**0,00**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.

332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1).
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3) (4)				
Détention d'une part du capital				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée…).

(4) Les délégations pour lesquelles un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements donnés.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT	B11.1

LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COLLECTIVITE

DESIGNATION DES ORGANISMES	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
EPCI			
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES	B11.2

LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES

Catégorie d'établissement (1)	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE	B11.3

LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services (1)	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-393 682,66**	**-393 682,66**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**-739 556,85**	**-739 556,85**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-1 133 239,51**	**-1 133 239,51**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Affectation au 1068 (C)	**1 133 239,51**	**1 133 239,51**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-1 133 239,51**	**-1 133 239,51**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**	**0,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Propositions nouvelles	Vote
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	**714 180,00**	**714 180,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	**1 287 821,49**	**1 287 821,49**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**573 641,49**	**573 641,49**

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Les RAR étant intégrés au calcul des ressources propres provenant des exercices antérieurs, seuls les crédits de l'exercice sont à inscrire. Le détail des crédits est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**714 180,00**	**I**	**714 180,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**454 348,00**		**454 348,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	451 681,00		451 681,00
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00		0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	2 667,00		2 667,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**259 832,00**		**259 832,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*259 832,00*		*259 832,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**1 287 821,49**	**III** **1 287 821,49**
Ressources propres externes de l'année (a)		**398 164,49**	**398 164,49**
10222	FCTVA	398 164,49	398 164,49
10226	Taxe d'aménagement (3)	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		**889 657,00**	**889 657,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
2802	*Frais liés à la réalisation de document*	*252,00*	*252,00*
28031	*Frais d'études*	*8 166,00*	*8 166,00*
28033	*Frais d'insertion*	*3 741,00*	*3 741,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*900,00*	*900,00*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*16 438,00*	*16 438,00*
281318	*Autres bâtiments publics*	*37 083,00*	*37 083,00*
281351	*Bâtiments publics*	*31 992,00*	*31 992,00*
28138	*Autres constructions*	*10 506,00*	*10 506,00*
28148	*Construct° sol autrui - Autres construct*	*12 840,00*	*12 840,00*
281533	*Réseaux câblés*	*4 837,00*	*4 837,00*
281534	*Réseaux d'électrification*	*294,00*	*294,00*
281538	*Autres réseaux*	*0,00*	*0,00*
2815738	*Autre matériel et outillage de voirie*	*19 477,00*	*19 477,00*
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*297 168,00*	*297 168,00*
2817538	*Autres réseaux (mise à dispo)*	*48 674,00*	*48 674,00*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*4 197,00*	*4 197,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*235 923,00*	*235 923,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*5 879,00*	*5 879,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*1 619,00*	*1 619,00*
28185	*Matériel de téléphonie*	*360,00*	*360,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*139 311,00*	*139 311,00*
29…	*Dépréciations des immobilisations*		
31…	*Matières premières (et fournitures) (5)*		
33…	*En-cours de production de biens (5)*		
35…	*Stocks de produits (5)*		
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*		

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
59…	*Dépréciation des comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*10 000,00*	*10 000,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	D1

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)
Service	Centre d'enfouissement des déchets ultimes	01/01/2017		SPIC

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION SERVICES FERROVIAIRES REGIONAUX DE VOYAGEURS – VOLET 1 : BUDGET	D2.1

VOLET 1 – BUDGETAIRE (circulaire n° LBL/B/03/10082/C du 11 décembre 2003)

DEPENSES			RECETTES		
FONCTIONNEMENT	**Chapitre**	**Montant**	**FONCTIONNEMENT**	**Chapitre**	**Montant**
Contribution régionale d'équilibre d'exploitation TTC		0,00	Compensation financière versée par l'Etat au titre de l'exploitation		0,00
Autres		0,00	Compensation financière au titre des tarifs sociaux fixés par l'Etat		0,00
			Matériel		0,00
Sous-total Fonctionnement		**0,00**	**Sous-total Fonctionnement**	(B)	**0,00**

INVESTISSEMENT	**Chapitre**	**Montant**			
Matériel		0,00			
Autres		0,00			
Sous-total Investissement		**0,00**	**Effort propre de la Région (A – B)**	(C)	**0,00**

TOTAL DEPENSES	(A)	**0,00**	**TOTAL RECETTES (B + C)**	**0,00**

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION SERVICES FERROVIAIRES REGIONAUX DE VOYAGEURS – VOLET 2 : COMPTE D'EXPLOITATION	D2.2

Volet 2 – Compte TER SNCF (1) par la collectivité (circulaire n°LBL/B/03/10082/C du 11 décembre 2003)

Produits d'exploitation courante :	
Produits du trafic	0,00
Produits annexes au trafic	0,00
Compensations des réductions tarifaires	0,00
Travaux pour Tiers	0,00
Produits hors trafic	0,00
Total chiffre d'affaires	**0,00**
Versements des Collectivités	0,00
Production immobilisée et stockée	0,00
Total produits d'exploitation courante	**0,00**

Charges d'exploitation courante :	
Personnel – Masse salariale	0,00
Consommations intermédiaires	0,00
Péage RFF	0,00
Impôts, taxes et versements assimilés	0,00
Total charges d'exploitation courante	**0,00**

Facturations majeures :	
Achats stockés	0,00
Impôts et taxes hors FAP	0,00
Maintenance matériel roulant	0,00
Traction trains, conduite et logistique	0,00
Echange de locomotives entre Activités	0,00
Energie de traction électrique	0,00
Energie de traction diesel	0,00
Entretien/maintenance des installations fixes	0,00
Prestations télécoms	0,00
Echange de matériel roulant entre Activités	0,00
Prestations trains	0,00
Contribution de service Activité Gare	0,00
Transport en service	0,00
Total facturations majeures	**0,00**
Prestations de main d'œuvre inter-domaines :	0,00
- Dont Etablissements autres que EEX	0,00
- Dont Etablissements EEX	0,00
Autres facturations	0,00

Total facturations internes	**0,00**
TOTAL CHARGES (2)	**0,00**

Contributions aux ECE	0,00

EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (3)	**0,00**

Dotations aux amortissements	0,00
Reprise de subvention et écart de réévaluation	0,00
Variation des provisions/transfert de charges	0,00
Autres produits et charges de gestion courante	0,00
Total dotations, reprises, transferts et autres	**0,00**

RESULTAT D'EXPLOITATION (4)	**0,00**

Résultat financier	0,00

RESULTAT COURANT (5)	**0,00**

Résultat spécifique	0,00

RESULTAT NET (6)	**0,00**

(1) A compléter par « approuvé » ou « non approuvé ».

(2) Total charges = total charges d'exploitation courante + total facturations majeures + total facturations internes.

(3) Excédent brut d'exploitation = total produits d'exploitation courante – total charges.

(4) Résultat d'exploitation = excédent brut d'exploitation – contribution aux ECE - total dotations, reprises, transferts et autres.

(5) Résultat courant = résultat d'exploitation + résultat financier.

(6) Résultat net = résultat courant + résultat spécifique.

Cette annexe correspond au modèle de présentation du compte d'exploitation figurant dans la convention SNCF, elle est donc susceptible de subir des modifications à l'initiative de la SNCF.

IV – ANNEXES — IV

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DES CONTRIBUTIONS — D3

Libellés		Base notifiée (si connue à la date de vote)	Variation de la base / (N-1) (%)	Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources							
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources							
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources							
TFPB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TFPNB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
CFE		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		**0,00**	**0,00**			**0,00**	**0,00**

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM	D4.1

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Acquisitions d'immobilisations		**0,00**
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		**0,00**
Autres dépenses éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
Total des dépenses réelles		**0,00**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Souscription d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Dotations et subventions reçues		**0,00**
Autres recettes éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**
Total des recettes réelles		**0,00**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
021	***Virement de la section de fonctionnement (3)***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la collectivité ou l'établissement.

(3) Montant des recettes de fonctionnement transféré en investissement pour le financement des dépenses d'investissement afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM	D4.2

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
	Total des dépenses réelles	0,00
042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
023	*Virement à la section d'investissement (4)*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre	*0,00*
	TOTAL GENERAL	0,00

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Recettes issues de la TEOM		0,00
Dotations et participations reçues		0,00
Autres recettes de fonctionnement éventuelles		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (3)	0,00

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
Total des recettes réelles		**0,00**
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la collectivité ou l'établissement.

(3) Si la collectivité ou l'établissement applique les provisions semi-budgétaires.

(4) Montant des recettes de fonctionnement transféré en investissement pour le financement des dépenses d'investissement afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION DE FONCTIONNEMENT	D5.1

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT	D5.2

Cet état ne contient pas d'information.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 89
Nombre de membres présents : 55
Nombre de suffrages exprimés : 74
VOTES :
Pour : 71
Contre : 3
Abstentions : 0

Date de convocation : 31/01/2026

Présenté par Le Président (1),
A Sisteron, le 13/02/2026

Délibéré par l'assemblée le Conseil Communautaire(2), réunie en session Ordinaire
A Sisteron, le 13/02/2026
Les membres de l'assemblée délibérante le Conseil Communautaire (2),(3).

.

AUTHON - RAHON Alain	
BARRET SUR MEOUGE - ARMAND Annick	
BAYONS - RIOTON Régis	
BELLAFAIRE - CAVEING Bernard	
CHANOUSSE - MATHIEU Alain	
CHÂTEAUFORT - DEMONTIS Geneviève	
CLAMENSANE - VAUTRIN Emilie	
ENTREPIERRES - CHEILAN Florence	
EOURRES - YAFFEE Caroline	
ETOILE ST CYRICE - FONFREYDE Frédérique	
FAUCON DU CAIRE - ZUNINO Robert	
GARDE COLOMBE - DURANCEAU Damien	
GIGORS - MAGAUD Gérard	
L'EPINE - DELAUP Luc	
LA BATIE MONTSALEON - D'HEILLY Alain	
LA MOTTE DU CAIRE - FRANCOU Jérôme procuration à G. GARCIN	
LA PIARRE - DEPEYRE Elisabeth	
LABOREL - MAOUI Renée	
LACHAU - MAGNUS Philippe	

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

LARAGNE MONTEGLIN - BRUN Maurice	
LARAGNE MONTEGLIN - DUPRAT Jean-Marc	
LARAGNE MONTEGLIN - GARCIN Martine	
LARAGNE MONTEGLIN - JOANNET Michel	
LARAGNE MONTEGLIN - LAMONTRE-MOULIN I.	
LARAGNE MONTEGLIN - MAFFREN M.	
LARAGNE MONTEGLIN - SEINTURIER Pierre	
LARAGNE MONTEGLIN - TRUPHEME Anne	
LAZER - GUIEU André procuration à R. MAOUI	
LE BERSAC - DROUILLARD Dominique procuration à A. D'HEILLY	
LE CAIRE - MAGNAN Jean-Michel	
LE POET - PAPEGAY Georges	
MELVE - BORCHI Jean-Christian procuration à JM. MAGNAN	
MEREUIL - REYNAUD-FREY Annick	
MISON - GAY Robert	
MISON - RICHAUD Maryline	
MONETIER ALLEMONT - OLIVE Ghislaine	
MONTCLUS - DESREUMAUX Catherine procuration à V. ARLAUD	
MONTJAY - MOSTACHETTI Gilles	
MONTROND - ROUMIEU Alain	
MOYDANS - DUFOUR Marie-José	
NIBLES - LACHAMP Jean-Jacques	
NOSSAGE ET BENEVENT - ESPITALLIER Martial	
ORPIERRE - CREMILLIEUX Gilles	
RIBEYRET - REYNAUD-DELAUP Christiane procuration à L. DELAUP	
ROSANS - TARDY Lionel	
SAINT ANDRE DE ROSANS - LIOTARD Cécile	
SAINT GENIEZ - CHABRAND Olivier	
SAINT PIERRE AVEZ - ARMAND Florent procuration à E. DEGUILLAME	

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

SAINTE COLOMBE - ROUX Jean-Pierre procuration à A. REYNAUD-FREY	
SALEON - LOMBARD Pascal	
SALERANS - DEGUILLAME Eric	
SAVOURNON - ROLLAND Michel	
SERRES - ARLAUD Véronique	
SERRES - MAYER Arlette	
SERRES - ROUIT Daniel	
SIGOTTIER - DEPEYRE Jean	
SIGOYER - HERNANDEZ Michel	
SISTERON - BOY Jean-Pierre procuration à JL. CLEMENT	
SISTERON - CLARES Patrick procuration à N. PELOUX	
SISTERON - CLEMENT Jean-Louis	
SISTERON - CODOUL Bernard	
SISTERON - DERDICHE Cyril	
SISTERON - GARCIN Françoise	
SISTERON - GHERBI Christiane procuration à B. CODOUL	
SISTERON - JAFFRE Sylvain	
SISTERON - LAUGIER Nicolas procuration à F. GARCIN	
SISTERON - LOUVION Cécilia	
SISTERON - PELOUX Nicole	
SISTERON - PERARD Franck procuration à JP. TEMPLIER	
SISTERON - REYNIER Christine	
SISTERON - SCHMALTZ Emilie procuration à C. REYNIER	
SISTERON - SEBANI Stéphanie procuration à S. JAFFRE	
SISTERON - SPAGNOU Daniel	
SISTERON - TEMPLIER Jean-Pierre	
SISTERON - TOUCHE Christiane	
SORBIERS - RABASSE Yves	
THEZE - GARCIN Gérôme	

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

TRESCLEOUX - SCHÜLER Jean	
TURRIERS - SIGAUD Jean-Yves	
UPAIX - MARTIN Florent	
VAL BUËCH MEOUGE - ALLIROL Béatrice	
VAL BUËCH MEOUGE - MOULLET Grégory procuration à G. NICOLAS	
VAL BUËCH MEOUGE - NICOLAS Gérard	
VALAVOIRE - MIRAN Hervé	
VALDOULE - TENOUX Gérard	
VALERNES - PIK Jean-Christophe	
VAUMEILH - COLLOMBON Elisabeth	
VENTAVON - MORENO Juan procuration à F. MARTIN	
VILLEBOIS-LES-PINS - ROUX Marianne	

Certifié exécutoire par Le Président (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le 26/02/2026, et de la publication le 26/02/2026

A Sisteron, le 26/02/2026

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de …, de la Collectivité territoriale unique de …, de la métropole de …, du Conseil syndical de …

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-D38-26-DE
Date de télétransmission : 26/02/2026
Date de réception préfecture : 26/02/2026

Annexe à la délibération D38.26

BUDGET ANNEXE DES DECHETS MENAGERS - Révisions des AP/CP votées en conseil communautaire du 17/12/2025

Nom de l'opération	Montant de l'AP	Numéro d'AP	Comptes	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Construction garage régie de collecte OM	4 973 828 €	2024-01	2033	864 €	1 188 €	2 052 €	- €	- €	- €	- €
			2031	4 386 €	412 857 €	348 466 €	- €	- €	- €	- €
			2313	- €	- €	4 131 765 €	- €	- €	- €	- €
			2111	- €	- €	72 250 €	- €	- €	- €	- €
Contrôle d'accès et télé-surveillance en déchetteries	796 459 €	2024-02	2033	864 €	324 €	2 358 €	- €	- €	- €	- €
			2158	15 701 €	157 014 €	67 998 €	- €	- €	- €	- €
			2313	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
			2315	- €	407 613 €	62 387 €	- €	- €	- €	- €
			2051	- €	36 294 €	41 706 €	- €	- €	- €	- €
			21838	- €	- €	4 200 €	- €	- €	- €	- €
Acquisition de matériel de pré-collecte	2 445 752 €	2025-01	2033	- €	864 €	1 512 €	1 188 €	1 188 €	- €	- €
			2158	- €	- €	1 316 000 €	565 000 €	560 000 €	- €	- €
Mise en conformité des déchetteries	5 328 660 €	2025-02	2031	- €	- €	320 000 €	72 000 €	100 000 €	75 000 €	72 000 €
			2033	- €	- €	2 592 €	864 €	864 €	- €	- €
			2111	- €	- €	10 340 €	- €	- €	- €	- €
			2158	- €	- €	- €	100 000 €	- €	230 000 €	- €
			2313	- €	- €	425 000 €	1 700 000 €	1 100 000 €	740 000 €	380 000 €
TOTAL	**13 544 699 €**			**21 815 €**	**1 016 154 €**	**6 808 626 €**	**2 439 052 €**	**1 762 052 €**	**1 045 000 €**	**452 000 €**

BUDGET ANNEXE DES DECHETS MENAGERS - Révisions des AP/CP 2026 votées en conseil communautaire du 13/02/2026

Nom de l'opération	Montant de l'AP	Numéro d'AP	Comptes	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Construction garage régie de collecte OM	4 973 828 €	2024-01	2033	864 €	1 188 €	4 320 €	- €	- €	- €	- €
			2031	4 386 €	412 857 €	117 000 €	190 600 €	37 700 €	- €	- €
			2313	- €	- €	30 000 €	4 000 000 €	102 663 €	- €	- €
			2111	- €	- €	72 250 €	- €	- €	- €	- €
Contrôle d'accès et télé-surveillance en déchetteries	762 946 €	2024-02	2033	864 €	324 €	- €	- €	- €	- €	- €
			2158	15 701 €	159 034 €	71 117 €	- €	- €	- €	- €
			2313	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
			2315	- €	186 857 €	283 143 €	- €	- €	- €	- €
			2051	- €	- €	41 706 €	- €	- €	- €	- €
			21838	- €	- €	4 200 €	- €	- €	- €	- €
Acquisition de matériel de pré-collecte	2 445 752 €	2025-01	2033	- €	864 €	1 188 €	1 350 €	1 350 €	- €	- €
			2158	- €	- €	816 000 €	1 065 000 €	560 000 €	- €	- €
Mise en conformité des déchetteries	2 870 456 €	2025-02	2031	- €	- €	20 000 €	40 000 €	100 000 €	75 000 €	72 000 €
			2033	- €	- €	864 €	864 €	864 €	864 €	- €
			2111	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
			2158	- €	- €	- €	- €	100 000 €	230 000 €	- €
			2313	- €	- €	- €	385 000 €	725 000 €	740 000 €	380 000 €
TOTAL	**11 052 982 €**			**21 815 €**	**761 124 €**	**1 461 788 €**	**5 682 814 €**	**1 627 577 €**	**1 045 864 €**	**452 000 €**

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COM COM SISTERONAIS BUECH
Communauté de commune à FPU

Numéro SIRET : 20006876500037
Poste comptable : SERVICE DE GESTION COMPTABLE

Budget primitif
relatif à l'exercice 2026

Budget annexe : BA SPANC 80001

Instruction budgétaire et comptable M.49(1)
applicable aux services publics industriels et commerciaux locaux

(1) Précision plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 43 ou M. 49.

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 3

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 16
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 17

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 18
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 19
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 23
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 25
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 26
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes 28
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 29
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations 30
A3.2 - Etalement des provisions 31
A4.1 - Equilibre des opérations financières 32
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 33
A4.3 - Equilibre des opérations financières - Recettes 34
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) 35
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) 36
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) 37
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) 39
A6 - Etat des charges transférées 41
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers 42

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie 46
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt 47
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget 48
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail 49
B1.5 - Etat des marchés de partenariat 50
B1.6 - Etat des autres engagements donnés 51
B1.7 - Etat des engagements reçus 52
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents 53
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents 54

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel 55
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie 58
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) 59
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) 60

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 61

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies dont la collectivité territoriale, le groupement ou l'établissement public de rattachement compte plus de 3 500 habitants.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Nota. – Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget :
- au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau du chapitre pour la section d'investissement.
- sans chapitres « opérations d'équipement ».

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III. – Conformément à l'article L. 1612-28 du code général des collectivités territoriales (CGCT), l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes :
– Fonctionnement :% (maximum 7,5 %)
– Investissement :% (maximum 7,5 %)

IV – Les provisions sont semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

V – La comparaison avec le budget précédent s'effectue par rapport au budget primitifde l'exercice précédent.

VI – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE — A1

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	91 438,00	89 968,04
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 1 469,96
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	91 438,00	91 438,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	6 242,00	3 399,96
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 2 842,04
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	6 242,00	6 242,00

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	97 680,00	97 680,00

(1) Crédits votés uniquement lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire (sans prise en compte des précédents mouvements de crédits de l'exercices)

(2) A renseigner uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent.

Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES — A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	9 295,00	0,00	10 644,00	10 644,00	10 644,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	67 492,00	0,00	74 304,00	74 304,00	74 304,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	249,00	0,00	1 760,00	1 760,00	1 760,00
Total des dépenses de gestion des services		**77 036,00**	**0,00**	**86 708,00**	**86 708,00**	**86 708,00**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	150,00	0,00	1 400,00	1 400,00	1 400,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	885,00		0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**82 747,00**	**0,00**	**88 108,00**	**88 108,00**	**88 108,00**
023	*Virement à la section d'investissement (6)*	*380,00*		*971,00*	*971,00*	*971,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*2 208,00*		*2 359,00*	*2 359,00*	*2 359,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***2 588,00***		***3 330,00***	***3 330,00***	***3 330,00***
TOTAL		**85 335,00**	**0,00**	**91 438,00**	**91 438,00**	**91 438,00**

\+

D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**91 438,00**

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	600,00	0,00	800,00	800,00	800,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	71 670,00	0,00	71 600,00	71 600,00	71 600,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	10,90	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**72 280,90**	**0,00**	**72 400,00**	**72 400,00**	**72 400,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	1 300,00		15 626,04	15 626,04	15 626,04
Total des recettes réelles d'exploitation		**73 580,90**	**0,00**	**88 026,04**	**88 026,04**	**88 026,04**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*971,00*		*1 942,00*	*1 942,00*	*1 942,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***971,00***		***1 942,00***	***1 942,00***	***1 942,00***
TOTAL		**74 551,90**	**0,00**	**89 968,04**	**89 968,04**	**89 968,04**

\+

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE OU ANTICIPE (2)	**1 469,96**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**91 438,00**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)	**1 388,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie. (Solde de l'opération DE 023 + DE 042 – RE 042)

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent.

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(6) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DE 043 = RE 043.

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et M. 43.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
20	Immobilisations incorporelles	3 000,00	0,00	3 500,00	3 500,00	3 500,00
21	Immobilisations corporelles	936,00	0,00	800,00	800,00	800,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**3 936,00**	**0,00**	**4 300,00**	**4 300,00**	**4 300,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**3 936,00**	**0,00**	**4 300,00**	**4 300,00**	**4 300,00**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*971,00*		*1 942,00*	*1 942,00*	*1 942,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***971,00***		***1 942,00***	***1 942,00***	***1 942,00***
TOTAL		**4 907,00**	**0,00**	**6 242,00**	**6 242,00**	**6 242,00**

+

D 001 SOLDE DEFICITAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	6 242,00

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	118,42	0,00	69,96	69,96	69,96
106	Réserves (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**118,42**	**0,00**	**69,96**	**69,96**	**69,96**
45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Total des recettes réelles d'investissement		**118,42**	**0,00**	**69,96**	**69,96**	**69,96**
021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*380,00*		*971,00*	*971,00*	*971,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*2 208,00*		*2 359,00*	*2 359,00*	*2 359,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***2 588,00***		***3 330,00***	***3 330,00***	***3 330,00***
TOTAL		**2 706,42**	**0,00**	**3 399,96**	**3 399,96**	**3 399,96**

+

R 001 SOLDE EXCEDENTAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**2 842,04**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**6 242,00**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.(Solde de l'opération DE 023 + DE 042 – RE 042)

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)	**1 388,00**

(1) cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	10 644,00		10 644,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	74 304,00		74 304,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	1 760,00		1 760,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges spécifiques	1 400,00	*0,00*	1 400,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	*2 359,00*	2 359,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*	0,00	*0,00*	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*971,00*	971,00
	Dépenses d'exploitation – Total	**88 108,00**	***3 330,00***	**91 438,00**

\+

D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**91 438,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	0,00	*1 942,00*	1 942,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	3 500,00	0,00	3 500,00
21	Immobilisations corporelles (6)	800,00	0,00	800,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**4 300,00**	***1 942,00***	**6 242,00**

\+

D 001 SOLDE DEFICITAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**6 242,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	800,00		800,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	71 600,00		71 600,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	15 626,04	*0,00*	15 626,04
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
Recettes d'exploitation – Total		**88 026,04**	***1 942,00***	**89 968,04**

\+

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE OU ANTICIPE	**1 469,96**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**91 438,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	69,96	*0,00*	69,96
13	Subventions d'investissement reçues	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*2 359,00*	2 359,00
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
491	*Dépréciations des comptes de clients*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*		*971,00*	971,00
Recettes d'investissement – Total		**69,96**	***3 330,00***	**3 399,96**

\+

R 001 SOLDE EXCEDENTAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE OU ANTICIPE	**2 842,04**

\+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**6 242,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et en M. 43.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES — A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général (5) (6)**	**9 295,00**	**10 644,00**	**10 644,00**
6063	Fournitures entretien et petit équipt	260,00	100,00	100,00
6066	Carburants	1 300,00	1 100,00	1 100,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	10,00	10,00
61551	Entretien matériel roulant	400,00	1 060,00	1 060,00
6161	Multirisques	550,00	658,00	658,00
6232	Echantillons	30,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	0,00	50,00	50,00
6261	Frais d'affranchissement	100,00	1 300,00	1 300,00
6262	Frais de télécommunications	36,00	36,00	36,00
627	Services bancaires et assimilés	20,00	40,00	40,00
62871	Remb. frais à la coll. de rattachement	6 599,00	6 290,00	6 290,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**67 492,00**	**74 304,00**	**74 304,00**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	6 281,00	5 200,00	5 200,00
6331	Versement de mobilité	0,00	70,00	70,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	182,00	205,00	205,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	838,00	1 013,00	1 013,00
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	99,00	124,00	124,00
6411	Salaires, appointements, commissions	33 146,00	38 652,00	38 652,00
6413	Primes et gratifications	7 967,00	9 060,00	9 060,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	7 321,00	8 419,00	8 419,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	9 973,00	9 566,00	9 566,00
6454	Cotisations au Pôle emploi	535,00	0,00	0,00
6458	Cotisat° autres organismes sociaux	264,00	265,00	265,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	130,00	130,00	130,00
6478	Autres charges sociales diverses	756,00	1 600,00	1 600,00
014	**Atténuations de produits (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**249,00**	**1 760,00**	**1 760,00**
6512	Droits d'utilisat° - informatique nuage	249,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	481,00	481,00
6588	Autres ch. diverses de gestion courante	0,00	1 279,00	1 279,00
TOTAL = DEPENSES DE GESTION COURANTE		**77 036,00**	**86 708,00**	**86 708,00**
66	**Charges financières (b) (8)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges spécifiques (c)**	**150,00**	**1 400,00**	**1 400,00**
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	150,00	1 400,00	1 400,00
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)**	**885,00**	**0,00**	**0,00**
6817	Dot. dépréc. actifs circulants	885,00	0,00	0,00
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES D'EXPLOITATION		**82 747,00**	**88 108,00**	**88 108,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***380,00***	***971,00***	***971,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)***	***2 208,00***	***2 359,00***	***2 359,00***
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*2 208,00*	*2 359,00*	*2 359,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***2 588,00***	***3 330,00***	***3 330,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***2 588,00***	***3 330,00***	***3 330,00***
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**85 335,00**	**91 438,00**	**91 438,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (13)	**0,00**

+

D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE OU ANTICIPE (13)	**0,00**

=

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
	TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES			**91 438,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43.

(8) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote des résultats définitifs ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES	A2

Chap / art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges (5)**	**600,00**	**800,00**	**800,00**
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	600,00	800,00	800,00
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**71 670,00**	**71 600,00**	**71 600,00**
7062	Redevances assainissement non collectif	71 300,00	71 100,00	71 100,00
70871	Remb. frais par coll. de rattachement	370,00	500,00	500,00
73	**Produits issus de la fiscalité (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**10,90**	**0,00**	**0,00**
7581	FCTVA	10,90	0,00	0,00
	TOTAL = RECETTES DE GESTION COURANTE	**72 280,90**	**72 400,00**	**72 400,00**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits spécifiques (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)**	**1 300,00**	**15 626,04**	**15 626,04**
7815	Rep. prov. charges d'exploitat°	1 300,00	14 876,04	14 876,04
7817	Rep. dépréciat°. actifs circulants	0,00	750,00	750,00
	TOTAL DES RECETTES REELLES D'EXPLOITATION	**73 580,90**	**88 026,04**	**88 026,04**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)***	***971,00***	***1 942,00***	***1 942,00***
747	*Quote-part des sub. invest virée résult*	*971,00*	*1 942,00*	*1 942,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	Total des dépenses d'ordre d'exploitation	***971,00***	***1 942,00***	***1 942,00***
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**74 551,90**	**89 968,04**	**89 968,04**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE OU ANTICIPE (10)	**1 469,96**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**91 438,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41 et M. 43.

(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote des résultats définitifs ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**3 000,00**	**3 500,00**	**3 500,00**
2051	Concessions et droits assimilés	3 000,00	3 500,00	3 500,00
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**936,00**	**800,00**	**800,00**
2183	Matériel de bureau et informatique	756,00	800,00	800,00
2185	Cheptel	180,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'équipement	**3 936,00**	**4 300,00**	**4 300,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**3 936,00**	**4 300,00**	**4 300,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)***	***971,00***	***1 942,00***	***1 942,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur	***971,00***	***1 942,00***	***1 942,00***
139118	*Sub. équipt cpte résult. Autres*	*971,00*	*1 942,00*	*1 942,00*
	Charges transférées	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***971,00***	***1 942,00***	***1 942,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**4 907,00**	**6 242,00**	**6 242,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

D 001 SOLDE DEFICITAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**6 242,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*

(8) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote des résultats définitifs ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**118,42**	**69,96**	**69,96**
10222	FCTVA	118,42	69,96	69,96
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**118,42**	**69,96**	**69,96**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**118,42**	**69,96**	**69,96**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***380,00***	***971,00***	***971,00***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)***	***2 208,00***	***2 359,00***	***2 359,00***
28182	*Matériel de transport*	*1 646,00*	*1 647,00*	*1 647,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*562,00*	*712,00*	*712,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION	***2 588,00***	***3 330,00***	***3 330,00***
041	***Opérations patrimoniales (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	***2 588,00***	***3 330,00***	***3 330,00***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**2 706,42**	**3 399,96**	**3 399,96**

\+

RESTES A REALISER N-1 (9)	**0,00**

\+

R 001SOLDE EXCEDENTAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE OU ANTICIPE (9	**2 842,04**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**6 242,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DE 042.*

(7) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote des résultats définitifs ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	A1.1

A1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
51921 Avances de trésorerie de la collectivité de rattachement						
51928 Autres avances de trésorerie						
51931 Lignes de crédit de trésorerie						
51932 Lignes de crédit de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
TOTAL		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Au sens de la circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989 relative aux concours financiers à court terme offerts aux collectivités locales et à leurs établissements publics.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant.

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					**0,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					0,00									
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
Total général					0,00									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX	A1.3

A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire n° NOR : IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A1.4

Nota. – Cette annexe retrace le stock de dette à la clôture après opérations de couverture éventuelles.

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS

Structure / Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	A1.5

A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes éventuelles	
												Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		**0,00**					**0,00**				**0,00**	**0,00**	**0,00**
Taux variable simple (total)		**0,00**					**0,00**				**0,00**	**0,00**	**0,00**
Taux complexe (total) (2)		**0,00**					**0,00**				**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total		**0,00**					**0,00**				**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	A1.5

A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite) : effet de l'instrument de couverture

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	EFFET DE L'INSTRUMENT DE COUVERTURE								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE AUTRES DETTES	A1.6

A1.6 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

LIBELLES	Montant initial de la dette	Dépenses de l'exercice	Dette restante

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A2

A2 – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE			
Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	**Catégories de biens amortis**	**Durée (en années)**	**Délibération du**
	Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 1000.00 €	1	12-12-2022
L	Agencement et aménagement de terrains	15	12/12/2022
L	Autres immobilisations	10	12/12/2022
L	Autres immobilisations incorporelles	5	12/12/2022
L	Constructions	30	12/12/2022
L	Etudes	5	12/12/2022
L	Frais d'insertion	5	12/12/2022
L	Immobilisations corporelles recues au titre d'une mise à disposi	15	12/12/2022
L	Installations générales, agencement et aménagements divers	20	12/12/2022
L	Installations, materiel et outillage technique	8	12/12/2022
L	Logiciels	2	12/12/2022
L	Matériel de bureau et matériel informatique	5	12/12/2022
L	Matériel de transport	8	12/12/2022
L	Mobilier	8	12/12/2022

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS	A3.1

A3.1 – ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant constitué à l'ouverture	Montant total constitué	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE prévisionnel à la clôture
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES						
Provisions réglementées et amortissements dérogatoires	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour risques et charges (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL BUDGETAIRES	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)	**0,00**		**112 344,00**	**112 344,00**	**0,00**	**112 344,00**
Contentieux Clos du Jay	0,00	29/03/2021	111 074,00	111 074,00	0,00	111 074,00
Impayés spanc 2024	0,00	06/05/2024	1 270,00	1 270,00	0,00	1 270,00
Dépréciations (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL SEMI-BUDGETAIRES	**0,00**		**112 344,00**	**112 344,00**	**0,00**	**112 344,00**

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement …).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETALEMENT DES PROVISIONS	A3.2

A3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS

Nature	Objet	Montant total à constituer	Durée (année)	Montant des provisions constituées à l'ouverture	Provision constituée au titre de l'exercice	Montant restant à provisionner

(1) Il s'agit des provisions pour risques et charges qui peuvent faire l'objet d'un étalement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES	A4.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Solde d'exécutionde la section d'investissement 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**2 842,04**	**2 842,04**
Solde des restes à réaliser (RAR) (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**2 842,04**	**2 842,04**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Affectation au 106 (C)	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**2 842,04**	**2 842,04**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**2 842,04**	**2 842,04**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Propositions nouvelles	Vote
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	**1 942,00**	**1 942,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	**3 399,96**	**3 399,96**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**1 457,96**	**1 457,96**

(1) Tableaux à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Les RAR étant intégrés au calcul des ressources propres provenant des exercices antérieurs, seuls les crédits de l'exercice sont à inscrire. Le détail des crédits est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**1 942,00**	**I**	**1 942,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**		**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	0,00		0,00
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	0,00		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**1 942,00**		**1 942,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*1 942,00*		*1 942,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A4.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**3 399,96**	**III** **3 399,96**
Ressources propres externes de l'année (a)		**69,96**	**69,96**
10222	FCTVA	69,96	69,96
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**3 330,00**	**3 330,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
28182	*Matériel de transport*	*1 647,00*	*1 647,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*712,00*	*712,00*
29…	*Dépréciation des immobilisations*		
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*		
021	*Virement de la section d'exploitation*	*971,00*	*971,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN **ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'EXPLOITATION**	**A5.1.1**

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN **ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT**	**A5.1.2**

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF – SECTION D'EXPLOITATION	A5.2.1

Nota. – Cet état n'est obligatoire que pour les régies appliquant l'instruction M. 49 et rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement (concernant à la fois l'assainissement collectif et non-collectif) dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Il convient d'établir un état par service.

Assainissement non collectif
(En application de l'articleR. 2224-19-1 du CGCT)

A5.2.1 – SECTION D'EXPLOITATION – DEPENSES

DEPENSES		
Article (1)	**Libellé**	**Montant (2)**
011	**Charges à caractère général**	**10 644,00**
6063	Fournitures d'entretien et de petit équipement	100,00
6066	Carburants	1 100,00
6068	Autres matières et fournitures	10,00
61551	Matériel roulant	1 060,00
6161	Multirisques	658,00
6251	Voyages et déplacements	50,00
6261	Frais d'affranchissement	1 300,00
6262	Frais de télécommunications	36,00
627	Services bancaires et assimilés	40,00
62871	Remboursements de frais à la collectivité de rattachement	6 290,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**74 304,00**
6215	Personnel affecté par la collectivité de rattachement	5 200,00
6331	Versement mobilité	70,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	205,00
6336	Cotisations CNFPT et Centres de gestion	1 013,00
6338	Autres impôts, taxes , ...sur rémunérations	124,00
6411	Salaires, appointements, commissions de base	38 652,00
6413	Primes et gratifications	9 060,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	8 419,00
6453	Cotisations aux caisses de retraite	9 566,00
6458	Cotisations aux autres organismes sociaux	265,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	130,00
6478	Autres charges sociales diverses	1 600,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**1 760,00**
6541	Créances admises en non-valeur	481,00
6588	Autres charges diverses de gestion courante	1 279,00
66	**Charges financières**	**0,00**
67	**Charges spécifiques**	**1 400,00**
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	1 400,00
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (3)**	**0,00**
Total des dépenses réelles		88 108,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	***2 359,00***
6811	*Dotations aux amort. des immos incorporelles et corporelles*	*2 359,00*
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	***0,00***
023	**Virement à la section d'investissement**	***971,00***
Total des dépenses d'ordre		*3 330,00*
D 002 Déficit d'exploitation reporté (4)		***0,00***
TOTAL GENERAL DES DEPENSES		91 438,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes M. 49.

(2) Le montant des recettes correspond aux RAR + crédits votés au titre de l'exercice.

(3) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires ainsi que pour les dotations et les reprises sur dépréciations des immobilisations ou des stocks.

(4) Inscrire en cas de reprise les résultats définitifs ou anticipés de l'exercice précédent participant au service.

A5.2.1 – SECTION D'EXPLOITATION – RECETTES

RECETTES		
Article (1)	**Libellé**	**Montant (2)**
013	**Atténuations de charges**	**800,00**
6459	Remboursements sur charges de SS et de prévoyance	800,00
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**71 600,00**
7062	Redevances d'assainissement non collectif	71 100,00
70871	Remboursement de frais par la collectivité de rattachement	500,00
74	**Subventions d'exploitation**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits spécifiques**	**0,00**
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (3)**	**15 626,04**
7815	Reprises sur prov. pour risques et charges d'exploitation	14 876,04
7817	Reprises sur dépréciations des actifs circulants	750,00
Total des recettes réelles		**88 026,04**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***1 942,00***
747	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*1 942,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		*1 942,00*
R 002 Excédent d'exploitation reporté (4)		***1 469,96***
TOTAL GENERAL DES RECETTES		**91 438,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes M. 49.

(2) Le montant recettes correspond aux RAR + crédits votés au titre de l'exercice.

(3) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires ainsi que pour les dotations et les reprises sur dépréciations des immobilisations ou des stocks.

(4) Inscrire en cas de reprise les résultats définitifs ou anticipés de l'exercice précédent participant au service.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF – SECTION D'INVESTISSEMENT	A5.2.2

Nota. – Cet état n'est obligatoire que pour les régies appliquant l'instruction M. 49 et rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement (concernant à la fois l'assainissement collectif et non-collectif) dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Il convient d'établir un état par service.

Assainissement non collectif
(En application de l'article 2224-19-1 du CGCT)

A5.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

DEPENSES		
Article (1)	**Libellé**	**Montant (2)**
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations.)**	**3 500,00**
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**800,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**0,00**
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		**4 300,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***1 942,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***1 942,00***
D 001 Solde déficitaire d'investissement reporté (3)		**0,00**
TOTAL GENERAL DE DEPENSES		**6 242,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes M. 49.

(2) Le montant des dépenses et recettes correspond aux RAR + crédits votés au titre de l'exercice.

(3) Inscrire en cas de reprise les résultats définitifs ou anticipés de l'exercice précédent participant au service.

A5.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES		
Article (1)	**Libellé**	**Montant (2)**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**69,96**
106	**Réserves**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des recettes réelles		**69,96**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***2 359,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
021	***Virement de la section d'exploitation***	***971,00***
Total des recettes d'ordre		***3 330,00***
R 001 Solde excédentaire d'investissement reporté (3)		**2 842,04**
TOTAL GENERAL DES RECETTES		**6 242,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes M. 49.

(2) Le montant des dépenses et recettes correspond aux RAR + crédits votés au titre de l'exercice.

(3) Inscrire en cas de reprise les résultats définitifs ou anticipés de l'exercice précédent participant au service.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	A6

A6 – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'éta- lement	Date de la délibéra- tion	Montant de la dépense transférée au compte 481	Montant amorti au titre des exercices précédents	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812)	Solde
TOTAL				I	II	III	I-(II + III)
				0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	A7

Nota. Remplir un tableau par opération pour compte de tiers

A7 – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS

N° opération : 45812	Intitulé de l'opération : Opération pour compte de tiers			Date de la délibération : 10/04/2018
	Pour mémoire réalisations cumulées à l'ouverture (1)	RAR N-1 (2)	Nouveaux crédits votés	Total (3)
DEPENSES (a)	**17 938,25**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458112 Dépenses nouvelles	17 938,25	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**17 938,25**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par d'autres tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le service (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie D2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 4582	Intitulé de l'opération : Opération pour compte de tiers			Date de la délibération : 24/04/2018
	Pour mémoire réalisations cumulées à l'ouverture (1)	RAR N-1 (2)	Nouveaux crédits votés	Total (3)
DEPENSES (a)	**27 104,42**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45812	8 833,42	0,00	0,00	0,00
45812 Dépenses nouvelles	18 271,00	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**27 104,42**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 4582	Intitulé de l'opération : Opération pour compte de tiers			Date de la délibération : 24/04/2018
	Pour mémoire réalisations cumulées à l'ouverture (1)	RAR N-1 (2)	Nouveaux crédits votés	Total (3)
Financement par le tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par d'autres tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le service (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie D2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 458201	Intitulé de l'opération : Opération pour compte de tiers			Date de la délibération : 26/02/2018
	Pour mémoire réalisations cumulées à l'ouverture (1)	RAR N-1 (2)	Nouveaux crédits votés	Total (3)
DEPENSES (a)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**41 137,16**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4582201 Financement par le tiers	6 238,26	0,00	0,00	0,00
Financement par d'autres tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le service (contrepartie 6742)*	34 898,90	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie D2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**41 137,16**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 45821	Intitulé de l'opération : Opération pour compte de tiers			Date de la délibération : 10/04/2018
	Pour mémoire réalisations cumulées à l'ouverture (1)	RAR N-1 (2)	Nouveaux crédits votés	Total (3)
DEPENSES (a)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c)	0,00	0,00	0,00	0,00

N° opération : 45821	Intitulé de l'opération : Opération pour compte de tiers			Date de la délibération : 10/04/2018
	Pour mémoire réalisations cumulées à l'ouverture (1)	RAR N-1 (2)	Nouveaux crédits votés	Total (3)
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**10 770,45**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par d'autres tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le service (contrepartie 6742)*	10 770,45	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie D2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**10 770,45**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 45822	Intitulé de l'opération : Opération pour compte de tiers			Date de la délibération : 10/04/2018
	Pour mémoire réalisations cumulées à l'ouverture (1)	RAR N-1 (2)	Nouveaux crédits votés	Total (3)
DEPENSES (a)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**7 200,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par d'autres tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le service (contrepartie 6742)*	7 200,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie D2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**7 200,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 45831	Intitulé de l'opération : Opération pour compte de tiers			Date de la délibération : 10/04/2018
	Pour mémoire réalisations cumulées à l'ouverture (1)	RAR N-1 (2)	Nouveaux crédits votés	Total (3)
DEPENSES (a)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00

N° opération : 45831	Intitulé de l'opération : Opération pour compte de tiers			Date de la délibération : 10/04/2018
	Pour mémoire réalisations cumulées à l'ouverture (1)	**RAR N-1 (2)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (3)**
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**36 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par d'autres tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le service (contrepartie 6742)*	36 000,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie D2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**36 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 45832	Intitulé de l'opération : Opération pour compte de tiers			Date de la délibération : 10/04/2018
	Pour mémoire réalisations cumulées à l'ouverture (1)	**RAR N-1 (2)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (3)**
DEPENSES (a)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**30 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par d'autres tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le service (contrepartie 6742)*	30 000,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie D2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**30 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).

(2) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent.

(3) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS EMPRUNTS GARANTIS PAR LA REGIE	B1.1

B1.1 –EMPRUNTS GARANTIS PAR LA REGIE

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû à l'ouverture	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00											0,00	0,00
TOTAL GENERAL					0,00	0,00											0,00	0,00

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 relatives aux produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT	B1.2

B1.2 – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

(Articles L. 2252-1, L. 3231-4 et L. 4253-1 du CGCT)

		Valeur
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (1)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A+ B + C - D**	**0,00**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**88 026,04**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)	**I / II**	**0,00**

(1) Hors opérations visées aux articles L. 2252-2 (pour les communes), L. 3231-4-1 (pour les départements) et L. 4253-2 (pour les régions) du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice (article D. 1511-32 du CGCT).

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET	B1.3

B1.3 – SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versée la subvention.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL	B1.4

B1.4 – ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL

Exercice d'origine du contrat	Nature du bien ayant fait l'objet du contrat (1)	Montant de la redevance de l'exercice	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat	Montant des redevances restant à courir					
					N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant	Total (2)

(1) Indiquer l'objet du bien mobilier ou immobilier.

(2) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + restant cumul.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT	B1.5

ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT

Libellé du contrat	Année de signature du marché	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le marché	Durée du marché (en mois)	Date fin de marché	Date mise en service équipement	Montant total prévu au titre du marché (TTC)	Annuité versée sur l'exercice	Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (3)				
									Part investissement		Part fonctionnement II	Part financement III	TOTAL I + II + III
									Part totale (4)	Dont part nette (5) I			
Marchés de partenariat (1)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchés globaux de performance énergétiques avec tiers de financement (2)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Article L. 1112-1 du Code de la commande publique

(2) Article 1er de la loi n° 2023-222 du 30 mars 2023 visant à ouvrir le tiers financement à l'Etat, à ses établissements publics et aux collectivités territoriales pour favoriser les travaux de rénovation énergétique.

(3) Montant de la rémunération restant à verser au 01/01/N

(4) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 01/01/N

(5) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES	B1.6

B1.6 – ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital 1/1/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
8017 Subventions à verser par annuités (annuités restant à courir)					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
TOTAL					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l'« Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS	B1.7

B1.7 – ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital à l'ouverture	Annuité reçue au cours de l'exercice
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
TOTAL					0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT	B2.1

B2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AP	Montant des AP			Montant des CP		
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer au-delà de N (3)

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT	B2.2

B2.2 – SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AE	Montant des AE			Montant des CP		
	Pour mémoire AE votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer au-delà de N (3)

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AE engagées et les CP consommés.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N : Détail des effectifs par emploi fonctionnel ou filière à la clôture

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP et du décret n° 2022-48 du 21 janvier 2022		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**0,00**	**0,50**	**0,50**	**0,50**	**0,00**	**0,50**
Adjoint administratif principal de 1ère classe	C	0,00	0,50	0,50	0,50	0,00	0,50
FILIERE TECHNIQUE (c)		**2,00**	**0,00**	**2,00**	**1,00**	**0,00**	**1,00**
Adjoint technique	C	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Adjoint technique principal de 2ème classe	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		**2,00**	**0,50**	**2,50**	**1,50**	**0,00**	**1,50**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément aux cadres d'emploi applicables à la fonction publique territoriale. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80

%) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite) : Détail des effectifs par type de recrutement

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap.
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap

A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles L.332-8, L.332-13, L.332-14, L.326, L.352 du CGFP, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles L.327-5, L.332-10 et L.332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles L.332-23, L.332-24, L.333-1 à L.333-10 et L.333-12 du CGFP.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE	C1.2

Nota. – Cet état n'est applicable qu'aux budgets de régies non personnalisées pour lesquels l'entité de rattachement a mis à disposition du personnel en vue de l'exploitation du service.

C1.2 – ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE (1)

CADRE D'EMPLOI DE L'AGENT	CATEGORIE	EFFECTIFS	REMUNERATION
TOTAL GENERAL		0	0,00

(1) Ce montant correspond aux dépenses imputées au compte 6215.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	C2

Cet état est applicable aux régies dont la collectivité territoriale, le groupement ou l'établissement public de rattachement compte plus de 3 500 habitants. Il présente la liste des organismes mentionnés aux 2°, 4° et 7° de l'article L. 1612-35 du CGCT.

Les documents financiers et comptables de ces organismes mentionnés au 2° de l'article L. 1612-35 sont mis à la disposition du public à . Toute personne a le droit de demander communication.

C2 – LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Nature de l'engagement (1)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (2)				
Détention d'une part de capital				
Garantie d'un emprunt				
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				

(1) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(2) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée, …).

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE	C3

Nota. – Cet état n'est applicable qu'aux seules régies dotées de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

C3 – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

Catégorie de service	Intitulé / objet du service	Date de création	N° et date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 89
Nombre de membres présents : 55
Nombre de suffrages exprimés : 73
VOTES :
Pour : 71
Contre : 2
Abstentions : 1

Date de convocation : 31/01/2026

Présenté par Le Président,
A Sisteron le 13/02/2026
Le Président,

Délibéré par l'assemblée, réunie en session Ordinaire
A Sisteron, le 13/02/2026

Les membres de l'assemblée délibérante,

AUTHON - RAHON Alain	
BARRET SUR MEOUGE - ARMAND Annick	
BAYONS - RIOTON Régis	
BELLAFAIRE - CAVEING Bernard	
CHANOUSSE - MATHIEU Alain	
CHÂTEAUFORT - DEMONTIS Geneviève	
CLAMENSANE - VAUTRIN Emilie	
ENTREPIERRES - CHEILAN Florence	
EOURRES - YAFFEE Caroline	
ETOILE ST CYRICE - FONFREYDE Frédérique	
FAUCON DU CAIRE - ZUNINO Robert	
GARDE COLOMBE - DURANCEAU Damien	
GIGORS - MAGAUD Gérard	
L'EPINE - DELAUP Luc	
LA BATIE MONTSALEON - D'HEILLY Alain	
LA MOTTE DU CAIRE - FRANCOU Jérôme procuration à G. GARCIN	
LA PIARRE - DEPEYRE Elisabeth	
LABOREL - MAOUI Renée	
LACHAU - MAGNUS Philippe	
LARAGNE MONTEGLIN - BRUN Maurice	
LARAGNE MONTEGLIN - DUPRAT Jean-Marc	

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

LARAGNE MONTEGLIN - GARCIN Martine	
LARAGNE MONTEGLIN - JOANNET Michel	
LARAGNE MONTEGLIN - LAMONTRE-MOULIN I.	
LARAGNE MONTEGLIN - MAFFREN M.	
LARAGNE MONTEGLIN - SEINTURIER Pierre	
LARAGNE MONTEGLIN - TRUPHEME Anne	
LAZER - GUIEU André procuration à R. MAOUI	
LE BERSAC - DROUILLARD Dominique procuration à A. D'HEILLY	
LE CAIRE - MAGNAN Jean-Michel	
LE POET - PAPEGAY Georges	
MELVE - BORCHI Jean-Christian procuration à JM. MAGNAN	
MEREUIL - REYNAUD-FREY Annick	
MISON - GAY Robert	
MISON - RICHAUD Maryline	
MONETIER ALLEMONT - OLIVE Ghislaine	
MONTCLUS - DESREUMAUX Catherine procuration à V. ARLAUD	
MONTJAY - MOSTACHETTI Gilles	
MONTROND - ROUMIEU Alain	
MOYDANS - DUFOUR Marie-José	
NIBLES - LACHAMP Jean-Jacques	
NOSSAGE ET BENEVENT - ESPITALLIER Martial	
ORPIERRE - CREMILLIEUX Gilles	
RIBEYRET - REYNAUD-DELAUP Christiane procuration à L. DELAUP	
ROSANS - TARDY Lionel	
SAINT ANDRE DE ROSANS - LIOTARD Cécile	
SAINT GENIEZ - CHABRAND Olivier	
SAINT PIERRE AVEZ - ARMAND Florent procuration à E. DEGUILLAME	
SAINTE COLOMBE - ROUX Jean-Pierre procuration à A. REYNAUD-FREY	
SALEON - LOMBARD Pascal	

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

SALERANS - DEGUILLAME Eric	
SAVOURNON - ROLLAND Michel	
SERRES - ARLAUD Véronique	
SERRES - MAYER Arlette	
SERRES - ROUIT Daniel	
SIGOTTIER - DEPEYRE Jean	
SIGOYER - HERNANDEZ Michel	
SISTERON - BOY Jean-Pierre procuration à JL. CLEMENT	
SISTERON - CLARES Patrick procuration à N. PELOUX	
SISTERON - CLEMENT Jean-Louis	
SISTERON - CODOUL Bernard	
SISTERON - DERDICHE Cyril	
SISTERON - GARCIN Françoise	
SISTERON - GHERBI Christiane procuration à B. CODOUL	
SISTERON - JAFFRE Sylvain	
SISTERON - LAUGIER Nicolas procuration à F. GARCIN	
SISTERON - LOUVION Cécilia	
SISTERON - PELOUX Nicole	
SISTERON - PERARD Franck procuration à JP. TEMPLIER	
SISTERON - REYNIER Christine	
SISTERON - SCHMALTZ Emilie procuration à C. REYNIER	
SISTERON - SEBANI Stéphanie procuration à S. JAFFRE	
SISTERON - SPAGNOU Daniel	
SISTERON - TEMPLIER Jean-Pierre	
SISTERON - TOUCHE Christiane	
SORBIERS - RABASSE Yves	
THEZE - GARCIN Gérôme	
TRESCLEOUX - SCHÜLER Jean	
TURRIERS - SIGAUD Jean-Yves	

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

UPAIX - MARTIN Florent	
VAL BUËCH MEOUGE - ALLIROL Béatrice	
VAL BUËCH MEOUGE - MOULLET Grégory procuration à G. NICOLAS	
VAL BUËCH MEOUGE - NICOLAS Gérard	
VALAVOIRE - MIRAN Hervé	
VALDOULE - TENOUX Gérard	
VALERNES - PIK Jean-Christophe	
VAUMEILH - COLLOMBON Elisabeth	
VENTAVON - MORENO Juan procuration à F. MARTIN	
VILLEBOIS-LES-PINS - ROUX Marianne	
Nota. – L'ajout des signataires est facultatif.	

Certifié exécutoire par Le Président, compte tenu de la transmission en préfecture, le 26/02/2026, et de la publication le 26/02/2026

A Sisteron,le 26/02/2026

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COM COM SISTERONAIS BUECH
Communauté de commune à FPU

Numéro SIRET : 20006876500078
Poste comptable : SERVICE DE GESTION COMPTABLE

Budget primitif
relatif à l'exercice 2026
voté par Nature

Budget annexe : BA ZA VAL DURANCE 80401

Instruction budgétaire et comptable M. 57
applicable aux collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats 6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses 7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes 8

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports 9
B1 - Présentation des AP votées 10
B2 - Présentation des AE votées 11
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement 12
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement 15
D1 - Balance générale - Dépenses 17
D2 - Balance générale - Recettes 19

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 21
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 25
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 27
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 28
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 29
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 30
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 32
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 35
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 37

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble 39
A1.01 - Opérations non ventilables 42
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux 43
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 46
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité 47
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 48
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 51
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) 54
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA 57
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 58
A1.906 - Fonction 6 - Action économique 61
A1.907 - Fonction 7 - Environnement 63
A1.908 - Fonction 8 - Transports 66
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 70
A2.01 - Opérations non ventilables 72
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux 73
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 76
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité 77
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 78
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 81
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) 84
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA 87
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI 88
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 89
A2.936 - Fonction 6 - Action économique 92
A2.937 - Fonction 7 - Environnement 94
A2.938 - Fonction 8 - Transports 97

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 101
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 102
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux 106
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 108

B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 109
B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme 111
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes 112
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 113
B3.1 - Etat des provisions constituées 114
B3.2 - Etalement des provisions 116
B4 - Etat des charges transférées 117
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers 118
B6 - Prêts 119
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés 120
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus 121
B7.3 - Etat des emprunts garantis 122
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis 123
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail 124
B7.6 - Etat des marchés de partenariat 125
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale 126
B7.8 - Autres engagements donnés 127
B7.9 - Autres engagements reçus 128
B8 - Subventions versées 129
B9 - Etat du personnel 130
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier 134
B11.1 - Liste des organismes de regroupement 135
B11.2 - Liste des établissements publics créés 136
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe 137

C - Annexes budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire 138
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses 139
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes 140

D - Autres éléments d'information

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe 141
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget 142
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation 143
D3 - Décisions en matière de taux 145
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement 146
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement 148
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) 150
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) 151

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures 152

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES — I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	25 638

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	508,93

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	34,23
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	0,00
3	Dépenses d'équipement brut / population	0,00
4	Encours de dette / population (2) (3)	54,31
5	DGF / population	0,00
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	0,00 %
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	0,00 %
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	0,00 %
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	0,00 %
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	0,00 %

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante décide de voter le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 1612-28 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : 7.50 %
- Investissement : 7.50%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget primitif (5) de l'exercice précédent.

VII – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du …

(5) Indiquer « primitif » ou « cumulé ». Budget cumulé = BP + BS + DM.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

I – INFORMATIONS GENERALES — I

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1) — C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1				
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté		Résultat ou solde (A) (2)
TOTAL DU BUDGET	761 372,40	1 197 917,53	688 025,85	A1	1 124 570,98
Investissement	252 069,25	635 601,09	(3) 0,78	A2	383 532,62
Fonctionnement	509 303,15	562 316,44	(4) 688 025,07	A3	741 038,36

	RESTES A REALISER N-1					
	Dépenses		Recettes		Solde (B)	
TOTAL des RAR	I + II	0,00	III + IV	0,00	B1	0,00
Investissement	I	0,00	III	0,00	B2	0,00
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3	0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)
TOTAL	**A1 + B1**	1 124 570,98
Investissement	**A2 + B2**	383 532,62
Fonctionnement	**A3 + B3**	741 038,36

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats anticipés ou définitifs de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001de l'exercice N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 de l'exercice N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	0,00
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A imputer uniquement en cas de reprise des résultats anticipés ou définitifs de l'exercice précédent.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	0,00
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A imputer uniquement en cas de reprise des résultats anticipés ou définitifs de l'exercice précédent.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VOTE ET REPORTS — A

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	993 791,64	610 369,32
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 383 532,62
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (2)	993 791,64	993 901,94

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	1 196 658,97	917 179,43
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 741 038,56
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (3)	1 196 658,97	1 658 217,99

TOTAL DU BUDGET (4)	2 190 450,61	2 652 119,93

(1) A imputer uniquement en cas de reprise des résultats anticipés ou définitifs de l'exercice précédent.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

PRESENTATION DES AP VOTEES — B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			**0,00**

« AP de dépenses imprévues » (2)	020	0,00

TOTAL GENERAL	**0,00**

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

PRESENTATION DES AE VOTEES

II

B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			**0,00**

« AE de dépenses imprévues » (2)	022	0,00

TOTAL GENERAL	**0,00**

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (y compris opérations) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (3) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (3) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	179 441,00	0,00	113 374,02	113 374,02	113 374,02
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**179 441,00**	**0,00**	**113 374,02**	**113 374,02**	**113 374,02**
45…	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**179 441,00**	**0,00**	**113 374,02**	**113 374,02**	**113 374,02**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*262 422,40*		*880 417,62*	*880 417,62*	*880 417,62*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***262 422,40***		***880 417,62***	***880 417,62***	***880 417,62***

TOTAL	**441 863,40**	**0,00**	**993 791,64**	**993 791,64**	**993 791,64**
					+
D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE					**0,00**
					=
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES					**993 791,64**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(8) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	328 000,00	328 000,00	328 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**328 000,00**	**328 000,00**	**328 000,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf. (3) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**328 000,00**	**328 000,00**	**328 000,00**

021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*525 232,14*		*282 369,32*	*282 369,32*	*282 369,32*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***525 232,14***		***282 369,32***	***282 369,32***	***282 369,32***

TOTAL	**525 232,14**	**0,00**	**610 369,32**	**610 369,32**	**610 369,32**
					+
R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE					**383 532,62**
					=
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES					**993 901,94**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	**-598 048,30**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(7) Le compte 138 n'est pas un chapitre mais une subdivision du chapitre 13.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général (3)	224 093,40	0,00	843 980,00	843 980,00	843 980,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	5,00	0,00	2,00	2,00	2,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**224 098,40**	**0,00**	**843 982,00**	**843 982,00**	**843 982,00**
66	Charges financières	39 657,00	0,00	33 545,84	33 545,84	33 545,84
67	Charges spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**263 755,40**	**0,00**	**877 527,84**	**877 527,84**	**877 527,84**
023	*Virement à la section d'investissement (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*525 232,14*		*282 369,32*	*282 369,32*	*282 369,32*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*38 680,00*		*36 761,81*	*36 761,81*	*36 761,81*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***563 912,14***		***319 131,13***	***319 131,13***	***319 131,13***
TOTAL		**827 667,54**	**0,00**	**1 196 658,97**	**1 196 658,97**	**1 196 658,97**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**1 196 658,97**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	465 212,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf le 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	83 086,74	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	194,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion courante		**548 492,74**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**548 492,74**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*262 422,40*		*880 417,62*	*880 417,62*	*880 417,62*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*38 680,00*		*36 761,81*	*36 761,81*	*36 761,81*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***301 102,40***		***917 179,43***	***917 179,43***	***917 179,43***

TOTAL	**849 595,14**	**0,00**	**917 179,43**	**917 179,43**	**917 179,43**
					+
				R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**741 038,56**
					=
				TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**1 658 217,99**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	**-598 048,30**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – DEPENSES — D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		113 374,02	*0,00*	113 374,02
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement		0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3) (5)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)		0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*880 417,62*	880 417,62
198	*Neutralisation des amortissements*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total		**113 374,02**	***880 417,62***	**993 791,64**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**993 791,64**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	843 980,00		843 980,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*36 761,81*	36 761,81
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	2,00	*0,00*	2,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	33 545,84	*0,00*	33 545,84
67	Charges spécifiques (9)	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	*0,00*	0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*282 369,32*	282 369,32
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**877 527,84**	***319 131,13***	**1 196 658,97**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**1 196 658,97**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – RECETTES — D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	328 000,00	*0,00*	328 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)	0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324) (3)	0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*		*282 369,32*	282 369,32
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*		*0,00*	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
	Recettes d'investissement – Total	**328 000,00**	***282 369,32***	**610 369,32**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**383 532,62**

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**993 901,94**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*880 417,62*	880 417,62
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00		0,00
74	Dotations et participations (8)	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante (8)	0,00	*0,00*	0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques (8)	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*36 761,81*	36 761,81
	Recettes de fonctionnement – Total	**0,00**	***917 179,43***	**917 179,43**

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
			+
R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE			741 038,56
			=
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES			1 658 217,99

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — A

DEPENSES

Chapitre		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**441 863,40**	**0,00**	**0,00**	**993 791,64**	**993 791,64**	**0,00**	**993 791,64**	**993 791,64**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	179 441,00	0,00		113 374,02	113 374,02		113 374,02	113 374,02
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**179 441,00**	**0,00**	**0,00**	**113 374,02**	**113 374,02**	**0,00**	**113 374,02**	**113 374,02**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**179 441,00**	**0,00**	**0,00**	**113 374,02**	**113 374,02**	**0,00**	**113 374,02**	**113 374,02**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*262 422,40*			*880 417,62*	*880 417,62*		*880 417,62*	*880 417,62*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**262 422,40**			**880 417,62**	**880 417,62**		**880 417,62**	**880 417,62**

D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (8)	**0,00**

Total des dépenses d'investissement cumulées	**993 791,64**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(3) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(4) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(5) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats définitifs ou anticipés de l'exercice précédent.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — A

RECETTES

Chapitre		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**525 232,14**	**0,00**	**610 369,32**	**610 369,32**	**610 369,32**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	328 000,00	328 000,00	328 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**328 000,00**	**328 000,00**	**328 000,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**0,00**	**0,00**	**328 000,00**	**328 000,00**	**328 000,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)*	*525 232,14*		*282 369,32*	*282 369,32*	*282 369,32*
041	*Opérations patrimoniales (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***525 232,14***		***282 369,32***	***282 369,32***	***282 369,32***

R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (7)	**383 532,62**

Affectation au compte 1068 (8)	**0,00**

Chapitre	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
Total des recettes d'investissement cumulées					**993 901,94**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*). Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats définitifs ou anticipés de l'exercice précédent.

(7) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats définitifs ou anticipés de l'exercice précédent.

(8) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE — A1

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**441 863,40**	**0,00**	**0,00**	**993 791,64**	**993 791,64**	**0,00**	**993 791,64**	**993 791,64**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	179 441,00	0,00		113 374,02	113 374,02		113 374,02	113 374,02
1641	Emprunts en euros	179 441,00	0,00		113 374,02	113 374,02		113 374,02	113 374,02
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**179 441,00**	**0,00**	**0,00**	**113 374,02**	**113 374,02**	**0,00**	**113 374,02**	**113 374,02**
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
Total des dépenses réelles		**179 441,00**	**0,00**	**0,00**	**113 374,02**	**113 374,02**	**0,00**	**113 374,02**	**113 374,02**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6)*	*262 422,40*			*880 417,62*	*880 417,62*		*880 417,62*	*880 417,62*
	Reprise sur autofinancement antérieur	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (7)	*262 422,40*			*880 417,62*	*880 417,62*		*880 417,62*	*880 417,62*
3351	*Terrains*	*2 590,00*			*2 425,81*	*2 425,81*		*2 425,81*	*2 425,81*
3555	*Terrains aménagés*	*259 832,40*			*877 991,81*	*877 991,81*		*877 991,81*	*877 991,81*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**262 422,40**			**880 417,62**	**880 417,62**		**880 417,62**	**880 417,62**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — A3

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**525 232,14**	**0,00**	**610 369,32**	**610 369,32**	**610 369,32**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (3)	0,00	0,00	328 000,00	328 000,00	328 000,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
168751	Dettes - GFP de rattachement	0,00	0,00	328 000,00	328 000,00	328 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**328 000,00**	**328 000,00**	**328 000,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**0,00**	**0,00**	**328 000,00**	**328 000,00**	**328 000,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)*	*525 232,14*		*282 369,32*	*282 369,32*	*282 369,32*
3555	*Terrains aménagés*	*525 232,14*		*282 369,32*	*282 369,32*	*282 369,32*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***525 232,14***		***282 369,32***	***282 369,32***	***282 369,32***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(5) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(7) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — B

DEPENSES

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**827 667,54**	**0,00**	**0,00**	**1 196 658,97**	**1 196 658,97**	**0,00**	**1 196 658,97**	**1 196 658,97**
011	Charges à caractère général (3)	224 093,40	0,00	0,00	843 980,00	843 980,00	0,00	843 980,00	843 980,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	5,00	0,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00	2,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**224 098,40**	**0,00**	**0,00**	**843 982,00**	**843 982,00**	**0,00**	**843 982,00**	**843 982,00**
66	Charges financières	39 657,00	0,00		33 545,84	33 545,84		33 545,84	33 545,84
67	Charges spécifiques (3)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		**39 657,00**	**0,00**	**0,00**	**33 545,84**	**33 545,84**		**33 545,84**	**33 545,84**
Total des dépenses réelles		**263 755,40**	**0,00**	**0,00**	**877 527,84**	**877 527,84**	**0,00**	**877 527,84**	**877 527,84**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*525 232,14*			*282 369,32*	*282 369,32*		*282 369,32*	*282 369,32*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*38 680,00*			*36 761,81*	*36 761,81*		*36 761,81*	*36 761,81*
Total des dépenses d'ordre		**563 912,14**			**319 131,13**	**319 131,13**		**319 131,13**	**319 131,13**

D002 Résultat reporté ou anticipé (5)	**0,00**

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	**1 196 658,97**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Inscrire en cas de reprise des résultats définitifs ou anticipés de l'exercice précédent.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — B

RECETTES

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**849 595,14**	**0,00**	**917 179,43**	**917 179,43**	**917 179,43**
013	Atténuations de charges (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	465 212,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (2)	83 086,74	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (2)	194,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**548 492,74**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (2)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles		**548 492,74**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)*	*262 422,40*		*880 417,62*	*880 417,62*	*880 417,62*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (6)*	*38 680,00*		*36 761,81*	*36 761,81*	*36 761,81*
Total des recettes d'ordre		**301 102,40**		**917 179,43**	**917 179,43**	**917 179,43**

R002 Résultat reporté ou anticipé (7)	**741 038,56**

Total des recettes de fonctionnement cumulées	**1 658 217,99**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(4) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(7) Inscrire en cas de reprise des résultats définitifs ou anticipés de l'exercice précédent.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE — B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**827 667,54**	**0,00**	**0,00**	**1 196 658,97**	**1 196 658,97**	**0,00**	**1 196 658,97**	**1 196 658,97**
011	Charges à caractère général (4)	224 093,40	0,00	0,00	843 980,00	843 980,00	0,00	843 980,00	843 980,00
6015	Terrains à aménager	501,00	0,00		366 500,00	366 500,00	0,00	366 500,00	366 500,00
6045	Achats études et prestations de services	20 000,00	0,00		35 000,00	35 000,00	0,00	35 000,00	35 000,00
605	Achats de matériel, équip. et travaux	195 000,00	0,00		410 000,00	410 000,00	0,00	410 000,00	410 000,00
608	Frais sur terrains en cours aménagement	5 651,40	0,00		29 730,00	29 730,00	0,00	29 730,00	29 730,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	2 941,00	0,00		2 750,00	2 750,00	0,00	2 750,00	2 750,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4) (5)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (4)	5,00	0,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00	2,00
65888	Autres	5,00	0,00		2,00	2,00	0,00	2,00	2,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**224 098,40**	**0,00**	**0,00**	**843 982,00**	**843 982,00**	**0,00**	**843 982,00**	**843 982,00**
66	Charges financières	39 657,00	0,00		33 545,84	33 545,84		33 545,84	33 545,84
66111	Intérêts réglés à l'échéance	38 329,00	0,00		31 586,00	31 586,00		31 586,00	31 586,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	1 328,00	0,00		1 959,84	1 959,84		1 959,84	1 959,84
67	Charges spécifiques (4)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
Total des charges financières et spécifiques		**39 657,00**	**0,00**	**0,00**	**33 545,84**	**33 545,84**		**33 545,84**	**33 545,84**
Total des dépenses réelles		**263 755,40**	**0,00**	**0,00**	**877 527,84**	**877 527,84**	**0,00**	**877 527,84**	**877 527,84**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)*	*525 232,14*			*282 369,32*	*282 369,32*		*282 369,32*	*282 369,32*
71355	*Variat° stocks terrains aménagés*	*525 232,14*			*282 369,32*	*282 369,32*		*282 369,32*	*282 369,32*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7) (9)*	*38 680,00*			*36 761,81*	*36 761,81*		*36 761,81*	*36 761,81*
Total des dépenses d'ordre		**563 912,14**			**319 131,13**	**319 131,13**		**319 131,13**	**319 131,13**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	1 959,84

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — B2

Chap / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**849 595,14**	**0,00**	**917 179,43**	**917 179,43**	**917 179,43**
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	465 212,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7015	Ventes de terrains aménagés	465 212,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	83 086,74	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	31 526,51	0,00	0,00	0,00	0,00
748371	DETR	51 560,23	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	194,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75882	Reprise de réserve - Surplus de DMTO	194,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**548 492,74**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**548 492,74**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*262 422,40*		*880 417,62*	*880 417,62*	*880 417,62*
7133	*Variat° en-cours de production biens*	*2 590,00*		*2 425,81*	*2 425,81*	*2 425,81*
71355	*Variat° stocks terrains aménagés*	*259 832,40*		*877 991,81*	*877 991,81*	*877 991,81*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4) (7)*	*38 680,00*		*36 761,81*	*36 761,81*	*36 761,81*
796	*Transferts charges financières*	*38 680,00*		*36 761,81*	*36 761,81*	*36 761,81*
Total des recettes d'ordre		**301 102,40**		**917 179,43**	**917 179,43**	**917 179,43**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (8)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00

Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (9)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043).*

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(9) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE

IV

A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**0,00**	**113 374,02**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	113 374,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**328 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	328 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**113 374,02**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		113 374,02
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**328 000,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		328 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		0,00
RECETTES		0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.900

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		**113 374,02**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164	Emprunts auprès des éts financiers	113 374,02	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**328 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
168	Autres emprunts et dettes assimilées	328 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164	Emprunts auprès des éts financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
168	Autres emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé			04 Coop.décent.,actº interrég.,eur.,intern.			TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**113 374,02**
164	Emprunts auprès des éts financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	113 374,02
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**328 000,00**
168	Autres emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	328 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.901

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904-4

FONCTION 4-4 – RSA

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.906

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles				
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Marchés alimentaires	6318 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.907

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.908

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	848 Parkings	849 Sécurité routière
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**0,00**	**877 527,84**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	843 980,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	2,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	33 545,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**877 527,84**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		843 980,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		2,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		33 545,84
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		0,00
RECETTES		0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.930

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		**877 527,84**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
601	Achats stockés - Matières premières	366 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
604	Achats d'études, prestations de services	35 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
605	Achats de matériel, équip. et travaux	410 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
608	Frais sur terrains en cours aménagement	29 730,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	2 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	2,00	0,00	0,00	0,00	0,00
661	Charges d'intérêts	33 545,84	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
601	Achats stockés - Matières premières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
605	Achats de matériel, équip. et travaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
608	Frais sur terrains en cours aménagement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
661	Charges d'intérêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**877 527,84**
601	Achats stockés - Matières premières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	366 500,00
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00
605	Achats de matériel, équip. et travaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	410 000,00
608	Frais sur terrains en cours aménagement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 730,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 750,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2,00
661	Charges d'intérêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 545,84
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.931

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-3

FONCTION 4-3 – APA

Article / compte nature (1)	Libellé	430 Services communs	431 APA à domicile	432 APA versée aux bénéf. en établissement	433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-4

FONCTION 4-4 – RSA / Régularisation de RMI

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.936

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles				
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Marchés alimentaires	6318 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.936

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.937

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.938

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	848 Parkings	849 Sécurité routière
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	B1.1

B1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant.

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**1 836 000,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					1 836 000,00									
00602159488	CRÉDIT AGRICOLE PROVENCE COTE D'	10/07/2019	10/07/2019	10/10/2019	350 000,00	F		1,410	1,417		T	X Echéance constante		A-1
00602159496	CRÉDIT AGRICOLE PROVENCE COTE D'	10/07/2019	10/07/2019	10/10/2019	246 000,00	F		1,420	1,417		T	X Echéance constante		A-1
06129688	SA BANQUE POPULAIRE AUVERGNE RHONE ALPES	16/12/2025	19/12/2025	19/03/2026	240 000,00	F		2,820	2,706		T	X Echéance constante		A-1
5059632	CAISSE DES DEPOTS	03/09/2014	01/08/2015	01/10/2015	1 000 000,00	F		2,000	2,582		A	X Echéance constante		A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1675 Dettes afférentes aux marchés publics de travaux et aux marchés de partenariat (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total) (9)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**1 836 000,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle , B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**1 392 430,73**					**113 374,02**	**31 585,68**	**0,00**	**8 435,21**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		1 392 430,73					113 374,02	31 585,68	0,00	8 435,21
00602159488		0,00	A-1	251 007,97	13,50	F		1,417	16 662,59	3 451,37	0,00	743,46
00602159496		0,00	A-1	176 422,76	13,50	F		1,417	11 711,43	2 425,81	0,00	522,55
06129688		0,00	A-1	240 000,00	4,17	F		2,706	60 000,00	6 133,50	0,00	169,20
5059632		0,00	A-1	725 000,00	28,75	R		3,048	25 000,00	19 575,00	0,00	7 000,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes afférentes aux marchés publics de travaux et de partenariat (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**1 392 430,73**					**113 374,02**	**31 585,68**	**0,00**	**8 435,21**

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

IV

B1.3

B1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	B1.4

B1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	4	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,01	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	1 392 430,73	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
												Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME	B1.6

B1.6 – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 01/01/N	Annuité à payer au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la collectivité.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.7

B1.7 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

LIBELLES	Montant initial de la dette	Dépenses de l'exercice	Dette restante

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : €		
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
		0	01/01/2000

IV – ANNEXES — IV

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N — B3.1

PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions semi-budgétaires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions budgétaires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETALEMENT DES PROVISIONS	B3.2

B3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS (1)

Nature de la provision	Objet	Montant total de la provision à constituer	Durée	Montant des provisions constituées au 01/01/N	Provision constituée au titre de l'exercice	Montant restant à provisionner

(1) Il s'agit des provisions figurant dans le tableau précédent « Etat des provisions » qui font l'objet d'un étalement, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	B4

ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats anticipés ou définitifs de l'exercice précédent.

(4) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.

(5) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(6) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(7) Indiquer le chapitre.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PRETS	B6

Prêts (compte 274)

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 01/01/N	Montant de l'annuité à recouvrer		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
Assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00	0,00	0,00
Non assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00		

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.1

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS DONNES

Article		Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 01/01/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
8015	**Emprunts garantis (1)**	0,00	0,00	
8016	**Contrats de crédit-bail (2)**	0,00	0,00	0,00
8017	**Subvention à verser en annuité (3)**	0,00	0,00	0,00
8018	**Autres engagements donnés**			
	Marchés de partenariat (4)		0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics (3)	0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (3)	0,00	0,00	0,00
	Dans le cadre d'une délégation de service public (3)	0,00	0,00	0,00
	Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00

(1) A compléter depuis l'état des emprunts garantis.

(2) A compléter depuis l'état des contrats de crédit-bail.

(3) A compléter depuis l'état des autres engagements données.

(4) A compléter depuis l'état des marchés de partenariat.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.2

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS RECUS (1)

Article		Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 01/01/N	Annuité à recevoir au cours de l'exercice
8026	**Redevance de crédit-bail à recevoir (crédit-bail immobilier)**	0,00	0,00	0,00
8027	**Subvention à recevoir par annuité**	0,00	0,00	0,00
8028	**Autres engagements reçus**			
	Recette grevée d'affectation spéciale (2)		0,00	
	Engagements reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00

(1) A remplir depuis l'état relatif aux autres engagements reçus.

(2) A remplir depuis l'état relatif aux recettes grevées d'affectation spéciale. Le montant de la créance en capital au 01/01/N correspond au reste à employer au 01/01/N, l'annuité à recevoir au cours de l'exercice correspond au solde entre les restes à employer au 01/01/N et les restes à employer au 31/12/N.

IV – ANNEXES — IV

ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.3

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00											0,00	0,00
TOTAL GENERAL					0,00	0,00											0,00	0,00

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; B : bimestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.4

CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio (1)		Valeur en euros
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	144 959,70
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A + B + C - D**	**144 959,70**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**0,00**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)	**I / II**	**0,00**

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-1 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.5

ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL RESTANT A COURIR (MOBILIER ET IMMOBILIER)

Type et nature du bien ayant fait l'objet du contrat	Exercice d'origine du contrat	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat (en mois)	Montant de la redevance de l'exercice	Montant de la redevance sur la totalité du contrat	Montant des redevances restant à courir					
						N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant (exercice N+5 et suivants)	Total (1)
Crédits-bails mobiliers					0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits-bails immobiliers				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + cumul restant.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.6

ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT

Libellé du contrat	Année de signature du marché	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le marché	Durée du marché (en mois)	Date fin de marché	Date mise en service équipement	Montant total prévu au titre du marché (TTC)	Annuité versée sur l'exercice	Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (3)				
									Part investissement		Part fonctionnement II	Part financement III	TOTAL I + II + III
									Part totale (4)	Dont part nette (5) I			
Marchés de partenariat (1)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchés globaux de performance énergétiques avec tiers de financement (2)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Article L. 1112-1 du Code de la commande publique

(2) Article 1er de la loi n° 2023-222 du 30 mars 2023

(3) Montant de la rémunération restant à verser au 01/01/N

(4) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 01/01/N

(5) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.7

ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale

Libellé (1)	Restes à employer au 01/01/N	Montant recettes	Montant dépenses	Restes à employer au 31/12/N
Total	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Par exemple, taxe d'aménagement, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles la collectivité souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.

(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.

(3) Reste à employer au 31/12/N = reste à employer au 01/01/N + total recettes de l'exercice – total dépenses de l'exercice.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.8

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 1/1/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des délégations de service public					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital au 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.9

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 01/01/N	Annuité à recevoir au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)					0,00	0,00	0,00
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – SUBVENTIONS VERSEES	B8

SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
INVESTISSEMENT (total)					0,00
FONCTIONNEMENT (total)					0,00

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versée la subvention.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 412-5 du CGFP et du décret n° 2022-48 du 21 janvier 2022		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE TECHNIQUE (c)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément aux cadres d'emploi applicables à la fonction publique territoriale. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année : ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1).
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3) (4)				
Détention d'une part du capital				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée…).

(4) Les délégations pour lesquelles un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements donnés.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT	B11.1

LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COLLECTIVITE

DESIGNATION DES ORGANISMES	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
EPCI			
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES	B11.2

LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES

Catégorie d'établissement (1)	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE	B11.3

LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services (1)	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**383 532,62**	**383 532,62**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**383 532,62**	**383 532,62**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Affectation au 1068 (C)	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**383 532,62**	**383 532,62**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**383 532,62**	**383 532,62**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Propositions nouvelles	Vote
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	**113 374,02**	**113 374,02**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	**0,00**	**0,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**-113 374,02**	**-113 374,02**

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Les RAR étant intégrés au calcul des ressources propres provenant des exercices antérieurs, seuls les crédits de l'exercice sont à inscrire. Le détail des crédits est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**113 374,02**	**I**	**113 374,02**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**113 374,02**		**113 374,02**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	113 374,02		113 374,02
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00		0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	0,00		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**		**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*		*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**0,00**	**III** **0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		**0,00**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
29…	*Dépréciations des immobilisations*		
31…	*Matières premières (et fournitures) (5)*		
33…	*En-cours de production de biens (5)*		
35…	*Stocks de produits (5)*		
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*		
59…	*Dépréciation des comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	D1

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION SERVICES FERROVIAIRES REGIONAUX DE VOYAGEURS – VOLET 1 : BUDGET	D2.1

VOLET 1 – BUDGETAIRE (circulaire n° LBL/B/03/10082/C du 11 décembre 2003)

DEPENSES			RECETTES		
FONCTIONNEMENT	**Chapitre**	**Montant**	**FONCTIONNEMENT**	**Chapitre**	**Montant**
Contribution régionale d'équilibre d'exploitation TTC		0,00	Compensation financière versée par l'Etat au titre de l'exploitation		0,00
Autres		0,00	Compensation financière au titre des tarifs sociaux fixés par l'Etat		0,00
			Matériel		0,00
Sous-total Fonctionnement		**0,00**	**Sous-total Fonctionnement**	(B)	**0,00**

INVESTISSEMENT	**Chapitre**	**Montant**			
Matériel		0,00			
Autres		0,00			
Sous-total Investissement		**0,00**	**Effort propre de la Région (A – B)**	(C)	**0,00**

TOTAL DEPENSES	(A)	**0,00**	**TOTAL RECETTES (B + C)**	**0,00**

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION SERVICES FERROVIAIRES REGIONAUX DE VOYAGEURS – VOLET 2 : COMPTE D'EXPLOITATION	D2.2

Volet 2 – Compte TER SNCF (1) par la collectivité (circulaire n°LBL/B/03/10082/C du 11 décembre 2003)

Produits d'exploitation courante :	
Produits du trafic	0,00
Produits annexes au trafic	0,00
Compensations des réductions tarifaires	0,00
Travaux pour Tiers	0,00
Produits hors trafic	0,00
Total chiffre d'affaires	**0,00**
Versements des Collectivités	0,00
Production immobilisée et stockée	0,00
Total produits d'exploitation courante	**0,00**

Charges d'exploitation courante :	
Personnel – Masse salariale	0,00
Consommations intermédiaires	0,00
Péage RFF	0,00
Impôts, taxes et versements assimilés	0,00
Total charges d'exploitation courante	**0,00**

Facturations majeures :	
Achats stockés	0,00
Impôts et taxes hors FAP	0,00
Maintenance matériel roulant	0,00
Traction trains, conduite et logistique	0,00
Echange de locomotives entre Activités	0,00
Energie de traction électrique	0,00
Energie de traction diesel	0,00
Entretien/maintenance des installations fixes	0,00
Prestations télécoms	0,00
Echange de matériel roulant entre Activités	0,00
Prestations trains	0,00
Contribution de service Activité Gare	0,00
Transport en service	0,00
Total facturations majeures	**0,00**
Prestations de main d'œuvre inter-domaines :	0,00
- Dont Etablissements autres que EEX	0,00
- Dont Etablissements EEX	0,00
Autres facturations	0,00

Total facturations internes	**0,00**
TOTAL CHARGES (2)	**0,00**

Contributions aux ECE	0,00

EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (3)	**0,00**

Dotations aux amortissements	0,00
Reprise de subvention et écart de réévaluation	0,00
Variation des provisions/transfert de charges	0,00
Autres produits et charges de gestion courante	0,00
Total dotations, reprises, transferts et autres	**0,00**

RESULTAT D'EXPLOITATION (4)	**0,00**

Résultat financier	0,00

RESULTAT COURANT (5)	**0,00**

Résultat spécifique	0,00

RESULTAT NET (6)	**0,00**

(1) A compléter par « approuvé » ou « non approuvé ».

(2) Total charges = total charges d'exploitation courante + total facturations majeures + total facturations internes.

(3) Excédent brut d'exploitation = total produits d'exploitation courante – total charges.

(4) Résultat d'exploitation = excédent brut d'exploitation – contribution aux ECE - total dotations, reprises, transferts et autres.

(5) Résultat courant = résultat d'exploitation + résultat financier.

(6) Résultat net = résultat courant + résultat spécifique.

Cette annexe correspond au modèle de présentation du compte d'exploitation figurant dans la convention SNCF, elle est donc susceptible de subir des modifications à l'initiative de la SNCF.

IV – ANNEXES — IV

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DES CONTRIBUTIONS — D3

Libellés		Base notifiée (si connue à la date de vote)	Variation de la base / (N-1) (%)	Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources							
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources							
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources							
TFPB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TFPNB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
CFE		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		**0,00**	**0,00**			**0,00**	**0,00**

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM	D4.1

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Acquisitions d'immobilisations		**0,00**
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		**0,00**
Autres dépenses éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
Total des dépenses réelles		**0,00**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Souscription d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Dotations et subventions reçues		**0,00**
Autres recettes éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**
Total des recettes réelles		**0,00**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
021	***Virement de la section de fonctionnement (3)***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la collectivité ou l'établissement.

(3) Montant des recettes de fonctionnement transféré en investissement pour le financement des dépenses d'investissement afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM	D4.2

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
	Total des dépenses réelles	0,00
042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
023	*Virement à la section d'investissement (4)*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre	*0,00*
	TOTAL GENERAL	0,00

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Recettes issues de la TEOM		0,00
Dotations et participations reçues		0,00
Autres recettes de fonctionnement éventuelles		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (3)	0,00

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
Total des recettes réelles		**0,00**
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la collectivité ou l'établissement.

(3) Si la collectivité ou l'établissement applique les provisions semi-budgétaires.

(4) Montant des recettes de fonctionnement transféré en investissement pour le financement des dépenses d'investissement afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION DE FONCTIONNEMENT	D5.1

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT	D5.2

Cet état ne contient pas d'information.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 89
Nombre de membres présents : 55
Nombre de suffrages exprimés : 73
VOTES :
Pour : 73
Contre : 0
Abstentions : 1

Date de convocation : 31/01/2026

Présenté par Le Président (1),
A Sisteron, le 13/02/2026

Délibéré par l'assemblée le Conseil Communautaire(2), réunie en session Ordinaire
A Sisteron, le 13/02/2026
Les membres de l'assemblée délibérante le Conseil Communautaire (2),(3).

.

AUTHON - RAHON Alain	
BARRET SUR MEOUGE - ARMAND Annick	
BAYONS - RIOTON Régis	
BELLAFAIRE - CAVEING Bernard	
CHANOUSSE - MATHIEU Alain	
CHÂTEAUFORT - DEMONTIS Geneviève	
CLAMENSANE - VAUTRIN Emilie	
ENTREPIERRES - CHEILAN Florence	
EOURRES - YAFFEE Caroline	
ETOILE ST CYRICE - FONFREYDE Frédérique	
FAUCON DU CAIRE - ZUNINO Robert	
GARDE COLOMBE - DURANCEAU Damien	
GIGORS - MAGAUD Gérard	
L'EPINE - DELAUP Luc	
LA BATIE MONTSALEON - D'HEILLY Alain	
LA MOTTE DU CAIRE - FRANCOU Jérôme procuration à G. GARCIN	
LA PIARRE - DEPEYRE Elisabeth	
LABOREL - MAOUI Renée	
LACHAU - MAGNUS Philippe	

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

LARAGNE MONTEGLIN - BRUN Maurice	
LARAGNE MONTEGLIN - DUPRAT Jean-Marc	
LARAGNE MONTEGLIN - GARCIN Martine	
LARAGNE MONTEGLIN - JOANNET Michel	
LARAGNE MONTEGLIN - LAMONTRE-MOULIN I.	
LARAGNE MONTEGLIN - MAFFREN M.	
LARAGNE MONTEGLIN - SEINTURIER Pierre	
LARAGNE MONTEGLIN - TRUPHEME Anne	
LAZER - GUIEU André procuration à R. MAOUI	
LE BERSAC - DROUILLARD Dominique procuration à A. D'HEILLY	
LE CAIRE - MAGNAN Jean-Michel	
LE POET - PAPEGAY Georges	
MELVE - BORCHI Jean-Christian procuration à JM. MAGNAN	
MEREUIL - REYNAUD-FREY Annick	
MISON - GAY Robert	
MISON - RICHAUD Maryline	
MONETIER ALLEMONT - OLIVE Ghislaine	
MONTCLUS - DESREUMAUX Catherine procuration à V. ARLAUD	
MONTJAY - MOSTACHETTI Gilles	
MONTROND - ROUMIEU Alain	
MOYDANS - DUFOUR Marie-José	
NIBLES - LACHAMP Jean-Jacques	
NOSSAGE ET BENEVENT - ESPITALLIER Martial	
ORPIERRE - CREMILLIEUX Gilles	
RIBEYRET - REYNAUD-DELAUP Christiane procuration à L. DELAUP	
ROSANS - TARDY Lionel	
SAINT ANDRE DE ROSANS - LIOTARD Cécile	
SAINT GENIEZ - CHABRAND Olivier	
SAINT PIERRE AVEZ - ARMAND Florent procuration à E. DEGUILLAME	

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

SAINTE COLOMBE - ROUX Jean-Pierre procuration à A. REYNAUD-FREY	
SALEON - LOMBARD Pascal	
SALERANS - DEGUILLAME Eric	
SAVOURNON - ROLLAND Michel	
SERRES - ARLAUD Véronique	
SERRES - MAYER Arlette	
SERRES - ROUIT Daniel	
SIGOTTIER - DEPEYRE Jean	
SIGOYER - HERNANDEZ Michel	
SISTERON - BOY Jean-Pierre procuration à JL. CLEMENT	
SISTERON - CLARES Patrick procuration à N. PELOUX	
SISTERON - CLEMENT Jean-Louis	
SISTERON - CODOUL Bernard	
SISTERON - DERDICHE Cyril	
SISTERON - GARCIN Françoise	
SISTERON - GHERBI Christiane procuration à B. CODOUL	
SISTERON - JAFFRE Sylvain	
SISTERON - LAUGIER Nicolas procuration à F. GARCIN	
SISTERON - LOUVION Cécilia	
SISTERON - PELOUX Nicole	
SISTERON - PERARD Franck procuration à JP. TEMPLIER	
SISTERON - REYNIER Christine	
SISTERON - SCHMALTZ Emilie procuration à C. REYNIER	
SISTERON - SEBANI Stéphanie procuration à S. JAFFRE	
SISTERON - SPAGNOU Daniel	
SISTERON - TEMPLIER Jean-Pierre	
SISTERON - TOUCHE Christiane	
SORBIERS - RABASSE Yves	
THEZE - GARCIN Gérôme	

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

TRESCLEOUX - SCHÜLER Jean	
TURRIERS - SIGAUD Jean-Yves	
UPAIX - MARTIN Florent	
VAL BUËCH MEOUGE - ALLIROL Béatrice	
VAL BUËCH MEOUGE - MOULLET Grégory procuration à G. NICOLAS	
VAL BUËCH MEOUGE - NICOLAS Gérard	
VALAVOIRE - MIRAN Hervé	
VALDOULE - TENOUX Gérard	
VALERNES - PIK Jean-Christophe	
VAUMEILH - COLLOMBON Elisabeth	
VENTAVON - MORENO Juan procuration à F. MARTIN	
VILLEBOIS-LES-PINS - ROUX Marianne	

Certifié exécutoire par Le Président (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le 26/02/2026, et de la publication le 26/02/2026

A Sisteron, le 26/02/2026

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de …, de la Collectivité territoriale unique de …, de la métropole de …, du Conseil syndical de …

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COM COM SISTERONAIS BUECH
Communauté de commune à FPU

Numéro SIRET : 20006876500045
Poste comptable : SERVICE DE GESTION COMPTABLE

Budget primitif
relatif à l'exercice 2026
voté par Nature

Budget annexe : BA ZA ECO POLE LM 80101

Instruction budgétaire et comptable M. 57
applicable aux collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats 6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses 7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes 8

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports 9
B1 - Présentation des AP votées 10
B2 - Présentation des AE votées 11
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement 12
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement 15
D1 - Balance générale - Dépenses 17
D2 - Balance générale - Recettes 19

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 21
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 25
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 27
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 28
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 29
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 30
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 32
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 35
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 37

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble 39
A1.01 - Opérations non ventilables 42
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux 43
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 46
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité 47
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 48
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 51
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) 54
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA 57
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 58
A1.906 - Fonction 6 - Action économique 61
A1.907 - Fonction 7 - Environnement 63
A1.908 - Fonction 8 - Transports 66
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 70
A2.01 - Opérations non ventilables 72
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux 73
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 76
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité 77
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 78
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 81
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) 84
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA 87
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI 88
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 89
A2.936 - Fonction 6 - Action économique 92
A2.937 - Fonction 7 - Environnement 94
A2.938 - Fonction 8 - Transports 97

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 101
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 102
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux 106
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 108

B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 109
B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme 111
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes 112
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 113
B3.1 - Etat des provisions constituées 114
B3.2 - Etalement des provisions 116
B4 - Etat des charges transférées 117
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers 118
B6 - Prêts 119
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés 120
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus 121
B7.3 - Etat des emprunts garantis 122
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis 123
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail 124
B7.6 - Etat des marchés de partenariat 125
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale 126
B7.8 - Autres engagements donnés 127
B7.9 - Autres engagements reçus 128
B8 - Subventions versées 129
B9 - Etat du personnel 130
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier 134
B11.1 - Liste des organismes de regroupement 135
B11.2 - Liste des établissements publics créés 136
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe 137

C - Annexes budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire 138
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses 139
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes 140

D - Autres éléments d'information

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe 141
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget 142
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation 143
D3 - Décisions en matière de taux 145
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement 146
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement 148
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) 150
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) 151

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures 152

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES — I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	25 638

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	508,93

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	1,26
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	0,00
3	Dépenses d'équipement brut / population	0,00
4	Encours de dette / population (2) (3)	9,12
5	DGF / population	0,00
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	0,00 %
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	0,00 %
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	0,00 %
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	0,00 %
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	0,00 %

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante décide de voter le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 1612-28 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : 7.50 %
- Investissement : 7.50%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget primitif (5) de l'exercice précédent.

VII – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du …

(5) Indiquer « primitif » ou « cumulé ». Budget cumulé = BP + BS + DM.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

I – INFORMATIONS GENERALES — I

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1) — C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1			
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté	Résultat ou solde (A) (2)
TOTAL DU BUDGET	558 990,90	639 912,92	106 612,04 A1	187 534,06
Investissement	221 003,52	301 738,85	(3) 106 079,28 A2	186 814,61
Fonctionnement	337 987,38	338 174,07	(4) 532,76 A3	719,45

	RESTES A REALISER N-1				
	Dépenses		Recettes		Solde (B)
TOTAL des RAR	I + II	0,00	III + IV	0,00	B1 0,00
Investissement	I	0,00	III	0,00	B2 0,00
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3 0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)
TOTAL	**A1 + B1**	187 534,06
Investissement	**A2 + B2**	186 814,61
Fonctionnement	**A3 + B3**	719,45

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats anticipés ou définitifs de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001de l'exercice N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 de l'exercice N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	0,00
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A imputer uniquement en cas de reprise des résultats anticipés ou définitifs de l'exercice précédent.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	0,00
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A imputer uniquement en cas de reprise des résultats anticipés ou définitifs de l'exercice précédent.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VOTE ET REPORTS — A

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	120 896,00	0,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 186 814,61
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (2)	120 896,00	186 814,61

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	40 300,84	41 140,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 712,92
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (3)	40 300,84	41 852,92

TOTAL DU BUDGET (4)	161 196,84	228 667,53

(1) A imputer uniquement en cas de reprise des résultats anticipés ou définitifs de l'exercice précédent.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

PRESENTATION DES AP VOTEES — B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			**0,00**

« AP de dépenses imprévues » (2)	020	0,00

TOTAL GENERAL	**0,00**

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

PRESENTATION DES AE VOTEES

II

B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			**0,00**

« AE de dépenses imprévues » (2)	022	0,00

TOTAL GENERAL	**0,00**

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (y compris opérations) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (3) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (3) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	86 107,00	0,00	87 671,00	87 671,00	87 671,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**86 107,00**	**0,00**	**87 671,00**	**87 671,00**	**87 671,00**
45…	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**86 107,00**	**0,00**	**87 671,00**	**87 671,00**	**87 671,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*28 128,00*		*33 225,00*	*33 225,00*	*33 225,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***28 128,00***		***33 225,00***	***33 225,00***	***33 225,00***

TOTAL	**114 235,00**	**0,00**	**120 896,00**	**120 896,00**	**120 896,00**
					+
D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE					**0,00**
					=
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES					**120 896,00**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(8) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	1 837,86	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**1 837,86**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf. (3) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**1 837,86**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*6 317,86*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***6 317,86***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL		**8 155,72**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
						+
R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE						**186 814,61**
						=
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES						**186 814,61**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	**-33 225,00**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(7) Le compte 138 n'est pas un chapitre mais une subdivision du chapitre 13.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général (3)	22 950,00	0,00	29 043,00	29 043,00	29 043,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	1,00	0,00	1,00	1,00	1,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**22 951,00**	**0,00**	**29 044,00**	**29 044,00**	**29 044,00**
66	Charges financières	4 911,00	0,00	3 341,84	3 341,84	3 341,84
67	Charges spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**27 862,00**	**0,00**	**32 385,84**	**32 385,84**	**32 385,84**
023	*Virement à la section d'investissement (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*6 317,86*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*9 128,00*		*7 915,00*	*7 915,00*	*7 915,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***15 445,86***		***7 915,00***	***7 915,00***	***7 915,00***
TOTAL		**43 307,86**	**0,00**	**40 300,84**	**40 300,84**	**40 300,84**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**40 300,84**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf le 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	6 317,86	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion courante		**6 317,86**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**6 317,86**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*28 128,00*		*33 225,00*	*33 225,00*	*33 225,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*9 128,00*		*7 915,00*	*7 915,00*	*7 915,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***37 256,00***		***41 140,00***	***41 140,00***	***41 140,00***
TOTAL		**43 573,86**	**0,00**	**41 140,00**	**41 140,00**	**41 140,00**
					+	
				R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE		**712,92**
					=	
				TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES		**41 852,92**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	**-33 225,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – DEPENSES — D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		87 671,00	*0,00*	87 671,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement		0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3) (5)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)		0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*33 225,00*	33 225,00
198	*Neutralisation des amortissements*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total		**87 671,00**	***33 225,00***	**120 896,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**120 896,00**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	29 043,00		29 043,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*7 915,00*	7 915,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	1,00	*0,00*	1,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	3 341,84	*0,00*	3 341,84
67	Charges spécifiques (9)	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	*0,00*	0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**32 385,84**	***7 915,00***	**40 300,84**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**40 300,84**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – RECETTES — D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6)	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324) (3)		0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*			*0,00*	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00		0,00
	Recettes d'investissement – Total		**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**186 814,61**

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**186 814,61**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*33 225,00*	33 225,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00		0,00
74	Dotations et participations (8)	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante (8)	0,00	*0,00*	0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques (8)	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*7 915,00*	7 915,00
	Recettes de fonctionnement – Total	**0,00**	***41 140,00***	**41 140,00**

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
			+
R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE			712,92
			=
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES			41 852,92

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — A

DEPENSES

Chapitre		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**114 235,00**	**0,00**	**0,00**	**120 896,00**	**120 896,00**	**0,00**	**120 896,00**	**120 896,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	86 107,00	0,00		87 671,00	87 671,00		87 671,00	87 671,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**86 107,00**	**0,00**	**0,00**	**87 671,00**	**87 671,00**	**0,00**	**87 671,00**	**87 671,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**86 107,00**	**0,00**	**0,00**	**87 671,00**	**87 671,00**	**0,00**	**87 671,00**	**87 671,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*28 128,00*			*33 225,00*	*33 225,00*		*33 225,00*	*33 225,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**28 128,00**			**33 225,00**	**33 225,00**		**33 225,00**	**33 225,00**

D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (8)	**0,00**

Total des dépenses d'investissement cumulées	**120 896,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(3) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(4) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(5) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats définitifs ou anticipés de l'exercice précédent.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — A

RECETTES

Chapitre		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**8 155,72**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	1 837,86	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**1 837,86**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**1 837,86**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)*	*6 317,86*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***6 317,86***		***0,00***	***0,00***	***0,00***

R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (7)	**186 814,61**

Affectation au compte 1068 (8)	**0,00**

Chapitre	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II

Total des recettes d'investissement cumulées	**186 814,61**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*). Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats définitifs ou anticipés de l'exercice précédent.

(7) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats définitifs ou anticipés de l'exercice précédent.

(8) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	A1

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**114 235,00**	**0,00**	**0,00**	**120 896,00**	**120 896,00**	**0,00**	**120 896,00**	**120 896,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	86 107,00	0,00		87 671,00	87 671,00		87 671,00	87 671,00
1641	Emprunts en euros	86 107,00	0,00		87 671,00	87 671,00		87 671,00	87 671,00
168751	Dettes - GFP de rattachement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**86 107,00**	**0,00**	**0,00**	**87 671,00**	**87 671,00**	**0,00**	**87 671,00**	**87 671,00**

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**86 107,00**	**0,00**	**0,00**	**87 671,00**	**87 671,00**	**0,00**	**87 671,00**	**87 671,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6)*	*28 128,00*			*33 225,00*	*33 225,00*		*33 225,00*	*33 225,00*
	Reprise sur autofinancement antérieur	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (7)	*28 128,00*			*33 225,00*	*33 225,00*		*33 225,00*	*33 225,00*
3555	*Terrains aménagés*	*28 128,00*			*33 225,00*	*33 225,00*		*33 225,00*	*33 225,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**28 128,00**			**33 225,00**	**33 225,00**		**33 225,00**	**33 225,00**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — A3

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**8 155,72**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (3)	1 837,86	0,00	0,00	0,00	0,00
168751	Dettes - GFP de rattachement	1 837,86	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**1 837,86**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**1 837,86**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)*	*6 317,86*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
3555	*Terrains aménagés*	*6 317,86*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***6 317,86***		***0,00***	***0,00***	***0,00***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(5) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(7) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — B

DEPENSES

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**43 307,86**	**0,00**	**0,00**	**40 300,84**	**40 300,84**	**0,00**	**40 300,84**	**40 300,84**
011	Charges à caractère général (3)	22 950,00	0,00	0,00	29 043,00	29 043,00	0,00	29 043,00	29 043,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	1,00	0,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00	1,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**22 951,00**	**0,00**	**0,00**	**29 044,00**	**29 044,00**	**0,00**	**29 044,00**	**29 044,00**
66	Charges financières	4 911,00	0,00		3 341,84	3 341,84		3 341,84	3 341,84
67	Charges spécifiques (3)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		**4 911,00**	**0,00**	**0,00**	**3 341,84**	**3 341,84**		**3 341,84**	**3 341,84**
Total des dépenses réelles		**27 862,00**	**0,00**	**0,00**	**32 385,84**	**32 385,84**	**0,00**	**32 385,84**	**32 385,84**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*6 317,86*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*9 128,00*			*7 915,00*	*7 915,00*		*7 915,00*	*7 915,00*
Total des dépenses d'ordre		**15 445,86**			**7 915,00**	**7 915,00**		**7 915,00**	**7 915,00**

D002 Résultat reporté ou anticipé (5)	**0,00**

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	**40 300,84**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Inscrire en cas de reprise des résultats définitifs ou anticipés de l'exercice précédent.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — B

RECETTES

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**43 573,86**	**0,00**	**41 140,00**	**41 140,00**	**41 140,00**
013	Atténuations de charges (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (2)	6 317,86	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**6 317,86**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (2)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles		**6 317,86**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)*	*28 128,00*		*33 225,00*	*33 225,00*	*33 225,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (6)*	*9 128,00*		*7 915,00*	*7 915,00*	*7 915,00*
Total des recettes d'ordre		**37 256,00**		**41 140,00**	**41 140,00**	**41 140,00**

R002 Résultat reporté ou anticipé (7)	**712,92**

Total des recettes de fonctionnement cumulées	**41 852,92**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(4) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(7) Inscrire en cas de reprise des résultats définitifs ou anticipés de l'exercice précédent.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE — B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**43 307,86**	**0,00**	**0,00**	**40 300,84**	**40 300,84**	**0,00**	**40 300,84**	**40 300,84**
011	Charges à caractère général (4)	22 950,00	0,00	0,00	29 043,00	29 043,00	0,00	29 043,00	29 043,00
605	Achats de matériel, équip. et travaux	19 000,00	0,00		5 000,00	5 000,00	0,00	5 000,00	5 000,00
608	Frais sur terrains en cours aménagement	0,00	0,00		19 743,00	19 743,00	0,00	19 743,00	19 743,00
63512	Taxes foncières	3 950,00	0,00		4 300,00	4 300,00	0,00	4 300,00	4 300,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4) (5)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (4)	1,00	0,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00	1,00
65888	Autres	1,00	0,00		1,00	1,00	0,00	1,00	1,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**22 951,00**	**0,00**	**0,00**	**29 044,00**	**29 044,00**	**0,00**	**29 044,00**	**29 044,00**
66	Charges financières	4 911,00	0,00		3 341,84	3 341,84		3 341,84	3 341,84
66111	Intérêts réglés à l'échéance	5 178,00	0,00		3 614,00	3 614,00		3 614,00	3 614,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	-267,00	0,00		-272,16	-272,16		-272,16	-272,16
67	Charges spécifiques (4)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		**4 911,00**	**0,00**	**0,00**	**3 341,84**	**3 341,84**		**3 341,84**	**3 341,84**
Total des dépenses réelles		**27 862,00**	**0,00**	**0,00**	**32 385,84**	**32 385,84**	**0,00**	**32 385,84**	**32 385,84**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
042	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)*	*6 317,86*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
71355	*Variat° stocks terrains aménagés*	*6 317,86*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7) (9)*	*9 128,00*			*7 915,00*	*7 915,00*		*7 915,00*	*7 915,00*
Total des dépenses d'ordre		**15 445,86**			**7 915,00**	**7 915,00**		**7 915,00**	**7 915,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	-272,16

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE	B2

Chap / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**43 573,86**	**0,00**	**41 140,00**	**41 140,00**	**41 140,00**
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7015	Ventes de terrains aménagés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	6 317,86	0,00	0,00	0,00	0,00
748371	DETR	6 317,86	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757361	Subv.Fonct. CL de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**6 317,86**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**6 317,86**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*28 128,00*		*33 225,00*	*33 225,00*	*33 225,00*
71355	*Variat° stocks terrains aménagés*	*28 128,00*		*33 225,00*	*33 225,00*	*33 225,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4) (7)*	*9 128,00*		*7 915,00*	*7 915,00*	*7 915,00*
796	*Transferts charges financières*	*9 128,00*		*7 915,00*	*7 915,00*	*7 915,00*
Total des recettes d'ordre		**37 256,00**		**41 140,00**	**41 140,00**	**41 140,00**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (8)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (9)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043).*

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(9) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE

IV

A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**0,00**	**87 671,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	87 671,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**87 671,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		87 671,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		0,00
RECETTES		0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.900

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		**87 671,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164	Emprunts auprès des éts financiers	87 671,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164	Emprunts auprès des éts financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé			04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.			TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**87 671,00**
164	Emprunts auprès des éts financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	87 671,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.901

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904-4

FONCTION 4-4 – RSA

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.906

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles				
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Marchés alimentaires	6318 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.907

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.908

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	848 Parkings	849 Sécurité routière
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

IV

A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**0,00**	**32 385,84**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	29 043,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	3 341,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**32 385,84**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		29 043,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		1,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		3 341,84
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		0,00
RECETTES		0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.930

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		**32 385,84**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
605	Achats de matériel, équip. et travaux	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
608	Frais sur terrains en cours aménagement	19 743,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	4 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	1,00	0,00	0,00	0,00	0,00
661	Charges d'intérêts	3 341,84	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
605	Achats de matériel, équip. et travaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
608	Frais sur terrains en cours aménagement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
661	Charges d'intérêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**32 385,84**
605	Achats de matériel, équip. et travaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
608	Frais sur terrains en cours aménagement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 743,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 300,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,00
661	Charges d'intérêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 341,84
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.931

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-3

FONCTION 4-3 – APA

Article / compte nature (1)	Libellé	430 Services communs	431 APA à domicile	432 APA versée aux bénéf. en établissement	433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.934-4

FONCTION 4-4 – RSA / Régularisation de RMI

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.936

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles				
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Marchés alimentaires	6318 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.936

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.937

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.938

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	848 Parkings	849 Sécurité routière
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	B1.1

B1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant.

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**946 540,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					946 540,00									
A29151S6	Caisse d' Epargne Provence Alpes	15/01/2016	20/01/2016	20/04/2016	346 540,00	F		2,170	2,170		T	X Echéance constante		A-1
A29161CW	Caisse d' Epargne Provence Alpes	05/09/2016	12/09/2016	12/12/2016	400 000,00	F		1,530	1,530		T	X Echéance constante		A-1
A291812L	Caisse d' Epargne Provence Alpes	17/07/2018	12/09/2018	12/09/2018	200 000,00	F		1,720	1,778		S	X Echéance constante		A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes afférentes aux marchés publics de travaux et aux marchés de partenariat (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total) (9)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**946 540,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle , B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**233 891,16**					**87 670,81**	**3 613,69**	**0,00**	**446,76**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		233 891,16					87 670,81	3 613,69	0,00	446,76
A29151S6		0,00	A-1	72 010,58	2,00	F		2,170	31 572,25	1 306,87	0,00	173,07
A29161CW		0,00	A-1	98 244,76	2,67	F		1,530	35 248,89	1 301,55	0,00	50,87
A291812L		0,00	A-1	63 635,82	2,67	F		1,778	20 849,67	1 005,27	0,00	222,82
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes afférentes aux marchés publics de travaux et de partenariat (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**233 891,16**					**87 670,81**	**3 613,69**	**0,00**	**446,76**

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

IV

B1.3

B1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	B1.4

B1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	3	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	233 891,16	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes éventuelles	
												Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME	B1.6

B1.6 – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 01/01/N	Annuité à payer au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la collectivité.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.7

B1.7 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

LIBELLES	Montant initial de la dette	Dépenses de l'exercice	Dette restante

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : €		
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
		0	01/01/2000

IV – ANNEXES — IV

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N — B3.1

PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions semi-budgétaires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions budgétaires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETALEMENT DES PROVISIONS	B3.2

B3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS (1)

Nature de la provision	Objet	Montant total de la provision à constituer	Durée	Montant des provisions constituées au 01/01/N	Provision constituée au titre de l'exercice	Montant restant à provisionner

(1) Il s'agit des provisions figurant dans le tableau précédent « Etat des provisions » qui font l'objet d'un étalement, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	B4

ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats anticipés ou définitifs de l'exercice précédent.

(4) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.

(5) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(6) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(7) Indiquer le chapitre.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PRETS	B6

Prêts (compte 274)

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 01/01/N	Montant de l'annuité à recouvrer		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
Assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00	0,00	0,00
Non assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00		

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.1

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS DONNES

Article		Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 01/01/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
8015	**Emprunts garantis (1)**	0,00	0,00	
8016	**Contrats de crédit-bail (2)**	0,00	0,00	0,00
8017	**Subvention à verser en annuité (3)**	0,00	0,00	0,00
8018	**Autres engagements donnés**			
	Marchés de partenariat (4)		0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics (3)	0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (3)	0,00	0,00	0,00
	Dans le cadre d'une délégation de service public (3)	0,00	0,00	0,00
	Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00

(1) A compléter depuis l'état des emprunts garantis.

(2) A compléter depuis l'état des contrats de crédit-bail.

(3) A compléter depuis l'état des autres engagements données.

(4) A compléter depuis l'état des marchés de partenariat.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.2

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS RECUS (1)

Article		Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 01/01/N	Annuité à recevoir au cours de l'exercice
8026	**Redevance de crédit-bail à recevoir (crédit-bail immobilier)**	0,00	0,00	0,00
8027	**Subvention à recevoir par annuité**	0,00	0,00	0,00
8028	**Autres engagements reçus**			
	Recette grevée d'affectation spéciale (2)		0,00	
	Engagements reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00

(1) A remplir depuis l'état relatif aux autres engagements reçus.

(2) A remplir depuis l'état relatif aux recettes grevées d'affectation spéciale. Le montant de la créance en capital au 01/01/N correspond au reste à employer au 01/01/N, l'annuité à recevoir au cours de l'exercice correspond au solde entre les restes à employer au 01/01/N et les restes à employer au 31/12/N.

IV – ANNEXES — IV

ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.3

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00											0,00	0,00
TOTAL GENERAL					0,00	0,00											0,00	0,00

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; B : bimestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.4

CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio (1)		Valeur en euros
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	91 284,50
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A + B + C - D**	**91 284,50**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**0,00**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)	**I / II**	**0,00**

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-1 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.5

ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL RESTANT A COURIR (MOBILIER ET IMMOBILIER)

Type et nature du bien ayant fait l'objet du contrat	Exercice d'origine du contrat	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat (en mois)	Montant de la redevance de l'exercice	Montant de la redevance sur la totalité du contrat	Montant des redevances restant à courir					
						N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant (exercice N+5 et suivants)	Total (1)
Crédits-bails mobiliers					0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits-bails immobiliers				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + cumul restant.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.6

ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT

Libellé du contrat	Année de signature du marché	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le marché	Durée du marché (en mois)	Date fin de marché	Date mise en service équipement	Montant total prévu au titre du marché (TTC)	Annuité versée sur l'exercice	Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (3)				
									Part investissement		Part fonctionnement II	Part financement III	TOTAL I + II + III
									Part totale (4)	Dont part nette (5) I			
Marchés de partenariat (1)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchés globaux de performance énergétiques avec tiers de financement (2)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Article L. 1112-1 du Code de la commande publique

(2) Article 1er de la loi n° 2023-222 du 30 mars 2023

(3) Montant de la rémunération restant à verser au 01/01/N

(4) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 01/01/N

(5) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.7

ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale

Libellé (1)	Restes à employer au 01/01/N	Montant recettes	Montant dépenses	Restes à employer au 31/12/N
Total	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Par exemple, taxe d'aménagement, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles la collectivité souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.

(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.

(3) Reste à employer au 31/12/N = reste à employer au 01/01/N + total recettes de l'exercice – total dépenses de l'exercice.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.8

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 1/1/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des délégations de service public					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital au 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.9

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 01/01/N	Annuité à recevoir au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)					0,00	0,00	0,00
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – SUBVENTIONS VERSEES	B8

SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
INVESTISSEMENT (total)					0,00
FONCTIONNEMENT (total)					0,00

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versée la subvention.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 412-5 du CGFP et du décret n° 2022-48 du 21 janvier 2022		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE TECHNIQUE (c)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément aux cadres d'emploi applicables à la fonction publique territoriale. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année : ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1).
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3) (4)				
Détention d'une part du capital				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée…).

(4) Les délégations pour lesquelles un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements donnés.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT	B11.1

LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COLLECTIVITE

DESIGNATION DES ORGANISMES	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
EPCI			
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES	B11.2

LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES

Catégorie d'établissement (1)	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE	B11.3

LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services (1)	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**186 814,61**	**186 814,61**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**186 814,61**	**186 814,61**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Affectation au 1068 (C)	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**186 814,61**	**186 814,61**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**186 814,61**	**186 814,61**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Propositions nouvelles	Vote
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	**87 671,00**	**87 671,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	**0,00**	**0,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**-87 671,00**	**-87 671,00**

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Les RAR étant intégrés au calcul des ressources propres provenant des exercices antérieurs, seuls les crédits de l'exercice sont à inscrire. Le détail des crédits est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**87 671,00**	**I**	**87 671,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**87 671,00**		**87 671,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	87 671,00		87 671,00
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00		0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	0,00		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**		**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*		*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**0,00**	**III** **0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		**0,00**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
29…	*Dépréciations des immobilisations*		
31…	*Matières premières (et fournitures) (5)*		
33…	*En-cours de production de biens (5)*		
35…	*Stocks de produits (5)*		
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*		
59…	*Dépréciation des comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	D1

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION SERVICES FERROVIAIRES REGIONAUX DE VOYAGEURS – VOLET 1 : BUDGET	D2.1

VOLET 1 – BUDGETAIRE (circulaire n° LBL/B/03/10082/C du 11 décembre 2003)

DEPENSES			RECETTES		
FONCTIONNEMENT	**Chapitre**	**Montant**	**FONCTIONNEMENT**	**Chapitre**	**Montant**
Contribution régionale d'équilibre d'exploitation TTC		0,00	Compensation financière versée par l'Etat au titre de l'exploitation		0,00
Autres		0,00	Compensation financière au titre des tarifs sociaux fixés par l'Etat		0,00
			Matériel		0,00
Sous-total Fonctionnement		**0,00**	**Sous-total Fonctionnement**	(B)	**0,00**

INVESTISSEMENT	**Chapitre**	**Montant**			
Matériel		0,00			
Autres		0,00			
Sous-total Investissement		**0,00**	**Effort propre de la Région (A – B)**	(C)	**0,00**

TOTAL DEPENSES	(A)	**0,00**	**TOTAL RECETTES (B + C)**	**0,00**

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION SERVICES FERROVIAIRES REGIONAUX DE VOYAGEURS – VOLET 2 : COMPTE D'EXPLOITATION	D2.2

Volet 2 – Compte TER SNCF (1) par la collectivité (circulaire n°LBL/B/03/10082/C du 11 décembre 2003)

Produits d'exploitation courante :	
Produits du trafic	0,00
Produits annexes au trafic	0,00
Compensations des réductions tarifaires	0,00
Travaux pour Tiers	0,00
Produits hors trafic	0,00
Total chiffre d'affaires	**0,00**
Versements des Collectivités	0,00
Production immobilisée et stockée	0,00
Total produits d'exploitation courante	**0,00**

Charges d'exploitation courante :	
Personnel – Masse salariale	0,00
Consommations intermédiaires	0,00
Péage RFF	0,00
Impôts, taxes et versements assimilés	0,00
Total charges d'exploitation courante	**0,00**

Facturations majeures :	
Achats stockés	0,00
Impôts et taxes hors FAP	0,00
Maintenance matériel roulant	0,00
Traction trains, conduite et logistique	0,00
Echange de locomotives entre Activités	0,00
Energie de traction électrique	0,00
Energie de traction diesel	0,00
Entretien/maintenance des installations fixes	0,00
Prestations télécoms	0,00
Echange de matériel roulant entre Activités	0,00
Prestations trains	0,00
Contribution de service Activité Gare	0,00
Transport en service	0,00
Total facturations majeures	**0,00**
Prestations de main d'œuvre inter-domaines :	0,00
- Dont Etablissements autres que EEX	0,00
- Dont Etablissements EEX	0,00
Autres facturations	0,00

Total facturations internes	**0,00**
TOTAL CHARGES (2)	**0,00**

Contributions aux ECE	0,00

EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (3)	**0,00**

Dotations aux amortissements	0,00
Reprise de subvention et écart de réévaluation	0,00
Variation des provisions/transfert de charges	0,00
Autres produits et charges de gestion courante	0,00
Total dotations, reprises, transferts et autres	**0,00**

RESULTAT D'EXPLOITATION (4)	**0,00**

Résultat financier	0,00

RESULTAT COURANT (5)	**0,00**

Résultat spécifique	0,00

RESULTAT NET (6)	**0,00**

(1) A compléter par « approuvé » ou « non approuvé ».

(2) Total charges = total charges d'exploitation courante + total facturations majeures + total facturations internes.

(3) Excédent brut d'exploitation = total produits d'exploitation courante – total charges.

(4) Résultat d'exploitation = excédent brut d'exploitation – contribution aux ECE - total dotations, reprises, transferts et autres.

(5) Résultat courant = résultat d'exploitation + résultat financier.

(6) Résultat net = résultat courant + résultat spécifique.

Cette annexe correspond au modèle de présentation du compte d'exploitation figurant dans la convention SNCF, elle est donc susceptible de subir des modifications à l'initiative de la SNCF.

IV – ANNEXES — IV

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DES CONTRIBUTIONS — D3

Libellés		Base notifiée (si connue à la date de vote)	Variation de la base / (N-1) (%)	Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources							
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources							
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources							
TFPB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TFPNB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
CFE		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		**0,00**	**0,00**			**0,00**	**0,00**

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM	D4.1

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Acquisitions d'immobilisations		**0,00**
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		**0,00**
Autres dépenses éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
Total des dépenses réelles		**0,00**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Souscription d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Dotations et subventions reçues		**0,00**
Autres recettes éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**
Total des recettes réelles		**0,00**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
021	***Virement de la section de fonctionnement (3)***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la collectivité ou l'établissement.

(3) Montant des recettes de fonctionnement transféré en investissement pour le financement des dépenses d'investissement afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM	D4.2

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
	Total des dépenses réelles	0,00
042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
023	*Virement à la section d'investissement (4)*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre	*0,00*
	TOTAL GENERAL	0,00

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Recettes issues de la TEOM		0,00
Dotations et participations reçues		0,00
Autres recettes de fonctionnement éventuelles		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (3)	0,00

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
Total des recettes réelles		**0,00**
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la collectivité ou l'établissement.

(3) Si la collectivité ou l'établissement applique les provisions semi-budgétaires.

(4) Montant des recettes de fonctionnement transféré en investissement pour le financement des dépenses d'investissement afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION DE FONCTIONNEMENT	D5.1

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT	D5.2

Cet état ne contient pas d'information.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 89
Nombre de membres présents : 55
Nombre de suffrages exprimés : 73
VOTES :
Pour : 72
Contre : 1
Abstentions : 1

Date de convocation : 31/01/2026

Présenté par Le Président (1),
A Sisteron, le 13/02/2026

Délibéré par l'assemblée le Conseil Communautaire(2), réunie en session Ordinaire
A Sisteron, le 13/02/2026
Les membres de l'assemblée délibérante le Conseil Communautaire (2),(3).

.

AUTHON - RAHON Alain	
BARRET SUR MEOUGE - ARMAND Annick	
BAYONS - RIOTON Régis	
BELLAFAIRE - CAVEING Bernard	
CHANOUSSE - MATHIEU Alain	
CHÂTEAUFORT - DEMONTIS Geneviève	
CLAMENSANE - VAUTRIN Emilie	
ENTREPIERRES - CHEILAN Florence	
EOURRES - YAFFEE Caroline	
ETOILE ST CYRICE - FONFREYDE Frédérique	
FAUCON DU CAIRE - ZUNINO Robert	
GARDE COLOMBE - DURANCEAU Damien	
GIGORS - MAGAUD Gérard	
L'EPINE - DELAUP Luc	
LA BATIE MONTSALEON - D'HEILLY Alain	
LA MOTTE DU CAIRE - FRANCOU Jérôme procuration à G. GARCIN	
LA PIARRE - DEPEYRE Elisabeth	
LABOREL - MAOUI Renée	
LACHAU - MAGNUS Philippe	

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

LARAGNE MONTEGLIN - BRUN Maurice	
LARAGNE MONTEGLIN - DUPRAT Jean-Marc	
LARAGNE MONTEGLIN - GARCIN Martine	
LARAGNE MONTEGLIN - JOANNET Michel	
LARAGNE MONTEGLIN - LAMONTRE-MOULIN I.	
LARAGNE MONTEGLIN - MAFFREN M.	
LARAGNE MONTEGLIN - SEINTURIER Pierre	
LARAGNE MONTEGLIN - TRUPHEME Anne	
LAZER - GUIEU André procuration à R. MAOUI	
LE BERSAC - DROUILLARD Dominique procuration à A. D'HEILLY	
LE CAIRE - MAGNAN Jean-Michel	
LE POET - PAPEGAY Georges	
MELVE - BORCHI Jean-Christian procuration à JM. MAGNAN	
MEREUIL - REYNAUD-FREY Annick	
MISON - GAY Robert	
MISON - RICHAUD Maryline	
MONETIER ALLEMONT - OLIVE Ghislaine	
MONTCLUS - DESREUMAUX Catherine procuration à V. ARLAUD	
MONTJAY - MOSTACHETTI Gilles	
MONTROND - ROUMIEU Alain	
MOYDANS - DUFOUR Marie-José	
NIBLES - LACHAMP Jean-Jacques	
NOSSAGE ET BENEVENT - ESPITALLIER Martial	
ORPIERRE - CREMILLIEUX Gilles	
RIBEYRET - REYNAUD-DELAUP Christiane procuration à L. DELAUP	
ROSANS - TARDY Lionel	
SAINT ANDRE DE ROSANS - LIOTARD Cécile	
SAINT GENIEZ - CHABRAND Olivier	
SAINT PIERRE AVEZ - ARMAND Florent procuration à E. DEGUILLAME	

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

SAINTE COLOMBE - ROUX Jean-Pierre procuration à A. REYNAUD-FREY	
SALEON - LOMBARD Pascal	
SALERANS - DEGUILLAME Eric	
SAVOURNON - ROLLAND Michel	
SERRES - ARLAUD Véronique	
SERRES - MAYER Arlette	
SERRES - ROUIT Daniel	
SIGOTTIER - DEPEYRE Jean	
SIGOYER - HERNANDEZ Michel	
SISTERON - BOY Jean-Pierre procuration à JL. CLEMENT	
SISTERON - CLARES Patrick procuration à N. PELOUX	
SISTERON - CLEMENT Jean-Louis	
SISTERON - CODOUL Bernard	
SISTERON - DERDICHE Cyril	
SISTERON - GARCIN Françoise	
SISTERON - GHERBI Christiane procuration à B. CODOUL	
SISTERON - JAFFRE Sylvain	
SISTERON - LAUGIER Nicolas procuration à F. GARCIN	
SISTERON - LOUVION Cécilia	
SISTERON - PELOUX Nicole	
SISTERON - PERARD Franck procuration à JP. TEMPLIER	
SISTERON - REYNIER Christine	
SISTERON - SCHMALTZ Emilie procuration à C. REYNIER	
SISTERON - SEBANI Stéphanie procuration à S. JAFFRE	
SISTERON - SPAGNOU Daniel	
SISTERON - TEMPLIER Jean-Pierre	
SISTERON - TOUCHE Christiane	
SORBIERS - RABASSE Yves	
THEZE - GARCIN Gérôme	

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

TRESCLEOUX - SCHÜLER Jean	
TURRIERS - SIGAUD Jean-Yves	
UPAIX - MARTIN Florent	
VAL BUËCH MEOUGE - ALLIROL Béatrice	
VAL BUËCH MEOUGE - MOULLET Grégory procuration à G. NICOLAS	
VAL BUËCH MEOUGE - NICOLAS Gérard	
VALAVOIRE - MIRAN Hervé	
VALDOULE - TENOUX Gérard	
VALERNES - PIK Jean-Christophe	
VAUMEILH - COLLOMBON Elisabeth	
VENTAVON - MORENO Juan procuration à F. MARTIN	
VILLEBOIS-LES-PINS - ROUX Marianne	

Certifié exécutoire par Le Président (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le 26/02/2026, et de la publication le 26/02/2026

A Sisteron, le 26/02/2026

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de …, de la Collectivité territoriale unique de …, de la métropole de …, du Conseil syndical de …

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COM COM SISTERONAIS BUECH
Communauté de commune à FPU

Numéro SIRET : 20006876500086
Poste comptable : SERVICE DE GESTION COMPTABLE

Budget primitif
relatif à l'exercice 2026
voté par Nature

Budget annexe : BA ZA PARC ACTIVITE LE POET 80201

Instruction budgétaire et comptable M. 57
applicable aux collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats 6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses 7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes 8

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports 9
B1 - Présentation des AP votées 10
B2 - Présentation des AE votées 11
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement 12
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement 15
D1 - Balance générale - Dépenses 17
D2 - Balance générale - Recettes 19

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 21
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 25
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 27
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 28
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 29
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 30
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 32
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 35
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 37

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble 39
A1.01 - Opérations non ventilables 42
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux 43
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 46
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité 47
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 48
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 51
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) 54
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA 57
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 58
A1.906 - Fonction 6 - Action économique 61
A1.907 - Fonction 7 - Environnement 63
A1.908 - Fonction 8 - Transports 66
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 70
A2.01 - Opérations non ventilables 72
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux 73
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 76
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité 77
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 78
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 81
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) 84
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA 87
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI 88
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 89
A2.936 - Fonction 6 - Action économique 92
A2.937 - Fonction 7 - Environnement 94
A2.938 - Fonction 8 - Transports 97

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 101
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 102
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux 106
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 108

B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 109
B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme 111
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes 112
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 113
B3.1 - Etat des provisions constituées 114
B3.2 - Etalement des provisions 116
B4 - Etat des charges transférées 117
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers 118
B6 - Prêts 119
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés 120
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus 121
B7.3 - Etat des emprunts garantis 122
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis 123
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail 124
B7.6 - Etat des marchés de partenariat 125
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale 126
B7.8 - Autres engagements donnés 127
B7.9 - Autres engagements reçus 128
B8 - Subventions versées 129
B9 - Etat du personnel 130
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier 134
B11.1 - Liste des organismes de regroupement 135
B11.2 - Liste des établissements publics créés 136
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe 137

C - Annexes budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire 138
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses 139
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes 140

D - Autres éléments d'information

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe 141
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget 142
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation 143
D3 - Décisions en matière de taux 145
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement 146
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement 148
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) 150
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) 151

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures 152

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES — I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	25 638

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	508,93

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	1,80
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	3,07
3	Dépenses d'équipement brut / population	0,00
4	Encours de dette / population (2) (3)	0,00
5	DGF / population	0,00
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	0,00 %
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	58,65 %
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	0,00 %
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	0,00 %
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	41,35 %

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante décide de voter le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 1612-28 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : 7.50 %
- Investissement : 7.50%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget primitif (5) de l'exercice précédent.

VII – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du …

(5) Indiquer « primitif » ou « cumulé ». Budget cumulé = BP + BS + DM.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

I – INFORMATIONS GENERALES

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1)

I

C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1					
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté		Résultat ou solde (A) (2)	
TOTAL DU BUDGET	237 536,06	424 085,50	105 523,73	A1	292 073,17	
Investissement	71 679,03	143 264,24	(3) 9 795,04	A2	81 380,25	
Fonctionnement	165 857,03	280 821,26	(4) 95 728,69	A3	210 692,92	

	RESTES A REALISER N-1					
	Dépenses		Recettes		Solde (B)	
TOTAL des RAR	I + II	0,00	III + IV	0,00	B1	0,00
Investissement	I	0,00	III	0,00	B2	0,00
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3	0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)
TOTAL	**A1 + B1**	292 073,17
Investissement	**A2 + B2**	81 380,25
Fonctionnement	**A3 + B3**	210 692,92

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats anticipés ou définitifs de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001de l'exercice N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 de l'exercice N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	0,00
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A imputer uniquement en cas de reprise des résultats anticipés ou définitifs de l'exercice précédent.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	0,00
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A imputer uniquement en cas de reprise des résultats anticipés ou définitifs de l'exercice précédent.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VOTE ET REPORTS — A

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	46 200,00	55 876,66
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 81 380,25
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (2)	46 200,00	137 256,91

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	105 586,66	128 492,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 210 692,45
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (3)	105 586,66	339 184,45
	TOTAL DU BUDGET (4)	151 786,66	476 441,36

(1) A imputer uniquement en cas de reprise des résultats anticipés ou définitifs de l'exercice précédent.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

PRESENTATION DES AP VOTEES — B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			**0,00**

« AP de dépenses imprévues » (2)	020	0,00

TOTAL GENERAL	**0,00**

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

PRESENTATION DES AE VOTEES

II

B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			**0,00**

« AE de dépenses imprévues » (2)	022	0,00

TOTAL GENERAL	**0,00**

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (y compris opérations) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (3) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (3) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	16 487,50	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**16 487,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**16 487,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*19 787,00*		*46 200,00*	*46 200,00*	*46 200,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***19 787,00***		***46 200,00***	***46 200,00***	***46 200,00***

TOTAL	**36 274,50**	**0,00**	**46 200,00**	**46 200,00**	**46 200,00**
					+
D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE					**0,00**
					=
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES					**46 200,00**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(8) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf. (3) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*123 571,87*		*55 876,66*	*55 876,66*	*55 876,66*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***123 571,87***		***55 876,66***	***55 876,66***	***55 876,66***

TOTAL	**123 571,87**	**0,00**	**55 876,66**	**55 876,66**	**55 876,66**
					+
R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE					**81 380,25**
					=
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES					**137 256,91**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	**9 676,66**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.
(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.
(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.
(4) Sauf 165, 166 et 16449.
(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.
(6) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.
(7) Le compte 138 n'est pas un chapitre mais une subdivision du chapitre 13.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général (3)	19 787,00	0,00	46 200,00	46 200,00	46 200,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	5,00	0,00	10,00	10,00	10,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**19 792,00**	**0,00**	**46 210,00**	**46 210,00**	**46 210,00**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**19 792,00**	**0,00**	**46 210,00**	**46 210,00**	**46 210,00**
023	*Virement à la section d'investissement (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*123 571,87*		*55 876,66*	*55 876,66*	*55 876,66*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*3 500,00*		*3 500,00*	*3 500,00*	*3 500,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***127 071,87***		***59 376,66***	***59 376,66***	***59 376,66***
TOTAL		**146 863,87**	**0,00**	**105 586,66**	**105 586,66**	**105 586,66**
						+
					D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**
						=
					TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**105 586,66**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	142 520,00	0,00	78 792,00	78 792,00	78 792,00
73	Impôts et taxes (sauf le 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	10 497,37	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	64,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion courante		**153 081,37**	**0,00**	**78 792,00**	**78 792,00**	**78 792,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**153 081,37**	**0,00**	**78 792,00**	**78 792,00**	**78 792,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*19 787,00*		*46 200,00*	*46 200,00*	*46 200,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*3 500,00*		*3 500,00*	*3 500,00*	*3 500,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***23 287,00***		***49 700,00***	***49 700,00***	***49 700,00***
TOTAL		**176 368,37**	**0,00**	**128 492,00**	**128 492,00**	**128 492,00**
						+
					R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**210 692,45**
						=
					TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**339 184,45**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	**9 676,66**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – DEPENSES — D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement		0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3) (5)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)		0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*46 200,00*	46 200,00
198	*Neutralisation des amortissements*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total		**0,00**	***46 200,00***	**46 200,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**46 200,00**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	46 200,00		46 200,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*3 500,00*	3 500,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	10,00	*0,00*	10,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges spécifiques (9)	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	*0,00*	0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*55 876,66*	55 876,66
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**46 210,00**	***59 376,66***	**105 586,66**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**105 586,66**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – RECETTES — D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6)	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324) (3)		0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*55 876,66*	55 876,66
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*			*0,00*	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00		0,00
	Recettes d'investissement – Total		**0,00**	***55 876,66***	**55 876,66**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**81 380,25**

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**137 256,91**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	78 792,00		78 792,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*46 200,00*	46 200,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00		0,00
74	Dotations et participations (8)	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante (8)	0,00	*0,00*	0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques (8)	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*3 500,00*	3 500,00
	Recettes de fonctionnement – Total	**78 792,00**	***49 700,00***	**128 492,00**

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
			+
R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE			210 692,45
			=
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES			339 184,45

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — A

DEPENSES

Chapitre		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**36 274,50**	**0,00**	**0,00**	**46 200,00**	**46 200,00**	**0,00**	**46 200,00**	**46 200,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	16 487,50	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**16 487,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**16 487,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*19 787,00*			*46 200,00*	*46 200,00*		*46 200,00*	*46 200,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**19 787,00**			**46 200,00**	**46 200,00**		**46 200,00**	**46 200,00**

D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (8)	**0,00**

Total des dépenses d'investissement cumulées	**46 200,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(3) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(4) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(5) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats définitifs ou anticipés de l'exercice précédent.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES	A

RECETTES

Chapitre		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**123 571,87**	**0,00**	**55 876,66**	**55 876,66**	**55 876,66**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)*	*123 571,87*		*55 876,66*	*55 876,66*	*55 876,66*
041	*Opérations patrimoniales (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***123 571,87***		***55 876,66***	***55 876,66***	***55 876,66***

R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (7)	**81 380,25**

Affectation au compte 1068 (8)	**0,00**

Chapitre	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II

Total des recettes d'investissement cumulées	**137 256,91**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*). Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats définitifs ou anticipés de l'exercice précédent.

(7) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats définitifs ou anticipés de l'exercice précédent.

(8) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	A1

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**36 274,50**	**0,00**	**0,00**	**46 200,00**	**46 200,00**	**0,00**	**46 200,00**	**46 200,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	16 487,50	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
168751	Dettes - GFP de rattachement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
168758	Dettes - Autres groupements	16 487,50	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**16 487,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**16 487,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6)*	*19 787,00*			*46 200,00*	*46 200,00*		*46 200,00*	*46 200,00*
	Reprise sur autofinancement antérieur	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (7)	*19 787,00*			*46 200,00*	*46 200,00*		*46 200,00*	*46 200,00*
3555	*Terrains aménagés*	*19 787,00*			*46 200,00*	*46 200,00*		*46 200,00*	*46 200,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**19 787,00**			**46 200,00**	**46 200,00**		**46 200,00**	**46 200,00**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — A3

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**123 571,87**	**0,00**	**55 876,66**	**55 876,66**	**55 876,66**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)*	*123 571,87*		*55 876,66*	*55 876,66*	*55 876,66*
3555	*Terrains aménagés*	*123 571,87*		*55 876,66*	*55 876,66*	*55 876,66*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***123 571,87***		***55 876,66***	***55 876,66***	***55 876,66***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(5) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(7) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — B

DEPENSES

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**146 863,87**	**0,00**	**0,00**	**105 586,66**	**105 586,66**	**0,00**	**105 586,66**	**105 586,66**
011	Charges à caractère général (3)	19 787,00	0,00	0,00	46 200,00	46 200,00	0,00	46 200,00	46 200,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	5,00	0,00	0,00	10,00	10,00	0,00	10,00	10,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**19 792,00**	**0,00**	**0,00**	**46 210,00**	**46 210,00**	**0,00**	**46 210,00**	**46 210,00**
66	Charges financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (3)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**19 792,00**	**0,00**	**0,00**	**46 210,00**	**46 210,00**	**0,00**	**46 210,00**	**46 210,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*123 571,87*			*55 876,66*	*55 876,66*		*55 876,66*	*55 876,66*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*3 500,00*			*3 500,00*	*3 500,00*		*3 500,00*	*3 500,00*
Total des dépenses d'ordre		**127 071,87**			**59 376,66**	**59 376,66**		**59 376,66**	**59 376,66**

D002 Résultat reporté ou anticipé (5)	**0,00**

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	**105 586,66**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Inscrire en cas de reprise des résultats définitifs ou anticipés de l’exercice précédent.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — B

RECETTES

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**176 368,37**	**0,00**	**128 492,00**	**128 492,00**	**128 492,00**
013	Atténuations de charges (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	142 520,00	0,00	78 792,00	78 792,00	78 792,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (2)	10 497,37	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (2)	64,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**153 081,37**	**0,00**	**78 792,00**	**78 792,00**	**78 792,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (2)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles		**153 081,37**	**0,00**	**78 792,00**	**78 792,00**	**78 792,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)*	*19 787,00*		*46 200,00*	*46 200,00*	*46 200,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (6)*	*3 500,00*		*3 500,00*	*3 500,00*	*3 500,00*
Total des recettes d'ordre		**23 287,00**		**49 700,00**	**49 700,00**	**49 700,00**

R002 Résultat reporté ou anticipé (7)	**210 692,45**

Total des recettes de fonctionnement cumulées	**339 184,45**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(4) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(7) Inscrire en cas de reprise des résultats définitifs ou anticipés de l'exercice précédent.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE — B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**146 863,87**	**0,00**	**0,00**	**105 586,66**	**105 586,66**	**0,00**	**105 586,66**	**105 586,66**
011	Charges à caractère général (4)	19 787,00	0,00	0,00	46 200,00	46 200,00	0,00	46 200,00	46 200,00
6045	Achats études et prestations de services	0,00	0,00		1 000,00	1 000,00	0,00	1 000,00	1 000,00
605	Achats de matériel, équip. et travaux	9 000,00	0,00		5 000,00	5 000,00	0,00	5 000,00	5 000,00
608	Frais sur terrains en cours aménagement	7 287,00	0,00		36 700,00	36 700,00	0,00	36 700,00	36 700,00
63512	Taxes foncières	3 500,00	0,00		3 500,00	3 500,00	0,00	3 500,00	3 500,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4) (5)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (4)	5,00	0,00	0,00	10,00	10,00	0,00	10,00	10,00
65888	Autres	5,00	0,00		10,00	10,00	0,00	10,00	10,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**19 792,00**	**0,00**	**0,00**	**46 210,00**	**46 210,00**	**0,00**	**46 210,00**	**46 210,00**
66	Charges financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**19 792,00**	**0,00**	**0,00**	**46 210,00**	**46 210,00**	**0,00**	**46 210,00**	**46 210,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
042	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)*	*123 571,87*			*55 876,66*	*55 876,66*		*55 876,66*	*55 876,66*
71355	*Variat° stocks terrains aménagés*	*123 571,87*			*55 876,66*	*55 876,66*		*55 876,66*	*55 876,66*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7) (9)*	*3 500,00*			*3 500,00*	*3 500,00*		*3 500,00*	*3 500,00*
Total des dépenses d'ordre		**127 071,87**			**59 376,66**	**59 376,66**		**59 376,66**	**59 376,66**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — B2

Chap / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**176 368,37**	**0,00**	**128 492,00**	**128 492,00**	**128 492,00**
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	142 520,00	0,00	78 792,00	78 792,00	78 792,00
7015	Ventes de terrains aménagés	142 520,00	0,00	78 792,00	78 792,00	78 792,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	10 497,37	0,00	0,00	0,00	0,00
7473	Participation départements	2 340,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748371	DETR	8 157,37	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	64,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75882	Reprise de réserve - Surplus de DMTO	64,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**153 081,37**	**0,00**	**78 792,00**	**78 792,00**	**78 792,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**153 081,37**	**0,00**	**78 792,00**	**78 792,00**	**78 792,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*19 787,00*		*46 200,00*	*46 200,00*	*46 200,00*
71355	*Variat° stocks terrains aménagés*	*19 787,00*		*46 200,00*	*46 200,00*	*46 200,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4) (7)*	*3 500,00*		*3 500,00*	*3 500,00*	*3 500,00*
796	*Transferts charges financières*	*3 500,00*		*3 500,00*	*3 500,00*	*3 500,00*
Total des recettes d'ordre		**23 287,00**		**49 700,00**	**49 700,00**	**49 700,00**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (8)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (9)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043).*

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(9) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE

IV

A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		0,00
RECETTES		0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.900

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé			04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.			TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.901

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904-4

FONCTION 4-4 – RSA

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles				
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Marchés alimentaires	6318 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.907

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.908

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	848 Parkings	849 Sécurité routière
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**0,00**	**46 210,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	46 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	10,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**78 792,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	78 792,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**46 210,00**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		46 200,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		10,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**78 792,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		78 792,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		0,00
RECETTES		0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.930

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		**46 210,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
605	Achats de matériel, équip. et travaux	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
608	Frais sur terrains en cours aménagement	36 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	3 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	10,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**78 792,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
701	Ventes de produits finis	78 792,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
605	Achats de matériel, équip. et travaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
608	Frais sur terrains en cours aménagement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
701	Ventes de produits finis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**46 210,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
605	Achats de matériel, équip. et travaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
608	Frais sur terrains en cours aménagement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36 700,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 500,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**78 792,00**
701	Ventes de produits finis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	78 792,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.931

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-3

FONCTION 4-3 – APA

Article / compte nature (1)	Libellé	430 Services communs	431 APA à domicile	432 APA versée aux bénéf. en établissement	433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-4

FONCTION 4-4 – RSA / Régularisation de RMI

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.936

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles				
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Marchés alimentaires	6318 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.936

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.937

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.938

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	848 Parkings	849 Sécurité routière
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	B1.1

B1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant.

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**0,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					0,00									
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes afférentes aux marchés publics de travaux et aux marchés de partenariat (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total) (9)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**0,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle , B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes afférentes aux marchés publics de travaux et de partenariat (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX	B1.3

B1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	B1.4

B1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure / Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture								Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME	B1.6

B1.6 – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 01/01/N	Annuité à payer au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la collectivité.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.7

B1.7 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

LIBELLES	Montant initial de la dette	Dépenses de l'exercice	Dette restante

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : €		
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
		0	01/01/2000

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N

IV

B3.1

PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions semi-budgétaires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions budgétaires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETALEMENT DES PROVISIONS	B3.2

B3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS (1)

Nature de la provision	Objet	Montant total de la provision à constituer	Durée	Montant des provisions constituées au 01/01/N	Provision constituée au titre de l'exercice	Montant restant à provisionner

(1) Il s'agit des provisions figurant dans le tableau précédent « Etat des provisions » qui font l'objet d'un étalement, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	B4

ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats anticipés ou définitifs de l'exercice précédent.

(4) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.

(5) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(6) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(7) Indiquer le chapitre.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PRETS	B6

Prêts (compte 274)

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 01/01/N	Montant de l'annuité à recouvrer		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
Assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00	0,00	0,00
Non assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00		

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.1

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS DONNES

Article		Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 01/01/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
8015	**Emprunts garantis (1)**	0,00	0,00	
8016	**Contrats de crédit-bail (2)**	0,00	0,00	0,00
8017	**Subvention à verser en annuité (3)**	0,00	0,00	0,00
8018	**Autres engagements donnés**			
	Marchés de partenariat (4)		0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics (3)	0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (3)	0,00	0,00	0,00
	Dans le cadre d'une délégation de service public (3)	0,00	0,00	0,00
	Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00

(1) A compléter depuis l'état des emprunts garantis.

(2) A compléter depuis l'état des contrats de crédit-bail.

(3) A compléter depuis l'état des autres engagements données.

(4) A compléter depuis l'état des marchés de partenariat.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.2

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS RECUS (1)

Article		Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 01/01/N	Annuité à recevoir au cours de l'exercice
8026	**Redevance de crédit-bail à recevoir (crédit-bail immobilier)**	0,00	0,00	0,00
8027	**Subvention à recevoir par annuité**	0,00	0,00	0,00
8028	**Autres engagements reçus**			
	Recette grevée d'affectation spéciale (2)		0,00	
	Engagements reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00

(1) A remplir depuis l'état relatif aux autres engagements reçus.

(2) A remplir depuis l'état relatif aux recettes grevées d'affectation spéciale. Le montant de la créance en capital au 01/01/N correspond au reste à employer au 01/01/N, l'annuité à recevoir au cours de l'exercice correspond au solde entre les restes à employer au 01/01/N et les restes à employer au 31/12/N.

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN

IV

B7.3

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00											0,00	0,00
TOTAL GENERAL					0,00	0,00											0,00	0,00

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; B : bimestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.4

CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio (1)	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A + B + C - D**	**0,00**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**78 792,00**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)	**I / II**	**0,00**

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-1 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.5

ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL RESTANT A COURIR (MOBILIER ET IMMOBILIER)

Type et nature du bien ayant fait l'objet du contrat	Exercice d'origine du contrat	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat (en mois)	Montant de la redevance de l'exercice	Montant de la redevance sur la totalité du contrat	Montant des redevances restant à courir					
						N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant (exercice N+5 et suivants)	Total (1)
Crédits-bails mobiliers					0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits-bails immobiliers				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + cumul restant.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.6

ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT

Libellé du contrat	Année de signature du marché	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le marché	Durée du marché (en mois)	Date fin de marché	Date mise en service équipement	Montant total prévu au titre du marché (TTC)	Annuité versée sur l'exercice	Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (3)				
									Part investissement		Part fonctionnement II	Part financement III	TOTAL I + II + III
									Part totale (4)	Dont part nette (5) I			
Marchés de partenariat (1)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchés globaux de performance énergétiques avec tiers de financement (2)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Article L. 1112-1 du Code de la commande publique

(2) Article 1er de la loi n° 2023-222 du 30 mars 2023

(3) Montant de la rémunération restant à verser au 01/01/N

(4) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 01/01/N

(5) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.7

ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale

Libellé (1)	Restes à employer au 01/01/N	Montant recettes	Montant dépenses	Restes à employer au 31/12/N
Total	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Par exemple, taxe d'aménagement, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles la collectivité souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.

(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.

(3) Reste à employer au 31/12/N = reste à employer au 01/01/N + total recettes de l'exercice – total dépenses de l'exercice.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.8

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 1/1/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des délégations de service public					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital au 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.9

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 01/01/N	Annuité à recevoir au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)					0,00	0,00	0,00
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – SUBVENTIONS VERSEES	B8

SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
INVESTISSEMENT (total)					0,00
FONCTIONNEMENT (total)					0,00

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versée la subvention.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 412-5 du CGFP et du décret n° 2022-48 du 21 janvier 2022		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE TECHNIQUE (c)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément aux cadres d'emploi applicables à la fonction publique territoriale. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année : ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1).
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3) (4)				
Détention d'une part du capital				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée…).

(4) Les délégations pour lesquelles un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements donnés.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT	B11.1

LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COLLECTIVITE

DESIGNATION DES ORGANISMES	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
EPCI			
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES	B11.2

LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES

Catégorie d'établissement (1)	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE	B11.3

LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services (1)	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**81 380,25**	**81 380,25**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**81 380,25**	**81 380,25**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Affectation au 1068 (C)	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**81 380,25**	**81 380,25**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**81 380,25**	**81 380,25**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Propositions nouvelles	Vote
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	**0,00**	**0,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	**0,00**	**0,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**0,00**	**0,00**

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Les RAR étant intégrés au calcul des ressources propres provenant des exercices antérieurs, seuls les crédits de l'exercice sont à inscrire. Le détail des crédits est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**0,00**	**I 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**0,00**	**III** **0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		**0,00**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
29…	*Dépréciations des immobilisations*		
31…	*Matières premières (et fournitures) (5)*		
33…	*En-cours de production de biens (5)*		
35…	*Stocks de produits (5)*		
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*		
59…	*Dépréciation des comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	D1

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION SERVICES FERROVIAIRES REGIONAUX DE VOYAGEURS – VOLET 1 : BUDGET	D2.1

VOLET 1 – BUDGETAIRE (circulaire n° LBL/B/03/10082/C du 11 décembre 2003)

DEPENSES			RECETTES		
FONCTIONNEMENT	**Chapitre**	**Montant**	**FONCTIONNEMENT**	**Chapitre**	**Montant**
Contribution régionale d'équilibre d'exploitation TTC		0,00	Compensation financière versée par l'Etat au titre de l'exploitation		0,00
Autres		0,00	Compensation financière au titre des tarifs sociaux fixés par l'Etat		0,00
			Matériel		0,00
Sous-total Fonctionnement		**0,00**	**Sous-total Fonctionnement**	(B)	**0,00**

INVESTISSEMENT	**Chapitre**	**Montant**			
Matériel		0,00			
Autres		0,00			
Sous-total Investissement		**0,00**	**Effort propre de la Région (A – B)**	(C)	**0,00**

TOTAL DEPENSES	(A)	**0,00**	**TOTAL RECETTES (B + C)**	**0,00**

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION SERVICES FERROVIAIRES REGIONAUX DE VOYAGEURS – VOLET 2 : COMPTE D'EXPLOITATION	D2.2

Volet 2 – Compte TER SNCF (1) par la collectivité (circulaire n°LBL/B/03/10082/C du 11 décembre 2003)

Produits d'exploitation courante :	
Produits du trafic	0,00
Produits annexes au trafic	0,00
Compensations des réductions tarifaires	0,00
Travaux pour Tiers	0,00
Produits hors trafic	0,00
Total chiffre d'affaires	**0,00**
Versements des Collectivités	0,00
Production immobilisée et stockée	0,00
Total produits d'exploitation courante	**0,00**

Charges d'exploitation courante :	
Personnel – Masse salariale	0,00
Consommations intermédiaires	0,00
Péage RFF	0,00
Impôts, taxes et versements assimilés	0,00
Total charges d'exploitation courante	**0,00**

Facturations majeures :	
Achats stockés	0,00
Impôts et taxes hors FAP	0,00
Maintenance matériel roulant	0,00
Traction trains, conduite et logistique	0,00
Echange de locomotives entre Activités	0,00
Energie de traction électrique	0,00
Energie de traction diesel	0,00
Entretien/maintenance des installations fixes	0,00
Prestations télécoms	0,00
Echange de matériel roulant entre Activités	0,00
Prestations trains	0,00
Contribution de service Activité Gare	0,00
Transport en service	0,00
Total facturations majeures	**0,00**
Prestations de main d'œuvre inter-domaines :	0,00
- Dont Etablissements autres que EEX	0,00
- Dont Etablissements EEX	0,00
Autres facturations	0,00

Total facturations internes	**0,00**
TOTAL CHARGES (2)	**0,00**

Contributions aux ECE	0,00

EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (3)	**0,00**

Dotations aux amortissements	0,00
Reprise de subvention et écart de réévaluation	0,00
Variation des provisions/transfert de charges	0,00
Autres produits et charges de gestion courante	0,00
Total dotations, reprises, transferts et autres	**0,00**

RESULTAT D'EXPLOITATION (4)	**0,00**

Résultat financier	0,00

RESULTAT COURANT (5)	**0,00**

Résultat spécifique	0,00

RESULTAT NET (6)	**0,00**

(1) A compléter par « approuvé » ou « non approuvé ».

(2) Total charges = total charges d'exploitation courante + total facturations majeures + total facturations internes.

(3) Excédent brut d'exploitation = total produits d'exploitation courante – total charges.

(4) Résultat d'exploitation = excédent brut d'exploitation – contribution aux ECE - total dotations, reprises, transferts et autres.

(5) Résultat courant = résultat d'exploitation + résultat financier.

(6) Résultat net = résultat courant + résultat spécifique.

Cette annexe correspond au modèle de présentation du compte d'exploitation figurant dans la convention SNCF, elle est donc susceptible de subir des modifications à l'initiative de la SNCF.

IV – ANNEXES — IV

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DES CONTRIBUTIONS — D3

Libellés		Base notifiée (si connue à la date de vote)	Variation de la base / (N-1) (%)	Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources							
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources							
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources							
TFPB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TFPNB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
CFE		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		**0,00**	**0,00**			**0,00**	**0,00**

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM	D4.1

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Acquisitions d'immobilisations		**0,00**
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		**0,00**
Autres dépenses éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
Total des dépenses réelles		**0,00**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Souscription d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Dotations et subventions reçues		**0,00**
Autres recettes éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**
Total des recettes réelles		**0,00**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
021	***Virement de la section de fonctionnement (3)***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la collectivité ou l'établissement.

(3) Montant des recettes de fonctionnement transféré en investissement pour le financement des dépenses d'investissement afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM	D4.2

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		0,00
042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
023	*Virement à la section d'investissement (4)*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
Recettes issues de la TEOM		0,00
Dotations et participations reçues		0,00
Autres recettes de fonctionnement éventuelles		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (3)	0,00

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
Total des recettes réelles		**0,00**
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la collectivité ou l'établissement.

(3) Si la collectivité ou l'établissement applique les provisions semi-budgétaires.

(4) Montant des recettes de fonctionnement transféré en investissement pour le financement des dépenses d'investissement afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN **ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION DE FONCTIONNEMENT**	**D5.1**

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT	D5.2

Cet état ne contient pas d'information.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 89
Nombre de membres présents : 55
Nombre de suffrages exprimés : 74
VOTES :
Pour : 73
Contre : 1
Abstentions : 0

Date de convocation : 31/01/2026

Présenté par Le Président (1),
A Sisteron, le 13/02/2026

Délibéré par l'assemblée le Conseil Communautaire(2), réunie en session Ordinaire
A Sisteron, le 13/02/2026
Les membres de l'assemblée délibérante le Conseil Communautaire (2),(3).

.

AUTHON - RAHON Alain	
BARRET SUR MEOUGE - ARMAND Annick	
BAYONS - RIOTON Régis	
BELLAFAIRE - CAVEING Bernard	
CHANOUSSE - MATHIEU Alain	
CHÂTEAUFORT - DEMONTIS Geneviève	
CLAMENSANE - VAUTRIN Emilie	
ENTREPIERRES - CHEILAN Florence	
EOURRES - YAFFEE Caroline	
ETOILE ST CYRICE - FONFREYDE Frédérique	
FAUCON DU CAIRE - ZUNINO Robert	
GARDE COLOMBE - DURANCEAU Damien	
GIGORS - MAGAUD Gérard	
L'EPINE - DELAUP Luc	
LA BATIE MONTSALEON - D'HEILLY Alain	
LA MOTTE DU CAIRE - FRANCOU Jérôme procuration à G. GARCIN	
LA PIARRE - DEPEYRE Elisabeth	
LABOREL - MAOUI Renée	
LACHAU - MAGNUS Philippe	

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

LARAGNE MONTEGLIN - BRUN Maurice	
LARAGNE MONTEGLIN - DUPRAT Jean-Marc	
LARAGNE MONTEGLIN - GARCIN Martine	
LARAGNE MONTEGLIN - JOANNET Michel	
LARAGNE MONTEGLIN - LAMONTRE-MOULIN I.	
LARAGNE MONTEGLIN - MAFFREN M.	
LARAGNE MONTEGLIN - SEINTURIER Pierre	
LARAGNE MONTEGLIN - TRUPHEME Anne	
LAZER - GUIEU André procuration à R. MAOUI	
LE BERSAC - DROUILLARD Dominique procuration à A. D'HEILLY	
LE CAIRE - MAGNAN Jean-Michel	
LE POET - PAPEGAY Georges	
MELVE - BORCHI Jean-Christian procuration à JM. MAGNAN	
MEREUIL - REYNAUD-FREY Annick	
MISON - GAY Robert	
MISON - RICHAUD Maryline	
MONETIER ALLEMONT - OLIVE Ghislaine	
MONTCLUS - DESREUMAUX Catherine procuration à V. ARLAUD	
MONTJAY - MOSTACHETTI Gilles	
MONTROND - ROUMIEU Alain	
MOYDANS - DUFOUR Marie-José	
NIBLES - LACHAMP Jean-Jacques	
NOSSAGE ET BENEVENT - ESPITALLIER Martial	
ORPIERRE - CREMILLIEUX Gilles	
RIBEYRET - REYNAUD-DELAUP Christiane procuration à L. DELAUP	
ROSANS - TARDY Lionel	
SAINT ANDRE DE ROSANS - LIOTARD Cécile	
SAINT GENIEZ - CHABRAND Olivier	
SAINT PIERRE AVEZ - ARMAND Florent procuration à E. DEGUILLAME	

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

SAINTE COLOMBE - ROUX Jean-Pierre procuration à A. REYNAUD-FREY	
SALEON - LOMBARD Pascal	
SALERANS - DEGUILLAME Eric	
SAVOURNON - ROLLAND Michel	
SERRES - ARLAUD Véronique	
SERRES - MAYER Arlette	
SERRES - ROUIT Daniel	
SIGOTTIER - DEPEYRE Jean	
SIGOYER - HERNANDEZ Michel	
SISTERON - BOY Jean-Pierre procuration à JL. CLEMENT	
SISTERON - CLARES Patrick procuration à N. PELOUX	
SISTERON - CLEMENT Jean-Louis	
SISTERON - CODOUL Bernard	
SISTERON - DERDICHE Cyril	
SISTERON - GARCIN Françoise	
SISTERON - GHERBI Christiane procuration à B. CODOUL	
SISTERON - JAFFRE Sylvain	
SISTERON - LAUGIER Nicolas procuration à F. GARCIN	
SISTERON - LOUVION Cécilia	
SISTERON - PELOUX Nicole	
SISTERON - PERARD Franck procuration à JP. TEMPLIER	
SISTERON - REYNIER Christine	
SISTERON - SCHMALTZ Emilie procuration à C. REYNIER	
SISTERON - SEBANI Stéphanie procuration à S. JAFFRE	
SISTERON - SPAGNOU Daniel	
SISTERON - TEMPLIER Jean-Pierre	
SISTERON - TOUCHE Christiane	
SORBIERS - RABASSE Yves	
THEZE - GARCIN Gérôme	

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

TRESCLEOUX - SCHÜLER Jean	
TURRIERS - SIGAUD Jean-Yves	
UPAIX - MARTIN Florent	
VAL BUËCH MEOUGE - ALLIROL Béatrice	
VAL BUËCH MEOUGE - MOULLET Grégory procuration à G. NICOLAS	
VAL BUËCH MEOUGE - NICOLAS Gérard	
VALAVOIRE - MIRAN Hervé	
VALDOULE - TENOUX Gérard	
VALERNES - PIK Jean-Christophe	
VAUMEILH - COLLOMBON Elisabeth	
VENTAVON - MORENO Juan procuration à F. MARTIN	
VILLEBOIS-LES-PINS - ROUX Marianne	

Certifié exécutoire par Le Président (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le 26/02/2026, et de la publication le 26/02/2026

A Sisteron, le 26/02/2026

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de …, de la Collectivité territoriale unique de …, de la métropole de …, du Conseil syndical de …

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26a-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch

SISTERONAIS-BUËCH

SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE DU

LISTE DES PIECES

0

0_Pièces administratives

0.1 _ Délibérations

1

1_Projet d'aménagement Stratégique

2

2_Document d'Orientations et d'Objectifs

2.1 _ DOO

2.2 _ Annexe cartographique

Annexes

Annexe 1.0 _ Diagnostic Carnet 0 - Introduction

Annexe 1.1 _ Diagnostic Carnet 1

Annexe 1.2 _ Diagnostic Carnet 2

Annexe 1.3 _ Diagnostic Carnet 3

Annexe 2 _ Justifications des choix

Annexe 3 _ Evaluation environnementale

Annexe 4 _ Résumé non technique

Annexe 5 _ Atlas de la Trame Verte et Bleue

Annexe 6 - Indicateurs de suivi

Annexe 7 - Programme d'Actions

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26a-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

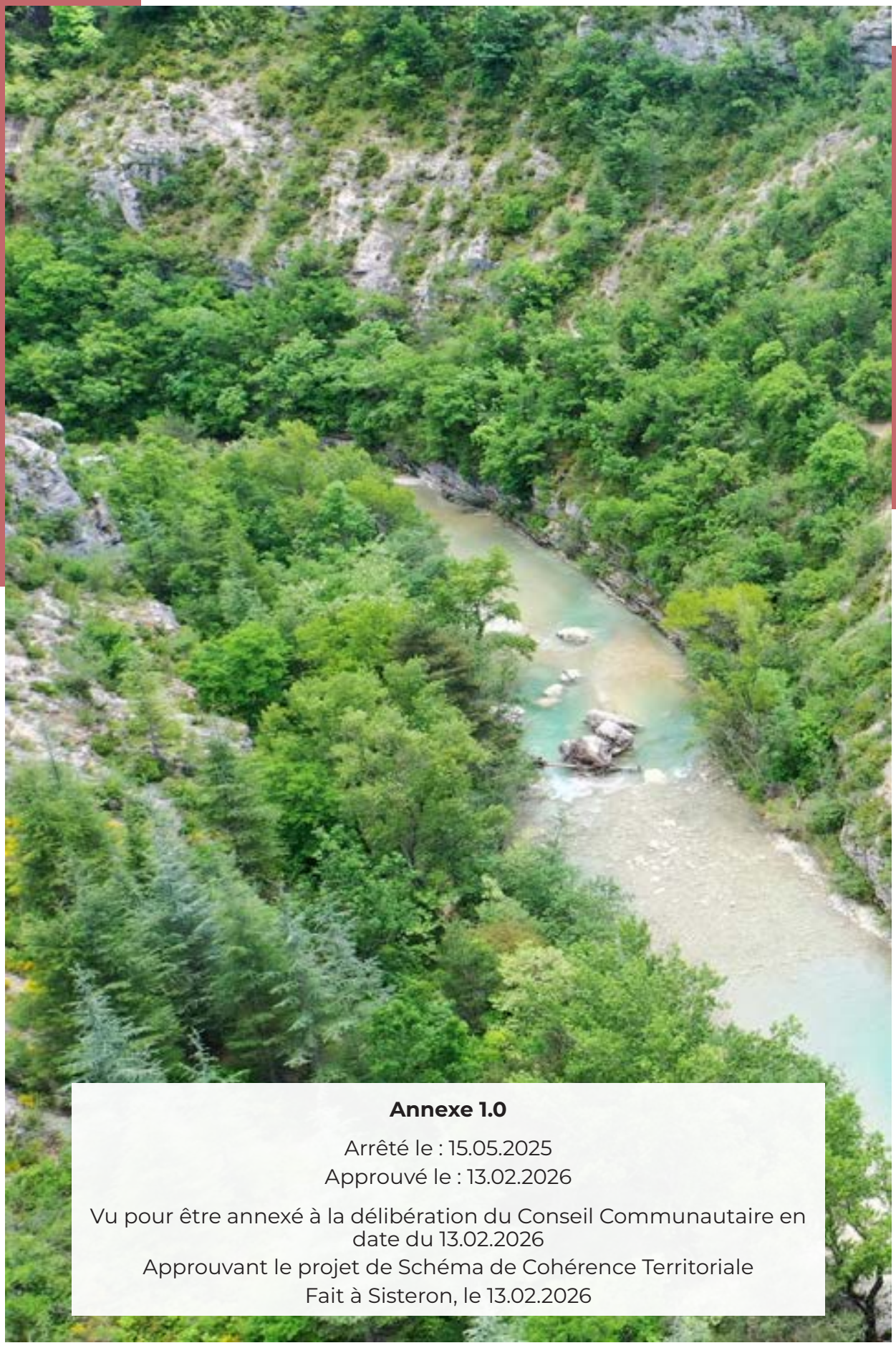
Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch

SISTERONAIS-BUËCH

SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE DU

INTRODUCTION

DIAGNOSTIC



Annexe 1.0

Arrêté le : 15.05.2025
Approuvé le : 13.02.2026

Vu pour être annexé à la délibération du Conseil Communautaire en date du 13.02.2026
Approuvant le projet de Schéma de Cohérence Territoriale
Fait à Sisteron, le 13.02.2026

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26a-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

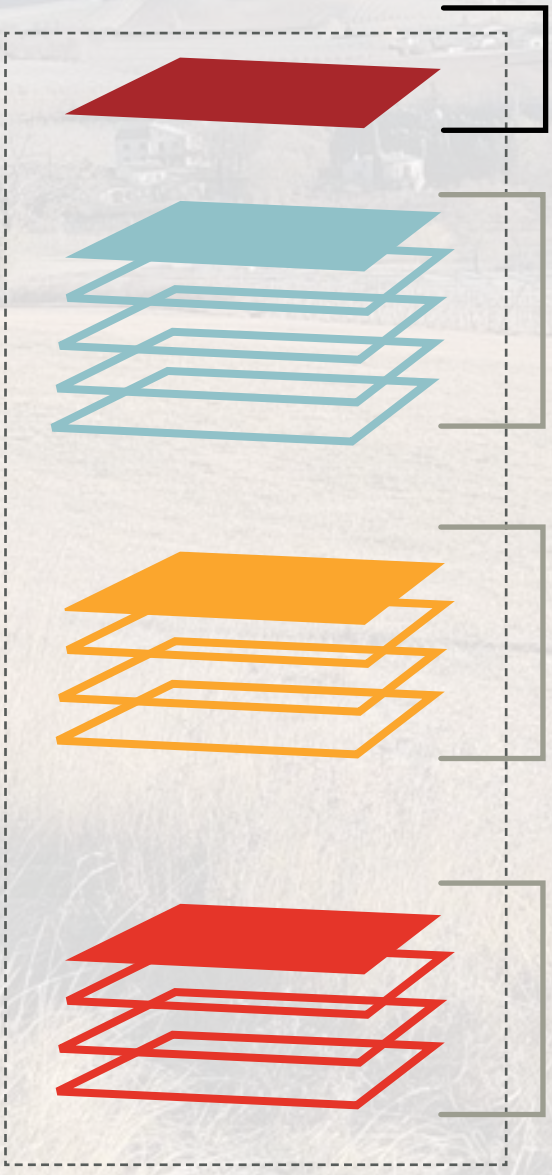
UN DIAGNOSTIC, POURQUOI?

> Pour mettre en évidence des éléments qui relient les 60 communes du Sisteronais-Buëch,
> Analyser les raisons d'un attachement du Sisteronais-Buëch à son environnement,
> Et comprendre les enjeux auxquels le territoire doit faire face.

RÉALISÉ COMMENT ?

> Par des explorations territoriales ;
> Des rencontres avec les actrices et acteurs du territoire ;
> Des ateliers avec élues, élus, habitantes et habitants ;
> Un Bus Tour de trois jours avec les élues et élus ;
> Des échanges avec les techniciennes et techniciens.

COMMENT LE LIRE ?



INTRODUCTION
ENTRE ALPES ET PROVENCE, LE SISTERONAIS-BUËCH, TERRITOIRE DE TRANSITIONS

CARNET 1
UN TERRITOIRE AUX CARACTÈRES NATURELS AFFIRMÉS

CARNET 2
DES TERRITOIRES LIÉS

CARNET 3
UN TERRITOIRE D'IDENTITÉS

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26a-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



INTRODUCTION

ENTRE ALPES ET PROVENCE, LE SISTERONAIS-BUËCH, **TERRITOIRE DE TRANSITIONS**



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26a-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

UNE INTERFACE ADMINISTRATIVE

La Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch …

La Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch (CCSB), est créée le 1er janvier 2017 sous l'impulsion de la loi NOTRe. Elle est issue du regroupement de 7 communautés de communes et comprend aujourd'hui 60 communes. À ce titre, elle est dite de type « XXL », selon les termes de l'Assemblée des Communes de France.

Afin de maintenir un lien avec les territoires des anciennes intercommunalités, la Communauté de Communes s'est répartie sur l'ensemble du territoire. Le siège de la collectivité est situé à Sisteron et 4 autres pôles sont répartis dans d'autres communes :
- Serres : services à la population et aides aux communes, EFS, services techniques et administratifs à disposition des communes
- Garde Colombe : pôle environnement
- Lazer : pôle administration générale
- La Motte-du-Caire : transports scolaires
- Sisteron : siège de l'intercommunalité, pôle technique, pôle attractivité du territoire et pôle finance.

… au carrefour de limites administratives

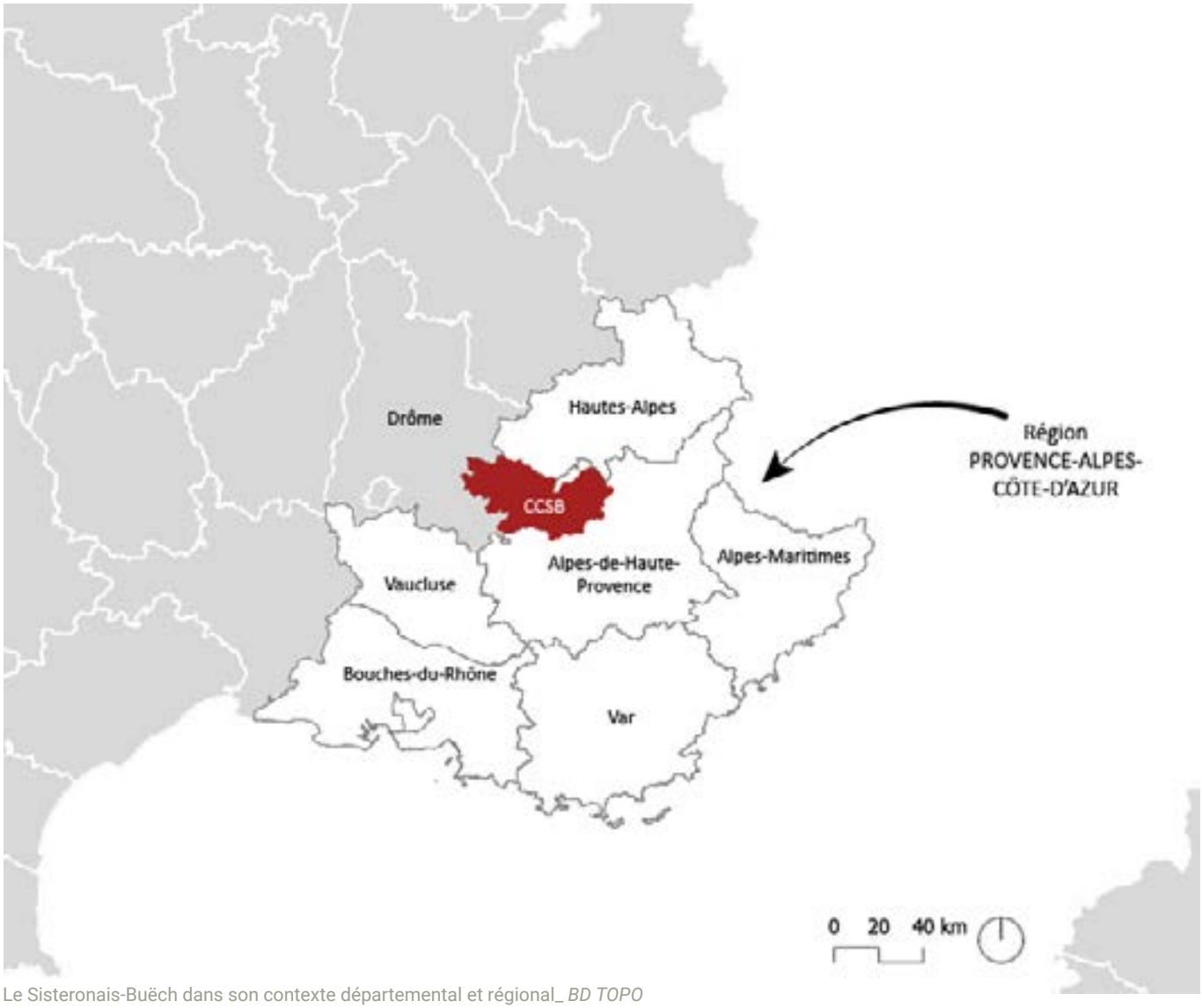
Le territoire du SCoT comporte des particularités dans le paysage institutionnel local. Il s'étend sur trois départements:
_ les Hautes-Alpes (36 communes)
_ les Alpes-de-Haute-Provence (21 communes)
_ la Drôme (3 communes) ;

et deux régions :
_ Provence-Alpes-Côte-d'Azur
_ Auvergne-Rhône-Alpes

Ces particularités sont nourries par la multiplicité des acteurs et partenaires à mobiliser pour mettre en place des projets (PNR des Baronnies provençales, chambres consulaires, Agences de développement, Préfectures…), et la récolte de données statistiques et cartographiques, permettant de caractériser le territoire et de le situer dans un contexte plus large. Mais la mobilisation des différents acteurs dans le cadre du SCoT a permis de pallier ces difficultés.



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26a-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



Le Sisteronais-Buëch dans son contexte départemental et régional_ *BD TOPO*



Le Sisteronais-Buëch intégré dans le Parc Naturel Régional des Baronnies provençales_2025

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26a-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

LE SISTERONAIS-BUËCH, DANS SON ENVIRONNEMENT RÉGIONAL

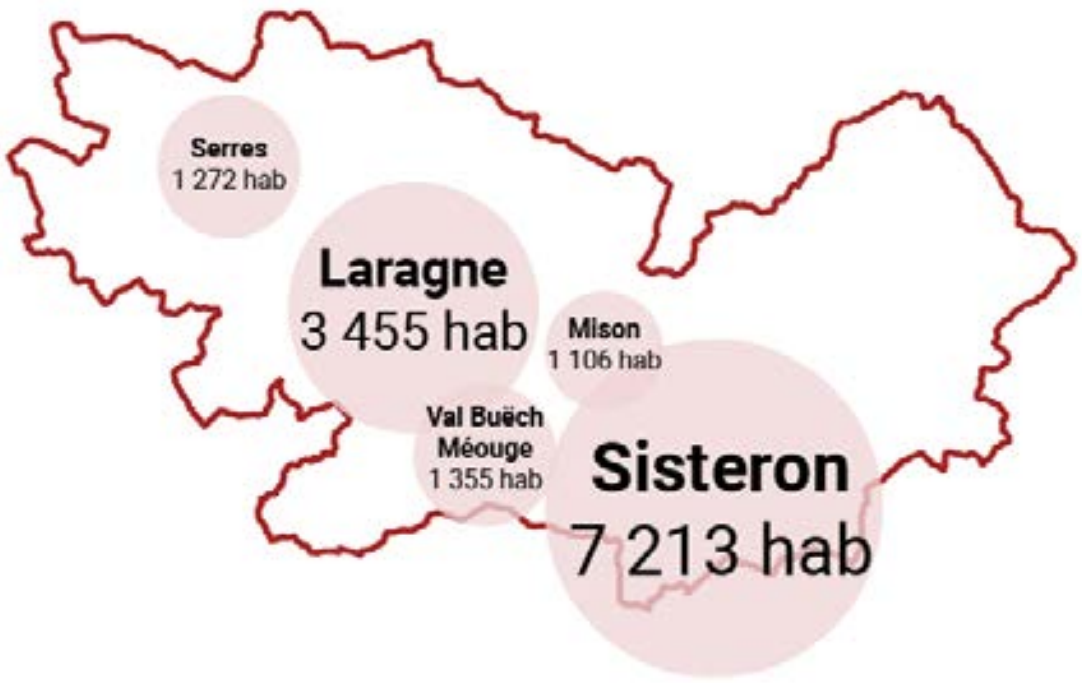
Un territoire faiblement occupé, au cœur d'un réseau de villes intermédiaires

La Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch s'étend sur un vaste territoire où la densité de population est très faible, à l'instar d'autres espaces en France (Sud Vercors, Cévennes, Nord des Landes, Creuse, …).

Sa densité de population n'atteint pas 17 habitants/km², en deçà des moyennes départementales des Hautes-Alpes (25,5 hab./km²) et des Alpes-de-Haute-Provence (23,7 hab/km²), classés pourtant parmi les 10 départements les moins densément peuplés en France.

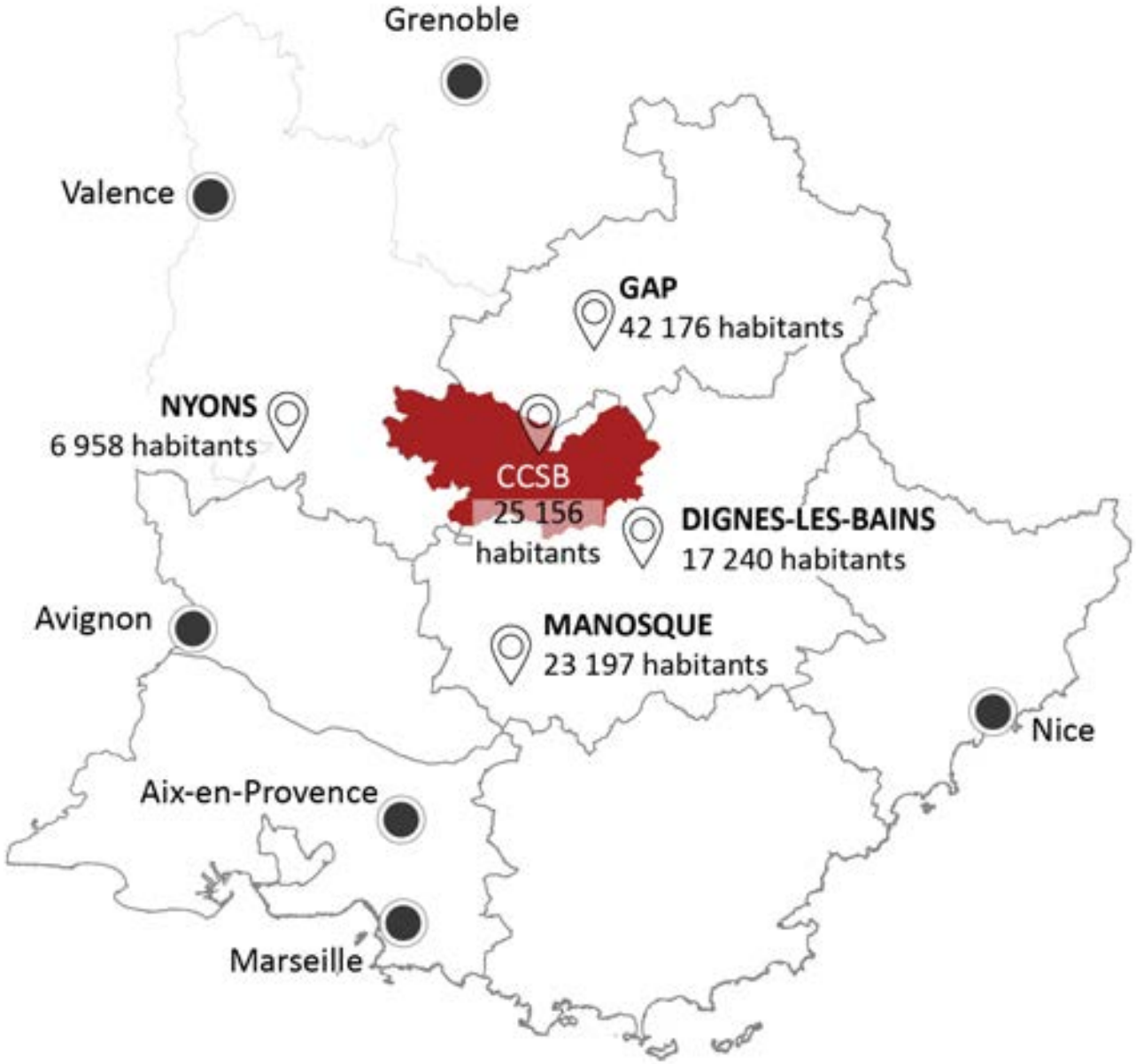
Sa « ruralité », influencée par sa taille (1 488 km²) et l'omniprésence des grands espaces naturels et agricoles, s'illustre par l'éloignement vis-à-vis des services qu'accueille un réseau de villes de rang « intermédiaire », toutes à plus de 30 minutes en voiture de la CCSB.

La ruralité s'exprime donc bien au-delà des seules limites de l'intercommunalité, malgré la présence de ce réseau urbain voisin. Hormis Gap, il n'impacte pas fortement le fonctionnement du bassin de vie du Sisteronais-Buëch. Notamment en raison de Sisteron, agglomération au rayonnement régional, le territoire présente une relative autonomie vis-à-vis des équipements et services de proximité.



Les cinq communes les plus peuplées de l'intercommunalité_ *INSEE 2018*

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26a-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



Un territoire localisé au cœur d'un réseau de villes intermédiaires_ *INSEE 2018, BD TOPO*

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26a-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Un territoire de transit, relativement bien connecté au reste de la Région

« Si éloigné, et à la fois si proche » pourrait-on dire de la situation géographique du territoire de la Communauté de Communes. Certes, elle n'est pas localisée « à l'ombre portée d'une Métropole régionale » qui lui offrirait une attractivité par défaut.

La situation est plutôt celle du territoire devant relever le défi de fonctionner en « autonomie », dans un contexte de massification des installations ou de réorganisation des services à la population ou des équipements publics.

Éloigné des métropoles, le territoire n'en est pas pour autant déconnecté. La présence d'infrastructures routières majeures (A51, D 1075, D 994, D1085), le rapproche à moins de deux heures des principales agglomérations régionales. Selon la localité de départ, la Métropole Aix-Marseille est à peine à plus d'une heure.

Le territoire constitue également un lieu de flux importants, en tant qu'alternative à la vallée du Rhône pour le transit nord-sud et un axe est-ouest entre les Hautes-Alpes et la moyenne vallée du Rhône (D994).

La connexion relativement aisée de ce territoire vaste et peu peuplé aux métropoles régionales voisines a des effets non négligeables : une captation de la population locale vers les équipements structurants, mais aussi une « proximité » des métropoles permettant de renforcer le rôle du territoire en matière de villégiature.

Un territoire soumis à une forte concurrence à ses marges

Le territoire du Sisteronais-Buëch est marqué par ses grands espaces vierges, sa diversité et ses grandes qualités paysagères. Ils constituent à l'évidence des atouts en terme de cadre et de qualité de vie au quotidien (facteur d'attractivité important pour attirer de nouveaux arrivants) ou comme arguments de la promotion touristique.

Malgré ce constat très favorable, peut-il constituer à l'échelle régionale un élément différenciant vis-à-vis des territoires limitrophes ?

La carte ci-contre fait état de ces territoires qui constituent également des lieux remarquables au regard de leur patrimoine paysager, de leur cadre de vie, de leur culture, voire d'autres atouts (comme les sports d'hiver).

Ainsi, comparé aux entités voisines, le territoire du Sisteronais-Buëch :

- pourrait être perçu comme un concentré de toutes ces entités, en jouant sur la diversité de ses paysages pour en faire un véritable argument d'attractivité ;
- peut constituer une base de départ pour un tourisme itinérant « en direction » de tous ces lieux emblématiques.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26a-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



Les distances entre le Sisteronais-Buëch et les villes principales alentours_*Google Map*



Des lieux remarquables dans les territoires alentours_*Carte IGN*

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26a-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

COMMENT DÉCRIRE CE TERRITOIRE-INTERFACE ?

Le Sisteronais-Buëch est un territoire de/en transition, entre mer et montagne, aux confins d'entités administratives, culturelles, géographiques et paysagères de la Provence et du Dauphiné. Il connait de nombreuses transformations, opérant tant sur ses caractéristiques intrinsèques que sur les relations qu'il entretient avec les territoires voisins.

Nous proposons d'apprécier la multiplicité de ces dynamiques au moyen de trois carnets et de trois sujets d'attention.

Le premier carnet étudie les relations entre les installations humaines et **le socle naturel.**

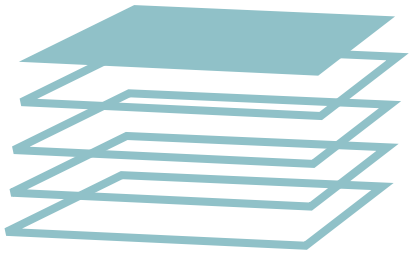
Le second s'attarde davantage sur les relations entre **les activités humaines** et sur la différenciation des espaces d'accueil de ces activités.

Le dernier décrit les relations entre les habitants du territoire, leurs modes de vie et **le cadre bâti** qui les accueille.



INTRODUCTION

ENTRE ALPES ET PROVENCE, LE SISTERONAIS-BUËCH, TERRITOIRE DE TRANSITIONS



CARNET 1

UN TERRITOIRE AUX CARACTÈRES NATURELS AFFIRMÉS



CARNET 2

DES TERRITOIRES LIÉS



CARNET 3

UN TERRITOIRE D'IDENTITÉS

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26a-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

La Communauté de Communes étant relativement récente, les synergies entre les entités du territoire ne semblent pas toujours évidentes. Le diagnostic s'attache à rassembler les différentes communes et témoigner des éléments qui les lient.

Il a été conçu en donnant une parole significative aux élus et acteurs lors d'entretiens, visites et ateliers.

Afin de proposer une lecture simplifiée et accessible, il se compose de différents carnets et feuillets. Chacun peut se lire indépendamment, proposant des pistes de réflexions à partir des constats relevés. Ce format vise une facilité de lecture et de compréhension des enjeux sur lesquels les élus vont être amenés, dans le cadre de ce SCoT, à réfléchir.

Dans ces différents documents, un logo Ecovia vous renvoie à la lecture de l'Etat Initial de l'Environnement pour un complément d'informations.

Parmi les différentes thématiques abordées, l'agriculture est omniprésente. Le monde agricole tient une place prépondérante, tant dans les dynamiques sociologiques, paysagères, qu'économiques, architecturales et démographiques. Cette thématique se décline donc dans tous les carnets.



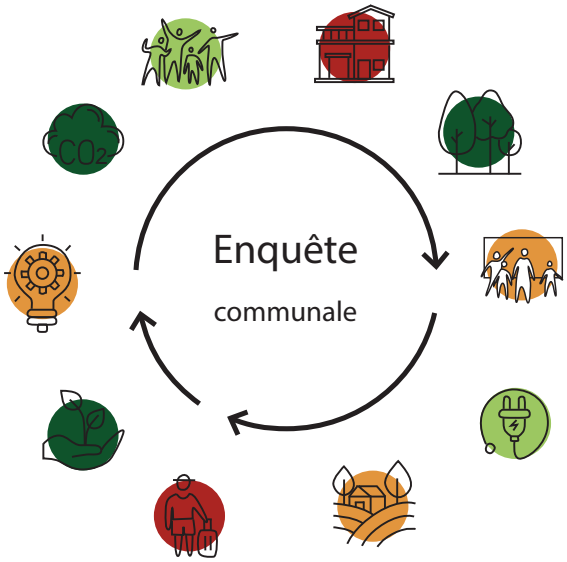
Lors du Bus Tour, les élus ont rencontré des acteurs qui font vivre le territoire, comme ici, au sein de l'entreprise Electravia, installée à Vaumeilh _ Présentation des locaux par Jérémie Buiatti, un des fondateurs _ SCoT Tour, 7-8-9 mars 2022.



Des ateliers ont permis de faire interagir des acteurs divers autour du territoire et des enjeux qui l'animent.
Conversations territoriales_ 29 avril 2022

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26a-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

LA PAROLE DONNÉE AUX ÉLUS ET ACTEURS DU TERRITOIRE

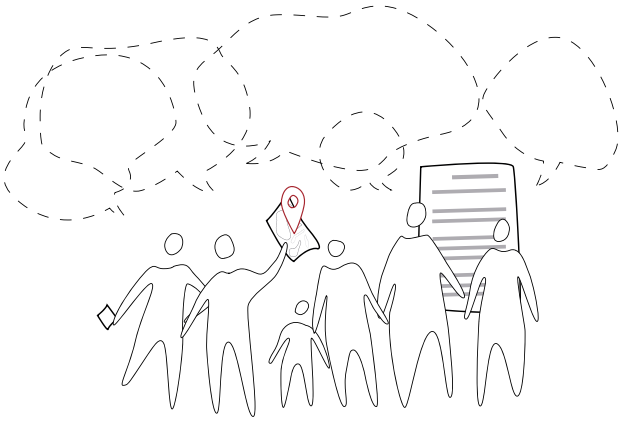


Un retour individuel de chaque commune

Un questionnaire a été envoyé à chaque commune afin qu'individuellement, elles puissent apporter des informations sur ses acquis et objectifs, informer des projets en cours, ainsi que donner leur avis.

Les informations récoltées permettent d'agrémenter le diagnostic par la lecture d'enjeux partagés et des projets similaires. Elles mettent également en évidence des réalités et prises de position diverses selon les profils communaux. Ces questionnaires constituent une base de données qui saura alimenter l'ensemble du SCoT.

Les communes ont répondu à une série de questions ciblées sur des thèmes variés: population, logement, qualité de vie, économie, paysage, etc. Les communes sont partagées sur plusieurs sujets. Il faut prendre en compte la différence de taille et de population qui jouent sur les réponses formulées.



Similitudes et divergences

Selon les communes interrogées, la population a correctement évolué ces dix dernières années. Trois quart souhaitent poursuivre un développement modéré, et un quart aspire à une stabilité avec un renouvellement de la population.

De manière générale, les communes témoignent d'un besoin en logement, en location et accessibilité foncière. Si l'habitat individuel est privilégié, d'autres formes sont encouragées. Leur stratégie, pour attirer de nouveaux ménages, s'appuie en premier lieu par la qualité du paysage et du patrimoine, suivi du prix du foncier. Les objectifs de développement foncier reste mesurés avec 47% des communes qui projettent moins d'un hectare d'extension pour l'habitat, les équipements et les activités.

La moitié des communes estiment avoir un centre-bourg attractif, parfois richement doté de services et de commerces. Les plus petites communes témoignent en revanche d'une attractivité plus restreinte, et d'une dépendance aux bourgs voisins. Afin d'améliorer leurs offres auprès de la population, certains commerces comme la boulangerie (signifiée par 14 communes), une épicerie / multiservices ou un accès à un poste infirmier seraient appréciés. A l'exception de Sisteron, les communes complètent leur offre dans les communes de l'intercommunalité (Sisteron, Laragne, Serres et La-Motte-Du-Caire principalement) et des territoires voisins (Gap, Veynes, Verclause, Remollon ou encore

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26a-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Peipin) pour effectuer les achats et profiter des services. Les villes aux alentours sont notamment recherchées pour leurs accès aux services de santé, jugés en grande majorité insuffisants au sein de l'intercommunalité, et à l'éducation - un accès qui révèle de grandes disparités selon les communes.

Les difficultés quant à l'accessibilité sont un des sujets partagés. Les infrastructures routières sont satisfaisantes, mais les autres moyens de transport sont mitigés selon la localisation et la desserte, parfois inexistante. Le réseau de bus semble plus accessible et apprécié que le réseau ferroviaire, signifié comme insuffisant à 80%. Les réseaux de mobilités douces, surtout le réseau cyclable, sont également décrits comme insuffisants avec une préconisation de création des voies, et d'une sécurisation.

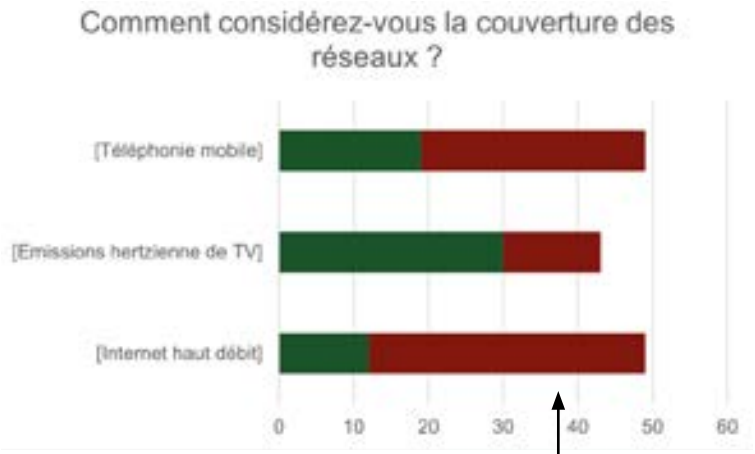


Analyse des réponses aux questionnaires, 2022

Comment jugez-vous l'évolution de ces secteurs économiques sur la CCSB ?



Analyse des réponses aux questionnaires, 2022



Analyse des réponses aux questionnaires, 2022

Axes de progression

Sur les questions économiques, la diversification de l'agriculture et sa valorisation est reconnue comme particulièrement positif, quand le maintien des services publics et le développement des industries basées sur les nouvelles technologies peuvent être largement revalorisés. Ces dernières auront besoin d'une couverture de réseau suffisante, un des axes d'amélioration pressenti.

Au sein des communes, les objectifs de développement, révélés par l'enquête, sont en majorité axés sur la valorisation des produits agricoles, notamment de grande qualité, et le tourisme à haute valeur ajoutée.

Les questionnaires ont permis d'entrevoir différents enjeux (les services de proximité, la mobilité, les projets communaux, le cadre de vie, la construction de nouveaux logement, l'accueil de nouveaux ménages, etc) qui se sont affinés lors de conversations territoriales.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26a-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Des conversations territoriales

L'un des ateliers proposés a permis de réunir différents profils d'acteur et des débattre autour de quatre thématiques :

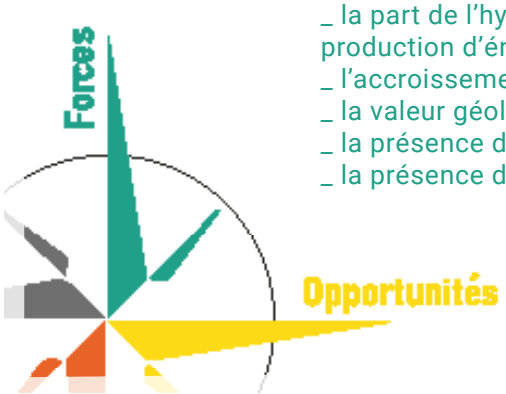
- la vie sur le territoire au fil des saisons
- les ruptures prévisibles et les capacités d'adaptation du territoire au changement climatique
- les atouts et limites d'une armature territoriale qui invite à se réinventer
- les marqueurs d'un territoire rural à haute qualité environnementale.

Les groupes constitués ont échangé durant plusieurs heures autour des dynamiques du territoire, à l'aide des chiffres qui leur étaient mis à disposition et des questions préparées pour animer les conversations.
Cet exercice a permis de faire émerger les forces, faiblesses, opportunités et menaces du territoire. L'ensemble de ces composants sont venus alimenter le diagnostic et contribue à la formulation du plan proposé.

Les lignes de force et des opportunités

La majorité des atouts énoncés est liée au cadre naturel qui donne un cadre de vie de qualité, une grande quantité de ressources et permet le développement d'activités. La construction d'une armature urbaine adaptée, qui prend en compte des contraintes géologiques et géographiques permet de valoriser ses potentiels, force de la CCSB. Le socle naturel semble également constituer la principale source d'opportunités.

Les dynamiques économiques donnent un caractère attractif au territoire, avec une économie de proximité, pluri activités et qui tend à développer la filière touristique. Le développement du digital et la création de synergies collectives semblent constituer des leviers d'action afin de renforcer l'économie territoriale.



_ la qualité de vie
_ le cadre de vie
_ la diversité des produits locaux (élevage, agriculture, artisanat)
_ des cours d'eau en bon état
_ une part importante du territoire en forêt, zones humides, surface en eaux et milieux naturels
_ une production en EnR
_ la part de l'hydrographie dans la production d'énergie verte
_ l'accroissement de l'agriculture bio
_ la valeur géologique du sol
_ la présence de carrières
_ la présence de PNR
_ un ensoleillement propice au développement du photovoltaïque
_ la présence des services publics
_ des centralités bien réparties et organisées
_ l'autoroute
_ le dynamisme et l'économie de proximité
_ l'attractivité du territoire
_ la présence de lignes ferroviaires
_ la diversité de l'offre touristique
_ la pluralité des activités
_ 2 communes labellisées Petites cités de caractère

_ la création de services à domicile à destination de la population vieillissante
_ création d'open-space sur les axes stratégiques pour le télétravail
_ l'emploi lié à l'activité touristique
_ le développement de la filière bois
_ développement du tourisme 'nature'
_ la vacance des logements
_ le réchauffement climatique l'attrait touristique
_ créer des réseaux et synergies collectives
_ la digitalisation et le développement de la fibre pour attirer de nouvelles populations

Regroupement des atouts et opportunités des 8 boussoles AFOM réalisées pendant les ateliers_ *Conversations territoriales, avril 2022*

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26a-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Des faiblesses et menaces : des défis à relever

L'exercice réalisé a mis en évidence les faiblesses et menaces qui constituent en partie les enjeux auxquels est confronté, ou sera confronté, le territoire.
Les inquiétudes sont tournées vers plusieurs catégories:
-l'aspect démographique: la population vieillissante induit une adaptation du fonctionnement du territoire et de ses propositions afin d'accompagner ces populations. Cela induit également un enjeu de renouvellement de la population au détriment d'une perte des services et équipements dédiés ;
- la mobilité ;
- l'économie : la transmission, l'accompagnement des filières qui s'appuient sur le socle naturel au regard des futures évolutions ;
- le logement : la réponse au besoin de logements adaptés aux revenus et attentes de chacun, la proposition en logement locatif saisonnier, la modernisation du parc ancien énergivore, etc.
-les dynamiques de construction : le développement anarchique des panneaux photovoltaïques ou grignotant sur les espaces naturels, la limitation de l'artificialisation, ...

_ un désert médical
_ une population vieillissante
_ la quantité d'eau prélevée par habitant
_ la quantité de GES émise par habitant
_ la consommation importante de l'énergie
_ les trois gares ferroviaires peu exploitées
_ l'importance du bâti énergivore
_ le peu d'industries
_ la baisse du nombre d'agriculteurs
_ la part importante des entreprises à transmettre dans les prochaines années
_ le réchauffement climatique
_ le photovoltaïque qui s'implante dans les espaces forestiers

_ la tension sur la consommation et les usages de l'eau
_ les crises économiques agricoles à venir
_ les difficultés de mobilité et l'accessibilité
_ le coût de l'énergie
_ le vieillissement de la population
_ les évolutions sociologiques
_ «Zéro artificialisation nette», un risque pour le territoire qui compte peu d'artificialisation et peut pénaliser l'accueil de nouveaux arrivants
_ la fermeture des services publics
_ le développement anarchique des énergies renouvelables
_ le manque de protection environnementale



_ les transports en commun inexistants sur les zones rurales
_ le réseau téléphonique et internet peu performant, voire inexistant
_ le manque d'industries
_ la mobilité dominée par l'usage de la voiture individuelle
_ les faibles revenus des résidents et le taux de pauvreté
_ le taux de chômage
_ la baisse des effectifs scolaires
_ peu de terres agricoles en raison du relief, de la forêt et de l'habitat
_ développement diffus de l'habitat : non maîtrisé par l'urbanisme. Constructions éparses et vacantes

_ la faible densité de
_ les voies de commu
_la concentration des
_ le logement
_ l'eau
_ le réseau de transpo aujourd'hui pour cons
_ le manque d'ent d'hôtels et de bistrots du pays
_ la faiblesse de l'offre locative saisonnière et des séjours touristiques courts

Regroupement des faiblesses et menaces des 8 boussoles AFOM réalisées pendant les ateliers_ *Conversations territoriales, avril 2022*

La construction du plan prend en compte les points d'intérêt relevés lors de ces conversations territoriales. Par exemple, il a été choisi de réaliser le carnet 1, première partie du diagnostic, en présentant le socle naturel, l'aspect le plus récurrent dans les atouts du territoire et les possibilités qu'il offre.

Certains sujets font l'objet d'un livret particulier comme la mobilité. Même si la notion d'accessibilité se retrouve dans l'ensemble du diagnostic, cette thématique est un enjeu très fort et quotidien pour les élus et la population de la CCSB. Un feuillet spécifique lui est consacré.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26a-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch



Annexe 1.0

Arrêté le : 15.05.2025
Approuvé le : 13.02.2026

Vu pour être annexé à la délibération du Conseil Communautaire en date du 13.02.2026
Approuvant le projet de Schéma de Cohérence Territoriale
Fait à Sisteron, le 13.02.2026

Cittànova

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26a-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

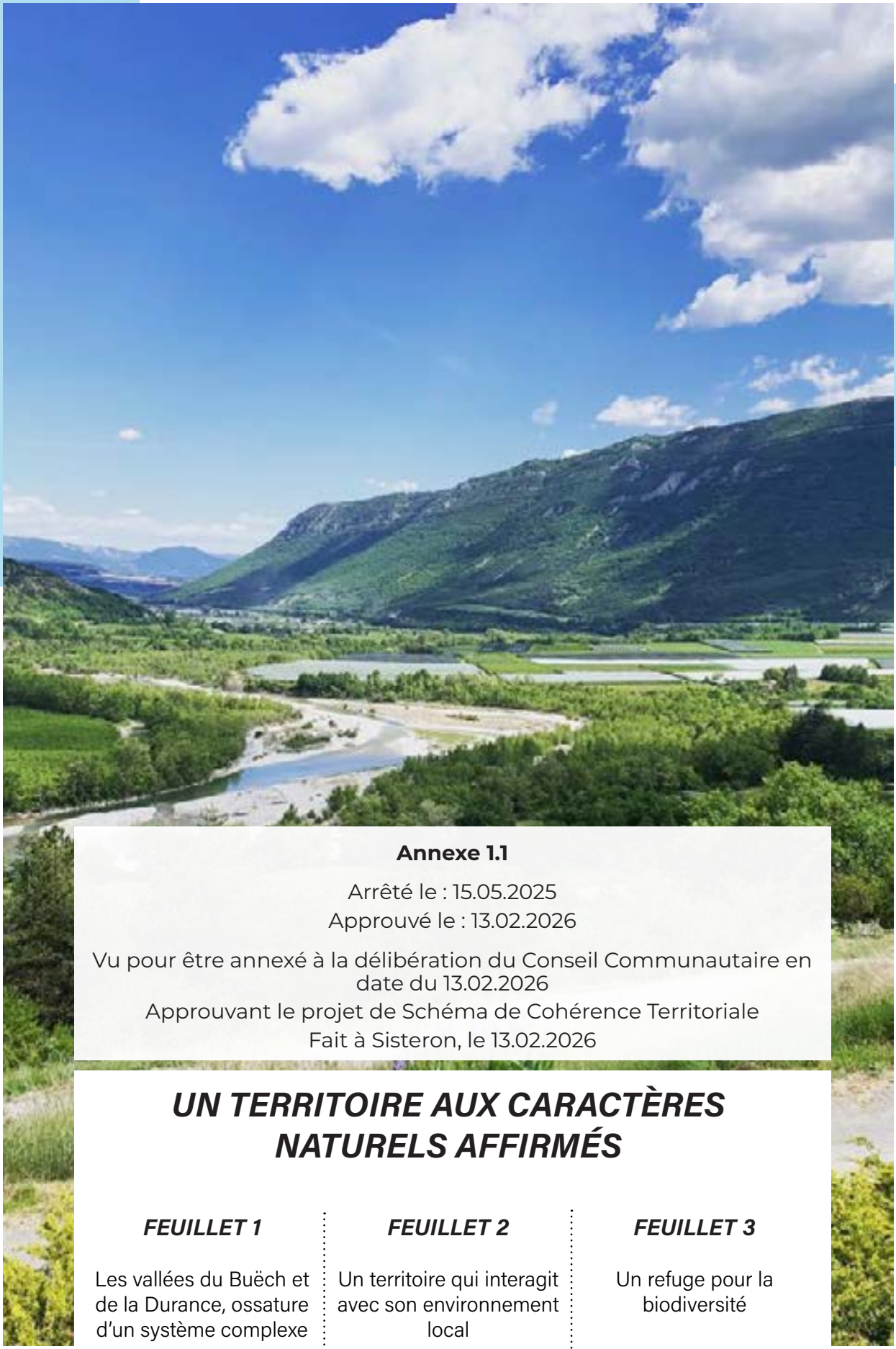
Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch

SISTERONAIS-BUËCH

SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE DU

CARNET 1

DIAGNOSTIC



Annexe 1.1

Arrêté le : 15.05.2025
Approuvé le : 13.02.2026

Vu pour être annexé à la délibération du Conseil Communautaire en date du 13.02.2026
Approuvant le projet de Schéma de Cohérence Territoriale
Fait à Sisteron, le 13.02.2026

UN TERRITOIRE AUX CARACTÈRES NATURELS AFFIRMÉS

FEUILLET 1	*FEUILLET 2*	*FEUILLET 3*
Les vallées du Buëch et de la Durance, ossature d'un système complexe	Un territoire qui interagit avec son environnement local	Un refuge pour la biodiversité

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26a-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

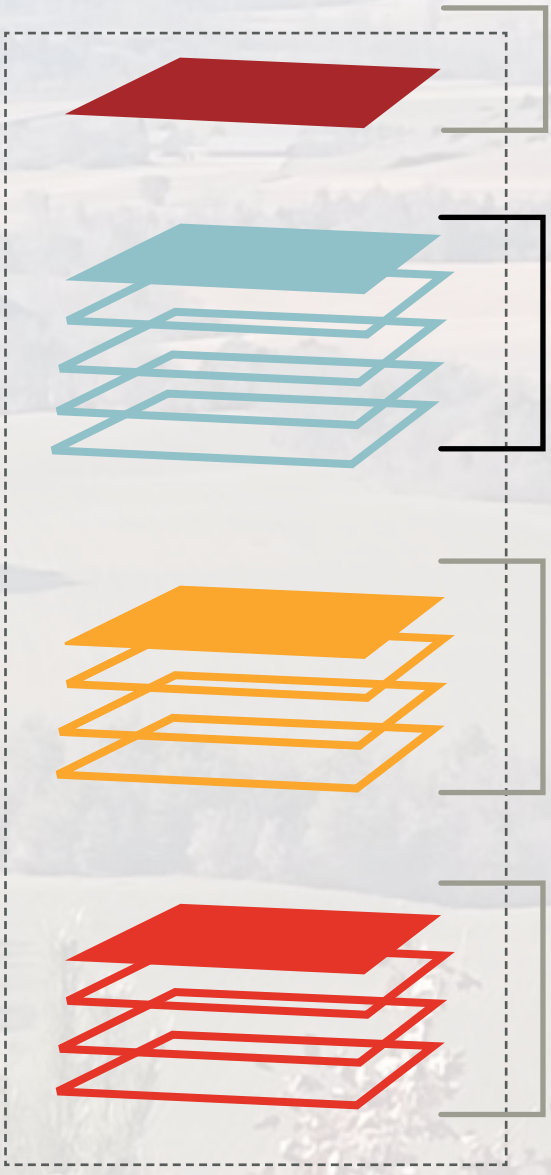
UN DIAGNOSTIC POURQUOI?

> Pour mettre en évidence des éléments qui relient les 60 communes du Sisteronais-Buëch,
> Analyser les raisons d'un attachement du Sisteronais-Buëch à son environnement,
> Et comprendre les enjeux auxquels le territoire doit faire face.

RÉALISÉ COMMENT ?

> Par des explorations territoriales ;
> Des rencontres avec les actrices et acteurs du territoire ;
> Des ateliers avec élues, élus, habitantes et habitants ;
> Un Bus Tour de trois jours avec les élues et élus ;
> Des échanges avec les techniciennes et techniciens.

COMMENT LE LIRE?



INTRODUCTION

ENTRE ALPES ET PROVENCE, LE SISTERONAIS-BUËCH, TERRITOIRE DE TRANSITIONS

CARNET 1

UN TERRITOIRE AUX CARACTÈRES NATURELS AFFIRMÉS

Feuillet 1 : Les vallées du Buëch et de la Durance, ossature d'un système complexe

Feuillet 2 : Un territoire qui interagit avec son environnement local

Feuillet 3 : Un refuge pour la biodiversité

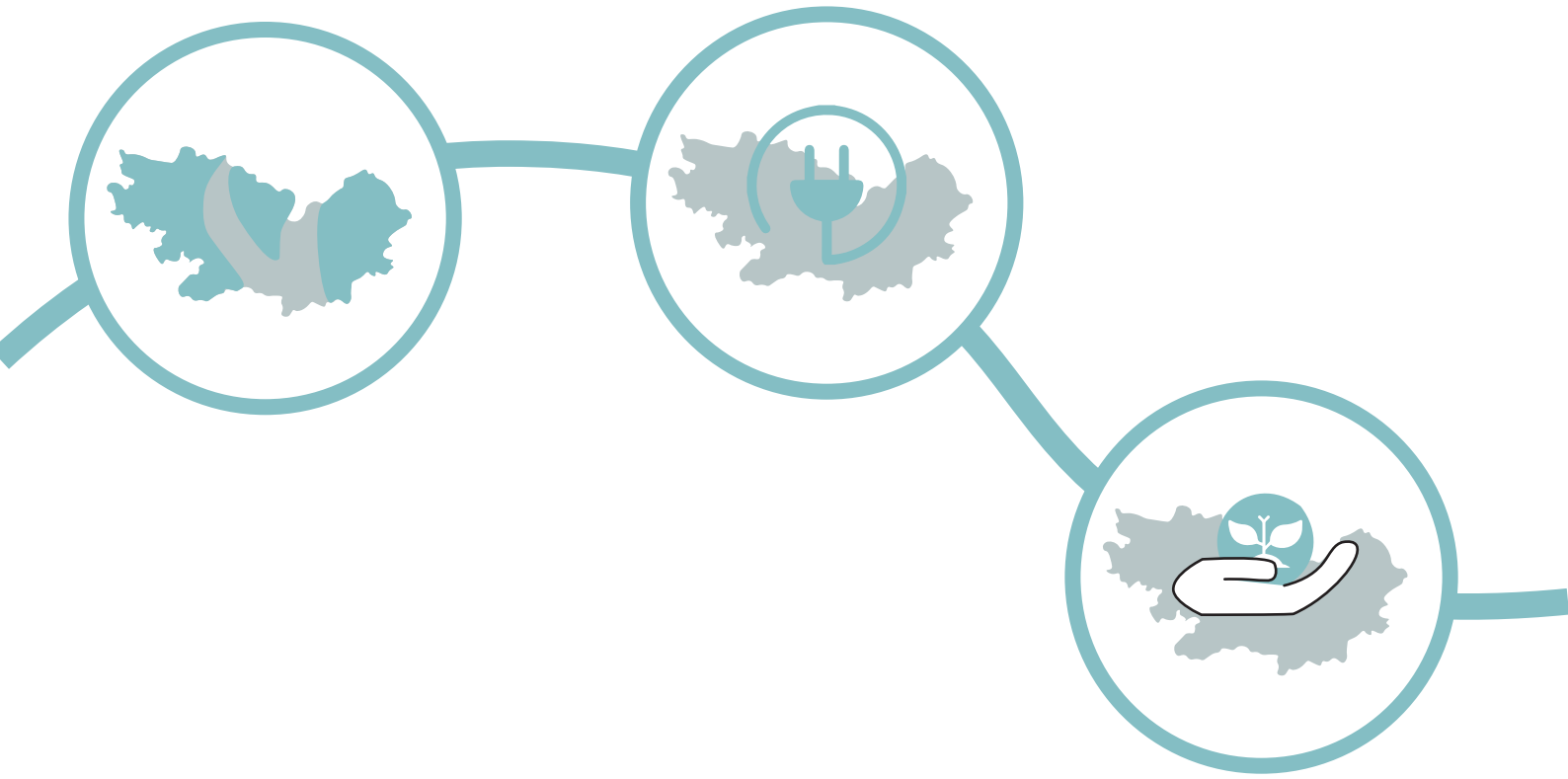
CARNET 2

DES TERRITOIRES LIÉS

CARNET 3

UN TERRITOIRE D'IDENTITÉS

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26a-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



CARNET 1

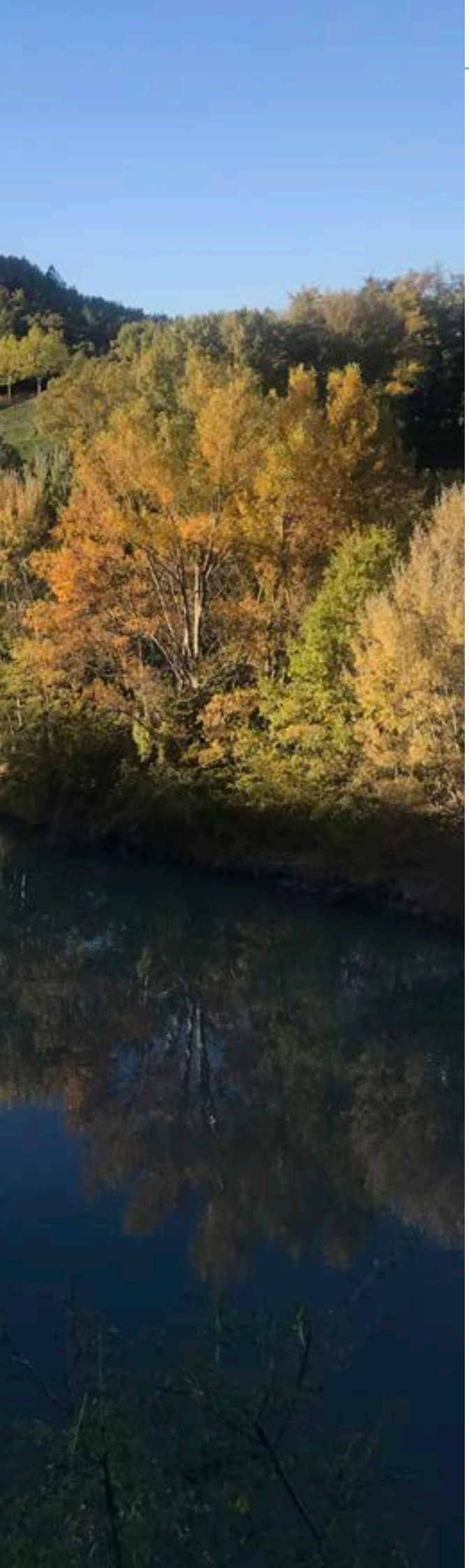
UN TERRITOIRE AUX CARACTÈRES NATURELS **AFFIRMÉS**

La première impression donnée par le Sisteronais-Buëch est celle d'un territoire immense, où l'environnement a tracé le chemin du développement urbain dans les vallées. Son histoire est marquée par la construction progressive d'entités mises en réseau, façonnées par les multiples caractéristiques du socle naturel. Ces installations humaines s'insèrent dans un cadre environnemental particulier, où l'on capitalise sur les contraintes pour constituer un cadre de vie productif et agréable, pour les habitants et l'ensemble de la biodiversité.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26a-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26a-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



FEUILLET 1

LES VALLÉES DU BUËCH ET DE LA DURANCE, OSSATURE D'UN SYSTÈME COMPLEXE



Cittànova

Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26a-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Les vallées du Buëch et de la Durance, ossature d'un système complexe

Le Sisteronais-Buëch est issu d'une fusion d'Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) . S'il apprend encore à faire corps, son organisation reflète des liens anciens et fonctionnels entres les différentes entités urbaines et rurales qui le composent. Marqué par la ruralité, le modèle qu'il propose aujourd'hui affiche une volonté de relative proximité aux habitants. Ses caractéristiques physiques et son développement, n'ont pas créé un phénomène de métropolisation. En revanche, le territoire propose une répartition de ses compétences dans un ensemble de villes. Cette composition permet une proximité dans un modèle de bourgs dispersés, où Sisteron est la ville principale.



PAROLES D'ÉLUS ET ACTEURS DU TERRITOIRE

Entretiens, questionnaires, conversations territoriales, etc.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26a-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

1. UNE CONSTELLATION DE COMMUNES EN RÉSEAU

Un maillage rural organisé

Le territoire du Sisteronais-Buëch se compose d'entités rurales qui se sont organisées dans les vallées. De cette ruralité découle une forte dispersion du bâti, regroupé parfois en hameaux qui parsèment les montagnes. L'armature générale forme une constellation avec un réseau de villes.

Son organisation historique par vallées est chamboulée par l'unification des EPCI au sein de la CCSB. Pourtant, les différentes unités urbaines se rejoignent, entretiennent et développent des relations fonctionnelles au-delà des limites des vallées depuis longtemps, proposant un équilibre.

Néanmoins dans un contexte de coût des énergies et des transports grandissant, et face au vieillissement de la population, il convient de questionner la répartition des équipements et services sur le territoire ainsi que la mobilité que cette répartition suppose.

Un réseau de villes principales et secondaires ...

Le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) décline les principaux centres de l'armature urbaine. L'axe central à deux branches est noué par quatre villes : Sisteron, Serres, Laragne-Montéglin et La-Motte du-Caire.

A elles seules, elles concentrent plus de 50% de la population du territoire. Ces communes proposent les principaux équipements, commerces, services et réseaux de transport en commun.

Sisteron est la ville motrice qui polarise une bonne partie des habitants. 30% de la population y réside, et ses communes limitrophes bénéficient de son développement. Son influence s'étend au-delà de la limite sud, bien que de grandes agglomérations comme Gap, Aix-en-Provence, Marseille etc, viennent en complémentarité sur ses extrémités territoriales, voire la concurrencent.

Laragne-Montéglin est le relais majeur identifié dans le système urbain. Ses aménités rayonnent aujourd'hui dans une large aire d'influence, empruntant les vallées du Céans, de la Blaisance et le centre de la plaine jusqu'aux portes Nord du territoire.

Serres, bourg historique au seuil des Baronnies Provençales, attire l'ensemble nord Ouest de la Communauté de Communes.

La-Motte-Du-Caire joue un rôle semblable dans le massif des Monges. Elle draine l'ensemble des communes du Grand Vallon, et des vallées qui se rejoignent.

... et tertiaires ?

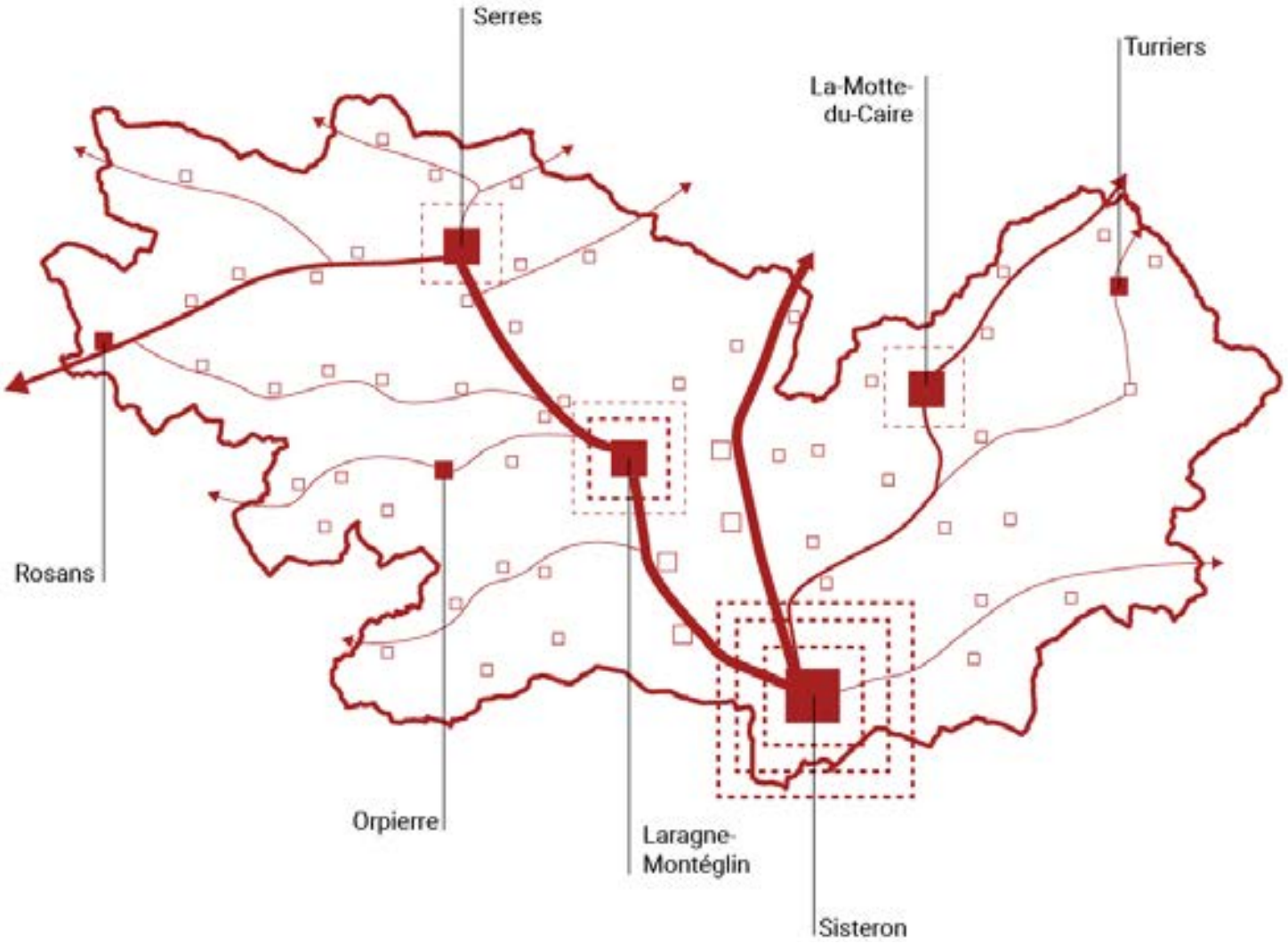
Plusieurs communes accueillent des équipements spécifiques, comme des centres de santé, formant un maillon supplémentaire dans le chaînage des villes.

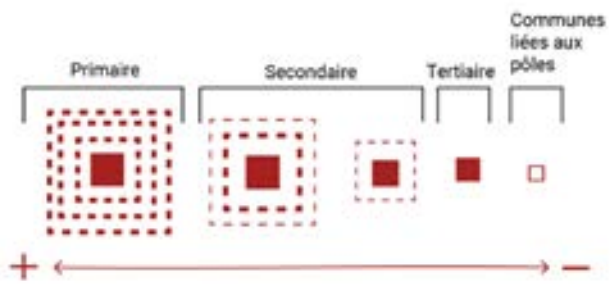
Rosans, située à la pointe nord-ouest du territoire, propose des équipements et commerces qui créent un halo, poussant les limites du Sisteronais-Buëch pour proposer une fonction auxiliaire aux communes alentours.

Orpierre est animée par une activité économique saisonnière, appuyée sur ses falaises, couplée à l'établissement de santé pour enfants «Les Lavandes», qui fait de la communes un centre relais entre la Drôme et Laragne-Montéglin. Sa population augmente fortement pendant les saisons estivales.

Turriers est également équipée d'un centre de santé qui alimente le territoire. Le « Centre L'Eau Vive » attire soignants et patients jusqu'à Gap. L'affluence d'actifs qui y travaillent crée une tension dans le marché immobilier du secteur, auquel le bourg répond difficilement.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26a-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026





Hiérarchisation des villes en fonction de leur rayonnement

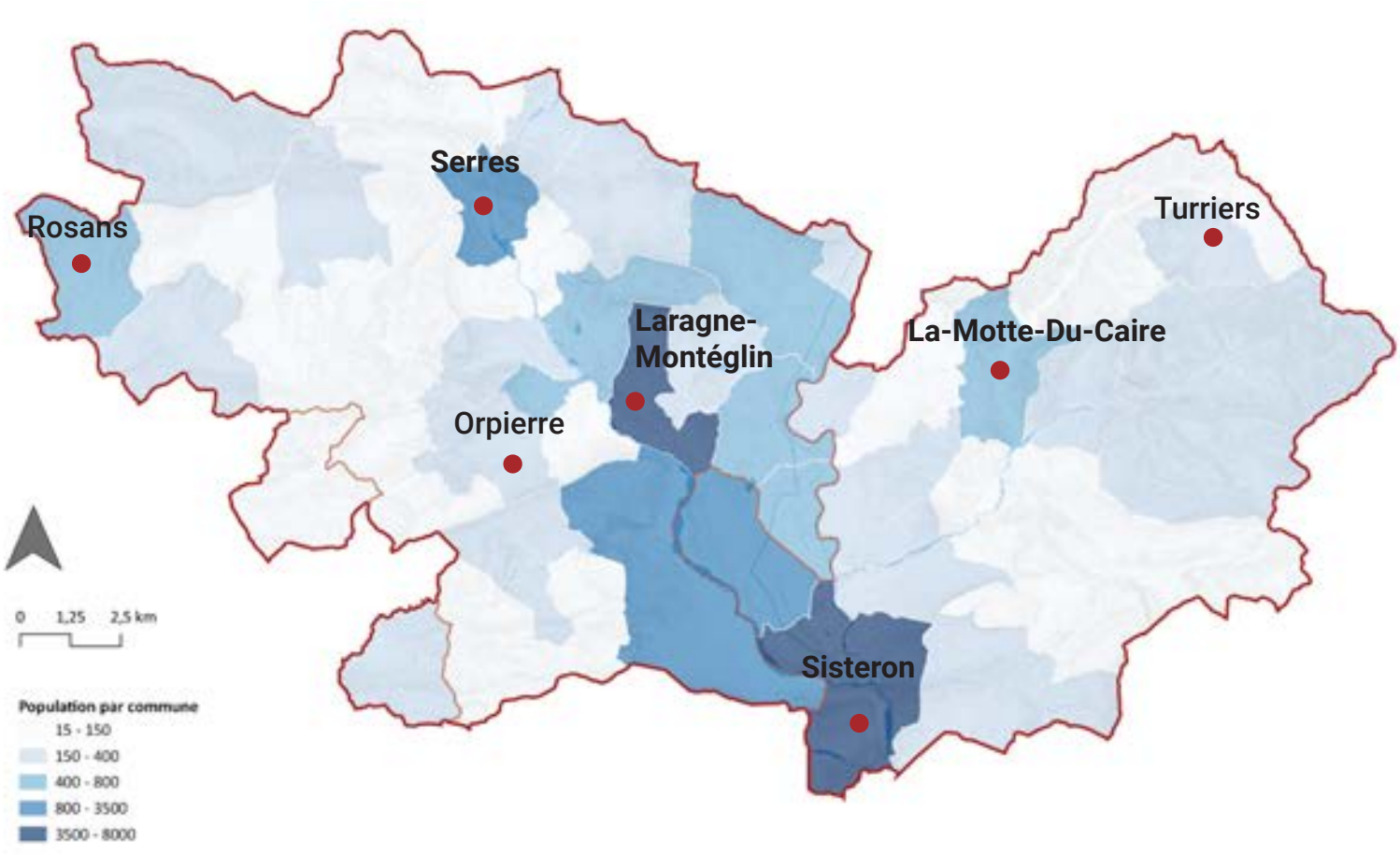
Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26a-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Une concentration accentuée dans les vallées

L'axe Buëch-Durance concentre les villes les plus peuplées, et les communes les plus équipées en services, commerces et mobilités.

Sur le territoire, 22 communes ont moins de 100 habitants ; la moitié ont moins de 200 habitants. L'immensité du territoire, 1 488 km², évoque une densité très faible, comme l'ensemble des territoires ruraux, avec environ 17 hab/km² en moyenne.

À l'image d'un espace de montagne, certaines zones sont désertées par l'homme, laissant une forte place à la biodiversité. Cette particularité donne un cadre de vie d'exception aux habitants. Mais la multiplicité des entitées urbaines dans le territoire implique également une nécessité d'équilibre dans les systèmes de villes relais afin de permettre à tous et toutes, de bénéficier des services nécessaires à proximité.



Une forte disparité de peuplement entre les communes_Source : *INSEE 2018*

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26a-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

L'importance des bourgs et hameaux

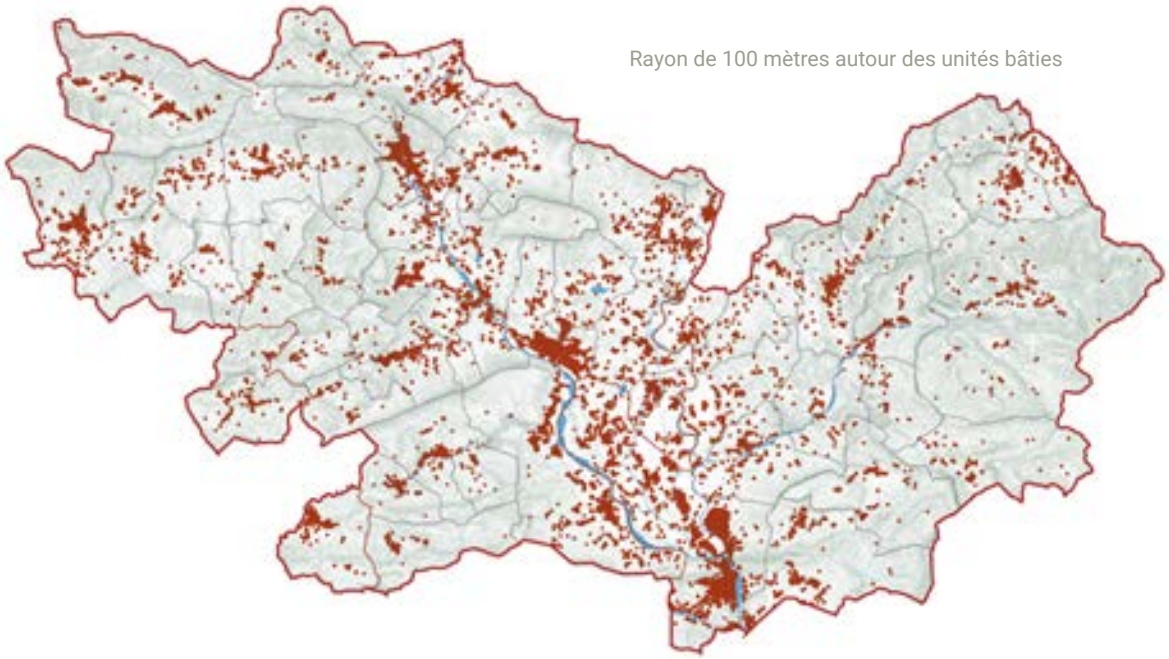
Le Sisteronais-Buëch se compose en majorité, de petites communes, marquées par une dispersion de l'habitat. Cette dispersion, cumulée au paysage agricole et aux formes urbaines des bourgs et hameaux, définit le caractère rural énoncé, en dehors des agglomérations principales.

La première carte ci-dessous rend compte d'une évolution différenciée du rythme de construction et de l'implantation du bâti. Le relief est l'élément majeur qui contraint les implantations. Les abords du Buëch et de la Durance sont enveloppés dans les zones urbanisées, se confondant au centre de la CCSB. Dans les massifs, des Monges et des Baronnies Provençales s'esquissent les vallées construites, où les séparations entre communes sont presque perceptibles.

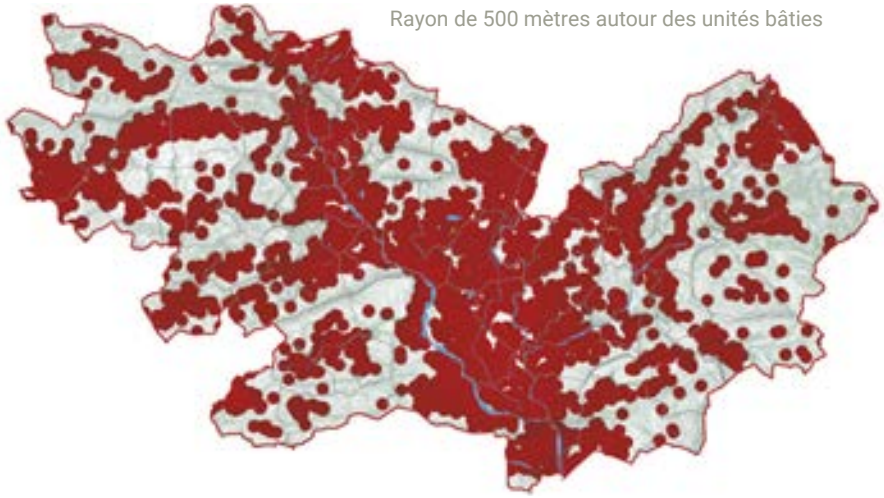
L'agriculture constituant le principal moteur historique de la formation des communes, la majorité des villes est principalement formée d'un regroupement de villages, hameaux et bâtis isolées.

La dispersion de l'habitat induit que l'ensemble du territoire est marqué par l'implantation humaine. Elle a un impact visuel et vient grever le cadre naturel. Cette implantation diffuse n'est pas neutre dans le cadre de vie. Si elle participe à l'image de campagne, elle pose également plusieurs questions: l'isolement des résidents, l'accession aux services, et commerces, le raccordement au réseau, mais également les ruptures des continuités écologiques. Certaines espèces, notamment la grande faune, ne s'approchent pas à moins de 500 mètres des habitations. Au regard de la carte proposée marquant ce périmètre, le passage de cette faune semble compromis à certains endroits, notamment en plaine, mais aussi dans certaines vallées.

Rayon de 100 mètres autour des unités bâties



Rayon de 500 mètres autour des unités bâties



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26a-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

2. UNE ARMATURE ISSUE D'ENTITÉS NATURELLES STRUCTURANTES...

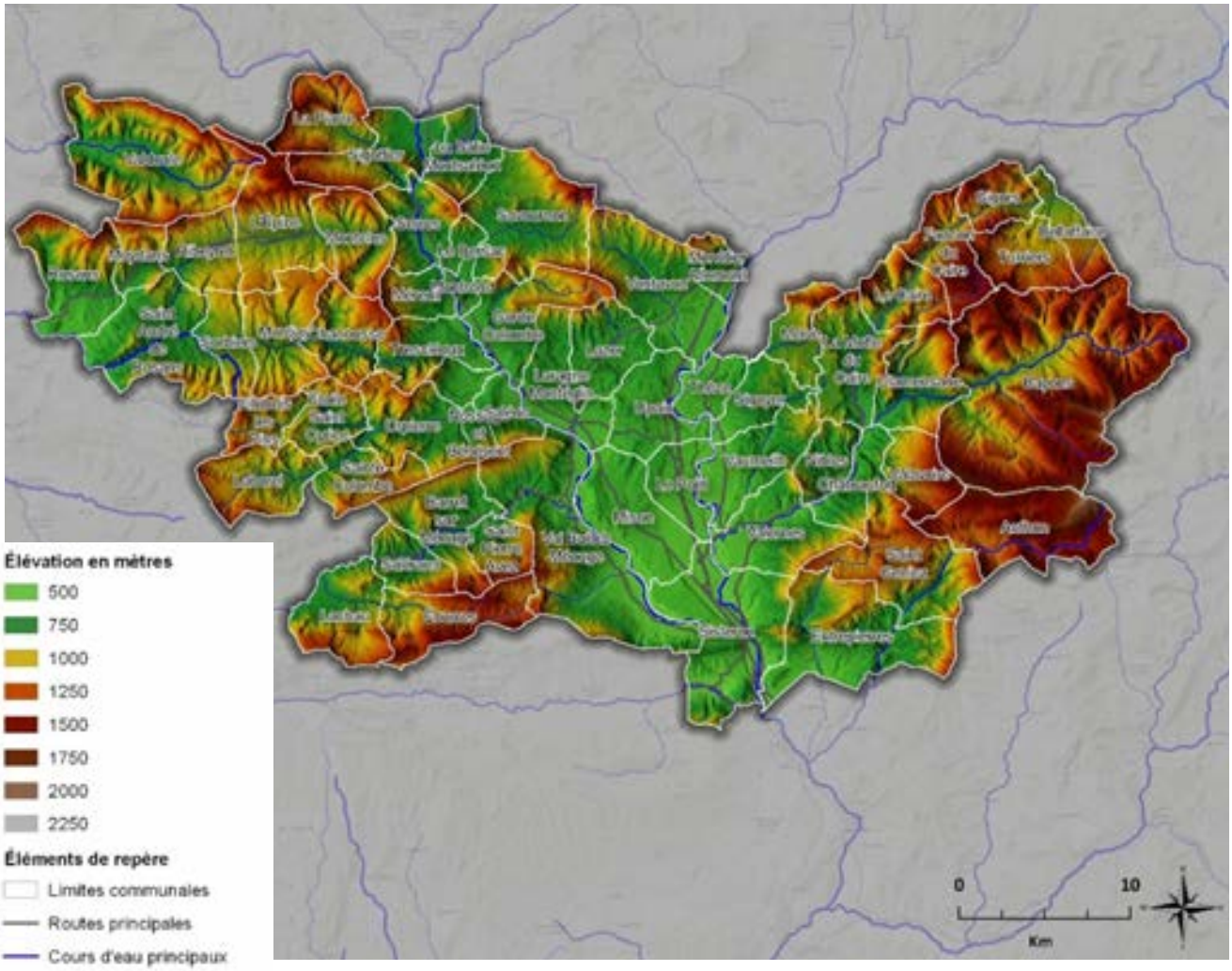
Le relief, facteur de dispersion et de regroupement

Le relief est très varié et s'étalonne de 450 à 2 115 m d'altitude. Plusieurs sommets dominent le paysage : les Monges (2 115 m), la Grande Gautière (1 825 m), la Pointe d'Eurolle (1 754 m), la Montagne de Laups Duffre (1 757 m), etc.

Le relief est marqué en particulier par les vallées de la Durance et du Buëch, qui ont creusé le massif. Ces deux vallées structurent le territoire, et l'on y retrouve les grands axes routiers (RD 1075 axe Grenoble-Sisteron et A51 axe Gap–Aix-en-Provence). Les autres cours d'eau, et notamment le Sasse, ainsi que le Céans et la Méouge ont également façonné les gorges très présentes.

Une liaison forte avec le bassin hydrographique

Situé dans les Alpes du Sud, dans le bassin hydrographique de la Durance, le territoire est jalonné par de très nombreux cours d'eau, notamment la Durance, le Buëch, et beaucoup de torrents et ruisseaux. De grandes parties présentent un régime intermittent, du fait du caractère montagneux. L'implantation de l'homme s'est vue modulée par les cours d'eau qui marquent de nombreuses formes de bourgs. Laragne-Montéglin par exemple, initialement constituée autour d'une butte fortifiée, s'est développée dans la plaine, auprès des moulins et des terres agricoles, créant un point de rencontre et devenant un carrefour de flux commerciaux.



Relief_*Extrait de l'EIE*

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26a-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

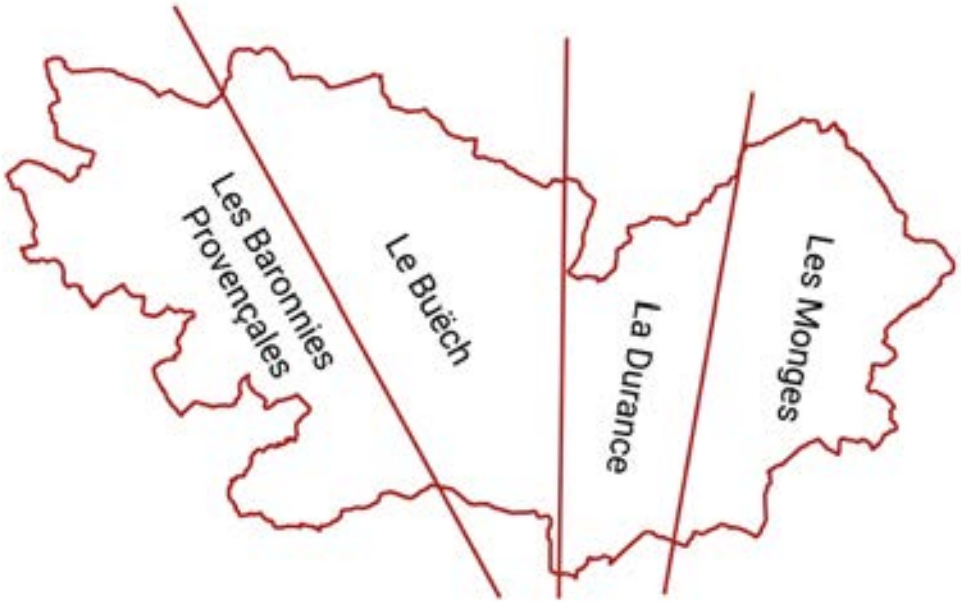


Schéma de situation selon les entités naturelles significatives

Dispersés pour optimiser l'exploitation agricole

Les premières habitations ont été construites à proximité des terres cultivées et des lieux de pâturage.

Le territoire est majoritairement constitué d'espaces dédiés aux activités agricoles et espaces naturels et forestiers. On retrouve une dominante des espaces agricoles en fond de vallées.

Les prairies occupent les hauteurs et les versants escarpés, tandis que les plaines alluviales sont surtout dédiées aux vergers et aux grandes cultures, ainsi qu'aux espaces urbanisés. L'arboriculture ainsi que la culture de maïs, colza, tournesol et fourrages dépendent de l'irrigation agricole. La présence du réseau irrigable a dessiné le paysage agricole.

Historiquement, la dispersion des installations humaines peut être perçue comme une forme d'optimisation :
- des terres cultivables, sur lesquelles on limitait la construction ;
- des ressources en matériaux de construction, prélevés sur place pour la construction (bois ou pierre,), d'eau, de terre, etc.

Liés par les caractéristiques climatiques

Le climat montagnard montre l'influence méditerranéenne importante et une continentalité significative : faible humidité, températures plutôt élevées compte tenu de l'altitude et ensoleillement important.

Les précipitations annuelles moyennes sont de 896 mm, plus importantes sur les massifs qu'en vallées. Elles tombent généralement en peu de temps à l'occasion d'orages ou d'épisodes pluvieux qui déversent plusieurs dizaines de millimètres en deux ou trois jours. En hiver, la neige est rare en dessous de 500 m d'altitude. La température moyenne annuelle est de 10,3 °C.

Le climat, comme partout en France, tend vers une hausse des degrés. Les enneigements sont moins fréquents, les périodes de sécheresses s'allongent et les orages se multiplient. Cette variation de climat porte des conséquences lourdes, notamment sur les pratiques et cultures agricoles. La floraison est précoce en fin d'hiver, suivit des périodes de gel qui peuvent conduire à la perte de récolte.

Face à ces évolutions, le Sisteronais-Buëch connaîtra peut-être une nouvelle organisation « climatique» dans les prochaines décennies.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26a-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

3.... ET DU DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE

Le Sisteronais-Buëch, trait d'union humain

Le Sisteronais-Buëch a capitalisé sur le relief, atténuant cette contrainte de développement urbain. Les cluses, notamment celle de la Baume et de Serres, créent des verrous qui permettaient autrefois un contrôle des traversées. Les cheminements et voies fluviales ont joué un rôle important dans la relation qu'entretenaient les habitants avec les territoires voisins. Le long de ces axes se sont constitués des pôles d'échanges commerciaux, et places militaires qui garantissaient une sécurité dans l'enceinte dominée par ces montagnes.

Un territoire-constellation, lié à son époque médiévale

Le Moyen-âge marque l'évolution des bourgs aux fonctions militaires et / ou commerciales. Sisteron s'est imposée comme cité centrale et porte du territoire. La ville était un passage obligé pour relier Provence et Alpes. Elle était donc garante d'une frontière, entre les actuelles France et Italie. Au XIVe siècle, elle fait concurrence à Marseille comme capitale économique de la Provence.

Les ponts, comme celui de la Baume, sont des passerelles recherchées dans les déplacements. Ils constituent des structures bien gardées.

Le rôle de Sisteron était d'autant plus évident que le bourg était traversé par la via Domitia, devenue route royale puis route Napoléonienne. La présence de l'axe majeur le long du Buëch a entraîné le développement de Laragne-Montéglin et Serres. L'aspect productif, défensif et commercial se retrouve également dans les vallées comme à Mison, Orpierre et Upaix par exemple, où sont encore visibles châteaux et / ou tissu médiéval.



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26a-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

L'héritage d'une organisation territoriale rurale

Dès le XVIIIe siècle, le monde rural est marqué par des fermes importantes isolées. Au fil du temps, les hameaux agricoles s'organisent et instaurent des pôles relais. Les bourgs qui concentraient déjà plus de population sont favorisés, comme La-Motte-Du-Caire et Rosans, qui gagnent en attractivité et en influence.

L'espace central du territoire présente à la fois une logique de pôle autour de Sisteron qui s'est constitué progressivement et entraîne autour de lui l'accroissement de bourgs. Au fil des années, des infrastructures de transport s'installent pour relier les différentes communes principales, avec la création de la voie de chemin de fer par exemple. L'arrivée de l'automobile accentue le phénomène d'implantations des constructions le long de ces axes.

À l'Est, les communes sont partagées entre un bourg, La-Motte-Du-Caire, et de nombreux hameaux avec une plus forte dispersion du bâti qu'à l'ouest de la Communauté de Communes.

Alors que le territoire forme les prémices de son armature territoriale actuelle, la population s'amenuise avec un taux d'évolution de population à -0.68 % jusqu'au XXe siècle. Ce phénomène est fortement lié à une déprise dans les vallées et le début de l'exode rural. Le Sisteronais-Buëch perd plus de 4 800 habitants qui partent vers les pôles urbains industrialisés locaux ou plus lointains.



Source: Série historique des populations depuis 1876, INSEE, Carte de l'état-major 1820-1866, Géoportail

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26a-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Le XXe siècle, une déprise des bourgs ruraux et une consolidation des villes principales

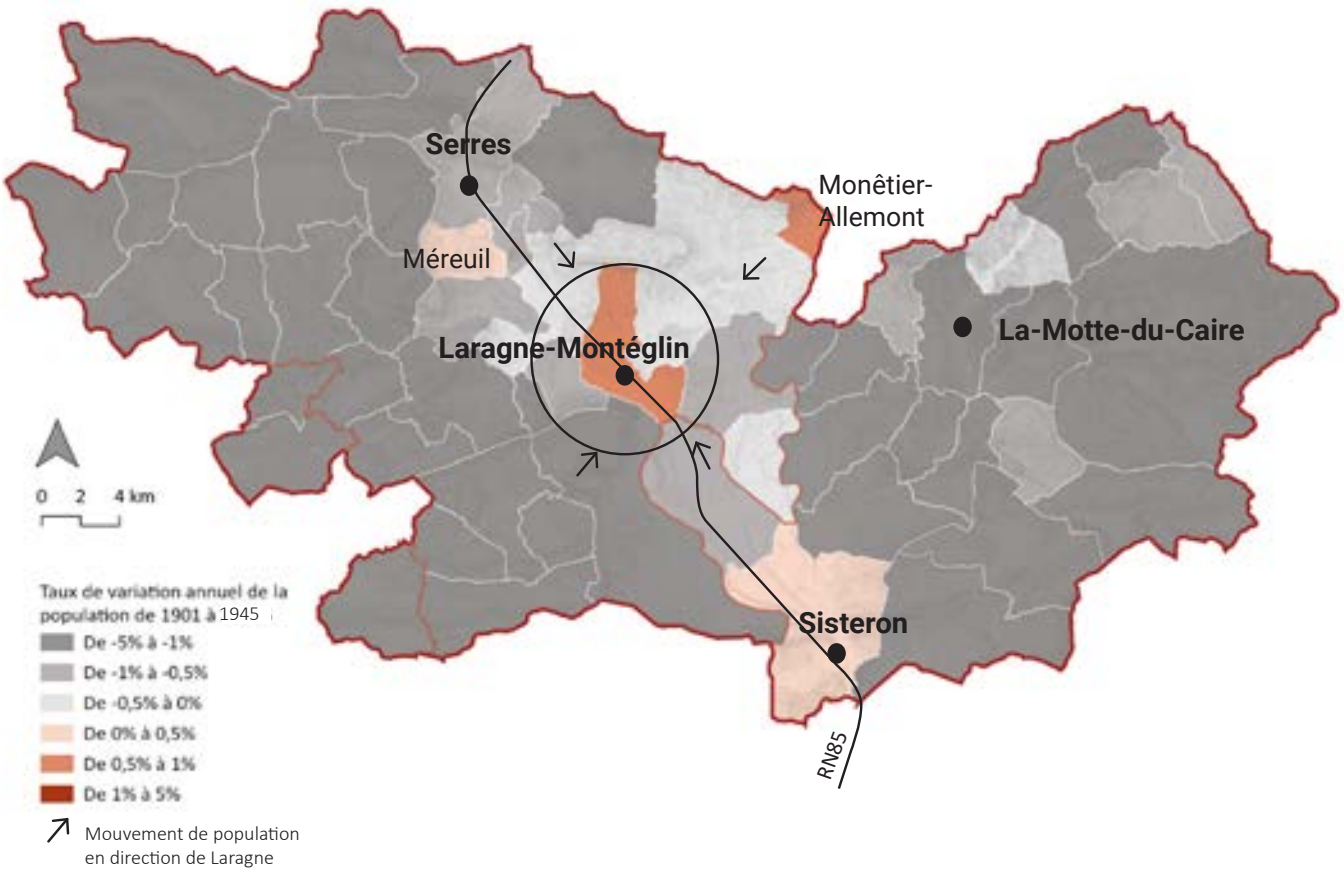
Première moitié du XXe : un exode rural marquant

La première moitié du XXe siècle se caractérise par un déclin de la croissance démographique (-0,76 %) avec une population de 17 371 habitants en 1954 contre 25 977 cinquante ans auparavant. La chute du solde naturel du territoire s'explique par un départ des jeunes actifs vers les pôles d'emploi conjugué à l'impact des deux guerres mondiales. L'attractivité du territoire est également affaiblie notamment pour les jeunes agriculteurs par une activité agricole fragilisée faute de marché. Cet exode rural, phénomène national, se ressent fortement dans l'enceinte du Sisteronais.

Cependant, quelques communes, dont Laragne-Montéglin, restent motrices dans cette période et continuent de gagner des habitants.

Comparativement à d'autres territoires ruraux, cette perte de population est moindre, mais le faible taux de peuplement initial fait de l'exode rural un tournant important dans la structure du territoire.

PREMIÈRE MOITIÉ DU XXe



Source : INSEE série historique, 2018

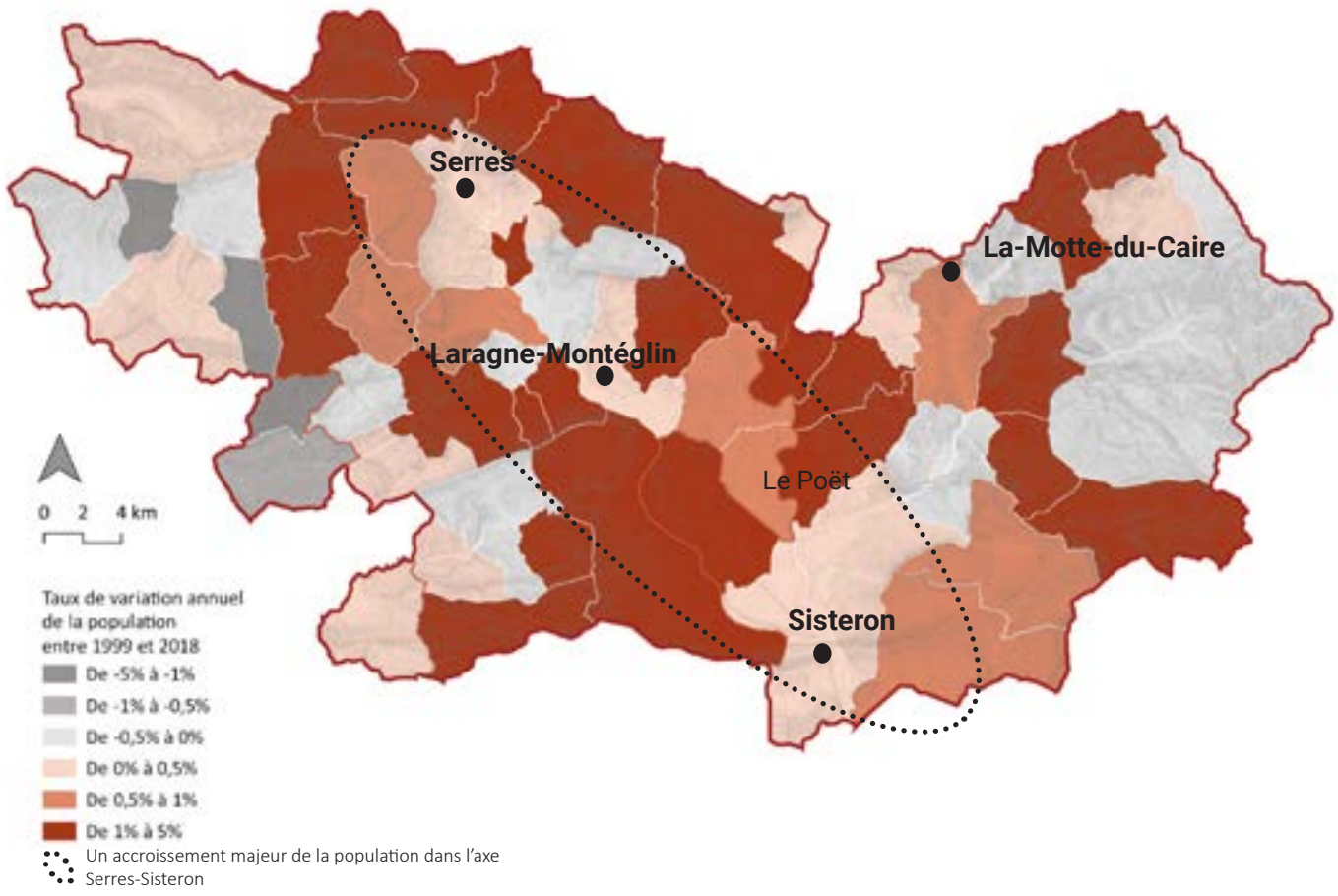
Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26a-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Un regain de population sur l'axe Serres — Sisteron

Dans les années 1950, le poids démographique et la position géographique influent sur l'équipement des villes et le ruissellement sur les communes limitrophes.

La fin du XXe siècle marque une phase ascendante pour le territoire qui retrouve un solde positif avec une moyenne de +0,56 %, soit près de 5 000 habitants supplémentaires. Ceux-ci se dirigent dans les villes qui s'étoffent. Laragne-Montéglin et Sisteron jouent un rôle majeur dans cet accueil de population (+1,20 %). Les communes s'équipent et se dotent de moyen pour répondre à cet accroissement soudain en construisant logements pavillonnaires et HLM, équipements, pôles de santé et commerces.

DEUXIÈME MOITIÉ DU XXe



Source : INSEE série historique, 2018

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26a-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Le XXIe siècle marqué par la périurbanisation et l'influence des bassins extérieurs

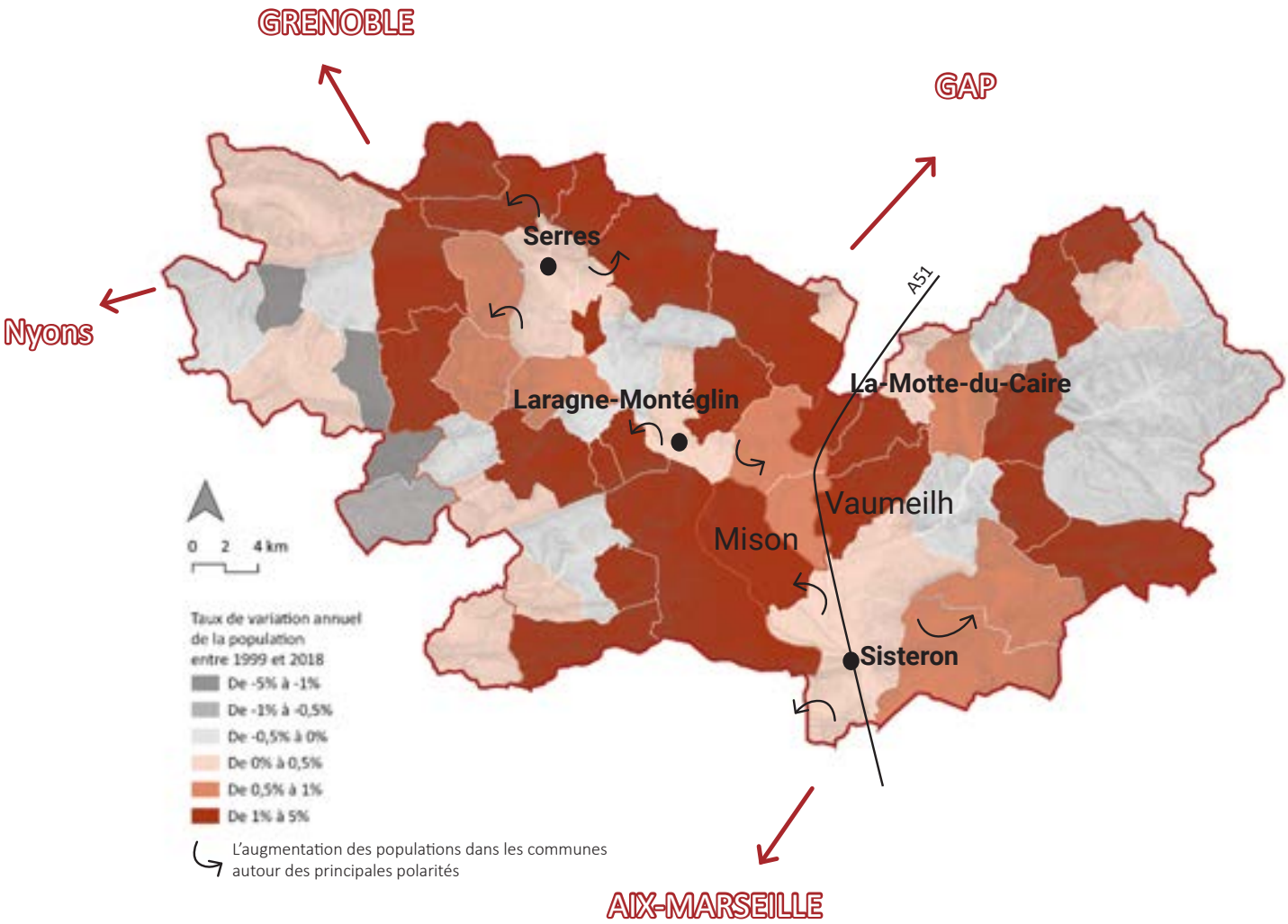
L'accroissement des populations se poursuit au début des années 2000. Les apports de populations sont importants notamment dans les communes périphériques des polarités principales. Cette dynamique est répartie sur l'ensemble du territoire avec près de 3 000 habitants supplémentaires, même si les communes les plus éloignées échappent à cette vague d'affluence. Des communes accueillent des ménages en lien avec les pôles limitrophes.

L'autoroute permet notamment aux travailleurs de profiter du cadre de vie, tout en travaillant dans les grandes centralités comme Gap, Aix-en-Provence et Marseille.



Armature territoriale du SRADDET, approuvé en juin 2019

PREMIÈRE MOITIÉ DU XXIe



Source : INSEE série historique, 2018

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26a-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26a-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



ENJEUX

ORGANISATION TERRITORIALE

> La définition d'une armature territoriale
> La vitalité des communes éloignées des pôles de proximité
> Le maintien de la qualité de vie

RÔLE DES PÔLES

> L'attractivité et le rayonnement des pôles afin de répondre aux besoins du territoire
> La relation équilibrée entre les polarités intra et extra-territoriales
> L'accessibilité des pôles

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26a-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26a-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



FEUILLET 2

UN TERRITOIRE QUI INTERAGIT AVEC SON ENVIRONNEMENT LOCAL



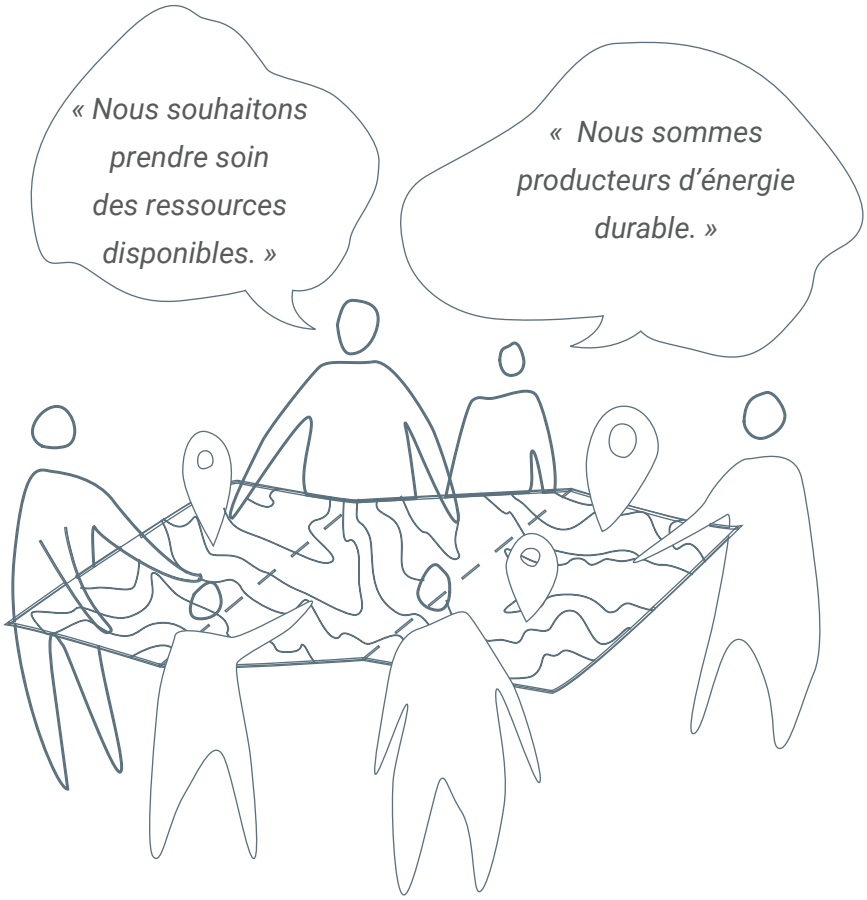
Cittànova

Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26a-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Un territoire qui interagit avec son environnement local

Le Sisteronais-Buëch est fortement lié à son environnement. Il exploite ses caractéristiques naturelles pour produire de l'énergie renouvelable, notamment de la filière hydraulique. D'autres filières comme le bois, sont en revanche sous-exploitées, même si des projets apparaissent pour valoriser ce qui représente 68 % de la surface de la CCSB. Le paysage est transformé par endroits par le développement de ces infrastructures, et les élus souhaitent minimiser ces impacts. L'environnement présente également des risques qui peuvent, à terme, porter des conséquences sur les filières conçues pour l'exploitation des ressources environnementales, et le paysage.



PAROLES D'ÉLUS ET ACTEURS DU TERRITOIRE

Entretiens, questionnaires, conversations territoriales, etc.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26a-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

1. UN SUPPORT D'ÉNERGIE DURABLE

Un territoire qui produit de l'énergie durable

Sur le territoire, la production d'énergie totale atteint 759 GWh/an en 2019. 100 % de l'énergie produite est d'origine renouvelable, dont 83 % provient de l'hydroélectricité, une source d'énergie variable au cours des années.

Ces énergies interagissent parfois fortement avec l'environnement local : l'hydraulique est très dépendante du débit des cours d'eau, les installations, notamment photovoltaïques, ont un impact paysager, le bois de chauffage émet des particules, etc.

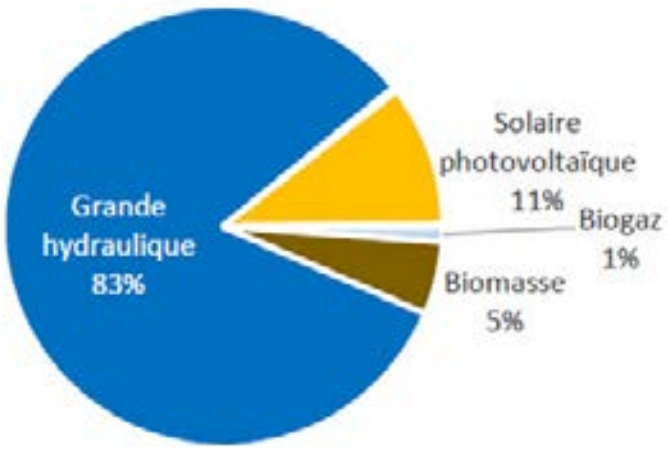
Le territoire a un fort potentiel de développement des énergies renouvelables de types photovoltaïques et éoliens. Les communes, acteurs privés et particuliers portent de nombreux projets. Les élus souhaitent encadrer ces installations, afin de minimiser l'impact de l'implantation de ces structures dans le paysage.



Site RTE visité durant le Bus Tour _*Cittànova*



Canal de la Durance _*Cittànova*

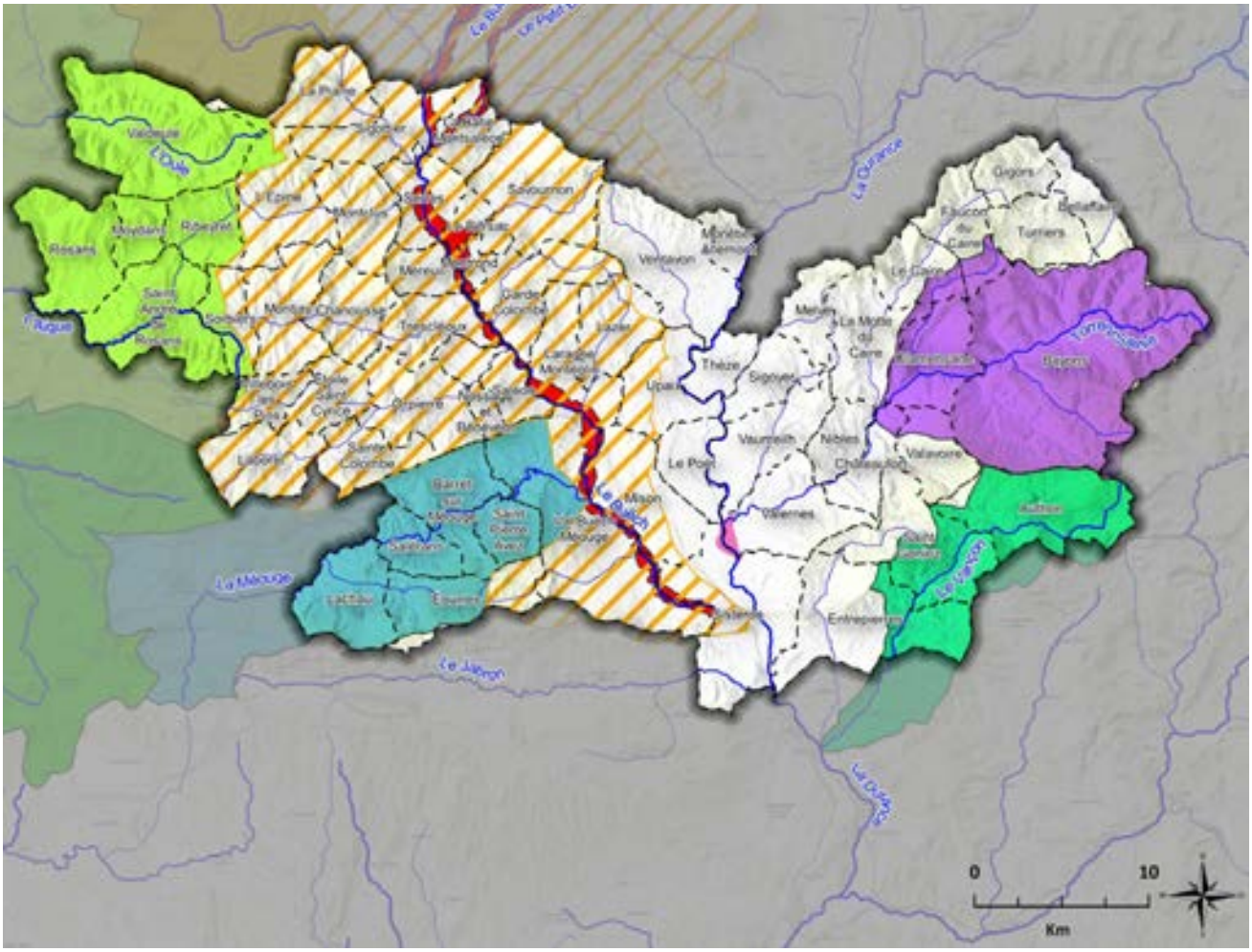


Répartition de la production d'énergie par type en 2019 sur le territoire _ *EIE*

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26a-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Une ressource en eau qui se fragilise face aux évolutions du climat

Les masses d'eau du territoire sont globalement en bon état (seule la Durance est en mauvais état chimique, et 11 cours d'eau n'atteignent pas le bon état écologique). Le changement climatique pourra engendrer des hausses de température de l'eau et des sècheresses, rendant les masses d'eau plus fragiles face aux pollutions et aux prélèvements.
Par ailleurs, l'agriculture a aujourd'hui un impact élevé, et ses besoins futurs pourraient augmenter, accentuant les pressions sur l'eau.
Concernant l'aspect quantitatif, bien que les nappes soient toutes en bon état, plusieurs sous-bassins sont en déficit global. De fait, des épisodes de sècheresse récents et successifs liés au changement climatique ont créé des tensions sur l'approvisionnement en eau potable de certaines communes (quantité disponible réduite ou qualité dégradée) et ont réduit de façon importante le débit d'étiage, rendant le milieu récepteur encore plus sensible aux déversements d'effluents mal traités par certaines stations d'épuration, ou parfois non traités lorsque les communes ne disposent pas de station en bout de réseau de collecte. Ce phénomène étant encore accentué par les prélèvements d'eau destinés à l'irrigation. Cependant, des initiatives sont prises en ce sens. Par exemple, certains agriculteurs de Val-Buëch-Méouge ont choisi des espèces moins consommatrices d'eau pour leurs cultures.



Secteur à enjeux qualitatif et quantitatif _ *EIE*

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26a-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

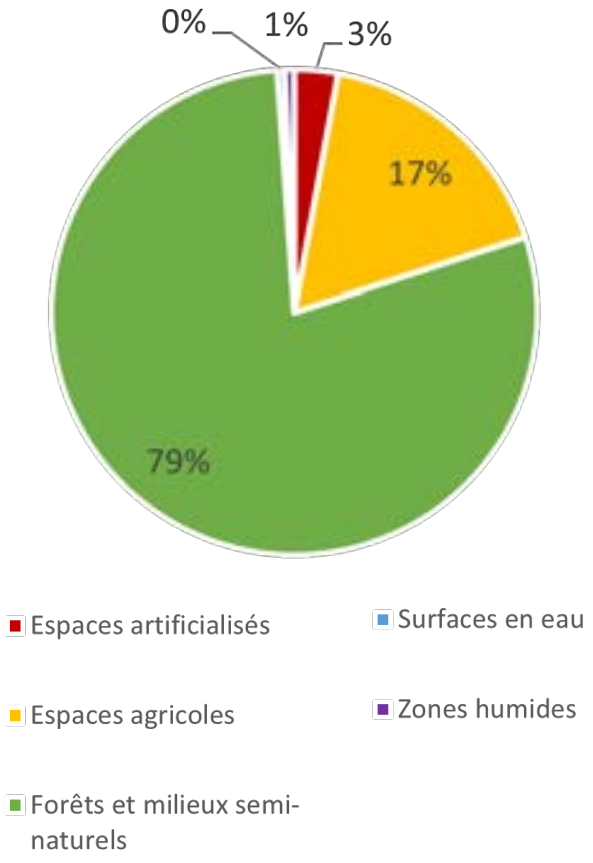
2. DES RESSOURCES FORESTIÈRES ET MINÉRALES MOBILISABLES

La valorisation des espaces agricoles et naturels

La nature est omniprésente, enveloppant les espaces bâtis dispersés au sein de la campagne. La forêt, les milieux semi-naturels et les surfaces agricoles représentent 96 % du Sisteronais-Buëch.

Ressources historiques et économiques, ces espaces sont de formidables atouts qui font entièrement partie de l'identité des communes de l'intercommunalité. Les espaces urbanisés et les infrastructures routières ne concernent qu'une infime partie du territoire.

Cependant, contrairement à l'activité agricole qui produit activement des ressources pour le Sisteronais-Buëch, notamment sur son volet économique, la forêt est peu exploitée au regard de son potentiel.



Répartition de l'occupation des sols en 2018 _ *MOS de la CCSB*

L'omniprésence de la forêt

De façon générale, la région PACA est très boisée, prenant la seconde place dans le classement après la Corse. Le Sisteronais-Buëch est l'un des EPCI les plus boisés de la région. 68 % de la surface de l'intercommunalité est occupée par la forêt, soit 97 417 hectares, représentant 3,5 hectares par habitant.

Le taux diffère en fonction des communes, atteignant pour certaines jusqu'à 90 % de leur surface totale. Cependant, plus de la moitié des surfaces forestières sont privées. La surface restante est partagée entre forêts communales et domaniales.

En termes de surface, les conifères sont un peu plus représentés que les feuillus. Chacun occupe environ 1/3 de la surface forestière. Le dernier tiers contient des forêts mixtes ou des essences non disciplinées. Le territoire est marqué par la présence d'essences de moyenne montagne, avec une forte représentation des pins sylvestres et pins noirs, ainsi que des hêtres et des chênes pubescents.

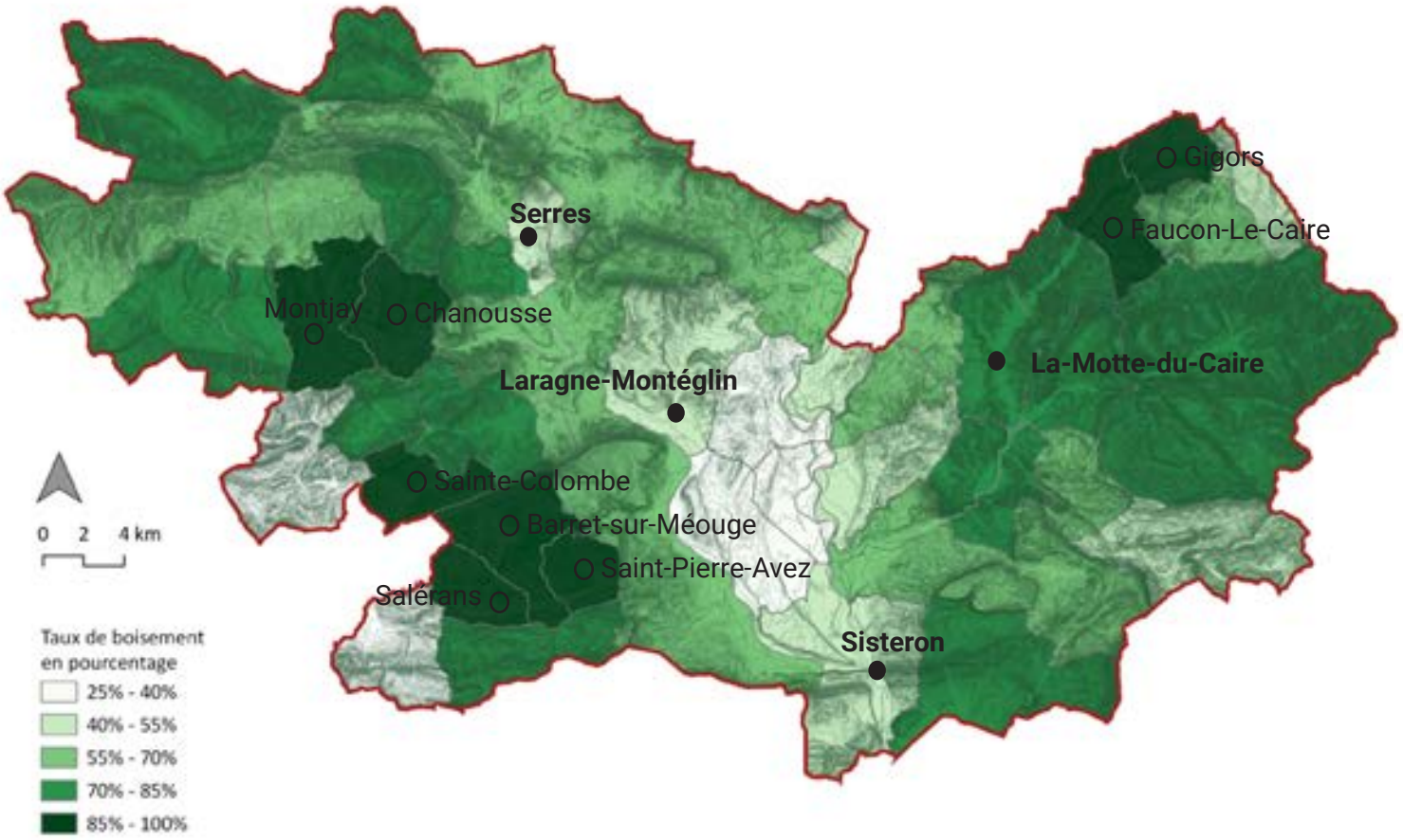
38,4% **31,2%**



Conifères purs
37 401 ha

Feuillus purs
30 393 ha

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26a-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



Le taux de boisement dans les communes_*IGN BD Forêt V2*
** Hors département de la Drôme_données indisponibles*

Un volume de bois en croissance, mais difficilement accessible

Le bois présent en forêt de production présente une qualité le destinant principalement à un usage industriel et énergétique, plutôt que pour la construction.Le territoire compte 59 établissements qui exploitent la filière bois (dont entreprises de transformation, type ameublement), comptabilisant 96 employés. 23 sont spécialisés dans la sylviculture et dans l'exploitation forestière, dont 3 à Montclus et 2 à Montjay. Au regard de l'importance des forêts, ce chiffre semble faible, mais les surfaces forestières sont difficilement accessibles pour être exploitées, phénomène expliqué en partie par le relief accidenté et un parcellaire morcelé.

Les entreprises les plus productives dans la filière sont spécialisées dans la construction menuiserie-bois et se situent à Sisteron.

Difficile : 233 m³/ha
Facile : 113 m³/ha



Difficile : 194 m³/ha
Facile : 77 m³/ha

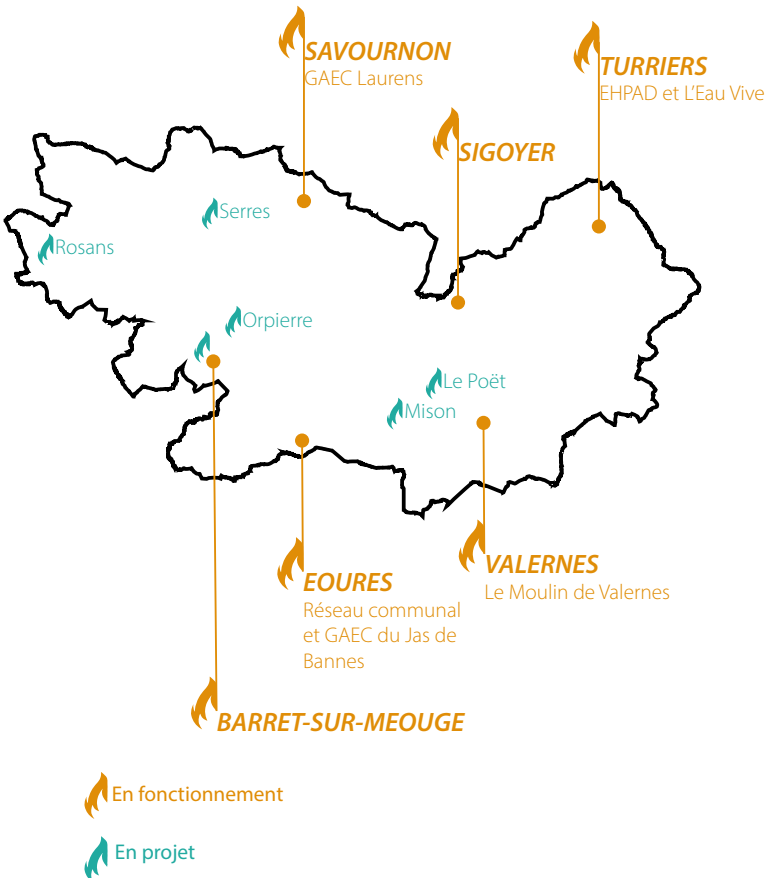
Volume exploitable à l'hectare par classe d'exploitabilité en forêt de production _ ORFM 2019

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26a-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Des projets d'exploitation en développement

Les acteurs publics et les particuliers engagent des projets de chaufferie. Si au départ, les porteurs de projets venaient du secteur privé, les entités publiques fondent de nouvelles installations. Le débouché principal du bois, comme pour l'ensemble de la région, est principalement le bois-énergie. Ceci diffère du modèle national où environ la moitié de la récolte est destinée au bois d'œuvre.

Sept réseaux de chaleur collectif au bois sont en fonction dans le territoire, dont deux à Eourres. De nouvelles installations sont en projet. Elles utilisent les plaquettes forestières comme combustible, représentant 423 tonnes de bois humide consommé, et produisent entre 35 et 150 kW en fonction des chaufferies. Plusieurs chaufferies concernent le fonctionnement d'un seul établissement, d'où une production plus limitée d'énergie comme les GAEC à Eourres et Savournon.



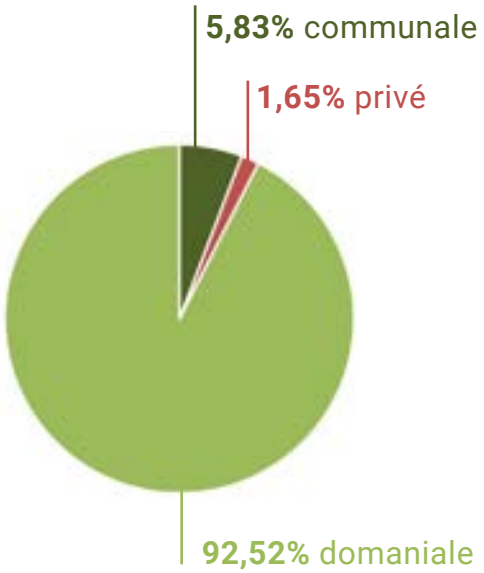
Chaufferie active et en projet _ ORFM 2019

Une gestion durable des milieux forestiers

95,6 % des forêts publiques, dans la région PACA, sont pourvues d'un document de gestion. Toutes les forêts domaniales sont couvertes. La gestion de la forêt est importante pour améliorer la qualité du bois et en pérenniser la ressource, ou encore fortifier la forêt et lutter contre les maladies. Les documents de gestion permettent d'encadrer cette gestion dans un objectif de développement durable. Le territoire possède à l'échelle régionale un Schéma Régional de Gestion Sylvicole général, et a engagé un projet de Charte Forestière à l'échelle de la CCSB. La présence du PNR ajoute une vigilance supplémentaire, par la Charte des Baronnies Provençales par exemple.

Plusieurs labels mettent en valeur la production du bois des Alpes (Label BDA) ou la gestion durable et responsable de ce matériau, et du milieu dont il provient (label PEFC). Ce dernier témoigne d'une démarche entreprise par l'Etat sur le territoire du Sisteronais-Buëch pour ses forêts avec plus de 90 % des forêts domaniales concernées par ce label. Ce chiffre est beaucoup moins élevé dans les forêts communales.

La vigilance sur le milieu forestier vise également à limiter l'impact de fréquentation. 41,4 % des forêts sont sous influence des grandes aires urbaines, et donc d'une affluence de fréquentation qui peut emprunter les 733 km de chemins forestiers partagés. L'influence est moindre que dans d'autres EPCI comme Gap-Tallard-Durance, où la surface forestière est à 100 % sous influence de l'aire urbaine.



La part des Propriétaires certifiés PEFC _ PEFC PACA 2018

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26a-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

L'importance des ressources apportées par l'exploitation des sols

Le sous-sol du Sisteronais-Buëch, riche en ressource minérale, est actuellement exploité par 4 carrières. Une carrière exploite un gisement d'intérêt national à Lazer et deux carrières exploitent un gisement d'intérêt régional à Ventavon et au Poët. La carrière de Monêtier-Allemont, seule et unique carrière de la CCSB à produire des enrochements destinés notamment à la protection contre les inondations, a cessé définitivement son activité en 2025.

Le schéma régional des carrières (SRC), document de portée régionale, vise à assurer la durabilité de l'exploitation des ressources minérales. Il fait une estimation des besoins de chaque territoire de SCoT à l'horizon 2032. Pour le Sisteronais-Buëch, le SRC estime que le territoire est à l'équilibre du point de vue de l'approvisionnement en granulats communs (circuits courts) et que cela devrait perdurer, notamment en l'absence de grands chantiers programmés et parce que les besoins devraient diminuer avec l'augmentation du recyclage.

La richesse du Sisteronais - Buëch en matière de ressources minérales est marquée par la présence de plusieurs gisements notamment d'intérêt national pour le gypse, exploité à Lazer, et d'intérêt régional pour les alluvions silico-calcaires des terrasses alluviales de la Durance telles que celles de Ventavon (carrière du Beynon), du Poët ou encore de Sisteron et pour les roches utilisées à des fins ornementales et de construction avec des gisements présents à Ventavon, Garde-Colombe et Sisteron.

Une gestion durable des besoins en ressources minérales

Les carrières participent à l'économie locale et procurent un gisement à proximité pour différents besoins dans de nombreux domaines et très consommateurs de minerais, notamment la filière BTP (matériaux de construction pour les bâtiments, matériaux pour les routes, etc). La ressource géologique dont ils sont issus est une ressource non renouvelable, dont l'exploitation doit être planifiée, combinée avec l'ensemble des enjeux socioéconomiques, territoriaux et environnementaux, et qui nécessite d'être préservée. Le SRC définit les gisements potentiellement exploitables, en particulier ceux d'intérêt national et régional. Cette identification doit permettre de faciliter leur intégration dans les documents de planification, afin de maintenir à long terme les possibilités d'exploitation et les accès à ces gisements.

Les carrières participent à l'économie locale et fournissent des matériaux nécessaires pour le territoire. Leur maintien et leur pérennisation s'avère donc nécessaire.



Carrière de Beynon, SAB, à Ventavon, *_Cittànova*

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26a-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

3. DES PAYSAGES MARQUÉS PAR L'USAGE

Des paysages hétéroclites

Entre vallées du Buëch et de la Durance, versants escarpés, balcons et plateaux, le Sisteronais-Buëch présente des visages très variés, dans lesquels les milieux naturels (cours d'eau, massifs forestiers) et l'agriculture sont des supports (arboriculture et céréales en vallée, quelques vignes sur les coteaux et pastoralisme sur les reliefs). Sur certains secteurs, la déprise agricole pourrait engendrer une fermeture des paysages.

Des coupures paysagères marquant l'implantation de l'Homme

Les infrastructures de transport, notamment l'ensemble RN85/A51 et canal EDF le long de la Durance, ont accompagné le développement urbain pour les activités et le logement, et marquent très fortement le paysage.
Par ailleurs, le développement des énergies renouvelables et certaines constructions agricoles (hangars) peuvent dénaturer le paysage. Les plus impactant restent les champs photovoltaïques, peu intégrés dans leur environnement.



Toit de panneaux photovoltaïque à Lagrand _*Cittànova*



Toit de panneaux photovoltaïque sur hangar agricole à Mison _*Cittànova*



Canal de la Durance à Le Poët _*Cittànova*

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26a-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

La Plaine cultivée





Les Baronnies



Pays de Turriers



Pays de la Motte-du-Caire





Vallée de la Méouge





Vallée de la Durance



Confluence de la Durance et du Buëch

Balcons de la Durance



Pays du Vançon
Authon-Bayon



Vallée de la Sasse
Clamensane

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26a-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

4. UN TERRITOIRE À RISQUES

Des mouvements de terrain

Quatre types de risques de mouvements affectent la totalité des communes :

- L'aléa retrait-gonflement des argiles couvre la presque totalité du territoire
- Des glissements de terrain ;
- Des éboulements ;
- Les effondrements de cavité.

L'eau, un bien rare et précieux, vecteur d'inondation

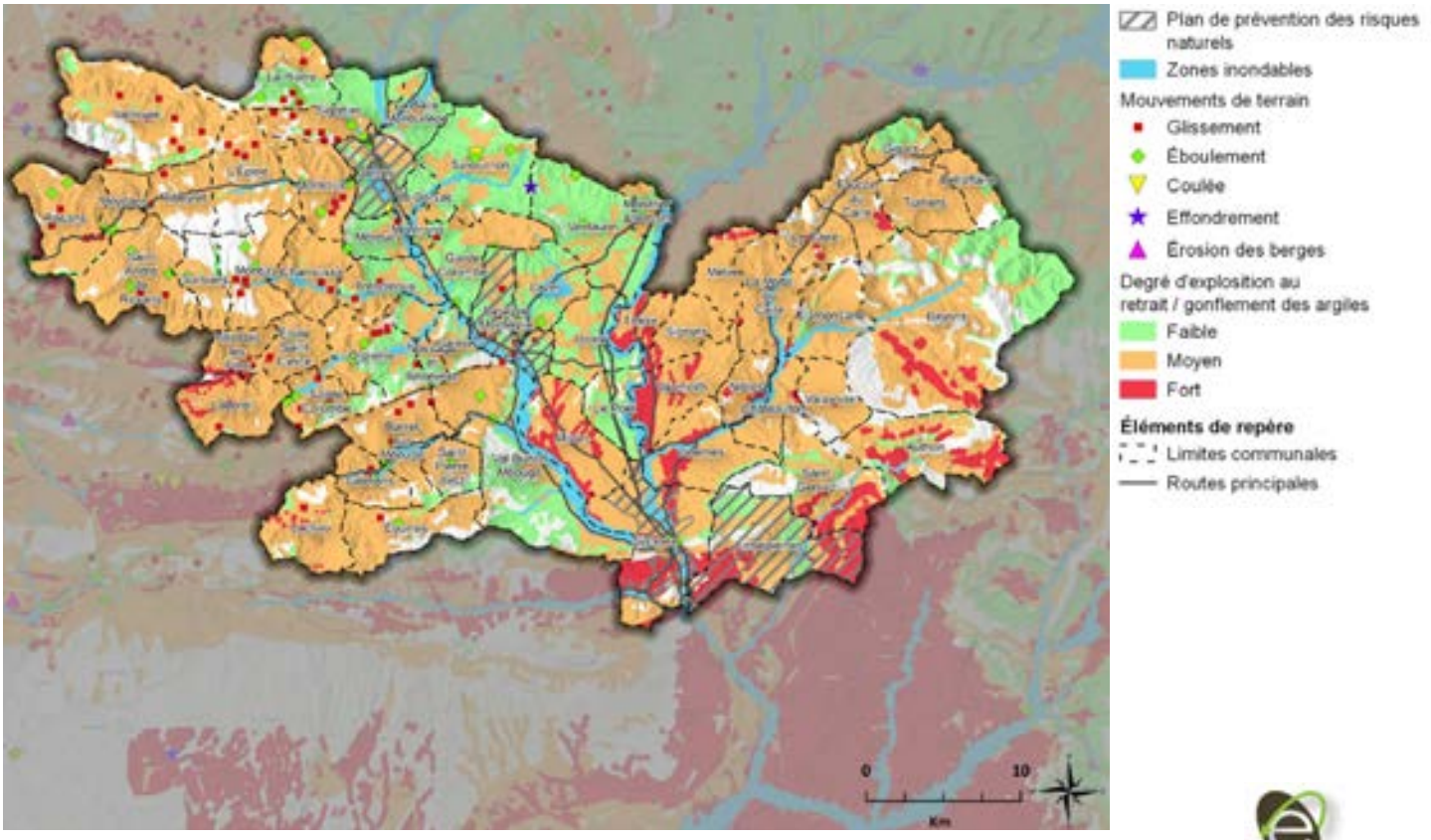
Trois types de risque d'inondation liés au caractère montagnard et à l'occupation du sol sont présents (ruissellement, crues torrentielles de rivière et torrent, remontées de nappe). Le Plan de Gestion des Risques d'Innondation (PGRI), le Programme d'Actions de Prévention des Innondations (PAPI) et 4 Plans de Prévention des Risques Naturels d'inondation (PPRNi), le PPRN multirisques deSisteron et le PPRN retrait gonflement des argiles (RGA) d'Entrepierres ainsi que le PPRT Sanofi visent une meilleure gestion de ces risques, à différentes échelles. Le danger le plus prégnant reste le risque lié à la rupture du barrage de Serre-Ponçon qui toucherait de façon conséquente la vallée de la Durance et une partie du Buëch (secteur de Mison).

La sécheresse accentuant le risque d'incendie

Le territoire est actuellement peu exposé au risque d'avalanche, de tempêtes, de feux de forêt (aucun arrêté de catastrophe naturelle), sismique et au risque radon. Néanmoins, le nombre de départs de feux augmente depuis les années 2000 et pourrait présager d'une évolution du risque à venir. Entre 2010 et 2020, 348,95 ha de forêt sont concernés par les incendies, provoqués en majeure partie par la foudre ou des incidents involontaires.

Des risques accentués par le réchauffement climatique mais pas seulement

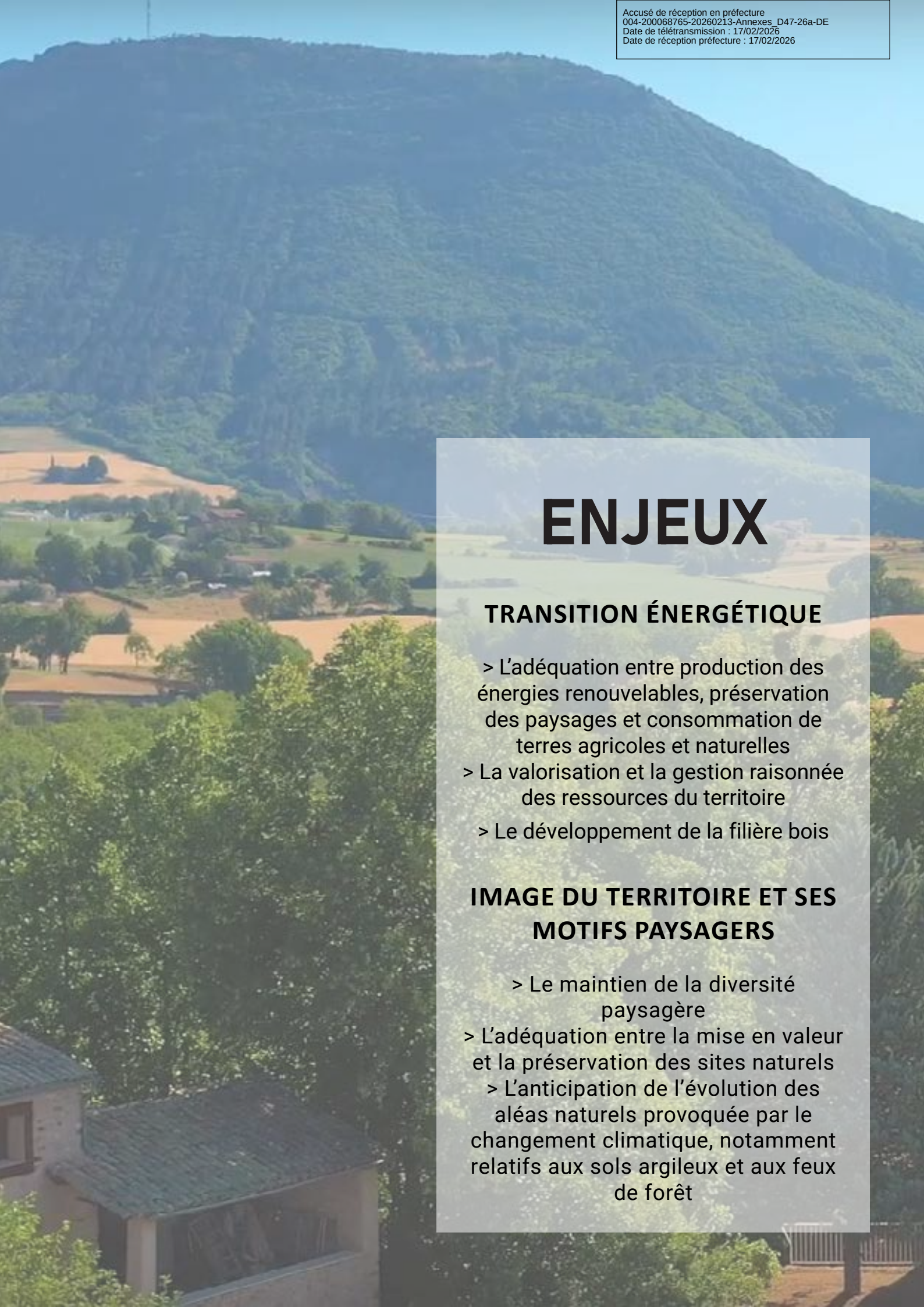
Le changement climatique impacte les risques naturels : augmentation des évènements extrêmes (pluies, sécheresses) et donc des aléas (feu de forêt, ruissellement, etc.). Il convient également de noter que le risque incendie s'intensifie non seulement du fait de la sécheresse et du réchauffement climatique, mais également par l'augmentation des pressions anthropiques du territoire et l'extension de l'urbanisation.



Synthèse des risques naturels _ *EIE*

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26a-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26a-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



ENJEUX

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

> L'adéquation entre production des énergies renouvelables, préservation des paysages et consommation de terres agricoles et naturelles
> La valorisation et la gestion raisonnée des ressources du territoire
> Le développement de la filière bois

IMAGE DU TERRITOIRE ET SES MOTIFS PAYSAGERS

> Le maintien de la diversité paysagère
> L'adéquation entre la mise en valeur et la préservation des sites naturels
> L'anticipation de l'évolution des aléas naturels provoquée par le changement climatique, notamment relatifs aux sols argileux et aux feux de forêt

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26a-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26a-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



FEUILLET 3

UN TERRITOIRE REFUGE POUR LA BIODIVERSITÉ



Cittànova

Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26a-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Un territoire refuge pour la biodiversité

Le cadre de vie et les qualités environnementales sont les atouts principaux énoncés par les élus et les habitants du Sisteronais-Buëch. Le territoire est serti d'espaces naturels, visibles du cœur de plaine aux crêtes de montagnes. Ces espaces s'immiscent dans les espaces urbains et composent une trame bleue fonctionnelle. L'environnement subit également différentes pressions, qui impactent sa constitution, et se répercutent sur les ressources qu'il apporte au territoire.



PAROLES D'ÉLUS ET ACTEURS DU TERRITOIRE

Entretiens, questionnaires, conversations territoriales, etc.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26a-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

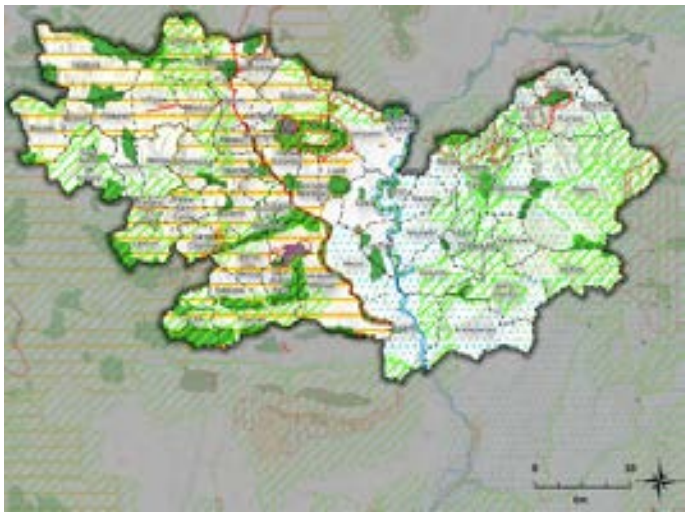
1. DES MILIEUX NATURELS REMARQUABLES

Des espaces naturels dominants

Le Sisteronais-Buëch présente de nombreux espaces naturels : vieux boisements de feuillus, des cours d'eau, des falaises, des zones humides, etc. Cette richesse et grande variété fait du territoire un lieu remarquable.
Cette forte part de milieux naturels induit que le territoire du Sisteronais-Buech fait office de puits de carbone, grâce à son important couvert forestier (275 kteqCO2 de GES émises pour 345,4 stockées en 2019).

Des sites reconnus par de nombreux périmètres, mais peu de protection forte

47,6% du territoire sont préservés, mais les périmètres de protection forte sont peu étendus (1,1% de protection réglementaire, 0,6% de protection foncière et 46,8% de protection contractuelle (PNR et Natura 2000). A ce titre, le territoire est particulièrement concerné par la nouvelle stratégie nationale pour les aires protégées (SNAP) dont les objectifs de constitution de 30% d'aires protégées sur le territoire national et 10% de protection forte visent non seulement la création d'aires protégées mais aussi la représentativité de la diversité des écosystèmes.



Synthèse des périmètres de protection _ *EIE*



Des lieux de vie d'espèces patrimoniales et protégées

L'abondance de milieux naturels remarquables a permis l'installation et la préservation de nombreuses espèces correspondant aux différentes sous-trame des milieux naturels de la CCSB. Ainsi, on recense :

- pour la sous-trame boisée : des oiseaux tels que le Geai des chênes ou le Pouillot siffleur ; des invertébrés tels que la Rosalie des Alpes ; des reptiles et amphibiens tels que la Salamandre, le crapaud, l'orvet ; des chiroptères tels que le Petit Rhinolophe et le grand murin ; et d'autres mammifères tels que le Chevreuil ou la Belette ;
- pour la sous-trame agricole : des oiseaux tels que le Milan noir, Alouette des champs ; des invertébrés tels que Criquet duettiste ; des reptiles et amphibiens tels que le Lézard des murailles et la Grenouille verte ; des chiroptères tels que Barbastelle d'Europe ; et d'autres mammifères tels que Renard roux ou le Lapin de garenne ;
- pour la sous-trame ouverte et semi-ouverte : des oiseaux tels que la Pie-grièche, le Traquet motteux ; des invertébrés tels que l'Œdipode turquoise ; des reptiles et amphibiens tels que la Vipère aspic, Crapaud calamite ; des chiroptères tels que le Noctule de Leisler ; et d'autres mammifères tels que le Campagnol ;
- pour la sous-trame aquatique et humide : des oiseaux tels que le Héron cendré, l'Aigrette garzette, le Canard colvert ; des insectes aquatiques tels que l'Agrion de Mercure ou le Damier de la Succise ; des invertébrés aquatiques tels que la Gammare, l'Écrevisse ; des reptiles et amphibiens déjà cités ; des chiroptères tels que le Murin de Daubenton ; d'autres mammifères tels que Loutre d'Europe ; et des poissons tels que l'Anguille, la Truite, le Poisson-chat.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26a-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

2. UNE TRAME VERTE ET BLEUE FONCTIONNELLE

Une trame verte dense favorisée par le relief, une mosaïque de milieux et l'hétérogénéité de la présence de l'eau

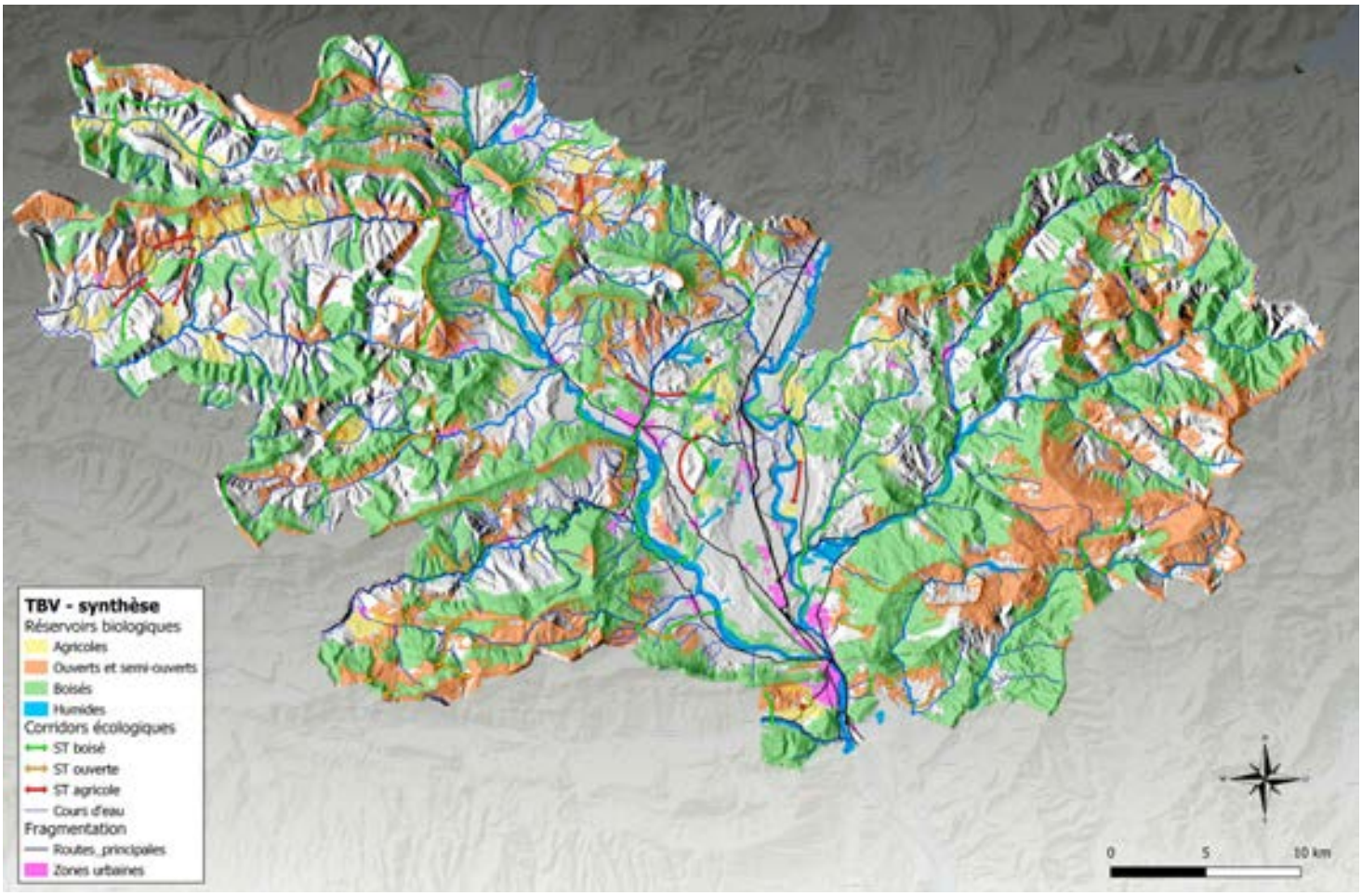
La forte part des milieux naturels sur le territoire constitue un réseau de continuités écologiques remarquable et fonctionnel, basé sur les milieux forestiers et agronaturels. Les pratiques agricoles participent également au maintien des continuités, à travers les prairies et le pastoralisme notamment.

Une trame bleue comme artère du territoire

Le réseau hydrographique, dont la Durance et le Buëch comme axes majeurs, est également très important pour la trame bleue. Les nombreux cours d'eau de vallée constituent autant d'axes de déplacement pour les espèces inféodées aux milieux aquatiques. Les zones humides d'accompagnement ou isolées en constituent également un élément majeur. Les plans d'eau sont souvent créés et exploités pour la production d'énergie (ex : Lazer) ou comme base de loisir (ex: La Germanette, Serres). La préservation des rives n'a donc pas le même intérêt sur ces espaces précis que les plans d'eau « naturels ».

Une préservation de la trame verte et bleue qui bénéficie également aux autres trames

La trame verte et bleue s'accompagne de différentes autres trames (noire – pollution lumineuse, brune – continuité des sols, etc.), avec lesquelles elle se recoupe généralement et dont les enjeux ciblent leur préservation dans les zones plus urbaines particulièrement.



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26a-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

3. DES MILIEUX ET ESPÈCES INFLUENCÉS PAR LA CONSOMMATION D'ESPACES

Le développement des zones résidentielles, des équipements et des activités économiques peut engendrer une consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF). L'analyse de la consommation d'ENAF expose les surfaces consommées sur la période 2011-2021, et la nature des constructions qui les consomment.

Les données choisies pour réaliser cette analyse sont celles du portail de l'artificialisation des sols mis en place par le ministère de la transition et de l'écologie.

Rappel du contexte règlementaire

La loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, également appelée loi climat et résilience est promulguée en Aout 2021. Elle prévoit que sur la période 2021-2031, la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers ne peut être supérieure à la moitié de la consommation d'espaces agricoles, naturels et forestiers observée sur la période 2011-2021. Le SCoT doit, à partir de cette base et de la territorialisation des objectifs nationaux de sobriété foncière inscrite dans le SRADDET, proposer une objectif de modération de la consommation foncière par tranche de dix ans. Ces dispositions vise à atteindre l'objectif de zéro artificialisation nette à horizon 2050.

Rappel des définitions

Définitions de consommation et d'artificialisation selon SPARTE, plateforme du gouvernement

« *L'article 194 de la loi Climat & Résilience précise que la consommation des espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (NAF) est entendue comme la création ou l'extension effective d'espaces urbanisés sur le territoire concerné.*
Même si cet article peut sembler rester dans le flou, le caractère urbanisé d'un espace est la traduction de l'usage qui en est fait. Ce n'est plus un espace d'usage NAF. Si l'artificialisation des sols traduit un changement de couverture physique, la consommation traduit un changement d'usage. A titre d'exemple, un bâtiment agricole artificialise mais ne consomme pas. »

Prise en compte des parcs photovoltaïques

Le territoire de la Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch s'étend sur trois départements dont les méthodologies d'analyse de la consommation d'espaces NAF disponible sur le portail national d'artficialisation des sols varient légèrement.

La seule différence de méthodologie est celle de la prise en compte des parcs photovoltaïques. En effet, dans les Alpes-de-Haute-Provence 3 communes disposent, en 2021, de parc photovoltaïques construits : Sisteron (8,6 ha), Melve (10,9 ha) et Mison (8 ha) soit un total de 27,5 ha. Ces surfaces ont été comptabilisées dans l'analyse proposée par le portail de l'artificialisation, soit en destinaiton « activité» soit en «destination inconnue». Du côté du département des Hautes-Alpes, 5 communes disposent de parc photovoltaïques construits : La Bâtie-Montsaléon (24 ha), Trescléoux (3 ha), Sorbiers (5 ha), Montjay (13,7 ha), Upaix (3,18 ha), soit un total de 48,8 ha. Contrairement aux Alpes-de-Haute-Provence, seules 1,28 ha ont été comptabilisés dans l'analyse du portail de l'artificialisation.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26a-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Les natures principales des constructions sur la dernière décennie

L'analyse de la consommation d'espaces NAF sur la période 2011-2021 aboutit a un chiffre total de 129,02 hectares consommés, toutes destinations confondues.

Elle détaille la nature des espaces consommés selon 4 catégories : surfaces consommées pour activité, pour habitat, surface mixte et destination inconnue.

La part de surfaces consommées à destination des logements est largement supérieure aux autres destinations avec 60,7 ha sur 129,02 hectares consommés au total. Cela s'explique principalement par la dominance des maisons individuelles au sein de la production récente de logements.

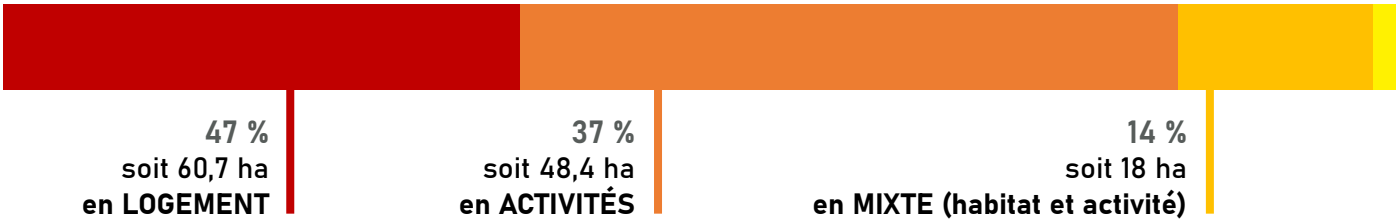
Les activités économiques sont le second poste de consommation des sols avec 48,37 hectares consommés, suivi par les surfaces mixtes (12,51 ha) et 1,26 ha pour les surfaces consommées à destination inconnue.

Territorialisation de la consommation d'espaces

La consommation sur dix ans se concentre en premier lieu sur le pôle de Sisteron, qui comprend plus de 36 % de toute la surface consommée (46,6 hectares), principalement à destination d'activités. La plupart des communes présentent des taux de consommation foncière très bas : 54 communes comptent moins de 3 % de la surface totale consommée. Les communes captant plus de 7 % de la consommation sont majoritairement celles les plus peuplées et qui ont fait l'objet de nombreux projets. Par exemple, l'accroissement des zones d'activités à Sisteron, induit plus de 35 ha consommés pour ce domaine. Laragne-Montéglin, Val-Buëch-Méouge et Mison ont, quant à elles, consommé de l'espace principalement au titre de la construction résidentielle, mais également pour le développement des filières économiques.

NB : dans le cadre de l'élaboration du Document d'Orientations et d'Objectifs du SCoT du Sisteronais-Buëch, la mesure de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF) sur la période 2011-2021 a nécessité une démarche approfondie de vérification, en raison des écarts constatés entre les données nationales et la réalité du terrain. Cette démarche est détaillée dans le Bilan de la consommation foncière du SCoT, au sein de l'annexe 3.3 Justification des choix.

Analyse de la consommation foncière par destination sur la période 2011-2021 (source : portail de l'artificialisation, CEREMA)



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26a-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Analyse de la consommation d'ENAF par commune (source : portail de l'artificialistion, CEREMA)

Commune	Total des surfaces d'ENAF consommés 2011-2021 (en m²)		Population municipale en 2019	A destination des activités		A destination de l'habitat		A destinaiton mixte (habitat et activités)		A destination inconnue		Nombre de ménages par ha artificialisé à destination de l'habitat (période 2013-2018)	Nombre de m² artificialisé par habitant supplémentaire (période 2013-2018)
	m²	% de la conso totale de la CCSB		m²	%	m²	%	m²	%	m²	%		
Authon	3953	0,3	63	0	0,0	3953	100,0	0	0,0	0	0,0	30	214,29
Bayons	9535	0,7	186	0	0,0	8535	89,5	0	0,0	1000	10,5	-85	-86,96
Bellaffaire	1683	0,1	140	0	0,0	1683	100,0	0	0,0	0	0,0	66,67	-13,64
Le Caire	0	0,0	74	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0
Châteaufort	2980	0,2	28	0	0,0	2980	100,0	0	0,0	0	0,0	-13,42	1490
Clamensane	7240	0,6	174	0	0,0	7240	100,0	0	0,0	0	0,0	-30	-200
Entrepierres	22694	1,8	373	0	0,0	19416	85,6	3278	14,4	0	0,0	19,68	-369,5
Faucon-du-Caire	3289	0,3	56	0	0,0	3289	100,0	0	0,0	0	0,0	-14,88	0
Gigors	4444	0,3	61	0	0,0	4444	100,0	0	0,0	0	0,0	27,07	1847
Melve	120678	9,4	123	0	0,0	15462	12,8	0	0,0	105216	87,2	10,7	1518,25
Mison	134388	10,4	1125	51815	38,6	72330	53,8	3250	2,4	6993	5,2	19,67	1169,08
La Motte-du-Caire	25895	2,0	557	0	0,0	22302	86,1	3593	13,9	0	0,0	24,05	844,9
Nibles	8903	0,7	41	0	0,0	2626	29,5	0	0,0	6277	70,5	92,17	-217
Saint-Geniez	1000	0,1	101	0	0,0	1000	100,0	0	0,0	0	0,0	110	111,11
Sigoyer	10388	0,8	104	1339	12,9	9049	87,1	0	0,0	0	0,0	27,86	5647
Sisteron	466842	36,2	7579	371390	79,6	91498	19,6	2459	0,5	1495	0,3	26,85	644,69
Thèze	12132	0,9	233	4100	33,8	8032	66,2	0	0,0	0	0,0	25,77	515,7
Turriers	11980	0,9	326	1363	11,4	10501	87,7	0	0,0	116	1,0	-85,44	-127,7
Valavoire	1301	0,1	39	0	0,0	1301	100,0	0	0,0	0	0,0	-166,11	-150,5
Valernes	6941	0,5	247	0	0,0	2967	42,7	0	0,0	3974	57,3	-10,11	-329,67
Vaumeilh	9727	0,8	265	4470	46,0	5257	54,0	0	0,0	0	0,0	-14,29	700
Barret-sur-Méouge	6391	0,5	220	0	0,0	6391	100,0	0	0,0	0	0,0	-58,82	-255
La Bâtie-Montsaléon	4659	0,4	255	0	0,0	4659	100,0	0	0,0	0	0,0	90	90,91
Le Bersac	4266	0,3	145	0	0,0	4266	100,0	0	0,0	0	0,0	9,71	-515
Valdoule	9174	0,7	221	0	0,0	8744	95,3	0	0,0	430	4,7	13,11	471,44
Chanousse	500	0,0	40	0	0,0	500	100,0	0	0,0	0	0,0	0	0
Éourres	3285	0,3	130	500	15,2	2785	84,8	0	0,0	0	0,0	50	625
L'Épine	6892	0,5	200	0	0,0	5104	74,1	1788	25,9	0	0,0	80,88	232,23
Étoile-Saint-Cyrice	500	0,0	30	0	0,0	500	100,0	0	0,0	0	0,0	0	0
Garde-Colombe	15665	1,2	530	7078	45,2	7087	45,2	0	0,0	1500	9,6	6,54	-877,67
Laragne-Montéglin	80520	6,2	3537	9068	11,3	70547	87,6	905	1,1	0	0,0	11,76	1203,41
Lazer	7305	0,6	351	0	0,0	7259	99,4	46	0,6	0	0,0	32,44	837,33
Méreuil	1000	0,1	85	0	0,0	1000	100,0	0	0,0	0	0,0	50	-1000
Monêtier-Allemont	5458	0,4	282	0	0,0	5458	100,0	0	0,0	0	0,0	-34,98	-95,29
Montclus	0	0,0	54	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0
Montjay	17519	1,4	104	12741	72,7	4778	27,3	0	0,0	0	0,0	10,8	0
Montrond	4351	0,3	80	0	0,0	4351	100,0	0	0,0	0	0,0	-17,86	164,71
Moydans	382	0,0	42	287	75,1	95	24,9	0	0,0	0	0,0	-421,05	-6,33
Nossage-et-Bénévent	500	0,0	16	0	0,0	500	100,0	0	0,0	0	0,0	140	125
Orpierre	5828	0,5	355	35	0,6	5793	99,4	0	0,0	0	0,0	55,67	126,22
La Piarre	3255	0,3	92	0	0,0	3255	100,0	0	0,0	0	0,0	44,35	563,75
Le Poët	78803	6,1	788	355	0,5	33999	43,1	2202	2,8	42247	53,6	29,56	458,58
Ribeyret	1500	0,1	113	0	0,0	1500	100,0	0	0,0	0	0,0	160	38,46
Val Buëch-Méouge	27921	2,2	1345	1068	3,8	26329	94,3	524	1,9	0	0,0	19,77	904,57
Rosans	9836	0,8	468	662	6,7	9174	93,3	0	0,0	0	0,0	-60,54	-116,11
Saint-André-de-Rosans	2090	0,2	152	0	0,0	2090	100,0	0	0,0	0	0,0	333,33	12,5
Sainte-Colombe	0	0,0	53	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0
Saint-Pierre-Avez	500	0,0	29	0	0,0	500	100,0	0	0,0	0	0,0	80	-250
Saléon	9261	0,7	89	0	0,0	9261	100,0	0	0,0	0	0,0	12,96	-3087
Salérans	1066	0,1	87	0	0,0	1066	100,0	0	0,0	0	0,0	-54,64	-20,33
Savournon	2847	0,2	256	0	0,0	2347	82,4	500	17,6	0	0,0	80,95	156,47
Serres	16359	1,3	1285	0	0,0	16359	100,0	0	0,0	0	0,0	62,44	191,63
Sigottier	10458	0,8	90	0	0,0	500	4,8	0	0,0	9958	95,2	60	83,33
Sorbiers	618	0,0	35	0	0,0	618	100,0	0	0,0	0	0,0	-48,54	-103
Trescléoux	10427	0,8	313	0	0,0	9089	87,2	0	0,0	1338	12,8	19,87	2180,33
Upaix	14821	1,1	454	887	6,0	13434	90,6	0	0,0	500	3,4	29,85	145
Ventavon	49070	3,8	584	16501	33,6	32569	66,4	0	0,0	0	0,0	10,54	421,8
Laborel	1000	0,1	100	0	0,0	1000	100,0	0	0,0	0	0,0	10	-100
Lachau	10192	0,8	236	0	0,0	10192	100,0	0	0,0	0	0,0	0	81,64
Villebois-les-Pins	0	0,0	15	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0
CCSB	**1290212**	**100**	**25156**	**483659**	**37,49**	**606964**	**47,0**	**18545**	**1,4**	**181044**	**14,0**	**869,34**	**15895,63**

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26a-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Le changement climatique

Les écosystèmes sensibles sont fragilisés par les évolutions climatiques, en particulier les milieux montagnards et alpins, dont les espèces ne vont potentiellement pas réussir à trouver de refuge adapté à leurs besoins. De plus, la hausse des températures induit une augmentation potentielle des déplacements d'espèces, dont les invasives qui menacent la biodiversité locale.
Par ailleurs, la hausse potentielle des incendies de forêt menace directement les espèces forestières.

Les activités pouvant impacter les milieux

Le réseau hydrographique abrite une faune et une flore riche. La baisse des débits probable, associée à une stagnation voire une augmentation des émissions polluantes dans l'eau, notamment, pourrait impacter plus fortement les écosystèmes à l'avenir.

La fréquentation et les pratiques touristiques et de loisirs

La fréquentation touristique et de loisir a un impact sur la faune, qui est perturbée par les passages (quads, randonneurs, promeneurs, cyclistes, etc.). La CCSB incite à une meilleure gestion et une meilleure répartition des touristes sur le touristes sur le terrioire afin de limiter les incidences de certains aménagements (pistes de VTT, sports aquatiques, etc.) sur la modification du milieu et la destruction d'espèces.

Certains milieux font l'objet de projet afin de limiter l'impact touristique, à l'image de la navette de la Méouge mise en place par l'intercommunalité, et fonctionnelle en période estivale. La zone s'est dotée de signalétique et de mobilier afin de délimiter les espaces naturels impactés par l'affluence de touristes et habitants, venus profiter de la rivière.



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26a-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

4. LA QUESTION DES RESSOURCES

L'eau et sa place dans le territoire aujourd'hui et demain

Malgré un bon état global, des pressions sont identifiées à différentes échelles (problèmes de qualité dus à des polluants, notamment agricoles), sous-bassins en déficit quantitatif, etc. À l'échelle du bassin Rhône-Méditerranée, une ressource stratégique pour l'eau potable a par ailleurs été identifiée et devra être protégée afin d'assurer l'alimentation future des populations. Les évolutions climatiques présagent des tensions croissantes, du fait d'une baisse de la disponibilité de leur ressource pour les différents usages du territoire, ce qui pourrait créer des conflits.

Une autonomie en matière d'énergie électrique, mais un territoire dépendant pour les énergies thermiques

Le territoire est excédentaire en production d'électricité : la consommation finale en 2019 est de 840 GWh alors que l'hydroélectrique produit 627 GWh et le photovoltaïque 80 GWh. La production d'énergie totale (759 GWh en 2019, en incluant le biogaz et la biomasse) représente 90% de la consommation totale (839 GWh en 2019), ce qui est au-delà des objectifs de la loi TCEV. Néanmoins, l'analyse en détail montre rapidement certaines limites : l'énergie produite est de l'électricité à 94%, ce qui rend le territoire très dépendant à des importations d'énergie pour les usages thermiques (représentant plus des deux tiers des besoins en 2019). Si la production d'énergie hydro-électrique est forte sur le territoire, les potentiels de diversification des ENR sont également très importants (cf tableau ci-dessous).

Les polluants menacent la qualité territoriale

Bien que la qualité de l'air soit plutôt bonne, la pollution à l'ozone est notable, comme à l'échelle de la région en général. Les polluants sont néanmoins concentrés dans les secteurs urbanisés et traversés, dans les vallées de la Durance et du Buëch, surtout en raison des pollutions de flux de transit (autoroute A51).

Filières ENR sur la CCSB	Potentiels de production supplémentaire (GWh)	% de la production par rapport à la production potentielle totale
Solaire photovoltaïque	174	20 % (11 % actuel)
Solaire thermique (résidentiel et tertiaire)	14	1.2 % (<1 % actuel)
Bois énergie	46	4 % (5 % actuel)
Éolien	254	20.5 % (0 % actuel)
Méthanisation	28	3 % (1 % actuel)
TOTAL	**516**	**50 % d''ENR hors grande hydraulique (17 % actuel)**

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26a-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

L'autonomie alimentaire

Le Sisteronais-Buëch tend vers une autonomie alimentaire pour répondre aux besoins nutritionnels de ses habitants.

L'adéquation entre production et besoins par type de culture témoigne d'une surproduction de denrées vis-à-vis des besoins, notamment en céréales et fruits. Certaines cultures, moins présentes comme le maraîchage, peuvent mettre en danger la réponse à certains besoins.

Les aliments d'origine animale (viande, œufs, produits laitiers), produits en grande partie dans les montagnes, mais nécessitant des cultures fourragères, requièrent davantage de ressources et de terres cultivées que les produits issus du milieu végétal pour atteindre une valeur nutritive similaire. **Le territoire est excédentaire dans la réponse entre production et besoin dans ce secteur.**

Les pratiques agricoles permettent de proposer aux habitants des produits locaux, et notamment respectueux du label agriculture biologique. **La surface agricole biologique du Sisteronais-Buëch est équivalente à 7,1 fois la moyenne nationale.**

La proximité avec les commerces qui vendent ces biens reste cependant limitée, favorisant les échanges directs entre producteurs et acheteurs. Les initiatives en ce sens augmentent (vente à la ferme, magasin de producteurs, etc.).
Plusieurs marchés réguliers parsèment la CCSB et alimentent ce réseau: Sisteron, Laragne, Lachau, Serres, Garde-Colombe, Orpierre,La Bâtie-Montsaléon, dans la vallée du Sasse, etc.

De plus, plusieurs projets alimentaires territoriaux (PAT), portés par le département des Hautes-Alpes et le Parc naturel régional, sont en cours de réflexion. Ceux-ci ont pour objectif de relocaliser l'agriculture et l'alimentation dans les territoires en soutenant l'installation d'agriculteurs, les circuits courts ou les produits locaux dans les cantines.

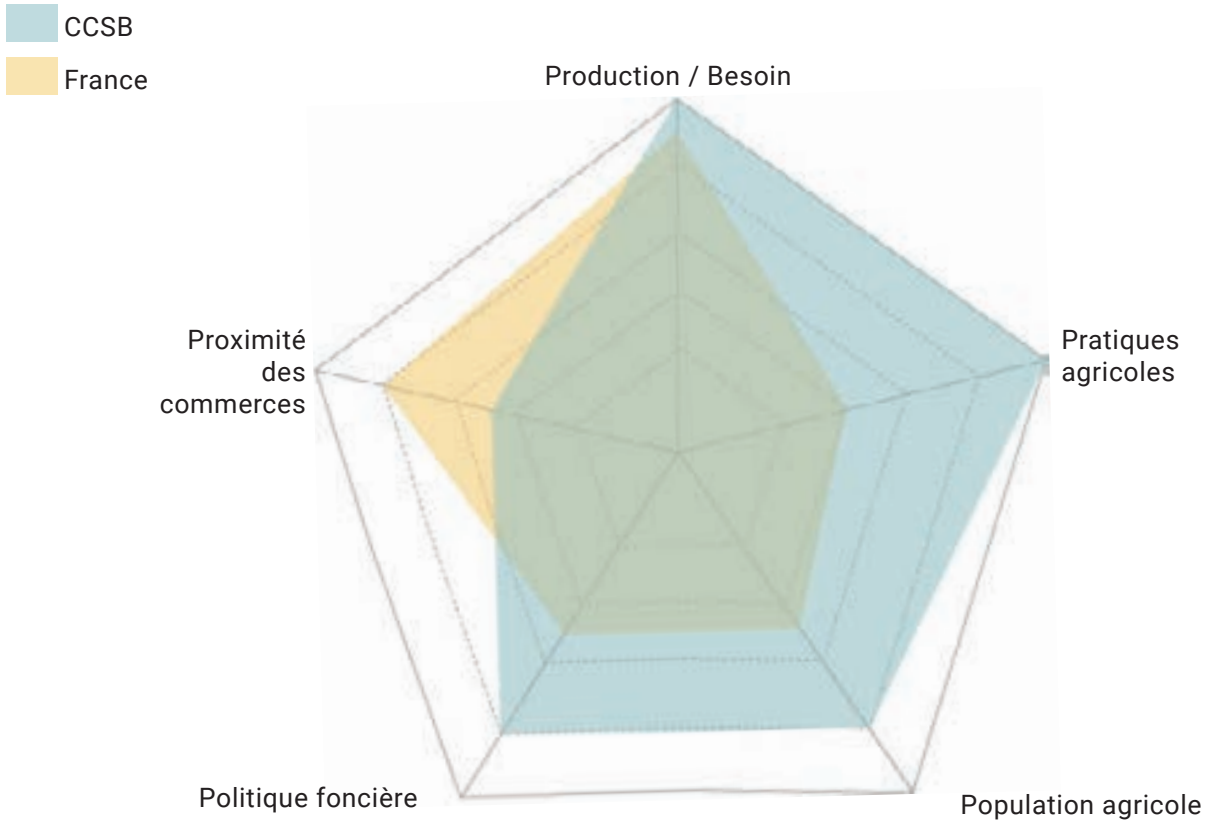


Schéma de synthèse du diagnostic du système alimentaire_ CRATer

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26a-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



ENJEUX

DES ESPACES NATURELS

> Des milieux sensibles identifiés
> La préservation et / ou la restauration des zones humides
> La réduction des pollutions sous toutes ses formes
> La préservation de la quantité et la qualité des ressources
> L'accompagnement de la résilience des écosystèmes face au changement climatique

LA CONSOMMATION D'ESPACE

> Un développement urbain et touristique consommateur d'espace

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26a-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch



Annexe 1.1

Arrêté le : 15.05.2025
Approuvé le : 13.02.2026

Vu pour être annexé à la délibération du Conseil Communautaire en date du 13.02.2026
Approuvant le projet de Schéma de Cohérence Territoriale
Fait à Sisteron, le 13.02.2026

Cittànova

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

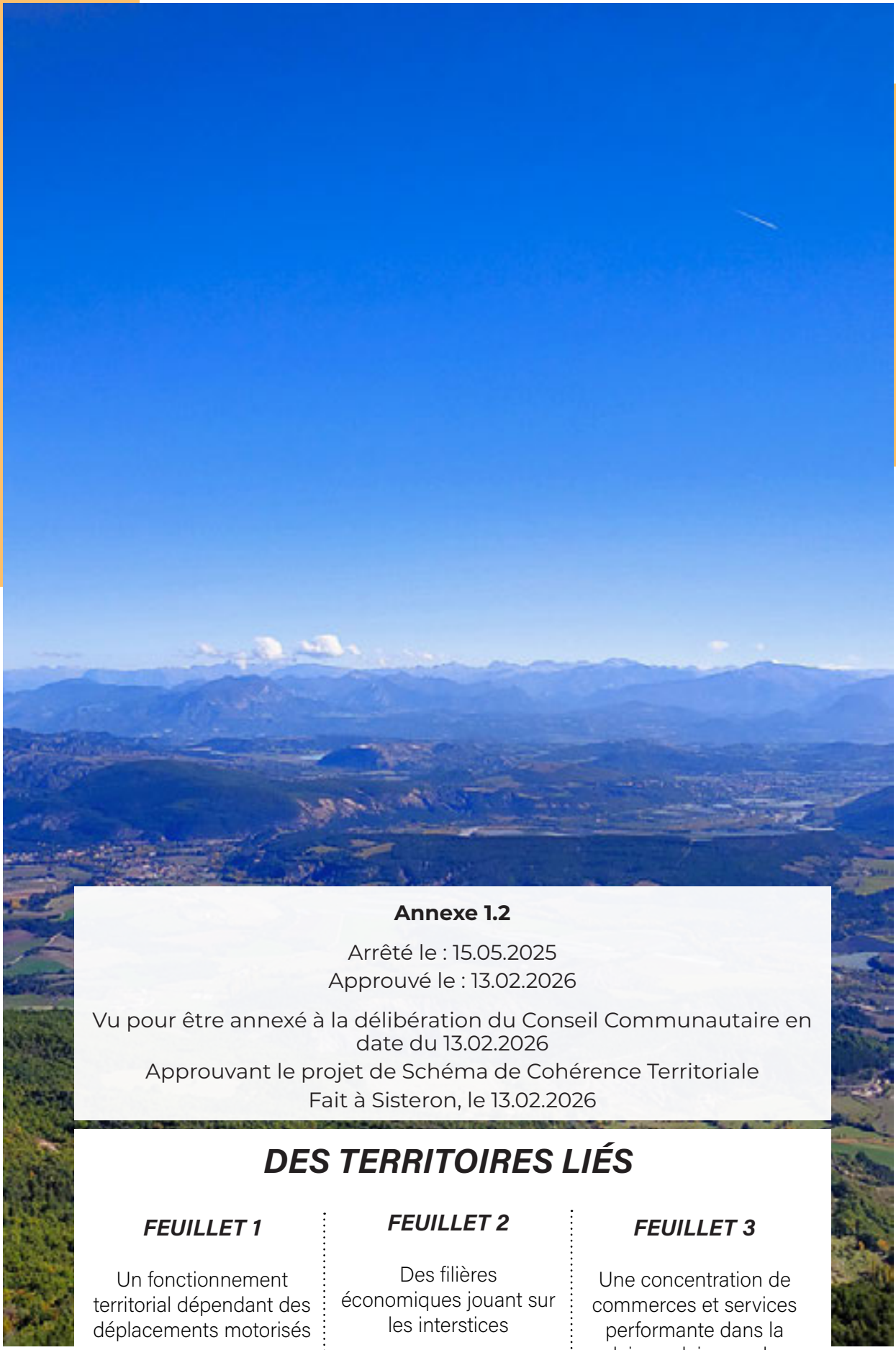
Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch

SISTERONAIS-BUËCH

SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE DU

CARNET 2

DIAGNOSTIC



Annexe 1.2

Arrêté le : 15.05.2025
Approuvé le : 13.02.2026

Vu pour être annexé à la délibération du Conseil Communautaire en date du 13.02.2026
Approuvant le projet de Schéma de Cohérence Territoriale
Fait à Sisteron, le 13.02.2026

DES TERRITOIRES LIÉS

FEUILLET 1

Un fonctionnement territorial dépendant des déplacements motorisés

FEUILLET 2

Des filières économiques jouant sur les interstices

FEUILLET 3

Une concentration de commerces et services performante dans la plaine, relais pour les communes de moyenne montagne

Cittànova

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

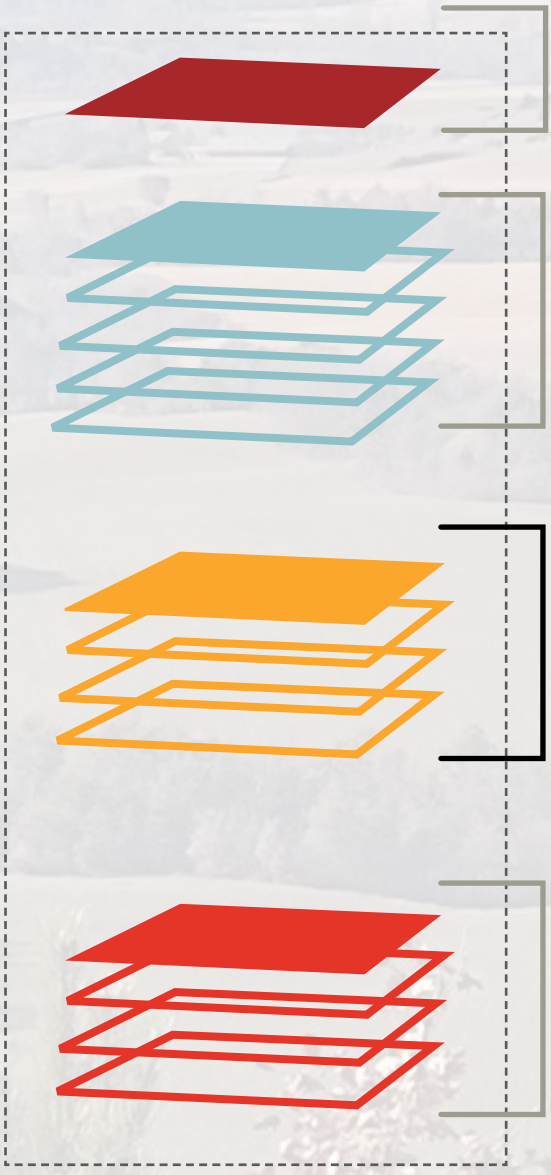
UN DIAGNOSTIC POURQUOI?

> Pour mettre en évidence des éléments qui relient les 60 communes du Sisteronais-Buëch,
> Analyser les raisons d'un attachement du Sisteronais-Buëch à son environnement,
> Et comprendre les enjeux auxquels le territoire doit faire face.

RÉALISÉ COMMENT ?

> Par des explorations territoriales ;
> Des rencontres avec les actrices et acteurs du territoire ;
> Des ateliers avec élues, élus, habitantes et habitants ;
> Un Bus Tour de trois jours avec les élues et élus ;
> Des échanges avec les techniciennes et techniciens.

COMMENT LE LIRE?



INTRODUCTION
ENTRE ALPES ET PROVENCE, LE SISTERONAIS-BUËCH, TERRITOIRE DE TRANSITIONS

CARNET 1
UN TERRITOIRE AUX CARACTÈRES NATURELS AFFIRMÉS

CARNET 2
DES TERRITOIRES LIÉS

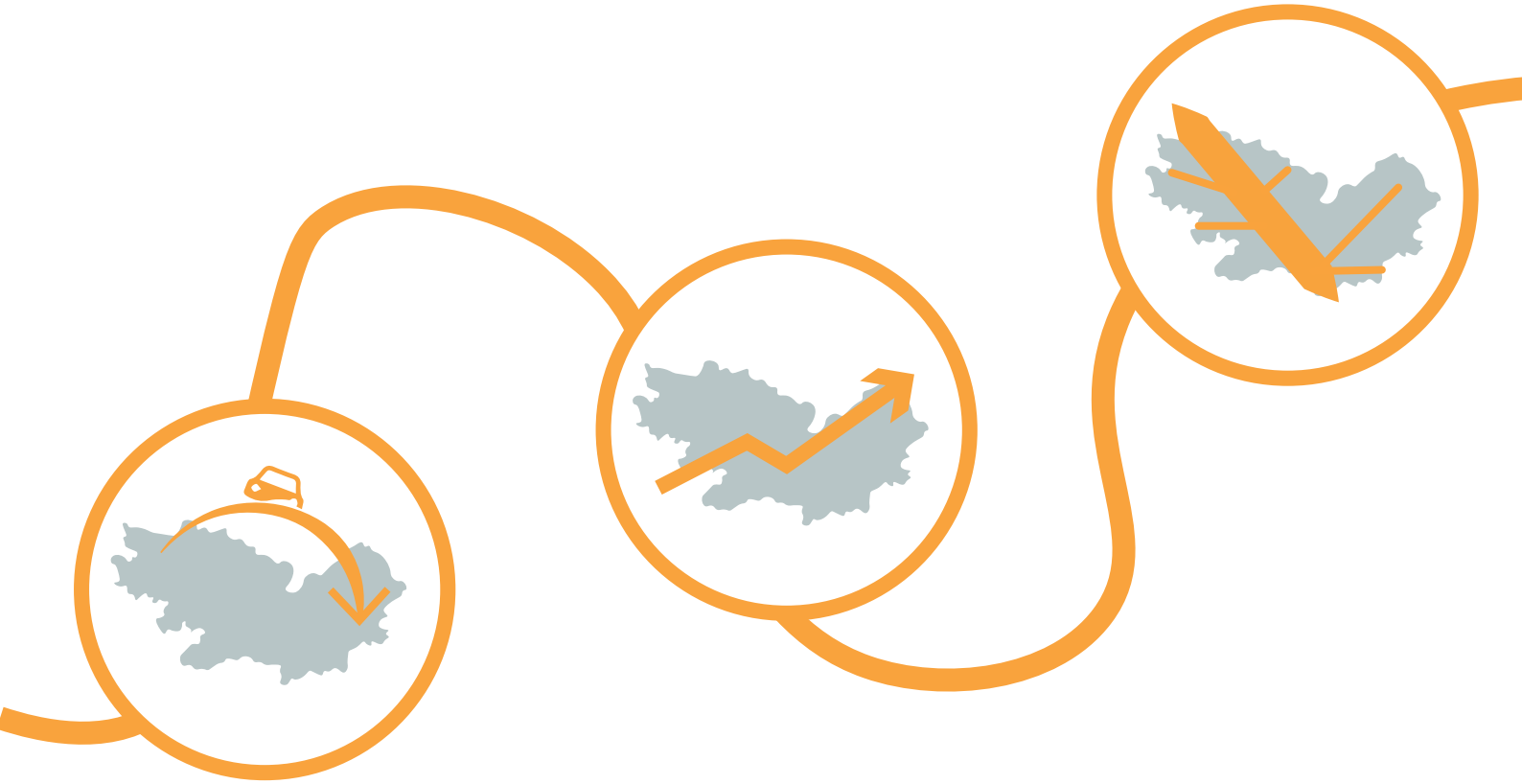
Feuillet 1 : Un fonctionnement territorial dépendant des déplacements motorisés

Feuillet 2 : Des filières économiques jouant sur les interstices

Feuillet 3 : Une concentration performante dans la plaine, relais pour les communes de moyenne montagne

CARNET 3
UN TERRITOIRE D'IDENTITÉS

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



CARNET 2
DES TERRITOIRES LIÉS

Le Sisteronais-Buëch est animé par des dynamiques qui lient les différentes communes les unes aux autres. Toutes sont sensibles à la question des mobilités, fortement dépendantes des véhicules motorisés individuels. La répartition des structures économiques met en avant l'importance de la plaine et des synergies intraterritoriales. L'agriculture tient une place particulière. Activité économique historique, elle est omniprésente sur l'ensemble du territoire de la plaine aux côteaux. Enfin, la mise en réseau de l'ensemble des bourgs témoigne d'une concentration des commerces et services au sein des villes principales, afin d'assurer une relative proximité à tous les habitants.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



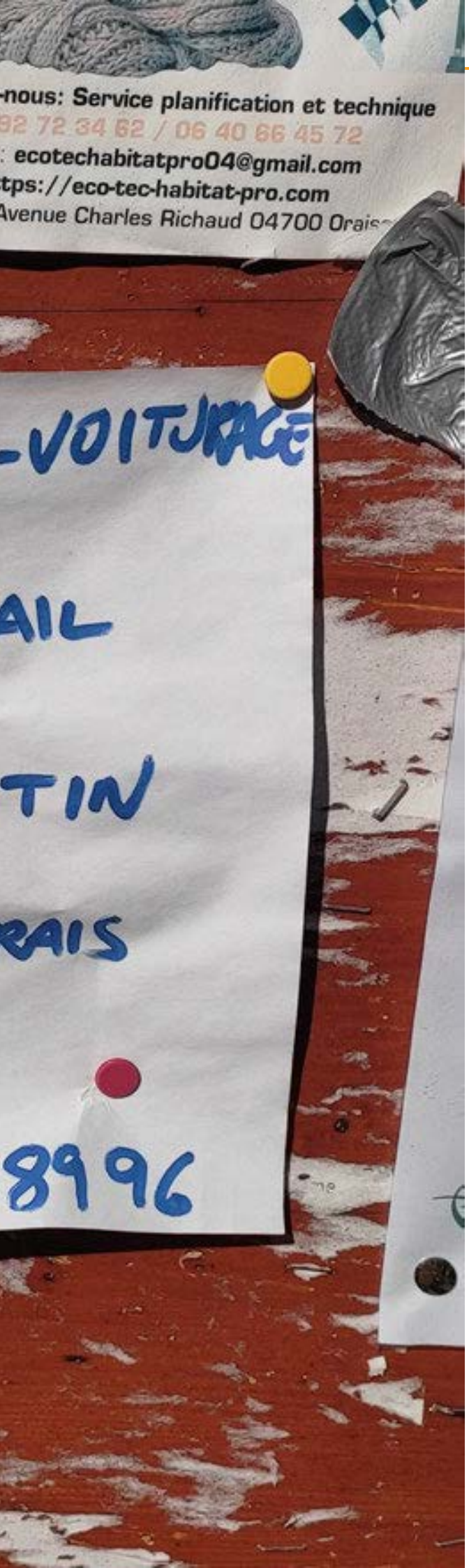
ETH Pro
Eco-Tec Habitat
L'isolateur que vous recommandez

Contactez
04
mail
ht
5016 A -

RECHERCHE D'UN CO
DU LUNDI AU MARDI
POUR ALLER AU TRAVA
SECTEUR SUPER U
ENTRE 7h ET 8h. DU MA
PARTICIPATION AUX FI
D'ESSENCE

Td. 07 72 07

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



FEUILLET 1

UN FONCTIONNEMENT TERRITORIAL DÉPENDANT DES DÉPLACEMENTS MOTORISÉS



Cittànova

Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Un fonctionnement territorial dépendant des déplacements motorisés

La CCSB ne s'est pas saisie de la compétence mobilité. La Région est donc aujourd'hui officiellement l'autorité organisatrice de la mobilité locale (AOM) sur le périmètre.

La Communauté de Communes connaît des difficultés quant à cette thématique. Les véhicules motorisés sont le principal mode de déplacement, en raison des distances à parcourir, d'un relief fortement accidenté et d'un climat rude, d'une faible densité, ou encore une inadéquation entre les offres alternatives proposées et la réalité d'usage. Cependant, certaines actions peuvent être menées et certaines communes entament dès à présent des démarches en ce sens.



PAROLES D'ÉLUS ET ACTEURS DU TERRITOIRE

Entretiens, questionnaires, conversations territoriales, etc.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

1. LA ROUTE, SUPPORT PRINCIPAL DE DÉPLACEMENT

Une mobilité automobile…

La faible densité démographique, l'offre réduite de transports en commun et l'éloignement des pôles administratifs, culturels et économiques ont induit une dépendance des populations à la voiture. La surface du territoire a engendré une préférence pour la voiture comme moyen de déplacement. Il faut par exemple 90 minutes pour rejoindre Valdoule depuis Turriers en voiture.
De fait, plus de 88 % des ménages sont motorisés, voire multimotorisés. Ce phénomène n'est pas une exception territoriale, mais s'assimile aux moyennes départementales.

L'offre est structurée autour de l'axe Durancien (Sisteron-La Saulce) et du Buëch (Sisteron - Laragne - Serres). La création de l'A51 a permis l'accroissement des dessertes en voiture et des liaisons entre le territoire étudié et ses voisins, invitant d'autant plus à ce mode de déplacement.







… pour des trajets pendulaires

L'usage de la voiture dans les flux domicile - travail est élevé (78 %). Pourtant, l'éloignement domicile-travail n'est pas particulièrement élevé avec 14,4 km en moyenne. Cependant, cette distance moyenne s'est allongée, augmentant de 15 % sur les 10 dernières années.



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



Les principales voies de desserte liées à la CCSB_ *Portrait de Territoire*

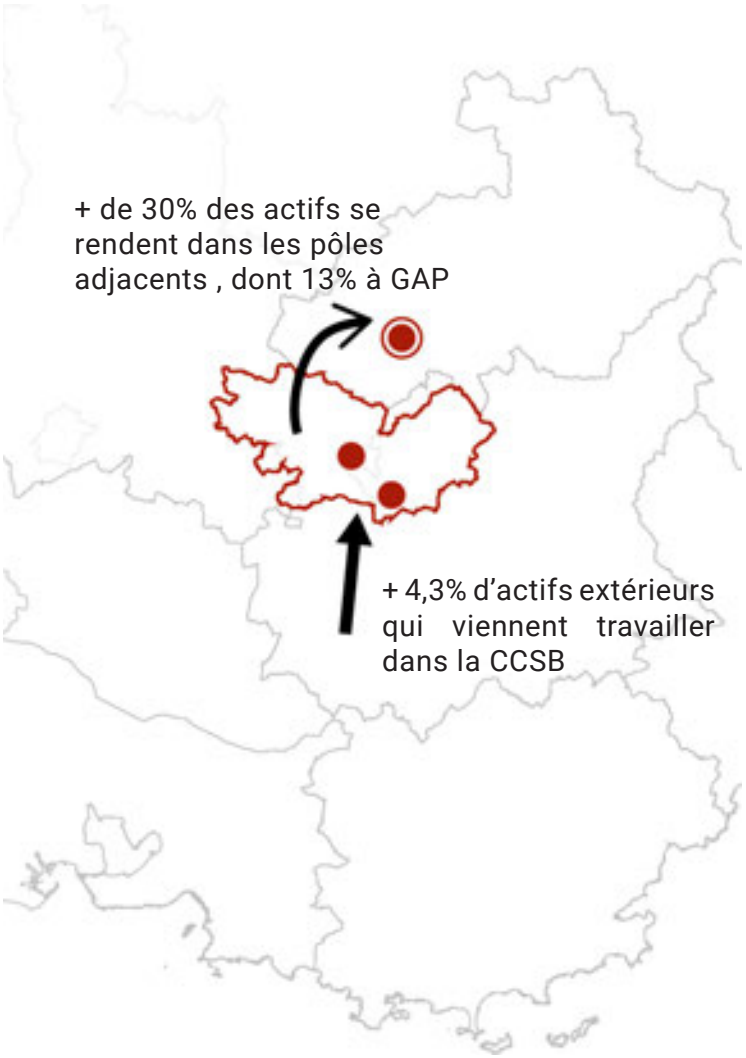
Des flux entrants et sortants qui saturent les voies en heure de pointe

De nombreux échanges ont lieu entre les actifs du Sisteronais-Buëch et les territoires alentours, ayant pour conséquence des flux importants sur les axes principaux.

De nombreux actifs travaillent dans les bassins d'emplois adjacents (30,5 %). Cette tendance est à la hausse : le nombre de sortants à destination des pôles d'emplois externes augmente (+23,8 %). Le principal pôle captant des actifs est la Communauté d'Agglomération Gap Tallard Durance qui attire 13 % des flux sortants.

Le territoire n'est pas exempt de ces captations et connaît une hausse du nombre d'actifs extérieurs au territoire qui viennent travailler au sein de l'intercommunalité (+4,3 %). Sisteron et Laragne-Montéglin sont en tête des destinations.

Ces échanges ont un impact direct sur la saturation des voies routières et les nuisances apportées en période de pointe, notamment autour des deux communes polarisantes.



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

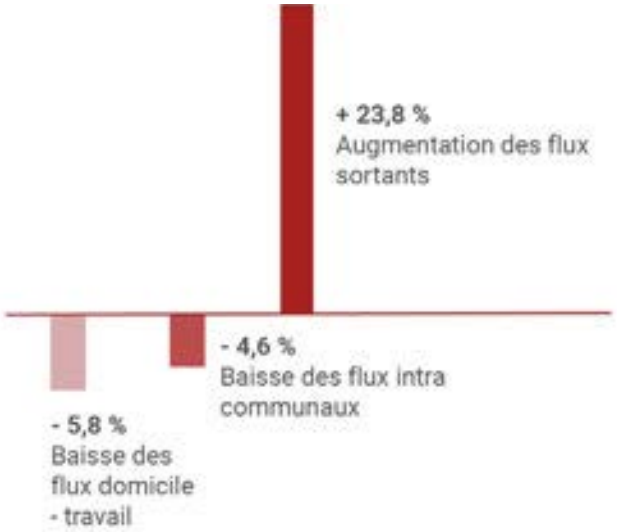
Un réseau routier impactant certains aspects de la qualité du territoire

L'important trafic routier peut conduire à des insécurités, des conflits d'usages et des nuisances sonores au sein des bourgs notamment. Laragne-Montéglin par exemple comptabilise une moyenne de 7 800 véhicules jours dont 695 poids lourds. Certains de ces véhicules transportent des matériaux à risque au milieu de la ville. En heure de pointe en été, quand touristes et habitants se confondent, le nombre de passage augmente pour atteindre entre 11 700 à 13 000 véhicules.

De plus, le transport routier consomme de l'énergie (53% des consommations de 2019) et produit des gaz à effet de serre (43% des émissions de 2019) et polluants atmosphériques (notamment du NOx). Les transports de matières dangereuses engendrent également un risque le long des voies traversées.

La motorisation du parc de véhicules est composée pour 49 % de CRIT'Air 3 et au-delà, plus que la moyenne départementale (45 %) ou régionale (38 %). Il s'agit des véhicules polluants qui commencent à être bannis de certains pôles urbains (ex : interdit dans l'enceinte du Grand Paris en 2023). Le PCAET fixe un potentiel de réduction des consommations liées au transport de — 40 %

Une diminution des déplacements internes, au profit des déplacements externes



L'accroissement démographique n'est pas majoritairement porté par l'augmentation du nombre d'actifs. Celle-ci s'est traduite par une baisse des flux de déplacements domicile - travail, en particulier des flux internes à la CCSB (-5,8 %), mais aussi en interne des communes (-4,6 %). En revanche, le nombre de sortants à destination des pôles d'emplois externes augmente (+23,8 %).

De longues distances à parcourir pour étudier

Le flux scolaire a une grande importance dans la CCSB. En 2019, 1 212 scolaires étudient hors de la CCSB, représentant 28,9% des scolaires résidents (18% hors de l'EPCI, 10,8% hors des départements (04 et 05)).

Les équipements scolaires sont concentrés dans les polarités principales, notamment à Sisteron, drainant l'ensemble des jeunes du territoire. Sisteron accueille aujourd'hui dans ses établissement 48% d'élèves qui ne résident pas au sein de la commune (étude Aupa, 2022).

Par manque d'équipements scolaires supérieurs, types lycées et filières post-bac, les jeunes partent dans les territoires voisins (Gap, Marseille, Grenoble). Des mouvements quotidiens en découlent, entraînant un flux intercommunal interne au territoire important (23,3 %), un taux supérieur à la Région (16 %).

La Communauté d'Agglomération de Gap-Tallard-Durance est le premier territoire de destination des scolaires intercommunaux (18 %), essentiellement vers Gap (8 %).

La jeunesse est une des catégories de la population qui, non seulement nécessite de se déplacer quotidiennement, mais se trouve également fragilisée par une offre en transports et un accès aux services et équipements par les modes actifs parfois limités en fonction des lieux de résidences. La concentration des structures dans les pôles principaux, si elle permet le maintien, voire la création des équipements et structures d'accueil pour les jeunes, induit une nécessité re renforcer la place des modes actifs afin de permettre aux jeunes, non motorisés, de l'ensemble des communes d'en profiter.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

2. UNE OFFRE EN TRANSPORT EN COMMUN FRAGILE

Une offre ferroviaire existante, mais inadaptée, complétée par une offre en bus

La situation géographique et la faible densité de population limitent le développement d'un réseau de transports en commun performant sur ce très vaste territoire. Les données d'utilisation des transports, que ce soit sur une même commune ou le même territoire, sont faibles. Seuls quelques actifs utilisent ce type de mobilité pour se rendre dans un autre EPCI (4,7 %).

3 gares principales permettent des liaisons avec les pôles urbains extérieurs, notamment Aix-Marseille et Gap. Une seule ligne TER rapproche Marseille de Briançon avec les 3 arrêts de Sisteron, Laragne-Montéglin et Serres.

Cette offre est complétée par des lignes régionales en bus :
– la ligne régionale 51 Nice Grenoble via Sisteron
– la ligne régionale 69 Marseille Briançon via Sisteron
– la ligne S 2 Sisteron Mison
– la ligne S 3 Sisteron Séderon qui traverse la vallée du Jabron
– la ligne S 4 Sisteron Turriers
– la ligne S 5 Sisteron Bayons

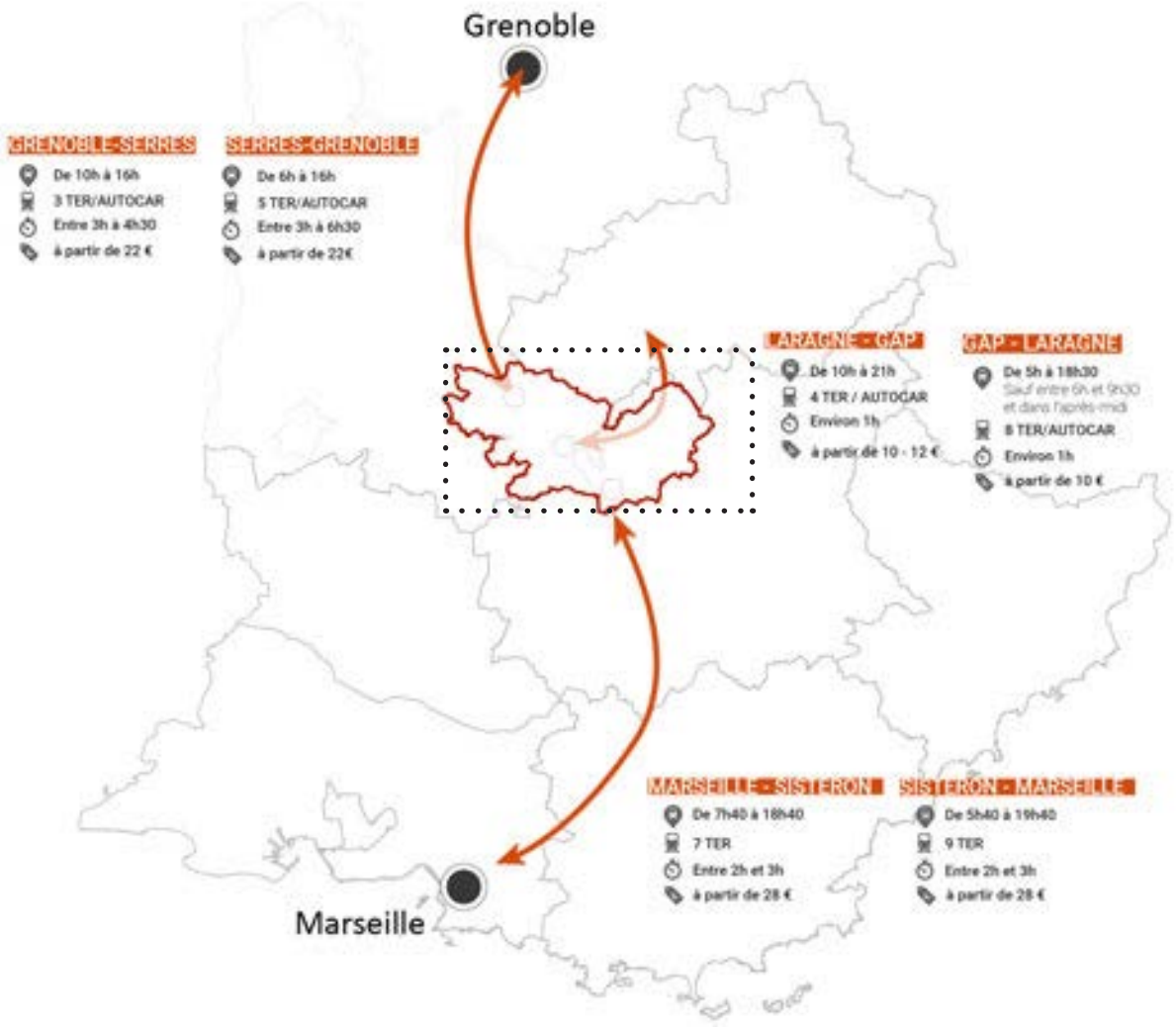
L'offre de la SNCF traverse le territoire par ses grandes polarités. Cependant, l'inadéquation des horaires et la faible fréquence des trains empêchent une réelle saisie de ce mode de transport au quotidien et le réseau LER, par la fréquence proposée et les horaires, ne prend pas le relais.

L'étude de la fréquentation des gares en témoigne. La gare de Sisteron enregistrait 50 051 voyageurs en 2018 et 45 755 en 2019, quand la gare de Gap enregistrait presque 300 000 voyageurs aux mêmes périodes. Les gares locales sont également peu fréquentées:
- 20 265 voyageurs enregistrés en 2018 et 17 947 en 2019 à Laragne-Montéglin.
- et entre 11 000 et 14 000 voyageurs en gare de Serres.

Les pôles ferroviaires sont souvent des pôles d'échanges, mais l'organisation de ceux du territoire semble à améliorer: l'accessibilité au site remise en cause, l'espace est peu lisible, la sécurité est parfois relative, etc.



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



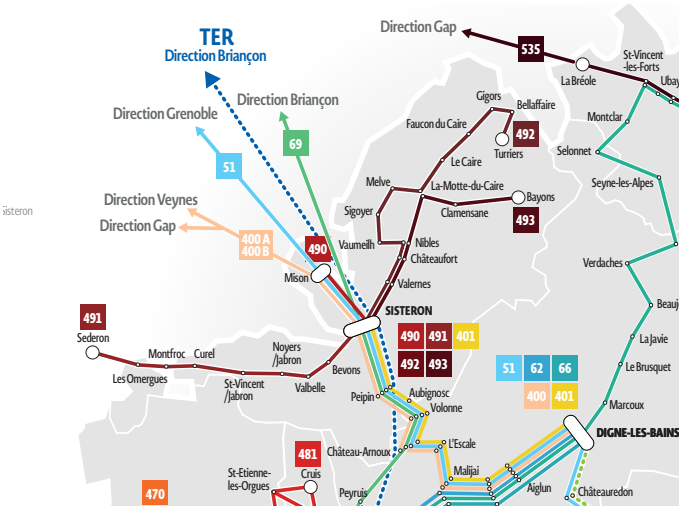


Une offre ferrovière peu adaptée_ *OUI.SNCF, printemps 2022*

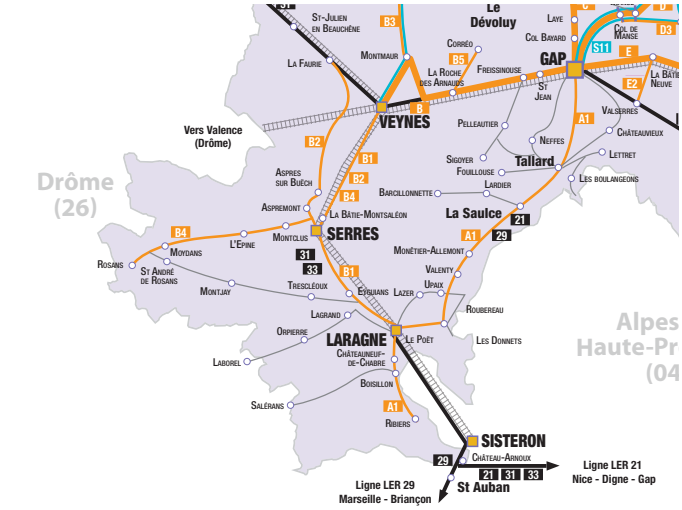
Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Une offre en réseau de bus et transport à la demande (TAD) limitée

Il n'existe pas de réseau intercommunal de transport mais d'autres lignes dites de proximité du réseau *Zou !* desservent la moitié des communes (31) de la CCSB. Les lignes internes se situent dans l'axe principal du Sisteronais-Buëch. Le réseau, permettant la distribution entre les principaux nœuds de transport et les communes plus reculées, est très limité, voire inexistant.



Les lignes de proximité du réseau Zou! sur le 04 _ *ZOU, PACA*



Les lignes de proximité du réseau Zou! sur le 05 _ *ZOU, PACA*

Il existe une offre de TAD pour rejoindre des communes de la Drôme (Lachau, Laborel, Séderon...), non desservies par des lignes régulières. Le Rapide de la Méouge relie également deux fois par semaine Laragne et la Drôme (jusqu'à Mévouillon), en passant par la vallée de la Méouge, desservant entre autres les communes de : Châteauneuf-de-Chabre, Saint Pierre Avez, Barret-sur-Méouge et Lachau.

Certaines communes polarisantes mettent en place des navettes afin d'encourager une mobilité alternative à la voiture dans leur bassin de vie.

A titre d'exemple, à Sisteron, La « Navette Trèfle-Cœur de Ville », 100% électrique, gratuite et accessibles aux personnes à mobilité réduite, circule de 9 heures à 18 heures, du mardi au samedi, pour relier les différents quartiers de la commune (le Thor, le Gand, les Plantiers, la Baume et les Chaumianes) au centre- ville. Elle effectue 3 boucles, passant par 19 arrêts et effectue une rotation toutes les 2 heures. Elle comptabilise 20 à 25 000 passagers par an, soit 66 à 82 passagers par jour. Elle est principalement employée par les usagers pour les achats de proximité et réaliser des démarches administratives. 73% de la population est située à 5 minutes à pied d'un arrêt.

Le projet est annoncé comme étant la première étape vers un Service de Transports Urbains généralisé. Il a permis à la Ville de Sisteron de remporter le prix «Innovation Collectivité PACA».

La commune de Laragne-Montéglin propose également un service similaire pour ses résidents avec la Laragnette. Cette navette de 8 places, empruntant 6 circuits différents, fonctionne 3 matinées par semaine (mardi, jeudi et vendredi) et dessert une vingtaine d'arrêts dans différents secteurs de la commune.

Dans le secteur de La-Motte-du-Caire – Turriers, un service TAD est assuré par le Secours Catholique à destination des personnes ayant des difficultés pour se déplacer (personnes âgées, précaires...). Ce service appelé «roue de secours» peut déposer les usagers jusqu'à Gap ou Manosque.
Dans les Baronnies, un service de TAD gratuit, appelé «navette des Baronnies», réservé aux personnes âgées ou en perte d'autonomie, est financé par les communes de Trescléoux et Orpierre.
La commune de Rosans porte également un service de transport avec la navette du Rosanais qui propose un accès aux aménités du bourg aux nombreux villages aux alentours.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Un usage des transports en commun pour les très longues distances, mais peu pour les distances occasionnelles

Du fait de la complexité de son emprunt, la part de l'usage des transports en commun dans les flux domicile-travail est quasi inexistante (1,7 %), largement inférieure à celle du département des Hautes-Alpes (3,4 %) ou de la Région (10,2 %).

De par leur constitution, ils sont plutôt utilisés pour les déplacements inter-EPCI (4,7 %) donc plutôt de longues distances avec une part en hausse en 10 ans (+2,7 pts). Ils sont en revanche peu utilisés pour les flux intracommunaux ou intra-EPCI.



Aire de covoiturage dans le centre-bourg de La-Motte-Du-Caire

La nécessité de se saisir des alternatives à la voiture ressentie dans les communes extérieures aux pôles principaux

En dehors des axes principaux, circuler en transport en commun dans les vallées adjacentes est plus compliqué. Pourtant, l'accessibilité des commerces, services et zones d'emploi est un élément important dans ces zones rurales. Cet aspect accentue l'isolement des bourgs, pourtant plus sujets au vieillissement de la population.

Le contexte d'une hausse généralisée des prix du carburant peut influencer le choix des nouveaux ménages sur le lieu d'habitation: la nécessité d'alléger le coût des frais liés aux déplacements prend de l'ampleur. Des projets alternatifs au 'tout voiture' voient le jour, comme les aires de covoiturage, ainsi que des initiatives individuelles au moyen de petites annonces. Certains regroupements visent à sensibiliser et agir pour des déplacements plus doux. Par exemple, le collectif Mobil'Hautes-Alpes, créé en 2020, a pour objectif d'offrir aux haut-alpins des alternatives à l'usage de la voiture, et d'apporter une réponse aux besoins du territoire tout en protégeant un environnement exceptionnel. Par le biais d'enquêtes et d'actions, ils sont le relais entre habitants, élus locaux et régionaux.

« 84% (des habitants interrogés) qualifient la possibilité de se rendre au travail en transport d'impossible »

« 40% (des habitants interrogés) expliquent que le principal frein à l'utilisation du vélo est le manque d'infrastructures adaptées »

« 78% (des habitants interrogés) aimeraient utiliser un autre mode de transport que la voiture pour se rendre au travail »

« 92% (des habitants interrogés) plebiscitent l'idée de créer des trains pendulaires entre Briançon, Veynes et Sisteron pour les mobilités du quotidien »

Extrait de l'enquête «Mobilité des Haut-Alpins»_*Mobil'Hautes-Alpes, Agence de Développement des Hautes Alpes, septembre 2021*

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

3. MODES ACTIFS : DES POTENTIELS À SAISIR

Les communes se mettent en marche

La CCSB possède un potentiel de déplacements par mobilités douces. Les déplacements s'effectuent en majorité en voiture alors que 49,4 % des actifs travaillent dans leurs communes.

Sisteron, Laragne-Montéglin et Serres ont lancé des démarches de Petites Villes de Demain, où la question de l'aménagement des centres bourgs et du partage des voies est un des éléments abordés.

L'usage du vélo, un potentiel insuffisamment développé

Les modes actifs, dont le vélo, comme sur l'ensemble du territoire régional, sont très peu utilisés pour les flux de courte distance (internes aux communes) avec une part de 1,9 % contre 2,2 % pour la Région. Le potentiel de croissance de ce mode de transport est donc affaibli par les déplacements du quotidien.

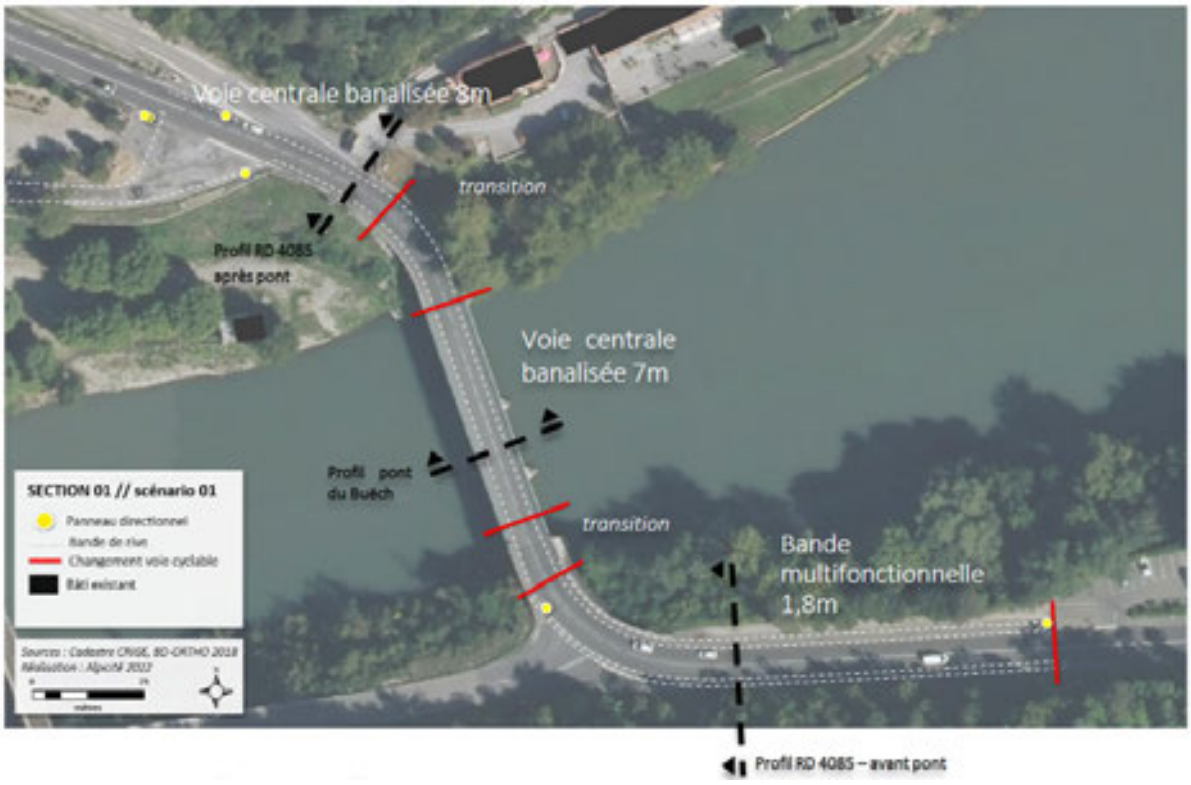
Le relief très prononcé et les distances parfois élevées limitent le développement de la pratique du vélo au quotidien. Les cyclistes du territoire relèvent une problématique de continuité de pistes, laissant un parcours cyclable segmenté et non sécurisé. Néanmoins, certaines communes se saisissent de la thématique. Par exemple, la Ville de Sisteron élabore un cahier des charges pour la réalisation d'un Schéma d'Orientation des mobilités, présentant un volet particulier sur la pratique du vélo. La ville réalise également une étude de faisabilité de pistes cyclables. Celle-ci présente les différentes possibilités d'aménagement de voies cyclables, et s'intéresse notamment à sept secteurs dont la traversée du Pont du Buëch, la traversée de la zone d'activités Météline et la RD 4085 ou route vers Gap.

L'usage du vélo est aujourd'hui principalement à vocation touristique. Le schéma régional des véloroutes, établi au niveau régional permet à terme, la création de liaisons longues distances dont pourraient bénéficier indirectement les habitants du territoire, surtout sur l'axe de la Durance. Ce projet pourrait être la première voie vers une desserte cyclable des communes.



Plan vélo régional _ *Schéma régional des véloroutes, région PACA*

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



Scénario d'aménagement du Pont du Buëch _ *Etude de faisabilité vélo-piste cyclable à Sisteron, Alpicité*

Un Contrat Régional d'Equilibre Territorial qui propose des objectifs d'écomobilité

Le territoire se saisit politiquement de l'écomobilité, comme l'ensemble des communautés de communes de la région Sud PACA. Un CRET a été élaboré en 2018 pour le seul territoire du Sisteronais-Buëch et marque la prise en compte de l'accompagnement au changement de comportements vers une mobilité douce et durable.

Les solutions extraites de l'axe 1 « Cap sur l'écomobilité » sont les suivants :
– Proposer une offre alternative à la voiture individuelle en développant de nouveaux services de mobilité (aménagement d'aire de covoiturage ou développement d'une offre de covoiturage, amélioration des circulations pédestres et cyclables et encourager l'utilisation de véhicules électriques en maillant le territoire de bornes de recharge).

– Développer les usages du numérique : cela passe par des réseaux performants et le déploiement d'une offre de services adaptée. Des actions, portées par les Sous-directions de la prévention, de l'accompagnement et du soutien (SDASAP) des Alpes-de-Haute-Provence et des Hautes-Alpes, sont proposées afin de réduire la fracture numérique et de permettre aux usagers d'accéder et de réaliser leurs démarches en ligne.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

ENJEUX

UNE MOBILITÉ POUR TOUS

> Les aménagements nécessaires au déploiement d'une mobilité douce
> Le renforcement de l'offre ferroviaire
> La place de l'automobile dans les centres-bourgs propices aux déplacements doux
> La lutte contre l'isolement géographique
> L'accessibilité aux services et commerces de proximité
> La facilité d'accès aux services et commerces pour les personnes les plus impactées par des difficultés de mobilité au moyen d'un parcours résidentiel adapté
> Le renforcement de la qualité et la quantité d'espace public pour encourager les mobilités actives

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



FEUILLET 2

DES FILIÈRES ÉCONOMIQUES JOUANT SUR LES INTERSTICES DU TERRITOIRE



Cittànova

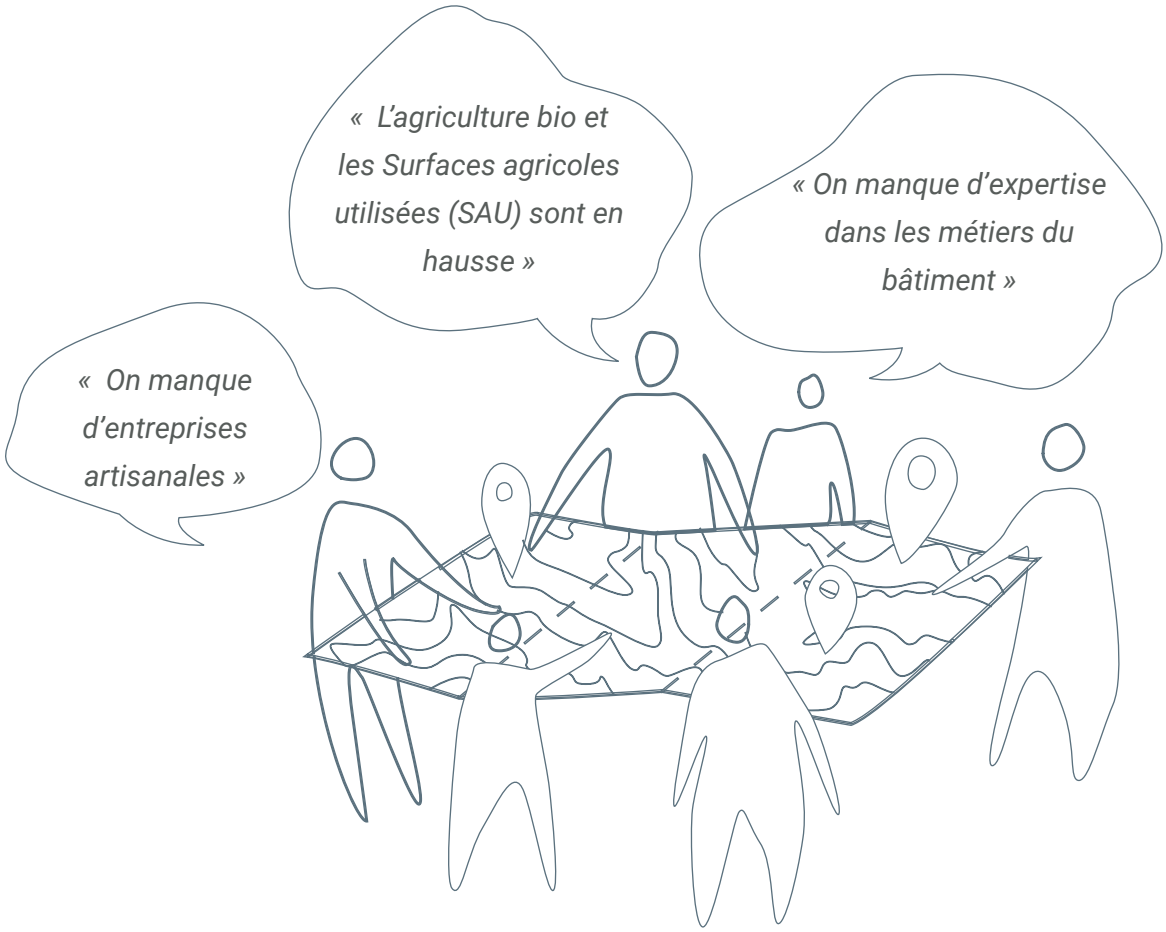
Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Des filières économiques jouant sur les interstices du territoire

L'indice de concentration d'emploi de 105 à l'échelle de la Communauté de Communes, témoigne de sa relative « autonomie » économique, comparable aux territoires voisins (119,5 pour la CA Gap-Tallard-Durance, et 98,8 dans la CA Provence-Alpes-Agglomération). Cependant, ce ratio masque de profondes disparités entre les communes. L'agriculture, omniprésente, joue un rôle majeur dans les dynamiques économiques globales, non seulement par un nombre d'emplois dans la filière qui a tendance à s'accroître, mais également par le développement des entreprises agro-alimentaires. Celles-ci s'implantent principalement dans la plaine, comme les entreprises relatives aux autres secteurs d'activité, qui font de la CCSB un territoire équilibré entre le nombre d'actifs, et le nombres d'emplois proposé.

Néanmoins, les évolutions environnementales remettent en question certains domaines et des pratiques aujourd'hui ancrées qui touchent l'économie globale et locale.



PAROLES D'ÉLUS ET ACTEURS DU TERRITOIRE

Entretiens, questionnaires, conversations territoriales, etc.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

1. L'AGRICULTURE, UN MOTEUR ÉCONOMIQUE SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE

Un territoire fortement agricole

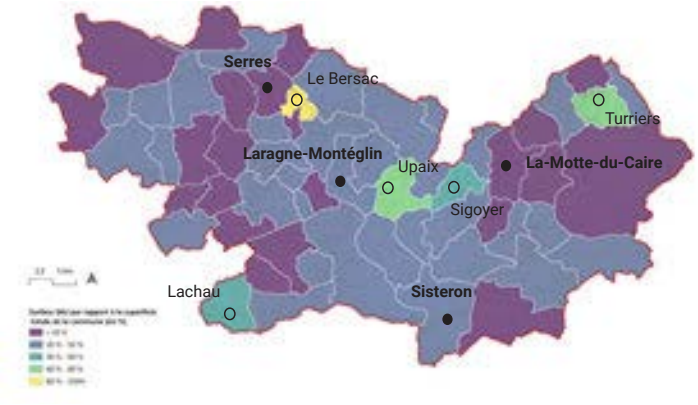
Le caractère rural du Sisteronais-Buëch se ressent par la forte présence des exploitations agricoles dans la constitution du paysage.
Là où le relief ne contraint pas la production agricole et où les noyaux urbains n'ont pas grignoté les terres, il y a des activités agricoles : 55 850 ha exactement, dont environ 38 800 ha en Surface Agricole Utilisée (SAU) sur 150 000 ha que compte la Communauté de Communes.
Les terres agricoles représentent donc plus d'un tiers de la surface du territoire. Pour certaines communes, la SAU représentent plus de 60% de leur surface totale (ex: Le Besac, Upaix). L'évolution des SAU est toutefois à relativiser : la SAU correspond aux surfaces exploitées par les exploitations ayant leur siège sur la commune (dans et hors commune) et non aux surfaces cultivées sur la commune. Il s'agit souvent plus d'un marqueur du dynamisme des exploitations de la commune mais pas nécessairement un reflet de l'agriculture sur le territoire.

Notons également que la majorité des terres sont dédiées au pastoralisme (environ 33 500 ha), activité qui peut se développer sur les reliefs accidentés.

Il convient ainsi de prendre la mesure de la part de l'agriculture, non seulement dans la formation des paysages, qu'il s'agisse des paysages de plaine ou des paysages de montagne, mais aussi dans la structuration économique du territoire. L'agriculture représente 10,5 % de l'emploi du territoire, devançant la construction. Le secteur est en croissance depuis 2008 avec un nombre d'emploi qui évolue positivement depuis 2008 (1 027 selon l'INSEE en 2019, soit 40 emplois supplémentaires par rapport à 2008) et se maintient depuis 2013 (+3).

Le territoire est donc fortement pourvoyeur d'emploi agricole à la fois pour la main d'œuvre familiale des exploitations que sur la main d'œuvre des salariés permanents ou occasionnels. La part des femmes dans l'activité agricole est également importante puisqu'elle représente 38,7% de l'emploi salarié et 33,7% de l'activité non-salariée.

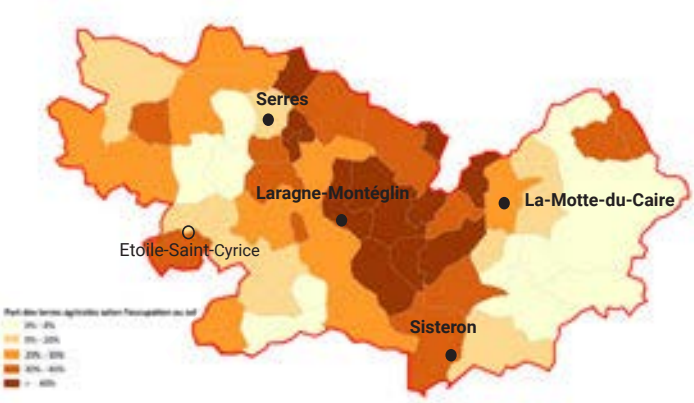
Les données de la Chambre d'agriculture (2025) confirment cette tendance avec un taux d'évolution stable des exploitations agricoles sur le territoire entre 2010 et 2020 (-0,57%). Le nombre de chef d'exploitation est en augmentation (+5%) et le nombre d'emplois dans cette activité également (+11%).



La surface agricole utilisée en fonction de la surface par commune_ Agreste 2022, INSEE



Evolution de la surface agricole utilisée par commune entre 2010 et 2021_Agreste 2022



Part des terres agricoles dans l'occupation des sols _Observatoire des territoires, 2019

A noter:
Les SAU et leurs évolutions sont à mesurer vis-à-vis des réalités géographiques différenciées entre les communes: fort relief, taux de boisement très important, etc.

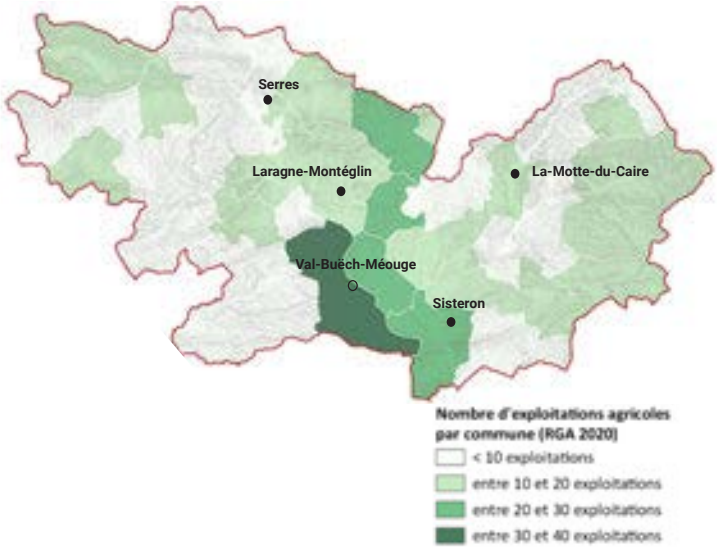
Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

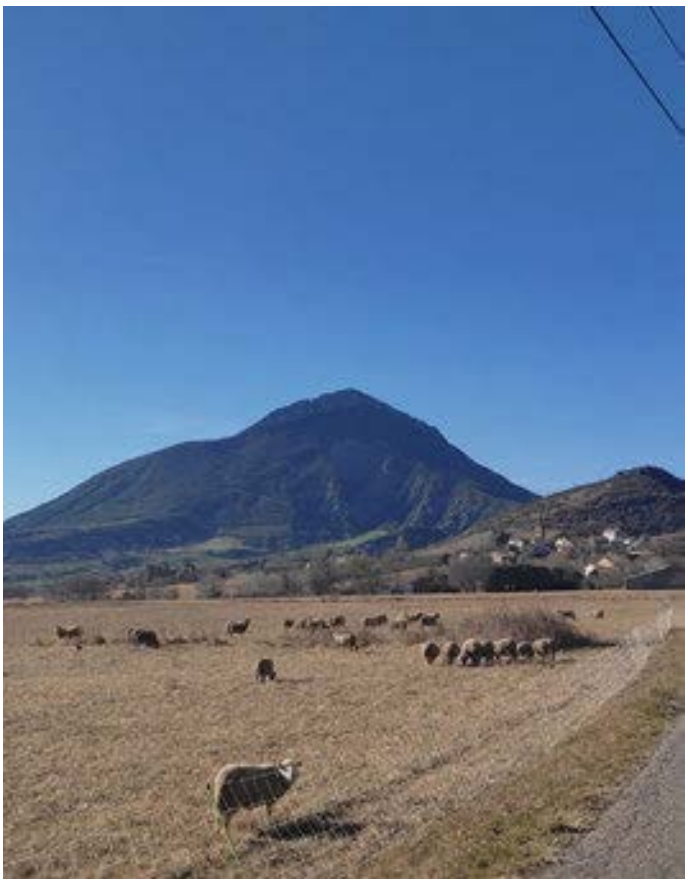
Une production agricole dominée par l'élevage ovin et l'arboriculture

En 2020, la CCSB accueille 568 exploitations agricoles, avec un maximum de 36 exploitations pour la commune de Val-Buëch-Méouge. Le contexte topographique, climatique et socio-économique a permis la spécialisation des productions agricoles autour des fruits (pommes et poires) et l'élevage ovin.

Ainsi là où la Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur est fortement marquée par l'activité maraîchère, la production vinicole, ou oléicole, le Sisteronais-Buëch compte pas moins de 141 élevages ovins et 193 entreprises arboricoles.

Les paysages en sont fortement marqués avec une omniprésence des vergers dans la plaine, là où la part de la superficie irriguée dans la superficie agricole utilisée est la plus importante, couplée à des prairies sur la moyenne montagne. Les ateliers de maraîchage (52), les élevages de volatiles (21), bovins (40), et caprins (29) y ont ainsi une place moindre dans le paysage agricole du Sisteronais-Buëch.



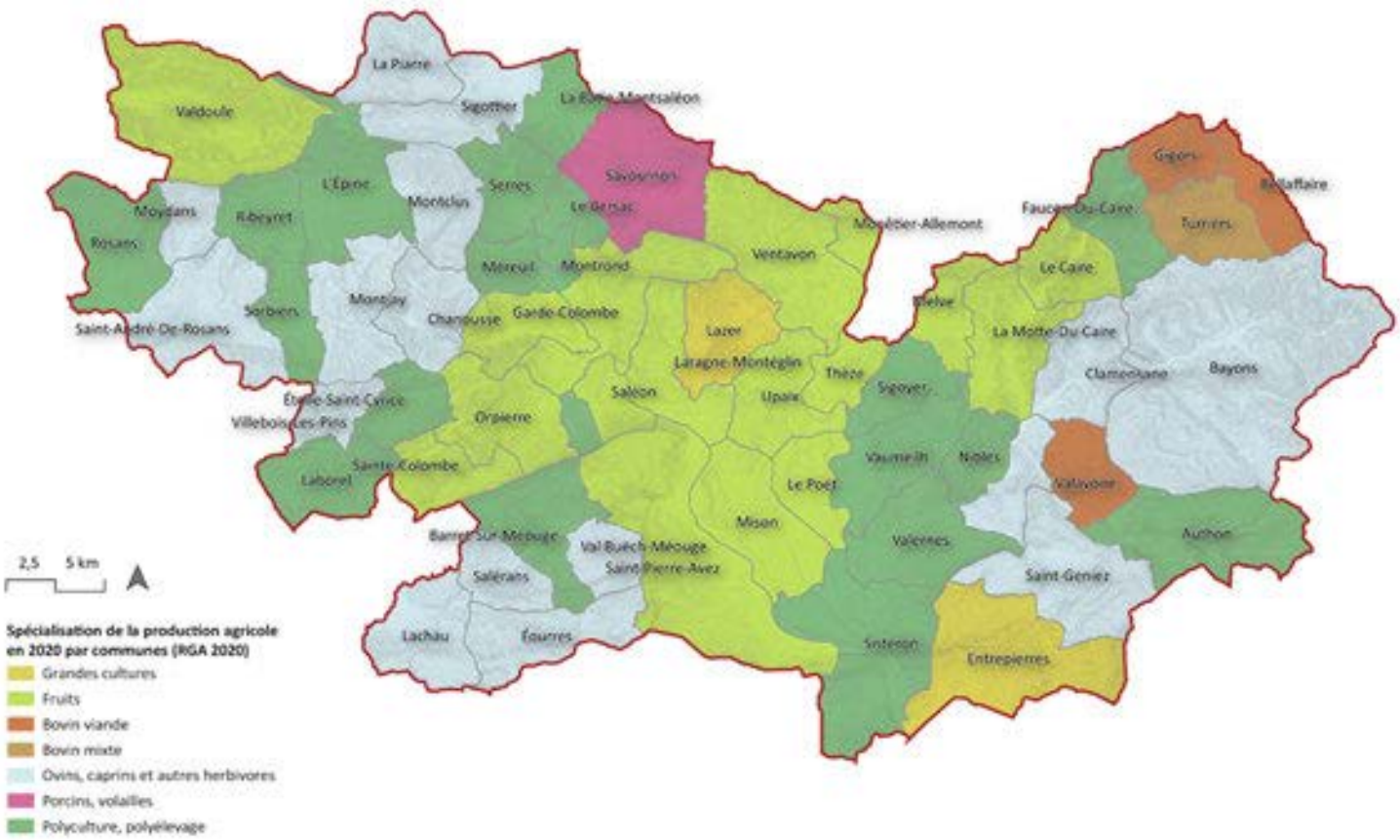


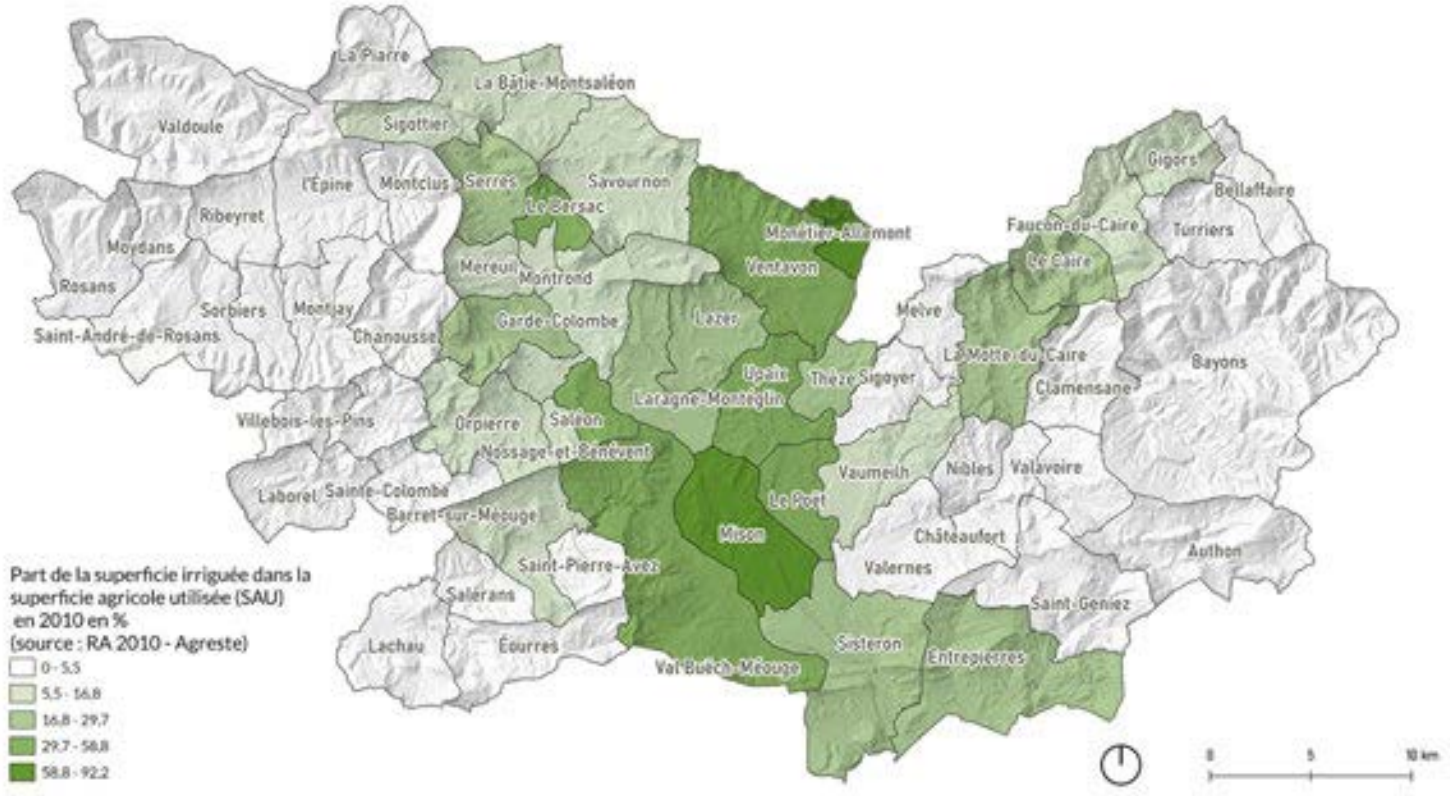
Paysage de la plaine : un troupeau de moutons_ *Cittànova*



Paysage de la plaine : les vergers le long des routes _ *CCSB*

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026





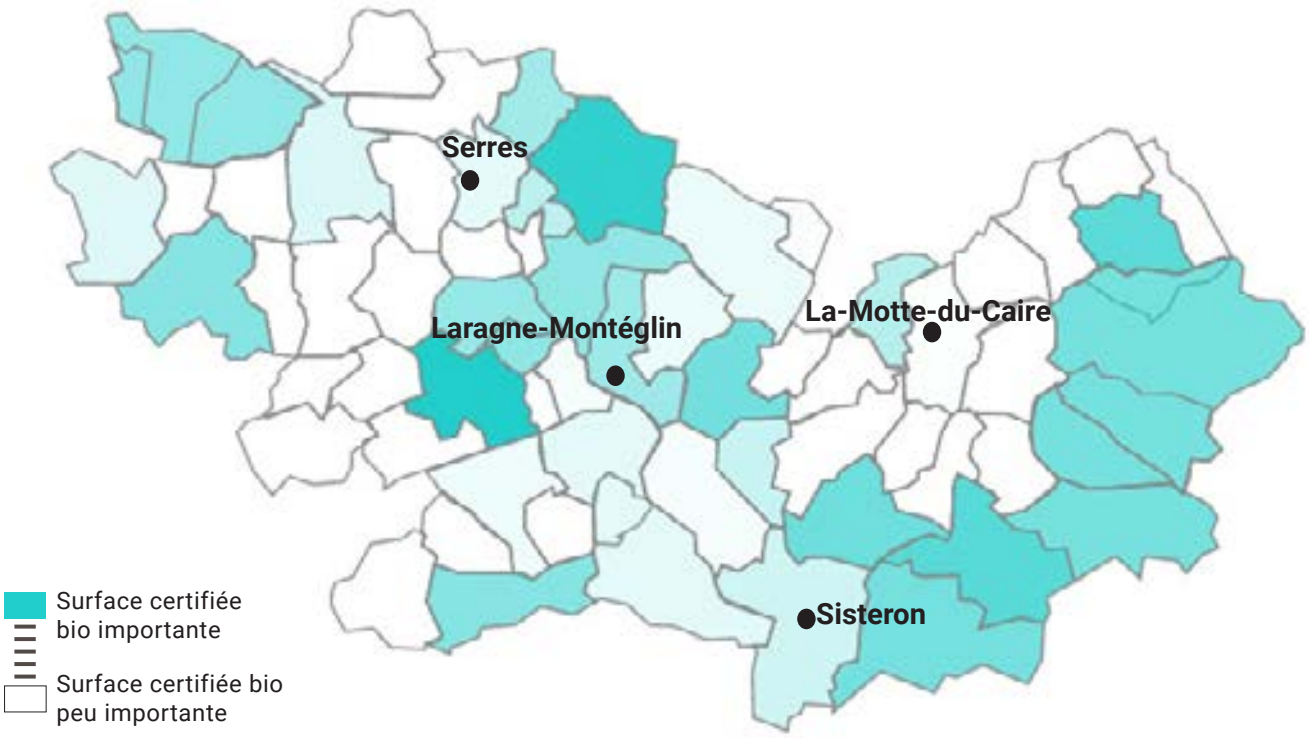
Les superficies irriguées comprennent les superficies irriguées au moins une fois au cours de la campagne agricole, quel que soit le mode d'irrigation (hors cultures irriguées uniquement dans le cadre d'une protection contre le gel ou d'une lutte phytosanitaire).

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Environ 30 % des exploitations produisent en agriculture biologique ou sont en voie de conversion. Ceci représente 44,1 % des surfaces agricoles utilisées, soit 17 095 ha dédiés à l'agriculture biologique.

La relative spécialisation agricole n'est pas sans conséquence à moyen terme pour les exploitations agricoles, notamment face au risque de changement climatique : quel avenir pour les vergers de pommes dans des vallées où les températures montent et où les épisodes de gel sont de plus en plus tardifs ? Le climat impacte déjà l'arboriculture avec une floraison précoce, permettant la sortie de bourgeons souvent détruits par des épisodes de gel dans les semaines qui suivent.





Répartition des communes selon le nombre de leur surface certifiée BIO_ *Source : https://www.agencebio.org/observatoire-de-la-production-bio-sur-votre-territoire/?level=epci&area=200068765*

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

L'enjeu de la transmission

Aujourd'hui, l'emploi agricole représente une part plus importante dans la répartition des actifs (6,6%), avec une évolution positive du nombre d'emploi dans le secteur depuis 2008, que dans d'autres territoires comme CA Gap-Tallard-Durance (1,3%). Ceci dit, une part importante des chefs d'exploitation a plus de 55 ans (35,2%). Ce sont ceux qui partiront à la retraite au cours des 10 années à venir.

Ainsi se pose la question de la pérennité de ces exploitations. De quels leviers, la CCSB, les organismes régionaux et départementaux disposent-ils pour pallier une crise probable de maintien de ces terres agricoles ?

Les regroupements des actifs agricoles ont tendance à augmenter, à l'échelle nationale et locale, diminuant le nombre d'exploitations individuelles au profit d'exploitations plus solides d'un point de vue financier et permettant une meilleure répartition des tâches.

Outre l'absence de potentiels repreneurs au sein de la famille et/ou par de nouveaux ou nouvelles exploitants extérieurs, se pose la question de l'accès au foncier.

Les nouveaux agriculteurs peinent à s'installer ou à créer leurs propres exploitations. Les terrains sont souvent déjà exploités ou convoités par de plus grandes exploitations et acheter des parts devient de plus en plus onéreux.

La question de la pression foncière à proximité des pôles urbains se pose également, sans que la consommation des espaces fonciers soit perçue dans la Communauté de Communes comme un enjeu. La CCSB, qui porte résolument une volonté de développement équilibré de son territoire, devra pour autant se conformer aux objectifs de Zéro artificialisation nette (ZAN) prévue par la Loi Climat et Résilience de 2021.

	CCSB 2019 (%)	PACA 2019 (%)	CCSB 2019	CCSB 2008	Evolution 2008-2019
Agriculture	**10,5 %**	**1,7%**	**1 027**	**987**	**+ 40**
Industrie	13 %	8,3 %	1 270	1 431	- 161
Construction	6 %	6,9 %	650	770	- 120
Commerce, transport, services divers	37 %	48,4 %	3 566	3 336	+ 230
Administration, enseignement, santé	33,5 %	34,7 %	3 233	3 435	- 202
TOTAL			9747	9989	- 242

Une augmentation du nombre d'emplois dans la filière agricole en 10 ans_ *RGP 2019*

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Des initiatives éparses d'organisation des exploitations et valorisation des productions

Les exploitations agricoles s'organisent collectivement pour pallier les coûts d'investissement ou les contraintes d'accès à l'eau. On notera ainsi la présence de 23 Coopératives d'utilisation du matériel agricole (CUMA), 25 Associations syndicales autorisées (ASA) d'irrigation. Le pastoralisme et ses contraintes ont aussi amené à la création de 13 groupements pastoraux et 4 Associations foncières pastorales. Il existe ainsi une habitude d'organisation collective de producteurs notamment concernant :

- l'élevage ovin, avec une bonne proportion d'éleveurs adhérents (coopérative Agneau Soleil et association de producteurs Ciel d'Azur) ;
- l'arboriculture (organisations de producteurs de pommes poires dont Coopérative Alpes Coop Fruits et plusieurs groupements de producteurs).

Les productions agricoles du Sisteronais-Buëch sont reconnues à l'échelle nationale à travers des signes officiels de qualité qui sont des labels pour la production locale. Sont ainsi labellisés Indication Géographique Protégée (IGP) les Agneaux de Sisteron et la Pomme des Alpes de Haute-Durance. Les huiles essentielles de lavande et le «Petit épeautre de Haute-Provence» bénéficient de même d'une AOP. La marque départementale « Hautes-Alpes Naturellement », qui regroupe en 2020, 24 exploitations agricoles et une entreprise de l'agroalimentaire, est aujourd'hui un levier essentiel de la mise en avant des produits locaux. En complément des 3 magasins de producteurs, comme Paniers de nos vallées à Sisteron, qui assurent la vente à l'échelle locale des produits, le label « Marchés des Producteurs de Pays » organisait avant la crise sanitaire de 2020 jusqu'à 7 marchés réguliers. Aujourd'hui, ces marchés reprennent avec par exemple le marché de producteurs à Orpierre et Garde-Colombe, le petit marché de la Cure à Upaix, etc.

Les productions du Sisteronais-Buëch sont mises en valeur par le biais d'événements qui attirent locaux et touristes. Des marchés hebdomadaires permettent l'approvidionnement des résidents, et la mise en valeur du territoire et savoir-faire locaux auprès des touristes en période estivale.

Des entreprises agroalimentaires sont également reconnues et mettent en valeur les productions. Celles-ci sont principalement situées auprès des grandes voies d'accès. L'abattoir municipal de Sisteron est, par exemple, une des structures les plus marquantes. 88% de la production régionale des élevages d'ovins et caprins y est abbatue. Il est l'étape obligatoire pour les produits labelisés Agneau de Sisteron.



Installation pour la promotion de la Pomme des Alpes de Haute-Durance à La-Motte-du-Caire

Logo de l'Agneau de Sisteron_ Source : https://www.agneaudesisteron.fr/



Les huiles essentielles de lavande bénéficient d'une OAP_ *CCSB*

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

L'enjeu de l'artificialisation des sols

Les espaces agricoles sont soumis à une pression foncière modérée à l'échelle du territoire mais qui se concentre dans les vallées du Buëch et de la Durance où l'urbanisation est davantage concentrée.

Si l'attractivité du territoire n'a pas entraîné de vastes opérations de lotissements et zones artisanales, les lotissements qui se construisent sur des parcelles anciennement cultivées pour répondre aux attentes des nouveaux habitants (en terme d'habitat individuel), ou encore le développement des zones d'activités le long du Buëch (taux d'occupation croissant de la zone Val Durance, développement de l'écopole de Laragne) témoignent d'une demande foncière consommatrice de terres agricoles dans la plaine.

Aujourd'hui, l'installation de panneaux photovoltaïques devient une source d'inquiétude. L'installation de panneaux photovoltaïques est en effet identifiée comme un bon moyen pour développer la production énergétique du territoire. Les prévisions de la région pour le territoire de la CCSB prévoient un potentiel disponible de 182 hectares au sol. 450 hectares de projets potentiels sont estimés dans le cadre du schéma directeur du photovoltaïque. Ce sont prioritairement les friches et les terres non agricoles qui sont identifiées pour accueillir ces parcs, mais l'agriculture peut y prendre sa part en s'assurant de la compatibilité des productions agricoles et énergétiques. Si la conception d'un agrivoltaïsme assure théoriquement la compatibilité de ces deux activités, il convient d'assurer un suivi des projets de parcs au sol et de s'assurer du maintient des terres et des rendements agricoles.

Par ailleurs, la combinaison de la production d'énergie et de l'activité agricole se réalise aujourd'hui essentiellement à travers le développement du photovoltaïque en toiture. Un recensement réalisé dans le cadre du schéma directeur cité précemment fait apparaître entre 40 000 m² et 67 000 m² de hangars agricoles privés couverts de photovoltaïque qui ont vu le jour sous la forme de hangars "clé en main", majoritairement. Au moins 25 projets de construction de hangars sont également en cours sur le territoire de la CCSB.





Création d'un nouveau lotissement à Sisteron entre 2011 et 2021



Toit de panneaux photovoltaïque sur hangar agricole à Mison _*Cittànova*

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

2. DES ACTIVITÉS FORTEMENT LIÉES À L'ÉCONOMIE PRÉSENTIELLE

Des profils d'actifs en mutation

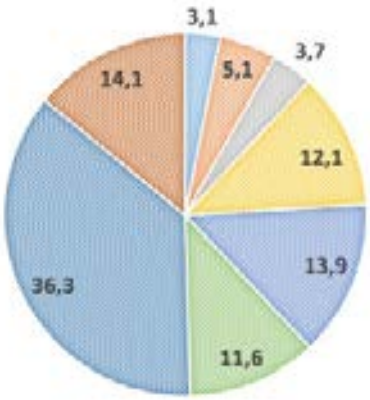
La CCSB compte 10 659 actifs, dont 9 058 occupés en 2019. L'évolution du taux d'actifs est modérée sur les 10 dernières années, conformément à l'évolution de la population plutôt portée par des non-actifs.

Ce sont surtout les professions liées à l'artisanat, aux commerçants et les professions intermédiaires qui connaissent une progression notable.

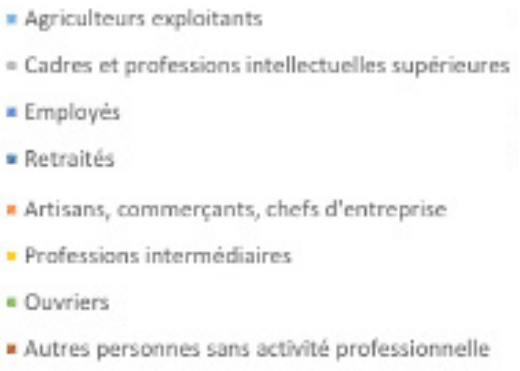
Les saisonniers agricoles manquent, alors même que le territoire offre de nombreux emplois sur cette filière, et les chiffres indiquent une baisse du nombre d'actifs dans ce domaine (-8%).

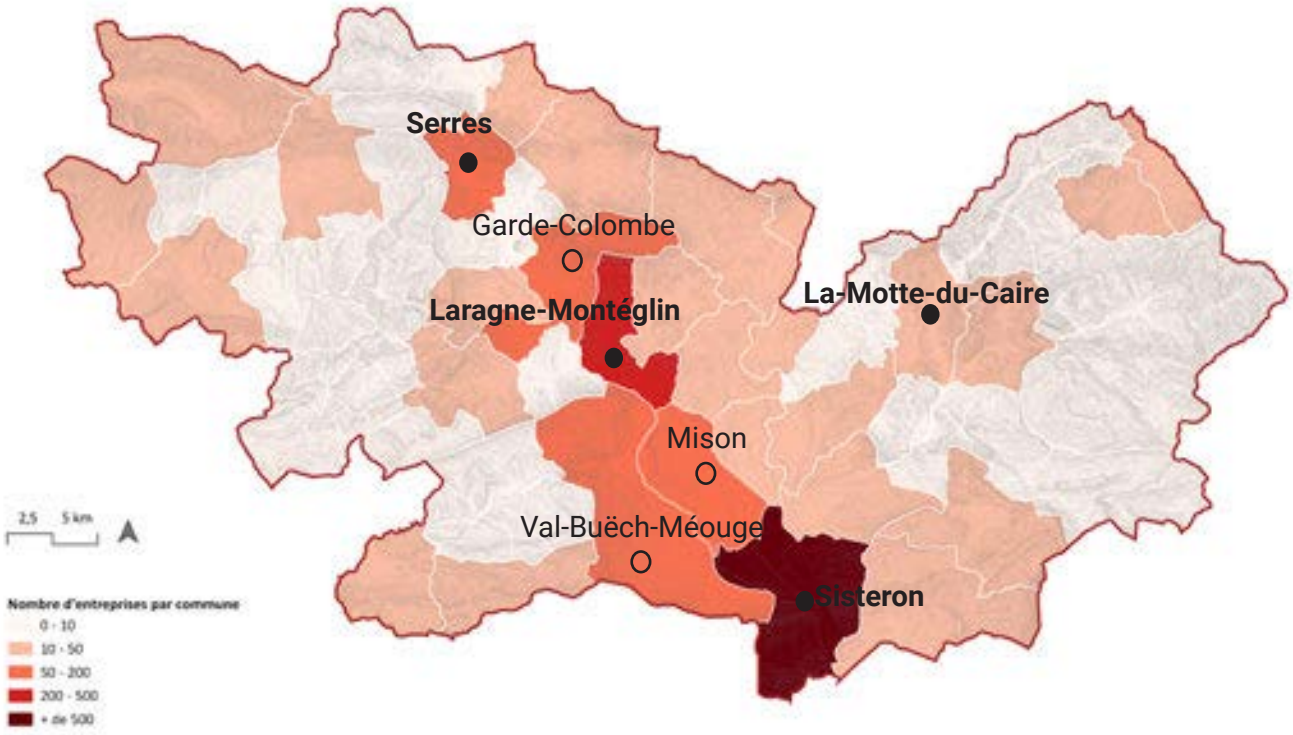
Le taux de chômage (au sens de l'INSEE) atteint 14,2 % en 2019, en nette augmentation depuis 2008 (11,2 %). Il est supérieur à la moyenne régionale située entre 9 et 10%.

La répartition des emplois est directement liée à la localisation des plus de 2000 entreprises du territoire, qui se situent majoritairement le long de la vallée du Buëch. Sisteron concentre ainsi 33% des entreprises, 13 % sont situées à Laragne, 6,7% à Serres et entre 4 et 5% à Mison et Val-Buëch-Méouge (INSEE 2018).



Population de 15 ans ou plus selon la catégorie socioprofessionnelle _ *INSEE 2019*





Nombre d'entreprises par commune au sein de la CCSB _ *INSEE 2019*

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Des profils d'emplois conformes à la situation « rurale » du territoire

Des entreprises ...

La Communauté de Communes compte 4 142 entreprises. La majorité, soit 73%, sont des micro-entreprises. **1 168 établissements employeurs** sont recensés :

- **68,5 %** appartiennent au secteur tertiaire
- **9 %** au secteur de la construction
- **7,5 %** au secteur de l'industrie
- **15 %** au secteur agricole

Le secteur tertiaire est fortement représenté du fait de l'importante économie présentielle (commerces, tourisme, administration locale).

La présence de 17 établissements employant plus de 50 salariés sont moteurs dans l'économie. 4 sont implantés à Sisteron.

Sanofi et Minetto sont les deux premiers employeurs dans l'industrie et le BTP. L'Eau Vive, Super U et le centre hospitalier sont les 3 premiers employeurs au plan tertiaire.

L'emploi public est très important dans le tissu économique local, ainsi que les activités «commerciales» (qui intègrent ici également les activités artisanales). L'industrie chimique, représentée majoritairement par Sanofi, constitue une spécificité du territoire, suivie par l'agriculture.

Pourtant, le tissu économique est diversifié, limitant la dépendance aux grands employeurs avec des petites et micro-entreprises. Le territoire accueille également des entreprises au rayonnement parfois mondial, comme Electravia installée sur l'aérodrome de Vaumeilh, spécialisée dans les hélices en carbone.

... et des actifs

9747 emplois sont comptabilisés à l'échelle du SCoT du Sisteronais Buëch – présentant un indice de concentration de l'emploi supérieur à 105. Ceci signifie que le nombre d'emplois proposés localement est supérieur au nombre d'actifs occupés résidant et travaillant sur le territoire. Le territoire occupe ainsi une fonction de pôle d'emploi.

Près de 60% des emplois sont affectés au domaine du tertiaire, un secteur moins représenté qu'aux échelles départementales et régionales. **Ceci s'explique par les fonctions supérieures et administratives, qui reposent pour partie sur les polarités externes.**

Force est de constater une concentration des emplois à Sisteron (4 500) et Laragne-Montéglin (1600).

Le territoire perd 2.5 % d'emplois entre 2008 et 2019, soit -242 emplois sur 10 ans. Ces pertes sont globales, mais affectent particulièrement le secteur industriel et tertiaire entre 2008 et 2019.

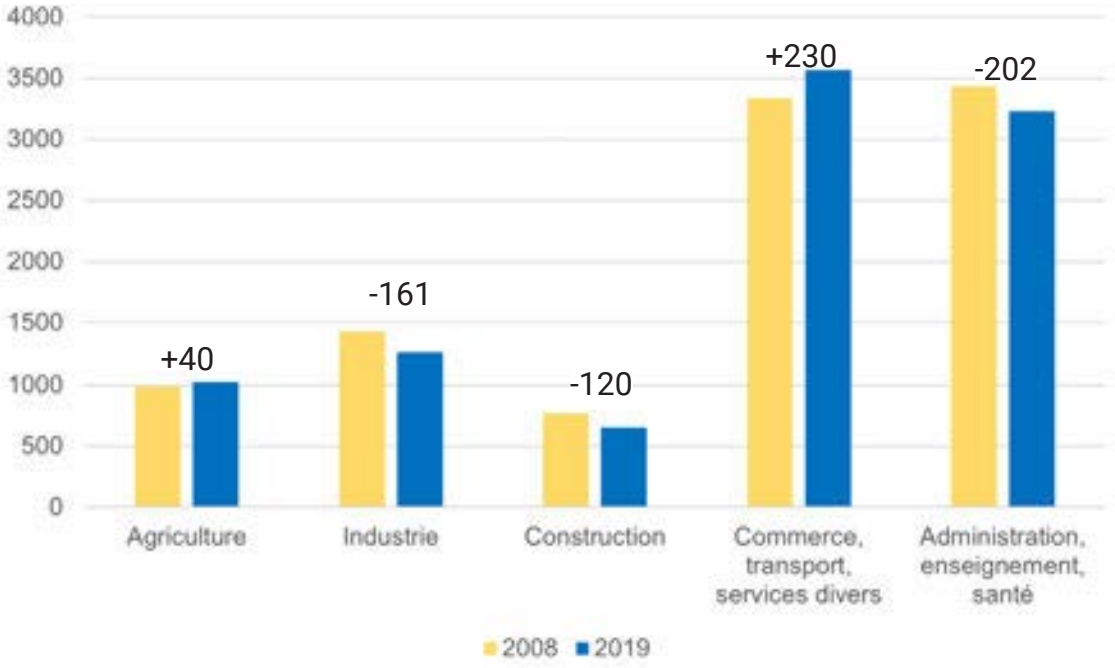
CSP	Agriculteurs	Artisans Commerçants chefs d'entreprises	Cadres, Professions intellectuelles	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Total
2019	620	1078	793	2594	2 987	2 473	**10 659**
2008	676	836	815	2234	3 177	2 641	**10 444**
Evolution 2008-2019 (en %)	- 8 %	+ 29 %	- 3 %	+ 16 %	- 6 %	- 6 %	**+ 2 %**

Répartition des actifs par catégories socio-professionnelles sur le SCoT Sisteronais-Buëch _ *INSEE 2019*

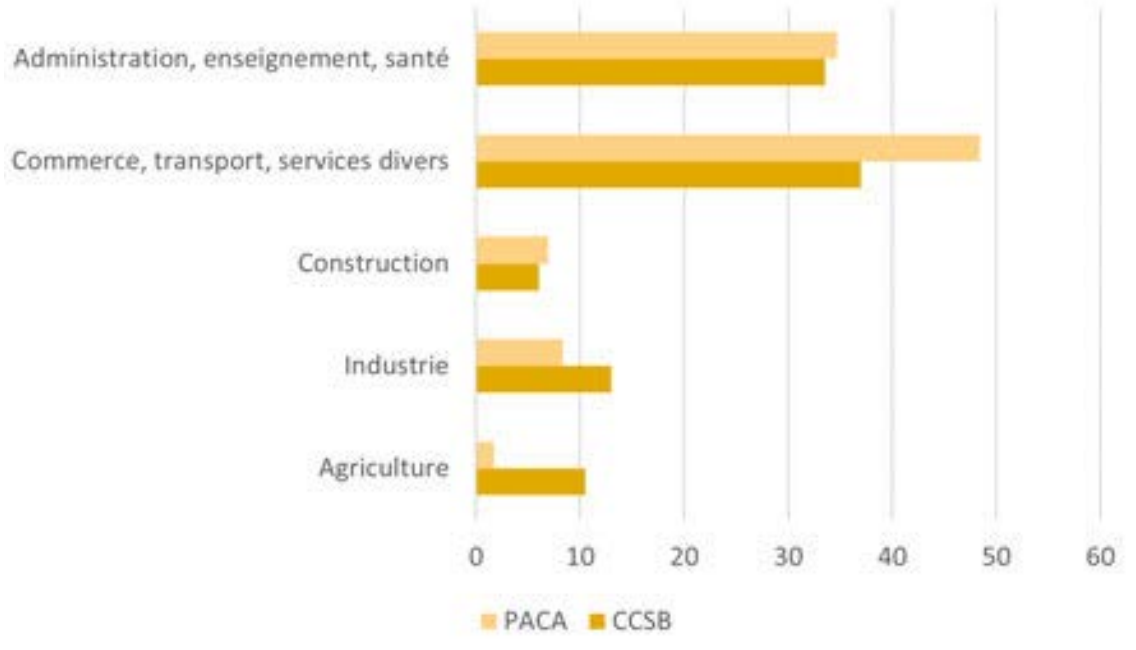
Libellé	Aucun salarié	1 à 9 salariés	10 à 19 salariés	20 à 49 salariés	50 salariés et +	TOTAL
Sisteron	39	339	71 entreprises > 10 salariés			**449**
SCoT Sisteronais Buëch	**187**	**821**	**94**	**49**	**17**	**1168**

Répartition des établissements par taille _ RGP 2019

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

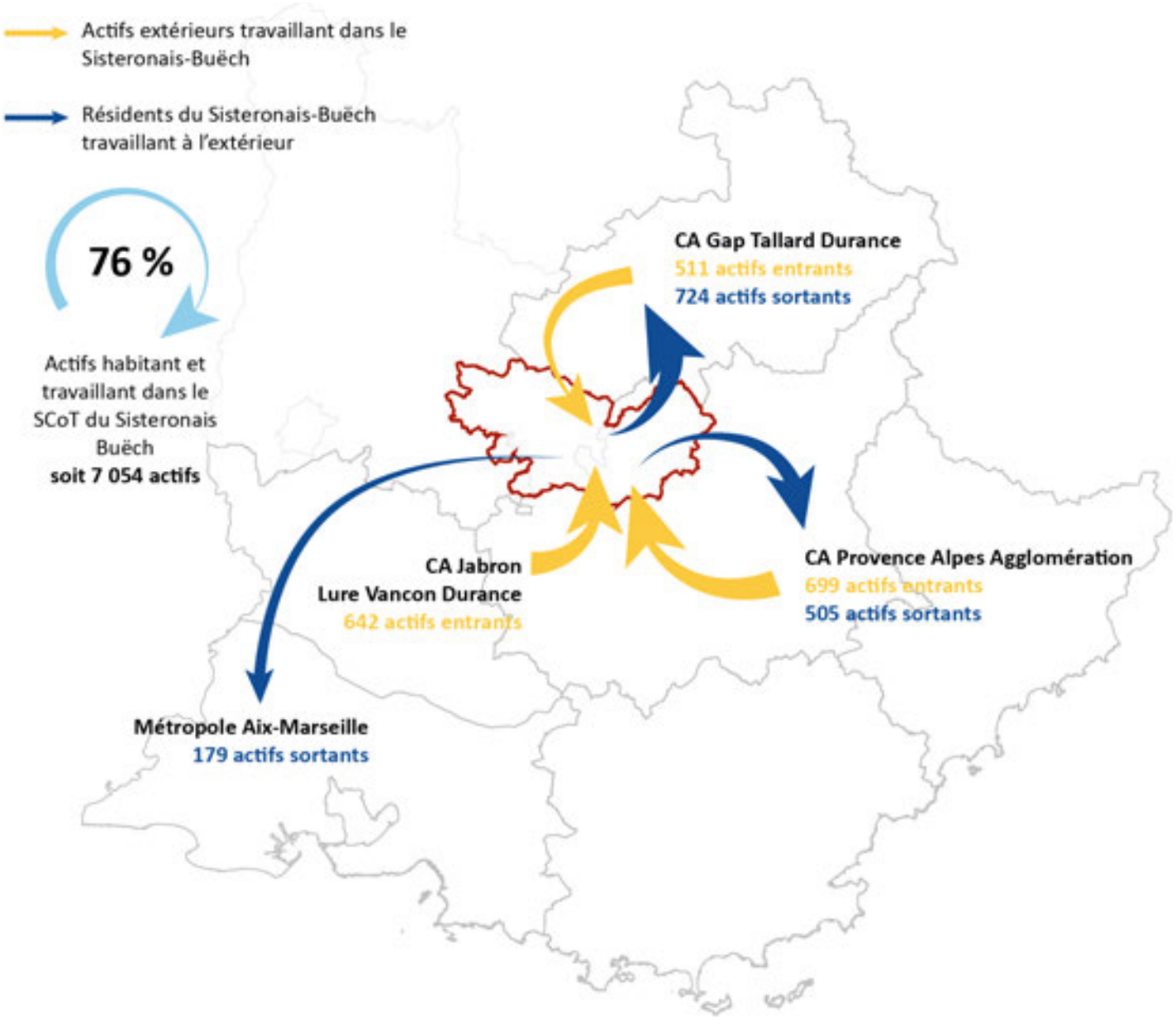


Evolution du nombre d'actifs par secteur d'activité entre 2008 et 2019 dans la CCSB _ RGP 2019



Des emplois dans les domaines agricoles et industriels supérieurs dans la CCSB qu'au niveau régional _ RGP 2019

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



Des mobilités domicile-travail maîtrisées, confirmant le rôle de bassin d'emploi du territoire _ INSEE-RP 2019

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Une offre foncière économique en cours de consolidation

L'offre foncière économique, à travers les zones d'activité, est relativement récente sur le territoire du Sisteronais-Buëch.

C'est historiquement la zone d'activités de la Météline qui s'est développée « hors les murs » de Sisteron, à l'endroit où l'entreprise Sanofi a pu s'installer. La ZA de Météline est majoritairement industrielle.

La zone de Val de Durance s'est développée depuis les années 1980, quasi exclusivement sur la filière agro-alimentaire. La diversification est récente, autour de l'artisanat, de l'industrie, des espaces tertiaires et enfin le pôle commercial depuis peu. Cette ZA est également la seule du territoire à bénéficier du Label « Parc + » (2018-2020, et renouvelé en 2022) qui valorise les parcs d'activités engagés dans des actions de qualité et de performance durables.

À Laragne-Montéglin, la zone du Plan est mixte entre activité artisanale et commerciale.

La zone des Grandes Blâches de Mison est à vocation artisanale principalement.

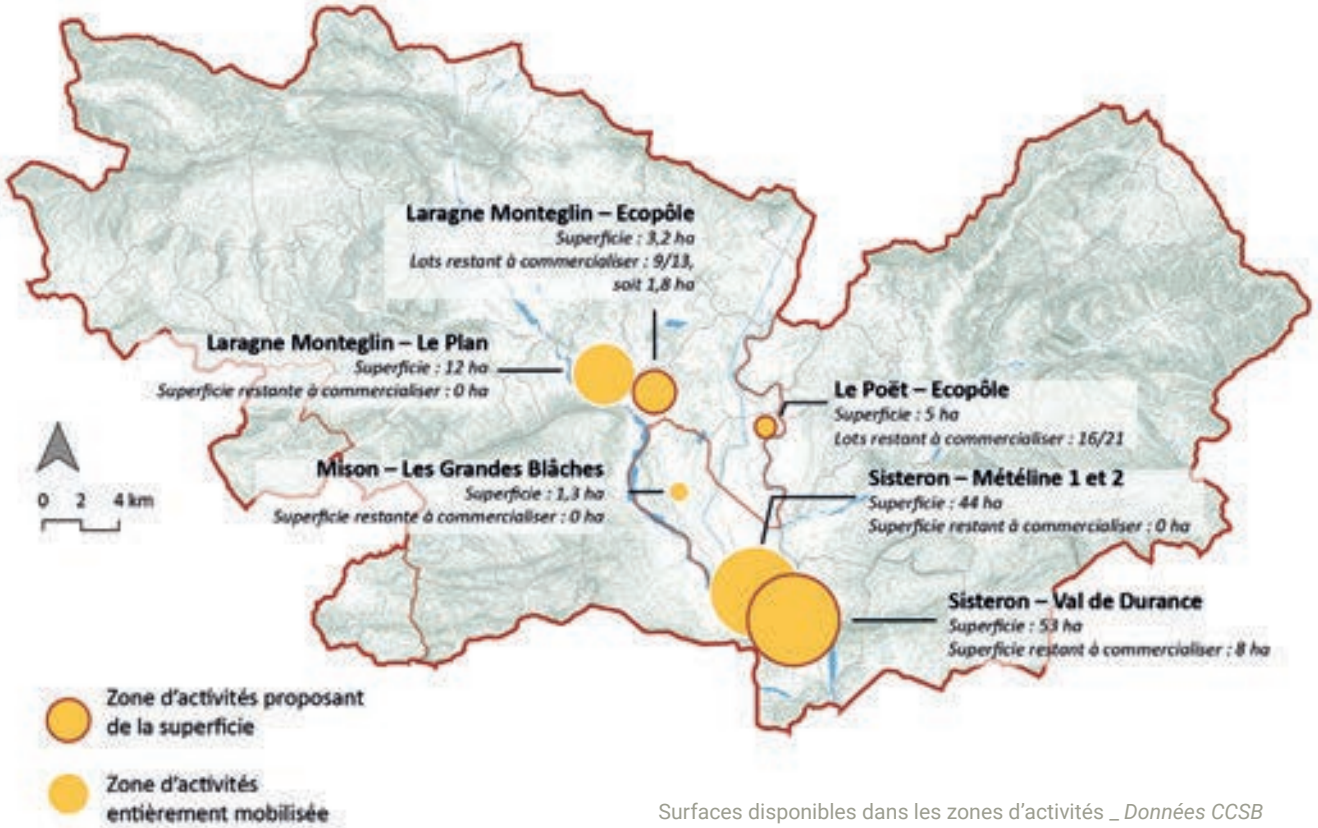
Les prix proposés sont compétitifs en comparaison du foncier d'entreprise dans d'autres territoires (autour de 30€/m² à Forcalquier, 45€/m² en moyenne à Gap-Tallard et entre 35 et 150€/m² à Manosque), ce qui est indéniablement une force pour attirer de nouvelles entreprises (Sisteron: entre 17 et 50€/m²).

Au plan de la commercialisation, 3 sites sont visés comme support de développement à court et moyen terme :

- La poursuite du développement de la ZAE Val de Durance sur 8 Ha
- La commercialisation de la Zone du Poët sur 16 lots
- La commercialisation de l'Ecopôle de Laragne-Montéglin sur 9 lots

Les zones du Poët et de Laragne-Montéglin commencent à se remplir, mais de nombreux lots restent à commercialiser. Entre 2008 et 2019, 30 ha ont été vendus dans la ZA Val de Durance et près de 60 entreprises se sont implantées. Le prix du foncier n'est donc pas le seul élément sur lequel peut reposer l'attractivité des zones d'activité, mais d'autres facteurs ont de l'influence (proximité de l'autoroute, aménagements, présence d'autres entreprises, bassin d'actifs…).

La lisibilité de l'offre d'accueil au sein des zones d'activités économiques reste à favoriser au regard de la mixité des filières accueillies. Aussi, l'entretien et la requalification des ZAE en entrée de ville, notamment à Sisteron et à Laragne-Montéglin, permettraient d'améliorer l'intégration de ce tissu économique à son environnement.



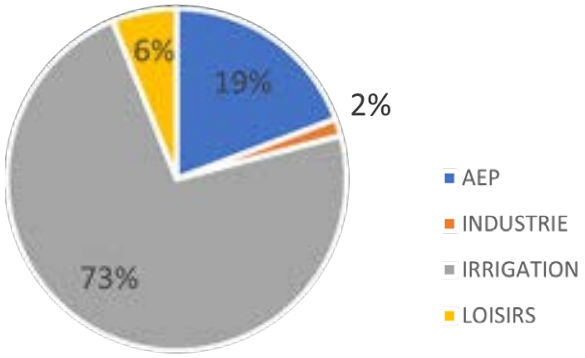
Surfaces disponibles dans les zones d'activités _ *Données CCSB*

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

3. DES ACTIVITÉS INTERDÉPENDANTES AVEC L'ENVIRONNEMENT

Une consommation de ressources pour les filières économiques

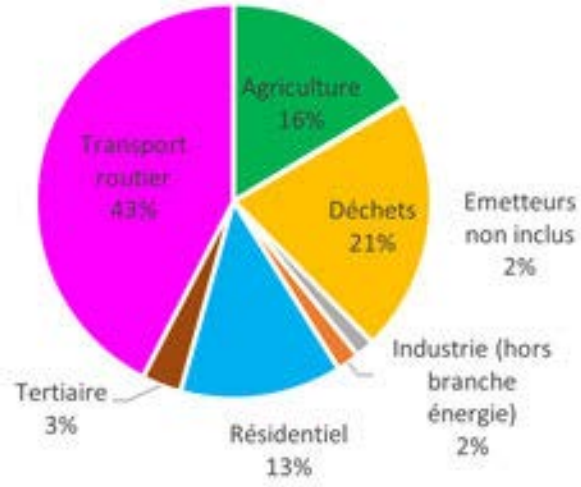
En 2019, l'irrigation est le plus gros secteur de prélèvement d'eau, avec près des trois-quarts du volume, suivi de l'eau potable (AEP), des loisirs et de l'industrie. Le caractère agricole du territoire et la forte présence de l'arboriculture expliquent l'importance des prélèvements dus à l'irrigation. Rapportés au nombre d'habitants, les prélèvements pour l'irrigation sont près de deux fois supérieurs aux prélèvements du département des Hautes-Alpes, et environ 7 fois supérieurs à ceux de la région Sud PACA, cela est dû à la faible densité d'habitants de la CCSB. Il convient de noter que l'eau consommée par l'agriculture provient en grande partie de volumes stockés en période hivernale (ressource de Serre-Ponçon en particulier). En parallèle, les prélèvements industriels sont relativement faibles (8%). Le secteur de l'industrie est le seul à baisser fortement sa consommation d'énergie, d'une part du fait d'une baisse de l'activité à la suite de la crise de 2009 (cf: *PCAET*) et d'autre part à l'amélioration des processus industriels. Le secteur agricole et le secteur des déchets sont peu consommateurs d'énergie (respectivement 4% chacun).

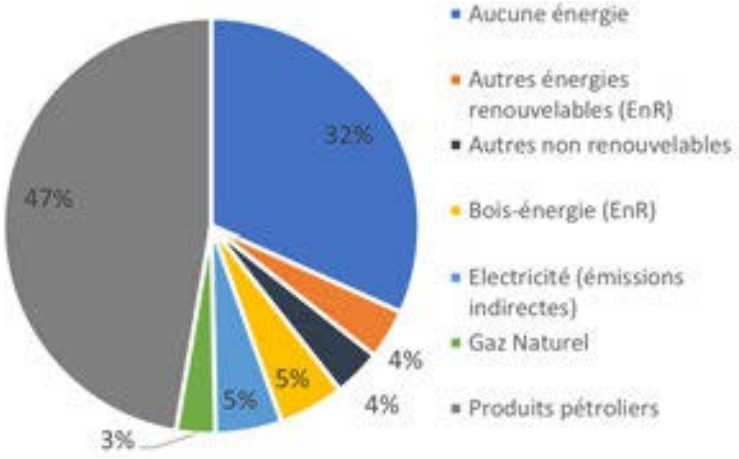


Répartition des prélèvements d'eau sur le territoire en 2019 _ BNPE

Des pollutions de l'eau, de l'air et du sol en cours

Les activités du territoire émettent des polluants : dioxydes de soufre pour l'industrie (mais relativement moins qu'à l'échelle régionale), ammoniac et particules par l'agriculture (émissions plus élevées qu'en PACA).
En matière d'émissions de gaz à effet de serre, les émissions de GES sur le territoire représentent 275 kteqCO_2 en 2019, soit 11 kteqCO_2/hab. contre 9 en PACA. La moitié des émissions totales de gaz à effet de serre provient de la combustion d'énergies fossiles (carburant, fioul, gaz naturel).
23% des émissions du transport routier sont liées aux flux de transit sur l'autoroute. Les émissions d'origine non-énergétique sont liées à l'enfouissement des déchets, à l'agriculture (élevage et utilisation d'engrais). Le territoire est en revanche relativement peu concerné par des pollutions des sols d'origine industrielle.





Pour les deux graphiques : émissions de GES énergétiques et non-énergétiques par secteur et source d'énergie _ Diagnostic du PCAET

Le kteqCO2
Le kteqCO2, ou kilotonne équivalent CO2, est l'unité de mesure qui permet de quantifier l'impact carbonne.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Des nuisances sonores pour les riverains

Les activités (agriculture, industries, carrières, etc.) peuvent être source de nuisances sonores ponctuellement, notamment pour les riverains.

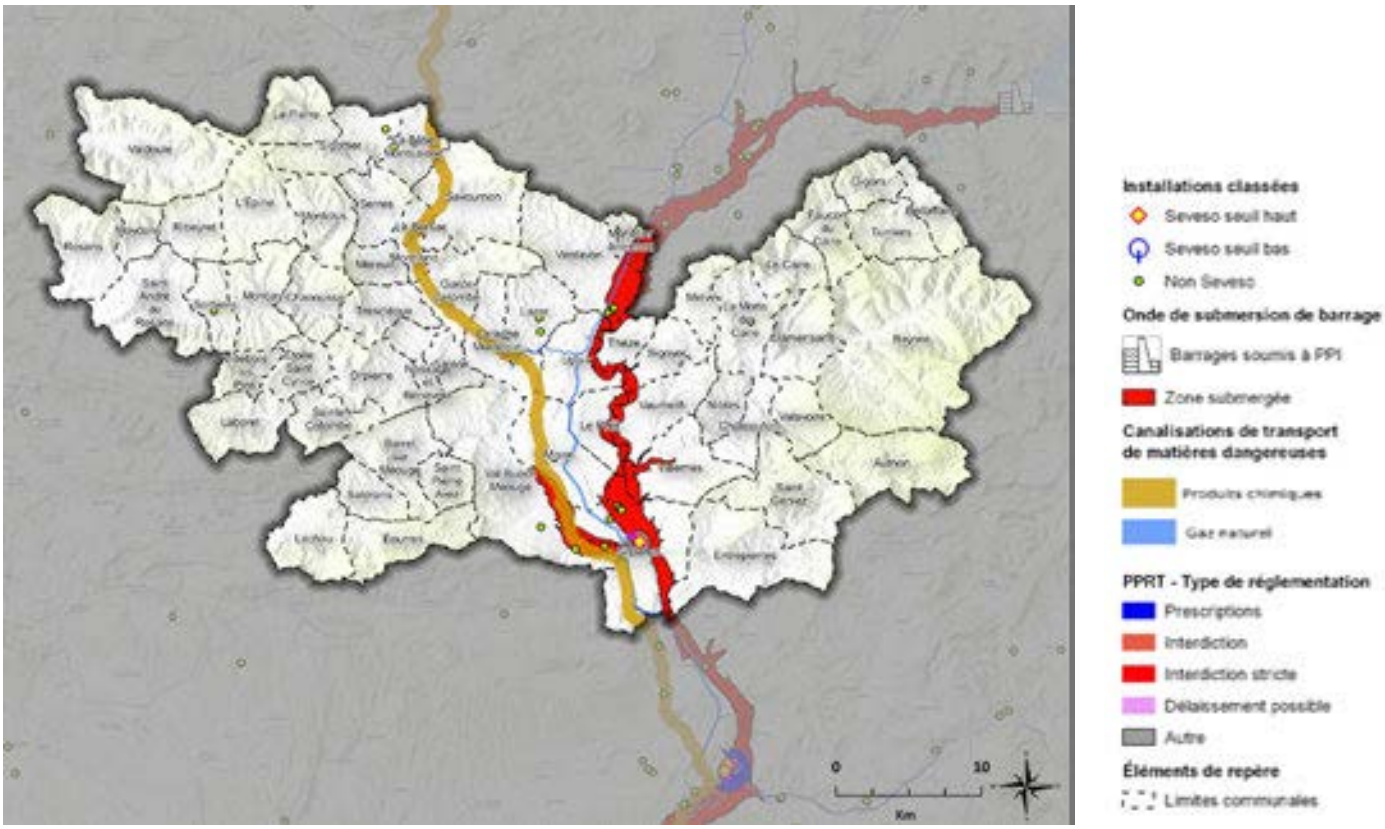
Des risques technologiques induits

Les activités économiques peuvent être source de risques technologiques, notamment le risque industriel à Sisteron, avec la présence du site Seveso de Sanofi, géré par le PPRT. Par ailleurs, une canalisation de transport de produits chimiques est présente, et on note également le risque de rupture du barrage de Serre-Ponçon.

Changement climatique pouvant engendrer différents impacts

Les évolutions climatiques peuvent potentiellement engendrer différents phénomènes : accentuation des sécheresses et élévation des températures. Cela pourrait impacter fortement l'agriculture, qui nécessite beaucoup d'eau sur le territoire, qui pourra alors être touchée à la fois à l'augmentation de la sécheresse des sols, à la raréfaction de la ressource en eau (baisse du débit des cours d'eau et des nappes), mais également à la pollution à l'ozone (qui a des incidences négatives sur la production végétale), à la hausse des températures (« coups de chaud » sur les cultures, etc). Ces sources de fragilisation accentueraient en parallèle la vulnérabilité face aux ravageurs et au gel.

Les aléas naturels (inondations et mouvements de terrain) peuvent en outre être vecteurs de risques technologiques intensifiés avec les évolutions climatiques. Certaines activités sont localisées en zone d'aléa retrait-gonflement des argiles ou inondation par exemple, des aléas sensibles au changement climatique.



Synthèse des risques technologiques _ Source : EIE

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



ENJEUX

LE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES

> Le maintien et l'accroissement des secteurs créateurs d'emplois
> Le maintien des filières fortes et identitaires dans les secteurs de l'agriculture (agro-alimentaire) et de l'industrie
> L'accompagnement pour le développement des nouvelles entreprises
> L'attractivité de l'offre en foncier d'entreprise
> L'intégration des ZAE dans leur environnement proche

L'ACCOMPAGNEMENT DE L'AGRICULTURE

> Le développement d'une agriculture durable et de proximité
> La transmission des exploitations
> Des terres agricoles et paysages agricoles impactés par la consommation d'espace

L'ÉQUILIBRE ENTRE ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT

> Une adaptation des filières au changement climatique à anticiper
> La lutte contre les impacts du changement climatique sur les risques technologiques actuels
> L'anticipation des potentiels conflits d'usage sur la ressource

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



FEUILLET 3

UNE CONCENTRATION DES COMMERCES ET SERVICES PERFORMANTE DANS LA PLAINE, RELAIS POUR LES COMMUNES DE MOYENNE MONTAGNE



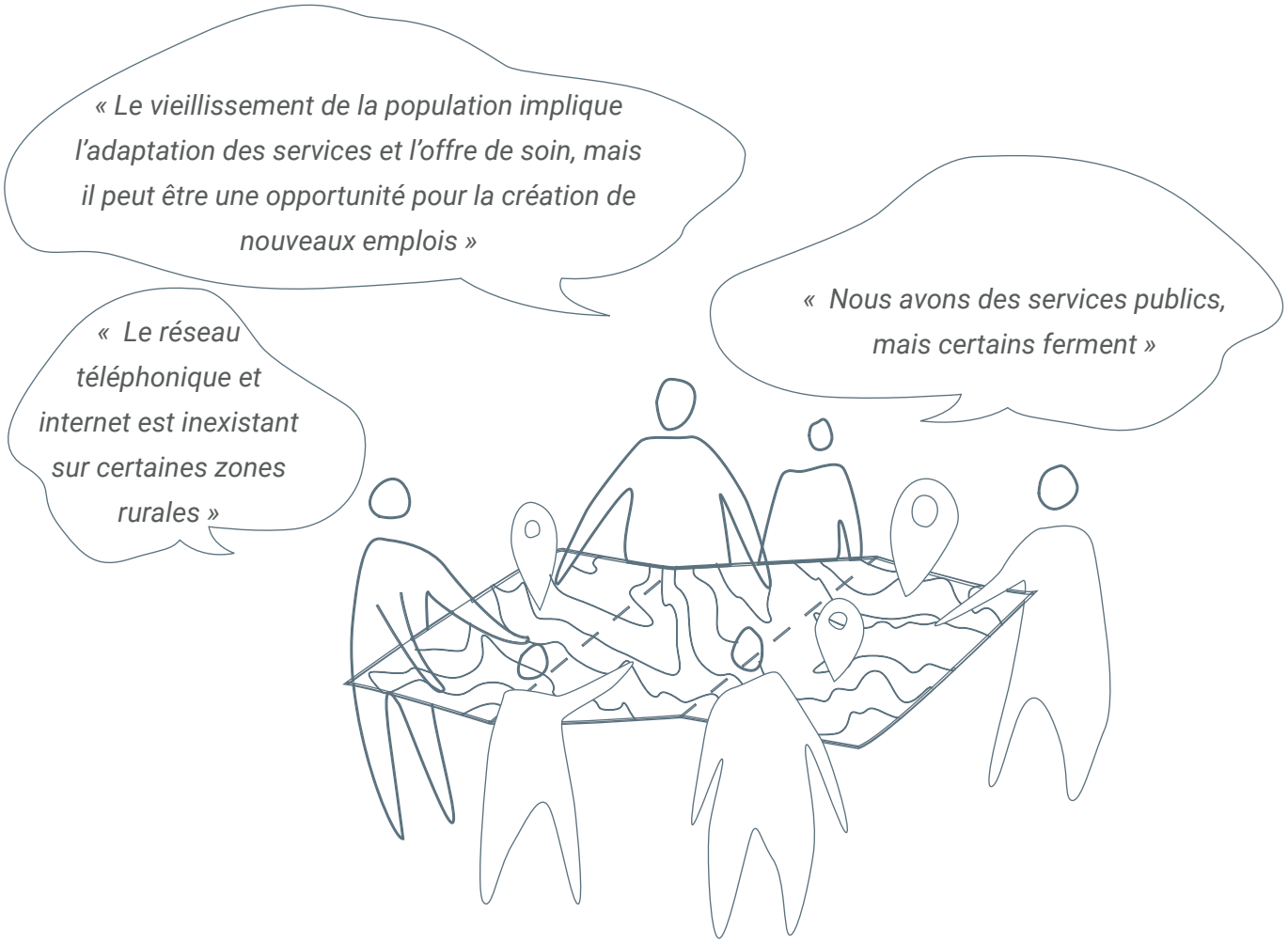
Cittànova

Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Une concentration des commerces et services performante dans la plaine, relais pour les communes de moyenne montagne

La vallée du Buëch est fortement avantagée dans son offre de commerces et équipements, principalement concentrés dans les communes de Sisteron, Laragne-Montéglin et Serres. Cette concentration permet le développement de structures importantes, comme les hôpitaux et zone commerciales, ainsi qu'un rayonnement du territoire au-delà des limites du SCoT Sisteronais-Buëch, même si une offre complémentaire est proposée dans les territoires limitrophes. Les villes relais permettent une proximité pour les communes les moins dotées, mais l'équilibre est cependant fragilisé par une perte de population jeune et des mobilités limitées. Le développement du e-commerce change également les pratiques de consommation.



PAROLES D'ÉLUS ET ACTEURS DU TERRITOIRE

Entretiens, questionnaires, conversations territoriales, etc.

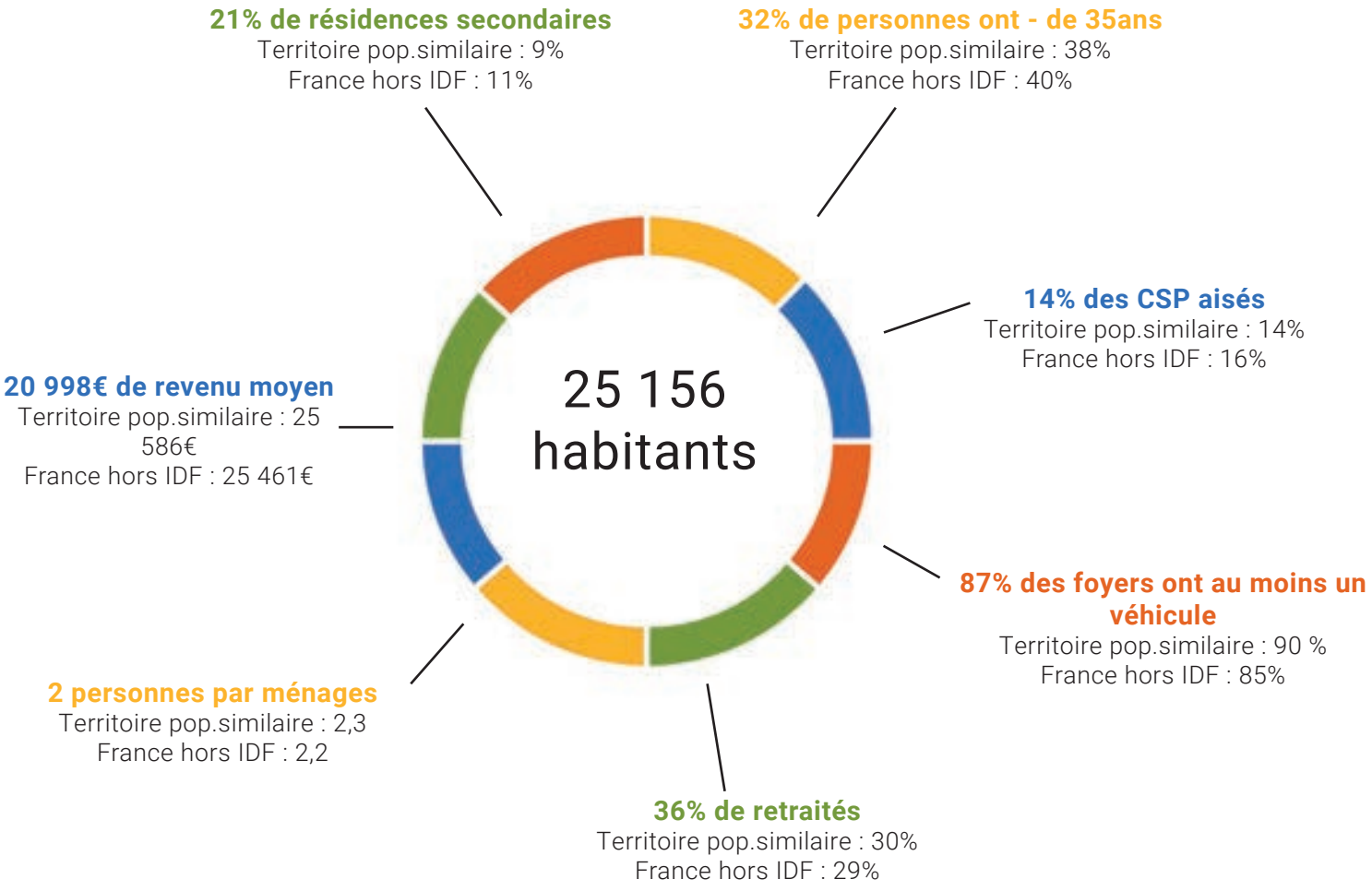
Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Quelques données clés pour mieux appréhender la socio démographie des consommateurs

Des indicateurs socio-économiques mettant en évidence une propension à consommer des ménages relativement faible, étant donné :

- la taille relativement réduite des ménages, avec des profils « retraités » importants,
- les revenus moyens relativement faibles,
- les consommateurs dépensent moins, hors besoins courants.

Ces profils peuvent néanmoins profiter d'une offre commerciale de « proximité », avec une organisation commerciale basée sur la concentration dans certains pôles spécifiques, qui profitent aux villes alentours, et le déploiement de commerces alternatifs aux modèles de «boutiques et super-marchés» avec la création de magasins de producteurs, de points de vente à la ferme, de commerces nomades, de marchés, etc.



Source: INSEE 2018

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

1. LE COMMERCE, UNE ACTIVITÉ ESSENTIELLE, VECTEUR D'ANIMATION LOCALE

Une offre commerciale « de proximité » concentrée sur quelques pôles et marquée par une forme de saisonnalité

Le tissu commercial témoigne d'un équilibre entre services commerciaux et commerces dits purs. La dynamique relative du tissu commercial local n'est pas étouffée par des locaux commerciaux occupés par des services (agences bancaires, agences immobilières, etc).
En effet, 930 établissements commerciaux sont recensés dont 238 commerces dits purs. Le taux de commercialité globale de 26 % est supérieur à la moyenne française (24%). Le taux de services demeure maîtrisé (41 %).

Il est à noter que plus de 60 % des établissements sont situés à Sisteron (373, soit 40%), Laragne-Monteglin (136, soit 16,4%) et Serres (60, soit 6,4%).

La densité commerciale est élevée avec 37 commerces pour 1000 habitants, signifiant que les besoins du quotidien sont couverts sur le territoire du SCoT. Ce constat global masque une disparité entre les communes avec une grande concentration dans les polarités, et l'absence de commerces dans d'autres.

Nombre d'établissements (Source SIRENE 2020)	SCoT CCSB Etablissements commerciaux	Etbts /1.000 habitants	Etbts /1.000 habitants EPCI comparables	Etbts /1.000 habitants France hors IDF
Commerce	**238**	**9,5**	**6,3**	**7,4**
Alimentaire	107	4,3	2,7	2,8
Equipement de la personne	46	1,8	1,3	1,8
Équipement de la maison	61	2,4	1,5	1,8
Biens culturels et loisirs	24	1,0	0,8	0,9
Services	**384**	**15,3**	**12,6**	**14,5**
Services commerciaux	171	6,8	5,8	6,3
Services non commerciaux	213	8,5	6,7	8,2
CHR	**228**	**9,1**	**5,2**	**6,2**
Automobile	**80**	**3,2**	**2,4**	**2,5**
TOTAL	**930**	**37,0**	**26,5**	**30,6**

Source: SIRENE 2020

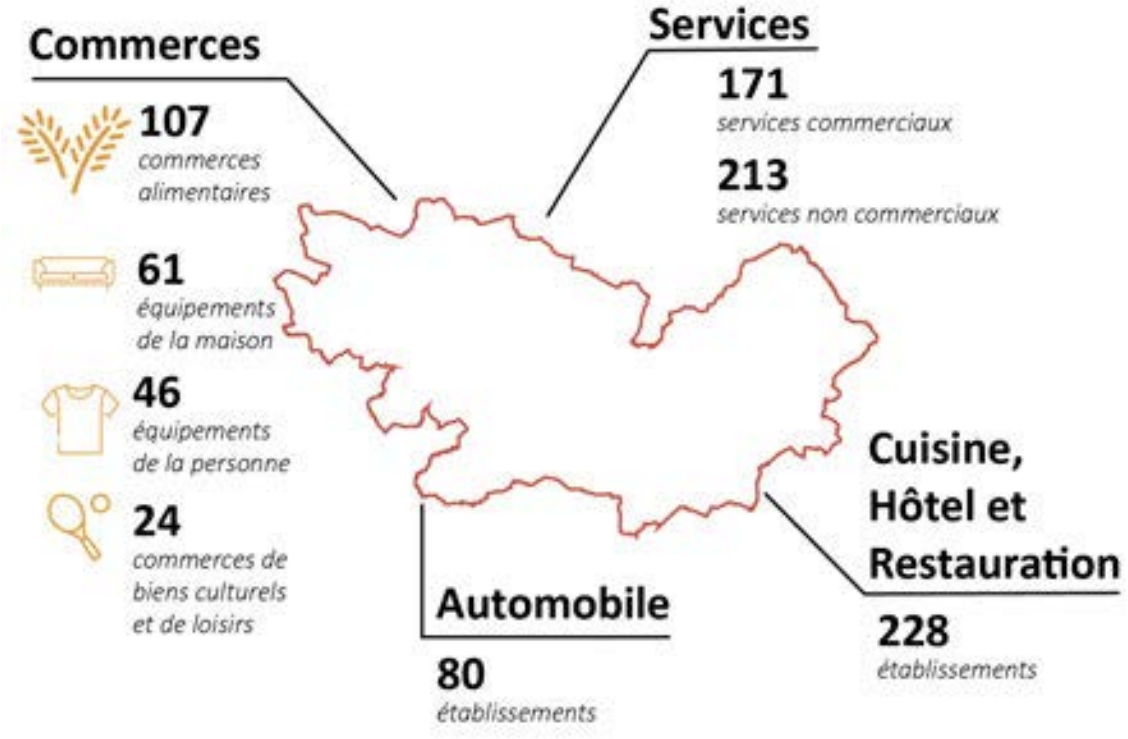
Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

La densité d'activités de restauration, 50% supérieure à la moyenne nationale, montre que la CCSB dispose d'une offre tournée vers son activité touristique. Cependant, certains établissements ne semblent pas assurer une ouverture sur un système « 4 saisons ».

L'offre Cuisine, Hôtellerie et Restauration (CHR) révèle le caractère touristique du territoire et du rôle joué par ces polarités, notamment celle de Serres. Aussi, les taux de commercialité sont intéressants et témoignent du rôle de proximité joué par les 3 polarités principales du SCoT.

Nombre d'établissements / 1000 hab	SISTERON Etablissements /1000 hab	LARAGNE Etablissements /1000 hab	SERRES Etablissements /1000 hab	Moyenne /1.000 hab Ville > 5 000 hab	Moyenne /1.000 hab Ville < 5 000 hab
Commerce	**16,8**	**11,9**	**10,9**	**7,8**	**6,9**
Alimentaire	5,9	5,1	6,2	2,9	3,0
Equipement de la personne	4,4	2,3	0,8	1,8	1,3
Équipement de la maison	4,6	3,1	2,3	2,0	1,6
Biens culturels et loisirs	1,8	1,4	1,6	1,1	1,0
Services	**18,7**	**14,7**	**18,7**	**15,0**	**14,2**
Services commerciaux	9,4	7,6	7,8	6,7	6,7
Services non commerciaux	9,4	7,1	10,9	8,4	7,6
CHR	**9,1**	**7,1**	**12,5**	**5,5**	**5,8**
Automobile	**4,6**	**4,8**	**4,7**	**2,9**	**2,6**
TOTAL	**49,2**	**38,5**	**46,7**	**31,2**	**29,5**
Taux de commercialité	**34 %**	**31 %**	**23 %**	**24 %**	**22 %**

Source: SIRENE 2020



Nombre d'établissements selon leur spécificité dans la CCSB_*SIRENE 2020*

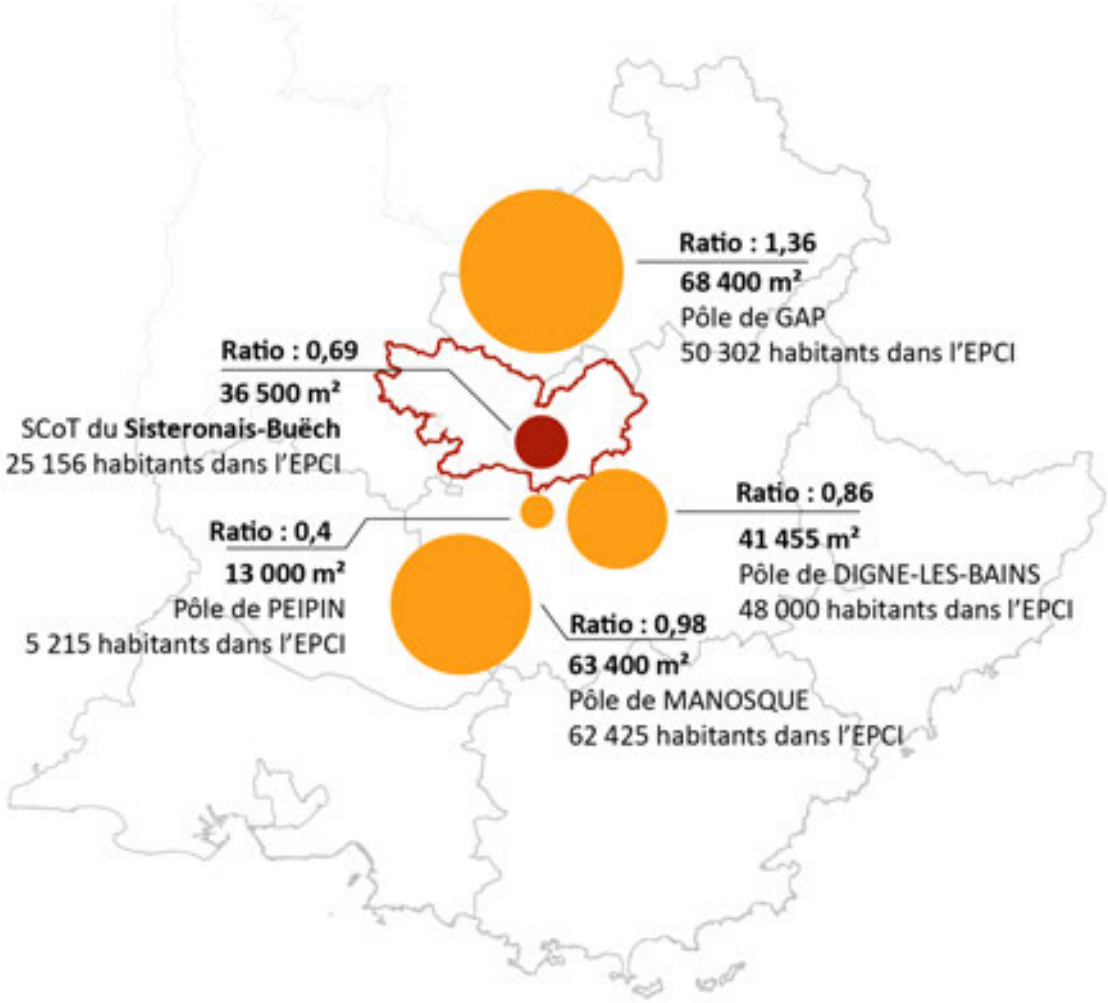
Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

L'offre commerciale de grandes surfaces : une concurrence non négligeable

Le contexte concurrentiel est très présent sur les marges avec la proximité de polarités dont l'offre et la diversité commerciales sont supérieures, notamment l'agglomération Gapençaise, voire les pôles de Manosque, de Digne et Plan de Campagne entre Aix et Marseille, selon les pratiques d'achats des navetteurs. Ces effets de bord handicapent des possibilités de développement commercial dans certains secteurs de la CCSB, notamment dans le secteur nord. Le développement de la zone commerciale Val de Durance permet de limiter l'évasion en dehors du territoire, voire attire de nouveaux consommateurs venus des territoires voisins, par l'acceuil de grandes enseignes: l'installation de Brico Dépôt par exemple a élargi son rayonnement et l'arrivée d'ensembles conséquents, comme BUT, témoigne d'une poursuite de développement de la zone.

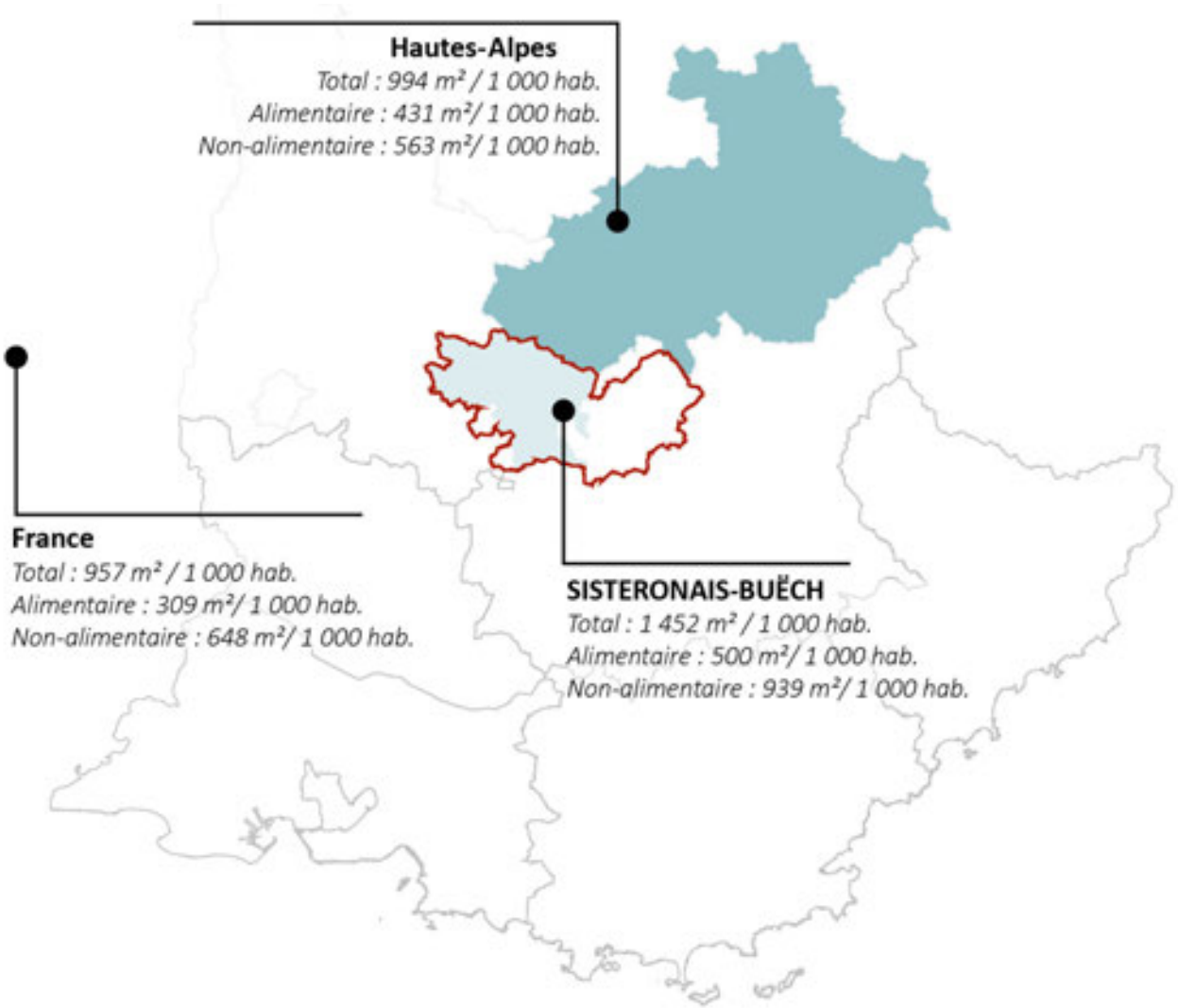
28 500 m² de Grandes et Moyennes Surfaces (GMS) sur le SCoT : la concentration sur « Val de Durance »

36 500 m² de surface commerciale sont comptabilisées, dont 28 500m² de grandes et moyennes surfaces, en grande partie concentrée à Sisteron (ZA Val de Durance). L'offre GMS en non-alimentaire est encore peu diversifiée et très orientée en équipement de la maison (bricolage notamment).

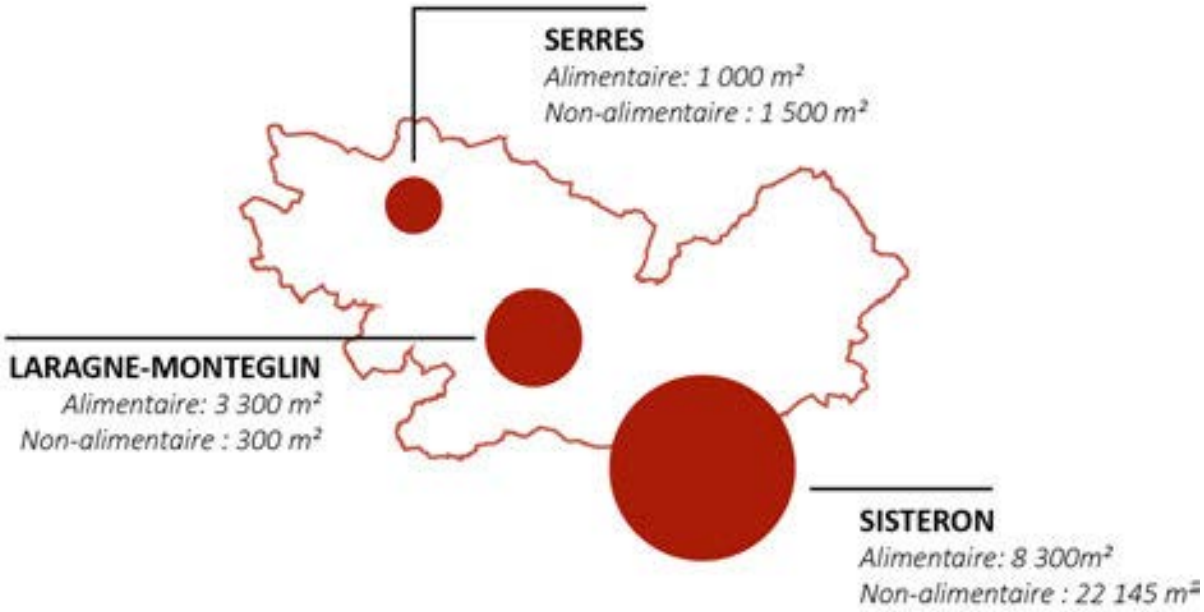


Surfaces commerciales GMS dans les pôles alentours et calcul du ratio : Population EPCI / m² surfaces commerciales GMS _ *INSEE 2018 et 2019_ LSA Expert*

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



Densité des surfaces commerciales GMS comparée__ *LSA Expert*



Densité des surfaces commerciales GMS au sein de la CCSB__ *LSA Expert*

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Une organisation des pôles commerciaux qui concentre l'activité sur l'axe central du territoire

Pour déterminer l'armature commerciale actuelle du SCoT du Sisteronais-Buëch, une analyse a été conduite sur le nombre d'activités présentes dans chaque commune, notamment le nombre total d'établissements, l'offre en commerces de proximité et la surface de plancher commerciale des grandes et moyennes surfaces. La combinaison de ces éléments permet de proposer une hiérarchie de l'offre sur le territoire.

Cette hiérarchisation met en lumière l'équilibre au regard de la taille importante du territoire, des distances parcourues et de la population.

Pôle majeur

Offre commerciale diversifiée avec plus de 300 établissements dans la commune et plus de 20 000 m² de grandes et moyennes surfaces (dont 1/3 en alimentaire)

Pôle relais

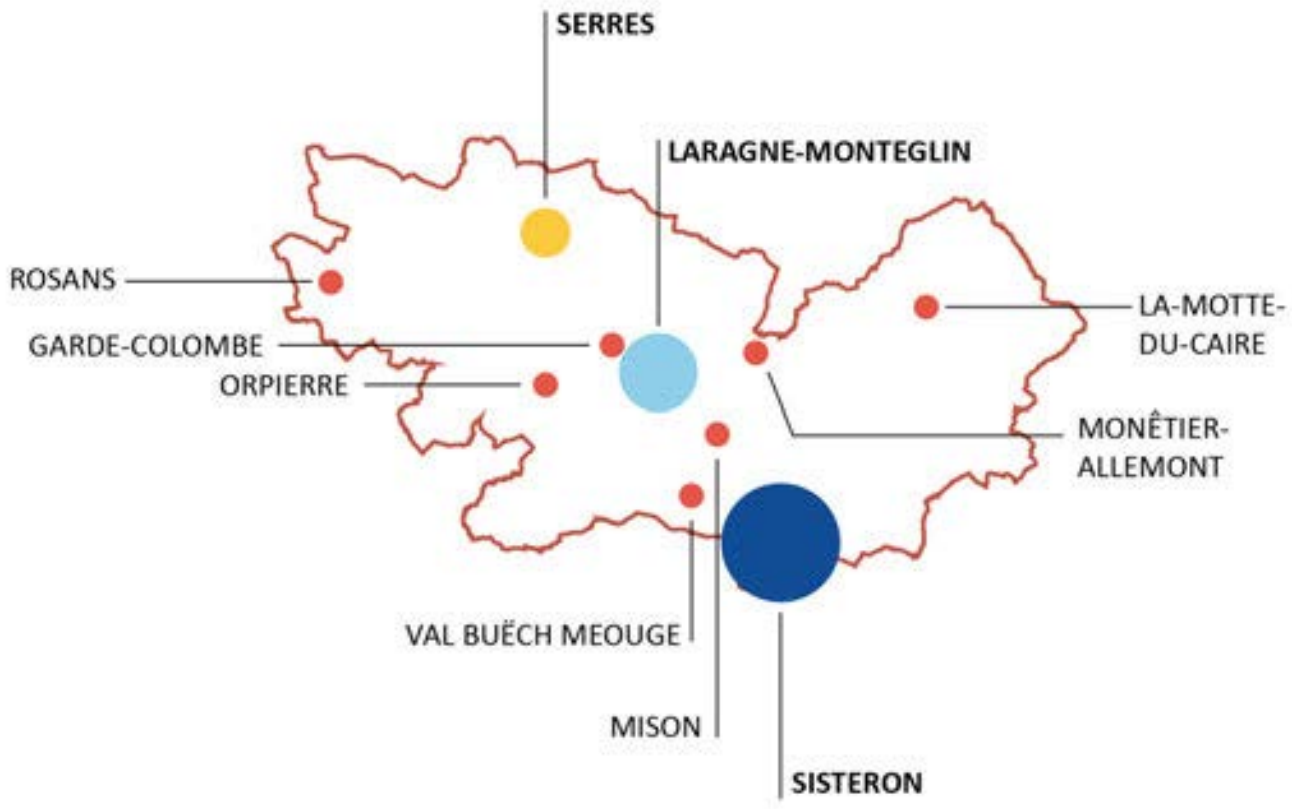
Offre commerciale diversifiées avec plus de 100 établissements dans la commune et plus de 1000 m² de grandes et moyennes surfaces dont l'essentiel en alimentaire

Pôle local

50 activités et présence d'une grandes et moyennes surfaces alimentaire

Pôle de proximité

Moins 30 activités, dont plus de 3 commerces alimentaires



Organisation des villes selon leur offre commerciale au sein de la CCSB_*SIRENE 2020_ LSA Expert*

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

2. DES PÔLES COMMERCIAUX QUI CHERCHENT À SE REDYNAMISER

Le linéaire commercial de Sisteron, fragilisé par son contexte urbain

Le centre urbain de Sisteron concentre, sur une surface de 300 m², d'importants générateurs de flux favorables à la déambulation et la consommation. L'ambiance « urbaine » et de « centralité » contraste avec l'ambiance rurale en immédiate périphérie, donnant un caractère spécifique au secteur.

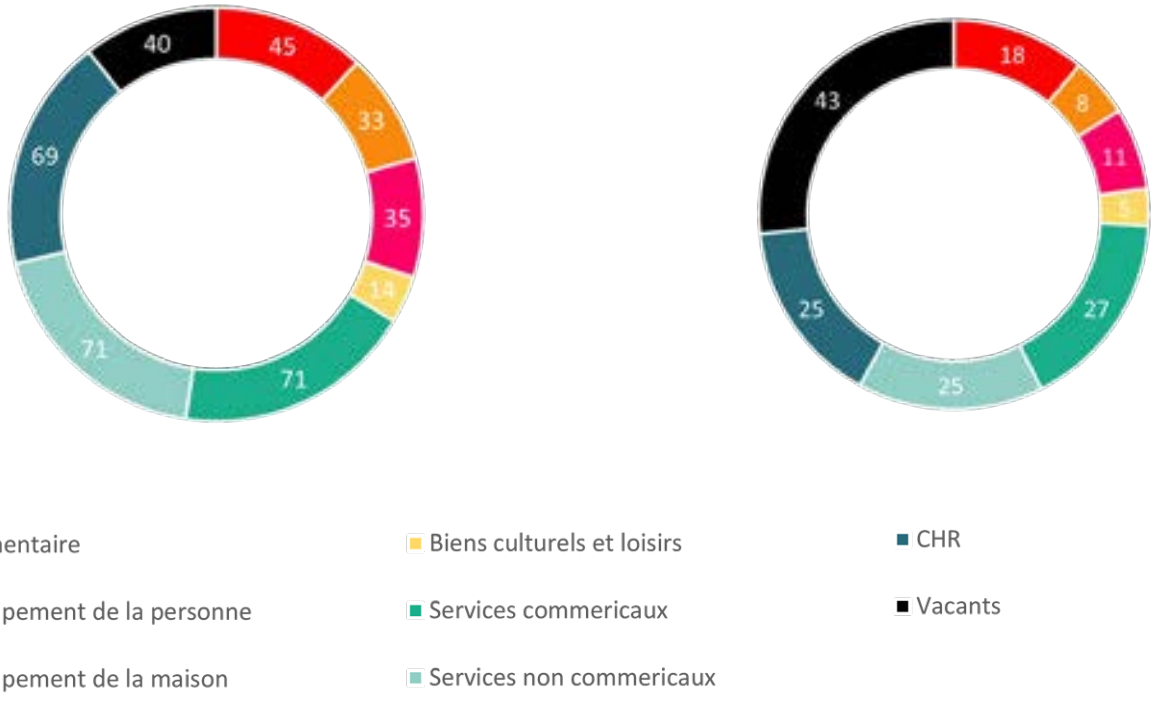
Le taux de vacance, qui s'élève à 14%, marque la présence de certaines cellules vides (*étude PVD, 2020*). Cependant, les activités semblent reprendre.

Le taux de commercialité, définissant la part des commerces purs, est à 34%, marquant une mixité des activités commerciales.
La cité est marquée par la place de l'automobile, avec notamment la traversée de la RD4085 qui sépare le coeur de bourg. L'évolution de la trame urbaine, la cohabitation des flux routiers qui rend peu lisible le cœur urbain et les cellules vacantes, nuisent à l'unité du linénaire commercial. Les espaces publics, relativement peu qualitatifs (très bétonnés, peu végétalisés, peu mobilisables par les piétons, etc), laissent une place prépondérante aux véhicules. Un projet est en cours, dans le cadre de Petites Villes de Demain, afin de mettre en valeur le patrimoine historique et naturel du bourg, revitaliser les commerces et retrouver une plus grande place pour les piétons dans le centre historique.

Des rues dévitalisées à Laragne-Montéglin

La trame urbaine est étoffée et s'articule autour d'édifices. Comme pour Sisteron, la présence importante des flux routiers impacte fortement l'organisation urbaine et les lieux propices à la déambulation. Certaines rues sont dévitalisées, le long de la voie passante RD1075, impactant fortement la vacance générale qui s'élève à 26% (*étude PVD, 2020*).

L'étude PVD met en évidence que le secteur Sud de la commune se compose d'un espace plutôt économique et industriel, quand les petites unités commerciales se concentrent dans le centre.



Répartition des unités commerciales selon leurs produits de vente à Sisteron (gauche) et Laragne-Montéglin (droite)_ *étude PVD 2020*

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

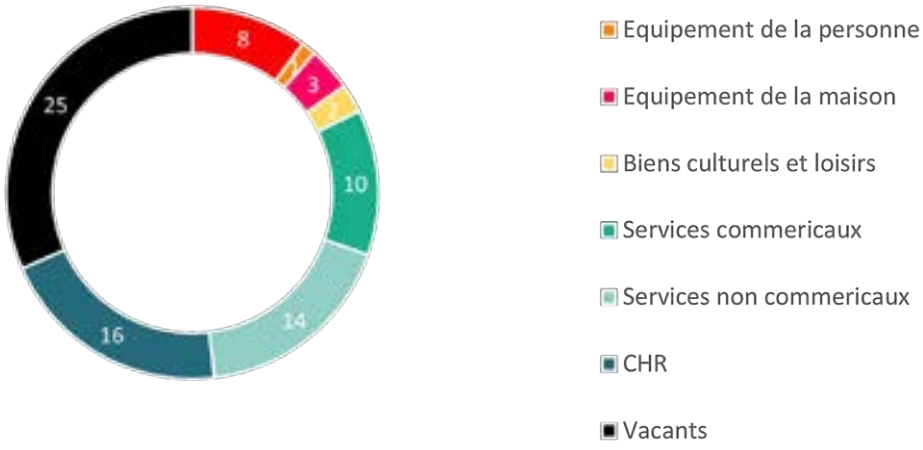
La forte présence de la vacance commerciale à Serres

La commune présente un taux de vacance supérieur aux autres communes, atteignant 31%. Le taux de commercialité est également faible, établi à 23% (*étude PVD, 2020*). Les commerces répondent néanmoins aux besoins de proximité de la population et des communes alentours.

L'organisation urbaine qui accueille les établissements est concentrée aux abords d'un site géographique remarquable et présente un cœur historique à forte densité mais aux espaces publics de faible qualité (omniprésence de la voiture au détriment d'une mise en valeur de du patrimoine alentour et d'une mobilisation par les piétons, revêtements aux sols parfois très abîmé, etc). Les entrées de bourgs sont égalements marquées par les axes automobiles traversant (RD994 et RD1075) qui nuisent à la déambulation piétonne.



Ruelle du centre-bourg, Serres



Répartition des unités commerciales selon leurs produits de vente à Serres_ *étude PVD 2020*

Une concurrence au sein des bourgs

Le déploiement de nouveaux commerces, notamment de grandes enseignes, a tendance à s'effectuer en marge des centres-bourgs. Leur installation permet une desserte en voiture, facilitée pour les non résidents. Cependant, ces enseignes créent parfois une concurrence directe avec les commerces en coeur de ville (ex: boulangerie).

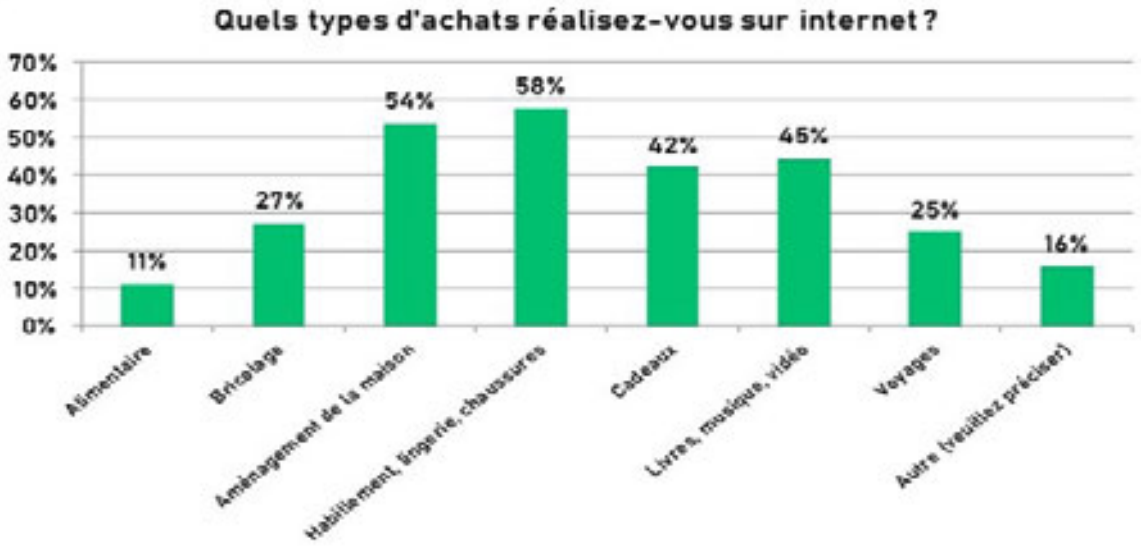
Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

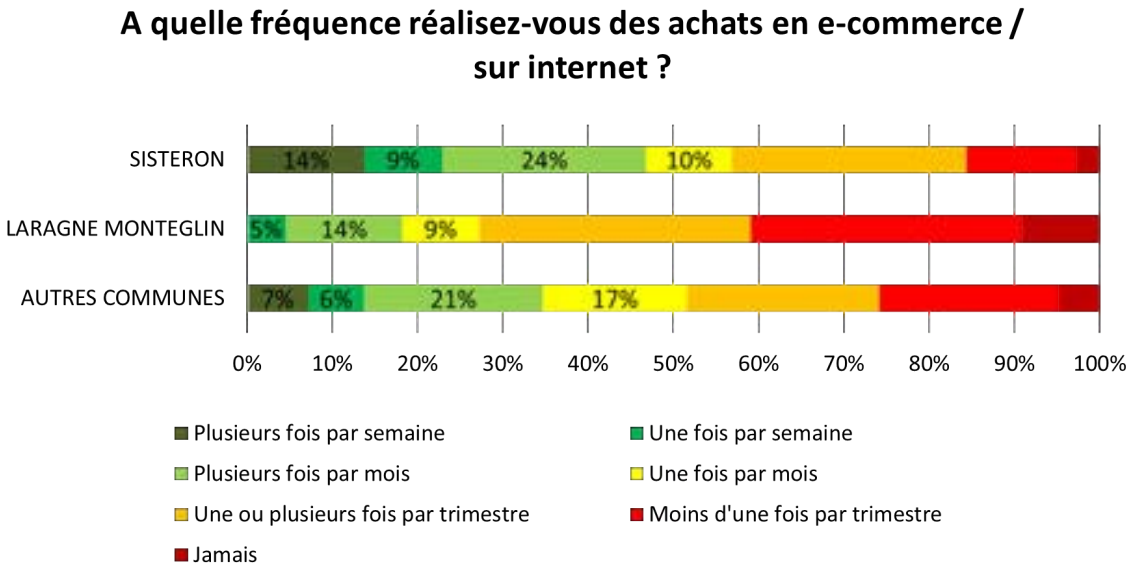
Des alternatives aux circuits commerciaux traditionnels qui se développent

Les communes du Sisteronais-Buëch souhaitent proposer des commerces de proximité à leurs résidents. Selon leur taille et leur possibilités, les besoins exprimés ne sont pas les mêmes: boulangerie, commerce ambulant, multiservices, etc. Certaines, plus ou moins éloignées des centralités commerciales, sont fortement liées au déplacement automobile pour les biens de premières nécessités.

Des alternatives au manque de commerces sont présentes : marché, vente à la ferme, commerce ambulant, etc.

Le bon maillage territorial des marchés présentant des produits de qualité, peut constituer une alternative à l'absence de commerces sédentaires, ainsi que des lieux de consommation qui mettent en valeur la production locale. Toutefois, ces marchés sont très localisés. En période estivale, d'autres apparaissent afin de mettre en valeur les produits locaux auprès des touristes, dans le cadre d'événements. Le e-commerce prend aujourd'hui de l'ampleur, notamment sur la consommation non alimentaire, et joue un rôle majeur dans les pratiques de consommation.





Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

3. UN TERRITOIRE EN DÉFICIT DE SERVICES ET D'ÉQUIPEMENTS SCOLAIRES, SPORTIFS ET CULTURELS

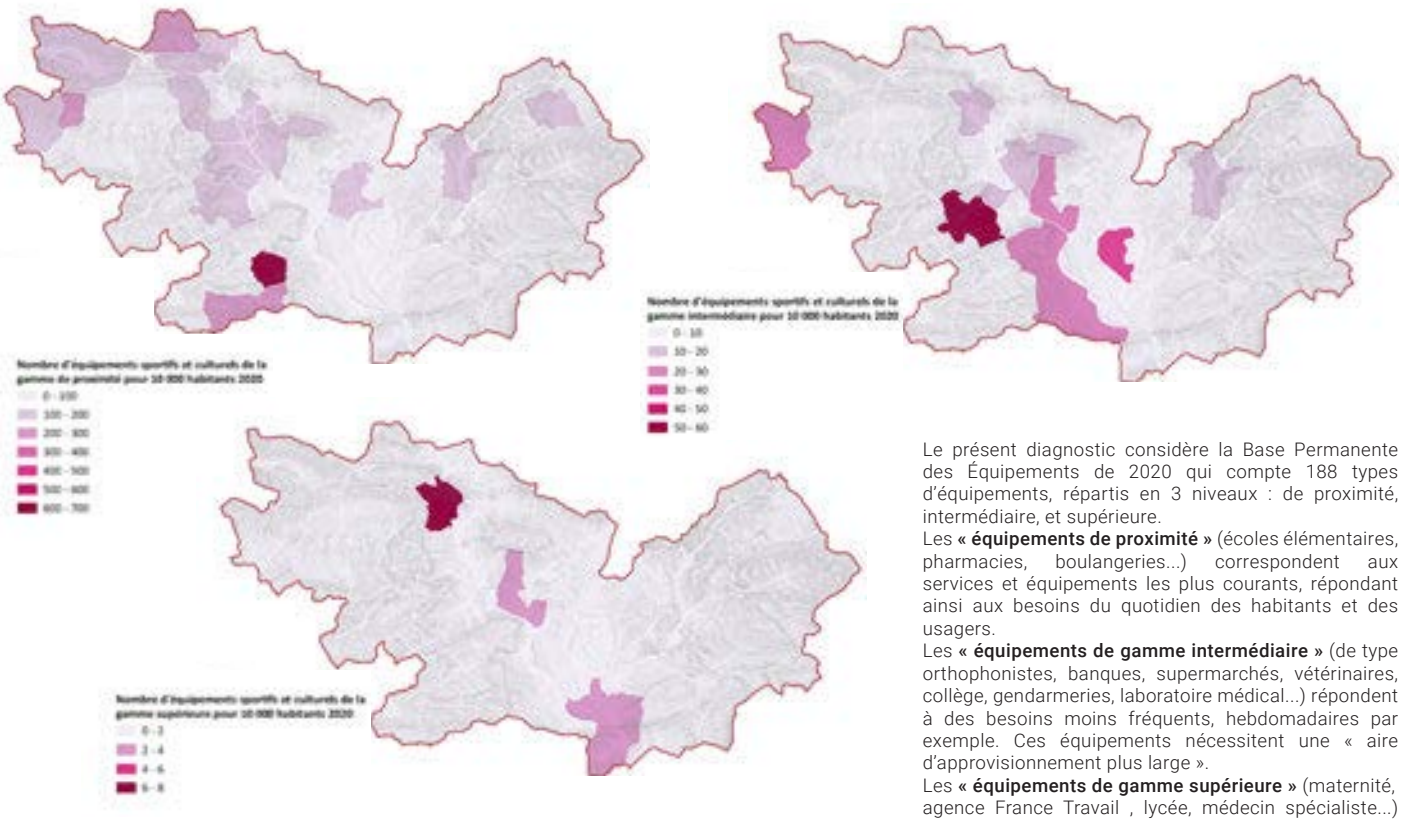
Une localisation des équipements sur l'axe central

Le niveau d'équipements correspond à la situation démographique et l'armature territoriale en proximité. La densité d'équipements est comparable aux EPCI voisins (46/1000 habitants).

L'évolution du nombre d'équipements dans la période 2015-2020 fait apparaître un renforcement des équipements de proximité. Le nombre d'équipements intermédiaires et supérieurs diminue, alors que dans le même temps, les équipements supérieurs poursuivent leur développement des EPCI de Digne et Gap.

La massification des équipements majeurs aux marges de la CCSB, induit une relation étroite entre le territoire du SCoT et les territoires plus urbanisés sur ces équipements de supérieurs.

L'organisation des équipements intermédiaires et de proximité, repose également sur les polarités principales situées sur l'axe central : Sisteron, Laragne-Montéglin, Serres et dans une moindre mesure, Val Buëch Méouge, Mison, Orpierre, Rosans, la Motte du Caire ou Garde-Colombe, profitant aux communes proches.



Le présent diagnostic considère la Base Permanente des Équipements de 2020 qui compte 188 types d'équipements, répartis en 3 niveaux : de proximité, intermédiaire, et supérieure.
Les **« équipements de proximité »** (écoles élémentaires, pharmacies, boulangeries...) correspondent aux services et équipements les plus courants, répondant ainsi aux besoins du quotidien des habitants et des usagers.
Les **« équipements de gamme intermédiaire »** (de type orthophonistes, banques, supermarchés, vétérinaires, collège, gendarmeries, laboratoire médical...) répondent à des besoins moins fréquents, hebdomadaires par exemple. Ces équipements nécessitent une « aire d'approvisionnement plus large ».
Les **« équipements de gamme supérieure »** (maternité, agence France Travail , lycée, médecin spécialiste...) correspondent à des structures de plus grande importance et spécifiques.

	Equipements de Proximité	Equipements Intermédiaires	Equipements Superieurs	Densité/1000 hab
CA Gap Tallard	1342	437	99	37
CA Durance Verdon	2002	480	112	42
SCoT Sisteronais Buech	859	189	45	43

Nature des équipements présents sur la CCSB et EPCI voisins en 2020– Source BPE

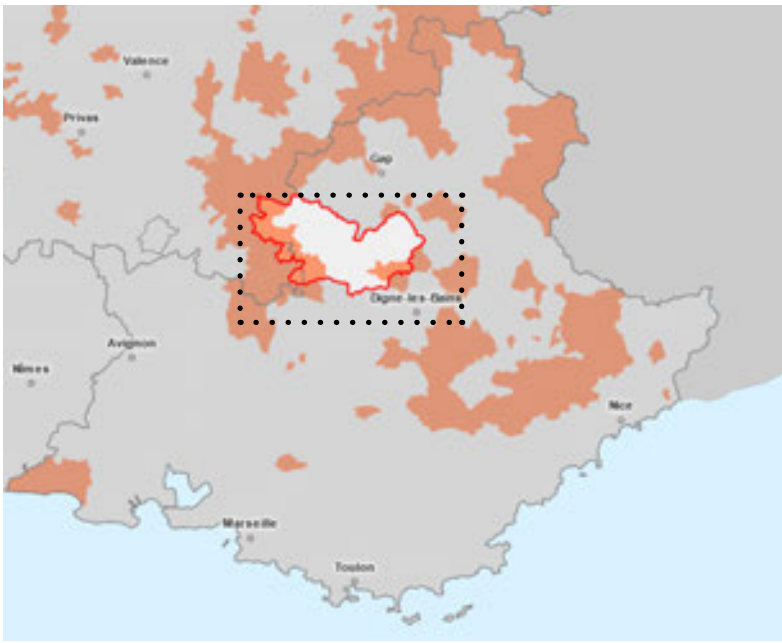
Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Un difficile accès à l'éducation et à la santé pour tous

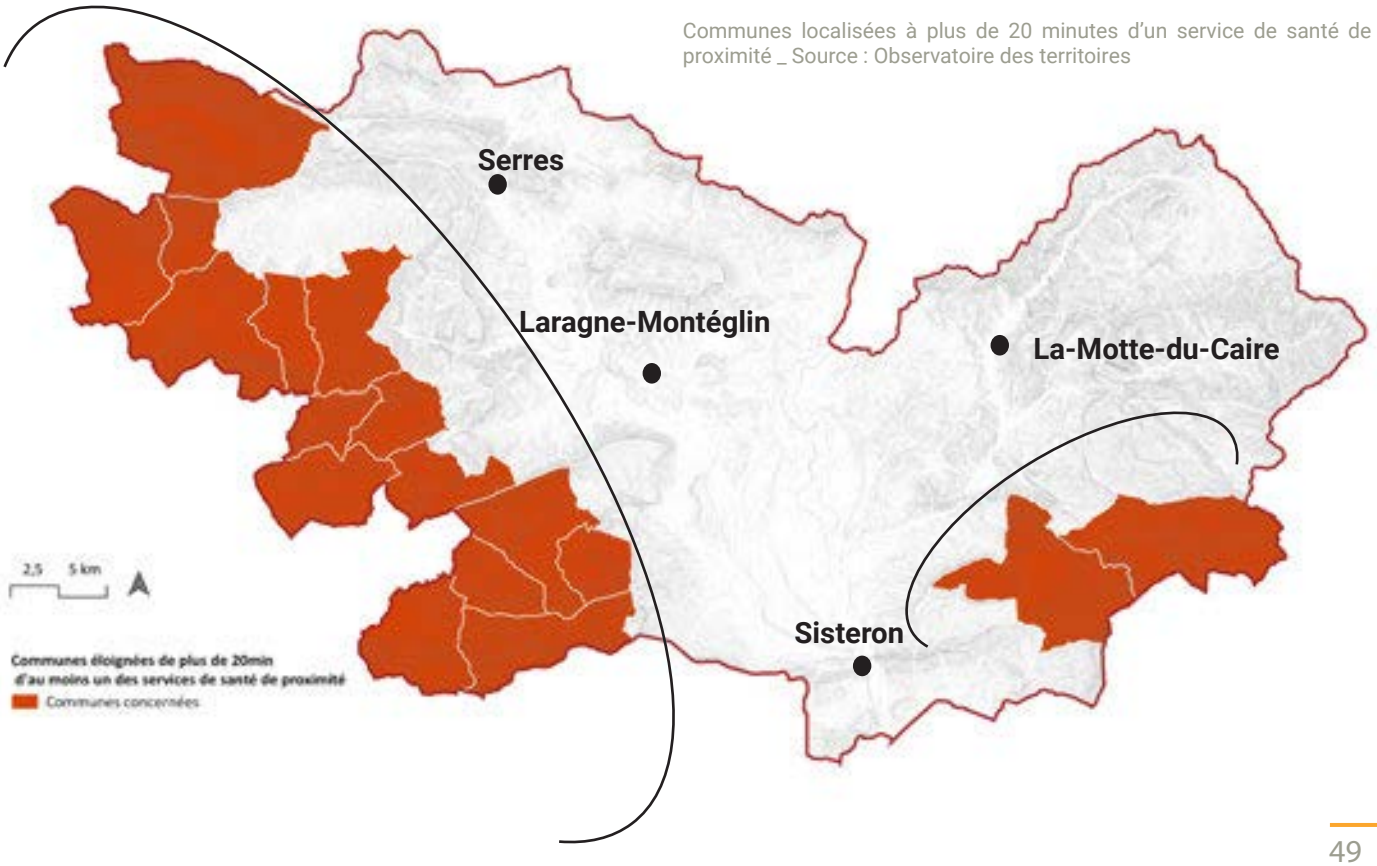
L'accès à la santé est inégal. 17 communes sur 60 sont situées à plus de 20 minutes d'un service de santé de proximité. Ce constat est préoccupant au regard d'une part croissante et désormais importante de résidents âgés de 75 ans et plus. La présence d'infirmiers ne compense pas le manque d'effectifs au regard des besoins de la population. De plus, les centres de santé, comme la maison de santé de Laragne-Montéglin, connaissent des difficultés à maintenir les équipes. L'hôpital de Sisteron est le principal pôle de santé du secteur, mais malgré l'importance de la structure, les habitants se rendent aujourd'hui dans les métropoles adjacentes afin d'avoir accès à certains services, comme la maternité.

Les 25 communes dotées de services éducatifs de premier degré (écoles maternelles, élémentaires et primaires) constituent les pôles de proximité des communes limitrophes. Les regroupements pédagogiques sont très majoritaires sur la CCSB. Aussi, les jeunes doivent se rendre dans d'autres territoires pour les formations post-bac, notamment à Gap, Aix-en-Provence, Marseille et Grenoble.

Dans le même temps les effectifs scolaires dans le premier et le second degrés ont diminué de 5% entre 2015 et 2019, soit une diminution de près de 200 élèves sur cette période. Cet élément est couplé à la baisse du nombre de jeunes entre 0 et 30 ans. La crise sanitaire, qui semble avoir attiré de nouveaux jeunes ménages sur le territoire, peut potentiellement avoir inversée le sens de la courbe et permis à certaines classes de se maintenir.



Communes localisées à plus de 20 minutes d'un service de santé de proximité _ Source : Observatoire des territoires

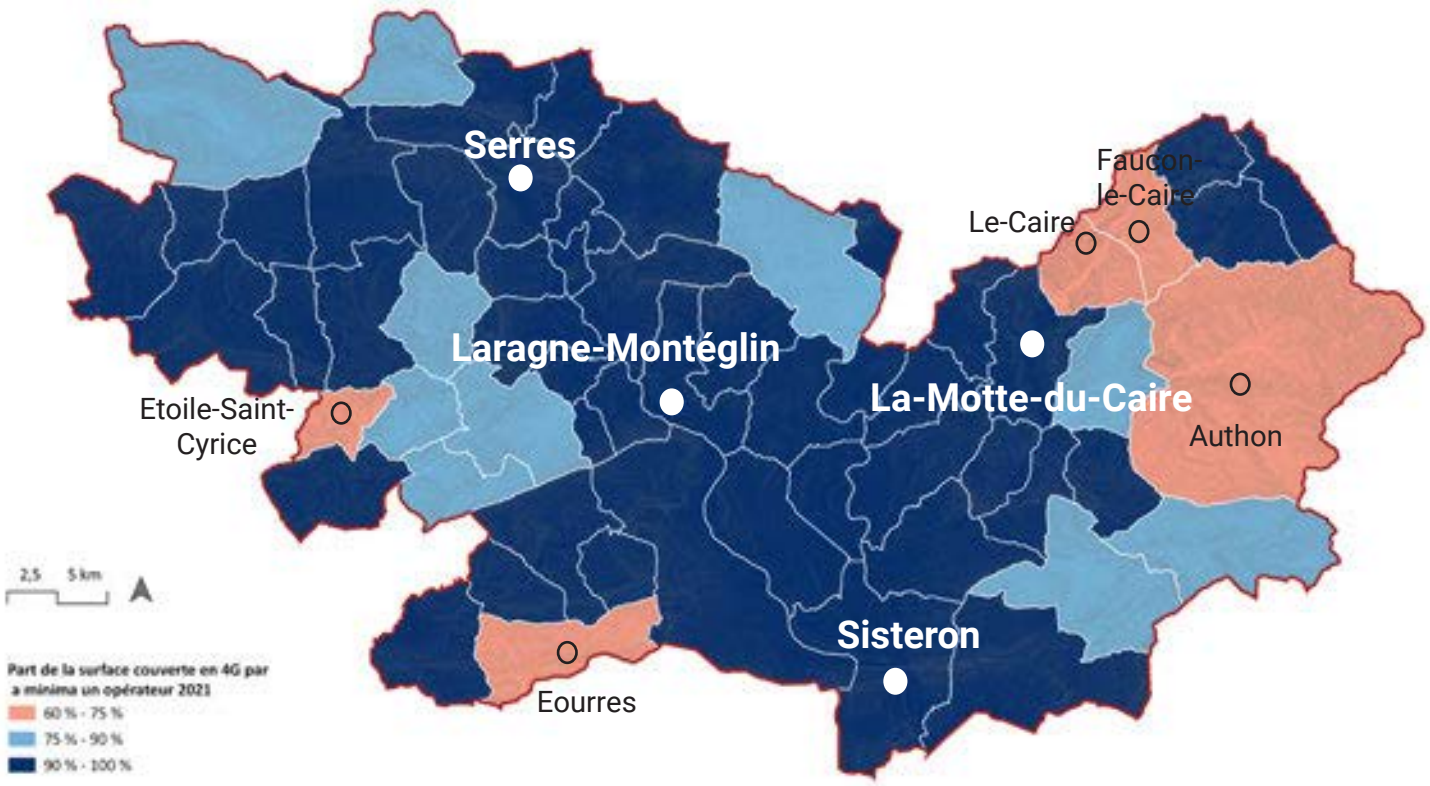


Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Le déploiement des réseaux, source de mutualisation et de développement

Une vingtaine de communes, plutôt rurales, présentent des habitations qui ne sont pas raccordables à la fibre en 2022. La part des locaux raccordables FTTH (fibre optique) est de l'ordre de 32 % à ce jour (en 2022) : c'est 5 fois plus qu'il y a 2 ans, mais ce taux d'équipement demeure faible comparativement à la moyenne nationale (64 %).

La couverture par le réseau 4G est un élément pouvant pallier en partie une connexion à la fibre et le moyen de connexion le plus utilisé quotidiennement. Si le territoire est dans l'ensemble bien desservi, certaines communes présentent une fragilité, créant une réelle difficulté pour les habitants.



Taux de couverture en 4G par un opérateur au minimum en 2021 selon les communes _ *Observatoire des territoires 2021*

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

ENJEUX

LES COMMERCES EXISTANTS

> La préservation de la performance et le rayonnement de la zone commerciale Val Durance
> Le soutien aux commerces existants et à des modèles économiques alternatifs
> L'intégration paysagère des constructions
> Le maintien et la revitalisation des commerces de centre-bourg
> Le déploiement des commerces ambulants
> Les concurrences internes aux villes entre commerces en bords de grandes voies et commerces de centre-bourg

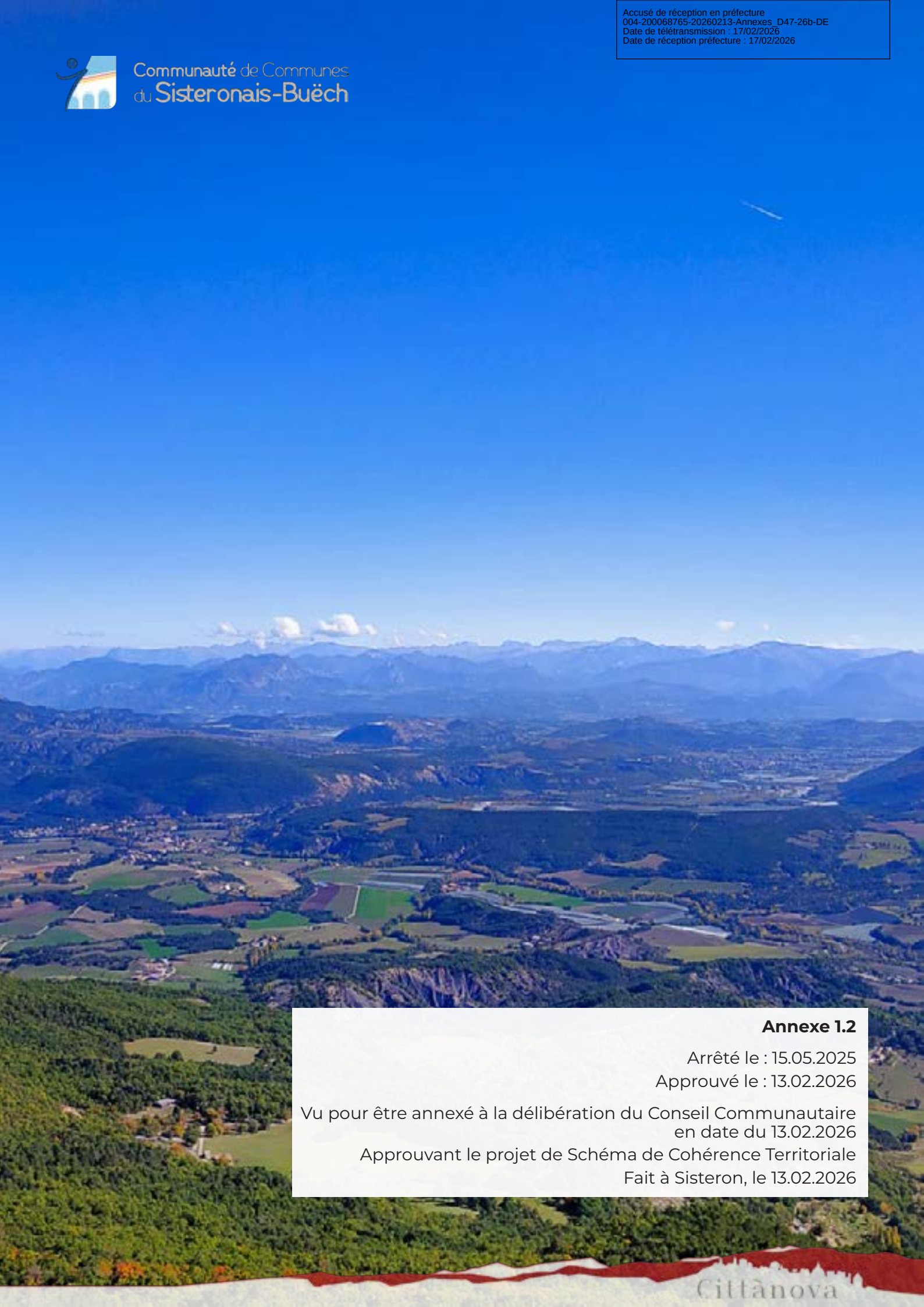
L'ACCESSIBILITÉ AUX COMMERCES ET SERVICES

> Le renforcement du maillage de l'offre commerciale de proximité
> La définition d'une stratégie d'accès aux soins
> La capacité des structures du territoire à répondre au vieillissement de la population
> La préservation de la jeunesse par le maintien et le développement des structures dédiées

Crédit photos : Air Capture

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch



Annexe 1.2

Arrêté le : 15.05.2025

Approuvé le : 13.02.2026

Vu pour être annexé à la délibération du Conseil Communautaire en date du 13.02.2026

Approuvant le projet de Schéma de Cohérence Territoriale

Fait à Sisteron, le 13.02.2026

Cittànova

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

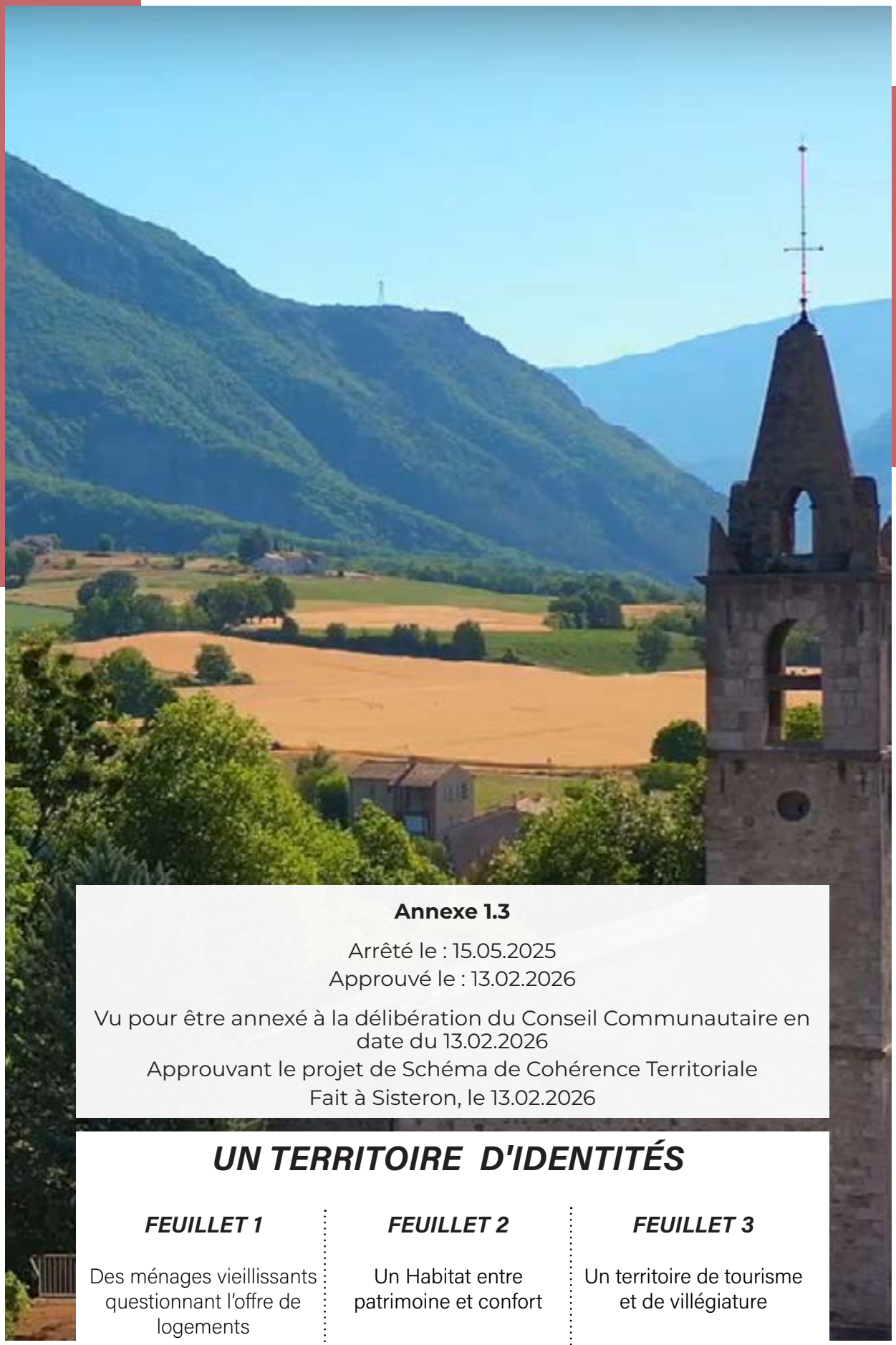
Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch

SISTERONAIS-BUËCH

SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE DU

CARNET 3

DIAGNOSTIC



Annexe 1.3

Arrêté le : 15.05.2025
Approuvé le : 13.02.2026

Vu pour être annexé à la délibération du Conseil Communautaire en date du 13.02.2026
Approuvant le projet de Schéma de Cohérence Territoriale
Fait à Sisteron, le 13.02.2026

UN TERRITOIRE D'IDENTITÉS

FEUILLET 1

Des ménages vieillissants questionnant l'offre de logements

FEUILLET 2

Un Habitat entre patrimoine et confort

FEUILLET 3

Un territoire de tourisme et de villégiature

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

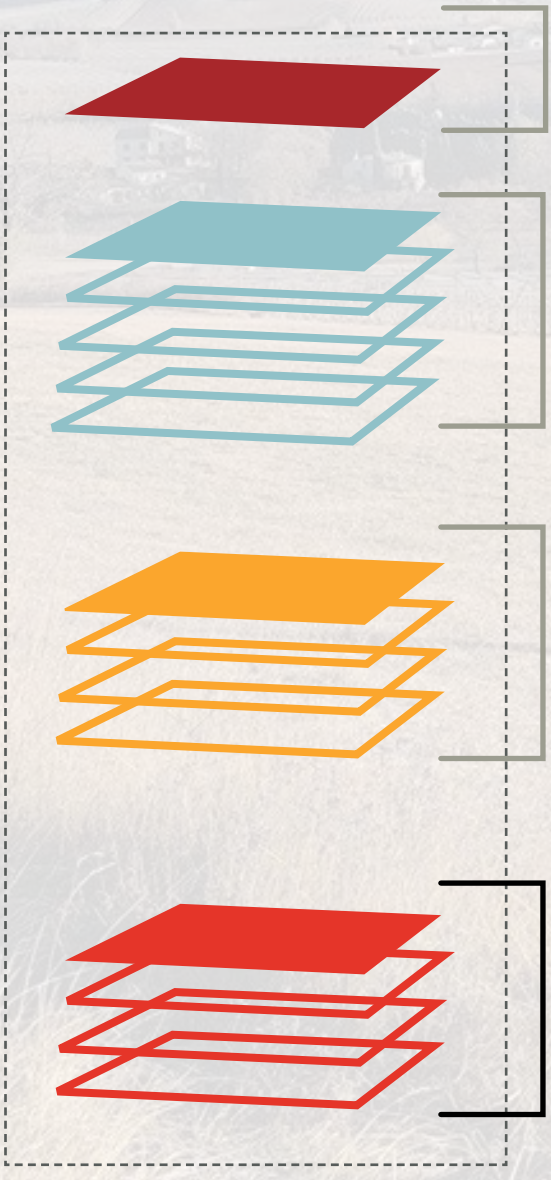
UN DIAGNOSTIC, POURQUOI?

> Pour mettre en évidence des éléments qui relient les 60 communes du Sisteronais-Buëch,
> Analyser les raisons d'un attachement du Sisteronais-Buëch à son environnement,
> Et comprendre les enjeux auxquels le territoire doit faire face.

RÉALISÉ COMMENT ?

> Par des explorations territoriales ;
> Des rencontres avec les actrices et acteurs du territoire ;
> Des ateliers avec élues, élus, habitantes et habitants ;
> Un Bus Tour de trois jours avec les élues et élus ;
> Des échanges avec les techniciennes et techniciens.

COMMENT LE LIRE?



INTRODUCTION
ENTRE ALPES ET PROVENCE, LE SISTERONAIS-BUËCH, TERRITOIRE DE TRANSITIONS

CARNET 1
UN TERRITOIRE AUX CARACTÈRES NATURELS AFFIRMÉS

CARNET 2
DES TERRITOIRES LIÉS

CARNET 3
UN TERRITOIRE D'IDENTITÉS

Feuillet 1 : Des ménages vieillissants questionnant l'offre de logements

Feuillet 2 : Un Habitat entre patrimoine et confort

Feuillet 3 : Un territoire de tourisme et de villégiature

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



CARNET 3
UN TERRITOIRE D'IDENTITÉS

L'ensemble des communes veille à proposer une offre de logements adaptée aux évolutions sociales et sociétales, engageant des réflexions sur leur habitat d'hier et de demain. Si des disparités en termes de nombre d'habitants, d'âge des habitants, de type d'habitation, de vacance, etc ... sont relevées selon la localisation et les potentiels de chacune, les communes souhaitent toutes accompagner l'installation de nouveaux ménages, et poursuivre le partage de leur cadre de vie. Une convention d'Opération de Revitalisation du Territoire (ORT) a été signée en mai 2022 entre l'Etat, les départements des Hautes-Alpes et des Alpes de Haute Provence, la CCSB et les communes de Sisteron, Laragne, Serres, La Motte-du-Caire et Rosans, destinée à requalifier les centres historiques de ces communes. Une des particularités du territoire tient au fait que sa population touristique s'ancre et impacte la question de l'accueil. Ce carnet croise ainsi les différentes identités démographiques et patrimoniales du territoire avec sa capacité d'accueil.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



FEUILLET 1

DES MÉNAGES VIEILLISSANTS QUI QUESTIONNENT L'OFFRE DE LOGEMENTS



Cittànova

Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Des ménages vieillissants qui questionnent l'offre de logements

Le Sisteronais-Buëch a connu des croissances et décroissances de population. Jusqu'aux années 1950, il comptabilise 17371 habitants. L'après-guerre est signe de revitalisation : le territoire gagne plus d'un tiers de sa population, atteignant 22294 au début des années 2000. Aujourd'hui, cette croissance démographique est toujours effective. La Communauté de Communes compte 25156 habitants en 2018, soit 715 habitants supplémentaires par rapport à 2008. Cette augmentation est surtout modulée par les aînés, et un déséquilibre entre les tranches d'âge apparaît. Quels besoins en logement pour quelles populations sont à prévoir ? Le territoire est-il en capacité de répondre ? Quelles modalités sont à penser ?



PAROLES D'ÉLUS ET ACTEURS DU TERRITOIRE

Entretiens, questionnaires, conversations territoriales, etc.

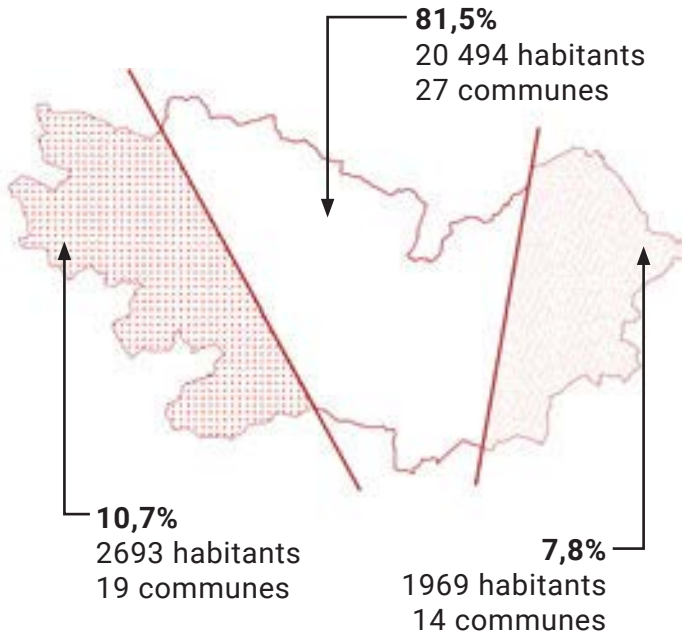
Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

1. UNE POPULATION VIEILLISSANTE

Une répartition inégale

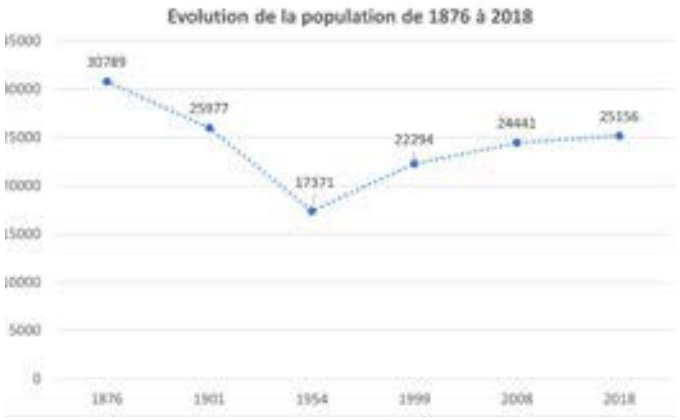
Les vallées de moyenne montagne ont perdu, au fil du temps, une part importante de leur population qui s'est concentrée dans la plaine centrale, le long des deux cours d'eau principaux.

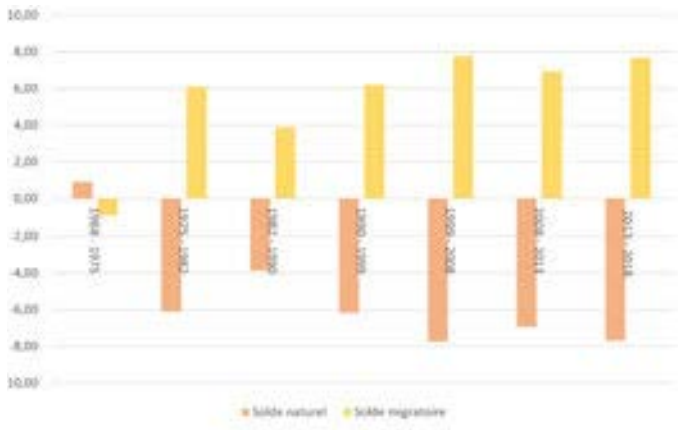
Le schéma ci-contre présente la répartition des 25 156 habitants selon leur secteur géographique, en créant des divisions selon la proximité avec la Durance et le Buëch. La partie « ouest» comptabilise 19 communes situées principalement dans les Baronnies Provençales et exclue les communes limitrophes de bourgs traversés par le Buëch. La partie «Est» comprend les 14 communes du massif des Monges et exclue les communes limitrophes de bourgs traversés par la Durance. La partie centrale englobe les 27 communes reliées aux voies fluviales.



Un solde naturel en baisse, un solde migratoire en hausse

Le territoire a perdu en 10 ans 3 % de sa population entre 0 et 30 ans. La faiblesse de l'offre locale de formation et d'emplois amène cette catégorie de résidents à le quitter. L'évolution de la démographie reflète cette tendance. Le départ des jeunes actifs explique la baisse de la natalité, donc un solde naturel en déclin, que l'arrivée de nouveaux habitants tend à compenser. Le déséquilibre est significatif entre les communes avec une disparité qui s'accentue au gré des proximités avec les bassins d'emplois.



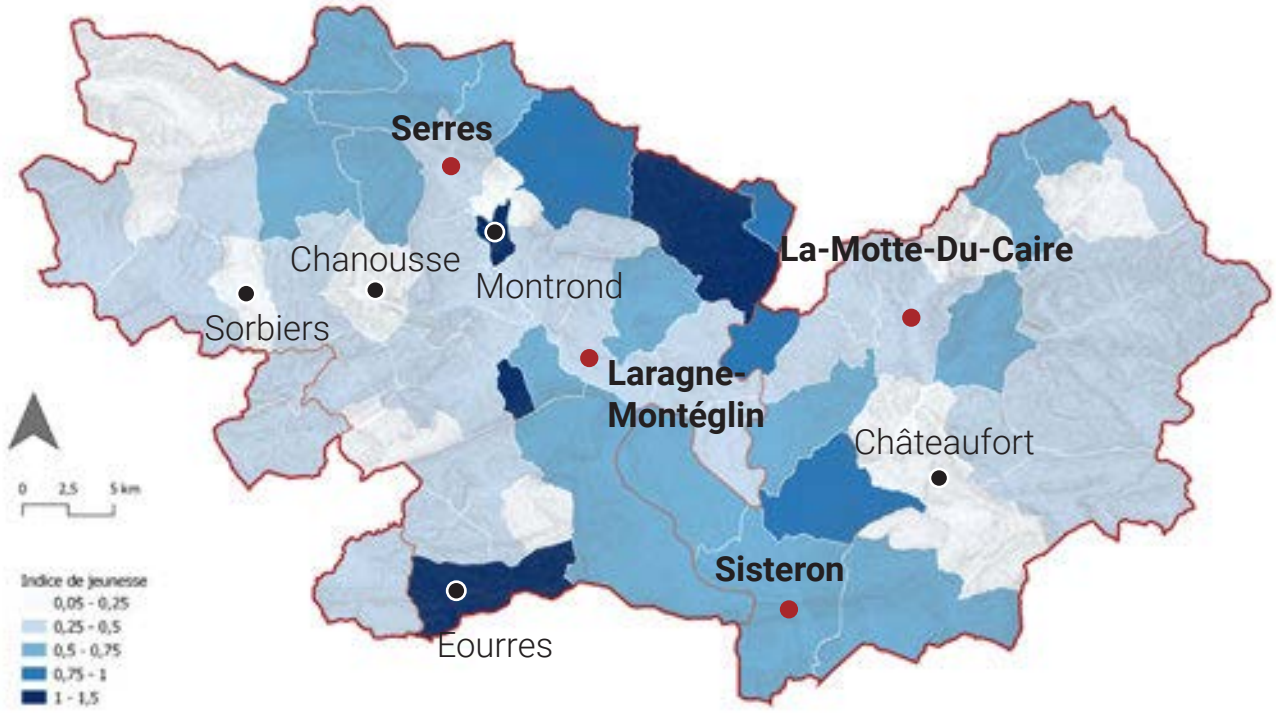


Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Une vallée centrale plus jeune

Cet accroissement relatif de la population creuse l'écart entre les générations. Au moyen de l'indice de jeunesse, le rapport entre la population âgée de moins de 20 ans et celle de plus de 60 ans peut être mesurée. Un indice inférieur à 1 est signe d'un territoire vieillissant, quand il est marqueur de jeunesse au-delà de 1. La moyenne du Sisteronais-Buëch est à 0,53, soit relativement bas. Certains bourgs ont des indices très bas, comme Sorbiers (0,05), Châteaufort (0,07) et Chanousse (0,08).

D'autres villes, limitrophes à Sisteron et Laragne-Montéglin, sont au contraire très jeunes, comme Eourres (1,43) et Montrond (1,39).

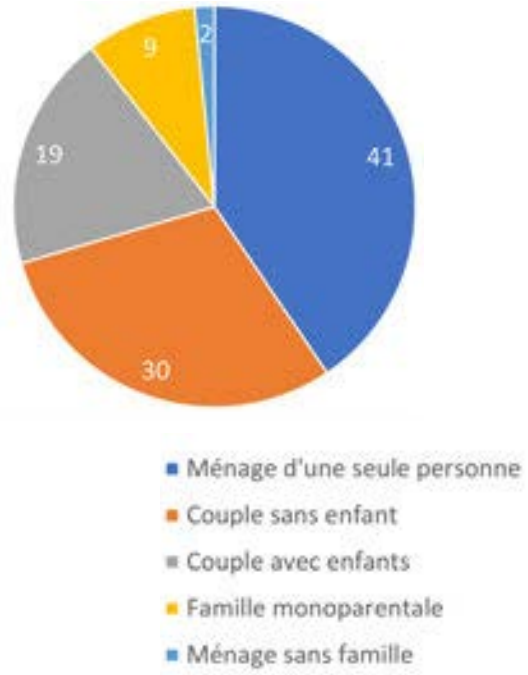


L'indice de jeunesse selon les communes_ *INSEE 2018*

Des ménages majoritairement sans enfant

Les couples, lorsqu'ils viennent à avoir des enfants se rapprochent des structures liées à l'enfance. Dans la CCSB, cette délocalisation semble avoir lieux en dehors de l'emprise territoriale.

Le territoire a gagné 1 159 ménages supplémentaires en 10 ans et compte 12 258 ménages. L'accroissement provient surtout de ménages sans enfant avec 41 % des ménages du territoire composés d'une seule personne. Les couples sans enfant représentent 30 % des ménages et les familles avec enfant 11 %.



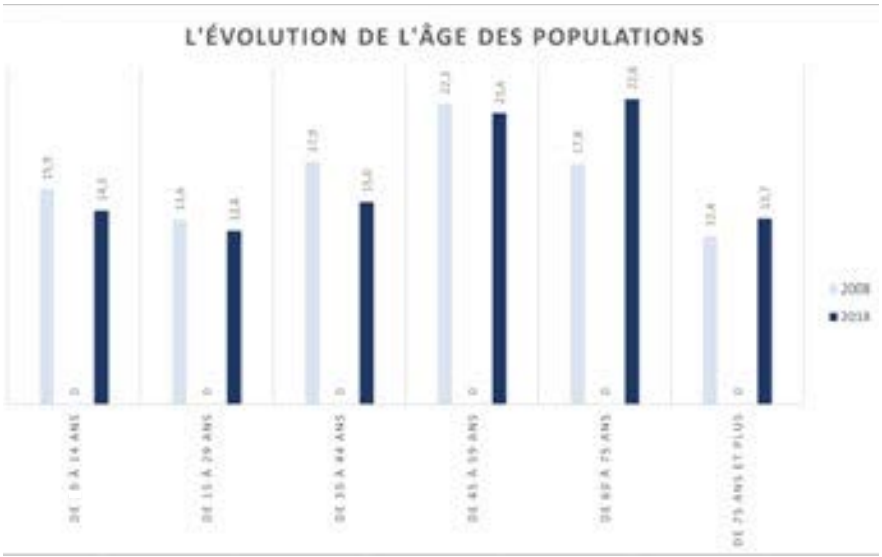
Répartition des ménages_ *INSEE 2018*

Un ménage dit 'sans famille' constitue par exemple un groupe de deux personnes ou plus qui partagent un logement privé, mais qui ne forment pas une famille de recensement.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Un déséquilibre de la pyramide des âges

Le départ des plus jeunes crée un déséquilibre sur le territoire. La part de personnes de 75 ans et plus comprend, en 2018, 13,7 % de la population. Le départ des plus jeunes est plus que compensé par l'arrivée des aînés : la population de 60 ans et plus a augmenté de presque 7 % en 10 ans. Cette arrivée questionne la capacité d'accueil du territoire qui doit adapter son parcours résidentiel.

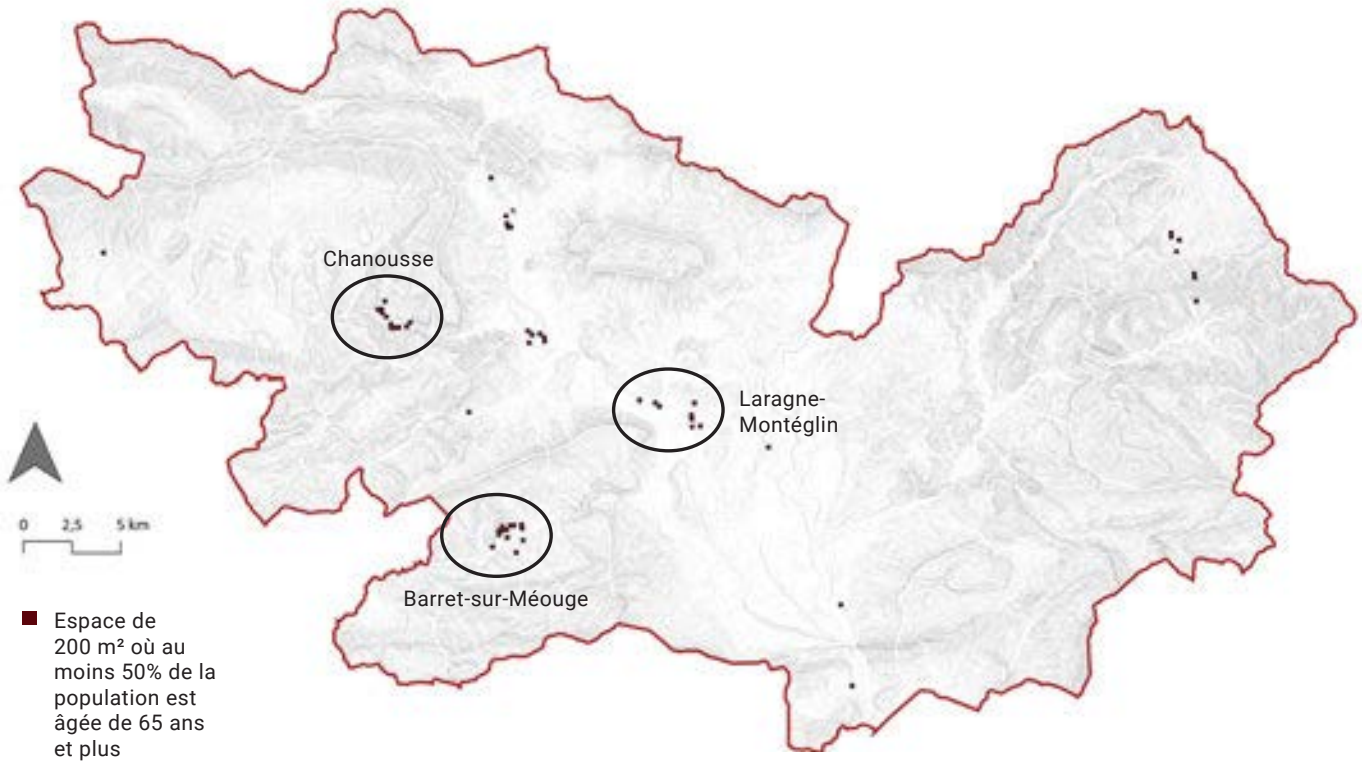


Comparaison de la répartition des âges entre 2008 et 2018_ *INSEE 2008-2018*

Près de la moitié des personnes vivant seules ont plus de 65 ans

Les personnes âgées sont fortement impactées par l'isolement, et cette tendance s'accroît depuis les dix dernières années.

L'évolution du nombre de personnes de 75 ans et plus, vivant seules chez elles, et potentiellement concernées par des mesures de maintien à domicile, est de 32 %.
La question de l'accompagnement des populations est au cœur des préoccupations politiques. Des initiatives sont déjà portées en ce sens avec la création de structures telle que la Résidence de la Pomme d'Or à La-Motte-Du-Caire. Cependant, les démarches sont à renforcer. Par exemple, 408 places sont proposées dans les établissements pour personnes âgées, alors que 4 966 personnes âgées de 75 ans et plus sont comptabilisées au sein de la Communauté de Communes.



Des réalités disparates à l'intérieur du territoire _ *INSEE 2018, données carroyées 2015*

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

2. DES MÉNAGES DONT LA TAILLE SE RÉDUIT ET AUX MOYENS EN BAISSE

Une taille moyenne de ménage qui diminue

Le vieillissement de la population explique pour partie l'augmentation du nombre de petits ménages. Toutefois, ce n'est pas la seule explication : la décohabitation est de plus en plus forte. Les familles monoparentales ont connu une forte augmentation au cours de ces dernières années; les familles ont rarement leurs parents âgés à charge au sein de leur logement et les étudiants et jeunes actifs ont leur propre logement. Ainsi, la taille moyenne des ménages n'a cessé de diminuer, passant de 3,09 en 1968 à 2,00 en 2018. Ce phénomène n'est pas spécifique au Sisteronais-Buëch, mais le nombre de personnes par ménage reste inférieur à la moyenne nationale à 2,19 personnes par résidence principale, mais engage également une réflexion sur l'adaptabilité du bâti et sur le nombre de logements à prévoir.

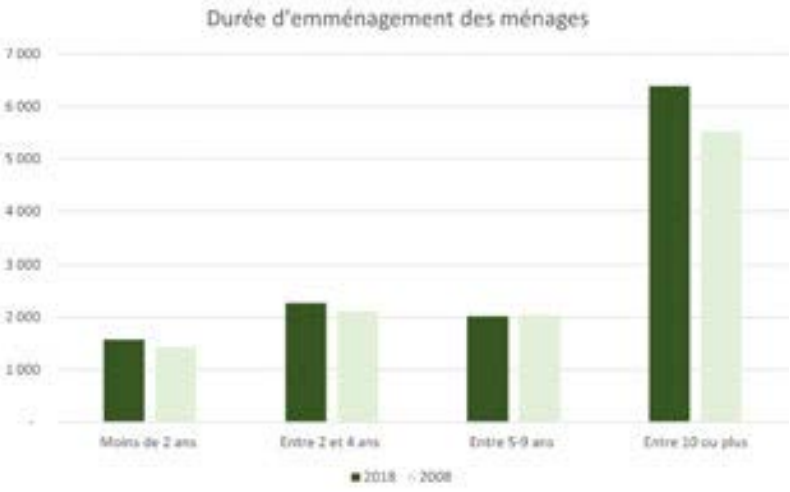
Cette réduction de la taille des ménages porte des conséquences sur les infrastructures qui accueillent les enfants, mais engage également une réflexion sur l'adaptabilité du bâti et le nombre de logement à prévoir afin de maintenir, à minima, la population.



Passage de 3,1 à 2 personnes par ménage en 100 ans_ *Série historique INSEE 2018*

Des ménages installés dans leur territoire

L'accroissement du nombre de ménages qui vit longtemps dans son logement a augmenté de 2 % en 10 ans, phénomène notamment lié à un accroissement de la population vieillissante.
Dans le Sisteronais-Buëch, plus de la moitié des ménages reste dans son logement 10 ans ou plus (52,1 % en 2018). Le renouvellement des habitants est à hauteur de 12,9 %, et s'alimente en partie par les mouvements de population intraterritoriaux. Ce phénomène se poursuit : les pétitionnaires des permis de construire accordés depuis 2017 sont majoritairement originaires de la Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch (43%).



Des ménages propriétaires et installés durablement dans le territoire _ *INSEE 2018*

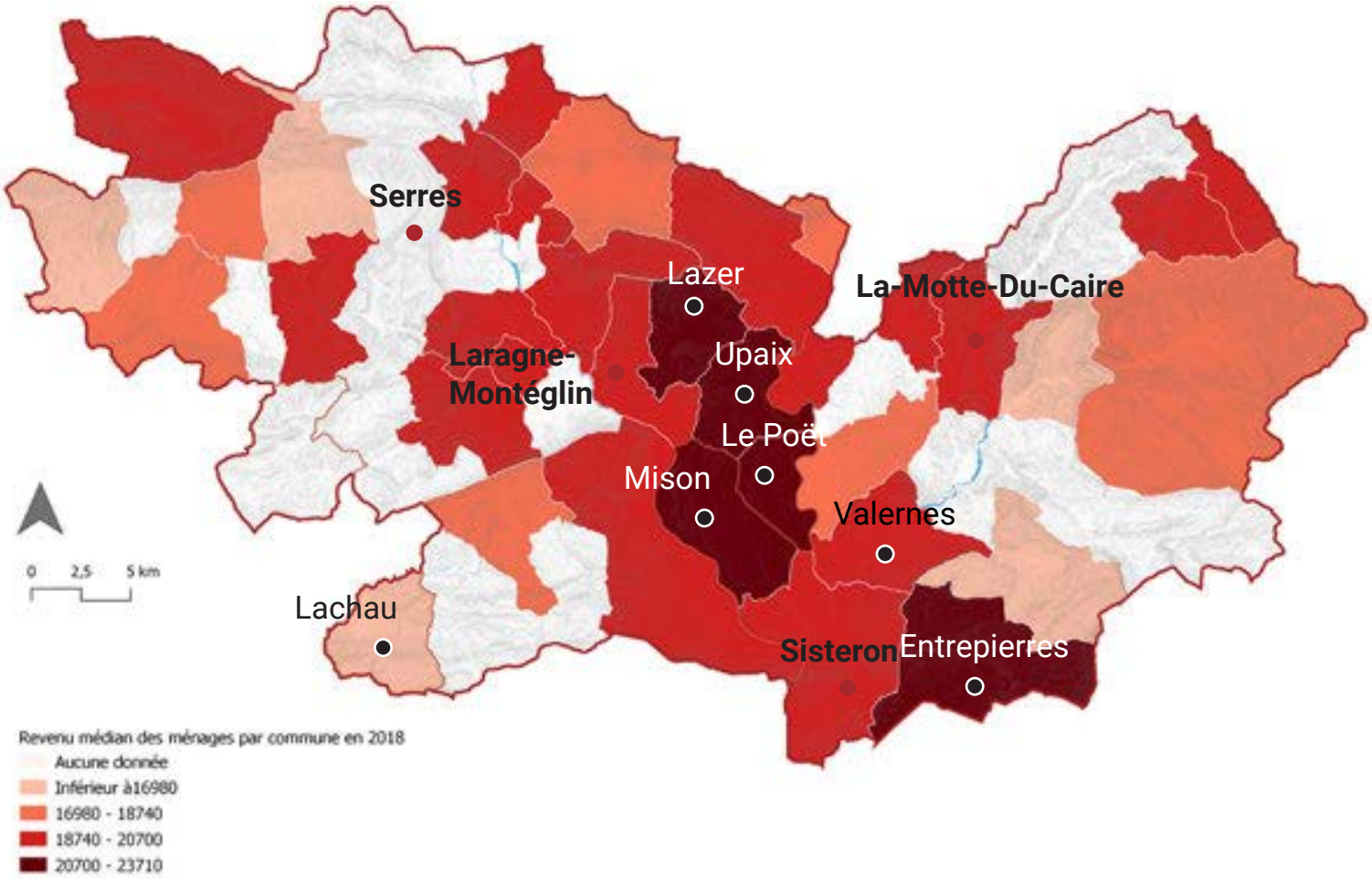
Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Un niveau de vie par ménage peu élevé ayant des répercussions sur l'habitat

Les revenus des ménages impactent non seulement les dynamiques de consommation relatives au pouvoir d'achat, mais également les possibilités de se loger.

Les données sur les revenus médians des ménages par communes sont incomplètes, et les calculs suivants sont portés sur 35 communes sur 60. Cependant, l'échantillon comprend 11 507 ménages sur 12 294 au total. Les chiffres sont donc fortement représentatifs.

Le revenu médian des ménages dans l'intercommunalité est de 19 273 euros par an, un chiffre très inférieur au revenu par ménage national de 22 040 euros. Seule la commune de Lazer a un revenu médian par foyer supérieur (23 710 euros par an) quand certaines villes sont très inférieures. Les ménages aux revenus les plus élevés se situent à proximité des pôles économiques et des infrastructures structurantes (Lazer, Upaix, Le Pöet) et/ou dans la périphérie de Sisteron (Valernes, Mison, Entrepierres), attirant plus facilement les employés des grandes entreprises et structures alentours.



Un déséquilibre des revenus des ménages entre plaine et montagne_ *INSEE 2018*

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

3. UNE OFFRE EN LOGEMENTS DE PETITE TAILLE CONCENTRÉE DANS LES CENTRES URBAINS

Peu de petits logements proposés

Le nombre de résidences principales est de 11 115, soit 68,7 % du parc de logements. Parmi ces résidences, 67,7 % sont des maisons individuelles. Ce constat est mis en corrélation avec la demande des populations accueillies sur le territoire marqué par la ruralité, en recherche d'un pavillon avec jardin dans un cadre de vie agréable. Cependant, cette réalité est à adapter en fonction du public et les trop grands logements peuvent également freiner l'installation. Aujourd'hui, 13,4 % sont des T1/T2, un taux inférieur à d'autres bassins limitrophes, telle que la Communauté d'Agglomération Gap Tallard Durance, dont les petits logements approchent un cinquième de l'offre d'ensemble (17,5 %).

Des centres historiques qui concentrent l'offre en appartements

29 % des résidences principales sont des appartements, dont 45 % se situent à Sisteron, 19 % à Laragne-Montéglin et 8 % à Serres, soit 2/3 dans ces trois communes. Ceci s'explique en partie par l'habitat de centre-ville, composé historiquement de cellules plus petites et du phénomène d'agglomération.

L'offre en petits logements n'est pas à percevoir uniquement sous le prisme d'une installation durable, mais permet également d'accompagner les transitions et la mutation des profils familiaux comme un jeune ménage dans l'attente d'acquérir un bien pour s'installer durablement.



Des appartements dans le centre historique de Serres, crédit : Cittànova

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Une offre locative attractive

L'offre locative est principalement portée sur des appartements et des maisons de ville dont la taille varie de 20m² à 100m² environ. Les prix sont attractifs et adaptés aux ménages aux revenus peu élevés avec, en moyenne, des loyers entre 8€ et 9€ du m² selon la situation et le bien.

Un parc locatif social qui répond aux demandes

Dans le territoire, 8,2 % des locataires sont logés dans des logements sociaux. 409 demandes ont été comptabilisées le 31 décembre 2021, un nombre nettement inférieur aux demandes effectuées dans les territoires voisins comme Gap-Tallard-Durance (1425 demandes) ou le territoire de Digne-les-Bains (1087).
La tension qui s'effectue sur ce type de biens est relativement faible, contrairement à d'autres communes de la région PACA.

Les principales demandes s'effectuent pour des logements de petite taille, type T2. Les loyers se situent autour de 6,54€ /m² pour la location intermédiaire et 5,39€/m² pour les logements sociaux, soit 2 ou 3€ de moins qu'un logement standard.

Des appartements plus soumis à l'insalubrité

Les immeubles très anciens des centres villes sont particulièrement touchés par l'insalubrité. Le PPPI (Parc Privé Potentiellement Indigne) est un indicateur qui croise les revenus fiscaux de référence des ménages occupants avec la catégorie cadastrale des résidences principales privées. Ce potentiel permet d'indiquer les tendances quant à la fragilité du territoire.

La part du parc potentiellement indigne est de 10,4% sur la CCSB, un chiffre élevé comparativement à la moyenne du département des Hautes-Alpes à 6,10%. Ceci s'explique par la forte présence de la vacance, qui fragilise l'ensemble des biens, dont ceux localisés dans les centres-bourgs pour les communes polarisantes.

Les communes de Sisteron et Laragne-Montéglin, par exemple, présentent des taux de PPPI relativement importants avec respectivement 8,3% et 8,8%.

Des communes porteuses de réhabilitations

Les communes se saisissent de cette thématique d'habitat fragile et de nombreux arrêtés d'insalubrité et de mise en sécurité sont appliqués (13 arrêtés, toutes mentions confondues).

Plusieurs projets de requalification sont menés, pour résoudre à la fois la vacance et valoriser les biens. Ainsi, plusieurs OPAH sont conduites sur le territoire, dont l'OPAH La-Motte-Du-Caire - Turriers et l'OPAH-RU de Sisteron. Dans cette dernière, le projet a permis de requalifier un ensemble important de bâti dans le centre-bourg, ainsi qu'une partie des espaces publics attenants. Certaines communes lancent des projets d'envergure, à l'image d'Orpierre et Rosans, afin de redynamiser leur patrimoine bâti historique.

Un projet global sur l'Habitat est en cours de réalisation sur l'ensemble de l'intercommunalité, dans le cadre d'un PIG, «Projet d'Intérêt Général», afin de mutualiser les moyens et de construire un projet d'ensemble autour de la requalification des biens.



Présentation du projet de requalification par G.Crémillieux, maire d'Orpierre à l'occasion du *Bus Tour*

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

4. UNE EMPREINTE ENVIRONNEMENTALE DE LA POPULATION À PRENDRE EN COMPTE

Une consommation d'espace majoritairement en faveur du logement

La majorité de la consommation d'espace est due à la construction et l'amélioration des logements. Entre 2011 et 2021, 83,2 hectares ont été consommés par l'accroissement des résidences. Il est le principal facteur de consommation d'espace. Il est intéressant de comparer l'ampleur de la consommation foncière du territoire avec l'évolution de logements et de population. Il n'existe pas de chiffres de population pour l'année 2021, ainsi la comparaison devra se faire avec la période 2008-2018 pour les données de l'INSEE.

Surface consommée logement	*83,2 ha*
Logements supplémentaires entre 2008-2018	*1 182 logements*
Populations supplémentaires entre 2008-2018	*715 habitants*
Logements supplémentaires / ha	*14,2*
Population / ha	*8,6*

Des ressources à optimiser

Les prélèvements destinés à l'eau potable sont relativement élevés, mais proches de ceux observés à l'échelle des Hautes-Alpes. Les communes du territoire sont alimentées par des sources plus vulnérables aux risques de sécheresse ou de contamination, aussi la tension pour l'eau potable pourrait être accentuée à l'avenir.

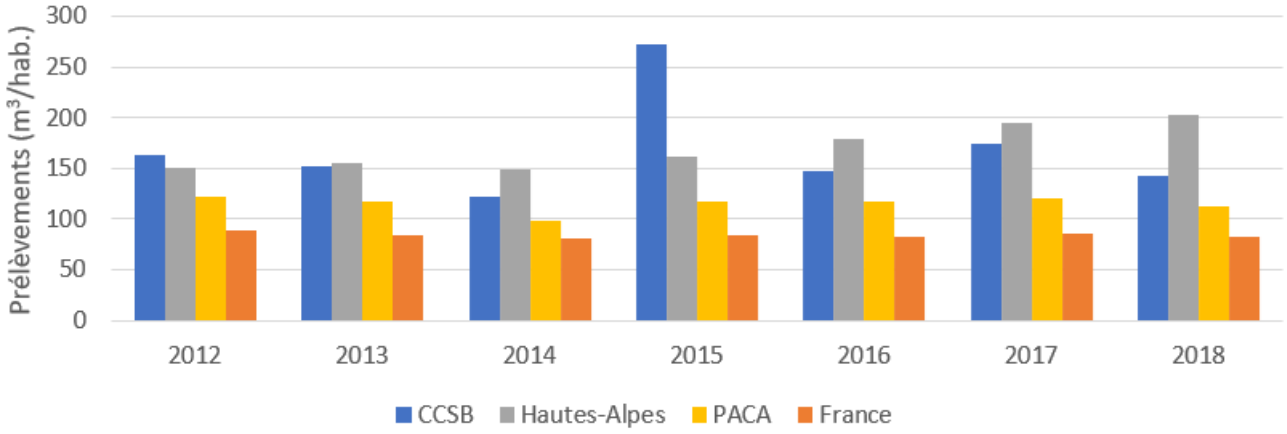
La plus grande part de la consommation d'énergie, augmentée dans le cadre d'une augmentation de population, est due au transport routier (53%) dont 23% provient de l'autoroute. Le caractère rural et étendu du territoire engendre d'importants besoins en déplacement individuel qui ne peuvent être réalisés quasiment qu'en voiture individuelle.

Le bâti résidentiel et tertiaire est le second poste de consommation avec 268 GWh/an (32%). Cette forte consommation du secteur résidentiel s'explique par :

- Un parc résidentiel et tertiaire diffus (92% du bâti), composé de 67% de maisons individuelles, donc plus énergivores
- Une précarité énergétique
- Un parc de logements anciens (50 % avant 1970) donc souvent peu ou pas isolés ;
- Un climat relativement froid par rapport à la moyenne régionale, nécessitant du chauffage environ 6 mois par an.

La population a également besoin de matériaux (bois, granulats), pour la construction de logements.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



Comparaison des prélèvements destinés à l'AEP _source : BNPE, INSEE, EIE

Un essor des émissions de polluants, de GES et des productions de déchets

Les eaux usées du territoire sont traitées par 63 stations d'épuration, majoritairement conformes, et de capacité globale largement suffisante à l'échelle du territoire. En revanche, de forts dépassements sont observés pour les STEU de Laragne et du Val de Durance depuis plusieurs années. En parallèle, l'assainissement collectif concerne un peu plus d'un quart de la population, et seulement 41% des installations sont conformes, présentant un risque de pollution pour les milieux.

Les habitants de la CCSB ont également un impact en matière d'émissions, de gaz à effet de serre ou de polluants atmosphériques :

- Les transports routiers représentent la plus grande source d'émissions de GES avec 117 kteqCO_2 en 2019 sur le territoire (43% des émissions totales), et le bâti représente 16% des émissions de gaz à effet de serre. En 2019, le taux d'émission par habitant de ce secteur est de 1,78 teqCO_2/hab. contre 1 teqCO_2/hab. en région PACA.

- Le secteur du transport routier est responsable de 56% des émissions de NOx, de 15% des émissions de particules fines, en baisse depuis 2007 grâce à l'amélioration des moteurs, de 22% des émissions de CO_2. Le secteur du bâti est responsable de 80% des émissions de SO_2, 56% des émissions de particules fines et 71% des émissions de CO_2.

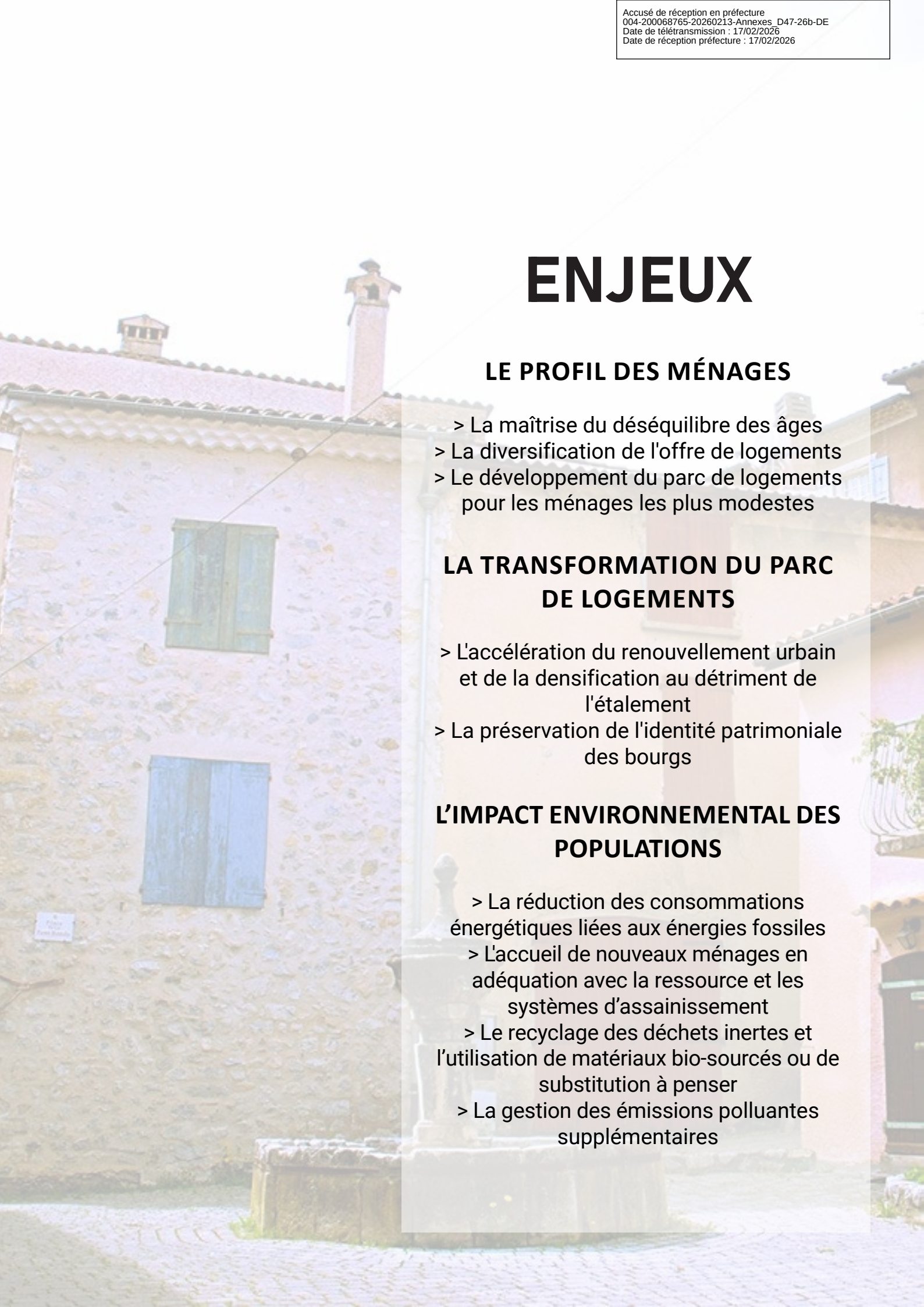
La population produit également des déchets : 764 kg/hab. de déchets ménagers et assimilés en 2019, dans les moyennes régionales et départementales, mais au-dessus des moyennes nationales.

Sept déchetteries intercommunales sont implantées à Val Buëch Méouge (Ribiers), Barret sur Méouge, Lazer, Orpierre, Rosans, Clamensane et Serres. Il existe également une déchetterie itinérante à Turriers. L'ensemble de ces sites permet d'estimer un ratio d'une déchetterie pour 3649 habitants, faisant de la CCSB un territoire relativement bien pourvu.

Par ailleurs, 8 sites permettent de traiter et valoriser le gisement de déchets de la CCSB pourvoyant le territoire de la CCSB en plateformes de recyclage. Ainsi, en 2020, le traitement se répartit comme suit : 45% des déchets traités ont suivi une filière de valorisation matière et organique, et 54% ont été incinérés ou stockés. Le taux de valorisation a augmenté par rapport à 2019 (34%), et 2017-2018 (43%).
Par ailleurs, le SRADDET rappelle que la gestion des déchets inertes doit être réalisée en hiérarchisant les modes de traitement (réutilisation sur chantier, recyclage, valorisation (en remblaiement de carrières ou en terre de recouvrement au sein des ISDND), et stockage définitif (enfouissement) en Installation de Stockage de Déchets Inertes (ISDI)). Selon le PRPGD PACA « les capacités de stockage de déchets inertes en ISDI sont insuffisantes à court terme, pour accueillir la part des déchets inertes à stocker ». De même, fermeture possible de l'ISDND du Beynon pose la question du devenir des déchets sur le territoire.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



ENJEUX

LE PROFIL DES MÉNAGES

> La maîtrise du déséquilibre des âges
> La diversification de l'offre de logements
> Le développement du parc de logements pour les ménages les plus modestes

LA TRANSFORMATION DU PARC DE LOGEMENTS

> L'accélération du renouvellement urbain et de la densification au détriment de l'étalement
> La préservation de l'identité patrimoniale des bourgs

L'IMPACT ENVIRONNEMENTAL DES POPULATIONS

> La réduction des consommations énergétiques liées aux énergies fossiles
> L'accueil de nouveaux ménages en adéquation avec la ressource et les systèmes d'assainissement
> Le recyclage des déchets inertes et l'utilisation de matériaux bio-sourcés ou de substitution à penser
> La gestion des émissions polluantes supplémentaires

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



FEUILLET 2

UN HABITAT ENTRE PATRIMOINE ET CONFORT



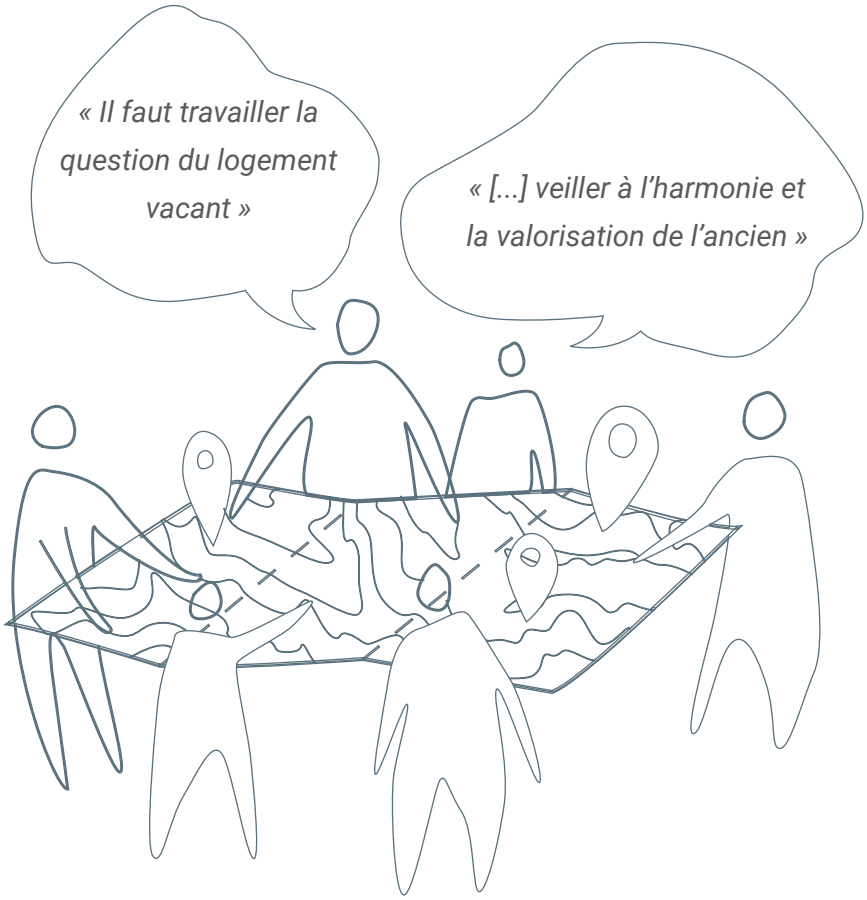
Cittànova

Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Un habitat entre patrimoine et confort

Le territoire est constellé d'unités urbaines aux formes singulières, issues de son histoire médiévale, voire romaine. L'urbanisation épouse les lignes de reliefs et cours d'eau et profite des atouts que l'environnement propose. De nombreux villages s'implantent en belvédère, ouvrant le regard sur le paysage du Sisteronais-Buëch. Cette richesse bâtie est à entretenir et faire évoluer selon les attentes des populations contemporaines. Le bâti ancien est plus touché par le phénomène de vacance, malgré les dynamiques de réhabilitation qui y sont entreprises. Les enveloppes urbaines historiques se voient également transformées par la création de nouvelles unités habitées, constituantes parfois d'une fracture dans le paysage.



PAROLES D'ÉLUS ET ACTEURS DU TERRITOIRE

Entretiens, questionnaires, conversations territoriales, etc.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

1. UNE DIVERSITÉ D'AMBIANCES ET DE PAYSAGES : RICHESSE DU SISTERONAIS-BUËCH

Des bâtis endémiques, témoignant d'un bassin à micro échelle

Le bâti est un motif paysager. De par sa constitution et son implantation, il évoque l'histoire du territoire, tant géologiquement qu'humainement. Au-delà de ses qualités mémorielles, il transmet une identité spécifique aux territoires d'implantations et les caractérise. Sa forme, le choix des matériaux, de ses ornementations et sa fonction agissent sur la perception des bourgs et ses ambiances. Le Sisteronais-Buëch est une mosaïque d'identités bâties dont des morceaux semblables créent un liant entre les vallées.



Ferme au coeur de ses champs, Laragne-Montéglin

Un bâti agricole omniprésent sur l'ensemble du territoire

Le territoire du Sisteronais-Buëch est fortement marqué par sa relation à l'agriculture. Qu'elle soit portée sur le pâturage en montagne, ou l'arboriculture en plaine, de nombreux corps de ferme parsèment le paysage. Les sites d'exploitation sont venus s'implanter de manière dispersée du fait du besoin de proximité avec leurs espaces de culture. Certaines ont été intégrées à un bourg au fil du temps, transformant leur architecture et leur fonction. Plusieurs formes architecturales sont encore visibles aujourd'hui.



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Les bourgs agricoles de plaine

Des bourgs se sont constitués autour des corps de fermes et ont évolué afin de constituer des villages, voire des villes. Certaines communes se regroupent en petits hameaux de bâtis agricoles, qui évoluent et se modernisent.

Laragne-Montéglin est significatif d'un bourg agricole historique, qui s'est développé. La ville s'est construite dans la plaine, au carrefour des échanges agricoles, et des voies marchandes qui traversent le pays. Historiquement, la ville se compose de deux bourgs perchés, descendus dans la plaine pour retrouver le contact avec l'eau et les terres agricoles. Située à la confluence de vallées, la commune devient le pôle relais des bourgs de montagne. Elle s'est structurée autour d'un noyau urbain et s'est étendue le long des voies. La morphologie du bourg témoigne d'une activité commerciale en son centre, lieux d'échanges de marchandises et de vie urbaine; et d'un regard conservé en dehors, sur ses terres agricoles. Laragne-Montéglin se teinte d'une ambiance provençale, notamment dans la présence de génoise sous l'avant-toit, c'est-à-dire plusieurs rangs de tuiles-canal en encorbellement sur le mur. A cet élément s'ajoutent des couleurs de façades écrues, une faible hauteur des bâtiments, et une végétation méditéranéenne aux abords, faisant place à une ambiance provençale.



Le développement le long des voies, Laragne-Montéglin _ *Carte de Cassini*



Le développement le long des voies, Laragne-Montéglin_*BD TOPO*



Le développement le long des voies, Laragne-Montéglin_*Orthophoto*



Ruelle dans le centre ancien, Laragne-Montéglin

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Des sites perchés offrant des points de vue dominants

La typologie de nombreux hameaux résulte de la relation que ceux-ci entretiennent avec le paysage lointain. On distingue ainsi des configurations encaissées, marquées par le rapport à l'eau, des configurations surplombantes, caractérisées par des points de vue dominants, ou encore des configurations bornées par les limites des terres cultivées sur les plateaux.

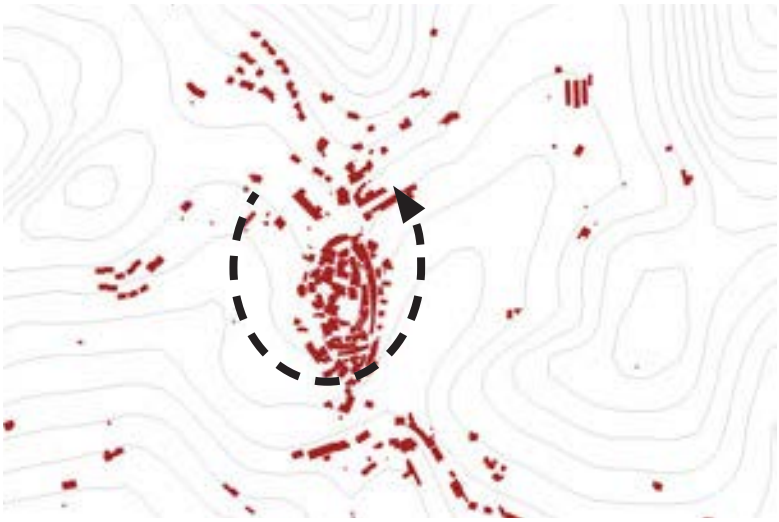
Un circuit de «villages perchés» valorise certains d'entre eux par un parcours touristique. Dans la plaine, ces villages sont souvent dotés d'un château. Leur position stratégique, ouverte sur le paysage, garantissait une grande visibilité et une protection des terres et des voies, qui traversaient le territoire.

La configuration du « hameau-belvédère » propose un habitat aligné le long d'une crête ou contre un versant, afin d'optimiser l'exposition solaire et l'ouverture visuelle dans des sites à l'accessibilité contrainte. Sur les plateaux, les fermes originelles et les hameaux se trouvent souvent au sommet d'une croupe.

Les sites sont parfois influencés par leur stature défensive, marquant un développement plus ou moins prononcé de l'architecture médiévale en pierres apparentes, comme à Rosans ou Ventavon.



Ville fortifiée en cercle autour de la butte centrale, Rosans_*Cassini*



Ville fortifiée en cercle autour de la butte centrale, Rosans_*BD TOPO*



Ville fortifiée en cercle autour de la butte centrale, Rosans_*Orthophoto*

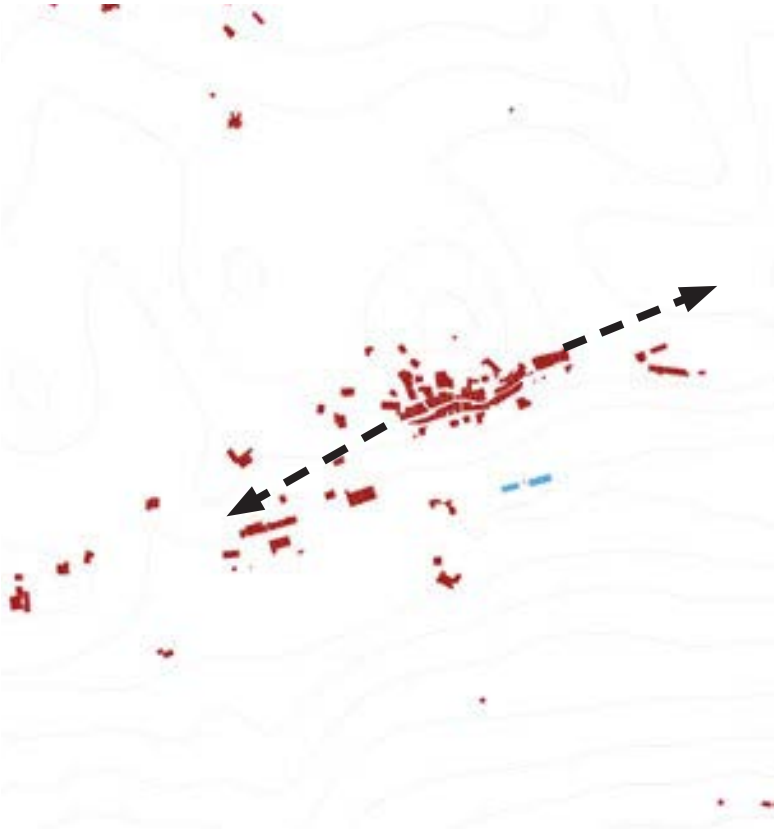


Photo du centre ancien, Rosans

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



L'Epine, village linéaire qui épouse le relief_ *Carte de Cassini*



L'Epine, village linéaire qui épouse le relief_*BD TOPO*



L'Epine, village linéaire qui épouse le relief_*Orthophoto*



L'Epine _ *Cittànova*

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Les sites de cluse

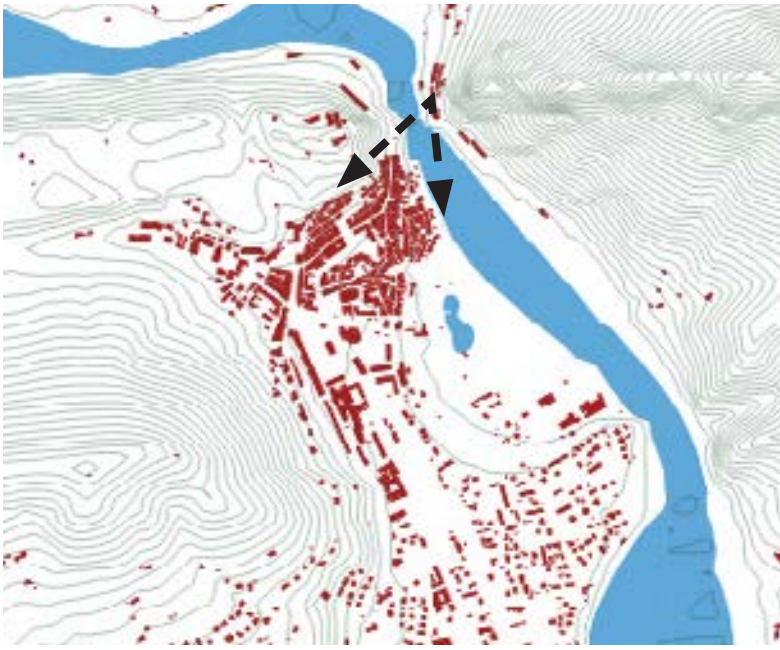
Les cluses modèlent de nombreuses villes qui sont souvent associées à un caractère défensif. La forme urbaine qui en résulte épouse le relief et s'étend à flanc de rocher. Les communes de Sisteron, Serres, Orpierre, Trescléoux et Montclus en sont représentatives.

Installée au creux de la roche de la Baume, à la confluence de la Durance et du Buëch, Sisteron défendait la frontière entre le Comté de Provence et le Dauphiné et contrôlait tout le ravitaillement de ces deux provinces par route et par eau. Elle s'est rapidemment dotée de voie, dont la Via Domitienne qui reliait l'Italie au delta du Rhône, évêché local dès le 6ème siècle. Au XVIe siècle, le statut militaire de la cité prend de l'importance et la citadelle actuelle, point dominant, est imaginée.

La ville fortifiée connait de nombreuses guerres et construction- reconstruction. L'ambiance historique en cœur s'estompe hors du noyau central pour prendre des codes plus contemporains.



Sisteron, construite entre Eau et Montagne _*Carte de Cassini*



Sisteron, construite entre Eau et Montagne_*BD TOPO*



Sisteron, construite entre Eau et Montagne _ *Orthophoto*



Sisteron, construite entre Eau et Montagne _ *Site de la ville*

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

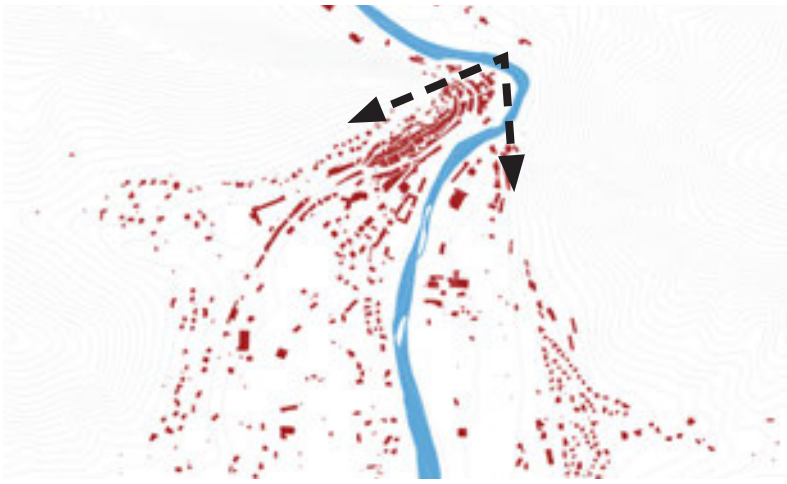
Le statut de frontière entre la région du Dauphiné et de la Provence, se ressent tout particulièrement dans l'architecture présente dans le centre-ville. La double influence, dauphinoise et provençale, a produit une architecture spécifique sisteronaise, même si l'aspect méridional domine. L'influence provençale se retrouve comme pour Laragne-Montéglin, dans la présence de génoise sous l'avant-toit. De même, la couverture en tuile canal démontre la rattachement de l'architecture sisteronaise au bassin méditerranéen.
L'exemple des volets est particulièrement significatif car les deux influences s'y croisent directement : les volets bois persiennés, construits pour laisser passer la luminosité tout en protégeant de la chaleur, d'origine plutôt provençale et les volets bois pleins à cadre prévus pour se protéger du froid, d'origine plus septentrionale. Certaines maisons présentent même ces deux types de volets selon les étages, voire des volets présentant en partie haute un remplissage plein et en partie basse, un remplissage persienné.

Les teintes des enduits et des menuiseries sont, pour la plupart, assez claires avec des teintes de jaunes dorés, tirant parfois sur l'orange pour les enduits et des gris colorés (gris vert, gris bleu) pour les menuiseries. Les encadrements de fenêtres peints de couleur blanche rappellent quant à eux les influences dauphinoises.

Comme Sisteron, Serres est une ville qui connait de nombreuses évolutions depuis les premières implantations du XIIe jusqu'au XVIIIe siècle. En parcourant ce secteur, on retrouve des traces, des vestiges de ces différentes époques comme les anciennes portes de remparts, ou les galeries voûtées. Le village a conservé son aspect médiéval, avec ses anciennes portes, et venelles étroites. De nombreux soustets, typiques des villages perchés provençaux, soulignent le fort dénivellement entre les rues. Le village médiéval s'est accru et devient un point de passage pour les nombreux voyageurs qui transitent. Les passants des riches cités d'Italie du Nord, marchands et autres changeurs lombards et juifs s'installent dans le bourg, y influençant l'architecture. Ceci explique la relative promiscuité architecturale et paysagère avec Sisteron.



Serres, ville de cluse_ *Carte de Cassini*



Serres, ville de cluse_*BD TOPO*



Serres, ville de cluse_ *Orthophoto*



Maisons du centre historique, Serres _ *Cittànova*

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Le Pays de la Motte-du-Caire, transition entre la Provence et les Alpes

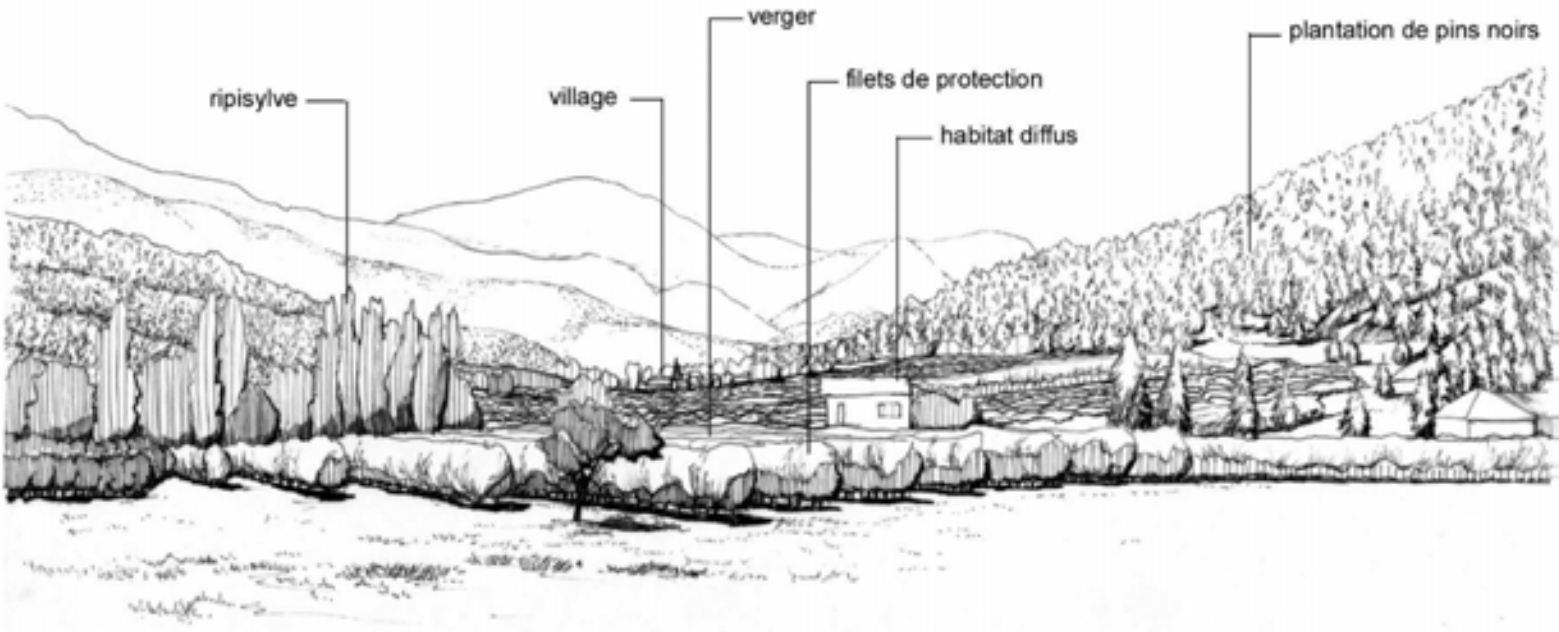
Traditionnellement, les villages du Pays de la Motte-du-Caire sont groupés, situés en pied de pente et adossés à un éperon rocheux. Les cœurs anciens sont bâtis de façon dense. Les maisons sont collées les unes aux autres pour ne laisser que des ruelles étroites et des passages voûtés. Les appareillages des façades, caractéristiques, sont composés de blocs massifs liés par un mortier de couleur rougeâtre. Ces matériaux et ces couleurs rappellent la géologie de la région.
Sur l'ensemble du fond de vallée, quelques fermes isolées se sont installées au cœur de leur terroir. Celles- ci sont aujourd'hui souvent accompagnées de bâtiments récents et de hangars.

Si le village du Caire présente un fort potentiel architectural, celui de La Motte-du-Caire montre une certaine hétérogénéité. Dans le centre ancien, les bâtisses anciennes, parfois abandonnées, côtoient des maisons rénovées aux styles et aux couleurs parfois atypiques.

En périphérie, l'habitat pavillonnaire se développe, respectant rarement les codes du bourg, et grignote peu à peu les vergers.



Maisons accolées ornées de balcons en béton du centre-ville, La-Motte-du-Caire



Les vergers de Montagne, La Motte-du-Caire_*Atlas des Paysages*

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Le Pays de Turriers, l'entrée dans les Alpes

L'arrivée dans les Alpes se manifeste au sein des communes les plus reculées du territoire, s'immisçant dans les vallées, comme le Pays de Turriers.

L'habitat rural ancien, de type montagnard, est constitué de maisons-blocs massives, aux murs enduits. Les hommes, les animaux, le foin et le grain se trouvaient sous le même toit. Les couvertures étaient réalisées en petites tuiles écailles ou carrées. Les parties supérieures des pignons sont souvent fermées d'un bardage de bois.

Les teintes des façades créent le liant entre la plaine et montagne. Les bourgs conservent des tons ocres et les communes se structurent autour d'un groupement de fermes. Les constructions agricoles récentes viennent fragiliser cet ensemble, avec d'importants hangars, visibles de loin du fait des matériaux employés et de leurs couleurs.

La morphologie du plateau ainsi que l'ouverture du paysage permet une grande covisibilité entre les villages.



Bellafaire sous la neige_*Google Earth*



Croquis d'un corps de ferme de la vallée_Atlas des Paysages



Hangar nouveau devant le bourg de Turriers_*Cittànova*

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Des initiatives de protection et de valorisation du patrimoine

Sur l'ensemble du territoire, des projets de requalification se déploient afin de mettre en valeur le récit des bourgs. Les rénovations des particuliers s'ajoutent les grandes rénovations portées par les acteurs publics sur l'espace public et les équipements : à Orpierre, Rosans ou encore Ventavon. Cette dernière s'est appuyée sur son implantation en belvédère pour proposer un aménagement pour résidents et touristes, ouvert sur le paysage, reliant les bourgs à leur environnement proche et lointain.

La reconnaissance du bâti s'effectue également au moyen de labels nationaux, tel que «Petites Cités de Caractère» attribué aux communes de Serres et Garde-Colombe, et deux sont en cours de réflexion à Orpierre et Rosans.



Travaux de rénovation, Ventavon_*Cittànova*



Mise en valeur de la cité belvédère, Ventavon_*Cittànova*



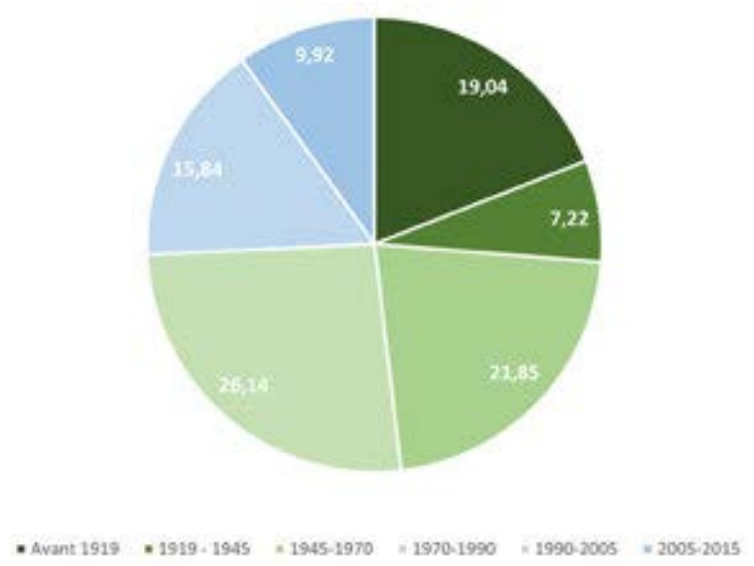
Lagrand, commune de Garde Colombe, devient Petite Cité de Caractère en 2019_ *Le Dauphiné*

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

2. UN BÂTI ANCIEN DÉVITALISÉ

Le bâti ancien, une richesse pour le territoire ?

Près de 47 % des logements ont été construits avant 1975. Certaines communes atteignent presque un tiers de leur parc de logements qui est antérieur aux années 1920, à l'instar de la commune de Ribeyret dont 38 % des logements sont antérieurs aux années 1919, contre 13 % sur l'ensemble de la CCSB. Même si le rythme de construction est différent selon les communes, la proportion en logements anciens reste importante à l'échelle de la Communauté de Communes. Cet habitat ancien est souvent énergivore, sur plusieurs étages et son adaptabilité demande davantage de moyen que la construction de pavillons contemporains en parpaings et crépis.



Âge du bâti dans la CCSB_*INSEE 2018*

Un habitat ancien fragilisé

La taille des bâtisses et leur ancienneté engendrent souvent des coûts de rénovations importants : savoir-faire peu répandu, artisans peu nombreux, coût des matériaux à la hausse, restauration ralentie. Et ce, alors que les ménages disposent de revenus plutôt modestes. Les restaurations sont plus facilement entreprises par les pétitionnaires extérieurs pour leurs résidences secondaires ou des initiatives communales.

La vacance gagne les communes, notamment dans le logement ancien, qui est souvent combiné à d'autres facteurs :
– l'éloignement vis-à-vis des pôles économiques ;
– une succession difficile ;
– un bien conservé par attachement sentimental ;
– une inadéquation entre prix de vente et valeur du bien.

Ces logements sont parfois peu adaptés au maintien à domicile des personnes âgées : leur taille est trop importante et les niveaux s'accumulent, alors que la mobilité de la personne diminue.



Logement vacant à La-Motte-du-Caire, crédits : Cittànova

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Une vacance prégnante et durable

La vacance s'est accrue depuis 2008 avec 569 logements supplémentaires, soit 31,9 % de hausse sur l'ensemble du parc. Aujourd'hui, la vacance atteint 10,5 %, soit 1884 logements. Cette vacance est aussi significative qu'elle dure. En effet, 7,4 % des logements vacants sont caractérisés comme tels depuis plus de deux ans. Certaines communes sont davantage touchées comme Clamensane dont la vacance représente 23,5 % de son parc immobilier ou Villebois-Les-Pins (19,70%).

En comparaison du territoire régional, le parc de logements vacants augmente moins vite que dans d'autres intercommunalités.

Aussi l'étude menée par la DREAL sur la vacance indique une distinction entre le sud et le nord du territoire du Sisteronais-Buëch. L'évolution du parc de logements vacants est plus rapide que l'accroissement de la population dans le sud du territoire. A l'inverse, les communes de la moitié nord ont des populations qui investissent davantage les locaux vacants, au regard de l'évolution positive de la population et négative du nombre de logements vacants.

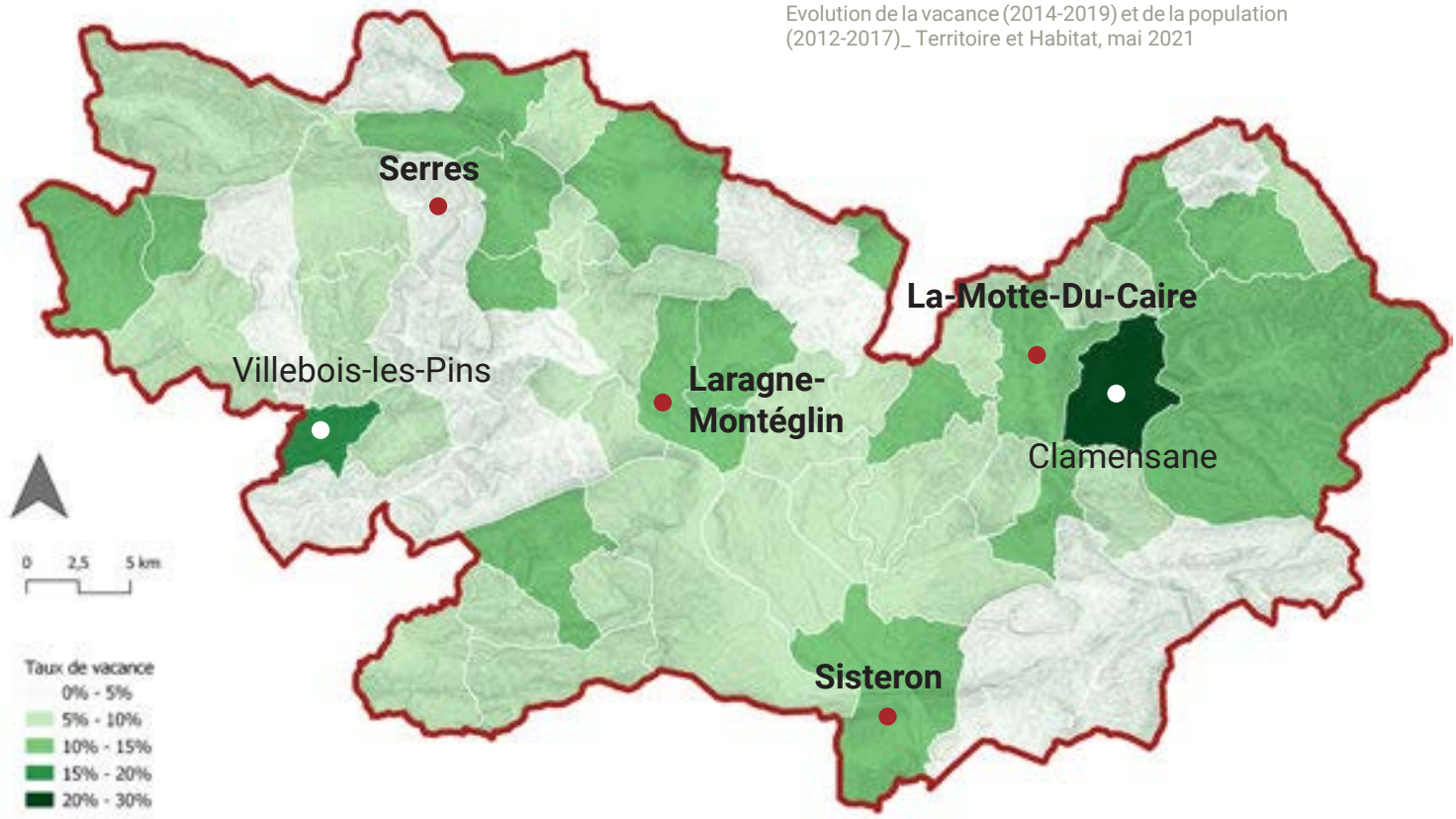
La lutte contre la vacance est un enjeu majeur de requalification des centres anciens. L'ORT (p.3), l'OPAH (p.13) ainsi que le programme d'intérêt général (PIG) associant la CCSB, l'Etat, la Région et les Département de la Drôme et des Hautes-Alpesen dans un grand projet d'amélioration de l'habitat, sont des programmes structrants de la reconquête des logements vacants, et particulièrement dans les centres anciens où les difficultés d'adaption, de déperdition énergétique et de coût des travaux s'accumulent.



Typologie

- Evolution négative de la population et évolution négative du nombre de logements vacants
- Evolution positive de la population et évolution négative du nombre de logements vacants
- Evolution de la population plus rapide que celle du parc de logements vacants
- Evolution positive du parc de logements vacants et néagtive de la population
- Evolution du parc de logements vacants plus rapide que celle de la population

Evolution de la vacance (2014-2019) et de la population (2012-2017)_ Territoire et Habitat, mai 2021



Taux de vacance selon les communes_ *INSEE 2018*

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

3. DE NOUVELLES CONSTRUCTIONS QUI FORGENT LE PAYSAGE

Des résidences principales dont le nombre de pièces diminue

L'offre en logement est principalement constituée de grands logements, voire de très grands logements. Sur les 12 258 résidences principales, 33,7 % sont des logements de 5 pièces et plus. Entre 2008 et 2018, le nombre de pièces tend à diminuer, du fait d'une division du foncier existant ou de construction de logements plus petits. Entre 2008 et 2018, sur les 1143 logements supplémentaires, 49,1 % des résidences principales nouvelles sont des T2 et T3. L'impact reste encore mineur à l'échelle de l'ensemble du parc de logement.

La maison individuelle comme habitat privilégié pour la construction

Les communes du Sisteronais-Buëch ouvrent des terrains à la construction afin de maintenir leurs populations et accueillir de nouveaux ménages. Le rythme de construction en témoigne avec 1,2 logement commencé par an pour 1 000 habitants entre 2015 et 2019. Le pavillon individuel représente 82 % de la production neuve de logements depuis 2017. Les nouvelles constructions restent entreprises à 43% par des habitants du Sisteronais-Buëch.

Des terrains de grande taille

Les pétitionnaires construisent des maisons de type T3/ T4, sur de grands terrains. La superficie moyenne des parcelles, entre 2017 et 2021, s'élève à environ 1242 m² pour des logements dont la surface de plancher se situe entre 90 et 100 m² en moyenne. La surface est légèrement inférieure à la moyenne nationale à 112,2 m².

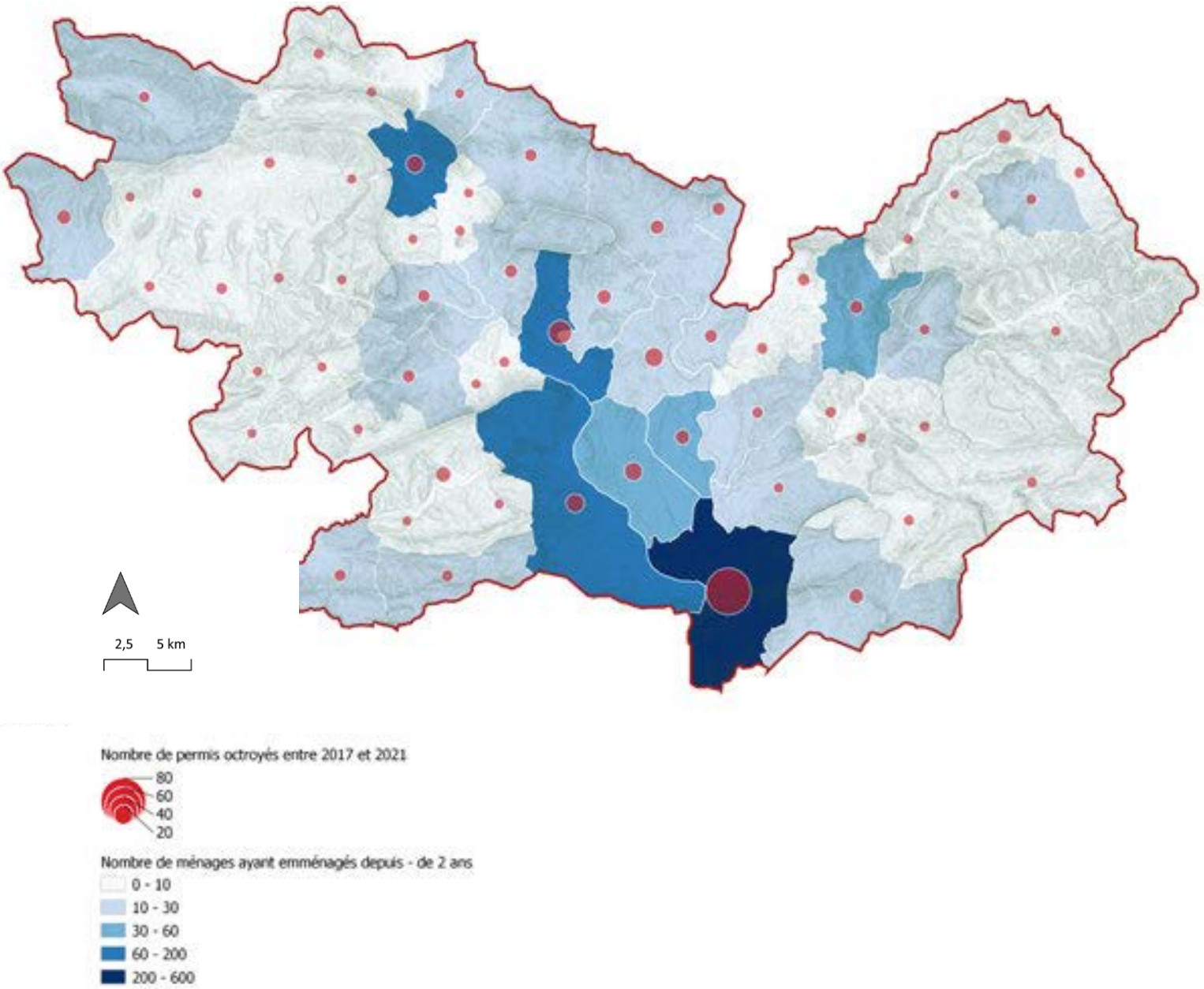
Un prix au mètre carré attractif

Le prix moyen au mètre carré dépend fortement de la situation géographique, passant presque du simple au double. Si cette accroche financière est un atout pour attirer les investisseurs aux moyens les plus faibles, ils traduisent la faible pression foncière qui agit sur le territoire. Les données DVF (Demande de Valeur Foncière) disponibles sur 37 communes informent que la valeur moyenne d'un bien est de 2 015,21 euros par m² en 2019. L'écart est important allant de 466 euros par m² à 5 545 euros par m². Ces chiffres sont à nuancer, car ils confondent l'ensemble des biens, sans les distinguer (appartement, maison, château, ferme,etc).

Les communes dans l'échantillon disponible ayant connu le plus de vente en 2019 sont Sisteron (71 biens vendus), suivies de Laragne-Montéglin (19 biens vendus) et Val Buëch Méouge (16 biens vendus).

La crise sanitaire semble avoir favoriser l'achat de maison dans les communes plus éloignés des centralités urbaines. Les prochains relevés fonciers seront-ils révélateurs du désir de campagne post-covid?

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



Le nombre de permis octroyé au regard des emménagements récents_ INSEE 2008-2018, Sit@del

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Vers une uniformisation des constructions

Les nouvelles constructions sont créées tantôt au sein de l'enveloppe urbaine, tantôt au-dehors. La consommation d'espace indique une dynamique plus extensive que basée sur la densification. Si certaines habitations reprennent les codes de l'architecture et de la forme urbaine originale, de nombreux bourgs se sont vus transformés par la formation de lotissements contemporains, fragilisant l'unité du bâti.

Les matériaux choisis sont plus accessibles, avec des constructions en parpaings, recouverts d'un enduit clair et dans des formes simples de type cubique avec toit à deux pans. L'unité se fait à l'échelle du territoire par ces modes de constructions modernes.

Exemple de la vallée du Sasse:

Aujourd'hui, la Vallée du Sasse laisse apparaître la problématique liée aux constructions récentes (implantation, style architectural...). Au niveau de l'entrée de la vallée, à proximité du val de Durance, l'habitat pavillonnaire se multiplie au sein des terres agricoles (le long de la D951). Le problème de cet habitat récent, diffus, se répète aux alentours de Bayons. Occupant des espaces de prairies ouvertes, les constructions de type banlieue sont offertes à tous les regards. A Clamensane, de vieux entrepôts laissés à l'abandon dévalorisent fortement l'entrée du village. En altitude, des habitations liées au tourisme (chalets), dont le style semble déplacé, apparaissent aux abords de certains villages (Valavoire).



Bourg historique de Rosans _ *source : site de la CCSB*



Lotissement au nord du bourg de Rosans, hors enveloppe et architecture endémiques



Bourg d'Upaix, place du village



Nouveau lotissement entre les bourgs principaux, Upaix

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



ENJEUX

LE PARC ANCIEN

> La protection du bâti ancien tout en encourageant son adaptabilité
> La lutte contre la vacance
> L'amélioration des performances énergétiques
> La valorisation du tissu historique

LES NOUVELLES CONSTRUCTIONS

> Le maintien de la population actuelle par une offre de logement suffisante et adaptée
> L'accompagnement de l'insertion des nouvelles constructions aux bourgs patrimoniaux
> La lutte contre la banalisation des entrées de villes

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



FEUILLET 3

UN TERRITOIRE DE TOURISME ET DE VILLÉGIATURE



Cittànova

Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Un territoire de tourisme et de villégiature

La Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch est connue pour sa qualité de vie et ses hauts lieux touristiques. Elle compte dans les années à venir, accroître les nuitées sur le territoire, en fixant les excursionnistes notamment. Cette stratégie consiste à continuer d'investir afin d'augmenter la fréquentation touristique. Ce projet territorial s'inscrit dans une démarche de renforcement des activités et des capacités d'accueil, déjà marqué par la villégiature.



PAROLES D'ÉLUS ET ACTEURS DU TERRITOIRE

Entretiens, questionnaires, conversations territoriales, etc.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

1. DES SITES TOURISTIQUES À FAIRE CONNAÎTRE

Des sites touristiques témoins de l'histoire du territoire

Plusieurs sites touristiques sont des vitrines et points d'accroches pour le territoire, contribuant fortement à l'attractivité de l'ensemble durant la période estivale. La Citadelle de Sisteron en est le principal exemple. Installé sur l'oppidum romain, le bâtiment s'est vu évoluer au fil du temps de la création de la cité à aujourd'hui où elle reçoit environ 67 000 visiteurs par an. L'édifice patrimonialisé attire les touristes qui jouissent également des atouts géologiques avec la cluse et le rocher de la Baume que la commune a su mettre en valeur. La ville accueille également le Musée gallo-romain, mettant en valeur les racines latines.

Le territoire est parsemé d'éléments architecturaux remarquables, souvent classés ou inscrits au patrimoine des Monuments Historiques, qui peuvent apporter une plus-value s'ils sont davantage mises en valeur. Parmi eux, de nombreux châteaux, édifices religieux et autres constructions anciennes : le château de Mison, le donjon de Rosans, l'église de Saint-Cyr à Etoile-Saint-Cyrice, la crypte de Dromon et la Pierre écrite à Saint-Geniez, le Pont de la reine Jeanne à Entrepierres, etc.

Des sites naturels remarquables

Le patrimoine naturel est partie prenante de l'attractivité du territoire. Les falaises d'Orpierre sont un site d'escalade reconnu, et se voient étoffées d'une via ferrata pour étendre leur public, et proposer une alternative familiale. Le site des Gorges de la Méouge connaît un nombre de visiteurs croissant. La baignade dans cette rivière sauvage a attiré plus de visiteurs qu'évalué, menaçant ce site Natura 2000. La Communauté de Communes met en place, durant toute la saison estivale, un système de navette afin d'interdire le stationnement des véhicules le long de la route y menant (5 600 voyageurs à l'été 2021).

Certains sites sont reconnus par des labels comme le Géoparc de Haute-Provence classé par l'UNESCO et le Parc Naturel Régional des Baronnies.

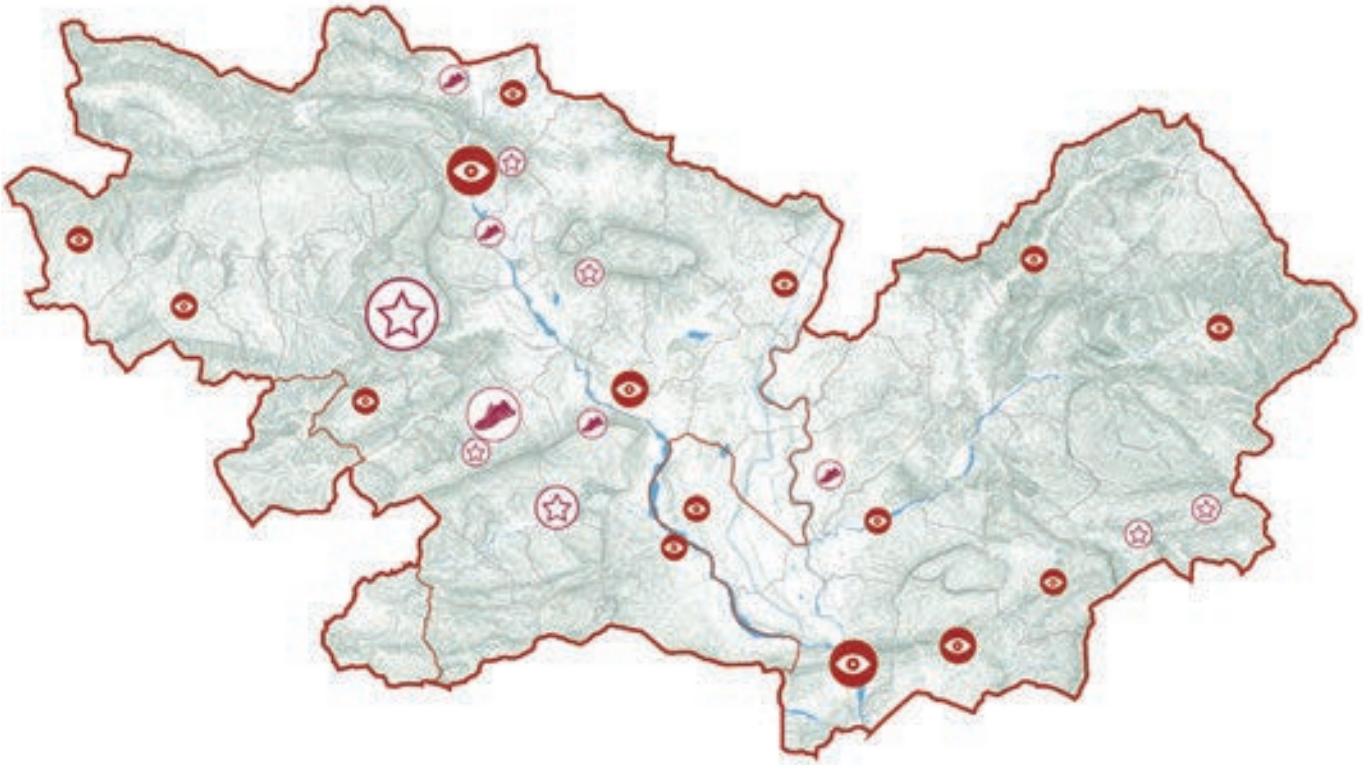
L'animation des sites durant l'été

Les sites prennent vie lors d'événements particuliers, mêlant à cette occasion habitants et touristes. Certains sont très réputées comme les nuits de la Citadelle à Sisteron, Vivre Culture (Hautes Terres de Provence) se déroulant sur plusieurs communes de Gap à Sisteron, ou encore le Festival Laragne Quartiers d'été. D'autres sont plus locaux avec notamment des marchés éphémères qui mettent en valeur les savoirs-faire et le territoire : le critérium bouliste de Laragne-Montéglin, les marchés aux fruits anciens d'Orpierre, la fête de la courge à l'Épine, la foire aux dindes à Lagrand, la foire aux béliers de Savournon, le marché de potiers à Rosans, la fête du pain à Ribiers, la fête de la lavande à Saint-André de Rosans, les estivales de la laine à La Motte-du-Caire, etc.



Les nuits de la Citadelle à Sisteron, crédit : France 3

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



Structures touristiques :

- les aérodromes de la Bâtie-Montsaléon et Vaumeilh,
- le site de vol libre de Chabre,
- la base de loisirs de la Germanette,
- le site d'escalade et de via-ferrata d'Orpierre,
- Via Ferrata de la Grande Fistoire à Le Caire,
- etc.

Site touristique identifié :

- le Géoparc de Haute-Provence classé par l'UNESCO,
- le Sommet des Monges à Authon,
- le Parc Naturel des Baronnies Provençales,
- les Gorges de la Méouge,
- les Petites Cités de Caractère de Serres et Garde-Colombe
- etc.

Site classé ou inscrit Monument historique :

- ancien Prieuré de Saint-André-de-Rosans,
- l'école primaire de Serres,
- l'Eglise Notre-Dame-de-la-Nativité, ou église Lagrand, à Garde-Colombe,
- l'église de Ventavon,
- l'église de la Bâtie-Montsaléon,
- le château de Mison
- etc.



L'horloge du XIVe siècle, Le Poët



Vestiges du Château Sigoyer



Chapelle Notre-Dame-de-Dromon, Saint-Geniez



Église Notre-Dame-de-la-Nativité, Upaix

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

2. UNE ACTIVITÉ PORTÉE SUR LE TOURISME VERT

A noter :
Aucun UTN n'est en cours de réflexion sur le territoire (Cf L141-11)

L'invitation à l'itinérance

Une pluralité de parcours est proposée afin de composer un voyage thématique au sein du Sisteronais-Buëch : les tourniquets de Bayons, Pays des Rochers-qui-parlent, le chemin du soleil, la Route des Cadrans solaires, les Routes de la lavande, la Route du Temps.

Les parcours invitent à emprunter des voies historiques avec notamment la Route Napoléon (ou RN85) animée par des événements ponctuels dans les communes traversées (Sisteron, Upaix, Ventavon et Monêtier-Allemont) et la Via Domitia, vestige de la première voie romaine du territoire.

De nombreux chemins de randonnées sont identifiés et bénéficient d'une bonne signalétique. Ils assurent le lien entre les espaces naturels, les différents villages et hameaux, et les centres d'intérêts touristiques. Les grands sportifs ont de nombreuses possibilités avec des traversées reconnues nationalement, voir internationalement à l'image du Chemin de Compostelle, du GR® 406 de 165 km reliant Grasse à Sisteron et le GR de la Grande traversée des Pré-Alpes.

Les sites internet se sont développés afin de promouvoir les différents circuits, comme Géotreck.

Des parcours sont également créés pour d'autres types de mobilité, à l'exemple du chemin de 350 km sur les traces de L'Empereur, entre Grasse et Vizille, adressé aux cavaliers.

Des boucles cyclotouristiques se constituent, proposant des balades à travers le territoire en VTC et VTT. Le vélo est davantage employé dans le cadre de ces loisirs que pour la pratique quotidienne des résidents.



https://sisteron-a-serreponcon.com/randonnees/randonnees-pedestres/

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Un terrain de jeu pour les adeptes des sports nature

Les caractéristiques du socle physique ont permis de développer la pratique de nombreuses activités dites « natures » sur l'ensemble du territoire. La présence de l'eau dans les rivières et plans d'eau permet la pratique d'activités aqualudiques : canyoning, canoë, baignade, padel… Les nombreux plans d'eau sont très appréciés l'été, et certains équipements se sont installés aux abords afin de donner aux habitants et touristes un espace de rafraîchissement comme la base de loisirs de la Germanette au sud de Serres. Ce domaine de 15 hectares connaît peu de concurrence dans les Alpes du Sud et propose un parc de jeux familiaux de 300 m², ainsi que des écoles pour débutants.

D'autres activités prennent appui sur le relief omniprésent afin de proposer aux sportifs de prendre de la hauteur : escalade, via ferrata, parapente, vol à voile,… Des sites se sont développés et deviennent des incontournables pour les praticants comme le site international de Vol Libre de Laragne Chabre ou le site d'escalade des falaises d'Orpierre.

Ces activités natures connaissent un regain d'attractivités et permettent à un public large de venir explorer le territoire.



Décollage de deltaplane, site de Laragne-Chabre, https://www.sisteronais-buech.fr/



Padel au parc ludique de la Germanette, Serres, site : https://www.sisteronais-buech.fr/

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

3. UN TERRITOIRE QUI ATTIRE LES VOISINS

Une activité touristique locale

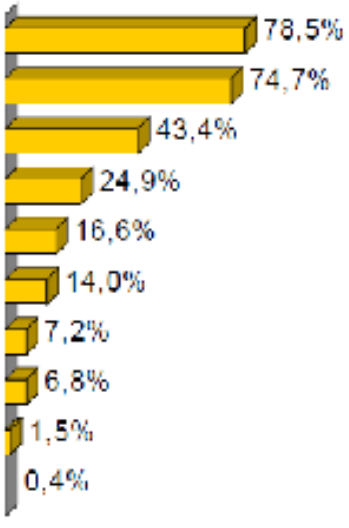
L'attractivité touristique de la Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch s'appuie sur des touristes locaux. Leur provenance est majoritairement nationale (79 %), dont 49 % de la région PACA et 19 % d'Auvergne-Rhône-Alpes. La fréquentation est régulière tout au long de l'année avec un pic en saison estivale.

Le territoire est soumis au phénomène d'excursion avec de nombreuses traversées touristiques, atteignant 2 608 000 excursions pour l'année 2021, c'est-à-dire des touristes se déplaçant à la journée, n'occasionnant pas de nuitée à l'extérieur de son lieu de résidence. Si le pic d'excusionnistes est réalisé en été (51% des excursions), une certaine fréquentation touristique se maintient à d'autres saisons : 22% en automne et 15% au printemps.

Une clientèle fidèle et familiale

Selon l'étude Altimax, 60 % des touristes restent pour un séjour de plus d'une semaine.
Les touristes connaissent le territoire notamment par le bouche-à-oreille (36 %), parce qu'ils viennent depuis longtemps (17 %) ou par les guides spécialisés (12,9 %). Il s'agit d'un processus d'information classique, sachant que 9,8 % des touristes ont connu le territoire en le traversant. Ils sont attirés en grande partie par le paysage, et notamment la montagne qui apporte calme et fraîcheur.

	Nb
le soleil	208
la montagne	198
la lavande	115
la Provence	66
le Buëch	44
les Alpes	37
Autre	19
Sisteron	18
les Baronnies	4
la mer	1
Total	265



L'image du Sisteronais-Buëch en un mot par les touristes_source : Altimax

Le Sisteronais-Buëch attire une clientèle familiale (49,1 %). Très peu de groupes organisés choisissent le territoire comme destination estivale (0,8 %). Des activités pour adultes et enfants de tous âges sont donc attendues par les touristes.

Des retombées économiques pour le territoire

Le territoire comptabilise 8 % des emplois liés à l'activité touristique. Ce taux est semblable au niveau du département des Hautes-Alpes à 8,3 %. La consommation touristique annuelle représente 46.6millions d'euros. Un chiffre non négligeable dans la balance économique du territoire. La création de l'intercommunalité a permis de mutualiser la communication et de faire connaître davantage la diversité des opportunités récréatives données sur l'ensemble du territoire. Des projets d'envergures avec différentes structures dont le Parc des Baronnies (projets des septs villes portes en cours), se constituent.

Le relais des structures privées

La fillière touristique souffre d'offres de logements, de restauration et de mobilités limitées, notamment en saison hivernale. Pour pallier à ces manques, certaines entreprises touristiques ont créé leur propre réseau d'accueil. Le centre équestre installé à Saint-Geniez par exemple, réalise son accompagnement pour assurer les horaires de train de Marseille à Sisteron, puis assure la liaison afin d'acheminer les clients jusqu'à Saint-Geniez. Le centre propose également son offre de logements.

Le tourisme dans le Sisteronais-Buëch est fortement lié à la saisonnalité. Cependant, du fait du réchauffement climatique, les périodes estivales viennent à changer. Les grimpeurs d'Orpierre se rendent sur les falaises au printemps, voire durant les beaux jours d'hiver, plutôt que pendant les heures très chaudes de l'été. Mais la pression est forte à supporter pour la capacité d'accueil du territoire tant sur les milieux naturels que sur les ressources.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

4. UNE OFFRE D'HÉBERGEMENT LIMITÉE ET FORTEMENT MODELÉE PAR LA SAISONNALITÉ

L'hébergement de plein air comme offre dominante de l'immobilier de loisir

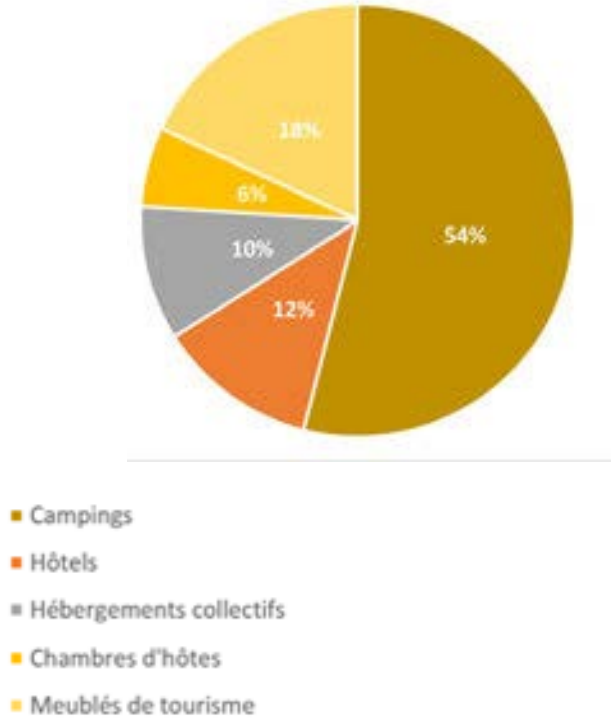
En 2022, 937 000 nuitées touristiques françaises et 456 000 étrangères sont effectuées au sein du territoire. L'offre d'hébergement touristique du Sisteronais-Buëch représente 2 % de l'offre du département des Hautes-Alpes, un taux très faible comparativement aux autres EPCI. Elle comptabilise 24 400 lits touristiques, dont 6370 lits en hébergement marchand.

Les 25 structures de camping recensées concentrent à elles seules la majorité de ces lits avec 3 410 emplacements en 2018, soit 54 % des unités d'hébergement du territoire. Ceci signifie que la moitié des lits ne sont pas mobilisables l'hiver.

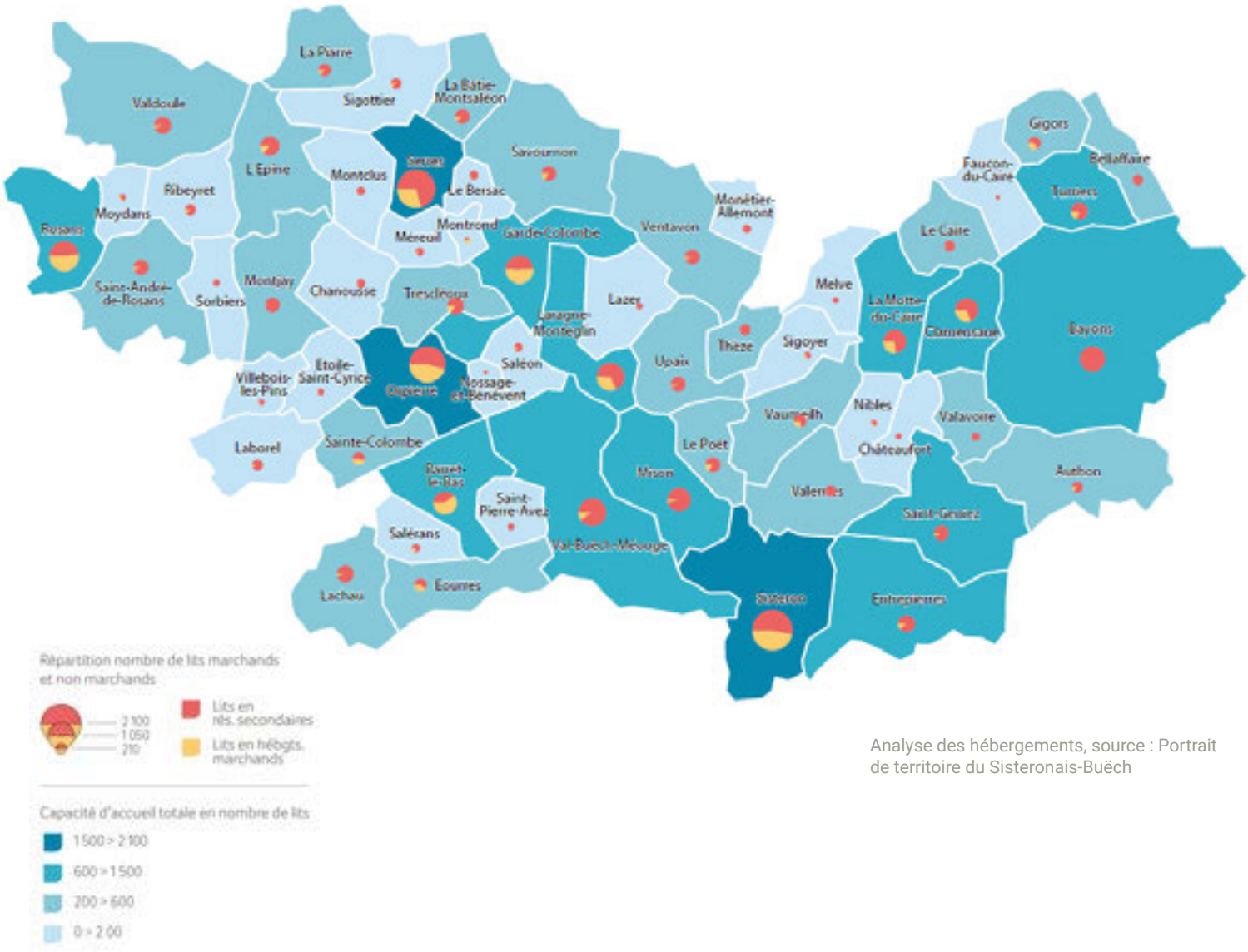
Plus d'un tiers des lits en hébergement marchand du territoire est situé sur les communes de Sisteron, Orpierre et Rosans. La commune de Sisteron concentre 60 % des lits en hôtellerie du territoire, viennent ensuite les communes de Serres (10 %), de Garde-Colombe et de Laragne-Montéglin (6 % chacune)

Le Sisteronais-Buëch dispose d'une capacité d'hébergements touristiques moins importante par rapport à la moyenne départementale, et légèrement supérieure à celle de la région. Le taux de fonction touristique (94,5 %) est lui très inférieur à la moyenne départementale des Alpes de Haute Provence (270 %).

Ces offres d'hébergements sont fortement soumises à la périodicité. Le tourisme hors saison estivale est confronté à des difficultés de logements, compromettant l'étalement sur les quatre-saisons. Ce n'est pas le seul domaine impacté par des difficultés d'hébergement : les saisonniers et touristes "d'affaires" sont directement touchés. Des initiatives sont prises dans certains domaines, comme le monde agricole où les exploitants proposent des logements à leurs employés, mais ne peuvent pas toujours les loger en totalité. Aussi, d'autres domaines, comme les structures de santé, peuvent éprouver des difficultés quant à l'accueil pour les étudiants par exemple.



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



Analyse des hébergements, source : Portrait de territoire du Sisteronais-Buëch

Des bâtis anciens saisis par les visiteurs pour leur résidence secondaire

Le bâti ancien est mobilisé par les habitants saisonniers. Avec plus de moyens et moins pressés par le temps, certains logements sont réhabilités pour créer gîtes et résidences secondaires. Le phénomène de villégiature est important. Les résidences secondaires représentent près de 21,3 % du parc de logements, pour atteindre parfois plus de 50 % dans 12 communes rurales comme Bayons (59,9 %), Gigors (57,5 %) et Châteaufort (54,6 %).

Certaines communes connaissent une hausse des résidences secondaires depuis 2008, comme Mison avec 32 résidences secondaires supplémentaires entre 2008 et 2018.

A l'échelle de la CCSB on observe néanmoins, et depuis 2013, un léger recul du nombre de résidences secondaires (-36 selon l'INSEE) qui fait suite à une forte croissance autour des années 2010 (+ 110 résidences secondaires entre 2008 et 2013).

Aussi, les hébergements pour touristes semblent s'accroître avec 42 permis de construire qui ont été autorisés entre 2017 et début 2022, et déclarés comme résidence hôtelière.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



ENJEUX

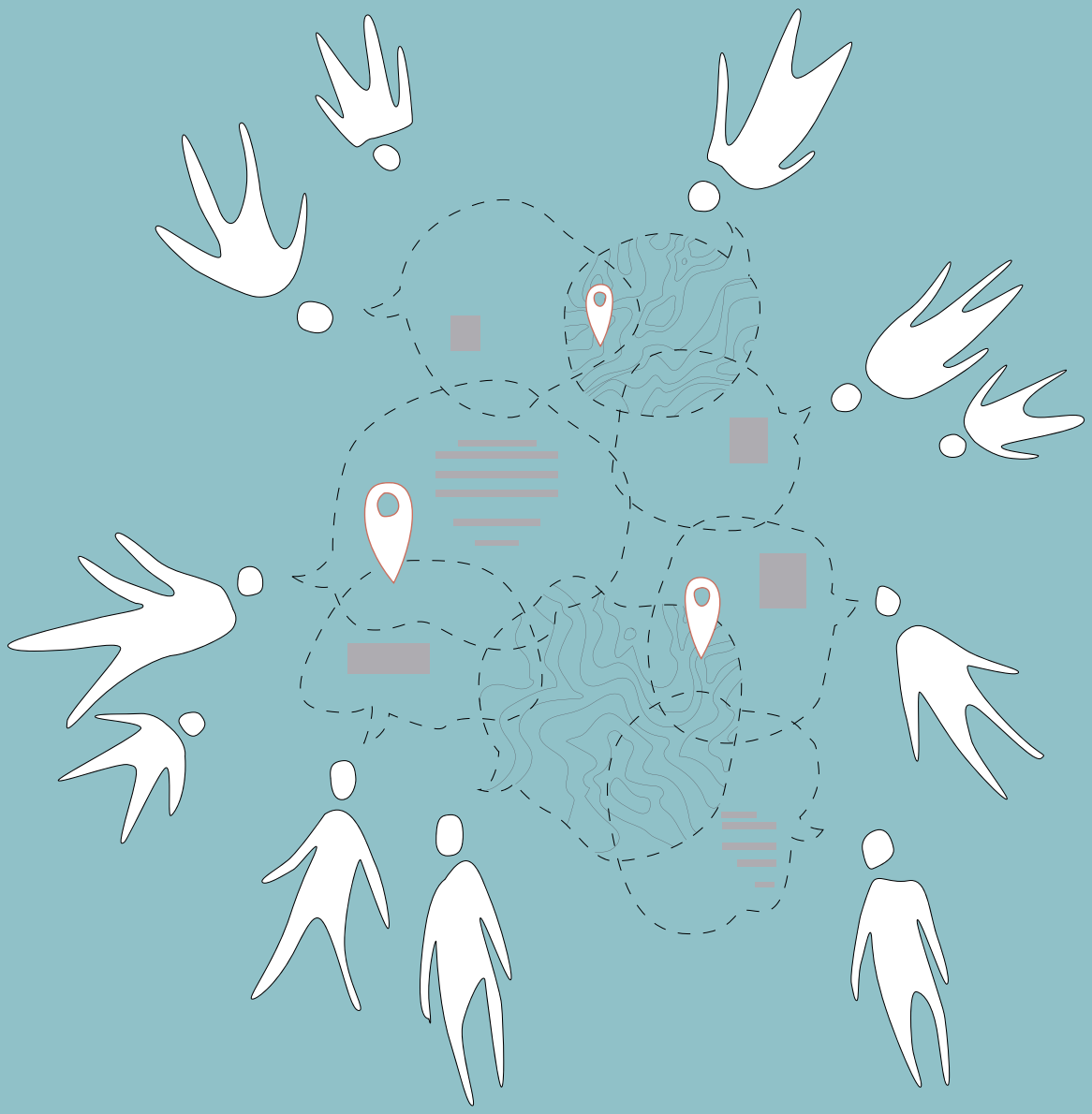
LE POTENTIEL TOURISTIQUE

> Le développement du tourisme vert
> L'accès aux sites patrimoniaux
> La mise en réseau des différents sites touristiques
> La maitrise du développement touristique au regard des capacités du territoire
> La valorisation et la restauration du patrimoine bâti et la préservation des sites naturels remarquables

LA DURÉE DES SÉJOURS

> L'accompagnement et le soutien de la diversification et densification de l'offre d'hébergement pour touristes et saisonniers
> L'allongement des séjours des excursionnistes

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



RESSOURCES

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Documents et sites sources

Transversaux

_ SRADDET
_ EIE
_ Note d'enjeux de l'Etat
_ Portrait de la Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch, CCI Alpes Sud Provence
_ Portrait de la Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch, Irresistibles, Alpes de Haute Provence, Agence de Développement
_ Profil Croisé, édition synthétique, Ithéa, octobre 2021
_ Porté à connaissance de l'Etat, DDT

Histoire, armature territoriale patrimoine et habitat:

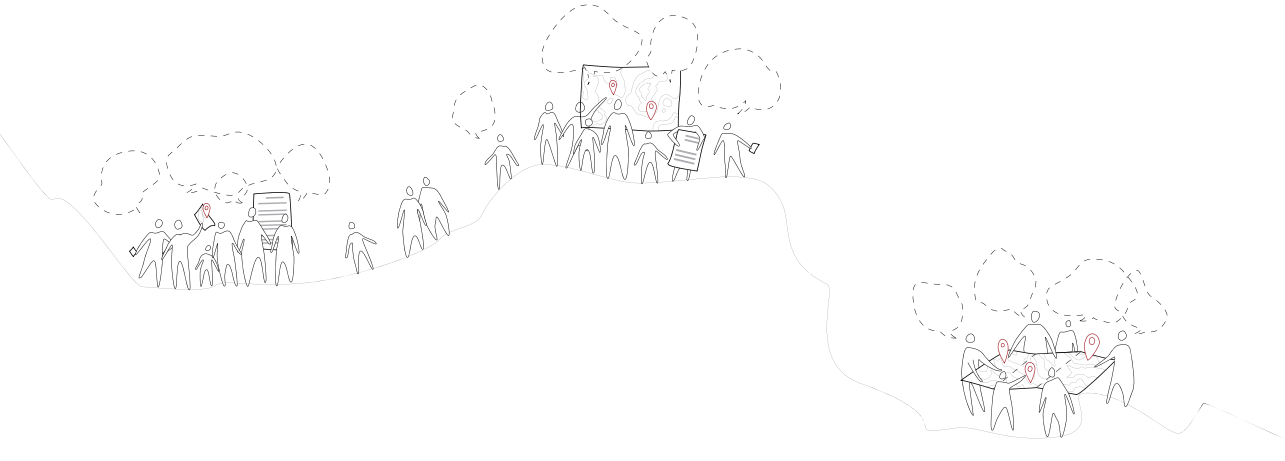
_ Sisteron, une citadelle à l'assault du ciel, Blandine Jourdan, Chargée d'études aux patrimoines historiques (pas de date mentionnée)
_ Armature présentée au SRADDET
_ Cartes anciennes: Carte de Cassini et de l'Etat major
_ Ville de Sisteron: https://www.sisteron.com/
_ Ville de Laragne-Montéglin: https://www.ville-de-laragne.fr/
_ CC du Sisteronais-Buëch: https://www.sisteronais-buech.fr/
_ Bilan des OPAH
_ Série historiques de l'INSEE
_ INSEE 2018 et INSEE 2008
_ Différents sites de location immobilières à Sisteron, Laragne et Serres
_ Sit@del 2021
_DVF 2019
_ Etude sur l'habitat, Territoire et Habitat, mai 2021
_ Site de la BnF
_ Lettre de l'Unité départementale de l'architecture et du patrimoine des Hautes-Alpes, janvier 2022
_ Etude PVD, Sisteron, Laragne-Montéglin et Serres, 2022
_ Atlas de paysage
_ Les logements vacants en Provence-Alpes-Côte d'Azur, DDT, 2019
_ Logements sociaux, bilan, SNE 2021
transmises par les services techniques de la CCSB et services de l'Etat

Forêt et Agriculture:

_ Site et base de données de l'ONF
_ Site et base de données des Communes forestières
_ Intégrer les enjeux forêt et bois dans les documents d'urbanisme, Communes forestières, 2021
_ Données & chiffres-clés de la forêt méditerranéenne en Provence-Alpes-Côte d'Azur, Communes forestières et région PACA, 2019
_ Données Agricoles, étude FNE, 2020
-https://www.agencebio.org/observatoire-de-la-production-bio-sur-votre-territoire/?level=epci&area=200068765
- Agreste, RGE et BD Topo,
- Données de la Chambre de l'agriculture

Economie, commerce et équipement

_ Schéma de développement économique, Diagnostic, Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch, 2020
_ Schéma de Développement économique 2022-2027,
_ BNPE
_ PCAET
_ Données transmises par les services techniques de la CCSB



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

_ Etudes PVD de Sisteron, Laragne-Montéglin et Serres
_ Observatoire des territoires, INSEE
_ Comparateur des territoires, INSEE

Mobilité :
_ Enquête du Collectif Mobil'Hautes-Alpes, 2022
_ Portrait de mobilité quantitatif et quatatif , PACA, Agam, Audat, Aupa, Auray, 2021
- Etude préalable à l'élaboration d'un schéma de desserte multimodal des Alpes du Sud, DREAL PACA, Artélia, 2015
- Brochure de la Navette Coeur de ville de Sisteron, Site de la ville
- Assise de la mobilité, Perspectives HautAlpines, 2017
- Site de la ville de Laragne-Montéglin
_ Schéma régional des véloroutes, région PACA
_ https://ressources.data.sncf.com/explore/dataset/frequentation-gares/table/?disjunctive.nom_gare&disjunctive.code_postal&q=gap
- Oui.sncf
_ Schéma de Mobilité de Sisteron, présentation du COPIL, Mai 2022
_ Etude de faisabilité vélo, Alpicité, 2022

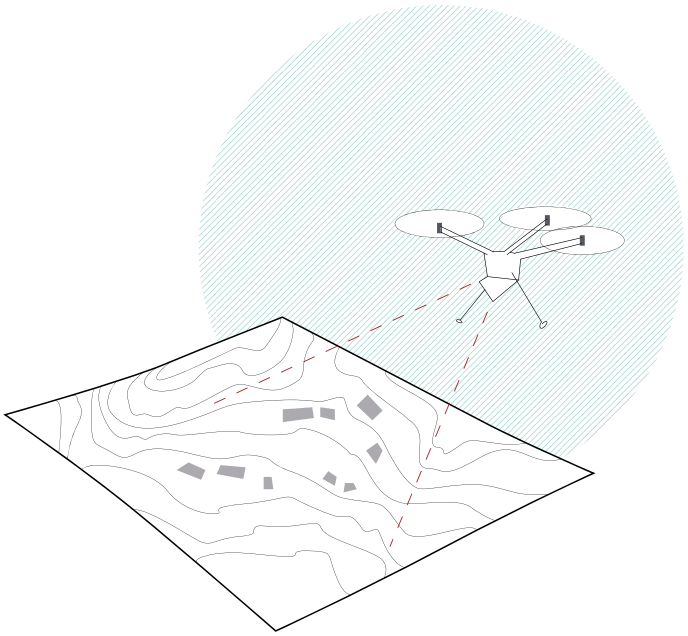
Tourisme :
_ Site des offices de tourisme
_ Indicateurs touristiques, G2A, juillet 2021
_ Etude de positionnement touristique, Altimax, 2007
_ Stratégie touristique de la destination Sisteronais-Buëch, Alpa, mai 2021

Ateliers

_ Conversations territoriales du 29 avril 2022
_ SCoT Tour du 7-9 mars 2022
_ Enquêtes communales
_ Entretiens

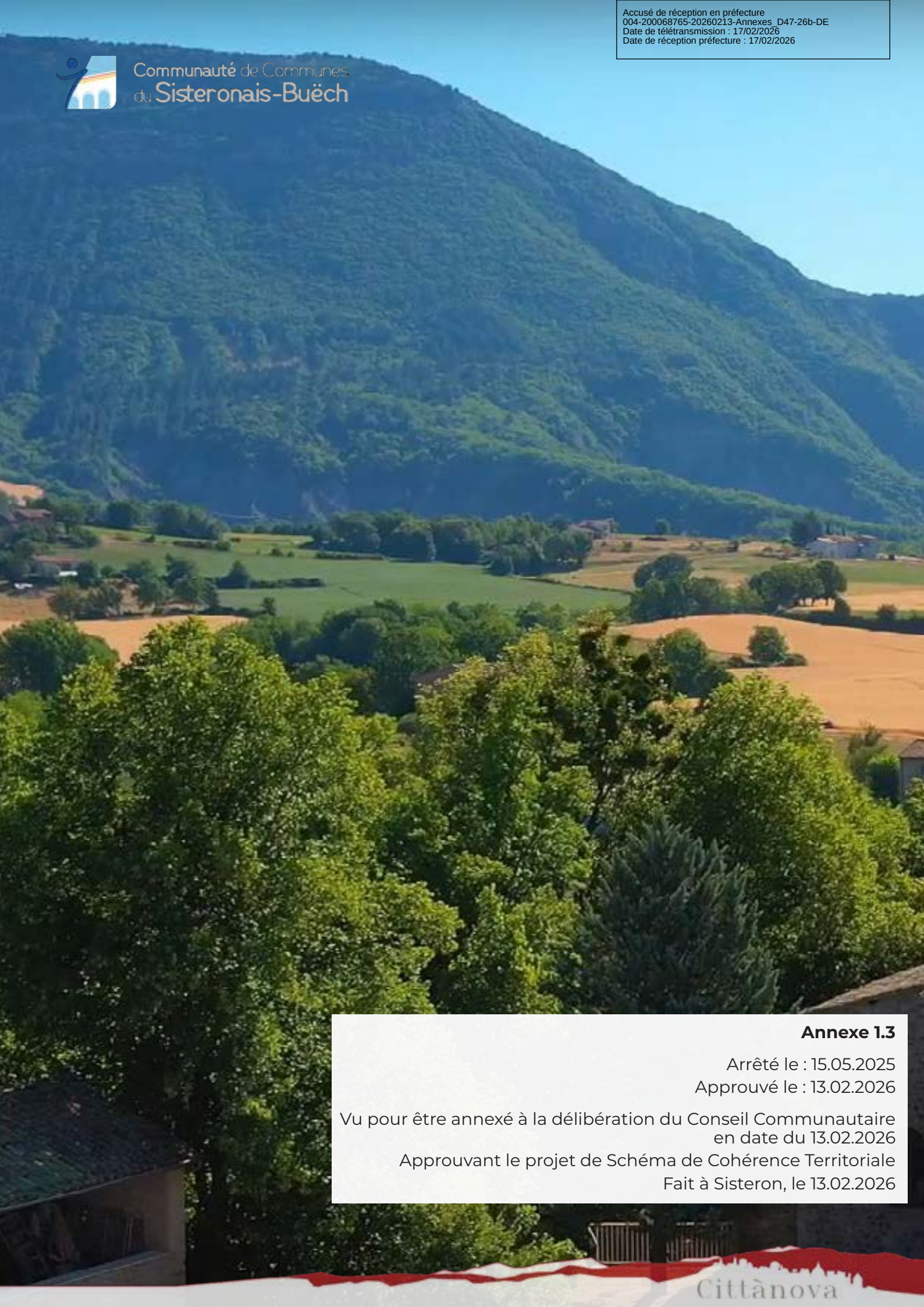
Base de données

_ Site INSEE
_ Etalab : BD TOPO, MNT et Courbe de niveaux.
_ Cartes anciennes : Carte de Cassini et de l'Etat-Majors
_ Sit@del 2021, Sirene 2019
_ BPE
_ le RGA2020, Agreste 2020 et données de la Chambre d'Agriculture
_ CRAter
_ Observatoire des territoires
_ Google Map et Earth
_ Carte IGN
_ Oui.sncf



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch



Annexe 1.3

Arrêté le : 15.05.2025
Approuvé le : 13.02.2026

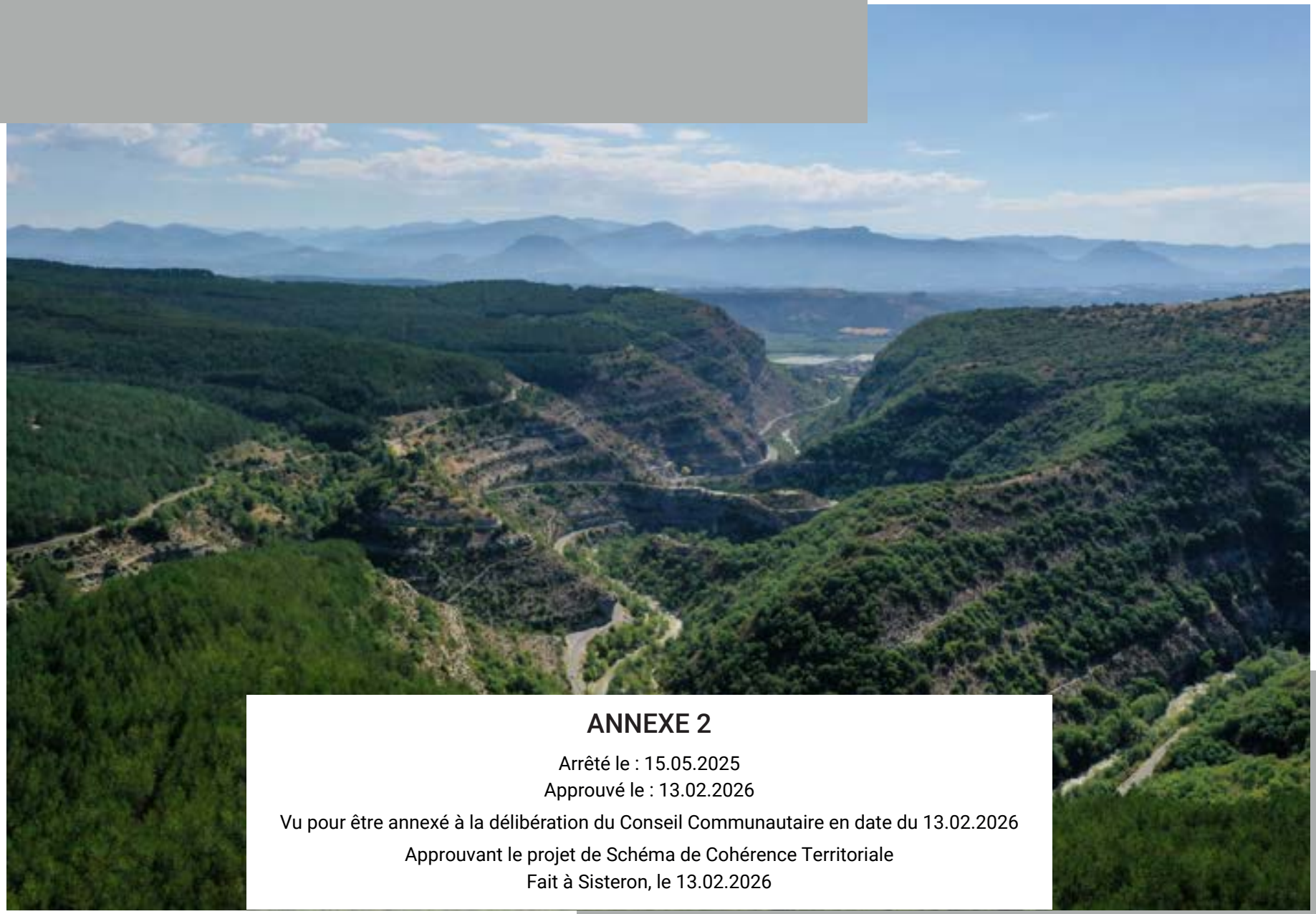
Vu pour être annexé à la délibération du Conseil Communautaire en date du 13.02.2026
Approuvant le projet de Schéma de Cohérence Territoriale
Fait à Sisteron, le 13.02.2026

Cittànova

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch

Justifications des choix



ANNEXE 2

Arrêté le : 15.05.2025
Approuvé le : 13.02.2026

Vu pour être annexé à la délibération du Conseil Communautaire en date du 13.02.2026

Approuvant le projet de Schéma de Cohérence Territoriale
Fait à Sisteron, le 13.02.2026

SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE DU SISTERONAIS-BUËCH

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

SOMMAIRE

1- Cadre réglementaire **p.4**
1.1 - Contenu des annexes p.4
1.2 - Contenu et attendus de l'évaluation environnementale p.6
1.3 - Rappel des rapports de compatibilité et prise en compte du SCoT p.8

2- Synthèse des enjeux **p.10**
2.1- Les grands enjeux du territoire issus du diagnostic p.11
2.1.1 - La construction du diagnostic p.11
2.1.2 - Du diagnostic aux enjeux du territoire p.12
2.1.3 - Bilan constats/enjeux p.15

3- Justification du projet **p.21**
3.1 - La construction du Projet d'Aménagement Stratégique (PAS) p.22
3.1.1 - Méthode de construction du PAS p.22
3.1.2 - Scénarios de développement envisagés p.26
3.1.3 - Principes de développement retenus p.32
3.2 - Structure du Projet d'Aménagement Stratégique p.40
3.2.1- Des enjeux aux orientations p.40
3.2.2 - Articulation avec la stratégie régionale p.49
3.3.3 - Prise en compte des objectifs de protection de l'environnement établis au niveaux régional, national et international p.89

4- La construction du DOO **p.87**
4.1 - Méthode de construction du DOO p.88
4.1.1 - Méthode de construction du DOO p.88
4.1.2 - Structuration du DOO (dont bilan de la consommation foncière et objectifs de développement) p.93
4.1.3 - DAACL p.120
4.2- Articulation avec les documents cadres p.127
4.2.1- Le Code de l'Urbanisme p.127
4.2.2- SRADDET AURA et PACA p.144
4.2.3- SDAGE Rhône-Méditerranée p.192
4.2.4- SAGE de la Durance p.206
4.2.5 - SRC PACA p.207
4.2.6- Charte du PNR des Baronnies Provençales p.217

5- L'élaboration du programme d'action **p.222**
5.1 - Méthode d'élaboration du POA p.223
5.2 - Structure du POA p.224
5.2.1 - Sommaire thématique du POA p.224
5.2.2 - Articulation avec le document d'orientations et d'objectifs p.225

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

CADRE RÉGLEMENTAIRE

1.1 Contenu des annexes

Article L141-15
Modifié par Ordonnance n°2020-744 du 17 juin 2020 - art. 3
Modifié par LOI n°2019-1428 du 24 décembre 2019 - art. 16 (V)

Les annexes ont pour objet de présenter :

1° Le diagnostic du territoire, qui présente, notamment au regard des prévisions économiques et démographiques, les besoins en termes d'aménagement de l'espace, de ressource en eau, d'équilibre social de l'habitat, de mobilités, d'équipements et de services. Il prend en compte la localisation des structures et équipements existants, les besoins globaux en matière d'immobilier, la maîtrise des flux de personnes, les enjeux de consommation économe de l'espace et de préservation de l'environnement, notamment en matière de biodiversité et de potentiel agronomique, des paysages et du patrimoine architectural ainsi que ceux relatifs à la prévention des risques naturels et l'adaptation au changement climatique. En zone de montagne, ce diagnostic est établi également au regard des besoins en matière de réhabilitation de l'immobilier de loisir et d'unités touristiques nouvelles structurantes ;

2° L'évaluation environnementale prévue aux articles L. 104-1 et suivants ;

3° La justification des choix retenus pour établir le projet d'aménagement stratégique et le document d'orientation et d'objectifs ;

4° L'analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers au cours des dix années précédant le projet de schéma et la justification des objectifs chiffrés de limitation de cette consommation définis dans le document d'orientation et d'objectifs ;

5° Lorsque le schéma de cohérence territoriale tient lieu de plan climat-air-énergie territorial, les éléments mentionnés au deuxième alinéa de l'article L. 141-17.

En outre, peuvent figurer dans les annexes tous documents, analyses, évaluations et autres éléments utilisés pour élaborer le schéma que l'établissement public estime nécessaire de présenter à titre indicatif ainsi que le programme d'actions mentionné à l'article L. 141-19.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

CADRE RÉGLEMENTAIRE

1.1 Contenu des annexes

Article R141-11
Création Décret n°2021-639 du 21 mai 2021 - art. 2

2° Les annexes comportent :

a) Dans le diagnostic du territoire, le diagnostic prévu au I de l'article R. 229-51 du code de l'environnement et réalisé dans les conditions prévues au R. 229-52 du même code ;

b) Dans le programme d'actions, le programme d'actions prévu au III de l'article R. 229-51 du code de l'environnement, l'indication des acteurs et collectivités chargés d'en assurer la mise en œuvre et, le cas échéant, l'animation et la coordination ;

c) Le dispositif de suivi et d'évaluation prévu au IV de l'article R. 229-51 du code de l'environnement.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

1.2 Contenu et attendu de l'évaluation environnementale

Article L104-4

Création ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015 - art.

Le rapport de présentation des documents d'urbanisme mentionnés aux articles L. 104-1 et L. 104-2 :

1° Décrit et évalue les incidences notables que peut avoir le document sur l'environnement ;

2° Présente les mesures envisagées pour éviter, réduire et, dans la mesure du possible, compenser ces incidences négatives ;

3° Expose les raisons pour lesquelles, notamment du point de vue de la protection de l'environnement, parmi les partis d'aménagement envisagés, le projet a été retenu.

Article L104-5

Création ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015 - art.

Le rapport de présentation contient les informations qui peuvent être raisonnablement exigées, compte tenu des connaissances et des méthodes d'évaluation existant à la date à laquelle est élaboré ou révisé le document, de son contenu et de son degré de précision et, le cas échéant, de l'existence d'autres documents ou plans relatifs à tout ou partie de la même zone géographique ou de procédures d'évaluation environnementale prévues à un stade ultérieur.

Article R104-18

Modifié par Décret n°2021-1345 du 13 octobre 2021 - art. 9

Les documents d'urbanisme mentionnés à la section 1 qui ne comportent pas de rapport de présentation en application d'autres dispositions sont accompagnés d'un rapport environnemental comprenant :

1° Une présentation résumée des objectifs du document, de son contenu et, s'il y a lieu, de son articulation avec les autres documents d'urbanisme et les autres plans et programmes mentionnés à l'article L. 122-4 du code de l'environnement avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en compte ;

2° Une analyse de l'état initial de l'environnement et des perspectives de son évolution en exposant notamment les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du document ;

3° Une analyse exposant :

a) Les incidences notables probables de la mise en œuvre du document sur l'environnement, notamment, s'il y a lieu, sur la santé humaine, la population, la diversité biologique, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, le bruit, le climat, le patrimoine culturel architectural et archéologique et les paysages et les interactions entre ces facteurs ;

b) Les problèmes posés par l'adoption du document sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, en particulier l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L. 414-4 du code de l'environnement ;

4° L'exposé des motifs pour lesquels le projet a été retenu au regard des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national et les raisons qui justifient le choix opéré au regard des solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du document ;

5° La présentation des mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du document sur l'environnement ;

6° La définition des critères, indicateurs et modalités retenus pour suivre

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

1.2 Contenu et attendu de l'évaluation environnementale

les effets du document sur l'environnement afin d'identifier, notamment, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées ;

7° Un résumé non technique des éléments précédents et une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

CADRE RÉGLEMENTAIRE

1.3- Rappel des rapports de compatibilité et prise en compte du SCoT

Article L131-1

Création ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015 - art.

Les schémas de cohérence territoriale prévus à l'article L. 141-1 sont compatibles avec :

1° Les dispositions particulières au littoral et aux zones de montagne prévues aux chapitres Ier et II du titre II ;

2° Les règles générales du fascicule des schémas régionaux d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires prévus à l'article L. 4251-3 du code général des collectivités territoriales pour celles de leurs dispositions auxquelles ces règles sont opposables ;

3° Le schéma directeur de la région d'Île-de-France prévu à l'article L. 123-1 ;

4° Les schémas d'aménagement régional de la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique, Mayotte et La Réunion prévus à l'article L. 4433-7 du code général des collectivités territoriales

5° Le plan d'aménagement et de développement durable de Corse prévu à l'article L. 4424-9 du code général des collectivités territoriales ;

6° Les chartes des parcs naturels régionaux prévues à l'article L. 333-1 du code de l'environnement, sauf avec les orientations et les mesures de la charte qui seraient territorialement contraires au schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires ;

7° Les objectifs de protection et les orientations des chartes des parcs nationaux prévues à l'article L. 331-3 du code de l'environnement ;

8° Les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux prévus à l'article L. 212-1 du code de l'environnement ;

9° Les objectifs de protection définis par les schémas d'aménagement et de gestion des eaux prévus à l'article L. 212-3 du code de l'environnement ;

10° Les objectifs de gestion des risques d'inondation définis par les plans de gestion des risques d'inondation pris en application de l'article L. 566-7 du code de l'environnement, ainsi qu'avec les orientations fondamentales et les dispositions de ces plans définies en application des 1° et 3° du même article ;

11° Les dispositions particulières aux zones de bruit des aérodromes prévues à l'article L. 112-4 ;

12° Les schémas régionaux des carrières prévus à l'article L. 515-3 du code de l'environnement ;

13° Les objectifs et dispositions des documents stratégiques de façade ou de bassin maritime prévus à l'article L. 219-1 du code de l'environnement ;

14° Le schéma départemental d'orientation minière en Guyane prévu à l'article L. 621-1 du code minier ;

15° Le schéma régional de cohérence écologique prévu à l'article L. 371-3 du code de l'environnement ;

16° Le schéma régional de l'habitat et de l'hébergement prévu à l'article L. 302-13 du code de la construction et de l'habitation ;

17° Le plan de mobilité d'Ile-de-France prévu à l'article L. 1214-9 du code des transports ;

18° Les directives de protection et de mise en valeur des paysages prévues à l'article L. 350-1 du code de l'environnement.

Article L131-2

Modifié par LOI n°2016-1888 du 28 décembre 2016 - art. 72

Les schémas de cohérence territoriale prennent en compte :

1° Les objectifs des schémas régionaux d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires prévus à l'article L. 4251-3 du code général

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

1.3- Rappel des rapports de compatibilité et prise en compte du SCoT

des collectivités territoriales ;

2° Les programmes d'équipement de l'État, des collectivités territoriales et des établissements et services publics.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

2
SYNTHESE DES ENJEUX

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

SYNTHESE DES ENJEUX

2.1 Les grands enjeux du territoire issus du diagnostic

2.1.1- LA CONSTRUCTION DU DIAGNOSTIC

Méthode

Le diagnostic du SCoT du Sisteronais-Buëch a été co-construit avec l'ensemble des acteurs du territoires afin de capitaliser sur les expertises existantes et de croiser les points de vue afin de faire émerger les enjeux prioritaires pour le territoire. Il s'est principalement nourri de :

> Des explorations territoriales ;
> Des rencontres avec les actrices et acteurs du territoire ;
> Des ateliers avec élues, élus, habitantes et habitants ;
> Un Bus Tour de trois jours avec les élues et élus ;
> Des échanges avec les techniciennes et techniciens.

Un nombre important de données ont été capitalisées tout au long du projet au sein du diagnostic. Le paysage institutionnel local (trois départements, deux régions) vient nourrir la multiplicité des acteurs et partenaires à mobiliser pour mettre en place des projets (chambres consulaires,Agences de développement, Préfectures…), et la récolte de données statistiques et cartographiques, permettant de caractériser le territoire et de le situer dans un contexte plus large. Mais la mobilisation des différents acteurs dans le cadre du SCoT a permis de pallier ces difficultés.

Le territoire a élaboré un certain nombre de documents stratégiques et opérationnels en parallèle du SCoT (Plan Climat Air-Energie Territorial, OPAH RU..) dont les constats affinés et les enjeux sont venus nourrir la démarche SCoT.

3 carnets pour apprécier la multiplicité du territoire

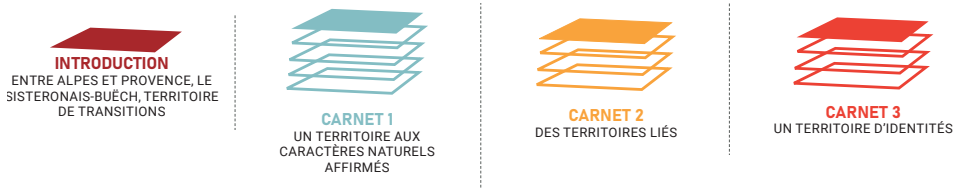
Le Sisteronais-Buëch est un territoire d'interface, entre mer et montagne, aux confins d'entités administratives, culturelles, géographiques et paysagères de la Provence et du Dauphiné. Il connait de nombreuses transformations, opérant tant sur ses caractéristiques intrinsèques que sur les relations qu'il entretient avec les territoires voisins.

Afin d'apprécier la multiplicité des dynamiques territoriales, le diagnostic du territoire est proposé sur trois carnets et de trois sujets d'attention.

Le premier carnet étudie les relations entre les installations humaines et le socle naturel.

Le second s'attarde davantage sur les relations entre les activités humaines et sur la différenciation des espaces d'accueil de ces activités.

Le dernier décrit les relations entre les habitants du territoire, leurs modes de vie et le cadre bâti qui les accueille.



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

SYNTHESE DES ENJEUX

2.1 Les grands enjeux du territoire issus du diagnostic

2.1.2- DU DIAGNOSTIC AUX ENJEUX DU TERRITOIRE

Structuration du diagnostic

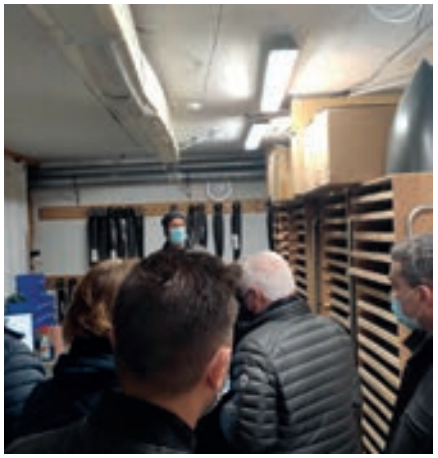
La Communauté de Communes étant relativement récente, les synergies entre les entités du territoire ne semblent pas toujours évidentes. Le diagnostic s'attache à rassembler les différentes communes et témoigner des éléments qui les lient.

Il a été conçu en donnant une parole significative aux élus et acteurs lors d'entretiens, visites et ateliers.

Afin de proposer une lecture simplifiée et accessible, il se compose de différents carnets et feuillets. Chacun peut se lire indépendamment, proposant des pistes de réflexions à partir des constats relevés. Ce format vise une facilité de lecture et de compréhension des enjeux sur lesquels les élus vont être amenés, dans le cadre de ce SCoT, à réfléchir.

Dans ces différents documents, un logo Ecovia vous renvoie à la lecture de l'Etat Initial de l'Environnement pour un complément d'informations.

Parmi les différentes thématiques abordées, l'agriculture est omniprésente. Le monde agricole tient une place prépondérante, tant dans les dynamiques sociologiques, paysagères, qu'économiques, architecturales et démographiques. Cette thématique se décline donc dans tous les carnets.



Lors du Bus Tour, les élus ont rencontré des acteurs qui font vivre le territoire, comme ici, au sein de l'entreprise Electravia, installée à Vaumeilh _ Présentation des locaux par Jérémie Buiatti, un des fondateurs _ SCoT Tour, 7-8-9 mars 2022.



Des ateliers ont permis de faire interagir des acteurs divers autour du territoire et des enjeux qui l'animent.
Conversations territoriales_ 29 avril 2022

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

SYNTHESE DES ENJEUX

2.1 Les grands enjeux du territoire issus du diagnostic

2.1.2- DU DIAGNOSTIC AUX ENJEUX DU TERRITOIRE

L'un des ateliers proposés a permis de réunir différents profils d'acteur et des débattre autour de quatre thématiques :

- la vie sur le territoire au fil des saisons
- les ruptures prévisibles et les capacités d'adaptation du territoire au changement climatique
- les atouts et limites d'une armature territoriale qui invite à se réinventer
- les marqueurs d'un territoire rural à haute qualité environnementale.

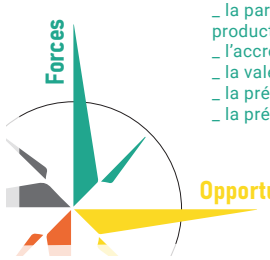
Les groupes constitués ont échangé durant plusieurs heures autour des dynamiques du territoire, à l'aide des chiffres qui leur étaient mis à disposition et des questions préparées pour animer les conversations.

Cet exercice a permis de faire émerger les forces, faiblesses, opportunités et menaces du territoire. L'ensemble de ces composants sont venus alimenter le diagnostic et contribue à la formulation du plan proposé.

LES LIGNES DE FORCES ET OPPORTUNITES

La majorité des atouts énoncés est liée au cadre naturel qui donne un cadre de vie de qualité, une grande quantité de ressources et permet le développement d'activités. La construction d'une armature urbaine adaptée, qui prend en compte des contraintes géologiques et géographiques permet de valoriser ses potentiels, force de la CCSB. Le socle naturel semble également constituer la principale source d'opportunités.

Les dynamiques économiques donnent un caractère attractif au territoire, avec une économie de proximité, pluri activités et qui tend à développer la filière touristique. Le développement du digital et la création de synergies collectives semblent constituer des leviers d'action afin de renforcer l'économie territoriale.



_ la qualité de vie
_ le cadre de vie
_ la diversité des produits locaux (élevage, agriculture, artisanat)
_ des cours d'eau en bon état
_ une part importante du territoire en forêt, zones humides, surface en eaux et milieux naturels
_ une production en EnR
_ la part de l'hydrographie dans la production d'énergie verte
_ l'accroissement de l'agriculture bio
_ la valeur géologique du sol
_ la présence de carrières
_ la présence de PNR

_ un ensoleillement propice au développement du photovoltaïque
_ la présence des services publics
_ des centralités bien réparties et organisées
_ l'autoroute
_ le dynamisme et l'économie de proximité
_ l'attractivité du territoire
_ la présence de lignes ferroviaires
_ la diversité de l'offre touristique
_ la pluralité des activités
_ 2 communes labellisées Petites cités de caractère

_ la création de services à domicile à destination de la population vieillissante
_ création d'open-space sur les axes stratégiques pour le télétravail
_ l'emploi lié à l'activité touristique
_ le développement de la filière bois
_ développement du tourisme 'nature'
_ la vacance des logements
_ le réchauffement climatique l'attrait touristique

_ créer des réseaux et synergies collectives
_ la digitalisation et le développement de la fibre pour attirer de nouvelles populations

Regroupement des atouts et opportunités des 8 boussoles AFOM réalisées pendant les ateliers_ *Conversations territoriales, avril 2022*

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

SYNTHESE DES ENJEUX

2.1 Les grands enjeux du territoire issus du diagnostic

2.1.2- DU DIAGNOSTIC AUX ENJEUX DU TERRITOIRE

DES FAIBLESSES ET MENACES : DES DEFIS A RELEVER

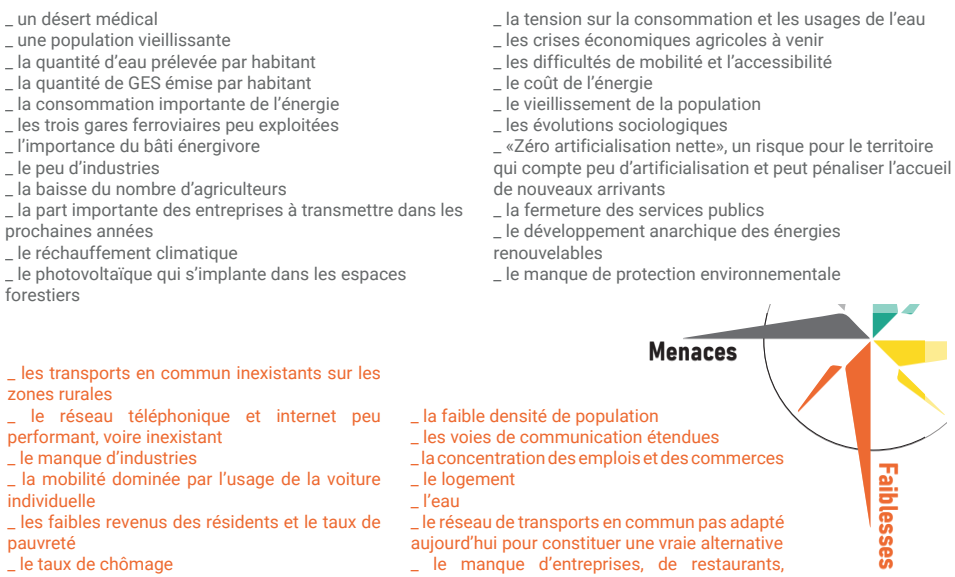
. L'exercice réalisé a mis en évidence les faiblesses et menaces qui constituent en partie les enjeux auxquels est confronté, ou sera confronté, le territoire.

Les inquiétudes sont tournées vers plusieurs catégories:

- l'aspect démographique: la population vieillissante induit une adaptation du fonctionnement du territoire et de ses propositions afin d'accompagner ces populations. Cela induit également un enjeu de renouvellement de la population au détriment d'une perte des services et équipements dédiés ;
- la mobilité ;
- l'économie : la transmission, l'accompagnement des filières qui s'appuient sur le socle naturel au regard des futures évolutions ;
- le logement : la réponse au besoin de logements adaptés aux revenus et attentes de chacun, la proposition en logement locatif saisonnier, la modernisation du parc ancien énergivore, etc.
- les dynamiques de construction : le développement anarchique des panneaux photovoltaïques ou grignotant sur les espaces naturels, la limitation de l'artificialisation, ...

La construction du plan prend en compte les points d'intérêt relevés lors de ces conversations territoriales. Par exemple, il a été choisi de réaliser le carnet 1, première partie du diagnostic, en présentant le socle naturel, l'aspect le plus récurrent dans les atouts du territoire et les possibilités qu'il offre.

Certains sujets font l'objet d'un livret particulier comme la mobilité. Même si la notion d'accessibilité se retrouve dans l'ensemble du diagnostic, cette thématique est un enjeu très fort et quotidien pour les élus et la population de la CCSB. Un feuillet spécifique lui est consacré.



Regroupement des faiblesses et menaces des 8 boussoles AFOM réalisées pendant les ateliers_ *Conversations territoriales, avril 2022*

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

SYNTHESE DES ENJEUX

2.1 Les grands enjeux du territoire issus du diagnostic

2.1.3- BILAN ENJEUX

Synthèse des enjeux

Certains sujets ont fait consensus au sein du territoire, démontrant la nécessité de trouver des réponses communes à des problématiques partagées.

Quatre thématiques sont ainsi ressorties parmi les préoccupations des élus

> L'eau et les risques, sujets de préoccupation pour les élus : l'intégration du changement climatique au cœur du projet – Créer un territoire résilient

> Un besoin exprimé d'affirmer une stratégie claire de développement économique : valoriser l'existant et encourager les initiatives tout en attirant les porteurs de projets – Créer un territoire attractif

> Une nécessité d'organiser le développement commercial en luttant contre la vacance et la multiplication des zones de périphéries – Créer un territoire de la proximité

En complément, au sein des thématiques, 12 enjeux sont ressortis particulièrement intégrant la question du tourisme à l'échelle de l'agglomération, l'accompagnement au vieillissement de la population et la lutte contre les dégradations des centres-villes/bourgs.

Un territoire aux caractères naturels affirmés

1- Les vallées du Buëch et de la Durance, ossature d'un système complexe

2- Un territoire qui interagit avec son environnement

3- Un refuge pour la biodiversité

Des territoires liés

1- Un fonctionnement territorial dépendant des déplacements motorisés

2- Des filières économiques jouant sur les interstices

3- Une concentration de commerces et services performante dans la plaine, relais pour les communes de moyenne montagne

Un territoire d'identités

1- Des ménages vieillissants questionnant l'offre de logements

2- Un Habitat entre patrimoine et confort

3- Un territoire de tourisme et de villégiature

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

SYNTHESE DES ENJEUX

2.1 Les grands enjeux du territoire issus du diagnostic

2.1.3- BILAN CONSTATS / ENJEUX

La hiérachisation des enjeux pour construire le projet

La définition et la hiérarchisation des enjeux est une étape importante car elle fonde et structure la suite du projet. En effet, c'est sur la base de ce travail que vont découler les objectifs et les orientations d'aménagement inscrits dans le Projet d'Aménagement Stratégique, pièce maîtresse du SCoT.

Le diagnostic a fait émerger un certain nombre d'enjeux concernant le développement du territoire. Ces enjeux ont été évalués par l'ensemble des élus grâce au carnet d'intention.

Le cahier d'intentions est décomposé en trois grandes parties, correspondant aux grands axes du diagnostic. Dans cet exercice, chaque commune compte une voix. Un système de pondération est établie afin de classer les enjeux à partir des réponses des 60 communes. Cette pondération s'applique tant sur la classification que sur l'échelle.

L'importance des enjeux est à classer selon 4 dénominations :

- Prioritaire : *enjeu pour lequel il est urgent d'agir, dès aujourd'hui* *(pondération: 1)*

- Fort : enjeu déjà très présent, et qui tendra à se renforcer ces prochaines années *(pondération: 0.8)*

- Moyen : enjeu dont l'impact reste mesuré *(pondération: 0.5)*

- Faible : enjeu ne constituant pas un axe structurant *(pondération: 0.2)*

L'échelle module également les enjeux. Elle correspond à la question : à quel niveau peut-on répondre à l'enjeu ?

- C'est à la commune d'agir : *COMMUNE*

- Ce sont les 60 communes du Sisteronais-Buëch qui doivent agir ensemble : *SISTERONAIS-BUËCH*

- Le niveau d'action dépasse la CCSB : *SUPRATERRITORIAL*

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

SYNTHESE DES ENJEUX

2.1 Les grands enjeux du territoire issus du diagnostic

2.1.3- BILAN CONSTATS / ENJEUX

Les retours des 60 communes ont été analysé selon la méthode de pondération, par carnert du diagnostic.

CARNET 1 : Un territoire aux caractères naturels affirmés

Feuillet 1 : Les vallées du Buëch et de la Durance, ossature d'un système complexe					
La définition d'une armature territoriale	**La vitalité des communes éloignées des pôles de proximité**	**Le maintien de la qualité de vie**	**L'attractivité et le rayonnement des pôles afin de répondre aux besoins du territoire**	**La relation équilibrée entre les polarités intra et extra-territoriales**	**L'accessibilité des pôles**
73,85%	88,46%	84,62%	71,54%	66,15%	86,92%
Feuillet 2 : Un territoire qui interagit avec son environnement local					
L'adéquation entre production des énergies renouvelables et préservation des paysages	**La valorisation et la gestion raisonnée des ressources du territoire**	**Le développement de la filière bois**	**Le maintien de la diversité paysagère**	**L'adéquation entre la mise en valeur et la préservation des sites naturels**	**L'anticipation de l'évolution des aléas naturels provoquée par le changement climatique, notamment relatifs aux sols argileux et aux feux de forêt**
86,15%	77,69%	66,15%	76,36%	75,00%	80,77%

Feuillet 3 : Un territoire refuge pour la biodiversité						
Des milieux sensibles identifiés	**La préservation et / ou la restauration des zones humides**	**La réduction des pollutions sous toutes ses formes**	**La préservation de la quantité et la qualité des ressources**	**L'accompagnement de la résilience des écosystèmes face au changement climatique**	**Un développement urbain et touristique consommateur d'espace**	**Une résilience des exploitations agricoles face au changement climatique en cours**
66,92%	67,69%	84,62%	90,00%	81,54%	64,62%	77,50%

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

SYNTHESE DES ENJEUX

2.1 Les grands enjeux du territoire issus du diagnostic

2.1.3- BILAN CONSTATS / ENJEUX

CARNET 2 : Des territoires liés

Feuillet 1 : Un fonctionnement territorial dépendant des déplacements motorisés

Les aménagements nécessaires au déploiement d'une mobilité douce	Le renforcement de l'offre ferroviaire	La place de l'automobile dans les centres-bourgs propices aux déplacements doux	La lutte contre l'isolement géographique	L'accessibilité aux services et commerces de proximité	La facilité d'accès aux services et commerces pour les personnes les plus impactées par des difficultés de mobilité au moyen d'un parcours résidentiel adapté	Le renforcement de la qualité et la quantité d'espace public pour encourager les mobilités actives
70,00%	73,08%	54,55%	88,46%	89,17%	76,92%	70,00%

Feuillet 2 : Des filières économiques jouant sur les interstices

Le maintien et l'accroissement des secteurs créateurs d'emplois	Le maintien des filières fortes et identitaires dans les secteurs de l'agriculture (agro-alimentaire) et de l'industrie	L'accompagnement pour le développement des nouvelles entreprises	L'attractivité de l'offre en foncier d'entreprise	L'intégration des ZAE dans leur environnement proche	Le développement d'une agriculture durable et de proximité	La lutte contre les friches agricoles par la transmission des exploitations	Des terres agricoles et paysages agricoles impactés par la consommation d'espace	Une adaptation des filières au changement climatique à anticiper	La lutte contre les impacts du changement climatique sur les risques technologiques actuels	L'anticipation des potentiels conflits d'usage sur la ressource
83,85%	76,15%	83,08%	79,23%	80,00%	88,18%	65,00%	68,46%	79,23%	68,46%	83,85%

Feuillet 3 : Une concentration des commerces et services performante dans la plaine, relais pour les communes de moyenne montagne

La préservation de la performance et le rayonnement de la zone commerciale Val Durance	Le soutien aux commerces existants et à des modèles économiques alternatifs	L'intégration paysagère des constructions	Le maintien et la revitalisation des commerces de centre-bourg	Le déploiement des commerces ambulants	Les concurrences internes aux villes entre commerces en bords de grandes voies et commerces de centre-bourg	Le renforcement du aillage de l'offre commerciale de proximité	La définition d'une stratégie d'accès aux soins	La capacité des structures du territoire à répondre au vieillissement de la population	La préservation de la jeunesse par le maintien et le développement des structures dédiées
63,08%	79,23%	76,15%	91,67%	73,08%	63,08%	83,08%	100,00%	90,77%	84,62%

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

SYNTHESE DES ENJEUX

2.1 Les grands enjeux du territoire issus du diagnostic

2.1.3- BILAN CONSTATS / ENJEUX

CARNET 3 : Un territoire d'identités								
Feuillet 1 : Des ménages vieillissants questionnant l'offre de logements								
Les aménagements nécessaires au déploiement d'une mobilité douce	**La diversification de l'offre de logements**	**Le développement du parc de logements pour les ménages les plus modestes**	**L'accélération du renouvellement urbain et de la densification au détriment de l'étalement**	**La préservation de l'identité patrimoniale des bourgs**	**La réduction des consommations énergétiques liées aux énergies fossiles**	**L'accueil de nouveaux ménages en adéquation avec la ressource et les systèmes d'assainissement**	**Le recyclage des déchets inertes et l'utilisation de matériaux bio-sourcés ou de substitution à penser**	**La gestion des émissions polluantes supplémentaires**
65,00%	74,62%	80,00%	69,23%	74,62%	86,15%	80,00%	78,46%	73,08%
Feuillet 2 : Un Habitat entre patrimoine et confort								
La protection du bâti ancien tout en évitant le phénomène de cristallisation, contraignant son adaptabilité	**La lutte contre la vacance**	**L'amélioration des performances énergétiques**	**La valorisation du tissu historique**	**Le maintien de la population actuelle par une offre de logement suffisante**	**L'accompagnement de l'insertion des nouvelles constructions aux bourgs patrimoniaux**	**La lutte contre la banalisation des entrées de villes**		
80,83%	75,38%	92,31%	69,23%	90,00%	80,77%	69,17%		
Feuillet 3 : Un territoire de tourisme et de villégiature								
Le développement du tourisme vert	**L'accession aux sites patrimoniaux**	**La mise en réseau des différents sites touristiques**	**La maîtrise du développement touristique au regard des capacités du territoire**	**L'accompagnement et le soutien de la diversification et**	**> L'allongement des séjours des excursionnistes**			
75,38%	67,69%	74,62%	77,69%	73,33%	65,83%			

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

SYNTHESE DES ENJEUX

2.1 Les grands enjeux du territoire issus du diagnostic

2.1.3- BILAN CONSTATS / ENJEUX

Des enjeux ressortent comme prioritaires pour la grande majorité des élus et font consensus. Ils témoignent de l'attention et des ambitions que les élus souhaitent porter sur le fonctionnement territorial des communes et leur inter-dépendance : une meilleure accessibilité des communes pôles et leur rayonnement au profit des communes les plus éloignées, un fonctionnement par vallées, etc, notamment vis-à-vis des thématiques d'accès aux soins, decapacité du territoire à répondre aux vieilissement de la population, du maintien et l'accessibilité des services et commerces des centres-bourgs.

Le Sisteronais-Buëch est marqué par d'emblématiques paysages que les élus ont pour ambition de valoriser et préserver. La dimension environnementale et paysagère du SCoT ressort comme particulièrement importante pour les élus : la préservation de la qualité et la quantité des ressources du territoire, l'accompagnement au changement climatique, etc.

Ces enjeux révèlent une volonté des élus de résoudre la problématique d'isolement de certaines communes du territoire intercommunale, à la fois géographique et sociale et sur laquelle s'appuyera l'armature territoriale du PAS.

Cette étape de travail s'inscrit dans l'élaboration du Projet d'Aménagement Stratégique et vise à soulever les grands axes d'échanges et de travail à développer avec les élus pour la suite.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

3
JUSTIFICATIONS DU PROJET

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

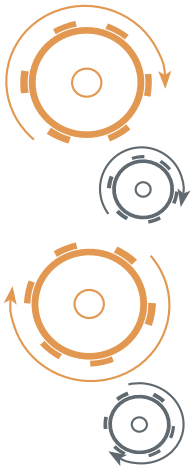
JUSTIFICATIONS DU PROJET

3.1- La construction du Projet d'Aménagement Stratégique

3.1.1 Méthode de construction du PAS

Le Projet d'Aménagement Stratégique (PAS- appelé auparavant Projet d'aménagement et de développement durable - PADD*) du Sisteronais-Buëch s'est construit de façon collective de Mai 2023 à Octobre 2024 à l'occasion de temps de rencontres et de débats entre élus, partenaires et habitants du territoire

Les grandes étapes de construction



DATE : Carnet d'intention
Toutes les communes étaient invitées à se prononcer sur les enjeux prioritaires à traiter dans le projet de territoire

Mai et avril 2023 : Ateliers de travail thématiques
Premières discussions entre élus autour des orientations thématiques du PAS

28 juillet 2023 : Réunion PPA
Présentation du projet aux Personnes Publiques Associées (PPA)

Débattu une première fois en septembre 2019, il fait l'objet d'un second débat en octobre 2024 afin de retravailler l'armature territoriale de manière plus cohérente.

Afin de construire un projet partagé avec les élus et acteurs du territoire, l'élaboration du SCoT a fait l'objet de plusieurs temps de débat, d'échanges et de concertation.

Dans un premier temps, six ateliers thématiques ont été organisés aux mois de Mars et Avril 2023. Pour chaque atelier, trois scénarios ont été développés et trois questions ont été ciblées afin de guider les débats entre les participants :

> Atelier n°1 : armature territoriale

- Quels rôles pour les communes du territoire ?
- Quelles mobilités ?
- Pour quelles populations ?

>Atelier n°2 : habitat et cadre de vie

- Quelle qualité paysagère et urbaine vécue ?
- Comment adapter le bâti aux usages et enjeux actuels ?
- Quelle offre en logements ?

>Atelier n°3 : développement économique

- Comment maintenir et conforter les secteurs et sites créateurs d'emploi ?
- Quelle économie en dehors de la vallée du Buëch et des sites identifiés ?
- Quelles nouvelles formes pour l'économie de demain ?

>Atelier n°4 : paysages et tourisme

- Comment renforcer les grandes séquences paysagères (urbaines et naturelles) ?
- Comment valoriser les atouts patrimoniaux et paysagers de la CCSB ?
- Quelle offre culturelle et touristique ?

>Atelier n°5 : agriculture

- Comment préserver les espaces agricoles ?

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

JUSTIFICATIONS DU PROJET

3.1- La construction du Projet d'Aménagement Stratégique

3.1.1 Méthode de construction du PAS

- Comment adapter l'agriculture aux enjeux actuels ?
- Comment approfondir les liens de l'agriculture au territoire ?

Atelier n°6 : environnement

- Comment préserver les ressources ?
- Comment réduire nos consommations et émissions ?
- Quelles productions énergétiques ?

Les ateliers ont permis de réunir les élus, partenaires institutionnels, habitants et acteurs du territoire autour de questions et de cartographies visant à explorer les grands enjeux mis en avant par le diagnostic. Les ateliers ont permis de faire émerger la plupart des orientations du PAS. Les échanges qui ont eu lieu pendant ces temps de concertation ont participé à dessiner un fil conducteur et une vision commune pour le projet du Schéma du Cohérence Territoriale tout en faisant remonter la diversité des points de vue et les spécificités propres aux secteurs et communes du Sisteronais-Buëch.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

JUSTIFICATIONS DU PROJET

3.1- La construction du Projet d'Aménagement Stratégique

Le cadre régional : les orientations du SRADDET PACA

Le Projet d'Aménagement Stratégique (PAS) du Sisteronais-Buëch s'intègre dans les orientations du Schéma Régional d'Aménagement Durables et d'Egalité des Territoires de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur et prend en compte les grands objectifs régionaux au sein de sa stratégie.

Le SRADDET PACA souhaite orienter l'aménagement régional à horizon 2030-2050 en faveur d'un rééquilibrage régional en proposant un nouveau modèle de développant. Il s'appuie sur 3 «lignes directrices» :

1. Renforcer et pérenniser l'attractivité du territoire régional

> Renforcer le rayonnement du territoire et déployer la stratégie régionale de développement économique

> Concilier attractivité et aménagement durable

> Conforter la transition environnementale et énergétique : vers une économie de la ressource

2. Maîtriser la consommation de l'espace, renforcer les centralités et leur msie en réseau

> Structurer l'organisation du territoire en confortant les centralités

> Mettre en cohérence l'offre de mobilité et la stratégie urbaine régionale

> Reconquérir la maîtrise du foncier régional et restaurer les continuités écologiques

3. Conjuguer égalité et diversité pour des territoires solidaires et accueillants

> Cultiver les atouts,compenser les faiblesses, réaliser le potentiel économique et humain de tous les territoires

> Soutenir les territoires et les populations pour une meilleure qualité de vie

> Développer échanges et réciprocités entre territoires

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

JUSTIFICATIONS DU PROJET

3.1- La construction du Projet d'Aménagement Stratégique

Le cadre régional : les orientations du SRADDET AURA

Le Projet d'Aménagement Stratégique (PAS) du Sisteronais-Buëch s'intègre également dans les orientations du Schéma Régional d'Aménagement Durables et d'Egalité des Territoires de la région Auvergne Rhône-Alpes (en cours de modification) et prend en compte les grands objectifs régionaux au sein de sa stratégie.

Le SRADDET AURA souhaite orienter l'aménagement régional à horizon 2030 en faveur d'un rééquilibrage régional en proposant un nouveau modèle de développant. Il s'appuie sur 3 «défis» :

1. Construire une région qui n'oublie personne

> Garantir, dans un contexte de changement climatique, un cadre de vie de qualité pour tous

> Offrir l'accès aux principaux services sur tous les territoires

2. Développer la région par l'attractivité et les spécifités de ses territoires

> Promouvoir des moèles de développement locaux fondés sur les potentiels et les ressources

>Faire une priorité des territoires en fragilité

> Interconnecter les territoires et développer leur complémentarité

3. Inscrire le développement régional dans les dynamiques interrégionales, transfrontalières et européennes

> Développer les échanges nationaux source de plus-values pour la région

> Valoriser les dynamiques européennes et transfrontalières et maîtriser lerus impacts sur le territoire régional

4. Innover pour réussir les transitions (transformations) et mutations

> Faire de la Région un acteur des processus de transition des transitions

> Préparer les territoires aux grandes mutations dans les domaines de la mobilité, de l'énergie, du climat et des usages, en tenant compte des évolutions sociodémographiques et sociétales

>Développer une relation innovante avec les territoires et les acteurs locaux

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

JUSTIFICATIONS DU PROJET

3.1- La construction du Projet d'Aménagement Stratégique

3.1.2 Scénarios de développement envisagés

Scénario envisagé pour l'armature

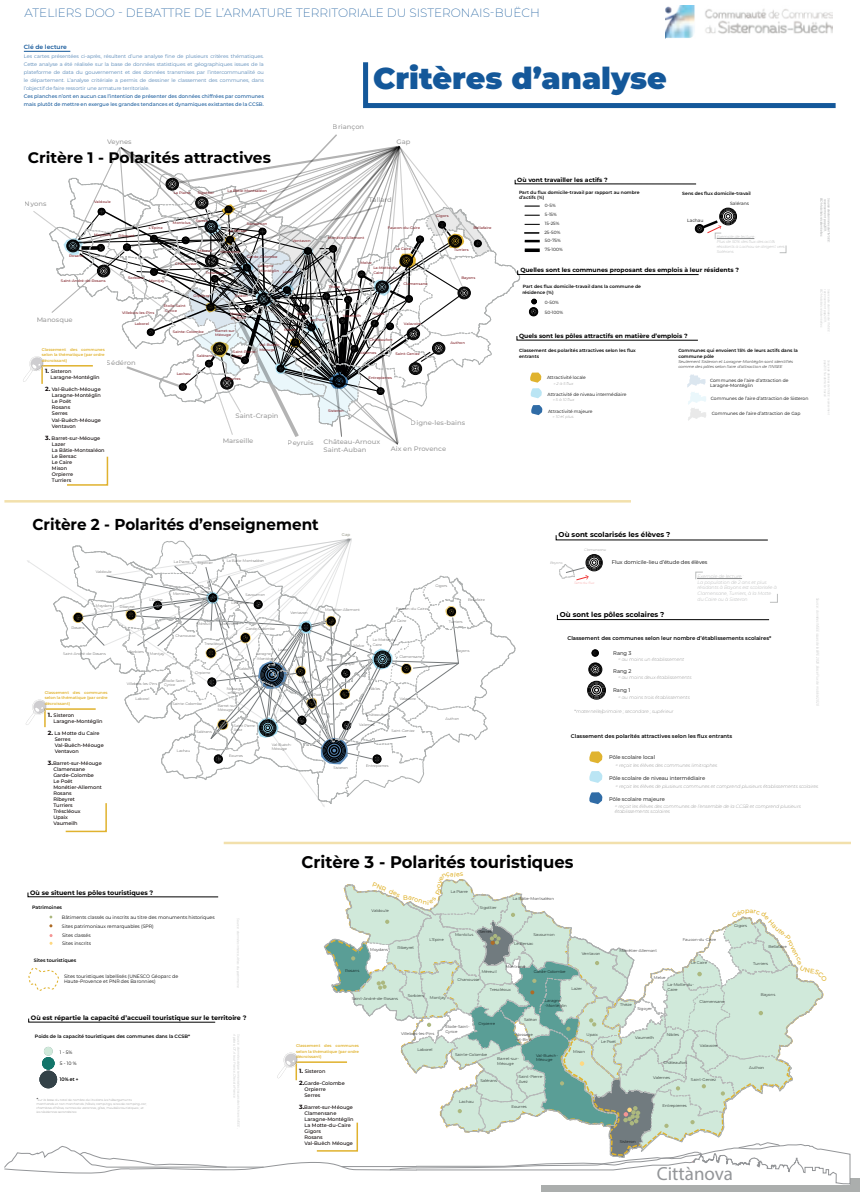
A la fin de la phase de diagnostic, les élus ont été invités à réfléchir à l'armature du territoire. Le résultat des échanges a permis de construire trois modèles de développement qui ont ensuite été soumis à la discussion des élus :

> Un scénario (1) «Egalité territoriale» qui décrit une solidarité territoriale ambitieuse visant à renforcer la viabilité des communes rurales au risque d'amoindrir le rôle des «communes relais» : un scénario plus égalitaire.

> Un scénario (2) «Equité territoriale», faisant émerger une solidarité territoriale équilibrée, ambitieuse et contextualisée à la réalité du territoire : « un scénario opérationnel, faisable et plus équitable».

Ces scénarios de développement ont été établis sur la base d'une analyse critériale fine réalisée à partir de données quantitatives et statistiques. Cette analyse a été réalisée sur la base de données statistiques et géographiques issues de la plateforme de data du gouvernement et des données transmises par l'intercommunalité ou le département. L'analyse critériale a permis de dessiner le classement des communes, dans l'objectif de faire ressortir une armature territoriale.

Ces planches visaient à mettre en exergue les grandes tendances et dynamiques existantes de la CCSB et ainsi accompagner la prise de décision.



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

JUSTIFICATIONS DU PROJET

3.1- La construction du Projet d'Aménagement Stratégique

3.1.2 Scénarios de développement envisagés

Description Scénario 1

L'armature proposée dans le scénario 1 vise à renforcer le principe de « solidarité territoriale » dont la finalité est d'assurer un équilibre à l'échelle du territoire. Ce scénario contribue à donner un rôle à toutes les communes du territoire de la CCSB. Projeté à 2045, le territoire trouve un équilibre d'une part en reconnaissant le rôle de « locomotive » de la ville-centre et les centralités secondaires et d'autre part, en donnant la possibilité aux communes rurales de jouer un rôle dans le développement de leur territoire, sans pour autant déroger aux objectifs de sobriété foncière fixée par le ZAN. Ainsi, vectrices des retombées démographiques, économiques et des équipements sur l'ensemble du territoire intercommunal, la ville-centre et les centralités secondaires sont reconnues aux échelles intercommunale et extra-communale, ce qui profite évidemment à tous les habitants du Sisteronais- Buëch.

Ville-centre de Sisteron

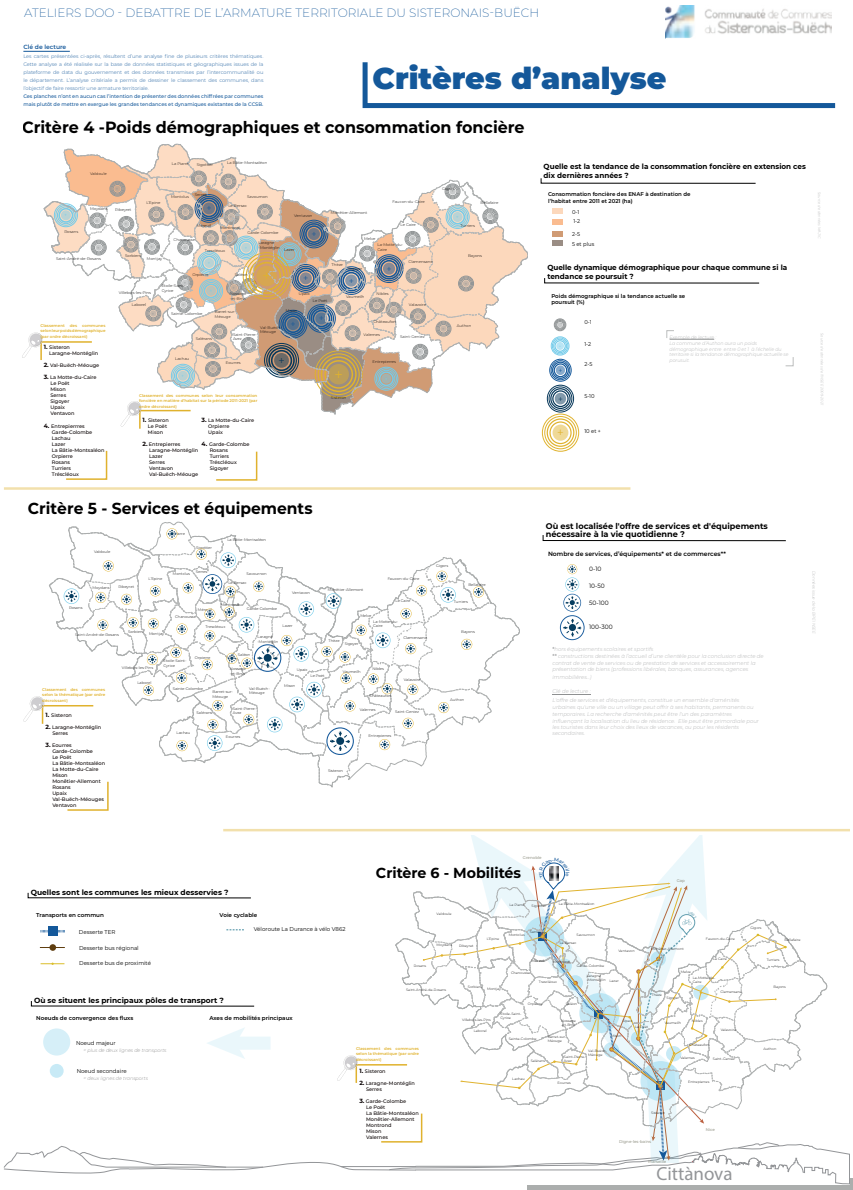
La ville-centre de Sisteron est confortée en tant que locomotive du territoire et est donc confortée en termes de commerces et de services, d'activités et d'emplois.

Communes secondaires

Les centralités secondaires de Serres, Laragne- Montéglin et La-Motte-du-Caire assurent une complémentarité avec le pôle de Sisteron.

Autres communes rurales

En complément, le développement du territoire s'appuie sur une logique plus égalitaire entre les communes rurales et les communes relais, alors confondues au sein d'un même niveau « les autres communes rurales ». En intégrant le même niveau que les communes relais, les communes rurales se voient renforcées au même titre que les communes opérant un rôle de maillage avec lesquelles elles partagent désormais le potentiel structurant. Elles bénéficient d'un développement plus ambitieux pour apporter un soutien aux centralités secondaires. Outre la capacité à répondre un peu plus à leurs besoins de proximité, elles ont atténué leur dépendance aux centralités voisines et éloignées.



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

JUSTIFICATIONS DU PROJET

3.1- La construction du Projet d'Aménagement Stratégique

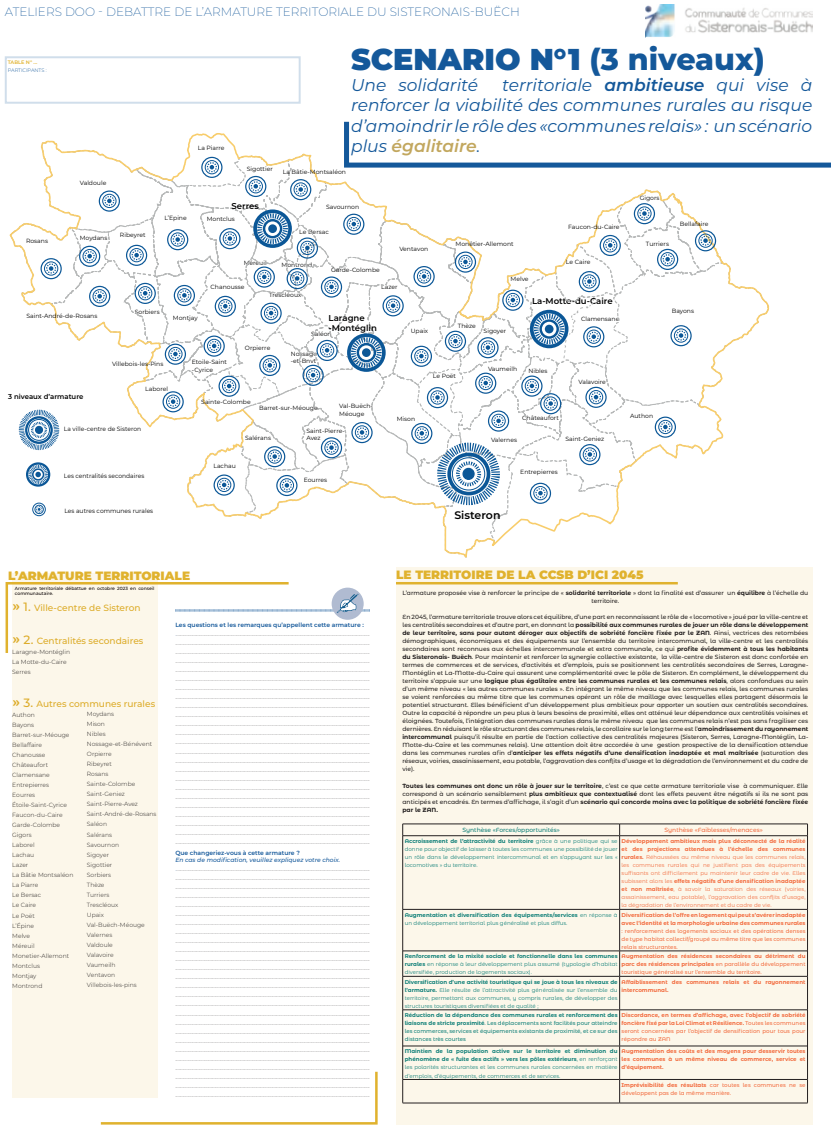
3.1.2 Scénarios de développement envisagés

Description Scénario 1

L'armature du scénario (1) correspond à un scénario sensiblement plus ambitieux que contextualisé, dont les effets peuvent être négatifs si ils ne sont pasanticipés et encadrés, notamment pour le DOO. En termes d'affichage, il s'agit d'un scénario qui concorde moins avec la politique de sobriété foncière fixée par le ZAN.

D'une part l'intégration des communes rurales dans le même niveau que les communes relais n'est pas sans fragiliser ces dernières. En réduisant le rôle structurant des communes relais, le corollaire sur le long terme est l'amoindrissement du rayonnement intercommunal puisqu'il résulte en partie de l'action collective des centralités majeures (Sisteron, Serres, Laragne-Montéglin, La- Motte-du-Caire et les communes relais). Une attention doit être accordée à une gestion prospective de la densification attendue dans les communes rurales afin d'anticiper les effets négatifs d'une densification inadaptée et mal maîtrisée.

Cette armature induit un développement ambitieux mais plus déconnecté de la réalité et des projections attendues à l'échelle des communes rurales. Réhaussées au même niveau que les communes relais, les communes rurales qui ne justifient pas des équipements suffisants ont difficilement pu maintenir leur cadre de vie. Elles subissent alors les effets négatifs d'une densification inadaptée et non maîtrisée, à savoir la saturation des réseaux (voiries, assainissement, eau potable), l'aggravation des conflits d'usage, la dégradation de l'environnement et du cadre de vie. Plus précisément, la diversification de l'offre en logement peut s'avérer inadaptée avec l'identité et la morphologie urbaine des communes rurales : renforcement des logements sociaux et des opérations denses de type habitat collectif/groupé au même titre que les communes relais structurantes. Cela induit une augmentation des coûts et des moyens pour desservir toutes les communes à un même niveau de commerce, service et d'équipement.



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

JUSTIFICATIONS DU PROJET

3.1- La construction du Projet d'Aménagement Stratégique

3.1.2 Scénarios de développement envisagés

Description Scénario 2

L'armature proposée dans le scénario 2 vise à renforcer le principe de « solidarité territoriale » dont la finalité est d'assurer un équilibre à l'échelle du territoire. Projeté à 2045, trouve alors cet équilibre en donnant la possibilité à toutes les communes de jouer un rôle contextualisé et adapté au développement attendu sur leur territoire. L'objectif de l'armature proposée est d'aller vers davantage de proximité, d'une part en permettant à toutes les communes de répondre à leurs besoins et d'autre part, en reconnaissant et en s'appuyant sur ce qui existe. Ainsi, vectrices des retombées démographiques, économiques et des équipements sur l'ensemble du territoire intercommunal, la ville-centre et les centralités secondaires sont reconnues aux échelles intercommunales et extra-communales, ce qui profite évidemment à tous les habitants du Sisteronais-Buëch.

Ville-centre de Sisteron

Pour maintenir et renforcer la synergie collective existante, la ville-centre de Sisteron est confortée en termes de commerces et de services, d'activité et d'emplois.

Communes secondaires

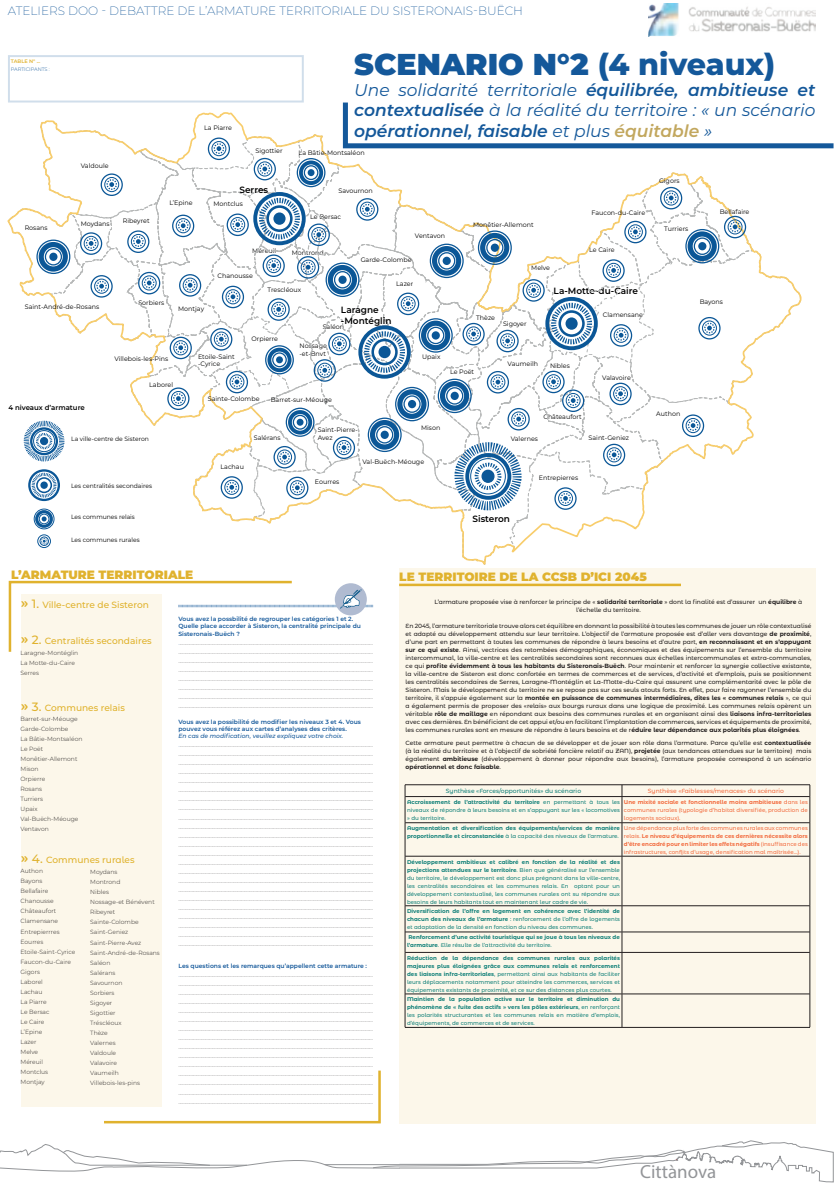
Les centralités secondaires de Serres, Laragne- Montéglin et La-Motte-du-Caire assurent une complémentarité avec le pôle de Sisteron.

Commuens relais

Le développement du territoire ne se repose pas sur ces seuls atouts forts. En effet, pour faire rayonner l'ensemble du territoire, il s'appuie également sur la montée en puissance de communes intermédiaires, dites les « communes relais », ce qui a également permis de proposer des «relais» aux bourgs ruraux dans une logique de proximité. Les communes relais opèrent un véritable rôle de maillage en répondant aux besoins des communes rurales et en organisant ainsi des liaisons infra-territoriales avec ces dernières.

Communes rurales

En bénéficiant de cet appui et/ou en facilitant l'implantation de commerces, services et équipements de proximité, les communes rurales sont en mesure de répondre à leurs besoins et de réduire leur dépendance aux polarités plus éloignées.



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

JUSTIFICATIONS DU PROJET

3.1- La construction du Projet d'Aménagement Stratégique

3.1.2 Scénarios de développement envisagés

Scénario de développement envisagé (TCAM)

> Historique des scénarios de développement démographique proposés

L'élaboration du Projet d'Aménagement Stratégique (PAS) du SCoT du Sisteronais-Buëch s'est appuyée sur une démarche progressive et itérative d'exploration prospective, dont l'objectif était d'éclairer les élus sur les trajectoires démographiques possibles à l'horizon 2045, en lien avec les dynamiques d'habitat, d'économie et de consommation foncière. Trois scénarios d'étude ont été construits et présentés lors du comité de pilotage du 27 février 2023 :

- Scénario 1 : un territoire qui construit sa transformation sur une qualité patrimoniale affirmée, centré sur la valorisation de l'identité locale, la réponse aux besoins dans les centralités et l'accompagnement du vieillissement de la population. Il s'agissait d'un scénario de stabilisation, peu dynamique sur le plan démographique.

- Scénario 2 : un territoire qui prend appui sur ses locomotives pour déployer son attractivité, misant sur Sisteron, Laragne-Montéglin et Serres comme relais de croissance structurante. Il soutenait une dynamique intermédiaire

- Scénario 3 : un territoire mobilisé pour une transition sobre et solidaire, plus ambitieux, visant à renforcer l'accueil de population tout en maîtrisant l'empreinte foncière. Il proposait une vision proactive en faveur de l'équilibre territorial et de la résilience environnementale.

Chacun de ces scénarios était compatible avec les lignes directrices du SRADDET Provence-Alpes-Côte d'Azur et du SRADDET Auvergne-Rhône-Alpes, intégrant les objectifs de sobriété foncière, de structuration de l'armature, et de transition écologique. Le scénario 3, en particulier, retenait comme référence le scénario haut des projections Omphale de l'INSEE, qui fixe un taux de croissance possible de l'ordre de 0,6 % pour les espaces alpins et d'équilibre.

Afin d'éclairer les choix démographiques du Projet d'Aménagement Stratégique (PAS), les élus du territoire ont souhaité inscrire leur stratégie dans une lecture prospective fondée sur les projections de population réalisées par l'INSEE. Ces projections, modélisées à l'échelle intercommunale sous l'appellation Omphale, déclinent trois scénarios de croissance à l'horizon 2040 et 2050, chacun reposant sur des hypothèses différenciées de fécondité, de mortalité et surtout de solde migratoire. Pour la Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch, la situation de départ est une population estimée à 25 156 habitants en 2018. À partir de cette base, les projections Omphale 2022 livrent les trajectoires suivantes :

- Scénario bas : une stabilisation suivie d'un déclin, avec une population de 25 400 habitants en 2040 puis 24 600 en 2050 (TCAM ≈ +0,04 % puis décroissance),

- Scénario moyen : une légère croissance, atteignant 26 300 habitants en 2040 et 26 700 en 2050 (TCAM ≈ +0,23 %),

- Scénario haut : une croissance continue, avec 27 700 habitants en 2040 et 29 000 en 2050 (TCAM ≈ +0,6 %). (source : INSEE, projection Omphale 2022, EPCI).

Le choix du SCoT de s'aligner sur le scénario haut, soit une trajectoire de croissance annuelle moyenne de +0,6 % sur la période 2021–2045, est fondé sur un raisonnement combinant analyse des dynamiques récentes, soutenabilité du développement, et ambition territoriale.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

JUSTIFICATIONS DU PROJET

3.1- La construction du Projet d'Aménagement Stratégique

3.1.2 Scénarios de développement envisagés

Scénario de développement envisagé (TCAM)

Au regard de ces scénarios, les élus n'ont pas souhaité choisir un scénario unique, mais plutôt élaborer une trajectoire de développement hybride, ajustée aux spécificités locales, et fondée sur un objectif de croissance démographique cohérent avec les tendances observées et les capacités d'accueil.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

JUSTIFICATIONS DU PROJET

3.1- La construction du Projet d'Aménagement Stratégique

3.1.3 Principes de développement retenus

Taux de croissance annuel moyen retenu de +0.66%

> Méthodologie et justification du choix du taux de croissance de 0,66 % retenu dans le PAS 2021-2045

Le taux de croissance annuel moyen retenu dans le PAS à hauteur de 0,66 %, correspondant au scénario haut de Omphale, sur la période 2021-2045 repose sur une combinaison d'analyses démographiques passées et récentes, de considérations stratégiques et de compatibilité avec les objectifs supracommunaux.

On note une tendance locale à la hausse sur la dernière décennie : Le diagnostic territorial a révélé un taux de croissance annuel de **0,5 %** entre 2015 et 2021 inclus, essentiellement porté par le solde migratoire positif, tandis que le solde naturel reste négatif, en lien avec le vieillissement marqué de la population. Cette dynamique migratoire est renforcée par l'attractivité résidentielle du territoire pour les seniors et les jeunes ménages recherchant une qualité de vie rurale, couplée à une relative accessibilité via les axes du Buëch et de la Durance.

La trajectoire retenue est cohérente avec les dynamiques observées. En effet, l'analyse du diagnostic montre que la croissance démographique du Sisteronais-Buëch au cours de la dernière décennie est quasi exclusivement portée par le solde migratoire, le solde naturel étant durablement négatif. En 2021, le territoire enregistre 91 décès de plus que de naissances (289 décès contre 198 naissances), ce qui illustre une fragilité démographique structurelle liée au vieillissement de la population. Dans ce contexte, un simple maintien de la population impose déjà d'atteindre un solde migratoire net positif supérieur à 200 habitants par an. Or, les dynamiques récentes indiquent que le territoire conserve un pouvoir d'attraction notable, fondé sur un cadre de vie de qualité, une proximité relative de plusieurs bassins d'emplois et un patrimoine paysager reconnu. Le maintien de ces flux migratoires est donc réaliste, à condition de proposer une offre résidentielle adaptée et une organisation territoriale plus lisible.

Le SCoT porte une ambition territoriale assumée pour enrayer les déséquilibres. Le choix du scénario haut répond également à une volonté affirmée des élus de ne pas subir les dynamiques de déclin annoncées dans le scénario moyen ou bas. Ces derniers, s'ils devaient se réaliser, accentueraient les déséquilibres structurels existants : affaiblissement des centralités rurales ; perte de viabilité des équipements publics (écoles, services de santé, commerces) ; difficulté à renouveler les générations, en particulier dans les communes de moyenne montagne.

La trajectoire haute (+0,66 %) permet au contraire d'accueillir une population nouvelle d'environ +3 900 habitants d'ici 2045 ; de renforcer la soutenabilité des services ; d'assurer une présence active des jeunes ménages, en maintenant une forme de vitalité économique et sociale.

Ce taux permet d'accueillir une population nouvelle significative sans remettre en cause les objectifs de sobriété foncière, en particulier les mailles de réduction de la consommation d'ENAF sur les prochaines décennies selon le zonage régional (SRADDET Sud / SRADDET AURA).

Il autorise la production de logements pour répondre aux besoins en décohabitation et vieillissement, tout en inscrivant la croissance dans un cadre spatialement structurant (centralités, pôles relais).

Le taux de 0,66 % permet une mise en compatibilité avec les exigences du SRADDET PACA, qui projette une croissance de **+0,66 %** sur l'espace alpin à horizon 2050 dans son scénario haut, servant de référence pour les territoires d'équilibre tels que le Sisteronais-Buëch. Ce positionnement

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

3.1.2 Scénarios de développement envisagés

Taux de croissance annuel moyen retenu de +0.66%

exprime la volonté de ne pas se retrouver contraints par un taux trop faible, qui ne permettrait pas de maintenir les services de proximité, en particulier les écoles dans les communes rurales. À l'inverse, une trajectoire trop ambitieuse aurait été difficilement justifiable au regard des capacités en eau et en assainissement, encore hétérogènes sur le territoire.

Le scénario à 0,66 % permet de concilier plusieurs ambitions structurantes du PAS :

- Structurer la croissance dans les centralités et pôles relais, comme Sisteron, Laragne-Montéglin, Serres et La Motte-du-Caire, en cohérence avec le SRADDET et l'objectif de renforcement des centres locaux de proximité ;

- Répondre au besoin en logements diversifiés, en particulier pour les jeunes actifs et les seniors isolés, tout en tenant compte de la baisse de la taille des ménages et du desserrement ;

- Justifier la mobilisation d'un foncier maîtrisé et optimiser l'usage des logements vacants existants, afin de limiter l'étalement urbain ;

- Rendre possible un développement équilibré du territoire, tenant compte des disparités internes (plaine vs montagne), et des capacités différenciées d'accueil en équipements et réseaux.

En cela, le taux de 0,66 % ne constitue pas un objectif maximal, mais un point d'équilibre entre ambition territoriale, faisabilité opérationnelle et conformité réglementaire.

Quantification de l'accueil démographique à horizon 2045

Le scénario démographique retenu dans le PAS du SCoT du Sisteronais-Buëch repose sur un taux de croissance annuel moyen (TCAM) de 0,66 % sur la période 2021-2045, soit une croissance modérée mais soutenue, en cohérence avec les dynamiques récentes (solde migratoire positif, vieillissement), les aspirations locales et les objectifs supracommunaux. Cette trajectoire permet d'assurer une dynamique de développement sans compromettre les équilibres environnementaux et les capacités techniques des communes.

En se fondant sur une population de **25 315 habitants** en 2021 (dernier recensement INSEE cité dans le PAS), ce taux de 0,66% implique un accroissement de la population d'environ **3 900 habitants supplémentaires d'ici 2045,** portant la population prévisionnelle à environ **29 200 h**abitants à cet horizon.

Déclinaison de l'accueil démographique en besoins en logements

Pour traduire cette croissance démographique en besoins en logements, deux variables principales ont été intégrées dans le raisonnement méthodologique :

- L'évolution de la taille moyenne des ménages, en baisse continue : elle est passée de 3,1 personnes par ménage en 1968 à 2,00 personnes par ménage en 2018 sur le territoire de la CCSB. Cette tendance structurelle, liée au vieillissement, à la décohabitation, à l'isolement des personnes âgées et à l'évolution des modes de vie, est appelée à se poursuivre.

- La projection des besoins en logements à l'horizon du SCoT repose en grande partie sur l'hypothèse d'évolution de la taille moyenne des ménages,

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

3.1.3 Principes de développement retenus

Taux de croissance annuel moyen retenu de +0.66%

laquelle conditionne directement le nombre de logements à mobiliser, indépendamment de l'ampleur de la croissance démographique.
Le territoire du Sisteronais-Buëch, à l'instar des autres espaces ruraux, connaît depuis plusieurs décennies une lente mais continue baisse de la taille moyenne des ménages. Celle-ci s'explique par des facteurs structurels désormais bien établis : vieillissement de la population, avec une part croissante de ménages âgés vivant seuls ; décohabitation des jeunes générations ; progression des ménages monoparentaux et des formes d'habitat non familiaux.

D'après les données issues du diagnostic territorial (INSEE 2018), la taille moyenne des ménages dans la CCSB était de 2,00 personnes par logement en 2018. Cette valeur reflète déjà une transition avancée, notamment en comparaison avec les moyennes observées il y a quelques décennies (2,34 en 1990 au niveau national, 2,17 en 2008 en zone rurale). Cependant, cette décroissance n'est pas linéaire. Les territoires faiblement denses, où la pression foncière est moindre, atteignent progressivement un effet de seuil ou de palier, généralement compris entre 1,85 et 1,90 personnes par ménage selon les travaux de l'INSEE et du CEREMA. Il s'agit du plancher au-delà duquel la baisse se stabilise mécaniquement : un logement ne peut logiquement pas descendre durablement sous l'occupation de 1,5 personne en moyenne sans mouvements sociaux très particuliers.

Afin de rester dans une logique réaliste et prudente, tout en intégrant cet effet d'asymptote, **la taille moyenne projetée pour l'année 2045 a été fixée à 1,89 personnes par logement.** Ce chiffre est issu d'une modélisation logistique décroissante, où l'écart à une taille plancher de 1,85 diminue à un rythme de 4,9 % par an. Ce taux permet de passer, entre 2018 et 2045, de 2,00 à 1,89 en tenant compte d'un ralentissement progressif de la tendance.

Le desserrement des ménages constitue ainsi un facteur essentiel de production de logements indépendamment de la croissance de population. Ce phénomène signifie qu'à population constante, le nombre de logements nécessaires augmente. La stratégie du SCoT en tient compte en fixant des objectifs de diversification et d'adaptation du parc (logements adaptés aux séniors, logements pour jeunes actifs, formes évolutives).

Sur cette base, et en tenant compte d'un taux de vacance structurel à maîtriser, **le travail de projection du PAS prévoit de produire entre 2 800 et 3 100 logements neufs** à horizon 2045, soit environ **115 à 130 logements** par an en moyenne.

Cette estimation inclut : les logements nécessaires à l'accueil de la population nouvelle induite par la croissance démographique (environ **1 800 à 2 000** unités) ; les logements en réponse au desserrement des ménages **(environ 1 000 à 1 100 unités**), à moduler selon les trajectoires locales et le potentiel de réhabilitation du parc vacant ; une stratégie active de mobilisation de l'existant via la lutte contre la vacance et le recyclage du bâti ancien, notamment dans les centralités et les bourgs structurants.

La production de logements envisagée avec un taux de croissance annuel moyen de +0.66% reste cohérente avec les tendances récentes et observées par l'INSEE en 2021. En effet, l'INSEE recense en 2021 un total de 19 455 logements sur le territoire, pour une population de 25 315 habitants, soit 1,30 habitant par logement. Cette faible densité d'occupation s'explique par une part importante de résidences secondaires (22 %) et de logements vacants (12 %), mais également par une taille moyenne des ménages faible, à 2,00 personnes en 2018 (se référer au diagnostic). Or, selon les données INSEE de 2021, le territoire a enregistré une production moyenne de **100 à**

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

JUSTIFICATIONS DU PROJET

3.1- La construction du Projet d'Aménagement Stratégique

3.1.3 Principes de développement retenus

Taux de croissance annuel moyen retenu de +0.66%

120 logements par an au cours de la décennie précédente, dont une part non négligeable en réhabilitation.

La trajectoire projetée est donc en cohérence avec la dynamique récente, tout en sollicitant une légère montée en puissance dans les centralités (Sisteron, Laragne-Montéglin, Serres, La-Motte-du-Caire), comme le propose l'armature territoriale du PAS.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

JUSTIFICATIONS DU PROJET

3.1- La construction du Projet d'Aménagement Stratégique

3.1.3 Principes de développement retenus

Développement économique

L'élaboration du scénario économique retenu dans le Projet d'Aménagement Stratégique du SCoT du Sisteronais-Buëch s'est inscrite dans une démarche progressive, fondée sur le croisement des analyses issues du diagnostic territorial, des orientations du SRADDET (Sud PACA et AURA), et des ateliers de concertation avec les élus et partenaires associés. Cette démarche a permis de construire un projet économique structurant et réaliste, reposant sur une armature territoriale économique clarifiée, une logique de sobriété foncière et une diversification des fonctions productives.

> Des constats partagés dans le diagnostic

Pour rappel, le diagnostic territorial a mis en évidence une économie territoriale structurée autour de trois piliers :

- une activité productive localisée principalement dans la vallée du Buëch et le sillon durancien, concentrée dans quelques zones d'activités économiques, mais souffrant d'une faible densité d'entreprises et d'un déficit de polarité économique secondaire ;

- une présence importante de microentreprises artisanales, agricoles ou de services, souvent isolées, avec des besoins en mise en réseau et en accompagnement ;

- un potentiel économique encore peu valorisé dans les communes rurales, en particulier en lien avec le numérique, les services de proximité ou l'économie résidentielle et touristique

Les analyses ont également souligné une consommation foncière dispersée des zones d'activités, une dépendance importante à la voiture pour les trajets domicile-travail, et une faible intégration territoriale des pôles économiques existants.

> Trois scénarios de développement prospectifs

En réponse à ces constats, trois scénarios de développement ont été construits dans le cadre des ateliers préparatoires au PAS. Ils étaient les suivants :

Scénario 1 : un territoire qui renforce ses centralités existantes, valorise son patrimoine économique historique et s'ancre dans une logique patrimoniale conservatrice ;

Scénario 2 : un territoire qui mise sur ses locomotives (zones d'activités et centralités économiques) pour attirer des entreprises exogènes et renforcer sa spécialisation sectorielle ;

Scénario 3 : un territoire mobilisé pour une transition sobre et solidaire, misant sur la relocalisation économique, les circuits courts, les tiers-lieux, l'économie de proximité et la multifonctionnalité des espaces.

Ces scénarios ont nourri les débats collectifs avec les élus et partenaires économiques. Aucune trajectoire n'a été retenue isolément. Le projet économique du PAS s'est construit à partir d'une synthèse, qui assume une volonté de conforter les pôles existants tout en développant une économie territorialisée, responsable, et adaptée aux spécificités rurales du Sisteronais-Buëch.

> Le scénario retenu dans le PAS : une économie responsable, ancrée et équilibrée

Le PAS retient une stratégie économique fondée sur trois orientations structurantes (axe 2 du PAS) :

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

JUSTIFICATIONS DU PROJET

3.1- La construction du Projet d'Aménagement Stratégique

3.1.3 Principes de développement retenus

Développement économique

- Orientation 2.1 : Consolider les pôles économiques existants, notamment en confortant les zones d'activités existantes, en soutenant leur requalification, leur densification, et en encourageant la mise en réseau des entreprises, y compris sur les filières locales de matériaux du sous-sol ;

- Orientation 2.2 : Faciliter l'activité économique dans les centres-villes et centres-villages, en intégrant des fonctions économiques dans les centralités rurales (artisanat, commerce, économie sociale et solidaire, coworking) ;

- Orientation 2.3 : Développer une stratégie touristique à l'échelle de la CCSB, en valorisant les aménités patrimoniales, paysagères et naturelles du territoire, en lien avec le SRADDET PACA qui encourage un tourisme durable et territorialement maîtrisé.

Cette stratégie est conforme à la ligne directrice des SRADDET Provence-Alpes-Côte d'Azur et Auvergne-Rhône-Alpes, qui exigent à la fois : une réduction de l'empreinte foncière des zones économiques, une réorientation vers l'économie circulaire et locale, une priorisation des centralités comme supports du développement.

> Une économie en cohérence avec l'objectif de développement équilibré du territoire

Le scénario économique du PAS poursuit trois objectifs majeurs :

-Renforcer la cohésion territoriale, en intégrant toutes les communes dans une logique d'activité économique diffuse mais connectée ;

-Réduire la dépendance à la voiture, en rapprochant les lieux d'activité des lieux de vie ;

- Stimuler l'innovation en milieu rural, en accompagnant les mutations vers une économie numérique, solidaire, résidentielle et touristique.

Il ne s'agit pas d'augmenter quantitativement le foncier économique, mais d'optimiser l'usage de l'existant, de mieux intégrer les zones économiques à l'environnement urbain et naturel, et de conforter la résilience économique du territoire à travers un maillage d'activités de proximité.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

JUSTIFICATIONS DU PROJET

3.1- La construction du Projet d'Aménagement Stratégique

3.1.3 Principes de développement retenus

Armature finale retenue dans le PAS

L'armature du scénario (2) peut permettre à chacun de se développer et de jouer son rôle dans l'armature. Elle propose un développement davantage équilibré de l'agglomération ce qui limite certaines incidences négatives mais atténue aussi certains bénéfices de la concentration.

Cette armature permet une réduction de la dépendance des communes rurales aux polarités majeures plus éloignées grâce aux communes relais. Les liaisons infra-territoriales sont renforcer, permettant ainsi aux habitants de faciliter leurs déplacements notamment pour atteindre les commerces, services et équipements existants de proximité, et ce sur des distances plus courtes. Mais cela induit une dépendance plus forte des communes rurales aux communes relais. Le niveau d'équipements de ces dernières nécessite alors d'être encadré pour en limiter les effets négatifs (insuffisance des infrastructures, conflits d'usage, densification mal maîtrisée…).

Parce qu'elle est contextualisée (à la réalité du territoire et à l'objectif de sobriété foncière relatif au ZAN), projetée (aux tendances attendues sur le territoire) mais également ambitieuse (développement à donner pour répondre aux besoins), l'armature proposée correspond à un scénario opérationnel et donc faisable.

L'armature proposée dans le scénario 2 vise à renforcer le principe de « solidarité territoriale » dont la finalité est d'assurer un équilibre à l'échelle du territoire. Projeté à 2045, trouve alors cet équilibre en donnant la possibilité à toutes les communes de jouer un rôle contextualisé et adapté au développement attendu sur leur territoire. L'objectif de l'armature proposée est d'aller vers davantage de proximité, d'une part en permettant à toutes les communes de répondre à leurs besoins et d'autre part, en reconnaissant et en s'appuyant sur ce qui existe. Ainsi, vectrices des retombées démographiques, économiques et des équipements sur l'ensemble du territoire intercommunal, la ville-centre et les centralités secondaires sont reconnues aux échelles intercommunales et extra-communales, ce qui profite évidemment à tous les habitants du Sisteronais-Buëch.

> **Le pôle de Sisteron**
Sisteron exerce une fonction majeure aux échelles intercommunale et extraterritoriale, notamment dans le domaine du commerce, des services, des équipements publics et qui constitue le pôle majeur en matière d'emplois et d'activités économiques.

> **Les centralités secondaires de Laragne-Montéglin, Serres, La-Motte-du-Caire**
Les centralités secondaires disposent de l'ensemble d'une offre diversifiée de commerces, services et équipements leur permettant de compléter le pôle influent de Sisteron et de desservir une population plus large que leurs seuls habitants.

> **Les communes relais**
Les communes relais sont les communes justifiant d'un réseau notable de commerces, services et équipements qui leur permet de desservir une population plus large que leurs seuls habitants. Ayant un rôle de « relais » auprès des communes éloignées dites « les communes rurales », elles opèrent un maillage structurant sur l'ensemble du territoire pour pourvoir aux besoins de leurs habitants, mais également aux communes rurales qui ne disposent pas voire peu de commerces, services et équipements de proximité.

> **Les autres communes rurales**
Il s'agit de communes qui ne disposent, pas ou peu, de commerces, services et équipements de proximité. L'armature vise à faciliter leurs implantations pour satisfaire aux besoins d'une population plus vulnérable (personnes âgées, population sans moyen de transport) et d'autre part, à réduire leur dépendance aux polarités structurantes plus éloignées par le déploiement de communes relais à proximité.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

JUSTIFICATIONS DU PROJET

3.1- La construction du Projet d'Aménagement Stratégique



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

JUSTIFICATIONS DU PROJET

3.2- La structure du Projet d'Aménagement Stratégique

3.2.1 Des enjeux aux orientations

Suite aux échanges sur le scénario préférentiel et en cohérence avec les enjeux prioritaires déterminés à l'issue du diagnostic, le Projet d'Aménagement Stratégique a été organisé autour de 3 axes fondamentaux déclinés en orientations :

AXE 1 – AFFIRMER UNE IDENTITÉ RURALE DYNAMIQUE

Orientation 1.1 : Adapter les formes bâties et formes urbaines aux besoins actuels et à venir

Orientation 1.2 : Maintenir et préserver les paysages et espaces naturels, agricoles et forestiers de la Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch

Orientation 1.3 : Poursuivre la revitalisation des centres-villes et centres-villages et la valorisation du patrimoine bâti

AXE 2 – SOUTENIR UNE ÉCONOMIE RESPONSABLE

Orientation 2.1 : Consolider les pôles économiques existants

Orientation 2.2 : Faciliter l'activité économique dans les centres-villages et centres-villes

Orientation 2.3 : Développer une stratégie touristique à l'échelle de la CCSB

AXE 3 – RENFORCER LA SOLIDARITÉ TERRITORIALE

Orientation 3.1 : Affirmer le rôle de chaque commune au sein de l'armature territoriale et renforcer les liens entre les communes

Orientation 3.2 : Mettre en réseau les services et équipements

Orientation 3.3 : Renforcer les liens sur le territoire

AXE 4 – ENGAGER UNE TRANSITION SOBRE

Orientation 4.1 : Améliorer la qualité environnementale et écologique des aménagements et des constructions.

Orientation 4.2 :Affirmer le rôle de l'agriculture et de la sylviculture dans la transition du territoire.

Orientation 4.3 : Préserver, valoriser et optimiser les ressources du territoire.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

JUSTIFICATIONS DU PROJET

3.1- La construction du Projet d'Aménagement Stratégique

3.2.1 Des enjeux aux orientations

Axe 1: Affirmer une identité rurale dynamique

Rappel des enjeux :

- La maîtrise du déséquilibre des âges
- La diversification de l'offre de logements
- Le développement du parc de logements pour les ménages les plus modestes
- L'accélération du renouvellement urbain et de la densification au détriment de l'étalement
- La préservation de l'identité patrimoniale des bourgs
- L'accueil de nouveaux ménages en adéquation avec la ressource et les systèmes d'assainissement
- L'adéquation entre production des énergies renouvelables et préservation des paysages
- La valorisation et la gestion raisonnée des ressources du territoire
- Le développement de la filière bois
- Le maintien de la diversité paysagère
- L'adéquation entre la mise en valeur et la préservation des sites naturels
- Des milieux sensibles identifiés
- La préservation et / ou la restauration des zones humides
- La réduction des pollutions sous toutes ses formes
- La préservation de la quantité et la qualité des ressources
- L'accompagnement de la résilience des écosystèmes face au changement climatique
- Des terres agricoles et paysages agricoles impactés par la consommation d'espace
- La lutte contre les friches agricoles par la transmission des exploitations
- Le développement d'une agriculture durable et de proximité
- Une adaptation des filières au changement climatique à anticiper
- L'anticipation des potentiels conflits d'usage sur la ressource
- L'entretien du patrimoine bâti
- Le confort thermique des logements anciens
- La valorisation des centres historiques
- La mutation des formes bâties existantes pour répondre aux enjeux climatiques
- Le maintien et la revitalisation des commerces de centre-bourg
- L'intégration paysagère des constructions
- Le soutien aux commerces existants et à des modèles économiques alternatifs

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

JUSTIFICATIONS DU PROJET

3.2- La structure du Projet d'Aménagement Stratégique

3.2.1 Des enjeux aux orientations

Axe 1: Affirmer une identité rurale dynamique

Passage aux orientations :

AXE 1 – AFFIRMER UNE IDENTITÉ RURALE DYNAMIQUE

Orientation 1.1 : Adapter les formes bâties et formes urbaines aux besoins actuels et à venir

- Adapter l'offre en logement aux dynamiques sociodémographiques et aux besoins actuels

Rendre plus attractive l'offre de logements pour les jeunes en l'adaptant aux nouveaux besoins et modes de vie

Orientation 1.2 : Maintenir et préserver les paysages et espaces naturels, agricoles et forestiers de la Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch

- Préserver les entités paysagères et les motifs paysagers communs comme emblématiques

- Protéger les éléments favorables aux continuités écologiques, aux réservoirs de biodiversité et aux services écosystémiques

- Accroître la sobriété foncière en modérant l'urbanisation des espaces agricoles, naturels et forestiers

Orientation 1.3 : Poursuivre la revitalisation des centres-villes et centres-villages et la valorisation du patrimoine bâti

- Revitaliser les bourgs du territoire
- Valoriser le patrimoine bâti

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

JUSTIFICATIONS DU PROJET

3.2- La structure du Projet d'Aménagement Stratégique

3.2.1 Des enjeux aux orientations

Axe 2: Soutenir une économie responsable

Rappel des enjeux :

- Le maintien et l'accroissement des secteurs créateurs d'emplois
- Le maintien des filières fortes et identitaires dans les secteurs de l'agriculture (agro-alimentaire) et de l'industrie
- L'accompagnement pour le développement des nouvelles entreprises
- L'attractivité de l'offre en foncier d'entreprise
- L'intégration des ZAE dans leur environnement proche
- La préservation de la performance et le rayonnement de la zone commerciale Val Durance
- Le soutien aux commerces existants et à des modèles économiques alternatifs
- L'intégration paysagère des constructions
- Le maintien et la revitalisation des commerces de centre-bourg
- Le déploiement des commerces ambulants
- Les concurrences internes aux villes entre commerces en bords de grandes voies et commerces de centre-bourg
- Le renforcement du maillage de l'offre commerciale de proximité
- Le développement d'une agriculture durable et de proximité
- La lutte contre les friches agricoles par la transmission des exploitations
- Des terres agricoles et paysages agricoles impactés par la consommation d'espace
- Une adaptation des filières au changement climatique à anticiper
- La lutte contre les impacts du changement climatique sur les risques technologiques actuels
- L'anticipation des potentiels conflits d'usage sur la ressource

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

JUSTIFICATIONS DU PROJET

3.2- La structure du Projet d'Aménagement Stratégique

3.2.1 Des enjeux aux orientations

Axe 2: Soutenir une économie responsable

Passage aux orientations :

AXE 1 – SOUTENIR UNE ÉCONOMIE RESPONSABLE

Orientation 2.1 : Consolider les pôles économiques existants

- Renforcer l'armature économique du territoire
- Concentrer le développement du foncier bâti à usage économique dans les zones d'activités économiques existantes
- Préserver la filière d'alimentation en matériaux du sous-sol
- Maintenir et préserver la vocation agricole du territoire

Orientation 2.2 : Faciliter l'activité économique dans les centres-villages et centres-villes

- Aider à l'installation et au développement des activités commerciales, artisanales et de services dans les centres anciens
- Faire du numérique un vecteur d'attractivité

Orientation 2.3 : Développer une stratégie touristique à l'échelle de la CCSB

- Favoriser le tourisme durable
- Structurer l'armature touristique territoriale et valoriser le potentiel touristique

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

JUSTIFICATIONS DU PROJET

3.2- La structure du Projet d'Aménagement Stratégique

3.2.1 Des enjeux aux orientations

Axe 3 : Engager la solidarité territoriale

Rappel des enjeux :

- La définition d'une armature territoriale
- La vitalité des communes éloignées des pôles de proximité
- Le maintien de la qualité de vie
- L'attractivité et le rayonnement des pôles afin de répondre aux besoins du territoire
- La relation équilibrée entre les polarités intra et extra-territoriales
- L'accessibilité des pôles
- L'accessibilité aux services et commerces de proximité
- La facilité d'accès aux services et commerces pour les personnes les plus impactées par des difficultés de mobilité au moyen d'un parcours résidentiel adapté
- La définition d'une stratégie d'accès aux soins
- La capacité des structures du territoire à répondre au vieillissement de la population
- La préservation de la jeunesse par le maintien et le développement des structures dédiées
- La lutte contre l'isolement géographique
- Le renforcement de la qualité et de la quantité d'espace public pour encourager les mobilités actives
- Les aménagements nécessaires au déploiement d'une mobilité douce
- Le renforcement de l'offre ferroviaire
- La place de l'automobile dans les centres-bourgs propices aux déplacements doux

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

JUSTIFICATIONS DU PROJET

3.2- La structure du Projet d'Aménagement Stratégique

3.2.1 Des enjeux aux orientations

Axe 3 : Engager la solidarité territoriale

Passage aux orientations :

AXE 3 – RENFORCER LA SOLIDARITÉ TERRITORIALE

Orientation 3.1 : Affirmer le rôle de chaque commune au sein de l'armature territoriale et renforcer les liens entre les communes:

- Assurer la place et la viabilité de chaque commune au sein de l'armature territoriale

- Renforcer les pôles et leur permettre d'assurer leur rôle dans l'intercommunalité

- Permettre le développement des communes rurales et répondre aux besoins de leurs habitants

Orientation 3.2 : Mettre en réseau les services et équipements

- Renforcer la couverture en équipements et en services dans les communes rurales

- Développer la mutualisation et la polyvalence des espaces et des usages

Orientation 3.3 : Renforcer les liens sur le territoire

- Mettre en place une stratégie de mobilité globale en développant les alternatives à l'autosolisme et la multimodalité

- Renforcer les coopérations territoriales stratégiques

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

JUSTIFICATIONS DU PROJET

3.2- La structure du Projet d'Aménagement Stratégique

3.2.1 Des enjeux aux orientations

Axe 4 : Engager une transition sobre

Rappel des enjeux :

- L'amélioration de la performance énergétique des bâtiments existants
- La réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens face aux risques naturels et technologiques
- La préservation de l'ambiance sonore et de la qualité de l'air locale
- La prise en compte des effets du changement climatique dans la planification
- L'encadrement du développement des énergies renouvelables pour préserver les paysages et les espaces agricoles
- L'optimisation de l'utilisation de la ressource en eau, en quantité et en qualité
- L'adaptation de l'agriculture et de la sylviculture aux changements climatiques
- Le soutien à la structuration des filières bois énergie et bois d'œuvre
- Le renforcement de la place du bois local dans la construction
- La valorisation des déchets organiques (collecte, tri, compostage)
- Le développement de plateformes intercommunales de réemploi et de traitement des déchets
- L'intégration de la gestion des eaux pluviales dans les projets d'aménagement
- L'amélioration de la connaissance sur la disponibilité des ressources naturelles
- La sensibilisation des habitants et des acteurs aux enjeux environnementaux (eau, énergie, climat)
- La résilience du territoire face aux sécheresses et incendies (DFCI, gestion sylvicole, coupures agricoles/sylvopastorales)

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

JUSTIFICATIONS DU PROJET

3.2- La structure du Projet d'Aménagement Stratégique

3.2.1 Des enjeux aux orientations

Axe 4 : Engager une transition sobre

Passage aux orientations :

AXE 4 – ENGAGER UNE TRANSITION SOBRE

Orientation 4.1 : Améliorer la qualité environnementale et écologique des aménagements et des constructions

- Améliorer la performance énergétique des bâtiments existants
- Mettre en place des exigences sur la qualité environnementale des nouvelles opérations architecturales et urbaines
- Réduire la vulnérabilité des personnes et des biens face aux risques naturels et technologiques
- Préserver l'ambiance sonore et la qualité de l'air locale

Orientation 4.2 : Affirmer le rôle de l'agriculture et de la sylviculture dans la transition du territoire

- Accompagner le changement des pratiques agricoles au regard des enjeux climatiques et alimentaires
- Accompagner le développement de la sylviculture et prévenir le risque incendie sur le territoire

Orientation 4.3 : Préserver, valoriser et optimiser les ressources du territoire

- Prioriser la protection de la ressource en eau
- Encourager et encadrer le développement des énergies renouvelables
- Réduire et valoriser les déchets

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

JUSTIFICATIONS DU PROJET

3.2- La structure du Projet d'Aménagement Stratégique

3.2.2 Articulation avec les stratégies régionales

Traduction des objectifs du SRADDET PACA dans le PAS

En choisissant de proposer un modèle de développement résilient, le Sisteronais-Buëch s'inscrit directement dans la stratégie régionale de développement proposée par le SRADDET. La volonté de proposer un territoire attractif à l'échelle régionale mais qui s'appuie en priorité sur ses centralités et communes relais vient répondre à l'ambition régionale du «rééquilibrage régional».L'analyse suivante vient montrer la prise en compte des objectifs du SRADDET dans l'ambition affichée dans le Projet d'Aménagement Stratégique du SCoT.

OBJECTIF DU SRADDET PACA	Vérification de la compatibilité du PAS avec les objectifs du SRADDET PACA
LIGNE DIRECTRICE 1 - RENFORCER ET PERENNISER L'ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE REGIONAL	
AXE 1 - RENFORCER LE RAYONNEMENT DU TERRITOIRE ET DÉPLOYER LA STRATÉGIE RÉGIONALE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE	
O1 - Objectif 1 Conforter les portes d'entrée du territoire régional	La compatibilité de l'orientation du PAS avec cet objectif se fonde sur une lecture attentive du rôle charnière du Sisteronais-Buëch dans le système régional. Le territoire n'abrite certes pas de porte d'entrée de niveau métropolitain, mais son positionnement sur les axes A51 et RN75 en fait un carrefour de transition stratégique entre le sillon rhodanien, les Alpes du Sud et la vallée de la Durance. Le PAS reconnaît ce rôle par l'orientation 3.3 « améliorer la desserte et la connectivité du territoire », qui vise à renforcer l'articulation avec les grandes infrastructures régionales. Le choix d'inscrire le développement territorial dans une logique de maillage par les centralités de Sisteron, Laragne et Serres permet de faire du Sisteronais-Buëch une interface fonctionnelle plutôt qu'un territoire de transit. Cette stratégie répond ainsi à l'objectif régional, non par la création de nouvelles portes d'entrée, mais par la consolidation de relais territoriaux aux franges de l'armature régionale.
O1 - Objectif 2 Définir et déployer une stratégie portuaire et fluviale à l'échelle régionale	Non concerné

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

JUSTIFICATIONS DU PROJET

3.2- La structure du Projet d'Aménagement Stratégique

3.2.2 Articulation avec les stratégies régionales

O1 - Objectif 3 Améliorer la performance de la chaîne logistique jusqu'au dernier kilomètre, en favorisant le report modal	Le PAS répond à cet objectif à travers une double approche : l'optimisation de l'existant et l'évitement de toute nouvelle artificialisation pour des fonctions logistiques inadaptées à l'échelle du territoire. L'orientation 2.3 « moderniser les zones d'activités et renforcer leur ancrage territorial » propose une requalification ciblée des sites économiques existants, notamment en matière de desserte, de mutualisation des fonctions, et de limitation des flux pendulaires. Parallèlement, l'orientation 3.4 « inscrire le territoire dans les coopérations inter-SCoT et interrégionales » permet de prendre appui sur les infrastructures lourdes voisines (Gap, Valréas, Plaine de la Crau) tout en recentrant les fonctions logistiques du Sisteronais-Buëch sur les circuits courts, le fret agricole et les services de proximité. Cette posture, qui évite la logique d'appel d'air foncier, est cohérente avec les principes du SRADDET de priorisation des sites logistiques régionaux majeurs et de maîtrise de l'empreinte logistique.
O2 - Objectif 4 - Renforcer les grands pôles économiques, touristiques et culturels	Le territoire du Sisteronais-Buëch n'abrite pas de pôle d'envergure régionale au sens du SRADDET, mais il constitue une aire de polarité structurante de niveau intercommunal, dotée d'équipements et de fonctions économiques, touristiques et culturelles complémentaires. Le Projet d'Aménagement Stratégique du SCoT prend acte de cette situation en formulant une stratégie de renforcement ciblé sur les polarités structurantes de l'armature locale, conformément à l'esprit de l'objectif O2-4. L'orientation 2.1 du PAS, intitulée « renforcer les polarités économiques de proximité », identifie et hiérarchise les rôles des centralités de Sisteron, Laragne-Montéglin, Serres et La Motte-du-Caire, chacune mobilisant un potentiel économique ou culturel particulier. Sisteron concentre les fonctions industrielles, artisanales et d'équipements structurants ; Laragne constitue un pôle touristique d'appui au développement estival et aux loisirs de pleine nature ; Serres et Rosans valorisent le patrimoine historique et l'accueil culturel ; La Motte-du-Caire joue un rôle pivot en matière de services de proximité en moyenne montagne. En complément, l'orientation 1.4 « soutenir une offre touristique durable et multi-saisonnière » valorise les ressources paysagères, patrimoniales et thermales locales, en soutenant notamment le tourisme rural, la valorisation des géosites, et la diversification des clientèles. L'accent mis sur l'articulation entre les vallées touristiques (Buëch, Durance, Monges) et les équipements de loisirs structurants (plan d'eau, circuits de randonnée, vol libre) vient compléter cette ambition. Sur le plan culturel, le PAS reconnaît les centralités patrimoniales comme vecteurs de développement local. L'orientation 1.3 « préserver et valoriser les patrimoines bâtis, paysagers et identitaires » soutient explicitement les démarches de requalification des centres anciens (ORT en place sur Sisteron, Serres, Laragne) et la programmation d'événements culturels à rayonnement intercommunal, notamment dans les bourgs à forte identité historique.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

JUSTIFICATIONS DU PROJET

3.2- La structure du Projet d'Aménagement Stratégique

3.2.2 Articulation avec les stratégies régionales

Traduction des objectifs du SRADDET PACA dans le PAS

O2 - Objectif 5 - Définir et déployer la stratégie régionale d'aménagement économique	Le PAS du SCoT du Sisteronais-Buëch est compatible avec l'objectif régional en ce qu'il structure l'aménagement économique autour des polarités locales existantes (Sisteron, Laragne, Serres, La Motte-du-Caire), sans créer de nouveaux pôles déconnectés. L'orientation 2.1 « renforcer les polarités économiques de proximité » et l'orientation 2.3 « moderniser les zones d'activités et renforcer leur ancrage territorial » traduisent une stratégie de sobriété foncière, de requalification des sites en activité et d'amélioration de leur performance environnementale. L'orientation 2.2 valorise les filières locales par des démarches d'économie circulaire et de relocalisation. Le projet s'appuie ainsi sur les ressources endogènes et répond aux principes de territorialisation du SRADDET, dans une logique de maillage équilibré
O2 - Objectif 6 - Soutenir le rayonnement du territoire en matière universitaire, de recherche et d'innovation	Le PAS apporte une réponse adaptée à cet objectif dans le cadre d'un territoire rural peu doté en infrastructures de recherche ou d'enseignement supérieur. L'orientation 2.2 « renforcer l'économie productive, circulaire et de proximité » inclut des actions de soutien à l'innovation locale : appui aux circuits courts, développement de tiers-lieux, structuration de filières agricoles à haute valeur environnementale (PACA Bio, projets de relocalisation). Ce positionnement répond à l'objectif régional en se plaçant sur le registre de l'innovation frugale, en lien avec les ressources du territoire et les capacités d'action des collectivités. Le PAS n'ambitionne pas de devenir un pôle universitaire ou technologique, mais il contribue à la dynamique d'innovation rurale prônée par le SRADDET, en valorisant les niches locales.
O3 - Objectif 7. Consolider les liaisons avec les territoires limitrophes et renforcer l'arc méditerranéen	Le PAS est compatible avec cet objectif en ce qu'il reconnaît et valorise la position d'interface du Sisteronais-Buëch entre plusieurs espaces structurants : la vallée du Rhône, les Hautes-Alpes, les Alpes-de-Haute-Provence, et au-delà, l'aire métropolitaine Aix-Marseille-Provence. L'orientation 3.4 « inscrire le territoire dans les coopérations inter-SCoT et interrégionales » traduit cette volonté d'articulation, notamment en matière d'emploi, de mobilités pendulaires et d'accès aux services de santé ou d'enseignement. Le diagnostic identifie des liens fonctionnels avérés, par exemple entre Sisteron et le sud de Digne, entre Laragne et Gap, ou entre Rosans et la Drôme provençale. Si le territoire n'est pas directement dans l'axe des projets méditerranéens majeurs, il en constitue une arrière-périphérie en lien avec les corridors nord-sud. Le PAS en tire les conséquences en misant sur la complémentarité interrégionale plutôt que sur une logique d'attractivité frontale. La compatibilité est donc avérée par contextualisation territoriale

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

JUSTIFICATIONS DU PROJET

3.2- La structure du Projet d'Aménagement Stratégique

3.2.2 Articulation avec les stratégies régionales

Traduction des objectifs du SRADDET PACA dans le PAS

O3 - Objectif 8 Conforter les projets à vocation internationale des métropoles et les projets de coopération transfrontalière	Non concerné
O3 - Objectif 9 Armer le potentiel d'attractivité de l'espace maritime régional et développer la coopération maritime européenne, méditerranéenne et internationale	Non concerné
AXE 2 - CONCILIER ATTRACTIVITÉ ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE	
O1 - Objectif 10 Améliorer la résilience du territoire face aux risques et au changement climatique, garantir l'accès à tous à la ressource en eau	Le PAS est pleinement compatible avec cet objectif dans la mesure où il intègre les vulnérabilités hydriques et climatiques du Sisteronais-Buëch comme composantes structurantes du projet territorial. Le diagnostic souligne une forte exposition du territoire aux aléas climatiques (sécheresses, retrait-gonflement des argiles, inondations localisées), aggravée par l'irrégularité croissante de la ressource en eau. En réponse, l'orientation 4.3 « préserver, valoriser et optimiser les ressources du territoire vise à sécuriser les ressources en eau, notamment souterraines, par une gestion qualitative et quantitative, en lien avec les SAGE et le SDAGE Rhône-Méditerranée. En parallèle, l'orientation 4.1 «améliorer la qualité environnementale et écologique des aménagements» et des constructions encourage une urbanisation plus résiliente aux risques, fondée sur l'évitement, la sobriété foncière et l'adaptation morphologique. La compatibilité est donc assurée tant sur le plan stratégique qu'opérationnel
O1 - Objectif 11 - Déployer des opérations d'aménagement exemplaires	Le PAS répond de manière directe à cet objectif en intégrant l'exemplarité environnementale, paysagère et fonctionnelle dans la conception des projets. L'orientation 4.1 «améliorer la qualité environnementale et écologique des aménagements et des constructions» explicite les principes attendus : réduction de l'empreinte foncière, intégration paysagère, performance énergétique, qualité des espaces publics. Cette orientation s'applique à toutes les échelles d'intervention, des zones d'activités (voir aussi l'orientation 2.1 « consolider les pôles économiques existants») aux opérations d'habitat dans les centralités. Le diagnostic met en évidence la nécessité de rehausser la qualité des aménagements dans un contexte d'attractivité résidentielle diffuse et de pression sur les paysages. Le PAS fait donc le choix d'un urbanisme démonstratif.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

JUSTIFICATIONS DU PROJET

3.2- La structure du Projet d'Aménagement Stratégique

3.2.2 Articulation avec les stratégies régionales

Traduction des objectifs du SRADDET PACA dans le PAS

O1 - Objectif 12 - Diminuer la consommation totale d'énergie primaire de 27% en 2030 et de 50% en 2050 par rapport à 2012	La trajectoire énergétique du territoire est prise en compte par le PAS à travers l'articulation de deux orientations : l'orientation 4.1, qui cible les consommations liées au bâti, et l'orientation 4.3, qui traite de la production d'énergies renouvelables. Le PAS soutient la réhabilitation thermique des logements existants, l'équipement des toitures en panneaux photovoltaïques, et la valorisation du bois énergie, en cohérence avec les ressources locales (voir aussi l'orientation 4.2 «affirmer le rôle de l'agriculture et de la sylviculture dans la transition du territoire»). Le diagnostic insiste sur l'importance de la mobilité individuelle dans la consommation énergétique territoriale. Le PAS y répond indirectement par l'orientation 3.3 «renforcer les liens sur le territoire, qui promeut la diversification des mobilités et les alternatives à l'autosolisme». L'ensemble du projet s'inscrit dans les objectifs de réduction posés par le SRADDET
O1 - Objectif 13 Faire de la biodiversité et de sa connaissance un levier de développement et d'aménagement innovant	Le PAS reconnaît le rôle structurant de la biodiversité dans le fonctionnement écologique et dans l'image du territoire. Le diagnostic qualifie le Sisteronais-Buëch de « refuge de biodiversité », par la richesse de ses milieux (pelouses sèches, ripisylves, habitats forestiers) et la faible artificialisation. L'orientation 1.2 «maintenir et préserver les paysages et espaces naturels, agricoles et forestiers» de la CCSB ainsi que l'orientation 4.1 valorisent l'intégration de la biodiversité dans les projets, non pas comme une contrainte, mais comme un levier d'attractivité et d'innovation : limitation de l'imperméabilisation, trames vertes et bleues, plantations locales, sols vivants. Cette approche est conforme aux principes du SRADDET, qui promeut une planification « nature intégrée »
O2 - Objectif 14 Préserver les ressources en eau souterraine, les milieux aquatiques et les zone humides	La compatibilité avec cet objectif est assurée par l'orientation 4.3, qui comprend un volet spécifique relatif à la ressource en eau. Le PAS prévoit de croiser les décisions d'urbanisation avec les données de disponibilité en eau potable, d'éviter toute urbanisation dans ou à proximité immédiate des zones humides identifiées (diagnostic), et de prendre en compte les cartographies de vulnérabilité des nappes. Il vise également à renforcer la gestion intégrée des eaux pluviales dans les projets d'aménagement, en cohérence avec les principes d'adaptation au changement climatique. L'ensemble contribue à la préservation des écosystèmes aquatiques, et à la soutenabilité des prélèvements

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

JUSTIFICATIONS DU PROJET

3.2- La structure du Projet d'Aménagement Stratégique

3.2.2 Articulation avec les stratégies régionales

Traduction des objectifs du SRADDET PACA dans le PAS

O2 - Objectif 15 Préserver et promouvoir les multifonctionnalités écologiques des milieux terrestres, aquatique, littoral et marin	L'orientation 1.2 et l'orientation 4.1 contribuent directement à cet objectif. Le PAS ne se limite pas à la protection des milieux en tant que réservoirs biologiques, mais reconnaît leur fonction climatique (refroidissement), hydraulique (infiltration), agricole (prairies extensives) et sociale (paysages du quotidien). Le diagnostic souligne le rôle des versants boisés et des milieux prairiaux comme supports de ces multifonctionnalités. Le PAS valorise leur maintien, leur non-fragmentation, et leur rôle dans la qualité de vie des habitants
O2 - Objectif 16 Favoriser une gestion durable et dynamique de la forêt	Cet objectif est traduit dans l'orientation 4.2 «affirmer le rôle de l'agriculture et de la sylviculture dans la transition du territoire». Le PAS valorise les forêts communales et privées comme leviers de transition : bois-énergie, bois-construction, régulation climatique, accueil récréatif. Le diagnostic montre que la forêt couvre plus de 60 % du territoire et reste sous-exploitée. Le PAS vise à développer une gestion multifonctionnelle, articulée avec la prévention des incendies, la valorisation des circuits courts bois, et la protection des habitats forestiers sensibles
O2 - Objectif 17 Préserver les identités paysagères et améliorer le cadre de vie des habitants	L'orientation 1.2 s'inscrit en cohérence directe avec cet objectif. Le PAS fonde son projet sur la valorisation des structures paysagères héritées : vallées, crêtes, transitions bâties-naturelles. Le diagnostic cartographie les grands ensembles paysagers et appelle à leur reconnaissance dans les projets de territoire. L'orientation 1.3 «poursuivre la revitalisation des centres-villes et centres-villages et la valorisation du patrimoine bâti» complète cette démarche en liant cadre de vie, qualité du bâti ancien, et attractivité résidentielle. Le PAS inscrit ainsi le paysage non comme décor, mais comme élément identitaire structurant du projet
AXE 3- CONFORTER LA TRANSITION ENVIRONNEMENTALE ET ENERGETIQUE : VERS UNE ECONOMIE DE LA RESSOURCE	
O1 - Objectif 18 Accompagner la transition vers de nouveaux modes de production et de consommation agricoles et alimentaires	La compatibilité avec cet objectif est assurée par l'orientation 4.2 « affirmer le rôle de l'agriculture et de la sylviculture dans la transition du territoire », qui reconnaît l'agriculture comme levier de résilience territoriale. Le diagnostic souligne le potentiel agricole du Sisteronais-Buëch (circuits courts, agriculture de montagne, pastoralisme), mais également les tensions foncières et les incertitudes liées à la relève générationnelle. Le PAS soutient les formes d'agriculture diversifiées, les démarches de relocalisation alimentaire et l'accès au foncier pour de nouveaux porteurs de projet. Il favorise également l'émergence de stratégies alimentaires territoriales. Ce positionnement correspond à la trajectoire régionale de transition vers des systèmes agricoles plus durables et territorialisés.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

3.2- La structure du Projet d'Aménagement Stratégique

3.2.2 Articulation avec les stratégies régionales

Traduction des objectifs du SRADDET PACA dans le PAS

O1 - Objectif 19 Augmenter la production d'énergie thermique et électrique en assurant un mix énergétique diversifié pour une région neutre en carbone à l'horizon 2050	Le PAS est compatible avec cet objectif via l'orientation 4.3 « préserver, valoriser et optimiser les ressources du territoire », qui comprend un volet énergétique centré sur l'autonomie locale. Il privilégie les énergies renouvelables adaptées au contexte du Sisteronais-Buëch : bois-énergie (forêt communale et privée), solaire photovoltaïque (toitures, friches bâties), microhydraulique et méthanisation agricole raisonnée. Le diagnostic confirme la disponibilité de ressources primaires (notamment forestières) et l'intérêt de projets à l'échelle communale ou intercommunale. Le PAS exclut en revanche les projets industriels au sol non compatibles avec les paysages ou les milieux. La stratégie énergétique territoriale s'inscrit donc dans les orientations régionales tout en tenant compte des spécificités paysagères et écologiques.
O1 - Objectif 20 Accompagner le développement de «territoires intelligents» avec des services numériques utiles aux habitants, aux visiteurs et aux entreprises	La compatibilité avec cet objectif se traduit par l'orientation 3.2 « mettre en réseau les services et équipements », qui soutient l'égalité d'accès aux services, notamment numériques, dans les centralités rurales. Le diagnostic met en évidence les fractures numériques existantes (zones blanches, manque d'équipements partagés), en particulier dans les communes d'altitude. Le PAS promeut la mutualisation d'espaces publics connectés, l'émergence de tiers-lieux, la montée en débit et la diffusion d'usages numériques utiles (santé, mobilité, tourisme, télétravail). Il prend également appui sur les dynamiques existantes du territoire (projets de maison de services au public, développement de plateformes numériques intercommunales). Cette logique d'intelligence territoriale à échelle humaine répond pleinement à l'objectif régional.
O2 - Objectif 21 Améliorer la qualité de l'air et préserver la santé de la population	L'orientation 4.1 « améliorer la qualité environnementale et écologique des aménagements et des constructions » intègre cette préoccupation de manière transversale. Le diagnostic relève une qualité de l'air globalement bonne, mais des pics localisés en lien avec les axes routiers structurants (RN75, A51) et certains usages domestiques (chauffage bois ancien). Le PAS prévoit de favoriser la rénovation énergétique, d'accompagner la conversion des modes de chauffage vers des solutions performantes, et de soutenir les alternatives à la voiture individuelle (cf. orientation 3.3 « renforcer les liens sur le territoire »). Le lien entre aménagement, santé publique et qualité de l'air est explicitement établi, en cohérence avec les principes du SRADDET.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

3.2- La structure du Projet d'Aménagement Stratégique

3.2.2 Articulation avec les stratégies régionales

Traduction des objectifs du SRADDET PACA dans le PAS

O2 - Objectif 22 Contribuer au déploiement de modes de transport propres et au développement des nouvelles mobilités	Le diagnostic met en évidence une très forte dépendance à l'automobile individuelle, avec un usage quotidien dans plus de 80 % des déplacements domicile-travail. Le PAS répond à cet enjeu par l'orientation 3.3 « renforcer les liens sur le territoire », qui soutient une diversification des solutions de mobilité : transport à la demande, mobilités partagées, développement des mobilités actives dans les centralités, création de liaisons inter-pôles et intercommunales. L'orientation 4.1 complète ces actions en inscrivant la transition vers des mobilités propres dans les principes d'aménagement. Cette stratégie réaliste, fondée sur des solutions de proximité, est compatible avec l'objectif 22 du SRADDET
O2 - Objectif 23 Faciliter tous les types de reports de la voiture individuelle vers d'autres modes plus collectifs et durables	Le PAS est en ligne avec cet objectif. Il reconnaît dans l'orientation 3.3 les limites actuelles de l'offre de transports collectifs, liées à la faible densité et à l'éclatement territorial. Il propose néanmoins de renforcer la complémentarité entre les modes, en s'appuyant sur les leviers locaux : transports scolaires élargis, navettes communales ou intercommunales, développement du covoiturage et des aires dédiées, solutions vélos à assistance électrique, notamment dans les vallées. Le diagnostic souligne que les enjeux résident dans l'organisation et la coopération intercommunale plus que dans les seules infrastructures. Le PAS, en ce sens, adopte une posture pragmatique mais volontariste, conforme aux orientations du SRADDET.
O3 - Objectif 24 Décliner les objectifs quantitatifs régionaux de prévention, recyclage, valorisation et élimination des déchets	L'orientation 4.3 prévoit d'intégrer les objectifs régionaux de prévention et de traitement des déchets dans les projets d'aménagement. Le diagnostic révèle une production de déchets ménagers supérieure à la moyenne départementale, et une faible valorisation matière. Le PAS encourage la réduction à la source (tri, compostage), la mise en compatibilité avec les plans régionaux et départementaux, et l'implantation raisonnée d'équipements en lien avec les besoins du territoire. Les enjeux de gestion de proximité, de réduction des transports de déchets et d'éducation des usagers sont intégrés dans la stratégie territoriale. La compatibilité avec l'objectif 24 est ainsi pleinement assurée

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

JUSTIFICATIONS DU PROJET

3.2- La structure du Projet d'Aménagement Stratégique

3.2.2 Articulation avec les stratégies régionales

Traduction des objectifs du SRADDET PACA dans le PAS

O3 - Objectif 25 Planifier les équipements de prévention et de gestion des déchets dans les documents d'urbanisme	Cet objectif est intégré à l'orientation 4.3, qui prévoit d'identifier les conditions d'implantation des équipements de gestion des déchets : critères de localisation (accessibilité, éloignement des milieux sensibles), intégration paysagère, adaptation à l'évolution des besoins (notamment sur les secteurs en tension touristique). Le PAS prévoit également de soutenir la création de micro-plateformes de collecte ou de compostage collectif, en lien avec les dynamiques locales. Ces choix permettent d'inscrire l'enjeu déchets dans la planification opérationnelle, comme le recommande le SRADDET.
O3 - Objectif 26 Favoriser le recyclage, l'écologie industrielle et l'économie circulaire	Le PAS du Sisteronais-Buëch est compatible avec cet objectif, en ce qu'il soutient une logique d'économie circulaire adaptée à l'échelle locale. L'orientation 2.1 « consolider les pôles économiques existants » prévoit d'intégrer des activités de recyclerie, d'artisanat de réemploi et de mutualisation de services dans les zones d'activités requalifiées. L'orientation 4.3 appuie cette démarche en élargissant la notion de valorisation des ressources à la matière, à l'énergie, et aux déchets organiques. Le PAS adopte ainsi une approche résolument circulaire du développement économique, conforme à l'esprit du SRADDET.
LIGNE DIRECTRICE 2 - RENFORCER ET PERENNISER L'ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE REGIONAL	
AXE 1 - STRUCTURER L'ORGANISATION DU TERRITOIRE EN CONFORTANT LES CENTRALITES	
O1 - Objectif 27 Conforter le développement et le rayonnement des centralités métropolitaines	Cet objectif ne s'applique pas directement au périmètre du SCoT du Sisteronais-Buëch, qui ne comprend ni métropole ni pôle urbain de rang régional. Le PAS ne prévoit aucune stratégie concurrente vis-à-vis des centralités métropolitaines régionales (Marseille, Aix, Avignon). Il adopte au contraire une posture complémentaire, en s'appuyant sur les polarités locales. L'absence de réponse directe à cet objectif est donc justifiée par la nature du territoire. La compatibilité est neutre
O1 - Objectif 28 Consolider les dynamiques des centres urbains régionaux	Le Sisteronais-Buëch n'abrite pas non plus de centre urbain de rang régional au sens du SRADDET. Néanmoins, le PAS développe une stratégie adaptée visant à renforcer le fonctionnement en réseau des centres locaux. L'orientation 3.1 « affirmer le rôle de chaque commune au sein de l'armature territoriale et renforcer les liens entre les communes » permet de structurer une armature hiérarchisée (Sisteron, Laragne-Montéglin, Serres, La Motte-du-Caire) avec des fonctions différenciées. Cette démarche contribue indirectement à la dynamique des centres urbains régionaux en limitant l'exode vers les métropoles, en soutenant les relais de proximité et en consolidant les bassins de vie locaux.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

JUSTIFICATIONS DU PROJET

3.2- La structure du Projet d'Aménagement Stratégique

3.2.2 Articulation avec les stratégies régionales

Traduction des objectifs du SRADDET PACA dans le PAS

O1 - Objectif 29 Soutenir les fonctions d'équilibre des centralités locales et de proximité	Le PAS répond pleinement à cet objectif. Le diagnostic montre que les centralités locales de la CCSB assurent un rôle d'ancrage du territoire, dans un contexte de faible densité, de vieillissement démographique et de desserrement résidentiel. L'orientation 1.3 « poursuivre la revitalisation des centres-villes et centres-villages et la valorisation du patrimoine bâti » vise à soutenir le commerce de proximité, la qualité résidentielle et la vie de village. L'orientation 3.2 « mettre en réseau les services et équipements » permet également d'assurer l'accessibilité fonctionnelle dans les centralités. Le PAS favorise ainsi leur rôle structurant au sein des vallées et interstices ruraux, conformément aux attendus du SRADDET.
O1 - Objectif 30 Mettre en réseau les centralités, consolider les relations, coopérations et réciprocités au sein des espaces et entre eux	Cet objectif est pleinement intégré à la stratégie du PAS. L'orientation 3.1 formalise la hiérarchie et la complémentarité des centralités du Sisteronais-Buëch. Elle propose de conforter les liens inter-communes, d'organiser les synergies entre pôles relais, et de consolider une armature d'accès aux services. Le diagnostic met en évidence des discontinuités fonctionnelles entre les vallées, justifiant la nécessité d'un maillage. L'orientation 3.3 « renforcer les liens sur le territoire » complète cette approche en traitant les mobilités inter-pôles et l'amélioration de la desserte. Le PAS permet ainsi de bâtir une logique territoriale cohérente, répondant au besoin de coopération territoriale identifié par le SRADDET.
O2 - Objectif 31 Recentrer le développement sur les espaces les plus métropolisés	Cet objectif ne s'applique pas de manière directe au SCoT du Sisteronais-Buëch. Le territoire ne relève pas des espaces identifiés comme fortement métropolisés par le SRADDET. Toutefois, le PAS ne contredit pas cet objectif : il s'inscrit dans une logique de complémentarité avec les dynamiques métropolitaines et assume une trajectoire de croissance modérée, en cohérence avec la réalité démographique locale. Aucun projet de polarisation excessive n'est envisagé. La compatibilité est ici indirecte et non contradictoire.
O2 - Objectif 32 Maitriser le développement des espaces sous influence métropolitaine	Le Sisteronais-Buëch n'est pas directement sous influence métropolitaine au sens fonctionnel, mais certaines communes situées dans les vallées sud-est peuvent être concernées par des flux issus du secteur de Manosque ou de Gap. Le PAS veille à maîtriser le développement par la limitation de l'étalement urbain, le recentrage sur les polarités et la sobriété foncière. Ces principes sont portés par l'orientation 1.1 « adapter les formes bâties et formes urbaines aux besoins actuels et à venir » et par l'orientation 4.1. Ces choix limitent les phénomènes de périurbanisation diffuse, et s'inscrivent dans l'objectif régional de cohérence spatiale.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

JUSTIFICATIONS DU PROJET

3.2- La structure du Projet d'Aménagement Stratégique

3.2.2 Articulation avec les stratégies régionales

Traduction des objectifs du SRADDET PACA dans le PAS

O2 - Objectif 33 Organiser un développement équilibré des espaces d'équilibre régional	La compatibilité avec cet objectif est structurante dans le PAS. Le Sisteronais-Buëch est identifié comme espace d'équilibre régional à l'échelle PACA, et la stratégie du PAS vise précisément à préserver cette fonction : maîtrise foncière, développement modéré, renforcement des centralités secondaires, soutien à la polyvalence fonctionnelle. Ces éléments sont portés par l'orientation 1.1, l'orientation 3.1 et l'orientation 2.1 « consolider les pôles économiques existants ». Le PAS valorise ainsi un développement équilibré, tenant compte des ressources, des contraintes et des dynamiques locales.
O2 - Objectif 34 Préserver la qualité des espaces ruraux et naturels et l'accès aux services dans les centres locaux et de proximité	Le PAS est compatible avec cet objectif dans une double logique : préservation et accessibilité. L'orientation 1.2 « maintenir et préserver les paysages et espaces naturels, agricoles et forestiers de la CCSB » affirme la protection des milieux et la lutte contre l'artificialisation. En parallèle, les orientations de l'axe 3 garantissent l'accès aux services en consolidant les centres structurants et en mutualisant les équipements. Le diagnostic montre l'importance d'un maintien des services en proximité dans un contexte de vieillissement. Le PAS structure une réponse adaptée et territorialisée à cet enjeu.
O3 - Objectif 35 Conforter les centralités en privilégiant le renouvellement urbain et la cohérence urbanisme-transport	Le PAS du SCoT est en cohérence directe avec cet objectif. L'orientation 1.1 encourage le renouvellement urbain, la densification des franges bâties, et la mobilisation du tissu existant. L'orientation 3.3 complète cette démarche par une réflexion sur les liaisons entre lieux de vie et centralités. Le diagnostic souligne la nécessité de conforter les centres anciens, souvent en déprise ou peu attractifs. Le PAS privilégie donc une urbanisation économe en espace, articulée à l'armature de mobilité et à la structure des services, dans le respect des principes régionaux.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

JUSTIFICATIONS DU PROJET

3.2- La structure du Projet d'Aménagement Stratégique

3.2.2 Articulation avec les stratégies régionales

Traduction des objectifs du SRADDET PACA dans le PAS

O3 - Objectif 36 Réinvestir les centres-villes et centres-bourgs par des stratégies intégrées	Le PAS du SCoT du Sisteronais-Buëch est pleinement compatible avec cet objectif. Le diagnostic identifie une fragilisation des centres-bourgs, avec des signes de vacance, un affaiblissement de la fonction commerciale et une perte d'attractivité résidentielle, notamment dans les centres anciens de moyenne montagne. En réponse, le PAS développe à travers l'orientation 1.3 « poursuivre la revitalisation des centres-villes et centres-villages et la valorisation du patrimoine bâti » une stratégie intégrée de réinvestissement. Elle vise à articuler le renouvellement de l'habitat, le soutien au commerce de proximité, la requalification des espaces publics, et la mise en valeur du patrimoine architectural. Le PAS s'appuie sur les dynamiques existantes, comme l'ORT engagée sur Sisteron, Serres, Laragne-Montéglin et La Motte-du-Caire, pour organiser un effet d'entraînement sur les communes voisines. Ce choix s'inscrit dans la logique du SRADDET de recentrage fonctionnel, d'optimisation du bâti existant et de lutte contre la vacance.
O3 - Objectif 37 Rechercher la qualité des espaces publics et favoriser la nature en ville	Le PAS inscrit cette exigence de qualité urbaine dans plusieurs orientations convergentes. L'orientation 1.1 « adapter les formes bâties et formes urbaines aux besoins actuels et à venir » invite à une conception sobre, qualitative et paysagère des tissus d'habitat. L'orientation 1.3 prolonge cette approche en valorisant les espaces publics de centralité comme leviers d'attractivité résidentielle et commerciale. Le diagnostic montre que l'image des bourgs et la qualité des aménagements sont déterminantes dans la capacité des communes à accueillir de nouveaux ménages. Le PAS défend l'intégration du végétal, la désimperméabilisation des sols, la création de lieux de sociabilité et le respect des formes locales. Cette orientation esthétique et fonctionnelle rejoint les objectifs du SRADDET, qui fait de la qualité du cadre de vie un moteur d'équilibre territorial.
AXE 2 - METTRE EN COHERENCE DE L'OFFRE DE MOBILITE ET LA STRATEGIE URBAINE	
O1 - Objectif 38 Développer avec l'ensemble des AOMD une information facilement accessible, une billettique simplifiée, une tarification harmonisée et multimodale	Le PAS ne traite pas directement des systèmes de billettique ou d'information voyageurs, dans la mesure où la compétence mobilité est exercée par la Région. Toutefois, l'orientation 3.3 « renforcer les liens sur le territoire » soutient la structuration d'une offre de transport lisible et accessible, adaptée aux caractéristiques rurales du territoire. Le diagnostic souligne l'importance d'une meilleure articulation entre les usagers, les opérateurs (notamment scolaires) et les plateformes d'information. Le PAS promeut les partenariats interinstitutionnels nécessaires à l'amélioration des dispositifs existants, en lien avec les autorités organisatrices. Cette compatibilité s'inscrit donc dans une logique de contribution et de coopération territoriale.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

JUSTIFICATIONS DU PROJET

3.2- La structure du Projet d'Aménagement Stratégique

3.2.2 Articulation avec les stratégies régionales

Traduction des objectifs du SRADDET PACA dans le PAS

O1 - Objectif 39 Fluidifier l'intermodalitré par l'optimisation des pôles d'échanges multimodaux	Le diagnostic identifie plusieurs points de passage structurants (gares de Sisteron, Serres, haltes ferroviaires, centralités routières) dont l'intermodalité reste partielle ou peu fonctionnelle. Le PAS prend acte de cet état de fait et inscrit, à travers l'orientation 3.3, le principe de renforcement des interfaces : parkings relais, connexions vélo/rail, pôles d'arrêt mutualisés dans les bourgs relais. Cette orientation prévoit aussi le développement des équipements de transition modale (abris vélo, signalétique, arrêts partagés) au sein des centralités hiérarchisées. Ces éléments concourent à une meilleure intermodalité et répondent directement aux attendus de l'objectif 39.
O1 - Objectif 40 Renforcer la convergence entre réseaux et services, en lien avec la stratégie urbaine régionale	Le Sisteronais-Buëch ne bénéficie pas d'un réseau de transports denses, mais son organisation repose sur un maillage intercommunal hiérarchisé. L'orientation 3.1 « affirmer le rôle de chaque commune au sein de l'armature territoriale et renforcer les liens entre les communes » et l'orientation 3.3 permettent de garantir une convergence entre les réseaux de transport (car, transport à la demande, mobilités actives) et les services de proximité (santé, éducation, commerces). Cette convergence est renforcée par la logique d'intégration fonctionnelle des centres relais dans l'organisation des mobilités, ce qui s'inscrit dans l'ambition du SRADDET de cohérence entre desserte et structure urbaine.
O2 - Objectif 41 Déployer des offres de transports en commun adaptées aux territoires, selon trois niveaux d'intensité urbaine	Le PAS est compatible avec cet objectif dans la mesure où il différencie les besoins selon les polarités. L'orientation 3.3 encourage la mise en place d'une offre adaptée au contexte rural : transports à la demande dans les communes les plus dispersées, lignes régulières dans les vallées structurantes (Buëch, Durance), mobilité scolaire renforcée dans les pôles d'accueil. Le diagnostic met en évidence l'inefficacité des solutions standardisées dans un tel territoire. Le PAS privilégie des solutions flexibles, fondées sur l'usage, la complémentarité des réseaux et l'appui sur les infrastructures existantes. Cette approche différenciée, réaliste et territorialisée, répond pleinement à l'objectif 41.
O2 - Objectif 42 Rechercher des complémentarités plsu étroites et une meilleure coordination entre dessertes urbaines, interurbaines et ferroviaires	L'orientation 3.3 soutient une meilleure coordination entre les mobilités locales (voiture, vélo, transports scolaires) et les liaisons structurantes (ligne ferroviaire Marseille–Briançon, réseau routier intercommunal, A51). Le diagnostic souligne une coordination encore partielle entre les gares (Serres, Sisteron) et les réseaux de rabattement. Le PAS favorise l'émergence de services d'interface entre communes (aires de covoiturage, hubs de transport partagés), ce qui répond à l'objectif du SRADDET de mise en cohérence des niveaux de desserte.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

JUSTIFICATIONS DU PROJET

3.2- La structure du Projet d'Aménagement Stratégique

3.2.2 Articulation avec les stratégies régionales

Traduction des objectifs du SRADDET PACA dans le PAS

O2 - Objectif 43 Accompagner les dynamiques territoriales avec des offres de transport adaptées aux évolutions sociodémographiques (en cohérence avec la stratégie urbaine régionale)	Le diagnostic met en lumière une croissance démographique contenue mais réelle, marquée par l'arrivée de ménages retraités et de jeunes actifs attirés par le cadre rural. L'orientation 3.3 vise à accompagner ces évolutions en renforçant les services de transport à destination de ces publics : meilleure accessibilité pour les personnes âgées, solutions souples pour les actifs en péri-centralité. Le PAS anticipe également la montée en puissance de la téléactivité et l'évolution des mobilités résidentielles. Cette posture de flexibilité territoriale est cohérente avec l'objectif régional d'adaptation fine des offres aux dynamiques locales.
O3 - Objectif 44 Accélérer la réalisation de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur pour relancer l'offre des transports du quotidien	Le territoire du Sisteronais-Buëch n'est pas concerné directement par le tracé de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur. Toutefois, l'orientation 3.3 n'entre pas en contradiction avec cet objectif : elle ne prévoit aucun projet susceptible d'interférer avec la réalisation de cette infrastructure. Par ailleurs, la stratégie territoriale privilégie le renforcement des lignes existantes (notamment la ligne ferroviaire des Alpes) et le maillage des dessertes régionales, sans concurrencer les investissements métropolitains. La compatibilité est donc neutre et respectueuse de la trajectoire régionale.
O3 - Objectif 45 Arrêter un schéma d'itinéraires d'intérêt régional contribuant à un maillage performant entre les polarités régionales	Le territoire du Sisteronais-Buëch, bien qu'interne à la Région Sud, n'est pas concerné par les projets structurants de la maille métropolitaine ou interurbaine principale définie à l'échelle régionale. Toutefois, le PAS se montre compatible avec cet objectif en ce qu'il reconnaît, dans l'orientation 3.3 « renforcer les liens sur le territoire », l'importance d'un maillage secondaire performant à l'échelle intercommunale, et de sa connexion aux grands itinéraires structurants existants. Le diagnostic mentionne la RN75 et l'A51 comme axes supports des mobilités internes et d'échanges extérieurs. Le PAS soutient une logique de maillage local complémentaire, non en opposition mais en articulation avec les schémas supra-territoriaux. Cette posture respecte la hiérarchie fonctionnelle des réseaux établie par le SRADDET et ne contrevient pas aux objectifs de performance d'ensemble

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

3.2- La structure du Projet d'Aménagement Stratégique

3.2.2 Articulation avec les stratégies régionales

Prise en compte des objectifs du SRADDET PACA

O3 - Objectif 46 Déployer un réseau d'infrastructures en site propre couplées à des équipements d'accès et de stationnement en cohérence avec la stratégie urbaine régionale	Le PAS ne prévoit pas de projet d'infrastructure en site propre de type TCSP (transport en commun en site propre) sur son périmètre, ce qui est cohérent avec son caractère rural et faiblement dense. Néanmoins, il est compatible avec l'esprit de cet objectif en raison des mesures prises en faveur d'une intermodalité pragmatique. L'orientation 3.3 encourage en effet l'aménagement de pôles de stationnement mutualisés, d'aires de covoiturage et de points de connexion pour les mobilités actives et partagées dans les bourgs relais. Le diagnostic identifie plusieurs secteurs propices à ces équipements légers, en lien avec les axes de déplacement quotidiens. Le PAS contribue ainsi, à son échelle, à une politique régionale de rabattement et d'intermodalité, même en l'absence d'infrastructure lourde. La compatibilité est donc assurée dans une logique de gradation territoriale.
AXE 3 - RECONQUERIR LA MAITRISE DU FONCIER REGIONAL ET RESTAURER LES CONTINUITES ECOLOGIQUES	
O1 - Objectif 47 Réduire la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers, l'artificialisation des sols et l'étalement urbain	Le PAS est compatible avec cet objectif en ce qu'il inscrit la réduction de la consommation foncière comme un principe transversal de la stratégie d'aménagement, tout en adaptant la trajectoire aux caractéristiques locales. Le diagnostic met en évidence une artificialisation peu dense et dispersée, majoritairement liée à l'habitat individuel et à la proximité des axes routiers. L'orientation 1.1 « adapter les formes bâties et formes urbaines aux besoins actuels et à venir » vise explicitement à recentrer le développement dans les enveloppes urbanisées existantes et à mobiliser prioritairement les secteurs déjà partiellement bâtis ou équipés. En complément, l'orientation 4.1 « améliorer la qualité environnementale et écologique des aménagements et des constructions » fixe des objectifs de sobriété spatiale, y compris dans les extensions, en imposant une cohérence entre localisation, densité et accessibilité aux services. Contrairement à une application uniforme de la maille de -50 %, le PAS propose une trajectoire territorialisée, fondée sur les besoins démographiques projetés, les disponibilités foncières maîtrisables et la capacité d'accueil des équipements.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

JUSTIFICATIONS DU PROJET

3.2- La structure du Projet d'Aménagement Stratégique

3.2.2 Articulation avec les stratégies régionales

Prise en compte des objectifs du SRADDET PACA

O1 - Objectif 48 Préserver le socle naturel, agricole et paysager régional	Le diagnostic identifie comme socle fondamental du territoire la qualité et la diversité de ses paysages, ses espaces agricoles de fond de vallée et ses grands ensembles forestiers. Le PAS décline cette vision dans l'orientation 1.2 « maintenir et préserver les paysages et espaces naturels, agricoles et forestiers de la CCSB », qui constitue le socle de la stratégie de protection. Cette orientation distingue les grandes entités paysagères et naturelles du territoire (vallée du Buëch, plateau de Lazer, montagne de Chabre), et prévoit leur intégration dans les choix d'urbanisation, ainsi qu'un principe général de non-dégradation du socle écologique. Le PAS met en œuvre une logique d'urbanisme de projet appuyée sur le respect des ressources du territoire, ce qui est parfaitement compatible avec les prescriptions du SRADDET.
O1 - Objectif 49 Préserver le potentiel de production agricole régional	Le PAS reconnaît l'importance des surfaces agricoles dans l'économie et l'équilibre du territoire. Le diagnostic souligne les pertes de foncier agricole constatées sur la dernière décennie, ainsi que la concurrence entre usages (résidentiel, photovoltaïque, infrastructures). En réponse, l'orientation 4.2 « affirmer le rôle de l'agriculture et de la sylviculture dans la transition du territoire » prévoit la protection du foncier agricole à travers une planification fine des zones urbanisables, la valorisation des friches agricoles et l'appui aux projets de reprise ou d'installation. Le PAS défend également une articulation claire avec les outils fonciers (SAFER, PAEN), et promeut des formes d'urbanisation qui ne compromettent pas la continuité des exploitations. Cette stratégie est directement alignée avec les exigences du SRADDET en matière de préservation du potentiel productif agricole
O2 - Objectif 50 Décliner la Trame verte et bleue régionale et assurer la prise en compte des continuités écologiques et des habitats dans les documents d'urbanisme et les projets de territoire	Le PAS du SCoT du Sisteronais-Buëch est compatible avec cet objectif, en ce qu'il inscrit la préservation et l'opérationnalisation des continuités écologiques dans les documents de planification. Le diagnostic cartographie les principaux corridors écologiques (Buëch, Durance, crêtes boisées, fonds de vallée), et identifie les ruptures potentielles. L'orientation 4.1 intègre les continuités écologiques dans les principes d'aménagement et prévoit leur déclinaison dans le DOO. L'orientation 1.2 vise par ailleurs la préservation des trames paysagères et naturelles, dans une logique d'évitement systématique des secteurs à enjeux écologiques forts. Le PAS prévoit une articulation avec la trame régionale du SRADDET, en assurant la compatibilité des projets locaux avec les continuités supra-territoriales. Cette démarche intègre pleinement les ambitions du SRADDET en matière de résilience écologique.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

JUSTIFICATIONS DU PROJET

3.2- La structure du Projet d'Aménagement Stratégique

3.2.2 Articulation avec les stratégies régionales

Traduction des objectifs du SRADDET PACA dans le PAS

O2 - Objectif 51 Assurer les liaisons écologiques au sein du territoire régional et avec les régions voisines	Le PAS du SCoT du Sisteronais-Buëch est pleinement compatible avec cet objectif, en ce qu'il reconnaît la fonction structurante du territoire dans les continuités écologiques interrégionales. Le diagnostic identifie la CCSB comme un espace de convergence des continuités écologiques majeures entre les Alpes du Sud, le Diois, les Baronnies provençales et les piémonts alpins de la vallée de la Durance. La richesse écologique et la faible fragmentation du territoire permettent de jouer un rôle de « liaison biologique » entre la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et la région Auvergne-Rhône-Alpes. Ce positionnement écologique stratégique est formellement traduit dans le PAS à travers l'orientation 1.2 « maintenir et préserver les paysages et espaces naturels, agricoles et forestiers de la CCSB », qui identifie et protège les grandes structures naturelles. Il est complété par l'orientation 4.1 « améliorer la qualité environnementale et écologique des aménagements et des constructions », qui prévoit l'intégration systématique des trames vertes et bleues dans la planification, y compris à l'échelle communale ou intercommunale. Le PAS prévoit également une articulation avec les documents cadres existants (TVB régionale, SRCE, continuités écologiques identifiées dans le SRADDET PACA et le SRADDET AuRA), en assurant une cohérence d'échelle dans la localisation des projets, la maîtrise foncière, et les choix de désartificialisation ou de renaturation. Cette compatibilité repose enfin sur le fait que les projets d'aménagement à venir devront respecter un principe d'évitement des corridors écologiques régionaux, y compris dans les franges communales à l'interface entre les entités biogéographiques. Le PAS inscrit ainsi la préservation des liaisons écologiques comme un critère de hiérarchisation des secteurs à urbaniser, ce qui est conforme à l'exigence de prise en compte fonctionnelle et transversale posée par le SRADDET
LIGNE DIRECTRICE 3 - CONJUGUER ÉGALITÉ ET DIVERSITÉ POUR DES TERRITOIRES SOLIDAIRES ET ACCUEILLANTS	
AXE 1 - CULTIVER LES ATOUTS, COMPENSER LES FAIBLESSES, RÉALISER LE POTENTIEL ÉCONOMIQUE ET HUMAIN DE TOUS LES TERRITOIRES	

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

3.2- La structure du Projet d'Aménagement Stratégique

3.2.2 Articulation avec les stratégies régionales

Traduction des objectifs du SRADDET PACA dans le PAS

O1 - Objectif 52 Contribuer collectivement à l'ambition démographique régionale	Le Projet d'Aménagement Stratégique du SCoT du Sisteronais-Buëch est compatible avec cet objectif, en ce qu'il participe activement à la dynamique régionale de rééquilibrage démographique par l'adoption d'une trajectoire volontairement engagée à l'échelle locale. Le diagnostic établit un constat clair : vieillissement accéléré de la population, baisse du solde naturel, mais maintien d'un solde migratoire positif, porté par l'attractivité résidentielle du territoire auprès de populations retraitées, de ménages modestes en recherche de cadre de vie, et de néo-ruraux actifs. Ce contexte rend nécessaire un pilotage fin de la croissance démographique, qui permette de soutenir la vitalité des centralités et de préserver les équilibres environnementaux. Le PAS fait ainsi le choix explicite de fonder sa trajectoire de développement sur la projection haute du scénario Omphale de l'INSEE, à horizon 2045. Ce scénario de croissance modérée mais constante est assumé comme un levier d'investissement dans les services, l'habitat et la mobilité, en cohérence avec les capacités d'accueil du territoire telles que caractérisées dans le diagnostic. Il permet au SCoT de s'inscrire dans l'ambition régionale du SRADDET, sans générer d'appel d'air déraisonnable ni créer de déséquilibre foncier ou environnemental. Cette trajectoire est traduite concrètement dans l'orientation 1.1 « adapter les formes bâties et formes urbaines aux besoins actuels et à venir », qui structure l'offre résidentielle autour de formes sobres, compactes et qualitatives, ainsi que dans l'orientation 3.1 « affirmer le rôle de chaque commune au sein de l'armature territoriale et renforcer les liens entre les communes », qui répartit l'effort d'accueil au sein d'un système territorial polycentrique.
O1 - Objectif 53 Faire rayonner les projets métropolitains et promouvoir leurs retombées pour l'ensemble des territoires de la région	Le territoire du Sisteronais-Buëch ne relève pas d'un périmètre métropolitain ou péri-métropolitain. Toutefois, le PAS est compatible avec cet objectif en ce qu'il reconnaît la nécessité d'inscrire les dynamiques locales dans un système territorial plus vaste. Le diagnostic souligne les liens fonctionnels et de dépendance partielle avec les métropoles de Gap, Manosque et, plus lointainement, Aix-Marseille, notamment en termes d'accès à certains services, d'équipements de santé ou de formation.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

3.2- La structure du Projet d'Aménagement Stratégique

3.2.2 Articulation avec les stratégies régionales

Traduction des objectifs du SRADDET PACA dans le PAS

O2 - Objectif 54 Renforcer un modèle de développement rural régional exemplaire à l'échelle nationale	Cet objectif fait écho à la philosophie même du PAS du SCoT du Sisteronais-Buëch. Le territoire, rural, peu dense, à dominante naturelle, s'est doté d'un projet d'aménagement fondé sur la reconnaissance de ses atouts propres : cadre de vie, ressource foncière, diversité paysagère, tissu local. Le diagnostic fait état d'un attachement fort au territoire, d'un besoin d'accompagnement des transitions (climatiques, agricoles, démographiques) et d'une volonté politique de revitalisation. L'ensemble du PAS et en particulier l'orientation 2.2 « faciliter l'activité économique dans les centres-villages et centres-villes », l'orientation 4.2 « affirmer le rôle de l'agriculture et de la sylviculture dans la transition du territoire », et l'orientation 1.3 « poursuivre la revitalisation des centres-villes et centres-villages et la valorisation du patrimoine bâti » porte une ambition de développement rural résilient, exemplaire, et reproductible. Le PAS est donc pleinement compatible avec cet objectif, et constitue à ce titre une contribution opérationnelle à la valorisation d'un modèle de développement rural durable en région Provence-Alpes-Côte d'Azur
O1 - Objectif 55 Structurer les campagnes urbaines et veiller à un développementharmonieux des territoires sous pression	Le territoire du Sisteronais-Buëch n'est pas assimilable à une campagne urbaine au sens strict du SRADDET (espaces en périphérie immédiate des agglomérations métropolitaines). Pour autant, le PAS est compatible avec cet objectif dans la mesure où il préserve l'équilibre entre développement résidentiel et préservation des espaces agricoles, naturels et forestiers, y compris dans les communes les plus attractives de vallée. Le diagnostic identifie une pression foncière modérée mais réelle sur certaines communes de fond de vallée proches des grands axes (RN75, A51), qui concentrent une part importante des autorisations d'urbanisme. Le PAS y répond par l'orientation 1.1 « adapter les formes bâties et formes urbaines aux besoins actuels et à venir », qui encadre la consommation foncière, et l'orientation 1.2 « maintenir et préserver les paysages et espaces naturels, agricoles et forestiers de la CCSB », qui fixe les conditions d'un développement harmonieux. Le projet assure ainsi une structuration des polarités rurales dans une logique de sobriété, de hiérarchisation et de cohérence spatiale, compatible avec l'objectif régional.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

JUSTIFICATIONS DU PROJET

3.2- La structure du Projet d'Aménagement Stratégique

3.2.2 Articulation avec les stratégies régionales

Traduction des objectifs du SRADDET PACA dans le PAS

O2 - Objectif 56 Accélérer le désenclavement physique et numérique des territoires, en particulier alpins	Le diagnostic souligne la position charnière mais périphérique du Sisteronais-Buëch, entre Alpes et Provence, avec des enjeux de desserte (mobilité, numérique, couverture mobile) propres aux territoires alpins de faible densité. Le PAS est compatible avec cet objectif en ce qu'il aborde de manière frontale les problématiques d'accessibilité physique et numérique. L'orientation 3.3 « renforcer les liens sur le territoire » vise à améliorer la desserte entre les polarités locales, à soutenir les mobilités alternatives (covoiturage, vélo à assistance électrique), et à sécuriser les points de passage inter-vallées. Sur le plan numérique, l'orientation 3.2 « mettre en réseau les services et équipements » prévoit une montée en puissance des infrastructures (haut débit, accès mobile) ainsi que le développement de services mutualisés s'appuyant sur les solutions numériques : téléservices, e-santé, télétravail, tiers-lieux. Le PAS contribue ainsi à lever les freins liés à l'enclavement et répond aux ambitions du SRADDET en matière d'égalité d'accès
O2 - Objectif 57 Promouvoir la mise en tourisme des territoires	Le PAS du SCoT du Sisteronais-Buëch est compatible avec cet objectif en ce qu'il reconnaît la valeur structurante du tourisme dans le développement local, tant sur les plans économique, paysager que patrimonial. Le diagnostic fait état d'un territoire déjà fréquenté, mais encore sous-valorisé en matière de filières touristiques structurées, avec une forte saisonnalité et une offre parfois éparse. L'orientation 2.3 « développer une stratégie touristique à l'échelle de la CCSB » répond à ces constats en proposant un positionnement multi-saisonnier, rural et nature, fondé sur les ressources locales : paysages, patrimoine bâti, réseaux de randonnée, activités de pleine nature, hébergements atypiques. Le PAS défend également une logique de maillage équilibré de l'offre (polarités touristiques secondaires, diversification de la fréquentation) et de complémentarité avec les dynamiques régionales. Ce positionnement s'inscrit pleinement dans l'objectif du SRADDET de valorisation des territoires hors des grands circuits traditionnels.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

JUSTIFICATIONS DU PROJET

3.2- La structure du Projet d'Aménagement Stratégique

3.2.2 Articulation avec les stratégies régionales

Traduction des objectifs du SRADDET PACA dans le PAS

O2 - Objectif 58 Soutenir l'économie de proximité	La compatibilité du PAS avec cet objectif est manifeste. Le diagnostic relève que l'économie du Sisteronais-Buëch repose largement sur les services de proximité, l'artisanat, le commerce local, les marchés, les petites filières agricoles et les services à la population. Le PAS structure cette économie dans l'orientation 2.1 « consolider les pôles économiques existants », qui soutient la requalification des zones d'activités en lien avec les besoins locaux et la consolidation des emplois de proximité dans les centralités. L'orientation 2.2 « faciliter l'activité économique dans les centres-villages et centres-villes » prévoit par ailleurs des actions de soutien au commerce de centre-bourg, à l'économie sociale et solidaire, et aux démarches de relocalisation productive. Le projet d'aménagement renforce ainsi la résilience économique du territoire et garantit un maillage d'activités compatible avec les objectifs d'équité territoriale et de réduction des mobilités longues.
AXE 2 - SOUTENIR LES TERRITOIRES ET LES POPULATIONS POUR UNE MEILLEURE QUALITÉ DE VIE	
O1 - Objectif 59 Permettre aux ménages d'accéder à un logement adapté à leurs ressources et de réaliser un parcours résidentiel conforme à leurs souhaits	Le diagnostic met en évidence des difficultés croissantes d'accès au logement dans les centralités du Sisteronais-Buëch, avec une tension particulière sur les logements de petite taille et une vacance persistante dans les bourgs de moyenne montagne. Le PAS est compatible avec cet objectif en ce qu'il pose, dans l'orientation 1.1 « adapter les formes bâties et formes urbaines aux besoins actuels et à venir », les conditions d'un logement accessible, évolutif et diversifié. Cette orientation vise à structurer une offre de logements répondant à la pluralité des profils ménages du territoire : jeunes actifs, familles modestes, personnes âgées isolées ou en perte d'autonomie. Elle s'appuie sur la mobilisation du parc existant, la limitation des coûts de viabilisation, et la localisation préférentielle des nouveaux logements dans les secteurs desservis et équipés.
O1 - Objectif 60 Rénover le parc de logements existant, massifier la rénovation énergétique des logements et revitaliser les quartiers dégradés	Le PAS du SCoT du Sisteronais-Buëch répond pleinement à cet objectif, en cohérence avec les constats posés dans le diagnostic : vétusté du parc ancien, surreprésentation des maisons individuelles énergivores, précarité énergétique et inadéquation du bâti ancien avec les modes de vie contemporains. L'orientation 1.3 « poursuivre la revitalisation des centres-villes et centres-villages et la valorisation du patrimoine bâti » défend une stratégie intégrée de requalification des tissus existants. Elle promeut la massification de la rénovation énergétique, en lien avec les dispositifs publics (OPAH, ORT), et la mobilisation des logements vacants comme alternative à l'étalement urbain. La cohérence est également assurée avec les objectifs du SRADDET en matière de lutte contre l'artificialisation et d'adaptation des logements aux transitions écologiques.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

3.2- La structure du Projet d'Aménagement Stratégique

3.2.2 Articulation avec les stratégies régionales

Traduction des objectifs du SRADDET PACA dans le PAS

O1 - Objectif 61 Promouvoir la mixité sociale et intergénérationnelle, la prise en compte des jeunes et des nouveaux besoins liés au vieillissement de la population	Le PAS est compatible avec cet objectif par la prise en compte croisée des besoins liés au vieillissement de la population, identifiés dans le diagnostic comme structurellement dominants, et des attentes de nouveaux habitants, notamment jeunes ménages ou actifs en télétravail. L'orientation 1.1 prévoit le développement de typologies diversifiées (petits logements, habitats évolutifs, regroupements intergénérationnels) tandis que l'orientation 3.2 « mettre en réseau les services et équipements » anticipe l'évolution de la demande en matière d'accueil de la petite enfance, de santé ou d'accès à la culture pour tous les âges. Le PAS permet ainsi de soutenir des parcours résidentiels inclusifs, dans une perspective de cohésion territoriale et sociale, en parfaite cohérence avec l'objectif 61 du SRADDET.
O2 Objectif 62. Conforter la cohésion sociale	La cohésion sociale est intégrée de manière transversale au PAS, notamment par les orientations 1.3, 3.2 et 3.3. Le PAS vise à soutenir les mécanismes de solidarité territoriale par la mutualisation des équipements, le maintien de services publics de proximité, et la lutte contre la vacance et l'isolement résidentiel. Il intègre également des leviers d'action indirects : redynamisation des centres-bourgs, renforcement de la qualité de vie, intégration paysagère des projets. Le diagnostic insiste sur l'importance des liens de proximité, du bénévolat et du tissu associatif comme socles du vivre-ensemble. Le PAS les prend en compte comme éléments structurants de l'action publique. Il est donc pleinement compatible avec cet objectif.
O2 Objectif 63. Faciliter l'accès aux services	La question de l'accès aux services est traitée comme une priorité dans le diagnostic, en raison de la faible densité, de l'enclavement de certains secteurs et de la difficulté croissante à maintenir des services publics dans les communes rurales. Le PAS y répond par l'orientation 3.2, qui propose une stratégie de mise en réseau des équipements et des services à l'échelle intercommunale, en s'appuyant sur les centralités hiérarchisées (Sisteron, Laragne-Montéglin, Serres, La Motte-du-Caire) et les relais de proximité. L'accessibilité est abordée à la fois sous l'angle spatial (proximité) et fonctionnel (accès numérique, horaires adaptés, multifonctionnalité des lieux). Le PAS est donc compatible avec l'objectif 63, qu'il décline de manière opérationnelle.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

JUSTIFICATIONS DU PROJET

3.2- La structure du Projet d'Aménagement Stratégique

3.2.2 Articulation avec les stratégies régionales

Traduction des objectifs du SRADDET PACA dans le PAS

O2 Objectif 64 Déployer les potentialités des établissements de formation	Le territoire du Sisteronais-Buëch est faiblement doté en établissements de formation post-bac, ce que souligne le diagnostic, avec des effets notables sur l'exode des jeunes. Le PAS ne propose pas la création de nouveaux établissements d'enseignement supérieur, mais il est compatible avec cet objectif en ce qu'il valorise les partenariats existants avec les lycées professionnels, les structures de formation agricole, et les CFA voisins. L'orientation 2.2 « faciliter l'activité économique dans les centres-villages et centres-villes » soutient le développement de l'apprentissage, des formations en alternance, des incubateurs ruraux et des tiers-lieux pédagogiques. En intégrant la formation dans la stratégie économique et sociale du territoire, le PAS permet de répondre aux enjeux du SRADDET en matière d'égalité d'accès et de valorisation des compétences locales.
AXE 3 - DÉVELOPPER ÉCHANGES ET RÉCIPROCITÉS ENTRE TERRITOIRES	
O1 Objectif 65 Refonder le pacte territorial de l'eau, de l'énergie et des solidarités environnementales pour donner à chaque territoire les capacités de son développement	Le PAS du SCoT du Sisteronais-Buëch est compatible avec cet objectif en ce qu'il repose sur une approche intégrée des ressources naturelles et énergétiques comme leviers de développement et d'équité territoriale. Le diagnostic identifie plusieurs vulnérabilités structurelles en matière de ressources : tensions hydriques saisonnières dans les fonds de vallée et les périmètres agricoles irrigués, dépendance énergétique des bâtiments anciens et dispersion des infrastructures. À l'inverse, il met également en évidence des potentiels territoriaux : biomasse forestière, ensoleillement, qualité des eaux de surface et présence d'infrastructures hydroélectriques historiques. e PAS mobilise ces ressources à travers plusieurs orientations complémentaires : L'orientation 4.3 « préserver, valoriser et optimiser les ressources du territoire » vise à structurer une gestion territorialisée de l'eau (coordination avec les SAGE, maîtrise des prélèvements, protection des captages, compatibilité avec le SDAGE), à diversifier les sources de production énergétique (solaire, bois, hydroélectricité de petite échelle) et à favoriser la mutualisation des moyens à travers des coopérations intercommunales ou inter-SCoT. L'orientation 4.2 « affirmer le rôle de l'agriculture et de la sylviculture dans la transition du territoire » apporte une réponse directe aux enjeux d'équité d'accès aux ressources en eau et à l'énergie dans les vallées agricoles, notamment via la préservation du foncier irrigué, la relocalisation de filières courtes et le développement de projets collectifs (type agrivoltaïsme ou chaufferie bois partagée). Enfin, l'orientation 3.1 « affirmer le rôle de chaque commune au sein de l'armature territoriale et renforcer les liens entre les communes » garantit une répartition équitable des fonctions de développement au regard des ressources disponibles, notamment en matière d'eau potable, de capacité énergétique locale et de portage des services environnementaux à l'échelle intercommunale.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

JUSTIFICATIONS DU PROJET

3.2- La structure du Projet d'Aménagement Stratégique

3.2.2 Articulation avec les stratégies régionales

Traduction des objectifs du SRADDET PACA dans le PAS

O1 Objectif 66 S'accorder sur une stratégie cohérente des mobilités avec les AOMD et définir les modalités de l'action	Le diagnostic met en évidence une forte dépendance à l'automobile individuelle, une offre de transport collectif peu lisible, et une faible couverture des services alternatifs, en particulier dans les vallées secondaires et les communes de moyenne montagne. Le PAS est compatible avec cet objectif en ce qu'il reconnaît la nécessité d'une stratégie territoriale de la mobilité partagée, articulée avec les autorités organisatrices. L'orientation 3.3 « renforcer les liens sur le territoire » prévoit une coordination avec les AOMD (Autorités Organisatrices de la Mobilité Départementales et Régionale) afin d'adapter les dessertes aux besoins de la population locale, de soutenir les dispositifs existants (transport à la demande, transports scolaires, lignes interurbaines régionales) et de développer des solutions complémentaires à l'échelle des bassins de vie. Le PAS ne vise pas à se substituer aux compétences de transport, mais à en garantir la cohérence avec l'organisation spatiale et l'armature territoriale portée par le SCoT. Il contribue ainsi à l'objectif 66 dans le respect du rôle dévolu aux différents niveaux d'action publique.
O2 Objectif 67 Consolider l'ingénierie de la connaissance territoriale pour renforcer la mise en capacité des territoires	Le PAS du Sisteronais-Buëch est compatible avec cet objectif dans la mesure où il s'inscrit dans une logique de montée en compétence des acteurs locaux. Cette intention est formalisée dans plusieurs orientations, notamment l'orientation 4.3 « préserver, valoriser et optimiser les ressources du territoire », qui invite à s'appuyer sur les données territorialisées (cadastres solaires, inventaires de biodiversité, diagnostics de performance énergétique), ainsi que dans l'orientation 3.1 « affirmer le rôle de chaque commune au sein de l'armature territoriale et renforcer les liens entre les communes », qui appelle à mutualiser les outils et les compétences. Le PAS participe ainsi à l'objectif de renforcement de la capacité d'action des territoires. Le projet de SCoT associe aux orientations stratégiques un programme d'actions opérationnelles, parmi lesquelles plusieurs visent précisément le soutien à des modes de transports collectifs alternatifs et leur financement.
O2 Objectif 68 Rechercher des financements innovants pour pérenniser le développement des transports collectifs	Le PAS du SCoT du Sisteronais-Buëch est compatible avec cet objectif en ce qu'il soutient une stratégie de transport adaptée aux réalités locales, et financièrement soutenable. L'orientation 3.3 prévoit explicitement le recours à des solutions de transport à faible coût structurel : covoiturage, navettes intercommunales, mutualisation de services avec les circuits scolaires, véhicules partagés en régie intercommunale. Ces dispositifs sont susceptibles de faire l'objet de financements croisés ou d'expérimentations territorialisées soutenues par la région ou l'État.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

JUSTIFICATIONS DU PROJET

3.2- La structure du Projet d'Aménagement Stratégique

3.2.2 Articulation avec les stratégies régionales

Traduction des objectifs du SRADDET AURA dans le PAS

OBJECTIF DU SRADDET AURA	Vérification de la compatibilité du PAS avec les objectifs du SRADDET AURA
Objectif général 1 : Construire une région qui n'oublie personne	
Objectif stratégique 1 : Garantir, dans un contexte de changement climatique, un cadre de vie de qualité pour tous	
Objectif 1.1 Redynamiser les centres bourgs, les centres villes et les quartiers en difficulté	Le PAS du SCoT du Sisteronais-Buëch est pleinement compatible avec cet objectif, en s'appuyant sur l'orientation 1.3 « poursuivre la revitalisation des centres-villes et centres-villages et la valorisation du patrimoine bâti ». Cette orientation se traduit par la mise en valeur des centralités locales comme socles d'un développement territorial équilibré, en cohérence avec les diagnostics démographiques et urbains. Elle propose une action ciblée sur les polarités fragiles, notamment via la réhabilitation du bâti existant, l'accompagnement de la vacance et la requalification des espaces publics, dans une logique de cohérence avec les dispositifs existants tels que les conventions ORT ou les programmes Petite Ville de Demain
Objectif 1.2 Répondre à la diversité et à l'évolution des besoins des habitants en matière d'habitat	L'orientation 1.1 « adapter les formes bâties et formes urbaines aux besoins actuels et à venir » soutient cet objectif, en inscrivant dans le PAS la nécessité de répondre aux besoins diversifiés des ménages. Le diagnostic met en évidence un vieillissement de la population, des besoins spécifiques pour les jeunes actifs, et une vacance de logements anciens. Le PAS y répond par des propositions de logements diversifiés, évolutifs, et bien localisés, permettant de couvrir l'ensemble du parcours résidentiel, avec un accent particulier sur la mixité sociale et générationnelle
Objectif 1.3 Consolider la cohérence entre urbanisme et déplacements	Le lien entre urbanisme et mobilité est renforcé dans le PAS à travers l'orientation 3.1 « affirmer le rôle de chaque commune au sein de l'armature territoriale et renforcer les liens entre les communes », qui articule le développement urbain avec la structuration des réseaux de desserte. Les centralités sont positionnées comme des points d'ancrage de l'organisation territoriale, favorisant les courtes distances et les mobilités douces, en cohérence avec les enjeux de désenclavement et de cohésion.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

JUSTIFICATIONS DU PROJET

3.2- La structure du Projet d'Aménagement Stratégique

3.2.2 Articulation avec les stratégies régionales

Traduction des objectifs du SRADDET AURA dans le PAS

Objectif 1.4. Concilier le développement des offres et des réseaux de transport avec la qualité environnementale	L'orientation 3.3 « renforcer les liens sur le territoire » contribue directement à cet objectif, en engageant une amélioration des mobilités durables à l'échelle du territoire. Le PAS valorise les complémentarités intercommunales en matière de transport collectif, notamment par la référence à des initiatives comme Rézo Pouce - Mobicoop. Cette logique est renforcée par l'orientation 4.1 « améliorer la qualité environnementale et écologique des aménagements et des constructions », qui intègre les impacts environnementaux des déplacements dans les projets d'aménagement
Objectif 1.5. Réduire les émissions des polluants les plus significatifs et poursuivre celle des émissions de gaz à effet de serre aux horizons 2030 et 2050	Le PAS se positionne de manière volontariste sur la trajectoire climat-air-énergie. L'orientation 4.1 susmentionnée prévoit l'intégration d'exigences environnementales dans les projets d'aménagement, et l'orientation 4.3 « préserver, valoriser et optimiser les ressources du territoire » complète cette ambition par une meilleure efficience énergétique, une lutte contre les déperditions et un encouragement à l'autoproduction.
Objectif 1.6- Préserver la trame verte et bleue et intégrer ses enjeux dans l'urbanisme, les projets d'aménagement, les pratiques agricoles et forestières	L'orientation 1.2 « maintenir et préserver les paysages et espaces naturels, agricoles et forestiers » inclut spécifiquement la préservation des continuités écologiques identifiées à l'échelle intercommunale, et leur prise en compte dans l'organisation du développement urbain. Le PAS intègre ainsi une logique d'aménagement respectueuse de la trame verte et bleue, en cohérence avec les prescriptions du SRADDET AURA.
Objectif 1.7. Valoriser la richesse et la diversité des paysages, patrimoines et espaces naturels remarquables et ordinaires de la région	L'orientation 1.2 intègre une attention forte aux composantes paysagères du territoire, notamment à travers la protection des motifs paysagers structurants, des cônes de vue et des structures agraires patrimoniales. Le PAS se donne également pour objectif de guider l'insertion des constructions dans une logique de respect du paysage, en tenant compte de l'héritage local et de la diversité des entités paysagères.
Objectif 1.8. Rechercher l'équilibre entre les espaces artificialisés et les espaces naturels, agricoles et forestiers dans et autour des espaces urbanisés	Le PAS affirme un objectif de sobriété foncière particulièrement ambitieux, en ciblant une réduction de -54.5 % de la consommation d'espaces sur la période 2021-2030 inclus pour les communes en région AURA. Pour la période 2031 à 2045, le SCoT du Sisteronais-Buëch vise à maintenir le même taux de réduction que la première phase par décennie (2021-2030 et 2041-2050) pour atteindre la Zéro Artifi¬cialisation Nette (ZAN) à l'horizon 2050. Ces objectifs sont portés par l'orientation 1.2 en cohérence avec les capacités locales de densification et de renouvellement urbain.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

JUSTIFICATIONS DU PROJET

3.2- La structure du Projet d'Aménagement Stratégique

3.2.2 Articulation avec les stratégies régionales

Traduction des objectifs du SRADDET AURA dans le PAS

O bjectif 1.9. Développer une approche transversale pour lutter contre les effets du changement climatique	Le PAS structure l'ensemble de son projet autour d'une logique d'adaptation et de transition. L'orientation 4.1 prend explicitement en charge la qualité environnementale des projets, tandis que l'orientation 4.3 traite de la résilience territoriale à travers la gestion durable des ressources. Cette approche systémique, fondée sur les diagnostics climatiques, agricoles et hydriques, permet au SCoT de répondre aux impératifs d'adaptation du SRADDET AURA
Objectif stratégique 2 : Offrir l'accès aux principaux services sur tous les territoires	
Objectif 2.1. Couvrir 100 % du territoire en Très Haut Débit (THD) et diviser par deux les zones blanches de téléphonie mobile	Le diagnostic identifie plusieurs communes partiellement ou mal couvertes en internet haut débit et en téléphonie mobile, notamment en zone de montagne et dans les secteurs éloignés des centres-bourgs. Le PAS est compatible avec cet objectif dans la mesure où l'orientation 3.2 « mettre en réseau les services et équipements » promeut une action volontariste en faveur de l'amélioration de la couverture numérique. Cette orientation prévoit explicitement le soutien à l'équipement en fibre, la résorption des zones blanches, et le développement de services connectés (téléservices, e-santé, tiers-lieux). Le PAS soutient ainsi les actions d'aménagement numérique portées à l'échelle départementale et régionale, en les intégrant comme préalable à l'accessibilité aux services.
Objectif 2.2. Agir pour le maintien et le développement des services de proximité sur tous les territoires de la région	Cet objectif est pris en compte de manière centrale dans le PAS à travers l'orientation 3.2, qui prévoit une mise en réseau des équipements existants, le développement de pôles de services intercommunaux dans les centralités, et le renforcement des services itinérants en zone peu dense. Le diagnostic montre que les petites communes sont exposées à un risque d'érosion de leurs services publics (santé, éducation, poste), ce qui justifie une stratégie d'ancrage territorial renforcé. Le PAS intègre également la mutualisation et la complémentarité entre communes pour consolider les usages et garantir la soutenabilité. La compatibilité avec le SRADDET est ainsi pleinement assurée, à la fois dans l'esprit et dans les outils de mise en œuvre.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

3.2- La structure du Projet d'Aménagement Stratégique

3.2.2 Articulation avec les stratégies régionales

Traduction des objectifs du SRADDET AURA dans le PAS

Objectif 2.3. Répondre aux besoins de mobilité en diversifiant les offres et services en fonction des spécificités des personnes et des territoires	Le PAS est compatible avec cet objectif, en particulier au travers de l'orientation 3.3 « renforcer les liens sur le territoire », qui articule une réponse en matière de mobilité avec les besoins spécifiques d'un territoire rural, à la géographie complexe. L'offre de mobilité proposée est différenciée : transport à la demande, développement des mobilités actives, navettes inter-bourgs, soutien au covoiturage et au partage de véhicules. Le diagnostic montre que l'enjeu est moins celui de l'équipement que de l'usage et de l'organisation des services, notamment pour les publics fragiles (personnes âgées, jeunes, ménages sans véhicule). Le PAS propose une diversification fonctionnelle des solutions de déplacement, parfaitement en phase avec l'objectif 2.3 du SRADDET AURA.
Objectif 2.4 Simplifier et faciliter le parcours des voyageurs et la circulation des marchandises	Le PAS prend en compte cet objectif dans l'orientation 3.3, en favorisant l'intermodalité légère (points de rabattement, arrêts mutualisés, aires de covoiturage), la coordination entre les réseaux interurbains et scolaires, et la simplification des déplacements du quotidien. Le diagnostic met en évidence la nécessité d'un maillage plus lisible, permettant de répondre aux déplacements réguliers domicile-travail, mais aussi aux besoins ponctuels (soins, démarches, achats). Le PAS soutient également les circuits logistiques de proximité (livraison à vélo, micro-plateformes), ce qui contribue à fluidifier les échanges dans une logique de sobriété.
2.5. Renforcer l'attractivité, la performance et la fiabilité des services de transports publics	Le PAS du SCoT du Sisteronais-Buëch est compatible avec cet objectif dans la mesure où il s'attache à adapter l'organisation du territoire à la faible densité de son réseau de transport collectif structuré, tout en proposant des améliorations ciblées sur les pôles existants et les trajets du quotidien. Le diagnostic met en évidence l'usage très majoritaire de la voiture individuelle, lié à l'insuffisance de l'offre régulière, aux temps de parcours dissuasifs et à la faible fréquence des dessertes dans plusieurs secteurs de montagne ou en limite départementale. L'orientation 3.3 « renforcer les liens sur le territoire » structure la réponse à ces constats. Elle prévoit un renforcement de l'attractivité des transports collectifs. Le document identifie également les potentiel de réactivation des lignes, d'adaptation des horaires aux usages locaux, et de développement de la billettique unifiée en lien avec la Région Sud, autorité organisatrice des mobilités.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

JUSTIFICATIONS DU PROJET

3.2- La structure du Projet d'Aménagement Stratégique

3.2.2 Articulation avec les stratégies régionales

Traduction des objectifs du SRADDET AURA dans le PAS

2.6. Renforcer la sécurité des déplacements pour tous les modes	Le diagnostic souligne la dangerosité de certains itinéraires routiers, notamment dans les traversées de bourg et sur les axes départementaux. Le PAS en tient compte dans l'orientation 3.3, qui prévoit le traitement de la sécurité des cheminements piétons et cyclables, l'apaisement des centralités, la hiérarchisation du réseau viaire et la sécurisation des accès aux équipements publics (écoles, commerces). Le lien entre urbanisme, sécurité et mobilité est intégré dans les recommandations d'aménagement, en compatibilité directe avec l'objectif 2.5 du SRADDET.
2.7. Renforcer la sûreté pour les voyageurs dans les transports collectifs et dans les lieux d'attente	L'orientation 3.3 prévoit une amélioration des conditions d'accueil dans les lieux de transit : haltes ferroviaires, points d'arrêt, abris voyageurs, parkings-relais. Le diagnostic met en lumière le rôle de la qualité des aménagements (visibilité, éclairage, accessibilité) dans le recours effectif au transport collectif. Le PAS est donc compatible avec cet objectif en soutenant une amélioration qualitative des espaces d'attente, adaptée aux contextes ruraux
2.8. Développer une offre de santé de premier recours adaptée aux besoins des territoires (infrastructures, attraction des professionnels de santé)	Le diagnostic souligne les difficultés croissantes d'accès aux soins, avec une raréfaction des généralistes, des délais d'accès aux spécialistes et une désertification de certaines communes en matière de présence médicale. Le PAS est compatible avec cet objectif en ce qu'il reconnaît explicitement la santé comme un levier d'aménagement. L'orientation 3.2 « mettre en réseau les services et équipements » prévoit la consolidation des centralités comme points d'ancrage pour les professionnels de santé, le développement de maisons de santé pluridisciplinaires ou la mise à disposition de locaux pour l'accueil temporaire de médecins. Le PAS encourage également des démarches de coopération intercommunale cohérentes avec les objectifs régionaux. Cette approche territorialisée de l'offre de soins répond aux prescriptions du SRADDET AURA.
2.9. Accompagner la réhabilitation énergétique des logements privés et publics et améliorer leur qualité environnementale	Le PAS s'inscrit pleinement dans cet objectif par l'intermédiaire de l'orientation 1.3 « poursuivre la revitalisation des centres-villes et centres-villages et la valorisation du patrimoine bâti », qui prévoit une intervention ciblée sur les logements anciens, vétustes ou énergivores, en cohérence avec les dispositifs d'aide à la rénovation thermique (OPAH, programmes ORT, accompagnement des copropriétés fragiles). Ce travail est renforcé par l'orientation 4.1 « améliorer la qualité environnementale et écologique des aménagements et des constructions », qui inclut la massification de la rénovation énergétique comme action prioritaire, y compris sur le parc public. Le diagnostic met en évidence une vulnérabilité particulière à la précarité énergétique, justifiant un effort de rénovation couplé à une stratégie d'attractivité résidentielle. Le PAS traduit ainsi de manière opérationnelle l'objectif 2.9 du SRADDET.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

JUSTIFICATIONS DU PROJET

3.2- La structure du Projet d'Aménagement Stratégique

3.2.2 Articulation avec les stratégies régionales

Traduction des objectifs du SRADDET AURA dans le PAS

Objectif général 2 : Développer la région par l'attractivité et les spécificités de ses territoires	
Objectif stratégique 3 : Promouvoir des modèles de développement locaux fondés sur les potentiels et les ressources	
3.1. Privilégier le recyclage du foncier à la consommation de nouveaux espaces	Le PAS est compatible avec cet objectif, dont il reprend la logique dans l'ensemble de sa stratégie de développement. Le diagnostic identifie des secteurs urbanisés sous-occupés, des zones d'activités vieillissantes, des friches bâties et une vacance résidentielle élevée dans certains centres-bourgs. Le PAS fait le choix de recentrer la production foncière sur ces gisements internes à l'enveloppe bâtie, dans une logique de réduction de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers, qui se traduit notamment par une trajectoire ZAN propre au territoire. L'orientation 1.1 « adapter les formes bâties et formes urbaines aux besoins actuels et à venir » privilégie les extensions maîtrisées, la mobilisation du foncier diffus et les opérations de renouvellement urbain. L'orientation 2.1 « consolider les pôles économiques existants » engage par ailleurs une stratégie de requalification des zones d'activités plutôt que leur extension. Cette posture d'urbanisme sobre et circulaire, adossée à une capacité d'accueil réelle et documentée, traduit fidèlement l'objectif 3.1 du SRADDET AURA.
3.2. Anticiper à l'échelle des SCoT la mobilisation de fonciers de compensation à fort potentiel environnemental	Le PAS du Sisteronais-Buëch est compatible avec cet objectif, dans la mesure où il anticipe la mise en œuvre des obligations de compensation environnementale dans les documents d'urbanisme infra-supra. L'orientation 1.2 « maintenir et préserver les paysages et espaces naturels, agricoles et forestiers de la CCSB » identifie les réservoirs fonciers à enjeux environnementaux (milieux humides, forêts de pente, trames bocagères) et pose comme principe leur non-désartificialisation.
3.3. Préserver et valoriser les potentiels fonciers pour assurer une activité agricole et sylvicole viable, soucieuse de la qualité des sols, de la biodiversité et résiliente face aux impacts du changement climatique	Le PAS répond directement à cet objectif par une double logique de protection et de valorisation. L'orientation 4.2 « affirmer le rôle de l'agriculture et de la sylviculture dans la transition du territoire » porte une ambition de maintien des exploitations existantes, d'installation de nouvelles activités à haute valeur environnementale (bio, pastoralisme, circuits courts), et de diversification des fonctions agricoles (pédagogie, agri-énergie, stockage de carbone). Le diagnostic met en évidence la pression sur les terres irriguées en fond de vallée, mais aussi le sous-emploi des plateaux et versants boisés. Le PAS propose une lecture territorialisée des vocations productives, en lien avec l'enjeu de résilience climatique. La compatibilité est donc forte avec les objectifs de durabilité foncière portés par le SRADDET.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

JUSTIFICATIONS DU PROJET

3.2- La structure du Projet d'Aménagement Stratégique

3.2.2 Articulation avec les stratégies régionales

Traduction des objectifs du SRADDET AURA dans le PAS

3.4. Faire de l'image de chaque territoire un facteur d'attractivité	Le diagnostic du SCoT met en valeur l'identité paysagère et patrimoniale du Sisteronais-Buëch comme levier d'attractivité résidentielle et touristique. L'orientation 1.2 et l'orientation 2.3 « développer une stratégie touristique à l'échelle de la CCSB » traduisent cette reconnaissance en action publique : valorisation des paysages du quotidien, respect des formes bâties locales, requalification des centres anciens, et mise en récit des sites emblématiques du territoire (Serres, Sisteron). Le PAS propose ainsi de faire du cadre de vie un outil de développement équilibré, fidèle à l'esprit de l'objectif 3.4 du SRADDET.
3.5. Soutenir spécifiquement le développement des territoires et projets à enjeux d'échelle régionale	Le PAS du SCoT du Sisteronais-Buëch est compatible avec cet objectif en ce qu'il soutient des dynamiques territoriales susceptibles de s'articuler à des projets d'intérêt régional, notamment dans les domaines du tourisme durable, des mobilités interterritoriales et de l'agriculture de qualité. L'orientation 2.3 « développer une stratégie touristique à l'échelle de la CCSB » permet de relier les initiatives locales aux itinérances régionales. L'orientation 4.2 « affirmer le rôle de l'agriculture et de la sylviculture dans la transition du territoire » renforce le positionnement du territoire dans les stratégies régionales de relocalisation alimentaire et énergétique. Le diagnostic identifie ces atouts comme leviers d'un développement différencié, complémentaire aux métropoles. Le PAS s'inscrit ainsi dans une logique de coopération interterritoriale, en cohérence avec les orientations du SRADDET.
3.6 Limiter le développement de surfaces commerciales en périphérie des villes en priorisant leurs implantations en centre-ville et en favorisant la densification des surfaces commerciales existantes	Le PAS est compatible avec cet objectif dans la mesure où il affirme, à travers l'orientation 2.2 « faciliter l'activité économique dans les centres-villages et centres-villes », une priorité claire donnée à la revitalisation du tissu commercial de proximité. Le diagnostic montre que les centres-bourgs de la CCSB sont fragilisés par la vacance commerciale, alors que les extensions périphériques sont marginales mais risqueraient d'accentuer la désaffection des polarités. Le PAS limite toute création de polarité commerciale nouvelle en extension non justifiée et favorise le réinvestissement des cellules vacantes existantes, notamment dans le cadre de projets de requalification globale des centralités. Il s'inscrit ainsi pleinement dans la trajectoire de sobriété commerciale et de cohérence urbaine promue par le SRADDET AURA.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

JUSTIFICATIONS DU PROJET

3.2- La structure du Projet d'Aménagement Stratégique

3.2.2 Articulation avec les stratégies régionales

Traduction des objectifs du SRADDET AURA dans le PAS

3.7 Augmenter de 54 % à l'horizon 2030 la production d'énergie renouvelable en accompagnant les projets de production d'énergie renouvelable et en s'appuyant sur les potentiels de chaque territoire, et porter cet effort à + 100 % à l'horizon 2050	Le PAS du SCoT du Sisteronais-Buëch est compatible avec cet objectif en ce qu'il prévoit une montée en puissance maîtrisée des énergies renouvelables fondée sur les ressources locales : solaire en toiture, bois-énergie, micro-hydroélectricité. L'orientation 4.3 « préserver, valoriser et optimiser les ressources du territoire » promeut une production territorialisée, sobre en foncier, articulée avec les filières existantes et les documents de planification énergétique. Le PAS inscrit ainsi le territoire dans la trajectoire régionale de développement des ENR, en tenant compte de ses capacités réelles et de ses équilibres environnementaux.
3.8. Réduire la consommation énergétique de la région de 23 % par habitant à l'horizon 2030 et porter cet effort à -38 % à l'horizon 2050	Le PAS est compatible avec cet objectif en ce qu'il engage le territoire dans une trajectoire de sobriété énergétique fondée sur la réhabilitation du bâti existant, la compacité urbaine, la réduction des besoins de mobilité motorisée et l'optimisation des ressources locales. L'orientation 4.1 « améliorer la qualité environnementale et écologique des aménagements et des constructions » cible directement la réduction des consommations par la performance thermique, l'éco-conception et la gestion sobre des flux. Le diagnostic identifie les postes les plus énergivores (habitat ancien, mobilités pendulaires), et le PAS y répond par une action croisée sur les formes urbaines, l'implantation des services, et l'offre de logement. Il inscrit ainsi le territoire dans la dynamique régionale de transition énergétique portée par le SRADDET.
3.9. Préserver les espaces et le bon fonctionnement des grands cours d'eau de la région	Le PAS est compatible avec cet objectif en ce qu'il reconnaît les grands cours d'eau du territoire notamment le Buëch et ses affluents comme des structures écologiques et paysagères majeures, à préserver de toute artificialisation ou fragmentation. Le diagnostic met en évidence la sensibilité de ces milieux à la pression foncière et aux altérations morphologiques. L'orientation 1.2 « maintenir et préserver les paysages et espaces naturels, agricoles et forestiers de la CCSB » et l'orientation 4.3 « préserver, valoriser et optimiser les ressources du territoire » inscrivent la préservation des ripisylves, la continuité écologique et la gestion équilibrée des zones inondables comme des objectifs prioritaires. Le PAS écarte toute urbanisation en secteur d'expansion des crues et soutient la compatibilité des projets avec le SDAGE. Il répond ainsi pleinement à l'objectif du SRADDET de protection fonctionnelle et écologique des grands cours d'eau.
Objectif stratégique 4 : Faire une priorité des territoires en fragilité	

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

JUSTIFICATIONS DU PROJET

3.2- La structure du Projet d'Aménagement Stratégique

3.2.2 Articulation avec les stratégies régionales

Traduction des objectifs du SRADDET AURA dans le PAS

4.1. Désenclaver les territoires ruraux et de montagne par des infrastructures de transport et des services de mobilité adaptés	Le PAS est compatible avec cet objectif en ce qu'il cible prioritairement l'amélioration de la desserte des polarités rurales et montagnardes. L'orientation 3.3 « renforcer les liens sur le territoire » prévoit une offre de mobilité adaptée aux configurations locales : développement des transports à la demande, aménagement d'aires de covoiturage, liaisons inter-bourgs et valorisation des haltes ferroviaires (Sisteron, Serres). Le diagnostic confirme les besoins de désenclavement, notamment pour les publics non motorisés, et justifie une approche différenciée des mobilités selon les contextes d'altitude, de pente ou d'accessibilité.
4.2. Faire de la résorption de la vacance locative résidentielle et touristique une priorité avant d'engager la production d'une offre supplémentaire	Le PAS est compatiblee avec cet objectif. L'orientation 1.3 « poursuivre la revitalisation des centres-villes et centres-villages et la valorisation du patrimoine bâti » place la mobilisation du parc vacant au cœur de la stratégie d'accueil. Le diagnostic souligne la vacance dans les centralités, y compris dans des logements potentiellement réhabilitables. Le PAS donne ainsi la priorité au recyclage résidentiel et à la reconversion des logements existants avant toute urbanisation nouvelle, ce qui répond directement aux exigences du SRADDET.
4.3. Accompagner les collectivités à mieux prévenir et à s'adapter aux risques naturels très présents dans la région	Le PAS est compatible avec cet objectif en ce qu'il intègre les risques naturels comme contrainte structurante du projet territorial. Le diagnostic met en évidence la présence de multiples aléas (inondations, mouvements de terrain, feux de forêt). L'orientation 4.1 « améliorer la qualité environnementale et écologique des aménagements et des constructions » intègre l'évitement des zones à risque, la désimperméabilisation, l'adaptation des formes urbaines, et la gestion raisonnée des implantations. Le PAS s'articule également aux outils de prévention réglementaire (PPR, PCS) pour garantir la compatibilité des projets avec la maîtrise du risque.
4.4. Préserver les pollinisateurs tant en termes de biodiversité qu'en termes de filière apicole	Le PAS est compatible avec cet objectif dans la mesure où il reconnaît la valeur écologique et économique des milieux favorables aux pollinisateurs. L'orientation 1.2 « maintenir et préserver les paysages et espaces naturels, agricoles et forestiers » protège les prairies naturelles, les haies, les friches et les lisières, identifiés dans le diagnostic comme supports de biodiversité fonctionnelle. En parallèle, l'orientation 4.2 « affirmer le rôle de l'agriculture et de la sylviculture dans la transition du territoire » valorise les pratiques agricoles extensives, compatibles avec la préservation des insectes pollinisateurs et le maintien d'une apiculture locale.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

JUSTIFICATIONS DU PROJET

3.2- La structure du Projet d'Aménagement Stratégique

3.2.2 Articulation avec les stratégies régionales

Traduction des objectifs du SRADDET AURA dans le PAS

4.5. Préserver la ressource en eau pour limiter les conflits d'usage et garantir le bon fonctionnement des écosystèmes notamment en montagne et dans le sud de la région	Le PAS est compatibleavec cet objectif, en s'appuyant sur l'orientation 4.3 « préserver, valoriser et optimiser les ressources du territoire ». Le diagnostic souligne des tensions saisonnières sur les prélèvements (agricoles et domestiques), en particulier dans les vallées du Buëch et de la Durance. Le PAS prévoit une hiérarchisation des usages, une articulation avec les objectifs des SAGE, et une intégration de la contrainte hydrique dans le dimensionnement des projets. Il soutient également la protection des zones humides, le ralentissement des écoulements et la lutte contre les fuites dans les réseaux. Il est donc parfaitement compatible avec la logique du SRADDET AURA.
Objectif stratégique 5 : Faire une priorité des territoires en fragilité	
5.1. Promouvoir une organisation multipolaire qui renforce les complémentarités des territoires et qui favorise les fonctionnements de proximité à l'échelle locale	L'orientation 3.1 « affirmer le rôle de chaque commune au sein de l'armature territoriale et renforcer les liens entre les communes » définit une organisation multipolaire structurée autour des centralités de Sisteron, Laragne-Montéglin, Serres et La Motte-du-Caire, avec des fonctions différenciées et complémentaires. Le diagnostic souligne les interdépendances entre vallées et la nécessité de soutenir des pôles relais. Le PAS adopte une approche polycentrique adaptée à la ruralité, cohérente avec la vision du SRADDET.
5.2. Identifier les itinéraires d'intérêt régional pour un maillage cohérent et complémentaire des infrastructures de transport tous modes	Le diagnostic identifie la RN75, la RD 1075 et la ligne ferroviaire des Alpes comme axes structurants. L'orientation 3.3 « renforcer les liens sur le territoire » s'appuie sur ces infrastructures pour organiser la hiérarchisation des mobilités et soutenir un maillage complémentaire aux itinéraires régionaux. Le PAS prévoit de renforcer l'intermodalité aux gares, d'aménager des aires de covoiturage sur les grands axes, et de consolider les dessertes secondaires connectées aux réseaux structurants. Il est donc compatible avec l'objectif 5.2 du SRADDET.
5.3. Veiller à la cohérence des aménagements pour la connexion des offres et services de mobilité au sein des pôles d'échanges	Le PAS est compatible avec cet objectif dans la mesure où il identifie plusieurs pôles d'échanges (gares de Sisteron, Serres, haltes routières) comme leviers d'intermodalité. L'orientation 3.3 prévoit de les aménager pour renforcer la lisibilité, la sécurité, l'accessibilité et le confort d'attente. Le diagnostic fait apparaître un manque de coordination entre réseaux interurbains et transports scolaires, que le PAS entend corriger par une logique d'intégration fonctionnelle des services. La cohérence des pôles d'échange est ainsi abordée comme un enjeu structurant du projet.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

JUSTIFICATIONS DU PROJET

3.2- La structure du Projet d'Aménagement Stratégique

3.2.2 Articulation avec les stratégies régionales

Traduction des objectifs du SRADDET AURA dans le PAS

5.4. Veiller à une performance adaptée des infrastructures de transport en réponse au besoin d'échanges entre les territoires	Le PAS propose une réponse proportionnée aux besoins d'échange en renforçant la desserte des centralités et en appuyant les mobilités du quotidien (santé, travail, achats). L'orientation 3.3 vise à améliorer la continuité des liaisons entre vallées, à sécuriser les déplacements et à mutualiser les moyens (transport à la demande, navettes inter-bourgs, lignes scolaires élargies). Le diagnostic montre que ces améliorations sont décisives pour maintenir l'attractivité résidentielle. Le PAS est ainsi compatible avec l'objectif 5.4 en adaptant les infrastructures au contexte rural et de montagne.
5.5 Veiller à une performance adaptée des infrastructures de transport en réponse au besoin d'échanges entre les territoires5.5. Inciter à la complémentarité des grands équipements portuaires et d'intermodalité fret	Le territoire du Sisteronais-Buëch n'est pas concerné par la présence d'équipements portuaires ou de plateformes logistiques fret à vocation régionale. Toutefois, le PAS n'entrave en rien les complémentarités d'échelle souhaitées par le SRADDET et n'introduit aucun obstacle aux flux régionaux. Il se positionne en cohérence fonctionnelle avec les réseaux existants (fer, route), sans créer de dépendance ou d'infrastructure à contre-sens des logiques d'organisation du fret. La compatibilité est donc neutre et non contradictoire.
5.6. Inciter à la complémentarité des grands équipements aéroportuaires	Le territoire du SCoT ne comporte pas d'équipement aéroportuaire. Aucun projet du PAS n'est de nature à générer des conflits d'usage, des infrastructures ou des vocations économiques concurrençant les plateformes régionales. Le PAS n'est donc pas concerné par cet objectif, et sa compatibilité est neutre.
Objectif général 3 : Inscrire le développement régional dans les dynamiques interrégionales, transfrontalières et européennes .	
Objectif stratégique 6 : Développer les échanges nationaux source de plus-values pour la région	
6.1 Développer des programmes de coopération interrégionales dans les domaines de la mobilité, de l'environnement et de l'aménagement	Le PAS du Sisteronais-Buëch est compatible avec cet objectif dans la mesure où il inscrit le territoire dans une logique de coopération interrégionale, notamment entre la région Sud et la région Auvergne-Rhône-Alpes. Le diagnostic met en évidence des continuités fonctionnelles, paysagères et écologiques partagées avec les territoires limitrophes des Hautes-Alpes et de la Drôme. L'orientation 2.3 « développer une stratégie touristique à l'échelle de la CCSB » et l'orientation 4.3 « préserver, valoriser et optimiser les ressources du territoire » permettent d'articuler les projets locaux aux démarches de coopération inter-SCoT ou inter-EPCI, dans le domaine des mobilités douces, de la valorisation des paysages, ou de la transition énergétique. Le PAS adopte ainsi une posture favorable à l'interterritorialité, cohérente avec l'objectif 6.1 du SRADDET AURA.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

3.2- La structure du Projet d'Aménagement Stratégique

3.2.2 Articulation avec les stratégies régionales

Traduction des objectifs du SRADDET AURA dans le PAS

6.2. Soutenir les grands projets de liaisons supra régionales (infrastructures, équipements, services) renforçant les échanges est-ouest et nord-sud	Le territoire du Sisteronais-Buëch ne constitue pas un nœud structurant à l'échelle des grands corridors nationaux ou européens. Toutefois, le PAS n'est pas en contradiction avec cet objectif. Il valorise les liaisons existantes (RN75, ligne ferroviaire des Alpes), sans projeter d'infrastructure nouvelle d'échelle régionale. Il n'interfère pas avec les grands projets portés à l'extérieur du périmètre et n'induit aucune surcharge ou incohérence à l'égard des réseaux d'échange. La compatibilité est donc neutre.
6.3. Exploiter le potentiel des fleuves dans une logique interrégionale	Non concerné
Objectif stratégique 7 : Développer les échanges nationaux source de plus-values pour la région	
7.1 Renforcer les échanges transfrontaliers	Non concerné
7.2. Renforcer la mobilité durable à l'échelle du Grand Genève	Non concerné
7.3. Développer et renforcer une vision commune de l'aménagement du territoire du Genevois français afin de permettre des échanges équilibrés et des coopérations constructives au sein du Grand Genève et du territoire lémanique	Non concerné
7.4. Valoriser le corridor Rhône-Saône et renforcer la performance des ports pour les échanges intercontinentaux et l'ouverture maritime de la région	Non concerné
7.5. Faire une priorité du maintien de la biodiversité alpine, en préservant et restaurant les continuités écologiques à l'échelle des Alpes occidentales, en lien avec la Région Sud PACA et les régions italiennes (Val d'Aoste, Ligurie, Piémont)	Non concerné
Objectif général 4 : Innover pour réussir les transitions (transformations) et mutations .	
Objectif stratégique 8 : Faire de la Région un acteur des processus de transition des territoires	

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

JUSTIFICATIONS DU PROJET

3.2- La structure du Projet d'Aménagement Stratégique

3.2.2 Articulation avec les stratégies régionales

Traduction des objectifs du SRADDET AURA dans le PAS

8.1. Animer, encourager ou accompagner les processus innovants des territoires	Le PAS du SCoT du Sisteronais-Buëch est compatible avec cet objectif en ce qu'il reconnaît le rôle des innovations territoriales techniques, sociales, institutionnelles dans la mise en œuvre des transitions. Le diagnostic identifie des initiatives locales en matière d'écotourisme, de gouvernance énergétique, d'économie sociale et solidaire, ou d'agriculture de proximité. Le PAS soutient ces dynamiques à travers plusieurs orientations : l'orientation 2.2 « faciliter l'activité économique dans les centres-villages et centres-villes », qui valorise les initiatives coopératives et artisanales, l'orientation 4.2 « affirmer le rôle de l'agriculture et de la sylviculture dans la transition du territoire », qui ouvre la voie à l'innovation agroécologique, et l'orientation 4.3 « préserver, valoriser et optimiser les ressources du territoire », qui favorise l'autoproduction énergétique et la gouvernance de la ressource
8.2. Accompagner les collectivités dans leur PCAET et dans le développement des solutions alternatives, la sensibilisation du public et la mobilisation des professionnels pour amplifier les changements (comportement, production, ingénierie, etc.)	Le PAS est compatible avec cet objectif, dans la mesure où il articule les orientations d'aménagement avec les objectifs du PCAET porté par la CCSB. Le diagnostic reprend les enjeux définis dans ce plan (réduction des GES, développement des ENR, adaptation aux risques), et les orientations 4.1 et 4.3 en traduisent les leviers territoriaux. Le PAS soutient également la sensibilisation des élus, la formation des acteurs et la mobilisation des filières professionnelles (construction, forêt, agriculture) dans la transition.
8.3. Faire d'Auvergne-Rhône-Alpes une région leader sur la prévention et la gestion des déchets	Le PAS du Sisteronais-Buëch est compatible avec cet objectif par le biais de l'orientation 4.3 « préserver, valoriser et optimiser les ressources du territoire », qui intègre la question des déchets dans une approche territorialisée : tri à la source, plateformes de compostage, prévention, sensibilisation. Le diagnostic pointe des marges de progrès sur la valorisation matière, notamment pour les biodéchets et les déchets du BTP. Le PAS encourage l'émergence de dispositifs locaux adaptés aux petites collectivités et la coordination intercommunale avec les syndicats compétents.
8.4. Assurer une transition équilibrée entre les territoires et la juste répartition d'infrastructures de gestion des déchets	Le PAS est compatible avec cet objectif en ce qu'il n'induit pas de déséquilibre dans la localisation des infrastructures de gestion des déchets, et s'inscrit dans une logique de proximité. Aucune concentration d'équipements n'est prévue. Le PAS prévoit une répartition fonctionnelle des usages, cohérente avec la structuration des centralités et les documents supra (plan départemental de prévention et de gestion des déchets non dangereux). Il garantit ainsi une équité territoriale dans l'accueil des installations, conformément au SRADDET.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

3.2- La structure du Projet d'Aménagement Stratégique

3.2.2 Articulation avec les stratégies régionales

Traduction des objectifs du SRADDET AURA dans le PAS

8.5. Faire d'Auvergne-Rhône-Alpes la région de l'économie circulaire	Le PAS répond à cet objectif à travers l'orientation 2.1 « consolider les pôles économiques existants », qui promeut la reconversion des friches, la densification des zones d'activités, l'intégration de services mutualisés (recycleries, plateforme de réemploi), et la limitation des extensions. L'orientation 4.3 complète cette stratégie en intégrant le principe de valorisation des déchets comme ressource, dans une logique de boucles locales. Le PAS contribue ainsi à une trajectoire circulaire du développement ce qui estfidèle aux ambitions du SRADDET.
8.6. Affirmer le rôle de chef de file climat, énergie, qualité de l'air déchets et biodiversité de la Région	Le PAS reconnaît ce rôle régional et articule ses choix d'aménagement avec les objectifs climatiques, énergétiques et environnementaux portés par le SRADDET et le PCAET. Il mobilise à cet effet les orientations 4.1, 4.2 et 4.3 pour la transition énergétique, la réduction des émissions, la biodiversité et la gestion durable des ressources. Il n'entre en contradiction avec aucun pilotage régional et en respecte les référentiels techniques. La compatibilité est donc pleinement assurée.
8.7. Accompagner les mutations des territoires en matière de mobilité	Le diagnostic révèle un fort usage de la voiture individuelle et un déficit d'offre alternative en zone de montagne. Le PAS y répond avec l'orientation 3.3 « renforcer les liens sur le territoire », qui propose une offre de transport à la demande, du covoiturage structuré, la valorisation des gares secondaires et un développement des mobilités actives. Ces actions soutiennent une transformation des pratiques de mobilité, compatible avec les objectifs du SRADDET.
Objectif stratégique 9 : Préparer les territoires aux grandes mutations dans les domaines de la mobilité, de l'énergie, du climat et des usages, en tenant compte des évolutions sociodémographiques et sociétales	
9.1. Accompagner l'autoconsommation d'énergie renouvelable et les solutions de stockage d'énergie	Le PAS est compatible avec cet objectif à travers l'orientation 4.3 « préserver, valoriser et optimiser les ressources du territoire », qui prévoit la montée en puissance de projets d'autoconsommation individuelle ou collective, en particulier sur le bâti existant (toitures agricoles, équipements publics, logements sociaux). Le diagnostic souligne la dépendance énergétique du territoire et l'intérêt de dispositifs adaptés au contexte rural (boucles locales, autoconsommation partagée, microstockage). Le PAS encourage également le soutien aux démarches collectives d'énergie citoyenne. Il est ainsi aligné avec les ambitions du SRADDET.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

3.2- La structure du Projet d'Aménagement Stratégique

3.2.2 Articulation avec les stratégies régionales

Traduction des objectifs du SRADDET AURA dans le PAS

9.2. Mobiliser les citoyens et acteurs sur le changement climatique et l'érosion de la biodiversité en soutenant et diffusant les bonnes pratiques	Le PAS est compatible avec cet objectif dans la mesure où il prévoit une gouvernance ouverte et une mobilisation des acteurs autour des transitions. L'orientation 4.1 « améliorer la qualité environnementale et écologique des aménagements et des constructions » soutient les démarches de sensibilisation, les chantiers participatifs, les dispositifs éducatifs autour des enjeux climatiques, et la formation des professionnels de l'aménagement durable. Le diagnostic mentionne l'importance des leviers comportementaux pour faire évoluer les pratiques locales.
9.3. Développer le vecteur énergétique et la filière hydrogène tant en termes de stockage d'énergie que de mobilité	Non concerné
9.4. Expérimenter, déployer et promouvoir les innovations technologiques, organisationnelles et les initiatives privées et publiques pour la mobilité	Le PAS est pleinement compatible avec cet objectif, notamment à travers l'orientation 3.3 « renforcer les liens sur le territoire », qui soutient l'expérimentation de solutions innovantes de mobilité adaptées aux milieux peu denses : plateforme de covoiturage, services partagés intercommunaux, transport à la demande mutualisé, itinéraires cyclables structurants. Le PAS reconnaît que les solutions classiques de transport collectif ne suffisent pas dans les espaces de montagne, et qu'il faut encourager les formes de mobilité coopérative, numérique, et souple. Cette approche rejoint exactement les orientations du SRADDET.
Objectif stratégique 10 : Développer une relation innovante avec les territoires et les acteurs locaux	
10.1. Permettre les coopérations interrégionales voire internationales pour développer un réseau de bornes d'avitaillement en énergies alternatives pour les transports	Non concerné
10.2. Encourager des initiatives de coopération entre les acteurs de l'aménagement, de la mobilité et de l'environnement à l'échelle des bassins de vie	Le diagnostic identifie plusieurs bassins de vie fonctionnels au sein du Sisteronais-Buëch (Buëch aval, Serrois, Durance nord). Le PAS traduit cette réalité par une organisation spatiale différenciée, appuyée sur l'orientation 3.1 « affirmer le rôle de chaque commune au sein de l'armature territoriale et renforcer les liens entre les communes ». Le PAS prévoit également, via l'orientation 3.2 « mettre en réseau les services et équipements », des dispositifs de gouvernance intercommunale et de mutualisation. Ces orientations permettent de structurer les coopérations au sein des bassins de vie, dans une logique d'aménagement solidaire et efficace.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

3.2- La structure du Projet d'Aménagement Stratégique

3.2.2 Articulation avec les stratégies régionales

Traduction des objectifs du SRADDET AURA dans le PAS

10.3. Encourager de nouvelles formes de mutualisation de l'ingénierie territoriale	Le PAS est compatible avec cet objectif dans la mesure où il s'inscrit dans une gouvernance partagée entre EPCI, PETR et partenaires techniques (CAUE, chambres consulaires, syndicats). Le processus de révision du SCoT a lui-même mobilisé une ingénierie mutualisée, valorisée dans le programme d'actions. L'orientation 4.3 « préserver, valoriser et optimiser les ressources du territoire » prévoit le développement d'outils communs (observatoires, diagnostic foncier, suivi des consommations) qui peuvent être portés à l'échelle inter-SCoT. Le PAS ouvre donc à de nouvelles coopérations techniques et financières, en lien avec les objectifs du SRADDET.
10.4. Repenser le positionnement de la Région comme acteur facilitant l'action des acteurs locaux	Le PAS n'entre en contradiction avec aucune orientation ou action portée par la Région. il s'inscrit dans une logique de compatibilité active, en articulant sa stratégie territoriale avec les référentiels du SRADDET, les outils de planification énergétique, les PCAET et les dynamiques de contractualisation territoriale. Il fournit un cadre opérationnel que la Région peut accompagner dans le cadre de ses compétences (mobilité, transition, développement local). La compatibilité est donc forte, dans une logique de dialogue ascendante et descendante.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

JUSTIFICATIONS DU PROJET

3.2- La structure du Projet d'Aménagement Stratégique

3.2.3 Prise en compte des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau régional, national et international

Il convient de se référer plus précisemment au rapport d'évaluation environnementale traitant de cette partie

Pour rappel, conformément à l'article R.141-2 du code de l'urbanisme, le présent rapport de présentation identifie et justifie la manière dont le SCoT du Sisteronais-Buëch prend en compte les objectifs de protection de l'environnement établis aux échelles régionale, nationale et internationale

Les orientations du PAS doivent être compatibles avec les orientations du SRADDET mais doivent aussi s'inscrire dans un lien de compatibilité ou de prise en compte avec d'autres documents supracommunautaires qui fixent un cadre en matière de protection de l'environnemen, conformément aux articles L.131-1 et L.131-2 du Code de l'Urbanisme.

Le SCoT du Sisteronais-Buëch doit être compatible avec (Art L131-1 du Code de l'urbanisme) :

> Les règles générales du fascicule du schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires prévu à l'article L. 4251-3 du code général des collectivités territoriales pour celles de leurs dispositions auxquelles ces règles sont opposables - SRADDET PACA et AURA

> Les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux prévus à l'article L. 212-1 du code de l'environnement - SDAGE du Bassin Rhône-Méditerrannée

> Les objectifs de protection définis par le schéma d'aménagement et de gestion des eaux prévus à l'article L. 212-3 du code de l'environnement - SAGE de la Durance

> Les objectifs de gestion des risques d'inondation définis par les plans de gestion des risques d'inondation pris en application de l'article L. 566-7 du code de l'environnement, ainsi qu'avec les orientations fondamentales et les dispositions de ces plans définies en application des 1° et 3° du même article L. 566-7 - PGRI du Bassin Rhône-Méditerranée

> La charte du Parc Naturel Régional des Baronnies Provençales

> Les schémas régionaux de cohérence écologique prévus à l'article L. 371-3 du code de l'environnement - SRCE AURA et PACA. Le SCoT du Sisteronais-Buëch est couvert par deux SRADDET (AURA et PACA).Conformément à l'article L.131-2 du code de l'urbanisme, le présent document est compatible avec les objectifs de ces deux SRADDET, y compris les prescriptions en matière de trame verte et bleue, qui intègrent les anciens contenus des SRCE désormais fusionnés. Les objectifs issus des anciens Schémas Régionaux de Cohérence Écologique (SRCE), désormais intégrés aux SRADDET AURA et PACA, sont couverts par la démonstration de compatibilité figurant dans le présent rapport. Il n'est donc pas utile de procéder à une justification autonome vis-à-vis des SRCE.

> Les schémas régionaux des carrières prévus à l'article L. 515-3 du code de l'environnement

Eléments de synthèse (il convient de se référer au rapport d'évaluation environnementale) :

> Objectifs régionaux de protection de l'environnement

Le projet est d'abord compatible avec les objectifs du SRADDET Provence-Alpes-Côte d'Azur, ainsi que ceux du SRADDET Auvergne-Rhône-Alpes pour les communes concernées, comme démontré dans les chapitres précédents. Ces documents traduisent à l'échelle régionale les grands principes de la transition écologique : sobriété foncière, préservation de la biodiversité, développement des énergies renouvelables, adaptation au changement climatique.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

3.2- La structure du Projet d'Aménagement Stratégique

3.2.3 Prise en compte des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau régional, national et international

Les principales traduction sont les suivantes

- Réduction de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers : via les orientations « adapter les formes bâties » (1.1) et « maintenir et préserver les paysages et espaces naturels, agricoles et forestiers » (1.2) ;

- Protection des trames écologiques : intégration de la Trame verte et bleue régionale dans l'orientation 1.2 ;

- Adaptation au changement climatique et à la ressource en eau : via l'orientation 4.3 « préserver, valoriser et optimiser les ressources du territoire » ;

- Développement localisé d'ENR : favorisé par l'orientation 4.3 sur des supports bâtis ou sobres en emprise ;

- Sobriété énergétique : soutenue par les orientations 1.3 et 4.1, via la revitalisation et la rénovation du parc bâti existant.

Le PAS s'articule également avec les PCAET en vigueur (Plan Climat-Air-Énergie Territorial), notamment par la contribution du SCoT aux objectifs de réduction des émissions de GES, de production d'ENR et de lutte contre la précarité énergétique.

> Objectifs nationaux de protection de l'environnement

Le SCoT du Sisteronais-Buëch prend en compte les engagements nationaux suivants :

- Loi Climat et Résilience (2021) et objectif de Zéro artificialisation nette à 2050 : le PAS intègre une trajectoire de réduction de la consommation d'espaces qui est de tendre vers un objectif de réduction de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers de - 49.5% pour les communes de la région Sud PACA et de - 54.5 % pour les communes de la région AURA sur la période 2021-2030 par rapport à la consommation observée sur la période 2011-2021. puis de 70% sur la période 2035-2045. Pour la période 2031 à 2045, le SCoT du Sisteronais-Buëch vise à maintenir le même taux de réduction que la première phase par décennie (2021-2030 et 2041-2050) pour atteindre la Zéro Artificialisation Nette (ZAN) à l'horizon 2050.

- Stratégie nationale bas-carbone (SNBC) : le PAS soutient la rénovation thermique, la sobriété énergétique, la mobilité alternative, la préservation des puits de carbone (forêts, prairies), et la production d'ENR locales.

- Plan national biodiversité et trame écologique : par la protection des corridors, des zones humides, des habitats agricoles et forestiers, le projet d'aménagement stratégique du SCoT veille à éviter toute rupture écologique nouvelle.

- Plan national d'adaptation au changement climatique (PNACC) : les secteurs à risques sont exclus du développement urbain, les ressources sensibles (eau, sols, biodiversité) font l'objet de mesures de préservation et de mise en compatibilité des documents d'urbanisme.

> Objectifs internationaux et européens de protection de l'environnement

Le PAS du SCoT s'inscrit enfin dans le cadre des engagements multilatéraux de la France, notamment :

- L'Accord de Paris sur le climat (2015) et ses déclinaisons via le Green Deal européen : réduction des émissions de CO_2, adaptation locale, résilience des territoires ;

- La Convention de Ramsar sur les zones humides : le SCoT protège l'ensemble des zones humides inventoriées ou identifiées comme fonctionnelles ;

- La Convention sur la diversité biologique (CBD) : les objectifs de reconquête de la biodiversité sont intégrés via l'orientation 1.2 et les préconisations du DOO en matière de continuités écologiques et de désartificialisation ;

- Les Objectifs de développement durable (ODD) de l'Agenda 2030 des Nations unies, en particulier les ODD 11 (villes durables), 13 (climat) et 15 (vie terrestre)

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

4
LA CONSTRUCTION DU DOO

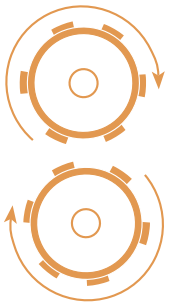
Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

LA CONSTRUCTION DU DOO

4.1- Méthode de construction du DOO

4.1.1 Les grandes étapes de construction

Le Document d'Orientations et d'Objectifs de la CCSB s'est construit de façon collective de mars 2024 à avril 2025 à l'occasion de temps de rencontres et de débats entre élus, partenaires et habitants du territoire.



Mars - avril 2024 : Ateliers de travail du DOO
Ateliers de travail pour les orientations thématiques du DOO en présence des élus, partenaires et habitants du territoire.

Juin 2024 - Mars 2025 : Réunion en COTECH et COPIL
Réunions de travail et d'arbitrages avec les membres du COTECH et du COPIL

Octobre 2024 : Réunion des Personnes Publiques Associées (PPA)
Consultation des PPA sur le projet du DOO

Avril 2025 : Réunion des Personnes Publiques Associées (PPA)
Consultation des PPA sur le projet finalisé du DOO



Mai 2025 : Réunions publiques

Afin de construire un projet partagé avec les élus et acteurs du territoire, l'élaboration du SCoT a fait l'objet de plusieurs temps de débats, d'échanges et de concertation.

Dans un premier temps, deux ateliers thématiques ont été organisés aux mois de mars et avril 2024. Pour chaque atelier, des prescriptions ont été proposées afin de guider les débats entre les participants :

• **Atelier n°1 : Environnement & Paysage et Aménagement Commercial**
- Quel degré de prescription pour préserver les paysages emblématiques ?
- Quelle ambition pour la gestion des risques environnementaux ?
- Où permettre le développement des commerces et de l'artisanat ?
- Comment encadrer le développement des zones d'activités existantes ?

• **Atelier n°2 : Habitat et Cadre de vie**
- Où accueillir la population ?
- Comment encadrer et permettre l'urbanisation ?

Les élus, citoyens, Personnes Publiques Associées (PPA) associations et habitants ont eu l'occasion de réfléchir collectivement aux conditions d'applications des orientations du PAS de manière réglementaire. Ces ateliers ont permis d'élaborer les prescriptions et recommandations du DOO en prenant en compte le niveau d'ambition souhaité pour chaque orientation du PAS.

Dans un second temps, le DOO a également été présenté aux Personnes Publiques Associées le 14 octobre 2024 et le 14 avril 2025. Ce temps de concertation a permis d'affiner l'écriture technique du document réglementaire.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

LA CONSTRUCTION DU DOO

4.1- Méthode de construction du DOO

4.1.2- STRUCTURATION DU DOO

Rappel des attendus du DOO

Article L141-4
Modifié par Ordonnance n°2020-744 du 17 juin 2020 - art. 3
Modifié par Ordonnance n°2020-745 du 17 juin 2020 - art. 1

Le document d'orientation et d'objectifs détermine les conditions d'application du projet d'aménagement stratégique. Il définit les orientations générales d'organisation de l'espace, de coordination des politiques publiques et de valorisation des territoires.

L'ensemble de ces orientations s'inscrit dans un objectif de développement équilibré du territoire et des différents espaces, urbains et ruraux, qui le composent. Il repose sur la complémentarité entre :

1° Les activités économiques, artisanales, commerciales, agricoles et forestières ;

2° Une offre de logement et d'habitat renouvelée, l'implantation des grands équipements et services qui structurent le territoire, ainsi que l'organisation des mobilités assurant le lien et la desserte de celui-ci ;

3° Les transitions écologique et énergétique, qui impliquent la lutte contre l'étalement urbain et le réchauffement climatique, l'adaptation et l'atténuation des effets de ce dernier, le développement des énergies renouvelables, ainsi que la prévention des risques naturels, technologiques et miniers, la préservation et la valorisation des paysages, de la biodiversité, des ressources naturelles, des espaces naturels, agricoles et forestiers.

Le document d'orientation et d'objectifs peut décliner toute autre orientation nécessaire à la traduction du projet d'aménagement stratégique, relevant des objectifs énoncés à l'article L. 101-2 et de la compétence des collectivités publiques en matière d'urbanisme.

Des orientations aux préconisations

Le DOO répond directement aux objectifs fixés dans le PAS afin d'être sa traduction opérationnelle directe.

Axe n°1 : Affirmer une identité rurale dynamique

Orientation 1.1 - Adapter les formes bâties et urbaines aux besoins actuels et à venir

Objectif 1 - Développer une politique d'habitat en adéquation avec les besoins

Objectif 2 - Rendre le territoire attractif pour les jeunes

Orientation 1.2 - Maintenir et préserver les paysages et espaces naturels, agricoles et forestiers de la CCSB

Objectif 1 - Préserver les paysages

Objectif 2 - Renforcer et reconstruire les continuités écologiques

Objectif 3 - Intégrer la trame verte et bleue localement

Orientation 1.3- Poursuivre la revitalisation des centres-villes et centres-villages et la valorisation du patrimione bâti

Objectif 1 - Réduire l'artificialisation des sols

Objectif 2 - Renforcer l'attractivité des centres-villes et centres-bourgs en développant des démarches transversales

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

LA CONSTRUCTION DU DOO

4.1- Méthode de construction du DOO

Axe n°2 : Soutenir une économie responsable

Le DAACL - Document d'Aménagement Artisanal, Commercial et Logistique

A - Lutter contre l'évasion commerciale en périphérie

B - Proposer une offre commerciale pour tous

C - Anticiper les nouvelles pratiques commerciales

Orientation 2.1 - Consolider les pôles économiques existants

Objectif 1 - Conforter la dynamique des zones d'activités économiques

Objectif 2 - Conforter la dynamique des autres filières économiques

Orientation 2.2 - Faciliter l'activité économique dans les centres-villages et centres-villes

Objectif 1 - Revitaliser les bourgs et favoriser le maintien et le développement de l'offre commerciale et artisanale dans les centres-bourgs et centres-villes

Orientation 2.3 - Développer une stratégie touristique à l'échelle de la CCSB

Objectif 1 - Développer les mobilités durables adaptées aux flux saisonniers et touristique

Objectif 2 - Concilier la fréquentation touristique et la préservation des milieux et des paysages

Objectif 3 - Conférer au territoire une fonction de destination touristique

Axe n°3 : Renforcer la solidarité territoriale

Orientation 3.1 - Affirmer le rôle de chaque commune au sein de l'armature territoriale et renforcer les liens entre les communes

Objectif 1 - Assurer un développement équilibré au sein d'une organisation territoriale

Orientation 3.2 - Mettre en réseau les services et équipements

Objectif 1 - Renforcer l'attractivité du territoire dans le domaine du numérique, de la culture, de l'innovation

Objectif 2 - Développer l'offre de santé en créant des strutures de proximité

Orientation 3.3 - Renforcer les liens sur le territoire

Objectif 1 - Faciliter les déplacements alternatifs à la voiture

Objectif 2 - Améliorer et renforcer les infrastructures de transports structurantes existantes sur le territoire

Axe n°4 : Engager une transition sobre

Orientation 4.1 - Améliorer la qualité environnementale des aménagements et des constructions

Objectif 1 - Améliorer les performances énergétiques et environementales du parc bâti

Objectif 2 - Réduire l'exposition des zones d'habitations aux risques naturels et technologiques

Objectif 3 - Définir des règles spécifiques pour les nouvelles constructions en zone de montagne

Orientation 4.2 - Affirmer le rôle de l'agriculture et de la sylviculture dans la transition du territoire

Objectif 1 - Dessiner un paysage alimentaire à l'échelle du territoire

Objectif 2 - Reconnaître le rôle de la filière-bois dans le développement du territoire

Orientation 4.3 - Préserver, valoriser et optimiser les ressources du territoire

Objectif 1 - Valoriser et préserver durablement la ressource en eau

Objectif 2 - Définir des règles spécifiques afin d'encourager le développement maîtrisé des énergies renouvelables

Objectif 3 - Augmenter le cycle du réemploi

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

LA CONSTRUCTION DU DOO

4.1- Méthode de construction du DOO

Bilan de la consommation foncière

Conformément au Code de l'urbanisme (article L.141-5), les annexes du SCoT doivent -présenter une 'analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers au cours des dix années précédant le projet de schéma et la justification des objectifs chiffrés de limitation de cette consommation définis dans le document d'orientation et d'objectifs. Le rapport comporte une justification détaillée de la consommation foncière, en particulier dans le cadre de la mise en œuvre des objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols (ZAN – zéro artificialisation nette à horizonC 2050).

Définition, constats d'incohérences et choix méthodologiques croisés pour mesurer la consommation passée

La loi Climat et Résilience du 22 août 2021 définit la consommation d'espaces comme « la création ou l'extension effective d'espaces urbanisés ». Il s'agit donc de la conversion d'ENAF en espaces « urbanisés ». Un espace « urbanisé » est à comprendre ici au sens d'espace bâti ou construit. Les espaces urbanisés peuvent être appréciés par un faisceau d'indice : constructions, espaces attenants aux bâtis, aménagements, voiries, équipements publics ou privés…
A l'inverse, conformément aux dispositions en vigueur, les bâtiments agricoles (hors logement de l'exploitation agricole), bien que considérés comme des ENAF ne sont pas comptabilisés comme espaces « urbanisés ». La mesure de la consommation d'ENAF est indépendante du zonage réglementaire des documents d'urbanisme locaux. Les données de l'observatoire national sont accessibles depuis l'outil MonDiagnosticArtificialisation : https://mondiagartif.beta.gouv.fr. Néanmoins, elle présente des écarts importants, des incohérences et des omissions, que la communauté de communes a identifié. Cette liste est non exhaustive :

-Impossibilité de localiser les consommations d'ENAF avec MonDiagnosticArtificialisation : les contrôles et le suivi sont donc très difficiles voire impossibles
- Non prise en compte dans les fichiers fonciers d'un certain nombre d'aménagements (routes, parking, aire de loisir…) ;
- Décalage entre le démarrage effectif des travaux et la date de prise en compte par les services des impôts qui tiennent à jour les fichiers fonciers : ainsi des incohérences apparaissent et ne peuvent pas toujours être justifiées. A titre d'exemple, pour la commune du Poët, une consommation d'espace de 4,22 hectares apparait en destination inconnue en 2012. Si des aménagements ont bel et bien eu lieu, en revanche, ils ne correspondent pas à la période et/ou aux surfaces indiquées ;
- Différences notables entre les différents départements pour la comptabilisation des parcs photovoltaïques. En effet, ceux-ci sont comptabilisés dans les consommations passées pour les communes des Alpes-de-Haute-Provence, alors qu'ils ne le sont pas ou peu pour les communes des Hautes-Alpes. S'agissant de parcs photovoltaïques, il s'agit de surfaces très importantes qui créent une inégalité de traitement entre les territoires puisque certains SCoT voient leurs chiffres gonflés par rapport à d'autres.

Concrètement sur le territoire du SCoT, cela représente un écart de **97.1** hectares non comptabilisés sur la période 2011-2021. Ce constat est partagé avec les DDT des Hautes-Alpes et des Alpes-de-Haute-Provence.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Bilan de la consommation foncière

Tableau de synthèse reprenant les surfaces identifiées par méthode (source : CCSB)

Commune concernée par le parc photovoltaïque	DDT 05 - Surface en ha des parcs photovoltaïques (ha)	Observatoire national – MDA 2011-2020 – surface en ha total (toutes destinations confondues) recensé sur la commune (ha)	CCSB (informations recueillies auprès des développeurs, des communes et des autorisations d'urbanisme)	CCSB sur la base de la méthode DDT 05 (ha)
L'Epine	41.5	0.7	40	41.5
La Bâtie-Montsaléon	21.9	0.5	22	21.9
Le Poët	4.4	7.9	4.5	4.4
Montjay	14.6	1.8	13.7	14.6
Ribeyret	12.6	0.2	15.7	12.6
Sorbiers	11.4	0.1	11	11.4
Trescléoux	3.5	1	3	3.5
Upaix	4.2	1.5	3.2	4.2

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Bilan de la consommation foncière

Eléments d'informations complémentaires recueillis auprès des développeurs (source : CCSB)

Commune concernée par le parc photovoltaïque	Obtention permis de construire	Obtention autorisation environnementale	Travaux de défrichement	Début d'installation des travaux	Mise en service
L'Epine	Avril 2019	Avril 2019	Septembre 2020	2022	2024
La Bâtie-Montsaléon	2014				2018
Le Poët	Avril 2015	Octobre 2018	Septembre 2020	2021	2022
Montjay	2015				2017
Ribeyret	Décembre 2018	Novembre 2018	Septembre 2020	2022	2024
Sorbiers	2015				2017
Trescléoux					Avril 2019
Upaix					2018

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

LA CONSTRUCTION DU DOO

4.1- Méthode de construction du DOO

Bilan de la consommation foncière

Le Sisteronais-Buëch a la consommation d'espaces la moins importante par rapport aux territoires similaires (données issue du rapport MDA) : Aire Gapençaise, Provence Alpes Agglomération, Rhône Provence Baronnies.



Si ces territoires sont assez différents (démographie notamment), il est à noter que contrairement aux autres territoires, il n'y a pas de pic de consommations d'ENAF sur une ou plusieurs années comme c'est le cas pour les autres territoires.
Malgré des dynamiques importantes, notamment économiques, le Sisteronais-Buëch est resté sobre, et se retrouve de fait pénalisé dans l'application de l'objectif ZAN.
Sur la base des chiffres Mon Diagnostic Artificialisation, le Sisteronais-Buëch aurait consommé 127,7 hectares entre 2011 et 2021.

L'objectif de réduction pour la période 2021-2031 serait donc de 63.4 hectares pour 60 communes comprenant des villes reconnues comme centres locaux de proximité par le SRADDET (Sisteron, Serres, Laragne-Montéglin et La Motte-du-Caire). Il faut également tenir compte de la garantie universelle : 32 communes ont a minima prescrit un document d'urbanisme sur leur commune, parmi elles, deux communes bénéficient de la majoration réservée aux communes nouvelles (0,5 hectares par commune nouvelle dans la limite de 2 hectares).
Face à ces constats, la CCSB a fait le choix de se doter de données complémentaires afin de pouvoir justifier sa consommation d'ENAF.

Comparaison des méthodes et outils pour une estimation territorialisée de la consommation d'ENAF

> MOS 2010-2018-2021/2022

La CCSB s'est dotée dès 2021 d'une cartographie des Modes d'Occupation des Sols (MOS) concernant les années 2010 et 2018. En 2024, une actualisation a été réalisée pour ajouter une couche de production pour les années 2021 (Alpes-de-Haute-Provence et Drôme) et 2022 (Hautes-Alpes).

Le MOS est élaboré sur une base de travail de photo-interprétation automatisée avec des vérifications visuelles par un bureau d'études spécialisé puis contrôler en interne par les services de la CCSB.

Pour élaborer cette cartographie, les données suivantes ont été exploitées :
- Plan cadastral informatisé de la DGFIP
- BD Forêt IGN ;
- BD TOPO et BD ORTHO de l'IGN 2010, 2018,2021, 2022 ;
- Données extraites de la cartographie collaborative OpenStreetMap ;
- Registre Parcellaire Graphique (RPG) ;
- COSIA 2021.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

LA CONSTRUCTION DU DOO

4.1- Méthode de construction du DOO

Bilan de la consommation foncière

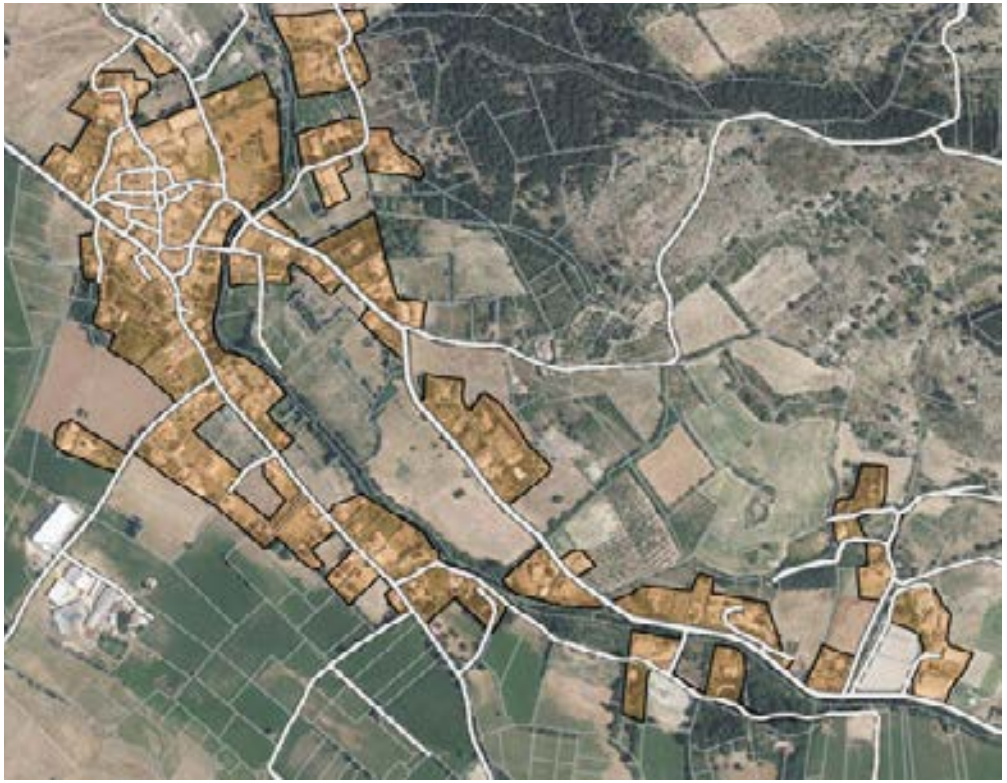
Cette cartographie a plusieurs intérêts notamment :

- Suivre l'évolution de l'utilisation des sols dans le temps ;
- Connaitre de façon plus fine la composition du territoire et ses caractéristiques ;
- Identifier et comprendre les mutations opérés d'un millésime à l'autre.

Il est à noter que l'étude contient une couche d'évolution d'artificialisation 2010-2018 et 2010-2021/2022.

Les données des MOS détiennent un taux de fiabilité supérieur à 90%.
Enfin, un travail de définition des enveloppes urbaines a été réalisé. Cette identification reste indicative pour la CCSB. La définition des enveloppes urbaines devra être réalisée par chacune des communes au moment de l'élaboration ou la modification /révision de leurs documents d'urbanisme locaux (PLU et cartes communales).

Les critères suivants ont été retenus pour définir les enveloppes :
- Enveloppe urbaine de plus de 0.40 hectares ;
- Composées d'au moins 5 bâtiments situés à moins de 50m de façade en façade ;
- Dents creuses de moins de 2500m².



Enveloppe urbaine de la commune de Lachau

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

LA CONSTRUCTION DU DOO

4.1- Méthode de construction du DOO

Bilan de la consommation foncière



Enveloppe urbaine 2021 de la commune de Serres (sud).



Enveloppe urbaine 2021 de la commune de Mison (Les Armands)

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

LA CONSTRUCTION DU DOO

4.1- Méthode de construction du DOO

Bilan de la consommation foncière

codc_niv4	typo_niv4	Lib_niv4	codc_niv3	COL_3	typo_niv3	Lib_niv3
1111	Tissu urbain compact	1111-Tissu urbain compact	111		Tissu urbain continu	111-Tissu urbain continu
1112	Tissu urbain aéré	1112-Tissu urbain aéré	111			
1121	Bâti individuel dense	1121-Bâti individuel dense	112		Tissu urbain discontinu	112-Tissu urbain discontinu
1122	Bâti individuel lâche	1122-Bâti individuel lâche	112			
1123	Bâti individuel dans parc paysager	1123-Bâti individuel dans parc paysager	112			
1124	Bâti collectif	1124-Bâti collectif	112			
1125	Bâti mixte	1125-Bâti mixte	112			
1131	Bâti diffus en zone agricole	1131-Bâti diffus en zone agricole	113		Espaces de bâti diffus et autres bâtis	113-Espaces de bâti diffus et autres bâtis
1132	Bâti diffus en zone naturelle	1132-Bâti diffus en zone naturelle	113			
1133	Bâti isolé en zone agricole	1133-Bâti isolé en zone agricole	113			
1134	Bâti isolé en zone naturelle	1134-Bâti isolé en zone naturelle	113			
1135	Bâti léger ou informel	1135-Bâti léger ou informel	113			
1200	Parcs et hangars photovoltaïques	1200-Parcs et hangars photovoltaïques	120		Parcs photovoltaïques	120-Parcs photovoltaïques
1211	Zones d'activité industrielle	1211-Zones d'activité industrielle	121		Zones d'activité et d'équipements	121-Zones d'activité et d'équipements
1212	Zones d'activité commerciale	1212-Zones d'activité commerciale	121			
1213	Zones d'activité économique	1213-Zones d'activité économique	121			
1214	Equipements collectifs accueillant du public	1214-Equipements collectifs accueillant du public	121			
1215	Equipements collectifs n'accueillant pas du public	1215-Equipements collectifs n'accueillant pas du public	121			
1216	Équipements eau, énergies, T.I.C. et déchets	1216-Équipements eau, énergies, T.I.C. et déchets	121			
1217	Terrains vagues en zones d'activités	1217-Terrains vagues en zones d'activités	121			
1218	Parkings en zone d'activité	1218-Parkings en zone d'activité	121			
1219	Espaces associés aux équipements	1219-Espaces associés aux équipements	121			
1221	Réseau routier et bâtis techniques associés	1221-Réseau routier et bâtis techniques associés	122		Réseaux routier et ferroviaire et espaces associés	122 Réseaux routier et ferroviaire et espaces associés
1222	Réseau ferroviaire et bâtis techniques associés	1222-Réseau ferroviaire et bâtis techniques associés	122			
1223	Gares routières et/ou ferroviaires	1223-Gares routières et/ou ferroviaires	122			
1224	Parkings	1224-Parkings	122			
1225	Espaces associés aux réseaux routier et/ou ferroviaire	1225-Espaces associés aux réseaux routier et/ou ferroviaire	122			
1240	Aérodromes	1240-Aérodromes	124		Aérodromes	124-Aérodromes
1311	Extraction de matériaux	1311-Extraction de matériaux	131		Extraction de matériaux	131 Extraction de matériaux
1321	Décharges	1321-Décharges	132		Décharges	132-Décharges
1331	Chantiers	1331-Chantiers	133		Chantiers	133-Chantiers
1411	Espaces verts urbains	1411-Espaces verts urbains	141		Espaces ouverts urbains	141-Espaces ouverts urbains
1412	Places	1412-Places	141			
1413	Terrains vagues en zone urbaine	1413-Terrains vagues en zone urbaine	141			
1414	Cimetières	1414-Cimetières	1414		Cimetières	1414-Cimetières
1415	Jardins familiaux	1415-Jardins familiaux	141		Espaces ouverts urbains	141-Espaces ouverts urbains
1421	Espaces bâtis de sports et de loisirs	1421-Espaces bâtis de sports et de loisirs	142		Équipements sportifs et de loisirs	142 Équipements sportifs et de loisirs
1422	Espaces ouverts de sports et de loisirs	1422-Espaces ouverts de sports et de loisirs	142			
1423	Zone de camping	1423-Zone de camping	142			

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

LA CONSTRUCTION DU DOO

4.1- Méthode de construction du DOO

Bilan de la consommation foncière

2111	Cultures légumières, maraîchères, horticoles, de plein champ	2111-Cultures légumières, maraîchères, horticoles, de plein champ	210		Terres arables	210-Terres arables
2112	Cultures céréalières et oléoprotéagineuses	2112-Cultures céréalières et oléoprotéagineuses	210			
2113	Terres en interculture	2113-Terres en interculture	210			
2140	Zones à forte densité de serres	2140-Zones à forte densité de serres	210			
2210	Vignobles	2210-Vignobles	220		Cultures permanentes	220-Cultures permanentes
2221	Vergers	2221-Vergers	220			
2222	Pépinières	2222-Pépinières	220			
2223	Truffières	2223-Truffières	220			
2230	Oliveraies	2230-Oliveraies	220			
2240	PAPAM	2240-PAPAM	220			
2311	Prairies et jachères	2311-Prairies et jachères	230		Prairies	230-Prairies
2312	Parcs d'élevage	2312-Parcs d'élevage	230			
2411	Cultures annuelles associées aux cultures permanentes	2411-Cultures annuelles associées aux cultures permanentes	240		Zones agricoles complexes ou en mutation	240-Zones agricoles complexes ou en mutation
2421	Systèmes culturaux mixtes et petits parcellaires complexes	2421-Systèmes culturaux mixtes et petits parcellaires complexes	240			
2431	Friches agricoles et délaissés en zone agricole	2431-Friches agricoles et délaissés en zone agricole	240			
2441	Espaces agro-forestiers	2441-Espaces agro-forestiers	240			
3111	Forêts de feuillus fermées claires	3111-Forêts de feuillus fermées claires	310		Forêts	310-Forêts
3112	Forêts de feuillus fermées denses	3112-Forêts de feuillus fermées denses	310			
3121	Forêts de conifères fermées claires	3121-Forêts de conifères fermées claires	310			
3122	Forêts de conifères fermées denses	3122-Forêts de conifères fermées denses	310			
3131	Forêts mélangées fermées claires	3131-Forêts mélangées fermées claires	310			
3132	Forêts mélangées fermées denses	3132-Forêts mélangées fermées denses	310			
3211	Landes herbacées indifférenciées	3211-Landes herbacées indifférenciées	320		Milieux à végétation principalement arbustive et/ou herbacée	320-Milieux à végétation principalement arbustive et/ou herbacée
3212	Pelouses et pâturages naturels	3212-Pelouses et pâturages naturels	320			
3221	Landes et broussailles	3221-Landes et broussailles	320			
3230	Maquis et garrigues	3230-Maquis et garrigues	320			
3241	Forêts ouvertes	3241-Forêts ouvertes	320			
3242	Jeunes peuplements	3242-Jeunes peuplements	320			
3243	Coupes rases et incidents	3243-Coupes rases et incidents	320			
3311	Plages et sables	3311-Plages et sables	330		Espaces ouverts, sans ou avec peu de végétation	330-Espaces ouverts, sans ou avec peu de végétation
3321	Roches nues	3321-Roches nues	330			
3331	Végétation clairsemée	3331-Végétation clairsemée	330			
3341	Zones incendiées	3341-Zones incendiées	330			
4110	Marais intérieurs et roselières	4110-Marais intérieurs et roselières	410		Zones humides intérieures	410-Zones humides intérieures
4121	Tourbières	4121-Tourbières	410			
4131	Ripisylve	4131-Ripisylve	410			
5111	Cours et voies d'eau	5111-Cours et voies d'eau	510		Eaux continentales	510-Eaux continentales
5121	Plans d'eau	5121-Plans d'eau	510			

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Bilan de la consommation foncière

> Etudes par photo-interprétation 2025

La méthode de consommation d'ENAF, réalisée par la CCSB, est basée sur la méthodologie d'observation de la consommation ENAF de la DDT à l'échelle du département des Hautes-Alpes. Cette méthode a été reproduite par la CCSB sur son périmètre.

L'analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers entre 2011 et 2021 a été faite par comparaison des photo-aériennes de l'IGN prises en 2010 et 2021 (département 04) et 2022 (Département 05). Cette analyse a été complétée avec le MOS grâce aux millésimes 2010, 2018 et 2021-2022, notamment grâce à la définition des enveloppes urbaines réalisées en 2024.

Ponctuellement, des vérifications ont été faites en se basant sur les informations contenues dans les autorisations d'urbanisme (date d'autorisation, déclaration d'ouverture de chantier, déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux).

Afin de respecter au mieux la période de référence (2011-2021), une analyse spécifique a été faite pour identifier sur les photo-aériennes les constructions des années 2010 et 2022 afin de ne pas les intégrer au bilan.

A partir du moment où des travaux sont visibles sur la photo-aérienne, il est considéré que la consommation de l'espace est effective. Plus précisément pour un lotissement ou une zone d'activités, la surface est considérée comme consommée lorsque la viabilisation a été effectuée (réseaux secs, humides et viaires). Pour une construction hors lotissement, la consommation est effective à l'apparition du terrassement et de la chape.

L'échelle d'analyse est l'échelle parcellaire (parcelles ou redécoupage en se basant sur des limites visibles : limites de jardin, haies, murs, routes…).

Pour chaque consommation d'ENAF, il a été identifié, à partir de la photo-aérienne, l'usage du sol en 2021 parmi les usages suivants :

- Habitat ;
- Activité économique ;

Il a également été identifié la position par rapport à l'enveloppe urbaine de 2011 parmi les situations suivantes :

- Dans l'enveloppe ;
- En extension ;
- En discontinuité.

En sus, les constructions et aménagements à usage « Agricole » ont été recensés.

En sus, les constructions et aménagements à usage « Agricole » ont été recensés. Pour les usages « activité économique », le détail de l'usage a été précisé parmi les catégories suivantes :

- Aérodrome ;
- Camping ;
- Centrale hydroélectrique ;
- Entreprise ;
- Entreprise (commerce) ;
- Entreprise (hôtel) ;
- Entreprise (résidence de tourisme) ;
- Entreprise (restaurant) ;

Pour les usages « équipement public », le détail de l'usage a été précisé parmi les catégories suivantes :

- Aire de loisir ;
- Bâtiment ;
- Bâtiment communal (mairie) ;
- Bâtiment communal (technique) ;
- Bâtiment Etat (Dir) ;

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Bilan de la consommation foncière

- Bâtiment Etat (gendarmerie) ;
- Caserne de pompier ;
- Cimetière ;
- Déchetterie ;
- Ecole ;
- Etablissement de santé ;
- Etablissement scientifique ;
- Gymnase ;
- Lieu de culte ;
- Maison de retraite et Ehpad ;
- Maison de santé ;
- Musée ;
- Office de tourisme ;
- Parking ;
- Salle des fêtes ;
- Station d'épuration ;
- Transformateur électrique.

Une analyse spécifique a été réalisée pour identifier les parcs photovoltaïques au sol construits sur la période 2011-2021.

> Autorisations d'urbanisme via Geomas

La CCSB recourt à Geomas ainsi qu'au module Geoxalis pour instruire les autorisations d'urbanisme.
Le recours à cette application permet de regrouper un certain nombre de données qui peuvent servir d'indicateurs ponctuellement notamment pour vérifier des informations.
Les informations suivantes peuvent être exploitées :

- Nature des projets ;
- Surface de plancher envisagées ;
- Destination des constructions ;
- Date et nature de la décision ;
- Ouverture de chantier ;
- Déclaration attestant l'achèvement du chantier et des travaux.

> Bilan et comparaison des différentes méthodes

	Fichiers fonciers	MOS	Etudes CCSB
Habitat	57.37		92.6
Tissu urbain hors enveloppe urbaine		104	
Inconnu	17.01		
Equipements publics			19.7
Route	11.78	9	15
Mixte	1.82		6.6
Activités	39.76	52	73
Photovoltaïques		87	140.3
Chantier		65	
Agricole			74.46
TOTAL	127.7	317	342.2
TOTAL HORS PV ET HORS BATIMENTS AGRICOLES		**230**	**206.9**
dont 81.12 dans l'enveloppe urbaine soit 136.52			

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Bilan de la consommation foncière

Choix opérés pour fixer la consommation d'espaces 2011-2021

> Bilan consolidé par croisement méthodologique : 224,8 hectares de consommation réelle d'ENAF entre 2011 et 2021

L'ensemble des méthodes ou outils ont permis de faire le point sur la consommation passée du territoire. Afin de se conformer au mieux aux consignes nationales et locales, l'utilisation de la base de données des fichiers fonciers a été retenu, à savoir **127.7 hectares.** Néanmoins, il convient d'ajuster ce chiffre en ajoutant **97.1** hectares de parcs photovoltaïques non reconnus par Mon Diagnostic Artificialisation mais qui ont pourtant bien été consommés sur la période. En effet, les parcs en question ont a minima fait l'objet de défrichements et d'aménagements (notamment des voiries).

Les parcs en question sont les suivants :

Commune concernée par le parc photovoltaïque	Surfaces du parc (ha)
L'Epine	41.5
La Bâtie-Montsaléon	21.9
Montjay	14.6
Sorbiers	11.4
Trescléoux	3.5
Upaix	4.2
Total	**97.1**

En revanche , sur une surface de 17 ha, les deux parcs suivants sont considérés comme consommés sur la période 2021-2031, soit à décompter de l'allocation foncière de développement alloué sur le territoire de la CCSB, sur la période 2021-2031 :

Commune concernée par le parc photovoltaïque	DDT 05 - Surface en ha des parcs photovoltaïques (ha)
Le Poët	4.4
Ribeyret	12.6
Total	**17**

En conclusion, dans le cadre de l'élaboration du SCoT du Sisteronais-Buëch, la mesure de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF) sur la période 2011-2021 a nécessité une démarche approfondie de vérification, en raison des écarts constatés entre les données nationales et la réalité du terrain. En complément des chiffres issus de l'observatoire national de l'artificialisation (127,7 ha), la CCSB a mobilisé plusieurs méthodes territorialisées — cartographie des modes d'occupation du sol, analyse photo-interprétée, données d'urbanisme — permettant d'intégrer les consommations non recensées, notamment celles liées à des parcs photovoltaïques non réversibles. Le bilan consolidé, qui constitue la consommation d'ENAF de référence, s'établit ainsi à environ **224,8 hectares** de consommation d'ENAF, sur la base d'un croisement méthodologique validé avec les services de l'État. Entre 2011-2021, cela représente une consommation d'ENAF annuelle de **22,48** hectares par an.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

LA CONSTRUCTION DU DOO

4.1- Méthode de construction du DOO

Bilan de la consommation foncière

En appliquant les objectifs de réduction des SRADDET PACA et AURA par rapport au référentiel de consommation d'ENAF passée et retenu de 224.8 ha, l'allocation de développement en ENAF pour le SCoT à échéance 2021-2045», s'élève à 205 ha décomposé comme suit : 125 ha entre 2021-2031 et 80 ha entre 2031 et 2045. Cette allocation de 205 ha entre 2021 et 2045, représente un rythme de consommation de 8.5 ha/an, effectivement inférieure au rythme de consommation passée entre 2011 et 2021. Pour permettre la mise en oeuvre de cette évolution, le SCoT entend considérer :
- une forte mobilisation des gisements existants (friches, dents creuses),
- un resserrement de l'urbanisation autour des pôles de centralité SRADDET (Sisteron, Serres, Laragne, La Motte-du-Caire),-
- une maîtrise foncière active et une meilleure articulation avec les documents d'urbanisme communaux.

> Décomposition de la consommation d'ENAF 2011-2021 par grandes destinations (selon la nomenclature du portail national de l'artificialisation)

- Consommation ENAF en matière d'habitat : 57,4 ha (26 %)
=> objectifs de 52 ha prévu entre 2021 et 2031
=> objectifs de 31 ha prévus entre 2031 et 2045

L'habitat représente près du quart de la consommation totale d'ENAF. Cette consommation est principalement constituée de logements individuels en extension ou en discontinuité d'enveloppes bâties existantes, de lotissements résidentiels sur de grandes emprises foncières. Ce chiffre traduit une certaine sobriété résidentielle, en lien avec une dynamique démographique modérée, mais aussi une structuration diffuse de l'habitat en périphérie des centralités locales (Sisteron, Laragne-Montéglin, Serres). La densité moyenne reste faible, ce qui limite l'effet de levier de la densification.

- Consommation ENAF en matière d'activité économique : 29,3 ha (13 %)
=> objectifs de 23 ha prévu entre 2021 et 2031
=> objectifs de 12 ha prévus entre 2031 et 2045

Ce poste regroupe notamment les zones d'activités artisanales, industrielles, commerciales et logistiques, hors équipements publics.La consommation reste contenue malgré une forte demande sur certains secteurs comme Sisteron ou Laragne. Elle montre une bonne capacité à mobiliser le foncier économique existant, mais appelle à une vigilance sur la pérennité des réserves foncières disponibles à moyen terme.

- Consommation ENAF en matière d'équipements publics : 10,5 ha (5 %)

Cette catégorie englobe les infrastructures et aménagements destinés à l'intérêt général, tels que les équipements éducatifs, culturels, sportifs, administratifs, sanitaires, sociaux, ainsi que les infrastructures de transport et les espaces publics. Avec 10,5 hectares, soit 5 % de la consommation totale d'ENAF sur la période 2011-2021, cette consommation reflète les efforts des collectivités locales pour maintenir et développer des services publics de proximité dans un territoire rural étendu. Elle illustre également la nécessité de concilier le développement des infrastructures publiques avec les objectifs de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers.
=> objectifs de 10 ha prévus entre 2021 et 2031 (destinations équipements et infrastructures)
=> objectifs de 7 ha prévus entre 2031 et 2045 (destinations équipements et infrastructures)

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

LA CONSTRUCTION DU DOO

4.1- Méthode de construction du DOO

Bilan de la consommation foncière

- Consommation ENAF en matière de parcs photovoltaïques au sol (ENR) : 97,10 ha (43 %)

Ce poste, majoritaire, correspond à des installations non réversibles situées en dehors des enveloppes urbaines. Leur consommation d'ENAF est reconnue au sens de la loi Climat et Résilience, conformément aux décrets et arrêtés de décembre 2023. Le Sisteronais-Buëch affiche ici un profil unique en région PACA : la transition énergétique a pesé lourdement sur la consommation foncière passée. Cette situation doit conduire à encadrer strictement les localisations futures de parcs ENR, dans une logique d'optimisation foncière et d'équité territoriale.

- Autres destinations : 30,61 ha (13%)

Ce poste regroupe : les consommations non qualifiées (affectation inconnue), les zones mixtes (habitat + activité), les infrastructures (voirie, ferroviaire, parkings…).Ce volume résiduel souligne les limites actuelles des fichiers fonciers. Il justifie l'emploi de méthodes locales (photo-interprétation, SIG, MOS) pour qualifier la consommation réelle, en particulier dans les communes rurales ou en discontinuité.

Analyse complémentaire de la consommation d'ENAF entre 2021 et 2022 inclus à déduire de l'allocation

Le rapport de présentation du SCoT comporte une analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF) sur les dix années précédant l'arrêt du projet. À cet effet, au-delà de l'analyse détaillée conduite pour la période 2011–2021 (224,8 ha toutes destinations confondues), une évaluation complémentaire de la consommation constatée entre 2021 et 2022, a pu être relevée à partir des données consolidées issues du portail Mon Diag Artificialisation (MDA) et des remontées de la DDT 05.

Cette analyse met en évidence :
-une consommation d'ENAF de 26,3 ha toutes destinations confondues sur la période 2021–2022 (16.6 ha pour l'habitat, 5.3 pourl'économie, 4.4 pour les équipements et autres) ;
- une consommation complémentaire de 17 ha liée à des parcs photovoltaïques au sol, identifiés comme artificialisant de manière irréversible des espaces naturels (défrichements, viabilisation, imperméabilisation), conformément aux définitions retenues depuis les décrets ZAN de décembre 2023.

Ainsi, 43,3 hectares doivent être considérés comme une consommation interstitielle, c'est-à-dire qui doit être déduite du potentiel résiduel alloué par le SCoT. En cohérence avec les orientations du DOO, l'objectif global de consommation d'ENAF fixé à 205 ha pour la période 2021–2045, se trouve donc réduit d'office, à due proportion de la consommation déjà effective constatée entre 2021 et 2022.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

LA CONSTRUCTION DU DOO

4.1- Méthode de construction du DOO

Les éléments chiffrés du DOO : les enveloppes foncières

Les enveloppes foncières

Dans une optique de compatibilité avec l'article L.141-5 du Code de l'urbanisme, le SCoT du Sisteronais-Buëch propose une enveloppe de consommation foncière de 185 hectares pour la période 2021–2045, répartie par destination et précisée selon les deux décades: habitat (85 ha), économie (30 ha), équipements/infrastructures (13 ha) et enveloppe de solidarité (57ha).

Destinations	Phase 1 2021-2030**	Phase 2 2031-2045	SCoT 2045	*** Dont droits supplémentaires*
Habitat	**56 ha****	**29 ha**	**85 ha**	*15 ha*
Economie	**18 ha**	**12 ha**	**30 ha**	
Equipements/ infrastructures	**8 ha**	**5 ha**	**13 ha**	
Enveloppe de solidarité	**35 ha**	**22 ha**	**57 ha**	
	117 ha	**68 ha**	**185 ha**	

Le DOO définit la destination des enveloppes et permet de répondre aux besoins du territoire en matière d'habitat, d'économie, d'équipements. L'enveloppe de solidarité est mobilisable pour répondre aux besoins de projets d'intérêt communautaire (agriculture, développement ENR...) et dans le cas où les besoins ne peuvent être satisfaits dans les enveloppes principales prévues (habitat, économie). Les allocations seront réparties grâce à la mise ne place d'une gouvernance spécifique à l'échelle de la CCSB, décrite dans la fiche action 2.1 du Programme d'Action du présent SCoT.

	Synthèse des destinations comprises dans les enveloppes foncières
Habitat	comprend le logement principal, secondaire ou occasionnel des ménages (saisonnier et touristique inclus).
Economie	comprend notamment les ZA communautaires de la CCSB ainsi que les projets à vocation artisanale, commerciale et industrielle.
Equipements/ infrastructures	comprend les équipements structurants et infrastructures nécessaires au développement du territoire.
Enveloppe de solidarité	comprend les opérations à destination de l'habitat, de l'économie, du développement des ENR, de l'agriculture, servant l'intérêt supra-communale et arbitrées par la gouvernance du SCoT (dans une logique de soutien aux communes et à la défense de l'intérêt général). Elle sera partagée par la mise en place d'une gouvernance spécifique à l'échelle de la CCSB (pré-définie dans le POA). *L'intérêt supra-communal se définit lorsque l'opération dépasse l'échelle de la commune et sert à répondre aux besoins de la population du SCoT.*

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

LA CONSTRUCTION DU DOO

4.1- Méthode de construction du DOO

Les éléments chiffrés du DOO : l'enveloppe foncière Habitat

L'évaluation du besoin en foncier nécessaire à la production de logements

Cette enveloppe a été ajusté grâce à deux leviers détaillés dans les pages suivantes: la part de densification de logements au sein des enveloppes et la densité logements/ha. L'enveloppe habitat comprend l'ajout des droits fonciers supplémentaires octroyés par le SRADDET PACA pour la première décennie 2021-2030 inclus.

Ainsi la garantie communale est ajoutée pour les communes relais et les communes rurales sous PLU (+3ha et +5ha respectivement). L'allocation de 7 ha octroyée aux polarités du SRADDET (Ville-centre de Sisteron et des communes secondaires) est également ajoutée (réparti avec +4ha et +3ha respectivement), ce qui permet de totaliser une **allocation foncière totale à destination de l'habitat de 85 ha**.

Tableau 1 : Allocation Habitat issue du calibrage entre objectif démographique et besoins en logements

Niveaux de l'armature	Allocation Phase 1 2021-2030	Allocation Phase 2 2031-2045	Allocation Totale 2021-2045 (ha)
Pôle de Sisteron	9 ha	11 ha	20 ha
Centralités secondaires	6 ha	6 ha	12 ha
Communes relais	11 ha	8 ha	19 ha
Les autres communes rurales	11 ha	8 ha	19 ha
SCoT 2045	36 ha	33 ha	70 ha

Tableau 2 : Allocation Habitat après ajout des droits supplémentaires du SRADDET

Niveaux de l'armature	Allocation Phase 1 2021-2030	Allocation Phase 2 2031-2045	Allocation Totale 2021-2045 (ha)	*dont Droits supplémentaires
Pôle de Sisteron	16 ha	8 ha	24 ha	**4 ha**
Centralités secondaires	10 ha	5 ha	15 ha	**3 ha**
Communes relais	14 ha	8 ha	22 ha	**3 ha**
Les autres communes rurales	16 ha	8 ha	24 ha	**5 ha**
SCoT 2045	56 ha	29 ha	85 ha	

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

LA CONSTRUCTION DU DOO

4.1- Méthode de construction du DOO

Les éléments chiffrés du DOO : l'enveloppe foncière Habitat

Une production de logements fondée en partie sur la régénération des tissus bâtis existants

Le DOO du SCoT du Sisteronais-Buëch fixe à **2 750 le nombre total de logements à produire sur l'ensemble du territoire entre 2021 et 2045**, selon une répartition différenciée par niveau de l'armature territoriale. Comme évoqué, cette production répond aux besoins identifiés dans le diagnostic : vieillissement de la population, décohabitation, déficit structurel de logements pour les jeunes actifs et les ménages modestes, ainsi qu'objectifs de revitalisation des bourgs et de lutte contre la vacance. Elle est également calibrée pour rester compatible avec les trajectoires de réduction de l'artificialisation des sols imposées par la loi Climat et Résilience, notamment l'objectif ZAN à horizon 2050.

Dans cette perspective, le DOO donne la priorité au recyclage urbain, en visant une production majoritairement localisée au sein des enveloppes urbaines existantes. **Sur les 2 750 logements prévus, 51 % devront être réalisés en renouvellement urbain**, avec des objectifs différenciés par niveau d'armature : 60 % pour le pôle de Sisteron et les centralités secondaires, 30 % pour les communes relais et les autres communes rurales.

Cette production en « enveloppe » recouvre diverses modalités détaillées dans le DOO : mobilisation de logements vacants, restructuration ou reconversion de bâtis existants, construction sur parcelles disponibles au sein de l'enveloppe urbaine (notamment « dents creuses »), renouvellement de friches bâties ou urbanisées, divisions parcellaires maîtrisées, densification ponctuelle. Ces modes d'intervention permettent à la fois de limiter la consommation d'espace naturel ou agricole, de renforcer l'intensité d'usage des espaces déjà urbanisés, et de soutenir la revitalisation des centralités et des tissus pavillonnaires vieillissants.

Synthèse du projet Habitat

Niveaux de l'armature	TCAM projeté	Nombre de logements à produire (arrondis)	**Allocation totale Habitat 2021-2045**	**Allocation Habitat Phase 1 2021-2030***	**Allocation Habitat Phase 2 2031-2045**	Densité moyenne en extension (log/ha)	Part des logements à réaliser au sein de l'enveloppe
Pôle de Sisteron	+1,10%	1 308	**24 ha**	**16 ha**	**8 ha**	**26 log/ha**	60%
Centralités secondaires	+0,66%	622	**15 ha**	**10 ha**	**5 ha**	**21 log/ha**	60%
Communes relais	+0,37%	436	**22 ha**	**14 ha**	**8 ha**	**16 log/ha**	30%
Les autres communes rurales	+0,34%	384	**24 ha**	**16 ha**	**8 ha**	**13 log/ha**	30%
SCoT 2045	+0,66%	2 750	**85 ha**	**56 ha**	**29 ha**	**14 log/ha**	51%

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

LA CONSTRUCTION DU DOO

4.1- Méthode de construction du DOO

Les éléments chiffrés du DOO : l'enveloppe foncière Habitat

Des densités de logements/ha renforcées pour maîtriser la consommation foncière

La production de logements en extension fait également l'objet d'un encadrement précis dans le DOO, à travers des objectifs de densité minimale différenciés selon le niveau d'armature

Niveaux de l'armature	Densité moyenne en extention (log/ha)	Densité observée actuelle
Pôle de Sisteron	**26 log/ha**	20 log/ha
Centralités secondaires	**21 log/ha**	13 log/ha
Communes relais	**16 log/ha**	12 log/ha
Les autres communes rurales	**13 log/ha**	9 à 10 log/ha
TOTAL SCoT	**14 log/ha**	12 log/ha

Ces valeurs traduisent un effort de densification à la hausse pour l'ensemble des niveaux de l'armature. Dans chaque cas, les objectifs du DOO imposent une densité supérieure à celle généralement constatée dans les documents d'urbanisme existants (PLU, cartes communales, tissus morphologiques). Ce choix n'est pas arbitraire : il s'inscrit dans la nécessité de répondre aux objectifs de sobriété foncière imposés par la législation nationale et régionale (SRADDET PACA), et il se justifie également par les potentialités des tissus bâtis et par les capacités de portage des équipements et services locaux.

Ainsi, à Sisteron, la densité projetée en extension (26 log/ha) est supérieure à celle pratiquée jusqu'alors (20 log/ha), ce qui reste compatible avec les formes urbaines locales tout en permettant une optimisation du foncier mobilisable. De manière plus marquée, dans les centralités secondaires et les communes relais, les densités projetées (respectivement 21 et 16 log./ha) induisent un changement d'échelle, mais restent atteignables dès lors qu'une programmation qualitative (logements groupés, hameaux denses, division parcellaire, formes intermédiaires) est envisagée. Pour les communes rurales, la densité de 13 log./ha représente un seuil minimal garantissant un usage plus économe du foncier tout en préservant le caractère du tissu rural.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

LA CONSTRUCTION DU DOO

4.1- Méthode de construction du DOO

Les éléments chiffrés du DOO : l'enveloppe foncière Habitat

Une déclinaison territorialisée du besoin en logements : un choix guidé par la cohérence et la solidarité

Le SCoT du Sisteronais-Buëch, au terme de son Projet d'Aménagement Stratégique (PAS), ambitionne un objectif démographique modéré, fondé sur un rythme de croissance de +0,66 % par an, en cohérence avec l'analyse des documents supra-communaux, les dynamiques récentes de peuplement observées sur le territoire. Cette trajectoire traduit une volonté politique de revitalisation maîtrisée du territoire, dans un souci d'équilibre entre attractivité résidentielle, qualité du cadre de vie et limitation de l'artificialisation.

Ce cap stratégique a ensuite été décliné dans le Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO), qui fixe un taux de croissance annuel moyen de **+0,66 %** pour la période 2021–2045. Cette déclinaison correspond à un besoin global de **2 750** logements, soit environ 114 logements par an, répartis sur l'ensemble du périmètre du SCoT.

Cet objectif est ambitieux mais confirmé par des données factuelles (effectifs scolaires, dynamique économique, attractivité du Sisteronais-Buëch). Le DOO précise que la croissance est "territorialisée" : le SCoT ne demande pas un taux uniforme partout ; il y a des taux différents selon les "niveaux" de l'armature territoriale (pôle, centralités, communes rurales). Il permet, en effet, d'affiner la réponse aux besoins internes identifiés (vieillissement, décohabitation, solde naturel déficitaire), tout en intégrant une capacité maîtrisée d'accueil de nouveaux ménages, notamment de jeunes actifs, dans les centralités et communes relais du territoire. Il reflète donc l'opérationnalisation à l'échelle des niveaux de l'armature du taux de croissance du PAS.

Ce chiffre ne résulte pas d'une simple extrapolation tendancielle, mais d'un arbitrage stratégique, tenant compte des objectifs de revitalisation, de soutien aux centralités rurales, de lutte contre la vacance, et de limitation de la consommation foncière conformément aux exigences posées par la loi Climat et Résilience.

Projet démographique du SCoT

Niveaux de l'armature	Population en 2021 *(Insee 2021)*	Objectif TCAM (2045)	Objectif population (2045)	**Objectif nombre de logements à produire (2045)**
Pôle de Sisteron	7 669	**+1,10%**	**9 972**	**1 308**
Centralités secondaires	5 431	**+0,66%**	**6 360**	**622**
Communes relais	6 696	**+0,37%**	**7 317**	**436**
Les autres communes rurales	5 489	**+0,34%**	**5 955**	**384**
TOTAL SCoT	25 285	**+0,66%**	**29 604**	**2 750**

Une répartition spatiale conforme au projet d'organisation territoriale

La répartition de ces logements entre les différents niveaux de l'armature territoriale découle d'un parti d'aménagement fondé sur trois principes structurants : renforcer les pôles moteurs du territoire, soutenir les centralités de proximité, et garantir un développement équilibré dans les espaces plus ruraux.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

LA CONSTRUCTION DU DOO

4.1- Méthode de construction du DOO

Les éléments chiffrés du DOO : l'enveloppe foncière Habitat

Une réponse différenciée aux dynamiques locales

La répartition des 2 750 logements projetés entre les différents niveaux de l'armature territoriale découle d'un parti d'aménagement structurant fondé sur trois principes : renforcer les pôles moteurs du territoire, soutenir les centralités de proximité, et garantir un développement équilibré dans les espaces plus ruraux. Cette organisation s'appuie sur les fonctions existantes, les potentialités de chaque entité, et les dynamiques de peuplement récentes, afin de construire une trajectoire de développement cohérente, réaliste et solidaire. Cette répartition s'appuie sur les constats du diagnostic. Sisteron concentre déjà plus de 20 % de la population du territoire, un niveau de motorisation élevé (88 % de ménages), un parc de logements en partie vieillissant et une polarisation des flux domicile-travail. À l'inverse, de nombreuses communes de piémont ou de montagne connaissent un vieillissement marqué, une vacance importante, et des difficultés à maintenir leurs équipements.

Ces éléments ont justifié une affectation différenciée des volumes de construction. Il s'agira de concentrer l'effort là où les dynamiques sont les plus soutenues : le pôle de Sisteron, qui affiche à la fois une croissance passée forte et un potentiel foncier structurant, voit son développement consolidé. Le maintien d'un TCAM de +1,10 % (2015-2021) à la fois observé et projeté traduit une volonté de canaliser l'essentiel de la croissance résidentielle dans la centralité la plus équipée et la mieux desservie du territoire. Dans le pôle de Sisteron, la croissance est soutenue pour consolider son rôle de locomotive économique et de centralité de services.

Il s'agira d'accompagner une montée en puissance des centralités secondaires, telles que Serres, Laragne-Montéglin et La-Motte-du-Caire, en passant d'un TCAM constaté de +0,47 % à un objectif de +0,66 %. Cette trajectoire réaliste vise à renforcer leur rôle de relais territoriaux, dans une logique de maillage équilibré du territoire et de réduction des déplacements contraints. Dans les centralités secondaires, l'objectif est de consolider les fonctions de relais, en lien avec les dynamiques locales observées (Serres, Laragne-Montéglin, La Motte-du-Caire).

Cette répartition permettra également d'encourager une dynamique de régénération dans les communes relais et rurales, où la croissance observée reste faible (+0,08 % et +0,20 % respectivement), par une action volontariste mais mesurée (+0,37 % et +0,34 % projetés). Cette orientation permet d'éviter les effets de décroissance, de maintenir les services de proximité, et de soutenir l'attractivité résidentielle minimale nécessaire à la résilience locale, en cohérence avec les objectifs de sobriété foncière. Dans les communes relais et rurales, les objectifs sont volontairement modérés, mais réels, afin d'assurer une équité territoriale et une accessibilité au logement pour tous les profils, notamment les jeunes et les aînés souhaitant rester sur place.

Dans son ensemble, la trajectoire retenue par le DOO, avec un objectif consolidé de +0,66 %/an à l'échelle intercommunale, contre une dynamique passée de +0,20 % traduit une ambition maîtrisée. Elle permet un mécanisme de régénération démographique, sans provoquer de rupture avec les tendances récentes ni de déséquilibres territoriaux majeurs. Ce calibrage reste compatible avec les objectifs de sobriété foncière et de densification raisonnée, en privilégiant les espaces déjà urbanisés et les centralités existantes.

Une cohérence avec les principes de sobriété foncière et de mixité

Sur les 2 750 logements projetés, 51 % devront être réalisés dans l'enveloppe urbaine, via la réhabilitation, la vacance ou la reconstruction, conformément aux prescriptions du DOO et aux objectifs de réduction de la consommation d'espaces naturels agricoles et forestiers (-49,5 % pour les communes couvertes par le SRADDET PACA, -54,5 % pour les communes couvertes par le SRADDET AURA).

L'effort de densité est modulé selon les contextes, avec un minimum de 26

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Les éléments chiffrés du DOO : l'enveloppe foncière Habitat

logements/ha en extension pour Sisteron, 21 log/ha pour les centralités secondaires, 16 log/ha pour les communes rurales, 13 log/ha pour les communes rurales. Ce calibrage intègre les contraintes physiques, les capacités de portage foncier, les formes urbaines existantes, et les capacités de desserte.

Une ambition sociale affirmée : 50% des logements à produire à destination des logements abordables

En complément de ces objectifs quantitatifs et conformément au SRADDET PACA, le DOO prescrit un objectif de production de logements abordables dans l'objectif de répondre aux besoins de toutes les populations et favoriser leur parcours résidentiel. En effet, l'offre en logements abordables inclus : accession sociale à la propriété, logements locatifs sociaux neufs ou en acquisition-amélioration, logements-foyer, logements saisonniers.

Niveaux de l'armature	Objectif logements à produire SCoT 2045	Objectif nombre de logements abordables à produire	Prop./ commune	Prop./ Total
Pôle de Sisteron	1308	**771**	59%	28%
Centralités secondaires	622	**373**	60%	14%
Communes relais	436	**135**	31%	5%
Les autres communes rurales	384	**96**	25%	3%
TOTAL SCoT 2045	2 750	**1 375**	50%	50%

Une mobilisation foncière maîtrisée et calibrée pour répondre aux besoins en logements

Le DOO du SCoT du Sisteronais-Buëch prévoit la production de 2 750 logements à l'échelle intercommunale entre 2021 et 2045. Pour répondre à cette ambition tout en respectant les objectifs de réduction de l'artificialisation des sols, ce besoin a été traduit spatialement dans une enveloppe foncière globale de 85 hectares dédiée à l'habitat. Ce chiffre n'est pas le fruit d'une estimation générique, mais résulte d'un calibrage croisé entre : le volume de logements à produire par niveau d'armature ; le partage entre renouvellement et extension ; et les densités minimales en extension fixées dans le DOO.

La répartition des 85 hectares pour 2021-2045, sans déduction de la consommation passée depuis 2021, (soit 52 ha entre 2011-2020 inclus et 31 ha entre 2031 et 2045) repose ainsi sur une estimation directe du nombre de logements à construire en extension, en appliquant la part hors enveloppe urbaine pour chaque strate, divisée par la densité cible correspondante. Le découpage entre 2021-2031 et 2031-2045 permet de respecter les prescriptions des SRADDET et de maîtriser l'urbanisation dans la durée, tout en répondant aux objectifs démographiques du SCoT.

Le DOO articule son objectif de 85 hectares autour de quatre leviers principaux :

> Levier 1 « Densification en extension» : en fixant des densités supérieures aux pratiques actuelles, le SCoT optimise chaque hectare mobilisé, notamment à Sisteron (26 log/ha) et dans les polarités secondaires (21 log/ha).

> Levier 2 «Mobilisation de l'enveloppe urbaine» : dents creuses, divisions de parcelles, friches et cœurs de bourgs sont ciblés en priorité. Le DOO précise les critères de définition et d'intégration dans l'enveloppe urbaine (surface < 2 500 m², occupation bâtie sur 3 côtés…)

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

LA CONSTRUCTION DU DOO

4.1- Méthode de construction du DOO

Les éléments chiffrés du DOO : l'enveloppe foncière Habitat

> Levier 3 – Gouvernance foncière intercommunale : prévue dans le Programme d'Actions, une gouvernance spécifique permettra de suivre la répartition des consommations entre communes et d'ajuster les enveloppes en fonction de la réalisation effective des projets.

Un effort partagé entre renouvellement urbain et extensions plus compacte

Le SCoT fait le choix de mobiliser prioritairement le potentiel foncier interne, via des actions de recyclage urbain. En moyenne, 51 % des logements projetés sont attendus au sein de l'enveloppe urbaine existante, avec des taux plus ambitieux dans les pôles (60 % à Sisteron et dans les centralités secondaires). La production en extension reste donc légèrement minoritaire (49 % des logements), mais elle fait l'objet d'un encadrement plus strict qu'actuellement par la densité. L'effort de densité est significatif au regard des pratiques actuelles : la densité moyenne observée dans les documents d'urbanisme locaux est d'environ 10 à 20 logements/ha selon les niveaux d'armature, alors que le DOO fixe des objectifs de 13 à 26 logements/ha. Ce levier permet de limiter la surface mobilisée tout en répondant aux besoins identifiés dans le diagnostic.

Une cohérence avec les exigences des SRADDET PACA et AURA

L'enveloppe de 85 ha est intégrée dans le plafond de consommation fixé par les SRADDET PACA et AURA qui autorise jusqu'à 185,3 ha de consommation foncière toutes destinations confondues pour la période 2021–2045. L'habitat représente ainsi environ 40 % de cette enveloppe globale, aux côtés de l'économie (35 ha), des équipements (17 ha) et de l'enveloppe de solidarité (57 ha). Cette répartition est jugée compatible avec les trajectoires de -49,5 % de réduction imposées par le SRADDET PACA, et de -54.5% par le SRADDET AURA pour la période 2021–2030, ce qui permet de préparer l'entrée dans la logique ZAN à partir de 2031.

Une enveloppe de 85 hectares qui marque une inflexion du rythme de consommation foncière observé

L'enveloppe de 85 hectares allouée à l'habitat sur la période 2021–2045, telle que fixée dans le DOO, a été construite en rupture assumée avec le rythme passé de consommation foncière. Ce chiffre prend acte des obligations de réduction imposées par la loi Climat et Résilience et le SRADDET PACA, et les applique à l'échelle du Sisteronais-Buëch avec rigueur et discernement.

D'après les données issues du portail de l'artificialisation, la consommation passée d'espace à vocation d'habitat a été de 57,4 hectares sur les dix années 2011–2020, soit un rythme moyen de **5,74 ha/**an pour cette seule destination. Prolongée sur 25 ans, cette tendance aurait mené à un besoin de près de 144 hectares d'espace supplémentaire mobilisé pour le logement. Or, le DOO prévoit une enveloppe totale de seulement 85 hectares entre 2021 et 2045, soit **3 ha**/an en moyenne, ce qui représente une réduction de **42 %** du rythme passé. Cette réduction est d'autant plus significative que les objectifs en logement augmentent légèrement (+0,66 % TCAM projeté, contre +0,20 % observé), ce qui renforce la portée de l'effort foncier et l'importance accordée à la valorisation, recyclage du foncier. Ce différentiel positif entre ambition démographique et enveloppe foncière souligne la volonté du territoire de conjuguer accueil maîtrisé et sobriété foncière, notamment via la densification et le recyclage du tissu urbain existant.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

LA CONSTRUCTION DU DOO

4.1- Méthode de construction du DOO

Les éléments chiffrés du DOO : l'enveloppe foncière Economie

Une enveloppe économique de 30 hectares pour répondre aux besoins réels du territoire et respecter l'objectif de sobriété foncière

L'enveloppe foncière de 30 hectares attribuée à la destination économique sur la période 2021-2045 procède d'un calibrage raisonné, éclairé à la fois par le diagnostic territorial et par l'objectif législatif de réduction de l'artificialisation des sols. Ce volume foncier, réparti en deux séquences, soit 18 hectares sur la période 2021-2030 et 12 hectares sur la période 2031-2045, ce qui s'inscrit dans une trajectoire de sobriété, conforme aux objectifs du SRADDET PACA et AURA, ce qui permet de soutenir l'activité économique primordiale sur le territoire, sans reconduire les tendances extensives du passé.

Les données issues du portail de l'artificialisation font état d'une consommation de 25.3 hectares à destination économique sur la décennie 2011–2020. Ce rythme équivaut à 2.5 hectares par an.

Le DOO propose une enveloppe totale de 30 hectares sur 25 ans, soit un rythme ramené à 1,2 hectare par an, soit une réduction de près de 64 % du rythme de consommation observé. Ce recentrage s'inscrit pleinement dans les objectifs du SRADDET PACA et AURA sur la période 2021–2030, et marque une inflexion claire vers la sobriété foncière, tout en permettant l'adaptation du tissu économique local aux mutations en cours (relocalisation, circuits courts, artisanat de proximité, développement du télétravail, etc.).

Le DOO s'appuie sur un état des lieux fin des zones d'activités économiques existantes, en s'appuyant sur le diagnostic, et en distinguant leur poids, leur fonctionnement et leurs perspectives d'accueil. L'enveloppe de 30 hectares pour la période 2021–2045 permet de consolider un maillage économique structuré autour de polarités différenciées, déjà urbanisées ou partiellement équipées.

Parmi les sites recensés dans le DOO, les principales zones intégrées à l'enveloppe économique de 30 ha sont les suivantes :
- Zone d'activités Val de Durance (Sisteron)
- Zone d'activités de la Météline (Sisteron)
- ZA du Poët
- ZA Les Grandes Blâches (Mison)
- ZA Le Plan (Laragne-Montéglin)
- ZA Écopôle (Laragne-Montéglin)
- ZA artisanale de Serres

Ces sites représentent les principaux réceptacles de l'enveloppe économique du SCoT. Ils ont été retenus pour leur localisation stratégique (proximité d'échangeurs, polarités économiques), leur compatibilité avec les documents d'urbanisme locaux, et leur capacité technique d'accueil (dessertes, réseaux, foncier mobilisable).

Le DOO prévoit que l'ensemble des 30 hectares soit mobilisé en priorité sur ces sites existants ou identifiés comme stratégiques, sans création de nouvelles zones d'activités sur des espaces vierges, sauf à justifier d'un besoin spécifique en lien avec l'intérêt communautaire. Cette enveloppe permet également d'accueillir les projets à vocation économique et artisanale (hors ZAE) et de répondre à leur besoin d'installation. Ce principe participe pleinement à la logique de réduction de l'artificialisation des sols, de valorisation des capacités foncières déjà mobilisées, et de maîtrise du développement économique dans un cadre durable.

Un besoin foncier économique justifié par les tensions observées et les projets à venir

L'enveloppe de 30 hectares affectée à la destination économique dans le DOO du SCoT du Sisteronais-Buëch répond à un besoin objectivé par le

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Les éléments chiffrés du DOO : l'enveloppe foncière Economie

diagnostic territorial, qui met en évidence à la fois des tensions en matière de foncier économique, une structuration hiérarchisée du tissu productif, et des dynamiques de redéploiement à accompagner.

Des disponibilités foncières en voie de raréfaction

Le diagnostic souligne une saturation progressive des zones d'activités communautaires majeures, en particulier à Sisteron, sur les secteurs de la Météline et du Val de Durance, où les dernières unités foncières disponibles sont aujourd'hui en cours de commercialisation ou réservées à des extensions planifiées. Le Poët, bien que récemment aménagé, accueille des demandes croissantes. La zone du Plan à Laragne-Montéglin et l'Ecopôle constituent également des réceptacles stratégiques, mais limités en taille. Ces observations traduisent un risque de blocage à court ou moyen terme, si aucun foncier aménageable n'est prévu pour absorber la demande, notamment dans les filières artisanales, agricoles de transformation, logistiques ou les TPE souhaitant se relocaliser.

Un tissu économique diversifié, en phase de redéploiement

Le territoire connaît une spécialisation productive en lien avec :

-les grandes entreprises industrielles et de transport installées autour de Sisteron (chimie, logistique, plasturgie) ;

- un réseau dense d'artisans et de TPE répartis dans les centralités secondaires et communes relais ;

- une restructuration en cours des filières agricoles, notamment via la transformation de produits (lait, arboriculture) nécessitant des bâtiments mixtes (atelier + stockage).

Ces dynamiques, couplées à la montée en puissance du télétravail et des formes hybrides d'activité, justifient une enveloppe dédiée permettant de répondre à la diversité des besoins en surfaces (de 500 m² pour les artisans à plusieurs hectares pour les filières logistiques ou agro-industrielles).

Un besoin de redéploiement qualitatif du parc existant

Le diagnostic met également en évidence la qualité hétérogène du parc bâti économique existant. Certaines ZAE souffrent de bâtiments obsolètes et non adaptés aux nouvelles normes (énergie, logistique, ERP) ; d'un manque de visibilité et de services mutualisés (signalétique, stationnement, voirie) ; de formes urbaines dispersées, héritées de logiques peu économes en foncier.

La création d'une enveloppe calibrée à 30 ha permet ainsi non seulement de créer de nouveaux fonciers, mais aussi d'accueillir des projets de renouvellement et de requalification des sites économiques existants, notamment dans une logique de densification ou de spécialisation sectorielle.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

LA CONSTRUCTION DU DOO

4.1- Méthode de construction du DOO

Les éléments chiffrés du DOO : l'enveloppe foncière Equipements

Une enveloppe de 13 hectares pour les équipements et infrastructures : un calibrage réaliste au regard des besoins recensés et des consommations passées

L'enveloppe foncière de 13 hectares dédiée aux équipements et infrastructures inscrite dans le DOO pour la période 2021-2045 a été définie à partir de deux fondements indissociables : les besoins d'évolution du socle d'équipements intercommunaux et communaux, tels que recensés dans le diagnostic, et la trajectoire de réduction de l'artificialisation imposée par le SRADDET et la loi Climat et Résilience.

Une réponse calibrée aux besoins fonctionnels identifiés dans le diagnostic

Le diagnostic territorial met en évidence une tension croissante sur les capacités d'accueil en équipements publics dans plusieurs secteurs du territoire, à la fois dans le domaine de la santé, du scolaire, de la petite enfance, du sport et de la culture. Ce besoin d'adaptation résulte de plusieurs dynamiques croisées :

- l'augmentation modérée mais réelle de la population projetée (+0,66 %/an, soit +4 300 habitants à horizon 2045) ;
- la nécessité de relocaliser certains équipements dans des polarités secondaires ou relais, afin de renforcer la proximité des services et alléger la pression sur Sisteron ;
- le vieillissement du bâti public et les besoins d'accessibilité ou de mises aux normes (transitions énergétiques, multifonctionnalité des espaces).

L'enveloppe de 13 hectares permet donc d'anticiper les besoins en foncier pour les futures implantations, qu'il s'agisse : d'extensions ou de relocalisations d'équipements structurants (écoles, médiathèques, équipements sportifs ou de santé) ; de la création de nouveaux pôles d'équipements de proximité, notamment dans les centralités secondaires et communes relais ; de mutualisations possibles dans des ZAE, dans une logique d'équipements partagés avec les entreprises ou les artisans.

Une réduction forte par rapport à la consommation passée

Selon les données consolidées du portail de l'artificialisation, la consommation d'espace affectée aux équipements publics et autres infrastructures sur la période 2011–2020 s'élève à 14,42 hectares pour les équipements et 30,61 hectares pour les autres usages assimilés, soit un total de 45,03 hectares toutes destinations confondues sur dix ans, équivalent à environ 4,5 hectares/an. Par comparaison, le DOO fixe une enveloppe totale de 13 hectares pour la période 2021–2045, répartie en deux phases : 8 hectares sur 2021–2030, et 5 hectares sur 2031–2045.

Cela correspond à une moyenne de 0,68 hectare/an, soit une réduction de près de 85 % du rythme de consommation passée. Ce recentrage est volontairement marqué : il repose sur la mobilisation prioritaire du foncier dans l'enveloppe urbaine, la réutilisation de friches d'équipements, et la densification des pôles publics existants.

Comme pour les autres destinations, l'enveloppe équipements peut être complétée par l'enveloppe de solidarité de 66 hectares. Celle-ci peut permettre, sous conditions, l'émergence d'équipements d'intérêt communautaire imprévus, ou le relogement de projets structurants dans des secteurs ne disposant pas de réserves dans les enveloppes principales.

Une enveloppe de solidarité de 57 ha au service d'un développement sobre et équilibré

Cette enveloppe dite de solidarité ne constitue pas un volume supplémentaire systématiquement mobilisé. Elle a été pensée comme un levier de flexibilité maîtrisée, au service des communes et projets d'intérêt communautaire ne pouvant être couverts par les enveloppes principales. Elle permet notamment de répondre à des besoins d'aménagement d'ampleur, à des

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Les éléments chiffrés du DOO : l'enveloppe foncière Equipements

projets d'envergure non anticipables au moment de l'arrêt du SCoT, ou encore à des adaptations liées aux servitudes et aléas présents sur le territoire (relocalisation, évolution des périmètres urbains par exemple suite à des PPRI ou des mutations foncières significatives).
La solidarité territoriale se traduit également par une capacité de mutualisation des ressources foncières : certains projets structurants ne peuvent se concrétiser sans une mise en réseau des équipements ou sans une montée en qualité de l'offre (équipements scolaires, culturels, sportifs, infrastructures d'assainissement).
L'enveloppe de solidarité vient ici compléter les 13 ha dédiés aux équipements, en permettant des implantations ou relocalisations dans des secteurs ne disposant pas d'enveloppe suffisant.
Le SCoT assume une inflexion volontariste de la consommation foncière, conforme à la trajectoire imposée par la loi Climat et Résilience et les SRADDET PACA et AURA. Pour rappel et à titre d'exemple, le rythme de consommation d'espaces pour les équipements et infrastructures est passé de 4,5 ha/an sur la période 2011–2020 à 0,68 ha/an sur 2021–2045, soit une réduction de près de 85 %. L'enveloppe de solidarité, loin d'être une dérogation, s'intègre dans ce mouvement de sobriété. Son activation repose sur des critères stricts définis dans le DOO, incluant la justification du besoin, la vérification de l'absence de foncier mobilisable dans les enveloppes principales, et la conformité aux objectifs de densité et d'insertion dans les continuités urbaines et paysagères.

Pour rappel, cette enveloppe de solidarité comprend les opérations à destination de l'habitat, de l'économie, du développement des ENR, de l'agriculture, servant l'intérêt supra-communale et arbitrées par la gouvernance du SCoT (dans une logique de soutien aux communes et à la défense de l'intérêt général).
L'intérêt supra-communal se définit lorsque l'opération dépasse l'échelle de la commune et sert à répondre aux besoins de la population du SCoT.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

4.1.3- LE DOCUMENT D'AMENAGEMENT ARTISANAL COMMERCIAL ET LOGISTIQUE

Rappel réglementaire

Article L141-6
Modifié par LOI n°2021-1104 du 22 août 2021 - art. 219 (V)

« Le document d'orientation et d'objectifs comprend un document d'aménagement artisanal, commercial et logistique déterminant les conditions d'implantation des équipements commerciaux qui, en raison de leur importance, sont susceptibles d'avoir un impact significatif sur l'aménagement du territoire, le commerce de centre-ville et le développement durable.

Il détermine les conditions d'implantation des constructions commerciales et des constructions logistiques commerciales en fonction de leur surface, de leur impact sur l'artificialisation des sols et de leur impact sur les équilibres territoriaux, notamment au regard du développement du commerce de proximité, de la fréquence d'achat ou des flux générés par les personnes ou les marchandises. Ces conditions privilégient la consommation économe de l'espace, notamment en entrée de ville, par la compacité des formes bâties, la protection des sols naturels, agricoles et forestiers, l'utilisation prioritaire des surfaces vacantes et l'optimisation des surfaces consacrées au stationnement.

Pour les équipements commerciaux, ces conditions portent également sur la desserte de ces équipements par les transports collectifs et leur accessibilité aux piétons et aux cyclistes ainsi que sur leur qualité environnementale, architecturale et paysagère, notamment au regard de la performance énergétique et de la gestion des eaux.

Le document d'aménagement artisanal, commercial et logistique localise les secteurs d'implantation périphérique ainsi que les centralités urbaines, qui peuvent inclure tout secteur, notamment centre-ville ou centre de quartier, caractérisé par un bâti dense présentant une diversité des fonctions urbaines, dans lesquels se posent des enjeux spécifiques du point de vue des objectifs mentionnés au 3° de l'article L. 141-5. Il prévoit les conditions d'implantation, le type d'activité et la surface de vente maximale des équipements commerciaux spécifiques aux secteurs ainsi identifiés.

Pour les équipements logistiques commerciaux, il localise les secteurs d'implantation privilégiés au regard des besoins logistiques du territoire, au regard de la capacité des voiries, existantes ou en projet, à gérer les flux de marchandises et au regard des objectifs mentionnés au second alinéa de l'article L. 141-3.

Il peut également :

1° Définir les conditions permettant le développement ou le maintien du commerce de proximité dans les centralités urbaines et au plus près de l'habitat et de l'emploi, en limitant son développement dans les zones périphériques ;

2° Prévoir les conditions permettant le développement ou le maintien de la logistique commerciale de proximité dans les centralités urbaines afin de limiter les flux de marchandises des zones périphériques vers les centralités urbaines ;

La révision ou l'annulation du document d'aménagement artisanal, commercial et logistique est sans incidence sur les autres documents du schéma de cohérence territoriale. «

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

4.1.3- LE DOCUMENT D'AMENAGEMENT ARTISANAL COMMERCIAL ET LOGISTIQUE

Principes retenus

Des centralités, lieux d'accueil privilégiés de tous les commerces

Le SCoT du Sisteronais-Buëch identifie, à travers son Document d'aménagement artisanal, commercial et logistique (DAACL), une armature commerciale structurée, appuyée sur une hiérarchie claire des centralités et des principes d'implantation visant à lutter contre l'évasion commerciale et à conforter les fonctions de proximité

Les centralités commerciales, définies comme des centres-villes, bourgs ou quartiers présentant un tissu urbain dense, une diversité de fonctions urbaines (habitat, emploi, services) et une concentration notable de commerces. Le DAACL recommande par ailleurs l'identification, dans les PLU, d'espaces à vocation commerciale au sein du tissu mixte des centralités, y compris les cœurs de bourgs ruraux, afin d'accueillir les petits commerces en continuité avec les centralités existantes.

Le DOO recense précisément onze centralités commerciales, en cohérence avec les niveaux d'armature territoriale :

- Centralité commerciale de rang supérieur (ville-centre) : Sisteron;
- Centralités commerciales secondaires (communes secondaires) : Laragne-Montéglin, La Motte-du-Caire et Serres;
- Centralités commerciales de proximité (communes relais) : Garde-Colombe, Mison - Les Armands, Monêtier-Allemont, Orpierre, Rosans, Turriers, Val Buëch-Méouge

Chacune de ces centralités est intégrée dans la carte de localisation préférentielle des commerces, et fait l'objet d'orientations localisées à la fois paysagères, fonctionnelles et en termes d'accessibilité.

Le DOO, à travers les prescriptions du DAACL, établit un ensemble d'exigences à respecter dans l'élaboration des documents d'urbanisme communaux :

- définir précisément les périmètres de centralité dans les documents d'urbanisme, et adopter les outils garantissant la diversité commerciale (règlement linéaire, OAP thématique…
- reconnaître les centralités commerciales comme les lieux d'accueil de référence pour toute typologie de commerce
- préserver la qualité urbaine des centralités, en y proscrivant les commerces de grande surface en entrée de ville;

développer les fonctions commerciales quotidienne, hebdomadaire et événementielle dans les centralités majeures.

- garantir la diversité et la continuité commerciale, notamment dans les centralités rurales, en soutenant l'offre de proximité;
- encourager les implantations en rez-de-chaussée et en façade sur rue, pour contribuer à la qualité paysagère et à la vitalité des centres.
- proscrire les implantations de plus de 300 m² en entrée de ville ou en extension de bourg, pour préserver la qualité urbaine et paysagère
- maintenir et consolider l'offre commerciale d'hyper-proximité dans les centralités rurales, dans une logique de services essentiels (alimentation, tabac-presse, pharmacie, etc.) et de lutte contre la vacance commerciale.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

4.1.3- LE DOCUMENT D'AMENAGEMENT ARTISANAL COMMERCIAL ET LOGISTIQUE

Principes retenus

Des périphéries commerciales maîtrisées pour prioriser le renouvellement urbain

Le Document d'aménagement artisanal, commercial et logistique (DAACL) intégré au DOO du SCOT du Sisteronais-Buëch définit clairement les secteurs d'implantation périphérique (SIP) comme des localisations commerciales dérogatoires, qui ne peuvent être admises qu'à des conditions précises, en réponse à des besoins spécifiques et dans un nombre strictement limité.

Les secteurs d'implantation périphérique sont des pôles regroupant des commerces situés en périphérie d'une commune ou d'un pôle urbain, souvent en entrée de ville, desservis par de grands axes routiers, et exclus des tissus denses des centralités. Ils sont destinés à accueillir des équipements commerciaux d'une surface de vente supérieure à 300 m², dont l'insertion au sein du tissu urbain des centralités est techniquement ou fonctionnellement inadaptée. Cette typologie constitue la seconde catégorie de localisation préférentielle, aux côtés des centralités commerciales. Leur reconnaissance dans le DOO vaut un encadrement strict. La liste des Sites d'Implantation Périphériques est la suivante :

> Sisteron – ZA Val de Durance
Niveau d'armature : ville-centre
Entrée nord de Sisteron, desserte autoroutière, pôle économique régional.

> Sisteron – ZA de la Météline / Proviou
Niveau d'armature : ville-centre
Secteur complémentaire du Val de Durance, avec continuité d'urbanisation.

> Laragne-Montéglin – ZA Le Plan
Niveau d'armature : commune secondaire
Implantation périphérique existante à l'est du bourg.

> Upaix – secteur économique en lien avec Laragne
Niveau d'armature : commune secondaire
SIP intercommunal coordonné avec l'extension de Laragne.

> Une vocation commerciale encadrée

Le DAACL prévoit que les SIP soient exclusivement réservés à l'accueil de commerces de plus de 300 m² de surface de vente, pour lesquels une implantation en centralité est techniquement ou fonctionnellement impossible (notamment pour des questions de logistique, stationnement, ou contraintes foncières). es commerces de proximité de moins de 300 m² sont strictement interdits dans ces secteurs, afin d'éviter la concurrence avec l'offre de centre-bourg et de préserver la dynamique des polarités commerciales historiques. Cette orientation vise à préserver l'équilibre entre polarités, et à limiter la dilution commerciale en périphérie.

> Une inscription dans l'armature territoriale et commerciale

Les SIP sont implantés dans des secteurs périphériques identifiés pour leur accessibilité routière, leur potentiel d'extension maîtrisée et leur rôle dans le maillage économique intercommunal. Ils sont toujours adossés à un pôle de niveau supérieur de l'armature (ville-centre ou commune secondaire), et ne peuvent en aucun cas constituer des polarités autonomes. Leur rôle est complémentaire à celui des centralités commerciales, dans une logique de hiérarchie territoriale cohérente.

> Des exigences d'accessibilité et de desserte multimodale

Le DAACL conditionne tout aménagement dans les SIP à la mise en œuvre de cheminements continus et sécurisés pour les piétons et les modes doux entre le SIP,

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

4.1.3- LE DOCUMENT D'AMENAGEMENT ARTISANAL COMMERCIAL ET LOGISTIQUE

le bourg central et les quartiers résidentiels. Il impose également des exigences sur :

- la lisibilité des accès véhicules/livraisons,
- la limitation des reports de flux sur les routes départementales,
- la qualité de l'interface avec le paysage et les espaces agricoles/naturels environnants

> Une qualité urbaine et paysagère renforcée

Les orientations du DAACL insistent sur le fait que les SIP doivent faire l'objet d'un traitement architectural et environnemental exemplaire, notamment pour : éviter l'effet « boîte à chaussures » des bâtiments, assurer l'intégration paysagère des franges (plantations, clôtures perméables, toitures végétalisées ou équipées), modérer les stationnements, notamment en surface, et encourager leur mutualisation, limiter les enseignes lumineuses et la pollution visuelle, conformément aux prescriptions du DOO

Le DAACL impose que chaque SIP soit cartographié avec précision dans les documents d'urbanisme locaux (PLU, cartes communales). Il recommande que le DAACL soit intégré dans une OAP de secteur définissant les conditions d'implantation, les objectifs d'aménagement et les formes urbaines attendues et que tout projet fasse l'objet d'une analyse d'impact sur le tissu commercial existant, en lien avec les documents d'aménagement et les dispositifs de soutien aux centralités (type ORT, Petites villes de demain…).

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

4.1.3- LE DOCUMENT D'AMENAGEMENT ARTISANAL COMMERCIAL ET LOGISTIQUE

le bourg central et les quartiers résidentiels. Il impose également des exigences sur :

- la lisibilité des accès véhicules/livraisons,
- la limitation des reports de flux sur les routes départementales,
- la qualité de l'interface avec le paysage et les espaces agricoles/naturels environnants

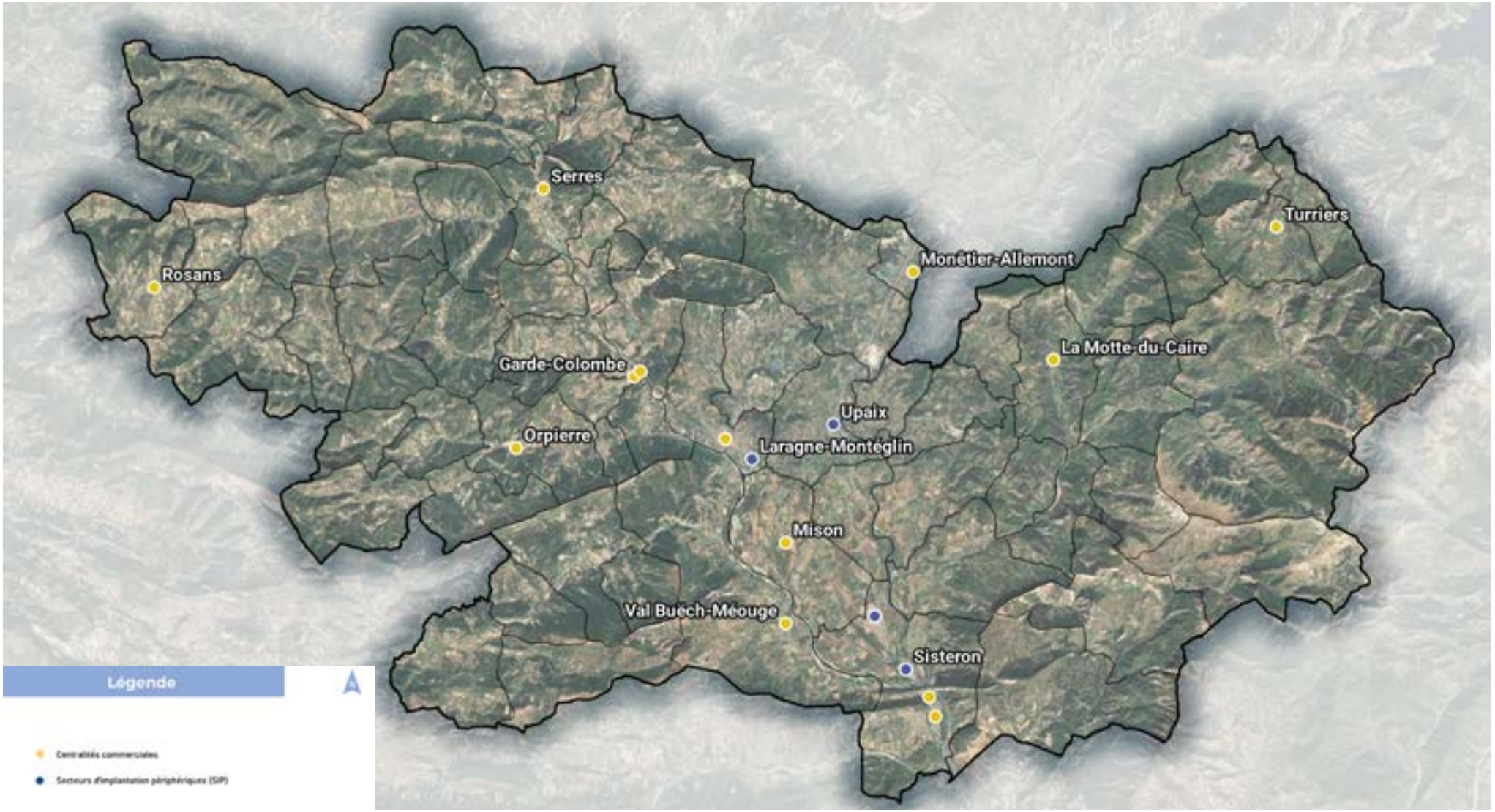
> Une qualité urbaine et paysagère renforcée

Les orientations du DAACL insistent sur le fait que les SIP doivent faire l'objet d'un traitement architectural et environnemental exemplaire, notamment pour : éviter l'effet « boîte à chaussures » des bâtiments, assurer l'intégration paysagère des franges (plantations, clôtures perméables, toitures végétalisées ou équipées), modérer les stationnements, notamment en surface, et encourager leur mutualisation, limiter les enseignes lumineuses et la pollution visuelle, conformément aux prescriptions du DOO

Le DAACL impose que chaque SIP soit cartographié avec précision dans les documents d'urbanisme locaux (PLU, cartes communales). Il recommande que le DAACL soit intégré dans une OAP de secteur définissant les conditions d'implantation, les objectifs d'aménagement et les formes urbaines attendues et que tout projet fasse l'objet d'une analyse d'impact sur le tissu commercial existant, en lien avec les documents d'aménagement et les dispositifs de soutien aux centralités (type ORT, Petites villes de demain…).

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Localisation préférentielle des commerces



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

4.1.3- LE DOCUMENT D'AMENAGEMENT ARTISANAL COMMERCIAL ET LOGISTIQUE

Anticiper les besoins et les impacts des nouvelles pratiques commerciales

Le DAACL du SCoT du Sisteronais-Buëch consacre un ensemble de prescriptions et recommandations à l'émergence de nouvelles pratiques commerciales, en réponse à l'évolution des usages des consommateurs, à l'essor du numérique, aux impératifs de transition logistique, et à la nécessité de relocaliser une partie des circuits de distribution.Trois champs principaux sont ciblés : les circuits courts, les différents modèles de drive, et la logistique urbaine et rurale.

Favoriser les circuits courts : un ancrage territorial de la consommation

Le SCoT reconnaît l'importance des circuits courts dans la structuration d'un commerce de proximité, accessible, et relié à la production locale. Le DAACL prévoit ainsi :

- la possibilité d'implanter des points de vente directe à la ferme, sous réserve que cette activité reste secondaire ;
- la localisation préférentielle en centres-bourgs et centres-villes des points de vente mutualisés entre producteurs ;
- un engagement du territoire en faveur de la labellisation des productions locales, afin d'en renforcer la valeur commerciale et l'ancrage identitaire

Organiser l'essor du commerce en drive : une typologie territorialisée

Le DAACL propose une typologie fine des formes de drive adaptées au territoire :

- Drive-in : adossé à un magasin propre (GMS ou commerce non-alimentaire), exclusivement en secteurs d'implantation périphérique (SIP). Leur implantation est conditionnée à une desserte adaptée, à des stationnements mutualisés et à une intégration paysagère soignée.
- Drive de proximité : de type click-and-collect ou points-relais, localisés en centres-bourgs de la ville-centre, des communes secondaires et des communes relais. Leur déploiement est à articuler avec les mobilités douces et la logistique légère.
- Drive fermiers : implantés en zones non urbaines, en lien avec les exploitations agricoles. Ils doivent être approvisionnés par des producteurs locaux et conçus avec une attention particulière aux flux logistiques et à l'insertion dans le paysage rural.

Chaque type de drive est ainsi conditionné à une localisation adaptée à sa fonction, à la capacité des réseaux, et à une insertion urbaine ou rurale conforme aux objectifs du SCoT.

Structurer une logistique de proximité : un levier pour les centralités et les circuits courts

Le DAACL intègre la logistique commerciale dans son périmètre, en particulier à travers la notion de logistique urbaine, définie comme l'organisation optimale des flux de marchandises dans les centres-bourgs et les polarités secondaires. Bien que le DAACL n'emploie pas directement le terme de « dark stores », il prévoit plusieurs leviers en lien avec ces formes émergentes : encourager l'installation de relais logistiques légers dans les centralités, comme les consignes, micro-entrepôts ou lieux de consolidation de livraisons ; promouvoir la sobriété foncière et énergétique dans l'immobilier logistique lié au commerce (notamment mutualisation du stationnement, performance énergétique, accessibilité aux vélos-cargo) ; préserver l'équilibre commercial entre vente physique et logistique, en veillant à ce que les nouvelles formes de livraison ne concurrencent pas le commerce de proximité

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

LA CONSTRUCTION DU DOO

4.2- Articulation avec les documents cadres

4.2.1 - LE CODE DE L'URBANISME

L'ordonnance du 17 juin 2020 modifie l'organisation du DOO. Des 10 thèmes obligatoires, il retient 3 thématiques transverses devant permettre de déterminer un objectif de développement équilibré pour l'ensemble du territoire.

Sous-section 1 : Activités économiques, agricoles et commerciales

CONTENU DU CODE	PRISE EN COMPTE DANS LES PRESCRIPTIONS DU DOO
Art. L. 141-5.-Dans un principe de gestion économe du sol, le document d'orientation et d'objectifs fixe les orientations et les objectifs en matière de : « 1° Développement économique et d'activités, en intégrant les enjeux d'économie circulaire et en visant une répartition équilibrée entre les territoires ; « 2° Préservation et développement d'une activité agricole respectant les sols ainsi que l'environnement et tenant compte des besoins alimentaires ; « 3° Localisations préférentielles des commerces dans les polarités existantes et à proximité des lieux de vie, des secteurs de revitalisation des centres-villes, des transports et préservation environnementale, paysagère et architecturale des entrées de villes.	**Article L.141-5, 1°** « Développement économique et d'activités, en intégrant les enjeux d'économie circulaire et en visant une répartition équilibrée entre les territoires » Prescriptions concernées du DOO/DAACL : > Prescriptions 104 à 116 : structuration de l'armature économique autour de trois niveaux de ZAE (zones d'activités économiques) : zones principales (ZAVD, ZA Météline), zones secondaires (ex : Le Poët, Les Blâches), zones de proximité (ex : Serres), avec allocation foncière différenciée et logique de hiérarchisation > Prescriptions 106 - 107 : politique foncière favorisant le réinvestissement des friches et des espaces sous-occupés. > Prescriptions 122 à 128 : filière économique des carrières et valorisation des ressources du sous-sol (BTP recyclé, granulats). > Prescriptions 99, 207, 208 : soutien aux circuits courts, économie alimentaire de proximité et infrastructures dédiées (marchés de producteurs, drives fermiers) > Prescriptions 96, 103 : logistique du dernier kilomètre et soutien aux activités économiques en centralités, y compris artisanales et tertiaires

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

LA CONSTRUCTION DU DOO

4.2- Articulation avec les documents cadres

CONTENU DU CODE	PRISE EN COMPTE DANS LES PRESCRIPTIONS DU DOO
Art. L. 141-5.-Dans un principe de gestion économe du sol, le document d'orientation et d'objectifs fixe les orientations et les objectifs en matière de : « 1° Développement économique et d'activités, en intégrant les enjeux d'économie circulaire et en visant une répartition équilibrée entre les territoires ; « 2° Préservation et développement d'une activité agricole respectant les sols ainsi que l'environnement et tenant compte des besoins alimentaires ; « 3° Localisations préférentielles des commerces dans les polarités existantes et à proximité des lieux de vie, des secteurs de revitalisation des centres-villes, des transports et préservation environnementale, paysagère et architecturale des entrées de villes.	**Article L.141-5, 2°** « Préservation et développement d'une activité agricole respectant les sols ainsi que l'environnement et tenant compte des besoins alimentaires » Prescriptions concernées du DOO : Prescriptions 209, 18 à 23 et recommandations associées : protection du foncier agricole et prise en compte de la viabilité agronomique, des réseaux d'irrigation, des besoins locaux et des logiques de filière Prescription 121 : diversification agricole et valorisation économique via transformation, agrotourisme, commercialisation locale. Prescriptions 99, 207, 208 : appui aux circuits alimentaires de proximité, plateformes logistiques agricoles, marchés locaux. Recommandation 12 : usage des outils ZAP et PAEN pour sécuriser durablement les périmètres agricoles. Recommandations 86, 88 : mise en place d'un partenariat entre collectivités et monde agricole pour la gestion de l'eau

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

LA CONSTRUCTION DU DOO

4.2- Articulation avec les documents cadres

CONTENU DU CODE	PRISE EN COMPTE DANS LES PRESCRIPTIONS DU DOO
Art. L. 141-5.-Dans un principe de gestion économe du sol, le document d'orientation et d'objectifs fixe les orientations et les objectifs en matière de : « 1° Développement économique et d'activités, en intégrant les enjeux d'économie circulaire et en visant une répartition équilibrée entre les territoires ; « 2° Préservation et développement d'une activité agricole respectant les sols ainsi que l'environnement et tenant compte des besoins alimentaires ; « 3° Localisations préférentielles des commerces dans les polarités existantes et à proximité des lieux de vie, des secteurs de revitalisation des centres-villes, des transports et préservation environnementale, paysagère et architecturale des entrées de villes.	**Article L.141-5, 2°** « Localisations préférentielles des commerces dans les polarités existantes et à proximité des lieux de vie, des secteurs de revitalisation des centres-villes, des transports et préservation environnementale, paysagère et architecturale des entrées de villes » Prescriptions concernées du DOO/DAACL : Prescriptions 69 à 95 : armature commerciale structurée par les centralités commerciales (centre-ville, centre-bourg) et secteurs d'implantation périphérique (SIP) ; interdiction des commerces de -300 m² en périphérie ; localisation préférentielle dans les centralités définies au DAACL Prescriptions 96 à 98 et recommandations associées + P113 à P116 : obligations de densité commerciale, implantation en rez-de-chaussée, qualité architecturale, intégration des enseignes. Prescriptions 117 à 120 et recommandations associées + recommandations 34 à 40 : maintien du commerce de proximité, diversité de l'offre, articulation avec les transports collectifs, stationnements mutualisés. Prescriptions 100 à 103 : encadrement des drives (urbains, fermiers), en lien avec l'armature urbaine et logistique

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

CONTENU DU CODE	PRISE EN COMPTE DANS LES PRESCRIPTIONS DU DOO
Art. L. 141-6.-Le document d'orientation et d'objectifs comprend un document d'aménagement artisanal et commercial déterminant les conditions d'implantation des équipements commerciaux qui, en raison de leur importance, sont susceptibles d'avoir un impact significatif sur l'aménagement du territoire, le commerce de centre-ville et le développement durable. « Ces conditions privilégient la consommation économe de l'espace, notamment en entrée de ville, par la compacité des formes bâties, l'utilisation prioritaire des surfaces commerciales vacantes et l'optimisation des surfaces dédiées au stationnement. Elles portent également sur la desserte de ces équipements par les transports collectifs et leur accessibilité aux piétons et aux cyclistes ainsi que sur leur qualité environnementale, architecturale et paysagère, notamment au regard de la performance énergétique et de la gestion des eaux. « Le document d'aménagement artisanal et commercial localise les secteurs d'implantation périphérique ainsi que les centralités urbaines, qui peuvent inclure tout secteur, notamment centre-ville ou centre de quartier, caractérisé par un bâti dense présentant une diversité des fonctions urbaines, dans lesquels se posent des enjeux spécifiques du point de vue des objectifs mentionnés au 3° de l'article L. 141-5. Il prévoit les conditions d'implantation, le type d'activité et la surface de vente maximale des équipements commerciaux spécifiques aux secteurs ainsi identifiés. « Il peut également : « 1° Définir les conditions permettant le développement ou le maintien du commerce de proximité dans les centralités urbaines et au plus près de l'habitat et de l'emploi, en limitant son développement dans les zones périphériques ; « 2° Prévoir les conditions permettant le développement ou le maintien de la logistique commerciale de proximité dans les centralités urbaines afin de limiter les flux de marchandises des zones périphériques vers les centralités urbaines ; « 3° Déterminer les conditions d'implantation des constructions commerciales et de constructions logistiques commerciales en fonction de leur surface, de leur impact sur les équilibres territoriaux, de la fréquence d'achat ou des flux générés par les personnes ou les marchandises ; « 4° Conditionner l'implantation d'une construction à vocation artisanale ou commerciale à l'existence d'une desserte par les transports collectifs et à son accessibilité aux piétons et aux cyclistes ; « 5° Conditionner l'implantation d'une construction logistique commerciale à la capacité des voiries existantes ou en projet à gérer les flux de marchandises. « La révision ou l'annulation du document d'aménagement artisanal et commercial est sans incidence sur les autres documents du schéma de cohérence territoriale	**P69 à P72 :** Localisation préférentielle des commerces **P73 à 79 :** Centralités commerciales **P80 à 95 :** Secteurs d'implantation périphérique **P96 :** Qualité des pôles commerciaux **P98 :** Continuité commerciale **P100 à 102 :** Drive **P103 :** Logistique urbaine

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Sous-section 2 : Offre de logements, de mobilité, d'équipements, de services et densification

Art. L. 141-7.-Dans le respect d'une gestion économe de l'espace, afin de lutter contre l'artificialisation des sols, et pour répondre aux besoins en logement des habitants, le document d'orientation et d'objectifs définit les objectifs et les principes de la politique de l'habitat participant à l'évolution et à l'optimisation de l'usage des espaces urbains et ruraux, en cohérence avec les perspectives démographiques et économiques du territoire, en privilégiant le renouvellement urbain. Il décline l'exigence de mixité sociale, en prenant en compte l'évolution démographique et économique ainsi que les projets d'équipements et de desserte en transports collectifs. « Il fixe : « 1° Les objectifs d'offre de nouveaux logements, répartis, le cas échéant, entre les établissements publics de coopération intercommunale ou par secteur géographique ; « 2° Les objectifs de la politique d'amélioration et de la réhabilitation du parc de logements existant public ou privé, au regard des enjeux de lutte contre la vacance, de dégradation du parc ancien, de revitalisation et de baisse des émissions de gaz à effet de serre ; (...)	**Alinéa introductif** Prescriptions 1 à 10 : principes de diversification de l'offre (intergénérationnelle, adaptée à tous les profils), logements évolutifs, accueil des jeunes actifs et personnes âgées dans les centralités, proximité des services et transports collectifs Prescriptions 48 à 61 : optimisation du potentiel foncier existant, densification ciblée, hiérarchisation des projets de renouvellement urbain Prescriptions 66 à 68 et recommandations associées : reconquête du bâti ancien, lutte contre la vacance, articulation avec les dispositifs ORT et Petites Villes de Demain Prescription 117 : amélioration du maillage en transport collectif en lien avec les pôles de vie et les gares **L.141-7, 1° :** « Les objectifs d'offre de nouveaux logements, répartis, le cas échéant, entre les établissements publics de coopération intercommunale ou par secteur géographique ; » Prescriptions concernées : Prescription 151 : répartition de l'offre de logements par niveaux d'armature (Pôle de Sisteron, centralités secondaires, communes relais, communes rurales), en cohérence avec un objectif démographique de +0,66 % TCAM et une capacité de 2 750 logements à produire à l'horizon 2045 Prescriptions 6, 7, 8 : création de logements locatifs par armature, en lien avec les centralités et équipements de proximité

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Sous-section 2 : Offre de logements, de mobilité, d'équipements, de services et densification

Art. L. 141-7.-Dans le respect d'une gestion économe de l'espace, afin de lutter contre l'artificialisation des sols, et pour répondre aux besoins en logement des habitants, le document d'orientation et d'objectifs définit les objectifs et les principes de la politique de l'habitat participant à l'évolution et à l'optimisation de l'usage des espaces urbains et ruraux, en cohérence avec les perspectives démographiques et économiques du territoire, en privilégiant le renouvellement urbain. Il décline l'exigence de mixité sociale, en prenant en compte l'évolution démographique et économique ainsi que les projets d'équipements et de desserte en transports collectifs. « Il fixe : « 1° Les objectifs d'offre de nouveaux logements, répartis, le cas échéant, entre les établissements publics de coopération intercommunale ou par secteur géographique ; « 2° Les objectifs de la politique d'amélioration et de la réhabilitation du parc de logements existant public ou privé, au regard des enjeux de lutte contre la vacance, de dégradation du parc ancien, de revitalisation et de baisse des émissions de gaz à effet de serre ; (...)	**L.141-7, 2° :** Prescriptions concernées : Prescriptions 54 à 59 : repérage des îlots dégradés, traitement des friches, dispositifs de réhabilitation mobilisés via ORT/OPAH-RU/PVD Prescriptions 66 à 68 et recommandations associées : stratégie foncière pour remettre sur le marché les logements vacants, actions ciblées sur les bourgs dégradés, mobilisation des outils fonciers (ZAD, emplacements réservés, OAP thématique). Prescriptions 51 - 52 - 53 : priorité à la requalification du bâti existant dans les enveloppes urbaines, avec diversité d'actions (division parcellaire, dent creuse, friches industrielles…)

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

LA CONSTRUCTION DU DOO

4.2- Articulation avec les documents cadres

(...) « 3° Les orientations de la politique de mobilité dans un objectif de diminution de l'usage individuel de l'automobile ; « 4° Les grands projets d'équipements, de réseaux et de desserte nécessaires au fonctionnement des transports collectifs et des services ; « 5° Les objectifs chiffrés de densification en cohérence avec l'armature territoriale et la desserte par les transports collectifs.	**L.141-7, 3° :** Prescriptions concernées du DOO : Prescriptions 156 à 163: développement d'une offre alternative à la voiture par renforcement du rabattement vers les gares, amélioration des lignes de transports à la demande (TAD), intermodalité, stationnement pour modes actifs, infrastructures cyclables Prescriptions 164 : ancrage territorial des gares (Sisteron, Laragne-Montéglin, Serres) dans la stratégie de mobilité quotidienne, intégration au maillage des services collectifs et polarités majeures Prescriptions 117 à 120 : articulation entre voiries, cheminements doux, aménagements intermodaux et pôles de vie générateurs de flux Prescription 117 à 120 et recommandations 34 à 40 : encouragement du covoiturage, du plan de mobilité d'entreprise, du déploiement de bornes de recharge, coordination entre zones d'activités et gares

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

(...) « 3° Les orientations de la politique de mobilité dans un objectif de diminution de l'usage individuel de l'automobile ; « 4° Les grands projets d'équipements, de réseaux et de desserte nécessaires au fonctionnement des transports collectifs et des services ; « 5° Les objectifs chiffrés de densification en cohérence avec l'armature territoriale et la desserte par les transports collectifs.	**L.141-7, 4° :** Prescriptions 156 à 163: développement d'une offre alternative à la voiture par renforcement du rabattement vers les gares, amélioration des lignes de transports à la demande (TAD), intermodalité, stationnement pour modes actifs, infrastructures cyclables Prescriptions 164 : ancrage territorial des gares (Sisteron, Laragne-Montéglin, Serres) dans la stratégie de mobilité quotidienne, intégration au maillage des services collectifs et polarités majeures Prescriptions 171 à 120 : articulation entre voiries, cheminements doux, aménagements intermodaux et pôles de vie générateurs de flux Recommandation 62 : évaluation des besoins spécifiques de desserte des établissements sensibles (écoles, EHPAD, centres de loisirs) dans une optique de mix mobilité/services publics

(...) « 3° Les orientations de la politique de mobilité dans un objectif de diminution de l'usage individuel de l'automobile ; « 4° Les grands projets d'équipements, de réseaux et de desserte nécessaires au fonctionnement des transports collectifs et des services ; « 5° Les objectifs chiffrés de densification en cohérence avec l'armature territoriale et la desserte par les transports collectifs.	**L.141-7, 5° :** Prescriptions concernées du DOO : Prescriptions 51 à 53 : densités minimales brutes à atteindre dans les secteurs « consommateurs d'espace », différenciées par niveau d'armature : Pôle de Sisteron : 22 log/ha Centralités secondaires : 17 log/ha Communes relais : 14 log/ha Communes rurales : 11 log/ha Prescription 58 : identification des potentiels de densification à proximité des réseaux et équipements, principe de « juste densité » préservant les qualités urbaines et environnementales Prescription 56 : justification obligatoire de toute extension par rapport aux capacités internes de densification, en articulation avec l'armature territoriale Prescription 60 : définition des enveloppes urbaines en cohérence avec l'enveloppe de transport et le maillage structurant

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Art. L. 141-8.-Le document d'orientation et d'objectifs peut subordonner l'ouverture à l'urbanisation d'un secteur nouveau ou des secteurs à urbaniser de moyen et long terme à : « 1° L'utilisation prioritaire des friches urbaines, de terrains situés en zone urbanisée et desservis par les équipements mentionnés à l'article L. 111-11 et des zones déjà ouvertes à l'urbanisation ; « 2° La réalisation d'une étude de densification des zones déjà urbanisées, permettant d'apprécier la capacité de densification des territoires.	**L.141-8, 1° :** Prescriptions 54 à 57 : priorité donnée au réinvestissement des espaces existants dans l'enveloppe urbaine. Cela inclut la réhabilitation du bâti, la reconversion de friches industrielles, la mobilisation des dents creuses inférieures à 2 500 m², les divisions parcellaires et les sols déjà artificialisés + définition précise de l'enveloppe urbaine intégrant friches, lotissements, divisions, exclusions des tènements agricoles ou naturels > 2 500 m² ; définition de la dent creuse comme critère spatial strict Prescription 60: les extensions doivent être strictement limitées à la continuité des enveloppes urbaines définies, et non en linéaire sur les entrées de ville Prescription 115 : engagement en faveur de la réutilisation prioritaire des friches, locaux vacants et espaces sous-occupés pour toutes fonctions (logement, économie, équipement) .

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

LA CONSTRUCTION DU DOO

4.2- Articulation avec les documents cadres

Art. L. 141-8.-Le document d'orientation et d'objectifs peut subordonner l'ouverture à l'urbanisation d'un secteur nouveau ou des secteurs à urbaniser de moyen et long terme à : « 1° L'utilisation prioritaire des friches urbaines, de terrains situés en zone urbanisée et desservis par les équipements mentionnés à l'article L. 111-11 et des zones déjà ouvertes à l'urbanisation ; « 2° La réalisation d'une étude de densification des zones déjà urbanisées, permettant d'apprécier la capacité de densification des territoires.	**Art. L. 141-8.-2** Prescription 58 : identification des secteurs à densifier dans les documents d'urbanisme selon critères objectifs (présence de réseaux, cadre architectural, ruissellement, etc.) Prescription 56 : obligation de justifier toute extension d'urbanisation par un diagnostic de densification préalable, appuyé sur le potentiel de densification identifié par les collectivités dans les enveloppes urbaines existantes Prescription 59 : exigences sur les formes urbaines (implantation, emprise, hauteur) à intégrer dans les règlements pour rendre possible la densification adaptée aux contextes bâtis Prescription 50 : suivi de la consommation foncière réelle postérieure à 2021, intégrée dans les bilans décennaux de consommation et croisée avec les objectifs de densification

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Art. L. 141-9.-Le document d'orientation et d'objectifs peut également, en fonction des circonstances locales, subordonner toute ouverture à l'urbanisation d'un secteur nouveau à la réalisation préalable d'une évaluation environnementale, dans les conditions prévues par l'article L. 122-1 du code de l'environnement.	**Art. L. 141-9** Prescription 55 : donne la priorité aux opérations de densification dans les enveloppes urbaines, par mobilisation du tissu existant : friches, dents creuses, divisions parcellaires, logements vacants, bâtiments sous-occupés, reconversions de locaux. Prescription 58: détaille les critères d'identification des secteurs à densifier : raccordement aux réseaux, morphologie bâtie, environnement, desserte par les transports collectifs, et proximité des équipements et services. Prescription 60 : définit l'enveloppe urbaine en intégrant uniquement les secteurs urbanisés ou urbanisables, à l'exclusion des tènements naturels ou agricoles de plus de 2 500 m² non construits, sauf exceptions argumentées. Prescription 61:précise les critères stricts de reconnaissance des dents creuses à intégrer à l'enveloppe : entre deux constructions, raccordées aux réseaux, en continuité d'un front bâti. Prescription 107 : pour les zones d'activités : impose la mobilisation prioritaire des friches économiques et du bâti vacant pour l'accueil de nouvelles activités ou l'extension d'activités existantes.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Sous-section 3 : Transition écologique et énergétique, valorisation des paysages, objectifs chiffrés de consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers

Art. L. 141-10 .-Au regard des enjeux en matière de préservation de l'environnement et des ressources naturelles, de prévention des risques naturels, de transition écologique, énergétique et climatique, le document d'orientation et d'objectifs définit : « 1° Les objectifs chiffrés de consommation économe de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain par secteur géographique ; « 2° Les orientations en matière de préservation des paysages, les espaces naturels, agricoles, forestiers ou urbains à protéger, notamment en raison de leur participation à l'amélioration du cadre de vie. Il transpose les dispositions pertinentes des chartes de parcs naturels régionaux à une échelle appropriée ; « 3° Les modalités de protection des espaces nécessaires au maintien de la biodiversité et à la préservation ou à la remise en bon état des continuités écologiques et de la ressource en eau ; « 4° Les orientations qui contribuent à favoriser la transition énergétique et climatique, notamment la lutte contre les émissions territoriales de gaz à effet de serre et de polluants atmosphériques, et l'accroissement du stockage de carbone dans les sols et les milieux naturels.	**Article L.141-10, 1°** Prescriptions concernées : > Prescription 48 : réduction de la consommation d'ENAF de –49,5 % (région Sud) ou –54,5 % (région AURA) sur la période 2021-2030, avec un plafond de 205 ha pour 2021-2045. Application différenciée entre centralités : Sisteron, Serres, Laragne-Montéglin, La Motte-du-Caire > Prescriptions 50 - 51 - 52 - 53 : analyse décennale de la consommation réelle ; objectifs de densité brute définis par niveau d'armature et par type de secteur (extensions, franges urbaines, etc.) > Prescriptions 54 à 61 : priorité au renouvellement urbain, mobilisation des dents creuses, friches, parcelles sous-occupées, limitation des extensions à la stricte continuité urbaine.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Sous-section 3 : Transition écologique et énergétique, valorisation des paysages, objectifs chiffrés de consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers

Art. L. 141-10 .-Au regard des enjeux en matière de préservation de l'environnement et des ressources naturelles, de prévention des risques naturels, de transition écologique, énergétique et climatique, le document d'orientation et d'objectifs définit : « 1° Les objectifs chiffrés de consommation économe de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain par secteur géographique ; « 2° Les orientations en matière de préservation des paysages, les espaces naturels, agricoles, forestiers ou urbains à protéger, notamment en raison de leur participation à l'amélioration du cadre de vie. Il transpose les dispositions pertinentes des chartes de parcs naturels régionaux à une échelle appropriée ; « 3° Les modalités de protection des espaces nécessaires au maintien de la biodiversité et à la préservation ou à la remise en bon état des continuités écologiques et de la ressource en eau ; « 4° Les orientations qui contribuent à favoriser la transition énergétique et climatique, notamment la lutte contre les émissions territoriales de gaz à effet de serre et de polluants atmosphériques, et l'accroissement du stockage de carbone dans les sols et les milieux naturels.	**Article L.141-10, 2°** Prescriptions concernées : >Prescriptions 24 à 27 : traitement des limites urbaines/ naturelles, végétalisation des espaces publics et privés, maintien de la biodiversité urbaine, plantation de haies, trames végétales et corridors >Prescriptions 28 à 32 : protection des zones humides, espaces de bon fonctionnement (EBF), cours d'eau, limitation de l'affouillement, restauration des continuités écologiques >Recommandations 14 à 16 : prise en compte des chartes des parcs naturels régionaux (PNR Baronnies provençales), > Au sein de sa prescription 12, Le DOO identifie également les paysages emblématiques et les éléments patrimoniaux identitaires du territoire, en lien la charte du PNR des Baronnies Provençales et les sites du Géoparc de Haute-Provence pour les communes adhérentes conformément à l'article L141-10°2 du code de l'urbanisme.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Sous-section 3 : Transition écologique et énergétique, valorisation des paysages, objectifs chiffrés de consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers

Liste des paysages et patrimoines dans la carte paysagère. Article L.141-10, 2°

Espaces patrimoniaux et paysages à préserver et à valoriser

Objectif : Préserver et valoriser les patrimoines géologiques emblématiques, afin d'illustrer l'originalité de la géologie

- Epp1 : Rosanais
- Epp8 : Bassin de Lachau
- Epp6 : Val de Buëch
- Epp7 : Gorges de la Méouge

(issu du plan de la charte du PNR des Baronnies provençales)

Sites patrimoniaux majeurs

Objectif : Préserver le patrimoine bâti et non-bâti historique

- St-André-de-Rosans Prieuré et village
- Etoile- vieux village de Saint-Cyrice
- Orpierre Vieille ville
- La Bâtie-Monsaléon - Site archéologique de Mons Saleucus
- Serres - petites cités de caractère et SPR
- Rosans - centre- historique
- Lagrand - SPR

Les formes urbaines et les villages perchés remarquables :

Objectif : Préserver les patrimoines bâtis et paysagers, les pratiques et les savoir-faires qui leurs sont associés afin d'illustrer les formes d'occupation du territoire

- Laragne-Montéglin, vieux village d'Arzeliers
- Etoile- Saint-Cyrice : vieux village de Saint-Cyrice
- Upaix
- Ventavon
- Lagrand
- Mison
- Le Poët
- Thèze
- Valernes
- Valavoire
- Vaumeilh
- Saléon
- Sigoyer
- L'Epine
- Sisteron (citadelle, vieille-ville, panoramas)
- Le Caire
- Turriers (village et vue sur le paysage)

(issu du plan de la charte du PNR des Baronnies provençales, du Géoparc de Haute-Provence et de la CCSB)

Sites géologiques et d'intérêt patrimonial remarquables :

Objectif : Préserver les sites géologiques

- Les Monges (site classé ou en cours de classement par la RNNGHP à l'INPN)
- Sisteron : clue et panoramas
- Bayons - La clue de Bayons-Pont de Reynier (bancs calcaires +/- verticalisés, plissés et faillés, falaise de calcaires du Crétacé inférieur)
- Le Caire : clue et paysage autour de l'antenne touristique de la Via Ferrata
- Saint-Geniez : Lapiez et panoramas
- Thèze : Synclinal
- Turriers : Panorama et route du Bois Noir, Col des Sagnes
- Valavoire : Panorama et géologie du Château de la Mole
- Faucon du Caire : Faille du Grand Vallon (ensemble géologique)
- Saint André de Rosans : Mont Risou et boules de grès de Serre d'Autruy
- Montagne de Chabre : panorama, les gorges de la Méouge,
- La clue de Serres,
- Les falaises d'Orpierre
- Montagne de Saint-Genis (entre Serres et Laragne)
- Ventavon : cascade sous le Pic de Crigne
- Serres : Arambre
- Sigottier :clue - Panorama du pied du mulet (Eourres),
- Ribeyret : montagne et panorama de Maraysse

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Sous-section 3 : Transition écologique et énergétique, valorisation des paysages, objectifs chiffrés de consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers

Art. L. 141-10 .-Au regard des enjeux en matière de préservation de l'environnement et des ressources naturelles, de prévention des risques naturels, de transition écologique, énergétique et climatique, le document d'orientation et d'objectifs définit : « 1° Les objectifs chiffrés de consommation économe de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain par secteur géographique ; « 2° Les orientations en matière de préservation des paysages, les espaces naturels, agricoles, forestiers ou urbains à protéger, notamment en raison de leur participation à l'amélioration du cadre de vie. Il transpose les dispositions pertinentes des chartes de parcs naturels régionaux à une échelle appropriée ; « 3° Les modalités de protection des espaces nécessaires au maintien de la biodiversité et à la préservation ou à la remise en bon état des continuités écologiques et de la ressource en eau ; « 4° Les orientations qui contribuent à favoriser la transition énergétique et climatique, notamment la lutte contre les émissions territoriales de gaz à effet de serre et de polluants atmosphériques, et l'accroissement du stockage de carbone dans les sols et les milieux naturels.	**Article L.141-10, 3°** Prescriptions concernées : >Prescriptions 42 à 47 : définition des réservoirs de biodiversité (agricoles, boisés, ouverts), modalités de protection et de gestion, limitation de l'urbanisation et des accès, autorisations strictement encadrées >Prescription 229, recommandations 84 à 86 : conditionnement de l'urbanisation à la qualité et la disponibilité de la ressource en eau, protection des captages, pratiques agricoles compatibles avec l'AEP, limitation des piscines en zones sous tension >Prescriptions 28 à 32 : protection et restauration des EBF et des zones humides, encadrement de la constructibilité, intégration paysagère et écologique des projet, compensation

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Sous-section 3 : Transition écologique et énergétique, valorisation des paysages, objectifs chiffrés de consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers

Art. L. 141-10 .-Au regard des enjeux en matière de préservation de l'environnement et des ressources naturelles, de prévention des risques naturels, de transition écologique, énergétique et climatique, le document d'orientation et d'objectifs définit : « 1° Les objectifs chiffrés de consommation économe de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain par secteur géographique ; « 2° Les orientations en matière de préservation des paysages, les espaces naturels, agricoles, forestiers ou urbains à protéger, notamment en raison de leur participation à l'amélioration du cadre de vie. Il transpose les dispositions pertinentes des chartes de parcs naturels régionaux à une échelle appropriée ; « 3° Les modalités de protection des espaces nécessaires au maintien de la biodiversité et à la préservation ou à la remise en bon état des continuités écologiques et de la ressource en eau ; « 4° Les orientations qui contribuent à favoriser la transition énergétique et climatique, notamment la lutte contre les émissions territoriales de gaz à effet de serre et de polluants atmosphériques, et l'accroissement du stockage de carbone dans les sols et les milieux naturels.	**Article L.141-10, 4°** Prescriptions concernées : >Prescriptions 174 - 175 : développement du photovoltaïque en toiture, sur espaces artificialisés, ombrières de parking, insertion paysagère, gestion durable des sols, infiltration des eaux pluviales >Prescriptions 213 à 216 : filière bois-énergie, planification des gisements, gestion forestière pour résilience au changement climatique et rôle dans le cycle hydrologique

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Sous-section 4 : Zones de montagne

Art. L. 141-11 .-En zone de montagne, le document d'orientation et d'objectifs définit la localisation, la nature et la capacité globale d'accueil et d'équipement, notamment en matière de logement des salariés, y compris les travailleurs saisonniers, des unités touristiques nouvelles structurantes. « Il définit, si besoin au regard des enjeux de préservation du patrimoine naturel, architectural et paysager spécifique à la montagne, les objectifs de la politique de réhabilitation et de diversification de l'immobilier de loisir.	Le SCoT ne prévoit pas d'équipements de ce type au sein des communes concernées par la loi Montagne P203 et P204

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

4.2.2- LES SRADDET PACA ET AURA

Article L131-1
Modifié par Ordonnance n°2020-745 du 17 juin 2020 - art. 1
Les schémas de cohérence territoriale prévus à l'article L. 141-1 sont compatibles avec :
2° Les règles générales du fascicule des schémas régionaux d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires prévus à l'article L. 4251-3 du code général des collectivités territoriales pour celles de leurs dispositions auxquelles ces règles sont opposables ;

OBJECTIF DU SRADDET PACA	Vérification de la compatibilité du DOO avec les objectifs du SRADDET PACA
LIGNE DIRECTRICE 1 - RENFORCER ET PERENNISER L'ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE REGIONAL	
AXE 1 - RENFORCER LE RAYONNEMENT DU TERRITOIRE ET DÉPLOYER LA STRATÉGIE RÉGIONALE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE	
O1 - Objectif 1 Conforter les portes d'entrée du territoire régional	Le DOO du SCoT du Sisteronais-Buëch reconnaît le rôle stratégique de Sisteron comme interface entre les vallées alpines, la vallée du Rhône et les grands corridors sud-européens. Cette position charnière,justifie les choix d'aménagement visant à renforcer la fonction d'interface du territoire. La prescription n°128 impose une amélioration de la desserte des transports en commun dans les polarités structurantes du territoire (Sisteron, Laragne-Montéglin, Serres), en lien direct avec l'axe ferroviaire Marseille–Briançon et l'A51. Elle est complétée par la prescription 164, qui vise le confortement des gares existantes et des services associés. L'objectif est de renforcer les connexions avec les bassins voisins (Gap, Aix-en-Provence, Grenoble) tout en limitant les flux pendulaires par une offre de proximité structurée.
O1 - Objectif 2 Définir et déployer une stratégie portuaire et fluviale à l'échelle régionale	Non concerné

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

LA CONSTRUCTION DU DOO

4.2- Articulation avec les documents cadres

O1 - Objectif 3 Améliorer la performance de la chaîne logistique jusqu'au dernier kilomètre, en favorisant le report modal	Le SCoT propose une approche adaptée aux réalités rurales en structurant la logistique autour des zones d'activités existantes. Il favorise l'implantation d'espaces de distribution de proximité et de logistique inversée en lien avec les polarités commerciales. Les prescriptions de la DAACL permettent ainsi d'accompagner l'évolution des pratiques (e-commerce, mutualisation), tout en limitant l'artificialisation. L'ensemble de ces mesures répond aux attentes du SRADDET en matière de performance logistique et de sobriété foncière.
O2 - Objectif 4 - Renforcer les grands pôles économiques, touristiques et culturels	Le DOO et le DAACL du SCoT du Sisteronais-Buëch déclinent l'objectif régional en confortant les centralités structurantes du territoire (Sisteron, Serres, Laragne, Veynes) comme relais locaux des grands pôles régionaux. Ils soutiennent leur montée en gamme économique, touristique et culturelle via la requalification des zones d'activités, la revitalisation des centres, le développement de pôles touristiques durables (gorges de la Méouge, citadelle de Sisteron, itinérances douces) et la modernisation des équipements culturels. Les prescriptions favorisent la gestion des flux, la mobilité durable et l'insertion paysagère des équipements, en cohérence avec les attentes du SRADDET. La stratégie territoriale contribue ainsi, par des fonctions complémentaires, au rayonnement des pôles régionaux dans une logique de maillage équilibré et de valorisation durable

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

4.2.2- LES SRADDET PACA ET AURA

O2 - Objectif 5 - Définir et déployer la stratégie régionale d'aménagement économique	Le DOO du SCoT du Sisteronais-Buëch s'inscrit dans les prescriptions du SRADDET relatives à la hiérarchisation et à la requalification des zones d'activités économiques (ZAE). Il prévoit une politique prioritaire de renouvellement et de densification des ZAE existantes, notamment autour des pôles de Sisteron et de Laragne-Montéglin, en cohérence avec la règle du SRADDET. L'ouverture de nouvelles zones est strictement encadrée et conditionnée à la démonstration d'un besoin non satisfait et à la compatibilité avec les fonctions écologiques ou agricoles. Ce positionnement traduit une mise en œuvre opérationnelle des principes de sobriété foncière, de spécialisation territoriale et d'accueil des activités productives stratégiques évoqués dans la stratégie régionale
O2 - Objectif 6 - Soutenir le rayonnement du territoire en matière universitaire, de recherche et d'innovation	Le territoire du Sisteronais-Buëch, bien qu'à l'écart des grands pôles universitaires, participe à l'objectif régional en soutenant l'accueil de formations délocalisées et de projets innovants en lien avec la transition énergétique ou la valorisation des ressources locales. Le DOO mentionne notamment la consolidation d'un réseau d'équipements liés à la formation professionnelle (agriculture, artisanat, énergie) et encourage les collaborations avec les pôles universitaires alpins. Il prévoit également des conditions favorables à l'accueil de tiers-lieux, d'espaces de télétravail ou de plateformes d'innovation rurale, en appui aux dynamiques de recherche appliquée, ce qui rejoint les ambitions portées par le SRADDET

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

LA CONSTRUCTION DU DOO

4.2- Articulation avec les documents cadres

4.2.2- LES SRADDET PACA ET AURA

O2 - Objectif 5 - Définir et déployer la stratégie régionale d'aménagement économique	Le DOO du SCoT du Sisteronais-Buëch s'inscrit dans les prescriptions du SRADDET relatives à la hiérarchisation et à la requalification des zones d'activités économiques (ZAE). Il prévoit une politique prioritaire de renouvellement et de densification des ZAE existantes, notamment autour des pôles de Sisteron et de Laragne-Montéglin, en cohérence avec la règle du SRADDET. L'ouverture de nouvelles zones est strictement encadrée et conditionnée à la démonstration d'un besoin non satisfait et à la compatibilité avec les fonctions écologiques ou agricoles. Ce positionnement traduit une mise en œuvre opérationnelle des principes de sobriété foncière, de spécialisation territoriale et d'accueil des activités productives stratégiques évoqués dans la stratégie régionale
O2 - Objectif 6 - Soutenir le rayonnement du territoire en matière universitaire, de recherche et d'innovation	Le territoire du Sisteronais-Buëch, bien qu'à l'écart des grands pôles universitaires, participe à l'objectif régional en soutenant l'accueil de formations délocalisées et de projets innovants en lien avec la transition énergétique ou la valorisation des ressources locales. Le DOO mentionne notamment la consolidation d'un réseau d'équipements liés à la formation professionnelle (agriculture, artisanat, énergie) et encourage les collaborations avec les pôles universitaires alpins. Il prévoit également des conditions favorables à l'accueil de tiers-lieux, d'espaces de télétravail ou de plateformes d'innovation rurale, en appui aux dynamiques de recherche appliquée, ce qui rejoint les ambitions portées par le SRADDET

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

4.2.2- LES SRADDET PACA ET AURA

O3 - Objectif 7. Consolider les liaisons avec les territoires limitrophes et renforcer l'arc méditerranéen	Le DOO est pleinement compatible avec cet objectif en intégrant, dans son armature territoriale et ses prescriptions, une logique d'interdépendance avec les territoires voisins. Il accorde une place particulière au maillage structurant entre pôles (Sisteron, Laragne-Montéglin, Serres), aux échanges interrégionaux (Drôme, Vaucluse, Hautes-Alpes), et à l'amélioration des mobilités interterritoriales, notamment par la ligne ferroviaire des Alpes et les projets de transport à la demande en vallée du Buëch. Ces orientations visent à conforter les liens d'intégration fonctionnelle avec les régions limitrophes dans une logique de complémentarité et de solidarité territoriale, telle que préconisée par le SRADDET
O3 - Objectif 8 Conforter les projets à vocation internationale des métropoles et les projets de coopération transfrontalière	Si le territoire du Sisteronais-Buëch n'abrite pas directement de projet à vocation métropolitaine ou transfrontalière, le DOO se positionne néanmoins en articulation avec les logiques de rayonnement régional. Il veille à ne pas concurrencer les grands pôles métropolitains, mais à renforcer l'attractivité du territoire par des fonctions relais, en s'appuyant sur ses filières de niche, sa qualité environnementale, ses ressources locales et ses atouts touristiques. Il favorise également les synergies avec les politiques de coopération alpines en soutenant la continuité des corridors écologiques et des itinéraires de mobilité douce à vocation interrégionale. Cette posture, compatible avec le SRADDET, contribue à renforcer l'armature régionale dans une logique polycentrique et coopérative

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

4.2.2- LES SRADDET PACA ET AURA

O3 - Objectif 9 Armer le potentiel d'attractivité de l'espace maritime régional et développer la coopération maritime européenne, méditerranéenne et internationale	Bien qu'il soit un territoire de l'arrière-pays alpin, le Sisteronais-Buëch contribue indirectement à cet objectif par son rôle de zone d'équilibre, de relais touristique et de valorisation écologique en amont des bassins littoraux. Le DOO prévoit des protections renforcées sur les trames vertes et bleues, les zones humides, les cours d'eau et les vallées de tête de bassin (Buëch, Méouge), participant à la préservation des grands cycles hydrauliques connectés à la Méditerranée. En outre, les prescriptions en matière de gestion durable du tourisme, de mobilité douce et de sensibilisation environnementale, apportent une contribution pertinente aux objectifs de coopération euro-méditerranéenne dans une logique de durabilité territoriale intégrée, conforme aux orientations du SRADDET
AXE 2 - CONCILIER ATTRACTIVITÉ ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE	
O1 - Objectif 10 Améliorer la résilience du territoire face aux risques et au changement climatique, garantir l'accès à tous à la ressource en eau	Le DOO du SCoT du Sisteronais-Buëch est pleinement compatible avec cet objectif structurant du SRADDET. Il intègre dans ses orientations les risques majeurs présents sur le territoire (inondation, feu de forêt, retrait-gonflement des argiles) et prévoit l'adaptation des formes urbaines, en particulier par l'évitement des zones à aléas, la désimperméabilisation des sols, la limitation du ruissellement et l'intégration de solutions fondées sur la nature. Il prévoit également une gestion économe de la ressource en eau, en lien avec la disponibilité locale et la capacité des milieux à y répondre durablement. Les enjeux de solidarité amont/aval sont notamment pris en compte dans la planification des développements urbains, en particulier dans les vallées du Buëch et de la Méouge

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

4.2.2- LES SRADDET PACA ET AURA

O1 - Objectif 11 - Déployer des opérations d'aménagement exemplaires	La compatibilité du DOO avec cet objectif est manifeste dans les prescriptions relatives à l'aménagement durable. Le document prévoit, dans les secteurs de développement ou de renouvellement, la mise en œuvre de formes urbaines compactes, économes en espace, intégrant des objectifs de performance énergétique, de désimperméabilisation, de gestion des eaux pluviales et de valorisation de la biodiversité. Il encourage explicitement le recours aux solutions fondées sur la nature et à l'insertion paysagère de qualité. Le DOO introduit également des OAP permettant de décliner ces exigences à l'échelle opérationnelle, en cohérence avec les règles LD1-OBJ11 du SRADDET
O1 - Objectif 12 - Diminuer la consommation totale d'énergie primaire de 27% en 2030 et de 50% en 2050 par rapport à 2012	Le DOO du SCoT du Sisteronais-Buëch contribue directement à cet objectif en promouvant une localisation raisonnée des constructions, en lien avec les équipements et les pôles de services, et en encadrant les extensions urbaines. Il identifie des orientations favorables à la réhabilitation énergétique du parc bâti, notamment par la mobilisation d'outils type OPAH et la mise en réseau des acteurs de la rénovation énergétique. Il encourage le développement des énergies renouvelables sur les friches, bâtiments et équipements existants, dans une logique d'autoconsommation, conformément aux règles LD1-OBJ12 A, B et C du SRADDET. Le DOO prescrit l'atteinte d'un objectif chiffré de production d'énergie photovoltaïque d'ici à 2050 et reprend les objectifs de production des autres sources d'énergies renouvelables.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

4.2.2- LES SRADDET PACA ET AURA

O1 - Objectif 13 Faire de la biodiversité et de sa connaissance un levier de développement et d'aménagement innovant	Le DOO est en totale adéquation avec cet objectif en intégrant la biodiversité dans la planification urbaine, notamment via la trame verte et bleue locale, la protection des milieux humides, la désimperméabilisation, et la valorisation des friches à potentiel écologique. Le document encourage également la réalisation de diagnostics environnementaux et l'identification des continuités écologiques dans le cadre des projets d'aménagement. Il prévoit de mobiliser les outils de connaissance, tels que les Atlas de la biodiversité communale (ABC), conformément aux recommandations du SRADDET
O2 - Objectif 14 Préserver les ressources en eau souterraine, les milieux aquatiques et les zone humides	Le DOO manifeste une compatibilité explicite avec cet objectif. Il identifie les secteurs sensibles en lien avec les zones humides, les têtes de bassin et les captages stratégiques, et prévoit leur protection par des règles d'urbanisme spécifiques, des mesures de maîtrise foncière et des prescriptions adaptées aux risques de pollution ou de surexploitation. Il introduit également, dans les zonages et les OAP, des dispositions visant à restaurer les continuités hydrauliques et à éviter les effets cumulés de l'urbanisation sur les milieux aquatiques.
O2 - Objectif 15 Préserver et promouvoir les multifonctionnalités écologiques des milieux terrestres, aquatique, littoral et marin	Le DOO du SCoT du Sisteronais-Buëch est pleinement compatible avec cet objectif, en ce qu'il reconnaît les milieux naturels, agricoles et forestiers non seulement comme des réservoirs de biodiversité, mais aussi comme des supports de multiples fonctions écologiques, économiques et paysagères. À ce titre, les prescriptions du DOO protègent les continuités écologiques, favorisent l'agriculture extensive et pastorale, prévoient la valorisation des haies, ripisylves, zones humides et prairies naturelles, et encouragent des pratiques agricoles durables. Le document met aussi l'accent sur la désimperméabilisation et le maintien d'un maillage écologique fonctionnel dans les secteurs urbanisés.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

4.2.2- LES SRADDET PACA ET AURA

O2 - Objectif 16 Favoriser une gestion durable et dynamique de la forêt	Le DOO s'inscrit dans une logique de compatibilité claire avec cet objectif, en intégrant la dimension multifonctionnelle de la forêt dans les choix d'aménagement. Il prévoit de préserver les massifs forestiers comme espaces de production, d'accueil du public, de biodiversité et de prévention des risques (incendies, ruissellements, érosion). Les servitudes d'EBC sont utilisées de façon stratégique et proportionnée, en articulation avec les documents de gestion forestière. Le DOO soutient également le développement de dessertes forestières, les circuits courts bois-énergie, et la prise en compte des enjeux sylvopastoraux.
O2 - Objectif 17 Préserver les identités paysagères et améliorer le cadre de vie des habitants	Le DOO est compatible avec cet objectif. Il reconnaît explicitement la valeur identitaire des paysages du Sisteronais-Buëch et prévoit leur préservation dans les règles d'urbanisme et les OAP. Le document impose des conditions d'insertion paysagère pour les nouvelles constructions, notamment dans les secteurs de rebord ou de belvédère. Il veille également à préserver les transitions urbain-rural, à encadrer l'urbanisation linéaire le long des axes et à maintenir des « respirations paysagères » dans les extensions urbaines. Le DOO identifie également les paysages emblématiques et les éléments patimoniaux identitaires du territoire, en lien la charte du PNR des Baronnies Provençales et les sites du Géoparc de Haute-Provence pour les communes adhérentes.
AXE 3- CONFORTER LA TRANSITION ENVIRONNEMENTALE ET ENERGETIQUE : VERS UNE ECONOMIE DE LA RESSOURCE	

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

LA CONSTRUCTION DU DOO

4.2- Articulation avec les documents cadres

4.2.2- LES SRADDET PACA ET AURA

O1 - Objectif 18 Accompagner la transition vers de nouveaux modes de production et de consommation agricoles et alimentaires	Le DOO est compatible avec cet objectif en structurant une stratégie foncière claire en faveur de l'agriculture locale. Il prévoit la protection des espaces agricoles de proximité et valorise les démarches de circuits courts, de diversification et d'agriculture biologique. Le SCoT soutient également les dynamiques de projets alimentaires territoriaux (PAT), déjà amorcées dans plusieurs intercommunalités.
O1 - Objectif 19 Augmenter la production d'énergie thermique et électrique en assurant un mix énergétique diversifié pour une région neutre en carbone à l'horizon 2050	Le DOO est pleinement compatible avec cet objectif stratégique. Il identifie et encourage les potentiels locaux de production d'énergies renouvelables : petite hydroélectricité, solaire photovoltaïque en toiture ou sur friche, chaufferies bois, projets agrivoltaïques compatibles avec les fonctions agricoles. Le document conditionne toutefois ces projets à une bonne intégration paysagère et à la préservation des milieux naturels, conformément aux principes du SRADDET. Il valorise également les filières locales (bois-énergie notamment) dans une logique de bouclage énergétique territorial. Le DOO prescrit l'atteinte d'un objectif chiffré de production d'énergie photovoltaïque d'ici à 2050 et reprend les objectifs de production des autres sources d'énergies renouvelables.
O1 - Objectif 20 Accompagner le développement de «territoires intelligents» avec des services numériques utiles aux habitants, aux visiteurs et aux entreprises	Le DOO du SCoT est compatible avec cet objectif en intégrant la notion d'innovation numérique au service des usages locaux. Il prévoit un développement équilibré des services numériques, en lien avec les besoins des populations, notamment dans les secteurs ruraux éloignés. Il encourage l'implantation de tiers-lieux numériques, de plateformes de services mutualisés, et l'amélioration de la couverture en très haut débit. Ces dynamiques locales sont mises au service de l'inclusion, de la formation, de l'attractivité touristique et de la modernisation des services publics, en conformité avec la ligne directrice du SRADDET sur les territoires intelligents.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

4.2.2- LES SRADDET PACA ET AURA

O2 - Objectif 21 Améliorer la qualité de l'air et préserver la santé de la population	Le DOO manifeste une compatibilité explicite avec cet objectif sanitaire et environnemental. Il intègre les principes d'un urbanisme favorable à la santé: réduction de l'exposition aux polluants, évitement des nuisances sonores, localisation raisonnée des établissements sensibles, valorisation des mobilités actives et intermodales. Il soutient également les formes urbaines compactes, la nature en ville et la désimperméabilisation, contribuant à limiter les émissions liées aux déplacements et à renforcer la résilience climatique.
O2 - Objectif 22 Contribuer au déploiement de modes de transport propres et au développement des nouvelles mobilités	Le DOO est pleinement compatible avec cet objectif en priorisant des modes de transport alternatifs à la voiture individuelle, adaptés aux spécificités rurales du territoire. Il favorise la mise en place de services de transport à la demande, de covoiturage organisé, de réseaux de mobilité douce et de pôles de mobilité locale. Il prévoit également la localisation préférentielle des nouveaux projets dans les centralités, afin de limiter les besoins de déplacements motorisés.
O2 - Objectif 23 Faciliter tous les types de reports de la voiture individuelle vers d'autres modes plus collectifs et durables	Le DOO du Sisteronais-Buëch démontre une compatibilité explicite avec cet objectif en soutenant le développement de l'intermodalité et en intégrant des principes de rabattement vers les gares ferroviaires et haltes existantes (ex : Sisteron, Serres, Veynes). Il encourage également les pratiques de mobilités actives et partagées, et prévoit, dans les OAP et les règles, des prescriptions en faveur des cheminements piétons et cycles dans les centralités.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

4.2.2- LES SRADDET PACA ET AURA

O3 - Objectif 24 Décliner les objectifs quantitatifs régionaux de prévention, recyclage, valorisation et élimination des déchets	Le DOO du SCoT est compatible avec cet objectif en intégrant dans sa stratégie des dispositions claires de hiérarchisation du traitement des déchets, en cohérence avec les orientations régionales. Il soutient la réduction à la source, la valorisation matière et la limitation du recours à l'élimination. Il encourage également la gestion locale des déchets issus du BTP, en lien avec les objectifs de captation et d'orientation des flux vers les filières légales. Ces orientations sont cohérentes avec les prescriptions du SRADDET en matière de prévention et de valorisation des déchets
O3 - Objectif 25 Planifier les équipements de prévention et de gestion des déchets dans les documents d'urbanisme	Le DOO manifeste une pleine compatibilité avec cet objectif. Il prévoit l'anticipation foncière des besoins en équipements de gestion des déchets, en privilégiant leur implantation sur des friches industrielles ou des terrains déjà anthropisés. Il identifie les enjeux de maillage des infrastructures de traitement, en intégrant les principes de proximité, d'autosuffisance et de limitation des transports. Cette stratégie répond aux prescriptions de la règle en assurant la cohérence entre aménagement du territoire et planification des équipements structurants
O3 - Objectif 26 Favoriser le recyclage, l'écologie industrielle et l'économie circulaire	Le DOO du Sisteronais-Buëch est compatible avec cet objectif par l'intégration d'une approche territorialisée de l'économie circulaire. Il prévoit des espaces réservés à des activités de réemploi, de valorisation locale des déchets, de mutualisation d'infrastructures, notamment dans les zones d'activités à reconvertir. Il favorise aussi la flexibilité des bâtiments (réversibilité, densification) et le regroupement des entreprises en pôles collaboratifs. Ces principes, conformes à la règle traduisent une volonté locale d'inscrire le développement économique dans une logique de sobriété, d'innovation et de coopération territoriale.
LIGNE DIRECTRICE 2 - RENFORCER ET PERENNISER L'ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE REGIONAL	

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

LA CONSTRUCTION DU DOO

4.2- Articulation avec les documents cadres

4.2.2- LES SRADDET PACA ET AURA

AXE 1 - STRUCTURER L'ORGANISATION DU TERRITOIRE EN CONFORTANT LES CENTRALITES	
O1 - Objectif 27 Conforter le développement et le rayonnement des centralités métropolitaines	Le territoire du Sisteronais-Buëch ne comprend pas de centralité métropolitaine au sens du SRADDET, mais le DOO s'inscrit en compatibilité avec cet objectif en affirmant une position de complémentarité avec les métropoles régionales. Il veille à ne pas concurrencer ces dernières, tout en organisant une offre de services, d'accueil d'activités et d'habitat susceptible de relayer la dynamique régionale. À ce titre, il favorise l'équilibre entre les territoires en périphérie des grands pôles et les espaces de projet de type rural ou montagnard, participant ainsi à la structuration polycentrique du territoire régional portée par le SRADDET
O1 - Objectif 28 Consolider les dynamiques des centres urbains régionaux	Le DOO est compatible avec cet objectif par sa stratégie affirmée de renforcement des pôles urbains secondaires comme Sisteron, Laragne-Montéglin, Veynes ou Serres. Ces centralités régionales sont soutenues dans leur rôle de relais de services, de structuration économique, et d'accueil résidentiel, notamment en lien avec la requalification des centralités existantes et la lutte contre la vacance. Le DOO favorise également la densification raisonnée autour des équipements structurants et des arrêts ferroviaires. Cette démarche rejoint les préconisations du SRADDET visant à renforcer les centralités régionales comme leviers de redynamisation territoriale, notamment dans les espaces d'équilibre régional ou sous influence métropolitaine
O1 - Objectif 29 Soutenir les fonctions d'équilibre des centralités locales et de proximité	Le DOO du SCoT du Sisteronais-Buëch exprime une compatibilité forte avec cet objectif, en reconnaissant le rôle essentiel des petites communes centres dans l'organisation des bassins de vie (La Motte-du-Caire, Orpierre, Rosans, Aspres-sur-Buëch…). Ces centralités de proximité sont consolidées à travers le maintien des commerces et services de base, l'adaptation des fonctions résidentielles et l'accessibilité via les mobilités rurales. Le DOO intègre aussi la notion de saisonnalité, essentielle dans les secteurs soumis à une pression touristique, en assurant un dimensionnement adapté des services et infrastructures, conformément aux attentes du SRADDET

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

LA CONSTRUCTION DU DOO

4.2- Articulation avec les documents cadres

4.2.2- LES SRADDET PACA ET AURA

O1 - Objectif 30 Mettre en réseau les centralités, consolider les relations, coopérations et réciprocités au sein des espaces et entre eux	La compatibilité du DOO avec cet objectif réside dans l'organisation polycentrique affirmée du territoire. Le document organise un maillage hiérarchisé des centralités et prévoit leur mise en réseau fonctionnelle : mutualisation d'équipements, intermodalité, itinéraires de déplacement domicile-travail, gestion partagée des ressources. Il promeut également des logiques de coopération interterritoriale, notamment avec les espaces voisins (Buëch-Dévoluy, Vallée de la Durance, Drôme provençale), ce qui s'inscrit dans les orientations du SRADDET relatives aux coopérations à l'échelle des grands espaces alpins et rhodaniens
O2 - Objectif 31 Recentrer le développement sur les espaces les plus métropolisés	Même si le territoire du SCoT ne fait pas partie des espaces les plus métropolisés, le DOO respecte la logique de recentrage en évitant de favoriser un développement périphérique trop dispersé. Il oriente les projets dans les polarités urbaines existantes et limite la consommation foncière sur les franges diffusantes. Le document veille à renforcer la fonction de relais local sans entrer en concurrence avec les espaces denses, participant ainsi à une régulation équilibrée du développement régional, compatible avec les orientations du SRADDET
O2 - Objectif 32 Maitriser le développement des espaces sous influence métropolitaine	Le territoire du Sisteronais-Buëch, situé en marge des grandes dynamiques métropolitaines, est néanmoins partiellement concerné par des logiques de report démographique, notamment depuis le sillon rhodanien ou les vallées alpines. Le DOO est compatible avec cet objectif du SRADDET en limitant strictement l'urbanisation diffuse et en concentrant les développements dans les pôles hiérarchisés de l'armature territoriale. Il prévoit également une gestion fine de l'équilibre habitat/emplois/services et renforce la coordination entre urbanisation et capacité d'accueil des équipements et réseaux, conformément aux orientations du SRADDET pour les espaces sous influence métropolitaine

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

4.2.2- LES SRADDET PACA ET AURA

O2 - Objectif 33 Organiser un développement équilibré des espaces d'équilibre régional	Le DOO exprime une compatibilité explicite avec cet objectif. Il valorise les centralités intermédiaires, structure les bassins de vie autour des pôles relais, et organise la mutualisation des équipements. Le développement est orientée de manière qualitative dans les centralités, en recherchant l'efficience de l'urbanisation et la préservation des ressources. Le document incite également à la coopération intercommunale pour la gestion du foncier économique et des équipements structurants, ce qui est conforme aux attendus du SRADDET en matière d'organisation harmonieuse des espaces d'équilibre régional
O2 - Objectif 34 Préserver la qualité des espaces ruraux et naturels et l'accès aux services dans les centres locaux et de proximité	Le DOO du SCoT est pleinement compatible avec cet objectif. Il identifie les centres ruraux structurants et veille à leur consolidation par le maintien des commerces et services de proximité, l'accessibilité aux soins et la couverture numérique. Il encadre l'urbanisation dans les zones rurales pour éviter la diffusion de l'habitat et maintenir la qualité des paysages, en intégrant les objectifs de maintien d'un cadre de vie attractif, de valorisation des ressources naturelles, et de renforcement de l'identité locale.
O3 - Objectif 35 Conforter les centralités en privilégiant le renouvellement urbain et la cohérence urbanisme-transport	Le DOO est aligné sur cet objectif. Il priorise le renouvellement urbain dans les enveloppes bâties existantes, incite à densifier autour des nœuds de transport (gares, pôles d'échange), et conditionne toute extension à la démonstration de sa cohérence avec l'armature et les réseaux. Il introduit des prescriptions spécifiques dans les OAP en matière de qualité urbaine, de compacité, et de diversification de l'habitat.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

4.2.2- LES SRADDET PACA ET AURA

O3 - Objectif 36 Réinvestir les centres-villes et centres-bourgs par des stratégies intégrées	La compatibilité avec cet objectif est manifeste dans les prescriptions du DOO portant sur la revitalisation des centralités fragiles. Il encourage la rénovation du bâti ancien, la requalification de l'espace public, le soutien au commerce de proximité et l'intégration de la nature en ville. Il prévoit également une coordination des interventions (habitat, mobilité, équipements) dans une logique de projet de territoire intégré. Ces démarches traduisent fidèlement les objectifs du SRADDET visant à restaurer l'attractivité des cœurs de bourgs par des approches transversales et concertées
O3 - Objectif 37 Rechercher la qualité des espaces publics et favoriser la nature en ville	Le DOO est compatible avec cet objectif en intégrant la notion de qualité urbaine comme levier d'attractivité et de résilience. Il encourage la création et la requalification d'espaces publics multifonctionnels, accessibles à tous et végétalisés. Le document recommande la désimperméabilisation des sols, la préservation des arbres en place et l'insertion de la nature dans les opérations d'aménagement. Il soutient également les continuités paysagères entre cœur de bourg et espaces naturels, rejoignant pleinement les prescriptions du SRADDET relatives à la biodiversité urbaine et aux trames vertes et bleues en milieu bâti

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

4.2.2- LES SRADDET PACA ET AURA

AXE 2 - METTRE EN COHERENCE DE L'OFFRE DE MOBILITE ET LA STRATEGIE URBAINE	
O1 - Objectif 38 Développer avec l'ensemble des AOMD une information facilement accessible, une billettique simplifiée, une tarification harmonisée et multimodale	Le DOO n'ayant pas compétence directe sur la billettique, il s'aligne néanmoins sur les objectifs du SRADDET en prévoyant des mesures favorables à l'intermodalité : développement de pôles de mobilité de proximité, signalétique cohérente, information en gare et centralités relais. Il encourage aussi les coopérations interterritoriales permettant une harmonisation des services, notamment dans les secteurs desservis par plusieurs réseaux (régionaux, interurbains, TAD)
O1 - Objectif 39 Fluidifier l'intermodalitré par l'optimisation des pôles d'échanges multimodaux	Le DOO soutient pleinement cet objectif en identifiant plusieurs pôles d'échange existants ou à renforcer (gares de Sisteron, Serres, Veynes, haltes rurales). Il prévoit des actions d'amélioration de l'accessibilité, de sécurisation des itinéraires cyclables, de gestion des rabattements en mode doux, et de confort des usagers. Il appuie également les projets de requalification de quartiers de gare dans une logique d'urbanisme multimodal, en cohérence avec les principes du SRADDET
O1 - Objectif 40 Renforcer la convergence entre réseaux et services, en lien avec la stratégie urbaine régionale	Le DOO exprime sa compatibilité en intégrant les principes de complémentarité entre modes, réseaux et temporalités. Il articule ses prescriptions avec les stratégies de mobilité portées par la Région et les EPCI, et conditionne les extensions urbaines à une desserte suffisante par les transports collectifs ou partagés.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

4.2.2- LES SRADDET PACA ET AURA

O2 - Objectif 41 Déployer des offres de transports en commun adaptées aux territoires, selon trois niveaux d'intensité urbaine	Le DOO manifeste sa compatibilité avec cet objectif en adaptant les niveaux de desserte aux fonctions des pôles : offre ferroviaire régulière pour Sisteron, desserte interurbaine pour les pôles relais, transport à la demande pour les communes plus isolées. Il soutient le maintien d'une maille minimale de services sur l'ensemble du territoire, y compris dans les secteurs à faible densité, et prévoit une organisation de la mobilité autour des centralités. Cette approche différenciée rejoint les principes du SRADDET relatifs aux trois niveaux d'intensité urbaine et à l'équité d'accès au transport
O2 - Objectif 42 Rechercher des complémentarités plsu étroites et une meilleure coordination entre dessertes urbaines, interurbaines et ferroviaires	Le DOO traduit une compatibilité avec cet objectif à travers ses prescriptions sur la coordination entre les différents modes et échelles de desserte. Il favorise les interfaces entre réseaux urbains et interurbains, et conditionne l'organisation de nouvelles dessertes à une cohérence d'ensemble. Il soutient également la gouvernance partagée entre collectivités et AOM.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

4.2.2- LES SRADDET PACA ET AURA

O2 - Objectif 43 Accompagner les dynamiques territoriales avec des offres de transport adaptées aux évolutions sociodémographiques (en cohérence avec la stratégie urbaine régionale)	Le DOO est compatible avec cet objectif en anticipant l'adaptation de l'offre de mobilité aux profils démographiques émergents du territoire : vieillissement de la population, mobilités contraintes dans les vallées, développement du télétravail. Il prévoit le maintien d'une desserte de base dans les pôles secondaires et l'expérimentation de nouvelles solutions de mobilité en zone peu dense (TAD, covoiturage, vélos à assistance électrique).
O3 - Objectif 44 Accélérer la réalisation de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur pour relancer l'offre des transports du quotidien	Le SCoT ne se situe pas dans le périmètre opérationnel direct de la LNPCA. Néanmoins, le DOO reste compatible avec cet objectif en articulant son organisation territoriale avec les axes structurants de mobilité régionale. Il veille à ne pas détourner les flux métropolitains vers les pôles secondaires du Sisteronais-Buëch, et soutient les logiques de report modal ferroviaire dans les corridors alpins. Il s'inscrit ainsi dans une stratégie de complémentarité et de cohérence territoriale avec les grandes infrastructures régionales
O3 - Objectif 45 Arrêter un schéma d'itinéraires d'intérêt régional contribuant à un maillage performant entre les polarités régionales	Le DOO est compatible avec cet objectif par sa prise en compte des axes de fond de vallée identifiés comme structurants pour les mobilités régionales, notamment la vallée du Buëch et la Durance. Il prévoit le renforcement de ces axes comme supports de mobilité interterritoriale et l'articulation avec les pôles d'échange multimodal. Cette cohérence d'ensemble répond aux attentes du SRADDET en matière de structuration du réseau d'intérêt régional
O3 - Objectif 46 Déployer un réseau d'infrastructures en site propre couplées à des équipements d'accès et de stationnement en cohérence avec la stratégie urbaine régionale	Le DOO prévoit des actions en matière de stationnement aux abords des centralités, des gares et des équipements publics. Il soutient la création de pôles de mobilité intégrant des stationnements relais pour faciliter l'usage combiné des modes actifs et collectifs. Il veille à une limitation de l'emprise foncière du stationnement dans les centralités pour préserver la qualité urbaine, en cohérence avec la stratégie du SRADDET visant une coordination des équipements de stationnement avec les infrastructures de transport collectif

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

4.2.2- LES SRADDET PACA ET AURA

AXE 3 - RECONQUERIR LA MAITRISE DU FONCIER REGIONAL ET RESTAURER LES CONTINUITES ECOLOGIQUES	
O1 - Objectif 47 Réduire la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers, l'artificialisation des sols et l'étalement urbain	Le DOO est rigoureusement aligné avec cet objectif. Il fixe des objectifs chiffrés de réduction de la consommation foncière, en lien avec la trajectoire régionale (réduction de 54,5 % sur la période 2021-2030 par rapport à 2011-2020), et promeut des formes urbaines compactes, la mobilisation du foncier déjà urbanisé, la reconversion des friches et la densification douce. Il applique les règles LD2-OBJ47 A et B du SRADDET, assurant ainsi une mise en œuvre effective du ZAN à l'échelle du territoire
O1 - Objectif 48 Préserver le socle naturel, agricole et paysager régional	La compatibilité du DOO avec cet objectif s'exprime par une approche transversale de la préservation des grands équilibres : affectation des zones A et N conforme aux potentialités du sol, prise en compte des vues, crêtes et lignes de forces paysagères, limitation du mitage. Le document articule protection et valorisation du patrimoine naturel avec les politiques agricoles et forestières locales, dans une lecture intégrée du territoire, conforme aux principes du SRADDET
O1 - Objectif 49 Préserver le potentiel de production agricole régional	Le DOO exprime une forte compatibilité avec cet objectif en interdisant l'urbanisation des secteurs à fort potentiel agronomique, notamment ceux équipés pour l'irrigation. Il identifie les espaces agricoles à enjeux et en assure la protection réglementaire via les zones A, en cohérence avec les règles LD2-OBJ49 A et B. Il soutient également les projets d'installation et de maintien d'exploitations agricoles en lien avec les politiques foncières locales (SAFER, PAEN)

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

4.2.2- LES SRADDET PACA ET AURA

O2 - Objectif 50 Décliner la Trame verte et bleue régionale et assurer la prise en compte des continuités écologiques et des habitats dans les documents d'urbanisme et les projets de territoire	Le DOO décline cet objectif à travers une trame écologique hiérarchisée, issue du croisement des données régionales et locales. Il précise les réservoirs de biodiversité, les corridors fonctionnels, les zones humides et les milieux à restaurer, conformément aux règles LD2-OBJ50 A à D. Ces éléments sont cartographiés et intégrés dans le zonage et les OAP. L'ensemble des projets d'urbanisation est soumis à une analyse d'impact sur la fonctionnalité écologique, assurant une compatibilité pleine avec le SRADDET
O2 - Objectif 51 Assurer les liaisons écologiques au sein du territoire régional et avec les régions voisines	le DOO est compatible avec cet objectif en assurant la continuité des trames écologiques transversales, notamment entre les Baronnies provençales, le Buëch, le Diois et le Ventoux. Il prévoit une gestion concertée des trames interrégionales et leur prise en compte dans les projets d'aménagements linéaires (routes, voies ferrées). Il inscrit ainsi son action dans la logique de maillage écologique régional portée par le SRADDET
LIGNE DIRECTRICE 3 - CONJUGUER ÉGALITÉ ET DIVERSITÉ POUR DES TERRITOIRES SOLIDAIRES ET ACCUEILLANTS	
AXE 1 - CULTIVER LES ATOUTS, COMPENSER LES FAIBLESSES, RÉALISER LE POTENTIEL ÉCONOMIQUE ET HUMAIN DE TOUS LES TERRITOIRES	
O1 - Objectif 52 Contribuer collectivement à l'ambition démographique régionale	Le DOO du SCoT du Sisteronais-Buëch est compatible avec cet objectif en priorisant l'accueil de la population dans les pôles de centralité identifiés dans l'armature territoriale. Il traduit l'ambition régionale de croissance maîtrisée, en orientant le développement vers les pôles de services, notamment Sisteron et Laragne, en cohérence avec la hiérarchie urbaine du SRADDET. Cette stratégie, adossée à un TCAM modéré et à une logique de densification qualitative, répond pleinement à l'exigence d'un développement différencié selon les espaces régionaux

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

4.2.2- LES SRADDET PACA ET AURA

O1 - Objectif 53 Faire rayonner les projets métropolitains et promouvoir leurs retombées pour l'ensemble des territoires de la région	Le SCoT, bien qu'en dehors de la sphère métropolitaine directe, prévoit une articulation avec les dynamiques métropolitaines régionales, notamment en valorisant les coopérations interterritoriales, les mobilités interrégionales et les complémentarités économiques. Le DOO participe ainsi à la redistribution des dynamiques en lien avec les métropoles, en consolidant des relais territoriaux résilients et attractifs dans les hautes terres
O2 - Objectif 54 Renforcer un modèle de développement rural régional exemplaire à l'échelle nationale	Le DOO s'inscrit directement dans cet objectif, en valorisant les spécificités rurales du Sisteronais-Buëch : qualité de vie, ressources naturelles, économie de proximité, mobilité alternative, attractivité résidentielle et touristique. Il développe une planification adaptée aux rythmes et usages locaux, dans une logique de développement endogène, innovant et durable, en cohérence avec les attentes du SRADDET pour les espaces ruraux d'équilibre
O1 - Objectif 55 Structurer les campagnes urbaines et veiller à un développementharmonieux des territoires sous pression	Même en l'absence de pression foncière forte, le DOO veille à un équilibre entre les communes centres et leurs franges, en organisant le développement autour de polarités hiérarchisées, en maîtrisant le mitage, et en structurant les projets autour d'objectifs de qualité et de proximité. Il prévient les déséquilibres dans les campagnes urbanisées, conformément à l'esprit du SRADDET
O2 - Objectif 56 Accélérer le désenclavement physique et numérique des territoires, en particulier alpins	Le DOO manifeste une compatibilité forte avec cet objectif en soutenant le développement des infrastructures de mobilité (axes routiers, ferroviaires, intermodalité) et des réseaux numériques. Il prévoit l'intégration des infrastructures numériques dans la planification urbaine (implantation, mutualisation), et soutient les démarches locales visant à renforcer la couverture en fibre et 4G dans les zones rurales. Ces actions permettent de lever les freins à l'attractivité des zones alpines et rurales

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

4.2.2- LES SRADDET PACA ET AURA

O2 - Objectif 57 Promouvoir la mise en tourisme des territoires	Le DOO est pleinement compatible avec cet objectif, en valorisant le tourisme de pleine nature, le patrimoine, les paysages et les savoir-faire locaux. Il inscrit les secteurs à forte valeur touristique dans une logique de développement durable, limite l'urbanisation saisonnière diffuse et promeut des solutions sobres en matière d'accueil. Le tourisme est ainsi envisagé comme un levier de développement local, en accord avec les orientations du SRADDET
O2 - Objectif 58 Soutenir l'économie de proximité	Le DOO traduit cet objectif en soutenant le tissu économique local dans les centralités : commerce de proximité, services à la population, artisanat, circuits courts agricoles. Il favorise l'installation et la reprise d'activités dans le parc bâti existant et développe une offre foncière modulable dans les zones d'activités économiques requalifiées. Il appuie ainsi la vitalité économique des territoires de projet, en conformité avec le SRADDET
AXE 2 - SOUTENIR LES TERRITOIRES ET LES POPULATIONS POUR UNE MEILLEURE QUALITÉ DE VIE	
O1 - Objectif 59 Permettre aux ménages d'accéder à un logement adapté à leurs ressources et de réaliser un parcours résidentiel conforme à leurs souhaits	A travers ses objectifs chiffrés, le DOO est compatible avec cet objectif. Il répartit l'objectif de production en logements abordables au sein de l'armature territoriale. En effet, le DOO prévoit que 50% des logements à produire du SCoT à horizon 2045 seront à destination des logements abordables, soit 1375 logements abordables sur 2 750 logements. L'offre de logements abordables inclut : accession sociale à la propriété, logements locatifs sociaux neufs ou en acquisition-amélioration, logements-foyer, logements saisonniers. Il participe ainsi à la réduction des inégalités d'accès au logement et à la réalisation d'un parcours résidentiel complet, conforme aux prescriptions régionales.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

4.2.2- LES SRADDET PACA ET AURA

O1 - Objectif 60 Rénover le parc de logements existant, massifier la rénovation énergétique des logements et revitaliser les quartiers dégradés	Le DOO soutient activement la rénovation du parc existant par la densification douce, la remise sur le marché des logements vacants, et l'accompagnement des OPAH ou dispositifs de type Petites Villes de Demain. Il favorise une gestion économe de l'espace et la valorisation patrimoniale, contribuant ainsi à l'objectif du SRADDET de massification de la rénovation énergétique et de revitalisation urbaine
O1 - Objectif 61 Promouvoir la mixité sociale et intergénérationnelle, la prise en compte des jeunes et des nouveaux besoins liés au vieillissement de la population	Le DOO manifeste une forte compatibilité avec cet objectif en diversifiant l'offre de logements et en localisant les projets à proximité des services. Il prévoit aussi la mixité des formes urbaines et l'accessibilité des logements aux personnes âgées ou en situation de handicap. Cette approche contribue à l'inclusion sociale dans les territoires ruraux, en accord avec la ligne directrice du SRADDET
O2 Objectif 62. Conforter la cohésion sociale	Le DOO participe à la cohésion sociale en maintenant les services publics de proximité, en soutenant les tiers-lieux, en facilitant l'accès à la culture et en valorisant les dynamiques associatives locales. Ces leviers renforcent le lien social et la résilience des territoires, conformément aux exigences du SRADDET
O2 Objectif 63. Faciliter l'accès aux services	Le DOO est compatible avec cet objectif en localisant les équipements et services dans les centralités et en encourageant leur mutualisation entre communes. Il prend en compte l'accessibilité, y compris numérique, des services essentiels, en favorisant une maille territoriale équilibrée, comme le recommande le SRADDET

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

4.2.2- LES SRADDET PACA ET AURA

O2 Objectif 64 Déployer les potentialités des établissements de formation	Le DOO du SCoT du Sisteronais-Buëch prévoit le maintien et le développement de sites d'enseignement professionnel, d'initiatives pédagogiques locales, et de formation continue. Il soutient l'implantation de tiers-lieux éducatifs et la coordination avec les CFA, lycées professionnels et autres structures d'apprentissage, en cohérence avec les principes d'équité d'accès à la formation du SRADDET
AXE 3 - DÉVELOPPER ÉCHANGES ET RÉCIPROCITÉS ENTRE TERRITOIRES	
O1 Objectif 65 Refonder le pacte territorial de l'eau, de l'énergie et des solidarités environnementales pour donner à chaque territoire les capacités de son développement	Le DOO est pleinement compatible avec cet objectif stratégique du SRADDET. Il prévoit une gestion coordonnée des ressources en eau à l'échelle des bassins versants (Buëch, Méouge, Durance), intègre les principes de solidarité amont/aval pour la prévention des inondations et la sécurisation de l'alimentation en eau potable, et soutient les logiques de mutualisation énergétique, notamment autour des réseaux bois-énergie ou d'autoconsommation. Cette approche territorialisée de la solidarité écologique et énergétique traduit fidèlement les ambitions du SRADDET en matière de résilience territoriale et de gestion partagée des ressources naturelles

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

4.2.2- LES SRADDET PACA ET AURA

O1 Objectif 66 S'accorder sur une stratégie cohérente des mobilités avec les AOMD et définir les modalités de l'action	Le DOO du SCoT est compatible avec cet objectif, en intégrant les enjeux de gouvernance de la mobilité et de coordination entre autorités organisatrices. Il appuie la mise en œuvre de stratégies de mobilité partagée à l'échelle des bassins de vie (Buëch-Durance, Sisteronais, Serrois) et participe, via les OAP et le zonage, à la cohérence entre planification urbaine et offre de transport collectif. Le document prévoit aussi des outils de contractualisation inter-AOM et favorise les concertations opérationnelles, comme préconisé dans les règles du SRADDET relatives à l'intermodalité et à la complémentarité des actions territoriales
O2 Objectif 67 Consolider l'ingénierie de la connaissance territoriale pour renforcer la mise en capacité des territoires	Le DOO traduit une compatibilité évidente avec cet objectif en s'appuyant sur des diagnostics partagés, des observatoires de l'habitat, de l'économie et de la consommation foncière, ainsi que sur des données ouvertes (SIG, données INSEE, Géoportail de l'urbanisme). Il promeut une gouvernance fondée sur la connaissance, la transversalité et la mutualisation des outils entre collectivités. Ces principes répondent directement aux exigences du SRADDET en matière d'intelligence territoriale, d'accessibilité de l'information et de développement des capacités locales en ingénierie
O2 Objectif 68 Rechercher des financements innovants pour pérenniser le développement des transports collectifs	Le DOO manifeste une compatibilité partielle avec l'objectif 68 du SRADDET PACA. S'il soutient le développement de solutions de mobilité adaptées aux réalités rurales du Sisteronais-Buëch (mobilité partagée, rabattement, intermodalité), il ne prévoit pas à ce stade de dispositions spécifiques relatives à la recherche de financements innovants. Il conviendra, lors de la mise en œuvre ou de l'évaluation du SCoT, d'approfondir la question des ressources financières mobilisables en lien avec les autorités organisatrices de la mobilité, afin d'assurer la pérennité des services et leur juste répartition territoriale.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

4.2.2- LES SRADDET PACA ET AURA

N°	Descriptif de la règle du SRADDET AURA	Vérification de la compatibilité du DOO avec les objectifs du SRADDET AURA
AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA MONTAGNE		
Règle n°2 – Renforcement de l'armature territoriale	Les documents de planification et d'urbanisme, dans le respect de leurs champs d'intervention, doivent contribuer à renforcer, sur leur territoire, les différents niveaux de polarités et leurs fonctions de centralité : accessibilité et desserte en transports (collectifs) et autres services de mobilité, services et équipements, développement économique, pôle de formation, commerces, gestion économe du foncier, etc. Ce travail doit être mené en lien avec les territoires limitrophes en justifiant d'une recherche de cohérence et complémentarité des niveaux d'armature.	Le DOO du SCoT du Sisteronais-Buëch affirme clairement un principe d'organisation multipolaire à l'échelle du territoire, en structurant l'armature autour d'un réseau de pôles hiérarchisés : ville-centre (Sisteron), communes secondaires (Laragne-Montéglin, Serres, La Motte-du-Caire), et relais locaux. Cette armature est déclinée dans les orientations d'urbanisme, d'habitat et de développement économique, et sert de support aux prescriptions du DAACL relatives à la localisation préférentielle des commerces. Le choix d'adosser les localisations commerciales aux centralités identifiées participe au renforcement des fonctions de centralité, notamment en matière d'accessibilité, d'équipements, d'emploi et de services. Le document souligne aussi l'importance des interrelations avec les territoires voisins, notamment avec Gap et les centralités du Val de Durance, contribuant ainsi à la cohérence interterritoriale

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

4.2.2- LES SRADDET PACA ET AURA

N°	Descriptif de la règle du SRADDET AURA	Vérification de la compatibilité du DOO avec les objectifs du SRADDET AURA
Règle n°3 – Objectifs de production de logements et cohérence avec l'armature définie dans les SCoT	Les objectifs de production de logements définis dans les documents de planification et d'urbanisme, dans le respect de leurs champs d'intervention, doivent être définis et justifiés en cohérence avec les niveaux de polarité (par exemple ceux de l'armature définie dans les SCoT), et avec les besoins observés sur le territoire et les territoires voisins en matière de : maintien et accueil de population (taux de croissance envisagé), offre de transports etservices de mobilité, localisation des zones d'emplois, changements de modes de vie, parcours résidentiels, préservation du foncier et ressources disponibles, diversification de l'offre de logement (habitat intermédiaire, formes alternatives, etc.), etc. Par ailleurs, ces objectifs devront être phasés dans le temps, et leur mise en œuvre devra être justifiée et déclinée en travaillant sur plusieurs axes : - prioritairement la réhabilitation des logements dégradés (copropriétés privées et publiques, monopropriété) et la reconversion des friches ; - la résorption de la vacance; - le traitement de l'habitat indigne ; - enfin, après traitement des autres modalités, la production de logements neufs (en priorité par densification des espaces déjà urbanisés et renouvellement urbain)	Le DOO expose une stratégie résidentielle cohérente avec l'armature : la majorité de l'effort de production est orientée vers la ville-centre et les centralités secondaires, là où se concentrent les emplois, les services et les infrastructures de mobilité. Le SCoT établit des objectifs différenciés par polarité, intégrant les dynamiques démographiques récentes, les parcours résidentiels, ainsi que les enjeux de vacance et de réhabilitation, notamment dans les centres anciens. Les modalités d'intervention mises en avant – traitement de la vacance, requalification du parc ancien, densification dans les enveloppes bâties – s'inscrivent dans l'esprit de la règle n°3 du SRADDET. Les objectifs de production ne sont jamais abordés en termes d'extension foncière seule, mais systématiquement articulés à la mobilisation de l'existant.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

4.2.2- LES SRADDET PACA ET AURA

N°	Descriptif de la règle du SRADDET AURA	Vérification de la compatibilité du DOO avec les objectifs du SRADDET AURA
Règle n°4 – Gestion économe et approche intégrée de la ressource foncière	Pour participer à la réduction de la consommation foncière à l'échelle régionale, en conformité avec une trajectoire devant conduire au « zéro artificialisation nette » à l'horizon 2050 comme annoncé par la Commission européenne, les documents de planification et d'urbanisme, dans le respect de leurs champs d'intervention, doivent donner la priorité à la limitation de la consommation d'espace quel que soit l'usage (économique, logistique, habitat, services, commerces, etc.). (...)	Le DOO affiche une ambition forte en matière de sobriété foncière. Il mobilise une approche intégrée du foncier à travers la priorisation du renouvellement urbain, la réhabilitation, la densification des tissus existants, et la reconversion des friches, notamment dans les zones d'activités ou dans les centralités. Le document précise également les conditions de développement en extension : justification par les dynamiques démographiques, insertion paysagère, densité minimale, continuité urbaine et logique de mutabilité. Le DAACL vient renforcer ces principes, en conditionnant tout développement commercial périphérique à la réutilisation de l'existant et en imposant des critères de densité, de mutualisation et de qualité urbaine. Cette articulation des documents s'inscrit pleinement dans les objectifs de réduction de l'artificialisation et de transition vers le ZAN

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

4.2.2- LES SRADDET PACA ET AURA

N°	Descriptif de la règle du SRADDET AURA	Vérification de la compatibilité du DOO avec les objectifs du SRADDET AURA
Règle n°5 – Densification et optimisation du foncieréconomique existant	Pour participer à la réduction de la consommation foncière à l'échelle régionale, les documents de planification et d'urbanisme, dans le respect de leurs champs d'intervention,doivent : ▯ rechercher l'intégration prioritaire des activités n'engendrant pas de nuisances dans les secteurs déjà bâtis afin de développer une mixité des fonctions ; ▯ prioriser, avant toute création ou extension de zones d'activités économiques, y comprislogistiques, la densification et l'optimisation des zones d'activités existantes, en cohérence avec les opportunités de complémentarités entre territoires limitrophes, notamment afin de favoriser les synergies d'entreprises et le développement de services mutualisés (par exemple, restauration interentreprises, espaces de coworking, plans de mobilité, salles de réunions communes, équipements d'aires partagées de stationnement tous modes) dans une logique de redynamisation d'ensemble.	Le DOO du SCoT du Sisteronais-Buëch privilégie la requalification des zones d'activités existantes et encadre fortement les possibilités de création ou d'extension de nouvelles zones. Ce positionnement stratégique s'appuie sur le diagnostic économique territorial qui met en évidence la sous-utilisation de plusieurs zones existantes (faible taux de remplissage, bâtiments vacants, équipements vieillissants Ainsi, les orientations économiques du DOO intègrent une priorité claire à la densification, à la diversification des usages dans les ZAE (en particulier par la mixité fonctionnelle et l'intégration de services partagés), et à la mobilisation du foncier économique via des logiques de recyclage et de sobriété. Par ailleurs, les orientations incitent à une meilleure articulation entre développement économique et mobilité, en ciblant les pôles bien desservis et connectés aux réseaux structurants.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

LA CONSTRUCTION DU DOO

4.2- Articulation avec les documents cadres

4.2.2- LES SRADDET PACA ET AURA

N°	Descriptif de la règle du SRADDET AURA	Vérification de la compatibilité du DOO avec les objectifs du SRADDET AURA
Règle n°6 – Encadrement de l'urbanisme commercial	Les documents de planification et d'urbanisme, dans le respect de leurs champs d'intervention, doivent contribuer (notamment via l'élaboration de DAAC pour les SCoT qui n'en auraient pas encore) à éviter les nouvelles implantations commerciales diffuses, et enrayer la multiplication des surfaces commerciales en périphérie (y compris les petites unités en entrée de ville et les commerces de flux) en : ▯ priorisant les implantations nouvelles de surfaces commerciales dans les centres-villes et centres bourgs, et les zones existantes et déjà dédiées aux commerces, et en limitant la mutation de fonciers dédiés à l'activité économique/ productive vers du foncier à vocation commerciale, notamment hors tissu urbain dense ; ▯ priorisant le renouvellement et la densification avant toute extension et toute nouvelle création de surface commerciale (l'ouverture de nouvelle surface pouvant être conditionnée à l'atteinte d'un niveau de densification dans les surfaces existantes).	a compatibilité du DOO avec la règle n°6 du SRADDET AURA est assurée par l'adoption d'un Document d'Aménagement Artisanal, Commercial et Logistique (DAACL), qui précise avec rigueur les localisations préférentielles du commerce, les typologies d'activités autorisées, les conditions d'implantation, les formes urbaines et les surfaces maximales. Ce DAACL distingue clairement les centralités commerciales (ville-centre et communes secondaires) des secteurs d'implantation périphériques (SIP), en en encadrant strictement le développement. Le DAACL impose par ailleurs une densification préalable dans les SIP avant toute extension et conditionne les nouveaux projets à leur insertion urbaine, à leur compatibilité avec l'offre existante et à la modération de la consommation foncière. Il prévoit des prescriptions opérationnelles sur la mutualisation du stationnement, la qualité architecturale et paysagère, la végétalisation des franges, et la performance environnementale des équipements commerciaux.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

4.2.2- LES SRADDET PACA ET AURA

N°	Descriptif de la règle du SRADDET AURA	Vérification de la compatibilité du DOO avec les objectifs du SRADDET AURA
Règle n°7 – Préservation du foncier agricole	Afin de favoriser la protection du foncier agricole, tout en articulant au mieux les enjeux agricoles et forestiers avec ceux de préservation de la biodiversité, il convient pour les documents de planification et d'urbanisme, dans le respect de leurs champs d'intervention, de : ▯ Protéger les espaces agricoles et forestiers stratégiques et nécessaires à la production agricole en prenant en compte la qualité agronomique et le potentiel agricole des sols, les paysages remarquables, la biodiversité, les investissements publics réalisés. Il conviendra en parallèle d'identifier les secteurs de déprise à l'origine des friches agricoles. ▯ Mettre en œuvre les mesures nécessaires à la structuration et la préservation des espaces agricoles et forestiers stratégiques sous pression foncière (en mobilisant les outils réglementaires adéquats types PAEN, ZAP, Plan de paysage, etc.), tout en rendant possibles les activités indispensables à leur fonctionnement. ▯Définir les modalités d'implantation des unités de transformation, de logement des exploitants, et de développement de la pluriactivité.	Le DOO du SCoT du Sisteronais-Buëch consacre une orientation stratégique à la préservation des espaces agricoles, forestiers et naturels, en conformité avec les objectifs de la loi Climat et Résilience et des SRADDET. Le document identifie les grands espaces de production agricole dans le diagnostic et s'appuie sur les zonages du Règlement pour les sécuriser (zones A et N du PLU, zones à fort potentiel dans les OAP sectorielles). L'approche foncière est renforcée par la prise en compte du potentiel agronomique des sols, la limitation stricte de l'urbanisation diffuse, et l'identification des espaces sous pression. Le DOO recommande le recours à des outils tels que les PAEN et les ZAP, notamment dans les vallées irriguées (Buech, Durance) où la qualité des sols et les investissements publics sont notables. Il encourage également le développement de la pluriactivité, en autorisant les constructions agricoles liées à la transformation ou à la diversification dans un cadre strict.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

4.2.2- LES SRADDET PACA ET AURA

N°	Descriptif de la règle du SRADDET AURA	Vérification de la compatibilité du DOO avec les objectifs du SRADDET AURA
Règle n°8 – Préservation de la ressource en eau	Afin de préserver la ressource en eau, et dans un contexte d'adaptation au changement climatique, les acteurs concernés, en fonction de leur niveau de compétences, doivent : ▯ Mettre en œuvre une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau préservant les milieux aquatiques et permettant de satisfaire au mieux l'ensemble des usages. ▯ Démontrer l'adéquation de leur projet de développement territorial avec la ressource en eau disponible actuelle et future de leur territoire (sur la base de scénarii plausibles). (...)	Le DOO affirme l'importance de l'adéquation des projets d'aménagement avec la disponibilité de la ressource en eau, dans un contexte climatique méditerranéen et alpin soumis à des tensions hydriques croissantes. Cette approche est déclinée dans plusieurs orientations, en lien avec les capacités des réseaux, l'adaptation au changement climatique et les enjeux de sobriété. En particulier, toute extension urbaine est subordonnée à une évaluation de la capacité des réseaux d'eau potable et d'assainissement, ainsi qu'à la disponibilité de la ressource, en lien avec les diagnostics territoriaux et les données des syndicats gestionnaires. Le DOO renforce par ailleurs la protection des zones de captage stratégiques, notamment en limitant l'urbanisation dans les bassins d'alimentation.
INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT, D'INTERMODALITE ET DE DEVELOPPEMENT DES TRANSPORTS		
Règle n°10 – Objectif de réduction de la vulnérabilité du territoire	Les autorités organisatrices de la mobilité ou des transports (AO), et/ou les EPCI, se concertent, en associant les principaux acteurs de la mobilité et les établissements porteurs de SCoT, afin de définir le périmètre d'un bassin de mobilité cohérent selon les principes définis ci-après dans le paragraphe explicatif de la règle. Ce périmètre devra correspondre principalement aux déplacements du quotidien, et tenir compte, le cas échéant, des échanges interrégionaux et transfrontaliers existants.	bien que le périmètre ne relève pas d'une aire métropolitaine structurée par des flux massifs, le territoire reste concerné par des enjeux de mobilité du quotidien (vers Gap, Aix-en-Provence, Digne-les-Bains notamment). Le DOO prend en compte ces enjeux en promouvant une logique de rabattement vers les pôles ferroviaires (Sisteron, Laragne, Serres) et en encourageant la complémentarité entre les services de transport collectif régional (TER) et les mobilités locales (covoiturage, transport à la demande, modes actifs). Le document incite également à une coordination avec les EPCI voisins, notamment sur la vallée de la Durance.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

4.2.2- LES SRADDET PACA ET AURA

N°	Descriptif de la règle du SRADDET AURA	Vérification de la compatibilité du DOO avec les objectifs du SRADDET AURA
Règle n°11 – Cohérence des documents de planification des déplacements ou de la mobilité à l'échelle d'un ressort territorial, au sein d'un même bassin de mobilité Règle n° 12 – Contribution à une information multimodale voyageurs fiable et réactive et en temps réel	- Toute élaboration ou révision d'un document de planification des déplacements ou de la mobilité à l'échelle d'un ressort territorial doit rechercher la cohérence avec les orientations avec les documents de planifications similaires produits par les autres autorités organisatrices (autorités organisatrices) du même bassin, à minima sur les aspects suivants : pôles d'échanges, information multimodale, tarification combinée, continuité des infrastructures, analyse de la mobilité (voyageurs et marchandises) et de ses évolutions prospectives. - Les autorités organisatrices contribuent à développer une information multimodale voyageurs fiable et réactive, en produisant, gérant et diffusant une information si possible en temps réel sur les offres de mobilité qui relèvent de leurs compétences, et intégrable par le système d'information multimodal régional. Elles contribuent par ailleurs à la collecte des informations disponibles sur les offres de mobilité privées sur leur ressort territorial.	Le territoire du Sisteronais-Buëch ne dispose pas encore formellement d'un bassin de mobilité identifié, mais le DOO se positionne en anticipation de sa structuration, notamment à travers une attention portée à la coordination interterritoriale et à la complémentarité entre documents. Le SCoT formule des préconisations pour assurer l'interopérabilité des mobilités du quotidien entre les pôles du territoire et avec les territoires limitrophes (Gap, Digne, Hautes-Alpes et Alpes-de-Haute-Provence). Il appuie cette approche sur le développement de pôles d'échange intermodaux (notamment autour des gares de Sisteron, Serres et Laragne), intégrés dans l'armature, en lien avec les mobilités actives, le covoiturage et les transports à la demande. Si le territoire n'a pas encore de plan de mobilité, le SCoT préfigure une cohérence entre les futures démarches de planification locale et les enjeux de continuité des services, d'intermodalité et d'infrastructure Même si le SCoT ne constitue pas en lui-même un acteur opérationnel du système d'information voyageurs, il en reconnaît l'importance stratégique. Le DOO recommande ainsi que les documents locaux (plans de mobilité, PCAET, PLU(i)) soutiennent la mise à disposition d'informations multimodales aux usagers, en particulier dans les secteurs les plus fréquentés ou en lien avec les gares. Le document ne fixe pas de prescriptions techniques sur l'information en temps réel, mais il incite à la coordination avec les autorités organisatrices compétentes (région, département, EPCI), notamment dans le cadre des outils régionaux

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

4.2.2- LES SRADDET PACA ET AURA

N°	Descriptif de la règle du SRADDET AURA	Vérification de la compatibilité du DOO avec les objectifs du SRADDET AURA
Règle n°13 – Interopérabilité des supports de distribution des titres de transport Règle n°14 – Identification du Réseau Routier d'Intérêt Régional Règle n°15 – Coordination pour l'aménagement et l'accès aux pôles d'échanges d'intérêt régional Règle n°16 – Préservation du foncier des pôles d'échanges d'intérêt régional Règle n°17 – Cohérence des équipements des Pôles d'échanges d'intérêt régional	- Les autorités organisatrices s'efforcent de rendre interopérables les systèmes et supports de distribution de titres de transports mis en œuvre sur leur ressort territorial, en conformité avec les prescriptions régionales en la matière, afin de proposer des tarifications multimodales. - Les gestionnaires d'infrastructures routières doivent prendre en compte, pour l'exploitation du réseau dont ils ont la compétence, la définition du réseau routier d'intérêt régional (RRIR) répondant aux orientations définies par l'objectif 5.2 du rapport d'objectifs. A- u sein de chaque bassin de mobilité, les collectivités territoriales, leurs groupements et les autres acteurs concernés, selon leurs compétences, se réunissent de façon régulière pour définir ou suivre les aménagements nécessaires à la création ou à l'évolution des pôles d'échanges multimodaux d'intérêt régional répondant aux fonctionnalités définies par l'objectif 5.3 du rapport d'objectifs. L- es documents de planification et d'urbanisme, dans le respect de leurs champs d'intervention, veillent à identifier et préserver le foncier nécessaire à l'évolution des équipements et au développement des pôles d'échanges d'intérêt régional. - Les documents de planification et d'urbanisme, dans le respect de leurs champs d'intervention, et collectivités concernées, intègrent les mesures nécessaires pour assurer la cohérence des niveaux d'équipements au sein des pôles d'échanges d'intérêt régional concernant la gestion des correspondances (notamment : consignes ou remise, P+R, dépose minute, jalonnement, équipements pour les modes actifs) des services voyageurs (notamment: accessibilité PMR, confort, information multimodal, distribution de titres de transport, multimodaux, sécurité, sureté), et des services dédiés aux opérateurs de mobilité (notamment: quais, bornes d'avitaillement, zone de régulation, zone de repos, atelier technique).	Le SCoT du Sisteronais-Buëch, bien que n'étant pas intégré dans une aire métropolitaine dense, traite de manière rigoureuse les enjeux d'intermodalité à l'échelle de ses polarités structurantes. Le DOO désigne explicitement plusieurs pôles de rabattement multimodal autour des gares (Sisteron, Laragne, Serres), avec des prescriptions sur la qualité des équipements, l'accessibilité PMR, la mutualisation des stationnements et l'intégration paysagère. Ces pôles sont articulés avec les secteurs urbanisés par des objectifs d'urbanisation compacte et de rabattement par modes actifs. Les documents comportent également des prescriptions relatives à la logistique urbaine (stationnement mutualisé, traitement des franges, collecte des déchets), et à l'amélioration des correspondances intermodales. L'ensemble de ces orientations traduit une démarche proactive de préservation du foncier autour des pôles, d'amélioration des connexions (notamment piétonnes et cyclables), et de cohérence dans l'équipement et la hiérarchisation des points d'échange, même à une échelle de faible densité.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

4.2.2- LES SRADDET PACA ET AURA

N°	Descriptif de la règle du SRADDET AURA	Vérification de la compatibilité du DOO avec les objectifs du SRADDET AURA
Règle n°18 – Préservation du foncier embranché fer et/ou bord à voie d'eau pour la logistique et le transport de marchandises Règle n°19 – Intégration des fonctions logistiques aux opérations d'aménagements et de projets immobiliers	- Les territoires, via leurs documents de planification et d'urbanisme dans le respect de leurs champs d'intervention, et en partenariat avec les gestionnaires d'infrastructures et d'équipements multimodaux, identifient des sites à enjeux urbains et périurbains pour de la logistique et du transport de marchandises utilisant les modes ferroviaire et fluvial. - Les collectivités territoriales – dans le respect de leurs compétences –, en lien avec les opérateurs publics et privés concernés, identifient les mesures nécessaires à l'intégration des fonctions logistiques lors de la conception des opérations d'aménagement et de projets immobiliers.	Le DOO et le DAACL du SCoT intègrent pleinement les enjeux logistiques, en particulier dans les secteurs périphériques où l'implantation commerciale est encadrée par des critères stricts d'accessibilité, de performance énergétique, de mutualisation des espaces (stationnement, gestion des déchets) et de compatibilité avec les fonctions de logistique de proximité. Le document prévoit également l'intégration des fonctions logistiques aux opérations d'aménagement, notamment en centralité, afin de répondre à la croissance du e-commerce tout en limitant les flux motorisés en centre-ville.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

4.2.2- LES SRADDET PACA ET AURA

N°	Descriptif de la règle du SRADDET AURA	Vérification de la compatibilité du DOO avec les objectifs du SRADDET AURA
Règle n°20 – Cohérence des politiques de stationnement et d'équipements des abords des pôles d'échanges Règle n°21 – Cohérence des règles de circulation des véhicules de livraison dans les bassins de vie Règle n°22 – Préservation des emprises des voies ferrées et priorité de réemploi à des fins de transports collectifs	- Les documents de planification et d'urbanisme, dans le respect de leurs champs d'intervention, et les collectivités concernées, devront identifier et mettre en œuvre les mesures nécessaires à la cohérence des politiques de stationnement (parcs relais P+R, etc.) et d'équipements nécessaires aux rabattements alternatifs à l'usage de la voiture individuelle aux abords des pôles d'échanges, a minima à l'échelle d'un axe de transport comportant une ou des offres de mobilité structurantes. - Les autorités organisatrices de la mobilité ou des transports engagent, à l'occasion de la révision ou de l'élaboration de leurs documents de planification des déplacements ou de la mobilité, une réflexion concertée, si nécessaire avec la Région, pour la mise en cohérence des règles de stationnement et de circulation des véhicules de livraison avec les plans de déplacements urbains ou de mobilité inclus dans le même bassin de vie. -Les documents de planification et d'urbanisme, dans le respect de leurs champs d'intervention, doivent permettre la préservation de l'emprise des infrastructures de transport ferré et équipements dédiés désaffectés en vue d'un réemploi à des fins de transports collectifs de voyageurs ou de marchandises et, à défaut, permettre le développement de modes de circulations en mobilités douces ou de nouveaux services de mobilité.	Le DOO traite de manière détaillée la question du stationnement et de la circulation dans et autour des pôles d'échange. Il prévoit des prescriptions sur la modération des stationnements, leur insertion paysagère, leur mutualisation, et leur adaptation aux mobilités alternatives. Cette approche répond directement aux attendus de la règle n°20 sur la cohérence des équipements autour des pôles.En matière de circulation des véhicules de livraison (règle n°21), bien que le SCoT ne fixe pas de règlementation directe, il appelle à la coordination entre collectivités dans la définition des conditions d'accès aux zones commerciales, et à l'intégration d'espaces dédiés au fret dans les projets logistiques urbains. Enfin, la règle n°22, relative au réemploi des emprises ferroviaires ou fluviales à des fins de mobilité, trouve une résonance dans les orientations du DOO qui valorisent les pôles ferroviaires existants (Serres, Sisteron, Laragne) comme supports d'une mobilité multimodale, et encouragent leur maintien en activité à long terme
CLIMAT, AIR, ENERGIE		

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

4.2.2- LES SRADDET PACA ET AURA

N°	Descriptif de la règle du SRADDET AURA	Vérification de la compatibilité du DOO avec les objectifs du SRADDET AURA
Règle n°23 – Performance énergétique des projets d'aménagement	Les documents de planification et d'urbanisme, dans le respect de leurs champs d'intervention, devront établir des objectifs performanciels en matière d'énergie (développer la production des renouvelables et réduire la consommation) pour tous les projets d'aménagements (projets urbains, opérations d'aménagement, etc.), neufs ou en requalification. A ce titre, ils promeuvent par exemple la : ▯ Recherche de la neutralité carbone par des systèmes de captation naturels ou artificiels. ▯ Optimisation de l'accessibilité par des transports moins carbonés. ▯ Réflexion sur la morphologie urbaine : compacité des bâtiments, potentiel de mise en place de réseaux de chaleur, gestion de l'eau et de la biodiversité (lutte contre les ilots de chaleur par la végétalisation notamment). ▯ Utilisation de matériaux à faible énergie grise (écomatériaux, matériaux recyclés, …).	Le DOO du SCoT intègre des orientations de sobriété énergétique transversales à plusieurs volets (urbanisme, mobilité, économie), mais sans systématiser des objectifs performanciels explicites pour tous les projets d'aménagement. Toutefois, des prescriptions techniques figurent dans le DAACL : elles incitent à la valorisation énergétique des toitures, à l'optimisation des déplacements carbonés et à la mutualisation d'équipements énergétiques dans les zones commerciale

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

LA CONSTRUCTION DU DOO

4.2- Articulation avec les documents cadres

4.2.2- LES SRADDET PACA ET AURA

N°	Descriptif de la règle du SRADDET AURA	Vérification de la compatibilité du DOO avec les objectifs du SRADDET AURA
Règle n°24 – Neutralité carbone	Les documents de planification et d'urbanisme, dans le respect de leurs champs d'intervention, devront viser une trajectoire neutralité carbone à l'horizon 2050 en soutenant le développement des énergies renouvelables sur le territoire régional et la lutte contre les émissions de GES, tout en préservant, voire développant les puits de captation du carbone. Pour se faire, ils inciteront les maîtres d'ouvrage à identifier et mettre en place pour chaque projet d'aménagement (privé ou public), le potentiel de végétalisation, le potentiel de production en énergie renouvelable (en particulier à base d'énergie solaire produite en toiture) et les modalités de diminution des émissions de GES.	Le DOO n'affiche pas explicitement une trajectoire de neutralité carbone à horizon 2050, mais contribue à cet objectif en intégrant des prescriptions cohérentes avec la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre : réduction de l'artificialisation, recentrage de l'urbanisation, valorisation des toitures pour la production d'énergie, gestion des franges urbaines. Le DOO prescrit l'atteinte d'un objectif chiffré de production d'énergie photovoltaïque d'ici à 2050 et reprend les objectifs de production des autres sources d'énergies renouvelable.
Règle n°25 – Performance énergétique des bâtiments neufs	Les documents de planification et d'urbanisme, dans le respect de leurs champs d'intervention, devront inciter, dans leurs documents opposables, à la construction de bâtiments neufs à des niveaux ambitieux de performance énergétique selon les référentiels en vigueur visant à diminuer la consommation d'énergie et baisser l'impact carbone. Les bâtiments publics devront être particulièrement exemplaires	Le DOO n'impose pas de niveau de performance énergétique pour les bâtiments neufs, mais oriente les documents d'urbanisme vers des formes urbaines denses et sobres, et le DAACL contient plusieurs prescriptions relatives à l'optimisation thermique et à la valorisation des enveloppes bâties (végétalisation, production d'énergie, compacité du bâti)
Règle n°26 – Rénovation énergétique des bâtiments neufs	Les documents de planification et d'urbanisme, dans le respect de leurs champs d'intervention, devront inciter, dans leurs documents opposables, à réduire les consommations d'énergie dans les bâtiments par la réalisation de travaux de rénovation énergétique à des niveaux compatibles avec une trajectoire BBC rénovation	Le DOO accorde une attention importante à la valorisation du patrimoine bâti ancien, en particulier dans les centres-bourgs. Il recommande la rénovation énergétique comme levier principal de revitalisation, notamment dans le cadre de projets de densification douce. Cette orientation est conforme à la trajectoire BBC rénovation attendue par la Région

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

4.2.2- LES SRADDET PACA ET AURA

N°	Descriptif de la règle du SRADDET AURA	Vérification de la compatibilité du DOO avec les objectifs du SRADDET AURA
Règle n°27 – Développement des réseaux énergétiques	Les documents de planification et d'urbanisme, dans le respect de leurs champs d'intervention, devront prévoir que le développement de l'urbanisation se fasse en cohérence avec l'existence ou les projets de réseaux énergétiques (de chaleur ou de froid) en privilégiant les énergies renouvelables et de récupération pour leur alimentation. Les réseaux de chaleur et de froid peuvent être classés dans les PLUi ou PLU pour rendre obligatoire le raccordement.	Le DOO ne comporte pas de prescription directe sur le classement de réseaux de chaleur ou de froid, mais prend en compte les réseaux existants dans les secteurs desservis, en particulier dans les centralités. Il recommande une urbanisation compacte et des formes urbaines propices à la mutualisation énergétique, et intègre des orientations favorables à la valorisation des toitures (solaire thermique notamment) dans les projets commerciaux et publics
Règle n°28 –Production d'énergie renouvelable des ZAE	Les documents de planification et d'urbanisme, dans le respect de leurs champs d'intervention, sont invités à conditionner les projets de création ou d'extension de toutes les zones d'activités économiques et commerciales à l'intégration de dispositifs de production d'énergie renouvelable (électrique et/ou thermique) ou de récupération de l'énergie fatale (sauf impossibilité réglementaire ou technique avérée).	Le DAACL comporte des prescriptions sur la performance énergétique des projets commerciaux, incluant la valorisation des toitures à des fins solaires et la mutualisation d'équipements techniques. Ces dispositions s'appliquent aux secteurs d'implantation périphérique, aux franges urbaines et aux zones artisanales ou commerciales existantes. Le DOO promeut également la requalification des friches avec une approche énergétique intégrée.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

4.2.2- LES SRADDET PACA ET AURA

N°	Descriptif de la règle du SRADDET AURA	Vérification de la compatibilité du DOO avec les objectifs du SRADDET AURA
Règle n°29 – Développement des ENR Règle n°30 – Développement maîtrisé de l'énergie éolienne	- Les documents de planification et d'urbanisme, dans le respect de leurs champs d'intervention, devront prévoir, dans leurs documents opposables, les potentiels et les objectifs de production d'énergie renouvelables et de récupération permettant de contribuerà l'atteinte du mix énergétique régional. La priorité est donnée au développement des filières bois-énergie, méthanisation et photovoltaïque. Les réseaux de chaleur et de froid constituent un vecteur pertinent à développer pour l'intégration des énergies renouvelables thermiques. - Au regard des impacts paysagers et sur la biodiversité il convient de mieux maîtriser le développement des parcs éoliens. Pour se faire, les documents de planification et d'urbanisme, dans le respect de leurs champs d'intervention, devront définir des stratégies de développement de l'éolien qui prendront en compte les enjeux liés à la protection des paysages et du patrimoine bâti, du foncier et de la biodiversité (notamment au sein des composantes de la trame verte et bleue), qui distingueront les installations industrielles et domestiques et qui inciteront au recours à des financements participatifs	Le DOO soutient la diversification du mix énergétique par la valorisation des toitures (photovoltaïque), la préservation du foncier agricole pour les filières biomasse (hors zones à enjeux écologiques), et la possibilité d'installer des unités de production sur des bâtiments publics ou commerciaux. Il ne fixe pas d'objectif chiffré de production, mais intègre des principes favorables dans l'urbanisme opérationnel. Le DOO ne contient pas de zonage éolien ni de cartographie de potentiel, mais il prévoit la compatibilité des projets avec les enjeux paysagers, écologiques et patrimoniaux. Il mentionne les exigences en matière de concertation avec les collectivités et de cohérence avec les outils de planification régionaux. Le territoire ne présente pas de zone actuellement favorable à des projets industriels éoliens, mais la posture du SCoT reste ouverte à des projets maîtrisé. Ilprescrit un objectif de production d'énergie photovoltaïque d'ici à 2050 et reprend les objectifs de production des autres sources d'énergies renouvelables issus du PCAET.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

4.2.2- LES SRADDET PACA ET AURA

N°	Descriptif de la règle du SRADDET AURA	Vérification de la compatibilité du DOO avec les objectifs du SRADDET AURA
Règle n°31 - Diminution des GES Règle n°32 - Diminution des émissions de polluants dans l'atmosphère	- Les documents de planification et d'urbanisme, dans le respect de leurs champs d'intervention, doivent favoriser la diminution drastique des émissions de Gaz à Effet de Serre (GES), notamment dans les secteurs les plus émetteurs (mobilité, bâtiments, etc.), et la préservation voire le développement des puits de captation du carbone, notamment par la préservation et l'entretien des prairies et des espaces forestiers. - De manière à améliorer durablement la qualité de l'air sur leur territoire, les documents de planification et d'urbanisme, dans le respect de leurs champs d'intervention, définissent les dispositions permettant de réduire les émissions des principaux polluants atmosphériques (visés dans le sous-objectif 1.5.1 du rapport d'objectifs) issues des déplacements (marchandises et voyageurs), du bâti résidentiel et d'activités mais également des activités économiques, agricoles et industrielles présentes sur leur territoire.	Le DOO intègre une logique transversale de réduction des émissions de gaz à effet de serre via la limitation de la consommation foncière, la concentration des fonctions urbaines, l'encouragement des mobilités alternatives (covoiturage, rabattement vers les gares) et le soutien à la performance énergétique des bâtiments dans les centralités. La stratégie d'aménagement du SCoT privilégie les localisations de l'habitat, des équipements et des zones d'activités en cohérence avec les trames de mobilité douce et collective, réduisant l'exposition aux sources de pollution atmosphérique. Le SCoT préconise aussi la réhabilitation du bâti existant et la lutte contre l'étalement urbain, ce qui limite les déplacements longs et polluants.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

4.2.2- LES SRADDET PACA ET AURA

N°	Descriptif de la règle du SRADDET AURA	Vérification de la compatibilité du DOO avec les objectifs du SRADDET AURA
Règle n°33 - Réduction de l'exposition de la population aux polluants atmosphériques	De manière à limiter l'exposition des populations sensibles (enfants, personnes âgées ou fragilisées) à la pollution atmosphérique, les documents de planification et d'urbanisme, dans le respect de leurs champs d'intervention, prévoient des dispositions visant à prioriser l'implantation de bâtiments accueillant ces publics hors des zones les plus polluées. Ils devront privilégier l'implantation d'immeubles d'activités (bureaux, petites entreprises, etc.) plutôt que des logements dans les zones très exposées.	Le DOO prend en compte les enjeux de qualité de l'air dans ses logiques de localisation préférentielle des logements et des ERP. Il oriente les fonctions d'habitat vers les centralités bien desservies, et prescrit des localisations spécifiques pour les zones logistiques et commerciales, souvent à distance des tissus résidentiels sensibles
Règle n°34 – Développement d'une mobilité décarbonée	Dans un marché de la mobilité décarbonée dont le développement doit être encouragé, il convient de mailler le territoire avec des bornes GNV, électriques et H2/hydrogène	Le DOO encourage la mise en place de solutions de covoiturage, de rabattement vers les gares et de mobilités actives. Bien qu'il ne propose pas de zonage spécifique pour les stations GNV ou H2, il incite à l'équipement des zones d'activités et des pôles structurants, en lien avec la logistique ou les flux pendulaires. Cela permet à terme d'anticiper le déploiement de bornes ou stations multi-énergies
PROTECTION ET RESTAURATION DE LA BIODIVERSITE		

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

4.2.2- LES SRADDET PACA ET AURA

N°	Descriptif de la règle du SRADDET AURA	Vérification de la compatibilité du DOO avec les objectifs du SRADDET AURA
Règle n°35 – Préservation des continuités écologiques	Les documents de planification et d'urbanisme, dans le respect de leurs champs d'intervention, doivent préciser les continuités écologiques à l'échelle de leur territoire, sur la base de la trame verte et bleue régionale du SRADDET et des investigations complémentaires qu'ils réalisent. Ils doivent garantir leur préservation par l'application de leurs outils réglementaires et cartographiques, et éviter leur urbanisation, notamment dans les sites Natura 2000, afin de ne pas remettre en cause l'état de conservation des habitats et espèces ayant servi à la désignation des sites. La représentation cartographique de leur trame verte et bleue doit se faire en cohérence avec celle des territoires limitrophes.	Le DOO identifie clairement les corridors écologiques structurants du territoire et intègre des mesures de protection dans l'affectation des sols (zonages A et N, secteurs boisés, zones humides). Il recommande d'éviter les coupures dans la trame verte et bleue, notamment dans les secteurs de développement économique ou résidentiel, et en lien avec les franges urbaines. Il s'appuie sur les diagnostics écologiques pour fixer des périmètres de protection ou d'évitement.
Règle n°36 – Préservation des réservoirs de biodiversité	Les documents de planification et d'urbanisme, dans le respect de leurs champs d'intervention, doivent préciser à l'échelle de leur territoire les réservoirs de biodiversité sur la base de la trame verte et bleue du SRADDET et des investigations complémentaires qu'ils réalisent. Ils affirment la vocation des réservoirs à être préservés de toute atteinte pouvant remettre en cause leur fonctionnalité écologique. Ils garantissent cette préservation dans l'application de leurs outils réglementaires et cartographiques.	Le DOO identifie, sur la base des inventaires écologiques régionaux et locaux, les réservoirs de biodiversité à préserver. Ces espaces sont traduits en zonages naturels ou agricoles dans les documents d'urbanisme, en cohérence avec les données de la trame verte et bleue du SRADDET. Le document exclut toute ouverture à l'urbanisation dans ces réservoirs.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

4.2.2- LES SRADDET PACA ET AURA

N°	Descriptif de la règle du SRADDET AURA	Vérification de la compatibilité du DOO avec les objectifs du SRADDET AURA
Règle n°37 – Identification et préservation des corridors écologiques	Les documents de planification et d'urbanisme, dans le respect de leurs champs d'intervention, doivent préciser à leur échelle les corridors écologiques du territoire, sur la base de la trame verte et bleue du SRADDET et des investigations complémentaires qu'ils réalisent. Ils préconisent leur préservation ou leur restauration selon leur fonctionnalité. Les SCoT doivent notamment identifier et délimiter les corridors les plus menacés et prendre les mesures pour les préserver de toute artificialisation en fixant des limites précises à l'urbanisation.	Le SCoT reconnaît les continuités écologiques comme un enjeu structurant. Le DOO impose une analyse des effets de fragmentation et prescrit l'aménagement de franges urbaines compatibles avec le maintien des corridors (trames agricoles, haies, ripisylves, interfaces boisées). Toute extension urbaine est conditionnée à la non-rupture de ces continuités.
Règle n°38 – Préservation de la trame bleue	Les documents de planification et d'urbanisme, dans le respect de leurs champs d'intervention, doivent préciser, à leur échelle, la trame bleue de leur territoire, sur la base de la trame bleue régionale du SRADDET, et des investigations locales complémentaires qu'ils réalisent. Ils doivent assurer sa préservation ou préconiser sa restauration selon sa fonctionnalité, en cohérence avec les objectifs et les mesures des SDAGE et des SAGE.	Le DOO cartographie les cours d'eau permanents et intermittents, les zones humides, les ripisylves et les nappes superficielles. Il interdit toute urbanisation dans ces périmètres sauf en cas de projet compatible et justifié, et impose la prise en compte des zones d'expansion des crues dans le dimensionnement des aménagements.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

4.2.2- LES SRADDET PACA ET AURA

N°	Descriptif de la règle du SRADDET AURA	Vérification de la compatibilité du DOO avec les objectifs du SRADDET AURA
Règle n°39 – Préservation des milieux agricoles et forestiers supports de biodiversité	Les documents de planification et d'urbanisme, dans le respect de leurs champs d'intervention, identifient, sur leur territoire, les secteurs à vocation agricole et forestière supports de biodiversité et garants du bon fonctionnement territorial, notamment : ▯ les forêts anciennes, mâtures et à enjeu écologique ; ▯ le maillage bocager et les linéaires de haies ; ▯ les zones agro-pastorales, estives et alpages ; ▯ les prairies naturelles ; ▯ les coteaux thermophiles et les pelouses sèches ; ▯ les zones de maraîchage proches des centres urbains	Le document reconnaît la valeur écologique des milieux agricoles à haute valeur naturelle (prairies, vergers, haies bocagères, alpages) et forestiers. Il propose des recommandations de gestion conservatoire dans ces espaces, y compris pour les forêts de pente et les mosaïques agro-forestières en périphérie des centralités.
Règle n°40 – Préservation de la biodviersitré ordinaire	Les documents de planification et d'urbanisme, dans le respect de leurs champs d'intervention, assurent la préservation de la biodiversité dite ordinaire comme un élément fondamental participant de la qualité du cadre de vie en : ▯ Limitant fortement la consommation des espaces perméables relais identifiés dans le SRADDET. ▯ Préservant en zone urbaine, périurbaine et rurale, des espaces naturels, agricoles et forestiers, supports de biodiversité. ▯ Favorisant un développement de la nature en ville par une végétalisation massive des espaces urbains et des aménagements favorables à la faune. ▯ Prenant des mesures de restauration d'une « trame noire » permettant de diminuer l'impact de l'éclairage sur la faune nocturne : diminution de l'intensité lumineuse, horaires d'extinction, zones non éclairées, etc.	Le DOO propose des mesures intégrées dans les opérations d'aménagement (végétalisation, gestion douce des espaces verts, maintien des éléments de paysage ordinaire) et dans le bâti (nichoirs, toitures végétalisées). Ces prescriptions sont portées dans les OAP et renforcées dans les zones à urbaniser par un principe de biodiversité intégrée.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

LA CONSTRUCTION DU DOO

4.2- Articulation avec les documents cadres

4.2.2- LES SRADDET PACA ET AURA

N°	Descriptif de la règle du SRADDET AURA	Vérification de la compatibilité du DOO avec les objectifs du SRADDET AURA
Règle n°41 - Amélioration de la perméabilité écologique des réseaux de transports	Les documents de planification et d'urbanisme, dans le respect de leurs champs d'intervention, doivent contribuer à améliorer la perméabilité écologique des réseaux de transport en : ▯ identifiant les principaux secteurs de rupture des continuités écologiques (trame verte et bleue) par les infrastructures de transport à leur échelle, sur la base des ruptures de continuités identifiées par le SRADDET et des investigations menées localement ; ▯ préconisant dans la limite de leur domaine de compétence la restauration des continuités écologiques impactées par les infrastructures de transport dans les secteurs identifiés	Le DOO du SCoT identifie les infrastructures de transport susceptibles d'interférer avec les continuités écologiques, notamment les axes ferroviaires, la RN75 et les principaux corridors structurants. Une attention particulière est portée à la trame verte et bleue lors des développements urbanistiques à proximité de ces infrastructures, en intégrant des mesures de franchissement pour la faune ou d'évitement. le DOO préconise le maintien ou la restauration de la perméabilité écologique dans les projets d'aménagement
PREVENTION ET GESTION DES DECHETS		
Règle n°42 - Respect de la hiérarchie des modes de traitement des déchets	Les acteurs compétents en matière de déchets, dans le respect de leurs champs d'intervention, doivent réaliser des actions de prévention et gérer les déchets dans le respect de la hiérarchie des modes de traitement : 1. Prévention 2. Préparation en vue du réemploi 3. Recyclage, valorisation matière 4. Valorisation énergétique 5. Élimination	Le DOO encourage les intercommunalités à préserver des emprises foncières pour la collecte, le tri, le réemploi et la valorisation des déchets, notamment dans les zones d'activités existantes ou projetées. La logique de sobriété foncière appliquée à l'économie circulaire s'y exprime clairement : friches à reconvertir, bâtiments à réemployer, mutualisation des équipements techniques, etc. Cette approche favorise indirectement l'application de la hiérarchie des modes de traitement des déchets promue par le SRADDET.
PREVENTION ET GESTION DES DECHETS		

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

4.2.2- LES SRADDET PACA ET AURA

N°	Descriptif de la règle du SRADDET AURA	Vérification de la compatibilité du DOO avec les objectifs du SRADDET AURA
Règle n°43 - Réduction de la vulnérabilité des territoires vis-à-vis des risques naturels	De manière à améliorer la résilience du territoire face aux risques naturels et au changement climatique, les documents de planification et d'urbanisme, dans le respect de leurs champs d'intervention, doivent prendre en compte les aléas auxquels ces territoires font face. Pour se faire, leur déclinaison opérationnelle devra privilégier les principes d'aménagement exemplaires et innovants (comme la mise en place d'OAP spécifiques aux risques ou à l'adaptation du bâti lorsqu'il est situé en zone à risque) qui permettent de diminuer la vulnérabilité et d'accroitre la résilience du territoire. Par ailleurs, les différents dispositifs de prévention des risques naturels devront prendre en compte les principes d'aménagement réduisant l'artificialisation et l'imperméabilisation des sols, et soutiendront les actions œuvrant en ce sens tant en milieu urbain qu'en milieu périurbain.	Le DOO du SCoT du Sisteronais-Buëch prend clairement en compte les risques naturels majeurs auxquels le territoire est exposé : inondations torrentielles, mouvements de terrain, incendies de forêt, retraits-gonflements d'argile. Ces aléas sont abordés dans le diagnostic, cartographiés à l'échelle intercommunale, et intègrent les dispositifs de maîtrise foncière et d'urbanisation. Dans les secteurs exposés, le DOO préconise des formes d'aménagement adaptées : urbanisation discontinue, désimperméabilisation, limitation de l'artificialisation dans les fonds de vallée, végétalisation des franges bâties, et rétention à la parcelle. Il invite également à mobiliser des OAP thématiques ou spécifiques à certains aléas, notamment en zone d'expansion des crues ou en interface forêt-habitat. Ces mesures visent à anticiper et encadrer les formes urbaines en fonction de la résilience climatique et naturelle du territoire. Par ailleurs, le document encourage la coordination avec les documents supra et propose des prescriptions dans les zones d'urbanisation future, conditionnées à la justification de leur compatibilité avec les enjeux de réduction de vulnérabilité.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

4.2.3 - LES OBJECTIFS DU SDAGE RHÔNE-MEDITERRANEE 2022-2027

Article L131-1
Modifié par Ordonnance n°2020-745 du 17 juin 2020 - art. 1
Les schémas de cohérence territoriale prévus à l'article L. 141-1 sont compatibles avec :
3 Les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux prévus à l'article L. 212-1 du code de l'environnement ;

Orientations fondamentales	Dispositions	Articulation du SCoT (PAS et DOO)
OF 0 S'adapter aux effets du changement climatique	0-01 Agir plus vite et plus fort face au changement climatique	Le SCoT du Sisteronais-Buëch engage résolument le territoire dans une trajectoire d'adaptation au changement climatique, en cohérence directe avec les principes posés à l'orientation fondamentale n° 0 du SDAGE Rhône-Méditerranée. À travers l'axe 4 de son PAS, intitulé « Engager une transition sobre », et ses déclinaisons dans le DOO, il mobilise une palette complète de leviers en faveur de la réduction de la vulnérabilité du territoire et du développement de ses capacités de résilience. es prescriptions relatives à la gestion des risques (objectif 2 de l'orientation A de l'axe 4 du DOO) conditionnent l'urbanisation aux capacités d'assainissement et d'approvisionnement en eau, renforcent la prévention dans les zones exposées aux inondations, et encouragent la renaturation. Par ailleurs, les prescriptions en matière de performance énergétique et environnementale du bâti (objectif 1 de la même orientation) ainsi que la mobilisation des ressources renouvelables et du réemploi (orientation C) témoignent d'un souci de sobriété et d'adaptation qui recoupe les mesures du plan d'adaptation du SDAGE.
	0-02 Développer la prospective pour anticiper le changement climatique	
	0-03 Éclairer la décision sur le recours aux aménagements nouveaux et infrastructures pour s'adapter au changement climatique	
	0-04 Affiner la connaissance pour réduire les marges d'incertitude et proposer des mesures d'adaptation efficaces	

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

4.2.3 - LES OBJECTIFS DU SDAGE RHÔNE-MEDITERRANEE 2022-2027

Orientations fondamentales	Dispositions	Articulation du SCoT (PAS et DOO)
OF 1 Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité	1-01 Impliquer tous les acteurs concernés dans la mise en œuvre des principes qui sous-tendent une politique de prévention	Ne concerne pas les SCoT.
	1-02 Développer les analyses prospectives dans les documents de planification	
	1-03 Orienter fortement les financements publics dans le domaine de l'eau vers les politiques de prévention	
	1-04 Inscrire le principe de prévention dans la conception des projets et les outils de planification locale	
	1-05 Impliquer les acteurs institutionnels du domaine de l'eau dans le développement de filières économiques privilégiant le principe de prévention	
	1-06 Systématiser la prise en compte de la prévention dans les études d'évaluation des politiques publiques	
	1-07 Prendre en compte les objectifs du SDAGE dans les programmes des organismes de recherche	

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

4.2.3 - LES OBJECTIFS DU SDAGE RHÔNE-MEDITERRANEE 2022-2027

Orientations fondamentales	Dispositions	Articulation du SCoT (PAS et DOO)
OF 2 Concrétiser la mise en œuvre du principe de non-dégradation des milieux aquatiques	2-01 Mettre en œuvre la séquence « éviter-réduire-compenser »	La doctrine du DOO s'inscrit pleinement dans le principe de non dégradation. En matière de trame bleue, les prescriptions du DOO obligent les documents d'urbanisme à identifier et protéger les zones humides, à interdire les affouillements et exhaussements sauf exceptions, à appliquer strictement la séquence ERC avec des exigences de compensation renforcées, et à préserver les espaces de bon fonctionnement (EBF). Ces dispositions, accompagnées de recommandations sur la renaturation et les continuités écologiques, garantissent l'absence de régression des fonctionnalités hydrologiques et écologiques des milieux aquatiques L'objectif 1B3 vise à préserver la trame verte et bleue (dont les lacs, cours d'eau et zones humides), en évitant au maximum l'urbanisation dans ces milieux ou à proximité. Dans l'objectif 4C1, le DOO prévoit plusieurs prescriptions visant à réduire l'impact de l'urbanisation sur la ressource en eau, à favoriser la récupération des eaux pluviales, etc.
	2-02 Évaluer et suivre les impacts des projets	Le SCoT s'accompagne d'indicateurs de suivi proposés afin d'assurer l'évaluation et le bilan.
	2-03 Contribuer à la mise en œuvre du principe de non-dégradation via les SAGE et les contrats de milieu et de bassin versant	Ne concerne pas les SCoT.
	2-04 Sensibiliser les maitres d'ouvrages en amont des procédures règlementaires sur les enjeux environnementaux à prendre en compte	Ne concerne pas les SCoT.
	2-04 Sensibiliser les maitres d'ouvrages en amont des procédures règlementaires sur les enjeux environnementaux à prendre en compte	Ne concerne pas les SCoT.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

4.2.3 - LES OBJECTIFS DU SDAGE RHÔNE-MEDITERRANEE 2022-2027

Orientations fondamentales	Dispositions	Articulation du SCoT (PAS et DOO)
OF 3 Prendre en compte les enjeux sociaux et économiques des politiques de l'eau	3-01 Mobiliser les données pertinentes pour mener les analyses économiques	Ne concerne pas les SCoT.
	3-02 Prendre en compte les enjeux socioéconomiques liés à la mise en œuvre du SDAGE	
	3-03 Écouter et associer les territoires dans la construction des projets	
	3-04 Développer les analyses économiques dans les programmes et projets	
	3-05 Ajuster le système tarifaire en fonction du niveau de récupération des couts	
	3-06 Développer l'évaluation des politiques de l'eau et des outils économiques incitatifs	
	3-07 Privilégier les financements efficaces, susceptibles d'engendrer des bénéfices et d'éviter certaines dépenses	
OF 4 Renforcer la gouvernance locale de l'eau pour assurer une gestion intégrée des enjeux	4-01 Développer la concertation multiacteurs sur les bassins versants	Ne concerne pas les SCoT.
	4-02 Intégrer les priorités du SDAGE dans les SAGE et les contrats de milieux et de bassin versant	
	4-03 Intégrer les priorités du SDAGE dans les PAPI et SLGRI et améliorer leur cohérence avec les SAGE et les contrats de milieux et de bassin versant	
	4-04 Promouvoir des périmètres de SAGE et de contrats de milieux ou de bassin versant au plus proche du terrain	
	4-05 Mettre en place un SAGE sur les territoires pour lesquels cela est nécessaire à l'atteinte des objectifs du SDAGE	

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

4.2.3 - LES OBJECTIFS DU SDAGE RHÔNE-MEDITERRANEE 2022-2027

Orientations fondamentales	Dispositions	Articulation du SCoT (PAS et DOO)
	4-06 Intégrer un volet mer dans les SAGE et les contrats de milieux côtiers	Ne concerne pas les SCoT.
	4-07 Assurer la coordination au niveau supra bassin versant	
	4-08 Assurer la gestion équilibrée des ressources en eau et la prévention des inondations par une maitrise d'ouvrage structurée à l'échelle des bassins versants	
	4-09 Encourager la reconnaissance des syndicats de bassin versant comme EPAGE ou EPTB	
	4-10 Structurer la maitrise d'ouvrage des services publics d'eau et d'assainissement à une échelle pertinente	
	4-11 Assurer une gestion durable des services publics d'eau et d'assainissement	
	4-12 Intégrer les enjeux du SDAGE dans les projets d'aménagement du territoire et de développement économique	
	4-13 Associer les acteurs de l'eau à l'élaboration des projets d'aménagement du territoire	
	4-14 Assurer la cohérence des financements des projets de développement territorial avec le principe de gestion équilibrée des milieux aquatiques	
	4-15 Organiser les usages maritimes en protégeant les secteurs fragiles	

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

LA CONSTRUCTION DU DOO

4.2- Articulation avec les documents cadres

4.2.3 - LES OBJECTIFS DU SDAGE RHÔNE-MEDITERRANEE 2022-2027

Orientations fondamentales	Dispositions	Articulation du SCoT (PAS et DOO)
OF 5A Poursuivre les efforts de lutte contre les pollutions d'origine domestique et industrielle	5A-01 Prévoir des dispositifs de réduction des pollutions garantissant l'atteinte et le maintien à long terme du bon état des eaux	Le SCoT du Sisteronais-Buëch intègre de manière explicite et exigeante les enjeux de lutte contre les pollutions d'origine domestique et industrielle dans son PAS et son DOO, en cohérence directe avec les sept dispositions énoncées dans l'orientation fondamentale 5A du SDAGE Rhône-Méditerranée. Le DOO impose dans ses prescriptions la protection des milieux récepteurs, en particulier dans les espaces de bon fonctionnement (EBF) des cours d'eau et des zones humides, en assortissant la constructibilité d'exigences fortes (séquence ERC, inconstructibilité, compensation). Ces mesures sont conçues pour éviter les pressions sur les masses d'eau et stabiliser ou améliorer leur état écologique. Les prescriptions du DOO exigent la mise en compatibilité des rejets avec les objectifs environnementaux des milieux aquatiques. Elles s'appliquent notamment aux STEP et aux ouvrages situés dans les secteurs hydrologiquement sensibles. Le DOO prévoit par ailleurs la définition de périmètres de protection adaptés et une vigilance renforcée dans les zones humides et les secteurs Natura 2000, conformément aux recommandations du SDAGE. Le document s'inscrit dans une logique de gestion intégrée des eaux pluviales. Il encourage la limitation de l'imperméabilisation et la renaturation des zones urbaines, notamment à travers des aménagements fondés sur la nature (noues, toitures végétalisées, infiltration à la parcelle), ce qui participe à la réduction des pollutions par temps de pluie. La réduction de l'artificialisation des sols constitue un axe structurant du PAS et du DOO. Les objectifs de sobriété foncière sont quantifiés par région (PACA et AURA), et les documents locaux devront prioriser la densification et la réhabilitation. Toute ouverture à l'urbanisation dans des secteurs naturels, agricoles ou hydrologiquement sensibles est encadrée et justifiée Même si le territoire du Sisteronais-Buëch n'est pas littoral, ses eaux de surface participent indirectement à l'alimentation de bassins versants connectés au Rhône et, in fine, à la Méditerranée. Les prescriptions sur la réduction des pollutions organiques et les engagements en faveur de l'agriculture durable participent à limiter les flux polluants vers l'aval et à soutenir les objectifs globaux du SDAGE en matière de pollution marine
	5A-02 Pour les milieux particulièrement sensibles aux pollutions, adapter les conditions de rejet en s'appuyant sur la notion de « flux admissible »	
	5A-03 Réduire la pollution par temps de pluie en zone urbaine	
	5A-04 Éviter, réduire et compenser l'impact des nouvelles surfaces imperméabilisées	
	5A-05 Adapter les dispositifs en milieu rural en confortant les services d'assistance technique	
	5A-06 Établir et mettre en œuvre des schémas directeurs d'assainissement qui intègrent les objectifs du SDAGE	
	5A-07 Réduire les pollutions en milieu marin	

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

4.2.3 - LES OBJECTIFS DU SDAGE RHÔNE-MEDITERRANEE 2022-2027

Orientations fondamentales	Dispositions	Articulation du SCoT (PAS et DOO)
OF 5B Lutter contre l'eutrophisation des milieux aquatiques	5B-01 Anticiper pour assurer la non-dégradation des milieux aquatiques fragiles vis-à-vis des phénomènes d'eutrophisation	Ne concerne pas les SCoT.
	5B-02 Restaurer les milieux dégradés en agissant de façon coordonnée à l'échelle du bassin versant	
	5B-03 Réduire les apports en phosphore et en azote dans les milieux aquatiques fragiles vis-à-vis de l'eutrophisation	
	5B-04 Engager des actions de restauration physique des milieux et d'amélioration de l'hydrologie	
OF 5C Lutter contre les pollutions par les substances dangereuses	5C-01 Décliner les objectifs de réduction nationaux des émissions de substances au niveau du bassin	Le SCoT du Sisteronais-Buëch intègre les enjeux de réduction des pollutions diffuses et accidentelles liées aux substances dangereuses, en mobilisant plusieurs leviers complémentaires dans son PAS et son DOO. D'une part, l'urbanisation est strictement conditionnée à la capacité des réseaux d'assainissement à éviter les rejets non conformes dans les milieux sensibles. Cette exigence permet d'agir en amont des flux polluants. D'autre part, le DOO prévoit des mesures spécifiques dans les zones à enjeux (zones humides, têtes de bassin, proximité d'ICPE), en imposant une planification prudente, la maîtrise des rejets et la prévention des pollutions accidentelles. Par ailleurs, la gestion des eaux pluviales à la source (désimperméabilisation, infiltration contrôlée) limite le transfert des polluants vers les milieux aquatiques. Enfin, la stratégie foncière du SCoT, fondée sur la densification et la reconversion des friches, réduit l'exposition aux sols pollués et évite leur remobilisation, tout en intégrant les contraintes des sites industriels classés
	5C-02 Développer des approches territoriales pour réduire les émissions de substances dangereuses et le niveau d'imprégnation des milieux	
	5C-03 Réduire les pollutions que concentrent les agglomérations	
	5C-04 Conforter et appliquer les règles d'une gestion précautionneuse des travaux sur les sédiments aquatiques contaminés	
	5C-05 Maitriser et réduire l'impact des pollutions historiques	
	5C-06 Intégrer la problématique « substances dangereuses » dans le cadre des SAGE et des dispositifs contractuels	
	5C-07 Valoriser les connaissances acquises et assurer une veille scientifique sur les pollutions émergentes, pour guider l'action et évaluer les progrès accomplis	

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

4.2.3 - LES OBJECTIFS DU SDAGE RHÔNE-MEDITERRANEE 2022-2027

Orientations fondamentales	Dispositions	Articulation du SCoT (PAS et DOO)
OF 5D Lutter contre la pollution par les pesticides par des changements conséquents dans les pratiques actuelles	5D-01 Encourager les filières économiques favorisant les techniques de production pas ou peu polluantes	Ne concerne pas les SCoT.
	5D-02 Favoriser l'adoption de pratiques agricoles plus respectueuses de l'environnement en mobilisant les acteurs et outils financiers	
	5D-03 Instaurer une règlementation locale concernant l'utilisation des pesticides sur les secteurs à enjeux	
	5D-04 Engager des actions en zones non agricoles	
	5D-05 Réduire les flux de pollutions par les pesticides à la mer Méditerranée et aux milieux lagunaires	
OF 5E Évaluer, prévenir et maitriser les risques pour la santé humaine	5E-01 Protéger les ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable	

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

4.2.3 - LES OBJECTIFS DU SDAGE RHÔNE-MEDITERRANEE 2022-2027

Orientations fondamentales	Dispositions	Articulation du SCoT (PAS et DOO)
	5E-02 Délimiter les aires d'alimentation des captages d'eau potable prioritaires, pollués par les nitrates ou les pesticides, et restaurer leur qualité	Le SCoT du Sisteronais-Buëch prend pleinement en compte la protection de la santé humaine dans la définition de ses orientations et de ses prescriptions réglementaires. D'une part, la qualité de l'eau potable est assurée par la protection des aires d'alimentation des captages. Le DOO impose la cohérence des projets avec la disponibilité et la qualité de la ressource, ainsi que la préservation des périmètres de protection des captages. L'urbanisation y est encadrée, voire exclue si les conditions sanitaires ne sont pas réunies. D'autre part, les risques sanitaires liés à l'exposition aux polluants sont traités en limitant les rejets dans les milieux aquatiques (notamment via les prescriptions sur l'assainissement), en veillant à la qualité des sols sur les friches, et en évitant toute implantation sensible dans des zones à risques (ICPE, captages, zones inondables).
	5E-03 Renforcer les actions préventives de protection des captages d'eau potable	
	5E-04 Restaurer la qualité des captages d'eau potable pollués par les nitrates par des zones d'actions renforcées	
	5E-05 Réduire les pollutions du bassin versant pour atteindre les objectifs de qualité	
	5E-06 Prévenir les risques sanitaires de pollutions accidentelles dans les territoires vulnérables	
	5E-07 Porter un diagnostic sur les effets des substances sur l'environnement et la santé	
	5E-08 Réduire l'exposition des populations aux pollutions	

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

4.2.3 - LES OBJECTIFS DU SDAGE RHÔNE-MEDITERRANEE 2022-2027

Orientations fondamentales	Dispositions	Articulation du SCoT (PAS et DOO)
OF 6A Agir sur la morphologie et le décloisonnement pour préserver et restaurer les milieux aquatiques	6A-00 Préserver et restaurer les milieux aquatiques et humides avec une approche intégrée, en ciblant les solutions les plus efficaces	Plusieurs prescriptions du DOO permettent de répondre à ces dispositions du SDAGE : • Proscrire les installations photovoltaïques dans une bande inconstructible déterminée dans les documents d'urbanisme, ainsi que dans les zones d'aléas forts, afin de limiter l'impact sur les milieux aquatiques et de maintenir les capacités naturelles de rétention • Identifier et préserver les lacs, les cours d'eau et les zones humides en particulier au sein des secteurs pouvant être construits ou aménagés. • Identifier et protéger les Espaces de Bon Fonctionnement (EBF) des cours d'eau et des zones humides. Il s'agit d'un espace indispensable au maintien dans un bon état de fonctionnement d'une masse d'eau (cours d'eau et zones humides) sur le long terme : fonctions morphologiques (mobilité du cours d'eau) , hydrauliques (inondabilité, connexion cours d'eau / zones humides) biologiques (support de biodiversité), biogéochimiques (rôle tampon des milieux), hydrogréologiques (relation nappe et rivière). • Restaurer ou préserver les espaces de bon fonctionnement en encadrant la constructibilité dans ces zones. • Eviter toute construction ou aménagement dégradant l'intégrité physique des zones humides, même partiellement, leur fonctionnement hydraulique naturel, la biodiversité spécifique de ces zones humides et leur connexion transversale avec le cours d'eau (espaces de bon fonctionnement). Le SCoT du Sisteronais-Buëch prend appui sur une stratégie claire de préservation des trames bleues et de restauration des fonctionnalités naturelles des milieux aquatiques, conforme aux objectifs de l'OF 6A. D'une part, le DOO impose la préservation et la requalification des espaces de bon fonctionnement (EBF), et encadre strictement les interventions en lit majeur et zones humides. Toute opération doit intégrer la séquence « éviter, réduire, compenser », avec une priorité nette donnée à l'évitement. Cela contribue directement à la conservation de la morphologie naturelle des cours d'eau. D'autre part, le DOO encourage les démarches locales de restauration de la continuité écologique (aménagement ou suppression d'ouvrages, rétablissement du transit sédimentaire), en lien avec les syndicats de rivières. Il recommande également de prendre en compte les dynamiques d'élargissement naturel du lit mineur, soutenant ainsi les objectifs hydromorphologiques du SDAGE. Enfin, le SCoT articule ces principes avec la maîtrise foncière des milieux sensibles et la coordination intercommunale autour des projets de territoire, garantissant ainsi une mise en œuvre territorialisée des mesures du SDAGE.
	6A-01 Définir les espaces de bon fonctionnement des milieux aquatiques, humides, littoraux et eaux souterraines	
	6A-02 Préserver et restaurer les espaces de bon fonctionnement des milieux aquatiques	
	6A-03 Préserver les réservoirs biologiques et renforcer leur rôle à l'échelle des bassins versants	
	6A-04 Préserver et restaurer les rives de cours d'eau et plans d'eau, les forêts alluviales et ripisylves	
	6A-05 Restaurer la continuité écologique des milieux aquatiques	

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

4.2.3 - LES OBJECTIFS DU SDAGE RHÔNE-MEDITERRANEE 2022-2027

Orientations fondamentales	Dispositions	Articulation du SCoT (PAS et DOO)
	6A-06 Poursuivre la reconquête des axes de vie des poissons migrateurs et consolider le réseau de suivi des populations	
	6A-07 Mettre en œuvre une politique de gestion des sédiments	
	6A-08 Restaurer les milieux aquatiques en ciblant les actions les plus efficaces et en intégrant les dimensions économiques et sociologiques	
	6A-09 Évaluer l'impact à long terme des pressions et des actions de restauration sur l'hydromorphologie des milieux aquatiques	
	6A-10 Réduire les impacts des éclusées sur les cours d'eau pour une gestion durable des milieux et des espèces	
	6A-11 Améliorer ou développer la gestion coordonnée des ouvrages à l'échelle des bassins versants	
	6A-12 Maîtriser les impacts des nouveaux ouvrages	
	6A-13 Assurer la compatibilité des pratiques d'entretien des milieux aquatiques et d'extraction en lit majeur avec les objectifs environnementaux	
	6A-14 Maîtriser les impacts cumulés des plans d'eau	
	6A-15 Formaliser et mettre en œuvre une gestion durable des plans d'eau	
	6A-16 Mettre en œuvre une politique de préservation et de restauration du littoral et du milieu marin pour la gestion et la restauration physique des milieux	
OF 6B Préserver, restaurer et gérer les zones humides	6B-01 Préserver, restaurer, gérer les zones humides et mettre en œuvre des plans de gestion stratégique des zones humides dans les territoires pertinents	

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

4.2.3 - LES OBJECTIFS DU SDAGE RHÔNE-MEDITERRANEE 2022-2027

Orientations fondamentales	Dispositions	Articulation du SCoT (PAS et DOO)
	6B-02 Mobiliser les outils financiers, fonciers et environnementaux en faveur des zones humides	Le DOO impose une stricte protection des zones humides inventoriées, avec une inconstructibilité par défaut et une exigence systématique de justification en cas de projet. Il impose également le respect de la séquence éviter, réduire, compenser, avec des mesures de compensation renforcées lorsqu'un impact est avéré.Le document favorise la reconquête écologique de ces milieux à travers des prescriptions sur la renaturation, la désimperméabilisation et la maîtrise foncière. Il recommande aussi l'association des syndicats GEMAPI dans l'élaboration des PLU pour garantir une gestion cohérente à l'échelle des bassins versants
	6B-03 Préserver les zones humides en les prenant en compte dans les projets	
	6B-04 Poursuivre l'information et la sensibilisation des acteurs par la mise à disposition et le porter à connaissance	
OF 6C Intégrer la gestion des espèces de la faune et de la flore dans les politiques de gestion de l'eau	6C-01 Mettre en œuvre une gestion planifiée du patrimoine piscicole d'eau douce	Le DOO impose la prise en compte des trames bleues et vertes dans les documents d'urbanisme, avec une attention particulière portée à la continuité écologique et aux espaces de bon fonctionnement. Cette exigence garantit le maintien des habitats favorables à la faune et à la flore dépendantes de l'eau.Les zones humides, habitats essentiels à la biodiversité, bénéficient d'une protection réglementaire renforcée dans le DOO, tandis que les projets d'urbanisation sont conditionnés à des mesures d'évitement et de compensation ciblées. Le DOO recommande aussi l'articulation avec les acteurs de la gestion écologique (GEMAPI, syndicats de rivières, PNR), et avec les zonages environnementaux (Natura 2000, ZNIEFF), pour assurer une cohérence entre les choix d'aménagement et les enjeux de conservation des espèces.
	6C-02 Gérer les espèces autochtones en cohérence avec l'objectif de bon état des milieux	
	6C-03 Organiser une gestion préventive et raisonnée des espèces exotiques envahissantes, adaptée à leur stade de colonisation et aux caractéristiques des milieux aquatiques et humides	
	6C-04 Préserver le milieu marin méditerranéen de l'introduction d'espèces exotiques envahissantes	
OF 7 Atteindre et préserver l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir	7-01 Élaborer et mettre en œuvre les plans de gestion de la ressource en eau	Le SCoT du Sisteronais-Buëch prend explicitement en compte les équilibres quantitatifs de la ressource en eau, tant pour l'eau potable que pour les milieux naturels, en cohérence avec les principes de l'OF 7 Le DOO conditionne l'ouverture à l'urbanisation à la disponibilité effective de la ressource et à la capacité de production et de distribution d'eau potable. Il impose aussi que les zones déficitaires fassent l'objet d'un encadrement renforcé : priorisation des mises aux normes, gestion économe, et interdiction d'extensions urbaines sans démonstration de la compatibilité avec les capacités hydrauliques locales. Il soutient également des pratiques agricoles sobres en eau, la réduction des prélèvements individuels (notamment pour les piscines), et encourage la mobilisation de solutions de substitution ou de stockage local si nécessaire.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

4.2.3 - LES OBJECTIFS DU SDAGE RHÔNE-MEDITERRANEE 2022-2027

Orientations fondamentales	Dispositions	Articulation du SCoT (PAS et DOO)
	7-02 Démultiplier les économies d'eau	
	7-03 Recourir à des ressources de substitution dans le cadre de projets de territoire	
	7-04 Anticiper face aux effets du changement climatique	
	7-05 Rendre compatibles les politiques d'aménagement du territoire et les usages avec la disponibilité de la ressource	
	7-06 Mieux connaitre et encadrer les prélèvements à usage domestique	
	7-07 S'assurer du retour l'équilibre quantitatif en s'appuyant sur les principaux points de confluence du bassin et les points stratégiques de référence pour les eaux superficielles et souterraines	
	7-08 Développer le pilotage des actions de résorption des déséquilibres quantitatifs à l'échelle des périmètres de gestion	
	7-09 Renforcer la concertation locale en s'appuyant sur les instances de gouvernance de l'eau	
-HMOF 8 Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques	8-01 Préserver les champs d'expansion des crues	Le SCoT du Sisteronais-Buëch anticipe les risques d'inondation en intégrant dans son DOO des prescriptions qui limitent strictement l'urbanisation dans les zones exposées, notamment celles à aléa fort ou modéré. Toute constructibilité y est conditionnée à l'absence de risque aggravé et à une compatibilité avec les objectifs des PPRI et du SDAGE.Le DOO impose aussi la préservation des espaces de bon fonctionnement des cours d'eau et des zones naturelles d'expansion des crues, en cohérence avec les dynamiques naturelles du territoire. Il encourage la désimperméabilisation, la restauration morphologique, et l'implantation de projets hors zones vulnérables. Ces mesures sont renforcées par une coordination obligatoire avec les gestionnaires GEMAPI et les données hydrauliques locales, pour garantir la cohérence entre urbanisme, prévention des risques et préservation des milieux
	8-02 Rechercher la mobilisation de nouvelles capacités d'expansion des crues	
	8-03 Éviter les remblais en zones inondables	

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

4.2.3 - LES OBJECTIFS DU SDAGE RHÔNE-MEDITERRANEE 2022-2027

Orientations fondamentales	Dispositions	Articulation du SCoT (PAS et DOO)
	8-04 Limiter la création et la rehausse des ouvrages de protection aux secteurs à risque fort et présentant des enjeux importants	
	8-05 Limiter le ruissellement à la source	
	8-06 Favoriser la rétention dynamique des écoulements	
	8-07 Restaurer les fonctionnalités naturelles des milieux qui permettent de réduire les crues et les submersions marines	
	8-08 Préserver et améliorer la gestion de l'équilibre sédimentaire	
	8-09 Gérer la ripisylve en tenant compte des incidences sur l'écoulement des crues et la qualité des milieux	
	8-10 Développer des stratégies de gestion des débits solides dans les zones exposées à des risques torrentiels	
	8-11 Identifier les territoires présentant un risque important d'érosion	
	8-12 Traiter de l'érosion littorale dans les stratégies locales exposées à un risque important d'érosion	

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

4.2.4 - LES OBJECTIFS DU SAGE DE LA DURANCE

Article L131-1
Modifié par Ordonnance n°2020-745 du 17 juin 2020 - art. 1
Les schémas de cohérence territoriale prévus à l'article L. 141-1 sont compatibles avec :
9° Les objectifs de protection définis par les schémas d'aménagement et de gestion des eaux prévus à l'article L. 212-3 du code de l'environnement ;

Le SAGE est en cours d'élaboration et n'est pas suffisamment avancé pour permettre l'analyse de l'articulation du SCoT.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

4.2.5 - LES OBJECTIFS DU SCHEMA REGIONAL DES CARRIERES (SRC) PACA

Article L131-1
Modifié par Ordonnance n°2020-745 du 17 juin 2020 - art. 1
Les schémas de cohérence territoriale prévus à l'article L. 141-1 sont compatibles avec :
11° Les dispositions particulières aux zones de bruit des aérodromes prévues à l'article L. 112-4 ;

Orientations	Mesures	Pilotes	Articulation du SCoT
Orientation transversale : créer un observatoire des ressources minérales et développer la formation	Mesure n° 1 – Créer un observatoire des ressources minérales	DREAL	Le SCoT n'est pas concerné.
	Mesure n° 2 – Former et informer les acteurs de la planification territoriale (collectivités, État, CCI, etc.)	DREAL	Le SCoT n'est pas concerné.
	Mesure n° 3 – Former et informer les professionnels utilisateurs (entreprises du BTP, maitres d'œuvre)	DREAL	Le SCoT n'est pas concerné.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

4.2.5 - LES OBJECTIFS DU SCHEMA REGIONAL DES CARRIERES (SRC) PACA

Intégrer l'approvisionnement en ressources minérales dans la planification du territoire	Mesure n° 4 – Tendre, à l'échelle des SCOT et à défaut des PLUi, vers l'autonomie en granulats communs	Collectivités	Dans un territoire à dominante rurale comme celui du Sisteronais-Buëch, les matériaux issus des carrières sont indispensables à la réalisation des projets d'aménagement, qu'il s'agisse de logements, de voiries ou d'équipements publics. Les orientations du SCoT, traduites à la fois dans le PAS et dans les prescriptions du DOO et du DAACL, s'attachent à répondre à cette nécessité en intégrant pleinement les objectifs du Schéma Régional des Carrières, en particulier ceux relatifs à l'autonomie en granulats et à la gestion durable de l'activité extractive. Le projet de SCoT identifie la filière des matériaux du sous-sol comme une filière stratégique pour le territoire. Il en reconnaît la contribution à l'autonomie constructive locale (mesure 4 du SRC), et l'inscrit dans une logique d'équilibre entre la satisfaction des besoins et la préservation des ressources (mesure 5). Ce positionnement se traduit par un objectif clair : sécuriser l'approvisionnement local tout en maîtrisant l'empreinte environnementale et spatiale des carrières. Les prescriptions du DOO viennent préciser ce cadre. Elles prévoient la possibilité de maintenir, de renouveler et, si nécessaire, d'étendre les carrières existantes, notamment sur les quatre sites identifiés de Ventavon, Lazer, La Bâtie-Montsaléon et Le Poët. Elles encadrent également l'ouverture de nouveaux sites, en exigeant une justification argumentée du besoin, en cohérence avec la mesure 7 du SRC. Ce choix a été préféré à une relocalisation de la production hors territoire, qui aurait accru les flux de transport et dégradé le bilan environnemental global. Elles définissent les modalités d'approvisionnement en ressources minérales, autres que les granulats communs, afin de contribuer au maintien de l'autonomie régionale,
	Mesure n° 5 – Analyser l'équilibre production/besoin du territoire en granulats communs à l'échelle du SCOT et défaut du PLU(i), et définir les actions permettant d'atteindre l'autonomie territoriale en granulats communs	Collectivités	
	Mesure n° 6 – Définir, à l'échelle des SCOT et à défaut des PLU(i), les modalités d'approvisionnement en ressource minérale, autres que les granulats communs, afin de contribuer au maintien de l'autonomie régionale, voire nationale	Collectivités	
	Mesure n° 7 – Justifier l'opportunité d'un projet de carrière au regard des objectifs d'autonomie du territoire	Carriers	
	Mesure n° 8 – Analyser toute demande d'autorisation d'exploiter une carrière en fonction des besoins identifiés dans le SRC à l'échelle territoriale de référence	DREAL	
	Mesure n° 9 – Préserver, dans les documents d'urbanisme, l'accès aux gisements d'intérêt national ou régional	Collectivités	
	Mesure n° 10 – Planifier l'approvisionnement des grands chantiers	Maitres d'ouvrages des grands chantiers	

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

4.2.5 - LES OBJECTIFS DU SCHEMA REGIONAL DES CARRIERES (SRC) PACA

			voire nationale (mesure 6) et préservent l'accès au gisements d'intérêt régional et national (mesure 9). Le SCoT n'ignore pas pour autant les impacts de cette activité : il impose des conditions d'insertion paysagère, de maîtrise des flux de camions, et de respect des masses d'eau, souterraines comme superficielles. L'approvisionnement en granulats repose aussi sur le développement des matériaux recyclés : des prescriptions encouragent l'installation de plateformes de valorisation des déchets du BTP, répondant ainsi à la mesure 14 du SRC. Enfin, la gestion de l'après-carrière est anticipée : le SCoT demande des projets de réaménagement intégrant des fonctions écologiques, agricoles ou paysagères, rejoignant ainsi les mesures 55 à 59 du SRC. Le territoire ne se limite pas à extraire ; il prévoit, dès l'amont, comment restituer les sites à un usage utile et soutenable.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

4.2.5 - LES OBJECTIFS DU SCHEMA REGIONAL DES CARRIERES (SRC) PACA

Économiser la ressource et développer le recyclage	Mesure n° 11 – Justifier les quantités à exploiter	Carriers	Le SCoT n'est pas concerné.
	Mesure n° 12 – Préciser les quantités extraites et leurs usages dans les arrêtés d'autorisation	DREAL	Le SCoT n'est pas concerné.
	Mesure n° 13 – Ajuster les extractions en matériaux pour couche de roulement au besoin régional identifié	DREAL	Le SCoT n'est pas concerné.
	Mesure n° 14 – Encourager le développement des pôles matériaux dans les documents d'urbanisme	Collectivités	L'approvisionnement en granulats repose aussi sur le développement des matériaux recyclés : des prescriptions encourageant l'installation de plateformes de valorisation des déchets BTP, répondant ainsi à la mesure 14 du SRC. Prescription 125
	Mesure n° 15 – étudier la possibilité d'intégrer des installations de tri/recyclage dans tout projet de carrière	Carriers	Le SCoT n'est pas concerné.
	Mesure n° 16 – Réaménager les carrières avec des déchets inertes ultimes	Carriers	Le SCoT n'est pas concerné.
	Mesure n° 17 – Augmenter significativement l'usage des ressources secondaires	Maitres d'ouvrages	Le SCoT n'est pas concerné.
	Mesure n° 18 – Qualifier les matériaux in situ dans le cadre des chantiers de déconstruction et des grands travaux	Maitres d'ouvrages des grands chantiers	Le SCoT n'est pas concerné.
	Mesure n° 19 – Développer l'emploi des matériaux recyclés via les marchés publics	Maitres d'ouvrages	Le SCoT n'est pas concerné.
	Mesure n° 20 – Développer l'usage des matériaux biosourcés locaux en cohérence avec le schéma régional de la biomasse	Maitres d'ouvrages	Le SCoT n'est pas concerné.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

4.2.5 - LES OBJECTIFS DU SCHEMA REGIONAL DES CARRIERES (SRC) PACA

Optimiser les transports et limiter les émissions de gaz à effet de serre et de polluants	Mesure n° 21 – Optimiser les transports routiers de matériaux dans les chantiers	Maitres d'ouvrages	Le SCoT n'est pas concerné.
	Mesure n° 22 – Optimiser les transports dans le cadre des projets de carrières	Carriers	Le SCoT n'est pas concerné.
	Mesure n° 23 – Renouveler les flottes de véhicules	MO et carriers	Le SCoT n'est pas concerné.
	Mesure n° 24 – Prendre en compte les carrières et les pôles matériaux dans le développement des stations services multi-énergie	Collectivités	Le SCoT ne se positionne pas.
	Mesure n° 25 – Développer les transports alternatifs à la route	Carriers	Le SCoT n'est pas concerné.
	Mesure n° 26 – Développer le transport des matériaux par voies maritimes et fluviales	MO	Le SCoT n'est pas concerné.
	Mesure n° 27 – Intégrer les carrières dans les schémas de la logistique	Collectivités	Le SCoT ne se positionne pas.
	Mesure n° 28 – Développer les transports alternatifs au sein des carrières	Carriers	Le SCoT n'est pas concerné.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

4.2.5 - LES OBJECTIFS DU SCHEMA REGIONAL DES CARRIERES (SRC) PACA

Préserver les enjeux du territoire	Mesure n° 29 – Prendre en compte les enjeux environnementaux dans le développement des projets de carrières	CT, carriers	Le SCoT n'est pas concerné.
	Mesure n° 30 – Tenir compte des secteurs de continuité écologique pour la planification des carrières	CT, carriers	
	Mesure n° 31 – Prendre en compte les chartes de PNR dans le développement des carrières	CT, carriers	
	Mesure n° 32 – Consulter les PNR sur tout projet concernant leur territoire	DREAL	
	Mesure n° 33 – Prendre en compte, en privilégiant l'évitement, les zones de sauvegarde de la ressource en eau pour le développement des carrières	CT, carriers	
	Mesure n° 34 – Prendre en compte les périmètres de protection des captages dans le développement des carrières	CT, carriers	
	Mesure n° 35 – Prendre en compte, en privilégiant l'évitement, les zones agricoles pour le développement des carrières	CT, carriers	
	Mesure n° 36 – Préserver le cadre de vie dans la planification des carrières	Collectivités	
	Mesure n° 37 – Préserver le cadre de vie dans les projets de carrières	Carriers	
	Mesure n° 38 – S'assurer de la bonne mise en œuvre de la séquence ERC	DREAL	
	Mesure n° 39 – Inscrire les mesures ERCas dans l'arrêté d'autorisation environnementale	DREAL	
	Mesure n° 40 – Analyser les effets du projet de carrière sur les fonctionnalités écologiques	Carriers	
	Mesure n° 41 – Démontrer et assurer l'absence d'impact du projet de carrière sur les zones de sauvegarde de la ressource en eau		
	Mesure n° 42 – Démontrer l'absence d'impact du projet de carrière sur la préservation des captages d'eau potable		
	Mesure n° 43 – Analyser les effets du projet de carrière sur les milieux aquatiques et les masses d'eau, et les minimiser afin de garantir une absence de dégradation des masses d'eau		
	Mesure n° 44 – Réaliser une étude paysagère pour tout projet de carrière		
	Mesure n° 45 – Intégrer la préservation et la valorisation du patrimoine géologique dans les projets de carrière		
	Mesure n° 46 – Analyser les effets du projet de carrière sur l'agriculture et la sylviculture et les minimiser		
	Mesure n° 47 – Prendre en compte les risques naturels dans les projets de carrières		

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

4.2.5 - LES OBJECTIFS DU SCHEMA REGIONAL DES CARRIERES (SRC) PACA

Prendre en compte l'environnement dans l'exploitation des carrières – Réhabiliter les sites	Mesure n° 48 – Contrôler les exploitations de carrière	DREAL	Le DOO demande que les plans de réaménagement de carrières doivent intégrer des critères de réversibilité et de multifonctionnalités des sites ; ils devront favoriser la plus-value environnementale (biodiversité) par des réaménagements adaptés. Le DOO recommande de réaliser des phases de concertation entre les acteurs (carriers, acteurs locaux) en amont du projet et durant l'exploitation ainsi q'une coordination des phases de restitution (associations naturalites, cadre de vie, profession agricole, échelle intercommunale...). L'activité et le développement des carrières est valoriser au sein des documents locaux grâce à la prescription d'un zonage spécifique, hormis pour les installations et constructions nécessaires aux activités agricoles existantes.
	Mesure n° 49 – Mettre en œuvre la charte environnement de l'UNICEM	Carriers	
	Mesure n° 50 – Intégrer la biodiversité dans l'exploitation des carrières	Carriers	
	Mesure n° 51 – Minimiser l'usage de l'eau dans l'exploitation des carrières et limiter les impacts des écoulements	Carriers	
	Mesure n° 52 – Minimiser les impacts sur les exploitations agricoles	Carriers	
	Mesure n° 53 – Gérer durablement les forêts sur les sites d'exploitation	Carriers	
	Mesure n° 54 – Gérer l'exploitation en préservant le cadre de vie des riverains	Carriers	
	Mesure n° 55 – Définir un projet de remise en état de la carrière en lien avec les enjeux du territoire et apportant une plus-value environnementale à l'état initial du site	Carriers, CT	
	Mesure n° 56 – Réaménager la carrière au fil de son exploitation	Carriers	
	Mesure n° 57 – Assurer l'information du comité de suivi de la carrière	Carriers	
	Mesure n° 58 – Pour les sites de carrières faisant l'objet d'un remblaiement, assurer la compatibilité du remblaiement avec la préservation de la ressource en eau et des enjeux liés à l'eau	Carriers	
	Mesure n° 59 – Contrôler les conditions de remblaiement des carrières en zone à enjeu pour la ressource en eau	DREAL	

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

4.2.5 - LES OBJECTIFS DU SCHEMA REGIONAL DES CARRIERES (SRC) AURA

Orientations	Mesures	Pilotes
I Limiter le recours aux ressources minérales primaires.	I.1 Promouvoir des projets peu consommateurs en matériaux	Le SCoT du Sisteronais-Buëch intègre de manière explicite les objectifs de sobriété en matériaux bruts dans son projet d'aménagement. Le PAS affirme une volonté de mobiliser les ressources du sous-sol dans une logique raisonnée, en s'appuyant sur les matériaux recyclés, la proximité des bassins de consommation, et l'optimisation des gisements déjà en activité. Cette orientation se décline dans le DOO à travers plusieurs prescriptions ciblées. D'une part, le document prévoit la création de plateformes de recyclage des matériaux de chantier, en articulation avec les zones d'activités économiques existantes, répondant directement à la mesure I.2 du SRC AURA sur l'offre de recyclage en carrières. D'autre part, le SCoT soutient les implantations de tri et de transit de matériaux dans les secteurs accessibles, proches des axes logistiques, ce qui s'inscrit pleinement dans la mesure I.3 visant la proximité avec les bassins de consommation. Enfin, les extensions de carrières ou les nouveaux projets ne sont autorisés qu'à titre subsidiaire, et sous condition de démontrer le besoin au regard de la disponibilité des ressources secondaires. Ce principe rejoint les logiques d'optimisation portées par la mesure I.4 du SRC, en évitant toute extraction superflue sur des gisements primaires peu valorisés. Le choix du territoire de s'inscrire dans une logique de filière circulaire, avec des ressources alternatives intégrées dès la planification, a été préféré à un modèle linéaire d'exploitation qui aurait fragilisé ses équilibres écologiques et logistique
	I.2 Renforcer l'offre de recyclage en carrières	
	I.3 Maintenir et favoriser les implantations de regroupement, tri, transit et recyclage des matériaux et déchets valorisables s'insérant dans une logistique de proximité des bassins de consommation	
	I.4 Optimiser l'exploitation des gisements primaires	

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

4.2.5 - LES OBJECTIFS DU SCHEMA REGIONAL DES CARRIERES (SRC) AURA

II Privilégier le renouvellement et/ou l'extension des carrières autorisées sous réserve des orientations VI, VII et X du schéma		Le SCoT du Sisteronais-Buëch adopte une position cohérente avec l'orientation II du SRC AURA en favorisant la pérennisation des sites d'exploitation existants plutôt que la création de nouveaux fronts de taille non maîtrisés. Cette logique repose sur un équilibre entre sécurité foncière pour les exploitants, protection des milieux sensibles et sobriété foncière. Dans les prescriptions du DOO, les sites actuels de Ventavon, Lazer, La Bâtie-Montsaléon et Le Poët sont identifiés comme pouvant faire l'objet de renouvellement ou d'extension, à condition de répondre à des exigences techniques précises : étude d'impact actualisée, justification des besoins territoriaux, respect des périmètres environnementaux sensibles et intégration paysagère. Ces conditions rejoignent les réserves énoncées par les orientations VI, VII et X du SRC, notamment l'évitement des zones à haute valeur écologique, la prise en compte de la ressource en eau et des corridors écologiques. Cette stratégie évite ainsi l'ouverture de sites diffus et non maîtrisés, qui auraient pu entraîner des conflits d'usage, un mitage du territoire et des impacts cumulatifs non anticipés En parallèle, le SCoT recommande d'exploiter au mieux les capacités restantes des sites en activité, dans le respect de la ressource, et d'encourager le recyclage pour limiter la pression sur les ressources vierges.
IX Prendre en compte les enjeux agricoles dans les projets		Le SCoT n'est pas concerné.
X Préserver les intérêts liés à la ressource en eau	X.1 Compatibilité des projets avec le SDAGE et les SAGE	Le SCoT n'est pas concerné.
	X.2 Éviter et réduire l'exploitation d'alluvions récentes	Le SCoT n'est pas concerné.
	X.3 Cas particulier dans les départements de l'Allier, du Puy-de-Dôme et de la Haute-Loire.	Le SCoT n'est pas concerné.
XI Inscrire dans la durée et la gouvernance locale la restitution des sites au milieu naturel	XI.1 Expérimenter et promouvoir les dispositifs permettant d'inscrire dans la durée la restitution au milieu naturel	Le SCoT n'est pas concerné.
	XI.2 Expérimenter un cadre d'autorisation permettant des options de remise en état concertées au fil du temps	Le SCoT n'est pas concerné.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

4.2.5 - LES OBJECTIFS DU SCHEMA REGIONAL DES CARRIERES (SRC) AURA

XII Permettre l'accès effectif aux gisements d'intérêt nationaux et régionaux		Le SCoT du Sisteronais-Buëch reconnaît l'importance stratégique des ressources minérales, en particulier celles identifiées comme d'intérêt national ou régional par le Schéma Régional des Carrières. Cette reconnaissance se traduit dans une série de prescriptions précises intégrées au DOO. D'une part, le SCoT inscrit dans son PAS l'objectif de contribuer à l'autonomie constructive régionale, en valorisant les potentialités extractives locales tout en encadrant strictement leur exploitation. Cette orientation générale se décline dans le DOO, qui prévoit explicitement l'approvisionnement en ressources minérales autres que les granulats communs, dès lors que ces ressources contribuent à maintenir l'autonomie régionale, voire nationale D'autre part, le DOO propose la création de zones spécifiques dans le zonage réglementaire, dédiées aux carrières identifiées comme stratégiques par le SRC (prescription 128, recommandation 50). Cette disposition vise à garantir une lisibilité réglementaire pour les collectivités comme pour les opérateurs, et à éviter que l'urbanisation future ne compromette l'accès à ces gisements. Le SCoT impose par ailleurs que toute exploitation soit conditionnée à une évaluation environnementale rigoureuse, et à l'adéquation du projet avec les orientations du SRC, ce qui permet de répondre aux enjeux de conciliation entre extraction et protection des milieux sensible.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

4.2.6 - LA CHARTE DU PNR DES BARONNIES-PROVENCALES

Article L131-1
Modifié par Ordonnance n°2020-745 du 17 juin 2020 - art. 1
Les schémas de cohérence territoriale prévus à l'article L. 141-1 sont compatibles avec :
6° Les chartes des parcs naturels régionaux prévues à l'article L. 333-1 du code de l'environnement ;

Dispositions du PNR	Articulation du SCoT
FONDER L'ÉVOLUTION DES BARONNIES PROVENÇALES SUR LA PRÉSERVATION ET LA VALORISATION DES DIFFÉRENTS ATOUTS NATURELS ET HUMAINS	
Améliorer les connaissances sur le patrimoine naturel	Le SCoT n'est pas concerné.
Préserver les milieux naturels et les espèces remarquables pour contribuer au maintien et à l'enrichissement de la biodiversité	Le PAS intègre la préservation des réservoirs écologiques comme enjeu structurant de son modèle d'aménagement. Le DOO interdit ou conditionne fortement l'urbanisation dans les milieux sensibles et impose des mesures de compensation lorsqu'une atteinte résiduelle est avérée. Il consacre également la continuité écologique comme principe transversal du projet de territoire. Ces orientations s'inscrivent directement dans la logique du PNR. Le SCoT ne se limite pas à protéger les espaces remarquables. Il valorise aussi les paysages et milieux du quotidien, fonds de vallées, plaines agricoles, maillages bocagers, à travers une approche qualitative de l'aménagement. Le DOO précise l'importance de l'intégration paysagère, même hors périmètre protégé, et soutient les continuités agro-naturelles ordinaires, rejoignant ainsi les objectifs du PNR. Le DOO encourage une gestion fine des marges urbaines, des interfaces agri-naturelles et des corridors écologiques. Il recommande des pratiques comme la conservation des haies, la fauche tardive, ou encore la désimperméabilisation, pour renforcer la fonctionnalité écologique du territoire. L'articulation avec les trames bleue et verte est systématisée à l'échelle intercommunale.
Préserver la qualité des espaces ordinaires	
Soutenir une gestion de l'espace favorable à la biodiversité et à la fonctionnalité des milieux	
Expérimenter et innover pour conserver la lavande et les autres marqueurs territoriaux d'un paysage de senteurs et de saveurs	Le SCoT n'est pas concerné.
Favoriser des pratiques agricoles et pastorales concourant à la richesse des paysages	Le SCoT n'est pas concerné.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

4.2.6 - LA CHARTE DU PNR DES BARONNIES-PROVENCALES

Connaître la ressource et organiser durablement son usage Valoriser l'eau comme ressource patrimoniale Fédérer et innover pour garantir l'exigence d'excellence de la qualité de l'eau et des milieux aquatiques	Concernant la ressource en eau, le SCoT met en place une logique de sobriété et de régulation. Le DOO encadre les prélèvements, impose une compatibilité avec les capacités des nappes et réseaux, et intègre les périmètres de captage à la stratégie d'urbanisation. Cette gestion durable rejoint l'approche défendue par le PNR. Le PAS et le DOO inscrivent l'eau non seulement comme ressource fonctionnelle mais aussi comme élément d'identité territoriale. Le DOO encourage la reconquête des ripisylves, la renaturation des berges et l'intégration paysagère des réseaux d'eau, dans une logique de valorisation esthétique et patrimoniale. Le SCoT impose des prescriptions rigoureuses sur l'assainissement, la gestion des eaux pluviales, la protection des zones humides et des périmètres de captage. Il privilégie les solutions fondées sur la nature et conditionne tout projet à sa compatibilité avec les capacités environnementales du territoire. Cette exigence de qualité rejoint parfaitement l'ambition du PNR.
RELOCALISER UNE ÉCONOMIE FONDÉE SUR L'IDENTITÉ ET LA VALORISATION DES RESSOURCES TERRITORIALES	
Construire et partager une connaissance des patrimoines culturels matériels Renouveler l'approche des patrimoines paysagers caractéristiques des Baronnies Provençales	Le PAS reconnaît l'importance du patrimoine bâti, vernaculaire et paysager dans l'identité du Sisteronais-Buëch. Le DOO impose l'identification et la valorisation des formes urbaines traditionnelles, notamment à travers des prescriptions de protection, de restauration et d'insertion dans les documents d'urbanisme locaux. Le DOO identifie les grands ensembles paysagers et les valorise à travers des prescriptions exigeant leur protection visuelle, fonctionnelle et identitaire. L'intégration paysagère est une exigence systématique pour les nouvelles constructions et les installations techniques. La carte paysagère du DOO identifie les patrimoines paysagers emblématiques.
Partager la connaissance des patrimoines immatériels culturels associés aux usages du territoire	Le PAS met en avant les savoir-faire ruraux (agriculture, élevage, artisanat, senteurs) comme des ressources culturelles territoriales. Le DOO prévoit leur valorisation à travers le soutien aux circuits courts, à l'agritourisme et aux formes d'accueil intégrant les traditions locales (fermes pédagogiques, routes thématiques, marchés de producteurs)
Promouvoir par l'éveil des sens, une « destination nature » qui a du sens	Le SCoT développe une stratégie touristique fondée sur l'authenticité des paysages, des produits et des modes de vie. Il soutient l'agritourisme, les hébergements à thème et les initiatives centrées sur les patrimoines sensoriels, rejoignant directement les objectifs du PNR

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

LA CONSTRUCTION DU DOO

4.2- Articulation avec les documents cadres

4.2.6 - LA CHARTE DU PNR DES BARONNIES-PROVENCALES

Faire du Parc une zone pilote de tourisme durable	Le DOO consacre un volet entier aux activités de pleine nature (randonnée, VTT, vol libre), avec des prescriptions sur leur encadrement spatial, paysager et environnemental. Le SCoT privilégie les équipements sobres et réversibles, connectés aux mobilités douces et intégrés aux paysages. Il structure ainsi un tourisme durable inscrit dans les valeurs du PNR
Structurer et qualifier l'offre de randonnées	Le DOO prévoit de structurer les itinéraires de randonnée en s'appuyant sur les vallées, les anciennes voies, les belvédères et les éléments patrimoniaux. Il recommande leur inscription dans les documents d'urbanisme, avec signalétique adaptée, et appelle à la concertation avec les politiques cyclables et piétonnes en cours
Organiser et promouvoir une pratique éco-responsable de l'escalade et du vol libre	Les prescriptions 143 et 144 du DOO reconnaissent explicitement l'escalade et le vol libre comme pratiques structurantes pour le territoire. Elles en conditionnent le développement à une insertion paysagère soignée, à la préservation de la biodiversité et à une gestion concertée des sites
Adapter l'agriculture aux évolutions climatiques, sociétales et économiques	Le SCoT soutient les transitions agroécologiques, la relocalisation des filières, et la diversification des productions. Il prévoit des conditions d'installation, de transformation et de valorisation des produits agricoles, notamment en lien avec la structuration de l'agritourisme et des circuits courts
Redonner une valeur économique au territoire forestier	Le DOO prévoit une meilleure articulation entre forêt, sylviculture, économie locale et gestion des risques. Il reconnaît les fonctions multifonctionnelles de la forêt et en fait un levier de développement, via des prescriptions de valorisation des ressources ligneuses locales, notamment pour la filière bois-énergie
Viser l'excellence des savoir-faire pour un habitat écologiquement performant et socialement accessible	Le SCoT promeut une architecture bioclimatique, l'utilisation de matériaux biosourcés, et l'intégration des constructions dans le tissu local. Les prescriptions du DOO encouragent les rénovations de qualité, adaptées aux besoins sociaux et à l'identité constructive du territoire
Accueillir de nouveaux actifs en facilitant la pluriactivité, le développement du télétravail	Le PAS prévoit une offre diversifiée de logements et d'équipements pour attirer de nouveaux actifs. Le DOO soutient le développement de tiers-lieux, d'espaces de coworking et d'habitat adapté aux nouvelles formes d'activité, en lien avec les mobilités alternatives et les services numériques

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

LA CONSTRUCTION DU DOO

4.2- Articulation avec les documents cadres

4.2.6 - LA CHARTE DU PNR DES BARONNIES-PROVENCALES

CONCEVOIR UN AMÉNAGEMENT COHÉRENT, SOLIDAIRE ET DURABLE DES BARONNIES PROVENÇALES	
Accompagner le développement d'un urbanisme rural en maîtrisant la consommation foncière	Le PAS du SCoT inscrit clairement l'objectif de tendre vers zéro artificialisation nette à horizon 2050, avec une trajectoire dégressive chiffrée selon les zones Sud-PACA et AURA. Le DOO impose la densification des espaces urbanisés existants, la lutte contre l'habitat diffus et la préservation active des espaces agricoles et forestiers. Toute ouverture à l'urbanisation est subordonnée à des critères de sobriété et de justification territoriale
Favoriser des projets d'aménagements cohérents et solidaires	Le SCoT organise une hiérarchisation des centralités (pôles structurants, relais, villages) qui permet une répartition équilibrée des projets. Le DOO impose une cohérence entre localisation, besoins identifiés, dessertes, accessibilité et qualité paysagère. Les projets portés par les communes doivent aussi répondre à des critères de solidarité foncière et de mutualisation d'équipements, notamment à travers l'enveloppe intercommunale de solidarité prévue pour les opérations d'intérêt collectif
Expérimenter une politique du logement source de revitalisation conciliant identité architecturale et éco-construction	Le PAS valorise les formes urbaines traditionnelles comme levier d'attractivité, en lien avec une stratégie de réhabilitation, de reconquête des centres-bourgs et de logement adapté aux nouvelles attentes. Le DOO impose des prescriptions architecturales, paysagères et environnementales, intégrant l'écoconstruction, les matériaux biosourcés, la performance énergétique et la compatibilité avec le tissu bâti existant
Promouvoir la sobriété énergétique et s'adapter aux évolutions climatiques et énergétiques	Le SCoT place la transition énergétique au cœur de son projet. Le PAS prévoit la rénovation thermique, l'écoconception et la production locale d'énergie. Le DOO décline ces objectifs à travers un volet énergie-climat structuré : amélioration des performances du parc bâti, soutien aux filières bois et énergies renouvelables, adaptation au climat via les formes urbaines, désimperméabilisation et confort d'été. Ces mesures sont en cohérence directe avec les orientations du PNR sur la résilience énergétique et climatique des territoires ruraux
Concevoir et animer un développement des énergies renouvelables maîtrisé et partagé par les acteurs du territoire	Le PAS du SCoT inscrit le développement des énergies renouvelables dans une logique de sobriété, d'intégration paysagère et de projet de territoire. Le DOO encadre très strictement les conditions d'implantation : toitures et sites artificialisés privilégiés, préservation des paysages sensibles et agricoles, incitation aux projets citoyens ou collectifs, et adaptation aux besoins locaux. Ce cadre rejoint la volonté du PNR de concilier transition énergétique et appropriation locale du développement

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

4.2.6 - LA CHARTE DU PNR DES BARONNIES-PROVENCALES

Favoriser une répartition géographique et saisonnière des activités culturelles	Le SCoT identifie la culture comme facteur d'attractivité et de lien social, en lien avec les saisons touristiques mais aussi avec les besoins permanents des habitants. Le DOO soutient les projets culturels dans les polarités secondaires et les communes relais, favorise l'usage partagé des équipements, et encourage des programmations adaptées à la diversité des publics et des rythmes territoriaux
Conforter les acteurs culturels par le développement d'outils communs	Le DOO prévoit l'intégration des enjeux culturels dans les stratégies de développement local, par la mutualisation d'équipements, la gestion intercommunale de lieux de diffusion culturelle et la reconnaissance du rôle structurant des centres-bourgs en matière d'offre culturelle. Cette approche renforce l'autonomie d'action des opérateurs culturels locaux.
Soutenir des actions culturelles par et pour les jeunes	Le DOO encourage les communes à développer des tiers-lieux ouverts aux jeunes, mêlant espaces culturels, ateliers créatifs, coworking et activités de pleine nature. Le PAS soutient également les politiques locales d'animation autour de la jeunesse, en articulation avec les politiques éducatives et sportives
Garantir la cohérence des politiques territoriales	Le SCoT a été conçu en lien étroit avec les documents supra (SRADDET, SDAGE, plans climat, charte du PNR), et vise à assurer l'articulation des politiques publiques à l'échelle intercommunale. Le DOO formule des prescriptions assurant la compatibilité des documents d'urbanisme locaux avec les documents de référence. Cette cohérence interterritoriale répond à une exigence explicite de la charte du PNR
Aménager en ménageant le territoire dans le respect des patrimoines, du caractère et des potentialités du paysage	Le SCoT impose un encadrement rigoureux de l'urbanisation en fonction de la sensibilité paysagère. Le DOO prévoit une grille de lecture fine des entités paysagères, l'obligation d'étude d'impact paysager pour tout projet majeur, et la protection des sites emblématiques. L'intégration des formes urbaines aux logiques d'implantation traditionnelle est également exigée
Irriguer le territoire de services essentiels à sa vitalité et sa cohésion	L'armature territoriale du SCoT hiérarchise les fonctions de centralité pour garantir l'accès équitable aux services publics, de santé, de culture, de transport et de numérique. Le DOO précise les fonctions à consolider dans chaque polarité et recommande la mutualisation et la proximité comme leviers de cohésion. Cela converge avec l'objectif du PNR d'irriguer le territoire en services structurants

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

5
L'ELABORATION DU PROGRAMME D'ACTION

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

L'ELABORATION DU PROGRAMME D'ACTION

5.1 - Méthode

5.1.1 Méthode d'élaboration du POA

La construction du programme d'action suit une méthode itérative composée de 5 étapes.

ETAPE 1 - Cadrage et organisation du travail
Objectif : Définir les principes, les attendus et la méthode de travail.

- Constitution d'un comité de pilotage et d'un comité technique
- Rappel des objectifs du SCoT et articulation avec le DOO (Document d'Orientations et d'Objectifs).
- Élaboration d'un canevas commun pour structurer les thématiques, les objectifs, les actions et les indicateurs.

ETAPE 2 - Identification des enjeux territoriaux et des orientations clés du DOO
Objectif : Prioriser les enjeux et les orientations clés du DOO

- Analyse croisée des données issues du diagnostic et du DOO.

Les enjeux économiques, sociaux, environnementaux spécifiques au Sisteronais-Buëch ont été repéré et ont constitué la base de travail (ex : artificialisation, désertification commerciale, mobilité rurale, logement ancien...).

ETAPE 3 - Structuration du programme d'action en grandes thématiques
Objectif : Organiser les actions autour de thématiques cohérentes, transversales et priorisées.

5 thématiques structurantes ont été défini en fonction des besoins locaux et des axes majeurs du DOO :
- Pilotage et animation du programme
- Préservation des espaces naturels et lutte contre l'artificialisation
- Mobilité en territoire rural
-Revitalisation artisanale et commerciale des centres-bourgs
-Habitat durable et accessible

Ces axes thématiques ont permis de formuler des objectifs opérationnels, en lien avec les enjeux identifiés.

ETAPE 4 - Définition des actions et des modalités de mise en œuvre
Objectif : Proposer des actions concrètes, faisables, hiérarchisées.

- Co-construction des actions avec les services internes de la CCSB
- Description des actions : objectifs, périmètre, porteurs, partenaires, échéances, moyens à mobiliser.
- Identification des leviers réglementaires et opérationnels (subventions, partenariats, dispositifs d'accompagnement).

ETAPE 5 - Intégration des principes de gouvernance et d'évaluation
Objectif : Organiser le suivi et l'animation du programme dans le temps.

- Définition des modalités de pilotage
- Élaboration d'un dispositif d'évaluation et de suivi : indicateurs de mise en œuvre, tableaux de bord, bilans périodiques.

Un référentiel de mise à jour du programme d'action est prévu afin de l'adapter aux évolutions (réglementaires, foncières, climatiques...).

Validation et formalisation
Objectif : Finaliser et intégrer le programme d'action dans le document du SCoT.

- Présentation aux instances politiques
- Ajustement suite aux remarques techniques ou politiques.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

L'ELABORATION DU PROGRAMME D'ACTION

5.2- Structuration du POA

5.2.1 SOMMAIRE THEMATIQUE DU POA

Le programme d'action du SCoT du Sisteronais-Buëch est organisé de manière à répondre aux enjeux et aux besoins spécifiques de ce territoire. Pour cela, il est structuré en grandes thématiques, chacune correspondant à un domaine prioritaire identifié à partir du diagnostic territorial et des orientations du DOO. Ces thématiques permettent d'organiser les actions de manière cohérente et ciblée, en tenant compte des réalités locales, qu'elles soient économiques, sociales ou environnementales.

Chaque thématique se décline en un ou plusieurs objectifs. Ces derniers ont pour rôle de préciser les orientations choisies et d'adapter les actions aux spécificités locales. Ils traduisent les priorités identifiées sur le terrain et servent de cadre à la mise en œuvre des actions. Ainsi, la structure du programme d'action repose sur une articulation entre les axes stratégiques et les objectifs opérationnels

Les cinq grandes thématiques s'inscrivent chacune dans le contexte du territoire et les objectifs du SCoT.

1. Pilotage et animation du programme d'action
La mise en œuvre du SCoT sur le plan opérationnel nécessite de coordonner les différents acteurs du territoire du sisteronais Buech , de rappeler les orientations et les objectifs qu'il porte, et de sensibiliser aux échanges interacteurs, entre les collectivités locales qui le composent et qui peuvent entretenir des liens d'interdépendance sur différents champs (mobilité, développement économique, gestion de la ressource en eau, productions alimentaires, etc.)

2. Consommation d'espaces naturels, agricoles et forestier, et artificialisation des sols
Les actions proposée dans cette thématique permettent d'identifier les ressources nécessaires et de sensibiliser les acteurs locaux à l'importance de restaurer et de préserver les milieux naturels.
Développer les connaissances sur les milieux naturels et la qualité des sols, participe à une meilleure prise en compte de leurs valeurs dans les politiques d'aménagement du territoire et à l'atteinte de l'objectif du zéro artificialisation nette à 2050.

3. Mobilité en territoire rural
Pour encourager le report modal et des pratiques de mobilités différentes, il s'agit de renforcer l'intermodalité et de sensibiliser les usagers à changer leurs pratiques quotidiennes. Ces actions visent à faciliter les déplacements des habitants, leur offrant des alternatives à la voiture individuelle, source de pollution importante. En intégrant d'autres modes de transport, les gares peuvent devenir des Pôles d'échanges multimodaux (PEM), favorisant également l'attractivité de certains secteurs en milieu rural.
De plus, améliorer la mobilité des habitants en réduisant l'usage de la voiture individuelle contribue à la décarbonation. En développant des infrastructures adaptées, comme des pistes cyclables et des lignes de bus régulières, on encourage les usagers à opter pour des solutions de transport plus écologiques.

4. Implantation de l'artisanta et des commerces en centre bourg
Les centre bourgs des communes sont des lieux essentiels, ils constituent des lieux d'interactions sociales et contribuent au dynamisme du territoire. Il est essentiel que les collectivité locales assurent un suivi de l'évolution des activités artisanales et commerciales dans les centres bourgs pour favoriser l'attractivité, la cohésion sociale et les dynamiques économiques.

5. Habitat durable et accessible
La mise en œuvre d'actions en faveur de l'habitat durable et accessible dans le Sisteronais-Buëch répond à l'enjeu de revitalisation des centres-bourgs et de lutte contre la vacance. Ce territoire rural est caractérisé par un parc de logements ancien, dispersé et souvent peu performant sur le plan énergétique, ce qui nécessite d'agir sur le parc de logement. L'enjeu est également social, avec une part importante de ménages modestes pour lesquels l'accès à un logement décent et économe en énergie est un levier essentiel de qualité de vie.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

5.2.2 ARTICULATION AVEC LE DOCUMENT D'ORIENTATIONS ET D'OBJECTIFS

N°	Actions	Cohérence avec le DOO	Justification des choix
1. PILOTAGE ET ANIMATION DU PROGRAMME D'ACTION			
Objectif : Assurer un suivi et une évaluation du programme d'action			
1.1	Définir un référent programme d'action	Ne s'applique pas.	La désignation d'un référent pour la mise en œuvre d'un programme d'action est essentielle afin d'assurer une coordination efficace, une communication claire et un suivi des objectifs. Ce référent joue un rôle central en facilitant la circulation de l'information et en identifiant rapidement les éventuels obstacles. Il garantit la cohérence des actions engagées et contribue à la bonne mise en œuvre du programme d'action dans son ensemble.
1.2	Suivre et évaluer le programme d'action	Ne s'applique pas.	Le suivi et l'évaluation d'un programme d'action sont essentiels pour mesurer son efficacité, ajuster les actions en cours et garantir une utilisation optimale des ressources. Ils permettent de prendre des décisions éclairées, de rendre compte et d'identifier les bonnes pratiques.
Objectif : Faciliter la mise en œuvre du SCoT et du programme d'action			
1.3	Produire un guide d'application du SCoT	Ne s'applique pas.	Produire un guide d'application du SCoT est pertinent car il permet de clarifier et de structurer l'utilisation des orientations stratégiques du SCoT pour les acteurs locaux. Ce guide facilite l'appropriation du document par les élus, les techniciens et les citoyens, en détaillant les procédures, les étapes à suivre et les bonnes pratiques pour une mise en œuvre réussie. Il assure ainsi une meilleure application des orientations du SCoT.
1.4	Accompagner les communes et porteurs de projets	Ne s'applique pas.	Proposer un accompagnement permet de soutenir les acteurs locaux dans la compréhension des enjeux, la gestion des aspects techniques et administratifs, ainsi que dans la recherche de financements. Cela aide également à anticiper les difficultés, à adapter les projets aux spécificités locales, et à favoriser une coordination entre les différents intervenants.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

5.2.2 ARTICULATION AVEC LE DOCUMENT D'ORIENTATIONS ET D'OBJECTIFS

N°	Actions	Cohérence avec le DOO	Justification des choix
1.5	Organiser des formations sur l'actualité des documents d'urbanisme	Ne s'applique pas.	Organiser des formations sur l'actualité des documents d'urbanisme est essentiel pour maintenir les techniciens informés des évolutions législatives, réglementaires et techniques. Ces formations permettent aux élus et services des collectivités de maîtriser les dernières réformes et d'adapter leurs décisions et façon de travailler en conséquence.
2. CONSOMMATION D'ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET FORESTIERS, ET ARTIFICIALISATION			
Objectif : Sensibiliser et accompagner pour réduire l'artificialisation des sols			
2.1	Établir une gouvernance pour la gestion de la consommation foncière	Axe 1. Orientation C. Objectif 1. Axe 3. Orientation A. Objectif 1	L'action est en cohérence avec les prescriptions relatives à la gestion de l'espace et à la réduction de l'artificialisation. En mettant en place une gouvernance cette action permet de suivre et de respecter la répartition des objectifs de création de logements et de limiter la consommation des espaces naturels agricoles et forestiers. Elle facilitera également la répartition du taux d'artificialisation entre les communes de manière juste et adaptée aux besoins, tout en permettant de justifier les extensions d'urbanisation en fonction des capacités de densification identifiées. Enfin, elle contribuera à analyser la consommation foncière passée pour adapter les futurs projets et atteindre l'objectif de Zéro Artificialisation Nette à horizon 2050 .
2.2	Mettre en place un observatoire du foncier	Axe1. Orientation C. Objectif 1 et 2.	Afin de connaitre en temps réel l'occupation du sol et pouvoir mener une analyse fine de l'artificialisation des sols, il convient de créer des outils permettant de croiser plusieurs sources de données. La gestion d'une base de données intégrant les informations relatives aux nouvelles constructions servira d'outil d'aide à la décision dans le cadre de la gouvernance mise en place sur la gestion de la consommation foncière.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

5.2.2 ARTICULATION AVEC LE DOCUMENT D'ORIENTATIONS ET D'OBJECTIFS

N°	Actions	Cohérence avec le DOO	Justification des choix
2.3	Animer des temps de sensibilisation à la sobriété foncière et au renouvellement urbain	Ne s'applique pas.	Une communication claire des informations avec la population et les porteurs de projets est essentielle pour favoriser la compréhension des décisions prises par les collectivités. En présentant concrètement les actions mises en place, il s'agit de démontrer leur pertinence en matière d'aménagement du territoire. Cette approche permet non seulement de promouvoir la densification raisonnée et la réutilisation des espaces existants, mais aussi de garantir que les décisions sont partagées et soutenues par les citoyens.
Objectif : Structurer les données et les connaissances du territoire			
2.4	Actualisation d'un référentiel sur le foncier économique	Axe 2. Orientation A. Objectif 1.	L'action répond directement aux prescriptions en apportant un outil stratégique de connaissance du foncier à l'échelle intercommunale. Cet outil permet de recenser, qualifier et localiser les disponibilités foncières dans les zones d'activités économiques, en cohérence avec la structuration territoriale, en distinguant les zones principales, secondaires et de proximité. L'action soutient ainsi une planification cohérente de l'implantation des activités économiques, adaptée à chaque niveau d'armature. En lien avec les prescriptions, ce référentiel permet de maîtriser le développement commercial en identifiant les opportunités de densification et de réinvestissement dans les zones déjà urbanisées, tout en limitant l'artificialisation des sols, conformément aux principes de sobriété foncière. Il constitue également un appui pour la mobilisation de l'enveloppe de solidarité en identifiant les besoins locaux non couverts, et en garantissant la complémentarité avec les ZAE structurantes, conformément aux équilibres définis dans les prescriptions. Enfin, cette action répond au besoin en proposant un outil d'aide à la décision pour les politiques foncières.
Objectif : Développer les connaissances pour une meilleure prise en compte de la valeur des sols et des milieux			
2.5	Création d'un atlas sur la biodiversité communale	Axe 1 Orientation B. Objectif 1 et 2.	Élaborer un Atlas de Biodiversité Communale permet une meilleure connaissance du territoire et favorise la préservation du patrimoine naturel. Cette action va dans la sens de la mise en œuvre des prescriptions ci-contres et plus largement des prescriptions inscrites dans l'Axe 1, orientation B, objectifs 1 et 2. En effet, cet outil facilite l'intégration de la biodiversité et de ses enjeux dans les stratégies d'aménagement et de valorisation du territoire.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

5.2.2 ARTICULATION AVEC LE DOCUMENT D'ORIENTATIONS ET D'OBJECTIFS

N°	Actions	Cohérence avec le DOO	Justification des choix
Objectif : Agir en faveur de la renaturation			
2.6	Construire une stratégie de renaturation	Axe 1. Orientation C. Objectif 2. Axe 2. Orientation A. Objectif 2.	Cette action vise à identifier les zones artificialisées et dégradées afin d'améliorer la perméabilité des sols, elle répond directement à la prescription visant à «déployer une stratégie de désimperméabilisation des sols» et d'identification «des secteurs stratégiques dans les documents d'urbanisme. En améliorant la perméabilité des sols et en réintroduisant des éléments de végétation, elle répond à la nécessité de préserver des espaces publics non imperméabilisés et de renforcer la biodiversité. Ce suivi permettra de définir des priorités de renaturation et d'engager des actions concrètes sur le terrain. Il contribue également à la réalisation de l'objectif de Zéro Artificialisation Nette d'ici 2050 en réhabilitant les espaces dégradés.
3. MOBILITÉ EN TERRITOIRE RURAL			
Objectif : Améliorer l'accessibilité et favoriser la décarbonation des mobilités			
3.1	Contribuer à la dynamique d'inter-modalité	Axe 3. Orientation C. Objectif 1.	Cette action est en cohérence avec ces prescriptions qui visent à améliorer l'accessibilité et réduire l'empreinte carbone des déplacements. En développant des pôles d'échanges multimodaux autour des gares cette action répond aux objectifs de connecter les points de desserte en transports en commun et de favoriser la mobilité durable. La mise en place de solutions de mobilité partagée, telles que le covoiturage, le vélo en libre-service et les navettes rurales, facilite la réduction de la dépendance à la voiture individuelle, tout en contribuant à la décarbonation des transports. Ces aménagements renforcent également l'accessibilité des zones rurales aux grands axes de transport, soutenant ainsi la revitalisation de ces territoires. Cette action répond également directement à la prescription visant à développer l'intermodalité par une analyse des besoins de stationnement.
3.2	Établir un plan vélo à l'échelle du territoire	Axe 2. Orientation C. Objectif 1.	Cette action s'inscrit directement dans la mise en œuvre de la prescriptions relative à l'élaboration d'un plan vélo à l'échelle du territoire.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

5.2.2 ARTICULATION AVEC LE DOCUMENT D'ORIENTATIONS ET D'OBJECTIFS

N°	Actions	Cohérence avec le DOO	Justification des choix
Objectif : Créer les conditions favorables à la croissance des commerces			
4. IMPLANTATION DE L'ARTISANAT ET DES COMMERCES EN CENTRE BOURG			
Objectif : Créer les conditions favorables à la croissance des commerces			
4.1	Aménager ou améliorer l'offre de stationnement	Axe 1. Orientation C. Objectif 1. Axe 2. DAACL. Axe 2. Orientation B. Objectif 1. Axe 3. Orientation C. Objectif 1.	L'action répond à la nécessité d'identifier des secteurs propices à la densification tout en préservant les espaces de respiration végétalisés. L'aménagement de stationnements végétalisés, contribuant à la gestion des eaux pluviales et à la réduction des îlots de chaleur, s'inscrit également dans les recommandations et prescriptions qui appellent à l'intégration paysagère des espaces de stationnement et à leur végétalisation. Les prescriptions soutiennent l'idée que l'offre de stationnement doit être pensée en lien avec les pôles commerciaux et la desserte en transports collectifs, facilitant ainsi l'accès aux commerces et améliorant la qualité de vie en centre-ville. Enfin, l'importance de prendre en compte la dimension environnementale dans les réflexions sur la mobilité et le stationnement est mise en avant dans le DOO, ce que l'action prévoit notamment avec la gestion des sols perméables et la réduction de l'empreinte carbone.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

5.2.2 ARTICULATION AVEC LE DOCUMENT D'ORIENTATIONS ET D'OBJECTIFS

N°	Actions	Cohérence avec le DOO	Justification des choix
Objectif : Accompagner et soutenir l'implantation et le développement des commerces			
4.2	Établir une stratégie de maitrise foncière	Axe 2. DAACL. Axe 2. Orientation B. Objectif 1.	L'action est cohérence avec plusieurs prescriptions liées à la revitalisation des centres-bourgs et à la pérennisation des commerces de proximité. Le DOO souligne l'importance de privilégier les centres-villes et bourgs comme localisation de choix pour les commerces, ce qui est directement visé par la mise en place d'une telle stratégie. Les prescriptions recommandent de maintenir l'offre commerciale de proximité dans les centralités rurales, un objectif que cette action soutient en permettant la sécurisation foncière pour des commerces pérennes. Les prescriptions encouragent également l'implantation de commerces en rez-de-chaussée dans les centralités et les centres-bourgs, sont également alignées avec cette stratégie qui permet de rendre disponibles des espaces commerciaux pour les commerces de détail. Enfin, le DOO favorise l'investissement dans des locaux de petite taille pour l'artisanat local, ce que cette action de maîtrise foncière soutient en permettant une gestion proactive du foncier et en facilitant l'accès à des locaux adaptés.
5. HABITAT DURABLE ET ACCESSIBLE			
Objectif : Affiner la connaissance pour mettre en place les stratégies et outils adaptés			
5.4	Elaborer un diagnostic territorial sur le logement	Axe 1. Orientation A. Objectif 1.	L'action permet de cibler précisément les besoins en matière de logements. En effectuant ce diagnostic, il est possible de mieux comprendre les disparités locales et d'adapter l'offre de logements. Elle contribue à développer l'offre de petits logements (T1 à T3) dans les zones nécessitant proximité des services, à promouvoir les logements intergénérationnels et les diverses formes d'accession et à identifier les zones où accroître l'offre de logements sociaux. Enfin, elle permet de mieux orienter les dispositifs facilitant l'accès des jeunes au logement, comme les Baux Réels Solidaires ou la location-accession.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

5.2.2 ARTICULATION AVEC LE DOCUMENT D'ORIENTATIONS ET D'OBJECTIFS

N°	Actions	Cohérence avec le DOO	Justification des choix
5.2	Réalisation d'une étude pré-opérationnelle à la mise en place du OPAH-RU	Axe 1. Orientation A. Objectif 1. Axe 1. Orientation A. Objectif 2. Axe 1. Orientation C. Objectif 2.	Cette action permet d'identifier les besoins spécifiques en matière de logements (petits logements, logements intergénérationnels, sociaux, évolutifs) et d'adapter l'offre à la demande locale. Elle est un point de départ à une stratégie d'augmentation du nombre de logements locatifs sociaux, de création de logements pour jeunes actifs (BRS, colocation, habitat participatif). De plus, cette étude peut permettre d'identifier les besoins spécifiques de logements temporaires pour les jeunes travailleurs ou les saisonniers. L'OPAH RU est un outil mentionné au titre d'une prescription, cette action est un préalable à la mise en œuvre de l'OPAH RU.
Objectif : Mettre en place des outils pour une meilleure maitrise de l'évolution du parc de logement			
5.3	Mise en place de la taxe sur les logements vacants	Axe 1. Orientation A. Objectif 2. Axe 1. Orientation C. Objectif 1.	Cette action est en cohérence avec plusieurs prescriptions et recommandations visant à lutter contre la vacance immobilière et à revitaliser les centres-bourgs. Le DOO souligne l'importance de valoriser le bâti existant, notamment en réhabilitant et en remettant sur le marché les logements vacants. Les prescriptions insistent sur la réduction du taux de vacance, notamment en s'appuyant sur des outils fiscaux comme la taxe sur les logements vacants pour encourager leur réutilisation ou leur rénovation. De plus, les prescriptions et recommandation préconisent la réhabilitation des secteurs dégradés, ce qui est facilité par l'instauration de cette taxe, afin de libérer des logements inoccupés et de revitaliser les espaces vacants.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26b-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE DU SISTERONAIS-BUËCH

ANNEXE 2

Arrêté le : 15.05.2025
Approuvé le : 13.02.2026

Vu pour être annexé à la délibération du Conseil Communautaire en date du 13.02.2026
Approuvant le projet de Schéma de Cohérence Territoriale
Fait à Sisteron, le 13.02.2026

Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch

ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE

Annexe 3

Arrêté le : 15.05.2025

Approuvé le : 13.02.2026

Vu pour être annexé à la délibération du Conseil Communautaire en date du 13.02.2026

Approuvant le projet de Schéma de Cohérence Territoriale

Fait à Sisteron, le 13.02.2026

EcoVia SCOP SARL

Europôle de l'Arbois – Bât Marconi – Avenue Louis Philibert

13100 AIX EN PROVENCE

04 42 12 53 31 – contact@ecovia.fr – www.ecovia.fr

SIRET : 483 216 792 00026 – APE : 7112B

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Table des matières

1 État initial de l'environnement 4
1.1 Introduction 4
1.2 Cadre géophysique 4
1.3 Paysages et patrimoine 16
1.4 Milieux naturels et biodiversité 43
1.5 Ressources en eau 84
1.6 Risques naturels et technologiques 106
1.7 Énergie, émissions de GES et qualité de l'air 129
1.8 Contribution et adaptation au changement climatique 143
1.9 Qualité et pollution de l'air 150
1.10 Ressources minérales 157
1.11 Gestion des déchets 162
1.12 Sites et sols pollués 167
1.13 Nuisances sonores 175
1.14 Scénario au fil de l'eau 182
1.15 Annexes 190
2 Articulation avec les documents cadres 216
2.1 Préambule 216
2.2 Méthode d'analyse de l'articulation 216
2.3 Analyse de l'articulation 216
3 Analyse des incidences 257
3.1 Cadre réglementaire 257
3.2 Introduction à l'analyse des incidences 257
3.3 Analyse des incidences du PAS 262
3.4 Analyse des incidences du DOO 265
3.5 Analyse des secteurs susceptibles d'être impactés 270
3.6 Analyse des incidences au titre de Natura 2000 289
3.7 Analyse quantitative des incidences du SCOT sur les émissions de gaz à effet de serre (GES) 294
3.8 Synthèse des mesures ERC du SCoT 298
3.9 Méthodologie utilisée pour la réalisation de l'évaluation 299
3.10 Annexes 301
4 Justification des choix au regard de l'environnement 306
4.1 Une consommation d'espace cohérente avec les attentes réglementaires 306
4.2 Prise en compte des milieux naturels et de la biodiversité 307
4.3 La capacité d'accueil du territoire comme pierre angulaire du projet 309
4.4 Prise en compte du climat et de l'énergie 313
4.5 Prise en compte des nuisances et de la qualité de l'air 315

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

4.6 Intégration de l'évaluation environnementale 315
5 Indicateurs et modalités de suivi 317
5.1 Les différents types d'indicateurs de suivi 317
5.2 Proposition d'indicateurs de suivi environnementaux 317
5.3 Modalités de suivi 321

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

1 ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

1.1 Introduction

Comme le prévoit l'article R.122-20 du code de l'environnement relatif aux évaluations environnementales de plans et programmes, l'état initial de l'environnement aborde l'ensemble des thématiques relatives à la santé humaine, la diversité biologique, la faune, la flore, les sols, les ressources en eau, l'air, le bruit, le climat, le patrimoine culturel architectural et archéologique et les paysages…

Ces thématiques sont développées non selon une recherche d'exhaustivité, mais selon un principe de démonstration et de pertinence, en recadrant son contenu analytique au regard des influences potentielles que le projet aura sur son environnement, du fait de ses champs d'interventions réglementaires.

L'état initial de l'environnement est la première pierre de l'évaluation environnementale. Son analyse a permis de mettre en lumière les principales caractéristiques nécessaires à la compréhension des enjeux environnementaux spécifiques au SCoT, structurant le projet.

L'état initial de l'environnement du territoire s'est appuyé sur un ensemble de documents et de données environnementales les plus récentes possible. Il a été réalisé au plus fin des données existantes dans les bases et dans les documents faisant référence sur le territoire. Celui-ci est le premier état des lieux établi à l'échelle du périmètre de la CCSB.

À travers les tendances passées et les historiques analysés, le devenir du territoire en l'absence de SCoT a pu être synthétisé en un scénario au fil de l'eau détaillé en grilles atouts/faiblesses et perspectives. Cette évolution tendancielle sert, également, à identifier et qualifier les incidences prévisibles du projet sur le territoire.

L'état initial de l'environnement est structuré en abordant en premier lieu les thématiques du milieu physique, puis celles des milieux naturel et humain, et présente finalement les enjeux retenus.

1.2 Cadre géophysique

1.2.1 Contexte administratif et démographique

La communauté de communes du Sisteronais-Buëch (CCSB), créée en 2017, regroupe sept communautés de communes. Elle comprend 60 communes à cheval sur les départements des Hautes-Alpes (36 communes), des Alpes-de-Haute-Provence (21 communes) et de la Drôme (trois communes).

	Superficie	Population	Densité (hab./km²)
CCSB	1 488 km²	25 103 habitants	17
PACA	31 400 km²	5 052 832 habitants	161

Ce territoire rural étendu d'est en ouest comporte deux agglomérations de petite taille : Sisteron (7 595 habitants) et Laragne-Montéglin (3 543 habitants), soit 44 % de la population. Les départements des Alpes-de-Haute-Provence et des Hautes-Alpes comptent une faible densité de population, de l'ordre de 25 habitants/km² (17 hab./km² sur la CCSB).

Les recensements de l'INSEE montrent une évolution annuelle moyenne de la population en légère hausse (+ 3 % environ sur la période 2008-2019).

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Tableau 1 : Population totale de la CCSB (Source INSEE)

2008	2013	2019
24 441	24 557	25 103



Figure 1 : La communauté de communes du Sisteronais-Buëch (CCSB). Source : diagnostic du PCAET

1.2.2 Contexte géophysique du territoire

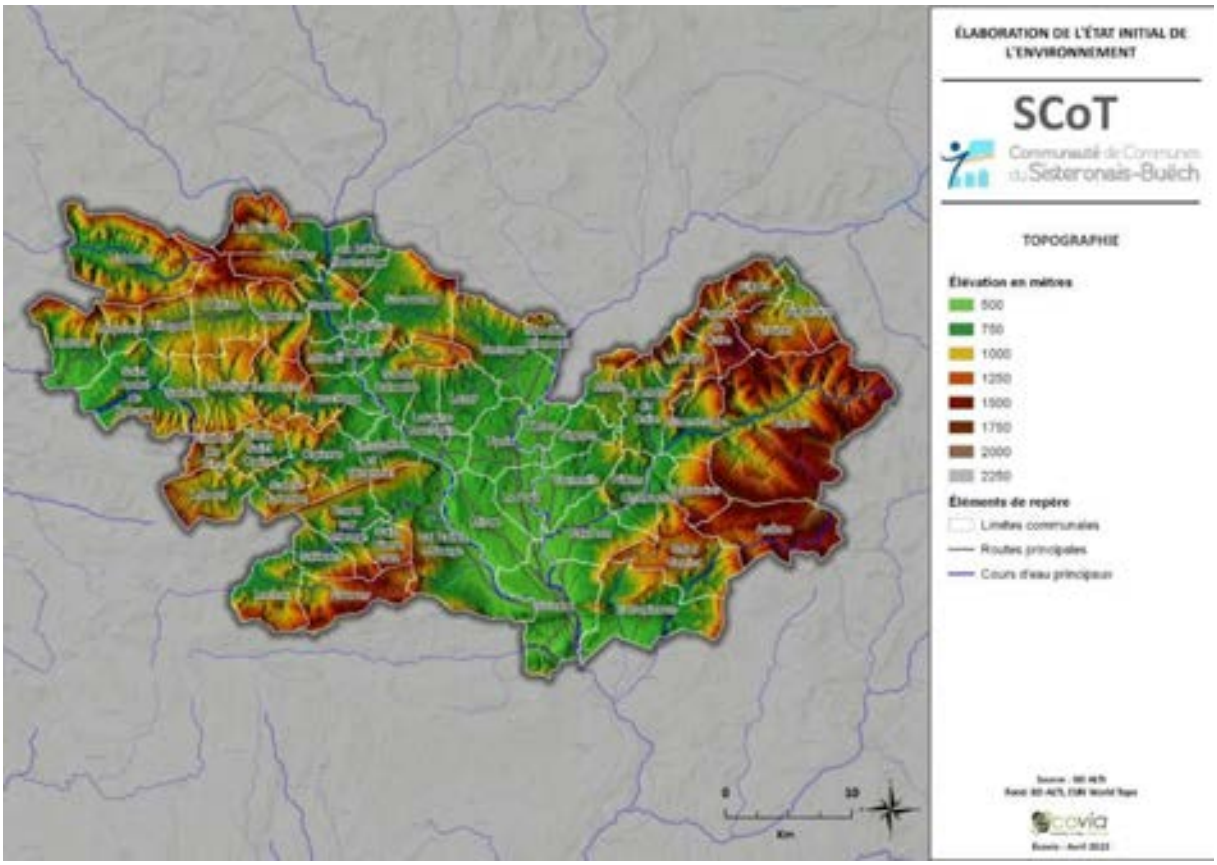
1.2.2.1 Le relief et la geologie

Sources : BD Alti, BRGM, Open topo map

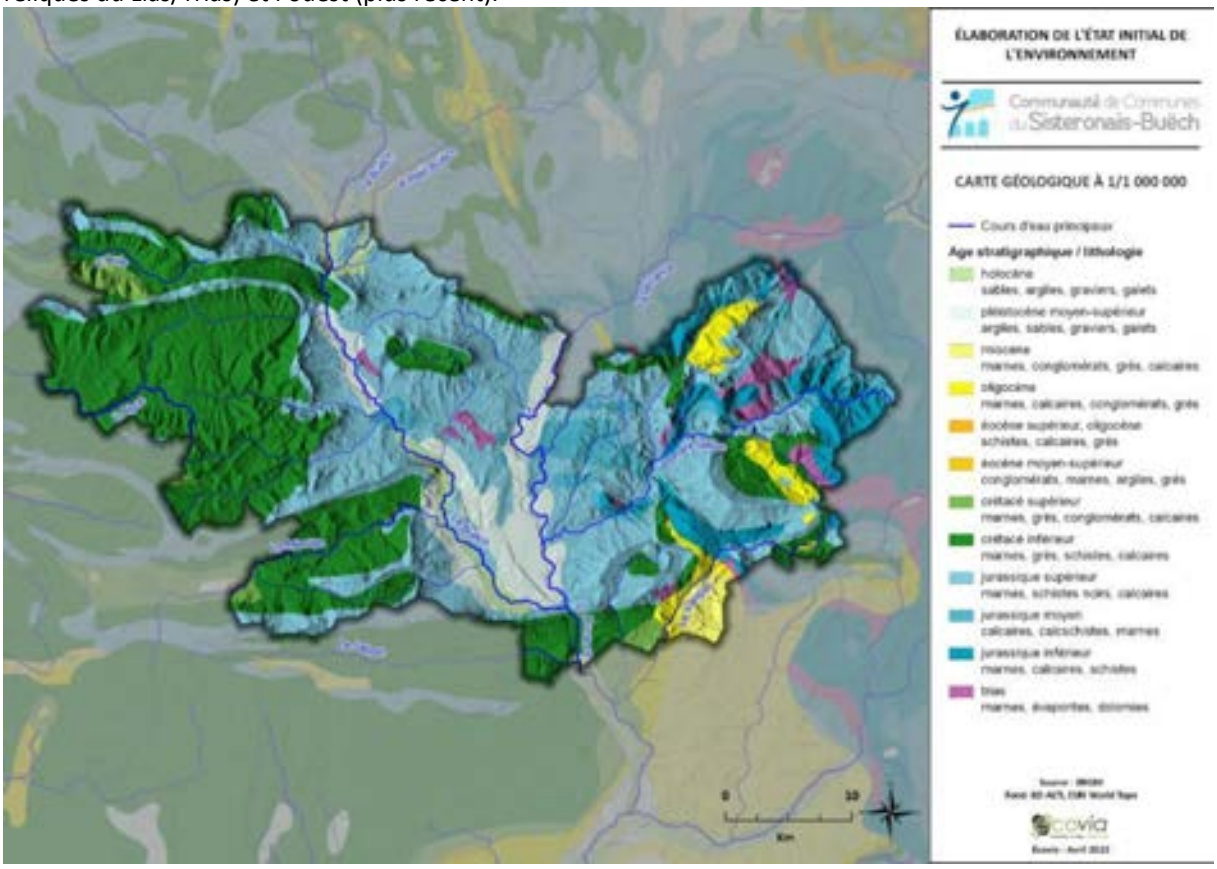
Le relief est très varié, s'étalonne de 450 à 2 115 m d'altitude. Plusieurs sommets dominent le paysage, tels les Monges (2 115 m), la Grande Gautière (1 825 m) et la Pointe d'Eurolle (1 754 m), la Montagne de Laups Duffre (1 757 m), etc.

Le relief est marqué en particulier par les vallées de la Durance et du Buëch, qui ont creusé le massif. Ces deux vallées structurent le territoire, et l'on y retrouve les grands axes routiers (RD 1075 axe Grenoble-Sisteron et A51 axe Gap–Aix-en-Provence). Les autres cours d'eau du territoire, et notamment le Sasse, ainsi que le Céans et la Méouge, ont également façonné les gorges du territoire.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



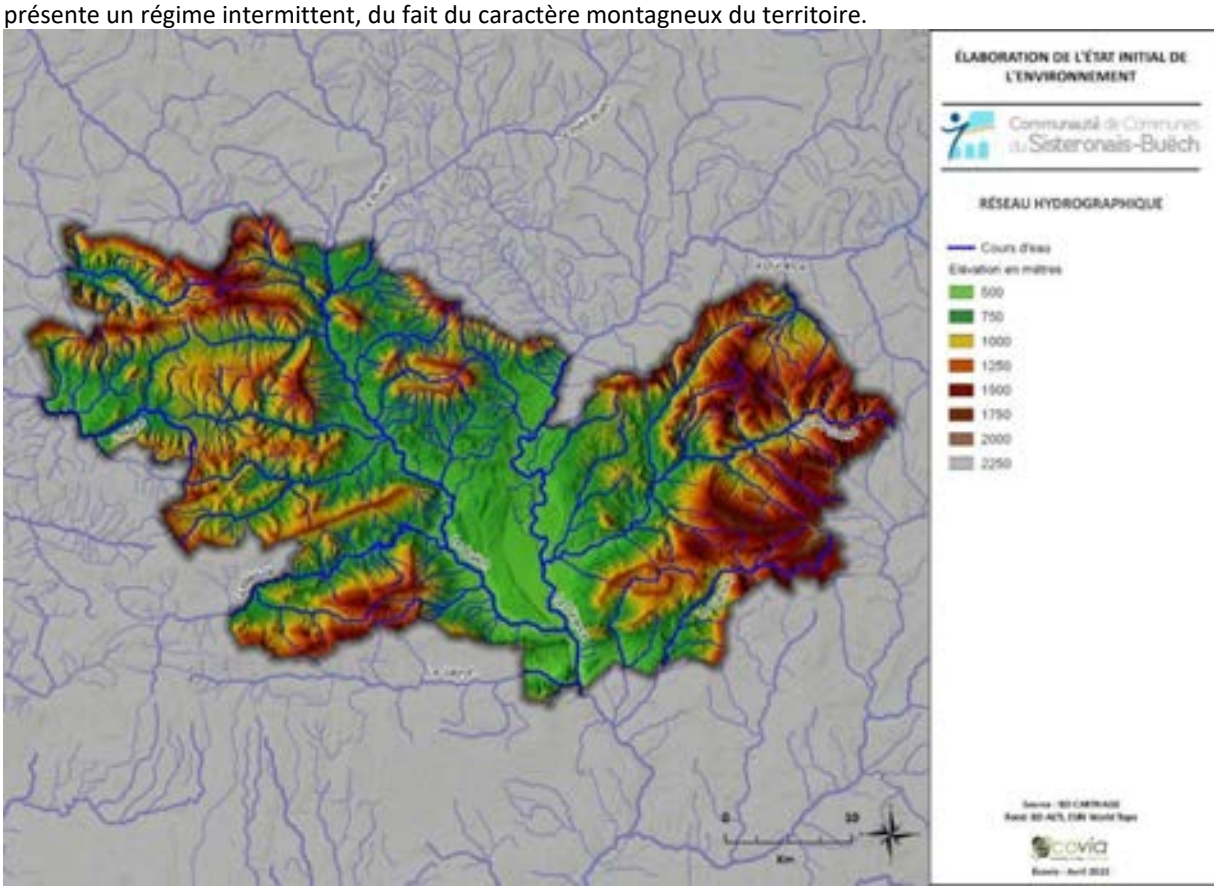
Le sous-sol est composé de roches relativement récentes, avec néanmoins des différences entre l'est (quelques reliques du Lias/Trias) et l'ouest (plus récent).



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

1.2.2.2 LE CONTEXTE HYDROGRAPHIQUE

Situé dans les Alpes du Sud, dans le bassin hydrographique de la Durance, le territoire est jalonné par de très nombreux cours d'eau, notamment la Durance, le Buëch, et beaucoup de torrents et ruisseaux. Une grande partie présente un régime intermittent, du fait du caractère montagneux du territoire.



1.2.3 Contexte climatique

1.2.3.1 LEVIERS DU SCOT SUR LE CLIMAT

Dans le cadre de la lutte contre le changement climatique et de l'adaptation du territoire à ce dernier, l'organisation du territoire planifiée par le SCoT joue un rôle notable en organisant les espaces de vie et d'activité pour réduire les déplacements du quotidien. Le SCoT permet également de réfléchir à l'échelle du territoire sur les espaces favorables à l'accueil de sites de production d'EnR, sur la préservation des fonctionnalités écologiques, sur l'accueil des populations au regard des capacités des ressources naturelles.

1.2.3.2 DONNEES CLIMATIQUES ACTUELLES

SOURCES : CLIMATE.DATA.ORG, METEO FRANCE

Le climat montagnard montre l'influence méditerranéenne importante et une continentalité significative : faible humidité, températures plutôt élevées compte tenu de l'altitude et de l'ensoleillement important.

Sisteron jouit d'un climat tempéré chaud. Des précipitations importantes y sont enregistrées toute l'année, y compris lors des mois les plus secs. Les précipitations annuelles moyennes sont de 900 mm (896 mm à Sisteron, 958 à Bayons ou encore 1 002 à L'Épine), plus importantes sur les massifs qu'en vallées. Elles tombent généralement en peu de temps à l'occasion d'orages ou d'épisodes pluvieux qui déversent plusieurs dizaines de millimètres en deux ou trois jours. En hiver, la neige est rare en dessous de 500 m d'altitude.

La température moyenne annuelle est de 10,3 °C, avec là encore des variations selon l'altitude (6,7 °C à Bayons ou à 9,3 °C à L'Épine).

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



Figure 2 : Diagramme ombrothermique de Sisteron (source : Climate-data.org)

Juillet présente le plus d'ensoleillement quotidien avec une moyenne de 13 heures d'ensoleillement (presque 400 heures d'ensoleillement). Au contraire, le mois de janvier présente entre 5 et 6 heures d'ensoleillement par jour. Environ 3 300 heures d'ensoleillement sont comptées sur le territoire (de 2 945 h à L'Épine et 3 290 h à Bayons à 3 346 h à Sisteron) tout au long de l'année, soit une moyenne mensuelle variant entre 95 et 110 heures d'ensoleillement.

1.2.3.3 ÉVOLUTIONS CLIMATIQUES RECENTES

N. B. Les données MétéoFrance ne sont pas disponibles pour le territoire ; la station la plus proche étant Saint-Auban, ce sont ces données qui sont présentées.

Sur le territoire, depuis les années 1980, la hausse des températures est marquée. Les canicules sont plus fréquentes, ainsi que les épisodes de sécheresse. Sont également observés des changements du régime de précipitations avec des cumuls annuels en baisse sur la période 1959-2009 et des épisodes de précipitations extrêmes.

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, sur la période 1959-2009, on observe une augmentation des températures annuelles d'environ 0,3 °C par décennie. À l'échelle saisonnière, le printemps et l'été se réchauffent le plus, avec des hausses de 0,3 à 0,5 °C par décennie pour les températures minimales et maximales. En automne et en hiver, les tendances sont également en hausse de l'ordre de +0,2 °C par décennie. En cohérence avec cette augmentation des températures, le nombre de journées chaudes (températures maximales supérieures ou égales à 25 °C) augmente et le nombre de jours de gelées diminue.

Les cumuls annuels de précipitations sont en baisse sur la période 1959-2009 en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Au niveau des saisons, les diminutions des précipitations sont les plus marquées en hiver et en été. Cependant, les précipitations présentent une très forte variabilité d'une année à l'autre, et l'analyse est sensible à la période d'étude.

L'augmentation de la température et la diminution des précipitations favorisent l'augmentation de phénomènes comme la sécheresse et le déficit en eau dans le sol.

La durée d'enneigement à 1 800 m présente une forte variabilité d'une année à l'autre sans montrer d'évolution dans les Alpes du Sud.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

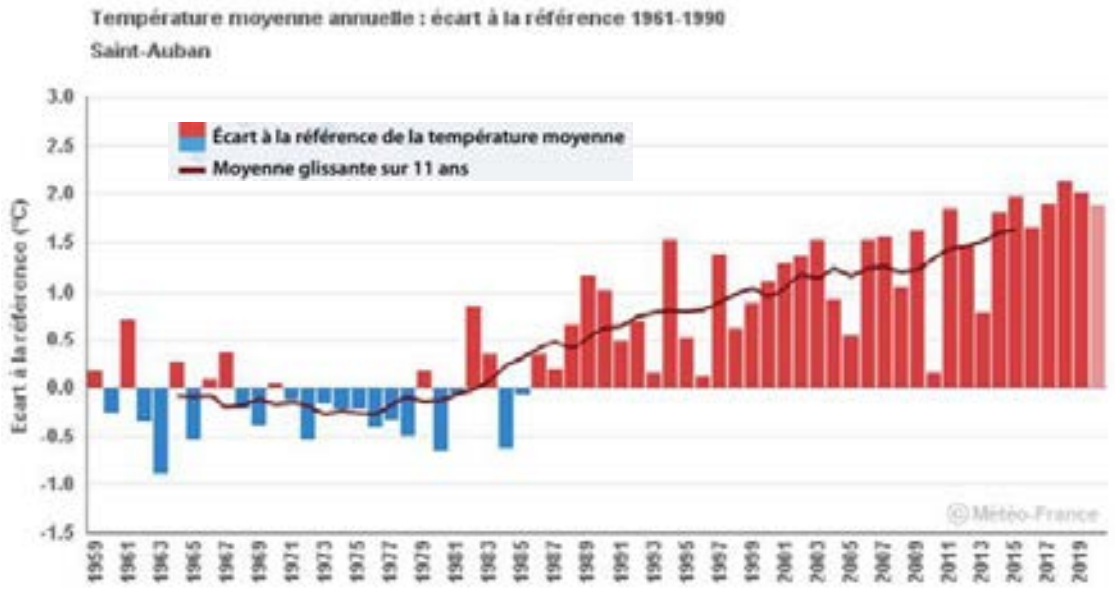


Figure 3 : Évolution des températures annuelles moyennes et écart à la référence 1961-1990 à Saint-Auban (source : MétéoFrance)

1.2.3.4 PROJECTIONS CLIMATIQUES

Les tendances des évolutions du climat au XXIe siècle en Provence-Alpes-Côte d'Azur montrent :

- Poursuite du réchauffement, quel que soit le scénario. Sans politique climatique, le réchauffement pourrait dépasser 4 °C à l'horizon 2071-2100 par rapport à la période 1976-2005.
- Peu d'évolution des précipitations annuelles, mais des contrastes saisonniers
- Poursuite de la diminution du nombre de jours de gel et de l'augmentation du nombre de journées chaudes, quel que soit le scénario
- Assèchement des sols de plus en plus marqué en toute saison

Sur la seconde moitié du XXIe siècle, l'évolution de la température moyenne annuelle diffère significativement selon le scénario considéré.

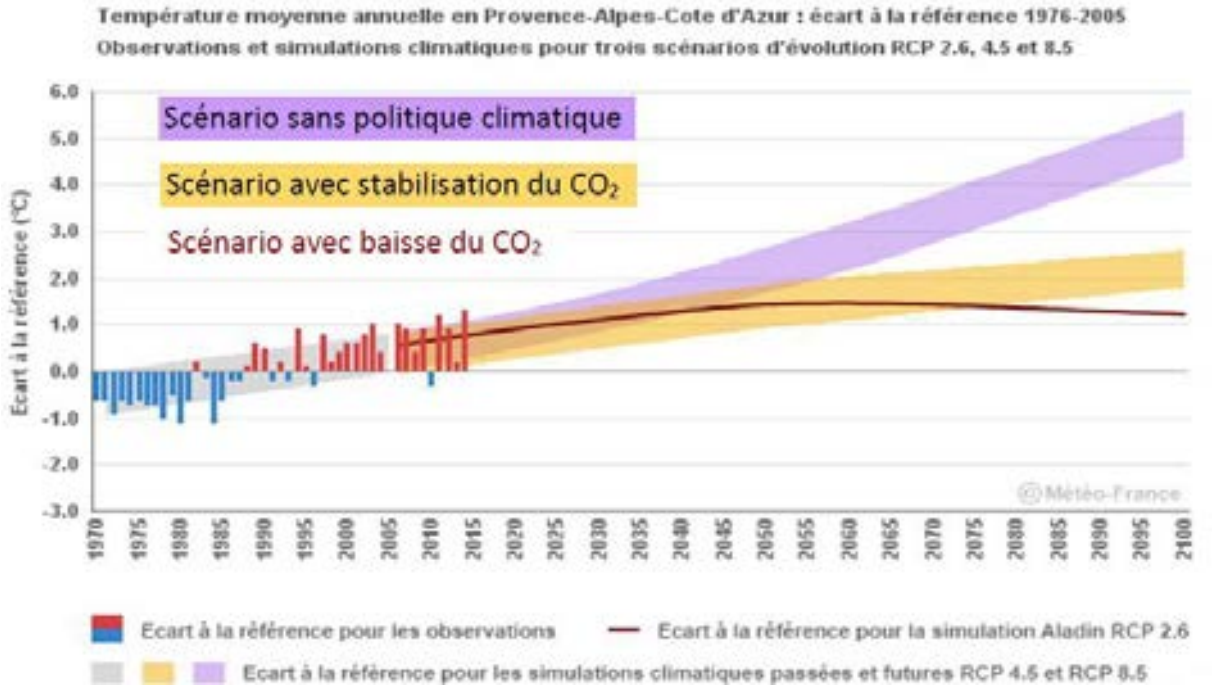
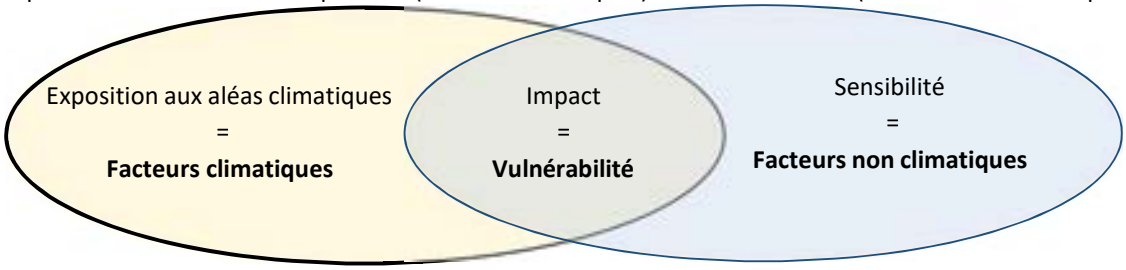


Figure 4 : Simulation des évolutions de température moyenne selon les scénarios climatiques (source : MétéoFrance)

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

1.2.3.5 VULNERABILITE DU TERRITOIRE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

La vulnérabilité du territoire est sa propension à être impacté par les effets du changement climatique. Elle correspond au croisement de l'exposition (facteurs climatiques) et de la sensibilité (facteurs non climatiques).



L'exposition du territoire aux facteurs climatiques peut être résumée ainsi :

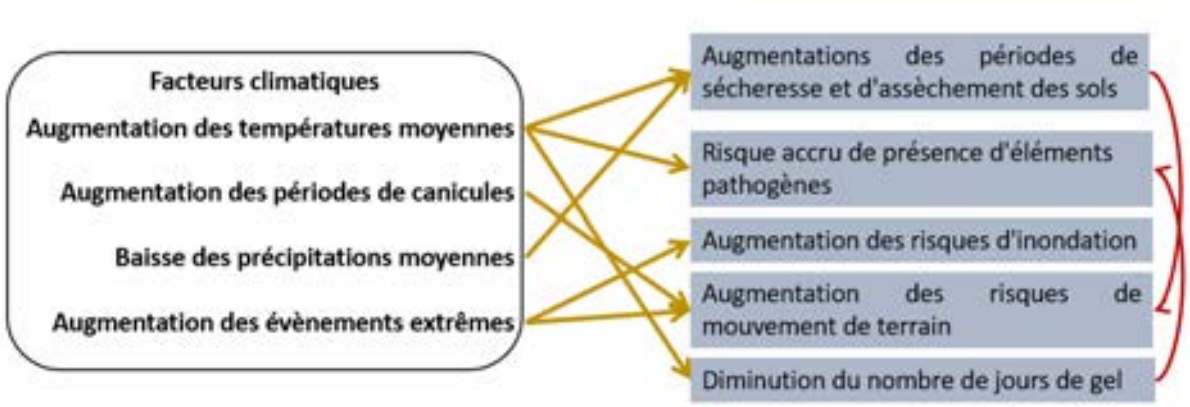


Figure 5 : impacts des facteurs climatiques sur l'exposition du territoire (ÉcoVia)

Les éléments susceptibles de subir des impacts dus aux variations climatiques sont essentiellement :

- La présence de populations proches des zones inondables, environ 8 000 personnes sont concernées en première estimation et d'une population âgée (30 % de personnes de plus de 65 ans, plus vulnérables aux épisodes de forte chaleur et aux éventuels risques sanitaires).
- L'importance de l'agriculture et sa dépendance à l'arrosage sur le territoire : toutes les zones de vergers ainsi que les cultures de maïs, colza, tournesol dépendent de l'irrigation.
- La présence avérée de zones où des risques naturels sont présents.
- L'importance des zones naturelles sensibles (39 % du territoire en zone protégée) et de la superficie forestière, 68 % du territoire, sensible aux risques d'incendie de forêt. Dans les zones déjà touchées, les risques d'incendie pourraient s'étendre à la moyenne montagne. Il est également probable que la saison des incendies de forêt s'allonge dans l'année, passant ainsi de 3 mois actuellement à 6 mois dans un avenir proche.

La vulnérabilité du territoire aux impacts du changement climatique se retrouve de manière transversale :

Sur les milieux naturels	Sur les populations	Sur les activités économiques
Ressource en eau Biodiversité	Risques naturels Urbanisme/aménagement Santé/pollution	Agriculture Tourisme Industrie/Tertiaire

Les impacts à anticiper sont déjà connus :

➢ MILIEUX NATURELS ET SEMI-NATURELS

- Fragilisation des écosystèmes sensibles par la rapidité des évolutions climatiques (espèces d'altitude, évolution des aires de répartition, dépérissement de la forêt, incendies, sécheresses)
- Fragilisation/dégradation des milieux aquatiques à la suite de la baisse des débits, l'allongement des périodes d'étiages, l'augmentation de la température et l'assèchement des zones humides
- Risque de prolifération d'espèces envahissantes, notamment le long du réseau hydrographique

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

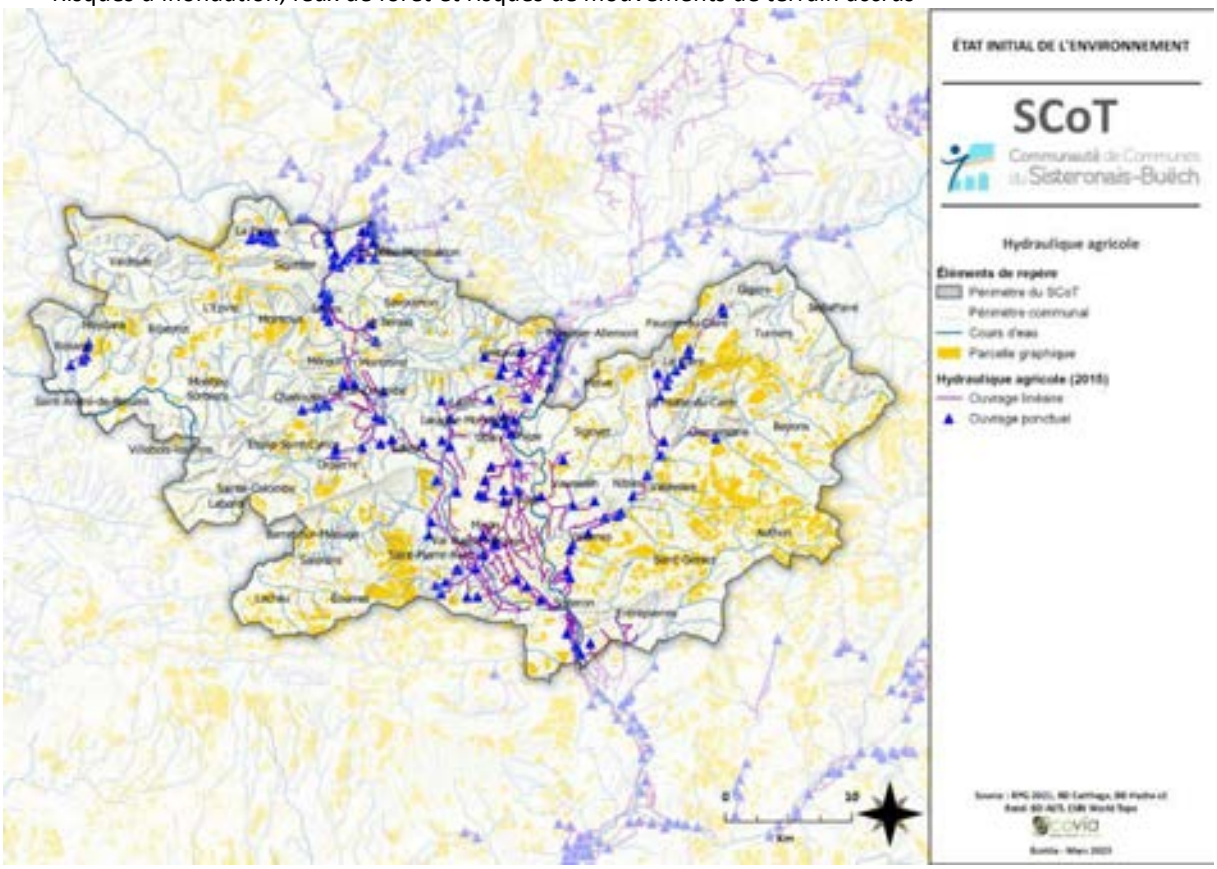
- Impacts des cultures arboricoles lors d'évènements extrêmes (gel, grêle…)
- La vulnérabilité de l'élevage aux stress hydrique, thermique et parasitaire sera accrue
- Développement d'un nouveau tourisme « vert » et de courte durée sur les milieux

➢ RESSOURCE EN EAU

- Le territoire se situe sur des sous-bassins pour lesquels des actions sont nécessaires pour préserver les équilibres quantitatifs (Durance) ou résorber les déséquilibres quantitatifs (Buëch), pour l'atteinte du bon état.
- Fragilisation de la ressource en eau disponible, baisse de la qualité de l'eau (concentration des polluants, l'augmentation de la température favorisant le développement d'éléments pathogènes)
- Évolution des besoins et des usages de l'eau source de conflits entre agriculture, milieux naturels, besoins en eau potable, tourisme
- Conséquences sur le bilan hydrique des sols (et sur les cultures irriguées)
- Conséquences sur la production hydroélectrique de la baisse du régime hydraulique

➢ RISQUES NATURELS ET SANITAIRES

- Une augmentation des épisodes de fortes chaleurs impactant le confort thermique et tout particulièrement les personnes plus fragiles
- Apparition potentielle d'espèces vectrices de nouvelles maladies
- Risques d'inondation, feux de forêt et risques de mouvements de terrain accrus



1.2.4 L'occupation foncière et son évolution

1.2.4.1 LEVIERS DU SCOT SUR LA RESSOURCE FONCIERE

Le SCoT devra identifier les territoires de développement à l'échelle intercommunale, qui seront par la suite précisés à l'échelle des documents d'urbanisme locaux. À ce titre, il doit fournir une analyse de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers, et fixer des objectifs de limitation de cette consommation. Le SCoT

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

dispose de leviers d'actions importants pour agir sur la consommation d'espaces sur son territoire et sa spatialisation. Il doit donc veiller à ce que l'espace soit considéré comme une ressource essentielle à préserver.

1.2.4.2 RAPPELS REGLEMENTAIRES

➢ AU NIVEAU NATIONAL

- La loi du 13 décembre 2000 (nº 2000-1208) relative à la solidarité et au renouvellement urbain (SRU) prévoit, dans le cadre d'une démarche de développement durable, la réduction de la consommation des espaces non urbanisés et de la périurbanisation, en favorisant la densification raisonnée des espaces déjà urbanisés. Dans cette loi, l'espace est identifié comme une ressource à part entière qu'il convient de préserver.
- La loi Grenelle I du 3 août 2009 prévoit dans son article 7 que le droit de l'urbanisme devra prendre en compte l'objectif de lutte contre la régression des surfaces agricoles et naturelles, les collectivités territoriales fixant des objectifs chiffrés en la matière après que des indicateurs de consommation d'espace auront été définis.
- La loi du 12 juillet 2010 (nº 2010-788) portant engagement national pour l'environnement, dite Loi Grenelle II, prévoit que « les rapports de présentation des SCoT et PLU devront présenter une analyse de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers et justifier les objectifs de limitation ou de modération de cette consommation ».
- La loi nº 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, dite loi ALUR ou loi Duflot II.
- La loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt du 13 octobre 2014 a introduit la notion de Projets alimentaires territoriaux (PAT). Cet outil permet la mise en œuvre concrète et pragmatique d'une stratégie agricole et alimentaire afin de relocaliser l'agriculture et l'alimentation durables au sein des territoires, en s'appuyant sur trois axes principaux :
  - Favoriser une alimentation saine, locale, durable et de qualité pour tous ;
  - Préserver l'environnement et le cadre de vie ;
  - Participer au développement économique local.
- L'article 191 de la loi Climat et Résilience du 22 août 2021 pose l'objectif d'atteindre le « zéro artificialisation nette » en 2050 et de réduire de moitié le rythme de consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF) d'ici 2031 par rapport à la consommation observée sur la période 2011-2021 en intégrant ces objectifs d'abord dans le SRADDET puis dans les SCoT d'ici le 22/08/2026 et dans les PLU(i) et cartes communales d'ici le 22/08/2027.

➢ AU NIVEAU REGIONAL

Le SRADDET de Provence-Alpes-Côte d'Azur est volontariste en termes de préservation du potentiel foncier nécessaire à la production agricole régionale :

- Objectif 11 : déployer des opérations d'aménagement exemplaires
- Objectif 47 : « maîtriser l'étalement urbain et promouvoir des formes urbaines moins consommatrices d'espace ». Il vise une réduction par deux des surfaces artificialisées.
- Objectif 48 : préserver le socle naturel, agricole et paysager régional.

Il vise également à favoriser une gestion durable et dynamique de la forêt (objectif 16). Il impose la définition et la délimitation des espaces agricoles à enjeux à l'échelle intercommunale et leur protection par les outils réglementaires dédiés (par exemple les Zones agricoles protégées, PAEN ou périmètres de protection). L'objectif régional se décline dans la règle LD2-OBJ49A « atteindre zéro perte de surfaces agricoles équipées à l'irrigation à l'horizon 2030, en protégeant prioritairement ces surfaces et/ou en permettant la création ou l'extension de réseaux d'irrigation collectifs ».

La modification du SRADDET a été lancée par délibération du 17/12/2021 pour notamment se mettre en conformité avec la Loi Climat et Résilience.

1.2.4.3 OCCUPATION DU SOL EN 2018

Le territoire est majoritairement constitué d'espaces dédiés aux activités agricoles et de zones remarquables. On retrouve une dominance toutefois des espaces agricoles en fond de vallées.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

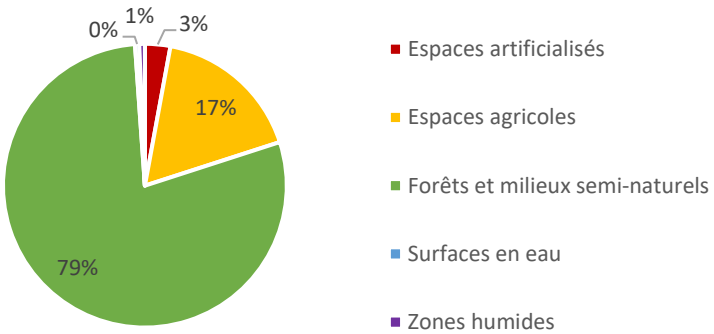
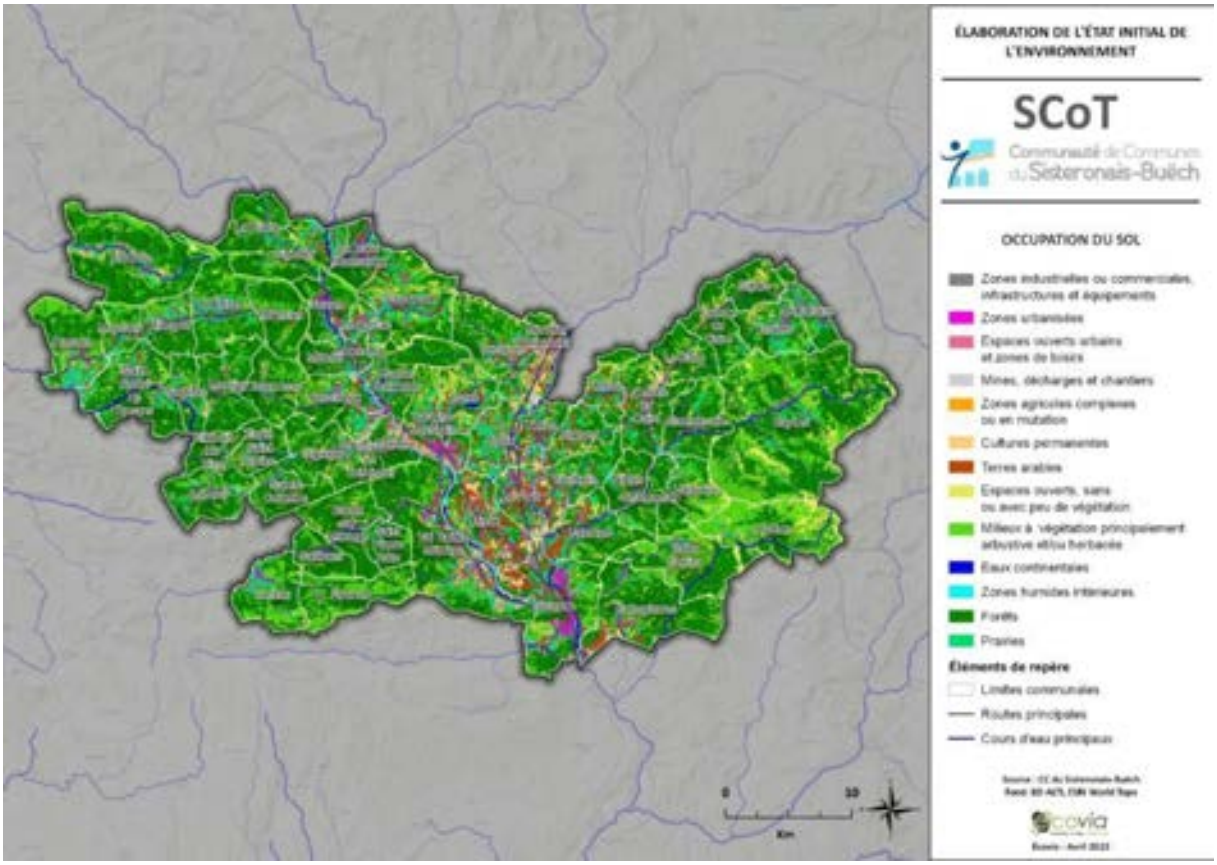
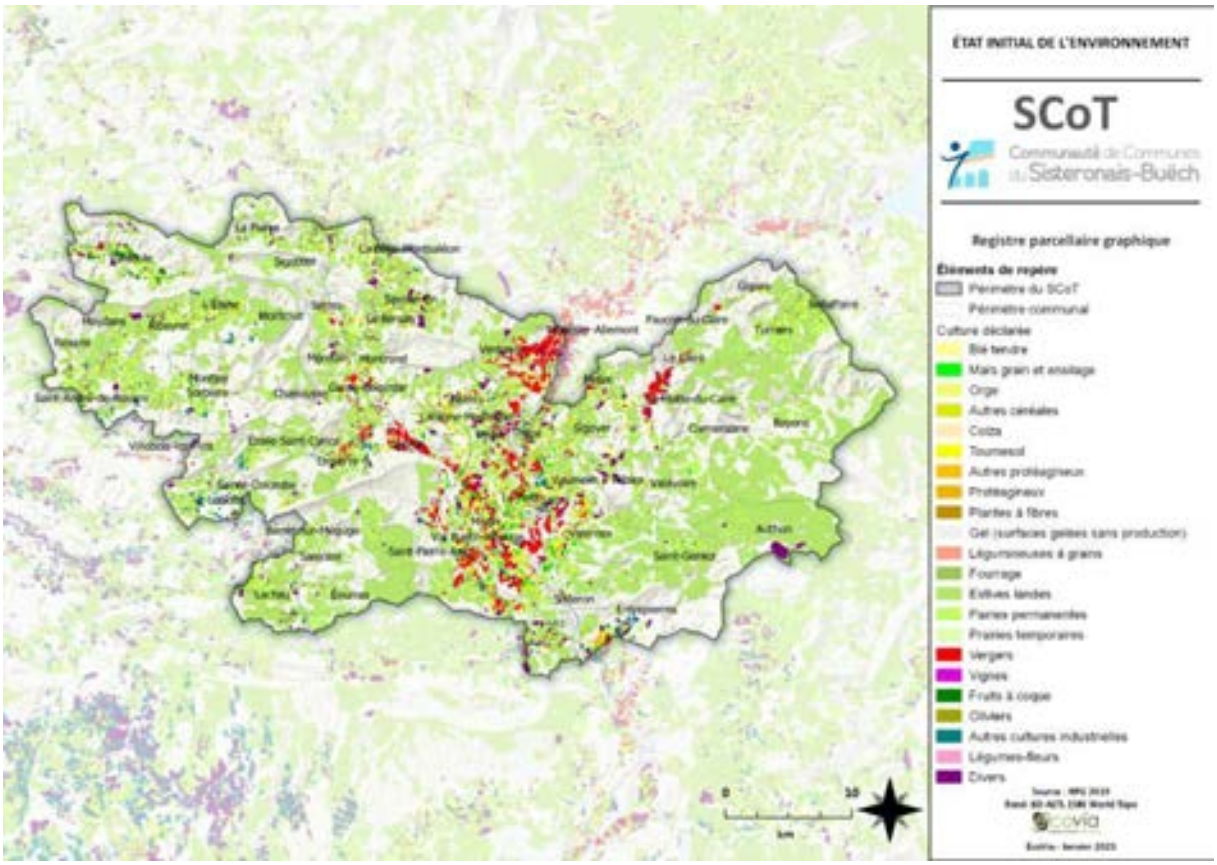


Figure 6 : Répartition de l'occupation des sols en 2018 (source : MOS de la CCSB)



Les prairies occupent les hauteurs et les versants escarpés, tandis que les plaines alluviales sont surtout dédiées aux vergers et grandes cultures, ainsi qu'aux espaces urbanisés. L'arboriculture ainsi que la culture de maïs, colza, tournesol…, et fourrages dépendent de l'irrigation agricole.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



La forêt recouvre 68 % du territoire. Ce taux de boisement est supérieur à la moyenne des départements du 04 et du 05, avec une prédominance de la forêt privée. Elle est faiblement exploitée pour la production énergétique locale (seulement 3 GWh/an), ne fournissant que 6 % de cette production pour un potentiel estimé de 49 GWh/an.

De 2011 à 2021, le diagnostic[1] a établi que, sur l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch, environ 134 hectares ont été consommés pour de nouvelles constructions, toutes occupations du sol confondues, soit une moyenne de 13,4 hectares par an pendant les 10 dernières années.

Au cours des dix dernières années, parmi les 134,13 hectares urbanisés, le premier poste de consommation de l'espace, et de très loin, est le logement, avec 83,14 hectares. Viennent ensuite la destination agricole avec 25,36 hectares, puis les activités (industries, services et commerces) avec 21,84 hectares. À ces postes de consommation « normale », s'ajoute la surface consommée à destination de dépendances et d'annexes isolées, souvent liées à l'évolution de logement, avec 2,61 hectares. Reste enfin 1,18 hectare de surface consommée pour les équipements.

75 % des constructions ont eu lieu en dehors des enveloppes urbaines, prenant le pas sur les espaces naturels ou agricoles, attenant ou non aux bourgs.

1.2.5 Analyse du diagnostic : cadre géophysique

Le diagnostic de la situation actuelle est traduit dans les champs atouts et faiblesses (colonne de gauche), tandis que les opportunités ou menaces (colonne de droite) sont autant de facteurs d'évolution.

[1] Source : Diagnostic du SCoT, en cours de consolidation avec les services de l'État.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Situation actuelle		Tendances et facteurs d'évolution	
+	Atout pour le territoire	La situation : ⬀ se poursuit ou s'accélère ⬂ s'inverse ou ralentit ? : non prévisible	Facteurs d'évolution positive Facteurs d'évolution négative
-	Faiblesse pour le territoire		

Milieu physique		Tendances et facteurs d'évolution	
	Un relief marqué par les massifs et structuré par deux vallées, Buëch et Durance	⬀	
-	Un réseau hydrographique présentant des cours d'eau de montagne au régime intermittent, structuré dans les plaines autour de la Durance et du Buëch	?	Le changement climatique induit des modifications des conditions climatiques locales et des précipitations. Augmentation des fréquences des canicules et des sécheresses depuis les dernières décennies. Le régime de précipitations est modifié et concentré sur de courtes périodes. La tendance semble se poursuivre, mais les incertitudes restent grandes.
+	Un climat montagnard relativement doux et ensoleillé	?	
Occupation du sol		**Perspectives d'évolution**	
+	Un territoire rural, peu dense, faiblement urbanisé. Les deux grandes villes du territoire regroupent 44 % de la population : Sisteron (7 595 habitants) et Laragne-Montéglin (3 543 habitants).	⬀	La croissance démographique est en légère hausse (+0,3 % par an sur la période 2008-2019).
+	Une forte dominance des milieux naturels (38 %)	⬀	75 % des constructions ont eu lieu sur des milieux agricoles ou naturels entre 2011 et 2021. Les milieux montagnards sont vulnérables au réchauffement climatique
+	Un couvert forestier dominant (68 % du territoire)	⬂	Phénomènes de dépérissement et augmentation des feux de forêt avec le réchauffement climatique
Climat et changement climatique		**Perspectives d'évolution**	
+	On note une augmentation de la température et la diminution des précipitations depuis les années 1980	?	La saison des incendies risque de s'allonger de 3 mois actuellement à 6 mois dans un avenir proche. Les tendances climatiques confirment la hausse affirmée des températures selon les résultats du GIEC. Les objectifs européens sont renforcés pour réduire les émissions de GES. Le SRADDET, le SDAGE, le PGRI et le Plan Climat régional fixent des objectifs pour réduire la vulnérabilité des territoires de la région.
-	La durée d'enneigement à 1 800 m présente une forte variabilité d'une année à l'autre sans montrer d'évolution dans les Alpes du Sud.	?	
-	Des modifications climatiques tendant vers une aridité plus marquée du territoire et une dépendance accrue aux ressources en eau	⬀	
-	Des modifications climatiques engendrant des conséquences environnementales sur les milieux naturels, les activités agricoles, les productions énergétiques, les ressources en eau et le bien-être voire la santé des populations	⬀	
-	Une vulnérabilité marquée du territoire au changement climatique (présence de population proche des zones inondables [8 000 personnes], personnes âgées [30 % de la population], dépendance de l'agriculture à l'irrigation, forte couverture forestière)	⬀	

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

1.3 Paysages et patrimoine

1.3.1 Généralités

1.3.1.1 Leviers du SCoT

Perceptible par tous et contribuant à sa valeur patrimoniale et culturelle, mais également à son attractivité, le paysage est un élément majeur d'analyse d'un territoire. Pour contribuer à la préservation ou à la restauration des paysages, le SCoT, en tant qu'outil de planification, doit veiller à limiter les zones de développement sur des secteurs sensibles aux perceptions paysagères et au devenir des formes urbaines (épaississement de la tache urbaine plutôt qu'urbanisation linéaire, mitage, etc.). Il peut de plus prescrire des préconisations sur l'architecture à déployer dans les PLU et PLUi.

1.3.1.2 Rappels reglementaires

➢ Au niveau national

- La loi du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature reconnait dans son article 1 que la protection des paysages est une mission d'intérêt général.
- Loi du 29 décembre 1979 relative à la publicité, aux enseignes et aux préenseignes, modifiée par la loi du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement et par la loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement. Elle définit le cadre réglementaire qui garantit à la fois la liberté d'expression et la protection de la qualité de vie.
- Loi du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne.
- La loi du 3 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral concerne aussi les rivages lacustres.
- La loi sur la protection et la mise en valeur des paysages du 8 janvier 1993, dite Loi Paysage (décret d'application no 94-283 datant du 11 avril 1994) vise à protéger et gérer les paysages naturels, urbains, ruraux, banals ou exceptionnels en matière d'aménagement et d'urbanisme.
- Loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de création, à l'architecture et au patrimoine (loi LCAP) a réformé l'essentiel des dispositifs relatifs aux secteurs sauvegardés, aux aires de valorisation de l'architecture et du patrimoine (AVAP), aux zones de protection du patrimoine architectural urbain et paysager (ZPPAUP) et aux abords des monuments historiques. Les sites patrimoniaux remarquables (SPR) remplacent les secteurs sauvegardés, les ZPPAUP et les AVAP.

➢ Au niveau regional, departemental et local

- Le SRADDET fixe deux objectifs relatifs au paysage :
- Objectif 17 : préserver les identités paysagères et améliorer le cadre de vie des habitants
- Objectif 37 : rechercher la qualité des espaces publics et favoriser la nature en ville

Le Parc naturel régional des Baronnies provençales a été labellisé le 26/01/2015, il concerne 31 communes de la CCSB, dont Sisteron qui est l'une des sept villes-portes du Parc. Le SCoT doit être compatible avec la Charte du PNR. Celle-ci a été approuvée en 2012 et s'articule autour de trois grandes ambitions :

- Valoriser les atouts naturels et humains des Baronnies provençales
- Développer une économie basée sur l'identité locale
- Concevoir un aménagement solidaire et durable

Ces trois ambitions se déclinent en 12 orientations, et 37 mesures ou objectifs opérationnels, dont plusieurs ont trait au paysage et au patrimoine. Les autres mesures sont présentées dans les fiches thématiques de l'EIE correspondantes.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Tableau 2 : Disposition de la Charte en rapport avec le paysage et le patrimoine

Mesures	Intitulés des mesures et objectifs ciblés au sein de la mesure	Engagement des partenaires (extraits)
I.2.1	Expérimenter et innover pour conserver la lavande et les autres marqueurs territoriaux d'un paysage de senteurs et de saveurs	
I.2.2	Favoriser des pratiques agricoles et pastorales concourant à la richesse des paysages et de la biodiversité Promouvoir un pastoralisme et des pratiques agricoles intégrant les dimensions écologiques et paysagères dans leurs stratégies économiques, notamment pour maintenir ouverts certains espaces donnant à voir le grand paysage et les panoramas des Baronnies Provençales (crêtes, pentes) et offrant des milieux favorables à la faune et à la flore, en maitrisant localement l'avancée de la forêt et du Pin noir d'Autriche. Entretenir la trame écopaysagère durable des Baronnies Provençales : identification des éléments types écologiquement structurants du paysage et incitation à leur préservation dans les espaces intermédiaires et les espaces à vocation principale agricole.	
I.4.1	Construire et partager une connaissance des patrimoines culturels matériels Disposer de connaissances sur les patrimoines bâtis, mobiliers et archéologiques des Baronnies Provençales, afin de mieux spécifier les caractères originaux des modes de vie, d'occupation de l'espace et de la culture matérielle. Sensibiliser les élus et la population à la richesse de leurs patrimoines matériels et à leur préservation, notamment lors de la réalisation des documents d'urbanisme communaux ou intercommunaux.	Intégrer les éléments patrimoniaux et paysagers fournis par le Parc dans le cadre de leurs documents d'urbanisme, notamment au titre de l'article L 123-1-7 du code de l'urbanisme lors de l'établissement d'un Plan local d'urbanisme.
I.4.2	Renouveler l'approche des patrimoines paysagers caractéristiques des Baronnies Provençales Préserver et valoriser les patrimoines géologiques emblématiques, les patrimoines bâtis et paysagers, les pratiques et les savoir-faire qui leur sont associés, afin d'illustrer l'originalité de la géologie et des formes d'occupation des Baronnies Provençales.	Participer aux actions de préservation et de valorisation des patrimoines bâtis, paysagers et géologiques, concernant leur territoire.
I.4.3	Partager la connaissance des patrimoines immatériels culturels associés aux usages du territoire Connaitre, préserver et valoriser l'histoire de l'occupation et de l'utilisation des terroirs dans les Baronnies Provençales, ainsi que les patrimoines immatériels (toponymes, langue d'oc, anciens savoir-faire, etc.) et les sources écrites associées au territoire et à ses usages.	

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Mesures	Intitulés des mesures et objectifs ciblés au sein de la mesure	Engagement des partenaires (extraits)
II.2.1	Promouvoir par l'éveil des sens, une « destination nature » qui a du sens Ouvrir à tous les sens l'expérience touristique de publics variés (sportifs, enfants, handicapés), en mettant en cohérence les circuits de découverte sensible des parfums et des saveurs dans l'espace et le paysage du parc, dans un objectif de différenciation et d'équilibre territorial, de compréhension et de responsabilité vis-à-vis des savoir-faire locaux. Faire émerger une pratique nocturne du territoire et de ses patrimoines, moyen original et qualité naturelle à valoriser, par l'approche de l'astronomie, de l'art, de l'éclairage, de la compréhension du paysage et de la nature de nuit. Une telle pratique doit s'appuyer sur une politique de préservation du ciel noir contre la pollution lumineuse.	Mettre en œuvre un urbanisme concentré qui limite la pollution lumineuse liée au mitage. Participer à la requalification et à l'aménagement des relais du Parc.
II.3.1	Structurer et qualifier l'offre de randonnées Assurer, avec les communes concernées, la pérennisation de la maîtrise foncière des chemins utilisés pour la pratique de la randonnée.	Préciser le tracé des chemins ruraux sur le territoire communal lors des élaborations ou révisions des documents d'urbanisme
II.4.1.	Adapter l'agriculture aux évolutions climatiques, sociétales et économiques Maintenir le nombre d'actifs agricoles sur le territoire. Pour cela, mener une animation foncière et une politique volontariste d'installation, de transmission et de reprise des exploitations, afin de pallier les départs à la retraite des chefs d'exploitation du territoire (environ 60 par an). Innover pour reconnaître les services rendus à la collectivité par les pratiques pastorales.	Établir un diagnostic agricole détaillé lors de la création, la révision ou la modification des documents d'urbanisme. Intégrer dans leurs documents de planification et d'urbanisme les dispositions réglementaires permettant de protéger les terres agricoles (délimitation de Zones agricoles protégées [mesure III.4.1]).
II.4.3	Viser l'excellence des savoir-faire pour un habitat écologiquement performant et socialement accessible Promouvoir une architecture et une construction contemporaines s'inscrivant dans l'héritage patrimonial et paysager des Baronnies Provençales et s'adaptant aux contraintes réglementaires, aux exigences d'efficacité énergétique, tout en restant dans des couts accessibles aux populations des Baronnies Provençales. Valoriser les ressources locales dans la composition d'écomatériaux, soutenir leurs certifications techniques et leurs utilisations dans les opérations de rénovation ou de construction. Soutenir le développement de filières locales d'écomatériaux (ex. : paille de lavande), d'entreprises, d'emplois et de savoir-faire associés à l'écoconstruction.	Intégrer dans leur document d'urbanisme les dispositions réglementaires nécessaires à cette politique.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Mesures	Intitulés des mesures et objectifs ciblés au sein de la mesure	Engagement des partenaires (extraits)
III.1.1	Accompagner le développement d'un urbanisme rural en maitrisant la consommation foncière Développer des formes urbaines denses, proches des tissus traditionnels et dans des proportions qui respectent un développement raisonné du territoire. Favoriser la création et la révision de documents communaux ou intercommunaux de planification et d'urbanisme qui intègrent sur l'ensemble du territoire les objectifs suivants : (voir charte)	Intégrer les orientations de la Charte lors de la création ou de la révision de tout document de planification ou d'urbanisme, en veillant notamment à : • Mettre en œuvre des zones agricoles protégées • Intégrer les dispositions nécessaires à la mixité de l'habitat et à la conception de logements à destination de la population locale. • Favoriser des formes urbaines permettant des constructions énergétiquement sobres et la mise en œuvre de solutions techniques intégrant les énergies nouvelles. • Prendre des dispositions visant à encourager et encadrer le développement des énergies renouvelables. • Bonifier les droits à construire pour les constructions et rénovations à haute performance énergétique et environnementale (ex. : bonification du Coefficient d'Occupation des Sols pour les bâtiments passifs ou recourant aux énergies renouvelables)
III.1.3	Expérimenter une politique du logement source de revitalisation conciliant identité architecturale et écoconstruction Répondre aux besoins de la population par le développement de différents types de logements, qualitativement adaptés aux caractères et potentialités des patrimoines et paysages, sociologiquement adaptés aux différents types de ménages présents sur le territoire, financièrement et socialement accessibles, économes en foncier et prenant en compte les enjeux énergétiques.	Poursuivre la réhabilitation et la valorisation du patrimoine bâti et le développement d'une offre de logements adaptée, aux différents publics, aux enjeux de maîtrise du foncier, de l'énergie et de la préservation des patrimoines et des paysages
III.4.2	Aménager en ménageant le territoire dans le respect des patrimoines, du caractère et des potentialités du paysage Éviter la banalisation et l'artificialisation du territoire en préservant la diversité et la représentativité des éléments paysagers représentatifs. Veiller à l'inscription du patrimoine routier, des paysages et des patrimoines dans la perspective de renouveler leur intérêt patrimonial, conforter la rente territoriale induite et valoriser de nouveaux usages.	

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

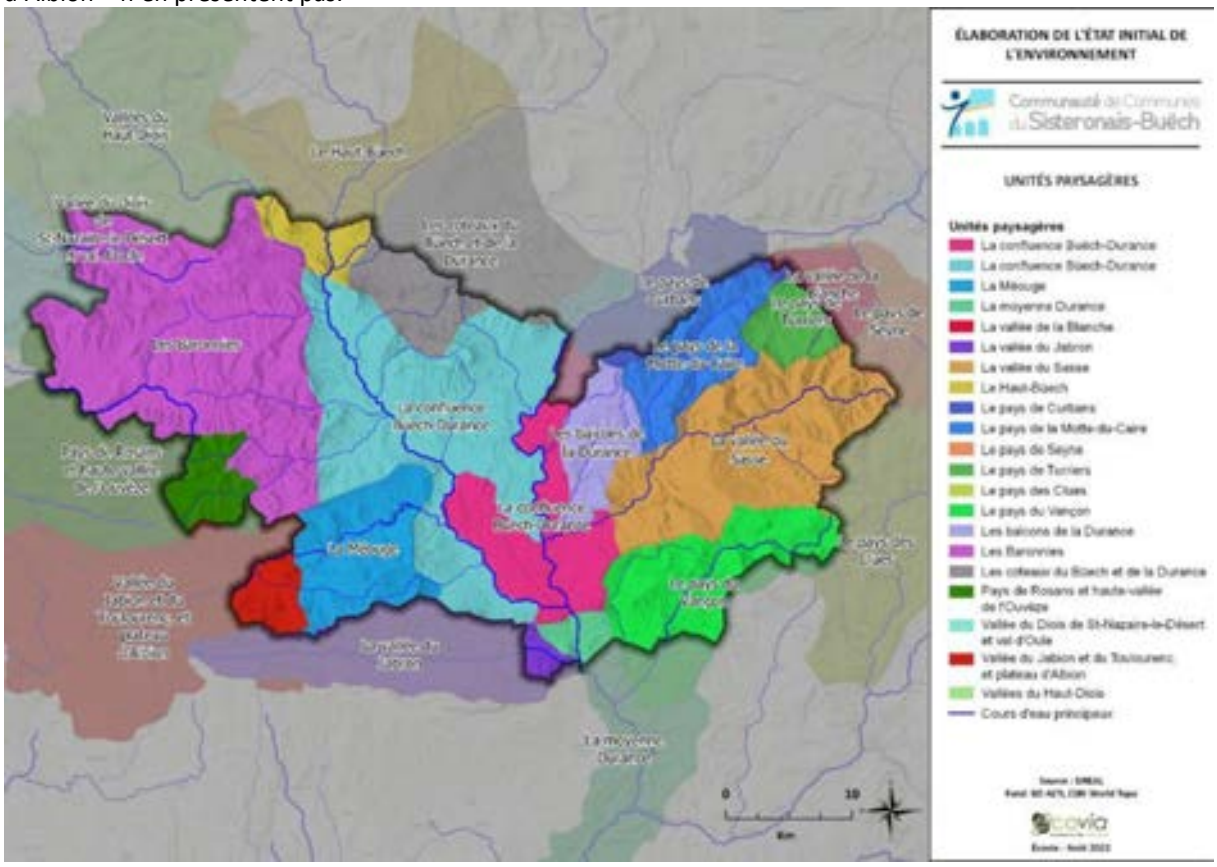
Mesures	Intitulés des mesures et objectifs ciblés au sein de la mesure	Engagement des partenaires (extraits)
	Élaborer et mettre en œuvre une charte de publicité couplée à la charte graphique et signalétique du Parc.	

1.3.2 Aperçu des paysages du territoire

SOURCE : ATLAS DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE ; ATLAS DES HAUTES-ALPES ; OBSERVATOIRE DES PAYSAGES DE RHONE-ALPES

L'atlas des paysages des Alpes-de-Haute-Provence a été révisé en 2017 et celui des Hautes-Alpes en 2014. L'observatoire rhônalpin a réalisé quant à lui un état de référence en 2006. Sur le territoire de la CCSB, 12 unités paysagères sont ainsi identifiées.

N. B. L'atlas des paysages rhônalpin ne comporte pas de carte d'enjeux, c'est pourquoi les paragraphes dédiés aux unités « Pays de Rosans et haute-vallée de l'Ouvèze » et « Vallée du Jabion et du Toulourenc, et plateau d'Albion » n'en présentent pas.



Les descriptions des principales unités paysagères recoupant le territoire, réalisées dans le cadre des trois Atlas, sont présentées ci-après.

1.3.2.1 LES VALLEES DES BUËCH

Les Hautes-Alpes s'adoucissent, à l'image de ses rivières qui irriguent ces vallées. En effet, le Petit Buëch et le Grand Buëch laissent derrière eux ces terres de montagne où ils prennent leur source à près de 2 000 m d'altitude.

Les vallées des Buëch sont ces territoires de transition entre Alpes et Provence. On distingue le Buëch montagnard, celui du Grand Buëch et celui des cluses jusqu'à Serres. La vallée du Grand Buëch se caractérise par une succession de cluses et de petites plaines dans lesquelles l'homme a pu s'installer profitant d'être sur un axe de communication important menant à Grenoble.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Du sud au nord et d'est en ouest, elles dévoilent une grande diversité de lieux et de milieux. Ainsi, entre Drôme et Isère, entre Provence et Haute Provence les paysages se dessinent de plaines et de vallées entrecoupées de reliefs fortement boisés, mais singuliers par une géologie unique, d'espaces agricoles, mais aussi de villes et de villages. Laragne-Montéglin et Serres sont les deux villes de ce territoire fortement tournées vers son capital « Nature ».

La forêt tend à se développer significativement, processus concomitant à celui de la déprise agricole que la diminution de la SAU confirme par les chiffres.



Figure 7 : Rencontre des Alpes et de la Provence (source : Atlas 05)

Malgré une densité faible, les vallées des Buëch font état d'une certaine urbanité avec de nombreuses zones habitées qui rythment le territoire. Un climat plus clément, des altitudes moins élevées en ont fait un territoire occupé par l'homme. Une grande disparité démographique se révèle dans les formes urbaines majoritairement faites de villages. Certains à force d'extensions ont pris la forme de ville : Laragne-Montéglin et Serres et regroupent la majorité de la population avec Sisteron. D'autre part, 25 communes ont moins de 100 habitants. Le fond de vallée du Grand Buëch accueille voie ferrée et route qui sera, à partir de 1824, la voie dite royale reliant Aix à Chalon-sur-Saône via Sisteron.

À l'exception des coteaux sud de la montagne de Saint-Genis (commune nouvelle de Garde-Colombe), où l'habitat est composé de fermes dispersées, l'habitat ancien se regroupe globalement sous trois typologies sur le territoire :

- Site perché, historiquement défensif, sur un mamelon ou à flanc de versant : Rosans, L'Épine, Saléon, Salérans, Méreuil, Savournon.
- Site de Cluse, également défensif : Serres, Orpierre, Trescléoux et Montclus.
- Site de plaine : l'urbanisation est consécutive au développement des échanges et des voies de communication.

La planéité des lieux favorise le développement d'une urbanisation récente entre activités et habitats. L'extension urbaine s'opère à partir des pôles existants de manière concentrique. Ce développement rogne les espaces agricoles périphériques qui restent des opportunités financières pour les exploitants âgés qui ne trouvent pas de repreneur.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

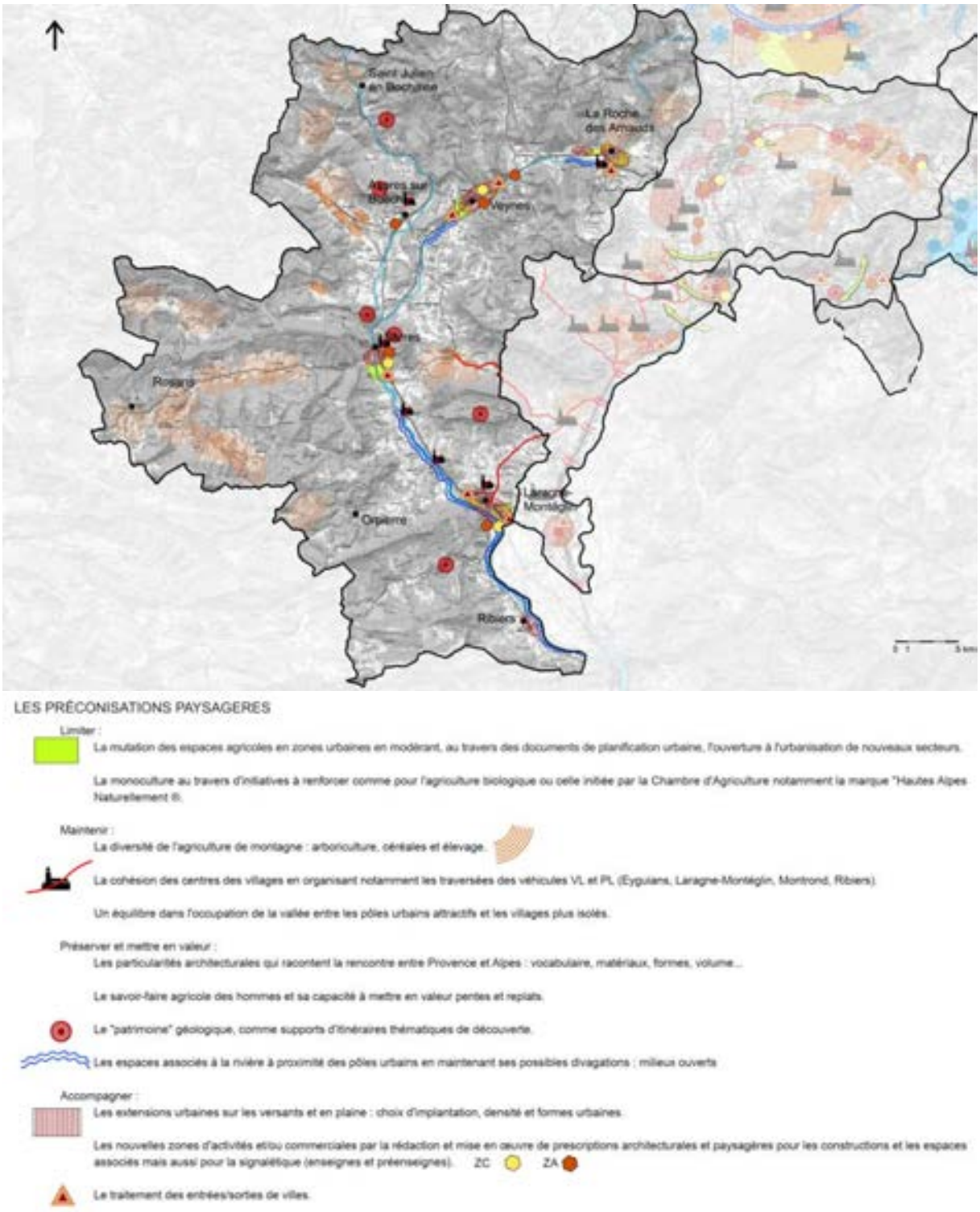


Figure 8 : Sensibilités et points de vigilance (source : Atlas)

1.3.2.2 LES PAYSAGES ASSOCIES A LA DURANCE

- **LA VALLEE DE LA MOYENNE DURANCE (HAUTES-ALPES)**

Pays emprunté, marqué et dessiné par la rivière, c'est aussi une vallée redessinée et appropriée par les hommes. Véritable colonne vertébrale du territoire des Hautes Alpes, elle est son histoire et son économie. Cette portion de la vallée de la Durance a laissé s'installer les grands réseaux d'infrastructures (RN 85, autoroute A51, réseau d'énergie hydraulique avec le canal EDF).

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

L'agriculture, et plus particulièrement l'arboriculture, a pris possession des terres en fond de vallée, délaissées par les bourgs et les villages, qui s'étaient historiquement positionnés dans les hauteurs après les crues dévastatrices de la Durance, avant la construction du barrage de Serre-Ponçon. Les villages perchés de Ventavon, d'Upaix et bien d'autres ont initié des itinéraires touristiques comme celui des « villages perchés ».



Figure 9 : Village perché d'Upaix (source : page Wikipédia de la commune)

Cette unité paysagère est en contact avec l'agglomération de Sisteron à son extrémité sud, puis se rétrécit vers le nord, au carrefour de la petite ville de Tallard, pour s'épaissir à nouveau dans la vallée de Remollon.

Deux processus marquent l'évolution des paysages de la Moyenne Durance : la reconquête forestière de ses hauts et l'urbanisation de son fond de vallée. Bien que plus large que d'autres vallées haut-alpines, son relief appuyé concentre les possibilités d'extensions urbaines sur certains espaces.

Le fond de vallée large et plat, la desserte de ce territoire par de grandes infrastructures routières sont autant d'atouts pour un dynamisme économique et urbain qui renforce le recul de l'agriculture et menace les paysages.

Trop souvent l'opportunisme foncier dicte les nouveaux secteurs urbanisés. La périphérie de certaines communes se constelle d'habitat individuel. Ainsi le long de la RN 85 en direction de Gap s'installent les activités, commerces et services profitant d'une excellente desserte et d'une très bonne visibilité. Si le prolongement de l'autoroute A51 vers Grenoble permet d'envisager un trafic moindre vers Gap, il n'en sera pas de même sur la RD 942 qui rejoint Briançon et la vallée de l'Ubaye. Aujourd'hui, les villages traversés, comme Tallard, Remollon ou Espinasses subissent des conflits d'usage inhérents à cette circulation routière. Quels seraient les impacts sur le paysage de nouveaux aménagements rendus nécessaires par un trafic en hausse ?

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

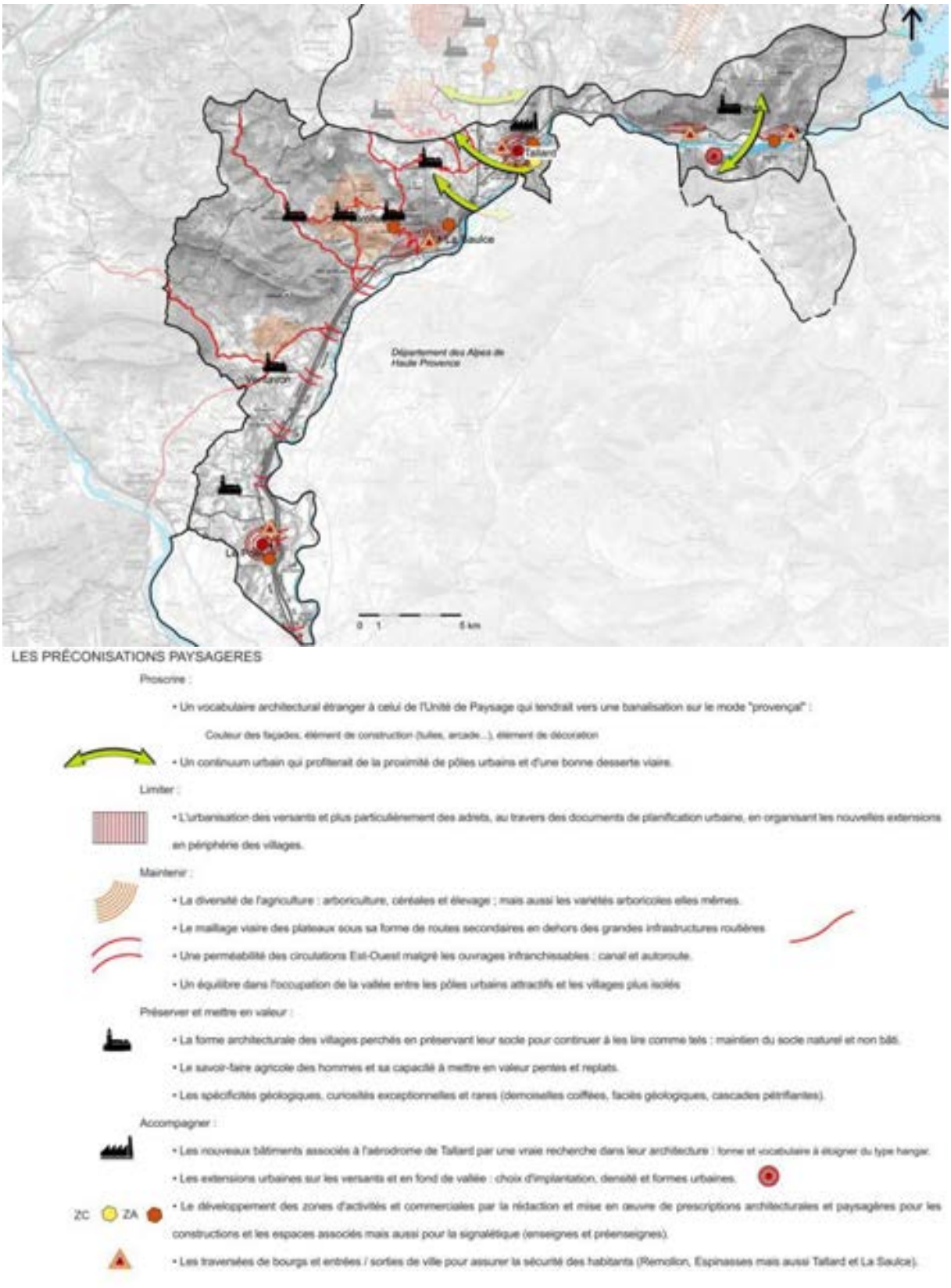


Figure 10 : Sensibilités paysagères identifiées par l'Atlas (source : Atlas)

- LA MOYENNE DURANCE (ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE)

Depuis la clue de Sisteron, la vaste plaine agricole de la Moyenne Durance s'étend jusqu'au défilé de Mirabeau. Une vaste mosaïque de cultures tapisse le fond de vallée. Sur ces sols fertiles et irrigués, l'agriculture est

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

particulièrement riche et variée : grandes cultures céréalières, maraichères et fourragères (tournesols, maïs, prairies, betteraves), vastes secteurs de vergers. Les parcelles, souvent ponctuées de vieux arbres fruitiers isolés ou par des replantations récentes, sont généralement délimitées par des canaux d'irrigation et la végétation qui les accompagnent (phragmites, joncs, cannes de Provence) créant ainsi des ambiances et des perspectives diverses.



Figure 11 : Vallée de la Durance (source : Atlas 04)

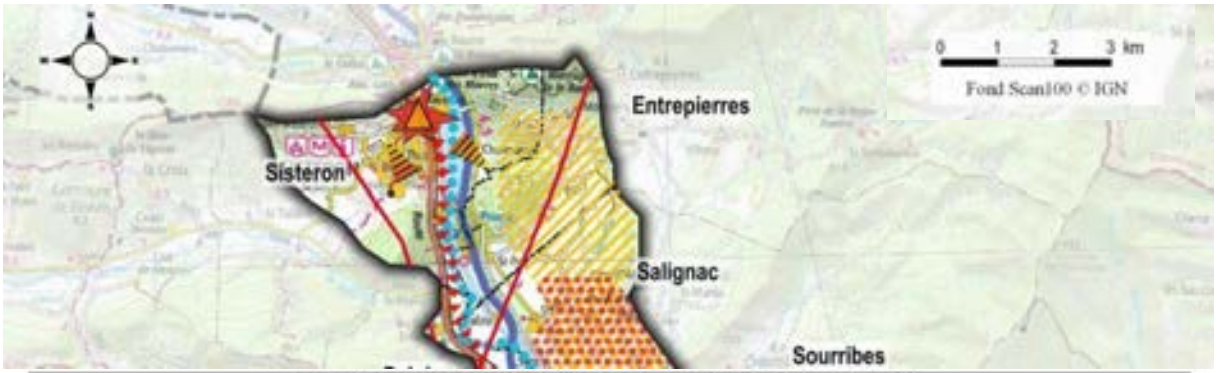
Cette large vallée à fond plat est délimitée par de longs coteaux boisés (plateau de Salignac, crêtes de la Vallée des Duyes, contreforts des plateaux de Puimichel et Valensole à l'est et piémont de Lure, contreforts du pays de Forcalquier, Lubéron Oriental et Collines de Pierrevert à l'ouest). Sur les coteaux les mieux exposés, de belles olivettes en terrasses, s'étagent autour des villages perchés et les mettent en valeur. Sur le territoire du SCoT, seuls Sisteron et Entrepierres sont concernés à la marge par cette unité paysagère.

Durance, canal EDF, route nationale, autoroute, implantation du bâti récent…, concourent à renforcer la lecture linéaire de la vallée. La vallée connait aujourd'hui une saturation progressive du milieu naturel et rural. Les villages se sont étiré le long des routes, contribuant au cloisonnement longitudinal et à l'impression d'urbanité générale. La plupart des villages sont investis par l'habitat pavillonnaire. Ces extensions urbaines récentes, aux architectures uniformisées en rupture avec le caractère local, banalisent et noient bien souvent les silhouettes des villages anciens et les coteaux sur lesquels elles s'implantent. Si autrefois l'occupation bâtie du fond de vallée se limitait à quelques fermes isolées, aujourd'hui les extensions pavillonnaires s'étendent sur les terres agricoles de la plaine. C'est aussi là, à proximité des voies de communication, que se déploient les zones d'activités et les usines (Sisteron). Si certaines ont mis en place des programmes d'aménagement, elles constituent souvent des entrées de villes brouillonnes et peu valorisantes.

Différents sites remarquables ponctuent cette unité paysagère, telle la Clue de Sisteron.

L'atlas liste deux enjeux pour cette unité :

- Maîtriser l'urbanisation de la vallée et stopper les infrastructures linéaires ;
- Se réconcilier avec la rivière tout en préservant son caractère « sauvage ».



ELEMENTS PAYSAGERS ET PATRIMONIAUX	
	PRÉSERVER LA QUALITÉ DES PERSPECTIVES VISUELLES Entretien des abords des points de vue (débroussaillement) Aménagement d'accès et de lieux d'arrêt, tout en portant attention à l'impact qu'ils peuvent générer
	PRÉSERVER ET SOULIGNER LA SILHOUETTE DES VILLAGES Affirmer le cœur historique des villages perchés, contenir l'extension périphérique des villages vers la plaine Affirmer une limite nette d'urbanisation Conserver des espaces de respiration autour des villages Entretenir et restaurer les terrasses qui forment un socle aux villages Promouvoir la culture de l'olivier ; Maîtriser le développement des friches

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



Figure 12 : Sensibilités paysagères de la moyenne Durance (source : Atlas)

➢ Le Pays de Curbans, en limite du territoire

Ce versant abrupt, orienté nord-ouest, surplombe en rive gauche la Durance. Il présente un paysage fortement boisé, d'où se détachent les berges de la Durance, territoire de vergers et de cultures maraichères, jalonné de hameaux perchés. Le haut du versant est animé par une succession de clairières habitées et cultivées. Cette unité paysagère ne concerne la CCSB qu'à la marge (communes de Bellaffaire, Gigors et Melve).

L'atlas liste trois enjeux pour cette unité :

- Améliorer la qualité du bâti et valoriser les villages perchés
- Limiter la fermeture des paysages
- Raisonner les actions de transition énergétique et maîtriser le développement des énergies renouvelables

➢ La Confluence Buëch – Durance

Cette large plaine alluviale subtilement vallonnée et cernée de montagnes se dessine en toile de fond. Le Buëch et de la Durance s'unissent pour franchir la majestueuse clue de Sisteron.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



Figure 13 : Confluence de la Durance et du Buëch (source : Atlas 04)

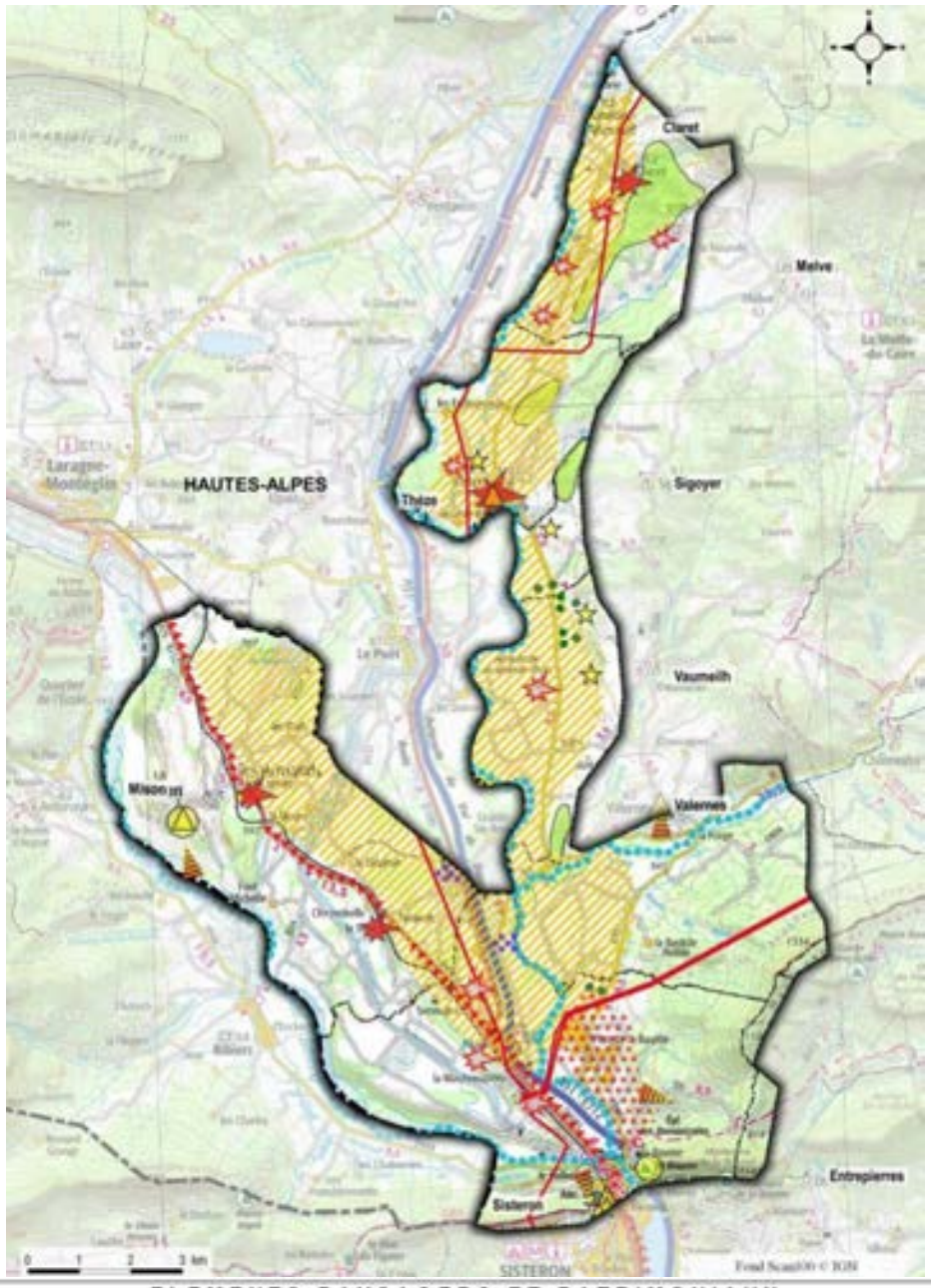
Cette entité présente un certain équilibre entre l'agriculture et la forêt. L'arboriculture fruitière (pommiers, poiriers essentiellement) s'étend en plans successifs composant avec les parcelles de prairies. Aux creux des vallons (Mison les Armands) et sur les terrasses de la rive gauche de la Durance (Thèze), l'élevage (bovin et ovin) domine. Parcelles de prairies et fourrage se succèdent, ponctuées et animées d'arbres isolés, de vestiges de haies ou d'alignements (parfois remarquables) qui accompagnent les chemins et les routes (la Silve, Chane, Plan Massot).

Les villages perchés surplombent les terres fertiles. Le village de Mison est un site inscrit.

L'atlas liste trois enjeux pour cette unité :

- Préserver les silhouettes des villages repères
- Préserver l'équilibre agriculture/forêt
- Requalifier l'entrée nord de Sisteron et maîtriser le développement des zones d'activités

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



ELEMENTS PAYSAGERS ET PATRIMONIAUX	
	PRÉSERVER LA QUALITÉ DES PERSPECTIVES VISUELLES Entretien des abords des points de vue (débroussaillement) Aménagement d'accès et de lieux d'arrêt, tout en portant attention à l'impact qu'ils peuvent générer
	PRÉSERVER ET SOULIGNER LA SILHOUETTE DES VILLAGES Affirmer le cœur historique des villages perchés, contenir l'extension périphérique des villages vers la plaine Affirmer une limite nette d'urbanisation Conserver des espaces de respiration autour des villages Entretenir et restaurer les terrasses qui forment un socle aux villages Promouvoir la culture de l'olivier ; Maîtriser le développement des friches
	FAVORISER ET SOUTENIR LA QUALITE DES PAYSAGES DE BORD DE ROUTE Promouvoir les projets de requalification de la RD 4096, qui est un axe majeur du département, en prenant en compte l'aspect paysager Maintenir et valoriser les alignements remarquables et favoriser de nouvelles plantations si nécessaire Mettre en place une politique de protection des structures les plus significatives Gérer la publicité Traiter et valoriser les entrées de villes et villages Freiner l'implantation de point de vente en bord de route Imposer la saisonnalité en fonction des productions Améliorer la signalisation routière et l'intégration paysagère des structures existantes

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



Figure 14 : Synthèse des enjeux de la confluence Buëch-Durance (source : Atlas 04)

- LES BALCONS DE LA DURANCE



Figure 15 : Balcons de la Durance (source : Atlas des paysages 04)

Ce pays, légèrement vallonné, est perché en balcon au-dessus de la Durance. Une grande partie est couverte de forêts et de garrigues, principalement des boisements exploités de chênes et de pins sylvestres. Si l'agriculture, peu importante, est relativement variée au nord, elle reste essentiellement vouée à l'élevage ovin. Les nombreuses fermes isolées sont accompagnées de gros hangars et ponctuent les terroirs. Les prairies de fauche, les parcours à moutons et quelques champs de céréales occupent les replats. Cette agriculture persistante permet de conserver quelques ouvertures au sein des garrigues et des boisements. Aux extrémités nord (Melve) et sud (Valernes), l'agriculture est plus riche. Un système de polyculture-élevage diversifié se maintient (bovin, ovin, caprin, céréales, tournesol, maïs irrigué, vergers), à la faveur de l'influence de la Durance et de La Motte-du-Caire.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Des haies de chênes et d'érables structurent et animent ces terroirs.

L'habitat est globalement très diffus et se caractérise par de nombreuses fermes isolées, souvent massives et accompagnées de gros hangars. Les villages sont accrochés aux pentes (Valernes, Vaumeilh, Melve) ou parfois perchés (Sigoyer). Des vestiges de remparts ou de châteaux (Valernes, Sigoyer) évoquent la période du Moyen-Âge.

L'atlas liste deux enjeux pour cette unité :

- Maîtriser la fermeture des paysages
- Valoriser le patrimoine bâti et les villages perchés

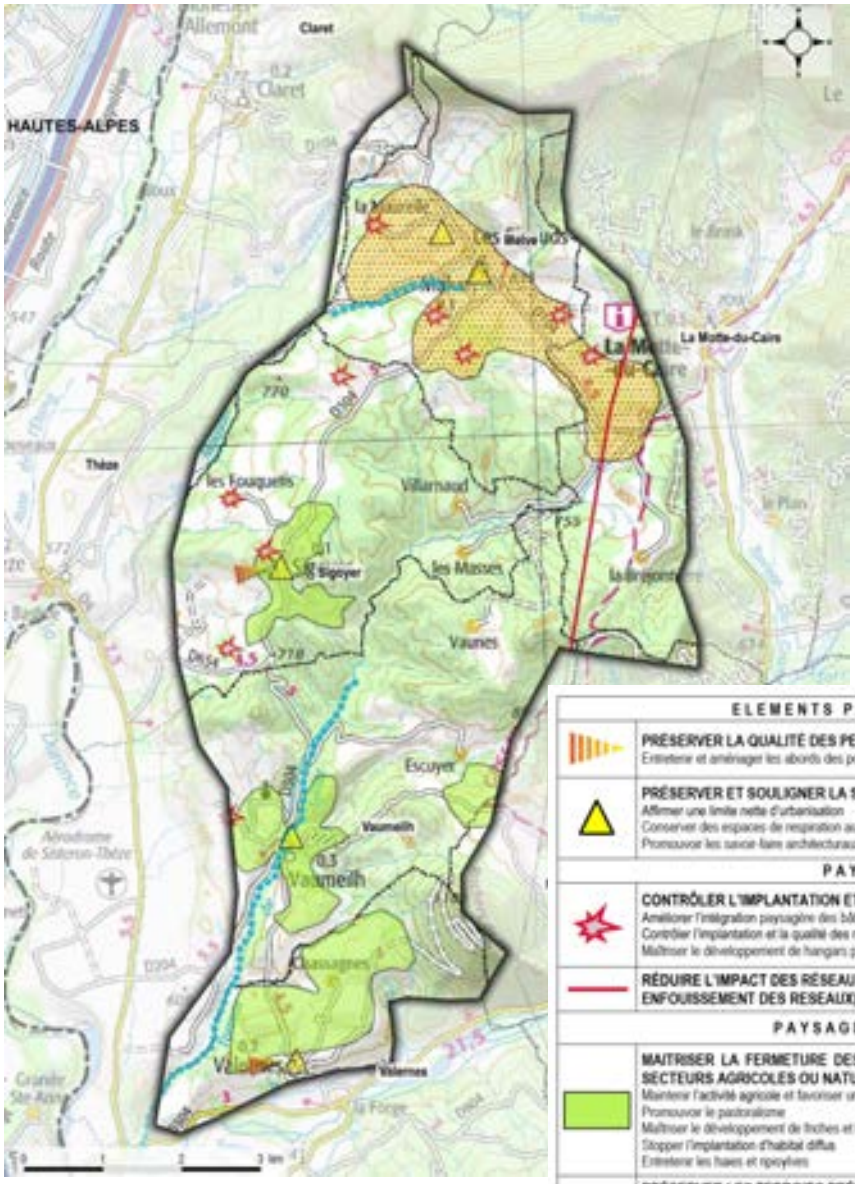




Figure 16 : Synthèse des enjeux des Balcons de la Durance (source : Atlas 04)

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

1.3.2.3 LE PAYS DU VANÇON



Figure 17 : Pays du Vançon (source : Atlas 04)

Dans ces paysages au relief tourmenté, couvert de forêts et de pâturages, l'élevage ovin semble être l'activité majeure. Si aujourd'hui l'homme y est peu présent, les nombreux hameaux ruinés et terrasses enfrichées rappellent qu'autrefois, ce pays était vivant et actif.

Les terroirs, de petite taille, sont composés de champs de céréales et de fourrages et s'organisent autour des villages, hameaux ou fermes (Chardavon sur la commune de Saint-Geniez, Authon). Parfois, ces parcelles sont délimitées par des haies ou des ripisylves qui animent et structurent le paysage (Saint-Geniez). Le pastoralisme est plus présent dans le nord de l'entité et le paysage s'ouvre sur de grandes étendues de parcours à moutons. Cependant, les genêts, les chênes et les pins recolonisent petit à petit de nombreuses pâtures. La vallée du Vançon, aujourd'hui presque entièrement boisée, était autrefois cultivée et pâturée jusqu'aux sommets. L'agriculture de la partie sud-ouest subit l'influence de la vallée de la Durance et les cultures irriguées se font plus présentes (maraîchage, vergers, tournesol, maïs).

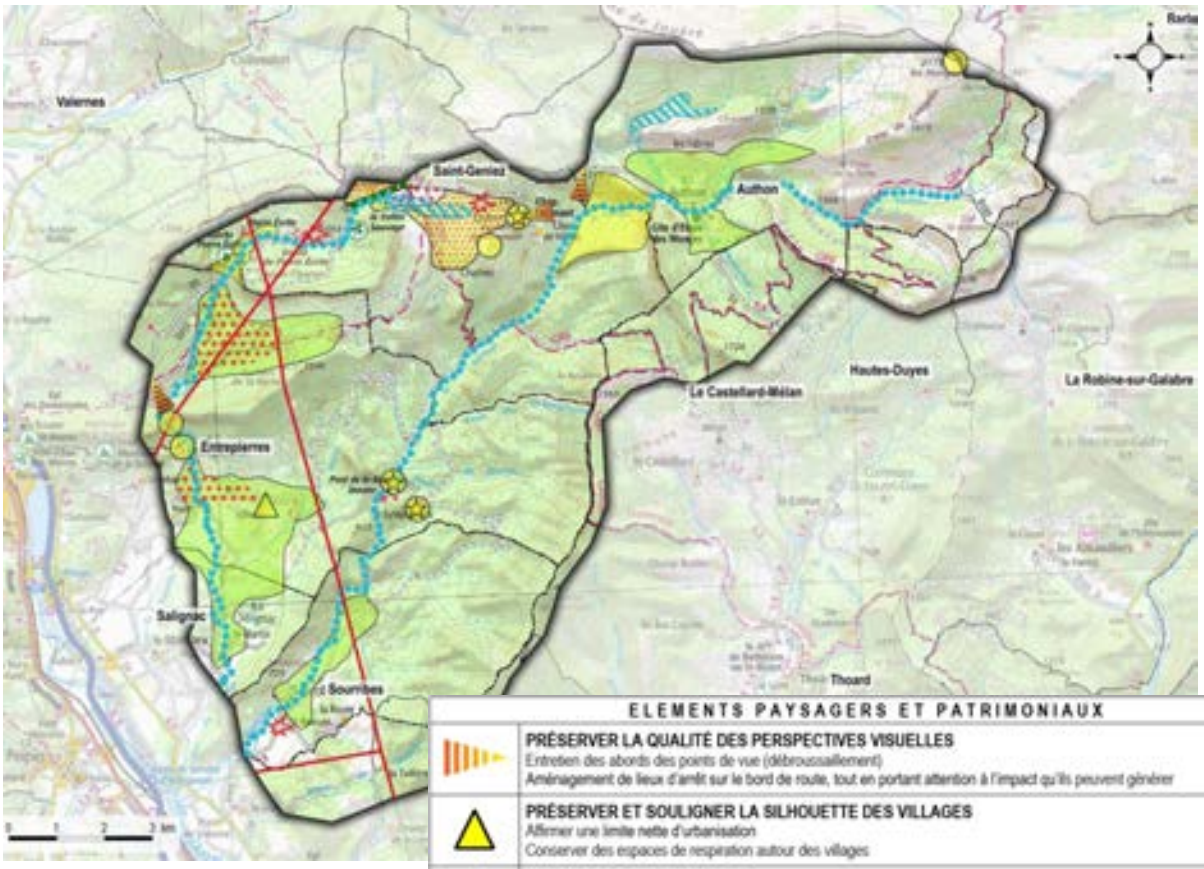
Dans la partie nord-est, l'habitat se regroupe sur les villages de Saint-Geniez et d'Authon. Quelques rares fermes isolées ponctuent les terroirs. Depuis les gorges du Vançon jusqu'au nord de Sourribes, la vallée semble avoir été désertée par l'homme. Si quelques fermes isolées subsistent, de nombreuses ruines et villages fantômes rappellent le passé agricole de la région (Saint-Symphorien, Vigoureux).

La partie ouest, qui subit la pression de la vallée de la Durance et la proximité de Sisteron, voit s'implanter un habitat résidentiel diffus, de style « banlieue ». Ce dispersement entraine un fractionnement des surfaces agricoles qui sont peu à peu abandonnées. Ce type d'habitat et le développement des friches sur les parcelles agricoles délaissées entrainent un impact visuel fort qui dévalorise le paysage (Mézien, Vilhosc). Sur l'ensemble de l'entité, on pourra noter aussi l'impact de certains hangars agricoles, de taille importante, dont les formes, les matériaux et les couleurs s'intègrent difficilement dans le paysage. Dans ce contexte, le village d'Entrepierres retient l'attention par son patrimoine naturel (site classé géoparc) et bâti : maisons anciennes, en pierre, étroitement imbriquées, chapelle de Dromon, pierre écrite.

L'atlas liste deux enjeux pour cette unité :

- Conserver la qualité des paysages agricoles
- Stopper l'implantation d'habitat diffus

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



ELEMENTS PAYSAGERS ET PATRIMONIAUX

PRÉSERVER LA QUALITÉ DES PERSPECTIVES VISUELLES
Entretien des abords des points de vue (débroussaillement)
Aménagement de lieux d'arrêt sur le bord de route, tout en portant attention à l'impact qu'ils peuvent générer

PRÉSERVER ET SOULIGNER LA SILHOUETTE DES VILLAGES
Affirmer une limite nette d'urbanisation
Conserver des espaces de respiration autour des villages

VALORISER LE PATRIMOINE BATI
Inventorier et réhabiliter le patrimoine bâti
Promouvoir les savoir-faire architecturaux

PRÉSERVER LA QUALITÉ ET LA PERCEPTION DES PAYSAGES REMARQUABLES
Mettre en valeur les sites remarquables et leur perception
Faciliter la protection et la gestion de ces sites
Etudier l'impact des aménagements existants ou à venir dans les sites remarquables
Gérer les flux touristiques
Promouvoir les savoir-faire architecturaux
Faciliter les actions de restauration

PAYSAGES CONSTRUITS

CONTRÔLER LA DISPERSION ET LA QUALITÉ DU BÂTI DANS LES ESPACES AGRICOLES
Stopper l'implantation diffuse dans les espaces agricoles
Préférer la revitalisation des centres anciens et une densification de l'enveloppe urbaine existante (en tenant compte de la topographie, des structures paysagères en place, des perceptions, des volumes et couleurs ...) à un développement diffus
Améliorer l'intégration paysagère et la qualité du bâti isolé et promouvoir les savoir-faire architecturaux

RÉDUIRE L'IMPACT DES RÉSEAUX AÉRIENS (DEBROUSSAILLEMENT SOUS LES LIGNES ET ENFOUISSEMENT DES RESEAUX)

CONTRÔLER L'IMPLANTATION ET LA QUALITÉ DES BATIMENTS AGRICOLES
Améliorer l'intégration paysagère et la qualité des bâtiments agricoles existants et de leurs abords
Contrôler l'implantation et la qualité des nouveaux bâtiments
Maîtriser le développement des hangars photovoltaïques

PAYSAGES RURAUX ET NATURELS

PRESERVER LES TERROIRS PRESENTANT UNE QUALITE PAYSAGERE NOTABLE ET RELATIVEMENT INDEMNE D'URBANISATION AINSI QUE LEURS STRUCTURES PAYSAGERES MORPHOLOGIQUES, VEGETALES ET AGRAIRES (TERRASSES, HAIES, CHEMINS RURAUX, RUISSEAUX, FOSSES ET RIPISYLVES ...)
Maintenir l'activité agricole et promouvoir une agriculture respectueuse de l'environnement
Limiter le développement des friches et des forêts
Conserver et entretenir la structure de haies et ripisylves

MAITRISER LA FERMETURE DES PAYSAGES, GERER L'AVANCEE DES FORÊTS ET LA QUALITE DES SECTEURS AGRICOLES OU NATURELS FRAGILES
Maintenir l'activité agricole
Promouvoir le pastoralisme
Maîtriser le développement de friches
Stopper l'implantation de l'habitat diffus dans les secteurs agricoles

PRESERVER ET VALORISER LES RIPISYLVES. PRIVILEGIER LES PROTECTIONS DE BERGES PAR GENIE ECOLOGIQUE

PRESERVER ET VALORISER LES PRAIRIES ET ZONES HUMIDES

Figure 18 : synthèse des enjeux du Pays du Vançon (source : Atlas 04)

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

1.3.2.4 LE PAYS DE LA MOTTE DU CAIRE

Cette vallée étroite à fond plat, orientée vers le sud-ouest, subit les influences de la Durance. Elle est essentiellement tournée vers la culture d'arbres fruitiers qui tapissent une grande partie du fond de vallée.



Figure 19 : Pays de la Motte-du-Caire (source : Atlas 04)

Traditionnellement, les villages sont groupés, situés en pied de pente et adossés à un éperon rocheux. Les cœurs anciens sont bâtis de façon dense. Les maisons sont collées les unes aux autres pour ne laisser que des ruelles étroites et des passages voutés. Sur l'ensemble du fond de vallée, quelques fermes isolées se sont installées au cœur de leur terroir. Celles-ci sont aujourd'hui souvent accompagnées de bâtiments récents et de hangars.

Si le village du Caire présente un fort potentiel architectural, celui de La Motte-du-Caire montre une certaine hétérogénéité. Dans le centre ancien, les bâtisses anciennes, parfois abandonnées, côtoient des maisons rénovées aux styles et aux couleurs parfois atypiques. Le village présente malgré tout un bâti aux volumes intéressants et de nombreux passages voutés. En périphérie, l'habitat pavillonnaire se développe de manière lâche et grignote peu à peu les vergers.

L'atlas liste deux enjeux pour cette unité :

- Limiter la fermeture des paysages
- Stopper l'implantation de l'habitat diffus et de hangars

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

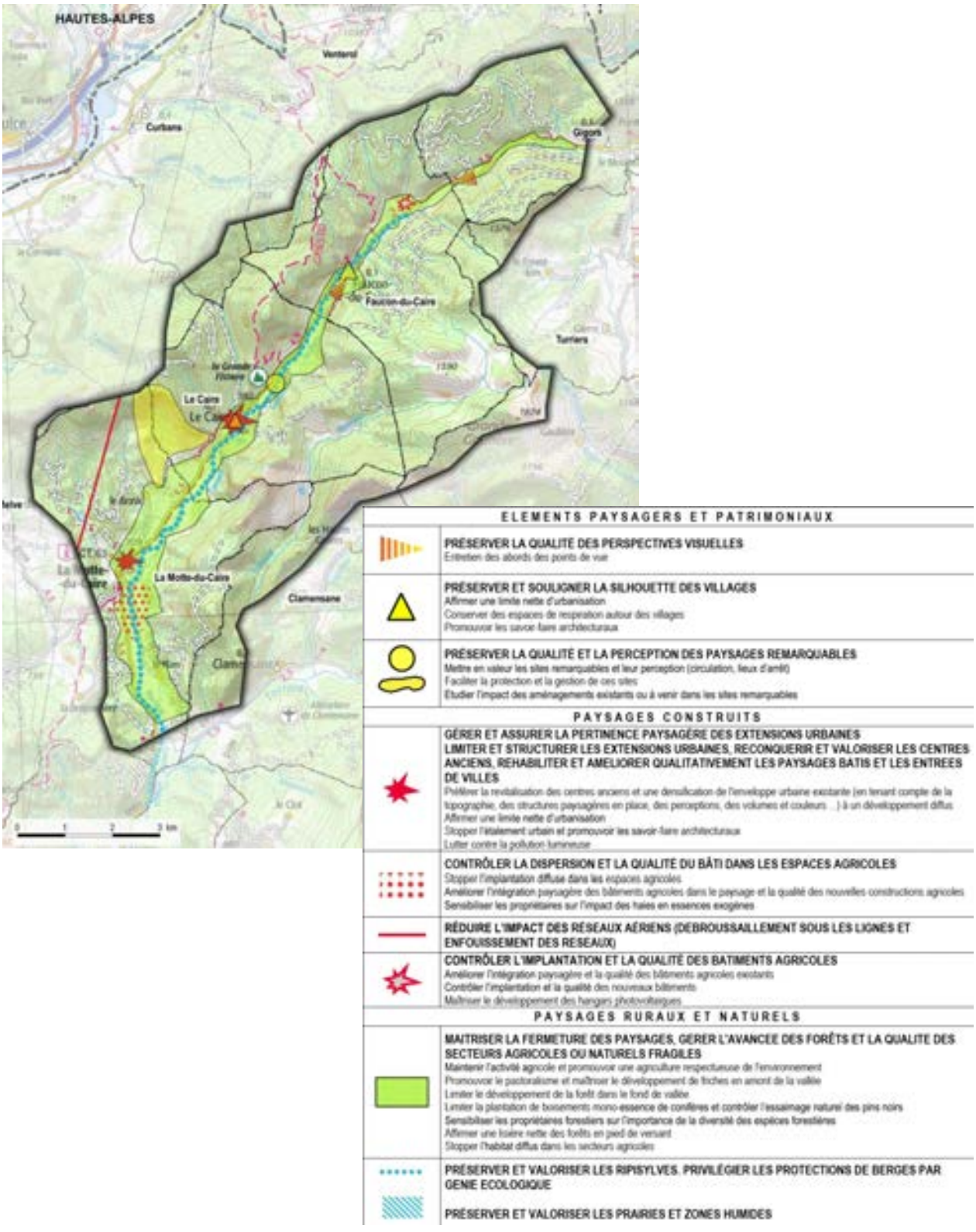


Figure 20 : Synthèse des enjeux du Pays de la Motte du Caire (source : Atlas 04)

1.3.2.5 Le Pays de Turriers

Ce plateau cerné de reliefs est régulièrement parsemé de villages et hameaux aux styles hétéroclites et hybrides. Il présente un paysage agricole ouvert de grande qualité surprenant dans cette zone de montagnes. La couverture forestière occupe les versants dont la qualité des sols est défavorable à l'agriculture. Les pentes nord présentent quelques forêts mixtes relativement denses. D'épaisses ripisylves composées d'aulnes, de frênes, de

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

trembles… accompagnent les cours d'eau et sillonnent le plateau. Les terres agricoles occupent tous les replats et sont cultivées en céréales, fourrages et prairies de fauche. L'agriculture est essentiellement tournée vers l'élevage de bovins à viande. On trouve aussi quelques troupeaux de moutons. Le plateau présente un aspect de mosaïque bocagère. Les parcelles sont souvent séparées par des haies et des ripisylves. Malgré la présence de ces structures végétales, le plateau reste largement ouvert du fait de la configuration de son relief. Quelques anciens vergers conduits en haute tige animent les abords des villages et hameaux. De nombreux noyers, parfois imposants, constituent un motif caractéristique.



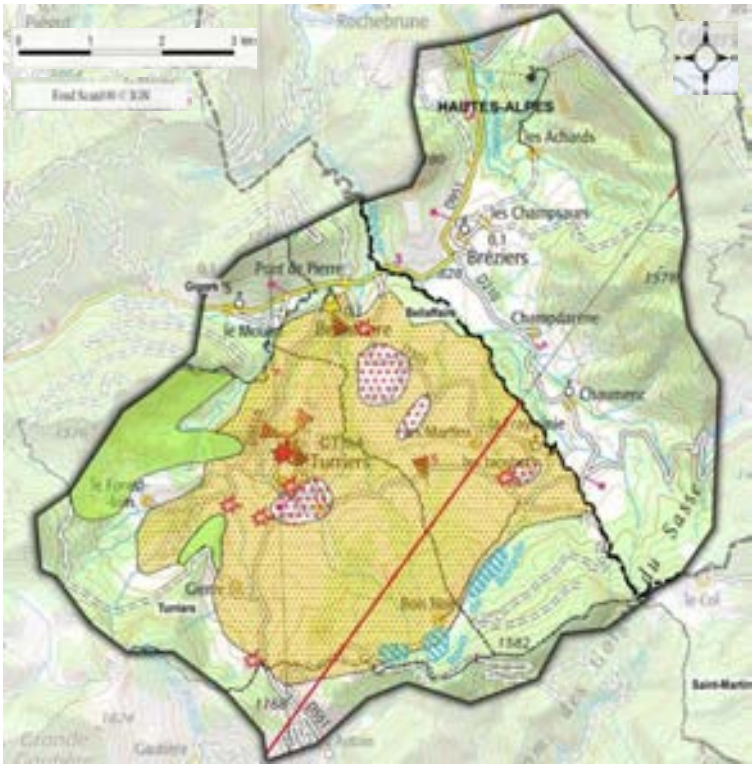
Figure 21 : ensemble du plateau de Turriers (source : Atlas 04)

L'habitat rural ancien, de type montagnard, est constitué de maisons-blocs massives aux murs empâtés. Dans ce pays où la présence humaine est forte, l'occupation bâtie est régulière et diverse : villages ou hameaux répartis sur l'ensemble du plateau, fermes isolées, et zones pavillonnaires. La morphologie du plateau ainsi que l'ouverture du paysage engendrent une grande covisibilité entre les villages.

Cette entité ne semble pas souffrir d'exode des populations bien au contraire. Le village de Turriers subit une forte pression urbaine. Il est cerné d'habitats pavillonnaires qui s'implantent de façon confuse. Ce type d'extension amoindrit fortement la lisibilité de la silhouette de ce village perché. Les fermes sont souvent accompagnées de hangars agricoles qui sont visibles de loin du fait des matériaux employés et de leurs couleurs.

L'atlas liste deux enjeux pour cette unité :

- Préserver les terroirs présentant une qualité paysagère notable
- Requalifier les abords de Turriers



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

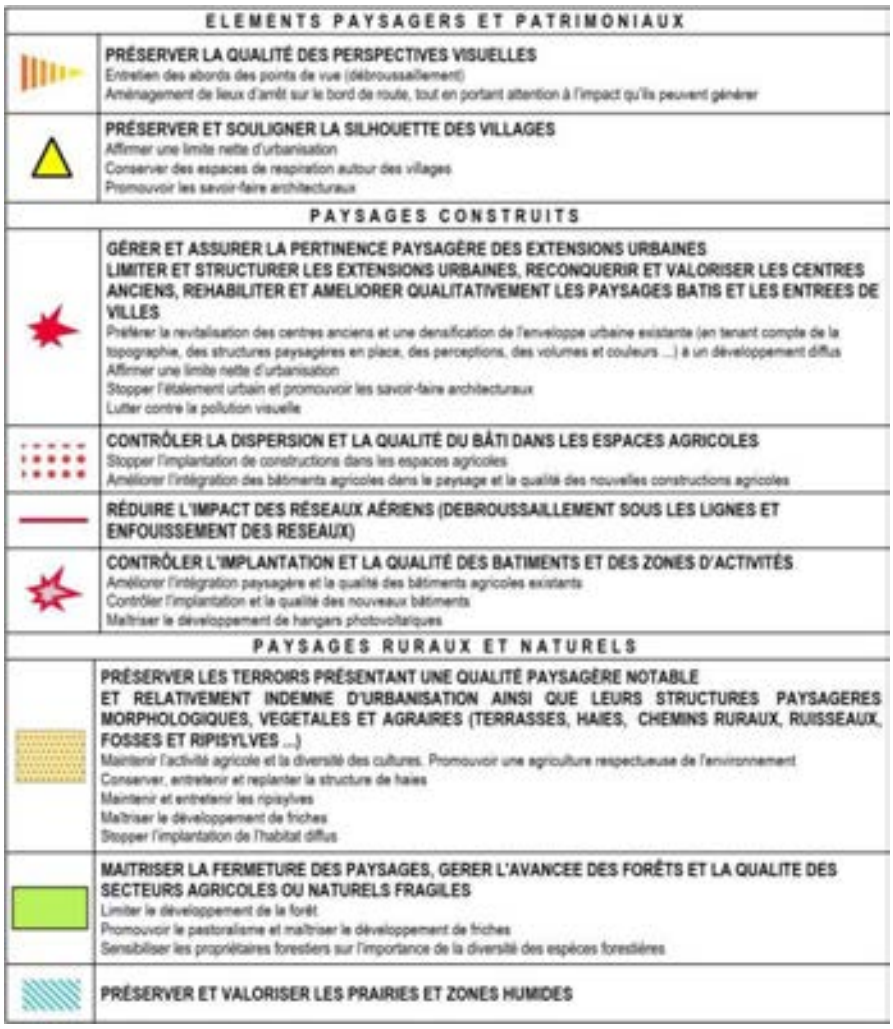


Figure 22 : Synthèse des enjeux du Pays de Turriers (source : Atlas 04)

1.3.2.6 La Vallee du Sasse



Figure 23 : vallée du Sasse (source : Atlas 04)

La Vallée du Sasse est un long couloir boisé qui s'ouvre sur les milieux agricoles du fond de la vallée et des versants aux formes mouvementées. Elle donne accès à des terroirs montagneux refermés par de grandes crêtes et des massifs rocailleux.

Le fond de vallée est marqué par une succession de zones boisées et de terroirs agricoles. Une épaisse ripisylve borde continuellement la rivière, les plantations de pins habillent les versants érodés ou les cônes de déjection

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

des torrents. Les versants secs supportent des forêts claires de pins sylvestres et de chênes mélangés, ou des landes à genêts et genévriers sur les sols les moins profonds.

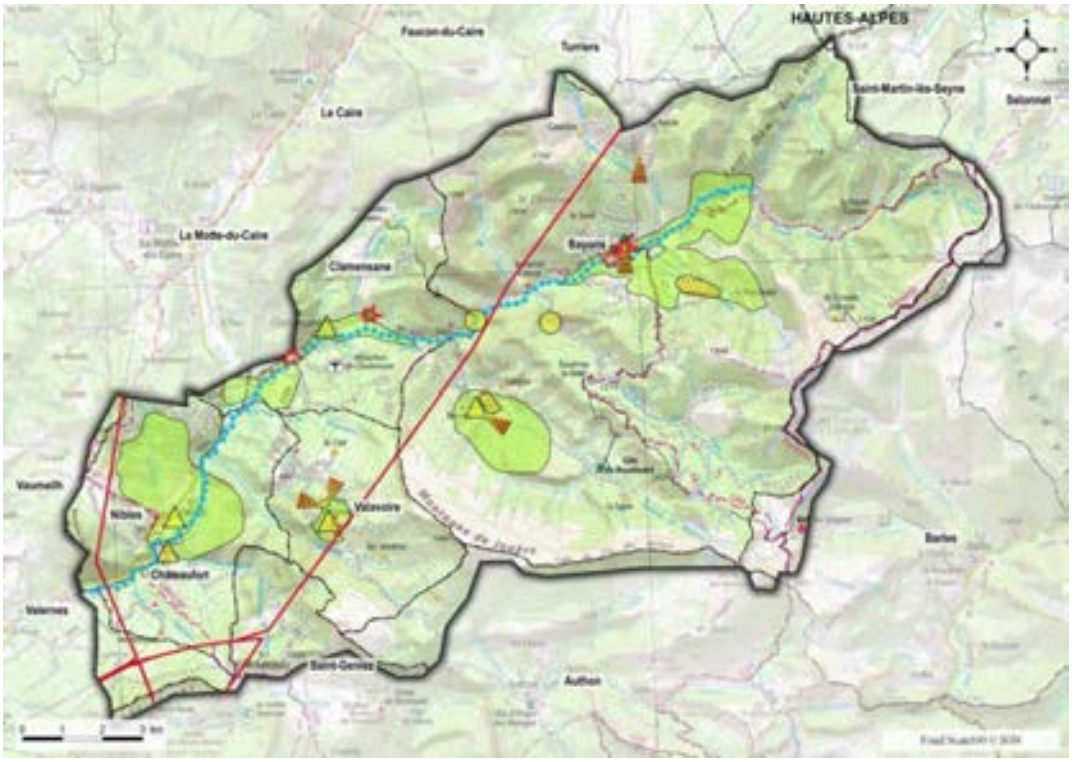
La Vallée du Sasse présente une agriculture relativement diversifiée. En fond de vallée, les villages se tournent vers la culture de céréales (blé et maïs sur le plateau de Nibles), ou de fourrages. Les prairies sont irriguées et parsemées de noyers et de poiriers. Cependant, certains vergers sont aujourd'hui abandonnés et de nombreux pâturages sont en cours d'enfrichement. Sur les versants exposés au sud, de petits terroirs se sont installés à la faveur des replats. Les terrains les plus difficiles à cultiver (ensoleillement, pente, nature du sol) sont progressivement délaissés, comme en témoignent les nombreuses traces de clapiers, murets et terrasses (autour de Reynier). De plus, des reliques d'amandiers et de vignes parsèment les abords des villages. L'élevage reste une activité dynamique. Les ovins passent l'été sur les pâturages qui se déploient aux confins des cirques, dans le massif des Monges. La transhumance amène aussi les troupeaux de la Crau vers ces milieux ouverts parfois visibles depuis la vallée (pâturage de Beaudinard au sud de Reynier).

L'habitat de la Vallée du Sasse se répartit sur l'ensemble du territoire. Dans la vallée, les villages se sont installés sur des reliefs, en balcon au-dessus des terres fertiles. Ils se perchent ainsi pour économiser de la place et éviter les crues caractérielles du Sasse. Les ruelles sont serrées et pentues (Clamensane, Bayons). Sur les versants, l'habitat est dispersé au milieu des petits terroirs agricoles. Ce sont des fermes généralement accompagnées de bâtiments annexes (séchoirs, pigeonniers, granges…). Les villages situés à l'entrée des cirques d'altitude sont liés à des terroirs de montagnes, souvent délaissés. Ils sont pentus et peu agglomérés, animés de nombreux tilleuls (Reynier). Des bergeries et des cabanons parsèment les prairies d'altitude.

Aujourd'hui, la Vallée du Sasse subit quelque peu les problèmes liés aux constructions récentes (implantation, style architectural…). Au niveau de l'entrée de la vallée, à proximité du val de Durance, l'habitat pavillonnaire se multiplie au sein des terres agricoles (le long de la D951). Le problème de cet habitat récent, diffus, se répète aux alentours de Bayons. Occupant des espaces de prairies ouvertes, les constructions de type banlieue sont offertes à tous les regards. À Clamensane, de vieux entrepôts délabrés accompagnés d'un désordre de matériaux dévalorisent fortement l'entrée du village. En altitude, des habitations liées au tourisme (chalets), dont le style semble déplacé, apparaissent aux abords de certains villages (Valavoire).

L'atlas liste deux enjeux pour cette unité :

- Préserver l'ouverture du paysage autour des villages
- Préserver la silhouette des villages



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



Figure 24 : Synthèse des enjeux de la Vallée du Sasse (source : Atlas 04)

1.3.2.7 Le Pays de Rosans et haute-vallee de l'Ouveze

La nature et la culture hésitent entre Alpes et Provence dans cette unité qui concerne les communes de Laborel et Villebois-les-Pins. Chaque versant, chaque orientation engendre des compositions originales, chaque vallée est un petit monde clos, caché par le relief, comme protégé dans un cocon immuable. Une impression de paradis perdu se dégage de ces villages isolés, au milieu des champs de lavandes ou des abricotiers en fleurs ou sous la fraicheur ombragée des aulnes et saules qui bordent les ruisseaux.

L'architecture, tant dans l'apparence disparate des fermes isolées, que dans le dessin rigoureux en colimaçon des villages groupés, laisse admiratif. L'agriculture, arboricole au val de l'Ennuyé, pastorale à Laborel et au pays de Rosans, affirme sa tendance méditerranéenne dans les lignes de lavandin et de thym dans la vallée de l'Ouvèze.

Il convient de préserver les qualités certaines du terroir du Pays de Rosans et de la haute-vallée de l'Ouvèze en :

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

- Valorisant la tradition des cultures basses et arboricoles,
- S'inspirant de la qualité de certains aménagements, tels ces bancs de pierre sur une aire de repos, cet enrobé constitué de cailloux calcaires rappelant les falaises sur les routes ou le traitement de la place de Rochebrune dont la couleur s'harmonise avec les murs des habitations.

Les structures paysagères sont intègres, mais fragiles. Le moindre aménagement peut avoir un impact fort :

- Les terrassements pour les habitations nouvelles contrarient fortement le relief,
- Les lotissements en dehors des villages en fond de vallée sont en contradiction avec un habitat traditionnellement dispersé sur les pentes ou concentré dans des bourgs compacts ;
- En revanche, les anciennes terrasses qui disparaissent sous les broussailles appellent l'entretien et la réhabilitation par de nouveaux usages.

Il s'agit avant tout de gérer et de protéger ce patrimoine plutôt que de se lancer dans des aménagements conséquents.

1.3.2.8 SYNTHESE DES PROBLEMATIQUES ET ENJEUX PAR UNITE PAYSAGERE

Unité	Communes du territoire concernées (pour tout ou partie)	Problématiques ou enjeux paysagers
Les vallées des Buëch (05)	Laragne-Montéglin, Serres, Rosans, Lazer, Orpierre, Trescléoux, Savournon, Barret-sur-Méouge, La Bâtie-Montsaléon, L'Épine, Le Bersac, Éourres, Saint-André-de-Rosans, Ribeyret, Montjay, La Piarre, Saléon, Méreuil, Salérans, Sigottier, Sainte-Colombe, Chanousse, Moydans, Montclus, Montrond, Sorbiers, Étoile-Saint-Cyrice, Saint-Pierre-Avez, Nossage-et-Bénévent,	Limiter la mutation des espaces agricoles en zones urbaines et la monoculture Maintenir la diversité de l'agriculture de montagne, la cohésion des centres-bourgs, et l'équilibre dans l'occupation de la vallée entre les pôles urbains attractifs et les villages plus isolés Préserver et mettre en valeur les particularités architecturales, le savoir-faire agricole, le patrimoine géologique et les espaces associés à la rivière Accompagner les extensions urbaines et/ou commerciales et le traitement des entrées/sorties de villes
La Vallée de la Moyenne Durance (05)	Le Poët, Ventavon, Upaix, Monêtier-Allemont	Proscrire un vocabulaire architectural étranger à celui de l'unité de paysage Proscrire un continuum urbain Limiter l'urbanisation des versants, notamment des adrets Maintenir la diversité de l'agriculture, le maillage viaire des plateaux, une perméabilité des circulations est-ouest et un équilibre dans l'occupation de la vallée entre les pôles urbains attractifs et les villages plus isolés Préserver et mettre en valeur la forme architecturale des villages perchés et le savoir-faire agricole, les spécificités géologiques Accompagner les extensions urbaines sur les versants et en fond de vallée, le développement des zones d'activités et commerciales
La moyenne Durance (04)	Entrepierres, Sisteron	• Maîtriser l'urbanisation de la vallée et stopper les infrastructures linéaires ;

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Unité	Communes du territoire concernées (pour tout ou partie)	Problématiques ou enjeux paysagers
		• Se réconcilier avec la rivière tout en préservant son caractère « sauvage ».
Le Pays de Curbans (04)	Bellaffaire, Gigors, Melve	• Améliorer la qualité du bâti et valoriser les villages perchés • Limiter la fermeture des paysages • Raisonner les actions de transition énergétique et maîtriser le développement des énergies renouvelables
La Confluence Buëch – Durance (04)	Entrepierres, Mison, Sigoyer, Sisteron, Thèze, Vaumeilh, Valernes	• Préserver les silhouettes des villages repères • Préserver l'équilibre agriculture/forêt • Requalifier l'entrée nord de Sisteron et maîtriser le développement des zones d'activités
Les Balcons de La Durance (04)	La Motte-du-Caire, Melve, Nibles, Sigoyer, Thèze, Valernes, Vaumeilh	• Maîtriser la fermeture des paysages • Valoriser le patrimoine bâti et les villages perchés
Le Pays du Vançon (04)	Authon, Entrepierres, Saint-Geniez	• Conserver la qualité des paysages agricoles • Stopper l'implantation d'habitat diffus
Le Pays de La Motte-Du-Caire (04)	Bayons, Clamensane, Faucon-du-Caire, Gigors, La Motte-du-Caire, Le Caire, Turriers,	• Limiter la fermeture des paysages • Stopper l'implantation de l'habitat diffus et de hangars
Le Pays de Turriers (04)	Bayons, Bellaffaire, Gigors, Turriers	• Préserver les terroirs présentant une qualité paysagère notable • Requalifier les abords de Turriers
La Vallée du Sasse (04)	Authon, Bayons, Châteaufort, Clamensane, La Motte-du-Caire, Nibles, Saint-Geniez, Valavoire, Valernes, Vaumeilh	• Préserver l'ouverture du paysage autour des villages • Préserver la silhouette des villages
Pays de Rosans et haute-vallée de l'Ouvèze (26)	Laborel, Villebois-les-Pins	• Préserver les qualités du terroir et les structures paysagères
Vallée du Jabion et du Toulourenc, et plateau d'Albion (26)	Lachau	• Valoriser les éléments paysagers et les perspectives paysagères depuis les villages perchés • Limiter les aménagements routiers • Encadrer les constructions pour garder la traditionnelle implantation dans les pentes et éviter les fonds de vallées plats

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

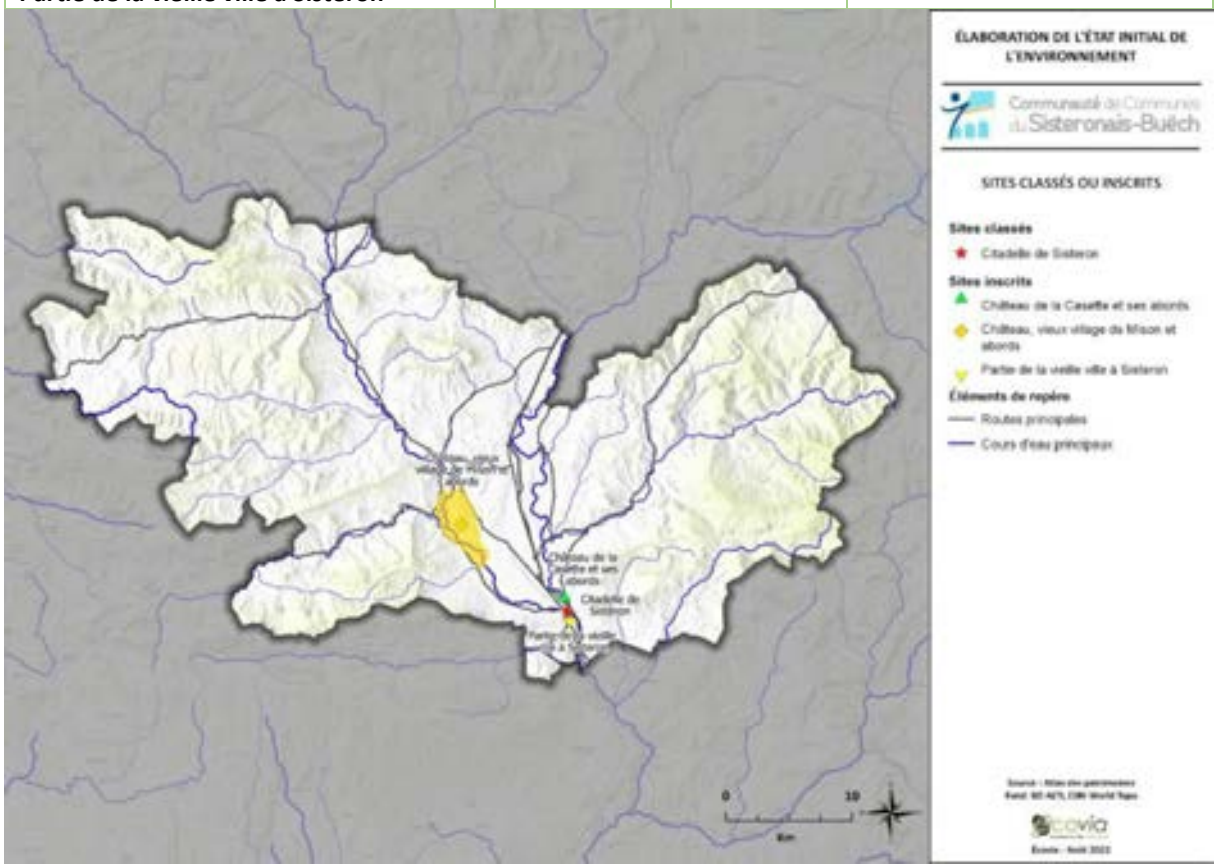
1.3.3 Le patrimoine reconnu

1.3.3.1 Les sites inscrits et classes

Le classement et l'inscription constituent une garantie de la préservation de l'intégrité, de la qualité et de l'évolution de sites considérés remarquables. **Un site est classé et 3 sites sont inscrits, l'ensemble représente une superficie de 1 328 ha, soit 1 % du territoire.**

Tableau 3 : Sites classés et inscrits de la CCSB (source : DREAL, atlas des patrimoines)

Sites	Protection	Date	Communes
Citadelle de Sisteron	Classé	11/02/1925	Sisteron
Château, vieux village de Mison et abords	Inscrit	13/04/2010	Mison, Val Buëch-Méouge
Château de la Casette et ses abords	Inscrit	12/05/1943	Sisteron
Partie de la vieille ville à Sisteron	Inscrit	10/03/1944	Sisteron



1.3.3.2 Le patrimoine historique et vernaculaire

La loi du 31 décembre 1913 distingue deux types d'édifices, les monuments historiques classés « les immeubles dont la conservation présente, au point de vue de l'histoire ou de l'art, un intérêt public » et les monuments historiques inscrits « les immeubles qui, sans justifier une demande de classement immédiat au titre des monuments historiques, présentent un intérêt d'histoire ou d'art suffisant pour en rendre désirable la préservation ». Cette protection peut être totale ou partielle, ne concernant que certaines parties d'un immeuble (ex. : façade, toiture, portail, etc.).

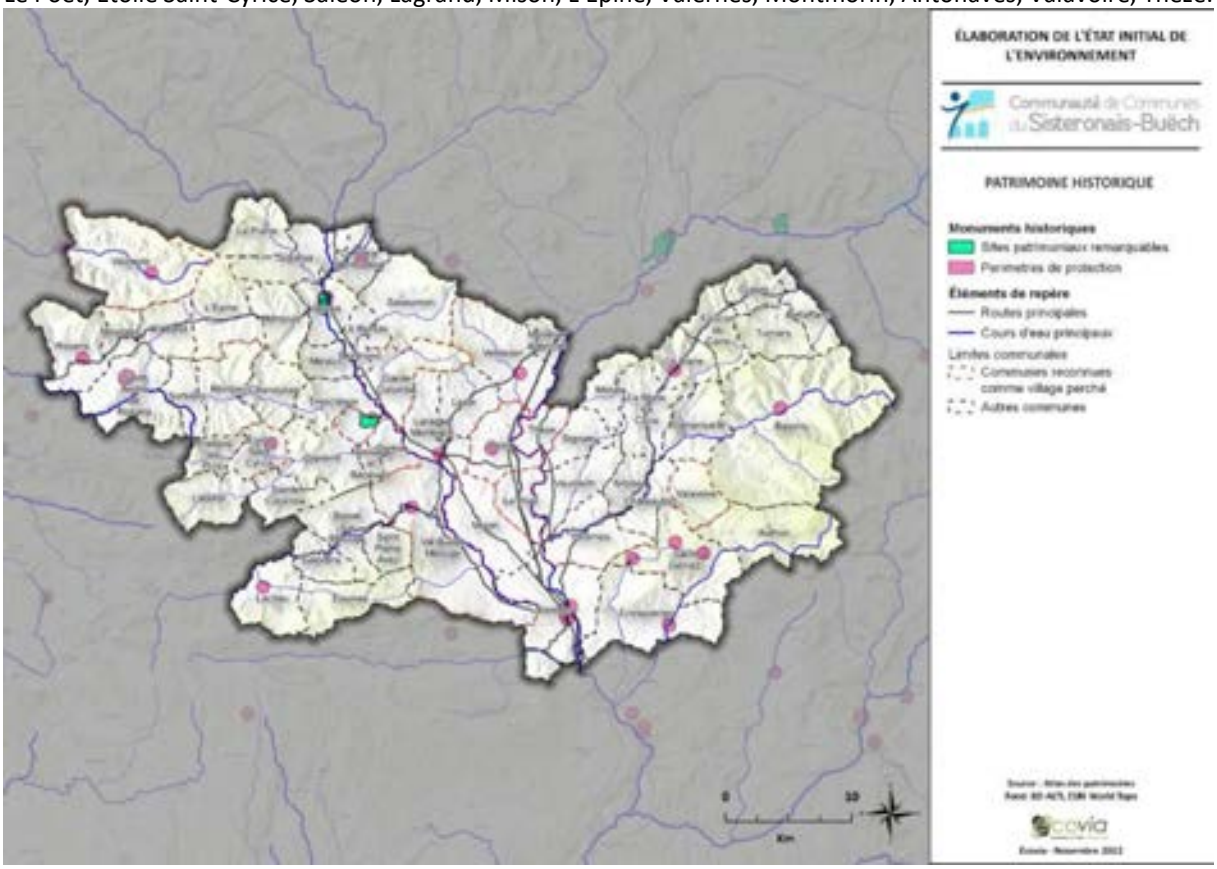
La loi du 25 février 1943 instaure un périmètre de 500 m autour des monuments protégés et un régime de contrôle, par l'Architecte des Bâtiments de France, des travaux effectués dans ce périmètre.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

À ce jour, la CCSB compte sur son territoire **35 monuments historiques dont 29 disposent d'un périmètre de protection de 500 mètres.** Cela représente une superficie totale de 1 665 ha environ, soit 1 % de la superficie du territoire. Parmi les monuments n'ayant pas de périmètre de protection, 5 sont localisés dans un SPR.

Par ailleurs, les sites patrimoniaux remarquables (SPR) se sont substitués aux AVAP, ZPPAUP et secteurs sauvegardés. **Deux SPR ont été désignés, à Serres et à Lagrand**. Un site est en projet à Rosans.

Plusieurs villages sont reconnus villages perchés en sus de ceux identifiés par l'atlas des paysages départemental : Le Poët, Étoile Saint-Cyrice, Saléon, Lagrand, Mison, L'Epine, Valernes, Montmorin, Antonaves, Valavoire, Thèze.



1.3.4 Analyse du diagnostic des paysages et du patrimoine

Le diagnostic de la situation actuelle est traduit dans les champs atouts et faiblesses (colonne de gauche) tandis que les opportunités ou menaces (colonne de droite) sont autant de facteurs d'évolution.

Situation actuelle		Tendances et facteurs d'évolution	
+	Atout pour le territoire	La situation : ⇗ se poursuit ou s'accélère ⇘ ralentit ou s'inverse ? : non prévisible	Facteurs d'évolution positive Facteurs d'évolution négative
-	Faiblesse pour le territoire		

Paysages et patrimoine		**Perspectives et facteurs d'évolution**	
+	Douze unités paysagères présentant des singularités et des caractéristiques paysagères traduisant encore le caractère naturel et rural du territoire Une forte empreinte de l'agriculture (arboriculture et céréales en vallée, quelques vignes sur les coteaux et pastoralisme sur les reliefs)	⇗	Les PNR ont pour objectif de préserver les paysages sur leur territoire. La banalisation du bâti et l'étalement urbain menacent l'identité du patrimoine.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

+	Des paysages préservés par des accessibilités réduites et résultants de la diversité des activités agricoles	?	Sur certains secteurs, la déprise agricole engendre une fermeture des paysages. L'impact du réchauffement climatique sur les milieux naturels peut engendrer des dépérissements d'espèces et des inondations ou feux de forêt qui laissent des « cicatrices paysagères »
+	Grande diversité des patrimoines bâtis tantôt montagnards, tantôt provençaux, plutôt agricoles et ruraux, aux formes variées (villages perchés, hameaux, bâtis agricoles isolés)	?	
+	Quelques sites remarquables sur le territoire, naturels ou historiques, dont un site classé, 3 sites inscrits, soit 1 % du territoire et deux sites patrimoniaux remarquables.	⇗	Les dispositifs de protection sont pérennes. Un site (SPR) est en projet à Rosans.
+	35 monuments historiques dont 34 disposent d'un périmètre de protection de 500 mètres.		
+	L'un des objectifs du PNR des baronnies est de préserver les paysages		
-	Habitats pavillonnaires développés dans les dernières décennies autour des villes et le long des axes de transport, notamment dans la plaine	⇗	Les extensions pavillonnaires et le développement de l'habitat continuent autour de certains villes et villages, notamment en fond de vallée. Du fait des contraintes topographiques, l'urbanisation linéaire s'accentue.
-	Une empreinte forte des activités économiques et de l'urbanisation le long de la Durance et de l'autoroute	⇗	
-	La pression foncière sur les espaces agricoles périphériques et l'absence de repreneur est source d'opportunités foncières qui nuisent à la qualité des limites urbaines	⇗	
-	Quelques hangars agricoles sans intégration paysagère	⇗	

1.4 Milieux naturels et biodiversité

1.4.1 Généralités

1.4.1.1 LEVIERS DU SCOT

Le SCoT doit prendre en considération la préservation des milieux naturels et de la biodiversité, tant à travers son rapport de présentation, que dans son projet d'aménagement et de développement durable (PADD) et son document d'orientations et d'objectifs (DOO). L'état initial de l'environnement (EIE) permet de mettre en évidence les sensibilités des milieux naturels et les enjeux liés à leur préservation qui constitueront la future base de l'évaluation environnementale. Dans cette optique, une analyse à deux niveaux doit être menée :

- Une analyse du **patrimoine naturel**, en exposant notamment les caractéristiques des zones répertoriées comme sensibles ou à préserver et valoriser dans le cadre du SCoT ; mais aussi la richesse spécifique, c'est-à-dire les espèces remarquables animales et végétales que le territoire Sisteronais-Buëch abrite et leur importance respective à l'échelle locale, régionale et nationale.
- Une analyse de la **fonctionnalité et des continuités écologiques**, afin d'identifier, au-delà des zones naturelles et de la biodiversité qu'elles recouvrent, les fonctions écologiques des différents milieux naturels, semi-naturels ou artificialisés du territoire. Il s'agit d'analyser la façon dont le territoire fonctionne d'un point de vue écologique, en identifiant les secteurs qui jouent des rôles stratégiques dans le maintien de la biodiversité du territoire.

Ces deux approches permettront d'identifier les espaces naturels et leur biodiversité associée, présents sur le territoire, mais aussi des zones qui revêtent, du fait de leurs fonctions écologiques, une importance particulière dans le maintien de cette richesse naturelle.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

1.4.1.2 RAPPELS REGLEMENTAIRES

➢ ENGAGEMENTS COMMUNAUTAIRES

Plusieurs engagements en faveur de la biodiversité et des milieux naturels ont été pris à l'échelle tant internationale que communautaire, tels que :

- La **Convention de l'UNESCO** du 16 novembre 1972 sur la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel ;
- La **Convention de Washington** (3 mars 1973) concernant la protection des espèces animales et végétales menacées dans le monde ;
- Les **Directives européennes Oiseaux** (30 novembre 2009) **et Habitats-Faune-Flore** (21 mai 1992) et leur transposition dans le Code de l'environnement français ;
- La **Convention de Bonn** du 23 juin 1979 pour la protection des espèces animales migratrices ;
- La **Convention de Berne** du 19 septembre 1979 relative à la conservation de la vie sauvage et des milieux naturels en Europe.

➢ AU NIVEAU NATIONAL

Des engagements nationaux ont été pris, dont les principaux sont :

- La **Loi du 10 juillet 1976 sur la protection de la nature** : elle prévoit la conservation partielle ou totale d'espèces animales non domestiques, ou végétales non cultivées lorsqu'un intérêt particulier ou les nécessités de la préservation du patrimoine **biologique** national le justifient. Les listes d'espèces protégées sont fixées par arrêtés nationaux ou régionaux ;
- Le **réseau Natura 2000** correspondant à une transposition en droit français par ordonnance du 11 avril 2001 ;
- La **loi sur la chasse du 26 juillet 2000** (modifiée le 30 juillet 2003) qui prévoit l'établissement d'orientations régionales de gestion de la faune sauvage et de la qualité de ses habitats.
- La **Loi Grenelle 1**, loi de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement a été promulguée le 3 août 2009 pour répondre au constat d'urgence écologique. Elle propose ainsi des mesures touchant les secteurs de l'énergie et du bâtiment (ambition de diviser par quatre les émissions de gaz à effet de serre entre 1990 et 2050), le secteur des transports, celui de la biodiversité et des milieux naturels qu'elle souhaite préserver ainsi que les services écosystémiques associés. Elle vise également à préserver et mettre en valeur les paysages ainsi qu'à limiter les risques pour l'environnement et la santé. Elle a pour objectif de respecter l'environnement à travers la diminution des consommations en énergie, en eau et autres ressources naturelles. Pour les décisions publiques susceptibles d'avoir une incidence significative sur l'environnement, les procédures de décision seront révisées pour privilégier les solutions respectueuses de l'environnement, en apportant la preuve qu'une décision alternative plus favorable à l'environnement est impossible à un cout raisonnable.
- La **Loi Grenelle 2** portant « engagement national pour l'environnement », promulguée le 12 juillet 2010, correspond à la mise en application d'une partie des engagements du Grenelle de l'environnement et notamment ceux concernant la restauration de la biodiversité à travers la mise en place d'une trame verte et bleue et de schémas régionaux de cohérence écologique. En plus de ces mesures, elle a également comme objectifs d'assurer un bon fonctionnement des écosystèmes en protégeant les espèces et les habitats, en rendant l'agriculture durable à travers la maîtrise de produits phytosanitaires et en développant l'agriculture biologique ; en protégeant les zones humides et captages d'eau potable ; en encadrant l'assainissement non collectif et en luttant contre les pertes d'eau des réseaux et enfin en protégeant la mer et le littoral. De plus, le document d'orientations et d'objectifs des SCoT doit maintenant arrêter des objectifs chiffrés de consommation économe de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.
- La **Loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (LAAF)**, promulguée le 13 octobre 2014, est venue modifier et préciser les dispositions concernant les SCoT et les PLU. L'un des objectifs de cette loi est de préserver les espaces agricoles (création du principe de compensation agricole). Elle revient notamment sur les dispositions de la Loi ALUR concernant la constructibilité en zones agricoles (notamment en dehors des secteurs de taille et de capacité d'accueil limité, dits STECAL). Depuis la LAAF, la Commission départementale de la préservation des espaces agricoles, naturels et forestiers (CDPENAF) se substitue à la Commission départementale de la consommation des espaces agricoles (CDCEA) et doit être consultée sur toutes les questions relatives à la réduction des surfaces naturelles ou agricoles et sur les moyens de contribuer à la limitation de la consommation de ces espaces.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

- La **Loi sur la transition énergétique pour la croissance verte** (LETCV), adoptée le 22 juillet 2015, vise à permettre à la France de contribuer plus efficacement à la lutte contre le dérèglement climatique, à la préservation de l'environnement et au renforcement de son indépendance énergétique.
- La **Loi sur la biodiversité**, adoptée le 20 juillet 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages a permis d'entériner l'interdiction des néonicotinoïdes à partir du 1er septembre 2018 pour l'ensemble des cultures agricoles. Elle entérine également le triptyque « éviter, réduire, compenser », qui s'applique à tout aménageur dont le projet entraine des dégradations écologiques, ainsi que le principe fondamental de non-régression du droit de l'environnement, selon lequel la protection des écosystèmes ne peut faire l'objet que d'une *« amélioration constante »*. Elle introduit aussi dans le Code civil la reconnaissance du préjudice écologique qui, en vertu de la règle du pollueur-payeur, oblige le responsable d'un dommage à l'environnement à le réparer ou, à défaut, à acquitter des dommages et intérêts. Elle va également permettre la ratification par la France du protocole de Nagoya, qui encadre l'accès aux ressources génétiques et aux connaissances traditionnelles et impose le partage des avantages qui en découlent avec les communautés locales. Cette loi a permis également la création de l'Agence française pour la biodiversité (AFB) depuis le 1er janvier 2017, pour coordonner les politiques en faveur des milieux naturels, conseiller les élus et les aménageurs et exercer une police de l'environnement.
- **Décret n° 2018-1180** du 19 décembre 2018 relatif à la protection des biotopes et des habitats naturels : pris en application des articles L. 411-1 et L. 411-2 du Code de l'environnement, issus de l'article 124 de la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, il étend d'une part le champ d'application pour les biotopes à des milieux d'origine artificielle, et d'autre part prolonge ce dispositif pour donner la possibilité aux préfets de prendre des arrêtés de protection pour des habitats naturels en tant que tels, sans qu'il soit besoin d'établir qu'ils constituent par ailleurs un habitat d'espèces protégées. Ce décret est complété par deux arrêtés du 19 décembre 2018 qui fixent, pour la France métropolitaine, la liste des habitats naturels pouvant faire l'objet d'un arrêté de protection par le préfet ainsi que les modalités de présentation et la procédure d'instruction des demandes de dérogations aux interdictions.

➢ AU NIVEAU REGIONAL, DEPARTEMENTAL ET LOCAL

- Les documents d'objectifs (DOCOB) des sites Natura 2000 ;
- Les plans de gestion des espaces naturels sensibles (ENS) identifiés par le Département ;
- Les documents de gestion des eaux (voir chapitre Ressources en eau) ;
- La Charte du Parc naturel régional (PNR) des Baronnies Provençales ;
- Le SDAGE Rhône-Méditerranée 2022-2027 ;
- Le SRADDET PACA adopté le 26 juin 2019 (en cours de modification) : Le SRADDET fixe plusieurs objectifs pour préserver la biodiversité :
    - Objectif 15 préserver et promouvoir la biodiversité et les fonctionnalités écologiques des milieux terrestres, littoraux et marins
    - Objectif 16 favoriser une gestion durable et dynamique de la forêt
    - Objectif 50 décliner la trame verte et bleue régionale et assurer la prise en compte des continuités écologiques et des habitats dans les documents d'urbanisme et les projets de territoire
    - Objectif 13 faire de la biodiversité et de sa connaissance un levier de développement et d'aménagement innovant
    - Objectif 48 préserver le socle naturel, agricole et paysager régional
    - Objectif 51 assurer les liaisons écologiques au sein du territoire régional et avec les régions voisines
- La Charte du Parc naturel régional (PNR) des Baronnies Provençales. Le Parc a été labellisé le 26/01/2015, il concerne 31 communes du territoire ainsi que Sisteron en tant que ville porte. Le SCoT doit être compatible avec la Charte du PNR.

1.4.2 Connaissance de la biodiversité

La connaissance et la préservation de la nature sont déclinées en France à travers de nombreux outils allant du simple inventaire aux conventions de gestion voire aux protections réglementaires fortes.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

1.4.2.1 LES ZONES NATURELLES D'INTERET ECOLOGIQUE, FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE (ZNIEFF)

Les ZNIEFF ne constituent pas un outil de protection, mais fournissent à tous les acteurs de l'environnement et de l'aménagement du territoire des éléments techniques fiables et documentés de connaissance et d'évaluation du patrimoine naturel. Toutefois, l'objectif de cet inventaire réside dans l'aide à la décision en matière d'aménagement du territoire vis-à-vis du principe de la préservation du patrimoine naturel.

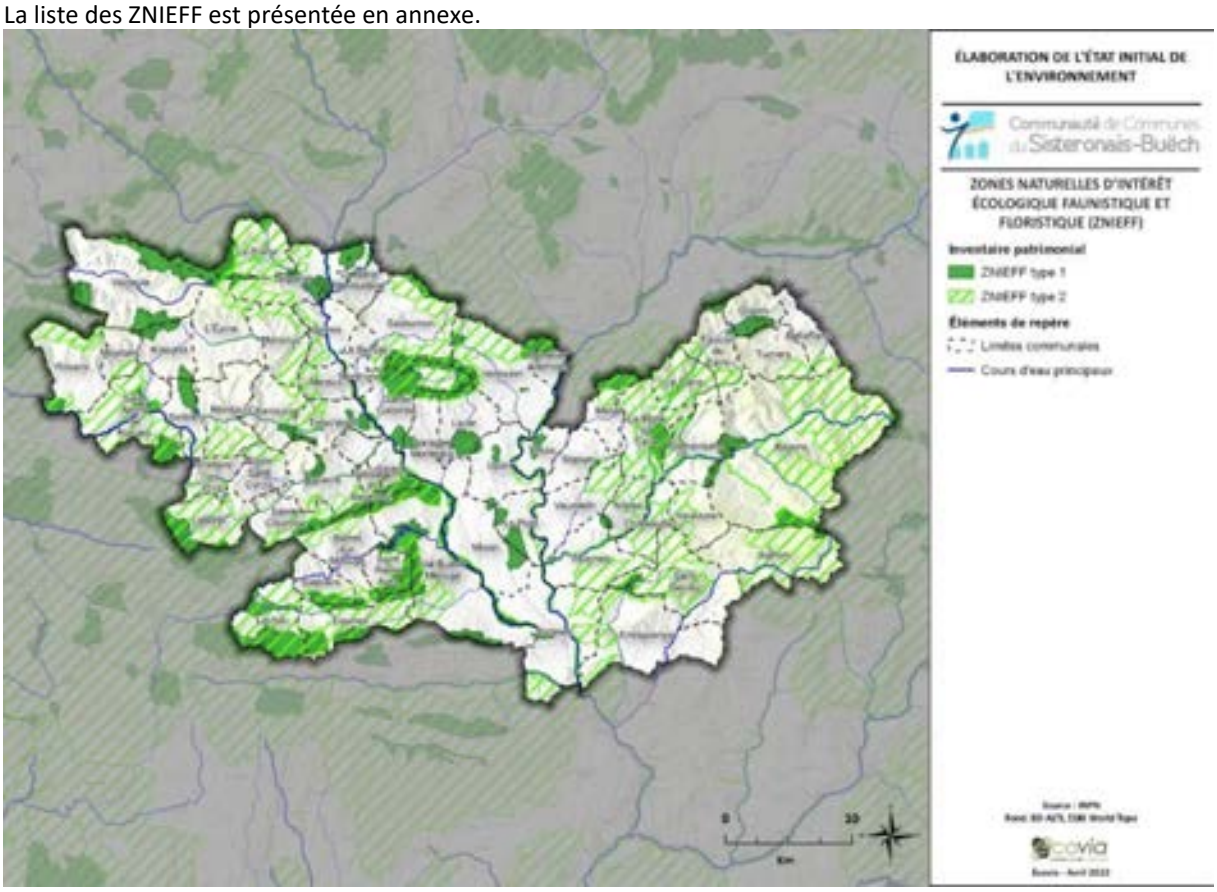
On distingue deux types de ZNIEFF :

- Les **ZNIEFF de type I**, d'une superficie généralement limitée, définies par la présence d'espèces, d'associations d'espèces ou de milieux rares, remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel national ou régional ;
- Les **ZNIEFF de type II,** qui sont des grands ensembles naturels riches et peu modifiés, ou qui offrent des potentialités biologiques importantes.

Sur le territoire, on compte :

- **50 ZNIEFF** de type I au sein du périmètre couvrent 8 689 ha, soit environ 12 % du territoire.
- **22 ZNIEFF** de type II au sein du périmètre couvrent 18 454 ha, soit environ 26 % du territoire.

La liste des ZNIEFF est présentée en annexe.



1.4.2.2 LES ZONES IMPORTANTES POUR LA CONSERVATION DES OISEAUX (ZICO)

Les ZICO (**zones importantes pour la conservation des oiseaux**) sont des sites qui ont été définis comme importants ou tout du moins favorables à la conservation d'espèces d'oiseaux sauvages jugés d'importance communautaire ou européenne. Ces zones ont été identifiées lors du programme d'inventaires scientifiques lancé par l'ONG *Birdlife International* à la suite de l'adoption de la Directive « **Oiseaux** ».

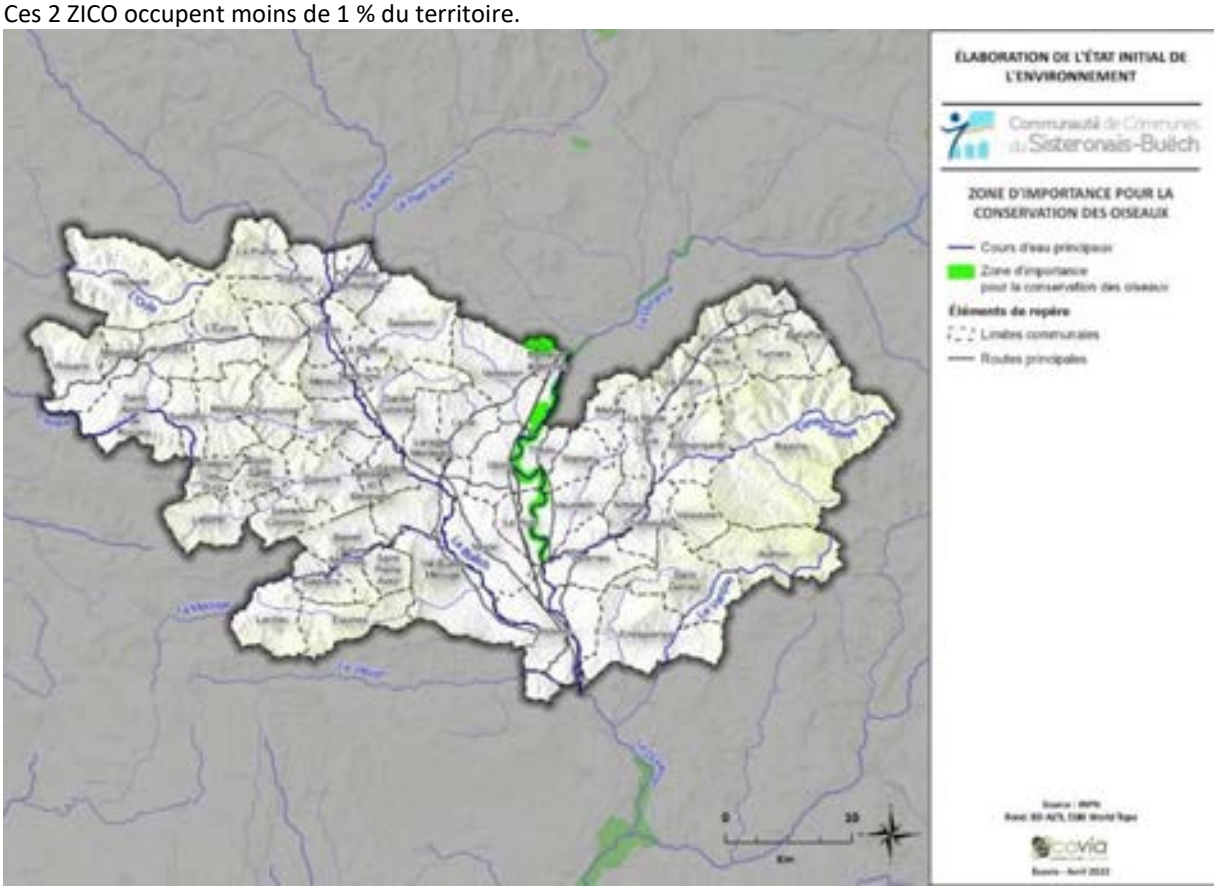
Le territoire est concerné par **deux ZICO :**

- **La Vallée de la Durance : de Tallard à Sisteron** qui concerne environ 1 156 hectares ;

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

- **Le Bec de Crigne** qui concerne environ 258 hectares.

Ces 2 ZICO occupent moins de 1 % du territoire.



1.4.2.3 LES ZONES HUMIDES

SOURCE : AGENCE DE L'EAU RHONE-MEDITERRANEE, DREAL PACA

Les zones humides se caractérisent par la présence, permanente ou temporaire, en surface ou à faible profondeur dans le sol, d'eau douce, saumâtre ou salée. À l'interface entre terre et eau, elles se distinguent par des sols plus ou moins gorgés d'eau et par une végétation dominante adaptée aux milieux aquatiques ou humides au moins pendant une partie de l'année (L. 211-1 du Code de l'environnement).

Maillons indispensables dans le cycle de l'eau, les zones humides sont des réservoirs de biodiversité et assurent aussi de nombreuses fonctions écologiques : véritables filtres pour les eaux, zones naturelles tampons en bordure de la lagune, zone d'expansion des crues, etc.

Outre leur contribution à l'autoépuration des eaux, les zones humides assurent d'importantes fonctions :

- Hydrologiques : elles participent à la régulation des eaux, zone d'expansion des crues, soutien des débits d'étiage et recharge des nappes phréatiques ;
- Épuratoires : par stockage et dégradations biochimiques dans le sol, et par assimilation par les végétaux, mais aussi par décantation des apports solides ;
- Biologiques : elles abritent de nombreuses espèces animales et végétales adaptées aux différents degrés d'humidité. Les zones humides sont un réservoir de biodiversité ;
- De production de ressources naturelles et économiques : pâturage, sylviculture, salins, frayères piscicoles, zones de conchyliculture, de pêche, etc. ;
- Récréatives et pédagogiques : promenade, pêche, chasse, loisirs, etc. ;
- Paysagères : espaces naturels d'intérêt régional, national ou à l'échelle européenne (réseaux Natura 2000), etc.

Durant les dernières décennies, le nombre et la superficie des zones humides ont connu une très forte régression, en liaison avec la pression exercée par les différentes activités humaines (extension des zones urbaines et des

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

zones d'activité, exploitations agricoles, extractions de matériaux, infrastructures, lutte contre les crues et les inondations, assainissement). Outre la réduction de leurs surfaces, les zones humides ont également été affectées dans leur fonctionnement par les pollutions d'origine anthropique et par la transformation des dynamiques naturelles indispensables à leur maintien.

Eu égard à leurs fonctions naturelles de réservoir pour la biodiversité et d'infrastructure naturelle pour l'épanchement des crues, la règlementation souligne la nécessité de les prendre en compte, de les protéger et d'engager des mesures de restauration voire de reconstitution au même titre que pour les autres milieux aquatiques.

Le SDAGE 2016-2021 du Bassin Rhône-Méditerranée-Corse réaffirme la nécessité de préserver et de restaurer les milieux aquatiques et humides à travers :

- S'adapter aux effets du changement climatique ;
- Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité ;
- Concrétiser la mise en œuvre du principe de non-dégradation des milieux aquatiques ;
- Prendre en compte les enjeux économiques et sociaux des politiques de l'eau et assurer une gestion durable des services publics d'eau et d'assainissement ;
- Renforcer la gestion de l'eau par bassin versant et assurer la cohérence entre aménagement du territoire et gestion de l'eau ;
- Lutter contre les pollutions en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé (5 sous-axes) :
- Poursuivre les efforts de lutte contre les pollutions d'origine domestique et industrielle ;
- Lutter contre l'eutrophisation des milieux aquatiques ;
- Lutter contre les pollutions par les substances dangereuses ;
- Lutter contre la pollution par les pesticides par des changements conséquents dans les pratiques actuelles ;
- Évaluer, prévenir et maîtriser les risques pour la santé humaine.
- Préserver et restaurer le fonctionnement naturel des milieux aquatiques et des zones humides (3 sous-axes) :
- Agir sur la morphologie et le décloisonnement pour préserver et restaurer les milieux aquatiques ;
- Préserver, restaurer et gérer les zones humides ;
- Intégrer la gestion des espèces de la faune et de la flore dans les politiques de gestion de l'eau.
- Atteindre l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir ;
- Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques.

Les documents d'urbanisme doivent définir des affectations des sols qui respectent l'objectif de non-dégradation des zones humides présentes sur leurs territoires.

Il est important de noter que de **nombreuses « petites » zones humides** (dont la surface n'est pas forcément conséquente) jouent leur rôle en tant que **réservoir de biodiversité dans la trame verte et bleue du territoire**.

Plusieurs inventaires ont été réalisés par le CEN PACA relevant de nombreux habitats humides sur le territoire :

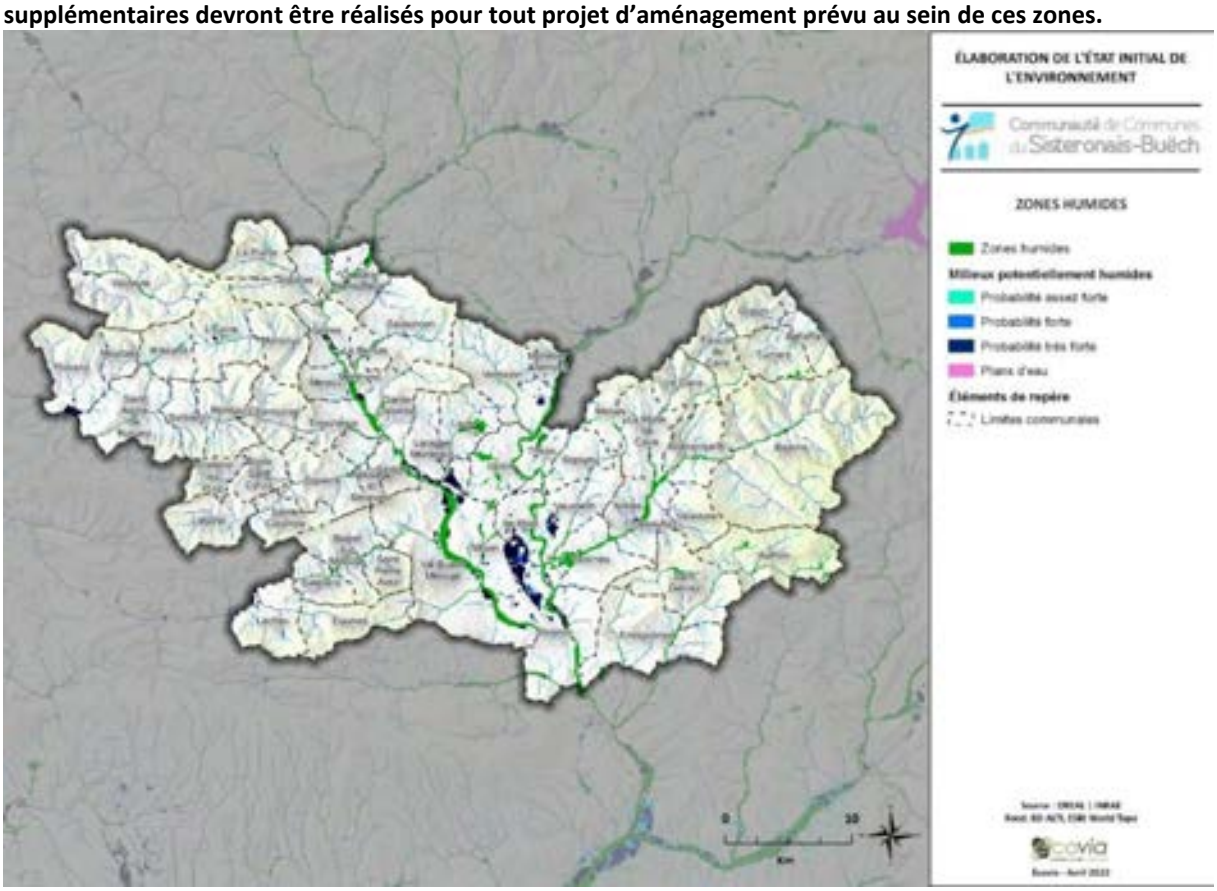
- Marais et landes humides de plaines et plateaux,
- Zones humides de basfonds en tête de bassin,
- Bordures de cours d'eau,
- Zones humides artificielles,
- Marais aménagés dans un but agricole,
- Plaines alluviales,
- Zones humides ponctuelles…

Au total, 131 zones humides ont été relevées par ces inventaires, occupant environ 5 879 ha, soit environ 4 % du territoire. Leur liste est présentée en annexe. De plus, sollicitées par le Ministère chargé de l'environnement, deux équipes de l'INRA d'Orléans (US InfoSol) et d'AGROCAMPUS OUEST à Rennes (UMR SAS) ont produit une carte des milieux potentiellement humides de la France métropolitaine.

Cette carte modélise les enveloppes qui, selon les critères géomorphologiques et climatiques, sont susceptibles de contenir des zones humides au sens de l'arrêté du 24 juin 2008 modifié. Les enveloppes d'extension des milieux potentiellement humides sont représentées selon trois classes de probabilité (importante, forte et très

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

forte). **Ces zones potentiellement humides devront faire l'objet d'une attention particulière et des inventaires supplémentaires devront être réalisés pour tout projet d'aménagement prévu au sein de ces zones.**



1.4.3 Préservation des milieux naturels et de la biodiversité

1.4.3.1 LES PERIMETRES DE PROTECTION INTERNATIONALE

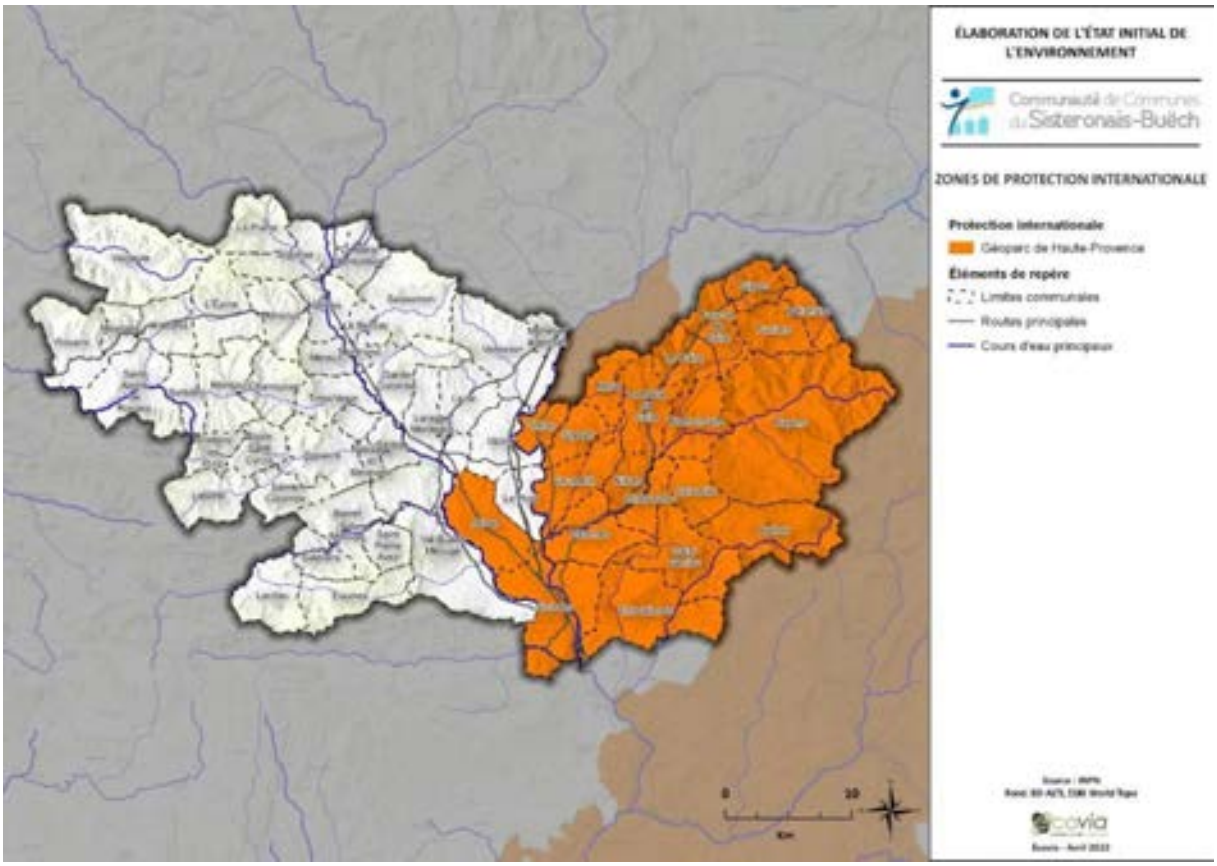
- LES GEOPARCS MONDIAUX UNESCO

Les géoparcs mondiaux UNESCO sont des zones géographiques uniques et unifiées où des sites et des paysages d'importance géologique internationale sont gérés selon un concept holistique de protection, d'éducation et de développement durable. Leur approche ascendante, qui combine conservation et développement durable tout en impliquant les communautés locales, est de plus en plus populaire. À l'heure actuelle, il existe 169 géoparcs mondiaux UNESCO dans 44 pays. 6 géoparcs sont présents en France, dont le géoparc de Haute-Provence qui concerne le territoire.

Le géoparc de Haute-Provence est le premier géoparc créé, en 2000, par l'UNESCO. Il a servi de modèle au développement des Géoparc à travers le monde. Son territoire de 2 000 km², unique au monde, correspond à 60 communes du département des Alpes-de-Haute-Provence. Il unit les rives du lac de Sainte-Croix avec les sommets de Dormillouse et comprend une diversité unique de paysages où se côtoient caractères alpins et provençaux. Un territoire d'alliance de l'olivier et du mélèze, de la lavande et de l'édelweiss.

La partie est du territoire est incluse dans ce géoparc.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



➢ LES PERIMETRES DE PROTECTION REGLEMENTAIRE

De nombreux périmètres de protection réglementaire sont désignés pour préserver la richesse du patrimoine naturel. Le territoire est concerné par quelques outils de protection réglementaire à savoir un périmètre de protection de réserve naturelle nationale, des réserves biologiques, des sites classés et inscrits.

➢ LES RESERVES NATURELLES NATIONALES (RNN)

Une réserve naturelle nationale est un outil de protection à long terme d'espaces, d'espèces et d'objets géologiques rares ou caractéristiques ainsi que de milieux naturels fonctionnels et représentatifs de la diversité biologique en France.

Les sites sont gérés par un organisme local en concertation avec les acteurs du territoire. Ils sont soustraits à toute intervention artificielle susceptible de les dégrader, mais peuvent faire l'objet de mesures de réhabilitation écologique ou de gestion en fonction des objectifs de conservation.

Créée en 1984 par décret, la réserve géologique de Haute-Provence s'étend sur un territoire de 200 000 hectares entre les Alpes-de-Haute-Provence et le Var. Elle concerne la nappe de charriage de Digne, l'arc plissé de Castellane, le bassin de Digne-Valensole et des chainons provençaux varois. Elle protège et valorise des sites géologiques, des fossiles en place, des paysages aux couches plissées et fracturées.

La protection s'appuie sur deux échelles de limites. D'une part un ensemble de 18 sites géologiques sur lesquels l'extraction et le ramassage de toute forme fossile sont interdits. D'autre part, une vaste zone de protection étendue sur 59 communes où l'extraction des fossiles est interdite et le ramassage des formes naturellement dégagées est toléré, s'il est pratiqué en quantité limitée. Parmi les géotopes mis en valeur, on peut citer la dalle à ammonites des Isnards à Digne, les sites fossilifères à ichtyosaures de La Robine ou le site à siréniens du ravin de Tabori à Taulanne.

La réserve naturelle nationale géologique de Haute-Provence borde le territoire en limite extérieure. Cependant, **le périmètre de protection instauré autour de cette réserve inclut deux communes de la CCSB, à savoir : Authon et Saint-Geniez.**

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

➢ LES RESERVES BIOLOGIQUES

Les Réserves biologiques constituent un outil de protection propre aux forêts publiques et particulièrement bien adapté à leurs spécificités. On distingue deux types de réserves biologiques : les réserves biologiques dirigées et les réserves biologiques intégrales.

Les Réserves biologiques dirigées (RBD) ont pour objectif la conservation de milieux et d'espèces remarquables. Elles procurent à ce patrimoine naturel la protection réglementaire et la gestion conservatoire spécifique qui peuvent être nécessaires à sa conservation efficace.

Dans les Réserves biologiques intégrales (RBI), l'exploitation forestière est proscrite et la forêt est rendue à une évolution naturelle. Les objectifs sont la connaissance du fonctionnement naturel des écosystèmes, et le développement de la biodiversité associée aux arbres âgés et au bois mort (insectes rares, champignons…). Les RBI constituent de véritables « laboratoires de nature ».

Sur le territoire de la CCSB, on compte 2 réserves biologiques :

- La **réserve biologique des Gorges de la Méouge**. Cette réserve est une réserve biologique dirigée. Elle a été créée par arrêté ministériel le 9 octobre 1981 et s'étend sur 187,8 ha. Cette réserve est entièrement située sur le territoire, sur la commune de **Val-Buëch-Méouge**. Sa végétation se compose de forêts et de milieux ouverts associant des rocailles, pelouses et garrigues. Les nombreuses et imposantes falaises des gorges creusées par la Méouge confèrent à ce site une valeur paysagère remarquable.
  - Ce site compte trois habitats déterminants : les sources d'eaux dures qui engendrent des concrétions de tuf, qui couvrent ponctuellement une large surface sur les parois rocheuses bordant la route, les pelouses steppiques subcontinentales, localisées sur des replats et pentes douces, qui se trouvent ici appauvries, car en limite occidentale d'aire de répartition alpine, et les entrées de grottes et les balmes thermophiles à annuelles en pied de falaise, constituées par une végétation de petites plantes annuelles dont la Clypéole (*Clypeola jonthlaspi*) en est l'élément le plus caractéristique et qui comprennent de nombreuses espèces végétales à forte valeur patrimoniale. Il possède de plus deux autres habitats remarquables, avec les boisements riverains en galeries d'Aulne blanc (*Alnus incana*), localisés en quelques secteurs en bordure de la Méouge, et les formations végétales des rochers et falaises calcaires.
- **La réserve biologique de Revuaire.** Cette réserve comprend une partie en réserve dirigée et une partie en réserve intégrale. Elle a été créée par arrêté ministériel le 8 février 2016 et s'étend sur une superficie d'environ 140 ha pour la réserve dirigée et 13 ha pour la réserve intégrale. Cette réserve est entièrement située sur le territoire, sur les communes de **Garde-Colombe et Savournon**. La réserve dirigée a pour vocation la préservation d'un habitat de thuriféraie (formation à Genévrier thurifère, *Juniperus thurifera L.)* ainsi que de la flore et de la faune associée. La réserve intégration a comme objectif principal la libre expression des processus d'évolution naturelle au sein du même habitat et des habitats associés, à des fins d'amélioration des connaissances scientifiques, d'accroissement et de préservation de la diversité biologique associée aux stades matures.

➢ LES SITES INSCRITS

Les sites inscrits (SI) ont pour objet la **conservation de formations naturelles, de paysages, de villages et de bâtiments anciens** (entretien, restauration, mise en valeur, etc.) qui présentent un intérêt au regard de la loi (artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque). Cette inscription concerne soit des sites et/ou des monuments naturels qui méritent d'être ainsi protégés, mais dont l'intérêt n'est pas suffisamment important pour entraîner leur classement, soit une mesure préalable au classement. L'inscription permet également leur préservation contre toute atteinte grave (destruction, altération, banalisation, etc.). L'inscription des sites est donc souvent relayée soit par le classement pour les sites naturels ou ruraux, soit par des zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager pour les ensembles bâtis ce qui constitue un outil de gestion souple. Elle introduit la notion d'espace protégé dans les raisonnements des acteurs de l'urbanisme. Cette mesure entraine pour les maitres d'ouvrage l'obligation d'informer l'administration de tous projets de travaux de nature à modifier l'état ou l'aspect du site quatre mois au moins avant le début de ces travaux. L'Architecte des Bâtiments de France (ABF) émet soit un avis simple sur les projets de construction soit un avis conforme sur les projets de démolition. La commission départementale des sites, perspectives et paysages (CDSPP) peut être consultée dans tous les cas, et le ministre chargé des sites peut évoquer les demandes de permis de démolir.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Le territoire de la CCSB présente 3 sites inscrits pour une surface totale de protection de 1 321 hectares. Ces 3 sites sont entièrement localisés au sein du territoire.

Tableau 4 : Sites inscrits sur le territoire (source : INPN)

Nom	Communes concernées	Date d'inscription	Surface totale (ha)	Caractéristique
Château de la Casette et ses abords	Sisteron	12/05/1943	31	Sisteron : Château de la Casette, confluent du Buëch et de la Durance
Partie de la vieille ville à Sisteron	Sisteron	10/03/1944	19	Sisteron : Partie de la ville sur la rive droite de la Durance
Château, vieux village de Mison et abords	Mison, Val-Buëch-Méouge	13/04/2010	1 271	Château et vieux village de Mison
Total			**1 321**	

➢ LES SITES CLASSES

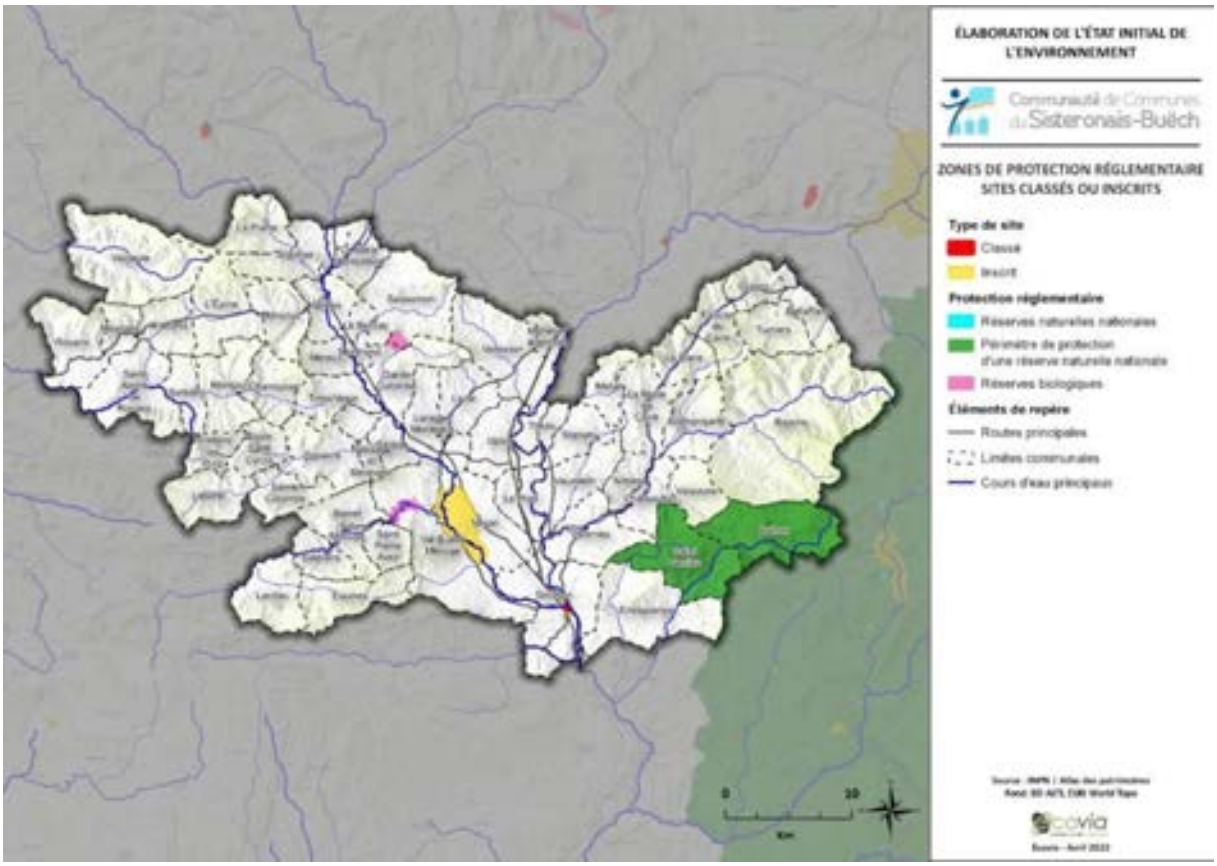
Les sites classés (SC) sont des lieux dont le caractère exceptionnel justifie une **protection de niveau national** : éléments remarquables, lieux dont on souhaite conserver les vestiges ou la mémoire pour les évènements qui s'y sont déroulés, etc.

Le classement offre une protection renforcée en comparaison de l'inscription en interdisant, sauf autorisation spéciale soit du ministre chargé des sites après avis de la Commission départementale des sites, perspectives et paysages, soit du Préfet du département après avis de l'Architecte des bâtiments de France, la réalisation de tous travaux tendant à modifier l'aspect du site.

À noter que le classement ou l'inscription d'un site peuvent se superposer ou s'ajouter à d'autres législations : le classement ou l'inscription constituent alors des labels et apportent aussi une garantie de qualité aux travaux envisageables, les autorisations nécessaires n'étant délivrées (ou refusées) qu'après une expertise approfondie. Un permis de construire en site inscrit comme en site classé ne peut être tacite, il en va de même pour le permis de démolir qui est systématiquement requis.

Le territoire présente **1 site classé correspondant à la Citadelle de Sisteron** pour une surface totale de protection d'environ 7 ha. Ce site classé concerne les bâtiments, les murs d'enceinte, les zones boisées et les terrasses de l'ancienne citadelle.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



➢ LES FORETS RELEVANT DU REGIME FORESTIER

SOURCE : FORETS RELEVANT DU REGIME FORESTIER 2015

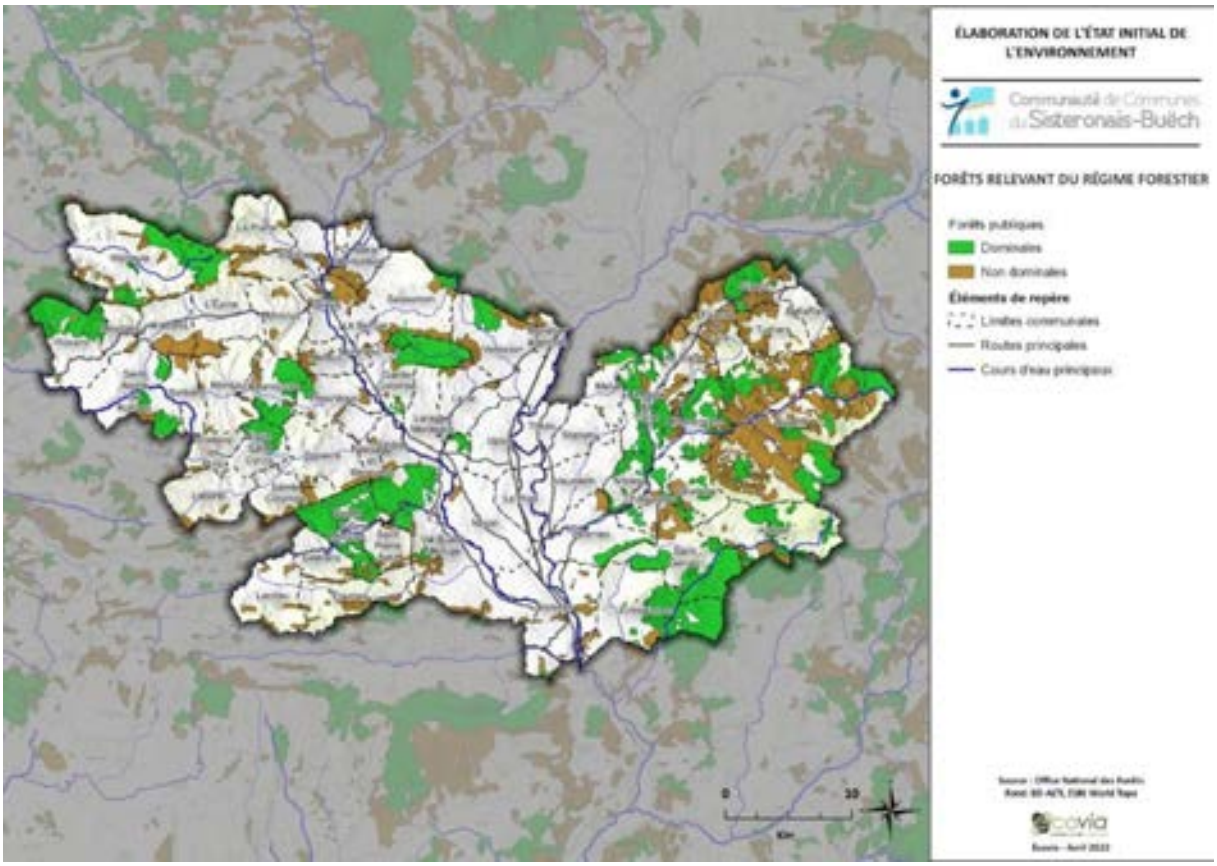
Le régime forestier est un ensemble de règles s'appliquant aux forêts qui appartiennent à l'État, aux collectivités territoriales ou à des établissements publics et d'utilité publique. L'Office national des forêts (ONF), établissement public industriel et commercial, créé par la loi du 23 décembre 1964 est le seul gestionnaire autorisé à mettre en œuvre le régime forestier, en partenariat avec le propriétaire public.

Concernant les forêts publiques du territoire, on dénombre environ 71 forêts publiques dont 57 sont communales, une départementale et 13 domaniales. Ces forêts occupent 38 049 ha de la communauté de communes du Sisteronais-Buëch soit environ **25 % du territoire**. Cela représente un peu moins de la moitié des forêts de la CCSB, qui couvrent au total 68 %.

Tableau 5 : Forêts publiques localisées sur le territoire (source : FORETS RELEVANT DU REGIME FORESTIER 2015, traitement cartographique ÉcoVia)

Type	Surface dans le territoire (ha)	Part des forêts du territoire	Recouvrement du territoire (%)
Forêts domaniales	21 245	13	14 %
Forêts non domaniales	16 804	58	11 %
Total	**38 049**	**71**	**25 %**

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



1.4.3.2 LES PERIMETRES DE PROTECTION PAR ACQUISITION FONCIERE

- LES ESPACES NATURELS SENSIBLES (ENS)

SOURCE : CD26, CD04, CD05, DATA.GOUV, DREAL PACA

Références législatives : La politique des ENS s'appuie sur les Articles L.142-1 à L.142-13 et R.142-1 à R.142-19 du Code de l'urbanisme.

Les espaces naturels sensibles (ENS) constituent un **outil de protection des espaces naturels soit par acquisition foncière soit à travers la signature de conventions** avec les propriétaires privés ou publics. Le département est compétent pour élaborer et mettre en œuvre une politique de protection, de gestion et d'ouverture au public des espaces naturels sensibles (ENS). Dans le cadre de cette compétence, le département peut créer des zones au sein desquelles il peut préempter des terrains en vue de les protéger, de les aménager et de les ouvrir au public (droit de préemption).

Cet outil a donc pour objectif de préserver la qualité des sites, des paysages, des milieux naturels et des champs d'expansion des crues tout en assurant la sauvegarde des habitats naturels. L'ENS est un outil permettant d'utiliser les fonds départementaux à travers la TDENS (Taxe départementale des espaces naturels sensibles), il constitue une opportunité pour la préservation du milieu identifié. Il permet également l'aménagement des espaces ainsi identifiés afin de permettre leur ouverture au public, sauf exception justifiée par la fragilité du milieu naturel. Ils sont le résultat de la politique départementale de protection de gestion et d'ouverture au public d'espaces naturels.

Le territoire de la CCSB est concerné par **trois espaces naturels sensibles** occupant une surface totale de 269,7 ha soit moins de 1 % du territoire.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Tableau 6 : ENS localisés sur le territoire (source : CD26, CD04, CD05, DATA GOUV, DREAL PACA, traitement cartographique ÉcoVia)

Nom de l'ENS	Communes	Surface totale (ha)	Surface dans le territoire (ha)	Recouvrement du territoire	Part de l'ENS
Lac de Mison	Mison et Upaix	25,45	25,45	<0,02 %	100 %
Forêt de Beynaves	Sainte-Colombe, Orpierre, Barret-sur-Méouge	209,57	209,57	<0,2 %	100 %
Prairies à serratules	L'Epine, Ventavon	34,64	34,64	<0,03 %	100 %
Total		**269,7**	**269,7**	**<1 %**	**100 %**

➢ LES SITES DU CONSERVATOIRE DES ESPACES NATURELS

SOURCE : WWW.RESEAU-CEN.ORG, CEN 2018

Les conservatoires d'espaces naturels sont des associations engagées à but non lucratif. Soutenus par l'État, les collectivités territoriales et certains partenaires privés, les CEN sont des gestionnaires reconnus qui accordent une grande importance à la concertation pour ce qui est de la gestion des sites qu'ils gèrent et qu'ils achètent (parfois) ainsi que pour leur expertise scientifique et technique.

Le Conservatoire d'espaces naturels de Provence-Alpes-Côte d'Azur est à la fois :

- Agréé au titre de la protection de la nature dans un cadre régional (décret n° 2011-832 du 12 juillet 2011)
- Agréé par l'État et la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur au titre de l'article L.414-11 du Code de l'environnement (arrêté du 6 juin 2014). Cet agrément offre au Conservatoire d'espaces naturels de Provence-Alpes-Côte d'Azur une reconnaissance officielle de ses principales missions, de ses compétences et de ses actions, notamment en matière d'accompagnement et d'animation des politiques publiques en faveur de la protection de la biodiversité.
- Habilité à prendre part au débat public sur l'environnement (arrêté préfectoral du 10 décembre 2015)

Les CEN entretiennent des relations partenariales avec l'ensemble des acteurs de la biodiversité dans l'animation de projets de territoire, notamment avec les autres gestionnaires de milieux naturels. Ils accompagnent également la mise en œuvre de politiques contractuelles : principaux acteurs privés de la mise en œuvre de Natura 2000 en France, impliqués depuis longtemps dans la création de corridors écologiques, etc.

Comme dit précédemment, leur action est fondée sur la maîtrise foncière et d'usage et s'appuie sur une approche concertée des enjeux environnementaux, sociaux et économiques des territoires.

Le CEN PACA est très actif sur le territoire Sisteronais-Buëch. Il travaille notamment avec le Parc Naturel Régional des Baronnies Provençales sur la mise en place d'une trame de vieux boisements et de boisements en libre évolution. Plusieurs inventaires sont réalisés et ciblent notamment les chênaies-hêtraies ainsi que les sapinières avec le Pic-prune comme espèce cible.

Comme déjà indiqué, des inventaires zones humides sont réalisés sur le territoire. Le CEN réalise également des inventaires de la biodiversité communale comme les études ABC à Val-Buëch-Méouge, à Éourres, à la Motte-du-Caire…

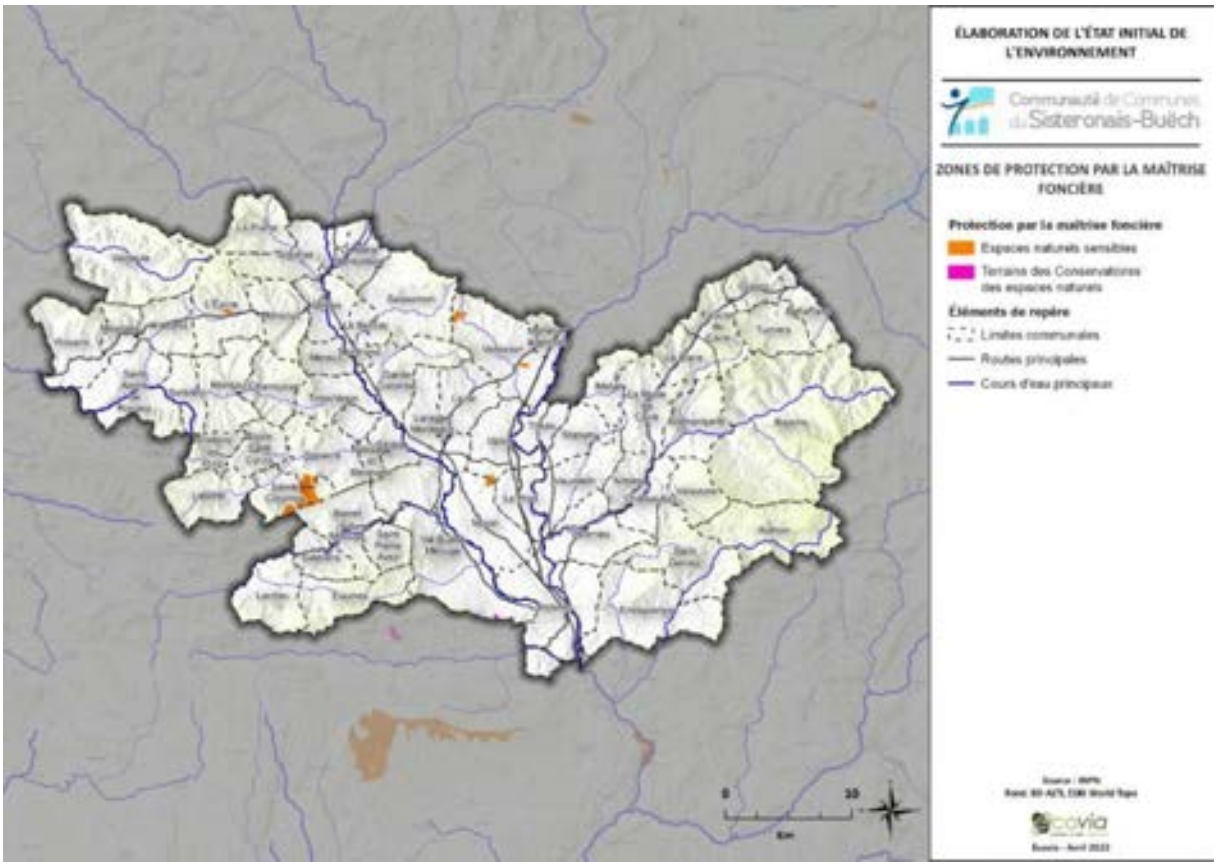
Pour finir, le CEN travaille actuellement sur un projet de création d'une réserve naturelle régionale sur les communes de Val-Buëch-Méouges et Éourres.

Le territoire de la CCSB est concerné par **un site CEN à Entrepierres**.

Tableau 7 : Sites du CEN localisés sur le territoire (source : INPN)

Nom du site	Communes	Type milieux	Surface totale (ha)	Surface dans le territoire (ha)	Recouvrement du territoire	Part de l'ENS
Fond de Mège	Entrepierres	Écosystèmes forestiers	17	17	<0,02 %	100 %

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



1.4.3.3 LES PERIMETRES DE PROTECTION CONTRACTUELLE

- **LES PARCS NATURELS REGIONAUX**

Un Parc Naturel régional (PNR) est un territoire rural habité, reconnu au niveau régional pour sa forte valeur patrimoniale et paysagère, mais également pour sa fragilité (menacé soit par la dévitalisation rurale, soit par une trop forte pression urbaine ou une surfréquentation touristique).

Un Parc Naturel Régional s'organise autour d'un projet concerté de développement durable, fondé sur la protection et la valorisation de son patrimoine naturel et culturel et formalisé dans la charte en mettant en œuvre une politique innovante d'aménagement et de développement économique, social et culturel, respectueuse de l'environnement.

Le territoire d'un Parc Naturel Régional est classé par décret du Premier ministre pris sur rapport du ministre chargé de l'Environnement, pour une durée de douze ans renouvelables. Il est géré par un syndicat mixte regroupant toutes les collectivités qui ont approuvé la Charte du Parc.

Un PNR a pour vocation de protéger et valoriser le patrimoine naturel, culturel et humain de son territoire en mettant en œuvre une politique innovante d'aménagement et de développement économique, social et culturel, respectueuse de l'environnement. Il participe également à la gestion de l'accueil touristique, afin de préserver les milieux naturels subissant une pression de visiteurs trop importante.

La Loi du 8 janvier 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages précise le rôle des Parcs Naturels Régionaux et l'importance de leur charte.

« Les Parcs Naturels Régionaux concourent à la politique de protection de l'environnement, d'aménagement du territoire, de développement économique et social, d'éducation et de formation du public. Il constitue le cadre privilégié des actions menées par les collectivités publiques, en faveur de la préservation des paysages et du patrimoine naturel et culturel ».

Les Parcs Naturels Régionaux sont créés pour protéger et mettre en valeur de grands espaces ruraux habités. Peut être classé « Parc Naturel Régional » un territoire à dominante rurale dont les paysages, les milieux naturels et le patrimoine culturel sont de grande qualité, mais dont l'équilibre est fragile.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Le **Parc Naturel Régional des Baronnies Provençales** correspond à un vaste territoire de 179 529 ha s'étendant entre le Vercors, la Drôme, le Mont Ventoux, les Préalpes et la vallée de la Durance. Il correspond à un massif calcaire d'altitude moyenne. Grâce aux climats méditerranéens et alpins, la diversité floristique et faunistique est exceptionnelle. Le relief joue un rôle très important avec de forts effets adret-ubac. Les versants sud (adret) accueillent des espèces méditerranéennes tandis que les espèces à affinité montagnarde, voire alpine, préfèrent s'établir sur les versants nord (ubac).

82 communes sont adhérentes du parc dont 31 sont localisées au sein de la CCSB : Barret-sur-Méouge, Chanousse, Éourres, Étoile-Saint-Cyrice, Garde-Colombe, La Bâtie-Montsaléon, La Piarre, L'Épine, Laborel, Lachau, Laragne-Montéglin, Lazer, Le Bersac, Méreuil, Montclus, Montrond, Moydans, Orpierre, Ribeyret, Rosans, Sainte-Colombe, Saint-Pierre-Avez, Saléon, Salérans, Savournon, Serres, Sigottier, Trescléoux, Val-Buëch-Méouge, Valdoule et Villebois-les-Pins.

Afin d'entreprendre la préservation de cette richesse tant écologique que culturelle, le syndicat mixte du PNR des Baronnies a élaboré, à la suite d'une large concertation entre les communes, les départements et régions du territoire, une charte qui définit les missions et les objectifs du Parc. Il faut savoir que « La charte d'un parc naturel régional est un acte destiné à orienter l'action des pouvoirs publics dans un souci de protection de l'environnement, d'aménagement du territoire, de développement économique et social et d'éducation et de formation du public sur le territoire du parc et à assurer la cohérence de cette action avec les objectifs qui y sont définis ; la charte d'un parc naturel régional ne peut légalement contenir de règles opposables aux tiers, qu'il s'agisse de règles de fond ou de règles de procédure ». De même, il faut savoir que depuis 1993, les chartes sont opposables aux documents d'urbanisme. Elles peuvent ainsi empêcher des projets d'aménagement non compatibles avec les objectifs de la charte.

Le SCoT doit ainsi être compatible avec la charte du PNR des Baronnies Provençales et doit transposer, au sein de son DOO, les dispositions de la charte ayant été jugées pertinentes. Celle-ci a été approuvée en 2012 et s'articule autour de trois grandes ambitions :

- Valoriser les atouts naturels et humains des Baronnies Provençales
- Développer une économie basée sur l'identité locale
- Concevoir un aménagement solidaire et durable

Ces trois ambitions se déclinent en 12 orientations, et 37 mesures ou objectifs opérationnels, dont plusieurs ont trait aux milieux naturels et à la biodiversité. Les autres mesures sont présentées dans les fiches thématiques de l'EIE correspondantes.

Tableau 8 : Disposition de la Charte en rapport avec les milieux naturels et la biodiversité

Mesures	Intitulés des mesures et objectifs ciblés au sein de la mesure	Engagement des partenaires (extraits)
I.1.1	Améliorer les connaissances sur le patrimoine naturel : • Améliorer les connaissances sur les milieux naturels, les espèces vivantes et les effets du changement climatique. • Améliorer les connaissances sur les plantes messicoles (principal réservoir français) et les zones à enjeux botaniques.	
I.1.2	Préserver les milieux naturels et les espèces remarquables pour contribuer au maintien et à l'enrichissement de la biodiversité : • Partager l'enjeu de préservation de la biodiversité et de la fonctionnalité des milieux. • Préserver les milieux naturels remarquables favorables à la biodiversité. • Préserver les espèces floristiques et faunistiques remarquables. • Contribuer à l'enrichissement faunistique des Baronnies Provençales.	Prendre les dispositions nécessaires pour préserver les zones agricoles et protéger les espaces d'intérêt écologique prioritaires dans leur document d'urbanisme et d'aménagement
I.1.3	Préserver la qualité des espaces ordinaires :	

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

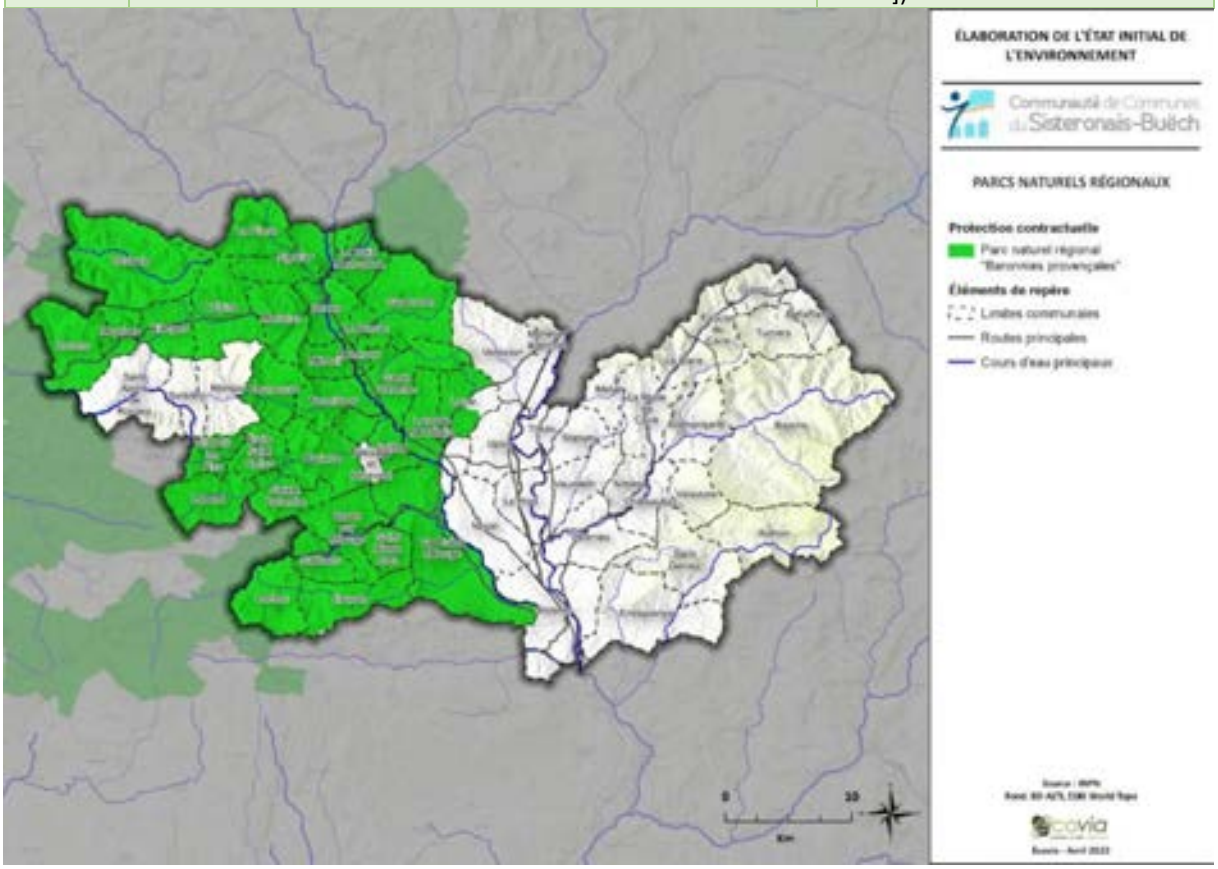
Mesures	Intitulés des mesures et objectifs ciblés au sein de la mesure	Engagement des partenaires (extraits)
	• Valoriser et transférer les bonnes pratiques d'exploitation et de gestion mises en place en agriculture et sylviculture. • Inciter la population locale à observer, connaitre et suivre les espaces et espèces ordinaires, car la protection de ces milieux et des espèces qu'ils abritent passe également par l'implication de la population locale. • Préserver voire améliorer la qualité des milieux ordinaires. • Prévenir le développement de chasses privées clôturées et soutenir la gestion locale des activités traditionnelles de gestion de la faune (chasse, pêche), dans le respect d'une gestion durable et rationnelle de la faune sauvage terrestre et aquatique et la préservation de leurs habitats naturels… • Surveiller les espèces à caractère envahissant.	
I.1.4	Soutenir une gestion de l'espace favorable à la biodiversité et à la fonctionnalité des milieux : • Prendre en compte la préservation de la Nature ordinaire et de la biodiversité dans les projets d'aménagements de l'espace, ainsi que dans l'organisation et la pratique des activités. • Préserver, voire améliorer la fonctionnalité des espaces naturels (ordinaires et remarquables), les enjeux écologiques du territoire étant essentiellement liés à la préservation de la SAU, la gestion durable de la forêt et la continuité des milieux associés aux cours d'eau.	Mettre leurs orientations et leurs choix d'aménagement du territoire en compatibilité avec les orientations de la présente mesure, dans le cadre de la création ou de la révision de leur document d'urbanisme (carte communale, PLU, etc.), ou pour toute création de nouvelles infrastructures, projets d'extensions urbaines, etc.
I.2.2	Favoriser des pratiques agricoles et pastorales concourant à la richesse des paysages et de la biodiversité : • Promouvoir un pastoralisme et des pratiques agricoles intégrant les dimensions écologiques et paysagères dans leurs stratégies économiques, notamment pour maintenir ouverts certains espaces donnant à voir le grand paysage et les panoramas des Baronnies Provençales (crêtes, pentes) et offrant des milieux favorables à la faune et à la flore, en maitrisant localement l'avancée de la forêt et du Pin noir d'Autriche. • Entretenir la trame écopaysagère durable des Baronnies Provençales : identification des éléments types écologiquement structurants du paysage et incitation à leur préservation dans les espaces intermédiaires et les espaces à vocation principale agricole. • Améliorer la connaissance des variétés « anciennes » et/ou locales présentes sur le territoire dans une optique de maintien et de valorisation de la biodiversité domestique, c'est-à-dire des productions agricoles. • Structurer et renforcer les pratiques agricoles et pastorales respectueuses de la biodiversité et concourant, notamment, à une limitation des risques incendies. Encourager la prise en compte de la préservation de la biodiversité dans les Signes d'Identification de la Qualité et de l'Origine (SIQO).	

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Mesures	Intitulés des mesures et objectifs ciblés au sein de la mesure	Engagement des partenaires (extraits)
I.2.3	Préserver et valoriser le patrimoine écologique et culturel forestier : • Accroitre la connaissance du patrimoine forestier et promouvoir les éléments caractéristiques du territoire comme les truffières naturelles. • Développer des actions en faveur du maintien de la biodiversité forestière et permettant de valoriser ce patrimoine forestier. • Protéger la forêt contre les risques d'incendie et conforter les fonctions de protection des forêts patrimoniales. • Favoriser le sylvopastoralisme comme un mode d'entretien des espaces boisés du territoire et de valorisation économique de ces espaces.	
I.4.2	Renouveler l'approche des patrimoines paysagers caractéristiques des Baronnies Provençales : • Préserver et valoriser les patrimoines géologiques emblématiques, les patrimoines bâtis et paysagers, les pratiques et les savoir-faire qui leur sont associés, afin d'illustrer l'originalité de la géologie et des formes d'occupation des Baronnies Provençales.	Participer aux actions de préservation et de valorisation des patrimoines bâtis, paysagers et géologiques, concernant leur territoire.
II.1.1	Développer et valoriser les démarches de qualité d'une mosaïque de cultures agricoles : • Valoriser des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement et des spécificités liées au territoire. • Encourager des démarches de qualité et signes de spécificité des produits du territoire pour une reconnaissance des produits à l'extérieur du territoire. • Développer et accompagner l'agriculture biologique (objectif : 30 % des Surfaces agricoles utiles [SAU] à l'horizon 2024). • Favoriser l'installation et la transmission d'exploitations agricoles.	
II.3.1	Structurer et qualifier l'offre de randonnées : • Concilier les différentes pratiques et attentes de randonnées avec les objectifs de préservation des milieux naturels, de la faune, de la flore et des paysages.	Préciser le tracé des chemins ruraux sur le territoire communal lors des élaborations ou révisions des documents d'urbanisme.
II.3.2	Organiser et promouvoir une pratique éco responsable de l'escalade et du vol libre : • Devenir un territoire d'excellence en matière de gestion de l'escalade et du vol libre en poursuivant la structuration de ces filières, en accompagnant le développement de pratiques intégrées à la vie locale, et en garantissant un accueil de qualité dans le respect de l'environnement naturel des sites.	

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Mesures	Intitulés des mesures et objectifs ciblés au sein de la mesure	Engagement des partenaires (extraits)
II.4.1	Adapter l'agriculture aux évolutions climatiques, sociétales et économiques : • Anticiper les évolutions climatiques à venir pour adapter au mieux les productions agricoles et forestières du territoire et développer de nouvelles productions économiquement et écologiquement viables sur les Baronnies Provençales. • Accompagner les exploitations agricoles et forestières dans l'intégration des enjeux énergétiques.	Établir un diagnostic agricole détaillé lors de la création, la révision ou la modification des documents d'urbanisme. Intégrer dans leurs documents de planification et d'urbanisme les dispositions réglementaires permettant de protéger les terres agricoles (délimitation de Zones agricoles protégées [mesure III.4.1]).



➢ LE RESEAU NATURA 2000

Le réseau **Natura 2000** renvoie à un ensemble de sites naturels européens, terrestres et marins, identifiés pour la rareté ou la fragilité des espèces sauvages, animales ou végétales, ou de leurs habitats alors considérés d'intérêt communautaire.

Ce réseau correspond ainsi aux sites identifiés au titre de deux directives européennes : la Directive **oiseaux** et la Directive **Habitats Faune Flore** qui permettent sa protection et sa conservation de manière réglementaire. Pour plus d'efficacité, ce réseau concilie préservation de la nature et de sa biodiversité intrinsèque et préoccupations socioéconomiques locales. Il se compose de deux catégories de sites : les **zones de protection spéciale (ZPS)** et les **zones spéciales de conservation (ZSC)** décrites ci-dessous :

- **Zones de protection spéciale (ZPS)** renvoyant, pour la plupart d'entre elles, aux zones classées en ZICO. Les ZPS ont ainsi pour but la conservation des espèces d'oiseaux sauvages figurant à l'annexe I de la Directive **oiseaux** ou de zones identifiées comme étant des aires de reproduction, de mue, d'hivernage ou encore de zones relais pour les oiseaux migrateurs. Ces zones sont désignées comme étant des ZPS par arrêté ministériel sans consultation préalable de la Commission européenne.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

- **Zones spéciales de conservation (ZSC)** visent la conservation du patrimoine naturel exceptionnel qu'elles abritent, que ce soient des types d'habitats ou des espèces animales et végétales d'intérêt communautaire figurant aux annexes I et II de la Directive **Habitats**. Pour désigner une zone en ZSC, chaque État membre fait part de ses propositions à la Commission européenne, sous la forme de pSIC (proposition de **site d'intérêt communautaire**). Après approbation par la Commission, la pSIC est inscrite comme **site d'intérêt communautaire (SIC)** et est intégrée au réseau Natura 2000. Un arrêté ministériel désigne ensuite le site comme **ZSC**.

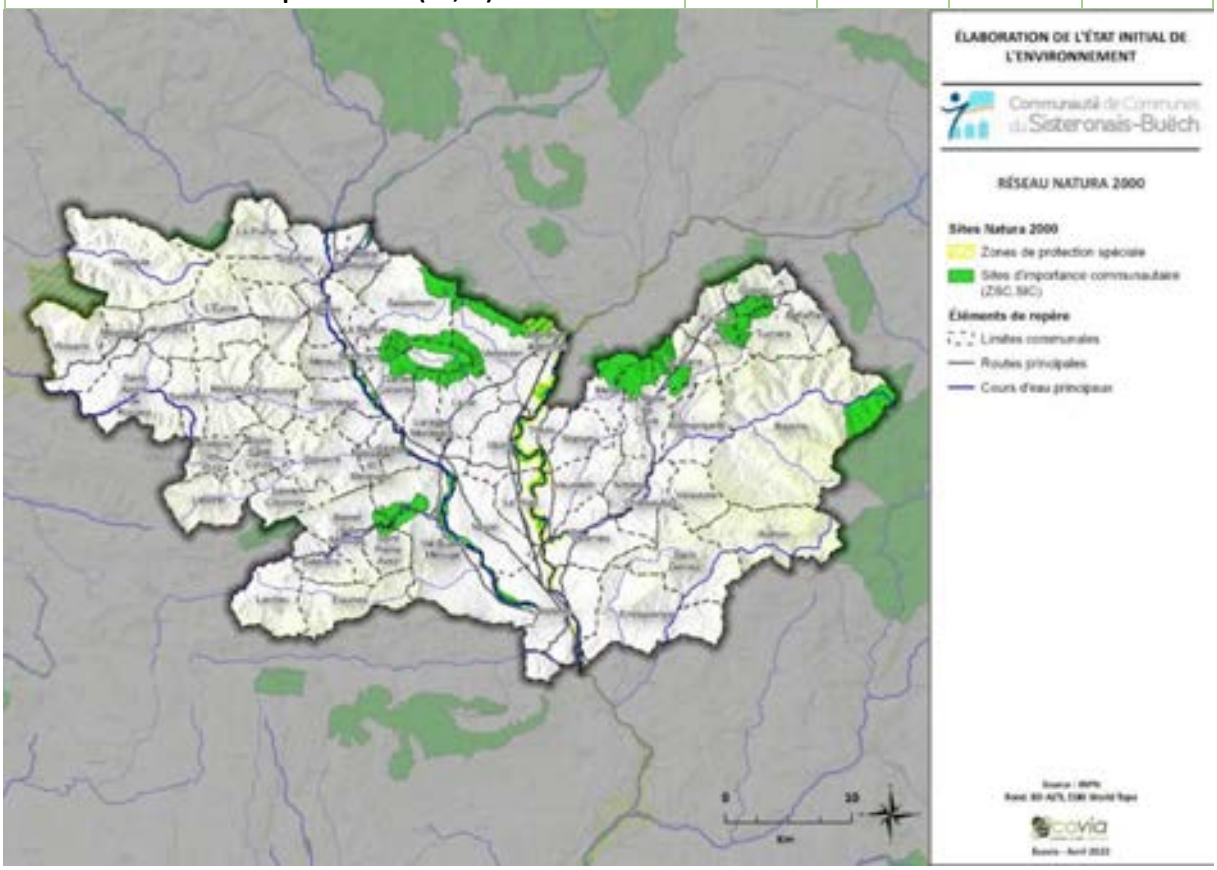
Sur le territoire de la CCSB, on recense **six ZSC** pour une superficie totale d'environ 10 766 ha, soit 7 % du territoire, ainsi que **deux ZPS** pour une superficie totale de 1 770 ha, soit 1 % du territoire. Ainsi les sites Natura 2000 occupent une surface totale de 10 809 hectares sur le territoire, soit environ 7 % du territoire. Par ailleurs, 6 sites Natura 2000 sont limitrophes du territoire (5 ZPS, 1 ZSC).

Tableau 9 : Sites Natura 2000 localisés sur le territoire (source : INPN, traitement cartographique ÉcoVia)

Type	Code Natura 2000	Nom du site	Communes concernées sur le territoire	Surface totale (ha)	Surface dans le territoire (ha)	Recouvrement du territoire	Part du site Natura 2000 concerné
ZSC	FR9301514	Ceüse - montagne d'Aujour - Pic de Crigne – montagne de Saint-Genis	Lazer, Monêtier-Allemont, Laragne-Montéglin, Ventavon, Le Bersac, Savournon, Garde-Colombe	7 048	3 426	2 %	49 %
ZSC	FR9301535	Montagne de Val-Haut – Clues de Barles - Clues de Verdaches	Bayons, Authon	13 198	909	<1 %	7 %
ZSC	FR9301545	Venterol - Piégut - Grand Vallon	La Motte-du-Caire, Gigors, Faucon-du-Caire, Melve, Le Caire, Turriers	4 255	2 815	2 %	66 %
ZSC	FR9301589	La Durance	Monêtier-Allemont, Upaix, Ventavon, Le Poët, Vaumeilh, Thèze, Valernes, Sigoyer, Entrepierres, Sisteron	15 920	1 499	1 %	9 %
ZSC	FR9301518	Gorges de la Méouge	Barret-sur-Méouge, Saint-Pierre-Avez, Val-Buëch-Méouge	713	713	<1 %	100 %
ZSC	FR9301519	Le Buëch	Laragne-Montéglin, Val-Buëch-Méouge, Le Bersac, La Bâtie-Montsaléon, Saléon, Méreuil, Montrond, Garde-Colombe, L'Epine, Serres, Trescléoux, Sigottier, Montclus, Sisteron, Mison	2 426	1 395	1 %	58 %
Total superficie ZSC (ha, %)				**48 053**	**10 766**	**7 %**	**22 %**
ZPS	FR9312023	Bec de Crigne	Monêtier-Allemont, Ventavon	411	260	<1 %	63 %
ZPS	FR9312003	La Durance	Valernes, Ventavon, Le Poët, Monêtier-	19 967	1 499	1 %	8 %

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Type	Code Natura 2000	Nom du site	Communes concernées sur le territoire	Surface totale (ha)	Surface dans le territoire (ha)	Recouvrement du territoire	Part du site Natura 2000 concerné
			Allemont, Upaix, Thèze, Vaumeilh, Entrepierres, Sisteron, Sigoyer				
Total superficie ZPS (ha, %)				**32 833**	**1 770**	**1 %**	**5 %**



1.4.3.4 Bilan

L'analyse des protections sans double compte montre que 1,7 % du territoire est sous protection forte (réglementaire et foncière). Environ 46,8 % sont sous dispositifs de préservation ou de gestion (N2000, PNR) pour une superficie inventoriée au titre de sa richesse écologique de 41,2 %.

Tableau 10 : Synthèse des périmètres de gestion, connaissance ou protection des milieux naturels

Types de protection (sans double compte)	Superficie (ha)	Recouvrement du territoire %
Superficie sous protection réglementaire et foncière (site inscrit, site classé, réserves biologiques, ENS, terrains du CEN)	**2 509**	**2 %**
Dont superficie sous protection strictement réglementaire (site inscrit, site classé, réserves biologiques)	1 657	1 %
Dont superficie sous maîtrise foncière (ENS, terrains du CEN)	852	1 %
Superficie sous protection contractuelle (N2000, PNR)	**69 925**	**47 %**
Dont superficie N2000	*10 809*	*7 %*
Superficie inventoriée (ZNIEFF)	**61 489**	41 %

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Types de protection (sans double compte)	Superficie (ha)	Recouvrement du territoire %
Total des protections (sans double compte ; sans ZNIEFF)	**71 118**	**48 %**

1.4.4 Les continuités écologiques

1.4.4.1 Definition de la trame verte et bleue

La trame verte et bleue constitue un réseau de continuités écologiques terrestres et aquatiques. Ces deux composantes forment un tout indissociable qui trouve son expression dans les zones d'interface (zones humides et végétation de bords de cours d'eau notamment).

Les lois Grenelle définissent la trame verte et bleue comme composée de trois grands types d'éléments : les « réservoirs de biodiversité », les « corridors écologiques » et la « Trame bleue ».

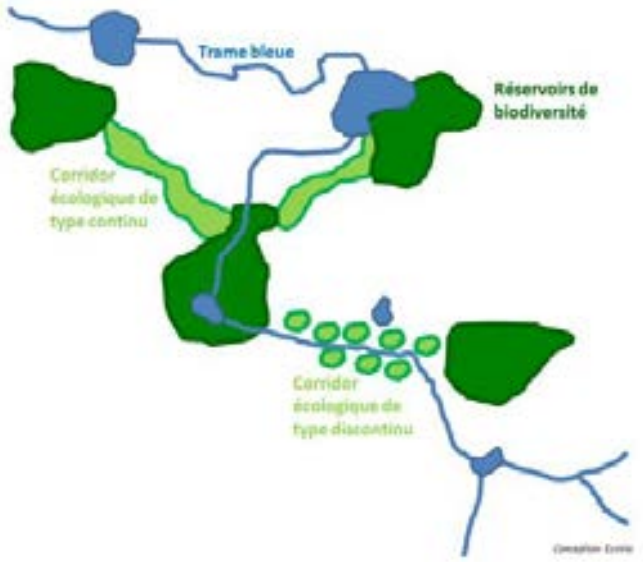


Figure 25 : Exemple d'éléments de la trame verte et bleue : réservoirs de biodiversité et types de corridors terrestres (source : ÉcoVia ; 2013)

1.4.4.2 Contexte reglementaire

La fragmentation des milieux naturels représente, avec l'artificialisation des espaces et les pollutions diffuses, l'une des causes actuelles majeures d'érosion de la biodiversité. Toutefois, on ne saurait s'arrêter sur le constat d'une fragmentation des milieux. En effet, le déplacement des espèces est essentiel à l'accomplissement de leur cycle de vie et participe au maintien des populations d'espèces par des échanges génétiques entre individus. Ces interactions sont nécessaires à la viabilité des écosystèmes. Bien qu'il existe des règlementations actuelles qui préservent et gèrent les espaces à forte valeur écologique, il convient d'aller plus loin en préservant ou restaurant la connectivité de ces derniers entre eux.

Dans le cadre du Grenelle de l'environnement, une des mesures phare mises en place est de reconstituer un réseau écologique sur l'ensemble du territoire français, afin d'identifier par une approche globale, des espaces de continuités entre milieux naturels.

L'article 121 de la loi portant engagement national pour l'environnement (ou Grenelle 2) complète le livre III du Code de l'environnement, par un titre VII « Trame verte et Trame bleue ».

La trame verte et bleue (TVB) régie par les articles L.371-1 et suivants du Code de l'environnement constitue un nouvel outil au service de l'aménagement durable des territoires. La TVB vise à identifier ou à restaurer un réseau écologique, cohérent et fonctionnel, sur le territoire, permettant aux espèces animales et végétales de communiquer, circuler, s'alimenter, se reproduire et se reposer, afin que leur survie soit garantie. Intégrant les milieux terrestres (trame verte) et ceux aquatiques (trame bleue), ces espaces permettant aux espèces de réaliser leur cycle de vie sont désignés par le terme de « réservoirs de biodiversité » et sont reliés entre eux par

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

des corridors écologiques. Ces deux composantes forment un tout indissociable qui trouve son expression dans les zones d'interface (zones humides et végétation de bords de cours d'eau notamment). Sa cartographie est intégrée dans le **Schéma régional de Cohérence écologique (SRCE)** élaboré conjointement par l'État et la Région et **devant être prise en compte par le SCoT** en application du L.371-3 du Code de l'environnement.

Ainsi, à l'échelle intercommunale, conformément à l'article L.121-1 du Code de l'urbanisme, les SCoT doivent déterminer les conditions permettant d'assurer, la préservation de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts, la protection et la remise en bon état des continuités écologiques. La trame verte et bleue doit s'affirmer comme un des volets du PADD.

L'objectif de cette étude est de réaliser une analyse du fonctionnement écologique du territoire identifiant les milieux remarquables de la CCSB et les zones de déplacement offrant des possibilités d'échanges entre les différents milieux.

N. B. Les termes de « réservoirs de biodiversité » et de « corridors écologiques » ont une portée réglementaire. Néanmoins, le diagnostic des fonctionnalités écologiques, dans le cadre de l'état initial de l'environnement, n'a pas de portée réglementaire, contrairement au projet de trame verte et bleue. Ces termes sont utilisés dans le présent état initial de l'environnement afin de conserver une cohérence logique avec le projet de SCoT (PAS et DOO) sur les termes utilisés. La définition de ces réservoirs et de ces corridors se basera certes sur des considérations écologiques (issues du diagnostic présenté dans cet état initial), mais également sur des considérations sociales, économiques et politiques.

➢ Les reservoirs de biodiversite et les corridors ecologiques selon les Orientations nationales

Certains espaces bénéficiant d'une protection législative et réglementaire sont, en application de l'article L.371-1 du Code de l'environnement, intégrés automatiquement à la trame verte et bleue, dans leur intégralité :

- En qualité de réservoirs de biodiversité :
    - Les cœurs de parcs nationaux (articles L.331-1 et suivants du Code de l'environnement) ;
    - Les réserves naturelles nationales et régionales (articles L.332-1 et suivants du Code de l'environnement) ;
    - Les espaces identifiés par les arrêtés préfectoraux de conservation des biotopes (articles L.411-1, R. 411-15 et suivants du Code de l'environnement).

Il est, par ailleurs, fortement recommandé d'y intégrer également les réserves biologiques (articles L.212-1 à L. 212-4 et R. 133-5 du Code forestier).

- En qualité de corridors écologiques :
    - Les couvertures végétales permanentes le long des cours d'eau mentionnées au titre I de l'article L. 211-14 du Code de l'environnement, qui visent notamment à constituer des corridors rivulaires contribuant à la fois à garantir la qualité du milieu aquatique et à établir des corridors écologiques permettant le déplacement de certaines espèces par voie aquatique, terrestre ou aérienne.

Pour la trame bleue, en qualité de réservoirs de biodiversité et de corridors écologiques :

- Les cours d'eau, parties de cours d'eau ou canaux classés (article L. 214-17 du Code de l'environnement).

Il est par ailleurs fortement recommandé d'y intégrer également les espaces de mobilité des cours d'eau déjà identifiés sur la base d'études d'hydromorphologie fluviale, à l'échelle d'un bassin versant, par les SDAGE, SAGE et schémas départementaux des carrières.

Pour la trame bleue, en qualité de réservoirs de biodiversité ou de corridors écologiques (ou les deux à la fois) :

- Les zones humides d'intérêt environnemental particulier (article L. 211-3 du Code de l'environnement).
- Il est par ailleurs fortement recommandé d'y intégrer également les zones humides, dont la préservation ou la remise en bon état est nécessaire pour atteindre les objectifs de la directive-cadre sur l'eau, notamment les zones humides identifiées dans les SDAGE (notamment les registres des zones protégées) et les programmes de mesures associés.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

➢ ELEMENTS DEFINISSANT LES CONTINUITES ECOLOGIQUES REGIONALES DE PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR

SOURCE : SRCE PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR, SRADDET PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR

Le SRADDET de Provence-Alpes-Côte d'Azur a repris les continuités écologiques établies par le **Schéma régional de cohérence écologique** élaboré en concertation avec de nombreux acteurs du territoire et le Comité régional Trame Verte et Bleue.

Cinq sous-trames avaient été identifiées dans le SRCE intégrant l'ensemble des milieux naturels présents en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Celles-ci ont été reprises par le SRADDET :

- **La sous-trame forestière**. Cette sous-trame est la plus représentée sur le territoire avec environ 1,5 million d'hectares de forêts soit environ 48 % de la région.
- **La sous-trame des milieux ouverts** (pelouses et prairies). Ces milieux sont très fragmentés à l'échelle régionale. Hormis dans les alpages et la Crau, où les conditions de milieu limitent naturellement la dynamique forestière, ils sont globalement en régression à l'échelle régionale. Ils sont cantonnés à présent à de petites surfaces isolées, pour lesquelles le SRCE ne peut les mettre en évidence, l'échelle de ce dernier ne le permettant pas.
- **La sous-trame des milieux semi-ouverts** (type garrigues, maquis et landes). Ces milieux sont aussi très fragmentés à l'échelle régionale. Ces espaces sont très restreints, peu connectés et, dans une majorité de cas, localisés dans l'arrière littoral, formant une couronne morcelée allant des Alpilles aux Baous, aux abords du fleuve Var.
- **La sous-trame rivulaire**, c'est-à-dire des cours d'eau et des zones humides.
- La sous-trame des eaux courantes

À ces 5 sous-trames, s'ajoute une composante spécifique littorale.

L'identification des réservoirs de biodiversité s'est basée sur :

- La prise en compte des zonages réglementaires et d'inventaires,
- La prise en compte de la « mosaïque verte2 »,
- Sur une partie des cours d'eau, des étangs, des zones humides.

Selon les Orientations nationales, les réservoirs de biodiversité à statut réglementaire sont obligatoirement pris en compte dans la Trame Verte et Bleue, c'est-à-dire les Réserves Naturelles Nationales et Régionales et les Réserves biologiques dirigées ou intégrales (dans les forêts domaniales). Dans le cadre de la région PACA, d'autres outils de la préservation de la biodiversité ont également été retenus en tant que réservoirs de biodiversité : les sites Natura 2000, les propriétés du Conservatoire du Littoral, ainsi que des espaces importants pour certaines espèces menacées d'oiseaux et les zones humides institutionnellement reconnues à savoir les inventaires des zones humides des différents départements.

➢ ELEMENTS DEFINISSANT LES CONTINUITES ECOLOGIQUES REGIONALES DE RHONE-ALPES

L'ancien **Schéma régional de cohérence écologique de Rhône-Alpes** avait été élaboré en concertation avec de nombreux acteurs du territoire et le Comité régional Trame Verte et Bleue avant d'être fusionné avec celui d'Auvergne et intégré dans le SRADDET d'Auvergne Rhône-Alpes.

Sur le territoire Rhône-Alpes, on retrouve 4 sous-trames qui sont reprises par le SRADDET :

- **La sous-trame forestière**. Cette sous-trame comprend les milieux forestiers et bocagers. La forêt d'Auvergne-Rhône-Alpes couvre 36 % du territoire, soit 2,5 millions d'ha. 2/3 des surfaces forestières sont en zone de montagne. Les peuplements forestiers de la région sont constitués de conifères pour 54 % du volume sur pied.
- **La sous-trame des milieux ouverts.** Cette sous-trame comprend les milieux herbacés (prairies, pelouses, végétation saxicole vivace, landes et landines) et les milieux cultivés. La région Auvergne-Rhône-Alpes est la première prairie de France avec 2 millions d'hectares d'herbe représentant 70 % de la surface agricole de la région.
- La sous-trame cours d'eau et lacs.

[2] Ensemble des espaces qui, sur une surface d'un seul tenant, sont occupés, soit par un même « milieu naturel », soit par une juxtaposition ou une imbrication de différents « milieux naturels »

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

- **La sous-trame des milieux humides.** Parmi les milieux humides les plus remarquables de la région, on peut citer : les prés salés (marais de Saint-Beauzire, source du Sail, Mirefleurs), les lacs et mares temporaires de Chaux, les sources pétrifiantes, les tourbières d'altitude, les zones à forte concentration d'étangs, les zones alluviales et prairies humides liées aux grands cours d'eau…

De plus, 8 enjeux principaux vis-à-vis des continuités écologiques ont été définis :

- L'étalement urbain et l'artificialisation des sols : des conséquences irréversibles sur la fonctionnalité du réseau écologique ;
- L'impact des infrastructures sur la fragmentation et le fonctionnement de la Trame verte et bleue ;
- L'impact des activités anthropiques sur la continuité des cours d'eau et leurs espaces de mobilité ;
- L'accompagnement des pratiques agricoles et forestières pour favoriser une Trame ;
- Les spécificités des espaces de montagne en Rhône-Alpes ;
- L'accompagnement du développement des énergies renouvelables ;
- L'intégration de la biodiversité dans toutes les politiques publiques et leur gouvernance ;
- Le changement climatique et son impact sur la biodiversité.

Des enjeux de maintien et/ou de restauration des composantes de la TVB ont également été mis en avant et spatialisés par le SRCE.

➢ Integration des elements du SRADDET Provence-Alpes-Cote d'Azur

Le **Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) est un schéma régional de planification intégrateur** incluant le schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE) ; le schéma régional des infrastructures et des transports (SRIT) ; le schéma régional de l'intermodalité (SRI) ; le plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD) et le schéma régional de cohérence écologique (SRCE). Ce schéma est mis en place par la loi NOTRe du 7 août 2015.

En PACA, le SRADDET a été adopté le 26 juin 2019.

Concernant la Trame Verte et Bleue du territoire, le SRADDET s'appuie sur l'ancien SRCE approuvé par arrêté préfectoral du 26 novembre 2014. Il constituait le document de référence d'échelon régional de mise en place de la Trame Verte et Bleue.

La région PACA est reconnue comme un « hot spot » de biodiversité et accueille de nombreuses espèces floristiques et faunistiques grâce à la rencontre de deux régions biogéographiques, alpine et méditerranéenne. Le pourtour de la Méditerranée concentre sur moins de 2 % de la surface terrestre du globe, 25 000 espèces, 10 % des plantes à fleurs et fougères du monde et plus de 80 % des oiseaux d'Europe. Elle se caractérise par différentes grandes entités paysagères sous l'influence alpine et méditerranéenne.

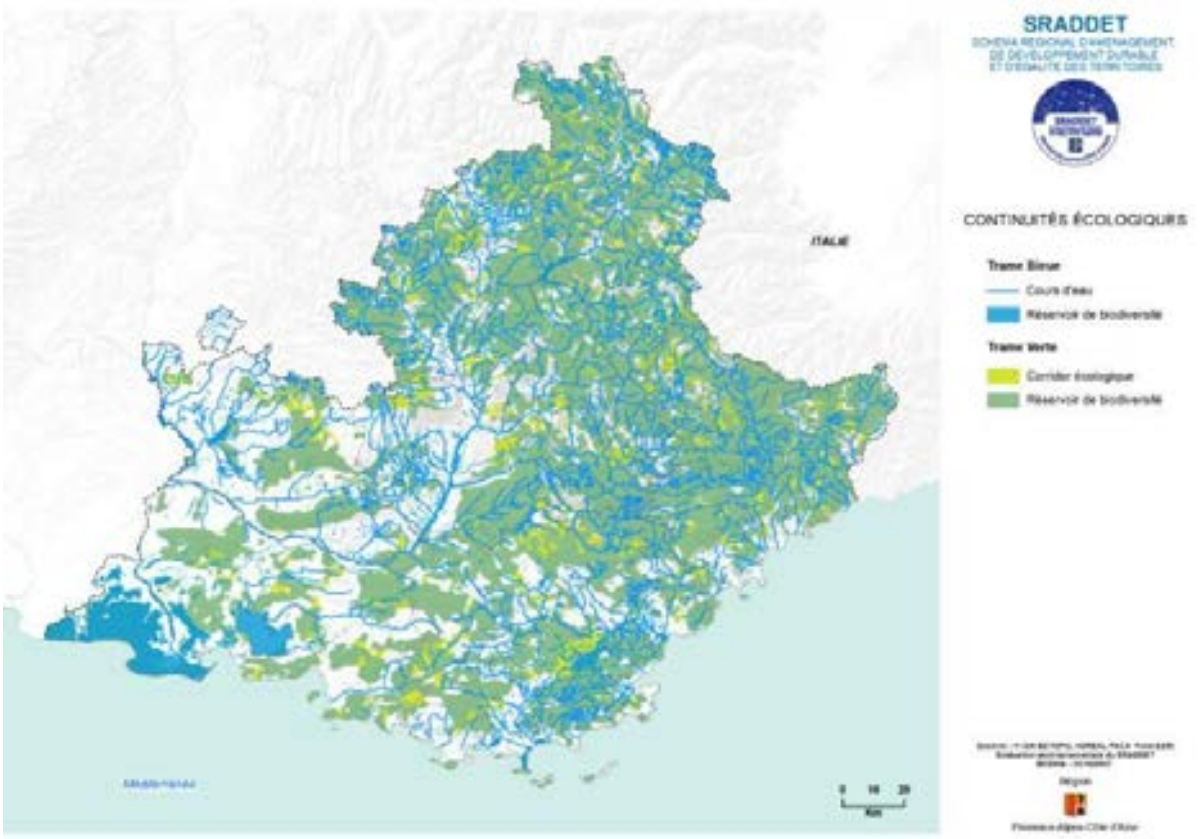
Les continuités écologiques régionales identifient les éléments suivants :

- Réservoirs de biodiversité : 30 réservoirs de la trame boisée et 38 réservoirs de la trame ouverte. Cela représente près de 75 % de la région.
- Corridors biologiques : 15 corridors boisés et 22 corridors ouverts sur environ 5,5 % de la région.

Cela représente 137 434 ha de réservoirs de biodiversité, soit 43,5 % de la surface du territoire, dont 59 % sont à « remettre en bon état » et 41 % « à préserver », ainsi que 16 926 ha de corridors écologiques, soit 5,3 % du territoire, dont 31 % sont à « remettre en bon état » et 69 % « à préserver ».

Le Muséum national d'histoire naturelle (MNHN) identifie des espèces trame verte et bleue (TVB) pour lesquelles les régions ont une responsabilité par rapport à leur capacité d'adaptation aux changements à court et moyen terme. Les populations de ces espèces représentatives doivent pouvoir à terme se déplacer vers les régions voisines. 94 espèces terrestres animales et 19 espèces de poissons ont été identifiées sur le territoire. Les réservoirs de biodiversité, identifiés dans le cadre du SRCE PACA, ne relèvent que les milieux étant les plus fréquentés potentiellement par ces espèces.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



Le SRADDET impose de déployer des mesures de préservation et/ou de restauration de la biodiversité (terrestre, littorale ou marine) en particulier sur les secteurs à enjeux identifiés, de préciser la Trame Verte et Bleue (TVB) à l'échelle adéquate du SCoT et en liaison avec les territoires transfrontaliers (3), d'identifier les grandes coupures agronaturelles et paysagères de niveau régional dans les documents d'urbanisme et (4) d'améliorer la transparence des infrastructures linéaires, au regard de la fonctionnalité écologique en particulier dans les secteurs prioritaires identifiés.

➢ INTEGRATION DES ELEMENTS DU SRADDET AUVERGNE-RHONE-ALPES

Sur la région Auvergne–Rhône-Alpes, le SRADDET a été adopté par le Conseil régional les 19 et 20 décembre 2019 et a été approuvé par arrêté du préfet de région le 10 avril 2020. Le SRADDET est composé d'un rapport d'objectifs (61 objectifs opérationnels), d'un fascicule de règles avec un tome de règles générales (43 règles) et un tome de règles spécifiques pour le volet déchets, et de plusieurs annexes (état des lieux du territoire, annexe biodiversité et atlas cartographique, PRPGD, évaluation environnementale).

L'ex-région Rhône-Alpes se caractérise par sa grande diversité de paysages, de substrats géologiques et de végétations. Son patrimoine naturel est partie prenante de l'identité régionale. Plus de la moitié de territoire se situe en zone de montagne (altitude supérieure à 500 mètres) structurée par la présence de trois grands massifs (les Alpes, le Jura et le Massif central). On retrouve également divers milieux de plaines, de plateaux et de collines aux identités fortes. La région est aussi caractérisée par une forte présence de l'eau sous de nombreuses formes : fleuves (Rhône, Loire), rivières, lacs, mares, etc.

Le SRADDET fixe des objectifs de moyen et long terme sur le territoire de la région pour 11 thématiques :

- Équilibre et égalité des territoires,
- Implantation des différentes infrastructures d'intérêt régional,
- Désenclavement des territoires ruraux,
- Habitat,
- Gestion économe de l'espace,
- Intermodalité et développement des transports,
- Maîtrise et valorisation de l'énergie,
- Lutte contre le changement climatique,

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

- Pollution de l'air,
- Protection et restauration de la biodiversité,
- Prévention et gestion des déchets.

Le SRADDET classe 1 622 500 ha de réservoirs de biodiversité, soit 23 % de la surface du territoire et 362 corridors écologiques d'importance régionale.

1.4.4.3 IDENTIFICATION DES SOUS-TRAMES DE LA CCSB

À partir de ces éléments, il a été défini **4 sous-trames à l'échelle du territoire** :

- Sous-trame boisée (trame verte) ;
- Sous-trame agricole (trame verte) ;
- Sous-trame ouverte et semi-ouverte (trame verte) ;
- Sous-trame humide et aquatique (trame bleue).

Ces sous-trames sont décrites ci-dessous et illustrées par des cartes.

➢ FICHE DESCRIPTIVE DE LA SOUS-TRAME BOISEE

▪ *Description*

La sous-trame des milieux boisés regroupe les boisements mixtes (feuillus et de résineux), les forêts de feuillus, les forêts de conifères et quelques forêts ouvertes. La dynamique naturelle de la végétation conduit les forêts ouvertes à devenir sur le long terme une forêt de feuillus. Selon leurs caractéristiques, ces habitats peuvent constituer des zones nodales ou refuges pour de nombreuses espèces à enjeu.

Tableau 11 : Milieux et espèces de la sous-trame boisée

Milieux concernés	Exemples d'espèces concernées
Structurants : forêts de feuillus (chênaies, hêtraies, etc.), forêts mixtes, forêts de conifères (pinède, sapinières), forêts ouvertes, bosquets, boisements alluviaux, landes. **Attractifs** : Prairies en cours de fermeture, Prairies permanentes, haies arborées et arbustives, petits bosquets, arbres remarquables, maquis et garrigues, jeunes peuplements. **Peu fréquentés** : Pelouses, Prairies rases, cultures extensives. **Répulsifs** : Chantiers et carrières, cultures intensives, villes et hameaux, zones d'activités, infrastructures linéaires, etc.	**Oiseaux** : Geai des chênes, Pouillot siffleur, différentes espèces de pics **Invertébrés** : Lucane cerf-volant, Rosalie des Alpes **Reptiles et amphibiens :** Salamandre, crapaud, orvet **Chiroptères** : Petit Rhinolophe, Grand Murin **Autres mammifères** : Chevreuil, Belette

Les milieux forestiers abritent de nombreuses espèces comme certaines espèces de chauvesouris (Barbastelle d'Europe, Murin de Bechstein, etc.), des coléoptères saproxyliques (le Lucane Cerf-volant, le Grand Capricorne), des mammifères (Cerf, Chevreuil, etc.) et d'autres espèces d'avifaune remarquable comme le Pic noir par exemple. Concernant les oiseaux, la forêt accueille à la fois des espèces strictement forestières et, au niveau des petits bosquets, des lisières ou des clairières, des espèces de milieux plus ouverts également rencontrées dans le bocage. La diversité associée aux milieux boisés est reconnue pour les lichens, les insectes, etc. avec une mention particulière pour les champignons sur lesquels repose une large part de la biodiversité forestière.

La biodiversité remarquable est principalement associée aux forêts de feuillus matures et aux milieux peu transformés (vieilles chênaies, forêts de ravins, forêts alluviales). Certaines espèces sont cependant spécifiques des bois de conifères, comme la mésange noire et huppée, le Roitelet huppé et le Bec-croisé des sapins.

Cette sous-trame forestière est donc constituée par l'ensemble des massifs forestiers (feuillus, mixtes, conifères), mais pas seulement. Les ripisylves, bosquets ou landes en cours de boisements (et donc de fermeture) intègrent également cette sous-trame en offrant des possibilités à bon nombre d'espèces inféodées d'y accomplir leur cycle de vie ou tout du moins une partie (reproduction, alimentation, repos).

Enfin, les éléments bocagers (les haies, les alignements d'arbres ou encore les prairies permanentes) peuvent y être intégrés en tant qu'éléments supports de déplacement. De ce fait, la mise en réseau de ces boisements avec les territoires bocagers apparait comme déterminante pour permettre la bonne circulation et la dispersion des espèces.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

La déprise agricole favorise l'installation de boisements et forêts sur l'ensemble des régions en France métropolitaine. De ce fait, les forêts gagnent naturellement sur les espaces agricoles ainsi abandonnés et vieillissent avec des dépérissements localement à la suite des différentes périodes de sécheresse et au réchauffement climatique.

Au niveau du département des Hautes-Alpes, on note la présence de 400 810 ha de forêt soit 46 % du département. Le département se caractérise par la prédominance de forêts de Mélèzes purs (39 745 ha) et de Pins sylvestres (38 100 ha). Le département des Alpes de haute Provence est couvert par 438 220 ha de forêt, soit 62,5 % du département, dominés par des peuplements mélangés conifères/feuillus (21 %), de pins sylvestres purs (16 %) et de chênes décidus (13 %) (*Source : Observatoire de la forêt Méditerranéenne).* Concernant le département de la Drôme, les forêts occupent une surface d'environ 321 330 ha (dont 75 % de forêts privées) dominés par les essences de chênes, de hêtres, d'autres feuillus, de pins…

Le territoire de la CCSB est concerné par de nombreux boisements. Le territoire est dominé par des zones boisées. Cette sous-trame est bien représentée sur le territoire. On retrouve divers boisements de feuillus, de résineux et mixtes aux densités variables (boisements clairs et denses). Les boisements denses dominent le territoire. De vastes massifs jouent le rôle de réservoir de biodiversité. Dans l'ensemble cette sous-trame est fonctionnelle et l'enjeu dominant concerne le maintien de ces zones boisées et la lutte contre les éléments fragmentants identifiés au niveau des corridors écologiques.

N. B. Il est important de noter que le CEN et le PNR des Baronnies Provençales développent une politique de préservation/création d'une trame de vieux boisements sur le territoire basée sur de nombreux inventaires avec comme espèce cible le Pique-Prune. La sous-trame boisée du territoire devra intégrer cette sous-trame de vieux boisements. *Ils mettent en place différents outils pour protéger ces boisements : projet de création d'une réserve naturelle régionale en cours sur les communes de Val Buëch-Méouge et Éourres, outils fonciers…*

- *Exemples de milieux accueillants de la sous-trame boisée*

N. B. Les milieux et habitats naturels décrits ci-dessous ne sont que quelques exemples de milieux structurants et accueillants parmi de nombreux autres présents sur le territoire.

La Montagne de Gache

Localisée dans la partie nord-ouest du département des Alpes-de-Haute-Provence, la Montagne de Gache est établie au nord-est de la ville de Sisteron. Elle correspond à une montagne soumise à un climat de moyenne montagne aux nettes influences supra méditerranéennes. Étendu approximativement entre 500 m et 1 400 m d'altitude, le site est inclus dans les étages de végétation montagnard et supra méditerranéen. Sa végétation est constituée d'une mosaïque de formations ouvertes associant des pelouses, des garrigues et des landes plus ou moins rocailleuses, des éboulis et des cultures avec des formations forestières, représentées selon l'altitude et l'exposition par la chênaie pubescente, d'importants reboisements de Pin noir (*Pinus nigra*), la pinède sylvestre ou la hêtraie mésophile.

Ce site accueille des habitats déterminants : les hêtraies neutrophiles méridionales des Alpes du Sud à Trochiscanthe à fleurs nodales, les hêtraies calcicoles méridionales à Andosace de Chaix et les boisements de feuillus mixtes des pentes et ravins ombragés et frais sur éboulis. Néanmoins, le versant en exposition nord-est surtout occupé par des plantations de pins noirs.

Ce site correspond à une ZNIEFF de type II et présente des enjeux forts de conservation, notamment au niveau du versant exposé au sud qui comprend des boisements une chênaie (et une petite hêtraie sèche) avec de très gros chênes à cavités qui abritent un cortège d'insectes très exigeants en termes de maturité des arbres, ce qui en fait un des sites majeurs pour ces espèces au niveau régional (dont le Pique-prune).

Ce site abrite des boisements remarquables et très fonctionnels avec une flore et une faune riche et patrimoniale. Il correspond à un réservoir de biodiversité de la sous-trame boisée.

Les boisements de la commune de Val-Buëch-Méouge

Un atlas de la biodiversité a été réalisé au sein de cette commune par le CEN PACA. Différents types de boisements occupent cette commune :

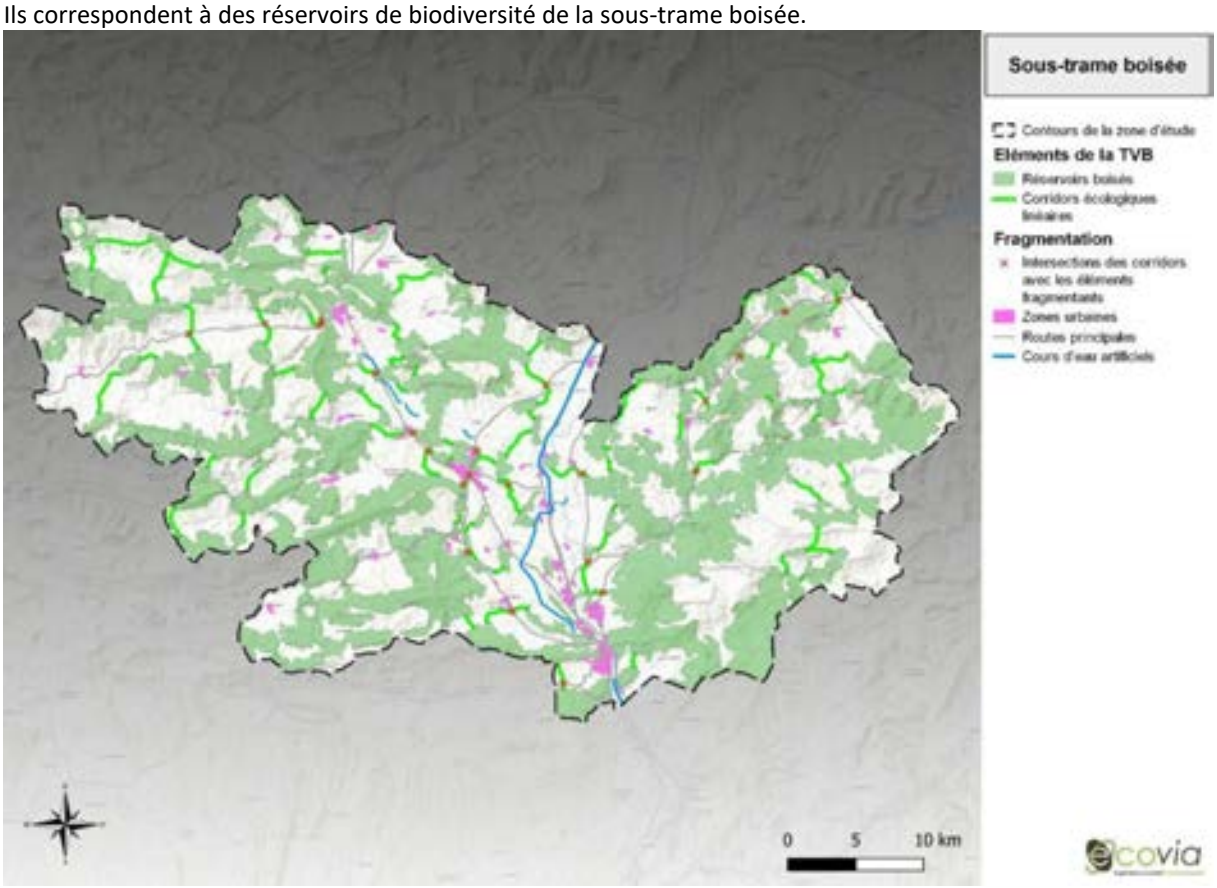
- Des **vieux boisements de chênes pubescents** : ce territoire est l'un des plus remarquables de la région PACA vis-à-vis des boisements de vieux chênes. Il s'agit de très vieux arbres de diamètres moyens à gros et riches en cavités formant souvent des peuplements de type « prés-bois ». Plusieurs espèces remarquables ont été

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

contactées : Pique-prune, Formilion panthère, Barbastelle d'Europe, Cétoine érugineuse, Gesse de Vénétie, Grand capricorne, Purpuricène globuleux, Lucane cerf-volant…

- Des **Hêtraies** : Elles sont localisées sur les parties hautes des versants en orientation nord. Elles sont caractérisées par la présente de la délicate Androsace de Chaix, espèce endémique sud-ouest alpine et par la belle et protégée Pivoine officinale qui se rencontre principalement aux interfaces des petites clairières et de la hêtraie. On note également la présence de la Rosalie des Alpes.
- Des **érablaies-tiliaies** : Ces boisements sont très localisés en pieds de falaises riches en blocs rocheux, en exposition nord. D'autres espèces à enjeux ont été contactées au sein de ces boisements : Barbastelle d'Europe, Ropalope lombard, Aspérule de Turin…

Ces boisements correspondent à des habitats très fonctionnels avec une flore et une faune riche et patrimoniale. Ils correspondent à des réservoirs de biodiversité de la sous-trame boisée.



➢ FICHE DESCRIPTIVE DE LA SOUS-TRAME AGRICOLE

▪ *Description*

Cette sous-trame concerne une mosaïque de milieux agricoles : les milieux de prairies temporaires, les zones bocagères, les friches agricoles, les surfaces essentiellement agricoles interrompues par des espaces naturels importants et les ensembles de petites parcelles de cultures variées entrecoupés de haies peuvent ainsi composer les réservoirs de biodiversité de cette sous-trame. Les pelouses et pâturages naturels ainsi que les éléments écopaysagers de type haies, alignements d'arbres, petits bosquets et lisières apparaissent également comme secteurs préférentiels pour la liaison de ces cœurs de nature.

Tableau 12 : Milieux et espèces de la sous-trame agricole

Milieux concernés	Exemples d'espèces concernées
Structurants : Prairies permanentes (dont humides), réseaux de haies (feuillus), arbres isolés, pâturages ; **Accueillants** : Bois, forêts et lisières, prairies temporaires (dont humides), landes et broussailles, friches agricoles, pelouses, rivières et cours d'eau, plans d'eau et étangs, roselières ;	**Oiseaux** : Milan noir, Alouette des champs… **Invertébrés** : Petit sylvain, Zygène des prés, Criquet duettiste, l'Oedipode turquoise… **Reptiles & amphibiens** : Vipère aspic, Couleuvre à collier, Lézard des murailles, Crapaud commun, Grenouille verte…

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Milieux concernés	Exemples d'espèces concernées
Peu fréquentés : Parcs et jardins urbains, campings, arboricultures, vignobles & maraîchages, sylvicultures, rochers & falaises, marais, marécages & tourbières ; **Répulsifs** : Chantiers & carrières, cultures intensives, plages et milieux dunaires, sablières, villes et hameaux, zones d'activités et portuaires, infrastructures linéaires, etc.	**Chiroptères** : Barbastelle d'Europe, Grand Murin, Noctule de Leisler… **Autres mammifères** : Musaraigne, Renard roux, Lapin de garenne, Campagnol…

Parmi les milieux les plus fonctionnels, on retrouve notamment les milieux bocagers. Véritable mosaïque de milieux, le bocage est un écosystème qui regroupe des ensembles de prairies (permanentes et temporaires pouvant être humides) séparées par des linéaires de haies arborées et/ou arbustives, fossés ou talus formant ainsi un véritable réseau de tailles, de strates et de formes diverses et variées. À noter qu'il s'agit bien souvent d'un milieu entièrement créé par l'homme. Le bocage constitue ainsi une interface privilégiée entre le milieu forestier, les zones humides et l'espace agricole, d'où son importance en tant que trame verte, de lien et de structure entre les autres milieux. Les haies constituent des corridors écologiques permettant le maintien de connexions écologiques qui, selon leurs caractéristiques, peuvent favoriser le déplacement d'espèces forestières (Chevreuils Hérisson d'Europe, etc.), d'espèces inféodées aux milieux humides (les différentes espèces de Tritons ou de Salamandres) ou même ouverts (certaines espèces de chauvesouris par exemple).

Les milieux agricoles associés, par leur complexité, permettent d'abriter une faune importante dont la richesse varie en fonction de la diversité des strates (herbacés, arbustives, arborées), des milieux et microhabitats (prairies, bosquets, mares, talus, etc.) qui le composent ainsi que du stade de conservation et de la gestion qui s'y fait. Ordinaire ou remarquable, cette faune regroupe l'ensemble des taxons que ce soit les mammifères, l'avifaune, les reptiles et amphibiens ou encore les insectes… Les haies servent ainsi d'abri (contre les conditions climatiques et les prédateurs), de lieu d'alimentation et de site de reproduction selon les différentes espèces, et ce à tous les niveaux (sol, litière de feuilles, humus, feuillage, tige, tronc, branches hautes).

La flore n'en est pas moins importante avec comme espèces les plus courantes les Chênes pédonculés et sessiles, le Troène commun, quelques Châtaigniers, le Cornouiller, le Frêne, le Hêtre, l'Orme, l'Aubépine, le Prunelier ou encore l'Ajonc d'Europe et différentes espèces de ronces, particulièrement dans le cas de haies arbustives.

À l'échelle du territoire de la CCSB, les milieux agricoles sont relativement nombreux, notamment au niveau des vallées de la Durance et du Buëch, entre les vastes espaces boisés. Les terres agricoles à fort potentiel agronomique sont localisées essentiellement en fond de vallées et sont actuellement supports de l'agriculture intensive (arboriculture des vallées). Les terres moins fertiles sont supports de l'agriculture extensive (élevage des montagnes sèches Alpes du sud). Différents types d'habitats agricoles sont présents. On retrouve des prairies, des vergers, des oliveraies, des friches agricoles, des pelouses et pâturages. Ces milieux agricoles participant aux continuités écologiques sont entrecoupés par des espaces cultivés et/ou des espaces urbanisés impactant ainsi les continuités écologiques entre les milieux favorables. L'enjeu concernant cette sous-trame est de maintenir et renforcer les espaces agricoles bocagers et de renforcer la fonctionnalité écologique des espaces cultivés potentiellement fragmentants (plantation de haies, bandes enherbées…).

- *Exemples de milieux accueillants de la sous-trame agricole*

N. B. Les milieux et habitats naturels décrits ci-dessous ne sont que quelques exemples de milieux structurants et accueillants parmi de nombreux autres présents sur le territoire.

Prairies humides de Lachau

Les prairies de Lachau sont alimentées par la Méouge et ses affluents et correspondent à des prairies humides méditerranéennes à grandes herbes. Ce secteur occupe une surface d'environ 340 ha et correspond à une ZNIEFF de type I, reflétant les qualités écologiques de ce site. De nombreuses espèces fréquentent ces prairies : le Jonc à feuilles aplaties et la Canche moyenne (ou Canche à feuilles de jonc) côtoient le Cirse de Montpellier et la Sanguisorbe officinale. Cette dernière est une plante aux fleurs pourpres groupées en tête dense et est l'hôte d'un beau papillon bleu : l'Azuré de la sanguisorbe (espèce rare). D'autres insectes remarquables fréquentent ce site comme l'Agrion de Mercure et le Sympétrum jaune qui sont deux libellules appréciant le lit encombré de la Méouge et fréquentant les prairies humides de Lachau.

Ces prairies correspondent à un habitat très fonctionnel avec une flore et une faune riche et patrimoniale. Ce site peut être identifié comme un réservoir de biodiversité de la sous-trame agricole.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

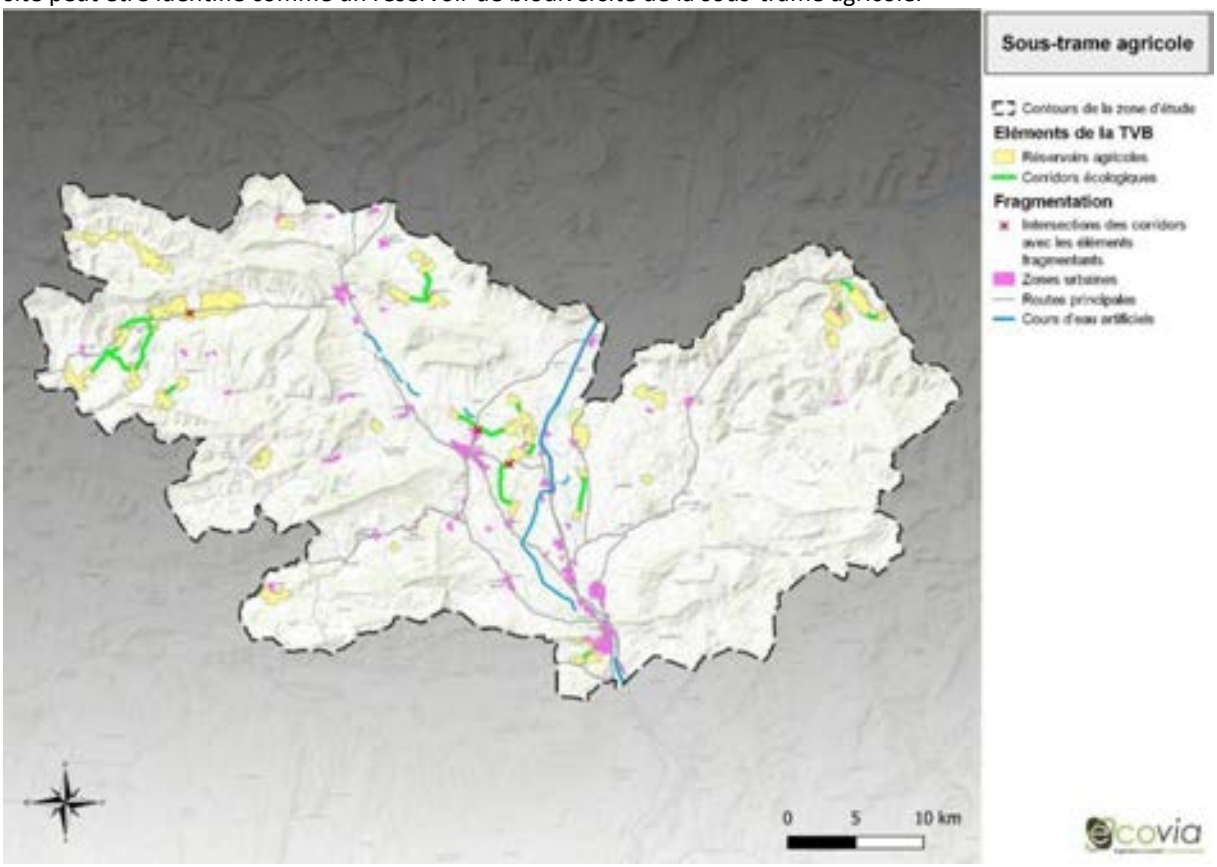
Prairies humides au nord-est de Ventavon

Ce site est constitué de prairies mésophiles et semi-humides. Il comprend deux milieux remarquables : les prairies sèches méso xérophiles à Brome dressé (*Bromus erectus*), dont les faciès les plus acidiclines et temporairement humides abritent l'essentiel des populations de Serratule à feuilles de chanvre d'eau (*Serratula lycopifolia*), et des magnocariçaies fragmentaires de grandes laiches établies au niveau des fossés et en bordure de ruisseaux.

Trois espèces végétales déterminantes sont présentes : la Serratule à feuilles de chanvre d'eau (*Klasea lycopifolia*), composée liée aux prairies de fauche d'une très grande rareté et en régression marquée, protégée au niveau national, la Petite violette (*Viola pumila*), protégée régionalement et ne comptant dans les Alpes du Sud qu'une poignée de stations, et la Gesse blanchâtre (*Lathyrus pannonicus*), également inféodée aux prairies humides et en net déclin.

Deux espèces animales remarquables sont connues sur ce site. Il s'agit d'un amphibien, le Pélodyte ponctué et d'un insecte, le Leste des bois, espèce d'odonate Zygoptères (Demoiselles), en limite d'aire méridionale dans les Alpes du Sud, localisé et inféodé aux pièces d'eau temporaires.

Ces prairies correspondent à un habitat très fonctionnel avec une flore et une faune riche et patrimoniale. Ce site peut être identifié comme un réservoir de biodiversité de la sous-trame agricole.



➢ FICHE DESCRIPTIVE DE LA SOUS-TRAME OUVERTE ET SEMI-OUVERTE

▪ *Description*

Les milieux ouverts et semi-ouverts correspondent à des milieux dominés par la strate herbacée et arbustive et constituent des paysages emblématiques et des composantes importantes du patrimoine naturel. Cette sous-trame concerne une mosaïque de milieux ouverts et semi-ouverts : les landes, les pelouses, etc. On classe également dans cette catégorie certains espaces agricoles comme des surfaces de cultures interrompues par des espaces naturels importants et dont la gestion est relativement extensive. Les éléments écopaysagers de type haies, alignements d'arbres, petits bosquets et lisières apparaissent comme secteurs préférentiels pour la liaison de ces cœurs de nature.

Tableau 13 : Milieux et espèces de la sous-trame ouverte et semi-ouverte

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Milieux concernés	Exemples d'espèces concernées
Structurants : Landes, broussailles, friches agricoles, prairies agricoles permanentes (toujours en herbe et dont le sol n'est jamais retourné), prairies discontinues (grandes superficies), talus, ruisseaux aux bordures végétalisées, etc. **Accueillants** : lisières de boisement, prairies temporaires bocagères, rivières et cours d'eau, plans d'eau et étangs, roselières, fossés en eau ; **Peu fréquentés** : Parcs et jardins urbains, campings, maraîchages, rochers et falaises, marais, marécages et tourbières ; **Répulsifs** : Chantiers et carrières, villes et hameaux, zones d'activités, infrastructures linéaires, etc.	**Oiseaux** : Pie-grièche, Traquet motteux, Linotte mélodieuse, Alouette des champs, Bruant proyer, Rous **Invertébrés** : Petit sylvain, Zygène des prés, Criquet duettiste, l'Œdipode turquoise **Reptiles et amphibiens :** Vipère aspic, Lézard des murailles, Pélodyte ponctué, Crapaud calamite **Chiroptères** : Barbastelle d'Europe, Grand Murin, Noctule de Leisler **Autres mammifères** : Lièvre d'Europe, Renard roux, Campagnol

Ces milieux offrent une biodiversité remarquable, avec de nombreuses espèces inféodées aux milieux ouverts ou utilisant ces milieux comme domaine vital (ex. : comme zone de chasse). Les espèces que l'on retrouve régulièrement au niveau des milieux ouverts sont des espèces de rapaces qui utilisent ces milieux comme territoire de chasse (visibilité accrue du fait de l'ouverture du milieu). On retrouve notamment le Busard cendré et Saint-Martin, le Faucon crècerelle, la Chouette effraie, etc. On note également la présence de passereaux qui peuvent utiliser ces milieux comme zones de reproduction avec le Courlis cendré, la Mésange huppée, la Fauvette pitchou, la Pie-grièche à tête rousse, l'Hypolaïs polyglotte, etc. De plus, d'autres taxons sont également présents au sein de ces milieux comme les mammifères (Mulot, Renard roux, etc.), les reptiles (Lézard vivipare, Couleuvre à collier, Coronelle lisse, etc.), les invertébrés (le Criquet des ajoncs, le Damier de la Succise, La Noctuelle des myrtilles, etc.) ou encore certains chiroptères qui utilisent les milieux ouverts pour chasser (Murin à moustache, Noctule commune, Pipistrelle commune, etc.).

À l'échelle nationale, la surface occupée par ces milieux ouverts ne cesse de diminuer depuis quelques décennies en raison de deux phénomènes différents, mais dont la synergie accroit la vitesse de disparition de ces habitats naturels. Le premier facteur de disparition correspond à la pression périurbaine croissante entrainant l'artificialisation des secteurs naturels à proximité des villes et villages (même si statistiquement l'artificialisation des milieux agricoles est plus importante) tandis que la seconde cause de régression de l'exploitation pastorale ou de prairies permanentes est la déprise agricole. Les parcelles abandonnées vont suivre le cycle naturel de fermeture du milieu avec enfrichement puis installations de ligneux qui, en absence de gestion (entretien, défrichement, déboisement, etc.) formeront en quelques années un bosquet puis une forêt. La disparition des milieux ouverts impacte la faune, en causant la diminution de certaines espèces – invertébrés notamment – qui sont des ressources alimentaires pour d'autres espèces, particulièrement des oiseaux.

L'ensemble des milieux et éléments de cette sous-trame représentent un enjeu fort pour la préservation des continuités écologiques. Leur identification et la définition de leur fonctionnalité dans la sous-trame globale apparaissent comme un enjeu majeur pour les démarches trame verte et bleue. De plus, un autre enjeu phare de ces milieux est de mener une gestion conservatoire et restauratrice des landes, pelouses qui sont des milieux fragiles et patrimoniaux.

Le territoire présente de nombreux milieux structurants et attractifs pour cette sous-trame répartis sur l'ensemble du territoire et en lien avec les milieux boisés et agricoles. L'enjeu principal de cette sous-trame concerne donc la préservation des milieux structurants et attractifs du territoire.

- *Exemples de milieux accueillants de la sous-trame ouverte et semi-ouverte*

N. B. Les milieux et habitats naturels décrits ci-dessous ne sont que quelques exemples de milieux structurants et accueillants parmi de nombreux autres présents sur le territoire.

La Montagne de Mare

Ce site se situe à cheval entre l'extrémité sud-est de la région des Baronnies, à l'extrême sud du département des Hautes Alpes et la bordure nord-ouest du département des Alpes de Haute Provence, à l'ouest de la ville de Sisteron. Il correspond à une ZNIEFF de type I, reflétant ses qualités écologiques. Cette ZNIEFF comprend la partie sommitale de la montagne de Mare qui culmine à 1 622 m et son versant sud. La végétation se compose aux altitudes inférieures principalement de forêts claires xérophiles, comprenant surtout des chênaies pubescentes

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

et des pinèdes sylvestres, et aux altitudes supérieures de pelouses, de rocailles et de landes. Sur les fortes pentes et sur substrat ébouleux, les pelouses rocailleuses sèches, les garrigues et les landes méditeranéo montagnardes dominent. Sur les pentes encore plus marquées et en pied de barres rocheuses se trouvent des éboulis calcaires thermophiles. Quelques falaises et habitats rocheux surmontent le versant boisé en ubac.

Le site compte deux habitats déterminants : les boisements de ravins ombragés et frais sur éboulis, principalement en ubac au pied des barres rocheuses, et les landes épineuses franco-ibériques à Genêt de Villars (*Genista pulchella subsp. villarsii*) qui se situent sur les crêtes au niveau de replats rocheux ventés. Six autres habitats remarquables sont présents : les hêtraies calcicoles méridionales à Andosace de Chaix (*Androsace chaixii*), les pelouses écorchées pionnières des bas de falaises des rebords de corniches et des vires rocheuses ombragées d'ubac à Seslérie bleutée (*Sesleria caerulea*) et Androsace velue (*Androsace villosa*), les formations végétales des rochers et falaises calcaires, les garrigues supra méditerranéennes à Thym (*Thymus vulgaris*) et Aphyllanthe de Montpellier (*Aphyllanthes monspeliensis*), les landes supra méditerranéennes et oroméditerranéennes à Genêt cendré (*Genista cinerea*) et Lavande à feuilles étroites (*Lavandula angustifolia*) et les éboulis thermophiles à Calamagrostis argenté (*Achnatherum calamagrostis*), ainsi que les formations végétales des rochers et falaises calcaires.

Ce site abrite deux espèces végétales déterminantes : la Pivoine officinale (*Paeonia officinalis subsp. huthii*), plante spectaculaire qui occupe les bois clairs, lisières et landes du site et la Renoncule de Chas (*Ranunculus chasii*).

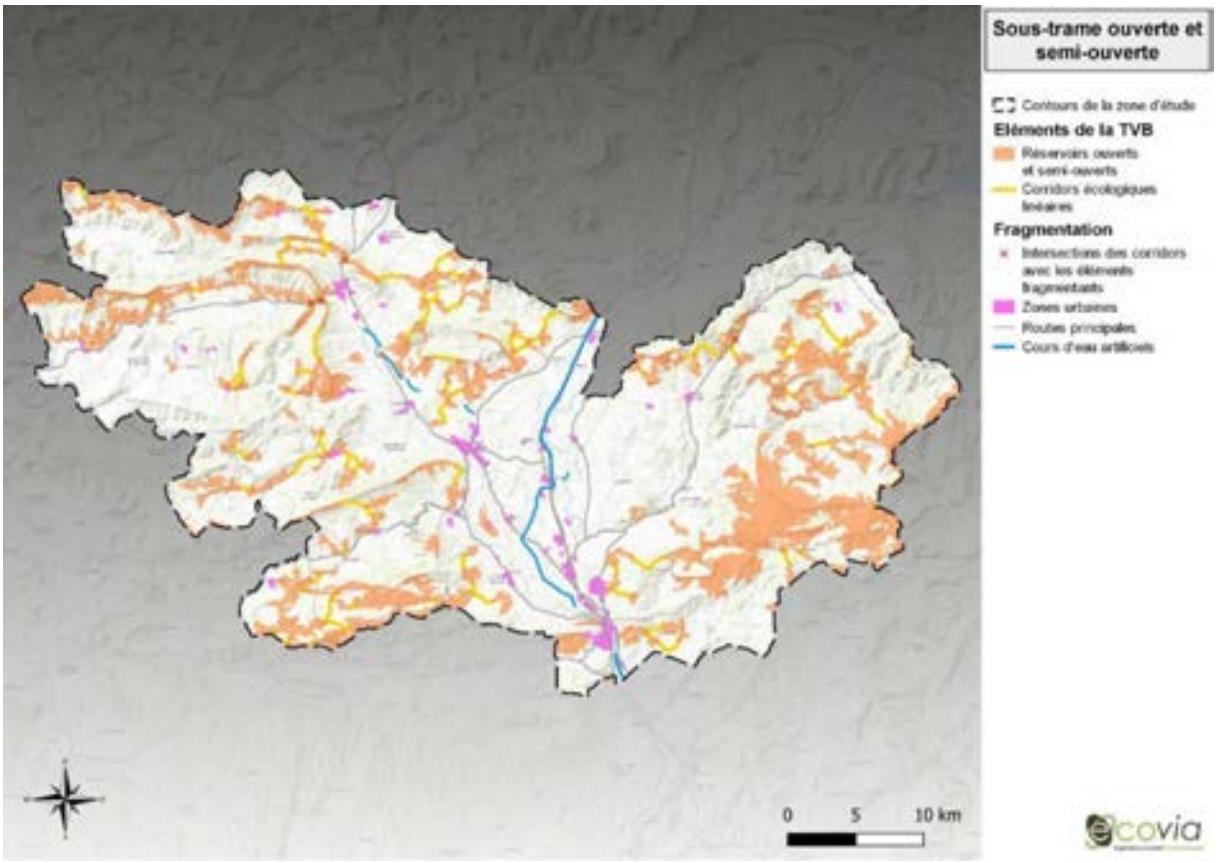
Ce site présente ainsi une mosaïque d'habitats ouverts, semi-ouverts et boisés à enjeux et peut donc être identifié comme réservoir de biodiversité pour cette sous-trame.

Plateau et collines du forest, au nord d'Upaix

Ce site concerne un secteur de plateaux et collines et correspond à une ZNIEFF de type I. Il bénéficie d'un climat de type supra méditerranéen à tendance continentale. Sa végétation est principalement composée de pelouses et de garrigues. Ce site possède un habitat déterminant : les pelouses steppiques sub continentales, qui se trouvent ici appauvries, car en limite occidentale d'aire de répartition alpine. Elles se développent sur les surfaces restreintes, faiblement à moyennement pentues, sur sol superficiel très sec. Des prairies sèches méso xérophiles à Brome dressé (*Bromus erectus*), des landes supra méditerranéennes et oroméditerranéennes à Genêt cendré (G*enista cinerea*) et Lavande à feuilles étroites (*Lavandula angustifolia*) et des garrigues supra méditerranéennes à Thym (*Thymus vulgaris*) figurent également parmi les habitats représentatifs du site. De petites zones humides établies au creux des vallonnements ajoutent une note importante de biodiversité au site. Le site recèle un patrimoine faunistique d'un intérêt assez élevé. Ont été comptabilisées 15 espèces animales patrimoniales, dont une déterminante : Moineau soulcie.

Ce site présente ainsi une mosaïque d'habitats ouverts et semi-ouverts à enjeux et peut donc être identifié comme réservoir de biodiversité pour cette sous-trame.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



- FICHE DESCRIPTIVE DE LA SOUS-TRAME DES MILIEUX AQUATIQUES ET HUMIDES

  - *Description*

La trame aquatique :

Cette trame correspond à l'ensemble des cours d'eau d'un territoire. Ces milieux courants peuvent être des ruisseaux, des rivières, etc. Concernant la trame bleue, on identifie deux types de cours d'eau d'intérêt écologique au sein de la trame aquatique :

- Les cours d'eau de la liste 1 ;
- Les cours d'eau de la liste 2.

La liste 1 est établie sur la base des réservoirs biologiques du SDAGE, des cours d'eau en très bon état écologique et des cours d'eau nécessitant une protection complète des poissons migrateurs amphihalins. L'objet de cette liste est de contribuer à l'objectif de non-dégradation des milieux aquatiques. Ainsi, sur les cours d'eau ou tronçons de cours d'eau figurant dans cette liste, aucune autorisation ou concession ne peut être accordée pour la construction de nouveaux ouvrages s'ils constituent un obstacle à la continuité écologique (cf. article R.214-109 du Code de l'environnement). Le renouvellement de l'autorisation des ouvrages existants est subordonné à des prescriptions particulières (cf. article L.214-17 du Code de l'environnement).

La liste 2 concerne les cours d'eau ou tronçons de cours d'eau nécessitant des actions de restauration de la continuité écologique (transport des sédiments et circulation des poissons). Tout ouvrage faisant obstacle doit y être géré, entretenu et équipé selon des règles définies par l'autorité administrative, en concertation avec le propriétaire ou, à défaut, l'exploitant. Ces obligations s'appliquent à l'issue d'un délai de cinq ans après publication des listes. La restauration de la continuité écologique des cours d'eau figurant dans cette liste contribuera aux objectifs environnementaux du SDAGE.

Concernant le territoire, 52 cours d'eau ou tronçons sont classés en liste 1 et 3 cours d'eau ou tronçons sont classés en liste 2 (Le Torrent du Sasse de la confluence avec le Torrent de Reynier jusqu'à la Durance, Le Petit Buëch, La Durance de la confluence du Jabron jusqu'à l'aval immédiat du seuil de Salignac).

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

La trame humide :

Les zones humides constituent des écotones puisqu'elles sont l'interface entre le milieu terrestre et le milieu aquatique. Ce sont donc des zones de transition écologique entre deux écosystèmes différents. « On entend par zone humide, les terrains exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire ; la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année » (Loi sur l'eau de 1992 [article L.211-1]).

Différents types de milieux composent la sous-trame des milieux humides. On retrouve les étangs, les tourbières, les prairies humides, les mares temporaires ainsi que les annexes hydrauliques (Ensemble de zones humides alluviales en relation permanente ou temporaire avec le milieu courant par des connexions soit superficielles soit souterraines).

Afin de les préserver, la nécessité de mieux les définir ainsi que de mieux les délimiter a été reconnue ces dernières années au niveau des politiques locales. Les zones humides bénéficient ainsi d'une « reconnaissance juridique », notamment en matière de préservation, de restauration et de valorisation avec la loi no 2005-157 relative au développement des territoires ruraux.

Maillons indispensables dans le cycle de l'eau, les zones humides sont des réservoirs de biodiversité et assurent aussi de nombreuses fonctions écologiques : véritables filtres pour les eaux, zones naturelles tampons en bordure de la lagune, zone d'expansion des crues, etc. Les zones humides possèdent une grande valeur patrimoniale et sont des habitats privilégiés pour de nombreuses espèces faunistiques avec une végétation associée typique.

De plus, les zones humides jouent un rôle essentiel dans la prévention des inondations. Le risque inondation est le premier risque naturel en France. Or les zones humides jouent un rôle majeur dans la régulation des flux d'eau, atténuant à la fois le nombre et l'intensité des inondations.

N. B. Il est important de souligner l'importance de la ripisylve, quel que soit le cours d'eau (cours d'eau principal ou affluent) ainsi que des zones humides de plus petites surfaces qui nécessitent également une attention particulière.

Tableau 14 : Milieux et espèces de la sous-trame aquatique et humide

Milieux concernés	Exemples d'espèces concernées
Structurants : Marais, ripisylves, mares, rivières, prairies humides, ruisseaux, canaux, plans d'eau, zones humides, tourbes, roselières, vasières, mégaphorbiaies, Boisements alluviaux. **Accueillants** : landes humides, jonchaies, cariçaies, roselières, zones à touradons, fossés en eau. **Peu fréquentés** : Littoral, plages, milieux dunaires, Boisements, prairies sèches. **Répulsifs** : Chantiers et carrières, cultures intensives, villes et hameaux, zones d'activités, infrastructures linéaires, etc.	**Oiseaux** : Héron cendré, Aigrette garzette, Canard colvert, Sarcelle d'hiver, Busard des roseaux, Butor étoilé, etc. **Insectes aquatiques :** Agrion de Mercure, le Damier de la Succise, Anax, Caloptéryx, etc. **Invertébrés aquatiques (Mollusques et crustacés)** : Gammare, Écrevisse, Sangsue, etc. **Reptiles et amphibiens :** Salamandre, Crapaud commun, Grenouille verte, etc. **Chiroptères** : Murin de Daubenton, Grand Murin, Murin de Bechstein, Murin de Capaccini, etc. **Autres mammifères** : Loutre d'Europe, Campagnol, etc. **Poissons** : Anguille, Lamproie, Truite, Poisson-chat, etc.

Ces milieux aquatiques et humides sont généralement riches en biodiversité et favorables à de nombreux taxons dont des espèces patrimoniales. Ils constituent des territoires de chasse, d'alimentation, de repos, de nidification (etc.) pour de nombreuses espèces de poissons (Ablette, Chabot, Chevaine, Gardon, Goujon, Rotengle, Sandre, Tanche, Vairon, Vandoise, Truite fario, etc.), d'oiseaux (le Petit Gravelot, le Cincle plongeur, le Martin pêcheur), d'Odonates (Agrion de mercure…), de mammifères (Castor d'Europe…), etc.

Les milieux aquatiques (cours d'eau et plan d'eau) sont des milieux fragiles et fortement menacés. Parmi les différentes menaces, on retrouve :

- La perturbation des lits et des écoulements ;

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

- Certains travaux hydrauliques, comme le nettoyage des berges, le fauchage ou la chenalisation qui impactent fortement le lit et les berges du cours d'eau (destruction de végétation, d'habitat) ;
- Le remblaiement et le drainage des zones humides.
- La suppression des talus et des haies ou encore la mise en cultures des versants jusqu'aux cours d'eau qui se traduisent par une augmentation de la charge en sédiments et participent au colmatage du lit qui est préjudiciable pour la biodiversité et notamment pour la faune piscicole ;
- La présence d'ouvrages pour la navigation, la régulation des débits, la gestion du niveau d'eau et la disparition des pratiques d'entretien des fonds de vallée. Ces ouvrages qui sont des obstacles à la circulation (comme les barrages, les digues, etc.) menacent les continuités écologiques des cours d'eau et impactent le déplacement des espèces (notamment les espèces migratrices) ;
- La pollution des cours d'eau généralement industrielle et agricole (utilisation de pesticides, rejets industriels et urbains, etc.) qui impacte la qualité des eaux. Le cycle biologique de nombreuses espèces en est affecté ;
- L'expansion des espèces invasives comme les écrevisses américaines qui menace le développement de certaines espèces locales. Ces espèces invasives sont généralement très compétitives et les populations des espèces locales sont en diminution par rapport aux populations des espèces invasives, etc.

Concernant les zones humides, il est important de noter qu'à peu près 70 % de ces zones en France ont disparu du territoire. Ces zones ont été largement comblées, asséchées, drainées, mises en culture ou encore polluées (rejets industriels, agricoles, urbains, etc.) entrainant ainsi leur importante raréfaction à l'échelle de la France tout entière.

Cependant, malgré une prise de conscience de leur importance vis-à-vis des nombreux services écosystémiques qu'elles procurent, les tendances de ces dernières décennies, en matière de pressions, sont toujours d'actualité, et ce malgré des actions de préservation et de restauration de plus en plus nombreuses. Avec une diversité importante, les zones humides forment des habitats incontournables et structurants pour la fonctionnalité écologique des milieux humides.

Sur le territoire, la trame aquatique est relativement bien représentée (forte concentration de cours d'eau et présence de lacs). On retrouve des cours d'eau servant d'axes de migration pour les oiseaux : Durance et Buëch, Méouge… Les gorges de ces cours d'eau présentent une flore méditerranéenne remarquable. De plus, il est important de noter le retour avéré des castors et le retour potentiel de la Loutre sur certains cours d'eau comme l'Eygues, l'Oule, la Durance. Néanmoins, cette trame aquatique présente plusieurs obstacles à l'écoulement impactant ainsi les continuités écologiques. Concernant les zones humides, on retrouve une forte concentration de zones humides le long de la vallée du Buëch et de la Durance. Différents types d'habitats humides sont représentés sur le territoire : prairies humides, berges, bois humides, cariçaies, cascades de tufs, mares, ripisylves, étangs, marais, etc. L'enjeu principal concernant cette sous-trame est de préserver ces zones humides fonctionnelles et les continuités écologiques humides et aquatiques du territoire. Il convient de ne pas programmer des aménagements incompatibles avec le retour d'espèces à enjeux (castor et loutre notamment).

- *Exemples de milieux accueillants de la sous-trame des milieux humides et aquatiques*

N. B. Les milieux et habitats naturels décrits ci-dessous ne sont que quelques exemples de milieux structurants et accueillants parmi de nombreux autres présents sur le territoire.

Le grand Buëch, ses iscles et ses ripisylves de l'aval du barrage de Saint-Sauveur à Eyguians

Ce site correspond au cours du Grand Buëch, avec ses iscles et ses ripisylves, de l'aval du barrage de Saint-Sauveur à Eyguians. Il est concerné par une ZNIEFF de type I et une ZNIEFF de type II, reflétant sa bonne qualité écologique.

Ce site compte plusieurs habitats remarquables que sont : les groupements amphibies méridionaux, qui se développent sur les vases exondées au niveau de mares et bras d'eau calme temporaires. Le lit de la rivière comprend également des formations végétales pionnières herbacées des alluvions torrentielles et bancs de graviers méditerranéens à Pavot cornu (*Glaucium flavum*), associés en mosaïque avec des bancs de graviers sans végétation, ainsi qu'avec des bancs de sable et des bancs de vase des cours d'eau.

Parmi les habitats typiques ou représentatifs, le lit de la rivière comprend également des formations végétales pionnières herbacées des alluvions torrentielles et bancs de graviers méditerranéens à Pavot cornu (*Glaucium*

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

flavum), associés en mosaïque avec des bancs de graviers sans végétation, ainsi qu'avec des bancs de sable et des bancs de vase des cours d'eau.

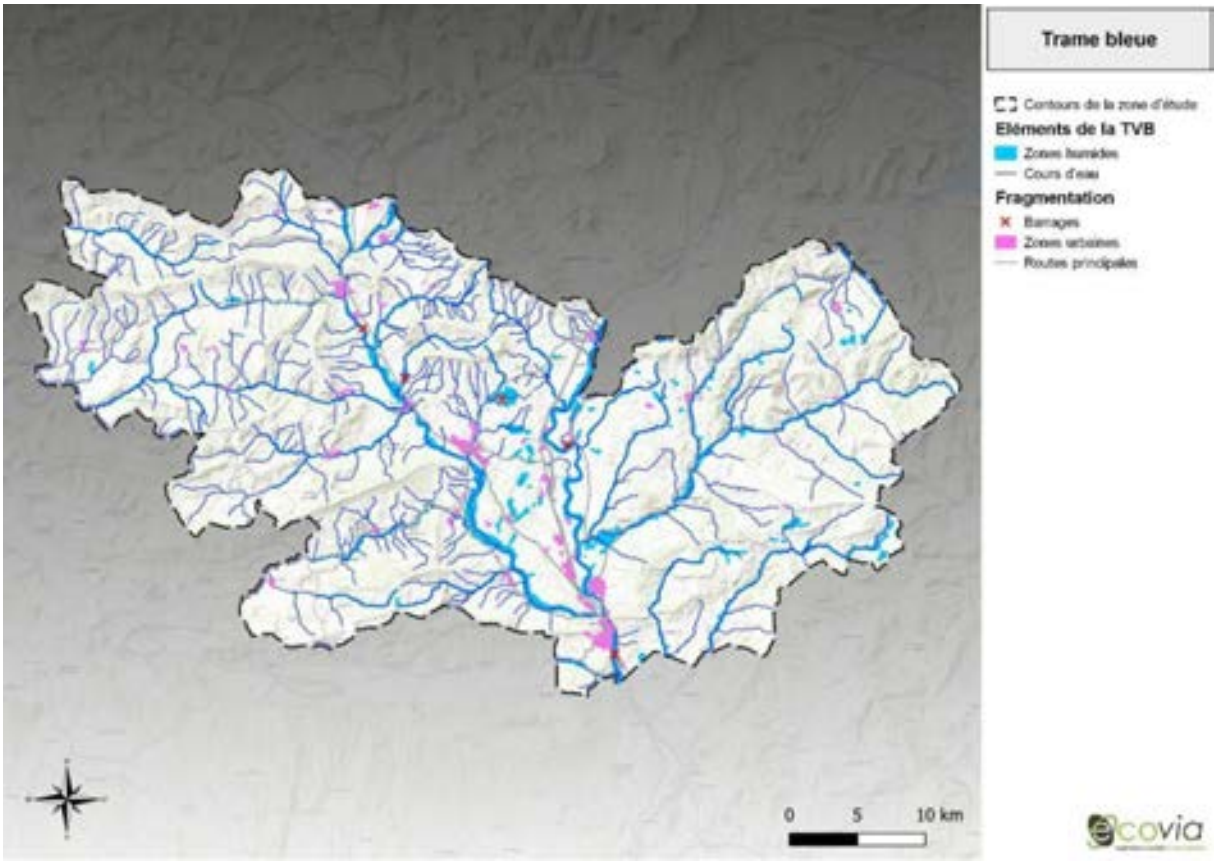
Six espèces animales patrimoniales, dont une déterminante (Agrion bleuissant), ont été recensées sur ce site.

Du fait de son orientation nord-sud et par sa position biogéographique en bordure intérieure des Préalpes, le Buëch forme de plus un axe migratoire important pour l'avifaune et de dispersion pour la flore (remontée d'espèces méditerranéennes, descente d'espèces alpines). Les enjeux de conservation de ce site sont donc importants concernant notamment les continuités écologiques du territoire.

Lac de Mison

Le lac de Mison est un lac artificiel dans un cadre de montagne. Il correspond à un Espace Naturel Sensible des Alpes-de-Haute-Provence. Il accueille plus de 200 espèces d'oiseaux, dont 47 espèces de migrateurs qui nichent dans les roselières, et de nombreux poissons. 140 espèces de plantes y sont également présentes.

Ce site joue donc un rôle dans les continuités écologiques du territoire et peut être identifié comme réservoir de biodiversité.



1.4.4.4 LES ELEMENTS FRAGMENTANTS

Les éléments fragmentants **contrarient le déplacement naturel des espèces** au sein de leur aire de répartition ainsi que le brassage génétique des populations (dépression de consanguinité), au point de provoquer potentiellement leur régression voire leur disparition locale.

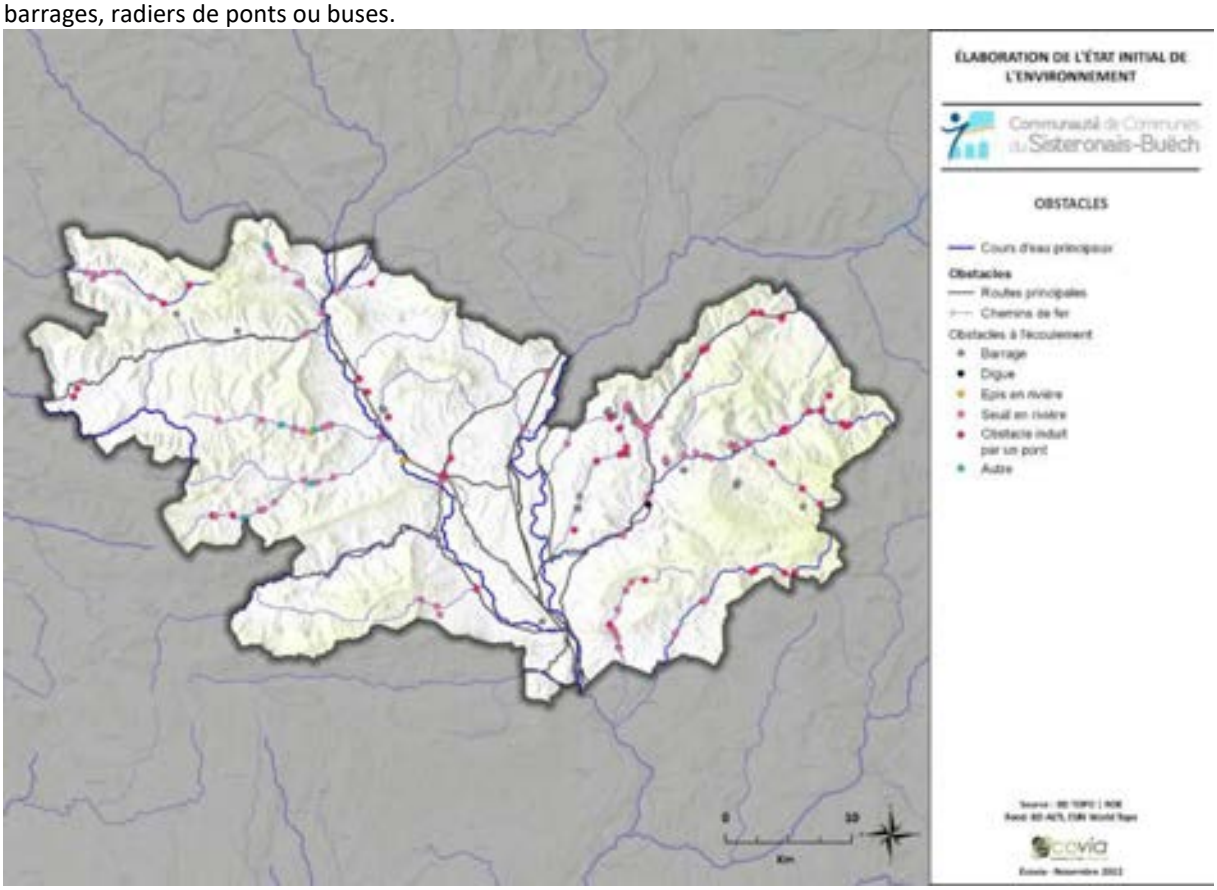
Ces éléments peuvent être **ponctuels** (seuils et barrages sur un cours d'eau), **linéaires** comme les infrastructures de déplacements (routes, voies ferrées, canaux…) ou **surfaciques** comme certains secteurs dominés par les grandes cultures intensives et les secteurs urbanisés. La pollution lumineuse et l'étalement urbain peuvent constituer des obstacles importants au déplacement d'espèces. De même, l'agriculture intensive peut jouer un rôle fragmentant conséquent avec l'utilisation de produits phytosanitaires, le drainage de cours d'eau, l'arrachage de haies, le recalibrage de fossés…

De nombreuses **infrastructures routières traversent le territoire**, comme l'A51, la RD1075, la RD1085, la RD994, la RD94, la RD1, la RD4075, la RD4085, la RD948, la RD951, etc.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Une **voie ferrée** est également présente sur le territoire et le traverse du nord au sud. Cette voie ferrée relie Briançon à Marseille Saint-Charles. Cette voie ferrée peut être considérée comme fragmentante et à l'inverse, favorable à certaines plantes et certains animaux. En effet, les lignes ferroviaires présentent souvent un intérêt écologique, étant fréquentées par diverses espèces animales (reptiles notamment). De manière générale, les abords des voies ferrées bien gérés, mais aussi des routes, constituent des milieux riches en biodiversité. À l'inverse, traités par des herbicides ou encore fauchés à un rythme soutenu, ces milieux perdent de leur richesse et intérêt. Par ailleurs, au moindre écart de gestion, la faune s'abritant dans ces habitats herbacés risque l'écrasement, ce qui en fait alors de véritables obstacles.

Pour finir, concernant la trame aquatique, le déplacement des espèces peut être contrarié par **différents obstacles** : seuils, écluses, barrages… mais aussi ceux induits par un pont, les recalibrages de certains lits de rivière, l'enrochement des berges, le busage de cours d'eau… Au sein du territoire Sisteronais-Buëch, on note la présence de nombreux obstacles à l'écoulement, majoritairement des seuils en rivière, mais aussi quelques barrages, radiers de ponts ou buses.



1.4.4.5 EXEMPLE D'ESPECES ASSOCIEES AUX DIFFERENTES SOUS-TRAMES

Certaines espèces présentes sur le territoire sont inféodées aux différents types de milieux présentés précédemment et sont, de ce fait, de bons indicateurs pour la qualité écologique de ces mêmes milieux. Du fait de leurs besoins naturels, leurs capacités de dispersion (obstacles de natures différentes) et leurs utilisations différentes de ces habitats naturels, les espèces listées ci-dessous viennent illustrer un échantillon de la faune susceptible d'utiliser les réservoirs de biodiversité et les corridors écologiques définis dans le cadre de la trame verte et bleue.

N. B. Les espèces des milieux ouverts peuvent également se retrouver au sein des milieux agricoles. C'est le cas de la Perdrix rouge, du Lièvre d'Europe ou encore du Lézard ocellé qui peuvent se retrouver au sein de milieux agricoles.

Les espèces terrestres ont été privilégiées comparativement aux oiseaux puisque ces derniers sont moins impactés par les éléments fragmentants de types infrastructures linéaires que les espèces se déplaçant au sol, bien que les collisions routières avec des oiseaux soient nombreuses. Les espèces avifaunes sélectionnées dans le tableau ci-dessus l'ont été parce qu'elles se déplacent de façon privilégiée au sol (oiseaux « marcheurs »).

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

1.4.4.6 TRAME NOIRE

SOURCES : AVEX

La notion de trame noire a fait son apparition depuis quelques années, s'ajoutant à celle de « trame verte et bleue » déjà bien connue. L'objectif est de limiter la dégradation et la fragmentation des habitats dues à l'éclairage artificiel par l'intermédiaire d'un réseau écologique formé de réservoirs et de corridors propices à la biodiversité nocturne.

Par un pouvoir d'attraction ou de répulsion selon les espèces, la lumière artificielle nocturne perturbe les déplacements de la faune. Ce phénomène se répercute à l'échelle des populations et des répartitions d'espèces : certaines étant inévitablement désorientées vers des pièges écologiques, et d'autres voyant leur habitat se dégrader ou disparaitre (Picchi et coll., 2013). Depuis peu, il est également démontré que l'éclairage nocturne peut constituer des zones infranchissables pour certains animaux à l'échelle d'un paysage (Van Grunsven et coll., 2017), occasionnant ainsi une fragmentation des populations. La pollution lumineuse agit également sur d'autres niveaux de la biodiversité tels que les relations interspécifiques, notamment la relation proie/prédateur et la pollinisation/dispersion des graines (Knop et coll., 2017). Elle a donc potentiellement des effets sur les services rendus par les écosystèmes. Elle désynchronise aussi les horloges biologiques chez la faune et la flore. Elle touche tous les groupes biologiques et tous les milieux (terrestres, aquatiques, marins, etc.).

La pollution lumineuse définit la présence nocturne d'éclairage artificiel. On emploie le terme pollution pour signifier une nuisance à deux échelles :

- Sur le milieu naturel : pour la faune, cet éclairage crée de multiples impacts, du piège pour les insectes à la déviation de trajectoires pour les oiseaux migrateurs. Pour la flore, il engendre des perturbations en matière de photopériodisme (détection de phases végétatives en raison de la durée de lumière du jour).
- Pour les Humains, l'éclairage nocturne apporte sans conteste des conditions de confort et de sécurité particulièrement importantes dans certains secteurs. Son effet contraire est en revanche l'absence de véritable nuit, ce qui peut avoir des effets biologiques ou psychologiques. Le halo lumineux des villes a conduit certains habitants, en particulier les astronomes amateurs, à alerter l'opinion sur le sujet.

La pollution lumineuse est souvent associée au gaspillage énergétique, d'où une incitation supplémentaire pour les communes d'améliorer leur éclairage public.

Depuis le 1er janvier 2012, il est obligatoire d'éteindre les éclairages de façades et de vitrines après 1 heure du matin. La « loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages » du 9 août 2016 fait part dans ses principes fondamentaux du « Devoir de prise en compte et protection de l'environnement nocturne ». On parle ainsi, à l'instar de la trame verte et bleue, de la trame noire. Des mesures réglementaires sont maintenant attendues pour la protection de l'environnement nocturne.

Quoi qu'il en soit, des techniques sont maintenant de plus en plus utilisées par les communes :

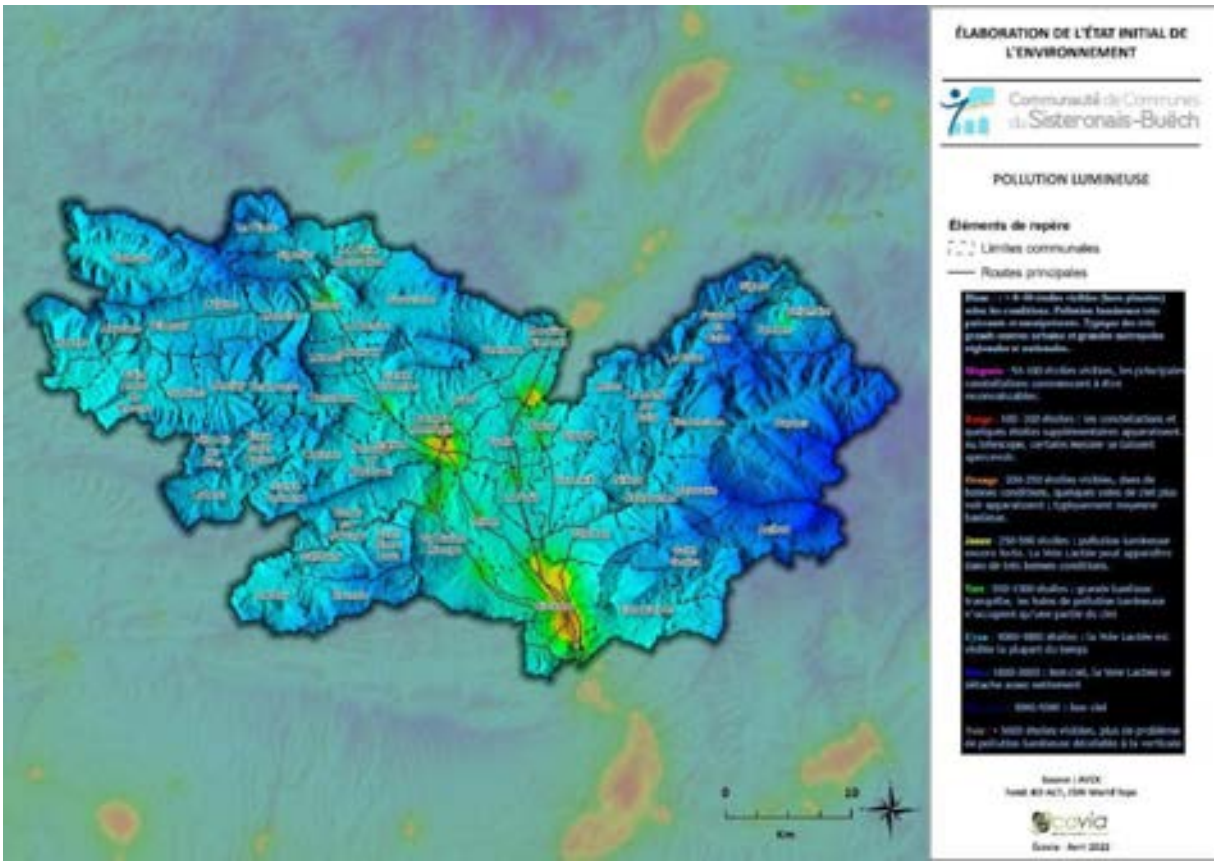
- Éclairage directionnel (contraire des lampadaires « boules ») vers le sol ;
- Extinction de l'éclairage public de façon permanente ou sur des plages horaires nocturnes ;
- Sur le plan de l'énergie : choix de lampes à faible consommation énergétique, comme les D.E.L. L'inconvénient majeur est que l'économie financière liée à l'utilisation de ces lampes n'incite pas à diminuer l'utilisation de l'éclairage extérieur.

La carte ci-après, basée sur les données d'AVEX, met en valeur les secteurs du territoire impactés par la pollution lumineuse.

Dans l'ensemble, le territoire Sisteronais-Buëch est peu impacté par la pollution lumineuse. Les vastes massifs naturels sont peu fréquentés/anthropisés et la pollution lumineuse est davantage concentrée le long de la Vallée de la Durance et du Buëch, au niveau des communes de Sisteron, Laragne-Montéglin et Ventavon.

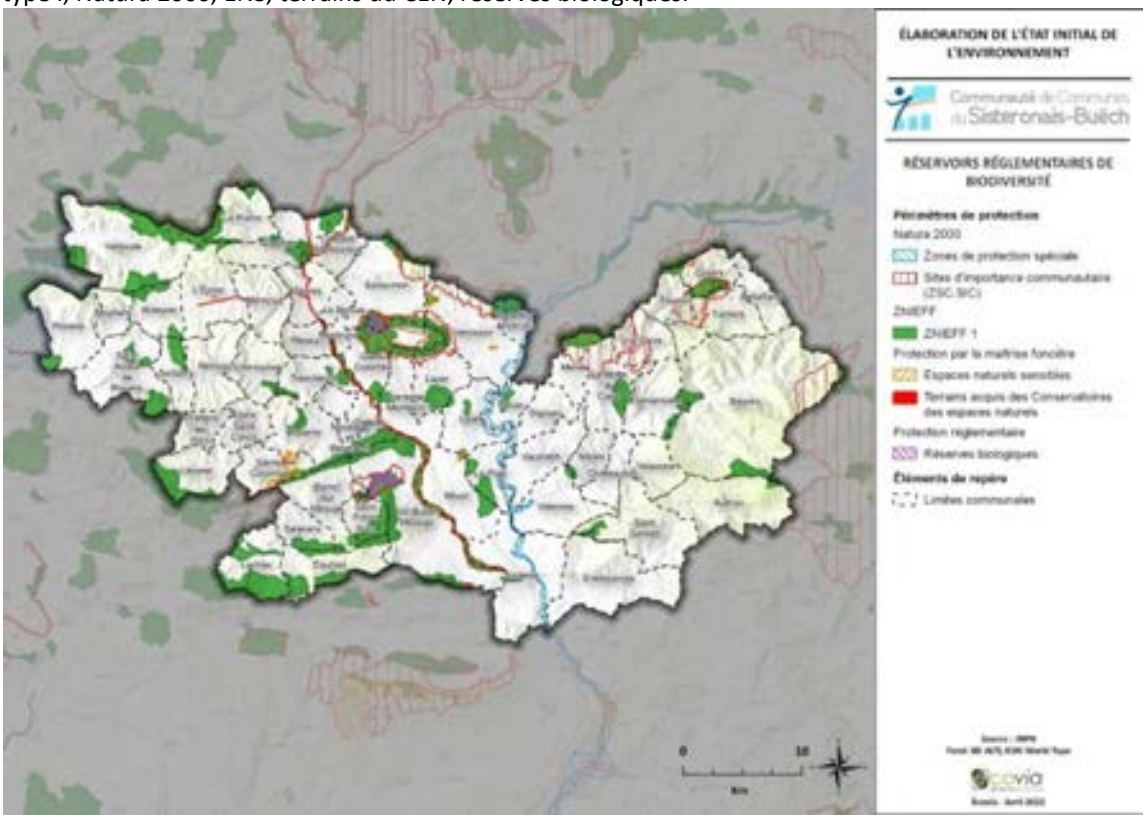
Le PNR et le géoparc collaborent pour créer une RICE (réserve internationale de ciel étoilé) avec l'aide de la CCSB et de la P2A.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



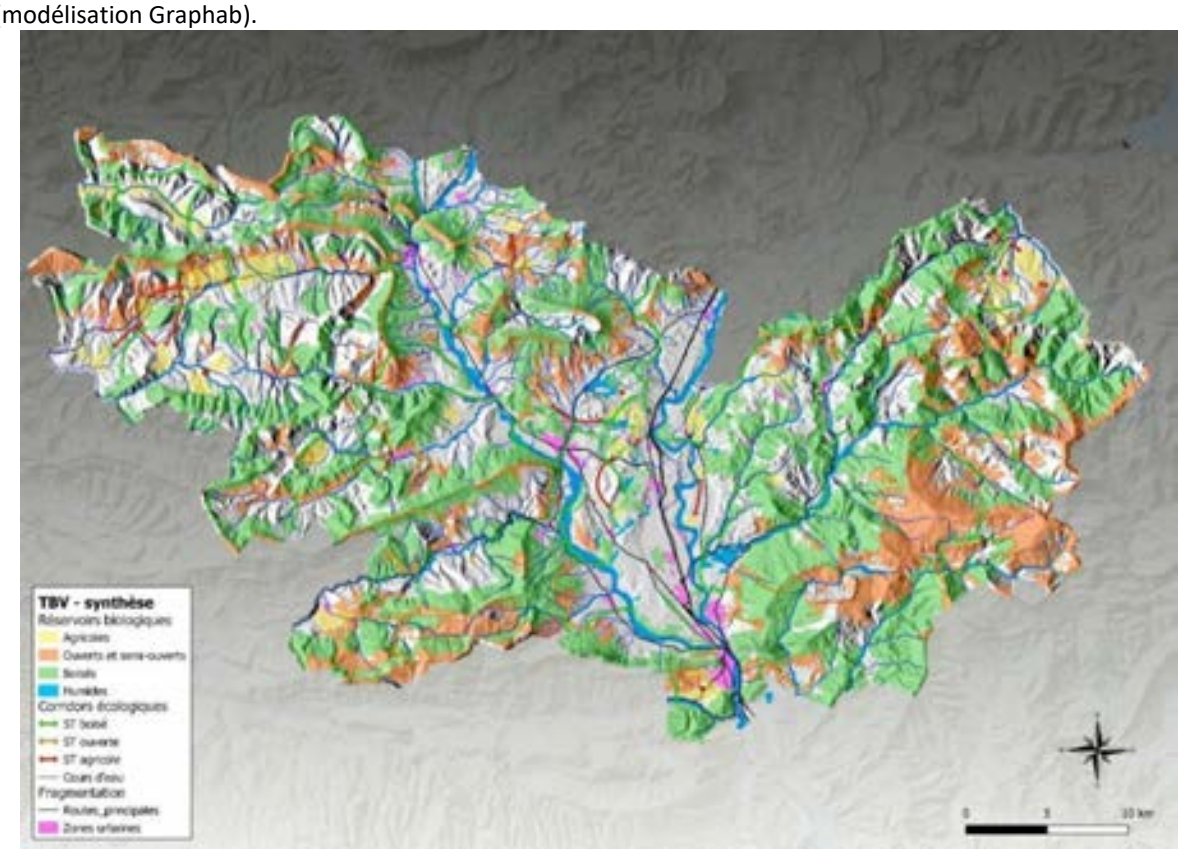
1.4.4.7 SYNTHESE DES FONCTIONNALITES ECOLOGIQUES

À l'échelle du territoire, différents réservoirs de biodiversité et corridors écologiques sont identifiés. Certains correspondent à des périmètres réglementaires s'appuyant sur des zones d'inventaire et de protection : ZNIEFF de type I, Natura 2000, ENS, terrains du CEN, réserves biologiques.



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Ces réservoirs et corridors écologiques sont complétés par un travail cartographique basé sur l'occupation du sol. À partir de cette occupation du sol, un coefficient de rugosité est attribué et permet d'identifier des réservoirs de biodiversité complémentaires. Des modélisations sont par la suite mises en place sur ces réservoirs et permettent de définir des zones de dispersion d'espèces autour des réservoirs de biodiversité (modélisation BioDispersal) et de construire des connexions entre les réservoirs basés sur un cout-déplacement minimal (modélisation Graphab).



1.4.5 Analyse du diagnostic des milieux naturels et des continuités écologiques

Le diagnostic de la situation actuelle est traduit dans les champs atouts et faiblesses (colonne de gauche) tandis que les opportunités ou menaces (colonne de droite) sont autant de facteurs d'évolution.

Situation actuelle		Tendances et facteurs d'évolution	
+	Atout pour le territoire	La situation : ⇗ se poursuit ou s'accélère ⇘ ralentit ou s'inverse ? : non prévisible	Facteurs d'évolution positive Facteurs d'évolution négative
-	Faiblesse pour le territoire		

Situation actuelle		Perspectives d'évolution	
+	De nombreux périmètres d'inventaires (61 ZNIEFF de type I, 25 ZNIEFF de type II, 2 ZICO, de nombreuses zones humides), de protection internationale (1 Géoparc UNESCO), de protection contractuelle (PNR, ZPS, ZSC), de maîtrise foncière (3 ENS, 5 sites du CEN), de protection réglementaire (périmètre de protection d'une RNN, 2 réserves biologiques, 3 sites inscrits, 1 site classé) présents sur l'ensemble du territoire	⇗	Préservation et valorisation de ces sites remarquables. Ces protections vont continuer à jouer leur rôle. Les populations des espèces et milieux bénéficiant de protection se maintiennent voire se restaurent, tandis que la biodiversité ordinaire et non protégée continue de se dégrader.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Situation actuelle		Perspectives d'évolution	
	traduisant ainsi la présence de milieux naturels à enjeux qu'il est nécessaire de protéger… Au total, 47,6 % du territoire sont protégés (1,1 % de protection réglementaire, 0,6 % de protection foncière et 46,8 % de protection contractuelle [PNR et Natura 2000]).		
+	Le territoire est dominé par des milieux naturels, dont des milieux à enjeux comme de vieux boisements de feuillus, des cours d'eau, des falaises, des zones humides, etc. Des milieux naturels remarquables abritant de nombreuses espèces patrimoniales et protégées comme la Bacchante, le Pique-prune, le Sonneur à ventre jaune, l'Apron, le Scandix étoilé, la Loutre d'Europe, le Castor d'Europe, la Serratule à feuilles de chanvre d'eau (*Klasea lycopifolia*), la Petite violette (*Viola pumila*), etc.	⇘	Les espèces sont potentiellement menacées par la destruction et la fragmentation des habitats conséquences du développement du photovoltaïque, de l'urbanisation et des infrastructures linéaires de transport, par la pollution, l'abandon de pratiques agricoles…
		⇘	Fragilisation des écosystèmes sensibles par la rapidité des évolutions climatiques (notamment pour les espèces d'altitude) Évolution des aires de répartition des espèces actuelles.
		⇗	Nombre de ces espèces se situent au sein d'espaces inventoriés (ZNIEFF) protégés (réserves biologiques…)
+	La vallée du Buëch et la vallée de la Durance présentent des enjeux écologiques très forts et concentrent de nombreux milieux structurants pour la trame verte et bleue. Les espèces fréquentant ce secteur sont variées et riches.	⇗	Nombreux outils d'inventaire et de protection permettant de préserver ce secteur.
+	Le territoire est couvert par plusieurs zones humides (environ 4 % du territoire) et est concerné par plusieurs centaines de kilomètres de cours d'eau.	⇗	Identification et préservation de ces sites remarquables. Ces milieux sont directement impactés par le réchauffement climatique et sont vulnérables.
+	Une forêt très représentée sur le territoire. Environ 25 % du territoire composé de massifs de taille importante. 71 forêts publiques dont 57 sont communales, une départementale et 13 domaniales. Le taux de boisement est supérieur à la moyenne du 04 et du 05, avec prédominance de la forêt privée.	⇗	La majorité des forêts du territoire est publique ce qui facilite la gestion des boisements. Les projets photovoltaïques impactent de grandes surfaces forestières, entrainant un morcèlement des milieux. Le risque d'incendie s'intensifie avec le réchauffement climatique.
+	Des continuités écologiques fonctionnelles (vastes boisements, secteurs de bocages, etc.).	⇗	Plusieurs outils de protection permettent de préserver ces milieux structurants et attractifs.
-	Le territoire est soumis à des pressions et à des infrastructures qui dégradent ces continuités écologiques, notamment au niveau de la vallée du Buëch et de la Durance qui concentre de nombreux aménagements	⇗	Le développement du territoire est susceptible de dégrader davantage ces fonctionnalités.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Situation actuelle		Perspectives d'évolution	
	anthropiques (axes routiers, urbanisation, photovoltaïque…).		
-	Des pressions d'origine anthropique pèsent sur les milieux naturels : consommation d'espaces naturels et agricoles, fragmentation des territoires liée à la construction d'infrastructures nouvelles, à l'urbanisation, au tourisme, aux incendies, aux pollutions diverses, etc.	⇗	Augmentation des pressions anthropiques du territoire avec notamment l'urbanisation.

1.5 Ressources en eau

1.5.1 Généralités

1.5.1.1 Leviers du SCoT

Conformément aux articles L131-1 et L131-2 du Code de l'urbanisme, pour la thématique « Milieux naturels et biodiversité », le SCoT doit être compatible avec le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée 2022-2027 et les schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE).

Les leviers du SCoT sur cette thématique sont assez indirects. Il peut se positionner comme un outil de protection de la ressource, en identifiant des zones humides, des périmètres d'alimentation ou de protection de captage ou encore des zones d'infiltration à protéger de toute urbanisation. Il doit également s'assurer que le développement planifié soit cohérent avec les capacités du territoire, que ce soit en matière de production (captages, usines de production), de réseaux de transport (eau potable et assainissement), de traitement (stations d'épuration) ou en matière de capacité des milieux ; les nappes et cours d'eau alimentent en effet les habitants et activités du territoire, mais sont également les récepteurs de nos effluents notamment domestiques.

1.5.1.2 Rappels reglementaires

➢ La gestion des milieux aquatiques et prevention des inondations (GEMAPI)

Cette compétence obligatoire, exclusive depuis la fin de la période de transition le 1er janvier 2020, se substitue aux actions préexistantes des collectivités territoriales et de leurs groupements, actions qui étaient jusqu'alors facultatives et non uniformément présentes sur les territoires exposés au risque d'inondation ou de submersion marine.

Les actions entreprises par les intercommunalités dans le cadre de la GEMAPI sont définies ainsi par l'article L.211-7 du code de l'environnement :

- L'aménagement des bassins versants
- L'entretien et l'aménagement des cours d'eau, canaux, lacs et plans d'eau
- La défense contre les inondations et contre la mer
- La protection et la restauration des zones humides

La compétence GEMAPI est transférée au Syndicat mixte de gestion intercommunautaire du Buëch et de ses affluents (SMIGIBA) depuis le 4 novembre 2021 pour le bassin du Buëch, et au syndicat de l'Eygues (SMEA) pour le bassin de l'Eygues. Sur le reste du territoire, la compétence est échue au SMAVD (Durance et territoires orphelins).

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

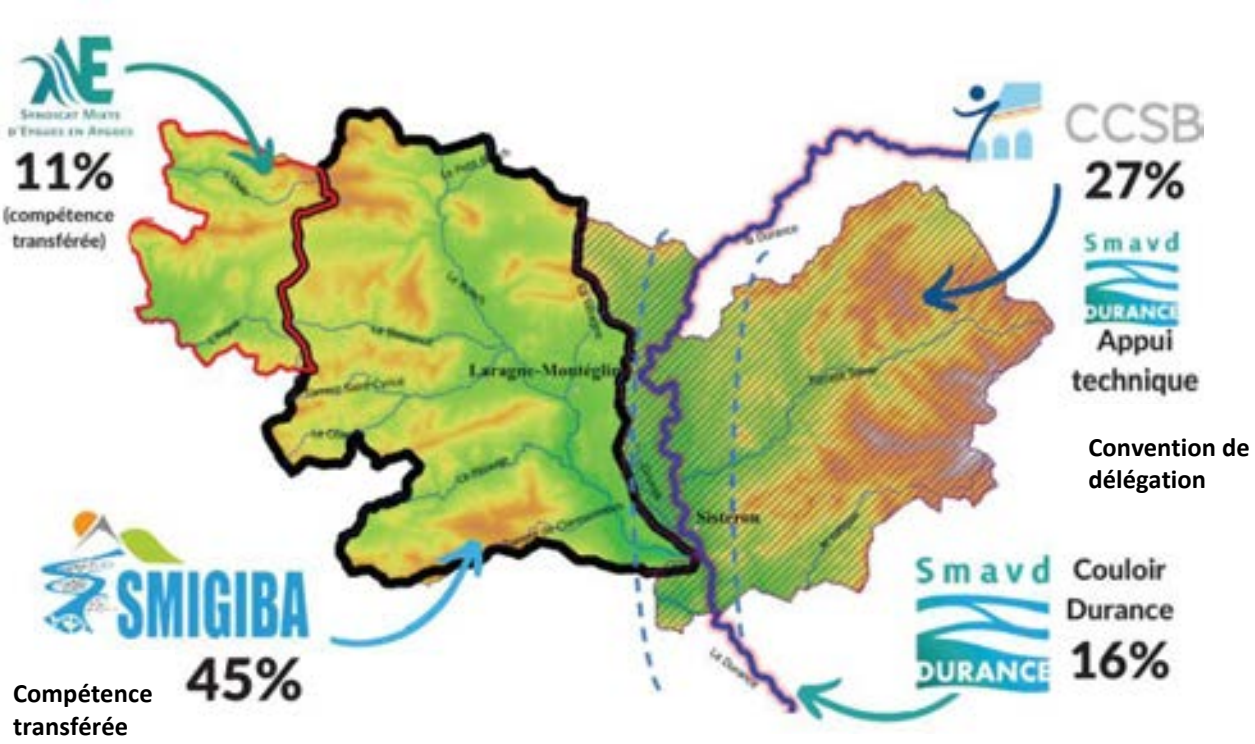


Figure 26 : GEMAPI (source : SMIGIBA)

➢ AU NIVEAU COMMUNAUTAIRE ET NATIONAL

Le droit de l'eau s'est construit progressivement sur la base du code rural, à travers différentes lois :

- La Loi du 16 juillet 1964 a rendu obligatoire l'instauration des périmètres de protection autour des captages d'eau potable et la Loi sur l'eau du 3 janvier 1992 a étendu cette exigence aux captages antérieurs à 1964 pour lesquels la protection naturelle est insuffisante. Les périmètres de protection des captages assurent la protection des captages d'eau destinée à la consommation humaine vis-à-vis des pollutions ponctuelles et accidentelles. La mise en place de ces périmètres de protection est obligatoire sur l'ensemble des captages depuis la loi du 3 janvier 1992.
- Loi 2004 de transposition de la DCE. Elle implique la gestion par bassin versant (unité hydrographique naturelle), la mise en place d'un document de planification (le Schéma directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux – SDAGE), le principe de gestion équilibrée pour satisfaire tous les usages, la prise en compte des milieux aquatiques, la participation des acteurs de l'eau à la gestion sont autant de principes développés par la Directive ;
- Loi LEMA 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006 permet :
  - De se doter des outils en vue d'atteindre en 2015 l'objectif de « bon état » des eaux fixé par la DCE ;
  - D'améliorer le service public de l'eau et de l'assainissement : accès à l'eau pour tous, avec une gestion plus transparente ;
  - De moderniser l'organisation de la pêche en eau douce ;
  - Les nouveaux classements entrent en vigueur dès la publication des listes par arrêté du préfet de bassin. Les anciens classements deviennent caducs dès cette publication et à défaut, le 1er janvier 2014. Les cours d'eau sont classés en liste 1 ou liste 2 :

Liste	Objectif	Conséquence
1	Préserver des cours d'eau ou tronçons de cours d'eau : en très bon état écologique « réservoirs biologiques », dotés d'une riche biodiversité jouant le rôle de pépinière nécessitant une protection complète des poissons migrateurs amphihalins	Interdiction de construire tout nouvel obstacle à la continuité écologique, quel que soit l'usage.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

2	Restaurer des cours d'eau pour lesquels il est nécessaire d'assurer le transport suffisant des sédiments et la circulation des poissons migrateurs.	Obligation de mise en conformité des ouvrages au plus tard dans les 5 ans après publication de la liste.

- Enfin, la LEMA tente de prendre en compte l'adaptation au changement climatique dans la gestion des ressources en eau.
- Les lois 2009 et 2010 Grenelle I et II ;
- La loi MAPTAM de modernisation de l'action publique territoriale et l'affirmation des métropoles du 27 janvier 2014 attribue aux communes, puis EPCI, une compétence exclusive et obligatoire relative à la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI).

➢ AU NIVEAU REGIONAL, DEPARTEMENTAL ET LOCAL

Le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée-Corse 2022-2027 (voir chapitre suivant).

Le SRADDET reprend le propos fondateur du SDAGE à travers l'objectif 14 : préserver les ressources en eau souterraine, les milieux aquatiques et les zones humides et l'objectif 10 […], garantir l'accès à tous à la ressource en eau.

1.5.1.3 LES OUTILS DE PLANIFICATION ET GESTION DES EAUX

Préserver et restaurer la qualité de cette ressource naturelle est un enjeu environnemental majeur, au regard des pressions exercées. Le SDAGE du bassin Rhône-Méditerranée fixe des objectifs de qualité pour chaque masse d'eau, objectifs avec lesquels le SCoT se doit d'être compatible.

➢ LE SDAGE RHONE MEDITERRANEE 2022-2027

Afin de faciliter la traduction des éléments pertinents du SDAGE 2022-2027 dans les documents d'urbanisme et la compatibilité de ceux-ci avec les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux, les dispositions concernées sont précisées par le SDAGE.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Orientation fondamentale n° 0 : s'adapter aux effets du changement climatique	Disposition 0-01 Agir plus vite et plus fort face au changement climatique	
	Disposition 0-02 Développer la prospective pour anticiper le changement climatique	
Orientation fondamentale n° 1 : privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité	Disposition 1-02 Développer les analyses prospectives dans les documents de planification locale	
Orientation fondamentale n° 2 : concrétiser la mise en œuvre du principe de non-dégradation des milieux aquatiques	Disposition 2-01 Mettre en œuvre la séquence « éviter-réduire-compenser »	
Orientation fondamentale n° 4 : renforcer la gouvernance locale de l'eau pour assurer une gestion intégrée des enjeux	Disposition 4-12 Intégrer les enjeux du SDAGE dans les projets d'aménagement du territoire et de développement économique	
	Disposition 4-13 Associer les acteurs de l'eau à l'élaboration des projets d'aménagement du territoire	
	Disposition 4-15 Organiser les usages maritimes en protégeant les secteurs fragiles	
Orientation fondamentale n° 5A : poursuivre les efforts de lutte contre les pollutions d'origine domestique et industrielle	Disposition 5A-01 Prévoir des dispositifs de réduction des pollutions garantissant l'atteinte et le maintien à long terme du bon état des eaux de rejet s'appuyant sur la notion de « flux admissible »	Les documents d'urbanisme (…) doivent (…) limiter ou conditionner le développement de l'urbanisation dans les secteurs où l'atteinte du bon état des eaux est remise en cause, notamment du fait de rejets polluants (milieu sensible aux pollutions, capacités d'épuration des systèmes d'assainissement des eaux résiduaires urbaines saturés ou sous équipés).
	Disposition 5A-03 Réduire la pollution par temps de pluie en zone urbaine	
	Disposition 5A-04 Éviter, réduire et compenser l'impact des nouvelles surfaces imperméabilisées	
	Disposition 5A-06 Établir et mettre en œuvre des schémas directeurs d'assainissement qui intègrent les objectifs du SDAGE	
Orientation fondamentale n° 5B : lutter contre l'eutrophisation des milieux aquatiques	Disposition 5B-01 Anticiper pour assurer la non-dégradation des milieux aquatiques fragiles vis-à-vis des phénomènes d'eutrophisation	Avant toute nouvelle ouverture à l'urbanisation, il s'agit de vérifier la capacité des milieux récepteurs à recevoir les nouveaux effluents traités (non-dégradation de l'état des eaux), et le dimensionnement et les performances des systèmes d'épuration. Le SDAGE préconise de réduire les pollutions liées aux eaux pluviales. Il incite les documents d'urbanisme à éviter, réduire et compenser l'impact des nouvelles surfaces imperméabilisées.
Orientation fondamentale n° 5E : évaluer, prévenir et maîtriser les risques pour la santé humaine	Disposition 5E-01 Protéger les ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable	Les documents d'urbanisme, les projets d'infrastructures et les projets d'aménagement doivent éviter prioritairement et minimiser dans un second temps les impacts potentiels du développement de l'urbanisation et des activités économiques sur la qualité et la quantité de la ressource en eau destinée à la consommation humaine.
	Disposition 5E-03 Renforcer les actions préventives de protection des captages d'eau potable	

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

		L'enjeu principal pour les ressources stratégiques est d'assurer leur préservation à long terme par les PLU(i). Les zones de sauvegarde nécessitent des actions spécifiques de maîtrise des prélèvements et de protection contre les pollutions ponctuelles ou diffuses, accidentelles, chroniques ou saisonnières. Une urbanisation nouvelle ne peut être planifiée sans avoir vérifié au préalable la disponibilité suffisante de la ressource en eau. Les projets de PLU(i) analysent l'adéquation entre la ressource en eau disponible et les besoins en eau des aménagements envisagés, en tenant compte des équipements existants, de la prévision de besoins futurs, et de l'évolution de la ressource dans le contexte du changement climatique. Ils doivent être compatibles avec les objectifs fixés par le PGRE — s'il existe — ainsi que les règles de partage de l'eau.
Orientation fondamentale n° 6A : agir sur la morphologie et le décloisonnement pour préserver et restaurer les milieux aquatiques	Disposition 6A-01 Définir les espaces de bon fonctionnement des milieux aquatiques, humides, littoraux et eaux souterraines	Il s'agit en particulier d'assurer la préservation des zones humides, de leurs fonctions et de leur espace de bon fonctionnement (EBF) sur le long terme dans les documents d'urbanisme. Les documents d'urbanisme adaptent leur stratégie d'aménagement en cohérence avec les enjeux spécifiques des EBF et prévoient les mesures permettant de les protéger sur le long terme. Les documents d'urbanisme identifient des espaces de la trame verte et de la trame bleue et fixent les règles d'utilisation du sol. Le PADD fixe notamment des objectifs ou des orientations de préservation des continuités écologiques.
	Disposition 6A-02 Préserver et restaurer les espaces de bon fonctionnement des milieux aquatiques	
	Disposition 6A-03 Préserver les réservoirs biologiques et renforcer leur rôle à l'échelle des bassins versants	
	Disposition 6A-04 Préserver et restaurer les rives de cours d'eau et plans d'eau, les forêts alluviales et ripisylves	
	Disposition 6A-16 Mettre en œuvre une politique de préservation et de restauration du littoral et du milieu marin pour la gestion et la restauration physique des milieux	
Orientation fondamentale n° 6B : préserver, restaurer et gérer les zones humides	Disposition 6B-01 Préserver, restaurer, gérer les zones humides et mettre en œuvre des plans de gestion stratégique des zones humides dans les territoires pertinents	
	Disposition 6B-02 Mobiliser les outils financiers, fonciers et environnementaux en faveur des zones humides	
	Disposition 6B-03 Préserver les zones humides en les prenant en compte dans les projets	
	Disposition 6B-04 Poursuivre l'information et la sensibilisation des acteurs par la mise à disposition et le porter à connaissance	
Orientation fondamentale n° 7 : atteindre et préserver l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource et en anticipant l'avenir	Disposition 7-01 Élaborer et mettre en œuvre les plans de gestion de la ressource en eau	
	Disposition 7-04 Anticiper face aux effets du changement climatique	

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

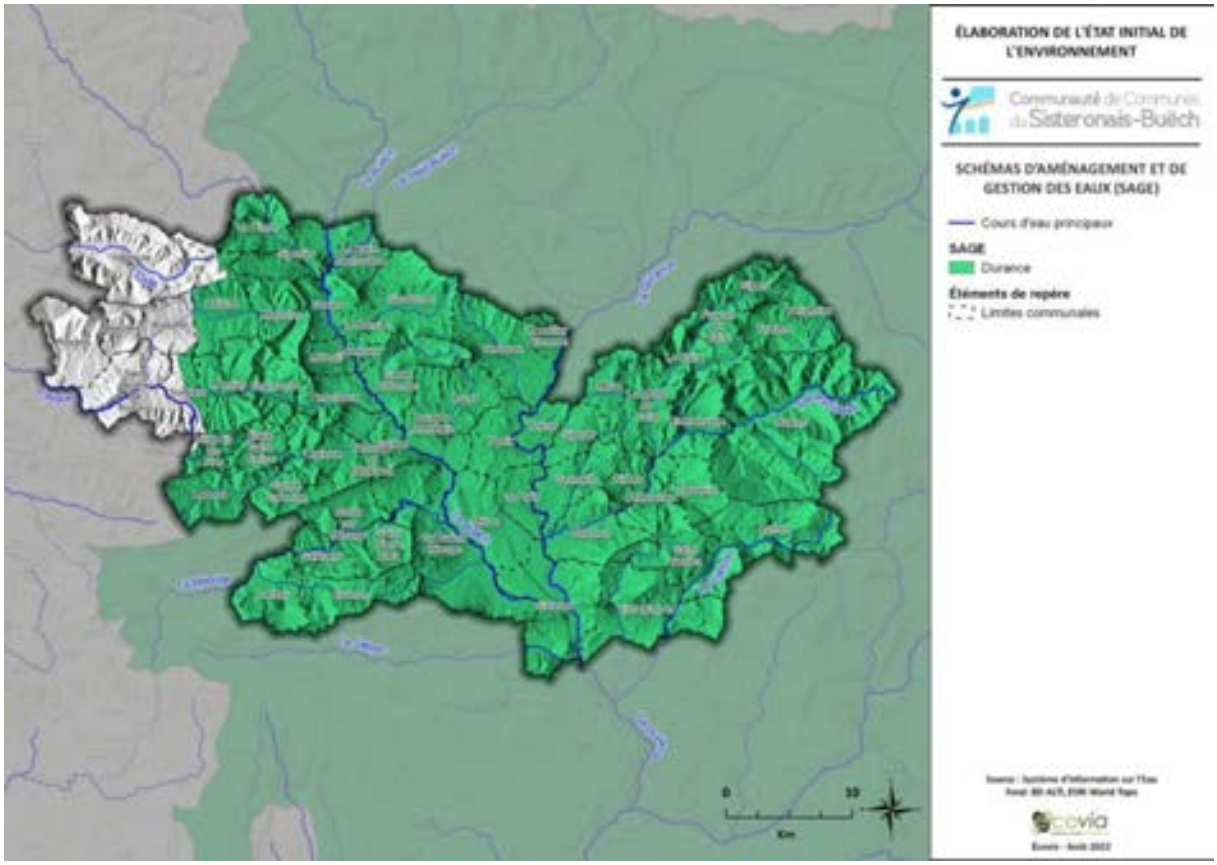
	Disposition 7-05 Rendre compatibles les politiques d'aménagement du territoire et les usages avec la disponibilité de la ressource	
	Disposition 7-06 Mieux connaitre et encadrer les prélèvements à usage domestique	
Orientation fondamentale n° 8 : augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques	Disposition 8-01 Préserver les champs d'expansion des crues	
	Disposition 8-02 Rechercher la mobilisation de nouvelles capacités d'expansion des crues	
	Disposition 8-03 Éviter les remblais en zones inondables	
	Disposition 8-04 Limiter la création et la rehausse des ouvrages de protection aux secteurs à risque fort et présentant des enjeux importants	
	Disposition 8-05 Limiter le ruissellement à la source	
	Disposition 8-06 Favoriser la rétention dynamique des écoulements	
	Disposition 8-11 Identifier les territoires présentant un risque important d'érosion	
	Disposition 8-12 Traiter de l'érosion littorale dans les stratégies locales exposées à un risque important d'érosion	

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

➢ LE SCHEMA D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX

Le schéma d'aménagement et de gestion de l'eau (SAGE) est un outil de planification, institué par la loi sur l'eau de 1992, visant la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau. Déclinaison du SDAGE à une échelle plus locale, il vise à concilier la satisfaction et le développement des différents usages (eau potable, industrie, agriculture…) et la protection des milieux aquatiques, en tenant compte des spécificités d'un territoire. Délimité selon des critères naturels, il concerne un bassin versant hydrographique ou une nappe. Il repose sur une démarche volontaire de concertation avec les acteurs locaux.

La CCSB est couverte en partie par le **SAGE de la Durance**, en cours d'émergence, porté par le Syndicat mixte d'aménagement de la vallée de la Durance (SMAVD). Il couvre plus de 10 000 km² sur le bassin versant de la Durance.



➢ LES SECTEURS A ENJEUX QUALITATIFS ET QUANTITATIFS

SOURCES : AGENDE DE L'EAU RHONE-MEDITERRANEE

Aucune zone vulnérable, où sont imposées des pratiques agricoles particulières pour limiter les risques de pollution par les nitrates d'origine agricole, n'est désignée sur le territoire.

Aucune zone sensible sujette à l'eutrophisation, dans laquelle les rejets de phosphore, d'azote, ou de ces deux substances doivent être réduits, n'est également désignée.

▪ *Six zones de répartition des eaux*

Les zones de répartition des eaux (ZRE) sont définies en application de l'article R211-71 du Code de l'environnement, comme des « zones présentant une insuffisance, autre qu'exceptionnelle, des ressources par rapport aux besoins ». **Plusieurs zones de répartition des eaux** recouvrent la majorité des communes du territoire :

- Sous-bassin du Buëch : Chanousse, Éourres, Étoile-Saint-Cyrice, Garde-Colombe, L'Épine, La Bâtie-Montsaléon, La Piarre, Laborel, Laragne-Montéglin, Lazer, Le Bersac, Méreuil, Mison, Montclus, Montjay, Montrond, Nossage-et-Bénévent, Orpierre, Sainte-Colombe, Saléon, Savournon, Serres, Sigottier, Sisteron, Trescléoux, Val Buëch-Méouge, Villebois-les-Pins ;

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

- Sous-bassin de la Méouge : Lachau, Salérans, Éourres, Barret-sur-Méouge, Saint-Pierre-Avez, Val-Buëch-Méouge ;
- Affluents moyenne Durance aval : sous-bassin du Vançon : Authon, Saint-Geniez et Entrepierres ;
- L'Eygues-Aigues : Valdoule, Rosans, Moydans, Ribeyret, Saint-André-de-Rosans, Sorbiers ;
- Sasse amont : Bayons, Clamensane, Le Caire, Faucon-du-Caire, la Motte-du-Caire ;
- Le Jabron : Sisteron.

Une ressource stratégique pour l'eau potable

Par ailleurs, la Durance a été **identifiée par le SDAGE comme ressource stratégique pour l'alimentation en eau potable**. Il s'agit de ressources soit déjà fortement sollicitées et dont l'altération poserait des problèmes pour les importantes populations qui en dépendent, soit faiblement sollicitées actuellement, mais en forte potentialité et préservées du fait de leur faible vulnérabilité naturelle ou de l'absence de pression humaine et à conserver en l'état des besoins futurs à moyen et long terme. L'étude sur l'identification des ressources à préserver délimite à Valernes une zone non exploitée actuellement (ZSNEA) et à préserver pour les usages futurs en raison de leur potentialité, de leur qualité et de leur situation : la ZSNEA « Sisteron ».

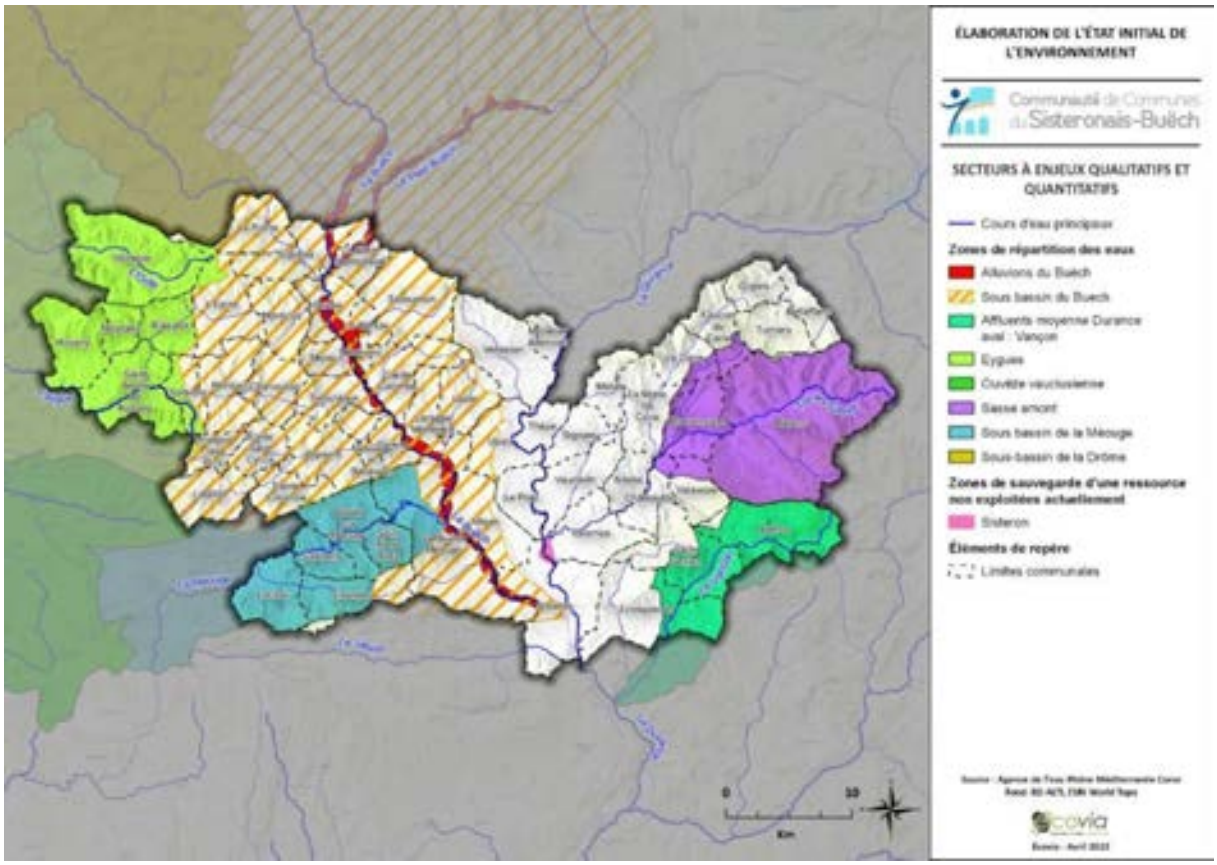
Différentes orientations ont été formulées par l'étude, telles :

- Privilégier les zones naturelles, les zones boisées ou encore les zones agricoles en encourageant la poursuite des pratiques respectueuses de l'environnement (agriculture raisonnée, voire biologique) ;
- Stopper l'étalement de l'urbanisation, afin de préserver les possibilités d'implantation et d'exploitation de nouveaux captages dans les alluvions ;
- Maîtriser la gestion des eaux pluviales et des eaux usées sur les secteurs urbanisés ;
- Limiter l'implantation d'industries ou d'activités présentant des risques de contamination pour la nappe alluviale ;
- Etc.

LES PLANS DE GESTION DE LA RESSOURCE EN EAU

Enfin, plusieurs **plans de gestion de la ressource en eau (PGRE)** ont été mis en place sur les bassins du Buëch, du Vançon, du Sasse et du Jabron. Il s'agit de plans visant à établir des règles de partage de l'eau interusages et des actions concrètes d'économies d'eau établies en concertation avec les acteurs locaux. Néanmoins, des retenues collinaires sont prévues dans le cadre de certaines actions, or les retours d'expérience (notamment des pays du pourtour méditerranéen comme l'Espagne) ont mis en évidence que ces retenues accentuaient les sécheresses aval, du fait d'une augmentation de l'évaporation et d'une réduction de la recharge des nappes.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



➢ LES CONTRATS DE MILIEUX

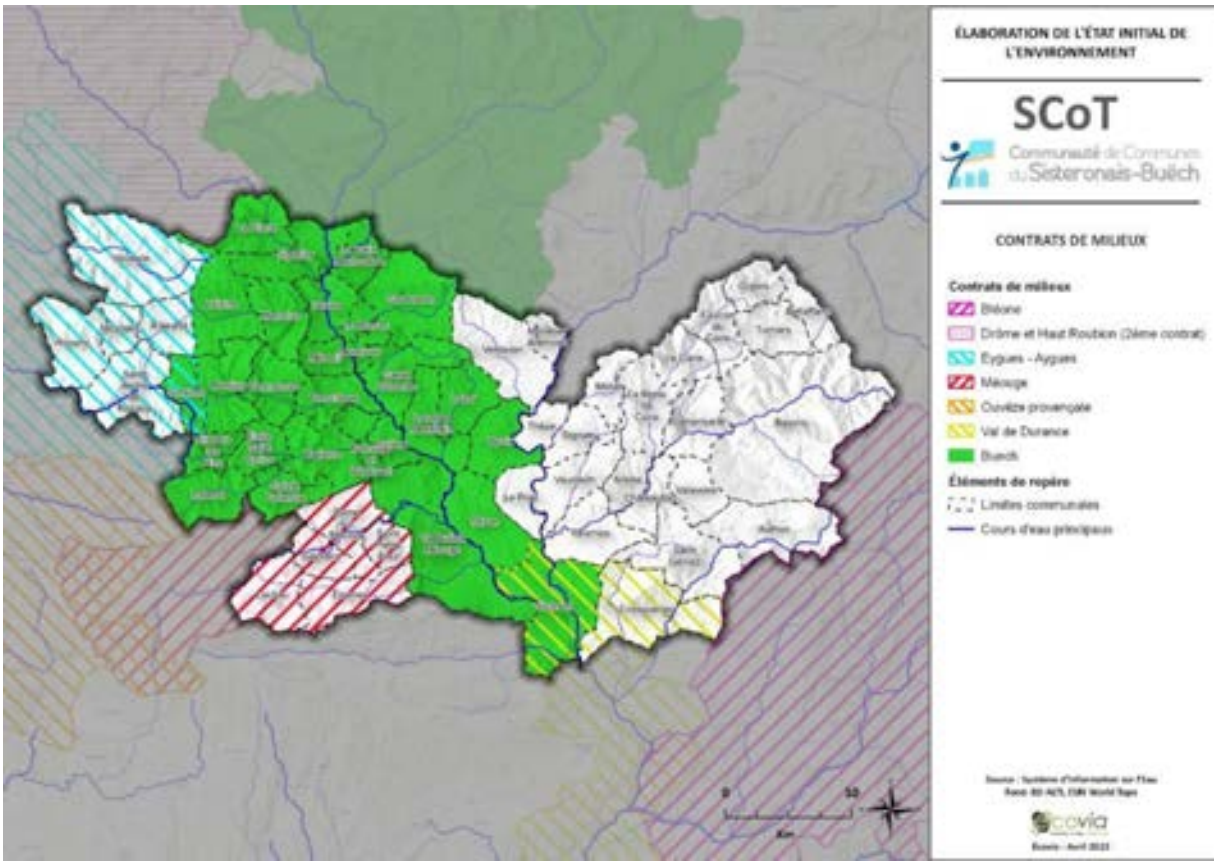
Les syndicats de gestions des cours d'eau peuvent se doter d'un outil complémentaire de gestion, les contrats de milieux qui déclinent les objectifs du SDAGE, fixent des objectifs de qualité des eaux, de valorisation du milieu aquatique et de gestion équilibrée des ressources en eau à l'échelle du bassin versant.

Plusieurs contrats de milieux ont concerné la CCSB :

- Méouge (2005-2010) ;
- Val de Durance (2008-2017).
- Buëch (2008-2018) ;
- Eygues – Aygues (abandonné) : Les syndicats SIDREI et SMAA ont fusionné pour créer le SMEA. Ils déclinent en programmes de travaux, depuis 2016, les fiches actions de ce document notamment en ce qui concerne les plans pluriannuels de restauration.

De nouveaux contrats sont en cours d'élaboration : contrat rivière de la Durance et contrat rivière du Buëch-Méouge.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



1.5.2 État des eaux de surface et souterraines sur le territoire

1.5.2.1 LES EAUX SUPERFICIELLES : DES AMELIORATIONS A RENFORCER

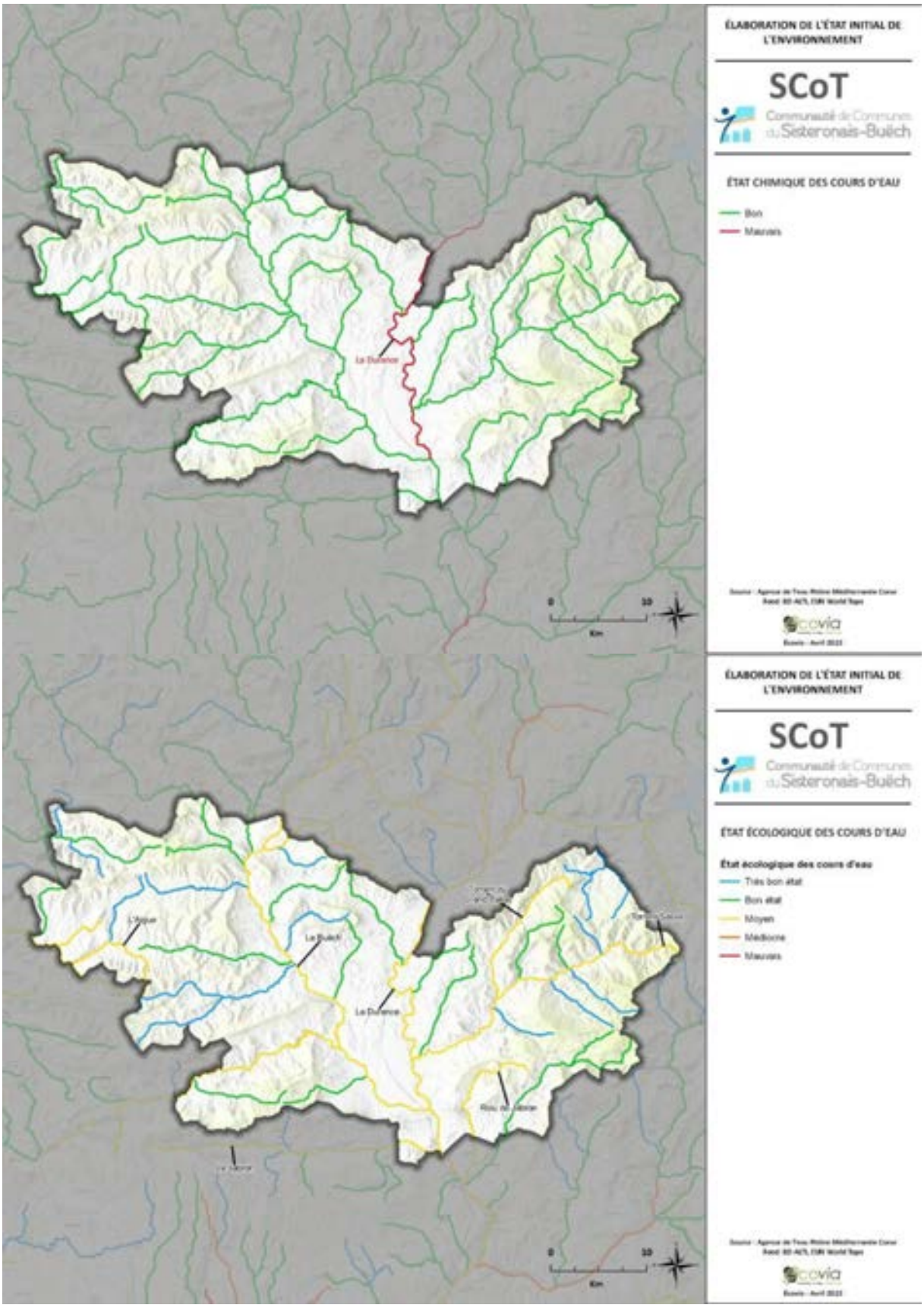
L'état écologique des masses d'eau est qualifié selon cinq classes : très bon, bon, moyen, médiocre ou mauvais. La mesure de l'état chimique comprend deux classements, soit bon, soit mauvais.

L'état des lieux du SDAGE de 2019 contient l'évaluation de 40 cours d'eau présents dans le territoire. Ils ont atteint le bon état écologique pour la majorité d'entre eux, hormis 11 (mauvais indices poissons et/ou température), et **tous sont en bon état chimique sauf la Durance du torrent de Saint-Pierre au Buëch**, en mauvais état. Le détail des états et des paramètres de déclassement est présenté en annexe.

Tableau 15 : Synthèse des états des masses d'eau (source : états des lieux des SDAGE)

État	État écologique		État chimique	
	2013	2019	2013	2019
Très bon	8	13	Non concerné	NC
Bon	23	16	40	39
Moyen	7	11	NC	NC
Médiocre	2	0	0	1
Mauvais	0	0	NC	NC

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



Globalement, **l'état écologique s'est amélioré, mais quelques cours d'eau ont vu leur état se dégrader** : le Buëch médian de la confluence des deux Buëch au barrage de Saint-Sauveur, le Riou de Jabron, le torrent du grand vallon, passés d'un bon état à un état moyen, et le ruisseau de Baudon et le torrent le Beynon, d'un très bon état à un bon état.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Tableau 16 : Évolution de l'état écologique 2013/2019 (source : états des lieux des SDAGE)

2013\2019	Très bon	Bon	Moyen	Médiocre	Mauvais
Très bon	6	2	0	0	0
Bon	7	13	3	0	0
Moyen	0	0	1	0	0
Médiocre	0	1	1	0	0
Mauvais	0	0	0	0	0

Concernant l'état chimique, seule la Durance (du torrent de Saint-Pierre au Buëch) a vu son état se dégrader.

Tableau 17 : Évolution de l'état chimique 2013/2019 (source : états des lieux des SDAGE)

2013\2019	Bon	Mauvais
Bon	39	1
Mauvais	0	0

1.5.2.2 LES EAUX SOUTERRAINES : UN ETAT SATISFAISANT A ENTRETENIR

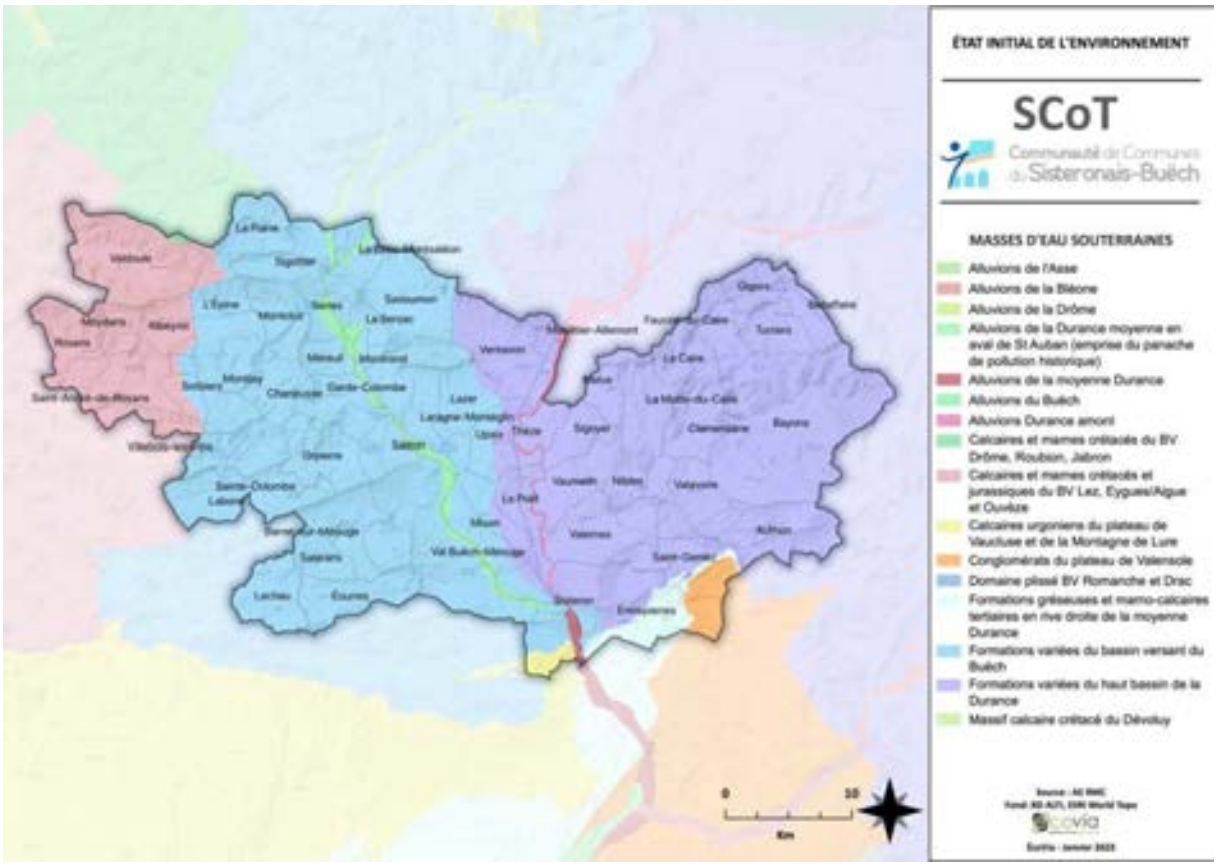
L'état des masses d'eau souterraine est analysé selon l'aspect quantitatif et chimique. Ces deux aspects sont mesurés selon deux classes : bon ou mauvais.

L'état des lieux du SDAGE a évalué l'état des dix masses d'eau souterraines identifiées dans le territoire. Elles sont **toutes en bon état quantitatif et chimique**, **excepté une en état chimique médiocre** — les conglomérats du plateau de Valensole — du fait d'une qualité globale dégradée. Le paramètre ayant conduit au déclassement est le Dichlorobenzamide (un produit de dégradation de pesticide). **Les états des masses d'eau souterraine n'ont pas évolué depuis l'état des lieux 2013.**

Tableau 18 : État des masses d'eau souterraines en 2019 (source : états des lieux des SDAGE)

Masse d'eau	Code	État chimique 2019	État quantitatif 2019	Paramètre
Calcaires urgoniens du plateau de Vaucluse et de la Montagne de Lure	FRDG130	Bon	Bon	
Conglomérats du plateau de Valensole	FRDG209	Médiocre	Bon	Pesticide
Alluvions de la moyenne Durance	FRDG357	Bon	Bon	
Alluvions du Buëch	FRDG393	Bon	Bon	
Alluvions Durance amont	FRDG394	Bon	Bon	
Formations variées du haut bassin de la Durance	FRDG417	Bon	Bon	
Formations variées du bassin versant du Buëch	FRDG418	Bon	Bon	
Calcaires et marnes crétacés du BV Drôme, Roubion, Jabron	FRDG527	Bon	Bon	
Calcaires et marnes crétacés et jurassiques du BV Lez, Eygues/Aigue et Ouvèze	FRDG528	Bon	Bon	
Formations gréseuses et marno-calcaires tertiaires en rive droite de la moyenne Durance	FRDG534	Bon	Bon	

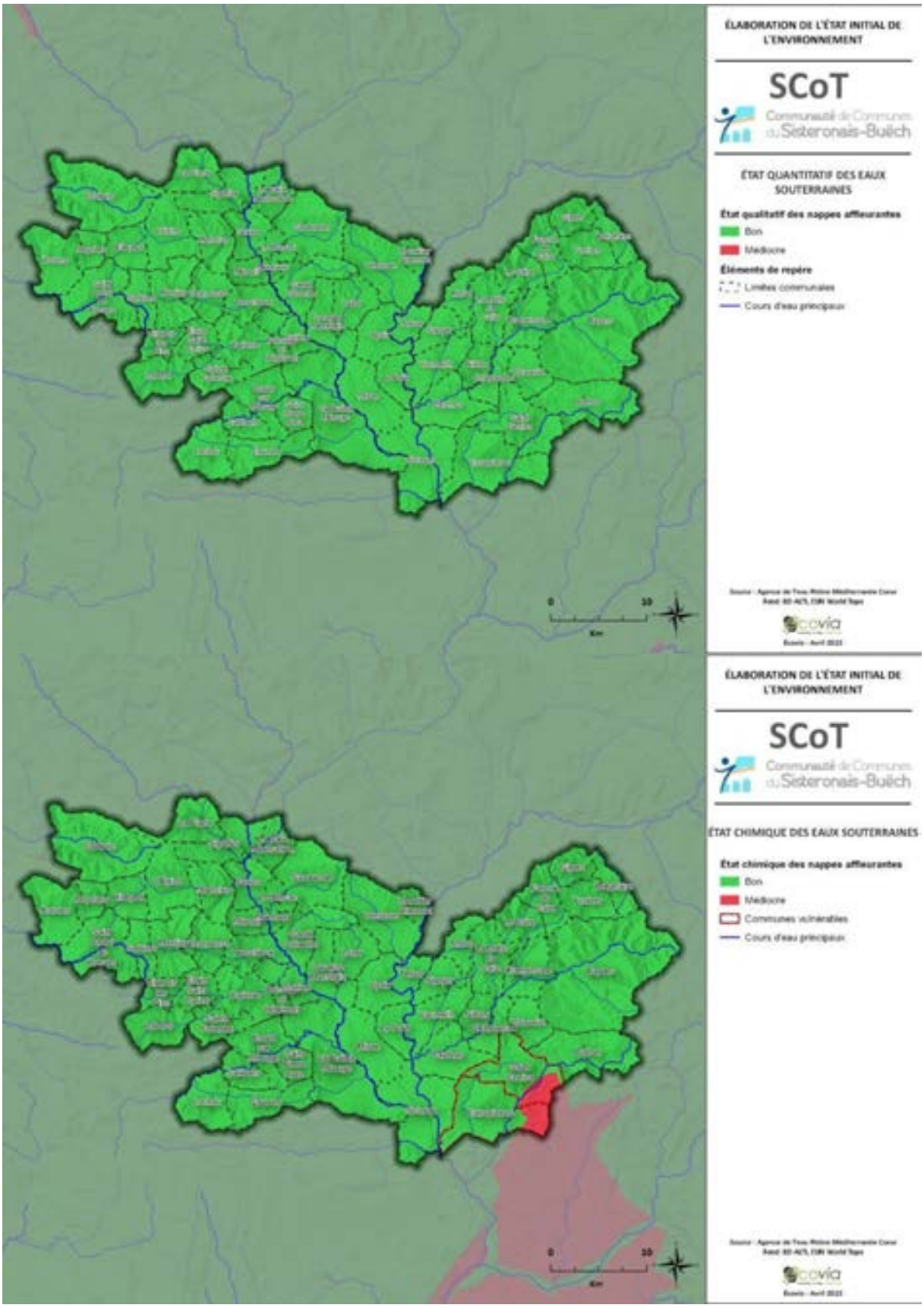
Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



Deux masses d'eau sont néanmoins exposées à un risque de non-atteinte du bon état (RNABE) :

- En 2021 : la nappe des conglomérats du plateau de Valensole et celle des alluvions de la moyenne Durance (du fait de pesticides et nutriments agricoles) ;
- En 2027 : la masse d'eau des conglomérats du plateau de Valensole est également susceptible de ne pas atteindre le bon état (du fait des pesticides).

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

1.5.3 Les usages et pressions

SOURCES : BNPE, PORTAIL SISPEA, ETUDES VOLUMES PRELEVABLES BASSINS DU SASSE ET JABRON-LAUZON

Les usages de l'eau sont multiples et peuvent être incompatibles entre eux ou avec les objectifs de bon état écologique. De forts prélèvements en eau accentuent la fragilisation des milieux pouvant entraîner des crises et des conflits d'usage en période d'étiage.

Les données présentes actuellement dans la BNPE sont des volumes prélevés mesurés ou estimés puis déclarés par les usagers soumis à la redevance pour prélèvement auprès des agences et offices de l'eau. Cela comprend les volumes supérieurs à 10 000 m³ (ou 7 000 m³ en ZRE). Les petits volumes ne sont donc pas présentés dans la base. Certains usages sont exonérés de redevance : les exhaures d'eaux de mines, les travaux souterrains, le drainage pour le maintien à sec des bâtiments et ouvrages, l'aquaculture, la géothermie, la lutte antigel des cultures pérennes, les prélèvements effectués dans le cadre d'une prescription administrative (préservation d'écosystèmes aquatiques, réalimentation des milieux naturels, etc.). En outre-mer, d'autres usages sont également exonérés : la lutte contre les incendies et la production d'énergie renouvelable. Ces informations ne figurent donc pas actuellement dans la banque.

En 2019, l'irrigation est le plus gros secteur de prélèvement d'eau, avec près des trois quarts du volume, suivi de l'eau potable (AEP), des loisirs (bassin de natation, baignade, arrosage) et de l'industrie.

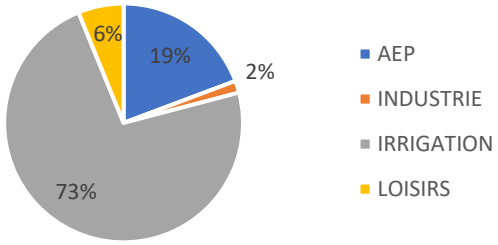


Figure 27 : Répartition des prélèvements d'eau sur le territoire en 2019 (source : BNPE)

Les prélèvements évoluent de manière irrégulière depuis 2012. On note en particulier une baisse conséquente entre 2017 et 2018, notamment du fait de l'irrigation. Cela est sans doute dû à des précipitations plus élevées cette année-là, par rapport aux années précédentes.

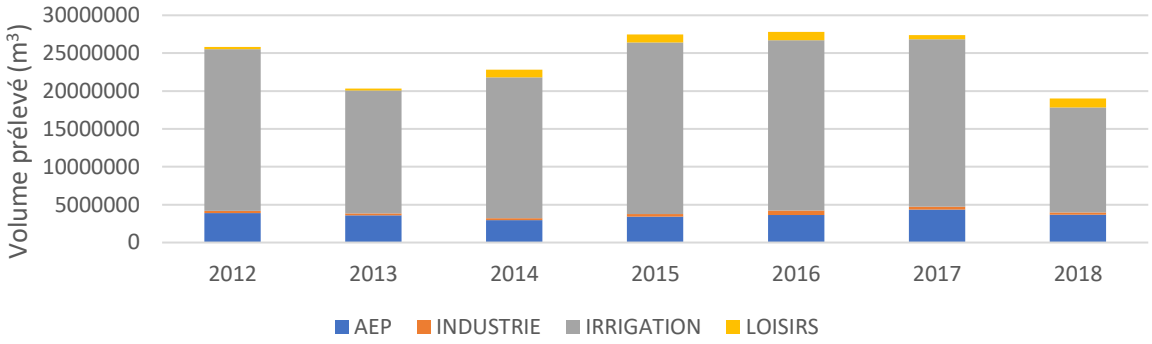


Figure 28 : Évolution des volumes d'eau prélevés sur le territoire (source : BNPE)

En comparaison des échelles supérieures (Hautes-Alpes, PACA et France métropolitaine), les prélèvements par habitant de la CCSB sont nettement supérieurs. Cela est surtout dû aux prélèvements pour l'irrigation agricole (Figure 33 : Comparaison des prélèvements agricoles (source : BNPE, INSEE)Figure 33), au regard de la faible densité de population.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

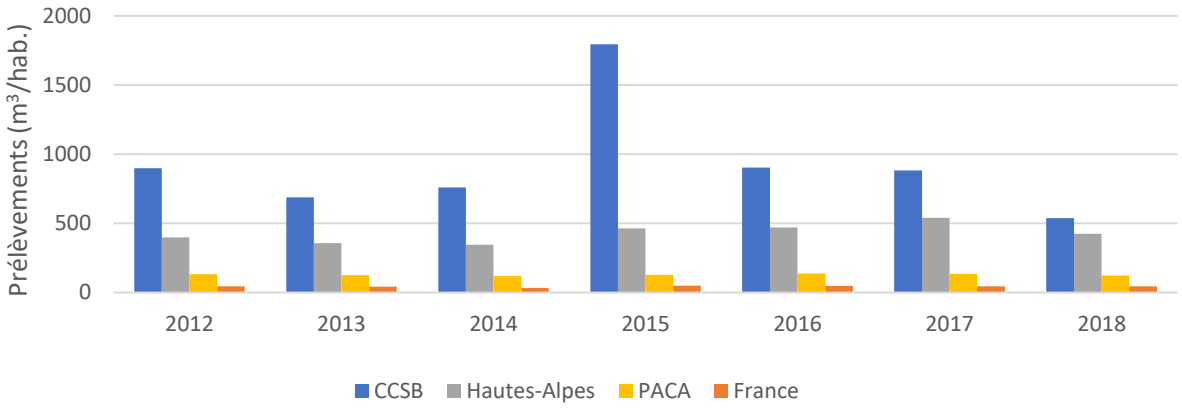


Figure 29 : Comparaison des volumes d'eau prélevés (source : BNPE, INSEE)

1.5.3.1 L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE

SOURCES : SISPEA (DONNEES 2020) ; DIAGNOSTIC DU CONTRAT ZRR (ZONE DE REVITALISATION RURALE) (CCSB, 2021)

Certaines communes ont recours à plusieurs services pour alimenter en eau potable le territoire, selon si la structure est compétente pour la production, le transport ou la distribution.

La production recouvre :

- La protection de la ressource, par l'établissement des périmètres de protection ;
- Le prélèvement de l'eau brute dans le milieu naturel ;
- La potabilisation de l'eau dans des unités de traitement, et l'acheminement par des canalisations de gros diamètres ;
- Le stockage dans des châteaux d'eau, réservoirs en tête des réseaux de distribution et transport.

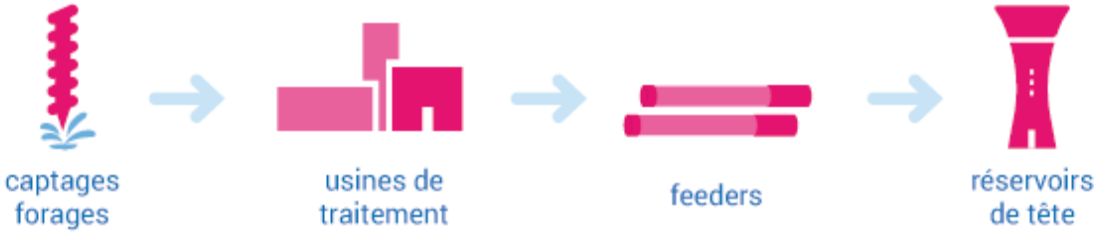


Figure 30 : Production d'eau potable (source : Eau du Morbihan)

Le transport s'effectue par des canalisations de gros diamètres ou des « autoroutes de l'eau » permettant d'acheminer de l'eau potable, après traitement, d'un point de production vers un lieu de consommation.

La distribution recouvre l'acheminement de l'eau produite par les unités locales de production ou acheminée par les réseaux d'interconnexions de transport jusqu'au branchement de chaque abonné, par un « chevelu » de réseau.



Figure 31 : Distribution d'eau potable (source : Eau du Morbihan)

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

➢ GESTION DU SERVICE

L'eau potable est gérée par 5 syndicats à vocation uniques et 57 communes en régie :

- SI d'alimentation en eau potable de Nibles Châteaufort (2 communes adhérentes) ;
- Syndicat intercommunal à vocation unique de Jubeo (2 communes adhérentes) ;
- Syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable de Chabestan-La Bâtie-Montsaléon (une commune adhérente) ;
- Syndicat intercommunal de Salignac-Entrepierres (une commune adhérente), dit Syndicat de La Pinole. Il a la particularité de gérer la production et le transport pour les communes d'Entrepierres et Salignac, et seulement la production pour Authon, Saint-Geniez, Valernes et Sisteron (un quartier) ;
- Syndicat intercommunal d'eau potable et d'assainissement Garde-Colombe–Saléon (SIEPA) (2 communes adhérentes).

Tous sont compétents pour la production, le transfert et la distribution de l'eau potable, exceptés :

- Le Syndicat de La Bâtie-Montsaléon, qui n'assure pas la distribution, assurée en régie par la commune ;
- La commune de Saléon, où la production et le transfert sont assurés par le Syndicat intercommunal d'eau potable et d'assainissement Garde-Colombe–Saléon.

Certaines communes sont concernées par plusieurs gestionnaires (voir annexe 1.15.2).

Cette organisation majoritairement communale entraine des conséquences sur les investissements réalisés sur les réseaux, du fait des moyens assez limités. Les taux de renouvellement des réseaux, la qualité et le nombre des équipements de comptage et des équipements de traitement ou d'épuration ne sont pas au niveau des exigences attendues par le législateur.

➢ PRODUCTION D'EAU POTABLE

Le diagnostic du PCAET fait le constat que les communes du territoire sont alimentées par ces sources plus vulnérables aux risques de sécheresse ou de contamination. Dans le bassin du Sasse, les communes sont confrontées à deux problèmes : une raréfaction de la ressource en fin de période d'étiage qui nécessite d'améliorer l'efficacité des captages ou la recherche de nouvelles sources et un problème ponctuel de qualité.

Les prélèvements destinés à l'eau potable sont relativement élevés, mais proches de ceux observés à l'échelle des Hautes-Alpes.

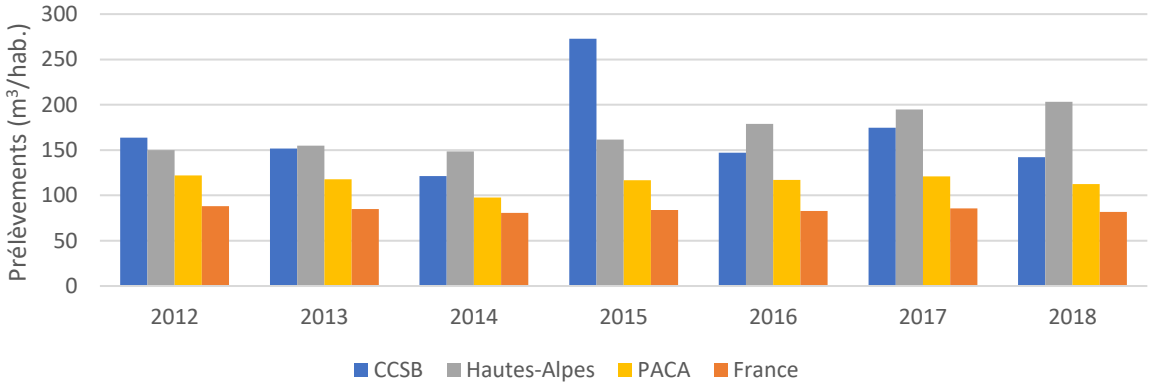


Figure 32 : Comparaison des prélèvements destinés à l'AEP (source : BNPE, INSEE)

155 ouvrages de prélèvement gérés par les collectivités compétentes sont recensés par la base SISPEA.

La majorité des communes ont un arrêté préfectoral complètement mis en œuvre ; en revanche 10 communes n'ont pas de DUP concernant leurs ressources et parmi celles disposant d'une DUP, 16 n'atteignent pas l'indice d'avancement de 80 % et seule une commune atteint 100 %[3].

[3] 0 % Aucune action ; 20 % Études environnementale et hydrogéologique en cours ; 40 % Avis de l'hydrogéologue rendu ; 50 % Dossier déposé en Préfecture ; 60 % Arrêté préfectoral ; 80 % Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (terrains acquis, servitudes mises en place, travaux terminés) ; 100 % Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (comme ci-dessus), et mise en place d'une procédure de suivi de l'application de l'arrêté.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

La qualité bactériologique est conforme en moyenne à 95 %, mais une dizaine de communes ont des taux entre 60 et 80 %. La détérioration de la qualité est souvent constatée à la suite de périodes de fortes pluies répétées ou lors de diminution de la ressource en période estivale.

➢ ÉVOLUTIONS

SOURCES : CONTRAT ZRR

Des épisodes de sécheresse récents et successifs liés au changement climatique ont créé des tensions sur l'approvisionnement en eau potable de certaines communes (quantité disponible réduite ou qualité dégradée) et ont réduit de façon importante le débit d'étiage, rendant le milieu récepteur encore plus sensible aux déversements d'effluents mal traités par certaines stations d'épuration, ou parfois non traités lorsque les communes ne disposent pas de station en bout de réseau de collecte. Ce phénomène est encore accentué par les prélèvements d'eau destinés à l'irrigation.

1.5.3.2 LES PRELEVEMENTS AGRICOLES

L'irrigation est le premier poste de prélèvements sur le territoire de la CCSB. Rapportés au nombre d'habitants, ils sont près de deux fois supérieurs aux prélèvements du département des Hautes-Alpes, et environ 7 fois supérieurs à ceux de la région PACA, cela est dû à la faible densité d'habitants de la CCSB.

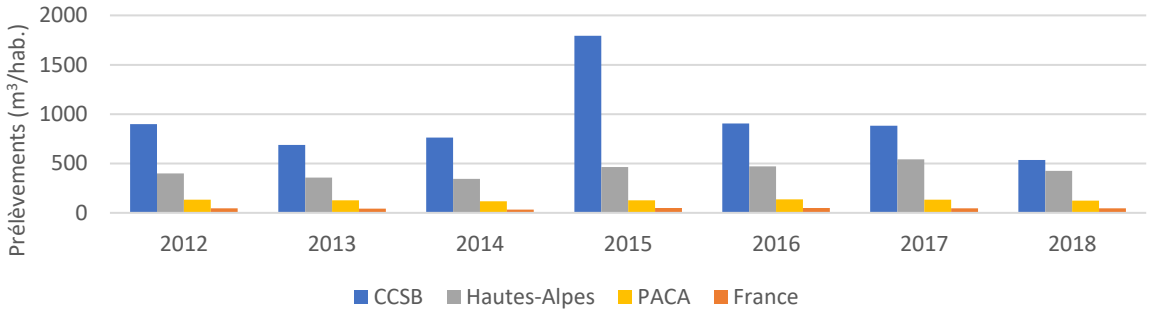


Figure 33 : Comparaison des prélèvements agricoles (source : BNPE, INSEE)

En revanche, lorsque l'on rapporte les prélèvements à la surface de SAU, les prélèvements agricoles sont très inférieurs à la moyenne régionale, et équivalents à ceux des Hautes-Alpes.

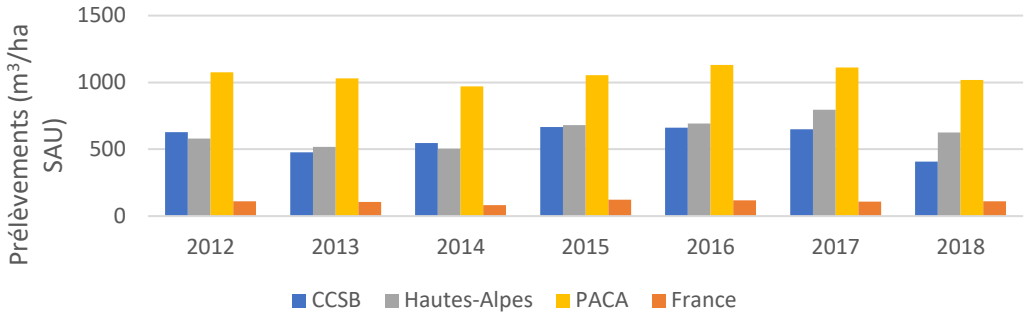


Figure 34 : Comparaison des prélèvements agricoles en fonction de la SAU (source : BNPE, RGA 2010)

1.5.3.3 LES PRELEVEMENTS ET EMISSIONS POLLUANTES INDUSTRIELLES

Les prélèvements industriels sont relativement faibles sur le territoire. Un seul gros consommateur est recensé par l'IREP[4] (SANOFI chimie, à Sisteron), avec plus de 200 000 m³ prélevés dans les eaux de surface et 55 000 m³ prélevés dans le réseau de distribution en 2020.

[4] Le Registre des émissions polluantes (IREP) met à la disposition du public un grand nombre d'informations, notamment des données sur les rejets et les transferts de polluants déclarés par certains établissements ainsi que de l'information sur la localisation des différents déclarants. Ainsi, les petites installations ne sont pas tenues de produire de déclaration ni les installations dans certains secteurs d'activité.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

L'abattoir municipal de Sisteron est le seul établissement à déclarer des émissions polluantes aquatiques (demande biologique en oxygène [DBO5] : 269 000 kg/an, demande chimique en oxygène [DCO] : 671 000 kg/an, matières en suspension [MES] : 321 000 kg/an).

1.5.3.4 LE TRAITEMENT DES EAUX USEES

➢ L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

SOURCES : SISPEA (DONNEES 2020), PORTAIL MINISTERIEL DE L'ASSAINISSEMENT, RPQS DU SPANC POUR L'ANNEE 2020

- *Gestion du service*

52 communes sont desservies pour tout ou partie par l'assainissement collectif. Le service d'assainissement collectif est géré en régie par les communes et le Syndicat intercommunal d'eau potable et d'assainissement (SIEPA) Garde-Colombe–Saléon. Toutes les collectivités sont compétentes pour la collecte, le transport et la dépollution, hormis les communes de Laborel et Le Caire (pas de dépollution), et Lazer (collecte seule).

- *Installations et réseau*

Au total, environ 300 km de réseau desservent le territoire. Il est à noter que 6 communes disposent d'un réseau sans avoir de STEP et 2 communes n'ont pas de réseau de collecte au sein de leur cœur de village.

43 stations d'épuration sont en activité en 2022, pour un total de 44 000 EH[5] environ, et une population de 25 000 habitants. Le diagnostic du contrat ZRR compte environ 12 700 abonnés. Pour autant, en 2022, la charge maximale reçue atteint environ 67 000 EH, soit un dépassement de près de 49 %. Ce dépassement est dû surtout à la STEP de la ZAC du Val de Durance à Sisteron (13 000 EH de capacité, dépassée depuis 2014), qui a reçu une charge de près de 48 000 EH. La station de Laragne a également reçu une charge supérieure à sa capacité (+1 163 EH) comme en 2016 et 2017. **Cette situation pose la question du bon dimensionnement des STEP aux besoins locaux.**

Chaque année, les services de l'État calculent la conformité performances des stations de traitement des eaux usées. Les performances doivent être conformes aux exigences de la Directive eaux résiduaires urbaines (ERU) pour que les ouvrages soient déclarés comme conformes. Les stations de traitement des eaux usées déclarées non conformes en performance en 2022, mais déclarées conformes en équipement peuvent signifier que :

- La station de traitement des eaux usées a été mise en conformité équipement en cours d'année 2023 et que les analyses effectuées avant cette date n'étaient pas satisfaisantes ;
- Il y a eu en 2023 un problème de dysfonctionnement exceptionnel qui ne se reproduira pas et qui ne remet pas en cause la conformité de l'équipement. L'exploitant et la collectivité doivent faire plus attention au fonctionnement de leurs ouvrages ;
- S'agissant d'un premier dysfonctionnement, la station de traitement pourrait devenir à court terme non conforme en équipement. Des mesures de mise en conformité des ouvrages s'imposent à la collectivité.

Parmi les causes de non-conformités, on relève notamment de mauvaises performances (4 STEP) et la non-transmission de l'autosurveillance (13 STEP). Le détail par STEP est présenté en annexe.

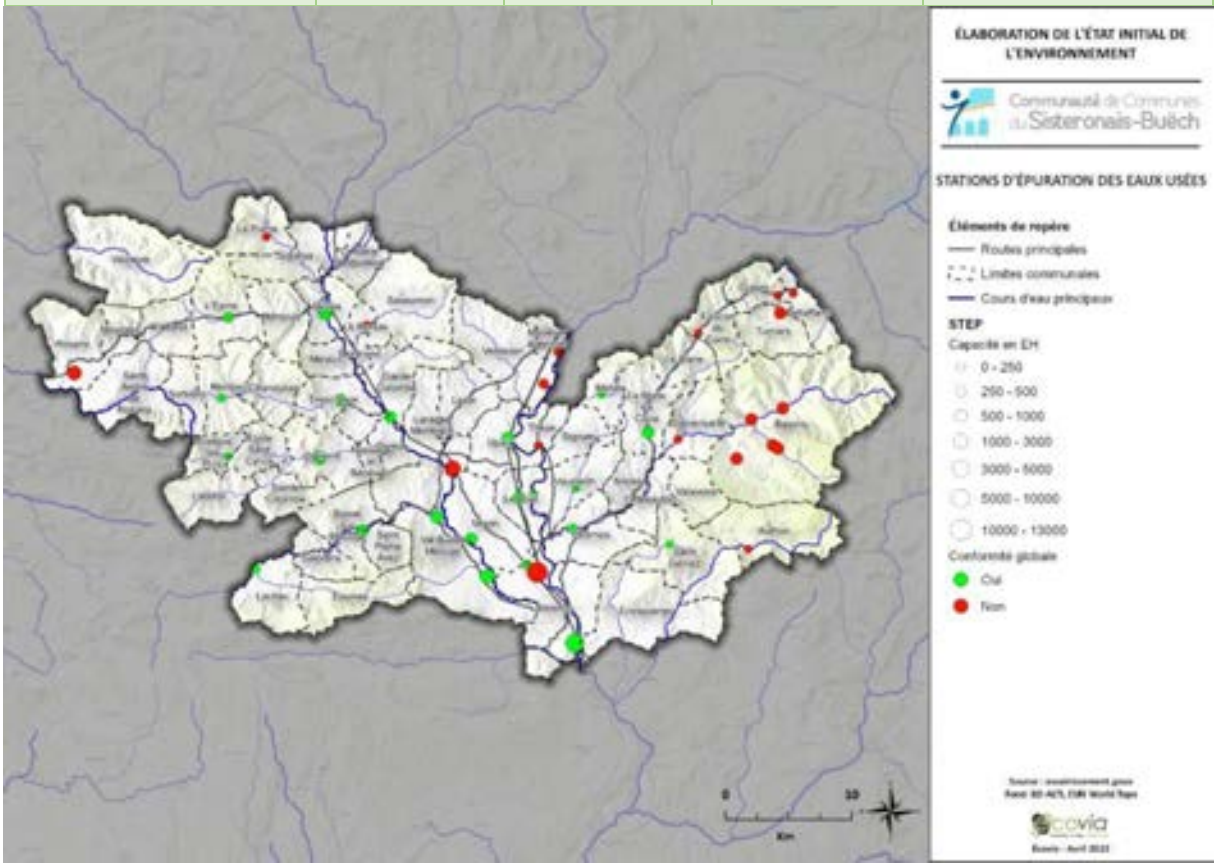
Tableau 19 : Bilan des conformités des stations d'épuration (source : portail de l'assainissement, 2022)

	Conformité globale	Conformité de la performance	Conformité des équipements	Conformité Directive ERU équipement au 31/12/2022
Nombre d'installations non conformes	20	19	5	4
Nombre d'installations conformes	23	24	38	39

[5] EH ou équivalent habitant : unité de mesure de la capacité d'une filière d'épuration, basée sur le rejet journalier moyen théorique d'un habitant. En France, un équivalent-habitant correspond à 60 g de la demande biologique en oxygène (DBO), 135 g de la demande chimique en oxygène (DCO), 15 g d'azote total Kjeldahl (NTK) et 4 g de phosphore total dans une quantité quotidienne moyenne de 120 L d'eaux usées.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

	Conformité globale	Conformité de la performance	Conformité des équipements	Conformité Directive ERU équipement au 31/12/2022
Part des installations conformes	53 %	56 %	88 %	91 %



➢ L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

En 2020, la CCSB a la charge de l'assainissement non collectif sur le territoire. Au total, 3 159 installations (6 950 habitants estimés) sont desservies par le SPANC.

En 2020, 72 installations ont été contrôlées, dont 42 % conformes. À titre de comparaison, la moyenne métropolitaine est de 58,8 % en 2019.

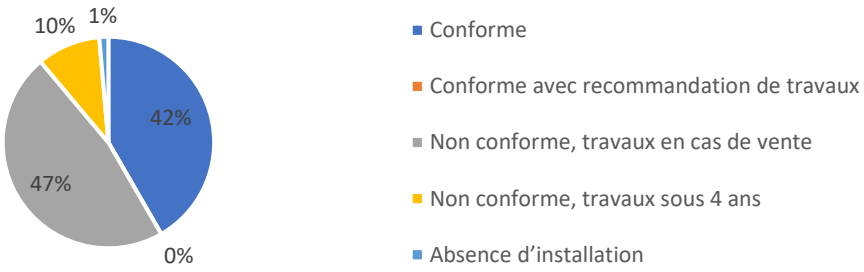


Figure 35 : Répartition de la conformité des installations contrôlées en 2020 (source : CCSB)

Depuis la création du service, 2 734 installations ont été contrôlées, dont 1 132 conformes (41 %). Ce taux varie selon les communes (de 0 % à Villebois ou 11 % à Monêtier à 100 % à Nibles).

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

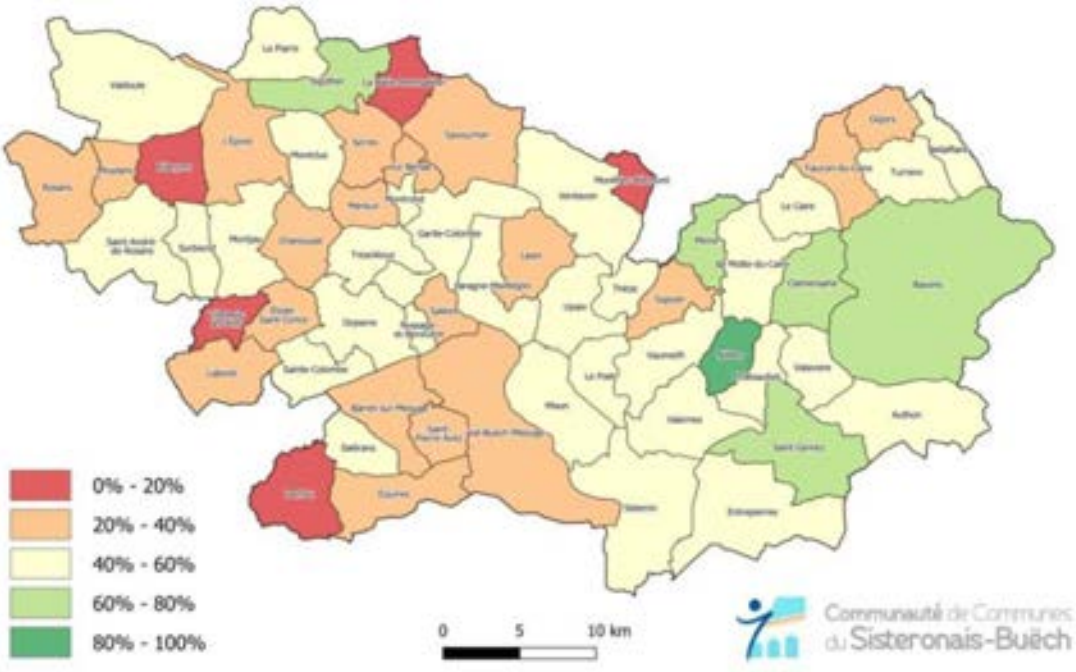


Figure 36 : Taux de conformité des installations d'assainissement non collectif (source : CCSB)

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

1.5.4 L'analyse du diagnostic des ressources en eau

Le diagnostic de la situation actuelle est traduit dans les champs atouts et faiblesses (colonne de gauche) tandis que les opportunités ou menaces (colonnes de droite) sont autant de facteurs d'évolution.

Situation actuelle		Perspectives d'évolution	
+	Des masses d'eau superficielles globalement en bon état écologique (29 sur 40 cours d'eau) Toutes sont en bon état chimique…	?	L'état écologique s'est globalement amélioré depuis 2013. Cinq cours d'eau ont vu leur état écologique se dégrader, l'état chimique s'est dégradé sur une portion de la Durance entre 2013 et 2019. La révision du SDAGE redéfinit la stratégie pour atteindre un bon état des masses d'eau en 2027. La mise en œuvre du SAGE Durance et des PGRE pourra permettre d'améliorer la gestion de la ressource. Certains PGRE prévoient la création de retenues collinaires, qui favorisent l'évaporation, accentuant les sécheresses en aval. Deux masses d'eau sont exposées à un risque de non-atteinte du bon état en 2021 et 2027 du fait des pesticides (nappe des conglomérats du plateau de Valensole et celle des alluvions de la moyenne Durance). Le changement climatique pourrait engendrer des hausses de température de l'eau et des sécheresses, rendant les masses d'eau plus fragiles face aux pollutions (du fait d'une baisse de la capacité de dilution) et aux prélèvements.
-	… sauf la Durance du torrent de Saint-Pierre au Buëch.	?	
-	Un impact de l'agriculture relativement élevé	?	
+	Neuf masses d'eau souterraine en bon état quantitatif et chimique…	?	Les états des masses d'eau souterraine n'ont pas évolué depuis l'état des lieux 2013. Une masse d'eau souterraine est exposée à un risque de non-atteinte du bon état en 2021, et une en 2021 et 2027.
-	Une nappe en état chimique médiocre — les conglomérats du plateau de Valensole — du fait d'une pollution pesticide.	?	
-	Des zones de répartition des eaux sur les sous-bassins du Buëch, de la Méouge, la Durance, l'Eygues-Aigues, le Sasse et le Jabron, couvrant la majorité des communes	?	La mise en œuvre du SAGE Durance et des PGRE pourra permettre d'améliorer la gestion quantitative de la ressource. Certains PGRE prévoient la création de retenues collinaires, qui favorisent l'évaporation et limitent la recharge des nappes, accentuant les sécheresses en aval. Le changement climatique pourrait induire une diminution de la ressource en eau, et de fait créer des conflits d'usage (agriculture, tourisme, AEP, etc.)
-	Des prélèvements dominés par l'agriculture (73 %) devant l'eau potable (19 %)	?	
-	Des communes alimentées par des sources plus vulnérables aux risques de sécheresse ou de contamination	?	
+	Une capacité globale des installations collectives d'assainissement largement suffisante à l'échelle du territoire…	?	Le contrat ZRR prévoit de nombreux travaux (mises à niveau et rénovation, création de STEP et de réseaux, etc.), et des schémas directeurs sont en cours (à Sisteron notamment), ce qui devrait permettre d'améliorer la connaissance et le fonctionnement du petit cycle de l'eau. L'entretien et la modernisation des STEU sont assurés d'année en année pour répondre aux contraintes réglementaires.
-	… mais de forts dépassements sur les STEU de Laragne et du Val de Durance depuis plusieurs années	?	
+	91 % des STEU conformes en équipement…	?	
+	L'assainissement non collectif couvre environ un quart de la population, avec une forte variabilité	?	Les installations individuelles vieillissent et sont moins bien entretenues que les unités collectives. Les contrôles menés par le SPANC visent à améliorer la conformité des installations individuelles.
-	41 % de conformité des installations d'assainissement non collectif	?	

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

1.6 Risques naturels et technologiques

1.6.1 Généralités

1.6.1.1 DEFINITION DES RISQUES MAJEURS

Un risque majeur est la possibilité qu'un évènement d'origine naturelle ou lié à une activité humaine se produise, engendrant des effets pouvant mettre en jeu un grand nombre de personnes, occasionnant des dommages importants et dépassant les capacités de réaction de la société. Il est caractérisé par sa faible fréquence et sa forte gravité.

Un risque majeur est la corrélation :

- D'un aléa : il s'agit de l'évènement dangereux caractérisé par sa probabilité (occurrence) et son intensité ;
- Et d'enjeux : il s'agit des biens et des personnes susceptibles d'être touchés ou perdus. Les enjeux sont caractérisés par leur valeur et leur vulnérabilité.



Figure 37 : Schéma explicatif définissant un risque majeur

Il existe deux grandes catégories de risques majeurs :

- Les risques naturels : inondations, mouvements de terrain, séismes, éruptions de volcans, avalanches, feux de forêt, cyclones et tempêtes ;
- Les risques technologiques : risque nucléaire, risque industriel, risque de transport de matières dangereuses et risque de rupture de barrage.
- Sur le territoire, les risques les plus importants et faisant l'objet de plans particuliers concernent :
- Pour les risques naturels, les inondations, les mouvements de terrain, le radon et les séismes, et très ponctuellement les risques d'avalanche ;
- Pour les risques technologiques, le risque industriel, le transport de matières dangereuses et les ruptures de barrage.

1.6.1.2 RAPPELS REGLEMENTAIRES

➢ AU NIVEAU EUROPEEN

Directive européenne Inondation du 23 octobre 2007 : la directive européenne relative à l'évaluation et la gestion des risques d'inondation impose notamment la production de plans de gestion des risques d'inondations sur des bassins versants sélectionnés au regard de l'importance des enjeux exposés.

➢ AU NIVEAU NATIONAL

La problématique des risques se retrouve à différents niveaux, de la connaissance de l'aléa à la mise en œuvre de politiques publiques de gestion des risques.

- La loi nº 82-600 du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles a pour but l'indemnisation des biens assurés à la suite d'une catastrophe naturelle par un mécanisme faisant appel à la solidarité nationale.
- La loi du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs a donné une base légale à la planification des secours en France.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

- La Loi sur l'eau du 3 janvier 1992 : rappelle le principe du libre écoulement des eaux et de la préservation du champ d'expansion des crues.
- La Loi Barnier du 2 février 1995 : instaure le plan de prévention des risques (PPR).
- La loi du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages renforce les dispositions de concertation et d'information du public, de maîtrise de l'urbanisation, de prévention des risques à la source et d'indemnisation des victimes.
- La loi du 13 août 2004 relative à la sécurité civile rend obligatoires les plans de secours communaux dans les communes dotées d'un PPR.
- La loi du 12 juillet 2010 d'engagement national pour l'environnement :
  - Décret du 2 mars 2011 relatif à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondation ;
  - Circulaire du 12 mai 2011 relative à la labellisation et au suivi des projets PAPI 2011 et opérations de restauration des endiguements PSR.
  - La circulaire du 16 juillet 2012 relative à la mise en œuvre de la phase cartographie de la directive européenne relative à l'évaluation et à la gestion du risque inondation.
- Le décret inondation n° 2019-715 du 5 juillet 2019 ;
- Les lois de décentralisation n° 2014-58 du 27 janvier 2014 et n° 2015-991 du 7 août 2015 : depuis le 1er janvier 2018, la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI) est une compétence confiée aux intercommunalités (métropoles, communautés urbaines, communautés d'agglomération, communautés de communes).

➢ AU NIVEAU TERRITORIAL

▪ *Les documents-cadres*

- Le SRADDET pose l'objectif 10 : améliorer la résilience du territoire face aux risques […] tandis que le SDAGE et le PGRI de Rhône-Méditerranée se concentrent sur les risques d'inondation.
- Le SDAGE Rhône Méditerranée 2022-2027 :
- OF 1 Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité
- OF 8 Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques
- Le PGRI Rhône-Méditerranée 2022-2027 (rappel des objectifs complémentaires à ceux du SDAGE et pouvant concerner le SCoT) :
- Mieux prendre en compte le risque dans l'aménagement et maîtriser le cout des dommages liés à l'inondation
- Améliorer la résilience des territoires exposés.

▪ *Le Dossier départemental des risques majeurs (DDRM).*

Conformément à l'article R.125-11 du Code de l'environnement, les départements des Hautes-Alpes, des Alpes-de-Haute-Provence et de la Drôme sont dotés d'un Dossier départemental des risques majeurs (DDRM).

Par ailleurs, il existe un porter à connaissance d'aléa incendie de forêt réalisé en 2020 sur le département des Alpes-de-Haute-Provence.

1.6.2 Les risques naturels

1.6.2.1 EXPOSITION DU TERRITOIRE A L'ENSEMBLE DES RISQUES NATURELS

La base de données Géorisques recense différents risques sur le territoire :

- Avalanche ;
- Feu de forêt ;
- Inondation (inondations torrentielles, remontée de nappe, crues de plaine, ruissellement) ;
- Mouvement de terrain (affaissements et effondrements liés aux cavités souterraines [hors mines], éboulement, chutes de pierres et de blocs, glissement de terrain, tassements différentiels) ;
- Mouvements de terrain miniers ;
- Risque industriel ;
- Rupture de barrage ;

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

- Séisme zone de sismicité (2, 3 et 4) ;
- Transport de marchandises dangereuses.

Toutes les communes sont touchées par au moins un risque. Avec 86 % des communes concernées par plus de 4 risques, le territoire est fortement exposé. Authon et Bayons sont exposées à 5 risques. Le détail est présenté en annexe.

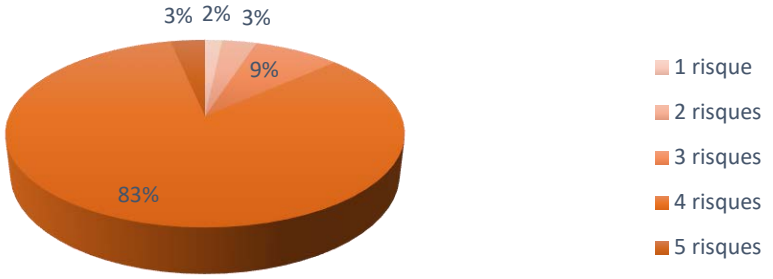
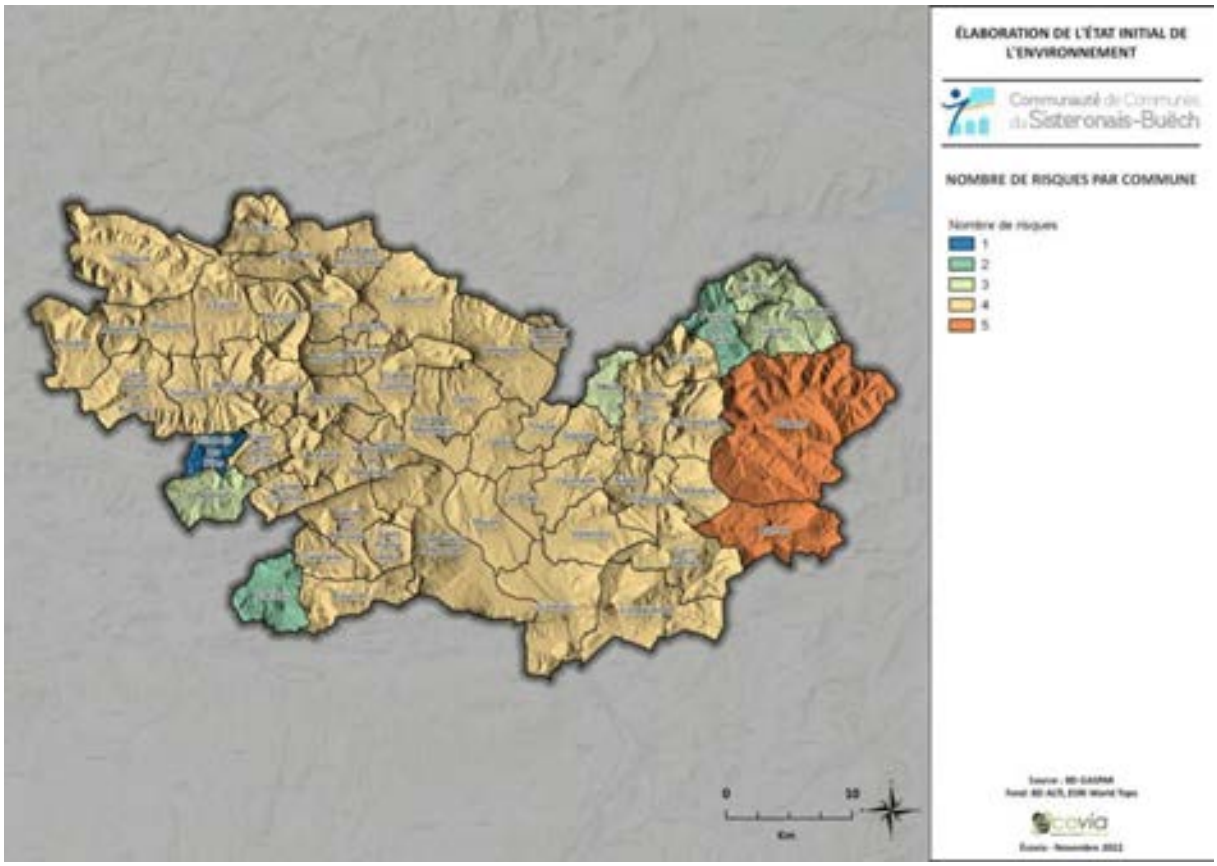


Figure 38 : Répartition des communes selon leur exposition aux risques (source : Géorisques)



121 arrêtés de catastrophe naturelle ont été pris sur le territoire entre 1982 et 2020, concernant 43 communes. Plus de la moitié concerne **les inondations et coulées de boue**. La commune la plus touchée est Sisteron (10 arrêtés), suivie d'Entrepierres (9 arrêtés).

Tableau 20 : Libellé des risques ayant conduit à une catastrophe naturelle (source : Géorisques)

Libellé du risque	Nombre de communes concernées	Nombre d'arrêtés
Éboulements rocheux	1	1
Glissement de terrain	21	24
Inondations et coulées de boue	39	66

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Libellé du risque	Nombre de communes concernées	Nombre d'arrêtés
Inondations, coulées de boue et glissements de terrain	2	3
Mouvements de terrain	3	3
Mouvements de terrain consécutifs à la sécheresse	1	1
Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols	10	20
Tempête	3	3
Total général	**44**	**122**

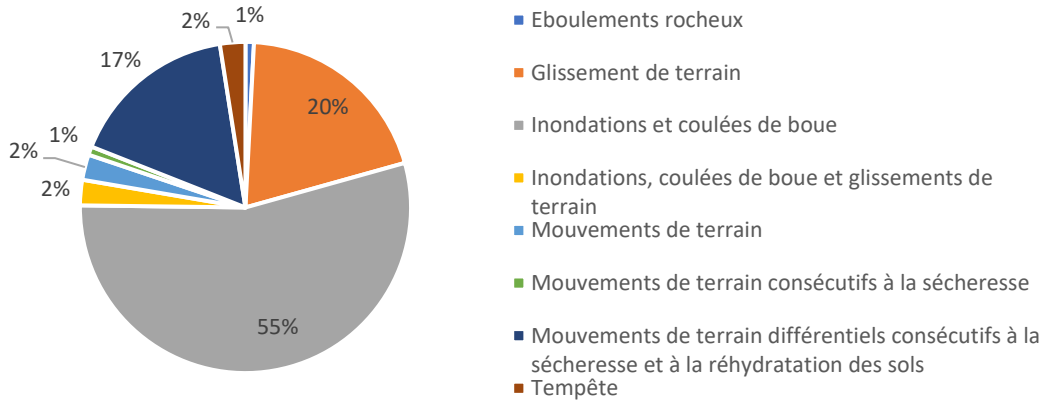
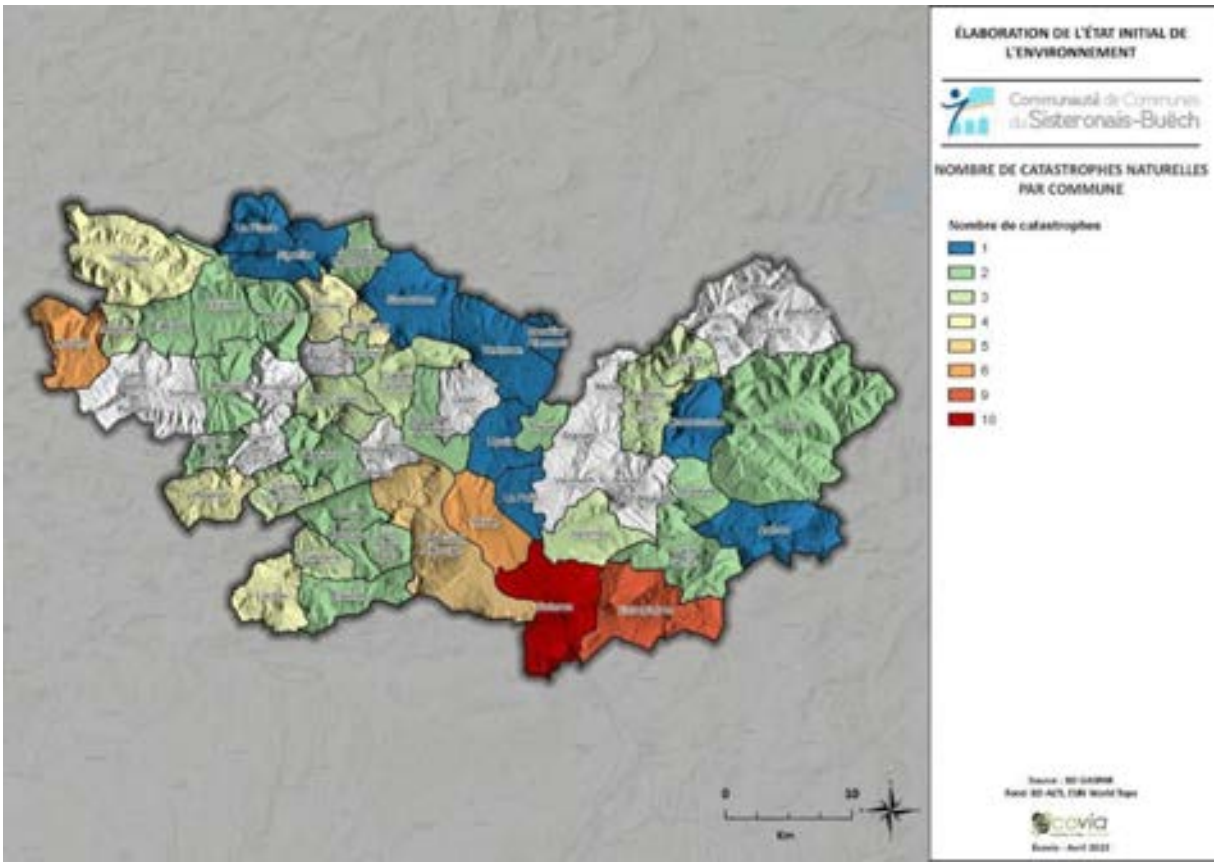


Figure 39 : Répartition du nombre d'arrêtés par type de risques (source : Géorisques)



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

1.6.2.2 LA GESTION DU RISQUE SUR LE TERRITOIRE

➢ LE DOCUMENT D'INFORMATION COMMUNAL SUR LES RISQUES MAJEURS (DICRIM)

Ce document a pour but d'informer la population sur les risques existants et les moyens de s'en protéger.

D'après la base de données Gaspar, 23 communes sont dotées d'un DICRIM : Authon, Barret-sur-Méouge, Bellaffaire, Entrepierres, Étoile-Saint-Cyrice, Garde-Colombe, Lazer, Mison, Monêtier-Allemont, Montclus, Moydans, Nibles, Orpierre, Ribeyret, Saint-Geniez, Sigottier, Sisteron, Thèze, Trescléoux, Val Buëch-Méouge, Valernes, Vaumeilh et Ventavon.

➢ LE PLAN COMMUNAL DE SAUVEGARDE (PCS)

Ce document planifie les actions des acteurs communaux de la gestion du risque en cas d'évènements majeurs naturels, technologiques ou sanitaires. Il a pour objectif l'information préventive et la protection de la population.

D'après la base Gaspar, 20 communes sont dotées d'un PCS : Authon, Bayons, Bellaffaire, Entrepierres, Faucon-du-Caire, La Motte-du-Caire, Laragne-Montéglin, Le Caire, Melve, Monêtier-Allemont, Nibles, Serres, Sigoyer, Sisteron, Thèze, Turriers, Val Buëch-Méouge, Valavoire, Vaumeilh et Ventavon. La commune de Valernes n'a, d'après le DDRM 04, pas réalisé de PCS bien qu'elle y soit obligée.

Un porter-à-Connaissance d'aléa multirisque naturel a été réalisé pour les communes de Mison et la Motte du Caire en 2019 par la DDT.

➢ LES PLANS DE PREVENTION DES RISQUES

Les plans de prévention des risques (PPR) sont des instruments essentiels de l'État français en matière de prévention des risques. Ils règlementent l'occupation du sol des zones exposées à un risque particulier à l'échelle communale. Ils font également l'objet de mesures de prescriptions, parfois de recommandations. Les plans de prévention des risques sont décidés par le préfet et réalisés par les services déconcentrés de l'État. Lorsqu'ils sont approuvés, ils valent servitude d'utilité publique et sont annexés au plan local d'urbanisme (PLU) qui doit s'y conformer. L'aménagement des communes est ainsi directement influencé par ces plans. Par exemple, aucun permis de construire ne sera délivré sur une zone présentant des risques très forts, ou seulement sous certaines contraintes.

- Les plans de prévention des risques naturels (PPRN) traitent des risques naturels : PPR inondation, mouvement de terrain, littoraux, feu de forêt, etc.
- Les plans de prévention des risques technologiques (PPRT) traitent des risques de rupture de barrage, transport de matières dangereuses, etc.
- Pour les risques miniers, on distingue les plans de prévention des risques miniers, régis par le Code minier, ne dépendant ni de la catégorie des risques naturels ni des risques technologiques.

La base Gaspar recense six PPRN sur le territoire de la CCSB, six communes sont concernées. Il existe également **un PPRT** concernant l'entreprise Sanofi à Sisteron (approuvé le 28/12/2011). Il couvre les risques d'effets thermiques, toxiques et de surpression.

Tableau 21 : PPRN concernant la CCSB (source : Géorisques)

Libellé	Date d'approbation	Risques	Communes
PPR – Entrepierres	**01/03/2013**	Tassements différentiels	Entrepierres
PPR de Laragne	**23/08/2007**	Glissement de terrain, ravinement, inondation, crue torrentielle	Laragne-Montéglin
PPR MP Garde-Colombe 2018	**Prescrit le 13/04/2018**	Avalanche Éboulement ou chutes de pierres et de blocs Glissement de terrain Inondation Mouvement de terrain Par lave torrentielle (torrent et talweg)	Garde-Colombe

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Libellé	Date d'approbation	Risques	Communes
		Par une crue torrentielle ou à montée rapide de cours d'eau	
PPR Serres	**25/11/2010**	Éboulement, chute de blocs, glissement de terrain, ravinement, inondation, crue torrentielle	Serres
PPR Sisteron	**27/06/2014**	Inondation Mouvement de terrain Séisme	Sisteron
PSS – Inondation Durance	**01/04/1961**	Inondation	Entrepierres Sisteron Valernes Vaumeilh

Par ailleurs, la préfecture des Hautes-Alpes a établi une notice qui indique les nouvelles règles de prises en compte des risques naturels dans les demandes d'autorisation d'urbanisme pour les secteurs non couverts par un zonage réglementaire d'un PPRN approuvé.

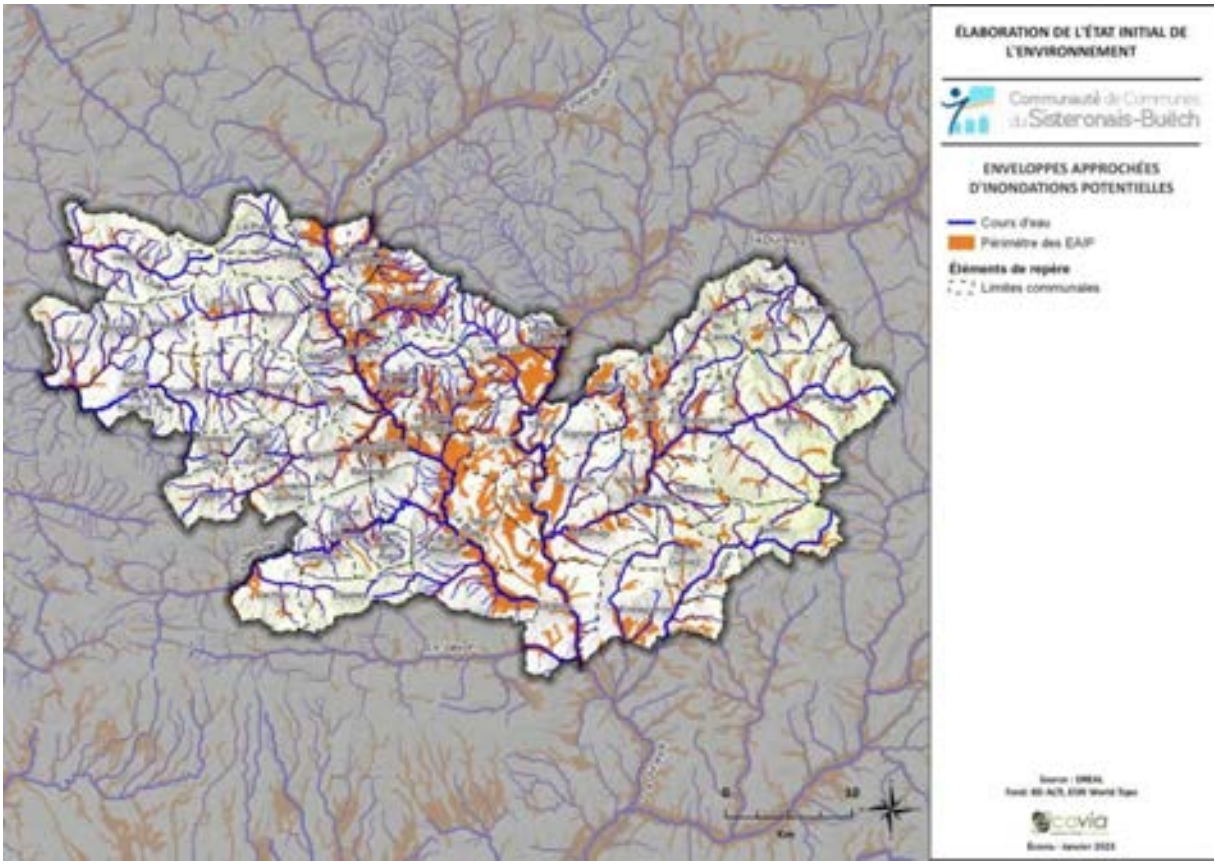
1.6.2.3 ZOOM SUR LA GESTION DES RISQUES INONDATION

- **LES OUTILS DE CONNAISSANCE**
  - *L'enveloppe approchée des inondations potentielles (EAIP)*

SOURCES : AGENCE DE L'EAU, DREAL PACA ET AURA

Pour dresser un diagnostic de l'exposition au risque d'inondation sur l'ensemble du territoire français, les services de l'État ont cartographié l'enveloppe approchée des inondations potentielles (EAIP) par débordements de cours d'eau et ruissellements ainsi que par submersions marines. Ces cartes ont été élaborées à partir des connaissances existantes sur l'emprise des inondations, complétées par une analyse de la topographie des territoires.

L'EAIP concerne toutes les communes de la CCSB.



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

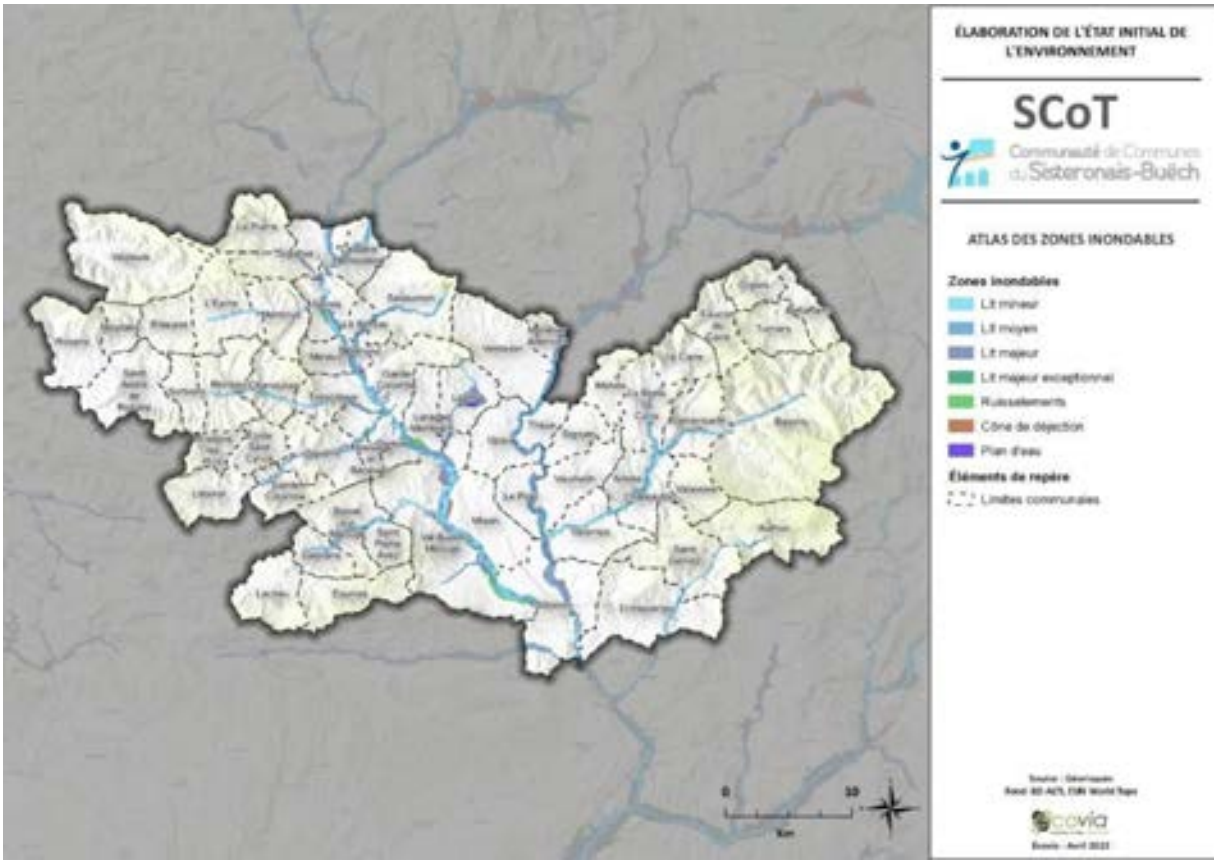
- *Les atlas des zones inondables (AZI)*

SOURCE : GEORISQUES, DREAL AURA ET PACA

L'atlas des zones inondables est un outil de connaissance des aléas inondation, et rassemble l'information existante et disponible à un moment donné. Il a pour objet de cartographier l'enveloppe des zones submergées lors d'inondations historiques. Les espaces ainsi identifiés sont potentiellement inondables, en l'état naturel du cours d'eau, avec des intensités plus ou moins importantes suivant le type de zone décrite.

Trois AZI sont comptabilisés et couvrent 4 % de la surface de la CCSB :

- AZI Moyenne Durance (Entrepierres et Sisteron) ;
- AZI Haute Durance (22 communes : Mison, La Motte-du-Caire, Sigoyer, Sisteron, Thèze, Valernes, Vaumeilh, La Bâtie-Montsaléon, Le Bersac, Garde-Colombe, Laragne-Montéglin, Méreuil, Monêtier-Allemont, Montrond, Le Poët, Val Buëch-Méouge, Saléon, Serres, Sigottier, Trescléoux, Upaix et Ventavon) ;
- AZI de la Méouge à Lachau.

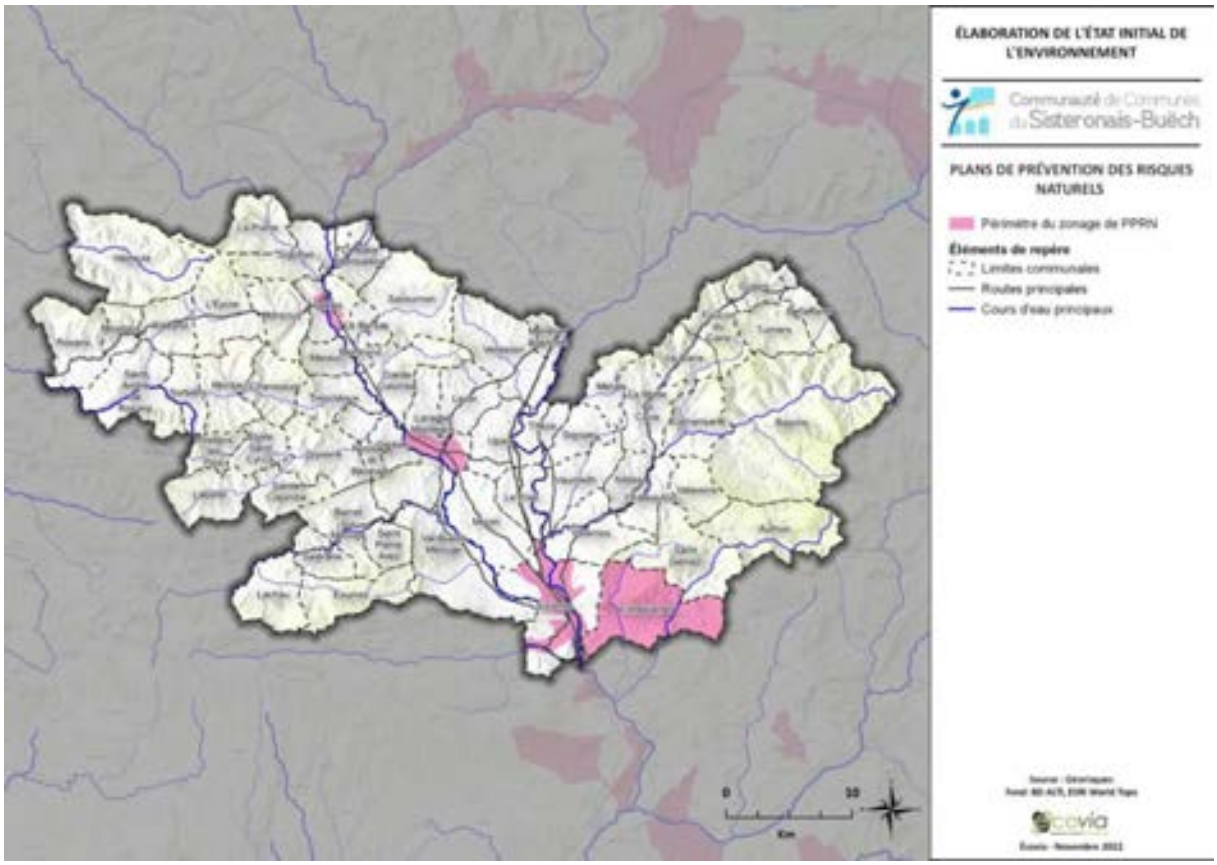


- LES PLANS DE PREVENTION DES RISQUES D'INONDATION (PPRI)

SOURCES : BASE GASPAR (VERSION 2021), PPR

Comme déjà indiqué, **quatre PPRi** couvrent les communes de Laragne-Montéglin, Garde-Colombe, Serres et Sisteron ; celui de Garde-Colombe prescrit en 2018 n'est pas approuvé à ce jour et n'est donc pas encore cartographié.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



- LES OUTILS DE GESTION

  - *Les programmes d'actions de prévention des inondations (PAPI)*

SOURCES : OBSERVATOIRE NATIONAL DES RISQUES NATURELS (MISE A JOUR 12/2015), SITE INTERNET DU SMIGIBA

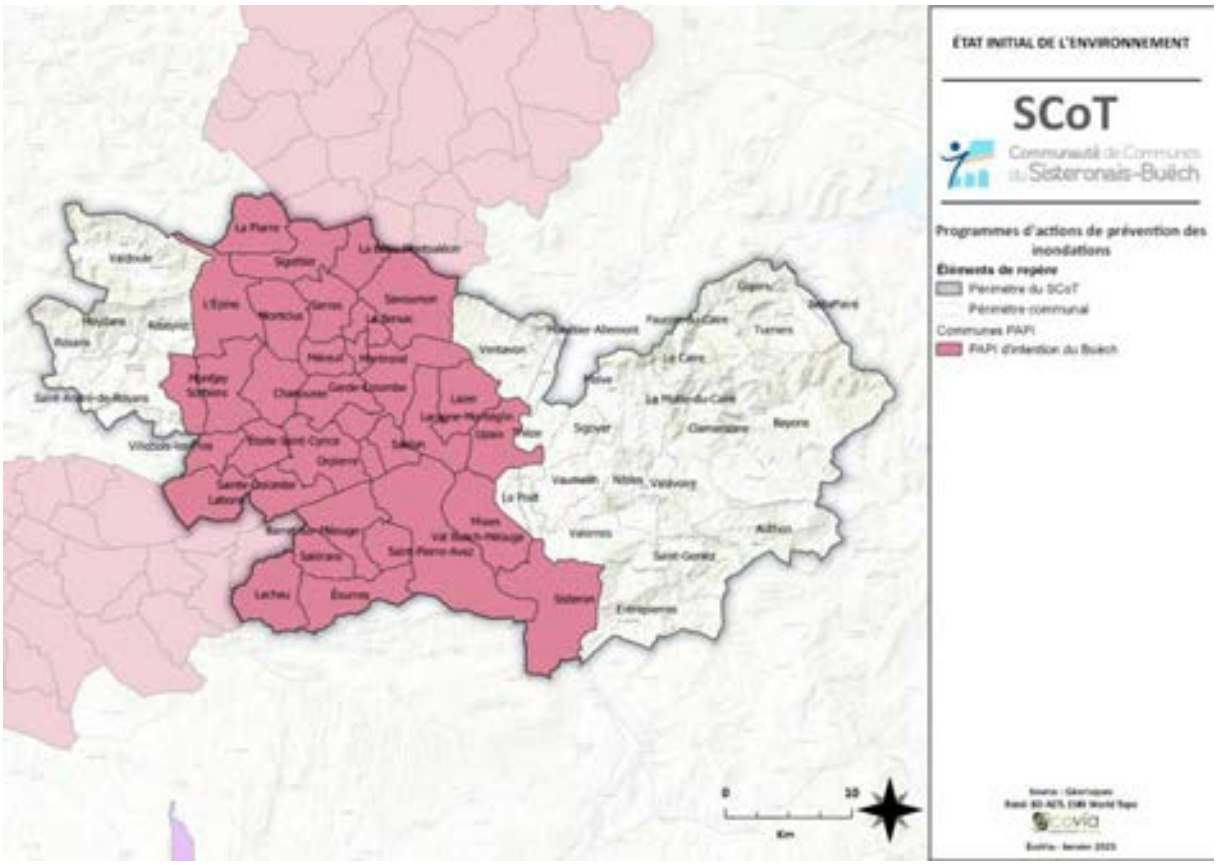
Les programmes d'actions de prévention des inondations (PAPI) sont portés par les collectivités territoriales ou leurs groupements, à l'échelle de bassins de risque. Ils mobilisent l'ensemble des axes de la gestion des risques d'inondation. En tant que mode de déclinaison opérationnelle des stratégies locales de gestion des risques d'inondation (SLGRI), ils participent pleinement à la mise en œuvre de la Directive inondation. La mise en œuvre d'un PAPI se fait en deux étapes :

- Dans un premier temps, l'élaboration d'un PAPI dit « d'intention » qui a pour objectif de préparer le futur PAPI complet. Ce premier volet du PAPI permet de mobiliser, organiser et coordonner les différents acteurs. Il permet également de mener des actions d'information préventive, de prévention, de communication et d'études.
- Viens ensuite, le PAPI dit « Complet ». Ce deuxième volet du PAPI a pour but de déployer un programme d'investissement pluriannuel incluant des travaux collectifs d'ingénierie hydraulique de prévention ou de protection ainsi que des travaux individuels de mise en sécurité des bâtis situés en zones inondables.

Le PAPI d'intention du Buëch initialement prévu pour 2 à 3 ans à compter de 2017 et dont la convention est prolongée jusqu'en mai 2023 est en cours de finalisation. Le programme du Buëch comporte 28 actions, dont la mise en place d'un système d'alerte adapté au bassin versant et une concertation pour la définition des zones à protéger. Des actions complémentaires de communication ont été réalisées. Le PAPI complet devrait suivre cette première phase.

Le PAPI couvre 33 communes de la CCSB situées dans le bassin versant du Buëch.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



- *Programme Opérationnel Interrégional du Massif Alpin (POIA)*

Il est à noter que le SMIGIBA bénéficie d'une participation du POIA afin d'étendre et d'améliorer la gestion intégrée des risques naturels sur le bassin versant du Buëch depuis le 16 juillet 2018. Le projet POIA-GIRN du Buëch s'articule en deux grands volets :

- Le premier de ces volets a trait à l'animation des démarches sur le territoire (ce qui inclut l'animation, la communication et la sensibilisation), l'amélioration de la connaissance du risque et la concertation pour la mise en œuvre du projet ;
- Le second volet sera consacré à la mise en place des actions de prévision, de prévention et de gestion de crise issue du travail conduit lors du premier volet.

- *La gestion des milieux aquatiques et prévention contre les inondations (GEMAPI)*

SOURCES : SITE INTERNET DU SMIGIBA

La compétence Gestion des milieux aquatiques et prévention contre les inondations (GEMAPI) a été confiée aux EPCI au 1er janvier 2018. Cette compétence devenue obligatoire permet de mettre en œuvre des actions de restauration des milieux aquatiques et de réduction du risque inondation qui présentent un intérêt général. Elle est définie sur quatre axes (article L.211-7 du code de l'environnement) :

- L'aménagement des bassins versants ;
- L'entretien et l'aménagement des cours d'eau, canaux, lacs et plans d'eau ;
- La défense contre les inondations et contre la mer ;
- La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.

La compétence a été transférée au Syndicat mixte de gestion intercommunautaire du Buëch et de ses affluents (SMIGIBA) en novembre 2021. Afin de mettre en œuvre cette compétence, les élus ont adopté un Plan pluriannuel d'actions sur la période 2022-2024. Il s'agit principalement d'études permettant de définir les systèmes d'endiguement dans la vallée, ainsi que les travaux d'aménagement possibles des secteurs endigués qui pourront être inscrits au prochain plan pluriannuel d'actions.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

1.6.2.4 LES PRINCIPAUX RISQUES NATURELS MAJEURS SUR LE TERRITOIRE

➢ LES RISQUES D'INONDATIONS

Les inondations superficielles sont le résultat de crues (augmentation, généralement rapide, du débit des rivières). Il existe différents types :

- Les inondations de plaine : la rivière sort de son lit mineur ;
- Les inondations par remontée de nappe : une nappe phréatique affleure lorsque le sol est saturé en eau ;
- Les crues des rivières torrentielles : Les rivières torrentielles sont une catégorie entre les rivières de plaine et les torrents. Elles sont capables de transporter des matériaux dans leur lit mineur, mais leurs débordements sont essentiellement liquides, elles provoquent également des érosions de berges importantes. En revanche leur pente est insuffisante pour les classer parmi les torrents. Ces inondations surviennent dans le cas de précipitations intenses sur un bassin versant ;
- Les crues rapides des bassins périurbains : dans le cas de précipitations intenses et d'un sol imperméabilisé.

Certaines inondations peuvent être accompagnées par des écoulements de boues et de débris qui augmentent la gravité du phénomène. Outre les dégâts matériels plus ou moins importants, les inondations peuvent aussi causer des victimes. Des risques de pollution et d'accidents technologiques peuvent également subvenir lorsque les zones industrielles sont situées en zones inondables.

▪ *Les ruissellements des eaux pluviales*

Le ruissellement est la circulation de l'eau qui se produit sur les versants en dehors du réseau hydrographique lors d'un évènement pluvieux. Sa concentration provoque une montée rapide des débits des cours d'eau, pouvant être amplifiée par la contribution des nappes souterraines. En zone urbanisée, ce phénomène est aggravé par l'imperméabilisation des sols et l'urbanisation (parkings, chaussées, toitures…), qui font obstacle à l'écoulement des pluies intenses.

Dans les Hautes-Alpes, la DDT05 estime que les communes les plus soumises à ce risque sont les plus densément peuplées.

▪ *Les crues de rivière et de torrent*

Lorsque des précipitations intenses tombent sur tout un bassin versant, les eaux ruissèlent et se concentrent rapidement dans le cours d'eau, provoquant des crues brutales et violentes dans les torrents et les rivières torrentielles. Le lit du cours d'eau est en général rapidement colmaté par le dépôt de sédiments. Des bois morts peuvent former des barrages, appelés embâcles. Lorsqu'ils viennent à céder, ils libèrent une énorme vague. Ce phénomène se rencontre principalement lorsque le bassin versant intercepte des précipitations intenses à caractère orageux en zones montagneuses et en région méditerranéenne, mais aussi sur les petits bassins versants à forte capacité de ruissellement.

Outre le Buëch et la Durance, **le territoire est exposé aux crues de plusieurs cours d'eau**, tels les torrents du Grand Vallon, de Chaume, la Méouge, ou encore celui du Brusquet.

D'après le DDRM 05, toutes les communes de la CCSB situées dans les Hautes-Alpes sont concernées par les risques de crue de torrent, 18 sont concernées également par les crues de rivière. Bien que les DDRM des autres départements ne précisent pas ce risque, des arrêtés de catastrophe naturelle pour le risque « inondation et coulées de boue » ont concerné une quarantaine de communes par le passé.

Lorsque le charriage de matériaux par une crue torrentielle devient trop important, la crue évolue en **lave torrentielle**. Ce phénomène spécifique aux torrents de montagne se déclenche sur des pentes très fortes et peut exhausser le lit du cours d'eau d'un mètre ou deux, mais aussi rejeter l'eau vers des terrains qui semblaient hors de portée d'une crue. L'affouillement des berges, par ravinement ou encaissement, peut également être spectaculaire.

Le DDRM 05 identifie que **toutes les communes de la CCSB localisées dans les Hautes-Alpes sont exposées** à ce risque de ravinement. Les DDRM des autres départements n'ont pas évalué ce risque.

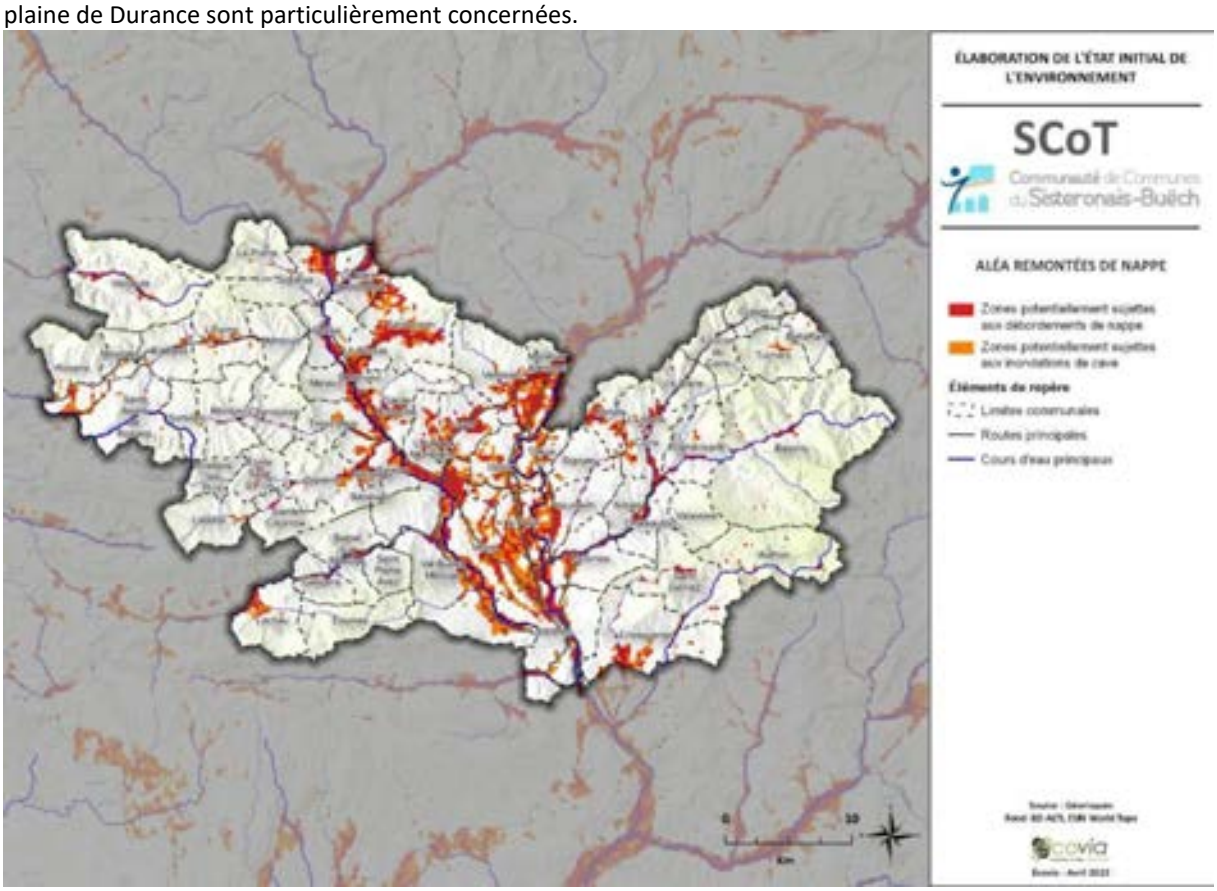
▪ *Les remontées de nappes souterraines*

Lorsque le sol est saturé d'eau (à la suite d'un fort épisode pluvieux par exemple), il arrive que la nappe affleure et qu'une inondation spontanée se produise. Ce phénomène concerne particulièrement les terrains bas ou mal

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

drainés et peut perdurer. Les dommages recensés sont liés soit à l'inondation elle-même, soit à la décrue de la nappe qui la suit. Les dégâts le plus souvent causés par ces inondations peuvent être conséquents : inondations des sous-sols, fissuration de bâtiments, remontées d'éléments enterrés (cuves, canalisations), déstabilisation de chaussées, etc.

L'aléa est surtout présent au **niveau du Buëch et de la Durance et des fonds de vallons**. Les communes de la plaine de Durance sont particulièrement concernées.



➢ LES RISQUES DE MOUVEMENTS DE TERRAIN

SOURCE : BASE NATIONALE DES CAVITES SOUTERRAINES, BD MVT, BASE GASPAR

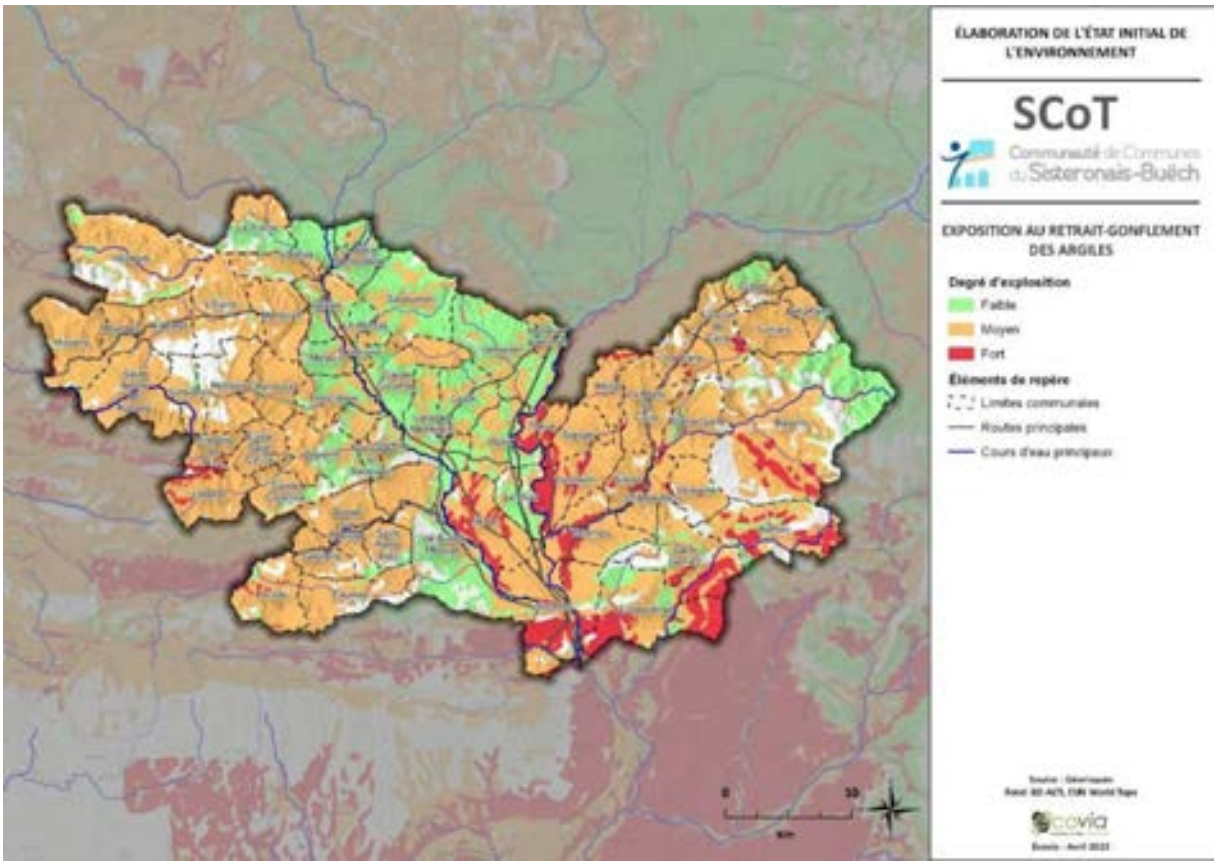
Les mouvements de terrain sont des phénomènes naturels d'origines diverses, résultant de la déformation, de la rupture et du déplacement du sol. Leur apparition est conditionnée par les contextes géologiques, hydrogéologiques et topographiques, aggravés par les conditions météorologiques et l'action de l'homme. Les mouvements de terrain comprennent : les chutes de blocs, les effondrements et affaissements de cavités souterraines, les glissements de terrain et les phénomènes de tassements différentiels appelés aussi retraits-gonflements, ces derniers ne représentant pas de danger direct pour l'homme, mais endommageant les constructions.

▪ *Les retraits et gonflements des argiles*

Le phénomène de retrait-gonflement des argiles est lié aux variations de teneur en eau des terrains argileux : ils gonflent avec l'humidité et se rétractent avec la sécheresse. Ces variations de volume induisent des tassements plus ou moins uniformes et dont l'amplitude varie suivant la configuration et l'ampleur du phénomène. Le phénomène se manifeste par des tassements différentiels provoquant des dommages dans les constructions si les fondations et la structure ne sont pas assez rigides (fissures, décollements entre éléments jointifs, distorsions, dislocations, rupture de canalisations).

L'aléa retrait-gonflement des argiles couvre la presque totalité du territoire, il s'agit majoritairement d'un aléa moyen (62 % de la surface), mais des zones d'aléa fort sont également présentes à l'est, dans certaines plaines et certains fonds de vallée. Dix communes ont été reconnues en état de catastrophe naturelle pour ce risque en 1984, 2002, 2004, 2008, 2011, 2012, 2017, 2018, 2020. La tendance semble montrer une hausse des arrêtés de catastrophe naturelle pour ce risque.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



- *Les glissements de terrain*

Un glissement de terrain correspond au déplacement de terrains meubles ou rocheux le long d'une surface de rupture. Trois types de glissements sont distingués en fonction de la géométrie de la surface de rupture :

- Glissement plan, le long d'une surface plane ;
- Glissement rotationnel, le long d'une surface convexe ;
- Glissement quelconque ou composite lorsque la surface de rupture est un mélange des deux types.

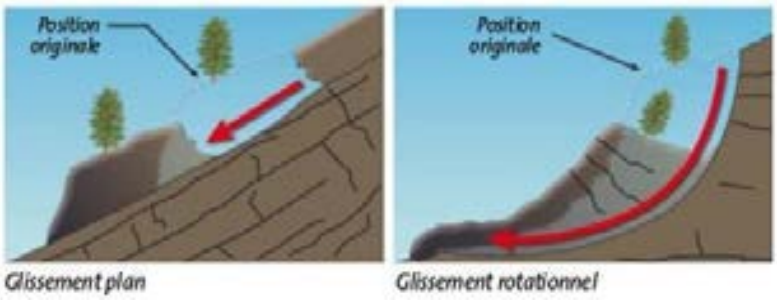


Figure 40 : Glissements de terrain (source : ORRM PACA)

77 sites de glissement sont recensés dans la base Géorisques touchant 57 communes (dont 21 ayant subi une catastrophe naturelle en 1994, ou 1985 pour Sisteron).

- *Les éboulements, chutes de pierres et de blocs*

Les éboulements sont des phénomènes rapides ou évènementiels mobilisant des éléments rocheux plus ou moins homogènes avec peu de déformation préalable d'une pente abrupte jusqu'à une zone de dépôt.

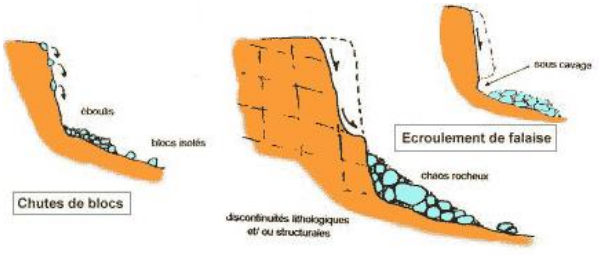
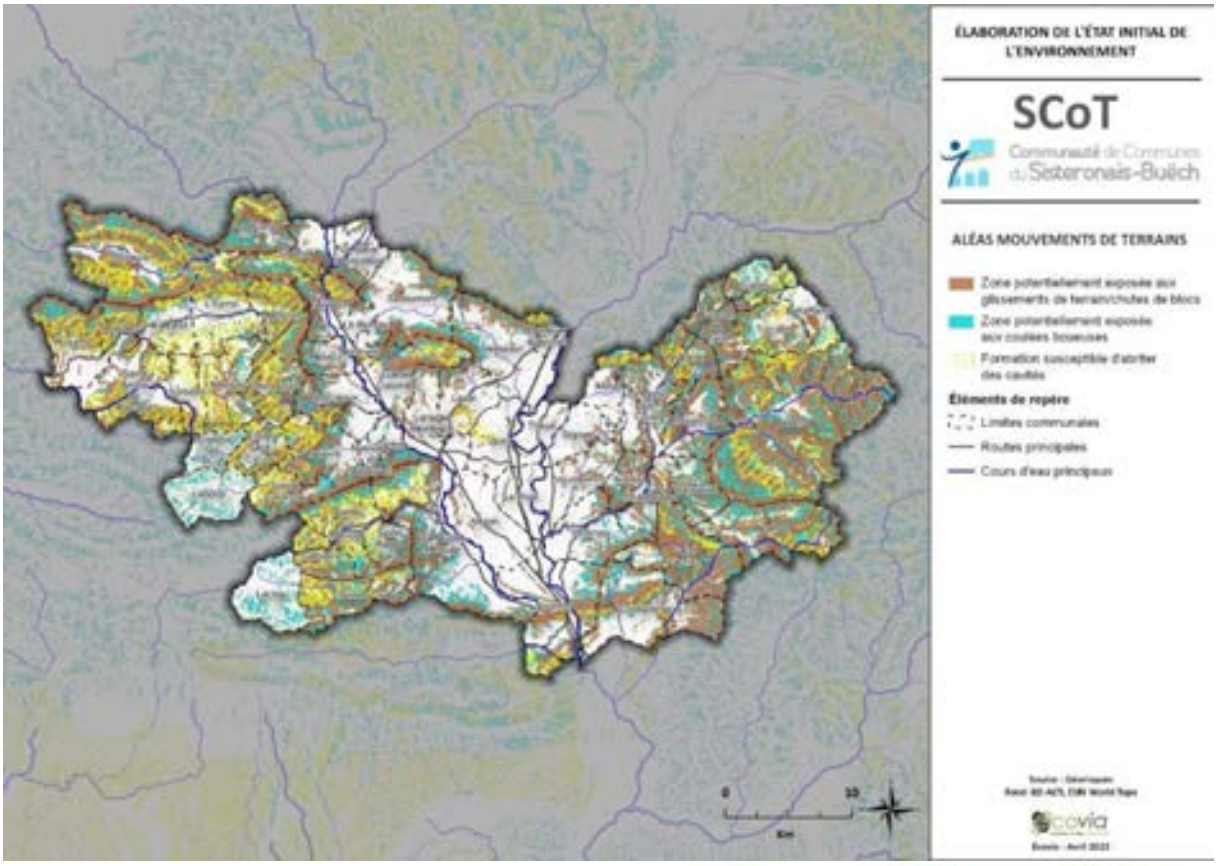


Figure 41 : Chute de blocs et éboulement (source : Géorisques)

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

D'après Géorisques, une soixantaine d'éboulements ont eu lieu sur le territoire, et la base estime que 57 communes sont concernées ; ce risque a d'ailleurs fait l'objet d'un arrêté de catastrophe naturelle à Serres, en 1995.



- *Les cavités souterraines*

Les effondrements résultent de la rupture des appuis ou du toit d'une cavité souterraine. Cette rupture se propage jusqu'en surface de manière plus ou moins brutale et provoque l'ouverture d'une excavation grossièrement cylindrique.

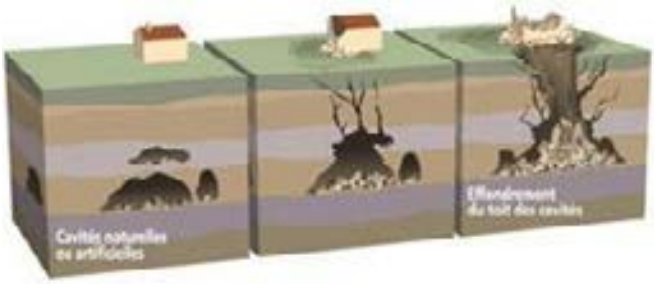
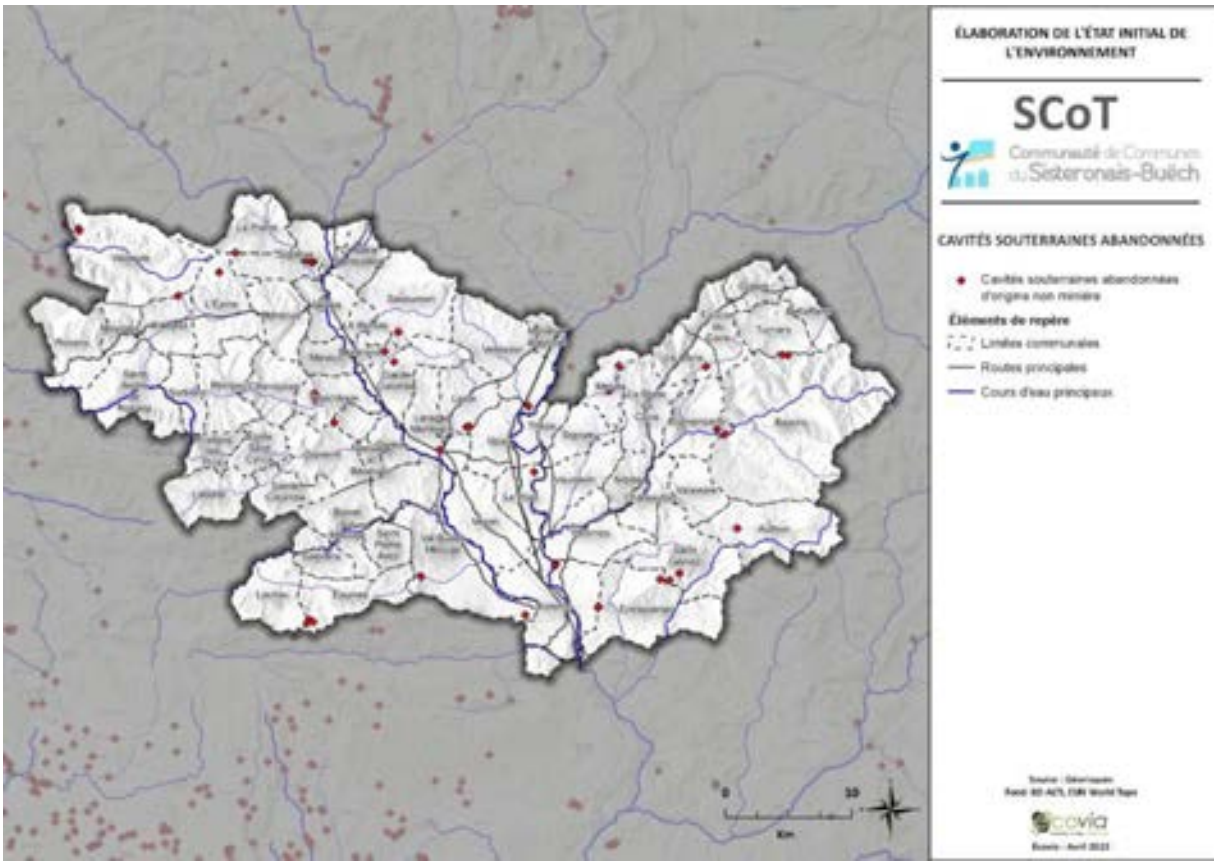


Figure 42 : Effondrement au niveau d'une cavité souterraine (source : ministère de l'Environnement)

La base de données Géorisques compte plus de 50 cavités, majoritairement naturelles, sur le territoire. 50 communes sont concernées par le risque.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



SOURCE : BRGM

Par ailleurs, le BRGM a réalisé dans le cadre d'un partenariat avec le Conseil Régional PACA et la DREAL une étude régionale sur le risque de mouvements de terrain lié à la présence de gypse triasique d'origine naturelle région PACA. Deux cartes régionales de susceptibilité aux effondrements et aux glissements de terrain liés à la présence de gypse ont ainsi été élaborées. Il ressort de l'analyse de toutes les cartes qu'un ensemble de communes se distingue, que ce soit par l'aléa effondrement ou glissement, dont la commune de Bayons sur le territoire de la CCSB.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

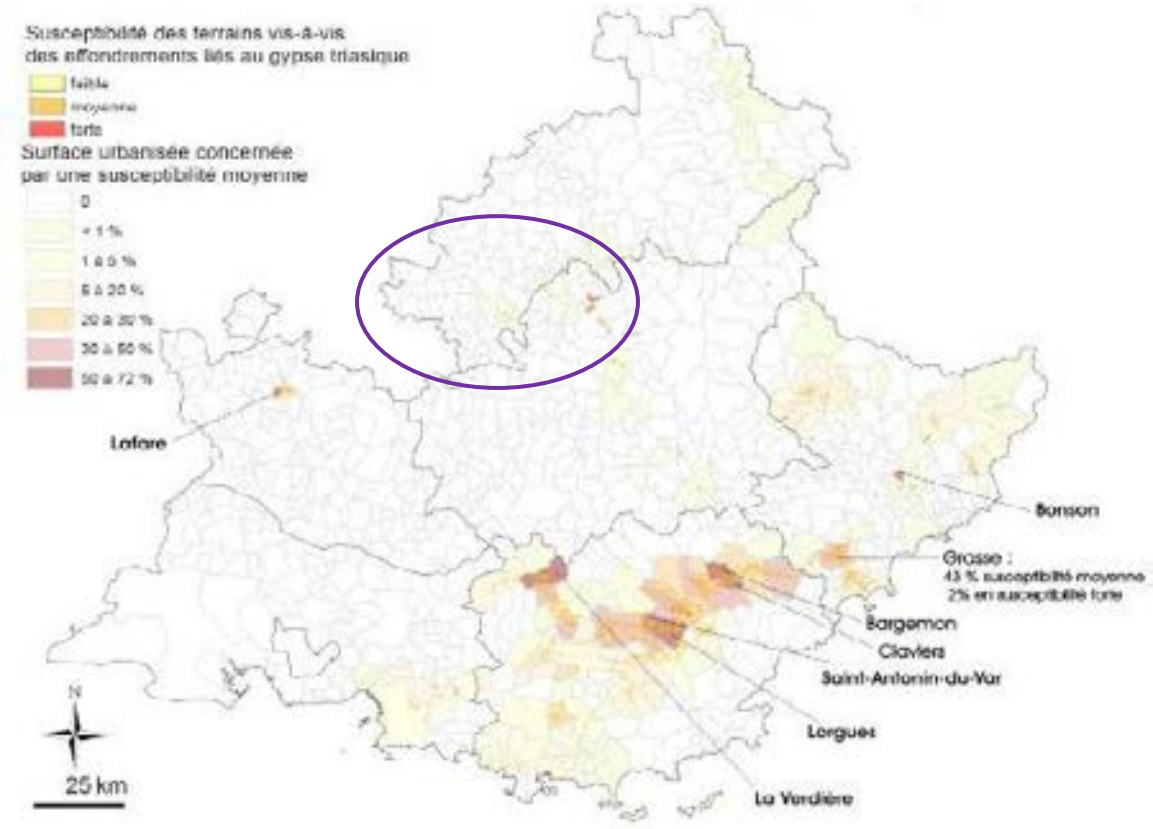


Figure 43 : Exposition des communes à l'aléa effondrement lié à la présence de gypse (source : BRGM)

1.6.2.5 LES AUTRES RISQUES NATURELS PRESENTS

➢ LE RISQUE DE FEU DE FORET

On définit le feu de forêt comme un incendie qui a atteint une formation forestière ou subforestière (garrigues, friches et maquis) dont la surface, d'un seul tenant, est supérieure à 1 ha. L'origine des départs de feux est presque exclusivement humaine. C'est en cela que le risque feu de forêt se différencie des autres risques « naturels ». L'imprudence ou l'accident sont à la base d'environ 90 % des départs d'incendie, la plupart dus à l'emploi du feu (brulage, barbecue), aux mégots, aux dépôts d'ordures… Autre cause importante, la malveillance (mise à feu volontaire) qui engendre souvent les feux les plus grands.

Toutes les communes sont concernées par le risque (risque qualifié de fort dans les communes des Hautes-Alpes et à Sisteron et Entrepierres pour les Alpes-de-Haute-Provence), **hormis les communes** drômoises (Laborel, Lachau et Villebois-les-Pins).

Les communes classées en risque fort de feu de forêt sont soumises aux obligations légales de débroussaillement.

La base Prométhée recense plus de 279 feux entre 1973 et 2021, ayant dévasté près de 2 000 ha au total sur **54 communes**, soit une moyenne de 7 ha environ par feu.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

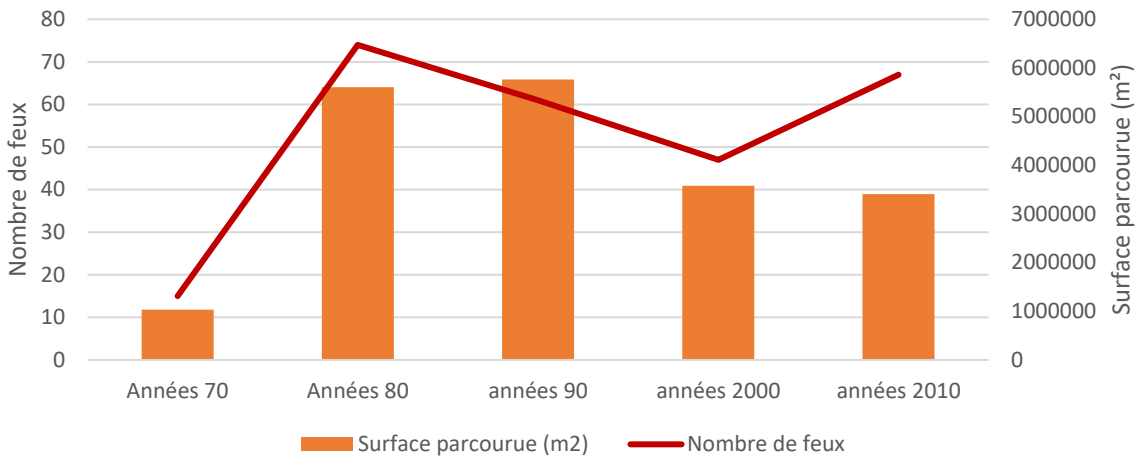


Figure 44 : évolution du nombre de feux et de la surface brulée par décennie (source : Prométhée)

On note une recrudescence du nombre de feux depuis les années 2000 accompagnées d'une baisse des superficies brulées par feu, montrant l'efficacité de la stratégie de gestion et d'intervention en cas d'incendie.

SOURCES : PAC DDT04

Il existe un PAC d'aléa incendie de forêt de 2020 sur le département des Alpes de Haute-Provence, qui a permis de réaliser des cartes d'aléa pour chaque commune. L'aléa feu de forêt (probabilité et intensité du phénomène) a deux composantes :

- L'aléa subi qui présente l'aléa d'incendie auquel sont exposés les personnes et les biens du fait de leur proximité avec le massif forestier (incendie de forêt menaçant les zones urbanisées) ;
- L'aléa induit qui présente l'aléa d'incendie auquel est exposé le massif forestier du fait de la présence d'activités humaines à proximité des zones boisées (départ de feu pouvant se propager au massif).

S'agissant de la lecture des cartes, il est précisé que les cartes ont été réalisées au 1/25000 et restituées à cette échelle. Les cartes ne doivent pas être superposées au cadastre.

La carte d'aléa donne une indication du niveau d'exposition d'un secteur communal au phénomène feu de forêt et ne peut être utilisée pour déterminer avec certitude le niveau de cette exposition. Voici ci-après un exemple de carte, pour Le Caire.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

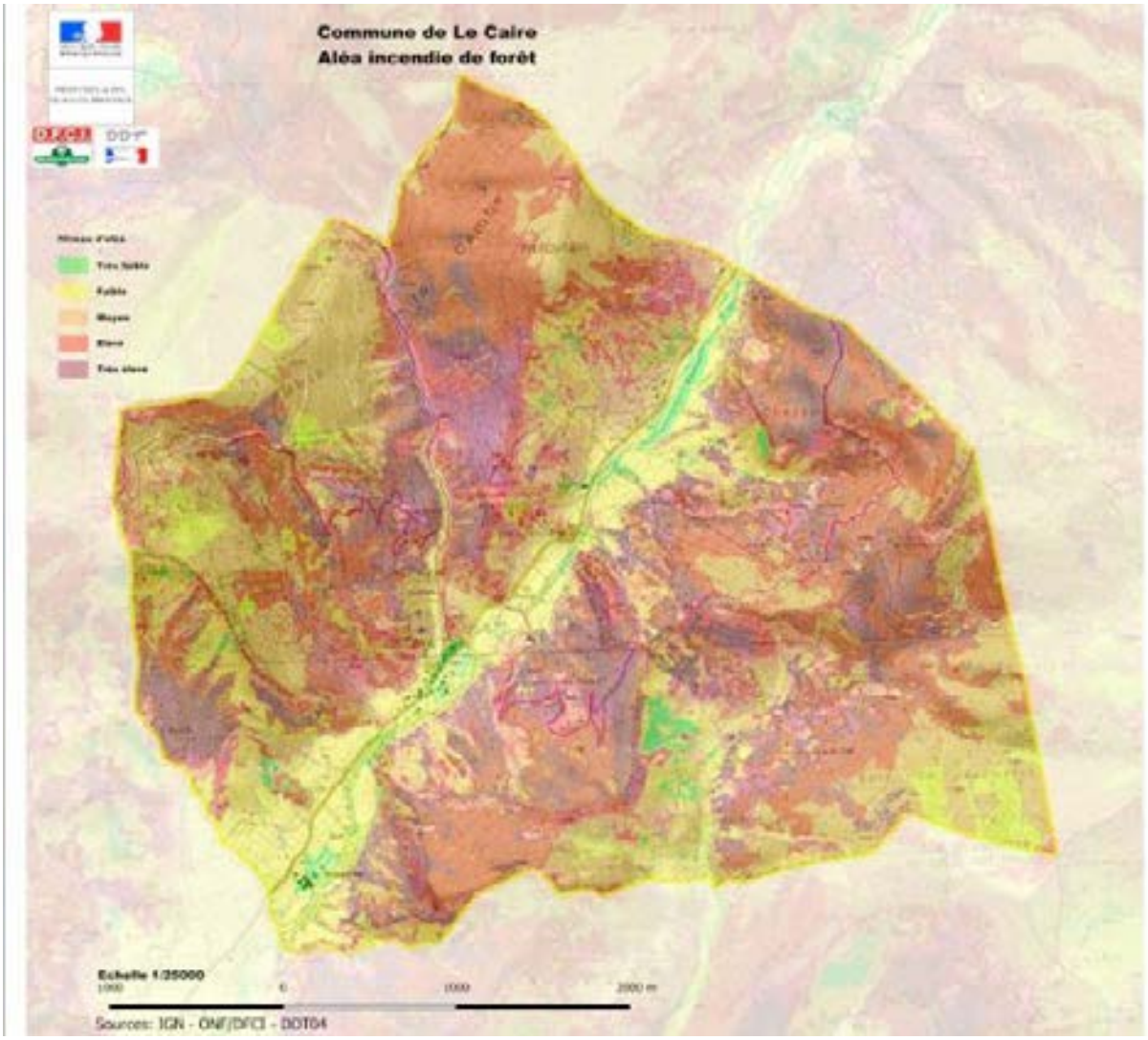


Figure 45 : Aléa feu de forêt à Le Caire (source : DDT04)

➢ LE RISQUE SISMIQUE

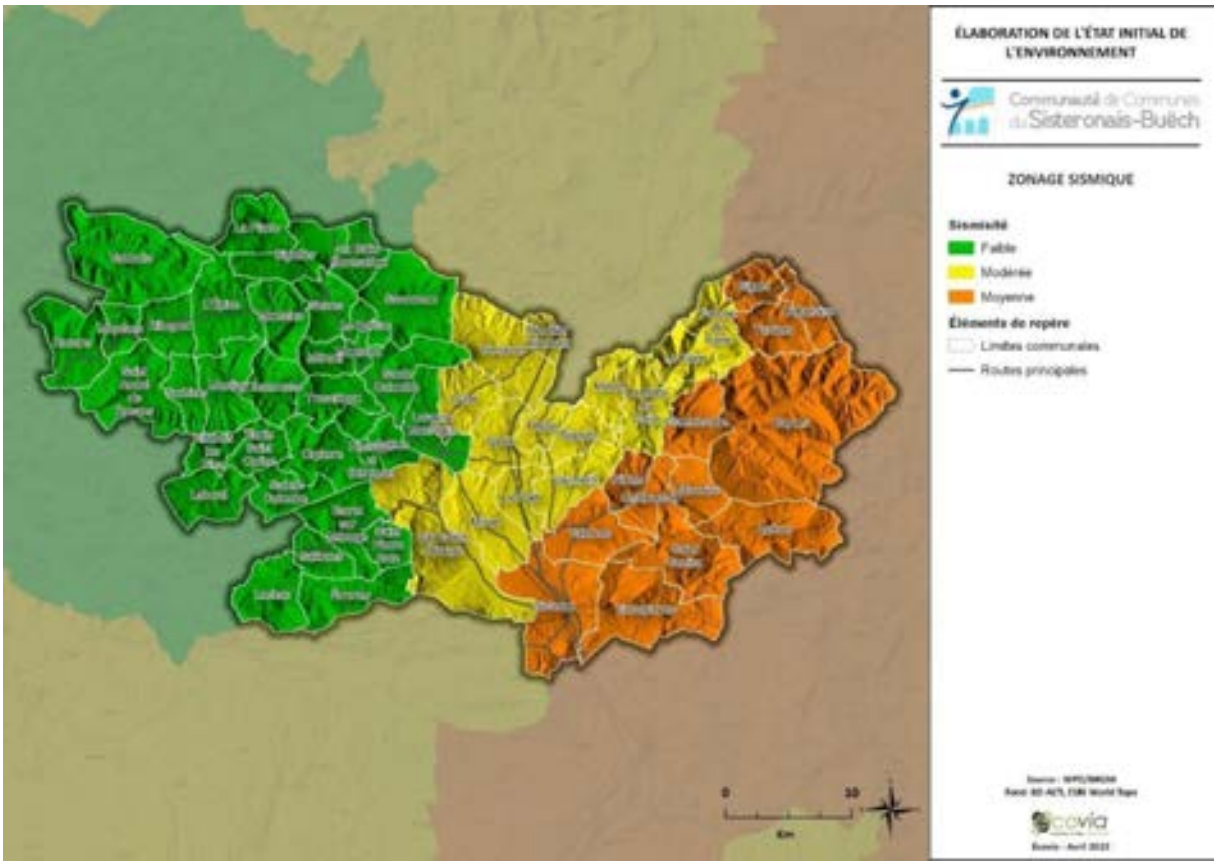
Un séisme provient d'une rupture brutale des roches. Il se traduit en surface par une vibration du sol. La faille active est la zone où se génère la rupture. Cette rupture peut se propager jusqu'à la surface du sol, on parle alors de « rupture en surface ». Les séismes sont, avec le volcanisme, l'une des manifestations de la tectonique des plaques. L'activité sismique est concentrée le long de failles, en général à proximité des frontières entre ces plaques. Lorsque les frottements au niveau d'une de ces failles sont importants, le mouvement entre les deux plaques est bloqué. De l'énergie est alors stockée le long de la faille. La libération brutale de cette énergie permet de rattraper le retard du mouvement des plaques. En surface, un tremblement de terre peut dégrader ou détruire des bâtiments et produire des décalages de la surface du sol de part et d'autre des failles. Il peut aussi provoquer des glissements de terrain et des chutes de blocs.

Depuis le 22 octobre 2010 (articles R.563-1 à R.563-8 du Code de l'environnement, modifiés par le décret no 2010-1254 du 22 octobre 2010, et article D.563-8-1 du Code de l'environnement, créé par le décret nº 2010-1255 du 22 octobre 2010), les différentes zones de sismicité correspondent à la codification suivante :

- Zone 1 : Sismicité très faible ;
- Zone 2 : Sismicité faible ;
- Zone 3 : Sismicité modérée ;
- Zone 4 : Sismicité moyenne ;
- Zone 5 : Sismicité forte.

13 communes sont en zone de sismicité moyenne, 14 en sismicité modérée, et 33 en sismicité faible.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



➢ LE RISQUE D'AVALANCHE

Une avalanche correspond à un déplacement rapide d'une masse de neige sur une pente, provoqué par une rupture du manteau neigeux. Elle peut se produire spontanément ou être provoquée par un agent extérieur.

La base Gaspar identifie deux communes (Authon et Bayons) concernées par le risque.

➢ LE RISQUE DE TEMPETE

Les aléas climatiques prennent différentes formes (fortes précipitations, pluies verglaçantes, orages, vents forts et tempête, chutes de neige abondante, etc.).

Les trois communes drômoises ont été reconnues en état de catastrophe naturelle pour ce risque en 1982.

➢ LE RISQUE SANITAIRE LIE AU RADON

SOURCE : IRSN, BASE GASPAR

Le radon est un gaz radioactif naturel généré dans le sous-sol par désintégration du radium, lui-même produit par désintégration de l'uranium. Ce gaz provient donc des minéraux contenant de l'uranium présents dans les roches granitiques, mais aussi dans d'autres formations géologiques comme celles contenant des phosphates ou des grès. Ce gaz invisible et sans odeur peut s'accumuler dans l'atmosphère confinée de certains bâtiments et atteindre des concentrations dangereuses pour la santé. Les concentrations de radon sont plus élevées dans les bâtiments en hiver du fait d'un air plus confiné.

Seul un seuil réglementaire existe dans les bâtiments accueillant du public : en dessous de 400 Bq6/m3, il n'y a aucune obligation d'action, au-dessus de 1 000 Bq/m3, des actions correctives doivent être mises en place dans un délai bref. Aucun seuil n'existe pour les habitations particulières.

[6] Le becquerel (Bq) est l'unité dérivée du Système international d'unités (SI) pour l'activité d'une certaine quantité de matière radioactive, c'est-à-dire le nombre de désintégrations qui s'y produisent par seconde. Il s'agit d'une mesure de la radioactivité.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

La cartographie du potentiel du radon des formations géologiques établie par l'IRSN conduit à classer les communes en 3 catégories :

- Catégorie 1 : ces communes sont localisées sur les formations géologiques présentant les teneurs en uranium les plus faibles. Sur ces formations, une grande majorité de bâtiments présente des concentrations en radon faibles.
- Catégorie 2 : ces communes sont localisées sur des formations géologiques présentant des teneurs en uranium faibles, mais sur lesquelles des facteurs géologiques particuliers peuvent faciliter le transfert du radon vers les bâtiments.
- Catégorie 3 : ces communes présentent des formations géologiques sur au moins une partie de leur superficie, des teneurs en uranium estimées plus élevées comparativement aux autres formations. Sur ces formations plus riches en uranium, la proportion des bâtiments présentant des concentrations en radon élevées est plus importante que sur le reste du territoire.

Toutes les communes sont classées en catégorie 1, sauf Saint-Geniez et Entrepierres, en catégorie 2.

1.6.3 Les risques technologiques

SOURCES : GEORISQUES, DDRM

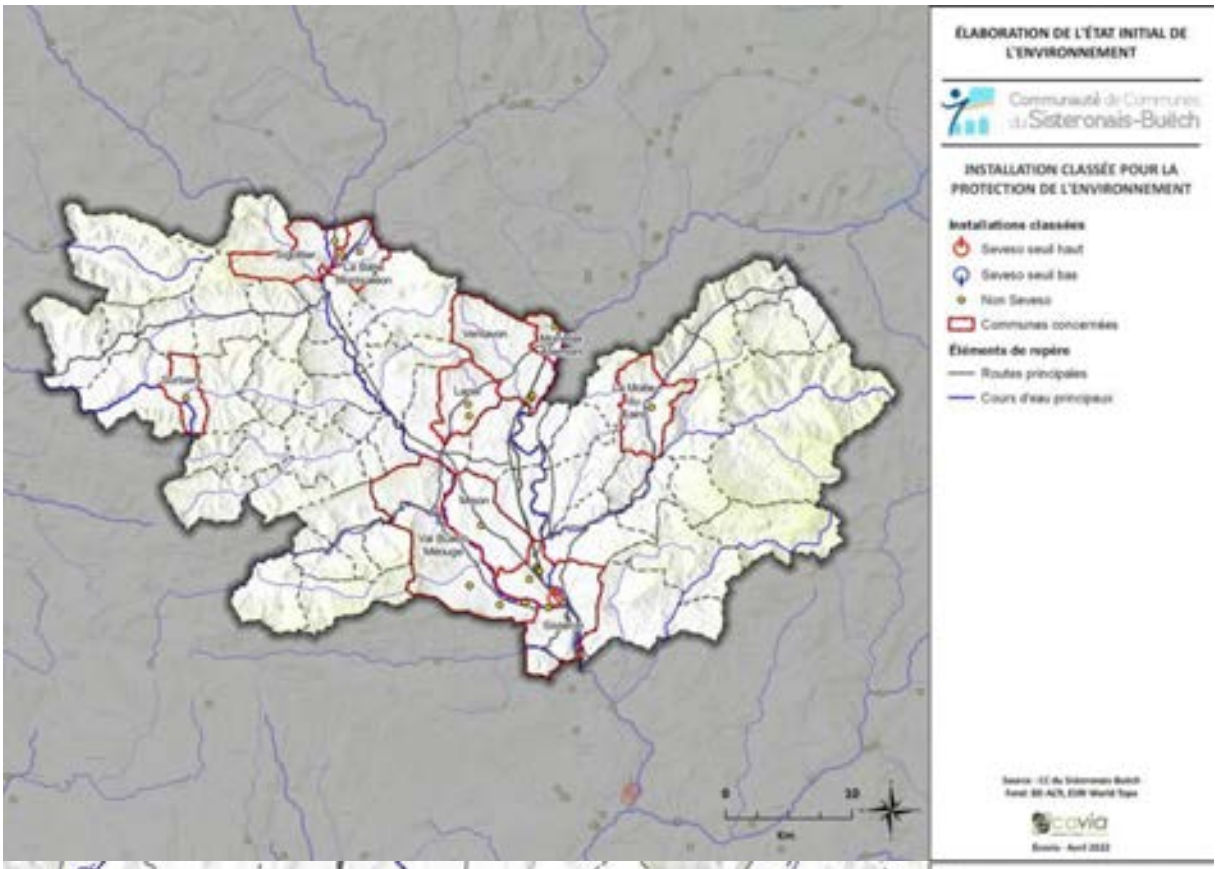
1.6.3.1 LE RISQUE INDUSTRIEL

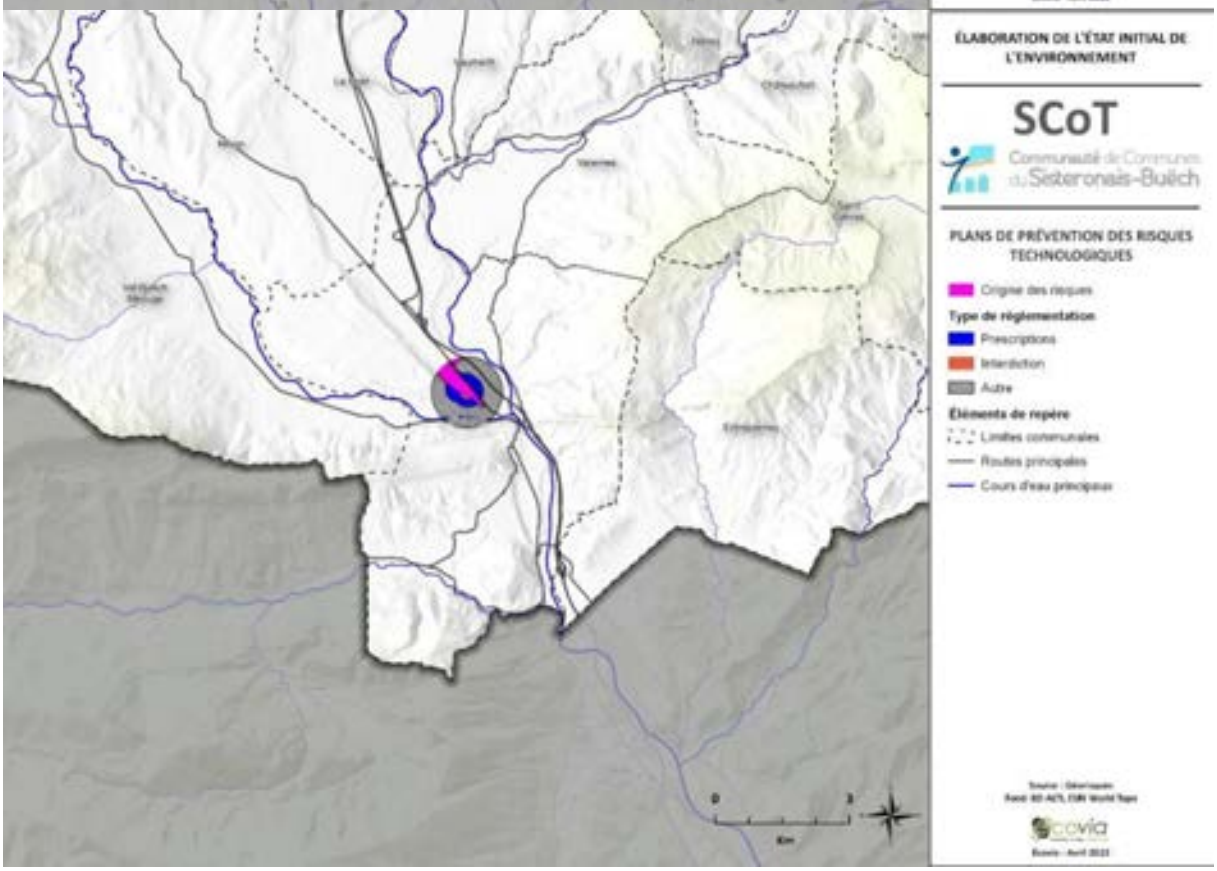
Le risque industriel majeur est un évènement accidentel se produisant sur un site industriel et entrainant des conséquences immédiates ou différées, graves pour le personnel, les populations avoisinantes, les biens et l'environnement. Les principales manifestations du risque industriel sont regroupées sous trois typologies d'effets qui peuvent se combiner :

- Les effets thermiques sont liés à une combustion d'un produit inflammable ou à une explosion ;
- Les effets de surpression résultant d'une onde de choc (déflagration ou détonation), provoquée par une explosion. Celle-ci peut être issue d'un explosif, d'une réaction chimique violente, d'une combustion violente (combustion d'un gaz), d'une décompression brutale d'un gaz sous pression (explosion d'une bouteille d'air comprimé par exemple) ou de l'inflammation d'un nuage de poussières combustibles ;
- Les effets toxiques résultent de l'inhalation d'une substance chimique toxique (chlore, ammoniac, phosgène, etc.), à la suite d'une fuite sur une installation.

Parmi les 29 ICPE présentes sur le territoire, le site de SANOFI à Sisteron est classé Seveso seuil haut. De fait, un PPRT, approuvé le 26/06/2014, traite des effets thermiques, de surpression et toxiques.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



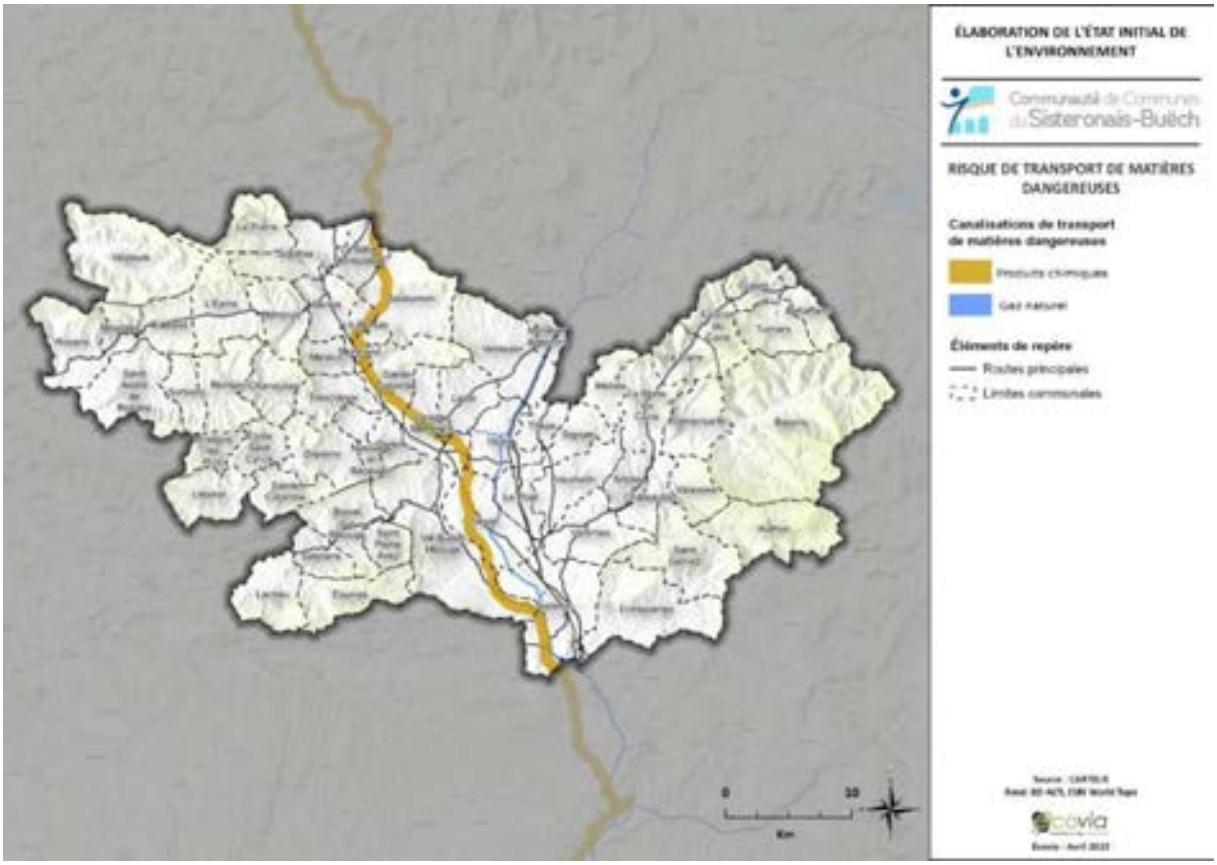


Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

1.6.3.2 UN RISQUE LIE AU TRANSPORT DE MATIERES DANGEREUSES (TMD)

Le risque de transport de matières dangereuses est consécutif à un accident se produisant lors du transport par voie routière, ferroviaire, aérienne, d'eau ou par canalisation, de matières dangereuses. Il peut entraîner des conséquences graves pour la population, les biens ou l'environnement. L'évaluation du risque est notamment corrélée à la présence d'infrastructures de transport majeures.

Le territoire est traversé par une canalisation de transport de produits chimiques, qui suit grossièrement le tracé du Buëch.

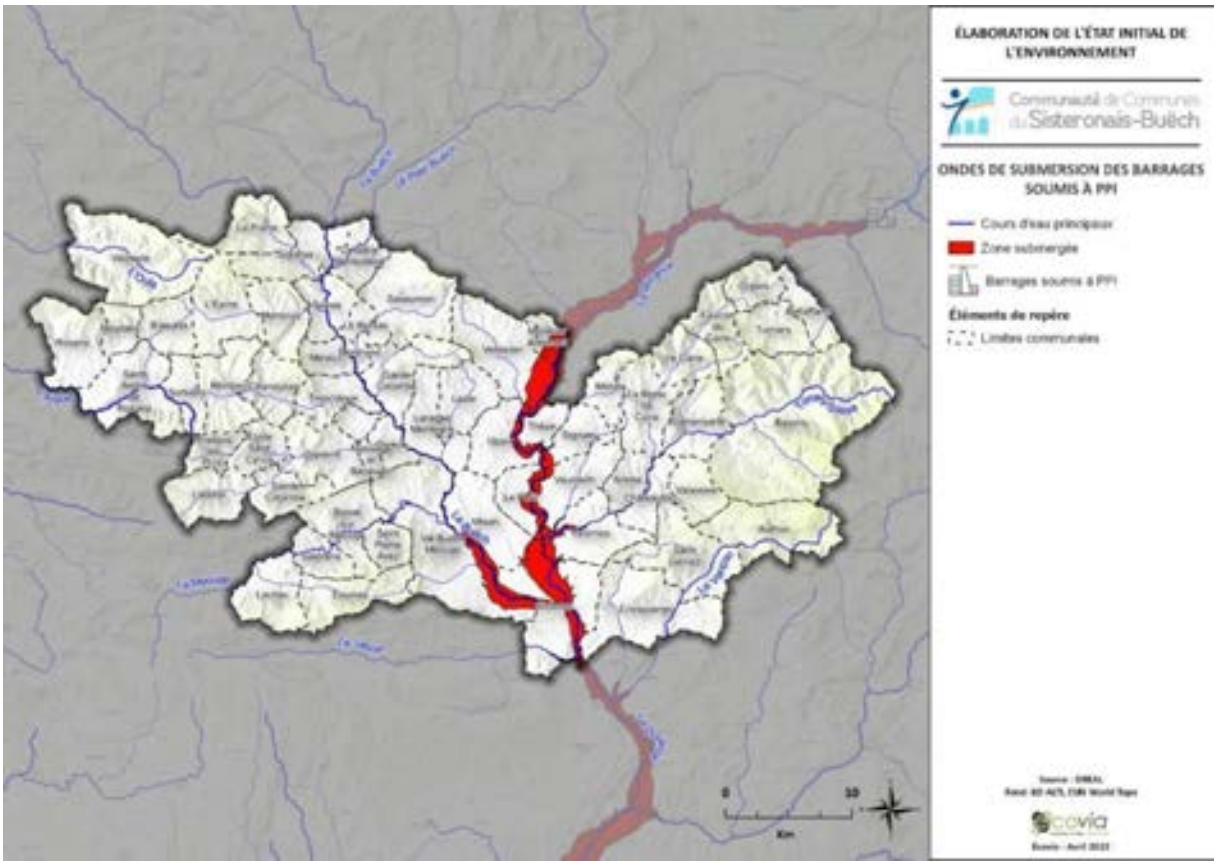


1.6.3.3 UN RISQUE DE RUPTURE DE BARRAGE

Un séisme, un mauvais entretien, l'usure du temps ou une pression trop forte de l'eau peuvent provoquer des fissures ou cassures dans la structure, provoquant ainsi une rupture du barrage et la propagation d'une onde de submersion.

Le territoire est concerné par le risque de rupture du barrage de Serre-Ponçon, dont l'onde de submersion s'étend de part et d'autre de la Durance, et du Buëch jusqu'à Mison.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



1.6.4 Des risques sensibles aux effets du changement climatique

SOURCES : METEO FRANCE (CLIMAT HD)

Les incertitudes sont nombreuses, et aucune étude n'a été menée sur le territoire. Il existe néanmoins des éléments de diagnostic à l'échelle régionale (voir milieux physiques et climat).

Sur la période 1959-2009, la tendance observée à l'augmentation des températures moyennes annuelles dépasse +0,3 °C par décennie. Les projections climatiques montrent une poursuite du réchauffement jusqu'en 2050, quel que soit le scénario. Selon le RCP8.5 (scénario sans politique climatique), le réchauffement pourrait atteindre +4 °C à l'horizon 2071-2100.

On observe une augmentation de la fréquence des évènements de vagues de chaleur à partir des années 1990. Cette évolution se matérialise aussi par l'occurrence de vagues de chaleur plus longues et plus intenses ces dernières années. La canicule observée en France du 2 au 19 août 2003 est de loin l'évènement le plus marquant sur la période d'observation. La fréquence et l'intensité des vagues de chaleur en France pourraient augmenter au XXIe siècle, mais avec un rythme différent entre l'horizon proche (2021-2050) et la fin du siècle (2071-2100). Dans un premier temps, un doublement de la fréquence des évènements est attendu vers le milieu du siècle. En fin de siècle, les vagues de chaleur pourraient être bien plus fréquentes qu'aujourd'hui, mais aussi beaucoup plus sévères et plus longues, avec une période d'occurrence étendue de la fin mai au début du mois d'octobre.

La comparaison du cycle annuel d'humidité du sol entre la période de référence climatique 1961-1990 et les horizons temporels proches (2021-2050) ou lointains (2071-2100) sur le XXIe siècle montre un assèchement important en toute saison. On note que l'humidité moyenne du sol en fin de siècle pourrait correspondre aux situations sèches extrêmes d'aujourd'hui.

Quel que soit le scénario considéré, les projections climatiques sur l'évolution des précipitations annuelles d'ici la fin du XXIe siècle montrent peu d'évolution, mais cette moyenne annuelle masque cependant des contrastes saisonniers.

Tableau 22 : Effets potentiels du changement climatique en fonction du type de risque

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Risque	Effets potentiels du changement climatique
Inondation	Il existe beaucoup d'incertitudes. Le changement climatique est susceptible d'augmenter l'occurrence d'évènements extrêmes et de modifier le régime des pluies. Cela pourrait engendrer une augmentation du risque inondation, avec des épisodes pluvieux plus forts, et des volumes d'eau plus importants, et donc des ruissellements plus importants, d'autant plus élevés si l'imperméabilisation des sols n'est pas réduite d'ici là.
Phénomènes météorologiques	Le changement climatique pourrait augmenter l'occurrence d'évènements extrêmes telles les pluies diluviennes et tempêtes, ce qui pourrait engendrer une augmentation du risque.
Mouvement de terrain	Les sécheresses sont amenées à être plus fréquentes, et parfois associées à des canicules. Cela pourrait avoir un impact sur la stabilité des sols, et, associé à des phénomènes éventuels de pluies diluviennes, directement accentuer certains aléas, comme les glissements de terrain ou le retrait-gonflement des argiles.
Radon	Pas d'effet connu documenté.
Sismique	Pas d'effet connu documenté.
Feu de forêt	Le changement climatique est fortement susceptible d'augmenter l'occurrence d'évènements extrêmes tels que les sécheresses, et pourrait engendrer une augmentation du risque. Les forêts seront en effet potentiellement davantage exposées à des périodes de sécheresse, et les canicules potentiellement plus nombreuses pourraient encore augmenter la vulnérabilité des boisements, notamment résineux.

1.6.5 Analyse du diagnostic des risques majeurs

Le diagnostic de la situation actuelle est traduit dans les champs atouts et faiblesses (colonne de gauche) tandis que les opportunités ou menaces (colonne de droite) sont autant de facteurs d'évolution.

Situation actuelle		Tendances et facteurs d'évolution	
+	Atout pour le territoire	La situation : ⬀ se poursuit ou s'accélère ⬂ ralentit ou s'inverse ? : non prévisible	Facteurs d'évolution positive Facteurs d'évolution négative
-	Faiblesse pour le territoire		

Situation actuelle		Tendances et facteurs d'évolution	
-	Un territoire fortement exposé aux risques naturels (86 % des communes concernées par plus de 4 risques), notamment mouvements de terrain et inondations	?	Le changement climatique pourrait impacter les risques naturels : augmentation des évènements extrêmes (pluies, sécheresses) et donc des aléas (feu de forêt, ruissellement, etc.). Le nombre de départs de feux semble ainsi augmenter depuis les années 2000 ainsi que les catastrophes relatives aux mouvements de terrain différentiel liés à la sécheresse/réhydratation. La mise en œuvre du SRADDET, du PGRI et des PPRN vise à maîtriser les risques.
-	Trois types de risque d'inondation liés au caractère montagnard et à l'occupation du sol (ruissellement, crues torrentielles de rivière et torrent, remontées de nappe)	?	
+	Le PGRI, le PAPI et 4 PPRi visent une meilleure gestion de ces risques.	⬀	
-	Quatre types de risques de mouvements affectant la totalité des communes (RGA)	⬀	
+	4 PPRn incluant les risques de mouvement de terrain et prescription du PPRn de Garde-Colombe	⬀	
+	Le territoire est peu exposé au risque d'avalanche (2 communes), de tempête, de feux de forêt (aucun arrêté CATNAT), sismique	✍	Le nombre de feux de forêt a augmenté depuis les années 2000 sans que la superficie brulée augmente.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

	(majorité des communes en zone faible) et au risque radon (catégorie 1)		
+	Une gestion des risques mise en œuvre à travers 4 PPR inondation, 32 PCS et 20 DICRIM communaux	⇗	Un PPRN multirisque a été prescrit en 2018 sur la commune de Garde-Colombe. Les documents existants vont continuer de jouer leur rôle.
+	Une bonne connaissance du risque inondation : EAIP sur tout le territoire, 3 AZI et un POIA sur le bassin versant du Buëch	⇗	
-	Des risques industriels liés à la présence de 29 ICPE, dont un site SEVESO Seuil haut à Sisteron	⇗	Trois ICPE sont arrêtées ou en cessation déclarée. Le PPRT va continuer à jouer son rôle. Les aléas naturels (inondations et mouvements de terrain) peuvent être vecteurs de risques technologiques intensifiés avec les évolutions climatiques.
+	PPRT de Sanofi arrêté en 2011	⇗	
+	Des risques technologies faibles : une canalisation de transport de produits chimiques, risque de rupture du barrage de Serre-Ponçon	⇗	

1.7 Énergie, émissions de GES et qualité de l'air

1.7.1 Généralités

En tant que volet de la transition écologique, la **transition énergétique** est aujourd'hui un enjeu majeur à l'échelle nationale. La préservation de la qualité de l'air et la lutte contre les changements climatiques sont au premier plan des enjeux nationaux.

Dans un contexte d'inflation des prix de l'énergie, les situations de précarité énergétique (couts des carburants, chauffage de logements énergivores, etc.) risquent de se multiplier.

La **pollution de l'air** constitue un réel problème de santé publique. De nombreux polluants atmosphériques issus de l'industrie, des transports (routiers et non routiers), du résidentiel et des activités tertiaires engendrent des atteintes à la santé humaine et à l'environnement.

Le développement durable des territoires implique la réduction des polluants atmosphériques et des **gaz à effet de serre**. Ces actions d'atténuation doivent être également accompagnées d'actions d'adaptation aux effets du changement climatique.

1.7.1.1 Leviers du SCoT

Ces enjeux ont posé la question du rôle des SCoT dans l'organisation d'un territoire moins consommateur d'énergies fossiles. Le Grenelle de l'environnement a notamment conduit à une articulation plus étroite des documents d'urbanisme avec les plans climat-air-énergie territoriaux. L'urbanisme a en effet son rôle à jouer.

Le SCoT en tant que projet d'aménagement et de planification du territoire, participera à la mise en œuvre de l'adaptation climatique et de la transition énergétique. Deux leviers d'actions sont à mobiliser par le SCoT :

- Favoriser les économies d'énergie :
  - Réduire certains besoins en transports et déplacements : limiter l'étalement urbain par le positionnement des activités, la densité des aménagements et notamment du tissu urbain, la mixité des fonctions, le maintien des services et du commerce de proximité, le développement des modes doux, l'utilisation rationnelle du véhicule particulier, etc. ;
  - Réduire les besoins en énergie dans le bâti résidentiel et tertiaire : implantation et conception du bâti, compacité, sobriété dans la taille des logements proposés, identification des besoins en réhabilitations, recommandations en matière de performance énergétique ; réflexion autour des solutions végétales (création d'ilots de fraicheur, etc.) ;

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

- Identifier les opportunités de développement des énergies renouvelables et de récupération : potentialités de production de chaleur (solaire thermique, bois-énergie, géothermie, méthanisation, etc.), potentialités de production d'électricité (photovoltaïque, éolien, micro-hydroélectricité, biogaz, etc.),

Le SCoT doit, en tant que document de planification, identifier les sources de polluants atmosphériques responsables de la dégradation de l'air afin d'anticiper son influence attendue sur la qualité de l'air ambiant.

1.7.1.2 RAPPELS REGLEMENTAIRES

➢ AU NIVEAU INTERNATIONAL ET COMMUNAUTAIRE

- Protocole de Kyoto adopté le 11 décembre 1997 : diminution d'un facteur 4 des émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2050
- Paquet « énergie – climat » de la Commission européenne (10/01/2007) : règle des « 3 x 20 » fixée par l'Union européenne d'ici 2020 : augmentation de 20 % de l'efficacité énergétique, diminution de 20 % des émissions de CO_2 et couverture de 20 % des besoins en énergie par des énergies renouvelables (23 % pour la France)
- Directive 2012/27/UE sur l'efficacité énergétique : Ce texte établit « un cadre commun de mesures pour la promotion de l'efficacité énergétique dans l'Union en vue d'assurer la réalisation du grand objectif (…) d'accroitre de 20 % l'efficacité énergétique d'ici à 2020 et de préparer la voie pour de nouvelles améliorations de l'efficacité énergétique au-delà de cette date ». Remplaçant et complétant la directive « cogénération » de 2004 et la directive « services énergétiques » de 2006, cette nouvelle directive traite de tous les maillons de la chaine énergétique : production, transport, distribution, utilisation, information des consommateurs, etc.
- Directive n° 2008/50/CE du 21 mai 2008 concernant la qualité de l'air ambiant et un air pur pour l'Europe.

➢ AU NIVEAU NATIONAL

- Loi LAURE du 30 décembre 1996 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie (n° 96-1236), intégrée au Code de l'environnement (Articles L.221-1 à L.223-2 et R.221-1 à R.223-4), définit des mesures techniques nationales en vue de réduire les consommations énergétiques et limiter les émissions de polluants liées à ces consommations.
- Loi 2005-781 du 13 juillet 2005 fixant les orientations de la politique énergétique.
- Loi Grenelle 1 n° 2009-967 du 3 août 2009 définit les orientations en matière de maîtrise de l'énergie, de développement des énergies renouvelables et de lutte contre les changements climatiques :
    - Objectifs de réduction d'un facteur 4 des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050 dans le secteur du bâtiment et de l'énergie et 23 % des énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie d'ici 2020.
    - Définition des mesures d'amélioration de la performance énergétique des installations.
    - Harmonisation des documents de planification urbaine (rénovation des anciens bâtiments, favoriser l'urbanisme économe en ressources foncières et énergétiques).
    - Évolution de la règlementation thermique (RT) des bâtiments, pour limiter les consommations énergétiques des bâtiments neufs qu'ils soient pour de l'habitation (résidentiel) ou pour tout autre usage (tertiaire). Les constructions neuves devront présenter, en moyenne, une consommation d'énergie primaire (avant transformation et transport) inférieure à 50 kWh/m²/an contre 150 kWh/m²/an environ.
- Loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 (Loi ENE) portant engagement national pour l'environnement.
- Loi n° 2015-992 relative à la transition énergétique pour la croissance verte (LTECV) du 17/08/2015, qui rend obligatoire la réalisation du PCET uniquement pour les intercommunalités de plus de 50 000 habitants en y intégrant un volet « Qualité de l'air ». Les plans climat air énergie territoriaux (PCAET) viennent donc remplacer les PCET au plus tard avant le 31/12/2016. Les objectifs nationaux inscrits dans la LTECV à l'horizon 2030 sont les suivants :
    - Réduction de 40 % des émissions de GES par rapport à 1990
    - Réduction de 20 % de la consommation énergétique finale par rapport à 2012
    - 32 % d'énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie.
- Loi Énergie Climat n° 2019-1147 du 8 novembre 2019 fixe des objectifs entrants dans le cadre du SCoT et du PCAET (en italique les nouveautés) :

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

- Atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050 en divisant les émissions de gaz à effet de serre par un facteur supérieur à six. La neutralité carbone est entendue comme un équilibre, sur le territoire national, entre les émissions anthropiques par les sources et les absorptions anthropiques par les puits de gaz à effet de serre […]
- Réduire la consommation énergétique finale de 50 % en 2050 par rapport à la référence 2012, en visant les objectifs intermédiaires d'environ 7 % en 2023 et 20 % en 2030 ;
- Réduire la consommation énergétique primaire des énergies fossiles de 40 % en 2030 par rapport à l'année de référence 2012, en modulant cet objectif par énergie fossile en fonction du facteur d'émissions de gaz à effet de serre de chacune. Dans cette perspective, il est mis fin en priorité à l'usage des énergies fossiles les plus émettrices de gaz à effet de serre ;
- Porter la part des énergies renouvelables à 23 % de la consommation finale brute d'énergie en 2020 et à ***33 % au moins de cette consommation en 2030*** ; à cette date, pour parvenir à cet objectif, les énergies renouvelables doivent représenter au moins 40 % de la production d'électricité, 38 % de la consommation finale de chaleur, 15 % de la consommation finale de carburant et 10 % de la consommation de gaz ;
- Réduire la part du nucléaire dans la production d'électricité à ***50 % à l'horizon 2035*** ;
- Contribuer à l'atteinte des objectifs de réduction de la pollution atmosphérique prévus par le Plan national de réduction des émissions de polluants atmosphériques ;
- Disposer d'un parc immobilier dont l'ensemble des bâtiments sont rénovés en fonction des normes « bâtiment basse consommation » ou assimilés, à l'horizon 2050, en menant une politique de rénovation thermique des logements concernant majoritairement les ménages aux revenus modestes ;
- Multiplier par cinq la quantité de chaleur et de froid renouvelables et de récupération livrée par les réseaux de chaleur et de froid à l'horizon 2030 ;
- Développer l'hydrogène bas-carbone et renouvelable et ses usages industriels, énergétiques et pour la mobilité, avec la perspective d'atteindre environ 20 à 40 % des consommations totales d'hydrogène et d'hydrogène industriel à l'horizon 2030 ;
- Favoriser le pilotage de la production électrique, avec pour objectif l'atteinte de capacités installées d'effacements d'au moins 6,5 gigawatts en 2028.

- Loi du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables. Elle instaure un dispositif de planification territoriale des énergies renouvelables pour assurer un meilleur équilibre des projets dans les territoires. Les communes devront, après concertation du public, identifier des zones d'accélération favorables à l'accueil des projets des énergies renouvelables.

➢ AU NIVEAU REGIONAL, DEPARTEMENTAL ET LOCAL

La problématique de l'énergie s'analyse à plusieurs échelles de territoires et angles de vue. À l'échelle mondiale, l'essor de modes de consommation plus économes et le développement d'énergies alternatives contribuent à l'effort que doivent faire les territoires dans la lutte contre le changement climatique. À l'échelle régionale, il s'agit davantage de réduire le déficit de production énergétique propre à la région. À l'échelle du territoire, la transition énergétique peut être à la base d'un véritable projet de territoire.

Le SRADDET fixe plusieurs objectifs afin d'entraîner la transition énergétique des territoires, dont :

- Objectif 12 : diminuer la consommation totale d'énergie primaire de 27 % en 2030 et de 50 % en 2050 par rapport à 2012
- Objectif 19 : augmenter la production d'énergie thermique et électrique en assurant un mix énergétique diversifié pour une région neutre en carbone à l'horizon 2050 (d'identifier, de justifier et de valoriser le potentiel de développement des énergies renouvelables et de récupération et des équipements de stockage nécessaires en amont des démarches de planification)
- Objectif 22 : contribuer au déploiement de modes de transport propres et au développement des nouvelles mobilités
- Objectif 23 : faciliter tous les types de reports de la voiture individuelle vers d'autres modes plus collectifs et durables
- Objectif 35 : conforter les centralités en privilégiant le renouvellement urbain et la cohérence Urbanisme-transport
- Objectif 60 : rénover le parc de logements existant, massifier la rénovation énergétique des logements et Revitaliser les quartiers dégradés (viser une performance de 50 % de gain énergétique des réhabilitations du parc de logements)

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Les objectifs territorialisés pour le territoire par le SRADDET sont présentés en tête de chaque chapitre.

Le nouveau **Plan climat « Gardons une COP d'avance »** voté le 23 avril 2021 est la continuité de la politique environnementale de la Région Sud. Il s'articule autour de 6 axes : **Air, Mer, Terre, Énergie, Déchets et chez vous, au quotidien,** et **141 mesures. Les objectifs sont notamment d'atteindre la neutralité carbone en 2050, de multiplier par 5 l'actuelle production d'énergies renouvelables et de produire 28 000 tonnes d'hydrogène vert grâce aux nouvelles installations (100 MW).**

Le Parc naturel régional des Baronnies provençales a été labellisé le 26/01/2015, il concerne 31 communes de la CCSB. Ces trois ambitions se déclinent en 12 orientations, et 37 mesures ou objectifs opérationnels, dont plusieurs ont trait au paysage et au patrimoine. Les autres mesures sont présentées dans les fiches thématiques de l'EIE correspondantes.

Tableau 23 : Disposition de la Charte en rapport avec le climat, l'air ou l'énergie

Mesures	Intitulés des mesures et objectifs ciblés au sein de la mesure	Engagement des partenaires (extraits)
II.4.1.	**Adapter l'agriculture aux évolutions climatiques, sociétales et économiques :** Anticiper les évolutions climatiques à venir pour adapter au mieux les productions agricoles et forestières du territoire et développer de nouvelles productions économiquement et écologiquement viables sur les Baronnies Provençales. Accompagner les exploitations agricoles et forestières dans l'intégration des enjeux énergétiques.	Établir un diagnostic agricole détaillé lors de la création, la révision ou la modification des documents d'urbanisme. Intégrer dans leurs documents de planification et d'urbanisme les dispositions réglementaires permettant de protéger les terres agricoles (délimitation de Zones agricoles protégées [mesure III.4.1]).
II.4.2	**Redonner une valeur économique au territoire forestier** Structurer la filière bois-énergie : plan d'approvisionnement territorial, développement de plateformes de transformation et de stockage de plaquettes forestières. Valoriser la production de bois et développer l'emploi lié à cette filière	
II.4.3	**Viser l'excellence des savoir-faire pour un habitat écologiquement performant et socialement accessible** Promouvoir une architecture et une construction contemporaines s'inscrivant dans l'héritage patrimonial et paysager des Baronnies Provençales et s'adaptant aux contraintes réglementaires, aux exigences d'efficacité énergétique, tout en restant dans des couts accessibles aux populations des Baronnies Provençales. Valoriser les ressources locales dans la composition d'écomatériaux, soutenir leurs certifications techniques et leurs utilisations dans les opérations de rénovation ou de construction. Soutenir le développement de filières locales d'écomatériaux (ex. : paille de lavande), d'entreprises, d'emplois et de savoir-faire associés à l'écoconstruction.	Intégrer dans leur document d'urbanisme les dispositions réglementaires nécessaires à cette politique.
III.1.3	**Expérimenter une politique du logement source de revitalisation conciliant identité architecturale et écoconstruction** Répondre aux besoins de la population par le développement de différents types de logements, qualitativement adaptés aux caractères et potentialités	Poursuivre la réhabilitation et la valorisation du patrimoine bâti et le développement d'une offre de logements adaptée aux différents publics, aux enjeux de maîtrise du foncier, de l'énergie et de la

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Mesures	Intitulés des mesures et objectifs ciblés au sein de la mesure	Engagement des partenaires (extraits)
	des patrimoines et paysages, sociologiquement adaptés aux différents types de ménages présents sur le territoire, financièrement et socialement accessibles, économes en foncier et prenant en compte les enjeux énergétiques.	préservation des patrimoines et des paysages
III.2.1	**Promouvoir la sobriété énergétique et s'adapter aux évolutions climatiques et énergétiques** Analyser le rôle d'un Parc dans les mécanismes de solidarité et d'échanges entre acteurs. Valoriser la sobriété énergétique dans tous les projets des acteurs du territoire. Réduire de 25 % les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2024. Baisser de 25 % la consommation d'énergie d'ici 2024. 25 % des énergies renouvelables dans la consommation d'énergie du territoire.	
III.2.2	**Concevoir et animer un développement maitrisé et partagé par les acteurs du territoire des énergies renouvelables** Créer de la richesse locale en renforçant les capacités d'autofinancement des collectivités locales et en revitalisant les exploitations agricoles et l'artisanat.	Solliciter le Parc en amont de tout projet de fermes photovoltaïques au sol, d'implantation d'éoliennes et d'installations hydroélectriques. Suivre les recommandations du Parc sur ces projets.
III.2.3	**Développer des réponses nouvelles aux besoins de communication et de mobilité** Inscrire le territoire dans la perspective d'une réduction de ses consommations énergétiques dans le domaine des transports.	

Les tableaux ci-dessous rappellent les objectifs établis pour le territoire par le SRADDET pour atteindre les objectifs régionaux.

Tableau 24 : Objectifs de réduction des consommations d'énergie du SRADDET sur le territoire (fiche sectorielle du SRADDET)

Unité : GWh/an Année	Agriculture	Traitement des déchets	Industrie	Résidentiel + Tertiaire	Transport routier
2012 – Référence	28	22,8	75	300	**464**
2019	35	27	68	269	**439**
2023	27,7	16,9	55,5	253	**427**
2026	27,6	15,3	50,2	240	**417**
2030	27.4 (-2 %)	13.2 (-42 %)	43.5 (-42 %)	226 (-25 %)	**385 (-17 %)**
2050 (-30 %)	19,6	15,9	52,5	210	**325**

Tableau 25 : Objectifs territorialisés du SRADDET sur la CCSB pour atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050

Objectifs territorialisés	2012	2019	2023	2030	2050
Production annuelle (GWh)	657	759	1 230	1500	**3 370**
Consommation annuelle (GWh)	891	839	781	696	**624**
Taux de couverture : production EnR/consommation	73 %	90 %	157 %	215 %	**540 %**

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

1.7.2 L'énergie sur le territoire

Note : ce chapitre présente une synthèse du diagnostic réalisé pour le Plan Climat Air Énergie de la CCSB en mars 2022. Mise à jour en novembre 2024 avec les données d'AtmoSud, année des données : 2021

1.7.2.1 LA CONSOMMATION D'ENERGIE

La consommation finale d'énergie de la CCSB représente 871 GWh/an en 2021, dont 47 % dus au secteur routier. Les énergies fossiles représentent 61 % de cette consommation d'énergie totale, dont 53 % de produits pétroliers.

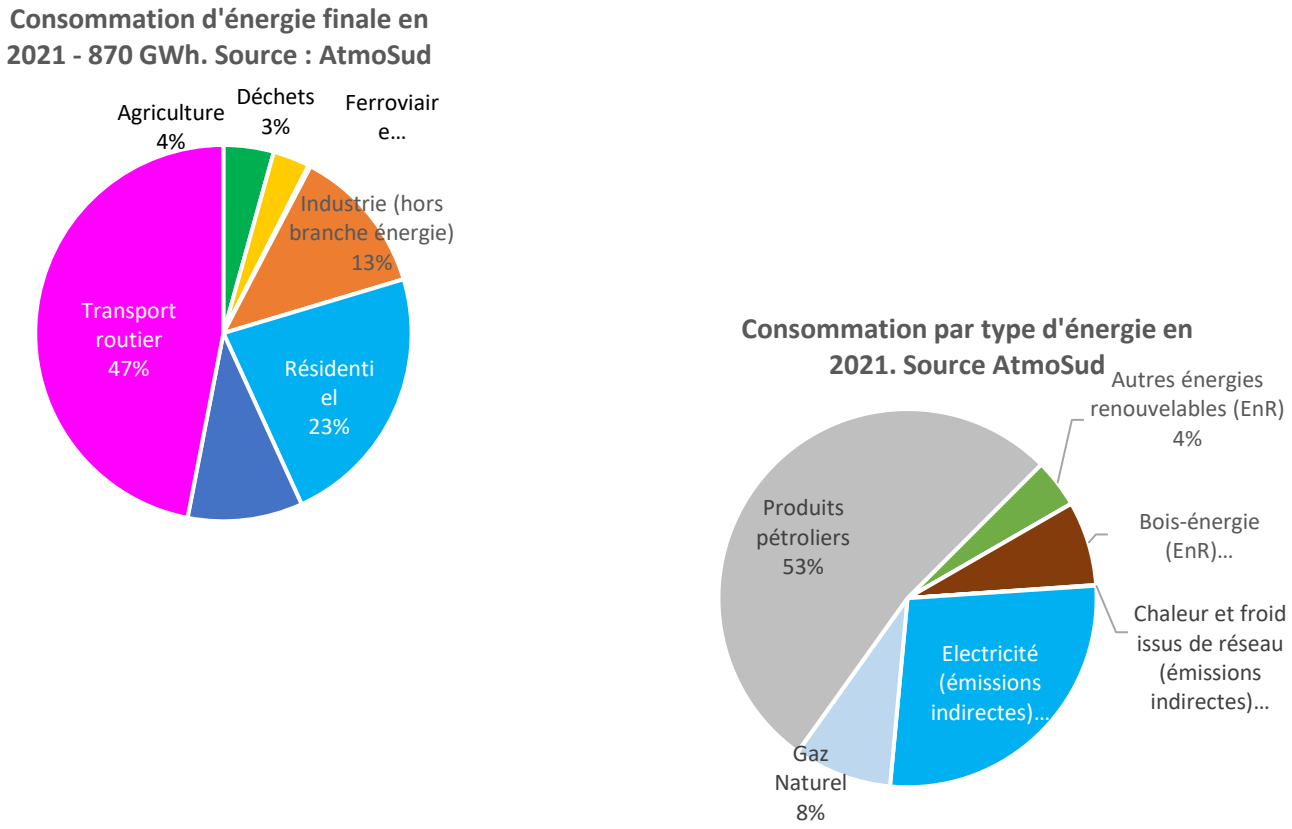


Figure 46 : Consommation finale d'énergie par secteur et par vecteur énergétique – CCSB 2019

Bien que la consommation d'énergie finale ne représente que 0,6 % de celle de la région, **le ratio par habitant (33 MWh/hab.) est supérieur de 15 % à celui de la région (29 MWh/hab.).**

- LE SECTEUR ROUTIER

La plus grande part de la consommation d'énergie est due au transport routier (53 %) dont 23 % proviennent de l'autoroute. Sans l'autoroute, la part de la consommation d'énergie due aux transports est de 46 %. Le caractère rural et étendu du territoire engendre d'importants besoins en déplacement individuel qui ne peuvent être réalisés quasiment qu'en voiture individuelle. L'offre de transport en commun reste faible sur le territoire et les alternatives à la voiture individuelle sont peu nombreuses.

À savoir, la moitié des actifs travaillent sur leur commune de résidence, 7 % travaillent à domicile. 80 % des déplacements domicile-travail se font en voiture, 10 % à pied. 86 % des ménages possèdent au moins une voiture et 37 % en possèdent au moins deux.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

➢ LE BATI RESIDENTIEL ET TERTIAIRE

Le bâti résidentiel et tertiaire est le second poste de consommation avec 199 GWh/an (22,8 %). Cette forte consommation du secteur résidentiel s'explique par :

- Un parc résidentiel et tertiaire diffus (92 % du bâti), composé de 67 % de maisons individuelles, donc plus énergivores
- Un parc de logements anciens (50 % avant 1970) donc souvent peu ou pas isolés ;
- Un climat relativement froid par rapport à la moyenne régionale, nécessitant du chauffage environ 6 mois par an.

➢ LE SECTEUR INDUSTRIEL

Troisième poste consommateur, l'industrie[7] (12 %). Le secteur de l'industrie est le seul à baisser fortement sa consommation d'énergie, d'une part du fait d'une baisse de l'activité à la suite de la crise de 2009 et d'autre part à l'amélioration des processus industriels.

➢ LE SECTEUR AGRICOLE ET LE SECTEUR DES DECHETS

Ces deux secteurs sont peu consommateurs d'énergie (3 % pour les déchets et 4 % pour l'agriculture), mais très émetteurs de gaz à effets de serre sur le territoire (voir chapitre concerné).

1.7.2.2 LA PRODUCTION D'ENERGIE

Sur le territoire, la production d'énergie totale atteint 677 GWh/an en 2021 (en baisse par rapport à 2019 due à la baisse de production hydroélectrique).

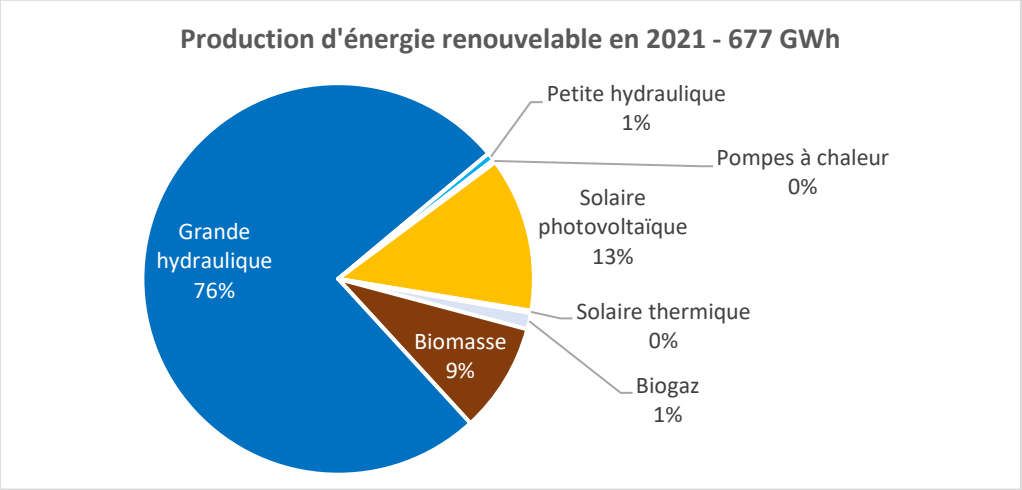
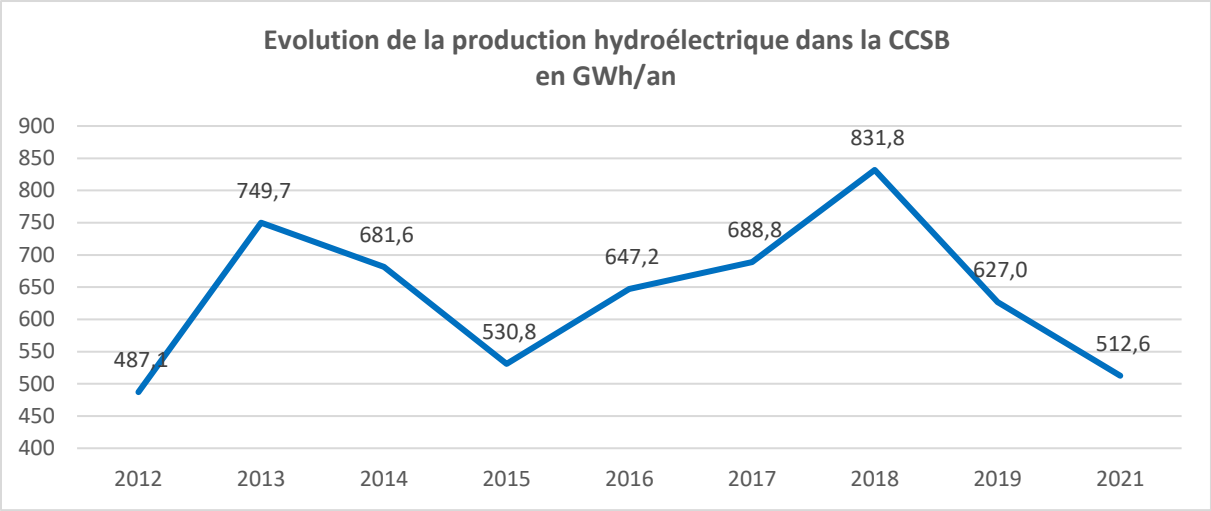


Figure 47 : Production d'énergie sur la CCSB – 2021. Source AtmoSud

100 % de l'énergie produite est d'origine renouvelable, dont 76 % proviennent de l'hydroélectricité en 2021, une source d'énergie variable au cours des années.

[7] Certains établissements industriels relèvent du secret statistique sur le territoire : Placoplatre à Lazer, carrière d'extraction de gypse l'industrie du plâtre et l'entreprise SANOFI CHIMIE à Sisteron pour l'industrie pharmaceutique.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



Les centrales hydroélectriques se situent à Sisteron, Lazer et Bayons. Cette production varie en fonction du débit des cours d'eau du territoire, notamment de la Durance. Au regard de l'évolution climatique en cours, le débit de la Durance est susceptible de subir une baisse à long terme pouvant provoquer des conflits d'usages dans le futur.

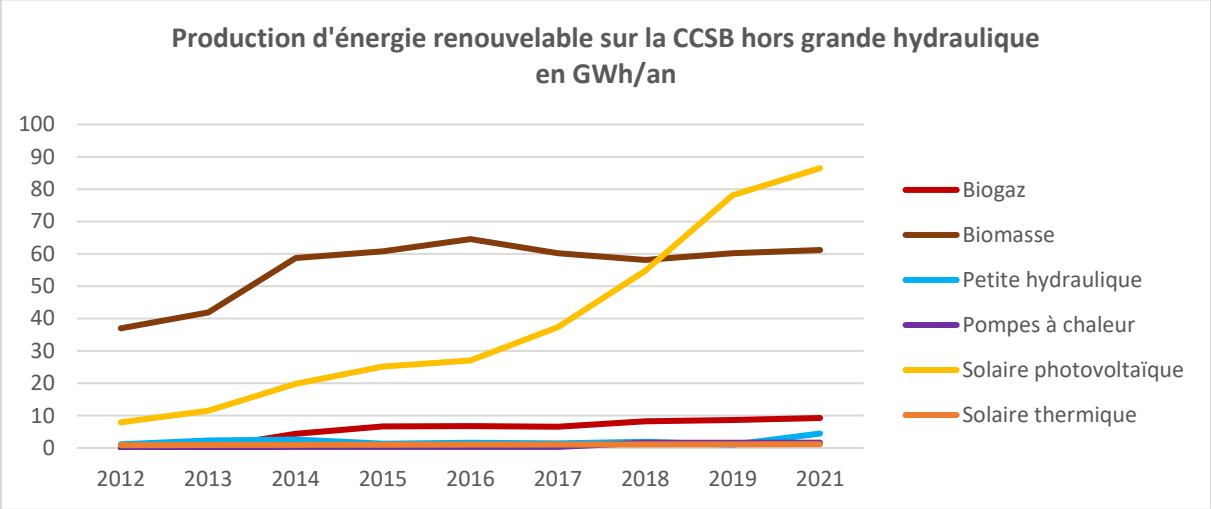


Figure 48 : évolution de la production d'énergie par source (hors grande hydraulique) entre 2007 et 2021 – Source CCSB.

Jusqu'en 2018, hors grande centrale hydraulique, la production la plus importante était la « biomasse » assurée par le chauffage au bois, qui est important sur le territoire.

Le solaire thermique, par nature, produit peu d'énergie. Cependant, il a triplé entre 2007 et 2021 (de 0,4 à 1,13 GWh/an). Le solaire photovoltaïque connait quant à lui une très forte progression depuis 2010. Un grand nombre de petites installations se sont développées sur le territoire, mais la plus grande partie de la puissance fournie émane des parcs photovoltaïques au sol comme le montre le tableau suivant.

Tableau 26. Nombres d'installations photovoltaïques sur la CCSB (source : diagnostic PCAET)

Nombre de sites photovoltaïques	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Haute Tension (HTA) parc au sol	8	8	11	13	15	19	20
Basse tension (BT) > 36 kVA (grande toiture)	70	70	88	110	130	149	179
BT <= 36 kVA (petite toiture)		369	401	436	505	576	751
HTA : Haute Tension – BT : Basse tension							

Les pompes à chaleur se développent depuis 2018 et assurent une production qui reste minime (1,6 GWh/an).

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Seuls deux réseaux de chaleur sont recensés à Éourres et Barret-sur-Méouge.

1.7.2.3 UNE SITUATION REMARQUABLE DU POINT DE VUE DE LA BALANCE ENERGETIQUE

Le territoire est excédentaire en production d'électricité : la consommation finale en 2021 est de 871 GWh/an alors que l'hydroélectrique produit 512,6 GWh/an et le photovoltaïque 86,5 GWh/an. La production d'énergie totale (677 GWh en 2021) couvre 78 % de la consommation totale (90 % en 2019), ce qui est au-delà des objectifs de la loi TCEV. Toutefois, soulignons que cette situation repose sur l'importante production hydroélectrique qui fluctue fortement et affiche une tendance baissière ces dernières années comme le montrent les courbes suivantes. Qui plus est, cette énergie électrique est diffusée dans le réseau et exportée et ne répond pas aux besoins en énergies fossiles liés aux véhicules thermiques.

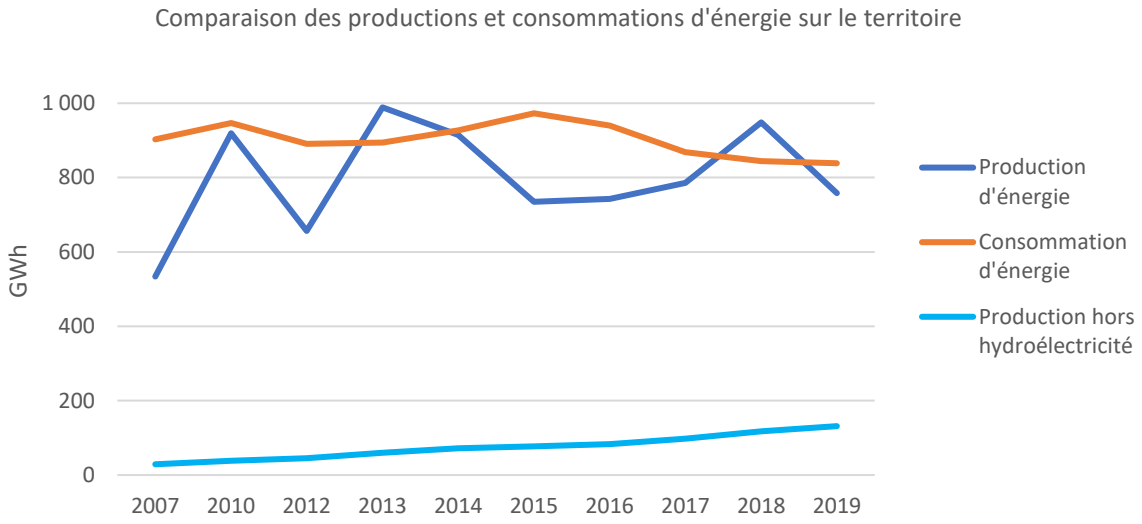


Figure 49 : Évolution du bilan énergétique sur la CCSB (source : diagnostic PCAET)

1.7.3 Potentiels de réduction des consommations d'énergie et de développement des énergies renouvelables

1.7.3.1 POTENTIELS DE REDUCTION DES CONSOMMATIONS D'ENERGIE

L'estimation du potentiel de réduction des consommations d'énergie a été réalisée par retour d'expériences et données d'expertise diverses, à horizon 2050.

Trois principes d'actions peuvent être appliqués : sobriété, efficacité ou report.

Tableau 27. Potentiel de réduction des consommations d'énergie par secteur (source : diagnostic PCAET)

Secteur	Actions	Économie en GWh
Résidentiel	Sobriété des ménages (-12 % sur la consommation actuelle du secteur résidentiel)	22 GWh
	Rénovation des logements (38 % d'économies d'énergie sur les bâtiments rénovés : 80 kWh/m² de 90 % des logements)	48 GWh
Tertiaire	Sobriété (-15 % sur la consommation actuelle du secteur tertiaire)	12 GWh
	Rénovation des bâtiments (38 % d'économies d'énergie sur les bâtiments rénovés : 80 kWh/m² de 90 % des logements)	19 GWh

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Secteur	Actions	Économie en GWh
Industriel	Sobriété (-15 % appliqué à la consommation actuelle du secteur)	14 GWh
Transports routiers	-40 % sur la consommation actuelle des transports routiers	175 GWh

Afin de réduire la consommation du secteur routier, les actions envisagées reposent sur des changements comportementaux (télétravail, covoiturage, réduction de la vitesse et écoconduite, report modal vers les modes actifs sur les trajets domicile-travail courts et vers les transports en commun sur les trajets domicile-travail entre 20 et 100 km) et sur l'amélioration de la performance des véhicules.

Le potentiel maximum de réduction de la consommation est estimé à 290 GWh, soit 32 % de la consommation d'énergie finale de 2012.

Tableau 28 : Potentiels de réduction des consommations d'énergie à l'horizon 2050 et référentiel SRADDET à l'horizon 2030

Potentiels de réduction par secteur sur le territoire de la CCSB				Objectifs territorialisés du SRADDET	
Secteur	**Consommation 2019 (GWh)**	**Potentiel de réduction par rapport à 2019 (GWh et %)**		**Consommation 2012 CCSB (GWh)**	Potentiel de réduction par rapport à 2012
Résidentiel	186	70	38 %	204	25 %
Tertiaire	82	31	38 %	96	24 %
Industrie, traitement des déchets, construction	95	14	15 %	98	42 %
Transport routier	444	175	40 %	464	17 %
Agriculture	31	-	-	28	2 %
Total général	838	290	35 %	**890**	**27 %**

Ainsi, selon les estimations réalisées, il est possible de se rapprocher de la trajectoire définie par le SRADDET, les années de référence étant différentes (2012 et 2019).

Les économies d'énergie sont les plus attendues dans les secteurs du bâtiment et du transport.

1.7.3.2 Potentiels de développement des énergies renouvelables

Pour atteindre les objectifs, il est prévu dans le SRADDET, à l'horizon 2023 en termes de production :

- **Énergie électrique** : fortement développer le solaire photovoltaïque (360 GWh), améliorer les installations existantes d'hydroélectricité (350 GWh), produire grâce à l'éolien (110 GWh),
- **Énergie thermique** : réaliser une installation de biogaz à partir des déchets (0,001 GWh), développer des installations de biomasse agricole, continuer le développement de solaire thermique (entre 700 à 1 000 équivalents logements), développer le bois-énergie collectif et développer la récupération de chaleur (géothermie).

Le tableau suivant récapitule les potentiels identifiés par l'étude AERE commanditée par la CCSB, le Parc Naturel Régional des Baronnies Provençales et la Communauté de Communes des Baronnies en Drôme Provençale (CCBDP), ces potentiels mobilisables sont définis en suivant la méthodologie présentée ci-dessous (voir diagnostic PCAET pour plus de détails la concernant) :

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

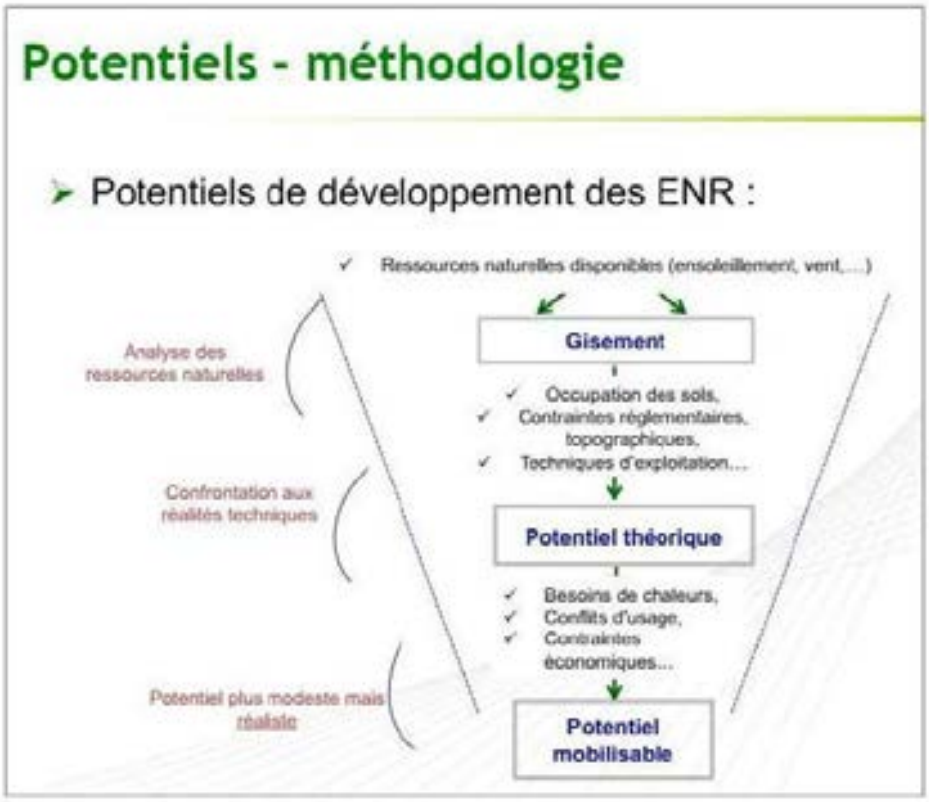


Figure 50. Méthodologie d'identification du potentiel mobilisable pour le développement des ENR sur la CCBS (source : diagnostic PCAET)

Tableau 29 : potentiels de développement de la production d'EnR sur le territoire de la CCSB.

Filières ENR sur la CCSB	Potentiels de production supplémentaire (GWh)	Part de la production par rapport à la production potentielle totale
Solaire photovoltaïque	174	20 % (11 % actuel)
Solaire thermique (résidentiel et tertiaire)	14	1.2 % (<1 % actuel)
Bois énergie	46	4 % (5 % actuel)
Éolien	254	20.5 % (0 % actuel)
Méthanisation	28	3 % (1 % actuel)
TOTAL	**516**	**50 % d'ENR hors grande hydraulique (17 % actuel)**

Les potentiels de production photovoltaïque et éolienne sont les plus importants.

Précisons que le potentiel photovoltaïque est estimé en toiture et au sol :

- **Sur toitures** : 217 GWh du fait de l'irradiation solaire incidente disponible (1 354 GWh/an) et des toits pouvant être équipés (25 % des toitures) ;
- **Au sol** : 0,1 % du territoire en zone « favorable » soit 81 ha permettant l'installation de 5 à 8 centrales.

La production actuelle locale de bois-énergie représente seulement 3 GWh/an. Le fort potentiel de développement de la production de bois énergie sur le territoire (46 GWh/an) présente donc un enjeu très fort de relocalisation de la production, de structuration de la filière et de gestion intégrée des forêts.

Les potentiels de développement de l'éolien incluent des secteurs à enjeux forts pour 89 GWh/an, soit un site.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Tableau 30 : Potentiel de développement de l'énergie éolienne sur la CCSB selon les secteurs à enjeux (source diag PCAET – étude AERE)

	Potentiel théorique			Potentiel mobilisable	
Enjeux	Nombre total de sites potentiels	Puissance installable (MW)	Production (GWh/an)	Part de sites retenus	Potentiel Mobilisable (GWh/an)
Sans enjeu	2	30	55	100% soit 2 sites	55
Avec zone de vigilance	4	113	207	50% soit 2 sites	110
Avec enjeux forts	3	94	173	33% soit 1 site	89
Avec une sensibilité charte PNR	9	442	812	0% soit 0 sites	0
Avec une sensibilité majeure charte PNR	10	849	1 561	0% soit 0 sites	0
TOTAL CCSB :	28 sites potentiels	1 527 MW	2 809 GWh/an	**5 sites retenus**	**254 GWh/an**

Au regard de ces informations, malgré deux points importants sont à retenir :

- Le potentiel de production d'énergie renouvelable estimé par le diagnostic du PCAET de 1 274 GWh/an à H2030 reste inférieur à l'objectif du SRADDET de 2030 qui est de 1 500 GWh/an.
- Ce potentiel devrait être réduit à 1 186 GWh/an pour éviter les zones à enjeux forts de l'éolien.

1.7.4 Bilan énergétique potentiel

Les résultats de « l'étude territoriale multi-filière de développement et de valorisation des énergies renouvelables » réalisée par le groupement AERE, Cythelia Énergie met en évidence que le potentiel de réduction des consommations d'énergie (290 GWh) est non négligeable face au potentiel de développement des énergies renouvelables (516 GWh).

Tableau 31 : synthèse du bilan énergétique potentiel de la CCSB versus les objectifs du SRADDET (source : diagnostic du PCAET)

Bilan des évolutions potentielles (GWh et %)	2012	2019	2021	Potentiel estimé (2050)	Objectifs SRADDET pour la région		
					2023	2030	2050
Production EnR	657	759	677	1 274 (+516)	1 230	1 500	3 370
Consommation énergie finale	891	839	871	548 (-290)	781	696	624
Production – consommation	-234	-80	-194	+726	449	804	2 746
Taux de couverture de la consommation d'énergie par les EnR							
Production EnR/Consommation	74 %	90 %	78 %	232 %	157 %	215 %	540 %
Sans l'hydraulique	5 %	16 %	19 %	114 %	74 %	122 %	436 %

Le potentiel de réduction des consommations d'énergie (290 GWh) est non négligeable face au potentiel de développement des énergies renouvelables (516 GWh).

Le graphique suivant montre que la capacité de production en EnR du territoire pourrait atteindre son maximum en 2038 étant donné les caractéristiques structurelles du territoire. La production dépasserait la consommation et pose la question du stockage ou de l'export de l'énergie.

En effet, l'arrivée croissante d'énergie renouvelable variant au grès des conditions climatiques nécessite de pouvoir la stocker afin de synchroniser l'offre et la demande et ne pas la perdre. Pour cela, RTE a lancé un projet expérimental de stockage de l'énergie dénommé RINGO, ce programme comprend actuellement 3 sites en fonctionnement dont un à Ventavon. Chaque site RINGO pourra permettre de réguler une puissance maximale de 10 à 12 MW fournie pendant 2 heures maximum en la stockant dans des batteries LMP® (Lithium Métal

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Polymère), de nouvelle génération « tout solide ». Pour donner un ordre d'idée, cette puissance stockée correspond à la consommation d'environ 10 000 habitants.[8]

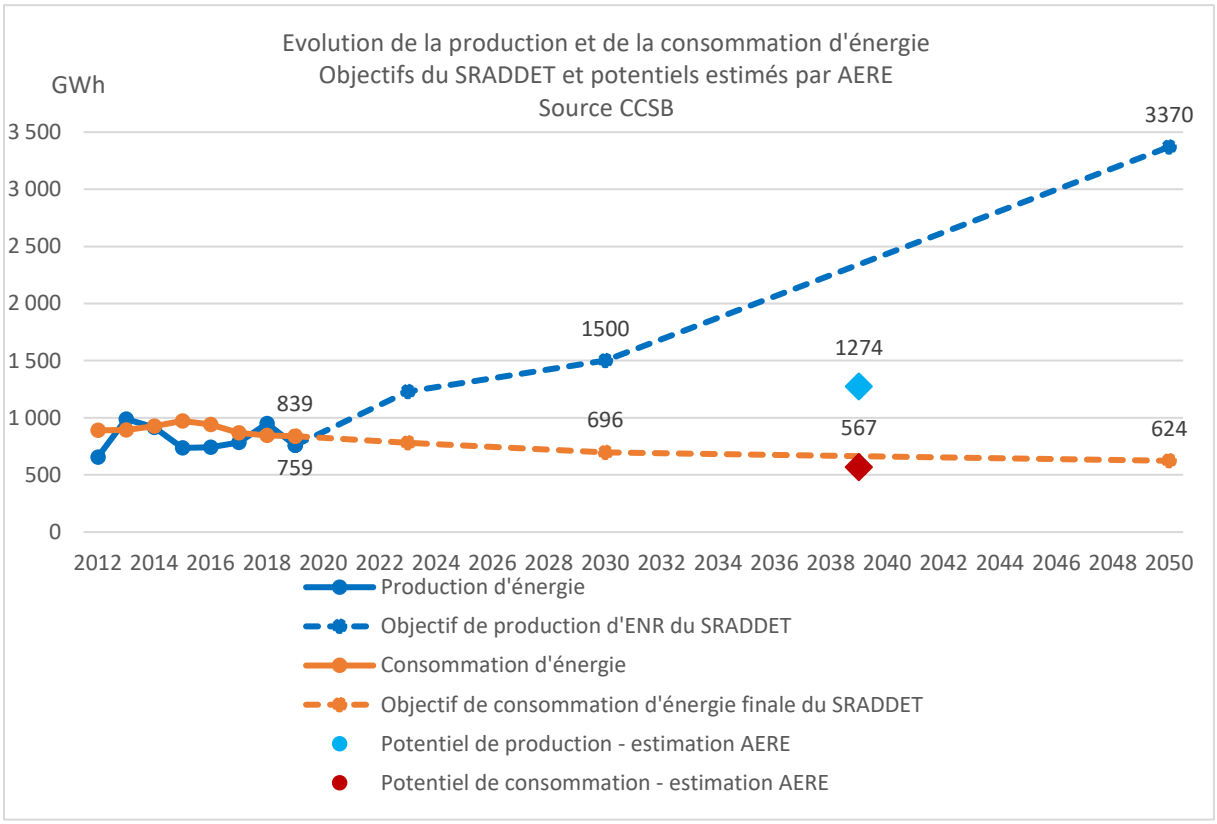


Figure 51 : Évolution et projection du bilan énergétique sur la CCSB en GWh à l'horizon 2050

1.7.5 Analyse du diagnostic énergétique

Le diagnostic de la situation actuelle est traduit dans les champs atouts et faiblesses (colonne de gauche) tandis que les opportunités ou menaces (colonne de droite) sont autant de facteurs d'évolution.

Situation actuelle		Tendances et facteurs d'évolution	
+	Atout pour le territoire	La situation : ⇗ se poursuit ou s'accélère ⇘ s'inverse ou ralentit ? : non prévisible	Facteurs d'évolution positive Facteurs d'évolution négative
-	Faiblesse pour le territoire		

Énergie : consommation		Tendances et facteurs d'évolution	
-	La consommation finale d'énergie de la CCSB représente 871 GWh/an, pour 43 % due au secteur routier, soit 33 MWh/hab. contre 29 MWh/hab. au niveau régional.	⇗	On note une tendance légèrement baissière depuis 2016 après une augmentation pour revenir à la valeur de 2012. La croissance démographique peut engendrer des consommations supplémentaires, mais permettre de développer certains services et pratiques plus sobres.

[8] https://www.rte-france.com/projets/nos-projets/stocker-lelectricite-lexperimentation-ringo-ventavon#Leprojet

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

-	Les énergies fossiles représentent 61 % de cette consommation d'énergie totale, dont 53 % de produits pétroliers.	?	Les évolutions technologiques des moteurs thermiques, le remplacement des chauffages au fioul et le développement des motorisations électriques peuvent diminuer ces consommations.
-	23 % de la consommation finale proviennent des flux routiers liés à l'autoroute.	⇗	Ces consommations structurelles sont amenées à se poursuivre.
-	80 % des déplacements domiciles-travail se font en voiture	?	Le télétravail, le covoiturage pourraient influencer à la baisse ces déplacements. La hausse des prix de l'énergie peut engendrer une sobriété des usages.
-	Le bâti diffus résidentiel ancien et le bâti tertiaire représentent le second poste de consommation avec 199 GWh/an (22,8 %). Les maisons individuelles représentent 67 % du parc de logements.	⇘	Les besoins en chauffage peuvent diminuer à moyen/long terme du fait du réchauffement climatique. Des programmes de rénovation sont soutenus par les collectivités territoriales, mais ne sont pas accessibles à tous.
+	Le secteur industriel représente 12 % de la consommation totale	⇗	Le secteur a fortement baissé ses consommations d'énergie, mais sa part augmente dans le bilan total
+	Le secteur agricole est peu consommateur d'énergie (4 %) ainsi que celui des déchets (3 %)	⇘	Le secteur a augmenté ses consommations d'énergie.
Énergie : production		**Perspectives d'évolution**	
+	100 % de la production d'énergie est d'origine renouvelable et atteint 677 GWh/an en 2021.	?	L'exploitation de l'énergie solaire s'est fortement développée sur le territoire. L'usage de la biomasse est stable.
-	77 % de l'énergie produite est d'origine hydroélectrique		La production hydroélectrique est dépendante des débits hydrauliques, et affiche une tendance baissière
+	Deux réseaux de chaleur sont recensés à Éourres et Barret-sur-Méouge	⇗	Un projet potentiel à Sisteron pour la nouvelle gendarmerie
Énergie : balance		**Perspectives d'évolution**	
+	Le territoire est excédentaire en production d'électricité	⇗	Le potentiel maximum de réduction de la consommation est estimé à 290 GWh, soit 32 % de la consommation d'énergie finale de 2012.
+	La production d'énergie totale couvre 78 % de la consommation totale (90 % en 2021)	⇗	Le mix énergétique se développe, mais l'hydroélectricité baisse
		⇗	Le potentiel de développent d'énergie renouvelable est estimé à 516 GWh/an à H2030
-	Les consommations importantes d'énergie d'origine pétrolière déséquilibrent l'autonomie énergétique du territoire	⇗	Les évolutions technologiques des moteurs thermiques, le remplacement des chauffages au fioul et le développement des motorisations électriques peuvent rééquilibrer la demande en énergie.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

1.8 Contribution et adaptation au changement climatique

Le SRADDET fixe plusieurs objectifs afin d'améliorer la résilience au changement climatique, dont :

- Objectif 10 améliorer la résilience du territoire face au changement climatique et garantir l'accès à tous à la ressource en eau
- Objectif 37 rechercher la qualité des espaces publics et favoriser la nature en ville
- Objectif 14 préserver les ressources en eau souterraine, les milieux aquatiques et les zones humides

1.8.1 Émissions de gaz à effet de serre

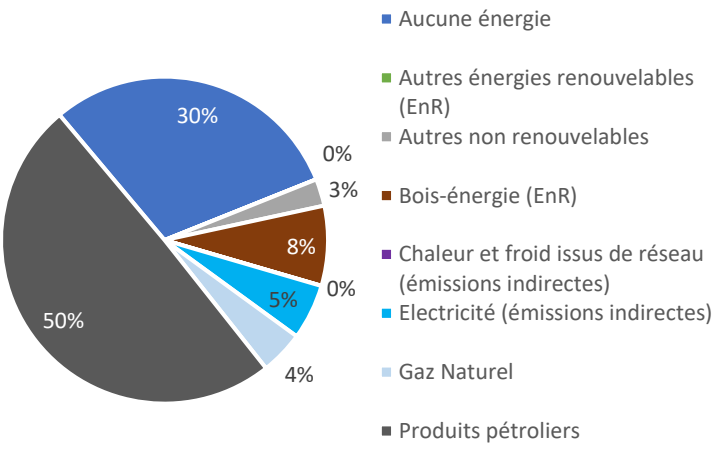
Note : ce chapitre présente une synthèse du diagnostic réalisé pour le Plan Climat Air Énergie de la CCSB en mars 2022. Mise à jour en novembre 2024 avec les données d'AtmoSud, année des données : 2021

Le tableau ci-dessous rappelle les objectifs établis pour le territoire par le SRADDET pour atteindre les objectifs régionaux.

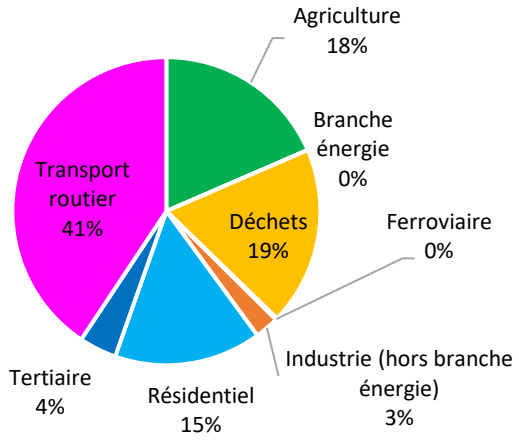
Tableau 32 : Objectifs de réduction des émissions de GES du SRADDET sur le territoire (fiche sectorielle du SRADDET)

Unité : teqCO_2	Agriculture	Industrie	Traitement des déchets	Résidentiel + Tertiaire	Transport
2012 – référence	43 591	19 871	65 409	55 095	123 508
2019	45 086	5 200	58 101	45 439	116 845
2021	40 104	5 185	56 906	38 015	100 042
2023	39 232	5 170	56 252	34 159	95 101
2026	38 796	5 148	54 943	30 302	88 926
2030	37 924 (-13 %)	5 118 (-74 %)	53 635 (-18 %)	24 793 (-55 %)	80 280 (-35 %)
2050 (-75 %)	11 629	4 968	16 352	13 774	30 877

En 2021, les émissions de GES sur le territoire représentent 268,5 kteqCO_2 (275 kteqCO_2 en 2019).



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



La moitié des émissions totales de gaz à effet de serre (GES) de provient de la combustion d'énergies fossiles (carburant, fioul, gaz naturel). 23 % des émissions du transport routier sont liées aux flux de transit sur l'autoroute. Les émissions d'origine non énergétique sont liées à l'enfouissement des déchets, à l'agriculture (élevage et utilisation d'engrais).

La répartition par habitant montre l'importance des émissions par rapport au ratio régional.

Tableau 33. Répartition des émissions de GES par habitant sur la CCSB et comparaison avec la région PACA (source : diagnostic PCAET)

Figure 52 : émissions de GES énergétiques et non-énergétiques par secteur et source d'énergie en 2021. Source AtmoSud.

2019	CCSB	Région PACA
Émissions de GES par habitant	10,8 teqCO_2/hab. (avec les flux de transit)	8,5 teqCO_2/hab.
	9,75 teqCO_2/hab. (sans les flux de transit)	

1.8.1.1 LE TRANSPORT ROUTIER

Logiquement, les transports routiers représentent la plus grande source d'émissions de GES **avec 109 kteqCO_2 en 2021 sur le territoire (41 % des émissions totales).**

1.8.1.2 LE BATI RESIDENTIEL ET TERTIAIRE

Le bâti représente 15 % des émissions de gaz à effet de serre.

Pour rappel, le bâti est très diffus, composé essentiellement de maisons individuelles isolées et anciennes, donc énergivore et le climat engendre des besoins en chauffage six mois de l'année.

Les modes de chauffage sont diversifiés à l'échelle du territoire, mais le chauffage au fioul représente 26,4 % des bâtiments chauffés. Finalement, ce sont 39 % des besoins en chauffage qui sont assurés par les énergies fossiles et expliquent également ces émissions de GES élevées, la catégorie « autres » regroupe les autres types de chauffage fonctionnant notamment par la combustion de biomasse : poêle, cheminée, cuisinière, etc.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



Figure 53 : Répartition du nombre de bâtiments par type de chauffage (source : diagnostic du PCAET)

1.8.1.3 LE TRAITEMENT DES DECHETS

Le secteur du traitement des déchets représente quant à lui 19,8 % des émissions. Entre 2012 et 2019, une baisse de 12 % est observée. Ces émissions élevées s'expliquent par la présence de deux sites d'enfouissement des déchets qui dégagent du méthane à fort pouvoir de réchauffement climatique et par le kilométrage très important que doivent parcourir les camions d'enlèvement des ordures ménagères.

Le site de Sorbiers a accueilli des déchets du Buëch-Dévoluy et de la Communauté d'Agglomération de Sophia-Antipolis ainsi que des encombrants apportés par GROS environnement. Le site du Beynon accueille les déchets du département des Hautes-Alpes et du nord des Alpes-de-Haute-Provence (Ubaye, Jabron/Volonnes) et a accueilli ceux des Alpes-Maritimes pendant des années. Le service de ramassage des ordures ménagères travaille depuis 2018 à la réorganisation des tournées, ce qui a permis de réduire de 170 000 km/an les parcours de collecte des poids lourds entre 2018 et 2021.

1.8.1.4 L'AGRICULTURE

Les émissions de GES du secteur agricole, 18,4 % des émissions totales, sont essentiellement non-énergétiques et se répartissent comme suit :

- 52 % proviennent du CH4 issu de l'élevage.
- 30 % proviennent du N2O issu des engrais.
- 18 % proviennent du CO_2 issu des engins agricoles.

1.8.1.5 ÉVOLUTIONS RECENTES DES EMISSIONS DE GES

Les émissions diminuent très faiblement depuis 2012 comme le montre le graphique suivant (2020 est une année atypique [crise sanitaire]).

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

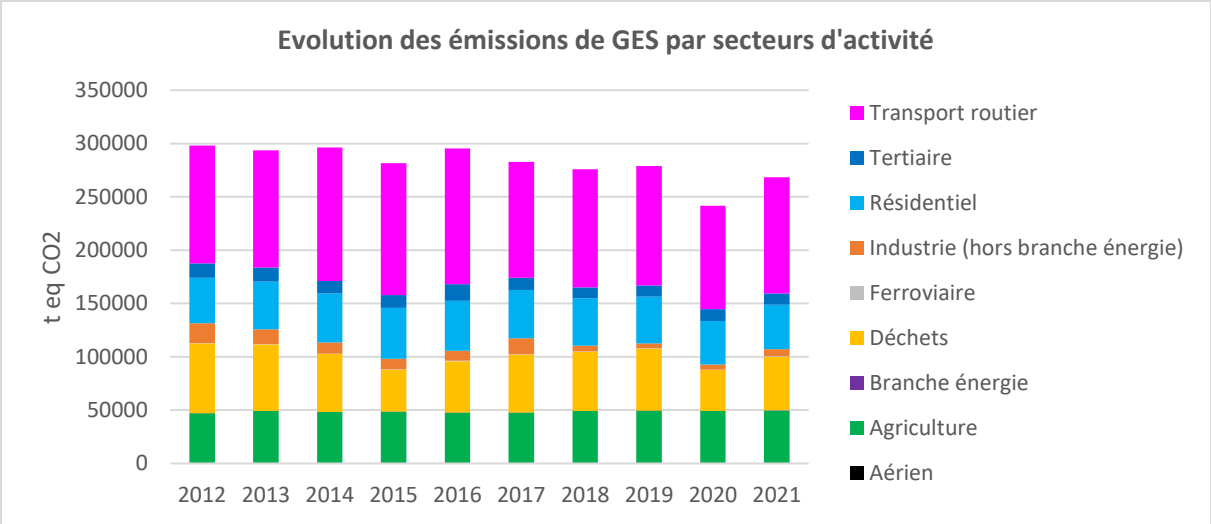


Figure 54 : évolution des émissions de GES dans la CCSB. Source AtmoSud

Entre 2012 et 2021, les émissions ont baissé majoritairement dans les secteurs du bâti, de l'industrie et des déchets. L'agriculture voit ses émissions augmentaient : +3,4 % dus au protoxyde d'azote supplémentaire émis par l'augmentation de l'utilisation des engrais. Le secteur du transport a baissé de -1,3 % sur la période.

Malgré tout, les émissions de GES par habitant de la CCSB sont de 28 % supérieures à celles de la région.

Sur un territoire rural et étendu comme celui de la CCSB, la mobilité présente l'enjeu majeur de la réduction des consommations d'énergie et d'émissions de GES.

1.8.2 La séquestration de carbone du territoire

1.8.2.1 LES STOCKS DE CARBONE

Les stocks de carbone organique dépendent de l'occupation du sol et des conditions locales comme le montre l'illustration suivante.

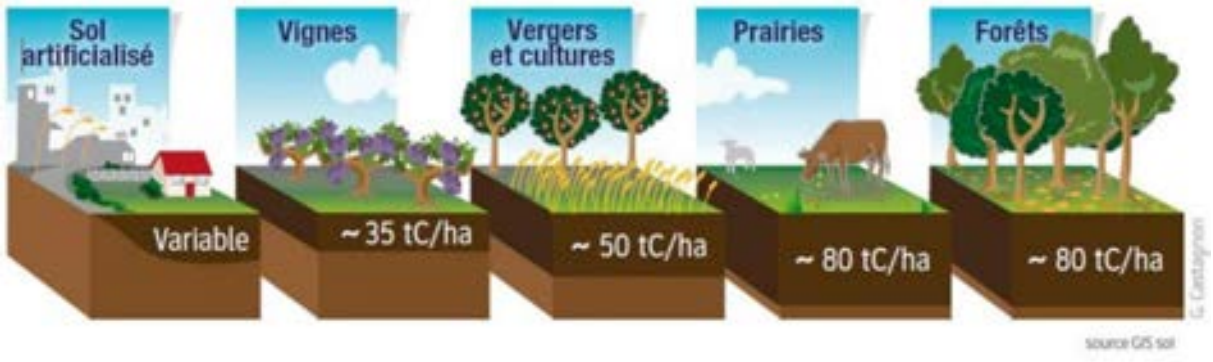


Figure 55 : Illustration des capacités de stockage de carbone en fonction de l'occupation du sol (Source GIS sol)

Les changements d'affectation des sols comme l'imperméabilisation ou le retournement des prairies menacent ce stockage. Les impacts du changement climatique, notamment la déperdition de certaines espèces forestières, peuvent également menacer ce stock. Tout ou partie de ce stock serait alors remobilisé dans l'atmosphère.

L'histogramme suivant met en évidence que le carbone est principalement stocké dans la forêt sur le territoire de la CCSB.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

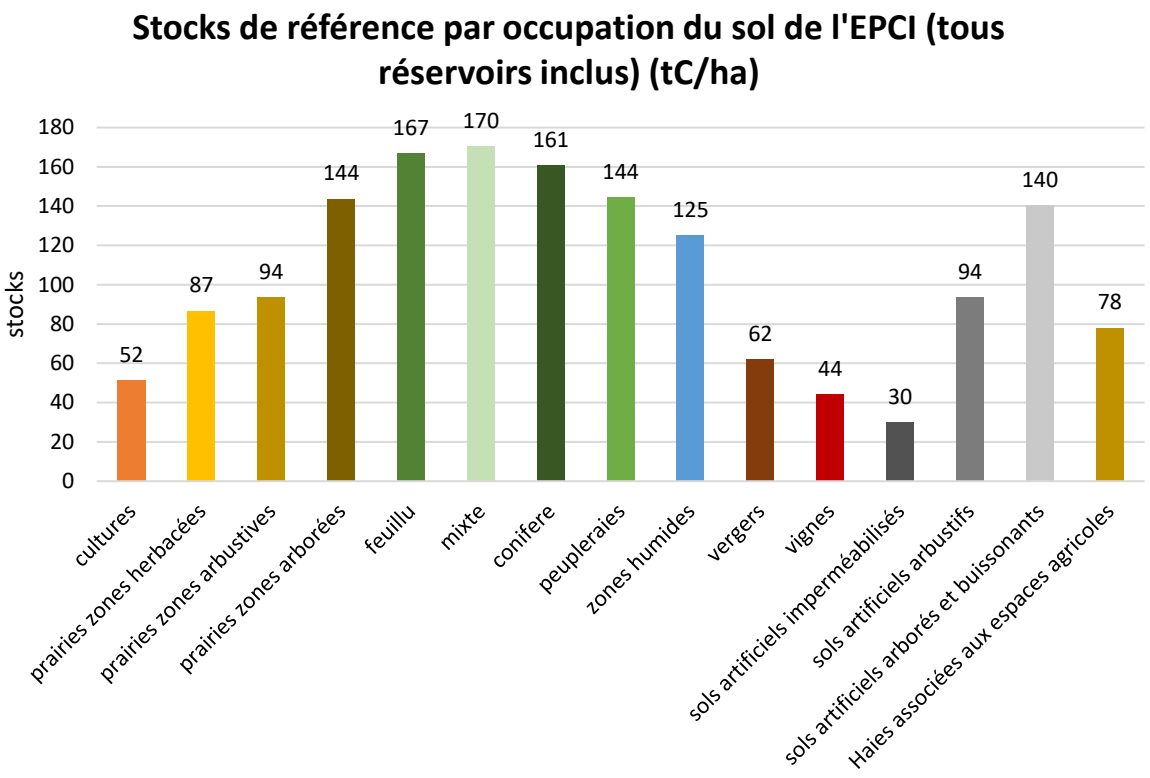


Figure 56 : Stocks de carbone en fonction de l'occupation du sol sur la CCSB (outil Aldo, diagnostic du PCAET)

Ce stock de carbone organique des sols, de la biomasse et des produits bois s'élève à 17,6 Mt de carbone sur le territoire de la CCSB, soit 64,55 MteqCO_2.

Stock total de carbone estimé sur le territoire (60 % : sol ; 34 % : biomasse ; 4 % : litière ; 2 % : produits bois)	
En tonnes de carbone	**En teqCO_2**
17 608 702 t C	**64 565 239teqCO_2**

Le territoire dispose donc d'un important réservoir de carbone essentiellement stocké dans les sols (60 %), plus que dans les parties « aériennes » des végétaux (la biomasse aérienne et la litière représentent 38 % et les produits bois 2 % du stock de carbone). Pour rappel, la forêt représente 121 000 ha, soit 68 % du territoire.

En tenant compte des sols forestiers et de la biomasse, les espaces forestiers stockent majoritairement le carbone (70 %) par rapport aux prairies (19 %) et aux cultures agricoles et arboricoles (11 %).

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

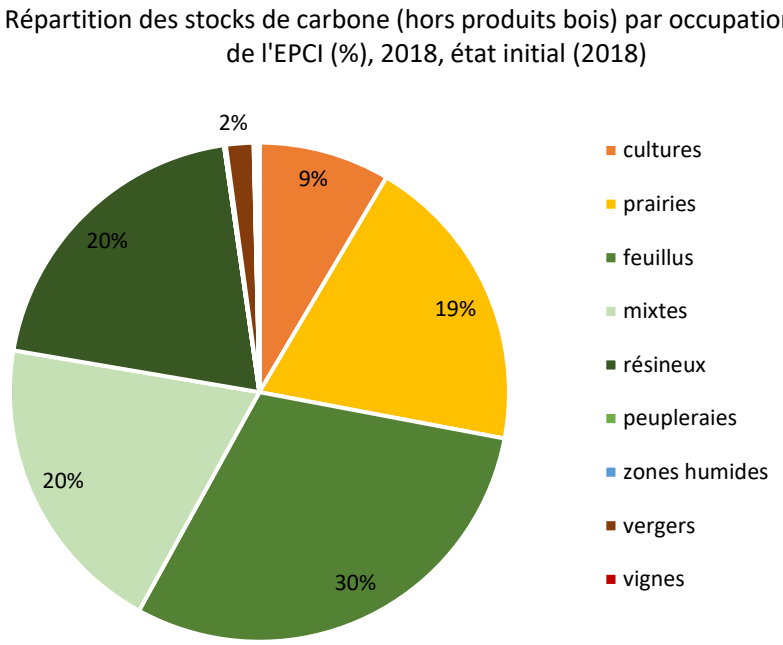


Figure 57 : Répartition des stocks de carbone (hors produits bois) par occupation du sol de la CCSB (%), état initial 2018

1.8.2.2 LES FLUX DE CARBONE

Le changement d'affectation des sols se traduit soit par une émission de carbone vers l'atmosphère (due à l'artificialisation des sols ou des changements de pratiques agricoles), soit par une séquestration dans les sols et la biomasse (due au processus de photosynthèse).

La dynamique actuelle de stockage ou de déstockage liée aux changements d'affectation des sols, aux forêts et aux produits bois en tenant compte du niveau actuel des prélèvements de biomasse montre que 350,4 kteqCO_2/an sont stockés annuellement, essentiellement grâce à la fonction de captation du carbone de la forêt.

Occupation du sol 2018 (source CLC, outil Aldo)	Flux de séquestration teqCO_2/an (Flux total de CO_2 et N_2O)
Sols artificiels imperméabilisés	-1 453
Forêt	347 092
Produits bois : bois d'œuvre et bois industriel (panneaux, papier)	4 804
TOTAL	**350 353 teqCO_2/an**

Les pratiques suivantes pouvant augmenter le stockage de carbone dans les sols ne sont pas recensées sur le territoire : Allongement prairies temporaires (5 ans max), Intensification modérée des prairies peu productives (hors alpages et estives), Agroforesterie en grandes cultures, Agroforesterie en prairies, Couverts intermédiaires (CIPAN), Haies sur cultures (60 mètres linéaires par ha), Haies sur prairies (100 m linéaires par ha), Bandes enherbées, Couverts intercalaires vignes, Couverts intercalaires vergers, Semis direct continu, Semis direct avec labour quinquennal.

1.8.3 Bilan des émissions et des flux annuels de gaz à effets de serre

Selon l'estimation des émissions de 2021 (268.5 kteqCO_2), les flux stockés annuellement représentant 350,4 kteqCO_2/an, le territoire stocke plus de GES qu'il n'en émet grâce à son importante couverture forestière. Ces

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

chiffres restent des ordres de grandeur, les émissions inventoriées ne couvrant pas l'ensemble des émissions émises par les activités sur le territoire.

La forêt qui permet de stocker une grande quantité de carbone est elle-même vulnérable, notamment aux changements climatiques : incendies, changements des essences, espèces nouvelles qui migrent avec le changement climatique, etc. L'exploitation forestière et la filière bois entraînent également des conséquences sur le pouvoir de séquestration du carbone de la forêt ainsi que l'utilisation du bois local en substitution aux énergies fossiles.

Tout l'enjeu est d'une part de **préserver cette capacité de séquestration du couvert forestier** qui joue le rôle de puits de carbone pour le territoire, et au-delà, et de réduire les émissions de GES du secteur routier en faisant évoluer les besoins en mobilités.

1.8.4 Adaptation au changement climatique

Trois catégories de solutions[9] existent pour atténuer les effets des phénomènes de surchauffe urbaine :

- **Les solutions basées sur la nature et le verdissement**. Des espaces de nature fonctionnels peuvent trouver leur place au sein des zones urbanisées : la diversité biologique est alors liée à la manière dont sont gérés les espaces non construits : parcs et jardins, bassins de stockage des eaux pluviales, espaces verts… Les parcs, par exemple, constituent des ilots de fraicheur, notamment si les arbres sont suffisamment denses et hauts pour apporter un ombrage naturel. La présence de circulations d'eau ouvertes (canaux, chenaux, etc.) en milieu urbain en est un autre exemple.
- Ensuite viennent **les « solutions grises », qui ont trait à la forme de la ville**, le mobilier urbain et les revêtements. La forme de la ville, par exemple, a un impact fort sur l'évacuation de la chaleur durant la nuit. L'isolation des bâtiments constitue bien entendu une stratégie passive de refroidissement.
- Enfin vient **l'adaptation des comportements** en favorisant des aménagements qui facilitent le geste écologique (collecte des déchets, ventilation des espaces, covoiturage, etc.), la réduction du trafic routier et la limitation des consommations énergétiques.

1.8.5 Analyse du diagnostic des émissions de GES

Le diagnostic de la situation actuelle est traduit dans les champs atouts et faiblesses (colonne de gauche) tandis que les opportunités ou menaces (colonne de droite) sont autant de facteurs d'évolution.

Situation actuelle		Tendances et facteurs d'évolution	
+	Atout pour le territoire	La situation : ⬀ se poursuit ou s'accélère ⬂ s'inverse ou ralentit ? : non prévisible	Facteurs d'évolution positive Facteurs d'évolution négative
-	Faiblesse pour le territoire		

Émissions de GES et stockage de carbone			Perspectives d'évolution
-	En 2021, les émissions de GES sur le territoire représentent 268.5 kteqCO2	⬂	Entre 2012 et 2021, les émissions ont baissé principalement pour le bâti, l'industrie et les déchets), excepté l'agriculture (+3,4 %)
-	La moitié des émissions de GES totales provient de la combustion d'énergies fossiles (carburant, fioul, gaz naturel)	⬂	
-	Les transports routiers représentent 41 % des émissions de GES avec 109 kteqCO_2 en 2019.	⬂	
-	Les émissions de méthane des sites de stockage de déchets représentent quant à lui 19,8 % des émissions de GES	⬂	Émissions en baisse

9 L'ADEME met au service des villes une plateforme de 50 solutions : https://www.adaptaville.fr/action-ecologique.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

-	Le bâti résidentiel et tertiaire représente 19 % des émissions de GES.	↘	Une baisse est observée entre 2012-2021.
+	Le stock de carbone organique des sols, de la biomasse et des produits bois représente 64,5MteqCO_2.	?	L'artificialisation des sols réduit ce stock. Des pratiques vertueuses peuvent permettre de le préserver. L'augmentation du taux de CO_2 dans l'atmosphère augmente la croissance des végétaux. Mais le réchauffement des températures fragilise les espèces forestières montagnardes.
+	La dynamique actuelle de stockage ou de déstockage liée aux changements d'affectation des sols, aux forêts et aux produits bois permet de stocker 350,4 kteqCO_2/an annuellement, essentiellement grâce à la forêt.	?	
+	Le territoire fait office de puits de carbone grâce à son important couvert forestier (275 kteqCO_2 de GES émis pour 350 stockées en 2019).	↗	

1.9 Qualité et pollution de l'air

La pollution de l'air constitue un réel problème de santé publique et influence également fortement l'état des espèces végétales.

En 2019, la France a été assignée devant la Cour de Justice européenne pour non-respect des seuils réglementaires concernant les particules fines et le dioxyde d'azote. Le 15 mai 2020, la Commission européenne a délivré une mise en demeure à la France pour le retard pris dans la transposition de la règlementation européenne sur les émissions polluantes. Dans ce contexte, l'objectif des Plans de protection de l'atmosphère est de ramener les concentrations en dioxyde d'azote (NO_2) sous la valeur limite réglementaire de 40 µg/m³/an dans les délais les plus courts possible.

1.9.1 Rappels réglementaires

1.9.1.1 Au niveau europeen

- Directive n° 2008/50/CE du 21 mai 2008 concernant la qualité de l'air ambiant et un air pur pour l'Europe.

1.9.1.2 Au niveau national

- Loi Énergie Climat n° 2019-1147 du 8 novembre 2019. Un objectif est de contribuer à l'atteinte des objectifs de réduction de la pollution atmosphérique prévus par le Plan national de réduction des émissions de polluants atmosphériques.

1.9.1.3 Au niveau regional et local

- Le Plan régional Santé Environnement Provence-Alpes-Côte d'Azur 2015-2021 (PRSE 3),
- Le Plan de Protection de l'Atmosphère des Alpes-Maritimes du Sud révisé en 2013. Il a été évalué en 2019 pour préparer une troisième génération.

1.9.2 La qualité de l'air et les différents polluants suivis sur le territoire

Note : ce chapitre presente une synthese du diagnostic realise pour le Plan Climat Air Énergie de la CCSB en mars 2022.

1.9.2.1 Les secteurs emetteurs de polluants atmospheriques

Le secteur du transport routier est responsable de :

- 56 % des émissions de NOx. Les émissions sont en baisse depuis 2007 grâce à l'amélioration des moteurs.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

- 15 % des émissions de particules fines. En baisse depuis 2007, grâce à l'amélioration des moteurs.
- 22 % des émissions de CO.

Le secteur du bâti est responsable de :

- 80 % des émissions de SO_2.
- 56 % des émissions de particules fines.
- 71 % des émissions de CO.

L'agriculture est l'unique émetteur d'ammoniac, NH3 (62 % du total) – en augmentation. Les émissions par habitant sont environ 8 fois supérieures sur le territoire de la CCSB par rapport à celles de la région PACA. L'agriculture est également responsable de :

- 28 % des émissions de NOx (en augmentation).
- 27 % des émissions de particules fines PM10 (dû au travail du sol et brulage).
- 14% des émissions de particules très fines PM2,5 (dû au travail du sol).

L'IREP (données 2020)[10] recense trois établissements industriels déclarant des émissions polluantes en 2020 :

- SANOFI CHIMIE, émettant des composés organiques volatils non méthaniques (COVNM), du dichlorométhane (DCM, chlorure de méthylène), et des hydrofluorocarbures (HFC) (environ 73 t) ;
- ALPES ASSAINISSEMENT VEOLIA, qui a émis 450 t de méthane (CH_4) ;
- ISDND de Sorbiers, avec 234 t de méthane.

1.9.2.2 LES EMISSIONS PAR TYPES DE POLLUANTS

MISE A JOUR EN NOVEMBRE 2024 AVEC LES DONNEES D'ATMOSUD, ANNEE DES DONNEES : 2021

➢ LE DIOXYDE DE SOUFRE (SO2)

Le SO_2 est essentiellement émis par le secteur résidentiel/tertiaire (68 %). Il provient du chauffage domestique. Sa diminution de 2012 à 2019 est due à une amélioration des systèmes de chauffage et une évolution des carburants. Les émissions annuelles par habitant sont faibles (5 fois moins) sur la CCSB par rapport aux émissions de la région (industrie pétrolière). La sobriété et l'augmentation de l'efficacité énergétique des foyers permettront de réduire les émissions de SO_2.

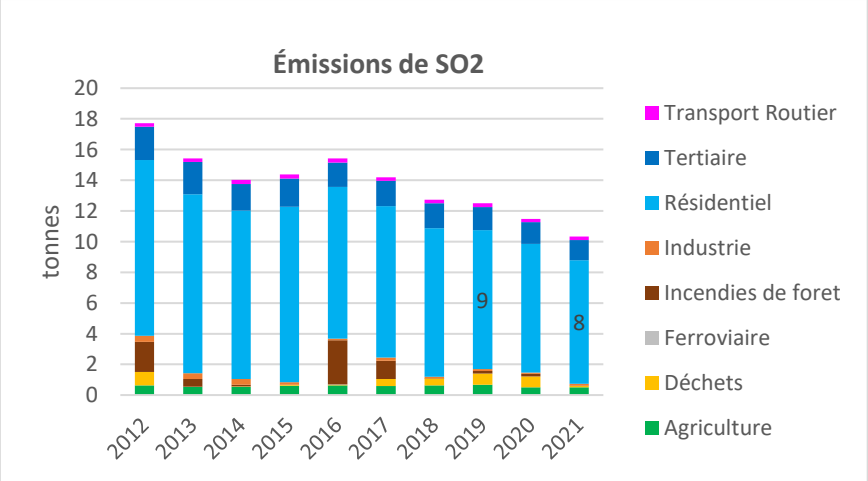


Figure 58 : Évolution des émissions de SO2 en 2021 dans le territoire. Source AtmoSud 2024

[10] Le Registre des émissions polluantes (IREP) met à la disposition du public un grand nombre d'informations, notamment des données sur les rejets et les transferts de polluants déclarés par certains établissements ainsi que de l'information sur la localisation des différents déclarants. Ainsi, les petites installations ne sont pas tenues de produire de déclaration ni les installations dans certains secteurs d'activités.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

➢ LES OXYDES D'AZOTE (NOX)

Le monoxyde d'azote (NO), rejeté par les pots d'échappement des voitures, s'oxyde dans l'air et se transforme en dioxyde d'azote (NO_2). Le taux d'émission par équivalent habitant est supérieur sur la CCSB que sur la région à cause du fort taux de déplacement en voiture individuelle sur le territoire.

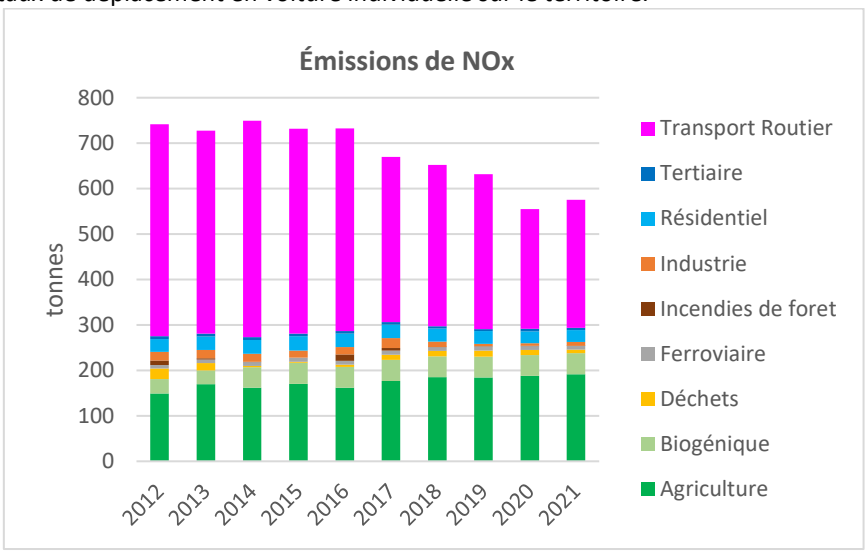


Figure 59 : Évolution des émissions de NOx en 2021 dans le territoire. Source AtmoSud 2024

➢ LES COMPOSES ORGANIQUES VOLATILS (COV)

Les composés organiques volatils sont issus des combustions incomplètes, de solvants (peintures, colles), de dégraissants et de produits de remplissage de réservoirs automobiles, de citernes, mais aussi de sources naturelles végétales, notamment les espèces végétales riches en huiles essentielles.

La principale émission de COV est d'origine naturelle, due à la végétation méditerranéenne riche en résine.

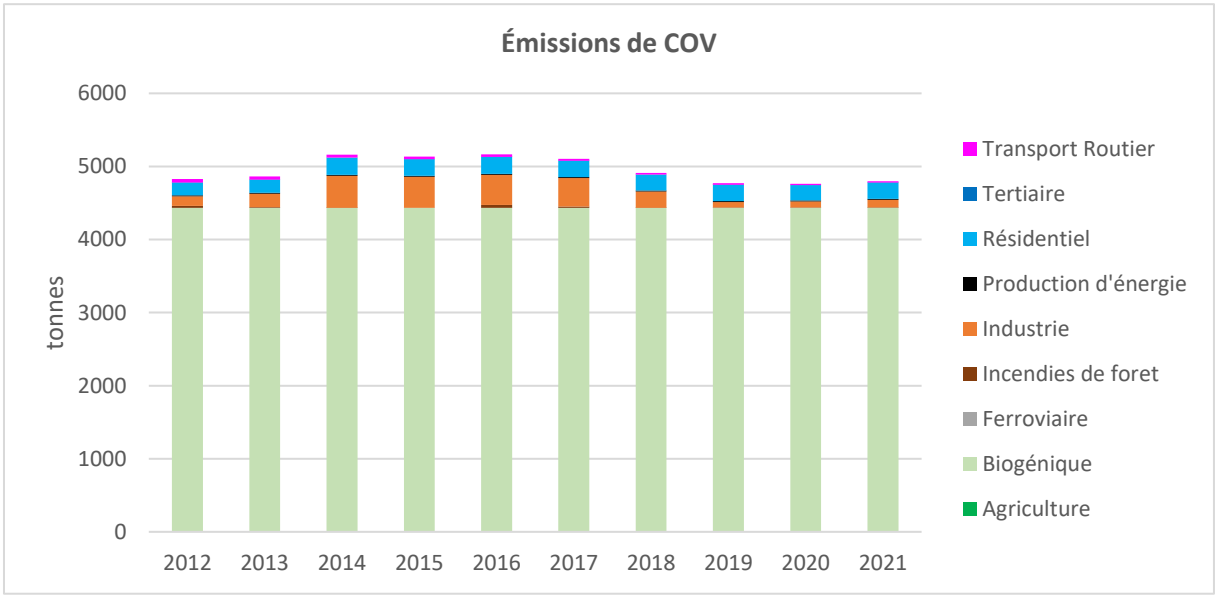


Figure 60 : Évolution des émissions de COV en 2021 dans le territoire. Source AtmoSud 2024

➢ L'AMMONIAC (NH_3)

L'ammoniac est dû essentiellement aux activités agricoles (volatilisation lors des épandages d'engrais minéraux et du stockage des effluents d'élevage).

99 % des émissions d'ammoniac sont dues à l'agriculture. Le taux d'émission par équivalent habitant est environ 7 fois supérieur sur la CCSB qu'en région.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

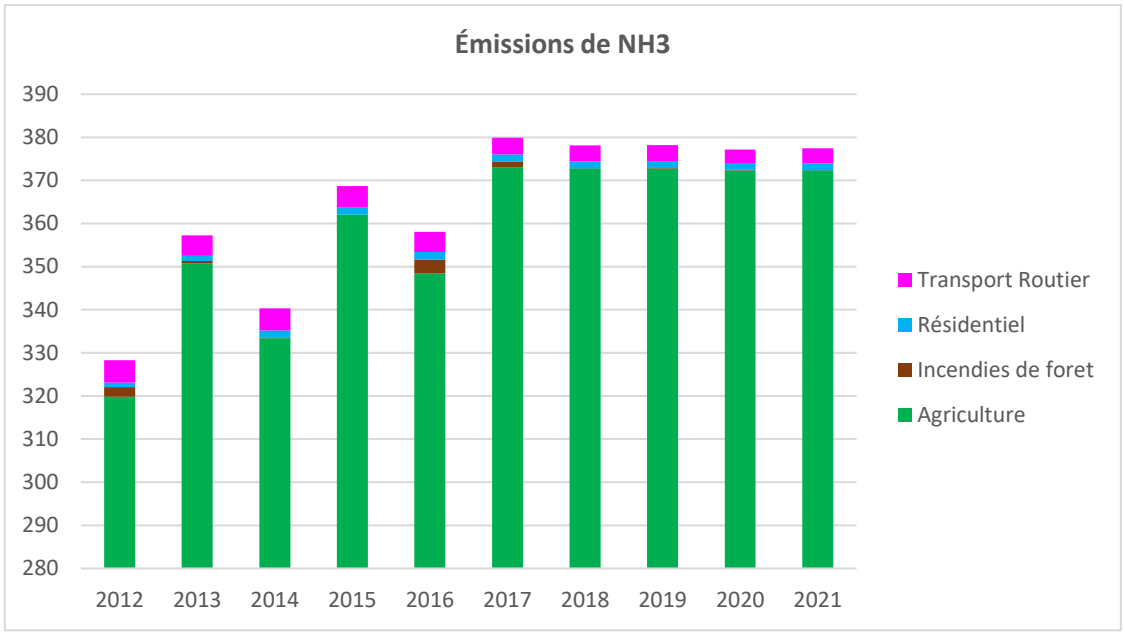
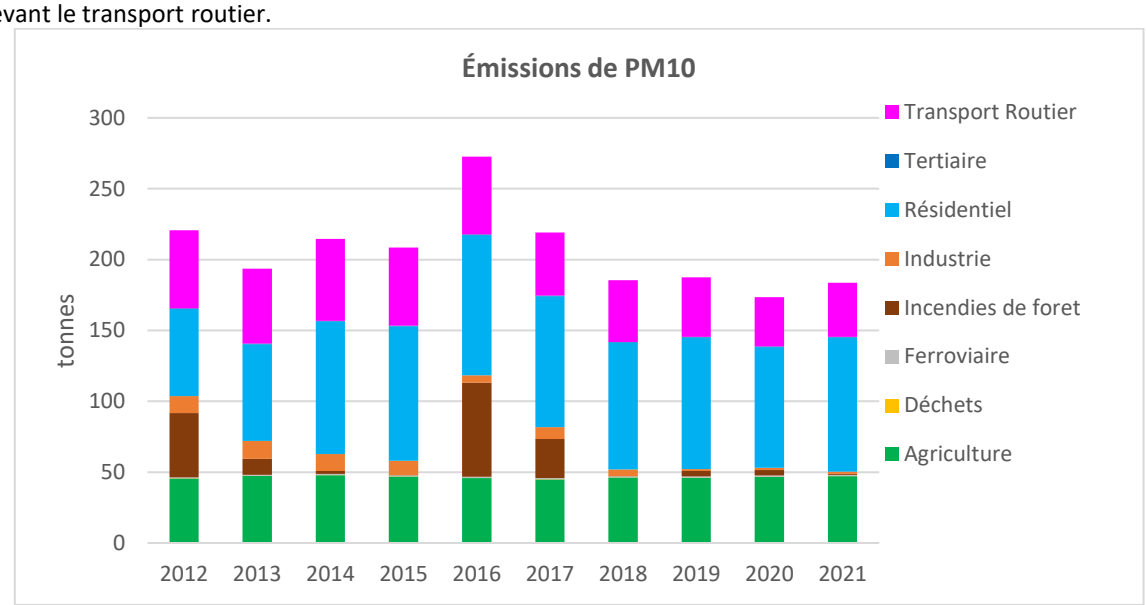


Figure 61 : Évolution des émissions de NH3 en 2021 dans le territoire. Source AtmoSud 2024

➢ LES PARTICULES FINES (PM2,5 ET PM10)

Ces particules sont issues de toutes les combustions, mais également de l'usure des pneus, de l'extraction de minéraux, etc.

L'émetteur principal est le secteur résidentiel par le chauffage des logements (notamment l'utilisation du bois) devant le transport routier.



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

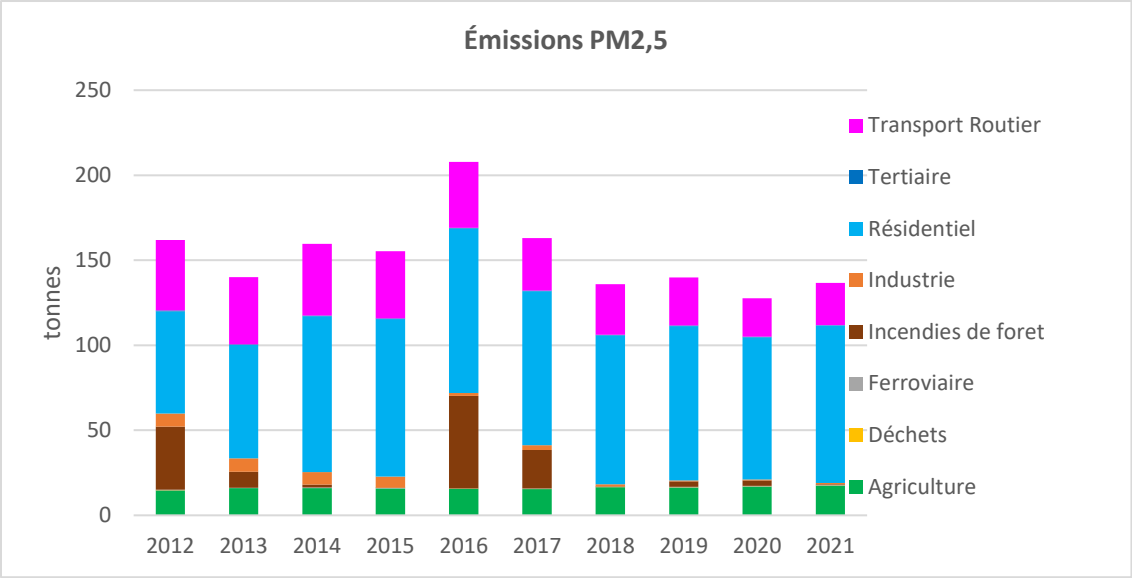


Figure 62 : Évolution des émissions de PM10, PM2,5 en 2021 dans le territoire. Source AtmoSud 2024

Les concentrations en particules fines sont problématiques : le taux d'émission de PM2,5 par équivalent habitant est 2 fois supérieur sur le territoire de la CCSB par rapport à la région.

La CCSB est lauréate de l'appel à projets déchets verts 2018 afin d'accompagner les collectivités vers la mise en place de filières alternatives au brulage des déchets verts.

➢ LE MONOXYDE DE CARBONE (CO)

Le monoxyde de carbone est issu de combustions incomplètes (gaz, charbon, fioul ou bois), dues à des installations mal réglées (chauffage domestique) ou provenant des gaz d'échappement des véhicules.

Les incendies de forêt peuvent être source de pic de pollutions (ex. incidences de 2012 et 2016).

L'émetteur principal est le secteur résidentiel à cause du chauffage au bois.

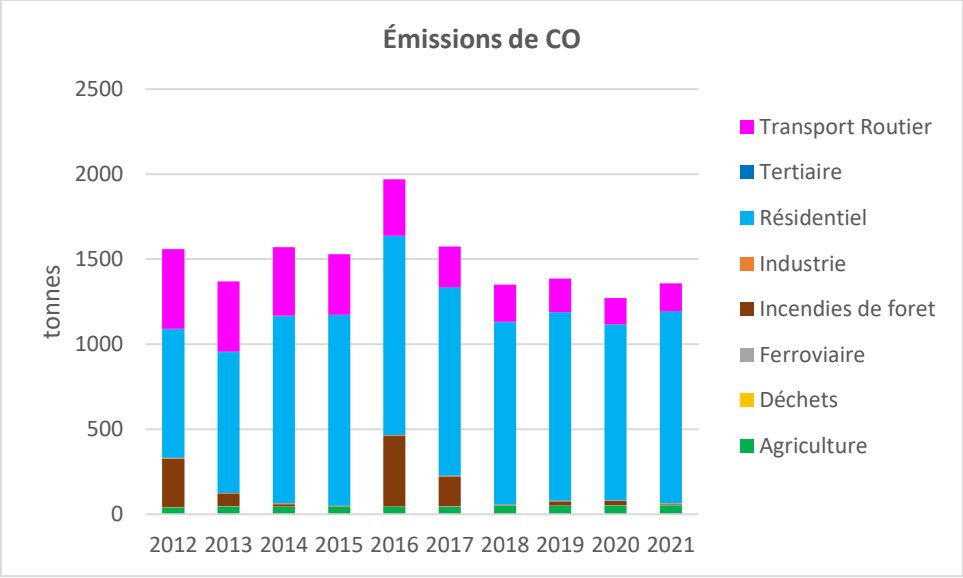


Figure 63 : Évolution des émissions de CO en 2021 dans le territoire. Source AtmoSud 2024

➢ L'OZONE

Les seuils de concentration en ozone (pour la santé humaine et les écosystèmes) sont régulièrement dépassés sur la CCSB.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

1.9.2.3 LA QUALITE DE L'AIR SUR LE TERRITOIRE

Les quantités de polluants atmosphériques émises sont relativement modestes par rapport à l'ensemble de la région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur. Les zones les plus sensibles sont celles où les activités humaines sont concentrées, principalement les vallées de la Durance et du Buëch qui rassemblent zones urbaines, activités agricoles et industrielles, axes routiers et autoroutiers. L'agriculture et la sylviculture sont des sources très localisées à prendre en considération concernant certains polluants.

Les départements du 04 et du 05 sont les moins touchés par la pollution atmosphérique que le reste de la région. La qualité de l'air rencontre des problématiques parfois locales liées à des entrées atmosphériques provenant d'autres territoires : régions italiennes voisines, région grenobloise, départements méridionaux de la région.

De plus, en période estivale, la pollution photochimique est régulière : en effet, une grande partie de la population est exposée au risque de dépassement de la valeur cible pour la protection de la santé relative à l'ozone (pollution de fond).

Les leviers à considérer pour réduire les émissions de polluants sont donc les mêmes que ceux pour diminuer les émissions de gaz à effet de serre et la consommation d'énergie, à savoir :

- La réduction du transport routier ;
- La rénovation énergétique de l'habitat ;
- Le changement de pratiques agricoles ;
- L'optimisation des systèmes industriels.

➢ ÉPISODES DE POLLUTION

Entre 2019 et 2020, on ne recense que 4 jours d'épisodes de pollution à l'ozone (concentration horaire supérieure à 180 µg/m³) en été 2019 sur le département dont 3 jours en seuil d'information et de recommandation et un jour en seuil d'alerte :

- Les 26,27 et 29 juin (1 jour seuil d'alerte, car dépassement du niveau de concentration recommandé 2 jours d'affilé)
- Le 27 juillet 2019,

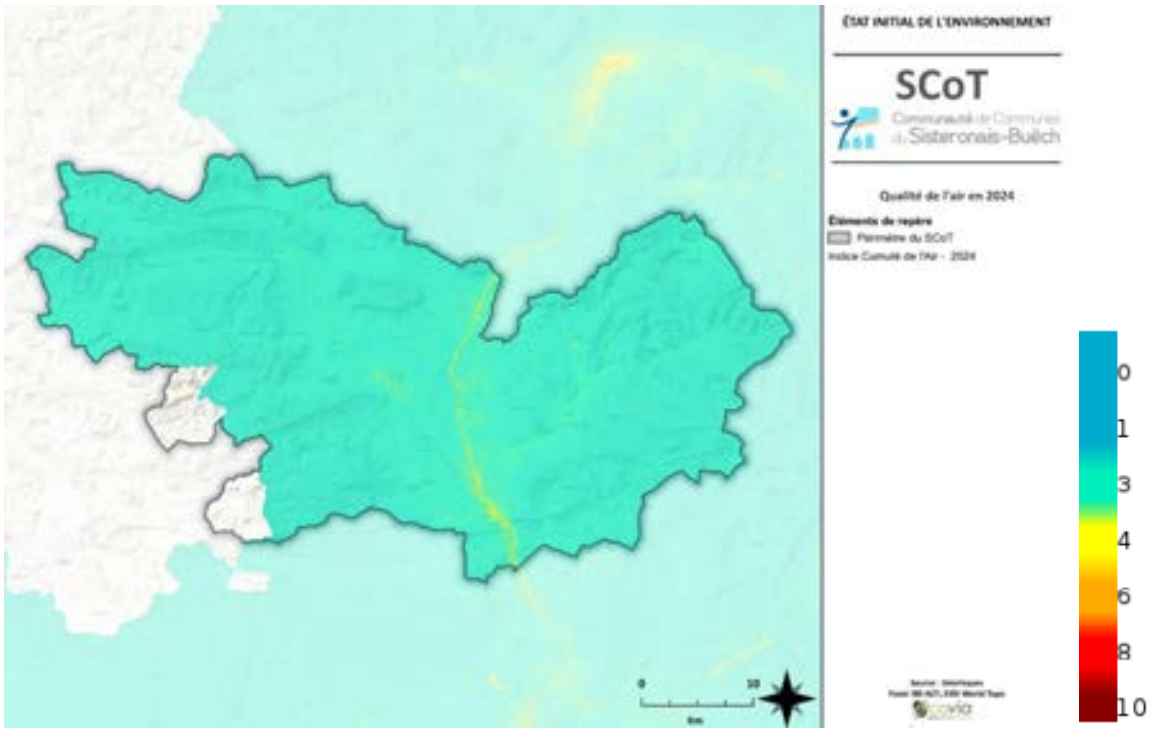
➢ EXPOSITION A LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

En PACA, l'exposition annuelle de la population aux polluants atmosphériques est représentée par le nouvel indicateur ICAIR365. Il remplace à partir de 2022 l'ancien Indice synthétique de l'Air (ISA). Ce nouvel indicateur se base sur les nouvelles Lignes directrices OMS de 2021. Il intègre les PM2.5 en plus des PM10, du NO_2 et de l'O_3. La méthode de calcul a été ajustée pour exprimer un « équivalent nombre de lignes directrices dépassées » : par exemple, une valeur de 3 peut signifier que les concentrations d'ozone et de PM2.5 sont chacune à 1,5 fois leurs lignes directrices respectives ou que les concentrations en ozone, en PM2.5 et en NO_2 sont chacune au niveau de leurs lignes directrices respectives. Petite précision : pour éviter les doubles comptes, seule la valeur maximale entre les PM10 et les PM2.5 est prise en compte (après normalisation par leur LD respective). Il indique un score allant de 0 (meilleur score) à 10.

Cet indice n'est pas modélisé en AuRA.

La qualité de l'air est ainsi bonne à moyenne sur le territoire en 2024. On note cependant une exposition plus importante à la pollution de l'air le long de la vallée de la Durance.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



En Auvergne-Rhône-Alpes, l'indice de qualité de l'air est basé sur le référentiel national, à savoir l'indice ATMO (indice quotidien). Il classe la qualité de l'air selon 7 niveaux : de bon à extrêmement mauvais, avec une classe « évènement » pour les évènements exceptionnels. Il combine les indices pour les PM10, PM2.5, NO_2, O_3 et SO_2.

Sur les 12 derniers mois, l'indice moyen est majoritaire (présent les trois quarts du temps) pour les trois communes drômoises. À titre de comparaison, cet indice apparait 59 % du temps à Valence.



Figure 64 : Indices atmo (source : Atmo AuRA)

En 2024, Atmo sud estime qu'environ 1 000 personnes sont exposées à des valeurs supérieures aux valeurs recommandées par l'OMS pour les NO_2 et PM2.5, et le même nombre exposé à des concentrations supérieures aux valeurs cibles pour l'O_3

Tableau 34 : exposition des populations en 2022 (source : Atmo Sud)

Polluant	Population totale CCSB	Dont exposée à une concentration supérieure à la limite NO_2	Dont exposée à une concentration supérieure à la limite OMS 2021	Dont exposée à une concentration supérieure à la future limite 2030
NO_2	24 740	0	1 000	<500
PM10	24 740	0	1 000	<500
PM2.5	24 740	0	1	<500

1.9.3 Analyse du diagnostic de la qualité et pollution de l'air

Sur le territoire les sources de pollution atmosphérique sont essentiellement — par ordre décroissant — le chauffage du bâti résidentiel et tertiaire ; le transport routier ; l'agriculture et le brulage des déchets verts.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Le diagnostic de la situation actuelle est traduit dans les champs atouts et faiblesses (colonne de gauche) tandis que les opportunités ou menaces (colonne de droite) sont autant de facteurs d'évolution.

Situation actuelle		Tendances et facteurs d'évolution	
+	Atout pour le territoire	La situation : ⬀ se poursuit ou s'accélère ⬂ s'inverse ou ralentit ? : non prévisible	Facteurs d'évolution positive Facteurs d'évolution négative
-	Faiblesse pour le territoire		

Pollution atmosphérique		Perspectives d'évolution	
-	Les sources de pollution atmosphérique sont essentiellement — par ordre décroissant — le chauffage du résidentiel et du tertiaire ; le transport routier ; l'agriculture et le brulage des déchets verts.	⬂	Les évolutions technologiques et les actions sur les systèmes de chauffage visent à réduire ces émissions. Les pratiques agricoles actuelles génèrent une augmentation des NOx et des NH_3.
+	La qualité de l'air est globalement moyenne sur le territoire selon l'indice de la qualité de l'air 2019 et 2020. Seulement 4 jours d'épisodes de pollution à l'échelle départementale sur ces deux années.	⬂	La qualité de l'air du territoire peut être dégradée par les pollutions provenant d'autres territoires limitrophes (italiens, méridionaux, grenoblois). Les territoires grenoblois et méridionaux sont soumis à des objectifs d'amélioration de la qualité de l'air.
-	Les taux d'émission de PM2,5, de PM10, de COV, de Nox, de CO par équivalent habitant sur le territoire sont supérieurs aux taux régionaux.	⬂	Ces émissions sont en diminution depuis 2016.
-	Les taux d'émission de NH_3 par équivalent habitant sont supérieurs aux taux régionaux.	⬀	Les émissions de NH_3 ont augmenté depuis 2016 et stagnent depuis.
-	Les seuils de concentration en ozone (pour la santé humaine et les écosystèmes) sont régulièrement dépassés sur le territoire.	⬀	La pollution photochimique à l'ozone augmente avec les journées de soleil.
-	Les zones les plus sensibles sont celles où se concentrent les activités humaines, principalement les vallées de la Durance et du Buëch (zones urbaines, activités agricoles et industrielles, axes routiers et autoroutiers).	⬀	La croissance démographique du territoire se concentre sur ces pôles.
+	Le taux d'émission de SO_2 par équivalent habitant sur le territoire est inférieur au taux régional.	⬂	Le chauffage résidentiel basé sur les énergies fossiles est amené à diminuer

1.10 Ressources minérales

1.10.1 Liminaire

1.10.1.1 Leviers du SCoT

Les minéraux issus de carrières sont des composants de base des activités industrielles et de l'activité du bâtiment et des travaux publics.

Les enjeux liés à l'approvisionnement en ressources minérales sont multiples et se retrouvent autant au niveau de l'extraction que de leur utilisation. Le SCoT à travers le projet d'aménagement et la mise en cohérence des activités peut favoriser des économies en matériaux extraits (réinvestissement de lieux déjà construits

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

nécessitant moins d'infrastructures viaires). Il peut favoriser le développement de certaines filières économiques à travers le DAACL.

Il doit s'assurer de préserver les accès aux gisements d'intérêts régionaux et nationaux. Afin de favoriser la gestion des déchets issus du BTP et l'approvisionnement des marchés de la construction, il pourra investir la question du foncier à prévoir. Il peut également donner des orientations en termes de réaménagement des carrières dans le respect de la règlementation en vigueur et du SRC.

1.10.1.2 RAPPELS REGLEMENTAIRES

➢ AU NIVEAU NATIONAL

- Loi sur les installations classées du 19 juillet 1976 et décret d'application du 21 septembre 1977, indiquant notamment la responsabilité de l'exploitant pour la remise en état des sites après arrêt définitif de l'activité.
- Stratégie nationale de gestion durable des granulats terrestres et marins et des matériaux et substances de carrières de mars 2012.
- Article L.515-3 du Code de l'environnement modifié le 26 janvier 2017 relatif aux schémas régionaux des carrières, définit les conditions générales d'implantation des carrières et les orientations relatives à la logistique nécessaire à la gestion durable des granulats, des matériaux et des substances de carrières.
- La loi ALUR réforme les schémas des carrières en modifiant l'article L.515-3 du Code de l'environnement. Le décret n° 2015-1676 du 15 décembre 2015 en précise les contours : mise en œuvre d'un schéma régional des carrières, plus large reconnaissance des ressources marines et issues de recyclages, modification de la portée juridique de ces schémas sur les documents d'urbanisme, en particulier les SCoT intégrateurs, et, à défaut de SCoT, sur les PLU(i) ; le niveau d'opposabilité étant la compatibilité.

➢ AU NIVEAU REGIONAL, DEPARTEMENTAL ET LOCAL

Le Schéma régional des Carrières (SRC) de la région a été approuvé en 2024. Il se découpe en 6 orientations, contenant 59 mesures :

- Orientation transversale : créer un observatoire des ressources minérales et développer la formation
- Intégrer l'approvisionnement en ressources minérales dans la planification du territoire
- Économiser la ressource et développer le recyclage
- Optimiser les transports et limiter les émissions de gaz à effet de serre et de polluants
- Préserver les enjeux du territoire
- Prendre en compte l'environnement dans l'exploitation des carrières – réhabiliter les sites

1.10.2 L'exploitation et les besoins en granulats

SOURCE : SRC PACA, BRGM, SYNDICAT DES CARRIERS, DREAL

1.10.2.1 LES BESOINS EN MATERIAUX EXTRAITS

L'état des lieux du SRC estime les besoins de la CCSB à environ 169 kt en 2025 et projette que ces besoins évolueront peu jusqu'en 2032 (170 kt). Cette même évolution est observée à l'échelle de la région et des départements des Alpes-de-Haute-Provence et des Hautes-Alpes.

1.10.2.2 LA PRODUCTION SUR LE TERRITOIRE

En 2025, 4 carrières exploitent le sous-sol du Sisteronais-Buëch. Une carrière exploite un gisement d'intérêt national à Lazer et deux carrières exploitent un gisement d'intérêt régional à Ventavon et au Poët. La carrière de Monêtier-Allemont, qui a définitivement cessé son activité en février 2025, était la seule carrière du territoire à produire des enrochements.

Le SRC indique dans sa mesure n° 11 que « certains usages locaux spécifiques peuvent ainsi être mis en avant, pour les gisements classés d'intérêt régional ou national, mais aussi pour les gisements de granulats communs (par exemple la production d'enrochement en territoire de montagne) ».

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Tableau 35 : Carrières du territoire (source : Syndicat des Carriers des Hautes-Alpes)

Commune	Nom du site	Fin de validité de l'arrêté d'exploitation	Type de ressource	Usages	Réaménagement
Lazer	Le Pont, Le Devès, Les Jacquets, Dethez et Bas-Champ, Chamalière et Romagène, Sous Ville Vieille, Pijarbaud, Les Gadettes, Combe Charros	2036	GIN : Gypse	Industrie des produits de construction : plâtre	Réaménagement écologique
Ventavon	Le Beynon	2036	GIR : Sables et graviers alluvionnaires	Couche de roulement, viabilité, BPE	Écologique, agricole, ISDND
Bâtie-Montsaléon	Clot de la Garenne	2041	Granulats communs : Sables et graviers alluvionnaires	Granulats communs : viabilité, BPE	Forêt
Le Poët	La Grande Sainte-Anne	2054	GIR : Sables et graviers alluvionnaires	Couche de roulement, viabilité, BPE	Agricole

L'analyse « Productions/Besoins » ne concerne que les granulats communs et doit prendre en compte les besoins des territoires limitrophes selon un critère de proximité.

Tableau 36 : Productions annuelles moyennes autorisées (en tonnes) et répartition selon les types de ressources (source : Syndicat des Carriers des Hautes-Alpes)

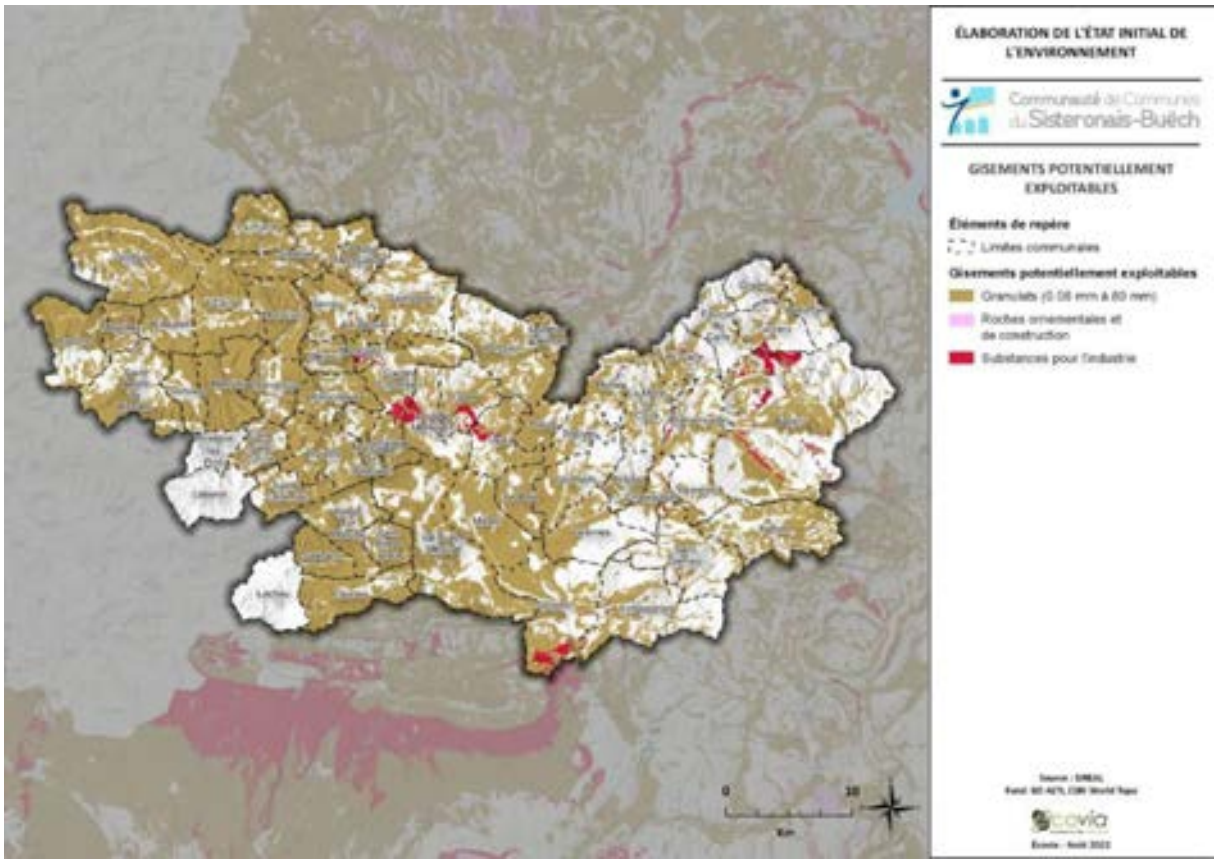
	Granulats communs		GIR (couches de roulement)			GIN (gypse)
Carrière	La Bâtie-Monsaléon	Le Poët	Ventavon		Le Poët	Lazer
Production moyenne	80 000	112 500	112 500	112 500	112 500	200 000 (prod. max)
Production totale	**305 000**		**225 000**			**200 000 (prod. max)**
Besoins selon SRC[11]	169 000 (en 2025) 170 000 (en 2032)		Intérêt régional			Intérêt national

L'analyse « Productions/Besoins » à l'échelle du territoire ne concerne que les granulats communs. À ces productions de carrières en granulats communs s'ajoutent les productions de granulats issues des ressources secondaires notamment les sédiments de dragage des cours d'eau (piège à graviers du Buëch sur la commune de Val Buëch-Méouge : 120 000 t produites en 2025, échéance de l'autorisation en 2033) et les déchets inertes du BTP (recyclage). Le territoire est excédentaire en granulats communs en 2025 et le demeurera en 2032. Toutefois, les carrières de Ventavon et de La Bâtie-Montsaléon, situées en limite de territoire, alimentent également le territoire voisin du SCoT de l'Aire Gapençaise déficitaire en granulats communs. Ces échanges interSCoT permettent d'atteindre un équilibre « Productions/Besoins » en 2025 et 2032.

Il existe par ailleurs une majorité de gisements potentiellement exploitables identifiés par le SRC, surtout pour les granulats, mais également des gisements pour les roches ornementales ou les minéraux industriels plus localement à Ventavon, Sisteron et Laragne-Montéglin, ou d'alluvions silicocalcaires du Buëch et de la Durance.

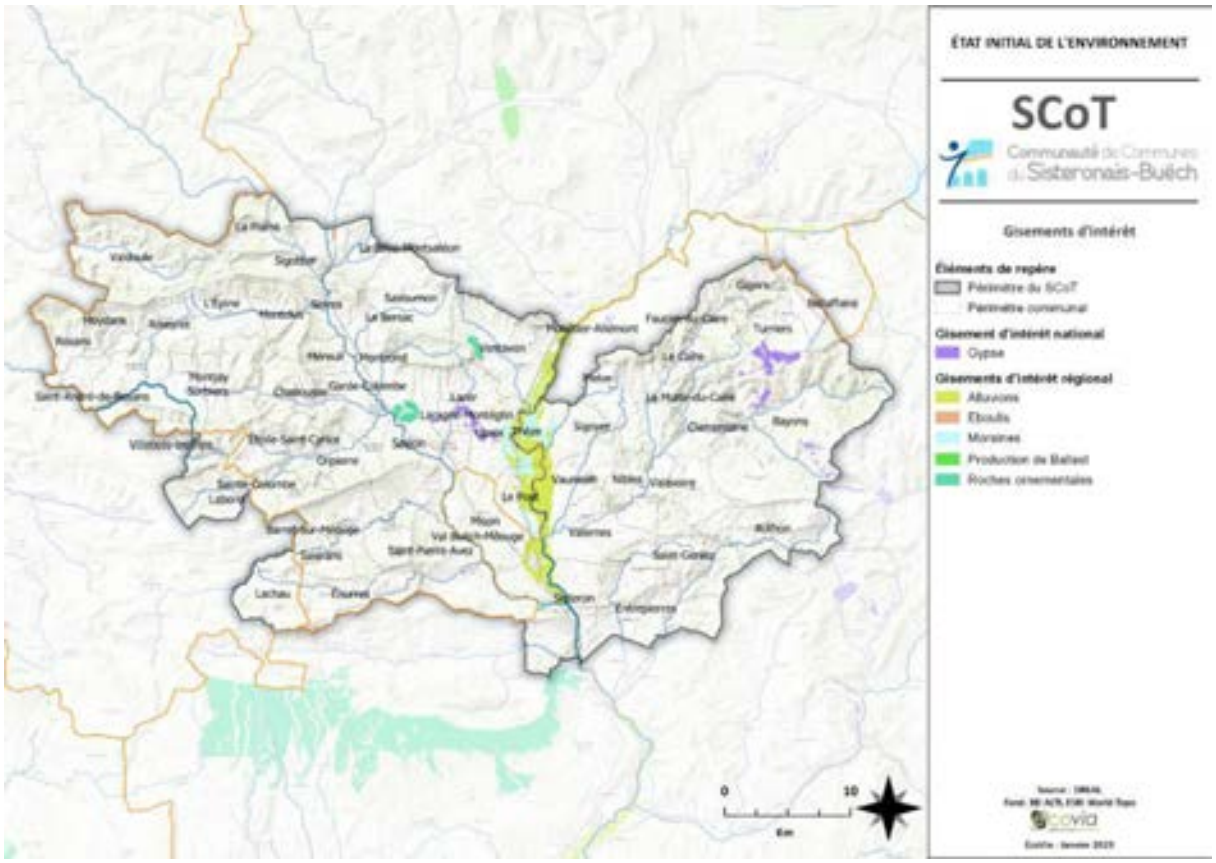
[11] Sur une base de 7 t/hab./an.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



Plusieurs gisements d'intérêt national (gypse pour la production de plâtre) et régional sont identifiés, notamment à Bayons, Lazer et aux abords de la Durance. L'accès à ces gisements devra être préservé en compatibilité avec le SRC par le SCoT. De plus, et selon le tableau de bord 2023 de la CERC et DREAL PACA, à l'échelle régionale seulement 11 carrières de minéraux alluvionnaires ou de porphyre produisent des granulats pour couches de roulement. Par conséquent, les autorisations d'exploitation de ces carrières sont stratégiques pour la production de cette ressource minérale à enjeu. Certaines de ces carrières disposent actuellement d'autorisation avec une échéance proche, ce qui peut faire craindre une production insuffisance d'ici 2028 pour répondre au besoin de l'industrie routière.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



1.10.3Analyse du diagnostic des ressources minérales

Le diagnostic de la situation actuelle est traduit dans les champs atouts et faiblesses (colonne de gauche) tandis que les opportunités ou menaces (colonne de droite) sont autant de facteurs d'évolution.

Situation actuelle		Tendances et facteurs d'évolution	
+	Atout pour le territoire	La situation : ⇗ se poursuit ou s'accélère ⇘ ralentit ou s'inverse ? : non prévisible	Facteurs d'évolution positive Facteurs d'évolution négative
-	Faiblesse pour le territoire		

Ressources minérales		Tendances et facteurs d'évolution	
+	Un sous-sol riche et exploité par quatre carrières	⇗	L'exploitation de GIN et de GIR permet de contribuer au maintien de l'autonomie régionale et nationale. Entre 2024 et 2025, les carrières de Sigottier et de Monêtier-Allemont ont cessé leurs activités et une nouvelle carrière a été autorisée sur la commune du Poët. La production annuelle totale à l'échelle du territoire reste stable. Pour la production d'enrochements, le futur de la production locale n'est pas assuré, ce qui est dommageable pour un territoire de montagne (protection contre les inondations).
+	Trois carrières exploitant des gisements d'intérêt national ou régional	⇗	
-	Absence de carrière produisant des enrochements (fermeture carrière Monêtier-Allemont en 2025)	⇗	
+	Production en granulats communs excédentaire à l'échelle du territoire, mais permet de combler le déficit observé sur le territoire voisin du gapençais.	⇗	
+	Un territoire à l'équilibre du point de vue de l'approvisionnement en granulats communs	⇗	Le SRC estime que cet équilibre devrait perdurer jusqu'en 2032. Aucun grand chantier consommateur n'est prévu sur le territoire.
+	La production en granulats communs est excédentaire à l'échelle du territoire, mais permet de combler le déficit observé sur le territoire voisin du Gapençais.	⇗	

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

1.11 Gestion des déchets

1.11.1Généralités

1.11.1.1 LEVIERS DU SCOT

La thématique déchets comporte peu d'interactions directes avec le SCoT. Celui-ci est seulement habilité à anticiper le besoin et la localisation de projets de sites permettant le tri, traitement et recyclage des déchets. Il peut également limiter le développement de logements à proximité d'installations de gestion des déchets pour préserver les populations des nuisances engendrées.

1.11.1.2 RAPPELS REGLEMENTAIRES

➢ AU NATIONAL

- Les lois Grenelle I et II 3 août 2009 du 12 juillet 2010 définissaient des objectifs de réduction et de valorisation des déchets aux horizons 2015 et 2020.
- La **Loi relative à la Transition énergétique pour la croissance verte** LTECV (18/08/2015)
  - Diminution de 10 % de la production de déchets ménagers et de ceux de certaines activités économiques (dont les déchets alimentaires) d'ici à 2020 et par rapport à 2010 ;
  - Recyclage de 55 % des déchets non dangereux d'ici à 2020, et 65 % en 2025 ;
  - Réduction du stockage de 30 % en 2020 par rapport à 2010 et 50 % d'ici 2025 ;
  - Valorisation de 70 % des déchets du BTP d'ici à 2020 ;
  - Réduction des quantités de déchets non dangereux et non inertes incinérées sans valorisation énergétique : -25 % en 2020 par rapport à 2010 et -50 % en 2025 par rapport en 2010.
  - Obligation de tri pour les producteurs et détenteurs de déchets d'activité économique de papier/carton, métal, plastiques, verre, bois et de déchets organiques ;
  - Généralisation d'ici 2025 d'un tri à la source des biodéchets pour tout type de producteurs ;
  - Développement des filières à responsabilité élargie des producteurs pour couvrir un plus grand nombre de produits
- **La loi relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire du 10 février 2020** définit un ensemble d'objectifs visant la gestion et la prévention des déchets, à travers notamment de nouveaux objectifs :
  - Réduction de -15 % de déchets ménagers par habitant et -5 % de déchets d'activités économiques des déchets fixés d'ici 2030 :
    - Fin de la mise sur le marché d'emballages en plastique à usage unique d'ici 2040 ;
    - 100 % de plastiques recyclés en 2025 ;
    - Lutte contre le gaspillage ;
    - Durcissement de l'utilisation des boues de stations d'épuration et encouragement du développement de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ;
    - Établir une stratégie nationale pour la réduction, la réutilisation, le réemploi et le recyclage des emballages en plastique jetables.
- L'arrêté du 20 août 2021 fixe le seuil de production annuelle d'OMR à ne pas dépasser : 140 kg/hab. pour les communes rurales, 160 kg/hab. pour les communes urbaines, 190 kg/hab. pour les communes urbaines denses et 250 kg/hab. pour les communes touristiques.

➢ AU NIVEAU REGIONAL, LOCAL

Le SRADDET porte les objectifs de gestion des déchets fixés régionalement par le PRPGD :

- Objectif 24 : décliner des objectifs quantitatifs régionaux de prévention, recyclage et valorisation des déchets
- Objectif 25 : planifier les équipements de prévention et de gestion des déchets dans les documents d'urbanisme

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

- Objectif 26 : favoriser le recyclage, l'écologie industrielle et l'économie circulaire.

Ceux-ci déclinent les objectifs nationaux posés par la LTECV de 2015.

Afin de répondre aux objectifs régionaux, des capacités supplémentaires de tri sont à créer sur les bassins de vie Alpin dont relève la CCSB ainsi que des unités de valorisation énergétique, mais également des installations de stockage (2 à 3 pour l'ensemble du bassin).

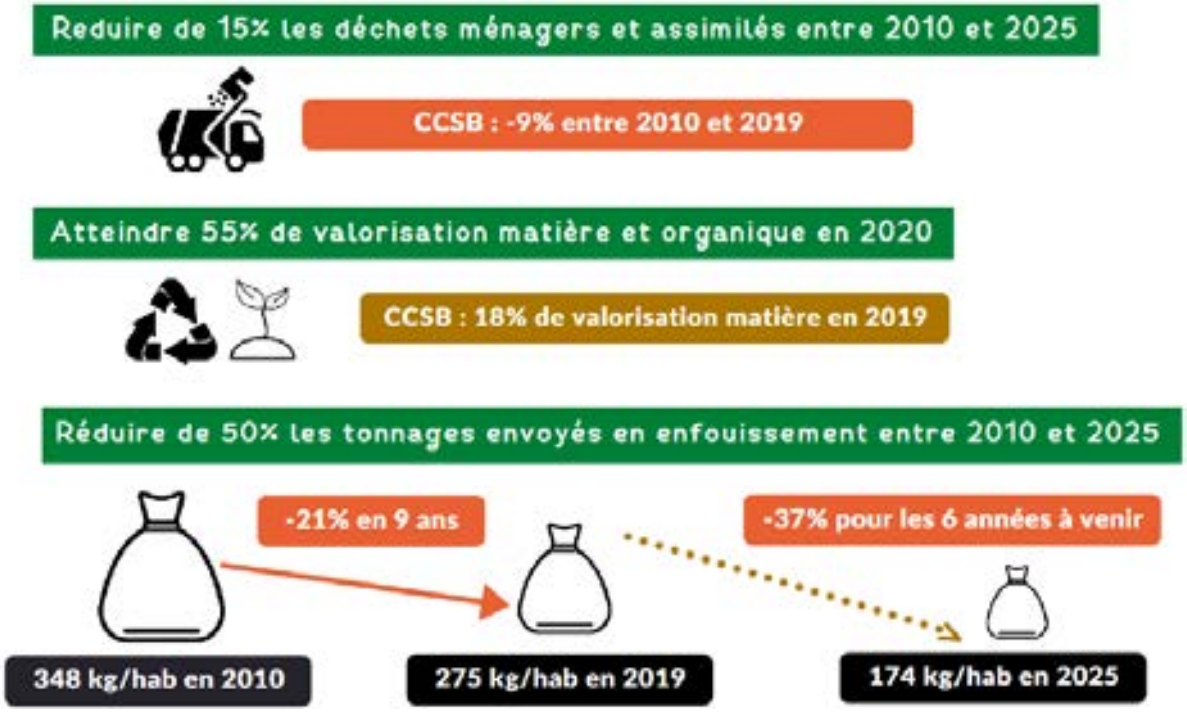


Figure 65 : traduction des objectifs réglementaires dans la CCSB (Source : RPQS 2020)

La CCSB est engagée dans l'économie circulaire depuis sa création, au travers de différents programmes de prévention tels que « Territoire Zéro Déchets Zéro Gaspillage », « Gestion et prévention des déchets verts », « Lutte contre les pertes et le gaspillage alimentaire », « zéro plastique » et « économie circulaire ». Des programmes qui s'inscrivent plus globalement dans le Plan local de prévention des déchets ménagers et assimilés (PLPDMA) de la CCSB.

1.11.2La gestion des déchets du territoire

SOURCES : SINOE, RPQS 2020

La communauté de communes du Sisteronais-Buëch (CCSB) a pour compétence la prévention et la gestion des déchets, ce qui correspond à la collecte, au transport et au traitement des déchets sur son territoire. Le service déchets de la CCSB dessert environ 26 000 habitants en 2020, répartis sur 60 communes.

1.11.2.1 LES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES (DMA) COLLECTES SUR LE TERRITOIRE

Les déchets ménagers et assimilés collectés sur le territoire représentent 764 kg/hab. en 2019. Le gisement de DMA est en baisse globale, malgré une augmentation entre 2019 et 2020 imputable au confinement sanitaire et travaux réalisés durant cette période par les particuliers.

Tableau 37 : Déchets ménagers et assimilés collectés en 2019 (Source SINOe)

Territoire	DMA collectés en kg/hab.
Sisteronais-Buëch	731
Typologie mixte à dominante rurale	634
Alpes-de-Haute-Provence	778

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Territoire	DMA collectés en kg/hab.
PACA	712
France	583

En 2020, les ordures ménagères résiduelles représentent un peu plus du tiers des déchets collectés, et les apports en déchèteries un peu plus de la moitié.

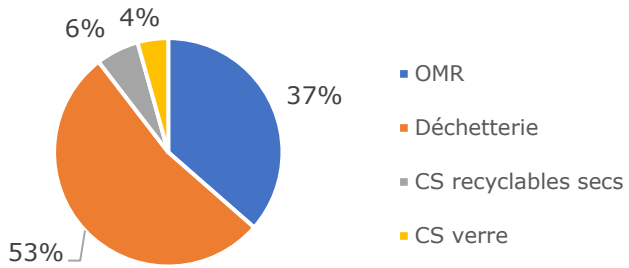


Figure 66 : Répartition des DMA en 2020 (source : ADEME)

En 2020, la quantité totale d'ordures ménagères collectée est de 6 988,63 t. Elle était de 7 040 t en 2019, 7 314 t en 2018 et 7 403 t en 2017. Le tonnage est donc en baisse constante depuis plusieurs années, y compris lorsqu'il est rapporté au nombre d'habitants (272 kg/hab./an). Le gisement de DMA est, quant à lui, en baisse globale, mais a augmenté entre 2019 et 2020.

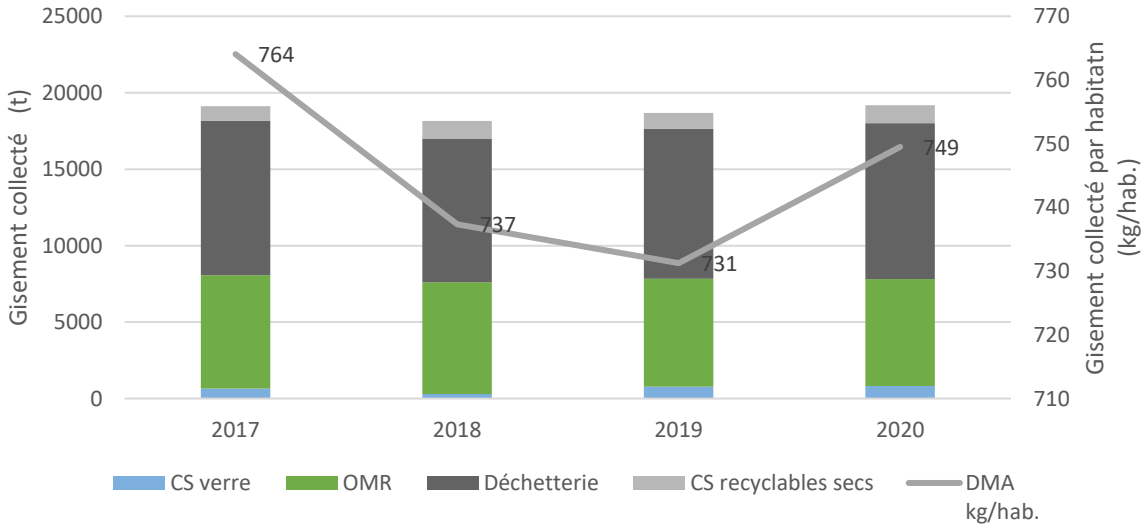


Figure 67 : Évolution de la production de déchets de la CCSB (source : Sinoe)

À titre de comparaison, les habitants de la CCSB produisent relativement plus de déchets qu'à l'échelle nationale ou que les autres habitants de la typologie mixte à dominante rurale, mais s'approchent des moyennes départementales (Alpes-de-Haute-Provence) et de la moyenne régionale. On note par ailleurs des apports en déchèteries relativement plus élevés (394 kg/hab./an), une faible collecte sélective des recyclables (78 kg/hab./an). Les apports importants en déchèteries sont dus aux volumes très élevés de déchets verts et de bois. Ceux-ci sont broyés et valorisés en compost ou recyclés par l'usine IKEA.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

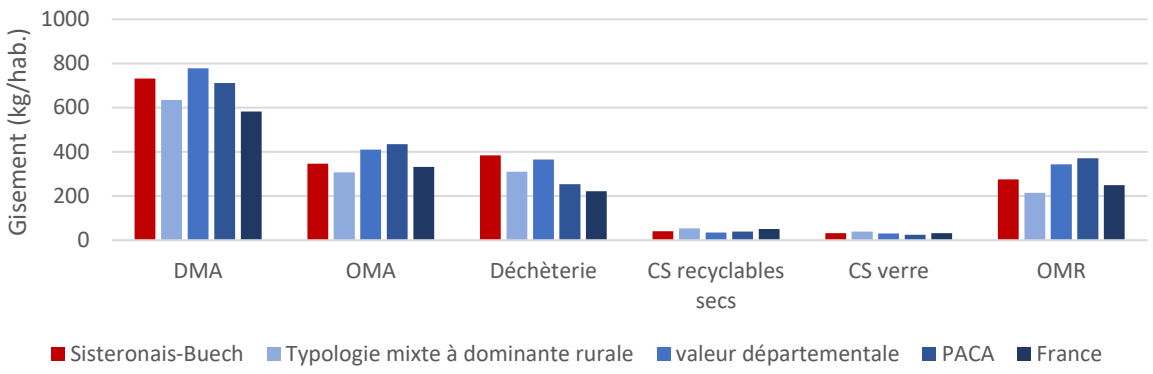


Figure 68 : Comparaison de la production de déchets en 2019 (source : Sinoe)

La collecte des DMA est réalisée en prestation sur la moitié des communes environ (soit 27 % de la population).

La collecte sélective est uniquement assurée par le biais de points d'apports volontaires (aériens ou semi-enterrés), sauf pour les cartons bruns qui sont collectés en porte à porte chez les « gros producteurs » sur certaines parties du territoire. Des problèmes d'incivilités sur le secteur du Serrois (place du Lac, Crédit Agricole) sont relevés : sacs poubelles hors des colonnes alors qu'elles sont partiellement remplies. Des risques sanitaires en découlent quand les animaux déchirent les sacs et répandent les déchets.

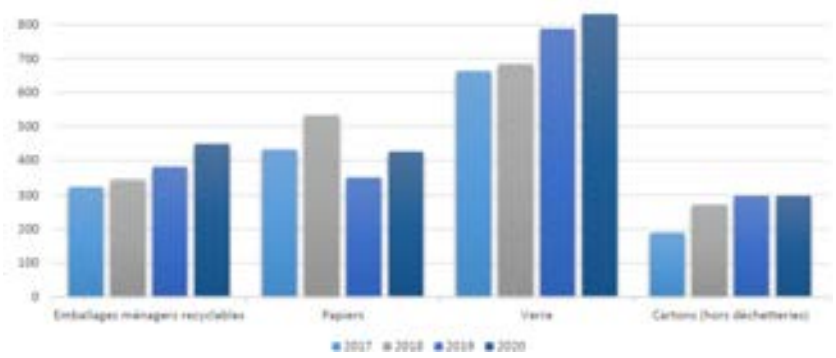


Figure 69 : Évolution des tonnages de la collecte sélective entre 2007 et 2020 (Source RPQS 2020)

La collecte sélective progresse globalement depuis 2017. Des actions ponctuelles de collecte de déchets recyclables (vélos lors du Tour de France, smartphones) et de réduction des déchets (lutte contre le gaspillage alimentaire, développement de l'économie circulaire des DAE) sont organisées.

1.11.2.2 LES INSTALLATIONS DE COLLECTE ET TRAITEMENT DES DECHETS

Sept déchèteries intercommunales sont implantées à Val Buëch Méouge (Ribiers), Barret sur Méouge, Lazer, Orpierre, Rosans, Clamensane et Serres. Il existe également une déchèterie itinérante à Turriers. La base SINOE estime que le nombre d'habitants par déchèterie est de 3 649, contre 14 481 à l'échelle nationale, 16 687 en PACA, 5 002 dans les Alpes-de-Haute-Provence ou 8 029 dans la typologie mixte à dominante rurale. Le territoire est donc relativement bien pourvu.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



Figure 70 : Les sept déchèteries de la CCSB (source : RPQS 2020)

Huit sites permettent de traiter et valoriser le gisement de déchets de la CCSB, dont deux dans le périmètre.

Tableau 38 : Sites de traitement et de valorisation des déchets

Flux de Déchets	Centre de traitement	Valorisation	Techniques utilisées
Ordures ménagères	ISDND de Sorbiers (05) ISDND du Beynon à Ventavon – VEOLIA (05)	Enfouissement Production d'électricité (Beynon)	Traitement des déchets résiduels selon la norme internationale ISO 14 001
Cartons bruns	Centre de tri du Beynon – VEOLIA (05) Centre de tri de La Mûre – PAPREC (38)	Recyclage	
Emballages ménagers	Centre de tri de Manosque – VEOLIA (04)	Recyclage	Tri optique des emballages ménagers selon la norme internationale ISO 14 001
Papiers	Centre de tri du Beynon – VEOLIA (05) Centre de tri de La Mûre – PAPREC (38)	Recyclage	
Verre	Verrerie du Languedoc – Vergèze (30)	Recyclage	

L'ISDND de Sorbiers dont la fermeture était prévue pour avril 2020 a accueilli également des déchets des Alpes Maritimes avant de fermer en novembre 2020. La CCSB ne dispose pas de quai de transfert, la fermeture possible de l'ISDND du Beynon (VEOLIA) pose la question du devenir des déchets sur le territoire.

En 2020, le traitement se répartit comme suit : 45 % des déchets traités ont suivi une filière de valorisation matière et organique, et 54 % ont été incinérés ou stockés. Le taux de valorisation a augmenté par rapport à 2019 (34 %), et 2017-2018 (43 %).

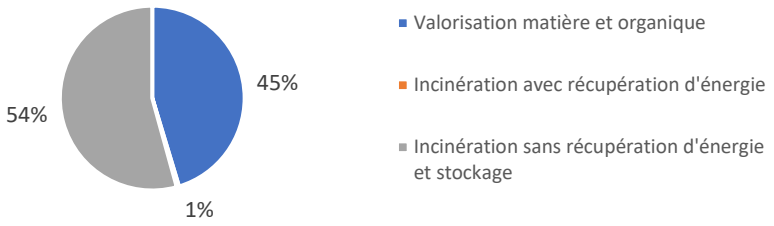


Figure 71 : Répartition des déchets traités selon le mode de traitement en 2020 (source SINOE)

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Par ailleurs, le territoire de la CCSB est bien pourvu en plateformes de recyclage des déchets inertes (Minetto à Sisteron, CBA à Ribiers, SAB à Ventavon, etc.) et en site de valorisation (remblaiement carrière) avec la SAB à Ventavon. Cependant, seule une ISDI est autorisée, à Ribiers (CCSB), elle est actuellement en sous-capacité. Le PRPGD estime par ailleurs que la zone alpine de la région est en déficit, et nécessiterait une à 7 ISDI supplémentaires pour répondre aux besoins.

1.11.3Analyse du diagnostic des déchets

Le diagnostic de la situation actuelle est traduit dans les champs atouts et faiblesses (colonne de gauche), tandis que les opportunités ou menaces (colonne de droite) sont autant de facteurs d'évolution.

Situation actuelle		Tendances et facteurs d'évolution	
+	Atout pour le territoire	La situation : ⇗ se poursuit ou s'accélère ⇘ ralentit ou s'inverse ? : non prévisible	Facteurs d'évolution positive Facteurs d'évolution négative
-	Faiblesse pour le territoire		

Déchets		Perspectives d'évolution	
-	Une production de déchets ménagers et assimilés (731 kg/hab. en 2019) dans les moyennes régionale et départementales, au-dessus des moyennes nationales (582 kg/hab.)	?	Le territoire connait une importance croissance démographique (+3,15 % entre 2012-2020). La tendance suit une légère baisse depuis 2017. La CCSB met en œuvre des actions pour améliorer le tri et la valorisation des déchets. Fermeture d'une ISDND en de 2020. Le territoire est historiquement engagé dans l'économie circulaire et met en œuvre un PLPDMA
-	Les objectifs réglementaires ne sont pas atteints (réduction des DMA, taux de valorisation, taux d'enfouissement)	⇘	Le territoire est historiquement engagé dans l'économie circulaire et met en œuvre un PLPDMA. Celui-ci devrait permettre d'améliorer la prévention et la gestion des déchets. Le taux de valorisation augmente depuis 2017. L'importante croissance démographique (+3,15 % entre 2012-2020) va augmenter les tonnages collectés. Aucune ouverture d'ISDND n'est prévue pour pallier la fermeture de celles de Sorbiers et du Beynon. Des capacités supplémentaires de tri sont à créer sur les bassins de vie alpins (SRADDET).
-	L'étendue du territoire implique de grandes distances de collecte	⇗	
+	Une bonne présence de déchèteries et de plateformes de recyclage de déchets inertes	⇗	
+	Un site de traitement des déchets ménagers	⇗	
-	Absence d'ISDI et de quai de transfert pouvant réduire les impacts environnementaux de la collecte des déchets	?	
-	Faiblesse de la collecte sélective des recyclables et du verre.	⇘	La collecte sélective est en progression.

1.12 Sites et sols pollués

1.12.1Généralités

1.12.1.1 LEVIERS DU SCOT

La gestion du devenir de ces sites pollués, souvent d'anciennes friches industrielles, prend son sens dans la réalisation d'un document de planification tel qu'un SCoT. Du fait d'anciens dépôts de déchets ou d'infiltrations de substances polluantes, ces sites présentent une pollution susceptible de provoquer une nuisance ou un risque pérenne pour les personnes ou l'environnement. Ces situations sont souvent dues à d'anciennes pratiques

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

sommaires d'éliminations des déchets ou encore à des fuites ou épandages de produits toxiques de manière régulière ou accidentelle dans le cadre de pratiques légales ou non.

En effet, le SCoT n'aura aucun effet levier sur le traitement des pollutions présentes, mais la localisation de ces sites et la nature des pollutions pourront influer sur la prospective foncière (recyclage des friches) et sur les volontés de développement des équipes décisionnaires.

1.12.1.2 QUELQUES DEFINITIONS

Plusieurs bases de données nationales recensent les informations sur les sols pollués connus ou potentiels et les émissions polluantes industrielles.

- **ICPE :** La base de données Géorisques des ICPE recense les installations classées pour la protection de l'environnement, qui regroupent les installations industrielles ou agricoles dont l'activité présente un risque ou un inconvénient pour l'environnement humain et naturel. Plusieurs types d'ICPE sont distingués :
    - Installations soumises à déclaration (D) pour les activités les moins polluantes et les moins dangereuses ;
    - Installations soumises à déclaration avec contrôle périodique (DC) ;
    - Installations soumises à enregistrement (E) pour les secteurs dont les mesures techniques pour prévenir les inconvénients sont bien connues ;
    - Installations soumises à autorisation (A), pour les installations présentant les risques ou pollutions les plus importants ;
    - Installations soumises à autorisation et servitudes d'utilité publique (AS), elles correspondent à peu de chose près aux installations « Seveso seuil haut » au sens de la directive européenne « Seveso III ».

Les établissements sont classés « Seveso » en fonction des quantités et des types de produits dangereux qu'ils accueillent. Il existe deux seuils classant les établissements : « Seveso seuil bas » et « Seveso seuil haut ». Ces installations présentent des risques technologiques et des servitudes d'utilité publique y sont associées pour y contraindre l'aménagement.

- **CASIAS :** La carte des anciens sites industriels et activités de services (CASIAS) recense les anciennes activités susceptibles d'être à l'origine d'une pollution des sols. Il peut s'agir d'anciennes activités industrielles ou de services potentiellement polluants. En novembre 2021, le système d'information géographique constitué par la CASIAS a intégré les sites répertoriés dans BASIAS.
- **BASOL** : Base de données qui recense les sites et sols pollués nécessitant une analyse ou encore les sites anciennement pollués et traités. Cette base précise également les actions menées ou à mener dans le cadre de la réhabilitation des sols.
- **IREP :** Le registre français des émissions polluantes (IREP) est un inventaire national des substances chimiques ou des polluants potentiellement dangereux rejetés dans l'air, l'eau et le sol et de la production et du traitement des déchets dangereux et non dangereux.
- **SIS** : Les secteurs d'informations sur les sols comprennent les terrains où la connaissance de la pollution des sols justifie, notamment en cas de changement d'usage, la réalisation d'études de sols et la mise en place de mesures de gestion de la pollution pour préserver la sécurité, la santé ou la salubrité publique et l'environnement.

1.12.1.3 RAPPELS REGLEMENTAIRES

➢ AU NIVEAU COMMUNAUTAIRE

- Directive européenne 82/501/CEE, dite directive Seveso 1, remplacée par la directive 96/82/CE dite directive Seveso 2, elle-même remplacée récemment par la directive 2012/18/UE du 4 juillet 2012 dite directive Seveso 3. Cette dernière est entrée en vigueur le 1er juin 2015. Les directives Seveso imposent aux États membres de l'Union européenne d'identifier les sites industriels présentant des risques d'accidents majeurs (sites SEVESO) et d'y maintenir un haut niveau de prévention. Deux types d'établissements sont distingués selon la quantité de matières dangereuses : les établissements Seveso seuil haut et les établissements Seveso seuil bas.
- La directive 1996/61/CE, dite IPPC (recodifiée 2008/1/CE) visant à minimiser la pollution émanant de différentes sources industrielles dans toute l'Union européenne. L'objectif de la directive est de garantir un

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

niveau élevé de protection de l'environnement par délivrance d'une autorisation jugeant de la performance environnementale de l'installation dans sa globalité.

➢ AU NIVEAU REGIONAL, DEPARTEMENTAL ET LOCAL

- Loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (livre V Prévention des pollutions, des risques et des nuisances – Titre I Installations classées pour la protection de l'environnement - art. L511-1 et suivants du code de l'environnement – Partie législative) et son décret d'application n° 77-1133 du 21 septembre 1977.
- Décret 97-1133 du 8 décembre 1997 et arrêté interministériel du 8 janvier 1998, fixant les règles applicables en matière d'épandage d'effluents ou de boues pour la protection de l'hygiène ;
- Circulaire du 31 mars 1998, sur la surveillance des sites et sols pollués, leur mise en sécurité et l'adoption de mesures d'urgence ;
- Circulaire du 10 décembre 1999, fixant les objectifs de réhabilitation des sites et sols pollués, définissant la notion d'acceptabilité du risque et des restrictions d'usage si les sites et sols pollués ne peuvent pas être banalisés ;
- Décret n° 2015-1353 du 26 octobre 2015 relatif aux secteurs d'information sur les sols prévus par l'article L. 125-6 du code de l'environnement et portant diverses dispositions sur la pollution des sols et les risques miniers.

1.12.2Sites susceptibles d'être affectés par une pollution des sols

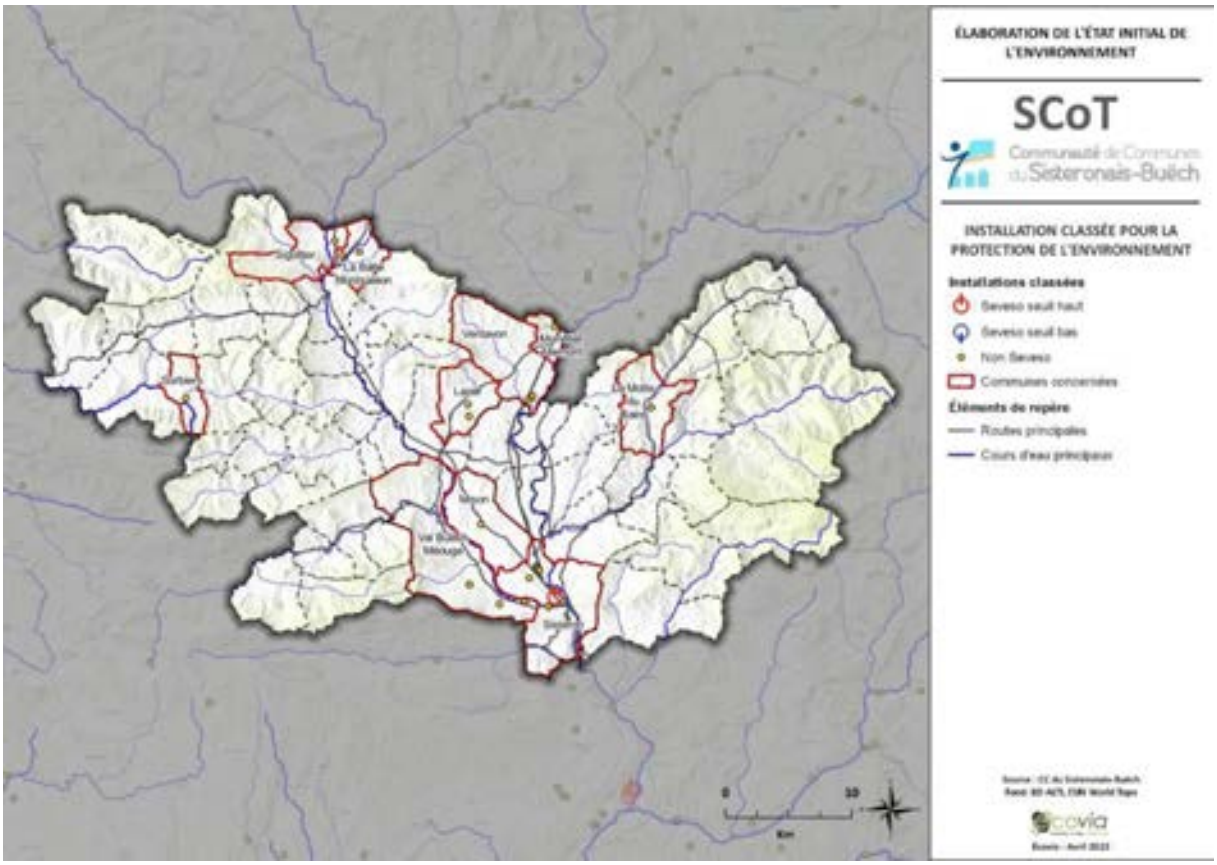
1.12.2.1 LES INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (ICPE)

29 installations sont classées ICPE sur le territoire de la CCSB, dont un site Seveso localisé à Sisteron. 26 sur 29 sont en fonctionnement, et 3 sont arrêtées ou en cessation déclarée.

Tableau 39 : ICPE présentes dans le Sisteronais-Buëch (source : Géorisques)

Régime		Cessation déclarée	À l'arrêt	En fonctionnement	Total
Autorisation	Seveso seuil haut			1	**1**
Autorisation	Non Seveso			16	**16**
Enregistrement	Non Seveso			8	
Inconnu	Non Seveso	1	2	1	**4**
Total		**1**	**2**	**26**	**29**

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



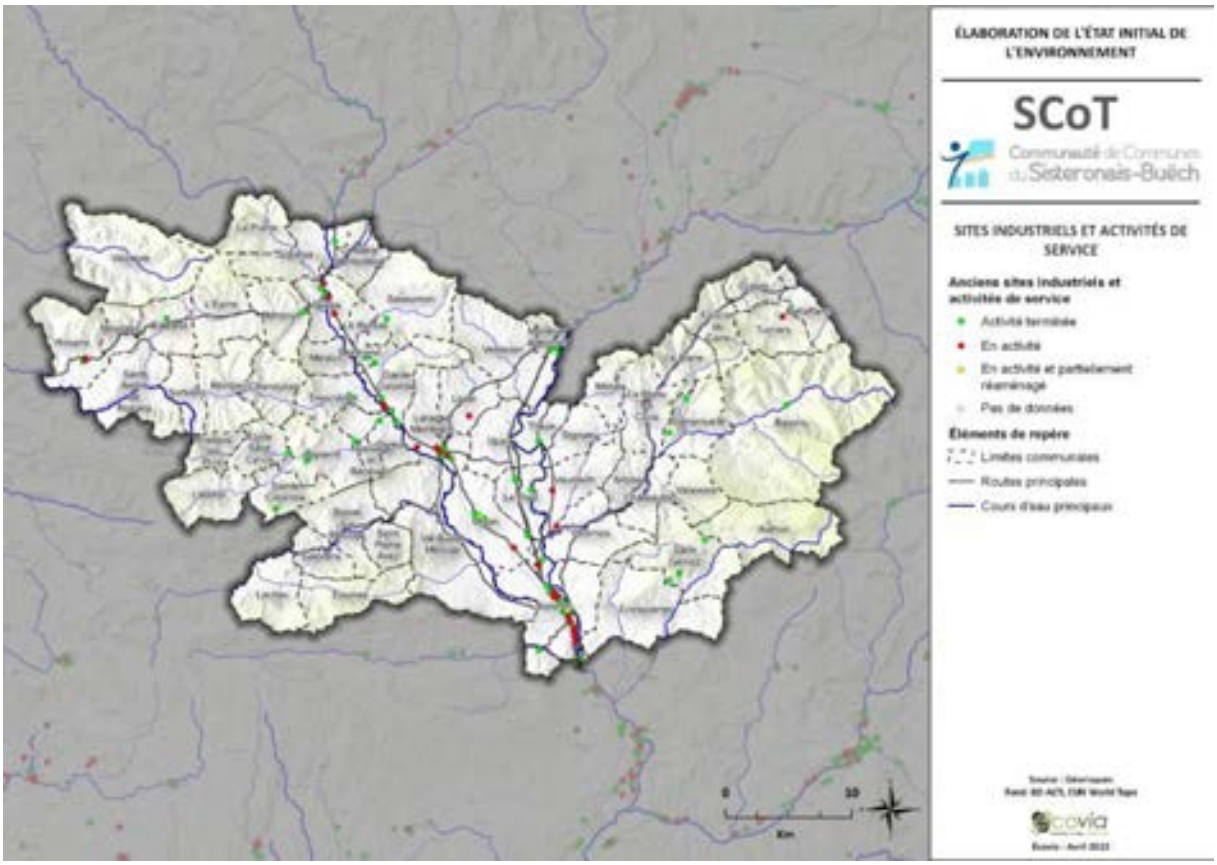
1.12.2.2 LES SITES DE POLLUTION POTENTIELLE (CASIAS)

122 sites CASIAS sont cartographiés, sur les 211 sites recensés. Parmi ces derniers, 137 ne sont plus en activité et 27 sont encore exploités.

Tableau 40 : Sites CASIAS de la CCSB (source : Géorisques)

État d'activité	Nombre de sites
Activité terminée	**137**
En activité	**27**
En activité et partiellement en friche	**1**
En activité et partiellement réaménagé	**6**
Ne sait pas	**40**
Total	**211**

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



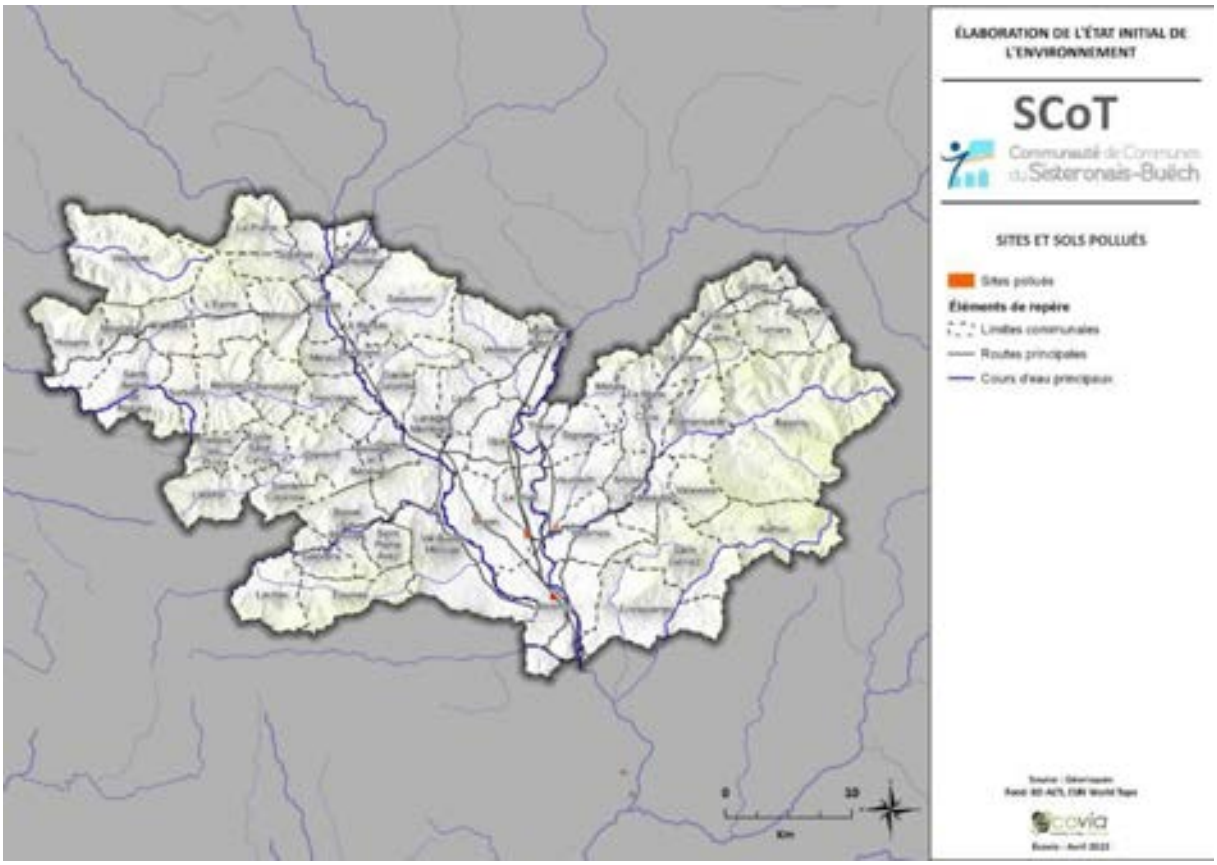
1.12.2.3 LES SITES DE POLLUTION AVEREE BASOL

Trois sites BASOL ont été relevés dans le périmètre de la CCSB. Le détail de leurs états est présenté dans les paragraphes suivants.

Tableau 41 : Sites BASOL recensés dans le périmètre de la CCSB (source : Géorisques)

Commune	Établissement	Historique
Mison	Dépôt pétrolier TOTAL	Le site a été exploité entre 1969 et 1990, pour le stockage et la distribution de produits pétroliers tels que supercarburant, essence, gasoil et fioul domestique.
Mison	Incinérateur de Mison	Ancienne décharge fermée début 1990 (recouvrement et végétalisation de la décharge).
Valernes	SANOFI (ex Sapchim) Ancienne décharge	Décharge du site de production pharmaceutique de Sisteron

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



➢ DEPOT PETROLIER DE MISON

Le site a entièrement été démantelé entre février et mai 2006. Le terrain est nu, inoccupé et clôturé. Les travaux de dépollution ont commencé le 17/12/2007 et se sont achevés le 21/10/2008. Une ARR a été réalisée en avril 2009 (imposé par Arrêté préfectoral complémentaire du 28/01/2009), elle préconise l'interdiction de l'usage des eaux souterraines sur 6 des 7 zones délimitées dans le site ainsi que la poursuite de la surveillance semestrielle de la nappe qui, à l'issue des travaux de dépollution, est toujours polluée en hydrocarbures. Les travaux ont fait l'objet d'un contrôle par un autre BET qui indique que ceux-ci sont conformes. Les campagnes de surveillance de la nappe montrant la présence persistante de polluants dans la nappe, des travaux complémentaires ont été réalisés.

L'arrêté préfectoral du 07/10/2010 impose la surveillance semestrielle de la nappe sur trois piézomètres. Un dossier de demande d'institution de SUP a été produit conformément à l'arrêté préfectoral complémentaire du 28/01/2009. Un arrêté préfectoral portant constitution de SUP a été signé le 07/10/2010. Les usages de certaines parcelles sont restreints, notamment en ce qui concerne l'utilisation des eaux souterraines.

Le site fait l'objet d'un secteur d'information sur les sols (SIS).

➢ INCINERATEUR DE MISON

Le site fait l'objet d'un secteur d'information sur les sols (SIS) et a été réaménagé en un site de production photovoltaïque.

➢ ANCIENNE DECHARGE SANOFI DE VALERNES

En 1977, lors de la fermeture du site, après évacuation des résidus liquides en centres de traitement, des résurgences de liquides pollués ont été mises à jour, à mi-pente du talus au-dessus du cours d'eau « Le Syriez » bordant ce site en contrebas. Le site a été nettoyé et réaménagé afin de lui rendre son aspect extérieur en purgeant puis comblant les fosses.

Les résurgences présentes en contrebas du site ont été collectées à partir de 1977. Pour ce site, l'inspection de l'environnement a demandé depuis cette époque de nombreuses études et imposé des travaux importants de

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

collecte et traitement, conduisant notamment à l'arrêté préfectoral du 24/10/2004 portant sur la réhabilitation de la zone nord.

Les anciennes fosses ayant contenu des déchets industriels spéciaux ont été excavées et les déchets et terres polluées extraits (468 tonnes) ont été traités dans un centre autorisé à cet effet.

En ce qui concerne le traitement des eaux souterraines, des résurgences et des sols profonds, un traitement in situ a été mis en place. Les eaux souterraines et les résurgences sont pompées vers une installation mobile de traitement puis réinjectées dans la nappe en amont hydraulique des zones en cours de traitement.

Les gaz de sols extraits par la technique du Venting ont été traités sur une installation spécifique par passage sur des filtres à charbon actif.

Après 64 mois de travaux, plus de 33 tonnes de benzène et 48 tonnes de composés organiques ont été extraites et 174 tonnes de charbon actif usagé ont été traitées.

En 2019, seul le traitement des résurgences est encore en service. Une surveillance du milieu est effectuée (eaux souterraines et eaux superficielles en aval). On soulignera qu'il n'y a pas d'exploitation des eaux de la nappe, située à 16 m de profondeur. Il n'y a pas de captage en aval.

À la suite de l'augmentation de la concentration en certains polluants, notamment BTEX (Benzène et Toluène) et 1,2 dichloroéthane, supérieure au seuil de réhabilitation, des caractérisations complémentaires des pollutions résiduelles ont été conduites au cours des dernières années et l'évaluation de la pertinence et des modalités d'éventuels traitements complémentaires se poursuit.

En 2019, Sanofi réalise une adaptation et rénovation en fonction des évolutions et des besoins selon une démarche d'amélioration continue. Le curage des anciennes fosses de déchets en zone sud est notamment prévu, conduisant à l'évacuation prévisionnelle de sols et de déchets pour leur traitement hors site en filière appropriée.

1.12.2.4 LES SITES REFERENCES POUR LEURS EMISSIONS POLLUANTES (IREP)

Onze établissements pollueurs sont inscrits au registre. Aucun ne déclare de rejets dans le sol. Les autres émetteurs sont présentés dans les fiches « Air » et « Eau ».

Tableau 42 : Établissements pollueurs recensés par l'IREP en 2020

Identifiant	Nom	Commune	Milieu
0006400839	SANOFI CHIMIE	Sisteron	Non concerné
0006400848	DÉPÔT BUTAGAZ	Sisteron	Non concerné
0006401149	ABATTOIR MUNICIPAL SISTERON	Sisteron	Eau (indirect)
0006401223	PLACO SAINT-GOBAIN	Lazer	Non concerné
0006402014	OVINALP FERTILISATION	Val Buëch-Méouge	Non concerné
0006402672	SAS ALPES ASSAINISSEMENT	Ventavon	Non concerné
0006406623	ALPES ASSAINISSEMENT VEOLIA	Ventavon	Air
0006406625	ISDND DE SORBIERS	Sorbiers	Air
0006406646	MAIRIE DE SISTERON	Sisteron	Non concerné
0006407647	ISDND DE SORBIERS	Sorbiers	Non concerné
0006411394	OVINALP FERTILISATION	Val Buëch-Méouge	Non concerné

1.12.3Exposition des populations

Les habitants de la CCSB sont relativement plus exposés aux sols potentiellement pollués que les habitants de la région ou qu'un Français moyen, mais semblent être moins exposés que dans les Hautes-Alpes. Cela s'explique par la faible densité d'habitants par surface, puisqu'à l'inverse, le territoire est globalement moins doté de sites pollués que les territoires de comparaison, excepté concernant les départements des Hautes-Alpes et des Alpes-de-Haute-Provence.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

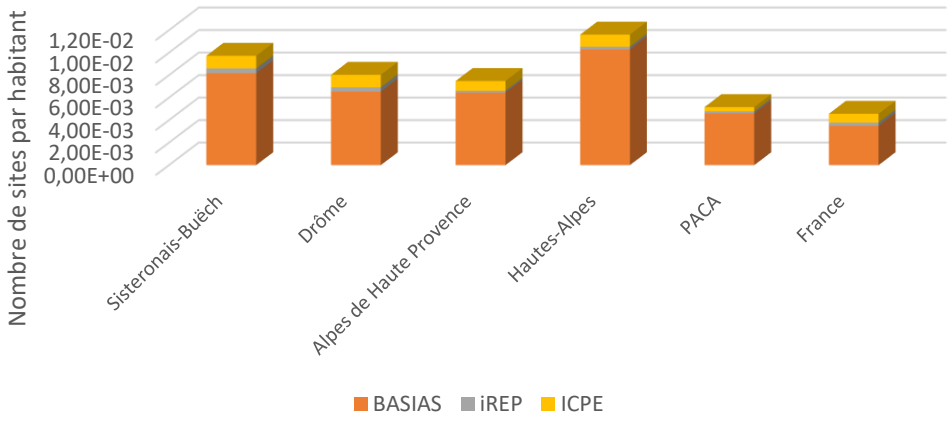


Figure 72 : Comparaison de l'exposition des habitants aux sites et sols (source : Géorisques, INSEE)

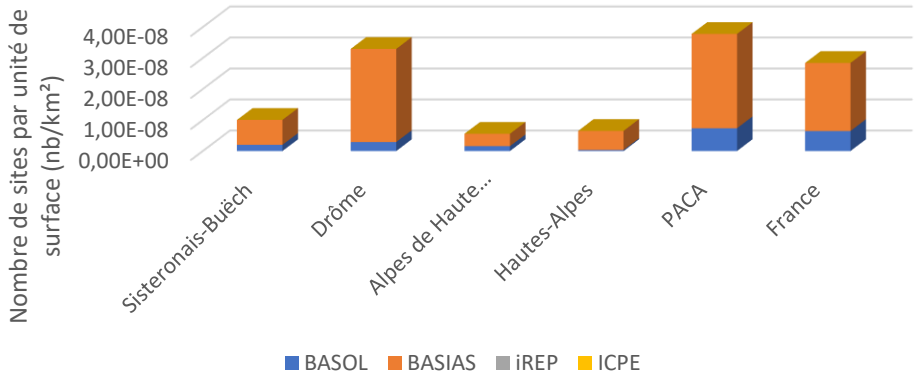


Figure 73 : Comparaison de la densité de sites pollués par unité de surface (source : Géorisques)

1.12.4Analyse du diagnostic des sites et sols pollués

Le diagnostic de la situation actuelle est traduit dans les champs atouts et faiblesses (colonne de gauche), tandis que les opportunités ou menaces (colonne de droite) sont autant de facteurs d'évolution.

Situation actuelle		Tendances et facteurs d'évolution	
+	Atout pour le territoire	La situation : ⇗ se poursuit ou s'accélère ⇘ s'inverse ou ralentit ? : non prévisible	Facteurs d'évolution positive Facteurs d'évolution négative
-	Faiblesse pour le territoire		

Situation actuelle : sites et sols pollués		Tendances et facteurs d'évolution	
+	Un territoire relativement peu concerné par des pollutions des sols d'origine industrielle : 29 ICPE	⇗	Aucune ICPE n'est en cours de création sur le territoire. Les normes et les actions de dépollution se poursuivent à l'échelle nationale. La croissance démographique de la CCSB engendre une exposition grandissante
-	3 sites BASOL fermés (dépôt pétrolier de Mison, incinérateur de Mison, ancienne décharge SANOFI de Valernes)	⇗	Suivi des risques de pollution et réhabilitation en cours
+	dont l'ancien site de l'incinérateur de Mison pouvant être réhabilité pour la production photovoltaïque	⇗	
-	27 sites BASIAS (pollution potentielle) en activité	⇗	

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

-	Mais une exposition plus importante des habitants aux pollutions potentielles des sols d'origine industrielle qu'aux échelles régionales et nationales	⇗

1.13 Nuisances sonores

1.13.1 Généralités

Le bruit est perçu comme la principale nuisance de l'environnement pour près de 40 % des Français. La sensibilité à cette pollution sonore, qui apparait comme très subjective, peut entraîner des conséquences importantes sur la santé humaine (trouble du sommeil, stress, etc.). Les projets de construction de nouvelles infrastructures et toutes modifications du schéma de circulation doivent prévoir les hausses et baisses de trafic de façon à mettre en œuvre des dispositifs de protection acoustique pour préserver la santé des populations riveraines :

- Dispositifs de protection à la source (choix des matériaux, limitation de vitesse, écran acoustique, butte de terre, etc.) ;
- Ou protection des habitations (double vitrage, amélioration des joints, isolation, etc.).

Les sources d'exposition aux ondes électromagnétiques sont nombreuses, provenant de l'environnement immédiat (radio, téléphone portable, etc.), industriel (équipement de soudage, fours, télécommunications, radars, etc.) ou médical (examen d'imagerie médicale par résonance magnétique, etc.). Les ondes électromagnétiques font partie des risques émergents pour lesquels le Plan national santé environnement (PNSE) actuellement en vigueur prévoit que l'information et la concertation soient organisées.

1.13.1.1 Leviers du SCoT

Le SCoT, en tant qu'outil d'organisation des zones d'activités et d'habitation, doit permettre de limiter l'exposition des populations à des niveaux d'exposition trop importants de ces nuisances pour contribuer à préserver la santé humaine. Il peut également veiller à préserver des zones de calme à travers les continuités écologiques.

1.13.1.2 Definitions et rappels reglementaires

➢ Mesures du bruit

Un bruit est considéré comme une gêne lorsqu'il perturbe les activités habituelles comme la conversation, l'écoute de la radio, le sommeil.

Les effets d'un environnement sonore sur la santé humaine entrainent essentiellement des déficits auditifs et des troubles du sommeil pouvant engendrer des complications cardiovasculaires et psychophysiologiques. Cependant, selon un rapport de l'Agence française de sécurité sanitaire environnementale et au travail (AFSSET), dans son dossier « Impacts sanitaires du bruit » diffusé en mai 2004, « il est aujourd'hui difficile de connaitre la part des pertes auditives strictement liées au bruit ».

▪ *Indice Lden*

Le Lden représente le niveau d'exposition totale au bruit. Il tient compte :

- Du niveau sonore moyen pendant chacune des trois périodes de la journée, c'est-à-dire le jour (6 h – 18 h), la soirée (18 h – 22 h) et la nuit (22 h – 6 h) ;
- D'une pénalisation du niveau sonore selon cette période d'émission : le niveau sonore moyen de la soirée est pénalisé de 5 dBA, ce qui signifie qu'un déplacement motorisé opéré en soirée est considéré comme équivalent à environ trois à cinq déplacements motorisés opérés de jour selon le mode de déplacement considéré ;
- Le niveau sonore moyen de la nuit est quant à lui pénalisé de 10 dBA, ce qui signifie qu'un mouvement opéré de nuit est considéré comme équivalent à dix mouvements opérés de jour.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

- *Indice Ln*

Le Ln représente le niveau sonore moyen déterminé sur l'ensemble des périodes de nuit (de 22 h à 6 h) d'une année.

L'indice Ln étant par définition un indice de bruit exclusif pour la période de nuit, aucune pondération fonction de la période de la journée n'est appliquée pour son calcul.

- *Échelle de bruit*

L'échelle de bruit considère le bruit comme gênant à partir de 60 dBA. Néanmoins, la règlementation retient le seuil de 68 dBA pour l'indicateur Lden et 62 dBA pour l'indicateur Ln.



➢ POINT NOIR DE BRUIT (PNB)

Un point noir bruit est un bâtiment sensible, localisé dans une zone de bruit critique, dont les niveaux sonores en façade dépassent ou risquent de dépasser à terme l'une au moins des valeurs limites, soit 70 dBA en période diurne (6 h-22 h) et 65 dBA en période nocturne (22 h-6 h) et dont la date d'autorisation de construire répond à des critères d'antériorité par rapport à la décision légale de projet de l'infrastructure.

1.13.1.3 RAPPELS REGLEMENTAIRES

➢ AU NIVEAU INTERNATIONAL ET COMMUNAUTAIRE

- **La Directive 2002/49/CE du 25 juin 2002 du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne** relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement.

➢ AU NIVEAU NATIONAL

- Arrêté du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.
- Circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement. Cette circulaire est rendue applicable par de nombreux arrêtés ministériels.
- Loi Bruit du 31 décembre 1992 et ses décrets d'application relatifs au classement sonore des voies.
- Arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement, Norme AFNOR NF S31-010.
- Circulaires de 2001 et 2004 relatives aux Observatoires du bruit.
- Articles L.571-10 et L.572-1 à 11 du Code de l'environnement qui précisent les obligations en matière de recensement et de gestion du bruit dans l'environnement.
- Le Grenelle de l'environnement 1 du 3 août 2009, mis en application par le Grenelle 2 du 12 juillet 2010 prévoit également la lutte contre les points noirs de bruit et la mise en place d'observatoires de bruit dans les grandes agglomérations.
- Loi du 11 février 2014, qui envisage de mettre en place en « dernier recours » la procédure de substitution — prévue à l'article L.572-10 du Code de l'environnement — permettant à l'autorité préfectorale de se substituer aux organes des collectivités défaillantes. L'entrée en vigueur de ce nouvel arrêté est fixée au 1er juillet 2017. Une mise à jour « au moins tous les cinq ans » est prévue.
- Arrêté du 13 avril 2017 relatif aux caractéristiques acoustiques des bâtiments existants lors de travaux de rénovation importants. Il précise les caractéristiques acoustiques des nouveaux équipements, ouvrages ou installations mis en place dans les bâtiments existants qui font l'objet de travaux de rénovation énergétique importants.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

➢ AU NIVEAU REGIONAL, DEPARTEMENTAL ET LOCAL

Le SRADDET prend en compte l'impact sanitaire de la qualité de l'air et des nuisances sonores à travers l'objectif 21 Améliorer la qualité de l'air et préserver la santé de la population.

1.13.1.4 OUTILS REGLEMENTAIRES DE LUTTE CONTRE LES NUISANCES SONORES

➢ CARTE DE BRUIT STRATEGIQUE

La **carte de bruit stratégique** est un document informatif. Elle est constituée de documents graphiques, de tableaux et d'un résumé non technique destiné « […] à permettre l'évaluation globale de l'exposition au bruit dans l'environnement et à établir des prévisions générales de son évolution » (article L.572-3 du Code de l'environnement).

La carte de bruit stratégique sert d'outil d'aide à la décision pour l'établissement des plans de prévention du bruit dans l'environnement (PPBE).

Les cartes de bruit permettent, pour partie, de repérer les « points noirs bruit » (PNB) et sont révisées tous les cinq ans. Les PNB concernent les bâtiments d'habitation ainsi que les établissements d'enseignement, de soin, de santé et d'action sociale dont les façades sont exposées à plus de 68 dBA en Lden ou 62 dBA en Ln. L'objectif de protection pour ces PNB est de ramener les niveaux sonores en façade des habitations à des niveaux acceptables grâce à des protections :

- Sur le bâti (insonorisation de façade) ;
- À la source (écran, butte de terre, etc.).

➢ LES PLANS DE PREVENTION DU BRUIT DANS L'ENVIRONNEMENT (PPBE)

Les plans de prévention du bruit dans l'environnement « tendent à prévenir les effets du bruit, à réduire, si nécessaire, les niveaux de bruit, ainsi qu'à protéger les zones calmes » (article L.572-6 du Code de l'environnement).

▪ *Première échéance : 2008*

Établissement des cartes de bruit stratégiques et des plans de prévention du bruit dans l'environnement (PPBE) pour :

- Les routes supportant un trafic annuel supérieur à 6 millions de véhicules soit 16 400 véhicules/jour ;
- Les voies ferrées supportant un trafic annuel supérieur à 60 000 passages de trains soit 164 trains/jour ;
- Les agglomérations de plus de 250 000 habitants.

▪ *Deuxième échéance : 2013*

Les cartes de bruit doivent être révisées et l'analyse élargie pour :

- Les routes supportant un trafic annuel supérieur à 3 millions de véhicules soit 8 200 véhicules/jour ;
- Les voies ferrées supportant un trafic annuel supérieur à 30 000 passages de trains soit 82 trains/jour ;
- Les agglomérations de plus de 100 000 habitants.

▪ *Troisième échéance : 2018*

Il s'agit d'une échéance de réexamen, et le cas échéant de révision des CBS et PPBE publiés au titre des première et deuxième échéances. Au titre de la troisième échéance, les CBS doivent être publiées pour le 30 juin 2017 au plus tard. Les PPBE correspondants doivent être publiés pour le 18 juillet 2018 au plus tard.

➢ CLASSEMENT SONORE

Le classement sonore est un document opposable aux tiers et prospectif.

Le Code de l'environnement prévoit le classement en cinq catégories des infrastructures de transports terrestres selon des niveaux sonores de référence ainsi que la définition de la largeur maximale des secteurs affectés par le bruit. Ces secteurs sont destinés à couvrir l'ensemble du territoire où une isolation acoustique renforcée est nécessaire. Les bâtiments à construire dans un secteur affecté par le bruit doivent donc être isolés en fonction du niveau sonore de leur environnement.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Tableau 43 : Niveaux sonores de référence et largeurs maximales des secteurs affectés par le bruit

Catégories de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre	Niveau sonore de référence en période diurne (6 h-22 h) en dBA	Niveau sonore de référence en période nocturne (22 h-6 h) en dBA
1	300 m	L > 81	L > 76
2	250 m	76 < L ≤ 81	71 < L ≤ 76
3	100 m	70 < L ≤ 76	65 < L ≤ 71
4	30 m	65 < L ≤ 70	60 < L ≤ 65
5	10 m	60 < L ≤ 65	55 < L ≤ 60

1.13.2Points clés analytiques sur le territoire

1.13.2.1 Le bruit routier

Sources : DDT

- Les cartes de bruit strategiques

Les CBS de 1re échéance ont été réalisées entre 2008 et 2009, et approuvées et publiées le 23 octobre 2009 pour le département des Hautes-Alpes. Les CBS de 2e échéance ont été réalisées entre 2012 et 2013. Les dépassements de seuils concernent environ 1 900 habitants situés le long des axes étudiés, pour l'indicateur global LDEN (indicateur pondéré sur 3 plages horaires des 24 h : 6 h-18 h, 18 h-22 h, 22 h-6 h). Les bâtiments impactés sont regroupés en zones bruyantes sensibles.

Aucune infrastructure n'est relevée dans les CBS de la Drôme pour les communes de la CCSB.

Pour le département des Alpes-de-Haute-Provence, les cartes de bruit de troisième échéance ont été approuvées le 08/08/2018. **L'A51 et la D4085 sont identifiées par les CBS à Sisteron uniquement**.

- Les PPBE et les points noirs de bruit (PNB)

L'A51 est concernée par les PPBE de 2e et 3e échéances des départements 04 et 05, **aucun PNB n'est présent sur le territoire.**

Toutefois, l'analyse croisée des zones de dépassement (cartes de type C) et des bâtiments dans le département des Hautes-Alpes a permis de recenser 6 bâtiments dépassant le seuil LDEN (mais pas d'établissement de santé ou d'enseignement), dont un à Monêtier-Allemont. L'analyse dans les Alpes-de-Haute-Provence aboutit à un total de 6 bâtiments sensibles, dont 2 à Sisteron (aucun établissement de santé ou d'enseignement). Ces bâtiments sensibles sont localisés le long de l'A51. Le nombre de dépassements est très faible dans ces zones bruyantes sensibles. La vitesse est limitée à 130 km/h et le revêtement de la route est en bon état.

Sur l'ensemble du territoire, **douze bâtiments** sont donc **considérés comme sensibles**.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

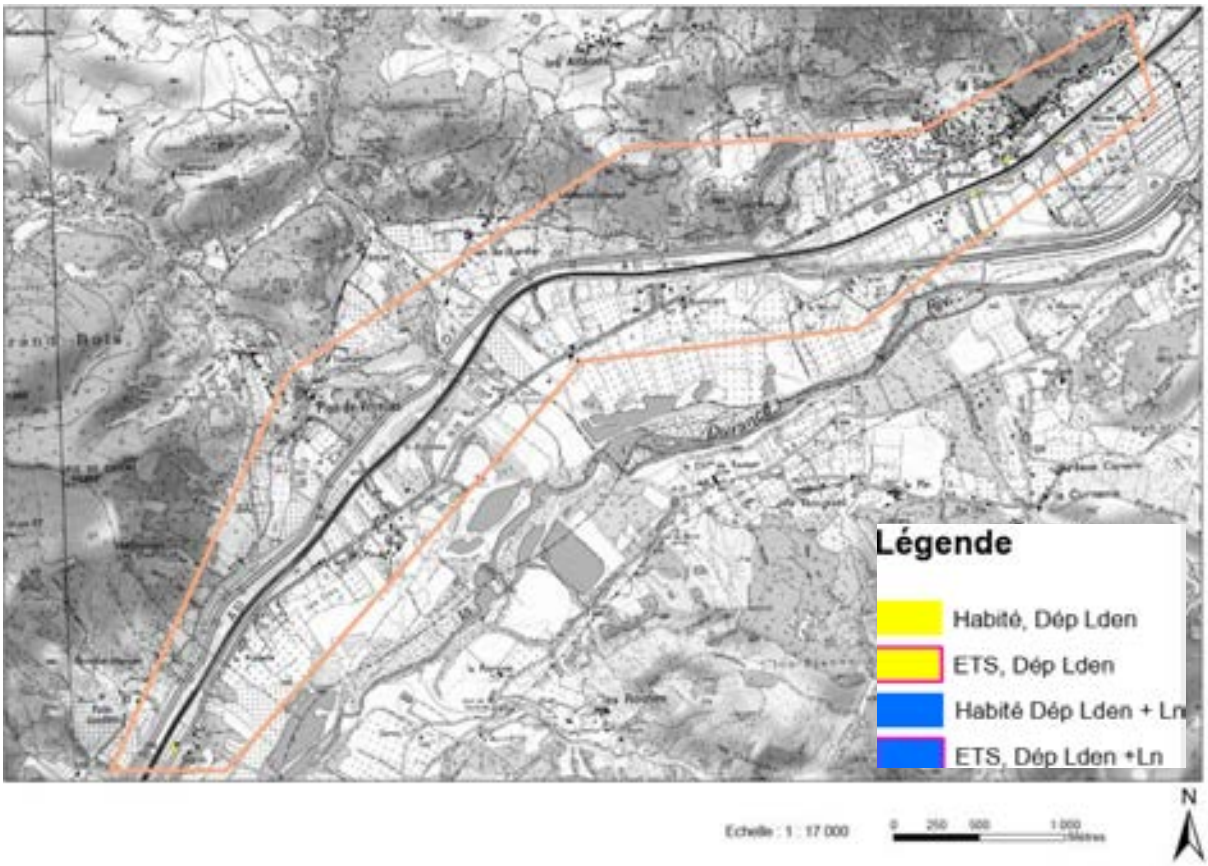


Figure 74 : Localisation des bâtiments sensibles dans les Hautes-Alpes (source : PPBE 05)

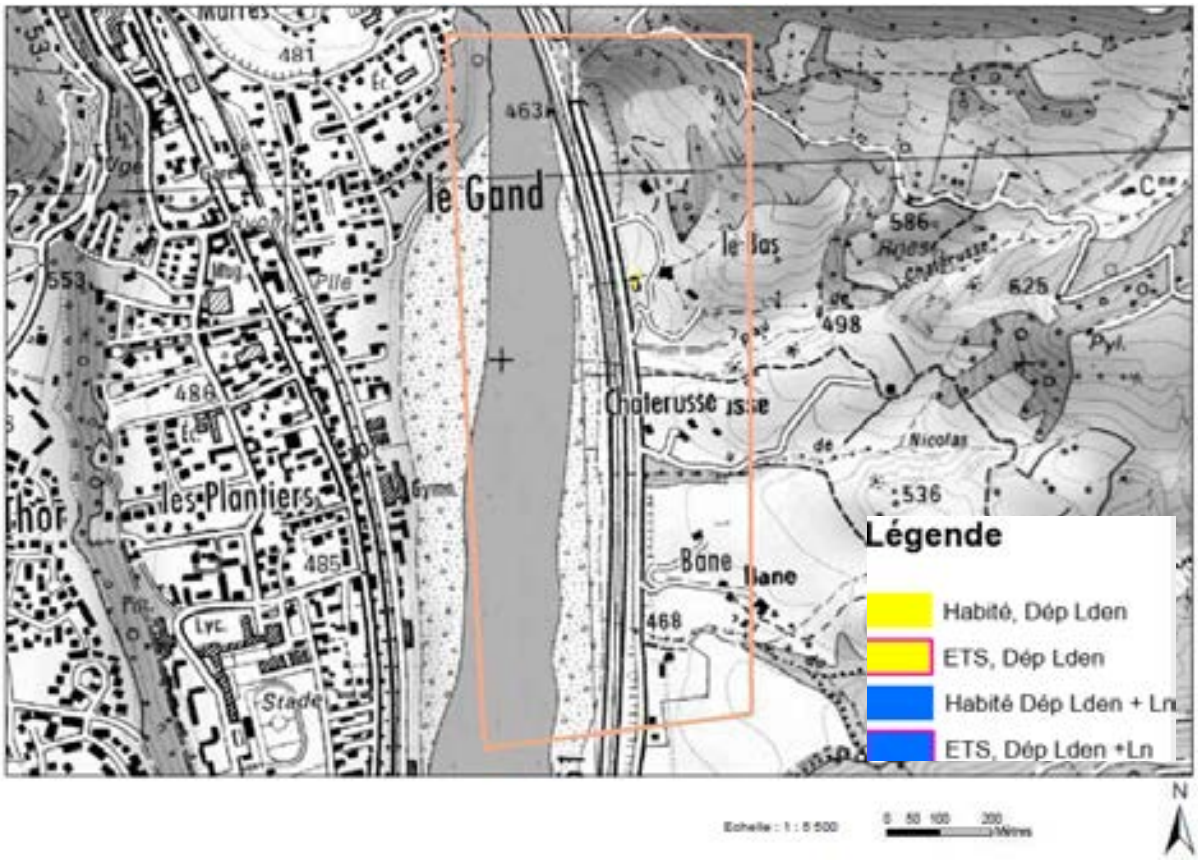


Figure 75 : Localisation des bâtiments sensibles à Sisteron (source : PPBE 04)

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

➢ CLASSEMENT SONORE ET SECTEURS AFFECTES PAR LE BRUIT ROUTIER

L'A51, la D4085 et la D4075 sont concernées par le classement sonore des voies dans les Alpes-de-Haute-Provence, et la D1075, la D1085 et l'A51 pour les Hautes-Alpes.

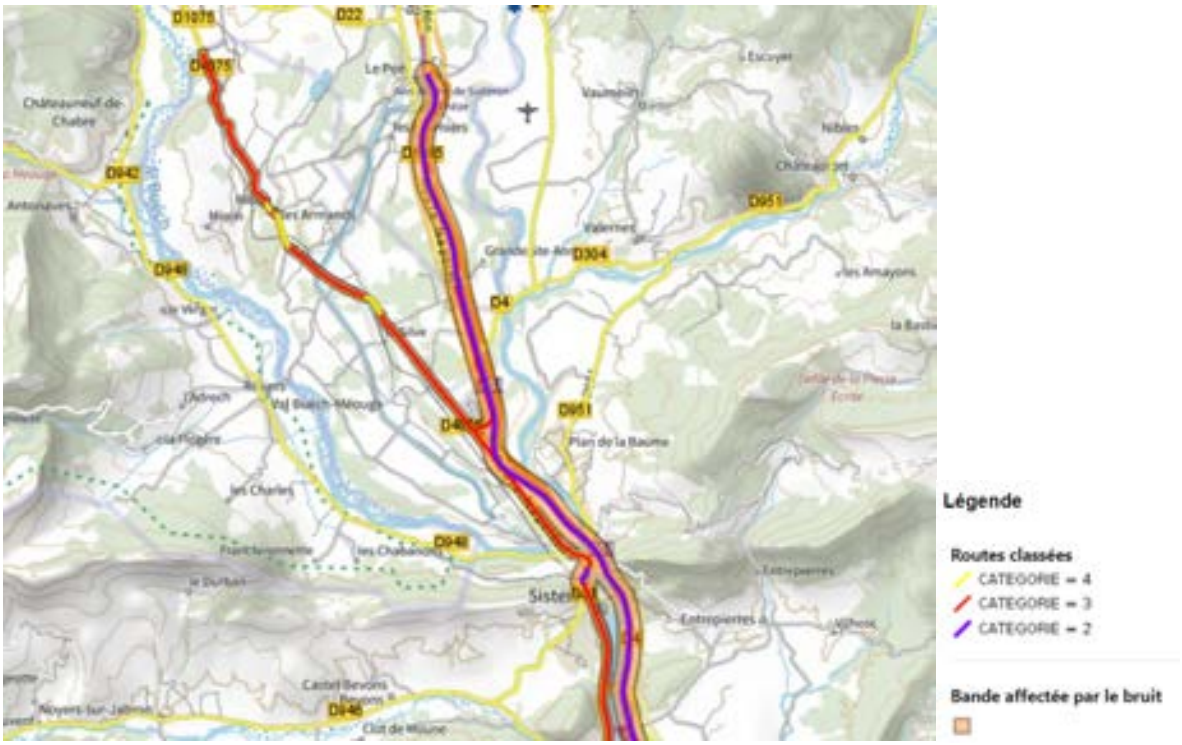


Figure 76 : Extrait de la carte du classement sonore du réseau routier des Alpes-de-Haute-Provence (source : DDT 04)

NB : les données SIG du classement sonore des Hautes-Alpes ne sont pas disponibles.

1.13.2.2 AUTRES SOURCES DE BRUIT SUR LE TERRITOIRE

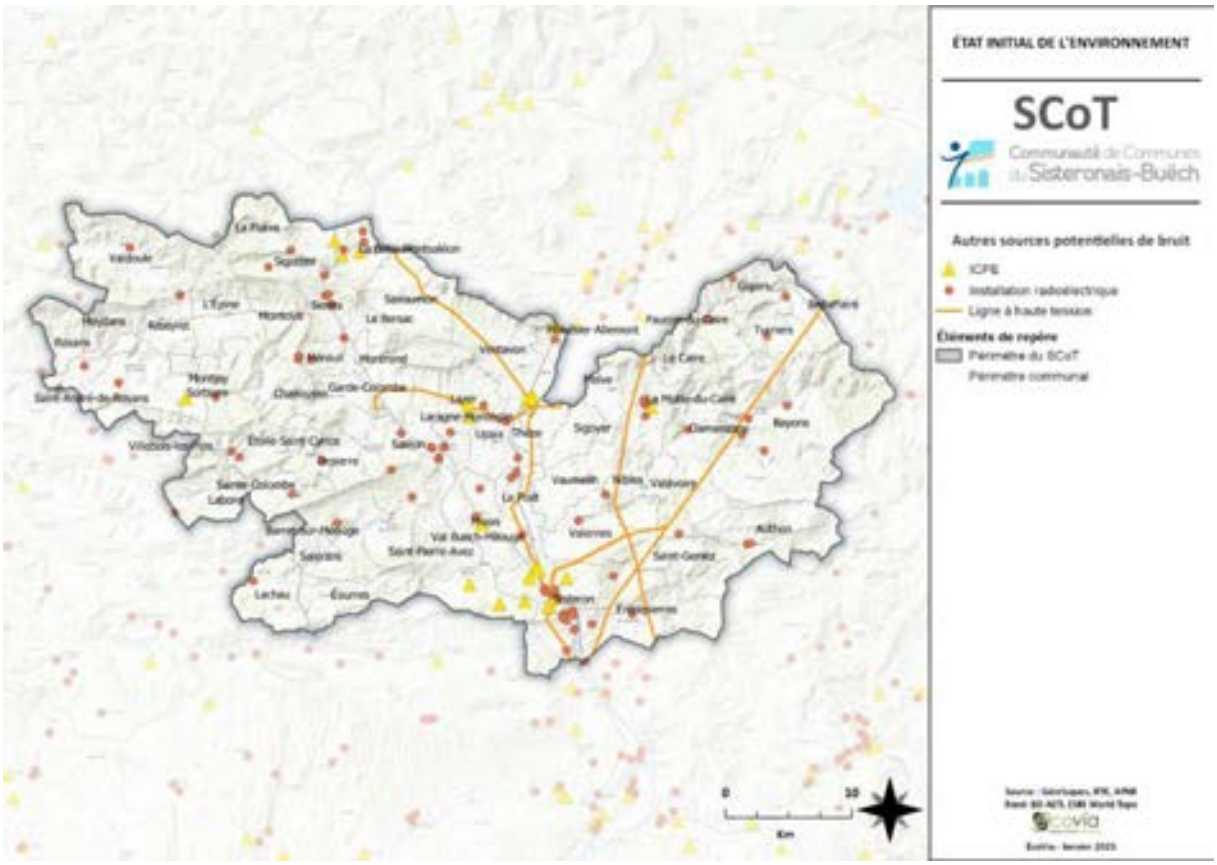
SOURCES : GEORISQUES, ANFR (CARTORADIO)

29 installations sont classées ICPE sur le territoire de la CCSB, dont un site Seveso localisé à Sisteron. 26 sur 29 sont en fonctionnement et peuvent occasionner des nuisances sonores pour le territoire.

Aucun aéroport n'est présent sur le territoire justifiant la mise en œuvre d'un PPBE. Pour autant, l'aérodrome de Vaumeih (04) est à l'origine de bruits relatifs à l'aviation de loisir. Le développement de planeurs à moteur provoque de plus en plus de nuisances notamment dans certaines communes en altitude.

Par ailleurs, 92 installations radioélectriques (antennes) et plusieurs lignes à haute tension potentiellement bruyantes jalonnent le territoire de la CCSB.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



1.13.3Analyse du diagnostic des nuisances sonores

Le diagnostic de la situation actuelle est traduit dans les champs atouts et faiblesses (colonne de gauche) tandis que les opportunités ou menaces (colonne de droite) sont autant de facteurs d'évolution.

Situation actuelle		Tendances et facteurs d'évolution	
+	Atout pour le territoire	La situation : ⬀ se poursuit ou s'accélère ⬊ s'inverse ou ralentit ? : non prévisible	Facteurs d'évolution positive Facteurs d'évolution négative
-	Faiblesse pour le territoire		

Situation actuelle		Perspectives d'évolution	
+	Un territoire relativement calme : aucun PNB, seulement douze établissements considérés sensibles aux nuisances sonores	⬀	L'augmentation de la population devrait provoquer une hausse des déplacements routiers et donc du fond sonore et des zones sensibles. L'essor des mobilités actives et électriques, moins bruyantes contribue à réduire une part des émissions bruyantes du transport routier.
-	Mais dont la topographie peut amplifier le bruit des transports en altitude et générer des effets de résonance	⬀	
-	L'A51 et la D4085 sont identifiées par les CBS à Sisteron uniquement.	⬀	
+	Faibles nuisances sonores d'origines aériennes et industrielles	⬀	
+	Peu d'installations radioélectriques	?	L'essor des télécommunications et l'arrivée de la 5G élargissent le spectre de la pollution électromagnétique.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

1.14 Scénario au fil de l'eau

1.14.1 Les tendances projetées

Le scénario au fil de l'eau a pour vocation de présenter l'évolution de l'environnement sur le territoire du Pays Horloger sans SCoT. Il ne se veut ni prospectif ni réel. Les perspectives au fil de l'eau sont basées sur le croisement de plusieurs tendances de façon à restituer les dynamiques en cours sur le territoire. La tendance combine :

- Les objectifs des documents-cadres ;
- Les tendances observées pour le territoire (démographie et environnement).

1.14.1.1 PERSPECTIVES D'EVOLUTION DE LA CONSOMMATION D'ESPACE

De 2011 à 2021, sur l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch, environ 134 hectares ont été consommés pour de nouvelles constructions, toutes occupations du sol confondues, soit une moyenne de 13,4 hectares par an pendant les 10 dernières années. 75 % des constructions ont eu lieu sur des milieux agricoles ou naturels entre 2011 et 2021.

Cette tendance va certainement ralentir dans les années à venir grâce à la mise en œuvre du SRADDET, qui vise -50 % en 2035 et une artificialisation nette nulle en 2050.

1.14.1.2 PERSPECTIVES D'EVOLUTION DES PAYSAGES

L'évolution des paysages suit l'évolution de l'urbanisation et de l'agriculture sur le territoire. La banalisation du bâti et l'étalement urbain (notamment l'urbanisation linéaire contrainte par la topographie) sont en effet des menaces majeures sur le territoire, ainsi que la déprise agricole qui entraine une fermeture des paysages sur certains secteurs. Par ailleurs, l'impact du réchauffement climatique sur les milieux naturels peut engendrer des dépérissements d'espèces et des inondations ou feux de forêt qui laissent des « cicatrices paysagères ».

La mise en œuvre de la Charte du PNR et des différents documents d'urbanisme locaux devraient permettre de maîtriser l'urbanisation, en préservant les coupures d'urbanisation, en valorisant le patrimoine, etc. les protections actuellement présentes (sites inscrits et classés, monuments historiques, etc.) sont pérennes, et un site patrimonial remarquable est en projet à Rosans.

1.14.1.3 PERSPECTIVES D'EVOLUTION DES MILIEUX NATURELS

La prise de conscience de la valeur et du rôle de la biodiversité, ainsi que les mesures mises en place pour la préserver (en particulier par le SRADDET, le SAGE et le PNR), pourrait laisser espérer un ralentissement de l'érosion de la biodiversité. Le SDAGE identifie par ailleurs de nombreux réservoirs biologiques (Méouge, Sasse, Riou de Jabron, Torrent de Blême, Eygue, Oule, Jabron et une partie de la Durance et du Buëch), pour lesquels des actions de préservation sont prévues à différentes échelles. Néanmoins, les principales pressions ou activité en lien avec les milieux naturels vont également continuer de s'exercer :

- **L'urbanisation** : la croissance démographique estimée continuerait d'induire une artificialisation des sols, mais dans un cadre de réduction de la consommation d'espace par rapport aux décennies précédentes. En effet, de plus en plus de projets tendent à limiter la consommation d'espace et à favoriser la biodiversité, notamment grâce à la prise en compte accrue des espaces d'intérêt écologique dans les documents d'urbanisme ;
- **La fréquentation des milieux naturels** pourrait augmenter du fait de l'augmentation de la population et du tourisme ;
- **Les pollutions** : la règlementation sur les rejets de polluants dans les milieux naturels se durcissant, ces menaces devraient se stabiliser. L'état des masses d'eau s'est globalement amélioré sur le territoire entre 2013 et 2019, mais 5 cours d'eau (sur les 40 masses d'eau suivies) ont un état écologique dégradé par rapport à 2013 ;
- **Les espèces exotiques envahissantes** : Il est délicat de connaitre l'évolution future des espèces invasives, particulièrement dans le contexte du changement climatique. Certaines espèces, comme les écrevisses

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

américaines, ou l'Ambroisie à feuilles d'Armoise, pourraient se développer au détriment des écosystèmes locaux et de la santé humaine ;

- **Les épisodes de dépérissement :** la hausse des températures s'accompagne parfois d'épisodes de sécheresses conduisant à un affaiblissement voire à une surmortalité des arbres. Les essences sont alors plus sensibles, notamment aux attaques d'insectes ;
- **L'agriculture** : la Politique agricole commune (impacts sur jachères, haies et types de culture), les tendances sociétales (diminution des consommations de viande) pourraient impacter les agroécosystèmes. L'intérêt croissant envers les circuits alimentaires de proximité, intérêt confirmé d'année en année des consommateurs envers l'agriculture biologique et la qualité des produits agricoles, agit en faveur d'une polyculture de proximité, proche des zones urbaines et respectueuse de l'environnement. Cette dynamique est engagée dans le territoire, où 30 % des exploitations produisent en agriculture biologique (44 % des surfaces agricoles utilisées). Le pastoralisme peut également permettre d'entretenir certains types de milieux, notamment ouverts ;
- **La sylviculture** : les stratégies de développement de la filière bois incitent à une gestion durable des forêts ce qui pourrait limiter l'exploitation intensive (monoculture, coupes à blanc, etc.), nocive pour la biodiversité.

Les pressions actuelles sont donc amenées à évoluer de manière différenciée et dépendent largement des modes de gestion adoptés et des évolutions sociétales. Il existe par ailleurs des pressions liées aux évolutions climatiques :

- Au niveau national, les aires de répartition des espèces devraient évoluer au profit des espèces méridionales et perturber les écosystèmes en place : les remontées d'espèces mobiles thermophiles augmentent et les niches d'espèces froides régressent (tourbières, landes et forêts froides et humides). Dans ce contexte, la préservation potentielle des continuités écologiques permettra le déplacement des espèces, et par conséquent, l'adaptation de leur aire de répartition à l'évolution du climat. Dans le même temps, l'écroulement des populations d'insectes à la base de la chaine alimentaire tendra à fragiliser les populations en place par rapport aux espèces plus ubiquistes ;
- Le changement climatique est amené à perturber les milieux et leur biodiversité et ainsi altérer la capacité d'adaptation des écosystèmes. Par exemple, la récurrence des phénomènes de tempêtes, l'élévation des températures et la modification des précipitations risquent d'impacter les boisements ou les milieux aquatiques. Il faudra gérer l'arrivée de nouvelles espèces et le recul de certaines autres aujourd'hui encore majoritaires (essences forestières moins adaptées aux conditions climatiques futures) ;
- Le risque d'augmentation de l'occurrence des épisodes de sécheresse pourrait par ailleurs avoir un impact sur la biodiversité des sols et par conséquent sur leur productivité et sur les activités agricoles et sylvicoles. De même, l'élévation des températures pourrait perturber certains habitats aquatiques, et ce d'autant plus que les prélèvements d'eau destinés aux activités humaines pourraient augmenter (pour l'irrigation par exemple) et menacer les équilibres écologiques.

Au regard des politiques menées, à l'échelle nationale comme locale, on pourrait attendre une amélioration de l'état des milieux naturels et de la biodiversité. Néanmoins, au regard des fortes incertitudes et de la forte vulnérabilité des espèces au changement climatique, en particulier dans les écosystèmes de montagne, il parait difficile de conclure avec certitude.

1.14.1.4 PERSPECTIVES D'EVOLUTION DE LA RESSOURCE EN EAU

Malgré les démarches de protection et d'amélioration de la ressource en eau à l'œuvre, portée par les PGRE ou le SDAGE, l'évolution des masses d'eau reste incertaine à moyen terme. On peut citer notamment :

- La dégradation de l'état de cinq cours d'eau et l'amélioration de l'état de cinq cours d'eau depuis 2013, les autres masses d'eau suivies se maintenant ;
- Les risques de non-atteinte des objectifs de qualité sur deux nappes souterraines du fait de pesticides et nutriments agricoles identifiés par le SDAGE 2022-2027 ;
- Le bon état des masses d'eau souterraines depuis plusieurs années.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Le SAGE de la Durance est en cours d'élaboration, et devraient porter des objectifs visant l'amélioration des masses d'eau.

Le changement climatique aura des effets potentiels sur le régime hydrique et la pluviométrie, entrainant des étiages potentiellement plus sévères. Ces évolutions significatives, directes et indirectes, sur l'ensemble des ressources, ainsi que leurs usages, pourraient induire des conflits d'usage.

On observe d'ailleurs que les prélèvements sur les ressources superficielles fluctuent fortement, les tendances sont difficiles à identifier. Le SDAGE classe par ailleurs le territoire comme secteur à enjeux (en tant que ressources stratégiques pour l'eau potable, et que sous-bassin sur lequel des actions de préservation des équilibres quantitatifs sont nécessaires pour tout ou partie du territoire pour l'atteinte du bon état). Le bassin versant est également identifié comme bassin vulnérable nécessitant des actions fortes d'adaptation au changement climatique pour l'enjeu disponibilité des eaux (vulnérabilité forte).

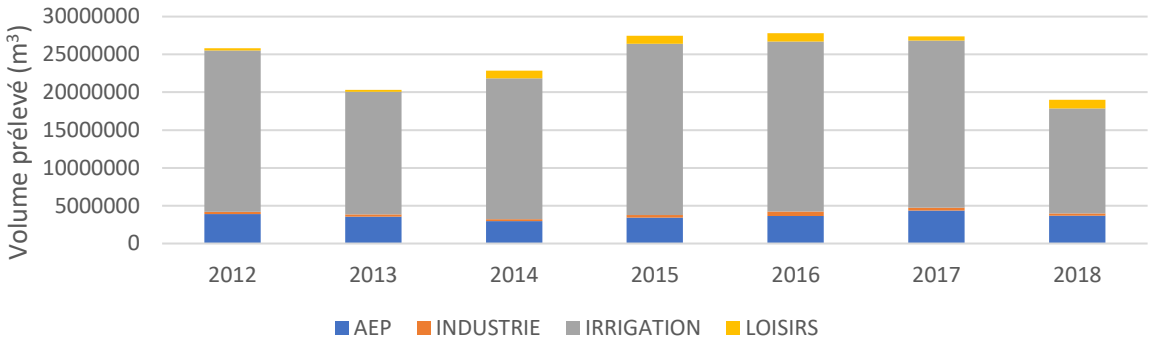


Figure 77 : Évolution des prélèvements (hors énergie) (source : BNPE)

Les systèmes d'assainissement collectif quant à eux sont globalement conformes et devraient continuer de l'être. Néanmoins, la réduction des débits peut entraîner une baisse de la dilution des polluants dans les cours d'eau, ce qui pourrait induire des non-conformités des rejets.
Le SDAGE fixe toutefois diverses orientations permettant d'intégrer la gestion de la ressource en eau : les projets doivent être en adéquation avec les capacités du territoire en matière de fourniture d'eau et de traitement des eaux usées, il enjoint à la préservation des zones humides, etc. Ces éléments devraient permettre de réduire les impacts sur la ressource. De plus, le contrat ZRR prévoit de nombreux travaux (mises à niveau et rénovation, création de STEP et de réseaux, etc.), et des schémas directeurs sont en cours (à Sisteron notamment), ce qui devrait permettre d'améliorer la connaissance et le fonctionnement du petit cycle de l'eau.

De manière générale, le recul de l'agriculture, combiné au durcissement des règlementations sur l'utilisation des produits phytosanitaires, aux dynamiques d'implantation d'exploitations plus durables et aux demandes sociétales envers les produits biologiques permettrait toutefois d'entrevoir une baisse des polluants liés aux intrants agricoles.

De fait, la qualité de la ressource semble s'améliorer sur le territoire, mais étant données les fortes incertitudes liées à l'évolution du climat, il est difficile d'affirmer que la tendance se maintiendra. En effet, la baisse potentielle des débits pourrait réduire la capacité de dilution des masses d'eau, et augmenter la concentration en polluants, quand bien même les rejets auraient été réduits. Quant à l'aspect quantitatif, ces mêmes incertitudes rendent difficile de prédire l'évolution, notamment en matière de capacité d'approvisionnement en eau potable. Les sécheresses pourront se multiplier et les situations de pénurie pourraient se multiplier afin de continuer de répondre aux besoins des habitants, de plus en plus nombreux.

1.14.1.5 Perspectives d'evolution de l'exploitation du sous-sol

Avec l'augmentation de population estimée (+2 500 habitants en 2045 selon le scénario fil de l'eau), et de fait la hausse des besoins en logement, la demande va certainement se maintenir, bien que la remobilisation de logements vacants couplée aux politiques de renouvellement urbain et au déploiement du recyclage des déchets du BTP peut contribuer à diminuer les besoins extractifs.

Les autorisations d'extraction des deux carrières de La Villette à Sigottier et de La Petite Queylane, le Rocher de Chantelle à Monêtier-Allemont arrivent à échéance en 2028 et 2024.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Le SRC estime que l'équilibre du territoire devrait perdurer : après 2021 les besoins diminuent légèrement jusqu'en 2030. En revanche, l'analyse ne permet pas d'intégrer les besoins des territoires hors SCoT qui pourront être impactés par la baisse de la production.

1.14.1.6 PERSPECTIVES D'EVOLUTION DES RISQUES

À l'heure actuelle, les effets précis du changement climatique ne sont pas encore bien appréhendés, néanmoins, un des éléments pressentis est l'évolution des précipitations et l'accentuation des évènements extrêmes. Les sécheresses pourraient être plus importantes, des épisodes de pluies plus intenses pourraient se développer, entrainant une évolution des aléas inondation et mouvements de terrain (notamment le retrait-gonflement des argiles).

Le risque feux de forêt pourrait également augmenter avec l'augmentation des jours de sécheresse et l'augmentation de l'évapotranspiration. Dans les faits, le nombre de feux de forêt a augmenté depuis les années 2000 sans que la superficie brulée augmente.

Les risques liés aux phénomènes météorologiques sont également susceptibles d'augmenter.

Cette évolution des risques naturels pourrait entraîner une répercussion sur les risques technologiques dans les secteurs de multiexposition. En effet, des ICPE par exemple sont localisées dans le lit majeur de la Durance et/ou dans des zones exposées au retrait-gonflement des argiles et pourraient éventuellement être exposées dans le cas où les aléas seraient accentués.

1.14.1.7 PERSPECTIVES D'EVOLUTION DE L'ENERGIE

Les consommations d'énergie suivent une baisse globale entre 2012 et 2019, bien que des différences soient observées selon les secteurs et selon les années. Toutefois, la hausse des transports issue de l'augmentation de la population (environ 2 500 de plus en 2045 par rapport à 2019) pourrait entraîner une augmentation des consommations totales du secteur tandis que le télétravail ou le covoiturage pourraient réduire les déplacements. Les évolutions technologiques des moteurs thermiques, le remplacement des chauffages au fioul et le développement des motorisations électriques peuvent également diminuer ces consommations.

Par ailleurs, la hausse des températures pourrait peser fortement sur la demande en climatisation et, à l'inverse, la demande en chauffage pourrait diminuer. L'évolution des normes d'isolation sur les bâtiments neufs et les bâtiments rénovés devraient par ailleurs entraîner une diminution progressive des consommations énergétiques liés à l'habitat.

Par ailleurs, le SRADDET a des objectifs ambitieux qui devraient permettre de réduire les consommations.

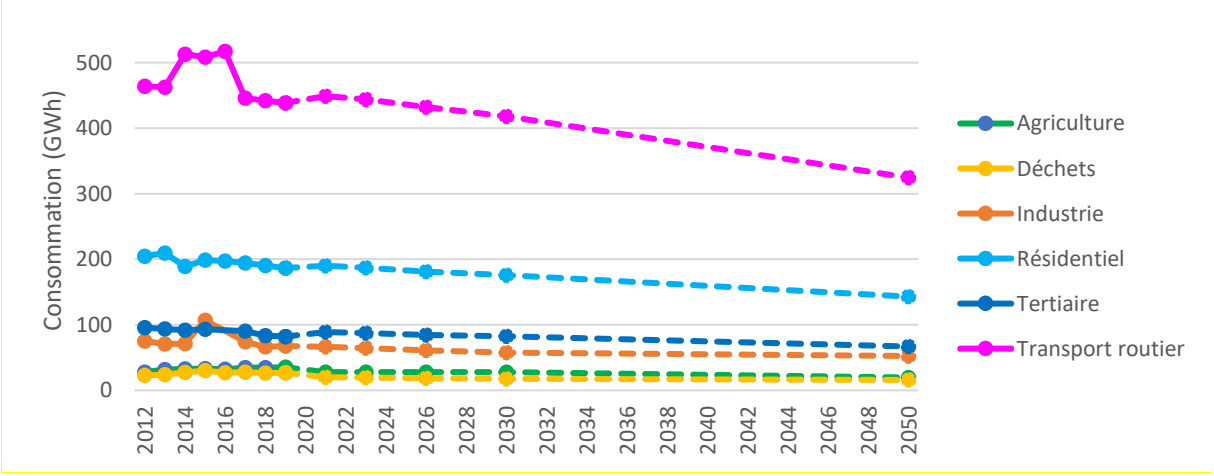


Figure 78 : évolution de la consommation d'énergie finale sur tu territoire, et objectifs du SRADDET (source : CCSB)

La production d'énergie est croissante, excepté pour l'hydroélectricité, très dépendante du débit des cours d'eau, notamment de la Durance. Au regard de l'évolution climatique en cours, le débit de la Durance est susceptible de subir une baisse à long terme pouvant réduire la production électrique du territoire dans le futur.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Dans le même temps, des potentiels de production thermique et électrique renouvelable favorables ont été identifiés, et leur exploitation devrait être encouragée, notamment en intégrant les trajectoires envisagées par le Plan climat de la CCSB : Le potentiel maximum de réduction de la consommation est estimé à 290 GWh, soit 32 % de la consommation d'énergie finale de 2012.

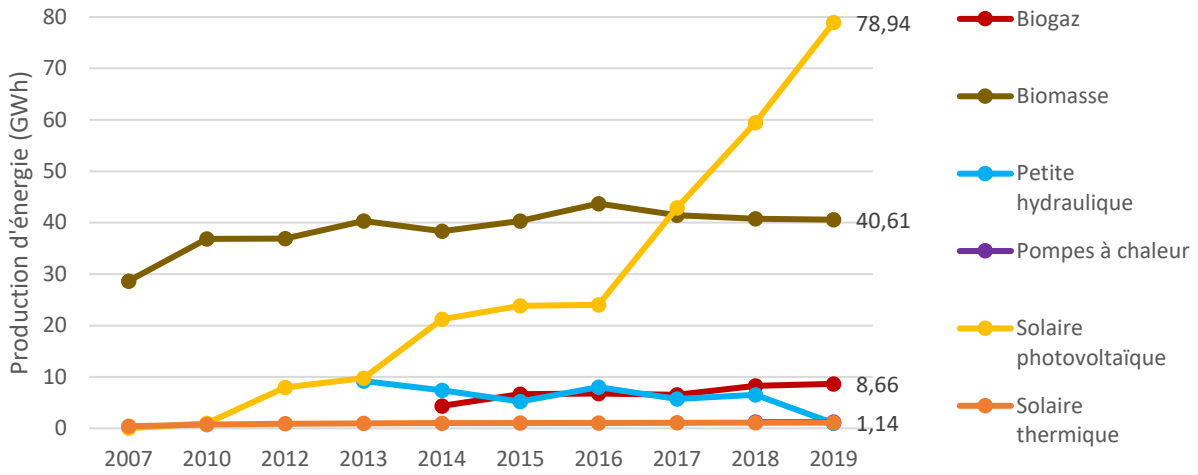


Figure 79 : évolution de la production d'énergie par source (hors grande hydraulique) entre 2007 et 2019 (source CCSB)

1.14.1.8 PERSPECTIVES D'EVOLUTION DES GES

La décarbonatation de l'énergie en cours devrait accélérer la baisse engagée depuis 2012, du fait de la diminution des émissions industrielles, ou plus généralement de l'amélioration continuelle de l'efficacité énergétique, des innovations technologiques, etc. Ces évolutions sont de plus encouragés par le SRADDET, le PCAET et le PNR.

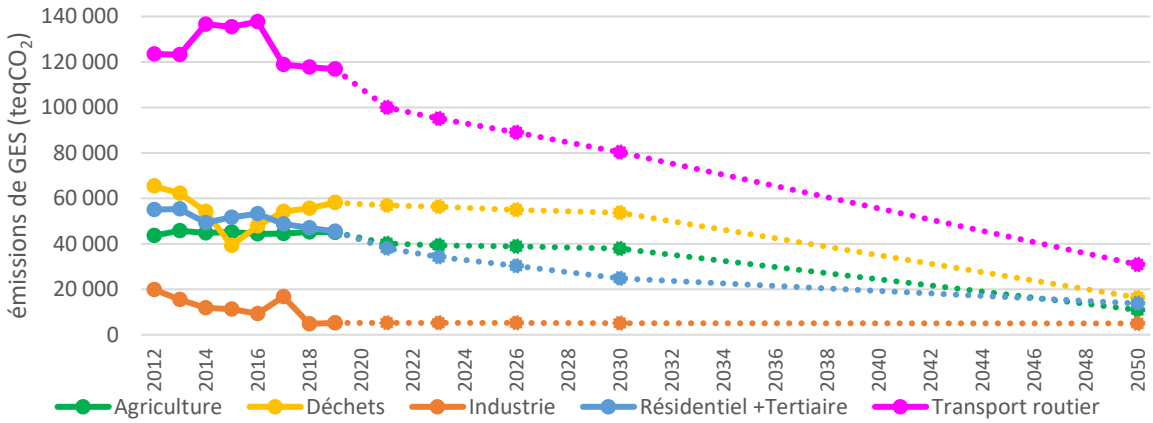


Figure 80 : Évolution des émissions de GES par secteur, passée et visée par le SRADDET (source : CCSB)

Les émissions liées aux habitations et au tertiaire pourraient augmenter avec la construction de nouveaux logements, mais on peut estimer qu'elles seraient contenues par la RT2022 (et suivante) et par l'amélioration des rendements des équipements de chauffage.

Concernant les émissions de GES d'origine non énergétique, la règlementation sur les émissions industrielles s'étant renforcée, les industriels trouvent un gain économique à diminuer leurs émissions de GES.

L'artificialisation des sols réduit le stock de carbone du territoire tandis que l'augmentation des températures fragilise notamment les espèces forestières montagnardes, et limite le captage du CO_2. De plus, l'augmentation potentielle des incendies de forêts pourrait augmenter le relargage de CO_2 dans l'atmosphère. Toutefois, certaines espèces végétales pourraient bénéficier de la hausse du CO_2 et croitre plus rapidement.

La mise en œuvre du SRADDET, du PNR et du PCAET devrait également concourir à augmenter les puits de carbone limitant de fait les rejets, mais il réside des incertitudes sur l'évolution du modèle agricole, qui peut selon son orientation fortement impacter la capacité de stockage du territoire.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

1.14.1.9 PERSPECTIVES D'EVOLUTION DE LA QUALITE DE L'AIR

Les concentrations en polluants ont tendance à baisser depuis 2012 (amélioration des procédés, des motorisations, etc.) bien que les émissions de NH_3 ont augmenté depuis 2016 et stagnent depuis. La mise en œuvre du SRADDET et du PCAET devrait concourir à maintenir cette tendance.

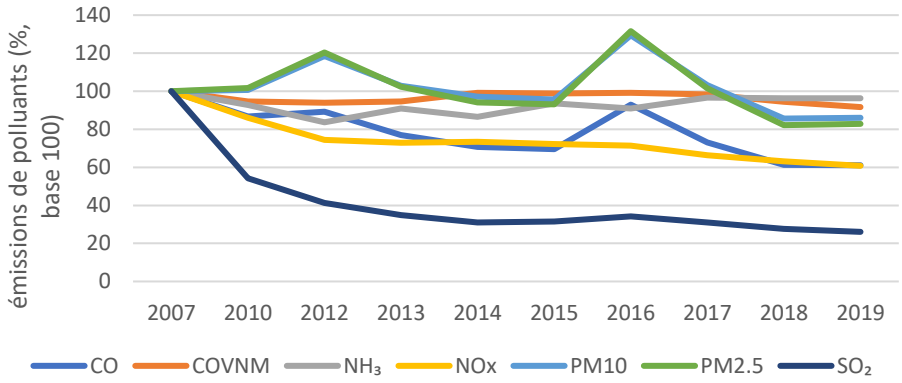


Figure 81 : Évolution des émissions de polluants (source : Atmo Sud)

En revanche, le changement climatique et le réchauffement associé sont susceptibles d'augmenter la pollution à l'ozone. Par ailleurs, la croissance démographique renforçant l'urbanisation, les émissions de polluants liées aux transports (dioxydes d'azote notamment) pourraient s'étendre en dehors des pôles urbains. En parallèle, des incertitudes existent quant aux avancées technologiques, aux réactions face aux prix des carburants et à l'adaptation des transports collectifs.

L'incertitude liée à l'évolution des systèmes agricoles amorcée rend difficile la prévision d'une évolution des émissions liées à ces secteurs, même si les exigences de suivi sont susceptibles d'être renforcées. Les émissions liées au secteur industriel devraient, quant à elles, continuer de diminuer, notamment du fait d'une règlementation de plus en plus stricte.

1.14.1.10 PERSPECTIVES D'EVOLUTION DES NUISANCES SONORES

L'augmentation potentielle des déplacements et la densification attendue dues au développement du territoire pourraient dégrader l'ambiance sonore. Toutefois, la mise en œuvre des PPBE, l'amélioration de l'isolation des bâtiments neufs (normes) ou la rénovation du bâti ancien ainsi que l'évolution technique des véhicules (électromobilité) devraient permettre de réduire l'exposition des populations (meilleure isolation phonique).

1.14.1.11 PERSPECTIVES D'EVOLUTION DES DECHETS

La mise en œuvre des plans de prévention et de gestion aux niveaux local et départemental a permis à certains territoires de se saisir de la thématique par le passé. La tendance semble à la baisse des ordures ménagères résiduelles et la valorisation est en hausse depuis 2017. L'accroissement de la population prévu devrait augmenter la production totale de déchets, mais les actions portées par la collectivité (Plan local de prévention des déchets ménagers et assimilés, actions d'amélioration du tri et de la valorisation, etc.) pourraient limiter cet effet.

En revanche aucune ouverture d'ISDND n'est prévue pour palier la fermeture de celles de Sorbiers et du Beynon.

- La mise en œuvre du Plan régional de prévention et de gestion des déchets devrait permettre d'améliorer prévention, collecte et traitement des déchets ;
- La mise en œuvre du Schéma régional des carrières (SRC) pourrait améliorer la gestion des déchets inertes du bâtiment.

1.14.1.12 LA TENDANCE OBSERVEE

La population au sein du périmètre est en augmentation depuis 2008, du fait d'un solde migratoire positif (+0,3 % par an sur la période 2008-2019). La prospective démographique au fil de l'eau table sur un taux d'évolution

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

annuel de +0,37 % sur la période 2013-2019 voire +0,35 % (scénario moyen de l'INSEE), soit entre 2 300 et 2 500 habitants supplémentaires en 2045 (respectivement 27 612 et 27 490).

1.14.2 Les tendances de l'environnement

Les perspectives d'évolution identifiées pour chaque thématique aboutissent au scénario au fil de l'eau de l'environnement. Au vu de la situation actuelle, des menaces identifiées et des mesures mises en place sur le territoire découlant des grandes politiques publiques, mais également des acteurs territoriaux, les évolutions des différentes thématiques environnementales du territoire se dessinent.

Les évolutions démographiques et climatiques sont les deux grands facteurs d'évolution de l'environnement, car ils regroupent l'essentiel des pressions et menaces sur les milieux et les espèces.

1.14.2.1 PERSPECTIVES DES EVOLUTIONS CLIMATIQUES

Les tendances des évolutions du climat au XXIe siècle en Provence-Alpes-Côte d'Azur montrent :

- Poursuite du réchauffement, quel que soit le scénario. Sans politique climatique, le réchauffement pourrait dépasser 4 °C à l'horizon 2071-2100 par rapport à la période 1976-2005
- Peu d'évolution des précipitations annuelles, mais des contrastes saisonniers
- Poursuite de la diminution du nombre de jours de gel et de l'augmentation du nombre de journées chaudes, quel que soit le scénario
- Assèchement des sols de plus en plus marqué en toute saison

Sur la seconde moitié du XXIe siècle, l'évolution de la température moyenne annuelle diffère significativement selon le scénario considéré.

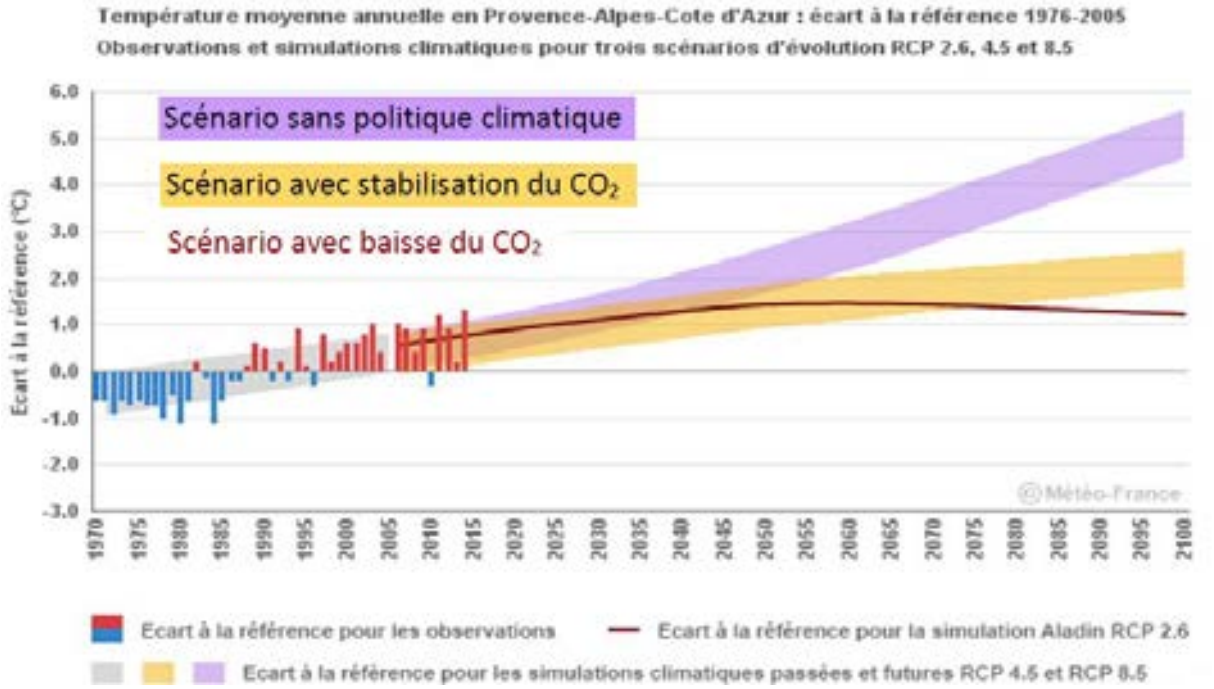


Figure 82 : Simulation des évolutions de température moyenne selon les scénarios climatiques (source : MétéoFrance)

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

1.14.3 Synthèse des perspectives d'évolution

Les conclusions de l'EIE et l'analyse de la dynamique de chaque thématique environnementale ont permis d'esquisser une tendance évolutive. Le tableau ci-dessous synthétise ces éléments.

Tableau 44 : Tendances d'évolution de l'environnement

Thématique	Importance des pressions et menaces	Évolution pressentie sans SCoT et explication La situation : ⇗ se poursuit ou s'accélère ⇘ s'inverse ou ralentit ? : non prévisible	
Consommation foncière	++	La consommation foncière va continuer, mais à un rythme ralenti du fait de la mise en œuvre des documents d'urbanisme.	⇘
Milieux naturels et biodiversité	+++	Les pressions vont continuer de s'exercer, bien que certaines s'infléchissent telle l'urbanisation ; mais il existe beaucoup d'incertitudes liées à l'évolution du modèle agricole, au changement climatique, etc.	?
Ressource en eau	+++	Le changement climatique fait peser une menace non négligeable et rend difficile de prévoir l'avenir de la ressource. La mise en œuvre du SDAGE et du SAGE en cours d'élaboration visent à améliorer l'état des masses d'eau.	?
Ressources minérales	++	Les autorisations de deux des cinq carrières arrivent à échéance d'ici à 2028. Le diagnostic indique que le territoire est à l'équilibre et devrait le rester au moins jusqu'en 2030. L'élaboration et la mise en œuvre du SRC devraient permettre de réduire les besoins.	⇗
Qualité de l'air	+	La règlementation plus draconienne sur l'isolation et les modes de chauffage devraient permettre de continuer à réduire les émissions, il en va de même sur les émissions des véhicules individuels, même si le parc de véhicules continue de progresser.	⇘
Énergie et GES	++	La tendance est à la hausse de la production, à la baisse des consommations. La mise en œuvre du PCAET, et du SRADDET encouragent les réductions de consommation et la croissance de la production EnR.	⇘
Risques naturels	+++	Le changement climatique fait peser de fortes incertitudes sur l'évolution des risques naturels, qui pourraient être aggravés à l'avenir : inondations, mouvements de terrain (notamment retrait-gonflement des argiles), feu de forêt, etc.	?
Risques technologiques	+	Le risque parait peu évoluer, néanmoins, l'exposition actuelle de plusieurs ICPE aux aléas naturels (argiles notamment) pourrait induire une augmentation du risque industriel en cas de modification des aléas naturels induite par le changement climatique.	⇘
Sites et sols pollués	+	Il existe de moins en moins de sources de pollution, du fait de la règlementation comme de la baisse des activités polluantes, et le traitement des sites pollués progresse.	⇘

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Thématique	Importance des pressions et menaces	Évolution pressentie sans SCoT et explication	
		La situation : ⇗ se poursuit ou s'accélère ⇘ s'inverse ou ralentit ? : non prévisible	
Nuisances sonores	+	La tendance est à la baisse des nuisances sonores : à la source (les véhicules sont de moins en moins bruyants) comme en matière d'exposition (les bâtiments sont de mieux en mieux isolés).	⇘
Déchets	+	La filière est en place, la collecte sélective progresse, et, dans le même temps, la production OMR diminue. Avec l'augmentation de la population attendue, cette tendance devrait se poursuivre.	⇘

Sans SCoT, les tendances d'amélioration induites par la règlementation ou les documents-cadres se poursuivraient : baisse du rythme de consommation d'espaces (objectif de -50 % en 2035 par rapport aux dix ans précédant l'arrêt du document, soit 6,7 ha/an contre 13,4 ha/an entre 2011 et 2021), protection des milieux aquatiques par le SAGE et le SDAGE, préservation et prise en compte des paysages, contribution à l'atteinte des objectifs de maîtrise de l'énergie et des émissions portés par les documents-cadres (SRADDET, Charte du PNR, PCAET), adaptation au changement climatique, préservation des ressources, etc.

Néanmoins, les potentielles incidences négatives se poursuivraient également :

- Le développement urbain entraînerait consommation et artificialisation (13 ha/an sur la décennie écoulée) d'espaces agricoles et de nature ordinaire par les extensions des bourgs ; de plus, la densification urbaine peut conduire à localiser plus d'habitants dans des secteurs exposés aux nuisances sonores ou pollutions, ou par ailleurs nuire au paysage urbain (par la fermeture des perspectives visuelles notamment) ;
- L'augmentation de population prévue induirait une hausse des consommations de ressources, des flux et effluents, de la fréquentation de certains sites naturels ;
- Le développement économique (zones d'activités et autres projets) pourrait entraîner des consommations de ressources et d'espace, des dérangements d'espèces, etc.

Enfin, plusieurs outils couvrant le territoire ont été actualisés ou créés : SRADDET, PNR, PCAET, PLU récents, plans de prévention des risques, etc. Ces cadres sont souvent spécifiques d'une partie de l'environnement et les décliner à travers le SCoT permet d'avoir ainsi une vision transversale dans la planification.

1.15 Annexes

1.15.1 État des cours d'eau

Code	Libellé	État écologique 2019	État chimique 2019	Élément déclassant 2019	État écologique 2013	État chimique 2013	État chimique 2013 (sans ubiquistes)
FRDR10014	Torrent de Blême	Très bon	Bon		Bon	Bon	Bon
FRDR10048	Torrent du Vermeil	Bon	Bon		Bon	Bon	Bon
FRDR10278	Torrent de Reynier	Très bon	Bon		Bon	Bon	Bon
FRDR10428	Torrent le Riou	Très bon	Bon		Très bon	Bon	Bon
FRDR10442	Torrent Saint-Cyrice	Très bon	Bon		Très bon	Bon	Bon
FRDR10480	Ruisseau d'Usage	Très bon	Bon		Très bon	Bon	Bon
FRDR10541	Torrent de Syriez	Bon	Bon		Bon	Bon	Bon
FRDR10588	Torrent de Clapouse	Très bon	Bon		Bon	Bon	Bon
FRDR10746	Torrent d'Aiguebelle	Bon	Bon		Bon	Bon	Bon
FRDR10755	La Clastre	Très bon	Bon		Très bon	Bon	Bon
FRDR11043	Ravin de la Bastié	Bon	Bon		Bon	Bon	Bon
FRDR11054	Ruisseau l'Auzance	Bon	Bon		Bon	Bon	Bon

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Code	Libellé	État écologique 2019	État chimique 2019	Élément déclassant 2019	État écologique 2013	État chimique 2013	État chimique 2013 (sans ubiquistes)
FRDR11103	Torrent de Rouinon	Bon	Bon		Bon	Bon	Bon
FRDR11145	Riou d'Entraix	Très bon	Bon		Très bon	Bon	Bon
FRDR11265	Torrent des Crupies	Très bon	Bon		Très bon	Bon	Bon
FRDR11537	Torrent de Clarescombes	Bon	Bon		Bon	Bon	Bon
FRDR11680	Ruisseau des Tines	Très bon	Bon		Bon	Bon	Bon
FRDR11729	Torrent du Grand Vallon	Moyen	Bon		Bon	Bon	Bon
FRDR11749	Riou de Jabron	Moyen	Bon		Bon	Bon	Bon
FRDR11763	Torrent le Beynon	Bon	Bon		Très bon	Bon	Bon
FRDR11780	Ruisseau de Baudon	Bon	Bon		Très bon	Bon	Bon
FRDR11810	Torrent le Mouson	Bon	Bon		Bon	Bon	Bon
FRDR11899	Torrent des Archettes	Très bon	Bon		Bon	Bon	Bon
FRDR11964	Torrent la Véragne	Bon	Bon		Bon	Bon	Bon
FRDR12025	Torrent de l'Esclate	Très bon	Bon		Bon	Bon	Bon
FRDR12111	Torrent de Channe	Bon	Bon		Bon	Bon	Bon
FRDR2011	L'Oule	Bon	Bon		Médiocre	Bon	Bon
FRDR2012	L'Eygue	Moyen	Bon	Température	Moyen	Bon	Bon
FRDR278	La Durance du Buëch au canal EDF	Moyen	Bon		Moyen	Bon	Bon
FRDR279	Le Vançon	Bon	Bon		Bon	Bon	Bon
FRDR280	Le Jabron	Moyen	Bon	Poissons, Température	Moyen	Bon	Bon
FRDR281a	Le Buëch médian de la confluence des deux Buëch au barrage de Saint-Sauveur	Moyen	Bon	Poissons	Bon	Bon	Bon
FRDR281b	Le Buëch aval	Moyen	Bon	Poissons	Médiocre	Bon	Bon
FRDR282	La Méouge	Moyen	Bon	Poissons	Moyen	Bon	Bon
FRDR283	Le Céans	Très bon	Bon		Bon	Bon	Bon
FRDR284	La Blaisance	Bon	Bon		Bon	Bon	Bon
FRDR288a	Le Grand Buëch de sa source à la confluence avec le Petit Buëch	Bon	Bon		Bon	Bon	Bon
FRDR288b	Le Petit Buëch, la Béoux, et le torrent de Maraise	Moyen	Bon	Poissons	Moyen	Bon	Bon
FRDR289	La Durance du torrent de Saint-Pierre au Buëch	Moyen	Mauvais	HAP (Benzo [g, h, i] perylene)	Moyen	Bon	Bon
FRDR290	Le Sasse	Moyen	Bon	Poissons	Moyen	Bon	Bon

1.15.2 Gestion de l'eau potable

Nom de la collectivité de l'entité de gestion à laquelle la commune adhère	Commune adhérente	Type de collectivité	Production	Transfert	Distribution	Type du mode de gestion
Authon	Authon	Commune	Oui	Oui	Oui	Régie
Barret-sur-Méouge	Barret-sur-Méouge	Commune	Oui	Oui	Oui	Régie
Batie-Montsaleon	La Bâtie-Montsaléon	Commune	Non	Non	Oui	Régie
Bayons	Bayons	Commune	Oui	Oui	Oui	Régie
Bellaffaire	Bellaffaire	Commune	Oui	Oui	Oui	Régie
Bersac	Le Bersac	Commune	Oui	Oui	Oui	Régie
Chanousse	Chanousse	Commune	Oui	Oui	Oui	Régie
Clamensane	Clamensane	Commune	Oui	Oui	Oui	Régie
Éourres	Éourres	Commune	Oui	Oui	Oui	Régie
L'Épine	L'Épine	Commune	Oui	Oui	Oui	Régie
Étoile-Saint-Cyrice	Étoile-Saint-Cyrice	Commune	Oui	Oui	Oui	Régie
Faucon-Du-Caire	Faucon-du-Caire	Commune	Oui	Oui	Oui	Régie

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Nom de la collectivité de l'entité de gestion à laquelle la commune adhère	Commune adhérente	Type de collectivité	Production	Transfert	Distribution	Type du mode de gestion
Gigors	Gigors	Commune	Oui	Oui	Oui	Régie
La Motte-Du-Caire	La Motte-du-Caire	Commune	Oui	Oui	Oui	Régie
Laborel	Laborel	Commune	Oui	Oui	Oui	Régie
Lachau	Lachau	Commune	Oui	Oui	Oui	Régie
Laragne-Montéglin	Laragne-Montéglin	Commune	Oui	Oui	Oui	Régie
Lazer	Lazer	Commune	Oui	Oui	Oui	Régie
Le Caire	Le Caire	Commune	Oui	Oui	Oui	Régie
Melve	Melve	Commune	Oui	Oui	Oui	Régie
Méreuil	Méreuil	Commune	Oui	Oui	Oui	Régie
Mison	Mison	Commune	Oui	Oui	Oui	Régie
Monêtier-Allemont	Monêtier-Allemont	Commune	Oui	Oui	Oui	Régie
Montclus	Montclus	Commune	Oui	Oui	Oui	Régie
Montjay	Montjay	Commune	Oui	Oui	Oui	Régie
Montrond	Montrond	Commune	Oui	Oui	Oui	Régie
Moydans	Moydans	Commune	Oui	Oui	Oui	Régie
Orpierre	Orpierre	Commune	Oui	Oui	Oui	Régie
La Piarre	La Piarre	Commune	Oui	Oui	Oui	Régie
Poet	Le Poët	Commune	Oui	Oui	Oui	Régie
Ribeyret	Ribeyret	Commune	Oui	Oui	Oui	Régie
Rosans	Rosans	Commune	Oui	Oui	Oui	Régie
Saint-André-De-Rosans	Saint-André-de-Rosans	Commune	Oui	Oui	Oui	Régie
Sainte-Colombe	Sainte-Colombe	Commune	Oui	Oui	Oui	Régie
Saint-Geniez	Saint-Geniez	Commune	Oui	Oui	Oui	Régie
Saint-Pierre-Avez	Saint-Pierre-Avez	Commune	Oui	Oui	Oui	Régie
Saléon	Saléon	Commune	Non	Non	Oui	Régie
Salérans	Salérans	Commune	Oui	Oui	Oui	Régie
Savournon	Savournon	Commune	Oui	Oui	Oui	Régie
Serres	Serres	Commune	Oui	Oui	Oui	Régie
SI d'alimentation en eau potable de Nibles Châteaufort	Châteaufort Nibles	Syndicat intercommunal à vocation unique	Oui	Oui	Oui	Régie
Sigottier	Sigottier	Commune	Oui	Oui	Oui	Régie
Sigoyer	Sigoyer	Commune	Oui	Oui	Oui	Régie
Sisteron	Sisteron	Commune	Oui	Oui	Oui	Régie
Sorbiers	Sorbiers	Commune	Oui	Oui	Oui	Régie
Syndicat intercommunal à vocation unique de Jubeo	Le Bersac Savournon	Syndicat intercommunal à vocation unique	Oui	Oui	Oui	Régie
Syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable de Chabestan La Bâtie-Montsaléon	La Bâtie-Montsaléon	Syndicat intercommunal à vocation unique	Oui	Oui	Non	Régie
Syndicat intercommunal de Salignac-Entrepierres	Authon, Entrepierres, Salignac, sont alimentées à 100 % par le SIVU Saint-Geniez, Valernes et Sisteron en partie Distribution pour seulement Salignac et Entrepierres	Syndicat intercommunal à vocation unique	Oui	Oui	Oui	Régie
Syndicat intercommunal d'eau potable et d'assainissement Garde-Colombe–Saléon (SIEPA)	Garde-Colombe Saléon	Syndicat intercommunal à vocation unique	Oui	Oui	Oui	Régie
Thèze	Thèze	Commune	Oui	Oui	Oui	Régie
Trescléoux	Trescléoux	Commune	Oui	Oui	Oui	Régie
Turriers	Turriers	Commune	Oui	Oui	Oui	Régie
Upaix	Upaix	Commune	Oui	Oui	Oui	Régie
Val Buëch-Méouge	Val Buëch-Méouge	Commune	Oui	Oui	Oui	Régie
Valavoire	Valavoire	Commune	Oui	Oui	Oui	Régie
Valdoule	Valdoule	Commune	Oui	Oui	Oui	Régie
Valernes	Valernes	Commune	Oui	Oui	Oui	Régie
Vaumeilh	Vaumeilh	Commune	Oui	Oui	Oui	Régie

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Nom de la collectivité de l'entité de gestion à laquelle la commune adhère	Commune adhérente	Type de collectivité	Production	Transfert	Distribution	Type du mode de gestion
Ventavon	Ventavon	Commune	Oui	Oui	Oui	Régie
Villebois-Les-Pins	Villebois-les-Pins	Commune	Oui	Oui	Oui	Régie

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

1.15.3 Caractéristiques des STEP

Nom de la commune principale	Année de création	Taille agglomération (EH)	Tranche d'obligation	Type de réseau majoritaire	Nom du STEU	Nature du STEU	Maitre d'ouvrage exploitant	Capacité nominale en EH	Capacité nominale en kg de DBO5	Filière eau principale	Filière boues principale	Nom du milieu de rejet	Type du milieu du rejet	Nom de la masse d'eau
Authon	2020	0	Taille < 200 EH	Inconnu	Authon	Urbain	COMMUNE d'Authon	110	7	Décantation physique		Rejet principal D'Authon	Eau douce de surface	
Barret-le-bas	1994	192	200 - 2 000 EH	Séparatif	Barret-Sur-Méouge VILLAGE	Urbain	COMMUNE DE Barret-sur-Méouge	900	54	Lit bactérien	Lits de séchage	Rejet Barret-sur-Méouge Village	Eau douce de surface	La Méouge
La Bâtie-Montsaléon	2006	85	Taille < 200 EH	Séparatif	La Bâtie-Montsaléon Village	Urbain	Commune de La Bâtie-Montsaléon	85	5	Filtres plantés	Filtres plantés de roseaux	Rejet La Bâtie-Montsaléon	Rejet diffus	Domaine plissé BV Haute et moyenne Durance
Bayons	1978	100	200-2 000 EH	Inconnu	Bayons Village	Urbain	Commune de Bayons	225	14	Lit bactérien		Rejet Bayons Village	Eau douce de surface	Le Sasse
Bayons	1978	100	200-2 000 EH	Inconnu	Forest La Cour	Urbain	Commune de Bayons	90	5	Lit bactérien	Stockage boues liquides	Rejet principal de Forest La Cour	Eau douce de surface	
Bayons	1978	100	200-2 000 EH	Inconnu	Hameau d'Esparron	Urbain	Commune de Bayons	50	3	Décantation physique		Rejet principal de Hameau d'Esparron	Eau douce de surface	
Bayons	1978	100	200-2 000 EH	Inconnu	Hameau du Pont	Urbain	Commune de Bayons	50	3	Décantation physique		Rejet principal de Hameau du Pont	Eau douce de surface	
Bayons	1978	100	200-2 000 EH	Inconnu	Reynier	Urbain	Commune de Bayons	90	5	Lit bactérien	Stockage boues liquides	Rejet principal de Reynier	Eau douce de surface	
Bellaffaire	2020	0	Taille < 200 EH	Inconnu	Hameau de La Freyssine	Urbain	Commune de Bellaffaire	80	5	Lit bactérien	Stockage boues liquides	Rejet principal de Hameau de La Freyssine	Eau douce de surface	Torrent de Clapouse
Bellaffaire	2020	0	Taille < 200 EH	Inconnu	Bellaffaire	Urbain	Commune de Bellaffaire	80	5	Décantation physique	Stockage boues liquides	Rejet principal de Bellaffaire	Eau douce de surface	
Bersac	2019	180	Taille < 200 EH	Inconnu	Le Bersac – Village	Urbain	Commune Le Bersac	180	11	Décantation physique	Stockage boues liquides	Rejet principal de Le Bersac	Sol	
Clamensane	2014	250	200-2 000 EH	Inconnu	Clamensane	Urbain	Commune de Clamensane	250	15	Filtres plantés		Rejet principal de Clamensane	Eau douce de surface	

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Nom de la commune principale	Année de création	Taille agglomération (EH)	Tranche d'obligation	Type de réseau majoritaire	Nom du STEU	Nature du STEU	Maitre d'ouvrage exploitant	Capacité nominale en EH	Capacité nominale en kg de DBO5	Filière eau principale	Filière boues principale	Nom du milieu de rejet	Type du milieu du rejet	Nom de la masse d'eau
Épine	2006	82	200-2 000 EH	Inconnu	L'épine Chef-Lieu	Urbain	Commune de L'Épine	300	18	Filtres plantés	Stockages boues pâteuses	Rejet L'Épine Village	Eau douce de surface	Torrent de blême
Faucon-du-Caire	2020	0	Taille < 200 EH	Inconnu	Faucon-Du-Caire Village	Urbain	Commune de Faucon-du-Caire	150	9	Lagunage naturel	Stockage boues liquides	Rejet principal de Faucon-du-Caire Village	Eau douce de surface	Le Sasse
Gigors	2020	0	Taille < 200 EH	Inconnu	Gigors Village	Urbain	Commune de Gigors	150	9	Filtres plantés	Filtres plantés de roseaux	Rejet principal de Gigors Village	Eau douce de surface	
Lachau	1969	147	200-2 000 EH	Séparatif	Lachau – Chef-Lieu	Urbain	Commune de Lachau	500	30	Filtres plantés		Rejet Lachau – Chef-Lieu	Eau douce de surface	La Méouge
Laragne-Montéglin	1991	5 663	2 000 - 10 000 EH	Mixte	Laragne	Urbain	Commune de Laragne-Montéglin	4 500	270	Disques biologiques	Stockage boues liquides	Rejet Laragne	Eau douce de surface	Le Buëch aval
Melve	2020	0	Taille < 200 EH	Inconnu	Melve Village	Urbain	Commune de Melve	117	7	Lit bactérien	Stockage boues liquides	Rejet principal de Melve Village	Eau douce de surface	
Mison	2000	0	200-2 000 EH	Inconnu	Mison quartier est	Urbain	Commune de Mison	500	30	Lit bactérien	Procédé avancé de réduction de la production de boues	Rejet Mison quartier est	Eau douce de surface	
Mison	1997	0	200-2 000 EH	Inconnu	Mison/Quartier Ouest	Urbain	Commune de Mison	830	50	Lit bactérien		Rejet Mison/Quartier Ouest	Eau douce de surface	Le Buëch aval
Monêtier-Allemont	1996	400	200-2 000 EH	Mixte	Monêtier-Allemont Village	Urbain	Commune Le Monêtier-Allemont	400	24	Lit bactérien	Stockage boues liquides	Rejet Monêtier-Allemont Village	Eau douce de surface	La Durance du torrent de Saint-Pierre au Buëch
Montjay	2006	200	Taille < 200 EH	Inconnu	Montjay Village	Urbain	Commune de Montjay	200	12	Filtres plantés	Stockages boues pâteuses	Rejet Montjay Village	Eau douce de surface	La Blaisance
Motte du Caire	2002	334	200-2 000 EH	Inconnu	La Motte du Caire	Urbain	Commune La Motte du Caire	800	48	Lit bactérien		Rejet La Motte du Caire	Eau douce de surface	Torrent du grand vallon

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Nom de la commune principale	Année de création	Taille agglomération (EH)	Tranche d'obligation	Type de réseau majoritaire	Nom du STEU	Nature du STEU	Maitre d'ouvrage exploitant	Capacité nominale en EH	Capacité nominale en kg de DBO5	Filière eau principale	Filière boues principale	Nom du milieu de rejet	Type du milieu du rejet	Nom de la masse d'eau
Nibles	2020	0	Taille < 200 EH	Inconnu	Nibles	Urbain	Commune de Nibles	100	6	Lit bactérien	Stockage boues liquides	Rejet principal de Nibles	Eau douce de surface	
Orpierre	1990	207	200-2 000 EH	Mixte	Orpierre Village	Urbain	Commune D'Orpierre	1 125	68	Lit bactérien	Stockages boues pâteuses	Rejet Orpierre Village	Eau douce de surface	Le Céans
Piarre	1997	200	200-2 000 EH	Séparatif	La Piarre Chef-Lieu	Urbain	Commune de La Piarre	200	12	Filtres à sables	Stockage boues liquides	Rejet La Piarre Chef-Lieu	Sol	Domaine plissé BV Haute et moyenne Durance
Le Poët	2014	26	200-2 000 EH	Inconnu	Le Poët Les Blaches	Urbain		250	15	Filtres plantés	Stockages boues pâteuses	Rejet principal de Poet	Eau douce de surface	La Durance du torrent de Trente Pas au torrent de Saint-Pierre
Le Poët	2006	229	200-2 000 EH	Inconnu	Le Poët Village	Urbain	Commune Le Poët	1 000	60	Filtres plantés	Stockages boues pâteuses	Rejet Le Poët Nouvelle STEP	Eau douce de surface	La Durance du torrent de Saint-Pierre au Buëch
Rosans	1998	633	200-2 000 EH	Mixte	Rosans Village	Urbain	Commune de Rosans	1 100	66	Lagunage aéré	Stabilisation aérobie	Rejet Rosans Village	Eau douce de surface	
Saint-Geniez	1999	66	Taille < 200 EH	Inconnu	Saint-Geniez – Village	Urbain	Commune de Saint-Geniez	250	15			Rejet St-Geniez – Village	Eau douce de surface	Riou de Jabron
Saléon	2013	433	200-2 000 EH	Inconnu	Saléon/Eyguians Lagrand	Urbain	SIEPA Eyguians-Lagrand-Saléon	1 000	60	Filtres plantés	Stockages boues pâteuses	Rejet principal de Saléon	Eau douce de surface	
Serres	1977	2095	2000-10 000 EH	Unitaire	Serres Nouvelle STEP	Urbain	Commune de Serres	2 700	162	Boue activée aération prolongée	Stockage boues liquides	Rejet Serres future STEP	Eau douce de surface	Torrent de blême

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Nom de la commune principale	Année de création	Taille agglomération (EH)	Tranche d'obligation	Type de réseau majoritaire	Nom du STEU	Nature du STEU	Maitre d'ouvrage exploitant	Capacité nominale en EH	Capacité nominale en kg de DBO5	Filière eau principale	Filière boues principale	Nom du milieu de rejet	Type du milieu du rejet	Nom de la masse d'eau
										(très faible charge)				
Sisteron	2006	6 494	2000-10 000 EH	Mixte	Sisteron Saint-Lazare	Urbain	Commune de Sisteron	7 200	432	Boue activée aération prolongée (très faible charge)	Compostage	Rejet Sisteron Saint-Lazare	Eau douce de surface	La Durance du Jabron au canal EDF
Sisteron	2006	47 990	10 000 - 100 000 EH	Séparatif	ZAC du Val de Durance	Mixte	Commune de Sisteron	13 000	780	Boue activée faible charge	Filtration à bande	Rejet ZAC du Val de Durance	Eau douce de surface	La Durance du torrent de Saint-Pierre au Buëch
Thèze	2020	0	200-2 000 EH	Inconnu	Thèze	Urbain	Commune de Thèze	300	18	Prétraitements	Filtres plantés de roseaux	Rejet principal de Thèze	Eau douce de surface	
Trescléoux	1991	136	200-2 000 EH	Mixte	Trescléoux Chef-Lieu	Urbain	Commune de Trescléoux	600	36	Filtres plantés	Stockages boues pâteuses	Rejet Trescléoux Blaisance	Sol	
Turriers	1976	0	200-2 000 EH	Inconnu	Turriers	Urbain	Commune de Turriers	630	38	Boue activée aération prolongée (très faible charge)		Rejet Turriers	Eau douce de surface	Torrent de Clapouse
Upaix	1993	110	200-2 000 EH	Mixte	Upaix Village	Urbain	Commune d'Upaix	600	36	Lit bactérien	Stockage boues liquides	Rejet Upaix	Eau douce de surface	La Durance du torrent de Saint-Pierre au Buëch
Val Buëch-Méouge	1995	154	200-2 000 EH	Mixte	Ribiers Village	Urbain	Commune de Val-Buëch-Méouge	1600	96	Lit bactérien	Stockage boues liquides	Rejet Ribiers Village	Eau douce de surface	Le Buëch aval
Valernes	2011	239	200-2 000 EH	Inconnu	Valernes Village	Urbain	Commune de Valernes	320	19	Filtres plantés		Rejet principal de Valernes	Eau douce de surface	
Vaumeilh	1975	75	Taille < 200 EH	Séparatif	Vaumeilh	Urbain	Commune de Vaumeilh	200	12	Filtres plantés		Rejet Vaumeilh	Eau douce de surface	Torrent de Syriez

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Nom de la commune principale	Année de création	Taille agglomération (EH)	Tranche d'obligation	Type de réseau majoritaire	Nom du STEU	Nature du STEU	Maitre d'ouvrage exploitant	Capacité nominale en EH	Capacité nominale en kg de DBO5	Filière eau principale	Filière boues principale	Nom du milieu de rejet	Type du milieu du rejet	Nom de la masse d'eau
Ventavon	2003	181	200-2 000 EH	Mixte	Ventavon/Village Valenty	Urbain	Commune de Ventavon	500	30	Disques biologiques	Stockage boues liquides	Rejet Valenty	Eau douce de surface	La Durance du torrent de Saint-Pierre au Buëch
Villebois-les-Pins	1996	40	Taille < 200 EH	Séparatif	Villebois-Les-Pins – Chef-Lieu	Urbain	Commune de Villebois Les Pins	45	3		Procédé avancé de réduction de la production de boues	Rejet Villebois Les Pins – Chef-Lieu	Eau douce de surface	Torrent Saint-Cyrice

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

1.15.4 Conformité des STEP

Nom de La Commune principale	Nom du STEU	Conformité équipement agglo nat	Conformité en performance agglo nat	Conformité collecte agglo temps sec nat	Conformité globale agglo nat	Conformité nat équipement STEU au 31/12/2020	Conformité nat équipement STEU prévisionnelle au 31/12/2020	Conformité nat perf DBO	Conformité nat perf DCO	Conformité globale performances[12]	Cause de non-conformité
Authon	Authon	Oui	Inc.	N/A	Non	Oui	Oui	Inc.	Inc.	Inc.	STEU < 200
Bayons	Forest La Cour	Oui	Non	N/A	Non	Oui	Oui	Inc.	Inc.	Inc.	STEU < 200
Bayons	Hameau d'Esparron	Oui	Non	N/A	Non	Oui	Oui	Inc.	Inc.	Inc.	STEU < 200
Bayons	Hameau du Pont	Oui	Non	N/A	Non	Oui	Oui	Inc.	Inc.	Inc.	STEU < 200
Bayons	Reynier	Oui	Non	N/A	Non	Oui	Oui	Inc.	Inc.	Inc.	STEU < 200
Bellaffaire	Hameau de La Freyssine	Oui	Inc.	N/A	Non	Oui	Oui	Inc.	Inc.	Inc.	STEU < 200
Faucon-Du-Caire	Faucon-Du-Caire Village	Oui	Inc.	N/A	Non	Oui	Oui	Inc.	Inc.	Inc.	STEU < 200
Gigors	Gigors Village	Oui	Inc.	N/A	Non	Oui	Oui	Inc.	Inc.	Inc.	STEU < 200
Monêtier-Allemont	Monêtier-Allemont Village	Non	Non	N/A	Non	Non	Non	Non	Oui	Non	
Nibles	Nibles	Oui	Inc.	N/A	Non	Oui	Oui	Inc.	Inc.	Inc.	STEU < 200
Thèze	Thèze	Non	N/A	N/A	Non	Non	Oui	Inc.	Inc.	Inc.	Conforme en 2021
Barret-Le-Bas	Barret-Sur-Méouge Village	Oui	Oui	N/A	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	
Épine	L'épine Chef-Lieu	Oui	Oui	N/A	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	
Lachau	Lachau – Chef-Lieu	Oui	Oui	N/A	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	
Melve	Melve Village	Oui	Oui	N/A	Oui	Oui	Oui	N/A	N/A	Oui	
Mison	Mison quartier est	Oui	Oui	N/A	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Conforme en 2021
Mison	Mison/Quartier Ouest	Oui	Oui	N/A	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Conforme en 2021
Montjay	Montjay Village	Oui	Oui	N/A	Oui	Oui	Oui	N/A	N/A	Oui	
Motte-du-Caire	La Motte du Caire	Oui	Oui	N/A	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Conforme en 2021
Orpierre	Orpierre Village	Oui	Oui	N/A	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	

12 Dans le cas où il est noté ¡nc. pour le jugement de la conformité performance, ceci est dû à l'absence de résultats de bilans de pollution pour l'année considérée.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Nom de La Commune principale	Nom du STEU	Conformité équipement agglo nat	Conformité en performance agglo nat	Conformité collecte agglo temps sec nat	Conformité globale agglo nat	Conformité nat équipement STEU au 31/12/2020	Conformité nat équipement STEU prévisionnelle au 31/12/2020	Conformité nat perf DBO	Conformité nat perf DCO	Conformité globale performances[12]	Cause de non-conformité
Poet	Le Poët Les Blaches	Oui	Oui	N/A	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	
Poet	Le Poët Village	Oui	Oui	N/A	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	
Saint-Geniez	St Geniez – Village	Oui	Oui	N/A	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Conforme en 2021
Saléon	Saléon/Eyguians Lagrand	Oui	Oui	N/A	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	
Serres	Serres Nouvelle STEP	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	
Sisteron	Sisteron Saint-Lazare	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Conforme en 2021 (REU en cours de mise en conformité)
Trescléoux	Trescléoux Chef-Lieu	Oui	Oui	N/A	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	
Upaix	Upaix Village	Oui	Oui	N/A	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	
Val Buëch-Méouge	Ribiers Village	Oui	Oui	N/A	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	
Valernes	Valernes Village	Oui	Oui	N/A	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	
Vaumeilh	Vaumeilh	Oui	Oui	N/A	Oui	Oui	Oui	N/A	N/A	Oui	
Villebois-Les-Pins	Villebois-les-Pins – Chef-Lieu	Oui	Oui	N/A	Oui	Oui	Oui	N/A	N/A	Oui	
Bersac	Le Bersac – Village	Oui	Inc.	N/A	Non	Oui	Oui	N/A	N/A	Inc.	Autre insuffisance sur le dispositif
Turriers	Turriers	Oui	Non	N/A	Non	Oui	Oui	Non	Non	Non	Station neuve 2022
La Bâtie-Montsaléon	La Bâtie-Montsaléon Village	Non	Inc.	N/A	Non	Non	Non	N/A	N/A	Inc.	Mauvaises performances
Laragne-Montéglin	Laragne	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Oui	Non	Oui	Non	Mauvaises performances
Sisteron	ZAC du Val de Durance	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Oui	Non	Non	Non	Station non conforme
Bayons	Bayons Village	Oui	Non	N/A	Non	Oui	Oui	Non	Non	Non	Non-transmission de l'autosurveillance
Bellaffaire	Bellaffaire	Oui	Non	N/A	Non	Oui	Oui	N/A	N/A	Non	STEU < 200

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Nom de La Commune principale	Nom du STEU	Conformité équipement agglo nat	Conformité en performance agglo nat	Conformité collecte agglo temps sec nat	Conformité globale agglo nat	Conformité nat équipement STEU au 31/12/2020	Conformité nat équipement STEU prévisionnelle au 31/12/2020	Conformité nat perf DBO	Conformité nat perf DCO	Conformité globale performances[12]	Cause de non-conformité
Clamensane	Clamensane	Oui	Non	N/A	Non	Oui	Oui	Non	Non	Non	Station non conforme : bilan réglementaire non réalisé
Piarre	La Piarre Chef-Lieu	Oui	Non	N/A	Non	Oui	Oui	Non	Non	Non	Non-transmission de l'autosurveillance
Rosans	Rosans Village	Oui	Non	N/A	Non	Oui	Oui	Non	Non	Non	Point de mesure A2 absent
Ventavon	Ventavon/Village Valenty	Oui	Non	N/A	Non	Oui	Oui	Non	Non	Non	Point de mesure A2 absent

1.15.5 ZNIEFF de type I localisées sur le territoire (source : INPN)

Nom de la ZNIEFF de type I	Surface totale (ha)	Surface dans le territoire (ha)	Recouvrement (%)	Part de la ZNIEFF comprise dans le territoire (%)	Communes de la CCSB concernées
La moyenne Durance, de la clue de Sisteron à la retenue de l'Escale	423,19	145,43	0,1	34,37	
Montagne de Chamouse	2 273,72	447,17	0,3	19,67	Laborel, Sainte Colombe
Crêtes de Chabanon - tête grosse - Sauvegréous	322,21	25,54	0,02	7,93	Bayons
Montagne des pluis – sommet de Serre Brouchon	323,82	70,05	0,05	21,63	Faucon-Du-Caire, Gigors
Versant ouest de la blachère et du rocher roux	325,47	325,47	0,22	100	La-Motte-Du-Caire, Clamensane
Forêt domaniale de grand vallon - la montagne - Malaup - le colombier - le laup	671,56	272,62	0,18	40,6	La-Motte-Du-Caire, Le Caire, Melve
Prairies humides de Lachau	340,23	267,56	0,18	78,64	Lachau
La marquise – champ brancou	83,26	83,26	0,06	100	Sisteron, Val Buëch Méouge
Bois Briançon - cluse de Bayons - barre du Chapeau	268,8	268,8	0,18	100	Bayons, Clamensane
Montagne de Reynier – le défens	125,63	125,63	0,08	100	Bayons, Clamensane, Valavoire

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Nom de la ZNIEFF de type I	Surface totale (ha)	Surface dans le territoire (ha)	Recouvrement (%)	Part de la ZNIEFF comprise dans le territoire (%)	Communes de la CCSB concernées
Bois de l'ubac	372,39	372,39	0,25	100	Faucon-Du-Caire, Gigors, Turriers
Crête des rochers de Hongrie	75,26	75,26	0,05	100	Nibles, Valernes, Vaumeilh
Défilé de pierre écrite et crêtes du Vanson	170,54	170,54	0,11	100	Entrepierres, Saint-Geniez, Valernes
Le Rancurel – montagne de l'Ubac - roc de l'Aigle - Rocher de pierre impie	540,06	175,87	0,12	32,56	Val Buech-Méouge
Marais de Thèze	105,69	105,69	0,07	100	Thèze
Les Monges - crête du Raus - montagne de la Sapie	401,65	349,92	0,23	87,12	Authon, Bayons
Montagnes du Pied-du-Mulet, de Nauturière et de Palle	1 761,26	803,07	0,54	45,6	Éourres, Lachau
Environs du col de carabès – serre des fourches	64,39	64,38	0,04	99,98	La Piarre
Le grand Buëch, ses iscles et ses ripisylves de Laragne à Sisteron	737,66	737,66	0,49	100	Laragne-Montéglin, Mison, Sisteron, Val Buech-Méouge
Montagne de Chabre	1 352,75	1 352,75	0,91	100	Barret-Sur-Méouge, Nossage-et-Bénévent, ORPIERRE, Sainte-Colombe, SALÉON, VAL BUECH-MEOUGE
Plateau du puy – mare de la paillade	102,35	102,35	0,07	100	Le Poët, Mison
Forêt domaniale de l'Eygue	311,49	310,69	0,21	99,74	Saint-André-De-Rosans
Versant ubac et crêtes de la montagne de piégros	242,3	242,25	0,16	99,98	Valdoule
Le grand Buëch, ses iscles et ses ripisylves de l'aval du barrage de Saint-Sauveur à Eyguians	215,92	215,92	0,14	100	Garde-Colombe, Le Bersac, Méreuil, Montrond, Trescléoux
Le petit Buëch, ses ripisylves et ses iscles du serre de la vigne à sa confluence avec le grand Buëch	262,67	104,92	0,07	39,94	La Bâtie-Montsaléon
Corniches du Duffre et de la montagne de l'Aup – versant sud des montagnes de Dindaret et de Peyre grosse - serre Embouc	1 049,74	1 049,14	0,7	99,94	L'épine, La Piarre, Valdoule
Plateaux des taillas et du grand bois	385,4	385,4	0,26	100	Le Poët, Mison
Rochers du passé - Manrouge - rochers de la Fubie	169,09	169,09	0,11	100	Chanousse, Orpierre, Trescléoux

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Nom de la ZNIEFF de type I	Surface totale (ha)	Surface dans le territoire (ha)	Recouvrement (%)	Part de la ZNIEFF comprise dans le territoire (%)	Communes de la CCSB concernées
Crêtes boisées environnant le Toulourenc	354,27	354,27	0,24	100	Ribeyret, Sorbiers
Collines boisées de Piénault et des plantiers	233,14	233,14	0,16	100	Garde-Colombe, Laragne-Montéglin
Adrech et falaises d'Orpierre – le Suillet	156,44	156,44	0,1	100	Orpierre
Montagne de mare	261,16	194,23	0,13	74,37	Éourres
Pic de crigne et extrémité est de la crête des selles	619,99	362,42	0,24	58,46	Monêtier-Allemont, Ventavon
Collines et petits ravins du secteur du vieux château, à l'est du col de Faye	57,76	57,76	0,04	100	Savournon, Ventavon
Collines du bois de sellas	430,78	248,72	0,17	57,74	La Bâtie-Montsaléon, Sigottier
Montagne d'Aujour	429,23	134,59	0,09	31,36	Savournon
Montagne de la plâtrière	356,07	356,07	0,24	100	Lazer, Upaix
Montagne de pié léger	153,15	152,58	0,1	99,63	Rosans
Rocher d'agnielle - crête saint-michel - Chabespan	465,09	465,09	0,31	100	La Piarre, Serres, Sigottier
Montagne de Chanteduc – sommet de Fleossier	432,5	432,5	0,29	100	Barret-Sur-Méouge, ÉOURRES, SALÉRANS
Crête et partie supérieure du bois de l'ubac d'Auron	116,9	116,9	0,08	100	L'épine, La Piarre, Sigottier
Plateau et collines du forest, au nord d'Upaix	59,1	59,1	0,04	100	Upaix
Montagne de l'Aup ou de Saint-Genis – le Revuaire	1 822,8	1 822,8	1,22	100	Garde-Colombe, Laragne-Montéglin, Lazer, Le Bersac, Savournon, Ventavon
Lac de Mison et ses zones humides adjacentes	44,22	44,22	0,03	100	Mison, Upaix
Plateau et pentes du serre du dévès – bois de la garenne	141,57	141,57	0,09	100	Trescléoux
Coteau du serre d'Autruy – la bergerie	170,36	170,36	0,11	100	Saint-André-De-Rosans
Montagne de Saint-Cyr - sommet de la Platte - crête du travers	1 064,72	1 064,72	0,71	100	Barret-Sur-Méouge, ÉOURRES, Saint-Pierre-Avez, VAL BUECH-MEOUGE
Gorges de la Méouge – réserve biologique domaniale	436,96	436,96	0,29	100	Barret-Sur-Méouge, Saint-Pierre-Avez, Val Buech-Méouge
Montagne de Maraysse	576,29	576,29	0,39	100	Moydans, Ribeyret, Valdoule
Montagne du pied du mulet	288,19	287,78	0,19	99,86	Éourres, Lachau

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

1.15.6 ZNIEFF de type II localisées sur le territoire (source : INPN)

Nom de la ZNIEFF de type II	Surface totale (ha)	Surface dans le territoire (ha)	Recouvrement du territoire (%)	Part de la ZNIEFF comprise dans le territoire (%)
Le Jabron et ses principaux affluents et leurs ripisylves	750,77	86,22	0,06	11,48
La moyenne Durance, de Sisteron à la confluence avec le Verdon	4 385,73	147,33	0,1	3,36
Plaine de Salignac – les Coulets	872,4	171,12	0,11	19,61
Massif de la montagne de Lure	24 108,85	375,67	0,25	1,56
Montagne de la baume	484	484	0,32	100
Crêtes et Adrets des Montagnes de Raton et de l'Archier – Col de Pommerol	653,37	652,12	0,44	99,81
Le Sasse, ses principaux affluents et leurs ripisylves	852,35	852,35	0,57	100
La Moyenne Durance à l'aval de Serre-Ponçon jusqu'à Sisteron	1 910,27	899,23	0,6	47,07
Le grand Buëch, le petit Buëch et leurs principaux affluents : le Céans, la Blème et la Blaisance	2 026,27	1 500,77	1	74,07
Beauchêne Occidental – Montagne d'Aureille –Bois Noirs –Bois des Fanges –Bois de La Longeagne	12 536,46	1 571,52	1,05	12,54
Rocher de Beaumont – crêtes de l'Eyglière et d'Aumage	1 967,34	1 967,34	1,32	100
Massif à l'est de La Motte-Du-Caire –La Blachère –Rocher Roux –Jalinier –Le Sapet	2 074,72	2 074,72	1,39	100
Massifs de la montagne de l'Aup, du Serre de la Bouisse et de la crête de Saumane	2 142,87	2 142,87	1,43	100
Montagne de Chabre et ses contreforts	2 845,46	2 843,42	1,9	99,93
Forêt Domaniale de Grand Vallon –Bois de La Combe –La Montagne –Tête des Monges – Bois d'Aubert – Bois de La Vière	6 581,98	3 970,71	2,66	60,33
Massif de Chabanon - tête grosse - montagne de val haut - le Marzenc - forêt domaniale des gorges du Sasse - le Rascle - le bois noir	8 338,57	4 645,19	3,11	55,71
Crêtes et Massif du Sud-Rosannais –Coustouran –Bois d'Estève –Crête de Rascuegne –Montagne de Lèbre	4 693,31	4 689,43	3,14	99,92
Massif des Monges - crête du Raus - montagne et crêtes de Géruen - pâturages de chine - cloche de Barle - bois de la Taillaye - bois et crête des gardes – les Vergères	11 097,63	4 742,51	3,17	42,73
Massifs des Préalpes Delphino-provençales de la montagne	5 025,33	4 747,51	3,18	94,47

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Nom de la ZNIEFF de type II	Surface totale (ha)	Surface dans le territoire (ha)	Recouvrement du territoire (%)	Part de la ZNIEFF comprise dans le territoire (%)
de Chanteduc, du roc de Gloritte, des crêtes des traverses et de l'âne et de la montagne de Mare				
Chainons méridionaux des Baronnies	60 348,14	5 116,3	3,43	8,48
Montagne de Gâche – défilé de pierre écrite - rocher de Dromont – le grand Adroit	5 545,39	5 545,39	3,71	100
Massifs des Préalpes Delphino-provençales de Céüse, Crigne-Aujour et de l'Aup Saint-Genis	17 375,51	5 907,82	3,95	34

1.15.7 Zones humides sur le territoire (source : CEN PACA)

Nom de la zone humide	Commune de la CCSB	Type	Surface (ha)
Adoux – Source du Raoux	Montrond	Bordures de cours d'eau	2,01
Aulnaie-Saussaie du ravin de la Bastié-Authon	Authon	Bordures de cours d'eau	8,3
Buëch T1	Mison, Sisteron, Val Buech-Méouge	Bordures de cours d'eau	243,25
Buëch T2	Laragne-Montéglin, Mison, Val Buech-Méouge	Bordures de cours d'eau	497,05
Buëch T3	Garde-Colombe, Laragne-Montéglin, Saléon, Val Buech-Méouge	Bordures de cours d'eau	129,36
Buëch T4	Garde-Colombe, Le Bersac, Méreuil, Montrond, Saléon, Trescléoux	Bordures de cours d'eau	239,19
Buëch T6	La Bâtie-Montsaléon, Serres, Sigottier	Bordures de cours d'eau	38,35
Buëch T7	La Bâtie-Montsaléon, Sigottier	Bordures de cours d'eau	171,05
Durance 04 T6	Le Poët, Monêtier-Allemont, Sigoyer, Sisteron, Thèze, Upaix, Vaumeilh, Ventavon	Bordures de cours d'eau	0,85
Durance 04 T6	Le Poët, Monêtier-Allemont, Sigoyer, Sisteron, Thèze, Upaix, Vaumeilh, Ventavon	Bordures de cours d'eau	836,2
Durance T4 – Pont de Volonne au barrage Saint-Lazare	Entrepierres, Sisteron	Bordures de cours d'eau	203,85
Jabron T1	Sisteron	Bordures de cours d'eau	16,53
Jabron T2	Sisteron	Bordures de cours d'eau	169,69
La Blème T1	Montclus, Serres	Bordures de cours d'eau	8,14
La Blème T2	L'épine, Montclus	Bordures de cours d'eau	12,62
La Blème T3	L'épine	Bordures de cours d'eau	10,98
La Blème T4	L'épine	Bordures de cours d'eau	5,54
La Blaisance T1	Chanousse, Garde-Colombe, Trescléoux	Bordures de cours d'eau	57,53
La Blaisance T2	Chanousse, Montjay, Sorbiers	Bordures de cours d'eau	18
La Méouge T1	Val Buech-Méouge	Bordures de cours d'eau	14
La Méouge T2	Barret-Sur-Méouge, Saint-Pierre-Avez, Val Buech-Méouge	Bordures de cours d'eau	38,49

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Nom de la zone humide	Commune de la CCSB	Type	Surface (ha)
La Méouge T3	Barret-Sur-Méouge, LACHAU, Saint-Pierre-Avez, SALÉRANS	Bordures de cours d'eau	85,78
La Véragne T1	Laragne-Montéglin, Lazer	Bordures de cours d'eau	16,48
La Véragne T2	Lazer	Bordures de cours d'eau	21,35
La Véragne T3	Garde-Colombe, Lazer	Bordures de cours d'eau	10,46
L'Auzane T1	Éourres	Bordures de cours d'eau	9,38
L'Auzane T2	Éourres	Bordures de cours d'eau	9,14
Le Beymond T1	Upaix, Ventavon	Bordures de cours d'eau	47,99
Le Beymond T2	Ventavon	Bordures de cours d'eau	16,89
Le Céans T1	GARDE-COLOMBE, Nossage-et-Bénévent, ORPIERRE, SALÉON	Bordures de cours d'eau	40,13
Le Céans T2	Orpierre	Bordures de cours d'eau	10,28
Le Céans T3	Orpierre, Sainte-Colombe	Bordures de cours d'eau	14,26
Le Petit Buëch T1	La Bâtie-Montsaléon, Sigottier	Bordures de cours d'eau	298,96
Le Riou T1	Garde-Colombe	Bordures de cours d'eau	7,97
Le Riou T3	Garde-Colombe	Bordures de cours d'eau	7
Le Riou T4	Garde-Colombe, Savournon	Bordures de cours d'eau	15,79
L'Eygues T1	Saint-André-De-Rosans, SORBIERS	Bordures de cours d'eau	21,81
L'Eygues T2	Saint-André-De-Rosans	Bordures de cours d'eau	31,25
L'Oule T1	Valdoule	Bordures de cours d'eau	18,99
L'Oule T2	Valdoule	Bordures de cours d'eau	53,42
L'Oule T3	Valdoule	Bordures de cours d'eau	11,86
Riou de Jabron T1-Salignac – Entrepierres	Entrepierres	Bordures de cours d'eau	51,11
Riou de Jabron T2-Entrepierres	Entrepierres, Saint-Geniez	Bordures de cours d'eau	36,62
Riou de Jabron T3 – Saint Geniez	Saint-Geniez	Bordures de cours d'eau	7,35
Riou des Tines – Bayons	Bayons	Bordures de cours d'eau	31,47
Ruisseau du Mouson-Thèze à Melve	Melve, Sigoyer, Thèze	Bordures de cours d'eau	45,35
Ruisseau et vasques de tufs de Cugarel-Mison	Mison	Bordures de cours d'eau	1,56
Sasse T1 Valernes-Bayons	Chateaufort, Clamensane, La Motte Du Caire, Nibles, Valernes	Bordures de cours d'eau	336,26
Sasse T2 – Clamensane à Bayons	Bayons, Clamensane	Bordures de cours d'eau	145,56
Sasse T3-Bayons et Selonnet	Bayons	Bordures de cours d'eau	30,5
T de l'Esclate	RIBEYRET, Saint-André-de-Rosans	Bordures de cours d'eau	34,45
T, d'Aiguebelle T1	Serres, Sigottier	Bordures de cours d'eau	8,27
T, d'Aiguebelle T2	La Piarre, Sigottier	Bordures de cours d'eau	21,47
T, d'Aiguebelle T3	La Piarre	Bordures de cours d'eau	6,27
T, de Channe T1	Le Bersac, Montrond, Savournon	Bordures de cours d'eau	56,82
T, de Channe T2	Savournon	Bordures de cours d'eau	15,92
T, de Channe T3	Savournon	Bordures de cours d'eau	7,49
T, de Clapouse T1	Bellaffaire	Bordures de cours d'eau	18,02
T, de Clapouse T2	Bellaffaire, Turriers	Bordures de cours d'eau	32,28
T, de Clarescombe T1	Val Buech-Méouge	Bordures de cours d'eau	20,83

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Nom de la zone humide	Commune de la CCSB	Type	Surface (ha)
T, de Clarescombe T2	Éourres, Val Buech-Méouge	Bordures de cours d'eau	24,93
T, de Maraize T1	La Bâtie-Montsaléon	Bordures de cours d'eau	80,08
T, de Saint-Cyrice	Étoile-Saint-Cyrice, ORPIERRE, Villebois-les-Pins	Bordures de cours d'eau	16,38
Torrent de Siriez-Valernes à Melve	La Motte-Du-Caire, Melve, Sigoyer, Valernes, Vaumeilh	Bordures de cours d'eau	77,76
Torrent du Grand Vallon T1	Faucon-Du-Caire, Gigors, La Motte Du Caire, Le Caire, Turriers	Bordures de cours d'eau	96,16
Torrent du Vermeil T1	CLAMENSANE, Faucon-du-Caire, LA MOTTE DU CAIRE, LE CAIRE	Bordures de cours d'eau	65,28
Vançon T2	Authon, Entrepierres, Saint-Geniez	Bordures de cours d'eau	117,67
Vançon T3	Authon	Bordures de cours d'eau	64,56
ZH de Rosan	Rosans	Bordures de cours d'eau	4,73
ZH du Clachier	Laragne-Montéglin	Bordures de cours d'eau	2,14
Prairies de Rapaillon	Le Poët	Marais aménagés dans un but agricole	7,77
Prairies humides – LAZER	Lazer	Marais aménagés dans un but agricole	129,38
Prairies humides – UPAIX 3	Lazer, Upaix	Marais aménagés dans un but agricole	69,33
Roselières du Lausis	Valernes	Marais aménagés dans un but agricole	2,04
Cariçaie et cultures des Armands-Mison	Mison	Marais et landes humides de plaines et plateaux	25,63
Cultures et prairies de Salignac-Entrepierres	Entrepierres	Marais et landes humides de plaines et plateaux	28,89
Friche humide des Monges – Turriers	Turriers	Marais et landes humides de plaines et plateaux	2,56
Jonchaie et ripisylve de l'Isle du Ranc-Nibles	Nibles	Marais et landes humides de plaines et plateaux	3,45
Prairie de Prégondés-Thèze	Thèze	Marais et landes humides de plaines et plateaux	4,25
Prairie et cariçaie des Saint Jean-Mison	Mison	Marais et landes humides de plaines et plateaux	19,63
Prairie humide – Mison	Upaix	Marais et landes humides de plaines et plateaux	7,14
Prairies de Chardavon – Saint-Geniez	Saint-Geniez	Marais et landes humides de plaines et plateaux	2,33
Prairies de Saint-Geniez	Saint-Geniez	Marais et landes humides de plaines et plateaux	46,21
Prairies de Thèze	Thèze	Marais et landes humides de plaines et plateaux	40,43
Prairies et cariçaie de Lèbre-Authon	Authon	Marais et landes humides de plaines et plateaux	5,61
Prairies et cariçaie des Sagnières-Sigoyer	Sigoyer	Marais et landes humides de plaines et plateaux	5,84
Prairies et réservoir du Bas-Forest – Melve	La Motte-Du-Caire, Melve	Marais et landes humides de plaines et plateaux	12,83
Prairies et roselière de Galle-Mison et Sisteron	Mison, Sisteron	Marais et landes humides de plaines et plateaux	2,39
Prairies humides – L'Épine	L'épine	Marais et landes humides de plaines et plateaux	12,37
Prairies humides – UPAIX 1	Upaix	Marais et landes humides de plaines et plateaux	27,53

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Nom de la zone humide	Commune de la CCSB	Type	Surface (ha)
Prairies humides – UPAIX 2	Upaix	Marais et landes humides de plaines et plateaux	12,74
Prairies humides – Ventavon	Ventavon	Marais et landes humides de plaines et plateaux	3,32
Ravin du Ponteillard – Mison	Mison	Marais et landes humides de plaines et plateaux	8,21
Roselière et prairies du ravin du Béleric – Thèze	Thèze	Marais et landes humides de plaines et plateaux	6,61
Roselière, prairies et cariçaie des Jenellis-Mis	Mison	Marais et landes humides de plaines et plateaux	7,48
Roselières, prairies et réservoir de Pochon-Melv	Melve	Marais et landes humides de plaines et plateaux	2,93
Grandes prairies et cultures de Valernes	Valernes	Plaines alluviales	101,44
Prairies de Font Michelle-Mison	Mison	Plaines alluviales	5,91
Prairies de la Ribière-Valernes	Valernes	Plaines alluviales	3,27
Prairies du château de St Didier	Valernes	Plaines alluviales	1,5
Prairies du Moulin	Valernes	Plaines alluviales	8,51
Barrage de Saint-Sauveur	Le Bersac, Méreuil, Serres	Zones humides artificielles	43,58
Durance T5-Barrage Saint-Lazare à la confluence Buëch	Sisteron	Zones humides artificielles	75,78
Lac de Mison	Mison, Upaix	Zones humides artificielles	23,23
Lac des Monges-Bayons	Bayons	Zones humides artificielles	4,09
Lacs de Monêtier-Allemont	Monêtier-Allemont	Zones humides artificielles	28,48
Le Riou T2	Garde-Colombe	Zones humides artificielles	19,92
Mares de Blache pauvre	Le Poët	Zones humides artificielles	1,24
Prairies de bord de Durance-Sisteron	Sisteron	Zones humides artificielles	1,09
Prairies et réservoir de Briançon-Valernes	Valernes	Zones humides artificielles	7,15
Réservoir de Mégy-La Motte du Caire	La Motte-Du-Caire	Zones humides artificielles	1,51
Réservoir de St Didier-Valernes	Valernes	Zones humides artificielles	0,67
Roselière du Saignon-La Motte du Caire	La Motte-Du-Caire	Zones humides artificielles	4,64
Bas-marais et sources de Coulet Moulette-Authon	Authon	Zones humides de basfonds en tête de bassin	2,5
Cariçaie et prairies humides du Laux-Curbans	Melve	Zones humides de basfonds en tête de bassin	9,18
Complexe de jonchaies des Queyrières-Authon	Authon	Zones humides de basfonds en tête de bassin	2,01
Lisière humide et cariçaie de Gautière-Bayons	Bayons	Zones humides de basfonds en tête de bassin	5,05
Prairie et saulaie des Défends – Saint-Geniez	Saint-Geniez	Zones humides de basfonds en tête de bassin	2,43
Prairies de Bois Noir-Turriers	Turriers	Zones humides de basfonds en tête de bassin	5,83
Prairies de Coulet Moulette-Authon	Authon	Zones humides de basfonds en tête de bassin	2,17
Prairies et sources de Piéguit-Bayons_Turriers	Bayons, Turriers	Zones humides de basfonds en tête de bassin	11,97
Prairies, sources et bas-marais du Col St Antoine –	Authon	Zones humides de basfonds en tête de bassin	16,28
Réserve DFCI	Valdoule	Zones humides de basfonds en tête de bassin	1,03
Source de Clarescombe	Éourres	Zones humides de basfonds en tête de bassin	2,61

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Nom de la zone humide	Commune de la CCSB	Type	Surface (ha)
Sources de Carementran-La Motte du Caire	La Motte-Du-Caire	Zones humides de basfonds en tête de bassin	2,83
Sources du Thoron-La motte du Caire	La Motte-Du-Caire	Zones humides de basfonds en tête de bassin	1,09
Sources et bas-marais du ravin de l'Etoile-Authon	Authon	Zones humides de basfonds en tête de bassin	5,49
Sources, cariçaies, prairies du ravin des Planches	Authon	Zones humides de basfonds en tête de bassin	33,38
Zone humide de Boutinés – Turriers	Turriers	Zones humides de basfonds en tête de bassin	16,21
Mare de la paillade	Le Poët	Zones humides ponctuelles	1,53
Retenue colinéaire – LAZER	Lazer	Zones humides ponctuelles	1,08

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

1.15.8 Capacités de déplacement de certaines espèces par sous-trames

Sous-trame	Nom scientifique	Nom français	Classe	Ordre	Habitats naturels	Taille du domaine vital		Capacité de dispersion	Éléments bloquant le déplacement	Besoins particuliers
						Mâle	Femelle			
Agricole	Burhinus oedicnemus (Linné, 1758)	Oedicnème criard	Oiseaux	Charadriiformes	Milieux cultivés essentiellement (cultures céréalières, vignes voire oliveraies), mais aussi prairies, pâtures rases, landes, friches, steppes, pelouses sèches, dunes et salins	Pas d'informations bibliographiques		Déplacements fonction de la période (hivernage/reproduction), de l'échelle de temps/varie selon les secteurs… Pas d'informations bibliographiques	Agriculture intensive (produits phytosanitaires), déprise agricole (fermeture des milieux), remembrement parcellaire (destruction des haies)	Milieu sec et chaud, végétation rase et clairsemée
	Lepus europaeus (Pallas, 1778)	Lièvre d'Europe	Mammifères	Lagomorphes	Milieux agricoles essentiellement cultures céréalières (blé notamment), mais aussi prairies ouvertes, pelouses, etc.	0,5 à 4 km²		1-5 km	Agriculture intensive, grandes parcelles de monoculture et uniformes, prairies de fauche (vis-à-vis des levrauts), massifs forestiers importants	Milieux ouverts, peu boisés
Aquatique	*Lutra lutra*	Loutre d'Europe	Mammifère	Mustélidé	Cours d'eau, ripisylve, berges végétalisées…	5 à 15 km de rives le long d'un cours d'eau (parfois davantage) ou de 20 à 30 km² en zone de marais. Jusqu'à deux fois plus grands pour les mâles que pour les femelles.		Plusieurs dizaines de kilomètres sur les berges. La loutre peut également se déplacer sur la terre ferme, parfois sur plusieurs kilomètres.	Ouvrages et aménagements constituant un frein à la libre circulation des individus, ou entrainant une mortalité directe par collision avec les véhicules sur le réseau routier (routes, barrages, seuils de régulation des eaux…).	Arbres au niveau des berges
	Castor fiber	Castor d'Europe	Mammifère	Castoridé	Cours d'eau, ripisylve, berges végétalisées…	Variable selon les lieux : long et étroit autour des rivières (jusqu'à 3 000 m), bien plus large autour des lacs. Dépends aussi de l'abondance de la végétation ligneuse. La densité de la population varie de 1 à 1,52 individu par km² en plaine et autour des lacs de 2,83 à 22/ha. Le long d'une rivière, une famille peut occuper 500 m de berges		Dispersion des jeunes (généralement à faible distance, car ils reviennent à la hutte natale), Dispersion des sujets de 2 ans qui quittent leur lieu de naissance (ils parcourent jusqu'à 100 km).	Ouvrages et aménagements ne lui permettant pas de circuler librement sur les berges ou dans l'eau. Le territoire du Castor étant relativement linéaire, il est particulièrement impacté par la présence de barrages ou de seuils. Les aménagements hydrauliques tels que l'endiguement et la canalisation des fleuves influencent le régime hydrologique, ce qui peut	Arbres au niveau des berges ; besoin d'eau permanente (60 cm de haut minimum), courant faible.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Sous-trame	Nom scientifique	Nom français	Classe	Ordre	Habitats naturels	Taille du domaine vital		Capacité de dispersion	Éléments bloquant le déplacement	Besoins particuliers
						Mâle	Femelle			
						(habitat riche) ou 5,5 km (habitat pauvre).			constituer un facteur limitant.	
Boisée	Capreolus capreolus (Linnæus, 1758)	Chevreuil	Mammifères	Ongulés	Forêts de feuillus majoritairement, zones bocagères	1000-3000 ha	500-2000 ha	5-10 km/jour	Infrastructures linéaires (collisions), remembrement parcellaire,	Couvert forestier à proximité
						Automne/hiver : 20 ha en forêt/100-150 ha en bocager				
	Rhinolophus hipposideros (Bechstein, 1800)	Petit Rhinolophe	Mammifères	Chiroptères	Forêts de feuillus/mixtes à proximité d'espaces bocagers (haies), voire ouverts et potentiellement traversées par des rivières	10-20 ha		10-20 km/nuit	Infrastructures linéaires (collisions).	Terriers
	Osmoderma eremita	Pique-prune	Insecte	Coléoptère	Forêts de feuillus, bocages denses abritant un nombre important de vieux feuillus sénescents et riches en troncs creux.	Inférieure à 200 m et seuls 15 % des adultes quitteraient la cavité dans laquelle s'est déroulé leur développement larvaire.			Abandon de la taille des arbres dans les zones de pâturage, élimination des arbres à cavités de tronc en forêt et en milieux agricoles	Arbres feuillus à cavité
Humide	*Coenagrion mercuriale*	Agrion de Mercure	Insecte	Odonate	Sources, ruisseaux et fossés non pollués.	Manque d'informations précises à ce sujet ; cependant il semble que les noyaux de populations peuvent se maintenir sur des petites surfaces à condition qu'une connexion existe avec d'autres noyaux (distance inférieure au kilomètre et présence d'habitats « relais » favorables).		Faible capacité de dispersion (de 50 à 300 mètres avec une distance maximale de 1,5 à 3 km).	Eutrophisation, barrières naturelles (haies) ou artificielles (zones urbaines).	Eau de bonne qualité, présence d'herbiers d'hydrophytes est essentielle à la bonne reproduction de l'espèce.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Sous-trame	Nom scientifique	Nom français	Classe	Ordre	Habitats naturels	Taille du domaine vital		Capacité de dispersion	Éléments bloquant le déplacement	Besoins particuliers
						Mâle	Femelle			
	Myotis capaccinii (Bonaparte, 1837)	Murin de Capaccini	Mammifères	Chiroptères	Rivières et cours d'eau, vastes étendues d'eau calme, ripisylves, lacs, mouilles des bras morts zones humides, bocage	Dimension du domaine vital varie d'un individu à l'autre : ~ 6 km² Nombre de territoire de chasse varie d'un individu à l'autre : de 20 mètres de linéaires jusqu'à 260 ha		~ 30 km voire 100 km (migration vers un site attractif)/nuit Espèce extrêmement mobile : les territoires d'un même individu pouvant être éloignés de plusieurs km	Activités anthropiques souterraines, mauvaise qualité de l'eau (pollutions, aménagements hydrauliques, piscicoles ou touristiques), déforestation des ripisylves, remembrement parcellaire, ensemble des milieux non aquatiques et non humides (cultures, forêts, pelouses vergers…)	Se déplace en quasi-totalité en suivant le réseau hydrographique
Ouverte	*Timon lepidus* (Daudin, 1802)	Lézard ocellé	Reptiles	Squamates/ Saurophidiens	Broussailles, dunes, garrigues, pelouses calcicoles, steppes méditerranéennes, milieux rocheux, voire vignes, oliveraies	1430— 22 100 m²	2800 – 5850 m²	250 m – 500 m/jour en été	Fermeture des milieux (boisements, enfrichements), agriculture intensive (insecticides, produits antiparasitaires), urbanisation, déprise agricole, collisions, infrastructures linéaires (collisions)	Pierres, murs, etc.
	Alectoris rufa (Linnæus, 1758)	Perdrix rouge	Oiseaux	Galliformes	Prairies rases et garrigues méditerranéennes, friches, voire également polyculture de céréales, vignes et oliveraies	~4-6 ha par individus en reproduction ~30 à 100 ha pour un groupe en hiver ~8 – 20 ha pour un groupe en reproduction		Plusieurs kilomètres/jour	Agriculture intensive (produits phytosanitaires), déprise agricole (fermeture des milieux), remembrement parcellaire (destruction des haies)	Végétation basse, buissons et haies

1.15.9 Exposition communale aux risques

N. B. Le total de risques (dernière colonne) compte le nombre de grands types de risques touchant chaque commune, qui sont : avalanche, feu de forêt, inondation, mouvement de terrain, mouvements de terrain miniers, risque industriel, rupture de barrage, séisme (niveau) et transport de marchandises dangereuses. Les risques mouvements de terrain sont en effet parfois précisés (Affaissements et effondrements liés aux cavités souterraines [hors mines], éboulement, chutes de pierres et de blocs, glissement de terrain ou tassements différentiels) ou non, et compter par grand type de risque évite les doubles comptes.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Commune	Mouvement de terrain													
	Avalanche	Feu de forêt	Inondation	Non précisé	Affaissements et effondrements liés aux cavités souterraines (hors mines)	Éboulement, chutes de pierres et de blocs	Glissement de terrain	Tassements différentiels	Mouvements de terrain miniers	Risque industriel	Rupture de barrage	Séisme (niveau)	Transport de marchandises dangereuses	Nombre de risques total (par grand type de risque)
Authon	X	X	X	X	X	X	X					4		**5**
Barret-sur-Méouge		X	X		X	X	X	X				2		**4**
Bayons	X	X	X	X	X	X	X					4		**5**
Bellaffaire		X		X	X	X	X					4		**3**
Bruis		X	X	X	X	X	X					2		**4**
Chanousse		X	X	X	X	X	X					2		**4**
Châteaufort		X	X	X	X	X	X					4		**4**
Clamensane		X	X	X	X	X	X					4		**4**
Entrepierres		X	X	X	X	X	X	X	X		X	4	X	**7**
Éourres		X	X	X	X	X	X					2		**4**
Étoile-Saint-Cyrice		X	X	X	X	X	X					2		**4**
Garde-Colombe		X	X		X	X	X	X		X		2		**5**
Faucon-du-Caire				X	X	X	X	X				3		**2**
Gigors		X		X	X	X	X					4		**3**
La Bâtie-Montsaléon		X	X	X	X	X	X			X		2		**5**
La Motte-du-Caire		X	X	X	X	X	X					3		**4**
La Piarre		X	X	X	X	X	X					2		**4**
Laborel			X	X								2		**3**
Lachau			X									2		**2**
Laragne-Montéglin		X	X		X	X	X	X				2	X	**5**
Lazer		X	X		X	X	X			X		3		**5**

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Commune	Mouvement de terrain													
	Avalanche	Feu de forêt	Inondation	Non précisé	Affaissements et effondrements liés aux cavités souterraines (hors mines)	Éboulement, chutes de pierres et de blocs	Glissement de terrain	Tassements différentiels	Mouvements de terrain miniers	Risque industriel	Rupture de barrage	Séisme (niveau)	Transport de marchandises dangereuses	Nombre de risques total (par grand type de risque)
Le Bersac		X	X	X	X	X	X	X				2		**4**
Le Caire		X	X	X	X	X	X	X				3		**4**
Le Poët		X	X		X	X	X				X	3		**5**
L'Épine		X	X	X	X	X	X	X				2		**4**
Melve		X		X	X	X	X					3		**3**
Méreuil		X	X	X	X	X	X					2		**4**
Mison		X	X	X	X	X	X				X	3	X	**6**
Monêtier-Allemont		X	X		X	X	X	X		X	X	3	X	**7**
Montclus		X	X	X	X	X	X					2		**4**
Montjay		X	X	X	X	X	X					2		**4**
Montrond		X	X	X	X	X	X					2		**4**
Moydans		X	X	X	X	X	X	X				2		**4**
Nibles		X	X	X	X	X	X					4		**4**
Nossage-et-Bénévent		X	X	X	X	X	X					2		**4**
Orpierre		X	X	X	X	X	X	X				2		**4**
Ribeyret		X	X	X	X	X	X	X				2		**4**
Val Buëch-Méouge		X	X	X	X	X	X	X		X	X	3		**6**
Rosans		X	X	X	X	X	X	X				2	X	**5**
Saint-André-de-Rosans		X	X	X	X	X	X					2		**4**
Sainte-Colombe		X	X	X	X	X	X					2		**4**
Saint-Geniez		X	X	X	X	X	X	X	X			4		**5**

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Commune	Mouvement de terrain													
	Avalanche	Feu de forêt	Inondation	Non précisé	Affaissements et effondrements liés aux cavités souterraines (hors mines)	Éboulement, chutes de pierres et de blocs	Glissement de terrain	Tassements différentiels	Mouvements de terrain miniers	Risque industriel	Rupture de barrage	Séisme (niveau)	Transport de marchandises dangereuses	Nombre de risques total (par grand type de risque)
Saint-Pierre-Avez		X	X	X	X	X	X					2		**4**
Saléon		X	X	X	X	X	X					2		**4**
Salérans		X	X	X	X	X	X					2		**4**
Savournon		X	X	X	X	X	X	X				2		**4**
Serres		X	X	X	X	X	X	X		X		2	X	**6**
Sigottier		X	X	X	X	X	X			X		2		**5**
Sigoyer		X	X	X	X	X	X				X	3		**5**
Sisteron		X	X	X	X	X	X	X		X	X	4	X	**7**
Sorbiers		X	X	X	X	X	X					2		**4**
Thèze		X	X	X	X	X	X				X	3		**5**
Trescléoux		X	X	X	X	X	X	X				2		**4**
Turriers		X		X	X	X	X					4		**3**
Upaix		X	X		X	X	X				X	3	X	**6**
Valavoire		X	X	X	X	X	X					4		**4**
Valernes		X	X	X	X	X	X				X	4		**5**
Vaumeilh		X	X	X	X	X	X				X	3		**5**
Ventavon		X	X	X	X	X	X			X	X	3	X	**7**
Villebois-les-Pins												2		**1**
Total général	**2**	**56**	**52**	**51**	**57**	**57**	**57**	**19**	**2**	**9**	**12**	**60**	**9**	**60**

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

2 ARTICULATION AVEC LES DOCUMENTS CADRES

2.1 Préambule

Conformément à l'ordonnance du 17 juin 2020 et à l'article **L141-1** du Code de l'urbanisme, le rapport de présentation du SCoT décrit l'articulation du schéma avec les documents mentionnés aux articles **L131-1 et L131-2** avec lesquels il doit être compatible ou qu'il prend en compte.

Le SCoT de la CCSB doit donc être compatible avec :

- Les règles des fascicules des Schémas d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) PACA et AuRA ;
- Le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des Eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée (2022-2027) ;
- Le Plan de gestion des risques inondation (PGRI) Rhône-Méditerranée 2022-2027 ;
- La charte du parc naturel régional des Baronnies provençales ;
- Le SAGE de la Durance, en cours d'élaboration.

Le SCoT doit prendre en compte :

- Les objectifs des SRADDET ;
- Le Schéma régional des carrières de la région PACA et celui de la Région AuRA ;
- Le programme d'équipement de l'État, des collectivités territoriales et des établissements des services publics.

Une analyse de la cohérence avec le PCAET est également réalisée.

2.2 Méthode d'analyse de l'articulation

La réflexion conduite ici vise à s'assurer que l'élaboration du SCoT a été menée en s'articulant avec les objectifs des documents de rang supérieur, notamment au regard de la préservation de l'environnement et du développement des mobilités. Elle reflète le degré de prise en compte dans le SCoT des enjeux et objectifs supra-territoriaux.

Cette analyse a complété celle réalisée lors de l'établissement de l'état initial de l'environnement. Le choix des plans et programmes à étudier s'est appuyé sur la base des articles R. 122-20 et R. 122-17 du Code de l'environnement.

2.3 Analyse de l'articulation

2.3.1 Compatibilité avec le SRADDET de la Région PACA

Les règles du SRADDET de la Région Sud sont organisées par objectif. Aussi l'analyse a pris le parti de présenter ensemble l'articulation du SCoT avec les règles en privilégiant l'analyse de la compatibilité du SCoT avec le SRADDET, et en complétant le cas échéant l'analyse avec des objectifs dépourvus de règles. Certaines règles/objectifs ne concernent pas le SCoT, du fait de la typologie du territoire ou des compétences mêmes des SCoT.

Règles/Objectifs du SRADDET	Articulation avec le SCoT (règles : compatibilité ; objectifs (prise en compte)
LD1 : Renforcer et pérenniser l'attractivité du territoire régional	
Axe 1.1 Renforcer le rayonnement du territoire régional et déployer la stratégie régionale de développement économique	

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Règles/Objectifs du SRADDET	Articulation avec le SCoT (règles : compatibilité ; objectifs (prise en compte)
O1. Conforter les portes d'entrée du territoire régional	Se reporter à l'annexe 2 relative à la justification des choix
O2. Définir et déployer une stratégie portuaire et fluviale à l'échelle régionale	Se reporter à l'annexe 2 relative à la justification des choix
O.3 L1O3a Motiver les projets de création ou de développement des espaces à vocation logistique notamment au regard de : – La cohérence du projet avec l'ensemble de la chaîne logistique et son maillage régional – Les capacités de raccordement aux modes ferroviaire, maritime, ou fluvial dans un objectif de réduction de l'impact environnemental – La contribution à la réduction de la congestion des réseaux de transport et en particulier la congestion routière périurbaine et des centres-villes	Se reporter à l'annexe 2 relative à la justification des choix
O4. Renforcer les grands pôles économiques, touristiques et culturels	Se reporter à l'annexe 2 relative à la justification des choix.
O.5 L1O5a Fixer des objectifs de densification, de réhabilitation et de modernisation des zones d'activités économiques existantes ;	Se reporter à l'annexe 2 relative à la justification des choix.
L1O5b Privilégier la requalification des zones d'activité économiques existantes à l'extension ou à la création de nouvelles zones, celles-ci étant réservées prioritairement à l'implantation d'activités productives incompatibles avec le tissu urbain	
L1O5c Organiser et optimiser l'accessibilité des zones d'activités économiques en transports en commun et en modes actifs, et/ou par un ou plusieurs modes de déplacements alternatifs à l'autosolisme	Se reporter à l'annexe 2 relative à la justification des choix.
O6. Soutenir le rayonnement du territoire en matière universitaire, de recherche et d'innovation	Se reporter à l'annexe 2 relative à la justification des choix.
O7. Consolider les liaisons avec les territoires limitrophes et renforcer l'arc méditerranéen	Se reporter à l'annexe 2 relative à la justification des choix.
O8. Conforter les projets à vocation internationale des métropoles et les projets de coopération transfrontalière	Se reporter à l'annexe 2 relative à la justification des choix.
O.9 LO9a Favoriser le maintien et le développement des activités économiques exigeant la proximité immédiate de la mer sur les espaces proches du rivage dans les conditions suivantes : 1/en anticipant les effets du changement climatique et en se prémunissant des risques littoraux, par des méthodes compatibles avec les enjeux de préservation de la biodiversité marine 2/en contribuant aux orientations stratégiques du Conservatoire du Littoral sur les 13 unités littorales de Provence-Alpes-Côte d'Azur 3/en priorisant le potentiel foncier économique situé hors secteur historique et secteurs réhabilités, ou à réhabiliter 4/en assurant le cas échéant la conciliation avec l'activité touristique du littoral	Se reporter à l'annexe 2 relative à la justification des choix.
Axe 1.2 Concilier attractivité et aménagement durable du territoire	
O.10 L1O10a S'assurer de la disponibilité de la ressource en eau à moyen et long terme dès le début du projet de planification territoriale en : – intégrant la solidarité amont/aval à l'échelle des bassins versants dans la définition des objectifs relatifs à la protection et à la gestion de l'eau	Le DOO enjoint les documents d'urbanisme locaux de « Vérifier la cohérence des projets de développement urbain au regard de la disponibilité de la ressource et des capacités d'approvisionnement locales en eau potable afin de

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Règles/Objectifs du SRADDET	Articulation avec le SCoT (règles : compatibilité ; objectifs (prise en compte)
– optimisant l'utilisation des ressources locales, avant le recours à de nouveaux investissements hydrauliques	répondre aux enjeux de gestion économe des ressources environnementales dans un contexte d'adaptation au changement climatique. Dans les secteurs qui seront identifiés sous tension pour la qualité ou la quantité en eau potable, il sera nécessaire, en complément, de conditionner l'ouverture à l'urbanisation des zones urbaines des PLU à la démonstration de la qualité et à la quantité suffisante en eau potable. La même condition sera à appliquer aux stations d'épuration qui n'auraient pas la capacité suffisante ou qui devraient être mises aux normes. »
L1O10b Intégrer une démarche de réduction de la vulnérabilité du territoire en anticipant le cumul et l'accroissement des risques naturels	Le SCoT ne traite pas ce sujet.
L1O10c Éviter et réduire l'imperméabilisation des sols en adaptant les pratiques en matière d'urbanisation	Le SCoT compte des prescriptions dans le DOO qui visent à favoriser l'infiltration des eaux pluviales.
O.11 L1O11a Définir pour les opérations d'aménagement et de construction des orientations et des objectifs : – de performance énergétique visant la neutralité des opérations, dans la logique de priorité suivante : faibles consommations énergétiques et d'énergie grise, étude des sources d'énergies renouvelables et de récupération avec priorisation et optimisation de l'autoconsommation énergétique – de préservation de la ressource en eau à l'échelle du projet et de limitation de l'imperméabilisation et du ruissellement – d'intégration des problématiques d'accueil, de préservation, de restauration de la biodiversité et de résilience au changement climatique – favorisant les formes urbaines économes en espace	L'objectif 4.3.2 du DOO définit des règles spécifiques afin d'encourager le développement des EnR. Le DOO précise que les DUL doivent définir des règles et des critères de performance énergétique pour la réduction des gaz à effet de serre dans les projets d'aménagement (renouvellement urbain, constructions neuves en densification ou zones à urbaniser), en lien avec les objectifs et stratégies définis dans le PCAET. Le SCoT compte des prescriptions dans le DOO qui visent à favoriser l'infiltration des eaux pluviales.
L1O11b Définir pour les projets de rénovation du bâti des critères de performance énergétique atteignant le niveau réglementaire BBC ou le niveau passif (dans la logique de priorité suivante : baisse des consommations énergétiques, baisse de l'énergie grise, étude des sources d'énergies renouvelables et de récupération…) et études environnementales (recours aux éco matériaux, traitement des eaux pluviales…) dans le respect de la qualité patrimoniale et architecturale du bâti	La rénovation énergétique du bâti existant fait l'objet d'un paragraphe dans l'objectif 4.1.1.
O.12 L1O12a Favoriser le développement de solutions énergétiques en réseau (réseaux de chaleur, de froid…) en privilégiant les énergies renouvelables et de récupération	Le SCot n'est pas concerné. Les documents d'urbanisme locaux et projets d'aménagement doivent privilégier le développement urbain de zones raccordées (ou raccordables) au réseau de chaleur urbain existant ou en projet.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Règles/Objectifs du SRADDET	Articulation avec le SCoT (règles : compatibilité ; objectifs (prise en compte)
L1O12b Prévoir et intégrer des dispositifs de production d'énergies renouvelables et de récupération, notamment de la chaleur fatale, dans tous les projets de création ou d'extension de zones d'activités économiques	L'objectif 4.3.2 du DOO définit des règles spécifiques afin d'encourager le développement des EnR : • Favoriser, dans les zones à urbaniser et projets d'aménagement, les systèmes mutualisés de production d'énergie et de chaleur décentralisée, soit par raccord à un réseau de chaleur existant, soit par création. Les documents d'urbanisme locaux et projets d'aménagement doivent privilégier le développement urbain de zones raccordées (ou raccordables) au réseau de chaleur urbain existant ou en projet. • Les projets photovoltaïques sont à privilégier dans les espaces urbanisés
L1O12c Prévoir et assurer la réhabilitation énergétique de 50 % du parc de logements anciens (construits avant 1975) à horizon 2050 en réalisant des réhabilitations de niveau réglementaire BBC énergétique Rénovation ou de niveau passif. L'effort en matière de réhabilitation énergétique devra également porter sur le parc d'équipements publics et bâtiments tertiaires.	Le SCoT n'est pas concerné.
O13. Faire de la biodiversité et de sa connaissance un levier de développement et d'aménagement innovant	Le PAS souhaite « identifier, protéger et renforcer les éléments de patrimoine naturel ordinaire présents notamment au sein des tissus urbanisés et participant à la mise en réseau des espaces de nature » (1.2.1 du DOO), notamment les DUL doivent « Favoriser la protection et le développement de la biodiversité (plantations, espaces verts…), tant à l'échelle des parcelles privées que des espaces publics, en lien avec la gestion économe de l'espace et la gestion des ilots de chaleur urbains ».
O.14 L1O14a Identifier et sécuriser les secteurs vulnérables des ressources stratégiques ou zones potentielles pour la recharge quantitative et qualitative des nappes phréatiques	*Le DOO prescrit de « Assurer une occupation adéquate du sol à vocation d'espaces naturels ou agricoles dans les différents périmètres de protection des captages d'eau existants (immédiat, rapproché, éloigné). »*
L1O14b Protéger les espaces stratégiques pour la ressource en eau, en particulier les aires d'alimentation de captage ne bénéficiant d'aucune protection réglementaire ou celles à l'étude	
O.15 L1O15a Sur les espaces à enjeux de continuités écologiques non couverts par un dispositif de gestion :	Les orientations 1.2.3 relatives à la TVB du Sisteronais-Buëch permettent en partie de répondre à

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Règles/Objectifs du SRADDET	Articulation avec le SCoT (règles : compatibilité ; objectifs (prise en compte)
• Définir dans les documents de planification des orientations et des objectifs favorables au maintien et à la préservation des milieux et de la biodiversité • Déployer des mesures de restauration et de remise en état optimal des continuités écologiques	ces dispositions : Les corridors et réservoirs doivent être identifiés, déclinés localement et préservés.
O.16 L1O16a Favoriser les activités, les aménagements et les équipements favorables à la gestion durable, multifonctionnelle, et dynamique de la forêt	Se reporter à l'annexe 2 relative à la justification des choix.
L1O16b Développer et soutenir les pratiques agricoles et forestières favorables aux continuités écologiques	Il s'agit donc de préserver l'activité agricole (installations et terres agricoles) et les éléments qui les favorisent, notamment en proscrivant toute urbanisation qui entrerait en concurrence avec elle (hors constructions utiles à l'activité) (1.2.2). Il est aussi question d'« autoriser l'exploitation et la gestion durable de la ressource forestière dans ces réservoirs de biodiversité [boisés] ».
O17. Préserver les identités paysagères et améliorer le cadre de vie des habitants	L'objectif 1 de l'orientation 1B « préserver les paysages » répond à cet objectif du SRADDET.
Axe 1.3 Conforter la transition environnementale et énergétique : vers une économie de la ressource	
O.18 L1O18 Prendre en compte la capacité du territoire à répondre aux enjeux d'agriculture de proximité et d'alimentation locale et définir des orientations et objectifs dédiés	Se reporter à l'annexe 2 relative à la justification des choix.
O.19 L1O19a Identifier, justifier et valoriser le potentiel de développement des énergies renouvelables et de récupération en développant les solutions de pilotage énergétique intelligent et de stockage	L'objectif 4.3.2 du DOO définit des règles spécifiques afin d'encourager le développement des EnR.
L1O19b Développer la production des énergies renouvelables et de récupération et des équipements de stockage afférents, en mettant en œuvre des mesures : En faveur de la valorisation de la biomasse, en assurant le renouvellement des forêts : • En développant les projets de méthanisation sur le territoire • En développant les chaufferies à bois locales, notamment via les réseaux de chaleur (en lien avec l'objectif 12) et la structuration de l'approvisionnement, En faveur de l'éolien offshore : • En développant l'éolien flottant offshore afin de tirer parti énergétiquement de la ressource marine régionale et de créer une filière industrielle d'excellence dans ce secteur, En faveur de l'éolien terrestre : • En développant l'éolien terrestre dans le respect de l'environnement, de la biodiversité et des critères d'intégration paysagère, En faveur du solaire : • En privilégiant les projets visant l'autoconsommation d'énergies renouvelables notamment s'agissant des projets photovoltaïques sur toiture et sur ombrière • En développant et installant des projets de parcs photovoltaïques prioritairement sur du foncier artificialisé : bâtiments délaissés, toitures et parkings, foncier des	

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Règles/Objectifs du SRADDET	Articulation avec le SCoT (règles : compatibilité ; objectifs (prise en compte)
aérodromes, friches reconnues stériles, ainsi que sur des sites et sols pollués à réhabiliter • En déployant des installations solaires thermiques et photovoltaïques dans des lieux très consommateurs d'énergie (hôpitaux, logements collectifs, piscines, etc.). En faveur de la petite hydroélectricité, • En soutenant les projets de rénovation ou création de petites centrales hydroélectriques sur canal, adduction d'eau potable et torrents, notamment dans l'espace alpin, en s'assurant du respect des continuités écologiques des cours d'eau En faveur de l'innovation • En soutenant les nouvelles filières énergies renouvelables, en particulier l'hydrogène, la récupération de chaleur (géothermie, thalassothermie, chaleurs fatales) • En soutenant les démonstrateurs, en particulier pour la méthanisation/gazéification, l'hydrogène, le solaire à condensation, les réseaux intelligents et le stockage de l'énergie	
L1O19c Pour le développement de parcs photovoltaïques, favoriser prioritairement la mobilisation de surfaces disponibles sur du foncier artificialisé, en évitant l'implantation de ces derniers sur des espaces naturels et agricoles.	Les projets photovoltaïques sont à privilégier dans les espaces urbanisés, impactés par l'activité humaine ou anciennement artificialisés.
O20. Accompagner le développement de « territoires intelligents » avec des services numériques utiles aux habitants, aux visiteurs et aux entreprises	Se reporter à l'annexe 2 relative à la justification des choix.
O.21 L1O21a Mettre en œuvre un urbanisme favorable à la santé en prenant notamment en compte : – l'environnement sonore, – la pollution atmosphérique, – les sites et sols pollués, – les rayonnements non-ionisants. En ce sens, identifier les secteurs où l'implantation de bâtiments sensibles est à éviter et préserver les secteurs peu ou pas impactés.	L'objectif 4.1.2 vise entre autres à « maîtriser l'exposition de la population aux pollutions » ainsi qu'au bruit : • Encadrer toute nouvelle urbanisation à proximité des installations industrielles et des zones d'activités économiques, en réalisant des études d'impacts et des OAP visant à réduire les nuisances et lever les contraintes liées au rapprochement des riverains sur ces sites d'activités • Proscrire le développement urbain dans les secteurs où les niveaux de pollution de l'air dépassent les normes réglementaires
O.22 L1O22a Contribuer à la mise en œuvre au niveau local du Schéma régional des Vélo routes et Voies Vertes et connecter les itinéraires à un maillage local	Se reporter à l'annexe 2 relative à la justification des choix.
L1O22b Mettre en œuvre un réseau d'infrastructures d'avitaillement pour carburants alternatifs favorisant les transports collectifs et de marchandises à faibles émissions et l'intermodalité	Se reporter à l'annexe 2 relative à la justification des choix.
O23. Faciliter tous les types de reports de la voiture individuelle vers d'autres modes plus collectifs et durables	Se reporter à l'annexe 2 relative à la justification des choix.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Règles/Objectifs du SRADDET	Articulation avec le SCoT (règles : compatibilité ; objectifs (prise en compte)
O24. Décliner des objectifs quantitatifs régionaux de prévention, recyclage et valorisation des déchets	L'objectif 4.3.3 vise à « augmenter le cycle du réemploi » (développement du compostage, espaces dédiés à la gestion des déchets, adéquation des équipements avec les besoins, etc.)
O.25 L1O25a Elaborer des stratégies de prévention et de gestion des déchets (dangereux, non dangereux non inertes ou non dangereux inertes) et prévoir les équipements afférents en cohérence avec la planification régionale	
L1O25b Orienter prioritairement les nouvelles implantations d'équipements de prévention et de gestion des déchets vers des friches industrielles ou des terrains dégradés dans le respect des principes de proximité et d'autosuffisance	
O.26 L1O26a Intégrer une stratégie territoriale en faveur de l'économie circulaire dans les Schémas de cohérence territoriale (SCoT) en cohérence avec le Plan d'Action Régional et la feuille de route nationale.	
Volet Déchet du Fascicule (règles obligatoires)	
PRPGD1 DNDNI : les installations qu'il apparait nécessaire de créer, d'adapter ou de fermer : 1) unités de tri	
PRPGD2 DNDNI : les installations qu'il apparait nécessaire de créer, d'adapter ou de fermer : 2) unités de valorisation organique	
PRPGD3 DNDNI : les installations qu'il apparait nécessaire de créer, d'adapter ou de fermer : 3) unités de valorisation énergétique	
PRPGD4 DNDNI : les installations qu'il apparait nécessaire de créer, d'adapter ou de fermer : 4) Unités de stockage des déchets non dangereux non inertes	
PRPGD5 DNDNI : les installations qu'il apparait nécessaire de créer, d'adapter ou de fermer : 5) Autres unités de gestion	
PRPGD6 Déchets inertes : a) Recyclage des déchets inertes	
PRPGD7 Déchets inertes : b) Stockage ultime	Le SCoT n'est pas concerné.
PRPGD8 Déchets dangereux : Installations qu'il apparait nécessaire de créer, d'adapter et de fermer	
PRPGD9 GESTION DES DÉCHETS EN CAS DE CATASTROPHES NATURELLES	
PRPGD10 LIMITE AUX CAPACITÉS ANNUELLES D'ÉLIMINATION PAR STOCKAGE	
2 LD : Maîtriser la consommation d'espace, renforcer les centralités et leur mise en réseau	
Axe 2.1 Structurer l'organisation du territoire en confortant les centralités	
O.27L2O27a Décliner la stratégie urbaine régionale dans l'armature locale des documents d'urbanisme et formaliser à ce titre des objectifs différenciés par niveaux de centralité et par types d'espace. Les trois niveaux de centralités : • Centralités métropolitaines : • Centres régionaux • Centres locaux et de proximité Les quatre types d'espace : – Espaces les plus métropolisés – Espaces sous influence métropolitaine – Espaces d'équilibre régional – Espaces à dominante naturelle et rurale.	Se reporter à l'annexe 2 relative à la justification des choix.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Règles/Objectifs du SRADDET	Articulation avec le SCoT (règles : compatibilité ; objectifs (prise en compte)
O28. Consolider les dynamiques des centres urbains régionaux	Se reporter à l'annexe 2 relative à la justification des choix.
O29. Soutenir les fonctions d'équilibre des centralités locales et de proximité	Se reporter à l'annexe 2 relative à la justification des choix.
O30. Mettre en réseau les centralités, consolider les relations, coopérations et réciprocités au sein des espaces et entre eux	Se reporter à l'annexe 2 relative à la justification des choix.
O31. Recentrer le développement sur les espaces les plus métropolisés	Se reporter à l'annexe 2 relative à la justification des choix.
O32. Maîtriser le développement des espaces sous influence métropolitaine	Se reporter à l'annexe 2 relative à la justification des choix.
O33. Organiser un développement équilibré des espaces d'équilibre régional	Se reporter à l'annexe 2 relative à la justification des choix.
O34. Préserver la qualité des espaces ruraux et naturels et l'accès aux services dans les centres locaux et de proximité	Se reporter à l'annexe 2 relative à la justification des choix.
O.35 L2O35a Privilégier l'intensification urbaine autour des dessertes en transports collectifs, gares et pôles d'échange en : – Quantifiant et priorisant la part du développement et du renouvellement urbain devant être programmée dans les quartiers autour des PEM identifiés comme stratégiques par la Région et opportuns par les SCOT – Fixant des objectifs de qualité urbaine, architecturale, et environnementale pour les programmes d'aménagement au sein des quartiers de gare ou de PEM	Se reporter à l'annexe 2 relative à la justification des choix.
O.36 L2O36a Prioriser l'implantation des activités commerciales, tertiaires et artisanales au sein des centres-villes et des centres de quartier, en évitant les implantations en périphérie	Se reporter à l'annexe 2 relative à la justification des choix.
L2O36b Viser un développement commercial respectant l'équilibre centre/périphérie et maitrisant la consommation d'espace et en cohérence avec les territoires limitrophes	Se reporter à l'annexe 2 relative à la justification des choix.
O.37 L2O37a Favoriser la nature en ville et développer les espaces végétalisés et paysagers par l'édiction d'orientations et d'objectifs favorables à la biodiversité en ville et à l'adaptation au changement climatique	Se reporter à l'annexe 2 relative à la justification des choix.
Axe 2.2 Mettre en cohérence l'offre de mobilité et la stratégie urbaine	
O.38 L2O38a Assurer la transmission et la mise à disposition des informations relatives aux services de transports réguliers de voyageurs	Se reporter à l'annexe 2 relative à la justification des choix.
L2O38b Garantir l'usage et le respect d'une norme d'interopérabilité commune	
O.39 L2O39a Elaborer une charte de services communs et d'exploitation pour le développement de l'intermodalité dans les PEM	
O.40 L2O40 Définir et formuler des objectifs de rabattement en transports en commun et modes actifs vers les gares ou PEM	
O41. Déployer des offres de transports en commun adaptées aux territoires, selon trois niveaux d'intensité urbaine	Se reporter à l'annexe 2 relative à la justification des choix.
O.42 L1O42 Dans le cas de PDU limitrophes, qualifier les interfaces entre les territoires et le cas échéant veiller à la mise en cohérence des services	Se reporter à l'annexe 2 relative à la justification des choix.
O43. Accompagner les dynamiques territoriales avec des offres de transport adaptées aux évolutions sociodémographiques (en cohérence avec la stratégie urbaine régionale)	Se reporter à l'annexe 2 relative à la justification des choix.
O44. Accélérer la réalisation de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur pour relancer l'offre des transports du quotidien	Se reporter à l'annexe 2 relative à la justification des choix.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Règles/Objectifs du SRADDET	Articulation avec le SCoT (règles : compatibilité ; objectifs (prise en compte)
O.45 L2O45a Prendre en compte le Schéma des Itinéraires d'Intérêt Régional (SIIR)	Se reporter à l'annexe 2 relative à la justification des choix.
O.46 L2O46a Coordonner les aménagements et les usages des projets de TCSP et de Parcs relais avec l'ensemble des modes de transport pour améliorer la performance intermodale globale	Se reporter à l'annexe 2 relative à la justification des choix.
Axe 2.3 Reconquérir la maîtrise du foncier régional et restaurer les continuités écologiques	
O.47 L2O47a Déterminer des objectifs chiffrés de consommation de l'espace[13] et de lutte contre l'étalement urbain, à l'échelle du SCOT, ou à défaut du PLU, divisant au moins par 2 le rythme de consommation des espaces agricoles, naturels et forestiers à l'horizon 2030. La cohérence avec le développement démographique du territoire est à rechercher. Cette réduction s'effectue au regard de la période des 10 dernières années précédant l'arrêt du document, ou lorsque le territoire souhaite privilégier cette option, au regard de la période de référence du SRADDET 2006-2014.	Se reporter à l'annexe 2 relative à la justification des choix.
L2O47b : Prioriser la mobilisation du foncier à l'intérieur des enveloppes urbaines[14] existantes et privilégier des extensions urbaines répondant aux critères suivants : – Urbanisation prioritairement dans le prolongement de l'urbanisation existante – Diversité et densification adaptée des formes urbaines – Qualité urbaine, architecturale et paysagère, avec une attention particulière pour les entrées de ville – Préservation des sites Natura 2000 – Évitement de l'urbanisation linéaire en bord de route	Se reporter à l'annexe 2 relative à la justification des choix.
O48. Préserver le socle naturel, agricole et paysager régional	Se reporter à l'annexe 2 relative à la justification des choix.
O.49 L2O49a Éviter l'ouverture à l'urbanisation et le déclassement des surfaces agricoles équipées à l'irrigation ou faisant l'objet d'un projet d'irrigation pour atteindre zéro perte de surfaces agricoles équipées à l'irrigation à l'horizon 2030.	Se reporter à l'annexe 2 relative à la justification des choix.
L2O49b Identifier les espaces agricoles à enjeux et à potentiel sur la base d'un ou des critères suivants : – Potentiel agronomique ou valeur économique – Potentiel d'agriculture urbaine et périurbaine – Cultures identitaires – Productions labellisées – Espaces pastoraux Et favoriser la mise en place des dispositifs de protection réglementaire à une échelle intercommunale	Se reporter à l'annexe 2 relative à la justification des choix.

[13] La consommation d'espace s'entend comme la mutation d'un espace à dominante agricole ou naturelle en un espace accueillant de l'habitat, des activités, des infrastructures, des équipements, publics ou privés, y compris les équipements de loisirs et sportifs, et quel que soit le zonage initial dans le document d'urbanisme en vigueur. Le bilan de la consommation foncière est établi selon les outils définis par le maitre d'ouvrage du SCOT.

[14] L'enveloppe urbaine, autrement dit les « espaces bâtis », englobe un ensemble de parcelles bâties reliées entre elles par une certaine continuité. Elle peut incorporer en son sein certaines enclaves, composées de parcelles non bâties (parkings, équipements sportifs, terrains vagues, etc.). Cette enveloppe exclut en principe les zones d'habitat diffus. À cet égard, les parcelles libres destinées à l'urbanisation qui se situent en dehors de l'enveloppe sont considérées comme des espaces d'extension et non de densification/mutation de l'enveloppe urbaine. En cas de discontinuité du bâti et/ou de l'existence de plusieurs centralités, l'enveloppe urbaine peut, dans une commune donnée, être composée de plusieurs secteurs distincts.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Règles/Objectifs du SRADDET	Articulation avec le SCoT (règles : compatibilité ; objectifs (prise en compte)
O.50 L2O50a Identifier et préciser à une échelle appropriée les continuités écologiques (réservoirs de biodiversité et corridors) en s'appuyant sur la Trame Verte et Bleue régionale en cohérence avec les territoires voisins et transfrontaliers	Le DOO inscrit de « Protéger les corridors écologiques identifiés sur la carte de la trame verte et bleue du présent document, en adaptant le périmètre des corridors aux enjeux écologiques locaux de leur préservation. Intégrer dans tout travaux, aménagement, construction les besoins en déplacement des espèces et permettre le maintien des fonctions écologiques du corridor concerné. Dans le cadre de l'élaboration et de la révision des documents d'urbanisme locaux, traduire les corridors de la TVB dans les plans de zonage. L'objectif 1.2.3 vise entre autres à identifier les sous-trames des milieux ouverts et semi-ouverts, des espaces boisés, des espaces agricoles et des milieux humides et aquatiques.
L2O50b Identifier les sous-trames présentes sur le territoire et justifier leur prise en compte pour transcrire les objectifs régionaux de préservation et de remise en état des continuités écologiques et mettre en œuvre des actions adaptées. Cette règle s'applique notamment aux : – Sous-trame forestière ; – Sous-trame des milieux semi-ouverts ; – Sous-trame des milieux ouverts ; – Continuités écologiques aquatiques : zones humides et eaux courantes ; – Sous-trame du littoral.	
L2O50c Restaurer les fonctionnalités naturelles des cours d'eau et des zones humides	Dans l'objectif 1.2.3, il est question de « Restaurer ou préserver les espaces de bon fonctionnement en encadrant la constructibilité dans ces zones ».
L2O50d Améliorer la transparence des infrastructures linéaires au regard de la fonctionnalité écologique, en particulier dans les 19 secteurs prioritaires identifiés	Le SCoT ne se positionne pas sur ce sujet.
O51. Assurer les liaisons écologiques au sein du territoire régional et avec les régions voisines	Le DOO recommande de « Mener une réflexion avec les territoires voisins pour la préservation des corridors écologiques interterritoriaux ».
LD3 : Conjuguer égalité et diversité pour des territoires solidaires et accueillants	
Axe 3.1 Cultiver les atouts, compenser les faiblesses, réaliser le potentiel économique et humain de tous les territoires	
O.52 L3O52 Contribuer à l'ambition démographique régionale en priorisant l'accueil de la croissance démographique dans les 3 niveaux de centralité définis par le SRADDET, en cohérence avec les objectifs démographiques par espace : – Espace provençal : 200 000 habitants supplémentaires en 2030 et 450 000 habitants supplémentaires en 2050, calculé sur la base d'un taux de référence de 0,5 % ;	Se reporter à l'annexe 2 relative à la justification des choix.
O53. Faire rayonner les projets métropolitains et promouvoir leurs retombées pour l'ensemble des territoires de la région	Se reporter à l'annexe 2 relative à la justification des choix.
O54. Renforcer un modèle de développement rural régional exemplaire à l'échelle nationale	Se reporter à l'annexe 2 relative à la justification des choix.
O55. Structurer les campagnes urbaines et veiller à un développement harmonieux des territoires sous pression	Se reporter à l'annexe 2 relative à la justification des choix.
O56. Accélérer le désenclavement physique et numérique des territoires, en particulier alpins	Se reporter à l'annexe 2 relative à la justification des choix.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Règles/Objectifs du SRADDET	Articulation avec le SCoT (règles : compatibilité ; objectifs (prise en compte)
O57. Promouvoir la mise en tourisme des territoires	Se reporter à l'annexe 2 relative à la justification des choix.
O58. Soutenir l'économie de proximité	Se reporter à l'annexe 2 relative à la justification des choix.
Axe 3.2 Soutenir les territoires et les populations pour une meilleure qualité de vie	
O.59 L3O59a Consacrer au minimum 50 % de la production totale de logements à une offre de logements abordables à destination des jeunes et des actifs. Cette production sera localisée en priorité dans les trois niveaux de centralités et réalisée prioritairement par le renouvellement urbain et la réhabilitation. La production totale de logements visée ici concerne les résidences principales, et inclut production neuve et réhabilitation. L'offre de logements abordables inclut : accession sociale à la propriété, locatif intermédiaire, logements locatifs sociaux neufs ou en acquisition-amélioration, logements réhabilités conventionnés, logements-foyer, logement saisonnier dans les stations touristiques…	Se reporter à l'annexe 2 relative à la justification des choix.
O60. Rénover le parc de logements existant, massifier la rénovation énergétique des logements et revitaliser les quartiers dégradés	Se reporter à l'annexe 2 relative à la justification des choix.
O61. Promouvoir la mixité sociale et intergénérationnelle, la prise en compte des jeunes et des nouveaux besoins liés au vieillissement de la population	Se reporter à l'annexe 2 relative à la justification des choix.
O62. Conforter la cohésion sociale	Se reporter à l'annexe 2 relative à la justification des choix.
O63. Faciliter l'accès aux services	Se reporter à l'annexe 2 relative à la justification des choix.
O64. Déployer les potentialités des établissements de formation	Se reporter à l'annexe 2 relative à la justification des choix.
Axe 3.3 Développer échanges et réciprocités entre territoires	
O65. Refonder le pacte territorial de l'eau, de l'énergie et des solidarités environnementales pour donner à chaque territoire les capacités de son développement	Se reporter à l'annexe 2 relative à la justification des choix.
O.66 L3O66a Organiser un dialogue permanent entre les AOMD	Se reporter à l'annexe 2 relative à la justification des choix.
O67. Consolider l'ingénierie de la connaissance territoriale pour renforcer la mise en capacité des territoires	Se reporter à l'annexe 2 relative à la justification des choix.
O.68 L3O68a Etablir de nouveaux équilibres économiques pour le financement des infrastructures et des services de transport et assurer leur conformité avec la stratégie régionale de chef de file de l'intermodalité	Se reporter à l'annexe 2 relative à la justification des choix.

2.3.2 Compatibilité avec le SRADDET de la Région AuRA

Le SRADDET d'Auvergne-Rhône-Alpes a été approuvé en avril 2020.

Règle	Détail de la règle	Articulation du SCoT
Règle n° 1 – Règle générale sur la subsidiarité SRADDET/SCoT	Dans une volonté de subsidiarité permettant de prendre en compte les spécificités locales, les SCoT, ou à défaut les PLU(i), les chartes de PNR et tous les documents devant s'inscrire en compatibilité avec le fascicule des règles, devront décliner opérationnellement à l'échelle de leur périmètre, et	Se reporter à l'annexe 2 relative à la justification des choix.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Règle	Détail de la règle	Articulation du SCoT
	en cohérence avec ceux voisins, l'ensemble des objectifs du SRADDET. Cette déclinaison, qualitative et quantitative, ciblera notamment la limitation de la consommation d'espaces, le développement de surfaces commerciales et de zones d'activités et logistiques, ainsi que la production de logements.	
Règle n° 2 – Renforcement de l'armature territoriale	Les SCoT, ou à défaut les PLU(i), doivent renforcer, sur leur territoire, les différents niveaux de polarités et leurs fonctions de centralité : accessibilité et desserte en transports, services et équipements, développement économique, pôle de formation, commerces, gestion économe du foncier, etc. Ce travail doit être réalisé et justifié en coordination, cohérence et complémentarité avec les démarches de projet voisines/les territoires limitrophes, à différentes échelles, et en prenant en compte l'armature de transport régional.	Se reporter à l'annexe 2 relative à la justification des choix.
Règle n° 3 – Objectif de production de logements et cohérence avec l'armature définie dans les SCoT	Les objectifs de production de logements définis dans les documents de planification et d'urbanisme (SCoT, PLU[i], PCAET, etc.) doivent être définis et justifiés en cohérence avec les niveaux de polarité (par exemple ceux de l'armature définie dans les SCoT), et avec les besoins tendanciels observés sur le territoire et les territoires voisins en matière de : projection démographique (taux de croissance envisagé), offre de transports, localisation des zones d'emplois, changements de modes de vie, parcours résidentiels, préservation du foncier et ressources disponibles, etc. Par ailleurs, ces objectifs devront être justifiés et phasés dans le temps, et leur mise en œuvre devra être déclinée sur différents axes : prioritairement la réhabilitation des logements dégradés (copropriété privée et publique, monopropriété) et le traitement de l'habitat indigne, puis la lutte contre la vacance, et enfin la production de logements neufs.	Se reporter à l'annexe 2 relative à la justification des choix.
Règle n° 4 – Gestion économe et approche intégrée de la ressource foncière	Pour participer à la réduction de la consommation foncière à l'échelle régionale, les SCoT, ou à défaut les PLU(i), et les chartes de PNR le cas échéant, doivent donner la priorité à la limitation de la consommation d'espace quel que soit l'usage (économique, logistique, habitat, services, équipements, commerces, etc.). Pour se faire, il conviendra de : Élaborer une approche innovante des cycles du foncier, par une gestion intégrée (habitat, économie, agriculture, biodiversité, etc.) et à visée opérationnelle. Cette approche pourra faire l'objet de stratégies foncières déclinées à terme en plans d'action foncière à l'échelle des EPCI, dans le cadre de démarches multi partenariales. Mobiliser prioritairement, avant tout projet d'extension ou de création, les opportunités existant à l'intérieur des enveloppes bâties et aménagées, en privilégiant le renouvellement urbain, notamment par la densification du tissu existant, le réinvestissement des dents creuses et du bâti vacant, les réhabilitations, les	

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Règle	Détail de la règle	Articulation du SCoT
	changements d'usage et de destination, la mutualisation d'équipements (par exemple stationnement, stockage, restauration, etc.) et la requalification des friches (démolition/reconstruction). À défaut, des éléments de justification devront être produits. Orienter le développement dans les limites urbaines existantes et les secteurs les mieux desservis, avant toute extension ou création. À défaut, ces dernières se feront en continuité urbaine et seront conditionnées à la définition d'objectifs de qualité urbaine, architecturale, paysagère et naturelle, ainsi que de densité.	
Règle n° 5 – Densification et optimisation du foncier économique existant	Pour participer à la réduction de la consommation foncière à l'échelle régionale, les SCoT ou, à défaut les PLU(i) doivent prioriser, avant toute création ou extension de zones d'activité économique, y compris logistiques, la densification et l'optimisation des zones d'activités existantes, en cohérence avec les opportunités de complémentarités entre territoires limitrophes, et cela afin de favoriser les synergies d'entreprises et le développement de services mutualisés dans une logique de redynamisation d'ensemble. Par ailleurs, les SCoT, ou à défaut les PLU(i), et les chartes de PNR le cas échéant, doivent dimensionner, phaser, motiver et encadrer les projets de création et d'extension de zones d'activité, et tenir compte : · de l'économie foncière (densification, renouvellement, etc.) ; · de l'insertion paysagère et architecturale en cohérence avec l'objectif global de densification ; · de la qualité environnementale et de la préservation des continuités écologiques ; · de l'intégration des problématiques de production d'énergies renouvelables et de réduction de consommation d'énergie ; · des possibilités de desserte en transport en commun et en modes actifs (piéton, vélos, etc.), de covoiturage, de parkings mutualisés ; · des connexions au réseau d'infrastructures (routières, ferroviaires, fluviales, plateformes de transbordement) qui devront avoir la capacité d'absorber les trafics générés ; · de l'intégration prioritaire des activités n'engendrant pas de nuisances dans les secteurs déjà bâtis afin de développer une mixité des fonctions. Enfin, dans le cadre de projets de création et d'extension de zones d'activité, il faudra : · Encourager la réalisation de PDU/plans de mobilité. · Prévoir les aménagements nécessaires (pistes cyclables, cheminements piétons, stationnement sécurisé et à l'abri, éclairage, etc.) et veiller à la mise en place de dispositifs d'animation, d'information et de conseil en mobilité, afin de favoriser l'usage de modes	

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Règle	Détail de la règle	Articulation du SCoT
	alternatifs à la voiture individuelle et la mutualisation des services (navettes communes, ratio de places de parking dédiées au covoiturage, service télématique favorisant ce covoiturage, parc de vélos partagés, etc.). · Prévoir les aménagements afin de faciliter la collecte sélective des déchets.	
Règle n° 6 – Encadrement de l'urbanisme commercial	Les SCoT, ou à défaut les PLU(i), et les chartes de PNR le cas échéant, doivent contribuer (notamment via l'élaboration de DAAC pour les SCoT qui n'en auraient pas) à éviter les nouvelles implantations commerciales diffuses, et enrayer la multiplication des surfaces commerciales (y compris les petites unités en entrée de ville) en : · priorisant les implantations nouvelles dans les centres-villes et centres bourgs, et les zones existantes et déjà dédiées aux commerces, et en limitant la mutation de fonciers dédiés à l'activité économique/productive vers du foncier à vocation commerciale, notamment hors tissu urbain dense ; · inscrivant les nouvelles implantations de surfaces importantes dans un projet urbain mixte qui ne nuisent pas au bon fonctionnement d'un pôle urbain limitrophe ; · travaillant sur les complémentarités entre territoires limitrophes ; · priorisant le renouvellement et l'extension à toute nouvelle création. Par ailleurs, les projets de création et d'extension de surfaces commerciales devront être motivés et encadrés : · au regard de leur cohérence avec la typologie de la demande existante et de sa dynamique d'évolution sur le territoire ; · au regard de leur cohérence avec l'offre commerciale existante, notamment dans les centralités urbaines (objectif de maintien d'un maillage commercial de proximité) et des possibilités de densification/requalification des zones et polarités commerciales existantes ; · au regard de la desserte en transport actuelle et prévue ; · au regard de leur impact environnemental, notamment de la préservation des continuités écologiques identifiées au titre de la trame verte et bleue ; · en fixant des conditions d'implantation des commerces selon leur localisation ; · en fixant des objectifs en termes de qualité urbaine, d'optimisation et de desserte des zones commerciales (exemple : définition préalable d'un projet d'aménagement d'ensemble, amélioration de l'accessibilité tous modes, amélioration de la qualité architecturale et de l'intégration paysagère, réduction de l'impact environnemental, utilisation économe de l'espace, etc.) ; · en prévoyant les aménagements afin de faciliter la collecte sélective des déchets.	Se reporter à l'annexe 2 relative à la justification des choix.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Règle	Détail de la règle	Articulation du SCoT
Règle n° 7 – Préservation du foncier agricole	Afin de favoriser la protection du foncier agricole, tout en articulant au mieux les enjeux agricoles et forestiers avec ceux de préservation de la biodiversité, il convient pour les SCoT, ou à défaut les PLU(i), et les chartes de PNR le cas échéant, de : Définir et identifier de manière partagée les dynamiques agricoles du territoire, les espaces agricoles et forestiers stratégiques du point de vue de la production agricole, de la qualité agronomique des sols, des paysages remarquables et de la biodiversité. Identifier en parallèle les secteurs de déprise à l'origine des friches agricoles. Mettre en œuvre les mesures nécessaires à la structuration et la préservation des espaces agricoles et forestiers stratégiques sous pression foncière, tout en rendant possibles les activités indispensables à leur fonctionnement. Définir les modalités d'implantation des unités de transformation, de logement des exploitants, et de développement de la pluriactivité.	Se reporter à l'annexe 2 relative à la justification des choix.
Règle n° 8 – Préservation de la ressource en eau	Afin de préserver la ressource en eau, et dans un contexte d'adaptation au changement, climatique, les acteurs concernés, en fonction de leur niveau de compétences, doivent : Démontrer l'adéquation de leur projet de développement territorial avec la ressource en eau disponible actuelle et future de leur territoire (sur la base de scénarios plausibles). La réflexion doit notamment prendre en compte : Le bon fonctionnement des milieux aquatiques, notamment le respect de débits minimums biologiques dans les cours d'eau ; Les besoins agricoles, en incluant des ouvrages de régulation de cette ressource (retenues collinaires par exemple). Démontrer que leur projet de développement territorial ne compromet pas la préservation de la qualité des ressources en eau stratégiques (souterraines ou superficielles) identifiées dans les SDAGE ou plus localement dans les SAGE pour les principaux usages actuels et futurs, notamment l'alimentation en eau potable. S'assurer de l'adéquation de leur projet de développement territorial avec les capacités des réseaux d'assainissement et de distribution de l'eau. S'assurer, en amont de tous projets d'aménagement, de la protection à long terme des zones de ressources stratégiques en eau potable actuelles et futures, notamment en : – préconisant pour les zones d'alimentation (impluvium ou bassin versant) de ces ressources stratégiques, la limitation de l'urbanisation, et garantir leur préservation vis-à-vis des	Le DOO enjoint les documents d'urbanisme locaux de « Vérifier la cohérence des projets de développement urbain au regard de la disponibilité de la ressource et des capacités d'approvisionnement locales en eau potable afin de répondre aux enjeux de gestion économe des ressources environnementales dans un contexte d'adaptation au changement climatique. Dans les secteurs qui seront identifiés sous tension pour la qualité ou la quantité en eau potable, il sera nécessaire, en complément, de conditionner l'ouverture à l'urbanisation des zones urbaines des PLU à la démonstration de la qualité et à la quantité suffisante en eau potable. La même condition sera à appliquer aux STEP (Station d'Épuration) qui n'auraient pas la capacité suffisante ou qui devraient être mises aux normes. » Le SCoT ne traite pas des ressources stratégiques identifiées dans le SDAGE.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Règle	Détail de la règle	Articulation du SCoT
	pollutions domestiques et industrielles et des pratiques agricoles non compatibles ; – préconisant pour les territoires les plus vulnérables, notamment ceux identifiés en déséquilibre quantitatif dans le cadre des SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion de la ressource en Eau) ou plus localement dans les SAGE (Schéma d'Aménagement et de Gestion de la ressource en Eau), des mesures visant à favoriser : les économies d'eau, les limitations des prélèvements en fonction de la ressource disponible et plans de gestion de la ressource en eau élaborés à l'échelle des bassins versants concernés.	
Règle n° 9 – Développement des projets à enjeux structurants pour le développement régional	Afin de permettre la réalisation ou le développement de projets qualifiés par le SRADDET de structurant pour le développement régional, les SCoT, ou à défaut les PLU(i), et les chartes de PNR le cas échéant, devront : Faire évoluer ou adapter les règles de planification et d'urbanisme pour rendre possible la réalisation des projets telle que définie par la Région. Et/ou réserver et préserver les fonciers stratégiques nécessaires à la réalisation des projets. Ces projets structurants sont de plusieurs natures. En premier lieu, cela concerne des projets majeurs à vocation économique ou touristique : (…) La création et la mise en service des itinéraires de véloroute-voies vertes d'intérêt national et régional. En deuxième lieu, il s'agit de projets d'infrastructures de transports majeures : Les accès français au tunnel transfrontalier du Lyon-Turin. Les infrastructures et équipements de transport programmés dans le cadre des Contrats de Plan État-Région (CPER), du Contrat de Plan Interrégional État Région (CPIER) « Plan Rhône », et de la stratégie nationale portuaire. Les sites permettant le transbordement des marchandises de la route vers le fer et le fleuve par les différentes techniques d'intermodalité mobilisables (combiné, autoroute ferroviaire, etc.). Enfin, il s'agit de faciliter l'exercice des compétences régionales : La création ou le développement de lycées. La création ou le développement de gares routières de compétence régionale.	Se reporter à l'annexe 2 relative à la justification des choix.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Règle	Détail de la règle	Articulation du SCoT
	La création d'infrastructures de transports dédiées à la circulation de transports collectifs d'intérêt régional.	
Règle n° 10 : Objectif de réduction de la vulnérabilité du territoire	Améliorer la résilience du territoire face aux risques naturels et au changement climatique en privilégiant les principes d'aménagement exemplaire et innovant qui permettent de faire reculer la vulnérabilité du territoire. Les différents dispositifs de prévention des risques naturels prendront utilement en compte les principes d'aménagement réduisant l'artificialisation et l'imperméabilisation des sols et soutiendront l'agriculture périurbaine, facteur de résilience pour les territoires. Car celle-ci contribue en effet : · à la gestion des inondations : les terres agricoles périurbaines constituent d'excellentes zones d'épandage des crues ; de même que la rétention des eaux pluviales et d'inondation permet la réalimentation des nappes phréatiques.	Le SCoT compte des prescriptions dans le DOO qui visent à favoriser l'infiltration des eaux pluviales.
Règle n° 10 bis – Coordination et cohérence des services de transport à l'échelle des bassins de mobilité	Les autorités organisatrices de la mobilité ou des transports (AO) se concertent, en associant les collectivités territoriales et les principaux acteurs de la mobilité, afin de définir le périmètre d'un bassin de mobilité selon les principes définis ci-après.	Se reporter à l'annexe 2 relative à la justification des choix.
	L'ensemble des bassins de mobilité du territoire régional seront définis au plus tard 3 ans après la date d'approbation du SRADDET. Ils pourront faire l'objet d'actualisation.	
	Les AO précisent ensemble les modalités de coordination opérationnelle à mettre en œuvre à cette échelle pour garantir la cohérence des services de transports et de mobilité tous modes, à minima concernant les sujets suivants : complémentarité et correspondance des offres et des services (horaires, connexions physiques, etc.), information et tarification multimodales, pôles d'échanges multimodaux, cohérence des documents de planification des déplacements et/ou de la mobilité limitrophes.	Se reporter à l'annexe 2 relative à la justification des choix.
Règle n° 11 – Cohérence des documents de planification des déplacements ou de la mobilité à l'échelle d'un ressort territorial, au sein d'un même bassin de mobilité	Toute élaboration ou révision d'un document de planification des déplacements ou de la mobilité à l'échelle d'un ressort territorial doit rechercher la cohérence avec les orientations avec les documents de planifications similaires produits par les autres autorités organisatrices (autorités organisatrices) du même bassin, à minima sur les aspects suivants : pôles d'échanges, information multimodale, tarification combinée, continuité des infrastructures, analyse de la mobilité (voyageurs et marchandises) et de ses évolutions prospectives.	Se reporter à l'annexe 2 relative à la justification des choix.
Règle n° 12 – Contribution à une information multimodale voyageurs fiable et réactive et en temps réel	Les autorités organisatrices contribuent à développer une information multimodale voyageurs fiable et réactive, en produisant, gérant et diffusant une information si possible en temps réel sur les offres de mobilité qui relèvent de leurs compétences, et intégrable par le système d'information	Se reporter à l'annexe 2 relative à la justification des choix.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Règle	Détail de la règle	Articulation du SCoT
	multimodal régional. Elles contribuent par ailleurs à la collecte des informations disponibles sur les offres de mobilité privées sur leur ressort territorial.	
Règle n° 13 – Interopérabilité des supports de distribution des titres de transport	Les autorités organisatrices s'efforcent de rendre interopérables les systèmes et supports de distribution de titres de transport mis en œuvre sur leur ressort territorial, en conformité avec les prescriptions régionales en la matière, afin de proposer des tarifications multimodales.	
Règle n° 14 – Identification du Réseau routier d'Intérêt régional	Les gestionnaires d'infrastructures routières doivent prendre en compte, pour l'exploitation du réseau dont ils ont la compétence, la définition du réseau routier d'intérêt régional (RRIR) répondant aux orientations définies par l'objectif 5.2 du rapport d'objectifs. Le Réseau routier d'Intérêt régional correspond aux axes et voiries déterminées par les éléments ci-dessous : Les tronçons d'axes et voiries du réseau national inclus dans le périmètre territoire régional et illustrés par la carte ci-après ; Les tronçons d'axes et voiries des réseaux départementaux identifiés par le tableau descriptif des voiries concernées et illustrés par la carte ci-après ; Les tronçons d'axes et voiries des réseaux métropolitains identifiés par le tableau descriptif des voiries concernées et illustrés par la carte ci-après. La liste de ces voiries et axes est actualisée en tant que de besoin.	Se reporter à l'annexe 2 relative à la justification des choix.
Règle n° 15 – Coordination pour l'aménagement et l'accès aux pôles d'échanges d'intérêt régional	Au sein de chaque bassin de mobilité, les collectivités territoriales, leurs groupements et les autres acteurs concernés se réunissent de façon régulière pour définir ou suivre les aménagements nécessaires à la création ou à l'évolution des pôles d'échanges multimodaux d'intérêt régional répondant aux fonctionnalités définies par l'objectif 5.3 du rapport d'objectifs.	Se reporter à l'annexe 2 relative à la justification des choix.
Règle n° 16 – Préservation du foncier des pôles d'échanges d'intérêt régional	Les SCoT, ou à défaut les PLU(i), veillent à identifier et réserver le foncier nécessaire à l'évolution des équipements et au développement des pôles d'échanges d'intérêt régional.	Se reporter à l'annexe 2 relative à la justification des choix.
Règle n° 17 – Cohérence des équipements des Pôles d'échanges d'intérêt régional	Les SCoT et à défaut les PLU(i), et les collectivités concernées, intègrent les mesures nécessaires pour assurer la cohérence des niveaux d'équipements au sein des pôles d'échanges d'intérêt régional concernant la gestion des correspondances (notamment : consignes ou remises, P+R, dépose-minute, jalonnement) des services voyageurs (notamment : accessibilité PMR, confort, information, distribution, sécurité, sureté), et des services dédiés aux opérateurs de mobilité (notamment : quais, bornes d'avitaillement, zone de régulation, zone de repos, atelier technique).	Se reporter à l'annexe 2 relative à la justification des choix.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Règle	Détail de la règle	Articulation du SCoT
Règle n° 18 – Préservation du foncier embranché fer et/ou bord à voie d'eau pour la logistique et le transport de marchandises	Les territoires, via leurs documents de planification et d'urbanisme, et en partenariat avec les gestionnaires d'infrastructures et d'équipements multimodaux, identifient des sites à enjeux urbains et périurbains et réservent du foncier embranché fer et/ou bord à voie d'eau pour de la logistique et du transport de marchandises utilisant ces modes.	Se reporter à l'annexe 2 relative à la justification des choix.
Règle n° 19 – Intégration des fonctions logistiques aux opérations d'aménagements et de projets immobiliers	Les SCoT, ou à défaut les PLU(i), identifient les mesures nécessaires à l'intégration des fonctions logistiques lors de la conception des opérations d'aménagement et de projets immobiliers.	Se reporter à l'annexe 2 relative à la justification des choix.
Règle n° 20 – Cohérence des politiques de stationnement aux abords des pôles d'échanges	Les SCoT, et à défaut les PLU(i), ou les PDU lorsqu'ils existent, et les collectivités concernées, devront respectivement identifier et mettre en œuvre les mesures nécessaires à la cohérence des politiques de stationnement (parcs relais P+R, etc.) des collectivités aux abords des pôles d'échanges, à minima à l'échelle d'un axe de transport comportant une ou des offres de mobilité structurantes. Ces mesures feront l'objet d'un accord de l'(ou des) autorité(s) organisatrice(s) de l'(ou des) offre(s) de mobilité structurante(s) sur l'axe concerné.	Se reporter à l'annexe 2 relative à la justification des choix.
Règle n° 21 – Cohérence des règles de circulation des véhicules de livraison dans les bassins de vie	Les autorités organisatrices engagent, à l'occasion de la révision ou de l'élaboration de leurs documents de planification des déplacements ou de la mobilité, une réflexion concertée, si nécessaire avec la Région, pour la mise en cohérence des règles de stationnement et de circulation des véhicules de livraison avec les plans des déplacements urbains inclus dans le même bassin de vie.	Se reporter à l'annexe 2 relative à la justification des choix.
Règle n° 22 – Préservation des emprises des voies ferrées et priorité de réemploi à des fins de transports collectifs	Les SCOT, ou à défaut les PLU(i), et les PDU, doivent permettre la préservation de l'emprise des infrastructures de transport ferré désaffectées en vue d'un réemploi à des fins de transports collectifs de voyageurs ou de marchandises et, à défaut, permettre le développement de modes de circulations en mobilités douces ou de nouveaux services de mobilité.	Se reporter à l'annexe 2 relative à la justification des choix.
Règle n° 23 – Performance énergétique des projets d'aménagements	Les SCoT, et à défaut les PLU(i), devront faire respecter des objectifs performanciels en matière d'énergie pour tous les projets d'aménagements, neufs ou en requalification : · Recherche de neutralité carbone. · Optimisation de l'accessibilité par des transports moins carbonés. · Réflexion sur la morphologie urbaine : compacité des bâtiments, potentiel de mise en place de réseaux de chaleur, gestion de l'eau et de la biodiversité (lutte contre les ilots de chaleur). · Utilisation de matériaux à faible énergie grise.	L'objectif 4.3.2 du DOO définit des règles spécifiques afin d'encourager le développement des EnR : • Favoriser, dans les zones à urbaniser et projets d'aménagement, les systèmes mutualisés de production d'énergie et de chaleur décentralisée, soit par raccord à un réseau de chaleur existant, soit par création. Les documents d'urbanisme locaux et projets d'aménagement doivent privilégier le développement urbain de zones raccordées
Règle n° 24 – Neutralité carbone	Les SCoT, et à défaut les PLU(i), les PCAET et chartes de PNR, devront viser une trajectoire neutralité carbone en soutenant le développement des énergies renouvelables sur le territoire régional et la lutte des contre les émissions de GES :	

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Règle	Détail de la règle	Articulation du SCoT
	· Identifier et mettre en place pour chaque projet d'aménagement, le potentiel de production en énergie renouvelable (en particulier à base d'énergie solaire produite en toiture) et les modalités de diminution des émissions de GES, et le mettre en place de façon systématique sauf impossibilité. · Faciliter l'implantation d'installations de production d'énergies renouvelables dans les nouveaux projets d'aménagement hors requalification. · Permettre par des réseaux de transports adaptés la production d'énergie électrique décentralisée : renforcement des réseaux et surdimensionnement des capacités dans tous les nouveaux projets.	(ou raccordables) au réseau de chaleur urbain existant ou en projet. • Les projets photovoltaïques sont à privilégier dans les espaces urbanisés
Règle n° 25 – Performance énergétique des bâtiments neufs	Les SCoT, et à défaut les PLU(i), les PCAET et les chartes de PNR, devront inciter dans leurs outils réglementaires de construire des bâtiments neufs à des niveaux ambitieux de performance énergétique selon le référentiel E+/C- bâtiment à énergie positive (type E4) et faible émission de carbone (niveau C2). Les bâtiments publics devront être particulièrement exemplaires.	Le DOO précise que les DUL doivent définir des règles et des critères de performance énergétique pour la réduction des gaz à effet de serre dans les projets d'aménagement (renouvellement urbain, constructions neuves en densification ou zones à urbaniser), en lien avec les objectifs et stratégies définis dans le PCAET.
Règle n° 26 – Rénovation énergétique des bâtiments	Les SCoT, et à défaut les PLU(i), les PCAET et les chartes de PNR, devront inciter dans leurs outils réglementaires de réduire les consommations d'énergie dans les bâtiments par la réalisation de travaux de rénovation énergétique à des niveaux type BBC rénovation.	
Règle n° 27 – Développement des réseaux énergétiques	Les SCoT, et à défaut les PLU(i), les PCAET et les chartes de PNR, devront prévoir que le développement de l'urbanisation se fasse en cohérence avec l'existence ou les projets de réseaux énergétiques (de chaleur ou de froid) en privilégiant les énergies renouvelables et de récupération pour leur alimentation.	Les documents d'urbanisme locaux et projets d'aménagement doivent privilégier le développement urbain de zones raccordées (ou raccordables) au réseau de chaleur urbain existant ou en projet.
Règle n° 28 – Production d'énergie renouvelable dans les ZAE	Les SCoT, et à défaut les PLU(i), devront conditionner les ouvertures de projets de création ou d'extension de zones d'activités économiques à l'intégration de dispositifs de production d'énergie renouvelable (électrique et/ou thermique) ou de récupération de l'énergie fatale.	Le SCoT permet et accompagne, mais ne conditionne pas les extensions.
Règle n° 29 – Développement des ENR	Les SCoT, et à défaut les PLU(i), les PCAET et les chartes de PNR, devront prévoir dans leurs outils réglementaires les potentiels et les objectifs de production d'énergie renouvelable et de récupération permettant de contribuer à l'atteinte du mix énergétique régional. La priorité est donnée au développement des filières Bois énergie, méthanisation et photovoltaïque.	L'objectif 4.3.2 du DOO définit des règles spécifiques afin d'encourager le développement des EnR.
	Ils devront prévoir de développer en cohérence la production d'énergie renouvelable et les équipements de pilotage énergétique intelligent et de stockage. Les sites de production d'énergie renouvelable devront prendre en compte la préservation de la trame verte et bleue, l'impact sur les paysages et leur implantation sera conditionnée à une intégration paysagère et naturelle harmonieuse.	

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Règle	Détail de la règle	Articulation du SCoT
Règle n° 30 – Développement maitrisé de l'énergie éolienne	Au regard des impacts paysagers et sur la biodiversité, il s'agit de maîtriser le développement des parcs éoliens. Pour se faire, les SCoT, et à défaut les PLU(i), les PCAET, et les chartes de PNR, devront tenir compte, pour l'implantation des nouveaux parcs éoliens (en distinguant installations industrielles et domestiques), des contraintes liées à la protection des paysages et de la biodiversité (notamment au sein des composantes la trame verte et bleue). Les demandes d'implantations seront transmises au préfet, avec l'avis favorable de toutes les collectivités impactées.	Le SCoT ne mentionne pas l'éolien.
Règle n° 31 – Diminution des GES	Les SCoT, et à défaut les PLU(i), doivent favoriser la diminution des émissions de Gaz à Effet de Serre (GES), et la préservation/développement des puits de captation du carbone, notamment par la préservation et l'entretien des prairies et des espaces forestiers. Les territoires devront également démontrer que les mesures qu'ils envisagent de prendre permettront de contribuer à l'atteinte des objectifs.	En favorisant la production d'EnR, les mobilités alternatives à la voiture individuelle, etc. le SCoT devrait permettre de réduire les émissions du transport et du bâti.
Règle n° 32 – Diminution des émissions de polluants dans l'atmosphère	De manière à améliorer durablement la qualité de l'air sur leur territoire, les documents de planification et d'urbanisme, les chartes des PNR et les Plans Climat-Air-Energie territoriaux (PCAET), définissent les dispositions permettant de réduire les émissions des principaux polluants atmosphériques (visés dans le sous-objectif 1.5.1.) du rapport d'objectifs issues des déplacements (marchandises et voyageurs), du bâti résidentiel et d'activités, mais également des activités économiques, agricoles et industrielles présentes sur leur territoire. Les territoires devront prioriser la réduction des émissions pour répondre de façon proportionnée aux niveaux d'altération de la qualité de l'air et d'exposition de la population constatée dans leur état des lieux de la pollution atmosphérique.	En favorisant la production d'EnR, les mobilités alternatives à la voiture individuelle, etc. le SCoT pourrait permettre de réduire les émissions du transport et du bâti.
Règle n° 33 – Réduction de l'exposition de la population aux polluants atmosphériques	De manière à limiter l'exposition des populations sensibles (enfants, personnes âgées ou fragilisées) à la pollution atmosphérique, les documents de planification et d'urbanisme, les chartes des PNR et les Plans Climat-Air-Energie territoriaux (PCAET) prévoient des dispositions visant à prioriser l'implantation de bâtiments accueillant ces publics hors des zones les plus polluées. Ils devront privilégier l'implantation d'immeubles d'activités (bureaux, petites entreprises, etc.) plutôt que des logements dans les zones très exposées. À défaut, des mesures contribuant à réduire la pollution atmosphérique environnante devront être mises en œuvre (par exemple, circulation réservée aux véhicules peu polluants, révision du plan de circulation, création de zones de trafic apaisée, etc.).	L'objectif 4.1.2 vise entre autres à « maîtriser l'exposition de la population aux pollutions » : • Encadrer toute nouvelle urbanisation à proximité des installations industrielles et des zones d'activités économiques, en réalisant des études d'impacts et des OAP visant à réduire les nuisances et lever les contraintes liées au rapprochement des riverains sur ces sites d'activités • Proscrire le développement urbain dans les secteurs où les niveaux de pollution de l'air dépassent les normes réglementaires

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Règle	Détail de la règle	Articulation du SCoT
Règle n° 34 – Développement de la mobilité hydrogène	Dans un marché de la mobilité H2/hydrogène émergent, afin de maintenir un équilibre économique pérenne autour d'une station de distribution et/ou de production d'énergie (ou d'une station multi énergies) permettant une mobilité décarbonée efficace sur le territoire d'Auvergne-Rhône-Alpes, les documents de planification et d'urbanisme devront prévoir un zonage permettant de respecter une zone de chalandise dans laquelle il ne sera pas possible d'installer une nouvelle station à énergie décarbonée. Cette zone de chalandise, propre à chaque station, dépendra de la densité de population et d'une distance minimum.	Le DOO recommande aux documents d'urbanisme locaux de « Faciliter le déploiement de bornes d'avitaillement (électricité, gaz, hydrogène…) pour les différents moyens de transports ».
Règle n° 35 – Préservation des continuités écologiques	Les SCoT, ou à défaut les PLU(i), et les chartes de PNR, doivent identifier les continuités écologiques locales à l'échelle de leur territoire sur la base de la trame verte et bleue régionale du SRADDET. Ils doivent garantir leur préservation par l'application de leurs outils réglementaires et cartographiques, et éviter toute urbanisation dans les sites Natura 2000 afin de ne pas remettre en cause l'état de conservation des habitats et espèces ayant servi à la désignation des sites.	Les orientations 1.2.3 relatives à la TVB du Sisteronais-Buëch permettent en partie de répondre à ces dispositions : les corridors et réservoirs doivent être identifiés, déclinés localement et préservés. Sont identifiés les réservoirs réglementaires : • Des espaces naturels sensibles, créés et gérés par le département des Alpes-de-Haute-Provence et des Hautes Alpes ; • Les arrêtés préfectoraux de protection de biotope ; • Les réserves naturelles nationales et régionales ; • Les périmètres NATURA 2000 ; • Les ZNIEFF de type 1 ; • L'inventaire de zones humides ; • Le réseau hydrographique Les réservoirs complémentaires sont également à identifier et préserver.
Règle n° 36 – Préservation des réservoirs de biodiversité	Les SCoT, ou à défaut les PLU(i), et les chartes de PNR, doivent identifier à l'échelle de leur territoire les réservoirs de biodiversité sur la base de la trame verte et bleue du SRADDET et des investigations complémentaires qu'ils réalisent. Ils affirment la vocation des réservoirs à être préservés de toute atteinte pouvant remettre en cause leur fonctionnalité écologique. Ils garantissent cette préservation dans l'application de leurs outils réglementaires et cartographiques.	
Règle n° 37 – Identification et préservation des corridors écologiques	Les SCoT, ou à défaut les PLU(i), et les chartes de PNR, doivent identifier à leur échelle les corridors écologiques du territoire, sur la base de la trame verte et bleue du SRADDET et des investigations complémentaires qu'ils réalisent. Ils préconisent leur préservation ou leur restauration selon leur fonctionnalité. Ils doivent identifier les corridors les plus menacés et prendre les mesures pour les préserver de toute atteinte à leur fonctionnalité écologique en fixant notamment des limites précises à l'urbanisation.	Le DOO inscrit de « Protéger les corridors écologiques identifiés sur la carte de la trame verte et bleue du présent document, en adaptant le périmètre des corridors aux enjeux écologiques locaux de leur préservation. Intégrer dans tout travaux, aménagement, construction les besoins en déplacement des espèces et permettre le maintien des fonctions écologiques du corridor concerné. Dans le cadre de l'élaboration et de la révision des documents d'urbanisme locaux, traduire les

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Règle	Détail de la règle	Articulation du SCoT
		corridors de la TVB dans les plans de zonage.
Règle n° 38 – Préservation de la trame bleue	Les SCoT, ou à défaut les PLU(i), doivent identifier, à l'échelle de leur territoire, la trame bleue sur la base de la trame régionale du SRADDET, en complément des investigations locales qu'ils réalisent. Ils doivent s'assurer de sa préservation ou de sa restauration selon sa fonctionnalité. Ils identifient notamment : · les cours d'eau issus de la trame bleue du SRADDET, leurs espaces de mobilité et leurs espaces de bon fonctionnement ou à défaut un espace tampon de part et d'autre du cours d'eau ; · des cours d'eau complémentaires en bon état écologique, notamment de petits cours d'eau de têtes de bassin versant, en fonction des connaissances locales ; · les zones humides identifiées dans les inventaires départementaux ou locaux.	L'objectif 1.2.3 vise à préserver la trame verte et bleue (dont les lacs, cours d'eau et zones humides), en évitant au maximum l'urbanisation dans ces milieux ou à proximité.
Règle n° 39 – Préservation des milieux agricoles et forestiers supports de biodiversité	Les SCoT, ou à défaut les PLU(i), identifient sur leur territoire les secteurs à vocation agricole et forestière supports de biodiversité et garants du bon fonctionnement territorial, notamment : · les forêts anciennes et à enjeu écologique ; · le maillage bocager et les linéaires de haies ; · les zones agropastorales, estives et alpages ; · les prairies naturelles ; · les coteaux thermophiles et les pelouses sèches ; · les zones de maraîchage proches des centres urbains. Ils mobilisent les zonages spécifiques pour les protéger et préconisent une gestion durable de ces espaces.	Les réservoirs agricoles et boisés sont des réservoirs complémentaires que les DUL doivent préserver (1.2.3).
Règle n° 40 – Préservation de la biodiversité ordinaire	Les SCoT, ou à défaut les PLU(i), assurent la préservation de la biodiversité dite ordinaire et les espaces relais perméables pour la biodiversité comme un élément fondamental participant de la qualité du cadre de vie en : · limitant la consommation des espaces de nature ordinaire ; · préservant en zone périurbaine des espaces naturels et agricoles, supports de biodiversité ; · favorisant la nature en ville.	Le PAS souhaite « identifier, protéger et renforcer les éléments de patrimoine naturel ordinaire présents notamment au sein des tissus urbanisés et participant à la mise en réseau des espaces de nature » (1.2.1 du DOO), notamment les DUL doivent « Favoriser la protection et le développement de la biodiversité (plantations, espaces verts…), tant à l'échelle des parcelles privées que des espaces publics, en lien avec la gestion économe de l'espace et la gestion des ilots de chaleur urbains ».
Règle n° 41 – Amélioration de la perméabilité écologique des réseaux de transport	Les SCoT, ou à défaut les PLU(i), doivent améliorer la perméabilité écologique des réseaux de transport : Les principaux secteurs de rupture des continuités écologiques par les infrastructures de transport sont identifiés à l'échelle des documents de planification et d'urbanisme, sur la base des ruptures de continuités identifiées par le SRADDET et des investigations menées localement.	Le SCoT ne se positionne pas sur ce sujet.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Règle	Détail de la règle	Articulation du SCoT
	Des préconisations sont faites pour éviter toute nouvelle rupture des continuités écologiques locales par des infrastructures de transport dans les secteurs identifiés.	
Règle n° 42 – Respect de la hiérarchie des modes de traitement des déchets	La prévention et la gestion des déchets doivent être réalisées dans le respect de la hiérarchie des modes de traitement : 1. prévention, 2. préparation en vue du réemploi, 3. recyclage, valorisation matière, 4. valorisation énergétique, 5. élimination. Les règles propres à la prévention et à la gestion des déchets, mais aussi à l'économie circulaire, font l'objet d'un tome spécifique auquel il convient de se référer.	L'objectif 4.3.3 vise à « augmenter le cycle du réemploi » (développement du compostage, espaces dédiés à la gestion des déchets, adéquation des équipements avec les besoins, etc.)

2.3.3 Compatibilité avec le SDAGE et le PGRI Rhône-Méditerranée

Document de planification pour l'eau et les milieux aquatiques à l'échelle du bassin, le SDAGE fixe pour une période de 6 ans les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et intègre les obligations définies par la directive européenne sur l'eau, ainsi que les orientations du Grenelle de l'environnement pour un bon état des eaux d'ici 2027.

Le SDAGE définit ainsi 9 orientations fondamentales.

Orientations fondamentales	Dispositions	Articulation du SCoT
OF 0 S'adapter aux effets du changement climatique	0-01 Agir plus vite et plus fort face au changement climatique	Le PAS acte d'« Encourager les aménagements et les formes bâties qui participent à la lutte contre les ilots de chaleur dans un contexte d'adaptation au changement climatique (gestion durable de l'eau, traitement perméable des sols, revêtement à fort albédo, végétalisation…) ». La végétalisation est prévue à travers diverses prescriptions du DOO. Les conceptions devront » favoriser une approche bioclimatique », notamment dans les zones de montagne.
	0-02 Développer la prospective pour anticiper le changement climatique	
	0-03 Éclairer la décision sur le recours aux aménagements nouveaux et infrastructures pour s'adapter au changement climatique	
	0-04 Affiner la connaissance pour réduire les marges d'incertitude et proposer des mesures d'adaptation efficaces	
OF 1 Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité	1-01 Impliquer tous les acteurs concernés dans la mise en œuvre des principes qui sous-tendent une politique de prévention	Ne concerne pas les SCoT.
	1-02 Développer les analyses prospectives dans les documents de planification	
	1-03 Orienter fortement les financements publics dans le domaine de l'eau vers les politiques de prévention	
	1-04 Inscrire le principe de prévention dans la conception des projets et les outils de planification locale	

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Orientations fondamentales	Dispositions	Articulation du SCoT
	1-05 Impliquer les acteurs institutionnels du domaine de l'eau dans le développement de filières économiques privilégiant le principe de prévention	
	1-06 Systématiser la prise en compte de la prévention dans les études d'évaluation des politiques publiques	
	1-07 Prendre en compte les objectifs du SDAGE dans les programmes des organismes de recherche	
OF 2 Concrétiser la mise en œuvre du principe de non-dégradation des milieux aquatiques	2-01 Mettre en œuvre la séquence « éviter-réduire-compenser »	L'objectif 1.2.3 vise à préserver la trame verte et bleue (dont les lacs, cours d'eau et zones humides), en évitant au maximum l'urbanisation dans ces milieux ou à proximité. Dans l'objectif 4.3.1, le DOO prévoit plusieurs prescriptions visant à réduire l'impact de l'urbanisation sur la ressource en eau, à favoriser la récupération des eaux pluviales, etc.
	2-02 Évaluer et suivre les impacts des projets	Le SCoT s'accompagne d'indicateurs de suivi proposés afin d'assurer l'évaluation et le bilan.
	2-03 Contribuer à la mise en œuvre du principe de non-dégradation via les SAGE et les contrats de milieu et de bassin versant	Ne concerne pas les SCoT.
	2-04 Sensibiliser les maitres d'ouvrages en amont des procédures réglementaires sur les enjeux environnementaux à prendre en compte	Ne concerne pas les SCoT.
OF 3 Prendre en compte les enjeux sociaux et économiques des politiques de l'eau	3-01 Mobiliser les données pertinentes pour mener les analyses économiques	Ne concerne pas les SCoT.
	3-02 Prendre en compte les enjeux socioéconomiques liés à la mise en œuvre du SDAGE	
	3-03 Écouter et associer les territoires dans la construction des projets	
	3-04 Développer les analyses économiques dans les programmes et projets	
	3-05 Ajuster le système tarifaire en fonction du niveau de récupération des couts	
	3-06 Développer l'évaluation des politiques de l'eau et des outils économiques incitatifs	
	3-07 Privilégier les financements efficaces, susceptibles d'engendrer des bénéfices et d'éviter certaines dépenses	
OF 4 Renforcer la gouvernance locale de l'eau pour assurer une gestion intégrée des enjeux	4-01 Développer la concertation multiacteurs sur les bassins versants	Ne concerne pas les SCoT.
	4-02 Intégrer les priorités du SDAGE dans les SAGE et les contrats de milieux et de bassin versant	
	4-03 Intégrer les priorités du SDAGE dans les PAPI et SLGRI et améliorer leur cohérence avec les SAGE et les contrats de milieux et de bassin versant	
	4-04 Promouvoir des périmètres de SAGE et de contrats de milieux ou de bassin versant au plus proche du terrain	

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Orientations fondamentales	Dispositions	Articulation du SCoT
	4-05 Mettre en place un SAGE sur les territoires pour lesquels cela est nécessaire à l'atteinte des objectifs du SDAGE	
	4-06 Intégrer un volet mer dans les SAGE et les contrats de milieux côtiers	
	4-07 Assurer la coordination au niveau supra bassin versant	
	4-08 Assurer la gestion équilibrée des ressources en eau et la prévention des inondations par une maîtrise d'ouvrage structurée à l'échelle des bassins versants	
	4-09 Encourager la reconnaissance des syndicats de bassin versant comme EPAGE ou EPTB	
	4-10 Structurer la maîtrise d'ouvrage des services publics d'eau et d'assainissement à une échelle pertinente	
	4-11 Assurer une gestion durable des services publics d'eau et d'assainissement	
	4-12 Intégrer les enjeux du SDAGE dans les projets d'aménagement du territoire et de développement économique	
	4-13 Associer les acteurs de l'eau à l'élaboration des projets d'aménagement du territoire	
	4-14 Assurer la cohérence des financements des projets de développement territorial avec le principe de gestion équilibrée des milieux aquatiques	
	4-15 Organiser les usages maritimes en protégeant les secteurs fragiles	
OF 5A Poursuivre les efforts de lutte contre les pollutions d'origine domestique et industrielle	5A-01 Prévoir des dispositifs de réduction des pollutions garantissant l'atteinte et le maintien à long terme du bon état des eaux	Le raccordement au réseau collectif d'assainissement est obligatoire s'il existe. Afin d'économiser la ressource en eau, prévoir la maîtrise des écoulements pluviaux dans les conditions d'urbanisation des documents d'urbanisme, par des techniques douces et respectueuses des caractéristiques initiales du milieu et fondées sur la nature (aménagement de bassin de rétention à valeur écologique et paysagère, système de rétention par des noues paysagères…).
	5A-02 Pour les milieux particulièrement sensibles aux pollutions, adapter les conditions de rejet en s'appuyant sur la notion de « flux admissible »	
	5A-03 Réduire la pollution par temps de pluie en zone urbaine	
	5A-04 Éviter, réduire et compenser l'impact des nouvelles surfaces imperméabilisées	
	5A-05 Adapter les dispositifs en milieu rural en confortant les services d'assistance technique	
	5A-06 Établir et mettre en œuvre des schémas directeurs d'assainissement qui intègrent les objectifs du SDAGE	
	5A-07 Réduire les pollutions en milieu marin	
OF 5B Lutter contre l'eutrophisation des milieux aquatiques	5B-01 Anticiper pour assurer la non-dégradation des milieux aquatiques fragiles vis-à-vis des phénomènes d'eutrophisation	Ne concerne pas les SCoT.
	5B-02 Restaurer les milieux dégradés en agissant de façon coordonnée à l'échelle du bassin versant	

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Orientations fondamentales	Dispositions	Articulation du SCoT
	5B-03 Réduire les apports en phosphore et en azote dans les milieux aquatiques fragiles vis-à-vis de l'eutrophisation	
	5B-04 Engager des actions de restauration physique des milieux et d'amélioration de l'hydrologie	
OF 5C Lutter contre les pollutions par les substances dangereuses	5C-01 Décliner les objectifs de réduction nationaux des émissions de substances au niveau du bassin	Le raccordement au réseau collectif d'assainissement est obligatoire s'il existe. Vérifier la cohérence des projets de développement urbain au regard de la disponibilité de la ressource et des capacités d'approvisionnement locales en eau potable afin de répondre aux enjeux de gestion économe des ressources environnementales dans un contexte d'adaptation au changement climatique. Dans les secteurs qui seront identifiés sous tension pour la qualité ou la quantité en eau potable, il sera nécessaire, en complément, de conditionner l'ouverture à l'urbanisation des zones urbaines des PLU à la démonstration de la qualité et à la quantité suffisante en eau potable. La même condition sera à appliquer aux STEP (Station d'Epuration) qui n'auraient pas la capacité suffisante ou qui devraient être mises aux normes.
	5C-02 Développer des approches territoriales pour réduire les émissions de substances dangereuses et le niveau d'imprégnation des milieux	
	5C-03 Réduire les pollutions que concentrent les agglomérations	
	5C-04 Conforter et appliquer les règles d'une gestion précautionneuse des travaux sur les sédiments aquatiques contaminés	
	5C-05 Maîtriser et réduire l'impact des pollutions historiques	
	5C-06 Intégrer la problématique « substances dangereuses » dans le cadre des SAGE et des dispositifs contractuels	
	5C-07 Valoriser les connaissances acquises et assurer une veille scientifique sur les pollutions émergentes, pour guider l'action et évaluer les progrès accomplis	
OF 5D Lutter contre la pollution par les pesticides par des changements conséquents dans les pratiques actuelles	5D-01 Encourager les filières économiques favorisant les techniques de production pas ou peu polluantes	Ne concerne pas les SCoT.
	5D-02 Favoriser l'adoption de pratiques agricoles plus respectueuses de l'environnement en mobilisant les acteurs et outils financiers	
	5D-03 Instaurer une règlementation locale concernant l'utilisation des pesticides sur les secteurs à enjeux	
	5D-04 Engager des actions en zones non agricoles	
	5D-05 Réduire les flux de pollutions par les pesticides à la mer Méditerranée et aux milieux lagunaires	
OF 5E Évaluer, prévenir et maîtriser les risques pour la santé humaine	5E-01 Protéger les ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable	Le DOO prescrit de « Assurer une occupation adéquate du sol à vocation d'espaces naturels ou agricoles dans les différents périmètres de protection des captages d'eau existants (immédiat, rapproché, éloigné). »
	5E-02 Délimiter les aires d'alimentation des captages d'eau potable prioritaires, pollués par les nitrates ou les pesticides, et restaurer leur qualité	
	5E-03 Renforcer les actions préventives de protection des captages d'eau potable	
	5E-04 Restaurer la qualité des captages d'eau potable pollués par les nitrates par des zones d'actions renforcées	
	5E-05 Réduire les pollutions du bassin versant pour atteindre les objectifs de qualité	
	5E-06 Prévenir les risques sanitaires de pollutions accidentelles dans les territoires vulnérables	

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Orientations fondamentales	Dispositions	Articulation du SCoT
	5E-07 Porter un diagnostic sur les effets des substances sur l'environnement et la santé	
	5E-08 Réduire l'exposition des populations aux pollutions	
OF 6A Agir sur la morphologie et le décloisonnement pour préserver et restaurer les milieux aquatiques	6A-00 Préserver et restaurer les milieux aquatiques et humides avec une approche intégrée, en ciblant les solutions les plus efficaces	Plusieurs prescriptions du DOO permettent de répondre à ces dispositions du SDAGE : • Proscrire les installations photovoltaïques dans une bande inconstructible déterminée dans les documents d'urbanisme, ainsi que dans les zones d'aléas forts, afin de limiter l'impact sur les milieux aquatiques et de maintenir les capacités naturelles de rétention • Identifier et préserver les lacs, les cours d'eau et les zones humides en particulier au sein des secteurs pouvant être construits ou aménagés. • Identifier et protéger les Espaces de Bon Fonctionnement (EBF) des cours d'eau et des zones humides. Il s'agit d'un espace indispensable au maintien dans un bon état de fonctionnement d'une masse d'eau (cours d'eau et zones humides) sur le long terme : fonctions morphologiques (mobilité du cours d'eau), hydrauliques (inondabilité, connexion cours d'eau/zones humides) biologiques (support de biodiversité), biogéochimiques (rôle tampon des milieux), hydrogéologiques (relation nappe et rivière). • Restaurer ou préserver les espaces de bon fonctionnement en encadrant la constructibilité dans ces zones. • Éviter toute construction ou aménagement dégradant l'intégrité physique des zones humides, même partiellement, leur fonctionnement hydraulique naturel, la biodiversité spécifique de ces zones humides et leur connexion transversale avec le cours d'eau (espaces de bon fonctionnement). • Assortir la protection des zones humides et des cours d'eau dans les
	6A-01 Définir les espaces de bon fonctionnement des milieux aquatiques, humides, littoraux et eaux souterraines	
	6A-02 Préserver et restaurer les espaces de bon fonctionnement des milieux aquatiques	
	6A-03 Préserver les réservoirs biologiques et renforcer leur rôle à l'échelle des bassins versants	
	6A-04 Préserver et restaurer les rives de cours d'eau et plans d'eau, les forêts alluviales et ripisylves	
	6A-05 Restaurer la continuité écologique des milieux aquatiques	
	6A-06 Poursuivre la reconquête des axes de vie des poissons migrateurs et consolider le réseau de suivi des populations	
	6A-07 Mettre en œuvre une politique de gestion des sédiments	
	6A-08 Restaurer les milieux aquatiques en ciblant les actions les plus efficaces et en intégrant les dimensions économiques et sociologiques	
	6A-09 Évaluer l'impact à long terme des pressions et des actions de restauration sur l'hydromorphologie des milieux aquatiques	
	6A-10 Réduire les impacts des éclusées sur les cours d'eau pour une gestion durable des milieux et des espèces	
	6A-11 Améliorer ou développer la gestion coordonnée des ouvrages à l'échelle des bassins versants	
	6A-12 Maîtriser les impacts des nouveaux ouvrages	
	6A-13 Assurer la compatibilité des pratiques d'entretien des milieux aquatiques et d'extraction en lit majeur avec les objectifs environnementaux	
	6A-14 Maîtriser les impacts cumulés des plans d'eau	
	6A-15 Formaliser et mettre en œuvre une gestion durable des plans d'eau	
	6A-16 Mettre en œuvre une politique de préservation et de restauration du littoral et du milieu marin pour la gestion et la restauration physique des milieux	
OF 6B Préserver, restaurer et gérer les zones humides	6B-01 Préserver, restaurer, gérer les zones humides et mettre en œuvre des plans de gestion stratégique des zones humides dans les territoires pertinents	
	6B-02 Mobiliser les outils financiers, fonciers et environnementaux en faveur des zones humides	

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Orientations fondamentales	Dispositions	Articulation du SCoT
	6B-03 Préserver les zones humides en les prenant en compte dans les projets	documents d'urbanisme d'une interdiction d'affouillement et, d'exhaussement hormis ceux soumis à autorisation des services compétents et sous réserve qu'ils participent à l'entretien du site.
	6B-04 Poursuivre l'information et la sensibilisation des acteurs par la mise à disposition et le porter à connaissance	
OF 6C Intégrer la gestion des espèces de la faune et de la flore dans les politiques de gestion de l'eau	6C-01 Mettre en œuvre une gestion planifiée du patrimoine piscicole d'eau douce	Ne concerne pas les SCoT.
	6C-02 Gérer les espèces autochtones en cohérence avec l'objectif de bon état des milieux	
	6C-03 Organiser une gestion préventive et raisonnée des espèces exotiques envahissantes, adaptée à leur stade de colonisation et aux caractéristiques des milieux aquatiques et humides	
	6C-04 Préserver le milieu marin méditerranéen de l'introduction d'espèces exotiques envahissantes	
OF 7 Atteindre et préserver l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir	7-01 Élaborer et mettre en œuvre les plans de gestion de la ressource en eau	Vérifier la cohérence des projets de développement urbain au regard de la disponibilité de la ressource et des capacités d'approvisionnement locales en eau potable afin de répondre aux enjeux de gestion économe des ressources environnementales dans un contexte d'adaptation au changement climatique. Dans les secteurs qui seront identifiés sous tension pour la qualité ou la quantité en eau potable, il sera nécessaire, en complément, de conditionner l'ouverture à l'urbanisation des zones urbaines des PLU à la démonstration de la qualité et à la quantité suffisante en eau potable. Conditionner la construction de nouvelles piscines à la suffisance de la ressource en eau dans les documents d'urbanisme afin d'éviter des situations d'insuffisance ou de tension de la ressource en eau actuel ou à venir.
	7-02 Démultiplier les économies d'eau	
	7-03 Recourir à des ressources de substitution dans le cadre de projets de territoire	
	7-04 Anticiper face aux effets du changement climatique	
	7-05 Rendre compatibles les politiques d'aménagement du territoire et les usages avec la disponibilité de la ressource	
	7-06 Mieux connaitre et encadrer les prélèvements à usage domestique	
	7-07 S'assurer du retour l'équilibre quantitatif en s'appuyant sur les principaux points de confluence du bassin et les points stratégiques de référence pour les eaux superficielles et souterraines	
	7-08 Développer le pilotage des actions de résorption des déséquilibres quantitatifs à l'échelle des périmètres de gestion	
	7-09 Renforcer la concertation locale en s'appuyant sur les instances de gouvernance de l'eau	
-HMOF 8 Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des	8-01 Préserver les champs d'expansion des crues	En préservant les espaces de bon fonctionnement des cours d'eau, les zones humides notamment, le SCoT préserve les capacités du territoire à écrêter les crues. Le DOO traduit la volonté du PAS d'une gestion des eaux pluviales à la source (réduction de l'imperméabilisation). Dans l'objectif 4.1.2 sont traité les risques naturels dont les inondations :
	8-02 Rechercher la mobilisation de nouvelles capacités d'expansion des crues	
	8-03 Éviter les remblais en zones inondables	
	8-04 Limiter la création et la rehausse des ouvrages de protection aux secteurs à risque fort et présentant des enjeux importants	
	8-05 Limiter le ruissellement à la source	
	8-06 Favoriser la rétention dynamique des écoulements	

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Orientations fondamentales	Dispositions	Articulation du SCoT
milieux aquatiques	8-07 Restaurer les fonctionnalités naturelles des milieux qui permettent de réduire les crues et les submersions marines	• Dans les zones où un aléa est identifié (…), veiller à ce que les aménagements et les modes de gestion de l'espace n'aggravent pas les risques et n'en provoquent pas de nouveaux. • Assurer la cohérence des projets avec les documents réglementaires de prévention des risques. • Envisager la possibilité d'exclure les projets de développement urbain dans les zones d'aléa moyens et forts des risques connus sur le territoire. • Identifier les zones d'expansion des crues (ZEC) et les préserver en interdisant toute construction sur ces espaces
	8-08 Préserver et améliorer la gestion de l'équilibre sédimentaire	
	8-09 Gérer la ripisylve en tenant compte des incidences sur l'écoulement des crues et la qualité des milieux	
	8-10 Développer des stratégies de gestion des débits solides dans les zones exposées à des risques torrentiels	
	8-11 Identifier les territoires présentant un risque important d'érosion	
	8-12 Traiter de l'érosion littorale dans les stratégies locales exposées à un risque important d'érosion	

2.3.4 Compatibilité avec le SAGE de la Durance

Le SAGE est en cours d'élaboration et n'est pas suffisamment avancé pour permettre l'analyse de l'articulation du SCoT.

2.3.5 Compatibilité avec la Charte du PNR

La charte du PNR Sisteronnais-Büech a été approuvée le 26 janvier 2015, celui-ci comporte 3 orientations :

- Fonder l'évolution des Baronnies Provençales sur la préservation et la valorisation des différents atouts naturels et humains
- Relocaliser une économie fondée sur l'identité et la valorisation des ressources territoriales
- Concevoir un aménagement cohérent, solidaire et durable des Baronnies Provençales

Dispositions du PNR	Articulation du SCoT
Fonder l'évolution des Baronnies Provençales sur la préservation et la valorisation des différents atouts naturels et humains	
Améliorer les connaissances sur le patrimoine naturel	Le SCoT n'est pas concerné.
Préserver les milieux naturels et les espèces remarquables pour contribuer au maintien et à l'enrichissement de la biodiversité	Les orientations 1.2.3 relatives à la TVB du Sisteronais-Buëch permettent en partie de répondre à ces dispositions : • Les corridors et réservoirs doivent être identifiés, déclinés localement et préservés ; • Notamment les documents d'urbanisme locaux devront identifier et préserver durablement les réservoirs agricoles du fait de leur intérêt écologique. Ils assurent la pérennisation de l'activité agricole ayant justifié le classement de ces sites en réservoirs de biodiversité afin d'assurer la préservation optimale de leur fonctionnalité au regard des projets de développement local.
Préserver la qualité des espaces ordinaires	
Soutenir une gestion de l'espace favorable à la biodiversité et à la fonctionnalité des milieux	

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Dispositions du PNR	Articulation du SCoT
	D'autres dispositions du DOO visent à intégrer la restauration ou la préservation de la biodiversité dans les zones d'activité, les parcelles privées et agricoles, etc.
Expérimenter et innover pour conserver la lavande et les autres marqueurs territoriaux d'un paysage de senteurs et de saveurs	Le SCoT n'est pas concerné.
Favoriser des pratiques agricoles et pastorales concourant à la richesse des paysages	Le SCoT n'est pas concerné.
Connaitre la ressource et organiser durablement son usage	Le SCoT acte la préservation de la ressource en eau : elle doit être prise en compte dans l'urbanisation, à la source (vérification et adéquation des projets), lors de ses différents usages sur le territoire (récupération et valorisation des eaux pluviales, exemplarité des UTN, etc.).
Valoriser l'eau comme ressource patrimoniale	
Fédérer et innover pour garantir l'exigence d'excellence de la qualité de l'eau et des milieux aquatiques	
Relocaliser une économie fondée sur l'identité et la valorisation des ressources territoriales	
Construire et partager une connaissance des patrimoines culturels matériels	Se reporter à l'annexe 2 relative à la justification des choix.
Renouveler l'approche des patrimoines paysagers caractéristiques des Baronnies Provençales	
Partager la connaissance des patrimoines immatériels culturels associés aux usages du territoire	Se reporter à l'annexe 2 relative à la justification des choix.
Promouvoir par l'éveil des sens, une « destination nature » qui a du sens	
Faire du Parc une zone pilote de tourisme durable	Se reporter à l'annexe 2 relative à la justification des choix.
Structurer et qualifier l'offre de randonnées	
Organiser et promouvoir une pratique éco-responsable de l'escalade et du vol libre	
Adapter l'agriculture aux évolutions climatiques, sociétales et économiques	Se reporter à l'annexe 2 relative à la justification des choix.
Redonner une valeur économique au territoire forestier	Se reporter à l'annexe 2 relative à la justification des choix.
Viser l'excellence des savoir-faire pour un habitat écologiquement performant et socialement accessible	Se reporter à l'annexe 2 relative à la justification des choix.
Accueillir de nouveaux actifs en facilitant la pluriactivité, le développement du télétravail	Se reporter à l'annexe 2 relative à la justification des choix.
Concevoir un aménagement cohérent, solidaire et durable des Baronnies Provençales	
Accompagner le développement d'un urbanisme rural en maitrisant la consommation foncière	Se reporter à l'annexe 2 relative à la justification des choix.
Favoriser des projets d'aménagements cohérents et solidaires	Se reporter à l'annexe 2 relative à la justification des choix.
Expérimenter une politique du logement source de revitalisation conciliant identité architecturale et éco-construction	Se reporter à l'annexe 2 relative à la justification des choix.
Promouvoir la sobriété énergétique et s'adapter aux évolutions climatiques et énergétiques	
Concevoir et animer un développement des énergies renouvelables maitrisé et partagé par les acteurs du territoire	Se reporter à l'annexe 2 relative à la justification des choix.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Dispositions du PNR	Articulation du SCoT
Favoriser une répartition géographique et saisonnière des activités culturelles	Se reporter à l'annexe 2 relative à la justification des choix.
Conforter les acteurs culturels par le développement d'outils communs	
Soutenir des actions culturelles par et pour les jeunes	
Garantir la cohérence des politiques territoriales	
Aménager en ménageant le territoire dans le respect des patrimoines, du caractère et des potentialités du paysage	Se reporter à l'annexe 2 relative à la justification des choix.
Irriguer le territoire de services essentiels à sa vitalité et sa cohésion	Se reporter à l'annexe 2 relative à la justification des choix.

2.3.6 Prise en compte des SRC

2.3.6.1 SRC PACA

Le SRC PACA a été approuvé en 2024.

Orientations	Mesures	Pilotes	**Articulation du SCoT**
Orientation transversale : créer un observatoire des ressources minérales et développer la formation	Mesure n° 1 – Créer un observatoire des ressources minérales	DREAL	Le SCoT n'est pas concerné.
	Mesure n° 2 – Former et informer les acteurs de la planification territoriale (collectivités, État, CCI, etc.)	DREAL	Le SCoT n'est pas concerné.
	Mesure n° 3 – Former et informer les professionnels utilisateurs (entreprises du BTP, maitres d'œuvre)	DREAL	Le SCoT n'est pas concerné.
Intégrer l'approvisionnement en ressources minérales dans la planification du territoire	Mesure n° 4 – Tendre, à l'échelle des SCOT et à défaut des PLUi, vers l'autonomie en granulats communs	Collectivités	Dans un territoire à dominante rurale comme celui du Sisteronais-Buëch, les matériaux issus des carrières sont indispensables à la réalisation des projets d'aménagement, qu'il s'agisse de logements, de voiries ou d'équipements publics. Les orientations du SCoT, traduites à la fois dans le PAS et dans les prescriptions du DOO et du DAACL, s'attachent à répondre à cette nécessité en intégrant pleinement les objectifs du Schéma Régional des Carrières, en particulier ceux relatifs à l'autonomie en granulats et à la gestion durable de l'activité extractive. Le projet de SCoT identifie la filière des matériaux du sous-sol comme une filière stratégique pour le territoire. Il en reconnait la contribution à l'autonomie constructive locale (mesure 4 du SRC), et l'inscrit dans une logique d'équilibre entre la satisfaction des besoins et la préservation des ressources (mesure 5). Ce positionnement se traduit par un objectif clair : sécuriser l'approvisionnement local tout en maitrisant l'empreinte environnementale et spatiale des carrières. Les prescriptions du DOO viennent préciser ce cadre. Elles prévoient la possibilité de maintenir, de renouveler et, si nécessaire, d'étendre les carrières existantes, notamment sur les quatre sites identifiés de Ventavon, Lazer, La Bâtie-Montsaléon et Le
	Mesure n° 5 – Analyser l'équilibre production/besoin du territoire en granulats communs à l'échelle du SCOT et défaut du PLU(i), et définir les actions permettant d'atteindre l'autonomie territoriale en granulats communs	Collectivités	
	Mesure n° 6 – Définir, à l'échelle des SCOT et à défaut des PLU(i), les modalités d'approvisionnement en ressource minérale, autres que les granulats communs, afin de contribuer au maintien de l'autonomie régionale, voire nationale	Collectivités	

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Orientations	Mesures	Pilotes	**Articulation du SCoT**
			Poët. Elles encadrent également l'ouverture de nouveaux sites, en exigeant une justification argumentée du besoin, en cohérence avec la mesure 7 du SRC. Ce choix a été préféré à une relocalisation de la production hors territoire, qui aurait accru les flux de transport et dégradé le bilan environnemental global. Elles définissent les modalités d'approvisionnement en ressources minérales, autres que les granulats communs, afin de contribuer au maintien de l'autonomie régionale, voire nationale (mesure 6) et préservent l'accès aux gisements d'intérêt régional et national (mesure 9). Le SCoT n'ignore pas pour autant les impacts de cette activité : il impose des conditions d'insertion paysagère, de maîtrise des flux de camions, et de respect des masses d'eau, souterraines comme superficielles. L'approvisionnement en granulats repose aussi sur le développement des matériaux recyclés : des prescriptions encouragent l'installation de plateformes de valorisation des déchets du BTP, répondant ainsi à la mesure 14 du SRC. Enfin, la gestion de l'après carrière est anticipée : le SCoT demande des projets de réaménagement intégrant des fonctions écologiques, agricoles ou paysagères, rejoignant ainsi les mesures 55 à 59 du SRC. Le territoire ne se limite pas à extraire ; il prévoit, dès l'amont, comment restituer les sites à un usage utile et soutenable.
	Mesure n° 7 – Justifier l'opportunité d'un projet de carrière au regard des objectifs d'autonomie du territoire	Carriers	Le SCoT n'est pas concerné.
	Mesure n° 8 – Analyser toute demande d'autorisation d'exploiter une carrière en fonction des besoins identifiés dans le SRC à l'échelle territoriale de référence	DREAL	Le SCoT n'est pas concerné.
	Mesure n° 9 – Préserver, dans les documents d'urbanisme, l'accès aux gisements d'intérêt national ou régional	Collectivités	PRESCRIPTION 149 du DOO : Pérenniser les carrières existantes et préserver les gisements d'intérêt.
	Mesure n° 10 – Planifier l'approvisionnement des grands chantiers	Maitres d'ouvrages des grands chantiers	Le SCoT n'est pas concerné.
Économiser la ressource et développer le recyclage	Mesure n° 11 – Justifier les quantités à exploiter	Carriers	Le SCoT n'est pas concerné.
	Mesure n° 12 – Préciser les quantités extraites et leurs usages dans les arrêtés d'autorisation	DREAL	Le SCoT n'est pas concerné.
	Mesure n° 13 – Ajuster les extractions en matériaux pour couche de roulement au besoin régional identifié	DREAL	Le SCoT n'est pas concerné.
	Mesure n° 14 – Encourager le développement des pôles matériaux dans les documents d'urbanisme	Collectivités	L'approvisionnement en granulats repose aussi sur le développement des matériaux recyclés : des prescriptions encouragent l'installation de plateformes de valorisation

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Orientations	Mesures	Pilotes	**Articulation du SCoT**
			des déchets du BTP, répondant ainsi à la mesure 14 du SRC
	Mesure n° 15 – étudier la possibilité d'intégrer des installations de tri/recyclage dans tout projet de carrière	Carriers	Le SCoT n'est pas concerné.
	Mesure n° 16 – Réaménager les carrières avec des déchets inertes ultimes	Carriers	Le SCoT n'est pas concerné.
	Mesure n° 17 – Augmenter significativement l'usage des ressources secondaires	Maitres d'ouvrages	Le SCoT n'est pas concerné.
	Mesure n° 18 – Qualifier les matériaux in situ dans le cadre des chantiers de déconstruction et des grands travaux	Maitres d'ouvrages des grands chantiers	Le SCoT n'est pas concerné.
	Mesure n° 19 – Développer l'emploi des matériaux recyclés via les marchés publics	Maitres d'ouvrages	Le SCoT n'est pas concerné.
	Mesure n° 20 – Développer l'usage des matériaux biosourcés locaux en cohérence avec le schéma régional de la biomasse	Maitres d'ouvrages	Le SCoT n'est pas concerné.
Optimiser les transports et limiter les émissions de gaz à effet de serre et de polluants	Mesure n° 21 – Optimiser les transports routiers de matériaux dans les chantiers	Maitres d'ouvrages	Le SCoT n'est pas concerné.
	Mesure n° 22 – Optimiser les transports dans le cadre des projets de carrières	Carriers	Le SCoT n'est pas concerné.
	Mesure n° 23 – Renouveler les flottes de véhicules	MO et carriers	Le SCoT n'est pas concerné.
	Mesure n° 24 – Prendre en compte les carrières et les pôles matériaux dans le développement des stations-services multi-énergie	Collectivités	Le SCoT ne se positionne pas.
	Mesure n° 25 – Développer les transports alternatifs à la route	Carriers	Le SCoT n'est pas concerné.
	Mesure n° 26 – Développer le transport des matériaux par voies maritimes et fluviales	MO	Le SCoT n'est pas concerné.
	Mesure n° 27 – Intégrer les carrières dans les schémas de la logistique	Collectivités	Le SCoT ne se positionne pas.
	Mesure n° 28 – Développer les transports alternatifs au sein des carrières	Carriers	Le SCoT n'est pas concerné.
Préserver les enjeux du territoire	Mesure n° 29 – Prendre en compte les enjeux environnementaux dans le développement des projets de carrières	CT, carriers	Le SCoT n'est pas concerné.
	Mesure n° 30 – Tenir compte des secteurs de continuité écologique pour la planification des carrières	CT, carriers	Le SCoT n'est pas concerné.
	Mesure n° 31 – Prendre en compte les chartes de PNR dans le développement des carrières	CT, carriers	Le SCoT n'est pas concerné.
	Mesure n° 32 – Consulter les PNR sur tout projet concernant leur territoire	DREAL	Le SCoT n'est pas concerné.
	Mesure n° 33 – Prendre en compte, en privilégiant l'évitement, les zones de sauvegarde de la ressource en eau pour le développement des carrières	CT, carriers	Le SCoT n'est pas concerné.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Orientations	Mesures	Pilotes	**Articulation du SCoT**
	Mesure n° 34 – Prendre en compte les périmètres de protection des captages dans le développement des carrières	CT, carriers	Le SCoT n'est pas concerné.
	Mesure n° 35 – Prendre en compte, en privilégiant l'évitement, les zones agricoles pour le développement des carrières	CT, carriers	Le SCoT n'est pas concerné.
	Mesure n° 36 – Préserver le cadre de vie dans la planification des carrières	Collectivités	Le SCoT n'est pas concerné.
	Mesure n° 37 – Préserver le cadre de vie dans les projets de carrières	Carriers	Le SCoT n'est pas concerné.
	Mesure n° 38 – S'assurer de la bonne mise en œuvre de la séquence ERC	DREAL	Le SCoT n'est pas concerné.
	Mesure n° 39 – Inscrire les mesures ERCas dans l'arrêté d'autorisation environnementale	DREAL	Le SCoT n'est pas concerné.
	Mesure n° 40 – Analyser les effets du projet de carrière sur les fonctionnalités écologiques	Carriers	Le SCoT n'est pas concerné.
	Mesure n° 41 – Démontrer et assurer l'absence d'impact du projet de carrière sur les zones de sauvegarde de la ressource en eau	Carriers	Le SCoT n'est pas concerné.
	Mesure n° 42 – Démontrer l'absence d'impact du projet de carrière sur la préservation des captages d'eau potable	Carriers	Le SCoT n'est pas concerné.
	Mesure n° 43 – Analyser les effets du projet de carrière sur les milieux aquatiques et les masses d'eau, et les minimiser afin de garantir une absence de dégradation des masses d'eau	Carriers	Le SCoT n'est pas concerné.
	Mesure n° 44 – Réaliser une étude paysagère pour tout projet de carrière	Carriers	Le SCoT n'est pas concerné.
	Mesure n° 45 – Intégrer la préservation et la valorisation du patrimoine géologique dans les projets de carrière	Carriers	Le SCoT n'est pas concerné.
	Mesure n° 46 – Analyser les effets du projet de carrière sur l'agriculture et la sylviculture et les minimiser	Carriers	Le SCoT n'est pas concerné.
	Mesure n° 47 – Prendre en compte les risques naturels dans les projets de carrières	Carriers	Le SCoT n'est pas concerné.
Prendre en compte l'environnement dans l'exploitation des carrières – Réhabiliter les sites	Mesure n° 48 – Contrôler les exploitations de carrière	DREAL	Le SCoT n'est pas concerné.
	Mesure n° 49 – Mettre en œuvre la charte environnement de l'UNICEM	Carriers	Le SCoT n'est pas concerné.
	Mesure n° 50 – Intégrer la biodiversité dans l'exploitation des carrières	Carriers	Le SCoT n'est pas concerné.
	Mesure n° 51 – Minimiser l'usage de l'eau dans l'exploitation des carrières et limiter les impacts des écoulements	Carriers	Le SCoT n'est pas concerné.
	Mesure n° 52 – Minimiser les impacts sur les exploitations agricoles	Carriers	Le SCoT n'est pas concerné.
	Mesure n° 53 – Gérer durablement les forêts sur les sites d'exploitation	Carriers	Le SCoT n'est pas concerné.
	Mesure n° 54 – Gérer l'exploitation en préservant le cadre de vie des riverains	Carriers	Le SCoT n'est pas concerné.
	Mesure n° 55 – Définir un projet de remise en état de la carrière en lien avec les enjeux du territoire et apportant une	Carriers, CT	Le SCoT n'est pas concerné.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Orientations	Mesures	Pilotes	**Articulation du SCoT**
	plus-value environnementale à l'état initial du site		
	Mesure n° 56 – Réaménager la carrière au fil de son exploitation	Carriers	Le SCoT n'est pas concerné.
	Mesure n° 57 – Assurer l'information du comité de suivi de la carrière	Carriers	Le SCoT n'est pas concerné.
	Mesure n° 58 – Pour les sites de carrières faisant l'objet d'un remblaiement, assurer la compatibilité du remblaiement avec la préservation de la ressource en eau et des enjeux liés à l'eau	Carriers	Le SCoT n'est pas concerné.
	Mesure n° 59 – Contrôler les conditions de remblaiement des carrières en zone à enjeu pour la ressource en eau	DREAL	Le SCoT n'est pas concerné.

2.3.6.2 SRC AuRA

En Auvergne-Rhône-Alpes, le Schéma régional des carrières a été approuvé le 8 décembre 2021 par arrêté préfectoral. Ces documents déploient une réflexion prospective des besoins sur 12 ans et détaillent les orientations régionales de gestion durable des matières minérales. Les conditions générales d'implantation des carrières y sont alors définies. Les demandes d'autorisation de projet de carrières doivent être compatibles avec les dispositions du SRC.

Le SRC Auvergne-Rhône-Alpes fixe 10 orientations pour la gestion durable des granulats et des matériaux de carrières. Elles résultent d'une concertation entre les professionnels (l'UNICEM notamment), les acteurs de la protection de la nature et les services de l'État.

Orientations	Mesures	Articulation du SCoT
I Limiter le recours aux ressources minérales primaires.	I.1 Promouvoir des projets peu consommateurs en matériaux	À travers son PAS, la CSB souhaite « Faire connaitre et favoriser les bonnes pratiques de réhabilitation et de construction (écoconception, bâtiments à basse consommation, matériaux locaux, biosourcés et recyclés…) auprès des propriétaires et des professionnels ».
	I.2 Renforcer l'offre de recyclage en carrières	Le SCoT n'est pas concerné.
	I.3 Maintenir et favoriser les implantations de regroupement, tri, transit et recyclage des matériaux et déchets valorisables s'insérant dans une logistique de proximité des bassins de consommation	Orientation 4.3.3 : « Réserver des espaces susceptibles d'accueillir des nouveaux sites ou l'extension des sites existants identifiés par la CCSB pouvant remplir les fonctions de réemploi et de valorisation des déchets » et « Favoriser la gestion des déchets inertes, notamment issus des chantiers, par des plateformes dédiées, permettant un réemploi par de futurs chantiers »
	I.4 Optimiser l'exploitation des gisements primaires	Le SCoT n'est pas concerné.
II Privilégier le renouvellement et/ou l'extension des carrières autorisées sous réserve des orientations VI, VII et X du schéma		Orientation 2.1.2 : « Envisager prioritairement le renouvellement et les extensions des sites de production existants »
III Préserver la possibilité d'accéder aux gisements dits « de report » et de les		Orientation 2.1.2 : « Créer des zones spécifiques au sein des zonages réglementaires dédiées à l'exploitation et au développement des carrières identifiées par le Schéma Départemental des Carrières (SRC). »

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Orientations	Mesures	Articulation du SCoT
exploiter hors zones de sensibilité majeure (voir orientation VII) hors alluvions récentes (voir orientation X) hors gisements d'intérêt national ou régional (traités à l'orientation XII)		
IV Approvisionner les territoires dans une logique de proximité		Le SCoT n'est pas concerné.
V Respecter un socle commun d'exigences régionales dans la conception des projets, leur exploitation et leur remise en état		Le SCoT n'est pas concerné.
VI Ne pas exploiter les gisements en zone de sensibilité rédhibitoire		Le SCoT n'est pas concerné.
VII Éviter d'exploiter les gisements de granulats en zone de sensibilité majeure, sauf dans les cas ci-dessous	VII.1 Selon la situation d'approvisionnement du territoire, le renouvellement, l'extension et la création de carrières sont interdits ou limités en zones d'enjeux majeurs	Le SCoT n'est pas concerné.
	VII.2 Gestion potentielle des effets cumulés	Le SCoT n'est pas concerné.
VIII Remettre en état les carrières dans l'objectif de ne pas augmenter l'artificialisation nette des sols		Le SCoT n'est pas concerné.
IX Prendre en compte les enjeux agricoles dans les projets		Le SCoT n'est pas concerné.
X Préserver les intérêts liés à la ressource en eau	X.1 Compatibilité des projets avec le SDAGE et les SAGE	Le SCoT n'est pas concerné.
	X.2 Éviter et réduire l'exploitation d'alluvions récentes	Le SCoT n'est pas concerné.
	X.3 Cas particulier dans les départements de l'Allier, du Puy-de-Dôme et de la Haute-Loire.	Le SCoT n'est pas concerné.
XI Inscrire dans la durée et la gouvernance locale la restitution des sites au milieu naturel	XI.1 Expérimenter et promouvoir les dispositifs permettant d'inscrire dans la durée la restitution au milieu naturel	Le SCoT n'est pas concerné.
	XI.2 Expérimenter un cadre d'autorisation permettant des options de remise en état concertées au fil du temps	Le SCoT n'est pas concerné.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Orientations	Mesures	Articulation du SCoT
XII Permettre l'accès effectif aux gisements d'intérêt nationaux et régionaux		Orientation 2.1.2 : « Pérenniser les carrières existantes et préserver les gisements d'intérêt. »

2.3.7 Cohérence avec le PCAET

Le PCAET de la CCSB a été approuvé en 2024.

Objectifs opérationnels	Actions	Cohérence avec le SCoT
1.1- Inciter à la réduction des consommations d'énergie dans l'habitat **1.2- Inciter à la réduction des consommations d'énergie dans le tertiaire** **1.3- Informer les professionnels du bâtiment sur les pratiques en faveur de la transition écologique** **1.4- Inciter à l'utilisation de matériaux biosourcés en construction et rénovation** **1.5- Inciter à la rénovation de l'habitat**	Sensibiliser à la réduction des consommations d'énergie dans l'habitat Sensibiliser les entreprises aux économies d'énergies Informer les professionnels du bâtiment sur les pratiques en faveur de la transition écologique Communiquer sur la construction et rénovation en matériaux biosourcés Favoriser l'accompagnement à la rénovation énergétique Permettre aux communes de réaliser une thermographie Lutter contre la précarité énergétique Réaliser une OPAH	Le SCoT n'est pas concerné, ces actions visant la sensibilisation ou la communication notamment. La rénovation énergétique du bâti existant fait l'objet d'un paragraphe dans l'objectif 4.1.1.
2.1 - Favoriser le développement d'énergie citoyenne (particuliers et collectivités) **2.2- Développer le photovoltaïque en toiture** **2.3- Développer les autres énergies renouvelables** **2.4- Développer la filière bois énergie**	Développer les projets photovoltaïques publics et/ou citoyens Communiquer sur le photovoltaïque en toiture Communiquer sur les énergies renouvelables : thermiques solaires, géothermie, hydroélectricité, méthanisation Favoriser l'installation de dispositifs de chauffage au bois	L'objectif 4.3.2 du DOO définit des règles spécifiques afin d'encourager le développement des EnR, notamment « Les projets photovoltaïques sont à privilégier dans les espaces urbanisés ».
3.1- Soutenir et développer les déplacements moins carbonés **3.2- Trouver des alternatives à la voiture individuelle**	Appuyer le développement et la communication sur les bornes de recharge de véhicules électriques Décarboner les véhicules de la CCSB Communiquer et informer sur des déplacements moins carbonés Développer le covoiturage	Le DOO recommande aux documents d'urbanisme locaux de « Faciliter le déploiement de bornes d'avitaillement (électricité, gaz, hydrogène…) pour les différents moyens de transports ». Le DOO inscrit de « Faire évoluer les mobilités du territoire en

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Objectifs opérationnels	Actions	Cohérence avec le SCoT
3.3- Développer les déplacements « actifs » (marche, vélo…)	Favoriser les téléservices Favoriser l'utilisation des transports en commun Soutenir la création de commerces/services ambulants Encourager le développement des déplacements à vélo Encourager l'utilisation du vélo électrique Donner un accès au territoire avec un mode de transport doux Valoriser la mobilité active	privilégiant l'intermodalité pour relier les bassins de vie et les secteurs d'emplois » (dont analyse des besoins de stationnement pour le covoiturage et les vélos).
4.1- Préserver la ressource en eau **4.2- Œuvrer pour une gestion durable de la forêt et des espaces naturels sensibles** **4.3- Tendre vers un modèle agricole plus respectueux de l'environnement** **4.4- Lutter contre les risques naturels (incendie, inondation…)**	Définir un projet de territoire sur la gestion de la ressource en eau Préserver les zones humides (élaboration d'un plan de gestion stratégique) Mener des actions d'éducation à la nature Connaitre la disponibilité des ressources en eau potable et limiter les pertes en eau sur les réseaux AEP Proposer un accompagnement aux gestionnaires d'irrigation (ASA…) Valoriser la réutilisation des Eaux Réaliser une charte forestière et mettre en œuvre son plan d'action Créer une trame de vieux boisements Lutter contre la pollution lumineuse Définir une stratégie de connaissance et de préservation de la biodiversité à l'échelle de la CCSB Contribuer au fonctionnement de la Réserve Naturelle Régionale (RNR) des Baronnies orientales Coordonner la mise en place d'espaces test agricoles Inciter à l'amendement des sols par déchets verts locaux Sensibiliser le monde agricole Sensibiliser à l'application de la règlementation en vigueur en matière d'écobuage et de brulage des déchets verts Mettre en œuvre la GEMAPI Systématiser l'infiltration des eaux pluviales in situ et encourager les communes à le pratiquer	Le DOO enjoint les documents d'urbanisme locaux de « Vérifier la cohérence des projets de développement urbain au regard de la disponibilité de la ressource et des capacités d'approvisionnement locales en eau potable afin de répondre aux enjeux de gestion économe des ressources environnementales dans un contexte d'adaptation au changement climatique. Dans les secteurs qui seront identifiés sous tension pour la qualité ou la quantité en eau potable, il sera nécessaire, en complément, de conditionner l'ouverture à l'urbanisation des zones urbaines des PLU à la démonstration de la qualité et à la quantité suffisante en eau potable. La même condition sera à appliquer aux STEP (Station d'Epuration) qui n'auraient pas la capacité suffisante ou qui devraient être mises aux normes. » Les zones humides sont inclues dans les réservoirs de la TVB et sont protégées. Dans l'objectif 4.1.2 sont traité les risques naturels dont les inondations : • Dans les zones où un aléa est identifié (…), veiller à ce que les et les modes de gestion de l'espace n'aggravent pas les

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Objectifs opérationnels	Actions	Cohérence avec le SCoT
	Sensibiliser au risque incendie	risques aménagements et n'en provoquent pas de nouveaux. • Assurer la cohérence des projets avec les documents réglementaires de prévention des risques. • Envisager la possibilité d'exclure les projets de développement urbain dans les zones d'aléa moyens et forts des risques connus sur le territoire. • Identifier les zones d'expansion des crues (ZEC) et les préserver en interdisant toute construction sur ces espaces
5.1- Développer les circuits courts entre agriculture et alimentation **5.2- Développer la filière bois énergie et construction locale** **5.3- Promouvoir toutes les filières locales** **5.4- Favoriser le tourisme « éco-responsable » sur le territoire**	Mettre en œuvre « Les racines de nos cantines » Collaborer avec les Projets Alimentaires Territoriaux (PAT) locaux Communiquer sur les marchés de producteurs et les bonnes pratiques Valoriser les constructions en bois local Réfléchir sur la réalisation d'une unité de production de bois plaquette et/ou pellet Mener une démarche : Territoire EIT (écologie industrielle et territoriale) Soutenir les initiatives locales Réfléchir sur l'aménagement des gorges de la Méouge Communiquer avec les hébergeurs et offices du tourisme Encourager la randonnée « bas carbone »	En lien avec la valorisation des savoirs-faire de la CCSB, notamment en matière de construction, privilégier des démarches innovantes dans les nouvelles opérations à vocation résidentielle, mixte ou économique (écoquartiers, approche environnementale de l'urbanisme, valorisation des circuits courts pour les matériaux issus de la filière bois locale…).
6.1- Réduire la production de déchets **6.2- Travailler sur une commande publique éco-responsable** **6.3- Maîtriser la consommation d'énergie interne de la CCSB** **6.4- Réaliser, Inciter, accompagner des projets éco-exemplaires**	Réduire les déchets Travailler à la valorisation des biodéchets Œuvrer pour une commande publique « écoresponsable » Analyser le fonctionnement de la CCSB par le prisme écologique Réduire les consommations de flux (énergie/eau) de l'intercommunalité Sensibiliser les agents de la CCSB	L'objectif 4.3.3 vise à « augmenter le cycle du réemploi » (développement du compostage, espaces dédiés à la gestion des déchets, adéquation des équipements avec les besoins, etc.).

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Objectifs opérationnels	Actions	Cohérence avec le SCoT
	Réaliser et accompagner des actions de sensibilisation à la transition écologique Communiquer sur les projets éco-responsables à l'échelle de la CCSB	

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

3 ANALYSE DES INCIDENCES

3.1 Cadre réglementaire

L'ordonnance n° 2004-489 du 3 juin 2004 a introduit dans le Code de l'urbanisme et le Code général des collectivités territoriales les dispositions relatives à la procédure d'évaluation environnementale applicable aux plans et programmes d'aménagement, dont les schémas de cohérence territoriale (SCoT) font partie. Cette évaluation a pour objectif d'identifier, de caractériser et d'exposer les incidences notables des préconisations et actions proposées par le SCoT sur l'environnement et la santé.

L'article R122-20 du Code de l'Environnement précise que l'analyse des incidences doit exposer :

- Les effets notables probables de la mise en œuvre du plan ou document sur l'environnement et notamment, s'il y a lieu, sur la santé humaine, la diversité biologique, les sols, les eaux, l'air, le bruit, le climat, le patrimoine culturel architectural et archéologique, et les paysages ;
- Les problèmes posés par la mise en œuvre du plan sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement telles que celles désignées conformément aux articles R. 414-3 à R. 414-7.

Au-delà de ces exigences réglementaires, l'analyse des incidences doit permettre la construction d'un projet de SCoT intégrant les problématiques environnementales le plus en amont possible.

3.2 Introduction à l'analyse des incidences

3.2.1 Guide de lecture de l'analyse des incidences

L'article R122-20 du Code de l'Environnement fixe les grandes thématiques environnementales qu'il convient d'analyser pour les plans et programmes de type SCoT. Conformément à cet article, l'état initial de l'environnement a défini les principaux enjeux en interaction avec le SCoT.

L'objectif de l'analyse des dispositions du DOO est d'évaluer deux éléments :
- Les impacts du document sur l'environnement ;
- La performance des dispositions prises au regard des enjeux du territoire. Il s'agit d'analyser comment les orientations du DOO et du PAS y répondent ou les prennent en compte.

Cette analyse est réalisée au moyen de plusieurs outils d'analyse :
- Une analyse multicritère à la fois qualitative et quantitative qui permet d'avoir une vision globale des incidences environnementales du DOO et du PAS ;
- Une analyse géomatique pour caractériser les secteurs susceptibles d'être impactés et les incidences sur les sites Natura 2000 ;
- Une analyse prospective des émissions de GES.

3.2.2 Méthode de l'analyse multicritère

Les paragraphes suivants détaillent la méthode et la structure de la matrice d'analyse des incidences.

3.2.2.1 LES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX COMME CRITERES D'ANALYSE EN ABSCISSE

L'objectif est d'analyser comment les orientations du DOO répondent ou prennent en compte les enjeux du territoire. Les enjeux sont regroupés par thématiques et hiérarchisés en fonction de trois critères : les leviers du SCoT sur la thématique, la sensibilité des élus sur la thématique et l'importance de l'enjeu sur le territoire, estimé grâce à l'analyse de l'état initial de l'environnement et à des échanges en atelier.

Les enjeux sont les suivants :

Tableau 45 : Enjeux hiérarchisés

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Thématiques	Enjeux environnementaux
Biodiversité et continuités écologiques	Préserver les continuités écologiques du territoire
Ressource en eau	Limiter les atteintes à la ressource en eau
Changements climatiques	Favoriser la résilience du territoire
Énergie et GES	Participer à la réduction des consommations énergétiques et des émissions de gaz à effet de serre Accompagner le développement des EnR
Foncier	Participer aux efforts sur la sobriété foncière
Risques naturels	Réduire les risques par anticipation des impacts de l'urbanisme sur les aléas
Santé-urbanisme (pollutions de l'air, du sol et nuisances sonores)	Limiter l'exposition des populations aux pollutions et nuisances
Paysage	Préserver les paysages et le patrimoine
Ressources minérales	Préserver les capacités de production de matériaux
Déchets	Participer aux objectifs de réduction des déchets

3.2.2.2 LES ORIENTATIONS DU PAS ET DU DOO COMME ELEMENTS A EVALUER EN ORDONNEE

La matrice présente en ordonnée les orientations du PAS ou du DOO.

Axes	Orientations
Axe n° 1 : Affirmer une identité rurale dynamique	Orientation 1.1 : Adapter les formes bâties et formes urbaines aux besoins actuels et à venir
	Orientation 1.2 : Maintenir et préserver les paysages et espaces naturels, agricoles et forestiers de la Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch
	Orientation 1.3 : Poursuivre la revitalisation des centres-villes et centres-villages et la valorisation du patrimoine bâti
Axe n° 2 : Soutenir une économie responsable	Orientation 2.1 : Consolider les pôles économiques existants
	Orientation 2.2 : Faciliter l'activité économique dans les centres-villages et centres-villes
	Orientation 2.3 : Développer une stratégie touristique à l'échelle de la CCSB
Axe n° 3 : Renforcer la solidarité territoriale	Orientation 3.1 : Affirmer le rôle de chaque commune au sein de l'armature territoriale et renforcer les liens entre les communes
	Orientation 3.2 : Mettre en réseau les services et équipements
	Orientation 3.3 : Renforcer les liens sur le territoire
Axe n° 4 : Engager une transition sobre	Orientation 4.1 : Améliorer la qualité environnementale et écologique des aménagements et des constructions
	Orientation 4.2 : Affirmer le rôle de l'agriculture et de la sylviculture dans la transition du territoire
	Orientation 4.3 : Préserver, valoriser et optimiser les ressources du territoire

Tableau 46 : Disposition du DOO du SCoT

Axes	Orientations	Objectifs	Code
Axe n° 1 : Affirmer une identité rurale dynamique	ORIENTATION 1.1 - Adapter les formes bâties et urbaines aux besoins actuels et à venir	OBJECTIF 1 – Développer une politique d'habitat en adéquation avec les besoins	1.1.1
		OBJECTIF 2 – Rendre le territoire attractif pour les jeunes	1.1.2

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Axes	Orientations	Objectifs	Code
	ORIENTATION 1.2 - Maintenir et préserver les paysages et espaces naturels, agricoles et forestiers de la CCSB	OBJECTIF 1 – Préserver les paysages	1.2.1
		OBJECTIF 2 – Renforcer et reconstruire les continuités écologiques	1.2.2
		Objectif 3 – Intégrer la trame verte et bleue localement	1.2.3
	ORIENTATION 1.3- Poursuivre la revitalisation des centres-villes et centres villages et la valorisation du patrimoine bâti	OBJECTIF 1 – Réduire l'artificialisation des sols	1.3.1
		OBJECTIF 2 – Renforcer l'attractivité résidentielle des centres-villes et centre bourgs en développant des démarches transversales	1.3.2
Axe n° 2 : Soutenir une économie responsable	Le DAACL - Document d'Aménagement Artisanal, Commercial et Logistique	A – Lutter contre l'évasion commerciale en périphérie	
		B – Proposer une offre commerciale pour tous	
		C – Anticiper les nouvelles pratiques commerciales	
	ORIENTATION 2.1 - Consolider les pôles économiques existants	OBJECTIF 1 – Conforter la dynamique des zones d'activités économiques	2.1.1
		OBJECTIF 2 – Conforter la dynamique des autres filières économiques	2.1.2
	ORIENTATION 2.2 - Faciliter l'activité économique dans les centres-villages et centres-villes	OBJECTIF 1 – Revitaliser les bourgs et favoriser le maintien et le développement de l'offre commerciale et artisanale dans les centres-bourgs et centres-villes	2.2.1
		OBJECTIF 2 – Garantir une accessibilité numérique pour l'attractivité de filières innovantes	2.2.2
	ORIENTATION 2.3 - Développer une stratégie touristique à l'échelle de la CCSB	OBJECTIF 1 – Développer les mobilités durables adaptées aux flux saisonniers et touristiques	2.3.1
		OBJECTIF 2 – Concilier la fréquentation touristique et la préservation des milieux et des paysages	2.3.2
		OBJECTIF 3 – Conférer la fonction de destination touristique au territoire	2.3.3
Axe n° 3 : Renforcer la solidarité territoriale	ORIENTATION 3.1 - Affirmer le rôle de chaque commune au sein de l'armature territoriale et renforcer les liens entre les communes	OBJECTIF 1 – Assurer un développement équilibré au sein d'une organisation territoriale	3.1.1
	ORIENTATION 3.2 - Mettre en réseau les services et équipements	OBJECTIF 1 – Renforcer l'attractivité du territoire dans le domaine du numérique, de la culture, de l'innovation	3.2.1
		OBJECTIF 2 – Développer l'offre de santé en créant des structures de proximité	3.2.2
		OBJECTIF 1 – Faciliter les déplacements alternatifs à la voiture	3.3.1

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Axes	Orientations	Objectifs	Code
	ORIENTATION 3.3 - Renforcer les liens sur le territoire	OBJECTIF 2 – Améliorer et renforcer les infrastructures de transports structurantes existantes sur le territoire	3.3.2
Axe n° 4 : Engager une transition sobre	ORIENTATION 4.1 - Améliorer la qualité environnementale des aménagements et des constructions	OBJECTIF 1 – Améliorer les performances énergétiques et environnementales du parc bâti	4.1.1
		OBJECTIF 2 – Réduire l'exposition des zones d'habitations aux risques naturels et technologiques	4.1.2
		OBJECTIF 3 – Définir des règles spécifiques pour les nouvelles constructions en zone de montagne	4.1.3
	ORIENTATION 4.2 - Affirmer le rôle de l'agriculture et de la sylviculture dans la transition du territoire	OBJECTIF 1 – Dessiner un paysage alimentaire à l'échelle du territoire	4.2.1
		OBJECTIF 2 – Reconnaître le rôle de la filière forêt-bois dans le développement du territoire	4.2.2
	ORIENTATION 4.3 - Promouvoir des pratiques économes et respectueuses des ressources locales	OBJECTIF 1 – Valoriser et préserver durablement la ressource en eau	4.3.1
		OBJECTIF 2 – Définir des règles spécifiques afin d'encourager le développement des énergies renouvelables	4.3.2
		OBJECTIF 3 – Augmenter le cycle du réemploi	4.3.3

3.2.2.3 LE SYSTEME DE NOTATION POUR L'ANALYSE MULTICRITERE DES INCIDENCES

De manière à évaluer chaque croisement disposition/enjeu, on s'interroge sur :

- Comment la disposition peut-elle infléchir, de façon positive ou négative, la tendance attendue au fil de l'eau ?
- Quel niveau d'incidence positive ou négative aura la disposition ?

L'évaluation se déroule alors en trois étapes. Les dispositions sont évaluées au regard de chacun des enjeux environnementaux. Les deux premiers critères analysés sont :

- L'impact de la disposition : aura-t-elle un effet positif, nul ou négatif sur l'enjeu environnemental étudié ? Système de notation : +, NC ou 0, –
  - La portée opérationnelle de la disposition : aura-t-elle un impact fort (3), moyen (2) ou faible (1) sur l'enjeu environnemental étudié ? Système de notation : 3, 2, 1, en positif ou en négatif. La portée opérationnelle est évaluée en procédant à une analyse plus fine à partir des trois sous-critères suivants (système de notation : de 0 à 3 en positif ou en négatif) :
  - Force d'opposabilité intrinsèque : La rédaction de la disposition se traduit-elle par des prescriptions (caractère « impératif » de mise en œuvre de la mesure), des recommandations (incitation « insistante », mais non obligatoire) ou de simples citations (absence d'influence directe du SCoT, incitation pédagogique ou rappel de la loi) ?
  - Échelle de mise en œuvre : L'impact attendu s'exerce-t-il à l'échelle du territoire couvert par le SCoT ou seulement sur une portion du territoire (ex. : sur une ville identifiée, un secteur géographique) ? En d'autres termes, l'orientation concerne-t-elle l'intégralité du territoire ou seulement une portion restreinte des territoires impliqués ?
  - Caractère innovant ou novateur : L'objectif (respectivement la règle) propose-t-il une plus-value environnementale au regard des outils déjà existants, notamment au regard des mesures réglementaires en vigueur, ou n'est-il qu'un simple rappel de l'existant ?

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Le procédé de notation est schématisé ci-après.

Chaque disposition est ainsi évaluée à dire d'expert par cette notation composite, sur une échelle allant de -3 à +3 pour chaque thématique environnementale. Le score 0 représente le scénario de référence (ou « fil de l'eau »).

Les notes sont ensuite sommées de deux manières différentes pour calculer deux scores :

- D'une part, **les incidences cumulées d'une disposition** sur l'ensemble des thématiques environnementales. Ce score transversal permet d'identifier les dispositions présentant des faiblesses, et sur lesquelles le travail de réécriture doit se concentrer pendant la phase itérative. Ce score permet d'identifier les points de vigilance et les mesures ERC à préconiser.
- D'autre part, **la plus-value de l'ensemble des dispositions par thématique environnementale**. Ce score thématique met en évidence l'incidence globale par thématique environnementale des choix effectués. Il met en évidence la plus-value environnementale du document analysé et la cohérence entre les enjeux et la stratégie développée. Pendant la phase itérative, il permet de réorienter les choix et de combler les manques. En phase intermédiaire, ce score traduit la plus-value environnementale du SCoT par rapport à la tendance au fil de l'eau et permet également d'identifier les mesures ERC par enjeu.

Une note positive traduit des incidences cumulées positives, et à l'inverse une note négative traduit des incidences cumulées négatives (c'est-à-dire des incidences négatives surpassant les incidences positives). Une note de 0 signifie qu'aucune incidence n'est identifiée ou bien que les incidences négatives et positives se compensent.

Tableau 47 : Méthodologie de la notation

	Impact sur la thématique environnementale	Note globale de l'incidence attendue	
Mesure à évaluer	+	3	Positif, fort, avec de fortes conséquences réglementaires à l'échelle territoriale
		2	Positif, moyen à l'échelle territoriale ou fort, mais localisé
		1	Positif, faible, permet une prise en compte de l'enjeu
	NC ou 0	NC ou 0	Neutre du point de vue de l'environnement, ou non concerné
	-	-1	Négatif, faible, légère détérioration
		-2	Négatif, moyen, détérioration moyenne à l'échelle territoriale ou forte, mais localisée
		-3	Négatif, fort, détérioration importante à l'échelle territoriale

Les résultats (positifs, nuls ou négatifs) doivent se lire en comparaison d'une note de 0, qui représente le scénario de référence (ou « fil de l'eau »).

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

3.3 Analyse des incidences du PAS

N. B. La matrice d'analyse du DOO est en annexe.

3.3.1 La stratégie environnementale

Le graphique suivant présente le score cumulé des orientations du PAS pour chaque enjeu identifié.

Le PAS répond de manière importante et positive aux enjeux en matière d'énergie et de GES, de ressources minérales et de déchets. Les paysages bénéficient également d'une prise en compte assez importante, ainsi que les risques, les pollutions et nuisances. La ressource en eau, le climat et la biodiversité présentent en revanche une intégration plus faible, mais toujours positive en cumulé, du fait d'incidences potentiellement négatives (issue du développement de l'urbanisation, des activités économiques ou touristiques).

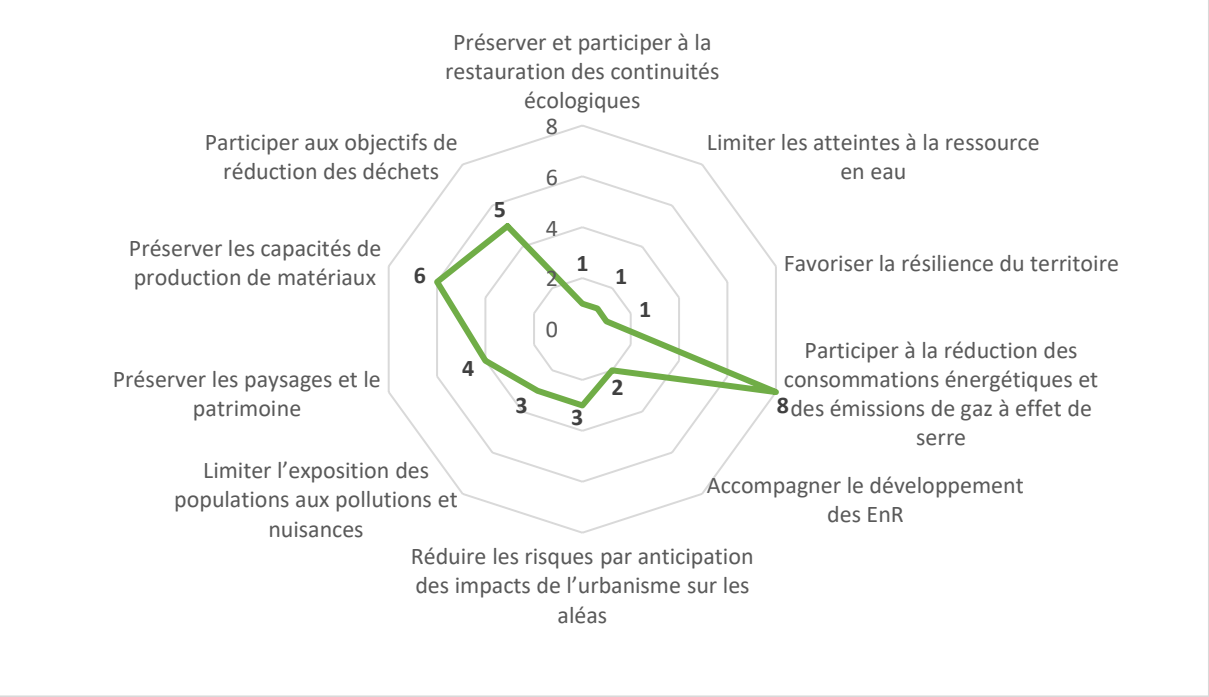


Figure 83 : profil environnemental du PAS

3.3.2 Le profil environnemental du projet

Le profil environnemental traduit la contribution environnementale du PAS à l'environnement, ou encore le niveau de prise en compte de l'enjeu dans le projet. Rappelons que la précision de l'analyse et donc la quantification des incidences est directement proportionnelleau niveau de précision de la rédaction, ainsi qu'à l'opposabilité du document. Chaque barre horizontale représente le score cumulé des orientations du PAS, par enjeu environnemental. La couleur des barres traduit la hiérarchisation des enjeux.

La prise en compte transversale des enjeux de mobilité bénéficie à la thématique énergie et GES et explique ce score positif plus élevé que pour les autres thématiques. Il en est de même pour les thématiques déchets et ressources minérales, qui sont fortement liées entre elles. En effet, la densification, la réhabilitation, etc. permettent souvent de réduire les besoins en matériaux et la production de déchets du BTP. Ces deux thématiques bénéficient en outre d'orientations qui leur sont directement dédiées (4.3).

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

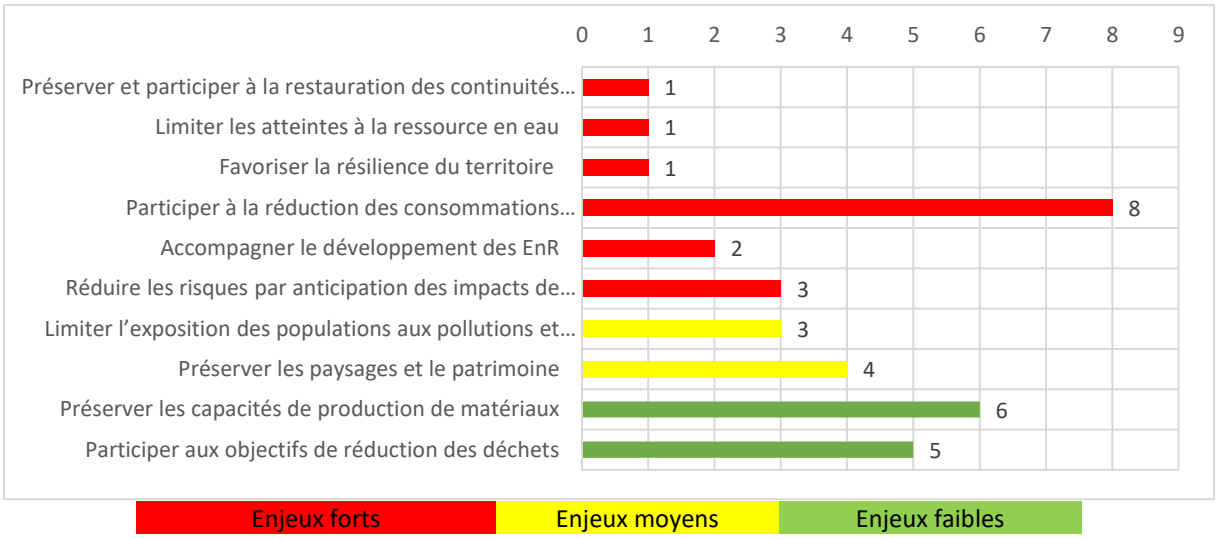


Figure 84 : portait environnemental du PAS

L'analyse des incidences des axes du PAS révèle des contributions différentes. Ainsi, l'axe qui contribue le plus à la plus-value environnementale du projet est logiquement l'axe 4 « engager une transition sobre », qui vise à « améliorer la qualité environnementale et écologique des aménagements et constructions » ou encore « préserver les ressources du territoire ». Quelques incidences négatives sont relevées pour les axes 1 et 2 en matière de risques, de résilience, d'eau ou de continuités écologiques.

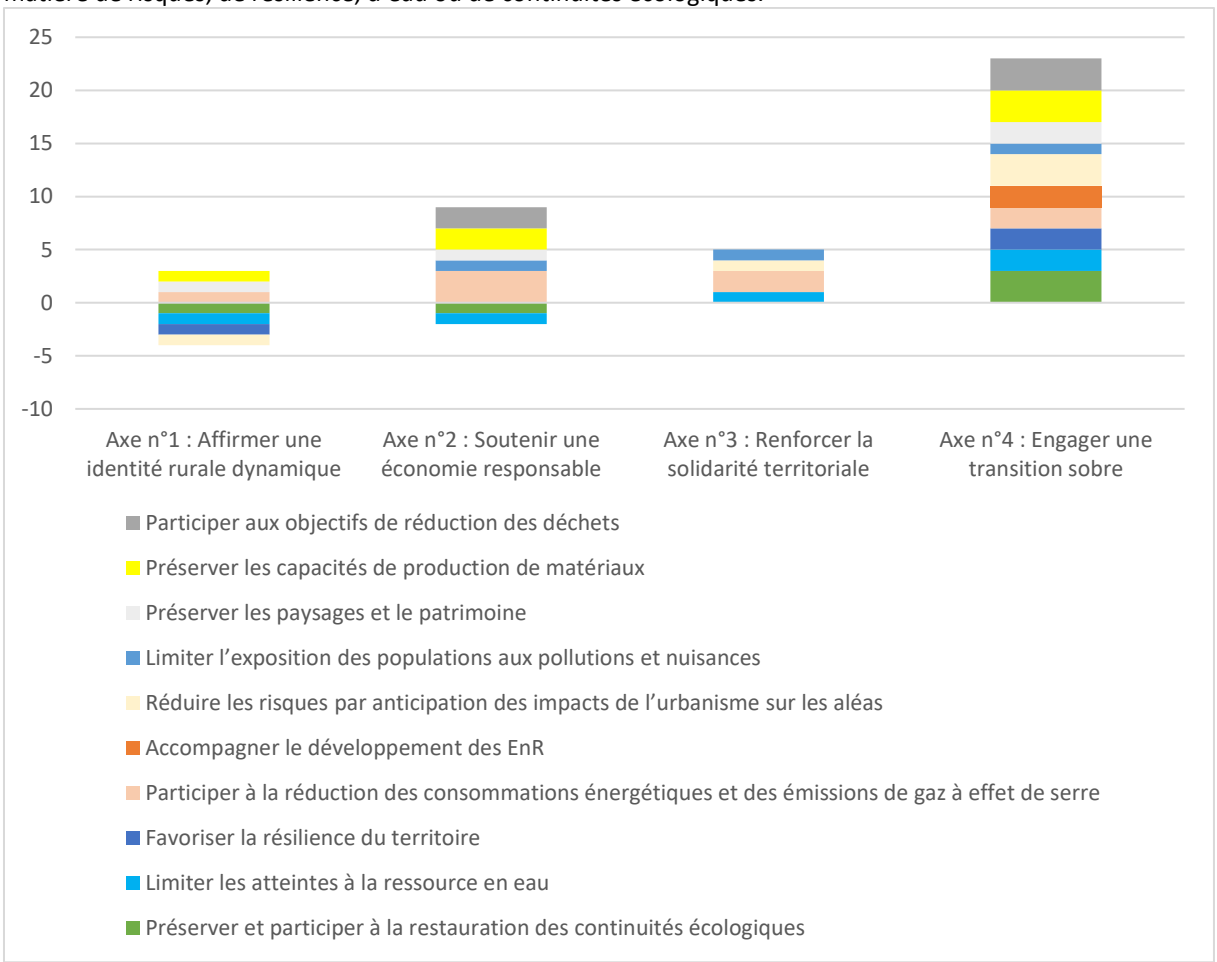


Figure 85 : Plus-value environnementale par axe du PAS

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

3.3.3 Incidences cumulées

Les incidences cumulées, aussi intitulées la contribution environnementale du projet, représentent le cumul des incidences sur l'ensemble des enjeux engendrées par chaque élément du projet. Il s'agit de la somme des scores obtenus par chaque orientation du PAS.

Les plus-values environnementales des orientations de l'Axe 4 et de l'axe 1 sont les plus importantes. Ces notations favorables s'expliquent par les thèmes traités, à savoir :

- La préservation des ressources ;
- La préservation des continuités écologiques ;
- La préservation des paysages ;

Notons que l'accueil de population (1.1) et le développement touristique (1.3) ont une notation négative avec le cumul des enjeux environnementaux concernés. En effet, la construction de logements ou d'aménagements touristiques, et le développement de l'urbanisation en général peut induire des incidences négatives sur les milieux naturels (destruction d'habitats, fragmentation, etc.) et les paysages, engendrer de l'imperméabilisation (nocif pour la ressource en eau ou le ruissellement), nécessiter des ressources (granulats, eau, etc.) et engendrer des déchets (en phase chantier ou par les populations accueillies).

La répartition des incidences sur l'ensemble des axes se justifie également par la redondance des sujets liés aux mobilités, à l'évolution des formes urbaines et des aménagements devant intégrer à la fois le bioclimatisme, la perméabilité, le cycle de l'eau, l'intégration paysagère qui sont des thèmes présents tout au long du PAS quelque soient les axes et orientations traités.

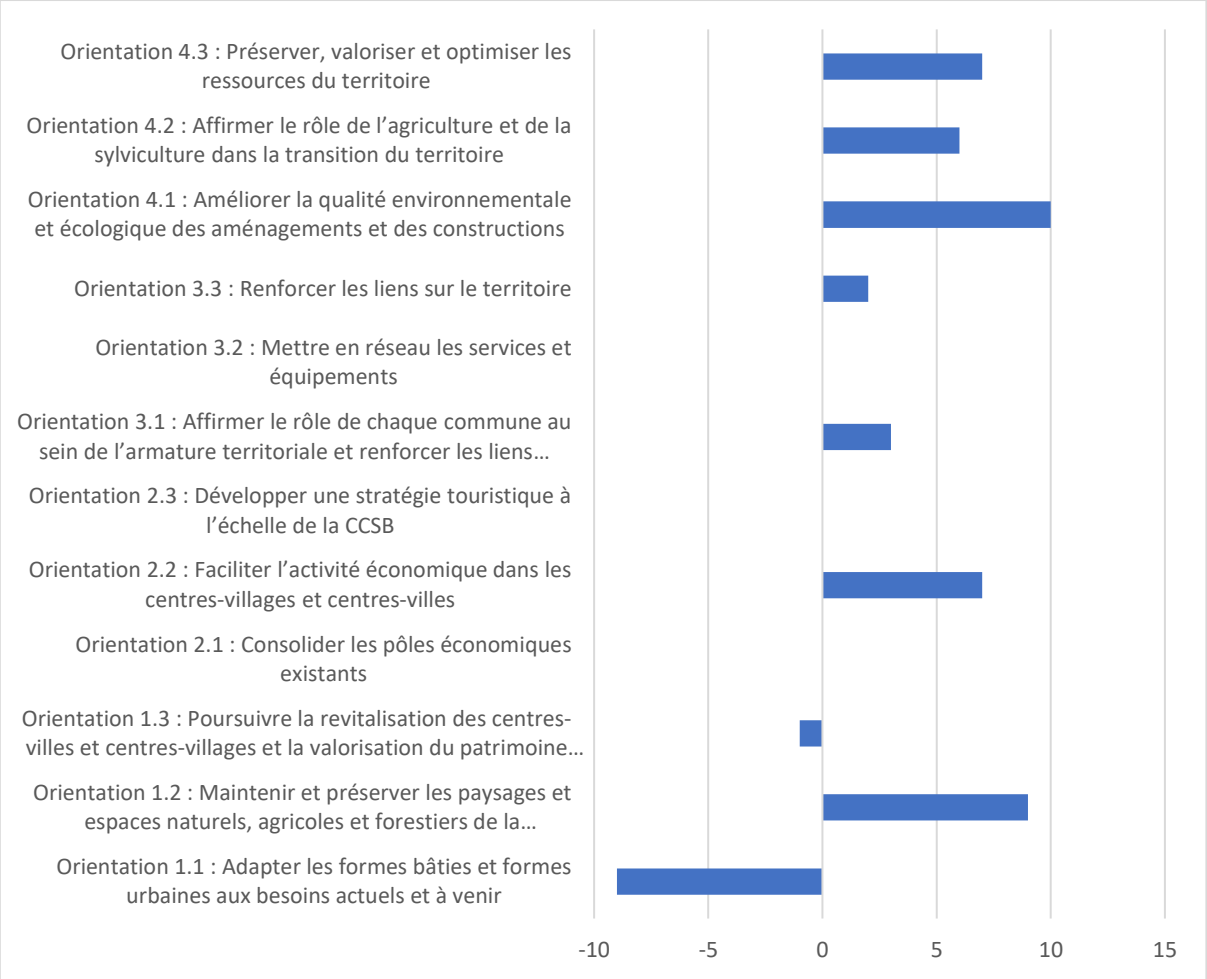


Figure 86 : Score des orientations du PAS

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

3.4 Analyse des incidences du DOO

N. B. La matrice d'analyse du DOO est en annexe.

3.4.1 La stratégie environnementale

Il se dégage un parti pris environnemental visant à réduire les impacts sur les milieux naturels et la biodiversité, l'eau, et la transition énergétique. Tous les enjeux devraient bénéficier plus ou moins fortement de la mise en œuvre du DOO (ce qui se traduit par des scores positifs plus ou moins élevés).

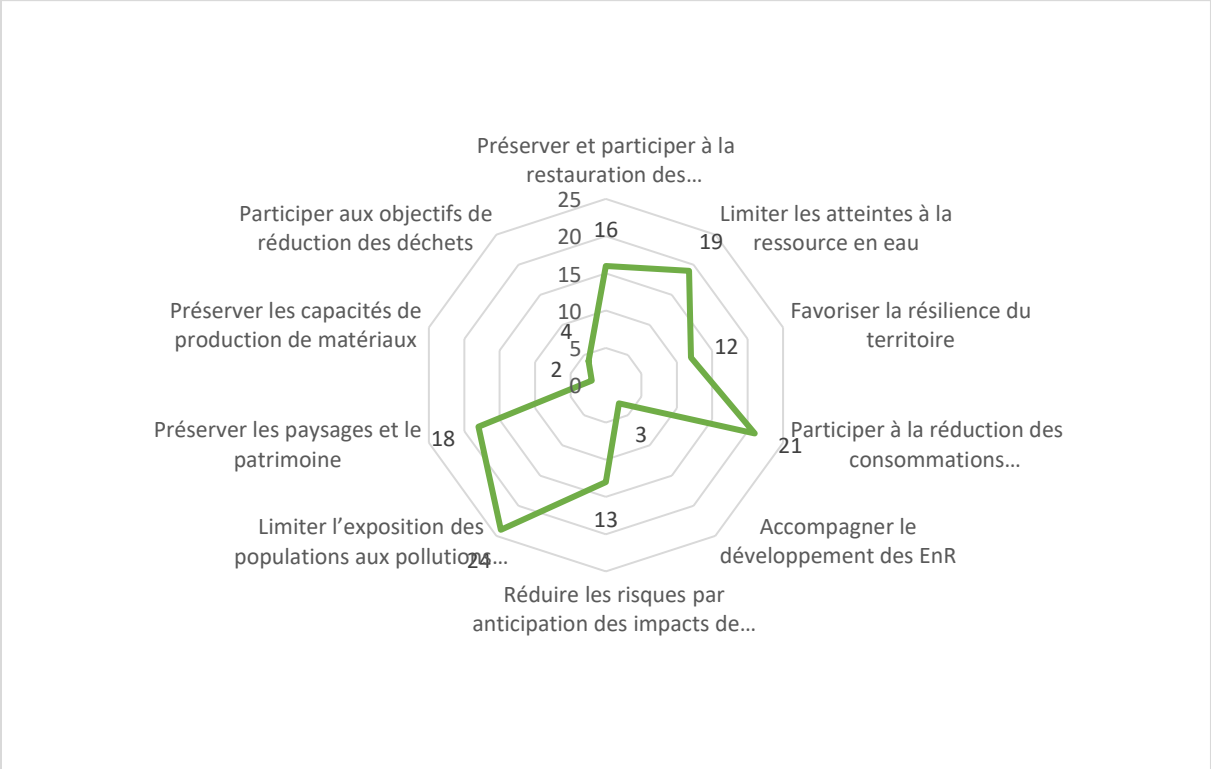


Figure 87 : profil environnemental du DOO

On retrouve une cohérence des priorités, en lien direct avec le PAS :

- Un effort très marqué sur l'évolution nécessaire des formes urbaines et de la mobilité en appuyant sur les modes alternatifs et les modes actifs pour agir directement sur les consommations énergétiques et adapter les villes ;
- Une préservation des continuités écologiques du territoire, associée à une gestion de la biodiversité très « urbaine » ;
- Une préservation du cycle de l'eau, basée sur différentes approches : veiller à l'adéquation du développement avec les ressources d'une part, et une préservation du grand cycle de l'eau grâce à la désimperméabilisation, la gestion des eaux pluviales et la préservation des services écosystémiques d'autre part ;
- Le cadre paysager est également fortement mis en avant avec une double lecture, préservation des éléments traditionnels et valorisation par une attractivité touristique marquée.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

3.4.2 Le profil environnemental du projet

Le profil environnemental traduit la contribution environnementale du DOO à l'environnement, ou encore le niveau de prise en compte de l'enjeu dans le projet.

Rappelons que la précision de l'analyse et donc la quantification des incidences est directement proportionnelle au niveau de précision de la rédaction.

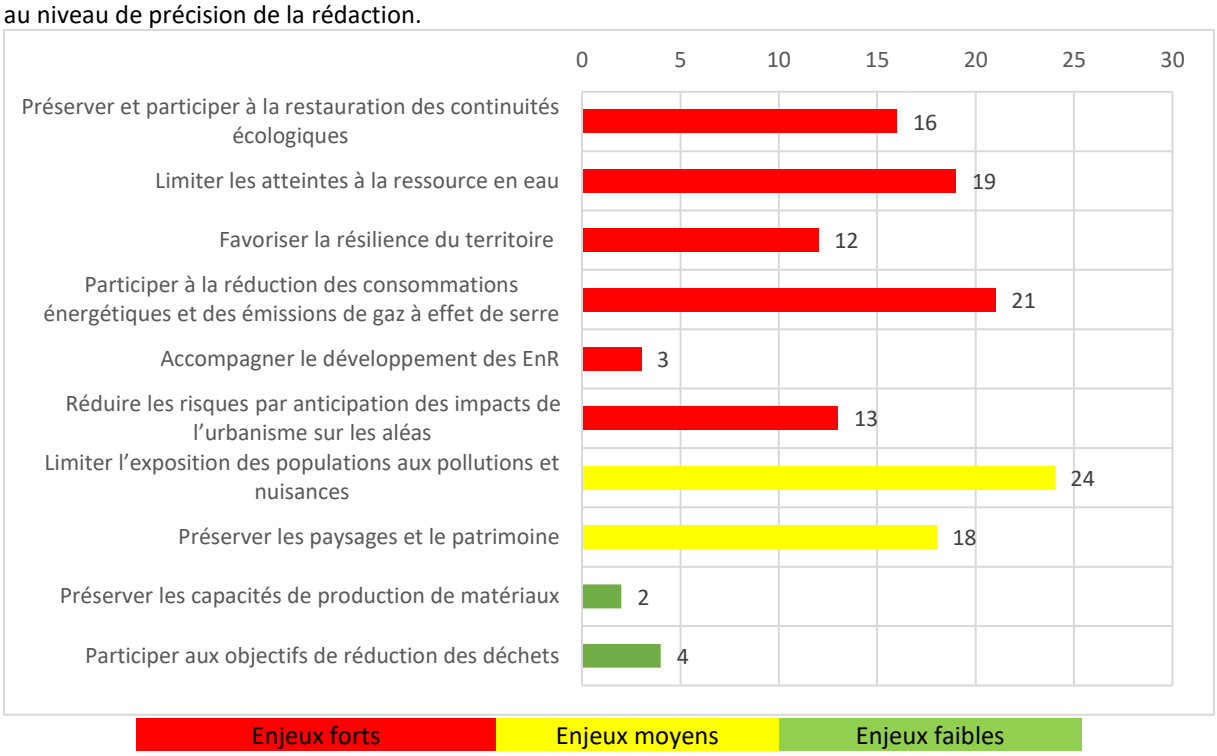


Figure 88 : portait environnemental du DOO

En premier lieu, le profil environnemental est cohérent avec la nature et les leviers du document évalué. Les enjeux directement concernés par la planification du développement territorial affichent les meilleurs résultats.

On note la nette plus-value apportée sur les enjeux relatifs à la préservation des continuités écologiques, à la ressource en eau et à la limitation des gaz à effet de serre.

Les enjeux liés aux pollutions et nuisances, mais également à la préservation du paysage et du patrimoine sont également très représentés.

Par ailleurs, le projet contribue de manière positive à tous les enjeux environnementaux.

Précisons que concernant les enjeux de niveau faible, le DOO n'a pas vocation à agir de manière directe dessus, et que ces incidences découlent directement des choix d'organisation de l'armature et du fonctionnement du territoire.

Il est intéressant de relever les contributions des thématiques au profil environnemental.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

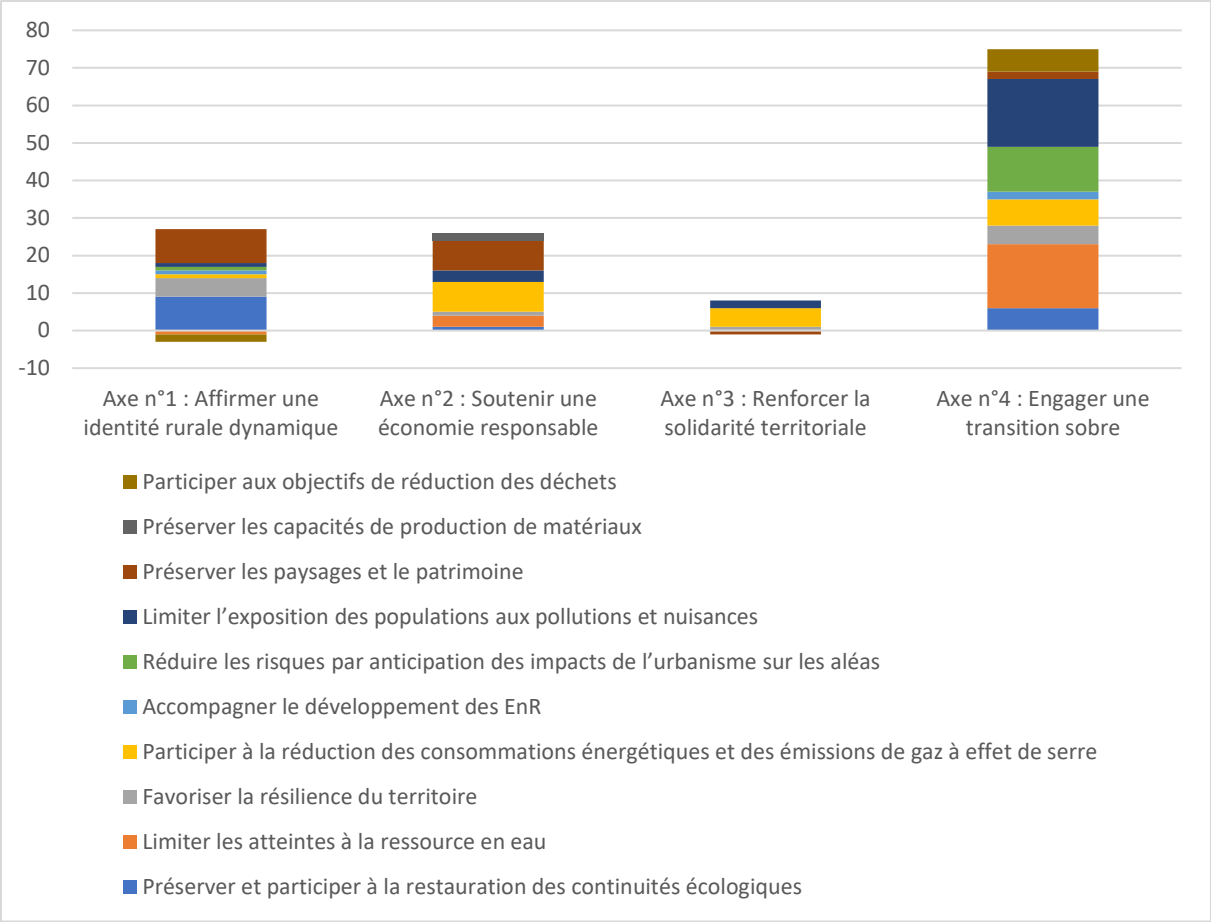


Figure 89 : Plus-value environnementale par axe

Le premier élément qui ressort de cette analyse est la très grande plus-value liée à l'axe n° 4 **Engager le Sisteronais-Buëch dans une transition écologique et énergétique** qui traite de l'ensemble des enjeux environnementaux du territoire et notamment des risques, de la ressource en eau et des pollutions. Seuls les enjeux paysagers et de continuités écologiques ou biodiversité au sens large sont traités par ailleurs dans le DOO.

Cela s'explique par le parti pris du document qui organise l'ensemble des orientations de son DOO autour d'une volonté forte de faire évoluer les mobilités pour les rendre beaucoup plus vertueuses (énergie, GES), d'une sobriété foncière structurante et d'une ambition de revégétaliser l'ensemble des espaces du territoire (zones urbaines, zones agricoles intensives…). De fait, ces paramètres se retrouvent dans de très nombreuses parties du DOO.

Les prescriptions de la thématique milieux naturels est responsable des incidences positives majoritaires sur les milieux naturels, les ressources en eau et les risques majeurs.

Les prescriptions de la thématique adaptation et atténuation présentent les impacts plus importants sur les risques majeurs.

Les prescriptions des fiches liées aux activités (agriculture et commerce) sont bien réfléchies, car elles apportent des incidences positives sur plusieurs familles d'enjeux, notamment la biodiversité, le cycle de l'eau ou encore la réduction des consommations énergétiques. Tandis que celles associées aux thématiques « économie et tourisme » présentent à la fois des incidences sur la préservation des paysages et du patrimoine, mais également quelques incidences négatives sur la ressource en eau.

Les premiers objectifs liés à l'accueil de population, même si non calibré, impliquent des incidences négatives à la fois sur l'énergie, les ressources, ou encore les déchets, car l'apport de population implique naturellement des incidences négatives supplémentaires.

Des éléments clés sont bien présents dans le DOO :

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

- Favoriser le développement urbain dans les zones où les capacités d'assainissements sont efficientes (cohérence entre aménagement du territoire et gestion de l'eau) en lien direct avec la capacité d'accueil du territoire
- Planifier l'implantation de sites ayant pour but la valorisation et le traitement des déchets

Les incidences du DOO sur les enjeux suivants semblent s'effectuer de manière indirecte par le biais des différents objectifs stratégiques du document :

- Prendre en compte les ressources en eau potable en lien avec les évolutions climatiques
- Renforcer l'offre et la desserte des transports en commun
- Réduire l'exposition des habitants aux nuisances sonores routières et de loisirs à travers l'urbanisation

3.4.3 Incidences cumulées

Les incidences cumulées, aussi intitulées la contribution environnementale du projet, représentent le cumul des incidences sur l'ensemble des enjeux engendré par chaque élément du projet.

Les plus-values environnementales des orientations de l'Axe 4 et de l'Axe 1 sont les plus importantes. Ces notations favorables s'expliquent par les thèmes traités, à savoir :

- La préservation des continuités écologiques ;
- La conciliation des ressources naturelles et vivantes avec l'aménagement urbain qui se doit de s'adapter aux évolutions climatiques et réglementaires en cours ;
- L'intégration des risques naturels, le respect de la capacité d'accueil du territoire ou encore les performances énergétiques des futurs aménagements.

Notons que seule l'orientation 1.1 qui a trait à l'accueil de population conserve une notation négative avec le cumul des incidences environnementales concernées.

La majorité des incidences positives découlent de l'axe n° 4 : Engager le Sisteronais-Buëch dans une transition écologique et énergétique, qui traite l'ensemble des enjeux environnementaux saillant du territoire (eau, biodiversité, risques, énergie…).

La répartition des incidences sur l'ensemble des axes se justifie également par la redondance des sujets liés aux mobilités, à l'évolution des formes urbaines et des aménagements devant intégrer à la fois le bioclimatisme, la perméabilité, le cycle de l'eau, l'intégration paysagère qui sont des thèmes présents tout au long du DOO quelque soient les axes et orientations traités.

Enfin, l'analyse des incidences ne fait apparaitre quasiment aucune incidence négative sur l'ensemble du DOO. Cela s'explique par la façon dont le DOO est rédigé en présentant plus les paramètres de vigilance environnementaux ou réglementaires dans la droite ligne des attentes politiques que les éléments structurants le projet.

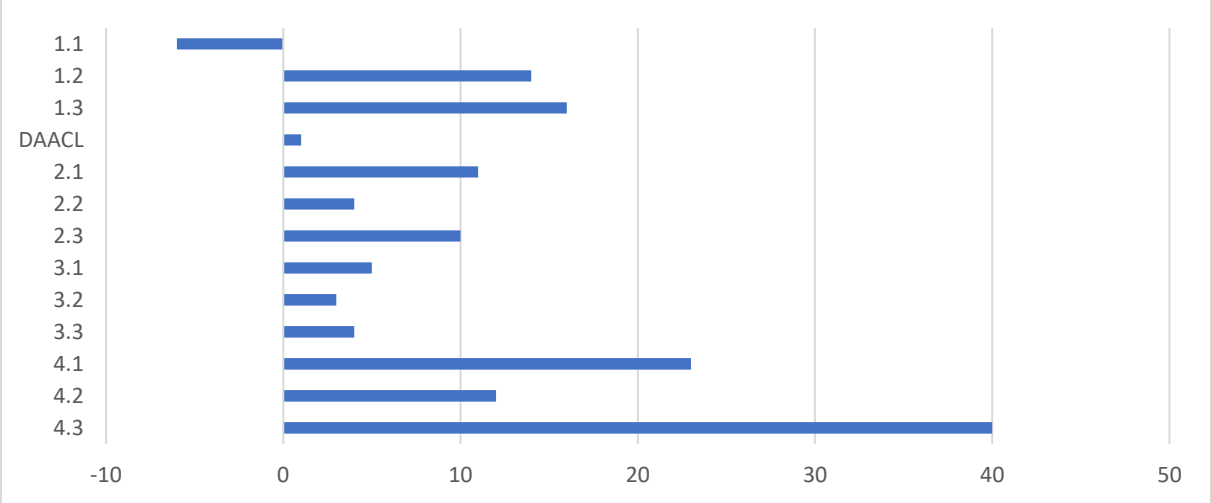


Figure 90 : Score des orientations du DOO

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

3.4.4 Intégration des objectifs opérationnels du guide contributeur

Le guide contributeur met en avant des objectifs opérationnels à mobiliser dans le SCOT et principalement le DOO pour s'assure de la bonne intégration des enjeux environnementaux.

Le tableau ci-dessous met en avant leur intégration.

Objectifs opérationnels	Intégration
Protéger et valoriser les éléments composant la trame bleue : • **Les cours d'eau et leurs abords** • **Les tourbières** • **Les zones humides** • **Les étangs et mares** **Protéger les éléments paysagers favorables aux continuités écologiques (haies, mares, murets, zones humides)**	Éléments intégrés
Mettre en adéquation le projet de développement avec la ressource en eau disponible : retarder le développement dans les zones en déficit pour l'eau potable **Mettre en adéquation le projet de développement avec la capacité de transfert et de traitement des effluents, mais aussi des capacités des milieux récepteurs : retarder le développement dans les secteurs où les systèmes d'assainissement et les milieux de rejet sont dépassés** **Bloquer les projets d'assainissement autonome** **Gérer les eaux pluviales afin d'éviter de surcharger les réseaux d'assainissement : gérer les eaux pluviales à la parcelle en privilégiant les solutions fondées sur la nature et permettre leur réutilisation** **Reculer la constructibilité à distance de 25 m (par exemple) de l'ensemble des cours d'eau ou intégrer les espaces de bon fonctionnement**	Éléments intégrés
Prioriser des secteurs de développement accessibles par transport en commun ou modes actifs, limiter l'étalement urbain pour réduire les distances de déplacement **Intégrer les notions bioclimatiques dans les nouvelles formes urbaines (ombre portée, ensoleillement, vents dominants)** **Favoriser l'intégration de la part du végétal et des matériaux perméables dans le règlement et les zones de projet des documents d'urbanisme locaux**	Éléments intégrés
Conditionner la production de nouveaux bâtiments ou parkings, notamment économiques, à la mise en place de panneaux solaires **Permettre le développement de technologies liant agricultures de proximité et photovoltaïque, en étant vigilant à réserver les sols pour de la production agricole** **Généraliser le recours aux panneaux photothermiques** **Protéger les espaces naturels remarquables du développement des centrales photovoltaïques**	Éléments intégrés
Éviter les aléas forts, voire aléas moyens **Gérer les eaux pluviales à la parcelle en privilégiant les solutions fondées sur la nature** **Vérifier l'impact aval des futures zones de projets** **Développer l'utilisation des matériaux perméables sur l'ensemble des aménagements** **Anticiper le développement du risque feu de forêt en permettant l'accessibilité et le retournement des engins DFCI, en limitant l'urbanisation à proximité des massifs forestiers**	Éléments intégrés
S'assurer de l'absence de risque sanitaire avant de mobiliser des sols pollués **Proscrire le développement dans les secteurs en dépassements réglementaires pour la qualité de l'air**	Éléments intégrés

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Objectifs opérationnels	Intégration
Définir l'orientation des bâtiments de manière à limiter les nuisances sonores, éloigner les chambres des sources de bruit **Anticiper les besoins de déplacements potentiels d'établissements sensibles (écoles, EHPAD, centres loisirs enfants…)**	
Respecter et valoriser la diversité des situations urbaines et paysagères **Qualifier les espaces interstitiels non bâtis pour ouvrir de nouvelles perspectives en matière d'aménagement** **Préserver les cônes de vue et la relation constante au grand paysage**	Éléments intégrés
Permettre l'extension des carrières par une destination du Règlement adaptée, et proscrire le développement de l'habitat à proximité **Anticiper les besoins de plateforme pour la ressource secondaire (valorisation déchets du BTP)** **Préserver les gisements d'intérêt de tout développement autre**	Éléments intégrés

3.5 Analyse des secteurs susceptibles d'être impactés

3.5.1 Contexte et méthode d'analyse

Conformément à l'article R.141-3 du code de l'urbanisme, le diagnostic du SCoT doit :

- Exposer les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du schéma ;
- Analyser les incidences notables prévisibles sur l'environnement et exposer les enjeux posés en matière de protection des zones sensibles ;
- Présenter les mesures envisagées pour éviter, réduire ou compenser les effets négatifs de sa mise en œuvre.

Dans le cas du SCoT du Sisteronais-Buëch, cette analyse prend une importance particulière. Le territoire se caractérise par une densité de population faible, une forte hétérogénéité paysagère et une sensibilité environnementale marquée. Les ressources en eau, la biodiversité, les continuités écologiques et les espaces agricoles y sont nombreux, mais vulnérables face à une urbanisation mal maitrisée. La sobriété foncière s'impose donc comme un principe structurant. Dans ce cadre, l'identification des secteurs susceptibles d'être impactés (SSEI) permet d'anticiper, de cartographier et d'analyser les zones où les effets du développement urbain pourraient se concentrer.

La méthode s'appuie sur la spatialisation des extensions urbaines autorisées par le DOO, en cohérence avec les objectifs de trajectoire ZAN (Zéro Artificialisation Nette). Le DOO identifie des enveloppes d'urbanisation pour les fonctions habitat, activités économiques, tourisme ou équipements, assorties de prescriptions qualitatives. Ces prescriptions visent à concentrer le développement sur les centralités existantes, à éviter les zones à forte valeur écologique (fonds de vallée, zones humides, trames vertes, secteurs d'aléas) et à renforcer la densité urbaine dans les périmètres déjà anthropisés.

Les SSEI ont été définis comme des secteurs de plus de 2 hectares en extension ou densification structurante, susceptibles d'accueillir à moyen terme des projets de développement. La cartographie des SSEI a été réalisée selon une méthode multicritère, mobilisant plusieurs sources de données spatiales et environnementales :

- Les enveloppes issues de la méthode MOS (2010, 2018, 2021/2022), en appliquant des critères morphologiques (groupes de 5 bâtiments, continus à moins de 50 mètres, exclusion des dents creuses de moins de 2 500 m²) ;
- Les typologies d'occupation du sol : parcelles agricoles, boisements, espaces naturels, bâtis, friches urbaines ;
- Les données environnementales disponibles : zones humides inventoriées, continuités écologiques (trames verte et bleue), ZNIEFF, zones Natura 2000, aléas PPRN et secteur d'exposition aux risques majeurs.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

La trajectoire de consommation foncière fixée par le DOO est de 205 hectares d'ENAF pour l'ensemble de la période 2021–2045, ce qui correspond à une réduction de 54 % par rapport aux 224,8 ha consommés entre 2011 et 2021 (incluant notamment 97,1 ha de parcs photovoltaïques artificialisés non comptabilisés par Mon Diagnostic Artificialisation).

Période	Objectif de réduction estimatif	Enveloppe maximale (ha ENAF)
2021–2045	-54 %	205 ha

Aucune ventilation décennale réglementaire n'étant imposée, une hypothèse linéaire est retenue à titre de repère :

- 2021–2033 ≈ 102 ha
- 2034–2045 ≈ 103 ha

L'objectif de cette méthode est double :

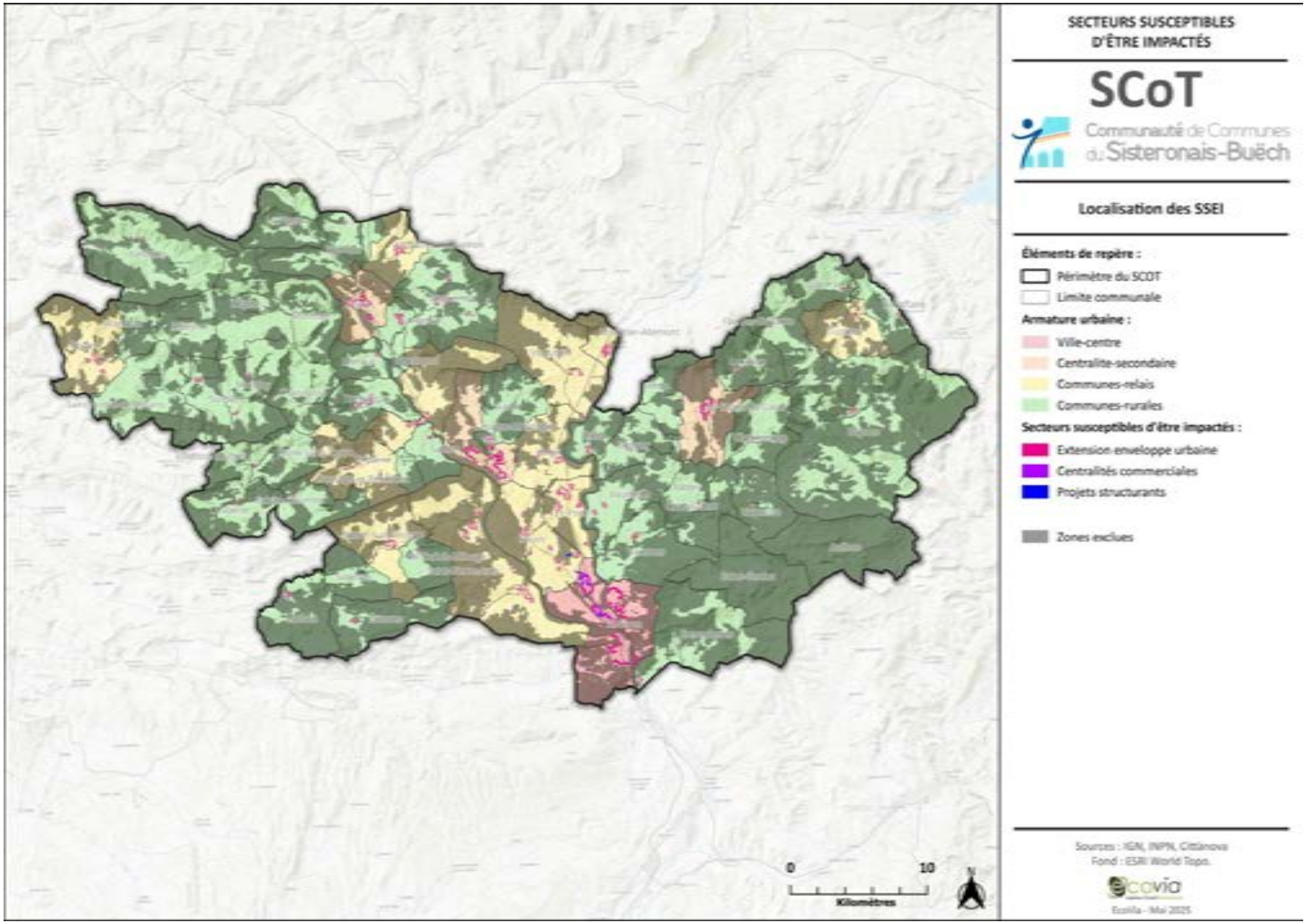
- Éviter une sous-estimation des impacts environnementaux dans les zones où une extension, même modérée, pourrait générer des effets de seuil ou des ruptures d'équilibre écologiques ;
- Anticiper les interfaces urbaines sensibles entre zones constructibles, zones agricoles et milieux naturels, en identifiant des secteurs de vigilance accrue.

La surface cartographiée des SSEI représente environ 5,8 % du territoire intercommunal. Cette ampleur, volontairement élargie, permet d'intégrer non seulement les zones d'extension planifiées, mais aussi les marges, les interstices et les zones tampons qui, bien que non artificialisées, pourraient être affectées par des effets indirects : fragmentation, imperméabilisation, pressions sur les réseaux et les milieux naturels.

La cartographie SSEI repose sur une méthode croisée et validée : photo-interprétation IGN, couches MOS, croisement avec les autorisations d'urbanisme (fichier Geomas), repérage par usage (habitat, activité, équipement), croisement avec les données de sensibilité environnementale. Cette analyse constitue un outil stratégique pour orienter les choix d'aménagement dans les documents d'urbanisme locaux (PLU, PLUi), en garantissant une compatibilité avec le SCoT et une logique de transition écologique du territoire.

Elle assure également la mise en cohérence avec les objectifs régionaux (SRADDET PACA et AURA), notamment en matière de réduction de la consommation foncière, de protection de la biodiversité, de prévention des risques naturels, et de gestion équilibrée des ressources. Elle permet enfin de construire un socle partagé d'analyse environnementale, mobilisable dans les phases ultérieures de déclinaison réglementaire ou d'évaluation de projets structurants.

Nature SSEI	Surface (ha)	Part du territoire en %
Densification	1 048,11	0,73 %
Extension	7 928,54	5,52 %
Total	**8 976,65**	**6,25 %**



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

3.5.2 SSEI au regard de l'occupation des sols

L'analyse des secteurs susceptibles d'être impactés (SSEI) au regard de l'occupation du sol révèle une prédominance des formations herbacées, qui représentent environ 60,4 % des surfaces totales concernées (695,57 ha). Ces formations, majoritairement localisées hors des enveloppes urbaines, se répartissent également sur des secteurs en extension urbaine (652,56 ha) et, dans une moindre mesure, sur des projets structurants (8,11 ha).

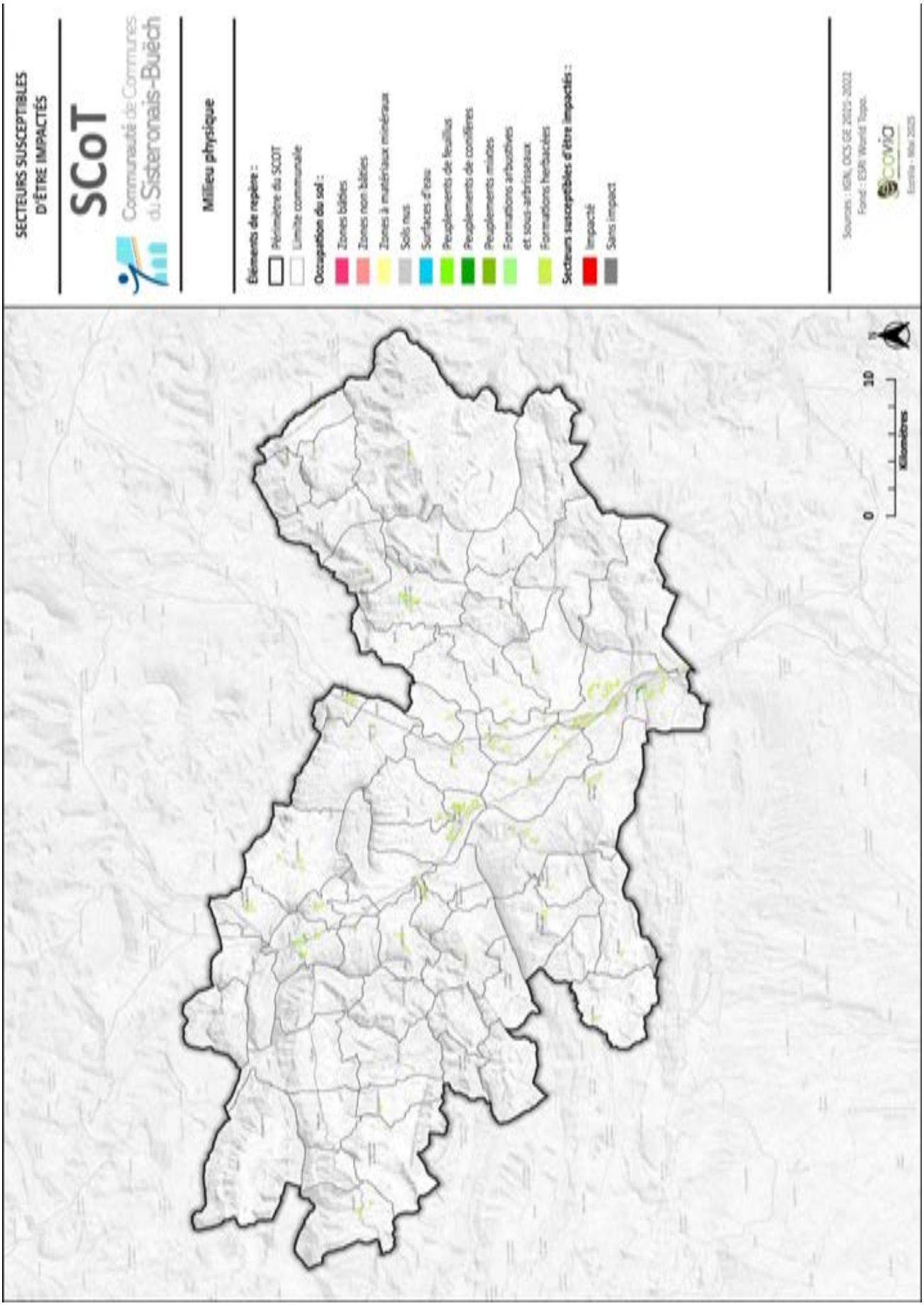
Les formations boisées, incluant les peuplements de feuillus (17,5 %), de conifères (3,3 %) et mixtes (2,9 %), totalisent près de 271 ha et témoignent d'un chevauchement non négligeable avec les zones à enjeux, en particulier les peuplements feuillus localisés sur 190,72 ha en extension urbaine et 4,2 ha dans le périmètre des projets structurants.

Les formations arbustives et sous-arbustives s'étendent quant à elles sur 46,44 ha (4 %), avec une présence notable sur les secteurs de projets structurants (près de 5 ha). Les zones bâties représentent 1,1 % des SSEI, correspondant à 12,48 ha, dont une majorité en extension urbaine (11,62 ha), tandis que les zones non bâties s'étendent sur 97,41 ha (8,5 %), avec un poids significatif dans les périmètres de DAACL (27,35 ha).

Les surfaces artificialisées liées aux matériaux minéraux couvrent 22,62 ha, soit près de 2 % des SSEI, réparties principalement en extension urbaine. Les sols nus ne représentent que 3,04 ha, et les surfaces d'eau sont quasiment absentes (0,01 ha), traduisant une très faible interaction des SSEI avec les éléments de la trame aquatique.

Occupation du sol					
Libelle	**Extension urbaine**			**TOTAL SSEI**	**% SSEI**
	Enveloppe urbaine	**DAACL**	**Projet structurant**		
CS1.1.1.1 – Zones bâties	11,62	0,57	0,29	**12,48**	**1,08 %**
CS1.1.1.2 – Zones non bâties	69,42	27,35	0,65	**97,41**	**8,46 %**
CS1.1.2.1 – Matériaux minéraux	15,36	7,23	0,03	**22,62**	**1,97 %**
CS1.2.1 – Sols nus	3,04	-	-	**3,04**	**0,26 %**
CS1.2.2 – Surfaces d'eau	0,01	-	-	**0,01**	**0,00 %**
CS2.1.1.1 – Peuplements de feuillus	190,72	5,98	4,20	**200,90**	**17,46 %**
CS2.1.1.2 – Peuplements de conifères	37,40	0,21	0	**37,60**	**3,27 %**
CS2.1.1.3 – Peuplements mixtes	32,76	0,04	0	**32,80**	**2,85 %**
CS2.1.2 – Formations arbustives et sous-arbisseaux	35,43	6,03	4,98	**46,44**	**4,04 %**
CS2.2.1 – Formations herbacées	652,56	34,90	8,11	**695,57**	**60,44 %**

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

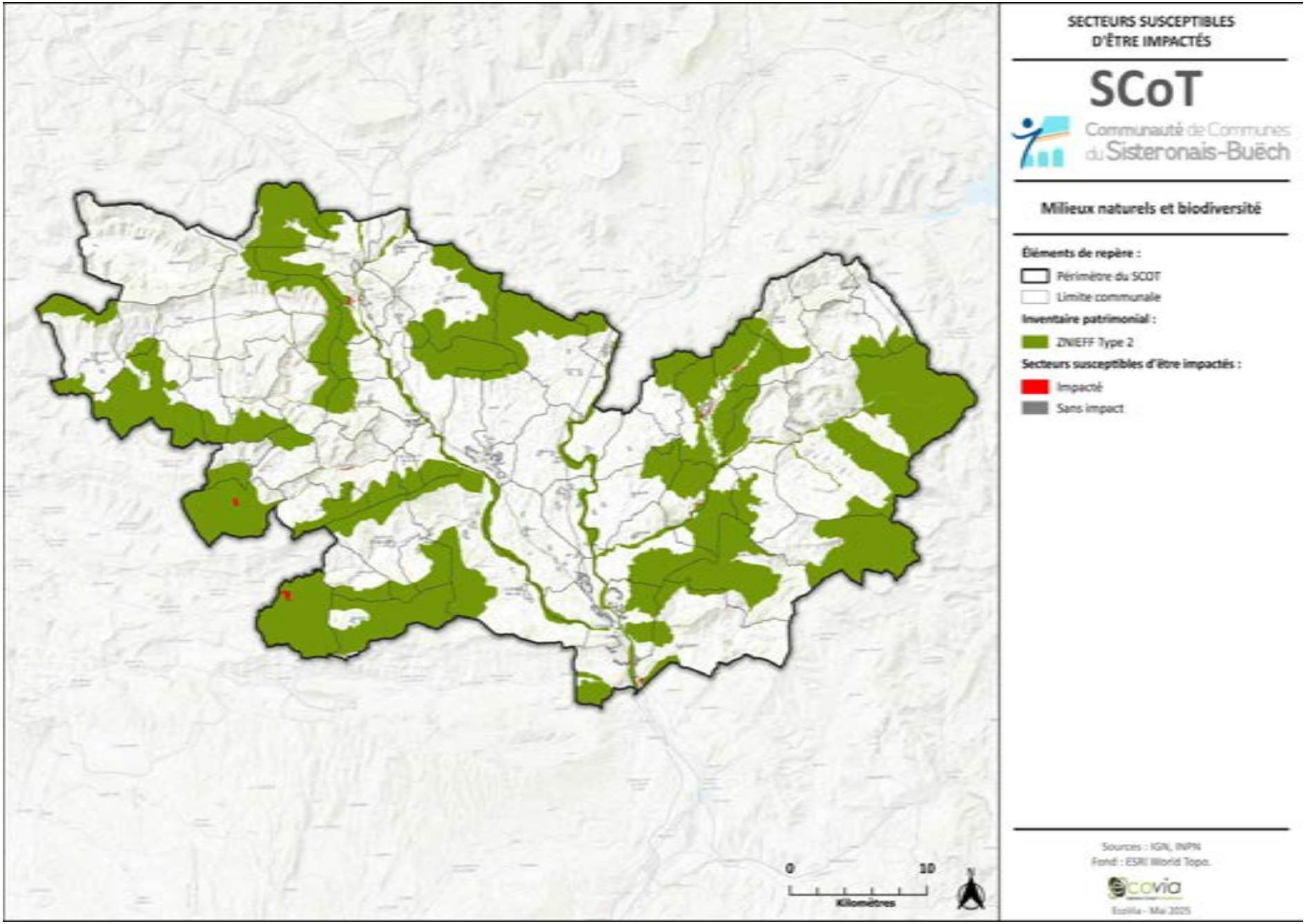
3.5.3 SSEI au regard des enjeux de biodiversité

L'analyse des secteurs susceptibles d'être impactés (SSEI) par le projet de SCoT du Sisteronais Buëch au regard des périmètres de protection de la biodiversité met en évidence une interaction modérée avec les espaces d'inventaire patrimonial.

Les zones identifiées au titre des ZNIEFF de type 2 représentent 25,15 hectares, soit 2,19 % de l'ensemble des SSEI. Ces surfaces concernent principalement des zones situées en extension urbaine (25,01 ha), avec des recouvrements marginaux au sein de périmètres de projets structurants (0,12 ha) et des DAACL (0,01 ha).

La faible proportion de SSEI situés au sein de ces périmètres indique une relative déconnexion entre les zones à enjeux urbains identifiées par le SCoT et les secteurs de biodiversité patrimoniale recensés à l'échelle régionale. Cette répartition suggère que les composantes les plus sensibles du patrimoine naturel sont globalement préservées des principales dynamiques d'urbanisation prévues par le document de planification.

Milieux naturels et biodiversité					
Nom des périmètres de protection	**Extension urbaine**			**TOTAL SSEI**	**% SSEI**
	Enveloppe urbaine	**DAACL**	**Projet structurant**		
Inventaire patrimonial					
ZNIEFF Terre de Type 2	25,01	0,01	0,12	**25,15**	**2,19 %**



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

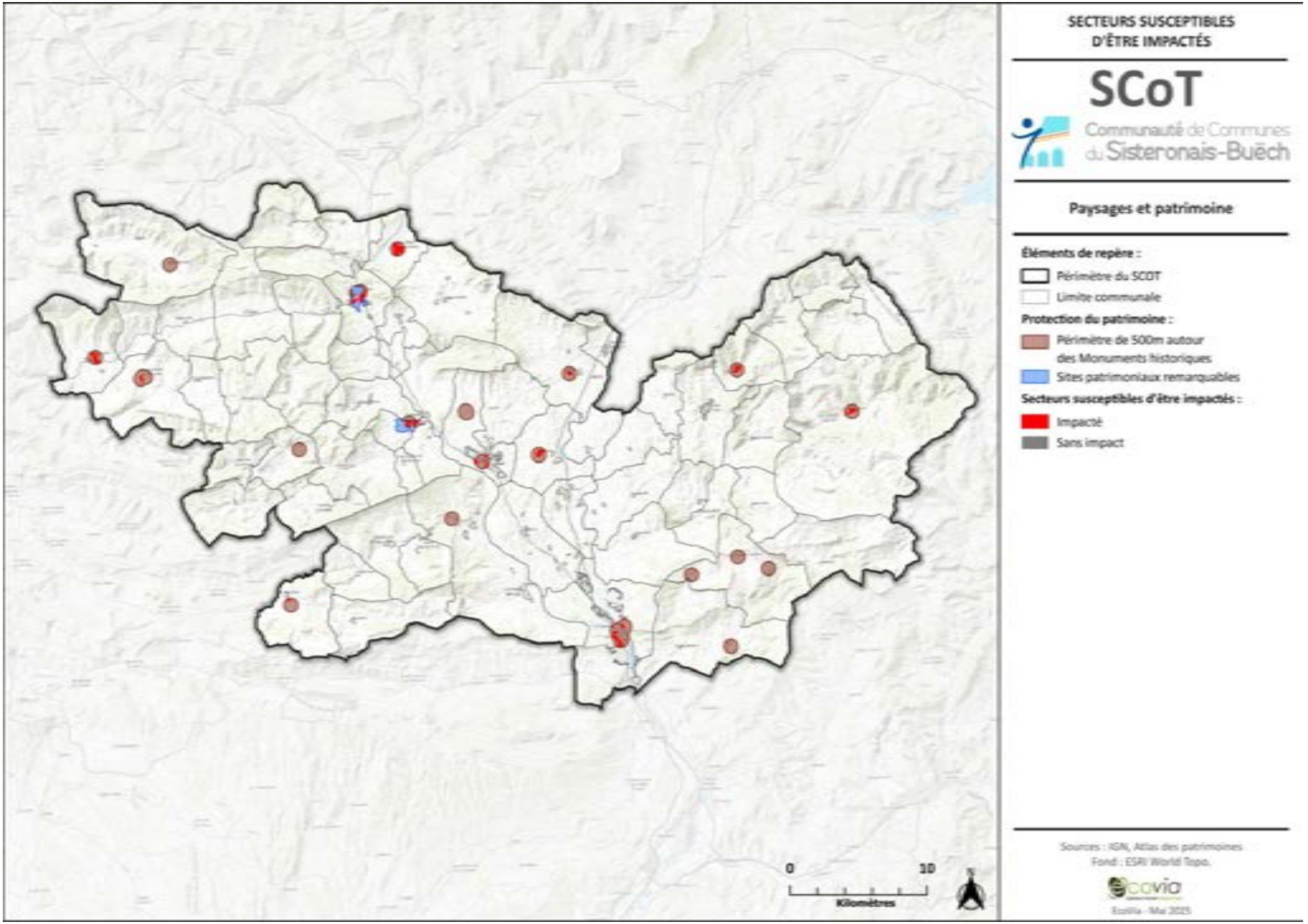
3.5.4 SSEI au regard des enjeux de paysage et de patrimoine

Les enjeux paysagers sont intégrés dans les orientations du SCoT, notamment à travers la valorisation du cadre de vie et du paysage dans les espaces en mutation ou en extension. Cette approche vise à assurer une meilleure insertion des projets dans leur environnement visuel et à renforcer la qualité des lisières urbaines.

Toutefois, une part significative des SSEI identifiés recoupe des périmètres de protection patrimoniale. En effet, 8,54 % des SSEI, soit 98,31 hectares, se situent dans un périmètre de 500 mètres autour de monuments historiques. Ces surfaces concernent principalement les secteurs en extension urbaine (96,45 ha), traduisant un recouvrement notable entre dynamiques urbaines et proximité immédiate du patrimoine bâti protégé. De même, 2,09 % des SSEI, soit 24,08 hectares, sont localisés au sein de Sites Patrimoniaux Remarquables, avec là encore une forte concentration dans les zones d'extension.

Ces périmètres sont soumis à des règlementations spécifiques au titre du code du patrimoine, mais leur prise en compte dans les documents d'urbanisme locaux nécessite un travail de précision lors de la traduction réglementaire. Les orientations du DOO imposent ainsi un encadrement qualitatif des projets à proximité du patrimoine, afin de garantir leur insertion paysagère et architecturale. Ce principe est également étendu aux zones d'activités économiques (ZAE), pour lesquelles le document d'orientation prévoit une amélioration progressive de la qualité environnementale et paysagère, tant pour les zones existantes que pour les extensions prévues.

Paysages et patrimoine					
	Extension urbaine			**TOTAL SSEI**	**% SSEI**
	Enveloppe urbaine	**DAACL**	**Projet structurant**		
Périmètre de 500 m autour des MH	96,45	0,72	1,15	**98,31**	**8,54 %**
Site patrimonial remarquable	23,18	0,22	0,68	**24,08**	**2,09 %**



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

3.5.5 SSEI au regard des enjeux des risques naturels et technologiques

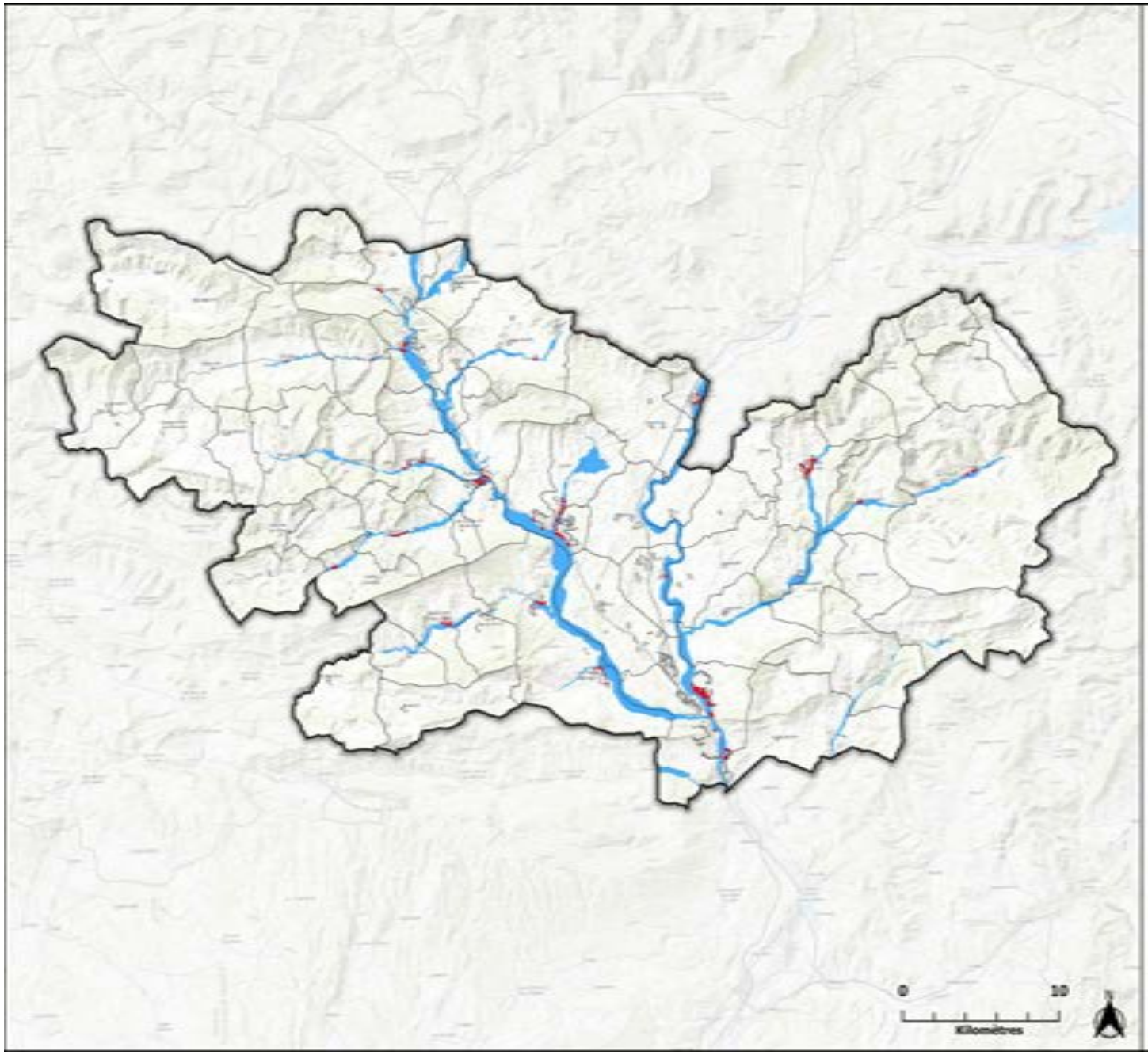
Comme pour les milieux naturels et le patrimoine, l'analyse des SSEI en lien avec les risques naturels et technologiques permet de constater une prise en compte globalement satisfaisante des aléas majeurs dans la structuration du projet de SCoT du Sisteronais Buëch. Les risques les plus fréquemment rencontrés sont liés au phénomène de retrait-gonflement des argiles (RGA), avec une prédominance du niveau moyen : 63,05 % des SSEI, soit 725,61 hectares, sont situés dans un secteur d'aléa moyen, tandis que 23,02 % (264,91 ha) relèvent d'un aléa faible et 10,78 % (124,12 ha) d'un aléa fort. Ces secteurs concernent prioritairement les zones d'extension urbaine, mais touchent également, de façon plus marginale, des projets structurants. Ces aléas sont aujourd'hui encadrés par une règlementation spécifique en matière de construction (notamment depuis la loi ELAN), limitant ainsi les impacts sur les biens et les personnes.

Les aléas sismiques, bien que présents, concernent principalement des zones classées en sismicité faible à modérée. Environ 38,4 % des SSEI sont situés en zone de sismicité faible (441,89 ha), 31,4 % en zone modérée (361,81 ha), et 30,2 % en zone moyenne (347,13 ha), traduisant une superposition fréquente avec les dynamiques d'urbanisation. Ces niveaux de sismicité sont toutefois peu contraignants à l'échelle réglementaire, en dehors des exigences techniques de construction en zone 3 et plus.

Concernant les risques technologiques, les interactions sont plus limitées. Les SSEI recoupent marginalement le périmètre de protection autour d'un site Seveso seuil haut (0,56 %, soit 6,43 ha), des secteurs exposés à des canalisations de transport de matières dangereuses (3,68 %, soit 42,38 ha), et des périmètres d'alerte liés aux zones inondables par submersion rapide en cas de rupture de barrage (21,52 %, soit 247,69 ha). La présence ponctuelle de cavités souterraines (0,08 %, soit moins de 1 ha) et d'un périmètre d'alerte autour d'une Installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE AZI) sur 9,36 % des SSEI (107,67 ha) est également relevée.

Ces risques sont connus, documentés et intégrés dans les procédures de prévention, notamment via les servitudes d'utilité publique et les prescriptions d'urbanisme locales. Leur prise en compte dans les projets d'aménagement relève principalement du respect de la règlementation existante, qui encadre la constructibilité en zones exposées et vise à limiter les effets directs sur les populations.

Risques naturels et technologiques					
Libelle	**Extension urbaine**			**TOTAL SSEI**	**% SSEI**
	Enveloppe urbaine	**DAACL**	**Projet structurant**		
Risques naturels					
RGA faible	261,04	1,81	2,06	**264,91**	**23,02 %**
RGA moyen	629,24	80,49	15,87	**725,61**	**63,05 %**
RGA fort	123,86	-	0,26	**124,12**	**10,78 %**
Sismicité faible	431,95	5,21	4,74	**441,89**	**38,40 %**
Sismicité modérée	352,66	1,02	8,13	**361,81**	**31,44 %**
Sismicité moyenne	265,67	76,08	5,38	**347,13**	**30,16 %**
Périmètre des cavités souterraines	0,97	-	-	**0,97**	**0,08 %**
Périmètre AZI	106,09	0,55	1,03	**107,67**	**9,36 %**
Risques technologiques					
Site SEVESO Seuil haut (300 m)	1,35	5,07	-	**6,43**	**0,56 %**
Onde submersion - Rupture de barrage	164,90	75,58	7,21	**247,69**	**21,52 %**
Canalisation transport de matières dangereuses (TMD)	41,90	0,48	-	**42,38**	**3,68 %**



SECTEURS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE IMPACTÉS

SCoT

Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch

Risques naturels

Éléments de repère :

- Périmètre du SCOT
- Limite communale

Atlas des Zones Inondables :

- Périmètre AZI

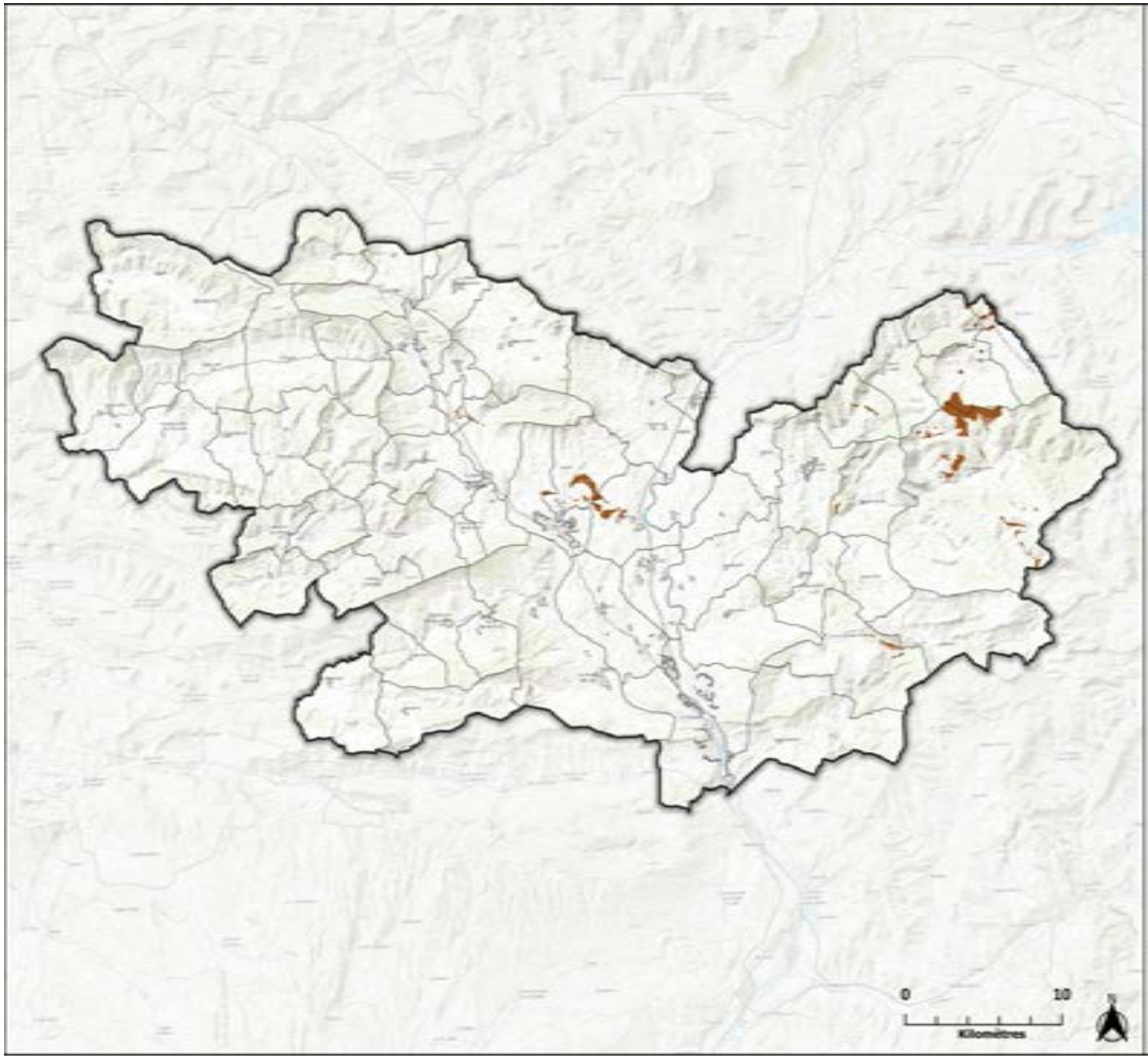
Secteurs susceptibles d'être impactés :

- Impacté
- Sans impact

Sources : IGN, Géorisques
Fond : ESRI World Topo

EcoVia - Mai 2025

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



SECTEURS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE IMPACTÉS

SCoT

Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch

Risques naturels

Éléments de repère :

- Périmètre du SCOT
- Limite communale

Mouvement de terrain :

- Périmètre des cavités souterraines

Secteurs susceptibles d'être impactés :

- Impacté
- Sans impact

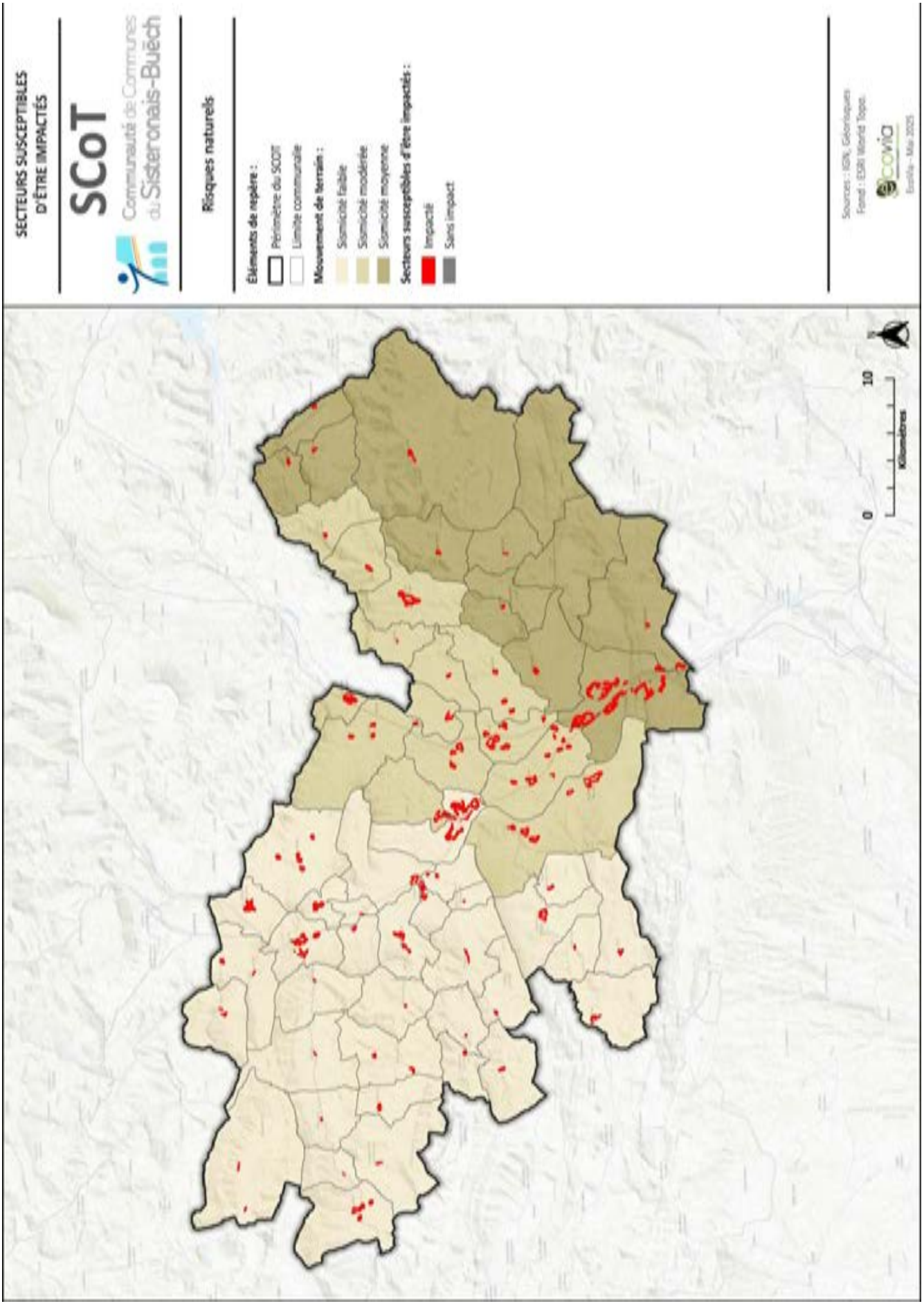
Sources : IGN, Géorisques
Fond : ESRI World Topo

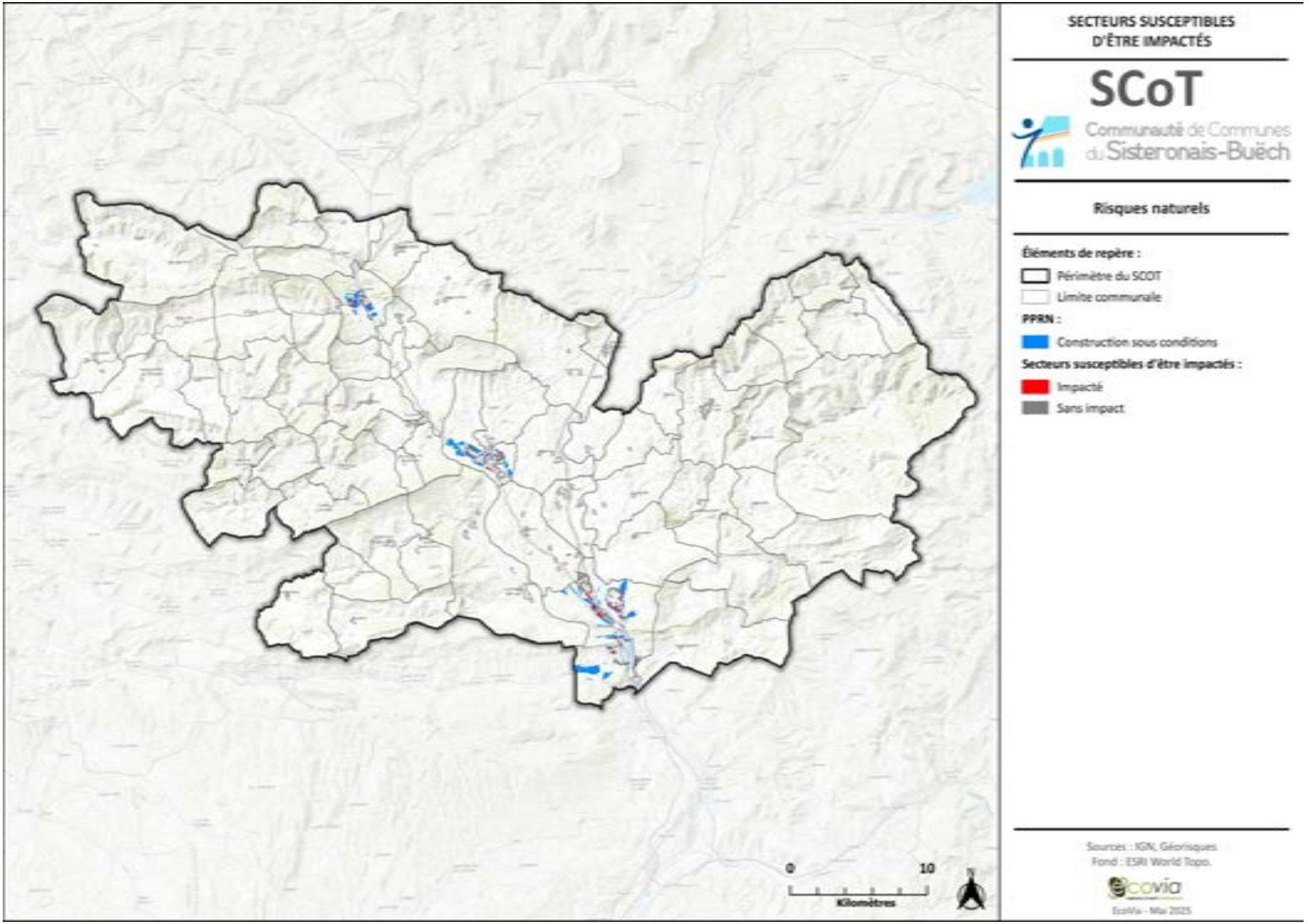
EcoVia - Mai 2025

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

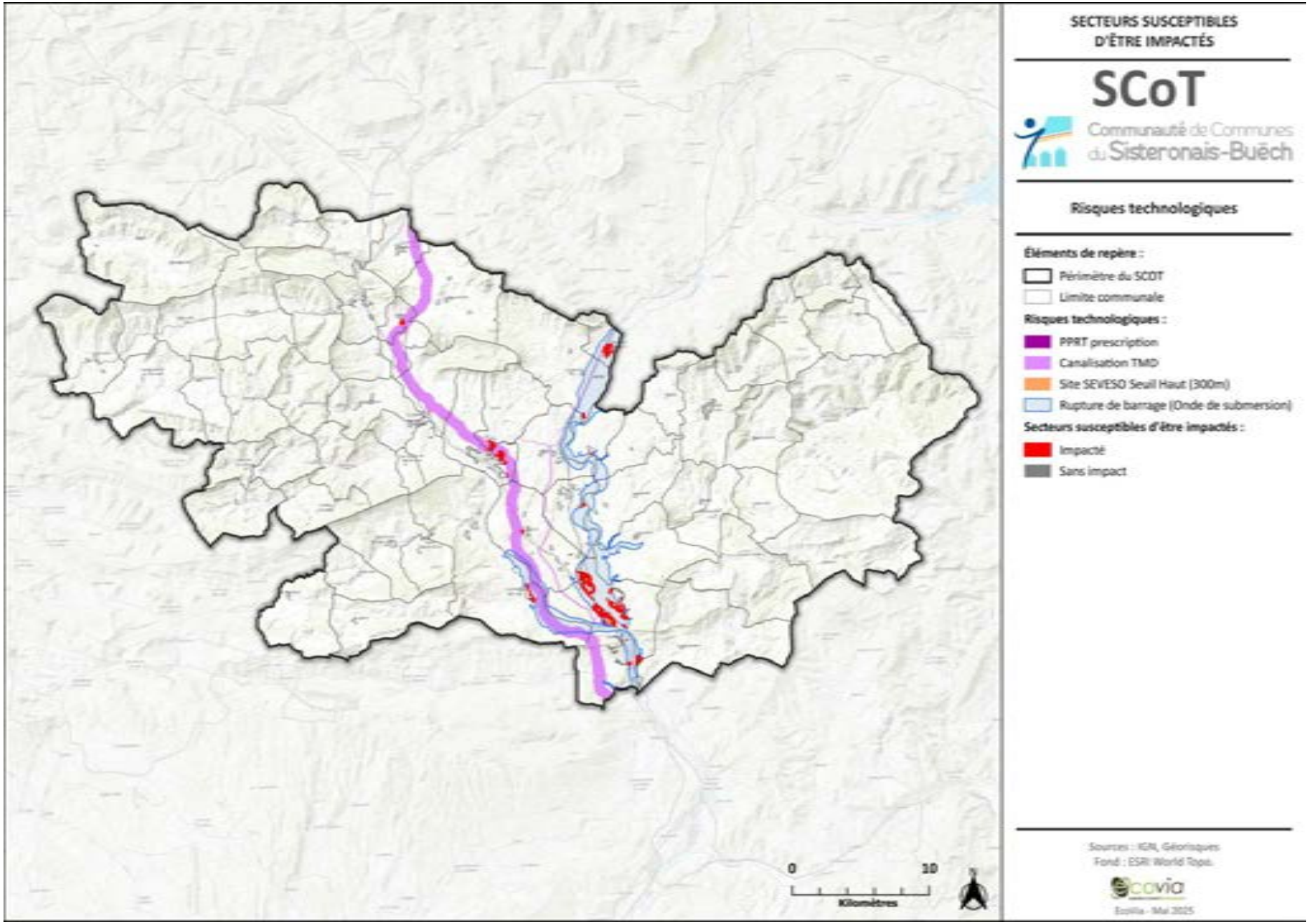
Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026





Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

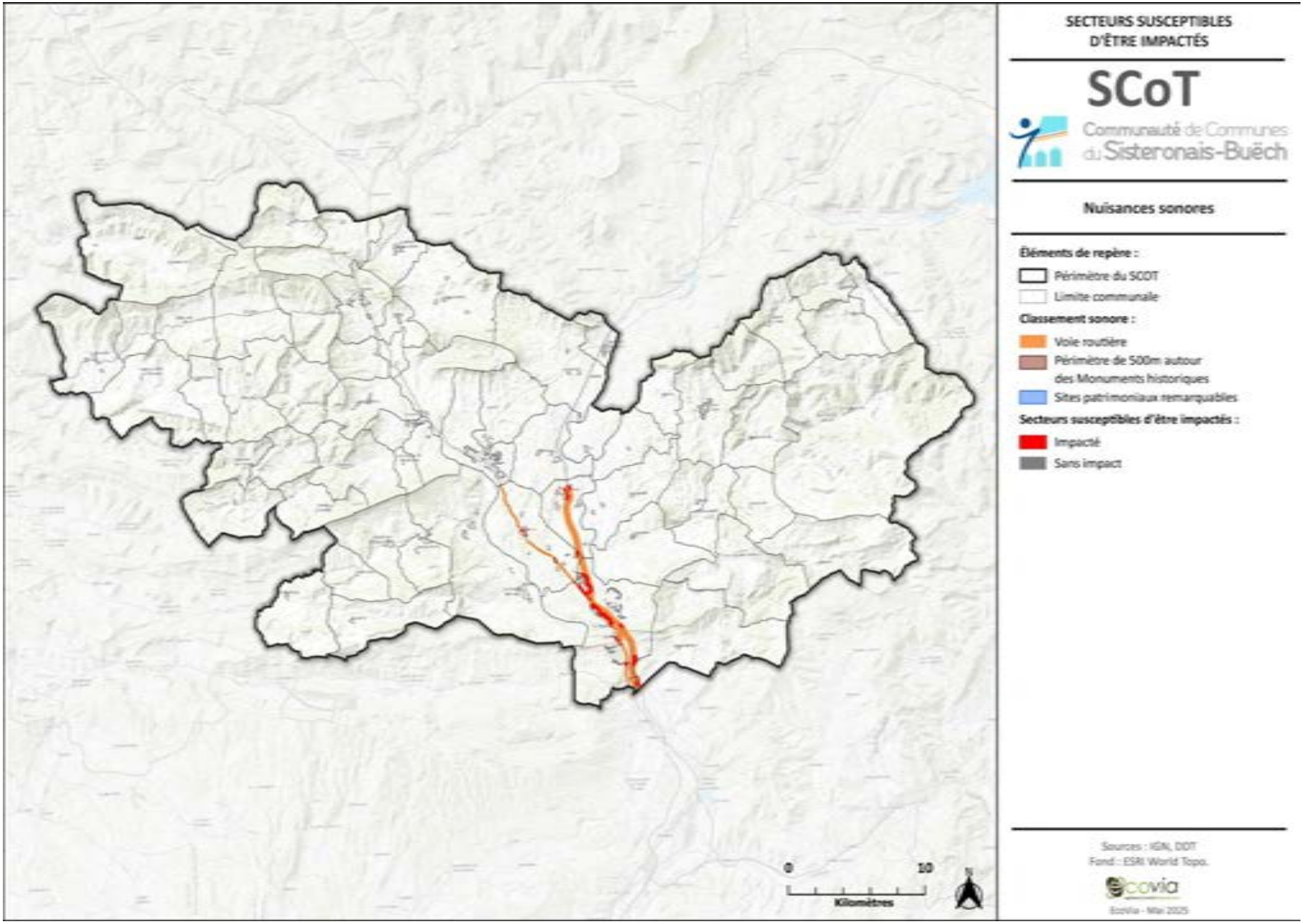
3.5.6 SSEI au regard des enjeux des nuisances sonores et des sites et sols pollués

Les enjeux liés aux nuisances sonores et aux sites et sols pollués présentent des interactions notables avec les secteurs susceptibles d'être impactés (SSEI) par le projet de SCoT du Sisteronais Buëch. Les secteurs concernés par des zones de bruit liées au classement sonore des infrastructures routières représentent 124,08 hectares, soit 10,78 % des SSEI. Ces zones se concentrent essentiellement sur les périmètres d'extension urbaine (83,05 ha) et d'enveloppes urbaines (38,30 ha), traduisant une superposition fréquente entre les dynamiques de développement urbain et les sources sonores linéaires. Cette configuration implique la nécessité, dans les documents d'urbanisme de rang inférieur, d'anticiper les mesures d'évitement ou d'atténuation des nuisances acoustiques, notamment pour les secteurs à vocation résidentielle, les équipements recevant du public ou les espaces de loisirs.

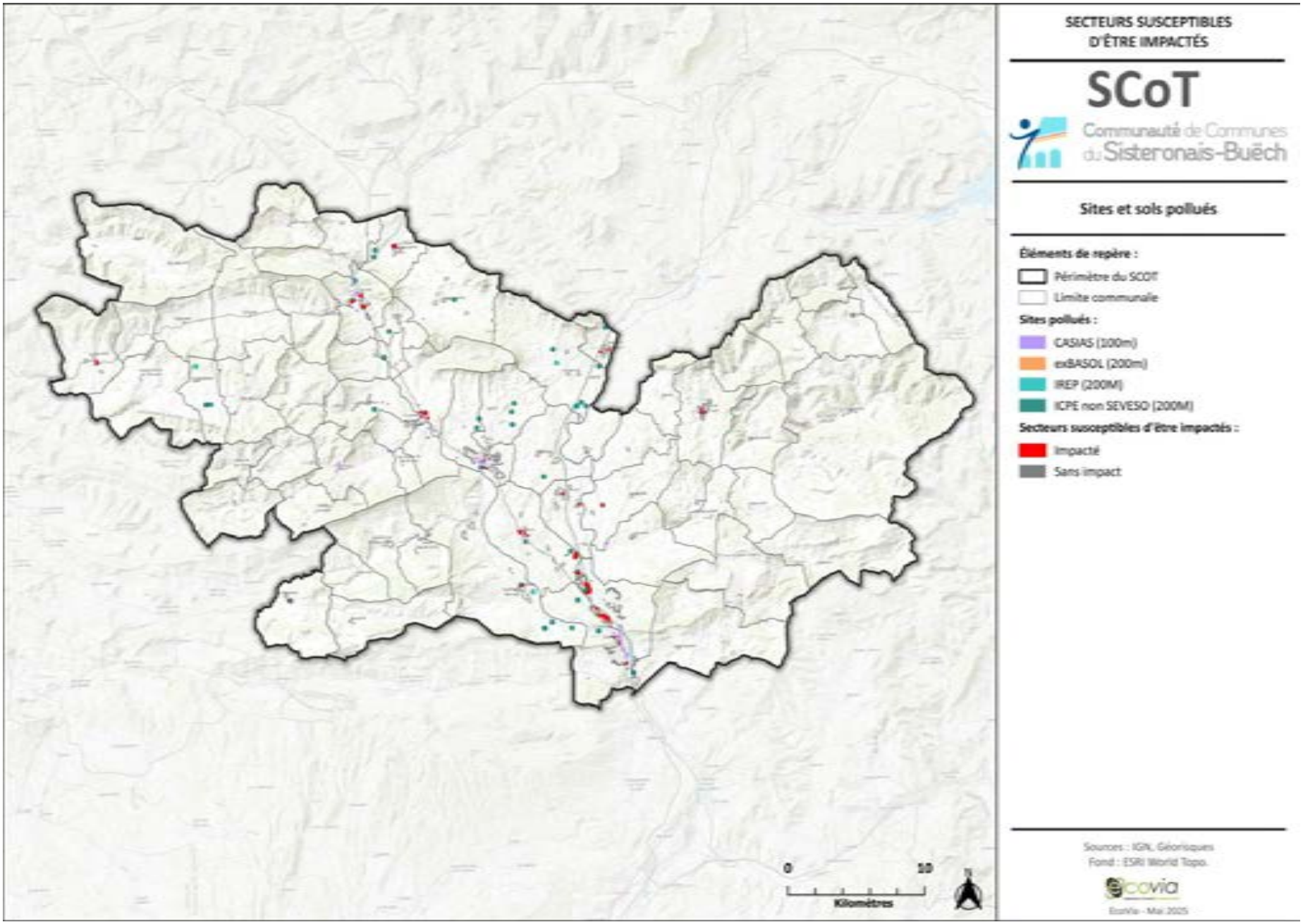
S'agissant des sites et sols pollués, les interactions concernent prioritairement les installations recensées dans les bases CASIAS et ICPE non SEVESO. Environ 2,90 % des SSEI, soit 33,35 hectares, sont situés dans un périmètre de 100 mètres autour de sites CASIAS, majoritairement en extension urbaine (22,70 ha). De manière similaire, 42,78 hectares (3,72 %) de SSEI se trouvent dans un rayon de 200 mètres autour de sites ICPE non SEVESO, dont plus de 33 ha sur des secteurs d'extension. Les périmètres d'influence autour des installations enregistrées dans la base IREP représentent quant à eux 12,23 hectares (1,06 %), et seul 0,55 hectare de SSEI est concerné par un périmètre BASOL.

La présence de ces sites implique une attention particulière dans le choix des localisations futures de l'urbanisation, notamment en matière d'affectation des sols et de compatibilité des usages, afin de prévenir tout conflit d'usage ou exposition prolongée des populations. Les mesures d'évitement, de réduction ou de compensation doivent être mobilisées dès la phase de conception des documents locaux d'urbanisme pour limiter les effets cumulés entre pressions polluantes et développement urbain.

Nuisances sonores					
Libelle	**Extension urbaine**			**TOTAL SSEI**	**% SSEI**
	Enveloppe urbaine	**DAACL**	**Projet structurant**		
Zone de bruit lié aux voies routières	83,05	38,30	2,73	**124,08**	**10,78 %**
Sites et sols pollués					
Libelle	**Extension urbaine**			**TOTAL SSEI**	**% SSEI**
	Enveloppe urbaine	**DAACL**	**Projet structurant**		
Site BASOL (200 m)	-	0,55	-	**0,55**	**0,05 %**
Site CASIAS (100 m)	22,70	9,74	0,91	**33,35**	**2,90 %**
Site ICPE Non SEVESO (200 m)	33,86	8,00	0,92	**42,78**	**3,72 %**
Site IREP (200 m)	4,66	7,57	-	**12,23**	**1,06 %**



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

3.5.7 Conclusions sur les secteurs susceptibles d'être impactés

En conclusion, l'analyse croisée des secteurs susceptibles d'être impactés (SSEI) avec les différents enjeux environnementaux, paysagers et de risques ayant pu être spatialisés met en évidence une intégration globalement satisfaisante de ces thématiques dans les choix d'orientation du DOO. Malgré une part importante de SSEI situés en extension urbaine, les superpositions avec les espaces à forts enjeux environnementaux — notamment les zones de biodiversité patrimoniale ou les formations boisées — restent limitées, traduisant un positionnement globalement compatible des enveloppes de développement vis-à-vis des milieux naturels.

Les principales interactions observées concernent les formations herbacées à haute valeur écologique, certains peuplements forestiers (feuillus notamment), les périmètres de protection paysagère autour des monuments historiques, ainsi que les secteurs exposés à des nuisances sonores liées au réseau routier et les zones d'influence de sites à risques ou pollués (ICPE, CASIAS). À noter également la forte présence de SSEI situés en zones d'aléa moyen à fort de retrait-gonflement des argiles, et dans une moindre mesure en secteur de sismicité moyenne.

Mesure ERC : Ces éléments devront faire l'objet d'une attention particulière lors de la déclinaison du SCoT à l'échelle communale ou intercommunale. En particulier, les PLU et PLUi devront intégrer les contraintes liées aux risques naturels et technologiques ainsi qu'aux nuisances, en privilégiant les mesures d'évitement pour les projets à vocation résidentielle ou recevant du public. La localisation précise des enveloppes de développement devra permettre de limiter l'exposition à ces aléas et de préserver les entités patrimoniales et écologiques identifiées, en conformité avec les principes de la séquence Éviter – Réduire.

3.6 Analyse des incidences au titre de Natura 2000

Conformément à l'article R. 122-20 du Code de l'environnement, le rapport environnemental comprend :

- 5° L'exposé :
    - b) De l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L. 414-4 ; les mesures prises au titre du b du 5° sont identifiées de manière particulière.

Le présent chapitre présente ainsi l'évaluation des incidences au titre de Natura 2000 du SCoT de la CCSB.

Cette analyse des incidences a été ciblée sur les extensions potentielles de l'urbanisation et des zones d'activités. Il s'agit des secteurs susceptibles d'être impactés, les secteurs de développement de l'habitat n'étant pas identifiés.

3.6.1 Présentation du réseau Natura 2000

La mise en œuvre du site Natura 2000 s'appuie sur un comité de pilotage formé d'acteurs locaux. Les objectifs de gestion et les moyens associés sont déclinés dans un document d'objectif appelé DOCOB. Natura 2000 permet de mobiliser des fonds nationaux et européens et des outils (mesures agro-environnementales) sur des actions ciblées par le DOCOB.

Les plans et programmes tel que le SCoT ainsi que les projets qui sont susceptibles de porter atteinte de manière significative à un ou plusieurs sites Natura 2000 sont soumis à une évaluation d'incidences Natura 2000.

3.6.2 Réseau Natura 2000 sur le territoire

Le réseau **Natura 2000** renvoie à un ensemble de sites naturels européens, terrestres et marins, identifiés pour la rareté ou la fragilité des espèces sauvages, animales ou végétales, ou de leurs habitats alors considérés d'intérêt communautaire.

Ce réseau correspond ainsi aux sites identifiés au titre de deux directives européennes : la Directive **oiseaux** et la Directive **Habitats Faune Flore** qui permettent sa protection et sa conservation de manière réglementaire. Pour plus d'efficacité, ce réseau concilie préservation de la nature et de sa biodiversité intrinsèque et préoccupations socioéconomiques locales. Il se compose de deux catégories de sites : les **zones de protection spéciale (ZPS)** et les **zones spéciales de conservation (ZSC)** décrites ci-dessous :

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

- **Zones de protection spéciale (ZPS)** renvoient, pour la plupart d'entre elles, aux zones classées en ZICO. Les ZPS ont ainsi pour but la conservation des espèces d'oiseaux sauvages figurant à l'annexe I de la Directive **oiseaux** ou de zones identifiées comme étant des aires de reproduction, de mue, d'hivernage ou encore de zones relais pour les oiseaux migrateurs. Ces zones sont désignées comme étant des ZPS par arrêté ministériel sans consultation préalable de la Commission européenne.
- **Zones spéciales de conservation (ZSC)** visent la conservation du patrimoine naturel exceptionnel qu'elles abritent, que ce soient des types d'habitats ou des espèces animales et végétales d'intérêt communautaire figurant aux annexes I et II de la Directive **Habitats**. Pour désigner une zone en ZSC, chaque État membre fait part de ses propositions à la Commission européenne, sous la forme de pSIC (proposition de **site d'intérêt communautaire**). Après approbation par la Commission, la pSIC est inscrite comme **site d'intérêt communautaire (SIC)** et est intégrée au réseau Natura 2000. Un arrêté ministériel désigne ensuite le site comme **ZSC**.

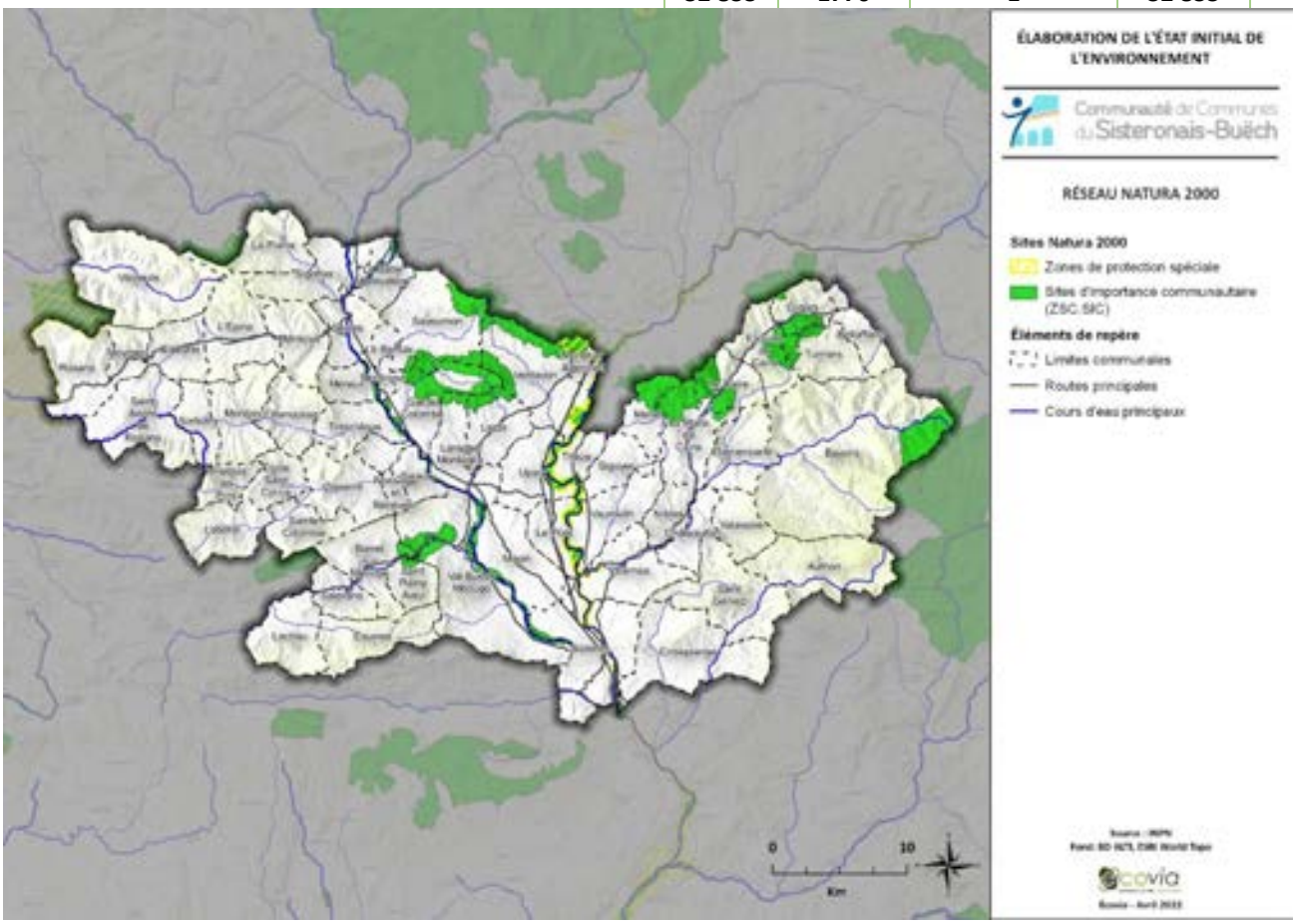
Sur le territoire de la CCSB, on recense **six ZSC** pour une superficie totale d'environ 10 766 ha, soit 7 % du territoire, ainsi que **deux ZPS** pour une superficie totale de 1 770 ha, soit 1 % du territoire. Ainsi les sites Natura 2000 occupent une surface totale de 10 809 hectares sur le territoire, soit environ 7 % du territoire. Par ailleurs, 6 sites Natura 2000 sont limitrophes du territoire (5 ZPS, 1 ZSC).

Tableau 48 : Sites Natura 2000 localisés sur le territoire (source : INPN)

Type	Code Natura 2000	Nom du site	Communes concernées sur le territoire	Surface totale (ha)	Surface dans le territoire (ha)	Recouvrement du territoire (%)	Part du site Natura 2000 concerné (%)
ZSC	FR9301514	Ceüse - montagne d'Aujour - Pic de Crigne – montagne de Saint-Genis	Lazer, Monêtier-Allemont, Laragne-Montéglin, Ventavon, Le Bersac, Savournon, Garde-Colombe	7 048	3 425	2	49
ZSC	FR9301535	Montagne de Val-Haut – Clues de Barles - Clues de Verdaches	Bayons, Authon	13 198	909	<1	7
ZSC	FR9301545	Venterol - Piégut - Grand Vallon	La Motte-du-Caire, Gigors, Faucon-du-Caire, Melve, le Caire, Turriers	4 255	2 815	2	66
ZSC	FR9301589	La Durance	Monêtier-Allemont, Upaix, Ventavon, Le Poët, Vaumeilh, Thèze, Valernes, Sigoyer, Entrepierres, Sisteron	15 920	1499	1	9
ZSC	FR9301518	Gorges de la Méouge	Barret-sur-Méouge, Saint-Pierre-Avez, Val-Buëch-Méouge	713	713	0	100
ZSC	FR9301519	Le Buëch	Laragne-Montéglin, Val-Buëch-Méouge, Le Bersac, La Bâtie-Montsaléon, Saléon, Méreuil, Montrond, Garde-Colombe,	2 426	1 395	1	58

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Type	Code Natura 2000	Nom du site	Communes concernées sur le territoire	Surface totale (ha)	Surface dans le territoire (ha)	Recouvrement du territoire (%)	Part du site Natura 2000 concerné (%)
			L'Epine, Serres, Trescléoux, Sigottier, Montclus, Sisteron, Mison				
ZSC				48 053	10 766	7	48 053
ZPS	FR9312023	Bec de Crigne	Monêtier-Allemont, Ventavon	411	260	0	63
ZPS	FR9312003	La Durance	Valernes, Ventavon, Le Poët, Monêtier-Allemont, Upaix, Thèze, Vaumeilh, Entrepierres, Sisteron, Sigoyer	19 967	1499	1	8
ZPS				**32 833**	**1770**	**1**	**32 833**



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

3.6.3 Analyse des incidences sur le réseau Natura 2000

3.6.3.1 Dispositions du DOO sur le reseau Natura 2000

Plusieurs prescriptions du DOO se réfèrent au réseau Natura 2000 :

- Identifier, dans les zones Natura 2000, un zonage spécifique dans les documents d'urbanisme locaux au regard des enjeux environnementaux locaux ;
- Les périmètres des sites Natura 2000 sont inclus dans les réservoirs de biodiversité réglementaires, pour lesquels « les documents d'urbanisme locaux devront :
    - Décliner, adapter et préciser les périmètres des réservoirs à des fins de protection et de mise en œuvre adéquate des objectifs réglementaires de protection notamment afin de s'adapter aux échelles de travail qui sont plus larges dans les périmètres que l'échelle cadastrale ;
    - Interdire les aménagements et constructions dans ces réservoirs ;
    - Autoriser les aménagements, sous la double condition de prendre en compte les objectifs réglementaires de protection et de gestion de ces espaces, et de ne pas compromettre le fonctionnement global de leurs écosystèmes :
        - Les travaux visant à la conservation ou à la protection de ces espaces et milieux, à la gestion des risques naturels, ou aux activités agricoles ou forestières existantes ;
        - Ponctuellement, les projets pédagogiques, touristiques et récréatifs. ;
- Le paragraphe dédié, « Préserver les zones NATURA 2000 », précise en outre que « les documents d'urbanisme locaux devront :
    - Assurer strictement la préservation des sites Natura 2000 au regard des objectifs de conservation qui s'y appliquent ;
    - N'admettre que les projets cumulant les critères suivants :
        - Les travaux, constructions, et aménagements ne portant pas atteinte aux objectifs du document d'Objectifs (DOCOB) des sites Natura 2000, notamment pour les communes intégralement ou en partie comprises en site Natura 2000 ;
        - Les travaux, constructions, et aménagements justifiants d'absence d'incidence notable sur les milieux et espèces d'intérêt communautaire ayant entrainé le classement du site. »

Ainsi, les habitats et espèces à enjeux communautaires situés dans ces réservoirs verront leur préservation pérennisée au titre de ces prescriptions.

3.6.4 Mesures ERC spécifiques aux sites Natura 2000

Pour rappel, le SCoT ne présente pas d'incidence directe significative sur les sites Natura 2000 du territoire. Cependant, certains secteurs susceptibles d'être impactés pourraient être localisés au sein de sites Natura 2000 si le développement démographique prévu par le SCoT et la répartition des nouveaux habitants en fonction de l'armature urbaine étaient atteints.

Pour intégrer au mieux les enjeux liés à ces sites Natura 2000 et exclure toute incidence, notamment sur l'avifaune, l'évaluation environnementale propose les mesures suivantes.

Éléments concernés	Mesures ERC préconisées par l'évaluation environnementale
Les espèces d'intérêt communautaire	Il est recommandé de démarrer les travaux/chantiers en dehors des périodes de reproduction et de nidification des différentes espèces d'intérêt communautaire du réseau européen Natura 2000 des sites du territoire. Il est également recommandé de préserver tout élément naturel favorable aux espèces d'intérêt communautaire : bosquets, haies, fourrés, arbres isolés, points d'eau… De plus, il est préconisé de mettre en place un tampon vis-à-vis des habitats naturels afin de minimiser l'impact de certains aménagements et permettre le maintien du bon fonctionnement écologique global de ces milieux naturels.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Éléments concernés	Mesures ERC préconisées par l'évaluation environnementale
Toutes les communes du SCoT	Il est recommandé d'éviter autant que possible les extensions urbaines à proximité des sites Natura 2000 désignés au titre de la directive oiseaux et de la Directive Habitat. Pour les projets localisés au sein ou aux abords immédiats d'un site Natura 2000, une étude Natura 2000 approfondie devra être réalisée et des mesures adaptées seront proposées afin d'éviter toute incidence significative sur le réseau Natura 2000. Les éléments favorables aux espèces d'intérêt communautaire (bosquets, haies, fourrés, points d'eau…) devront être identifiés et préservés à l'échelle communale ou intercommunale via différents outils comme le zonage, l'article L151-23, la Trame Verte et Bleue…
Tous les projets avec chantier	Il est recommandé que tous travaux de déboisement ou de défrichement, même en bordure de site, soient effectués de préférence en septembre-octobre. Il est également recommandé que les travaux de remblais et de déblais débutent avant la saison de reproduction des espèces présentes, soit avant le mois de mars afin d'éviter l'installation des individus en reproduction sur les zones déboisées en travaux. D'une manière globale, l'ensemble des mesures destinées à éviter toutes pollutions accidentelles (atmosphériques, du sol, aquatiques, etc.) des milieux lors des travaux devront être prises. Les espaces à enjeux écologiques devront être préservés et mis en défens en amont des travaux. Ceci afin d'éviter que les engins de chantiers et les ouvriers ne circulent sur les zones devant être préservées. De plus, les installations de chantiers, la base de vie, etc. devront être installées en dehors et de préférence à plus de 100 mètres des secteurs ayant été jugés sensibles d'un point de vue écologique. De même, les zones de stockage devront être réalisées sur des aires spécifiques, confinées, éloignées de ces milieux sensibles afin d'éviter tout apport de poussières ou d'eaux de ruissèlement. Concernant les secteurs de projet à proximité immédiate d'habitats d'intérêt communautaire ou d'habitats d'espèces d'intérêt communautaire, il est recommandé l'installation de système de barrières semi-perméables afin de limiter l'accès au chantier aux animaux et permettre à ceux situés au sein de la zone de travaux d'en sortir.

3.6.5 Conclusion de l'évaluation simplifiée des incidences sur les sites Natura 2000

Les sites Natura 2000, et notamment les habitats et espèces communautaires à enjeux de conservation, sont protégés par le DOO.

En l'état actuel et sous réserve du respect des mesures environnementales proposées, le projet de SCoT ne devrait donc pas entraîner d'incidences significatives susceptibles de remettre en cause l'état de conservation de des espèces et habitats ayant entrainé le classement du secteur en NATURA 2000.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

3.7 Analyse quantitative des incidences du SCOT sur les émissions de gaz à effet de serre (GES)

L'application en ligne GES URBA pour intégrer les enjeux énergie-climat dans les projets de territoire porte sur les thématiques pour lesquelles il existe un impact et des leviers d'actions à l'échelle d'un document d'urbanisme (SCoT, PLU ou PLUi). Elle permet l'évaluation des consommations d'énergies et émissions de GES générées ou évitées par :

- L'usage et la construction du bâti neuf ou à réhabiliter (logement et tertiaire) ;
- Le développement des énergies renouvelables ;
- L'évolution des occupations du sol ;
- La mobilité des personnes et des marchandises (localisation des constructions nouvelles, développement du transport en commun, articulation entre forme urbaine, organisation de l'espace et transport…).

Les données du projet de SCOT ont été renseignées dans un scénario, mis en comparaison avec un scénario tendanciel. Ce dernier s'est appuyé sur le diagnostic territorial et les différents documents du SCOT en élaboration.

L'absence d'informations quantitatives (Projet de construction et de réhabilitation de bâtiments tertiaires, évolutions des transports en commun, etc.) ne permet pas d'évaluer l'ensemble des contributions du projet à la réduction des émissions de GES. **Il s'agit, donc, d'une évaluation partielle,** permettant toutefois de confronter les choix du SCOT par rapport à une évolution tendancielle.

3.7.1 Méthodologie et hypothèses de travail

Dans le cadre de l'utilisation de l'outil GES URBA, de nombreuses hypothèses de travail ont été prises, celles-ci sont détaillées par partie dans les paragraphes ci-dessous :

Production de logement

Les hypothèses de travail proviennent des éléments du diagnostic (habitat et logement) soit en 2021 :

- 18 172 logements ;
- 10,4 % vacants, 21 % de logements secondaires et 68,6 % en résidence principale ;
- 68 % de logements individuel et 32 % collectif ;

Pour le scénario tendanciel : les tendances de la période 2015-2021 ont été prolongées soit : **+116 logements/an neufs (soit 2 391 logements) jusqu'en 2045 avec un maintien des caractéristiques du parc actuel.** Il n'y a pas de répartition polarisée concernant la construction des logements.

Pour le scénario du SCOT : Production de **2 750 logements d'ici 2045**. Maintien de la répartition individuel/collectif observée en 2021 pour la production de logements.

Concernant la norme de construction, elle a été estimée par défaut en RT2012 pour les deux scénarios. Toutes les autres options GES Urba n'ont pas été modifiées et reprennent les données par défaut.

Construction et réhabilitation de bâtiments tertiaires

Sans éléments précis au sein du projet du SCOT, cette partie n'a pas été complétée.

Réhabilitation des logements

Sans éléments précis au sein du projet du SCOT, cette partie n'a pas été complétée.

Développement des ENR

Dans le cadre du scénario SCOT, les objectifs du PCAET ont été injectés, soit une production de 1 200 GWh en 2050, une régression linéaire a permis d'obtenir une production attendue de 919 GWh en 2045, soit une augmentation de la production de 307 GWh entre 2019 et 2045 pour les énergies suivantes : 235 GWh de production photovoltaïque et 72 GWh pour les autres ENR (méthanisation, petite hydraulique, bois-énergie et solaire thermique).

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Pour le scénario tendanciel, la tendance observée sur la période 2015-2022 a été prolongée, ainsi, une production supplémentaire de 82 GWh est attendue en 2045, dont 73,7 GWh produits par le solaire photovoltaïque.

Mobilité

Les documents du SCOT ont été analysés afin de pouvoir compléter le questionnaire à dire d'expert.

Occupation des sols

- Extension urbaine

Pour le scénario SCOT, la consommation d'espace découle de la trajectoire Zéro artificialisation nette du SCOT, soit une consommation totale de **205 ha d'ici 2045 dont 83 ha pour les logements et les équipements associés 52 ha pour l'économie ou les équipements.**

La consommation de 83 ha pour les logements a été distribuée par pôle selon les objectifs du SCOT.

Une enveloppe de solidarité de 70 ha, permettant l'émergence de projet d'un intérêt supracommunal, n'est pas polarisée.

Pour le scénario tendanciel, les tendances de consommation de la période 2011-2022 (12 ha/an) ont été prolongées jusqu'en 2045 **soit 242 ha dont 126 pour l'habitat et 116 pour l'économie et les équipements.**

- Renouvellement urbain

Pour le scénario SCOT, un potentiel de densification de 81 ha est identifié sur le territoire réparti par pôle d'armature de la manière suivante : Il est estimé qu'une proportion de 5 % des espaces densifiables identifiés sont des surfaces artificialisées (parking, délaissés de route, etc.)

Tableau 49 : Potentiel de densification par polarité

Pôle	Surface densifiable
Sisteron	39
Centralités secondaires	22
Communes relais	9
Communes rurales	10
Total	81

Concernant le scénario tendanciel, il est considéré que l'ensemble des surfaces consommées seront en extension.

À partir de ces hypothèses, le tableau suivant regroupe les résultats obtenus selon les thématiques ayant pu être modélisées.

Résultats de l'analyse des émissions de GES

À partir de ces hypothèses, le tableau suivant regroupe les résultats obtenus selon les thématiques ayant pu être modélisées :

Tableau 50 : Comparaison des scénarios entre le SCOT et une évolution tendancielle (Modèle GES URBA)

Thématique	Énergie (MWh/an)		GES (tCO2e/an)	
	SCOT	**Tendanciel**	**SCOT**	**Tendanciel**
Construction et rénovation de bâtis résidentiels	29 527	27 091	-828	-37
Construction et rénovation de bâtis tertiaires	0	0	0	0
Évolution des mobilités	-2 727	-130	-828	-37
Occupation des sols	0	0	5 939	10 245
Total annuel à l'horizon 2045 (hors ENR)	26 800	26 961	9 036	13 800
Développement des ENR	308 000	82 149	-1 003	-168

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

D'après cette analyse, le SCOT entraînerait une augmentation de la consommation énergétique du territoire d'environ 26 800 MWh/an, contre 26 961 MWh/an dans le cadre d'un scénario tendanciel, concernant les émissions de GES (sans prendre en compte les ENR), le SCOT devrait engendrer des émissions 9 036 tCO2e/an supplémentaires contre 13 800 tCO2e/an dans le cadre du scénario tendanciel.

Hors ENR, Le SCOT permettrait donc de réduire les émissions de GES de 35 % par rapport à une évolution tendancielle, notamment via les objectifs de réduction de consommation d'ENAF. En revanche, du fait des objectifs de construction de bâtiments résidentiels et des objectifs d'attractivité économique et malgré les efforts sur la mobilité, les consommations énergétiques ne devraient être que 1 % inférieures au scénario tendanciel.

En revanche, les objectifs de développement des ENR portés par le PCAET sont presque 4 fois supérieurs à l'évolution tendancielle attendue. Ce développement d'ENR devrait permettre une décarbonation plus importante du territoire.

Ces évolutions sont mises en valeur dans les graphiques suivants :

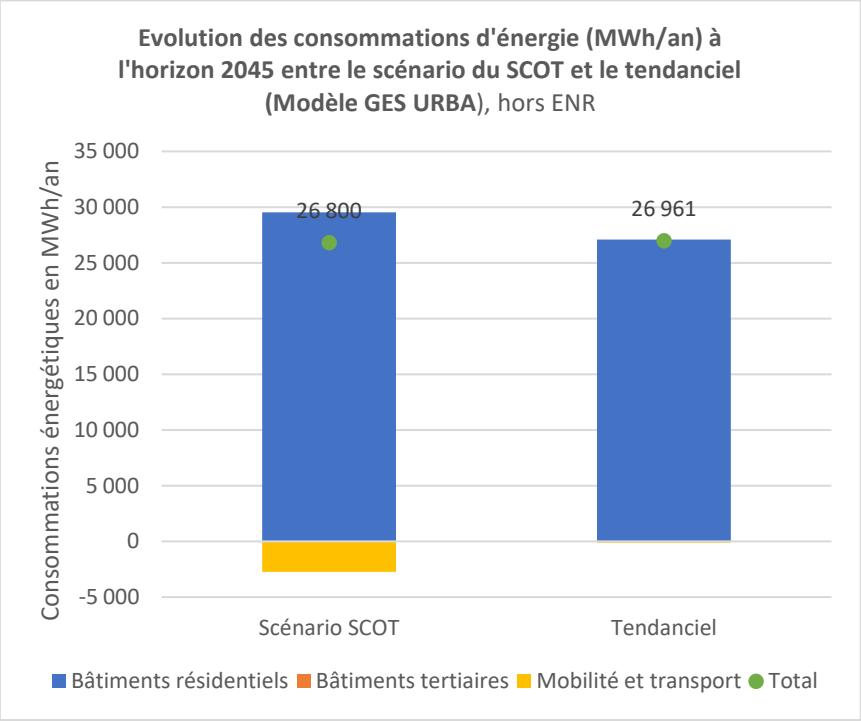


Figure 91 : Bilan des consommations d'énergie finale (MWh/an) (source : GES Urba), hors ENR

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

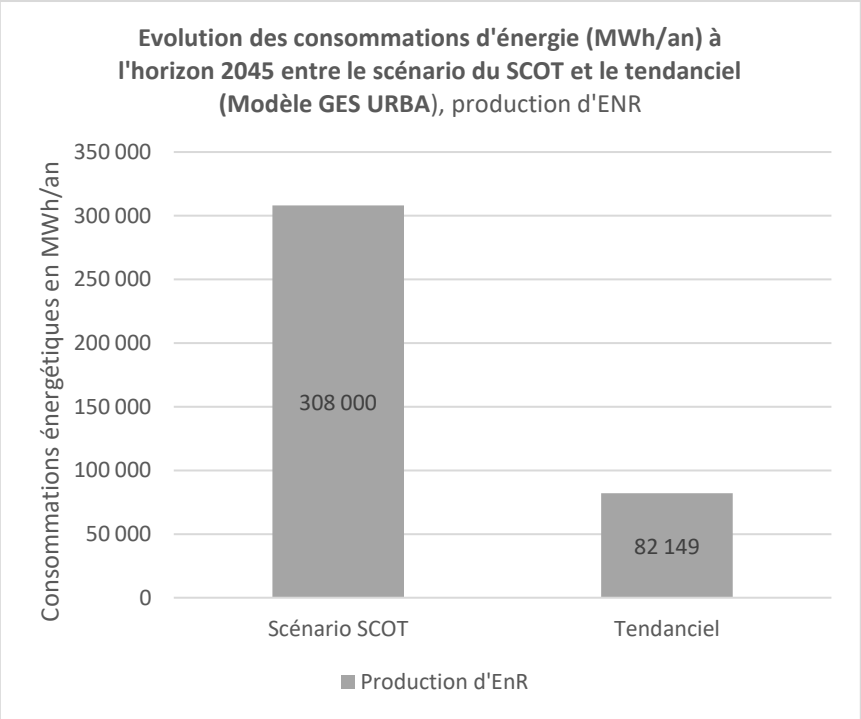
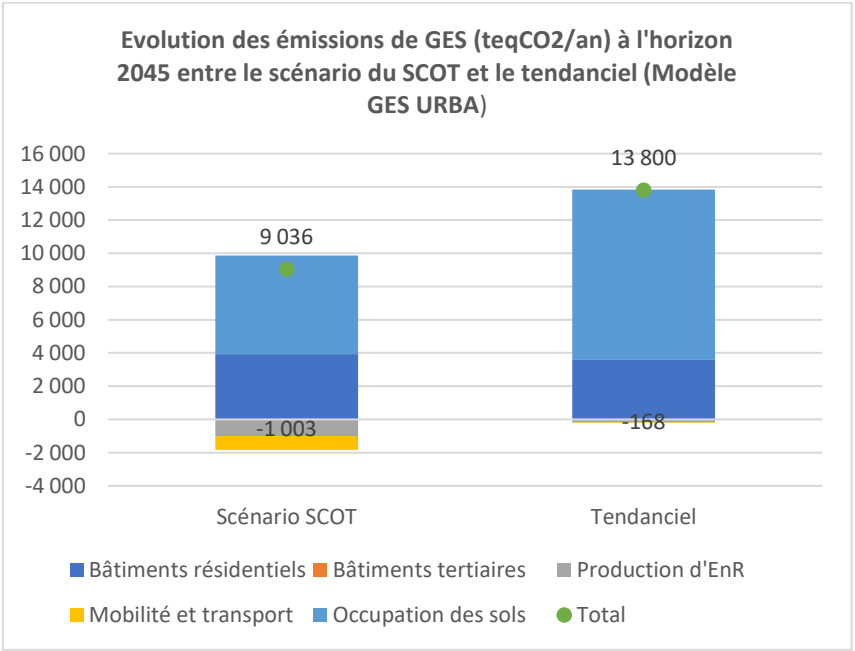


Figure 92 : Bilan des consommations d'énergie finale (MWh/an) (source : GES Urba), ENR



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

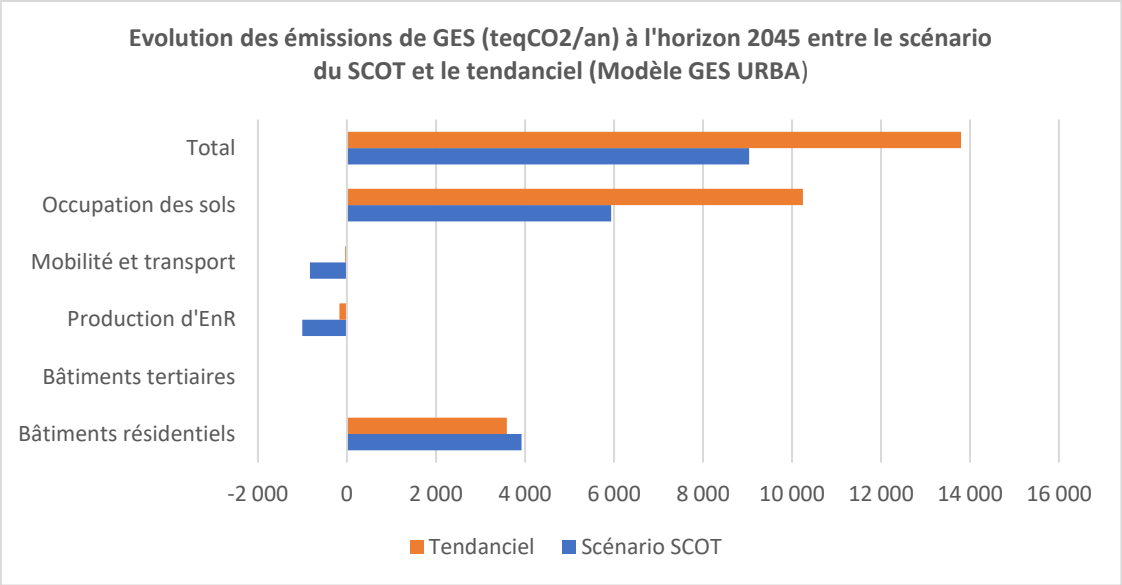


Figure 93 : Bilan par thématique des émissions de GES (teqCO_2/an) (source : GES Urba)

3.8 Synthèse des mesures ERC du SCoT

N. B. Aucune mesure compensatoire n'est prévue ni préconisée pour le SCoT.

Thématique	Mesures portées par le SCoT	Mesures complémentaires préconisées par l'évaluation environnementale
Biodiversité et continuités écologiques	Préservation des continuités écologiques Protection des zones humides Protection des sites Natura 2000	
Ressource en eau	Préservation du cycle de l'eau (adéquation du développement avec les capacités des milieux, désimperméabilisation, gestion des eaux pluviales à la parcelle, etc.)	
Changements climatiques	Végétalisation en milieu urbain Vérification de la cohérence des projets avec la ressource en eau disponible en contexte du changement climatique	
Énergie et GES	Renforcer l'offre et la desserte des transports en commun	
Foncier	Priorité au renouvellement urbain, à la densification des pôles structurants existants et à la réutilisation des friches	
Risques naturels	Intégration des aléas Désimperméabilisation des sols Gestion alternative des eaux pluviales	Vérifier l'impact aval des futures zones de projets

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Thématique	Mesures portées par le SCoT	Mesures complémentaires préconisées par l'évaluation environnementale
Santé-urbanisme (pollutions de l'air, du sol et nuisances sonores)	Réduire l'exposition des habitants aux nuisances sonores routières et de loisirs à travers l'urbanisation Développement des mobilités douces	Proscrire le développement dans les secteurs en dépassements réglementaires pour la qualité de l'air Anticiper les besoins de déplacements potentiels d'établissements sensibles (écoles, EHPAD, centres loisirs enfants…) Attention particulière dans le choix des localisations futures de l'urbanisation, notamment en matière d'affectation des sols et de compatibilité des usages, afin de prévenir tout conflit d'usage ou exposition prolongée des populations
Paysage	Préservation des éléments traditionnels et valorisation	
Ressources minérales	Prise en compte des enjeux identifiés par les SRC	Permettre l'extension des carrières par une destination du Règlement adaptée
Déchets	Planifier l'implantation de sites ayant pour but la valorisation et le traitement des déchets	

3.9 Méthodologie utilisée pour la réalisation de l'évaluation

3.9.1 Généralités sur la démarche d'évaluation environnementale du SCoT de la CCSB

L'évaluation environnementale du SCoT de la CCSB a été conçue de façon à placer l'environnement au cœur du processus de décision. Elle a été conduite en parallèle de l'élaboration du SCoT et s'est accompagnée de phases d'échanges avec l'intercommunalité (services techniques urbanisme, environnement, les élus en charge du dossier, etc.), les communes, et les services d'état.

Il s'agit donc d'une démarche itérative (réalisé par boucle d'analyse, cf. schéma ci-après) accompagnant chaque étape de l'élaboration du document de planification et permettant d'ajuster le projet. Des modifications ont donc été inscrites dans le SCoT, à la suite de cette démarche d'allers-retours entre le projet et les résultats de son analyse environnementale. Cela s'est traduit par l'augmentation des ambitions environnementales, la suppression de certains projets aux impacts environnementaux forts a permis de réduire l'incidence du projet au regard de l'environnement.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

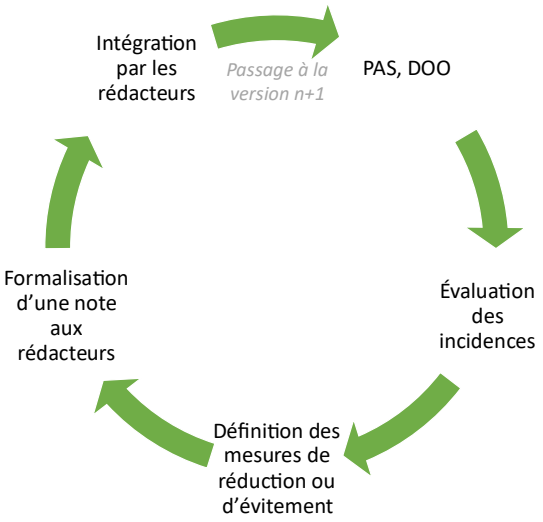


Figure 94 : cycle d'itérations type

3.9.2 Limites de l'évaluation environnementale

La méthode d'évaluation environnementale reprend, en l'adaptant, le contenu de l'étude d'impact des projets, à la différence près que, visant des orientations d'aménagement du territoire, les projets qui en découlent ne sont pas toujours définis et localisés avec précision sur le territoire. Chaque projet, notamment les projets d'infrastructures, doit donc faire l'objet en complément d'une étude d'impact particulière.

Il est donc important de préciser que les enjeux à prendre en compte et les mesures à proposer ne sont ni de même nature ni à la même échelle et au même degré de précision que ceux évalués dans le cadre d'un projet d'aménagement localisé et défini dans ses caractéristiques techniques. Ainsi, les incidences des différents projets inscrits dans le DOO ne sont abordées qu'au regard de leur état d'avancement. En revanche, l'évaluation environnementale formule des recommandations visant à encadrer les projets dont les contours précis restent flous au regard des enjeux environnementaux identifiés à leur niveau ou à proximité.

La quantification des incidences environnementales de la mise en œuvre du SCoT est effectuée de façon optimale, dans la mesure du possible. Si par exemple l'estimation des surfaces consommées par l'urbanisation est facilement accessible, ce n'est cependant pas le cas pour toutes les données environnementales.

L'évaluation quantitative des orientations du SCoT est donc réalisée en fonction des moyens, données et outils disponibles, tandis que l'analyse qualitative peut être systématiquement poussée au mieux des possibilités.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

3.10.1 Matrice d'analyse des incidences du PAS

Enjeux	Préserver et participer à la restauration des continuités écologiques	Limiter les atteintes à la ressource en eau	Favoriser la résilience du territoire	Participer à la réduction des consommations énergétiques et des émissions de gaz à effet de serre	Accompagner le développement des EnR	Réduire les risques par anticipation des impacts de l'urbanisme sur les aléas	Limiter l'exposition des populations aux pollutions et nuisances	Préserver les paysages et le patrimoine	Préserver les capacités de production de matériaux	Participer aux objectifs de réduction des déchets	Total
Pondération	**3**	**3**	**3**	**3**	**3**	**3**	**2**	**2**	**1**	**1**	
Axe n° 1 : Affirmer une identité rurale dynamique	**-1**	**-1**	**-1**	**1**	**0**	**-1**	**0**	**1**	**1**	**0**	**-1**
Orientation 1.1 : Adapter les formes bâties et formes urbaines aux besoins actuels et à venir	-1	-1	-1	-1		-1	-1	-1	-1	-1	**-9**
Orientation 1.2 : Maintenir et préserver les paysages et espaces naturels, agricoles et forestiers de la Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch	1	1	1	1		1	1	1	1	1	**9**
Orientation 1.3 : Poursuivre la revitalisation des centres-villes et centres-villages et la valorisation du patrimoine bâti	-1	-1	-1	1		-1		1	1		**-1**
Axe n° 2 : Soutenir une économie responsable	**-1**	**-1**	**0**	**3**	**0**	**0**	**1**	**1**	**2**	**2**	**7**
Orientation 2.1 : Consolider les pôles économiques existants	-1	-1		1		-1	1	-1	1	1	**0**
Orientation 2.2 : Faciliter l'activité économique dans les centres-villages et centres-villes	1	1		1		1		1	1	1	**7**
Orientation 2.3 : Développer une stratégie touristique à l'échelle de la CCSB	-1	-1		1				1			**0**
Axe n° 3 : Renforcer la solidarité territoriale	**0**	**1**	**0**	**2**	**0**	**1**	**1**	**0**	**0**	**0**	**5**
Orientation 3.1 : Affirmer le rôle de chaque commune au sein de l'armature territoriale et renforcer les liens entre les communes		1		1		1					**3**
Orientation 3.2 : Mettre en réseau les services et équipements											**0**
Orientation 3.3 : Renforcer les liens sur le territoire				1			1				**2**
Axe n° 4 : Engager une transition sobre	**3**	**2**	**2**	**2**	**2**	**3**	**1**	**2**	**3**	**3**	**23**
Orientation 4.1 : Améliorer la qualité environnementale et écologique des aménagements et des constructions	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	**10**
Orientation 4.2 : Affirmer le rôle de l'agriculture et de la sylviculture dans la transition du territoire	1	0	1	1		1			1	1	**6**
Orientation 4.3 : Préserver, valoriser et optimiser les ressources du territoire	1	1			1	1		1	1	1	**7**
Total	**1**	**1**	**1**	**8**	**2**	**3**	**3**	**4**	**6**	**5**	
Total pondéré	**3**	**3**	**3**	**24**	**6**	**9**	**6**	**8**	**6**	**5**	

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

3.10.2 Matrice d'analyse des incidences du DOO

Enjeux	Code	Préserver et participer à la restauration des continuités écologiques	Limiter les atteintes à la ressource en eau	Favoriser la résilience du territoire	Participer à la réduction des consommations énergétiques et des émissions de gaz à effet de serre	Accompagner le développement des EnR	Réduire les risques par anticipation des impacts de l'urbanisme sur les aléas	Limiter l'exposition des populations aux pollutions et nuisances	Préserver les paysages et le patrimoine	Préserver les capacités de production de matériaux	Participer aux objectifs de réduction des déchets	Score
Pondération		**3**	**3**	**3**	**3**	**3**	**3**	**2**	**2**	**1**	**1**	
Axe n°1 : Affirmer une identité rurale dynamique	**1**	**9**	**-1**	**5**	**1**	**1**	**1**	**1**	**9**	**0**	**-2**	24
ORIENTATION 1.1 - Adapter les formes bâties et urbaines aux besoins actuels et à venir	1.1	0	-2	0	-2	0	0	0	0	0	-2	-6
OBJECTIF 1 – Développer une politique d'habitat en adéquation avec les besoins démographiques	1.1.1	0	-2	0	-2	0	0	0	0	0	-2	-6
Conforter la dynamique démographique et diversifier le profil des ménages s'installant sur le territoire			-2		-1						-2	-5
Rendre abordable à toutes les populations l'offre d'habitat sur le territoire (mixité sociale)					-1							-1
OBJECTIF 2 - Rendre le territoire attractif pour les jeunes	1.1.2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Activités pour les jeunes / lieu de lien social / permettre aux jeunes de s'établir dans le territoire xxx												0
Proposer une offre de logement adaptée aux nouveaux modes d'habiter												0
ORIENTATION 1.2 - Maintenir et préserver les paysages et espaces naturels, agricoles et forestiers de la CCSB	1.2	6	1	1	0	0	0	0	6	0	0	14
OBJECTIF 1 – Préserver les paysages	1.2.1	2	1	0	0	0	0	0	4	0	0	7
Prendre en compte les documents cadres des territoires labellisés actuels et à venir		1	1									2
Promouvoir une urbanisation respectueuse du patrimoine et des paysages									3			3
Préserver l'identité agricole du territoire		2			1	1			3			7
OBJECTIF 2 – Renforcer et reconstruire les continuités écologiques et les services écosystémiques	1.2.2	4	0	1	0	0	0	0	2	0	0	7
Protéger la fonction économique et écologique des milieux naturels, agricoles et forestiers		2										2
Redonner la place et un rôle au végétal et au vivant en milieu urbain, privé et public		1							1			2
Renforcer la fonction écologique de l'agriculture		1		1					1			3
Objectif 3 - Intégrer la trame verte et bleue localement												
ORIENTATION 1.3- Poursuivre la revitalisation des centres-villes et centres villages et la valorisation du patrimoine bâti	1.3	3	0	4	3	1	1	1	3	0	0	16
OBJECTIF 1 – Réduire l'artificialisation des sols	1.3.1	3	0	3	2	1	1	1	2	0	0	13
Réduire le rythme d'artificialisation du territoire		1			1	1	1	1				5
Optimiser le potentiel foncier des tissus urbains existants		1		1					1			3
Rechercher la perméabilité des sols		1		2	1				1			5
OBJECTIF 2 – Renforcer l'attractivité résidentielle des centres-villes et centre bourgs en développant des démarches transversales	1.3.2	0	0	1	1	0	0	0	1	0	0	3
Résorber fortement le parc de logements vacants sur le territoire et réactiver le bâti ancien délaissé				1	1							2
Préserver les éléments identitaires du patrimoine bâti									1			1
Axe n°2 : Soutenir une économie responsable	**2**	**1**	**3**	**1**	**8**	**0**	**0**	**3**	**8**	**2**	**0**	26
Le DAACL - Document d'Aménagement Artisanal, Commercial et Logistique	DAACL	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	1
A - Lutter contre l'évasion commerciale en périphérie	DAACL-A								1			
B - Proposer une offre commerciale pour tous	DAACL-B											

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Enjeux	Code	Préserver et participer à la restauration des continuités écologiques	Limiter les atteintes à la ressource en eau	Favoriser la résilience du territoire	Participer à la réduction des consommations énergétiques et des émissions de gaz à effet de serre	Accompagner le développement des EnR	Réduire les risques par anticipation des impacts de l'urbanisme sur les aléas	Limiter l'exposition des populations aux pollutions et nuisances	Préserver les paysages et le patrimoine	Préserver les capacités de production de matériaux	Participer aux objectifs de réduction des déchets	Score
C - Anticiper les nouvelles pratiques commerciales	DAACL-C											
ORIENTATION 2.1 - Consolider les pôles économiques existants	2.1	1	2	1	3	0	0	0	2	2	0	11
OBJECTIF 1 – Conforter la dynamique des zones d'activités économiques	2.1.1	0	2	1	3	0	0	0	1	0	0	7
Densifier et conforter les zones économiques existantes afin de limiter la consommation d'espaces				1								1
Améliorer la qualité paysagère et environnementale des zones d'activités économiques			2		1				1			4
Faire évoluer les mobilités du territoire en privilégiant l'intermodalité pour relier les bassins de vie, les secteurs d'emplois et les secteurs d'emploi					2							2
OBJECTIF 2 – Conforter la dynamique des autres filières économiques	2.1.2	1	0	0	0	0	0	0	1	2	0	4
Préserver et valoriser les exploitations et productions agricoles		1							1			2
Faciliter les activités accessoires complémentaires de revenus												0
Préserver la filière économique des carrières										2		2
ORIENTATION 2.2 - Faciliter l'activité économique dans les centres villages et centres-villes	2.2	0	0	0	2	0	0	0	2	0	0	4
OBJECTIF 1 - Revitaliser les bourgs et favoriser le maintien et le développement de l'offre commerciale et artisanale dans les centres-bourgs et centres-villes	2.2.1				2				2			4
ORIENTATION 2.3 - Développer une stratégie touristique à l'échelle de la CCSB	2.3	0	1	0	3	0	0	3	3	0	0	10
OBJECTIF 1 – Développer les mobilités durables adaptées aux flux saisonniers et touristiques	2.3.1				3			2				5
OBJECTIF 2 – Concilier la fréquentation touristique et la préservation des milieux et des paysages	2.3.2	1	1					1	1			4
OBJECTIF 3 – Conférer la fonction de destination touristique au territoire	2.3.3	-1	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0
Créer des synergies entre les initiatives locales et le tourisme					1							1
Diffuser les flux touristiques sur tout le territoire		-1			-1				1			-1
Axe n°3 : Renforcer la solidarité territoriale	**3**	**0**	**0**	**1**	**5**	**0**	**0**	**2**	**-1**	**0**	**0**	7
ORIENTATION 3.1 - Affirmer le rôle de chaque commune au sein de l'armature territoriale et renforcer les liens entre les communes	3.1	1	0	2	1	0	0	0	1	0	0	5
OBJECTIF 1 – Assurer un développement équilibré au sein d'une organisation territoriale	3.1.1				1							1
OBJECTIF 2 : Mobiliser prioritairement le foncier au sein des enveloppes urbaines existantes	3.1.2			1								1
OBJECTIF 3 : Accompagner et organiser le développement démographique du territoire et la production qualitative des logements	3.1.3	1	0	1	0	0	0	0	1	0	0	3
Mettre en œuvre des projets qualitatifs		1		1								2
Contrôler la qualité architecturale et paysagère des extensions urbaines									1			1
ORIENTATION 3.2 - Mettre en réseau les services et équipements	3.2	0	0	1	2	0	0	0	0	0	0	3
OBJECTIF 1 – Renforcer l'attractivité du territoire dans le domaine du numérique, de la culture, de l'innovation	3.2.1			1	1							2

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Enjeux	Code	Préserver et participer à la restauration des continuités écologiques	Limiter les atteintes à la ressource en eau	Favoriser la résilience du territoire	Participer à la réduction des consommations énergétiques et des émissions de gaz à effet de serre	Accompagner le développement des EnR	Réduire les risques par anticipation des impacts de l'urbanisme sur les aléas	Limiter l'exposition des populations aux pollutions et nuisances	Préserver les paysages et le patrimoine	Préserver les capacités de production de matériaux	Participer aux objectifs de réduction des déchets	Score
OBJECTIF 2 - Développer l'offre de santé en créant des structures de proximité (pôles de santé, structures d'hébergement des séniors et accueil petite enfance et jeunes)	3.2.2				1							1
ORIENTATION 3.3 - Renforcer les liens sur le territoire	3.3	0	0	0	3	0	0	2	-1	0	0	4
OBJECTIF 1 – Faciliter les déplacements alternatifs à la voiture	3.3.1				2			2	-1			3
OBJECTIF 2 – Améliorer et renforcer les infrastructures de transports structurantes existantes sur le territoire	3.3.2				1							1
Axe n°4 : Engager une transition sobre	**4**	**6**	**17**	**5**	**7**	**2**	**12**	**18**	**2**	**0**	**6**	75
ORIENTATION 4.1 - Améliorer la qualité environnementale des aménagements et des constructions	4.1	2	3	2	4	1	8	3	0	0	0	23
OBJECTIF 1 – Améliorer les performances énergétiques et environnementales du parc bâti	4.1.1	1	0	0	4	0	0	0	0	0	0	5
Bâti existant					2							2
Nouvelles constructions		1			2							3
OBJECTIF 2 – Réduire l'exposition des zones d'habitations aux risques naturels et technologiques	4.1.2	0	3	2	0	0	7	3	0	0	0	15
Prévenir les risques naturels pour la protection des personnes et des biens							3					3
Prendre en compte le risque technologique dans les dynamiques de développement des territoires			1				2					3
Maîtriser le ruissellement pluvial en milieu urbain			2	1			1					4
Maîtriser l'exposition de la population aux pollutions et l'ambiance sonore				1			1	3				5
OBJECTIF 4– Définir des règles spécifiques pour les nouvelles constructions en zone de montagne	4.1,3	1				1	1					3
ORIENTATION 4.2 - Affirmer le rôle de l'agriculture et de la sylviculture dans la transition du territoire	4.2	2	2	1	3	1	3	0	0	0	0	12
OBJECTIF 1 – Dessiner un paysage alimentaire à l'échelle du territoire	4.2.1	0	2	1	1	0	0	0	0	0	0	4
Garantir l'accessibilité sociale de l'agriculture et de l'alimentation			1	1								2
Reterritorialiser la production agricole					1							1
Encourager les pratiques agricoles vertueuses			1									1
OBJECTIF 2 – Reconnaître le rôle de la filière forêt-bois dans le développement du territoire	4.2.2	2	0	0	2	1	3	0	0	0	0	8
Optimiser le rôle multifonctionnel de la forêt		1			1		1					3
Diversifier le rôle des espaces forestiers pour prévenir le risque incendie		1			1	1	2					5
ORIENTATION 4.3 - Promouvoir des pratiques économes et respectueuses des ressources locales	4.3	2	12	2	0	0	1	15	2	0	6	40
OBJECTIF 1 – Valoriser et préserver durablement la ressource en eau	4.3.1	0	6	1	0	0	0	5	0	0	0	12
Préserver la qualité et la quantité de la ressource en eau			2					1				3
Favoriser les dispositifs de récupération d'eau pluviale			2	1				1				4
Favoriser l'amélioration des conditions d'assainissement des eaux usées			1					1				2
Anticiper des besoins sur les infrastructures de réseau pour assurer les rendements nécessaires au projet de développement			1					2				3

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Enjeux	Code	**Préserver et participer à la restauration des continuités écologiques**	**Limiter les atteintes à la ressource en eau**	**Favoriser la résilience du territoire**	**Participer à la réduction des consommations énergétiques et des émissions de gaz à effet de serre**	**Accompagner le développement des EnR**	**Réduire les risques par anticipation des impacts de l'urbanisme sur les aléas**	**Limiter l'exposition des populations aux pollutions et nuisances**	**Préserver les paysages et le patrimoine**	**Préserver les capacités de production de matériaux**	**Participer aux objectifs de réduction des déchets**	**Score**
OBJECTIF 2 – Définir des règles spécifiques afin d'encourager le développement des énergies renouvelables	4.3.2	2					1	1				4
OBJECTIF 3 – Augmenter le cycle du réemploi	4.3.3	0	0	0	0	0	0	2	1	0	3	6
Rechercher une gestion exemplaire des déchets											1	1
Poursuivre la démarche de gestion et de réduction des déchets et améliorer leur traitement								1			2	3
Garantir l'insertion paysagère des dispositifs dédiés aux déchets, aux plateformes et centre de stockage								1	1			2

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

4 JUSTIFICATION DES CHOIX AU REGARD DE L'ENVIRONNEMENT

4.1 Une consommation d'espace cohérente avec les attentes réglementaires

4.1.1 Une réduction structurante de la consommation d'espace vers une trajectoire ZAN

Au regard des dynamiques passées sur le territoire du Sisteronais-Buëch et des impacts directs liés à la consommation d'espace sur les milieux naturels et agricoles, le cycle de l'eau, l'accroissement des aléas naturels, la consommation énergétique associée aux déplacements motorisés individuels, ainsi que la préservation des paysages, les élus ont décidé d'inscrire au cœur du projet du SCoT une ambition forte en matière de réduction de la consommation foncière.

L'état initial de l'environnement avait clairement identifié les enjeux suivants pour le territoire du Sisteronais-Buëch :

- Préserver les espaces agricoles et naturels face aux pressions d'urbanisation ;
- Limiter l'étalement urbain en favorisant la densification et en mobilisant en priorité les espaces déjà artificialisés ;
- Maintenir la qualité et l'intégrité des paysages naturels emblématiques du territoire.

Ces orientations se traduisent concrètement dans le projet du SCoT Sisteronais-Buëch à travers deux engagements majeurs :

- Un objectif quantitatif ambitieux de consommation d'espace, qui dépasse les exigences fixées par les Schémas Régionaux (SRADDET Provence-Alpes-Côte d'Azur et Auvergne-Rhône-Alpes) dans le cadre de la trajectoire vers le Zéro Artificialisation Nette (ZAN) ;
- Un objectif qualitatif strict visant à réduire prioritairement l'artificialisation dans les secteurs présentant les plus forts enjeux environnementaux, notamment les vallées, les secteurs amont soumis aux risques d'inondation et de ruissellement, les continuités écologiques majeures, ainsi que l'ensemble des zones humides du territoire.

4.1.2 Des principes directeurs en faveur de la sobriété foncière

La stratégie foncière inscrite dans le Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO) fixe explicitement une priorité au renouvellement urbain, à la densification des pôles structurants existants et à la réutilisation des friches. Ces principes structurent les choix d'urbanisation du Sisteronais-Buëch en orientant le développement vers les centralités majeures et secondaires et en optimisant l'utilisation du foncier déjà artificialisé avant d'envisager tout projet d'extension urbaine. Ils impliquent une approche intégrée de l'aménagement combinant densification, requalification des espaces urbains, maîtrise des mobilités et optimisation des espaces économiques existants pour freiner significativement toute nouvelle artificialisation.

4.1.3 Objectifs chiffrés de sobriété foncière

Le projet du SCoT Sisteronais-Buëch décline une trajectoire précise de réduction progressive de la consommation foncière, selon les objectifs suivants :

- Période 2025-2035 : réduction de la consommation foncière de -49,5 % pour PACA et - 54,5 % pour AURA par rapport à la période de référence (2011-2021), limitant ainsi fortement les nouvelles consommations d'espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF).
- Période 2036-2045 : poursuite de cette trajectoire avec une réduction de 75 % des surfaces consommées par rapport à la référence initiale.
- Horizon 2050 : atteindre l'objectif national de Zéro Artificialisation Nette (ZAN).

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Ces objectifs sont clairement déclinés en enveloppes foncières maximales autorisées pour les besoins résidentiels et économiques du territoire :

- Pour l'habitat, le projet autorise une enveloppe maximale restreinte, favorisant essentiellement la densification et le renouvellement urbain au sein des pôles structurants tels que Sisteron, Laragne-Montéglin, Serres et La Motte-du-Caire.
- Concernant le développement économique, une enveloppe limitée est fixée, encourageant la densification des zones d'activités existantes et la requalification prioritaire des friches industrielles et économiques déjà artificialisées.

En intégrant également les besoins pour les équipements et infrastructures, le SCoT du Sisteronais-Buëch fixe une limite globale stricte de consommation foncière à ne pas dépasser, répondant ainsi à la trajectoire ambitieuse imposée par les SRADDET et la loi Climat et Résilience.

4.1.4 Un engagement territorial vers une urbanisation responsable

En adoptant une stratégie foncière rigoureuse, le SCoT du Sisteronais-Buëch marque un engagement clair et volontariste vers un modèle d'aménagement territorial intégrant pleinement la prise en compte des enjeux environnementaux. Cette approche permet de répondre aux besoins futurs en logement et en développement économique tout en garantissant une protection renforcée des espaces naturels, agricoles et forestiers.

Cette politique foncière impose un encadrement fort des extensions urbaines et valorise le renouvellement urbain. Ainsi, le territoire du Sisteronais-Buëch se dote d'un cadre robuste en matière de réduction de l'artificialisation, s'inscrivant en parfaite cohérence avec les objectifs nationaux et régionaux en matière de lutte contre l'artificialisation des sols.

4.1.5 Priorisation du renouvellement urbain et densification des centralités

Le DOO du Sisteronais-Buëch traduit ces principes en règles précises :

- Concentration prioritaire du développement résidentiel et économique au sein des centralités structurantes (Sisteron, Laragne-Montéglin, Serres, La Motte-du-Caire), avec des critères stricts sur la consommation foncière maximale par secteur et par période.
- Mobilisation prioritaire du foncier disponible dans les enveloppes urbaines existantes.
- Valorisation systématique des friches urbaines et économiques pour réduire drastiquement toute nouvelle consommation foncière.
- Limitation stricte de l'urbanisation en linéaire le long des principaux axes routiers, afin d'éviter l'étalement urbain et la dispersion du bâti.
- Encadrement strict de toute nouvelle urbanisation hors centralités, permettant d'éviter un habitat diffus, de préserver les continuités écologiques et d'assurer une meilleure gestion des risques naturels.

4.2 Prise en compte des milieux naturels et de la biodiversité

Le territoire est dominé par des milieux naturels, dont des milieux à enjeux comme de vieux boisements de feuillus, des cours d'eau, des falaises, des zones humides, etc. De nombreux périmètres (inventaires, espaces gérés comme les ENS, espaces protégés, etc.) sont présents sur l'ensemble du territoire traduisant ainsi la présence de milieux naturels à enjeux qu'il est nécessaire de protéger. Au total, presque la moitié du territoire est protégée (1 % de protection réglementaire, 1 % de protection foncière et 47 % de protection contractuelle [PNR et Natura 2000]). La vallée du Buëch et la vallée de la Durance présentent ainsi des enjeux écologiques très forts et concentrent de nombreux milieux structurants pour la trame verte et bleue, comme les boisements vastes ou les secteurs bocagers.

Le territoire est cependant soumis à des pressions et à des infrastructures qui dégradent ces continuités écologiques, notamment au niveau des vallées du Buëch et de la Durance qui concentrent de nombreux

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

aménagements anthropiques (axes routiers, urbanisation). La consommation d'espaces naturels et agricoles, le tourisme, les incendies, les pollutions diverses, etc. viennent également se rajouter aux menaces pesant sur la biodiversité et les milieux naturels du Sisteronais-Buëch.

L'état initial de l'environnement a permis de souligner les enjeux majeurs relatifs aux continuités écologiques du territoire, en particulier :

- La fragmentation croissante des habitats naturels, exacerbée par l'urbanisation diffuse ;
- Les pressions importantes exercées sur les zones humides et les espaces à forte valeur écologique, notamment en fond de vallée ;
- L'importance de maintenir des connexions fonctionnelles entre les espaces naturels et agricoles, indispensables pour la résilience des écosystèmes locaux.

Face à ces constats, les élus ont choisi d'intégrer pleinement les enjeux liés à la biodiversité et aux continuités écologiques au sein du Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO), en inscrivant la préservation et la restauration de la trame verte et bleue (TVB) comme un axe structurant du projet de territoire.

4.2.1 Une stratégie territoriale adaptée en faveur de la biodiversité

La prise en compte de la TVB au sein du projet de SCoT Sisteronais-Buëch se traduit concrètement par les orientations suivantes :

- **Identification des espaces à forte valeur écologique** : ZNIEFF, ZICO, zones humides, périmètres Natura 2000, ENS des départements, APPB, RNN et RNR…. Ces secteurs sont strictement protégés de toute forme de nouvelle urbanisation, afin d'éviter une dégradation de leur fonctionnalité écologique ;
- **Des réservoirs de biodiversité complémentaires,** organisés par sous-trame ont également été identifiés avec des orientations adaptés permettant à la fois de les protéger et de permettre les activités cohérentes avec leur assolement et leur vocation future.
- **Préservation et renforcement des corridors écologiques structurants** : les continuités naturelles le long des vallées de la Durance, du Buëch, de la Méouge, ainsi que les espaces forestiers connectés aux massifs sont clairement identifiées et protégées par des prescriptions d'aménagement strictes ;
- **Réduction drastique des ruptures de continuités écologiques** : les projets d'urbanisation et d'infrastructures sont soumis à des obligations fortes d'évitement et, à défaut, d'atténuation afin de limiter au maximum l'impact sur les continuités écologiques majeures.

Ces orientations sont traduites en prescriptions réglementaires, opposables aux documents d'urbanisme locaux (PLU, PLUi, Cartes communales), garantissant la mise en œuvre concrète et effective de la TVB à l'échelle de chaque commune du territoire.

4.2.2 Des prescriptions réglementaires précises pour préserver la trame verte et bleue

Le projet de SCoT Sisteronais-Buëch impose plusieurs mesures concrètes visant à protéger et renforcer les continuités écologiques :

- **Interdiction stricte d'urbanisation dans les zones humides et les secteurs identifiés comme réservoirs de biodiversité** : ces espaces bénéficient d'une protection réglementaire forte au sein des documents d'urbanisme locaux, interdisant toute nouvelle artificialisation ou aménagement incompatible avec leurs fonctionnalités écologiques ;
- **Obligation de prise en compte des continuités écologiques dans les Orientations d'aménagement et de programmation (OAP)** : chaque document d'urbanisme local doit systématiquement intégrer et traduire la trame verte et bleue dans ses orientations opérationnelles, notamment par la mise en œuvre d'OAP dédiées à la préservation ou à la restauration des continuités écologiques ;
- **Encadrement strict des infrastructures fragmentantes** : toute nouvelle infrastructure linéaire (voirie, transport, réseau d'énergie) doit intégrer dès sa conception des dispositifs spécifiques (passages à

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

faune, passages hydrauliques adaptés, aménagements paysagers) permettant le maintien des continuités écologiques existantes ;

- **Maintien des corridors écologiques agricoles** : les espaces agricoles contribuant à la fonctionnalité écologique du territoire sont protégés de l'étalement urbain par des prescriptions réglementaires spécifiques, favorisant ainsi leur rôle écologique complémentaire.

4.2.3 Une trame noire intégrée au dispositif global de la TVB

Conscient des enjeux liés à la pollution lumineuse sur la biodiversité nocturne, le projet de SCoT intègre également le volet de la « trame noire » dans les orientations du DOO. Ainsi, le SCoT prévoit :

- **La limitation drastique de l'éclairage public dans les secteurs à forts enjeux écologiques**, afin de préserver la faune nocturne, particulièrement sensible à la lumière artificielle ;
- **Des prescriptions strictes sur les nouvelles opérations d'aménagement** : toute opération devra intégrer des dispositifs spécifiques réduisant significativement la pollution lumineuse (éclairage adapté, réduction des points lumineux, extinction nocturne programmée).

Ces dispositions viennent compléter efficacement la préservation des continuités écologiques traditionnelles (TVB), permettant ainsi une protection intégrale et transversale de la biodiversité sur l'ensemble du territoire du Sisteronais-Buëch.

4.2.4 Un cadre opérationnel robuste et cohérent avec les ambitions régionales et nationales

En adoptant cette stratégie ambitieuse de préservation de la biodiversité, le SCoT du Sisteronais-Buëch répond pleinement aux attentes réglementaires des Schémas Régionaux d'Aménagement, de Développement durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET PACA et Auvergne-Rhône-Alpes), ainsi qu'à la Stratégie nationale Biodiversité. Le territoire s'engage ainsi concrètement dans une démarche responsable, visant à préserver durablement son patrimoine naturel, essentiel pour la qualité de vie des habitants et l'attractivité touristique du Sisteronais-Buëch.

4.3 La capacité d'accueil du territoire comme pierre angulaire du projet

4.3.1 Contexte territorial et enjeux majeurs liés à l'eau potable

Le territoire du Sisteronais-Buëch bénéficie aujourd'hui d'un bon état général de sa ressource en eau, tant sur le plan qualitatif que quantitatif. Toutefois, cette situation ne doit pas masquer une vulnérabilité croissante face aux effets du changement climatique et à la pression anthropique grandissante. En effet, l'évolution démographique, l'intensification de certains usages agricoles ou industriels, ainsi que la multiplication des épisodes de sécheresse mettent à mal l'équilibre hydrique du territoire. À ce titre, six Zones de répartition des eaux (ZRE) ont été définies sur le territoire, indiquant des secteurs en tension potentielle ou avérée. De manière complémentaire, quatre Plans de Gestion de la Ressource en Eau (PGRE) ont été mis en place à l'échelle des bassins versants, afin d'optimiser les prélèvements et d'encadrer la gestion de la ressource à long terme.

Le Schéma directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE Rhône-Méditerranée) identifie en outre une ressource stratégique non exploitée sur le territoire du Sisteronais-Buëch, constituant une réserve mobilisable en cas de crise. Enfin, deux contrats de rivière, en cours d'élaboration, visent à fédérer l'ensemble des acteurs du bassin autour d'objectifs communs de préservation, de restauration et de gestion concertée des milieux aquatiques.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

4.3.2 Une stratégie territoriale renforcée par les nouvelles dispositions législatives

La loi du 11 avril 2025, récemment adoptée, introduit de nouveaux leviers d'action pour renforcer la solidarité intercommunale en matière d'eau et d'assainissement. L'article 5 de cette loi prévoit notamment la possibilité pour une commune en tension hydrique de solliciter gratuitement une partie de l'excédent en eau d'une autre commune. Cette avancée législative consacre un principe de solidarité déjà existant sur le territoire. Sisteron, par exemple, accompagne depuis plusieurs années ses voisines dans la détection de fuites et l'optimisation des réseaux. La loi permet désormais d'encadrer et de formaliser ces pratiques, tout en les élargissant à l'ensemble du territoire.

4.3.3 Sécurisation concrète de l'alimentation en eau potable (AEP)

La sécurisation de l'alimentation en eau potable constitue un axe structurant de la stratégie territoriale. Plusieurs projets sont en cours pour améliorer la résilience des systèmes d'AEP. À Nibles et Châteaufort, par exemple, des travaux de raccordement à la source de la Pinole sont engagés, parallèlement à la sécurisation de captages historiques.

Sur les 53 captages recensés sur le territoire, 34 ne disposent pas encore de Déclaration d'Utilité publique (DUP) finalisée : des procédures sont en cours pour pallier cette carence réglementaire et mieux protéger les périmètres de captage.

Le Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO) du SCoT intègre ces enjeux dans ses prescriptions :

- Le développement urbain est principalement concentré à Sisteron, en dehors des ZRE, afin de réduire les tensions sur la ressource dans les secteurs les plus sensibles ;
- Toute ouverture à l'urbanisation est conditionnée à une évaluation précise de la disponibilité et de la qualité de la ressource en eau potable, ainsi qu'à la capacité effective des infrastructures à répondre à la demande.

Pour compléter les démarches existantes (PGRE, SDAGE, PCAET, etc.), le SCoT est mobilisé afin de traiter les enjeux à son échelle. Le DOO contient notamment plusieurs paragraphes permettant de traiter le sujet de l'eau, notamment :

- La moitié des logements à réaliser est localisée dans le pôle de Sisteron, qui est hors ZRE, ce qui assure de limiter les pressions sur une ressource actuellement en tension (Objectif 1-C-1). Le DOO précise néanmoins la prise en compte des tensions potentielles dans des objectifs dédiés ;
- Favoriser les dispositifs de récupération d'eau pluviale : cela permet de favoriser l'utilisation des eaux de pluie, et de réduire l'utilisation d'eau potable pour certains usages (arrosages par exemple),
- Il est également question de favoriser la perméabilité des sols et leur désimperméabilisation, ce qui permet d'assurer ou d'augmenter la recharge des nappes, tout en réduisant le ruissellement et les pollutions.

4.3.4 Gestion proactive et mutualisée des compétences eau et assainissement

Dans le cadre du nouveau contexte législatif, le territoire du Sisteronais-Buëch s'est engagé dans une dynamique de mutualisation intercommunale. Cette démarche vise à structurer des syndicats d'eau dits « intra-communautaires » sur le périmètre de la CCSB, afin de garantir une gestion plus efficiente des compétences eau et assainissement.

Le SIEPA Buëch-Blaisance illustre cette évolution avec l'intégration prochaine des communes de Laragne-Montéglin, Trescléoux et Val-Buëch-Méouge. Sur la partie haut-alpine et bas-alpine du territoire, une quinzaine de communes envisagent de rejoindre cette dynamique. Une étude préalable a permis de dresser un état des lieux précis des services existants et d'identifier les besoins en mise à niveau des réseaux.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

4.3.5 Situation actuelle et défis liés à l'assainissement collectif

L'assainissement collectif représente un enjeu critique, avec une surcharge importante constatée dans plusieurs stations d'épuration. En 2022, la charge cumulée sur l'ensemble des 43 STEP atteignait environ 67 000 équivalents-habitants, pour une capacité théorique de traitement d'environ 44 000 EH. Cette surcharge est principalement localisée sur les systèmes de Laragne et du Val de Durance. Des mesures correctrices sont en cours :

À Sisteron, la STEP nord fera l'objet de travaux de pré-traitement pour alléger la pression liée aux effluents de l'abattoir dès 2026 ;

À Laragne-Montéglin, un programme pluriannuel de déconnexion des eaux pluviales est engagé pour réduire le volume entrant en temps de pluie.

Ces efforts visent à restaurer une capacité d'accueil compatible avec les besoins du territoire et à réduire les risques de rejets non conformes dans le milieu naturel, en réponse aux constats de surcharge constatés sur plusieurs systèmes. Le DOO du SCoT Sisteronais-Buëch précise ainsi que tout développement urbain devra impérativement tenir compte de la capacité des équipements d'assainissement existants, en conditionnant strictement toute extension de l'urbanisation à la vérification de la conformité réglementaire et à la suffisance des capacités de traitement des STEP concernées.

À titre illustratif, sur les 43 stations d'épuration du territoire, 14 sont identifiées comme fonctionnant au-delà de leur capacité nominale, notamment sur les bassins de Laragne-Montéglin et du Val de Durance. Voici un aperçu synthétique :

Secteur	Nombre de STEP	Capacité nominale (EH)	Charge maximale reçue (2022, EH)	Taux de surcharge
Laragne-Montéglin	3	5 500	8 200	149 %
Val de Durance	2	6 000	9 100	152 %
Sisteron (Nord)	1	11 000	10 800	98 %
Communes rurales (total)	37	21 500	21 900	102 %

Globalement, cela représente une surcharge moyenne de 52 % sur les secteurs critiques, avec des pointes atteignant 60 % en période estivale. Cette situation nécessite des investissements ciblés et rapides, notamment pour :

- Isoler les eaux pluviales des réseaux unitaires (plan pluriannuel à Laragne),
- Créer ou réhabiliter les réseaux de collecte secondaires,
- Mettre aux normes les dispositifs de traitement (ajustement des filières, nouvelles technologies de filtration).

Le SCoT préconise également une planification fine des besoins à 10 et 20 ans, avec obligation pour chaque commune d'actualiser l'état de ses capacités hydrauliques et épuratoires dans les PLU et PLUi. En complément, des objectifs chiffrés de réduction des charges d'entrée sont recommandés, en lien avec une politique de sobriété foncière et la lutte contre l'imperméabilisation des sols.

Cette exigence d'anticipation et de cohérence entre croissance démographique, urbanisation et infrastructures de traitement constitue un fondement essentiel de la capacité d'accueil du territoire et de la préservation de son socle environnemental.

Sur la gestion des compétences eau et assainissement :

Le 11 avril dernier, la proposition de loi visant à assouplir la gestion des compétences eau et assainissement a définitivement été adoptée. Elle annule le caractère obligatoire du transfert de ces compétences à l'échelle

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

intercommunale, tout en ouvrant la voie à la création de syndicats dits « intra-communautaires », c'est-à-dire agissant dans le périmètre d'une communauté de communes. Dans ce contexte législatif nouveau, les communes de la CCSB ont commencé à travailler sur la mutualisation de la gestion de ces compétences à un échelon supra communal, par l'extension ou la création de syndicat d'eau.

Au niveau du Laragnais, le SIEPA Garde-Colombe – Saléon est devenu le SIEPA Buëch-Blaisance et doit s'élargir aux communes de Laragne-Montéglin, Trescléoux et Val-Buëch-Méouge au début de l'année 2026. Sur le reste du territoire de la CCSB, les communes peuvent bénéficier de l'appui de la CCSB pour étudier la faisabilité de leur projet de création de syndicat des eaux. Sur la partie 04, au moins une quinzaine de communes devraient être accompagnées pour leur projet.

À noter que l'étude menée par la CCSB pour la préparation du transfert des compétences eau et assainissement a permis de réaliser un diagnostic des services d'eau potable et d'assainissement collectif des communes et syndicats du territoire. Cette étude a également permis de chiffrer la mise à niveau de ces services pour atteindre à minima les exigences réglementaires. Les résultats de cette étude ont largement été communiqués aux communes et syndicats intéressés.

Des actions qui pourront être accompagnées globalement via les Contrats Eau et Climat portés par les structures gemapiennes sur le territoire.

4.3.6 Gestion intégrée des risques naturels comme composante de la capacité d'accueil

Le Sisteronais-Buëch est exposé à une multiplicité d'aléas naturels : crues torrentielles, ruissellement intense, mouvements de terrain et incendies de forêt. Ces aléas, exacerbés par les effets du changement climatique, imposent une vigilance particulière quant à l'urbanisation et à la localisation des futurs projets d'aménagement. Le SCoT, conscient de cette réalité, intègre une gestion rigoureuse des risques dans sa stratégie de développement territorial.

Les Plans de Prévention des Risques naturels (PPRN) constituent le socle réglementaire de cette approche. Ils permettent d'identifier les zones d'aléa fort ou modéré à éviter ou à encadrer fortement. Le SCoT complète cette approche réglementaire par la mise en place d'un Plan Pluie, outil opérationnel visant à assurer une gestion intégrée des eaux pluviales à l'échelle des bassins versants. L'objectif est de limiter le ruissellement en favorisant l'infiltration et de prévenir les phénomènes d'érosion ou d'inondation localisée.

Le Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO) traduit ces ambitions à travers plusieurs prescriptions spécifiques :

- Objectif 4-A-2 : « L'urbanisation nouvelle ne pourra être envisagée dans les zones exposées à des risques identifiés que si des mesures préventives, protectrices ou compensatoires permettent de réduire significativement la vulnérabilité des personnes et des biens. »
- Objectif 4-A-2 : « Les documents d'urbanisme devront intégrer les prescriptions issues des PPRN et viser la désimperméabilisation des sols dans les secteurs urbanisés. »
- Objectif 4-C-1 (complément) : « Les opérations de renouvellement urbain devront comporter des dispositions en faveur de la désimperméabilisation des sols. Les nouvelles urbanisations devront privilégier les techniques alternatives de gestion des eaux pluviales (noues, fossés végétalisés, bassins de rétention…). »

À titre d'exemple, dans les communes de la vallée du Buëch et du Jabron, fortement soumises aux crues rapides et au ruissellement, l'urbanisation est strictement encadrée par des seuils d'exposition et des mesures d'évitement. Les nouveaux projets doivent intégrer systématiquement des aménagements visant à ralentir les écoulements (zones tampons, bassins de rétention, bandes enherbées).

Ainsi, le DOO impose une stratégie d'adaptation fondée sur trois leviers : l'évitement des zones à risque, la réduction de la vulnérabilité des projets (retrait des zones inondables, choix de matériaux résistants, surélévation des bâtis) et la restauration des fonctions naturelles des sols. L'ensemble de ces mesures vise à assurer une résilience structurelle du territoire face aux évènements climatiques extrêmes à venir.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

4.3.7 Accompagnement financier et opérationnel via les Contrats Eau et Climat

Le territoire bénéficie de nouveaux outils de contractualisation pour appuyer ses efforts d'adaptation. Les Contrats Eau et Climat proposés par l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse permettent de financer des actions cohérentes sur le petit et le grand cycle de l'eau. Le SMIGIBA est déjà engagé dans cette démarche, en lien avec les communes les plus dynamiques du territoire. Le SMEA étudie également les modalités d'une adhésion future à ce dispositif. Ces contrats permettent de sécuriser des financements pluriannuels pour des projets de protection des captages, de modernisation des réseaux ou d'aménagements hydrauliques à visée environnementale et sécuritaire.

4.4 Prise en compte du climat et de l'énergie

1. Transition énergétique, réduction des gaz à effet de serre et adaptation au changement climatique

Le SCoT du Sisteronais-Buëch s'inscrit dans une dynamique ambitieuse de transition énergétique, avec pour objectif central la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) et l'adaptation du territoire au changement climatique. Le diagnostic territorial, nourri notamment par les données du PCAET, met en évidence les postes les plus émetteurs :

- Le transport, représentant près de 40 % des émissions territoriales de GES, avec une forte dépendance à la voiture individuelle (37 % des ménages ont deux véhicules ou plus) ;
- L'habitat, en raison d'un parc ancien (33 % des maisons individuelles construites avant 1975) et très diffus (plus de 70 % de maisons individuelles), générant une forte consommation de chauffage ;
- La faiblesse relative de la production locale d'énergies renouvelables, hormis l'hydroélectricité, historiquement très présente via les aménagements de la Durance et de ses affluents.

Face à ce constat, le DOO du SCoT intègre plusieurs objectifs prescriptifs et incitatifs :

- Objectif 4-A-1 : « Améliorer les performances énergétiques et environnementales du parc bâti » : il impose que les projets de rénovation ou de construction neuve intègrent les principes du bioclimatisme, la gestion passive du confort d'été et la sobriété énergétique ;
- Objectif 4-C-1 : « Valoriser et préserver durablement la ressource en eau » : par la désimperméabilisation et l'optimisation des eaux pluviales, mais aussi en conditionnant l'urbanisation à la compatibilité avec les infrastructures existantes ;
- Objectif 4-C-2 : « Définir des règles spécifiques afin d'encourager le développement des énergies renouvelables » : en identifiant des secteurs d'implantation préférentiels pour le photovoltaïque, le bois énergie, le solaire thermique, ou la géothermie.

Le DOO limite l'implantation de parcs photovoltaïques au sol dans les espaces agricoles, naturels et forestiers hors des zones déjà anthropisées, en cohérence avec les exigences du SRADDET PACA. Il préconise le repérage des grandes toitures, friches ou zones d'activités pouvant accueillir du photovoltaïque en autoconsommation collective ou en injection réseau.

Le développement des mobilités actives et partagées est également au cœur du projet :

- Priorisation des dessertes cyclables et piétonnes dans les secteurs d'extension urbaine ;
- Création de pôles de mobilité autour des centralités : Sisteron, Laragne-Montéglin et Serres ;
- Intégration d'aires de covoiturage dans les documents d'urbanisme locaux (OAP, PLU).

Enfin, l'adaptation au changement climatique fait l'objet de mesures spécifiques, parmi lesquelles :

- Le renforcement de la végétalisation urbaine et la préservation des ilots de fraicheur, en lien avec les trames vertes urbaines ;
- L'obligation, dans les nouveaux quartiers, de limiter les effets d'ilot de chaleur urbain par l'intégration de matériaux clairs, de végétation et d'espaces non imperméabilisés ;

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

- L'intégration de critères climatiques dans le choix des essences d'arbres et dans la gestion de l'espace public.

Le SCoT prévoit également le suivi d'indicateurs-clés de transition, parmi lesquels :

Indicateur	Objectif 2040
Part modale du vélo	+10 %
Réduction des émissions de GES	-40 % (référence 2010)
Part de logements rénovés/an	3 % du parc
Production photovoltaïque	+50 GWh/an supplémentaires
Taux de surfaces végétalisées urbaines	+20 % dans les secteurs de densification

Cette démarche, profondément ancrée dans le DOO, témoigne de la volonté des élus de faire du Sisteronais-Buëch un territoire rural exemplaire en matière de sobriété énergétique, de lutte contre les dérèglements climatiques et d'amélioration du cadre de vie.

4.4.1 Atténuation du changement climatique et réduction des consommations d'énergie

En 2021, les émissions de GES sur le territoire représentent 268,5 kteqCO2, dont la moitié issue de la consommation de produits pétroliers. Les secteurs des transports (41 %) et du résidentiel-tertiaire (19 %) sont les principaux responsables.

Ainsi le DOO vise à réduire l'autosolisme (objectif 3-C-1 « faciliter les déplacements alternatifs à la voiture ») et à « améliorer les performances énergétiques du bâti » (4-A-1). De fait, les évolutions attendues à la suite de la mise en œuvre du SCoT peuvent être modélisées par l'outil GESurba.

Par ailleurs, la production d'énergies renouvelables, qui émettent peu ou pas de gaz à effet de serre, est portée dans l'objectif 4-A-1, et encouragée dans l'objectif A-C-2 (solaire, géothermie, hydraulique, éolien, biomasse).

4.4.2 Adaptation au changement climatique

Le territoire est exposé au changement climatique, qui se traduit depuis quelques années par une hausse des températures marquées. Les canicules sont plus fréquentes, ainsi que les épisodes de sécheresse. Sont également observés des changements du régime de précipitations avec des cumuls annuels en baisse sur la période 1959-2009 et des épisodes de précipitations extrêmes. Dans la région PACA, la poursuite du réchauffement est attestée, quel que soit le scénario (et donc en corolaire la baisse du nombre de jours de gel et l'augmentation du nombre de journées chaudes), mais des incertitudes plus fortes résident sur l'évolution des précipitations.

Ainsi l'adaptation au changement climatique est essentielle. Le DOO prévoit donc de « redonner une place et un rôle au végétal et au vivant en milieu urbain », et notamment pour la gestion des ilots de chaleur. Ce paragraphe du DOO précise par ailleurs que les espèces plantées devront être adaptées au changement climatique ou locales.

Par la préservation des continuités écologiques, et notamment des corridors, le DOO vise à maintenir les capacités de déplacement des espèces, ce qui leur permet de migrer vers des conditions plus favorables (remontées vers le nord par exemple).

En matière de ressource en eau, le DOO précise que les documents d'urbanisme locaux devront « vérifier la cohérence des projets de développement urbain au regard de la disponibilité de la ressource et des capacités d'approvisionnement locales en eau potable afin de répondre aux enjeux de gestion économe des ressources environnementales dans un contexte d'adaptation au changement climatique. Dans les secteurs qui seront identifiés sous tension pour la qualité ou la quantité en eau potable, il sera nécessaire, en complément, de conditionner l'ouverture à l'urbanisation des zones urbaines des PLU à la démonstration de la qualité et à la

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

quantité suffisante en eau potable. La même condition sera à appliquer aux stations d'épuration qui n'auraient pas la capacité suffisante ou qui devraient être mises aux normes. » Ainsi, les impacts du changement climatique devront être pris en compte dans les projets de développement des communes.

4.5 Prise en compte des nuisances et de la qualité de l'air

La qualité de l'air et la maîtrise des nuisances sonores constituent des composantes essentielles du cadre de vie sur le territoire du Sisteronais-Buëch. Si le territoire est globalement préservé, certaines sources de pollution atmosphérique et sonore subsistent, en particulier à proximité des axes de circulation principaux et dans les secteurs d'habitat dense ou ancien.

Les principales sources de pollution atmosphérique sont, par ordre décroissant :

- Le chauffage domestique, notamment au bois non performant, dans le résidentiel et le tertiaire ;
- Le transport routier, en lien avec la prédominance de la voiture individuelle dans les mobilités quotidiennes ;
- Les activités agricoles (émissions de particules et d'ammoniac) ;
- Le brulage à l'air libre des déchets verts, encore pratiqué localement malgré son interdiction réglementaire.

Sur le plan acoustique, le territoire reste globalement calme, à l'exception de deux axes routiers classés comme bruyants selon la cartographie nationale du bruit routier. Les niveaux d'exposition sonore y sont localement élevés, notamment à proximité immédiate des centres de Sisteron et de Laragne.

Le DOO du SCoT intègre la prévention de ces nuisances dans plusieurs orientations :

- Objectif 4-A-2 : « Réduire l'exposition des zones d'habitations aux risques naturels et technologiques » comprend un volet sur les nuisances, précisant que les documents d'urbanisme locaux doivent :
    - Éviter l'implantation de logements ou d'établissements sensibles à proximité d'axes bruyants ;
    - Intégrer des dispositifs d'atténuation (écrans végétaux, zones tampons, isolation renforcée) ;
    - Valoriser les secteurs préservés pour l'accueil des nouvelles constructions.

Ces mesures sont reprises dans les prescriptions relatives aux centralités, au développement commercial et à la revitalisation des bourgs, traduisant une approche transversale.

Par ailleurs, les objectifs 3-C-1 (« Faciliter les déplacements alternatifs à la voiture ») et 4-A-1 (« Améliorer les performances énergétiques du bâti ») contribuent indirectement à réduire les émissions de polluants atmosphériques et les nuisances sonores associées :

- En favorisant les mobilités douces et partagées, limitant l'autosolisme ;
- En incitant à la rénovation énergétique, avec des systèmes de chauffage performants moins émetteurs de particules.

Le DOO invite également les collectivités à travailler en lien avec les acteurs de la qualité de l'air (AtmoSud, DREAL, ARS) pour identifier les zones sensibles et intégrer les cartographies d'exposition dans les décisions d'aménagement.

4.6 Intégration de l'évaluation environnementale

L'état initial de l'environnement a été analysé, puis les enjeux environnementaux définis, et présentés lors d'un atelier aux élus.

Cet atelier a permis de hiérarchiser ces enjeux, selon l'importance de l'enjeu sur le territoire et selon la vision des élus. Par ailleurs, cela a été l'occasion d'acclimater les élus à la démarche d'évaluation environnementale.

De plus un guide contributeur, document non réglementaire a été produit permettant de :

- Synthétise l'EIE
- Identifier et hiérarchiser les enjeux

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

- Identifier les objectifs opérationnels (traduction opérationnelle des enjeux)
- Spatialisation des unités fonctionnelles, espaces à enjeux et objectifs particuliers.

Plusieurs ateliers ont par la suite été menés lors du diagnostic, du Pas et du DOO.

4.6.1 Évolution de la plus-value environnementale des versions du projet

Il n'y a pas eu, contrairement à certains projets, d'analyse d'un projet alternatif. Le SCoT s'est construit autour d'un projet central qui a évolué grâce à un processus itératif de co-construction avec les élus du territoire.

Le graphique ci-après montre l'évolution de la prise en compte de l'environnement au fur et à mesure de la rédaction du projet. La version finale du DOO intègre notamment tout un paragraphe sur la trame verte et bleue, expliquant la majorité de l'évolution entre les deux versions analysées. Des prescriptions sont par ailleurs venues remplir le chapitre du DAACL, qui n'était pas rédigé dans la V1 également.

Le DOO prend dans l'ensemble bien en compte l'ensemble des enjeux identifiés par l'état initial de l'environnement, et apporte une plus-value environnementale significative concernant la majorité des thématiques. Le DOO répond tout particulièrement aux enjeux de préservation des paysages et patrimoine, et milieux naturels et biodiversité. Il contribue également à la prise en compte sur le territoire de plusieurs enjeux en apportant des plus-values significatives : « Risques », « énergie et climat », « ressource en eau ». Les enjeux moins prioritaires du fait des faibles compétences dévolues au SCoT par la législation montrent également des plus-values.

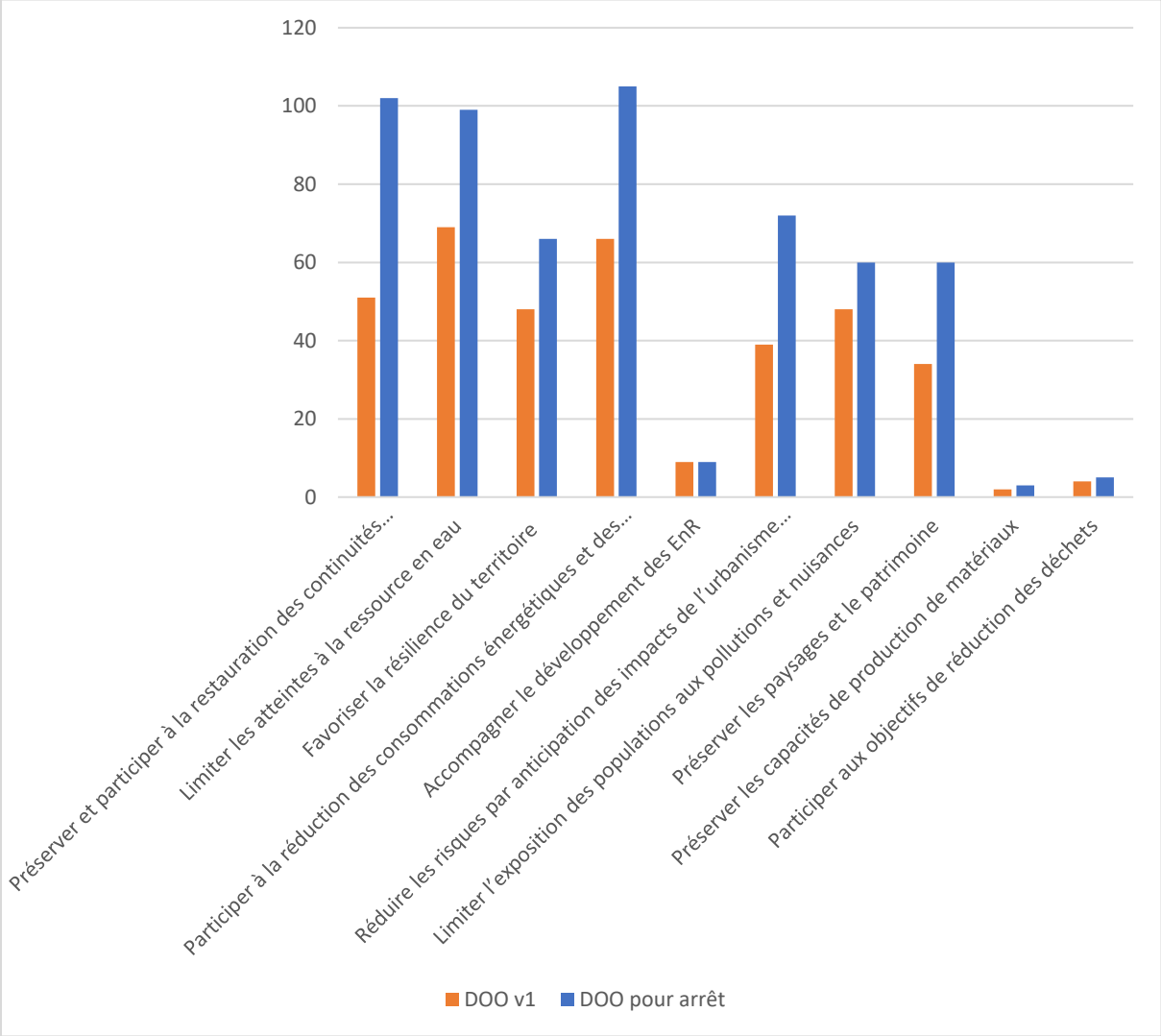


Figure 95 : évolution du profil environnemental du DOO

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

5 INDICATEURS ET MODALITES DE SUIVI

5.1 Les différents types d'indicateurs de suivi

Un indicateur quantifie et agrège des données pouvant être mesurées et surveillées pour suivre l'évolution environnementale du territoire.

Dans le tableau présenté ci-dessous, les indicateurs sont classés selon les 3 types suivants :

- **Les indicateurs d'état :** En matière d'environnement, ils décrivent l'état de l'environnement du point de vue de la qualité du milieu ambiant, des émissions et des déchets produits. Exemple : Taux de polluants dans les eaux superficielles, indicateurs de qualité du sol, etc.
- **Les indicateurs de pression :** Ils décrivent les pressions naturelles ou anthropiques qui s'exercent sur le milieu. Exemple : Évolution démographique, Captage d'eau, Déforestation, etc.
- **Les indicateurs de réponse :** Ils décrivent les politiques mises en œuvre pour limiter les impacts négatifs. Exemple : Développement des transports en commun, réhabilitation du réseau d'assainissement, etc.

5.2 Proposition d'indicateurs de suivi environnementaux

Le tableau suivant liste, pour les différentes thématiques environnementales étudiées, une série d'indicateurs identifiés comme étant intéressants pour le suivi de l'état de l'environnement du territoire de l'agglomération. Ils permettent de mettre en évidence des évolutions en matière d'amélioration ou de dégradation de l'environnement, sous l'effet notamment du projet de SCoT.

Il est recommandé que ces indicateurs soient mis à jour selon des périodicités variables. Avant la mise en place effective d'un tel tableau de bord, il sera important de valider le choix des indicateurs les plus pertinents, en fonction de leur utilité et de leur disponibilité.

Ces indicateurs sont ceux établis dans le cadre de l'évaluation environnementale.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Thématique	Indicateur	Type	Source	Fréquence de suivi	État initial
Biodiversité et continuités écologiques	Surface des réservoirs de biodiversité (ha)	Réponse	CCSB	6 ans	Réservoirs agricoles : 4 989 ha, réservoirs forestiers : 56 380 ha, réservoirs ouverts : 21498ha
	Surfaces, linéaires ou nombre d'éléments de la trame verte et bleue protégés dans les documents d'urbanisme locaux (L151-23, EBC, etc.)	Réponse	Géoportail de l'urbanisme	3 ans	À renseigner lors du bilan
	Surface de zones U et AU localisés en site Natura 2000	Pression	Géoportail de l'urbanisme, INPN	3 ans	101 ha
Paysage et patrimoine	Nombre, linéaire et surface d'éléments préservés au titre du paysage et du patrimoine dans le Règlement des documents d'urbanisme locaux	Réponse	Géoportail de l'urbanisme	3 ans	À renseigner lors du bilan
	Nombre d'OAP comprenant des principes de préservation du patrimoine et du paysage, et surface dédiée à ces éléments dans les OAP	Réponse	Géoportail de l'urbanisme	3 ans	À renseigner lors du bilan
Eau et assainissement	État qualitatif et quantitatif des masses d'eau souterraines	État	Agence de l'eau Rhône-Méditerranée	6 ans	10 masses d'eau suivies dont une seule en mauvais état chimique en 2019
	État écologique et chimique des masses d'eau superficielles	État	Agence de l'eau Rhône-Méditerranée	6 ans	40 cours d'eau suivis, dont 11 en état écologique moyen en 2019 et 1 en état chimique mauvais
	Surface et part des cours d'eau présentant une inconstructibilité dans les DUL	Réponse	Géoportail de l'urbanisme	3 ans	À renseigner lors du bilan
	Prélèvements pour l'eau potable	État	BNPE	3 ans	3,7 Mm3 en 2018

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Thématique	Indicateur	Type	Source	Fréquence de suivi	État initial
	Nombre de STEP non conformes	Pression	Portail de l'assainissement	1 an	20 non conformes (conformité globale) en 2022
	Capacité résiduelle des STEP	Pression	Portail de l'assainissement	1 an	-23000 EH en 2022
GES	Émissions de GES par secteur (en kteqCO_2)	État	ORCAE	1 an	268,5 en 2021
Pollution de l'air	Émissions de polluant (t)	État	ORCAE	1 an	En 2019 : Environ 12 t de SO2, 110 t de PM2.5, 160 de PM10, 634 de NOx, 377 de NH3, 5 kt de COVNM, 1, 1 kt de CO
	Nombre de logements localisés dans des secteurs de dépassement (bruit et pollution de l'air)	Pression	Etalab, BD topo, MAJIC	1 an	2 346 bâtiments présents dans le périmètre du classement sonore des routes en 04, 0 en 26 (pas de données pour le 05)
	Nombre de logements localisés sur des sites pollués	Pression	Etalab, BD topo, MAJIC	1 an	16 bâtiments localisés sur des SIS ou BASOL
	Nombre d'OAP prévoyant des principes d'orientation pour limiter l'exposition aux bruits	Réponse	Géoportail de l'urbanisme	3 ans	À renseigner lors du bilan
Énergies	Consommation énergétique du territoire par secteur (GWh)	État	ORCAE	1 an	871 en 2021
	Surfaces et coefficient végétalisés dans le Règlement des DUL	Réponse	Géoportail de l'urbanisme	3 ans	À renseigner lors du bilan
	Surfaces dédiées dans le Règlement des documents d'urbanisme locaux à la production EnR	Réponse	Géoportail de l'urbanisme	3 ans	À renseigner lors du bilan

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Thématique	Indicateur	Type	Source	Fréquence de suivi	État initial
	Part des énergies renouvelables produites par rapport au total des énergies consommées	État	ORCAE	1 an	78 % en 2021
	Nombre de chaufferies bois, puissance installée, MWh produit	Réponse	CCSB	1 an	Cf PCAET
	Puissance installée d'origine éolienne	Réponse	CCSB	1 an	Cf PCAET
	Puissance installée d'origine photovoltaïque	Réponse	CCSB	1 an	Cf PCAET
	Nombre de projets de méthanisation, puissance installée, MWh produit	Réponse	CCSB	1 an	Cf PCAET
Adaptation au changement climatique	Surfaces écoaménagées prévues dans les documents d'urbanisme locaux	Réponse	CCSB	3 ans	À renseigner lors du bilan
	Surface des forêts/boisements sur le territoire	État	CCSB	1 an	79 % de forêts et milieux semi-naturels en 2018
Stockage du carbone	Quantité de CO_2 stockée estimée par les forêts du territoire	Réponse	CCSB, CRPF, ONF	3 ans	64,55 MteqCO2 en 2018
	Surface classée en EBC dans les documents d'urbanisme locaux	Réponse	CCSB	3 ans	À renseigner lors du bilan
Risques naturels et technologiques	Nombre d'arrêtés catastrophe naturelle	État	Géorisques	1 an	121 entre 1982 et 2020
	Nombre de bâtiments localisés en zone d'aléa	Pression	Etalab, BD topo	1 an	73 en zone inondable, 4 877 en aléa RGA fort
Déchets	Taux de valorisation (matière et énergétique) des DMA	État	SINOE, CCSB	1 an	46 % en 2020
	Quantité de déchets produits par habitant	Pression	SINOE, CCSB	1 an	731 kg/hab. en 2019
Ressources minérales	Surfaces dédiées aux carrières et aux plateformes déchets	Réponse	Géoportail de l'urbanisme	3 ans	À renseigner lors du bilan
	Surfaces des gisements d'intérêt du SRC présentant une inconstructibilité dans les documents d'urbanisme locaux	Réponse	Géoportail de l'urbanisme	3 ans	À renseigner lors du bilan

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

5.3 Modalités de suivi

Le suivi du SCoT consiste à :

- Compiler ou calculer les indicateurs ;
- Interpréter ces indicateurs ;
- Apporter des propositions éventuelles de mesures correctrices.

Il sera réalisé dans le délai légal imparti de 10 **ans** à compter de la date d'approbation du SCoT par un spécialiste de l'environnement, ou une autre structure compétente en la matière.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch

RESUME NON TECHNIQUE

Annexe 4

Arrêté le : 15.05.2025

Approuvé le : 13.02.2026

Vu pour être annexé à la délibération du Conseil Communautaire en date du 13.02.2026

Approuvant le projet de Schéma de Cohérence Territoriale

Fait à Sisteron, le 13.02.2026

EcoVia SCOP SARL

Europôle de l'Arbois – Bât Marconi – Avenue Louis Philibert

13100 AIX EN PROVENCE

04 42 12 53 31 – contact@ecovia.fr – www.ecovia.fr

SIRET : 483 216 792 00026 – APE : 7112B

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Table des matières

Évaluation environnementale stratégique du SCoT de la CCSB

1 Résumé non technique

1.1 L'état initial de l'environnement 3
1.2 Présentation du projet 15
1.3 Méthodologie utilisée pour la réalisation de l'évaluation 15
1.4 L'articulation avec les documents-cadres 16
1.5 Les incidences du SCoT sur l'environnement 16
1.6 Mesures d'évitement, de réduction ou de compensation 20
1.7 Analyse des incidences au regard des enjeux Natura 2000 21
1.8 Le dispositif de suivi 22

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

1 RESUME NON TECHNIQUE

1.1 L'état initial de l'environnement

1. Synthèse de l'EIE

1.1.1.1 UN SOCLE GEOGRAPHIQUE ET UNE HISTOIRE MARQUEURS DU CADRE DE VIE

Le territoire est baigné d'un climat montagnard relativement doux et ensoleillé, du fait d'une forte influence méditerranéenne. Les précipitations annuelles moyennes sont de 900 mm (896 même à Sisteron, 958 à Bayons ou encore 1 002 à L'Épine), plus importantes sur les massifs qu'en vallées. Elles tombent généralement en peu de temps à l'occasion d'orages ou d'épisodes pluvieux qui déversent plusieurs dizaines de millimètres en deux ou trois jours. En hiver, la neige est rare en dessous de 500 m d'altitude.

Le relief est marqué par les massifs montagneux et structuré par les vallées du Buëch et de la Durance. L'accessibilité réduite et le climat montagnard ont limité les implantations humaines par le passé, ce qui fait que le territoire est aujourd'hui largement dominé par les milieux naturels, notamment forestiers.

Les paysages sont riches et diversifiés — mêlant versants escarpés, vallées, cluses, coteaux, forêts, espaces urbains ou agricoles — définissent l'identité du Sisteronais-Buëch et apportent une plus-value au cadre de vie de ses habitants.

Par son histoire étroitement liée à l'agriculture, ce territoire présente des villages et hameaux conservant des particularités bâties telles que les villages perchés. Les secteurs urbanisés révèlent un patrimoine architectural et un petit patrimoine de qualité importants, ainsi que des influences très diverses, tantôt montagnardes, tantôt provençales.

Quelques sites remarquables sont présents sur le territoire, qu'ils soient naturels ou historiques, dont un site classé, 3 sites inscrits, soit 1 % du territoire et deux sites patrimoniaux remarquables. On compte également 35 monuments historiques dont 34 disposent d'un périmètre de protection de 500 mètres.

On note en parallèle une empreinte forte des activités économiques et de l'urbanisation le long de la Durance et de l'autoroute. Un habitat pavillonnaire récent et peu qualitatif est également présent autour des villes et le long des axes de transport, notamment dans la plaine. Quelques hangars agricoles sans intégration paysagère viennent également dénaturer le patrimoine du Sisteronais.

1.1.1.2 UN PATRIMOINE NATUREL REMARQUABLE

Le territoire est dominé par des milieux naturels, dont des milieux à enjeux comme de vieux boisements de feuillus, des cours d'eau, des falaises, des zones humides, etc. Ces milieux naturels remarquables abritent de nombreuses espèces patrimoniales et protégées comme la Bacchante, le Pique-prune, le Sonneur à ventre jaune, l'Apron, le Scandix étoilé, la Loutre d'Europe, le Castor d'Europe, la Serratule à feuilles de chanvre d'eau (*Klasea lycopifolia*), la Petite violette (*Viola pumila*), etc.

De fait, de nombreux périmètres d'inventaires (61 ZNIEFF de type I, 25 ZNIEFF de type II, 2 ZICO, de nombreuses zones humides), de protection internationale (1 Géoparc UNESCO), de protection contractuelle (PNR, ZPS, ZSC), de maitrise foncière (3 ENS, 5 sites du CEN), de protection règlementaire (périmètre de protection d'une RNN, 2 réserves biologiques, 3 sites inscrits, 1 site classé) sont présents sur l'ensemble du territoire traduisant ainsi la présence de milieux naturels à enjeux qu'il est nécessaire de protéger. Au total, presque la moitié du territoire est protégée (1 % de protection règlementaire, 1 % de protection foncière et 47 % de protection contractuelle [PNR et Natura 2000]).

La vallée du Buëch et la vallée de la Durance présentent ainsi des enjeux écologiques très forts et concentrent de nombreux milieux structurants pour la trame verte et bleue, comme les boisements vastes ou les secteurs bocagers.

Le territoire est cependant soumis à des pressions et à des infrastructures qui dégradent ces continuités écologiques, notamment au niveau de la vallée du Buëch et de la Durance qui concentre de nombreux aménagements anthropiques (axes routiers, urbanisation). La consommation d'espaces naturels et agricoles, le

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

tourisme, les incendies, les pollutions diverses, etc. viennent également se rajouter aux menaces pesant sur la biodiversité et les milieux naturels du Sisteronais-Buëch.

1.1.1.3 DES RESSOURCES EN EAU FRAGILES

Le réseau hydrographique du territoire est constitué de cours d'eau de montagne au régime intermittent, structuré dans les plaines autour de la Durance et du Buëch. Ces cours d'eau sont globalement en bon état écologique (29 sur les 40 masses d'eau suivies), et toutes sont en bon état chimique sauf la Durance (entre le torrent de Saint-Pierre et le Buëch). De même, les nappes souterraines sont également en bon état, à l'exception de la nappe des conglomérats de Valensole, en état chimique médiocre du fait d'une pollution par des pesticides. L'impact de l'agriculture est ainsi très important sur le territoire, qui est responsable de près des trois quarts des prélèvements d'eau.

Par ailleurs, plusieurs zones de répartition des eaux sont présentes et témoignent du déséquilibre entre les capacités des ressources et les prélèvements réalisés.

De plus, l'eau potable de certaines communes provient de sources plus vulnérables aux risques de sècheresse ou de contamination.

L'assainissement du territoire est très variable : ainsi 93 % des systèmes d'assainissement sont conformes contre seulement 41 % des assainissements autonomes. Et on observe par ailleurs de forts dépassements pour les STEP de Laragne et du Val de Durance, et ce depuis plusieurs années.

La mise en œuvre des divers outils, notamment du SDAGE et des différents PGRE, vise de permettre une meilleure gestion et une amélioration de la ressource.

1.1.1.4 UN SOL SUPPORT DES ACTIVITES AGRICOLES ET EXTRACTIVES

L'occupation du sol est dominée par les espaces agricoles et forestiers. Les vallées sont fortement exploitées pour l'agriculture (des prairies permanentes essentiellement) et l'urbanisation s'y concentre.

Le sous-sol est riche et exploité par quatre carrières actuellement, dont trois carrières exploitant des gisements d'intérêt national ou régional. Le diagnostic du Schéma régional des carrières (SRC) estime que le territoire seul est à l'équilibre du point de vue de l'approvisionnement en granulats communs.

Les sols sont également marqués par différentes activités, causant parfois des pollutions (27 anciennes activités répertoriées par CASIAS, 3 sites pollués [BASOL]), bien que les sites soient relativement peu nombreux. En revanche, ils sont concentrés dans les zones urbanisées, de fait l'exposition des populations est relativement élevée.

1.1.1.5 UN TERRITOIRE FORTEMENT EXPOSE AUX RISQUES

Les risques naturels dans le territoire du Sisteronais-Buëch sont très prégnants, du fait de la topographie : inondations et mouvements de terrain sont les risques les plus présents. Le caractère montagnard induit en particulier différents types d'inondations spécifiques (ruissellement, crues torrentielles de rivière et torrent). Cependant, différents outils, le Plan de gestion des risques inondation (PGRI) du bassin Rhône-Méditerranée, le Programme d'action et de prévention des inondations (PAPI) du Buëch et 4 plans de prévention des risques inondation (PPRI) visent une meilleure gestion de ces risques.

Il existe en parallèle d'autres risques naturels, plus faibles, tels le risque d'avalanche, de feu de forêt, le risque sismique et le risque radon.

Les risques technologiques sont quant à eux assez peu présents : il existe toutefois un risque industriel localement fort du fait de la présence du site Seveso de Sanofi à Sisteron, qui est d'ailleurs géré par un risque de prévention du risque technologique (PPRT). Par ailleurs, une canalisation de transport de produit chimique et le risque de rupture du barrage de Serre-Ponçon concernent le territoire.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

1.1.1.6 DES NUISANCES SONORES LOCALISEES ET UNE QUALITE DE L'AIR MOYENNE

Le Sisteronais-Buëch est relativement peu exposé aux nuisances sonores, seules quelques voies sont classées. Néanmoins, quelques activités peuvent être bruyantes localement, comme les carrières. En revanche, la topographie des vallées peut amplifier le bruit des transports.

Concernant les émissions atmosphériques du territoire, les sources de pollution sont essentiellement — par ordre décroissant — le chauffage du résidentiel et du tertiaire ; le transport routier ; l'agriculture et le brulage des déchets verts, et les émissions de certains polluants sont relativement élevés. La qualité de l'air est par ailleurs moyenne, que ce soit à cause des polluants locaux ou bien à cause des émissions des territoires voisins, et peu d'épisodes de pollution ont été relevés en 2019 et 2020, excepté pour l'ozone, pour lequel les seuils de concentration (pour la santé humaine et les écosystèmes) sont régulièrement dépassés sur le territoire. Les zones les plus sensibles sont celles où se concentrent les activités humaines, principalement les vallées de la Durance et du Buëch (zones urbaines, activités agricoles et industrielles, axes routiers et autoroutiers). Seules les émissions industrielles sont relativement faibles.

Les habitants produisent une quantité de déchets dans les moyennes régionales et départementales, mais supérieures aux moyennes nationales. Ils sont collectés par la collectivité, et différents sites de traitement sont présents dans le territoire. Les objectifs règlementaires ne sont cependant pas atteints (réduction des DMA, taux de valorisation, taux d'enfouissement).

1.1.1.7 UN TERRITOIRE RURAL, EXPORTATEUR D'ENERGIES RENOUVELABLES

Les activités du quotidien (transports, logement) sont les premiers postes de dépense énergétique. De fait, les consommations d'énergie du territoire sont responsables d'une grande part des émissions de GES, issues des produits pétroliers pour 58 %. Ainsi la dépendance aux énergies fossiles est forte. Par ailleurs, le ratio par habitant (33 MWh/hab.) est supérieur de 15 % à celui de la région (29 MWh/hab.).

En revanche, le territoire est excédentaire en production électrique, du fait de la production hydroélectrique qui représente 83 % de la production d'énergie renouvelable du territoire en 2019, devant le solaire photovoltaïque, la biomasse (chauffage au bois) et le biogaz. Cette production permet de porter la balance production/consommation à 90 %, mais est très sensible aux variations de débit des masses d'eau.

La consommation d'énergie induit par ailleurs de fortes émissions de gaz à effet de serre (GES) ainsi, la moitié des émissions provient de la combustion d'énergies fossiles (carburant, fioul, gaz naturel). Au total, en 2019, les émissions de GES sur le territoire représentent 275 kteqCO2, soit 10,8 teqCO2/hab (dont 1 teqCO2/hab lié aux flux de transit) et sont supérieures aux émissions régionales par habitant de 8,5 teqCO2/hab. 43 % des émissions proviennent des transports et 16 % du bâti et des émissions non énergétiques (stockage des déchets, 21 %, et de l'agriculture, 13 %).

En revanche, le territoire fait office de puits de carbone grâce à son important couvert forestier (275 kteqCO_2 de GES émis pour 350 stockées en 2019).

2. Scénario au fil de l'eau

1.1.1.8 LES TENDANCES PROJETEES

Le scénario au fil de l'eau a pour vocation de présenter l'évolution de l'environnement sur le territoire du Sisteronais-Buëch sans SCoT. Il ne se veut ni prospectif ni réel. Les perspectives au fil de l'eau sont basées sur le croisement de plusieurs tendances de façon à restituer les dynamiques en cours sur le territoire. La tendance combine :

- Les objectifs des documents-cadres ;
- Les tendances observées pour le territoire (démographie et environnement).

➢ PERSPECTIVES D'EVOLUTION DE LA CONSOMMATION D'ESPACE

De 2011 à 2021, sur l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch, environ 134 hectares ont été consommés pour de nouvelles constructions, toutes occupations du sol confondues, soit

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

une moyenne de 13,4 hectares par an pendant les 10 dernières années. 75 % des constructions ont eu lieu sur des milieux agricoles ou naturels entre 2011 et 2021.

Cette tendance va certainement ralentir dans les années à venir grâce à la mise en œuvre du SRADDET, qui vise -50 % en 2035 et une artificialisation nette nulle en 2050.

➢ PERSPECTIVES D'EVOLUTION DES PAYSAGES

L'évolution des paysages suit l'évolution de l'urbanisation et de l'agriculture sur le territoire. La banalisation du bâti et l'étalement urbain (notamment l'urbanisation linéaire contrainte par la topographie) sont en effet des menaces majeures sur le territoire, ainsi que la déprise agricole qui entraine une fermeture des paysages sur certains secteurs. Par ailleurs, l'impact du réchauffement climatique sur les milieux naturels peut engendrer des dépérissements d'espèces et des inondations ou feux de forêt qui laissent des « cicatrices paysagères ».

La mise en œuvre de la Charte du PNR et des différents documents d'urbanisme locaux devrait permettre de maitriser l'urbanisation, en préservant les coupures d'urbanisation, en valorisant le patrimoine, etc. les protections actuellement présentes (sites inscrits et classés, monuments historiques, etc.) sont pérennes, et un site patrimonial remarquable est en projet à Rosans.

➢ PERSPECTIVES D'EVOLUTION DES MILIEUX NATURELS

La prise de conscience de la valeur et du rôle de la biodiversité, ainsi que les mesures mises en place pour la préserver (en particulier par le SRADDET, le SAGE et le PNR), pourrait laisser espérer un ralentissement de l'érosion de la biodiversité. Le SDAGE identifie par ailleurs de nombreux réservoirs biologiques (Méouge, Sasse, Riou de Jabron, Torrent de Blême, Eygue, Oule, Jabron et une partie de la Durance et du Buëch), pour lesquels des actions de préservation sont prévues à différentes échelles. Néanmoins, les principales pressions ou activités en lien avec les milieux naturels vont également continuer de s'exercer :

- **L'urbanisation** : la croissance démographique estimée continuerait d'induire une artificialisation des sols, mais dans un cadre de réduction de la consommation d'espace par rapport aux décennies précédentes. En effet, de plus en plus de projets tendent à limiter la consommation d'espace et à favoriser la biodiversité, notamment grâce à la prise en compte accrue des espaces d'intérêt écologique dans les documents d'urbanisme ;
- **La fréquentation des milieux naturels** pourrait augmenter du fait de l'augmentation de la population et du tourisme ;
- **Les pollutions** : la règlementation sur les rejets de polluants dans les milieux naturels se durcissant, ces menaces devraient se stabiliser. L'état des masses d'eau s'est globalement amélioré sur le territoire entre 2013 et 2019, mais 5 cours d'eau (sur les 40 masses d'eau suivies) ont un état écologique dégradé par rapport à 2013 ;
- **Les espèces exotiques envahissantes** : Il est délicat de connaitre l'évolution future des espèces invasives, particulièrement dans le contexte du changement climatique. Certaines espèces, comme les écrevisses américaines, ou l'Ambroisie à feuilles d'Armoise, pourraient se développer au détriment des écosystèmes locaux et de la santé humaine ;
- **Les épisodes de dépérissement :** la hausse des températures s'accompagne parfois d'épisodes de sècheresses conduisant à un affaiblissement voire à une surmortalité des arbres. Les essences sont alors plus sensibles, notamment aux attaques d'insectes ;
- **L'agriculture** : la Politique agricole commune (impacts sur jachères, haies et types de culture), les tendances sociétales (diminution des consommations de viande) pourraient impacter les agroécosystèmes. L'intérêt croissant envers les circuits alimentaires de proximité, intérêt confirmé d'année en année des consommateurs envers l'agriculture biologique et la qualité des produits agricoles, agit en faveur d'une polyculture de proximité, proche des zones urbaines et respectueuse de l'environnement. Cette dynamique est engagée dans le territoire, où 30 % des exploitations produisent en agriculture biologique (44 % des surfaces agricoles utilisées). Le pastoralisme peut également permettre d'entretenir certains types de milieux, notamment ouverts ;
- **La sylviculture** : les stratégies de développement de la filière bois incitent à une gestion durable des forêts ce qui pourrait limiter l'exploitation intensive (monoculture, coupes à blanc, etc.), nocive pour la biodiversité.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Les pressions actuelles sont donc amenées à évoluer de manière différenciée et dépendent largement des modes de gestion adoptés et des évolutions sociétales. Il existe par ailleurs des pressions liées aux évolutions climatiques :

- Au niveau national, les aires de répartition des espèces devraient évoluer au profit des espèces méridionales et perturber les écosystèmes en place : les remontées d'espèces mobiles thermophiles augmentent et les niches d'espèces froides régressent (tourbières, landes et forêts froides et humides). Dans ce contexte, la préservation potentielle des continuités écologiques permettra le déplacement des espèces, et par conséquent, l'adaptation de leur aire de répartition à l'évolution du climat. Dans le même temps, l'écroulement des populations d'insectes à la base de la chaine alimentaire tendra à fragiliser les populations en place par rapport aux espèces plus ubiquistes[1] ;
- Le changement climatique est amené à perturber les milieux et leur biodiversité et ainsi altérer la capacité d'adaptation des écosystèmes. Par exemple, la récurrence des phénomènes de tempêtes, l'élévation des températures et la modification des précipitations risquent d'impacter les boisements ou les milieux aquatiques. Il faudra gérer l'arrivée de nouvelles espèces et le recul de certaines autres aujourd'hui encore majoritaires (essences forestières moins adaptées aux conditions climatiques futures) ;
- Le risque d'augmentation de l'occurrence des épisodes de sècheresse pourrait par ailleurs avoir un impact sur la biodiversité des sols et par conséquent sur leur productivité et sur les activités agricoles et sylvicoles. De même, l'élévation des températures pourrait perturber certains habitats aquatiques, et ce d'autant plus que les prélèvements d'eau destinés aux activités humaines pourraient augmenter (pour l'irrigation par exemple) et menacer les équilibres écologiques.

Au regard des politiques menées, à l'échelle nationale comme locale, on pourrait attendre une amélioration de l'état des milieux naturels et de la biodiversité. Néanmoins, au regard des fortes incertitudes et de la forte vulnérabilité des espèces au changement climatique, en particulier dans les écosystèmes de montagne, il parait difficile de conclure avec certitude.

➢ PERSPECTIVES D'EVOLUTION DE LA RESSOURCE EN EAU

Malgré les démarches de protection et d'amélioration de la ressource en eau à l'œuvre, portée par les PGRE ou le SDAGE, l'évolution des masses d'eau reste incertaine à moyen terme. On peut citer notamment :

- La dégradation de l'état de cinq cours d'eau et l'amélioration de l'état de cinq cours d'eau depuis 2013, les autres masses d'eau suivies se maintenant ;
- Les risques de non-atteinte des objectifs de qualité sur deux nappes souterraines du fait de pesticides et nutriments agricoles identifiés par le SDAGE 2022-2027 ;
- Le bon état des masses d'eau souterraines depuis plusieurs années.

Le SAGE de la Durance est en cours d'élaboration, et devrait porter des objectifs visant l'amélioration des masses d'eau.

Le changement climatique aura des effets potentiels sur le régime hydrique et la pluviométrie, entrainant des étiages potentiellement plus sévères. Ces évolutions significatives, directes et indirectes, sur l'ensemble des ressources, ainsi que leurs usages, pourraient induire des conflits d'usage.

On observe d'ailleurs que les prélèvements sur les ressources superficielles fluctuent fortement, les tendances sont difficiles à identifier. Le SDAGE classe par ailleurs le territoire comme secteur à enjeux (en tant que ressources stratégiques pour l'eau potable, et que sous-bassin sur lequel des actions de préservation des équilibres quantitatifs sont nécessaires pour tout ou partie du territoire pour l'atteinte du bon état). Le bassin versant est également identifié comme bassin vulnérable nécessitant des actions fortes d'adaptation au changement climatique pour l'enjeu disponibilité des eaux (vulnérabilité forte).

[1] Espèces animales et végétales que l'on rencontre dans des milieux écologiques très différents.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

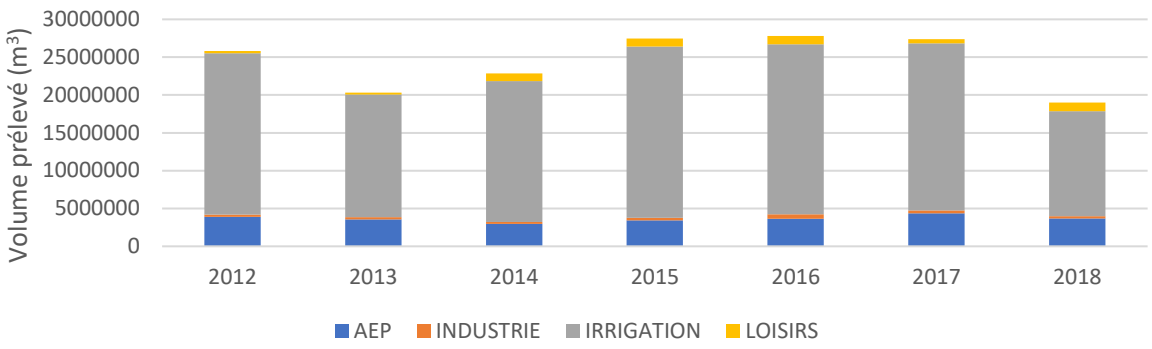


Figure 1 : Évolution des prélèvements (hors énergie) (source : BNPE)

Les systèmes d'assainissement collectif quant à eux sont globalement conformes et devraient continuer de l'être. Néanmoins, la réduction des débits peut entrainer une baisse de la dilution des polluants dans les cours d'eau, ce qui pourrait induire des non-conformités des rejets.

Le SDAGE fixe toutefois diverses orientations permettant d'intégrer la gestion de la ressource en eau : les projets doivent être en adéquation avec les capacités du territoire en matière de fourniture d'eau et de traitement des eaux usées, il enjoint à la préservation des zones humides, etc. Ces éléments devraient permettre de réduire les impacts sur la ressource. De plus, le contrat ZRR prévoit de nombreux travaux (mises à niveau et rénovation, création de STEP et de réseaux, etc.), et des schémas directeurs sont en cours (à Sisteron notamment), ce qui devrait permettre d'améliorer la connaissance et le fonctionnement du petit cycle de l'eau.

De manière générale, le recul de l'agriculture, combiné au durcissement des règlementations sur l'utilisation des produits phytosanitaires, aux dynamiques d'implantation d'exploitations plus durables et aux demandes sociétales envers les produits biologiques permettrait toutefois d'entrevoir une baisse des polluants liés aux intrants agricoles.

De fait, la qualité de la ressource semble s'améliorer sur le territoire, mais étant données les fortes incertitudes liées à l'évolution du climat, il est difficile d'affirmer que la tendance se maintiendra. En effet, la baisse potentielle des débits pourrait réduire la capacité de dilution des masses d'eau, et augmenter la concentration en polluants, quand bien même les rejets auraient été réduits. Quant à l'aspect quantitatif, ces mêmes incertitudes rendent difficile de prédire l'évolution, notamment en matière de capacité d'approvisionnement en eau potable. Les sècheresses pourront se multiplier et les situations de pénurie pourraient se multiplier afin de continuer de répondre aux besoins des habitants, de plus en plus nombreux.

➢ PERSPECTIVES D'EVOLUTION DE L'EXPLOITATION DU SOUS-SOL

Avec l'augmentation de population estimée (+2 500 habitants en 2045 selon le scénario fil de l'eau), et de fait la hausse des besoins en logement, la demande va certainement se maintenir, bien que la remobilisation de logements vacants couplée aux politiques de renouvellement urbain et au déploiement du recyclage des déchets du BTP peut contribuer à diminuer les besoins extractifs.

Entre 2024 et 2025, les carrières de Sigottier et de Monêtier-Allemont ont cessé leurs activités et une nouvelle carrière a été autorisée sur la commune du Poët. La production annuelle totale à l'échelle du territoire reste stable.

Pour la production d'enrochements, le futur de la production locale n'est cependant pas assuré, ce qui est dommageable pour un territoire de montagne (protection contre les inondations).

Le SRC estime que l'équilibre du territoire devrait perdurer jusqu'en 2032.

➢ PERSPECTIVES D'EVOLUTION DES RISQUES

À l'heure actuelle, les effets précis du changement climatique ne sont pas encore bien appréhendés, néanmoins, un des éléments pressentis est l'évolution des précipitations et l'accentuation des évènements extrêmes. Les sècheresses pourraient être plus importantes, des épisodes de pluies plus intenses pourraient se développer, entrainant une évolution des aléas inondation et mouvements de terrain (notamment le retrait-gonflement des argiles).

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Le risque feux de forêt pourrait également augmenter avec l'augmentation des jours de sècheresse et l'augmentation de l'évapotranspiration. Dans les faits, le nombre de feux de forêt a augmenté depuis les années 2000 sans que la superficie brulée augmente.

Les risques liés aux phénomènes météorologiques sont également susceptibles d'augmenter.

Cette évolution des risques naturels pourrait entrainer une répercussion sur les risques technologiques dans les secteurs de multiexposition. En effet, des ICPE par exemple sont localisées dans le lit majeur de la Durance et/ou dans des zones exposées au retrait-gonflement des argiles et pourraient éventuellement être exposées dans le cas où les aléas seraient accentués.

➢ PERSPECTIVES D'EVOLUTION DE L'ENERGIE

Les consommations d'énergie suivent une baisse globale entre 2012 et 2019, bien que des différences soient observées selon les secteurs et selon les années. Toutefois, la hausse des transports issue de l'augmentation de la population (environ 2 500 de plus en 2045 par rapport à 2019) pourrait entrainer une augmentation des consommations totales du secteur tandis que le télétravail ou le covoiturage pourraient réduire les déplacements. Les évolutions technologiques des moteurs thermiques, le remplacement des chauffages au fioul et le développement des motorisations électriques peuvent également diminuer ces consommations.

Par ailleurs, la hausse des températures pourrait peser fortement sur la demande en climatisation et, à l'inverse, la demande en chauffage pourrait diminuer. L'évolution des normes d'isolation sur les bâtiments neufs et les bâtiments rénovés devraient par ailleurs entrainer une diminution progressive des consommations énergétiques de l'habitat.

Par ailleurs, le SRADDET a des objectifs ambitieux qui devraient permettre de réduire les consommations.

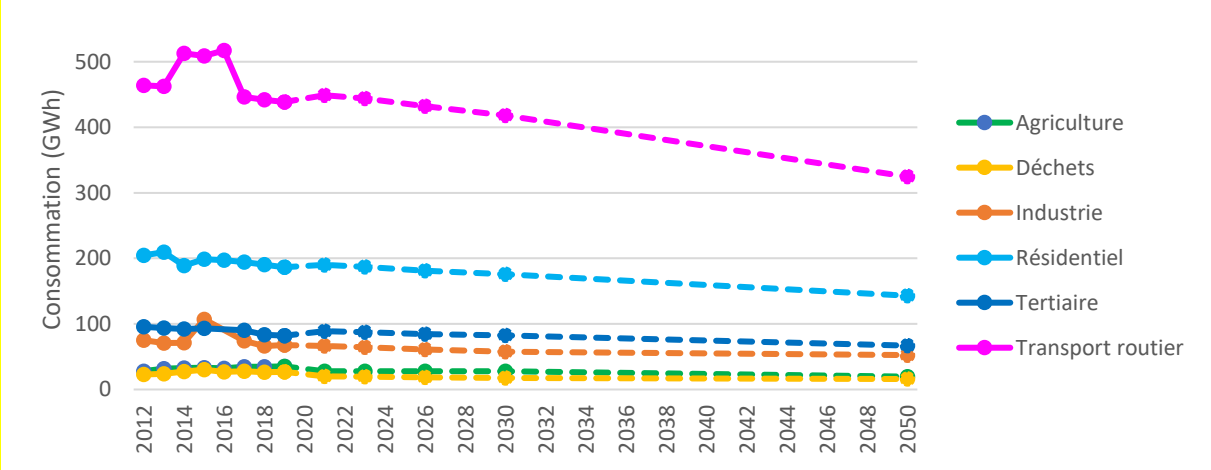


Figure 2 : évolution de la consommation d'énergie finale sur tu territoire, et objectifs du SRADDET (source : CCSB)

La production d'énergie est croissante, excepté pour l'hydroélectricité, très dépendante du débit des cours d'eau, notamment de la Durance. Au regard de l'évolution climatique en cours, le débit de la Durance est susceptible de subir une baisse à long terme pouvant réduire la production électrique du territoire dans le futur.

Dans le même temps, des potentiels de production thermique et électrique renouvelable favorables ont été identifiés, et leur exploitation devrait être encouragée, notamment en intégrant les trajectoires envisagées par le Plan climat de la CCSB : le potentiel maximum de réduction de la consommation est estimé à 290 GWh, soit 32 % de la consommation d'énergie finale de 2012.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

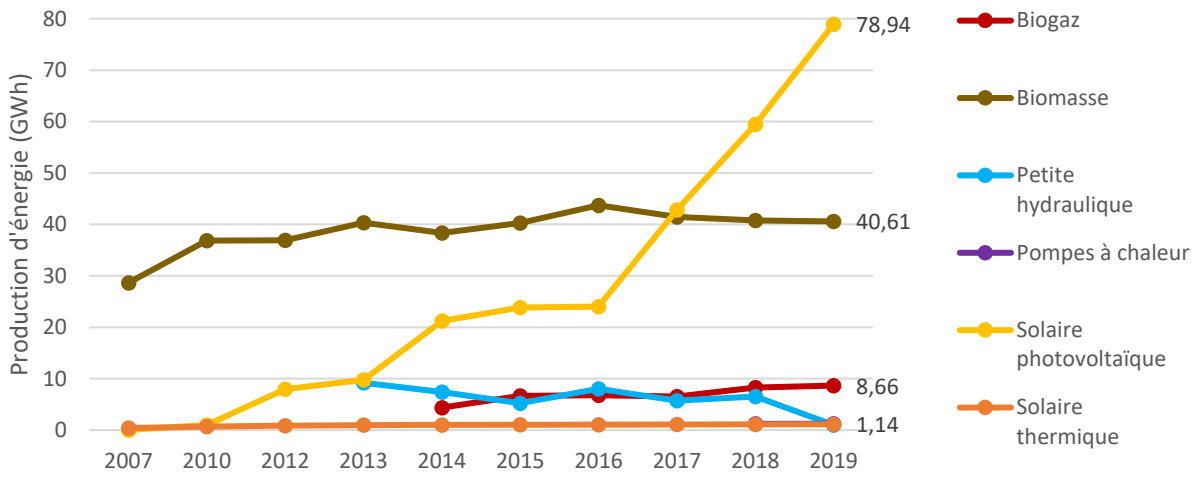


Figure 3 : évolution de la production d'énergie par source (hors grande hydraulique) entre 2007 et 2019 (source CCSB)

➢ PERSPECTIVES D'EVOLUTION DES GES

La décarbonatation de l'énergie en cours devrait accélérer la baisse engagée depuis 2012, du fait de la diminution des émissions industrielles, ou plus généralement de l'amélioration continuelle de l'efficacité énergétique, des innovations technologiques, etc. Ces évolutions sont de plus encouragées par le SRADDET, le PCAET et le PNR.

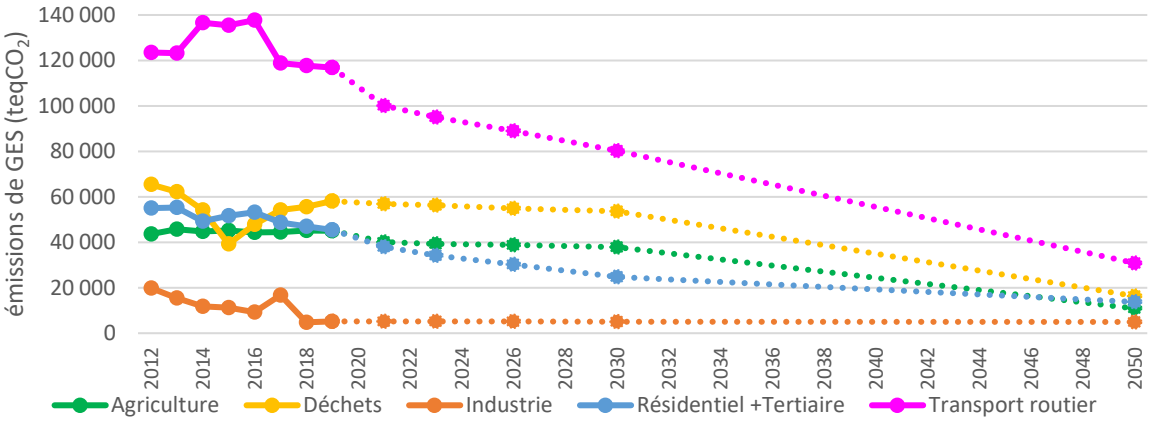


Figure 4 : Évolution des émissions de GES par secteur, passée et visée par le SRADDET (source CCSB)

Les émissions liées aux habitations et au tertiaire pourraient augmenter avec la construction de nouveaux logements, mais on peut estimer qu'elles seraient contenues par la RT2022 (et suivante) et par l'amélioration des rendements des équipements de chauffage.

Concernant les émissions de GES d'origine non énergétique, la règlementation sur les émissions industrielles s'étant renforcée, les industriels trouvent un gain économique à diminuer leurs émissions de GES.

L'artificialisation des sols réduit le stock de carbone du territoire tandis que l'augmentation des températures fragilise notamment les espèces forestières montagnardes, et limite le captage du CO_2. De plus, l'augmentation potentielle des incendies de forêt pourrait augmenter le relargage de CO_2 dans l'atmosphère. Toutefois, certaines espèces végétales pourraient bénéficier de la hausse du CO_2 et croitre plus rapidement.

La mise en œuvre du SRADDET, du PNR et du PCAET devrait également concourir à augmenter les puits de carbone limitant de fait les rejets, mais il réside des incertitudes sur l'évolution du modèle agricole, qui peut selon son orientation fortement impacter la capacité de stockage du territoire.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

➢ PERSPECTIVES D'EVOLUTION DE LA QUALITE DE L'AIR

Les concentrations en polluants ont tendance à baisser depuis 2012 (amélioration des procédés, des motorisations, etc.) bien que les émissions de NH_3 ont augmenté depuis 2016 et stagnent depuis. La mise en œuvre du SRADDET et du PCAET devrait concourir à maintenir cette tendance.

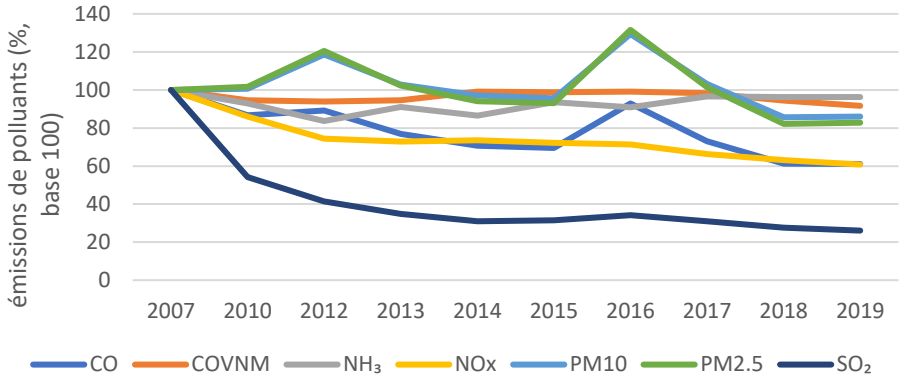


Figure 5 : Évolution des émissions de polluants (source : Atmo Sud)

En revanche, le changement climatique et le réchauffement associé sont susceptibles d'augmenter la pollution à l'ozone. Par ailleurs, la croissance démographique renforçant l'urbanisation, les émissions de polluants liées aux transports (dioxydes d'azote notamment) pourraient s'étendre en dehors des pôles urbains. En parallèle, des incertitudes existent quant aux avancées technologiques, aux réactions face aux prix des carburants et à l'adaptation des transports collectifs.

L'incertitude liée à l'évolution des systèmes agricoles amorcée rend difficile la prévision d'une évolution des émissions liées à ces secteurs, même si les exigences de suivi sont susceptibles d'être renforcées. Les émissions liées au secteur industriel devraient, quant à elles, continuer de diminuer, notamment du fait d'une règlementation de plus en plus stricte.

➢ PERSPECTIVES D'EVOLUTION DES NUISANCES SONORES

L'augmentation potentielle des déplacements et la densification attendue dues au développement du territoire pourraient dégrader l'ambiance sonore. Toutefois, la mise en œuvre des PPBE, l'amélioration de l'isolation des bâtiments neufs (normes) ou la rénovation du bâti ancien ainsi que l'évolution technique des véhicules (électromobilité) devraient permettre de réduire l'exposition des populations (meilleure isolation phonique).

➢ PERSPECTIVES D'EVOLUTION DES DECHETS

La mise en œuvre des plans de prévention et de gestion aux niveaux local et départemental a permis à certains territoires de se saisir de la thématique par le passé. La tendance semble à la baisse des ordures ménagères résiduelles et la valorisation est en hausse depuis 2017. L'accroissement de la population prévu devrait augmenter la production totale de déchets, mais les actions portées par la collectivité (Plan local de prévention des déchets ménagers et assimilés, actions d'amélioration du tri et de la valorisation, etc.) pourraient limiter cet effet.

En revanche aucune ouverture d'ISDND n'est prévue pour pallier la fermeture de celles de Sorbiers et du Beynon.

- La mise en œuvre du Plan régional de prévention et de gestion des déchets devrait permettre d'améliorer prévention, collecte et traitement des déchets ;
- La mise en œuvre du Schéma régional des carrières (SRC) pourrait améliorer la gestion des déchets inertes du bâtiment.

➢ LA TENDANCE OBSERVEE

La population au sein du périmètre est en augmentation depuis 2008, du fait d'un solde migratoire positif (+0,3 % par an sur la période 2008-2019). La prospective démographique au fil de l'eau table sur un taux d'évolution annuel de +0,37 % sur la période 2013-2019 voire +0,35 % (scénario moyen de l'INSEE), soit entre 2 300 et 2 500 habitants supplémentaires en 2045 (donc un total de respectivement 27 612 et 27 490).

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

1.1.1.9 LES TENDANCES DE L'ENVIRONNEMENT

Les perspectives d'évolution identifiées pour chaque thématique aboutissent au scénario au fil de l'eau de l'environnement. Au vu de la situation actuelle, des menaces identifiées et des mesures mises en place sur le territoire découlant des grandes politiques publiques, mais également des acteurs territoriaux, les évolutions des différentes thématiques environnementales du territoire se dessinent.

Les évolutions démographiques et climatiques sont les deux grands facteurs d'évolution de l'environnement, car ils regroupent l'essentiel des pressions et menaces sur les milieux et les espèces.

➢ PERSPECTIVES DES EVOLUTIONS CLIMATIQUES

Les tendances des évolutions du climat au XXIe siècle en Provence-Alpes-Côte d'Azur montrent :

- Poursuite du réchauffement, quel que soit le scénario. Sans politique climatique, le réchauffement pourrait dépasser 4 °C à l'horizon 2071-2100 par rapport à la période 1976-2005.
- Peu d'évolution des précipitations annuelles, mais des contrastes saisonniers
- Poursuite de la diminution du nombre de jours de gel et de l'augmentation du nombre de journées chaudes, quel que soit le scénario
- Assèchement des sols de plus en plus marqué en toute saison

Sur la seconde moitié du XXIe siècle, l'évolution de la température moyenne annuelle diffère significativement selon le scénario considéré.

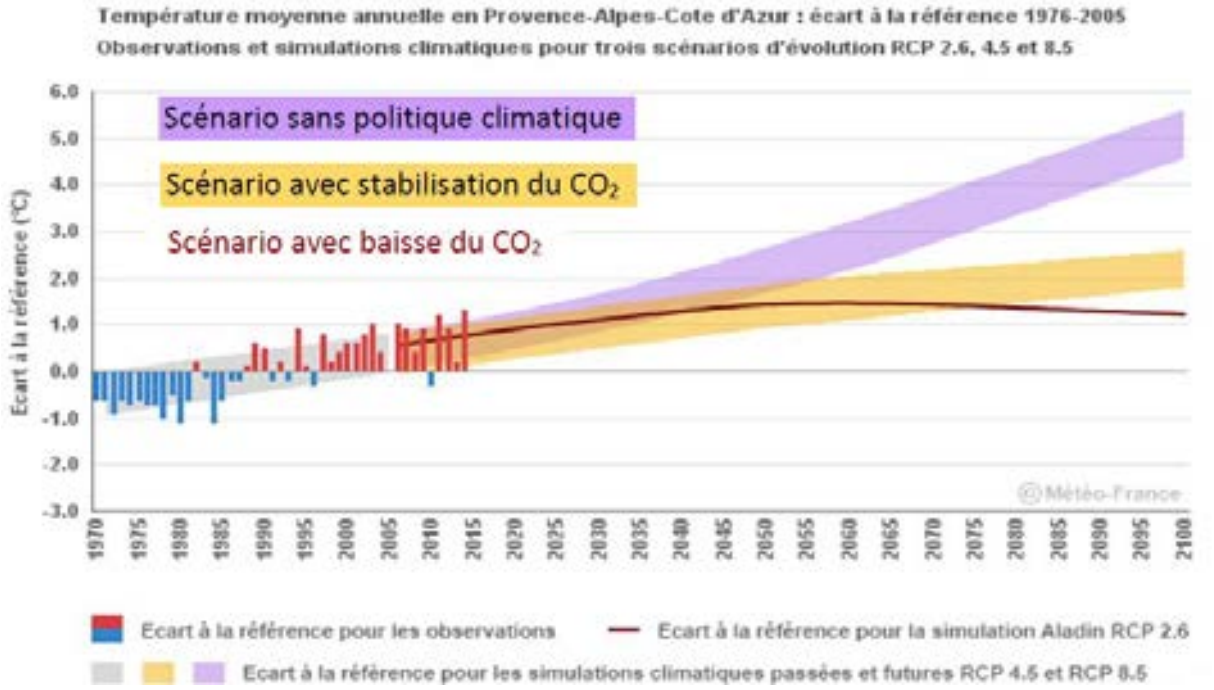


Figure 6 : Simulation des évolutions de température moyenne selon les scénarios climatiques (source : MétéoFrance)

1.1.1.10 SYNTHESE DES PERSPECTIVES D'EVOLUTION

Les conclusions de l'EIE et l'analyse de la dynamique de chaque thématique environnementale ont permis d'esquisser une tendance évolutive. Le tableau ci-dessous synthétise ces éléments.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Tableau 1 : Tendances d'évolution de l'environnement

Thématique	Importance des pressions et menaces	Évolution pressentie sans SCoT et explication La situation : ⇗ se poursuit ou s'accélère ⇘ s'inverse ou ralentit ? : non prévisible	
Consommation foncière	++	La consommation foncière va continuer, mais à un rythme ralenti du fait de la mise en œuvre des documents d'urbanisme.	⇘
Milieux naturels et biodiversité	+++	Les pressions vont continuer de s'exercer, bien que certaines s'infléchissent telle l'urbanisation ; mais il existe beaucoup d'incertitudes liées à l'évolution du modèle agricole, au changement climatique, etc.	?
Ressource en eau	+++	Le changement climatique fait peser une menace non négligeable et rend difficile de prévoir l'avenir de la ressource. La mise en œuvre du SDAGE et du SAGE en cours d'élaboration vise à améliorer l'état des masses d'eau.	?
Ressources minérales	++	Entre 2024 et 2025, les carrières de Sigottier et de Monêtier-Allemont ont cessé leurs activités et une nouvelle carrière a été autorisée sur la commune du Poët. La production annuelle totale à l'échelle du territoire reste stable, et l'équilibre du territoire devrait perdurer jusqu'en 2032. Il faut cependant considérer les besoins des territoires limitrophes afin de contribuer au maintien de l'autonomie régionale (SRC Paca). L'élaboration et la mise en œuvre du SRC devraient permettre de réduire les besoins.	⇗
Qualité de l'air	+	La règlementation plus draconienne sur l'isolation et les modes de chauffage devraient permettre de continuer à réduire les émissions, il en va de même sur les émissions des véhicules individuels, même si le parc de véhicules continue de progresser.	⇘
Énergie et GES	++	La tendance est à la hausse de la production, à la baisse des consommations. La mise en œuvre du PCAET et du SRADDET encourage les réductions de consommation et la croissance de la production EnR.	⇘
Risques naturels	+++	Le changement climatique fait peser de fortes incertitudes sur l'évolution des risques naturels, qui pourraient être aggravés à l'avenir : inondations, mouvements de terrain (notamment retrait-gonflement des argiles), feu de forêt, etc.	?
Risques technologiques	+	Le risque parait peu évoluer, néanmoins, l'exposition actuelle de plusieurs ICPE aux aléas naturels (argiles notamment) pourrait induire une augmentation du risque industriel en cas de modification des aléas naturels induite par le changement climatique.	⇘
Sites et sols pollués	+	Il existe de moins en moins de sources de pollution, du fait de la règlementation comme de la baisse des activités polluantes, et le traitement des sites pollués progresse.	⇘
Nuisances sonores	+	La tendance est à la baisse des nuisances sonores : à la source (les véhicules sont de moins en moins bruyants) comme en matière d'exposition (les bâtiments sont de mieux en mieux isolés).	⇘

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Thématique	Importance des pressions et menaces	Évolution pressentie sans SCoT et explication La situation : ⇗ se poursuit ou s'accélère ⇘ s'inverse ou ralentit ? : non prévisible	
Déchets	+	La filière est en place, la collecte sélective progresse, et, dans le même temps, la production OMR diminue. Avec l'augmentation de la population attendue, cette tendance devrait se poursuivre.	⇘

Sans SCoT, les tendances d'amélioration induites par la règlementation ou les documents-cadres se poursuivraient : baisse du rythme de consommation d'espaces (objectif de -50 % en 2031 par rapport aux dix ans précédant l'arrêt du document, soit 6,7 ha/an contre 13,4 ha/an entre 2011 et 2021), protection des milieux aquatiques par le SAGE et le SDAGE, préservation et prise en compte des paysages, contribution à l'atteinte des objectifs de maitrise de l'énergie et des émissions portés par les documents-cadres (SRADDET, Charte du PNR, PCAET), adaptation au changement climatique, préservation des ressources, etc.

Néanmoins, les potentielles incidences négatives se poursuivraient également :

- Le développement urbain entrainerait consommation et artificialisation (environ 13 ha/an sur la décennie écoulée) d'espaces agricoles et de nature ordinaire par les extensions des bourgs ; de plus, la densification urbaine peut conduire à localiser plus d'habitants dans des secteurs exposés aux nuisances sonores ou pollutions, ou par ailleurs nuire au paysage urbain (par la fermeture des perspectives visuelles notamment) ;
- L'augmentation de population prévue induirait une hausse des consommations de ressources, des flux et effluents, de la fréquentation de certains sites naturels ;
- Le développement économique (zones d'activités et autres projets) pourrait entrainer des consommations de ressources et d'espace, des dérangements d'espèces, etc.

Enfin, plusieurs outils couvrant le territoire ont été actualisés ou créés : SRADDET, PNR, PCAET, PLU récents, plans de prévention des risques, etc. Ces cadres sont souvent spécifiques d'une partie de l'environnement et les décliner à travers le SCoT permet d'avoir ainsi une vision transversale dans la planification.

3. Enjeux identifiés

L'état initial de l'environnement a identifié un certain nombre d'enjeux thématiques. Un travail d'affinage. Les enjeux du territoire identifiés dans l'EIE et structurant l'évaluation environnementale sont :

Tableau 2 : enjeux environnementaux hiérarchisés

Thématiques	Enjeux environnementaux	Hiérarchisation
Biodiversité et continuités écologiques	Préserver les continuités écologiques du territoire	Fort
Ressource en eau	Limiter les atteintes à la ressource en eau	Fort
Changements climatiques	Favoriser la résilience du territoire	Fort
Énergie et GES	Participer à la réduction des consommations énergétiques et des émissions de gaz à effet de serre Accompagner le développement des EnR	Fort
Risques naturels	Réduire les risques par anticipation des impacts de l'urbanisme sur les aléas	Fort
Santé-urbanisme (pollutions de l'air, du sol et nuisances sonores)	Limiter l'exposition des populations aux pollutions et nuisances	Moyen
Paysage	Préserver les paysages et le patrimoine	Moyen
Ressources minérales	Préserver les capacités de production de matériaux	Faible
Déchets	Participer aux objectifs de réduction des déchets	Faible

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

1.2 Présentation du projet

Le SCoT concerne 60 communes réparties sur trois départements (Hautes-Alpes, Alpes-de-Haute-Provence, Drôme) et deux régions (AuRA et Sud PACA). Il couvre un territoire rural de 1 488 km² avec 25 315 habitants. Le PAS est la pièce maîtresse du SCoT, traduisant les ambitions à 20 ans pour un développement équilibré, durable et adapté aux spécificités locales. Il comporte quatre axes stratégiques :

- Axe 1 – Affirmer une identité rurale dynamique
- Axe 2 – Soutenir une économie responsable
- Axe 3 – Renforcer la solidarité territoriale
- Axe 4 – Engager une transition sobre

Ces ambitions sont ensuite déclinées de manière plus opérationnelle dans le DOO (Document d'orientations et d'objectifs), qui est la pièce opposable du SCoT.

1.3 Méthodologie utilisée pour la réalisation de l'évaluation

4. Généralités sur la démarche d'évaluation environnementale du SCoT de la CCSB

L'évaluation environnementale du SCoT de CCSB a été conçue de façon à placer l'environnement au cœur du processus de décision. Elle a été conduite en parallèle de l'élaboration du SCoT et s'est accompagnée de phases d'échanges avec l'intercommunalité (services techniques urbanisme, environnement, les élus chargés du dossier, etc.), les communes, et les services d'État.

Il s'agit donc d'une démarche itérative (réalisé par boucle d'analyse, cf. schéma suivant) accompagnant chaque étape de l'élaboration du document de planification et permettant d'ajuster le projet.

5. Limites de l'évaluation environnementale

La méthode d'évaluation environnementale reprend, en l'adaptant, le contenu de l'étude d'impact des projets. Mais les propositions d'actions et les projets qui en découlent ne sont pas toujours définis et localisés avec précision sur le territoire. Chaque projet, notamment ceux d'infrastructures, doit donc faire l'objet d'une étude d'impact particulière.

Les enjeux à prendre en compte et les mesures à proposer ne sont ni de même nature, ni de même échelle et de même degré de précision que ceux évalués lors d'un projet d'aménagement localisé et défini techniquement. Ainsi, les incidences des différents projets inscrits dans le SCOT ne sont abordées qu'au regard de leur état d'avancement. En revanche, l'évaluation environnementale formule des recommandations visant à encadrer les projets dont les contours précis restent flous par rapport aux enjeux environnementaux identifiés à leur niveau ou à proximité.

Les incidences environnementales de la mise en œuvre du SCOT sont quantifiées dans la mesure du possible. L'estimation des surfaces consommées par les projets demeure relativement accessible, ce n'est pas le cas pour toutes les données environnementales.

L'évaluation quantitative des actions du SCOT est donc réalisée dans la mesure du possible (disponibilité des outils) tandis que l'analyse qualitative des actions du SCOT est systématiquement menée.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

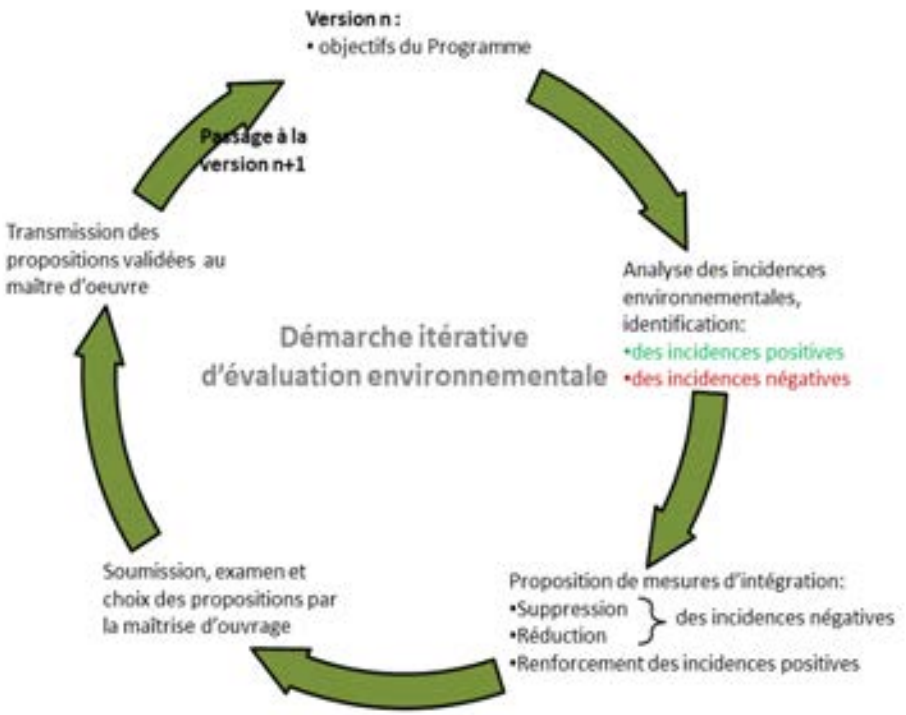


Figure 7 : Principe de la démarche d'évaluation itérative du SCoT de la CCSB

1.4 L'articulation avec les documents-cadres

L'évaluation environnementale s'attache à étudier les plans et programmes les plus pertinents au regard des interactions potentielles avec le SCoT, et intègre d'autres plans susceptibles d'être concernés.

Le choix des plans et programmes à étudier s'est appuyé sur la base des articles R. 122-20 et R. 122-17 du Code de l'environnement.

L'analyse de l'articulation est établie à partir des différents degrés d'articulation qui concernent le SCoT avec les documents suivants :

- Le Schéma régional d'aménagement et de développement durable des territoires (SRADDET) de la Région PACA et celui de la région AuRA ;
- Le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) et le Plan de gestion du risque inondation (PGRI) Rhône-Méditerranée ;
- La Charte du Parc naturel régional des Baronnies ;
- Les Schémas régionaux des carrières PACA et AuRA.

Le SCoT s'articule de manière consistante avec les objectifs de ces documents stratégiques et opérationnels cadres. Une analyse de la cohérence avec le PCAET de la CCSB démontre également la bonne adéquation du SCoT et du PCAET.

1.5 Les incidences du SCoT sur l'environnement

Les thèmes environnementaux et enjeux associés sont utilisés comme critères d'évaluation. L'objectif est d'analyser comment les actions du SCoT répondent ou prennent en compte les enjeux du territoire.

Pour rappel, la démarche d'accompagnement menée à l'issue de la réalisation de l'état initial de l'environnement avec les élus du territoire a permis d'aboutir à la définition d'enjeux et à leur hiérarchisation. Le tableau suivant synthétise ces derniers et rappelle la hiérarchie établie par un code couleur, de faible (vert) à important (rouge).

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Tableau 3 : enjeux environnementaux hiérarchisés

Thématiques	Enjeux environnementaux
Biodiversité et continuités écologiques	Préserver les continuités écologiques du territoire
Ressource en eau	Limiter les atteintes à la ressource en eau
Changements climatiques	Favoriser la résilience du territoire
Énergie et GES	Participer à la réduction des consommations énergétiques et des émissions de gaz à effet de serre Accompagner le développement des EnR
Foncier	Participer aux efforts sur la sobriété foncière
Risques naturels	Réduire les risques par anticipation des impacts de l'urbanisme sur les aléas
Santé-urbanisme (pollutions de l'air, du sol et nuisances sonores)	Limiter l'exposition des populations aux pollutions et nuisances
Paysage	Préserver les paysages et le patrimoine
Ressources minérales	Préserver les capacités de production de matériaux
Déchets	Participer aux objectifs de réduction des déchets

Les analyses des incidences du PAS et du DOO révèlent une plus-value environnementale positive, plus ou moins importante selon les enjeux, mais qui reflète une bonne prise en compte des différentes thématiques. Quelques manques nécessitent toutefois des mesures d'évitement ou de réduction, préconisées dans le chapitre dédié.

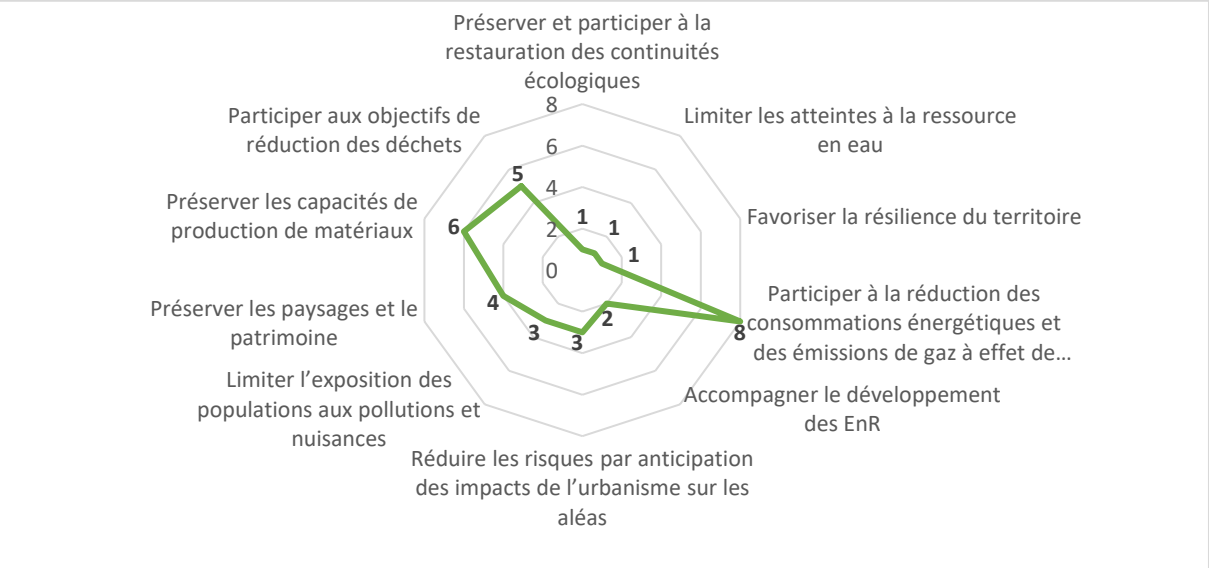


Figure 8 : profil environnemental du PAS

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

6. Des incidences positives du DOO

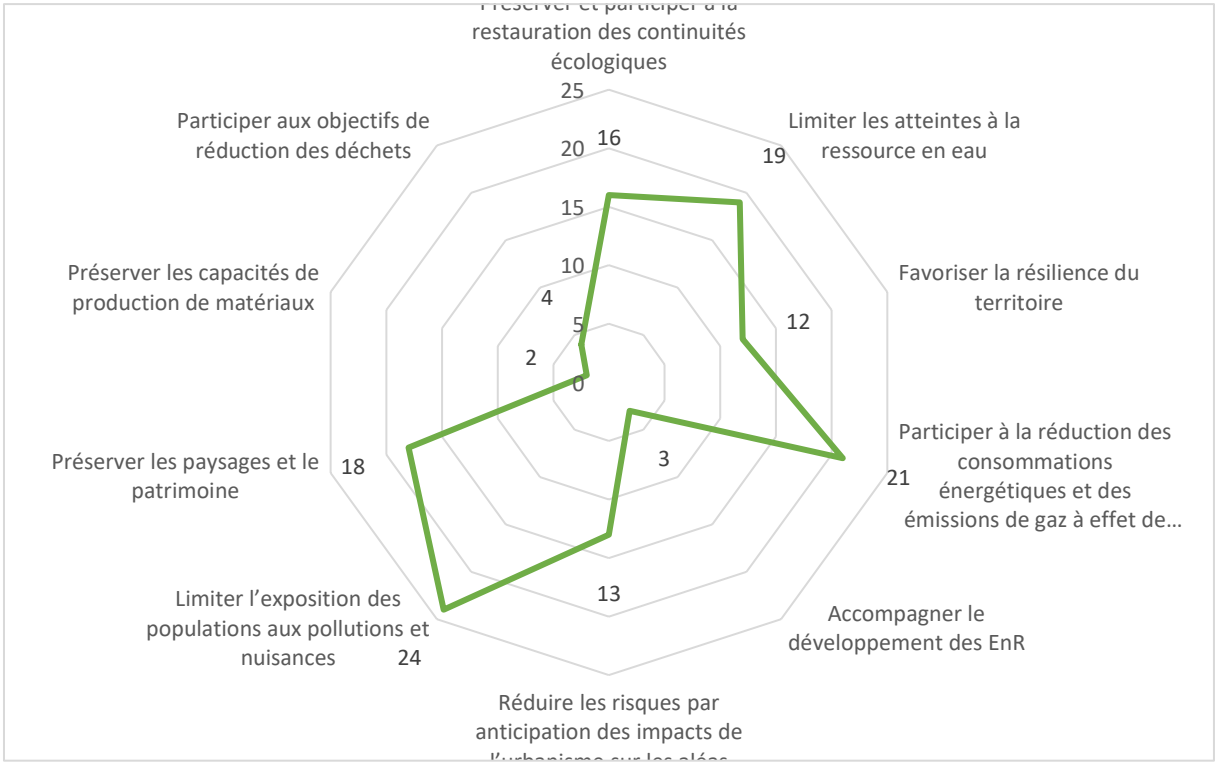


Figure 9 : profil environnemental du DOO

Le profil environnemental est cohérent avec la nature et les leviers du document évalué. Le projet contribue de manière positive à tous les enjeux environnementaux. Les enjeux directement concernés par la planification du développement territorial affichent les meilleurs résultats. On note en effet la nette plus-value apportée sur les enjeux relatifs à la préservation des continuités écologiques, à la ressource en eau et à la limitation des gaz à effet de serre.

Les enjeux liés aux pollutions et nuisances mais également à la préservation du paysage et du patrimoine sont également très représentés.

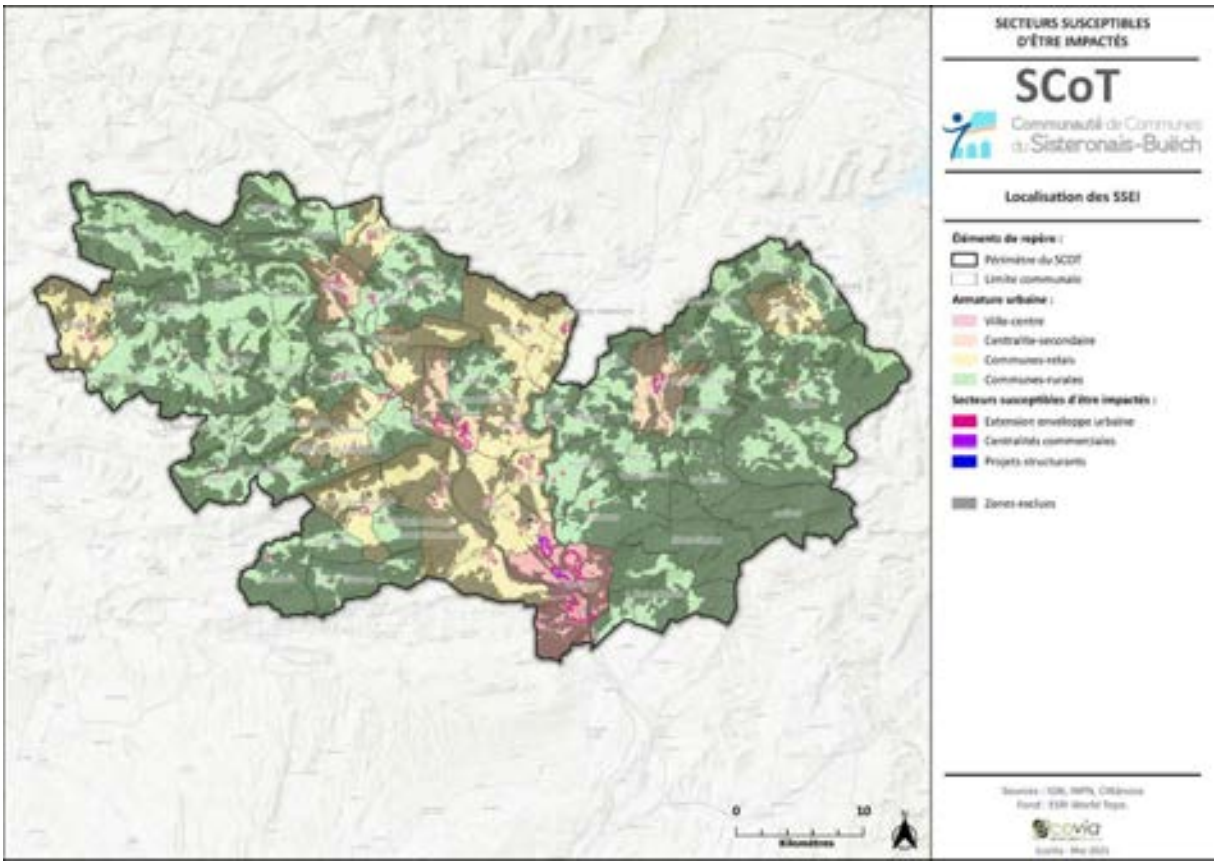
Précisons que concernant les enjeux de niveau faible, le DOO n'a pas vocation à agir de manière directe dessus, et que ces incidences découlent directement des choix d'organisation de l'armature et du fonctionnement du territoire.

7. Des secteurs susceptibles d'être impactés

Les SSEI ont été définis comme des secteurs de plus de 2 hectares en extension ou densification structurante, susceptibles d'accueillir à moyen terme des projets de développement. La cartographie des SSEI a été réalisée selon une méthode multicritère, mobilisant plusieurs sources de données spatiales et environnementales :

- les enveloppes issues de la méthode MOS (2010, 2018, 2021/2022), en appliquant des critères morphologiques (groupes de 5 bâtiments, continus à moins de 50 mètres, exclusion des dents creuses de moins de 2 500 m²) ;
- les typologies d'occupation du sol : parcelles agricoles, boisements, espaces naturels, bâtis, friches urbaines ;
- les données environnementales disponibles : zones humides inventoriées, continuités écologiques (trames verte et bleue), ZNIEFF, zones Natura 2000, aléas PPRN et secteur d'exposition aux risques majeurs.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



L'analyse croisée des secteurs susceptibles d'être impactés (SSEI) avec les différents enjeux environnementaux, paysagers et de risques ayant pu être spatialisés met en évidence une intégration globalement satisfaisante de ces thématiques dans les choix d'orientation du DOO. Malgré une part importante de SSEI situés en extension urbaine, les superpositions avec les espaces à forts enjeux environnementaux — notamment les zones de biodiversité patrimoniale ou les formations boisées — restent limitées, traduisant un positionnement globalement compatible des enveloppes de développement vis-à-vis des milieux naturels.

Les principales interactions observées concernent les formations herbacées à haute valeur écologique, certains peuplements forestiers (feuillus notamment), les périmètres de protection paysagère autour des monuments historiques, ainsi que les secteurs exposés à des nuisances sonores liées au réseau routier et les zones d'influence de sites à risques ou pollués (ICPE, CASIAS). À noter également la forte présence de SSEI situés en zones d'aléa moyen à fort de retrait-gonflement des argiles, et dans une moindre mesure en secteur de sismicité moyenne.

Mesure ERC : Ces éléments devront faire l'objet d'une attention particulière lors de la déclinaison du SCoT à l'échelle communale ou intercommunale. En particulier, les PLU et PLUi devront intégrer les contraintes liées aux risques naturels et technologiques ainsi qu'aux nuisances, en privilégiant les mesures d'évitement pour les projets à vocation résidentielle ou recevant du public. La localisation précise des enveloppes de développement devra permettre de limiter l'exposition à ces aléas et de préserver les entités patrimoniales et écologiques identifiées, en conformité avec les principes de la séquence Éviter – Réduire.

8. Des émissions de GES réduites

Hors ENR, Le SCOT permettrait donc de réduire les émissions de GES de 35% par rapport à une évolution tendancielle, notamment via les objectifs de réduction de consommation d'ENAF. En revanche, du fait des objectifs de construction de bâtiments résidentiels et des objectifs d'attractivité économique et malgré les efforts sur la mobilité, les consommations énergétiques ne devraient être que 1% inférieures au scénario tendanciel.

En revanche, les objectifs de développement des ENR portés par le PCAET sont presque 4 fois supérieurs à l'évolution tendancielle attendue. Ce développement d'ENR devrait permettre une décarbonation plus importante du territoire.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

1.6 Mesures d'évitement, de réduction ou de compensation

Un certain nombre de mesures d'évitement ou de réduction sont portées par le SCoT lui-même (dans ses prescriptions du DOO par exemple), et d'autres sont préconisées par l'évaluation environnementales en supplément.

Thématique	Mesures portées par le SCoT	Mesures complémentaires préconisées par l'évaluation environnementale
Biodiversité et continuités écologiques	Préservation des continuités écologiques Protection des zones humides Protection des sites Natura 2000	
Ressource en eau	Préservation du cycle de l'eau (adéquation du développement avec les capacités des milieux, désimperméabilisation, gestion des eaux pluviales à la parcelle, etc.)	
Changements climatiques	Végétalisation en milieu urbain Vérification de la cohérence des projets avec la ressource en eau disponible en contexte du changement climatique	
Énergie et GES	Renforcer l'offre et la desserte des transports en commun	
Foncier	Priorité au renouvellement urbain, à la densification des pôles structurants existants et à la réutilisation des friches	
Risques naturels	Intégration des aléas Désimperméabilisation des sols Gestion alternative des eaux pluviales	Vérifier l'impact aval des futures zones de projets
Santé-urbanisme (pollutions de l'air, du sol et nuisances sonores)	Réduire l'exposition des habitants aux nuisances sonores routières et de loisirs à travers l'urbanisation Développement des mobilités douces	Proscrire le développement dans les secteurs en dépassements règlementaires pour la qualité de l'air Anticiper les besoins de déplacements potentiels d'établissements sensibles (écoles, EHPAD, centres loisirs enfants…) attention particulière dans le choix des localisations futures de l'urbanisation, notamment en matière d'affectation des sols et de compatibilité des usages, afin de prévenir tout conflit d'usage ou exposition prolongée des populations
Paysage	Préservation des éléments traditionnels et valorisation	
Ressources minérales	Prise en compte des enjeux identifiés par les SRC	Permettre l'extension des carrières par une destination du Règlement adaptée
Déchets	Planifier l'implantation de sites ayant pour but la valorisation et le traitement des déchets	

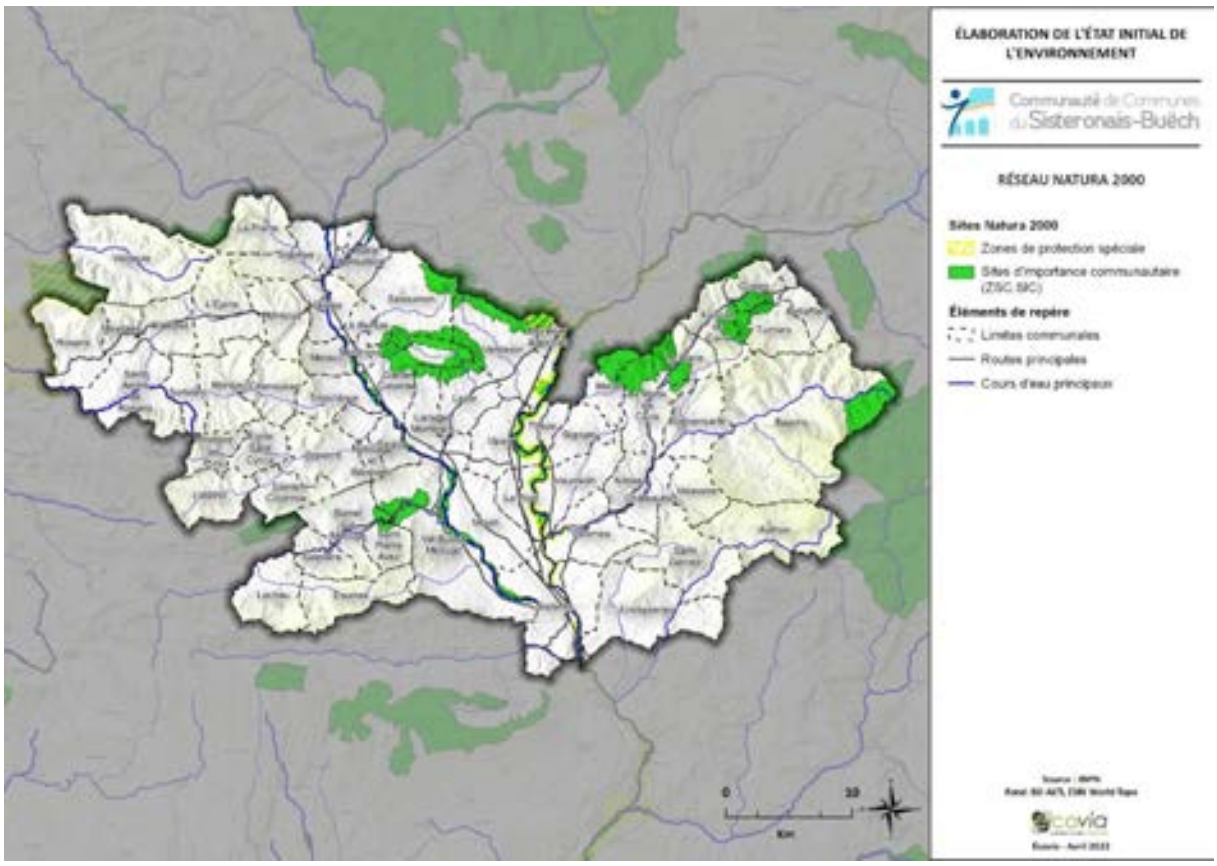
Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

1.7 Analyse des incidences au regard des enjeux Natura 2000

Le réseau **Natura 2000** renvoie à un ensemble de sites naturels européens, terrestres et marins, identifiés pour la rareté ou la fragilité des espèces sauvages, animales ou végétales, ou de leurs habitats alors considérés d'intérêt communautaire.

Ce réseau correspond ainsi aux sites identifiés au titre de deux directives européennes : la Directive **oiseaux** et la Directive **Habitats Faune Flore** qui permettent sa protection et sa conservation de manière règlementaire. Pour plus d'efficacité, ce réseau concilie préservation de la nature et de sa biodiversité intrinsèque et préoccupations socioéconomiques locales. Il se compose de deux catégories de sites : les **zones de protection spéciale (ZPS)** et les **zones spéciales de conservation (ZSC)** décrites ci-dessous :

Sur le territoire de la CCSB, on recense **six ZSC** pour une superficie totale d'environ 10 766 ha, soit 7 % du territoire, ainsi que **deux ZPS** pour une superficie totale de 1 770 ha, soit 1 % du territoire. Ainsi les sites Natura 2000 occupent une surface totale de 10 809 hectares sur le territoire, soit environ 7 % du territoire. Par ailleurs, 6 sites Natura 2000 sont limitrophes du territoire (5 ZPS, 1 ZSC).



Les sites Natura 2000, et notamment les habitats et espèces communautaires à enjeux de conservation, sont protégés par le DOO par diverses prescriptions :

- Identifier, dans les zones Natura 2000, un zonage spécifique dans les documents d'urbanisme locaux au regard des enjeux environnementaux locaux ;
- Les périmètres des sites Natura 2000 sont inclus dans les réservoirs de biodiversité règlementaires, pour lesquels « les documents d'urbanisme locaux devront :
    - Décliner, adapter et préciser les périmètres des réservoirs à des fins de protection et de mise en œuvre adéquate des objectifs réglementaires de protection notamment afin de s'adapter aux échelles de travail qui sont plus larges dans les périmètres que l'échelle cadastrale ;
    - Interdire les aménagements et constructions dans ces réservoirs ;
    - Autoriser les aménagements, sous la double condition de prendre en compte les objectifs réglementaires de protection et de gestion de ces espaces, et de ne pas compromettre le fonctionnement global de leurs écosystèmes :

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

- Les travaux visant à la conservation ou à la protection de ces espaces et milieux, à la gestion des risques naturels, ou aux activités agricoles ou forestières existantes ;
- Ponctuellement, les projets pédagogiques, touristiques et récréatifs. ;

- Le paragraphe dédié, « Préserver les zones NATURA 2000 », précise en outre que « les documents d'urbanisme locaux devront :
  - Assurer strictement la préservation des sites Natura 2000 au regard des objectifs de conservation qui s'y appliquent ;
  - N'admettre que les projets cumulant les critères suivants :
    - Les travaux, constructions, et aménagements ne portant pas atteinte aux objectifs du document d'Objectifs (DOCOB) des sites Natura 2000, notamment pour les communes intégralement ou en partie comprises en site Natura 2000 ;
    - Les travaux, constructions, et aménagements justifiants d'absence d'incidence notable sur les milieux et espèces d'intérêt communautaire ayant entraîné le classement du site. »

En l'état actuel et sous réserve du respect des mesures environnementales proposées, le projet de SCoT ne devrait donc pas entrainer d'incidences significatives susceptibles de remettre en cause l'état de conservation de des espèces et habitats ayant entrainé le classement du secteur en Natura 2000.

1.8 Le dispositif de suivi

9. Les différents types d'indicateurs de suivi

Un indicateur quantifie et agrège des données pouvant être mesurées et surveillées pour suivre l'évolution environnementale du territoire.

Les indicateurs sont classés selon les 3 types suivants :

- **Les indicateurs d'état :** En matière d'environnement, ils décrivent l'état de l'environnement du point de vue de la qualité du milieu ambiant, des émissions et des déchets produits. Exemple : Taux de polluants dans les eaux superficielles, indicateurs de qualité du sol, etc.
- **Les indicateurs de pression :** Ils décrivent les pressions naturelles ou anthropiques qui s'exercent sur le milieu. Exemple : Évolution démographique, Captage d'eau, Déforestation, etc.
- **Les indicateurs de réponse :** Ils décrivent les politiques mises en œuvre pour limiter les impacts négatifs. Exemple : Développement des transports en commun, réhabilitation du réseau d'assainissement, etc.

Les indicateurs proposés pour le suivi environnemental du SCoT sont regroupés par thématiques environnementales (biodiversité, eau, énergie, climat, risques, etc.). Le suivi du SCoT consiste à :

- Compiler ou calculer les indicateurs ;
- Interpréter ces indicateurs ;
- Apporter des propositions éventuelles de mesures correctrices.
- Il sera réalisé dans le délai légal imparti de 6 ans à compter de la date d'approbation du SCoT par un spécialiste de l'environnement, ou une autre structure compétente en la matière.

Tableau 4 : Indicateurs de suivi environnementaux

Thématique	Indicateur
Biodiversité et continuités écologiques	Surface des réservoirs de biodiversité (ha)
	Surfaces, linéaires ou nombre d'éléments de la trame verte et bleue protégés dans les documents d'urbanisme locaux (L151-23, EBC, etc.)
Eau et assainissement	État qualitatif et quantitatif des masses d'eau
	Prélèvements pour l'eau potable
	Nombre de STEP non conformes
	Capacité résiduelle des STEP
GES	Émissions de GES par secteur (en kteqCO_2)

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Thématique	Indicateur
Pollution de l'air	Émissions de polluant (t)
Énergies	Consommation énergétique du territoire par secteur (GWh)
	Part des énergies renouvelables produites par rapport au total des énergies consommées
	Nombre de chaufferies bois, puissance installée, MWh produit
	Puissance installée d'origine éolienne
	Puissance installée d'origine photovoltaïque
	Nombre de projets de méthanisation, puissance installée, MWh produit
Adaptation au changement climatique	Surfaces écoaménagées prévues dans les documents d'urbanisme locaux
	Surface des forêts/boisements sur le territoire
Stockage du carbone	Quantité de CO_2 stockée estimée par les forêts du territoire
	Surface classée en EBC dans les documents d'urbanisme locaux
Risques naturels et technologiques	Nombre d'arrêtés catastrophe naturelle
Déchets	Quantité de déchets valorisés

Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch

ATLAS – TRAME VERTE ET BLEUE

Annexe 5

Arrêté le : 15.05.2025

Approuvé le : 13.02.2026

Vu pour être annexé à la délibération du Conseil Communautaire en date du 13.02.2026

Approuvant le projet de Schéma de Cohérence Territoriale

Fait à Sisteron, le 13.02.2026

EcoVia SCOP SARL

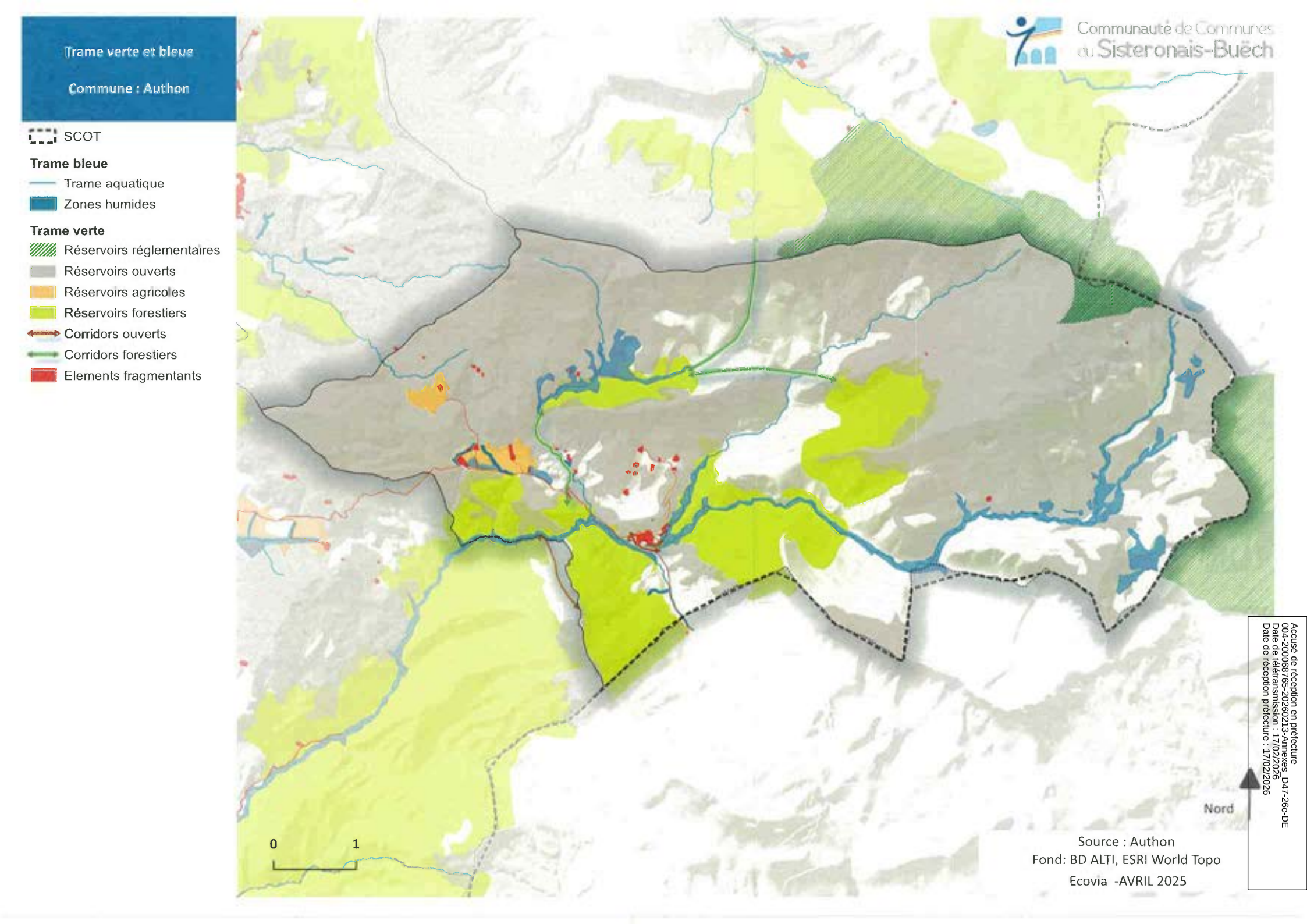
Europôle de l'Arbois – Bât Marconi – Avenue Louis Philibert

13100 AIX EN PROVENCE

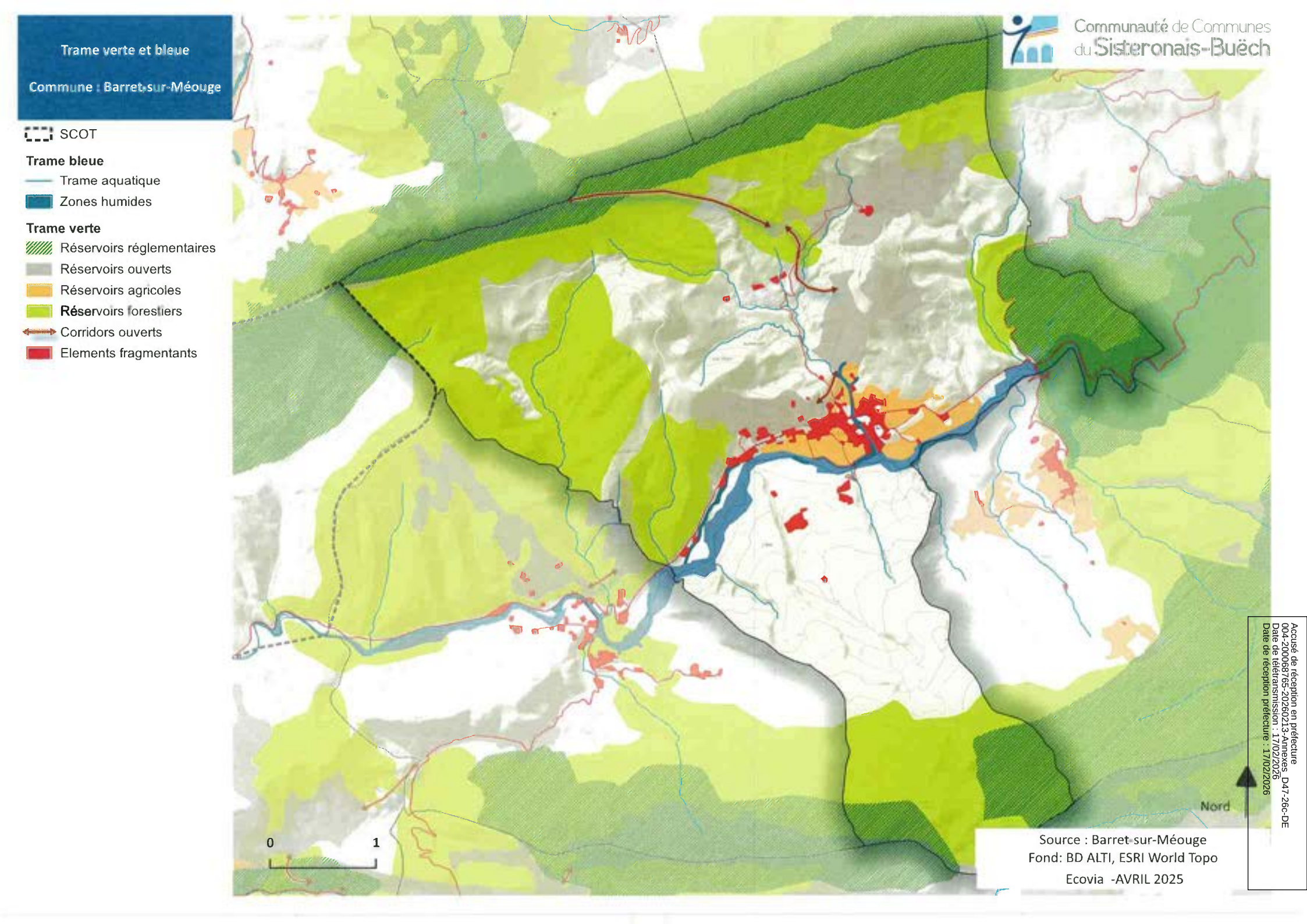
04 42 12 53 31 – contact@ecovia.fr – www.ecovia.fr

SIRET : 483 216 792 00026 – APE : 7112B

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



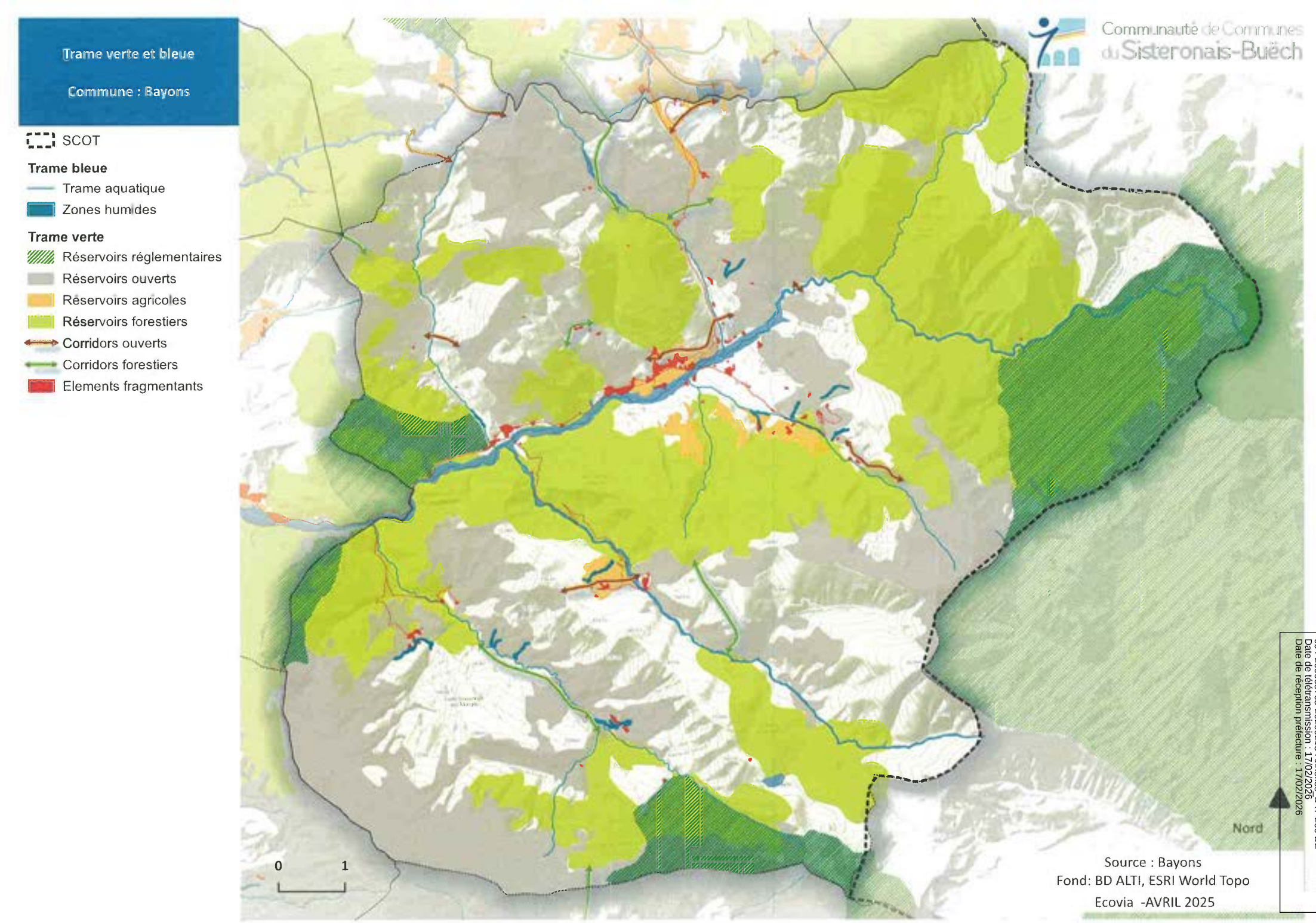
Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



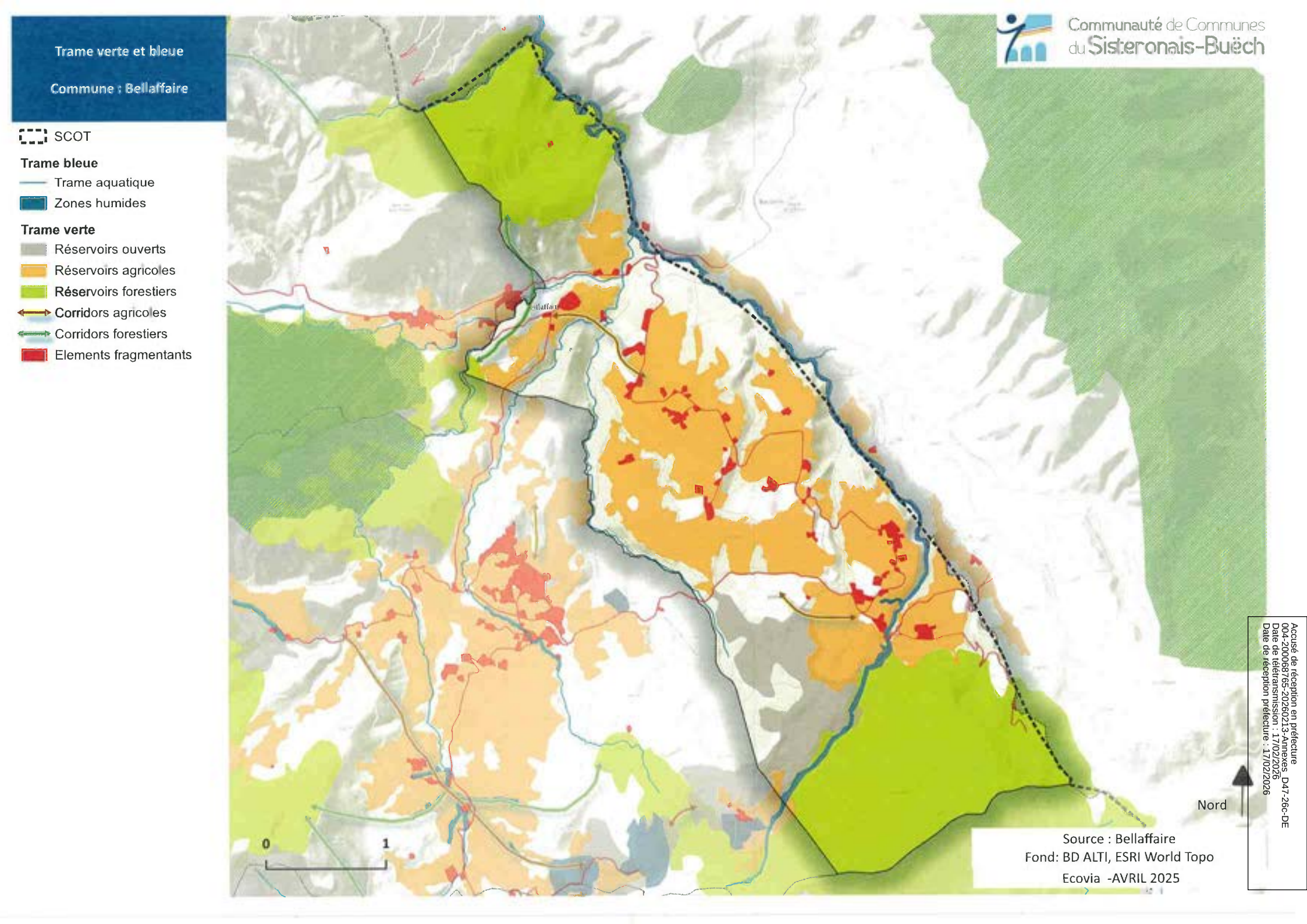
Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Trame verte et bleue

Commune : Bayons



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Trame verte et bleue

Commune : Chanousse

Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch

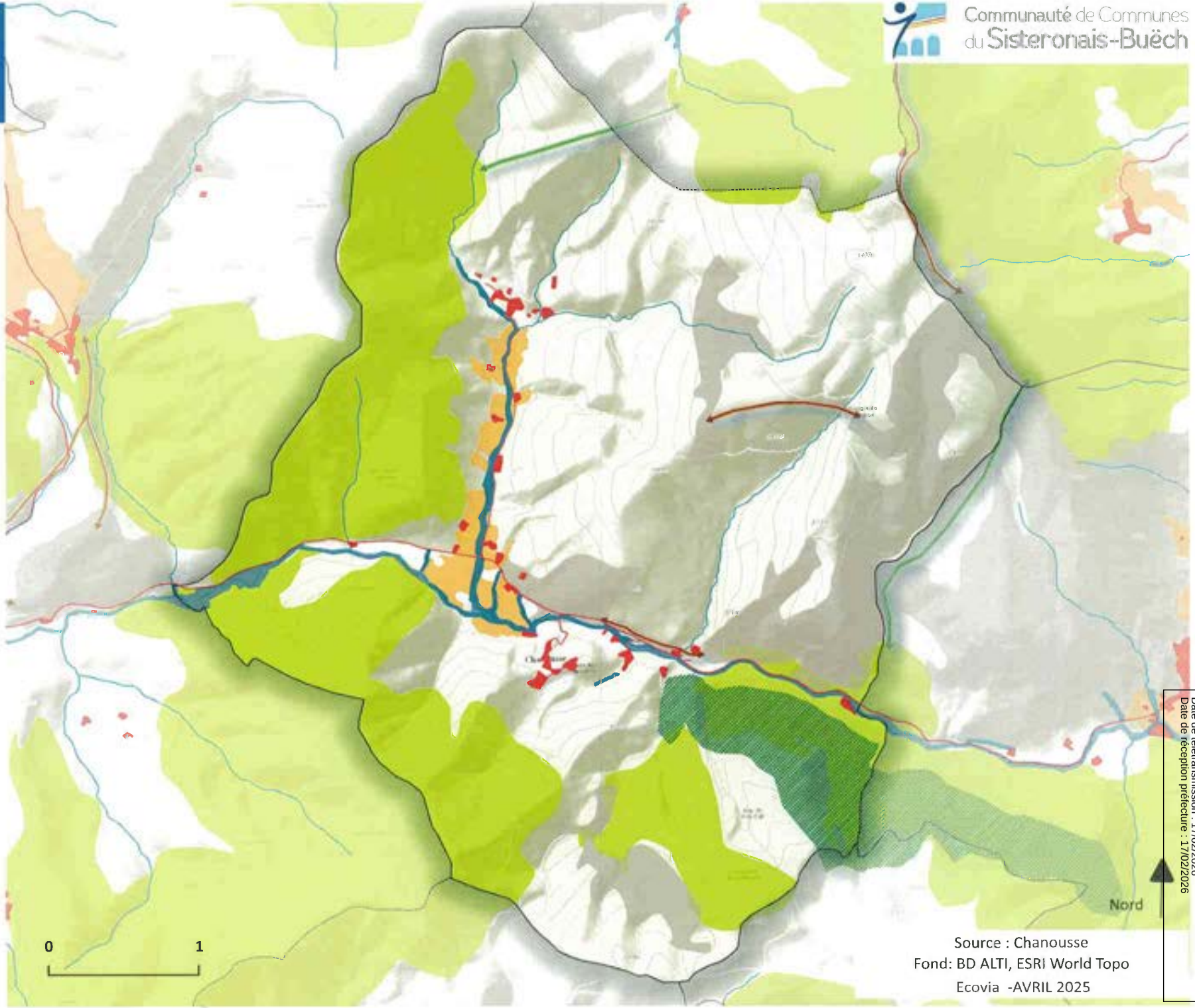
- SCOT

Trame bleue

- Trame aquatique
- Zones humides

Trame verte

- Réservoirs réglementaires
- Réservoirs ouverts
- Réservoirs agricoles
- Réservoirs forestiers
- Corridors ouverts
- Corridors forestiers
- Elements fragmentants

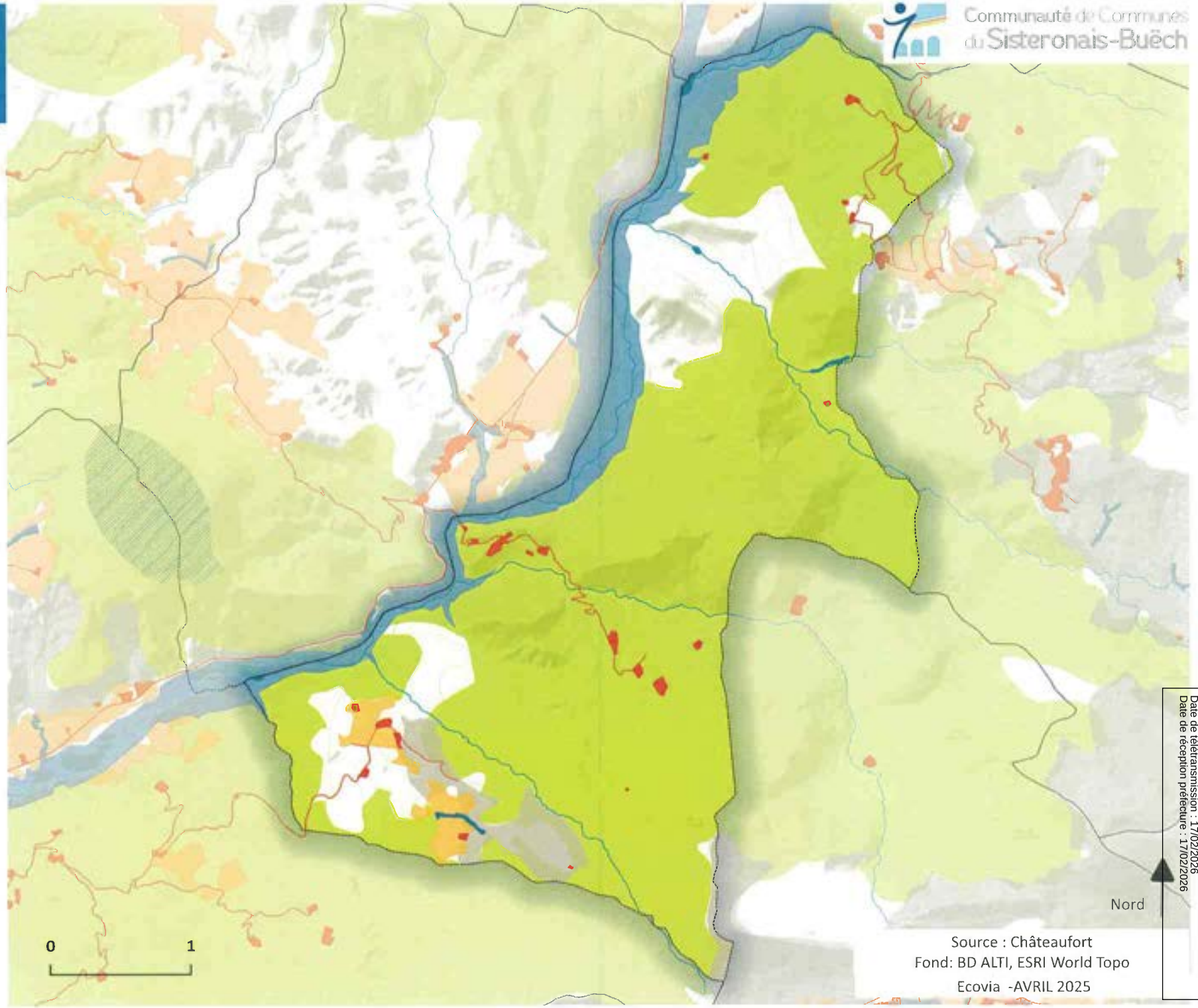


Source : Chanousse
Fond: BD ALTI, ESRI World Topo
Ecovia -AVRIL 2025

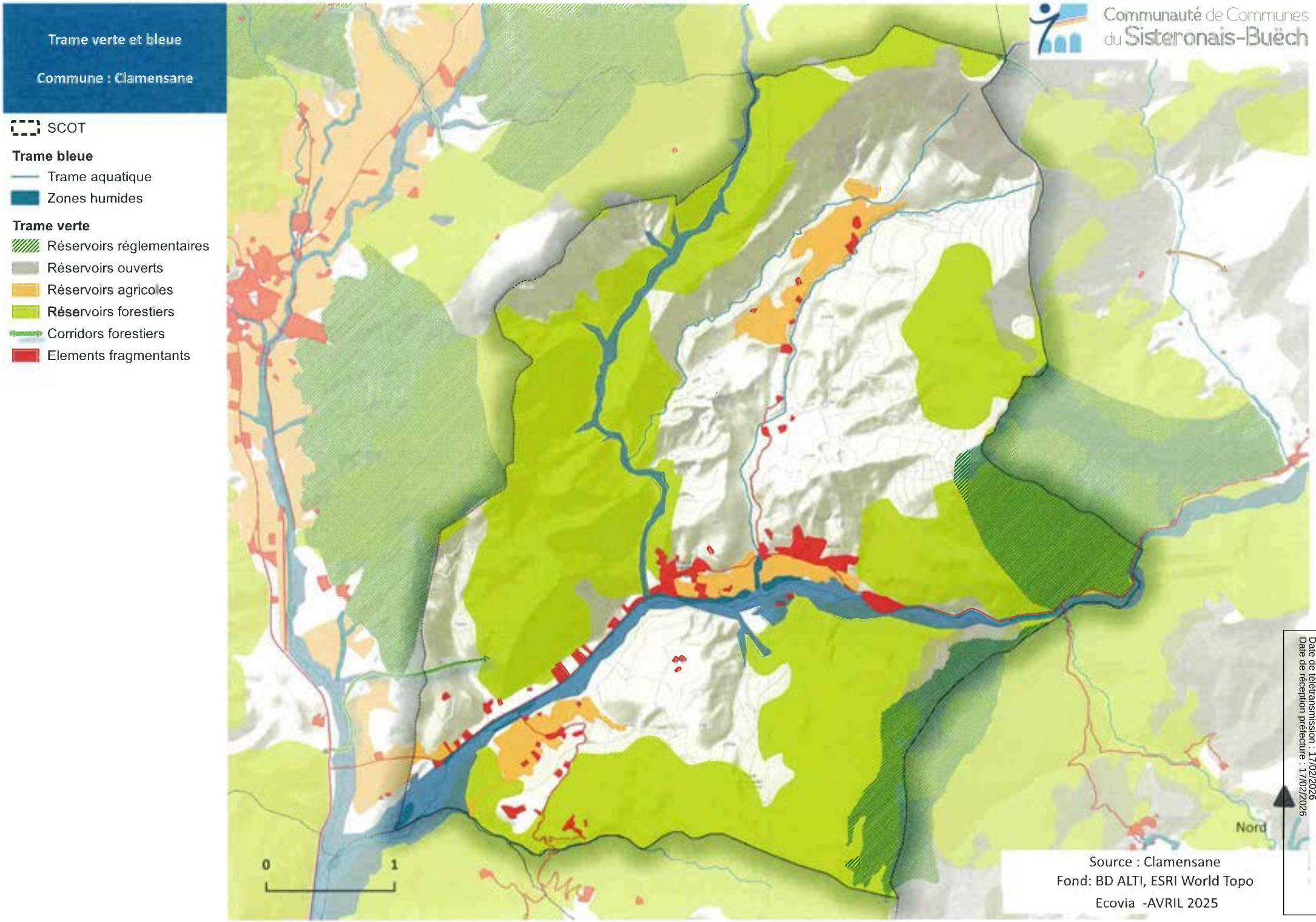
Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Trame verte et bleue

Commune : Châteaufort



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

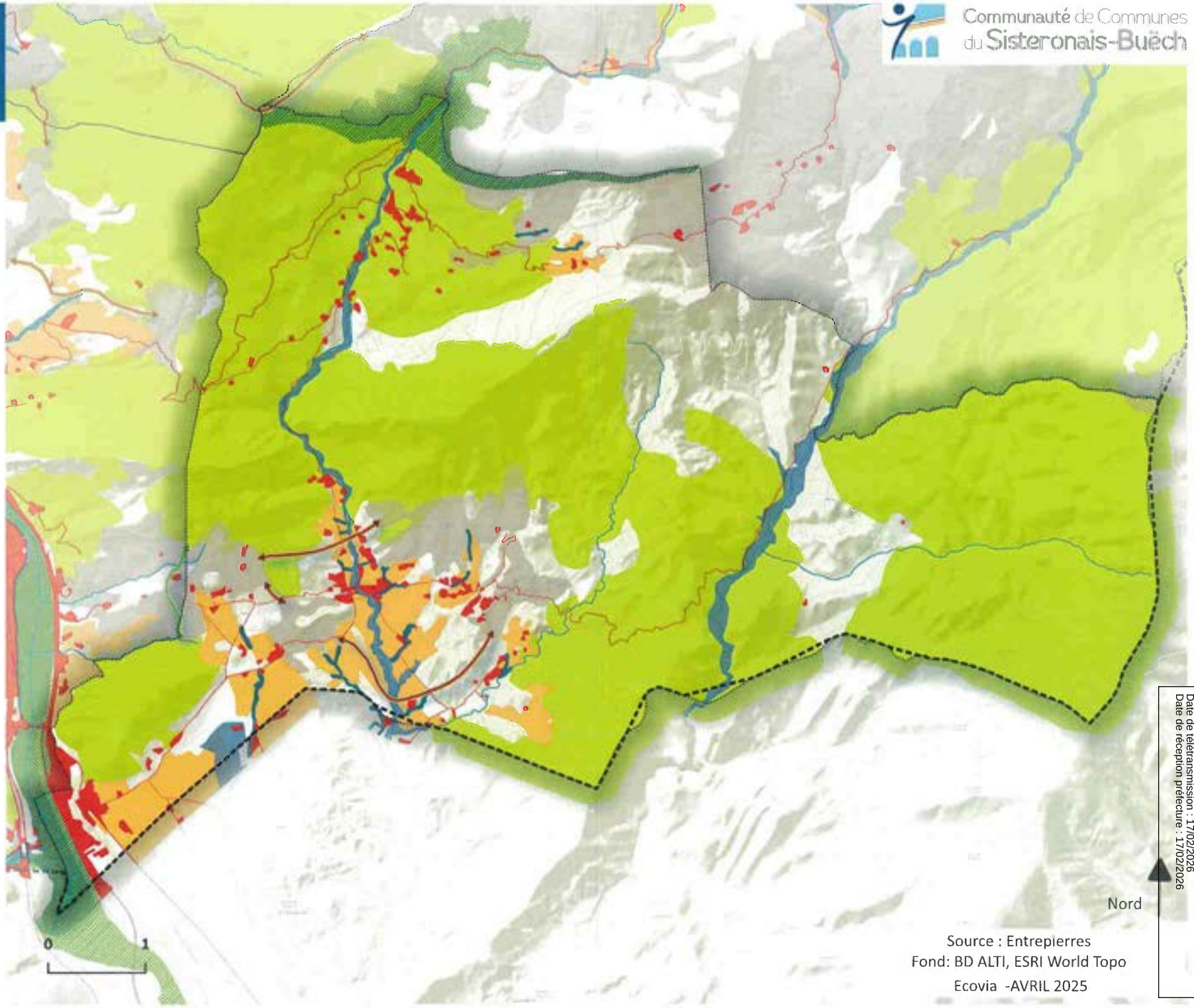


Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Trame verte et bleue

Commune : Entrepierres

Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch



Source : Entrepierres
Fond: BD ALTI, ESRI World Topo
Ecovia -AVRIL 2025

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch

Trame verte et bleue

Commune : Éourres

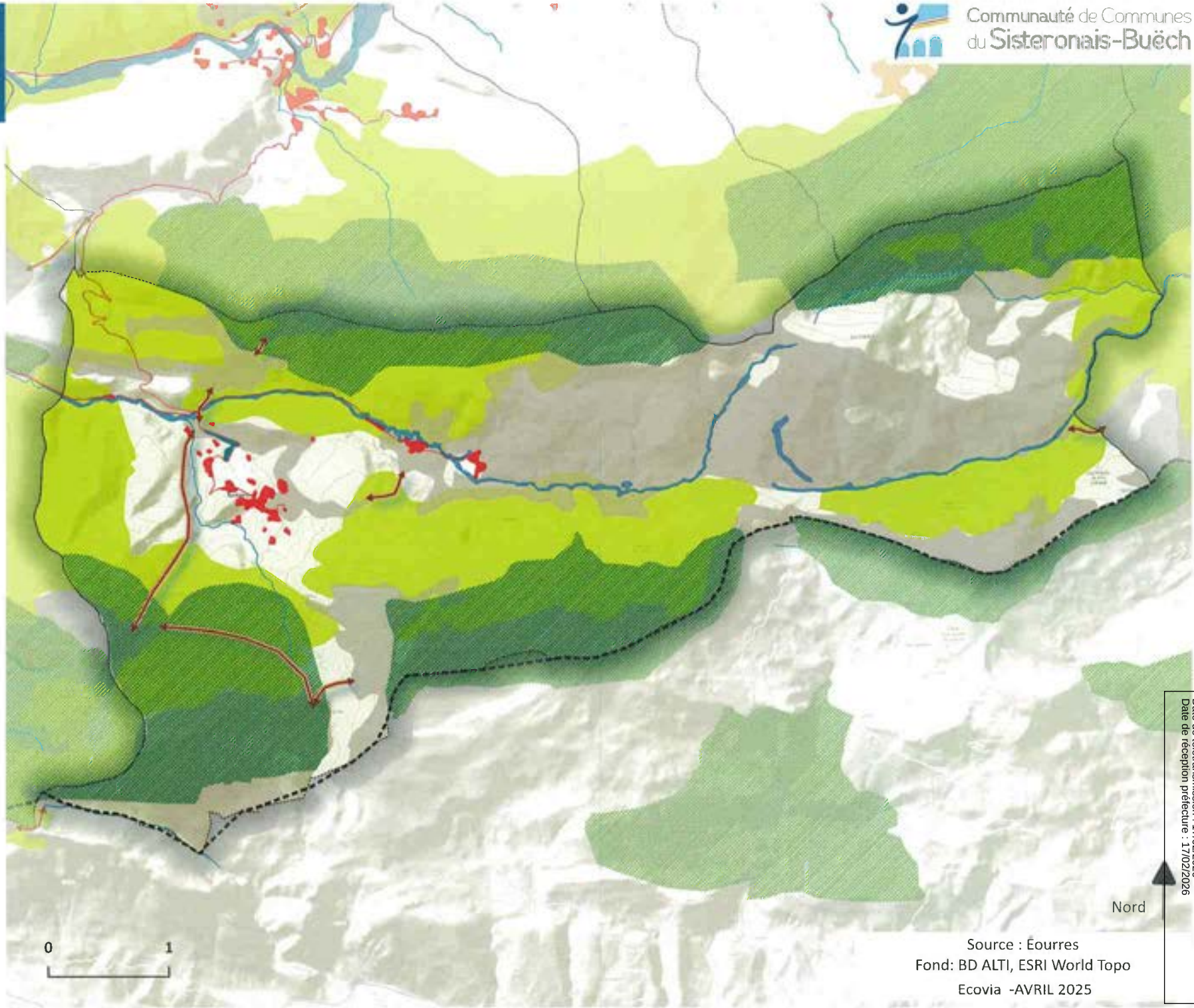
SCOT

Trame bleue

- Trame aquatique
- Zones humides

Trame verte

- Réservoirs réglementaires
- Réservoirs ouverts
- Réservoirs forestiers
- Corridors ouverts
- Elements fragmentants



Source : Éourres
Fond: BD ALTI, ESRI World Topo
Ecovia -AVRIL 2025

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Trame verte et bleue

Commune : Étoile-Saint-Cyrice

Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch

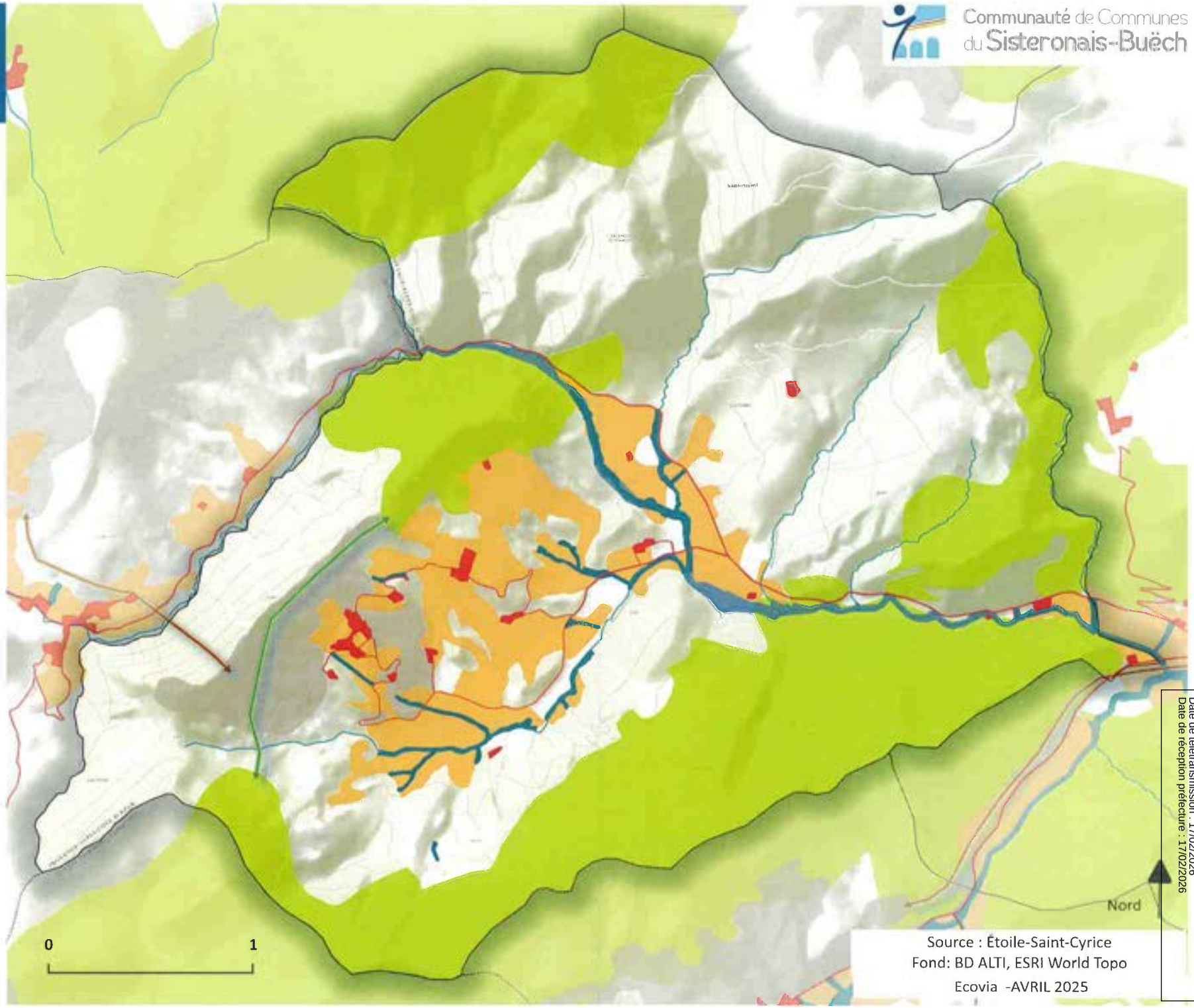
SCOT

Trame bleue

- Trame aquatique
- Zones humides

Trame verte

- Réservoirs ouverts
- Réservoirs agricoles
- Réservoirs forestiers
- Corridors ouverts
- Corridors forestiers
- Elements fragmentants

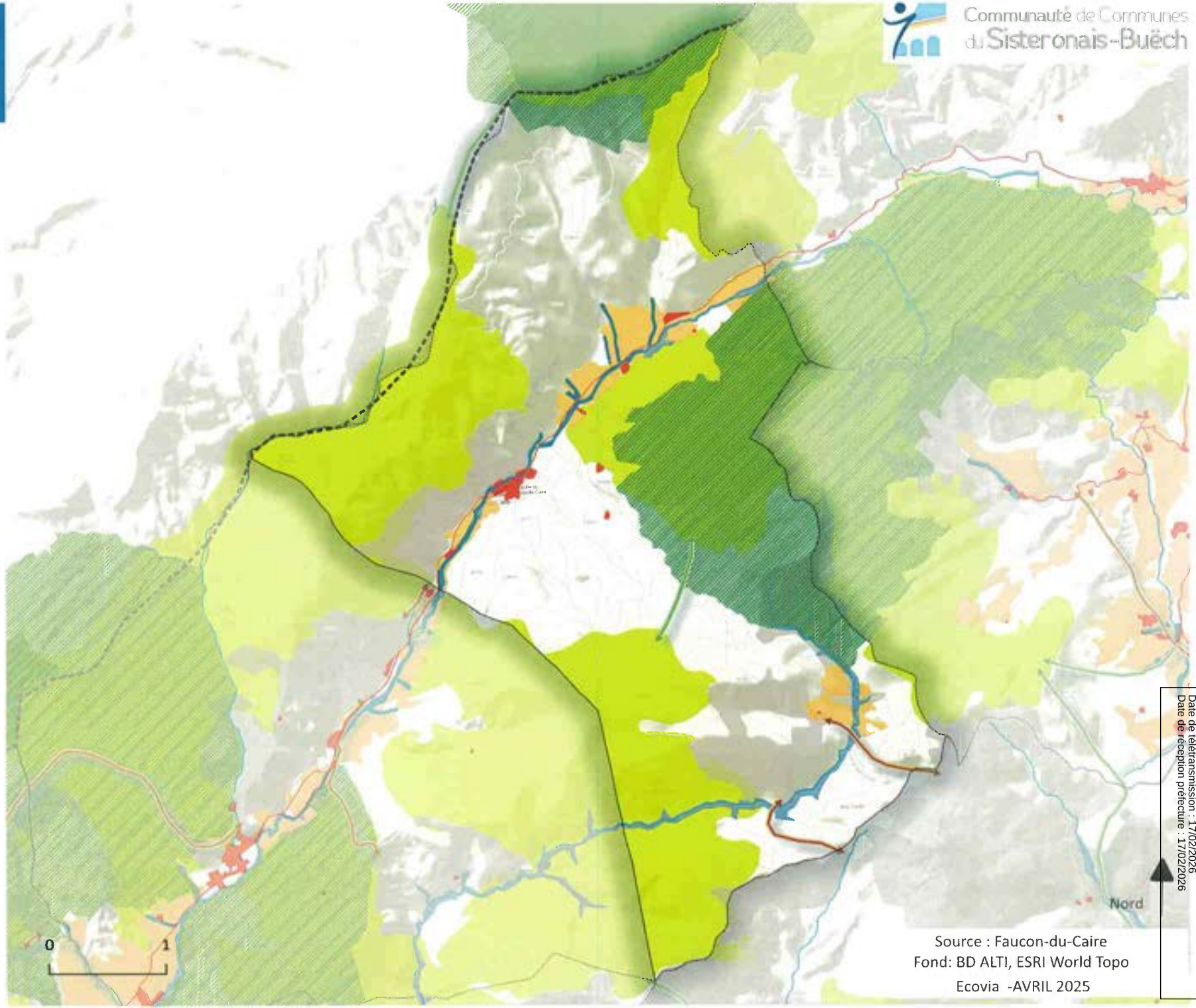


Source : Étoile-Saint-Cyrice
Fond: BD ALTI, ESRI World Topo
Ecovia -AVRIL 2025

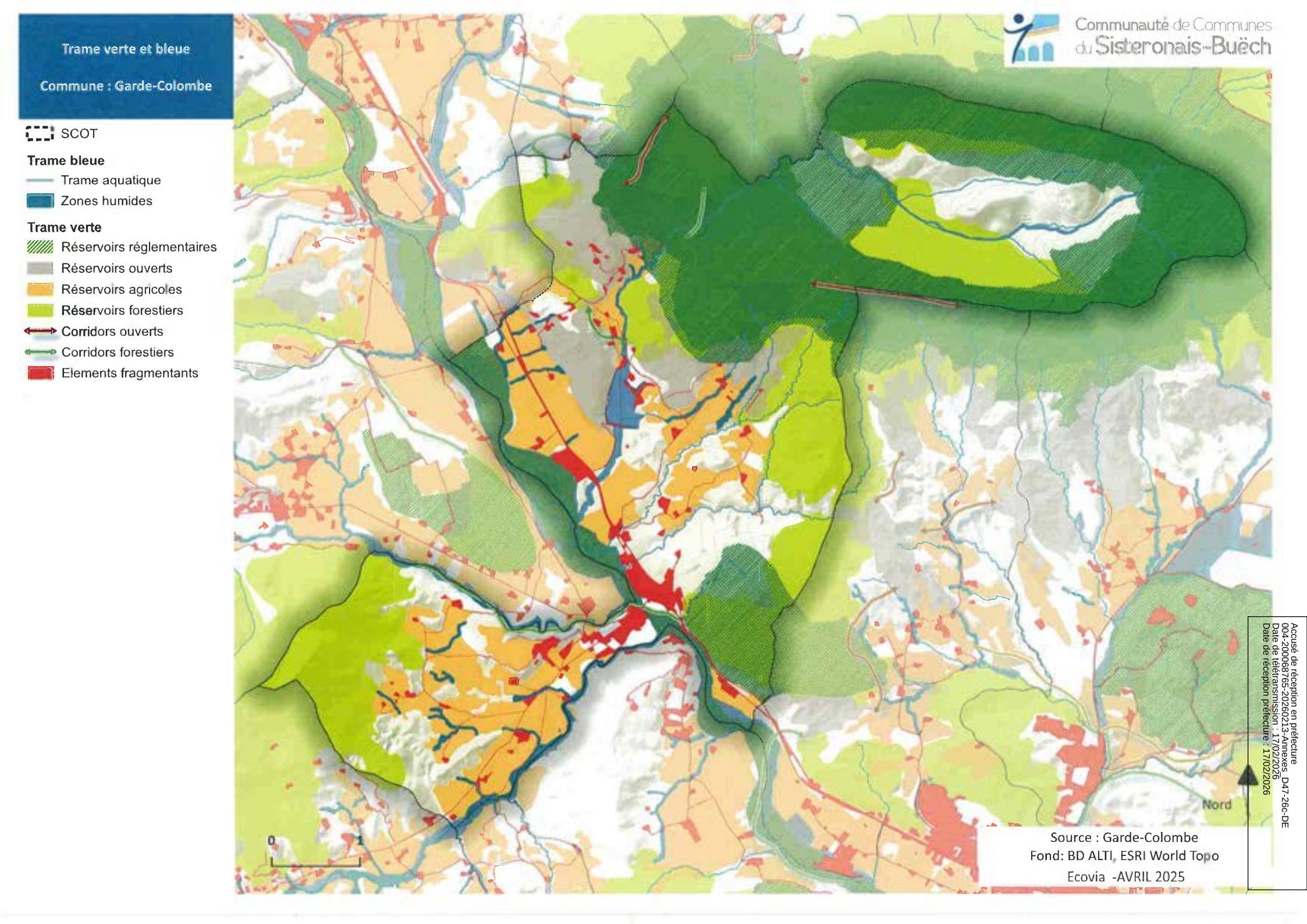
Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Trame verte et bleue

Commune : Faucon-du-Caire



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch

Trame verte et bleue

Commune : Gigors

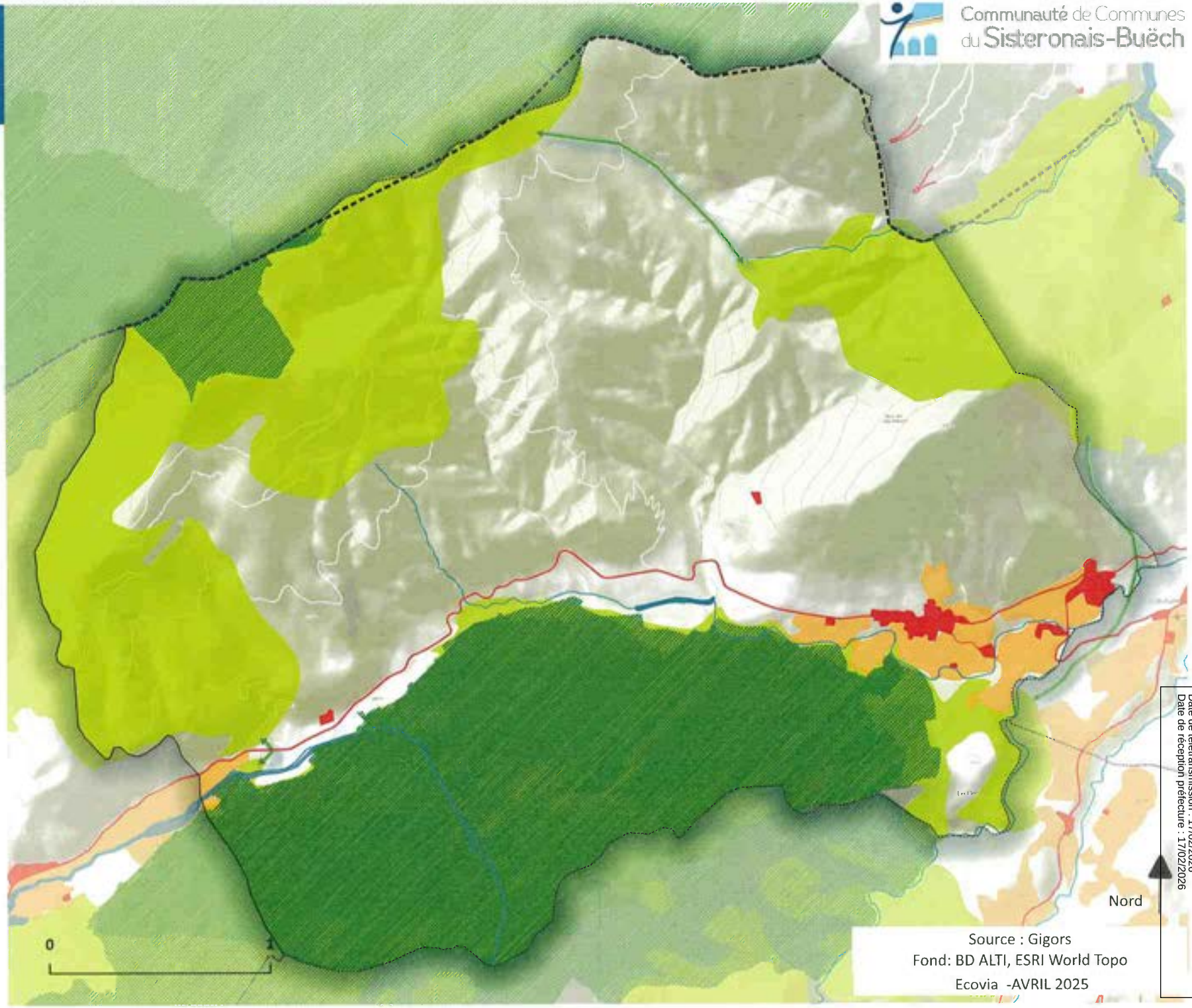
SCOT

Trame bleue

- Trame aquatique
- Zones humides

Trame verte

- Réservoirs réglementaires
- Réservoirs ouverts
- Réservoirs agricoles
- Réservoirs forestiers
- Corridors forestiers
- Elements fragmentants



Source : Gigors
Fond: BD ALTI, ESRI World Topo
Ecovia -AVRIL 2025

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Trame verte et bleue

Commune : L'Épine

Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch

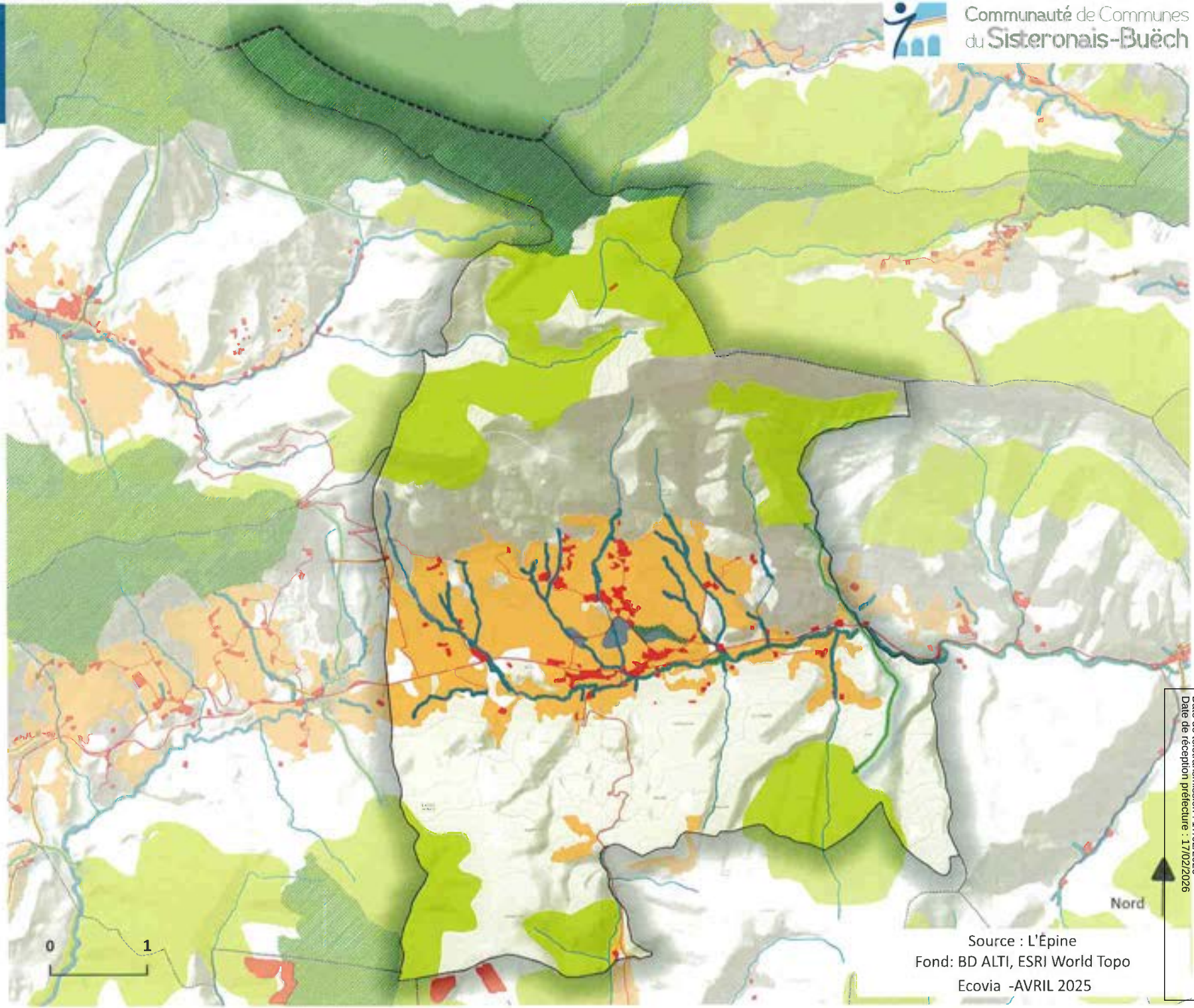
SCOT

Trame bleue

- Trame aquatique
- Zones humides

Trame verte

- Réservoirs réglementaires
- Réservoirs ouverts
- Réservoirs agricoles
- Réservoirs forestiers
- Corridors ouverts
- Corridors forestiers
- Elements fragmentants



Source : L'Épine
Fond: BD ALTI, ESRI World Topo
Ecovia -AVRIL 2025

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Trame verte et bleue

Commune : La Bâtie-Montsaléon

Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch

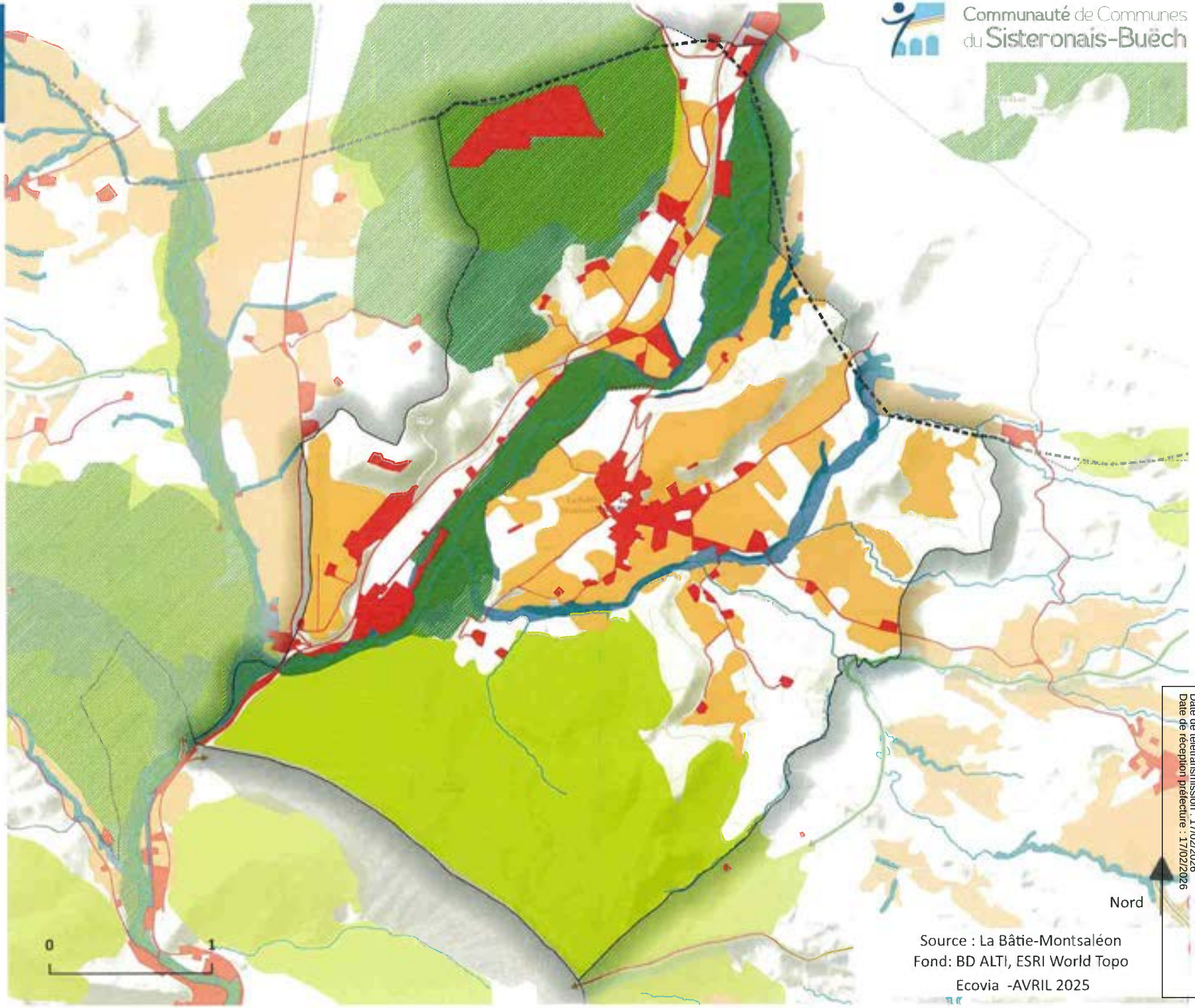
SCOT

Trame bleue

- Trame aquatique
- Zones humides

Trame verte

- Réservoirs réglementaires
- Réservoirs ouverts
- Réservoirs agricoles
- Réservoirs forestiers
- Corridors forestiers
- Elements fragmentants



Source : La Bâtie-Montsaléon
Fond: BD ALTI, ESRI World Topo
Ecovia -AVRIL 2025

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Trame verte et bleue

Commune : La Motte-du-Caire

Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch

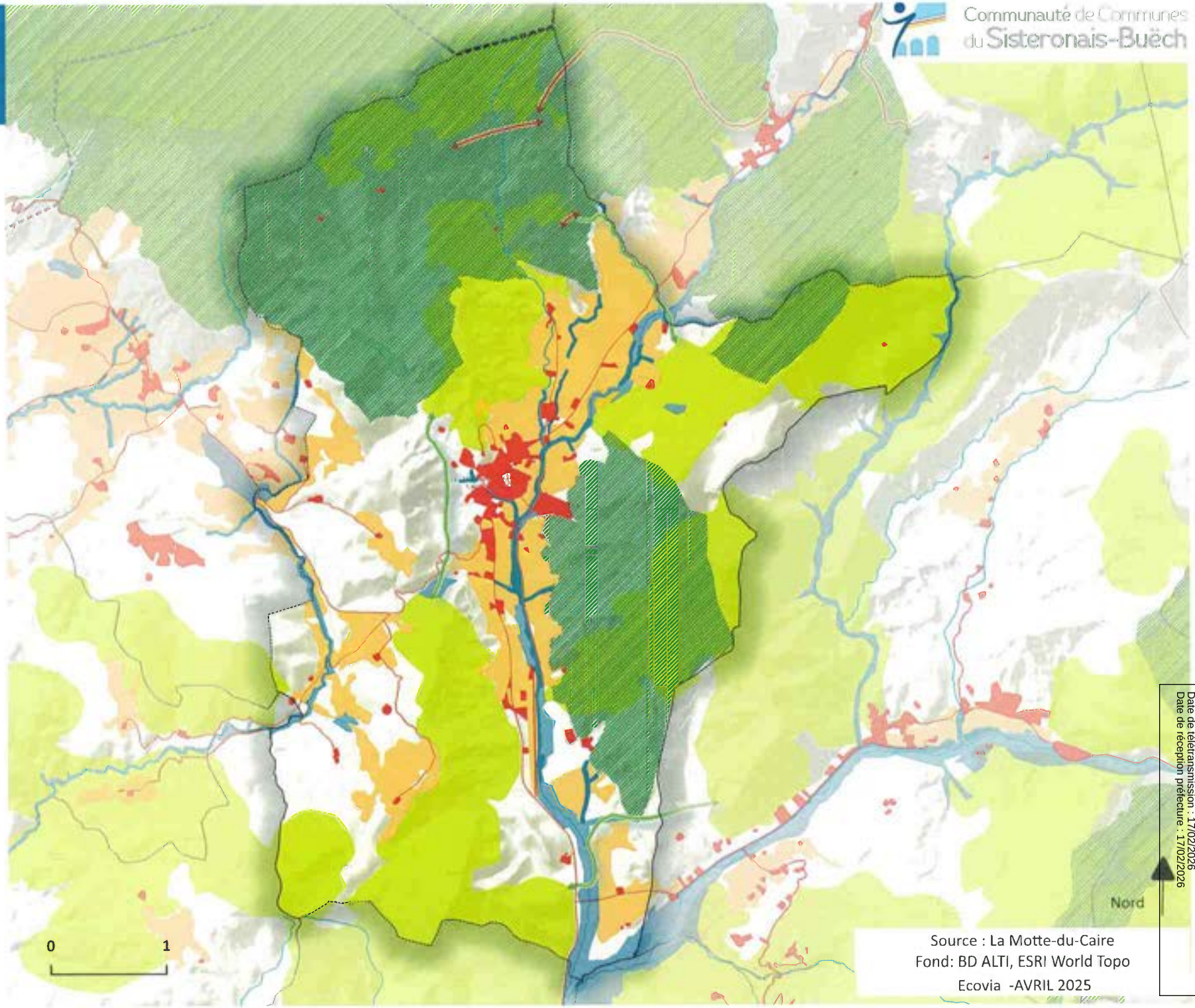
SCOT

Trame bleue

- Trame aquatique
- Zones humides

Trame verte

- Réservoirs réglementaires
- Réservoirs ouverts
- Réservoirs agricoles
- Réservoirs forestiers
- Corridors ouverts
- Corridors forestiers
- Elements fragmentants



Source : La Motte-du-Caire
Fond: BD ALTI, ESRI World Topo
Ecovia -AVRIL 2025

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Trame verte et bleue

Commune : La Piarre

Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch

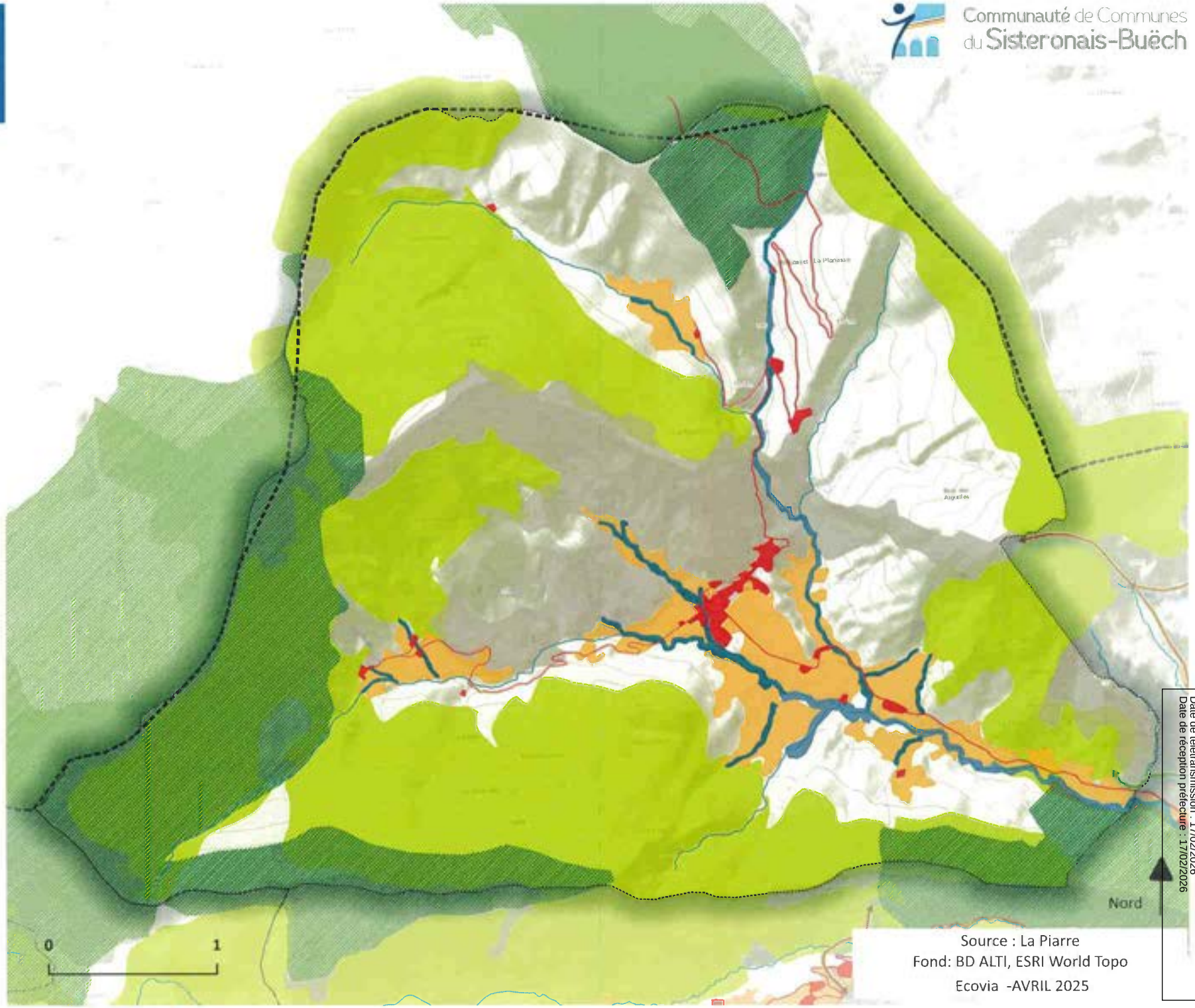
SCOT

Trame bleue

- Trame aquatique
- Zones humides

Trame verte

- Réservoirs réglementaires
- Réservoirs ouverts
- Réservoirs agricoles
- Réservoirs forestiers
- Corridors forestiers
- Elements fragmentants



Source : La Piarre
Fond: BD ALTI, ESRI World Topo
Ecovia -AVRIL 2025

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Trame verte et bleue

Commune : Laborel

Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch

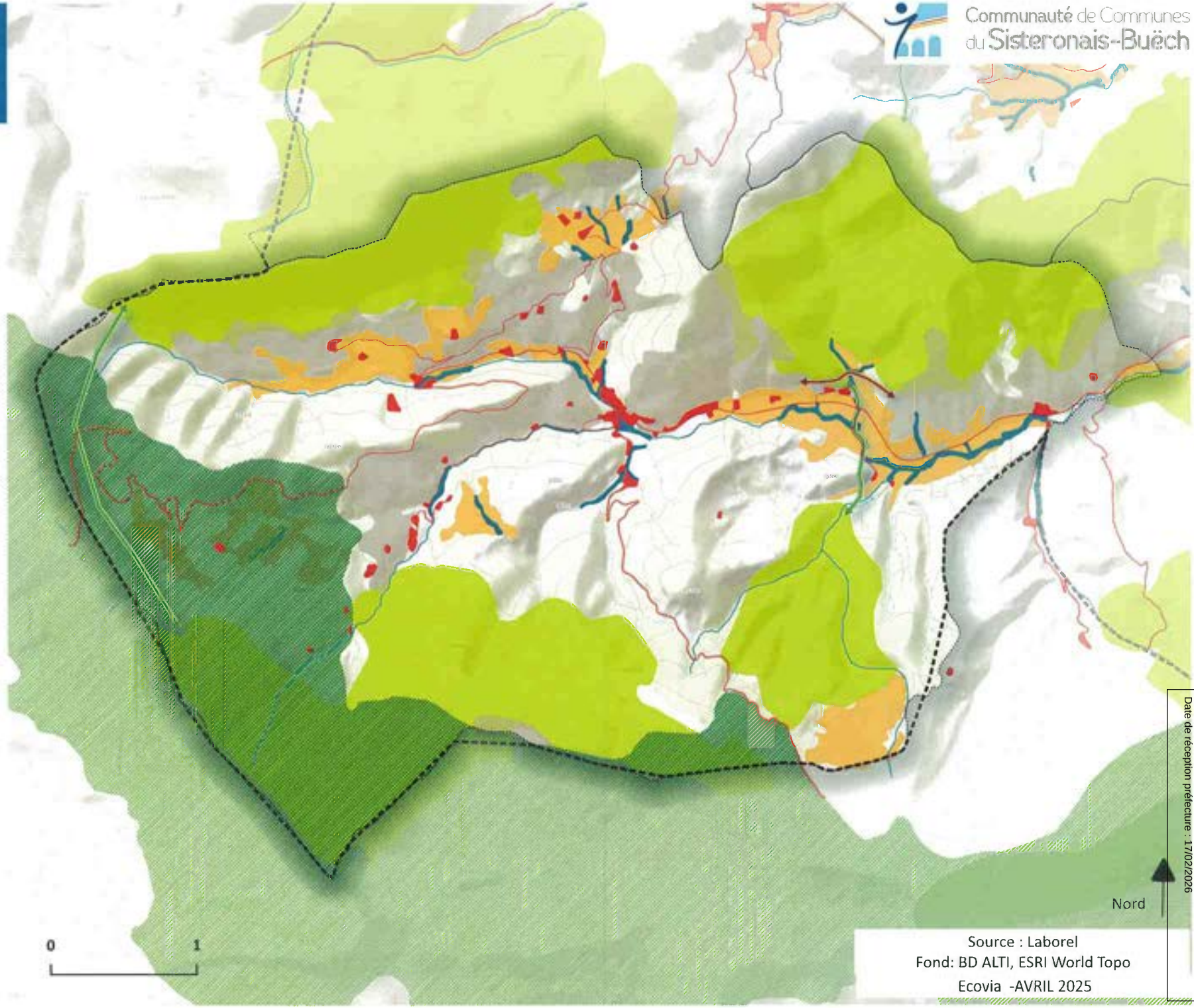
SCOT

Trame bleue

- Trame aquatique
- Zones humides

Trame verte

- Réservoirs réglementaires
- Réservoirs ouverts
- Réservoirs agricoles
- Réservoirs forestiers
- Corridors ouverts
- Corridors forestiers
- Elements fragmentants



Source : Laborel
Fond: BD ALTI, ESRI World Topo
Ecovia -AVRIL 2025

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Trame verte et bleue

Commune : Lachau

Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch

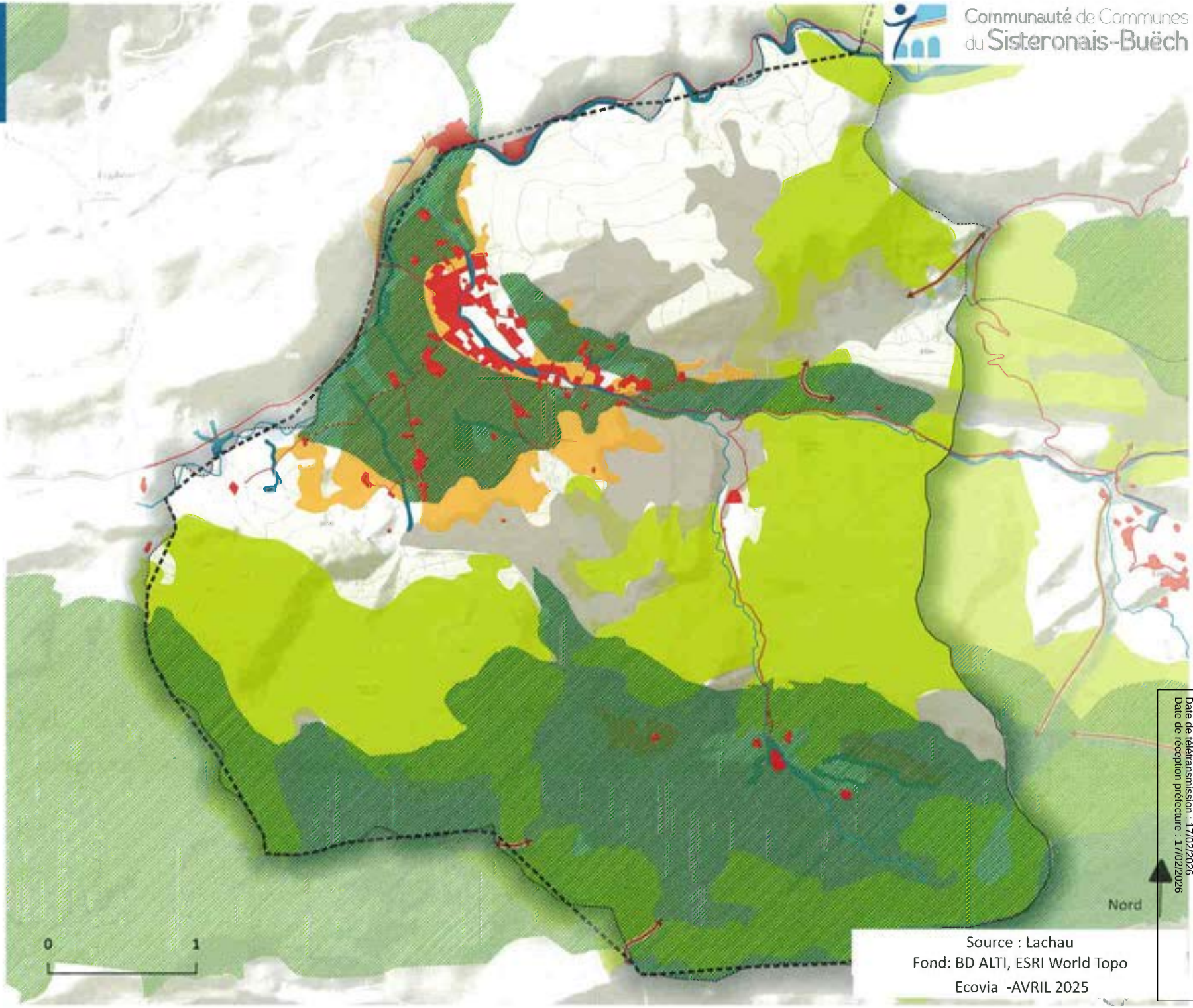
SCOT

Trame bleue

- Trame aquatique
- Zones humides

Trame verte

- Réservoirs réglementaires
- Réservoirs ouverts
- Réservoirs agricoles
- Réservoirs forestiers
- Corridors ouverts
- Elements fragmentants



Source : Lachau
Fond: BD ALTI, ESRI World Topo
Ecovia -AVRIL 2025

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Trame verte et bleue

Commune : Laragne-Montéglin

Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch

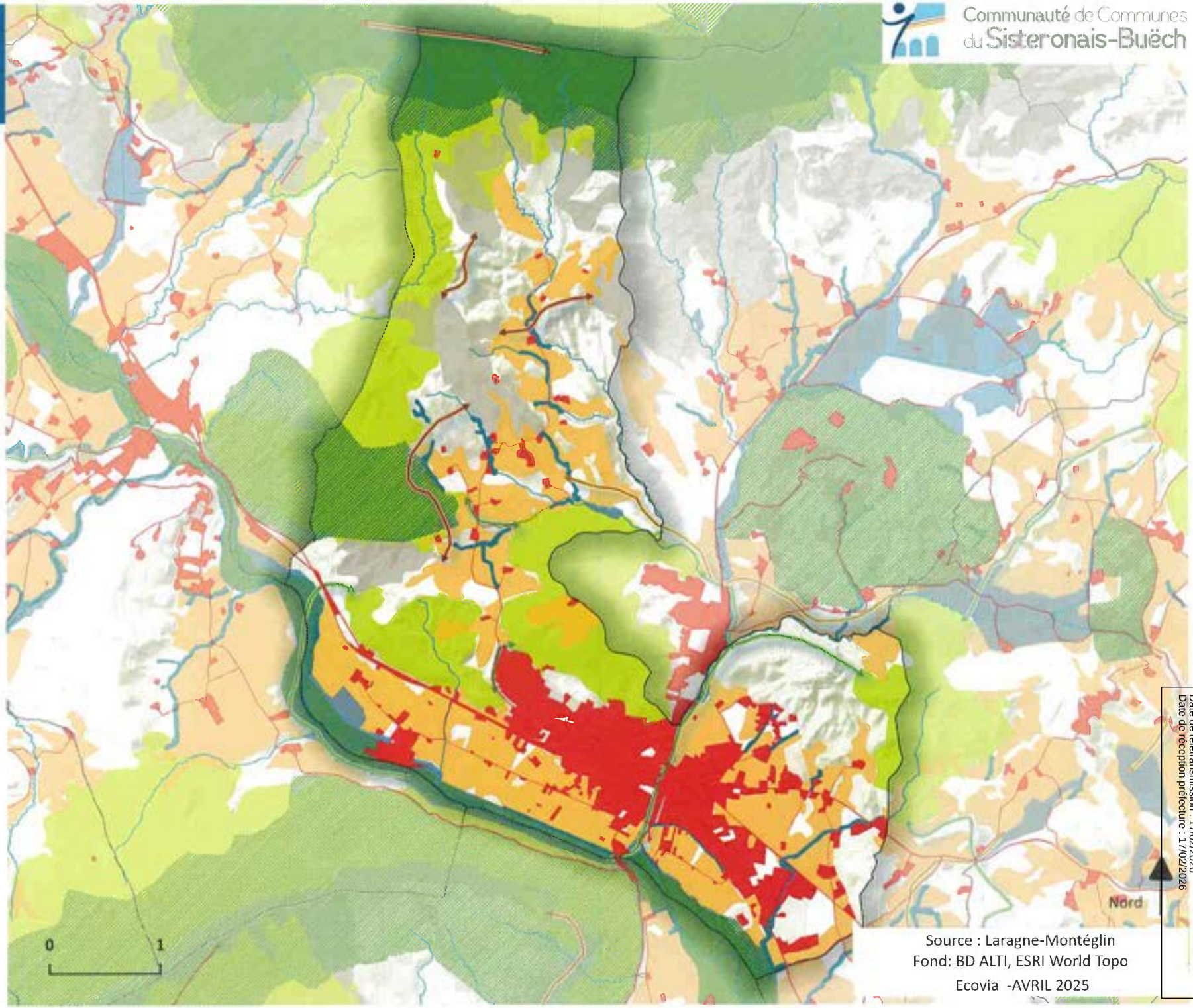
- SCOT

Trame bleue

- Trame aquatique
- Zones humides

Trame verte

- Réservoirs réglementaires
- Réservoirs ouverts
- Réservoirs agricoles
- Réservoirs forestiers
- Corridors ouverts
- Corridors agricoles
- Corridors forestiers
- Elements fragmentants



Source : Laragne-Montéglin
Fond: BD ALTI, ESRI World Topo
Ecovia -AVRIL 2025

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Trame verte et bleue

Commune : Lazer

Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch

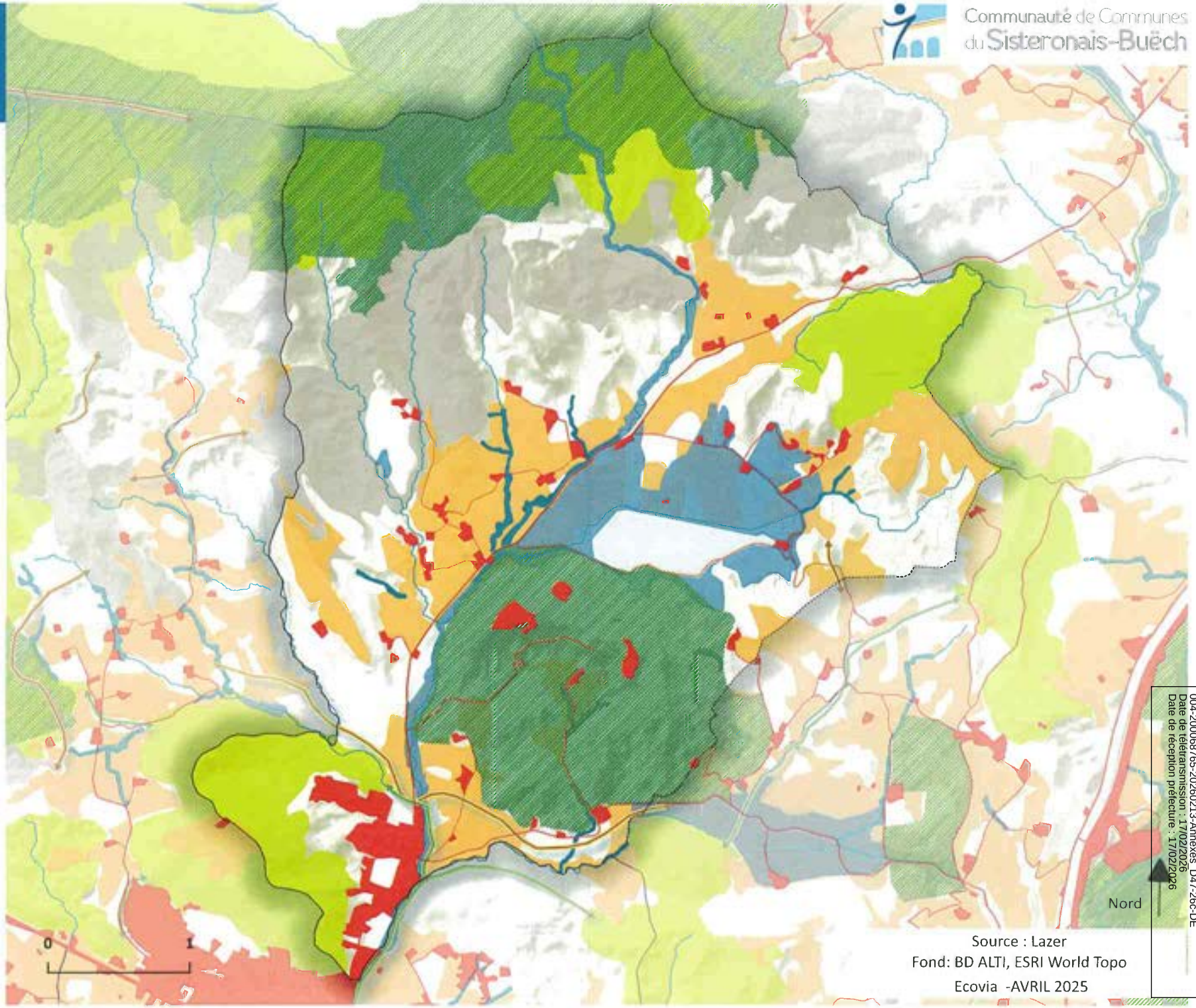
SCOT

Trame bleue

- Trame aquatique
- Zones humides

Trame verte

- Réservoirs réglementaires
- Réservoirs ouverts
- Réservoirs agricoles
- Réservoirs forestiers
- Corridors agricoles
- Corridors forestiers
- Elements fragmentants

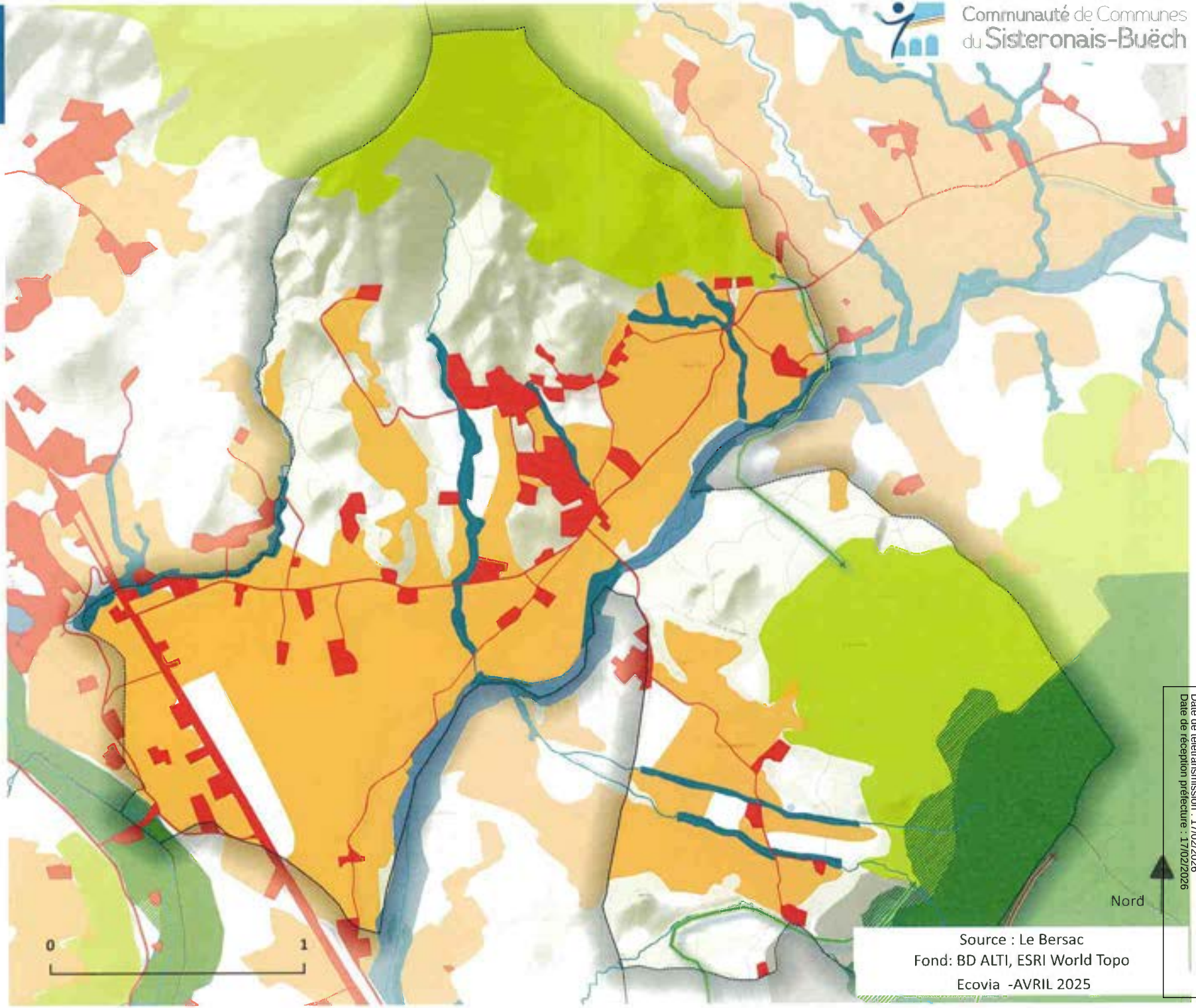


Source : Lazer
Fond: BD ALTI, ESRI World Topo
Ecovia -AVRIL 2025

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Trame verte et bleue

Commune : Le Bersac

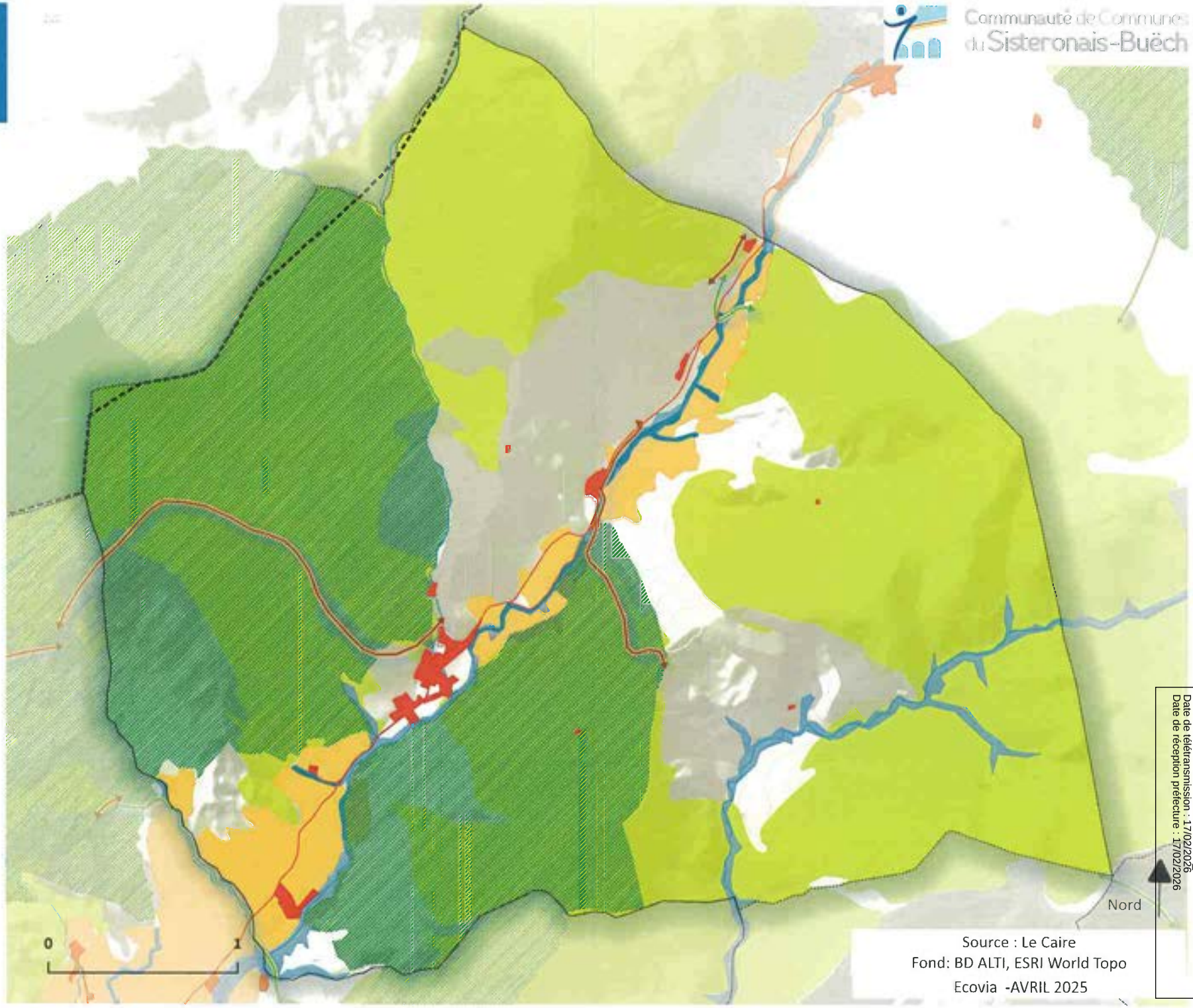


Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Trame verte et bleue

Commune : Le Caire

Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch



Source : Le Caire
Fond: BD ALTI, ESRI World Topo
Ecovia -AVRIL 2025

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Trame verte et bleue

Commune : Le Poët

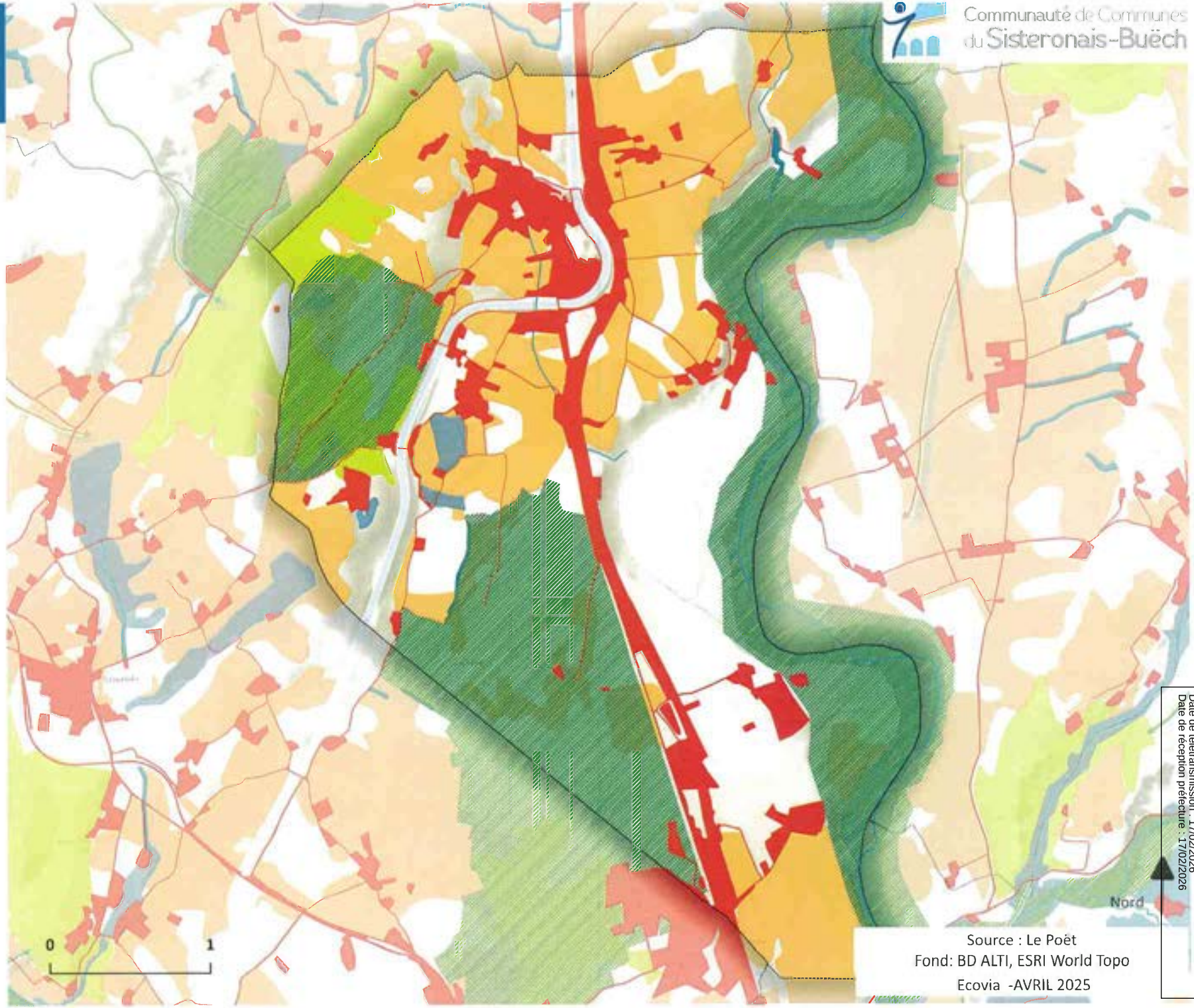
SCOT

Trame bleue

- Trame aquatique
- Zones humides

Trame verte

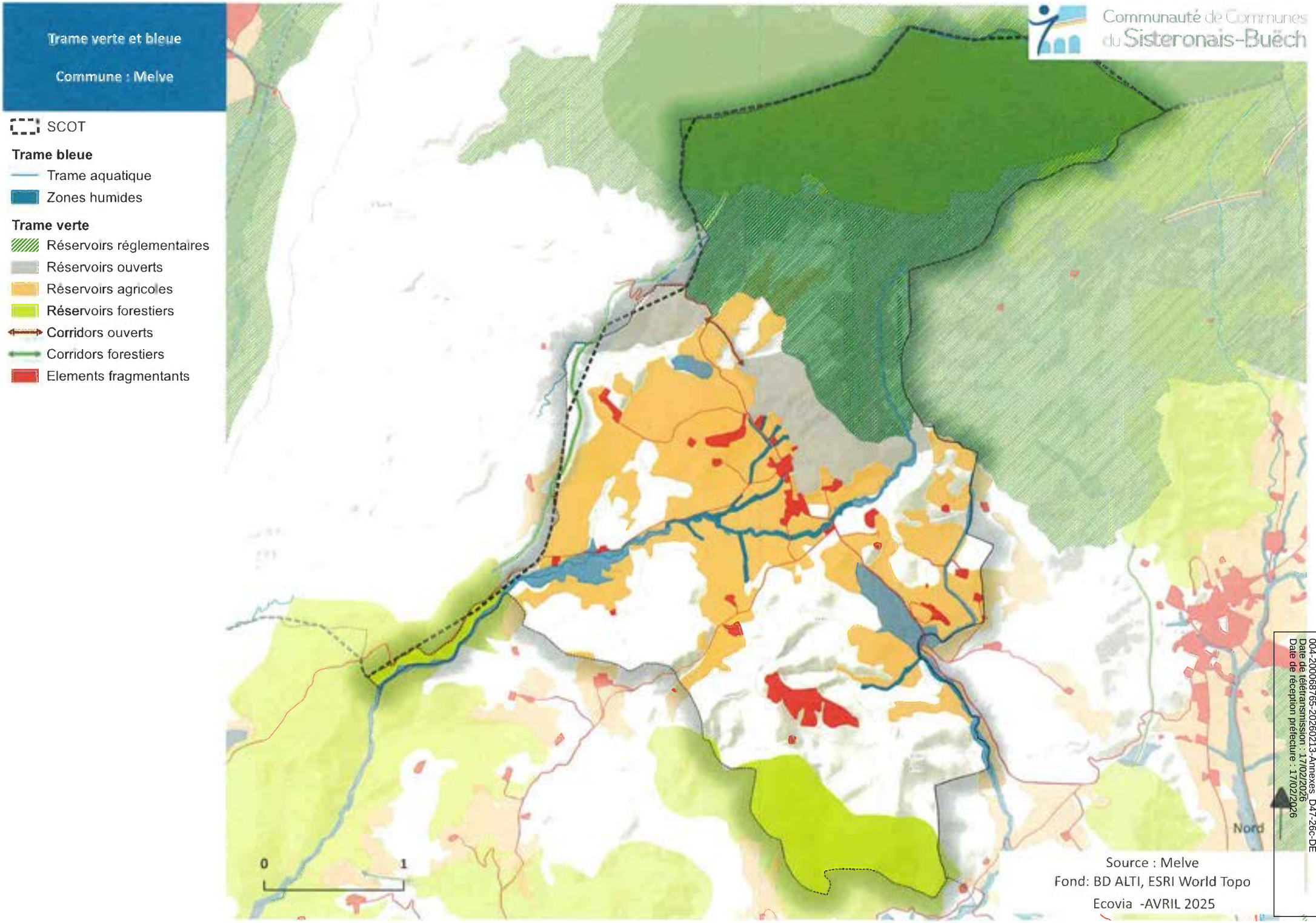
- Réservoirs réglementaires
- Réservoirs agricoles
- Réservoirs forestiers
- Elements fragmentants



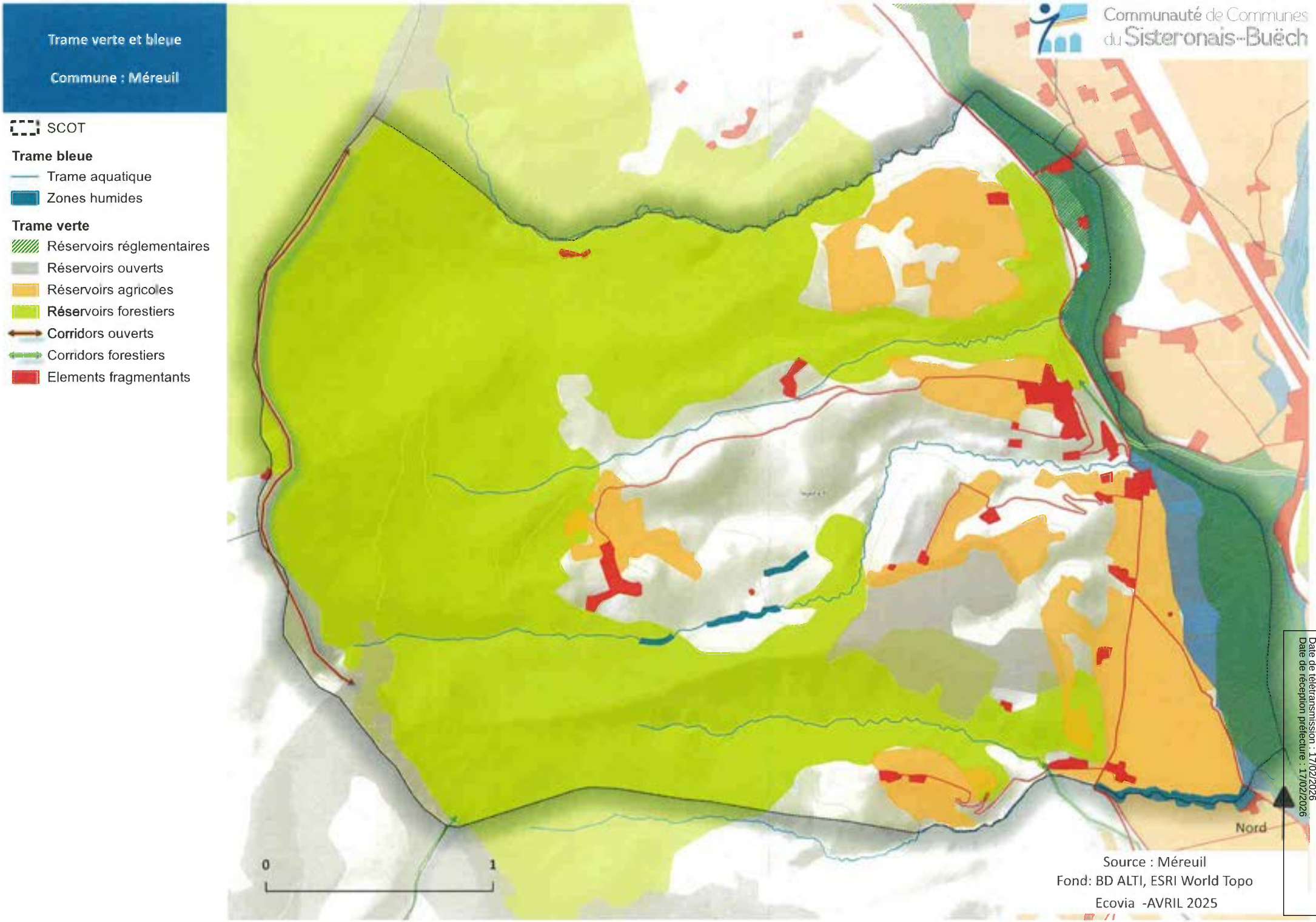
Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch

Source : Le Poët
Fond: BD ALTI, ESRI World Topo
Ecovia -AVRIL 2025

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



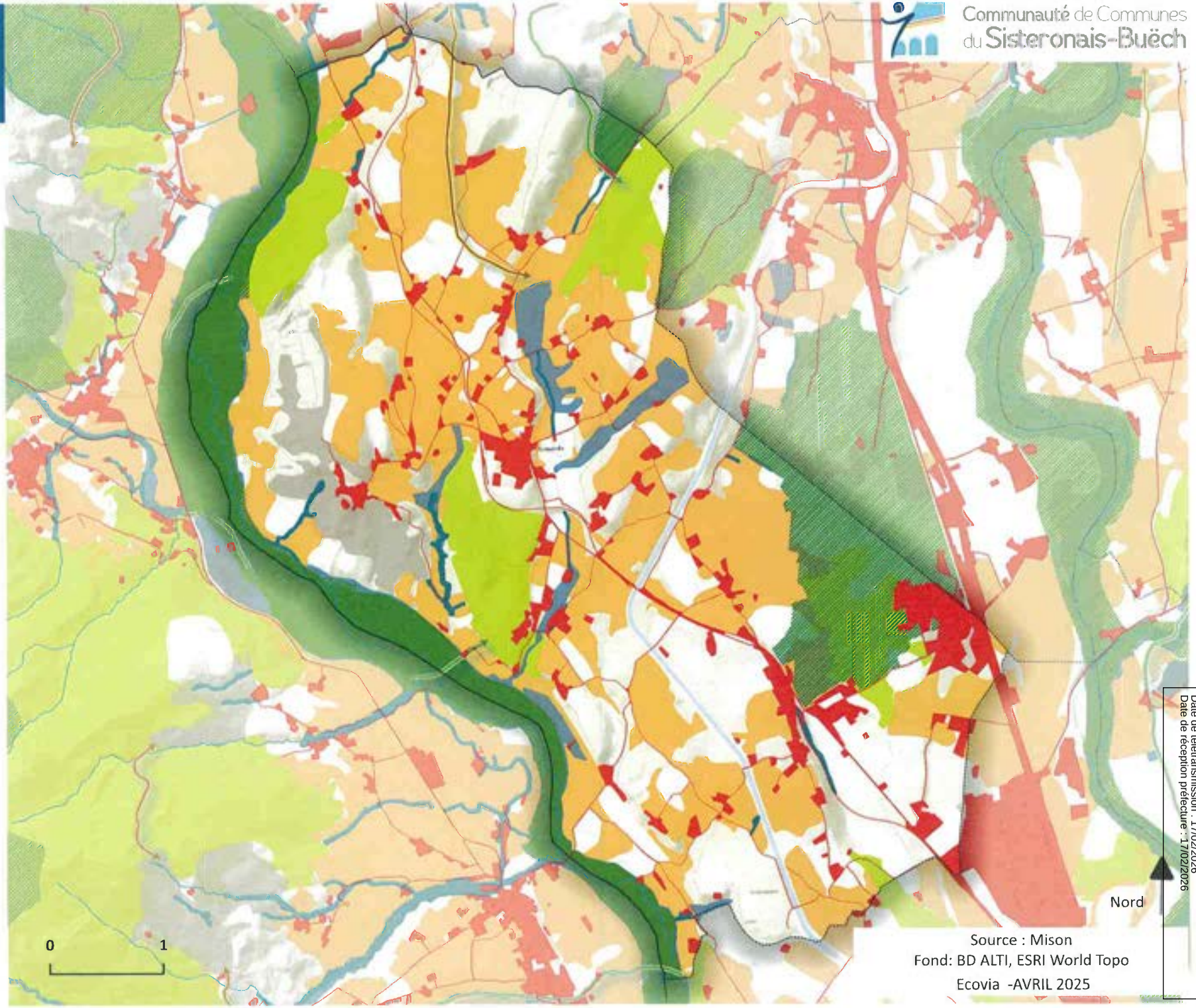
Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Trame verte et bleue

Commune : Mison



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Trame verte et bleue

Commune : Monêtier-Allemont

Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch

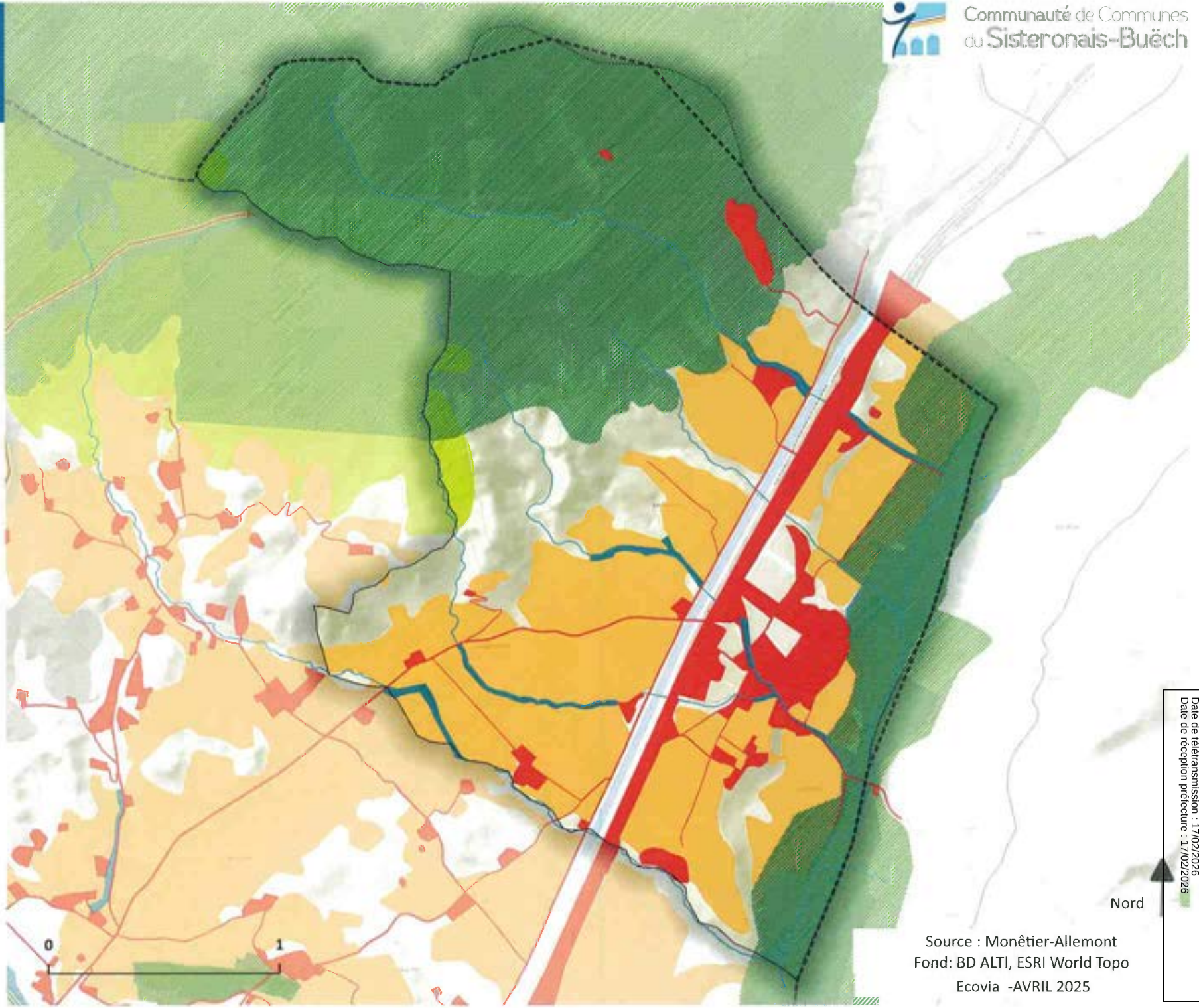
SCOT

Trame bleue

- Trame aquatique
- Zones humides

Trame verte

- Réservoirs réglementaires
- Réservoirs ouverts
- Réservoirs agricoles
- Réservoirs forestiers
- Elements fragmentants



Source : Monêtier-Allemont
Fond: BD ALTI, ESRI World Topo
Ecovia -AVRIL 2025

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Trame verte et bleue

Commune : Montclus

Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch

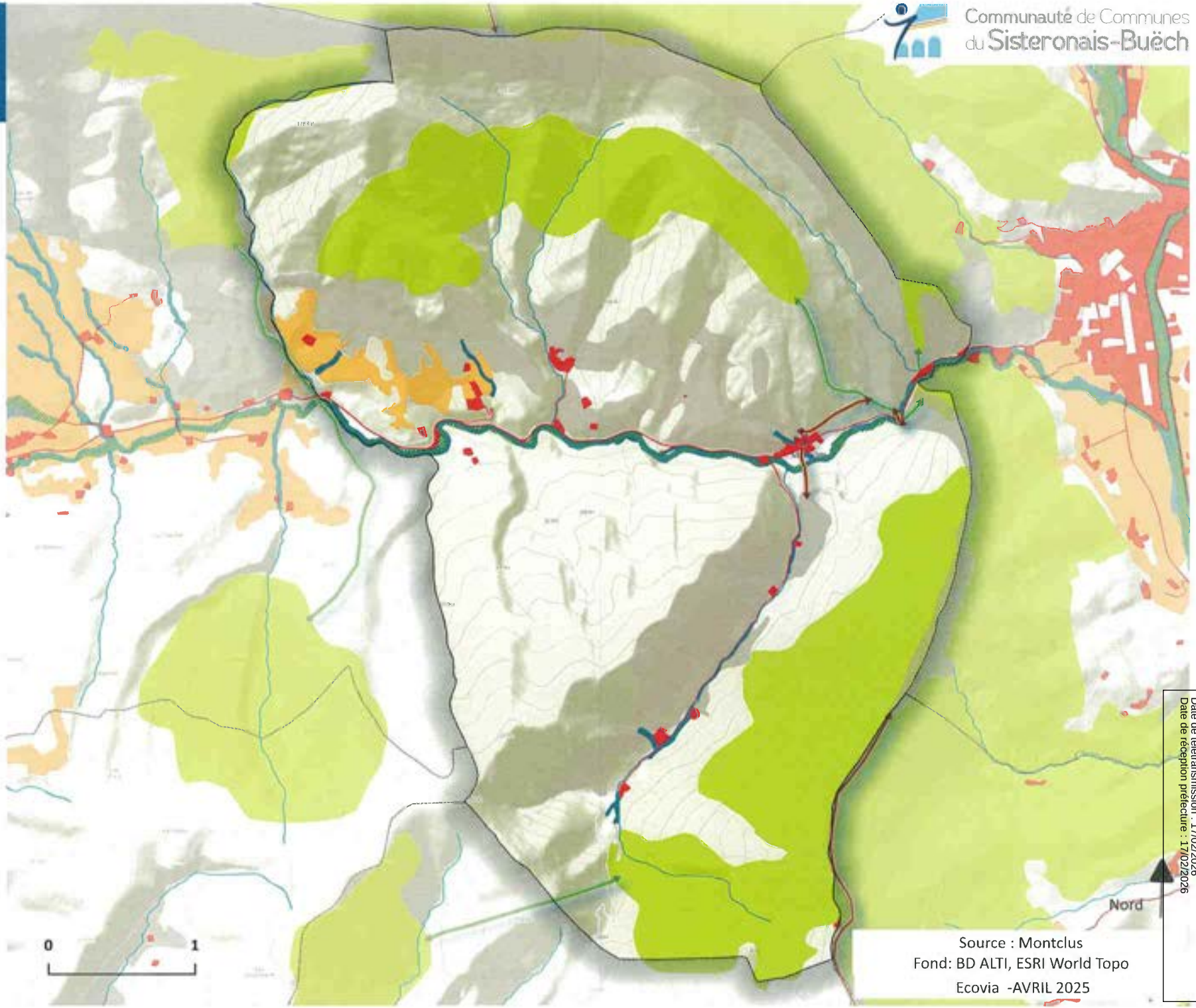
SCOT

Trame bleue

- Trame aquatique
- Zones humides

Trame verte

- Réservoirs ouverts
- Réservoirs agricoles
- Réservoirs forestiers
- Corridors ouverts
- Corridors forestiers
- Elements fragmentants



Source : Montclus
Fond: BD ALTI, ESRI World Topo
Ecovia -AVRIL 2025

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Trame verte et bleue

Commune : Montjay

SCOT

Trame bleue

Trame aquatique

Zones humides

Trame verte

Réservoirs ouverts

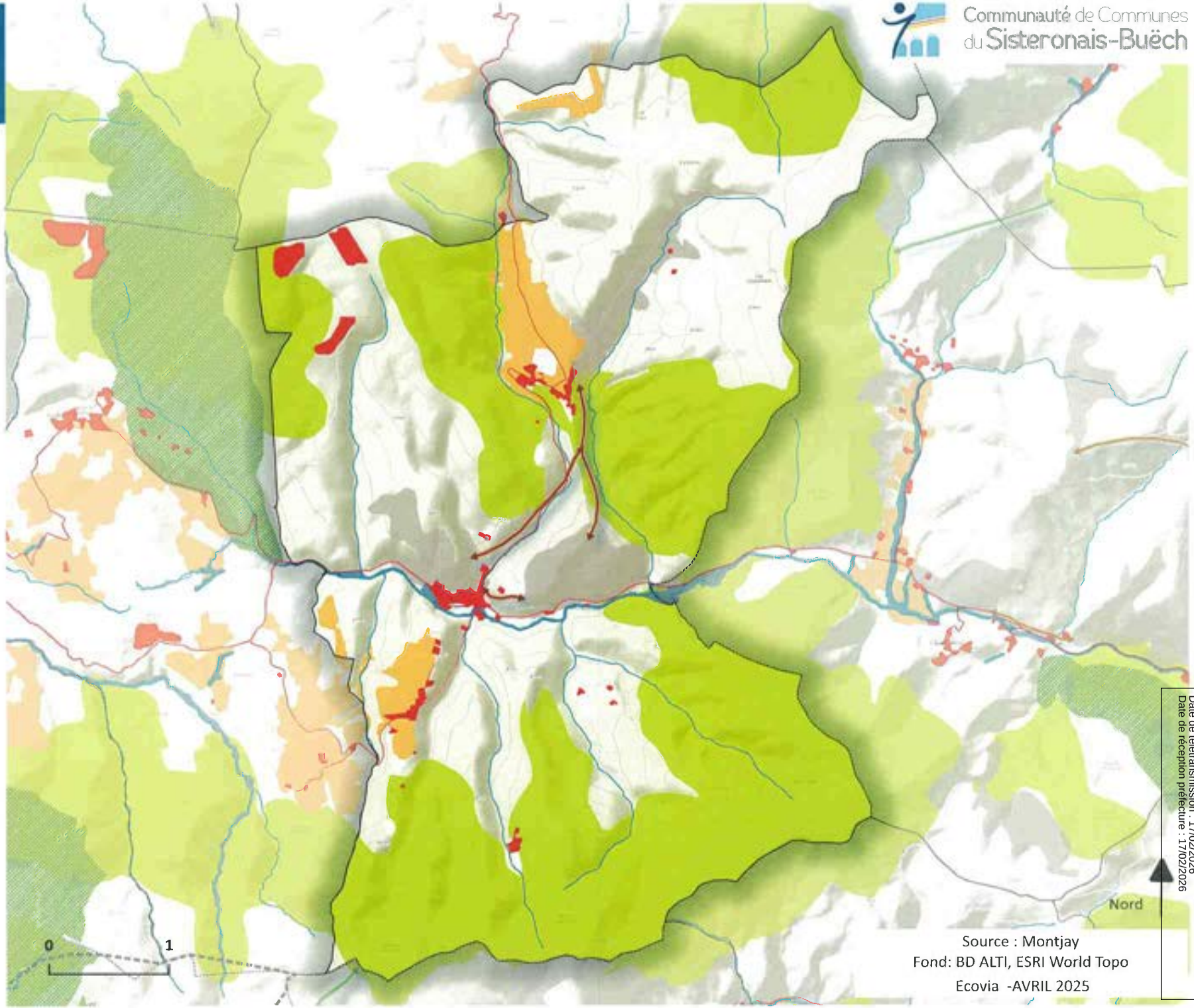
Réservoirs agricoles

Réservoirs forestiers

Corridors ouverts

Elements fragmentants

Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch



Source : Montjay

Fond: BD ALTI, ESRI World Topo

Ecovia -AVRIL 2025

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Trame verte et bleue

Commune : Montrond

Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch

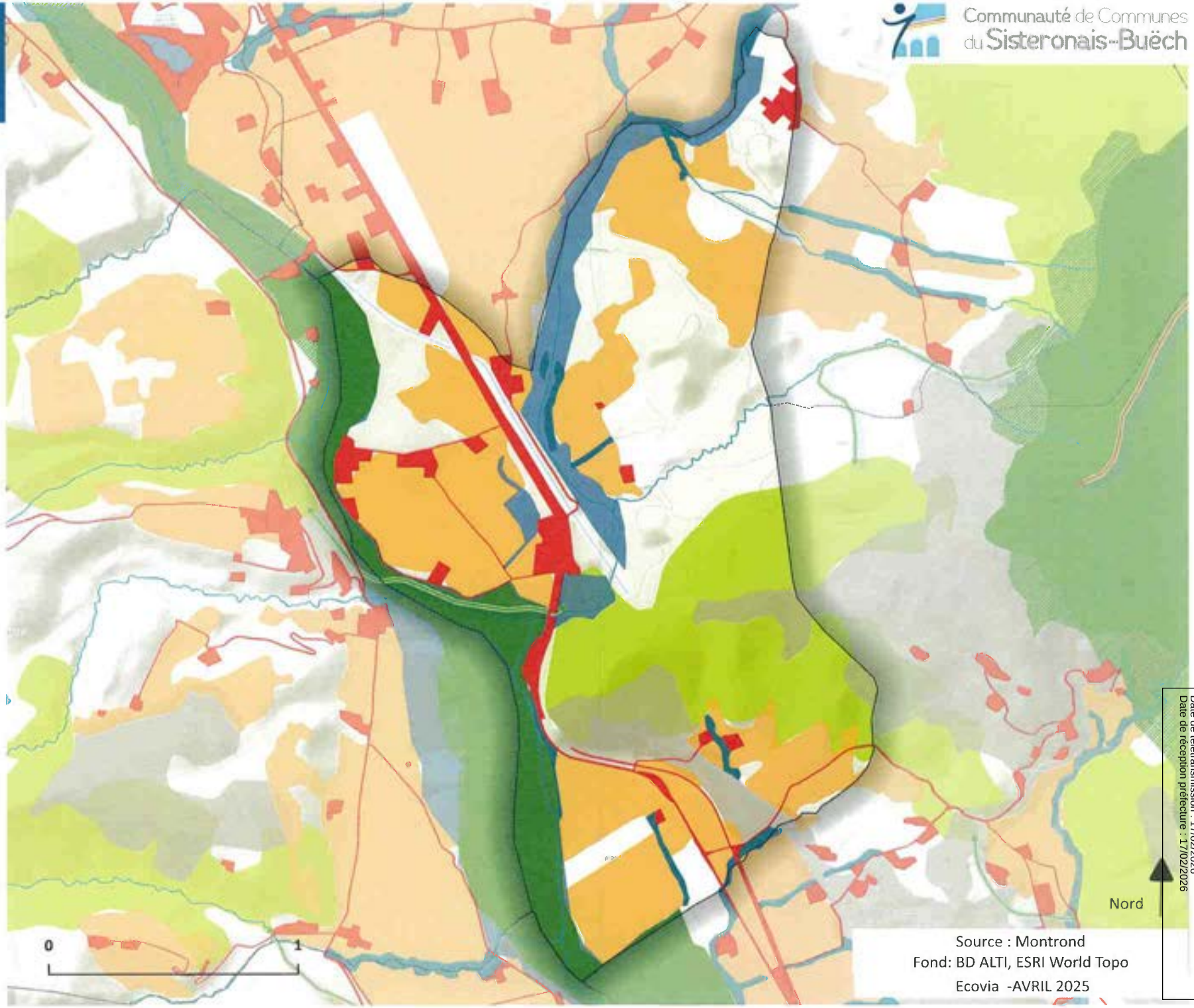
SCOT

Trame bleue

- Trame aquatique
- Zones humides

Trame verte

- Réservoirs réglementaires
- Réservoirs ouverts
- Réservoirs agricoles
- Réservoirs forestiers
- Corridors forestiers
- Elements fragmentants

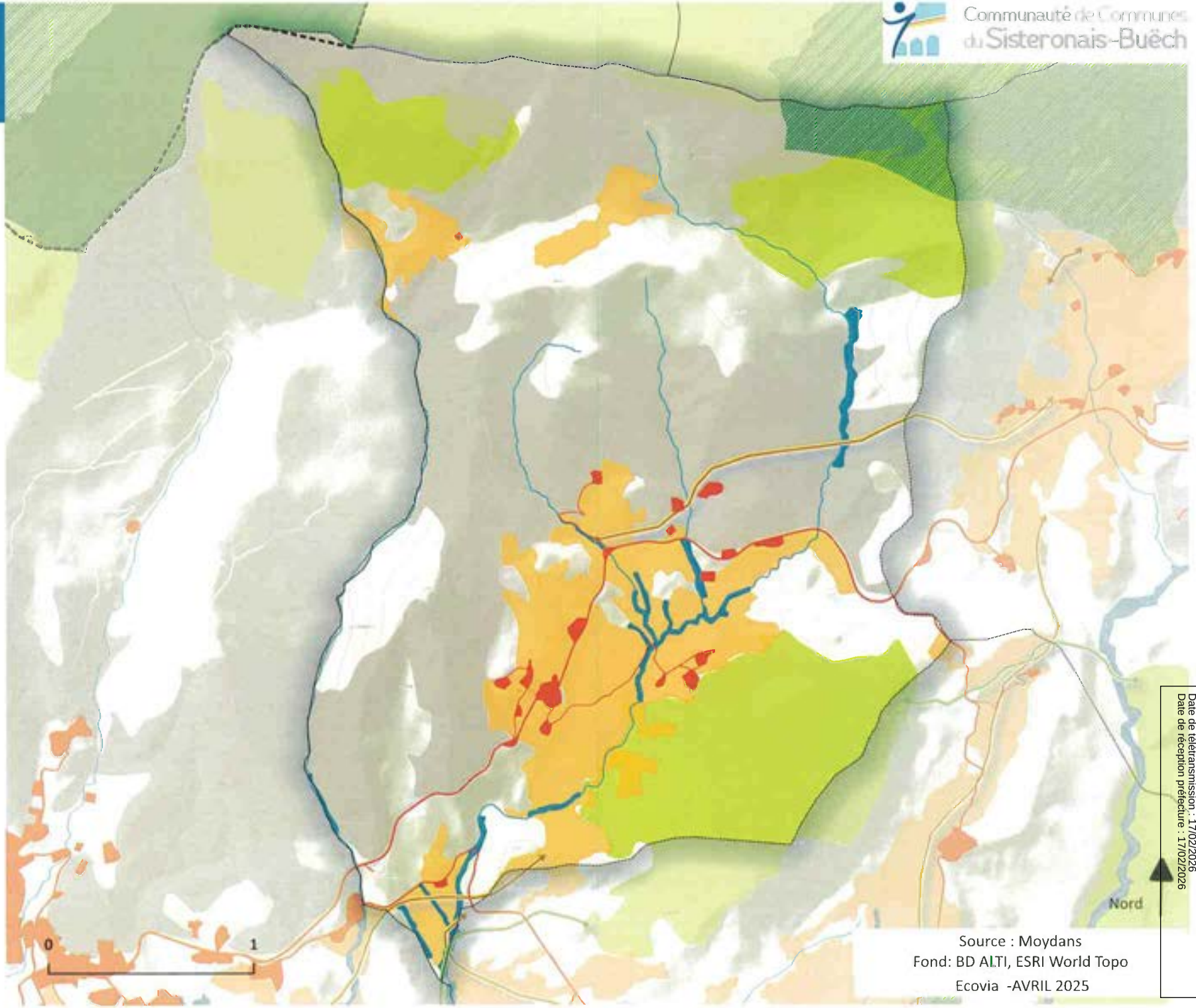


Source : Montrond
Fond: BD ALTI, ESRI World Topo
Ecovia -AVRIL 2025

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Trame verte et bleue

Commune : Moydans



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Trame verte et bleue

Commune : Nibles

Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch

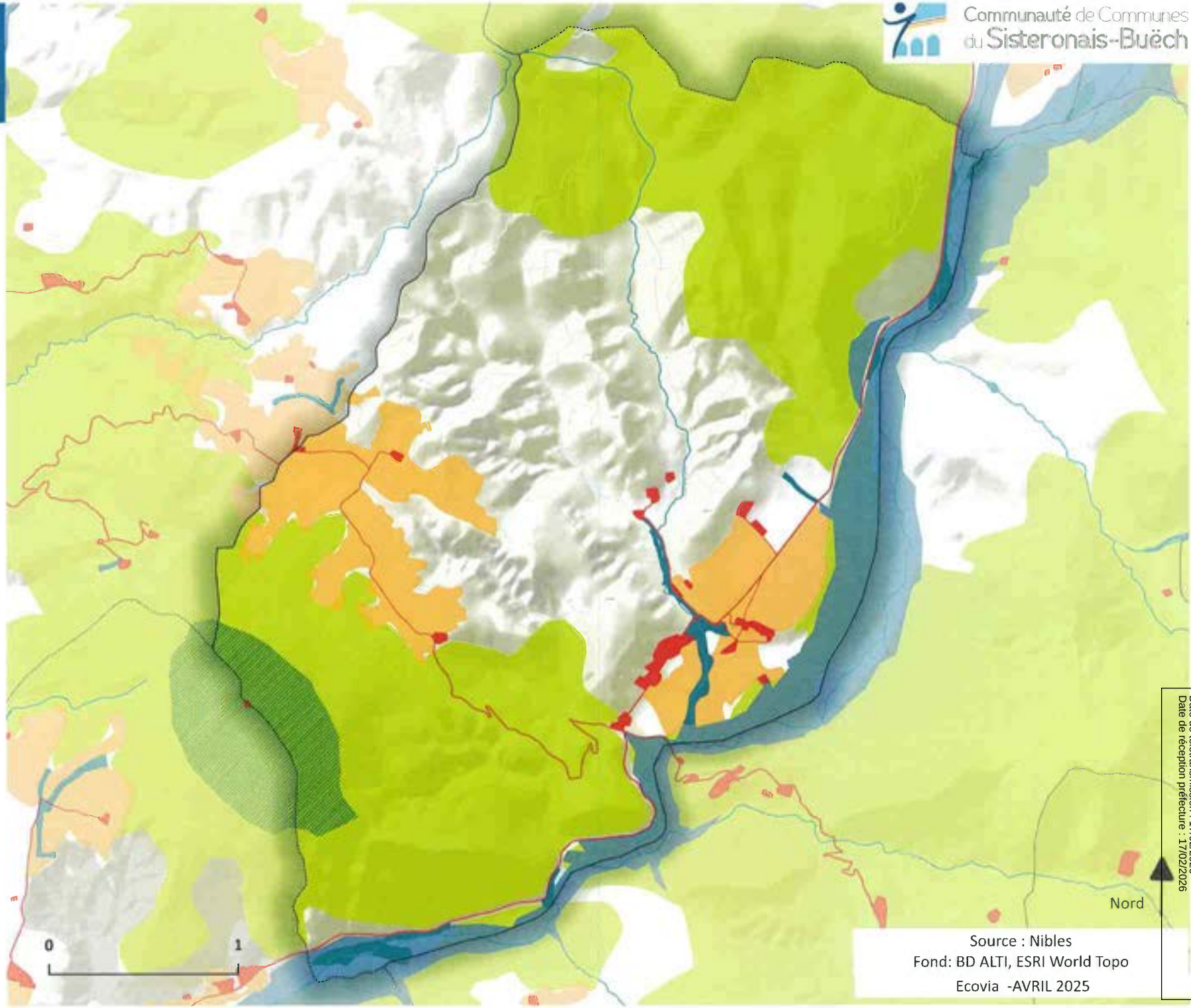
SCOT

Trame bleue

- Trame aquatique
- Zones humides

Trame verte

- Réservoirs réglementaires
- Réservoirs agricoles
- Réservoirs forestiers
- Elements fragmentants



Source : Nibles
Fond: BD ALTI, ESRI World Topo
Ecovia -AVRIL 2025

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch

Trame verte et bleue

Commune : Nossage-et-Bénévent

SCOT

Trame bleue

- Trame aquatique
- Zones humides

Trame verte

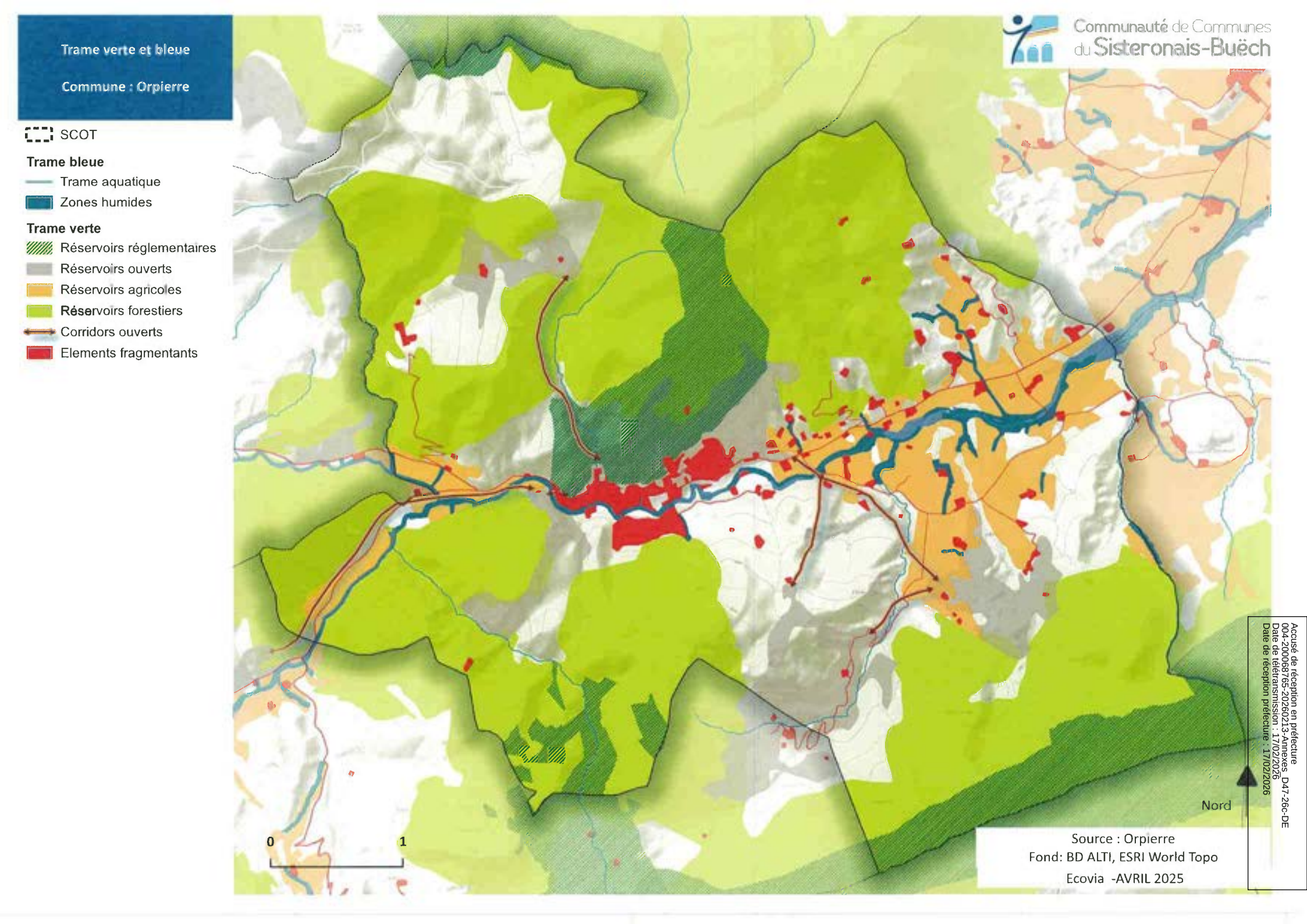
- Réservoirs réglementaires
- Réservoirs ouverts
- Réservoirs agricoles
- Réservoirs forestiers
- Elements fragmentants

0 1

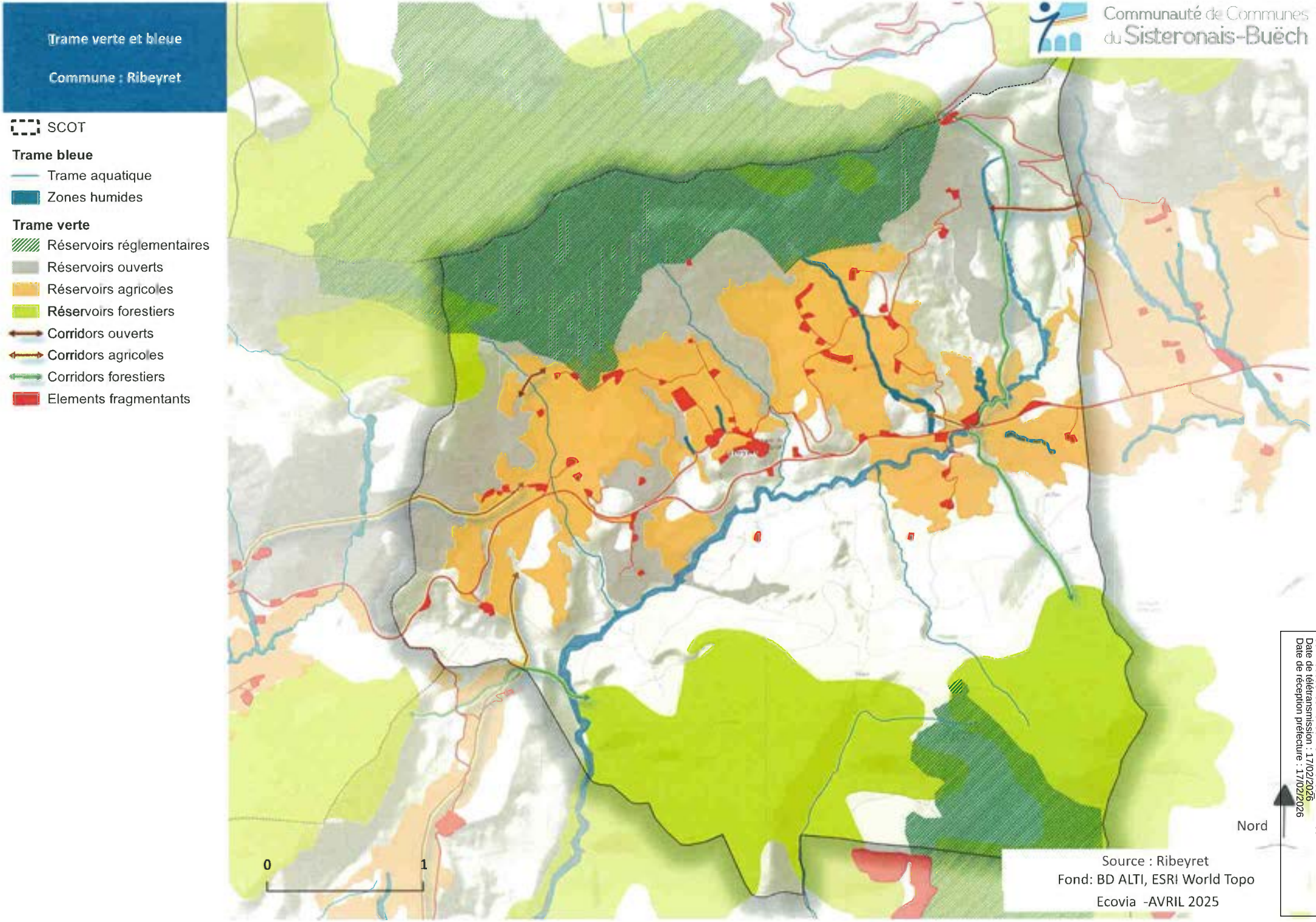
Nord

Source : Nossage-et-Bénévent
Fond: BD ALTI, ESRI World Topo
Ecovia -AVRIL 2025

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



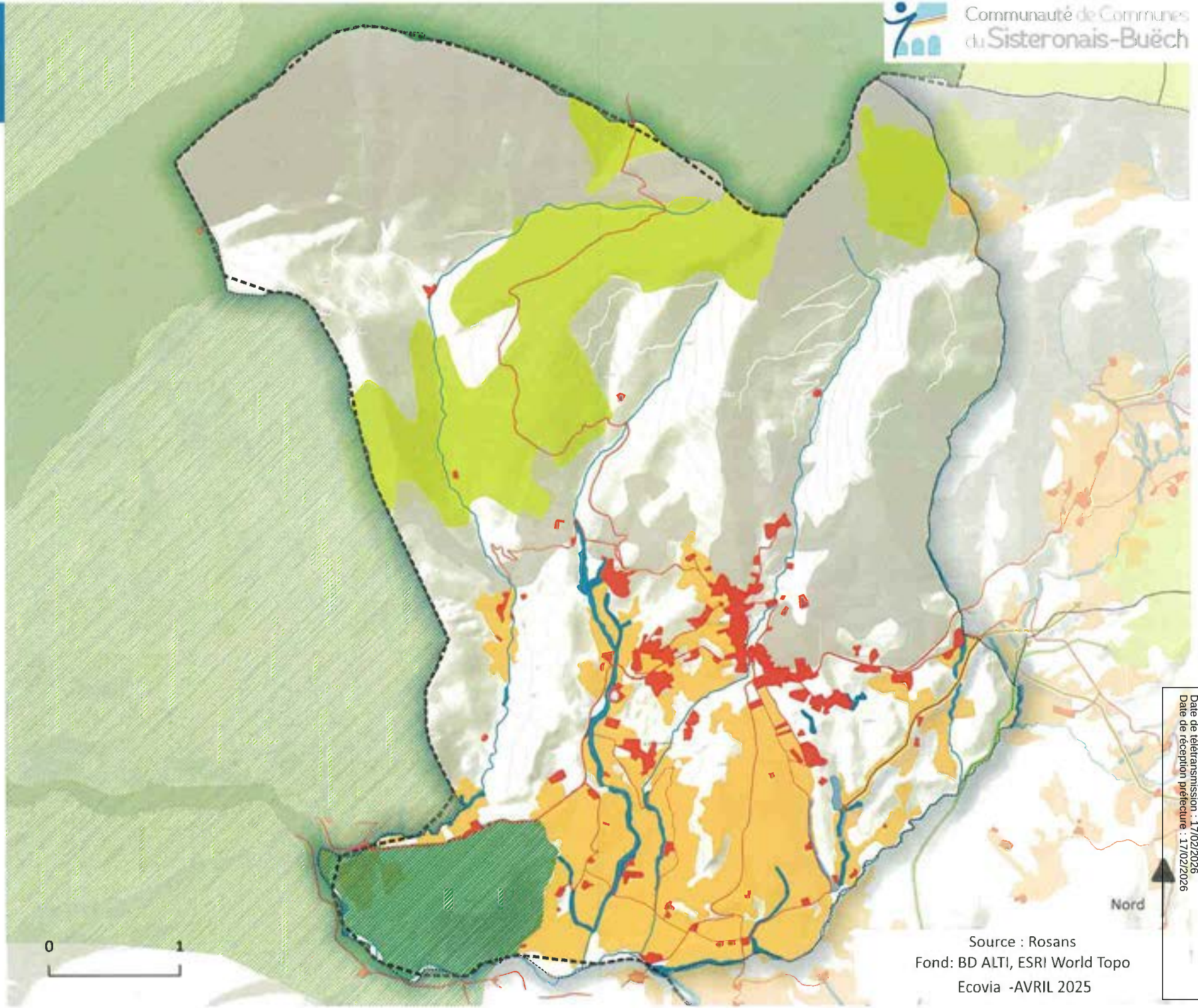
Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



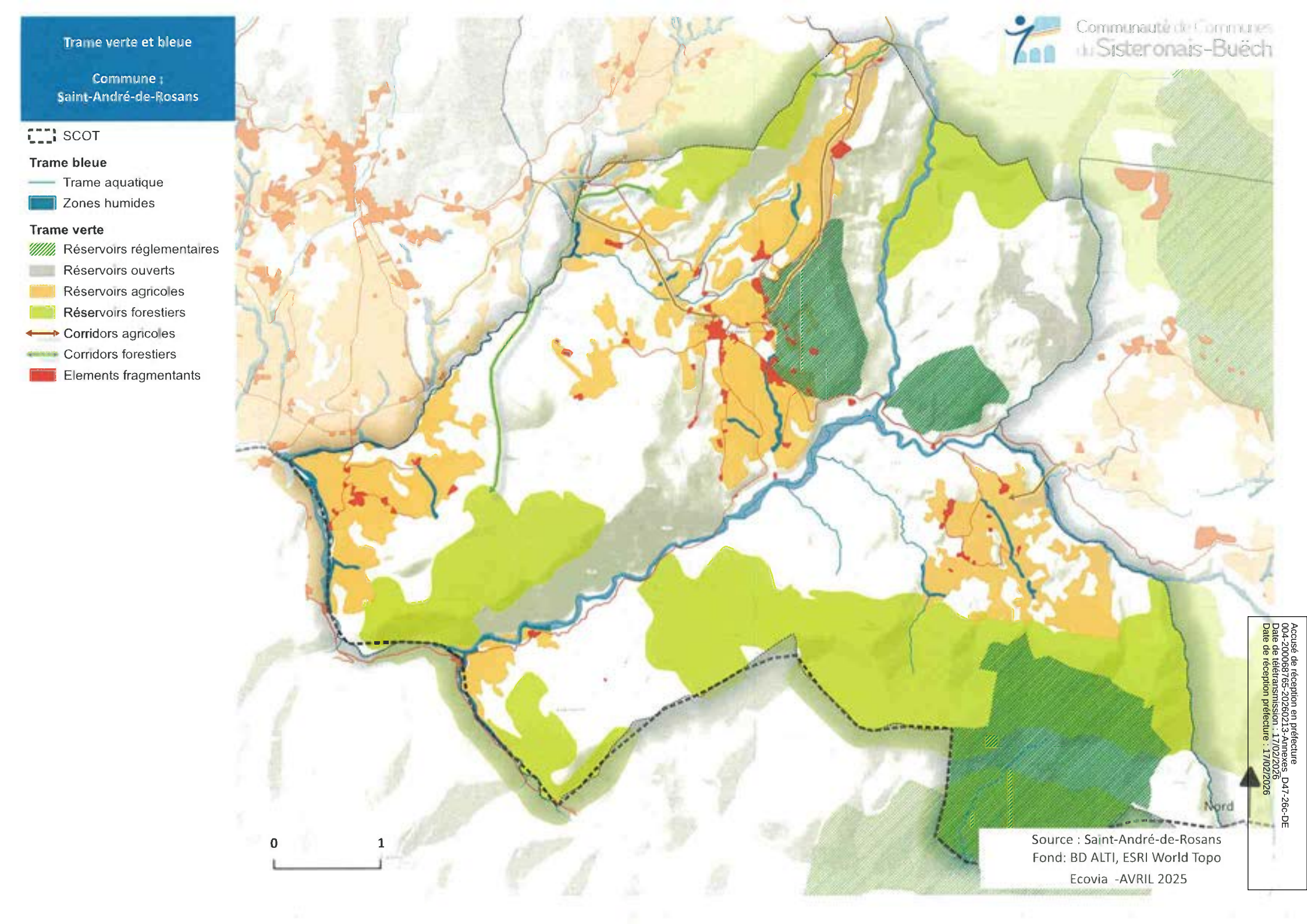
Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Trame verte et bleue

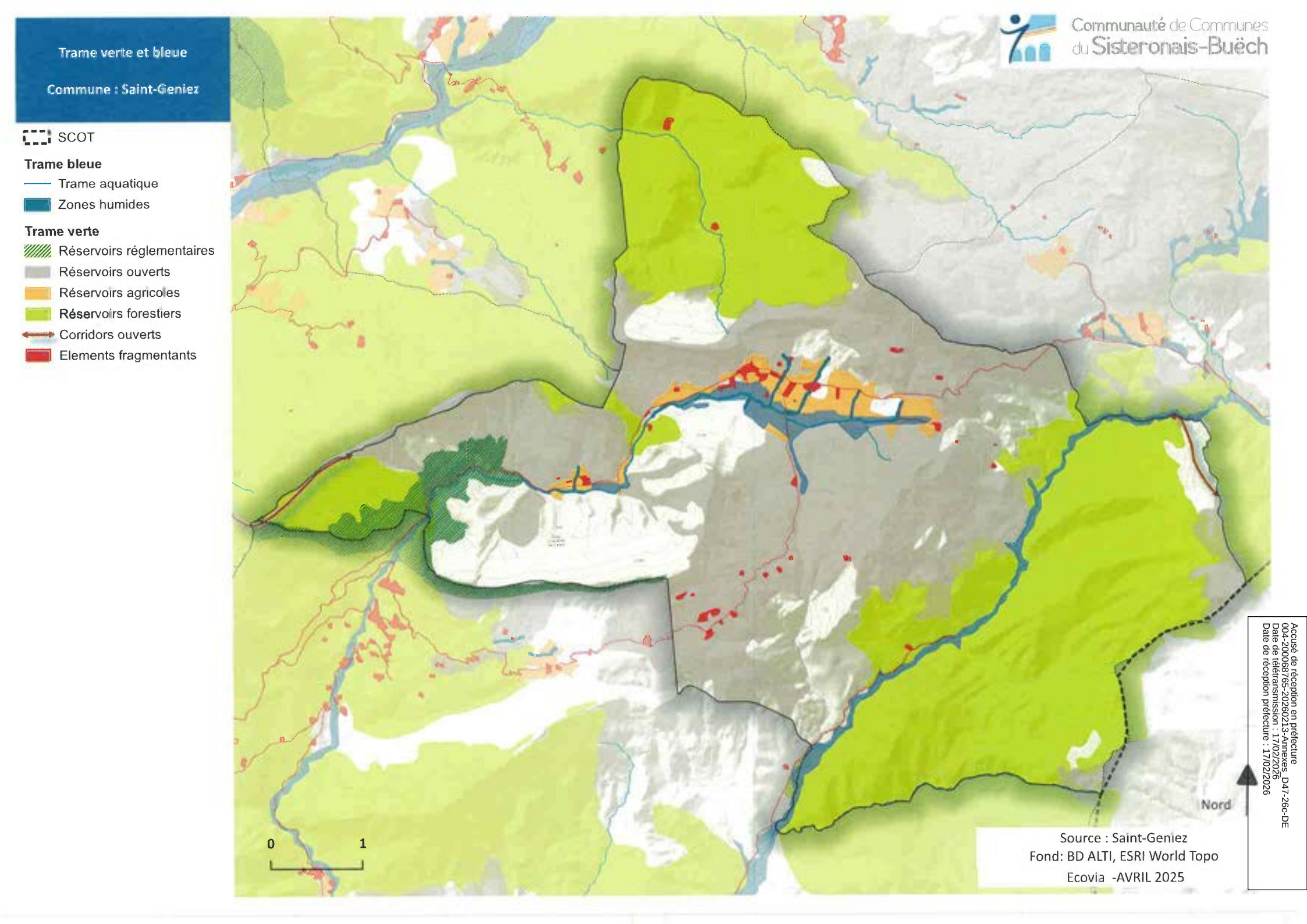
Commune : Rosans



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Trame verte et bleue

Commune : Saint-Pierre-Avez

Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch

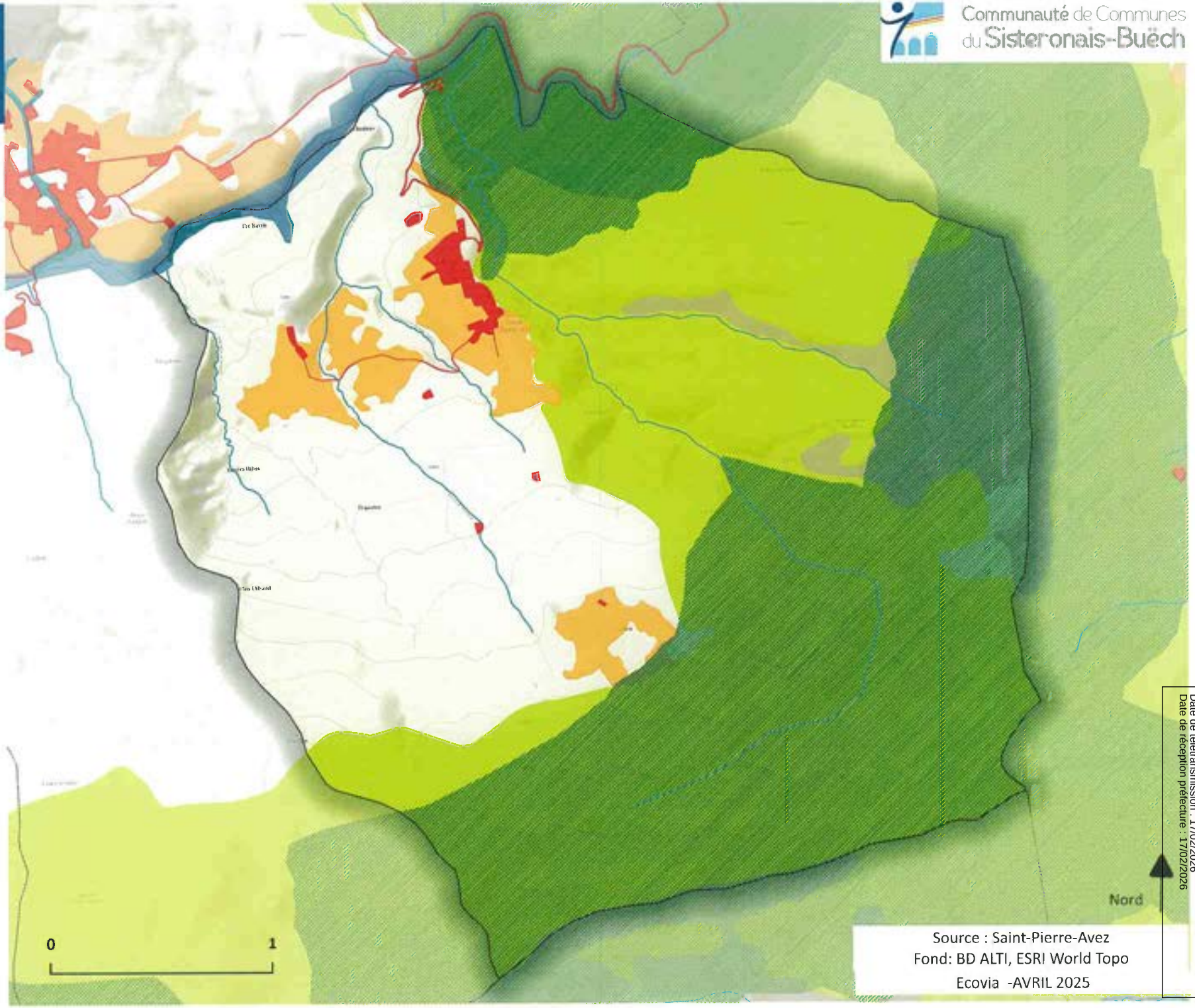
SCOT

Trame bleue

- Trame aquatique
- Zones humides

Trame verte

- Réservoirs réglementaires
- Réservoirs ouverts
- Réservoirs agricoles
- Réservoirs forestiers
- Elements fragmentants



Source : Saint-Pierre-Avez
Fond: BD ALTI, ESRI World Topo
Ecovia -AVRIL 2025

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Trame verte et bleue

Commune : Sainte-Colombe

Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch

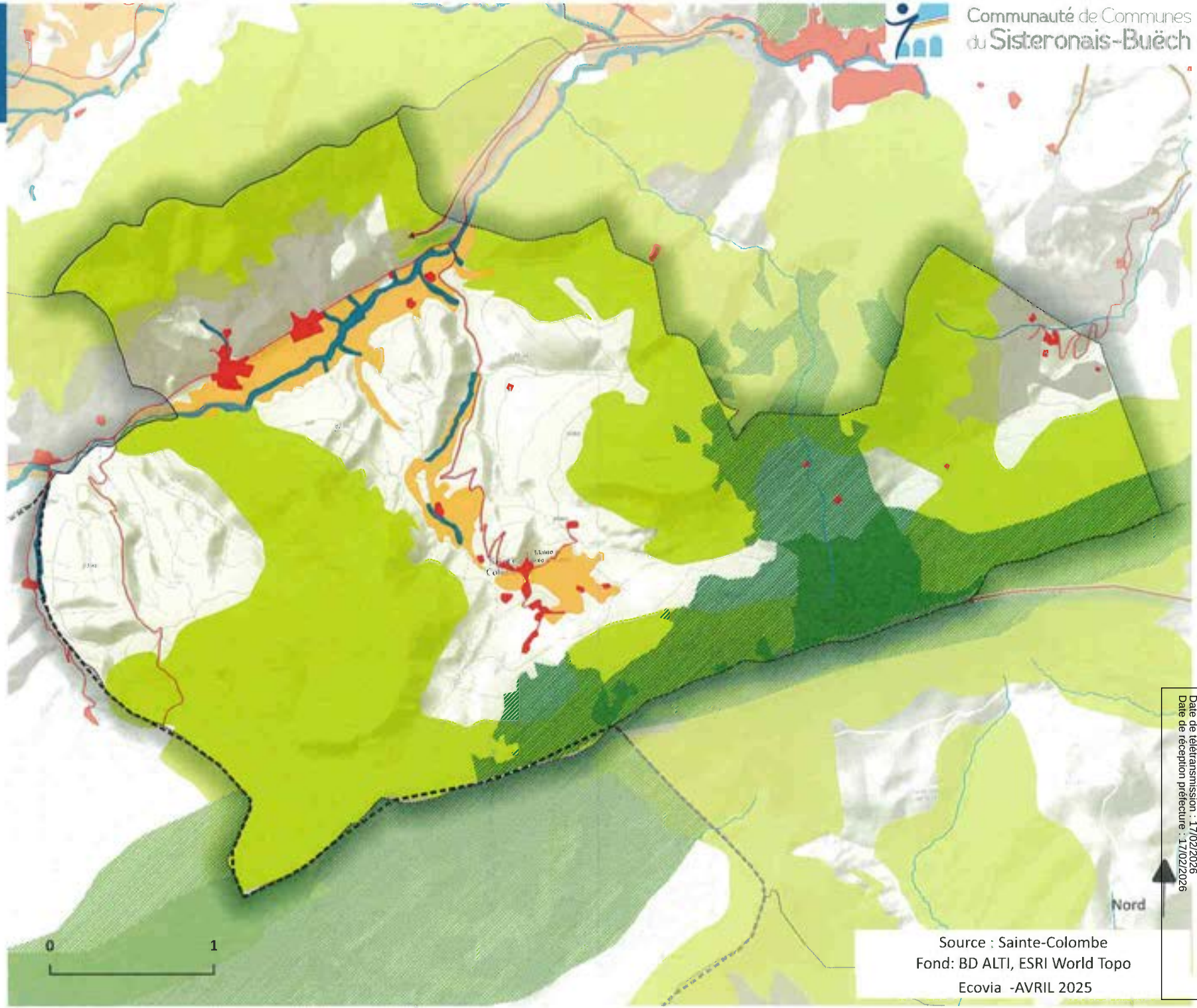
SCOT

Trame bleue

- Trame aquatique
- Zones humides

Trame verte

- Réservoirs réglementaires
- Réservoirs ouverts
- Réservoirs agricoles
- Réservoirs forestiers
- Corridors ouverts
- Elements fragmentants



Source : Sainte-Colombe
Fond: BD ALTI, ESRI World Topo
Ecovia -AVRIL 2025

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Trame verte et bleue

Commune : Saléon

Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch

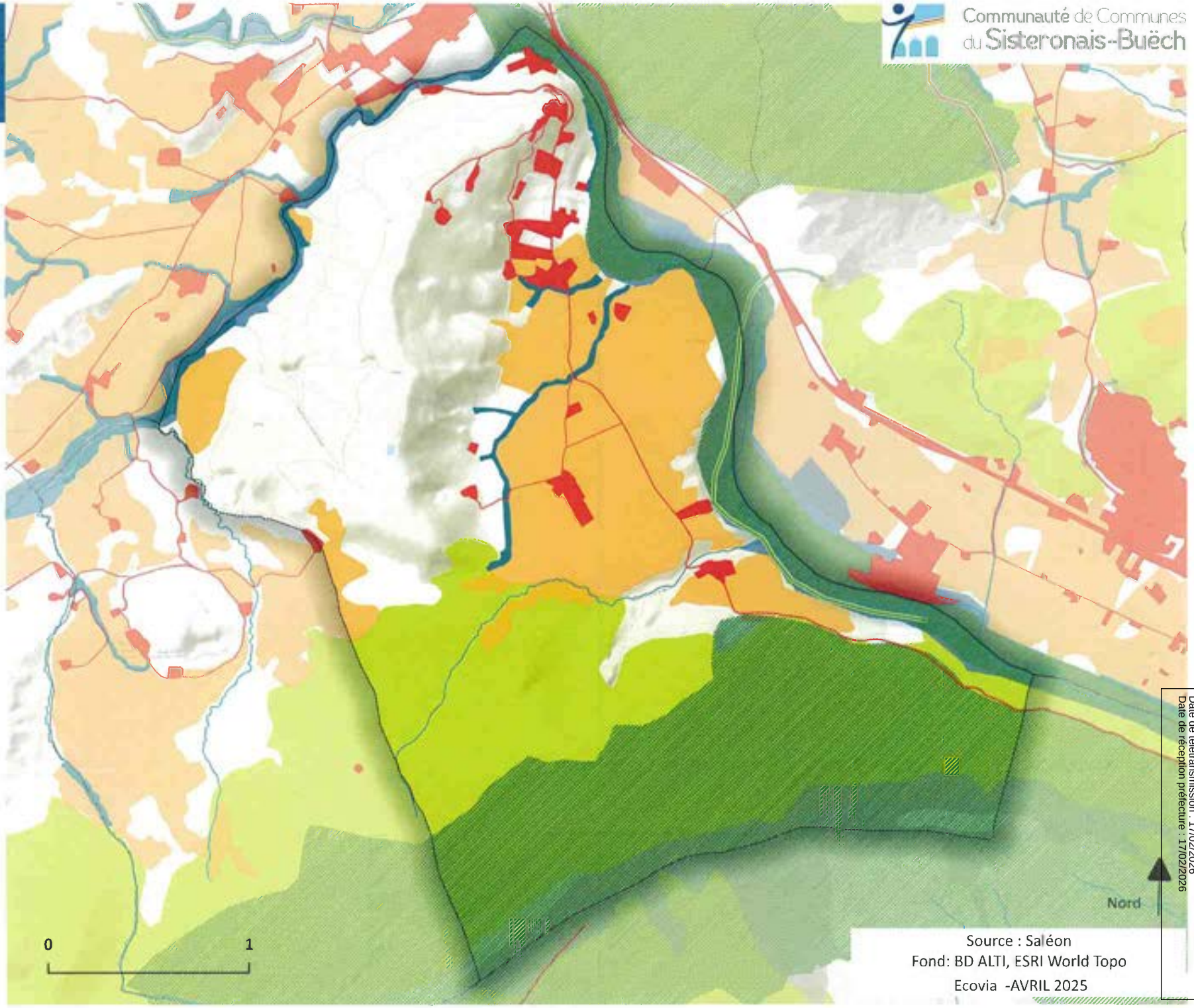
SCOT

Trame bleue

- Trame aquatique
- Zones humides

Trame verte

- Réservoirs réglementaires
- Réservoirs ouverts
- Réservoirs agricoles
- Réservoirs forestiers
- Corridors forestiers
- Elements fragmentants



Source : Saléon
Fond: BD ALTI, ESRI World Topo
Ecovia -AVRIL 2025

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Trame verte et bleue

Commune : Salérans

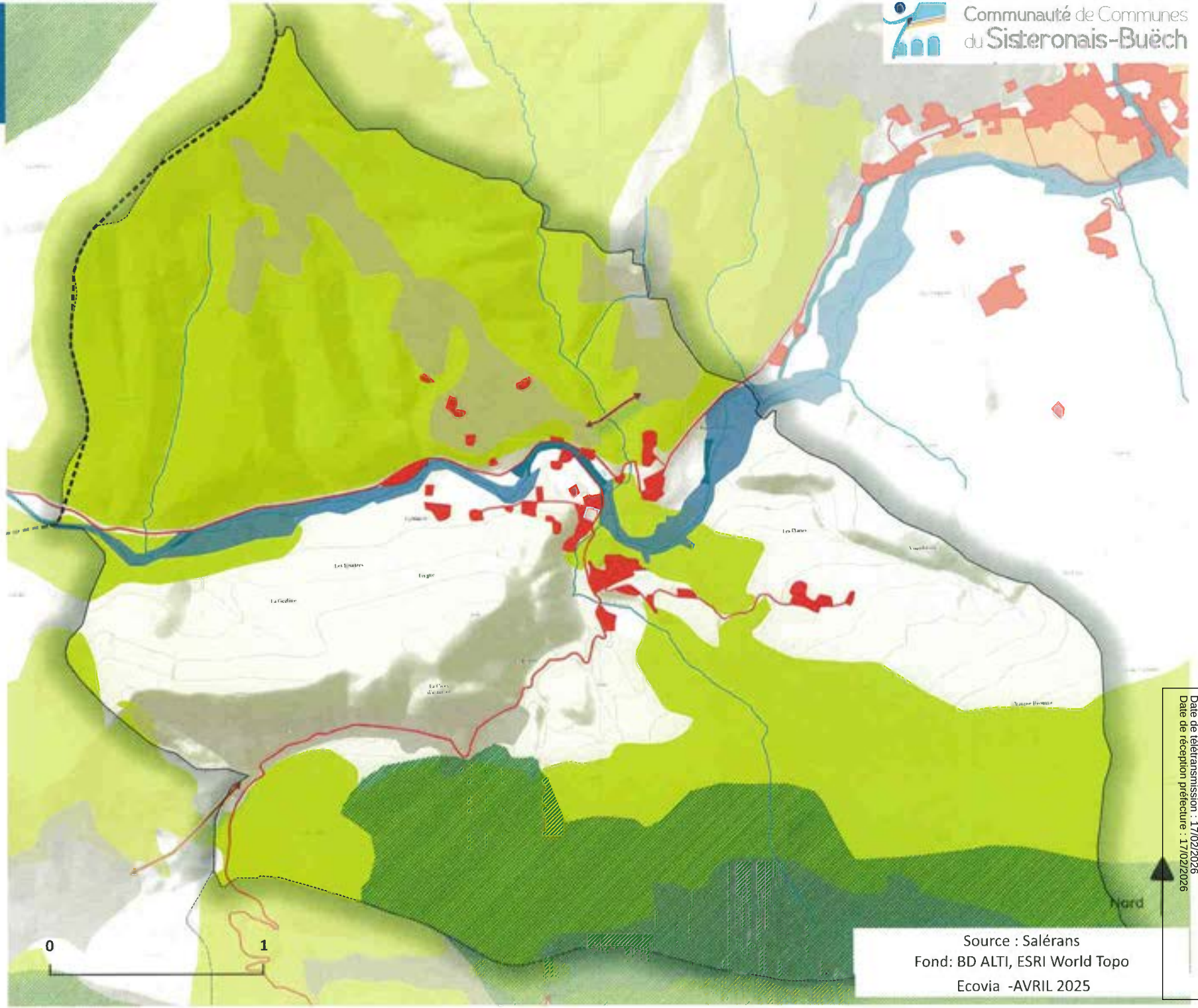
SCOT

Trame bleue

- Trame aquatique
- Zones humides

Trame verte

- Réservoirs réglementaires
- Réservoirs ouverts
- Réservoirs forestiers
- Corridors ouverts
- Elements fragmentants



Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch

Source : Salérans
Fond: BD ALTI, ESRI World Topo
Ecovia -AVRIL 2025

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Trame verte et bleue

Commune : Savournon

Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch

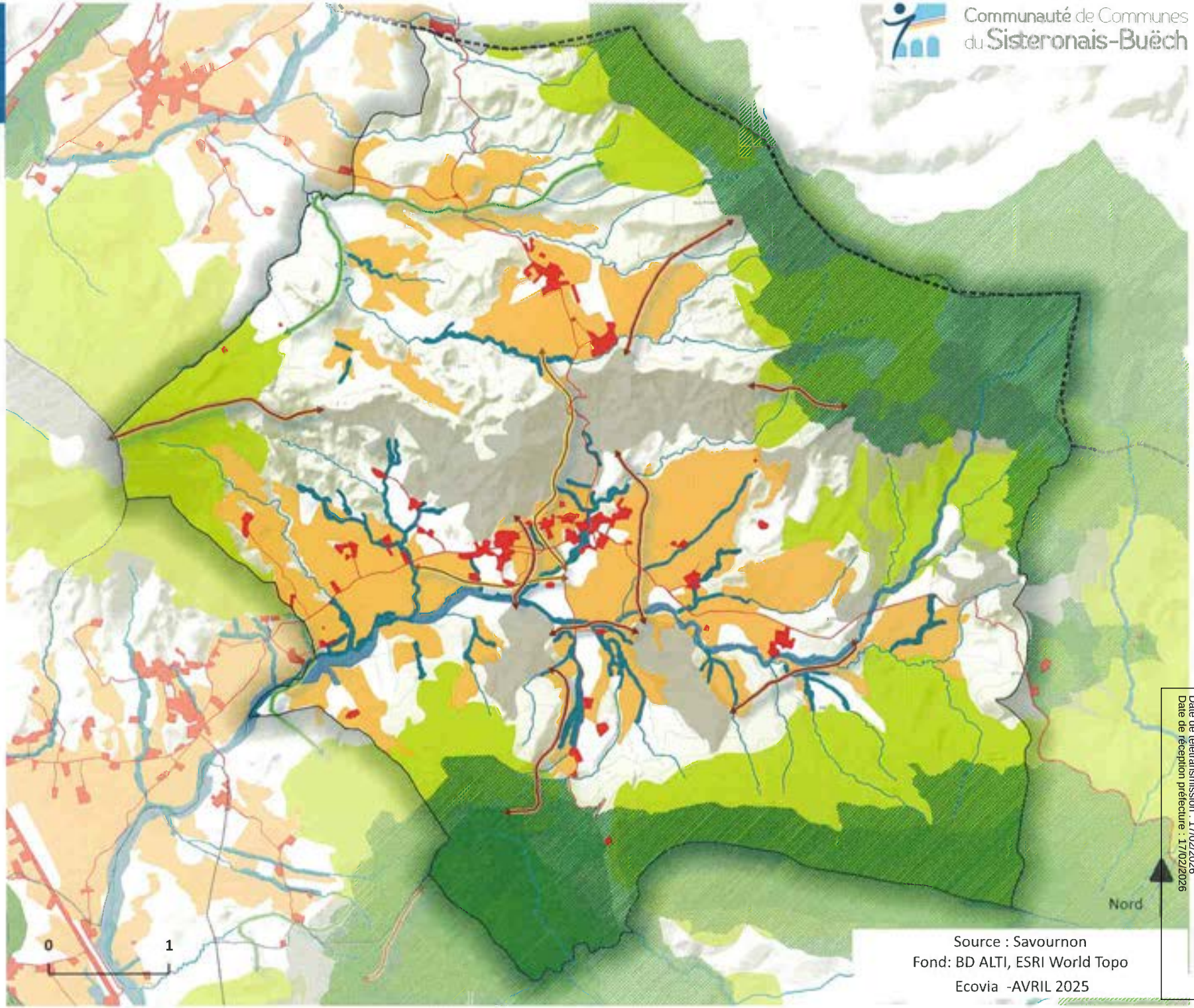
SCOT

Trame bleue

- Trame aquatique
- Zones humides

Trame verte

- Réservoirs réglementaires
- Réservoirs ouverts
- Réservoirs agricoles
- Réservoirs forestiers
- Corridors ouverts
- Corridors agricoles
- Corridors forestiers
- Elements fragmentants



Source : Savournon
Fond: BD ALTI, ESRI World Topo
Ecovia -AVRIL 2025

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Trame verte et bleue

Commune : Serres

SCOT

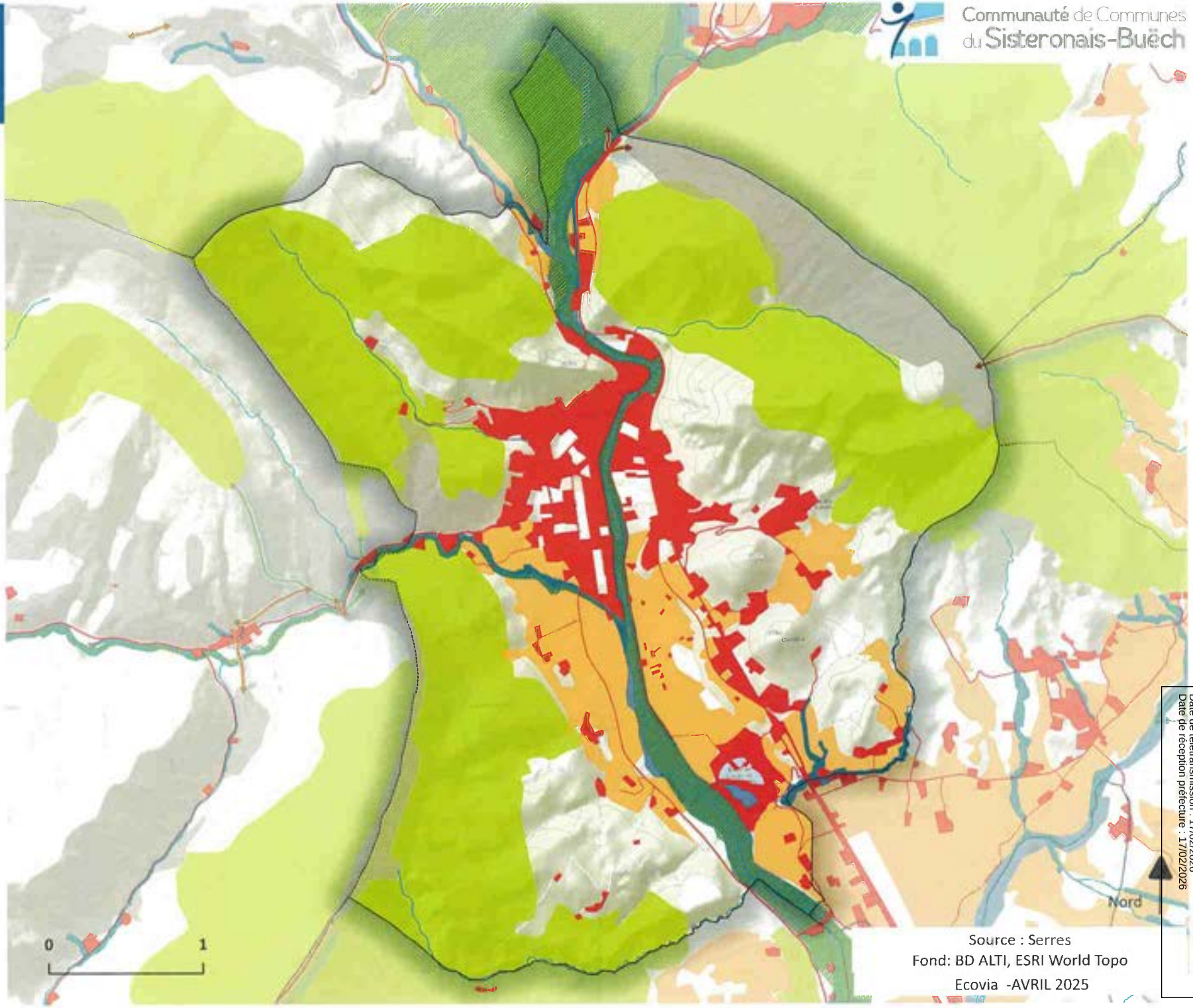
Trame bleue

- Trame aquatique
- Zones humides

Trame verte

- Réservoirs réglementaires
- Réservoirs ouverts
- Réservoirs agricoles
- Réservoirs forestiers
- Corridors ouverts
- Elements fragmentants

Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch



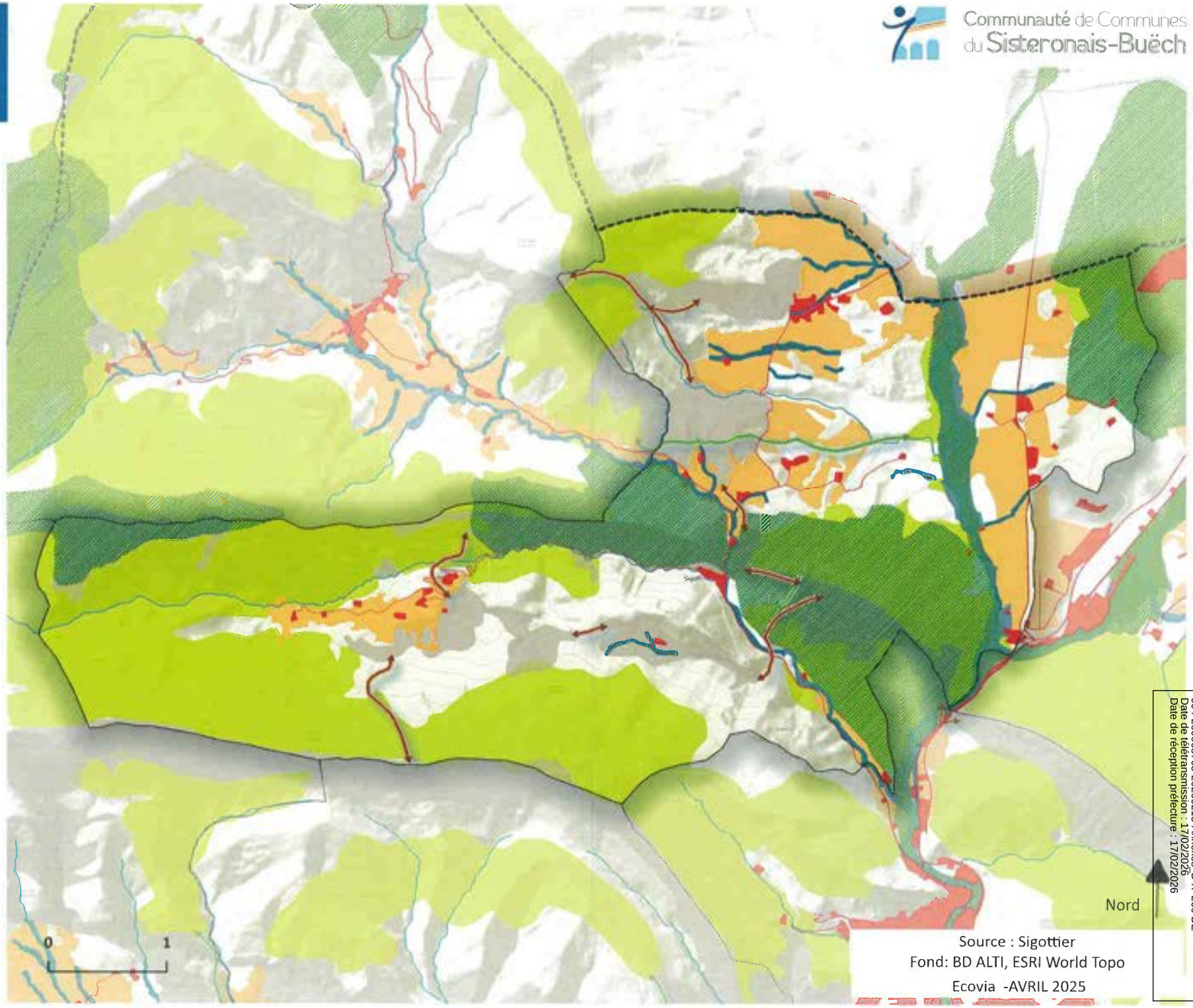
Source : Serres
Fond: BD ALTI, ESRI World Topo
Ecovia -AVRIL 2025

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Trame verte et bleue

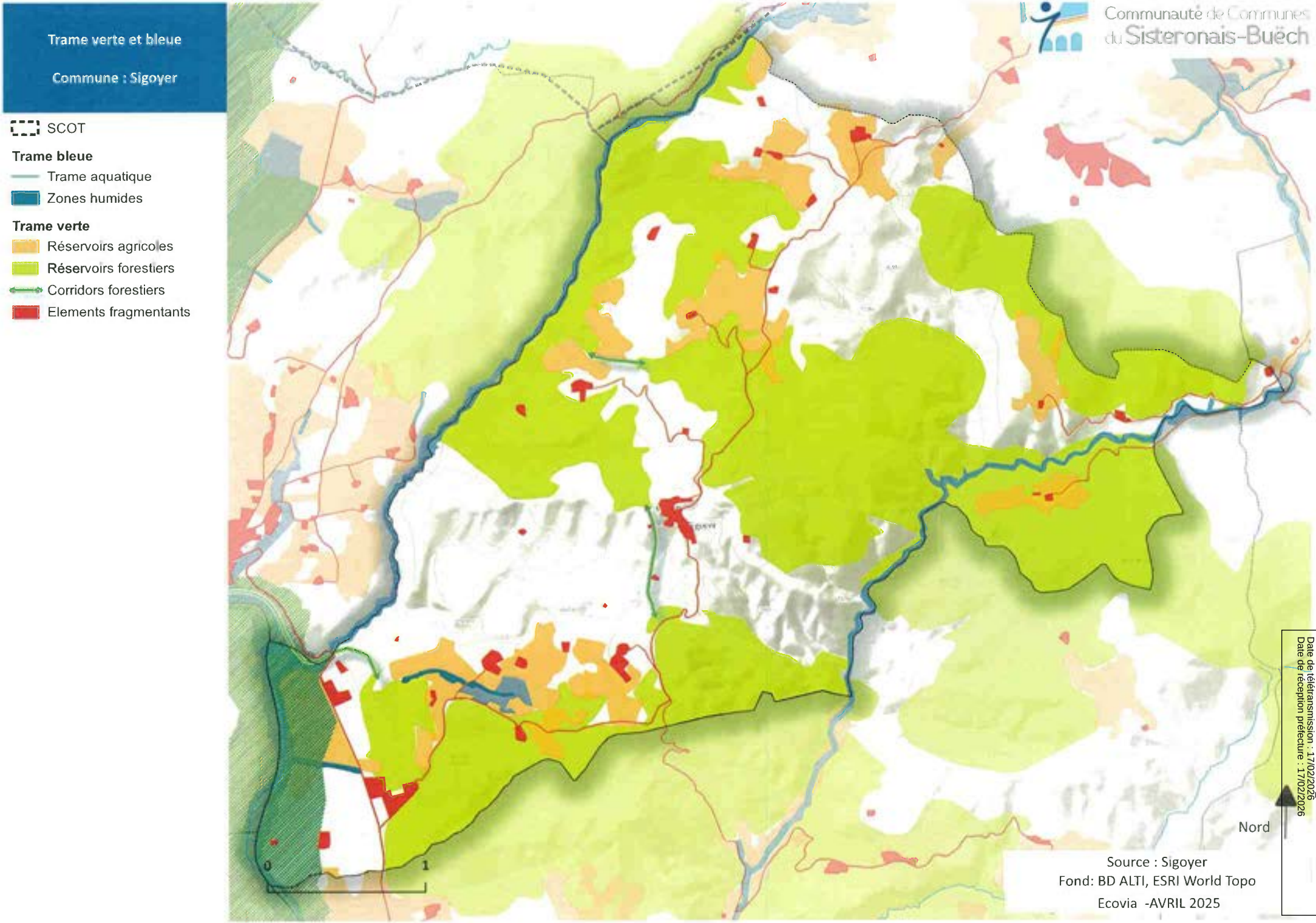
Commune : Sigottier

Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch

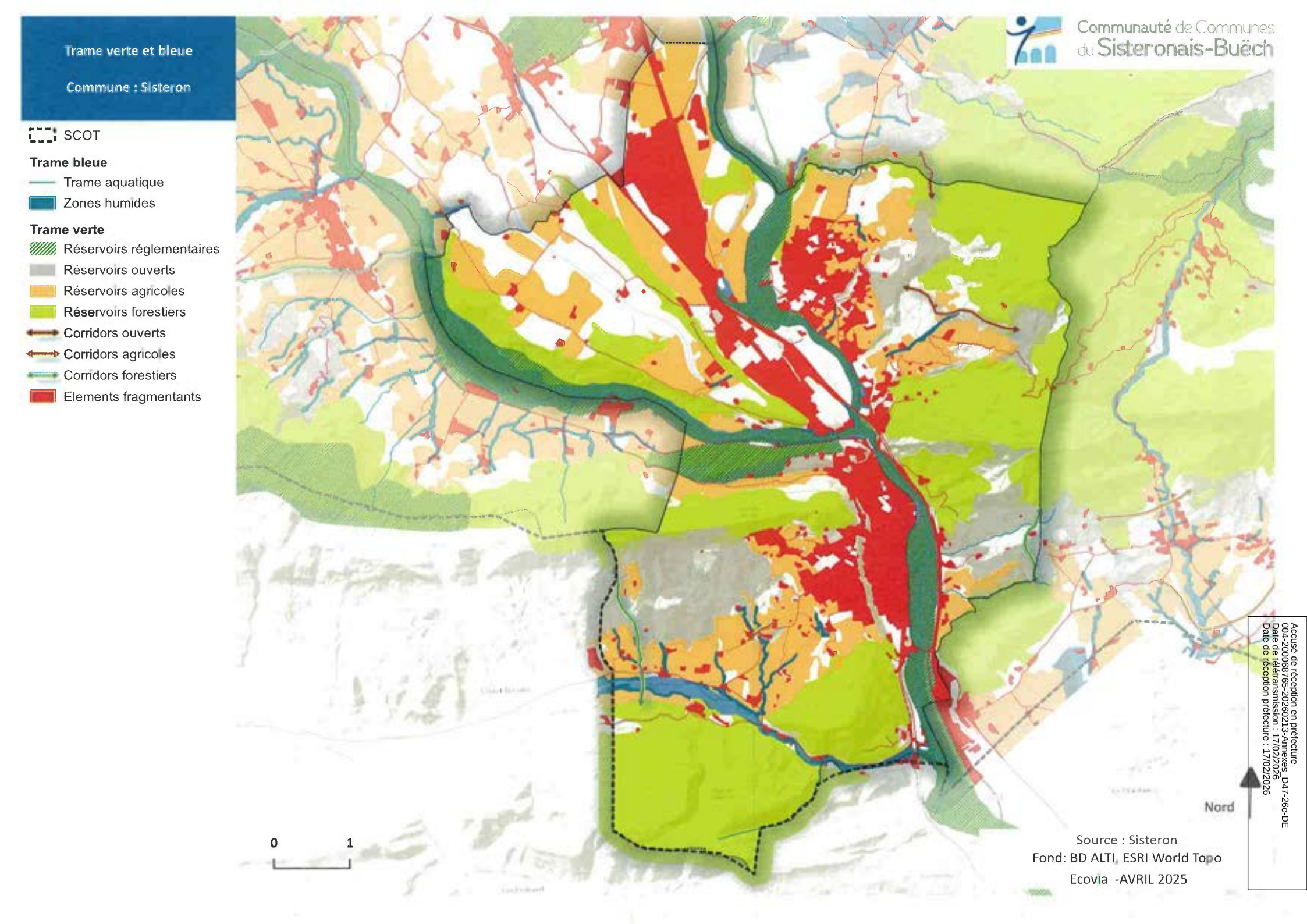


Source : Sigottier
Fond: BD ALTI, ESRI World Topo
Ecovia -AVRIL 2025

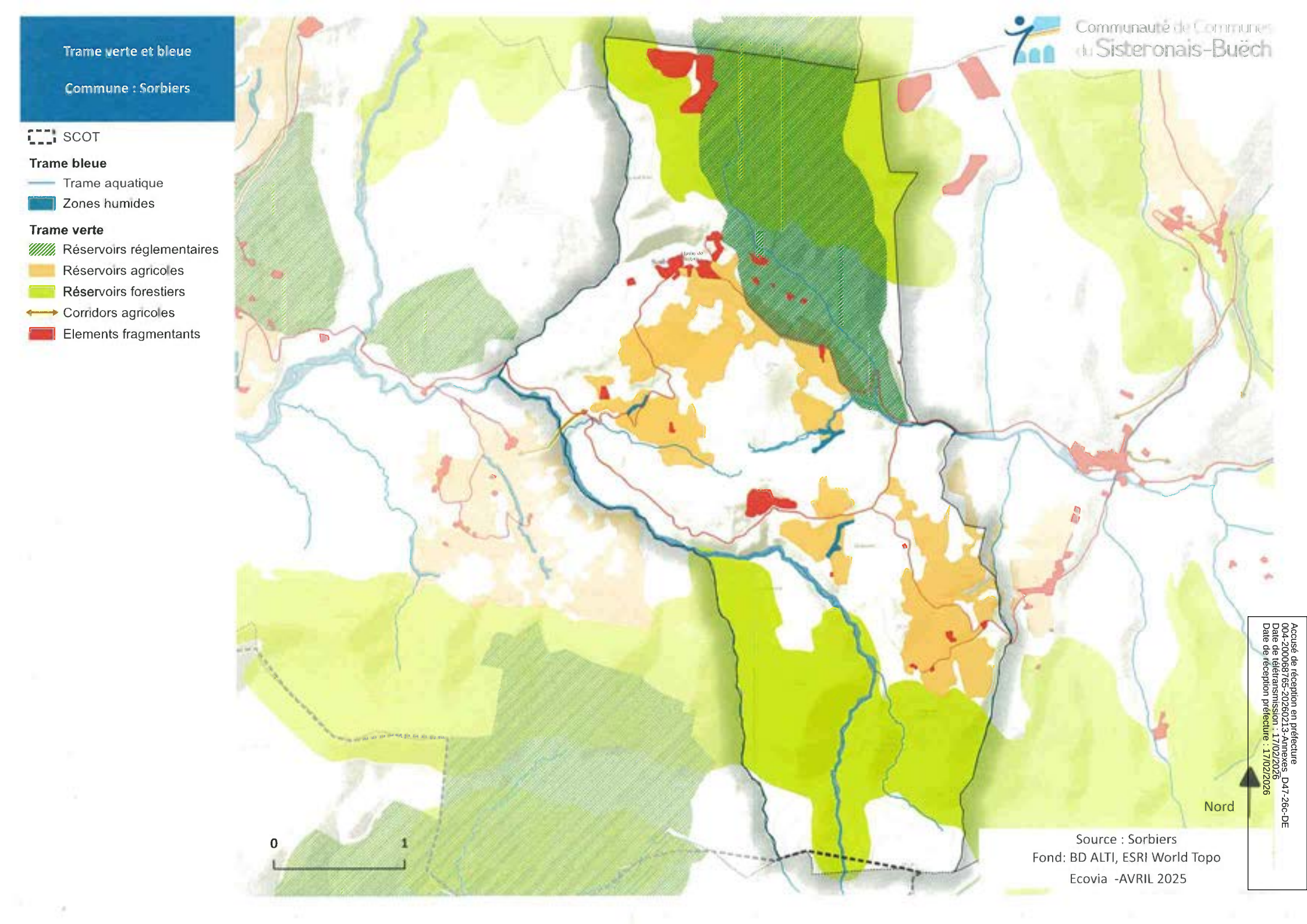
Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Trame verte et bleue

Commune : Thèze

SCOT

Trame bleue

Trame aquatique

Zones humides

Trame verte

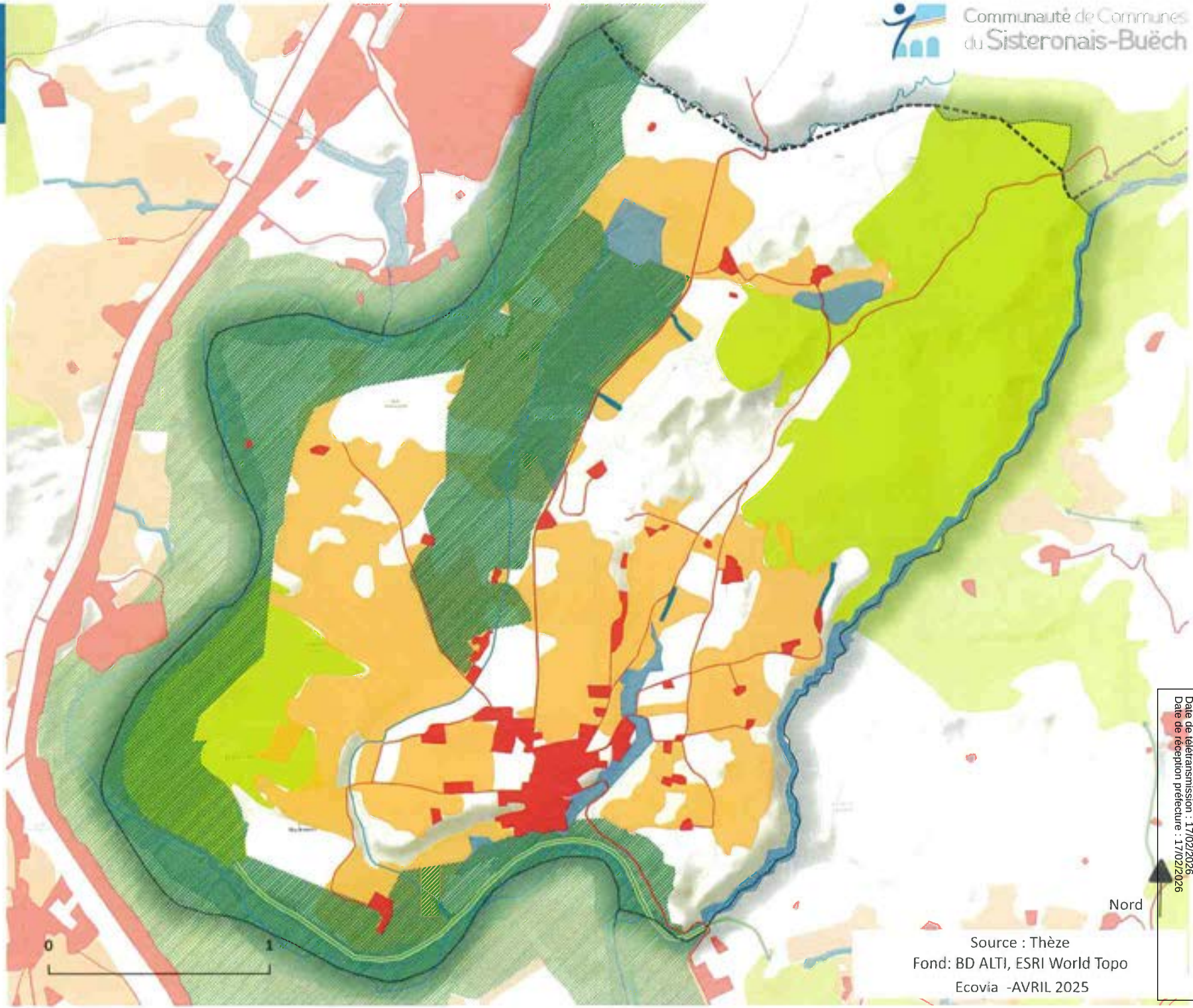
Réservoirs réglementaires

Réservoirs agricoles

Réservoirs forestiers

Corridors forestiers

Elements fragmentants



Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch

Source : Thèze

Fond: BD ALTI, ESRI World Topo

Ecovia -AVRIL 2025

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Trame verte et bleue

Commune : Trescléoux

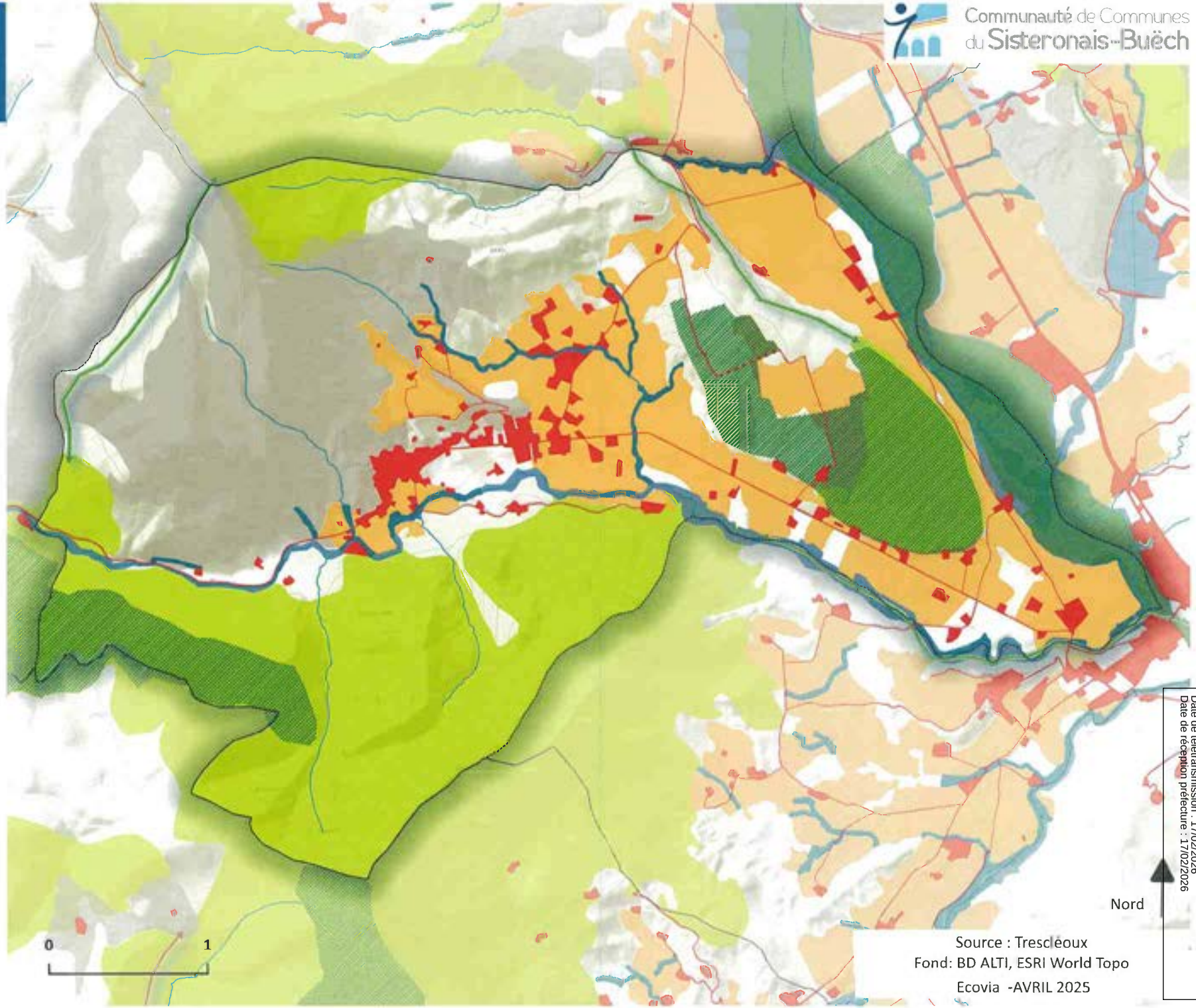
SCOT

Trame bleue

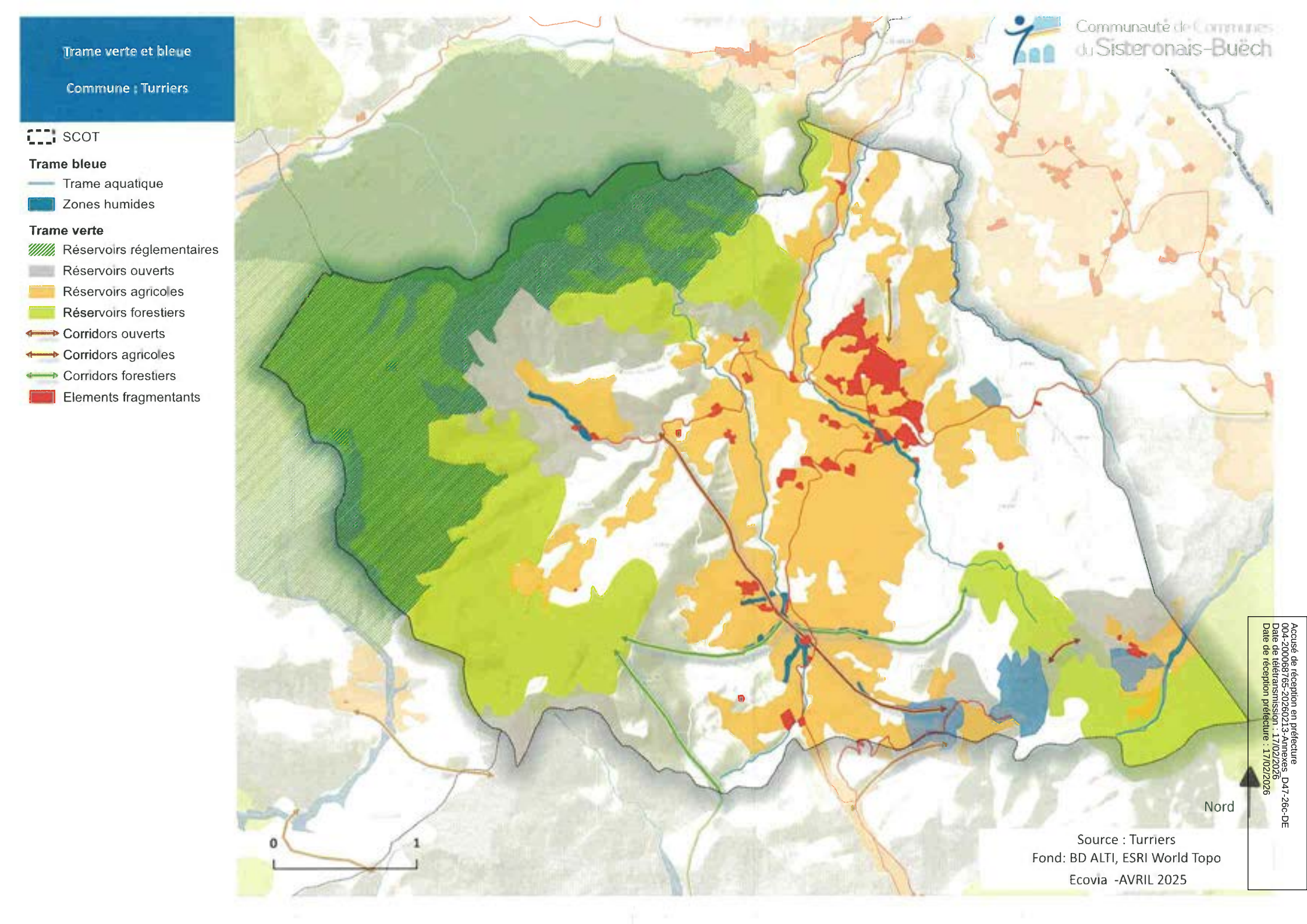
- Trame aquatique
- Zones humides

Trame verte

- Réservoirs réglementaires
- Réservoirs ouverts
- Réservoirs agricoles
- Réservoirs forestiers
- Corridors forestiers
- Elements fragmentants



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Trame verte et bleue

Commune : Upaix

Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch

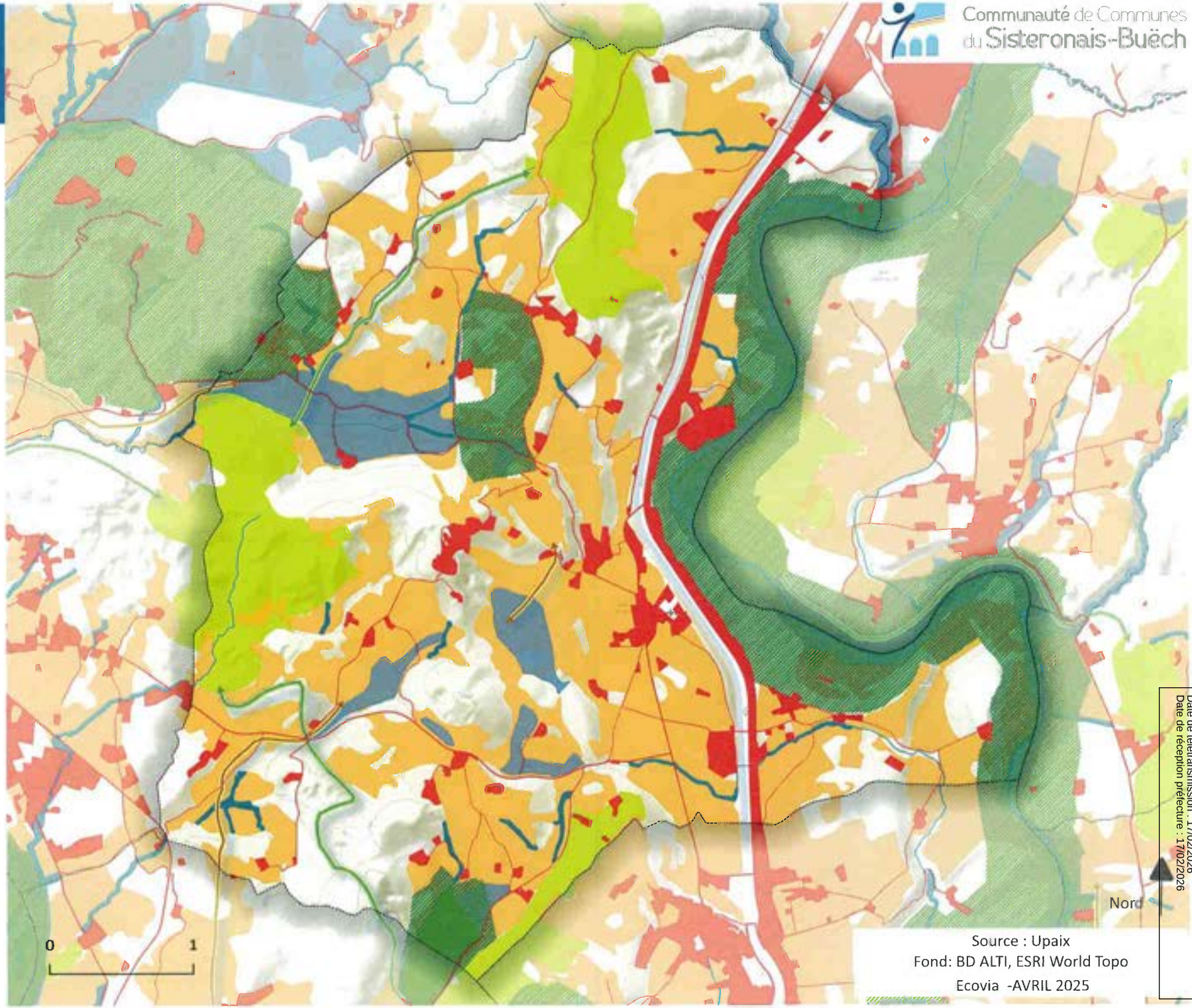
- SCOT

Trame bleue

- Trame aquatique
- Zones humides

Trame verte

- Réservoirs réglementaires
- Réservoirs agricoles
- Réservoirs forestiers
- Corridors agricoles
- Corridors forestiers
- Elements fragmentants



Source : Upaix
Fond: BD ALTI, ESRI World Topo
Ecovia -AVRIL 2025

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Trame verte et bleue

Commune : Val Buëch-Méouge

Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch

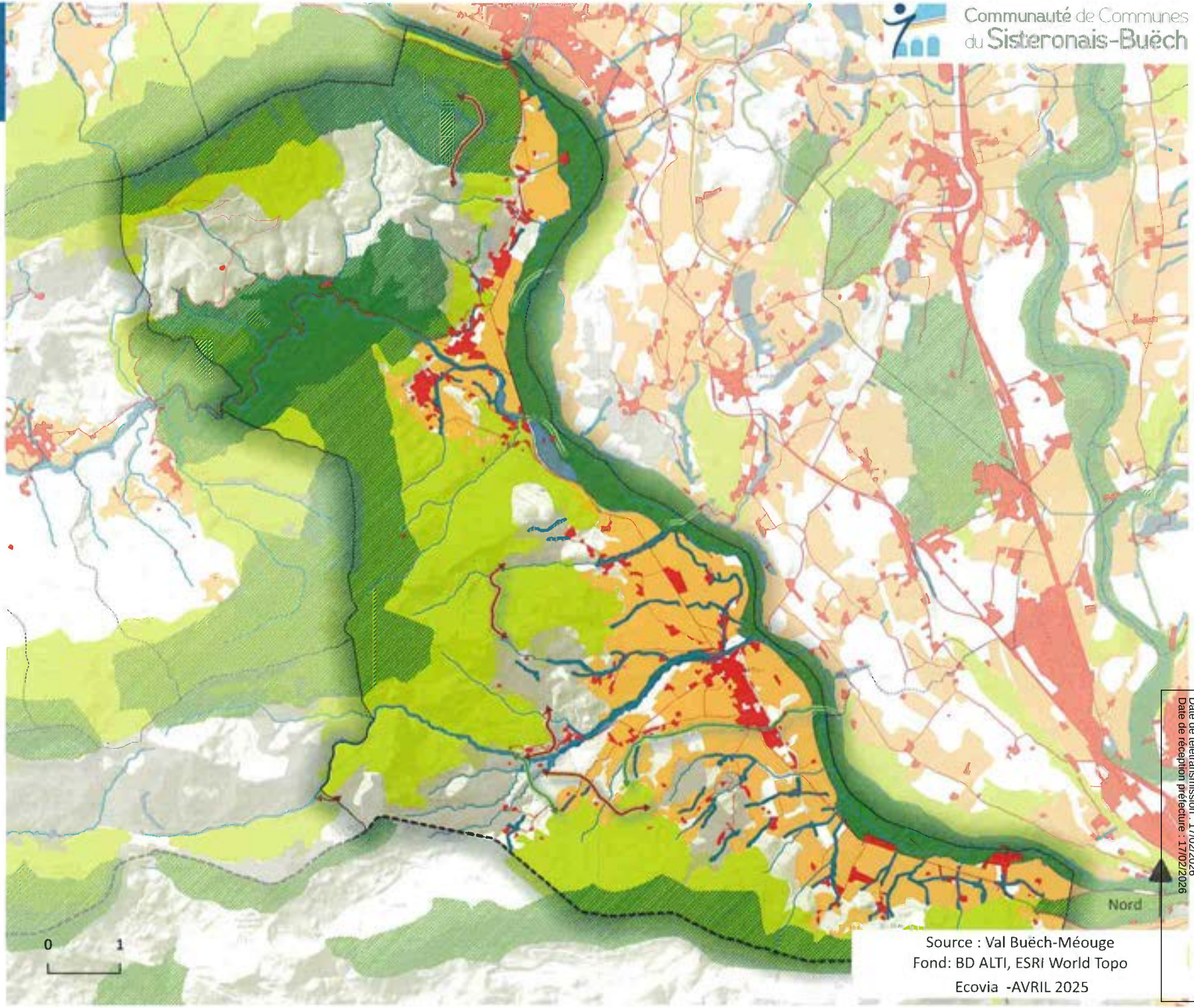
- SCOT

Trame bleue

- Trame aquatique
- Zones humides

Trame verte

- Réservoirs réglementaires
- Réservoirs ouverts
- Réservoirs agricoles
- Réservoirs forestiers
- Corridors ouverts
- Corridors forestiers
- Elements fragmentants



Source : Val Buëch-Méouge
Fond: BD ALTI, ESRI World Topo
Ecovia -AVRIL 2025

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Trame verte et bleue

Commune : Bruis



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Trame verte et bleue

Commune : Montmorin

Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch

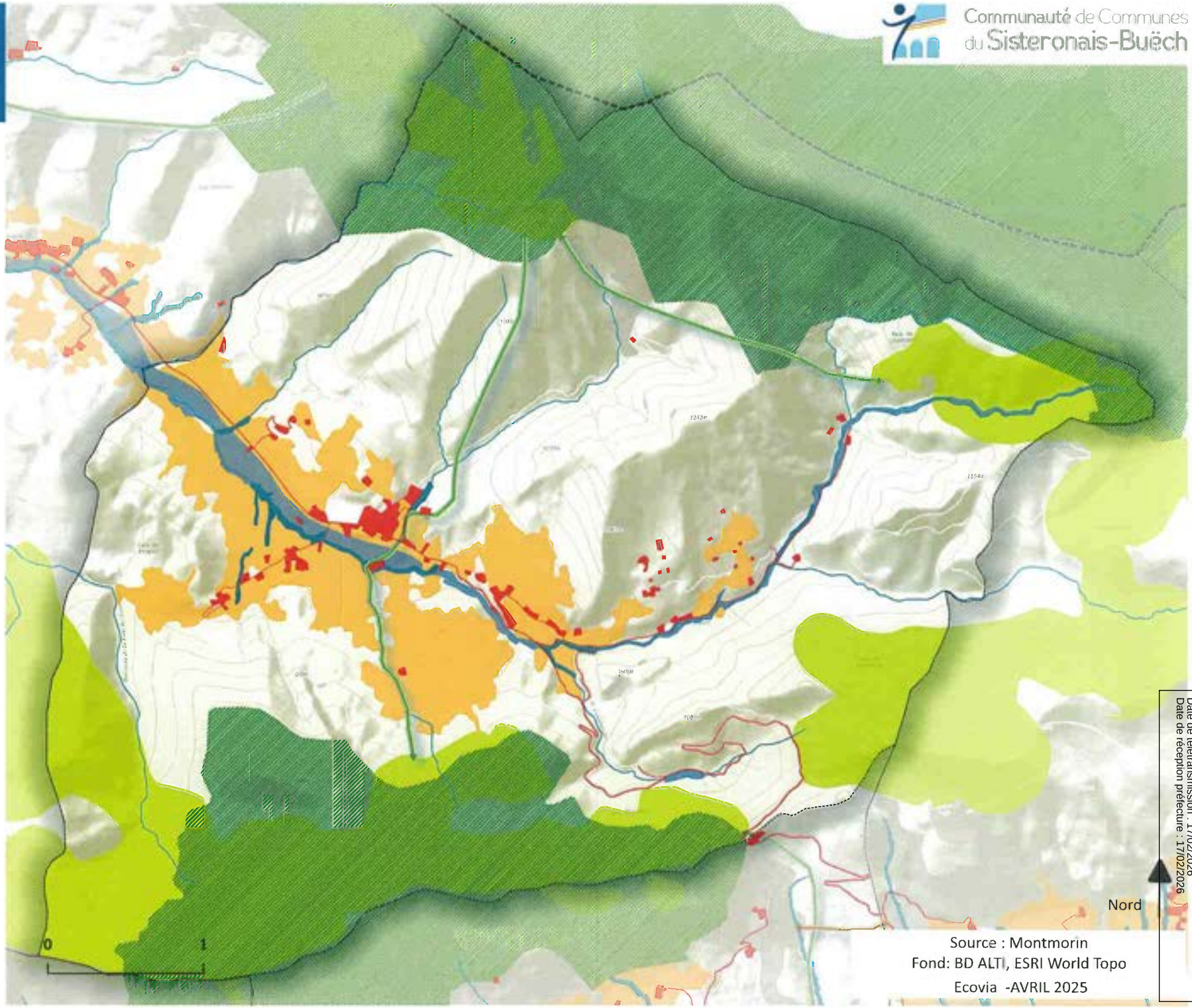
SCOT

Trame bleue

- Trame aquatique
- Zones humides

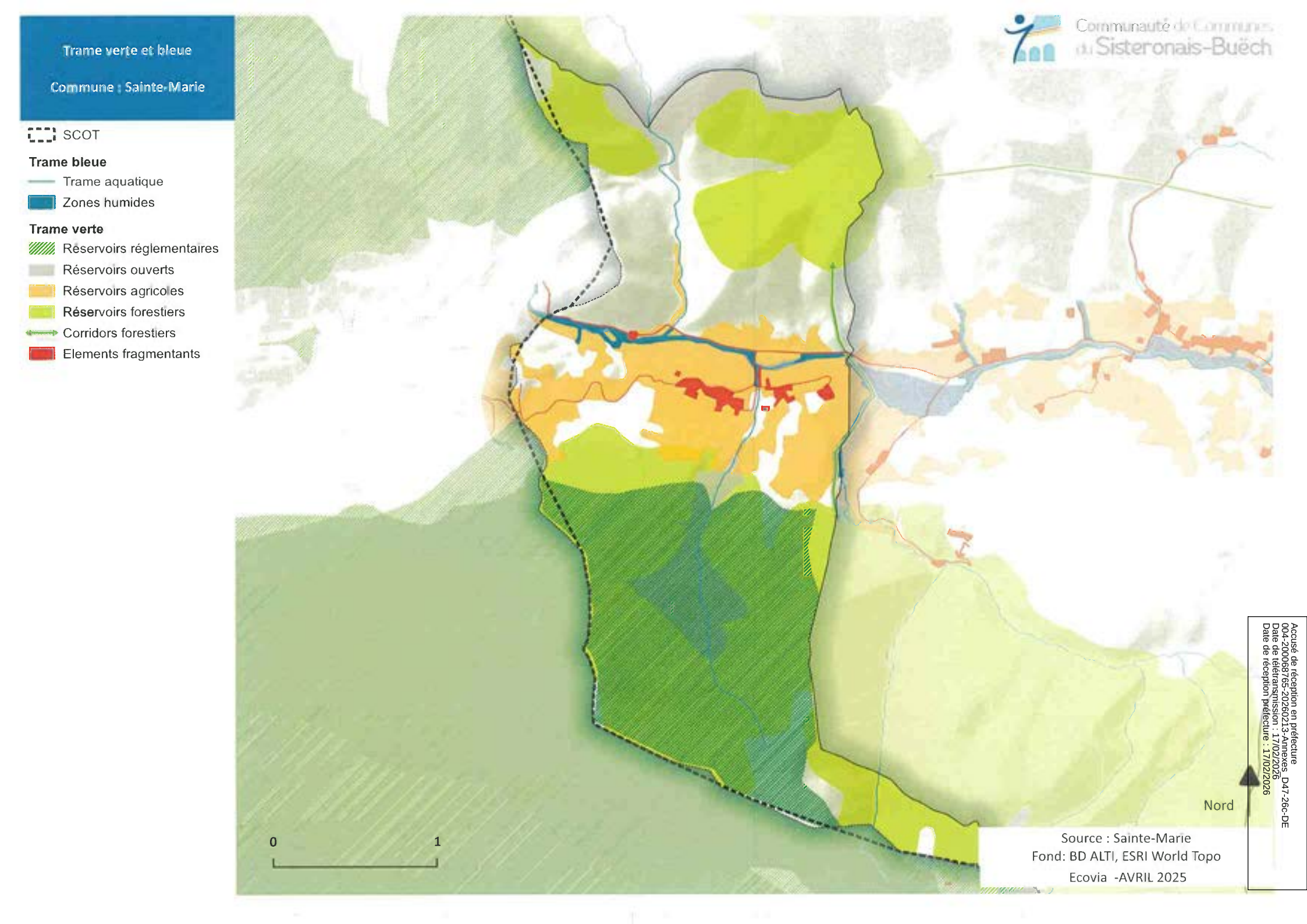
Trame verte

- Réservoirs réglementaires
- Réservoirs ouverts
- Réservoirs agricoles
- Réservoirs forestiers
- Corridors forestiers
- Elements fragmentants



Source : Montmorin
Fond: BD ALTI, ESRI World Topo
Ecovia -AVRIL 2025

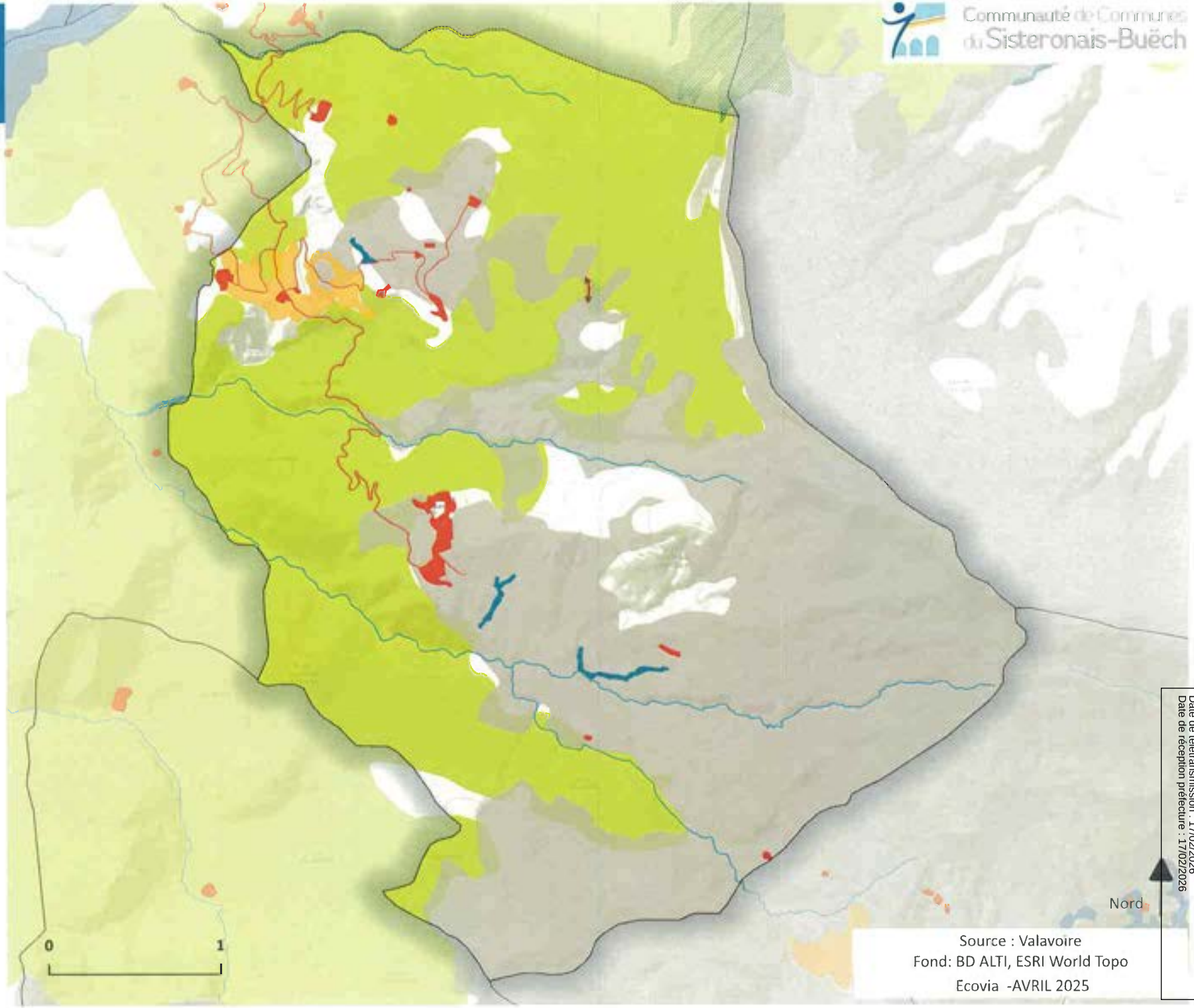
Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



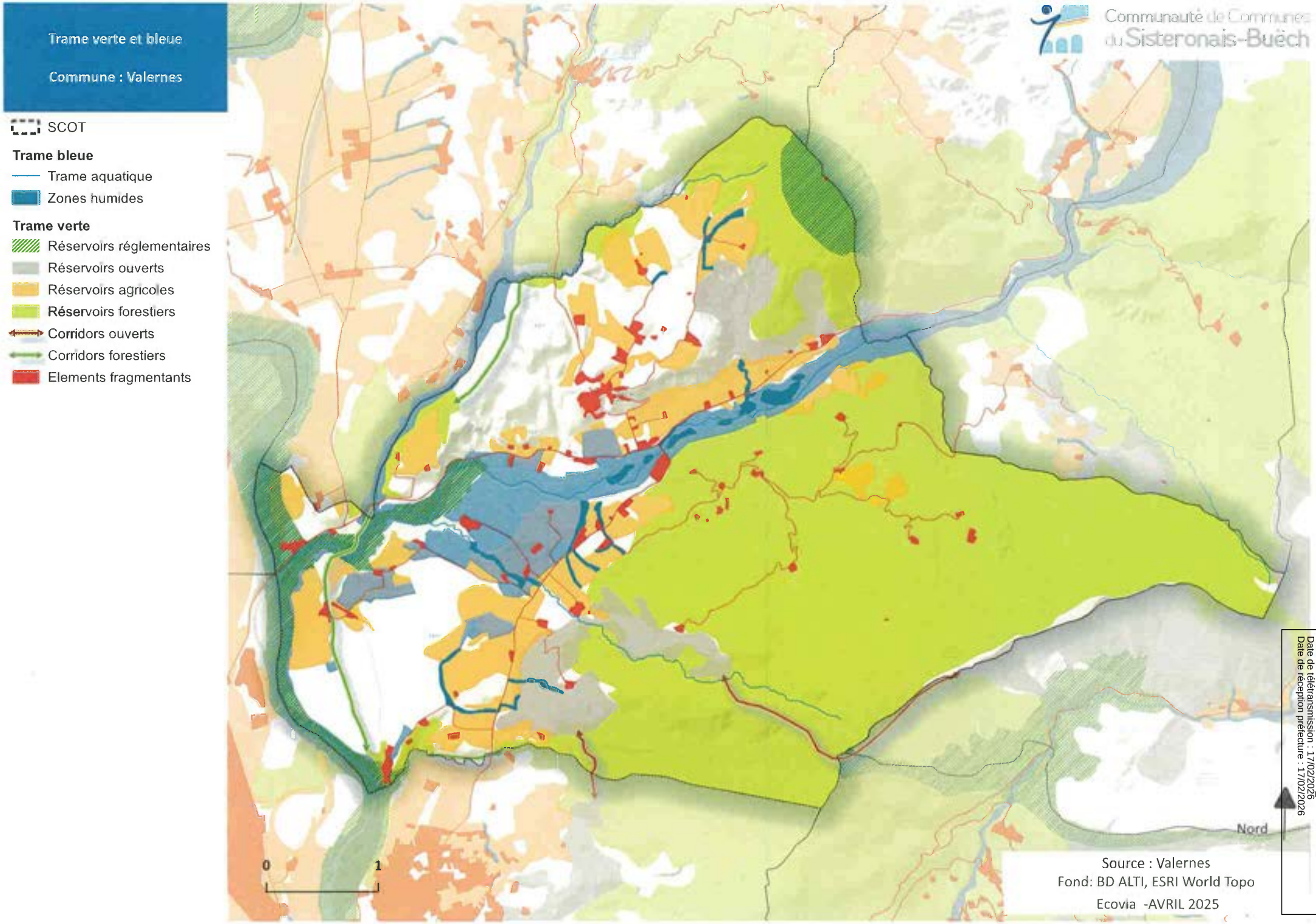
Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Trame verte et bleue

Commune : Valavoire



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Trame verte et bleue

Commune : Vaumeilh

Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch

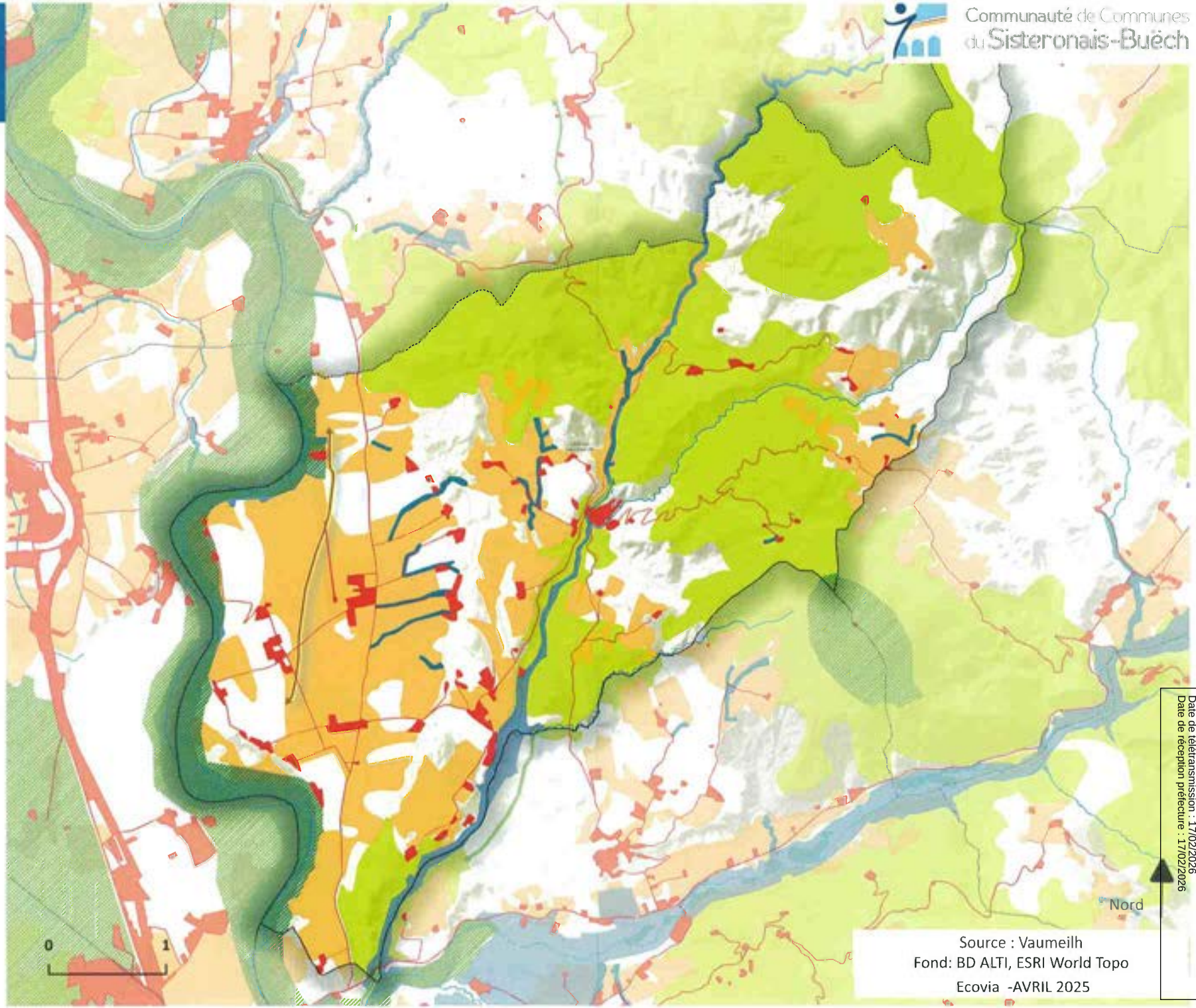
SCOT

Trame bleue

- Trame aquatique
- Zones humides

Trame verte

- Réservoirs réglementaires
- Réservoirs agricoles
- Réservoirs forestiers
- Corridors agricoles
- Corridors forestiers
- Elements fragmentants



Source : Vaumeilh
Fond: BD ALTI, ESRI World Topo
Ecovia -AVRIL 2025

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Trame verte et bleue

Commune : Ventavon

Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch

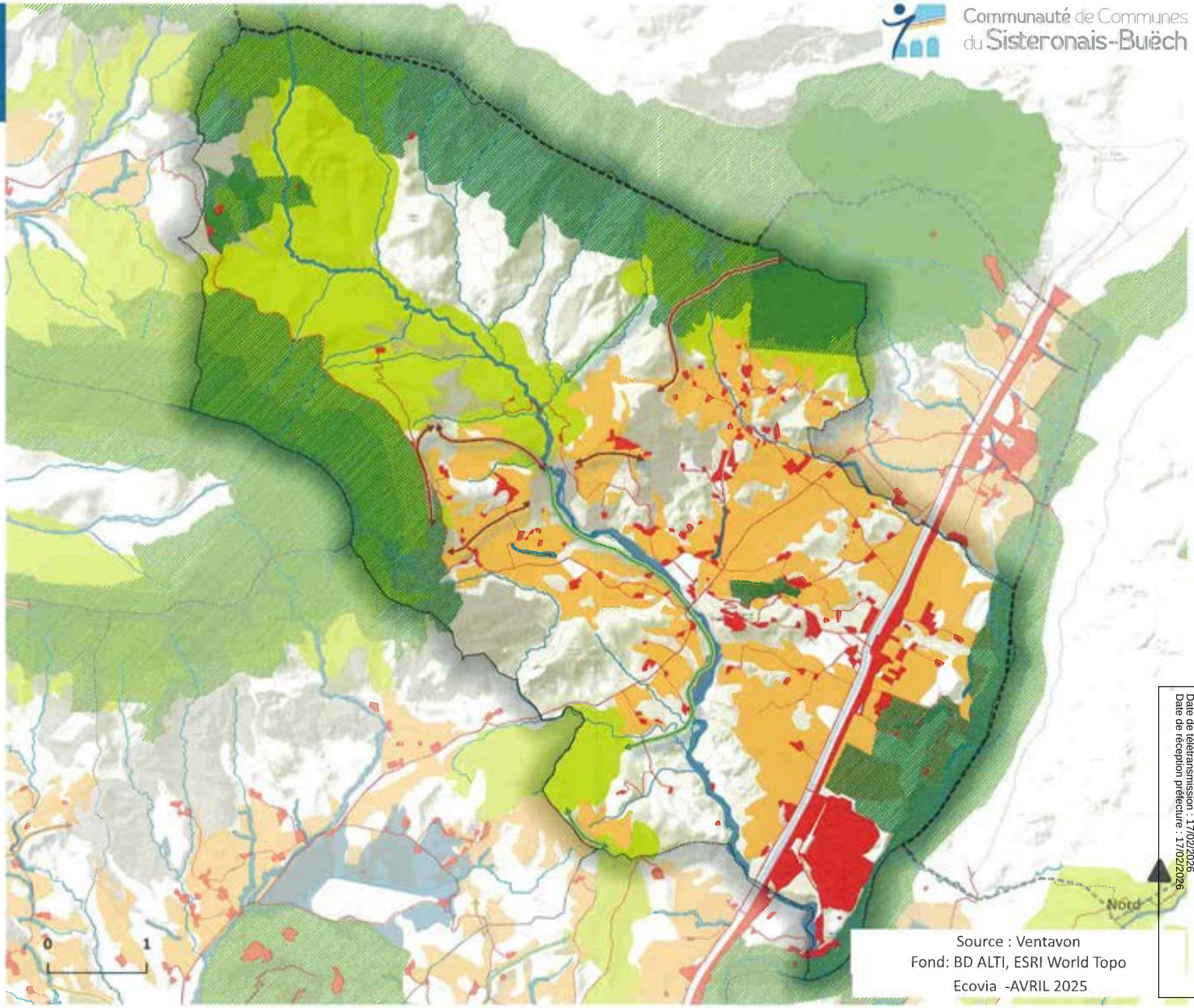
SCOT

Trame bleue

- Trame aquatique
- Zones humides

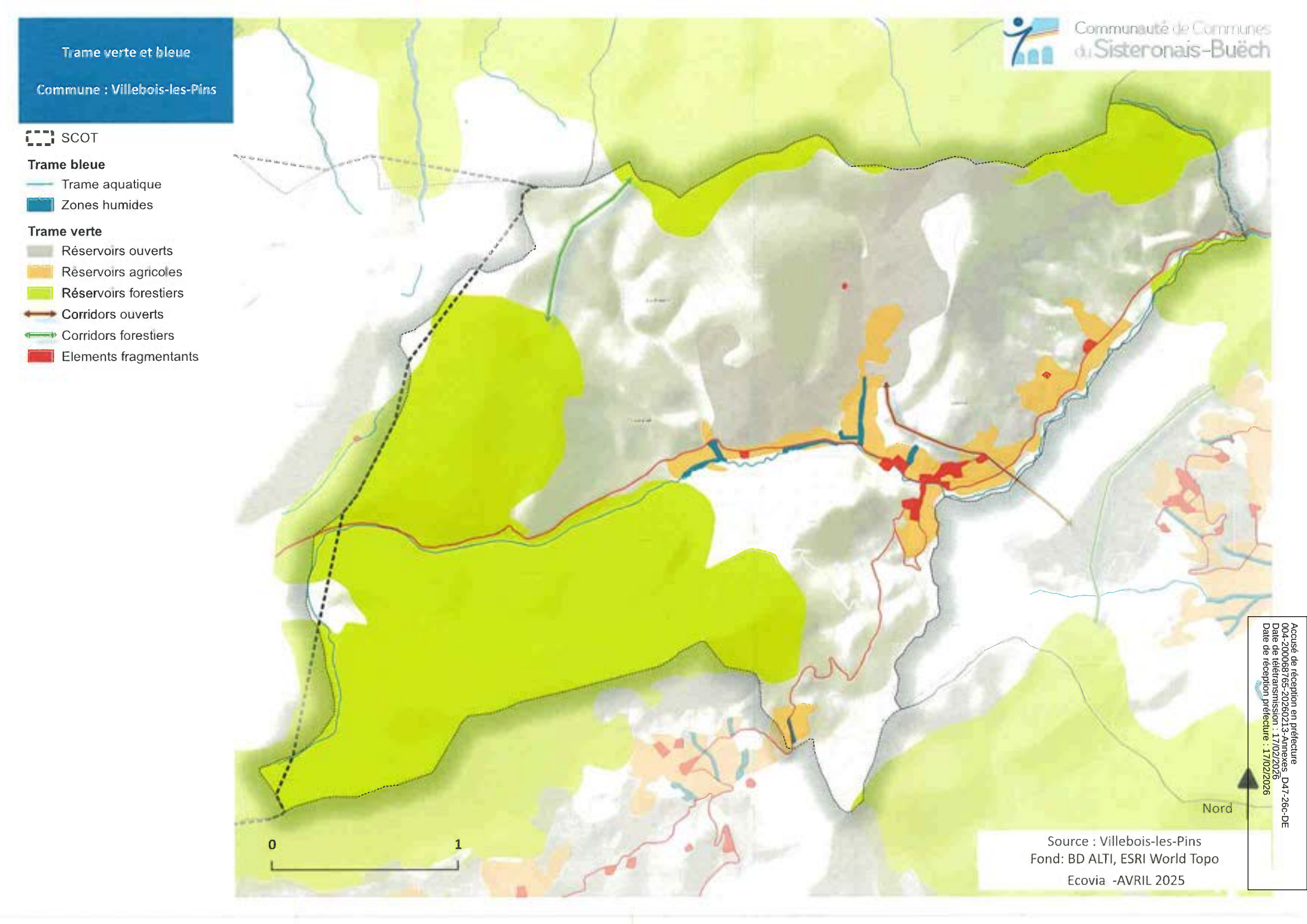
Trame verte

- Réservoirs réglementaires
- Réservoirs ouverts
- Réservoirs agricoles
- Réservoirs forestiers
- Corridors ouverts
- Corridors forestiers
- Elements fragmentants



Source : Ventavon
Fond: BD ALTI, ESRI World Topo
Ecovia -AVRIL 2025

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

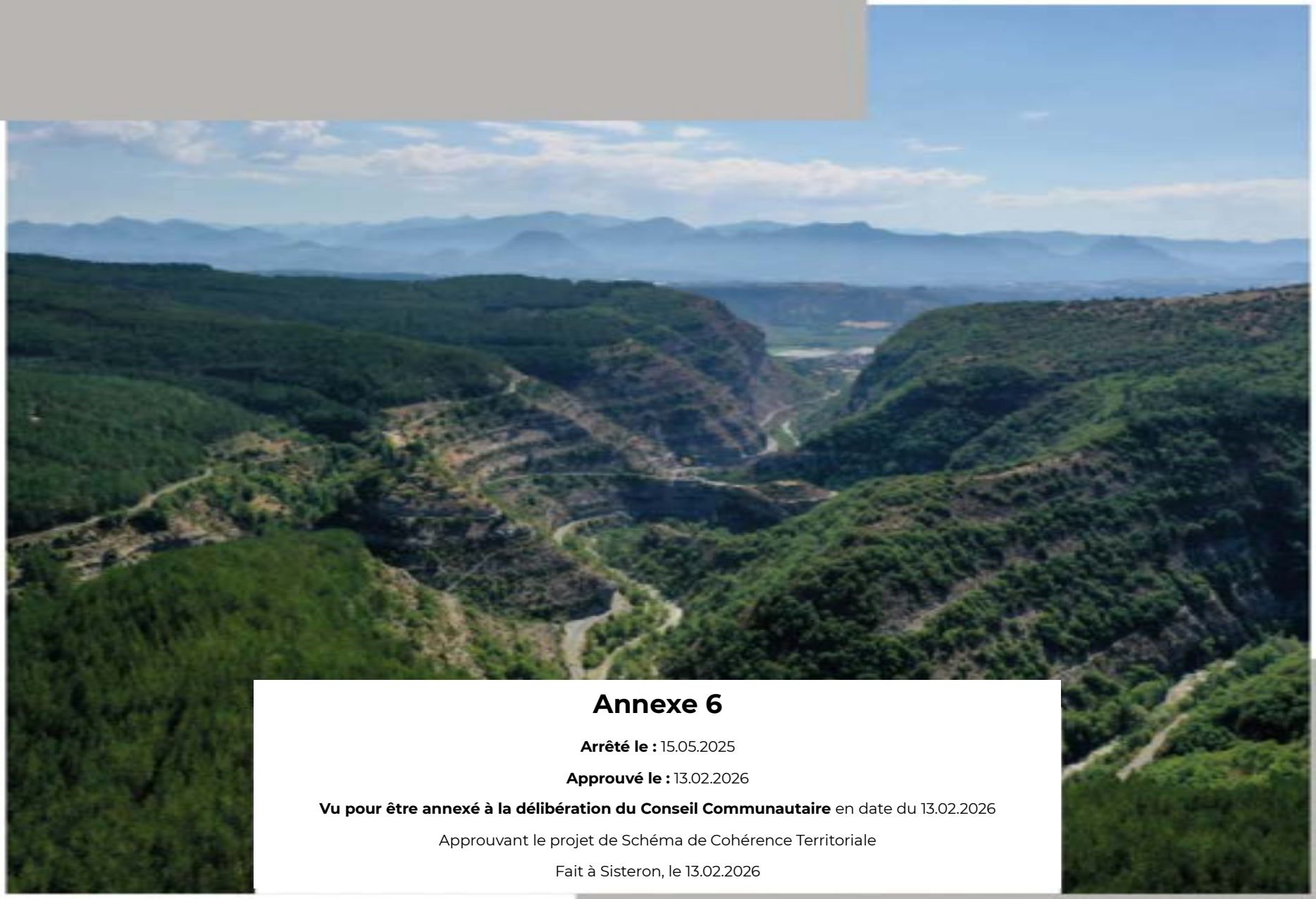


Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26c-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Indicateurs de suivi

Communauté de communes du Sisteronais-Buëch



Annexe 6

Arrêté le : 15.05.2025

Approuvé le : 13.02.2026

Vu pour être annexé à la délibération du Conseil Communautaire en date du 13.02.2026

Approuvant le projet de Schéma de Cohérence Territoriale

Fait à Sisteron, le 13.02.2026

SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE DU SISTERONAIS-BUËCH

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Indicateurs d'évaluation environnementale et de suivi du SCoT

Cadre réglementaire

Article L. 143-28 du Code de l'Urbanisme :

« Six ans au plus après la délibération portant approbation du schéma de cohérence territoriale, la dernière délibération portant révision complète de ce schéma, ou la délibération ayant décidé son maintien en vigueur en application du présent article, l'établissement public prévu à l'article L. 143-16 procède à une analyse des résultats de l'application du schéma, notamment en matière d'environnement, de transports et de déplacements, de maîtrise de la consommation de l'espace, de réduction du rythme de l'artificialisation des sols, d'implantations commerciales et, en zone de montagne, de réhabilitation de l'immobilier de loisir et d'unités touristiques nouvelles structurantes.

Cette analyse est communiquée au public, à l'autorité administrative compétente de l'Etat, et à l'autorité administrative compétente en matière d'environnement, mentionnée à l'article L. 104-6. Sur la base de cette analyse et, le cas échéant, du débat mentionné au troisième alinéa, l'établissement public prévu à l'article L. 143-16 délibère sur le maintien en vigueur du schéma de cohérence territoriale ou sur sa révision.

Lorsque le périmètre du schéma de cohérence territoriale est identique à celui d'un plan local d'urbanisme intercommunal, cette analyse comprend, en outre, un examen de l'opportunité d'élargir le périmètre du schéma, en lien avec les territoires limitrophes. L'organe délibérant de l'établissement public prévu à l'article L. 143-16 débat alors spécifiquement sur l'évolution du périmètre du schéma avant de décider du maintien en vigueur du schéma ou de sa révision.

A défaut d'une telle délibération, le schéma de cohérence territoriale est caduc. »

*L'**article 3 alinéa I - 10°, de la loi n°2025-1129 du 26 novembre 2025 de simplification du droit de l'urbanisme et du logement, reporte l'échéance d'analyse des résultats de l'application du SCoT qui donne lieu à une délibération à dix ans (au lieu de six ans) et supprime la caducité du SCoT qui n'a pas fait l'objet d'une délibération à la suite de l'analyse de ses résultats**.*

*Ces dispositions étant, **d'application immédiate**, le SCoT intègre ces dispositions.*

Article R.104-18, 6° du Code de l'Urbanisme :

« Les documents d'urbanisme mentionnés à la section 1 qui ne comportent pas de rapport de présentation en application d'autres dispositions sont accompagnés d'un rapport environnemental comprenant : […]

6° La définition des critères, indicateurs et modalités retenus pour suivre les effets du document sur l'environnement afin d'identifier, notamment, à un stade précoce,



PROJET

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées ; »

Définition des indicateurs et modalités de suivi

Un indicateur est un moyen de mesurer les résultats obtenus par rapport aux résultats prévus ou escomptés, sur le plan de la qualité et de la quantité. C'est une statistique quantitative ou qualitative qui fournit un moyen fiable et simple de mesurer les progrès ainsi que les changements liés à une intervention. Ce travail consiste à compiler ou calculer les indicateurs, les interpréter et d'apporter des propositions éventuelles de mesures correctrices.

Il existe deux types d'indicateurs :

- Ceux destinés à suivre les effets du document sur l'environnement afin d'identifier, notamment, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, les incohérences, erreurs d'appréciations ou d'intégrer des évolutions de projections ;
- Ceux destinés à analyser les résultats de l'application du SCoT, notamment en matière d'environnement, de transports et de déplacements, de maîtrise de la consommation de l'espace, de réduction du rythme de l'artificialisation des sols, d'implantations commerciales et, en zone de montagne, de réhabilitation de l'immobilier de loisir et d'unités touristiques nouvelles structurantes.

Les indicateurs de suivi figurent dans les annexes du SCoT.

Le suivi du SCoT sera réalisé au plus tard six ans après la délibération approuvant le SCoT. Ce travail permet de tirer le bilan de l'application du document d'urbanisme et de s'interroger sur l'opportunité de le réviser ou de le faire évoluer.

Le choix des critères et indicateurs retenus est réalisé en fonction des exigences réglementaires ainsi que des ambitions et orientations du SCoT inscrites au sein du PAS et du DOO. Leur capacité à être renseigner, à permettre un suivi et une évaluation et à être facilement appréhendable a été le moteur de leur sélection.



PROJET

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Les indicateurs de suivi par axes

	INDICATEUR	PERIODICITE	SOURCE DE LA DONNEE	RESSOURCE
AXE 1 : AFFIRMER UNE IDENTITE RURALE DYNAMIQUE				
A - Adapter les formes bâties et formes urbaines aux besoins actuels et à venir	*Objectif 1 : Développer une politique d'habitat en adéquation avec les besoins*			
	Evolution du nombre de logements locatifs	6 ans / 10 ans	FILOCOM-INSEE, ADIL	
	Qualification des nouveaux arrivants (taille de ménage, âge, indice de jeunesse…)	6 ans/ 10 ans	INSEE	
	Evolution de la typologie des logements construits	6 ans/ 10 ans	INSEE, EPCI, Communes	
	Nombre de logements adaptés aux séniors	6 ans/ 10 ans	INSEE, EPCI, Communes	
	Objectif 2 : Rendre le territoire attractif pour les jeunes			
	Indice de concentration de jeunesse	6 ans/ 10 ans	INSEE	
	Evolution du nombre de logements locatifs permanents et temporaires de court/moyen terme (mois/année)	6 ans/ 10 ans	EPCI, Communes, FILOCOM-INSEE	
	Nombre de logements abordables construits	6 ans/ 10 ans	EPCI, Communes, FILOCOM-INSEE	
	Taux d'équipements et services à destination des jeunes	6 ans/ 10 ans	EPCI, Communes, FILOCOM-INSEE	
B - Maintenir et préserver les paysages et espaces naturels,	*Objectif 1 : Préserver les paysages*			
	Observatoire photographique des villages et paysages du Sisteronais-Buëch	6 ans/ 10 ans	PNR des Baronnies provençales, EPCI, DDT, CAUE, communes	

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

agricoles et forestiers de la CCSB	Analyse de la qualité des entrées de ville	6 ans/ 10 ans	EPCI, CAUE, UDAP, Architectes et paysagistes conseil des DDT, communes
	Niveau et modalités de prise en compte du paysage dans les documents d'urbanisme locaux	6 ans / 10 ans	EPCI, CAUE, communes
	Objectif 2 : Renforcer et reconstruire les continuités écologiques		
	Niveau de prise en compte et d'intégration du végétal et de la biodiversité dans les documents d'urbanisme locaux	6 ans/ 10 ans	Communes, PNR des Baronnies provençales, Associations, Syndicats de rivières
	Objectif 3 : Intégrer la trame verte et bleue localement		
	Traduction des corridors écologiques à l'échelle des documents d'urbanisme locaux	6 ans/ 10 ans	Comparaison de l'Atlas TVB du Scot et traduction en zonage dans les documents d'urbanisme locaux
	Linéaire de haies identifiés et protégés des documents d'urbanisme locaux	3 ans	Zonages des documents d'urbanisme locaux
	Surface totale des zones humides	3 ans	SAGE du territoire
	Parts et évolutions des espaces protégés ou inventoriés	6 ans/ 10 ans	DREAL, DDT
	Linéaire de ripisylves protégées des documents d'urbanisme locaux	3 ans	Comparaison de l'Atlas TVB du Scot et traduction en zonage dans documents d'urbanisme locaux
C - Poursuivre la revitalisation des centres-villes et centres-villages et la	*Objectif 1 : Réduire l'artificialisation des sols*		
	Superficie des espaces agricoles et naturels consommés (période 2021-2031) Superficie des espaces agricoles et naturels artificialisés (période 2031- 2045)	3 ans	Mode d'Occupation des sols (MOS), Autorisations d'urbanisme, OCSGE, INSEE

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

valorisation du patrimoine bâti	*Objectif 2 : Renforcer l'attractivité des centres-villes et centres-bourgs en développant des démarches transversales*			
	Logements construits au sein des enveloppes urbaines- Stratégie foncière — nombre d'opérations de rénovations urbaines	Tous les ans	EPCI, Communes, Autorisations d'urbanisme	
	Evolution du nombre de logements vacants	6 ans/ 10 ans	Etude CCSB, outils de données Zéro Logements Vacants, FILOCOM-INSEE, Communes, EPCI	
AXE 2 : SOUTENIR UNE ECONOMIE RESPONSABLE				
LE DAACL	*A – Lutter contre l'évasion commerciale en périphérie*			
	Création de locaux commerciaux et d'établissements commerciaux	Tous les ans	Autorisations d'urbanisme, CDAC, Chambres consulaires, EPCI, communes	
	Centralités et SIP définis dans les PLU	3 ans	EPCI, Communes	Outil de suivi à créer
	Nombre de commerces dans les centralités commerciales définis dans le DAACL	3 ans	EPCI, Communes	
	Mobilisation des surfaces disponibles dans les ZAE actuelles	3 ans	EPCI, Communes	
	B – Proposer une offre commerciale pour tous			
	Qualité des aménagements des centralités et des SIP dans les documents d'urbanisme	6 ans/ 10 ans	EPCI, Communes	
	Linéaires de modes actifs crées	3 ans	EPCI, Communes, Départements	Plan vélo
	C – Anticiper les nouvelles pratiques commerciales			
	Nombre d'entrepôts / logistique	Tous les ans	Autorisations d'urbanisme	
	Nombre d'exploitations agricoles en circuit-courts ou lieux de vente (drive-fermiers, etc.)	3 ans	Communes, Chambres consulaires	
	Développement du commerce ambulant ou temporaire	3 ans	Communes, Chambres consulaires	

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

A – Consolider les pôles économiques existants	*Objectif 1 : Conforter la dynamique des zones d'activités économiques*			
	Inventaire des ZAE communautaires	6 ans	EPCI, Communes	Inventaire des ZAE
	Qualité paysagère et environnementale des ZAE dans les documents d'urbanisme locaux	6 ans/ 10 ans	EPCI, Communes, Autorisations d'urbanisme, ENEDIS	
	Opération de requalification des SIP	6 ans/ 10 ans	EPCI, Communes	
	Mobilités domicile- secteurs d'emplois / part modale des actifs	3 ans	INSEE, Région, CEREMA	
	Objectif 2 : Conforter la dynamique des autres filières économiques			
	Poids de l'activité- Nombre d'emplois dans l'agriculture	6 ans/ 10 ans	AGRESTE, INSEE, Chambre d'agriculture	
	Poids de l'activité- Nombre d'exploitations agricoles	6 ans/ 10 ans	AGRESTE, INSEE, Chambre d'agriculture	
	Evolution des surfaces agricoles – Superficie de la SAU (ha.) et perte de surfaces agricoles par type de production (ha.)	6 ans/ 10 ans	AGRESTE, INSEE, Chambre d'agriculture	
B – Faciliter l'activité économique dans les centres-villages et centres-villes	*Objectif 1 : Revitaliser les bourgs et favoriser le maintien et le développement de l'offre commerciale et artisanale dans les centres-bourgs et centres-villes*			
	Centralités définies dans les documents d'urbanisme locaux	6 ans/ 10 ans	EPCI, Communes	
	Outils et Règles de mixité fonctionnelle dans les documents d'urbanisme locaux	6 ans/ 10 ans	EPCI, Communes	
C – Développer une stratégie touristique à l'échelle de la CCSB	*Objectif 1 : Développer les mobilités durables adaptées aux flux saisonniers et touristiques*			
	Aménagements et itinéraires cyclables réalisés ou en projet	6 ans/ 10 ans	EPCI, Communes, Départements, Régions	
	Objectif 2 : Concilier la fréquentation touristique et la préservation des milieux et des paysages			
	Nombre de sites concernés par des mesures de protection de l'environnement	6 ans/ 10 ans	EPCI, ONF, Natura 2000, PNR des Baronnies provençales, DREAL, CEN	
	Actions ou mesures mises en place pour la prévention, sensibilisation, information ou participation	6 ans/ 10 ans	EPCI, Communes, PNR des Baronnies provençales, Office de tourisme, CEN	

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

	Qualité des aménagements réalisés liés aux activités sportives et de pleine nature	6 ans/ 10 ans	EPCI, Communes, PNR des Baronnies provençales, Office de tourisme
	Mobilités touristiques	6 ans/ 10 ans	EPCI, Communes
	Objectif 3 : Conférer au territoire une fonction de destination touristique		
	Fréquentation touristique sur le territoire	Tous les ans	EPCI, Office de tourisme
	Nombre d'hébergements touristiques sur le territoire	Tous les ans	EPCI, Office de tourisme
	Nombre d'aménagements et d'équipements touristiques structurants créés	6 ans/ 10 ans	EPCI, Office de tourisme, communes
	Evolution de l'offre touristique	6 ans/ 10 ans	EPCI, Office de tourisme
AXE 3 : RENFORCER LA SOLIDARITE TERRITORIALE			
A – AFFIRMER LE RÔLE DE CHAQUE COMMUNE AU SEIN DE L'ARMATURE ET RENFORCER LES LIENS ENTRE COMMUNES	*Objectif 1 : Assurer un développement équilibré au sein de l'armature territoriale*		
	Projections démographiques et des besoins en logements	3 ans	INSEE, URSSAF, communes (PLU)
	Logements produits par polarité de l'armature	Tous les ans	Autorisations d'urbanisme, SITADEL, INSEE
	Objectif 2 : Accompagner et organiser la production qualitative des logements		
	Densités de logements par hectares inscrites dans les documents d'urbanisme locaux	3 ans	EPCI, Communes
B – METTRE EN RESEAU LES SERVICES ET LES EQUIPEMENTS	*Objectif 1 : Renforcer l'attractivité du territoire dans le domaine du numérique, de la culture et de l'innovation*		
	Equipements, services et actions mis en place	6 ans/ 10 ans	EPCI, Communes
	Objectif 2 : Développer l'offre de santé en créant des structures de proximité		
	Développement ou maintien des équipements et services de santé par polarités	6 ans/ 10 ans	EPCI, Communes, ARS
C – RENFORCER LES LIENS SUR LE TERRITOIRE	*Objectif 1 : Faciliter les déplacements alternatifs à la voiture*		
	Linéaires de voies piétonnes et cyclables crées	6 ans / 10 ans	EPCI, Communes, Départements

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

	Equipements et aménagements créés (stationnements cycles, bornes de recharge…)	6 ans / 10 ans	EPCI, Communes, Syndicat d'électricité, opérateurs privés, Régions, DDT	
	Objectif 2 : Améliorer et renforcer les infrastructures de transports structurantes existantes sur le territoire			
	Evolution de la fréquentation et du nombre de voyageurs sur les lignes ferroviaires	Tous les ans	Géofer, SNCF, Régions	Contrat COM
	Opérations d'aménagements et actions liées aux mobilités (aires de covoiturage, pôles multimodaux)	3 ans	EPCI, Départements, Régions	
	Nombre de trains desservant les gares	Tous les ans	Géofer, SNCF, Régions	
AXE 4 : ENGAGER UNE TRANSITION SOBRE				
A – AMELIORER LA QUALITE ENVIRONEMENTALE ET ECOLOGIQUE DES AMENAGEMENTS ET DES CONSTRUCTIONS	*Objectif 1 : Améliorer les performances énergétiques et environnementales du parc bâti*			
	Nombre de rénovations ayant mobilisées d'aides liées à la rénovation énergétique	3 ans	EPCI, SPRH, ANAH	
	Orientations et règlements des documents d'urbanisme	Tous les ans	EPCI, Communes	
	Objectif 2 : Réduire l'exposition des zones d'habitation aux risques naturels et technologiques			
	Règlements des PLU	Tous les ans	EPCI, Communes	
	Zones d'expansion des crues (ZEC)	6 ans / 10 ans	DDT, Syndicats de rivières	
	Localisation des nouvelles habitations dans les zones à risques	3 ans	EPCI, Communes, DDT	
	Suivi des études de risques et d'aléa (dont PPRN, PPRi, PPRT)	6 ans/ 10 ans	DDT, Syndicats de rivières	
	Suivi des arrêtés de catastrophes naturelles, des arrêtés de restriction d'eau	Tous les ans	Communes, Préfectures, Données GASPAR, Géorisques	
	Exposition des nouvelles opérations d'aménagements et d'habitat aux nuisances sonores	3 ans	Communes, DREAL, Départements	
	Objectif 3 : Définir des règles spécifiques pour les nouvelles constructions en zone de montagne			
	Suivi des enveloppes urbaines définies dans les documents d'urbanisme locaux	Tous les ans	EPCI, Communes	
	Surface de zones U et AU localisés en site Natura 2000	3 ans	Géoportail de l'urbanisme, INPN	

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

B – AFFIRMER LE ROLE DE L'AGRICULTURE ET DE LA SYLVICULTURE DANS LA TRANSITION DU TERRITOIRE	*Objectif 1 : Dessiner un paysage alimentaire à l'échelle du territoire*		
	Labellisation des productions agricoles	3 ans	INAO, Chambres d'agriculture
	Objectif 2 : Reconnaître le rôle de la filière-bois dans le développement du territoire		
	Nombre d'emplois liés à la filière forestière sur le territoire	3 ans	INSEE, Association des communes forestières, Fibois
C – PROMOUVOIR DES PRATIQUES ECONOMES ET RESPECTUEUSES DES RESSOURCES LOCALES	*Objectif 1 : Valoriser et préserver durablement la ressource en eau*		
	Analyse de conformité sanitaire de l'eau potable sur le territoire	3 ans	Communes, Agence de l'eau, Résultats des analyses du contrôle sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine (ARS)
	Etat qualitatif et quantitatif des masses d'eaux souterraines	6 ans	SAGE, SDAGE, Syndicats de rivière, Chambre d'agriculture, Département, BRGM, Agence de l'eau
	Etat écologique et chimique des masses d'eaux superficielles	6 ans/ 10 ans	SAGE, SDAGE, Syndicats de rivière, Chambre d'agriculture, Département, BRGM, Agence de l'eau
	Taux de conformité des installations d'Assainissement Non Collectif contrôlées	Tous les ans	EPCI, DDT
	Analyse de la performance et de la capacité d'accueil des stations d'assainissement collectif (EH)	3 ans	DDT, Communes, Agence de l'eau, ARS
	Objectif 2 : Définir des règles spécifiques afin d'encourager le développement des énergies renouvelables		
	Nombre de constructions équipées avec des dispositifs de production d'énergie renouvelable	3 ans	Autorisations d'urbanisme, Communes, DDT, Préfectures

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

	Part des énergies renouvelables notamment par type de ressource (solaire, éolien, hydraulique, biomasse, récupération chaleur, méthanisation…)	3 ans	Observatoire régional
	Objectif 3 : Augmenter le cycle du réemploi		
	Evolution du taux de valorisation des déchets	Tous les ans	EPCI, Eco-organismes
	Quantité de matériaux recyclés	Tous les ans	EPCI, Eco-organismes
	Quantité OMS par habitant (Ordures Ménagères Résiduelles)	Tous les ans	EPCI

PROJET

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE DU SISTERONAIS-BUËCH

Arrêté le : 15.05.2025

Approuvé le : 13.02.2026

Vu pour être annexé à la délibération du Conseil Communautaire en date du 13.02.2026

Approuvant le projet de Schéma de Cohérence Territoriale

Fait à Sisteron, le 13.02.2026

Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch

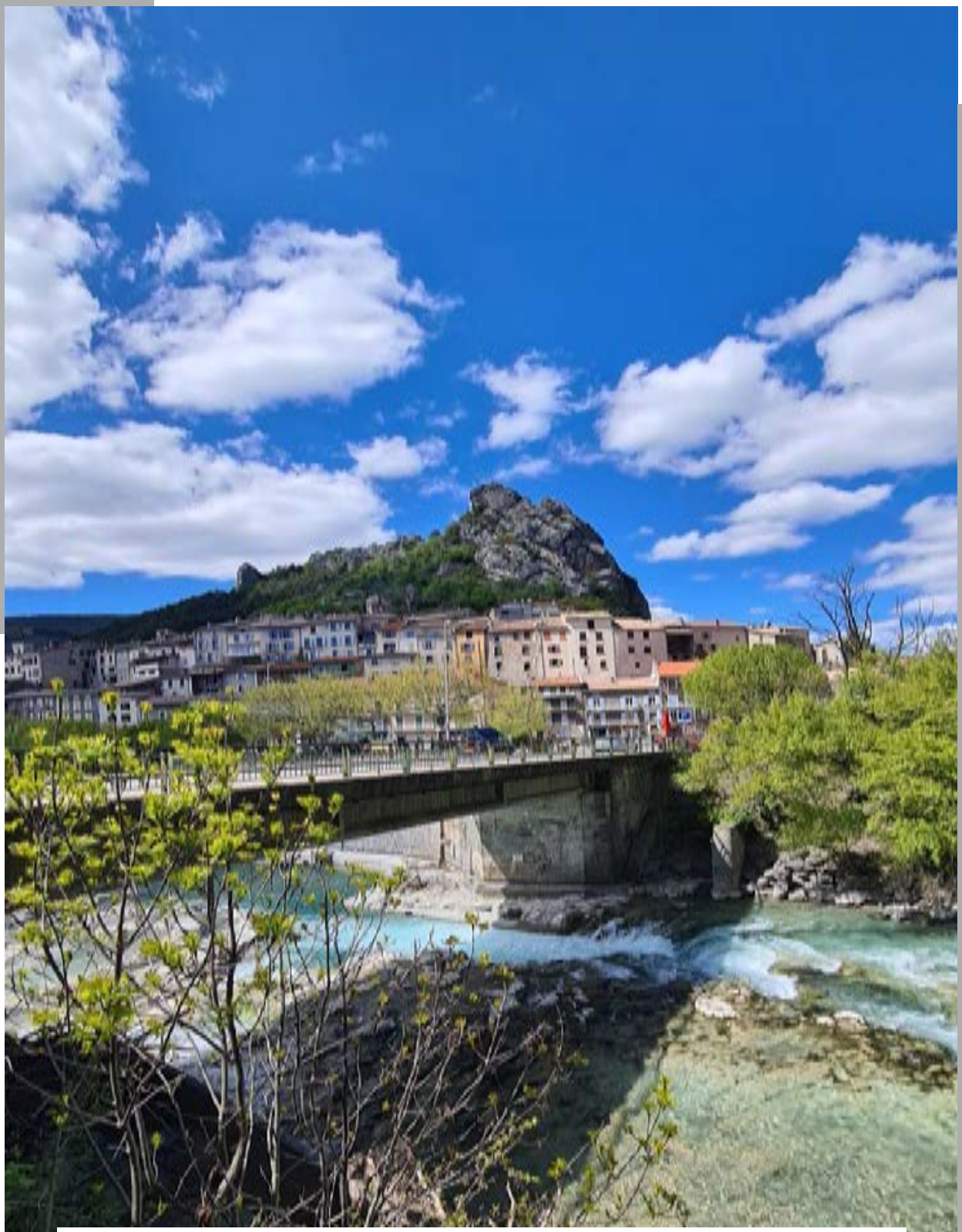
Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch

SISTERONAIS-BUËCH

SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE DU

Programme d'actions



Annexe 7

Arrêté le : 15.05.2025

Approuvé le : 13.02.2026

Vu pour être annexé à la délibération du Conseil Communautaire en date du 13.02.2026

Approuvant le projet de Schéma de Cohérence Territoriale

Fait à Sisteron, le 13.02.2026

Cittànova

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Préambule

1. CONTEXTE JURIDIQUE

« Le schéma de cohérence territoriale peut comprendre un programme d'actions visant à accompagner sa mise en œuvre.
Ce programme précise les actions prévues sur le territoire pour mettre en œuvre la stratégie, les orientations et les objectifs du schéma de cohérence territoriale, que ces actions soient portées par la structure en charge de l'élaboration du schéma de cohérence territoriale, les établissements publics de coopération intercommunale membres de cette structure, ou tout autre acteur public ou privé du territoire concourant à la mise en œuvre du schéma de cohérence territoriale ou associé à son élaboration, en prenant en compte les compétences de chacun.
Ce programme peut également identifier les actions prévues relatives aux objectifs nationaux de l'État et aux objectifs régionaux, ou les mesures prévues dans les conventions ou contrats qui les concernent, quand ils existent, dès lors que ceux-ci concourent à la mise en œuvre du schéma de cohérence territoriale. »

Extrait de l'article L141-19 du Code de l'Urbanisme

2. OBJECTIFS

- Faciliter et permettre d'atteindre les objectifs et orientations fixés par le SCOT en adéquation avec les choix stratégiques identifiés dans le PAS.
- Déclinaison d'actions, de moyens, de connaissances, de savoirs et de démarches mobilisables pouvant permettre et faciliter le bon suivi et la prise en compte des ambitions du SCOT .
- Il peut concerner un large public, tant les élus, et leurs techniciens que les partenaires institutionnels, ou associatifs. Il donne des pistes d'outils, de bonnes pratiques, de conseils et contribue à la bonne coordination des acteurs.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Table des matières

1. PILOTAGE ET ANIMATION DU PROGRAMME D'ACTION 8

Action 1.1 - Définir un référent programme d'action 9
Action 1.2 - Suivre et évaluer le programme d'action 11
Action 1.3 - Produire un guide d'application du scot 13
Action 1.4 - Accompagner les communes et porteurs de projets 15
Action 1.5 - Organiser des formations et points d'actualité sur l'évolution des documents d'urbanisme 17

2. CONSOMMATION D'ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET FORESTIERS, ET ARTIFICIALISATION 20

Action 2.1 -Établir une gouvernance pour la gestion et le suivi de la consommation foncière 21
Action 2.2 - Mettre en place un observatoire du foncier 24
Action 2.3 -Animer des temps de sensibilisation à la sobriété foncière et au renouvellement urbain 26
Action 2.4 - Actualisation d'un référentiel du foncier économique 28
Action 2.5 -Création d'un atlas de la biodiversité communale (abc) 30
Action 2.6 - Construire une stratégie de renaturation 32

3. MOBILITE EN TERRITOIRE RURAL 35

Action 3.1 -Contribuer à la dynamique d'intermodalité 36
Action 3.2 -Établir un plan vélo à l'échelle du territoire de la CCSB 38

4. IMPLANTATION DE L'ARTISANAT ET DES COMMERCES EN CENTRE-BOURG

Action 4.1 - Aménager ou améliorer l'offre de stationnement 42
Action 4.2 -Établir une stratégie de maitrise foncière 44

5. HABITAT DURABLE ET ACCESSIBLE 47

Action 5.1 -Élaborer un diagnostic territorial sur le logement 48
Action 5.2 -Réaliser une étude pré-opérationnelle à la mise en place d'une OPAH-RU 50
Action 5.3 -Mise en place de la taxe sur les logements vacants 52

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Les actions prioritaires

UNE HIERARCHISATION DES ACTIONS

Le programme d'actions est un atout pour le SCoT et sa mise en oeuvre. Il comporte 18 fiches-action. Ainsi, hiérarchiser les actions prioritaires permet de passer d'une liste exhaustive d'intentions à une feuille de route claire, progressive et opérationnelle pour la mise en œuvre du SCoT.

Les chantiers prioritaires sont les fiches suivantes :

Action 1.3 – Produire un guide d'application du SCoT

Action 1.5 – Organiser des formations et des points d'actualités sur l'évolution des documents d'urbanisme

Action 2.1 – Etablir la gouvernance pour la gestion et le suivi de la consommation foncière

Action 2.2 – Mettre en place un observatoire du foncier

Action 4.2 – Etablir une stratégie de maitrise foncière

Action 5.1 – Elaborer un diagnostic territorial sur le logement

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

1. PILOTAGE ET ANIMATION DU PROGRAMME D'ACTION

Action 1.1 - Définir un référent programme d'action

Action 1.2 - Suivre et évaluer le programme d'action

Action 1.3 - Produire un guide d'application du SCoT

Action 1.4 - Accompagner les communes et porteurs de projets

Action 1.5 - Organiser des formations et points d'actualité sur l'évolution des documents d'urbanisme

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Action 1.1.

DÉFINIR UN RÉFÉRENT PROGRAMME D'ACTION

IDENTIFIANTS

Objectif
> Assurer un suivi et une évaluation du programme d'action

Type d'action
> Pilotage et animation

Échéance
> Echéance du SCoT

CONTEXTE ET ENJEUX

La mise en œuvre du SCoT sur le plan opérationnel nécessite de coordonner les différents acteurs du territoire du Sisteronais-Buëch.
Le programme d'action doit faire l'objet d'un suivi afin d'en assurer la continuité et la cohérence.

Désigner un référent pour le programme d'action permet de faire vivre le document et de garantir une mise en œuvre opérationnelle des actions. Les missions du référent pour le programme d'action comprennent un volet animation territoriale et un volet ingénierie de projet ; les deux volets devant être traités avec une forte transversalité.

ELEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Porteur(s) du projet
> SCoT

Rôle du porteur de projet
> Mise en œuvre

Partenaire(s)
> Techniciens territoriaux, collectivités

Coût estimatif
> Moyens humains internes

Indicateur de suivi de l'action
> Création du poste ou de la mission

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

- Assurer l'animation et le suivi du programme d'action

Le référent «programme d'action» à pour mission de :

- Rappeler les orientations et les objectifs du SCoT et de son programme d'action ;
- Sensibiliser les différents acteurs sur les enjeux qui les concernent et de favoriser les échanges entre eux ;
- Assurer le lien et les échanges entre les collectivités locales du territoire qui entretiennent des liens d'interdépendance sur différents champs d'action et compétences.

Le programme d'action et sa mise en œuvre effective doivent également faire l'objet d'un suivi régulier et d'une évaluation.
Le référent devra construire et alimenter un outil de suivi reprenant les indicateurs de chaque actions afin de pouvoir évaluer ces actions d'une part sur le temps de leur mise en œuvre pour avoir la possibilité d'ajuster si nécessaire les modalités ; et d'autre part au moment de leur clôture, pour en évaluer la pertinence.

- Assurer l'ingénierie de projet et le portage d'étude

Certaines actions du programme d'action nécessitent un portage d'étude ou la réalisation d'études en interne. Le référent sera chargé de la gestion des projets relatifs à la mise en œuvre des actions et de s'assurer de leur bonne réalisation.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Action 1.2.

SUIVRE ET ÉVALUER LE PROGRAMME D'ACTION

IDENTIFIANTS

Objectif
> Assurer un suivi et une évaluation du programme d'action

Type d'action
> Pilotage et animation

Échéance
> Échéance du SCoT

CONTEXTE ET ENJEUX

L'élaboration d'un outil de suivi et d'évaluation des actions initiées contribue à plusieurs niveaux à la bonne mise en œuvre du programme d'action. Il s'agit tout d'abord d'assurer la cohérence et la pertinence des actions ; un suivi régulier permet de s'assurer que les actions entreprises restent alignées avec les objectifs définis dans le SCoT et répondent aux besoins mouvants et évolutifs du territoire. Ce suivi permet d'analyser l'impact réel des actions menées sur le terrain. Il s'agit alors de vérifier si elles produisent les résultats attendus et d'adapter la stratégie si nécessaire.

Au travers de la mesure de l'efficacité des actions, il est possible de réorienter les ressources vers les actions les plus efficaces et pertinentes, tout en ajustant celles qui ne fonctionnent pas comme prévu. Cela répond à un objectif plus large d'optimisation des ressources et des moyens internes.

ELEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Porteur(s) du projet
> SCoT

Rôle du porteur de projet
> Mise en œuvre

Partenaire
> Techniciens territoriaux

Coût estimatif
> Moyens humains internes

Indicateur de suivi de l'action
> Création d'un tableau de suivi, mise à jour régulière

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

PROGRAMMATION

A partir des indicateurs renseignés dans le programme d'action, il est possible de réaliser un tableau de suivi et d'évaluation permettant pour chaque action de mesurer les résultats obtenus et d'adapter la stratégie en cas de besoin.

Le tableau peut prendre la forme suivante :

Objectif	Action spécifique	Indicateur(s)	Responsable	Fréquence de suivi	État d'avancement	Résultats obtenus	Ajustements nécessaires
Réduire l'artificialisation des sols	Mettre en place un observatoire du foncier	Surface de terrain artificialisée rapportée aux objectifs du SCoT	Service X ou technicien(s)	Annuel	Pour l'année 20XX : en cours / atteint / retard	XX% de l'objectif atteint	
Créer les conditions favorables à la croissance des commerces	Mener une réflexion sur la signalétique des commerces des centres bourgs	Mise en place effective d'une nouvelle signalétique et sondage au près des commerçants sur l'évolution de la fréquentation	Service X ou technicien(s)	6 mois et 1 an après mise en place de la signalétique	En cours / atteint / retard	XX% de l'objectif atteint	

- L'**objectif** résume l'objectif global du SCoT ou du programme d'action auquel appartient l'action
- L'**action spécifique** décrit l'action mise en œuvre dans le cadre du SCoT pour atteindre l'objectif.
- Le(s) **indicateur(s)** sont ceux qui seront utilisés pour mesurer l'atteinte des objectifs
- Le **responsable** est la personne ou le service responsable de la mise en œuvre de l'action
- La **fréquence de suivi** est la périodicité avec laquelle le suivi des actions sera effectué (mensuel, trimestriel, annuel).
- L'**état d'avancement** est un indicateur de l'état actuel de l'action, par exemple, «En cours», «Terminé», «Retard», «Non démarré», etc...
- Les **résultats obtenus** désignent les résultats réels mesurés à ce jour, comparés aux objectifs fixés.
- Enfin, les **ajustements nécessaires** permettent d'identifier les actions correctives ou les ajustements à effectuer pour garantir l'atteinte des objectifs.

La mise en place de ce suivi nécessite d'identifier les sources de données existantes et d'organiser la collecte de ces données à un interval établi en amont. Les modalités de report des informations peuvent différer d'une action à une autre ; il peut s'agir de rapports d'étapes, de comptes rendus de réunions ou de tableaux.

Ce suivi doit idéalement être assuré par le référent du programme d'action, qui doit s'assurer du bon déroulement des actions et de la centralisation des données. Le référent devra également se charger d'organiser les réunions nécessaires à la prise de décisions dans les cas où des ajustements sont à réaliser.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Action 1.3.

PRODUIRE UN GUIDE D'APPLICATION DU SCOT

IDENTIFIANTS

Objectif
> Faciliter la mise en oeuvre du SCoT et du Programme d'action

Échéance
> Échéance du SCoT

Type d'action
> Production

CONTEXTE ET ENJEUX

La production d'un guide d'application du SCoT est un travail stratégique dans le cadre de la mise en œuvre opérationnelle du document. Le guide d'application a pour but de faciliter la compréhension, l'application et le suivi des orientations définies par le SCoT. Il permet de synthétiser les orientations et de les rendre plus accessibles aux acteurs locaux (élus, aménageurs, ...) mais aussi aux citoyens. Cela favorise une meilleure compréhension et prise en main des enjeux entre les différentes collectivités et acteurs du territoire.

Les enjeux de la rédaction d'un guide sont multiples :
- Clarté et lisibilité des objectifs : assurer une compréhension commune des orientations stratégiques du SCoT et le respect des obligations légales issues du SCoT ;
- Coordination entre acteurs : organiser la collaboration entre les divers acteurs du territoire ;
- Anticipation des conflits ou incohérences : identifier et résoudre les éventuelles incompatibilités ou contradictions entre des projets locaux et la stratégie globale du SCoT.

ELEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Porteur(s) du projet
> SCoT

Rôle du porteur de projet
> Portage d'étude

Partenaire
> Techniciens territoriaux, collectivités locales, services de l'Etat

Coût estimatif
> Prestataire : 10 000€

Indicateur de suivi de l'action
> Réalisation du guide

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

PROGRAMMATION

La rédaction du guide d'application se décline en 3 phases :

Une phase préparatoire
- L'analyse et la synthèse des outils réglementaires et opérationnels mobilisables par les documents de planification qui doivent être compatibles avec le SCoT ;
- Une réflexion sur la structure du guide permettant d'y intégrer une introduction théorique, des cartographies et des explications pratiques.

Une phase de rédaction
- La définition des objectifs à prendre en compte pour les orientations du SCoT ;
- La rédaction des recommandations pratiques applicables pour chaque domaine de l'aménagement (transports, environnement, urbanisme, ...) ;
- Des éléments de précision sur le contexte et l'intention des règles applicables à chaque secteur.

Une phase de finalisation
- Mise en forme du document et création de supports visuels ;
- Mise en place d'un outil de suivi et de mise à jour du guide en fonction des évolutions réglementaires.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Action 1.4.

ACCOMPAGNER LES COMMUNES ET PORTEURS DE PROJETS

IDENTIFIANTS

Objectif
> Faciliter la mise en oeuvre du SCoT et du Programme d'action

Type d'action
> Pilotage et animation

Échéance
> Echéance du SCoT

CONTEXTE ET ENJEUX

L'accompagnement des collectivités et des porteurs de projets pour la mise en œuvre du SCoT et de son programme d'action est essentiel pour garantir la cohérence et la réussite du projet à l'échelle du territoire. Cet accompagnement doit s'adresser à tous les acteurs concernés en veillant à ce que les objectifs du SCOT soient bien intégrés à chaque phase des projets.

Cet accompagnement peut être fait de manière régulière ou ponctuelle. De manière régulière sur les points qui concernent l'évolution de la réglementation et au cas par cas dans le cadre des projets mis en œuvre.

ELEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Porteur(s) du projet
> SCoT

Rôle du porteur de projet
> Mise en œuvre

Partenaire
> Techniciens territoriaux

Coût estimatif
> Moyens humains internes

Indicateur de suivi de l'action
>Nombre de porteurs de projets consultés, nombre de demandes d'accompagnement

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

PROGRAMMATION

L'accompagnement des collectivités et porteurs de projets est réalisé au quotidien. Il permet de s'assurer que les enjeux du SCoT sont pris en compte dès le lancement d'un projet. Il s'agit de mettre en œuvre le rôle de conseil du SCoT.

De plus, avec une fréquence restant à déterminer, des ateliers d'informations seront organisés.

Ces ateliers de formation et d'information sont à destination des élus locaux, des services techniques des collectivités ou des porteurs de projets privés et publics. Ces ateliers portent sur la compréhension du SCoT, la nécessité de respecter les objectifs définis et les mécanismes de suivi et d'évaluation mis en œuvre par le SCoT.
Ils peuvent être complétés par une documentation et des outils mis à dispositions ou envoyés régulièrement.

La mise en place de structures/espaces de coopération et de coordination entre les acteurs dans le cadre d'un nouveau projet permet de les concevoir de manière concertée en impliquant dès le début tous les acteurs clés.

Plusieurs dispositifs sont possibles selon les projets :

Les comités de pilotage ou groupes de travail : Ces comités permettront d'assurer une communication fluide entre les parties prenantes, de résoudre les difficultés rencontrées et de vérifier que les objectifs du SCoT sont bien pris en compte.

La participation citoyenne : Organiser des réunions publiques ou des consultations pour impliquer les citoyens dans les projets entrepris sur le territoire. Ces temps de discussions et d'échanges permettent aussi de rappeler les objectifs du SCoT.

La mise en réseau des acteurs : Faciliter la mise en réseau des acteurs locaux et des porteurs de projets permet un partage d'expériences et une réflexion autour des solutions collectives. Cela peut se faire par des rencontres régulières, des plateformes d'échanges ou des réunions de partage de bonnes pratiques et solutions innovantes.

Ces démarches peuvent s'accompagner de la diffusion des informations concernant l'avancement des projets, les objectifs qui ont été atteints et ceux qui restent à atteindre, ainsi que les actions à venir.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Action 1.5.

ORGANISER DES FORMATIONS ET POINTS D'ACTUALITÉ SUR L'ÉVOLUTION DES DOCUMENTS D'URBANISME

IDENTIFIANTS

Objectif
> Faciliter la mise en oeuvre du SCoT et du Programme d'action

Type d'action
> Animation

Échéance
> Echéance du SCoT

CONTEXTE ET ENJEUX

L'organisation de formations minute à destination des techniciens territoriaux sur l'évolution des réglementations des documents d'urbanisme est particulièrement intéressante du fait des réformes fréquentes en matière d'urbanisme et de développement durable (évolution de la loi sur le ZAN, ...). Ces formations visent à fournir aux techniciens des mises à jour régulières et rapides pour qu'ils puissent adapter efficacement leurs pratiques professionnelles et leurs actions sur le terrain.

Ces formations permettent de répondre à plusieurs enjeux. Elles permettent de comprendre et appliquer les évolutions réglementaires ; les techniciens territoriaux, qui sont souvent en première ligne dans la mise en œuvre (par exemple, en analysant les demandes de permis de construire, en assurant le respect des normes d'urbanisme), doivent être constamment à jour pour garantir la conformité des projets avec la législation en vigueur.
Les formations minute permettent une mise à jour rapide et spécifique. Cela peut inclure des changements juridiques majeurs, comme de nouvelles normes environnementales, l'évolution des règles sur la densification ou encore les modifications liées aux objectifs de la loi Climat et Résilience. Ces formats courts, qui peuvent se tenir pendant des réunions internes ou des points réguliers, sont adaptés à des équipes avec des emplois du temps serrés.

ELEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Porteur(s) du projet
> SCoT

Rôle du porteur de projet
> Mise en œuvre, organisation

Partenaire
> Techniciens territoriaux, collectivités locales, services de l'État

Coût estimatif
> Variable selon le type de formation (200 à 10 000€)

Indicateur de suivi de l'action
> Nombre de formations, nombre de participants

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

PROGRAMMATION

L'objectif de ces formations est multiple :

- Renforcer les compétences des techniciens dans la mise en œuvre des évolutions législatives et réglementaires ;
- Assurer la conformité des pratiques professionnelles en matière de documents d'urbanisme ;
- Prévenir les erreurs administratives ou techniques qui peuvent entraîner des retards, des coûts supplémentaires ou des contentieux ;
- Maintenir une cohérence dans les actions territoriales et éviter les incohérences entre les projets d'aménagement et la réglementation.

En fonction des sujets à aborder et de leur degré de complexité, ces formations peuvent être animées par différents interlocuteurs : les organismes spécialisés, les services de l'État ou les centres de formations. Ces formats sont aussi disponibles dans le cadre des formations du CNFPT ou de la DDT, il peut alors s'agir d'une simple information auprès des agents susceptibles d'être intéressés pour qu'ils puissent s'inscrire.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

2. CONSOMMATION D'ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET FORESTIERS, ET ARTIFICIALISATION

Action 2.1 - Etablir une gouvernance pour la gestion et le suivi de la consommation foncière

Action 2.2 - Mettre en place un observatoire du foncier

Action 2.3 - Animer des temps de sensibilisation à la sobriété foncière et au renouvellement urbain

Action 2.4 - Actualisation d'un référentiel du foncier économique

Action 2.5 - Création d'un Atlas de la Biodiversité Communale (ABC)

Action 2.6 - Construire une stratégie de renaturation

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Action 2.1.

ÉTABLIR UNE GOUVERNANCE POUR LA GESTION ET LE SUIVI DE LA CONSOMMATION FONCIÈRE

IDENTIFIANTS

Objectif
> Sensibiliser et accompagner pour réduire l'artificialisation des sols

Type d'action
> Stratégique

Échéance
> Échéance du SCoT

CONTEXTE ET ENJEUX

L'urbanisation croissante, couplée à des enjeux environnementaux majeurs, place la gestion du foncier au cœur des préoccupations. L'objectif de cette fiche action est de mettre en place une gouvernance efficace pour la gestion de la consommation foncière, afin d'optimiser l'utilisation des espaces et anticiper les changements de stratégies au regard des dynamiques observées.

Pour cela, il est important de mettre en place un cadre décisionnel structuré et s'appuyant sur des outils d'aide à la décision pour la gestion de la consommation foncière.

ELEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Porteur(s) du projet
> SCoT

Rôle du porteur de projet
> Coordination

Partenaire
> CCSB, communes, services de l'État, collectivités territoriales, Personnes Publiques Associées (chambres consulaires et autres)

Coût estimatif
> Moyens humains

Indicateur de suivi de l'action
> Nombre de réunions COPIL tenues et leur régularité, évolution de la stratégie foncière

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

PROGRAMMATION

Phases	Actions	Responsable	Fréquence
Analyser les dynamiques foncières	• Collecter et analyser les données de l'observatoire du foncier • Coordonner les actions inter-services de suivi de la consommation foncière • Analyser les dynamiques • Identifier les écarts entre prévisions et consommation réelle.	Technicien référent sur le SCoT, chargé de suivi du programme d'action	Tous les 6 mois / 1 an
Constituer un « Comité de gestion et de suivi du SCoT»	• Définir un élu référent du SCoT • Définir 2 ou 3 représentants par niveau d'armature • Définir un technicien représentant du SCoT • Établir et valider un règlement inétrieur	• Vice-Président délégué au SCoT et président CCSB • Représentants de chaque niveaux d'armature	Au départ
Réunions de COPIL	• Rendre compte de l'évolution de la consommation foncière • Ajuster la stratégie en fonction des résultats observés.		Tous les 6 mois / 1 an
Suivi technique des réunions COPIL	• Renforcer les mécanismes de suivi au sein du COPIL • Évaluation de la stratégie a partir des indicateurs de suivis*		

*La réduction de la consommation foncière peut s'apprécier au regard des indicateurs suivants :

- **Réduction de la consommation d'espace** : Mesure de l'artificialisation des sols avant et après les ajustements de stratégie.
- **Surface de friches réhabilitées** : Quantité de friches transformées en espaces urbanisés ou espaces verts.
- **Évolution de la densification** : Mesure de l'augmentation de la densité dans les zones urbaines déjà existantes.
- **Surface agricole protégée** : Surface de terres agricoles préservées et réintégrées dans les projets d'aménagement.
- **Biodiversité restaurée** : Évaluation de la renaturation des espaces dégradés et création de corridors écologiques.

Une méthode d'arbitrage peut ainsi être définie au regard de ces critères (le projet est-il favorable ou non ? Dans quelle mesure ?) et au regard du tableau d'armature. Ainsi, pour chaque commune, un projet impliquant une consommation importante de l'enveloppe foncière de son niveau d'armature devra être analysé selon ces trois catégories : enjeu politique, pertinence et besoin en termes d'aménagement du territoire et adéquation avec l'enveloppe foncière allouée à la commune.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

PROGRAMMATION

Les arbitrages concernant l'élaboration ou l'évolution d'un document d'urbanisme, les projets relatifs à la production d'énergies renouvelables, l'utilisation de la dotation de l'enveloppe de solidarité ou tout autre projet d'envergure devront se faire en COPIL, sous la forme d'un « Comité de gestion et de suivi du SCoT ».

Plus en détails, ce comité suivra les sujets suivants :

- Suivi de l'évolution de la consommation foncière ;
- Ajustement de la stratégie en fonction des résultats observés ;
- Analyse des indicateurs de suivi du SCoT notamment la réduction de la consommation d'espace, la surface des friches réhabilités, l'évolution de la densification, les surfaces agricoles protégées, la biodiversité restaurée, le potentiel et la stratégie de renaturation ;
- Présentation et avis sur l'élaboration et l'évolution des documents d'urbanisme ;
- Suivi et gestion des enveloppes ;
- Suivi de la mise en œuvre du SCoT en particulier du programme d'actions.

Un règlement intérieur sera adopté en conseil communautaire.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Action 2.2.

METTRE EN PLACE UN OBSERVATOIRE DU FONCIER

IDENTIFIANTS

Objectif
> Sensibiliser et accompagner pour réduire l'artificialisation des sols

Type d'action
> Suivi

Échéance
> Échéance du SCoT

CONTEXTE ET ENJEUX

En appui de l'outil MOS déjà développé sur le territoire du SCoT, il s'agit de poursuivre la connaissance fine du phénomène d'artificialisation des sols afin de garantir le respect de l'objectif global de réduction à 2031 puis à l'horizon 2050.

La mise en place de cet observatoire du foncier, combiné à une base de données partagée et à un suivi précis des projets d'aménagement, permettra de mesurer efficacement l'évolution de l'artificialisation des sols et de garantir la prise en compte des objectifs du SCoT en matière de réduction de l'artificialisation des sols.

ELEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Porteur(s) du projet
> SCoT

Rôle du porteur de projet
> Portage d'étude

Partenaire
> Techniciens territoriaux, collectivités locales, services de l'État, ADEME

Coût estimatif
> 25 000 - 30 000 € pour expertise externe
> ou Temps agents

Indicateur de suivi de l'action
> Création de l'observatoire, mise à jour régulière

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

PROGRAMMATION

Mener une analyse plus fine de l'artificialisation à l'échelle du territoire du SCoT du Sisteronais-Buëch à la production de chaque millésime de l'OCSGE : création d'une base de donnée partagée permettant un suivi des Permis de construire accordés à l'échelle du SCoT.

La réalisation d'un outil cartographique de gestion foncière sera nécessaire pour la mise en œuvre de cette action. L'outil cartographique vise à améliorer la connaissance du territoire et à faciliter une gestion foncière plus adaptée et stratégique. Cet outil permettra de visualiser de manière claire et accessible les données liées au foncier, d'identifier les problématiques spécifiques (mobilité, risques, équipements) et de proposer des solutions transversales adaptées à chaque site. Il servira également à hiérarchiser les enjeux et à définir des objectifs spécifiques par zone, en s'appuyant sur une approche méthodologique croisant différentes thématiques.

La base de données peut renseigner :
- La surface de plancher supplémentaire au regard de l'existant ;
- La destination des constructions ;
- Les données de géolocalisation ;
- L'usage des sols avant dépôt de la demande d'autorisation d'urbanisme.

Cette base de données permet également de connaître l'occupation des sols et les disponibilités foncières et immobilières au sein des enveloppes urbaines.

La base de donnée SIG permettra de renforcer la connaissance du territoire et de faciliter les choix stratégiques en matière d'aménagement. En croisant les données foncières avec d'autres thématiques, cet outil offrira une vision plus transversale et intégrée des enjeux du territoire, favorisant une gestion plus efficace et durable des espaces.

Elle viendra compléter l'outil MOS déjà opérationnel au sein du SCoT. La création d'une base de données qui centralisera les informations permettra d'assurer un suivi précis de la nature de l'occupation des sols et des disponibilités foncières. Ces données sont essentielles pour anticiper au mieux l'évolution des espaces susceptibles d'être aménagés.

La mise à jour de la base de données peut se faire annuellement afin d'établir un rythme de consommation foncière. Lors de la 3 ème année de tenue de l'observatoire, il est possible de mener une évaluation des dynamiques de réductions de l'artificialisation et de développement économique, démographique et résidentiel. Ce bilan permettra d'envisager un ajustement du dimensionnement de l'enveloppe mutualisée pour la vocation économique.

La mise en place de cet outil nécessite :
- La **création d'une base de donnée** partagée entre les communes, les services du SCoT et les autres partenaires concernés. La plateforme inclura des informations sur les projets et les permis de construire (surfaces créées et autres informations pertinentes). Cette étape peut nécessiter l'intervention d'un expert sigiste ;
- La **collecte régulière des données et l'intégration dans la base de donnée**. Il s'agit d'organiser un suivi mensuel ou trimestriel permettant également de réaliser des analyses comparatives sur l'évolution de la consommation foncière ;
- La **production de rapports de suivi** permettant de mesurer l'avancement de l'artificialisation au regard des objectifs et éventuellement d'ajuster la stratégie du territoire.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Action 2.3.

ANIMER DES TEMPS DE SENSIBILISATION À LA SOBRIÉTÉ FONCIÈRE ET AU RENOUVELLEMENT URBAIN

IDENTIFIANTS

Objectif
> Sensibiliser et accompagner pour réduire l'artificialisation des sols

Type d'action
> Animation

Échéance
> Échéance du SCoT

CONTEXTE ET ENJEUX

Mieux comprendre les modes de vie extensifs sur l'espace est un réel enjeu pour les territoires. Ce phénomène qui se caractérise principalement par une urbanisation excessive des terres, engendre des pressions sur l'environnement, la biodiversité et les ressources naturelles. Afin d'enrayer cette dynamique, il est essentiel que la population prenne conscience des impacts de ces pratiques et de l'importance de consommer l'espace de manière plus rationnelle et durable.

La mise en place de ces temps d'animation permet à la population de se sentir partie prenante de l'évolution de son territoire. L'objectif est que chacun puisse comprendre les enjeux liés à l'usage de l'espace et s'engager dans des solutions collectives. En expliquant de manière simple et accessible les problématiques de la sobriété foncière et du renouvellement urbain, on crée un véritable dialogue entre les acteurs publics et les citoyens, dans une optique de co-construction de la ville durable.

ELEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Porteur(s) du projet
> SCoT

Rôle du porteur de projet
> Organisation et/ou animation

Partenaire
> Techniciens territoriaux, collectivités locales, services de l'État, ADEME

Coût estimatif
> Moyens humains internes ou prestataire

Indicateur de suivi de l'action
> Mise en place d'animation, nombre d'animations réalisées, nombre de participants

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Plusieurs sous-objectifs découlent de cette action :

Favoriser une prise de conscience des effets des modes de vie extensifs

Les temps d'animation auront pour but de permettre aux habitants et acteurs du territoire de mieux comprendre les impacts des modes de construction extensifs, tels que l'étalement urbain, l'artificialisation des sols, et la consommation des terres agricoles et naturelles. Des ateliers participatifs, des projections de documentaires ou des tables rondes peuvent être organisés pour explorer ces enjeux de manière concrète.

Des représentations visuelles (cartographies interactives ou photographies avant/après de certaines zones urbaines) peuvent permettent de bien saisir les transformations induites par l'étalement urbain. Ces outils sont très efficaces pour visualiser l'impact direct sur les espaces naturels, agricoles et la qualité de vie.

Les «jeux sérieux» développés par certaines structures comme l'ADEME représentent également un outil intéressant en matière de pédagogie et de prise de conscience collective.

Comprendre les nouvelles contraintes au développement imposées par le SCoT

Dans le cadre du SCoT des contraintes ont été fixées pour limiter la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers (NAF). Ces nouvelles règles sont souvent perçues comme contraignantes pour le développement local. L'animation permet donc d'expliquer pourquoi ces contraintes sont nécessaires et en quoi elles visent à préserver un cadre de vie équilibré tout en répondant aux besoins de développement du territoire.

Des rencontres avec les techniciens en charge de l'urbanisme et de l'aménagement ou avec des animateurs extérieurs (bureau d'étude, Cerema, Ademe, ...) et des élus locaux peuvent aider à vulgariser ces concepts. Cette démarche permet à chacun de comprendre les enjeux de l'artificialisation des sols et d'une urbanisation plus durable. Cela pourra inclure des échanges autour de la réglementation en matière de densification et de préservation des espaces NAF.

Promouvoir le renouvellement urbain et la densification : «Faire la ville sur la ville»
Une fois la question de la consommation d'espaces NAF traitée, il est intéressant d'évoquer des alternatives. Le renouvellement urbain, notamment la densification, constitue une solution pour permettre aux territoires de se développer sans empiéter sur les espaces naturels. L'animation pourra permettre de diffuser ces idées auprès de la population, afin que celle-ci prenne conscience des opportunités de (re)penser l'aménagement du territoire de manière plus économe en espace.

Des ateliers ou des visites guidées peuvent par exemple être organisés pour présenter des projets de renouvellement urbain réussis. Par exemple, la réhabilitation d'anciennes friches industrielles ou la transformation de quartiers sous-utilisés en nouveaux espaces de vie dynamiques peuvent être des modèles inspirants à partager.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Action 2.4

ACTUALISATION D'UN RÉFÉRENTIEL DU FONCIER ÉCONOMIQUE

IDENTIFIANTS

Objectif
> Structurer les données et les connaissances du territoire

Type d'action
> Suivi

Échéance
> Echéance du SCoT

CONTEXTE ET ENJEUX

Le suivi et la gestion des fonciers économiques sont des enjeux majeurs pour les territoires. L'objectif principal de cette action est de garantir une utilisation optimale des espaces destinés aux activités économiques, tout en répondant aux besoins de développement.
La gestion du foncier économique est d'autant plus importante dans des territoires où l'urbanisation et les mutations économiques peuvent entraîner une sous-utilisation ou une vacance des zones d'activités.

L'actualisation de l'observatoire du foncier économique s'inscrit dans une démarche de gestion proactive des espaces dédiés à l'économie, afin de mieux comprendre les dynamiques de mutation, de densification et de remobilisation de ces zones. L'objectif est de croiser différentes sources de données afin de constituer une base de données unique et à jour des entreprises présentes sur ces espaces. Cet outil permet d'avoir une vision globale des tènements fonciers à vocation économique et de leur évolution.

L'analyse de ces dynamiques permettra de mieux suivre l'évolution des zones d'activités et d'identifier des pistes de réhabilitation, réaffectation, ou réaménagement.

ELEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Porteur(s) du projet
> SCoT

Rôle du porteur de projet
> Réalisation

Partenaire
> Chambres consulaires, services de l'Etat

Coût estimatif
> Moyens humains internes

Indicateur de suivi de l'action
> Fréquence d'actualisation

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

L'actualisation et la centralisation des données sur les zones d'activités économiques du territoire vise à disposer d'une base de données complète facilitant l'analyse des dynamiques et la prise de décision.
Il s'agit dans un premier temps de recenser et actualiser l'inventaire des zones d'activités économiques réalisé par la CCSB. Ces données sont à croiser avec d'autres sources de données (bases de données publiques, informations provenant des chambres de commerce et d'industrie, données fiscales, enquêtes auprès des entreprises, etc.) pour constituer une base de données unique. En incluant également des informations sur les propriétaires de foncier, les espaces vacants, les niveaux de densification, les types d'activités présentes ou les capacités d'accueil de nouvelles entreprises il est possible de disposer d'un outil complet répondant à plusieurs usages comme la réalisation d'un outil cartographique de gestion foncière.

Le suivi et la mise à jour de cet observatoire du foncier permettra de réaliser une analyse des dynamiques en cours sur le territoire et ainsi mieux comprendre l'évolution des besoins et identifier plus rapidement des leviers d'actions contextualisés et favorisant un réinvestissement ou une densification des zones d'activités.

En croisant ces données avec un outil de cartographie il est possible d'identifier plus facilement : les zones sous-utilisées ou obsolètes, les potentiels de densification et les possibilités de reconversion. L'actualisation de l'observatoire du foncier économique constitue un outil stratégique pour mieux gérer les zones économiques du territoire, en facilitant leur remobilisation, leur réinvestissement ou leur densification.

Cette démarche s'inscrit dans une logique de développement économique durable, en optimisant l'utilisation des espaces existants et en répondant aux besoins des entreprises locales. Un suivi des dynamiques foncières et économiques permettra de favoriser une gestion plus efficace du foncier, tout en soutenant la croissance économique du territoire.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Action 2.5.

CRÉATION D'UN ATLAS DE LA BIODIVERSITÉ COMMUNALE (ABC)

IDENTIFIANTS

Objectif
> Développer les connaissances pour une meilleure prise en compte de la valeur des sols et des milieux

Type d'action
> Suivi

Échéance
> 6 ans

CONTEXTE ET ENJEUX

Dans un contexte de pression croissante sur les écosystèmes et de perte de biodiversité à l'échelle mondiale et locale, il devient indispensable de mieux comprendre et préserver la richesse naturelle des territoires. La biodiversité constitue un capital fondamental pour la résilience écologique, le bien-être humain et la qualité de vie des citoyens. Sur le territoire des communes, les milieux naturels sont souvent fragmentés, et les écosystèmes sous pression du fait de l'artificialisation des sols, du développement urbain ou encore des pratiques agricoles intensives.

La création d'un atlas de la biodiversité communale est une réponse essentielle à ces enjeux. Cet outil vise à développer une base de connaissances détaillée sur les espèces et les écosystèmes présents sur le territoire, et à mettre ces informations à la disposition des décideurs et des acteurs locaux pour améliorer l'intégration de la biodiversité dans les politiques publiques et les projets d'aménagements. Cela favorisera également une gestion plus durable du territoire en assurant une prise en compte systématique des enjeux environnementaux.

Cette action répond à plusieurs besoins :
-Développer une meilleure connaissance des espaces naturels, de la faune et de la flore, et des relations écologiques entre les différents milieux.
-Faciliter la prise de décision dans le cadre des politiques locales, en fournissant des données fiables et actualisées.
-Améliorer l'intégration des enjeux écologiques dans les projets d'aménagement, en garantissant que ces projets prennent en compte le bon fonctionnement des milieux et écosystèmes.

ELEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Porteur(s) du projet
> Communes

Rôle du porteur de projet
> Portage d'étude

Partenaire
> Collectivités locales, SCoT, services de l'Etat

Coût estimatif
> Entre 10 000 - 30 000€ pour expertise externe selon superficie et besoins de la mission
> Financement possible par l'OFB à hauteur de 80%

Indicateur de suivi de l'action
> Création de l'atlas

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

PROGRAMMATION

La création d'un atlas a pour objectif de collecter et centraliser les données sur la biodiversité communale existante (espèces, habitats, milieux naturels, etc.) et de les centraliser sous forme d'un atlas accessible et mis à jour régulièrement.

L'atlas est un outil d'aide à la décision permettant d'orienter les politiques publiques à partir de données permettant une meilleure prise en compte des enjeux écologiques.

La réalisation du diagnostic initial nécessite d'identifier les sources de données existantes et définir les indicateurs nécessaires pour dresser un état des lieux précis de la biodiversité sur le territoire. Ce travail peut être réalisé à l'échelle des communes ou du SCoT par un bureau d'étude spécialisé en écologie.

La structuration et la cartographie des données collectées devront être organisées méthodiquement pour faciliter leur utilisation et permettre une mise à jour. L'utilisation d'un outil SIG permet une visualisation géolocalisée de la biodiversité en intégrant des descriptions détaillées des espèces, de leur rôle dans les écosystèmes, des menaces qui pèsent sur elles et des actions possibles pour leur préservation.

Après élaboration de l'atlas, il est important de faciliter son appropriation par les acteurs locaux et les élus, et les sensibiliser à l'importance de la biodiversité dans les projets d'aménagement. La sensibilisation et les temps d'information peuvent permettre de solliciter ou d'encourager les usagers de l'espace public à apporter leur contribution. Il est possible d'encourager la mise en place d'une veille participative avec des dispositifs de remontées d'observations (via des applications mobiles notamment).

La création d'un atlas de la biodiversité communale est une action stratégique pour mieux comprendre et préserver les écosystèmes locaux. L'atlas constitue un outil pour accompagner la gestion environnementale du territoire, la planification des projets d'aménagement et la prise de décision.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Action 2.6.

CONSTRUIRE UNE STRATEGIE DE RENATURATION

IDENTIFIANTS

Objectif
> Agir en faveur de la renaturation

Échéance
> Echéance du SCoT

Type d'action
> Suivi

CONTEXTE ET ENJEUX

Dans un contexte où la pression foncière et l'artificialisation des sols continuent de croître, il devient impératif de repenser le développement des territoires en adoptant une approche plus durable et résiliente. L'un des objectifs majeurs du SCOT est de parvenir au zéro artificialisation nette (ZAN) d'ici 2050. Cela implique non seulement de limiter l'étalement urbain et de restaurer les milieux naturels, mais aussi de renaturer des espaces auparavant dégradés.

La renaturation consiste à restituer aux écosystèmes leur capacité à se régénérer en réduisant les impacts humains sur le milieu naturel. Elle joue un rôle crucial dans la préservation de la biodiversité, l'amélioration de la qualité de l'air et de l'eau, ainsi que dans la lutte contre les changements climatiques. Dans ce cadre, l'action de suivi du potentiel de renaturation des milieux dégradés s'inscrit pleinement dans la volonté de revaloriser les espaces dégradés tout en rééquilibrant les enjeux environnementaux, économiques et sociaux.

L'enjeu majeur est d'identifier et de cartographier les zones de renaturation possibles au sein du territoire du SCOT, en étudiant le potentiel écologique de ces zones et en évaluant les moyens nécessaires pour les réhabiliter efficacement. Cette action contribuera à inverser la tendance de l'artificialisation et à transformer les espaces dégradés en zones naturelles ou semi-naturelles, augmentant ainsi la résilience des écosystèmes locaux et en réduisant l'impact du changement climatique sur les territoires urbains et périurbains.

ELEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Porteur(s) du projet
> SCoT

Rôle du porteur de projet
> Portage d'étude

Partenaire
> Collectivités territoriales, SCoT, Services de l'Etat

Coût estimatif
> Environ 15 000 - 20 000€ pour expertise externe selon superficie et besoins de la mission

Indicateur de suivi de l'action
> Évaluation de l'impact écologique

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Une étude de renaturation sera réalisée par la CCSB. Une première base de la méthodologie peut d'ores-et-déjà être explicitée ci-après.

Pour établir un suivi du potentiel de renaturation des milieux dégradés il est nécessaire de réaliser un diagnostic initial et une identification des sites concernés. L'objectif de ce premier état des lieux et de déterminer le potentiel de renaturation en tenant compte des facteurs environnementaux immédiats (facteurs écologiques, hydrologiques et socio-économiques).

Le potentiel de renaturation d'un site peut s'évaluer au regard de plusieurs points :
L'état écologique, à savoir :
- La qualité des sols ;
- La biodiversité ;
- La présence d'espèces invasives.

Le potentiel de connectivité écologique :
- Les corridors écologiques ;
- La fragmentation du paysage.

Les facteurs physiques et environnementaux :
- La topographie ;
- L'hydrologie ;
- Le climat.

Les usages du sols :
- Les usages passés ;
- Les projets pouvant impacter le site ou son environnement immédiat.

Ce diagnostic peut donner lieu à une cartographie des milieux dégradés à l'échelle du territoire du SCOT, incluant les friches industrielles, les anciennes zones agricoles ou les espaces dégradés par des activités humaines.
En fonction du potentiel écologique identifié sur ces sites, il s'agit de définir des actions prioritaires de renaturation. En concertation avec les communes et les acteurs locaux, il est alors possible de mettre en place une stratégie de renaturation comprenant des actions de reforestation, de gestion des eaux pluviales, de restauration de zones humides, etc.

La mise en œuvre des actions de renaturation passe par une identification des financements publics et privés incluant les subventions ou les partenariats. Des actions sur le terrain comme la plantation d'arbres ou le rétablissement de corridors écologiques peuvent être mises en place. En les associant à des méthodes participatives il est possible d'inclure la population et les acteurs locaux dans la réalisation d'actions, participant ainsi à la sensibilisation du grand public et favorisant l'appropriation des espaces naturels par les usagers.

Ce travail constitue un levier essentiel pour répondre aux enjeux environnementaux du SCoT. Par la mise en œuvre de stratégies adaptées à chaque site et en impliquant tous les acteurs concernés, cette action permettra de renforcer la résilience écologique du territoire tout en contribuant à l'atteinte des objectifs de zéro artificialisation nette d'ici 2050.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

3. MOBILITE EN TERRITOIRE RURAL

Action 3.1 - Contribuer à la dynamique d'intermodalité

Action 3.2 - Etablir un Plan Vélo à l'échelle du territoire de la CCSB

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Action 3.1.

CONTRIBUER À LA DYNAMIQUE D'INTERMODALITÉ

IDENTIFIANTS

Objectif
> Améliorer l'accessibilité et favoriser la décarbonation des mobilités

Type d'action
> Aménagement, logistique

Échéance
> Échéance du SCoT

CONTEXTE ET ENJEUX

Améliorer l'accessibilité et réduire l'empreinte carbone des déplacements est un enjeu stratégique pour le territoire de la CCSB. Dans ce cadre, le développement de l'intermodalité en synergie avec les transports ferrés constitue une réelle opportunité pour favoriser une mobilité plus durable et rendre le territoire plus accessible qu'il ne l'est déjà.

La mise en place de pôles d'échanges multimodaux permettrait de connecter les zones rurales aux grands axes de transport, facilitant ainsi l'accès aux services et aux opportunités économiques tout en réduisant la pression sur les infrastructures routières.

Ces pôles offriraient également une alternative à la voiture, en favorisant la décarbonation des mobilités grâce à l'utilisation du train, des bus ou des solutions de mobilité partagée. En outre, cette action participerait à la revitalisation des zones rurales en améliorant leur accessibilité.

ELEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Porteur(s) du projet
> SCoT

Rôle du porteur de projet
> Portage d'étude

Partenaire
> SCoT, SNCF, Région, acteurs du transport local, usagers

Coût estimatif
> Moyens humains internes ou bureau d'étude mobilités (coût variable)

Indicateur de suivi de l'action
>Réalisation d'étude d'aménagement, création de pôles multimodaux

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Les pôles multimodaux permettent d'encourager l'intermodalité entre les transports. Ces espaces peuvent être développés dans les principales gares du territoire :

- La gare de Sisteron : Sisteron dispose déjà d'une gare SNCF en fonctionnement, ce qui en fait un lieu stratégique pour l'intermodalité. Son accessibilité en voiture permet d'envisager des solutions de mobilités partagée (covoiturage, auto-partage). L'offre peut être complétée par l'aménagement de pistes cyclables et le renforcement du réseau ZOU!. Pour cela plusieurs aménagements sont envisageables : places de covoiturage, service de navettes pour les communes plus rurales et service de vélos en libre services ou dispositifs de stationnements de vélos particuliers ;
- Les gares de Serres et Laragne : ces gares sont stratégiquement placées pour devenir des pôles de transport local pour les habitants et les touristes qui se rendent dans les villes adjacentes.

Développer les solutions d'accessibilité sur ces communes est un réel enjeu pour faciliter l'accès au train pour les habitants des communes proches et ainsi réduire la dépendance à la voiture individuelle.

Le développement des pôles d'échanges multimodaux se réfère à plusieurs actions développée dans le programme d'action :

- Améliorer la plateforme de covoiturage : la création de places de stationnement dédiées aux véhicules de covoiturage, avec des panneaux de signalisation et des applications mobiles permettraient de faciliter les trajets des covoitureurs ;
- Établir un plan vélo : améliorer l'accessibilité cyclable (et piétonne) en sécurisant les accès permettant de relier les gares ou les autres modes de transports ;
- Améliorer la plateforme de covoiturage : en développant un partenariat avec des opérateurs de mobilité partagée pour intégrer des services de covoiturage ou encore des services d'auto-partage permettant aux usagers de louer un véhicule pour certains trajets.

Les solutions d'intermodalités passent également par des démarches de sensibilisation et de communication pour informer les usagers sur les possibilités qui leurs sont offertes. La stratégie pourra contribuer aux actions et outils de concertation trans-territoriale.

La mise en place d'un système de billetterie intermodale (billetterie unifiée pour les trajets combinés) permet de simplifier les déplacements.

Promouvoir l'intermodalité peut aussi passer par la valorisation des initiatives existantes comme Rézo Pouce. Pour augmenter l'utilisation de la plateforme de covoiturage Rézo Pouce sur le territoire de la CCSB, plusieurs leviers peuvent être explorés afin de rendre la plateforme plus attractive et accessible à un plus grand nombre d'usagers. Il s'agit, dans un premier temps, d'évaluer l'usage de cette plateforme afin d'en identifier les points faibles et les points forts. Cette étude doit permettre de comprendre quelles sont les habitudes et attentes des usagers. En parallèle, la communauté de communes et les communes peuvent communiquer sur l'existence de l'outil et les moyens d'utilisation. L'objectif est de rendre ce moyen de déplacement attrayant et de sensibiliser la population aux enjeux de changements de pratiques en matière de mobilité.

Cette stratégie repose sur la collaboration étroite avec les acteurs locaux (entreprises, écoles, municipalités) et régionaux (collectivités et entreprises de transport) pour créer un réseau de soutien au covoiturage, tout en valorisant les avantages économiques et écologiques pour les

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Action 3.2.

ÉTABLIR UN PLAN VÉLO À L'ÉCHELLE DU TERRITOIRE DE LA CCSB

IDENTIFIANTS

Objectif
> Améliorer l'accessibilité et favoriser la décarbonation des mobilités

Type d'action
> Suivi

Échéance
> Échéance du SCoT

CONTEXTE ET ENJEUX

Le territoire de la CCSB est caractérisé par un faible maillage d'infrastructures modes doux et de transports alternatifs à la voiture, ce qui limite les options de mobilité des habitants et contribue aux problématiques environnementales liées à la dépendance à la voiture individuelle. La démarche de développement des mobilités douces sur le territoire de la CCSB, ainsi que le Schéma cyclable départemental, constituent des leviers importants pour renforcer l'accessibilité au vélo et aux autres modes de transport doux. L'établissement d'un Plan Vélo à l'échelle du territoire permettrait de compléter et de relier ces initiatives locales et départementales, en garantissant une meilleure connectivité pour les usagers du vélo sur l'ensemble du territoire.

ELEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Porteur(s) du projet
> SCoT

Rôle du porteur de projet
> Portage d'étude

Partenaire
> SCoT, Département, Région, Acteurs du transport public local, usagers

Coût estimatif
> A partir de 20 000€ pour expertise externe
> ou Temps agents

Indicateur de suivi de l'action
>Nombre de km de piste cyclables, nombre d'appels à projets, fréquentation des pistes cyclables

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

PROGRAMMATION

L'élaboration d'un Plan Vélo permettrait de mettre en place un réseau d'itinéraires cyclables sécurisés et interconnectés, répondant aux besoins des usagers tant pour les déplacements quotidiens que pour les pratiques touristiques.

Le plan sera élaboré sur la base de l'état des lieux des infrastructures existantes et des retours des usagers. Il visera à relier les principales communes du territoire de la CCSB tout en favorisant la continuité des parcours cyclables au sein du SCoT. L'objectif sera de concevoir un réseau fluide, permettant aux cyclistes de circuler en toute sécurité, en particulier sur les axes reliant les zones d'habitation, les zones économiques, les écoles et les centres bourgs. Le Plan Vélo intégrera les enjeux liés à la sécurité, à l'accessibilité et à la durabilité, en veillant à la mise en place d'aménagements adaptés comme des pistes cyclables, des stations de vélos en libre-service ou des points d'arrêt pour les cyclistes.
Il tiendra également compte des projets cyclables en cours ou à venir au niveau départemental, afin d'assurer une cohérence et une complémentarité entre les différentes initiatives du territoire.

L'élaboration et la mise en œuvre d'un Plan Vélo nécessite une coordination efficace et une gestion centralisée. La désignation d'un référent dédié à la mise en œuvre du Plan Vélo permettra de garantir une vision stratégique et une gestion opérationnelle cohérente de l'ensemble du projet.
Cette personne sera responsable de la coordination entre les acteurs locaux, les usagers, et les collectivités. Elle assurera également un suivi des projets, la recherche de financements et les réponses aux appels à projets. Son rôle inclura également la collecte des données sur les besoins des usagers pour adapter et ajuster le réseau cyclable, tout en s'assurant de sa cohérence avec les projets départementaux et régionaux en cours.

Ce Plan Vélo pour la CCSB constitue une étape essentielle dans la transition vers des modes de transport plus durables et dans l'amélioration de la qualité de vie des habitants du territoire.

En parallèle des réflexions menées sur le Plan vélo, il sera intéressant de prendre en compte les autres usagers modes doux.
A partir des données collectées (diagnostic,concertation,...) des itinéraires de mobilité douce pour les piétons, vélos et autres,moyens de transports non motorisés, pourront être définis, en veillant à ce qu'ils relient efficacement les principaux centres-bourgs, quartiers résidentiels, zones commerciales et de loisirs. Ces itinéraires devront être sécurisés et accessibles à tous, en particulier aux personnes à mobilité réduite.

Les priorités d'aménagement incluront la création de pistes cyclables sécurisées, l'aménagement de zones piétonnes, l'amélioration des traversées piétonnes (rond-points, carrefours dangereux), ainsi que l'installation d'une signalétique appropriée (panneaux directionnels, indications de distances et de temps de trajet, etc...).
Les travaux d'aménagement des itinéraires seront lancés par phases, en fonction des priorités définies. Les premières réalisations concerneront les zones les plus urgentes (carrefours dangereux, axes reliant les principales communes) et les zones les plus fréquentées.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

4. IMPLANTATION DE L'ARTISANAT ET DES COMMERCES EN CENTRE BOURG

Action 4.1 - Aménager ou améliorer l'offre de stationnement

Action 4.2 - Etablir une stratégie de maîtrise foncière

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Action 4.1.

AMÉNAGER OU AMÉLIORER L'OFFRE DE STATIONNEMENT

IDENTIFIANTS

Objectif
> Créer les conditions favorables à la croissance des commerces

Type d'action
> Suivi

Échéance
> Échéance du SCoT

CONTEXTE ET ENJEUX

La question du stationnement reste présente dans un contexte où la voiture est essentielle, mais où il est nécessaire d'optimiser l'usage de l'espace public et d'intégrer des solutions d'aménagements plus durables.
L'aménagement de zones de stationnement végétalisées permettrait d'améliorer non seulement l'esthétique des espaces publics mais aussi de contribuer à la gestion des eaux pluviales, à la réduction des îlots de chaleur et à la préservation de la biodiversité locale.

Cette action vise à repenser l'organisation du stationnement sur le territoire du Sisteronais-Buëch en prenant en compte les spécificités rurales et les enjeux environnementaux, afin de répondre aux besoins de stationnement tout en respectant les besoins et particularités locales.

ELEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Porteur(s) du projet
> SCoT

Rôle du porteur de projet
> Portage d'étude

Partenaire
> SCoT, services techniques, collectivités locales, chambres consulaires

Coût estimatif
> Temps agents

Indicateur de suivi de l'action
> Réalisation d'une étude, nombre de projets réalisés

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

PROGRAMMATION

Après la réalisation d'un état des lieux des zones de stationnement existantes sur le territoire et d'un inventaire des places disponibles, il sera possible de repérer les zones saturées et d'identifier les points de tension où le stationnement est insuffisant.

L'étude pourra également porter sur l'accessibilité des espaces de stationnement pour les personnes à mobilité réduite et les usagers vulnérables (enfants, personnes âgées, etc.) afin de croiser les enjeux.
Le diagnostic pourra être complété par une analyse des impacts environnementaux des zones de stationnement existantes, notamment en termes d'imperméabilisation des sols et de gestion des eaux pluviales.

Ce travail permettra d'identifier les sites prioritaires et les zones stratégiques pour l'aménagement de nouveaux espaces de stationnement. Ces nouveaux aménagements pourront inclure des places de stationnement végétalisées (matériaux perméables ou grilles végétalisées) permettant de réduire l'imperméabilisation des sols. La végétalisation des parkings permettra également d'améliorer la qualité de l'air, de réduire les îlots de chaleur et d'intégrer la nature dans les espaces urbains.

Les collectivités locales joueront un rôle clé dans la mise en œuvre de l'action, en contribuant à la gestion des espaces publics et en assurant la coordination avec les services techniques.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Action 4.2.

ÉTABLIR UNE STRATÉGIE DE MAITRISE FONCIÈRE

IDENTIFIANTS

Objectif
> Accompagner et soutenir l'implantation et le développement des commerces et de l'artisanat

Type d'action
> Suivi

Échéance
> Echéance du SCoT

CONTEXTE ET ENJEUX

Les centres-bourgs connaissent souvent une baisse de leur attractivité, avec une vacance commerciale accrue et une difficulté à maintenir ou attirer des commerces de proximité. Cela impacte la vie sociale et économique locale du fait de la réduction des services disponibles pour les habitants.

La mise en place d'une stratégie de maîtrise foncière est une réponse à cette problématique, permettant de sécuriser l'acquisition de foncier stratégique pour l'implantation ou la pérennisation de commerces, Cette démarche vise à mettre en place une gestion proactive du foncier.

La stratégie de maîtrise foncière doit également contribuer au maintien et au développement de l'artisanat notamment en garantissant la diversité des activités artisanales.

ELEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Porteur(s) du projet
> SCoT

Rôle du porteur de projet
> Portage d'étude

Partenaire
> Commerçants, collectivités, EPF, CEREMA, SEM, chambres consulaires

Coût estimatif
> Phase 1 Diagnostic : Temps agents
> Phase 2 Portage foncier : à étudier / tarifs EPF dans le cas d'un conventionnement, ou outil de droit de préemption commercial de la collectivité

Indicateur de suivi de l'action
>Nombre de commerces installés, taux de vacance commerciale, m² de foncier commercial acquis en zone stratégique

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

PROGRAMMATION

La mise en place d'une stratégie de maîtrise foncière peut être une réponse adaptée pour lever les obstacles liés à la disponibilité et l'accessibilité des espaces commerciaux.

La première étape de cette stratégie consiste à réaliser un diagnostic précis des besoins en commerces et services de proximité sur le territoire. Cela implique de recenser les types de services attendus par les habitants, commerçants et acteurs locaux, à travers des enquêtes, des rencontres ou des ateliers participatifs par exemple. Cette phase permet d'identifier les zones prioritaires pour l'implantation de nouvelles offres commerciales, tout en évaluant les espaces vacants ou sous-exploités qui pourraient accueillir ces services. Une analyse de la vacance commerciale et des secteurs économiques manquants est essentielle pour guider les actions futures.

La deuxième étape porte sur la mise en place d'un dispositif de portage foncier. Il est possible de recourir à un Établissement Public Foncier, à savoir l'EPF Provence Alpes Cote d'Azur. L'EPF, via une convention, permettra d'acquérir et de gérer le foncier stratégique. Cette stratégie facilite la réhabilitation et l'implantation de commerces dans des zones ciblées en amont. L'EPF pourra intervenir dans des périmètres prioritaires définis par la collectivité, en offrant un cadre souple pour l'achat, la gestion et la cession de foncier.

Lorsque cela est possible, les conventions de portage foncier permettront de sécuriser les acquisitions et de proposer, indirectement, des solutions de financement pour les investisseurs ou commerçants.

En l'absence de conventionnement possible avec un EPF, d'autres solutions peuvent être envisagées pour faire l'acquisition du foncier en fonction des coûts. Les collectivités titulaires du droit de préemption commercial peuvent faire usage de cet outil pour s'assurer d'une meilleure maitrise du foncier économique et favoriser le maintient de certaines activités dans les centres-bourgs. Une fois les premiers fonciers acquis, des actions de communication et de sensibilisation sur les avantages du projet seront menées pour attirer les porteurs de projets et dynamiser les zones concernées.

La mise en place d'une stratégie de maîtrise foncière au travers de ce type d'outils contribuera ainsi à répondre aux besoins en commerces et services de proximité, et à revitaliser les centres-bourgs du Sisteronais-Buech.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

5. HABITAT DURABLE ET ACCESSIBLE

Action 5.1 - Elaborer un diagnostic territorial sur le logement

Action 5.2 - Réaliser une étude pré-opérationnelle à la mise en place d'une OPAH-RU

Action 5.3 - Mise en place de la taxe sur les logements vacants

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Action 5-1.

ÉLABORER UN DIAGNOSTIC TERRITORIAL SUR LE LOGEMENT

IDENTIFIANTS

Objectif
> Affiner la connaissance pour mettre en place les stratégies et outils adaptés

Échéance
> 1 an

Type d'action
> Suivi

CONTEXTE ET ENJEUX

La réalisation d'un diagnostic territorial sur le logement est une démarche essentielle pour comprendre les enjeux liés à l'habitat et à l'aménagement du territoire. Ce diagnostic permettra de mieux cerner les besoins en logement, d'évaluer l'offre existante et d'identifier les leviers à actionner pour une politique de logement adaptée.

ELEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Porteur(s) du projet
> SCoT

Rôle du porteur de projet
> Portage d'étude

Partenaire
> CEREMA, Bureau d'étude,ADIL, ANAH, DDT, Région, Communes, Département 05

Coût estimatif
> Moyens humains en interne

Indicateur de suivi de l'action
>Réalisation du diagnostic

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

PROGRAMMATION

Un diagnostic territorial sur le logement se décompose en plusieurs volets essentiels, qui permettent d'avoir une vue d'ensemble et de définir une politique adaptée aux besoins du territoire.

L'analyse de l'offre de logement sur le territoire constitue la première étape. Elle permet de déterminer la typologie des logements, l'état du parc immobilier et le taux de vacance. Cet état des lieux doit être détaillé et approfondi pour évaluer l'équilibre entre l'offre existante et la demande potentielle. L'analyse de l'état du parc immobilier permet d'identifier les besoins de réhabilitation, et le taux de vacance (pouvant signaler une mauvaise adéquation entre l'offre et la demande ou un manque d'attractivité dans certaines zones).
Ce premier volet constitue la base fondamentale pour établir une stratégie, définir des priorités et orienter les actions à mettre en place pour améliorer l'offre de logement.

L'analyse des besoins en matière de logement intervient ensuite pour évaluer si l'offre actuelle répond aux besoins réels des habitants. Cette analyse doit être réalisée au regard de la dynamique démographique de chaque commune, c'est-à-dire en tenant compte des variations de population, des structures familiales, de l'évolution des revenus et des types de ménages. Il est également important de croiser ces données avec les projections de croissance démographique pour anticiper les besoins futurs. Cette étape permet ainsi de déterminer les types de logements nécessaires (logements sociaux, accessibles, adaptés aux personnes âgées, etc.) et d'identifier les zones où les besoins sont les plus pressants.

L'évaluation des contraintes constitue un autre volet important du diagnostic. Il s'agit d'identifier les obstacles qui peuvent freiner le développement d'une offre de logement suffisante et diversifiée. Parmi ces contraintes, on retrouve notamment :

- Les contraintes foncières : La disponibilité de terrains constructibles est un élément clé.

- Les contraintes réglementaires : Les zones sensibles (inondables, protégées, agricoles) ou les contraintes d'urbanisme réglementaire. L'analyse de ces zones permet de savoir si des ajustements réglementaires sont nécessaires.

L'identification des opportunités et des forces constitue une étape importante pour orienter les actions futures. Il s'agit de repérer les friches et terrains sous-exploités qui pourraient être aménagés, ainsi que les possibilités de rénovation du parc immobilier existant, en particulier dans les zones urbaines anciennes ou dans les bâtiments vacants. Cette analyse permet également de repérer les sites bénéficiant d'une bonne accessibilité et donc susceptibles d'être plus attractifs. Ces opportunités peuvent être des leviers importants pour la revitalisation de certaines zones.

Le diagnostic territorial permet de mettre en lumière les axes d'intervention prioritaires et de formuler des recommandations adaptées aux spécificités du territoire. Ces recommandations serviront de base pour l'élaboration d'une politique publique du logement cohérente, qui répond aux enjeux démographiques et sociaux du territoire.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Action 5.2.

RÉALISER UNE ÉTUDE PRÉ-OPÉRATIONNELLE À LA MISE EN PLACE D'UNE OPAH-RU

IDENTIFIANTS

Objectif
> Affiner la connaissance pour mettre en place les stratégies et outils adaptés

Type d'action
> Suivi

Échéance
> Echéance du SCoT

CONTEXTE ET ENJEUX

Une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat - Revitalisation Urbaine poursuit un objectif de revitalisation urbaine dans des zones définies comme sensibles ou en mutation, généralement des quartiers en difficulté ou des centres-bourgs en perte de dynamisme. Elle est donc souvent mise en place dans un cadre plus large de politique de renouvellement urbain et de redynamisation des territoires. En plus des objectifs classiques de l'OPAH l'OPAH-RU vise à redynamiser ces quartiers, ce qui inclut des enjeux économiques, sociaux et urbains. Cela peut inclure des aménagements d'espaces publics, la réhabilitation de bâtiments publics ou privés et la reconquête des friches.

ELEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Porteur(s) du projet
> SCoT

Rôle du porteur de projet
> Portage d'étude

Partenaire
> Bureau d'étude, ANAH, Régions

Coût estimatif
> Bureau d'études (100 000€)

Indicateur de suivi de l'action
>Réalisation de l'étude

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

PROGRAMMATION

Les OPAH RU sont des dispositifs clés de la politique de renouvellement urbain, visant à améliorer l'habitat, dynamiser l'économie locale, renforcer le lien social et améliorer la qualité de vie dans les quartiers en difficulté. Ces opérations visent à rénover à la fois le bâti (logements privés et publics) et les espaces publics dans des quartiers ou centres-bourgs en déclin, souvent caractérisés par une vacance importante, une insalubrité, ou une faible attractivité.

Avant de lancer une OPAH RU, il est essentiel de mener une étude pré-opérationnelle pour déterminer les enjeux spécifiques du territoire concerné, identifier les priorités et les besoins des habitants et des acteurs locaux, et définir un cadre financier et technique adapté. Cette étape est cruciale pour assurer la réussite de l'opération, en garantissant une adéquation entre les actions menées et les attentes locales.

L'étude pré-opérationnelle permettra de dresser un état des lieux du territoire, d'identifier les problématiques spécifiques à la zone visée et de recueillir les premières données sur l'habitat, les espaces publics et les dynamiques socio-économiques. Ces données permettront ensuite de définir les objectifs de l'OPAH RU (priorités d'intervention, objectifs quantifiables et qualitatifs en matière de réhabilitation des logements, ...).

Une fois l'étude pré-opérationnelle finalisée, la collectivité pourra procéder au lancement de l'OPAH RU.
Les résultats de l'étude pré-opérationnelle constitueront un document de référence pour toute la phase de mise en œuvre et permettront de suivre les avancées du projet avec des objectifs clairs et des indicateurs de réussite définis en amont.

Cette étude pourra permettre à la CCSB de porter tout ou partie d'un pacte territorial.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Action 5.3.

MISE EN PLACE DE LA TAXE SUR LES LOGEMENTS VACANTS

IDENTIFIANTS

Objectif
> Mettre en place des outils pour une meilleure maitrise de l'évolution du parc de logement

Type d'action
> Fiscalité

Échéance
> Échéance du SCoT

CONTEXTE ET ENJEUX

La taxe sur les logements vacants (TLV) est un dispositif fiscal qui vise à inciter les propriétaires de logements inoccupés à les remettre sur le marché locatif ou à les rénover. Elle est mise en place au niveau local et concerne principalement les logements vacants depuis un certain temps.

ELEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Porteur(s) du projet
> Communes

Rôle du porteur de projet
> Mise en œuvre

Partenaire
> Collectivités

Coût estimatif
> Aucun

Indicateur de suivi de l'action
>Mise en place de la taxe

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Cadre légal et conditions d'application

La taxe sur les logements vacants a été instaurée par la loi de finances de 2014 et s'applique aux communes ayant choisi d'instaurer cette taxe. Elle s'adresse aux logements vacants depuis plus de 1 an, dans les zones où la tension du marché locatif est particulièrement élevée. Elle peut concerner aussi bien les logements privés que les logements sociaux dans certaines conditions.

Zones géographiques concernées

La taxe sur les logements vacants est généralement mise en place dans des zones dites « tendues » où la demande de logements dépasse l'offre. Ces zones sont définies par le gouvernement et peuvent inclure des grandes agglomérations ou certaines zones urbaines. Les communes ou intercommunalités peuvent choisir d'appliquer cette taxe en fonction de leur contexte spécifique.

Logements concernés

:

Il s'agit des logements vacants depuis plus d'un an, sans occupant, et qui ne sont ni en rénovation, ni destinés à un usage temporaire (comme des résidences secondaires). Il existe des exceptions, comme pour les logements vacants nécessitant des travaux importants ou ceux qui font l'objet de démarches administratives spécifiques (vente, démolition, etc.).

Mise en place par la collectivité locale

La mise en place de la taxe sur les logements vacants dépend de la décision des communes ou des intercommunalités et nécessite une délibération instaurant un montant et précisant la délimitation des zones. La taxe est calculée sur la valeur locative cadastrale du logement vacant, c'est-à-dire la base d'imposition utilisée pour la taxe foncière. Ce montant peut être multiplié par un taux variable, fixé par la commune. Le montant de la taxe est progressif en fonction de la durée de la vacance :

Certaines situations peuvent exonérer un propriétaire de la taxe sur les logements vacants. Cela peut s'appliquer :

- A un logement en travaux de rénovation ou d'aménagement pour le remettre en location ;
- A un logement en attente de vente, avec une preuve formelle de la mise en vente ;
- Si le propriétaire a un problème administratif empêchant la location ;
- Si le logement est utilisé comme résidence secondaire.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

SISTERONAIS-BUËCH

SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE DU

Annexe 7

Arrêté le : 15.05.2025
Approuvé le : 13.02.2026

Vu pour être annexé à la délibération du Conseil Communautaire
en date du 13.02.2026
Approuvant le projet de Schéma de Cohérence Territoriale
Fait à Sisteron, le 13.02.2026

Communauté de Communes
du Sisteronais-Buëch

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch

SISTERONAIS-BUËCH

SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE DU

Projet d'Aménagement Stratégique



Pièce n° **1**

Arrêté le : 15.05.2025
Approuvé le : 13.02.2026
Vu pour être annexé à la délibération du Conseil Communautaire en date du 13.02.2026
Approuvant le projet de Schéma de Cohérence Territoriale
Fait à Sisteron, le 13.02.2026

AXE N°1	***AXE N°2***	***AXE N°3***	***AXE N°4***
Affirmer une identité rurale dynamique	Soutenir une économie responsable	Renforcer la solidarité territoriale	Engager une transition sobre

Cittànova

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

PREAMBULE

Le SCoT de la Communauté de Communes du Sisteronais Buëch

Le périmètre du SCoT



Le Schéma de Cohérence Territoriale est élaboré sur le périmètre de la Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch. Elle regroupe **60 communes** et **25 315 habitants** (selon le recensement de la population de 2021) sur une surface de **1 488 km²**.

La Communauté de Communes a été créée le 14 novembre 2016 et a pris effet le 1er janvier 2017. Elle a la particularité administrative d'être située sur trois départements : les Hautes-Alpes, les Alpes de Haute Provence et la Drôme ; et sur deux régions : la région Auvergne-Rhône-Alpes et la région Sud Provence-Alpes-Côte-d'Azur.

Le Schéma de Cohérence Territoriale

Le Schéma de Cohérence Territoriale est un document qui définit les grandes orientations d'aménagement du territoire pour les 20 prochaines années. C'est un document partagé par les 60 communes de l'intercommunalité, il est adapté aux spécificités de chaque secteur du territoire.

L'élaboration du SCoT a été prescrit par délibération le 11 avril 2019, elle poursuit les objectifs suivants :

- Se doter d'un document qui sera un outil de coordination et de mise en cohérence du projet d'aménagement du territoire pour les 20 prochaines années ;

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

- S'engager sur la maîtrise de l'étalement urbain, sur la réduction de la consommation foncière, sur la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers ;
- Préserver et valoriser les espaces, paysages, ressources et milieux naturels ;
- Assurer le maintien et la préservation de la biodiversité ;
- Définir une politique en matière d'habitat garantissant l'équilibre territorial et la revitalisation des centres ;
- Mettre en cohérence l'offre de mobilité et l'organisation territoriale ;
- Répartir équitablement les équipements et services sur le territoire ;
- Définir un positionnement en matière de développement économique et commercial équilibré ;
- Définir une stratégie touristique territoriale valorisant ses richesses patrimoniales et architecturales, paysagères, naturelles géologiques, culturelles et ses potentiels spécifiques ;
- Soutenir l'activité agricole, pastorale et sylvopastorale ;
- Poursuivre la prévention des risques naturels et technologiques, des pollutions et des nuisances ;
- Contribuer à la lutte contre le changement climatique et à la transition énergétique du territoire ;
- Contribuer à la prévention, la gestion, la réduction et la valorisation des déchets.

Qu'est-ce qu'un projet d'aménagement stratégique ?

La pièce maîtresse du SCoT : une réponse aux objectifs à long terme, définis par la collectivité

Le Projet d'Aménagement Stratégique (PAS), pièce maîtresse du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT), définit les orientations d'aménagement retenues par les 60 communes du Sisteronais-Buëch. Son objectif est de répondre aux enjeux du développement durable, il s'agit donc de répondre aux besoins présents du territoire sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs.
Les choix d'aménagement pris dans le cadre de l'élaboration du Schéma de Cohérence Territoriale ne doivent pas entraver l'essor du territoire ou accentuer les déséquilibres territoriaux existants. Ils doivent au contraire permettre à long terme un développement harmonieux, répondant aux attentes de la population.

Dans cette perspective, les objectifs de développement engagés à l'échelle des 60 communes du Sisteronais-Buëch doivent permettre un développement équilibré de l'ensemble du territoire, en garantissant sur le long terme à la fois le progrès social, l'efficacité économique et la protection de l'environnement, préoccupations majeures pour assurer le développement durable. Le contenu du PAS est défini par l'article L.141-3 du code de l'urbanisme modifié par LOI n°2021-1104 du 22 août 2021 -art. 194.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

« Le projet d'aménagement stratégique définit les objectifs de développement et d'aménagement du territoire à un horizon de vingt ans sur la base d'une synthèse du diagnostic territorial et des enjeux qui s'en dégagent. Ces objectifs peuvent être représentés graphiquement. Ils concourent à la coordination des politiques publiques sur les territoires, en favorisant un équilibre et une complémentarité des polarités urbaines et rurales, une gestion économe de l'espace limitant l'artificialisation des sols, les transitions écologique, énergétique et climatique, une offre d'habitat, de services et de mobilités adaptés aux nouveaux modes de vie, une agriculture contribuant notamment à la satisfaction des besoins alimentaires locaux, ainsi qu'en respectant et mettant en valeur la qualité des espaces urbains comme naturels et des paysages. »
Le projet d'aménagement stratégique fixe en outre, par tranches de dix années, un objectif de réduction du rythme de l'artificialisation. »

La réalisation du PAS intervient après un travail approfondi de diagnostic du territoire, lequel a permis de mettre en exergue les enjeux de développement et de préservation du territoire. La traduction de ces enjeux en orientations et objectifs correspond à l'élaboration du PAS.
Les orientations et objectifs fixés dans le PAS sont par la suite traduits réglementairement au sein du Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO).

Un contexte législatif et règlementaire à respecter : un document d'orientations politiques, encadré par le code de l'urbanisme

L'élaboration du SCoT s'inscrit dans le cadre suivant :

- La loi Solidarité et Renouvellement Urbains (SRU) du 13 décembre 2000 ;
- La loi Urbanisme et Habitat (UH) du 2 juillet 2003 ;
- La loi de Modernisation de l'Economie du 4 août 2008 ;
- La loi relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'Environnement du 3 Août 2009 ;
- La loi Engagement National pour l'Environnement (ENE) grenelle 2 du 12 juillet 2010 ;
- La loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) du 24 mars 2014 ;
- La loi d'Avenir pour l'Agriculture, l'Alimentation et la Forêt (LAAAF) du 13 octobre 2014 ;
- La loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) du 7 août 2015 ;
- La loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques dite « loi Macron » du 6 Août 2015 ;
- La loi relative à la Liberté de la Création, à l'Architecture et au Patrimoine (LCAP) du 7 juillet 2016 ;
- La loi portant Evolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique (ELAN) du 23 novembre 2018 ;
  En application de la Loi ELAN, l'ordonnance n° 2020-744 du 17 juin 2020 relative à la modernisation des schémas de cohérence territoriale a engendré la modification du cadre réglementaire en cours de procédure.
- La loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets.

Le SCoT doit également être conforme avec les dispositions législatives et réglementaires du code de l'urbanisme.
Ces obligations du SCoT se retrouvent pour partie dans son PAS puisque celui-ci définit les orientations et le projet de territoire dans le respect du cadre législatif et réglementaire du SCoT.

Le SCoT, et à travers lui son PAS, est également soumis au respect des orientations, objectifs ou actions des documents opposables de portée supérieure (L.131-1 et 2 du code de l'urbanisme) :

- Les Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) et Schémas d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SAGE) ;
- Les Schémas Régionaux d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) des régions Sud PACA et AURA (en cours de modification) ;
- Les Schémas Régionaux de Cohérence Ecologique (SRCE) ;
- Les Schémas Régionaux des Carrières (SRC) ;

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

- Les chartes de Parc Naturel Régional.

Une traduction opposable sur le long terme : le document d'orientation et d'objectifs (DOO)

Le Schéma de Cohérence Territoriale a pour échéance 2021-2045. Il est le document de référence pour réaliser des documents d'urbanisme à plus court terme comme les Plans Locaux d'Urbanisme et les cartes communales.
Le Projet d'Aménagement Stratégique du SCoT contient des orientations générales qui sont précisées dans un Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO), en quelque sorte un mode d'emploi pour concevoir un PLU sur le territoire.
Ce DOO comporte un Document d'Aménagement Artisanal, Commercial et Logistique (DAACL) qui encadre notamment les installations commerciales.
En l'absence de SCoT, s'applique un principe d'urbanisation limitée. Lorsqu'un SCoT couvre un territoire, les documents d'urbanisme ne doivent pas contredire ses orientations. Les plans locaux d'urbanisme (PLU(i)), plans de sauvegarde et de mise en valeur et cartes communales devront être élaborés en compatibilité avec les orientations du SCoT. Les PLU existants devront, si besoin, être mis en compatibilité.
Les SCoT orientent également des politiques sectorielles :

- L'habitat, à travers les programmes locaux de l'habitat (PLH) ;
- Les déplacements, à travers les plans de déplacements urbains (PDU) ;
- L'agriculture, à travers la délimitation des périmètres d'intervention des politiques de protection et de mise en valeur des espaces agricoles et naturels périurbains.

Méthode de construction du projet d'aménagement stratégique

Un PAS co-construit en association avec les acteurs et partenaires

Afin de construire un projet partagé avec les élus et acteurs du territoire, l'élaboration du SCoT a fait l'objet de plusieurs temps de débat, d'échanges et de concertation.

Dans un premier temps, six ateliers thématiques ont été organisés aux mois de mars et avril 2023. Pour chaque atelier, trois scénarios ont été développés et trois questions ont été ciblées afin de guider les débats entre les participants :

- Atelier n°1 : armature territoriale

- Quels rôles pour les communes du territoire ?
- Quelles mobilités ?
- Pour quelles populations ?

- Atelier n°2 : habitat et cadre de vie

- Quelle qualité paysagère et urbaine vécue ?
- Comment adapter le bâti aux usages et enjeux actuels ?
- Quelle offre en logements ?

- Atelier n°3 : développement économique

- Comment maintenir et conforter les secteurs et sites créateurs d'emploi ?
- Quelle économie en dehors de la vallée du Buëch et des sites identifiés ?
- Quelles nouvelles formes pour l'économie de demain ?

- Atelier n°4 : paysages et tourisme

- Comment renforcer les grandes séquences paysagères (urbaines et naturelles) ?
- Comment valoriser les atouts patrimoniaux et paysagers de la CCSB ?
- Quelle offre culturelle et touristique ?

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

- Atelier n°5 : agriculture

- Comment préserver les espaces agricoles ?
- Comment adapter l'agriculture aux enjeux actuels ?
- Comment approfondir les liens de l'agriculture au territoire ?

- Atelier n°6 : environnement

- Comment préserver les ressources ?
- Comment réduire nos consommations et émissions ?
- Quelles productions énergétiques ?

Les ateliers ont permis de réunir les élus, partenaires institutionnels, habitants et acteurs du territoire autour de questions et de cartographies visant à explorer les grands enjeux mis en avant par le diagnostic. Les ateliers ont permis de faire émerger la plupart des orientations du PAS. Les échanges qui ont eu lieu pendant ces temps de concertation ont participé à dessiner un fil conducteur et une vision commune pour le projet du Schéma du Cohérence Territoriale tout en faisant remonter la diversité des points de vue et les spécificités propres aux secteurs et communes du Sisteronais-Buëch.

Dans un second temps, le PAS a également été présenté aux Personnes Publiques Associées (PPA) en date du 28 Juillet 2023. Ce temps de concertation a permis d'affiner l'écriture technique du projet politique.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

LE PROJET D'AMENAGEMENT STRATEGIQUE

Introduction

Le Projet d'Aménagement Stratégique du territoire du Sisteronais-Buëch est exprimé ci-après à partir d'un ensemble d'orientations générales couvrant l'ensemble des thématiques liées à l'aménagement et à l'urbanisme pour les 20 prochaines années.

Ces orientations ont été élaborées à partir des constats et des enjeux identifiés dans le diagnostic avec les élus du territoire et les partenaires. Elles se structurent également à partir du cadre législatif et des documents supra-communautaires.
Les orientations du PAS sont complémentaires et indissociables, elles se combinent dans l'objectif d'assurer un développement équilibré et cohérent limitant les fractures territoriales. Elles ont pour fils conducteurs l'adaptation, l'autosuffisance, l'innovation et l'excellence environnementale.

Pour rappel, le Projet d'Aménagement Stratégique (PAS) ne constitue pas un document opposable aux tiers. Il s'agit d'un document stratégique et politique qui met en lumière les grandes orientations du SCoT dont découleront les prescriptions du DOO (document opposable).

Le PAS n'étant pas opposable aux tiers, il convient de considérer que la carte de l'armature territoriale contenue dans le présent PAS a une valeur informative : elle est destinée à faciliter la lecture et la spatialisation d'une partie des objectifs et orientations qui y sont définies.

Ces cartes sont accompagnées d'une légende présentant sous une forme synthétique les orientations générales du PAS correspondant à chaque figuré de la carte. La légende reprend l'organisation par objectif de la partie textuelle. Certains figurés peuvent correspondre à plusieurs orientations.

Ces cartes entendent faciliter la compréhension des enjeux du territoire et ne constituent ni des axes, ni des objectifs ou des orientations du projet intercommunal.

Plan du projet d'aménagement stratégique

Axe n°1 : Affirmer une identité rurale dynamique

Orientation 1.1 : Adapter les formes bâties et formes urbaines aux besoins actuels et à venir

Orientation 1.2 : Maintenir et préserver les paysages et espaces naturels, agricoles et forestiers de la Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch

Orientation 1.3 : Poursuivre la revitalisation des centres-villes et centres-villages et la valorisation du patrimoine bâti

Axe n°2 : Soutenir une économie responsable

Orientation 2.1 : Consolider les pôles économiques existants

Orientation 2.2 : Faciliter l'activité économique dans les centres-villages et centres-villes

Orientation 2.3 : Développer une stratégie touristique à l'échelle de la CCSB

Axe n°3 : Renforcer la solidarité territoriale

Orientation 3.1 : Affirmer le rôle de chaque commune au sein de l'armature territoriale et renforcer les liens entre les communes

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Orientation 3.2 : Mettre en réseau les services et équipements

Orientation 3.3 : Renforcer les liens sur le territoire

Axe n°4 : Engager une transition sobre

Orientation 4.1 : Améliorer la qualité environnementale et écologique des aménagements et des constructions

Orientation 4.2 : Affirmer le rôle de l'agriculture et de la sylviculture dans la transition du territoire

Orientation 4.3 : Préserver, valoriser et optimiser les ressources du territoire

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Axe n°1 : Affirmer une identité rurale dynamique

Avec trente-cinq communes dont la population municipale est inférieure à 200 habitants, et une densité de 17 habitants par km², le territoire du Sisteronais-Buëch est caractérisé par sa ruralité. Partant de ce constat, les élus du territoire souhaitent s'engager pour aller vers un nouveau modèle de ruralité, un modèle dynamique qui met en avant ses atouts et s'appuie sur ses richesses.

Le patrimoine bâti est une des grandes aménités locales, il témoigne à la fois de l'activité agricole historique et pastorale notamment, de l'appartenance du territoire à la Provence mais également de son caractère montagnard. Les rues étroites des centres-villes et centres-villages et les groupements bâtis des fermes isolées devenues hameaux demandent à être valorisés et adaptés. Au-delà des éléments patrimoniaux, l'adaptation du bâti et des formes urbaines aux évolutions sociales et démographiques telles que la nécessité d'accroître l'offre de services de proximité, les nouveaux modes de travail et d'habitat, le vieillissement de la population ou le desserrement des ménages est un enjeu fort pour le territoire. Il s'agit à la fois d'améliorer le cadre et la qualité de vie en répondant au mieux aux besoins des habitants mais également de mettre en valeur des atouts qui participent indéniablement à l'attractivité du territoire pour les futurs habitants comme pour les touristes.

La seconde grande richesse du territoire se trouve dans la qualité de ses paysages et de ses espaces naturels. Qu'il s'agisse de la vallée du Buëch, de celle de la Durance, du massif Monges ou des Baronnies provençales, les paysages ouverts sur les plaines ponctuées de vergers et de pâtures, les cours d'eau et leur ripisylve et les paysages de montagne habillés par de vastes forêts constituent la toile de fond des habitants du territoire. Ces éléments sont garants de qualité de vie, ils participent à l'attractivité du territoire, et constituent les supports d'écosystèmes riches et fragiles qu'il s'agit de protéger. La sobriété foncière constitue une des réponses majeures, développée dans cet axe, pour permettre la préservation des espaces agricoles, naturels et forestiers du territoire et le maintien du pastoralisme.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Orientation 1.1 : Adapter les formes bâties et formes urbaines aux besoins actuels et à venir

Adapter l'offre en logement aux dynamiques sociodémographiques et aux besoins actuels

- Adapter le parc de logements au vieillissement de la population : logements adaptés aux personnes âgées et à proximité de services ;
- Proposer une diversité dans les typologies de logements au sein des communes afin de répondre à toutes les étapes du parcours résidentiel ;
- Maintenir la mixité sociale sur l'ensemble du territoire.

Rendre plus attractive l'offre de logements pour les jeunes en l'adaptant aux nouveaux besoins et modes de vie

- Favoriser l'accueil des jeunes actifs sur le territoire par la création d'une offre de logements, d'équipements et de services adaptée ;
- Promouvoir des logements évolutifs capables de s'adapter à l'évolution et à la diversité des modes d'habiter : liens habitat/travail, colocation, habitat partagé, mixité intergénérationnelle, etc.

Orientation 1.2 : Maintenir et préserver les paysages et espaces naturels, agricoles et forestiers de la Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch

Préserver les entités paysagères et les motifs paysagers communs comme emblématiques

- Valoriser les grands ensembles paysagers du territoire : massif des Monges, Baronnies provençales, vallées du Buëch et de la Durance, les vallées de l'AEygues et de l'Oule ; et renforcer les coopérations avec les territoires portant des projets de protection paysagère (plan paysage du Parc Naturel Régional des Baronnies provençales, Géoparc de Haute-Provence) ;
- Protéger les cônes de vue vers et depuis les villages ;
- Inscrire les nouvelles constructions en cohérence avec les logiques d'implantations traditionnelles ;
- Maintenir et valoriser les paysages agricoles, lutter contre la fermeture des milieux grâce au pastoralisme ;
- Accompagner un développement maîtrisé des énergies renouvelables le plus acceptable et le moins impactant possible sur la qualité paysagère du territoire.

Protéger les éléments favorables aux continuités écologiques, aux réservoirs de biodiversité et aux services écosystémiques

- Identifier, protéger et renforcer les éléments qui composent la trame verte et bleue (cours d'eau et leurs abords, tourbières, étangs et mares…) sur l'ensemble du territoire et les éléments de patrimoine naturel ordinaire présents notamment au sein des tissus urbanisés et participant à la mise en réseau des espaces de nature ;
- Imbriquer la nature dans les espaces urbanisés, notamment ceux les plus denses, afin de limiter la fragmentation du réseau écologique tout en apaisant l'ambiance urbaine, en luttant contre les îlots de chaleur urbain et en offrant des espaces de sociabilisation à la population ;

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

- Garantir une gestion durable des espaces naturels à forts enjeux environnementaux (corridors écologiques, espaces naturels sensibles, zones Natura 2000, zones humides, réservoirs de biodiversité…) et notamment des forêts afin de les protéger du risque incendie ;

- Protéger les espaces boisés, qui maillent le territoire en conjuguant leurs fonctionnalités écologiques et économiques ;

- Soutenir et concourir au portage des objectifs et stratégie de la Réserve Naturelle Régionale des Baronnies Orientales et de la Charte forestière territoriale de la CCSB ;

- Protéger en tant que liens écologiques privilégiés, les cours d'eau et leurs ripisylves et, de manière générale, leurs espaces de bon fonctionnement ;

- Préserver le réseau de zones humides en considérant leur multifonctionnalité (hydrologique, physico-chimique, écologique et paysagère et leurs connexions fonctionnelles avec les autres milieux naturels) ;

- Valoriser le rôle de l'agriculture, support des continuités écologiques, dans la préservation des écosystèmes et de la biodiversité (développer les haies bocagères, les jachères fleuries et autres couverts favorisant la biodiversité, …) ;

- Limiter toute nouvelle fragmentation par des infrastructures de transport ou prévoir des aménagements de franchissement en conséquence le cas échéant ;

- Promouvoir et mettre en œuvre des actions de renaturation des milieux dégradés sur le territoire de l'intercommunalité afin de restaurer la fonctionnalité écologique des espaces naturels. En cohérence avec les objectifs de la loi Climat et Résilience, les projets de renaturation viseront à rétablir les continuités écologiques, à favoriser la biodiversité locale et à améliorer la résilience face aux aléas climatiques, tels que les inondations et les îlots de chaleur. Ces actions concerneront en priorité les berges des cours d'eau, les zones humides, et les espaces en friche ou sous-utilisés, notamment au sein des zones urbanisées, afin de réintégrer la nature dans le tissu urbain et périurbain.

Accroître la sobriété foncière en modérant l'urbanisation des espaces agricoles, naturels et forestiers

Tendre vers un objectif de réduction de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers de - **49.5% pour les communes de la région Sud PACA et de - 54.5 % pour les communes de la région AURA** sur la période 2021-2030 par rapport à la consommation observée sur la période 2011-2021.

Pour la période 2031 à 2045, le SCoT du Sisteronais-Buëch vise à maintenir le même taux de réduction que la première phase par décennie (2021-2030 et 2041-2050) pour atteindre la Zéro Artificialisation Nette (ZAN) à l'horizon 2050. En compatibilité avec le SRADDET de la région Sud PACA, le SCoT prévoit la possibilité de mobiliser 7 hectares intégrés dans le niveau d'effort attendu entre 2021 et 2030 et répartis entre les centres locaux de proximité identifiés par le SRADDET : Sisteron, Serres, Laragne-Montéglin, La Motte du Caire ;

- A partir de 2031, intégrer la trajectoire de réduction de l'artificialisation des sols par tranche de dix ans, prévue par la Loi Climat et Résilience, et déclinée au niveau des SRADDET pour atteindre le zéro artificialisation nette en 2050.

- Augmenter la densité des espaces urbanisés en priorisant le renouvellement urbain et les constructions en densification au sein de l'enveloppe urbaine tout en veillant à la bonne intégration urbaine, architecturale, paysagère et environnementale des constructions dans chaque secteur ;

- Limiter l'habitat diffus et les extensions d'urbanisation sur le foncier agricole et interdire tout changement d'occupation des sols sur les espaces équipés pour l'irrigation, sauf s'il n'existe pas d'autre solution pour éviter

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

ou réduire la perte de ces espaces. Le cas échéant, il conviendra de prévoir et mettre en place un principe de compensation pour toutes surfaces irrigables « urbanisées » visant à rétablir le potentiel agricole irrigable du territoire, où à défaut à l'échelle régionale. La compensation devra se faire à valeur agronomique équivalente et dans le respect des objectifs en matière de biodiversité.

Orientation 1.3 : Poursuivre la revitalisation des centres-villes et centres-villages et la valorisation du patrimoine bâti

Revitaliser les bourgs du territoire

- Requalifier les espaces publics des centres historiques ;
- Lutter contre la vacance commerciale et résidentielle, en s'appuyant notamment sur les démarches existantes (Opération de Revitalisation du Territoires, Petites Villes de Demain, …) ;
- Soigner et harmoniser l'intégration architecturale et urbaine des constructions et aménagements grâce à une charte intercommunale d'architecture et de paysage (intégration au bâti ancien et à la morphologie urbaine historique des bourgs notamment) ;
- Requalifier les entrées de ville et de village ;
- Veiller au maintien des commerces et services de proximité.

Valoriser le patrimoine bâti

- Identifier et valoriser le patrimoine ordinaire comme le patrimoine reconnu ;
- Aménager les abords des sites patrimoniaux en les adaptant à la fréquentation touristique (accessibilité pour tous, stationnement, cheminements, plantations, commerces) ;
- Favoriser la rénovation thermique notamment des bâtis anciens, adaptée au climat de basse montagne méridionale.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Axe n°2 : Soutenir une économie responsable

Les orientations de cet axe visent à favoriser le dynamisme économique de l'intercommunalité tout en assurant une meilleure répartition des activités économiques sur le territoire. En effet, dans un objectif général de solidarité territoriale, l'intensification des activités au sein des zones dédiées et le développement conjoint de nouvelles formes d'économie en dehors des sites identifiés, dans les secteurs plus isolés notamment, sont des enjeux phares pour le territoire. Pour répondre à ces objectifs, les orientations suivent une approche géographique.

La première orientation vise le développement des pôles économiques existants. Il s'agit de veiller au dynamisme des zones d'activité et favorisant la mise en réseau des entreprises tout en adoptant une politique de sobriété foncière. La préservation des activités d'alimentation en matériaux du sous-sol est également traitée dans cette partie, en tant que filière phare du territoire.

Tandis que la seconde orientation s'appuie sur les centres-villes et centres-villages où l'objectif est de donner sa place à l'économie au sein des espaces habités, favorisant la mixité fonctionnelle et la proximité de l'emploi et des services. Pour ce faire, l'économie sociale et solidaire et le numérique constituent des leviers importants.
Enfin, la troisième orientation porte sur le tourisme, une filière qui demande à être mise en réseau et dont le potentiel de développement concerne tous les secteurs du territoire.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Orientation 2.1 : Consolider les pôles économiques existants

Renforcer l'armature économique du territoire

- Développer en priorité les zones d'activités économiques existantes en facilitant les synergies inter-entreprises et tisser des liens entre les espaces économiques du territoire ;
- Proposer des alternatives à la voiture individuelle, encourager les modes doux et organiser une mobilité multimodale performante notamment pour relier les pôles de bassin de vie, les secteurs d'emplois et les secteurs d'habitat ;
- Soutenir le développement des véhicules électriques via la mise en place des infrastructures nécessaires ;
- Développer les pépinières, hôtels et logements d'entreprises.

Concentrer le développement du foncier bâti à usage économique dans les zones d'activités économiques existantes

- Prioriser la densification des zones d'activités ;
- Permettre des extensions mesurées des zones d'activités lorsque tout le potentiel de densification sera occupé afin de garantir le développement des entreprises existantes et d'accueillir de nouvelles entreprises ;
- Afin de préserver le foncier des zones d'activités, privilégier l'implantation des entreprises confortant leur vocation ou spécialisation économique et développer, conforter et densifier les zones commerciales existantes ;
- Développer l'offre en formation industrielle et artisanale notamment, en association avec les acteurs économiques implantés sur le territoire.

Préserver la filière d'alimentation en matériaux du sous-sol

- Identifier et maintenir les sites d'exploitations en activité ;
- Permettre la création de nouvelles carrières et les extensions des carrières existantes dans le respect des prescriptions liées à la trame agro-environnementale, à l'agriculture, à la qualité paysagère, aux enjeux d'évolutions des circulations des masses d'eaux superficielles et souterraines, et sous réserve des possibilités de développement d'accès adaptés aux flux de camions supplémentaires ;
- Anticiper les besoins de plateforme pour la ressource secondaire (valorisation déchets du BTP) ;
- Limiter les risques et nuisances liées à l'exploitation des carrières sur les habitations et sur l'environnement ;
- S'assurer de la reconversion des sites et des espaces qui ne sont plus exploités (aménagement paysager, mise en eau, retour de l'agriculture)
- Préserver l'accès aux gisements d'intérêt national et régional afin de contribuer au maintien de l'autonomie régionale en ressources minérales.

Maintenir et préserver la vocation agricole du territoire

- Maintenir le foncier agricole ;
- Favoriser la réouverture de surfaces embroussaillées et le maintien des milieux ouverts ;

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

- Favoriser la création et la rénovation des cabanes pastorales et permettre la création d'outils de transformation et de points de vente des productions locales ;

- Préserver les sites et sièges d'exploitation en évitant leur rapprochement avec l'urbanisation, notamment via le maintien des « espaces tampons » paysagers et multifonctionnels qui permettent d'organiser des espaces de transition fonctionnel/urbain/agricole/naturel ;

- Préserver les accès et les circulations agricoles pour le bétail et les engins agricoles ;

- Développer les couveuses d'activités et les formations en agriculture ;

- Faciliter l'accès aux logements nécessaires aux agriculteurs et à proximité de leurs exploitations, notamment lors des créations de voie vertes afin d'éviter les conflits d'usage futurs et dans un esprit de cohabitation issu d'une concertation locale entre tous les usagers.

Orientation 2.2 : Faciliter l'activité économique dans les centres-villages et centres-villes

Aider à l'installation et au développement des activités commerciales, artisanales et de services dans les centres anciens

- Prioriser l'installation des commerces dans les centres-bourgs et soutenir le commerce de proximité ;

- Permettre l'implantation et le développement d'activités artisanales dans les communes rurales, en centre-bourg lorsqu'elles sont compatibles avec l'habitat, en périphérie si elles ne le sont pas ;

- Définir les espaces privilégiés du commerce et de l'artisanat au sein du Document d'Aménagement Artisanal, Commercial et Logistique ;

- Développer de manière coordonnée à l'échelle du SCoT des espaces de co-working et des tiers-lieux dans les centres-villages et centres-villes.

Faire du numérique un vecteur d'attractivité

- Etendre la couverture téléphonique et numérique de façon homogène sur le territoire afin de favoriser l'égalité numérique et d'en faire un levier d'attractivité des jeunes actifs ;

- Intégrer le développement numérique dans une stratégie de réduction des déplacements professionnels quotidiens ;

- Veiller à l'intégration environnementale et paysagère des infrastructures liées.

Orientation 2.3 : Développer une stratégie touristique à l'échelle de la CCSB

Favoriser le tourisme durable

- Développer la mobilité durable et l'itinérance douce en mettant en place des transports touristiques collectifs raccordant les sites majeurs et des aménagements dédiés aux modes actifs ;

- Développer et valoriser les activités sportives de pleine nature dans le respect de l'environnement et du multiusage avec les autres activités économiques (notamment du pastoralisme) ;

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

- Créer des liens entre tourisme et agriculture en promouvant les produits et savoir-faire locaux auprès des visiteurs en s'inscrivant dans les réseaux existants au niveau local, régional, voire national : gîte à la ferme, ferme pédagogique, …

Structurer l'armature touristique territoriale et valoriser le potentiel touristique

- Conforter les moteurs du tourisme notamment en développant l'artisanat d'art, l'agritourisme et le tourisme vert, en préservant les sites remarquables et/ou patrimoniaux, puis en veillant à la valorisation des paysages ;

- Faire connaître et mettre en réseau les sites touristiques ;

- Accompagner la diffusion des flux touristiques à l'échelle du territoire ;

- Développer une gamme complète et diversifiée d'activités touristiques et de services à destination de la clientèle (structure d'information, communication, animation offre hôtelière et de restauration, commerces spécialisés, …) ;

- Pérenniser et développer une offre d'hébergement touristique diversifiée et adaptée à une large clientèle dans une logique de multi saisonnalité.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Axe n°3 : Renforcer la solidarité territoriale

Toutes les communes ont un rôle à jouer dans le territoire, c'est ce que l'armature territoriale vise à mettre en place. Les différentes typologies de communes représentées sur la carte ont été définies selon plusieurs critères expliquées ci-dessous, elles poursuivent des objectifs différents qui sont déclinés au sein des orientations.

Le pôle de Sisteron

Selon l'INSEE, il s'agit d'un pôle présentant une unité urbaine de 1 500 à 5 000 emplois (avec 4562 emplois, Sisteron avoisine la définition d'un pôle moyen). Pour la CCSB, il s'agit notamment d'une commune qui exerce une fonction majeure aux échelles intercommunale et extraterritoriale, notamment dans le domaine du commerce, des services, des équipements publics et qui constitue le pôle majeur en matière d'emplois et d'activités économiques.

Les centralités secondaires de Laragne-Montéglin, Serres, La-Motte-du-Caire

Il s'agit de communes disposant de l'ensemble d'une offre diversifiée de commerces, services et équipements leur permettant de compléter le pôle influent de Sisteron et de desservir une population plus large que leurs seuls habitants. Ces communes sont attractives pour les populations et sont le siège de manifestations locales.

Les communes relais

Barret-sur-Méouge, Garde-Colombe, La Bâtie-Montsaléon, Le Poët, Mison, Monêtier-Allemont, Orpierre, Rosans, Turriers, Upaix, Val-Buëch-Méouge, Ventavon.

Il s'agit de communes qui justifient d'un réseau notable de commerces, services et équipements qui leur permet de desservir une population plus large que leurs seuls habitants. Ayant un rôle de « relais » auprès des communes éloignées dites « les communes rurales », elles opèrent un maillage structurant sur l'ensemble du territoire pour pourvoir, non seulement aux besoins de leurs habitants, mais également aux communes rurales qui ne disposent pas voire peu de commerces, services et équipements de proximité

Les autres communes rurales

Authon, Bayons, Bellaffaire, Chanousse, Châteaufort, Clamensane, Entrepierres, Eourres, Étoile-Saint-Cyrice, Faucon-du-Caire, Gigors, Laborel, Lachau, La Piarre, Lazer, Le Bersac, Le Caire, L'Épine, Melve, Méreuil, Montclus, Montjay, Montrond, Moydans, Nibles, Nossage-et-Bénévent, Ribeyret, Sainte-Colombe,

Saint-Geniez, Saint-Pierre-Avez, Saint-André-de-Rosans, Saléon, Salérans, Savournon, Sigoyer, Sigottier, Sorbiers, Thèze, Trescléoux, Valernes, Valdoule, Valavoire, Vaumeilh, Villebois-les-Pins.

Il s'agit de communes qui ne disposent pas voire peu de commerces, services et équipements de proximité.
L'armature vise à faciliter leurs implantations pour satisfaire aux besoins d'une population plus vulnérable (personnes âgées, population sans moyen de transport) et d'autre part, à réduire leur dépendance aux polarités structurantes plus éloignées par le déploiement de communes relais à proximité.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026



Le Sisteronais-Buëch compte un nombre important de communes de petite taille, dont les dynamiques démographiques sont parfois fragiles, la première orientation a pour objectif principal de maintenir la place et la viabilité de ces communes.

Le pôle de Sisteron, les centralités secondaires et les communes relais ont quant à elles un double rôle à jouer : celui de pourvoir aux besoins de leurs habitants mais également à ceux des habitants des communes environnantes. Les typologies de commune sont ainsi définies en fonction de la diversité de services qu'elles offrent à leur population et de leur rayonnement. En ce sens, les liens qui existent entre les communes sont à renforcer afin d'accentuer leur rayonnement et par ce même biais, la couverture en services et équipements pour tous les habitants du Sisteronais-Buëch. Les enjeux de mobilité qui en découlent sont traités au sein de la troisième orientation.

Pour répondre à ces objectifs, la mise en réseau et la mutualisation des services et équipements est un levier primordial, il est décliné dans la seconde orientation de l'axe.

Le DOO apportera des précisions à cette armature (objectifs, sectorisation…).

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Orientation 3.1 : Affirmer le rôle de chaque commune au sein de l'armature territoriale et renforcer les liens entre les communes

Assurer la place et la viabilité de chaque commune au sein de l'armature territoriale

- Permettre le développement de chaque commune en fonction des risques naturels et technologiques ;

- Conditionner le développement de chaque commune à sa disponibilité de la ressource en eau, à sa capacité à répondre aux besoins d'alimentation en eau potable (réseaux, captages…) et d'assainissement des eaux usées (capacité nominale des stations d'épuration, qualité des équipements, performance de traitement…) de façon à ne pas accentuer ni les flux de pollutions ni les prélèvements d'eau susceptibles d'avoir un impact sur la qualité des eaux et les milieux récepteurs ;

- Accompagner l'accueil de nouveaux habitants pour atteindre un taux moyen de croissance démographique de 0,66 % ; Encourager à la réalisation de travaux et de mise aux normes des équipements d'alimentation en eau potable et d'assainissement non conformes, en préalable à toute perspective de développement des secteurs concernés.

Renforcer les pôles et leur permettre d'assurer leur rôle dans l'intercommunalité

- Affirmer la centralité de Sisteron et son rôle de locomotive économique, de pôle d'emplois, de commerces, de services et d'équipements auprès de ses habitants et des autres communes de l'intercommunalité ;

- Sur chacune des trois autres centralités locales identifiées par le SRADDET (Laragne-Montéglin, Serres, La Motte-du-Caire), renforcer la notion de pôle de services, d'équipements et de commerces en assurant une réponse complète aux besoins quotidiens.

- Soutenir le rôle structurant des communes relais en consolidant leur réseau de commerces, services et équipements, afin d'assurer une offre de proximité suffisante pour leurs habitants et ceux des communes rurales avoisinantes.

Permettre le développement des communes rurales et répondre aux besoins de leurs habitants

- Favoriser le maintien, le développement et la création de commerces, services et équipements au sein des communes rurales ;

- Assurer le maintien de la population et l'accès aux services quotidiens dans les communes rurales les plus éloignées des centralités.

Orientation 3.2 : Mettre en réseau les services et équipements

Renforcer la couverture en équipements et en services dans les communes rurales

- Développer la mobilité des services et des commerces en encourageant l'offre d'itinérance permettant de desservir les communes notamment pour l'offre de soin, la culture ou encore l'offre marchande ;

- Assurer l'accès aux soins pour les habitants, particulièrement au vu du vieillissement de la population ;

- Assurer l'accès à l'éducation pour les enfants du territoire.

Développer la mutualisation et la polyvalence des espaces et des usages

- Développer des services et espaces mutualisés dans les secteurs dédiés aux activités économiques ;

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

- Promouvoir la pluralité des usages des espaces et équipements publics.

Orientation 3.3 : Renforcer les liens sur le territoire

Mettre en place une stratégie de mobilité globale en développant les alternatives à l'autosolisme et la multimodalité

- Développer des pôles multimodaux dans les communes de Sisteron, Serres, La-Motte-du-Caire et Laragne-Montéglin et favoriser le report modal depuis ces pôles ;

- Renforcer le rôle des gares de Sisteron, Serres et Laragne-Montéglin ;

- Renforcer les transports en commun régionaux desservant les centralités (bus et trains) et les transports à la demande dans les communes rurales ;

- Encourager les pratiques alternatives à l'autosolisme en développant le réseau de covoiturage et l'autopartage à l'échelle de la Communauté de Communes ;

- Sécuriser et faciliter les modes actifs en développant les aménagements, services et équipements adaptés à la pratique du vélo à l'échelle de l'intercommunalité ;

- Promouvoir l'utilisation des modes actifs (communication et sensibilisation auprès des habitants, au sein des entreprises, à l'école, …) ;

- Maintenir et renforcer les liaisons de transports en commun sur l'axe Est-Ouest en partenariat avec les intercommunalités voisines et les régions Sud PACA et AURA.

Renforcer les coopérations territoriales stratégiques

- Organiser les liens avec les territoires limitrophes pour améliorer l'accès aux équipements et services clés à l'échelle des bassins de vie ;

- Renforcer les coopérations avec les partenaires (les SCoT voisins, le PNR des Baronnies provençales, etc.) afin de mutualiser des solutions de services, d'équipements, de logements, travailler les continuités écologiques et des projets structurants ;

- Renforcer le développement sur les axes stratégiques (vallées de la Durance et du Buëch), principaux lieux de connexion avec les territoires extérieurs.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Axe n°4 : Engager une transition sobre

La lutte contre le changement climatique et la préservation de la biodiversité figurent parmi les objectifs principaux de l'élaboration du Schéma de Cohérence Territoriale. Pour répondre à ces enjeux majeurs, le territoire de la Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch doit s'engager dans une transition globale et mettre les enjeux climatiques au centre de la planification et de l'aménagement du territoire. Les trois orientations ci-dessous expriment les trois lignes directrices de cette transition.

La première orientation porte sur l'amélioration de la qualité environnementale et écologique des aménagements et constructions. En effet, l'adaptation au changement climatique des espaces urbanisés constitue une priorité. Il s'agit par exemple d'améliorer la qualité énergétique des bâtiments, tant concernant la production que la consommation, au sein des bâtis neufs comme anciens.

La seconde orientation porte sur le rôle de l'agriculture et de la sylviculture dans la transition du territoire, en réponse aux enjeux climatiques et alimentaires. Le Sisteronais-Buëch est composé en majeure partie d'espaces agricoles et forestiers, qu'il convient de mobiliser pour lutter contre les changements climatiques, par la mutation des pratiques agricoles et la mobilisation du potentiel qu'offrent les espaces boisés.
Enfin, la dernière orientation vise à la préservation, la valorisation et l'optimisation des ressources du territoire. L'objectif est de mettre la prise en compte de la disponibilité des ressources au cœur de la planification et de l'aménagement du territoire. Ces orientations poursuivent l'objectif général d'aller vers un modèle plus sobre et vertueux.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Orientation 4.1 : Améliorer la qualité environnementale et écologique des aménagements et des constructions

Améliorer la performance énergétique des bâtiments existants

- Développer les réhabilitations thermiques ;
- Prendre en compte l'évolution des usages lors des opérations de réhabilitation (local vélos, point d'apport volontaire, chauffage collectif, …).

Mettre en place des exigences sur la qualité environnementale des nouvelles opérations architecturales et urbaines

- Faire connaître et favoriser les bonnes pratiques de réhabilitation et de construction (écoconception, bâtiments à basse consommation, matériaux locaux, biosourcés et recyclés, …) auprès des propriétaires et des professionnels ;
- Veiller à la bonne intégration paysagère et environnementale de toute nouvelle opération ;
- Inciter à un traitement environnemental qualitatif des zones d'activités (perméabilité des sols, végétalisation, traitement paysager des espaces d'interfaces entre les zones d'activités et les zones résidentielles…) ;
- Mettre en place une exigence environnementale importante au sein des zones d'activités concernant les nouveaux aménagements et constructions (rénovation, insertion paysagère, gestion des déchets, production d'énergie, réemploi, …) ;
- Créer de la solidarité énergétique entre les programmes bâtis neufs comme anciens ;
- Etudier la faisabilité de systèmes de production d'énergie mutualisée et renouvelable tels que les réseaux de chaleur pour les projets urbains présentant une densité suffisante ;
- Encourager les aménagements et les formes bâties qui participent à la lutte contre l'îlot de chaleur dans un contexte d'adaptation au changement climatique (gestion durable de l'eau, traitement perméable des sols, revêtement à fort albédo, végétalisation…) ;
- Prendre en compte les enjeux environnementaux dans les aménagements et veiller à limiter les impacts des projets sur le paysage et les milieux.

Réduire la vulnérabilité des personnes et des biens face aux risques naturels et technologiques

- Maintenir les espaces d'habitat et d'équipement à distance des zones accueillant ou susceptibles d'accueillir des activités à risque élevé et/ou vulnérables aux risques naturels ;
- Valoriser les zones rendues inconstructibles en raison d'un risque par une intervention paysagère, écologique, agricole ou de loisirs, dans la mesure où cela n'entraîne pas d'augmentation de la vulnérabilité ;
- Prescrire la mise en place d'aménagements permettant de réduire et de gérer le risque et intégrer une réflexion sur la vulnérabilité des constructions.

Préserver l'ambiance sonore et la qualité de l'air locale

- Prendre en considération les facteurs bruit et pollution sur les axes de transit les plus bruyants dans le cadre des aménagements futurs (mesures de maîtrise du bruit à la source, éloignement…) ;

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

- Pacifier le partage de la voirie et favoriser la sécurité des déplacements actifs (piétons et cycles) dans les bourgs.

Orientation 4.2 : Affirmer le rôle de l'agriculture et de la sylviculture dans la transition du territoire

Accompagner le changement des pratiques agricoles au regard des enjeux climatiques et alimentaires

- Sensibiliser les habitants et notamment les enfants aux enjeux agricoles et alimentaires locaux ;
- Faciliter le développement des outils de transformation des produits locaux (abattoir, laiterie, conserverie, unité de pressage, etc.) ;
- Développer les circuits-courts notamment en permettant l'installation de points de vente sur le site des exploitations ;
- Donner une place à l'agriculture vivrière (autoconsommation) au sein des espaces urbanisés notamment ;
- Conforter le rôle majeur de l'agriculture locale pour répondre aux enjeux alimentaires définis dans les Projets Alimentaires Territoriaux (PAT des Hautes-Alpes, des Alpes de Haute Provence et du Parc Naturel Régional des Baronnies provençales) ;
- Garantir la pérennité des espaces et des pratiques agricoles sur le long terme en sauvegardant et en développant les investissements individuels et collectifs (irrigation) sans porter atteinte au bon état écologique des masses d'eau ;
- Encourager la réutilisation des eaux usées traitées dans les pratiques agricoles dans le contexte de sécheresses récurrentes.

Accompagner le développement de la sylviculture et prévenir le risque incendie sur le territoire

- Augmenter la capacité de stockage du carbone du territoire ;
- Garantir une gestion durable des forêts, veiller à la sanctuarisation des espaces boisés à forts enjeux de biodiversité et assurer une surveillance des peuplements vis-à-vis de leur résilience aux changements climatiques ;
- Développer les filières bois énergie et bois d'œuvre en permettant l'installation des entreprises et le développement des formations en sylviculture et transformation du bois sur le territoire tout en assurant une bonne intégration paysagère et environnementale des constructions et aménagements dédiés à ces activités ;
- Veiller à la valorisation des déchets bois ;
- Renforcer la place du matériau bois de provenance locale, de préférence certifié, dans la construction tout en respectant l'intégration aux codes de l'architecture traditionnelle locale ;
- Encourager l'entretien des infrastructures (pistes forestières, fossés, points d'eau, forages, signalisation…) et l'accompagnement et le développement des techniques et des pratiques pour la poursuite d'une politique DFCI (Défense des Forêts Contre les Incendies) adaptée aux milieux afin de protéger et être résilient face au risque incendie ;
- Préserver la forêt et les habitations contre les incendies par l'engagement d'une réflexion sur la planification de la protection et la déclinaison des PDPFCI (Plans Départementaux de Protection des Forêts Contre les Incendies) en cours ou en projet ;

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

- Préconiser le maintien ou l'aménagement d'interfaces autour des zones habitées et des zones naturelles par la mise en place de coupures agricoles, de coupures sylvopastorales et la réalisation des Obligations légales de débroussaillement (OLD) ;

- Améliorer les connaissances et sensibiliser la population.

Orientation 4.3 : Préserver, valoriser et optimiser les ressources du territoire

Prioriser la protection de la ressource en eau

- Sécuriser la distribution de l'eau potable d'une part, en aménageant le territoire en fonction de la quantité et de la qualité de la ressource en eau (prise en compte des zones déficitaires, règlementation des piscines, limitation de l'imperméabilisation des sols, stockage de l'eau, …) et d'autre part, en œuvrant pour un usage économe de la ressource ;

- Sensibiliser les acteurs économiques et les usagers pour réduire leur consommation d'eau ;

- Garantir la gestion des eaux pluviales à la parcelle et permettre leur infiltration, leur récupération et leur réutilisation ;

- S'assurer de la conformité et améliorer les performances des systèmes d'assainissement.

Encourager et encadrer le développement maîtrisé des énergies renouvelables

- Veiller à la bonne insertion paysagère et environnementale de tous les systèmes de production d'énergie ;

- Mettre en place des protections fortes sur les espaces agricoles et sur les espaces présentant des enjeux environnementaux et paysagers importants dans le cadre du développement du photovoltaïque ;

- Privilégier les toitures existantes et les espaces déjà artificialisés pour l'installation de panneaux photovoltaïques ;

- Encourager les modes de productions d'énergies renouvelables innovants ;

- Inciter au développement de projets citoyens de production d'énergies renouvelables individuels comme collectifs ;

- Veiller à la préservation des paysages et des espaces agricoles dans le développement du photovoltaïque sur les bâtiments agricoles et de l'agrivoltaïsme ;

- Adapter le développement de la production d'énergies renouvelables aux besoins du territoire ;

- Prévoir les ouvrages nécessaires au développement des énergies renouvelables tel que prévu par le S3REnR.

Réduire et valoriser les déchets

- Développer la gestion des déchets organiques de manière collective comme individuelle puis encourager le tri et la valorisation des déchets fermentescibles pour réduire les déchets à la source (particuliers et professionnels) ;

- Adapter les équipements et prévoir des espaces dédiés à la collecte des déchets suffisamment dimensionnés dans tous nouveaux projets afin d'assurer un tri conforme à la réglementation actuelle et à venir ;

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

- Accompagner les autorités compétentes dans la lutte contre les dépôts sauvages de déchets et la réduction des abandons de déchets encombrants ;

- Encourager la création de plateformes intercommunales de réemploi et de valorisation des déchets.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Document d'Orientations et d'Objectifs

Document d'Aménagement Artisanal Commercial et Logistique



Pièce n°2

Arrêté le : 15.05.2025
Approuvé le : 13.02.2026

Vu pour être annexé à la délibération du Conseil Communautaire en date du 13.02.2026

Approuvant le projet de Schéma de Cohérence Territoriale
Fait à Sisteron, le 13.02.2026

AXE N°1	*AXE N°2*	*AXE N°3*	*AXE N°4*
Affirmer une identité rurale dynamique	Soutenir une économie responsable	Renforcer la solidarité territoriale	Engager une transition sobre

SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE DU SISTERONAIS-BUËCH

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

SOMMAIRE GÉNÉRAL

SOMMAIRE GENERAL 2

SOMMAIRE THEMATIQUE 4

PREAMBULE 5

Le territoire du Sisteronais-Buëch 5

Le périmètre du SCoT 5

Qu'est-ce qu'un Document d'Orientations et d'Objectifs ? 6

La traduction réglementaire du Projet d'Aménagement Stratégique du SCoT 6

Le Document d'Aménagement Artisanal, Commercial et Logistique 7

Un contexte législatif et règlementaire à respecter 8

Une traduction opposable sur le long terme 9

Méthode d'élaboration du Document d'Orientations et d'Objectifs 10

Un DOO co-construit en association avec les acteurs et partenaires 10

Un DOO qui s'appuie sur l'armature territoriale 11

Axe n°1 : Affirmer une identité rurale dynamique 12

Orientation 1.1 - Adapter les formes bâties et urbaines aux besoins actuels et à venir 13

Objectif 1 - Développer une politique d'habitat en adéquation avec les besoins 14

Objectif 2 - Rendre le territoire attractif pour les jeunes 15

Orientation 1.2 - Maintenir et préserver les paysages et espaces naturels, agricoles et forestiers de la CCSB 16

Objectif 1 - Préserver les paysages 17

Objectif 2 - Renforcer et reconstruire les continuités écologiques 23

Objectif 3 - Intégrer la trame verte et bleue localement 24

Orientation 1.3- Poursuivre la revitalisation des centres-villes et centres-villages et la valorisation du patrimoine bâti 29

Objectif 1 - Réduire l'artificialisation des sols 30

Objectif 2 - Renforcer l'attractivité des centres-villes et centres-bourgs en développant des démarches transversales 36

Axe n°2 : Soutenir une économie responsable 38

Le DAACL - Document d'Aménagement Artisanal, Commercial et Logistique 39

A - Lutter contre l'évasion commerciale en périphérie 46

B - Proposer une offre commerciale pour tous 58

C - Anticiper les nouvelles pratiques commerciales 59

Orientation 2.1 - Consolider les pôles économiques existants 61

Objectif 1 - Conforter la dynamique des zones d'activités économiques 61

Objectif 2 - Conforter la dynamique des autres filières économiques 63

Orientation 2.2 - Faciliter l'activité économique dans les centres-villages et centres-villes 65

Objectif 1 - Revitaliser les bourgs et favoriser le maintien et le développement de l'offre commerciale et artisanale dans les centres-

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

SOMMAIRE GÉNÉRAL

bourgs et centres-villes 66

Orientation 2.3 - Développer une stratégie touristique à l'échelle de la CCSB 67

Objectif 1 - Développer les mobilités durables adaptées aux flux saisonniers et touristique 68

Objectif 2 - Concilier la fréquentation touristique et la préservation des milieux et des paysages 69

Objectif 3 - Conférer au territoire une fonction de destination touristique 70

Axe n°3 : Renforcer la solidarité territoriale 71

Orientation 3.1 - Affirmer le rôle de chaque commune au sein de l'armature territoriale et renforcer les liens entre les communes 72

Objectif 1 - Assurer un développement équilibré au sein d'une organisation territoriale 73

Orientation 3.2 - Mettre en réseau les services et équipements 74

Objectif 1 - Renforcer l'attractivité du territoire dans le domaine du numérique, de la culture, de l'innovation 75

Objectif 2 - Développer l'offre de santé en créant des strutures de proximité 76

Orientation 3.3 - Renforcer les liens sur le territoire 77

Objectif 1 - Faciliter les déplacements alternatifs à la voiture 78

Objectif 2 - Améliorer et renforcer les infrastructures de transports structurantes existantes sur le territoire 79

Axe n°4 : Engager une transition sobre 80

Orientation 4.1 - Améliorer la qualité environnementale des aménagements et des constructions 81

Objectif 1 - Améliorer les performances énergétiques et environementales du parc bâti 82

Objectif 2 - Réduire l'exposition des zones d'habitations aux risques naturels et technologiques 84

Objectif 3 - Définir des règles spécifiques pour les nouvelles constructions en zone de montagne 87

Orientation 4.2 - Affirmer le rôle de l'agriculture et de la sylviculture dans la transition du territoire 88

Objectif 1 - Dessiner un paysage alimentaire à l'échelle du territoire 89

Objectif 2 - Reconnaître le rôle de la filière-bois dans le développement du territoire 90

Orientation 4.3 - Préserver, valoriser et optimiser les ressources du territoire 93

Objectif 1 - Valoriser et préserver durablement la ressource en eau 94

Objectif 2 - Définir des règles spécifiques afin d'encourager le développement maîtrisé des énergies renouvelables 97

Objectif 3 - Augmenter le cycle du réemploi 100

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

SOMMAIRE THÉMATIQUE

AXES DU DOO	THÉMATIQUES ABORDÉES	
AXE 1° - AFFIRMER UNE IDENTITE RURALE DYNAMIQUE	HABITAT > Politique du logement et de l'habitat > Attractivité des jeunes PROTECTION DES ESPACES AGRICOLES, NATURELS ET URBAINS > Paysages et patrimoines emblématiques > Modalités d'insertion urbaine dans le paysage > Patrimoine bâti > Trame verte et bleue (zones humides, milieux naturels, continuités)	GESTION ECONOME DE L'ESPACE > Lutte contre l'artificialisation des sols > Répartition des objectifs de consommation foncière
AXE 2° - SOUTENIR UNE ECONOMIE RESPONSABLE	EQUIPEMENT COMMERCIAL ET ARTISANAL > DAACL >Nouvelles pratiques commerciales QUALITE URBAINE, ARCHITECTURALE ET PAYSAGERE >Aménagement qualitatif des secteurs économiques	TRANSPORTS ET DEPLACEMENTS > Mobilités des actifs > Filières économiques du territoire > Revitalisation économique des bourgs TOURISME >Fréquentation et préservation des sites >Offre touristique >Mobilités et transports
AXE 3° - RENFORCER LA SOLIDARITE TERRITORIALE	HABITAT > Accueil de population > Production de logements QUALITE URBAINE, ARCHITECTURALE ET PAYSAGERE > Densités de logement	EQUIPEMENTS ET SERVICES > Numérique >Santé >Culture TRANSPORTS ET DEPLACEMENTS > Mobilités actives > Desserte et accessibilité du territoire > Infrastructures de transport
AXE 4° - ENGAGER UNE TRANSITION SOBRE	PERFORMANCES ENVIRONNEMENTALES ET ENERGETIQUES > Performances du parc bâti > Risques naturels et technologiques > Gestion des ressources > Gestion des déchets	AGRICULTURE ET FORÊTS > Alimentation et circuits-courts > Filière-bois

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

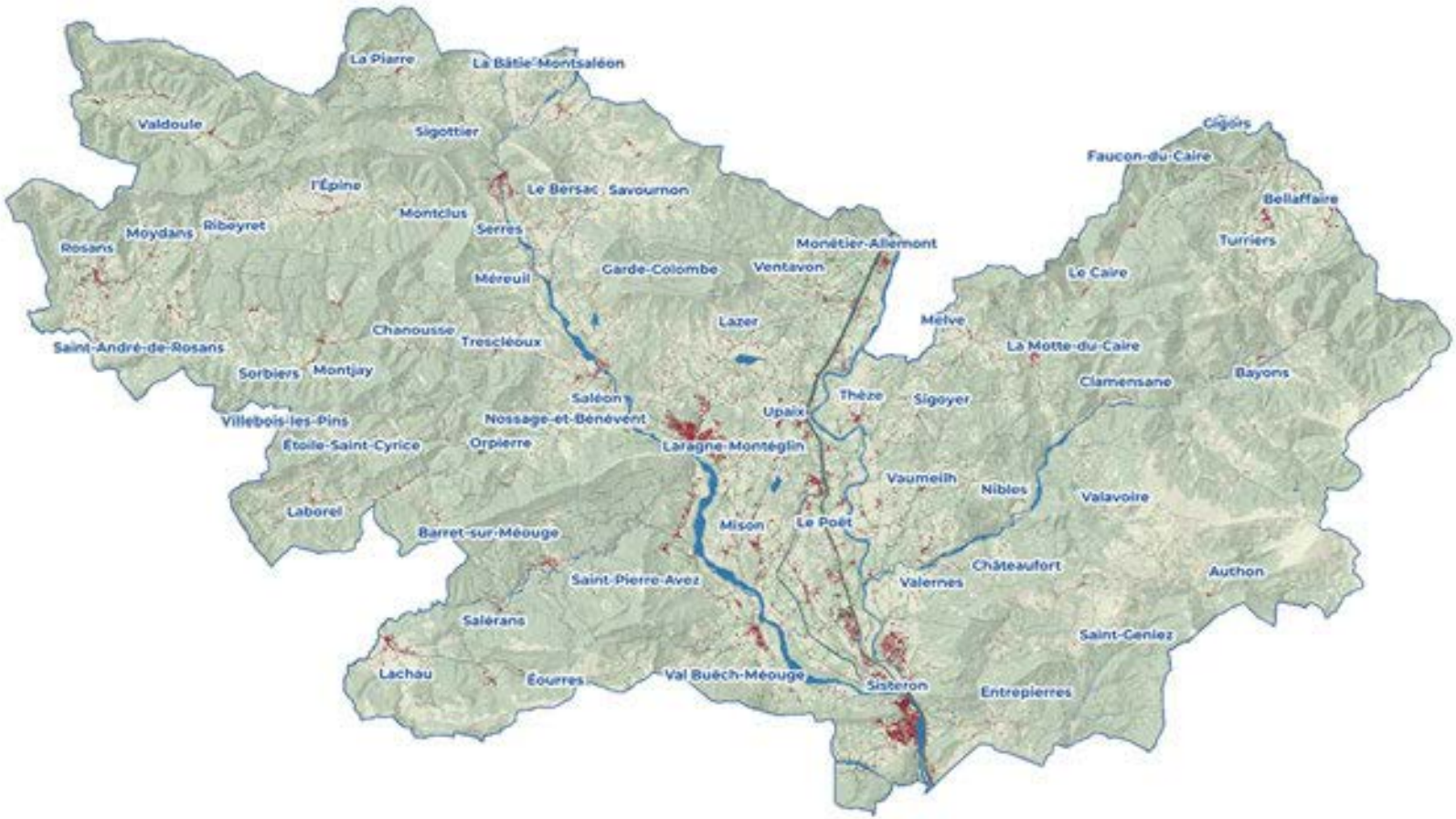
PREAMBULE

Le territoire du Sisteronais-Buëch

Le périmètre du SCoT

Le Schéma de Cohérence Territoriale est élaboré sur le périmètre de la Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch. Elle regroupe 60 communes et 25 315 habitants (selon le recensement de la population de 2021 sur une surface de 1 488 km².

La Communauté de Communes a été créée le 1er janvier 2017 par arrêté préfectoral du 14 novembre 2016. Elle a la particularité administrative d'être située sur trois départements : les Hautes-Alpes, les Alpes-de-Haute-Provence et la Drôme ; et sur deux régions : Auvergne-Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte-d'Azur.



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

PREAMBULE

Qu'est-ce qu'un Document d'Objectifs et d'Orientations ?

La traduction réglementaire du Projet d'Aménagement Stratégique

Le Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO) du SCoT a pour objectif de décliner toute orientation nécessaire à la traduction du Projet d'Aménagement Stratégique (PAS), relevant des objectifs énoncés à l'article L.101-2 du Code de l'Urbanisme et de la compétence des collectivités publiques en matière d'urbanisme.

Le DOO détermine les conditions d'application du Projet d'Aménagement Stratégique : orientations générales d'organisation de l'espace, de coordination des politiques publiques et de valorisation des territoires. Il est le document de référence pour réaliser des documents d'urbanisme (cartes communales ou Plan Local d'Urbanisme PLU).

Le présent DOO, traduit le Projet d'Aménagement Stratégique du SCoT en orientations générales qui sont précisées et permettront de concevoir des PLU et PLUi sur le territoire en ayant pour fil rouge la cohérence dessinée par le SCoT.

Le Document d'Orientations et d'Objectifs intègre deux types de propositions fondamentalement différents :

- les **PRESCRIPTIONS** : des règles d'urbanisme de portée juridique qui s'imposent aux documents d'urbanisme des communes et ont une valeur juridique, dans un rapport de compatibilité.

- les **RECOMMANDATIONS** : qui complètent les orientations prescriptives par des éléments de conseil sans portée juridique dans le DOO, notamment en raison de l'absence d'une compétence directe du SCoT sur le thème concerné. Les recommandations sont également utilisées pour apporter des éléments d'information supplémentaires (mesures d'accompagnement, outils mobilisables…).

Afin que le Document d'Orientations et d'Objectifs traduise et respecte l'ambition du Projet d'Aménagement Stratégique, il s'appuie sur la structure de ce dernier et reprend tous les axes. A chaque objectif du PAS correspond ainsi des prescriptions et/ou recommandations visant à répondre à la stratégie globale.

Article L141-5 du Code de l'Urbanisme

Dans un principe de gestion économe du sol, le document d'orientation et d'objectifs fixe les orientations et les objectifs en matière de :

1° Développement économique et d'activités, en intégrant les enjeux d'économie circulaire et en visant une répartition équilibrée entre les territoires ;

2° Préservation et développement d'une activité agricole respectant les sols ainsi que l'environnement et tenant compte des besoins alimentaires ;

3° Localisations préférentielles des commerces dans les polarités existantes et à proximité des lieux de vie, des secteurs de revitalisation des centres-villes, des transports et préservation environnementale, paysagère et architecturale des entrées de villes.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

PREAMBULE

Qu'est-ce qu'un Document d'Objectifs et d'Orientations ?

Le Document d'Aménagement Artisanal, Commercial et Logistique

Le présent document comporte un Document d'Aménagement Artisanal, Commercial et Logistique (DAACL) qui encadre les installations commerciales.

Les orientations et prescriptions de ce chapitre s'imposent, dans un rapport de compatibilité, aux documents d'urbanisme locaux (PLU et cartes communales) des collectivités intégrées au périmètre du SCoT du Sisteronais-Buëch :

- que sont les PLU, aux opérations foncières et aux opérations d'aménagement listées à l'article R.142-1 du Code de l'Urbanisme, notamment les Zones d'Aménagement Concerté (ZAC),
- aux autorisations d'urbanisme (lorsque des lotissements ou constructions portent sur une surface de plancher de plus de 5 000 mètres carrés),
- ainsi qu'aux autorisations d'exploitation commerciale délivrées au titre de l'article L. 752-1 du Code de Commerce.

Elles s'appliquent également aux avis de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial (CDAC) et de la Commission Nationale d'Aménagement Commercial (CNAC) lorsqu'elles statuent sur les équipements commerciaux dont la surface est comprise entre 300 et 1 000 mètres carrés dans le cadre de l'article L. 752-4 du Code de Commerce.

Les objectifs relatifs aux surfaces sont exprimés tant en surface de vente qu'en surface de plancher dans la mesure où les présentes dispositions s'appliquent tant aux documents d'urbanisme locaux (surface de plancher) qu'aux autorisations d'exploitation commerciale (surface de vente).

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

PREAMBULE

Qu'est-ce qu'un Document d'Objectifs et d'Orientations ?

Un contexte législatif et réglementaire à respecter : un document d'orientations politiques encadré par le code de l'urbanisme

L'élaboration du SCoT s'inscrit dans le cadre suivant :

• La loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU) du 13 décembre 2000 ;

• La loi Urbanisme et Habitat (UH) du 2 juillet 2003 ;

• La loi de Modernisation de l'Economie du 4 août 2008 ;

• La loi relative à la mise en oeuvre du Grenelle de l'Environnement du 3 Août 2009 ;

• La loi Engagement National pour l'Environnement (ENE) du 12 juillet 2010 ;

• La loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) du 24 mars 2014 ;

• La loi d'Avenir pour l'Agriculture, l'Alimentation et la Forêt (LAAAF) du 13 octobre 2014 ;

• La loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) du 7 août 2015 ;

• La loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques dite « loi Macron » du 6 Août 2015 ;

• La loi relative à la Liberté de la Création, à l'Architecture et au Patrimoine (LCAP) du 7 juillet 2016 ;

• La loi relative à la modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne, du 26 décembre 2016 ;

• La loi portant Evolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique (ELAN) du 23 novembre 2018 ;

En application de la Loi ELAN, l'ordonnance n° 2020-744 du 17 juin 2020 relative à la modernisation des schémas de cohérence territoriale a engendré la modification du cadre réglementaire en cours de procédure.

• La loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets du 22 août 2021 ;

• La loi APER relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables (APER) du 10 mars 2023.

Le SCoT doit également être conforme avec les dispositions législatives et réglementaires du code de l'urbanisme.

Ces obligations du SCoT se retrouvent pour partie dans son PAS puisque celui-ci définit les orientations et le projet de la CCSB dans le respect du cadre législatif et réglementaire du SCoT.

Le SCoT, et à travers lui son PAS, sont également soumis au respect des orientations, objectifs ou actions des documents opposables de portée supérieure (L.131-1 et 2 du code de l'urbanisme) :

• Les Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) et Schémas d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SAGE) ;

• Les Schémas Régionaux d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) des Régions PACA et AURA (en cours de modification) ;

• Les Schémas Régionaux de Cohérence Ecologique (SRCE) ;

• Les Schémas Régionaux des Carrières (SRC) ;

• La charte du Parc Naturel régional des Baronnies provençales.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

PREAMBULE

Qu'est-ce qu'un Document d'Objectifs et d'Orientations ?

Une traduction opposable sur le long terme

Le Schéma de Cohérence Territoriale a pour échéance 2025-2045. Il est le document de référence pour réaliser des documents d'urbanisme à plus court terme comme les Plans Locaux d'Urbanisme.

Le Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO) constitue en quelque sorte un mode d'emploi pour élaborer un PLU sur le territoire.

En l'absence de SCoT, s'applique un principe d'urbanisation limitée. Lorsqu'un SCoT couvre un territoire, les documents d'urbanisme ne doivent pas contredire ses orientations. Les plans locaux d'urbanisme (PLU), plans de sauvegarde et de mise en valeur et cartes communales devront être élaborés en compatibilité avec les orientations du SCoT. Les PLU existants devront, si besoin, être mis en compatibilité.

Les SCoT orientent également des politiques sectorielles :

- L'habitat, à travers les programmes locaux de l'habitat (PLH) ;
- Les déplacements, à travers les plans de déplacements urbains (PDU) ;
- L'agriculture, à travers la délimitation des périmètres d'intervention des politiques de protection et de mise en valeur des espaces agricoles et naturels périurbains.
- L'artisanat, le commerce et la logistique, à travers les dispositions du DAACL inclus dans le DOO.



- Les pièces qui composent le SCoT -

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

PREAMBULE

Méthode d'élaboration du Document d'Orientations et d'Objectifs

Un document co-construit en association avec les acteurs et les partenaires

Afin de construire un projet partagé avec les élus et acteurs du territoire, l'élaboration du SCoT a fait l'objet de plusieurs temps de débats, d'échanges et de concertation.

Dans un premier temps, deux ateliers thématiques ont été organisés aux mois de mars et avril 2024. Pour chaque atelier, des prescriptions ont été proposées afin de guider les débats entre les participants :

• Atelier n°1 : Environnement & Paysage et Aménagement Commercial

- Quel degré de prescription pour préserver les paysages emblématiques ?
- Quelle ambition pour la gestion des risques environnementaux ?
- Où permettre le développement des commerces et de l'artisanat ?
- Comment encadrer le développement des zones d'activités existantes ?

• Atelier n°2 : Habitat et Cadre de vie

- Où accueillir la population ?
- Comment encadrer et permettre l'urbanisation ?

Les élus, citoyens, Personnes Publiques Associées (PPA) associations et habitants ont eu l'occasion de réfléchir collectivement aux conditions d'applications des orientations du PAS de manière réglementaire. Ces ateliers ont permis d'élaborer les prescriptions et recommandations du DOO en prenant en compte le niveau d'ambition souhaité pour chaque orientation du PAS.

Dans un second temps, le DOO a également été présenté aux Personnes Publiques Associées le 14 octobre 2024 et le 14 avril 2025. Ce temps de concertation a permis d'affiner l'écriture technique du document réglementaire.



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

PREAMBULE

Méthode d'élaboration du Document d'Orientations et d'Objectifs

Un document qui s'appuie sur l'armature territoriale

L'armature territoriale visée dans la stratégie du Projet d'Aménagement Stratégique sert de base au projet du Sisteronais-Buëch. Le présent Document d'Orientations et d'Objectifs y fait référence, afin d'adapter les règles au rôle et aux besoins de chaque commune.

Rappel de l'armature inscrite au PAS :

> **Le pôle de Sisteron**
Sisteron exerce une fonction majeure aux échelles intercommunale et extraterritoriale, notamment dans le domaine du commerce, des services, des équipements publics et qui constitue le pôle majeur en matière d'emplois et d'activités économiques.

> Les centralités secondaires de Laragne-Montéglin, Serres, La-Motte-du-Caire
Les centralités secondaires disposent de l'ensemble d'une offre diversifiée de commerces, services et équipements leur permettant de compléter le pôle influent de Sisteron et de desservir une population plus large que leurs seuls habitants.

> Les communes relais
Les communes relais sont les communes justifiant d'un réseau notable de commerces, services et équipements qui leur permet de desservir une population plus large que leurs seuls habitants. Ayant un rôle de « relais » auprès des communes éloignées dites « les communes rurales », elles opèrent un maillage structurant sur l'ensemble du territoire pour pourvoir aux besoins de leurs habitants, mais également aux communes rurales qui ne disposent pas voire peu de commerces, services et équipements de proximité.

> Les autres communes rurales
Il s'agit de communes qui ne disposent, pas ou peu, de commerces, services et équipements de proximité. L'armature vise à faciliter leurs implantations pour satisfaire aux besoins d'une population plus vulnérable (personnes âgées, population sans moyen de transport) et d'autre part, à réduire leur dépendance aux polarités structurantes plus éloignées par le déploiement de communes relais à proximité.



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Axe n°1

Affirmer une identité rurale dynamique



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Axe n°1
Affirmer une identité rurale dynamique

Orientation 1.1 - Adapter les formes bâties et formes urbaines aux besoins actuels et à venir

Nos objectifs partagés

A travers son PAS, le Sisteronais-Buëch souhaite :

- **Adapter l'offre en logement aux dynamiques sociodémographiques et aux besoins actuels**

> Adapter le parc de logements au vieillissement de la population : logements adaptés aux personnes âgées et à proximité de services ;

> Proposer une diversité dans les typologies de logements au sein des communes afin de répondre à toutes les étapes du parcours résidentiel ;

> Maintenir la mixité sociale sur l'ensemble du territoire pour répondre aux besoins des ménages modestes et des jeunes.

- **Rendre plus attractive l'offre de logements pour les jeunes en l'adaptant aux nouveaux besoins et modes de vie**

> Favoriser l'accueil des jeunes actifs sur le territoire par la création d'une offre de logements, d'équipements et de services adaptés ;

> Promouvoir des logements évolutifs capables de s'adapter à l'évolution et à la diversité des modes d'habiter : liens habitat/travail, colocation, habitat partagé, mixité intergénérationnelle.

Ces orientations se déclinent dans les objectifs du DOO.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Axe n°1
Affirmer une identité rurale dynamique

Orientation 1.1 - Adapter les formes bâties et formes urbaines aux besoins actuels et à venir

Objectif 1_Développer une politique d'habitat en adéquation avec les besoins

[Conforter la dynamique démographique et diversifier le profil des ménages s'installant sur le territoire]

Les documents d'urbanisme locaux devront :

PRESCRIPTION 1 : Favoriser l'accueil de nouveaux actifs en facilitant la pluriactivité, le développement du télétravail et des services en ligne.

PRESCRIPTION 2 : Privilégier l'installation de résidences dédiées aux seniors à proximité des secteurs équipés de services et commerces de proximité, d'espaces publics adaptés et d'équipements de santé, selon l'armature.

PRESCRIPTION 3 : Développer l'offre de petits logements (T1 à T3), en priorité dans les communes disposant de services et de transport en commun, dans les bourgs et en petits collectifs afin de répondre aux besoins des différentes populations ayant besoin de la proximité des services et des transports en commun (personnes âgées, jeunes, vivant seules ou en situation de handicap ou de dépendance).

PRESCRIPTION 4 : Tendre à une offre en logement intergénérationnelle par la variation des formes d'accession (achat, location, primo-accession) et formes bâties (maisons accolées, maisons jumelées, petits logements…).

PRESCRIPTION 5 : Accroître le nombre de logements locatifs à vocation sociale (logements publics sociaux, logements privés conventionnés, logements communaux) sur l'ensemble du territoire.

[Rendre abordable à toutes les populations l'offre d'habitat sur le territoire (mixité sociale)]

Les documents d'urbanisme locaux devront :

PRESCRIPTION 6 : Inscrire un objectif de création de logements locatifs, en adéquation avec l'armature territoriale permettant de rapprocher la population fragilisée des aménités (espaces publics, équipements, commerces et services) du territoire.

PRESCRIPTION 7 : Consacrer au minimum 50 % de l'objectif de production totale de logements du SCoT à une offre de logements abordables à destination des jeunes et des actifs. La production totale de logements visée ici concerne les résidences principales, et inclut production neuve et réhabilitation.

L'offre de logements abordables inclut : accession sociale à la propriété, logements locatifs sociaux neufs ou en acquisition-amélioration, logements-foyer, logements saisonniers.

Niveaux de l'armature	Objectif logements à produire SCoT 2045	Objectif nombre de logements abordables à produire	Prop./ commune	Prop./ Total
Pôle de Sisteron	1308	**771**	59%	28%
Centralités secondaires	622	**373**	60%	14%
Communes relais	436	**135**	31%	5%
Les autres communes rurales	384	**96**	25%	3%
TOTAL SCoT 2045	2 750	**1 375**	50%	50%

Ces logements seront réalisés, quand cela est possible, dans les secteurs desservis par les transports en commun, et/ou à proximité des services, des équipements et des pôles d'emplois.

PRESCRIPTION 8 : Mettre en oeuvre des dispositifs facilitant l'accès des ménages les plus modestes, des séniors, des jeunes ménages, des apprentis, des jeunes

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Objectif 2_Rendre le territoire attractif pour les jeunes

travailleurs ou saisonniers (touristiques, agricoles,...) au logement, en lançant une réflexion partenariale sur ce sujet avec les acteurs de l'immobilier, notamment :

- en développant une offre de logements locatifs sociaux, avec le recours au Prêt Locatif Social (PLS) et au Prêt Social Location-Accession (PSLA) ;
- en proposant des programmes de qualité pour des logements en accession à la propriété ou en location, notamment à travers l'instauration de Baux Réels Solidaires (BRS) ;
- en traduisant des besoins en logements temporaires (de courte et moyenne durée).

Ces solutions devront répondre aux besoins quantifiés sur le territoire et se positionner de façon préférentielle à proximité des transports en commun et des services.

Les communes reconnues comme des polarités touristiques dans le territoire de la CCSB sont concernées.

RECOMMANDATION 1 : Encourager la remise sur le marché les logements vacants afin de favoriser l'accès au logement locatif social *(se référer aux orientations du DOO «revitaliser les bourgs du territoire»).*

Les documents d'urbanisme locaux pourront :

RECOMMANDATION 2: Renforcer la dimension qualitative de la création d'offre de logements en : valorisant les ressources locales, respectant et mettant en lumière le paysage, le patrimoine bâti et l'importance des espaces publics et des trames (sols, végétations, eaux, éclairage).

[Proposer une offre de logements adaptée aux nouveaux modes d'habiter]

Les documents d'urbanisme locaux devront :

PRESCRIPTION 9 : Encourager la création de logements évolutifs et innovants destinés aux jeunes actifs, adaptés aux nouvelles formes d'habitat, telles que la colocation, l'habitat partagé, l'habitat participatif, la mixité intergénérationnelle, les opérations mixtes alliant logement et espace de coworking, bail mobilité, tout en intégrant des services et équipements de proximité. Ces logements devront être situés de préférence à proximité des pôles d'emploi et des réseaux de transport, afin de faciliter la mobilité et la qualité de vie des jeunes résidents.

Les documents d'urbanisme locaux pourront :

RECOMMANDATION 3: Permettre aux communes désireuses de porter des projets hybrides, à l'image des «tiers-lieux» à destination des jeunes populations vecteurs de lien social (espaces publics, activités culturelles, etc.) , d'activités extérieures (séjours et activités de nature), d'insertion (espaces de coworking, ateliers d'insertion, ateliers d'artisanat ou divers).



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Axe n°1
Affirmer une identité rurale dynamique

Orientation 1.2 - Maintenir et préserver les paysages et espaces naturels, agricoles et forestiers de la CCSB

Nos objectifs partagés, ce que dit le PAS

A travers son PAS, le Sisteronais-Buëch souhaite :

- **Préserver les entités paysagères**

> Valoriser les grands ensembles paysagers du territoire : massif des Monges, Baronnies provençales, vallées du Buëch et de la Durance ; et renforcer les coopérations avec les territoires portant des projets de protection paysagère (plan paysage du PNR des Baronnies provençales, Géoparc de Haute-Provence) ;

> Protéger les cônes de vue vers et depuis les villages ;

> Inscrire les nouvelles constructions en cohérence avec les logiques d'implantations traditionnelles ;

> Maintenir et valoriser les paysages agricoles.

- **Protéger les éléments favorables aux continuités écologiques**

> Identifier, protéger et renforcer les éléments qui composent la trame verte et bleue (cours d'eau et leurs abords, tourbières, étangs et mares…) sur l'ensemble du territoire et les éléments de patrimoine naturel ordinaire présents notamment au sein des tissus urbanisés et participant à la mise en réseau des espaces de nature ;

> Imbriquer la nature dans les espaces urbanisés, notamment ceux les plus denses, afin de limiter la fragmentation du réseau écologique tout en apaisant l'ambiance urbaine, en luttant contre les îlots de chaleur urbain et en offrant des espaces de sociabilisation à la population ;

> Garantir une gestion durable des espaces naturels à forts enjeux environnementaux (corridors écologiques, espaces naturels sensibles, zones Natura 2000, zones humides…) et notamment des forêts afin de les protéger du risque incendie ;

> Protéger les espaces boisés, qui maillent le territoire en conjuguant leurs fonctionnalités écologiques et économiques ;

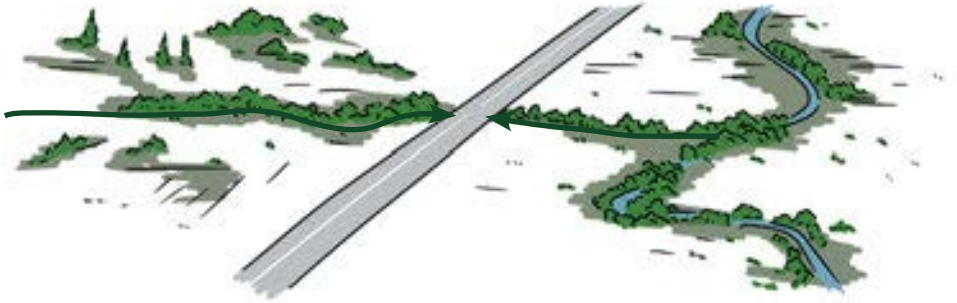
> Protéger en tant que liens écologiques privilégiés, les cours d'eau et leurs ripisylves et, de manière générale, leurs espaces de bon fonctionnement ;

> Préserver le réseau de zones humides en considérant leur multifonctionnalité (hydrologique, physico-chimique, écologique et paysagère et leurs connexions fonctionnelles avec les autres milieux naturels) ;

> Valoriser le rôle de l'agriculture, support des continuités écologiques, dans la préservation des écosystèmes et de la biodiversité (développer les haies bocagères, les jachères fleuries et autres couverts favorisant la biodiversité, …) ;

> Limiter toute nouvelle fragmentation par des infrastructures de transport ou prévoir des aménagements de franchissement en conséquence le cas échéant.

Ces orientations se déclinent dans les objectifs du DOO.



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Orientation 1.2 - Maintenir et préserver les paysages et espaces naturels, agricoles et forestiers de la CCSB

Objectif 1 : Préserver les paysages

[Prendre en compte les documents cadres des territoires labellisés actuels et à venir]

RECOMMANDATION 4 : Maintenir et renforcer la coopération et l'entente intercommunale qui porte aujourd'hui le Géoparc de Haute-Provence de l'UNESCO, dont les actions visent notamment à valoriser les sites, faire valoir les savoir-faire et la production locale.

RECOMMANDATION 5 : Prendre en compte les objectifs de qualités paysagères qui émaneront du plan de paysage des Baronnies provençales en cours d'élaboration.

[Encadrer l'insertion des dispositifs ENR dans le paysage]

Les documents d'urbanisme locaux devront :

PRESCRIPTION 10 : Protéger les secteurs de sensibilité paysagère, incluant les crêtes et les sites touristiques en limitant ou interdisant l'implantation d'éoliennes. Installer les éoliennes dans des zones d'implantation favorables en tenant compte des études de visibilité et de préservation des corridors écologiques.

PRESCRIPTION 11 : Afin de préserver la qualité paysagère et l'identité rurale du territoire, le SCoT encourage l'implantation de panneaux photovoltaïques sur les toitures des bâtiments agricoles existants dans des conditions permettant leur bonne intégration au paysage local.

[Promouvoir une urbanisation respectueuse du patrimoine et des paysages]

Les documents d'urbanisme locaux devront :

PRESCRIPTION 12 : Protéger les paysages emblématiques et les éléments patrimoniaux identitaires du territoire, en lien avec la charte du PNR des Baronnies provençales et les sites du Géoparc de Haute-Provence pour les communes adhérentes, notamment :

- En préservant les espaces d'intérêt paysager et patrimonial ;
- En valorisant les sites patrimoniaux majeurs ;
- En respectant les formes urbaines singulières ainsi que les villages perchés remarquables ;
- En préservant le patrimoine naturel tels que les sites géologiques et d'intérêt patrimonial remarquables ainsi que les vallées du Buëch, de la Durance et de la Sasse ;
- En limitant le développement dispersé des bâtiments d'exploitation ou de stockage dans les espaces agricoles. *(cf. Axe 1 - Objectif Préserver les continuités écologiques, prescription 28 et 29)*.

Le SCoT identifie les éléments à préserver dans la carte paysagère en pages suivantes. Les documents d'urbanisme locaux s'appuieront sur cette carte de principe pour délimiter plus précisément les périmètres de protection.

PRESCRIPTION 13 : Prendre en compte les sensibilités visuelles dans les aménagements futurs en veillant à l'intégration paysagère des aménagements et des constructions (valorisation des pentes, des terrasses, des jardins et des vergers anciens).

PRESCRIPTION 14 : Renforcer la qualité des bourgs et des villages qui est une caractéristique forte du Sisteronais-Buëch. Respecter le contexte topographique et paysager dans lequel s'inscrivent les nouvelles constructions. Pour cela :

- Préserver et valoriser le patrimoine ordinaire des villages au titre du l'article L.151-19 du code de l'urbanisme ;
- Mettre en valeur les caractéristiques architecturales et urbaines locales en adaptant les principes constructifs aux spécificités des constructions anciennes et à leurs matériaux, notamment lors d'une rénovation. Inclure l'usage de matériaux biosourcés lorsque cela est possible.

PRESCRIPTION 15 : Ménager les entrées de ville et les traversées de villages. Les revaloriser afin de préserver les caractéristiques architecturales et paysagères des bourgs et villages (à travers par exemple des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) de requalification).

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Axe n°1
Affirmer une identité rurale dynamique

Orientation 1.2 - Maintenir et préserver les paysages et espaces naturels, agricoles et forestiers de la CCSB

Objectif 1 : Préserver les paysages

La Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch devra :

PRESCRIPTION 16 : Elaborer une charte paysagère et architecturale à l'échelle intercommunale afin d'établir des orientations communes en matière d'intégration, de mise en valeur et de préservation des paysages du Sisteronais-Buëch.

Les communes adhérentes au PNR des Baronnies provençales devront s'appuyer sur la charte du PNR et du plan de paysage en cours d'élaboration.

Le Sisteronais-Buëch est une mosaïque d'identités caractérisées par des formes urbaines et des matériaux spécifiques. La qualité paysagère et patrimoniale du territoire est reconnue comme un potentiel à protéger qu'il convient de prendre en compte collectivement.

Les documents d'urbanisme locaux devront :

PRESCRIPTION 17 : Poursuivre l'application de la charte graphique et signalétique sur les zones d'activités et les sites touristiques ainsi que la signalisation des activités privées dans les communes disposant d'une SIL.

Les documents d'urbanisme locaux pourront :

RECOMMANDATION 6 : Encourager les communes à établir des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) spécifiquement dédiées à la préservation des « villages remarquables ». C'est-à-dire les villages présentant un intérêt patrimonial, urbain et paysager ou qui sont concernés par des périmètres spécifiques de protection patrimoniale.

Elles pourront également établir des règles de préservation du patrimoine architectural et paysager puis encourager des pratiques respectueuses du patrimoine bâti, notamment au travers d'OAP patrimoniales.

RECOMMANDATION 7 : Inciter les documents locaux à se référer à la charte des entrées de ville, à préserver les silhouettes villageoises et la trame de petits jardins autour des villages, à identifier et à protéger les points de vue pour préserver les perceptions depuis et vers les sites emblématiques.

RECOMMANDATION 8 : Mettre en place dans les documents d'urbanisme les outils nécessaires pour conforter leur protection : création d'emplacements réservés aux espaces verts, classement de cônes de vue à protéger au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme, classement des espaces à proximité de la route en zone agricole ou naturelle afin d'en préserver l'aspect.

RECOMMANDATION 9 : Lutter contre la banalisation des paysages notamment par l'interdiction du mitage des espaces naturels, agricoles et forestiers et de l'urbanisation linéaire le long des infrastructures routières.

[Préserver l'identité agricole du territoire]

Les documents d'urbanisme locaux devront :

PRESCRIPTION 18 : Préserver les éléments ponctuels agricoles et naturels faisant partie de l'identité du Sisteronais-Buëch.

Les espaces agricoles les plus à enjeux ont une fonction identitaire et patrimoniale qu'il convient de préserver. Ils contribuent à la diversité des paysages du Sisteronais-Buëch tout en mettant en valeur les hommes et leurs savoir-faire locaux. *(cf. carte du paysage ci-après).*

Il s'agit donc de préserver l'activité agricole (installations et terres agricoles) et les éléments qui la favorisent, notamment en proscrivant toute urbanisation qui entrerait en concurrence avec elle (hors constructions utiles à l'activité).

PRESCRIPTION 19 : Prévoir au sein des espaces agricoles classés en réservoirs de biodiversité ou situés dans des espaces à fort enjeu paysager, des zones agricoles non constructibles lorsque la protection de la fonctionnalité écologique le nécessitera. Il sera possible de déroger à la règle pour la construction de bâtiments nécessaires à l'activité agricole ; dans ce cas la séquence « Éviter, Réduire, Compenser » sera mise en œuvre, conformément à l'article L. 110-1 du Code de l'Environnement. La compensation devra être opérée localement.

PRESCRIPTION 20 : En s'appuyant si possible sur un diagnostic agricole, limiter les impacts du développement sur les espaces agricoles dans les documents d'urbanisme locaux et garantir leur fonctionnalité en concertation avec le monde

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Objectif 1 : Préserver les paysages

agricole :

- Protéger le potentiel de production ou plus particulièrement le foncier agricole à haute valeur agronomique et sous signe officiel de qualité (AOP/ IGP), notamment face aux projets d'extension et au développement des projets photovoltaïques au sol qui seraient proposés dans le cadre du document cadre départemental ;
- Eviter l'ouverture à l'urbanisation et le déclassement des surfaces agricoles équipées à l'irrigation tel que prévu dans le SRADDET PACA ;
- Permettre le développement des unités de méthanisation agricoles en évaluant le potentiel par une adéquation entre les matières premières agricoles et les surfaces d'épandage locales suffisantes situées dans un rayon de 50km autour de la CCSB ;
- Permettre l'agrivoltaïsme uniquement lorsque cela est compatible avec l'activité agricole, et que cela réponde aux critères de satisfaction d'un besoin collectif et qu'ils ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages ;
- Limiter le morcellement des exploitations en prenant en compte la localisation des sièges d'exploitation ;
- Interdire l'enclavement bâti des sièges d'exploitation ;
- Garantir la libre circulation des engins agricoles et des troupeaux et maintenir les voies d'accès aux parcelles exploitées dans le cas de nouvelles urbanisations et d'aménagements routiers ;
- Préserver des zones tampons autour des bâtiments d'exploitation agricoles afin de pérenniser leur fonctionnalité et limiter durablement les conflits d'usages avec l'urbanisation ;
- Identifier et préserver dans les documents d'urbanisme locaux les espaces « tampons » paysagers et multifonctionnels autour des zones urbaines pour organiser des espaces de transition ;
- Favoriser le zonage agricole (A) autour des sièges d'exploitation, sauf espaces à sensibilité environnementale forte.

PRESCRIPTION 21 : Valoriser les chemins vicinaux, pédestres et les voies vertes, notamment les anciennes voies (l'ancien chemin royal Sisteron - Le Poët par exemple), qui sont vecteurs d'images identitaires et qui participent à la transition entre les espaces urbanisés et les espaces agricoles.

PRESCRIPTION 22 : Traiter les limites entre les entités urbaines, naturelles et forestières, notamment à travers un traitement paysager, des zones tampons, des jardins partagés ou vergers.

PRESCRIPTION 23 : Définir les limites à l'urbanisation avec les espaces agricoles à préserver en veillant à ne pas déstructurer le fonctionnement agricole attenant (celui des exploitations directement concernées comme celui plus global du tissu agricole dont elles font parties) notamment en tenant compte des enjeux liés à l'irrigation et aux projets photovoltaïques.

Il s'agira également de tenir compte de la cohabitation des activités agricoles avec l'ouverture à l'urbanisation en termes de circulation des engins, de déplacements d'animaux.

Le SCOT demande aux documents d'urbanisme de :

RECOMMANDATION 10 : Se saisir de la charte forestière pour mettre en place des aménagements spécifiques aux zones tampons (mobilier, signalétique, etc.). *Se référer aux prescriptions portant sur la trame verte et bleue (Axe 1 - Objectif 3) ainsi que sur le risque incendie (Axe 4 - Objectif 2);*

RECOMMANDATION 11 : Mettre en place des outils de gestion du foncier tels que les Associations Foncières Pastorales qui permettent de lutter contre le morcellement foncier et la fermeture des paysages.

RECOMMANDATION 12 : Encourager la mise en place de dispositifs réglementaires comme les Zones Agricoles à Protéger (ZAP) et les Périmètres de protection et de mise en valeur des Espaces Agricoles et Naturels (PAEN).

RECOMMANDATION 13 : Identifier les besoins de logements nécessaires à une exploitation agricole et veiller à leur intégration à l'environnement bâti.

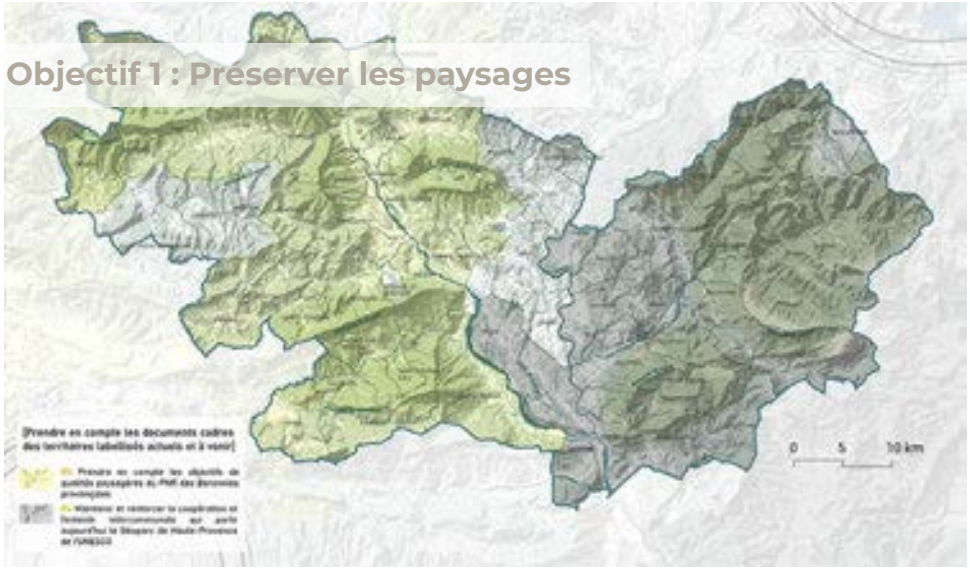
Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

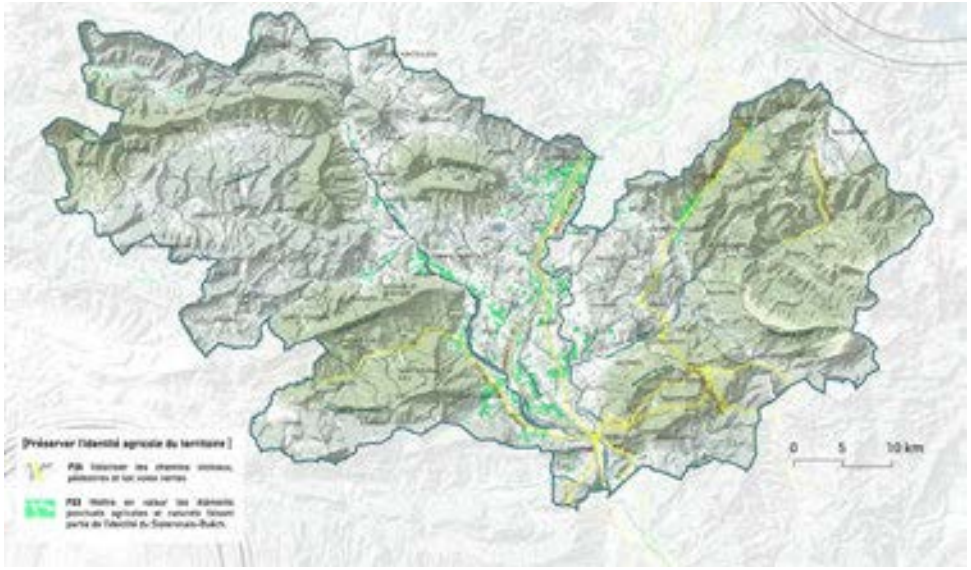
Axe n°1

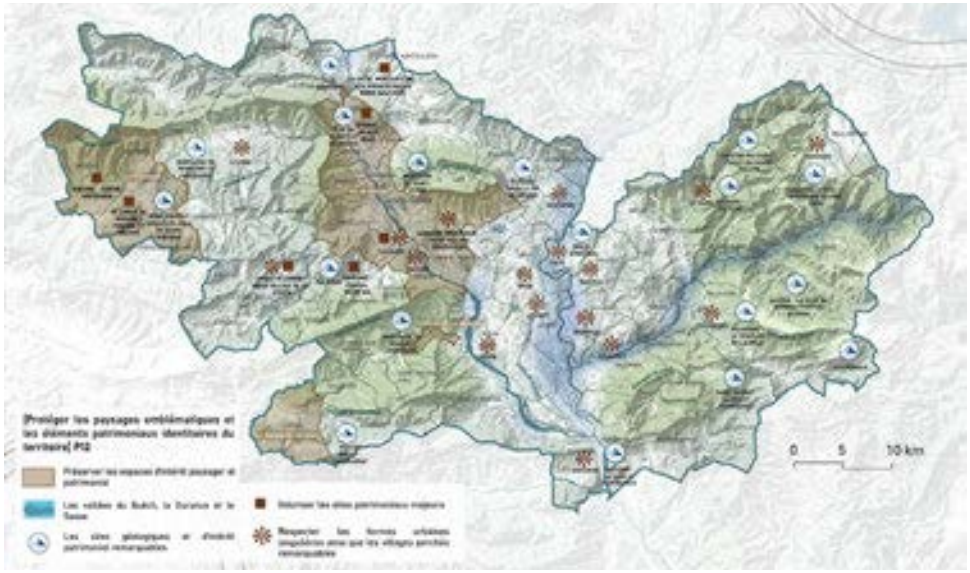
Affirmer une identité rurale dynamique

Orientation 1.2 - Maintenir et préserver les paysages et espaces naturels, agricoles et forestiers de la CCSB

Objectif 1 : Préserver les paysages









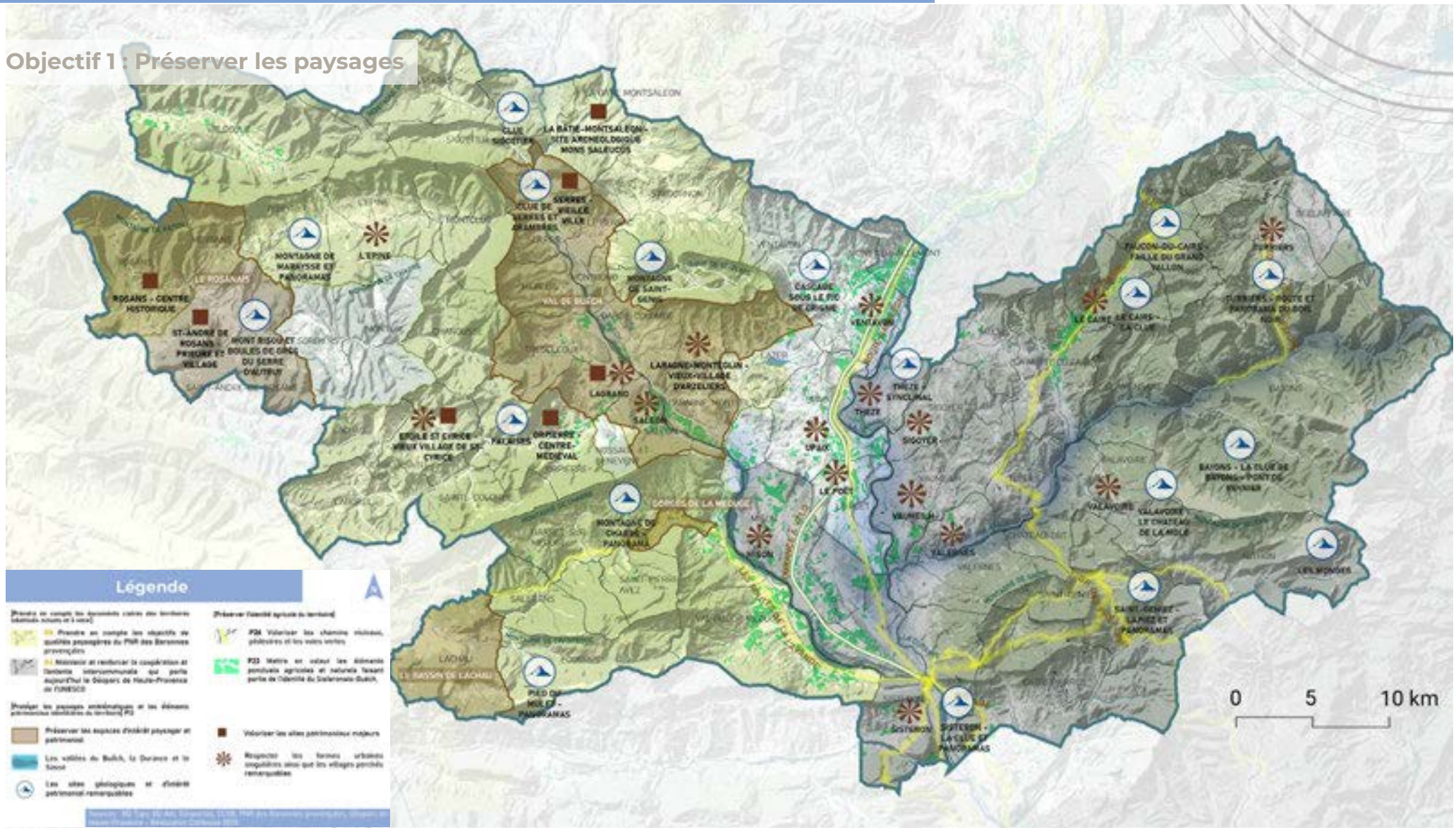
Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Axe n°1

Affirmer une identité rurale dynamique

Orientation 1.2 - Maintenir et préserver les paysages et espaces naturels, agricoles et forestiers de la CCSB

Objectif 1 : Préserver les paysages



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Objectif 2 : Renforcer et reconstruire les continuités écologiques

[Redonner une place et un rôle au végétal et au vivant en milieu urbain, privé et public]

Les documents d'urbanisme locaux devront :

PRESCRIPTION 24 : Favoriser la protection et le développement de la biodiversité (plantations, espaces verts...), tant à l'échelle des parcelles privées que des espaces publics, en lien avec la gestion économe de l'espace et la gestion des îlots de chaleur urbains.

PRESCRIPTION 25 : Renforcer, reconstituer ou compenser le linéaire de haies lors des opérations d'aménagement urbain. Il ne s'agira pas ici, de s'inscrire dans un processus uniquement comptable de sujets, mais bien d'apporter une réponse par rapport aux effets attendus sur la biodiversité, la préservation des milieux et des continuités écologiques et la qualité paysagère.

PRESCRIPTION 26 : Maintenir et renforcer en zone urbanisée des espaces de nature permettant le développement de la biodiversité urbaine et l'expression de solutions fondées sur la nature (agriculture urbaine et pollinisation, cycles de l'eau en surface et dans les sols, espaces de fraîcheur et de détente, etc.) :

- Dans l'espace public, par le maintien et la création de plantations avec une gestion différenciée (parcs publics, accompagnement des voiries, cœurs d'îlots, etc.…) tout en leur permettant d'accueillir si possible des pratiques sportives, de loisirs, culturelles, etc. ;
- Dans les parcelles privées au travers d'objectifs de plantation de hautes tiges, de haies… d'espèces locales ou adaptées au changement climatique (motifs naturels et paysagers caractéristiques locaux)… impliquant dans les règlements des documents d'urbanisme de déterminer un taux de végétalisation minimal (voir ci-après).

Le SCoT demande aux documents d'urbanisme de justifier les secteurs à protéger au sein de ces zones urbaines et d'inscrire une protection liée à leur préservation, afin de garantir leur inconstructibilité (trames écologiques, humides, EBC...).

PRESCRIPTION 27 : Définir une surface minimale d'espaces verts ou plantés à intégrer dans les projets d'aménagement, les opérations de réhabilitation à vocation d'habitat, les équipements et les espaces publics. Ces surfaces pourront inclure des jardins, plantations en pleine terre, toitures végétalisées, noues paysagères ou autres dispositifs participant à la qualité environnementale du site. Adapter ces exigences en fonction des caractéristiques des sites et des densités bâties attendues, en veillant à préserver ou renforcer la trame végétale locale.

Les documents d'urbanisme locaux pourront :

RECOMMANDATION 14 : Promouvoir les initiatives transversales et les programmations culturelles du PNR des Baronnies provençales, notamment en matière d'éducation à l'environnement (développer une économie sociale et solidaire fondée sur la diffusion de connaissances, la recherche, l'expérimentation et le transfert de projets en espace rural de montagne), aux risques naturels, aux sols, à l'alimentation et à l'utilisation des ressources et à l'adaptation au changement climatique d'une manière générale.

RECOMMANDATION 15 : Inciter la mise en œuvre de dispositifs en faveur de l'agroécologie comme la plantation de haies, la restauration des milieux aquatiques ou forestiers, etc. Le syndicat mixte du Parc naturel régional porte un Programme Agro-Environnemental et Climatique contribuant à cette finalité. La CCSB ainsi que les communes pourront s'appuyer sur des aides et subventions dédiées.

RECOMMANDATION 16 : Les gestionnaires de voirie prendront en compte les enjeux de continuités écologiques et de qualité paysagère dans le cadre de leurs interventions relatives aux plantations d'alignement en bord de route. Privilégier le recours au label végétal local pour les plantations.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Orientation 1.2 - Maintenir et préserver les paysages et espaces naturels, agricoles et forestiers de la CCSB

Objectif 2 : Renforcer et reconstruire les continuités écologiques

Les documents d'urbanisme locaux devront :

PRESCRIPTION 28 : Identifier et préserver les lacs, les cours d'eau et les zones humides en particulier au sein des secteurs pouvant être construits ou aménagés.

PRESCRIPTION 29 : Identifier et protéger les Espaces de Bon Fonctionnement (EBF) des cours d'eau et des zones humides. Il s'agit d'un espace indispensable au maintien dans un bon état de fonctionnement d'une masse d'eau (cours d'eau et zones humides) sur le long terme : fonctions morphologiques (mobilité du cours d'eau) , hydrauliques (inondabilité, connexion cours d'eau / zones humides) biologiques (support de biodiversité), biogéochimiques (rôle tampon des milieux), hydrogréologiques (relation nappe et rivière).

PRESCRIPTION 30 : Restaurer ou préserver les espaces de bon fonctionnement en encadrant la constructibilité dans ces zones.

PRESCRIPTION 31 : Assortir la protection des zones humides et des cours d'eau dans les documents d'urbanisme d'une interdiction d'affouillement et, d'exhaussement hormis ceux soumis à autorisation des services compétents et sous réserve qu'ils participent à l'entretien du site.

PRESCRIPTION 32 : Toute atteinte aux zones humides devra être traitée selon la séquence réglementaire éviter – réduire – compenser, respectée de manière séquentielle et cumulative. À défaut la dégradation ou la destruction de la zone humide donnera lieu à une compensation selon les termes suivants :

- Une compensation minimale de 100% par la restauration de zone humide fortement dégradée, en visant des fonctions équivalentes à celles perdues. Cette compensation se fait prioritairement dans le même bassin versant, en proximité avec le lieu impacté, lorsque cela est possible dans des coûts acceptables ;

- Une compensation complémentaire, en recherchant l'atteinte lorsque cela est possible d'une valeur cible totale de 200%, par l'amélioration des fonctions de zones humides partiellement dégradées. Cette compensation se situe prioritairement dans le même bassin versant ou sous bassin versant, ou le cas échéant dans des bassins versants différents avec la plus grande proximité géographique possible.

Les documents d'urbanisme locaux pourront :

RECOMMANDATION 17 : Encourager les communes à se rapprocher des syndicats de rivière (ou structure porteuse de la compétence GEMAPI) lors de l'élaboration des PLU afin de concilier le développement urbain et la protection des personnes, des biens et des espaces nécessaires au bon fonctionnement des rivières et zones humides.

RECOMMANDATION 18: Porter une attention particulière aux milieux périphériques des cours d'eau (Buëch, Eygues et Oule etc.), à savoir les adoux, résurgences de la nappe d'accompagnement présentant des enjeux écologiques locaux très spécifiques.



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Axe n°1
Affirmer une identité rurale dynamique

Orientation 1.2 - Maintenir et préserver les paysages et espaces naturels, agricoles et forestiers de la CCSB

Objectif 3 : Intégrer la trame verte et bleue localement

[Identifier les sous-trames écologiques]

L'armature naturelle se compose d'une trame verte et bleue (TVB) :

- *La trame des espaces terrestres, appelée trame verte ;*
- *La trame des espaces aquatiques et humides, appelée trame bleue.*

La TVB structurera le développement du territoire du Sisteronais Buëch afin de garantir un «bon équilibre» durable entre les espaces et les activités.

Cette armature repose sur quatre sous-trames écologiques :

- Les espaces ouverts et semi-ouverts, comprenant les espaces naturels et agropastoraux, ainsi que les pelouses sèches, les pierriers, les falaises ;

- Les espaces boisés, forêts et massifs structurants présents sur le territoire;

- Les espaces agricoles (champs cultivés, prairies, vignes, etc.) qui participent aux cycles de vie des espèces ;

- Les milieux humides et aquatiques constitués des lacs, cours d'eau, et de leurs milieux associés : espaces de bon fonctionnement et zones humides.

Il s'agit de prendre en compte, d'identifier et de maintenir les fonctionnalités écologiques de ces espaces et milieux constituant les sous-trames écologiques, en favorisant leur préservation. Ces espaces et milieux doivent ainsi être protégés et peuvent également servir de supports à des activités compatibles avec leur pérennisation, dans le cadre d'un projet de trame verte et bleue organisé autour de deux grands types d'espaces :

- Des réservoirs de biodiversité ;

- Des corridors écologiques, incluant des corridors à enjeux potentiels en raison de leur proximité avec des zones urbanisées ou de leur rôle stratégique pour le territoire.

Tous les lacs, cours d'eau et zones humides présents sur le territoire du SCoT sont considérés comme des réservoirs.



[Spatialiser les réservoirs de biodiversité réglementaires]

Les réservoirs de biodiversité réglementaires identifiés, notamment sur la carte ci-après, doivent être adaptés aux enjeux locaux du territoire du Sisteronais-Buëch et préservés durablement, en intégrant toutes les fonctionnalités qu'ils portent ainsi que les perturbations anthropiques potentielles dues au développement de l'urbanisation.

Ils sont basés sur :

- Des espaces naturels sensibles ((ENS Clue de Faisal, Gorges du Vançon, Montagne de la Baume, Bois de l'Ubac, Lac de Mison, Chateau de Mison et coteaux du Buëch, Rocher de Dromont, Carborifère et Trias de Saint Geniez et Robines du Jabron), créés et gérés par le département des Alpes-de-Haute-Provence et des Hautes Alpes;

- Les arrêtés préfectoraux de protection de biotope ;

- Les réserves naturelles nationales et régionales ;

- Les périmètres NATURA 2000 ;

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Objectif 3 : Intégrer la trame verte et bleue localement

- *Les ZNIEFF de type 1 ;*
- *L'inventaire de zones humides ;*
- *Le réseau hydrographique ;*
- *La réserve biologique domaniale des Gorges de la Méouge (Val Buëch Méouge), la réserve biologique domaniale de Revuaire (Garde-Colombe et Savournon).*

L'objectif est de préserver ces réservoirs de biodiversité réglementaires en garantissant, sur le long terme, le bon état des milieux et les fonctionnalités écologiques qu'ils supportent.

Les documents d'urbanisme locaux pourront autoriser :

PRESCRIPTION 33 : Décliner, adapter et préciser les périmètres des réservoirs à des fins de protection et de mise en œuvre adéquate des objectifs réglementaires de protection notamment afin de s'adapter aux échelles de travail qui sont plus larges dans les périmètres que l'échelle cadastrale.

PRESCRIPTION 34 : Autoriser les aménagements et interventions suivantes :

- Les travaux visant à la conservation ou à la protection de ces espaces et milieux, à la gestion des risques naturels, ou aux activités agricoles ou forestières existantes ;
- Ponctuellement, les projets pédagogiques, touristiques et récréatifs.

Sous la double condition de prendre en compte les objectifs réglementaires de protection et de gestion de ces espaces, et de ne pas compromettre le fonctionnement global de leurs écosystèmes.

[Les réservoirs complémentaires]

Ces réservoirs comprennent les territoires de forte biodiversité (notamment les réservoirs ouverts, agricoles et forestiers) et viennent compléter et affiner les réservoirs de biodiversité réglementaires.

Les documents d'urbanisme locaux devront :

PRESCRIPTION 35 : Préserver ces réservoirs durablement dans leurs périmètres, le cas échéant adaptés aux enjeux, et fonctionnalités. Les documents d'urbanisme locaux devront décliner, adapter et préciser les périmètres des réservoirs à des fins de protection.

PRESCRIPTION 36 : Limiter les aménagements et les constructions au sein de ces réservoirs complémentaires en définissant les installations nécessaires à des équipements collectifs susceptibles d'être autorisées au sein des réservoirs de biodiversité complémentaires, en cohérence avec la TVB dans le seul cas démontré où aucune autre possibilité existe.

PRESCRIPTION 37 : Limiter, encadrer ou interdire les projets de développement des énergies renouvelables dans ces espaces.

PRESCRIPTION 38 : Les réservoirs agricoles : Identifier et préserver durablement les réservoirs agricoles du fait de leur intérêt écologique. Ils assurent la pérennisation de l'activité agricole ayant justifié le classement de ces sites en réservoirs de biodiversité afin d'assurer la préservation optimale de leur fonctionnalité au regard des projets de développement local.

Autoriser les équipements en lien avec les activités agricoles, à condition de ne pas dénaturer le fonctionnement de l'écosystème agricole, et de ne pas de compromettre le fonctionnement global de l'écosystème et la sauvegarde de ces espaces naturels. Autoriser ponctuellement les équipements d'intérêt collectif.

PRESCRIPTION 39 : Les réservoirs forestiers : Autoriser l'exploitation et la gestion durable de la ressource forestière dans ces réservoirs de biodiversité.

Les protéger afin d'interdire tout changement d'affectation des sols de nature à

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Objectif 3 : Intégrer la trame verte et bleue localement

compromettre la conservation ou la protection des boisements.

Interdire la création de nouveaux accès dans les espaces forestiers en dehors de voies nécessaires pour l'entretien de ces espaces, l'exploitation forestière et le pastoralisme, la gestion des impacts des activités de loisirs et de tourisme et leur protection contre les incendies, ou bien encore l'accès aux équipements d'intérêt collectif.

PRESCRIPTION 40 : Les réservoirs ouverts : Identifier les réservoirs ouverts avec une préservation optimale de leurs fonctionnalités écologiques, en prévoyant aussi des espaces tampons ou de franges, permettant de les préserver des impacts indirects et des nuisances liés aux activités urbaines et résidentielles (« travail des interfaces villes-bourgs nature »).

Autoriser les équipements nécessaires au maintien de l'activité pastorale, présente sur certains de ces espaces, dans ces réservoirs de biodiversité, ainsi que les équipements collectifs, à la condition qu'ils ne remettent pas en cause, de manière notable, leur fonctionnalité écologique et la sauvegarde de ces espaces naturels.

PRESCRIPTION 41 : Dans le cadre de l'élaboration et de la révision des documents d'urbanisme locaux, définir les installations nécessaires à des équipements collectifs susceptibles d'être autorisées au sein des réservoirs de biodiversité complémentaires en cohérence avec la TVB.

[Spatialiser et préserver les corridors écologiques]

Les documents d'urbanisme locaux devront :

PRESCRIPTION 42: Protéger les corridors écologiques identifiés sur la carte de la trame verte et bleue du présent document, en adaptant le périmètre des corridors aux enjeux écologiques locaux de leur préservation. Intégrer dans tout travaux, aménagement, construction les besoins en déplacement des espèces et permettre le maintien des fonctions écologiques du corridor concerné.

PRESCRIPTION 43 : Dans le cadre de l'élaboration et de la révision des documents d'urbanisme locaux, traduire les corridors de la TVB dans les plans de zonage.

[Préserver les zones NATURA 2000]

Les documents d'urbanisme locaux devront :

PRESCRIPTION 44 : Identifier, dans les zones Natura 2000, un zonage spécifique au regard des enjeux environnementaux locaux. Dans ce zonage spécifique, assurer strictement la préservation des sites Natura 2000 au regard des objectifs de conservation qui s'y appliquent.

N'admettre que les projets cumulant les critères suivants :

- Les travaux, constructions, et aménagements ne portant pas atteinte aux objectifs du document d'Objectifs (DOCOB) des sites Natura 2000, notamment pour les communes intégralement ou en partie comprises en site Natura 2000 ;
- Les travaux, constructions, et aménagements justifiants d'absence d'incidence notable sur les milieux et espèces d'intérêt communautaire ayant entraîné le classement du site.

Les documents d'urbanisme locaux pourront :

RECOMMANDATION 19 : Encourager les communes à se rapprocher du service Natura 2000 lors de l'élaboration des PLU afin de définir des mesures de protection adaptées au contexte local et ainsi concilier le développement urbain et la protection de ces espaces naturels remarquables.

Identifier finement les espaces réellement remarquables nécessitant une protection stricte, et les espaces qui peuvent faire l'objet d'évolution.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Objectif 3 : Intégrer la trame verte et bleue localement

[Restaurer les corridors écologiques sous pression]

Les documents d'urbanisme locaux devront :

PRESCRIPTION 45 : Veiller à ne pas porter atteinte à la fonctionnalité de ces corridors dans les secteurs d'urbanisation future. Subordonner à une étude d'impact, les aménagements et équipements qui nécessiteraient l'ouverture à l'urbanisation d'un secteur situé dans les zones de corridor écologique.

PRESCRIPTION 46: La délimitation des secteurs d'urbanisation doit permettre de :

- Préserver les espaces et les milieux naturels et agricoles fonctionnels, nécessaires au déplacement des espèces et plus généralement au maintien des fonctionnalités écologiques de ces corridors ;
- Définir des limites claires de l'urbanisation et traiter les zones tampons ;
- Définir des conditions d'occupation ou d'utilisation des sols visant à préserer la fonctionnalité de ce secteur de continuité ;
- Éviter le fractionnement des secteurs d'intérêt écologique ;
- Favoriser la nature en milieu urbain (assurer une réflexion sur les clôtures, limiter l'imperméabilité des sols, utiliser les essences locales lors des aménagements paysagers, favoriser la végétalisation de l'espace urbain et travailler sur la palette végétale, préserver et valoriser les infrastructures agroécologiques présentes, notamment dans les espaces interstitiels, etc.) de sorte à permettre le maintien des fonctions de déplacements des espèces de l'espace urbain concerné;
- Intégrer la restauration des corridors écologiques dans les zones de projets locales.

Les documents d'urbanisme locaux pourront :

RECOMMANDATION 20 : Mettre en place des clôtures végétales ou en dur permettant une perméabilité hydraulique et écologique (haies, élargissement des mailles de grilles ou espacements de clôtures, limitation des hauteurs de barrières ou murets…). Pour cela, définir des prescriptions en termes de hauteur et type de clôtures dans les documents d'urbanisme locaux.

RECOMMANDATION 21 : Identifier les zones bocagères denses à préserver dans les documents d'urbanisme locaux qui présentent un intérêt écologique et paysager. Les réseaux de haies qui s'y trouvent pourront être maintenus plus strictement.

RECOMMANDATION 22 : Réaménager et renaturer les cours d'eau et les fossés en zone urbanisée.

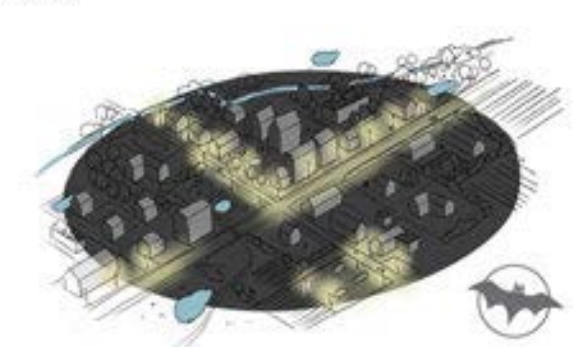
RECOMMANDATION 23 : Mener une réflexion avec les territoires voisins pour la préservation des corridors écologiques interterritoriaux.

RECOMMANDATION 24 : Construire les projets de territoire ou d'aménagement locaux sur l'identification et la conservation des trames écologiques (bleue, verte, turquoise, brune et noire).

[Identifier une trame noire]

Les documents d'urbanisme locaux devront :

PRESCRIPTION 47 : Identifier des corridors noirs correspondant à des zones de moindre pollution lumineuse en s'appuyant sur la connaissance des éléments d'intérêt écologique de leur territoire de manière à limiter l'éclairage public à proximité des réservoirs de biodiversité et au droit des corridors écologiques. Pour cela, prendre en compte les règles du Géoparc et du label RICE du PNR des Baronnies provençales pour les communes concernées.

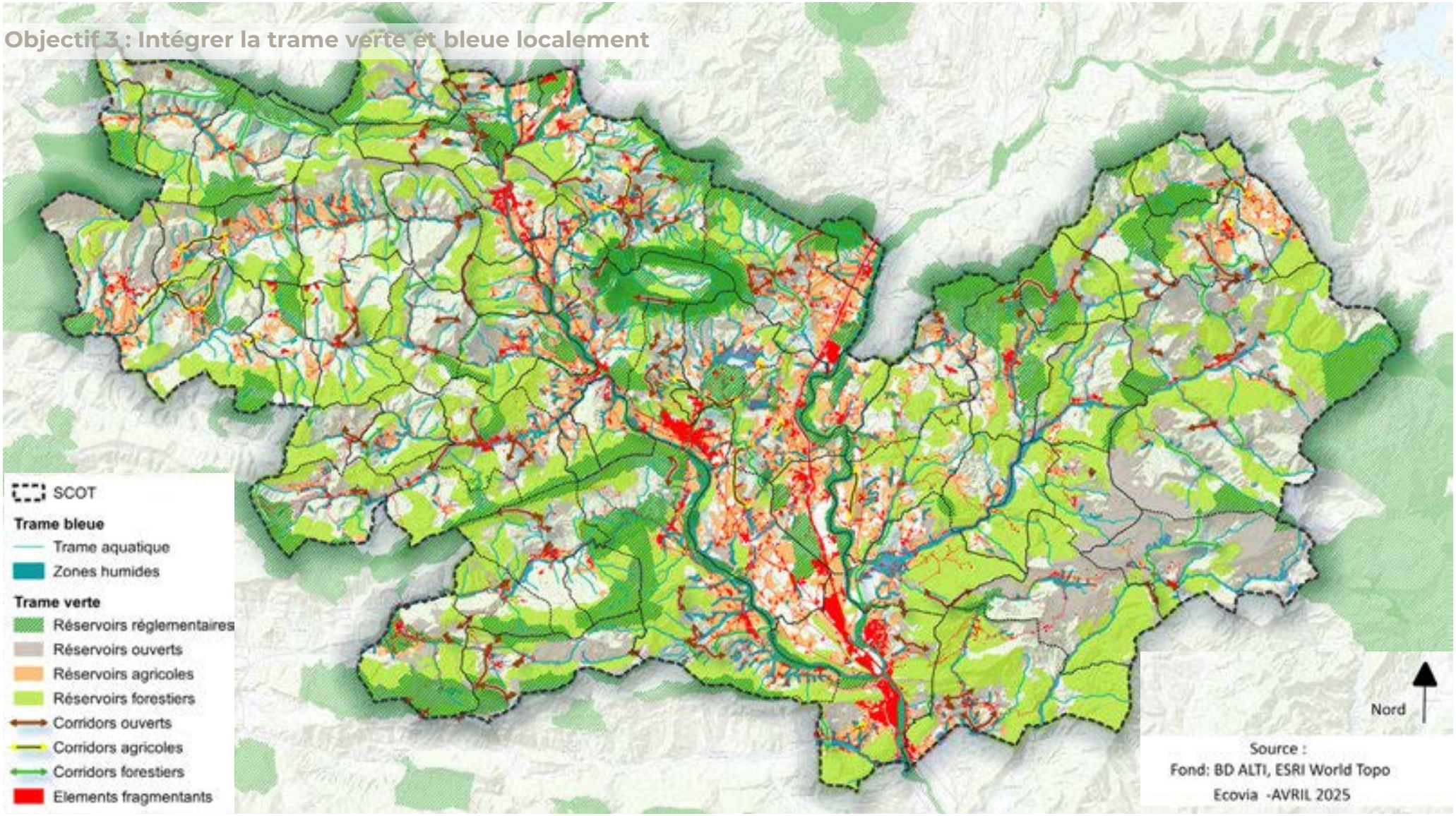


Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Axe n°1
Affirmer une identité rurale dynamique

Orientation 1.2 - Maintenir et préserver les paysages et espaces naturels, agricoles et forestiers de la CCSB

Objectif 3 : Intégrer la trame verte et bleue localement



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Axe n°1
Affirmer une identité rurale dynamique

Orientation 1.3 - Poursuivre la revitalisation des centres-villes et centres-villages et la valorisation du patrimoine bâti

Nos objectifs partagés, ce que dit le PAS

A travers son PAS, le Sisteronais-Buëch souhaite :

- **Revitaliser les bourgs du territoire**

> Requalifier les espaces publics des centres historiques ;

> Lutter contre la vacance commerciale et résidentielle, en s'appuyant notamment sur les démarches existantes (Opération de Revitalisation du Territoires, Petites Villes de Demain, Villages d'Avenir…) ;

> Soigner et harmoniser l'intégration architecturale et urbaine des constructions

- **Valoriser le patrimoine bâti**

> Identifier et valoriser le patrimoine ordinaire comme le patrimoine reconnu ;

> Aménager les abords des sites patrimoniaux en les adaptant à la fréquentation touristique (accessibilité pour tous, stationnement, cheminements, plantations, commerces) ;

> Favoriser la rénovation thermique notamment des bâtis anciens.

Ces orientations se déclinent dans les objectifs du DOO.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Axe n°1
Affirmer une identité rurale dynamique

Orientation 1.3 - Poursuivre la revitalisation des centres-villes et centres-villages et la valorisation du patrimoine bâti

Objectif 1 : Réduire l'artificialisation des sols

Rappel réglementaire : la loi du 22 août 2021, portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, dite loi « Climat et Résilience », a posé le principe dans son article 194, de la réduction de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF) et de l'artificialisation des sols, au travers des différents documents de planification et par paliers dans le temps, jusqu'à atteindre en 2050 le zéro artificialisation nette (ZAN) des sols.
Ces objectifs ont été complétés par la loi du 20 juillet 2023, visant à faciliter la mise en œuvre des objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols et à renforcer l'accompagnement des élus locaux.

[Réduire le rythme d'artificialisation du territoire]

Les documents d'urbanisme locaux devront :

PRESCRIPTION 48 : Respecter l'objectif de réduction de la consommation des espaces naturels agricoles et forestiers de -49.5% pour les communes de la Région Sud PACA et de -54.5% pour les communes de la région AURA sur la période 2021-2030, par rapport à la consommation observée sur le période 2011-2021.

Pour la période 2031 à 2045, le SCoT du Sisteronais-Buëch vise à maintenir le même taux de réduction que la première phase par décennie (2021-2030 et 2041-2050) pour atteindre la Zéro Artificialisation Nette (ZAN) à horizon 2050.

Temporalité	Objectifs de réduction de la consommation fixé au SCoT
1ere décennie 2021-2030	
Région Sud PACA	- 49,5%
Région AURA	-54,5%
2e décennie 2031-2045	
Région Sud PACA	- 49,5%
Région AURA	-54,5%

En compatibilité avec le SRADDET de la région PACA, le SCoT prévoit la possibilité d'ajouter 7 ha au niveau d'effort attendu entre 2021 et 2030 et répartis entre les centres locaux de proximité identifiés par le SRADDET: Sisteron, Serres, Laragne-Montéglin, La Motte-du-Caire.
Pour rappel, les 7 hectares mentionnés pour les centres locaux de proximité ne constituent pas un plafond maximal de consommation d'espaces pour ces communes. Ils correspondent à une enveloppe mobilisable dans le cadre du niveau d'effort attendu à l'échelle intercommunale, en conformité avec le SRADDET de la région Sud PACA.

A partir de 2031, il s'agira d'intégrer la réduction de l'artificialisation des sols par tranche de dix ans prévue par la Loi Climat et Résilience pour atteindre la ZAN.

Sur la période 2021-2045, le plafond de consommation d'espaces (ENAF, artificialisation) est de **185 ha**, toutes destinations confondues.

PRESCRIPTION 49 : Les documents d'urbanisme précisent les plafonds de consommation d'espaces naturels agricoles et forestiers et d'artificialisation entre les destinations. Ils justifient la répartition retenue en fonction des besoins identifiés et des possibilités de densification au sein de l'enveloppe urbaine existante.
(cf. Tableau de répartition ci-après)

PRESCRIPTION 50 : Concernant la période 2021- 2030 inclus, les documents d'urbanisme devront analyser la consommation foncière passée depuis 2021, et la soustraire à l'enveloppe du SCOT conformément à la loi Climat et Résilience. Cela représente environ 26 ha toutes destinations selon les données du Portail National et 17 ha correspondant à la réalisation d'un parc photovoltaique (Le Poët et Ribeyret).

L'enveloppe de solidarité doit permettre l'émergence ou l'extension d'opérations et aménagements d'intérêt communautaire (à destination de l'habitat, l'économie, des équipements et infrastructures ainsi que du photovoltaïque) et devra être partagée par la mise en place d'une gouvernance spécifique à l'échelle de la CCSB. *(cf. Tableau de définition ci-après)*

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Axe n°1
Affirmer une identité rurale dynamique

Orientation 1.3 - Poursuivre la revitalisation des centres-villes et centres-villages et la valorisation du patrimoine bâti

Objectif 1 : Réduire l'artificialisation des sols

Enveloppes foncières du SCoT :

Destinations	Phase 1 2021-2030**	Phase 2 2031-2045	SCoT 2045	** Dont droits supplémentaires*
Habitat	**56 ha***	**29 ha**	**85 ha**	*15 ha*
Economie	**18 ha**	**12 ha**	**30 ha**	
Equipements/ infrastructures	**8 ha**	**5 ha**	**13 ha**	
Enveloppe de solidarité	**35 ha**	**22 ha**	**57 ha**	
	117 ha	**68 ha**	**185 ha**	

**Droits supplémentaires : L'enveloppe habitat comprend l'ajout de la garantie communale octroyée pour les communes relais et les communes rurales sous PLU, ainsi que l'allocation de 7 ha donnée aux polarités du SRADDET (Ville-centre de Sisteron et des communes secondaires) pour la première décennie 2021-2030 inclus.*

Tableau de synthèse des destinations comprises dans les enveloppes foncières :

	Synthèse des destinations comprises dans les enveloppes foncières
Habitat	comprend le logement principal, secondaire ou occasionnel des ménages (saisonnier et touristique inclus).
Economie	comprend notamment les ZA communautaires de la CCSB ainsi que les projets à vocation artisanale, commerciale et industrielle.
Equipements/ infrastructures	comprend les équipements structurants et infrastructures nécessaires au développement du territoire.
Enveloppe de solidarité	comprend les opérations à destination de l'habitat, de l'économie, des équipements, du développement des ENR et de l'agriculture, servant l'intérêt supra-communale et arbitrées par la gouvernance du SCoT (dans une logique de soutien aux communes et à la défense de l'intérêt général). Elle sera partagée par la mise en place d'une gouvernance spécifique à l'échelle de la CCSB (pré-définie dans le POA). *L'intérêt supra-communal se définit lorsque l'opération dépasse l'échelle de la commune et sert à répondre aux besoins de la population du SCoT.*

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Axe n°1
Affirmer une identité rurale dynamique

Orientation 1.3 - Poursuivre la revitalisation des centres-villes et centres-villages et la valorisation du patrimoine bâti

Objectif 1 : Réduire l'artificialisation des sols

PRESCRIPTION 51 : Les urbanisations nouvelles dédiées aux espaces résidentiels et mixtes poursuivent l'objectif d'optimisation de l'espace.

Pour les extensions de l'enveloppe urbaine, les tènements dans l'enveloppe urbaine consommateurs d'ENAF (hors «dents creuses» définis par la collectivté) et les secteurs artificialisés supérieurs à 2500 m² (raisonnement en artificialisation à partir de la seconde décennie) à vocation résidentielle, les collectivités, s'appuient sur des objectifs de densité moyenne à l'échelle de la commune, c'est-à-dire qu'au sein d'une même commune, ces différents secteurs en extension pourront voir cette densité moduler suivant les contraintes topographiques, parcellaires, ou de maîtrise foncière.

PRESCRIPTION 52 : Définir des densités moyenne pour les secteurs d'extension (voiries, voies modes doux, noues, espaces verts compris) en corrélation avec les différentes typologies de communes et de l'armature territoriale.

Le SCoT demande aux documents d'urbanisme de programmer et prévoir le développement de l'habitat en extension de l'enveloppe urbaine selon une densité moyenne décrite dans le tableau ci-dessous.

PRESCRIPTION 53 : Pour chacun des secteurs d'extension, des OAP sectorielles devront être prévues. Les OAP sectorielles des documents d'urbanisme préciseront les densités moyenne attendues par site, en fonction des caractéristiques et enjeux paysagers et architecturaux propres à chaque opération. La diversité des formes de bâtis sera recherchée (intermédiaires, maisons mitoyennes, petits collectifs...) en particulier dans la ville-centre de Sisteron.

**L'enveloppe habitat comprend la garantie communale octroyée pour les communes relais et les communes rurales sous PLU, ainsi que l'allocation de 7 ha donnée aux polarités du SRADDET (Ville-centre de Sisteron et des communes secondaires) pour la première décennie 2021-2030 inclus.*

Niveaux de l'armature	TCAM projeté	Nombre de logements à produire (arrondis)	**Allocation totale Habitat 2021-2045**	**Allocation Habitat Phase 1 2021-2030***	**Allocation Habitat Phase 2 2031-2045**	Densité moyenne en extension (log/ha)	Part des logements à réaliser au sein de l'enveloppe
Pôle de Sisteron	+1,10%	1 308	**24 ha**	**16 ha**	**8 ha**	**26 log/ha**	60%
Centralités secondaires	+0,66%	622	**15 ha**	**10 ha**	**5 ha**	**21 log/ha**	60%
Communes relais	+0,37%	436	**22 ha**	**14 ha**	**8 ha**	**16 log/ha**	30%
Les autres communes rurales	+0,34%	384	**24 ha**	**16 ha**	**8 ha**	**13 log/ha**	30%
SCoT 2045	+0,66%	2 750	**85 ha**	**56 ha**	**29 ha**	**14 log/ha**	51%

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Orientation 1.3 - Poursuivre la revitalisation des centres-villes et centres-villages et la valorisation du patrimoine bâti

Objectif 1 : Réduire l'artificialisation des sols

[Optimiser le potentiel foncier des tissus urbains existants]

Les documents d'urbanisme locaux devront :

PRESCRIPTION 54 : Définir les enveloppes urbaines de chaque commune en se référant à la méthodologie décrite dans le SCoT. *(cf. les prescriptions suivantes n°60 et n°61)*

Les extensions urbaines définies aux documents d'urbanisme locaux s'inscriront dans un principe de continuité de ces enveloppes, en limitant les développements linéaires le long des entrées de ville et village.

PRESCRIPTION 55 : Prioriser la requalification et le réinvestissement des espaces au sein de l'enveloppe urbain.

Les documents d'urbanisme précisent, localisent et quantifient les capacités de production de logements sur le bâti existant qu'il s'agira de valoriser en premier lieu : réhabilitation, remise sur le marché de logements vacants, renouvellement urbain (démolitions-reconstructions, réhabilitation de friches par exemple), changement de destination, dent creuse (hors ENAF), division parcellaire, utilisation de sols artificialisés existants (friches industrielles, terrains délaissés, etc.).

Cette «valorisation» s'inscrit dans les objectifs globaux de logements à produire dans l'enveloppe urbaine détaillés dans le tableau ci-après.

PRESCRIPTION 56 : Justifier les extensions d'urbanisation au regard des capacités de requalification et de réinvestissement des espaces établies au sein des diagnostics des documents d'urbanisme locaux.

Le tableau ci-dessous en décrit les objectifs vers lesquels se rapprocher :

NIveaux de l'armature	Tendre vers une production de logements en densification au sein des enveloppes urbaines de :
Ville-centre de Sisteron	60%
Communes secondaires	60%
Communes relais	30%
Communes rurales	30%
Moyenne SCoT 2045	51%

Cette valorisation peut se faire par renouvellement urbain, comblement des dents creuses inférieures à 2500 m² ou encore par remise sur le marché de logements vacants ou de résidences secondaires.

Pour cela, identifier le potentiel de densification des dents creuses et des divisions parcellaires dans les documents d'urbanisme. Cet objectif sera valable pour l'ensemble des vocations : économie, habitat, équipement, etc. Les futurs bâtis devront s'intégrer et respecter la topographie, les formes urbaines et éléments paysagers des sites actuels.

PRESCRIPTION 57 : Au sein des espaces déjà urbanisés, considérer les tènements supérieurs au seuil de 2500m² comme espaces Naturels Agricoles et Forestiers (ENAF). Ces tènements ne sont donc pas retenus dans le dessin des enveloppes urbaines des documents d'urbanisme.

PRESCRIPTION 58 : Identifier des secteurs réunissant des caractéristiques permettant la densification : réseaux, desserte, ruissellement, cadre architectural, etc. Les nouveaux bâtis devront s'intégrer et respecter la topographie, les formes urbaines et éléments paysagers des sites actuels. Ils déclineront de manière opérationnelle les prescriptions du plan de paysage des Baronnies provençales pour les secteurs concernés.

A contrario, distinguer des secteurs à préserver de la densification pour des raisons patrimoniales, architecturales, de préservation du paysage est envisageable.
Cet objectif s'inscrit dans un concept de juste densité, afin de préserver des parcelles perméables, pouvant accueillir du stationnement, des espaces de respiration végétalisés, des jardins privés et rendre certains centres bourgs plus adaptés aux besoins.

PRESCRIPTION 59 : Veiller à intégrer des dispositions sur les hauteurs, l'emprise au

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Objectif 1 : Réduire l'artificialisation des sols

sol, l'implantation des bâtiments entre eux ou par rapport aux limites séparatives, qui favorisent les opérations de densification. Cette réglementation sera adaptée selon les caractéristiques de chaque tissu urbain.

Les documents d'urbanisme locaux pourront :

RECOMMANDATION 25 :Les documents d'urbanisme locaux pourront inclure des indicateurs de suivi quantitatifs et qualitatifs des projets de renaturation et de compensation.
Le suivi de la renaturation doit être réalisé dans le cadre de rapports triennaux. Un bilan et un suivi annuel de l'atteinte des objectifs de compensation sera réalisé tous les six ans. En cas d'écart avec les objectifs de renaturation, des mesures correctives devront être proposées dans les documents d'urbanisme locaux.

> Voir Axe n°4 – Orientation C – Objectif 2 Rechercher la perméabilité.

[La définition de l'enveloppe urbaine à l'approbation du SCoT dans laquelle le développement est prioritaire]

PRESCRIPTION 60 : Les documents d'urbanisme locaux délimitent les enveloppes urbaines existantes, à la date de 2021, selon la définition du SCoT. Il convient de privilégier la mobilisation du gisement foncier au sein de l'enveloppe urbaine.

L'enveloppe urbaine représente les espaces bâtis continus et regroupés d'une commune, que ce soit des espaces à vocation résidentielle, d'activités, d'équipements ou d'infrastructures.

Sont intégrés à l'enveloppe urbaine :

- Les parcelles bâties;
- Les parkings, stades sportifs aménagés, les cimetières ;
- Les friches et espaces mutables ;
- Les dents creuses (selon la définition du SCoT ci-après).

En dehors de cette enveloppe urbaine qu'il convient de privilégier, les zones prévues à l'urbanisation sont considérées comme en extension et leur mise en oeuvre doit être compatible avec les préconisations liées à l'optimisation de l'enveloppe urbaine et avec les objectifs maximum de consommation d'espaces prévus par le SCoT.

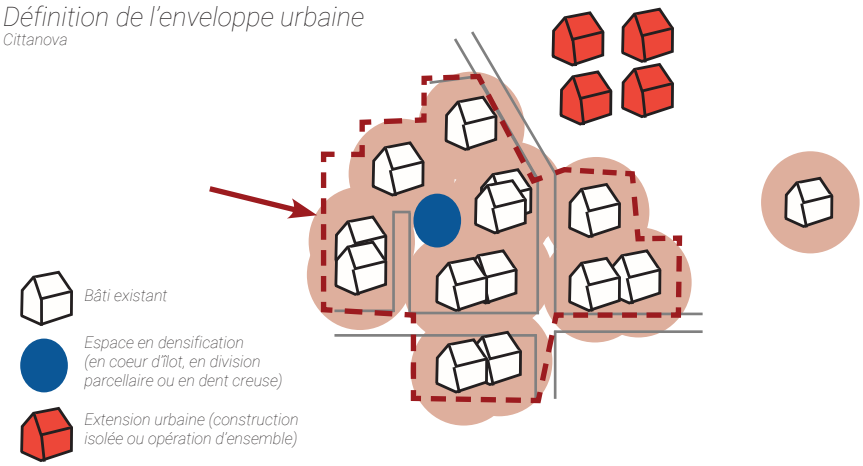
Les espaces bâtis séparés par une distance de plus de 50 mètres (de façade en façade) sans construction ne peuvent être considérés comme faisant partie de la même enveloppe urbaine. Ils constituent des enveloppes urbaines distinctes.

PRESCRIPTION 61 : Les dents creuses sont des espaces non construits, ou dont les constructions ont été démolies, entourés de parcelles bâties ou anthropisées (y compris la voirie) sur au moins 3 côtés.

Pour être intégrées à l'enveloppe urbaine, les dents creuses doivent respecter les deux conditions suivantes :

- Avoir une surface inférieure à 2500m² ;
- Avoir un usage autre qu'agricole (agricole étant entendu comme des terrains exploités, à la différence d'entretenus).

Définition de l'enveloppe urbaine
Cittanova



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Axe n°1
Affirmer une identité rurale dynamique

Orientation 1.3 - Poursuivre la revitalisation des centres-villes et centres-villages et la valorisation du patrimoine bâti

Objectif 1 : Réduire l'artificialisation des sols

[Rappel informatif sur l'application de la loi montagne]

L'ensemble du territoire du Sisteronais-Buëch est concerné par la loi Montagne.

La loi Montagne repose sur les principes suivants :

- Application du «principe d'urbanisation en continuité des bourgs, villages, hameaux» définit dans l'article L122-5 du Code de l'Urbanisme. Ce principe induit que « l'urbanisation soit réalisée en continuité avec les bourgs, villages, hameaux, groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations existants, sous réserve de l'adaptation, du changement de destination, de la réfection ou de l'extension limitée des constructions existantes, ainsi que de la construction d'annexes, de taille limitée, à ces constructions, et de la réalisation d'installations ou d'équipements publics incompatibles avec le voisinage des zones habitées». Toutefois, une dérogation à ce principe peut être envisagée dans les conditions prévues à l'article L.122-7 du Code de l'Urbanisme, à la condition expresse que cette dérogation soit motivée par un projet d'intérêt général ou par la nécessité de répondre à des besoins spécifiques du territoire, liés à ses caractéristiques géographiques, économiques ou sociales.

- L'urbanisation en zone de montagne ne peut être autorisée que si elle est située dans une emprise bâtie existante, ou immédiatement contiguë à celle-ci, sans interruption par des terrains non bâtis d'une largeur significative égale ou supérieure à 50 m (sauf justifications particulières liées à la topographie, aux réseaux, ou à l'organisation traditionnelle du hameau).. Ne sont pas considérées comme en continuité les constructions isolées, les regroupements informels de deux ou trois bâtiments non liés entre eux, ou les bâtiments en rupture avec les caractéristiques architecturales, paysagères et topographiques (rupture physique liée à une rivière ou une pente). Tout projet d'extension d'urbanisation devra être inscrit dans le cadre d'une OAP localisée ou faire l'objet d'une UTN dûment justifiée.

-Le périmètre du SCoT n'étant pas affecté par les problématiques de flux touristiques liés aux activités de montagne ni par des UTN structurantes, aucun objectif n'est fixé en matière de capacités d'accueil et de logements des saisonniers, ni d'objectifs complémentaires au regard des dispositions applicables de la Loi Montagne.

- La préservation des espaces, paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel et culturel montagnard est intégrée dans les documents d'urbanisme.



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Objectif 2 : Renforcer l'attractivité résidentielle des centres-villes et centre-bourgs en développant des démarches transversales

[Rechercher la perméabilité des sols]

Les documents d'urbanisme locaux devront :

PRESCRIPTION 62 : Agir sur les secteurs déjà artificialisés afin de renforcer la perméabilité des sols. Déployer une stratégie de désimperméabilisation des sols et identifier des secteurs stratégiques dans les documents d'urbanisme : espaces publics, parkings, délaissés de voiries, voies inutilisées...pouvant être rendus davantage perméables.

PRESCRIPTION 63 : Veiller à préserver une part d'espaces publics non imperméabilisés (espace vert, stationnement perméable et drainant), en mettant en place des solutions de revêtement drainants et en augmentant les plantations d'arbres à haute tige, buissons en alignement ou bosquets en fonction de l'espace.

PRESCRIPTION 64 : Prendre en compte les objectifs du SDAGE Rhône-Méditerranée relatifs à la limitation de l'imperméabilisation des sols notamment en veillant à ce que les projets d'urbanisation n'entraînent pas d'aggravation significative du ruissellement, des risques d'inondation ou du fonctionnement hydrologique des bassins versants, à l'échelle locale et à l'aval.

Les documents d'urbanisme devront en priorité :

» Éviter l'ouverture à l'urbanisation :

- des secteurs jouant un rôle structurant dans la régulation des écoulements (zones humides, lits majeurs, vallons, talwegs, cônes de déjection),
- des secteurs exposés aux aléas d'inondation, de ruissellement ou d'érosion.

» Privilégier le renouvellement urbain et la mobilisation des espaces déjà artificialisés, lorsque cette stratégie est compatible avec la gestion des risques et la qualité du cadre de vie.

Lorsque l'ouverture à l'urbanisation est justifiée, les documents d'urbanisme devront

» Réduire au maximum les surfaces imperméabilisées, notamment par :

- des formes urbaines compactes et adaptées au relief,
- la mutualisation des voiries et des stationnements,
- le maintien de sols perméables et végétalisés,
- le recours à des matériaux et dispositifs favorisant l'infiltration.

Intégrer une gestion des eaux pluviales à la source, visant à ralentir, stocker ou infiltrer les eaux pluviales au plus près de leur point de chute, dans la mesure des capacités des sols et des contraintes techniques.

Le SCoT prescrit aux documents d'urbanisme que :

PRESCRIPTION 65 : Toute ouverture à l'urbanisation qui a pour conséquence une consommation d'espace supplémentaire à celle inscrite dans le DOO doit être compensée et justifiée par l'amélioration ou la restauration du bon état écologique des sols pour une surface équivalente. Cette compensation doit être trouvée sur le territoire de la commune concernée ou à l'échelle intercommunale.

** La renaturation ne se limite pas à la re-végétalisation, la démarche a pour but :*

- d'assurer un retour de l'équilibre des sols
- de permettre la création de corridors écologiques qui impacteront favorablement la faune et la flore
- de retrouver une interaction entre les espèces, élément essentiel dans l'équilibre des écosystèmes

Les documents d'urbanisme locaux pourront :

RECOMMANDATION 26 : Réaliser un schéma de gestion des eaux pluviales à l'échelle communale ou intercommunale afin d'identifier de façon précise les secteurs à désimperméabiliser voire à renaturer, en prenant en compte l'ensemble des trames écologiques (bleue, verte, turquoise, brune, noire...).

[Résorber le parc de logements vacants sur le territoire et réactiver le bâti ancien délaissé]

Les documents d'urbanisme locaux devront :

PRESCRIPTION 66 : Traduire à l'échelle des documents d'urbanisme l'objectif de réduction du nombre de logements vacants sur la base d'un recensement effectué

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Objectif 2 : Renforcer l'attractivité résidentielle des centres-villes et centre-bourgs en développant des démarches transversales

à l'échelle du document. L'objectif fixé par le SCOT est de tendre vers un taux de vacance maximal de 8 % à l'horizon 2045 à l'échelle de la CCSB, notamment en :

- Identifiant les outils pour la remise sur le marché du parc de logement vacant des principales centralités en s'appuyant sur les OPAH/RU et ORT et l'étude de la CCSB. Les mesures devront viser en priorité le logement vacant de longue durée (plus de 2 ans).

PRESCRIPTION 67 : Identifier les îlots dégradés et secteurs en friches qui pourront faire l'objet d'opération de réhabilitation ou de renouvellement urbain. Pour cela, mettre en place les outils fonciers adaptés pour favoriser la reconquête des secteurs dégradés, ou en friches, la reprise de locaux vacants et la densification des centre-bourgs.

PRESCRIPTION 68 : Poursuivre les opérations et programmes visant à restructurer des immeubles dégradés.

S'appuyer sur les dispositifs Opération de Revitalisation du Territoire, Petites Villes de Demain, Villages d'Avenir, Opération Programmée pour l'Amélioration de l'Habitat Renouvellement Urbain (OPAH-RU) pour avoir des ambitions fortes dans les communes investies dans ces projets.

La CCSB et les documents d'urbanisme locaux sont invités à :

RECOMMANDATION 27 : Initier une réflexion conjointe avec les acteurs concernés sur une stratégie foncière afin de valoriser et de mobiliser le foncier et les logements vacants. Pour cela identifier les outils existants (zone d'aménagement différée, réserves foncières, droit de préemption, emplacements réservés), les moyens, le phasage et les acteurs à mobiliser.

Traduire cette action dans les documents d'urbanisme sous la forme d'une OAP thématique.

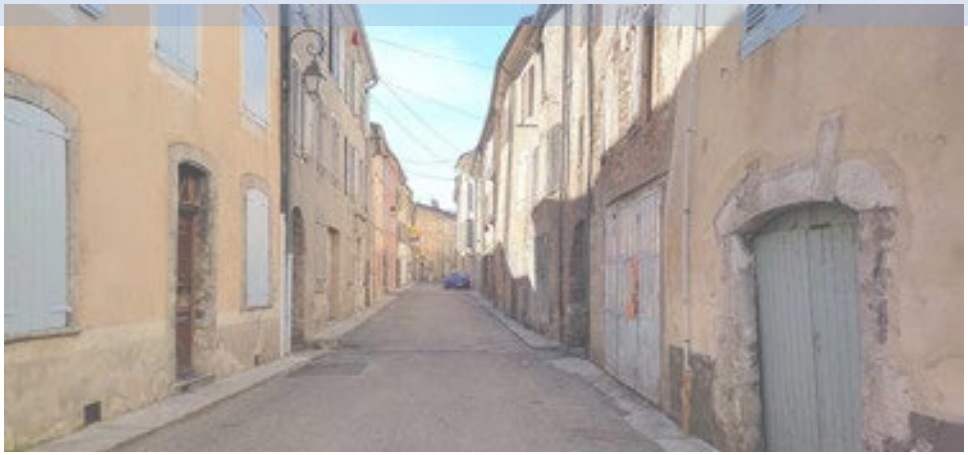
RECOMMANDATION 28 : Identifier et évaluer les actions à mener et /ou poursuivre pour conforter les effets des démarches de Petites Villes de Demain, Villages d'Avenir, Opération de Revitalisation des Territoires afin d'inscrire la dynamique de réhabilitation des logements sur du long terme, en fonction des moyens financiers et techniques.

RECOMMANDATION 29 : Démolir des bâtiments sans caractéristiques patrimoniales peut être envisagé afin de créer des espaces de respiration dans le tissu ancien, d'aménager des jardins afin de rendre le parc immobilier plus attractif, ou de créer des zones de stationnement si les besoins ne peuvent être satisfaits ailleurs. Ces espaces seront idéalement paysagés et végétalisés pour participer à un environnement qualitatif et à la réduction des îlots de chaleur urbains.

Ce type de projet peut être accompagné par un portage foncier de l'Etablissement Public Foncier (EPF) ou par la mobilisation et l'accompagnement de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH).

RECOMMANDATION 30 : Renforcer la communication sur les dispositifs de la rénovation de l'habitat et en priorité sur l'éco-rénovation (performance énergétique, phonique et thermique, voir prescriptions de l'Axe 4 – Orientation 1 relative aux ressources énergétiques).

Un plan de communication à l'échelle du territoire pourra être réalisé.



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Axe n°2

Soutenir une économie responsable



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Axe n°2

Soutenir une économie responsable

LE DOCUMENT D'AMENAGEMENT ARTISANAL COMMERCIAL ET LOGISTIQUE (DAACL)

Rappel réglementaire

Article L141-6 - Version en vigueur depuis le 25 août 2021. Modifié par LOI n°2021-1104 du 22 août 2021 - art. 219 (V)

« Le document d'orientation et d'objectifs comprend un document d'aménagement artisanal, commercial et logistique déterminant les conditions d'implantation des équipements commerciaux qui, en raison de leur importance, sont susceptibles d'avoir un impact significatif sur l'aménagement du territoire, le commerce de centre-ville et le développement durable.

Il détermine les conditions d'implantation des constructions commerciales et des constructions logistiques commerciales en fonction de leur surface, de leur impact sur l'artificialisation des sols et de leur impact sur les équilibres territoriaux, notamment au regard du développement du commerce de proximité, de la fréquence d'achat ou des flux générés par les personnes ou les marchandises. Ces conditions privilégient la consommation économe de l'espace, notamment en entrée de ville, par la compacité des formes bâties, la protection des sols naturels, agricoles et forestiers, l'utilisation prioritaire des surfaces vacantes et l'optimisation des surfaces consacrées au stationnement. Pour les équipements commerciaux, ces conditions portent également sur la desserte de ces équipements par les transports collectifs et leur accessibilité aux piétons et aux cyclistes ainsi que sur leur qualité environnementale, architecturale et paysagère, notamment au regard de la performance énergétique et de la gestion des eaux.

Le document d'aménagement artisanal, commercial et logistique localise les secteurs d'implantation périphérique ainsi que les centralités urbaines, qui peuvent inclure tout secteur, notamment centre-ville ou centre de quartier, caractérisé par un bâti dense présentant une diversité des fonctions urbaines, dans lesquels se posent des enjeux spécifiques du point de vue des objectifs mentionnés au 3° de l'article L. 141-5. Il prévoit les conditions d'implantation, le type d'activité et la surface de vente maximale des équipements commerciaux spécifiques aux secteurs ainsi identifiés.

Pour les équipements logistiques commerciaux, il localise les secteurs d'implantation privilégiés au regard des besoins logistiques du territoire, au regard de la capacité des voiries, existantes ou en projet, à gérer les flux de marchandises et au regard des objectifs mentionnés au second alinéa de l'article L. 141-3.

Il peut également :

1° Définir les conditions permettant le développement ou le maintien du commerce de proximité dans les centralités urbaines et au plus près de l'habitat et de l'emploi, en limitant son développement dans les zones périphériques ;

2° Prévoir les conditions permettant le développement ou le maintien de la logistique commerciale de proximité dans les centralités urbaines afin de limiter les flux de marchandises des zones périphériques vers les centralités urbaines ;

La révision ou l'annulation du document d'aménagement artisanal, commercial et logistique est sans incidence sur les autres documents du schéma de cohérence territoriale.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Axe n°2

Soutenir une économie responsable

LE DOCUMENT D'AMENAGEMENT ARTISANAL COMMERCIAL ET LOGISTIQUE (DAACL)

1 - Champs d'application et définitions

Sous le terme «commerce» s'entend «toute activité de vente de biens ou services dans des conditionnements adaptés à une clientèle de particuliers générant des flux de véhicules particuliers ou de transports en commun que la transaction soit réalisée sur place ou par voie dématérialisée.

Sont exclus de cette définition, les restaurants dont les caractéristiques d'insertion urbaine et d'animation locale sont spécifiques, les concessions automobiles et espaces de ventes de véhicules de loisirs compte-tenu de besoins en foncier spécifiques et d'une influence réduite sur les flux de circulation, les show-rooms, magasins d'usines sous réserve que leur surface ne dépasse pas 15% de la surface de l'unité bâtie et que l'impact sur les flux de véhicule soit réduit».

source : extrait «Les SCoT et l'aménagement commercial de demain» - Fédération Nationale des SCoT

Les orientations et prescriptions du DAACL en matière de logistique commerciale concernent les sous-destinations de constructions suivantes prévues à l'article R.151-28 du Code de l'urbanisme suivantes :

- le commerce de gros (destination Commerce et activités de service)
- l'entrepôt (destination autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire).

La logistique s'insère dans un champ d'activité très large. En l'absence de définition précise de la «logistique commerciale», qui peut recouvrir en fait l'ensemble de la logistique, avec des pratiques multiples, y compris de consommateurs venant retirer des colis dans des entrepôts, les orientations du DAACL différencient 3 types de bâtiments/activités, à partir d'analyse suivant :

- Les entrepôts logistiques de plus de 5 000 m² de surface de plancher,
- les agences de livraison, entre 500 et 5 000 m² de surface de plancher,
- les grossistes, pour des surfaces de plancher de plus de 300 m².

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Axe n°2

Soutenir une économie responsable

LE DOCUMENT D'AMENAGEMENT ARTISANAL COMMERCIAL ET LOGISTIQUE (DAACL)

1 - Champs d'application et définitions

LES ACTIVITES COMMERCIALES CONCERNÉES PAR LE DAACL :

Les activités commerciales nécessitant un point de vente physique accessible aux particuliers :

> Grandes et Moyennes Surfaces ;

> Commerce de détail (cf. liste en annexe) ;

> Artisanat commercial de biens (boulangerie, charcuterie…) ou de services (coiffure, cordonnerie…) ;

> Logistique commerciale à destination du client final (Drive...) et pour les livraisons des commerces et artisans.

LES ACTIVITES COMMERCIALES NON-CONCERNÉES PAR LE DAACL :

Les activités non-commerciales ou ne nécessitant pas de point de vente

physique accessible aux particuliers :

> Activités industrielles ou artisanales productives (fabrication, transformation, BTP) et leurs showrooms ;

> Commerce de gros (à destination des professionnels) ;

> Services recevant physiquement leur clientèle (banque, téléphonie, professions libérales, salle de sport…) ;

> Hôtellerie ;

> Restauration & Débit de boissons ;

> Commerce automobile ;

> Commerce non-sédentaire ;

> Vente directe ou groupements de producteurs ;

> Vente en ligne à destination d'un intermédiaire.

Les activités non-concernées par le DAACL peuvent toutefois être considérées au sein du SCoT dans le cadre d'une stratégie transversale.

Liste détaillée des activités concernées par le DAACL en annexe du DOO;

LES ACTIVITES LOGISTIQUES CONCERNÉES PAR LE DAACL :

• Les activités logistiques commerciales (plate-forme logistique dédiée à l'organisation des flux de marchandises générés par de la vente à distance

Ne sont pas considérées comme activité de logistique commerciale : les entreprises de logistique dédiées à l'approvisionnement des établissement économiques du territoire (commerces physiques et activités de production industrielle) ou encore les activités de transport de marchandises.

• Les nouvelles implantations de points permanents de retrait par la clientèle d'achats au détail commandés par voie télématique organisé pour l'accès en automobile (drives), considérés comme étant des équipements répondant aux achats réguliers.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

2 - Les différents types d'aménagement concernés par le DAACL

Le DAACL s'inscrit dans la logique du Document d'Orientation et d'Objectifs et définit les règles du jeu en matière d'aménagement commercial, sous forme de prescriptions et de recommandations permettant la mise en oeuvre des objectifs et orientations retenus, assurant ainsi les grands équilibres du territoire et les objectifs de la politique publique pour l'aménagement commercial.

Les prescriptions constituent des orientations juridiquement opposables, et s'imposent, dans un rapport de compatibilité :

• aux documents d'urbanisme locaux et au PLUI du périmètre du SCoT,

• aux procédures de Zones d'Aménagement Concerté (ZAC),

• aux autorisations d'exploitation commerciale délivrées au titre de l'article L752-1 du code de commerce

• aux opérations d'aménagement d'ensemble (lotissements...)

> LES NOUVELLES IMPLANTATIONS COMMERCIALES :

Sont considérées comme des « nouvelles implantations » :

• La création de nouveaux magasins de commerce de détail et activités artisanales précitées (directement impactées par les équipements commerciaux) ou d'ensembles commerciaux (au sens de l'article L752-3 du Code du Commerce) ;

• Le changement de destination (changement de destination des catégories définies aux articles R.151- 27 et R.151-28 du Code de l'Urbanisme) d'un bâtiment initialement non commercial vers des activités commerciales;

• Les déplacements de magasins ;

• La transformation d'un bâtiment à usage commercial (situé au sein ou hors d'une localisation préférentielle définie par le SCoT), impliquant une évolution de la typologie d'activité (fréquence d'achat).

Par exception à ces principes, la transformation d'un bâtiment à usage commercial (situé au sein ou hors d'une localisation préférentielle définie par le SCoT) vers une activité commerciale répondant à la même fréquence d'achats (changement d'enseigne) n'est pas considérée comme une nouvelle implantation commerciale.

• l'extension de la surface de vente des activités commerciales existantes.

> LES NOUVELLES IMPLANTATIONS COMMERCIALES :

Sont considérés comme nouvelles implantations de logistique commerciale :

• La création de nouveaux entrepôts dédiés à la logistique de biens de consommation achetés à distance permettant d'organiser l'acheminement des biens à destination des consommateurs (équipements logistiques commerciaux et logistique commerciale de proximité).

• Le changement de destination d'un bâtiment vers la destination entrepôt et accueillant une activité de logistique commerciale ;

• Les déplacements, extensions ou transformation des entrepôts de logistique commerciale.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

3 - Les différents formes de commerces et de logistiques

Les localisations préférentielles constituent les secteurs au sein desquels les nouvelles implantations de commerces sont rendues possibles par le présent DAACL. On compte trois types de localisations préférentielles :

• **Les centralités urbaines principales :** une centralité urbaine peut inclure tout secteur, en centre-ville, centre-bourg, caractérisé par un bâti dense et présentant une diversité des fonctions urbaines (habitat, commerces, services, activités économiques, équipements publics...).

• **Les centralités urbaines de quartiers :** En dehors de ces secteurs, les documents d'urbanisme locaux peuvent délimiter, les secteurs centres de quartiers existants ou en devenir, au sein desquels l'implantation d'activités commerciales est privilégiée.

• **Les Sites d'Implantation Périphérique (SIP) :** Les SIP ont vocation à accueillir uniquement du commerce dont le fonctionnement et la dimension sont incompatibles avec les centralités. Deux types sont à distinguer.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

4 - Le rôle du DAACL par rapport au volet commercial du DOO

Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) et le Document d'Aménagement Artisanal, Commercial et Logistique (DAACL) sont deux outils de planification urbaine qui interagissent, mais ils ont des fonctions distinctes et complémentaires. Voici les principales différences entre le volet commercial du SCOT et le DAACL.

Le volet commercial du SCOT offre une vue d'ensemble sur le développement commercial et ses interactions avec d'autres dimensions du territoire, tandis que le DAACL fournit des orientations et des règles spécifiques pour la mise en œuvre de ces objectifs à un niveau plus opérationnel. Les deux documents sont donc complémentaires, le SCOT fournissant le cadre stratégique et le DAACL offrant des précisions sur la mise en œuvre de ce cadre dans le domaine commercial.

Le volet commercial du DOO fixe des orientations générales pour le développement durable et l'aménagement du territoire sur le long terme. Il précise les orientations relatives à l'équipement commercial et artisanal, en intégrant des aspects tels que l'urbanisme, l'environnement, la mobilité, le logement, et l'économie locale. Il vise à établir une cohérence territoriale entre les différentes communes.

Le DAACL propose des directives concrètes, des zones d'implantation, des surfaces commerciales autorisées, des critères d'autorisation, et des mesures spécifiques pour soutenir l'artisanat et la logistique. Il est plus opérationnel et directif dans son approche. Ainsi, le DAACL :

> Détermine les conditions d'implantation des équipements commerciaux qui, en raison de leur importance, sont susceptibles d'avoir un impact significatif sur l'aménagement du territoire, le commerce de centre-ville et le développement durable (Critères attendus : modération de la consommation d'espace, préservation des entrées de villes, optimisation des surfaces de stationnement, accessibilité, performance énergétique…);

> Localise les secteurs d'implantation périphérique ainsi que les centralités urbaines (celles-ci sont caractérisées par un bâti dense présentant une diversité des fonctions urbaines). Il prévoit les conditions d'implantation, le type d'activité et la surface de vente maximale des équipements commerciaux spécifiques aux secteurs ainsi identifiés.

Pour rappel, les prescriptions et recommandations énoncées dans les objectifs et identifiées par le symbole concernent le Document d'Aménagement Artisanal Commercial et Logistique.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Axe n°2

Soutenir une économie responsable

LE DOCUMENT D'AMENAGEMENT ARTISANAL COMMERCIAL ET LOGISTIQUE (DAACL)

Niveau de prescription que doit avoir le DAACL

- **Au niveau du DAACL**

Le DAACL indique les secteurs préférentiels d'implantation. C'est au document d'urbanisme de déterminer précisément les contours de ces secteurs en compatibilité avec le DAACL.

Le DAACL ne peut pas interdire le commerce ou une forme de commerce. Il indique des critères et des préférences. C'est au document d'urbanisme d'être prescriptif.

- **Au niveau du document d'urbanisme**

Une traduction à la parcelle en cohérence avec le cadre du DAACL, notamment avec différents outils pour répondre aux prescriptions en centralités (règlement linéaire commercial ...).

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Axe n°2

Soutenir une économie responsable

LE DOCUMENT D'AMENAGEMENT ARTISANAL COMMERCIAL ET LOGISTIQUE (DAACL)

A_LUTTER CONTRE L'EVASION COMMERCIALE EN PERIPHERIE

[1- LOCALISATION PREFERENTIELLE DES COMMERCES ET TYPOLOGIES D'ACTIVITES]

Le SCoT demande aux documents d'urbanisme locaux de :

PRESCRIPTION 69 : Maîtriser le développement commercial de manière à privilégier les centres-villes/bourgs comme localisation préférentielle pour les commerces. Il s'agira de traduire la stratégie de développement commercial du territoire en s'appuyant sur l'armature urbaine et commerciale définie par le SCoT.

PRESCRIPTION 70 : Traduire les définitions des deux types de localisations préférentielles des commerces du DAACL :

- **Les centralités commerciales,** qui correspondent aux centres-villes/bourgs et quartiers qui présentent un tissu urbain dense, une mixité de fonctions urbaines (habitat/services/emplois) dont une concentration notable de commerces.

- **Les secteurs d'implantation périphérique (SIP),** qui correspondent aux zones d'activités dédiées au commerce. Ce sont des pôles qui correspondent à un regroupement de commerces situés en périphérie d'une commune ou d'un pôle urbain ou en entrée de ville, souvent desservis par de grands axes routiers.
Ces zones accueillent préférentiellement des commerces présentant une surface de vente supérieure à 300 m², dont l'insertion au sein du tissu urbain de centre-bourg est parfois peu compatible.

Les centralités commerciales et les secteurs d'implantation périphériques sont concernés par les dispositions du DAACL et sont localisées sur la carte de « localisation préférentielle des commerces » ci-après.

PRESCRIPTION 71 : En-dehors des centralités commerciales identifiées dans le DAACL, le SCoT demande aux documents d'urbanisme locaux :

- d'identifier au sein du tissu mixte existant (à l'intérieur des enveloppes urbaines existantes), les espaces ayant vocation à accueillir les petits commerces (surfaces de vente de moins de 300m²). Ces localisations devront privilégier les cœurs de bourgs et la continuité de l'offre de services/commerces dans une logique de mixité urbaine. Le développement opportuniste le long des axes de transport doit être limité afin de favoriser les cœurs de bourg.

PRESCRIPTION 72 : Les commerces existants de plus de 300m² de surface de vente, situés en-dehors d'un pôle commercial (centralités et sites d'implantation périphériques) du DAACL peuvent évoluer afin de garantir leur modernisation mais leur extension ne doit pas excéder 150m².

[2 - LES CENTRALITES COMMERCIALES]

PRESCRIPTION 73 : Les centralités commerciales sont les lieux d'accueil préférentiels du commerce, quel qu'en soit le type ou la surface de vente, à condition que cela soit compatible avec les capacités d'accueil du tissu urbain (flux, stationnement, livraisons, cadre de vie).

PRESCRIPTION 74 : Proscrire, au sein des centralités commerciales, l'installation de commerces de plus de 300m² en entrées de ville et en extension du bourg afin de préserver la qualité urbaine et paysagère. Cela doit aussi s'appliquer aux communes rurales.

PRESCRIPTION 75 : Renforcer et développer l'offre commerciale quotidienne, hebdomadaire et occasionnelle, du pôle de Sisteron et les centralités secondaires.

PRESCRIPTION 76 : Les communes devront au travers de leurs documents d'urbanisme :

- Définir précisément les contours de leur centralité commerciale, lieu d'accueil privilégié d'accueil du commerce, en cohérence avec les définitions du DAACL ;

- Mettre en place les outils adaptés pour préserver la continuité et la diversité commerciale.

PRESCRIPTION 77 : Maintenir l'offre commerciale d'hyper-proximité dans les centralités rurales du territoire.

PRESCRIPTION 78 : Implanter les commerces et ensembles commerciaux de proximité en rez-de-chaussée d'immeuble et en façade sur rue au sein des centralités commerciales.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Axe n°2

Soutenir une économie responsable

LE DOCUMENT D'AMENAGEMENT ARTISANAL COMMERCIAL ET LOGISTIQUE (DAACL)

A_LUTTER CONTRE L'EVASION COMMERCIALE EN PERIPHERIE

Les ensembles commerciaux peuvent être ici définis comme l'implantation d'unités commerciales liées et par des accès et équipements mutualisés, dans le sens de l'article L. 752-3 du commerce.

PRESCRIPTION 79: Encadrer les formats et typologies d'enseignes, en les intégrant par exemple à la façade du bâtiment. Les enseignes lumineuses doivent être réguler pour limiter les pollutions visuelles / lumineuses.

[3 - LES SECTEURS D'IMPLANTATION PERIPHERIQUES]

PRESCRIPTION 80 : Les secteurs d'implantation périphériques (SIP) sont les lieux d'accueil préférentiels des commerces de plus de 300m² qui, pour des motifs techniques ou fonctionnels qui devront être démontrés, ne trouveraient pas leur place au sein des centralités. Ces pôles sont définis en nombre limité, en cohérence avec l'armature terrioriale, la stratégie de structuration et de polarisation de l'activité commerciale sur le territoire.

PRESCRIPTION 81 : Les commerces et ensembles commerciaux de proximité de moins de 300m² de surface de plancher sont interdits dans les secteurs d'implantation périphériques.

PRESCRIPTION 82 : Les documents d'urbanisme veilleront à en préciser les contours, en cohérence avec les définitions du DAACL.

PRESCRIPTION 83 : L'extension de SIP existants et la création de nouveaux SIP ne seront envisagées qu'à titre exceptionnel, des mesures de compensation seront prises au titre de l'artificialisation des sols.

PRESCRIPTION 84 : Au sein des secteurs d'implantation périphérique, privilégier le renouvellement et l'optimisation du foncier existant.

PRESCRIPTION 85 : Les documents d'urbanisme devront prévoir des cheminements modes actifs (vélo/marche) de qualité (stationnement vélos, largeur, continuité, accessibilité PMR), pour relier l'implantation au centre bourg et aux zones d'habitation situées dans le périmètre proche.

PRESCRIPTION 86 : L'accès des livraisons doit être pensé pour ne pas gêner les flux de circulation.

PRESCRIPTION 87 : La part des stationnements doit être modérée et mutualisée entre les commerces lorsque cela est possible.

La surface artificialisée par le stationnement devra être encadrée au sein des documents d'urbanisme. Cela pourra passer par des préconisations en termes de mutualisation, de végétalisation, de surfaces perméables.

<u>Contribuer à l'amélioration des entrées de ville</u>

PRESCRIPTION 88 : L'insertion paysagère des parcs de stationnement ainsi que les voiries doit être travaillée en fonction du contexte urbain.

PRESCRIPTION 89 : Les façades des bâtiments commerciaux font l'objet d'un traitement architectural qualitatif de sorte à s'insérer dans le paysage urbain existant (asapects, choix des matériaux, enseigne...);

PRESCRIPTION 90 : Les espaces techniques (stockage, ...) sont implantés et masqués de manière à être le moins visible.

PRESCRIPTION 91 : Les espaces d'exposition, à des fins publicitaires, visibles depuis les voies routières devront faire l'objet d'un traitement qualitatif (aspect, matériaux...).

PRESCRIPTION 92: Le traitement des franges de tout projet commercial doit être végétalisé, de qualité et cohérent sur l'ensemble de la zone.

<u>Réduire les pressions sur l'environnement</u>

PRESCRIPTION 93 : Le raccordement au réseau collectif d'assainissement est obligatoire s'il existe.

PRESCRIPTION 94 : La valorisation des toitures terrasses, pour gérer les eaux pluviales par végétalisation ou pour l'énergie solaire, doit être prônée.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Axe n°2

Soutenir une économie responsable

LE DOCUMENT D'AMENAGEMENT ARTISANAL COMMERCIAL ET LOGISTIQUE (DAACL)

A_LUTTER CONTRE L'EVASION COMMERCIALE EN PERIPHERIE

PRESCRIPTION 95 : La collecte des déchets devra être mutualisée, si possible aux échelles des zones commerciales.

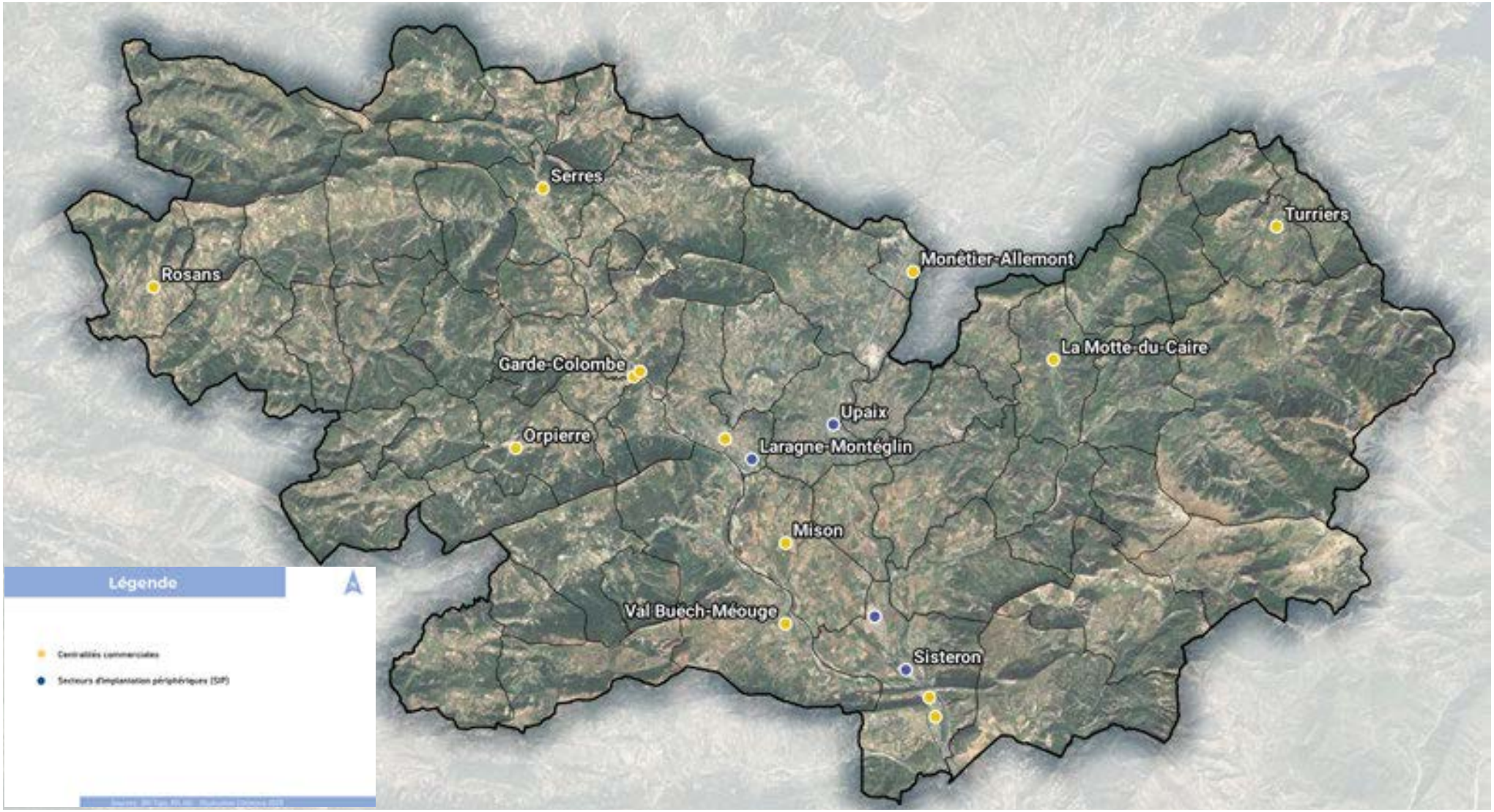
Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Axe n°2

Soutenir une économie responsable

LE DOCUMENT D'AMENAGEMENT ARTISANAL COMMERCIAL ET LOGISTIQUE (DAACL)

[LOCALISATION PREFERENTIELLE DES COMMERCES]



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Axe n°2

Soutenir une économie responsable

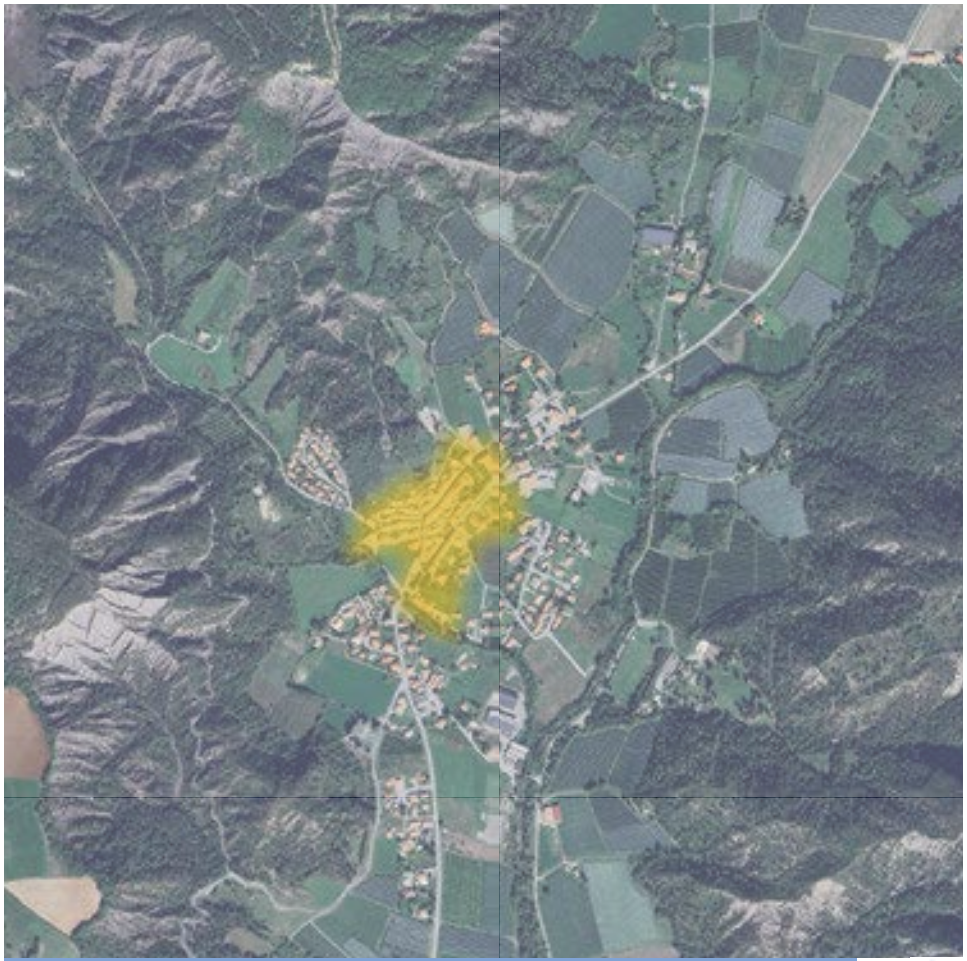
LE DOCUMENT D'AMENAGEMENT ARTISANAL COMMERCIAL ET LOGISTIQUE (DAACL)

[LES CENTRALITES COMMERCIALES]



Sisteron

Niveau dans l'armature : Ville-centre



La Motte-du-Caire

Niveau dans l'armature : Commune secondaire

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Axe n°2

Soutenir une économie responsable

LE DOCUMENT D'AMENAGEMENT ARTISANAL COMMERCIAL ET LOGISTIQUE (DAACL)

[LES CENTRALITES COMMERCIALES]



Laragne-Montéglin

Niveau dans l'armature : Commune secondaire



Serres

Niveau dans l'armature : Commune secondaire

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Axe n°2

Soutenir une économie responsable

LE DOCUMENT D'AMENAGEMENT ARTISANAL COMMERCIAL ET LOGISTIQUE (DAACL)

[LES CENTRALITES COMMERCIALES]



Garde-Colombe

Niveau dans l'armature : Commune relais



Mison - *Les Armands*

Niveau dans l'armature : Commune relais

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Axe n°2

Soutenir une économie responsable

LE DOCUMENT D'AMENAGEMENT ARTISANAL COMMERCIAL ET LOGISTIQUE (DAACL)

[LES CENTRALITES COMMERCIALES]



Monêtier-Allemont

Niveau dans l'armature : Commune relais



Orpierre

Niveau dans l'armature : Commune relais

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Axe n°2

Soutenir une économie responsable

LE DOCUMENT D'AMENAGEMENT ARTISANAL COMMERCIAL ET LOGISTIQUE (DAACL)

[LES CENTRALITES COMMERCIALES]



Rosans

Niveau dans l'armature : Commune relais



Turriers

Niveau dans l'armature : Commune relais

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Axe n°2

Soutenir une économie responsable

LE DOCUMENT D'AMENAGEMENT ARTISANAL COMMERCIAL ET LOGISTIQUE (DAACL)

[LES CENTRALITES COMMERCIALES]



Val Buëch-Méouge

Niveau dans l'armature : Commune relais

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Axe n°2

Soutenir une économie responsable

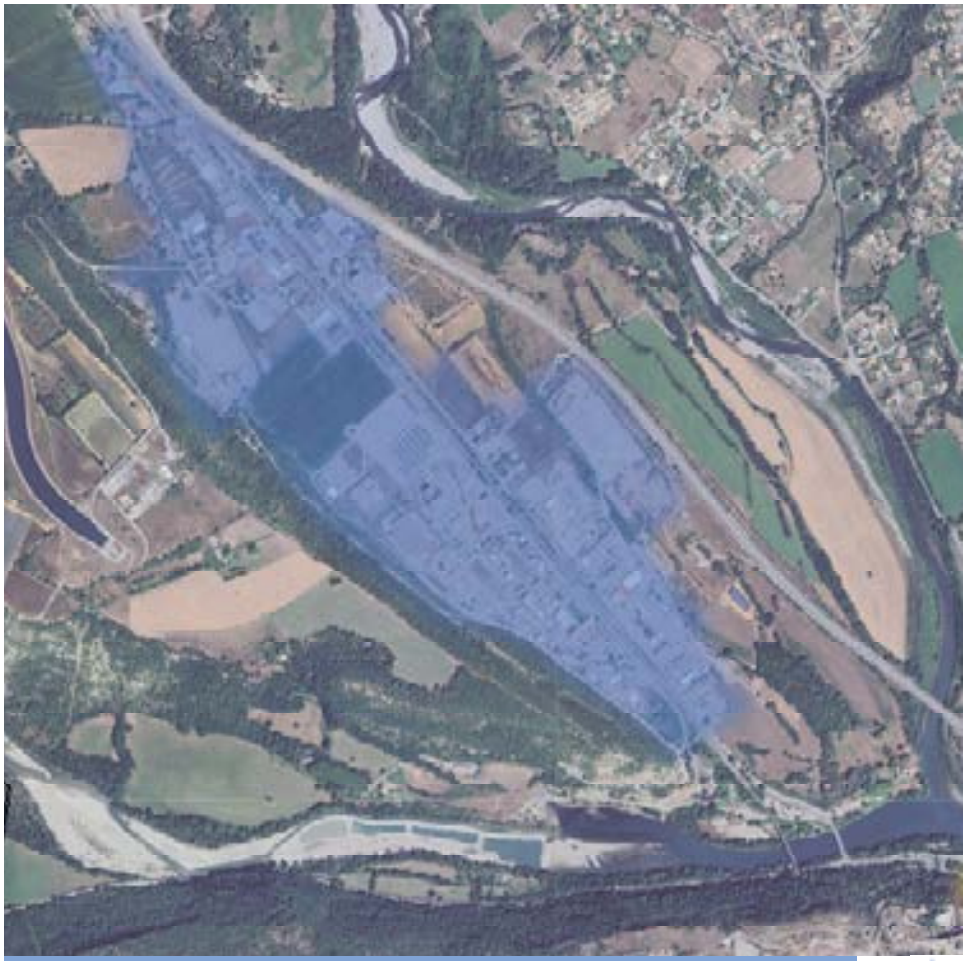
LE DOCUMENT D'AMENAGEMENT ARTISANAL COMMERCIAL ET LOGISTIQUE (DAACL)

[LES SECTEURS D'IMPLANTATION PERIPHERIQUES]



ZA Val de Durance - Sisteron

Niveau dans l'armature : Ville-centre



ZA Mételine - Proviou - Sisteron

Niveau dans l'armature : Ville-centre

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Axe n°2

Soutenir une économie responsable

LE DOCUMENT D'AMENAGEMENT ARTISANAL COMMERCIAL ET LOGISTIQUE (DAACL)

[LES SECTEURS D'IMPLANTATION PERIPHERIQUES]



ZA Le Plan - Laragne-Montéglin

Niveau dans l'armature : Commune secondaire



Upaix

Niveau dans l'armature : Commune relais

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

B_PROPOSER UNE OFFRE COMMERCIALE POUR TOUS

[1- QUALITE DES POLES COMMERCIAUX]

PRESCRIPTION 96 : Pour garantir la qualité paysagère et fonctionnelle des centralités commerciales le territoire devra :

- Veiller à l'intégration harmonieuse des locaux commerciaux en rez-de-chaussée et des locaux indépendants à la trame urbaine préexistante par la reprise des coloris et des textures environnantes ;
- Penser les espaces publics de façon fonctionnelle et esthétique pour contribuer à la qualité et l'animation du pôle commercial ;
- Penser la logistique du dernier kilomètre en intégrant les dispositions prévues aux prescriptions 102 et 134.

PRESCRIPTION 97 : Les SIP devront respecter les attendus en matière de qualité paysagère et environnementale des zones d'activités décrites dans le DOO.

[2 - CONTINUITE COMMERCIALE]

PRESCRIPTION 98 : Les documents d'urbanisme devront déployer les outils adaptés pour favoriser le maintien des continuités commerciales et du dernier commerce.

RECOMMANDATION 31 : Afin de limiter l'impact visuel des locaux commerciaux vacants et afin de préserver les continuités commerciales, les habillages (vitrophanies et usages temporaires (boutique éphémère de ces locaux) sont encouragés.

[3 - COMMERCES NON-SEDENTAIRES]

RECOMMANDATION 32 : Les documents d'urbanisme pourront penser l'accueil des activités commerciales non sédentaires par des aménagements d'espaces publics adaptés.

RECOMMANDATION 33 : Les commerces ambulants et les services itinérants pourront être encouragés pour aller au plus près des populations non mobiles.

[4 - MOBILITE ET CHEMINEMENTS COMMERCIAUX]

RECOMMANDATION 34 : Dans tous les pôles commerciaux, une réflexion autour d'espaces de stationnement dédiés pourra être menée afin de faciliter l'accès aux commerces à certains publics (familles, covoiturage…) et afin de concevoir un stationnement accessible et sécurisé pour les vélos.

RECOMMANDATION 35 : Les stationnements en centralité pourront être limités en temps afin d'éviter la saturation des poches de stationnement et ainsi faciliter l'accès aux commerces des centralités.

RECOMMANDATION 36 : Avoir une communication continue sur la mobilité décarbonée auprès des citoyens et les communes pour évolution de la politique de mobilité et communiquer auprès des entreprises pour encourager le report modal et la limitation de l'autosolisme dans les trajets pendulaires, (Actions 3.13 et 3.21 du PCAET).

RECOMMANDATION 37 : Encourager la pratique du covoiturage/autopartage pour les trajets domicile-travail ou les trajets de longue distance, notamment via le dispositif d'autostop REZO POUCE et la plateforme COVOIT' existants à l'échelle de l'intercommunalité via l'application Mobicoop.

RECOMMANDATION 38 : Encourager les grandes entreprises d'une même zone d'activité, seules ou communément pour élaborer un plan de déplacement d'entreprise et insuffler une dynamique de mobilités actives par un accompagnement à l'équipement des personnes ou la mise en place de parcs à vélos.

RECOMMANDATION 39 : Inciter à l'aménagement d'aires de co-voiturage au niveau des intersections des infrastructures routières très fréquentées, aux endroits stratégiques, ainsi que des espaces de stationnements (voitures/vélos) spécifiques pour les pratiques d'autopartage aux abords immédiats des gares. Les documents d'urbanisme locaux pourront réserver les emplacements nécessaires pour la création de ces équipements.

RECOMMANDATION 40 : Raccorder les zones d'activités structurantes en transports collectifs.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

C_ANTICIPER LES NOUVELLES PRATIQUES COMMERCIALES

[1- CIRCUITS-COURTS]

PRESCRIPTION 99 : Permettre la création de points de vente directe à la ferme, sous réserve que cette activité reste le prolongement de l'activité de production, dans le cadre de l'article L151-11-II du Code de l'Urbanisme ainsi que les points de vente mutualisés de producteurs et le développement de marché de producteurs. Les centres-bourgs et centre-villes sont les lieux d'accueil préférentiels pour ces derniers.

RECOMMANDATION 41 : Afin de favoriser la vente directe et de mettre en valeur les productions locales, le territoire pourra s'engager auprès du monde agricole pour la labélisation de certaines productions locales de qualité.

[2 - DRIVE]

**Au sens du Code du Commerce, le Drive est définit comme une « installation, aménagement ou équipement conçu pour le retrait par la clientèle de marchandises commandées par voie télématique ainsi que les pistes attenantes ».*

Le SCoT propose une typologie des Drives adaptée aux réalités commerciales du territoire :

> Drive-in attenant à un magasin propre (de type grandes ou moyennes surfaces ou autre magasin non-alimentaire), situés dans les secteurs d'implantation périphérique (SIP) ;*

*> Drive de proximité** situés en centres-bourgs (de type click-and-collect, lockers, boutique relais) ;*

*> Drive fermiers*** implantés dans les espaces non-urbains et approvisionnés par les producteurs locaux.*

PRESCRIPTION 100 : Privilégier la localisation des commerces de type Drive-in* au sein des SIP identifiés dans le DAACL et conditionner leur développement et implantation aux conditions de desserte adaptées de manière attenante à un magasin propre (flux, livraisons, stationnements mutualisés). Veiller à leur intégration paysagère.

PRESCRIPTION 101 : Favoriser l'implantation des commerces de type Drive de proximité** dans les centres-bourgs de la Ville-centre de Sisteron, des communes secondaires et des communes relais.
Conditionner leur développement et implantation aux conditions de desserte adaptées (flux, livraisons, stationnements mutualisés). Veiller à leur intégration paysagère.

PRESCRIPTION 102 : Faciliter l'implantation de Drive fermiers***, notamment dans les territoires moins desservis. Conditionner leur développement et implantation aux conditions de desserte adaptées (flux, livraisons, stationnements mutualisés). Veiller à leur intégration paysagère.

[3 - LA LOGISTIQUE URBAINE]

**La logistique urbaine est définie par l'action d'acheminer dans les meilleures conditions les flux de marchandises qui entrent, sortent et circulent dans l'espace urbain.*

PRESCRIPTION 103 : Les centralités commerciales et les SIP définis par le DAACL sont les espaces prioritaires de développement de la logistique urbaine tout en veillant à la capacité d'accueil du territoire.

> Investir en priorité les friche, à l'exception des friches agricoles à rendre à l'agriculture : pastoralisme, activité agrivoltaïque.

> Les aménagements devront favoriser l'optimisation des flux logistiques.

Les circulations et les voiries devront notamment être pensées en conséquence au sein des polarités.

Les projets de plus de 300 m² devront justifier de leur anticipation des flux logistiques en démontrant que l'impact des flux générés ne nuit pas à l'animation et la fonctionnalité de la zone.

Les communes concernées par des centralités commerciales majeures (ville -centre de Sisteron) et intermédiaires (communes secondaires) devront anticiper l'impact de la logistique du dernier kilomètre en cherchant à amoindrir les nuisances par la mutualisation des flux, la gestion du stationnement dédié aux livraisons.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Axe n°2

Soutenir une économie responsable

Orientation 2.1 - Consolider les pôles économiques existants

Nos objectifs partagés : ce que dit le PAS

A travers son PAS, le Sisteronais-Buëch souhaite :

- **Renforcer l'armature économique du territoire**

> Développer les pépinières, hôtels et immobiliers d'entreprises ;

> Développer en priorité les zones d'activités économiques existantes en facilitant les synergies inter-entreprises et tisser des liens entre les espaces économiques du territoire ;

> Proposer des alternatives à la voiture individuelle, encourager les modes doux et organiser une mobilité multimodale performante notamment pour relier les pôles de bassin de vie, les secteurs d'emplois et les secteurs d'habitat ;

> Soutenir le développement des véhicules électriques via la mise en place des infrastructures nécessaires.

- **Concentrer le développement du foncier bâti à usage économique dans les zones d'activités**

> Prioriser la densification des zones d'activités ;

> Permettre des extensions mesurées des zones d'activités lorsque tout le potentiel de densification sera occupé afin de garantir le développement des entreprises existantes et d'accueillir de nouvelles entreprises ;

> Afin de préserver le foncier des zones d'activités, privilégier l'implantation des entreprises confortant leur vocation ou spécialisation économique et développer, conforter et densifier les zones commerciales existantes ;

> Développer l'offre en formation industrielle et artisanale notamment, en association avec les acteurs économiques implantés sur le territoire.

- **Préserver la filière d'alimentation en matériaux du sous-sol**

> Identifier et maintenir les sites d'exploitations en activité ;

> Permettre la création de nouvelles carrières et les extensions des carrières existantes dans le respect des prescriptions liées à la trame agro-environnementale, à l'agriculture, à la qualité paysagère, aux enjeux d'évolutions des circulations des masses d'eaux superficielles et souterraines, et sous réserve des possibilités de développement d'accès adaptés aux flux de camions supplémentaires ;

> Anticiper les besoins de plateforme pour la ressource secondaire (valorisation déchets du BTP) ;

> Limiter les risques et nuisances liées à l'exploitation des carrières sur les habitations et sur l'environnement ;

> S'assurer de la reconversion des sites et des espaces qui ne sont plus exploités (aménagement paysager, mise en eau, retour de l'agriculture).

- **Maintenir et préserver la vocation agricole du territoire**

> Maintenir le foncier agricole ;

> Faciliter l'accès aux logements nécessaires aux agriculteurs et à proximité de leurs exploitations ;

> Préserver les sites et sièges d'exploitation en évitant leur rapprochement avec l'urbanisation, notamment via le maintien des « espaces tampons » paysagers et multifonctionnels qui permettent d'organiser des espaces de transition fonctionnel/urbain/agricole/naturel ;

> Préserver les accès et les circulations agricoles pour le bétail et les engins agricoles ;

> Développer les couveuses d'activités et les formations en agriculture ;

Ces orientations se déclinent dans les objectifs du DOO.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Axe n°2

Soutenir une économie responsable

Orientation 2.1 - Consolider les pôles économiques existants

Objectif 1 - Conforter la dynamique des zones d'activités économiques

[Densifier et conforter les zones économiques existantes afin de limiter la consommation d'espaces]

PRESCRIPTION 104 : Traduire dans les documents d'urbanisme locaux, l'armature économique du SCoT, en s'appuyant sur les ZAE communautaires suivantes :

- Les zones d'activités principales : zones à vocation mixtes de grandes tailles, rayonnant à l'échelle du territoire, notamment la Zone d'Activités de Val de Durance (ZAVD), et la ZA Météline à Sisteron.

Les industries s'implanteront dans les zones d'activités existantes et dédiées à l'industrie en veillant à la compatibilité de l'activité industrielle avec le tissu environnant.

- Les zones d'activités secondaires : zones ayant principalement une vocation artisanale, de tailles moyennes qui rayonnent à l'échelle du bassin de vie, telles que Le Poët, ZA Les Grandes Blâches à Mison ; la ZA Le plan à Laragne-Montéglin ; la ZA Ecopôle à Laragne-Montéglin.
- Les zones d'activités de proximité : zones uniquement à vocation artisanale, de petites tailles, rayonnant au niveau local, telles que Serres.

PRESCRIPTION 105 : Permettre le développement des ZAE communautaires existantes en extension.
Une allocation foncière totale de 30 ha est prévue pour l'ensemble des ZAE communautaires et les projets à vocation économique, artisanale hors ZAE afin de dynamiser l'économie et l'emploi sur le territoire. *(cf. Prescription 50)*

PRESCRIPTION 106 : La mobilisation de l'enveloppe de solidarité ne pourra être effective qu'après une démarche de sobriété foncière et d'optimisation du foncier, en privilégiant le renouvellement urbain, la densification des espaces économiques existants ou le réinvestissement de friches économiques.

PRESCRIPTION 107 : Engager une politique volontariste en matière de foncier qui :

- investit en priorité les terrains en friches, les locaux vacants et sous-occupés ;
- favorise l'optimisation des espaces résiduels et/ou sous utilisés et garantit une gestion économe du foncier.

PRESCRIPTION 108 : Définir des orientations d'aménagement et de programmation (OAP) pour tout projet de création ou de remembrement de zones d'activités économiques.

PRESCRIPTION 109 : Développer une offre d'accueil en immobilier locatif, notamment à destination des activités tertiaires et industrielles (pépinières, villages d'entreprises, incubateurs, etc.) en réinvestissant en priorité les bâtiments vacants.

PRESCRIPTION 110 : Favoriser l'implantation des entreprises tournées vers les métiers d'avenir liés à la numérisation de l'économie (Technologies de l'Information et de la Communication TIC, développement, ...) et aux services (entreprises, aide à la personne, ...), notamment en :

- mettant à leur disposition les services et équipements numériques ;
- définissantune communication sur ce sujet à destination des entreprises innovantes.

PRESCRIPTION 111 : Assurer une couverture numérique très haut débit dans l'ensemble des zones d'activités.

PRESCRIPTION 112 : Prévoir des fourreaux pour l'installation de la fibre optique lors de tous travaux et tranchées desservant les zones d'activités et zones urbaines.

[Améliorer la qualité paysagère et environnementale des zones d'activités économiques]

Pour les prescriptions suivantes, les documents d'urbanisme locaux s'appuieront sur les outils règlementaires à leur disposition (OAP, Règlement).

Le développement de dispositifs d'énergies renouvelables dans les zones d'activités se fera conformément aux prescriptions de l'axe 4 - Objectif 2 Définir des règles spécifiques afin d'encourager le développement des énergies renouvelables.

PRESCRIPTION 113 : Organiser et aménager les transitions entre les zones

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Objectif 1 - Conforter la dynamique des zones d'activités économiques

d'activités et les espaces urbains à proximité, en :

- travaillant les zones tampons par une intégration paysagère de qualité;
- traitant les limites, les accès principaux de la zone d'activité ainsi que les entrées de ville au travers de règles de recul des constructions dans le but de permettre la définition de modules de plantations, dont l'objet n'est pas de décorer le bâti mais de jouer un rôle de mise en scène, d'intégration paysagère et de régénération de biodiversité.

PRESCRIPTION 114 : Traiter qualitativement les espaces extérieurs et les espaces publics des zones d'activités, pour cela :

- Assurer l'intégration paysagère des dépôts extérieurs de matériaux ;
- Limiter le stationnement extérieur aux stricts besoins liés aux activités ou mutualiser les infrastructures.

PRESCRIPTION 115 : Rechercher en priorité la perméabilité des parkings et imposer l'infiltration des eaux in situ. Imposer une transparence hydraulique des projets d'aménagement et maîtriser leurs incidences en matière de ruissellement pour préserver les terrains agricoles et les milieux naturels.

PRESCRIPTION 116 : Garantir la sécurisation des parcs d'activités par une organisation et un aménagement des voies de circulation garants d'une bonne gestion des flux.

RECOMMANDATION 42 : Pour les communes adhérentes, prendre en compte les recommandations paysagères identifiées (par unité paysagère) dans le plan de paysage du parc naturel régional des Baronnies provençales.

[Faire évoluer les mobilités du territoire en privilégiant l'intermodalité pour relier les bassins de vie et les secteurs d'emplois]

Le SCoT demande à l'intercommunalité et aux document d'urbanisme locaux de:

PRESCRIPTION 117 : Développer le maillage et la desserte des transports en commun existants des zones d'activités, en lien avec la délégation de compétence mobilité de la Région, en privilégiant :

- la connexion aux pôles de bassin de vie ;
- le rabattement vers les gares du territoire et celles situées à l'extérieur.

PRESCRIPTION 118 : Orienter les réflexions locales et intercommunales en matière de mobilité et de stationnement par la prise en compte de la dimension air-énergie-climat.

PRESCRIPTION 119 : Imposer l'aménagement de pistes cyclables et voies piétonnes pour tout nouveau projet d'aménagement, notamment vers les pôles d'emplois.

PRESCRIPTION 120 : Développer l'intermodalité par une analyse des besoins de stationnement pour les différents modes de déplacements (voitures individuelles, covoiturage, parkings vélo…).

Les documents d'urbanisme locaux pourront :

RECOMMANDATION 43 : Avoir une communication continue sur la mobilité décarbonée auprès des citoyens et les communes pour évolution de la politique de mobilité et communiquer auprès des entreprises pour encourager le report modal et la limitation de l'autosolisme dans les trajets pendulaires, (Actions 3.13 et 3.21 du PCAET).

RECOMMANDATION 44 : Encourager la pratique du covoiturage/autopartage pour les trajets domicile-travail ou les trajets de longue distance.

RECOMMANDATION 45 : Raccorder les zones d'activités structurantes en transports collectifs et en voies cyclables.

RECOMMANDATION 46 : Faciliter le déploiement de bornes d'avitaillement (électricité, gaz, hydrogène…) pour les différents moyens de transports.

RECOMMANDATION 47 : Consolider la charte de signalétique des zones d'activités économiques et des sites touristiques du territoire pour intégrer les enjeux de qualité et d'insertion paysagère de ces zones sur le territoire.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Axe n°2

Soutenir une économie responsable

Orientation 2.1 - Consolider les pôles économiques existants

Objectif 2 - Conforter la dynamique des autres filières économiques

[Faciliter les activités accessoires apportant un complément de revenus]

PRESCRIPTION 121 : Prévoir dans les zones agricoles et naturelles les possibilités d'implantation de constructions accessoires à l'activité agricole, c'est-à-dire les activités liées à une exploitation agricole dont la production reste l'activité principale, notamment :

- Les nouvelles constructions devront se faire préférentiellement en continuité du bâti existant ;
- Les besoins immobiliers liés aux activités de vente, préparation, transformation, création de valeur sur place des produits de l'exploitation ;
- Les besoins immobiliers liés aux activités touristiques et de loisirs accessoires à l'activité agricole : chambres d'hôtes, tables d'hôtes en lien avec une activité de découverte de l'activité agricole principale, l'agrotourisme. Le changement de destination des bâtiments existants, la création de STECAL, la création d'extensions ou d'annexes des bâtiments d'habitation existants pour les activités liées aux activités touristiques et de loisirs accessoires à l'activité agricole, dès lors qu'ils ne compromettent pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site.
- Prévoir hors zones agricoles et naturelles les possibilités d'implantation d'activités de diversification de l'agriculture, dans les zones urbaines ou dans les parcs d'activités le cas échéant ;
- Identifier les bâtiments remarquables dans les documents d'urbanisme locaux et permettre leur changement de destination et leur réhabilitation, sous réserve d'une viabilisation suffisante et de conserver les caractéristiques qui ont permis le classement du bâtiment comme «remarquable». S'assurer que la nouvelle destination des bâtiments est compatible avec les activités agricoles environnantes, sans nuire à l'environnement.

Les documents d'urbanisme locaux ainsi que la CCSB pourront :

RECOMMANDATION 48 : Encourager le développement de filières courtes et leur promotion (axe 5 du PCAET).

RECOMMANDATION 49 : Mener une réflexion sur les possibilités d'aide au développement de filières courtes, et de partenariats dans le cadre de développement de projets touristiques (axe 5 du PCAET).

[Préserver la filière économique des carrières]

Le développement des carrières devra appliquer les objectifs et les orientations du Schéma Régional des Carrières en respectant les conditions ci-dessous.

PRESCRIPTION 122 : Pérenniser les carrières existantes et préserver les gisements d'intérêt.

PRESCRIPTION 123 : Envisager prioritairement le renouvellement et les extensions des sites de production existants, soit 4 carrières existantes (la carrière du Beynon sur la commune de Ventavon, la carrière de Lazer, la carrière du Clot de la Garenne sur la commune de La Bâtie-Monsaléon et la carrière de la Grande Sainte-Anne sur la commune du Poët), dans le respect des mesures du Schéma Régional des Carrières (SRC), des prescriptions inscrites dans la charte du Parc naturel régional des Baronnies provençales des prescriptions liées à la trame agro-environnementale, à l'agriculture, à la qualité paysagère, aux enjeux d'évolutions des circulations des masses d'eaux superficielles et souterraines, et sous réserve des possibilités de développement d'accès adaptés aux flux de camions supplémentaires.

PRESCRIPTION 124 : Envisager la création de nouveaux sites de production au plus proche des bassins de consommation, sous réserve de la justification du besoin.

PRESCRIPTION 125 : Permettre les modalités d'approvisionnement en ressource minérales, autres que les granulats communs, afin de contribuer au maintien de l'autonomie régionale, voire nationale.

Les documents d'urbanisme locaux pourront :

RECOMMANDATION 50 : Privilégier le classement des carrières et les GIN/GIR en zone naturelle ou agricole restrictive, hormis pour les installations et constructions nécessaires à l'activité agricole existante et permises par les R 151-22 et R 151-26 du code de l'urbanisme et sans alternative géographique (localisation hors GIN/

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Objectif 2 - Conforter la dynamique des autres filières économiques

GIR).

RECOMMANDATION 51 : Les extensions de sites d'extraction ou créations de nouveaux sites pourront faire l'objet :

- de phases de concertation entre le carrier et les acteurs locaux (élus, associations, agriculteurs, population riveraine…) en amont du projet (et durant l'exploitation) ;
- d'une coordination des phases de restitution ultérieure dans le cadre des Plans de réaménagement de manière concertée, avec au-delà des communes (associations naturalistes, de cadre de vie, la profession agricole, l'échelle intercommunale…).

Les plans de réaménagement de carrières doivent intégrer des critères de réversibilité et de multifonctionnalités des sites ; ils devront favoriser la plus-value environnementale (biodiversité) par des réaménagements adaptés.

PRESCRIPTION 126 : Permettre l'installation de plateformes nécessaires pour la ressource secondaire (recyclage BTP et sédiments issus de l'entretien des cours d'eau) et / ou aux entreprises utilisatrices de ressources.

PRESCRIPTION 127 : Réhabiliter les anciennes carrières pour permettre leur remise en état, leur réinsertion dans l'environnement vers des activités telles que l'agriculture, les loisirs, la production d'énergies renouvelables, la renaturation ou encore leur transformation en bassin de rétention. Ces projets de réaménagement se feront en fonction des enjeux environnementaux et devront veiller à la bonne intégration dans le paysage et les milieux environnants.

PRESCRIPTION 128 : Créer des zones spécifiques au sein des zonages réglementaires dédiées à l'exploitation et au développement des carrières identifiées par le Schéma Régional des Carrières (SRC).



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Axe n°2

Soutenir une économie responsable

Orientation 2.2 - Faciliter l'activité économique dans les centres-villages et centres-villes

Nos objectifs partagés : ce que dit le PAS

A travers son PAS, le Sisteronais-Buëch souhaite :

- **Aider à l'installation et au développement des activités commerciales, artisanales et de services dans les centres anciens**

> Prioriser l'installation des commerces dans les centres-bourgs et soutenir le commerce de proximité ;

> Permettre l'implantation et le développement d'activités artisanales dans les communes rurales, en centre-bourg lorsqu'elles sont compatibles avec l'habitat, en périphérie si elles ne le sont pas ;

> Définir les espaces privilégiés du commerce et de l'artisanat au sein du Document d'Aménagement Artisanal, Commercial et Logistique ;

> Développer des espaces de co-working et des tiers-lieux dans les centres-villages et centres-villes.

- **Faire du numérique un vecteur d'attractivité**

> Etendre la couverture téléphonique et numérique de façon homogène sur le territoire afin de favoriser l'égalité numérique et d'en faire un levier d'attractivité des jeunes actifs ;

> Intégrer le développement numérique dans une stratégie de réduction des déplacements professionnels quotidiens.

Ces orientations se déclinent dans les objectifs du DOO.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Axe n°2

Soutenir une économie responsable

Orientation 2.2 - Faciliter l'activité économique dans les centres-villages et centres-villes

Objectif 1 - Revitaliser les bourgs et favoriser le maintien et le développement de l'offre commerciale et artisanale dans les centres-bourgs et centres-villes

Les documents d'urbanisme locaux devront :

PRESCRIPTION 129 : Favoriser le maintien et l'implantation de « commerces de détail de proximité » dans l'ensemble des centres-bourgs.

PRESCRIPTION 130 : Permettre l'investissement de locaux de petites tailles à destination de l'artisanat local afin de répondre aux besoins du territoire.

PRESCRIPTION 131 : Chercher la diversité commerciale dans les quartiers, les îlots et le long des rues.

PRESCRIPTION 132 : Faire en sorte que le développement des services et équipements n'engendre pas d'étalement urbain.

PRESCRIPTION 133 : Diversifier l'offre immobilière d'entreprise dans les centres-bourgs afin de répondre à l'ensemble des besoins.

PRESCRIPTION 134 : Soutenir l'attractivité économique et commerciale des centres-villes :

- en articulant la desserte en transports collectifs et la mise en place d'une offre de stationnement (voitures/vélos) adaptée ;
- en privilégiant l'aménagement de l'espace public pour les piétons (zones partagées, piétonnisation des rues centrales).

PRESCRIPTION 135 : Prévoir des emplacements pour l'aménagement ou la constitution d'infrastructures et d'espaces de stationnements nécessaires aux livraisons de marchandises (livraison, plateformes logistiques, locaux vélo, au plus près des centres).

PRESCRIPTION 136 : Autoriser, dans les documents d'urbanisme locaux, l'implantation d'activités (artisanales, tertiaires, …) au sein des enveloppes urbaines, prioritairement dans les centres-bourgs ou à proximité immédiate, sous réserve qu'elles ne soient pas incompatibles avec l'habitat (nuisances sonores, gène visuelle, olfactive, auditive, liée aux flux engendrés par l'activité…).

Les documents d'urbanisme locaux pourront :

RECOMMANDATION 52 : Identifier et délimiter, dans le ou les documents graphiques, les quartiers, îlots et voies dans lesquels doit être préservée ou développée la diversité commerciale, notamment à travers les commerces de détail et de proximité, et définir, le cas échéant, les règles spécifiques permettant d'atteindre cet objectif. Cette recommandation fait référence à l'article L151-16 du code de l'urbanisme relatif traitement du commerce dans le règlement du PLU.



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Axe n°2

Soutenir une économie responsable

Orientation 2.3 - Développer une stratégie touristique à l'échelle de la CCSB

Nos objectifs partagés : ce que dit le PAS

A travers son PAS, le Sisteronais-Buëch souhaite :

- **Favoriser le tourisme durable**

> Développer la mobilité durable et l'itinérance douce en mettant en place des transports touristiques collectifs raccordant les sites majeurs et des aménagements dédiés aux modes actifs ;

> Développer et valoriser les activités sportives de pleine nature dans le respect de l'environnement ;

> Créer des liens entre tourisme et agriculture en promouvant les produits et savoir-faire locaux auprès des visiteurs : gîte à la ferme, ferme pédagogique, …

- **Structurer l'armature touristique territoriale et valoriser le potentiel touristique**

> Conforter les moteurs du tourisme notamment en développant l'artisanat d'art, l'agritourisme et le tourisme vert, en préservant les sites remarquables et/ou patrimoniaux, puis en veillant à la valorisation des paysages ;

> Faire connaître et mettre en réseau les sites touristiques ;

> Accompagner la diffusion des flux touristiques à l'échelle du territoire ;

> Développer une gamme complète et diversifiée d'activités touristiques et de services à destination de la clientèle (structure d'information, communication, animation offre hôtelière et de restauration, commerces spécialisés, …) ;

Ces orientations se déclinent dans les objectifs du DOO.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Axe n°2

Soutenir une économie responsable

Orientation 2.3 - Développer une stratégie touristique à l'échelle de la CCSB

Objectif 1 - Développer les mobilités durables adaptées aux flux saisonniers et touristiques

Les documents d'urbanisme locaux devront :

PRESCRIPTION 137 : Reconnaître des voies de desserte majeures comme des routes de découvertes et conforter celles existantes (comme par exemple La route des cadrans solaires traversant le territoire de Haut-alpin ; La route d'histoires, de mots et de pierres à l'est qui dessert Sisteron, Thèze, Vaumeilh, Nibles, La Motte-du-Caire, Le Caire, Le Faucon-du-Caire, Bellaffaire, Turriers, Bayons, Clamensane ; La route du temps au sud qui traverse Sisteron, Saint-Geniez, Authon ; La route de la lavande à l'ouest qui dessert les villages du Buëch comme Saint-André de Rosans, Orpierre).

Le développement de ces itinéraires privilégiera la mutualisation des usages et des pratiques de mobilités (cyclisme et cyclotourisme, liaison avec les sentiers pédestres) en toute sécurité et la découverte des sites et paysages traversés (zones d'arrêt, belvédères, panoramas...).

PRESCRIPTION 138 : Elaborer un plan vélo à l'échelle du territoire du Sisteronais-Buëch afin de mutualiser les orientations des schémas directeurs cyclables existants, de recentraliser l'information et de participer à une meilleure lecture du potentiel cyclable et cyclotouristique.

Prendre en compte, pour cela, les orientations du Schéma Cyclable et des Mobilités Douces du département des Alpes-de-Haute-Provence, du Schéma Directeur des aménagements cyclables des Hautes-Alpes, de la politique cyclable du département de la Drôme ainsi que du Schéma Régional des Véloroutes et voies vertes de la Région PACA.

Les aménagements porteront sur :

- la généralisation des bandes cyclables et/ou des surlargeurs cyclables sur les axes routiers les plus fréquentés par le trafic automobile ou ayant une forte dimension cyclotouristique ;
- le développement des jalonnements spécifiques à destination des cyclotouristes ;
- la réalisation de voies cyclables à l'échelle du Sisteronais-Buëch, par exemple sur l'emprise d'anciennes voies patrimoniales (comme l'ancien chemin royal Sisteron-Le Poët par exemple) ou de voies d'eau (canaux anciens, existants) et de la véloute V64 «Durance à vélo».

PRESCRIPTION 139 : Valoriser les sites touristiques et de loisirs en prévoyant et en améliorant l'accès des modes actifs et des personnes à mobilité réduite à ces espaces. Des pôles d'échanges multimodaux seront pensés.

PRESCRIPTION 140 : Améliorer ou prévoir l'organisation des modes actifs au sein des sites touristiques.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Axe n°2

Soutenir une économie responsable

Orientation 2.3 - Développer une stratégie touristique à l'échelle de la CCSB

Objectif 2 - Concilier la fréquentation touristique et la préservation des milieux et des paysages

Les documents d'urbanisme locaux devront :

PRESCRIPTION 141 : Maîtriser l'aménagement des sites d'accueil (prendre en compte la fréquentation, la gestion des stationnements, ...).

PRESCRIPTION 142 : Encadrer l'insertion paysagère et architecturale des équipements touristiques.

PRESCRIPTION 143 : Conforter les activités de pleine nature compatibles avec la préservation du patrimoine naturel, rural et paysager. Pour cela, favoriser les continuités valléennes pour les itinéraires et les parcours d'activités de pleine nature.

Les activités de pleine nature, pratiques de sports et loisirs liées à l'eau, l'air et la montagne reconnues dans le Sisteronais-Buëch sont :

- les activités liées aux lacs et plans d'eau ;
- les activités en eau vive (canoë-kayak, rafting, canyoning) ;
- les activités aériennes (vol à voile, vol libre) ;
- les activités à corde (escalade, canyoning, via ferrata, accrobranche) ;
- le VTT et le cyclotourisme ;
- les randonnées ;
- les activités équestres ;
- les fermes pédagogiques.

Les documents d'urbanisme doivent s'appuyer les politiques d'aménagements et d'équipements structurants nécessaires pour ces filières d'activités.

PRESCRIPTION 144 : Concilier les différentes pratiques et attentes des pratiquants des activités de pleine nature avec les objectifs de préservation des milieux naturels, de la faune, de la flore et des paysages.

RECOMMANDATION 53 : S'appuyer sur des mesures de prévention, sensibilisation, information, participation dans les espaces naturels afin de concilier fréquentation touristique et préservation des milieux naturels.



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Objectif 3 - Conférer au territoire une fonction de destination touristique

[Créer des synergies entre les initiatives locales et le tourisme]

Les documents d'urbanisme locaux devront :

PRESCRIPTION 145 : Structurer l'offre d'activités touristiques en lien avec la découverte des produits du terroir, des ressources patrimoniales et du bien-être (qualité des paysages et du cadre de vie, goût et terroir local).

PRESCRIPTION 146 : Valoriser les savoirs faires locaux et s'appuyer sur les ressources locales pour contribuer à l'ensemble de l'économie du Sisteronais-Buëch : tourisme, montagne, cadre de vie, agriculture… ;

PRESCRIPTION 147 : Soutenir et renforcer les initiatives alimentaires locales en permettant l'implantation : d'atelier de transformation, de vente à la ferme, agro-tourisme, etc., et en communiquant auprès des habitants sur le consommer local, tout en préservant un foncier agricole qui permette de développer et/ou de maintenir du maraîchage et du pastoralisme local.

RECOMMANDATION 54 : Identifier le potentiel et permettre la réalisation d'équipements de transformation alimentaire : atelier de découpe, légumerie, fromagerie… dans une démarche de circuits-courts.

(se reporter à la partie du DAACL « Orientation C- anticiper les nouvelles pratiques commerciales» ainsi que l'axe 4 - Objectif 1 Dessiner un paysage alimentaire à l'échelle du territoire).

RECOMMANDATION 55 : Encourager les structures privées ou associatives portant des projets locaux en lien avec la distribution de produits alimentaires.

RECOMMANDATION 56 : Permettre le changement de destination des anciens bâtiments agricoles/fermes/constructions vacantes au profit d'hébergements touristiques tout en veillant à l'insertion paysagère et architecturale et sous réserve de ne pas compromettre l'activité agricole.

[Diffuser les flux touristiques sur tout le territoire]

Les documents d'urbanisme locaux devront :

PRESCRIPTION 148 : Prendre en compte les spécificités des communes ou secteurs présentant une forte activité touristique, pour lesquels l'attractivité génère des enjeux particuliers en matière d'aménagement (flux et affluence, stationnement, infrastructures et équipements spécifiques, mobilités, chiens de protection de troupeaux, etc.).

Les documents d'urbanisme devront anticiper et accompagner ces dynamiques touristiques, dans la limite de l'enveloppe foncière allouée par le SCoT. Sont notamment concernés : les sites à forte fréquentation, les pôles d'hébergement structurants, et les zones d'activités touristiques ayant un impact significatif par rapport à la population permanente.

PRESCRIPTION 149 : Promouvoir le potentiel du territoire en tant que « destination nature » et exemplaire en tant que zone pilote du tourisme vert et durable, la pluriactivité en milieu rural, l'offre en matière de chemin de randonnées, etc.

Pour les communes adhérentes au Parc Naturel Régional des Baronnies provençales, possibilité de s'appuyer sur les mesures de la charte du Parc.

PRESCRIPTION 150 : Renforcer l'offre de services publics, culturels et touristiques, en veillant à un accès équitable aux réseaux (haut débit, électricité, téléphonie, télévision, transports).

La CCSB et les communes pourront :

RECOMMANDATION 57 : Développer une offre diversifiée d'hébergements touristiques et de loisirs, en lien avec le tourisme vert, y compris dans les centres urbains (camps, auberges de jeunesse rurales, réhabilitation de la vacance à destination du tourisme avec labellisation Clé verte, Accueil Vélo etc.).

RECOMMANDATION 58 : Favoriser une répartition géographique et saisonnière des activités culturelles (manifestations, évènements, festivités etc.) organisées autour de la notion d'itinérance.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Axe n°3

Renforcer la solidarité territoriale



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Axe n°3

Renforcer la solidarité territoriale

Orientation 3.1 - Affirmer le rôle de chaque commune au sein de l'armature territoriale et renforcer les liens entre communes

Nos objectifs partagés : ce que dit le PAS

A travers son PAS, le Sisteronais-Buëch souhaite :

- **Assurer la place et la viabilité de chaque commune au sein de l'armature territoriale**

> Permettre le développement de chaque commune en tenant compte des risques naturels et technologiques, de ses capacités d'accueil, d'assainissement, et d'eau potable ;

- Accompagner l'accueil de nouveaux habitants pour atteindre un taux moyen annuel de croissance démographique de 0,6 %.

- Conditionner l'ouverture à l'urbanisation et le développement de chaque commune à sa disponibilité de la ressource en eau, à sa capacité à répondre aux besoins d'alimentation en eau potable (réseaux, captages…) et d'assainissement des eaux usées (capacité nominale des stations d'épuration, qualité des équipements, performance de traitement…) de façon à ne pas accentuer ni les flux de pollutions ni les prélèvements d'eau susceptibles d'avoir un impact sur la qualité des eaux et les milieux récepteurs ;

- Encourager à la réalisation de travaux et de mise aux normes des équipements d'alimentation en eau potable et d'assainissement non conformes, en préalable à toute perspective de développement des secteurs concernés.

Ces orientations se déclinent dans les objectifs du DOO.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Axe n°3

Renforcer la solidarité territoriale

Orientation 3.1 - Affirmer le rôle de chaque commune au sein de l'armature territoriale et renforcer les liens entre communes

Objectif 1 - Assurer un développement équilibré au sein de l'armature territoriale

Les documents d'urbanisme locaux devront :

PRESCRIPTION 151 : Respecter la répartition des objectifs de création de logements, en lien avec l'armature territoriale et l'accueil de population envisagée (projection d'une croissance annuelle de +0,66%).

L'objectif à inscrire à l'échelle des documents d'urbanisme sera déterminé en lien avec l'objectif démographique fixé à 20 ans dans le SCoT. Cet objectif démographique sera territorialisé en respectant la répartition par niveau d'armature, tableau ci-contre.

Cette répartition de l'objectif démographique permet d'affirmer l'organisation territoriale que le SCoT du Sisteronais-Buëch souhaite accompagner.

Si cet objectif démographique est tenu, d'ici 20 ans le besoin en logements sera de 114 nouveaux logements par an en moyenne selon les rythmes fixés par les documents d'urbanisme.

(1) La population projetée pour 2045 est fondée sur l'hypothèse d'une taille moyenne des ménages de 1,89.*

Niveaux de l'armature	Population en 2021 *(Insee 2021)*	Objectif TCAM (2045)	Objectif population (2045)	**Objectif nombre de logements à produire (2045)**
Pôle de Sisteron	7 669	**+1,10%**	**9 972**	**1 308**
Centralités secondaires	5 431	**+0,66%**	**6 360**	**622**
Communes relais	6 696	**+0,37%**	**7 317**	**436**
Les autres communes rurales	5 489	**+0,34%**	**5 955**	**384**
TOTAL SCoT	25 285	**+0,66%**	**29 604**	**2 750**

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Axe n°3

Renforcer la solidarité territoriale

Orientation 3.2 - Mettre en réseau les services et équipements

Nos objectifs partagés : ce que dit le PAS

A travers son PAS, le Sisteronais-Buëch souhaite :

- **Favoriser le bien-vivre ensemble et renforcer la qualité de vie des habitants**

> Privilégier une organisation territoriale qui privilégie la cohésion sociale, l'accès équitable aux services, et le développement d'un cadre de vie harmonieux et inclusif.

- **Renforcer la couverture en équipements et en services dans les communes rurales**

> Développer la mobilité des services et des commerces ;

> Assurer l'accès aux soins pour les habitants, particulièrement au vu du vieillissement de population ;

> Assurer l'accès à l'éducation pour les enfants du territoire.

- **Développer la mutualisation et la polyvalence des espaces et des usages**

> Développer des services et espaces mutualisés dans les secteurs dédiés aux activités économiques ;

> Promouvoir la pluralité des usages des espaces et équipements publics.

Ces orientations se déclinent dans les objectifs du DOO.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Axe n°3

Renforcer la solidarité territoriale

Orientation 3.2 - Mettre en réseau les services et équipements

Objectif 1 - Renforcer l'attractivité du territoire dans le domaine du numérique, de la culture et de l'innovation

Les documents d'urbanisme locaux devront :

PRESCRIPTION 152 : Permettre le développement d'équipements structurants (enseignement, culture, santé, sports et loisirs, bureaux…) en respectant les objectifs d'optimisation et de densification foncière du SCoT et dans le respect des principes suivants (sauf justification, comme incompatibilité entre site et vocation) :

- privilégier l'implantation dans la ville-centre, les communes secondaires et les communes relais ;
- rechercher une meilleure accessibilité aux services et aux équipements pour tous les publics ;
- promouvoir un aménagement du territoire visant l'optimisation du foncier, la mutualisation des espaces extérieurs (dont l'offre de stationnement), la qualité architecturale, l'intégration paysagère et l'offre énergétique durable des bâtiments (bâtiments à faible consommation et / ou producteurs d'énergie renouvelable) et la présence du végétal.

Pour des projets d'équipements de proximité et quelle que soit leur nature, il s'agira de privilégier une localisation dans les centres-bourgs et centres-villes, le principe d'extension urbaine devant se justifier.

Une allocation foncière totale de **13 ha** est prévue, à ce titre, afin de renforcer le rôle des communes en matière d'offre d'équipements et de services d'envergure ou de proximité. *(cf. prescription 50)*

PRESCRIPTION 153 : Développer une offre de bureaux adaptée et de tiers-lieux, prioritairement dans les pôles identifiés par l'armature territoriale (la ville-centre, les communes secondaires et communes relais), notamment pour répondre aux besoins des travailleurs indépendants et au développement du télétravail.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Axe n°3

Renforcer la solidarité territoriale

Orientation 3.2 - Mettre en réseau les services et équipements

Objectif 2 - Développer l'offre de santé en créant des structures de proximité

Les documents d'urbanisme locaux devront :

PRESCRIPTION 154 : Privilégier l'installation de résidences dédiées aux séniors à proximité des secteurs équipés de services et commerces de proximité, d'espaces publics adaptés et d'équipements de santé, dans les communes pôles.

PRESCRIPTION 155 : Maintenir les services de santé dans les pôles majeurs de l'armature et développer les services de santé adaptés aux secteurs ruraux isolés.

RECOMMANDATION 59 : Favoriser la mise en place d'initiatives innovantes en matière de services de santé itinérants.



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Axe n°3

Développer un territoire de proximité et solidaire

Orientation 3.3 - Renforcer les liens sur le territoire

Nos objectifs partagés : ce que dit le PAS

A travers son PAS, le Sisteronais-Buëch souhaite :

- **Mettre en place un stratégie de mobilité globale en développant les alternatives à l'autosolisme et la multimodalité**

> Développer des pôles multimodaux dans les communes de Sisteron, Serres et Laragne-Montéglin et favoriser le report modal depuis ces pôles ;

> Renforcer le rôle des gares de Sisteron, Serres et Laragne-Montéglin ;

> Renforcer les transports en commun régionaux desservant les centralités (bus et trains) et les transports à la demande dans les communes rurales ;

> Encourager les pratiques alternatives à l'autosolisme en développant le réseau de covoiturage et l'autopartage à l'échelle de la Communauté de Communes ;

> Sécuriser et faciliter les modes actifs en développant les aménagements, services et équipements adaptés à la pratique du vélo à l'échelle de l'intercommunalité ;

> Promouvoir l'utilisation des modes actifs (communication et sensibilisation auprès des habitants, au sein des entreprises, à l'école, …) ;

> Maintenir et renforcer les liaisons de transports en commun sur l'axe Est-Ouest en partenariat avec les intercommunalités voisines et les régions Sud PACA et AURA.

Ces orientations se déclinent dans les objectifs du DOO.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Axe n°3

Développer un territoire de proximité et solidaire

Orientation 3.3 - Renforcer les liens sur le territoire

Objectif 1 - Faciliter les déplacements alternatifs à la voiture

Les documents d'urbanisme locaux devront :

PRESCRIPTION 156 : Engager la réflexion d'aménagement de pistes cyclables et voies piétonnes pour tout nouveau projet d'aménagement, notamment vers les pôles d'emplois.

PRESCRIPTION 157 : Prévoir la continuité des liaisons piétonnes/cyclables, avec les points de desserte en transports en commun (liaisons interurbaines) avec des aménagements sécurisés.

PRESCRIPTION 158 : Permettre à proximité des points de desserte en transports en commun des espaces de stationnement adaptés (parking-relais, parking vélo, l'autopartage, etc.).

PRESCRIPTION 159 : Intégrer une desserte et un maillage en cheminements doux dans les futures opérations à l'échelle des communes.

PRESCRIPTION 160 : Utiliser les tracés des anciennes voies (romaines et voies d'eau notamment) afin de mailler l'offre de voies cyclables et piétonnes sur le territoire intercommunal (voies vertes, liaisons entre les communes, pratiques cyclistes et cyclotouristes).

PRESCRIPTION 161 : Mailler le territoire de stations de recharge pour véhicules électriques. Les communes pourront accompagner cette action en communicant auprès de leurs habitants sur la localisation des bornes.

PRESCRIPTION 162 : Développer une offre de transports collectifs ou Transports à la Demande (TAD) adaptée aux besoins des habitants, en lien avec la délégation de compétence mobilité de la Région :

-connecter les points d'intensité des communes, générateurs de flux (centres-bourgs, équipements, pôles d'emplois et zones d'activités, pôles de transports);

-relier l'offre de transports collectifs et TAD aux territoires voisins.

PRESCRIPTION 163 : Orienter les réflexions locales et intercommunales en matière de mobilité et de stationnement par la prise en compte de la dimension air-énergie-climat.

RECOMMANDATION 60 : Mettre en place une stratégie de mobilité globale à l'échelle du territoire intercommunal sur la base d'un schéma de mobilité.



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Axe n°3

Développer un territoire de proximité et solidaire

Orientation 3.3 - Renforcer les liens sur le territoire

Objectif 2 - Améliorer et renforcer les infrastructures de transports structurantes existantes sur le territoire

Les documents d'urbanisme locaux devront :

PRESCRIPTION 164 : Conforter les gares existantes de Sisteron, Laragne-Montéglin et Serres ainsi que l'offre de transport collectif existant et de Transport à la Demande (TAD) dans les polarités principales.

RECOMMANDATION 61 : Poursuivre les échanges avec l'Etat et la Région pour revaloriser les infrastructures ferroviaires, en appuyant sur les éléments nécessaires à son bon fonctionnement :

- l'amélioration de la desserte régionale ferrée ;
- la hausse de la fréquence des trains ;
- l'articulation des horaires trains/bus
- l'accessibilité ;
- l'amélioration des correspondances ;
- la possibilité de rétablir le fret.

RECOMMANDATION 62 : Anticiper et améliorer l'accessibilité des établissements sensibles par une planification adaptée des déplacements. Pour ce faire, évaluer les besoins spécifiques en matière de déplacements pour les établissements tels que les écoles, les EHPAD, et les centres de loisirs pour enfants. Cette évaluation doit permettre de proposer des infrastructures de transport adaptées, y compris des solutions de mobilité douce (pistes cyclables, cheminements piétonniers, lignes de transport en commun), afin de garantir une accessibilité optimale pour les usagers.



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Axe n°4

Engager une transition sobre



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Axe n°4

Engager une transition sobre

Orientation 4.1 - Améliorer la qualité environnementale et écologique des aménagements et des constructions

Nos objectifs partagés

A travers son PAS, le Sisteronais-Buëch souhaite :

- **Améliorer la performance énergétique des bâtiments existants**

> Développer les réhabilitations thermiques ;

> Prendre en compte l'évolution des usages lors des opérations de réhabilitation (local vélos, point d'apport volontaire, chauffage collectif, …).

- **Mettre en place des exigences sur la qualité environnementale des nouvelles opérations**

> Veiller à la bonne intégration paysagère et environnementale de toute nouvelle opération ;

> Prendre en compte les enjeux environnementaux dans les aménagements et veiller à limiter les impacts des projets sur le paysage et les milieux ;

> Encourager les aménagements et les formes bâties qui participent à la lutte contre les îlots de chaleur dans un contexte d'adaptation au changement climatique (gestion durable de l'eau, traitement perméable des sols, revêtement à fort albédo, végétalisation…) ;

> Faire connaître et favoriser les bonnes pratiques de réhabilitation et de construction (écoconception, bâtiments à basse consommation, matériaux locaux, biosourcés et recyclés, …) auprès des propriétaires et des professionnels ;

> Inciter à un traitement environnemental qualitatif des zones d'activités (perméabilité des sols, végétalisation, traitement paysager des espaces d'interfaces entre les zones d'activités et les zones résidentielles…) ;

> Mettre en place une exigence environnementale importante au sein des zones d'activités concernant les nouveaux aménagements et constructions (rénovation, insertion paysagère, gestion des déchets, production d'énergie, réemploi, …) ;

> Créer de la solidarité énergétique entre les programmes bâtis, neufs comme anciens ;

> Etudier la faisabilité de systèmes de production d'énergie mutualisée et renouvelable tels que les réseaux de chaleur pour les projets urbains présentant une densité suffisante.

- **Réduire la vulnérabilité des personnes et des biens face aux risques naturels et technologiques**

> Maintenir les espaces d'habitat et d'équipement à distance des zones accueillant ou susceptible d'accueillir des activités à risque élevé ;

> Prescrire la mise en place d'aménagements permettant de réduire et de gérer le risque et intégrer une réflexion sur la vulnérabilité des constructions ;

> Valoriser les zones rendues inconstructibles en raison d'un risque par une intervention paysagère, écologique, agricole ou de loisirs, dans la mesure où cela n'entraîne pas d'augmentation de la vulnérabilité.

- **Préserver l'ambiance sonore et la qualité de l'air locale**

> Prendre en considération les facteurs bruit et pollution sur les axes de transit les plus bruyants dans le cadre des aménagements futurs (mesures de maîtrise du bruit à la source, éloignement…) ;

> Pacifier le partage de la voirie et favoriser la sécurité des déplacements actifs (piétons et cycles) dans les bourgs.

Ces orientations se déclinent dans les objectifs du DOO.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Axe n°4

Engager une transition sobre

Orientation 4.1 - Améliorer la qualité environnementale et écologique des aménagements et des constructions

Objectif 1 - Améliorer les performances énergétiques et environnementales du parc bâti

[La rénovation énergétique du bâti existant]

Les documents d'urbanisme locaux devront :

PRESCRIPTION 165 : Soutenir la mise en œuvre de démarches améliorant la conception des bâtiments et des espaces publics, dans la recherche d'une consommation moindre en énergie pour le chauffage, le refroidissement et l'éclairage.

PRESCRIPTION 166 : Veiller à ne pas impacter les caractéristiques architecturales héritées lors de la réhabilitation énergétique des logements anciens grâce aux outils règlementaires mobilisables. En particulier dans les secteurs sauvegardés ou protégés où il s'agirait d'adapter les principes constructifs de rénovation aux spécificités des constructions anciennes et à leurs matériaux.

En outre, dans les secteurs qui ne sont pas couverts par une protection au titre des monuments historiques, des règles devront être prescrites pour garantir l'adaptation des travaux d'amélioration éngergétique et d'implantation de dispositifs de production d'énergies renouvelables

PRESCRIPTION 167 : Dans les secteurs sauvegardés et les zones de protection architecturale, l'isolation par l'intérieur doit être privilégiée pour préserver les façades et caractéristiques extérieures des bâtiments anciens. Toute isolation par l'extérieur est conditionnée au respect strict des matériaux, textures et couleurs d'origine, sous l'approbation des ABF et de l'UDAP.

PRESCRIPTION 168 : Autoriser et favoriser l'isolation du bâti existant par l'extérieur dans les documents d'urbanisme locaux. Cela en permettant l'installation des dispositifs à cet effet dans les marges de retrait et de recul des constructions, au-delà des limites de hauteur maximale, et sous réserve de ne pas altérer les qualités patrimoniales d'édifices.

La CCSB et les documents d'urbanisme locaux pourront :

RECOMMANDATION 63 : En lien avec les services de l'État, le SCoT recommande aux communes d'adopter des chartes locales de rénovation énergétique spécifiques aux bâtiments patrimoniaux. Ces chartes, établies avec le soutien de l'UDAP, proposeront des directives précises pour des rénovations qui respectent les matériaux et techniques traditionnels tout en améliorant les performances énergétiques.

RECOMMANDATION 64 : Encourager la mise en oeuvre des programmes ambitieux de réhabilitation thermique du parc existant, notamment pour les communes disposant d'un parc vieillissant d'hébergements touristiques et de loisirs.

[Concevoir des opérations d'aménagements vertueuses en matière de gestion de ressources]

Les documents d'urbanisme locaux devront :

PRESCRIPTION 169 : Définir des règles et des critères de performance énergétique et de production énérgétique pour la réduction des gaz à effet de serre dans les projets d'aménagement (renouvellement urbain, constructions neuves en densification ou zones à urbaniser), en lien avec les objectifs et stratégies définis dans le PCAET.

PRESCRIPTION 170 : Intégrer les nouveaux modes constructifs écologiques dans le règlement des documents d'urbanisme, dès lors qu'ils ne contrarient pas les objectifs de protection patrimoniale du paysage urbain.

PRESCRIPTION 171 : Réduire la consommation d'énergie notamment liée à l'éclairage public et aux enseignes lumineuses et numériques ainsi que limiter la pollution lumineuse dans les opérations d'aménagements («trame noire») permettant des économies d'énergie et un impact limité sur la faune, la flore et la santé, en rappel de l'Arrêté du 27 décembre 2018 relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses.

PRESCRIPTION 172 : Mettre en œuvre les solutions innovantes dans les documents d'urbanisme en matière de construction et en matière de gestion de la ressource en eau, notamment :

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Axe n°4

Engager une transition sobre

Orientation 4.1 - Améliorer la qualité environnementale et écologique des aménagements et des constructions

Objectif 1 - Améliorer les performances énergétiques et environnementales du parc bâti

- la mise en place de récupérateurs d'eaux pluviales, afin de réutiliser les eaux stockées pour l'arrosage des espaces verts et le nettoyage des surfaces extérieures ;
- le recours aux bassins de rétention des eaux pluviales mutualisés à l'échelle des opérations, ou le cas échéant des secteurs urbains, et le soutien à l'infiltration des eaux pluviales ;
- promouvoir des essences végétales peu consommatrices d'eau et peu exigeantes en intrants phytosanitaires. Cet objectif a vocation à s'articuler avec l'utilisation privilégiée des essences végétales locales.

(cf. prescriptios de l'Axe 4.3 - Objectif 1 Valoriser et préserver durablement la ressource en eau)

PRESCRIPTION 173 : En lien avec la valorisation des savoirs-faire de la CCSB, notamment en matière de construction, privilégier des démarches innovantes dans les nouvelles opérations à vocation résidentielle, mixte ou économique (écoquartiers, approche environnementale de l'urbanisme, valorisation des circuits-courts pour les matériaux issus de la filière bois locale...).

PRESCRIPTION 174 : Contribuer à l'atténuation au changement climatique, au travers de :

- l'implantation et orientations des bâtiments suivant les principes bioclimatiques (protections solaires, ventilation naturelle, etc.) ;
- la végétalisation des parcs de stationnement ;
- la plantation des espaces publics, des limites parcellaires, des espaces non bâtis et des bâtiments. Cette disposition n'a pas pour but d'augmenter l'espace consommé mais de gérer l'espace non construit nécessaire pour gérer les besoins de fonctionnement du parc ;
- la végétalisation et la gestion des délaissés et des espaces non construits.

PRESCRIPTION 175 : Mettre en place les actions suivantes à l'échelle intercommunale concernant les zones d'activités existantes :

- Accompagner des opérateurs afin de trouver dans les parcs d'activités des solutions d'implantation photovoltaïque sur toiture en mobilisant plusieurs bâtiments (et propriétaires) pour dégager des surfaces permettant d'atteindre une bonne rentabilité de production ;
- Permettre et encourager le déploiement d'ombrières sur les parkings en cohérence avec les obligations fixées par la réglementation nationale, soit sur au moins la moitié de la surface des parkings de plus de 1 500 m² ;
- Rendre possible dans les documents d'urbanisme, les possibilités d'implantations photovoltaïques sur des espaces délaissés non constructibles et/ou sans usages acceptables, et si possible désimperméabilisés (par exemple, terrains neutralisés par des Plans de Prévention des Risques Technologiques (PPRT). Veiller à leur insertion paysagère.

PRESCRIPTION 176 : Imposer l'infiltration des eaux de pluie lorsque le sol le permet par une gestion hydraulique douce, notamment en augmentant la perméabilité des sols, plus particulièrement sur les espaces de stationnement relatifs aux équipements commerciaux et les zones d'activités existantes.



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Objectif 2 - Réduire l'exposition des zones d'habitations aux risques naturels et technologiques

[Prévenir les risques naturels pour la protection des personnes et des biens]

Les documents d'urbanisme locaux devront :

PRESCRIPTION 177 : Dans les zones où un aléa est identifié (feux de forêt, de landes et maquis, inondation, coulées de boue, chutes de blocs et pierres, séisme, retrait/gonflement argileux, canalisations de transports de produits chimiques, rupture de barrage de Serre-Ponçon, SEVESO Sanofi…), veiller à ce que les aménagements et les modes de gestion de l'espace n'aggravent pas les risques et n'en provoquent pas de nouveaux.

PRESCRIPTION 178 : Assurer la cohérence des projets avec les documents règlementaires de prévention des risques.

PRESCRIPTION 179 : Envisager la possibilité d'exclure les projets de développement urbain dans les zones d'aléa forts des risques connus sur le territoire.

PRESCRIPTION 180 : Intégrer les zones d'expansion des crues (ZEC) et les préserver en interdisant toute construction sur ces espaces, notamment :

- Valoriser les zones d'expansion de crue pouvant correspondre à des zones agricoles et/ou humides quand cela est possible au travers d'un zonage adapté et d'une prise en compte suffisante des conditions nécessaires.

PRESCRIPTION 181 : Prévenir les risques d'inondation, d'érosion de berges, de coulées de boues, de glissement de terrain en limitant l'imperméabilisation des sols et en préservant les éléments naturels (par exemple toitures terrasses végétalisées, tranchées ou puits d'infiltration, canaux drainants, parkings « gazonnés », noues, réseau de haies, boisements, bosquets, ripisylves, bandes enherbées, prairies…) qui participent à la gestion du ruissellement et la rétention des sols *(voir prescriptions relative à la perméabilité des sols, Axe n°1 – Orientation 3 – Objectif 1 de réduction de l'artificialisation des sols).*

PRESCRIPTION 182 : Veiller à la préservation des éléments aménagés que sont les canaux d'irrigation et fossés agricoles sans contrevenir aux objectifs de réduction des risques. Par ailleurs, ne pas nuire aux nécessités de gestion globale des réseaux auxquels ils appartiennent ainsi qu'aux obligations de leurs gestionnaires en termes d'aménagement, de maintenance et d'entretien des dits ruisseaux et ouvrages.

RECOMMANDATION 65 : En l'absence de documents réglementaires et dans les zones des risques et d'aléas connus, mener une étude permettant de préciser le risque (nature et ampleur) et les impacts du projet. Cette étude devra être conduite à l'échelle la plus pertinente pour évaluer le risque dans sa globalité et non uniquement à l'échelle du projet (ex : bassin versant pour un risque d'inondation…).

[Prendre en comte le risque technologique dans les dynamiques de développement des territoires]

Les documents d'urbanisme locaux devront :

PRESCRIPTION 183 : Respecter et anticiper, la mise à distance de l'urbanisation au regard des sites à risque identifiés sur le territoire. Adapter la mise à distance selon la nature du risque et le contexte de la zone concernée.

PRESCRIPTION 184 : Localiser préférentiellement dans des zones dédiées, telles que les zones d'activités, les nouvelles Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE), autres que des exploitations agricoles et ne relevant pas de services de proximité participant à la mixité des fonctions, afin d'éviter les conflits d'usage avec les espaces résidentiels.

PRESCRIPTION 185 : Recenser les sites pollués présents sur le territoire de manière à s'assurer de l'absence de risque sanitaire avant de mobiliser des sols pollués. Pour cela, une réflexion devra être menée quant à leur intégration dans les objectifs de renouvellement urbain et à leur réinvestissement par l'urbanisation.

PRESCRIPTION 186 : Interdire la construction d'établissements accueillant des publics sensibles et d'établissements recevant du public (ERP) sur les anciens sites industriels pollués en l'absence de toute mesure de remédiation de la pollution.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Objectif 2 - Réduire l'exposition des zones d'habitations aux risques naturels et technologiques

PRESCRIPTION 187 : Prendre en compte dans les documents d'urbanisme, les canalisations de Transport de Matières Dangereuses et leurs servitudes en encadrant l'urbanisation le long des axes soumis aux transports de matières dangereuses en fonction du niveau de risque évalué.

PRESCRIPTION 188 : Porter une attention particulière à l'installation d'activités artisanales au sein du tissu urbain au regard des sensibilités en présence : proximité de populations sensibles (écoles, établissements de santé…), milieux naturels, etc.

PRESCRIPTION 189 : Prévoir des espaces tampons pour gérer l'interface activité-habitat entre les habitations et les zones d'activités économiques afin de prévenir l'émergence de conflits d'usage.

[Maîtriser le ruissellement pluvial en milieu urbain]

Les documents d'urbanisme locaux devront :

PRESCRIPTION 190 : Conserver / protéger les écoulements superficiels à ciel ouvert en zones urbaines moins denses.

PRESCRIPTION 191 : Rendre obligatoire l'infiltration des eaux pluviales à la parcelle, le cas échéant justifier de son impossibilité. Favoriser la récupération des eaux.

PRESCRIPTION 192 : Définir dans le règlement des documents d'urbanisme un pourcentage minimum d'espace vert de pleine terre dans les espaces soumis à de fortes problématiques de ruissellement, comme le mentionne l'Article L.151-22 du code de l'urbanisme.

[Maîtriser l'exposition de la population aux pollutions et l'ambiance sonore]

Les documents d'urbanisme locaux devront :

PRESCRIPTION 193 : Intégrer le volet bruit dans les documents d'urbanisme locaux des communes sur lesquelles sont inventoriées des sources de bruits (routes à grande circulation, voies ferrées, gares ferroviaires, activités industrielles, carrières…) et veiller à la préservation de la quiétude du territoire.

PRESCRIPTION 194 : Créer des zones tampons (espaces verts par exemple) entre secteurs bruyants et secteurs résidentiels.

PRESCRIPTION 195 : Lors des choix de localisation de nouveaux programmes de logements ou d'établissements sensibles (enseignement, crèche, santé…), privilégier des secteurs épargnés par les nuisances sonores, notamment en dehors des abords des axes routiers très fréquentés (la D4085 et la D4075 dans les Alpes-de-Haute-Provence, et la D1075, la D1085 pour les Hautes-Alpes, l'A51 pour ces deux départements) tout en intégrant les mesures définies dans le Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE) et dans les arrêtés préfectoraux relatifs aux nuisances sonores.

PRESCRIPTION 196 : Adopter ce même principe à proximité de la voie ferrée, excepté dans les zones de centre-bourg devant faire l'objet d'une densification autour des gares.

PRESCRIPTION 197 : En cas de développement inévitable de nouvelles zones d'habitat, ou d'équipements sensibles, dans des secteurs bruyants, mettre en œuvre des dispositifs adaptés de réduction du bruit à la source (murs anti-bruit le long des axes, écrans végétalisés, revêtements spécifiques…) et d'isolation acoustique renforcée.

PRESCRIPTION 198 : Rechercher lors de la création de nouveaux aménagements et/ou équipements, la mise en place d'installations ou de formes urbaines visant à atténuer l'exposition aux pollutions et nuisances sonores.Cette prescription est également valable en coeur de ville.

PRESCRIPTION 199 : Encadrer toute nouvelle urbanisation à proximité des installations industrielles et des zones d'activités économiques, en réalisant une analyse des incidences et des OAP visant à réduire les nuisances et lever les contraintes liées au rapprochement des riverains sur ces sites d'activités.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Axe n°4

Engager une transition sobre

Orientation 4.1 - Améliorer la qualité environnementale et écologique des aménagements et des constructions

Objectif 2 - Réduire l'exposition des zones d'habitations aux risques naturels et technologiques

PRESCRIPTION 200 : Proscrire le développement urbain dans les secteurs où les niveaux de pollution de l'air dépassent les normes réglementaires.

Il est recommandé d'évaluer attentivement tout projet d'aménagement dans ces zones sensibles.

PRESCRIPTION 201 : Les sites et sols pollués référencés dans les bases de données des services de l'État doivent être délimités et réglementés dans les documents d'urbanisme locaux.

PRESCRIPTION 202 : Assurer l'évaluation et l'absence de risque sanitaire avant toute mobilisation de sols pollués. Avant d'envisager l'utilisation de sols identifiés comme pollués, il s'agira de réaliser une étude approfondie des risques sanitaires associés et des actions de dépollution.

Les documents d'urbanisme locaux pourront :

RECOMMANDATION 66 : Définir et protéger dans les documents d'urbanisme locaux les zones de calme (espaces verts, cœur d'îlots…) et dédiées aux modes doux (piétons, cycles…) au sein des espaces urbains.

RECOMMANDATION 67 : Préserver un recul du bâti au regard de l'axe générateur de bruit (RD1083, RD936, RD904, RD22...) dans les projets qui s'implantent dans les zones de nuisances. Cette distance est à adapter au contexte et à l'intensité du bruit dans les documents d'urbanisme locaux.

RECOMMANDATION 68 : Surveiller la qualité de l'air extérieur et mener une politique intégrée de réduction des émissions de gaz à effet de serre à l'échelle du territoire. Améliorer et valoriser la connaissance fine des pollutions atmosphériques.

RECOMMANDATION 69 : Inciter les acteurs de l'aménagement à réaliser des bilans d'efficacité (évaluation de l'impact de l'opération sur la réduction des polluants, évaluation de l'impact acoustique).

RECOMMANDATION 70 : Actualiser et prendre en compte le Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE).

RECOMMANDATION 71 : Encourager les collectivités à se rapprocher des syndicats de rivière (ou structure porteuse de la compétence GEMAPI) lors de l'élaboration des PLU afin d'éviter le plus en amont possible, un développement urbain dans des espaces exposés et/ou vulnérables au risques d'inondations.



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Axe n°4

Engager une transition sobre

Orientation 4.1 - Améliorer la qualité environnementale et écologique des aménagements et des constructions

Objectif 3 - Définir des règles spécifiques pour les nouvelles constructions en zone de montagne

PRESCRIPTION 203 : Favoriser une approche bioclimatique de la construction (orientation du bâti et des toitures, compacité des pièces, choix des matériaux) et l'accès à l'ensoleillement pour les nouvelles opérations.

PRESCRIPTION 204 : Les projets UTN locales feront l'objet d'un avis systématique du SCOT Sisteronais-Buëch, de manière à apporter des garanties quant à leur compatibilité avec les principes d'implantation définis dans le SCoT et leur bonne intégration architecturale et paysagère. Ils devront par ailleurs être exemplaires en matière de protection de la ressource en eau et de gestion de l'énergie : recourir à des solutions économes en énergie et prioriser l'utilisation d'énergie renouvelable. Par ailleurs, les sites d'UTN locales bénéficient tous de bonnes conditions d'accès et des réseaux d'eaux potables.

Par ailleurs, le SCOT se réserve la possibilité de consulter pour avis simple la CDNPS afin de garantir une bonne insertion paysagère des projets.



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Axe n°4

Engager une transition sobre

Orientation 4.2 - Affirmer le rôle de l'agriculture et de la sylviculture dans la transition du territoire

Nos objectifs partagés : ce que dit le PAS

A travers son PAS, le Sisteronais-Buëch souhaite :

- **Accompagner le changement des pratiques agricoles au regard des enjeux climatiques et alimentaires**

> Sensibiliser les habitants et notamment les enfants aux enjeux agricoles et alimentaires locaux ;

> Faciliter le développement des outils de transformation des produits locaux (abattoir, laiterie, conserverie, unité de pressage, etc.) ;

> Développer les circuits-courts notamment en permettant l'installation de points de vente sur le site des exploitations ;

> Donner une place à l'agriculture vivrière (autoconsommation) au sein des espaces urbanisés notamment ;

> Conforter le rôle majeur de l'agriculture locale pour répondre aux enjeux alimentaires définis dans les Projets Alimentaires Territoriaux qui couvrent le territoire (PAT des Hautes-Alpes, des Alpes-de-Haute-Provence et du PNR des Baronnies Provençales);

> Garantir la pérennité des espaces et des pratiques agricoles sur le long terme en sauvegardant et en développant les investissements individuels et collectifs (irrigation) sans porter atteinte au bon état écologique des masses d'eau ;

> Encourager la réutilisation des eaux usées traitées dans les pratiques agricoles dans le contexte de sécheresses récurrentes.

- **Accompagner le développement de la sylviculture et prévenir le risque incendie sur le territoire**

> Augmenter la capacité de stockage du carbone du territoire ;

> Garantir une gestion durable des forêts, veiller à la sanctuarisation des espaces boisés à forts enjeux de biodiversité et assurer une surveillance des peuplements vis-à-vis de leur résilience aux changements climatiques ;

> Développer les filières bois énergie et bois d'œuvre en permettant l'installation des entreprises et le développement des formations en sylviculture et transformation du bois sur le territoire tout en assurant une bonne intégration paysagère et environnementale des constructions et aménagements dédiés à ces activités ;

> Veiller à la valorisation des déchets bois ;

> Renforcer la place du matériau bois de provenance locale, de préférence certifié, dans la construction tout en respectant l'intégration aux codes de l'architecture traditionnelle locale ;

> Encourager l'entretien des infrastructures (pistes forestières, fossés, points d'eau, forages, signalisation…) et l'accompagnement et le développement des techniques et des pratiques pour la poursuite d'une politique DFCI (Défense des Forêts Contre les Incendies) adaptée aux milieux afin de protéger et être résilient face au risque incendie ;

> Préserver la forêt et les habitations contre les incendies par l'engagement d'une réflexion sur la planification de la protection et la déclinaison des PDPFCI (Plans Départementaux de Protection des Forêts Contre les Incendies) en cours ou en projet ;

> Préconiser le maintien ou l'aménagement d'interfaces autour des zones habitées et des zones naturelles par la mise en place de coupures agricoles, de coupures sylvopastorales et la réalisation des Obligations légales de débroussaillement (OLD) ;

> Améliorer les connaissances et sensibiliser la population.

Ces orientations se déclinent dans les objectifs du DOO.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Axe n°4

Engager une transition sobre

Orientation 4.2 - Affirmer le rôle de l'agriculture et de la sylviculture dans la transition du territoire

Objectif 1 - Dessiner un paysage alimentaire à l'échelle du territoire

Le paysage est une « portion d'espace soumis à la vue », il est aussi un construit social qui prend en compte à la fois des éléments matériels et immatériels et tout un ensemble de valeurs qui leur sont raccrochées. Le paysage alimentaire recouvre donc l'ensemble du système alimentaire local allant des pratiques productives, transformatrices et consommatrices et la représentation que les acteurs locaux s'en font.

A travers sa politique, notamment foncière, le SCOT vise à protéger l'agriculture en la reconnectant et en valorisant les fonctions nourricières, sociales, écologiques des espaces agricoles.

[Garantir l'accessibilité sociale de l'agriculture et de l'alimentation]

Les documents d'urbanisme locaux devront :

PRESCRIPTION 205 : Reconnaître et laisser une place aux jardins partagés et à l'agriculture urbaine comme des espaces de développement de la participation et l'innovation citoyenne, pouvant contribuer à la lutte contre l'exclusion, comme le mentionne l'Article R151-43 du Code de l'urbanisme.

PRESCRIPTION 206 : Prendre en compte les enjeux de l'agriculture périurbaine et l'intérêt de la proximité avec les espaces urbains pour les activités de maraîchage.

[Reterritorialiser la production agricole]

Les documents d'urbanisme locaux devront :

PRESCRIPTION 207 : Permettre le développement d'une économie des circuits-courts et de production artisanale autour des marchés et des points de vente de producteurs locaux, associant producteurs, restaurateurs et commerçants (drives fermiers, marché de producteurs, magasins de producteurs en centre-bourg ou à proximité des quartiers résidentiels, etc.). Cela pourra être rendu possible par la création de points de vente (locaux « vitrine ») et en facilitant l'aménagement d'espaces pour des manifestations ou des marchés.

PRESCRIPTION 208 : Permettre le développement de constructions et d'installations nécessaires à la transformation, au conditionnement et à la commercialisation des produits agricoles, lorsque ces activités sont dans le prolongement de l'activité de production (notion de logistique alimentaire de proximité). Pour cela, s'appuyer sur la mise en place d'outils permettant de déterminer des principes d'aménagement en lien avec les filières courtes (ex : OAP thématique agricole, cartographie des friches agricoles à valoriser).

PRESCRIPTION 209 : Afin de déterminer une protection appropriée des enjeux agricoles locaux, s'appuyer localement sur une connaissance de l'espace et de l'activité agricole (structures, équipements, irrigation, bâtis, circulations, besoins spécifiques …).

PRESCRIPTION 210 : Favoriser des pratiques agricoles qui participent au maintien de la ressource en eau, à la lutte contre l'érosion des sols, à l'hydrologie régénérative et au stockage du carbone dans les sols.

PRESCRIPTION 211 : Respecter les contraintes de fonctionnement et d'entretien des réseaux d'irrigation gravitaires lorsqu'ils existent. Les dessertes et fonctionnalités de ces réseaux doivent être préservées. Tout projet d'aménagement et d'extension urbaine susceptible d'avoir un effet direct ou indirect sur ces réseaux devra intégrer les aménagements nécessaires pour éviter les impacts négatifs.

PRESCRIPTION 212 : Assurer le maintien et la valorisation des labellisations des productions agricoles par la préservation du foncier concerné.

Les documents d'urbanisme locaux pourront :

RECOMMANDATION 72 : Adapter l'agriculture aux évolutions climatiques, sociétales et économiques en encourageant l'innovation dans les pratiques.

RECOMMANDATION 73 : Encourager les pratiques agricoles favorisant le stockage du carbone dans les sols (agroécologie, agroforesterie). Favoriser des pratiques agricoles et pastorales concourant à la richesse des paysages et de la biodiversité et intégrant les dimensions écologiques et paysagères dans leurs stratégies économiques et veillant à l'adéquation de la production et de la ressource en eau.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Objectif 2 - Reconnaître le rôle de la filière-bois dans le développement du territoire

Les documents d'urbanisme locaux s'appuieront sur la charte forestière de la CCSB.

[Optimiser le rôle multifonctionnel de la forêt]

Les forêts jouent un rôle dans la prévention des inondations et dans la préservation de la qualité de l'eau. Elles permettent de retenir les eaux de pluie excessives, prévenir le ruissellement extrême et réduire les dégâts en cas d'inondation. En filtrant et en stockant l'eau, les sols forestiers limitent les effets de la sécheresse, alors que la montée des températures contribue de plus en plus à augmenter l'évaporation.

La CCSB et les documents d'urbanisme locaux devront :

PRESCRIPTION 213 : Repérer et préserver les espaces forestiers jouant un rôle de production et de protection contre les risques naturels mais aussi les zones dont les peuplements sont exposés aux aléas climatiques.

Les documents d'urbanisme pourront :

RECOMMANDATION 74 : Classer les espaces forestiers en EBC afin de protéger les forêts à enjeux environnementaux, patrimoniaux, touristiques.

La CCSB et les documents d'urbanisme locaux devront :

PRESCRIPTION 214 : Identifier les zones existantes spécifiquement dédiées à la filière bois dans les documents d'urbanisme, pour les projets d'implantation de plateformes (stockage, séchage, tri, transformation, valorisation forestière…).

PRESCRIPTION 215 : Veiller à ce que les accès aux gisements forestiers potentiellement exploitables soient identifiés et maintenus (desserte forestière, aire de retournement et aires de stockages des voies en forêt).
Pour cela, s'appuyer sur l'étude ressource de la charte forestière pour identifier des gisements futurs potentiels.

PRESCRIPTION 216 : Rechercher la structuration et le développement du maillage des chemins et voies communales afin de permettre la circulation des engins forestiers en s'appuyant sur le schéma d'accès à la ressource forestière.

Les documents d'urbanisme locaux pourront :

RECOMMANDATION 75 : S'appuyer sur la charte forestière pour promouvoir des actions optimisant les fonctions de production des espaces boisés, notamment au travers du développement d'un réseau de chaleur intercommunal et l'intégration des chaudières bois *(Action 2.410 du PCAET).*

RECOMMANDATION 76 : En lien avec la valorisation de la filière bois, favoriser l'emploi par les maîtres d'ouvrage locaux de bois de construction en circuit court, par des actions de promotion ciblées mettant en avant ses avantages comparatifs dans les bâtiments à haute performance énergétique, les nouvelles pratiques et techniques. Mettre en œuvre des actions pour planifier progressivement la rénovation énergétique des équipements publics.

RECOMMANDATION 77 : Communiquer sur la construction et la rénovation en matériaux biosourcés, notamment le bois local certifié « Bois des Alpes» pour promouvoir ces matériaux (concertation avec le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement (CAUE), Architecte des Bâtiments de France (ABF) *> Action 2.41 et 5.210 du PCAET.*

[Prévenir le risque incendie]

La CCSB et les documents d'urbanisme locaux devront :

PRESCRIPTION 217 : Limiter l'urbanisation et l'accroissement de population dans les zones sensibles aux risques d'incendie (identifiées dans le PDPFCI et dans les cartes d'aléa feu de forêt).

PRESCRIPTION 218 : Interdire les constructions dans les zones à risque élevé (constructions de type ICPE ou installations à risque d'explosion ou d'inflammation).

PRESCRIPTION 219 : En présence d'une étude de risques ou d'aléas liés aux incendies, afficher le risque par un sous-zonage spécifique dans le document

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Objectif 2 - Reconnaître le rôle de la filière-bois dans le développement du territoire

d'urbanisme.

Les documents d'urbanisme s'appuieront sur la carte d'aléa feu de forêt (connue dans les Hautes-Alpes) et la carte des zones soumises à Obligations Légales de Débroussaillement (OLD).

PRESCRIPTION 220 : Prévoir et autoriser les constructions, installations, ouvrages et travaux nécessaires à la gestion des massifs et à la défense contre les incendies (pistes DFCI, aires de retournement, citernes, vigies, zones d'appui à la lutte, bande de sécurité, zone de réduction de combustible...).

PRESCRIPTION 221 : Garantir l'accessibilité et le retournement des engins de lutte contre les incendies dans les zones exposées aux risques de feux de forêt. Toute opération d'aménagement dans ces secteurs devra prévoir la création et l'entretien d'un réseau de pistes adaptées aux véhicules DFCI, incluant des aires de retournement, des bandes débroussaillées le long des voies, ainsi que des points d'eau stratégiques.

Ces infrastructures devront être intégrées en amont dans les projets d'urbanisme pour assurer l'efficacité des dispositifs de lutte contre les incendies.

Cette prescription s'appuie sur les dispositifs réglementaires en vigueur, notamment ceux relatifs à la gestion des pistes DFCI et à l'obligation de débroussaillement pour faciliter l'accès aux massifs forestiers et sécuriser les opérations de lutte contre les incendies.

PRESCRIPTION 222 : Instaurer une servitude pour sécuriser les pistes les plus structurantes et assurer une meilleure prise en compte des paysages et de la biodiversité pour les travaux de sécurisation et d'entretien de ces pistes.

PRESCRIPTION 223 : Gérer l'interface entre les constructions et la forêts par la mise en oeuvre des obligations légales de débroussaillement (OLD), pour éviter le départ des feux.

PRESCRIPTION 224 : Coordonner les documents d'urbanisme pour garantir la cohérence des mesures et du réseau de pistes de Défense des Forêts contre l'Incendie (DFCI) sur l'ensemble du territoire intercommunal.

ADAPTER LE RISQUE

LA CCSB et les documents d'urbanisme locaux devront :

PRESCRIPTION 225 : Préserver au mieux les conditions nécessaires au maintien d'espaces ouverts dans les milieux naturels, et plus particulièrement dans les secteurs d'interface habitat/ forêt (favoriser les coupures agricoles plantées, les cultures, espaces de pâtures). Pour cela, travailler aussi les zones tampons entre les zones urbanisées et les zones forestières.

PRESCRIPTION 226 : Améliorer l'infiltration des eaux à la parcelle dans les zones à risques afin d'augmenter la résilience face aux départs de feux (notamment en intégrant un zonage pluvial dans les documents d'urbanisme pour identifier les zones à risques et définir les techniques d'infiltration appropriées, en intégrant des règles encourageant l'utilisation de matériaux perméables et des systèmes de gestion des eaux pluviales dans les nouvelles constructions et les rénovations, la création de jardins pluviaux, de bassins de rétention et de noues dans les espaces publics et privés...).

PRESCRIPTION 227 : Entretenir les chemins communaux en tant que «chemins coupe-feu» par la mutualisation des usages (randonnées pédestres et cycles, entretien forestier, activité sylvicole, protection forestière, etc.).

PRESCRIPTION 228 : Adopter des mesures de gestion de l'agriculture, en particulier du pastoralisme, et de la sylviculture prenant en considération la protection des forêts contre les incendies, pour la mise en oeuvre des obligations légales de débroussaillement (OLD).

Cela consiste par exemple à cibler les espaces riverains des massifs forestiers en les mettant en culture ou en parcours pastoraux, en vue d'assurer une discontinuité végétale permettant la protection de ces même massifs forestiers. Cela permet de maîtriser l'embroussaillement, favorise le maintien de l'ouverture des paysages et de leur biodiversité et augmente l'autonomie alimentaire des troupeaux.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Axe n°4

Engager une transition sobre

Orientation 4.2 - Affirmer le rôle de l'agriculture et de la sylviculture dans la transition du territoire

Objectif 2 - Reconnaître le rôle de la filière-bois dans le développement du territoire

Les documents d'urbanisme pourront :

RECOMMANDATION 78 : Planter des espèces résistantes au feu (xérophiles) afin d'augmenter la régénération des espaces boisés et arborés en lisière urbaine (espèces méditerranéennes) dans les secteurs de projets ou de réhabilitation (opérations publiques et privées).

RECOMMANDATION 79 : Diversifier les palettes végétales, éviter les plantations monospécifiques dans les zones urbanisées en proximité des espaces forestiers dans les secteurs de projets ou de réhabilitation (opérations publiques et privées).

RECOMMANDATION 80 : Eviter les aménagements paysagers ou végétalisations susceptibles de favoriser le départ ou la propagation des incendies, notamment par la concentration d'essences qui favorisent le départ de feu dans les secteurs de projets ou de réhabilitation.

RECOMMANDATION 81 : Poursuivre la connaissance des risques induits et subis, notamment au travers de la carte d'aléa «feu de forêt» et/ou d'une déclinaison des Plans Départementaux de Protection des Forêts Contre les Incendies (PDPFCI) à l'échelle communale ou des massifs forestiers, puis en déduire les zones à constructibilité limitée.

RECOMMANDATION 82 : Soutenir les démarches de maîtrise du risque incendie à travers la mise en oeuvre de OLD, PDPFCI et des plans de massif.

RECOMMANDATION 83 : Inculquer une culture du risque feu de forêt auprès des élus et des administrés afin d'assurer la réappropriation de la connaissance du risque par les différents publics : mener des actions de sensibilisation du risque incendie auprès de ceux-ci (comprendre le rôle de la forêt dans le changement climatique, l'impact du changement climatique sur les forêts, la culture du risque, etc.).



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Axe n°4
Engager une transition sobre

Orientation 4.3 - Préserver, valoriser et optimiser les ressources du territoire

Nos objectifs partagés : ce que dit le PAS

A travers son PAS, le Sisteronais-Buëch souhaite :

- **Prioriser la protection de la ressource en eau**

> Sécuriser la distribution de l'eau potable d'une part, en aménageant le territoire en fonction de la quantité et de la qualité de la ressource en eau (prise en compte des zones déficitaires, règlementation des piscines, limitation de l'imperméabilisation des sols, stockage de l'eau, …) et d'autre part, en œuvrant pour un usage économe de la ressource ;

> Sensibiliser les acteurs économiques et les usagers pour réduire leur consommation d'eau ;

> Garantir la gestion des eaux pluviales à la parcelle et permettre leur infiltration, leur récupération et leur réutilisation ;

> S'assurer de la conformité et améliorer les performances des systèmes d'assainissement.

- **Encourager et encadrer le développement des énergies renouvelables**

> Veiller à la bonne insertion paysagère et environnementale de tous les systèmes de production d'énergie ;

> Veiller à la préservation des paysages et des espaces agricoles dans le développement du photovoltaïque sur les bâtiments agricoles et de l'agrivoltaïsme ;

> Mettre en place des protections fortes sur les espaces agricoles et sur les espaces présentant des enjeux environnementaux et paysagers importants dans le cadre du développement du photovoltaïque ;

> Privilégier les toitures existantes et les espaces déjà artificialisés pour l'installation de panneaux photovoltaïques ;

> Encourager les modes de productions d'énergies renouvelables innovants ;

> Inciter au développement de projets citoyens de production d'énergies renouvelables individuels comme collectifs ;

> Adapter le développement de la production d'énergies renouvelables aux besoins du territoire ;

> Prévoir les ouvrages nécessaires au développement des énergies renouvelables tel que prévu par le S3REnR.

- **Réduire et valoriser les déchets**

> Développer la gestion des déchets organiques de manière collective comme individuelle puis encourager le tri et la valorisation des déchets pour réduire les déchets à la source (particuliers et professionnels) ;

> Adapter les équipements et prévoir des espaces dédiés à la collecte des déchets suffisamment dimensionnés dans tous nouveaux projets afin d'assurer un tri conforme à la réglementation actuelle et à venir ;

> Accompagner les autorités compétentes dans la lutte contre les dépôts sauvages de déchets et la réduction des abandons de déchets encombrants ;

> Encourager la création de plateformes intercommunales de réemploi et de valorisation des déchets.

Ces orientations se déclinent dans les objectifs du DOO.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Orientation 4.3 - Préserver, valoriser et optimiser les ressources du territoire

Objectif 1 - Valoriser et préserver durablement la ressource en eau

Les documents d'urbanisme locaux s'appuieront sur les documents relatifs à la gestion de la ressource en eau existants tels que sont : le Plan de Gestion de la Ressource en Eau (PGRE) validé sur le bassin versant du Buëch ; les documents et les travaux du Syndicat Mixte d'Aménagement du Val de Durance pour le futur SAGE Durance, Contrat de Rivière Durance et Buëch ; ainsi que le Plan de Bassin d'Adaptation au Changement Climatique (PBACC) Rhône-Méditerranée 2024-2030.

[Préserver la qualité et la quantité de la ressource en eau]

Les documents d'urbanisme locaux devront :

PRESCRIPTION 229 : Vérifier la cohérence des projets de développement urbain au regard de la disponibilité de la ressource et des capacités d'approvisionnement locales en eau potable afin de répondre aux enjeux de gestion économe des ressources environnementales dans un contexte d'adaptation au changement climatique.

Dans les secteurs qui seront identifiés sous tension pour la qualité ou la quantité en eau potable, il sera nécessaire, en complément, de conditionner l'ouverture à l'urbanisation des zones urbaines et constructibles des documents d'urbanisme à la démonstration de la qualité et à la quantité suffisante en eau potable. La même condition sera à appliquer aux STEP (Station d'Epuration) qui n'auraient pas la capacité suffisante ou qui devraient être mises aux normes.

PRESCRIPTION 230 : Assurer une occupation adéquate du sol à vocation d'espaces naturels ou agricoles dans les différents périmètres de protection des captages d'eau existants (immédiat, rapproché, éloigné).

PRESCRIPTION 231 : Veiller à des pratiques agricoles permettant d'éviter les pollutions diffuses sur les aires d'alimentation de captage destinées à la consommation humaine.

PRESCRIPTION 232 : Conditionner la construction de nouvelles piscines à la suffisance de la ressource en eau dans les documents d'urbanisme afin d'éviter des situations d'insuffisance ou de tension de la ressource en eau actuel ou à venir.

PRESCRIPTION 233 : Lors de la réalisation de projets d'aménagement ou de nouvelles urbanisations, l'infiltration des eaux pluviales doit être accompagnée de dispositifs permettant d'éviter les pollutions notamment celles liées aux hydrocarbures tant en phase chantier qu'en phase « fonctionnement ».

Les documents d'urbanisme locaux pourront :

RECOMMANDATION 84 : Protéger les puits de captage d'eau potable non protégés. La mise en place de Déclaration d'Utilité Publique (DUP) pour la protection des captages est un objectif prioritaire.

RECOMMANDATION 85 : Dans le cas où les captages ne seraient pas couverts par une DUP de protection opposable : par anticipation, s'appuyer sur le rapport hydrogéologique existant afin de mettre en place des règles de protection des espaces dans leur document d'urbanisme, avec le classement de ces espaces en zone A ou N interdisant toute construction dans les périmètres immédiats et rapprochés, et une réglementation spécifique pour la protection des captages d'eau potable, y compris dans les périmètres éloignés.

RECOMMANDATION 86 : Inciter à une meilleure économie de la ressource en eau dans le milieu agricole, en communiquant les règles liées aux conditions d'usage des sols (irrigation), aux conditions de prévention de la pollution de la nappe phréatique ou autre source d'eau potable.

[Favoriser les dispositifs de récupération d'eau pluviale]

En lien avec les prescriptions relatives à la réduction de l'artificialisation des sols, *voir Axe n°1.3 – Objectif 1 et Axe n°4.1 - objectif 1 et 2*, le SCoT demande aux documents d'urbanisme locaux de :

PRESCRIPTION 234 : Prévoir dans les opérations neuves ou de réhabilitation la récupération des eaux de pluie en toiture pour une réutilisation à des fins non sanitaires (arrosage, lavage automobile…). La récupération des eaux pluviales peut, le cas échéant, faire l'objet d'une programmation au sein des OAP sur des secteurs de projet.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Objectif 1 - Valoriser et préserver durablement la ressource en eau

PRESCRIPTION 235 : Afin d'économiser la ressource en eau, prévoir la maîtrise des écoulements pluviaux dans les conditions d'urbanisation des documents d'urbanisme, par des techniques douces et respectueuses des caractéristiques initiales du milieu et fondées sur la nature (aménagement de bassin de rétention à valeur écologique et paysagère, système de rétention par des noues paysagères, priorité d'une gestion à la parcelle plutôt qu'à grande échelle …).

PRESCRIPTION 236 : Mutualiser les dispositifs de gestion alternative des eaux pluviales à l'échelle de plusieurs opérations (existantes ou futures).

PRESCRIPTION 237 : Dans les zones d'activités économiques ou secteurs susceptibles de générer une pollution spécifique (aires de stationnement…), prévoir un pré-traitement avant le rejet des eaux pluviales au milieu.

[Anticiper des besoins sur les infrastructures de réseau pour assurer les rendements nécessaires au projet de développement]

Les documents d'urbanisme locaux devront :

PRESCRIPTION 238 : Veiller à une couverture intégrale du territoire en zonage d'assainissement, complété par le volet eaux pluviales, définissant le type d'assainissement le plus adapté à chaque parcelle. Ce zonage d'assainissement est annexé aux documents d'urbanisme locaux.

PRESCRIPTION 239 : Limiter l'utilisation de l'assainissement autonome des eaux usées, et à condition que la situation s'y prête, dans des secteurs déjà partiellement bâtis mais ne disposant que de capacités d'accueil très limitées. Il s'agit notamment de ne pas impacter la qualité des eaux et des milieux naturels.

PRESCRIPTION 240 : Poursuivre les actions de renouvellement et de renforcement de la performance des réseaux d'AEP ainsi que des actions de vigilance et de traitement des fuites.

PRESCRIPTION 241 : En matière d'assainissement, poursuivre les actions de renouvellement et de renforcement de la performance des réseaux d'assainissement et veiller à la réduction des eaux claires parasites pour libérer des capacités de traitement et limiter les pollutions.

PRESCRIPTION 242 : Soumettre à la régularisation préalable des équipements l'ouverture à l'urbanisation dans les communes desservies par une station d'épuration en situation de surcharge. Prioriser les secteurs déjà desservis par les réseaux d'assainissement collectif à l'urbanisation.

PRESCRIPTION 243 : Mener des actions de renforcements des capacités épuratoires des stations d'épuration (STEP) en fonction des objectifs de développement par secteur.

Les documents d'urbanisme locaux pourront :

RECOMMANDATION 87 : Réhabiliter les dispositifs d'assainissement non collectifs et évalués non conformes par le SPANC dans les autorisations d'urbanisme afin de maîtriser les pollutions induites par ces installations.

RECOMMANDATION 88 : Mettre en place un rapprochement partenarial entre les collectivités et le monde agricole pour la gestion de l'eau, notamment en poursuivant les échanges avec les ASA/agriculteurs, SIVU et au sein de la Commission Locale de l'Eau, en matière de positionnement vis à vis de la consommation d'eau et de suivi de la qualité des captages en eaux souterraines pour l'irrigation agricole.

RECOMMANDATION 89 : Encourager les collectivités à améliorer leurs connaissances sur les sources potentielles d'approvisionnement en eau dans l'optique d'une diversification de la ressource afin de sécuriser leur alimentation ainsi que celle des communes limitrophes.

RECOMMANDATION 90: Etudier les ressources potentielles de diversification en eau potable au sein des massifs calcaires locaux.

RECOMMANDATION 91 : Préconiser la mise en place d'outils et la participation à des démarches de type contrat de milieu (contrat de rivière, contrat de baie) afin d'atteindre les objectifs de qualité de l'eau aux échéances définies par le SDAGE.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Axe n°4
Engager une transition sobre

Orientation 4.3 - Préserver, valoriser et optimiser les ressources du territoire

Objectif 1 - Valoriser et préserver durablement la ressource en eau

RECOMMANDATION 92 : En parallèle à l'élaboration ou la révision des documents d'urbanisme, il est indiqué de réaliser des études type schéma directeur d'alimentation en eau potable, en vue de dimensionner convenablement le réseau, le sécuriser et améliorer ses performances.

RECOMMANDATION 93: Encourager les économies d'eau par la continuation des efforts en matière de maîtrise des consommations, par la mise en place d'actions de :

- sensibilisation de l'ensemble des usagers aux dispositions et aux pratiques permettant des économies d'eau ;
- sensibilisation de tous les usagers sur les risques liés à l'utilisation de produits phytosanitaires, en créant et en animant un espace d'échanges et de valorisation des bonnes pratiques visant à diminuer le recours à ces produits.

RECOMMANDATION 94 : Encourager la régularisation des dispositifs de prélèvements tels que les puits ou forages à des fins d'usage domestique.

RECOMMANDATION 95: Conditionner la création de nouveaux forages aux zones non desservies par un réseau d'alimentation en eau potable.



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Objectif 2 - Définir des régles spécifiques afin d'encourager le développement maîtrisé des énergies renouvelables

Les documents d'urbanisme locaux devront :

PRESCRIPTION 244 : Guider la réflexion des projets photovoltaïques à l'échelle du territoire intercommunale en respectant le document cadre arrêté par les préfets de départements conformément à l'article L111-29 du code de l'urbanisme.

Ils sont à privilégier dans les espaces urbanisés, impactés par l'activité humaine ou anciennement artificialisés :

- en intégration sur les bâtiments existants, notamment sur les bâtiments publics, les zones d'activités commerciales et tertiaires ;
- sur les délaissés (friches, sites et sols pollués...), sur les espaces de friches industrielles, commerciales, urbaines s'ils sont déjà artificialisés et sous réserve de ne pas concurrencer les potentiels de densification et/ou de renouvellement urbain éventuels identifiés dans sur la commune ;
- sur les structures de parkings (parking relais, parking couvert des zones commerciales et zones d'activités…) ;
- sur les sites d'extraction de matériaux en dehors des cas où le réaménagement agricole des espaces de production d'origine est possible et les centres d'enfouissement techniques (en cours d'exploitation ou anciennement exploités) ;
- sur les aménagements accompagnant les infrastructures de déplacement (merlons, talus, délaissés…) en accord avec le ou les gestionnaires responsables.

Une allocation foncière totale de 57 ha est prévue en partie pour les projets photovoltaïques afin de répondre aux besoins de développement des énergies renouvelables sur le territoire, dans le respect des conditions d'application de l'enveloppe de solidarité prescrites en prescription 50.

PRESCRIPTION 245 : Atteindre l'objectif d'environ 320 GWh de production photovoltaïque d'ici à 2050 sur le territoire intercommunal (contre 8GWh en 2012) en lien avec le PCAET du Sisteronais-Buëch.

PRESCRIPTION 246 : Diversifier la production d'énergie renouvelables du territoire de façon à réduire de 33% les consommations d'énergie fossiles dans le bâti (résidentiel/tertiaire) d'ici 2050. La consommation de référence en 2012 étant de 300GWh, il s'agit de réduire de 200 GWh/an les consommations par rapport à 2012 *(objectif 4.1.3 du PCAET du SIsteronais-Buëch)*. Une part devant être réalisée par la sobriété énergétique.

PRESCRIPTION 247 : Insérer les dispositifs de production d'énergies renouvelables de manière qualitative dans le paysage et dans l'environnement. Cela passe par la sécurité des personnes, la qualité architecturale, la préservation du patrimoine, de l'environnement et des paysages.

PRESCRIPTION 248 : Identifier les espaces naturels comme des espaces sensibles pouvant exceptionnellement accueillir des projets photovoltaïques sous réserve de justifier d'un très faible impact sur l'environnement, de ne pas altérer la trame verte et bleue communale, de ne pas perturber la gestion des risques et aggraver ces derniers (le bon écoulement des eaux, la défense forestière contre l'incendie…) et de s'insérer dans le paysage.

PRESCRIPTION 249 : Interdire l'implantation de centrales photovoltaïques au sol dans les zones suivantes :

- Les espaces protégés au titre des sites classés ou inscrits ;
- Les espaces ayant une forte valeur paysagère repérés dans la carte paysagère du DOO ;
- Les périmètres environnementaux de protections fortes.

PRESCRIPTION 250 : Concernant les zones inondables, interdire l'implantation de parcs photovoltaïques et agrivoltaïques :

- dans les secteurs d'aléas forts désignés au sein des PPRN ;
- en l'absence de documents réglementaires, dans l'Espace de Bon Fonctionnement du cours d'eau (EFB) ;
- dans les axes préférentiels d'écoulements (du fait des vitesses d'écoulement);
- dans l'espace en arrière immédiat des digues et remblais (respect d'une

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Objectif 2 - Définir des régles spécifiques afin d'encourager le développement maîtrisé des énergies renouvelables

bande de sécurité définie localement).

Les documents d'urbanisme du département des Hautes-Alpes pourront s'appuyer sur les pages 15 et 16 du guide départemental accessible en ligne (*Guide de recommandations pour l'implantation des centrales solaires au sol dans les Hautes-Alpes) ainsi que l'outil de l'Etat « Géo-IDE Carto2 » en particulier en dehors des espaces règlementés par le PPRN.*

PRESCRIPTION 251 : Identifier les zones présentant un potentiel d'exploitation de la géothermie et y autoriser les exhaussements et affouillements de sols.

PRESCRIPTION 252 : Prévoir localement une diversification des sources d'énergies (solaire, hydraulique, géothermique, biomasse, éolien, méthanisation) en promouvant le recours aux énergies renouvelables, en fonction de la capacité du réseau de distribution et des besoins du territoire.

Le territoire devra répondre aux objectifs de production d'énergies renouvelables en lien avec le PCAET :

Source		2012 (GWh)	2019 (GWh)	Objectif CCSB 2030 (GWh)	Objectif CCSB 2050 (GWh)	*Commentaires*
Electricité	Grande Hydraulique	**610**	**630**	**564**	**450**	*Une baisse des débits attendue due aux changements climatiques*
	Petite Hydraulique	**9**	**1**	**4,2**	**10**	*Réouvertures de centrales actuellement fermées et turbanage eau potable*
	Photovoltaïque	**8**	**80**	**180**	**360**	
	Eolien	**0**	**0**	**0**	**250**	*Forte opposition actuelle (peut-être envisager du «petit éolien»)*
	Méthanisation	**0**	**9**	**16**	**30**	*La production actuele vient du site du Beynon (ISDND : Installation de Stockage des Déchets Non Dangereux). Le potentiel est celui exprimé dans l'étude AERE à partir des déchets agricoles*
Chaleur	Bois-énergie	**37**	**41**	**44**	**50**	
	Solaire-thermique	**0,9**	**1,14**	**4,30**	**10**	
	Autre chaleur renouvelable (pompes à chaleur, géothermie, chaleur fatale)		**1,6**	**15**	**40**	

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Orientation 4.3 - Préserver, valoriser et optimiser les ressources du territoire

Objectif 2 - Définir des régles spécifiques afin d'encourager le développement maîtrisé des énergies renouvelables

PRESCRIPTION 253 : Favoriser le développement de la méthanisation, notamment en identifiant le potentiel, puis veiller à son acceptation sociale *(actions 2.31 PCAET).*

PRESCRIPTION 254 : Favoriser le recours aux énergies renouvelables correspondant en particulier aux besoins domestiques.

PRESCRIPTION 255 : Favoriser, dans les zones à urbaniser et projets d'aménagement, les systèmes mutualisés de production d'énergie et de chaleur décentralisée, soit par raccord à un réseau de chaleur existant, soit par création. Les documents d'urbanisme locaux et projets d'aménagement doivent privilégier le développement urbain de zones raccordées (ou raccordables) au réseau de chaleur urbain existant ou en projet.

Les documents d'urbanise locaux pourront :

RECOMMANDATION 96 : Définir des schémas d'implantation des énergies renouvelables afin de planifier de manière cohérente leur développement sur le territoire, en identifiant des zones appropriées et en évitant les espaces naturels sensibles, les sites protégés et les paysages remarquables, tout en conciliant les objectifs de transition énergétique et de protection de l'environnement.

RECOMMANDATION 97 : S'assurer que chaque projet de centrale photovoltaïque de grande ampleur tel que défini par le code de l'environnement ou situé dans des zones sensibles soit soumis à une étude d'impact environnemental approfondie, afin de garantir l'absence d'atteinte significative à la biodiversité et aux paysages remarquables, conformément aux objectifs de protection des espaces naturels définis par le SCoT.



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Objectif 3 - Augmenter le cycle du réemploi

[Poursuivre la démarche de gestion et de réduction des déchets et améliorer leur traitement]

Les documents d'urbanisme locaux devront :

PRESCRIPTION 256 : Optimiser la gestion des déchets, notamment par des dispositifs facilitant le tri à la source, que ce soit pour les zones d'habitat ou les zones d'activités ou artisanales.

PRESCRIPTION 257 : Favoriser la mise en place du compostage à toutes les échelles : individuelle, collective, publique et privée. Les documents d'urbanisme locaux devront prévoir des emplacements pour des composteurs collectifs dans les nouvelles opérations d'aménagement.

PRESCRIPTION 258 : Veiller à la bonne adéquation des équipements de collecte des déchets (points d'apport, déchetteries…) avec les besoins.

PRESCRIPTION 259 : Prévoir des espaces dédiés à la gestion des déchets suffisamment dimensionnés dans les projets afin de lutter contre les dépôts sauvages.

PRESCRIPTION 260 : Favoriser le maintien de la vocation des sols des sites relevant de la gestion des déchets tels que déchetterie, centre de préparation et de transfert des déchets, ressourcerie-recyclerie, centre de regroupement des déchets industriels banals, de stockage des déchets inertes.

PRESCRIPTION 261 : Réserver des espaces susceptibles d'accueillir des nouveaux sites ou l'extension des sites existants identifiés par la CCSB pouvant remplir les fonctions de réemploi et de valorisation des déchets.

PRESCRIPTION 262 : Prévoir l'évolution fonctionnelle voire la réversibilité des centres de stockage et la diversification des filières de déchets, notamment pour la production d'énergie renouvelable.

PRESCRIPTION 263 : Favoriser la gestion des déchets inertes, notamment issus des chantiers du BTP, par la création de plateformes de recyclage (déchets inertes recyclables pouvant être réemployés par de futurs chantiers) et par la création d'Installation de Stockage de Déchets Inertes (ISDI) pour les déchets inertes non recyclables (terres issues des chantiers de terrassement).

[Garantir l'insertion paysagère des dispositifs dédiés aux déchets, aux plateformes et centre de stockage]

PRESCRIPTION 264 : Contribuer à renforcer l'accessibilité, l'intégration voire la valorisation paysagère des sites de gestion des déchets.

PRESCRIPTION 265 : Prévoir des dispositions afin de mieux prendre en compte le voisinage habité quand il existe (maintien des zones tampons autour des sites à prévoir dans les documents d'urbanisme locaux, dispositifs occultants…).

PRESCRIPTION 266 : De manière préférentielle, implanter ces sites de gestion au sein de zones d'activités économiques.

Les documents d'urbanisme locaux pourront :

RECOMMANDATION 98 : Conforter les initiatives et les campagnes de communication visant à la réduction des déchets, à l'augmentation du volume et de la qualité du tri via une politique de sensibilisation des habitants et des acteurs professionnels, notamment au travers de la mise en œuvre du PLPDMA (gestion et prévention des déchets), des actions auprès du grand public et de la poursuite des partenariats avec le PNR des Baronnies Provençales *(actions 6.11 du PCAET)*.



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE DU SISTERONAIS-BUËCH

Arrêté le : 15.05.2025
Approuvé le : 13.02.2026

Vu pour être annexé à la délibération du Conseil Communautaire en date du 13.02.2026
Approuvant le projet de Schéma de Cohérence Territoriale
Fait à Sisteron, le 13.02.2026

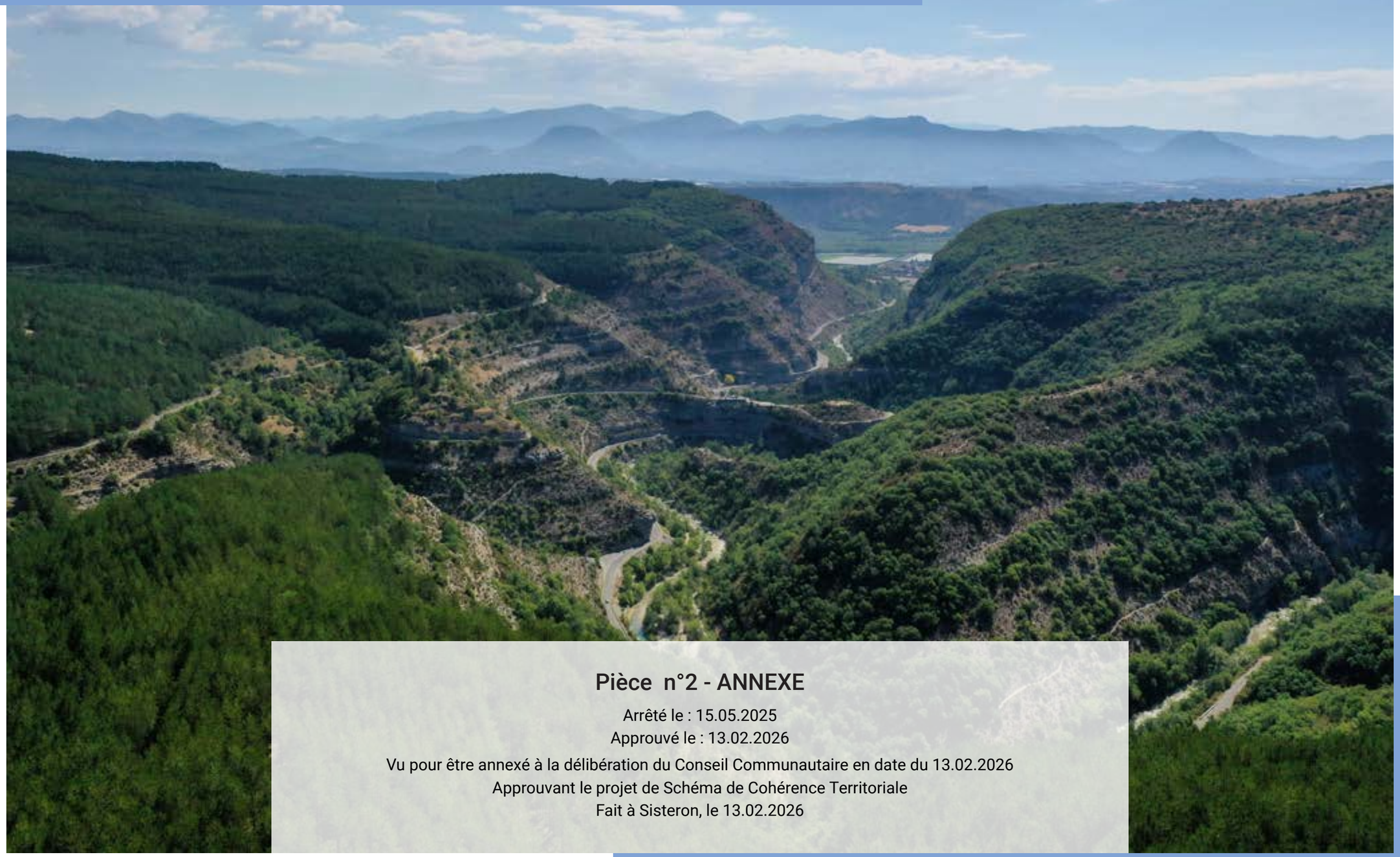
Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch

Document d'Orientations et d'Objectifs

ANNEXE - Atlas cartographique



Pièce n°2 - ANNEXE

Arrêté le : 15.05.2025
Approuvé le : 13.02.2026

Vu pour être annexé à la délibération du Conseil Communautaire en date du 13.02.2026
Approuvant le projet de Schéma de Cohérence Territoriale
Fait à Sisteron, le 13.02.2026

SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE DU SISTERONAIS-BUËCH

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

SOMMAIRE

CARTE DE L'ARMATURE TERRITORIALE 3

CARTE DU PAYSAGE 4

CARTE DE LA TRAME VERTE ET BLEUE 8

CARTES DU DAACL - LOCALISATION PREFERENTIELLE DES COMMERCES 9

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

CARTE DE L'ARMATURE TERRITORIALE

Veynes
Nyons
Tallard
Gap
Briançon



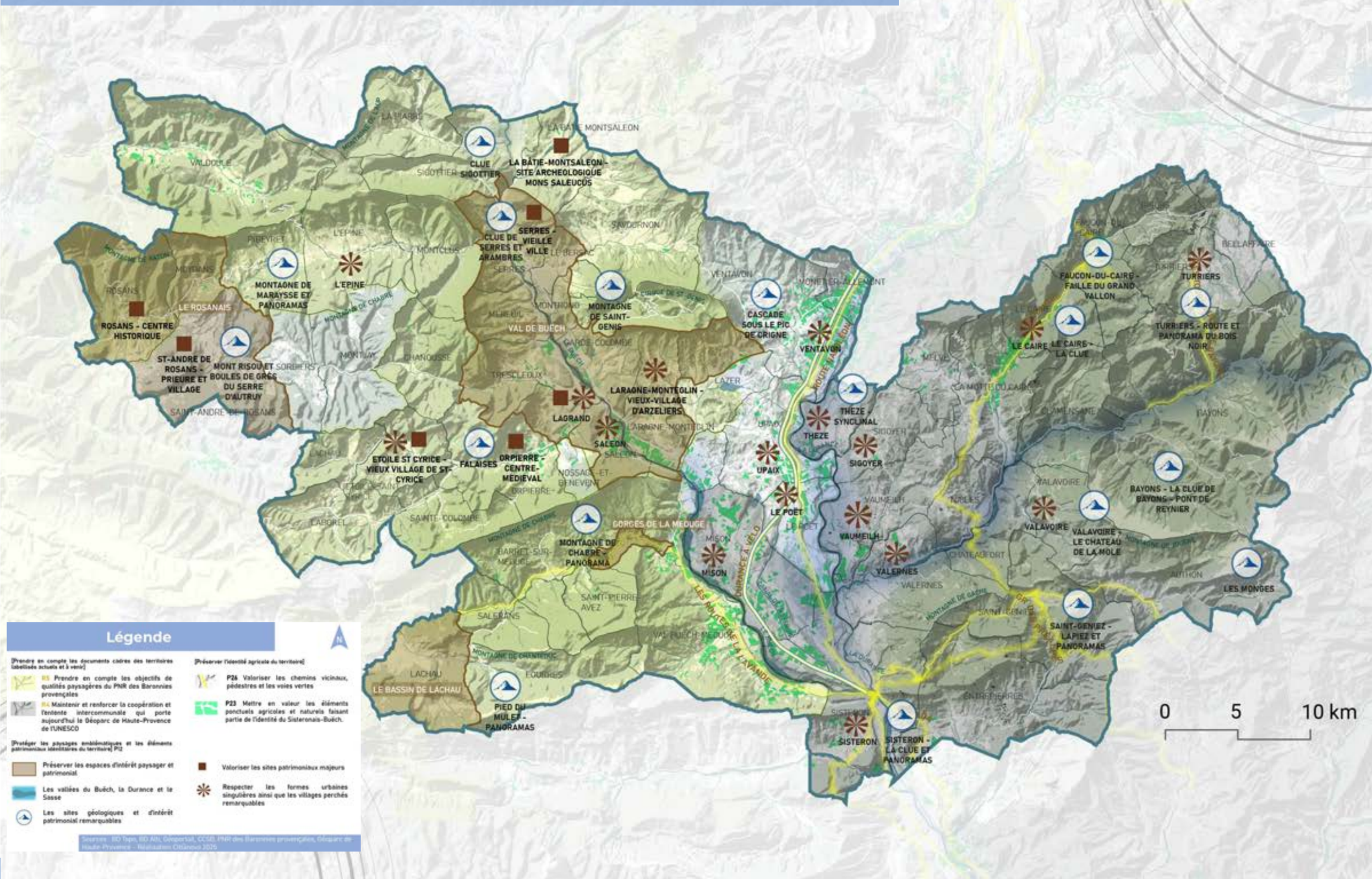
4 niveaux d'armature

- La ville-centre de Sisteron
- Les centralités secondaires
- Les communes relais
- Les communes rurales

Aix en Provence
Manosque
Digne-les-bains

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

CARTE DU PAYSAGE



Légende

[Prendre en compte les documents cadres des territoires labellisés actuels et à venir]

R5 Prendre en compte les objectifs de qualités paysagères du PNR des Baronnies provençales

R4 Maintenir et renforcer la coopération et l'entente intercommunale qui porte aujourd'hui le Géopark de Haute-Provence de l'UNESCO

[Protéger les paysages emblématiques et les éléments patrimoniaux identitaires du territoire] P12

Préserver les espaces d'intérêt paysager et patrimonial

Les vallées du Buëch, la Durance et la Sasse

Les sites géologiques et d'intérêt patrimonial remarquables

[Préserver l'identité agricole du territoire]

P26 Valoriser les chemins vicinaux, pédestres et les voies vertes

P23 Mettre en valeur les éléments ponctuels agricoles et naturels faisant partie de l'identité du Sisteronais-Buëch.

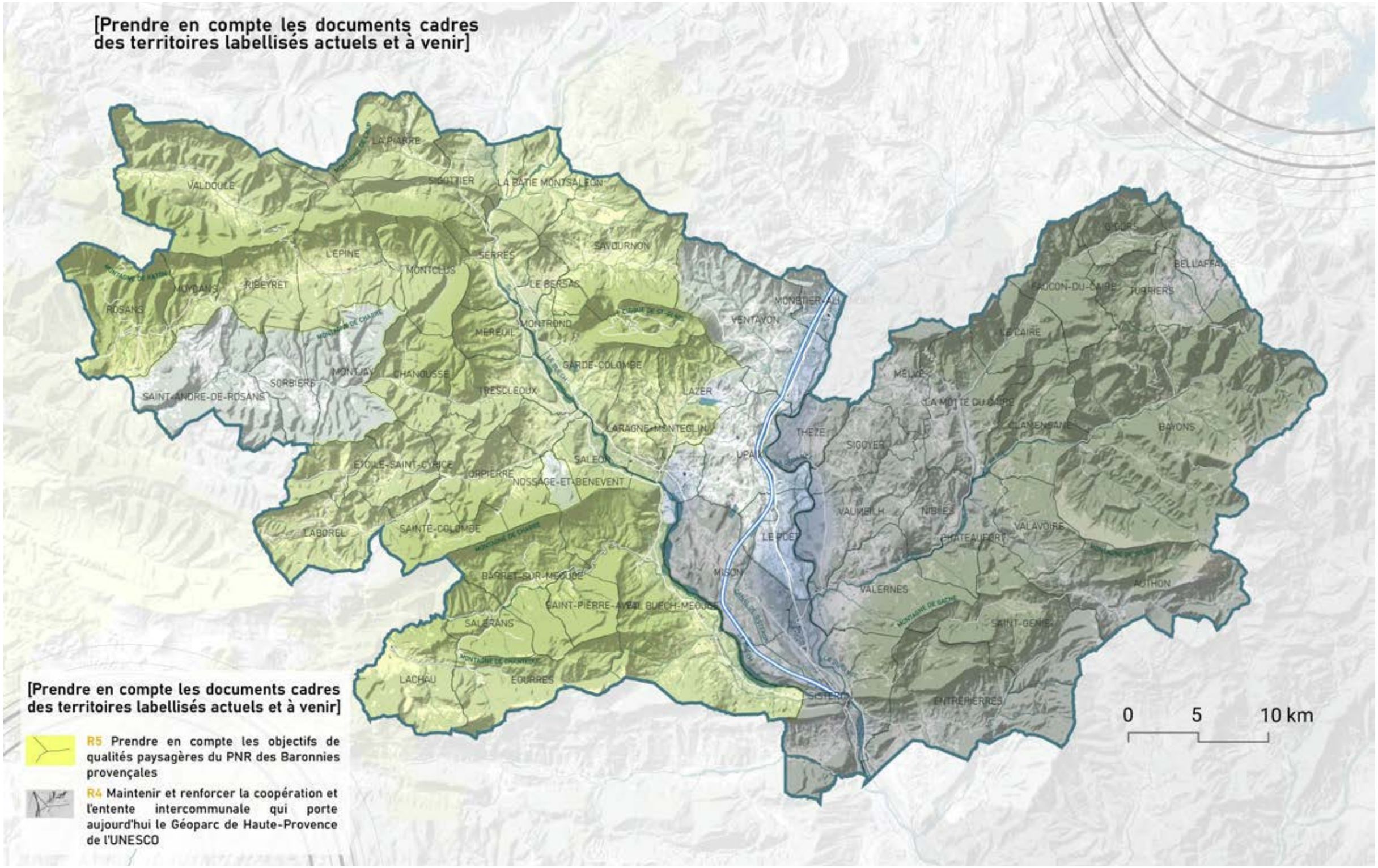
Valoriser les sites patrimoniaux majeurs

Respecter les formes urbaines singulières ainsi que les villages perchés remarquables

Sources : BD Topo, BD Alti, Géoportail, CCSD, PNR des Baronnies provençales, Géopark de Haute-Provence - Réalisations Citanova 2025

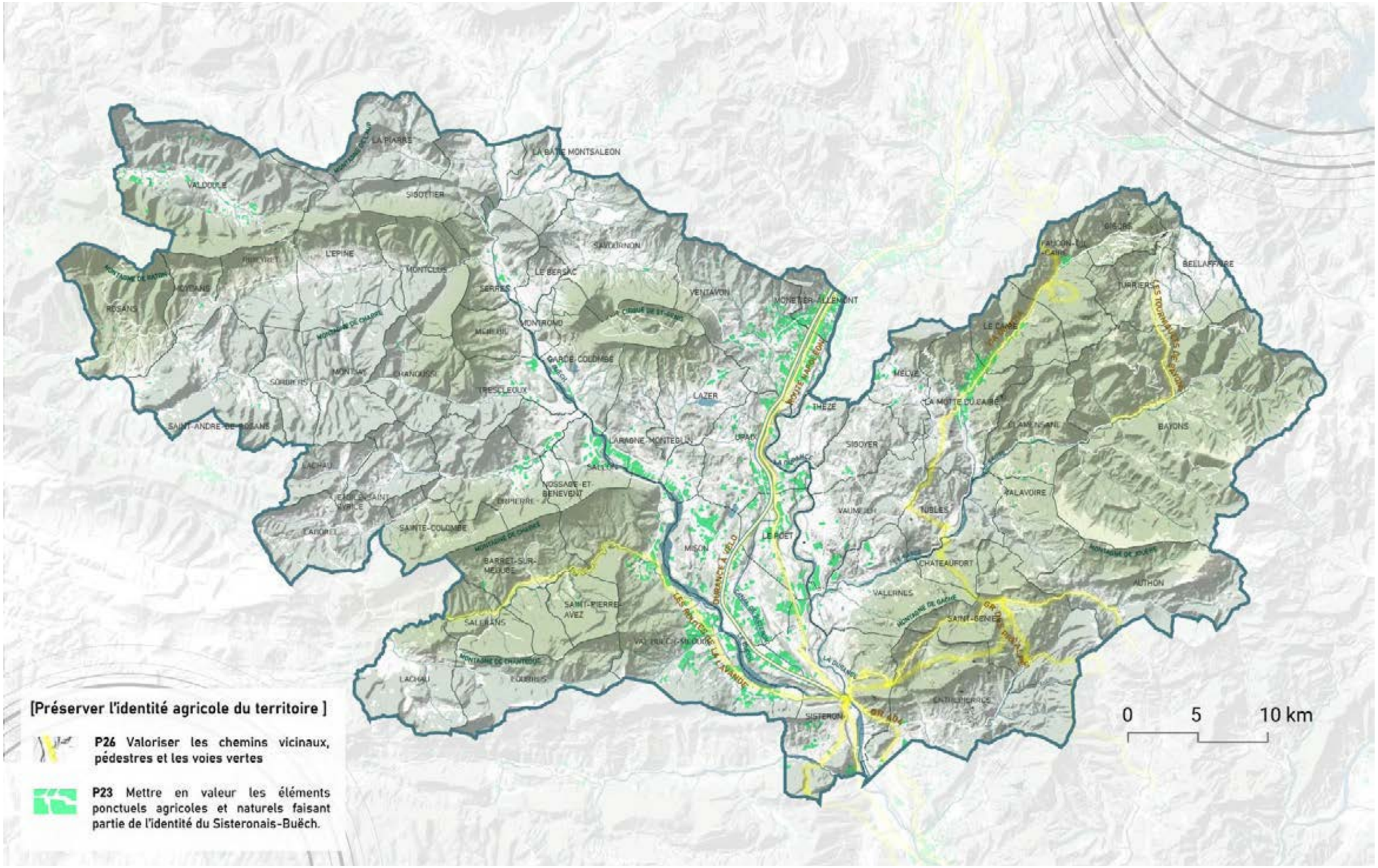
Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

CARTE DU PAYSAGE



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

CARTE DU PAYSAGE



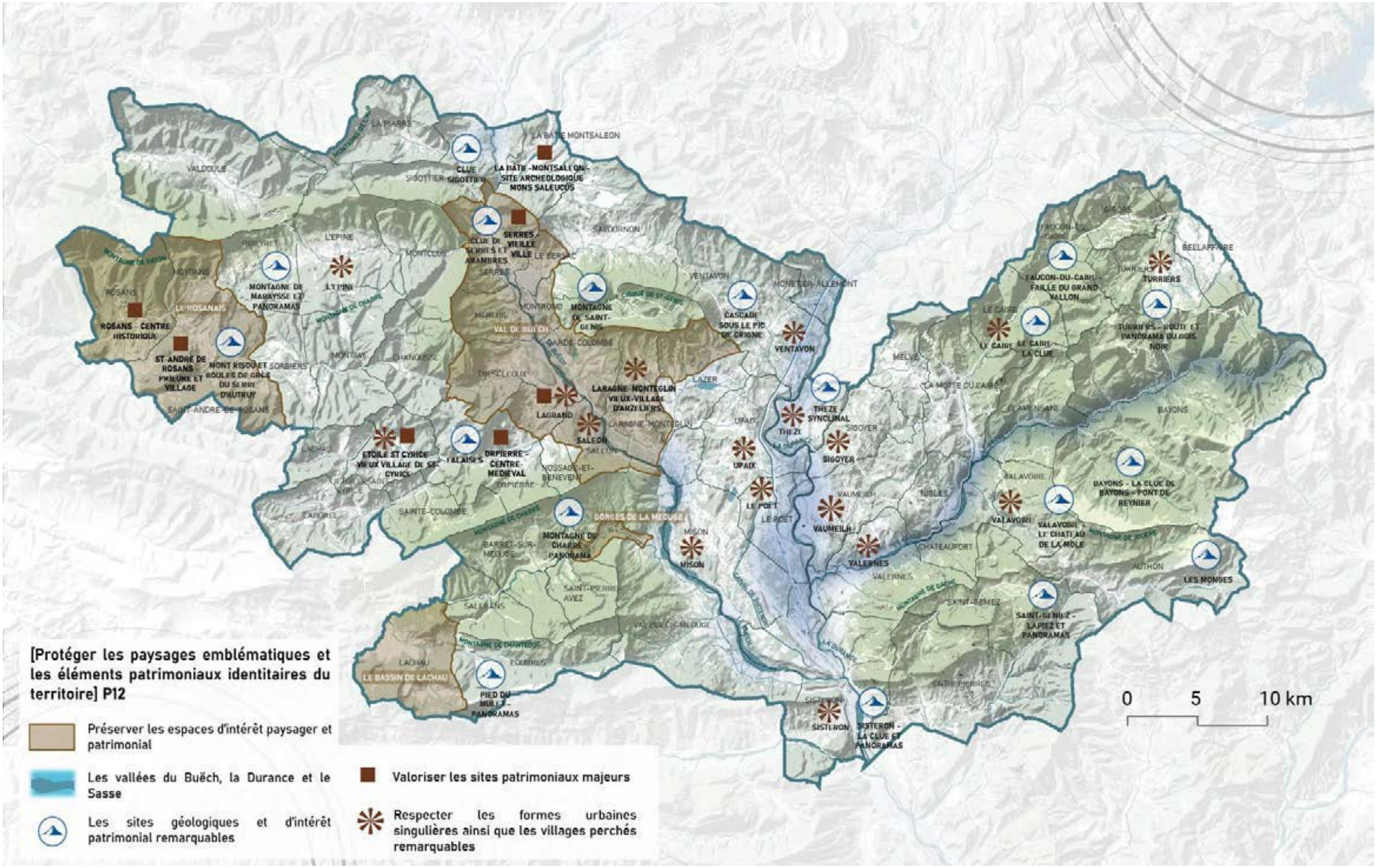
[Préserver l'identité agricole du territoire]

P26 Valoriser les chemins vicinaux, pédestres et les voies vertes

P23 Mettre en valeur les éléments ponctuels agricoles et naturels faisant partie de l'identité du Sisteronais-Buëch.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

CARTE DU PAYSAGE

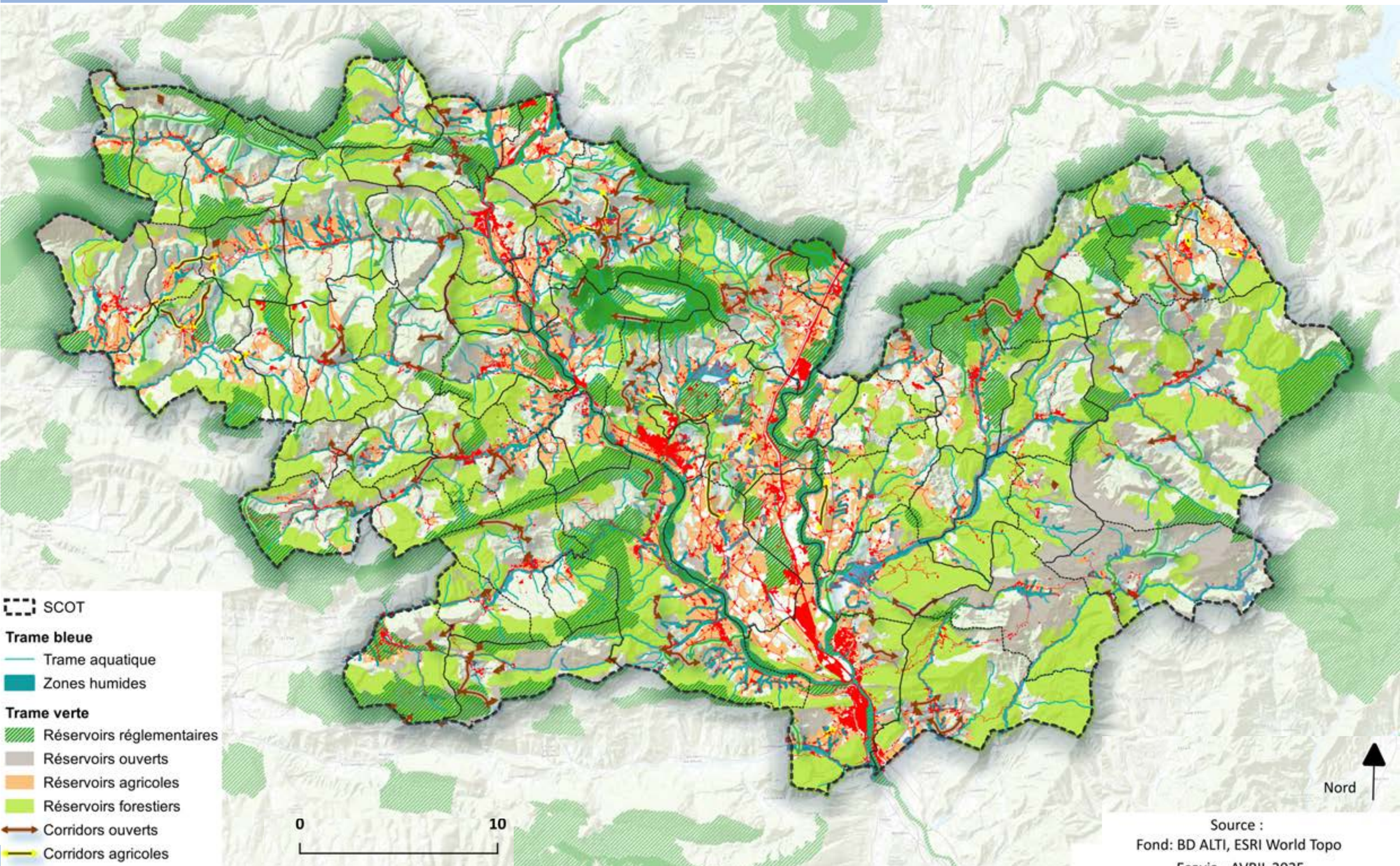


[Protéger les paysages emblématiques et les éléments patrimoniaux identitaires du territoire] P12

- Préserver les espaces d'intérêt paysager et patrimonial
- Les vallées du Buëch, la Durance et le Sasse
- Les sites géologiques et d'intérêt patrimonial remarquables
- Valoriser les sites patrimoniaux majeurs
- Respecter les formes urbaines singulières ainsi que les villages perchés remarquables

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

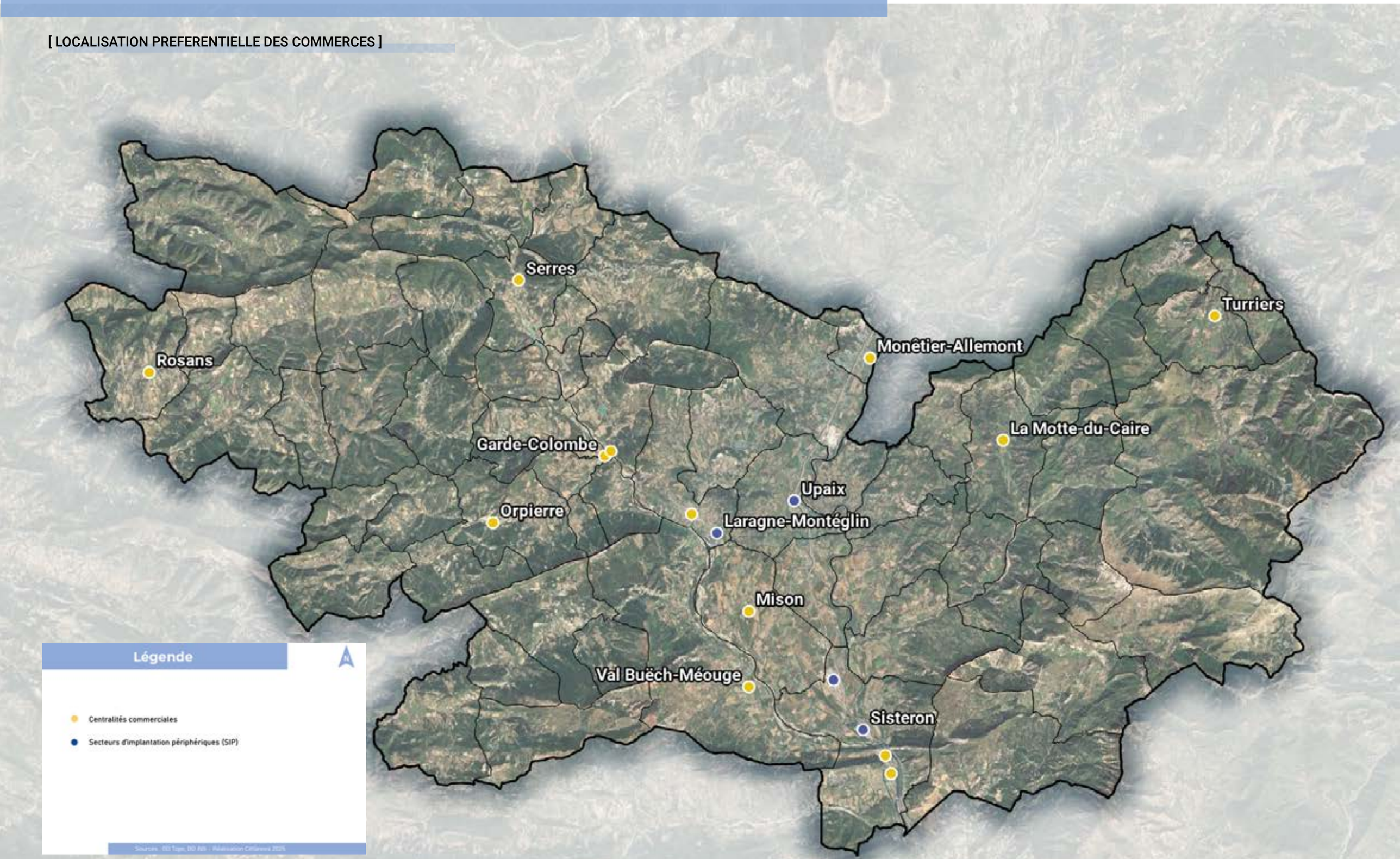
CARTE DE LA TRAME VERTE ET BLEUE



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

CARTE DU DAACL

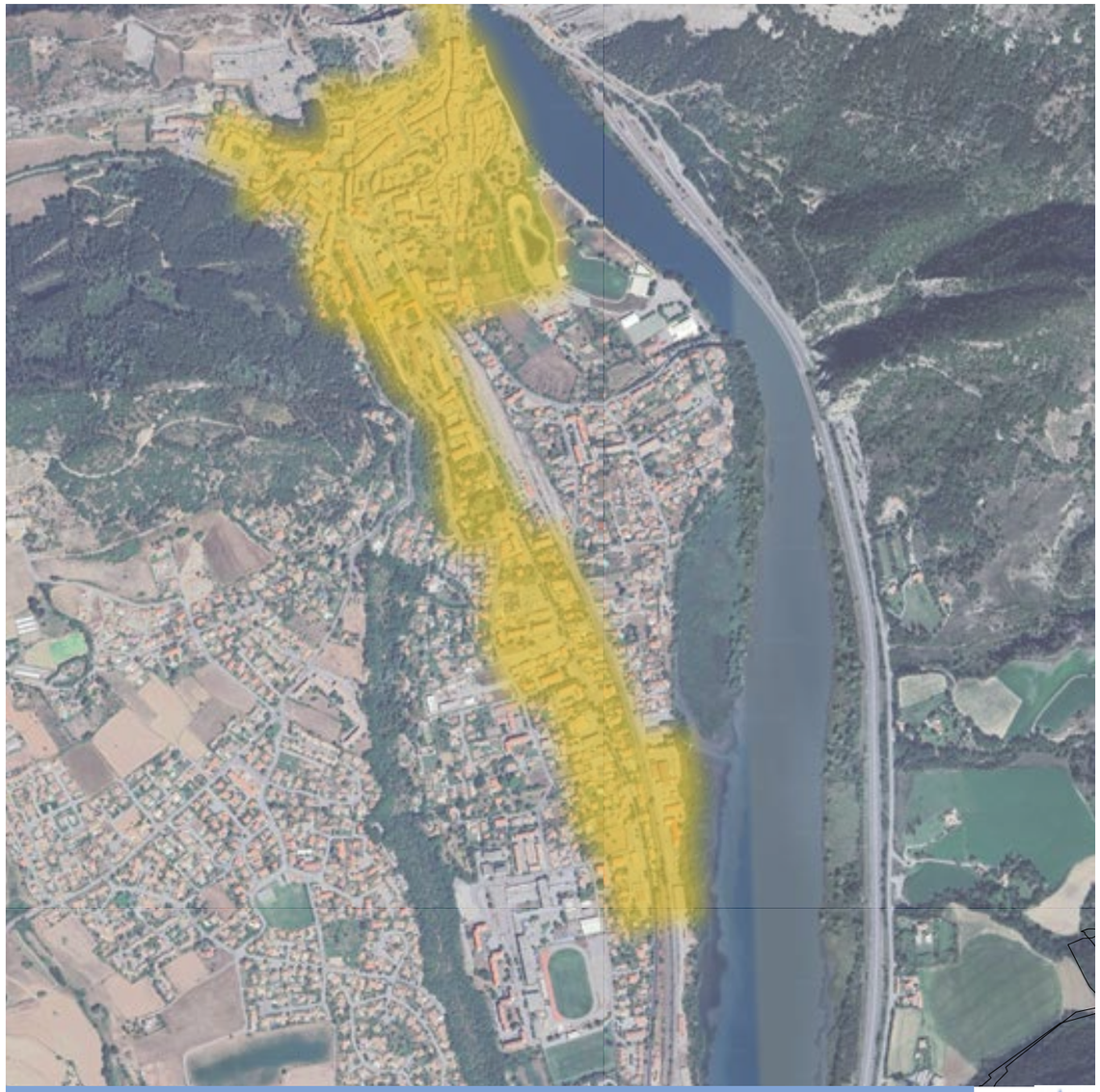
[LOCALISATION PREFERENTIELLE DES COMMERCES]



Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

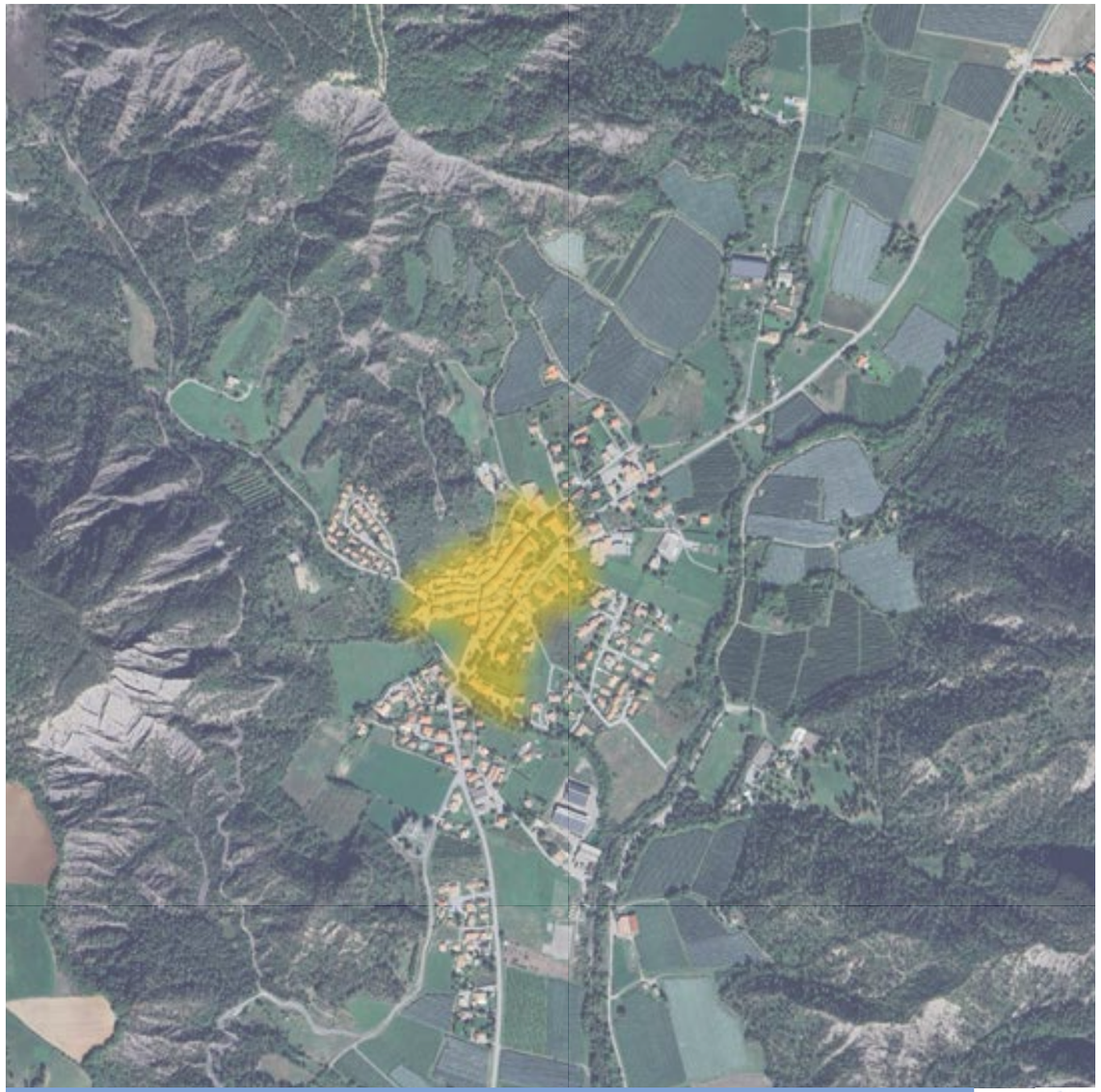
CARTE DU DAACL

[LES CENTRALITES COMMERCIALES]



Sisteron

Niveau dans l'armature : Ville-centre



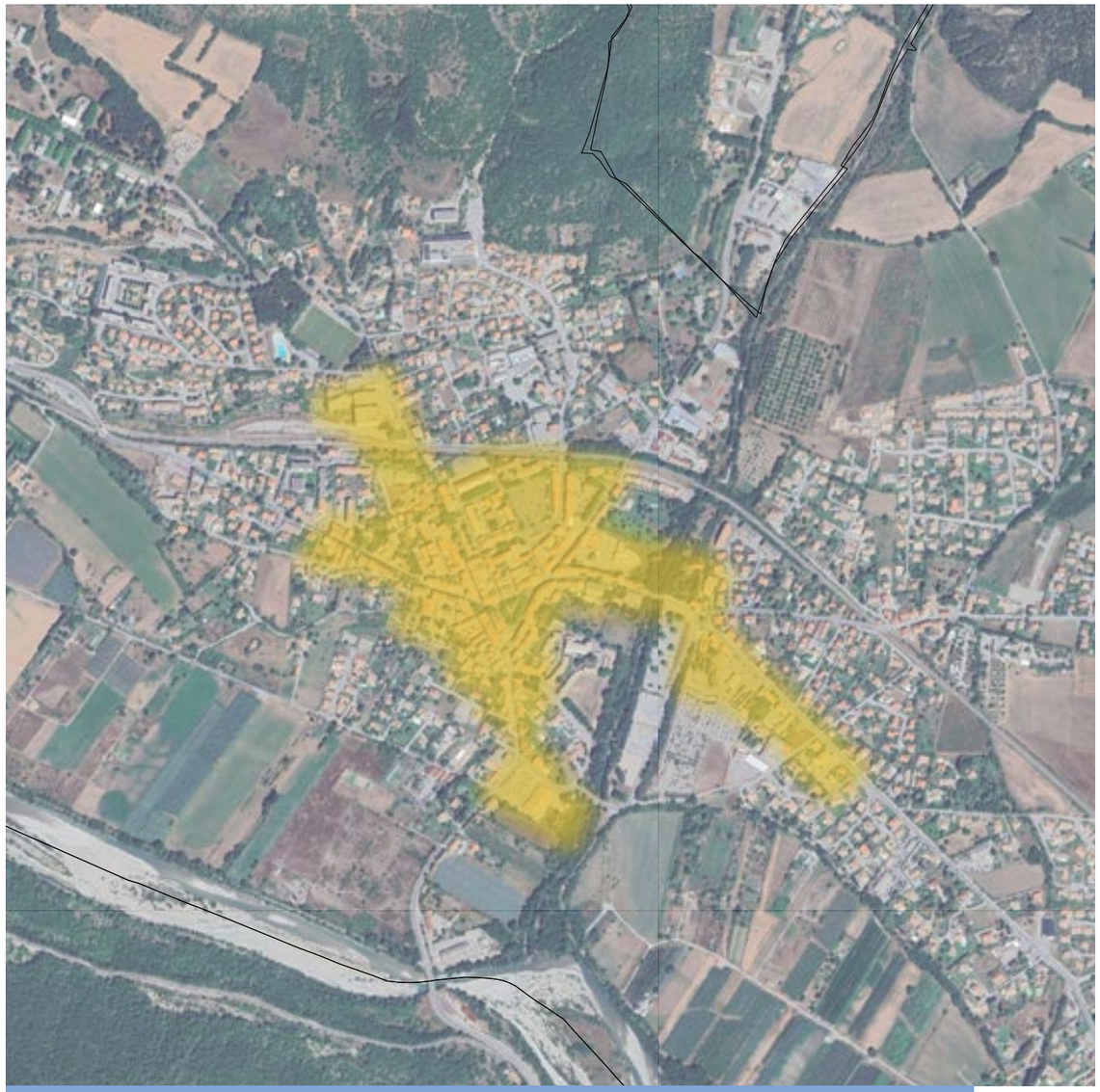
La Motte-du-Caire

Niveau dans l'armature : Commune secondaire

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

CARTE DU DAACL

[LES CENTRALITES COMMERCIALES]



Laragne-Montéglin

Niveau dans l'armature : Commune secondaire



Serres

Niveau dans l'armature : Commune secondaire

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

CARTE DU DAACL

[LES CENTRALITES COMMERCIALES]



Garde-Colombe

Niveau dans l'armature : Commune relais



Mison - *Les Armands*

Niveau dans l'armature : Commune relais

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

CARTE DU DAACL

[LES CENTRALITES COMMERCIALES]



Monêtier-Allemont

Niveau dans l'armature : Commune relais



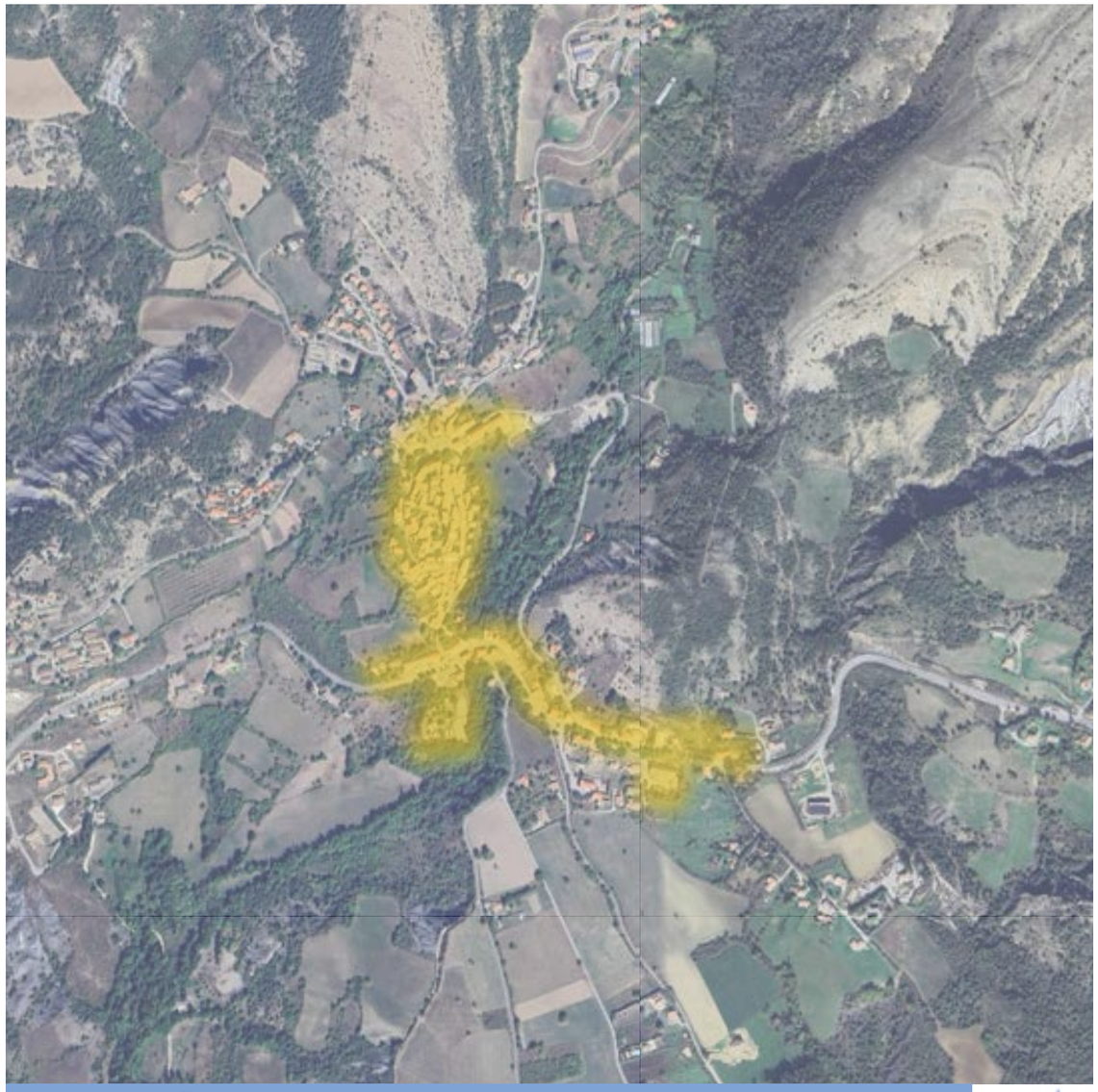
Orpierre

Niveau dans l'armature : Commune relais

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

CARTE DU DAACL

[LES CENTRALITES COMMERCIALES]



Rosans

Niveau dans l'armature : Commune relais



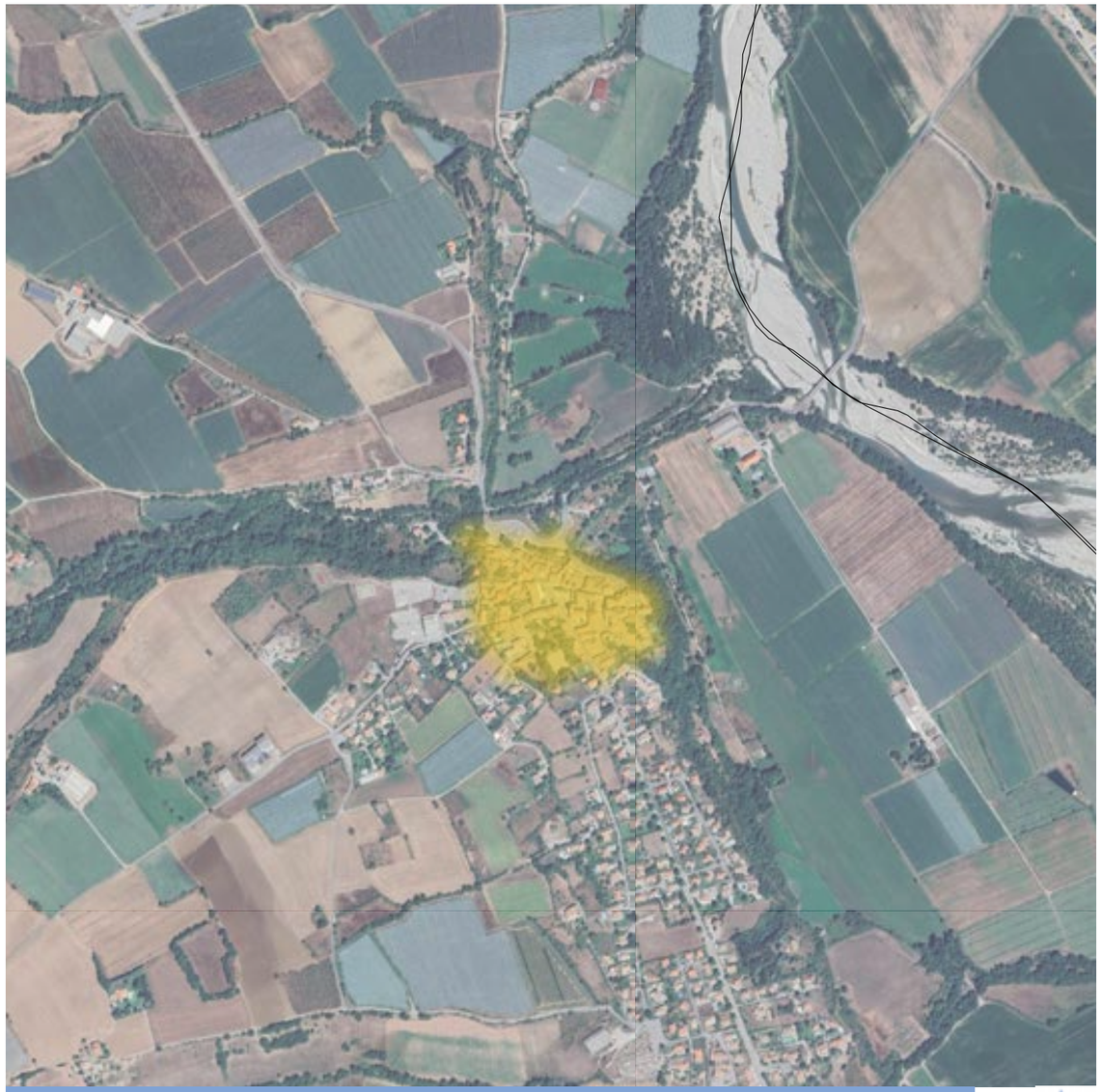
Turriers

Niveau dans l'armature : Commune relais

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

CARTE DU DAACL

[LES CENTRALITES COMMERCIALES]



Val Buëch-Méouge

Niveau dans l'armature : Commune relais

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

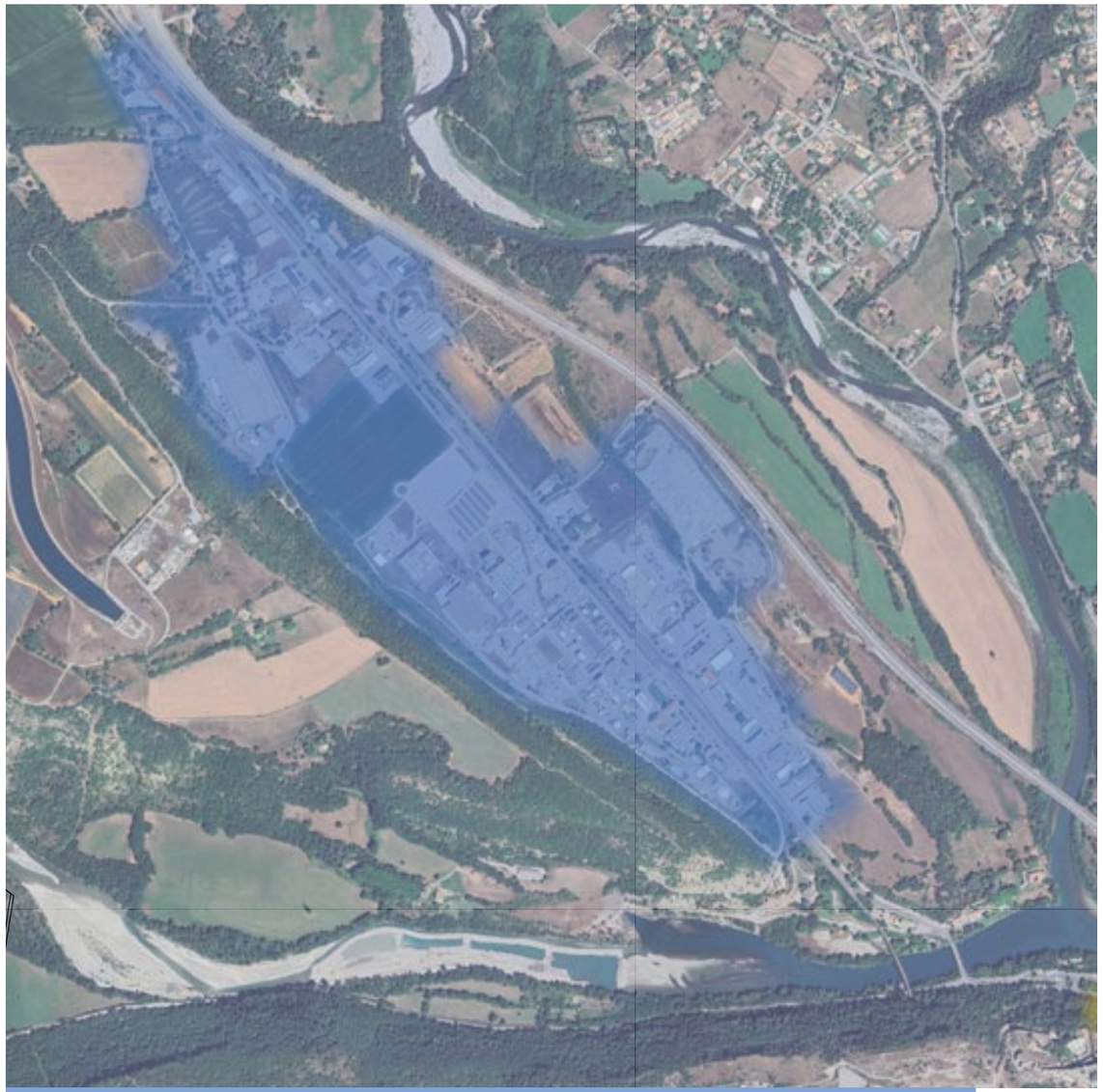
CARTE DU DAACL

[LES SECTEURS D'IMPLANTATION PERIPHERIQUES]



ZA Val de Durance - Sisteron

Niveau dans l'armature : Ville-centre



ZA Mételine - Proviou - Sisteron

Niveau dans l'armature : Ville-centre

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

CARTE DU DAACL

[LES SECTEURS D'IMPLANTATION PERIPHERIQUES]



ZA Le Plan - Laragne-Montéglin

Niveau dans l'armature : Commune secondaire



Upaix

Niveau dans l'armature : Commune relais

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE DU

SISTERONAIS-BUECH

Arrêté le : 15.05.2025
Approuvé le : 13.02.2026
Vu pour être annexé à la délibération du Conseil Communautaire en date du 13.02.2026
Approuvant le projet de Schéma de Cohérence Territoriale
Fait à Sisteron, le 13.02.2026

Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

TABLEAU DES MODIFICATIONS APPORTEES
SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE - APPROBATION

SUJET	CONTENU	PPA EMETTRICE	REPONSE
PIECE 1_PAS			
Agriculture	Orientation 2.1 // Maintenir et préserver la vocation agricole du territoire. Propositions d'ajout : -Maintenir le foncier agricole ; - Favoriser la réouverture de surfaces embroussaillées et le maintien des milieux ouverts ; - Favoriser la création et la rénovation des cabanes pastorales et permettre la création d'outils de transformation et de points de vente des productions locales ; - Préserver les sites et sièges d'exploitation en évitant leur rapprochement avec l'urbanisation, notamment via le maintien des « espaces tampons » paysagers et multifonctionnels qui permettent d'organiser des espaces de transition fonctionnel/urbain/agricole/naturel ; - Préserver les accès et les circulations agricoles pour le bétail et les engins agricoles, notamment lors des créations de voie vertes afin d'éviter les conflits d'usage futurs et dans un esprit de cohabitation issu d'une concertation locale entre tous les usagers ; ».	DDT	Les objectifs ont été ajoutés ou complétés dans la sous-orientation 2.1 « Maintenir et préserver la vocation agricole du territoire ».
Agriculture	Orientation 2.3 : Demande d'ajout d'une mention dans l'objectif : « Créer des liens entre tourisme et agriculture en promouvant les produits et savoir-faire locaux auprès des visiteurs en s'inscrivant dans les réseaux existants au niveau local, régional, voire national : gîte à la ferme, ferme pédagogique, … »	DDT	L'objectif a été complété tel que proposé dans l'axe 2.3.
Coopérations territoriales	Demande d'ajout : « Renforcer les coopérations avec la partie orientale du SCoT Rhône Provence Baronnies pour mutualiser des solutions de services, d'équipements, de logements et travailler les continuités écologiques. Ce secteur est notamment dans le cœur de nuit et la zone d'adhésion de la réserve internationale de ciel étoile du Parc naturel régionale des Baronnies provençales ». et « S'appuyer sur le syndicat mixte du Parc pour mener des collaborations avec la partie occidentale du Parc concernant des projets structurants tels que le GRP « Tour des Baronnies provençales ». + Jabron + émergence de tiers lieux et de maison de santé à l'échelle SCoT et avec les territoires limitrophes.	PNR	L'objectif a été complété tel que proposé dans l'Orientation 3.3 :
Economie	Demande d'ajout d'un objectif : « préserver l'accès au gisement d'intérêt national et régional afin de contribuer au maintien de l'économie régionale voire nationale en ressources minérales ».	Syndicat des carriers des Hautes-Alpes	L'objectif a été ajouté dans l'orientation 2.1.
Energies	Recommande d'ajouter « maîtrisé » à la sous-orientation « Encourager et encadrer le développement des énergies renouvelables ».	PNR	Cette mention a été ajoutée à la sous-orientation dans l'axe 4.3.
Equipements	Demande d'ajout d'une mention : « Développer de manière coordonnée à l'échelle du SCOT des espaces de coworking et des tiers-lieux dans les centres-villages et centres-villes ».	DDT	L'objectif a été complété tel que proposé dans l'axe 2.2.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

TABLEAU DES MODIFICATIONS APPORTEES
SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE - APPROBATION

Equipements	Demande d'ajout d'un objectif : « Veiller à l'intégration environnementale et paysagère des infrastructures liées. »	DDT	L'objectif a été ajouté dans l'orientation 2.2.
Mobilités	Encourager la structuration d'une offre d'itinérance (soins médicaux, offre culturelle, services marchands…) ».	PNR	Ajout d'un objectif relatif à l'offre d'itinérance des services et commerces dans l'orientation 3.2.
Objectif démographique	Harmoniser ou justifier l'écart entre les taux de croissance affichés entre le PAS et le DOO (0,6% et 0,66%)	DDT, Région PACA, Rapport de la commissaire enquêtrice	L'objectif a été modifié pour faire apparaître un taux de croissance de 0.66% dans l'orientation 3.1.
Paysage	Compléter l'objectif par « Accompagner un développement maîtrisé des énergies renouvelables le plus acceptable et le moins impactant possible sur la qualité paysagère »	PNR	L'objectif a été complété tel que proposé dans l'orientation 1.2.
Paysage	Ajout « Soutenir et concourir au portage des objectifs et stratégie de la Réserve Naturelle Régionale des Baronnies Orientales et de la Charte forestière territoriale de la CCSB » ;	PNR	L'objectif a été ajouté dans l'orientation 1.2.
Paysage	Orientation 1.2 : ajouter une mention à l'objectif suivant : « - Maintenir et valoriser les paysages agricoles, lutter contre la fermeture des milieux grâce au pastoralisme » Orientation 2.3 : ajouter « pastoralisme » à l'objectif traitant du multiusage des espaces.	DDT	Les orientations ont été complétées tel que proposé.
Paysage	Ajouter une mention à l'objectif suivant : « Favoriser la rénovation thermique des bâtis anciens, adaptée au climat de basse montagne méridionale »	DDT	L'objectif a été complété tel que proposé dans l'orientation 1.2.
Paysage	Ajouter la mention des « vallées de l'AEygues et de l'Oule »	SMEA	L'objectif a été complété dans l'orientation 1.2.
Préservation des espaces	Proposition d'ajout à la fin de la page 8 : « La sobriété foncière constitue une des réponses majeures, développée dans cet axe, pour permettre la préservation des espaces agricoles naturels et forestiers du territoire et le maintien du pastoralisme. »	DDT	Le texte introductif de l'axe 1 a été complété.
Risques	Ajouter une mention à l'objectif suivant : « Maintenir les espaces d'habitat et d'équipement à distance des zones accueillant ou susceptible d'accueillir des activités à risque élevé et/ou vulnérables aux risques naturels »	SMEA	L'objectif a été complété dans l'orientation 4.1.
PIECE 2_DOO			
Forme du document	**L'ACTUALISATION DE LA NUMEROTATION DES PRESCRIPTIONS ET DES RECOMMANDATIONS A ETE REALISEE DANS LE CADRE DES MODIFICATIONS OPEREES DU PROJET ARRETE. LES NUMEROS MENTIONNES DANS LES AVIS NE SONT PLUSD'ACTUALITE.**		
Forme du document	Il conviendrait de mettre en cohérence la numérotation et les intitulés des orientations entre le PAS et le DOO ainsi que le sommaire général et le sommaire thématique du DOO.	DDT	Les titres et numérotations du DOO ont été mis à jour afin de se mettre en cohérence avec le PAS
Forme du document	Les cartes de l'armature urbaine devraient être identiques dans le PAS et le DOO. De plus, dans la carte de l'armature territoriale du DOO p.11, le symbole des centralités secondaires figurant dans la légende ne correspond pas à celui représenté sur la carte.	DDT	La carte a été remplacée dans le DOO en page 11.
Agriculture	Préciser la prescription 102 pour mieux répondre aux objectifs de commercialisation en circuits courts des exploitations.	DDT	La prescription 99a été modifiée afin de permettre la création de points de vente directe à la ferme sous réserve que cette activité reste le prolongement de l'activité de production dans le

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

TABLEAU DES MODIFICATIONS APPORTEES
SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE - APPROBATION

			cadre de l'article L151-11-II du CU.
Agriculture	Protéger les espaces agricoles et identifier ceux à enjeux et à potentiels : Les projets d'énergies renouvelables doivent donc être écartés des terres agricoles qui seraient ainsi à protéger strictement de « toute forme d'urbanisation ».	DDT	Le DOO a été complété en ce sens et en lien avec les avis relatifs à la préservation des paysages et des espaces à enjeux (cf. axe 1 carte paysagère et prescriptions liées).
Agriculture	Pour la prescription 132, préciser que ces activités touristiques ne peuvent être développées que dans le cadre du bâti existant ou sous forme de STECAL. Il conviendra également que le changement de destination ou la réhabilitation permette de conserver les caractéristiques qui ont permis de classer le bâtiment comme « remarquable »	DDT	La prescription 121 a été modifiée pour intégrer ces deux demandes.
Agriculture	Compléter la prescription 131 :« - Protéger le potentiel de production ou plus particulièrement le foncier agricole à haute valeur agronomique et sous signe officiel de qualité (AOP/IGP), notamment pour les projets d'extension » par « face au développement des projets photovoltaïques au sol « compatibles » qui seraient proposés dans le cadre du document cadre départemental ».	Région PACA	La prescription 20 a été complétée en ce sens.
Agriculture	Ajouter à la fin de la prescription 224 : « Pour cela, s'appuyer sur la mise en place d'outils permettant de déterminer des principes d'aménagement en lien avec les filières courtes (ex : OAP thématique agricole, cartographie des friches agricoles à valoriser). »	Région PACA	La prescription 208 a été complétée en ce sens.
Agriculture	Les prescriptions 223, 225 et 102 traitant de circuits-courts pourraient être fusionnées. Les « marchés de producteurs » pourraient être ajoutés car cela nécessite la mise à disposition de lieux par les municipalités. La prescription 223 pourrait englober plus largement la production artisanale dans sa volonté de développement des circuits-courts.	Région PACA	L'ancienne prescription 102 a été modifiée, elle correspond désormais à la prescription 99. Les prescriptions 223 et 225 initiales ont été fusionnées et correspondent à la prescription 207 qui a été complétée.
Agriculture	Compléter la prescription 227 relative aux limites de l'urbanisation avec les espaces agricoles : « [...] notamment en tenant compte des enjeux liés à l'irrigation » par « et aux projets agrivoltaïques. »	Région PACA	La prescription 23 a été déplacée afin d'éviter une redondance et a été complétée.
Carrières	Modifier la prescription 133 : Préserver les gisements d'intérêts, recommander de les classer en zone naturelle ou agricole non constructible dans les PLU, hormis pour les installations et constructions nécessitées par l'activité agricole et permises par les R 151-22 et R 151-26 du code de l'urbanisme et sans alternative géographique (localisation hors GIN/GIR).	DDT	Ajout de la recommandation 50, afin de privilégier le classement des carrières et les GIN/GIR en zone naturelle ou agricole restrictive, hormis pour les installations et constructions nécessaires à l'activité agricole existante et permises par le code de l'urbanisme
Carrières	La prescription 137 stipule uniquement que « Le développement des carrières devra appliquer les objectifs et les orientations du schéma régional des carrières ». Il serait préférable ici que le SCoT rappelle les conditions à respecter pour développer les carrières.	DDT	En complément des recommandations 50 et 51, la prescription 125 a été supprimée et placée en texte introductif : "Le développement des carrières devra appliquer les objectifs et les orientations du Schéma Régional des Carrières en respectant les conditions ci-dessous".
Carrières	Compléter la prescription 138 : Permettre l'installation de plateformes nécessaires pour la ressource secondaire (recyclage déchets du BTP	DDT	La prescription 126 actuelle a été complétée afin de répondre pleinement aux mesures du SRC PACA.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

TABLEAU DES MODIFICATIONS APPORTEES
SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE - APPROBATION

	et sédiments issus de l'entretien des cours d'eau) et/ou aux entreprises utilisatrices de ressources.		
DAACL	Le DAACL pourrait être plus prescriptif sur la typologie des commerces accueillis dans les centralités ou secteurs périphériques	DDT	L'introduction de la partie relative au DAACL, pages 39 et 40, a été complétée par des définitions afin d'améliorer la compréhension et les typologies de commerce.
DAACL	Centralités commerciales : Encadrer a minima l'installation de ces commerces compte-tenu des flux et nuisances que certains d'entre eux peuvent engendrer. Il peut être utile d'ajouter en début de phrase : « sous réserve de démonstration de sa compatibilité avec les capacités d'accueil du tissu urbain (flux, stationnement, livraisons, cadre de vie) ».	DDT	La prescription 73 a été complétée.
DAACL	La définition d'« ensemble commercial » est à préciser en se référant à l'article L.752-3 du code du commerce.	DDT	La définition a été ajoutée dans la prescription 78 en définissant l'ensemble commercial de proximité par l'implantation d'unités commerciales liées et par des accès et équipements mutualisés.
DAACL	Enseignes : Ajouter « Encadrer les formats et les typologies d'enseignes ».	DDT	La formulation a été ajoutée dans la prescription 79 .
DAACL	Nouveaux SIP et extension des SIP existants : Cette prescription pourrait être ordonnée de façon plus logique	DDT	La prescription 70 actuelle a été revue telle qu'écrite dans l'avis de la DDT. Le seuil a été supprimé conformément à l'avis détaillé de la DDT.
DAACL	Priorité à la réhabilitation ou la rénovation de l'existant des SIP : comme il n'est pas possible de refuser une autorisation d'urbanisme sur une parcelle constructible pour un projet conforme au PLU, remplacer la formulation actuelle par : « Ne pas prévoir d'extension d'une SIP existante si cette dernière comporte suffisamment de capacité de densification ou de réhabilitation ».	DDT	La prescription 83 a été modifiée en ce sens.
DAACL	Dans la prescription 106, compléter « Investir en priorité les friches » par « (à l'exception des friches agricoles à rendre à l'agriculture : pastoralisme, activité agrivoltaïque) ; ». Harmoniser les termes de pôles commerciaux, centralités commerciales majeures ou intermédiaires.	DDT	La prescription 103 a été modifiée en ce sens.
DAACL	La mutualisation des stationnements semble difficile à réaliser dans les SIP existants. La prescription 88 gagnerait à s'enrichir d'un point sur la perméabilité des parkings et de solutions fondées sur la nature pour gérer la dimension pluviale.	DDT	La prescription 87 a été complétée afin d'intégrer la notion.
DAACL	P101 et P126 - Maillage et desserte des transports en commun existants : Les prescriptions 101 du DAACL et 126 du DOO sont identiques.	DDT	La prescription 101 a été supprimée (redondance), la prescription 126 devient la n° 117.
Densification	La prescription 58 fait référence à la méthodologie décrite dans le SCoT pour définir les enveloppes urbaines. Il convient de préciser qu'elle se trouve en prescriptions 64 et 65.	DDT	La prescription 54 a été modifiée en ce sens.
Densification	La prescription 56 devrait faire référence au respect des densités en extension indiquées dans le tableau de la même page.	DDT	La prescription 52 a été modifiée en ce sens.
Densification	Supprimer dans la prescription 59 : "dans tout projet de développement" afin de placer les documents locaux en acteurs de la prescription. Le potentiel doit être non seulement « identifié »	DDT	La prescription 55 a été modifiée en ce sens.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

TABLEAU DES MODIFICATIONS APPORTEES
SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE - APPROBATION

	et « localisé » mais également « quantifié » (soit en nombre de logements pour la partie logements, soit en nombre de bâtiments ou cellule économique ou en surface par défaut) dans les documents d'urbanisme.		
Densification	Ajouter dans la prescription 61 relative à la justification des extensions d'urbanisation : « au regard des capacités de requalification et de réinvestissement des espaces ».	DDT	La prescription 56 a été modifiée en ce sens
Densités de logements	Dans la prescription 64, il vaudrait mieux faire une définition uniquement « positive » de l'enveloppe urbaine et donc supprimer la partie « sont exclus de l'enveloppe urbaine ».	DDT	La prescription 60 a été modifiée en ce sens.
Densités de logements	Les densités de logements fixées par le territoire sont modestes et pourraient être revues, afin de mieux maitriser l'étalement urbain.	Région PACA, Chambre agriculture 04, FNE 04, CDPENAF 04, DDT	Les densités log/ha ont été augmentées et détaillées en prescription 52 : +4 log/ hectares pour les niveaux 1 et 2 de l'armature et à +2 log/ha pour les niveaux 3 et 4.
Densités de logements	Concernant la prescription 55 : Tableau du nombre de logements, d'ha et de densités en extension : Supprimer le (1) redondant et peu compréhensible. Revoir la formulation de la prescription afin de faciliter la lecture. Harmoniser la formulation entre "objectifs de densité moyenne minimum" et "densité brute".	DDT	La formulation de la prescription 52 a été modifiée par "densité moyenne". La notion de "secteurs consommateurs d'espaces" a été remplacée par "secteurs en extension" pour plus de cohérence avec le tableau et les prescriptions suivantes.
Densités de logements	Concernant la prescription 55 : Il est attendu que le SCoT précise comment il définit cette notion d'optimisation des espaces utilisés.	DDT	La formulation a été modifiée par "optimisation de l'espace" dans la prescription 51.
Economie	ZAE : identifier par exemple où pourraient s'implanter les éventuelles activités industrielles.	DDT	Des précisions ont été apportées dans les prescriptions 50 et 104.
Economie	Cette prescription devrait plutôt parler d'« extension » plutôt que de « développement en ENAF et en artificialisation ». A la lecture de cette prescription, les 35 ha de foncier économique sont uniquement dévolus aux possibles extensions de ZAE d'intérêt communautaire	DDT	La prescription 105 a été modifiée en ce sens, elle affiche une enveloppe de 30ha pour l'économie.
Economie	Pour plus de clarté, il serait utile de définir ces « petites zones d'activités économiques » dans la prescription 109. Il convient de remplacer le terme de « ZAE structurantes » par le terme de « ZAE communautaires », ou de définir ces ZAE si elles sont effectivement différentes des ZAE communautaires.	DDT	La prescription 109 évoquée a été supprimée au profit d'un regroupement des définitions des différentes enveloppes dans un tableau (prescription 50). La prescription 104 a été modifiée pour intégrer les modifications, elle sert à définir l'enveloppe économie.
Economie	Sauf à en préciser la teneur, la prescription 117 qui traite de la diversification de l'emploi reste plutôt de l'ordre d'un souhait. Si elle est maintenue, cette prescription devra, dans tous les cas, être placée autre part que dans la rubrique « Améliorer la qualité paysagère et environnementale des zones d'activités économiques ».		La prescription 177 relative aux conditions d'emploi a été supprimée car elle n'avait pas de valeur prescriptive.
Economie	Demande de modification des prescriptions 118 à 125 : Le règlement et les OAP des PLU sont des moyens à mobiliser pour répondre à ces prescriptions. La rédaction de ces prescriptions pourrait être plus directive. Tout projet de requalification pourrait également intégrer une étude relative au développement des énergies renouvelables, conformément à la règle	DDT	Ajout d'une mention introduction page 61 dans l'onglet « Améliorer la qualité paysagère et environnementale des zones d'activités économiques » mentionnant les outils règlementaires sur lesquels les PLU pourront

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

TABLEAU DES MODIFICATIONS APPORTEES
SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE - APPROBATION

	LD1-Obj12B du SRADDET qui indique de « prévoir et intégrer des dispositifs de production d'énergies renouvelables et de récupération dans tous les projets de ZAE ».		s'appuyer pour les prescriptions de la présente partie.
Economie	La prescription 98 pourrait suggérer le déploiement de locaux à vélo dans certains rez-de-chaussée mais aussi de « petits hubs » logistiques du dernier kilomètre. Prescription à faire évoluer en lien avec les prescriptions n° 147 et 106.	Région PACA	La mention de « locaux vélo » a été ajoutée dans la prescription 135.
Economie	La recommandation 53 reprend la rédaction de l'article L.151-16, un des rares articles du code de l'urbanisme (avec le R 151-37) qui abordent le traitement du commerce dans le règlement des PLU. Cette disposition pourrait faire l'objet d'une prescription au lieu d'une recommandation.	DDT	Un renvoi au code de l'urbanisme a été ajouté à la recommandation 52 actuelle. Elle est maintenue en recommandation.
Economie	La prescription 143 apparait comme trop urbaine. Elle pourrait être modifiée : En site urbain dense ; remplacer « voies les plus importantes » par « le long des rues » pour éviter de donner l'impression qu'on est dans du péri-urbain.	DDT	La formulation de la prescription 131a été revue en ce sens.
Economie	A déplacer dans "améliorer la qualité paysagère et environnementale des ZAE».	PNR	La recommandation 42 a été déplacée dans l'item « améliorer la qualité paysagère et environnementale des zones d'activités économiques ».
Energie	Traduire les objectifs de réduction de la consommation d'énergies du PCAET dans le DOO	DDT, Autorité environnementale	Le DOO intègre une nouvelle prescription 252 traduisant les objectifs du PCAET.
Energie	Agrivoltaisme : préciser, par prescription, les attentes notamment en termes de conditions d'insertion paysagère et environnementale pour ce type d'installation (enjeu fort du territoire)	DDT	Ajout d'un 4° tiret dans la prescription 20 relative à la limitation des impacts sur les espaces agricoles.
Energie	Question de l'utilité de la prescription 30 sachant que la prescription 270 est plus précise concernant les installations d'énergies renouvelables dans les zones inondables.	DDT	La prescription n°30 est supprimée pour répondre aux problématiques de redondance du document. L'ancienne prescription 270 est conservée (nouveau numéro : 2502).
Energie	Pour la prescription 269 : ajouter les « périmètres de protections fortes » évoqués en p. 37 du diagnostic carnet 1.	PNR	La mention a été ajoutée à la prescription 249.
Enveloppes foncières	L'autorité environnementale recommande de préciser dans le DOO les prescriptions 53 et 109 relatives à la destination de l'enveloppe de solidarité afin d'assurer des critères clairs de sa mobilisation, et de préciser la comptabilisation des parcs photovoltaïques dans les projections de consommation d'espace.	Autorité environnementale	La prescription 50 définit la destination des enveloppes. Les enveloppes foncières ont été précisées au sein du DOO pour chaque destination (économie, équipements, habitat).
Enveloppes foncières	La trajectoire foncière d'ici 2045, fixée à 205 ha, est supérieure aux objectifs de la loi Climat et résilience, qui correspondrait plutôt à une enveloppe de l'ordre de 180 ha. Les modalités de gestion des 7 hectares pour les centres locaux de proximité, est à développer dans le DOO pour rendre plus aisée sa mise en œuvre au sein des plans locaux d'urbanisme.	FNE 04, Région PACA, DDT, Chambre agriculture 04	Les enveloppes foncières ont été retravaillées et revues à la baisse. En effet, les élus ont accepté de revoir les objectifs de sobriété pour respecter les précisions apportées par le Conseil d''Etat concernant l'application de la circulaire Béchu. Ils confirment leur intention de réserver des droits à construire pour la destination habitat en complétant l'enveloppe dédiée avec les 7 ha accordés par le SRADDET pour les niveaux 1 et 2 de l'armature et l'ajout d'hectares afin de

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

TABLEAU DES MODIFICATIONS APPORTEES
SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE - APPROBATION

			garantir l'hectare universel pour les niveaux 3 et 4. Les détails sont intégrés au sein des tableaux du DOO ainsi que dans l'annexe 2 « justifications des choix ».
Enveloppes foncières	Modification d'une erreur mentionnée à la prescription 54: indiquer Le Poet et Ribeyret et non pas l'Epine.	DDT	La prescription 50 a été modifiée en ce sens.
Enveloppes foncières	Les prescriptions 53 et P109 semblent en contradiction quant à l'utilisation de l'enveloppe de solidarité pour utilisation économique.	DDT	La clarification des définitions des différentes enveloppes a été réalisée dans la prescription 50. La prescription 109 a été supprimée. L'enveloppe de solidarité est définie en prescriptions 50, 105 et 244.
Enveloppes foncières	Modifier la prescription 164 : Rappeler l'enveloppe foncière pour les équipements structurants.	DDT	La prescription 152 a été complétée
Enveloppes foncières	Modifier la prescription 165 : Préciser l'enveloppe foncière mobilisable pour les bureaux.	DDT	La prescription 152 a été complétée en ce sens
Filière-bois / forêts	Pour la prescription 232 : Déplacer le paragraphe sur le rôle des forêts dans la gestion des risques dans une recommandation.	DDT	Ajout d'un texte introductif page 90 sur le rôle de la forêt et suppression de la prescription.
Filière-bois / forêts	Compléter la prescription234 : Dans la parenthèse, compléter par « et dans les cartes d'aléa feu de forêt ».	DDT	La formulation de la prescription 216 actuelle a été complétée.
Filière-bois / forêts	P236 – Faire référence à la carte d'aléa feu de forêt connue dans les Hautes-Alpes	DDT	La prescription 219 a été complétée afin d'ajouter cette mention.
Filière-bois / forêts	Concernant la prescription 248 : Le pâturage ne peut être imposé à tous les PLU car peut être interdit dans certain cas de figure (non-renouvellement des forêts).	DDT	La prescription 228 a été complétée par une rédaction plus précise pour mettre en œuvre uniquement les OLD.
Filière-bois / forêts	Il y a un certain nombre d'actions qui dépassent le cadre des prescriptions applicables aux documents d'urbanisme dans cet objectif (ex : « planter des espèces résistantes aux feux », « diversifier les palettes végétales », etc.). Certaines de ces prescriptions devraient plutôt faire l'objet de recommandations	DDT	Les prescriptions relatives aux plantations et à la végétation propice pour la lutte contre les incendies ont été basculées en recommandations page 92.
Identification des paysages emblématiques	Intégrer dans le DOO les espaces patrimoniaux et paysagers ainsi que les sites emblématiques.	PNR, DDT	L'ancienne prescription 19 est modifiée en intégrant les prescriptions 13 et 16 pour faciliter la lecture et pour regrouper les règles relatives aux paysages à préserver (correspond à la nouvelle prescription 12). Des cartes ont été intégrées dans le DOO (page 20-21) et repèrent les sites d'intérêts paysagers et patrimoniaux ainsi que les paysages à préserver du PNR des Baronnies provençales et du Géoparc de Haute-Provence afin de respecter l'article L 141-10 2° du code de l'urbanisme.
Logements abordables	Le SCoT devra démontrer comment les prescriptions 3 et 7 permettent notamment de respecter la règle du SRADDET LD3-Obj59 qui	DDT, Région PACA	La prescription 7 a été modifiée pour intégrer cette notion, elle fixe des objectifs chiffrés.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

TABLEAU DES MODIFICATIONS APPORTEES
SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE - APPROBATION

	demande de consacrer au moins 50 % de la production totale de logements à une offre de logements abordables localisés en priorité dans les trois niveaux de centralités (dont font effectivement partie Sisteron et les 3 centralités secondaires). Il serait judicieux de fusionner les prescriptions n°8 et 10.		
Mobilités	Redondance des prescriptions 174 et 175 avec les prescriptions 127 et 146. Intégrer aussi des connexions avec les ZAE/SIP. Compléter en faisant mention à la délégation de compétence mobilité à la Région.	DDT, Région PACA	Les prescriptions 127 et 175 ont été supprimées. La prescription 162 actuelle a été précisée en ajoutant la mention des zones d'activités. Ajout de la mention « Avec la délégation de compétence mobilité à la Région ».
Mobilités	Compléter la prescription 170 : ajouter l'autopartage.	DDT	La notion d'autopartage a été ajoutée dans la prescription 158.
Objectif démographique	Modifier la prescription 163 : Cet objectif démographique sera territorialisé en respectant a minima la répartition inscrite dans le SCoT » Enlever « à minima » et ajouter « par niveau d'armature ».	DDT	La formulation de la prescription 151a été modifiée en ce sens.
Organisation des prescriptions	Revoir l'organisation des thématiques économie, préservation des terres agricoles, pour éviter les redondances.	Région PACA	Les différentes parties relatives à la préservation des terres et de la production agricole initialement dans 3 axes différents ont été regroupées dans l'axe 1 – Orientation 1.2 en lien avec les paysages et dans l'axe 2, orientation 2.1 et 2.3 avec l'économie et dans l'axe 4 orientation 4.2 et 4.3 en lien avec l'alimentation et les ressources du territoire
Patrimoine	La prescription 17 pourra être complétée pour mentionner la préservation du patrimoine ordinaire au titre du L.151-19 du code de l'urbanisme. La prescription 19 portant sur la charte paysagère intercommunale pourra être complétée pour inclure les aspects architecturaux.	PNR	La prescription 14 actuelle a été complétée en mentionnant la préservation du patrimoine ordinaire. La prescription 16 actuelle est modifiée pour mentionner l'élaboration d'une « charte paysagère et architecturale »
Performances énergétiques et environnementales du bâti	Pour les communes dotées de document d'urbanisme, il est préférable d'intégrer des dispositions sur l'adaptation aux spécificités du bâti ancien dans le cadre de travaux d'amélioration énergétique et sur l'implantation et la pose des dispositifs de production d'énergies renouvelables, notamment dans les secteurs qui ne sont pas couverts par une protection au titre des monuments historiques ou par un PLU dans les règlements dans le souci d'une meilleure prise en compte par les propriétaires dans l'élaboration de leurs projets. La prescription n°187 du DOO devrait faire l'objet d'une reformulation. En effet, la production d'énergies renouvelables ne contribue pas à l'adaptation au changement climatique mais à l'atténuation du changement climatique. L'implantation et orientations des bâtiments suivant les principes bioclimatiques ne contribue pas à la production d'EnR. Préciser la « la végétalisation des parcs photovoltaïques ».	DDT	La prescription 174 a été précisée et reformulée en ce sens.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

TABLEAU DES MODIFICATIONS APPORTEES
SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE - APPROBATION

Performances énergétiques et environnementales du bâti	Préciser les obligations législatives contenues dans la Loi relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables (APER) du 10 mars 2023 imposant l'installation d'ombrières photovoltaïques sur au moins la moitié de la surface des parkings de plus de 1 500 m².	Région PACA	La prescription 175 a été précisée par une donnée chiffrée.
Performances énergétiques et environnementales du bâti	L'éclairage des zones commerciales et d'activités pourrait faire l'objet d'un rappel de l'Arrêté du 27 décembre 2018 relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses pour appuyer la prescription n°184.	Région PACA	Ajout de la prescription 171 afin d'appliquer cette disposition à l'ensemble des projets d'aménagement.
Performances énergétiques et environnementales du bâti	Afficher des objectifs de réduction des consommations d'énergies fossiles dans le bâti.	Région PACA	Actualisation de l'objectif chiffré de la prescription 246 "réduire de 33% les consommations d'énergie fossiles dans le bâti (résidentiel/tertiaire) d'ici 2050". Un renvoi au PCAET a été fait.
Photovoltaïque	P265 - Après « Guider la réflexion des projets photovoltaïques se fera à l'échelle du territoire intercommunal », il convient donc d'ajouter « en respectant le document cadre arrêté par les préfets de départements conformément à l'article L111-29 du code de l'urbanisme. »	DDT	La prescription 244 a été modifiée en ce sens.
Photovoltaïque	P270 - Interdiction d'implanter des parcs photovoltaïques en zones inondables	DDT	La prescription 250 a été précisée.
Renaturation	Une prescription pourrait être ajoutée, dédiée à l'identification de secteurs favorables à de la renaturation.	DDT, FNE 04, Région PACA	La prescription 65 a été ajoutée afin d'intégrer la notion de renaturation. En complément, le programme d'actions a été modifié afin de construire une stratégie de renaturation à l'échelle de la CCSB.
Ressource en eau	Une prescription ou une recommandation pourrait afficher un objectif de désimperméabilisation pour tout projet d'urbanisation (cf. SDAGE OF 5A), au moins sur les secteurs soumis aux risques ou confrontés à une raréfaction de la ressource (cas du bassin du Sasse évoqué dans l'évaluation environnementale, p. 100).	DDT, Région PACA	La prescription 64 a été ajoutée afin d'entrer en compatibilité avec le SDAGE. Elle intègre des dispositions permettant la limitation de l'imperméabilisation des sols.
Ressource en eau	L'objectif 4.1 pourrait s'enrichir d'une prescription assignant des objectifs d'économies d'eau pour le secteur agricole, en envisageant le passage en aspersion sous pression la modernisation des réseaux...	Région PACA	La recommandation 86 a été ajoutée pour intégrer cette demande.
Ressource en eau	Le SCoT aurait mérité d'être un peu plus engageant en inscrivant des attentes, prescriptions, recommandations plus ambitieuses sur ce volet ressource en eau.	Région PACA	Page 94, un texte introductif a été ajouté, il mentionne les différents documents sur lesquels s'appuyer dans le cadre de l'élaboration ou la modification des documents d'urbanisme.
Risques	Ajouter à la liste des aléas identifiés entre parenthèses, les « feux de forêt, de landes et maquis »	DDT	La mention demandée a été ajoutée dans la prescription177.
Risques	Le terme « identifier » peut-être interprété comme devoir étudier le phénomène à travers une étude. Les prescriptions 193 et 196 traitent toutes les deux des zones d'expansion des crues.	DDT	La prescription 180 a été modifiée en ce sens et regroupe les deux prescriptions initiales. Le terme « intégrer » a été ajouté.
Risques	Adaptation des projets urbains à l'aléa mouvement de terrain (retrait-gonflement des argiles). Il s'agit d'une obligation réglementaire	DDT	La prescription 194 a été supprimée pour répondre à cet avis.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

TABLEAU DES MODIFICATIONS APPORTEES
SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE - APPROBATION

	qui s'applique à l'échelle des autorisations d'urbanisme et non des documents d'urbanisme locaux. Cela n'a pas lieu d'être une prescription.		
Risques	Préférer la formulation « faire une analyse des incidences ».	DDT	La formulation de la prescription 199 actuelle a été modifiée en ce sens.
Risques	P216 - Les mesures de réduction de la vitesse, évoquées dans la prescription 216, ne relèvent pas d'un document d'urbanisme Cette prescription serait à supprimer ou à modifier.	DDT	La prescription 216 a été supprimée.
Tourisme	Il serait pertinent de fixer des objectifs chiffrés en matière de logements dédiés aux saisonniers tout en disposant d'indicateurs de suivi.	Région PACA	La prescription 8 et 10 ont été fusionnées. La prescription 8 intègre la notion de logements saisonniers. La grille d'indicateurs de suivi intègre un suivi de l'habitat tout public.
Tourisme	Compléter les prescriptions 159 et 160 par la mention des « chiens protection de troupeaux » et par « tout en préservant un foncier agricole qui permette de développer et/ou de maintenir du maraîchage et du pastoralisme local. »	DDT	Les prescriptions 147 et 148 actuelles ont été complétées.
Tourisme	Recommandation 58 : supprimer la notion d'hébergements insolites qui est un type d'habitat touristique qui perpétue le mitage dans les zones naturelles.	DDT	La recommandation 57 actuelle a été modifiée en sens
Tourisme	Plan vélo : mentionner les véloroutes du territoire, notamment la V64	Région PACA	La mention a été ajoutée dans la prescription 138.
Tourisme	En ce qui concerne l'objectif de développer les mobilités durables adaptées aux flux saisonniers et touristiques, le document pourrait s'enrichir d'éléments relatifs à la notion d'intermodalité, notamment via la création de pôles d'échanges multimodaux (sans gare ferroviaire) à l'image d'aires de services.	Région PACA	La notion de pôle multimodal a été ajoutée dans la prescription 139.
Trame verte et bleue	Périmètre des réservoirs de biodiversité réglementaires et aménagements Il faudrait modifier l'entête : Les documents d'urbanisme locaux « pourront autoriser » et non « devront autoriser ». La prescription 37 n'est pas claire, sa rédaction n'est pas terminée après les « : ».	DDT	Les modifications ont été faites page 25 notamment pour la prescription 34.
Trame Verte et Bleue	« Réservoirs complémentaires » de biodiversité : La définition de ces espaces reste vague et la mise en œuvre des prescriptions 39, 40 et 41 qui organisent leur protection, sera difficilement applicable à l'ensemble des secteurs concernés en l'état.	DDT	Les prescriptions 39 et 40 ont été regroupées dans la nouvelle prescription 36. La prescription 37 doit être conservée.
Trame Verte et Bleue	Remplacer réservoirs boisés par réservoirs forestiers pour se mettre en cohérence avec la carte.	DDT	La prescription 39 a été modifiée en ce sens.
Trame Verte et Bleue	La formulation de la prescription 25 pourrait être revue : « Le SCoT demande aux documents d'urbanisme de justifier la création de ces espaces et d'inscrire une protection liée à leur préservation, afin de garantir leur inconstructibilité (trames écologiques, humides, EBC…). » pourrait être réécrite ainsi : « Le SCoT demande aux documents d'urbanisme de justifier les secteurs à protéger au sein de ces zones urbaines et d'inscrire une protection liée à leur préservation, afin de garantir leur inconstructibilité… ».	DDT	La prescription 26 a été modifiée en ce sens.
Zone de montagne	Ajouter le terme "UTN locale"	DDT	La mention a été ajoutée dans la prescription 204

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

TABLEAU DES MODIFICATIONS APPORTEES
SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE - APPROBATION

ANNEXE 1_DIAGNOSTIC			
Consommation foncière	Différence dans les données chiffrées de la consommation foncière entre le diagnostic et la justification des choix	DDT	Ajout d'une phrase dans l'annexe1.1 indiquant que le bilan de la consommation foncière a été ajusté dans le rapport de justification.
Equipements	Définir les équipements de proximité / intermédiaires / supérieurs.	DDT	La définition des gammes d'équipements issues de la Base Permanente des Equipements (INSEE) a été ajoutée pages 48 et suivantes de l'annexe 1.2
Economie	Mise à jour du diagnostic pour faire apparaître et mettre en cohérence les SIP (spécificités, localisation).	DDT	L'armature du DAACL a été élaboré sur la base de l'armature territoriale. La localisation des SIP correspond à celle des zones d'activités issues de la carte page 32 de l'annexe 1.2. La spécialisation de chacune d'elle a été complétée.
Démographie	Ajouter des données de croissances démographiques à l'échelle du SCOT entier.	DDT	Ajout d'un graphique illustrant la croissance démographique depuis 1876 dans l'annexe 1.3 page 7.
Agriculture	Données à ajuster (nombre d'exploitations agricoles sur le territoire)	Chambre d'agriculture	Les données ont été actualisées dans l'annexe 1.2 pages 21 à 24.
Carte	Ajouter une carte indiquant précisément le périmètre du Parc.	PNR	Le périmètre a été précisé avec l'ajout de 2 cartes dans l'annexe 1.0 pages 4 et 5.
ANNEXE 2 _JUSTIFICATION DES CHOIX			
Carrières	Il manque les références aux mesures n°46 à 59 du SRC et leurs commentaires associés. Demande la modification du numéro de renvoi aux certaines mesures.	Syndicat des carriers 05	La justification a été complétée pages 207 et suivantes, dans la partie « articulation avec les documents cadres » dédiée au Schéma Régional des Carrières (SRC).
Consommation foncière	Le SCoT devra démontrer qu'il est compatible avec les objectifs de consommation foncière du SRADDET.	DDT, Région PACA, FNE	Actualisation des objectifs chiffrés de la page 108 à 110 suite aux modifications du DOO. L'enveloppe habitat explicite l'ajout des droits supplémentaires du SRADDET.
Densités de logements	Augmenter les densités de log/ha par niveaux d'armature.	DDT, Région PACA, FNE	Actualisation des objectifs chiffrés pour donner suite aux modifications du DOO pages 110 et 111
Identification des paysages emblématiques	Intégrer les espaces patrimoniaux et paysagers figurant au plan de Parc des Baronnies provençales et les prescriptions associées.	DDT	L'articulation avec les documents cadres a été complétée page 140 (CU article L141-10°2) et page 152 (SRADDET) afin de préciser la compatibilité avec ces derniers.
Logements abordables	Le SCoT devra démontrer comment les prescriptions 3 et 7 permettent notamment de respecter la règle du SRADDET LD3-Obj59 qui demande de consacrer au moins 50 % de la production totale de logements à une offre de logements abordables localisés en priorité dans les trois niveaux de centralités (dont font effectivement partie Sisteron et les 3 centralités secondaires).	Région PACA	Les modifications apportées précisent, au sein de la partie "articulation avec les documents cadres", l'objectif de production de logements abordables inscrit dans le DOO afin d'entrer en compatibilité avec le SRADDET page 166. Il est également ajouté page 114 dans la partie relative à la "méthode de construction du

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

TABLEAU DES MODIFICATIONS APPORTEES
SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE - APPROBATION

			DOO" et le détail des éléments chiffrés du DOO.
Objectif démographique	Harmoniser ou justifier l'écart entre les taux de croissance affichés entre le PAS et le DOO (0,6% et 0,66%)	DDT, Région PACA, rapport de la commissaire enquêtrice	L'objectif démographique est explicité pages 111 et suivantes et a été complété.
Objectifs de production ENR	Intégrer les objectifs du PCAET en matière de développement des ENR, qualitativement et quantitativement.	Autorité environnementale, Région PACA	Actualisation des objectifs de production ENR du DOO page 184.
ANNEXE 3 _EVALUATION ENVIRONNEMENTALE			
Articulation rang supérieur	L'Autorité environnementale recommande de compléter l'analyse de l'articulation du projet de SCoT avec les documents de rang supérieur avec lesquels il doit être compatible, et d'évaluer la contribution qu'apporte le projet de SCoT aux objectifs de ces documents ainsi qu'à ceux du PCAET(manque SAGE Durance, S3ENR, SRB, PPRN, PCAET)	Autorité environnementale	Le SAGE n'étant toujours pas approuvé, l'articulation n'est pas analysée. Une analyse de la cohérence avec le PCAET a été ajoutée, mais pas avec les autres documents mentionnés dont l'articulation n'est pas demandée par la loi.
Carrières	Actualisations nécessaires du document afin de préciser le nombre d'exploitations sur le territoire mais également de préciser les chiffres de productions/besoins. Il pourrait aussi identifier les projets d'extension ou de création de nouveaux sites de production nécessaires pour répondre à l'objectif d'autonomie.	DDT, Syndicat des carriers	L'annexe 4 a été modifiée pages 158 et suivantes.
Forme	L'Autorité environnementale recommande de renforcer les explications des représentations graphiques de l'évaluation des incidences.	Autorité environnementale	Des phrases d'explication ont été rajoutées avant les graphiques page 257 et suivantes dans la partie 3 (analyse des incidences).
Indicateurs de pression	L'Autorité environnementale recommande d'envisager la mise en place d'indicateurs relatifs aux sites Natura 2000, et assurer l'effectivité de la mise en œuvre de ce dispositif, y compris en termes de mesures correctrices à prendre en cas de non atteinte des objectifs.	Autorité environnementale	Un indicateur de pression sur les zones Natura 2000 a été ajouté au tableau de suivi de l'évaluation environnementale.
Natura 2000	L'Autorité environnementale recommande de préciser à l'échelle du SCoT les surfaces du réseau Natura 2000 susceptibles d'être impactées par le SCoT et d'en déduire les mesures d'évitement et de réduction attendues au niveau des documents d'urbanisme.	Autorité environnementale	Les sites Natura 2000 sont exclus par définition des SSEI car ils sont inclus dans les réservoirs de biodiversité du SCoT, et font l'objet d'une protection stricte dans le DOO. Le paragraphe mentionnant des SSEI présents en site Natura 2000 est une erreur et a été supprimé.
Polluants	L'Autorité environnementale recommande de compléter le dossier avec l'estimation de la part de la population exposée à un dépassement des valeurs de référence de l'OMS pour le dioxyde d'azote et les particules fines, ainsi que d'actualiser les données relatives aux concentrations des polluants atmosphériques	Autorité environnementale	Le paragraphe de l'EIE relatif à l'exposition des populations a été mis à jour aux pages 155 et 156
Scénario de référence	L'Autorité environnementale recommande de formuler le scénario de référence permettant d'identifier les effets propres au projet de SCoT sur l'environnement, et d'évaluer qualitativement des effets de levier possibles du SCoT sur les dix enjeux environnementaux retenus pour l'analyse.	Autorité environnementale	Le scénario au fil de l'eau a été rajouté à la fin de l'état initial de l'environnement pages 260 et 261.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

TABLEAU DES MODIFICATIONS APPORTEES
SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE - APPROBATION

ANNEXE 4_RESUME NON TECHNIQUE			
Carrières	Mettre en cohérence le résumé non technique avec les actualisations demandées pour l'évaluation environnementale.	Syndicat des carriers 05	La mise à jour a été effectuée page 4.
ANNEXE 5 _ATLAS TRAME VERTE ET BLEUE			
Aucune demande de modification pour ce document.			
ANNEXE 6_INDICATEURS DE SUIVI			
Indicateurs thématiques	Intégrer plusieurs indicateurs : >suivre la typologie des nouveaux logements ; >caractère abordable des logements produits ; >production de logements sociaux ; >La densité des logements des nouvelles opérations ; >Vacance des logements ; > Nombre de places en établissement pour personnes âgées ; > Nombre de commerces dans les centralités commerciales (DAACL) ; >taux de vacance du bâti existant (ZAE) ; >mobilisation des surfaces disponibles dans les ZAE actuelles (ZAE) ; >nombre de trains desservant les gares.	DDT	Les indicateurs ont été ajoutés.
Logements vacants	Inscrire des indicateurs de suivi portant sur cet objectif de réduction du taux de logements vacants.	Région PACA	La grille des indicateurs a été complétée par des indicateurs sur la base des données de l'Insee / Direction générale des finances publiques (DGFiP) via les déclarations fiscales / Données LOVAC / Zéro Logements Vacants / Etude CCSB
Natura 2000	L'Autorité environnementale recommande de : finaliser le dispositif de suivi en clarifiant le statut des indicateurs proposés par l'évaluation environnementale et en les articulant clairement avec ceux proposés pour le SCoT, envisager la mise en place d'indicateurs relatifs aux sites Natura 2000, et assurer l'effectivité de la mise en œuvre de ce dispositif, y compris en termes de mesures correctrices à prendre en cas de non atteinte des objectifs,	Autorité environnementale	Un indicateur de pression sur les zones Natura 2000 a été ajouté au tableau de suivi de l'évaluation environnementale et dans l'annexe 6 du SCoT Les deux étant complémentaires.
Périodicité des indicateurs	Loi simplification : évaluation du SCoT à 10 ans		Une précision a été faite en préambule, elle indique que le bilan du SCoT sera réalisé à 10 ans. Les indicateurs de suivi initialement notés à 6 ans seront aussi évalués à 10 ans.
Périodicité des indicateurs	L'Autorité environnementale recommande d'établir une actualisation plus resserrée des données de l'observatoire foncier envisagé afin de suivre au mieux les consommations foncières.	Autorité environnementale	La périodicité de l'indicateur de suivi concernant la consommation foncière a été modifié "tous les ans/3ans)
ANNEXE 7_POA			
Coûts estimatifs	Le document pourrait également bénéficier d'une meilleure évaluation des coûts.	DDT, rapport de la commissaire enquêtrice	Les coûts estimatifs ont été réévalué pour les actions 2.2 / 2.5 / 2.6 / 3.2 / 4.1 / 4.2
Hiérarchisation des actions	Un nombre important d'actions : Identifier 5 à 7 actions clés dites "structurantes" à initier en priorité dans les 2 ou 3 premières années.	DDT	Les chantiers prioritaires ont été précisés en préambule du programme d'actions.
Maîtrise foncière	Porter attention à la diversité des activités artisanales.	CMA 26	Ajout d'une phrase "La stratégie de maîtrise foncière doit également contribuer au maintien et au développement

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-Annexes_D47-26d-DE
Date de télétransmission : 17/02/2026
Date de réception préfecture : 17/02/2026

TABLEAU DES MODIFICATIONS APPORTEES
SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE - APPROBATION

			de l'artisanat notamment en garantissant la diversité des activités artisanales."
Mobilités	Actions mobilité : prévoir des outils de concertation trans-territoriale.	DDT	Ajout d'une phrase « Contribuer aux actions et outils de concertation trans-territoriale »
Partenaires	Associer les chambres consulaires dès la phase diagnostic et l'évaluation des besoins.	CMA26	Les chambres consulaires ont été ajouté en tant que partenaires dans les fiches 4.1 et 4.2
Renaturation	Consolider les objectifs de renaturation	DDT	Modification du titre qui tend vers la construction d'une stratégie de renaturation et adaptation du contenu de la fiche en conséquence.

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-D48-26-DE
Date de télétransmission : 26/02/2026
Date de réception préfecture : 26/02/2026

Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch

Schéma de Cohérence Territoriale du Sisteronais-Buëch

Règlement intérieur du Comité de Gestion et de Suivi du SCoT

Préambule

Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) est un projet de territoire à horizon de vingt ans. Il définit la stratégie d'aménagement et de développement du territoire en intégrant les politiques publiques nationales et régionales.

Le cadre législatif et réglementaire du SCoT fixe notamment un objectif de réduction de 50 % de la consommation foncière à l'horizon 2031.

Le SCoT du Sisteronais-Buëch a été élaboré dans le cadre d'une importante concertation associant les habitants, les acteurs du territoire et les décideurs locaux, afin de répondre aux enjeux de développement économique et social, ainsi qu'aux objectifs de préservation et d'amélioration du cadre et de la qualité de vie.

Afin de concilier ces différents objectifs tout en garantissant un développement harmonieux et solidaire du territoire, le SCoT s'appuie sur une armature territoriale structurée en quatre niveaux et sur une répartition des droits à construire organisée en quatre enveloppes : habitat, économie, équipement/infrastructure et solidarité.

Ce dispositif a été conçu pour offrir une gestion souple, permettant la réalisation des projets et la fongibilité entre les enveloppes.

Sa mise en œuvre nécessite un suivi rigoureux ainsi qu'une gouvernance adaptée et représentative de la diversité du territoire.

Le comité de gestion et de suivi du SCoT, prévu par la fiche 2.1 du programme d'actions du SCoT, constitue un outil essentiel de cette gouvernance.

Article 1 : Objet du règlement

Le présent règlement intérieur a pour objet de définir le rôle du comité de gestion et de suivi du SCoT, sa composition, son champ d'intervention ainsi que ses modalités de fonctionnement et de vote.

Article 2 : Rôle du comité de gestion et de suivi du SCoT

Le comité a pour missions de :

- Suivre la consommation des espaces agricoles, naturels et forestiers du SCoT au sein des quatre enveloppes de droits à construire ;
- Organiser, dans un cadre concerté, la répartition des droits à construire entre les enveloppes ;
- Procéder, le cas échéant, à des transferts entre enveloppes ;
- Arbitrer les projets mobilisant une superficie supérieure aux droits à construire théoriques de la commune ou excédant les capacités de l'enveloppe concernée ;

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-D48-26-DE
Date de télétransmission : 26/02/2026
Date de réception préfecture : 26/02/2026

- Examiner les projets à forte consommation de droits à construire afin d'en apprécier l'intérêt communautaire.

Article 3 : Sujets soumis au comité

Les sujets suivants sont soumis au comité et font l'objet d'un avis formalisé par un vote, dans les conditions définies à l'article 4 :

- Le suivi de la consommation foncière, notamment la gestion des enveloppes habitat, économie, équipement/infrastructure et solidarité ;
- Les projets d'aménagement affectant l'enveloppe de solidarité ;
- Le suivi de la mise en œuvre du SCoT, en particulier du programme d'actions, et l'ajustement de la stratégie en fonction des résultats observés ;
- L'analyse des indicateurs de suivi du SCoT, notamment la réduction de la consommation d'espace, les surfaces de friches réhabilitées, l'évolution de la densification, les surfaces agricoles protégées, la biodiversité restaurée, ainsi que le potentiel et la stratégie de renaturation ;
- L'élaboration et l'évolution des documents d'urbanisme.

Dans l'émission de ses avis, le comité prend notamment en considération :

- Les enjeux politiques ;
- La pertinence et l'opportunité du projet au regard des besoins d'aménagement du territoire ;
- L'adéquation du projet avec l'enveloppe allouée.

Le comité peut également jouer un rôle d'alerte auprès du Conseil communautaire et du Bureau notamment pour les projets susceptibles d'affecter de manière significative les enveloppes.

Article 4 : Composition du comité et modalités de vote

COMPOSITION

Le comité de gestion et de suivi du SCoT est composé de :

- Trois élus titulaires et trois élus suppléants par strate de l'armature territoriale, désignés par délibération du Conseil communautaire ;
- Le Président de la CCSB ou le vice-président délégué au suivi du SCoT.

L'ensemble des élus titulaires et suppléants sont invités à participer aux réunions du comité. Seuls les titulaires disposent du droit de vote. En cas d'absence d'un titulaire, son suppléant exerce le droit de vote.

L'élu en charge du suivi du SCoT préside le comité et dispose d'un droit de vote.

Si un élu est directement concerné par le projet, il doit se retirer du vote.

Le comité peut inviter toute personne qualifiée qu'il juge utile à ses travaux, notamment les personnes publiques associées au SCoT, ainsi que des techniciens de la CCSB. Ces personnes qualifiées participent aux échanges sans disposer de droit de vote.

MODALITE DE VOTE ET CONDITIONS DE MAJORITE :

- Pour la consommation des enveloppes économie, équipement/infrastructure et solidarité : avis rendu à la majorité simple des membres présents ou représentés du comité ;

Accusé de réception en préfecture
004-200068765-20260213-D48-26-DE
Date de télétransmission : 26/02/2026
Date de réception préfecture : 26/02/2026

- Pour la consommation de l'enveloppe habitat : avis rendu à la double majorité, comprenant la majorité des membres du comité et les deux tiers des élus de la strate d'armature concernée, lorsque l'arbitrage intervient au sein de cette strate.

Les votes sont réalisés à main levée.

En cas d'égalité de voix, celle du président du comité est prépondérante.

Les avis rendus par le comité sont consultatifs et doivent être motivés. Ces avis sont soumis au bureau pour validation.

Les avis sont consignés dans un compte-rendu de décision qui est transmis à l'ensemble des élus membres du comité.

Un bilan des activités du comité est réalisé chaque année, celui-ci est soumis au conseil communautaire pour information.

QUORUM

Les avis sont valablement rendus lorsque la majorité des membres du comité est présente (soit la moitié + 1.

Article 5 : Modalités de convocation et d'animation du comité

Le comité est convoqué à l'initiative de son président au moins 7 jours avant la réunion par voie électronique.

L'ordre du jour figure sur la convocation qui est transmise éventuellement avec des documents préparatoires.

L'animation du comité est assurée par l'élu en charge du SCoT, assisté du chef de projet SCoT.

Article 6 : Périodicité des réunions

Le comité se réunit au minimum une fois par semestre, et autant que de besoin en fonction de l'actualité des projets et du suivi du SCoT.